12e ANNÉE. — N° 1. 5 MAI 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à l'intérieur le dessin de Bradberry

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Après n'avoir pu paraître il y a quinze jours, divers accidents ont fait que le numéro de la semaine passée n'a pu être mis en vente que le dimanche. Dorénavant nous reprendrons notre cours normal.

Pour ceux qui, de guerre lasse, auraient cessé de demander chez leur libraire, nous avons donné ordre de ne pas relever le numéro de la semaine dernière, ceux qui ne l'ont pas peuvent le demander.

Nous présentons nos excuses à ceux de nos abonnés qui ont écrit pour réclamer leur numéro. Si nous n'avons pas répondu individuellement, nous comptions sur le numéro à paraître, pour leur apporter l'explication de notre éclipse.

LA GANGRÈNE DU POUVOIR

Il y avait autrefois, un petit homme qui avait acquis la réputation, à la Chambre, d'être un orateur excellent, de savoir, comme pas un, vous " tomber " un ministère en un tour de phrase. Et la conviction de tous était que, lorsqu'il se déciderait à être ministre, il accomplirait des choses étonnantes, car il avait, en surplus, la réputation d'avoir la " poigne " solide.

Il passait aussi pour être intelligent. Ce fut une raison suffisante pour que ses électeurs se retournassent vers un médiocre pour les représenter.

Rendu à la vie privée, ne pouvant plus faire de la politique active, notre homme se mit à en écrire en philosophe, cherchant les causes sociales des faits, expliquant ceux-là par celles-ci, démontrant l'ignorance de ceux qui veulent gouverner sans tenir compte de ces causes, ouvrant à ses lecteurs des aperçus dont lui-même ne s'était jamais douté auparavant.

Bref! ce fut une révélation, même pour ceux qui le connaissaient pour n'être pas une bête. Notre homme avait gagné en perdant ses électeurs.

Arriva l'affaire Dreyfus, l'ex-politicien se lança dans la mêlée, prenant parti pour la vérité, contre la raison d'Etat. Ce fut une lutte épique, renouvelée tous les jours, pendant trois ans, et au cours de laquelle notre homme trouva des accents superbes contre ceux qui voulaient sacrifier une individualité à la raison d'Etat. Il eut des formules vengeresses contre ceux qui voulaient gouverner par le mensonge, l'arbitraire, l'injustice et la calomnie.

Les ardeurs de la lutte calmée, pour des raisons qui lui étaient personnelles, et toutes prosaïques, le champion du droit et de la justice, refit son entrée dans la politique par la porte dérobée du suffrage restreint, et, un beau jour, finit par se hisser à un poste de ministre, dont, au cours de sa carrière, il avait contribué à tant en déloger.

⁂

Nous autres anarchistes, nous savons trop ce qu'est le pouvoir pour avoir des illusions sur ceux qui y arrivent, et croire un seul moment qu'il pourra être exercé au profit des revendications de liberté, de justice et de bien-être pour tous.

A une machine montée pour tisser de la toile, ou tordre des fils, on ne fera pas fabriquer des casseroles ou des billes de billard, même lorsque, pour la conduire, on mettrait des chaudronniers ou des tourneurs.

A la machine gouvernementale, montée pour faire de l'arbitraire, défendre ce qu'il est convenu d'appeler l'ordre et la propriété : — c'est-à-dire imposer le silence aux réclamations, empêcher les revendications des volés, — on aura beau mettre, pour la mener, ceux qui auront fait les promesses les plus mirifiques, on ne fera pas rendre autre chose que ce qu'elle doit rendre : l'oppression et l'exploitation.

Nous n'attendions donc pas des miracles du nouveau ministre. Cependant nous nous étions laissé prendre, par un côté. L'homme avait de l'allure, passait pour avoir de la volonté et de la poigne, si nous n'attendions aucun changement dans les résultats, nous espérions trouver de la nouveauté dans les procédés. — En politique, il ne faut pas se montrer trop exigeant.

Nous nous disions : « Voilà enfin un homme intelligent au pouvoir, nous allons en avoir fini, avec ce régime tortueux de police et de lois d'exceptions. Etant donnée la réputation de Jacobin du nouveau ministre, il ne fera pas bon de se trouver en travers de sa politique. Il aura la patte d'autant plus lourde, qu'il s'imaginera avoir réalisé des transformations, mais au moins on sera frappé par devant et non par derrière, pour ce que l'on aura fait, et non pour des machinations policières. C'est tout ce que nous demandons. »

⁂

Lorsqu'il faisait de l'opposition, M. Clemenceau — c'est bien de lui dont il s'agit — avait protesté contre le vote des lois scélérates, contre leur application; de plus, il nous avait promis son concours pour mener campagne contre les vexations policières.

Une fois au pouvoir, cela aurait dû en être fini, de l'immixtion de la police dans l'intimité des gens, simplement soupçonnés de professer des idées — qui peuvent ne pas plaire au gouvernement, mais qui ne justifient pas l'arbitraire policier sous un régime qui se prétend de liberté.

La surveillance policière n'a pas cessé un seul instant, malgré que ce service relève du ministère de l'intérieur, dont M. Clemenceau est le chef... nominal. C'est en vertu des lois scélérates que se font arrestations et perquisitions que l'on a multipliées ces derniers jours, pour calmer la colique qui a saisi toute la tripouille jouisseuse.

Et s'il y avait des réclamations ouvrières bien justifiées, c'étaient les réclamations des mineurs de Courrières, contre une Compagnie richissime dont la rapacité et l'imprévoyance venaient de causer la mort de douze cents des leurs.

Pour forcer ces insolents barons de la finance à capituler, il n'avait qu'à les menacer de retirer ses troupes; ils n'auraient pas attendu l'exécution de la menace. L'homme à poigne a eu peur de sa place, c'est contre les mineurs qu'il s'est tourné.

* *

Mais où l'effondrement a été complet, atteignant les dernières limites du piteux, c'est dans l'invention d'un complot machiné entre anarchistes et cléricaux. M. Clemenceau qui, sous l'empire, a combattu les procédés policiers de l'empire, ne s'est souvenu de ses luttes anciennes que pour y repêcher ces procédés qu'il avait autrefois flétris.

* *

Lorsqu'on s'est fait une certaine opinion de quelqu'un, on a du mal à vouloir en changer, on cherche toutes sortes d'explications à côté, de leurs actes contradictoires.

J'ai voulu croire que toutes ces saletés étaient l'œuvre d'une police et d'une magistrature rétrogrades qui, se sentant menacées, et voulant se rendre indispensables, agissent de concert pour tromper et discréditer le ministre qu'ils craignent.

Mais l'*Aurore*, le propre journal de M. Clemenceau, au lendemain des premières arrestations, par le canal d'un sous-valet de plume, un nommé Souberbielle, qui, paraît-il, n'a même pas l'excuse de faire ce métier pour vivre, affirmait, contrairement à toute vérité, que les perquisitions avaient fourni les preuves de l'entente clérico-bonaparto, royaliste et anarchiste. M. Clemenceau, en faisant mentir ses domestiques pour se justifier, se rendait solidaire de la calomnie.

Calomnie ! car M. Clemenceau ne peut arguer qu'il a pu, un seul instant, croire à ce complot fantaisiste. Il connaît à peu près tout le personnel du mouvement ; une grande partie de son entourage nous connaît également. Il sait que nous répudions toute alliance avec *tous* les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche, et que nous menons notre lutte pour les revendications de la conscience et de la dignité individuelle, sans nous occuper des manigances de ces exploiteurs de la bêtise humaine.

Et, s'il y a dans le mouvement ouvrier, et le mouvement anarchiste, des hommes à vendre, — il y en a partout — il les connaît, et sait également que ces brebis galeuses ne peuvent avoir aucune influence sur la marche d'une évolution qui suivra son cours, quelles que soient les entraves qu'on y apporte.

* *

Avant de se faire l'auxiliaire de cette calomnie, Clemenceau aurait dû se rappeler que, il n'y a pas longtemps, lui aussi fut accusé d'être vendu à une politique étrangère. Si, dans sa carrière de politicien, il lui a été donné de passer à côté d'un grand nombre de consciences à vendre, il aurait dû savoir, cependant, que toutes ne se mesurent pas d'après la même aune.

Ce ne peut être, non plus, le dépit de voir, malgré son arrivée au pouvoir, éclater de toutes parts, les réclamations ouvrières. Il y a longtemps que ceux qui mènent la lutte pour l'émancipation humaine, ont rompu avec les finasseries de la politique. Aujourd'hui, les individus entendent combattre eux-mêmes, pour leur indépendance, et rejettent tout patronage. Que les politiciens continuent à chercher la meilleure façon d'endoctriner les masses : chez les individus conscients on apprend à se passer d'eux. Et M. Clemenceau, qui a écrit de si belles pages sur l'individualité humaine, doit être le premier à prendre son parti de cette évolution.

Tout cela est plus simple. Le gouvernement n'ayant pas su amener les exploiteurs à faire droit aux réclamations ouvrières, ni rassurer les exploiteurs devant les réclamations incessantes et de plus en plus violentes des exploités, et voyant venir les élections où il risque de faire naufrage, a perdu la tête et a cru sauver la situation en montrant aux électeurs révolutionnaires et réactionnaires conjurés pour perdre la République et ramener le pays en arrière. C'est canaille... et c'est surtout bête, et retombera sur le nez de ceux qui ont inventé ce mensonge, car il n'y aura que les imbéciles pour le croire, et il faudra bien avouer, d'ici peu, que c'était un mensonge.

Et M. Clemenceau, prisonnier de sa fonction, a emboîté le pas à ses collègues, escomptant se rattraper dans l'avenir. Lui qui a si bien tonné contre la raison d'Etat, lui qui a flétri si énergiquement ceux qui l'invoquaient pour gouverner, en est arrivé à user de leurs procédés, pour sauver le siège de quelques politiciens véreux; car il se trompe s'il croit qu'il lui sera permis d'accomplir quelque chose au pouvoir.

Sa réputation d'homme à poigne vient de s'écrouler piteusement. Les politiciens sont en train de l'user. Avant peu, ils le rejetteront vidé, comme une épave inutile. Aujourd'hui, il fait des concessions dans l'espoir d'agir plus tard ; demain il les fera pour rester en place. Avoir écrit la *Mêlée Sociale* et le *Grand Pan*, c'est tomber bien bas. Lui qui aurait pu être quelqu'un, n'aura réussi que pour peu de temps, à être quelque chose.

J. GRAVE.

CROCS & GRIFFES

Maintenant que le choc est passé, on peut bien l'avouer, le 1er Mai serait passé inaperçu, à Paris, tout au moins, sans le bluff créé autour, dans des intérêts politiques et électoraux et par la presse réactionnaire, et par le gouvernement libéral, dont nous « jouissons »!

Qui pourra décrire l'affolement de ces ventres! les uns s'enfuyant au diable! les autres entassant provisions sur provisions, se condamnant ainsi à une inflammation d'intestins, par suite des conserves qu'ils vont être forcés d'absorber par la suite.

Ceux qui riront de cette affaire, ce sont les médecins; et les épiciers, qui en ont profité pour liquider leurs rossignols. Et aussi quelques ouvriers, dans certaines usines, où les patrons sont allés au devant de réclamations que l'on ne songeait même pas à leur présenter!

Mais une morale se dégage de tout ce trac : c'est que si les ouvriers savaient et voulaient, ils n'auraient qu'à serrer les poings pour faire mourir de peur, toute la racaille qui vit de leur ignorance et de leur veulerie.

J. GRAVE.

* *

LA PREUVE DU COMPLOT. — *Notre camarade André Girard a adressé à M. Clemenceau la lettre et le document suivants dont nos lecteurs apprécieront toute l'importance relativement au complot anarcho-monarchique :*

Monsieur le Ministre,

D'après les racontars des journaux, vous auriez besoin, pour paraître justifier les mesures de police vraiment exagérées que le 1er mai vous a fait prendre, de découvrir un complot liant les chefs cléricaux et monarchistes aux éléments révolutionnaires qui, en ce moment, troublent quelque peu la sérénité des possédants dont vous vous êtes chargé d'assurer la sécurité.

Afin de vous faciliter la tâche, je me permets de vous adresser, à titre d'argument précieux, l'entrefilet suivant que je découpe dans la Presse, *du 11 avril 1906.*

« L'Union fédérative des travailleurs de l'Etat, réunie en congrès extraordinaire à l'occasion de la prochaine manifestation du 1er mai, a poursuivi ce matin, au siège de la Confédération générale du travail, l'examen des diverses résolutions soumises à son approbation.

« Il a été procédé à la nomination d'une commission chargée de prendre différentes dispositions en ce qui concerne les démarches à effectuer auprès des pouvoirs publics.

« A l'occasion du mardi saint, de six heures à dix heures, exposition, et de deux à trois heures, vénération des saintes reliques de la Passion; à huit heures et demie du soir, retraite par le chanoine Janvier : la Naissance et le Progrès des vertus. »

L'importance de ce document ne vous échappera pas. En effet, cette réunion à la Confédération générale du travail qui se termine par de pieuses oraisons donne la preuve indiscutable que, dès le 11 avril, l'alliance était scellée entre la Bombe et le Goupillon.

Dans l'espoir que j'aurai, en citoyen zélé, contribué à éclairer la religion de la justice de mon pays, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma profonde commisération pour le rôle ingrat que vous avez assumé.

ANDRÉ GIRARD.

Le prochain numéro comportera un dessin de Willaume et un de Nathan, sur le Suffrage universel.

Parmi les journaux qui se sont plus particulièrement distingués à essayer de créer la legende du fameux complot, l'ex-journal de Clemenceau, l'*Aurore*, tient assurément la première place. C'est même, à ce que l'on assure, le vieux débris de Ranc qui aurait lancé le premier, dans la presse, cette canaillerie.

Bien entendu, les jeunes arrivistes, venus du socialisme révolutionnaire ou d'autres points de l'horizon politique, qui sont attachés à la fortune de Clemenceau, n'ont pas protesté.

Un Souberbielle, juif à tout faire, comme la plupart de ses congénères, le lendemain des perquisitions, tentait de salir les militants de la Confédération. Pas un rédacteur de l'*Aurore*, pas un Buré, pas un Boivin, qui cependant nous connaissent, n'ont même essayé la moindre protestation. La lâcheté républicaine et démocratique a gagné ces ex-révolutionnaires.

Bien mieux, ils eurent le toupet, le jour même où paraissait la saleté du juif Souberbielle, d'envoyer à la Confédération un autre juif, sale et puant, nommé Seligmann, vraisemblablement pour moucharder ce qui se disait à la C. G. T.

A la vue du personnage, mon sang ne fit qu'un tour, et je me précipitai sur lui pour le gifler, mais, à mon grand regret, mes camarades crurent devoir faire filer le bougre, qui court encore.

J'ai voulu relater cet incident, ce qui me permet de fixer des responsabilités et des complicités que nous saurons malgré tout bien faire fixer un jour ou l'autre.

P. D.

GLANES

La grève des facteurs.

Décidément, sans être pour cela taxé d'optimisme, on peut croire que l'éveil des intelligences est en bonne voie de s'accomplir quand on constate comment chacun prend peu à peu conscience de ses droits. A leur tour, les facteurs se sont mis en grève et avec quelque chose de subitement déterminé qui m'a ravi car j'y ai vu le témoignage d'une entente et d'une solidarité du meilleur augure.

Outre qu'ils se sont rendu compte qu'ils étaient dérisoirement rétribués, les postiers ont compris à quel rôle de dupes ils se résignaient en mendiant tous les ans des étrennes et ils ont déclaré qu'ils trouvaient cela avilissant. Cela l'est tellement, en effet, qu'avec l'arrogance de ceux qui en veulent pour leur argent, *Le Figaro* s'est cru le droit, au nom des Parisiens, de menacer les grévistes de les priver du petit cadeau du 1er janvier si leur cessation de travail, en faisant tache d'huile, entravait sérieusement le service. Avoir pour patrons, en plus de l'Etat, tous les habitants d'un quartier — c'est-à-dire toute la variété des mufles imaginables — c'est de trop, vraiment, pour des hommes qui commencent par être payés trois francs par jour...! Et on se demande pourquoi, s'il désirait des agents modèles qui ne se révoltassent jamais contre l'humilité de leur condition, le gouvernement ne les a pas recrutés parmi les frères quêteurs....

⁂

Tout homme a dans son cœur un patron *qui sommeille*. Voilà, entre autres choses, ce que la grève des sous-agents des postes nous aura appris. Le public, en général, s'est montré hostile à leur mouvement de protestation. C'est qu'il est très rigoureux à l'endroit des devoirs qu'il assigne à tous ceux qu'il considère comme ses serviteurs. Il ne consent à être socialiste et à appuyer les revendications des travailleurs qu'autant qu'il ne ressent pas les effets de leur mécontentement aussitôt qu'il devient actif. Méfions-nous donc de nous, à nous considérer comme des unités sociales. Sachons convenir que, comme nous composons la société, il faut bien que nous y tenions par quelque chose d'intéressé.

Ce qui fait que subsiste et que subsistera longtemps encore le système capitaliste c'est qu'il est constitué de façon que nous en sommes tous, bon gré mal gré, solidaires. Complices, même réfractaires, de l'injuste organisation sociale, nous subissons, au moins en partie, le contre-coup de chacune des atteintes qui lui sont portées. Notre mérite commence à les accepter avec sérénité, en nous disant qu'elles profitent à la cause que nous croyons bonne.

⁂

Aux réactionnaires qui lui intimaient de châtier, avec une rigueur draconienne, l'acte d'émancipation des postiers, Son Excellence M. Barthou a répondu en révoquant trois cents grévistes. Ce faisant, il a agi avec la brutalité qui convient à un homme de sa situation. Je suis très ignorant en matière de personnalités politiques et je ne sais s'il est vrai, comme ses adversaires le crient d'autant plus haut que nous sommes plus près des élections, que le ministre des travaux publics a la classe prolétarienne en exécration. Mais ce que je puis affirmer c'est qu'en son lieu et place — peut-être un peu moins délibérément — tout autre représentant du gouvernement eût été tenu de prendre une attitude conforme à la sienne, en face du mouvement de rébellion des facteurs. Aussi bien, le vote d'assentiment de la Chambre et du Sénat a-t-il prouvé que l'acte de M. Barthou n'avait rien d'exceptionnellement sévère et qu'il agréait à ceux dont l'intérêt commande la soumission absolue des salariés à la volonté des patrons. En la circonstance c'était le patron des patrons, c'est-à-dire l'Etat, qui devait réprimer avec énergie l'indiscipline de ses ouvriers. Pour l'accomplissement de cette besogne M. Barthou n'a joué que le rôle d'un de ces intermédiaires dont Chamfort disait qu'ils sont, entre le maître et le serviteur, comme le chien entre le chasseur et le gibier.

L'armée aux grèves.

On s'était trop tôt laissé aller à louer le calme des troupes, en face de l'exaspération si légitime des grévistes du Nord. La protection passive dont la force armée entourait l'entêtement féroce des Compagnies minières à ne pas céder le moindre de leurs intérêts, ne devait, à vrai dire, se prolonger plus longtemps. Le gouvernement avait donné la mesure de la longanimité dont il est susceptible de témoigner sans cesser d'avoir sa raison d'exister.

Il pouvait, à la rigueur, supporter que des paysans fanatiques attaquassent ses soldats et tirassent des coups de revolver contre ses agents autant au nom de la liberté de conscience que du respect de la propriété. Mais, dans un conflit de la nature de celui qui révolutionne la région comprise entre Lens et Valenciennes, il fallait bien qu'il finît par prendre activement parti pour le capital contre le travail, pour les patrons contre les ouvriers. Il a cédé aux intimations d'agir énergiquement de la bourgeoisie effrayée. Les baïonnettes et les sabres ont crevé, comme il seyait, les estomacs vides et les feux de salve ont répondu aux revendications désespérées. Les charges brutales des dragons et des cuirassiers, qui ont dispersé les hordes désarmées des grévistes, ont été célébrées comme des victoires par les journaux conservateurs. Ils ont entonné des *De Deum* ainsi qu'aux temps où Condé triomphait des Espagnols à Lens et Villars des Autrichiens, des Anglais et des Hollandais à Denain. Lasse d'attendre de se couvrir de gloire en des luttes avec l'étranger, c'est au détriment de la classe ouvrière que l'armée s'entretient la main. Inutilisée comme instrument de conquête, elle s'accoutume peu à peu au rôle qu'elle semble appelée à jouer uniquement plus tard d'assurer par la force le maintien de l'organisation capitaliste.

L'éventualité.

En présence des actuelles perturbations sociales Victor Hugo aurait dit : « le moment politique est grave » et Joseph Prudhomme : « l'horizon politique se rembrunit ». Inquiet de l'inconnu qui peut sortir des élections prochaines qu'il ne se sent pas maître de diriger à son gré, le gouvernement prêche le calme tout en s'efforçant de l'assurer par des mesures de répression violente et la réaction essaie d'affoler les esprits pour profiter de leur confusion tout en prenant ses précautions pour se tirer d'affaires dans le cas où les événements ne lui laisseraient pas le pouvoir de jouer avec eux. Il paraît que des gens s'approvisionnent comme pour soutenir un siège ou reprennent aux coffres-forts la garde de leurs fonds, en prévision du déchaînement d'une guerre civile le 1er mai.

Convient-il de rire de leur inquiétude? Non, car on ne saurait affirmer, que, dans une société à l'état permanent d'ébullition, il y a des moments où les révolutions ne sont pas possibles. Le désir d'indépendance et de bonheur des hommes est constant. C'est un instinct qu'on raisonne souvent dès qu'on le met en action. — Ce dont il est permis de douter c'est de l'efficacité d'un soulèvement de la classe ouvrière. En l'admettant victorieuse, la révolution donnerait-elle les résultats qu'on pourrait espérer d'elle? Je ne le crois pas.

JOHN-L. CHARPENTIER.

Le Complot?

Grave apprécie comme il convient d'autre part, l'histoire du " *Complot* ", qui restera incontestablement comme le plus bel acte du ministère Clemenceau-Briand.

Essayer de compromettre les partis révolutionnaires avec les conservateurs les plus extrêmes; faire croire que ceux-ci sont plus ou moins encouragés et poussés par ceux-là, cela fut de tout temps le procédé employé par les gouvernants pour essayer d'abattre et de terrasser leurs adversaires.

Aussi lâche et stupide que les précédents, le ministère Clemenceau-Briand n'y a pas manqué.

Et c'est ainsi que Grave et moi, ainsi que notre ami et collaborateur Monatte, nous sommes accusés de pactiser non seulement avec nos camarades de la Confédération, ce qui est exact, mais aussi avec des royalistes et des bonapartistes notoires qui nous étaient jusqu'à ce jour, est-il besoin de le dire, parfaitement inconnus.

Mais le Gouvernement semble vouloir pousser plus loin la comédie et aux perquisitions sont venues s'adjoindre les arrestations.

Arrestations dans les deux camps pour donner le change à la classe ouvrière.

Griffuelhes est arrêté depuis lundi. Monatte est en prison à Béthune; un mandat est lancé contre Lévy. D'autres le sont peut-être, à l'heure, où retiré dans mon coin et loin de mon domicile, j'écris ces lignes.

Des perquisitions ont lieu partout. A Lens, à Roubaix, à Rouen, chez des militants un peu partout. Les domiciles sont violés et la liberté individuelle si chère à Clemenceau-littérateur n'est plus qu'une balançoire pour Clemenceau-ministre. Le local de la Confédération a été cambriolé par les gens de police, etc., etc.

Mais, quoi qu'on fasse, cela ne donnera le change à personne, pas même aux plus bouchés. La ficelle gouvernementale est décidément trop grossière.

Chez aucun d'entre nous, pas plus du reste que chez les réactionnaires à côté de qui l'on nous a accolés, l'on n'a trouvé la plus petite trace pouvant prouver l'ignoble accusation d'accointance imaginée par le gouvernement.

N'importe, Briand et Clemenceau espèrent jeter le discrédit sur nous, ce sur quoi nous sommes bien tranquilles les uns et les autres, car ils se trompent étrangement.

L'agitation et les grèves du Nord que nous sommes accusés d'avoir fomentées et entretenues, s'expliquent trop par la triste catastrophe de Courrières, pour que nous en soyions même indirectement rendus responsables.

L'on essaie, en nous accusant, de sauver les ingénieurs et les responsables de la catastrophe, mais le coup ratera cela ne peut faire aucun doute. Quant aux actes de révolte des vaillants mineurs qui depuis plus de 50 jours, n'ont cessé de lutter à la fois contre les pièges des politiciens et l'avidité des compagnies minières, ils s'expliquent trop bien par eux-mêmes pour que nous ayons besoin d'insister.

Le gouvernement de ce côté-là encore en sera pour sa canaillerie.

Enfin c'est l'organisation ouvrière qui est visée et que l'on croit abattre; de ce côté-là encore l'on se trompe étrangement. Le mouvement est maintenant trop bien lancé et a de trop profondes racines dans les masses prolétariennes pour que l'on puisse même le détourner. L'action et l'agitation de ces jours derniers le démontrent péremptoirement. Arrestations, perquisitions, poursuites, le gouvernement en sera pour ses frais. Il ne lui restera que le triste honneur d'avoir commis une canaillerie et une lâcheté.

P. DELESALLE.

Et s'il y avait des réclamations ouvrières bien justifiées, c'étaient les réclamations des mineurs de Courrières, contre une Compagnie richissime dont la rapacité et l'imprévoyance venaient de causer la mort de douze cents des leurs.

Pour forcer ces insolents barons de la finance à capituler, il n'avait qu'à les menacer de retirer ses troupes; ils n'auraient pas attendu l'exécution de la menace. L'homme à poigne a eu peur de sa place, c'est contre les mineurs qu'il s'est tourné.

⁂

Mais où l'effondrement a été complet, atteignant les dernières limites du piteux, c'est dans l'invention d'un complot machiné entre anarchistes et cléricaux. M. Clemenceau qui, sous l'empire, a combattu les procédés policiers de l'empire, ne s'est souvenu de ses luttes anciennes que pour y repêcher ces procédés qu'il avait autrefois flétris.

⁂

Lorsqu'on s'est fait une certaine opinion de quelqu'un, on a du mal à vouloir en changer, on cherche toutes sortes d'explications à côté, de leurs actes contradictoires.

J'ai voulu croire que toutes ces saletés étaient l'œuvre d'une police et d'une magistrature rétrogrades qui, se sentant menacées, et voulant se rendre indispensables, agissent de concert pour tromper et discréditer le ministre qu'ils craignent.

Mais l'*Aurore*, le propre journal de M. Clemenceau, au lendemain des premières arrestations, par le canal d'un sous-valet de plume, un nommé Souberbielle, qui, paraît-il, n'a même pas l'excuse de faire ce métier pour vivre, affirmait, contrairement à toute vérité, que les perquisitions avaient fourni les preuves de l'entente clérico-bonaparto, royaliste et anarchiste. M. Clemenceau, en faisant mentir ses domestiques pour se justifier, se rendait solidaire de la calomnie.

Calomnie ! car M. Clemenceau ne peut arguer qu'il a pu, un seul instant, croire à ce complot fantaisiste. Il connaît à peu près tout le personnel du mouvement ; une grande partie de son entourage nous connaît également. Il sait que nous répudions toute alliance avec *tous* les politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche, et que nous menons notre lutte pour les revendications de la conscience et de la dignité individuelle, sans nous occuper des manigances de ces exploiteurs de la bêtise humaine.

Et, s'il y a dans le mouvement ouvrier, et le mouvement anarchiste, des hommes à vendre, — il y en a partout — il les connaît, et sait également que ces brebis galeuses ne peuvent avoir aucune influence sur la marche d'une évolution qui suivra son cours, quelles que soient les entraves qu'on y apporte.

⁂

Avant de se faire l'auxiliaire de cette calomnie, Clemenceau aurait dû se rappeler que, il n'y a pas longtemps, lui aussi fut accusé d'être vendu à une politique étrangère. Si, dans sa carrière de politicien, il lui a été donné de passer à côté d'un grand nombre de consciences à vendre, il aurait dû savoir, cependant, que toutes ne se mesurent pas d'après la même aune.

Ce ne peut être, non plus, le dépit de voir, malgré son arrivée au pouvoir, éclater de toutes parts, les réclamations ouvrières. Il y a longtemps que ceux qui mènent la lutte pour l'émancipation humaine, ont rompu avec les finasseries de la politique. Aujourd'hui, les individus entendent combattre eux-mêmes, pour leur indépendance, et rejettent tout patronage. Que les politiciens continuent à chercher la meilleure façon d'endoctriner les masses : chez les individus conscients on apprend à se passer d'eux. Et M. Clemenceau, qui a écrit de si belles pages sur l'individualité humaine, doit être le premier à prendre son parti de cette évolution.

Tout cela est plus simple. Le gouvernement n'ayant pas su amener les exploiteurs à faire droit aux réclamations ouvrières, ni rassurer les exploiteurs devant les réclamations incessantes et de plus en plus violentes des exploités, et voyant venir les élections où il risque de faire naufrage, a perdu la tête et a cru sauver la situation en montrant aux électeurs révolutionnaires et réactionnaires conjurés pour perdre la République et ramener le pays en arrière. C'est canaille... et c'est surtout bête, et retombera sur le nez de ceux qui ont inventé ce mensonge, car il n'y aura que les imbéciles pour le croire, et il faudra bien avouer, d'ici peu, que c'était un mensonge.

Et M. Clemenceau, prisonnier de sa fonction, a emboîté le pas à ses collègues, escomptant se rattraper dans l'avenir. Lui qui a si bien tonné contre la raison d'Etat, lui qui a flétri si énergiquement ceux qui l'invoquaient pour gouverner, en est arrivé à user de leurs procédés, pour sauver le siège de quelques politiciens véreux; car il se trompe s'il croit qu'il lui sera permis d'accomplir quelque chose au pouvoir.

Sa réputation d'homme à poigne vient de s'écrouler piteusement. Les politiciens sont en train de l'user. Avant peu, ils le rejetteront vidé, comme une épave inutile. Aujourd'hui, il fait des concessions dans l'espoir d'agir plus tard ; demain il les fera pour rester en place. Avoir écrit la *Mêlée Sociale* et le *Grand Pan*, c'est tomber bien bas. Lui qui aurait pu être quelqu'un, n'aura réussi que pour peu de temps, à être quelque chose.

J. GRAVE.

CROCS & GRIFFES

Maintenant que le choc est passé, on peut bien l'avouer, le 1er Mai serait passé inaperçu, à Paris, tout au moins, sans le bluff créé autour, dans des intérêts politiques et électoraux et par la presse réactionnaire, et par le gouvernement libéral, dont nous « jouissons »!

Qui pourra décrire l'affolement de ces ventres! les uns s'enfuyant au diable! les autres entassant provisions sur provisions, se condamnant ainsi à une inflammation d'intestins, par suite des conserves qu'ils vont être forcés d'absorber par la suite.

Ceux qui riront de cette affaire, ce sont les médecins; et les épiciers, qui en ont profité pour liquider leurs rossignols. Et aussi quelques ouvriers, dans certaines usines, où les patrons sont allés au devant de réclamations que l'on ne songeait même pas à leur présenter!

Mais une morale se dégage de tout ce trac : c'est que si les ouvriers savaient et voulaient, ils n'auraient qu'à serrer les poings pour faire mourir de peur, toute la racaille qui vit de leur ignorance et de leur veulerie.

J. GRAVE.

⁂

LA PREUVE DU COMPLOT. — *Notre camarade André Girard a adressé à M. Clemenceau la lettre et le document suivants dont nos lecteurs apprécieront toute l'importance relativement au complot anarcho-monarchique :*

Monsieur le Ministre,

D'après les racontars des journaux, vous auriez besoin, pour paraître justifier les mesures de police vraiment exagérées que le 1er mai vous a fait prendre, de découvrir un complot liant les chefs cléricaux et monarchistes aux éléments révolutionnaires qui, en ce moment, troublent quelque peu la sérénité des possédants dont vous vous êtes chargé d'assurer la sécurité.

Afin de vous faciliter la tâche, je me permets de vous adresser, à titre d'argument précieux, l'entrefilet suivant que je découpe dans la Presse, *du 11 avril 1906.*

« L'Union fédérative des travailleurs de l'Etat, réunie en congrès extraordinaire à l'occasion de la prochaine manifestation du 1er mai, a poursuivi ce matin, au siège de la Confédération générale du travail, l'examen des diverses résolutions soumises à son approbation.

« Il a été procédé à la nomination d'une commission chargée de prendre différentes dispositions en ce qui concerne les démarches à effectuer auprès des pouvoirs publics.

« A l'occasion du mardi saint, de six heures à dix heures, exposition, et de deux à trois heures, vénération des saintes reliques de la Passion ; à huit heures et demie du soir, retraite par le chanoine Janvier : la Naissance et le Progrès des vertus. »

L'importance de ce document ne vous échappera pas. En effet, cette réunion à la Confédération générale du travail qui se termine par de pieuses oraisons donne la preuve indiscutable que, dès le 11 avril, l'alliance était scellée entre la Bombe et le Goupillon.

Dans l'espoir que j'aurai, en citoyen zélé, contribué à éclairer la religion de la justice de mon pays, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer l'assurance de ma profonde commisération pour le rôle ingrat que vous avez assumé.

ANDRÉ GIRARD.

Le prochain numéro comportera un dessin de Willaume et un de Nathan, sur le Suffrage universel.

Parmi les journaux qui se sont plus particulièrement distingués à essayer de créer la legende du fameux complot, l'ex-journal de Clemenceau, l'*Aurore*, tient assurément la première place. C'est même, à ce que l'on assure, le vieux débris de Ranc qui aurait lancé le premier, dans la presse, cette canaillerie.

Bien entendu, les jeunes arrivistes, venus du socialisme révolutionnaire ou d'autres points de l'horizon politique, qui sont attachés à la fortune de Clemenceau, n'ont pas protesté.

Un Souberbielle, juif à tout faire, comme la plupart de ses congénères, le lendemain des perquisitions, tentait de salir les militants de la Confédération. Pas un rédacteur de l'*Aurore*, pas un Boré, pas un Boivin, qui cependant nous connaissent, n'ont même essayé la moindre protestation. La lâcheté républicaine et démocratique a gagné ces ex-révolutionnaires.

Bien mieux, ils eurent le toupet, le jour même où paraissait la saleté du juif Souberbielle, d'envoyer à la Confédération un autre juif, sale et puant, nommé Seligmann, vraisemblablement pour moucharder ce qui se disait à la C. G. T.

A la vue du personnage, mon sang ne fit qu'un tour, et je me précipitai sur lui pour le gifler, mais, à mon grand regret, mes camarades crurent devoir faire filer le bougre, qui court encore.

J'ai voulu relater cet incident, ce qui me permet de fixer des responsabilités et des complicités que nous saurons malgré tout bien faire fixer un jour ou l'autre.

P. D.

GLANES

La grève des facteurs.

Décidément, sans être pour cela taxé d'optimisme, on peut croire que l'éveil des intelligences est en bonne voie de s'accomplir quand on constate comment chacun prend peu à peu conscience de ses droits. A leur tour, les facteurs se sont mis en grève et avec quelque chose de subitement déterminé qui m'a ravi car j'y ai vu le témoignage d'une entente et d'une solidarité du meilleur augure.

Outre qu'ils se sont rendu compte qu'ils étaient dérisoirement rétribués, les postiers ont compris à quel rôle de dupes ils se résignaient en mendiant tous les ans des étrennes et ils ont déclaré qu'ils trouvaient cela avilissant. Cela l'est tellement, en effet, qu'avec l'arrogance de ceux qui en veulent pour leur argent, *Le Figaro* s'est cru le droit, au nom des Parisiens, de menacer les grévistes de les priver du petit cadeau du 1er janvier si leur cessation de travail, en faisant tache d'huile, entravait sérieusement le service. Avoir pour patrons, en plus de l'Etat, tous les habitants d'un quartier — c'est-à-dire toute la variété des mufles imaginables — c'est de trop, vraiment, pour des hommes qui commencent par être payés trois francs par jour...! Et on se demande pourquoi, s'il désirait des agents modèles qui ne se révoltassent jamais contre l'humilité de leur condition, le gouvernement ne les a pas recrutés parmi les frères quêteurs....

* *

Tout homme a dans son cœur un patron *qui sommeille*. Voilà, entre autres choses, ce que la grève des sous-agents des postes nous aura appris. Le public, en général, s'est montré hostile à leur mouvement de protestation. C'est qu'il est très rigoureux à l'endroit des devoirs qu'il assigne à tous ceux qu'il considère comme ses serviteurs. Il ne consent à être socialiste et à appuyer les revendications des travailleurs qu'autant qu'il ne ressent pas les effets de leur mécontentement aussitôt qu'il devient actif. Méfions-nous donc de nous, à nous considérer comme des unités sociales. Sachons convenir que, comme nous composons la société, il faut bien que nous y tenions par quelque chose d'intéressé.

Ce qui fait que subsiste et que subsistera longtemps encore le système capitaliste c'est qu'il est constitué de façon que nous en sommes tous, bon gré mal gré, solidaires. Complices, même réfractaires, de l'injuste organisation sociale, nous subissons, au moins en partie, le contre-coup de chacune des atteintes qui lui sont portées. Notre mérite commence à les accepter avec sérénité, en nous disant qu'elles profitent à la cause que nous croyons bonne.

* *

Aux réactionnaires qui lui intimaient de châtier, avec une rigueur draconienne, l'acte d'émancipation des postiers, Son Excellence M. Barthou a répondu en révoquant trois cents grévistes. Ce faisant, il a agi avec la brutalité qui convient à un homme de sa situation. Je suis très ignorant en matière de personnalités politiques et je ne sais s'il est vrai, comme ses adversaires le crient d'autant plus haut que nous sommes plus près des élections, que le ministre des travaux publics a la classe prolétarienne en exécration. Mais ce que je puis affirmer c'est qu'en son lieu et place — peut-être un peu moins délibérément — tout autre représentant du gouvernement eût été tenu de prendre une attitude conforme à la sienne, en face du mouvement de rébellion des facteurs. Aussi bien, le vote d'assentiment de la Chambre et du Sénat a-t-il prouvé que l'acte de M. Barthou n'avait rien d'exceptionnellent sévère et qu'il agréait à ceux dont l'intérêt commande la soumission absolue des salariés à la volonté des patrons. En la circonstance c'était le patron des patrons, c'est-à-dire l'Etat, qui devait réprimer avec énergie l'indiscipline de ses ouvriers. Pour l'accomplissement de cette besogne M. Barthou n'a joué que le rôle d'un de ces intermédiaires dont Chamfort disait qu'ils sont, entre le maître et le serviteur, comme le chien entre le chasseur et le gibier.

L'armée aux grèves.

On s'était trop tôt laissé aller à louer le calme des troupes, en face de l'exaspération si légitime des grévistes du Nord. La protection passive dont la force armée entourait l'entêtement féroce des Compagnies minières à ne pas céder le moindre de leurs intérêts, ne devait, à vrai dire, se prolonger plus longtemps. Le gouvernement avait donné la mesure de la longanimité dont il est susceptible de témoigner sans cesser d'avoir sa raison d'exister.

Il pouvait, à la rigueur, supporter que des paysans fanatiques attaquassent ses soldats et tirassent des coups de revolver contre ses agents autant au nom de la liberté de conscience que du respect de la propriété. Mais, dans un conflit de la nature de celui qui révolutionne la région comprise entre Lens et Valenciennes, il fallait bien qu'il finît par prendre activement parti pour le capital contre le travail, pour les patrons contre les ouvriers. Il a cédé aux intimations d'agir énergiquement de la bourgeoisie effrayée. Les baïonnettes et les sabres ont crevé, comme il seyait, les estomacs vides et les feux de salve ont répondu aux revendications désespérées. Les charges brutales des dragons et des cuirassiers, qui ont dispersé les hordes désarmées des grévistes, ont été célébrées comme des victoires par les journaux conservateurs. Ils ont entonné des *De Deum* ainsi qu'aux temps où Condé triomphait des Espagnols à Lens et Villars des Autrichiens, des Anglais et des Hollandais à Denain. Lasse d'attendre de se couvrir de gloire en des luttes avec l'étranger, c'est au détriment de la classe ouvrière que l'armée s'entretient la main. Inutilisée comme instrument de conquête, elle s'accoutume peu à peu au rôle qu'elle semble appelée à jouer uniquement plus tard d'assurer par la force le maintien de l'organisation capitaliste.

L'éventualité.

En présence des actuelles perturbations sociales Victor Hugo aurait dit : « le moment politique est grave » et Joseph Prudhomme : « l'horizon politique se rembrunit ». Inquiet de l'inconnu qui peut sortir des élections prochaines qu'il ne se sent pas maître de diriger à son gré, le gouvernement prêche le calme tout en s'efforçant de l'assurer par des mesures de répression violente et la réaction essaie d'affoler les esprits pour profiter de leur confusion tout en prenant ses précautions pour se tirer d'affaires dans le cas où les événements ne lui laisseraient pas le pouvoir de jouer avec eux. Il paraît que des gens s'approvisionnent comme pour soutenir un siège ou reprennent aux coffres-forts la garde de leurs fonds, en prévision du déchaînement d'une guerre civile le 1er mai.

Convient-il de rire de leur inquiétude? Non, car on ne saurait affirmer, que, dans une société à l'état permanent d'ébullition, il y a des moments où les révolutions ne sont pas possibles. Le désir d'indépendance et de bonheur des hommes est constant. C'est un instinct qu'on raisonne souvent dès qu'on le met en action. — Ce dont il est permis de douter c'est de l'efficacité d'un soulèvement de la classe ouvrière. En l'admettant victorieuse, la révolution donnerait-elle les résultats qu'on pourrait espérer d'elle? Je ne le crois pas.

JOHN-L. CHARPENTIER.

Le Complot?

Grave apprécie comme il convient d'autre part, l'histoire du " *Complot* ", qui restera incontestablement comme le plus bel acte du ministère Clemenceau-Briand.

Essayer de compromettre les partis révolutionnaires avec les conservateurs les plus extrêmes; faire croire que ceux-ci sont plus ou moins encouragés et poussés par ceux-là, cela fut de tout temps le procédé employé par les gouvernants pour essayer d'abattre et de terrasser leurs adversaires.

Aussi lâche et stupide que les précédents, le ministère Clemenceau-Briand n'y a pas manqué.

Et c'est ainsi que Grave et moi, ainsi que notre ami et collaborateur Monatte, nous sommes accusés de pactiser non seulement avec nos camarades de la Confédération, ce qui est exact, mais aussi avec des royalistes et des bonapartistes notoires qui nous étaient jusqu'à ce jour, est-il besoin de le dire, parfaitement inconnus.

Mais le Gouvernement semble vouloir pousser plus loin la comédie et aux perquisitions sont venues s'adjoindre les arrestations.

Arrestations dans les deux camps pour donner le change à la classe ouvrière.

Griffuelhes est arrêté depuis lundi. Monatte est en prison à Béthune; un mandat est lancé contre Lévy. D'autres le sont peut-être, à l'heure, où retiré dans mon coin et loin de mon domicile, j'écris ces lignes.

Des perquisitions ont lieu partout. A Lens, à Roubaix, à Rouen, chez des militants un peu partout. Les domiciles sont violés et la liberté individuelle si chère à Clemenceau-littérateur n'est plus qu'une balançoire pour Clemenceau-ministre. Le local de la Confédération a été cambriolé par les gens de police, etc., etc.

Mais, quoi qu'on fasse, cela ne donnera le change à personne, pas même aux plus bouchés. La ficelle gouvernementale est décidément trop grossière.

Chez aucun d'entre nous, pas plus du reste que chez les réactionnaires à côté de qui l'on nous a accolés, l'on n'a trouvé la plus petite trace pouvant prouver l'ignoble accusation d'accointance imaginée par le gouvernement.

N'importe, Briand et Clemenceau espèrent jeter le discrédit sur nous, ce sur quoi nous sommes bien tranquilles les uns et les autres, car ils se trompent étrangement.

L'agitation et les grèves du Nord que nous sommes accusés d'avoir fomentées et entretenues, s'expliquent trop par la triste catastrophe de Courrières, pour que nous en soyions même indirectement rendus responsables.

L'on essaie, en nous accusant, de sauver les ingénieurs et les responsables de la catastrophe, mais le coup ratera cela ne peut faire aucun doute. Quant aux actes de révolte des vaillants mineurs qui depuis plus de 50 jours, n'ont cessé de lutter à la fois contre les pièges des politiciens et l'avidité des compagnies minières, ils s'expliquent trop bien par eux-mêmes pour que nous ayons besoin d'insister.

Le gouvernement de ce côté-là encore en sera pour sa canaillerie.

Enfin c'est l'organisation ouvrière qui est visée et que l'on croit abattre; de ce côté-là encore l'on se trompe étrangement. Le mouvement est maintenant trop bien lancé et a de trop profondes racines dans les masses prolétariennes pour que l'on puisse même le détourner. L'action et l'agitation de ces jours derniers le démontrent péremptoirement. Arrestations, perquisitions, poursuites, le gouvernement en sera pour ses frais. Il ne lui restera que le triste honneur d'avoir commis une canaillerie et une lâcheté.

P. DELESALLE.

Plus ça change, plus ça empire

Les nécessités de la mise en page nous forcent à renvoyer à la semaine prochaine les détails de la journée du 1er Mai.

Constatons, cependant, tout de suite, comme il fallait s'y attendre, que l'accumulation de forces placées sous les ordres de Lépine qui, grâce à ses petits papiers, est le seul chef du gouvernement, a produit ses effets.

Les provocations policières, — ne fallait-il pas justifier les mesures prises, pour ne pas tomber sous le ridicule ? — ont amené des conflits entre la foule et l'armée. La foule a été sabrée; plus de trois cents blessés sont le bilan de la journée.

Mais la presse qui, elle aussi, est prisonnière de la police du gouvernement et de la police, a reçu l'ordre d'atténuer.

— Il ne faut pas nuire aux élections.

Qu'en pensent M. Clemenceau et son "Eminence grise" qui combattirent l'Empire ?

J. G.

PERQUISITIONS

Samedi matin à 6 heures 1/2, M. Guichard se présentait au domicile du camarade Delesalle pour opérer ce que l'on est convenu d'appeler une perquisition. Delesalle dut exiger l'exhibition du mandat et de l'écharpe que l'on s'obstinait à ne pas vouloir montrer. C'est ainsi qu'il put se rendre compte qu'il était inculpé par le parquet de Béthune de complicité! dans les grèves du Nord.

M. Guichard ayant voulu prendre un ton rogue, Delesalle lui répliqua que si les policiers de Clemenceau voulaient le prendre sur ce ton, on serait bientôt forcé de les recevoir comme en Russie on reçoit les policiers russes.

— Que voulez-vous dire par-là?

— Vous le savez bien, répliqua Delesalle.

C'est tout ce que M. Guichard trouva à emporter, plus une brochure des *Deux méthodes syndicalistes*.

En sortant de chez Delesalle, la bande se rendit au bureau des *Temps Nouveaux*. Là, on exhiba le mandat de perquisition. Sur l'invitation que je lui fis d'accomplir son métier, M. Guichard me demanda de lui indiquer où je classais ma correspondance, mes manuscrits. Je lui indiquais le poêle.

« Alors on vous a prévenu », me fit-il.

Je lui répliquais que je n'avais nul besoin d'être prévenu, que je connaissais les procédés de la police depuis longtemps, et que ne voulant pas faire courir aux camarades qui nous commandent des livres et des brochures, le risque de recevoir des visites aussi désagréables, j'avais toujours soin, la commande servie, de brûler ma correspondance.

Ne pouvant emporter des lettres, M. Guichard se rabattit sur les brochures, malgré que je lui ai fait remarquer que ces brochures, non-seulement je les avais payées, mais qu'on m'avait, de plus astreint, au dépôt légal.

Au cours de la perquisition, ce magistrat — car, paraît-il, il agit parfois comme magistrat — a eu un mot typique qu'il importe de sauver de l'oubli :

— On a le droit d'avoir toutes les idées que l'on veut, mais on doit les garder pour soi !

Ce magistrat, puisque magistrat il y a, ignorait tout simplement qu'il y a un article de loi qui reconnaît à chaque citoyen, la liberté de penser, et de l'exprimer par la presse et la parole. C'est ce que je lui fis humblement remarquer.

J. G.

Nous rappelons aux camarades que nous avons en vente *Le Coin des enfants*, 1re et 2e séries, livres de lecture pour les enfants de 12 à 16 ans. Et pour les grands aussi. 3 francs chaque.

Le Mensonge électoral

(Fin) (1)

III

Du reste, comment veut-on qu'un député se reconnaisse dans toutes les questions qui changent avec chaque corporation ?

Il faut que le même individu tranche non seulement dans les questions politiques si complexes et si variées : mais aussi dans les questions de finances, d'administration, de voirie, etc.

De plus, nous jouissons d'un régime de protection, il faut donc, que le parlement protège l'agriculture, la flotte et l'industrie, le commerce, etc.

Et comme le pays a été divisé en près de six cents circonscriptions, ayant chacune son député à nommer, et que chaque circonscription a ses intérêts particuliers, selon ce qu'elle est agricole, et quelle cultive de la vigne, de la betterave ou des céréales; industrielle : qu'elle fait du tissage, de la toile, des draps, de la fonte, des machines, ou de la houille.

Et la lutte qui a eu lieu, dans chaque circonscription électorale — car s'il y a des intérêts prédominants dans une région, il y en a de multiples en conflit — pour faire triompher les plus forts ou les plus rusés, il faut qu'elle recommence parmi ces six cents élus, représentant, non seulement des intérêts différents, mais aussi contradictoires

Et c'est dans ce gâchis, que l'on conseille aux ouvriers de porter leurs réclamations, alors qu'il est bien plus sage et plus simple de les discuter avec leurs exploiteurs, et de les imposer par leur action, lorsque ceux-ci sont intraitables, puisque, en définitive, il faut toujours en arriver là.

* *

Pour justifier leur existence, les politiciens prétendent que les travailleurs ne doivent pas se désintéresser de la lutte politique, que l'amélioration économique de leur sort dépend du régime politique, que le retour au pouvoir des forces réactionnaires, et des représentants des anciens régimes pourrait avoir un contre-coup funeste sur leur condition économique.

Ici, les politiciens prennent l'effet pour la cause; car la situation économique a sûrement plus d'influence sur la situation politique que la situation politique n'en a sur la situation économique.

D'autre part, les gouvernements n'osent que ce que leur tolère l'opinion publique. Et c'est cette opinion publique qu'il s'agit d'éveiller.

Que le petit noyau d'individus qui a compris l'inanité du parlementarisme, et qui s'en écarte, s'abstienne de prendre part aux élections, cela, en somme aura fort peu de répercussion sur le résultat des élections, mais si par leur activité, par leur action incessante, ils ont amené de nombreux individus à désirer une amélioration à leur situation, à les convaincre qu'ils ne doivent pas l'attendre du ciel mais travailler eux-mêmes à réaliser cette amélioration, cette propagande incessante aura contribué à arracher des voix aux réactionnaires, à pousser les esprits vers un régime de progrès et d'affranchissement et cet accroissement sera suffisant pour combattre les voix réactionnaires.

Et lorsque le nombre des abstentions sera devenu assez fort pour faire le jeu des réactionnaires, c'est que la situation serait changée et que le parti révolutionnaire serait assez fort pour suppléer à l'action parlementaire.

(1) Voir le numéro 50 du 14 avril précédent.

Les réclamations économiques doivent se tenir sur le terrain économique. L'action politique ne faisant que compliquer l'action économique, d'une action inutile; néfaste puisque inutile, et occasionnant inutilement une défense de forces, elle est nuisible pour une autre raison, c'est qu'elle fait croire aux intéressés qu'il leur suffit, tous les quatre ans de bien choisir un individu, pour que tout ce qu'ils désireront soit réalisé.

Il est temps que les individus apprennent qu'il n'est au pouvoir de personne de leur accorder ce qu'ils ne sauront pas réaliser eux-mêmes.

Chaque individu doit réunir ses efforts à ceux qui ont les mêmes buts, les mêmes aspirations, les mêmes intérêts. Ils doivent se grouper et s'organiser pour répandre leur façon de voir, recruter des adhérents, et, lorsqu'ils sont assez forts, lorsqu'ils ont réussi à créer un état d'esprit favorable, essayer la réalisation de leur conceptions.

Chaque être a droit au développement physique, moral et intellectuel intégral de son être. Cet affranchissement de l'individu ne peut être obtenu que dans une société débarrassée de ses maîtres politiques et économiques. C'est à ceux qui sentent le besoin de s'affranchir, de se rechercher, de se grouper, en vue de réaliser l'ordre social qui leur permettra d'évoluer.

* *

Il faut tout le funeste bagage de préjugés que l'on tient de l'ignorance et de l'éducation fausse entretenues par ceux qui ont intérêt à ce qu'on les croit nécessaires, pour qu'après tant d'expériences malheureuses, on espère encore que ce seront des hommes auxquels on aura fait une situation privilégiée, dans un état social basé sur l'oppression et l'exploitation, qui vont démolir cet ordre social dont on les fait bénéficiaires.

L'état social nouveau ne s'organisera pas par des lois et des règlements venant de ceux dont la fonction est de défendre ce qui existe, mais par l'action directe, lente mais continue de ceux qui ont hâte de vivre leur vie, et sauront organiser parmi eux, les relations entre individus, entre groupes et fédérations de groupes, qui doivent remplacer celles que leur impose l'ordre social actuel, substituant à chaque institution actuelle, qu'elles désagrègeront, l'organe nouveau qui, ayant plus de souplesse et plus d'élasticité permettra d'évoluer sans avoir besoin à tous moments, de briser ce qui devait être — ce qui a été parfois — une facilité, un progrès, une amélioration, mais qui du fait de sa rigidité, ne tardait pas à devenir une entrave.

La codification d'une liberté, d'une réforme, n'est, du reste, qu'une restriction à son exercice Elles ne se définissent que par les limites qu'y apporte le législateur. C'est, de plus, leur cristallisation en une forme donnée, et, par conséquent, l'impossibilité de les étendre, de les transformer ou de les changer, autrement que par des lois nouvelles; c'est-à-dire, après des siècles de luttes et de souffrances, n'étant, le plus souvent, acceptées que lorsque des aspirations nouvelles les dépassant, en font déjà des formes surannées, pour ceux qu'animent l'esprit de progrès et la faculté de percevoir plus vite les choses.

* *

Et si cela est vrai pour le travailleur qui est celui qui, souffrant le plus matériellement, intellectuellement et moralement, de l'état de choses existant est le premier intéressé à en désirer la transformation, cela est vrai également pour ceux qui, sans souffrir matériellement de la société présente, aspirent cependant à vivre d'une vie plus normale, à développer leur individualité selon leurs tendances, aptitudes et virtualités, à vivre de leur propre travail, sans être exploités par personne, ni exploiter personne.

La politique n'est qu'une forme de l'exploitation — exploitation de l'ignorance, de la bêtise et du manque d'initiative des individus.

Ce n'est pas par la politique et par les politiciens que ceux qui veulent être eux, chercheront leur émancipation. C'est, au contraire, à annihiler l'action néfaste de ces parasites qu'ils porteront leurs efforts : en démasquant leurs mensonges, et en réalisant par l'association avec ceux qui pensent comme eux, ce qu'ils croiront être le plus propre à les libérer.

J. Grave.

Parmi les policiers du journalisme qui se sont distingués par leur déloyauté dans l'affaire du simili-complot, il convient de signaler *La Raison*, l'organe de l'ex-curé Charbonnel qui, dans une note anonyme de son numéro du 22-29 avril, affirme que les perquisitions ont apporté la preuve de l'entente des anarchistes et des cléricaux; des papiers trouvés chez Monatte, entre autres, en feraient foi.

Le journal de M. Charbonnel en a menti, aussi bien que le journal de M. Clemenceau.

Et leur attitude prouve que les jésuites rouges valent, comme mauvaise foi, les jésuites noirs.

J. G.

La Fin d'un Homme

Ce ne sera pas une des moindres laideurs de l'heure présente, non plus une de ses moindres tristesses, que la palinodie de M. Clemenceau.

Je le dirai, avec, hélas ! un peu de honte : j'ai cru (et certes je n'étais point le seul) qu'on pouvait faire confiance à cet homme. Son poste de combat n'était pas le nôtre; il évitait de viser aux centres vitaux de la société actuelle, à la tête ou au cœur, — mais tout de même c'était un rude combattant et certains de ses coups savaient être terribles, si aucun d'eux n'était mortel à la Bête.

Il avait écrit cette *Mêlée sociale* et ce *Grand Pan*, où circule incessamment un souffle de révolte et quelquefois même d'anarchie. Clemenceau incarnait avec force le libre examen et la libre pensée. Il était un de ces rares esprits absolument libéraux que n'effrayait aucune hypothèse, aucune hardiesse et, croyant à l'universelle évolution, il avait renoncé à barrer les routes que les initiateurs ouvrent vers l'avenir. Ce journaliste vigoureux, ce redoutable polémiste portait dans le cerveau toute une vision du monde; — quelqu'un a pu consacrer récemment une dissertation aux « Idées philosophiques de M. Clemenceau ». Ce philosophe se plaisait à montrer l'individu humain s'émancipant peu à peu du joug des fatalités meurtrières penchées jadis sur son berceau et s'élevant de progrès en progrès, jusqu'aux conceptions sublimes de liberté, de justice et de bonté. Il aimait à faire réentendre aux foules christianisées les hymnes que chantait le grand Pan. C'était donc un penseur bien plus qu'un politicien et surtout, en ce temps affamé d'enrégimentation et de servitude, il était le dernier dont on eût songé à dire : c'est un homme de parti.

Eh bien, voilà celui qui, devenu ministre de l'intérieur par on ne sait quelle ambition sénile, vient d'imaginer de toutes pièces l'inqualifiable manœuvre électorale que l'on sait, ce complot contre la sûreté de l'Etat où seraient entrés, aux côtés des pires réactionnaires de ce temps, aux côtés de l'ignominieux Biétry, *le jaune*, notre camarade Victor Griffuelhes, notre collaborateur Pierre Monatte ! Celui qui fut, en une période inoubliée, l'implacable adversaire du criminel sophisme de la Raison d'Etat, n'a pas hésité, étant parvenu au pouvoir et ayant à faire des élections, à la ressusciter pour l'utiliser à son tour !

Tant il est vrai que le pouvoir corrompt inévitablement tous ceux qui l'exercent, que l'autorité ne peut mener ceux qui la détiennent qu'à l'aberration et à la turpitude !

Rien ne différencie plus maintenant M. Clemenceau des politiciens rampants et perfides dont nous nous étions attachés jusqu'ici à le distinguer soigneusement. Nous nous sommes piteusement trompés sur son compte. L'élévation de son intelligence nous avait masqué la petitesse de son caractère et de son cœur.

M. Clemenceau, simple journaliste, nous assurait toujours de sa plus vive sympathie; ministre, il fait perquisitionner chez nous et dirige contre nos libertés, la menace des lois scélérates. Voilà le personnage. Il « sauve » la République par d'infâmes opérations de police, comme l'ont déjà « sauvée » naguère Constans, Dupuy et Waldeck-Rousseau, autres hommes d'Etat notoires.

Mensonge donc, la *Mêlée sociale*; mensonge le *Grand Pan*; mensonge la campagne de libération de l'*Aurore* ! M. Clemenceau vient en quelques jours de jeter une irrévocable suspicion de mensonge sur les plus personnelles années de sa carrière. Tant pis pour lui ! La République est peut-être « sauvée ». Mais lui il est perdu dans l'esprit de tout honnête homme.

Amédée Dunois.

MOUVEMENT SOCIAL

Honte. — Je lis dans le *Matin* (29 avril) :

« Les premiers renseignements que l'on commence à avoir sur l'emprunt russe indiquent un succès bien plus considérable que celui que l'on espérait.

« On estime que l'emprunt a été couvert 25 fois, c'est-à-dire que, pour 1,200 millions demandés, il a été inscrit 30 milliards. Comme il fallait verser 10 0/0, les établissements de crédit ont reçu en numéraire, chèques ou virements sur la Banque de France environ 3 milliards. La chambre syndicale des agents de change a versé 210 millions et l'on cite un banquier, ne faisant pas partie du consortium, qui, pour sa part, aurait versé 100 millions. »

Qui nous aurait dit, il y a quelques mois, alors que le sang du peuple russe coulait à flots dans tout l'empire du tzar, que nous verrions prochainement ceci : un nouvel emprunt tzariste émis en France et le public se précipitant aux guichets des banques pour apporter son or au gouvernement infâme de l'empereur rouge, sous la promesse d'un inespéré 5 0/0 !

Nous nous imaginions qu'à notre exemple, tous nos compatriotes exécraient le tzar sanglant. Comme nous les connaissions mal ! Dans le cœur de ces braves gens, il n'y a pas d'indignation qui puisse tenir contre la promesse d'un cinq pour cent. Cet emprunt de honte couvert 25 fois ! Si ce n'est là un bluff, un mensonge de financiers et de journalistes, quelle tristesse !

* *

Assassinat. — En Algérie, un colon nommé Martin, cité par un juge d'instruction sous l'inculpation de faux testament, refusa de comparaître et se barricada dans sa ferme, en menaçant de tuer quiconque viendrait pour l'arrêter. Comme il était abondamment pourvu de vivres, et qu'il n'était pas possible de le prendre par la famine, les « autorités » résolurent de le bombarder. Une compagnie de gendarmes et un peloton de tirailleurs cernaient la ferme de Martin. On prit prétexte qu'il avait tiré deux ou trois coups de feu sur les sentinelles, sans les atteindre, pour ouvrir un feu de salve sur sa maison. Le lendemain, une pièce d'artillerie arrivait, accompagnée d'un commandant d'artillerie, d'un capitaine d'état major, d'un maréchal-des-logis, d'un artificier et de six servants. L'administrateur, le préfet, le procureur de la République, le juge de paix, sont là, ainsi qu'une foule de curieux, toute la population des environs accourue pour jouir de ce spectacle. D'après les ordres du ministre de la guerre, quatorze obus à mélinite sont successivement lancés sur la ferme, qui s'écroule. Parmi les ruines, on trouve le cadavre de Martin, tué la veille par les balles de tirailleurs. Force est restée à la loi...

Cette exécution brutale, cet assassinat, — car c'en est un que le meurtre d'un homme qui n'a point encore été jugé, — contraste d'une façon saisissante avec le respect de la vie dont se vante bien haut, en d'autres circonstances, la même Autorité. Dans la question des inventaires, il fallait aussi que force restât à la loi. Et cependant la loi a cédé, elle s'est repliée en bon ordre devant les rebelles, et les ministres ont étalé leur grandeur d'âme en déclarant que tout cela ne valait pas une goutte de sang. Pourquoi donc n'ont-ils pas tenu le même langage vis-à-vis du colon Martin ?

Ah ! c'est bien simple. C'est que le colon Martin était seul, et que contre un homme seul le gouvernement n'a pas peur. Tandis que dans les inventaires, le gouvernement avait affaire à des multitudes soutenues par des partis puissants, et son respect de la vie ne fut autre que le sentiment de sa propre faiblesse. C'est aussi que l'affaire Martin se passait en Algérie, au milieu de populations imparfaitement soumises, et que l'exemple de cet individu révolté tenant tête, lui seul, à l'autorité des conquérants, était un très mauvais exemple.

Les gouvernants sont, par la force des choses, des utilitaires. On aurait tort de chercher à leurs actes des intentions sentimentales ou morales.

Sur la porte de la ferme du révolté Martin, les tirailleurs trouvèrent un carré de papier cloué par quatre pointes. C'était le testament du révolté.

Le voici dans sa barbare éloquence. Quel anarchiste était ce Paul Martin, qui ne savait pas le premier mot de l'anarchie :

« Cette administration, cette justice, ces bureaux, cette police, qui ne sont que des tueurs de vitalités, des coupeurs d'énergie. Le manteau de plomb qui écrase le courage des plus hardis et qui annihile toute initiative individuelle.

« Voilà ce que vous êtes, messieurs. »

R. Ch.

* *

Arrestation. — Notre camarade Victor Locquier, d'Epinal, condamné le 21 mars par le jury des Vosges à 6 mois de prison pour vente d'opuscules antimilitaristes, vient d'être incarcéré.

Locquier avait demandé un sursis. Le 25 avril au soir, un agent vint l'aviser que le commissaire de police avait une communication urgente à lui faire; Locquier se rendit chez le commissaire et là il fut mis en état d'arrestation.

De ce fait, la publication de la *Vrille*, feuille autographiée de propagande anarchiste, est suspendue.

Victor Locquier n'était point riche. Les siens n'avaient pour vivre que son travail de coiffeur, vont donc se trouver dans la gêne. Le groupe libertaire spinalien adresse un appel à la solidarité pécuniaire des camarades en faveur de la famille Locquier.

* *

Persécutions. — Un camarade landais nous écrit :

« Le camarade Ducasse, de Pomarez, qui fut arrêté le 3 mars dernier à Amou pour avoir vendu à des conscrits le *Nouveau Manuel du Soldat* est depuis cette date en prison; nous ne savons ce qu'on attend pour le juger; il a formulé deux demandes de mise en liberté provisoire qui ont essuyé un refus.

« A propos de la même affaire, le camarade Lussan, de Pomarez, fut perquisitionné il y a une vingtaine de jours; une dizaine de vieux numéros de l'*Action antimilitariste* lui furent saisis.

« Le 27 avril, enfin, le camarade Paul Desarps, de Tilh, reçut, lui aussi, la visite du juge de paix, de son greffier et du garde champêtre; ils venaient par ordre du parquet de Saint-Sever fouiller meubles et tiroirs; ils n'ont rien trouvé. Décidément nous sommes en République. »

* *

MONOGRAPHIE

Nantes. — Nantes est situé sur la Loire à 60 kilomètres de la mer et au confluent de la Sèvre nantaise et de l'Erdre (canal de Nantes à Brest). Elle compte 130,000 habitants, mais avec les communes de Chantenay, Doulon et Rezé qui y touchent, elle forme une agglomération de près de 170,000 habitants.

Nantes est une très vieille ville, elle possède encore des maisons construites au xv[e] siècle; à cette époque et plus tard ce fut le principal port qui armait des navires pour aller faire la traite des noirs en Afrique. Maintenant quartiers riches et quartiers ouvriers sont bien nettement séparés : les premiers avec des rues larges et des hôtels neufs et spacieux, mais construits sans aucun goût; les seconds avec des rues étroites et sales,

avec de vieilles maisons dans lesquelles l'air peut à peine pénétrer. D'autre part il y a certains quartiers où l'on ne rencontre qu'églises, chapelles ou couvents, car Nantes est avant tout une ville cléricale.

La position privilégiée de Nantes devait en faire un grand port, cependant son importance a beaucoup baissé depuis que s'est construit à l'embouchure de la Loire, le port de Saint-Nazaire, les gros navires préfèrent s'arrêter dans ce port, plutôt que de remonter la Loire souvent encombrée de bancs de sable.

Il y a quelques années la construction des navires occupait plus de 10.000 ouvriers, mais maintenant les chantiers sont presque vides. Cette décadence dans la construction provient de ce que la loi de 1893 sur la marine marchande a été abolie. D'après cette loi, le gouvernement donnait des primes aux armateurs, primes tellement fortes que les navires à voile voyageant à vide, faisaient de très beaux bénéfices! Aussi les capitalistes nantais créèrent de nombreux chantiers de construction et comme ils n'avaient pas assez d'ouvriers, ils firent appel aux travailleurs des campagnes (ce sont ces mêmes capitalistes qui se plaignent de l'abandon des campagnes!) On construisit juspu'à 30 gros voiliers par an. Naturellement cet emballement devait cesser et c'est depuis quelques années que les chômeurs sont en si grand nombre à Nantes, 10.000, dit-on; les capitalistes, *eux, ont réalisé* des fortunes scandaleuses.

Quoique Nantes ne soit pas un port bien actif, il y a plus de 1.000 dockers (ouvriers du port). Ils gagnent 0 fr. 55 de l'heure et font 9 et 10 heures de travail par jour : ils n'ont de travail que lorsqu'il y a des bateaux à charger ou à décharger. Les inscrits maritimes qui embarquent gagnent 75 francs par mois, les novices 45 francs, les mousses 30 francs.

Les raffineries de sucre de betterave et de sucre de canne sont nombreuses et importantes. Dans les unes, comme la raffinerie de Chantenay, les hommes gagnent seulement 3 fr. 25 pour 10 heures dans d'autres 3 fr. 50. Les femmes gagnent 2 fr. et 2 fr. 25.

Il y a une douzaine d'usines d'engrais chimiques, avec au moins 800 ouvriers qui gagnent 4 francs pour 10 heures; les femmes 2 francs. Le travail est très pénible dans ces usines où on fabrique des matières suffocantes comme l'acide sulfurique.

Trois biscuiteries occupent 1.500 ouvriers. La principale est la maison Lefèvre-Utile avec 1.000 ouvriers, débutant à 2 fr. 75 et arrivant péniblement au bout d'un grand nombre d'années à 3 fr. 75 pour 10 heures. Le patron n'admet que le syndicat jaune : dernièrement il renvoya 60 ouvriers qui avaient créé un syndicat ouvrier!

Les tanneries et corroiries sont nombreuses et disséminées un peu partout. Dans certaines les salaires ne sont que de 3 francs pour 10 heures, dans d'autres un peu plus élevés.

A la papeterie Gouraud à Chantenay les hommes sont payés 3 fr. 50 et les femmes seulement 1 fr. 10 pour 10 heures.

La manufacture de tabacs emploie 600 femmes (cigarières, paqueteuses, etc.), payées à raison de 3 fr. 70 le mille.

Les employés de tramways gagnent 3 francs et 3 fr. 25 pour 11 heures, et les gratteurs de rails, 2 fr. 50 pour 12 heures. Les employés des eaux 4 francs et 4 fr. 25 pour 10 heures.

Les camionneurs au nombre d'environ 600, gagnent 90 francs à 95 francs par mois pour 12, 14, et quelquefois 16 heures de travail. Les répurgateurs ont 2 fr. 50 à 3 francs par jour et les balayeuses seulement 1 fr. 25.

Les boulangers travaillent la nuit, ils sont 300 environ, ils gagnent 35 francs à 40 francs par semaine pour 10, 12, et même 14 heures par jour selon les besoins.

Les jardiniers gagnent 3 fr. 50 pour 11 heures.

Il y a aussi à Nantes des usines de conserves alimentaires, des savonneries, des scieries mécaniques et beaucoup de petits ateliers de constructions métallurgistes, de menuiserie, etc...

Voici le prix des vivres: Pain 0 fr. 35 à 0 fr. 40 le kilog. — Vin 0 fr. 20 à 0 fr. 25 le litre, — Cidre 0 fr. 20 le litre, — Piquette 0 fr. 05 le litre, — Beurre (prix moyen) la livre 1 fr. 25, — Pomme de terre le kilog. 0 fr. 10, — Viande la livre: Veau 1 franc, bœuf et mouton 1 fr. 20, viande de qualité inférieure 0 fr. 60. La viande de cheval et de mulet joue aussi un grand rôle dans l'alimentation ouvrière.

Les logements ouvriers sont situés pour la plupart dans des rues sales et étroites ou sur des cours noires et sans air. Une pièce par an non meublée 80 francs à 100 francs. Deux pièces 130 francs à 160 francs.

Les ouvriers commencent un peu à se remuer, à s'organiser en face de la puissance patronale, les syndicats les plus importants sont ceux des dockers fondés en 1905, des raffineurs, des tabacs plus ancien, des boulangers, des employés de commerce (1905) et des inscrits maritimes.

En 1905, il y a eu quelques grèves. Les unes où les grévistes se montrèrent énergiques et solidaires réussirent (dockers, manutentionnaires d'engrais, ouvrières des tabacs, raffineuses) ; les autres échouèrent parce que les grévistes dormaient ou se fiaient trop aux promesses fallacieuses des patrons (camionneurs, répurgateurs, pyritains, boulangers). Cette distinction montre bien aux travailleurs ce qu'il faut pour qu'une grève réussisse: Energie et solidarité.

Quant aux syndicats jaunes, ils n'existent pour ainsi dire pas ; sous le titre de syndicat des employés et vendeurs de journaux se sont groupés un certain nombre d'ouvriers de différentes corporations. D'ailleurs le général en chef des Jaunes, Biétry, n'a pas eu de succès à Nantes et je doute fort qu'il y revienne.

Cependant à Nantes, les ouvriers ne luttent guère contre l'exploitation qu'ils subissent et cela pour deux raisons principales: D'abord parce qu'il y en a un grand nombre qui vont encore à l'église, surtout les femmes, et ensuite et surtout parce que l'alcoolisme est excessivement développé. Le samedi soir, jour de paye, on ne peut pas faire deux pas dans les rues sans rencontrer d'ivrognes. Il y a des rues où les cabarets se suivent sans interruption!

Il existe 3 coopératives de consommation (boulangerie, cordonnerie, etc.) et quelques groupes socialistes et de libre-pensée; mais tous les efforts des socialistes consistent dans la propagande électorale ; d'ailleurs les résultats ne sont pas bien fructueux, puisque la municipalité est exclusivement réactionnaire et cléricale. A Chantenay cependant la majorité municipale est socialiste (!) Le maire est socialiste et vénérable des Loges, ce qui ne l'empêcha pas, lors de l'attentat de la rue de Rohan, d'envoyer au roi d'Espagne un télégramme de félicitations « pour avoir échappé à cet ignoble attentat ».

Ce qui manque surtout à Nantes, ce sont les groupes d'études, les bibliothèques de livres sérieux et instructifs, les groupes où l'on se réunit non pour boire ou jouer aux cartes, mais pour discuter. Il y a seulement une université populaire assez florissante. Il n'existe aucun groupement libertaire; à Chantenay il y a une section de l'A. I. A.

Aux conférences, malheureusement rares, de Sébastien Faure ou autres, il y a environ 500 auditeurs, pour la plupart socialistes.

En résumé Nantes est une ville cléricale, peu ouverte aux idées avancées et dans laquelle les anarchistes sont rares.

— Le long de la Loire en amont et en aval de Nantes, vit une population intéressante qu'il faut signaler, c'est celle des pêcheurs inscrits maritimes, qui, malgré leur dur métier, arrivent à peine à gagner 1 fr. 50 par jour et qui pour la moindre infraction aux règlements sont pincés à des amendes variant entre 25 francs et 50 francs. (Chaque procès rapporte aux agents une prime de plus de 20 francs!)

La population des campagnes des environs est cléricale et réactionnaire, d'ailleurs assez pauvre, surtout au nord de la Loire où la culture de la vigne ne pousse pas si bien qu'au sud; mais aucune propagande n'y ayant été faite, on ne peut savoir quels résultats elle donnerait.

FÉLIXIO.

MOUVEMENT OUVRIER

Le 1er Mai. — Le rendez-vous que s'était donné à elle-même la classe ouvrière a été tenu. Le 1er Mai 1906 a été une véritable journée prolétarienne. L'énergique décision du Congrès de Bourges et l'active et intensive propagande menée par la Confédération ont redonné à la journée du 1er Mai son éclat.

Les politiciens, après avoir préconisé le 1er Mai, en étaient venus à en transformer absolument le caractère. D'une journée de révolution et de revendications prolétariennes ils étaient parvenus à faire une journée de fête.

Les Syndicats ouvriers, par l'énergique décision du Congrès de Bourges, lui ont heureusement rendu sa véritable signification, et aux cortèges et promenades aux « pouvoirs publics », les syndicats ont substitué la véritable méthode d'action directe en amenant les travailleurs à sommer leurs exploiteurs respectifs à leur accorder un peu plus de bien-être et de liberté sous forme d'augmentation de salaire et de diminution des heures de travail.

Sous cette énergique et heureuse impulsion la plupart des organisations ouvrières ont formulé leurs revendications.

C'est ce qui a rendu au 1er Mai le caractère éminemment révolutionnaire qu'il n'aurait jamais dû cesser d'avoir.

La lutte est maintenant engagée dans la plupart des corporations. Dans certaines, les travailleurs ont déjà obtenu des améliorations, d'autant plus appréciables, qu'elles vont leur permettre de se préparer à des luttes futures plus énergiques encore et surtout plus décisives.

Le bilan des résultats sera, nous l'espérons dressé, et alors la classe ouvrière pourra se rendre compte qu'il lui suffit de vouloir un peu fortement et de se montrer, pour arracher à ses exploiteurs un peu de ce dont on l'a trop longtemps grugée.

Cette gymnastique de l'action est aussi, croyons-nous, le meilleur et le plus efficace moyen de préparer la révolution.

C'est en ce sens que l'action engagée par les organisations syndicales et le 1er Mai 1906 garderont une grande signification révolutionnaire.

Nombreuses ont été les corporations que les circonstances avaient obligées de présenter leurs revendications avant la date indiquée. L'effervescence qui n'a cessé de grandir dans les milieux ouvriers, la frousse dont on s'est subitement emparé et qui n'a fait que grandir dans les milieux bourgeois a amené le Gouvernement à tenter le coup du complot.

Incapable de se rendre un compte exact du mouvement, affolé, le gouvernement de Clemenceau a cru devoir prendre de telles mesures qu'il n'a pas peu contribué, il faut bien l'avouer, à donner à cette journée le caractère révolutionnaire qu'elle a eu.

Depuis 1871, pouvait dire avec juste raison un journal réactionnaire, jamais il n'y a eu autant de soldats à Paris. L'on en a logé et il en est venu de partout à tel point qu'il a fallu faire des réquisitions chez l'habitant, ce qui ne s'était pas fait depuis 35 ans. Infanterie, cavalerie, artillerie tout était prêt à marcher comme un jour de mobilisation. Les jours précédents et toute la journée du 1er mai Paris était sillonné par des patrouilles de cavalerie, gardes municipaux ou dragons, voir même dans certains quartiers par des piquets d'infanterie, baïonnette au canon. De plus, nombre d'usines, et même de simples maisons étaient gardées par la troupe.

Jamais, à aucune époque Paris, n'avait vu un tel déploiement de force soldatesque.

Le ministère Clemenceau-Briand a dépassé de cent coudées en la circonstance les ministères les plus réactionnaires, même le fameux ministère Dupuy, de bien infecte mémoire cependant.

La frousse qui s'est emparée des bourgeois, il faut bien l'avouer n'était pas moindre. Les uns avaient quitté Paris quelques jours avant, d'autres avaient cru devoir faire des provisions d'avance pour plusieurs jours. La peur de crever de faim était telle chez un grand nombre de bourgeois que huit jours avant le 1er mai les grands et même les petits marchands de comestibles parisiens ont vu plus que doubler le chiffre de leurs affaires ce qui, de leur aveu même, leur a permis d'épuiser tous leurs vieux fonds de magasins.

L'on cite à ce sujet des exemples vaudevillesque comme celui de cette bonne femme remplissant sa baignoire d'eau de St-Galmier par crainte de manquer d'eau.

Il est de fait que la peur qui s'est emparée de tous ceux qui, gros et petits ont l'âme bourgeoise, avait permis, sans que l'on sache d'où ces bruits venaient ni comment ils avaient pris consistance, l'éclosion des bruits les plus abracadabrants. Le métro et les égouts sauteront, affirmaient les uns, les conduites d'eau et de gaz seront coupées renchérissaient les autres, les bijoutiers de la rue de

la Paix certifiait un troisième qui assurait avoir des indications spéciales et précises à ce sujet, seront mis au pillage, etc., etc.

L'on pourrait ainsi remplir des colonnes et des colonnes des bruits plus fantaisistes les uns que les autres qui ont couru et qui, il faut bien le dire, commençaient à la fin à prendre corps et à ficher à tous les gavés et leur soutiens la frousse la plus intense.

Quel bel enseignement pour les travailleurs, comme cela leur montre que s'il savaient vouloir un peu fortement, ils en auraient vite fait de la société capitaliste. Cette lâcheté générale s'emparant de ses suppôts, gouvernés et gouvernants, n'est-elle pas la meilleure des preuves que les travailleurs sont les maîtres et que le jour où il leur plaira, c'en sera fait de la société bourgeoise. Jamais peut-être il n'a été aussi facile de s'en convaincre qu'en ces jours de peur et de lâcheté qu'avait créés la seule annonce du 1er mai.

Quel bel argument aussi en faveur de l'idée de grève générale tant décriée par certains. L'on peut dire que ce qui s'est passé ces jours derniers a donné à la grève générale sa consécration définitive comme moyen le plus apte à amener une transformation de la société, et quel beau discours pourrait renouveler Briand sur l'arme maîtresse que le prolétariat tient en ses mains et dont il lui suffit seulement de menacer la bourgeoisie qui à cette seule annonce se convainc elle-même que sa fin est proche.

L'on peut le dire hautement la classe ouvrière n'a pas failli à elle-même. Le 1er mai 1906 a fait faire un grand pas à la Révolution.

Aux travailleurs, aux exploités de savoir en profiter.

P. Delesalle.

A une des réunions qui se tenaient à la Bourse du Travail la veille du 1er Mai, un officier, en tenue de campagne, se présenta, demandant la parole qui lui fut accordée.

Je suis, dit-il, le lieutenant Tisserand-Delange. Je suis tenu en suspicion par mes collègues et mes chefs, à cause de mes opinions républicaines.

Devant le conflit qui se prépare, je tiens à venir déclarer que je me sens solidaire des travailleurs, et si l'ordre m'était donné de faire tirer, je m'y refuserais.

Ce n'est qu'une manifestation isolée. Mais elle est l'indice qu'une transformation se fait dans la façon de penser. C'est bon signe.

RUSSIE

La justice en Russie après la Constitution. — On sait, qu'en Russie, les procès politiques sont exemptés de la juridiction des cours d'assises et qu'ils sont jugés par des tribunaux spéciaux. Bien que les condamnations prononcées par ces tribunaux, fussent souvent décidées d'avance dans les hauts lieux et que les juges préposés n'eussent qu'à les répéter devant les accusés, toutefois, le décorum avait été sauvegardé; les inculpés avaient leurs défenseurs, qui pouvaient plaider librement en faveur de leurs clients.

Dans la Russie « constitutionnelle » la chose est de beaucoup simplifiée et on ne perd pas de temps pour les formalités. En voici un exemple parmi tant d'autres :

Lors de la troisième grève générale, l'ouvrier Vrakine tira un coup de revolver sur le gouverneur de Tamboff, Bogdanovitch, qui passait en voiture près d'un square. Très impopulaire lui-même, comme son père le général, ce haut administrateur était connu dans le public russe sous le nom de *M. le fils du général faiseur de brochures*, titre reconnu à son père pour l'ardeur qu'il mit à publier et à propager des brochures écrites dans un esprit réactionnaire.

Le gouverneur fut atteint mortellement (il mourut le lendemain); son agresseur fut arrêté sur le champ et conduit en prison.

Attiré par la détonation, l'ouvrier Vronznetzoff, qui à ce moment se trouvait dans le square, accourait sur les lieux, mais un agent, le voyant courir, lui barra le chemin et l'arrêta. On le trouva porteur d'un revolver Brawning, pareil à celui qu'on prit chez le meurtrier, de plus, le numéro était, comme sur l'autre, *limé*, ce que, en général, les révolutionnaires ont l'habitude de faire, afin de ne pas compromettre l'armurier qui a fourni l'arme. C'était aux yeux de la gendarmerie une preuve suffisante de la complicité de Vronznetzoff dans l'attentat. Il fut donc impliqué dans le même procès que Vratine et tous les deux devaient être jugés sans aucun retard.

Le service des chemins de fer étant suspendu à cause de la grève du personnel, la cour martiale de Moscou ne pouvait se rendre à Tamboff. Mais comme on voulait se presser, le gouverneur général, par intérim, télégraphia à Pétersbourg au procureur général Pawloff, en lui demandant l'autorisation de former, pour juger ces criminels un tribunal provisoire avec les moyens dont il pouvait disposer.

Cette autorisation fut accordée.

Entre temps, les amis des inculpés avaient fait venir de Saratoff M. Kalmanovitch, avocat distingué qui s'est rendu très populaire par ses plaidoyers dans les procès politiques. A Tamboff, il trouva la Cour martiale constituée avec des juges improvisés, recrutés à la hâte parmi les officiers de la garnison dans la ville.

Le procès est venu le troisième jour après l'attentat. La démarche que M. Kalmanovitch avait précédemment faite auprès du président de ce tribunal dans le but de prendre connaissance du dossier de ses clients n'ayant pas eu de résultat, force lui fut de se présenter pour la défense sans avoir la moindre notion de l'affaire. D'ailleurs, comme on va le voir, cela ne pourrait lui être d'aucune utilité.

Les juges reçurent l'ordre d'appliquer aux accusés les articles du code militaire, qui visent les délinquants pendant le siège d'une ville par l'ennemi ou encore lorsque, en temps de guerre, une partie des troupes est coupée du gros de l'armée.

Le rôle de procureur échut à un jeune capitaine, sachant assurément commander aux soldats de sa compagnie en manœuvres, mais absolument étranger à la jurisprudence.

Le candidat à cette haute fonction doit avoir fait ses études à l'Académie militaire des sciences juridiques à Pétersbourg. Aussi s'acquitta-t-il de son rôle en formulant son réquisitoire par ces quatre mots, qui, en russe n'en font que deux : « J'approuve l'accusation ».

Pendant la séance, on vint prévenir M. Kalmanovitch qu'il y avait une personne qui demandait à lui parler tout de suite. En sortant de la salle, il se trouva en face d'un colonel des gendarmes qui lui annonça qu'il avait mandat de l'arrêter.

L'avocat croyant de son devoir d'assister ses clients jusqu'à la fin du procès, s'en retourne dans la salle de l'audience où il fut immédiatement arrêté.

Alors on vit les rôles se renverser. C'était l'accusé Kouznetzoff qui fit l'avocat de son avocat en protestant contre l'arrestation de celui-ci. Cette intervention lui valut d'être éloigné de la salle d'audience.

Le dévoué avocat se trouva le soir même par un raffinement de cruauté, le voisin de cellule de ses deux clients. Et à l'aube du lendemain il put entendre sous ses fenêtres la fusillade qui lui annonçait l'exécution des condamnés.

Ceux-ci avaient demandé qu'on ne leur bandât pas les yeux avant l'exécution. On leur répondit qu'on ne pouvait pas transgresser la loi et que d'ailleurs, des gens comme eux ne méritaient aucune condescendance.

M. S.

ÉTATS-UNIS

Nos frères seront-ils assassinés? — Tel est le cri de colère et d'indignation que vient de lancer le prolétariat révolutionnaire des Etats-Unis, se préparant à répondre au défi de la bourgeoisie américaine qui veut rééditer un nouveau Chicago.

Le capitalisme américain ayant en tête le *Standard Oil* — le trust du pétrole — est devenu le plus puissant monarque du monde. Il possède en bloc toutes les chambres et tous les parlements de l'Union américaine y compris la personnalité de Théodore Roosevelt (1).

Députés, sénateurs, représentants aux Chambres d'Etat ou au Congrès; ministres et président de la République, en un mot, tout ce qui semble représenter la souveraineté populaire n'est pour lui qu'une valetaille docile (1).

Dans l'apogée de sa force et dans l'ivresse de sa puissance son excentricité va jusqu'à la folie et son arbitraire dépasse tout ce que le cerveau humain peut imaginer de féroce et de barbare.

En lui revit tout un passé de honte et d'ignominie; en lui s'incarne toute la férocité des premiers aventuriers qui envahirent l'Amérique et massacrèrent, dans le seul but de satisfaire des appétits de fauves, des races entières d'hommes qui leur avaient fait un accueil des plus hospitaliers.

En lui dominent tous les instincts bas de la brute humaine, instincts qui ne sont en rien mitigés par aucun de ces sentiments moraux qui distinguent l'homme moderne de l'homme préhistorique. Aussi dans la frénésie de sa domination s'imagine-t-il que rien ne doit lui résister, que l'humanité entière doit être sous son pouvoir et que même la pensée humaine doit être sous sa dépendance. Quant à la masse des travailleurs qui produit tout, elle ne représente pour lui qu'un bétail d'une valeur inférieure à celle des bêtes de somme ou des abattoirs (2).

Pour rendre sa puissance inexpugnable et même inattaquable; et aussi pour plonger tout le prolétariat dans un servage plus immonde que celui du moyen-âge, il possède parmi sa valetaille des légions de prêtres, de docteurs en théologie et de savants de tout acabit prêchant du haut des chaires des temples, des églises ou des universités la Doctrine Nouvelle; la Science chrétienne ou Néo-Christianisme Américain (3).

Mais, pendant que tout semblait se ravaler devant l'omnipotence capitaliste, pendant que tous les politiciens de toute nuance, les prêtres de toute religion et des savants de divers dogmes prêchaient l'imposture et l'obscurantisme; et que le prolétariat représenté par le vieux trade-unionisme devenait un suppôt du capitalisme; pendant que de pseudo-penseurs se réclamant des idées nouvelles se faisaient consciemment ou non les complices du monstre capitaliste, en propageant un individualisme outré allant jusqu'à l'apologie de la propriété individuelle, ou les théories abstraites et anti-humaines de la non-résistance; une minorité de travailleurs représentant à la fois une force intellectuelle et révolutionnaire relevait la tête et se préparait à faire face au capital omnipotent.

Cette minorité, grandie dans des luttes héroïques, s'appela d'abord la *Western Federation of Miners* (Fédération des mineurs de l'Ouest). Aujourd'hui son centre d'action s'est étendu à travers tous les Etats-Unis et a pénétré jusqu'au Canada; elle s'appelle les *Industrial Workers of the World*. Ce qui veut dire l'union de tous les travailleurs sans distinction de métier en une seule Fédération.

Sa base est la solidarité; son but est la suppression complète de l'hydre capitaliste correspondant à l'émancipation intégrale du prolétariat. Son arme de combat est l'éducation des exploités pour les préparer à la Révolution sociale.

---

(1) Lorsque le président des Etats-Unis voulut présenter au Congrès, la loi sur le tarif des chemins de fer, les trusts, en tête le *Standard Oil*, déclarèrent qu'ils étaient plus puissants que tous les Etats-Unis, qu'ils possédaient tous les parlements, et ils sommèrent Théodore Roosevelt d'avoir à retirer son projet de loi. Le président obéit comme un laquais soumis.

(1) Il est de notoriété publique aux Etats-Unis que tous les représentants aux chambres sont des agents des grandes Compagnies. L'un le sénateur Depew, de New-York, est l'agent de 75 *associations capitalistes*.

(2) Cette tirade contre le capitalisme paraîtra peut-être exagérée. Cependant elle est encore au-dessous de la vérité. Pour ne parler que de l'exploitation de l'enfance jamais dans aucun temps elle n'avait été aussi odieuse. Ici aux Etats-Unis par le développement du machinisme, les capitalistes tendent de plus en plus à remplacer les hommes par des enfants des deux sexes, de 9 à 13 ans. Cette exploitation de l'enfance est poussée à un tel point qu'elle attire l'attention de tous les hommes imbus un tant soit peu d'un sentiment d'humanité. Dans ses journaux Hearst le démocrate nous cite des faits inouïs qu'ils serait trop long de citer ici.

(3) Cette science enseigne que la propriété est le don que Dieu a fait aux riches, qu'il considère comme ses enfants les plus méritants. Les pauvres ne sont pas des déshérités, quoiqu'ils soient d'une race inférieure le sauveur ne les a pas oubliés; par la prière, l'étude de la Bible et des évangiles, ils peuvent se mettre directement en rapport avec lui et acquérir ainsi des qualités spirituelles inappréciables. Les églises de la science chrétienne sont très nombreuses aux Etats-Unis.

Devant cette organisation consciente de prolétaires, la bourgeoisie américaine a d'abord frémi de stupeur. Et maintenant sans hésiter elle se prépare à l'exterminer.

La mort violente de l'un de ses plus dévoués sicaires, la hyène Steunenberg, ex-gouverneur de l'Idaho et inventeur d'instruments de supplices pour les grévistes, a excité toute sa fureur lâche.

Aussitôt, des feuilles publiées par ses soins déclarent que tous les représentants de la *Western Federation of miners* devraient être fusillés comme des loups.

Les associations des propriétaires des mines de l'Idaho et du Colorado, d'un commun accord avec le « *Standard Oil* » ordonnent à leurs sbires : les *Pinkertons* (1) de forger un complot infernal.

Alors on voit réapparaître sur la scène du crime, du crime organisé, le génie du mal incarné : le sinistre Mac Parland, renégat Irlandais, aujourd'hui chef des Pinkertons pour les états de l'ouest et qui il y a trente ans passés sut se rendre agréable à la bourgeoisie américaine en faisant pendre douze travailleurs innocents, et en envoyant une vingtaine au bagne. Dans cette entreprise pour l'extermination des unions révolutionnaires le premier acte a consisté dans l'enlèvement de Charles Moyer, William Haywood, respectivement président et secrétaire de la *Western Federation of Miners* et de Pettibone, ancien membre de cette organisation ouvrière.

Cet enlèvement fut un vrai coup de bandits, avec cette différence que l'on y employa autant de lâcheté que d'adresse. A cet effet tout avait été préparé dans le silence : policiers, milice, Pinkertons, tous étaient sur pied, et les grandes Compagnies de chemins de fer avaient formé un train spécial pour assurer l'entière réussite du complot capitaliste avant que l'éveil ne fût donné parmi les camarades de la « *Western Federation* ».

Lorsque Moyer, Haywood et Pettibone eurent été séquestrés, en dépit de toutes les lois, dans les cachots froids et sans lumière du pénitencier de l'Idaho, Mac Parland cria bien haut qu'ils ne sortiraient jamais vivants d'entre les mains des Pinkertons. La grande presse capitaliste, tous les organes des « *Citizen's Alliance* » crièrent victoire et nous donnèrent à comprendre que l'assassinat de nos camarades ne serait que le prélude de pendaisons en masse.

LAURENT CASAS.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Tantonne, par A. Lavergne, 1 vol. 3 fr. 50, chez Ollendorf, 50, Chaussée-d'Antin.

Paroles sociales, par S. Pocachard, 1 plaquette, 1 fr. 25, chez Legendre, Lyon.

Bourse, brochure, à « Volné Listy », New-York.

Comment on aime (nouvelles), par P. Pourot, 1 vol. 3 fr. 50, chez Dujarric, 50, rue des Saints-Pères.

Humanidad del porvenir, par E. Duria, 1 peseta « Escuela Moderna », 56, calle de Bailen, Barcelone.

A Dieu, s'il existe? poème, par Roinard, chez l'auteur, 7, rue Pixéricourt.

A voir :

Les Maîtres Chanteurs « Assiette au beurre » n° 264.

La Liberté, dessins de divers « Assiette au beurre » n° 263.

(1) La plus grande compagnie de policiers du monde, fondée par Pinkerton. Elle fournit aux capitalistes tous les sbires dont ils peuvent avoir besoin pour réprimer les grèves.

Les Pinkertons sont pour la plupart des Irlandais, assurés de l'impunité et toujours avides d'une récompense qu'on ne leur ménage jamais, ils sont d'une férocité qui n'a d'égale que celle des cosaques russes. Quant à leur chef pour les états de l'ouest : Mac Parland c'est le plus vil de tous les scélérats, son histoire paraît être une fiction.

Souscription pour les Familles des détenus

G. par A., 5 fr. — A., 6 fr. — E. D., à Lyon, 20 f. — G. V., à Porto-Alegre, 10 fr. En tout 41 fr.

Listes précédentes, 853 fr. 45.

Ensemble 894 fr. 45.

Le prochain supplément sera consacré à l'*Etat*.

Correspondances et Communications

SAINT-CLAUDE. — **Association internationale antimilitariste.** — Le Secrétaire de la section se tient à la disposition des camarades sociétaires tous les mercredis soir au local habituel.

Envoyer correspondance et communications au camarade Regad (Fernand), 45, rue du Pré.

Une dépêche de notre ami Claudius Simon nous informe que la lettre publiée sous son nom dans le dernier numéro est apocryphe, et que nous avons été victimes d'un farceur.

CONVOCATIONS

La Semaille, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 4 mai. Hugues Millière. « Le Sexualisme. » « Devons-nous tendre à le maintenir? »

Mardi 8 mai. R. Hubert (de l'Association Ernest-Renan) « Diderot, l'homme et l'œuvre. »

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
La Peste religieuse, par J. Most	» 10
Les deux Méthodes du syndicalisme, par Delesalle	» 15
L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
A Emile Zola, par Ch. Albert	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	» 60
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet	» 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac	» 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck	» 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton	» 15
La Mano Negra, couverture de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy	» 15
Anarchie Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard	» 15
L'Anarchie, par E. Malatesta	» 20
L'Anarchie, par A. Girard	» 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couverture de Couturier	» 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck	» 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault	» 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul	» 40
Documents Socialistes, Dal	» 40
Au Café, Malatesta	» 30
Chansonnier révolutionnaire	» 40
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
L'Immoralité du Mariage, par R. Chaughi	» 15
L'Etat, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen	» 25
Aux femmes, Gohier, couverture de Agard	» 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul	» 15
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	2 50
Guerre - Militarisme, édition illustrée	8 »
Edition non illustrée	2 50
Patriotisme - Colonisation (édition illustrée)	8 »
Edition non illustrée	2 50
Le livre d'or des officiers français, par Chapoutot	2 50
Intimités et révoltes, vers, La Jarlière	1 50
Les Résolutions, vers, Pratelle	1 50
La Révolte, 7 années. La collection complète	150 »
Supplément de la Révolte	60 »
Les Temps Nouveaux, 11 années	66 »
Le Coin des Enfants, recueil de contes illustrés. 1re série	3 »
2e série	3 »

Petite Correspondance

A. D., à Limoges. — P. D., à San-Sébastien. — L., à Epinal. — D., à St-Jean-de-Maurienne. — D., Aube Sociale. — A. D., à Fontverque. — S., à Genève. — D., à Mustapha. — V. D., à Amsterdam. — M., à Anvers. — T. L., à Doson. — B., à Eauze. — C., à Tulle. — G. W. — R., à St-Claude. — O. K., à Genève. — T. M., à Vienne. — B. à Auxerre.

Reçu lettres, timbres et mandats.

M. Lépine, préfet de police à Paris. — Dites donc à vos provocateurs d'être un peu plus adroits.

A. H., à Luçon. — Si, j'avais reçu votre carte, mais je continuel'ignorer. Quand vous pourrez.

Reçu pour le journal : G. par A., 4 fr. — Paris, à Morat, 5 fr. — H. G., au Cap, 12 fr. 30. — A. Rotti, New-Orléans, 2 fr. — A. C., à Thenay, 1 fr. — E. S., à Coléans, 3 fr.

Merci à tous.

Der Anarchist, Berlin. — *Les Temps Nouveaux* vous sont envoyés.

Au camarade qui nous demandait la poésie *Les Abeilles*. — Adressez-vous à *l'Ordre*, 21, rue du Temple, à Limoges.

L. B..., à Mazac. — Bien reçu l'article de la *Dépêche*. Impossible de réfuter toutes les âneries des folliculaires bourgeois. « Ils sont trop ! »

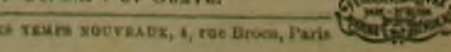
Le camarade D..., de la section du XVIIIe, qui a écrit au camarade Pierrot, est prié de lui donner son adresse.

C. G..., à Chicago. — L'abonnement G. sera servi.

E. B..., à Bauze. — Votre abonnement était terminé de fin décembre. Nous avions supprimé. Le nouveau ira donc également jusqu'à fin décembre prochain.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris



12e ANNÉE. — N° 2. 12 MAI 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 6 fr.
Six mois . . . . 3 »
Trois mois 1 50
LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à l'intérieur les dessins de Willaume et Nathan

SOMMAIRE

GLANES

Le Premier Mai

Comme on devait s'y attendre, il n'a marqué aucun changement social. — Les révolutions ne s'accomplissent guère à des dates déterminées d'avance.....

Mais ceux à qui l'instruction est par-dessus tout nécessaire, n'auront pas manqué de puiser quelque enseignement dans les événements de ces derniers jours.

Il est impossible, par exemple, que les moins clairvoyants ne se soient pas rendu compte de la terreur inspirée à la bourgeoisie par la seule appréhension d'un mouvement d'émancipation unanime et conscient de la classe ouvrière. Le prolétariat a pu mesurer toute l'étendue de son pouvoir à l'immensité de la panique qu'il a causée et à l'importance des précautions que le gouvernement a cru devoir prendre contre lui.

Le peuple a reconnu — s'il en doutait — que ses exploiteurs sont bien de la race de ces lâches qu'Auguste Barbier nous montra, dans ses *Iambes*, « suant la peur; accroupis derrière un rideau », pendant la tourmente de 1830.

Avec une impétuosité égale à celle qu'ils ont mise à passer sur le dos de leurs mères, de leurs épouses et de leurs sœurs, pour échapper à l'incendie du Bazar de la Charité, les héros de la bourgeoisie et de l'aristocratie se sont rués sur les viandes salées, les conserves et les légumes secs de nos grands épiciers en prévision de l'éventualité de rester 24 heures peut-être sans manger... A ne l'envisager qu'au point de vue physiologique, une telle peur de manquer de pitance est révélatrice d'une bien misérable faiblesse ! Sans qu'ils aient besoin de connaître la loi d'élimination de Darwin, les ouvriers — dont on peu dire qu'ils jeûnent à peu près toute leur vie — n'éprouveront-ils pas une dérision profonde pour leurs maîtres dégénérés et ne se persuaderont-ils qu'ils en triompheront dans un avenir plus ou moins éloigné ?...

* *

Les bourgeois qui s'approvisionnèrent de salaisons et de conserves ne se trouveront pas, comme on serait tenté de le croire, dans l'obligation de s'astreindre à un régime de nourriture échauffante le temps qu'il leur faudra pour épuiser leurs vivres. Ils les relègueront à l'office et se feront servir des viandes fraîches et des primeurs. C'est la valetaille qui subira les conséquences de leur couardise. Dans ces maisons où il y a deux sortes de pain et de vin — une pour les maîtres, une pour les serviteurs — les serviteurs ne vivront, pendant de longs jours, que de lard, de lentilles et de haricots.

Il ne fera pas bon à être domestique, ce printemps-ci...

* *

S'il reste encore à quelques Français — après ce qui s'est passé le mois d'avril dernier — des illusions au sujet des libertés que leurs ancêtres de 89 sont censés leur avoir conquises, il nous sera permis de dire à ces Français-là qu'ils mettent la plus extrême bonne volonté à se croire les citoyens d'une nation favorisée.

Le gouvernement ne se sera pas fait faute, en effet, de leur prouver qu'il avait à sa disposition des lois de derrière les fagots l'autorisant à commettre tous les arbitraires imaginables, aussitôt que la nécessité le pressait de conjurer un péril.

C'est ainsi qu'afin d'intimider les orateurs du meeting international des « Mille Colonnes », le préfet de police a invoqué l'article 9 du 30 juin 1881, pour envoyer un commissaire de police, les boyaux ceints de son écharpe, prendre place aux côtés des membres du bureau.

De même, par arrêté du 24 avril, le ministre de la guerre, s'appuyant sur le texte de la loi du 3 juillet 1877, a prescrit à l'autorité civile compétente de prendre les mesures nécessaires pour l'exercice du droit de réquisition militaire.

En outre, les troupes ont occupé ce qu'elles ont qualifié de *points stratégiques*, c'est-à-dire les locaux où auraient pu se donner des réunions le 1er mai. Enfin, au mépris de ce qu'on est convenu d'appeler l'inviolabilité du domicile, des perquisitions ont été faites, comme on sait, chez des gens contre lesquels l'autorité n'avait aucune excuse plausible de délit à invoquer. Des arrestations ont été opérées... Mais je n'ai point à énumérer ici les procédés, non moins extraordinaires que ceux que j'ai mentionnés, que le gouvernement a employés dans le but de rassurer la bourgeoisie aux abois et, en la défendant, de se défendre. J'ai voulu seulement relever cette évidence qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir d'autorité, à proprement parler, libérale. Celle qui sévit sur nous, sortie de la révolution, est la pire ennemie de la révolution, même pacifique, dès que celle-ci la menace dans son existence.

Nous nous tromperions grossièrement si nous croyions, comme on n'a cessé de nous le chanter ces jours derniers, sur tous les tons, que nous sommes souverains. Comme nous ne l'avons été que pour pousser la bourgeoisie au pouvoir, nous ne le redevenons que le court moment où, par nos votes, nous travaillons à l'y maintenir. Si c'est un pouvoir pour l'esclave que d'élire son maître, le peuple a ce pouvoir-là. Mais il n'en a pas d'autre. Le philosophe se peut dispenser de prendre la peine de l'en convaincre quand les événements se chargent de le lui prouver, avec brutalité.

* *

Pour avoir su donner, par moments, au pacifique 1er mai, l'apparence d'une journée d'émeutes, il a fallu que notre préfet de police fût vraiment un très habile homme. Aussi, si j'avais l'âme d'un citoyen de la Rome décadente, je ne laisserais pas que de souhaiter que les circonstances le poussassent à devenir empereur de notre bienheureux pays. Je suis sûr que le petit homme, qui élève jusqu'à la conception géniale l'art de transformer une place publique

en arène, réaliserait le vœu de cette plèbe que ses goûts violents vouaient à l'admiration des combats du cirque et qui réclamait, aussi haut que du pain, des jeux.

Il ne faut que voir quelles bêtes sauvages il sait faire de ses agents et avec quelle irrésistible impétuosité il les lance contre les foules inoffensives afin de provoquer le désordre par la panique, pour se convaincre qu'il remettrait superbement en honneur l'antique spectacle des pugilats et des grands heurts de masses humaines. Il est probable, en outre, que, comme Néron même, il se ferait une volupté d'y figurer.....

J.-L. CHARPENTIER.

CROCS & GRIFFES

LES ÉLECTIONS — *viennent d'avoir lieu. Les oies du Capitole ont encore une fois sauvé la république. Grâce à MM. Briand, Clemenceau, protégés par leur maître à tous, Lépine, le pays — à part quelques changements inévitables de personnes — vient de renommer la plus grande partie des députés sortants!*

Ce qui tend à démontrer qu'au lieu de dépenser tant d'argent et faire faire tant de travail inutile, à renouveller les élections tous les quatre ans, on pourrait se contenter de pourvoir aux vacances qui se produisent par la mort des titulaires, ou leur démission.

Sans nul doute, le ministère va se parer de ce résultat comme d'une victoire, et l'attribuer aux actes d'arbitraire qu'il a accomplis, aux déploiements de force armée qu'il a faits, et aux mesures d'intimidation qu'il a prises.

M. Clemenceau n'a-t-il pas déclaré à un de nos collaborateurs que c'était ce qu'il fallait au bourgeois français.

Et la frousse qui les a pris, tous, rien qu'en lisant les prédictions sinistres qu'évoquait la presse réactionnaire, prouve qu'ils sont bien assez bêtes pour avaler toutes les bourdes que l'on veut, pourvu qu'on ait l'air sérieux, en leur débitant.

Mais cela serait raisonner en simplistes que d'attribuer le succès des élections à une seule cause.

Elles sont multiples. Et la principale est, surtout, en le grand courant d'idées qui détache de plus en plus les foules des vieux partis de réaction, du développement de l'idée de liberté qui fait que la masse bêlante des électeurs se tourne vers ceux qui lui en font les promesses les plus alléchantes.

Drôle de façon d'envisager la liberté qui se borne au choix de celui qui tiendra la laisse. Mais l'éducation se fera sur ce point comme elle s'est faite sur d'autres.

Et la meilleure preuve que les moyens de M. Clemenceau ont raté, c'est qu'il espérait bien que nombre de députés socialistes resteraient au fond des urnes. Son discours de Lyon contenait une déclaration de guerre bien nette à leur adresse. Jusqu'à présent, il semble que ce sont les seuls radicaux qui aient perdu des sièges.

Voilà ce que votre parti ne vous pardonnera pas, M. Clemenceau.

* * *

LES EXPULSIONS. — *En dehors des camarades étrangers arrêtés au cours des manifestations, de nombreux arrêtés d'expulsion ont été exécutés contre des camarades italiens et espagnols, vivant depuis de nombreuses années à Paris, sans que rien ne justifie la mesure prise, sinon le bon plaisir de M. Lépine, grand maître de la république française.*

On nous cite le cas d'un camarade auquel il a été accordé vingt minutes pour régler ses affaires.

Attendons-nous à voir Clemenceau, ressortir à la prochaine législature, son projet de loi pour les garanties de la liberté individuelle!

J. GRAVE.

Les Paroles et les Actes

Après nous avoir montré comment il agissait, M. Clemenceau nous expose ses conceptions, dans un grand discours prononcé à Lyon et que reproduit toute la presse.

Je ne joindrai pas mes félicitations à celles de cette presse : dans son propre intérêt, la nouvelle idole de la bourgeoisie aux abois aurait mieux fait de ne pas émettre des oracles.

Il n'est aucune de ses affirmations qui ne se trouve en parfaite contradiction avec ses actes

1° Le couplet patriotique:

« Il nous reste à garder dans la mémoire la leçon de cet inquiétant coup de théâtre (l'aventure marocaine) comme à maintenir et à développer tous les moyens de défense qui sont la garantie nécessaire de l'indépendance française. Que les sentinelles veillent sur la tour. »

— Or, les troupes garnissant la frontière de l'Est ont été et sont encore mobilisées contre les grévistes, au point que le *Petit Parisien* ne pouvait s'empêcher de remarquer combien cette situation était dangereuse au point de vue de la défense nationale.

2° Le couplet contre les cléricaux :

« Je ne rappelle pas les scènes du moyen âge dont certaines églises furent le théâtre.,....., herses, fourches, faux, etc. Nous refusâmes la guerre civile qui nous était offerte pour compter des cierges et des chandeliers. »

— Mais il oublie qu'il a lancé contre une foule désarmée des hordes de policiers incités au meurtre ; qu'on a relevé maint citoyen la tête labourée de coups de sabre, et qu'il n'a pas hésité à déchaîner la guerre civile pour empêcher les salariés d'obtenir le prix de leur travail.

3° Couplet sur les grèves :

« Un formidable ensemble de grèves... fomentées par des agitateurs politiques excités dans l'ombre par la démence des partis réactionnaires — ainsi que le constate l'une des pièces actuellement aux mains de la justice.»

— Ainsi tous les documents trouvés aux cours de toutes les perquisitions se réduisent, de l'aveu du ministre, à une pièce. Eh bien, c'est encore un mensonge. Rien, absolument rien, ne peut et ne pourra jamais étayer de l'ombre d'une preuve à un complot tramé entre Biétry et Griffuelhes, Jean Grave et l'amiral de Cuverville, l'abbé Tourmentin et Monatte en vue de substituer un Napoléon ou un d'Orléans à M. Clemenceau dans la défense des capitalistes français.

Pour nous, personne que lui ne fait mieux nos affaires. En un tour de main il a prouvé, par des actes, tout ce que nous nous efforçons depuis si longtemps de démontrer.

Il a montré que les bourgeois les plus aptes à formuler des idées justes et à exprimer des sentiments désintéressés n'en continuent pas moins d'agir en bourgeois, c'est-à-dire à défendre dans leur vie privée et publique leurs intérêts particuliers et les intérêts de leur caste.

Par cela seul, il a porté le coup de grâce au parlementarisme, basé sur la représentation des masses prolétariennes par quelques bourgeois qui prétendent se charger seuls de la défense des intérêts de ces prolétaires.

Il a vérifié par le fait cette forte parole de Gallifet : « En temps de paix, l'armée n'est qu'une gendarmerie. » Nous venons de voir colonels et généraux obéissant au doigt et à l'œil aux employés de M. Lépine et les agents de la défense nationale faisant le métier de flics botte à botte avec les gardiens de la paix et les cipaux.

Quand un collègue de M. Clemenceau viendra réclamer, en agitant le spectre de l'invasion étrangère, un supplément d'effectifs et d'impôts, chacun saura ce que cela veut dire.

On saura que ce n'est pas pour garder une frontière qu'on a pu laisser, pendant plus d'un mois, presque totalement dégarnie de troupes, mais pour venir camper dans les corons de mineurs ou évoluer sur les boulevards de Paris, et que l'argent qu'on nous réclame ne servira pas à nous défendre, mais à nous assommer.

Voilà de la bonne propagande pour la vérité, que nous avons tant de peine à faire éclater aux yeux de tous.

Clemenceau, anarchiste? pourquoi pas, cet homme est susceptible de toutes les palinodies.

MICHEL PETIT.

DES FAITS

UNE ERREUR. — *Par testament, Mlle Dosne attribue au service de la maison de retraite pour vieilles dames, à créer dans son hôtel de l'avenue Bugeaud, sa splendide argenterie, dont la possession par la famille a une origine tout au moins curieuse.*

Lorsque M. Thiers, à la suite de nos désastres, devint chef du pouvoir exécutif, il fixa sa résidence au palais de Trianon. Là avaient pu être conservés, à travers les vicissitudes des changements de régime, des pièces d'orfèvrerie sans rivales, de la vaisselle plate et des couverts en métal précieux d'une valeur inestimable. Le président, après en son particulier, songea tout de suite à utiliser, pour ses réceptions, les merveilles de ce matériel ciselé par les artistes les plus experts. Et les officiels de s'extasier, les éloges de pleuvoir : « Vous avez, disait-on à M. Thiers, des services d'orfèvrerie incomparables. »

A force de prêter l'oreille aux louanges, le libérateur du territoire avait fini par avoir une idée. Puisque la France était en République et que, partout, on mutilait les N et les fleurs de lys des régimes déchus, pourquoi ne pas imprimer la marque présidentielle sur l'argenterie de Trianon. Et voilà comment il se fit que, bientôt, deux lettres se détachaient, gravées sur tous les ustensiles : P. P. *— Ce qui voulait dire « Premier Président ».*

Quand M. Thiers dut quitter le pouvoir, ses intendants, par mégarde, emballèrent, avec le reste du déménagement, l'orfèvrerie P. P. *décorée du pavillon qui couvre la marchandise. Quelques journaux, à l'époque, et notamment l'Autorité, par la plume de M. P. de Cassagnac, fulminèrent, Puis, comme le « père Thiers » eut la prudence de ne pas répondre, personne n'en parla plus, et le silence se fit.*

(*Du* "CRI DE PARIS").

Comme quoi, pour voler, il est beaucoup plus commode d'être président de la République que simple voyou.

Un de nos camarades dans la nécessité de se procurer de l'argent, met en vente l'*Enseignement professionnel du Menuisier*, par L. Jamin, les deux volumes de texte et l'album de planches, dont le prix est de 100 francs et qu'il laisserait pour 50 francs.

Aveux et Documents

« Les métallurgistes de Villerupt sont en grève, 1,500 soldats français et 1,500 allemands sont arrivés dans cette région frontière ».

(Le Matin, *30 avril 1906*).

* *

Allocution du colonel commandant le 71e régiment d'infanterie aux bataillons partant pour Paris :

« Ne tirez pas en l'air quand on vous commandera de tirer sur un groupe, tapez dans le tas. Ne ménagez pas ces sales individus qui parlent de traîner le drapeau français dans le fumier. A votre retour, je saurai récompenser ceux qui se seront signalés. »

Il est plus que probable que tous les colonels de France ont tenu à leurs soldats un petit discours analogue pour leur inspirer, au moment du combat, des sentiments hautement patriotiques, c'est-à-dire les inciter à tuer leurs camarades.

Et on poursuit certains d'entre nous pour excitation au meurtre : Légalité ! que de crimes on commet en ton nom !

M. P.

L'ACTION ÉLECTORALE

« Le suffrage universel, tel qu'il est actuellement pratiqué en France, ne donne de représentants qu'aux majorités instables et mouvantes sorties tant bien que mal de la bataille confuse des partis dans chacune des circonscriptions, très inégales et arbitrairement déterminées, où une législation vouée à tous les abus et le hasard des circonstances ont parqué pêle-mêle les électeurs de toutes les opinions. »

Ne croyez-pas que ce soit un révolutionnaire qui parle aussi irrévérencieusement de notre fabrique de dirigeants ? Ce n'est même pas un politicien, c'est un homme de science, Monsieur Alfred Meyer qui vient de publier un article très étudié dans un journal technique, la *Revue générale des sciences pures et appliquées*.

Il rappelle d'ailleurs les critiques très vives et très fondées émises depuis longtemps, dans différents pays, par Victor Considérant, Thomas Gilpin, de Philadelphie E. de Girardin, Stuart Mill, Louis Blanc, Boutmy, Prévost-Paradol, Pernolet, Hagenbach-Bishoff, sir John Lubbock, Yves Guyot, Georges Picot et tout récemment La Chesnais.

Il cite des faits :

« En 1864, à Genève, 5.580 radicaux obtiennent 44 sièges, tandis que 5.550 conservateurs (c'est-à-dire la minorité) en obtiennent 61 !

« Aux Etats-Unis jusqu'en 1865, dans les Etats du Sud, les unionistes, en nombre cependant très considérable, ne sont pas représentés.

« En Belgique, en 1880, 22 000 libéraux n'obtiennent que 26 sièges, tandis que la minorité, 20.000 cléricaux, obtient 40 sièges. En 1888, 22.500 libéraux ont 2 sièges et 25 500 cléricaux 44. En revanche, en 1890, 20.800 libéraux ont 40 sièges et 21 500 libéraux seulement 29.

« En Angleterre, en 1874, les conservateurs obtinrent 536 sièges, tandis que leurs adversaires, avec une majorité de plus de 200.000 voix dans le corps électoral, n'obtenaient que 296 députés, ce qui permit aux représentants de la minorité de gouverner pendant six ans au nom du pays tout entier.

« En France, le système actuel ne permet même pas de représenter la moitié du corps électoral. La proportion des électeurs représentés varie de 43 à 49 0/0 dans les six dernières législatures.

« D'autre part, certains députés représentent plus de 20 000 voix et d'autre moins de 2.000.

« Dans ces conditions, les élections deviennent une affaire de chance : le hasard, les manœuvres des partis les inégalités des circonscriptions et la répartition des électeurs jouent un rôle prépondérant, chaque période électorale est une crise nationale ; c'est le régime de l'instabilité organisée. »

Enfin, voilà un homme de jugement et de bonne foi qui le reconnaît et qui le prouve : Peuple de France et de tous les pays jouissant du suffrage universel on te trompe, on t'a toujours trompé ! Tu t'imagines, sur la foi des affiches électorales, que tu présides à tes destinées par le jeu des petits papiers que, tous les quatre ans, tu mets dans l'urne ? Erreur ! il y a fraude dans l'opération. La machine est truquée, ni plus ni moins qu'un manège de petits chevaux dans un Casino de Grecs ; avec cette différence que personne ne peut prévoir quel sera le gagnant, ou plutôt si c'est bien le gagnant qui gagne !... Ça dépend du hasard, d'un tas de circonstances imprévues. Bref, c'est ce que les bourgeois appellent l'anarchie, c'est-à-dire le désordre, le gâchis ... et voilà, de l'aveu des gens compétents, le régime prôné par tous les partisans de l'ordre et de l'autorité.

Mais, au moins, peut-on remédier aux vices du système ?

Différents systèmes de représentation proportionnelle ont été présentés par des mathématiciens, et quelques pays comme la Belgique et plusieurs cantons suisses en ont même fait l'expérience.

C'est l'un de ces systèmes, dit le système d'Hondt, en faveur duquel fait campagne en France un groupe important de politiciens.

Or, les Belges ont démontré les erreurs imputables au système suisse ; Vandervelde a nettement déconseillé aux Français d'adopter le système belge et voici ce que pense Monsieur A. Meyer du système d'Hondt :

« Rien de moins fondé que la prétention d'assurer, par le système d'Hondt, la majorité des sièges à la majorité vraie, ni de plus léonin que ce mode de partage qui attribue la totalité des sièges de la circonscription à un parti, à une coalition qui n'a pas obtenu la moitié des suffrages émis par les électeurs de la circonscription.

Il n'est guère possible de fausser et de renverser plus complètement les rapports et les proportions : les partis démocratiques, en minorité avec 28.000 suffrages sur 60.000, obtiennent deux sièges sur quatre et n'en obtiennent *aucun* quand, réunissant 32.000 suffrages sur 60.000, ils forment la majorité du corps électoral.

Qu'un système destiné à réaliser la proportionnalité puisse rendre possibles de pareils résultats, cela suffit pour le condamner, et, pour montrer que son application, préconisée en France par la Ligue sur la Représentation proportionnelle, ne constituerait que l'ombre d'une réforme, une grossière et bien dangereuse caricature de la représentation proportionnelle. »

Concluons : Le système électoral pratiqué jusqu'ici en France est démontré faux, ne donnant que l'illusion de la représentation de la majorité, et le public commence à l'admettre puisque l'organe populaire par excellence, le *Petit Parisien*, publiait récemment un article documenté à ce sujet.

D'autre part, le nouveau système, proposé comme devant mettre fin à la duperie que constitue le premier, ne vaut pas mieux, comme le prouve nettement l'auteur que je viens de citer.

Alors que faire ? découvrir une nouvelle combinaison de chiffres permettant de faire sortir de l'urne, l'émanation authentique et sincère des opinions diverses du public ? — Il ne manquera pas de gens pour l'essayer, parmi les mathématiciens les plus qualifiés.

Et après ? — auront-ils fait que celui qui désire payer le pain moins cher, et laisser entre les mains de son patron une moins grosse part du produit de son propre travail, puisse l'obtenir ou seulement le manifester au moyen d'un papier désignant un ou plusieurs individus, une étiquette de parti, ou un programme politique ?

Quand bien même le mandat lierait impérativement l'élu au programme qui l'a fait élire, est-ce que les intrigues qui constituent la partie essentielle de la vie parlementaire ne mettront pas bien vite obstacle même aux meilleures volontés ?

Est-ce que, comme le disait si justement Grave, à propos du massacre de Limoges, et comme le prouvent les incidents de tous les jours, l'homme revêtu d'une autorité quelconque n'est pas, par là même, obligé de remplir avant tout l'office que lui confère cette autorité, c'est-à-dire de s'opposer aux manifestations de tous ceux qui en souffrent et qui osent s'en plaindre ?

Est-ce qu'on peut concevoir un berger ou son chien laissant le troupeau confié à leur garde paître la belle herbe de l'enclos réservé, au lieu des maigres pousses sans cesse tondues ?

Dernièrement M. Rouvier a traité d'une belle façon le maire socialiste de Brest qui avait eu le toupet de venir lui présenter ses hommages, après avoir toléré que ses administrés se promenassent dans les rues tandis qu'elles étaient occupées par des gendarmes et des soldats. Je trouve que Rouvier avait raison. Quand on accepte d'être maire, c'est pour en remplir les fonctions. Or, un maire ne peut ignorer qu'une de ses fonctions principales est d'assurer l'ordre ; c'est même dans ce but que ses administrés paient très cher des forces de police qu'ils mettent entre les mains du maire, pour en user contre eux, s'il en voit la nécessité. S'il ne le fait pas, il manque à son contrat. Il n'avait qu'à refuser d'être maire, ou déclarer qu'il n'accepterait que sous condition de n'avoir pas de police. Mais alors, c'est le Gouvernement qui n'aurait pas voulu de lui.

Il en est de même pour toutes les fonctions, quelles qu'elles soient, qui confèrent au titulaire une part quelconque d'autorité. Un honnête homme ne peut les accepter et ne vouloir ensuite en remplir que la partie qui ne blessera pas ses convictions personnelles. Les officiers qui ont refusé de marcher contre les couvents, ont manqué à leur parole ; les sentiments qui les ont fait agir sont parfaitement respectables, s'ils sont sincères, et le rôle de policiers qu'on voulait leur faire jouer est dégradant dans tous les cas. Mais quand on se met officier, c'est pour accepter, en échange des avantages qu'on recherche dans cette situation, les charges qu'elle comporte, dont la première est d'obéir servilement, ainsi que tout officier l'enseigne aux soldats. Quant aux soldats, tous ceux qui n'ont pas demandé à l'être, ont parfaitement le droit d'agir comme ils le pensent. Mais c'est précisément à eux seuls qu'on dénie ce droit, pourtant évident !

Heureusement les électeurs ont encore un droit : c'est de ne pas voter ; et un devoir, c'est de réfléchir suffisamment au fonctionnement de la machine électorale pour n'accorder à l'action de voter, s'ils l'accomplissent, que la très minime valeur qu'elle comporte. Des études très précises leur montrent que, de quelque manière qu'on s'arrange, il n'y a pas de système qui assure la représentation de la majorité. Un raisonnement très simple leur permet de comprendre que leur représentant, fût-il bien celui qu'ils ont choisi, ne peut faire que des vœux, des promesses, des démarches pour les plus influents auxquels iront quelques faveurs au détriment de la masse, mais qu'en fin de compte, il n'a de pouvoir que pour assurer la persistance de leur oppression, aucun pour l'amoindrir ou la combattre. Opposer ces représentants les

uns aux autres, parce qu'ils arborent des étiquettes différentes, c'est un jeu pour la galerie, tout comme ces parades de foire où le lutteur en maillot qui est sur l'estrade défie le lutteur en bourgeois qui est dans la foule.

Votez si vous voulez, camarades, si vous y voyez le moindre petit avantage ou si votre abstention vous paraît avoir quelque inconvénient; mais ne considérez que, cela fait, vous ayez complètement rempli votre devoir d'homme et de citoyen, ainsi que vous le disent les bourgeois; et qu'il ne vous reste qu'à attendre sous l'orme, la vie heureuse à l'avènement de laquelle travaillent sans relâche pour vous, vos bons élus!

Non — cela fait, il vous reste simplement tout à faire, et à faire par vous-mêmes. Il vous reste à vous unir à vos camarades de souffrances pour en faire des camarades de lutte, à prendre pleine conscience de vos droits, à les revendiquer et à trouver les meilleurs moyens de faire aboutir vos revendications.

Il n'en est pas de meilleur que de faire sentir que vous êtes les plus forts. C'est ce que les bourgeois vous enseignent chaque jour : nous voulons la paix, disent-ils, nous sommes confiants dans la loyauté de notre attitude; mais pour sauvegarder la paix et maintenir le bon droit, il faut être de force à les imposer; c'est pourquoi nous demandons toujours plus de soldats et plus de canons.

Suivons cet enseignement; mais au lieu de parler hypocritement de paix armée, déclarons nettement que nous préparons, que nous faisons la guerre sociale. Pour cela, tous les procédé nous sont bons, nous nous servons de toutes les armes que nos ennemis imprévoyants ont pu laisser à notre disposition; mais nous devons apprécier leur valeur relative. Le vote est une arme d'une valeur nulle, à bien peu de chose près, au point de vue des résultats légaux qui en découlent; mais la période électorale peut être l'occasion de manifestations, d'actes de propagande et d'actions diverses susceptibles d'amener des résultats souvent très sérieux. Cela n'est pas à négliger.

MICHEL PETIT.

Le prochain dessin sera signé DELAW.

PROTESTATION

AU CAMARADE JEAN GRAVE

MON CHER AMI,

Comme rédacteur aux *Temps Nouveaux*, je ne puis pas laisser croire que ce journal soit devenu antisémite. Il s'agit de la note où Delesalle attaque, dans le dernier numéro, deux collaborateurs de Clemenceau. Que ces deux individus soient des fripouilles, cela n'autorise personne à faire des déclarations antijuives.

Il est triste de voir qu'un camarade puisse encore être imprégné de préjugés de cette nature et laisse supposer, même dans la vivacité d'une attaque, qu'il partage des haines de race ou de nationalité. Cela est en contradiction absolue avec les idées anarchistes.

M. PIERROT.

VIENT DE PARAITRE

L'Etat, son rôle historique, par P. Kropotkine; une brochure, 0 fr. 25 par la poste.

Dans cette brochure, notre ami traite, en passant, du rôle des communes et des corporations et jette un peu de clarté sur ces questions tant embrouillées par les historiens bourgeois.

A titre de propagande, nous la laisserons à 12 francs le cent.

L'EMPRUNT RUSSE

Le gouvernement russe a lancé un emprunt de 2 milliards 200 millions, dont 1 milliard 200 millions a été émis en France.

Cet emprunt a été fait à 88 0/0, c'est-à-dire que pour 440 francs versés on donne aux souscripteurs un titre de 500 francs, producteur de 25 francs d'intérêts. Donc les obligations rapportent, non 5 0/0 de rente, mais plus de 5 1/2 et présentent l'appât d'une prime de 60 francs, en cas de remboursement, sans compter la possibilité d'une hausse rapide au-dessus du pair.

Avec ces avantages habilement présentés, avec une réclame savante, avec la complicité ouverte ou tacite de la presse, les banques n'ont pas eu de peine à placer l'émission. Les petits bourgeois sont toujours avides de titres donnant de gros intérêts et considérés comme absolument sûrs. L'emprunt, en effet, a été couvert 25 fois.

Malgré l'absence de tout risque, les banques ont touché une commission de 6 0/0, soit la modique somme de 72 millions, pour fournir au tzar l'argent d'autrui. Décidément l'émission a été une bonne affaire — pour les financiers. Gagner 72 millions en une journée est un bénéfice alléchant.

En fin de compte le gouvernement russe ne touche que 984 millions sur les 1.200 millions empruntés en France, et il fait payer à ses contribuables les intérêts à 5 0/0 sur la somme entière.

Mais les financiers ne se contentent pas de leur courtage de 72 millions. Ils trouvent le moyen d'augmenter leur part aux dépens des souscripteurs. Voici comment :

L'émission lancée à grand renfort de réclame, tous les bourgeois veulent acheter pour spéculer sur la hausse, l'emprunt est couvert plusieurs fois (25 fois). Les banques ne donnent qu'une partie des titres, elles revendent quelques jours plus tard avec une prime de 4 0/0 et au-dessus les obligations qu'elles ont soi-disant achetées. On raconte que dans le cas actuel les financiers ont élevé leur courtage à près de 10 0/0, soit 120 millions environ, ce qui donne un bénéfice net d'au moins 100 millions, une fois que les frais de réclame, de publicité et d'émission en ont été déduits.

A la vérité le gouvernement emprunteur n'a affaire, en principe, qu'aux financiers. Ce sont eux, ou plutôt c'est un syndicat ou consortium de capitalistes qui ont signé et qui sont censés prêter, mais ce ne sont pas eux qui risquent. Tout le papier est repassé aux petits bourgeois avides de gros intérêts. Quand le gouvernement russe aura dévoré l'argent dont il a besoin pour payer les intérêts des emprunts antérieurs, pour assurer la répression et le maintien de l'ordre, pour fournir aux appétit des grands-ducs et des fonctionnaires, alors viendra la banqueroute nécessaire et inévitable; mais les financiers conserveront dans leurs coffres forts le produit de leur entremise.

M. PIERROT.

MOUVEMENT SOCIAL

La Frousse. — Voici ce qu'on lisait dans les journaux, le matin du premier mai :

« LONDRES, — *Dépêche particulière du « Matin »*. — L'émigration momentanée des Parisiens, et des Français en général, continue à Londres. Les paquebots venant du continent sont littéralement bondés de voyageurs. Hier, les trains venant de Douvres, Boulogne, Newhaven ont dû être doublés par suite de l'affluence des fuyards, qui craignent des troubles graves à Paris et dans les provinces de la France.

« La nuit dernière, plus de 1,500 passagers sont arrivés à la gare de Victoria, amenant avec eux 1,700 bagages de toutes sortes. »

« GENÈVE, 30 avril. — *De notre correspondant particulier* (par téléphone). — A Genève, certains hôtels sont encombrés de familles arrivées de Paris depuis deux ou trois jours; on assure que beaucoup d'entre elles sont arrivées avec leurs objets de valeur, dans la crainte des troubles du 1er mai à Paris. »

Tout cela pour une grève, une simple grève...

Mais rassurez-vous : ces mêmes gens, qui tremblent devant des périls imaginaires, retrouvent tout leur courage dès qu'ils voient leurs ennemis à terre, blessés et mourants.

On a lu l'histoire de ces deux Russes déchiquetés par une bombe que l'un d'eux transportait, dans le bois de Vincennes. Ils étaient dans un état affreux.

« Une voiture d'ambulance mandée à la hâte arrivait à ce moment. On y installa le blessé, qui poussait d'affreux gémissements. A ce moment, il fallut tous les efforts des agents et d'une compagnie du 89e d'infanterie, casernée au fort de Charenton, pour contenir la foule — plusieurs milliers de personnes — qui poussait des cris de mort et voulait se ruer sur les blessés. »

(*Le Matin*, 4 mai).

Vous voyez bien que les bourgeois ne tremblent pas toujours; ils savent être braves, à l'occasion; n'écoutant que leur intrépidité, ils n'hésitent pas à se jeter, plusieurs milliers, sur deux blessés pantelants (qui n'ont fait de mal qu'à eux-mêmes).

⁂

Tisserand-Delange. — Le lieutenant Tisserand-Delange e t frappé de la même peine administrative que les officiers rebelles des inventaires : il est mis en non-activité par retrait d'emploi.

Cependant, son acte était infiniment moins grave, légalement. Il n'était point coupable d'indiscipline, il n'avait point commis de refus d'obéissance. Il avait seulement pris la parole, en uniforme, dans une réunion publique. Mais l'exemple qu'il donnait était bien plus dangereux, et son simple discours a dû être beaucoup plus désagréable au gouvernement que tous les refus d'obéissance réunis des officiers catholiques.

Il n'est point question du tout de le traduire en conseil de guerre. Je comprends cela. Moins il sera fait de bruit autour de cette histoire fâcheuse, plus le gouvernement et l'autorité militaire seront contents. Affaire à étouffer, à enterrer.

C'est dommage. Il y aurait eu, pour le lieutenant Tisserand-Delange et pour son défenseur, des choses bien intéressantes à dire devant le conseil de guerre. Et surtout, il eût été intéressant, très intéressant de voir quel verdict — après ceux de Rennes, de Nantes, de Bordeaux, de Nancy — auraient rendu les juges militaires.

Quoi qu'il en soit, toutes nos félicitations au lieutenant... pardon... au camarade Tisserand-Delange.

R. CH.

⁂

Chaumont.

Certains esprits commencent à vouloir se passer de toute autorité même socialiste. Aussi depuis plus d'un an, se sont-ils réunis en comité appelé le *Sou émancipateur*.

Le comité du *Sou émancipateur* s'est formé dans le but d'essayer de créer un "milieu libre". Déjà dans la plaine de Villiers, à un quart d'heure de Chaumont, à côté de l'historique bois du Fays, nos communistes ont acheté petit à petit un terrain de 80 ares. Bien qu'il soit permis d'être quelque peu pessimiste sur les chances de réussite de milieux réellement libres au sein d'une société d'esclaves, l'effort n'en est pas moins à considérer.

Contrairement aux autres tentatives déjà faites dans ce genre, les colons ne s'installent pas d'emblée sur le terrain. D'abord, ce terrain est fertile, et la pierre pour construire se trouve par endroits à fleur du sol. Le premier colon ne s'installera qu'après un premier rendement du terrain, puis les autres viendront petit à petit. En attendant, tous les dimanches quand il fait beau, on voit un groupe d'hommes et de femmes arpenter les rues de Chaumont, l'un avec une pelle, l'autre avec une pioche ou une brouette. D'aucuns en les voyant ont aux lèvres un sourire

de pitié. Pauvres fous, qui se mêlent de vouloir vivre librement sans maîtres, alors que la Famille, l'Eglise, l'Ecole, l'Armée et l'Usine, tout les assouplit au dogme autoritaire! Certes, il y a du vrai là dedans; et à l'exception de deux ou trois camarades dont l'un fut jadis inculpé dans le procès des Trente, les autres ne me semblent guère mûrs pour tenter une telle expérience. Mais, ils ont des enfants, qui eux aussi, prêtent la main à la réalisation de la belle utopie de leurs parents et c'est un plaisir, de voir évoluer ces petits communistes au rire gai, large et franc, les uns avec une pioche et les autres avec une pelle d'un air très convaincu.

C'est dans cette génération peut-être qu'est l'avenir!

P. L.

⁂

Le complot. — Dimanche après-midi, alors que les élections battaient leur plein, et que l'invention du complot avait eu son effet, on relâchait les soi-disant conspirateurs, n'ayant eu à répondre qu'au seul interrogatoire de pure forme dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrestation. Ce sont: Griffuelhes, Lévy et Fromentin, du côté révolutionnaire ou anarchiste; MM. Feuillant et Bibert, côté réactionnaire.

L'un de ces derniers soi-disant conspirateurs, est un vieillard de quatre-vingt-cinq ans que l'on est forcé de conduire. Comme on le voit, on n'a même pas essayé de donner une vraisemblance à l'invention. Cynisme ou gâtisme? Un peu de l'un et de l'autre, sans doute.

⁂

La chambre des mises en accusation de Nancy vient de déférer à la cour d'assises M. Mariatte, gérant du *Cri populaire*, journal révolutionnaire, pour excitation des citoyens à la révolution et des soldats à la désobéissance.

⁂

Deux frères, ouvriers charpentiers, ont fait éclater chez eux, une bombe qu'ils fabriquaient. Là-dessus, la police triomphe: « Vous voyez bien que nous avions raison de trembler. Les anarchistes continuent leurs exploits. »

Les auteurs de l'accident ont déclaré que c'étaient des pétards qu'ils fabriquaient pour effrayer les bourgeois. Et la description que les journaux donnent de leurs engins, tendrait à le faire croire.

En tous cas, les inventions de complot par M. Clemenceau, les brutalités policières en provoquant les colères, suffisent amplement à expliquer les représailles.

Quand on sème le vent on récolte la tempête. C'est un vieil adage qui est toujours vrai.

⁂

La carte à payer. — Le maintien de l'ordre a nécessité la concentration de 25.000 hommes de renfort à Paris et de 40,000 dans les bassins houillers. Plusieurs unités, ainsi détachées de leur garnison, ont eu à effectuer de très grands parcours en chemin de fer : il y a à Lens des troupes provenant de Besançon et de Belley, et à Paris des bataillons et escadrons de Guingamp et de Niort.

Aussi n'est-ce pas à moins de deux millions que se monteront les frais de transport par voie ferrée, tant pour l'aller que le retour.

Les indemnités accordées aux hommes et aux officiers pendant toute la durée de leur déplacement forment également un total fort élevé, surtout dans le Nord, où la plupart des troupes sont arrivées il y a déjà plus de quarante jours.

Au total, on peut évaluer à près de cinq millions les dépenses de toute espèce résultant des derniers mouvements de troupes.

Du *Figaro*.

⁂

Chantenay-sur-Loire.

Nous venons vous signaler un individu aux allures louches qui se targuant de l'épithète anarchiste vient au milieu de nos groupes faire soi-disant de la propagande anti-électorale et qui n'est ni plus ni moins qu'un policier à la disposition du capital.

L'autre jour il est venu au siège du groupe nous proposer un millier de francs destinés, disait-il, à faire de la propagande anti-électorale.

Mais il oubliait de nous dire, qu'il n'y a pas très longtemps, il avait été rédacteur d'un journal contre révolutionnaire *L'Entente*, dont un seul numéro du reste, a paru, d'ailleurs lui-même nous l'a avoué franchement; et que ce dit journal insultait à outrance les anarchistes, qui selon lui, étaient des meneurs, des fauteurs de désordre, etc.

Nous l'avons laissé causer et à un moment un de nos camarades lui ayant montré un exemplaire de *L'Entente*, et lui ayant demandé si l'article provocateur était bien de lui, il répondit positivement.

Alors comprenez la suite, le jaune policier, rédacteur et orateur, ayant compris de force que royaliste et anarchiste n'allaient pas ensemble, est parti du groupe, après force horions reçus d'un camarade compétent dans la matière. A seule fin de signaler cette brute vous serez assez aimable, camarade de faire paraître cet article dans les *Temps nouveaux*.

Pour la section .

E. Bonnart.

⁂

MONOGRAPHIE

Saint-Martin Terressus. — Le Maureix.

A huit kilomètres d'Ambazac, sur le Taurion, affluent de la Vienne, se trouve la papeterie du Maureix.

Cette usine appartient à la Société des papeteries du Limousin qui a son siège à Saint-Junien. Une trentaine d'ouvriers et une vingtaine d'ouvrières y sont employés.

Parmi les premiers, il y a deux conducteurs à la machine qui touchent 90 francs par mois; 6 qui sont occupés à faire les balles et qu'ils nomment des « Célérants »; cinq d'entre eux reçoivent 65 francs, et l'autre 80 francs par mois.

Les autres sont tous employés aux cuves et aux meules. Ils préparent la paille et la font broyer, car on ne fabrique que du papier de paille; les conducteurs touchent 2 fr. 40 et les simples manœuvres 2 fr. 30 par jour.

Avant la grève des papetiers de Saint-Junien, ils ne recevaient que : 2 fr. 10 et 2 francs par jour.

Les femmes sont aux pièces; elles font le triage et le comptage des feuilles de papier qu'elles mettent en rames. Je n'ai pu savoir combien elles touchaient par rame; je puis dire seulement que quand l'eau est suffisante et que toutes les turbines tournent, les plus habiles arrivent à grand'peine à gagner trente sous. La moyenne ne gagne que 1 franc par jour.

Quand tout va bien, la production atteint 60 quintaux métriques par jour. Tout s'expédie par la gare d'Ambazac. Les charrois s'effectuent avec des charrettes à vaches, au compte d'un entrepreneur. Deux hommes à 60 francs par mois y sont attachés. Ils font deux voyages presque chaque jour, chargent et déchargent seuls la marchandise. Ce n'est pas une sinécure.

Détail : Le Maureix fait partie de la commune de Saint-Martin-Terressus. Aux dernières élections municipales, le directeur de l'usine avait formé une liste dite : *socialiste libérale!* Les radicaux-socialistes les battirent et les traitèrent de réactionnaires déguisés. Pourquoi? Qu'étaient-ils donc eux?

A. Gutte.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Si le premier Mai n'a pas amené la révolution que, en vue des manœuvres électorales, annonçaient les réactionnaires, et que, pour les mêmes raisons, a feint de prendre au sérieux le gouvernement, il n'en a pas moins été le signal d'un réveil du prolétariat, par les réclamations qui se sont produites dans une foule de corporations, qui, à la date fixée par le congrès de Bourges, ont demandé la diminution des heures de travail, sans diminution de salaire, et même avec augmentation de salaire, dans certaines.

A Paris, par exemple, *impossible d'énumérer* toutes les corporations en grève :

Les typographes, conducteurs et compositeurs, déjà en grève depuis quinze jours, tiennent toujours.

Les lithographes, les photograveurs, les ébénistes, les ouvriers du bâtiment, les terrassiers, tailleurs de pierre, sont en grève et font tous leurs efforts pour sortir des ateliers et chantiers, les jaunes qui continuent à travailler.

On compte cent mille grévistes à Paris.

La mitrailleuse judiciaire fonctionne au Palais, distribuant semaines et mois de prison pour entrave au travail.

Les mécaniciens en automobile sont en grève. A citer la réponse qu'aurait faite M. de Dion, un des plus puissants constructeurs. « Je puis attendre plus longtemps que les ouvriers, sans que ma table en soit moins bien servie ». Ce qui prouve que le refus des patrons ne se base pas sur la possibilité ou non possibilité d'accéder aux demandes des travailleurs, mais seulement sur la force de résistance que ces derniers peuvent opposer à la faim.

Paris continue à être en état de siège. Des piquets d'infanterie, sac au dos, faisceaux sur les trottoirs campent sur divers points de la ville, les rues sont parcourues par les patrouilles de dragons et de cuirassiers, carabines sur le dos. Lépine joue au général, et Clemenceau l'admire.

Dans la banlieue : il y a environ dix-huit cents grévistes mécaniciens des maisons d'automobiles de Puteaux, Suresnes, Courbevoie et Neuilly-sur-Seine.

Les ouvriers mécaniciens ont décidé de ne pas reprendre le travail tant qu'ils n'auront pas obtenu entière satisfaction, c'est-à-dire diminution des heures de travail et augmentation des salaires.

A Ivry-sur-Seine, cent cinquante ouvriers mécaniciens d'une usine de la place Bac se sont mis en grève, réclamant la journée de huit heures. Dans une réunion tenue à la mairie de la localité, des délégués ont été nommés pour engager des pourparlers avec les patrons.

Les blanchisseurs de Boulogne, réunis à la Bourse du travail de cette ville, ont décidé pour demain la grève générale.

⁂

Les ouvriers de l'usine des téléphones de Bezons, au nombre de 200, ont quitté le travail, hier. Une délégation d'ouvriers grévistes de Puteaux a débauché les ouvriers des usines Bertin frères, constructeurs de bateaux, et le personnel des usines Houry et Cie, fabricants d'appareillage électrique. Dans une réunion tenue, hier après-midi, au Gymnase municipal d'Argenteuil, les grévistes, au nombre de 1,500 environ, ont décidé de poursuivre la grève jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications. En raison de leur attitude, le poste de surveillance de la gare est doublé depuis hier soir.

La situation est toujours la même à St-Denis, et les grèves des établissements Hotchkiss, des usines Aster, Christophe continuent, ainsi que celle des ouvriers maçons.

⁂

En province, plusieurs bourses du travail ont été fermées, entre autre celle de Lyon. Grève du textile et des métallurgistes dans cette ville.

A Brest, quatre des principaux militants de la Bourse du travail de cette ville ont été arrêtés. Grève de plusieurs corporations.

Grèves à Toulon, Marseille, Dunkerque, Rouen, Constantine, Oran. Et, pour être plus exact, un peu partout. Il faudrait consacrer un numéro entier du journal, pour les énumérer. Dans le Nord, par exemple, grâce à la pression gouvernementale, grâce aux arrestations et aux mesures d'intimidation, la grève agonise.

Décidément, il y a quelque chose de changé dans l'état social. Les considérations politiques ne touchent plus les travailleurs, le sort des élections générales les a laissés indifférents, et le désespoir de M. Clemenceau n'a pu les empêcher de formuler leurs revendications à leur heure.

Evidemment, il ne faut pas se le dissimuler, certaines corporations ont subi l'emballement des autres.

Je pourrais citer, à Paris, telle corporation dont certains membres, au bout de quatre jours, commençaient à faiblir. Quelqu'un leur cita en exemple les mineurs de Courrières en grève depuis plus de 50 jours. — Oui, mais nous avons d'autres besoins que les mineurs, fut-il répliqué.

Dans cette corporation, on se croit des artistes, et bien au-dessus du vulgaire.

Il y a du *travail à faire*, encore, pour changer la mentalité de certains ouvriers, dont l'ignorance, ou la suffisance, est le plus sûr auxiliaire du patronat.

J. G.

uns aux autres, parce qu'ils arborent des étiquettes différentes, c'est un jeu pour la galerie, tout comme ces parades de foire où le lutteur en maillot qui est sur l'estrade défie le lutteur en bourgeois qui est dans la foule.

Votez si vous voulez, camarades, si vous y voyez le moindre petit avantage ou si votre abstention vous paraît avoir quelque inconvénient; mais ne considérez que, cela fait, vous ayez complètement rempli votre devoir d'homme et de citoyen, ainsi que vous le disent les bourgeois; et qu'il ne vous reste qu'à attendre sous l'orme, la vie heureuse à l'avènement de laquelle travaillent sans relâche pour vous, vos bons élus!

Non — cela fait, il vous reste simplement tout à faire, et à faire par vous-mêmes. Il vous reste à vous unir à vos camarades de souffrances pour en faire des camarades de lutte, à prendre pleine conscience de vos droits, à les revendiquer et à trouver les meilleurs moyens de faire aboutir vos revendications.

Il n'en est pas de meilleur que de faire sentir que vous êtes les plus forts. C'est ce que les bourgeois vous enseignent chaque jour : nous voulons la paix, disent-ils, nous sommes confiants dans la loyauté de notre attitude; mais pour sauvegarder la paix et maintenir le bon droit, il faut être de force à les imposer; c'est pourquoi nous demandons toujours plus de soldats et plus de canons.

Suivons cet enseignement; mais au lieu de parler hypocritement de paix armée, déclarons nettement que nous préparons, que nous faisons la guerre sociale. Pour cela, tous les procédé nous sont bons, nous nous servons de toutes les armes que nos ennemis imprévoyants ont pu laisser à notre disposition; mais nous devons apprécier leur valeur relative. Le vote est une arme d'une valeur nulle, à bien peu de chose près, au point de vue des résultats légaux qui en découlent; mais la période électorale peut être l'occasion de manifestations, d'actes de propagande et d'actions diverses susceptibles d'amener des résultats souvent très sérieux. Cela n'est pas à négliger.

Michel Petit.

Le prochain dessin sera signé Delaw.

PROTESTATION

AU CAMARADE JEAN GRAVE

Mon cher ami,

Comme rédacteur aux *Temps Nouveaux*, je ne puis pas laisser croire que ce journal soit devenu antisémite. Il s'agit de la note où Delesalle attaque, dans le dernier numéro, deux collaborateurs de Clemenceau. Que ces deux individus soient des fripouilles, cela n'autorise personne à faire des déclarations antijuives.

Il est triste de voir qu'un camarade puisse encore être imprégné de préjugés de cette nature et laisse supposer, même dans la vivacité d'une attaque, qu'il partage des haines de race ou de nationalité. Cela est en contradiction absolue avec les idées anarchistes.

M. Pierrot.

VIENT DE PARAITRE

L'Etat, son rôle historique, par P. Kropotkine; une brochure, 0 fr. 25 par la poste.

Dans cette brochure, notre ami traite, en passant, du rôle des communes et des corporations et jette un peu de clarté sur ces questions tant embrouillées par les historiens bourgeois.

A titre de propagande, nous la laisserons à 12 francs le cent.

L'EMPRUNT RUSSE

Le gouvernement russe a lancé un emprunt de 2 milliards 200 millions, dont 1 milliard 200 millions a été émis en France.

Cet emprunt a été fait à 88 0/0, c'est-à-dire que pour 440 francs versés on donne aux souscripteurs un titre de 500 francs, producteur de 25 francs d'intérêts. Donc les obligations rapportent, non 5 0/0 de rente, mais plus de 5 1/2 et présentent l'appât d'une prime de 60 francs, en cas de remboursement, sans compter la possibilité d'une hausse rapide au-dessus du pair.

Avec ces avantages habilement présentés, avec une réclame savante, avec la complicité ouverte ou tacite de la presse, les banques n'ont pas eu de peine à placer l'émission. Les petits bourgeois sont toujours avides de titres donnant de gros intérêts et considérés comme absolument sûrs. L'emprunt, en effet, a été couvert 25 fois.

Malgré l'absence de tout risque, les banques ont touché une commission de 6 0/0, soit la modique somme de 72 millions, pour fournir au tzar l'argent d'autrui. Décidément l'émission a été une bonne affaire — pour les financiers. Gagner 72 millions en une journée est un bénéfice alléchant.

En fin de compte le gouvernement russe ne touche que 984 millions sur les 1.200 millions empruntés en France, et il fait payer à ses contribuables les intérêts à 5 0/0 sur la somme entière.

Mais les financiers ne se contentent pas de leur courtage de 72 millions. Ils trouvent le moyen d'augmenter leur part aux dépens des souscripteurs. Voici comment :

L'émission lancée à grand renfort de réclame, tous les bourgeois veulent acheter pour spéculer sur la hausse, l'emprunt est couvert plusieurs fois (25 fois). Les banques ne donnent qu'une partie des titres, elles revendent quelques jours plus tard avec une prime de 4 0/0 et au-dessus les obligations qu'elles ont soi-disant achetées. On raconte que dans le cas actuel les financiers ont élevé leur courtage à près de 10 0/0, soit 120 millions environ, ce qui donne un bénéfice net d'au moins 100 millions, une fois que les frais de réclame, de publicité et d'émission en ont été déduits.

A la vérité le gouvernement emprunteur n'a affaire, en principe, qu'aux financiers. Ce sont eux, ou plutôt c'est un syndicat ou consortium de capitalistes qui ont signé et qui sont censés prêter, mais ce ne sont pas eux qui risquent. Tout le papier est repassé aux petits bourgeois avides de gros intérêts. Quand le gouvernement russe aura dévoré l'argent dont il a besoin pour payer les intérêts des emprunts antérieurs, pour assurer la répression et le maintien de l'ordre, pour fournir aux appétits des grands-ducs et des fonctionnaires, alors viendra la banqueroute nécessaire et inévitable; mais les financiers conserveront dans leurs coffres forts le produit de leur entremise.

M. Pierrot.

MOUVEMENT SOCIAL

La Frousse. — Voici ce qu'on lisait dans les journaux, le matin du premier mai :

« Londres, — *Dépêche particulière du « Matin »*. — L'émigration momentanée des Parisiens, et des Français en général, continue à Londres. Les paquebots venant du continent sont littéralement bondés de voyageurs. Hier, les trains venant de Douvres, Boulogne, Newhaven ont dû être doublés par suite de l'affluence des fuyards, qui craignent des troubles graves à Paris et dans les provinces de la France.

« La nuit dernière, plus de 1,500 passagers sont arrivés à la gare de Victoria, amenant avec eux 1,700 bagages de toutes sortes. »

« Genève, 30 avril. — *De notre correspondant particulier* (par téléphone). — A Genève, certains hôtels sont encombrés de familles arrivées de Paris depuis deux ou trois jours; on assure que beaucoup d'entre elles sont arrivées avec leurs objets de valeur, dans la crainte des troubles du 1er mai à Paris. »

Tout cela pour une grève, une simple grève...

Mais rassurez-vous : ces mêmes gens, qui tremblent devant des périls imaginaires, retrouvent tout leur courage dès qu'ils voient leurs ennemis à terre, blessés et mourants.

On a lu l'histoire de ces deux Russes déchiquetés par une bombe que l'un d'eux transportait, dans le bois de Vincennes. Ils étaient dans un état affreux.

« Une voiture d'ambulance mandée à la hâte arrivait à ce moment. On y installa le blessé, qui poussait d'affreux gémissements. A ce moment, il fallut tous les efforts des agents et d'une compagnie du 89e d'infanterie, casernée au fort de Charenton, pour contenir la foule — plusieurs milliers de personnes — qui poussait des cris de mort et voulait se ruer sur les blessés. »

(*Le Matin*, 4 mai).

Vous voyez bien que les bourgeois ne tremblent pas toujours; ils savent être braves, à l'occasion; n'écoutant que leur intrépidité, ils n'hésitent pas à se jeter, plusieurs milliers, sur deux blessés pantelants (qui n'ont fait de mal qu'à eux-mêmes).

⁂

Tisserand-Delange. — Le lieutenant Tisserand-Delange est frappé de la même peine administrative que les officiers rebelles des inventaires : il est mis en non-activité par retrait d'emploi.

Cependant, son acte était infiniment moins grave, légalement. Il n'était point coupable d'indiscipline, il n'avait point commis de refus d'obéissance. Il avait seulement pris la parole, en uniforme, dans une réunion publique. Mais l'exemple qu'il donnait était bien plus dangereux, et son simple discours a dû être beaucoup plus désagréable au gouvernement que tous les refus d'obéissance réunis des officiers catholiques.

Il n'est point question du tout de le traduire en conseil de guerre. Je comprends cela. Moins il sera fait de bruit autour de cette histoire fâcheuse, plus le gouvernement et l'autorité militaire seront contents. Affaire à étouffer, à enterrer.

C'est dommage. Il y aurait eu, pour le lieutenant Tisserand-Delange et pour son défenseur, des choses bien intéressantes à dire devant le conseil de guerre. Et surtout, il eût été intéressant, très intéressant de voir quel verdict — après ceux de Rennes, de Nantes, de Bordeaux, de Nancy — auraient rendu les juges militaires.

Quoi qu'il en soit, toutes nos félicitations au lieutenant... pardon... au camarade Tisserand-Delange.

R. Ch.

⁂

Chaumont.

Certains esprits commencent à vouloir se passer de toute autorité même socialiste. Aussi depuis plus d'un an, se sont-ils réunis en comité appelé le *Sou émancipateur*.

Le comité du *Sou émancipateur* s'est formé dans le but d'essayer de créer un "milieu libre". Déjà dans la plaine de Villiers, à un quart d'heure de Chaumont, à côté de l'historique bois du Fays, nos communistes ont acheté petit à petit un terrain de 80 ares. Bien qu'il soit permis d'être quelque peu pessimiste sur les chances de réussite de milieux réellement libres au sein d'une société d'esclaves, l'effort n'en est pas moins à considérer.

Contrairement aux autres tentatives déjà faites dans ce genre, les colons ne s'installent pas d'emblée sur le terrain. D'abord, ce terrain est fertile, et la pierre pour construire se trouve par endroits à fleur du sol. Le premier colon ne s'installera qu'après un premier rendement du terrain, puis les autres viendront petit à petit. En attendant, tous les dimanches quand il fait beau, on voit un groupe d'hommes et de femmes arpenter les rues de Chaumont, l'un avec une pelle, l'autre avec une pioche ou une brouette. D'aucuns en les voyant ont aux lèvres un sourire

de pitié. Pauvres fous, qui se mêlent de vouloir vivre librement sans maîtres, alors que la Famille, l'Eglise, l'Ecole, l'Armée et l'Usine, tout les assouplit au dogme autoritaire! Certes, il y a du vrai là dedans; et à l'exception de deux ou trois camarades dont l'un fut jadis inculpé dans le procès des Trente, les autres ne me semblent guère mûrs pour tenter une telle expérience. Mais, ils ont des enfants, qui eux aussi, prêtent la main à la réalisation de la belle utopie de leurs parents et c'est un plaisir, de voir évoluer ces petits communistes au rire gai, large et franc, les uns avec une pioche et les autres avec une pelle d'un air très convaincu.

C'est dans cette génération peut-être qu'est l'avenir!

P. L.

❧ ❧

Le complot. — Dimanche après-midi, alors que les élections battaient leur plein, et que l'invention du complot avait eu son effet, on relâchait les soi-disant conspirateurs, n'ayant eu à répondre qu'au seul interrogatoire de pure forme dans les vingt-quatre heures qui suivent l'arrestation. Ce sont: Griffuelhes, Lévy et Fromentin, du côté révolutionnaire ou anarchiste; MM. Feuillant et Bibert, côté réactionnaire.

L'un de ces derniers soi-disant conspirateurs, est un vieillard de quatre-vingt-cinq ans que l'on est forcé de conduire. Comme on le voit, on n'a même pas essayé de donner une vraisemblance à l'invention. Cynisme ou gâtisme? Un peu de l'un et de l'autre, sans doute.

❧ ❧

La chambre des mises en accusation de Nancy vient de déférer à la cour d'assises M. Mariatte, gérant du *Cri populaire*, journal révolutionnaire, pour excitation des citoyens à la révolution et des soldats à la désobéissance.

❧ ❧

Deux frères, ouvriers charpentiers, ont fait éclater chez eux, une bombe qu'ils fabriquaient. Là-dessus, la police triomphe: « Vous voyez bien que nous avions raison de trembler. Les anarchistes continuent leurs exploits. »

Les auteurs de l'accident ont déclaré que c'étaient des pétards qu'ils fabriquaient pour effrayer les bourgeois. Et la description que les journaux donnent de leurs engins, tendrait à le faire croire.

En tous cas, les inventions de complot par M. Clemenceau, les brutalités policières en provoquant les colères, suffisent amplement à expliquer les représailles.

Quand on sème le vent on récolte la tempête. C'est un vieil adage qui est toujours vrai.

❧ ❧

La carte à payer. — Le maintien de l'ordre a nécessité la concentration de 25.000 hommes de renfort à Paris et de 40,000 dans les bassins houillers. Plusieurs unités, ainsi détachées de leur garnison, ont eu à effectuer de très grands parcours en chemin de fer : il y a à Lens des troupes provenant de Besançon et de Belley, et à Paris des bataillons et escadrons de Guingamp et de Niort.

Aussi n'est-ce pas à moins de deux millions que se monteront les frais de transport par voie ferrée, tant pour l'aller que le retour.

Les indemnités accordées aux hommes et aux officiers pendant toute la durée de leur déplacement forment également un total fort élevé, surtout dans le Nord, où la plupart des troupes sont arrivées il y a déjà plus de quarante jours.

Au total, on peut évaluer à près de cinq millions les dépenses de toute espèce résultant des derniers mouvements de troupes.

Du *Figaro*.

❧ ❧

Chantenay-sur-Loire.

Nous venons vous signaler un individu aux allures louches qui se targuant de l'épithète anarchiste vient au milieu de nos groupes faire soi-disant de la propagande anti-électorale et qui n'est ni plus ni moins qu'un policier à la disposition du capital.

L'autre jour il est venu au siège du groupe nous proposer un millier de francs destinés, disait-il, à faire de la propagande anti-électorale.

Mais il oubliait de nous dire, qu'il n'y a pas très longtemps, il avait été rédacteur d'un journal contre révolutionnaire *L'Entente*, dont un seul numéro du reste, a paru, d'ailleurs lui-même nous l'a avoué franchement; et que ce dit journal insultait à outrance les anarchistes, qui selon lui, étaient des meneurs, des fauteurs de désordre, etc.

Nous l'avons laissé causer et à un moment un de nos camarades lui ayant montré un exemplaire de *L'Entente*, et lui ayant demandé si l'article provocateur était bien de lui, il répondit positivement.

Alors comprenez la suite, le jaune policier, rédacteur et orateur, ayant compris de force que royaliste et anarchiste n'allaient pas ensemble, est parti du groupe, après force horions reçus d'un camarade compétent dans la matière. A seule fin de signaler cette brute vous serez assez aimable, camarade de faire paraître cet article dans les *Temps nouveaux*.

Pour la section :

E. Bonnart.

❧ ❧

MONOGRAPHIE

Saint-Martin Terressus. — Le Maureix.

A huit kilomètres d'Ambazac, sur le Taurion, affluent de la Vienne, se trouve la papeterie du Maureix.

Cette usine appartient à la Société des papeteries du Limousin qui a son siège à Saint-Junien. Une trentaine d'ouvriers et une vingtaine d'ouvrières y sont employés.

Parmi les premiers, il y a deux conducteurs à la machine qui touchent 90 francs par mois; 6 qui sont occupés à faire les balles et qu'ils nomment des « Célérants »; cinq d'entre eux reçoivent 65 francs, et l'autre 80 francs par mois.

Les autres sont tous employés aux cuves et aux meules. Ils préparent la paille et la font broyer, car on ne fabrique que du papier de paille; les conducteurs touchent 2 fr. 40 et les simples manœuvres 2 fr. 30 par jour.

Avant la grève des papetiers de Saint-Junien, ils ne recevaient que : 2 fr. 10 et 2 francs par jour.

Les femmes sont aux pièces; elles font le triage et le comptage des feuilles de papier qu'elles mettent en rames. Je n'ai pu savoir combien elles touchaient par rame; je puis dire seulement que quand l'eau est suffisante et que toutes les turbines tournent, les plus habiles arrivent à grand'peine à gagner trente sous. La moyenne ne gagne que 1 franc par jour.

Quand tout va bien, la production atteint 60 quintaux métriques par jour. Tout s'expédie par la gare d'Ambazac. Les charrois s'effectuent avec des charrettes à vaches, au compte d'un entrepreneur. Deux hommes à 60 francs par mois y sont attachés. Ils font deux voyages presque chaque jour, chargent et déchargent seuls la marchandise. Ce n'est pas une sinécure.

Détail : Le Maureix fait partie de la commune de Saint-Martin-Terressus. Aux dernières élections municipales, le directeur de l'usine avait formé une liste dite : *socialiste libérale!* Les radicaux-socialistes les battirent et les traitèrent de réactionnaires déguisés. Pourquoi? Qu'étaient-ils donc eux?

A. Guyte.

❧ ❧

MOUVEMENT OUVRIER

Si le premier Mai n'a pas amené la révolution que, en vue des manœuvres électorales, annonçaient les réactionnaires, et que, pour les mêmes raisons, a feint de prendre au sérieux le gouvernement, il n'en a pas moins été le signal d'un réveil du prolétariat, par les réclamations qui se sont produites dans une foule de corporations, qui, à la date fixée par le congrès de Bourges, ont demandé la diminution des heures de travail, sans diminution de salaire, et même avec augmentation de salaire, dans certaines.

A Paris, par exemple, impossible d'énumérer toutes les corporations en grève :

Les typographes, conducteurs et compositeurs, déjà en grève depuis quinze jours, tiennent toujours.

Les lithographes, les photograveurs, les ébénistes, les ouvriers du bâtiment, les terrassiers, tailleurs de pierre, sont en grève et font tous leurs efforts pour sortir des ateliers et chantiers, les jaunes qui continuent à travailler.

On compte cent mille grévistes à Paris.

La mitrailleuse judiciaire fonctionne au Palais, distribuant semaines et mois de prison pour entrave au travail.

Les mécaniciens en automobile sont en grève. A citer la réponse qu'aurait faite M. de Dion, un des plus puissants constructeurs. « Je puis attendre plus longtemps que les ouvriers, sans que ma table en soit moins bien servie ». Ce qui prouve que le refus des patrons ne se base pas sur la possibilité ou non possibilité d'accéder aux demandes des travailleurs, mais seulement sur la force de résistance que ces derniers peuvent opposer à la faim.

Paris continue à être en état de siège. Des piquets d'infanterie, sac au dos, faisceaux sur les trottoirs campent sur divers points de la ville, les rues sont parcourues par les patrouilles de dragons et de cuirassiers, carabines sur le dos. Lépine joue au général, et Clemenceau l'admire.

Dans la banlieue : il y a environ dix-huit cents grévistes mécaniciens des maisons d'automobiles de Puteaux, Suresnes, Courbevoie et Neuilly-sur-Seine.

Les ouvriers mécaniciens ont décidé de ne pas reprendre le travail tant qu'ils n'auront pas obtenu entière satisfaction, c'est-à-dire diminution des heures de travail et augmentation des salaires.

A Ivry-sur-Seine, cent cinquante ouvriers mécaniciens d'une usine de la place Bac se sont mis en grève, réclamant la journée de huit heures. Dans une réunion tenue à la mairie de la localité, des délégués ont été nommés pour engager des pourparlers avec les patrons.

Les blanchisseurs de Boulogne, réunis à la Bourse du travail de cette ville, ont décidé pour demain la grève générale.

❧ ❧

Les ouvriers de l'usine des téléphones de Bezons, au nombre de 200, ont quitté le travail, hier. Une délégation d'ouvriers grévistes de Puteaux a débauché les ouvriers des usines Bertin frères, constructeurs de bateaux, et le personnel des usines Houry et Cie, fabricants d'appareillage électrique. Dans une réunion tenue, hier après-midi, au Gymnase municipal d'Argenteuil, les grévistes, au nombre de 1,500 environ, ont décidé de poursuivre la grève jusqu'à complète satisfaction de leurs revendications. En raison de leur attitude, le poste de surveillance de la gare est doublé depuis hier soir.

La situation est toujours la même à St-Denis, et les grèves des établissements Hotchkiss, des usines Aster, Christophe continuent, ainsi que celle des ouvriers maçons.

❧ ❧

En province, plusieurs bourses du travail ont été fermées, entre autre celle de Lyon. Grève du textile et des métallurgistes dans cette ville.

A Brest, quatre des principaux militants de la Bourse du travail de cette ville ont été arrêtés. Grève de plusieurs corporations.

Grèves à Toulon, Marseille, Dunkerque, Rouen. Constantine, Oran. Et, pour être plus exact, un peu partout. Il faudrait consacrer un numéro entier du journal, pour les énumérer. Dans le Nord, par exemple, grâce à la pression gouvernementale, grâce aux arrestations et aux mesures d'intimidation, la grève agonise.

Décidément, il y a quelque chose de changé dans l'état social. Les considérations politiques ne touchent plus les travailleurs, le sort des élections générales les a laissés indifférents, et le désespoir de M. Clemenceau n'a pu les empêcher de formuler leurs revendications à leur heure.

Evidemment, il ne faut pas se le dissimuler, certaines corporations ont subi l'emballement des autres.

Je pourrais citer, à Paris, telle corporation dont certains membres, au bout de quatre jours, commençaient à faiblir. Quelqu'un leur cita en exemple les mineurs de Courrières en grève depuis plus de 50 jours. — Oui, mais nous avons d'autres besoins que les mineurs, fut-il répliqué.

Dans cette corporation, on se croit des artistes, et bien au-dessus du vulgaire.

Il y a du travail à faire, encore, pour changer la mentalité de certains ouvriers, dont l'ignorance, ou la suffisance, est le plus sûr auxiliaire du patronat.

J. G.

Firminy.

La journée du 1er mai a été assez calme dans la région, quoique le chômage ait été à peu près général et déjà les quotidiens de toutes nuances adressaient leurs félicitations aux ouvriers.

Cependant dans la journée du 2, les métallurgistes de Firminy, Unieux, Le Chambon, se mettaient en grève. Pareillement, à Firminy, les ouvrières des moulinages de soie, dévideuses, découpeuses, etc. Le chômage est général chez les métallurgistes, partiel chez les femmes.

La direction des aciéries d'Unieux a accepté les revendications suivantes : reconnaissance du syndicat, repos hebdomadaire, et les heures supplémentaires payées 25 0/0 en plus. En ce qui concerne la journée de neuf heures la direction a promis (mais ce n'est qu'une promesse) d'étudier la question avec bienveillance. L'avis des camarades est que si les ouvriers avaient tenu bon ils l'auraient obtenue. Mais les ouvriers consultés sur l'acceptation ou non des propositions patronales ont par un vote à bulletins secrets donné une majorité à la reprise du travail. Cependant comme cette majorité n'est que d'une centaine de voix sur environ 800 votants, la direction se basant sur ce qu'aucun accord n'était intervenu entre les autres usines et leurs ouvriers, et craignant de voir des troubles se produire si une reprise partielle du travail se produisait, a décidé de laisser portes closes jusqu'à ce que l'accord sera général. Aux aciéries de Firminy, pas de renégats. La direction n'a pas voulu discuter avec la délégation ouvrière : « Reprenez le travail nous verrons ensuite à examiner vos réclamations et si elles sont légitimes il y sera fait droit ». C'est le cliché. Il est connu de tous ceux qui s'intéressent aux grèves et les suivent de près. Malheureusement trop souvent les ouvriers trop confiants et croyant à la bonne foi patronale s'y laissent prendre et se trouvent dupés.

Il convient de dire que si le chômage est général c'est grâce à quelques manifestations qui se sont produites sans amener d'ailleurs aucun incident grave.

La gendarmerie locale a été renforcée mais il n'y a pas encore de troupe.

J'ai dit que chez les femmes le chômage n'est que partiel. Une colonne de manifestantes, encadrées, par des hommes, a bien parcouru la ville et fait cesser le travail dans plusieurs ateliers, mais à l'usine Araud qui occupe 200 ouvrières, le débauchage n'a pu se faire. Quand la colonne est arrivée vers l'usine elle a été chargée et dispersée par les gendarmes. Les manifestants se sont défendus à coups de pierres, trois d'entre eux ont été arrêtés puis relâchés sur l'intervention du maire qui arrivait et a décidé les ouvriers à se retirer. Les camarades qui se donnent à ce mouvement ont tort à faire car les ouvrières ne sont pas organisées. Firminy manque d'orateurs.

Au Chambon les boulonniers et les ouvriers en limes sont en grève. Les boulonniers réclament la journée de 8 heures et une augmentation de salaire. Les ouvriers en limes une augmentation sur les tarifs, car ils travaillent presque tous aux pièces. Les camarades du syndicat, en qui j'ai toute confiance doivent savoir mieux que moi ce qu'il est possible de faire, mais j'aurais préféré les voir demander la suppression du travail aux pièces. Je sais bien qu'avec cela c'est la suppression du travail à domicile mais c'est tant mieux, celui-ci contribuant *plus encore* que le travail aux pièces à l'avilissement des salaires.

On m'assure que les ouvriers de chez Fourneyron (atelier de construction) ont repris le travail, la direction leur ayant accordé la journée de 9 heures, le 25 0/0 pour les heures supplémentaires, et le repos hebdomadaire. Je n'ai pas encore pu m'en assurer.

Le maire réactionnaire et capitaliste a bien fait les choses. Il y a deux escadrons de dragons et il paraît qu'à ce sujet il y a conflit entre le maire et le commissaire de police. Celui-ci sans doute pour faire pièce à celui-là ne veut pas que les dragons circulent dans la rue. Il se charge de maintenir l'ordre sans eux.

Les ouvriers de l'usine Claudinon qui s'étaient montrés réfractaires au mouvement ont eux aussi cessé le travail. Mais la majorité en faveur de la grève est très minime.

A Rive-de-Gier les ouvriers verriers de la Société anonyme des Verreries Générales de la Loire ont quitté ces ateliers dans la soirée de jeudi aussitôt finies les 8 heures de travail. La sortie s'est opérée avec une entente parfaite entre les hommes, les femmes et les enfants composant le personnel.

La direction ayant donné leur quinzaine à quelques ouvriers et menaçant de fermer l'usine; d'autre part les ouvriers paraissant décidés à exiger la journée de 8 heures, il se produira une grève. Les ouvriers estiment et avec raison que puisque la Verrerie coopérative des Vernes, accorde cette journée, les autres usines peuvent en faire autant.

On signale un peu d'effervescence chez les métallurgistes de Rive-de-Gier et de St-Chamond.

A Saint-Etienne les mineurs des puits du Treuil, Villiers, Saint-Louis, Mars, Verpilleux, Montmartre et Châtelus se sont présentés à la recette du puits à 2 heures, c'est-à-dire leurs 8 heures accomplies et ont exigé d'être remontés au jour. Ils adressent un appel aux mineurs des autres puits et leur demandent de suivre leur exemple. Bien entendu les Compagnies se sont émues et sont allées trouver M. le Préfet. Là encore il peut y avoir conflit.

A Monceau pareillement, de même à Rochebelle (Gard), où des ouvriers ont été renvoyés pour le même motif.

Voilà, certes, qui prouve que toute l'agitation faite par la C. G. D. T. n'a pas été inutile. De cette floraison il en résultera plus d'une amélioration et pour le populo plus de confiance en lui-même. Et c'est beaucoup.

Rousset-Galhauban.

⁂

Voici quelques renseignements complémentaires sur le mouvement gréviste :

Une entente est survenue entre les ouvriers et les directions des usines Holzer et Verdié.

1° Reconnaissance du syndicat : accordé;

2° Repos hebdomadaire : accordé;

3° Diminution des heures de travail sans diminution de salaires : promesse de mise à l'étude;

4° Majoration de 50 0/0 sur les heures supplémentaires : accordé 25 0/0, *sauf pour travail facultatif* (Attention! les copains, il y a un piège);

5° Relèvement du salaire minimum : mise à l'étude;

6° Réclamations diverses des ateliers : mise à l'étude;

7° Renvois pour faits de grève : aucun.

Le travail doit reprendre le 8 mai. Aux camarades à faire en sorte que cette mise à l'étude ne dure pas indéfiniment. Je crois, d'ailleurs, qu'une lettre va être envoyée par le syndicat aux patrons, les informant qu'un délai de tant de mois était jugé suffisant pour étudier la question et décidant la reprise du mouvement pour cette époque, si la réponse est négative.

Les ouvriers des usines Fourneyron et Louison au Chambon, obtenant aussi les mêmes satisfactions vont, de même, reprendre le travail.

Les ouvriers en limes et les boulonniers continuent la grève.

Les boulonniers demandent la journée de huit heures et la suppression du travail aux pièces pour les forgeurs et frappeurs. Dans la lime également 8 heures et travail à la journée pour les forgeurs et frappeurs, avec un salaire de 6 francs pour les premiers et 5 francs pour les seconds.

Pour les tailleurs de limes, revision du tarif. L'augmentation est d'environ 20 0/0.

Les patrons ont répondu : « Inutile demander journée de 8 heures. Faites nouvelles propositions, discuterons après ». A quoi le syndicat a répondu : « Avons fait connaître nos conditions, faites connaître les vôtres. » Les choses en sont là.

Les ouvriers de l'usine Claudinon ayant voté la grève dans une réunion tenue salle du syndicat. Claudinon fit procéder à un nouveau vote dans les ateliers, prétextant que le vote n'avait pas été fait dans des conditions loyales. Or, ce monsieur qui veut donner aux autres des leçons de loyauté a procédé d'une façon très canaille. A première vue on pouvait reconnaître si le bulletin portait grève ou travail, ceux-ci ayant la tranche très nette, ceux-là l'ayant frangée. Aussi, quoique la reprise du travail ait été votée, la grève continue-t-elle quand même.

On signale de l'effervescence à Saint-Etienne et il est beaucoup question ici de tenter un mouvement d'ensemble pour la diminution des heures de travail.

Les mineurs de Saint-Etienne persistent à remonter leurs huit heures accomplies. La Compagnie se réclame de la loi de 9 heures qui régit les mines, et a fait déposer des registres vers les puits pour recueillir les signatures de ceux qui veulent travailler à leurs conditions. Dans une réunion tenue hier, les mineurs ont décidé de ne pas céder, même si la Compagnie fait cesser le travail.

Un syndicat pour les ouvriers et ouvrières de l'habillement et un autre pour les ouvrières en soie sont en formation. En outre, les adhésions viennent nombreuses aux syndicats des autres corporations.

Les marbriers ont eux aussi obtenu satisfaction sur quelques points.

Le plus surprenant c'est que parmi les militants aucun ne croyait à un mouvement de grève ici, tant les ouvriers montraient de l'apathie.

Comme quoi il ne faut jamais désespérer.

R.-G.

⁂

Les Grèves en Bretagne. — A Lorient, le mouvement se meurt. On sent que Craissac a passé par-là. D'ailleurs, n'est-ce pas le résultat habituel là où passe cet endormeur. A Douarnenez, l'année dernière, pendant les grèves des boîtiers ne démolissait-t-il pas la besogne faite par le camarade Le Gall, de Brest, aussi quand je l'ai vu apparaître à Lorient, je me suis dit : C'en est fait du mouvement. Pourtant au début de la grève le mouvement était beau, toutes les corporations chômaient, c'était une grève générale, un désir irrésistible d'arracher au patronat quelques améliorations matérielles. D'autres luttant avec énergie pour les 8 heures. C'est alors que parut Craissac. Du calme, disait-il, de la dignité, et la victoire est à ce prix et pendant ce temps dragons, chasseurs, hussards et fantassins accourus à la défense du patronat inondaient la ville. Par un arrêté du maire il était interdit de s'attrouper et de manifester ; partout on se heurtait aux patrouilles de cavalerie et d'infanterie, les rues étaient hérissés de baïonnettes, les sabres scintillaient au soleil et tout semblait mort parmi les travailleurs. La nuit on entendait des galopades, c'était la cavalerie maîtresse de la rue. Où était Craissac pendant ce temps ? A la salle Doudebès prêchant le calme avec persévérance.

Le 1er mai arriva. Environ 500 ouvriers de l'arsenal chômèrent ce jour-là et l'après-midi Craissac qui revenait de Paris, fit un discours plein de rhétorique. Quelle somptueuse journée, qu'elle magnifique manifestation ! La nature elle aussi est de la fête. Regardez ces prairies verdoyantes, regardez ces grands arbres vêtus de feuilles vertes, etc.. Mais quelques camarades dirent que l'heure n'était plus aux discours, mais aux actes. Craissac riposta *que les camarades qui vous prêchent l'action directe endossent toutes les responsabilités. Quant à nous, nous dégageons la nôtre et nous déclarerons alors que s'il y a du sang de versé les responsabilités incomberont à ceux qui vous ont donné ces conseils.*

Telle fut la conduite de cet homme pendant les grèves de Lorient. Quelques jours, après le camarade Selaquet, délégué de la métallurgie, par la Confédération générale du travail, qui est actuellement aux grèves d'Hennebont, fit une conférence à Lorient des plus énergiques et flagella comme il le méritait le saltimbanque Craissac. Les grévistes mêmes prirent la résolution, s'il se représentait, de le mettre à la porte ; mais ils n'eurent pas cette peine, car on ne la plus revu.

A l'heure actuelle nombreuses sont les corporations qui ont repris le travail, les dockers, les soudeurs de chez Le Mauff, les employés du gaz, ainsi que plusieurs boulangers, sont rentrés dans leurs bagnes la tête basse. Les tramways ont marché de nouveau hier, les employés ayant obtenu quelques légères améliorations, mais tout cela est loin des huit heures sans diminution de salaire. En revanche, avec ténacité, le bâtiment continue la lutte, des soupes communistes fonctionnent. Nul doute que par son énergie et son endurance il ne réussisse à arracher la journée de huit heures et les 5 francs de salaire qu'il réclame.

A Hennebont aidés par le camarade Selaquet, les grévistes tiennent bon. Au dernier moment j'apprend que Gibaud, maire d'Hennebont, directeur représentant l'usine des forges de Kergiaw, vient de faire afficher un avis où il est dit que la compagnie du cirage français ne peut adhérer en ce moment aux revendications des grévistes et que si les ouvriers ne reprenaient pas leur travail

lundi prochain il serait obligé de fermer l'usine pendant de longs mois. Heureusement, les grévistes toujours confiants en eux-mêmes, ont décidé de continuer la lutte jusqu'à complète satisfaction. La grève à outrance a été votée. L'effervescence est grande.

A Hennebont, comme partout ailleurs, l'armée est au service du capital.

A Brest, l'arbitraire dépasse les bornes. On a mis en état d'arrestation les militants de la Bourse du travail. A l'heure actuelle la Bourse fermée en fait, sinon en droit, est occupée militairement. Les camarades Le Tréhuidic, Demeule, Conches, Roulier, secrétaire de la Bourse du travail, celui-ci délégué de la Confédération et trois autres sont arrêtés et ont été écroués au Bourguen (forteresse), ils seront poursuivis pour menées révolutionnaires, excitation au sabotage, etc. Bien entendu, les feuilles de sacristie telle que la *Dépêche* de Brest, se réjouissent de ces arrestations. Ce ne sont pas pourtant ces arrestations qui arrêteront le mouvement.

Partout l'arbitraire bat son plein: vexations et persécutions se succèdent. On voit bien que le gouvernement n'a plus devant lui la bourgeoisie et le clergé en révolte, mais des grévistes réclamant le droit à la vie, et voilà pourquoi les Clemenceau et les Briand envoient des baïonnettes.

E. Poulain.

⁂

Chez les mineurs. — La lettre qu'on va lire a été écrite à l'un de nos camarades de Paris. Elle est datée de Béthune, 26 avril, et nous avait été communiquée pour être reproduite en notre dernier numéro.

Bien que nous fussions édifiés depuis des années sur la réalité du rôle que joue dans le bassin minier, M. Emile Basly, nous avons préféré attendre, avant de publier cette lettre, que l'événement vînt justifier l'accusation précise qu'elle contient. Aujourd'hui le travail a repris partout. Il appert nettement qu'une fois de plus les mauvais bergers du vieux syndicat ont trahi la cause ouvrière en subordonnant les intérêts économiques des esclaves de la mine à leurs ambitions particulières de politiciens sans vergogne. Nous publions donc la lettre précitée, en faisant observer qu'elle n'émane pas d'un militant révolutionnaire, mais seulement d'un honnête homme indigné par le spectacle d'une abominable trahison.

Voici une nouvelle sur la grève qui m'a été confiée par M. X. après promesse de n'en pas parler pour le moment. *Le travail va reprendre* : c'est chose convenue entre Basly et les Compagnies. Déjà on commence à dire que les "avantages" offerts par les Compagnies sont appréciables. Pour le 1er mai, on travaillera probablement un peu partout dans les mines.

Mais voici ce qu'on ne dira pas, et pour cause : Depuis quelques jours les Compagnies avaient opposé un candidat à Basly aux prochaines élections.

Ce candidat c'était un nommé Tilloy, actionnaire et réactionnaire des mines de Lens. Tilloy a promis de retirer sa candidature si Basly faisait rentrer les mineurs au travail.

On apprendra donc dans les journaux de Lille que les mineurs reprennent le travail et que Tilloy, conseiller général (et maire de Courrières, je crois) retire sa candidature.

Tu savais déjà que Basly était l'homme des Compagnies, mais il était intéressant que tu saches cette dernière trahison.

A Béthune il y a beaucoup de mineurs en prison. Mais une grosse partie des arrestations sont arbitraires et pas un journal n'a le courage de le dire. Après 2 ou 3 jours d'emprisonnement, on a relâché 5 à 6 femmes. J'ai vu hier soir, devant la prison, un pauvre mineur père de 9 enfants et dont la femme était en prison depuis 3 jours. On lui avait donné l'espoir que sa femme allait sortir, mais il désespérait, et il pleurait. Au bout de quelques minutes sa femme sort, il court au-devant, la prend dans ses bras et ils s'embrassent longuement pleurant tous deux. Ils sont entrés dans un cabaret, la femme ayant, cette pauvre femme, âgée de 48 ans, la figure décharnée, un corps affreusement maigre, exprimait une profonde souffrance résignée. Je suis entré comme eux au cabaret et la femme raconta les brutalités des gendarmes, lorsqu'ils vinrent la cueillir au lit à 3 heures du matin. Son mari patrouillait à cette heure-là. Pas le temps de s'habiller, de se coiffer, obligée d'abandonner tous ses enfants sans qu'elle sache pourquoi on l'emmenait ainsi.

Un mineur m'a expliqué que toutes ces femmes étaient arrêtées sur simple dénonciation. Et dans le cabaret un mineur de 25 ans essuyait ses yeux de temps en temps, j'appris que c'était le frère de celui qui avait dénoncé tous ces gens, j'ai causé avec lui; il m'a dit que son frère n'avait pas toutes ses facultés. Il est à peu près idiot et interrogé par les gendarmes, il a poussé l'inconscience jusqu'à accuser sa mère qui est également enfermée depuis à la prison de Béthune. L'idiot a accusé les uns de vol, soit au marché de Lens, soit à la maison Reumaux. Cette femme, comme beaucoup d'autres, n'a pas eu de mal à démontrer son innocence. Hier on a amené à la prison une fillette de 17 ans, à peine vêtue et les cheveux sur le dos. Aujourd'hui une bande de 18 mineurs et femmes ont été emprisonnés. Le tribunal a jugé aujourd'hui beaucoup de grévistes avec une sévérité féroce.

Et ces pauvres diables n'ont personne ici pour les défendre.

⁂

Le Premier Mai dans l'Oise.

Feuquières. — Le syndicat des verriers et celui des similaires de la verrerie se sont entendus pour donner à cette journée le plus d'éclat possible. Au matin, 150 camarades, hommes et femmes, parcoururent le pays en cortège, drapeau rouge en tête, au chant de l'*Internationale*. Une réunion eut lieu où le secrétaire de la Fédération syndicale de l'Oise, parla des événements actuels. Un banquet de cent couverts réunit les syndiqués et leurs compagnes. Un bal fraternel termina cette journée, empreinte de la meilleure camaraderie.

Malgré cela, une escouade de Pandores les a surveillés tout le long du jour comme des malfaiteurs.

Montataire. — Pour la première fois, les métallurgistes ont chômé et manifesté avec entrain. En ce pays qui n'a pas le feu sacré — c'est bon signe.

⁂

Dans la Somme.

Escarbotin. — De grand matin, vers 7 heures, arrivaient des communes voisines (Fressenneville, Woincourt, Tully), un grand nombre de serruriers qui venaient grossir la phalange des manifestants. Bientôt, la place fut noire de monde. Le capitaine de gendarmerie somma les chômeurs de se retirer. Ils répondirent qu'ils se fichaient de l'arrêté préfectoral et qu'ils manifesteraient quand même.

Après les sommations légales restées sans résultat, ordre fut donné à la troupe de charger. Une vingtaine d'ouvriers furent contusionnés. Un gendarme fut blessé à la tête par une pierre.

Refoulés hors d'Escarbotin, les manifestants se reformèrent en colonne et se dirigèrent sur Ault, pour débaucher les serruriers. En route, ils renversèrent les poteaux et coupèrent les fils télégraphiques. A Dargnies, ils attaquèrent la maison de l'ancien maire Parmentier, dont ils brisèrent la grille et mirent les carreaux en miettes.

De même qu'à Fressenneville, les journaux régionaux crient comme des enragés.

⁂

Amiens. — Comme à Paris, la colique bourgeoise était générale. Bazars, gros épiciers, grands magasins n'avaient fait qu'un étalage sommaire. Les boulangers livrèrent leur pain de très bonne heure, par crainte des troubles. Au marché aux légumes, quelques rares marchands et pas d'acheteurs. Depuis plusieurs jours, beaucoup de gens avaient fait d'amples provisions de vivres. Certains avaient acheté quantité de revolvers. Dans les banques, tous les coffres-forts étaient loués.

Craignant de jouer devant des banquettes, une tournée théâtrale distribuait des billets à prix réduits. Dans tous les trains partant le matin, on ne vit qu'un seul voyageur pour la Capitale. Bref, Populo a bien ri.

Plusieurs grèves à signaler :

A l'usine Matifas, lits en fer et paniers métalliques. Les ouvriers réclament la réduction de la journée à 9 heures pour le même salaire.

A l'usine Traill, machines-outils, les ouvriers réclament la réduction à 10 heures au lieu de 11 pour le même salaire.

Aux forges Saint-Roch, ils demandent une augmentation d'un dixième.

Chez Bloch et Meyer, les tisseurs veulent une augmentation de 10 centimes par pièce.

A la fonderie Lebel, la journée de 10 heures est accordée avec maintien des salaires actuels.

A la Société anonyme linière (usine des Anglais), les ouvriers demandent une augmentation de 25 centimes par jour. Tout le personnel (500 ouvriers) se met en grève. Un groupe de 150 manifestants se forme. A la scierie Drobecq, un carreau est brisé d'un coup de poing. Gendarmes, agents, rétablissent l'ordre avec la douceur que l'on sait.

Toutes ces revendications sont bien modestes. Mais le capitalisme amiénois aura à compter avec cette redoutable ténacité picarde qui, probablement, aura le dernier mot.

A. Pratelle.

⁂

ÉTATS-UNIS

(Suite)

Depuis la grande saignée du 11 novembre 1887 dont a tant souffert le prolétariat américain l'idée a grandie.

Malgré les persécutions, et, surtout, malgré la propagande abstraite et anti-révolutionnaire faite par de pseudo-anarchistes, le courant de révolte lancé en 1886 par nos camarades de Chicago, par ces hommes d'élite qui réunissaient en eux une force intellectuelle grande et une énergie révolutionnaire indomptable, s'est développé dans des proportions surprenantes.

Dès que la nouvelle de l'enlèvement des mineurs de la Western Federation se fut répandue un cri unanime d'indignation et de colère partit de toutes les poitrines des unionistes révolutionnaires.

« C'est un défi pour la lutte finale, crièrent nos camarades ».

Dans un manifeste adressé à toutes les unions ouvrières et à tous ceux qui s'inspirent du sentiment de justice, le comité général des « *Industrial Workers of the World* » déclare qu'au nom des travailleurs conscients et révolutionnaires, il accepte le défi capitaliste, et que le prolétariat doit répondre à la bourgeoisie par les mêmes armes qu'elle emploie envers lui (c'est-à-dire par la violence). De nombreuses unions appartenant au vieux trade-unionisme ont répondu à cet appel. Par contre il en est d'autres et celles-ci sont hélas ! le plus grand nombre qui déclarent que l'assassinat d'ouvriers innocents ne peut en aucune façon les intéresser. « Nous n'avons pas à intervenir dans les affaires de la justice — d'ailleurs ces hommes ne font pas partie de la même organisation que la nôtre, répondent-elles aux appels réitérés qui leur ont été adressés.

Des meetings de protestation ont déjà eu lieu dans tous les Etats-Unis, et partout l'esprit révolutionnaire a prédominé.

Dans toute la presse vraiment prolétarienne, dans tous les journaux et publications socialistes et anarchistes de diverses langues s'élèvent des protestations véhémentes.

La presse de l'opposition représentant la petite finance fait également entendre des paroles en faveur de nos camarades.

Mais entre tous ; celui qui s'est fait le mieux l'interprète des unions révolutionnaires est sans contredit Eugène Debs (1). Son article : « Esclaves levez-vous » est un appel direct à la révolte. En voici quelques extraits :

«.... Charles Moyer, William Haywood de la « *Western Federation of Miners* » ainsi que tous « les représentants de cette organisation ouvrière « sont accusés de complicité dans l'assassinat de « l'ex-gouverneur Steunenberg.

« Ces camarades sont mes amis intimes, aussi « je puis affirmer qu'ils sont innocents de ce dont « on les accuse....

« Il y a près de vingt ans les tyrans capitalistes « mirent à mort des hommes innocents parce « qu'ils avaient défendu les intérêts du prolétariat.

« Aujourd'hui ils essayent de rééditer un fait « semblable. Qu'ils osent donc !

« Il y a eu vingt années d'éducation révolutionnaire, d'agitation et d'organisation depuis la tragédie de Haymarket et si l'on tente de renouveler une pareille chose il y aura une révolution ; « je ferai tout mon possible pour la provoquer, « ...Moyer et Haywood sont nos camarades, ils

(1) Candidat socialiste pour la Présidence.

« sont des hommes forts et sincères; si nous ne « prenions pas leur défense jusqu'à la dernière « goutte de sang qui coule dans nos veines nous « ne serions pour toujours que des misérables et « mériterions une destinée de vile servitude....

« Nous ne sommes pas responsables de l'issue de « cette affaire. L'on a commis un attentat envers « nous, et pour la raison que nous méprisons la « violence nous ne pouvons pas abandonner nos « camarades et permettre qu'on les mette à mort. « S'ils peuvent être assassinés sans motifs, nous « pouvons l'être également, et ainsi nous serions « à la merci de ces tyrans....

« Ils nous ont poussé au pied du mur, rallions « nos forces, faisons leur face et combattons.

« Si l'on tente d'assassiner Moyer, Haywood et « leurs frères, un million au moins de travailleurs, « armés de fusils, iront à eux....

« Camarades, soyez prêts pour l'action ? le pro- « létariat n'a pas d'autres moyens.

« Leurs tribunaux sont fermés pour nous si ce « n'est pour nous condamner.

« Lorsque nous entrons dans leurs cours c'est « pour y être livrés pieds et poings liés à la merci « des vautours qui vivent de notre misère.

« Tout ce qui doit être fait, c'est nous qui devons « le faire; et si nous nous levons comme des « hommes, du Canada au golfe du Mexique; de « l'Atlantique au Pacifique, nous frapperons de « terreur leurs cœurs lâches ...

« Un congrès spécial du prolétariat révolution- « naire sera convoqué à Chicago ou dans quel- « qu'autre centre et s'il est nécessaire d'avoir « recours aux moyens extrêmes une grève géné- « rale paralysant toute l'industrie pourrait être « décidée comme prélude d'un soulèvement gé- « néral.

« Si la bourgeoisie commence le programme, « nous le finirons. »

Quelle sera l'issue de cette affaire ? la bourgeoisie Américaine osera-t-elle aller jusqu'au bout de sa scélératesse ?

Nos frères seront-ils assassinés ? Nul de nous ne peut répondre à ces questions.

Nous n'avons pas d'illusion à nous faire; seule une action énergique de tout le prolétariat pourrait arracher nos camarades des griffes capitalistes.

Tout en s'occupant de recueillir des fonds pour la défense des mineurs de la *Western Federation*, les unions révolutionnaires se préparent pour l'action dans le cas où un jury consentirait à se faire le complice de ceux qui ont comploté l'assassinat de nos vaillants camarades.

Quelle sera cette action et quel sera son résultat ? là encore nous ne pouvons répondre,— Nous connaissons toutes les forces que nous avons à combattre : d'une part la bourgeoisie et tous ses sbires, et d'une autre part le Trade unionisme américain réactionnaire et défenseur du capitalisme.

Mais ce qu'il y a de certain c'est qu'au dernier moment il sera tenté de grandes choses. Les *Industrial Workers of the World* et les socialistes les plus avancés feront tous leurs efforts pour une tentative de grève générale. Et lorsque tout espoir de sauver Moyer, Haywood et leurs amis, se sera évanoui, des individualités avides d'agir, agiront.

A nous anarchistes des Etats-Unis d'être prêts pour toute éventualité pouvant entraîner le prolétariat dans la voie de son émancipation.

Le dimanche 8 avril un grand meeting de protestation organisé par les *Industrial Workers of the World* de San Francisco (Pioneer Union n° 173) eut lieu au Woodward's Pavilion. Environ 2000 personnes y assistaient.

Ce chiffre est bien infime si l'on considère qu'à San Francisco il y a plus de soixante mille unionistes. Mais il est considérable si l'on tient compte qu'ici le trade-unionisme s'est donné tout entier à une politique des plus viles et des plus corrompues, et que l'unionisme révolutionnaire n'est représenté que par une faible minorité, qui cependant va en progressant sensiblement.

Le président de la fédération du bâtiment de San Francisco Mac Carthy, un politicien, un saltimbanque digne représentant de l'ancien unionisme, fut invité par les organisateurs à prendre la parole. Après quelques légères protestations en faveur des mineurs de la *Western Federation* il se lança dans la politique.

Les autres orateurs furent très énergiques et prononcèrent de vrais discours révolutionnaires. L'un d'eux déclara que ce n'était plus le moment de faire des grandes phrases mais qu'il fallait se préparer pour l'action.

Le président des « *Industrial Workers* » rappela l'assassinat de nos camarades de Chicago, et citant les paroles de Spies marchant au supplice : « Un jour viendra où notre silence dans la tombe sera plus puissant que nos paroles », il s'écria : Aujourd'hui il y a des millions de Spies. Son discours se termina par une attaque contre le trade-unionisme, le complice du capitalisme et contre sa devise : « Le travail et le capital ont des intérêts identiques. »

Après le *meeting* un défilé eut lieu dans la grande artère de San-Francisco, Market Street. Ce fut une manifestation vraiment imposante. Les manifestants criaient : « Nous voulons que tout San Francisco sache pourquoi nous manifestons. »

De nombreuses pancartes portées par les camarades indiquaient également le but de la manifestation. On y lisait : « Nous demandons la suppression de l'esclavage du salaire, c'est là le crime de Haywood et de Moyer, c'est aussi le nôtre. » — « Nous demandons la mise en liberté de nos frères Moyer, Haywood et Pettibone », ou encore : « Si Moyer et Haywood meurent, vingt millions de travailleurs voudront savoir pourquoi ? »

Arrivée à la conjonction de Market Street et de Kearney Street où se trouve une petite place triangulaire au milieu de laquelle est une fontaine en bronze, haute d'environ cinq mètres, la manifestation s'arrêta. Deux orateurs montèrent sur la fontaine et dénoncèrent la presse qui avait calomnié les mineurs de la « *Western Fédération* ». La foule conspua les journaux qui se faisaient les complices des assassins de nos camarades et acclama les noms de Moyer, de Haywood et de Pettibone. Un grand drapeau rouge portant l'inscription : « Travailleurs du monde unissez-vous » fut attaché au haut de la fontaine. Alors la police intervint, arracha le drapeau ; une bagarre s'en suivit. Un renfort de police arriva, les fauves policiers se ruèrent à coups de bâton sur les manifestants, certains de ceux-ci ripostèrent comme ils purent, mais comme l'on était pas venu là pour se battre, sans armes, contre des fauves armés et que la manifestation était d'ailleurs terminée, l'on se sépara. Dans la soirée on s'occupa de faire libérer les camarades qui avaient été arrêtés. En somme ce fut une bonne journée pour la propagande révolutionnaire.

Chose remarquable à noter, les brutes policières qui provoquèrent les manifestants, relèvent d'une municipalité essentiellement *trade-unioniste*.

Laurent CASAS.

RUSSIE

Attentat. — Dimanche dernier 6 mai, comme l'amiral Doubassof, le sinistre égorgeur de Moscou, rentrait en voiture dans son palais, après avoir assisté au Kremlin à un service religieux, une bombe fut lancée contre lui, et éclata avec un bruit de tempête.

Le cocher, l'aide de camp et deux policiers furent tués.

« Dans les milieux officiels, dit le *Standard*, on persiste à soutenir que l'amiral Doubassof est absolument indemne. » Ce n'est pas, paraît-il, l'opinion des Moscovites, car le même *Standard* rapporte le bruit que les médecins appelés auprès de l'amiral déclarent que celui-ci vit encore, quoique grièvement blessé à la jambe, au côté et au bras.

Quant au justicier, il fut tué, dit le *Standard*, d'un coup de feu tiré par un soldat en faction devant le palais. Selon le *Times* il eut la tête arrachée par l'explosion de la bombe.

Correspondances et Communications

× Une de nos abonnées met à notre disposition quelques habits réformés de petit garçon. Si quelqu'un de nos lecteurs connaît une famille à qui cela peut être utile, il peut les faire prendre au bureau.

× **Le groupe de l'A. I. A.** tient à la disposition des groupes, des étiquettes antimilitariste à 15 centimes le 100 et des brochures *aux pères et mères de familles* à 1.50 le 100, des *Grève générale* de Briand, à 3.50 le 100. Il est préférable d'envoyer des bons-poste ou des timbres-poste, afin d'éviter les mandats qui offrent une certaine difficulté pour être reçus.

× Dans l'avant-dernier supplément, vous avez reproduit un article de Drumont, intitulé « Les Rothschild assassins », et vous avez eu raison. Les faits sont exacts et bien mis en valeur. Je sais que pour vous, et pour la plupart de vos lecteurs il s'en dégage la conclusion que les propriétaires sont des tyrans que la lâcheté du peuple ne devrait pas subir.

Mais j'ai peur que quelques-uns des lecteurs s'imaginent, comme veut le faire croire Drumont, que c'est en tant que Juifs que ces propriétaires sont haïssables, et que de gros propriétaires bien catholiques n'agiraient pas comme les Rothschild.

Il ne manque cependant pas d'exemples du contraire, que peuvent attester les voisins de campagne des hobereaux qui vont à la messe.

Pour ma part j'ai vu de près la méthode des Mallet, ces gros barons de la finance, protestants convaincus et pratiquants, et je puis affirmer que *tout* ce dont Drumont accuse justement les Rothschild, ils l'ont fait, le font journellement et pis encore.

Ce sont là vérités enfantines pour quiconque se rend compte que les mêmes causes produisent inévitablement les mêmes effets et que, sous le masque de n'importe quelle religion, le détenteur d'une propriété sera toujours un loup pour le pauvre diable sans bien.

Cependant eu égard à la naïveté humaine et surtout à la mauvaise foi de nos adversaires, il me semble bon de toujours mettre les points sur les i.

M. P.

Souscription pour les Familles des détenus

Envoi des camarades dockers de Port-Louis : 17 fr. 30. — Roanne, collecte à la réunion du 28 avril par le « Textile », 10 fr. — Bourse du travail de Dijon : vente de *Voix du peuple*, 2 fr. — G. G. 2 fr. — Ensemble : 31 fr. 30.

Listes précédentes : 894 fr. 45.

Ensemble : 925 fr. 75.

CONVOCATIONS

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge, Paris. — Vendredi 11 mai. M. Morel : Principaux moments de la Littérature française : V. La bataille romantique; les adversaires; Lamartine et Hugo, transformation de l'idéal romantique.

Mardi 15 mai. Conseil d'administration.

Mercredi 16 mai. M. Mousset : L'éducation de l'enfant (A. E. R.).

Vendredi 18 mai. Micouleau : VI. La psychologie, suivant H. Spencer.

A. I. A. — Réunion générale mensuelle, le vendredi 11 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'Industrie Florale, 4e étage. Bureau 6 (à la Bourse du travail).

Petite Correspondance

L. M., à Incheville. — Le journal est envoyé à l'adresse.

G. C., à Courbevoie. — N'existe pas avec la musique.

C. M., à Flémalle. — Nous vous rappelons que nous perdons 15 0/0 sur le change des timbres.

O. D., à Marausan. — Je fais passer votre lettre au groupe éditeur.

M. A., à Montner. — Votre abonnement était expiré depuis fin mars.

A. T. — Reçu les trois contes. Passeront un de ces jours.

Au camarade qui nous a envoyé la *Dépêche*. — L'article de Conte pas mal, mais quelconque.

Un camarade qui nous a envoyé une longue lettre de Saint-Claude. — Impossible d'utiliser.

J. S., à New-York. — N. D. A. R., à Lyon. — T. B., à La Chapelle-Herlaumont. — V., à Grand'-Croix. — F., à New-York. — R., à Orange. — L., à Palaiseau. — Bourse du Travail, Béziers. — M., à Castres. — S. G., à Ollioules. — P. G., à St Ouen-les-Pareys. — B., à Bruxelles. — G., à Dirizona. — L. S., à Lyon. — J., à Nouzon. — M., à Montner. G., à Surgère. — D. G., à Dorignies. — D. et H., à Cherbourg.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : B. et J., à St-Amand, 1 fr. F. S., à St-Gall, 0 fr. 50. — G. G., 3 fr. — Voyageur, 10 francs. — Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris



12e ANNÉE. — N° 3.

19 MAI 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 6 fr.
Six mois . . . . 3 »
Trois mois 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à l'intérieur le dessin de Delaw.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Nous donnons encore le supplément cette semaine, mais la semaine prochaine, nous serons forcés de le supprimer, si nous voulons arriver à boucler notre budget.

Il s'est bien produit une légère augmentation dans la vente, mais loin d'atteindre, hélas, l'augmentation des frais d'impression.

C'est deux mille lecteurs de plus à trouver. Tant que nous ne les aurons pas trouvés, le supplément sera soumis aux vicissitudes de la caisse.

Deux mille lecteurs ou abonnés, c'est peu cependant, si chacun voulait s'y employer.

VICTOIRES ÉLECTORALES

« Salut aux quinze mille voix! » entonnait, en 1880, au lendemain du premier succès électoral du parti ouvrier, le père Pottier, communard et faiseur de chansons. S'il revenait au monde, ce n'est plus à quinze mille voix que le bonhomme enverrait aujourd'hui son salut, c'est à huit cent soixante-seize mille, en admettant toutefois qu'il ne fût pas, depuis le temps, devenu anarchiste et qu'il trouvât moyen de faire entrer tant de voix dans un seul vers.

Car ils étaient réellement 876,000 ceux qui, le dimanche 6 mai, déposèrent dans les urnes un bulletin socialiste. Trente-deux candidats du parti unifié passent au premier tour et, si les radicaux y veulent consentir, le ballottage d'après-demain semble devoir doubler la troupe des élus.

Près de 900,000 électeurs et, peut-être, soixante élus, voilà sans doute de beaux chiffres, des chiffres impressionnants, sensationnels. J'avoue pourtant n'en être aucunement ému. C'est que je ne crois pas aux « victoires électorales », magnifiques décors ne recouvrant le plus souvent que le néant. Jules Guesde est, à Roubaix, tour à tour vainqueur et vaincu; Roubaix accepte et répudie successivement le collectivisme. Le suffrage universel a ses raisons que la raison ne peut comprendre; ou mieux, il est absolument vide de toute raison, frappé d'une imbécillité irrémédiable.

Et cela est aisément explicable. L'homme qui vote abdique la souveraineté de lui-même et cet homme-là n'est pas raisonnable. Ce que l'on appelle la force électorale d'un parti n'est fait que d'innombrables abdications, d'innombrables *faiblesses* individuelles. Que peut-on là-dessus bâtir en vue de la durée?

Je sais très bien ce qu'on peut répondre : Oui, le suffrage universel est ordinairement déraisonnable, mais il est perfectible et l'œuvre même du parti socialiste sera d'entreprendre et de mener à bien l'éducation du corps électoral.

Faire l'éducation du suffrage universel! Mais ne sent-on pas que voilà la plus irréalisable chimère? On n'éduque pas en vue d'une abdication, on ne peut éduquer qu'en vue de l'action personnelle. On n'apprend pas à quelqu'un, individu ou peuple, à abdiquer le mieux possible; on ne peut lui apprendre qu'à ne pas abdiquer du tout et à gérer lui-même ses propres affaires. Mais cette éducation anarchiste des masses, ce n'est pas les partis politiques qui l'entreprendront jamais.

On sait trop de quelle étrange manière, les candidats socialistes travaillent à l'éducation populaire. — La journée de huit heures? disait dernièrement au gymnase de la salle Huygens le citoyen Jules Guesde, inutile de vous mettre en peine : nous vous la donnerons, si vous nous envoyez à la Chambre. L'antimilitarisme? La paix internationale? Ne vous tracassez pas de ces choses... Votez pour nous et ce sera la fin des guerres, etc., etc...

Le candidat n'est pas encore venu qui tiendrait à peu près ce langage : « Electeurs, je ne puis rien pour vous que vous ne puissiez vous-mêmes et que vous ne puissiez mieux que moi. Vous connaissez mieux que personne vos besoins, vos souffrances, vos revendications. N'attendez le salut d'aucun décret d'en haut, d'aucune puissance suprême. Le salut est en vous, si vous le voulez bien.

« Je ne puis vous donner la journée de huit heures, mais vous pouvez, par un immense effort, la conquérir, de haute lutte, contre vos patrons hostiles. Je ne puis empêcher que les potentats de la vieille Europe ne déchaînent demain une terrible guerre; mais vous pouvez signifier hautement aux gouvernements de Paris, de Vienne, de Rome et de Berlin, votre volonté de ne plus désormais vous laisser conduire aux massacres... Je ne puis rien pour vous; mais vous qui êtes la force, étant le nombre, vous pouvez tout : sachez vouloir! »

Mais le candidat qui tiendrait ce langage ne serait plus un *candidat*, et l'électeur qui saurait l'entendre, cesserait de son côté, et pour toujours d'être *électeur*. Au reste, je suis assez tranquille : nul candidat ne le tiendra et si, par impossible, un d'entre eux s'y risquait, le peuple souverain n'aurait pour lui que des haros.

C'est que le peuple souverain ne craint rien tant que l'effort : c'est un roi fainéant qui a besoin de maires du palais. Après s'être donné successivement aux républicains et aux radicaux, le voici qui, doutant de ses maîtres d'hier, se tourne maintenant vers les socialistes. Quand, dans beaucoup d'années, il aura cruellement éprouvé l'infidélité et l'impuissance de tous les politiciens jaunes, bleus ou rouges, peut-être enfin arrivera-t-il de lui-même à la résolution, plus héroïque qu'on ne pense, de ne plus abdiquer au profit de personne et de conserver toute sa liberté. Être libre est évidemment plus difficile que d'être esclave. S'il en était autrement, nous serions libres depuis longtemps et le mérite à l'être apparaîtrait moins grand. Il n'en est pas moins sûr qu'il n'y a de bien-être et de force que dans la liberté. Le peuple s'en rendra compte tôt ou tard et ce jour-là le parlementarisme aura vécu.

Amédée Dunois.

La Grève générale en Italie

Rome, 11 mai 1906.

Le mouvement social en Italie traverse une période de crise dont on peut tout attendre; c'est un élan révolutionnaire en avant, et un saut en arrière dans les ténèbres de la réaction.

L'enthousiasme pour l'organisation et la résistance ouvrière contre le capital, qui enflamma le prolétariat depuis le meurtre du roi Humbert jusqu'à il y a un an et demi a cessé à peu près complètement. Ç'a été plutôt une belle flambée passagère qu'un feu efficace et durable. La bourgeoisie, atterrée au début, a relevé la tête et su attirer à elle les meneurs populaires les plus en vue, en les séparant complètement des révolutionnaires, en même temps cette bourgeoisie, quelque temps anticléricale et fermement opposée au Vatican, est allée se rapprochant des prêtres ces dernières années; les dernières élections politiques furent effrontément faites d'accord entre les bourgeois de tous les degrés politiques, du clérical au radical, contre les socialistes, et sur un programme réactionnaire.

Les socialistes ont eu peine à conserver leurs sièges au Parlement, et en ont perdu qu'ils croyaient des plus sûrs. La bourgeoisie libérale et jacobine s'est toute couverte de cendre et agenouillée devant le pontife de Rome. Milan, la prétendue capitale morale qui eut pendant des années et des années une administration municipale radicale et socialiste, et une représentation analogue au Parlement, a aujourd'hui un conseil municipal clérical, et des députés aux 2/3 clérico-modérés. Il n'y a pas longtemps qu'on y est revenu jusqu'à l'enseignement du catéchisme catholique dans les écoles.

Même chose est advenue en d'autres cités jadis forteresses du socialisme, comme Reggio Emilia, Gênes, Turin, Budrio : les ex-députés socialistes Chiesa, Prampolini, Nofri sont exclus du Parlement.

Certes, ces faits de nature électorale ont pour nous antiparlementaires à peine la valeur d'une indication, mais l'indication est assez éloquente, si on pense qu'en Italie le mouvement ouvrier est quasi-complètement inféodé au parti socialiste. Les travailleurs, en effet, sont dégoûtés de l'attitude des politiciens, auxquels il chaut davantage de conserver les faveurs de la bourgeoisie que du prolétariat. Le malheur est, cependant, qu'avec la défiance pour les politiciens, s'est manifestée aussi une défiance de leurs propres forces et de leurs organisations de résistance, lesquelles, en nombre d'adhérents, et en influence, ont perdu une grande part de leur importance. Après la grève générale de septembre 1904, cette décadence s'est accentuée toujours davantage.

Le terrain serait éminemment propice à l'éclosion d'un mouvement syndicaliste révolutionnaire du genre de celui de France; et, en effet, quelque chose de semblable a commencé à se faire Mais malheureusement, ceux qui en Italie ont commencé à parler de syndicalisme — Arthur Labriola, Errico Leone, Guido Marangoni, etc — l'ont interprété d'une autre façon : pour eux le syndicalisme n'est autre que le rôle actuel du parti socialiste, y compris celui électoral et parlementaire, transporté dans les organisations ouvrières.

Les anarchistes, partisans de l'action directe et des unions ouvrières de résistance ont dénoncé l'équivoque, suivis d'une très faible fraction des socialistes, en compagnie de qui, ils ont tenu à Bologne en novembre dernier, un Congrès auquel participèrent, avec nos camarades Pietro Gori, Domenico Zavattero, Leda Rafanelli, Rodolfo Felicioli, Giuseppe Sartini, votre correspondant et d'autres, aussi plusieurs socialistes, avec Ottavio Dinale à leur tête. Là fut affirmé le concept syndicaliste tel qu'il prévaut en France et ailleurs; mais tout le parti socialiste se déchaîna alors violemment contre les congressistes, y compris les soi-disant syndicalistes susdits.

Cependant, dans le camp anarchiste, prévaut toujours la tendance exclusivement doctrinaire qui tient les camarades éloignés de l'organisation ouvrière. Quelques-uns en sont résolument adversaires, la plupart sont ou indifférents ou amis trop tièdes. C'est dommage, car, s'il n'en était pas ainsi, la masse prolétarienne s'orienterait fortement vers l'anarchisme révolutionnaire.

Ajoutez à cet état de choses que tous les partis politiques, républicain, socialiste et anarchiste, et les associations ouvrières sont dévorés et déchirés de discordes intestines indescriptibles, dont les journaux sont les porte-voix passionnés. Cela contribue à augmenter la confusion des idées et à relâcher l'action révolutionnaire.

* *

C'est dans ces conditions qu'a éclaté en Italie la grève générale. La bourgeoisie, bien que se drapant d'un faux libéralisme, continue son œuvre férocement et lâchement homicide. En vain l'ex-républicain Edouard Pantano (une espèce de Clemenceau italien) a déclaré entrer au gouvernement avec des projets modernes de réformes. Il n'a réussi qu'à s'asseoir, à l'Exposition de Milan, au côté du roi, pendant que de l'autre côté était assis le cardinal Ferrari. Monarchie, clergé et radicalisme se sont donnés la main, avec l'appui, au Parlement, de toute l'Extrême Gauche, y compris les socialistes.

Socialistes et républicains, au Parlement, ont voté pour le ministère actuel, bien que, trois ou quatre fois déjà, celui-ci se soit baigné dans le sang des travailleurs. Peu de jours après la formation du cabinet, à Muro et Scorrano, la troupe envoyée pour réprimer des grèves a tiré contre des paysans; la même chose s'est répétée à Calimera, il y a quelques jours, sur provocation et invitation des propriétaires du lieu. Enfin, à Turin, berceau de la maison de Savoie, comme on l'appelle, à l'occasion d'une grève de femmes d'une filature de coton, pendant que les ouvriers étaient assemblés à l'intérieur et près de la Chambre du Travail, pour une démonstration de solidarité avec les grévistes, à la suite de quelques coups de pierres lancées contre les agents de police, ceux-ci se ruèrent sur les assistants et firent feu en dedans de la porte de la Bourse du Travail. Il y eut plusieurs blessés, parmi lesquels cinq grièvement et un mortellement. La Bourse du Travail fut envahie par la police et occupée militairement.

Alors à Turin fut proclamée la grève générale de protestation pour la durée d'un jour, et à peine cette nouvelle fut-elle connue en Italie, que la grève générale éclata dans les principales villes; Rome, Milan, Bologne, Ancône, Ferrari, Forli, Livourne, Imola, Badrio, Ravenne, Parme, Naples. Des grèves partielles imposantes ont lieu à Gênes, Florence et ailleurs. Cette grève toute spontanée a provoqué des désordres plutôt graves et des conflits avec la force publique à Milan, Bologne, Badrio et Rome. A Bologne, les blessés les plus gravement atteints furent parmi les officiers de l'armée et les policiers; à Rome aussi on compte des blessés parmi les policiers; à Badrio, deux carabiniers sont en danger de mort pour les blessures reçues, de même qu'un gréviste. A Milan, il y eut des conflits avec la force et aussi avec les propriétaires. Deux de nos camarades ont été tués à coups de couteau par le portier d'un établissement qui, vrai chien de garde de la propriété, voulut s'opposer ainsi à l'invasion d'un groupe de grévistes, à la tête desquels étaient les victimes. Le portier meurtrier est un certain Berretta et les victimes sont les camarades Galli et Brambilla.

Le *Popolo romano*, journal conservateur, dirigé par le fameux Chauvet, propose qu'au sinistre homicide on offre deux médailles de courage civique. Cannibale!. .

Tandis que j'écris, à Rome ont lieu des démonstrations; la ville est en état de siège, et sur les places et dans les rues principales stationnent des troupes à pied et à cheval. Ce matin un meeting grandiose s'est réuni au Jardin Botanique où ont parlé en divers sens les députés Ferri, Costa, de Felice et les ouvriers Colli, Sebatini et Forbicini; ce dernier est un de nos camarades; il eut un langage énergique différent des ordinaires prédicateurs de calme à tout prix. Après le meeting eurent lieu quelques charges de cavalerie sur les manifestations qui se formèrent. La cessation du travail est complète. Depuis 36 heures on ne voit plus ni tramways, ni voitures; les établissements sont fermés, et sont fermés aussi les magasins des places et des rues principales. Les fourgons du service postal sont conduits et entourés par des militaires. Les journaux quotidiens ne paraissent plus, sauf le *Popolo romano* composé et imprimé par des ouvriers non syndiqués. On annonce que cette grève durera tout demain et peut-être dimanche.

Cependant on attend des nouvelles des centres plus petits d'Italie, où sûrement au moins en beaucoup d'endroits, on suivra l'exemple des cités principales.

L'attitude de la représentation parlementaire socialiste et républicaine est l'objet de blâmes unanimes. Les députés socialistes réunis suivant l'exemple des républicains se déclarèrent résolument contraires à la grève générale, et, où ils le purent, tentèrent de l'empêcher. En effet, à Gênes, la grève générale n'a pu être proclamée, mais, comme on a vu, les masses n'ont pas suivi cette fois leurs mauvais bergers. Ceux-ci alors, craignant de perdre leur popularité, et surtout des votes pour les futures élections, quand ils ont vu que la grève s'était faite malgré eux, se sont résignés à faire contre mauvaise fortune bon cœur. Profitant de ce que le gouvernement n'a pas voulu prendre en considération un projet de loi ridicule de Filippo Turati sur les conflits collectifs, ils ont donné en masse ce matin leur démission de députés.

C'est la première fois qu'ils font quelque chose de bien, — encore que ce soit avec l'espérance que le Parlement n'accepte pas leurs démissions ou que les électeurs, touchés du beau geste, les élisent de nouveau. Mais ils calculent mal, s'ils croient par ce signe trop tardif d'amendement éteindre l'indignation soulevée par leur opposition à la grève générale.

Les socialistes anarchistes de Rome dans une réunion importante d'hier déclarèrent se solidariser avec les grévistes, tout en déplorant la manière autoritaire dont la grève fut proclamée par la Bourse du travail.

Dans toute l'Italie, du reste, comme on le constate par les nouvelles des journaux, nos camarades ont su faire leur devoir de révolutionnaires. Bien que désorganisés et par suite guidés par les circonstances plus que par un concept pratique prémédité, ils ont su se mettre au premier rang. Outre les deux morts de Milan, plusieurs de nos camarades ont été arrêtés à Turin, Bologne et Rome. En même temps que d'autres a été aussi arrêté notre ami Ettore Sottavia, rédacteur de l'*Agitazione*, pendant qu'il était à prendre des notes et des nouvelles pour le journal. Des orateurs de notre parti ont fait entendre leur parole énergique à Turin, Milan, Livourne, Rome, Ancône, Forli... un peu partout; et à l'exception de Turin, où l'intolérance moutonnière des socialistes les empêcha de parler, partout ils soulevèrent l'enthousiasme et les applaudissements du prolétariat.

Comme on voit, malgré la triste condition des partis révolutionnaires en Italie, la situation générale n'est pas désespérée. Il y a dans la classe ouvrière une énergie latente qui n'attend que la fécondation pour donner des fruits bons à récolter. Cette fécondation ne peut plus désormais être faite que par les anarchistes, les seuls qui n'aient jamais illusionné ni trompé les ouvriers; à condition toutefois que les anarchistes, à côté de la propagande théorique, fassent l'apprentissage du syndicalisme révolutionnaire au sein de toutes les organisations ouvrières.

La propagande anarchiste théorique est poussée d'un grand élan. Déjà les brochures libertaires éditées dans toute l'Italie se comptent par centaines.

Aux journaux déjà connus — l'*Agitazione*, de Rome; le *Grido della Folla*, de Milan; l'*Aurora*, de Ravenne; le *Libertario* de la Spezzia; — se sont ajoutés quelques autres organes non moins bons : la *Vita operaia*, à Ancône; *In Marcia*, à Fano; *Germinal*, à Celtanizetta; le *Movimento sociale*, à Rome, et quelques autres dont le nom m'échappe. Les revues le *Pensiero* de Rome et l'*Università popolare*, de Mantoue, continuent toujours leur bonne besogne; pendant que de l'étranger continuent à nous parvenir en langue italienne d'autres journaux anarchistes : la *Questione sociale*, de Paterson; la *Cronaca sovversiva*, de Barre; la *Battaglia*, de Sao Paolo; le *Vulcano sociale*, de Buenos Ayres; le *Risveglio*, de Genève, etc.

Voilà à grands traits la situation présente en Italie. Nous espérons qu'il en pourra naître au plus tôt un état de choses meilleur et plus propice au développement et à la réalisation de nos idées.

Luigi Fabbri.

GLANES

A propos de bombes.

Dans le *Matin* du 10 mai, j'ai lu quelques lignes qui n'ont pas laissé que de me surprendre de la part de leur signataire : M. Harduin.

Même s'ils ne font pas leur quotidienne nourriture de la matière du journal « le plus répandu et le mieux renseigné du monde », les lecteurs des *Temps Nouveaux* ne doivent pas ignorer qui est M. Harduin — la publication fréquente qu'on fait ici de ses « Propos d'un Parisien » témoigne de l'estime où nous tenons son esprit de sagesse et de tolérance. Or, à propos des récentes découvertes de bombes dont on a effrayé le public ces jours passés, notre chroniqueur a paru vouloir accréditer (est-ce faute de préciser sa pensée ou dans une insidieuse intention?) que c'est le propre des gens atteints de « monomanie anarchiste » de se livrer à la fabrication d'explosibles et qu'il n'y a de contempteurs du régime capitaliste que parmi les propagandistes par le fait.

M. Harduin n'a pas tort de croire qu'on ne changera rien à l'état de choses existant en mettant, de ci de là, le feu à une mèche sous la porte cochère d'un hôtel particulier ou au milieu d'un temple de Dieu ou de la Loi. Il est certain que l'action de jeter une bombe est, le plus souvent, d'une brutalité qu'aucune utilité n'excuse et qu'elle ne saurait être la mise en application consciente d'un système, mais seulement l'effet d'une exaspération accidentelle et individuelle — irraisonnable, en principe, comme tout ce que nous commettons quand l'impulsion du désespoir ou de la haine nous emporte.

C'est mal comprendre les anarchistes que de leur prêter des intentions terroristes. Terroriser c'est le contraire de convaincre. S'il sied à l'autorité de s'appuyer sur la force pour durer, il ne convient pas à ceux qui se plaignent d'elle de lui fournir l'occasion de paraître se justifier d'être tyrannique en la combattant avec ses propres armes.

Les anarchistes n'approuvent pas, et encore moins n'encouragent le propagandiste par le fait, en raison du caractère prématuré de l'acte qu'il commet et qui, par cela même, est nuisible à la cause qu'il devrait servir. S'ils ne le répudient point, c'est qu'il y a des cas, n'est-ce pas? (et on l'a vu par ce qui s'est passé en Russie) où la fureur d'un mouvement de révolte s'explique.... Mais il n'appartient pas à celui qui n'irait pas lui-même à l'extrême limite de la rébellion d'être l'instigateur de la rebellion d'autrui.

M. Harduin est sans ignorer, je l'espère, que l'anarchie relève d'un idéal plus noble que l'aspiration du retour à la barbarie primitive. Contrairement à la commune accusation qu'on porte contre eux d'être de farouches bandits, les partisans de la doctrine de « l'individu libre dans l'humanité libre » sont, pour le plus grand nombre, des personnes avec lesquelles il fait très bon vivre. S'ils ne prêchent pas la résignation, c'est qu'ils estiment qu'il y a autant de stupidité à conseiller aux opprimés d'attendre que les oppresseurs se dessaisissent volontairement de leur pouvoir, que d'inanité à escompter leur capitulation par la menace de la bombe.

En vérité, les anarchistes, par cela même qu'ils se déclarent insatisfaits des institutions actuelles, ne sauraient se borner à protester contre elles. Il est de leur devoir de mettre le plus possible leurs théories en action. Mais ils n'ont pas besoin pour cela de fomenter l'insurrection à main armée et il ne serait pas paradoxal de qualifier de pacifique la résistance au milieu qu'ils préconisent, en temps ordinaire.

Outre que s'efforcer d'éclairer les hommes, c'est déjà une façon de faire de l'opposition à l'arbitraire, au mensonge et à l'erreur, les occasions ne manquent pas — à celui qui veut que son exemple soit édifiant — de conformer sa conduite sur ses conditions et d'agir selon sa conscience, malgré les entraves des lois et des préjugés.

Quand on prétend exercer une influence autour de soi, il faut — si je puis m'exprimer ainsi — savoir rendre ses opinions contagieuses et, pour cela, il n'y a pas de meilleure manière que de s'en montrer absolument imbu. La conviction inébranlable est toujours impressionnante quand elle est servie par le courage.

John-L. Charpentier.

Inconscience. — Voici ce que je détache de la *Raison* de la semaine dernière :

« *Nous verrons bien.* — Dans les *Temps Nouveaux*, Jean Grave se fâche. Il signale la *Raison* « parmi les policiers du journalisme » parce que nous avons annoncé, d'après l'*Aurore* et autres journaux, que les perquisitions faites chez Monatte, le compagnon de Broutchoux, avaient paru établir la complicité des cléricaux et des anarchistes dans l'agitation révolutionnaire du Nord.

« Nous ne demandons pas mieux que d'accueillir le démenti et la protestation de Jean Grave, s'il a d'autres raisons de démentir et de s'indigner qu'une naïve et généreuse camaraderie.

« Le mieux est d'attendre la production des pièces saisies. »

Attendre la production des pièces saisies, voilà ce que la *Raison* aurait dû faire, avant d'insérer, les affirmations de l'*Aurore*.

Mais, non, sous prétexte de renseigner les lecteurs, on insère tout ce que l'on peut ramasser. Que cela puisse nuire à quelqu'un, il n'importe : l'important est de ne pas paraître moins bien renseigné que les autres.

Que cela soit vrai ou faux, pourvu que cela fasse plaisir à des amis, ou salisse un adversaire, on n'en a cure. S'il fallait démêler l'origine ou les tendances de ce que l'on insère, le métier deviendrait trop difficile.

Eh bien, c'est ce que j'appelle, moi, faire un métier de mouchard. Et tant que ceux qui écrivent dans les journaux, accepteront de laisser employer ces procédés à côté d'eux, je dirai qu'ils font un sale métier.

J. G.

La Sérénité du peuple souverain

Après avoir lu dans les journaux la description des actes de sauvagerie commis, à l'occasion des grèves, par des apaches que soudoyaient les agents du roi et de l'empereur en exil et peut-être l'or de l'étranger — j'ai voulu m'offrir le réconfortant spectacle, promis par ces mêmes journaux, du peuple souverain, du vrai peuple français des campagnes accomplissant ses droits légaux dans la sérénité et le calme qui conviennent à ses hautes fonctions.

Dans un petit port de la côte, bien loin de Paris, en pleine Basse-Bretagne, le candidat libéral doit venir exposer combien son programme est plus alléchant que celui de son concurrent radical. Tous les électeurs du lieu et des environs et même beaucoup de femmes sont réunies sur le port pour le recevoir. Il me semble qu'il y ait quelque agitation. On parle fort et on gesticule ferme. Des groupes se forment qui paraissent animés les uns contre les autres d'intentions belliqueuses. J'entends les épithètes de calotin, et de casserole. J'aperçois, derrière les dos, des gourdins. Un monsieur très bien brandit une énorme casserole.

Voici le candidat. Les cris redoublent, en majorité favorables, en minorité mais encore plus violemment hostiles. Les gens s'interpellent gueule à gueule, les gourdins se lèvent et quelques-uns s'abattent sur des individus qui roulent à terre ensanglantés. Les deux camps sont nettement divisés et séparés par un intervalle de quelques mètres. Du milieu de l'un d'eux, le monsieur à la casserole la lance de toutes ses forces sur un autre monsieur dont le chapeau porte une banderolle : à bas la calotte. Le but est manqué, mais un adolescent a reçu le projectile en plein visage. Il tombe comme une masse, ensanglanté. La mêlée est générale, à coups de bâton, à coups de poing, à coups de lourds talons de bottes sur les têtes de ceux qui tombent.

Le parti le plus nombreux a bientôt mis en fuite la poignée d'adversaires qui emportent leurs blessés; et le candidat qui a attendu prudemment sous la protection d'une solide garde d'honneur, la fin de la lutte, peut enfin féliciter ses partisans.

Il leur dit que son élection amènera la paix, la concorde, le rétablissement de l'ordre, la fin des tentatives révolutionnaires et des entreprises des anarchistes qui prêchent la guerre entre concitoyens, on aura le pain bon marché, pour tous, le blé cher pour ceux qui en vendent, etc.

Il est acclamé, une jeune fille lui offre un bouquet, il l'embrasse.

Le soir, en un immense feu de joie, on brûle en effigie son concurrent, en exprimant le vif regret de ne pas pouvoir l'écharper vivant, ce pendant que les auberges regorgent d'électeurs s'abreuvant aux frais de leur futur élu.

Il paraît que le candidat n'est pas très riche, mais dans tous les bourgs, les bonnes sœurs ont fait la quête pour lui, en promettant le paradis à ceux qui donnent, en menaçant de faire refuser l'absolution à ceux qui ne donnent pas. Et puis le Roi de France qui attend toujours son trône a, dit-on, envoyé des subsides. Encore!

D'où que vienne l'argent, il est bien utilisé. Le peuple souverain est ivre-mort.

Je réussis à trouver un électeur qui possède encore quelques forces et les emploie à conti-

nuer de *crier sans relâche : Vive la liberté ! vive... le candidat !*

Je puis, moyennant un verre, lui demander s'il connaît personnellement cet homme si sympathique.

« Je crois bien, me dit-il, il a fait obtenir un emploi dans les chemins de fer à mon beau-frère, une bonne place de domestique à ma fille, une retraite à mon frère, et il m'a promis, s'il est élu, de faire avoir la médaille à mon fils qui est au service. C'est-il pas un brave homme ? »

Je ne pouvais nier que ce fût un brave homme, tout en pensant que j'avais droit à une bonne part des remerciements, moi qui, comme contribuable, paie les faveurs que les députés octroient à leurs élus.

Mais ça, ce ne sont pas des choses à dire au moment des élections, si on tient à ne pas se faire casser.. la figure.

Les jours suivants, j'ai lu dans le *Matin* sous la signature de Gaston Leroux que, dans cette région même où j'ai vu les scènes que je rapporte et plusieurs autres du même genre, « il a trouvé partout les êtres les plus raisonnables et les plus avertis de la terre de France » et que tout s'est passé « avec calme, presque avec sérénité ».

Bien : me voici fixé (si besoin était) sur la véracité des journaux.

Il est vrai que dans un autre numéro du *Matin*, je vois qu'à Carmeaux, un gendarme a reçu un coup mortel à la tête, un autre un coup de couteau à la cuisse, qu'à Montpellier, il y a eu des bagarres avec de nombreux blessés dont un conseiller municipal; qu'à Thonon, une violente bagarre a éclaté, au cours de laquelle le fils du garde-champêtre, jeune homme de dix-neuf ans, a sérieusement écopé, les gendarmes ont reçu des coups de bâton et des pierres ; qu'à Vannes, une femme a failli être lapidée, la gendarmerie envahie et pillée ; qu'à Douai, un M. Uitret a été tué net d'un coup de couteau ; qu'à Nœux-les-Mines, la troupe a dû faire les sommations pour déblayer les rues avoisinant la mairie.

Mais cela est intitulé « Incidents électoraux », n'est pas mis en vedette, et n'empêche pas d'opposer les bienfaits du parlementarisme aux dangers de la révolution sociale.

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

Justice française. — Les Russes qui, fuyant la justice barbare de leur pays, viennent se réfugier en France comme dans un Etat civilisé, doivent vite s'apercevoir qu'il était bien inutile de faire un si long voyage pour venir dans un pays où les conceptions des magistrats sur la justice sont exactement les mêmes qu'en Russie.

En principe, la loi française a aboli la torture. Elle veut que les prévenus soient traités avec humanité, et même, depuis plusieurs années, que leur interrogatoire n'ait lieu qu'en présence d'un avocat. C'est ce que veut la loi, pure fiction, princesse chimérique aussi dépourvue de pouvoir réel que le fameux peuple souverain; mais ce n'est pas ce que veulent les magistrats, qui ne sont pas des fictions, eux, qui existent bel et bien et sont armés d'une puissance qu'ils aiment à manifester. Ce n'est pas, en particulier, ce que veut M. Flory, juge d'instruction, chargé de l'affaire de la bombe du bois de Vincennes.

Alexandre Sokoloff, le survivant, avait été transporté à l'hôpital de la Pitié, où il subit une opération extrêmement douloureuse : l'extraction de la cuisse d'un gros fragment de fonte. C'est sur ces entrefaites que le juge vint lui faire subir un interrogatoire. Sokoloff souffrait beaucoup. L'interrogatoire dura deux heures. Il n'y avait pas d'avocat. A la fin, le blessé, « exténué », torturé moralement et physiquement, finit par déclarer qu'il ne parlerait plus qu'en présence d'un avocat. Puis, le juge parti, il se mit à délirer.

Ainsi donc : barbarie et illégalité, voilà ce qu'est la justice française, la justice « républicaine ». Sokoloff doit trouver qu'elle ressemble étrangement à la justice autocrate et tzariste.

⁂

Prières. — « *Dépêche particulière du « Matin* ». Dans les nombreuses communautés religieuses françaises de Rome, spécialement dans celles de femmes, on a fait aujourd'hui, d'après des recommandations données par les supérieurs, des exercices de piété spéciaux pour le bon résultat des élections en France.

« Déjà, depuis quelques jours, dans certaines de ces communautés, on disait, à cet objet, des prières et on s'imposait des mortifications. »

Si les élections avaient donné la victoire aux cléricaux, ceux-ci n'eussent pas manqué d'y voir l'effet des prières et des mortifications. Les élections ayant parlé contre eux, ils devraient, s'ils n'étaient pas complètement idiots, reconnaître de deux choses l'une : ou que Dieu n'existe pas, ou qu'il est anticlérical.

R. CH.

⁂

Régime de liberté. — D'une lettre de la conférencière Seraphine Pajaud :

Arrêtée à Alais, le 15 février dernier, pour une conférence antimilitariste, faite à Montluçon, le 20 octobre 1905, je fus ramenée en cette ville, entre deux gendarmes, puis, après interrogatoire, remise en liberté. Je devais passer aux assises en avril. Je repris ma tournée de conférences dans le Gard et le Var.

A Hyères, je fus avisée que mon affaire était renvoyée aux assises d'août. Ce qui n'empêcha pas que, avant-hier, 8 mai, le brigadier de gendarmerie de Grimaud (Var), où je devais faire une conférence le lendemain, s'introduisait de force dans ma chambre à l'hôtel, à 6 h. 1/2 du matin, me forçait à me lever, et à faire ma toilette devant lui.

Indignée, je fis mine de résister et refusait de le suivre. Il répliqua qu'il avait vu bien d'autres femmes faire leur toilette ; que si ça ne me plaisait pas, que je n'avais qu'à ne pas en faire, et, me prenant par le bras, il me dit qu'il me traînerait plutôt. Sous Méline, je n'ai jamais subi pareilles brutalités.

Enfin, on m'enferma jusqu'à 9 heures du soir, où on me jeta à la rue, en pleine campagne. Des amis furent forcés de m'emmener à 3 kilomètres de là pour me trouver où coucher.

Qu'en pense la Ligue des Droits de l'Homme?

SÉRAPHINE PAJAUD.

⁂

Arrestations, persécutions.—A Trélazé, notre vaillant camarade, Emile Hamelin, le colporteur des journaux et brochures anarchistes, bien connu dans tout le pays angevin, vient d'être arrêté. On se rappelle qu'Hamelin fut condamné en mars dernier, à un an de prison et 200 francs d'amende, pour avoir vendu la brochure *Aux Conscrits*.

Hamelin est en cellule à la prison d'Angers, et bien qu'ayant droit au régime des politiques est *soumis au droit commun* dans toute sa rigueur.

Nous appelons sur son cas l'attention bienveillante, non pas de M. Clemenceau, qui ne nous connaît plus, mais de la *Ligue des Droits de l'homme*, dont, nous nous plaisons à le reconnaître, l'effort s'est exercé si utilement depuis quinze jours, en faveur des révolutionnaires étrangers, arrêtés à l'occasion du 1er mai et expulsés.

La compagne d'Hamelin n'a pu voir son mari que dix minutes seulement depuis son arrestation, et ce « au travers, nous écrit-elle, de deux grilles larges comme deux mains ».

Toutes les lettres écrites aux siens par Hamelin, ont été interceptées et celles qu'on lui adressait avant son arrestation étaient saisies au bureau de poste d'Angers.

A Epinal, notre ami Loquier, arrêté dans les conditions que nous avons dites, est lui aussi, enfermé en cellule et bien que le régime des détenus politiques permette les communications avec le dehors, on lui refuse de faire venir ses repas, de recevoir sa famille, et lettres et journaux qui lui sont adressés sont rigoureusement interceptés.

Les « avantages attachés à la profession de révolutionnaire », comme disait autrefois M. Jules Lemaître, sont des plus médiocres sous le ministère Briand-Clemenceau.

Le camarade Delesalle a été convoqué pour jeudi, chez le juge d'instruction; ce sont les élections du ballottage dimanche. Il fallait bien ressortir le complot.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

A Paris, les grèves se poursuivent, avec tous les incidents qu'elles comportent. Pourparlers entre ouvriers et quelques patrons. Certains de ces derniers, plus grands seigneurs, refusent toute entrevue, exigeant la soumission pure et simple de leurs serfs. Ils verront ensuite ce que leur munificence leur permettra d'octroyer.

Les corporations en grève, entretiennent l'enthousiasme chez leurs membres, par des réunions journalières; et, pour tenter d'entraîner dans leur mouvement ceux de la corporation qui continuent le travail, des patrouilles de grévistes sillonnent Paris.

Le gouvernement, lui, continue à assurer l'ordre, par la force armée qu'il déploie dans les rues. Ces derniers jours, cependant, les soldats sont mis moins en évidence ; les sergots continuent à porter le revolver au côté. Mais ce déploiement de force, et les provocations policières, loin d'enrayer le mouvement, semblent, au contraire, l'avoir stimulé.

A ce propos, il serait curieux de faire le pointage des abstentions aux dernières élections, car nombre de grévistes qui avaient toujours voté, dégoûtés des procédés gouvernementaux, ne se sont pas rendus aux urnes le 6 mai.

Les typographes, en grève depuis un mois bientôt, continuent à tenir. La fédération internationale, dont le siège est à Berne, a voté une cotisation de 50 centimes par membre, pour venir en aide aux grévistes. Les fédérés étant au nombre de 80.000, c'est un secours de 40.000 fr. par semaine qui arrive aux grévistes.

A relater, — ce que nous avons oublié de faire dans le dernier numéro, — la condamnation du secrétaire de la fédération des conducteurs, le camarade Marie, à quatre mois de prison, arrêté arbitrairement, et condamné sur de faux témoignages.

Toutes les corporations du bâtiment : maçons, briquetiers, jointoyeurs, peintres, serruriers, tailleurs de pierre, etc., sont en grève. Les grévistes seraient au nombre de 50.000

Les terrassiers réclament huit heures. Quelques-uns des entrepreneurs ont fermé leurs chantiers, répondant par un lock-out à la grève, quelques autres ont offert le salaire de 10 heures pour 9 heures de travail. Mais les grévistes s'en tiennent à leurs réclamations.

Les ébénistes, sculpteurs, menuisiers en siège, et toutes les parties formant le meuble, les menuisiers également sont en grève.

Les lithographes, les photograveurs, réclament la journée de huit heures.

Chez les mécaniciens d'automobiles et quelques autres corporations, c'est la journée dite anglaise (54 heures par semaine, la journée finissant à midi le samedi).

Les tailleurs pour hommes (pompiers) sont en grève, un certain nombre de maisons ont acquiescé aux conditions ouvrières.

Les bijoutiers sont en grève.

⁂

Lundi, les patrons de l'automobile avaient organisé une réunion à la salle Wagram, où ils avaient convoqué leur personnel. Mais les contremaîtres, à l'entrée de la salle, malgré les cartes d'entrée dont étaient munis ceux qui se présentaient, faisait encore une sélection, et ne laissaient pénétrer que ceux qu'ils supposaient devoir être dignes de cette faveur.

Malgré cette double sélection, M. Fuster, du « Musée Social » qui, en cette occasion, était le porte-parole des patrons, eut son discours plus d'une fois coupé par les protestations du public, et la sortie s'effectua au chant de l'*Internationale*.

Les patrons qui prétendent que le nombre des grévistes n'excède pas 5 0/0 de leur personnel, ont eu là un démenti catégorique.

Inutile de dire que la force armée avait été mobilisée pour leur assurer la tranquillité.

Dans la banlieue, ce sont les mécaniciens et métallurgistes, surtout, qui forment le gros des grévistes. Les blanchisseurs tiennent toujours.

En province, impossible de noter tous les incidents, il nous faudrait donner trop d'extension à la liste, et la place manque :

Toulon, Lorient, Montpellier, Lyon, St-Etienne, Pamiers, Rouen, Lille, Alais, Longwy, Villerupt, Marseille, Quimper, Escarbotin, Dunkerque, Arras, Volvic, Roanne, Agen, Remiremont, etc., etc., ont une ou plusieurs corporations en grève.

A Brest, les arrestations de militants continuent. A Fressenneville, on a encore arrêté treize ouvriers, sous prétexte de participation au saccage de la maison Riquier. Cela fait 31 arrêtés pour cette affaire. On a arrêté deux ouvriers depuis.

A Paris, également, arrestations et condamnations se succèdent sans interruption. A noter la condamnation de 4 à 6 mois de prison, d'une dizaine de grévistes qui avaient été arrêtés pour avoir envahi l'usine « Nil Melior », à Javel.

A ce sujet, l'*Humanité* relate que lors de l'envahissement de cette usine, un caporal du 103e aurait reproché leur brutalité à ses hommes, et qu'aussitôt désarmé il aurait été conduit au Cherche-Midi.

Les journaux officieux ont démenti le fait par la suite. Qu'importe. Si ça ne s'est pas produit ça se produira. « L'armée étant recrutée dans le civil », comme dit Ramollot, il faudra bien que son esprit change un jour.

Par contre, cependant, à Montreuil, les zouaves, se croyant, paraît-il, en pays conquis, poursuivent les femmes de leurs propos orduriers.

⁂

De tout ceci, il se dégage une impression bien nette, c'est celle d'abord, qui, de suite, est venue à la pensée de tous ceux qui réfléchissent, c'est que si les travailleurs prenaient conscience de leur force, s'ils savaient vouloir avec force, persistance et cohésion, ils pourraient imposer leurs volontés à leurs maîtres.

D'autre part, il semble bien que le mouvement gréviste actuel, s'il vient s'y mêler des causes adjuvantes, est bien, en somme, l'aboutissant naturel de l'énorme propagande de la confédération du travail ; mais, malgré le temps qu'a duré cette propagande, rien n'avait été préparé, ni prévu, ni organisé. Les syndicats qui, eux, auraient dû se préparer, et y préparer leurs membres, semblent n'avoir rien prévu, au point de vue de la tactique à suivre.

Pour les typographes, par exemple, il y aurait eu, il me semble, à envisager lequel était préférable, ou d'exiger la fermeture de tous les ateliers, jusqu'à acceptation des revendications par tous les maîtres imprimeurs, ou de laisser rouvrir ceux qui acceptaient au fur et à mesure de leur adhésion.

Nombre de publications se sont fait imprimer en Belgique. Il aurait été bien d'obtenir que les typographes belges refusassent de composer le travail qui leur arrivait de Paris, à la suite de la grève.

Evidemment, il y a un apprentissage à faire.

Il n'était entré dans l'idée de personne que le premier mai 1906 allait faire aboutir tous les efforts prolétariens, et voir s'imposer toutes leurs réclamations.

Ce n'était qu'un point de départ. Il a même donné plus que l'on aurait osé prévoir. C'est suffisant pour avoir confiance en l'avenir.

J. G.

⁂

Les Grèves en Bretagne. — Comme je l'annonçais la semaine dernière, à Lorient les grèves sont presque terminées. La majeure partie des corporations a repris le travail, et seuls les maçons et les plâtriers continuent la lutte avec énergie et sont résolus à tenir bon jusqu'à complète satisfaction. Rappelons que leurs revendications consistent dans la journée de huit heures et un minimum de salaire de 5 francs par jour.

Le parquet de Lorient vient d'ouvrir une instruction contre le camarade Coiffic, secrétaire général de la Bourse du Travail, pour avoir, par des discours, poussé à la fermeture de divers magasins.

Les hordes soldatesques qui encombraient les rues de Lorient viennent de regagner leurs garnisons respectives.

A leur départ, M. Melchior, préfet maritime, a tenu à les féliciter pour l'énergie qu'elles ont déployée dans le maintien de l'ordre.

A Hennebont, la situation est toujours la même. Les grévistes sont aussi nombreux qu'au premier jour. Gibaud, maire d'Hennebont et directeur des forges de Kerglaw, voyant qu'il n'avait pu intimider les grévistes pour leur faire réintégrer le bagne, vient d'inventer un nouveau stratagème ; il a fait placarder une nouvelle affiche dans laquelle il flatte les grévistes, fait appel à leurs bons sentiments et les prie d'organiser un referendum, convaincu qu'il est que la majeure partie des travailleurs est favorable au travail, mais subit par contrainte et par la volonté d'une minorité d'agitateurs ; parlant des revendications, il dit qu'elles ont été formulées par des individus étrangers au pays, ignorant tout de la métallurgie, et qu'elles sont trop exagérées.

Le syndicat des forges vient de répondre par une affiche à celle du grand exploiteur. Il affirme la solidarité ouvrière et annonce que le travail ne sera repris qu'après satisfaction obtenue. Chaque matin le camarade Selaquet, délégué de la Confédération générale du travail, fait voter la grève à outrance.

On voit donc qu'il y a quelque chose de changé dans Hennebont, et pourtant il y a quatre ans la population était sous le joug du clergé et de la bourgeoisie.

A Vannes, véritable foyer réactionnaire, le bâtiment est en grève depuis plusieurs semaines. Là aussi un vent de révolte a soufflé. Les grévistes obtiendront-ils satisfaction ? cela dépend, beaucoup, bien entendu, de leur énergie.

A Brest, sept militants de la Bourse du Travail sont au secret depuis huit jours, et la Bourse du Travail est militairement occupée. Le gouvernement a fait saisir les procès-verbaux et la comptabilité, ainsi que la volumineuse correspondance qu'échangeait la Bourse avec la Confédération. Là encore on fait agiter le spectre d'un complot où seraient impliqués les militants de Brest. Des perquisitions ont été faites sans résultat aux domiciles des camarades Le Gall et Pengam, de l'arsenal. A l'heure où j'écris, Brest est écrasé sous la botte des gendarmes. Les grévistes n'ont plus la possibilité de se réunir dans aucune salle et cela se passe au pays de la liberté, dans la plus douce des patries.

Cependant la grève du bâtiment continue toujours.

E. Poulain.

⁂

Creil.

Sous prétexte qu'elle ne fait pas de bénéfices, la maison Daydé et Pillé refuse une augmentation de salaire à ses ouvriers.

C'est cette maison qui, ayant obtenu du gouvernement d'Indo-Chine l'adjudication des travaux de construction du pont d'Hanoï, reçut cent mille francs de primes pour la livraison dans le délai fixé. Alors, ce richissime établissement qui, aujourd'hui, s'obstine à ne point faire droit aux justes réclamations de ses salariés, n'hésita pas à leur imposer de travailler en plus fêtes et dimanches.

Heureusement, une section syndicale pointe à l'horizon.

A. Pr.

⁂

Chez les mineurs. — A Saint-Etienne, le mouvement tenté par les ouvriers mineurs du syndicat de la Loire, en faveur de la journée de huit heures, a complètement échoué. J'ai déjà expliqué que, les huit heures accomplies, les mineurs se faisaient remonter au jour. Les Compagnies, bien entendu, protestèrent contre ce procédé et menacèrent de cesser l'exploitation si les ouvriers persistaient à ne faire que huit heures. Elles invoquaient le respect de la convention signée il y a un mois et de la loi fixant à neuf heures le travail dans les mines. Des registres étaient déposés par elles vers les recettes des puits pour recueillir les signatures des ouvriers qui voulaient travailler à ces conditions. De leur côté, les mineurs avaient adressé un appel à leurs camarades des autres Compagnies et, escomptant être soutenus, se refusaient à signer sur lesdits registres.

Ils tentèrent une démarche auprès du préfet qui les reçut, mais refusa catégoriquement d'intervenir auprès des Compagnies. En vérité, je ne sais pas trop ce qu'attendaient de ce fonctionnaire les militants du syndicat, surtout en semblable circonstance.

Du côté des mineurs des environs, ce fut aussi un lâchage complet. Abandonnés par tous, désapprouvés même par les autres syndicats, ils se décidèrent à reprendre le travail, qu'ils avaient cessé, aux anciennes conditions. Quelques renvois ont eu lieu.

Vaincu de ce côté, le syndicat n'abandonne cependant pas la lutte et engage les mineurs à pratiquer le sabotage. D'où grand émoi dans toute la presse, la républicaine étant aussi infecte que la réactionnaire. Ils voient déjà la mine en feu et Saint-Etienne englouti. A quoi le syndicat répond que le sabotage en question ne portera pas sur l'entretien de la mine, car ils en seraient les premières victimes et aussi parce qu'ils considèrent celle-ci comme leur patrimoine, mais sur l'extraction, c'est-à-dire à ne faire de travail que pour la somme payée. « Nous ferons grève en travaillant et nous aurons l'avantage d'être à l'abri de la misère et des gendarmes. Les mineurs belges se sont servis de ce système et ils ont réussi ; nous ferons comme eux pour faire aboutir nos revendications. »

Fort bien ; les lecteurs des *Temps Nouveaux* se rappellent peut-être que, en décembre ou janvier, j'avais justement appelé l'attention des mineurs sur l'avantage qu'ils auraient à s'en tenir à l'application exacte des règlements surannés des Compagnies et du Corps des mines. Les employés des chemins de fer autrichiens et italiens ont déjà employé ce moyen.

J'ai dit que les mineurs de Saint-Etienne avaient été désapprouvés par les autres syndicats. En outre de Bouchard qui ne s'est pas privé de jeter sa pierre, voici ce qu'a fait afficher le bureau syndical de Firminy. Bien entendu, je ne donne pas le texte complet de l'affiche : « Ce qui pourrait se produire par des manœuvres plus ou moins loyales à l'égard du syndicat des mineurs de Firminy, *en employant toutes sortes de procédés* pour arriver à vous faire cesser le travail et vous entraîner à une grève de surprise qui nuirait à la corporation et au syndicat. C'est pour cela qu'il met en garde tous les mineurs pour les empêcher encore une fois (?) de tomber dans un piège... »

Je ne doute pas que le bureau syndical n'ait sérieusement réfléchi avant d'écrire et de publier ce qui précède et que c'est en connaissance de cause qu'il l'a fait. Mais pourquoi parler par énigmes, pourquoi des allusions au lieu de parler clairement, de cracher le morceau, comme on dit. Dans quel piège les mineurs sont-ils déjà tombés ? Et qui les a trahis ? Je pourrais rappeler à ceux qui parlent de piège aujourd'hui, qu'il y a trois ans, c'étaient eux qui étaient accusés de trahison. A ce moment-là, dans ce journal, j'ai pris leur défense. Aujourd'hui, je leur dis : « Si vous avez des preuves que quelqu'un joue un double jeu, démasquez-le ; les traîtres doivent être exécutés, sans merci. Vous rendrez service à toute la corporation. Mais ne nous donnez plus de rébus à déchiffrer. »

Autrement, je pourrais croire, qu'ainsi que me l'affirme un camarade, c'est à la Confédération générale du travail et à ses militants que vous en voulez.

⁂

Les mouleurs de plusieurs usines de Saint-Etienne se sont mis en grève. Il se dessine aussi un mouvement parmi les ouvriers du cycle et de l'automobile. Enfin, il y a grève partielle dans l'imprimerie, le plus grand nombre des patrons ayant fait droit aux réclamations des ouvriers. La principale revendication était, je crois, la journée de neuf heures sans diminution de salaire.

A Rive-de-Gier, le travail a repris à la Société Générale. La durée de la journée ne devra pas excéder huit heures trois quarts.

A Firminy, les marbriers ont obtenu de faire dix heures au lieu de onze, pendant l'été, avec augmentation de 0 fr. 05 l'heure. Les plâtriers se sont formés en syndicat.

Du Puy on signale aussi une grève partielle dans l'imprimerie où les femmes demandent aussi la journée de neuf heures comme les hommes.

Les boulonniers du Chambon-Feugerolles ont repris le travail. Ils obtiennent quelques satisfactions :

1° Mise à l'étude de la diminution des heures de travail sans diminution de salaire ;

2° Une augmentation de 0 fr. 25 pour les chauffeurs payés par le patron (car le chauffeur est payé par son emboutisseur) ;

3° Aux ouvriers gagnant moins de 3 francs, augmentation de 5 0/0; de 3 à 4 francs, 3 0/0.

4° Aucun renvoi pour faits de grève.

En outre, pour les ouvrières aux pièces, les articles les moins payés ont été légèrement augmentés. Seulement les patrons ont traité, non avec le syndicat, mais avec leurs ouvriers respectifs, de sorte qu'il y a une légère différence entre les concessions faites par les divers patrons.

On peut dire cependant que les ouvriers sortent avec quelques avantages de ce conflit.

Dans la convention signée entre les ouvriers de l'usine Fourneyron et leurs patrons, *toutes* les heures faites en dehors des heures réglementaires de rentrée et de sortie, sont considérées comme heures supplémentaires et majorées de 25 0/0. Les ouvriers ont donc évité le piège des heures facultatives.

Minimum de salaire: de 16 à 18 ans, 0 fr. 25; de 18 à 20 ans, 0 fr. 30. Passé 20 ans, 0 fr. 35; ouvrier de métier, 0 fr. 50.

L'argent provenant des amendes sera à la disposition des ouvriers pour œuvres de bienfaisance.

Les ouvriers de chez Louison, qui ont le même directeur que ceux de chez Fourneyron, n'ont rien eu par la raison bien simple qu'ils n'ont rien demandé.

Les ouvriers en limes continuent la grève. L'état des esprits chez eux est bien meilleur que chez les boulonniers. Ceux-là sont décidés à continuer la lutte. Puisque nous avons tant fait que de cesser le travail, ne le reprenons qu'avec des résultats très appréciables. Le syndicat des patrons traite avec le syndicat ouvrier.

Un comité de grève va être nommé.

R. Galhauban.

⁂

Arles. — **Grève des agriculteurs.** — Elle s'est terminée le 13 après-midi. Grande évolution de troupes. Le capitaine de gendarmerie et un sous officier se sont montrés féroces. Le capitaine, sans sommation, a fait sabrer la foule, et le sous-officier a fendu la tête à un gréviste. Un briquetier chez lui, a écoppé des coups de pelle, un bayle, fort comme un taureau, a reçu une volée de coups de bâton et de pierres. Quelques patrons ont adhéré aux revendications.

Une bonne fournée de manifestants passe en correctionnelle à Tarascon, ce matin.

⁂

RUSSIE

Contre la peine de mort. — Un groupe d'écrivains de Pétersbourg a lancé, voici déjà plus d'un mois, une protestation contre la peine de mort, qui est devenue journalière en Russie depuis l'ouverture de la Révolution.

Elle est « prononcée par les conseils de guerre sans droit d'appel, est exécutée même sans jugement, sur l'ordre du premier officier venu.

« Nous en sommes même là que la peine de mort est prononcée pour une parole imprimée, pour une opinion libre exprimée dans un article de journal. »

C'est ainsi qu'à Verkniondinsk, un maître d'école, un médecin et l'écrivain Mirsky ont été condamnés à mort pour avoir composé le comité de rédaction d'un journal où aurait paru un article subversif. « Le télégraphe annonce que leurs avocats ne furent pas admis à présenter leur défense et bien que le procureur militaire n'ait pas demandé la peine de mort, le tribunal prononça un arrêt mortel. Ce n'est pas un jugement, c'est un assassinat. »

La protestation se termine ainsi : « Assez d'exécutions capitales! Assez de fusillades et de potences! Assez de victimes! Il est temps de cesser cette boucherie gouvernementale. Le couteau suspendu sur de nouvelles victimes ne peut pas, ne doit pas s'abattre. »

⁂

Dans les prisons du petit Père. — Le 3 avril dernier, a raconté le *Rietch*, un drame ensanglanta la prison de Vitebsk, en Lithuanie. Un geôlier, sans une ombre même de prétexte, sortit son revolver et en déchargea plusieurs balles sur un groupe de détenus politiques.

Skorobogatov, socialiste révolutionnaire, fut tué net; deux social-démocrates furent grièvement blessés. L'assassiné fut inhumé clandestinement deux heures après.

Révoltés, tous les détenus déclarèrent alors la « famine volontaire » et hissèrent le drapeau noir. Quarante-quatre d'entre eux furent en danger de mort. On n'a pas d'autres renseignements.

D'autre part, on télégraphiait le 30 avril, de Petersbourg à la *Correspondance russe* de Paris :

« On parle beaucoup du mauvais traitement infligé aux détenus politiques. Dans la prison *Krest* a eu lieu, il y a peu de temps un massacre des personnes arrêtées pour délits politiques, dont plusieurs ont été grièvement blessées. Deux enfermés de la forteresse de Pierre-et-Paul sont devenus fous et ont été transportés à la maison des aliénés. Un d'eux, l'étudiant Pakhomoff crie sans discontinuer : « Les rats! les rats! » Il avait été détenu dans une cellule où pullulaient les rats. »

⁂

Autre attentat. — Schellanowski, gouverneur général d'Ekaterinoslav, a été abattu le soir du 6 mai, alors qu'il se rendait à la gare.

Les six révolutionnaires qui ont pris part à cette exécution ont heureusement pu s'échapper.

⁂

SUISSE

Antimilitarisme. — Sous ce titre : *Les Antimilitaristes suisses aux Travailleurs*, 112 camarades viennent de lancer une ardente proclamation contre le militarisme, en réponse à l'arrêté récent du Conseil fédéral tendant à entraver la propagande antimilitariste faite par les étrangers.

« La grève militaire, y lisons-nous, s'impose au même titre que la grève économique. Aussi longtemps que nous continuerons à travailler, le patronat n'écoute par nos revendications; aussi longtemps que nous continuons à nous rendre aux casernes, la cause du désarmement et de la paix n'aboutira à rien. Il est, d'ailleurs, dérisoire de combattre quelque chose tout en ne cessant d'y participer au prix des plus grands sacrifices.

« Travailleurs,

« Pour ces raisons, *les antimilitaristes suisses soussignés, ne sauraient qu'approuver le mépris du devoir militaire prescrit par la constitution et le refus de toute obéissance militaire.*

« Sus au mensonge patriotique! A bas l'armée!

« En avant pour la fraternité des peuples! »

⁂

Le camarade Clovis Pignat, qui avait été arrêté à Erlach pour refus de porter les armes, vient d'être condamné à trois mois de prison par le tribunal militaire de Saint-Maurice, en Valais. Il a eu devant ses juges l'attitude la plus fière, refusant de se défendre, mais attaquant, au contraire, le militarisme et la société bourgeoise tout entière.

⁂

Socialistes et patriotes. — On lit dans le *Grutli*, organe central du Parti socialiste suisse (n° du 4 mai), le filet suivant, caractéristique d'un état mental au moins étrange chez des « socialistes » :

« Dans son numéro du 20 avril, le *Grutli* se plaint de ce que l'on favorise les étrangers au détriment des nationaux. En voici un exemple au communal. En automne dernier, la municipalité de Combremont-le-Grand mettait au concours la construction d'étables à porc, lessivier, etc. Un maître maçon de l'endroit occupant trois ouvriers suisses fut évincé, l'on prit à sa place un entrepreneur de Payerne qui, sauf erreur, est Italien.

« Au printemps 1906, pour le creusage d'une coulisse, quatre ouvriers du village sont aussi évincés, pour faire place au même entrepreneur. »

⁂

ESPAGNE

Pablo Iglesias, homme d'ordre. — Le comte Romanones « a bien voulu recevoir » le correspondant madrilène du *Matin* et lui faire confidence de ses prévisions relativement au Premier Mai.

« Le ministre, rapporte ce journaliste, a confiance dans le parti socialiste et dans son chef, Pablo Iglesias, qui est un homme d'ordre....

« On craignait, étant donné l'esprit d'imitation qui pousse l'Espagne à suivre les mouvements partis de France, que la journée ne fût turbulente. Il n'y a rien à redouter de ce côté. Le parti socialiste est partisan de l'évolution. Il sera le meilleur gardien de l'ordre. »

Sans commentaires, n'est-ce pas?

SUÈDE

Le gouvernement et la propagande antimilitariste. — On s'imagine peut-être que la propagande antimilitariste reste confinée aux pays des gros budgets de guerre, à l'Allemagne, à l'Italie, à la France. Mais l'*idée* ne connaît pas de frontières, et même dans des pays comme la Suède, où le budget militaire n'atteint pas la somme modeste après tout de 80 millions de couronnes ou 110 millions de francs, le mouvement de protestation contre la stupidité de la guerre prend une extension qui n'est pas sans inquiéter les classes dirigeantes. Depuis longtemps déjà la presse bien pensante est remplie d'imprécations contre les « anarchistes », depuis quelque temps on se réunit en grands meetings de protestation contre les « sans-patrie », et enfin le gouvernement s'est ému.

Il convient ici de rappeler ce qui s'est passé l'été dernier au cours du conflit suédo-norvégien. Au moment où tout faisait craindre une solution armée de la crise, la jeunesse socialiste en Suède lançait des appels aux conscrits, conseillant de refuser d'obéir à l'ordre éventuel de mobilisation, en qualifiant l'idée d'une guerre avec la nation sœur de monstrueuse et d'indigne. Deux auteurs de proclamations de ce genre furent cités devant les tribunaux pour avoir conseillé la désobéissance aux autorités militaires, et condamnés à bon nombre de mois de prison. Peut-être crut-on par là avoir mis fin à l'agitation antimilitariste, on fut vite détrompé.

Par des milliers d'exemplaires, des brochures antimilitaristes, prêchant courageusement la doctrine d'à bas les armes! furent répandues dans les régiments, tandis que les jeunes conscrits furent invités à des réunions où l'on ne leur inculqua pas précisément l'obéissance aveugle aux supérieurs en grade.

C'est alors que les bons patriotes du pays, d'un patriotisme si éprouvé pendant l'année cruelle de 1905 jugèrent la situation intolérable. Surtout depuis qu'on avait un ministère soi-disant radical, dont l'un des membres les plus importants s'était attiré les pires injures pour manque de patriotisme — il avait combattu toute pensée de guerre avec la Norvège, — les journaux conservateurs ne se lassèrent point de rappeler le gouvernement à son devoir. Comme les exhortations de la presse restaient vaines, on eut recours à des meetings monstres contre l'agitation antipatriote.

Le premier de ces meetings eut lieu il y a quinze jours à Stockholm. Le public était invité à écouter deux grands orateurs patriotes, ainsi qu'à voter une résolution. Par contre, la discussion n'était pas permise. Justement étonnée de cette façon de comprendre le libre choc des idées, la jeunesse socialiste qui s'était portée en masse au meeting, réclama le droit de contradiction, lequel naturellement fut refusé.

Au milieu des cris de protestation, un pasteur belliqueux, qui fut cité naguère en justice pour des sermons norvégophobes, escalada la tribune et entonna un psaume guerrier. Les antimilitaristes répondirent par l'« Internationale » et le tout se termina par une lutte vocale entre des adversaires de force à peu près égale.

Le gouvernement soi-disant radical céda devant l'attitude exaspérée des patriotes. On prétend que le ministre de la guerre qui jouit d'une certaine popularité et dont le gouvernement radical ne peut guère se passer, bien qu'il soit conservateur, a exigé, sous menace de se retirer, qu'une action fût engagée contre la propagande antimilitariste. Et M. Staaf, chef du gouvernement et ministre de la justice, s'exécuta.

Dans un communiqué officiel, il nous fait savoir que vu l'agitation incessante d'un petit groupe de socialistes anarchisants il se voit obligé de préparer des lois spéciales, ayant pour but d'étouffer la propagande des sans-patrie. Autrement dit, la Suède se verra sous peu gratifiée de « lois scélérates », et cela par son premier ministère soi-disant radical.

Cette fois, c'en est trop, même pour les socialistes jusqu'ici plutôt gouvernementaux. On fait observer, non sans raison, que la Suède n'est déjà pas mal pourvue de lois vengeresses pour ce genre de délits, exemple les condamnations ci-dessus rapportées. Est-ce qu'on veut établir la censure préventive?

La Fédération socialiste de Stockholm organise à son tour des meetings de protestation et le seul député antimilitariste du Riksdag, M. Christiern-

son, fait valoir que, pour la Suède, la seule manière effective de se défendre, c'est de vouer tous ses efforts au développement de la culture intellectuelle et morale du pays.

Mais depuis que la désorganisation de la Russie a commencé, la Suède est redevenue confiante en elle-même. Elle préfère donc sacrifier ses millions à des fortifications de frontière; et pour que ces ouvrages coûteux ne soient pas faits en pure perte, il faut que « l'ennemi intérieur » ne désorganise pas les institutions militaires.

Signé : GARLING-PALMER.

(*Le Courrier Européen*, 27 avril 1905.)

⁂

ITALIE

Si, dans les siècles passés, l'Italie a été la terre classique des arts, à présent on peut dire que c'est la terre classique des tueries d'ouvriers.

En trente mois, il y a eu, seulement dans la province de Lecce (Italie méridionale) treize massacres. Le dernier c'est celui de Galimera, du 18 avril.

A la nouvelle de ce nouvel acte d'héroïsme de la part de la force armée contre des travailleurs désarmés, grand fut l'émoi dans tous les milieux ouvriers, où on n'avait pas encore cessé de protester contre ceux de Muro et Scorrano, accomplis quelques jours avant.

L'idée de proclamer la grève générale comme moyen de protestation contre le gouvernement assassin et ses sous-ordres, fut vite émise; mais cette idée soumise par la Commission générale du Travail au referendum des Conseils des Chambres du Travail, n'eut pas la majorité, à cause de l'influence des socialistes réformistes, qui sont à la tête de la presque totalité des organisations ouvrières.

Il a fallu un nouveau massacre pour forcer les Conseils directeurs des Chambres du Travail à recourir à cet acte de protestation que quelques jours avant ils avaient repoussé.

Voici les faits :

A Turin s'était déclarée la grève des ouvrières de l'industrie du coton. Douze mille femmes, honteusement exploitées, levaient la tête, pour la première fois, en face de leurs exploiteurs.

Ces femmes gagnaient la somme de *dix francs par quinzaine pour un travail de onze heures par jour*, soit 13 centimes l'heure.

Que demandaient-elles, ces pauvres femmes à leurs maîtres? Pas grand'chose; jugez-en! Elles demadaient :

1° la journée de 10 heures;

2° un intervalle de 2 heures en été et 1 h. 1/2 en hiver pour dîner;

3° cinq minutes de tolérance à l'entrée et à la sortie des ateliers;

4° le versement des retenues dans une caisse de secours administrée par des ouvrières;

5° la révision de la paie pour empêcher des diminutions lors de l'application du nouvel horaire;

6° pour les ouvrières employées à la fabrication des mailleries;

L'abolition des retenues soi-disant motivées par les frais d'aiguilles, de fil, etc.) et par la détérioration du matériel.

A ces demandes extrêmement modestes, les exploiteurs opposèrent le plus obstiné et orgueilleux refus, que ne put vaincre même l'intervention des autorités municipales et préfectorales.

Devant cette inqualifiable attitude des fabricants, les grévistes eurent vite acquis la sympathie de toute la population et spécialement de la classe ouvrière.

Celle-ci délibéra que si satisfaction n'était pas donnée aux ouvrières en grève, elle proclamerait la grève générale de toutes les corporations de la ville.

Les fabricants ne cédant pas, la grève générale fut déclarée.

L'armée fut employée, comme toujours, pour le maintien de l'ordre, c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste. Les grévistes étaient dispersés, refoulés, chassés de tous les points de la ville. Une partie, refoulée par la troupe et par la police, s'était retirée dans des locaux de la Chambre du Travail.

Tout à coup une escouade de sbires entra violemment dans le vestibule bondé d'ouvriers et soudainement déchargea ses revolvers dans toutes les directions. Plusieurs ouvriers tombèrent blessés, dont six mortellement et un mourant.

A l'annonce de cette nouvelle tuerie, le prolétariat italien eut un frémissement d'horreur et d'indignation et cette fois la grève générale de protestation éclata irrésistible dans plusieurs villes, comme à Milan, Rome, Bologne (toute la province comprise), Livourne, Parme, Ravenne, Ancône, Imola, etc.

Presque partout les *quiétistes* (1) furent désemparés; à Milan, Rome, Bologne, ils furent sifflés. La délibération du groupe socialiste parlementaire ayant désapprouvé le mouvement fut blâmée dans des ordres du jour par les organisations ouvrières et par les socialistes eux-mêmes.

Alors les socialistes parlementaires tentèrent tous les moyens pour limiter la grève à la durée de 24 heures. Mais, ni à Rome, ni à Milan, ni à Bologne, ils n'y purent parvenir. La grève dura deux jours malgré les *quiétistes*, malgré les attaques de toute la presse quotidienne et malgré la violence de l'armée et de la *sbiraille*.

Comme on devait s'y attendre, cette levée du prolétariat a coûté la vie à plus d'un et la liberté à plusieurs centaines. A Milan, c'est le camarade Galli qui est tué par un concierge, esclave inconscient; à Budrio (province de Bologne), c'est le manœuvre Tomasini; partout il y a des blessés et on ne sait pas si quelqu'un est mort; les arrestations sont innombrables, les condamnations vont suivre.

Toute la presse bourgeoise italienne, de toutes les couleurs, s'évertue à discréditer et diffamer cette grève de protestation et on va jusqu'à écrire que la grève générale est morte pour toujours. Le *Secolo*, journal radical de Milan, se distingue particulièrement par sa rage idiote et intéressée de dénigration.

Pauvres plumitifs apeurés, calmez-vous; le mouvement auquel vous venez d'assister n'est pas encore la grève générale, il n'est qu'un acheminement vers ce grand acte d'émancipation prolétarienne et ce n'est, à présent, que le cri d'angoisse et de protestation de la classe exploitée et assassinée contre ses exploiteurs et ses assassins que vous avez entendu.

Quand la grève générale éclatera dans toute sa force, vous n'aurez pas le temps de maudire; heureux si vous avez le temps de fuir.

Mais, pour le moment, les travailleurs italiens retournent sous le joug de l'exploitation la plus honteuse en attendant de futurs massacres.

Il y a bien des députés socialistes qui ont découvert le moyen de les éviter et ce moyen consiste dans un projet de loi réglementant l'emploi de la force armée dans les grèves, projet que le Parlement a repoussé à la presque unanimité.

Il faut toute la roublardise réformiste pour imaginer aux assassinats un tel remède, comme si nous ne savions pas ce que valent les lois.

Maintenant que leur projet est repoussé, ils ont donné leurs démissions, espérant bien être réélus et à regagner la confiance que le prolétariat conscient commence à leur retirer.

On procédera donc à des élections pour mieux endormir le prolétariat qui cherche à se réveiller; et je ne m'étonnerais pas si les candidats socialistes s'appliquaient à démontrer que c'est à eux qu'on doit les quelques maigres concessions octroyées par les industriels de Turin à leurs exploitées.

Ce qui est certain, c'est que, pour réussir, ils combattront tous la grève générale, qui est la négation d'eux-mêmes.

⁂

BOHÊME

Contre les anarchistes tchèques. — Le gouvernement autrichien a répondu à nos grandes manifestations pour le 1er mai, par des perquisitions chez les anarchistes tchèques, dont la propagande, jusqu'ici peu efficace, a pris, dans le dernier temps, une allure décisive. Beaucoup d'ouvriers qui s'étaient mis en grève au 1er mai ont été congédiés, surtout dans les grands arrondissements miniers du Nord, à Kladno et à Bruch, où l'anarchisme tchèque avait ses meilleures positions.

Práce, notre vaillant organe, a subi la persécution. *Práce* (*Le Travail*), qui paraît déjà depuis deux ans, et dont le rédacteur est l'infatigable Michel Kácha, « chansonnier et saint tchèque » et dont le gérant est un jeune écrivain anarchiste Fránná Šrámek, avait publié, en fin avril, un numéro spécial « Le premier mai des révolutionnaires ». Celui-ci fut saisi pour l'article de A. Beaure « Nécessité de la Révolution », et pour celui de M. Monzart « Sur l'affaire de M Spiridovna ». Le jour, où ce numéro devait paraître, l'imprimerie fut comme assiégée, dès le matin, par des espions et des policiers. A six heures du soir, nous portâmes l'exemplaire exigé à la censure et *trois* minutes après le commissaire de police Slavícek, dont la personne ressemble beaucoup à celle d'Abramoff, suivi de ses sbires, envahissait l'imprimerie. Il se précipita sur Kácha et lui arracha grossièrement de la main l'exemplaire incriminé du « *Práce* », que celui-ci corrigeait. Puis, il emporta, aidé de ses sbires, tous les exemplaires du numéro saisi. Or, la police est absolument incompétente pour la confiscation. Mais est-ce que l'autorité policière ne méprise pas les lois?

« *Práce* » qui paraît tous les quinze jours, a publié le 8 mai son numéro suivant. Celui-ci a été *de nouveau* saisi pour le poème de Jean Opolski, pour l'article « La Crosse en l'air » de Girault, et pour celui « La Commune de Paris », de notre ami P. Kropotkine (3e chapitre). Dans tout autre pays les articles incriminés eussent pu être publiés sans entraves, mais l'Autriche est l'Autriche, la vieille citadelle des Habsbourg et de l'autorité. Sans doute nous avons la liberté de presse, mais elle n'existe pas pour le gouvernement, et c'est pourquoi il voit dans nos articles *huit* graves crimes.

Deux jours après la confiscation, le 10 mai vers le soir, le conseiller de la cour d'assises de Prague, un sieur Koursch, se présentait au domicile du camarade Michel Kácha pour opérer une perquisition. Ne pouvant rien trouver dans la rédaction, car Kácha, lui aussi, brûle selon le principe de Grave, tous ses manuscrits, il n'emporta donc que quelques lettres, les traductions et les articles préparés pour le numéro prochain. Puis il montra à Kácha un mandat d'amener et le conduisit à la cour d'assises de Prague. Le même jour, il perquisitionnait encore au domicile de Fráňa Šrámek, qui est le gérant du « *Práce* »; celui-ci fut aussi arrêté, ainsi que Jean Opolski, qui habite à Nová Paka. Ils passeront tous trois — après combien de jours de prévention! — devant la cour d'assises.

Quoique Kácha ait protesté contre l'arrestation et quoique les autorités sachent bien qu'il est très malade, il a pourtant été arrêté; ce n'est pas à Kácha, mais au mouvement anarchiste tchèque qu'ils en ont. Le gouvernement, ne pouvant nous détruire à coups de confiscations (sur les neuf numéros, publiés cette année, neuf ont été saisis), arrête les initiateurs du mouvement, comme si cela pouvait détruire les causes du mal!

Telles sont, pour nous, les conséquences du 1er mai. La persécution sévit contre les anarchistes dans tous les pays; et la police, toujours prête aux répressions, pense briser la révolution dans l'œuf, en arrêtant quelques-uns de nos camarades! Oh! quelle ineptie! Mais nous sommes toujours debout et fermes : nous espérons que de nouveaux combattants viendront nous remplacer, si nous périssons sous les coups du gouvernement autrichien. La Révolution sociale est inévitable : elle vient à toutes brides dans tous les pays pour libérer l'homme de toutes les entraves et détruire tous les maux dont souffre la société d'aujourd'hui.

CHARLES ST. DRZKA.

⁂

Communication. — Nous prions les revues et les journaux anarchistes du monde entier de nous envoyer un exemplaire d'échange pour que nous puissions informer nos camarades tchèques du mouvement anarchiste universel. Nous prions aussi les camarades du monde entier de vouloir bien nous envoyer quelques articles sur le mouvement de leur pays.

Pour la rédaction de « *Práce* », 711, Zizkov, à Prague (Bohême) Autriche : MICHEL KACHA.

La semaine prochaine nous publierons la suite de l'étude de notre ami Kropotkine sur la Révolution.

Le prochain dessin sera signé B. NAUDIN.

---

(1) Nous dirions en France les partisans du calme, les endormeurs.

Correspondances et Communications

L'Asocio Paco-Libereco rappelle à ses camarades que la première brochure de sa collection « Nova Gvidlibreto por soldato en ciuj landoj » paraîtra fin mai. Elle sera illustrée par Grandjouan et contiendra une lettre de Ch. Malato.

Nous demandons à nos amis espérantistes, ou non, du monde entier, de nous aider à répandre cette brochure parmi les espérantistes. Le produit de la vente seul nous permettra de pouvoir éditer les autres qui sont prêtes à imprimer.

De nombreux camarades de divers pays nous demandent de leur envoyer quelques exemplaires gratis. Nous leur faisons savoir qu'il nous est impossible, à notre grand regret, de satisfaire à leur désir; l'état de notre caisse ne le permettant pas.

Les commandes doivent être accompagnées du montant de celles-ci, autant que possible, par un mandat poste, les timbres subissant une perte assez sensible.

Ecrire à Louis-Asocio « Paco-Libereco », 45, rue de Saintonge (3e arrondissement), Paris (France).

1 exemplaire	0 fr. 10,	par la poste,	0 fr. 15.
10 —	0 fr. 90,	—	1 fr. 15.
100 —	7 fr. 50,	—	8 fr. 50.

Prière à nos amis de France et de l'Étranger, de reproduire cette note dans leurs journaux. Merci à tous.

Aux Camarades

Nous les prions de nous expédier les journaux de leur localité lorsqu'ils contiennent quelque fait intéressant la propagande.

Il nous arrive parfois d'oublier d'accuser réception à ceux qui nous en envoient. Nous les prions de nous excuser, et de pas s'en formaliser.

Les journaux sont lus et utilisés lorsqu'ils contiennent des faits intéressants.

CONVOCATIONS

MARSEILLE. — **A. I. A.** — Réunion le dimanche 20, à 7 heures du soir, 11, rue d'Aubagne : Organisation de conférences.

LONDRES. — **Club d'études sociales**, 209, Hampstead road, réunion tous les jeudis à 9 heures. — Bibliothèque, brochures.

La **Fraternelle**, 45, rue de Saintonge, Paris. — Vendredi 18 mai, M. Micouleau : VI. La psychologie, suivant H. Spencer.

Mercredi 23 mai, M. Elie Faure : IV. L'art hindou et indo-chinois.

Vendredi 25 mai, M. Arbos : Découverte et Conquête de la Terre : V. La Chine et le Japon.

La **Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 18 mai, M. G. Strauss (de l'Association Ernest Renan) : Renan, sa vie, son œuvre.

Mardi 22 mai, M. Bon : De la propriété, d'après Proudhon et Thiers.

A. I. A (10e section). — Réunion hebdomadaire, vendredi 18 mai à 8 h. 1/2 du soir, au siège, salle Jules, 6, boulevard Magenta. — En raison de l'importance de l'ordre du jour, tous les adhérents sont priés d'être très exacts.

L'Aube sociale, 4, passage Davy, Paris. — Vendredi 18 mai, M. Vulgus : Le sort de la femme depuis les temps préhistoriques.

Mardi 22 mai, M. Fiotron : La culture de soi-même.

Vendredi 25 mai, Mlle G. Coblence : La Révolution russe.

TOULON. — **Jeunesse syndicaliste**. — Lundi 21 courant, réunion à 5 h. 1/2, siège social, 100, cours Lafayette.

Ordre du jour : La grève des corporations toulonnaises ;

L'antimilitarisme et le syndicalisme ;

Communications importantes. (Urgence).

Les camarades détenteurs de livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter.

Les nouveaux adhérents devront se faire inscrire à cette réunion.

BOITES AUX ORDURES

Voyez ce qui se passe à Fressenneville, où les frères Riquier, honorables industriels, durent fuir devant leurs ouvriers, transformés par l'effet du sortilège révolutionnaire, en incendiaires et en assassins ; les révoltés, aujourd'hui, meurent de faim. Ils n'ont guère pour se soutenir que les belles paroles et les fallacieuses promesses de ce fondé de pouvoirs de la Confédération générale du Travail, un meneur, nommé Morel, appointé à raison de 20 francs par jour pour entretenir dans le Vimeu, le désordre et la fureur.

(*Echo de Paris*, 11 mai 1906).

Souscription pour les Familles des détenus

Par F. G. à Surgère : 4 fr. 75. — A. D. à Constantine, 1 fr. 90. — Nîmes, liste par E. V. 1 fr. 10. — Ensemble : 7 fr. 75.

Listes précédentes : 925 fr. 75.

En tout : 933 fr. 50.

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille .... » 15
La Peste religieuse, par J. Most .... » 10
Les deux Méthodes du syndicalisme, par Delesalle .... » 15
L'Education libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul .... » 15
A Emile Zola, par Ch. Albert .... » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross .... » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce .... » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro .... » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff .... » 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel .... » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin .... » 60
L'Art et la Société, par Ch. Albert .... » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier .... » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe .... » 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet .... » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy .... » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier .... » 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume .... » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache .... » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard .... » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault .... » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont .... » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille .... » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac .... » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck .... » 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton .... » 15
La Mano Negra, couverture de Luce .... » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy .... » 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard .... » 15
L'Anarchie, par E. Malatesta .... » 20
L'Anarchie, par A. Girard .... » 10
Aux anarchistes qui s'ignorent, par Ch. Albert, couverture de Couturier .... » 10
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck .... » 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault .... » 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul .... » 40
Documents Socialistes, Dal .... » 40
Au Café, Malatesta .... » 30
Chansonnier révolutionnaire .... » 40
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan .... » 15
L'Immoralité du Mariage, par R. Chaughi .... » 15
L'Etat, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen .... » 25
Aux femmes, Gohier, couverture de Agard .... » 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul .... » 15
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais 2 50
Guerre - Militarisme, édition illustrée .... 8 »
Edition non illustrée 2 50
Patriotisme - Colonisation (édition illustrée) .... 8 »
Edition non illustrée 2 50
Le livre d'or des officiers français, par Chapoutot 2 50
Intimités et révoltes, vers, La Jarlière 1 50
Les Résolutions, vers, Pratelle 1 50
La Révolte, 7 années. La collection complète .... 150 »
Supplément de la Révolte .... 60 »
Les Temps Nouveaux, 11 années .... 66 »
Le Coin des Enfants, recueil de contes illustrés. 1re série .... 3 »
2e série .... 3 »

Petite Correspondance

M. L., à Dison. — Vous avez raison. Excusez-nous de l'erreur.

Un camarade de Lille. — Pour les œuvres de Malon, adressez-vous à la « Revue socialiste », chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

G. R. — C'est une table analytique qu'il faudrait, mais cela demanderait un travail sérieux. Le temps nous manque. Il n'y a pas que pour l'Angleterre que nous manquent les correspondances. Oui, il y a des camarades ; mais c'est difficile de les intéresser à nous envoyer des renseignements.

H. P. — Nous n'insérons que très rarement des vers et les voulons alors très bons.

Ch. St. Drzka. — *Dieu et l'Etat* n'existe plus en brochure, mais se trouve dans le volume *Œuvres*, publié par Stock (3 fr.)

M. L. — Merci pour l'extrait Spencer.

Paris à Morat. — J'ai fait la réclamation à la poste, cependant.

L'abon. Tricard, au Mazet, nous revient avec la mention « inconnu » ?

Reçu pour le journal : G., à Barre, 12 francs. — P. R., 5 francs. — L. D., à Saint-Louis, 2 francs.

Merci à tous.

E. B., à Port-Louis. — Demandez-la au *Libertaire*.

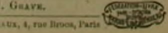
J. D., à Pomarez. — Légalement, non, ils n'ont pas le droit de saisir des volumes qui se vendent librement. Mais les policiers ne connaissent pas grand'chose à la légalité. Etant les maîtres, ils font ce qu'ils veulent. Cependant, à force de tanner le parquet, on arrive parfois à se faire rendre les pièces saisies. Lorsqu'on les retrouve.

E. P., à Peyrins. — J. F., à Manosque. — W. C., à Marchiennes. — S. de C., à Lisbonne. — G. M. B., à Turin. — D. R., à Buenos-Ayres. — E., à Londres. — E. M., à Rouen. — L., à Carnières. — R. L., à Saint-Junien. — D. G., à Dorignies. — G. M., à Cremona. — P. D., à Tilh. — D., à Saint-Etienne. — L. S., à Lyon. — S., à Genève. — G. L., à Paris.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris



12e ANNÉE. — N° 4. 26 MAI 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 6 fr.
Six mois . . . . 3 »
Trois mois 1 50
LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Luce.

SOMMAIRE

A Nos Abonnés de l'extérieur

Un grand nombre d'entre eux sont en retard, le temps nous a manqué pour les avertir à l'expiration de leur abonnement.
L'envoi sera cessé à partir de cette semaine à ceux qui ne se seront pas mis à jour.
Nous leur faisons appel, en même temps, pour nous en trouver de nouveaux.

LA CONVENTION

Montagne et Gironde

III.

Tant qu'il s'agissait de renverser le régime autocrate de la vieille monarchie, les Girondins furent dans les premiers rangs. Fougueux, intrépides, poètes, imbus d'admiration pour les républiques de l'antiquité, avides de pouvoir en même temps, — comment pouvaient-ils s'accommoder de l'ancien régime ?

Aussi, pendant que les paysans brûlaient les châteaux et les cahiers de redevances, pendant que le peuple démolissait les survivances de la servitude féodale, eux se préoccupaient surtout d'établir les nouvelles formes politiques du gouvernement. Ils s'admiraient déjà arrivant au pouvoir, maîtres des destinées de la France, lançant des armées pour porter la Liberté dans le monde entier... Quant au pain pour le peuple, — y songeaient-ils seulement ? Ce qui est certain, c'est qu'ils ne réduisaient nullement la force de résistance de l'ancien régime, et que l'idée de faire appel au peuple pour la vaincre leur était absolument étrangère. Le peuple devait payer les impôts, faire les élections, fournir des soldats à l'Etat..., mais quant à faire et défaire les formes politiques de gouvernement, ceci devait être l'œuvre des penseurs, des gouvernants, des hommes d'Etat.

Aussi, lorsque le roi eut appelé à son aide les Allemands et que ceux-ci se rapprochaient de Paris, les Girondins qui avaient appelé la guerre pour les délivrer de la Cour, refusaient de faire appel au peuple révolté pour repousser l'invasion et chasser les traîtres des Tuileries. Même après le 10 août l'idée de repousser l'étranger par la Révolution leur semblait si odieuse, que Roland convoqua les hommes en vue — Robespierre, Danton, etc., — pour leur parler de *son* plan. Ce plan était de transporter l'Assemblée et le roi prisonnier à Blois d'abord, puis dans le Midi, livant ainsi tout le Nord à l'invasion et constituant une petite république quelque part dans les bouches du Rhône.

Le peuple, l'élan révolutionnaire du peuple qui sauva la France, n'existaient pas pour eux. Ils restaient des bureaucrates.

* *

En général, les Girondins sont les représentants fidèles de la bourgeoisie.

Tant qu'il s'agissait de réduire à l'impuissance le parti de la Cour et la royauté elle-même, les bourgeois intelligents, loin de refuser leur concours à l'émeute populaire, s'empressaient de la soutenir, ou même de la provoquer. Ils comprenaient que l'on ne réussirait pas à briser le pouvoir royal si on n'avait à lui opposer qu'une Constitution, qu'il ne respectait pas, et une Assemblée, composée de gens qui laissaient faire, s'ils ne se laissaient pas acheter comme les Barnave, les Lameth et tant d'autres.

Aussi voyons-nous la bourgeoisie, aux débuts de la Révolution — au 14 juillet, au 4 août, au 5 octobre 1789, à la fête de la Confédération du 14 juillet 1790, prononcer de très belles paroles et prôner les vertus révolutionnaires du peuple.

Mais peu à peu, à mesure que « la conquête des pouvoirs » (le mot fut prononcé dès lors) se faisait par la bourgeoisie; à mesure que les fortunes bourgeoises se constituaient, et « le commerçantisme », comme on disait alors, se développait dans les grandes villes industrielles et maritimes; à mesure que le peuple s'enhardissait, et, réclamant l'impôt sur les riches et l'égalisation des fortunes, demandaient l'*égalité*, comme condition nécessaire de la *liberté*, — la bourgeoisie se dit que le temps était venu de se séparer nettement du peuple, et de le réduire à « l'ordre ».

Tout le Girondisme est là.

Arrivés au pouvoir, ces révolutionnaires bourgeois, qui jusque là s'étaient donnés à la Révolution, se séparèrent du peuple. Dans l'effort du peuple cherchant à constituer ses organes politiques dans les sections de Paris et les Sociétés populaires dans toute la France, et dans son désir de marcher de l'avant dans la voie de l'Egalité, ils virent le danger pour toute la classe propriétaire...

Et dès lors, les Girondins résolurent d'arrêter la Révolution : d'établir un gouvernement fort et de mater le peuple — par la guillotine, s'il le fallait.

* *

Afin de comprendre le grand drame de la Révolution qui aboutit à l'insurrection de Paris du 31 mai et à « l'épuration » de la Convention, il faut lire les Girondins eux-mêmes ; et sous ce rapport les pamphlets de Brissot : *A ses commettants* et *A tous les Républicains de France*, sont spécialement instructifs.

« Je crus, en arrivant à la Convention, — dit Brissot — que puisque la Royauté était anéantie, puisque tous les pouvoirs étaient entre les mains du Peuple, ou de ses Représentants, les Patriotes devaient changer leur marche d'après le changement de leur position.

« Je crus que le mouvement insurrectionnel devait cesser, parce que là où il n'y avait plus de tyrannie à abattre, il ne doit plus y avoir de force en insurrection. » (p. 7.)

« Je crus, dit plus loin Brissot, que l'ordre

seul pouvait procurer ce calme ; que l'ordre consistait dans un respect religieux pour les loix, les magistrats, la sûreté individuelle... Je crus en conséquence que l'ordre aussi était *une vraie mesure révolutionnaire*... Je crus donc que les véritables ennemis du peuple et de la république étaient *les anarchistes, les prédicateurs de la loi agraire*, les excitateurs de sédition » (pages 8 et 9 du même pamphlet.)

Vingt anarchistes, dit Brissot, ont usurpé dans la Convention une influence que la raison seule devait avoir. — « Suivez les débats, vous y verrez, d'un côté des hommes constamment occupés du soin de faire respecter les loix, les autorités constituées, les propriétés ; et de *l'autre côté*, des hommes constamment occupés à tenir le peuple en agitation, discréditer par les calomnies les autorités constituées, protéger l'impunité du crime et relâcher tous les liens de la société. » (p. 13).

* *

Ce qui répugne surtout aux Girondins, c'est la tendance de la Révolution vers l'Egalité — la tendance qui dominait dans la Révolution à cette époque, comme l'a très bien fait ressortir M. Faguet (1). Ainsi, Brissot ne peut pardonner au Club des Jacobins d'avoir pris le nom, — non pas d'Amis de la République, mais « celui d'Amis de la Liberté et de l'Egalité, — de l'égalité surtout ! » Et il ne peut pardonner « aux anarchistes » d'avoir inspiré les pétitions « de ces ouvriers du camp de Paris, qui s'intitulaient la *nation*, et qui voulaient fixer leur indemnité sur celle des députés ! » (p. 29).

« Les désorganisateurs », dit-il ailleurs, « sont ceux qui veulent tout niveler, les propriétés, l'aisance, le prix des denrées, *des divers services rendus à la société*, etc. ; qui veulent que l'ouvrier du camp reçoive l'indemnité du législateur ; qui veulent niveler même les talents, les connaissances, les vertus, parce qu'ils n'ont rien de tout cela. » (*Pamphlet du 24 octobre 1792*.)

Et toujours il revient sur cette guerre des sans-culottes contre les propriétaires, leur désir de niveler les fortunes.

* *

Mais, peut-être Brissot formule quelque part un programme et expose ce que les Girondins proposent pour mettre fin au régime féodal et aux luttes qu'il provoque ? A ce moment suprême, où le peuple de Paris demande que l'on chasse les Girondins de la Convention, il dira peut-être ce que les Girondins proposent de faire, pour satisfaire, — ne serait-ce qu'une partie des besoins populaires les plus pressants ?...

Il n'en est rien, rien !

Le parti girondin tranche toute la question par ces mots : Toucher aux propriétés, qu'elles soient féodales ou bourgeoises, c'est faire œuvre de « niveleur », de « fauteur de désordre », d' « anarchiste ». Les gens de cette sorte doivent être tout bonnement exterminés.

« Les désorganisateurs, avant le 10 août, étaient de vrais révolutionnaires », écrit Brissot, « car il falloit désorganiser pour être républicain. Les désorganisateurs aujourd'hui sont de vrais contre-révolutionnaires, des ennemis du peuple ; car le peuple est maître maintenant... *Que lui reste-t-il à désirer ?* La tranquillité intérieure, puisque cette tranquillité seule assure au propriétaire sa propriété, à l'ouvrier son travail, au pauvre son pain de tous les jours, et à tous la jouissance de la liberté. » (*Pamphlet du 24 octobre 1792*.)

Brissot ne comprend même pas qu'à cette époque de disette, où les prix du pain montaient jusqu'à six et sept sous la livre, le peuple pût demander une taxe pour fixer le prix du pain. Il n'y a que des anarchistes qui puissent le faire ! (p. 19).

Pour lui et pour toute la Gironde, *la Révolution est terminée*, après que le Dix-Août eut porté leur parti au gouvernement. Il ne reste plus qu'à accepter la situation, à obéir aux lois politiques que va faire la Convention. Il ne comprend même pas l'homme du peuple qui dit que puisque les droits féodaux restent, puisque les terres n'ont pas été rendues aux communes, puisque dans toutes les questions foncières c'est le provisoire qui règne, puisque le pauvre supporte tout le fardeau de la guerre, — la Révolution n'est pas terminée, et l'action révolutionnaire seule peut l'achever, vu l'immense résistance que l'ancien régime oppose partout aux mesures décisives.

Le Girondin ne le comprend même pas. Il n'admet qu'une catégorie de mécontents — le citoyen qui craint « ou pour sa fortune, ou pour ses jouissances, ou pour sa vie » (p. 127). Toutes les autres catégories de mécontents n'ont pas de raison d'être. Et quand on sait dans quelle incertitude la Législative avait laissé toutes les questions du sol, — on se demande comment une pareille attitude d'esprit *pouvait être possible ?* Dans quel monde fictif d'intrigues politiques vivaient ces gens-là ? On ne les comprendrait même pas, si on ne les connaissait que trop bien parmi nos contemporains.

* *

La conclusion de Brissot, — d'accord avec tous les Girondins, la voici :

Il faut un coup d'Etat : une troisième révolution qui « doit abattre l'anarchie ». Dissoudre la Commune de Paris et ses sections, — les anéantir ! Dissoudre les clubs qui prêchent le désordre et l'égalité. Fermer le club des Jacobins, mettre les scellés sur ses papiers.

« La Roche Tarpéienne », c'est-à-dire la guillotine, pour le trio cordelier (Robespierre, Danton et Marat) et pour tous les niveleurs, tous les anarchistes.

Elire une nouvelle Convention, dans laquelle aucun des membres actuels ne siégerait plus — c'est-à-dire le triomphe de la contre-révolution.

Un gouvernement fort — l'ordre rétabli !

Tel est le programme des Girondins, depuis que la chute du roi les a portés au pouvoir et a rendu « les désorganisateurs inutiles ».

* *

Que restait-il donc aux révolutionnaires, si ce n'était d'accepter la lutte à outrance contre les Girondins ?

Ou bien la Révolution devait s'arrêter net, telle quelle, inachevée, — et la contre-révolution thermidorienne commençait quinze mois plus tôt, dès le printemps de 1793.

Ou bien il fallait bannir les Girondins de la Convention, malgré les services qu'ils avaient rendus à la Révolution, tant qu'il fallait combattre la royauté. Ces services, il était impossible de les méconnaître. — « Ah ! sans doute, » s'écriait Robespierre dans la fameuse séance du 10 avril, « ils avaient frappé sur la Cour, sur les émigrés, sur les prêtres, et cela d'une main violente ; mais à quelle époque ? — *Quand ils avaient le pouvoir à conquérir*... Le pouvoir une fois conquis, leur ferveur s'était vite ralentie ! COMME ILS S'ÉTAIENT HATÉS DE CHANGER DE HAINES ! »

La Révolution ne pouvait s'arrêter inachevée. Elle dut passer outre, sur leurs corps.

Aussi, depuis février 1793, Paris et les départements révolutionnaires sont en proie à une agitation qui aboutira au 31 mai.

PIERRE KROPOTKINE.

(*A suivre*.)

(1) *L'Œuvre sociale de la Révolution française*, recueil avec introduction, par Emile Faguet.

CROCS & GRIFFES

Avec l'appui, du préfet, Biétry vient d'être nommé député.

Biétry le jaune, Biétry l'ex-révolutionnaire, passé du côté des patrons, se faisant leur homme à tout faire pour entraver la marche de ses ex-camarades d'atelier, vers leur émancipation. Biétry, le rénégat insultant ses ex-coreligionnaires, choisi par le suffrage universel, pour représenter, au parlement, non plus ses électeurs ; mais, en ce cas bien typique, l'Electeur !

Le suffrage universel ne pouvait tomber plus bas. Il a enfin trouvé sa propre expression. Il a donné sa mesure. Il sera représenté dans toute sa beauté.

C'est sans doute pour faire bascule à sa politique de réaction, que Clemenceau a prêté à cette élection l'appui de son administration, en fournissant au suffrage universel l'occasion de se souffleter lui-même.

J. GRAVE.

GLANES

La Clémence de M. Barthou.

Après l'acte d'inflexible autorité par lequel il a su — lors de la grève des facteurs — se gagner les sympathies de la réaction, si je m'étais permis de porter un jugement sur son Excellence M. Barthou, j'aurais dit de lui qu'il était de l'espèce des exécuteurs déterminés, au geste net et tranchant... et j'aurais commis une erreur...

M. Barthou n'est point un homme dur ; il n'a point pris pour devise celle de ce haut personnage dont parle Gogol dans un des contes de ses *Veillées du Hameau* : Sévérité, sévérité, sévérité — c'est un dilettante. Il ne frappe pas avec une brutalité décisive les victimes que lui commande de faire ce qu'il considère comme son devoir ; il joue avec elles, c'est un tortionnaire.

Il éprouve une joie de Chinois, raffiné en matière de supplices, à faire palpiter d'angoisse les cœurs des trois cents pauvres diables qu'il a révoqués, en leur laissant espérer qu'il les réintégrera dans leurs fonctions — s'ils sont bien sages... et si cela lui plaît... Il ne sait pas ; il verra... cela dépendra... — Il peut être clément ; il a le pouvoir de réparer le mal qu'il a causé ; il est une sorte de Providence... Voilà ce qu'il importe que sachent les agents du gouvernement. Il faut qu'il ait le temps de se convaincre de l'étendue de leur patience et de leur soumission. Qu'ils rédigent des suppliques ! — bien ! — son Excellence aime l'humilité ; mais qu'ils prennent garde qu'Elle ne s'avise de leur soupçonner des velléités de mécontentement... Elle

les éprouve, en en désignant quatorze (pourquoi pas quinze ou treize?) qu'Elle autorise à réoccuper la place dont Elle les avait chassés et, ainsi, Elle semble dire aux deux cent quatre-vingt-six malheureux qui demeurent destitués que c'est son droit de faire des exceptions et de favoriser qui bon lui semble.

M. Barthou a, de l'autorité, l'opinion qu'il en faut avoir pour la bien exercer. Volontiers, après les nobles du Moyen Age, il répéterait : « Oignez vilain, il vous poindra ; poignez vilain, il vous oindra. » — C'est un mot qui convient — hélas ! — à Jacques Bonhomme...

❧ ❧

La Candidature du « Bon Juge ».

A l'heure où j'écris ces lignes, les journaux ne m'ont point encore appris si M. le Président Magnaud a été élu dans le IVe arrondissement, où il se présente.

Pour sa renommée et pour le bien qu'il serait susceptible de faire encore à Château-Thierry, je souhaiterais qu'il subît un échec. Il était, en effet, « le magistrat bon » dans la ville où naquit « le bon La Fontaine ». Député, il ne sera plus que ce qu'un député peut être et l'on sait que ce n'est pas beaucoup, pour ne pas dire que ce n'est rien.

Si c'est un sentiment de vanité qui le pousse à poser sa candidature à la Chambre, sa vanité lui fait faire un mauvais calcul. Plus avisé, César préférait être le premier d'un petit village que le second de Rome.

M. Magnaud sera le quatre ou cinq centième au Palais-Bourbon — un bulletin de vote. A Château-Thierry ses jugements étaient entendus de très loin ; ils avaient, surtout, cet inappréciable avantage d'être efficients et quelquefois même, efficaces... Il n'en sera certainement pas de même de ses discours, ses intentions — pour excellentes qu'on puisse admettre qu'elles demeurent, nonobstant le danger de l'ambiance parlementaire — ne seront, le plus souvent, que des intentions. Son bon vouloir sera subordonné à tant de mauvaises volontés qu'on n'en sentira pas les effets.

En supposant que l'avenir lui réserve un portefeuille (et ce ne saurait, logiquement, en être un autre que celui de la justice) il sera pour l'application rigoureuse des lois dont il avait eu, précisément, le mérite de détourner les coups de quelques malheureux et il deviendra l'ennemi de tous les « bons juges » que son exemple aura suscités...

❧ ❧

Bourse de Voyage.

« Les poètes », disait Malherbe, « ne sont pas plus utiles à l'Etat que des joueurs de quilles ». Sans penser exactement le contraire — car, d'abord, ce n'est pas au service de l'Etat que je souhaiterais qu'ils se destinassent — je suis convaincu, cependant, que les écrivains, en général, et les écrivains en vers, en particulier, pourraient avoir un admirable rôle social à jouer, et que, sans se préoccuper positivement d'éduquer, ils devraient être des éducateurs.

Aussi, ce n'a pas été *sans* désappointement que j'ai appris — comme on constituait à leur intention une *Bourse de Voyage* — que les « Enfants des Muses » répondaient en nombre énorme à l'appel du jury chargé de désigner parmi eux le plus digne de changer d'air.

C'est plus fort que moi, plus fort que tout ce que j'ai appris de l'étude des poètes du passé et de la connaissance des poètes du présent, je m'attriste et m'indigne aussi souvent que je vois des hommes de pensée qui devraient être des hommes de conscience, s'humilier comme des laquais, ou se vendre comme des filles.

Evidemment, c'est à une prétention — et il faut qu'elle soit stupide — que je dois d'espérer d'altières vertus des hommes d'esprit élevé, malgré l'exemple des bassesses incalculables dont leur histoire fourmille, depuis Pindare qui recevait de l'argent des athlètes pour les célébrer. Mais, s'il y a de la naïveté à concevoir le poète comme un être indépendant et fier et par dessus tout, respectueux de soi-même, je me demande quelle naïveté il est plus légitime d'entretenir que celle-là ? Quelle probité peut bien sembler plus naturelle — plus élémentaire — que celle, pour un écrivain, de s'efforcer de vivre conformément à son idéal, sans mépriser ce que, dans ses œuvres, il magnifie ?

Il n'y a pas de milieu : si les poètes ne sont pas les premiers des hommes, il faut, absolument, qu'ils en soient les derniers. S'ils ne sont pas des héros, ils sont des pleutres...

JOHN-L. CHARPENTIER.

Notes et Documents

On lit dans la Petite Correspondance du *Moniteur Financier Français :*

Un timide. — Vos craintes sont injustifiées. Une industrie comme celle des *Charbonnages* ne peut être compromise par une grève si longue soit-elle. Les mouvements ouvriers peuvent entraver momentanément l'exploitation, mais leurs conséquences ne portent jamais que sur les résultats d'un exercice isolé. Voyez d'ailleurs ce qui s'est passé. Malgré les nombreuses grèves qui ont éclaté dans les bassins charbonniers, l'industrie houillère a suivi régulièrement une marche ascendante pour arriver à la situation brillante dont elle jouit actuellement. Nous estimons toujours que le capitaliste qui recherche pour ses placements des valeurs d'avenir doit porter son attention sur ce compartiment.

Bonne note est prise.

A. Pa.

❧ ❧

Vautours légaux. — Dans la *Vie Ouvrière*, le camarade Leroux cite le cas d'un malheureux qui devait en cette année 1906, cent quinze francs à un créancier.

Voici le bilan de sa dette au jour de l'expropriation :

		Report : 115 fr.
Sommation	12 fr.	
Assignation	13 95	
Jugement	9 05	
Expédition	12 »	
Signification du jugement	19 85	
Requête et ordonnance	9 65	
Saisie conservatoire	26 75	
Frais de garde	18 »	
Opposition	20 75	
Dénonciation	43 80	
Contre-dénonciation	20 75	
Main-levée (minimum)	3 60	
Jugement de validité	35 »	
Signification avec sommation	18 »	
Placards	15 »	
Récolement	14 »	
Frais avant la vente	282 15	282 15
Soit 245 pour 100 de frais ;		
		397 15

❧ ❧

Du *Cri de Paris :*

« Qu'est-ce que la presse a eu pour sa part sur tant de millions ? Un grand journal a touché 100.000 francs. Un autre, 90.000. Deux journaux ont reçu, chacun 80.000. Suivent différentes distributions, variant entre 15.000 et 60.000 francs, faites à cinq autres grands journaux.

« Divers périodiques, journaux à petits tirages, ont reçu des sommes qui s'abaissaient graduellement et allaient jusqu'à *50 francs*. Pour la presse financière, sauf les grandes agences, la distribution, non plus, n'a pas été bien généreuse.

« Au total, les sommes dispensées à la presse proprement dite n'ont pas dépassé 800.000 francs. En comprenant les agences, les journaux financiers, les périodiques et les organes spéciaux, on arrive à *un million cinquante mille francs !*

« Notez que l'opération n'a réussi, brillamment, que grâce aux journaux... grâce au silence des uns, aux articles enthousiastes des autres, à la complicité de tous. Journaux républicains, conservateurs, socialistes, journaux de toutes nuances, de tous tirages, de tous formats, se sont donné la main et ont travaillé avec une harmonie et un accord touchants, pour Dieu, pour le Tzar, pour la Patrie.... »

Les intermédiaires des banques avaient à distribuer à la presse trois millions, mais ils ont gardé pour eux quelque chose comme deux millions. « On prétend, il est vrai, qu'ils n'ont pas eu tout le gâteau. Les gros bonnets des banques ont eu encore là leur part, — la meilleure (1). »

NOBLESSE RÉPUBLICAINE

Les *Cahiers de la quinzaine* viennent de publier les notes prises au jour le jour, pendant la guerre franco-allemande, par un tout jeune homme, Arnold Scherer, né en 1853 et qui mourut à vingt ans.

Son père, Edmond Scherer, rédacteur au *Temps* dès sa fondation, après avoir été professeur d'exégèse à l'Ecole évangélique de Genève, dirigea, à Strasbourg, une *Revue de théologie et de philosophie chrétienne*, puis, en 1871, siégea à l'Assemblée Nationale, et fut enfin nommé sénateur inamovible en 1875. Il mourut en 1889.

Arnold Scherer fut, sous la direction de son père, élevé dans un milieu austère, où les seules passions régnantes étaient la pensée et l'étude, nous dit Gabriel Trarieux. Il s'était préparé par l'histoire au sens de la chose publique.

Ce jeune bourgeois, qu'une photographie nous montre hautain, dur, fermé, avait, dès les langes, été aiguillé vers la carrière politique. Né de la classe possédante, il était destiné à régner, à être une portion de la souveraineté nationale, à rédiger des lois ; la politique devait être son industrie, et le peuple la matière première qu'il aurait à façonner. Il avait pleine conscience de la haute mission pour laquelle il se croyait choisi, élu, ce jeune homme qui à dix-neuf ans, enfant encore, écrivait : « Je suis très ambitieux, ma pensée entière, la voici (et je n'ose songer au cas où elle ne serait pas réalisée). Je compte être un jour, vers ma quarantième année, un ministre influent dans mon pays. Je serai au pouvoir le représentant d'un système large et grandement conçu, dont je poursuivrai la réalisation avec vigueur et persévérance.... Mon programme sera radical et complet. Je ne m'arrêterai devant aucune hardiesse dans la conception générale, mais je serai plein de ménagements dans la pratique. Je serai juste, mais *impitoyable*, et je mourrai à un âge avancé, laissant une grande œuvre commencée, développée même : la libération de mon pays ».

Son idée, nous dit-il, c'est « l'extirpation, la ruine graduelle du catholicisme ». C'est du catholicisme qu'il veut libérer son pays. Mais vous entendez bien que sa haine du catholicisme est toute confessionnelle, nullement philosophique ; une simple question de boutique. Aussi bien ce politicien de dix-neuf ans est déjà un habile, et s'il fulmine contre le prêtre, « animal dangereux et sournois, flatteur et féroce, doucereux et sanguinaire, rampant et orgueilleux, hypocrite et cynique, humble et despotique ! Instrument de crime et de perdition, *artisan de révolution*, ennemi du progrès, ennemi du juste, du beau, du vrai, ennemi de la nature, ennemi du corps humain et de la pensée humaine », s'il vitupère le prêtre en soutane, c'est cependant à un jésuite, le père Gagarin, qu'il confie son précieux journal, dans le temps que les Prussiens perquisitionnent chez les habitants de Versailles. Et s'il écrit encore : « Sois maudit, par la terre que tu souilles, et par le ciel, que tu infectes ! Sois maudit, prêtre, soit maudit ! » ce n'est qu'après que, les Prussiens s'étant éloignés, il n'a plus besoin des bons offices du révérend père.

Pour cet enfant, le peuple (la populace, plutôt, car, au-dessous d'un certain chiffre de revenus,

(1) Et aussi, paraît-il, le ministère de l'Intérieur pour les élections.

il ne saurait guère être question d'autre chose que d'une populace grouillante, informe, ignoble) est absolument incapable de comprendre, et, partant, de discuter les hautes conceptions de ses directeurs. Tout ce que l'on peut logiquement lui demander, c'est de bien voter — c'est-à-dire dans le sens indiqué par les patrons, les propriétaires fonciers, les chefs d'industrie. Et c'est là sa préoccupation de tous les instants, au milieu des canonnades et des tumultes de l'Année Terrible : faire les élections, préparer des listes de candidats, combattre pour l'Union libérale, tandis que, à trois lieues de là, les Parisiens se font massacrer à Châtillon, au Bourget, à Champigny.

Que des milliers d'hommes, jeunes, sains, pleins de vie, soient couchés dans les sillons, que des milliers de veuves, d'orphelins, se débattent au milieu de la plus affreuse misère; certes cela est fâcheux. Mais Boutmy, à dîner, cite ce mot de Taine : « Si le Rhin d'un côté, la Vistule de l'autre, débordaient et submergeaient l'espace compris entre eux j'en serais enchanté ». Et notre coquebin en est convaincu : « Il faut reconnaître que la guerre a servi à quelque chose, puisqu'elle a réveillé chez un homme comme Taine la fibre patriotique et française, jusqu'alors profondément endormie ».

Il est du reste, en tout cela, semblable à son père qui écrit, à propos du défilé des troupes allemandes à Versailles : « Il a bien passé 40.000 hommes; on sentait que c'était *tout un peuple* qui s'était déversé sur nous, *non pas une armée, mais des hordes*. Tous jeunes, sales, fatigués; vilaine race du reste, traits pesants, une nation de cordonniers. Je parle des soldats seulement, car les officiers, au contraire, avaient bonne façon, un tout autre type; c'est même l'un des traits curieux de ce spectale que la différence des deux classes ».

Je m'en voudrais de changer une seule virgule à un si superbe aveu, ou d'y ajouter une seule ligne de commentaire. Les possédants de tous les pays, bien longtemps avant nous, ont eu leur Internationale. Ce « grand bourgeois » comme on dit, abomine l'Allemand. Il ne peut taire sa haine, son mépris pour cette *nation de cordonniers*. Mais il parle des soldats seulement, car les officiers, au contraire... ».

Nous n'avons aucune pitié à attendre de ces gens-là. Nous n'avons aucune pitié à accorder à ces gens-là. Conservateurs ou libéraux, millionnaires socialistes ou petits bourgeois férocement attachés à leur quatre sous, c'est sur nous, c'est de nous qu'ils vivent. Nous sommes leur chose, leur fief, leur bien; et ils dressent leurs enfants à nous diriger et à nous mordre. C'est la noblesse républicaine, aussi rapace, aussi vaniteuse, aussi sotte que l'autre, une noblesse qui aime mieux avoir ses Bac-Ninh et ses Fachoda que ses Fontenoy, une noblesse qui n'opère pas elle-même et qui, peureuse, se met à la remorque de quelque brute empanachée et envoie le peuple se faire casser la figure, pour ses dividendes, au pays noir, au Dahomey ou à Courrières.

C'est la noblesse républicaine, des Durand (des Deux-Sèvres) et des Dupont du Calvados, des Untel Félix-Faure et des Telautre Casimir-Perier, la noblesse des Conseils d'Administration, des Sénats et des Cours, la noblesse qui ne nous rate pas, qui s'essaie aux belles manières entre deux opérations de Bourse, qui achalande les Bazars de Charité et qui plastronne aux représentations à bénéfice.

Et il est heureux que des amis pieux aient publié ces « Cahiers d'Arnold Scherer ». Ce sont d'admirables documents. C'est bien un état d'esprit général, une façon de penser unanime qu'a traduite cet enfant de dix-neuf ans, tout naïf encore, et qui nous met au fait des préoccupations, des conversations de son père, et des amis de son père.

Lorsque Descaves et Darien écrivaient « Les Chapons » ils ne voyaient que du dehors ces *féroces bourgeois versaillais de 1870, ces féroces bourgeois de partout et de toujours*; cette fois c'est un des leurs qui nous les a montrés du dedans.

VERPRÉ.

A la suite de la note du camarade Pierrot, Delesalle se trouvant attaqué dans son indépendance au journal, nous a déclaré se retirer de la rédaction et de l'administration.

Depuis le temps qu'il travaillait avec nous, nous avions, tous, pu apprécier le dévouement et le désintéressement qu'il a apportés à l'œuvre commune. Ce n'est pas sans peine que nous le voyons persister dans sa résolution. Cependant, quel que soit le chagrin que cela nous fasse, nous ne pouvons faire de l'antisémitisme dans un journal qui a pour un de ses buts, l'abolition des haines de race.

MOUVEMENT SOCIAL

Le 1er Mai et l'Armée. — Ayant encore pas mal de camarades au régiment, je leur ai demandé ce qu'avait été le 1er mai à la caserne. Que pensait-on des grèves actuelles et à qui donnait-on raison, des antimilitaristes qui nous montrent l'armée en pleine débâcle ou des bons généraux félicitant les troupes de leur belle tenue?

En haut, dans les Etats-Majors, au Gouvernement militaire notamment, on s'est ressenti de la frousse des classes bien pensantes. Rien de plus logique. Mais il était amusant de constater le lamentable désordre de cette organisation formidable devant un fantôme d'émeute. Pas un ordre qui ne fût contredit dans la même journée, pas un renseignement urgent qui ne parvint en retard, pas un détail secondaire qui ne fût transmis d'un bout à l'autre de l'échelle, avec la plus grande diligence. On m'a parlé d'un certain tableau d'emplacement des troupes qui a été refait cinq ou six fois, si bien que personne n'y reconnaissait plus rien.

Ou le gouvernement croyait à une émeute ou il n'y croyait pas. Dans le premier cas que pouvaient faire ces petits paquets d'hommes disséminés dans tout Paris, en face d'un mouvement vraiment révolutionnaire. Ils auraient été impuissants, successivement absorbés par la foule victorieuse, avant d'avoir eu le temps de se joindre et de résister. Si, au contraire, on ne comptait sur rien de sérieux, pourquoi avoir mis 80.000 hommes sur pied, quand la moitié est très suffisante actuellement pour donner à Paris une allure d'état de siège. Restera la note à payer, elle ne manquera pas de piquant : Transport en chemins de fer, indemnités de déplacement aux officiers, indemnité n° 2 exceptionnelle aux hommes, soit 0 fr. 10 (à 80,000 ça fait 8,000 francs par jour), rations de vin si rares en manœuvres, généreusement distribuées en ce moment dans un but facile à saisir.

Parmi les soldats, comme il arrive toujours dans les heures de crise, on a pu se compter. Si la grande majorité était indifférente, si l'hostilité entre « gas de charrue » et « gas de patrons » éclatait en discussions continuelles, beaucoup sur lesquels on ne comptait pas, ont montré qu'ils étaient prêts à agir en gens qui savent de quel côté de la barricade est leur place.

Avant le 1er mai le mot d'ordre avait été de se faire porter malade le plus nombreux possible. Ne pas sortir de la caserne, ne pas laisser croire en se montrant dans les rues, aux ouvriers qu'on était contre eux, aux patrons qu'on leur prêtait main-forte, et cela sans risquer le conseil ni Biribi, c'était évidemment l'idéal.

Si on n'était pas reconnu, usant du droit de réclamer une contre-visite, on pouvait gagner deux ou trois jours, sans autre risque que quelques nuits de salle de police.

On pouvait encore, comme ce camarade de Toulon, qui a eu, je le tiens de source certaine, des imitateurs à Paris, sortir étant consigné ou rentrer quelques heures en retard et se faire octroyer ainsi de deux à huit jours de prison.

Seulement ceux qui peuvent faire cela sont déjà des convaincus. Avec eux, les grévistes n'ont rien à craindre. Ils se sont dit que, en restant isolés en un coin de caserne, ils perdaient une bonne occasion d'influencer leurs camarades, qui, sans les suivre, leur refusent rarement sympathie et confiance, et de faire acte d'énergie aux moments décisifs. Pour ces raisons beaucoup ont repris leur service. Il n'y avait pas grand espoir d'ailleurs que leur exemple se généralisât.

Passé le 1er mai, la troupe n'a jamais eu affaire aux grévistes. Cette quasi-certitude, les avantages d'une vie dont la nouveauté l'amuse, où le soldat est mieux nourri et moins fatigué qu'à l'ordinaire, décident les hésitants.

C'est d'ailleurs pour la plupart une occasion de faire la noce. Quarts de vin octroyés par le Ministre, tonneaux à discrétion dans la cour de certaines mairies, litres payés par les patrons des usines, litres que se payent les soldats eux-mêmes, pour occuper les longues heures d'inaction, voyez le total à la fin de la journée. Mais le résultat serait-il celui qu'espèrent le patronat et le gouvernement? nul ne peut savoir.

Bref il ne faut ni chanter victoire, ni se décourager. Au moment de la crise on se mord les doigts de n'avoir pas fait plus pour la propagande, d'avoir laissé passer, par fatigue ou lâcheté, des occasions rares. On reconnait alors qu'il ne suffit pas d'avoir fait lire le *Manuel du Soldat* et qu'on avait tort de croire la partie gagnée parce que le *Manuel* ne soulevait que des approbations. Il y a au régiment un champ immense ouvert à l'activité de tous et toutes les considérations de tranquillité personnelle ne peuvent nous détourner d'accomplir notre devoir de propagandistes, à la caserne non plus qu'à l'atelier.

PAUL LACAGE.

MONOGRAPHIE

Epinal.

Épinal, 26.500 habitants, chef-lieu du département des Vosges, est arrosée par la Moselle qui la divise en deux parties nommées, l'une la grande, l'autre la petite ville. Ville de garnison où l'on ne peut faire un pas sans rencontrer d'uniformes.

Epinal est administrée par une municipalité mélino-nationaliste, reflet de la mentalité du grand nombre des habitants, qui sont bien les Chouans de cette Vendée de l'Est.

La vie est chère, il n'y a guère de logements de trois pièces qui ne se louent moins de 300 fr. Le lait se vend 0 fr. 25 le litre; le beurre et les œufs atteignent un prix très élevé, jusqu'à 1 fr. 60 la douzaine; les légumes sont relativement bon marché, du reste, beaucoup d'ouvriers possèdent un petit jardin qu'ils louent à l'année.

Les principales industries sont celles du coton, tissages et filatures; il y a aussi quelques maisons de lingerie (broderie), une imagerie célèbre, une glucoserie assez importante. Les salaires sont peu élevés, ce qui n'a rien d'étonnant, vu la faiblesse du syndicalisme. Les patrons seraient bien bêtes de se gêner, aussi ne se gênent-ils pas.

Beaucoup d'ouvriers, hommes et femmes, prennent le train le matin pour aller travailler dans les usines des environs, surtout à la blanchisserie de Thaon, qui occupe plus de 2.000 ouvriers.

Pour le voyage, ils ont des abonnements à la semaine qui leur en diminuent les frais dans une notable proportion.

Le mouvement social d'émancipation est, à Epinal, nul ou presque : Le plus ancien syndicat est celui des typographes, fondé en 1893, et qui s'occupe surtout, je dirai même exclusivement, d'arrondir sa caisse de secours. En 1903, une scission s'était produite, ayant pour cause la politique, mais dernièrement, les dissidents sont rentrés au syndicat pour mener avec « Le Livre » la campagne des neuf heures, affirmant ainsi la valeur de la lutte directe et la nocuité de la politique.

En 1899 se forma le syndicat des employés de commerce, complètement nul, sans but social ni politique; cela tient à ce que la majorité des employés est issue des campagnes et veut imiter les petits bourgeois. « Faire des épates », aller au beuglant, jouer au foot-ball les intéressent autrement que les questions sociales. La même année vit naître le syndicat des ferblantiers, dans lequel ne se trouvait pas un homme connaissant le premier mot du socialisme et du syndicalisme. Aussi ne dura-t-il que très peu de temps.

De 1901 à 1905, tentatives de groupements chez

les ouvriers plâtriers, des textiles, des chapeliers et des ouvriers du bâtiment.

De ces divers syndicats, il ne subsiste que celui des textiles, à la tête duquel se trouvent des hommes, mais qui n'ont pas su ou qui n'ont pas pu se faire comprendre de la masse inerte et veule.

Une fédération des syndicats vosgiens s'est formée en 1903 et a placé à sa tête le politicien Pernot, qui n'a ni la foi, ni le tempérament nécessaires pour impulser les vingt syndicats de la Fédération vers des buts d'affranchissement; de plus, il se trouve, par sa situation, sous la coupe des bourgeois radicaux.

La création d'une bourse du travail libre est en projet, on ignore quand elle fonctionnera.

Parlons un peu de l'Université populaire, fondée et entretenue par des bourgeois; je n'étonnerai donc pas en disant que l'adhésion du groupe libertaire a été refusée catégoriquement. Par contre, le groupe socialiste (oh! pas révolutionnaire!) y a ses grandes et petites entrées. Néanmoins, il s'y fait encore de temps en temps de la bonne besogne, c'est ainsi qu'un camarade a pu, dernièrement, en réunion socialiste, faire adopter un ordre du jour flétrissant la guerre et approuvant nos doctrines antimilitaristes. Il faut dire que le grand manitou des socialistes spinaliens, un maître de conférences à la Sorbonne, n'assistait pas à la réunion, car il n'est pas antimilitariste, lui! et ils craignent fort leur grand manitou, les socialistes spinaliens.

Comme journaux, toutes les nuances politiques sont représentées, depuis le monarchiste *Vosgien* en passant par le nationaliste *Mémorial des Vosges*, les radicales *Vosges Républicaines*, le socialiste réformiste *Ouvrier Vosgien*, pour arriver à notre modeste feuille de propagande *La Vrille*, dont la publication est momentanément suspendue par suite de l'emprisonnement de son gérant, le dévoué camarade Loquier, qui purge les six mois de prison dont l'a gratifié la Cour d'assises.

Le groupe libertaire a fait, ces dernières années, étant donné le peu de ressources pécuniaires, une propagande considérable, au moyen de brochures et de sa feuille autographiée, *La Vrille*. Mais on sait les obstacles que fait surgir à chaque instant, devant les anarchistes, le régime pourri que nous subissons, et la condamnation dont a été l'objet Loquier, prouve qu'à Epinal comme ailleurs, il ne fait pas bon de penser et de travailler à l'émancipation humaine.

P.-L. Mualdès.

MOUVEMENT OUVRIER

La bataille continue. — Et maintenant la bataille commence, s'écriait, au lendemain de la mémorable journée du Premier Mai, je ne sais plus quel militant syndicaliste.

Trois semaines se sont écoulées depuis lors. Et la bataille continue. Bataille sourde, sans heurts de bataillons armés, sans cliquetis d'armures et de sabres, mais singulièrement âpre et obstinée, et pour ceux qui y prennent part, singulièrement éducatrice.

Les politiciens, qui ne voient rien qu'eux-mêmes, peuvent mener grand bruit de la récente « bataille » électorale et déclarer que le prolétariat sort grandi des deux derniers scrutins. Nous croyons, contre ces messieurs des Partis, que ce n'est pas autour des urnes que le prolétariat a livré, contre les classes qui l'oppriment et l'exploitent, la véritable bataille : c'est sur les champs de grève, autour des usines que gardent les soldats.

Donc la bataille continue. Et la semaine passée a vu se produire un fait capital : je veux parler de l'entente conclue, le 16 mai, par les chambres patronales de la mécanique et de l'automobile en vue d'une acharnée résistance aux présentes et prochaines revendications ouvrières.

Dix-sept syndicats patronaux ont résolu de repousser la réduction soit à huit heures, soit à neuf heures de la journée de travail; de repousser la *semaine anglaise*, où l'après-midi du samedi et le dimanche entier sont chômés; de repousser toute réclamation collective afférente au salaire; de repousser l'ingérence de toute commission ouvrière dans les questions de salaires ou de direction. Ils se sont engagés à n'embaucher, pendant la grève, aucun ouvrier sans l'avis de leur syndicat respectif. D'autre part, ils ont décidé, « à l'unanimité », que sur l'ensemble de la main-d'œuvre annuelle de leurs maisons, soit sur 300 millions, une cotisation de 2 0/0 sera prélevée pour créer une *caisse de défense contre les grèves*, soit 6 millions au moins, et qu'enfin une commission allait étudier incessamment la question d'une confédération patronale du travail contre le prolétariat.

Après cela, messieurs du patronat et leurs défenseurs doctrinaires, peuvent nier vertueusement la lutte de classes, les bons apôtres!

C'est à Puteaux, où sont les usines du gentilhomme de Dion, que le conflit a revêtu les formes les plus aiguës. M. Clemenceau a bondé cette petite ville de soldats, de policiers et de gendarmes qui, tous ensemble, font merveille. Le droit de grève est, par ce ministre brutal, piétiné sans merci et, samedi, ce qui devait arriver est arrivé. Cinq cents ouvriers qui manifestaient devant l'usine de Dion, ont été chargés par les gendarmes et les dragons qui ont, à la suite, tenté d'envahir le restaurant coopératif *Chez nous*.

On comprend qu'en de telles conditions la grève soit actuellement en décroissance dans l'industrie de la mécanique et de l'automobile. M. de Dion, bonapartiste déclaré, doit bien rire en lui-même du coup de main décisif qu'il a reçu du vieux républicain Clemenceau. Mais contre la révolution incarnée dans le prolétariat industriel, bonapartistes et républicains se donneront toujours la main. Ils sont du même sang.

Ce sont les ouvriers de la voiture, c'est-à-dire les selliers, les charrons, les menuisiers, les forgerons, les peintres, qui forment, à l'heure où nous écrivons, la masse gréviste la plus compacte. Ils sont de vingt à vingt-cinq mille qui luttent avec ténacité pour la journée de 8 heures que leur refuse le patronat carrossier.

La grève des travailleurs du livre continue dans toutes les maisons qui n'ont pas accédé aux réclamations de la Fédération.

Les ouvriers de l'ameublement, groupés dans le « faubourg Antoine », luttent pour arracher au patronat les 8 heures. Lundi une colonne gréviste s'est vu charger avec la pire brutalité.

Pas de changement dans l'état des autres grèves, au premier rang desquelles il faut citer celle du bâtiment et celle des terrassiers. Dans cette dernière corporation, où les patrons avaient riposté par le lock-out à la déclaration de grève, les chantiers ont été rouverts mardi : aucun terrassier ne s'y est présenté et la grève générale a été de nouveau votée en un meeting énergique.

A Saint-Etienne, les ouvriers du cycle ont cessé le travail au nombre de 2,000 et les maréchaux-ferrants sont également en grève.

Sur tous les points du territoire, la lutte est engagée entre ouvriers et patrons autour de la plus précise des revendications et de la plus féconde : la réduction du travail quotidien. L'effort prolétarien ne sera pas perdu tout entier. Les travailleurs industriels marchent décidément vers les « courtes journées », première étape, s'ils le veulent, de la libération future.

Am. D.

A propos du repos hebdomadaire. — Nous ne cessons de répéter que l'on n'obtient que les libertés que l'on sait prendre soi-même; mais encore faut-il être aidé par la sympathie de ceux qui nous entourent.

Ainsi, pour la question hebdomadaire, serait-il bien difficile aux camarades de se passer de faire des achats le dimanche par exemple?

Il y a bien des corporations qui ont commencé une sérieuse agitation, d'autres qui se sont adressées aux pouvoirs publics et ils attendent toujours le bon vouloir de ces messieurs du Sénat.

Si nous les aidions en nous abstenant de faire des achats, ou en recommandant à nos proches de ne pas faire d'emplettes le dimanche, il est bien évident que les patrons voyant leurs boutiques désertées ce jour-là, seraient plus faciles à amener à composition.

J'entends les objections; alors le dimanche on ne pourra plus manger? On ne pourra plus se reposer à la terrasse d'un café? On ne pourra plus aller à la campagne respirer un peu d'air pur? Si, camarades, dans bien des cas le jour de repos pourrait être choisi en semaine; voyez les coiffeurs qui demandent la fermeture le mardi. Dans la boucherie le vendredi serait peut-être le jour favorable et ainsi pour toutes les corporations.

Allons, camarades de misère, un peu de bon vouloir et l'avenir est à nous. Mais qu'on le sache bien la réforme ne s'obtiendra que par notre énergie et non par la grâce des politiciens.

G. Roche.

Ave Cesar. — Deux toutes jeunes filles, Marie Irkmann, 18 ans, et Léonie Dubois, 19 ans, inculpées avec une quarantaine d'autres prolétaires dans l'affaire de Fressenneville (incendie de la maison des patrons Riquier), viennent d'être arrêtées après de laborieuses recherches.

Leur crime était, disent les journaux bourgeois : 1° d'être connues pour leurs idées exaltées; 2° d'avoir porté le drapeau rouge à la tête des manifestants.

Gloire au dictateur Clemenceau!

Les grèves en Bretagne. — Vannes est l'une des villes de France les plus arriérées, aussi les ouvriers n'y marchent-ils pas pour huit heures, mais pour dix, avec légère amélioration de salaire. Seuls les typos ont revendiqué neuf heures.

Après quelques semaines de grève parfaitement calme, ils sont rentrés au travail aux mêmes conditions, d'autres corporations ont suivi leur exemple et il ne reste plus que les maçons en grève. En somme, ce mouvement n'aura servi qu'à faire naître plusieurs syndicats.

A Lorient, la situation n'a pas changé : les plâtriers et les maçons continuent toujours la grève et sont décidés à aller jusqu'au bout, s'ils continuent à déployer la même énergie, nul doute qu'ils arrivent à un résultat prochain.

A Brest, la grève est terminée, les ouvriers brisés, rompus par la fatigue, écrasés par la force armée sont rentrés dans leurs bagnes, sans obtenir satisfaction. Mais ils ne sont vaincus que momentanément, grâce aux complicités de la magistrature et des autorités civiles et militaires toutes également au service de la réaction dont l'ignoble Biétry est le porte-drapeau. Les arrestations continuent en masse, à signaler celle du camarade Le Gall, ouvrier à l'arsenal et secrétaire-adjoint à la Bourse; après un interrogatoire sommaire il a été écroué au Bourguen et sera poursuivi pour excitation de militaires à la révolte. Un grand meeting de protestation a eu lieu. A l'heure actuelle, le nombre des arrestations est de 21, tous des militants de la Bourse du travail, c'est l'arbitraire en plein.

C'est à Hennebont en ce moment que se joue la plus rude partie. On sent que si l'affameur Gibaud persiste en son système de persécutions et de vexations vis-à-vis des grévistes des forges de Kerglaw, les événements d'il y a trois ans, lors des premières grèves, pourraient bien se reproduire. A une demande de pain qui lui était faite par le comité de la grève, Gibaud répondit que l'argent des contribuables n'était pas fait pour donner du pain aux grévistes et que s'ils voulaient manger ils allient réclamer du pain à leur Confédération.» Tous les jours ce sont des placards injurieux à l'adresse des ouvriers et du délégué de la Confédération du travail. En voici quelques passages :

« Ces gens-là ont des intérêts opposés aux vôtres. — Entre eux et nous rien de commun. Ouvriers et patrons nous souffrons tous de la grève qu'ils ont déchaînée.

« Eux en vivent et en vivent grassement.

« Criminellement, ils vous ont imposé la Grève après vous avoir enlevé les moyens de la soutenir.

« Rappelez-vous que les deux tiers des cotisations que vous avez apportées aux Syndicat sont allées à la Confédération du Travail et à la Bourse de Lorient.

« Ouvriers, par ces agitateurs vous avez déjà trop souffert. Ressaisissez-vous, comptez-vous, vous êtes le nombre, vous êtes la force. Imposez la reprise du travail qui n'a été que trop longtemps interrompu. »

Naturellement de pareilles affiches jettent la haine dans le cœur des grévistes, déjà plusieurs poteaux électriques ont été sciés, privant Hennebont de lumière; une écurie à Gibaud a pris feu. Pour répondre à Gibaud, maire d'Hennebont, directeur et grand actionnaire des forges de Kerglaw, qui persiste à dire que la compagnie ne peut pas donner satisfaction aux ouvriers. Voici les documents que me communique un camarade, compétent dans la comptabilité des forges.

Le capital social de la compagnie des Cirages français est de 8.000.000 de francs, divisés en 16.000 actions de 500 francs, entièrement libérées.

Le cours moyen des actions a été :

En 1896	— 560 fr. 59,	dividende	25 fr.
1898	— 598 fr. 45,	—	27 fr. 05
1905	— 573 fr.	—	29 fr. 05
1906	— 580 fr.	—	29 fr. 65

Les actions rapportent au prix d'émission 6 0/0.

A la suite de l'incendie qui s'est déclaré dans l'écurie de Gibaud, le parquet de Lorient a ouvert une enquête et a lancé un mandat d'amener contre le camarade Sélaquet, celui-ci a été arrêté aussitôt et conduit entre deux escadrons de chasseurs à la prison de Lorient; il sera poursuivi pour *menées révolutionnaires*, excitation à la révolte et à l'action directe.

Cette arrestation a jeté une grande irritation parmi les grévistes, aussi sont-ils décidé à tout, l'on prévoit dans le monde ouvrier qu'il va se passer quelque chose de grave.

A la dernière heure, voici le défi que l'affameur Gibaud vient de lancer par voie d'affiches aux grévistes. Ce placard a fait pousser des cris de haine, et M. Du Chaylard, préfet du Morbihan, après une discussion des plus orageuses avec le maire, a fait retirer sa signature, qui y avait été apposée sans autorisation, laissant Gibaud seul responsable des faits qui pourraient se produire. En voici le considérant :

Commune d'Hennebont,

« Considérant que l'anarchiste Sélaquet, dans les réunions publiques, a conseillé aux ouvriers l'emploi des moyens violents et de l'action directe, que cette dernière locution, en langage ordinaire, signifie le vol, le pillage, l'incendie et l'assassinat, et quelques malheureux ont commencé à suivre ces criminels conseils en interrompant les communications téléphoniques et en mettant le feu à des immeubles habités, etc... »

Le château de Gibaud est occupé militairement.

L'agitation est extrême parmi les grévistes, que va-t-il se passer?

E. Poulain.

⁂

Dans la Loire.

A Saint-Etienne les maréchaux-ferrants ont décidé de se mettre en grève. Egalement les métallurgistes après un referendum qui s'est prononcé en faveur de la grève, ont cessé le travail.

A Saint-Chamond grève des maçons.

Au Chambon-Feugerolles les ouvriers en limes sont toujours en grève. Un comité de grève a été constitué qui a commencé la distribution de secours. Dès qu'un conflit est solutionné, un grand nombre d'ouvriers désertent le syndicat. Ils regrettent trop leur pièce de 50 centimes. Mais qu'un nouveau conflit survienne, ils reviennent tous au syndicat et sont tout étonnés de ne pas trouver une caisse de grève plus riche. Les plus exigeants en fait de secours sont ceux-mêmes qui ne sont pas syndiqués et n'ont jamais versé un centime à la caisse des grèves. Drôle de mentalité, tout de même, que celle de ces gas-là.

A Firminy, la direction des Aciéries et Forges (Verdié) avait pris la décision de créer des délégués par ateliers qui auraient servi d'intermédiaires entre les ouvriers et la direction. La chose avait eu lieu, je crois, au Creusot. Les ouvriers étaient donc convoqués pour élire ces délégués. Mais la chambre syndicale veillait. Elle convoqua tous les ouvriers à une réunion en suite de laquelle les ouvriers décidèrent de ne pas procéder au vote de ces délégués. A moins de désigner ceux-ci d'office, la direction se trouve battue. Le syndicat estime, avec raison, qu'il est l'intermédiaire tout désigné pour soumettre aux patrons les réclamations que peuvent avoir à formuler les ouvriers, et qu'il est parfaitement inutile de créer un rouage de plus. Si l'on se rappelle qu'il n'y a que quinze jours, dans le compromis mettant fin à la grève du personnel de cet établissement, les patrons signalent et reconnaissaient le syndicat, on voit quel fond on peut faire sur la parole des patrons.

R. Galhauban.

⁂

La catastrophe de San Francisco. — L'anarchie c'est le désordre. C'est une forme sociale où l'autorité et la police étant systématiquement exclus, la liberté et la vie des individus seraient à chaque instant menacées : tel est à peu près le langage de ceux qui nous combattent.

La société présente au contraire avec tous ses rouages plus compliqués les uns que les autres, a surtout pour but de protéger la vie humaine qu'elle considère comme sacrée : ainsi parlent encore les défenseurs de l'autorité.

Mais, observant impartialement tous les incidents de la vie de chaque jour, nous acquérons à chaque instant des arguments indéniables contre la société bourgeoise.

Faut-il citer ces millions d'êtres humains mourant d'inanition au sein de l'abondance? Faut-il parler de ces enfants des deux sexes dont on évalue le nombre, dans la libre et riche Amérique, à deux millions, et qui meurent prématurément dans la fumée et la poussière des usines? Faut-il énumérer tous les crimes sociaux, tous les accidents, toutes les catastrophes dont la culpabilité incombe d'une manière patente à l'organisation actuelle?

Les catastrophes... Il en est une, toute récente, que je voudrais prendre pour exemple, c'est celle qui vient d'anéantir une ville immense et belle. Je veux parler de la catastrophe de San Francisco.

Le tremblement de terre du mercredi matin 18 avril fut si terrifiant et sa durée fut si longue que je crus que toute la grande cité californienne allait s'engloutir sous terre. Me rendant aussitôt compte des dégâts occasionnés par une telle secousse, j'appris que de nombreuses maisons s'étaient écroulées en ensevelissant un nombre considérable de personnes.

La plupart des maisons construites en maçonnerie, surtout dans le centre de la ville, étaient lézardées et menaçaient de tomber en ruines à la première secousse un peu forte. Des trottoirs et des rues avaient été crevassés et soulevés par le choc souterrain.

Un incendie occasionné par la rupture des conduites de gaz, prenait des proportions de plus en plus effrayantes, et chose horrible pas d'eau ou presque pas pour combattre le feu; le tremblement de terre avait fait sauter toutes les conduites d'eau.

Une panique indescriptible régnait dans toute la cité, principalement dans le centre.

Dès ce moment, il était facile de comprendre que, dans le but d'épargner le plus d'existences humaines possible, il fallait tout d'abord faire évacuer la ville par tous ses habitants, puis faire appel, pour combattre le feu, aux hommes compétents; les organisations ouvrières du bâtiment étaient toutes désignées. Rappelons ici que San Francisco est le principal centre du trade-unionisme américain et que sa municipalité est essentiellement unioniste.

Mais ces mesures étaient trop humaines et trop radicales pour être ordonnées. Disons aussi que la « propriété » aurait eu à en souffrir. C'était suffisant pour qu'elles fussent écartées, lors même que les représentants de l'autorité auraient eu à cœur la sauvegarde de la population.

Dès les premiers progrès de l'incendie les pompiers, malgré toute leur vaillance, montrèrent toute leur impuissance à combattre le terrible fléau. L'eau puisée dans quelques conduites servant à l'alimentation et qui étaient restées intactes, ne pouvait rien contre les flammes.

L'on enrôla alors des individus incompétents, mais qui étaient des créatures des politiciens ou des policiers, et l'on rejetta ceux qui volontairement vinrent s'offrir et qui n'avaient d'autre recommandation que leur capacité professionnelle, tels que les charpentiers par exemple.

L'on comprendra facilement quelle aurait été l'importance du concours de ces ouvriers dans une ville où le plus grand nombre des maisons sont construites en bois et où les pompiers se trouvaient dans l'impossibilité de faire usage de leurs pompes par manque d'eau.

Le seul moyen pour éviter un désastre général aurait été d'endiguer le feu.

Au milieu de ce désarroi immense l'on vit surgir des légions de policiers que l'on venait instantanément de créer pour protéger la propriété laquelle est pour les bourgeois beaucoup plus précieuse que la vie humaine.

Au même moment un régiment d'infanterie, des escadrons de cavalerie, des marins de la marine des Etats-Unis et la milice de Californie furent mis sur pied de guerre.

Mais tout cela ne pouvait en rien arrêter la marche de plus en plus rapide des flammes dévorant des quartiers entiers avec une telle furie que l'on eût dit que toutes les maisons étaient construites en paille.

Il en résulta, au contraire, un nombre bien plus considérable de victimes.

Après hésitation, l'on résolut de se servir de la dynamite pour faire sauter des bâtiments dans l'espoir d'enrayer le progrès de l'incendie. Ce procédé fut tout à fait inefficace. Il ne servit guère que d'amusement aux soldats et à des hommes inexpérimentés.

L'on prit des mesures très énergiques pour protéger du pillage les magasins menacés par le sinistre; l'on condamna les portes afin que la foule ne pût faire main basse sur des produits de première nécessité ou autres qui auraient pu ainsi être épargnés des flammes.

Par contre, les soldats, les policiers, les pompiers pillèrent les débits de boissons et s'approprièrent leur liqueur favorite le whisky.

Bientôt la grande cité californienne fut à la merci des flammes et de toute une bande d'individus ivres, ineptes et féroces qui dominèrent par la terreur toute la population consternée.

Dans cette confusion indescriptible, dans ce chaos sans nom, chacun ne songe guère qu'à soi ou à ce qui le touche de plus près. La propriété en péril, l'argent, les meubles, les vêtements à sauver sont pour la généralité la grande préoccupation du moment. Pour sauver quelques bibelots ou quelques hardes, maintes personnes périrent dans les flammes.

Les spéculations éhontées commencent; ce sont d'abord les déménageurs qui exigent avec un cynisme révoltant des sommes exorbitantes pour sauver quelques meubles ou une malle. Ensuite se sont les honnêtes commerçants qui essayent de vendre le pain un dollar la livre et de centupler le prix des denrées de première nécessité.

⁂

Nous sommes au deuxième jour du sinistre. Le maire, E.-Eugène Schmitz, le grand pontife du trade-unionisme, lance une proclamation où l'on lit ces paroles remarquables : « J'ai ordonné aux soldats, aux membres de la milice, aux policiers réguliers et à tous les membres de la police éventuelle de fusiller sur-le-champ quiconque pillerait ou se rendrait coupable ou complice de tout autre crime. »

C'est en vain que l'on chercherait, dans le manifeste du premier magistrat de la ville, une parole d'humanité, d'espoir ou d'encouragement envers toute une population affolée.

Cette proclamation, pour tous ceux qui pensent et ont conscience de leur dignité, ne peut être l'œuvre que d'un individu lâche et sans cœur.

L'incendie fait rage. Il semble que toute la ville sera bientôt transformée en un immense brasier. La nuit, une lueur éblouissante éclaire les environs à plusieurs milles à la ronde.

L'on continue à prendre des « mesures » pour combattre le sinistre. Le gouvernement de Washington, dans un moment d'aberration, décrète l'état de siège; nous devenons tous des prisonniers de guerre et nous sommes traités comme des rebelles tombés entre les mains de l'ennemi. Notre crime, c'est sans nul doute d'avoir échappé au tremblement de terre et à l'incendie.

⁂

Le quatrième jour, comme un monstre fatigué, le feu ralentit ses ravages. Toutes les pompes à vapeur sont reliées l'une à l'autre pour concentrer en quelques-unes toute la force hydraulique.

Les trois quarts de la cité californienne sont à ce moment transformés en un amas de ruines fumantes. Ruines, c'est peut-être exagérer, car dans beaucoup de quartiers, parcourus par l'incendie, il ne reste guère que des cendres.

Le feu éteint, nous commençons par nous rendre compte de la situation qui nous est faite; nous sommes entièrement sous la botte du soudard. Notre existence dépend du caprice des soldats de l'armée fédérale et de la milice qui donnent libre cours à leurs instincts de fauves, en fusillant sans sommation et même sans prétexte.

Les soudards nous commandent et nous imposent leur volonté; nul ne peut se dire hors d'atteinte.

Au moindre signe nous devons obéir, sous peine de mort immédiate. Un tailleur est arrêté par un soldat qui lui commande une corvée; il fait une objection, et il est fusillé sur le champ.

Un soldat abat un homme d'un coup de fusil. On lui demande le motif; il répond qu'il n'a pas d'explication à donner.

Un peu partout l'on entend les balles, l'on ne sait pourquoi, les soudards s'amusent.

Dans un seul endroit l'on découvre vingt-cinq cadavres criblés par le plomb.

Çà et là on tue, toujours sans motif, et lorsque les fauves militaires daignent donner quelque justification ; ils disent : « ils ont tenté de piller », ou « ils ont voulu se révolter ».

Des soudards sont montés dans un camion ; avec eux se trouvent deux femmes, deux prostituées portant l'uniforme militaire, tous semblent être en état d'ivresse.

Tout à coup, les deux femmes prennent chacune un fusil des mains des soldats et, tout simplement pour s'amuser, tirent successivement sept coups de feu dans la direction d'un bâtiment en ruines et visent le fils d'un riche négociant qui, par hasard, peut échapper aux balles en se laissant tomber dans les décombres. Le père de celui-ci, un notable influent, proteste, on lui répond que contre l'autorité militaire aucune protestation n'est valable.

Je me promène au milieu des ruines, des coups de fusil se font entendre près de moi et je vois tomber trois hommes, dont deux sont tués et le troisième grièvement blessé.

Le jour où le feu est éteint, je me trouve à passer à la limite des quartiers incendiés ; un soldat met le canon de son fusil sur ma poitrine et le doigt sur la détente ; il est prêt à me fusiller si je me permets la moindre objection. Il me fait signe de me joindre à une trentaine d'individus qui, comme moi, viennent d'être arrêtés et que l'on a fait mettre sur deux rangs.

Lorsque nous sommes au nombre de cinquante environ, l'on nous ordonne de marcher. Nous sommes là des hommes appartenant aux différentes classes de la société : des propriétaires, des commerçants, des ouvriers.

J'ignorais ce que l'on allait faire de nous. Allait-on nous conduire en prison ou nous fusiller tout de suite? Nous en fûmes quittes pour la peur et pour quelques heures de corvées. On nous fit déblayer une rue.

LAURENT CASAS.

(*A suivre.*)

* *

AUTRICHE

Tuerie d'ouvriers. — Une grève ayant surgi parmi les travailleurs des mines et de l'établissement métallurgique de Zenica (Bosnie), les gendarmes chargés du « maintien de l'ordre » furent accueillis avec des pierres et à coups de revolver. Un d'entre eux fut blessé.

Les gendarmes ripostèrent, tuant trois grévistes et en blessant cinq.

* *

ITALIE

Rome, 15 mai.

Je complète, et en partie rectifie, ma correspondance de vendredi dernier sur la grève générale en Italie. Avant tout, je dois dire que des deux camarades de Milan frappés de coups de couteau par le portier Berretta, de l'établissement métallurgique Macchi et Passoni, seul Galli est mort. L'autre camarade, Carlo Gerosa, bien que dans un état très grave, presque désespéré, n'est pas mort ; espérons qu'il pourra s'en tirer. L'agresseur est un ex-carabinier, il a frappé lâchement nos camarades, en traître, pendant que ceux-ci tentaient de persuader aux ouvriers de faire grève.

A Rome, contrairement à mes prévisions, la grève générale a duré deux jours seulement. Il y a de nombreux arrêtés ; nombreux aussi sont ceux qui ont été brutalement frappés par les agents de police, et, dans la quantité, par erreur, des citoyens aux idées des plus modérées. Aujourd'hui ont commencé au tribunal les procès contre les personnes arrêtées, parmi lesquelles beaucoup de camarades.

Outre les noms que je vous ai déjà donnés, voici d'autres villes où le prolétariat a voulu démontrer son indignation contre le gouvernement au moyen de la grève générale : Ferrare, Mantoue, Cécina, Fabriano, Sestri Ponente, Medicina, Chiaravalle, Terni, Foligno, Sulmona, Imola, Rimini, Corneto Tarquinia, Civita-Vecchia, et quelques autres centres dont peut-être le nom m'échappe. En outre, des manifestations très imposantes ont eu lieu dans toutes les autres villes et bourgades d'Italie. Symptomatique est ce fait que cette grève générale a soulevé les colères de la bourgeoisie d'une façon extraordinaire. Partout on ne cesse de demander au gouvernement qu'il *serre les freins* et réprime l'*outrecuidance* de la classe ouvrière et des socialistes et anarchistes révolutionnaires.

Pendant que j'écris, les journaux criés dans les rues apportent la nouvelle d'un autre massacre prolétarien. C'est la réponse de la bourgeoisie provocatrice et violente à la grève générale... En Sardaigne, à Cagliari, par suite de l'énorme enchérissement des vivres, qui contraint la partie la plus pauvre de la population à se nourrir uniquement de pain, et fort chichement, la foule s'est soulevée, et a mis sens dessus dessous et saccagé le marché. La veille, les unions ouvrières avaient déclaré la grève générale. La police et les soldats étant accourus furent assaillis à coups de pierres ; une décharge de fusils répondit aux pierres, et sur le sol sont restés un mort et deux blessés grièvement. D'autres blessés se sont enfuis avec la foule. Le gouvernement a ordonné l'enquête ordinaire, qui, comme d'ordinaire, conclura à la glorification des assassins et à la condamnation à des mois et des mois de prison des blessés et de leurs camarades.

LUIGI FABBRI.

Correspondances et Communications

✕ Un groupe de camarades du Japon, désireux de pratiquer un travail indépendant, voudrait se livrer à la fabrication des enveloppes. Ils nous demandent où ils pourraient se procurer une machine qui sert à les fabriquer?

Quelque camarade pourrait-il nous procurer des adresses?

Nous insistons spécialement auprès des amis pour nous procurer ce renseignement.

La Confédération belge du travail organise un Congrès pour le mois de juin (jour de la Pentecôte), à Bruxelles.

ORDRE DU JOUR :

1. Examen sur la propagande pour l'obtention de la journée de huit heures. — Moyens à employer.

2. Rapport détaillé sur la marche et l'influence du journal.

3. Les statuts confédéraux.

La Confédération du travail invite toutes les organisations ouvrières à se faire représenter au Congrès du mois de juin.

Les organisations qui auraient un sujet à porter à l'ordre du jour et qui voudraient assister au Congrès sont priées d'envoyer leur adhésion au camarade L. Preumont, secrétaire confédéral, 20, rue des Sept Actions, 20, Gilly.

LE CHATELLION, par Flers-sur-Orne. — Le compagnon Lejour dit Ruofel fait appel à ceux de la localité qui voudraient fonder un groupe de propagande. On peut lui écrire à l'hôtel du Grand-Cerf, à Flers.

Désirant faire un travail sur la vie ouvrière dans les arsenaux, le camarade Poulain, 17, rue du Pont, à Lorient, demande à entrer en rapport avec des camarades de l'industrie privée travaillant à la construction des navires de guerre.

Souscription pour les Familles des détenus

Un libertaire C., à Paris, 1 fr. ; G., par A., 5 fr. ; Chinon, 1 fr. 25 ; paysan gascon, B. A., 1 fr. Ensemble : 8 fr. 25.

Liste précédentes, 933 fr. 50.

En tout : 941 fr. 75.

Reçu pour Loquier, 3 fr.

CONVOCATIONS

La Semaille, U. P. du XXe, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 25 mai. Marcel Braibant (de l'Association Ernest-Renan).

La femme dans l'avenir, d'après le livre de Bebel.

Mardi 29 mai. Edmond Potier.

Le Darwinisme : Evolution des Espèces.

Causeries populaires du XIVe, 66, rue Dareau (chez Dufour). — Samedi 26 mai à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge. — Vendredi 25 mai. M. Arbos : Découverte et Conquête de la Terre : V. La Chine et le Japon.

Mercredi 30 mai. M. Braibant (A. E. R.) : « La femme dans l'avenir », d'après le livre de Bebel.

Vendredi 1er juin. Dr Pierrot : La catastrophe de Courrières et l'action ouvrière.

Lundi 4 juin à 8 h. 1/2. — Cours d'Espéranto ouvert à tous, et sera continué tous les lundis.

L'Aube sociale, 4, passage Davy, Paris. — Vendredi 25 mai, Mlle G. Coblence : La Révolution russe.

Mardi 29 mai, M. Hubert : Science et démocratie sociale.

Vendredi 1er juin, *Soirée mensuelle* : Dr Poirrier : L'Antichambre de la vie (avec projections) : Entrée 0 fr. 25.

LYON. — **Soirée familiale**. — Dimanche 27 à 8 heures, salle Chamarande, rue Paul-Bert, 26.

ORDRE DU JOUR :

Situation financière de l'*Emancipation*.

Causerie controverse sur les événements du 1er mai.

LORIENT. — Lundi 28 mai, **réunion générale de la Jeunesse Syndicaliste et du Groupe Abtentionniste**, salle du Château-d'Eau, rue de l'Hôpital à 8 heures du soir. Causerie par un camarade sur l'abstention pendant la foire électorale.

Décision à prendre au sujet d'une ballade champêtre, le dimanche de la Pentecôte, 3 juin. Que les camarades détenteurs de livres veuillent bien les rapporter.

MONTLUÇON.—**Groupe Anarchiste-Antimilitariste**. — Réunion dimanche 27 mai à 3 heures de l'après-midi, au groupe, 195, rue de la République.

ORDRE DU JOUR :

Changement de local.

Mesures à prendre pour relever la propagande.

Commentaire sur les grèves.

Groupe espérantiste libertaire. — Mardi 29 mai, à 8 h. 1/2 du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

Causerie sur l'*Espéranto*.

KREMLIN-BICÊTRE, GENTILLY. — **Causeries Populaires**. — Mardi 29 mai à 8 h. 1/2 du soir, salle Faure, 16, rue Frileuse à Gentilly.

Grande conférence publique par Albert Libertad sur la camaraderie et le travail des « causeries ».

Entrée gratuite.

Nous donnons, cette semaine, le dessin de Luce, en commémoration de la semaine sanglante. Nous donnerons, la semaine prochaine, le dessin, déjà annoncé, de notre camarade B. Naudin.

Petite Correspondance

O. D., à Marmusson. — Oui, mais le camarade A. étant à une heure de chemin du bureau, nous perdrions en course l'économie réalisée.

B. à Coutres. — C'est par erreur que les *Balances* sont annoncées à 1 fr. c'est 1 fr. 25.

E. D. à Béziers. — Le journal est en vente à Milau, au restaurant Garrigues, boulevard Carnot.

G. à Arles. — Dans la « Petite Correspondance » nous n'insérons jamais de note concernant des tiers.

M. à Ambazac. — Tout reçu.

H. D. à Limoges. — J'expédie les numéros manquants ; mais que les camarades réclament à la poste. Le journal est expédié régulièrement.

B. F., Evreux. — Un peu pâle, l'article « le fonctionnaire est un esclave ».

E. B., à Port-Louis. — Tout reçu.

L. C., à San-Francisco. — Reçu les cartes postales sur le tremblement de terre. — Merci.

Reçu pour le journal : V. P., à Levallois, 1 franc. — Roussel, 0 fr. 50. — Dr A., 10 francs. — Chinon, 1 fr. 25. — G., par A., 2 francs. — A., 15 francs. — G. B., 5 francs. — J. G., 0 fr. 75. — R., à Dupleix, 0 fr. 50. — Un paysan gascon à B. A., 1 fr. 10.

Merci à tous.

E. C., à Toulon. — M. L., à Epernay. — H. G., à Saintes. — L., à Noyant-la-Gravoyère. — O. M., à Bruxelles. — D., à Saint-Quentin. — K., à Lausanne. — E. V., à Armentières. — D., à Fresnes. — U. C., à Sousse. — P., à Cardiff. — G. A. C., à Paris. — E. G. D., à Montereau. — B. C., à La Montagne. — L. S., à Paris. — E. C. P., à Biarritz. — C. M., à Nantes. — D., à Saint-Etienne. — L. B. J., — V. D., à Grand'Croix. — M., à Nîmes.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Elle fut prise par les Versaillais.
C'est elle-même qui commanda le feu.

(Raoul Ponchon).

Dessin de LUCE.

12e ANNÉE. — N° 5.

2 JUIN 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de B .Naudin.

SOMMAIRE

ALBUM DES TEMPS NOUVEAUX

D'après les prix que vient de me faire l'imprimeur, en restreignant le tirage au chiffre des souscripteurs, avec quelques exemplaires en plus pour les retardataires, je puis tenter le tirage, en album, des 52 dessins parus dans la 11e année du journal.

Le prix de souscription est fixé à 3 fr. 50 par exemplaire. Les camarades qui ont envoyé leur adhésion peuvent donc nous en faire parvenir le montant, je les en prie même instamment, afin de nous abréger le travail.

La souscription close, l'Album sera vendu 5 fr., et il y en aura très peu.

HISTOIRE
d'un Jeune Homme pauvre

Devant un jeune homme à l'esprit vif et aux dents longues, né du mauvais côté de la barricade sociale, quelles perspectives d'existence peuvent s'ouvrir ?

Ou bien la révolte plus ou moins consciente et utile selon que l'on se trouve seul ou que l'on a rencontré en route des compagnons d'infortune, et qui déchaîne, en tous les cas, sur l'opprimé toutes les foudres des oppresseurs. C'est l'histoire de tous nos camarades. Ou bien le chantage, à jet continu, qui, bien manié, vous permet d'arriver rapidement à cent mille francs de rente et vous abrite de toute répression. C'est l'histoire de Marc Lapierre.

Il l'a racontée lui-même, dans une feuille intitulée « Ma Réponse » distribuée à profusion dans la France entière; à la suite du contre-chantage organisé par un autre journal pour le supplanter.

« Au berceau, j'étais déclassé. J'avais cependant l'esprit rapide, le travail facile, du goût et presque de la vénération pour la procédure, la haine des réguliers, l'amour du luxe et le dédain des supériorités. Devant moi se dressaient les degrés de l'échelle : en bas, je rampais dans ma situation irrégulière, écrasé par le mépris non dissimulé de la pruderie lyonnaise, impitoyable aux tares de la naissance. En haut, je devinais qu'on était respecté, impunissable, et qu'on devait jouir davantage. »

Il finit par découvrir le père dont il tenait ces fortes aspirations bourgeoises et l'oblige, par menaces, à lui donner de quoi les satisfaire.

Ce premier chantage lui vaut une place d'avoué à la cour. Du coup, il était classé.

Pas pour longtemps. Ses besoins de jouisseur l'amènent à soulager de ses bijoux une vieille rentière qui veut de jeunes amants; ce qui vaut à notre homme simplement la perte de sa charge d'avoué.

Mais dès lors, il n'est plus couvert : une prochaine escroquerie lui coûte six mois de prison.

Quand il en sort, il est redevenu l'irrégulier, avec des appétits excités et l'apprentissage de son métier bien commencé.

En étudiant la loi, sans se laisser leurrer par les grands mots de justice et de protection, il découvre que « la procédure permet de diffamer pendant plusieurs années, sans craindre une arrestation. » Première arme. Une deuxième, c'est la Presse, qui permet de faire avaler à la tribu innombrable des gogos les bourdes les plus invraisemblables et qui met « en relations avec le Parquet et la Sûreté Générale » avec lesquels Lapierre déclare avoir toujours été en excellents rapports.

Réfugié dans le maquis de la procédure, disposant des trois grandes puissance de la Société : la presse, le parquet et la police secrète, un maître chanteur pouvait tout oser.

« Je n'ai ménagé personne : magistrats, fonctionnaires, députés, ministres ont été fouettés comme ils le méritaient. J'ai fait peur à tous les magistrats. »

Et il le prouve. Il a publié dans la *Cocarde*, en les désignant par leurs noms, des insultes vis-à-vis des plus huppés membres de toutes les cours qui auraient valu la peine de mort à n'importe lequel d'entre nous.

Lapierre a bien encouru 62 condamnations, a été condamné à 20 ans de prison, cent mille francs de dommages-intérêts et cinquante mille francs d'amende, mais il n'a pas fait un jour de prison ni payé un centime d'amende ni de dommages.

« J'ai été, par surcroît, l'objet de plus de 400 plaintes que pas un juge n'a osé instruire... Je me fais 100.000 francs de rente avec votre lâcheté unanime et je ris quand vous me parlez de révolte, je ricane quand vous me parlez d'arrestation. »

Il est cependant arrêté. Mais pour en arriver là, il a fallu qu'un des plus grands établissements du monde trouvât moins coûteux, au lieu de payer à M. Lapierre de très fortes mensualités pour ne pas en médire, de verser d'un coup la forte somme à un journal rival pour tomber Lapierre.

Maintenant les magistrats vont-ils marcher? Ce n'est pas encore sûr. Cela dépend uniquement des risques plus grands qu'ils courent à mécontenter Lapierre ou son rival.

Ecoutez Lapierre : « Au début, je me disais qu'à s'entendre accuser de vols, de viols, de faux et d'escroqueries, les magistrats m'enverraient peut-être un peu plus rapidement au bagne. C'était un coup à tenter : je l'ai réussi. Au lieu de hausser les épaules, ils ont baissé la tête, ils l'ont baissée si bas, si bas que s'ils n'ont pas commis tous les crimes dont je les accuse, ils *doivent tout de même, pour avoir si peur, s'en reprocher quelques-uns.* Ce respect où je tiens la magistrature est tout le secret de ma fortune insolente. Je fais les porte-monnaie sous l'égide des magistrats et suis moi-même presque de la justice, puisque je suis de la Sûreté. »

« Oh ! tenir ainsi, par la seule menace du scandale, toute la fortune d'un pays sous sa coupe et toute la magistrature sous ses pieds, savoir qu'au-dessus de la force de l'or et de la loi il y a la force de la peur, quel rêve et quelle apothéose ! »

Et voir, dans le monde entier, des milliards et des milliards d'individus agenouillés sous la férule de cette poignée d'intrigants, dont la puissance faite uniquement de l'imbécillité et de la lâcheté de la foule, est à la merci du premier individu qui ose crier tout haut ce qu'ils valent.

Voilà qui donne une fière idée de la valeur de l'humanité.

Nous qui le professons, ce mépris des fantoches habillés en prêtres, en militaires, en magistrats, nous qui essayons de l'inculquer à tous, de débarrasser le peuple enfant de ses terreurs stupides et de lui apprendre à se conduire en homme ; nous sommes méprisés, honnis, combattus par ceux dont nous rêvons la délivrance, et, grâce à leur bêtise et à leur lâcheté, livrés à toutes les vengeances illégales des représentants de la légalité.

Cependant le même peuple applaudit un Lapierre, qui remplit ses poches à ses dépens, en se fichant de ses gardiens !

Nous qui ne demandons au public que de nous écouter et de réfléchir, et qui ne gagnons que des coups, nous sommes des malfaiteurs.

Lui, qui s'enrichit de la bêtise de ses dupes et file avec leur argent, quand il se voit en danger, est trouvé très amusant et presque sympathique.

Vous verrez qu'il s'en tirera encore à bon compte et pourra continuer son petit trafic.

Le peuple veut être roulé, disait Mangin, en vendant ses crayons sur le Pont Neuf.

MICHEL PETIT.

Notes et Documents

« Depuis 35 ans, une foule de problèmes ont été posés et non résolus. Les réformes sont lentes à être votées au Palais-Bourbon et quand la Chambre a fini par prendre une décision, le jeu de navette avec le Sénat commence, sous les regards découragés de la démocratie qui attend.

Chaque année une couche nouvelle de jeunes gens entre en possession de ses droits politiques et réclame avec une ardeur croissante les transformations de toutes sortes qui doivent être la conséquence du régime républicain.

Ceux-là appellent de leurs vœux autre chose que des joutes oratoires dans le Parlement. Comme dans la fable, « le moindre grain de mil ferait mieux leur affaire » que des débats n'amenant pas les solutions pratiques, les seules qui comptent... »

(*Editorial*. Petit Parisien, *23 mai 1906*).

Aux Camarades

Voilà l'époque des récompenses dans les écoles qui s'annonce, nous rappelons aux camarades instituteurs que nous avons les deux volumes du *Coin des Enfants*, et leur demandons de s'employer pour en faire comprendre quelques exemplaires dans les achats à cet effet.

Les particuliers peuvent, à titre de don, en offrir à la municipalité ou au directeur de l'école.

Avis à ceux qui pourraient « se fendre » de quelques exemplaires.

Autour de la Grève des Mineurs

Courrières ! Les Compagnies rapaces jetant au gouffre noir un millier de travailleurs plutôt que d'entraver une heure la course aux dividendes, les ingénieurs stupides emmurant les mineurs pour sauver la mine, tous ces malheureux morts asphyxiés peut-être, cloîtrés vivants dans la tombe, sans doute...

Et sur ce vaste meurtre, parmi les corons décimés, une explosion farouche de colère, les survivants qui bondissent et qui clament, de toute leur âme meurtrie, la haine des vautours criminels... C'est la grève, la grève imprévue, spontanée, cri d'angoisse et de révolte qui va se répercutant de fosse en fosse, de village en village et qui met debout, dans la même unanime et poignante protestation, plus de 50.000 ouvriers, tout le bassin houiller du Nord. On rassemble les revendications, on les proclame. Le mouvement, escompté pour septembre, qu'un Congrès devait préparer, est avancé, voilà tout ! Ce n'est pas la faute des mineurs, c'est la faute des événements, de cette hécatombe foudroyante, c'est la faute du crime de Courrières !...

M. Clemenceau, que son passé invite à l'originalité, veut se tailler un début sensationnel : il joue au démocrate américain et se rend auprès des délégués mineurs pour « envisager avec eux, dit-il, la situation ». Dans un geste d'une simplicité théâtrale, que les échos crédules et surpris furent trop prompts à répéter, il promit que l'armée ne paraîtrait point contre les travailleurs... Deux jours après, les soldats étaient dans la rue : M. Clemenceau faisait protéger les Compagnies et la « liberté du travail ». Dès lors, on vit arriver régiments sur régiments. On vit des sabres et des fusils, des charges et des blessés. Ce fut le désordre, conséquence fatale de la présence des troupes. Une loi seule pouvait décider l'état de siège : De sa propre autorité M. Clemenceau l'imposa. Lens et ses abords furent à la merci de l'autorité militaire. On arrêta Monatte et Moinier, en vertu des « lois scélérates ». C'est ainsi que l'ancien journaliste, qui aimait à se poser en champion de la liberté individuelle, respectait la liberté des individus ! — O les hontes de la politique !

La faim tenaillait les mineurs. L'armée les rivait au foyer, en tête-à-tête avec leur misère. Les souffrances s'avivèrent. On crut qu'ils se rendraient. Les mineurs sont des hommes, ils tinrent bons...

Et M. Clemenceau n'était pas seul à préconiser les « mesures énergiques », à les appeler. Le député Basly faisait garder par les gendarmes la salle du Congrès des mineurs pour en écarter les militants du jeune Syndicat et, par ce geste rendait presque impossible une fusion, la veille facile encore. Le manifeste du Vieux-Syndicat foudroyait dramatiquement les fameux « agents étrangers », et Basly, son inspirateur, ce « pur » de la mine, qu'il a abandonnée depuis vingt ans pour préparer sur le zinc du mastroquet, au sifflement des trois-six, sa candidature « socialiste », y accablait de son mépris (*sic*) le camarade Broutchoux, hier encore ouvrier mineur, que son passé de militant et des condamnations pour faits de grève désignaient pour une nouvelle exécution policière. On accueillait comme un intrus le camarade Delzant, de la Fédération des verriers. A la solidarité ouvrière, M. Basly préférait sa dictature corporative...

Après Basly, avec lui, le *Réveil du Nord*, organe « socialiste indépendant » entama la sainte campagne contre la jeune Fédération. Ce furent, pendant des mois, des injures jetées à poignées sur Broutchoux et ses amis, sur « la Sorgue, cette hystérique, cette écervelée », comme on l'appelait, sur ces « émeutiers », ces « gens sans aveu », les « braillards de l'anarchie »... que sais-je encore ?

C'est le discrédit qu'il essaya de répandre sur la Confédération du travail, dont l'impulsion féconde, l'œuvre vaste et cohérente émiette peu à peu le prestige des conducteurs de foules et porte les travailleurs vers l'autonomie de classe. Les représentants les plus autorisés et les plus dignes étaient pour eux des énergumènes inconscients, des glaneurs de champs de grève...

L'indépendance du *Réveil* allait jusqu'à lui faire déclarer, lors de l'arrestation de Monatte et de Moinier, que « pour celui-là cela pouvait se comprendre encore »... Allons, pourquoi n'osez-vous le dire tout de suite que, malgré vos grands airs apitoyés, vous n'êtes pas fâchés qu'il y ait des « lois sur les menées anarchistes », des lois scélérates qui permettent de condamner comme des voleurs ceux qui gênent les combinaisons malpropres de votre politique à réclame...

Après ceux-là, le gouvernement revint à la rescousse. Ce fut cette histoire de complot, bête à faire rire un veau, cette machination à la fois cynique et grossière, que découvrit le parquet de Béthune, par les yeux du gouvernement. Les militants de la Confédération du travail, les propagandistes des huit heures gênaient M. Clemenceau et ses acolytes. Ils avaient peur du 1er mai. Ils auraient bien voulu se débarrasser, en ces heures critiques, de quelques-uns des représentants de la classe ouvrière. Mais comment faire ? C'est bien simple. On répand le bruit d'un complot contre la sûreté de l'Etat : « La grève minière est la première phase de cet attentat, les militants ouvriers sont des agents de coup d'Etat au service de la réaction. » Voilà la thèse du cabinet Clemenceau-Briand-Bourgeois... Il y avait aussi les élections. En ameutant l'opinion à la fois contre les réactionnaires et les révolutionnaires, — deux extrêmes qui ne se touchent que dans l'esprit des policiers et des imbéciles, — on pouvait faire d'une pierre deux coups et rallier au parti radical, « sauveur de la République », la majorité des suffrages du pays. « Ni réaction, ni révolution », devait dire plus tard M. Clemenceau... Et l'on arrête Griffuelhes, Lévy, d'autres encore... — Dans quelques jours on les relâchera, sans même prendre la peine de les interroger. Pourquoi d'ailleurs y mettre des façons, avec les nôtres ? Est-ce qu'elle existe, la liberté, pour notre classe ? — On inonde Paris de troupes de toutes armes. On va jusqu'à entamer la fameuse « division de fer ». Les garnisons sont consignées, armées, prêtes à marcher. Les répressions continuent, se multiplient contre la classe ouvrière. On perquisitionne, on arrête, on expulse... O République ! La folie gouvernementale est à son paroxysme...

Et M. Léon Vannoz, un pince-sans-rire, déclare dans les *Annales de la Jeunesse laïque* : « Nous avons, quant à nous, la *certitude* que des hommes comme Clemenceau, Briand, Léon Bourgeois, n'auraient pas permis l'exécution des perquisitions et les mesures de toutes sortes prises en vue du 1er mai, s'ils n'avaient eu la *certitude* [encore ?] que la République courait un véritable danger. Ils ont agi au mieux de ses intérêts et ils ont bien fait. Au lieu de rire, les *chefs* (*sic*) de la Confédération du Travail feraient mieux d'envisager froidement les faits... »

M. Vannoz est un laïque et un grand politique. Il a certainement raison : Vous avez tort de rire, ô « chefs » de la Confédération !

Je ne vois vraiment pas non plus pourquoi vous vous plaindriez. « La République est en bonnes mains », affirme M. Aulard, l'historien. « Les cléricaux, dit-il, ne se rendent pas compte que si Clemenceau a influé sur le résultat des élections, ç'a été par de grands et publics moyens (ah !), par sa célèbre démarche auprès des grévistes du Pas-de-Calais, par sa hardiesse

républicaine à ne pas mettre la force publique au service du capitalisme (qu'en pensez-vous, camarades mineurs?), mais au service de la liberté (laquelle?), par son souci de ne pas répandre le sang (oh! sans doute, quoi qu'il ait pris toutes les mesures propres à le faire couler, n'est-ce pas?), par la franchise originale de ce discours de Lyon (« ni réaction, ni révolution », a dit M. Clemenceau, plagiant un mot célèbre et ridicule) où la France républicaine s'est reconnue (retenons l'aveu...), par le sentiment qu'il a donné qu'on avait enfin un gouvernement qui saurait assurer le progrès par l'ordre et l'ordre par le progrès. (Le paradoxe est fort joli, M. Aulard, mais vraiment trop facile pour n'être pas obscur. L'ordre par le progrès, je comprends cela encore, mais le progrès par l'ordre, je ne comprends pas bien. Quant aux deux ensemble, j'avoue que je n'y vois plus rien du tout. Un peu trop pimentée, votre salade, M. Aulard!) Pour tout dire, à voir Clemenceau agir, à l'entendre parler, on a senti que *la République allait être gouvernée*. » (A la bonne heure, cette fois nous y sommes et pas un travailleur ne vous contredira. Vous avez pour vos amis des mots d'enfant terrible, M. Aulard. De grâce, prenez garde aux formules!... On vous dit savant. Et, ma foi, vous jugez bien ce qui n'est plus mais dans la bataille contemporaine vous n'y voyez guère, il me semble. Mais, j'y songe, M. Aulard est peut-être presbyte?...)

Mais laissons l'encens « républicain » des plumitifs et revenons, pour clore la série, aux propres agents de M. Clemenceau. Les préfets du Nord et du Pas-de-Calais, au nom du gouvernement de la R. F. versent le miel de leurs éloges sur les troupes dont ils se sont servis. C'est un assaut de lyrisme larmoyant et creux.

Le premier rappelle que « leur mission était difficile. Elles devaient, tout en respectant la liberté de la grève (vraiment?), assurer les personnes et les lieux et rétablir l'ordre, gravement compromis par l'*émeute* ». Tout cela, en effet, me paraît fort compliqué...

« Elle avait pourtant le droit, remarquent-ils avec regret, de se servir de ses armes contre les lâches agresseurs qui la mettaient en état de légitime défense. En dépit des insultes et des blessures, l'armée, avec un courage tranquille et une endurance stoïque, a accompli toute sa tâche et fait face à tous les dangers. » (Mais, ma parole, M. Clemenceau, ils font de la littérature, vos préfets!?...)

L'autre leur adresse ses « remerciements pour un concours qu'il a toujours vu très actif et toujours senti très confiant ». Il rend hommage à leur « dévouement infatigable », à leur « initiative sans cesse agissante »... (Soldats prolétaires, que l'obéissance passive a traînés devant vos frères en grève et qui aurez demain citations, médailles et lauriers pour récompense de vos vertus, que dites-vous de ces louanges?)

C'était en mars-avril 1906. Il y avait alors en France « la patrie la plus douce et la plus libre qui soit sous le soleil » un ministère radical et « démocratique »... L'hydre gouvernementale avait des têtes authentiques et populaires : Clemenceau, Briand, Bourgeois, Barthou... Au nom de l'ordre et du progrès, on traquait la classe ouvrière, et le « bateau républicain », sous la main des « pilotes », filait imperturbable, sa route triomphale : Nous étions enfin « gouvernés »!...

S. M. S.

EN VENTE

En plus des collections du journal que nous pouvons garder, il nous reste une dizaine, environ, des années 5, 6, 7, 8 et 9, que nous pouvons laisser pour 10 francs, plus 1 fr. 50 frais d'envoi.

Henrik Ibsen

Mme Rémusat rapporte ces paroles d'Ibsen :

... Là, il dit qu'il voulait parvenir à ce qu'il y a de plus grand et de plus parfait en beauté et en clarté.

— Et quand tu y seras parvenu? interroge sa sœur.

— Quand j'y serai parvenu, je mourrai, répondit-il.

Il avait alors 18 ans.

Ibsen a pu voir venir la mort tranquillement, son œuvre était accomplie, au prix de toute une longue vie tendue constamment vers un même but, le rêve ambitieux et splendide de sa jeunesse a été réalisé.

Ibsen est né dans une petite ville de la côte norvégienne, Skien, en 1828. Son père était, raconte-t-on, un commerçant gai et audacieux, et la vie lui apparaissait sans doute dégagée de toutes les misères matérielles. Le brusque effondrement de la fortune paternelle l'obligea de bonne heure cependant à gagner sa vie. Le théâtre l'attire tout de suite et au temps qu'il est élève pharmacien, il écrit et fait représenter sans grand succès, ses premières pièces : *Catilina*, *la Fête à Solhaug*, *la Châtelaine Inger d'Œstraad*, *les Guerriers à Helgeland*. Il devient régisseur du théâtre de Bergen, puis de celui de Christiania. Son caractère hautain et volontaire convient peu aux entreprises commerciales et quand le théâtre de Christiania fait faillite, un peu las de ces luttes, il sollicite du gouvernement une bourse de voyage. La représentation de la *Comédie de l'Amour*, donnée à cette époque, appuie mal sa demande.

Ce n'est plus de l'indifférence que provoque son œuvre, c'est de la colère. Sans qu'on puisse bien s'expliquer pourquoi, tout Christiania se soulève. Dégoûté cette fois, Ibsen quitte la Norvège, où il ne reviendra que dans les dernières années de sa vie. Il va à Rome, et plus tard à Munich.

Ce n'est pas dans ces quelques faits qu'il faut chercher Ibsen. Ils ne sont utiles à rappeler que parce qu'ils ont dénationalisé Ibsen qui, d'abord par sentiment, ensuite par raison, perd toute idée de patrie et de nationalité et devient progressivement un de ces « bons Européens », dont parle Nietzsche, un de ces esprits dont profite la culture occidentale tout entière.

C'est dans son œuvre qu'il est tout entier. Cela fut vraiment sa vie. Il lui fallait à peu près deux ans pour écrire une pièce et il s'y donnait complètement, fermant son esprit à toute autre préoccupation. Lorsque les frères Brandès fondèrent une revue, ils le prièrent vivement d'y collaborer. Par amitié pour Georg Brandès qui, un des premiers, l'avait compris et aimé, et correspondait avec lui longtemps avant de l'avoir vu, il accepta; mais bientôt, après avoir donné seulement une ou deux poésies, il déclara qu'il lui était impossible de faire autre chose que ses pièces. Toujours, semble-t-il, il avait devant lui le haut idéal de sa jeunesse et une volonté peu commune l'empêchait de s'en détourner.

Ce long labeur explique la perfection technique de ses œuvres et la conscience avec laquelle sont traités les problèmes qu'elles agitent.

Cette perfection technique, il ne l'a pas toujours possédée. Dans ses premières pièces et même encore dans *Maison de Poupée*, il y a des procédés du vieux théâtre que Brandès, amicalement, lui signale. Ibsen s'en rend compte ; il soigne encore davantage la forme et, quelque temps après, il écrit avec joie qu'il a enfin accompli le tour de force d'éviter tout monologue, même tout aparté.

Non que la forme seule le préoccupe. En 1865, il écrit à Björnson que le voyage qu'il vient de faire eut pour résultat de lui faire abandonner le point de vue de l'esthétique pure, de l'esthétique considérée comme ayant une valeur en soi. Mais il sent qu'il fait une œuvre nouvelle, si différente du théâtre conventionnel d'alors, et qu'il est nécessaire de la présenter d'une façon nouvelle aussi. Il a lu Dumas ; il a vu ses défauts, et il est bien déterminé à exclure de son œuvre tous les longs discours, réthorique fastidieuse et lassante.

De ces pièces, si neuves comme forme, voyons s'il est possible de dégager une signification commune et d'en trouver la pensée même d'Ibsen.

On sait comment ce puissant dramaturge nous fut révélé. Antoine joua le *Canard sauvage* et plus tard les *Revenants* ; le Vaudeville donna *Hedda Gabler* ; puis vinrent les représentations de l'*Œuvre*, qui commencèrent, je crois, par *Rosmersholm*. D'Ibsen qui veut qu'on joue ses pièces dans l'ordre chronologique, nous connûmes d'abord les dernières productions.

Quel ardent enthousiasme se manifestait à ces soirées de l'*Œuvre*! Comme notre joie était grande d'entendre exprimer nos idées en ce clair et pur langage que parlent les personnages d'Ibsen dans des pièces d'un art dramatique achevé et qui, quoi qu'on en dise, intéressent et passionnent les spectateurs.

Quelles figures attachantes que celles de Brand, de Jean Rosmer, de Thomas Stockmann, des femmes surtout, d'une beauté intellectuelle si parfaite, Lona Hessel, Nora, Petra Stockmann, Rebecca West, Hilde Wrangel.

Mais quand nous cherchions à identifier Ibsen avec ses personnages, les uns nous accablaient de leur dilettantisme, les autres de leur symbolisme. Avions-nous tort? Ibsen est-il si impénétrable? Je ne le crois pas. Je crois fermement qu'il est bien le révolté que nous voyions en lutte contre les tyrannies sociales, les préjugés, les mensonges conventionnels sous lesquels l'individu est accablé.

Nous avons, maintenant que sa correspondance a été publiée, des documents précieux pour étayer notre opinion, les idées que nous acclamions, nous les voyons exprimées par Ibsen lui-même. Dès 1872 — l'*Ennemi du Peuple* n'est que de 1882 — il écrit à Brandès :

« Selon moi, le solitaire est le plus fort. » Et même, deux ans plus tôt, il avait déjà écrit ces lignes significatives : « Les événements contemporains occupent pour une large part ma pensée. La vieille France chimérique est démolie ; le jour où la jeune Prusse réaliste aura subi le même sort, nous entrerons d'un seul bond dans une ère nouvelle. Oh! comme les idées alors s'écrouleront autour de nous! Il serait temps que cela arrivât! Nous vivons des miettes tombées de la table de la Révolution au siècle dernier ; cette nourriture est depuis longtemps mastiquée et remastiquée. Les idées ont besoin d'aliments et de développements nouveaux. Liberté, égalité, fraternité ne sont plus ce qu'elles étaient à l'époque de la défunte guillotine. Les politiciens s'obstinent à ne pas le comprendre et c'est pourquoi je les hais. Ils veulent des révolutions partielles, des révolutions toutes de surface, d'ordre politique. Niaiseries que tout cela. Ce qui importe, c'est la révolte de l'esprit humain. »

Un an plus tard, en 1871, il dit encore : « La Commune de Paris n'a-t-elle pas indignement agi en me gâtant mon excellente théorie gouvernementale ou plus exactement « antigouvernementale ». Voilà mon idée pour longtemps anéantie. N'importe! Le fond en est bon, cela me saute aux yeux. Elle sera quelque jour mise en pratique sans rien qui la tourne en caricature. »

Ainsi, Ibsen ne vit pas, comme on voulait nous le faire croire, en dehors de son temps. C'est dans les événements contemporains qu'il puise la matière de ses pièces. Et il serait facile de montrer par un examen général de son œuvre qu'il a toujours dirigé ses efforts vers le même but : la libération de l'individu. Il veut, comme Rosmer, ennoblir les esprits et purifier les volontés ; mais c'est une tâche que chacun de nous doit remplir pour son propre compte. Débarrassons-nous des idées toutes faites ; cherchons, comme Nora, à nous faire par nous-même une idée sur les grands problèmes sociaux ou religieux ; écartons résolument les conducteurs de foules qui possèdent au plus haut degré l'esprit de compromis, et allons courageusement jusqu'au bout de notre pensée.

Il y a quelques années, après une représentation de l'*Ennemi du Peuple*, M. Clemenceau, qui était alors au moment de son plus complet développement intellectuel et de sa plus grande influence — il n'était plus député — célébra la pièce avec enthousiasme, admettant tout, y compris la conclusion. Et contre Jaurès qui, naturellement, plaidait pour la masse, il défendit « l'homme seul ». Il ajouta, cependant, qu'il manquait à l'*Ennemi du Peuple* un sixième acte, dans lequel l'auteur aurait montré la diffusion de la vérité.

Avec l'affaire Dreyfus, nous avons vécu l'*Ennemi du Peuple*. Et nous avons eu le sixième acte. Quel lamentable spectacle! Quel déchet de l'idée dans sa diffusion! Quels misérables résultats sociaux amène la *victoire*! Non, Ibsen n'en aurait

pas voulu de ce sixième acte. Comme Brand, il n'aurait jamais composé avec l'esprit de compromis. L'effort individuel seul importe, parce que seul il est noble et fécond. « Ce que j'aime, a-t-il écrit, c'est la lutte pour la liberté; je ne me soucie pas de la possession. »

ANDRÉ ALFRED.

A NOS LECTEURS

Pour les raisons que l'on connaît, pas de supplément cette semaine.

Notre camarade Pierre Monatte, toujours détenu à la prison de Béthune, pour le fameux complot dans lequel on n'a pas même osé l'impliquer, nous écrit, à la date du 27 mai, la lettre suivante :

Me voici à mon 35e jour d'emprisonnement et je ne suis pas plus avancé qu'à mon premier jour. J'ai attendu toute cette semaine la nouvelle de ma mise en liberté provisoire. La semaine s'est passée et j'attends toujours. Je ne comprends rien à la situation qu'on me fait. Mon délit — les paroles prononcées — pouvait venir de suite en jugement. Quant au complot, au fameux complot, les élections passées, quel intérêt le gouvernement a-t-il à le conserver?

Je n'ai su que très tardivement, Lafont ne me l'ayant pas dit dans ses lettres, qu'on avait déclaré avoir trouvé chez moi des papiers établissant des rapports entre révolutionnaires et bonapartistes. Je vous sais gré de n'avoir pas hésité à démentir ce bruit. Vous me connaissiez assez, comme vous connaissiez d'assez près ma vie pour savoir que de telles affirmations étaient mensongères.

Lorsque je pourrai voir les journaux et répondre, je ne manquerai pas de régler leur compte aux Charbonnel de toutes soutanes. Je me promets, en outre, de vous écrire, dès que j'en aurai les éléments en mains, l'histoire de cette singulière grève du Pas-de-Calais. Ce n'est pas une promesse en l'air que je vous fait. Dès que je pourrai, je me mettrai au travail. Ce sera évidemment un peu long. La grève présente quelques aspects singuliers. Elle contient, outre son enseignement économique, une leçon de choses politique qu'il serait sot de laisser perdre.

— Vous avez dû apprendre par Lafont que Clemenceau avait donné l'ordre de me traiter en détenu politique. Cela, une huitaine de jours après mon arrestation. Or, il avait, paraît-il outrepassé ses droits; il avait empiété, lui, Intérieur sur les droits de Justice. Comme prévenu, j'appartiens à la justice. Je suis donc resté au droit commun. Je n'ai pu obtenir même d'avoir des visites comme en ont tous les détenus, par le moyen de la fameuse grille. Tous mes amis de Lens, se sont vu refuser impitoyablement l'autorisation. Ma demande est restée sans réponse, comme est restée aussi celle où je demandais à avoir des livres du dehors. Silence complet.

J'ai donc dû me satisfaire des livres de la bibliothèque de la prison et vous pouvez imaginer quels livres. Je n'aurai même pas eu le bénéfice de pouvoir travailler durant ce mois de prison; j'avais dressé une liste de lectures que j'ai dû remiser. Je ne l'ai pas déchirée; peut-être me servira-t-elle un de ces jours quand Clemenceau ajoutera une scène de plus à sa petite comédie et me fera condamner à faire mes 6 mois de sursis de l'an dernier.

Lafont a demandé ma mise en liberté, voici bientôt une quinzaine. Il espère l'obtenir.

Bien affectueusement à tous.

PIERRE MONATTE.

Erratum. — Dans les vers de Ponchon, de notre dernier dessin, lire les *Versailleux* au lieu de Versaillais.

VIENT DE PARAITRE

L'Etat, son rôle historique, par P. Kropotkine; une brochure, 0 fr. 25 par la poste.

Dans cette brochure, notre ami traite, en passant, du rôle des communes et des corporations et jette un peu de clarté sur ces questions tant embrouillées par les historiens bourgeois.

A titre de propagande, nous la laisserons à 12 francs le cent.

MOUVEMENT SOCIAL

Sous l'uniforme. — Quand Emile Vautier partit au régiment, il était atteint de pleuro-pneumonie, ce qui était certifié par un médecin civil. Mais le médecin militaire ne daigna naturellement pas jeter les yeux sur le certificat délivré par un civil, et l'état du malheureux soldat s'aggrava. Il fut admis alors, non à l'hôpital, mais seulement à l'infirmerie, et au bout de huit jours il mourut à l'hôpital militaire d'Avesnes où on l'avait transporté au dernier moment.

Dans toutes les lettres qu'il écrivit à son père, revient la même phrase accusatrice : Je manque de soins!

⁂

Antimilitarisme. — Louis Galan, 65 ans, est accusé d'avoir provoqué des militaires à la désobéissance à Saint-Ouen. C'est d'abord un lieutenant qui vient déposer à la barre; il n'est pas content, parce que toutes les fois que Galan le voyait à la tête de ses hommes, il s'écriait : Voilà les mardi-gras! Voilà les déguisés! Ensuite, c'est un maréchal des logis. Il affirme que Galan lui a dit que les officiers étaient des assassins, que l'armée était inutile, etc., et qu'il a essayé de le détourner de ses devoirs militaires en l'accusant d'avoir volé ses galons.

Galan nie ces derniers faits, mais entre l'affirmation d'un civil et celle d'un militaire, il n'y a pas de doute pour les jugeurs.

Galan est condamné à 3 mois de prison. Il se retire en s'écriant : « La Vérité est en marche! »

F. C.

⁂

Signe des temps. — D'une dépêche, datée de Brest, 17 mai, au journal *Le Matin* :

« Il y a un mois environ, le chef de poste de Kerhuon, en visitant les cartouches de ses hommes, s'aperçut que plusieurs n'avaient pas le poids normal. Il en démonta une et vit qu'elle ne contenait plus de poudre. Toutes les cartouches du poste furent alors inspectées, ce qui permit de constater qu'un certain nombre se trouvaient dans le même cas.

« L'autorité militaire, aussitôt informée, ouvrit une enquête. Les soupçons se portèrent sur le soldat Sauvage, sur qui des brochures anarchistes avaient été saisies auparavant. On l'arrêta. Un dossier fut constitué et envoyé au ministre. ***En attendant, Sauvage subit une punition de soixante jours de prison.***

« L'enquête militaire continue, mais il est possible qu'elle ne puisse parvenir à établir que le « sabotage » des cartouches est le fait de Sauvage, aucun témoin n'existant.

« Quel qu'en soit l'auteur, l'acte est d'autant plus grave que la compagnie dans laquelle il fut commis était chargée, durant les troubles du 1er mai de garder le viaduc de Kerhuon et la poudrerie. »

Doux Seigneur! où allons-nous?

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — L'événement de la semaine? Il n'y a pas d'événement de la semaine, si ce n'est, peut-être, l'entrée dans la lutte des blanchisseurs de la Seine, dont les deux principaux centres sont Boulogne et Billancourt. A leurs *cahiers*, figure en bonne place la revendication de la journée de 9 heures.

J'ai pu signaler la semaine passée que le lock out des entrepreneurs du Métro avait lamentablement échoué. Le 22 mai, tous les chantiers étaient rouverts; aucun terrassier ne s'y est présenté et un meeting syndical a répondu à l'acte patronal par une nouvelle affirmation de la grève générale. A l'heure actuelle, les chantiers demeurent déserts et ce ne sont pas les quelques pauvres diables, ramassés on ne sait où, qu'on y voit monter et redescendre des seaux, qui parviennent à donner l'impression d'une sérieuse reprise du travail.

Les bijoutiers-orfèvres, en grève depuis plus d'un mois, ont, eux, repris la besogne, remettant à une date ultérieure le recommencement de la lutte engagée pour les 8 heures. Nous savions fort bien que les 8 heures ne se conquerraient pas d'un coup et que la bataille serait longue. Ce qui importait, c'était, devant le patronat hostile et le public indifférent, de poser avec éclat la volonté du prolétariat. Et c'est ce qui a été fait.

M. Barnes, secrétaire de l'organisation internationale des lithographes était dernièrement à à Paris. Il s'y est rendu compte, personnellement de la légitimité des revendications ouvrières et a assuré le prolétariat de la corporation de l'appui pécuniaire des organisations lithographiques d'Angleterre, d'Allemagne et des autres pays. Que les lithographes, toutefois, se disent bien que, dans toute grève, le ressort essentiel n'est pas l'argent, mais l'énergie morale et, au besoin, la *force*. On peut suppléer à l'argent qui manque; rien ne peut dans la lutte, suppléer à la volonté de vaincre par tous les moyens.

Au reste, ce n'est pas seulement par des secours en argent que se sera dénotée, au cours des grèves présentes, la solidarité internationale : nous tenons de bonne source qu'en Allemagne, en Belgique et en Suisse, les typographes se sont refusés à composer les manuscrits venus de France.

A Paris, la plupart des patrons imprimeurs ont cédé. Seules les trois grandes maisons Chaix, Paul Dupont et Lahure s'obstinent à la résistance.

Pas de modification dans la grève de la voiture, dont le comité a protesté avec force contre les statistiques policières tendant à faire croire à la décroissance du mouvement gréviste.

Dimanche, dans le XVIe arrondissement et lundi dans le XIXe, des manifestations d'ouvriers maçons ont été chargées par la police et les dragons avec une violence acharnée. On se serait cru aux beaux jours qui suivirent le Premier Mai. Des grévistes ont été blessés et la police a naturellement procédé à des arrestations. Les chats-fourrés ont pour longtemps du pain sur la planche.

L'autre jour, M. Noblemaire, parlant au nom de l'Action populaire, de l'écrasement de son parti aux élections dernières, constatait que les conservateurs avaient perdu la direction politique du pays, mais que leur puissance économique subsistait tout entière et que, par conséquent, il était permis d'espérer. Rien de plus juste. C'est donc sur le terrain économique que se livreront les batailles de l'avenir. Ce sera donc la guerre sociale dans toute sa rigueur. Bourgeois et prolétaires vont enfin se trouver face à face. A chacun de prendre position, d'un côté ou de l'autre de la barricade, car il n'est plus possible d'apaiser le conflit.

AM. D.

⁂

Le Chambon-Feugerolles. — Dans une lettre à leurs patrons et un appel à la population, les ouvriers en limes du Chambon-Feugerolles, disent : « Nous voulons bien travailler pour vivre, mais nous ne voulons plus vivre pour travailler. » Ces camarades ont grandement raison. C'est parce que, jusqu'à ce jour, les ouvriers ont été considérés et se sont considérés eux-mêmes comme des bêtes de somme et des machines à produire, que leur situation est encore si précaire.

Les dernières grèves dans la Loire, où, partout, les ouvriers ont obtenu une majoration sur les heures supplémentaires, ont attiré l'attention sur une plaie trop négligée jusqu'ici. Ne voulant pas payer de majorations, les patrons ont tout simplement supprimé les heures supplémentaires, et je m'en réjouis.

Mais cela ne fait pas la joie de bon nombre d'ouvriers qui, ne gagnant que 3 fr. ou 3 fr. 25, n'avaient d'autre moyen d'augmenter un peu leur modeste budget, insuffisant à élever une famille, que de « faire des heures », de veiller le soir, de travailler fêtes et dimanches. Les travaux forcés, quoi! Pour peu que le patron les en eût priés, ils auraient porté leur lit à l'atelier. Quelques-uns faisaient ainsi jusqu'à *40 journées dans un mois*, ce qui représente un travail effectif de 15 heures par jour. Conçoit-on qu'un ouvrier trime 15 heures d'affilée pour gagner environ 4 fr. 50 ou 5 fr.?

Le travailleur n'a-t-il donc pas d'autre perspective que de se tuer par excès de travail, ou de périr d'inanition par excès de misère?

Ah! oui, les savants peuvent chercher le sérum qui préservera de la tuberculose; on peut faire une guerre acharnée au bacille de Koch. M'est avis que les bagnes industriels contribuent davantage que la contagion à faire des tuberculeux et que ceux qui exploitent ces bagnes et en retirent leur luxe sont des microbes mille fois plus

malfaisants que ceux que le sérum aurait pour but de détruire.

Malheureusement, beaucoup d'ouvriers ne le comprennent pas encore : « Nous gagnions peu, il est vrai, mais en veillant et en travaillant le dimanche, on gagnait encore sa petite vie. Voilà à quoi servent les grèves, etc. ».

Ils ne sont pas encore de l'avis de ce chemineau qui disait à son racle-côtes : « C'est pas des heures qu'il faut, c'est des centimes ». Les métallurgistes ne calculent pas que 30 journées à 4 francs donnent la même paie que 40 à 3 francs et qu'il serait bien préférable pour eux, tant au point de vue intellectuel que physique, de gagner 4 francs que de travailler jour et nuit pour faire 40 journées. Se tuer pour mieux vivre, voilà une conception bien digne d'un homme du xxe siècle. Où cet homme prendra-t-il le temps de lire, de discuter, de réfléchir? A peine a-t-il avalé sa maigre pitance qu'il se jette au lit harassé, exténué. Et cela tous les jours d'un mois, d'une année, d'une vie !...

Travailler, manger et dormir est-ce donc toute la vie ?

Si les travailleurs voulaient regarder autour d'eux et constater que les patrons prennent beaucoup plus de soin de leurs chevaux que des hommes qu'ils emploient, consentiraient-ils à se laisser ravaler au-dessous de la bête? Cela n'est pas possible.

Cela, d'autres camarades l'ont compris, et ce sont précisément ceux qui en avaient le moins besoin. Tant il est vrai que la misère dégrade l'individu. Le mouvement en faveur de la diminution des heures de travail est lancé et j'ai le ferme espoir et la conviction que sous peu la journée de neuf heures sera un fait accompli.

Et les anarchistes y auront contribué pour une bonne part.

R. Galhauban.

ÉTATS-UNIS

La Catastrophe de San Francisco (*Suite*). — Pendant plusieurs jours, sous la menace des fusils, on réquisitionna pour les travaux les plus divers. Ceux qui firent des objections furent fusillés sans merci.

Cette rage de tuer fut si grande qu'elle se propagea aux simples citoyens qui, sous prétexte de « défendre la propriété », s'amusèrent à jouer aux soldats, c'est-à-dire aux meurtriers.

Une nuit, une automobile portant la croix rouge de Genève et dans laquelle se trouve toute une escouade d'ambulanciers, passe devant un poste de citoyens armés, qui, sans sommation, tirent sur l'automobile. Un balle tue instantanément le Dr H. C. Tilden; deux autres ambulanciers sont atteints dans le dos, presque mortellement. Le lendemain, un soldat tente de tuer le chef de la police Dinan.

C'en était trop et l'on commença à s'apercevoir que si un tel état de choses durait, il ne resterait bientôt plus à San Francisco que des ruines et des soldats pour les garder.

L'opinion publique, très difficile à émouvoir dans ce pays, s'émut.

William Randolph Hearst (1), dans l'*Examiner*, commença à protester. Il nous dit d'abord, chose incroyable de la part d'un démocrate américain, que la vie humaine est plus précieuse que la propriété et que l'on ne doit tuer qu'à la dernière extrémité.

Dans son article éditorial de l'*Examiner* du 23 avril, le leader de la démocratie est encore plus agressif. Il s'en prend surtout aux soldats de la milice et il arrive à cet aveu : qu'aux calamités (le tremblement de terre et le feu) qui ont presque totalement anéanti San Francisco, le peuple de cette ville doit ajouter les crimes commis par les soldats.

« Le meurtre, dit-il notamment, est autant un meurtre dans une ville qui brûle que dans une ville qui jouit de la tranquillité la plus parfaite — et, en vérité, il est même pire que dans les conditions normales.

. . . .

« Ceux qui avaient pour mission de préserver l'ordre n'ont fait qu'accroître le désordre ; ils sont aussi coupables que les malfaiteurs contre lesquels ils devaient protéger la ville. »

Les déclarations de Hearst seraient, certes, plus belles s'il généralisait un peu, au lieu de s'en prendre particulièrement aux soldats de la milice. — Il est vrai que ces derniers furent encore plus zélés et plus féroces que les soudards des troupes fédérales.

De son côté, Dinan (le chef de la police) protesta et déclara que jamais l'ordre n'avait cessé de régner à San Francisco et que, pour maintenir cette tranquillité, point n'était besoin d'un tel déploiement de forces.

Enfin, pour résumer toutes ces tueries, l'on peut dire sans exagération que les soldats et tous les défenseurs de l'ordre ont fait à San Francisco, durant ces neuf derniers jours autant de victimes que le tremblement de terre et l'incendie.

⁂

Dès que la nouvelle du désastre se fut répandue à travers tous les Etats-Unis, tous les requins de la politique et de la finance entrèrent en campagne et firent vibrer, à qui mieux, la corde inusable de la philanthropie.

Aussitôt de tout côté arrivèrent des trains, des chargements entiers, pour nous ravitailler et bientôt l'abondance encore régna à San Francisco. Les autorités locales, de leur côté, avaient confisqué toutes les denrées comestibles des magasins non sinistrés et supprimé tout trafic.

Là encore, les représentants de la société bourgeoise se montrèrent ineptes; ils ne surent donner à chacun de nous ce qui lui était nécessaire, sans blesser le sentiment de la dignité humaine.

On nous traite comme des mendiants aux portes des bureaux de bienfaisance. C'est à la queue leu leu que tous, hommes, femmes et enfants, sans distinction de classe d'ailleurs, nous devons attendre notre tour pour recevoir le pain et la pitance philanthropique sous l'œil criminel des soudards qui, fusil sur l'épaule ou sous le bras, sont prêts à nous tirer dessus au moindre murmure.

Nos résidences sont les campements en plein air, le couchage sous les tentes.

La discipline qui nous est imposée est celle qui est en vigueur dans les pénitenciers. Dès dix heures du soir, toutes les lumières doivent être éteintes et nul ne doit sortir de chez lui *sous peine de mort*.

⁂

La grande presse bat la caisse en l'honneur de la philanthropie capitaliste. William Randolph Hearst, qui aspire à la présidence, se sert du désastre de San Francisco comme d'un tremplin pour atteindre le pouvoir. Les colonnes de ses journaux sont remplies de louanges à son adresse; ses dons sont énumérés avec une répétition qui ne dissimule même pas le charlatanisme.

Les grands financiers, avec l'aide de la politique, se préparent à battre monnaie sur les ruines de la cité californienne. Ils veulent construire un nouveau San Francisco sur un plan plus moderne et encore plus propice aux spéculations financières.

Le sinistre qui a presque anéanti toute la ville et occasionné d'innombrables victimes, assure un double triomphe aux vautours de la banque : Par leur philanthropie hypocrite, ils passent pour des sauveurs, et, dans le désordre et la détresse du cataclysme, ils préparent de fructueuses spéculations.

Les politiciens, de leur côté, trouvent un champ propice à leurs manœuvres mensongères.

Enfin, pour conclure, j'insisterai sur ce point que, sous le régime anarchique et communiste, il aurait été facile, en face d'un sinistre comme celui de San Francisco, de réduire à un chiffre minime le nombre des victimes et que même il aurait été possible d'enrayer l'incendie dès ses débuts.

⁂

Nous ignorons encore le nombre exact des victimes. Les autorités locales semblent vouloir cacher le chiffre des morts. La municipalité déclare qu'elle a enregistré *1,005 victimes* et le général commandant la force militaire proteste en disant que ce chiffre ne s'élève qu'à *297 ;* la contradiction est flagrante. La réalité est que la plupart de ceux qui ont été tués par les soldats, ont été enterrés sans être identifiés. Dans différents endroits de la ville les soudards ont réquisitionné des hommes et les ont obligés à creuser d'immenses fosses, où, pêle-mêle, ils ont jeté les corps des victimes. On sait aussi que grand nombre de cadavres ont été jetés dans les flammes et l'on s'attend à trouver de nombreux débris humains dans les décombres.

Laurent Casas.

RUSSIE

Pour les ouvriers russes sans travail. — Le Comité international de secours aux ouvriers russes sans travail, fondé à Lausanne, le 2 avril 1906, adresse l'appel suivant :

AUX OUVRIERS D'EUROPE

« Le Comité international de Lausanne de secours aux ouvriers russes sans travail, vos frères par le travail et par le but commun que vous poursuivez, s'adresse à vous, ouvriers d'Europe, et vous fait cette instante prière : Aidez selon votre pouvoir le peuple russe par votre collaboration morale et matérielle !

« Les ouvriers du monde entier doivent s'aider les uns des autres dans leur œuvre commune : l'affranchissement du travail du joug du capital, de la violence, de l'autorité.

« Cette aide mutuelle les réunira en une force unique invincible et hâtera la victoire de la justice sur la force arbitraire, de la vérité sur le mensonge, de l'homme sur la brute.

« Le peuple ouvrier russe a décidé de lutter jusqu'à ce qu'il remporte la victoire complète sur son ennemi. Aidez-le à hâter le combat !

« Lausanne, le 8 mai 1906. »

Cet appel a été signé par Maxim Gorki, Léonid Andréiev, Alexandre Amfitéatrov.

On est prié d'adresser toutes les offrandes et les communications au trésorier du Comité international, Kyrill Sliontchenko, 3, place du Nord, à Lausanne (Suisse).

⁂

Les attentats. — La nouvelle que le comte Ignatieff, l'un des plus cruels représentants de la réaction en Russie, avait été à Kief la victime d'un attentat mortel, a été démentie.

A Pétersbourg, le 14 mai (1er mai russe), comme l'amiral Konzvitch parcourait les chantiers de construction du port, menaçant tout ouvrier qui chômerait en l'honneur de la fête du travail d'un renvoi immédiat, il fut atteint par l'un d'eux d'une pierre dans la région lombaire et succomba peu après.

Ce Konzvitch était réputé pour sa violence et sa haine des travailleurs. Détail caractéristique : les ouvriers refusèrent de dénoncer le meurtrier. Si l'on en croit certaines dépêches, celui-ci aurait été arrêté quelques jours après : ce serait un étudiant nommé Paskiévitch qui, accoutré en ouvrier manuel, faisait de la propagande révolutionnaire parmi le personnel des chantiers de la Néva.

Le même jour, à Varsovie, un jeune terroriste jeta une bombe au capitaine de police Constantinov qui était en faction dans la rue Marszalkowska avec deux agents de police et quatre soldats.

Le capitaine fut mis en capilotade, tandis que les deux agents et six autres personnes étaient grièvement atteints. Le meurtrier prit la fuite et, poursuivi, fit feu de son revolver sur un soldat qui fut blessé; les autres soldats abattirent à coups de fusil le jeune héros, ainsi que deux autres personnes.

Il paraît que les terroristes suivaient Constantinov depuis exactement un an. Le 1er mai 1905, Constantinov avait ordonné à ses agents de faire feu sur un cortège de manifestants, dont *trente avaient été tués*. Cet assassin a fini sa carrière.

⁂

Les attentats. — A Tambov enfin, le policier Ejonov qui, avec Abramov, avait fait subir à Marie Spiridonowa les tourments que l'on sait, a été l'objet d'un attentat en pleine rue. Un révolutionnaire l'a abattu comme un chien à coups de revolver; il a été malheureusement arrêté.

⁂

BULGARIE

Les instituteurs bulgares. — Il se produit ici depuis quelques mois des événements intéressants, mais le loisir m'a toujours manqué pour en faire part aux *Temps Nouveaux*. Je suis en prison depuis deux mois et pour dix mois encore,

(1) Député au Congrès pour l'État de New-York et propriétaire de grands journaux quotidiens. Il forme à lui seul une sorte de trust de la presse. Il est devenu archi-millionnaire en combattant la grosse finance. Il aspire à la Présidence des Etats-Unis comme candidat démocrate.

ayant été condamné à un an pour propagande par le fait; il m'est donc enfin possible de correspondre avec vous.

Voilà douze ans, fut fondée la Fédération des instituteurs bulgares, laquelle groupe les sociétés de tous les districts, reliées par un Comité fédéral et qui dispose d'un organe. Le but proposé est l'amélioration matérielle et intellectuelle de la condition de l'instituteur. Quant aux *moyens*, c'avait été jusqu'ici des meetings, des pétitions, des appels au corps électoral et aux élus.

Longtemps, la Fédération fut plongée dans le sommeil. Depuis deux ans, elle commence à s'éveiller. Tout d'abord, elle connut la scission : 200 membres s'en séparèrent pour créer une Fédération rivale; c'étaient les social-démocrates, disciples de Marx.

Pourtant c'est parmi les membres restés fidèles à la vieille Fédération que se trouvent les éléments les plus radicaux, ceux qui mènent l'énergique campagne d'à présent.

Notre camarade *Stoinoff*, de la société de Choumla, envoya, à la fin de l'an dernier, deux ou trois articles à l'organe fédéral sur la situation des instituteurs : il y conseillait l'emploi de l'*action directe*. On lui fit de l'opposition parmi les collaborateurs de l'organe fédéral et les articles ne furent pas publiés.

Cela n'empêcha pas les idées de marcher. Les sociétés de Choumla, Razgrad, Provadia ont voté des résolutions en faveur de la grève générale.

Aux assemblées régionales d'instituteurs qui se tinrent à Philipopol et à Iambol, pour les fêtes de Pâques, fut invité Stoinoff, qui parla pour la grève générale, laquelle fut acclamée en principe dans l'une et l'autre assemblée.

A Tirnovo, à la même date, les instituteurs votaient une semblable résolution. Dans toutes ces assemblées, nos camarades ont été très actifs.

La presse bourgeoise est stupéfaite de tant d'audace; la presse social-démocrate se tait. Les chefs socialistes n'ont pas manqué de prendre violemment à partie Stoinoff et nos autres camarades dans les réunions d'instituteurs. Ceux-ci pourtant, bien qu'en majorité socialistes, se sont prononcés, malgré leurs dirigeants, pour l'action directe.

* *

Le jeune Kantcheff, de Razgrad, qui a déjà passé deux ans de sa vie en prison, sous l'accusation d'attentat contre notre prince, vient d'être incorporé dans l'armée bulgare. Mais il a refusé l'obéissance, ne reconnaissant pas d'autre chef que lui-même. Il a été de nouveau incarcéré.

W. KILIFARSKY.

Notes Internationales

Allemagne. — Des perquisitions ont eu lieu dernièrement à Carlsruhe, Manheim, Ludwigshafen, Cologne, Velten, Elberfeld, Bremerhafen, Magdebourg et Berlin. La police voulait trouver des numéros de mai du journal *Der Revolutionær*, qui a été saisi et doit être poursuivi; mais elle est revenue bredouille de sa laborieuse expédition. Les camarades, prévenus à temps, avaient eu le loisir d'enlever les « objets compromettants. »

Autriche. — Il y a quelques mois est décédé à Vienne le rédacteur de la *Ruthenische Revue* (la Revue oukrainienne), le citoyen Roman Sembratowycz. Pendant de longues années, il fut, avec Michel Dragomanow, l'un des écrivains les plus brillants de l'Ukraine. C'est lui, en somme, qui nous a révélé pour ainsi dire l'existence, en Autriche-Hongrie et en Russie, de trente millions d'hommes ayant leur langue propre, leur littérature et leur histoire propres. Jusques il y a un an ou dix-huit mois, ces Ruthènes ne pouvaient pas parler leur langue, ni publier un journal dans leur idiome; le knout du czarisme pesait sur ces malheureux plus lourdement que sur tous les autres « sujets » de Nicolas. C'est Sembratowycz qui publia, en 1903, le fameux manifeste ruthène qui fit connaître à l'Europe la situation lamentable de ses concitoyens.

Hollande. — Les antimilitaristes hollandais se sont réunis en congrès, à Utrecht, pendant les fêtes de Pâques. Il y a à l'heure actuelle, 28 sections de la Ligue en Hollande; 21 étaient représentées au congrès. L'organe de la ligue, *De Wapens neder* (à bas les armes!) tire régulièrement à 3300 exemplaires, mais plusieurs numéros, plus spécialement destinés à la propagande, ont été tirés à 20000 exemplaires. La ligue publie aussi de nombreux pamphlets, par ex. : Le racolement dans la marine hollandaise (4000 ex.); le cas Tazelaar, refus de service (10000 ex.); le Gouvernement hollandais, marchand d'âmes (20000 ex.); le Manuel du soldat (40000 ex.); le militarisme dans tous les pays d'Europe (100000 ex.). — Les camarades hollandais se proposent de publier une nouvelle brochure : Les syndicats et l'antimilitarisme, et de plus, le Congrès a décidé de publier des pamphlets en langue allemande, qu'on introduirait clandestinement dans le pays du Kaiser.

Danemark. — Le journal *Ny Tid* (Temps nouveaux), rédigé par le camarade Mikkel Christensen, à Copenhague, publie des numéros exceptionnels, consacrés exclusivement à la propagande antimilitariste, et qui sont répandus à des milliers d'exemplaires jusque dans les coins les plus reculés du pays. Plusieurs des colporteurs du dernier numéro ont été arrêtés.

Norvège. — Il y a quelques semaines est mort à Christiania le camarade Cristofer Hansteen, un des plus dévoués propagandistes de l'anarchie en Norvège. Après avoir fait des études universitaires, il était devenu typographe. En 1893, il fut arrêté, à l'occasion des manifestations du 1er mai et condamné à la prison. En 1897, il publia le journal *Anarkisten* et traduisit les *Paroles d'un révolté* de Kropotkine. Après avoir séjourné à Londres pendant quelques mois, il retourna dans son pays et fonda *Til Frihet* (pour la liberté), mais le mal dont il souffrait l'obligea d'interrompre cette publication. En 1898 il donna encore la traduction de *Die freie Gesellschaft* (la Société libre) de John Most. Depuis lors, il ne put plus se livrer à aucun travail de longue haleine et la mort est venue maintenant le délivrer pour jamais de ses souffrances.

Espagne. — Les persécutions ne discontinuent pas; les prisons sont pleines de camarades. A Tarassa l'ami Ribara, rédacteur de *Germinal*, à Madrid le camarade Aguilar, pour un article de journal antipatriote et antimilitariste, sont condamnés à de longs mois de prison. Trois rédacteurs de la *Huelga general* (la grève générale) de Madrid, tous les rédacteurs de la *Luz de Obrero* (la lumière de l'ouvrier) de Cieza, et plusieurs de *Humanidad libre* (l'humanité libre) de Jumilla, sont en prison. Le camarade Bonafulla, rédacteur de *El Productor*, l'organe anarchiste de la population ouvrière de Barcelone, a été placé sous la surveillance de la police. Les amis Martinez, rédacteur de *Humanidad* d'Alcoy, Menendez, rédacteur des *Tiempos nuevos* (les Temps nouveaux) de Gijon, Jaime Cacás, rédacteur du *Proletario* de San Feliu de Guixols, et Juan Manent, rédacteur de *El porvenir del Obrero* (l'Avenir de l'ouvrier) de Mahon, dans l'île Minorque, sont tous incarcérés pour des périodes plus ou moins longues. Pour un article intitulé : Les Bourreaux, le camarade Severino Gil a été condamné, il y a quelques semaines, à **huit années de prison**! Le journal *Tierra y Libertad* (Terre et liberté), a subi, pendant ces douze derniers mois, toutes sortes de vexations : 56 de ses numéros sont poursuivis, la police, dans ses nombreuses perquisitions, a volé nombre de manuscrits, quantité de timbres-poste et de mandats d'argent, et les camarades Sola, Romero et Castellar attendent en prison qu'on leur fasse leur procès.

Et plus on les poursuit, plus on les torture même, et plus les camarades espagnols redoublent d'énergie, plus ils se montrent vaillants! En ce moment, en dépit de toutes les vexations policières et judiciaires, nos amis ont plus de trente journaux anarchistes!

Italie. — Le 29 de ce mois, douze camarades passeront aux assises, à Turin, pour « crime » de propagande antimilitariste. Le 27 mars passé, le camarade Aiassi, rédacteur du *Demolitore* (le Démolisseur) a été condamné, aux assises de Florence, à 13 mois de prison, pour apologie du régicide. Quinze jours auparavant, il avait déjà été condamné à dix mois de prison pour excitation à la révolte. Le camarade Cesare Sabatino a été condamné à 5 mois, pour résistance à l'autorité! A Cagliari, en Sardaigne, le camarade Ambrogio Greppi, l'ex-rédacteur de *Il grido della Folla* (le Cri de la Foule) a été condamné à **7 ans et 6 mois** de prison et 3000 francs d'amende pour apologie du régicide!

Ces sentences barbares n'empêchent pas nos amis de continuer le bon combat : trois nouveaux organes anarchistes ont été créés, l'un à Rome, *Il Novatore* (le Novateur), l'autre à Fano, *In Marcia* (En marche!), le troisième à Caltanisetta, en Sicile, *Germinal*.

Amérique. — La compagne de John Most avait décidé que le journal de son mari, *Freiheit* (la Liberté), cesserait d'exister en même temps que son fondateur. Mais les camarades de New-York ont repris cette publication; ils ont fondé une société par actions et se proposent, non seulement de continuer le journal, mais encore de mener à bonne fin l'édition des *Mémoires* de Johann Most.

Alexandre Berkmann qui, depuis 1892, était enfermé dans les prisons de l'Union nord-américaine, parce qu'il s'était fait le justicier d'un nommé Frick, le directeur des usines du « philanthrope » Carnegie, a été mis en liberté le 10 mai, après avoir fait les deux tiers de sa peine. Il avait été condamné à 22 ans de bagne.

République Argentine. — Depuis le commencement de mars, un nouveau journal anarchiste en langue espagnole a fait son apparition à Buenos-Aires : *Fulgor* (l'Eclat), dont le nom seul indique les tendances. A part des articles bien écrits de théorie libertaire, le journal réserve une place considérable à la propagande antimilitariste. Tout ce qui concerne la rédaction doit être adressé au camarade M. Forcat, 540, Lavalle, à Buenos-Aires. Le journal paraît provisoirement deux fois par mois.

Un autre organe communiste anarchiste, *La Antorcha* (le Flambeau) a vu le jour dans la même ville; la rédaction se trouve à Montes de Oca, 972.

Brésil. — A Rio-de-Janeiro, le camarade Alfredo Vasques, rue de l'Hospice, 210-1e, a commencé la publication, en langue portugaise, d'un périodique paraissant le 5 et le 20 de chaque mois, sous le titre de *Novo Rumo* (l'Aurore nouvelle).

Le journal de São Paulo, *A Terra livre* (la Terre libre) dont l'adresse est Neno Vasco, rua Santa Cruz de Figueira, 1, continue à tenir ses lecteurs portugais au courant de ce qui se passe en Europe, par la reproduction des articles de Kropotkine, Pierrot, Grave, etc. Dans un de ses derniers numéros, il a administré à l'infect Laurent Tailhade, une volée de bois vert bien méritée. « Etre vil, qui éjacule les derniers résidus de sa masturbation intellectuelle dans les gazettes de la bourgeoisie, il n'est pas même digne de notre commisération, etc. »

Pérou. — A Lima, les camarades libertaires publient, depuis six ou sept mois, un organe mensuel, *El Hambriento* (l'Affamé) dont l'adresse est Casilla, nº 904, à Lima.

D'autre part, *Los Parias* (les Parias), adresse : Casilla, 1013, Lima, est entré dans sa deuxième année d'existence, sous l'habile et dévouée rédaction du camarade Pablo P. Astete.

Chili. — Encore un nouvel organe : *El pensamiento obrero* (la Pensée ouvrière) qui paraît à Pozo Almonte, Tarapaca.

Cuba. — Après deux ans et demi d'emprisonnement à Santa Clara, dans la république cubaine, les camarades Juan de Leon et Miguel Boriado ont été remis en liberté. — *Tierra* (la Terre), l'organe anarchiste qui se publie à La Havane, tire à 2300 exemplaires, ce qui est un beau chiffre, quand on considère le lieu de la publication et les grandes difficultés avec lesquelles nos amis de là-bas ont à compter.

Iles Canaries. — On n'y va pas de main morte à Santa Cruz de Ténériffe : les camarades Padron, Gutierrez, Diaz, Viera, Perez, Cabrera-Diaz et de Armos, tous rédacteurs des journaux anarchistes *Luz y Vida* (Lumière et vie), *El Obrero* (l'Ouvrier) et *El Moscardon* (le Mouchard!) ont été arrêtés et seront naturellement condamnés, — et cela pour de simples articles de journaux! « La vie est absurde, dit *Luz y Vida*, la philosophie du néant est peut-être la vérité, mais puisque la vie est la vie, alors tout à la réalisation de l'anarchie! »

. . . . V. D.

Dans le prochain numéro, nous publierons un article sur *La Révolution en Russie*, de P. Kropotkine; un de Girard, *Patrons contre ouvriers*, et un de J.-L. Charpentier, *Le gouvernement des Mandarins*, que les nécessités de la mise en page nous forcent à renvoyer.

THÉATRE

Œuvre. — *Le Réformateur*, pièce en trois actes d'Edouard Rod.

Dans la petite ville suisse où il s'est réfugié, J.-J. Rousseau excite la curiosité des paysans.

« C'est un grand homme, dit l'un, il a écrit de belles choses, il méprise les grands et aime les humbles.

— Il aime les humbles, ricanent les autres. Voyez qui lui rend visite : des marquis, des comtes, des financiers. »

Mais voici un humble, descendu de la montagne pour voir M. Rousseau. Là-haut, dans la solitude, il les a lus, lui, les fameux livres et il ne connaît rien de plus admirable.

Rousseau paraît. Par quelques paroles amicales il met son timide admirateur à son aise. Rien ne lui est plus doux que de se savoir aimé des humbles qui sont réellement ceux pour qui il travaille.

Maintenant, les cléricaux de Genève peuvent accuser Rousseau des plus grands crimes, leurs calomnies seront sans effet. Cet humble a en lui une foi que rien ne pourra détruire.

Cependant, poussé à bout, et las de mentir sans cesse, le Réformateur avoue ses faiblesses. Sa vie, dit-il pour se justifier, n'a été qu'un long calvaire et ses œuvres sont nées de ses souffrances mêmes.

« Depuis quand mens-tu, lui crie le Montagnard, doux et timide tout à l'heure, furieux à présent. Tu prêches l'amour des enfants, tu indiques leur devoir aux mères et toi tu mets les tiens aux Enfants trouvés. Singulier Réformateur qui n'a pu se réformer lui-même. »

Les subtilités ne peuvent rien contre cette colère. Si on n'est pas l'homme de ses livres, on est un imposteur.

Des amis resteront auprès de Jean-Jacques, mais il aura perdu l'amour des âmes simples.

Cette pièce intéressante a de réelles qualités dramatiques. Plusieurs scènes émeuvent et celle du deuxième acte où Thérèse Levasseur crie à Jean-Jacques toutes ses défaillances, tous ses mensonges, est d'un beau mouvement.

André Alfred.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Voluntad en los microorganismos, par R. Brenes Mesén, imprenta de Avelino Alsina, San José Costa-Rica.

Brochure de propagande syndicale, 0 fr. 10 au Syndicat agricole de Bourbon-l'Archambault.

Em tempo de eleições, brochure, Grupo Acção diréta, Lisbonne.

Des rouges aux jaunes, par Britaud, 0 fr. 05, au *Progrès*, au Havre.

Deuxième memorandum (1838), par J. Barbey d'Aurevilly, 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

La physique moderne, son évolution, par L. Poincaré, 1 vol. de la « Bibliothèque de philosophie scientifique », 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

De la « Escuela Moderna », 56, calle de Bailen, Barcelone :

Preludios de la lucha por F. P. y Arsuaga. — *Floréral* (drama social) por J. Chardon. — *Sembrando Florés* por F. Urales, une peseta chaque.

Sur la montre boussole-solaire par E. Lainé, chez l'auteur à Lille.

Les tribunaux pour enfants aux Etats-Unis, par E. Julhiet, chez A. Rousseau, 14, rue Soufflot.

Lettres de pioupiou, par F. Henry, à la Colonie d'Aiglemont.

Fables de la Fontaine, 1 vol. 0 fr. 95 chez Flammarion, 26, rue Racine.

El hombre y la tierra, por E. Reclus, cuadernos 23-24, Barcelone.

La reivindication social, 2 broch. à « La Nueva Infancia, Uruguay, 255, Montevideo.

L'homme et la terre, par E. Reclus, série II, 2 fr. 50 à la « Librairie Universelle », 33, rue de Provence.

La Gargouille, par Jeanne Landré, 1 vol. 3 fr. 50. Chez L. Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

Fil de fer, par Jehan Rictus. 1 vol. 3 fr. 50. Même librairie.

Force et Matière, Büchner. 2 francs. Chez Schleicher.

Les Retraites ouvrières, par G. Fréville. 50 cent. Chez Cornely, 101, rue Vaugirard.

Initiation mathématique, par C.-A. Laisant. 1 vol. 2 francs. Chez Hachette.

Correspondances et Communications

× **Le Drapeau.** — Concours littéraire pour la composition d'un tableau scolaire destiné aux écoles rationnelles, en réponse au concours patriotique ouvert par le Ministre de la Guerre d'Espagne.

Quoique l'*Ecole Moderne* ait banni tous les emblèmes religieux et politiques de ses salles de classe, et que seuls des cartes géographiques et des sujets scientifiques ornent les murs cirés, elle a résolu d'ouvrir un concours pour un travail littéraire destiné à être un défi contre le patriotisme, afin que les écoles rationnelles puissent le placer sous les yeux des enfants et pénétrer leur esprit de son contenu.

Ce travail littéraire doit traiter des drapeaux et expliquer avec le plus de précision et le moins de paroles possible l'absurdité et l'inhumanité qu'il y a de susciter parmi les hommes des sentiments d'amour et de sacrifice jusqu'à la mort pour des emblèmes des plis desquels se dégage un relent putride des âges barbares et qui éternisent le fanatisme et la haine entre les humains.

L'École Moderne, dans le but d'inculquer aux enfants la connaissance exacte du progrès et de les mettre en garde contre les idées pernicieuses, édite des textes et des livres dans ce sens.

C'est dans la même intention qu'elle ouvre un concours aux conditions suivantes :

1° Une prime de cent francs sera donnée pour un travail, qui, le plus brièvement et clairement, mettra à la portée des enfants l'absurdité qu'il y a à voir dans un drapeau national ou régional un objet d'amour et d'admiration, et qui démontrera aux adolescents que seuls sont respectables les actes des individus et des collectivités qui tendent au bien-être général;

2° Il ne sera pas exigé que l'auteur de l'ouvrage soit né dans une partie de la Terre de préférence à une autre ;

3° La composition devra être écrite en prose, en espagnol ou en français ;

4° Les ouvrages doivent être adressés à *La Escuela Moderna, Bailén, 56, Barcelone, Espagne*, avant le 30 juin 1906, avec le nom et le domicile de l'auteur.

On se réserve le droit de ne pas mentionner les ouvrages refusés. Seul paraîtra le nom de l'auteur dont le travail aura été reçu.

× **A. I. A.** — Comité national (les timbres-acquit). — Le Comité rappelle que les timbres-acquit seront mis dans quelques jours à la disposition des sections. 50.000 de ces timbres vont être mis en vente à 0 fr. 15 l'un.

Il est essentiel que ce mode de payement soit immédiatement adopté dans toutes les sections.

Adresser les commandes à Félicie Numietska, 103, quai Valmy.

En vente à la Permanence, des étiquettes antimilitaristes, à 0 fr. 15 le cent, et des brochures : « Aux pères et aux mères de famille », à 1 fr. 50 le cent. « La Grève générale de Briand », 3 fr. 50 le cent.

× **A. I. A** des 12e et 20e arrondissements. — Les camarades qui désirent participer à la ballade qui aura lieu à Garches le 14 juillet sont priés d'envoyer leur adhésion au camarade Deboth (Clément), 33, rue Vitruve; le prix de cette ballade sera de 2 francs, pour le voyage seulement.

Les adhésions seront reçues jusqu'au 7 juillet. Prière d'envoyer l'argent avec l'adhésion.

× Un camarade, par nécessité, met en vente sa collection du *Révolté* et de la *Révolte*, 1879-1884, 1885-1887, 1890-1894, ainsi que tous les suppléments.

Cette collection est bien conservée et forme 4 grands volumes.

Il la laisserait au prix de 200 francs.

Adresser les propositions au journal.

CONVOCATIONS

La Semaille, U. P. du XXe, 21, rue Boyer, Paris.

Vendredi 1er juin. — Commission d'administration.

Mardi 5 juin. Paul Robin, fondateur de la Ligue de la régénération humaine. — Des aliments méconnus (avec dégustations).

London, Germinal, 209, Hampstead Road. — Réunion des camarades de langue française, tous les jeudis à 9 heures.

Bibliothèque, brochures, journaux.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge.

Vendredi 1er juin. Dr Pierrot : La catastrophe de Courrières et l'action ouvrière.

Mardi 5 juin. — Réunion du conseil d'administration.

Mercredi 6 juin. M. Lermina. Le fait du jour.

Tous les lundis à 8 h. 1/2. Cours d'Espéranto.

Tous les jeudis de 3 à 5 heures. Cours d'allemand.

A. I. A. — Section du 10e, chez Jules, 6 boulevard Magenta, réunion tous les vendredis à 9 heures du soir.

Section antimilitariste du XIIIe, 52, rue Jenner (XIIIe). — Réunion samedi 2 juin, à 9 heures du soir.

ORDRE DU JOUR :

Renouvellement du bureau.

L'édition de *Souvenirs d'un Révolutionnaire* de Lefrançais touchant à sa fin, nous avertissons les acheteurs que le volume est remis à son prix d'édition : 2 fr. 50 pris dans nos bureaux, 3 fr. 20 par la poste.

Le prochain dessin sera signé Hermann-Paul.

Petite Correspondance

Demetrio, Roumanie. — Beaucoup trop long votre article pour le peu d'intérêt qu'a pour nous, Occidentaux, la question traitée. Nous aimerions recevoir de vous des *faits* sur le mouvement social en Roumanie.

H. B., Paris. — Des faiblesses d'expression déparent un peu vos vers.

D., à Saint-Étienne. — Vous redevez 0 fr. 10. — Vous avez marqué le prix des brochures, mais oublié l'affranchissement.

J. L., à Besançais. — Redevez 0 fr. 15 pour complément d'affranchissement.

C., rue Jacob. — L'adresse de T. était mal prise. J'ai rectifié.

C. W., à Mont-s/Marchienne. — Numéros réexpédiés.

L. J., à Carrières. — Fais passer au *Libertaire*.

R. G., à Paris. — Merci pour les adresses des fabricants de machines.

Z. Z., à Versailles. — Brochures expédiées.

H. G., au Cap. — Reçu timbres. Merci.

C. *V., à Gannay.* — « L'ordre par l'anarchie », c'est 0 fr. 70 et non 0 fr. 30. — « Le Mariage libre » n'est plus en vente.

H. B., à Montchevrier. — *La Voix du Peuple*, 33, rue Grange-aux-Belles.

L'Ordre. — Pas reçu les nos 12 et 14.

F., à Peroujarnac. — H. D., à Londres. — A. L., à Rouen. — Mme P. M. — C. L., à Monthard. — A. R., à Londres. — G., à Sannois. — G. D., à Saint-Quentin. — Le Puy. — C. V., à Gannay. — A. D., à Armentières. — E. W., à Morlanwelz. — E. D., à Chavigny. — C., à Pont-Saint-Vincent. — G., à Millau. — J. M., à Trets.

Reçu timbres et mandats.

L. R., à Macon. — Le journal est régulièrement expédié. Je réexpédie les numéros manquants.

R., à Saint-Claude. — Non, le retard provient de notre imprimeur.

F., à L'Isle-en-Jourdain. — *V. F., à Marseille.* — Quelques-unes des brochures étaient épuisées. Ai remplacé par d'autres.

J. M., à Trets. — Vous n'avez pas envoyé assez pour l'affranchissement. J'ai réduit l'envoi à la somme reçue.

Reçu pour le journal : Latapie, 2 fr.; H. C. par L. C., à New-York, 10 fr. 30.

Merci à tous.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris




Naudin

12e ANNÉE. — N° 6. 9 JUIN 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50
LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin d'Hermann Paul

SOMMAIRE

A NOS ABONNÉS

Par erreur, dans les remboursements qui ont été pris, cette semaine, il n'a pas été compté les frais d'envoi du rembours aux abonnés d'un an.

Nous les prions d'en tenir compte lorsqu'ils auront quelque commande à faire. Sur chaque rembours, nous perdons déjà les frais de mandat.

LA GUERRE CONTINUE

Une bombe lancée, à Madrid, sur le cortège royal, vient, encore une fois, de soulever contre les anarchistes, toute l'indignation non seulement de la presse royaliste, ce qui est compréhensible, mais aussi des républicains, comme si ceux-ci n'avaient pas des actes de régicide, aussi épouvantables à leur actif.

Oui, il est toujours douloureux de voir sacrifier des vies humaines, surtout, lorsque les victimes ne sont, ou que des comparses, ou que des curieux, n'ayant d'autre tort que de s'amuser aux étalages de luxe qui sont une insulte à leur misère.

Mais, pour juger un acte il faut remonter aux causes.

Voilà vingt ans, qu'en Espagne, au nom du roi et des sacrés principes, on emprisonne, on torture les révolutionnaires.

C'est hier, encore, alors qu'on menait la campagne pour les torturés de Xérès, de Montjuich, les policiers espagnols, à Alcala del Valle, torturaient des paysans arrêtés à la suite d'une grève.

Il se peut que le roi ignore ce qui se passe. Mais c'est en son nom que ces actes s'accomplissent. Il est le bénéficiaire de l'ordre de choses pour la défense desquelles on les accomplit. Rien d'étonnant à ce que la colère des victimes aille à celui qui est censé le maître de tous.

J. Grave.

La Révolution en Russie

La Révolution Russe est entrée récemment dans une nouvelle phase. Pendant les quatre premiers mois de cette année la situation était extrêmement sombre. Maintenant, c'est partout des espérances nouvelles à la suite du résultat inattendu des élections à la Douma. Et cependant, la Douma est à peine réunie que la Cour relève déjà la tête. Elle vient de déclarer par la bouche du ministre Goremykine que les demandes de la Douma n'ont aucune raison d'être et qu'il n'y sera prêté aucune attention...

La situation change ainsi d'un jour à l'autre. Aussi faut-il, pour bien la comprendre, jeter un coup d'œil en arrière, sur les terribles quatre mois, janvier-avril, que la Russie vient de traverser.

Dans chaque révolution il faut des soulèvements partiels pour préparer le grand coup qui emportera le gouvernement. C'est ce qui arriva en Russie. Nous avons eu des soulèvements locaux à Moscou, dans les provinces baltiques, dans le Caucase, en Sibérie, dans les villages de la Russie centrale. Et chacun de ces soulèvements, resté local, fut suivi par une répression terrible.

La grève générale, déclarée en décembre passé à Moscou, ne réussit pas. Les travailleurs avaient trop souffert récemment, pendant la grève d'octobre 1905 et les nombreuses grèves partielles qui la suivirent. Et lorsque les provocations du gouvernement forcèrent les travailleurs de Moscou à se soulever, la grève ne se généralisa pas. Quelques usines seulement dans le quartier de la Presnia et quelques lignes seulement de chemins de fer firent grève. La grande ligne, Moscou-Pétersbourg, continuait de marcher, et apportait même des troupes à Moscou.

Quant à la garnison de Moscou, ces troupes, mécontentes du gouvernement, se seraient très probablement mises du côté du peuple si la grève s'était généralisée et si 300.000 hommes avaient inondé les rues, comme ils l'avaient fait en octobre. Mais la grève générale ayant manqué, les troupes cantonnées à Moscou, finirent par obéir à leurs chefs.

Et cependant, cette semaine, durant laquelle on vit une poignée de jeunes gens et de travailleurs armés — tout pris, ils étaient bien moins de 2.000 — se battre contre la troupe et l'artillerie, et des kilomètres de barricades furent bâties par le peuple, par les inconnus dans la rue — cette semaine démontra ce qu'il faut en croire des révolutionnaires en pantoufles qui croyaient avoir, démontré par A plus B que la guerre des rues était impossible !

D'autre part, le soulèvement des Esthoniens et des Lettes contre leurs seigneurs rapaces et hautains fut un grand mouvement. Il rappelle beaucoup celui de l'Alsace en 1789. Partout les paysans et les artisans des grandes villes se soulevèrent; ils nommèrent partout leurs municipalités, ils renvoyèrent leurs juges féodaux allemands (la justice seigneuriale y existait encore); ils refusèrent de travailler pour les seigneurs, ou de payer les rentes, — ils procédèrent enfin comme s'ils étaient absolument libres. Et quand les seigneurs apeurés firent venir la troupe, alors des bandes se mirent à parcourir la campagne, en mettant le feu aux châteaux.

Il est vrai que ce soulèvement fut noyé dans le sang; mais il a montré, au moins, ce que les paysans doivent faire dans toute la Russie. Au fond l'insurrection continue toujours dans les provinces baltiques, à l'état sporadique, et l'opinion générale est que le gouvernement des seigneurs allemands ne sera jamais rétabli sous

ses formes anciennes. Le féodalisme allemand ne s'en relèvera plus.

La répression après les émeutes de janvier fut terrible. La presse française et anglaise n'a pas raconté la dixième partie des horreurs qui furent commises par les troupes du tsar. C'était un massacre en grand, comme on n'en a vu dans l'histoire moderne qu'après la chute de la Commune. Et encore, ici, il n'y avait pas eu de bataille livrée en grand à la lueur d'une cité en flammes!

Le détachement des gardes qui fut envoyé prendre possession de la ligne Moscou-Kazan, n'essuya pas un seul coup de fusil. Les petites bandes qui tenaient ces stations les avaient déja quittées et s'étaient dispersées lorsque les brigands de la garde impériale se mirent en campagne. Mais à chaque station le colonel Minn, chef de ce détachement, et ses officiers fusillaient de 10 à 30 personnes, dont ils prenaient simplement les noms sur des listes fournies par la police. Le policier qui les accompagnait désignait un homme, et la meute l'abattait. Ils tuaient sans un simulacre de jugement, ou même d'identification. Ils tuaient même sans avertissement. N'importe comment, quelquefois en tirant dans le tas, par derrière. Quant à Minn, lui aimait tuer de son propre revolver.

Tout cela est raconté tout au long, avec tous les détails et tous les témoignages dans la presse de Pétersbourg... On ne s'en cache pas, on s'en glorifie! Et le tsar envoie à ces brigands ses remerciements. Le mot « cordialement » n'y manque jamais. Il sait — il approuve.

Dans les provinces baltiques, des villages entiers étaient fouettés avec une fureur asiatique. Les barons dirigeaient ces exécutions. Quand le propriétaire avait désigné tel paysan, il était exécuté sur le champ, — très souvent un fils pour son père, un frère pour un autre frère, un Ivanovsky pour un Ivanitsky. La tuerie était telle qu'un jeune officier, après avoir fait comme les autres et exécuté sans façons, n'en put plus de remords et se tua le lendemain d'un coup de revolver.

En Sibérie, « l'expédition punitive » de Rennenkampf, le battu de Mandchourie, se comportait comme une armée de Huns. Pour gagner le temps on prenait les prisonniers dans le train, et là on les tuait sous les verges ou on les pendait en marche, — et on jetait les corps sur la voie... Prévoyant la vengeance, Rennenkampf, prenait ses précautions : il publiait un décret, — rendu public dans la presse russe, — annonçant que si les révolutionnaires frappaient un de ses satellites, il exécuterait les prisonniers qu'il avait dans son train ainsi que dans les prisons. Il en avait six cents à sa disposition.

Mêmes horreurs au Caucase. On y parlera de cette année comme d'une année d'invasion de sauvages.

Dans les villages de la Russie centrale où il y eut des « désordres » — ce serait trop que de les appeler des soulèvements, c'étaient partout les mêmes hordes lancées sur les paysans. On connaît les exploits du vice-gouverneur de Tamboff, cette brute horrible Loujenovsky, dont la jeune Spiridonova a débarrassé l'humanité. — « Lorsque je vins dans un des villages où Loujenovsky avait passé, et que je vis le paysan qui était devenu fou après qu'on l'eût frappé de fouets, lorsque je vis le désespoir de la mère de cette fille qui s'était jetée dans un puits après avoir été violée par les cosaques, — je sentis alors qu'il m'était impossible de rester en vie tant que cet homme, Loujenovsky resterait impuni ». C'est ainsi que la jeune héroïne parla devant les juges.

On sait ce qui arriva lorsque Mlle Spiridonova fut arrêtée après avoir tué la brute. Tout le monde a frémi en apprenant comment l'ami intime de la brute, l'officier cosaque Abramoff, et le policier Jdanoff ont torturé la jeune fille. Et dans toute la Russie un soupir de soulagement se fit entendre lorsqu'on apprit qu'Abramoff avait été tué par les révolutionnaires ; que celui qui l'avait frappé était en liberté, et que la troisième brute, le policier Jdanoff, avait suivi son compère cosaque.

Il serait impossible de décrire tout l'odieux de ces répressions sans donner des pages de citations. Plus de 70.000 (soixante-dix mille) personnes furent arrêtées. Des convois de personnes exilées administrativement étaient dirigés chaque jour vers la Sibérie orientale, et ceux qui avaient été libérés par l'amnistie du 2 novembre 1905 rencontraient à leur retour les nouvelles colonnes d'exilés du régime Witte-Dournovo.

La vie normale devenait impossible, et les révolutionnaires de toute nuance du parti socialiste, — les socialistes révolutionnaires, les anarchistes et même les social-démocrates ne voyaient qu'une chose : le revolver et la bombe pour frapper les bêtes féroces que le tsar avait déchaînées sur la Russie. Chaque jour on lisait dans les journaux russes que tel ou tel fonctionnaire venait d'être exécuté. Des dizaines d'hommes et de femmes, comme Mlle Spiridonova, les sœurs Izmailovitch et tant d'autres jeunes héros et héroïnes, faisaient le vœu de mourir pour abattre une de ces bêtes féroces.

⁂

C'est dans ces conditions qu'eurent lieu les élections à la Douma. On arrêtait les candidats de l'opposition, on défendait leurs meetings, — mais la propagande électorale de bouche à bouche, dans ce milieu tout préparé par les atrocités du gouvernement, n'en était que plus efficace. La seule question que l'on posait aux candidats était de savoir : « Etes-vous pour ou contre le gouvernement? » Et comme les socialistes révolutionnaires et les social-démocrates s'étaient abstenus des élections, ce furent presque partout des constitutionnalistes démocrates, c'est-à-dire des radicaux, qui furent élus.

L'élément le plus intéressant dans la Douma, ce sont les paysans. Il y en a environ 120. A l'exception d'une trentaine qui sont venus avec des idées indéfinies, ces paysans vont avec les radicaux en politique et avec les ouvriers socialistes dans les questions de travail. Mais ils ont leur question à eux à poser : la grande question du siècle, — la question de la Terre au Paysan. — « Qui ne travaille pas la terre n'a aucun droit sur elle. Seulement ceux qui la travaillent de leurs propres mains, *mais alors tous ceux qui la travaillent*, ont droit à la terre. C'est leur conviction, leur foi. » « — Il y a 80 ans de cela, nous vînmes dans ces steppes, disait l'autre jour un de ces paysans à des correspondants américains, la prairie était alors un désert. C'est nous qui l'avons fait valoir ce qu'elle vaut aujourd'hui. Les seigneurs en ont pris possession pour une bonne part. On dit que c'est la loi. Mais nous n'admettons pas qu'une loi puisse couvrir une injustice. Les seigneurs ont pris cette terre : nous devons la ravoir. »

« — Mais si vous prenez la terre et que d'autres villages en aient besoin aussi! », disait le correspondant.

« — Alors eux aussi ont le même droit que nous. Mais pas les seigneurs. »

Toute la question sociale est là — et, ajoutons-le, tout le sophisme des défenseurs de la propriété : ils parlent au nom de la justice pour couvrir l'injustice de leur possession.

Les paysans veulent la terre, et ils sont décidés de l'avoir cette fois-ci. Sur quoi un correspondant anglais de s'exclamer : « — Mais si les paysans prennent comme ça la terre, les travailleurs des villes vont raisonner de même par rapport aux usines!... »

Parfaitement. Certainement ils le feront. Ils doivent le faire. Parce que s'ils ne le faisaient pas, toute notre civilisation irait au diable, comme l'ont déjà fait les civilisations romaine, grecque, égyptienne, babylonienne et le reste.

⁂

Un autre trait intéressant : Les paysans n'ont pas tant que ça de confiance dans leur élus. Ces hommes venant de la charrue ont saisi l'essence du parlementarisme infiniment mieux que ceux auxquels le venin du parlementarisme avait été inculqué petit à petit. Un tel a été élu. Très bien; mais faut-il pour cela se fier à lui sans réserve? Une élection, c'est un peu comme un jeu de hasard. Tant de causes accidentelles ont contribué à faire tomber le choix sur un tel plutôt que sur un autre... Et les paysans envoient d'autres hommes de leur choix, des hommes de confiance de leur village, *pour surveiller le député*. Celui-ci, ils le savent, sera bientôt gâté, gagné peut-être par les ennemis. Et ils envoient un homme de confiance, pas beau parleur du tout, un homme qui ne se poussera pas des coudes, mais qui tiendra l'œil ouvert sur leurs disputes. Il y en a plusieurs comme cela qui suivent les séances de la Douma, avec une dévotion religieuse, et qui, chaque soir, écrivent leur rapport au village.

⁂

Et cependant, quoique l'Assemblée ne siège que depuis quelques jours, on sent déjà que tout cela n'est pas la chose vraie. Peut-être que l'on sent que c'est au fond une pièce de théâtre. *La Révolution est ailleurs qu'au Palais de la Tauride.* Si le gouvernement se met dans la tête de renvoyer ces 500 hommes dans leurs foyers, — comment pourraient-ils résister?

Et l'idée mûrit que le Parlement et ses débats ce n'est qu'un prélude à quelque chose de plus substantiel, qui *doit* venir et qui viendra. « — Ils exprimeront nos vœux, ils se mettront peut-être d'accord sur certains projets de réformes... et après? » — *L'action devra toujours venir du peuple.*

Et le travail de préparation souterraine, le travail de croissance des convictions et des groupements toujours lent, mais accéléré par les événements, se poursuit en Russie, comme une préparation à quelque chose de bien plus important que les débats dans la Douma.

On ne prononce pas encore le nom de ce facteur plus important; beaucoup n'en savent peut-être pas le nom. Mais nous le savons et pouvons le dire. *C'est la Révolution : le seul remède pour réparer les criantes injustices de l'époque.*

PIERRE KROPOTKINE.

En plus des collections du journal que nous pouvons garder, il nous reste une dizaine, environ, des années 5, 6, 7, 8 et 9, que nous pouvons laisser pour 10 francs, plus 1 fr. 50 frais d'envoi.

PATRONS CONTRE OUVRIERS

Les partisans de la révolution immédiate et intégrale peuvent tout à leur gré dénigrer le mouvement qui s'est produit ce 1er mai, et dont les résultats ne peuvent pas encore être appréciés. Eux qui comptent pour rien l'évolution nécessaire, pourront alléguer que ce mouvement ne nous apporte pas encore le miracle libérateur, et que, dès lors, il ne mérite que le dédain.

Ce n'est pas notre avis. Nous sommes convaincus que la période que nous traversons, non seulement ne sera pas inutile, mais qu'elle aura, au contraire, une influence décisive dans l'évolution ouvrière.

Jamais peut-être une cohésion aussi parfaite ne s'était rencontrée parmi la masse des travailleurs. Syndiqués, non syndiqués ont marché, la main dans la main, avec une unanimité jusqu'alors inconnue et que l'on n'osait même pas espérer; et les syndicats savent de combien d'adhésions nouvelles ils ont vu, à cette occasion, s'accroître leurs effectifs.

Cette idée de la journée de huit ou de neuf heures passionne en vérité la presque universalité de la classe ouvrière.

Cette constatation est très consolante. Car elle démontre que l'évolution humaine arrive à un point où les classes dites inférieures, les classes qui semblaient condamnées, en raison de leurs attributions purement manuelles dans la société, à une existence uniquement matérielle, animale, physique, ont senti naître en elles des aspirations plus élevées, des besoins de vie plus intellectuelle, plus assaisonnée de beauté. Et jusqu'à ces derniers temps on aurait pu penser — et l'on entendait dire — que ces aspirations, ces besoins étaient l'apanage exclusif d'une élite infime en nombre. Mais voilà qu'au premier signal de la Confédération du Travail, c'est la masse ouvrière presque entière qui se lève et réclame plus de loisirs, moins d'animalité.

Résultat inespéré.

Sans doute ce mouvement si bien généralisé ne sera suivi que de succès partiels. Déjà, même, des corporations, des industries ont dû capituler.

Mais ce qui importe c'est que l'appel ait trouvé un écho partout, ce qui réjouit pardessus tout, c'est l'unanimité dans la réponse, l'unanimité dans l'effort pour la réalisation du mieux-être. La réussite ou l'insuccès n'aura dépendu ici ou là que de la plus ou moins bonne organisation préalable.

Un point demeure indiscutable : les travailleurs ont désormais acquis la conscience de leur droit au loisir; ils viennent de renier unanimement le rôle de forçats du labeur lucratif pour le seul parasite auquel prétendait les limiter l'organisation capitaliste, pour revendiquer leur droit d'accessibilité aux joies de la vie.

C'est à coup sûr un progrès inestimable.

* *

Cela est si vrai, il est si patent qu'il y a quelque chose de profondément modifié dans la mentalité ouvrière, c'est que la société bourgeoise en a tremblé jusque dans ses intestins les plus chers. Outre l'intense colique qui s'est emparée des possédants, outre l'appareil de défense capitaliste mis en branle par le gouvernement, le patronat s'est réveillé. Confiant jusqu'alors, pour le maintien de ses privilèges, dans cet appareil lui-même, il a compris que quelque chose de nouveau venait de surgir, échappant à toute coercition brutale, irréductible par les baïonnettes, que venait de s'affirmer une volonté jusqu'alors insoupçonnée. Et il s'est dit qu'il était temps d'aviser.

Les patrons font savoir qu'ils vont fonder de nouveaux syndicats patronaux, établir un lien entre ceux qui déjà existent et les nouveaux pour constituer aussi de leur côté une confédération générale patronale. Ils ont déjà évalué le montant des cotisations qu'ils se proposent de verser en vue d'une caisse de résistance aux grèves : ils recueilleront, paraît-il, six millions par an. Et cela fait, pensent-ils, les ouvriers n'auront qu'à bien se tenir.

A notre avis, au contraire, les patrons ne pouvaient pas mieux servir la cause ouvrière. Sans s'en douter, ils viennent de faire œuvre révolutionnaire.

Jusqu'ici, en effet, les conflits entre patrons et ouvriers avaient été des conflits purement corporatifs, portant soit sur des questions de salaires, soit sur des contestations purement spéciales à telle ou telle maison, à telle ou telle localité : renvoi de directeur ou de contremaître, réintégration de camarades renvoyés, reconnaissance du droit syndical, etc.

Le mouvement du 1er mai, lui, a eu pour plateforme — et c'est là ce qui en fait justement l'importance — une question générale intéressant la classe ouvrière tout entière.

Le patronat y répond en portant définitivement la question sur le terrain de lutte de classe à classe.

Nous ne pouvions désirer mieux. Dans notre lutte quotidienne contre le patronat, ç'a toujours été une de nos revendications, que les conflits fussent réglés non pas d'individu salarié à patron, mais de syndicat à patron. Les patrons prétendent désormais opposer syndicat à syndicat, patronat à prolétariat. Mais c'est parfait!

Nous avions dit, quand nous avons vu l'ensemble remarquable du mouvement du 1er mai, que la période révolutionnaire s'ouvrait. Les patrons se chargent de lui donner l'impulsion décisive. Par eux la lutte s'ouvre dorénavant entre ces deux puissances irréconciliables : Capital et Travail.

L'issue du duel ne peut faire de doute.

La formation du bloc patronal, en admettant même qu'il puisse se maintenir, car la concurrence est un bien terrible élément de désagrégation, aura pour contre-coup fatal le resserrement du bloc prolétarien. Et alors, dans ce conflit ainsi généralisé entre Capital et Travail à qui donc des deux doit demeurer la victoire? Dans l'arrêt, qui en résultera, de la vie sociale, ou dans le malaise grave, tout au moins, qui la troublera profondément, lequel des deux éléments antagonistes devra céder? Quelque considérables que soient les fonds amassés par la caisse patronale, à quoi serviront ces millions, ces milliards même, si l'on veut, quand pour assurer les besoins primordiaux de la société le travail se dérobera? Le patronat pense-t-il arriver à satisfaire les réclamations des consommateurs par des distributions de billets de mille, contre quoi nulle marchandise ne pourra être échangée? Les capitalistes seront dans l'alternative de crever sur leurs monceaux d'or ou de capituler.

Car la société vit du travail et non du capital. Dans cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, le dernier mot doit nécessairement rester au travail. Car, sans *lui*, le capital ne peut rien, absolument rien Il est donc entièrement à sa merci. Dans un conflit ayant pour résultat l'abstention simultanée de ces deux éléments, il est de toute évidence que la solution doit bientôt intervenir tout en faveur de l'élément indispensable sans lequel nulle société ne saurait subsister.

Et alors que peut-il se produire? Le capital, par lui-même improductif, en est forcément réduit à s'incliner devant toutes les exigences du travail, la seule, l'unique source de vie, et de là à l'expropriation du capital-outillage, ainsi que du capital-matière première, et à la suppression définitive du capital-monnaie, valeur d'échange devenue inutile dans une société d'où l'échange sans estimation de valeur, serait exclu, de là, dis-je, à cette solution communiste, il n'y a qu'un pas.

On ne peut que remercier le patronat d'avoir aussi nettement, aussi simplement posé le problème économique. La solution, ainsi lumineusement éclairée, n'en sera que plus aisée et plus rapide.

ANDRÉ GÉRARD.

LE Gouvernement des Mandarins

La dernière période législative, fort heureusement close — enfin! — aura eu entre autres caractéristiques celle de compter quelques personnalités littéraires marquantes parmi les hommes qui briguèrent les suffrages du peuple.

De tout temps, mais depuis — surtout — que s'est accréditée l'opinion que notre démocratie est favorable au développement des individus de mérite et à leur réalisation des destinées les plus hautes, on a vu des gens de lettres et de sciences prétendre à l'exercice du pouvoir et je ne sais plus qui, de Balzac ou de Flaubert, se prononça pour l'utilité, pour l'indispensabilité même, de ce qu'il ne craignit pas d'appeler « un gouvernement de mandarins ».

Des artistes et des savants que des succès, le plus souvent légitimes, avaient convaincus de la puissance de leurs facultés intellectuelles, pensèrent que, seuls, ils seraient capables d'apporter une vue pénétrante à l'examen critique du système social, et qu'il n'appartiendrait qu'à leur génie de le réformer convenablement....

Partant, en effet, de cette hypothèse, qu'ils considèrent comme certitude, que les hommes, pris en majorité, seront toujours trop bêtes — il faut trancher le mot — pour savoir où ils tendent et comment réaliser ce à quoi ils aspirent vaguement, les partisans du « gouvernement de mandarins » déclarent que c'est aux esprits doués et cultivés d'assumer le devoir de travailler à l'amélioration du monde.

Encore que cette conviction, qu'on a toutes les qualités nécessaires à présider au sort de l'espèce humaine parce qu'on est un grand savant, un grand poète ou un grand romancier, ne laisse pas que nous paraître, en général, assez fausse (et nous ne discutons pas, pour le moment, de l'opportunité d'un gouvernement quel qu'il soit), où la prétention des intellectuels à diriger *les masses inconscientes* nous semble plus particulièrement saugrenue c'est quand ils ont recours aux suffrages de ces mêmes masses inconscientes pour parvenir au pouvoir. Car, ou bien les hommes sont véritablement incapables de se perfectionner et il n'y a, dans ce cas, qu'à les abandonner à leur fange, ou bien ils sont perfectibles et, alors, rien ne les empêche de réaliser progressivement, eux-mêmes, leur bonheur. Il est impossible de sortir de ce dilemme.

Tout raisonnement qui s'appuie sur des arguments en dehors de lui est forcément contradictoire ou absurde et il y a comme un démenti donné au plus élémentaire bon sens dans l'action d'un homme qui demande à des hommes qu'il juge inaptes à discerner le bien du mal, de le pousser au pouvoir pour leur bien. Si l'humanité est réellement inconsciente où prendrait-elle — par quel miracle? — la conscience d'élire à l'exercice de son gouvernement les individus susceptibles de la faire jouir d'un bon gouvernement?

On nous objectera qu'un candidat n'a pas absolument besoin que ses électeurs comprennent son programme pour qu'ils votent pour lui... D'accord.

Aussi bien, ne demandons-nous que de la

LES PAROLES ET LES ACTES

Sous le titre « Personnel d'Élite » la presse bourgeoise, et particulièrement le *Petit Parisien*, encense les travailleurs des chemins de fer, « l'exemple de la démocratie et sur lesquels la France met toute sa confiance, en toutes circonstances. Fidèles à leurs devoirs, ayant le sentiment de leurs lourdes responsabilités, les agents des chemins de fer n'eurent jamais une heure de défaillance, quelle que soit la tâche imposée à leur dévouement. »

Et il y en a, comme ça, des éloges pour tout le personnel, depuis le mécanicien qui tient dans sa main la vie de tous les voyageurs, et l'aiguilleur dont une minute d'oubli peut causer leur mort, jusqu'à l'employé de la gare que tout le monde sait être un brave homme et un homme brave.

Or tout le monde sait que l'employé des gares se distingue entre tous les employés par son obséquiosité vis-à-vis des notables, des riches, des voyageurs de première, et par son insolence presque sans limites vis-à-vis de la foule des troisième classes; qu'il se recrute parmi les bons soldats, c'est-à-dire les serviteurs soumis, qui ont en outre la protection d'un député ou d'un gros actionnaire.

Tout le monde sait aussi qu'en cas d'accident, c'est toujours ce vaillant mécanicien ou cet aiguilleur dévoués qui trinquent; même quand ils n'ont été eux-mêmes que des victimes d'une organisation défectueuse ou de règlements stupides. D'ailleurs les règlements sont faits uniquement pour trouver toujours un prétexte à poursuivre et condamner les petits agents.

Mais ceux-ci trouvent tout cela très bien, puisqu'ils se pressaient en foule sous l'aile protectrice de MM. Sarrien, Barthou, Millerand, assistés de tous les gros bonnets des compagnies. Il serait intéressant de rechercher pourquoi ils forment l'arrière-garde de l'armée des employés, en France tandis qu'ils en forment l'avant-garde en Italie et surtout en Russie.

M. P.

MOUVEMENT SOCIAL

Sale besogne. — Mon ami Richard, d'Alger, dans le but de me venir en aide, m'avait envoyé quelques exemplaires des numéros 1 et 2 de la *Révolte* pour les vendre à mon profit. Ce que je fis.

Quelqu'un eut l'amabilité d'en envoyer un exemplaire au maire, président de la commission des hospices, avec le billet suivant: Voici ce que le nommé Rousset-Galhauban, hospitalisé à l'hôpital de Firminy, vend à son profit. Veuillez en prendre connaissance et vous vous rendrez compte de tout le bien que vos administrés peuvent en retirer. » Naturellement, pas de signature, ce qui prouve que le monsieur se rendait compte de la bassesse de son procédé.

Qu'y perdra la propagande anarchiste? Peu de chose, et qu'y gagnera le socialisme parlementaire? Rien.

R. G.

⁂

Cas de conscience. — Le soldat Bonace, du 8e d'infanterie coloniale, s'étant délibérément absenté du casernement alors que toute la garnison était consignée à cause de la grève, son colonel lui infligea une première punition. Le général de Nays-Candau vient d'augmenter la dose de sept jours de prison et a ordonné d'en rédiger comme suit le motif:

« Le régiment étant consigné, ce soldat a manqué à l'appel prescrit par la place et aux appels suivants pendant vingt heures, dans le but avoué par lui de se soustraire au service du maintien de l'ordre, auquel il aurait pu être appelé à concourir et a déclaré que sa *conscience lui défendait de marcher contre des compatriotes grévistes.* »

Les soldats doivent-ils donc malmener et tuer leurs « compatriotes grévistes », alors que les officiers montrent l'exemple en refusant de violer les nids de corbeaux?

A. Pr.

Les honnêtes gens. — Découpé dans les feuilles:

« M. Payot de Montaganc, l'un de ceux qui ont déposé une plainte contre Marc Lapierre et qui ont occasionné ainsi l'arrestation de ce dernier, vient d'être inculpé à son tour par le juge d'instruction.

« Administrateur délégué et directeur d'une société commerciale, il se serait rendu coupable d'escroquerie en distribuant un dividende fictif en vue de favoriser une émission de 5 millions de francs en actions nouvelles. »

M. Payot de Montaganc est certainement un bon bourgeois très à cheval sur les grands principes: honneur, légalité, ordre, famille, société... Si parmi les gens de sa chose, il en est un plus propre, que celui-là lui jette la première pierre!

⁂

La lutte contre l'alcoolisme. — Il ne fait pas bon de s'attaquer aux marchands de petits et de grands verres. La ligue antialcoolique vient d'en faire l'expérience.

Des placards, rédigés par ses soins, ayant été affichés sur la devanture de certains marchands de vins; l'un de ceux-ci, soutenu du reste par la chambre syndicale des marchands de vins, fit un procès à la ligue antialcoolique.

En première instance, la ligue fut condamnée aux dépens du procès. Appel ayant été fait, la sentence fut confirmée.

(*Presse médicale.*)

⁂

MONOGRAPHIE

Les Pêcheurs. — Sur les côtes de l'Océan, disséminée dans de nombreux petits ports, vit la population misérable des pêcheurs. On les voit partir à marée haute dans leurs frêles barques; ils s'en vont là-bas, au large, jeter leurs filets. — Le temps restera-t-il beau? Le vent ne soufflera-t-il pas avec violence? Y aura-t-il du poisson?... Jamais ils ne le savent... et ils s'en vont par le beau ou le mauvais temps, le jour ou la nuit, sous la pluie ou sous les ardeurs du soleil, chercher une pâture incertaine...

En été, ils font la pêche de la sardine dans les chaloupes: l'équipage se compose d'un capitaine et de 3 ou 4 matelots; la chaloupe avec tous les engins de pêche coûte dans les 800 à 900 francs. Le propriétaire du bateau (qui souvent n'est pas un marin et possède une barque comme d'autres possèdent une maison), a un quart dans les bénéfices; un autre quart est réservé pour l'entretien du bateau, un troisième pour le capitaine et enfin le reste est partagé entre les matelots. Or on sait comme depuis quelques années la sardine est rare sur nos côtes, un bateau qui revient avec plusieurs milliers de sardines est privilégié. S'il vend sa pêche 100 francs, les quatre matelots de l'équipage ayant le quart, ont chacun 6 francs pour quelquefois plusieurs jours de pêche et souvent un bateau ne revient qu'avec 200 ou 300 sardines (pêche vendue 15 ou 20 francs.) Mais si la sardine a été abondante, le prix de vente devient dérisoire, c'est à peine s'il est plus élevé que la dépense d'appât (la rogue), et alors on jette la sardine à l'eau!

N'est-ce pas la règle générale dans la société bourgeoise? L'abondance est plus désavantageuse que la disette!

La sardine ne se pêche qu'en été, aussi la moitié de l'équipage des chaloupes débarque. Ceux qui restent font l'hiver la pêche à la drague, qui consiste à râcler les fonds de sable avec un filet pour pêcher les soles, les raies, etc. Les matelots débarqués sont obligés de chercher du travail jusqu'au printemps prochain; ils se font maçons ou tailleurs de pierres dans leurs villages ou cultivent la terre.

De plus gros bateaux à voile vont pêcher le thon, quelquefois à de très grandes distances; ils ont un équipage plus nombreux, 7 ou 8 matelots et le capitaine, le bateau appelé dundee vaut de 4 à 5000 francs. Encore là, les matelots n'ont que le quart du produit de la pêche. Ils restent quelquefois un mois sans toucher terre!

Enfin il y a la pêche côtière, pêche des maquereaux, des homards (en été), des congres, des crevettes (en hiver), qui se fait dans de petits bateaux à voile valant de 200 à 400 francs. Ordinairement le capitaine est le propriétaire de son bateau, il a un matelot avec lui qui a le quart de la pêche. Dans cette catégorie non plus, ni les capitaines-propriétaires et à plus forte raison les matelots ne gagnent beaucoup.

Tous ces différents bateaux de pêche ont à lutter contre les bateaux à vapeur qui font la pêche et qui sont aux mains de gros capitalistes... Les gros mangent les petits...

S'il fait beau temps, cela va à peu près; on peut appareiller presque tous les jours; mais avec le mauvais temps, les coups de vent violents, impossible de sortir; quelquefois la tempête dure des semaines entières (comme l'hiver dernier) et pourtant il faut du pain à la maison. Alors quand le mauvais temps s'obstine, on se risque dehors et il en est qui ne reviennent pas... une vague a fait sombrer la barque. Souvent c'est le propriétaire du bateau qui oblige les matelots à prendre la mer (lui ne risque rien, même pas son bateau, car il est assuré) ou bien c'est le capitaine qui, surpris par une tempête en mer, ne veut pas venir s'abriter dans un port, pour ne pas affaiblir son bénéfice.

... Et encore si le bateau était solide! Mais les propriétaires des petites barques n'ont souvent pas le moyen de remplacer les mâts pourris ou les voiles en mauvais état et il suffit d'un fort coup de vent pour les faire chavirer.

Il est certain que la plupart des naufrages est due: 1° au mauvais état des bateaux; 2° à l'obligation pour le pêcheur de gagner sa vie par tous les temps, c'est dire que la plupart des naufrages ont pour origine la mauvaise organisation de la société actuelle.

Le poisson est vendu relativement cher dans les villes. Chose curieuse: il a triplé et quadruplé de prix pendant son voyage de la mer à son lieu de vente. Pourquoi cette énorme différence?

Il faut savoir comment les pêcheurs vendent leurs poissons: Arrivés au port, leur premier souci est de vendre leur pêche. Cela se fait à la criée. Or là, sont réunis les mareyeurs, sortes d'entremetteurs entre le producteur et l'acheteur, ils se sont entendus pour n'accepter le poisson qu'à vil prix; le pêcheur est bien obligé d'en passer par leurs exigences s'il ne veut pas manquer son départ à la marée ou s'il a peur que le poisson ne se gâte. Tout le bénéfice reste entre les mains des mareyeurs, c'est-à-dire d'intermédiaires, et le poisson acheté à des prix très bas, est vendu dans les villes quatre ou cinq fois plus cher.

Ainsi pour un métier dur et périlleux, le pêcheur n'a souvent pas de quoi nourrir les siens, jamais il n'arrive à une vie un peu abondante. Il est dupé, volé par ceux qui ne risquent rien.

Que les travailleurs de la mer s'organisent, comme se sont déjà groupés les travailleurs manuels et intellectuels des villes, comme sont en train de s'organiser les travailleurs des champs! Ils doivent délaisser l'alcool, fruit de la misère et employer tous leurs efforts à lutter contre leurs exploiteurs, les parasites.

Qu'ont-ils besoin de l'État qui les catalogue et les prend *cinq* années pour servir dans la flotte, qui ne leur permet de pêcher que contre un impôt spécial? A quoi leur servent les mareyeurs qui les exploitent odieusement? Qu'ils comprennent combien leur sort serait agréable dans une société solidaire et harmonique: Eux qui aiment tant la mer, ils pourraient se livrer à la pêche librement et gaiement avec la certitude de recueillir tout le fruit de leur travail, et sans que le sort des leurs dépende du beau et du mauvais temps, ni des combinaisons louches des parasites.

Félixio.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les Grèves. — Semaine de détente. Dans Paris, que les levées ouvrières viennent de secouer si rudement, on constate une évidente tendance à l'acalmie. L'Ordre, cette divinité qu'adorent Messieurs J. Prud'homme et G. Clémenceau, nous couvre de nouveau de ses ailes étendues. Le spectre rouge est écarté — pour quelque temps. Seuls aujourd'hui les maçons, les terrassiers, les typographes, les lithographes et les sculpteurs sur bois continuent les mouvements commencés.

Et l'on nous dit, non sans une joie secrète: le fameux mouvement des huit heures, sur qui vous fondiez tant d'espérance, qu'est-il advenu de lui? Un à un, les corps de métiers un instant soulevés rentrent aux usines. Le syndicalisme, dès la première bataille, a fait la preuve complète de son

franchise à ceux qui veulent — si l'on peut ainsi parler — constituer la substance cérébrale de l'organisme social. Nous souhaiterions qu'ils eussent le courage d'avouer qu'encore qu'ils soient de bonne foi décidés à travailler à l'amélioration de la société, ils ne le peuvent que sans le concours des meilleurs d'entre ceux qui la composent, sans leur contrôle et sans même leur assentiment.

Evidemment, par le moyen du suffrage universel (mais ce mot universel n'est-il pas déjà par lui-même une duperie?) si ceux qui font les lois les font dans l'esprit des gens qui votèrent pour eux, c'est la majorité, c'est-à-dire *la masse inconsciente*, qui gouverne...

Du moment qu'on a cette opinion — et, sans doute, c'est une opinion justifiable — que la pluralité est médiocre, il y a quelque chose qui choque dans le procédé du candidat qui la courtise pour qu'elle l'aide à triompher de l'opposition de la minorité intelligente. En admettant même que ce candidat n'ait recouru aux suffrages du plus grand nombre que dans le but de servir, une fois au pouvoir, la cause du bien qui doit être, logiquement, la cause de l'élite, n'est-il pas permis de supposer que l'élite puisse avoir de ce bien une compréhension différente, ou, au moins, qu'elle conçoive une autre façon de le servir? Tout en trouvant les intentions du législateur excellentes ne peut-elle point en désapprouver le genre de tentatives de réalisation?

Et voilà que, d'elle-même, se pose la question du danger capital d'un gouvernement composé de puissants, de gens nés pour diriger ou se considérant comme tels. En leur concédant qu'ils arrivent à ne compter parmi eux que les meilleurs, les plus pleins des qualités de l'enthousiasme et de la volonté créatrice, ne faudrait-il pas redouter qu'ils fermassent leur groupe et en fissent une caste où les privilèges finiraient par se transmettre héréditairement. A se considérer comme une aristocratie n'adopteraient-ils pas, inévitablement, le principe fondamental de toutes les aristocraties qui est que les fils sont naturellement appelés à succéder à leurs pères? En un mot, leur clan ne deviendrait-il pas d'un abord inaccessible aux spécimens doués des générations successives qui seraient dignes de le renouveler, de lui communiquer sans cesse des forces vives, de l'empêcher de tomber dans l'officiel, l'arbitraire et le caduc? Ne s'instituerait-il pas, tôt ou tard, en puissance réactionnaire, ennemie des novateurs?....

Au surplus, sans nous évertuer davantage à essayer de prouver que quiconque s'empare de l'autorité, ou se la fait déférer, dans l'intention présumée de s'en servir pour le profit de tous, doit fatalement aboutir à l'autocratisme tyrannique, nous devons avouer que nous distinguons mal, ou plutôt, que nous ne distinguons pas du tout, la légitimité du mobile qui pousse une partie des hommes à se vouloir les dieux tutélaires du reste de l'humanité. Nous ne comprenons point qu'on s'arroge le droit d'entreprendre de l'améliorer et de la soulager même de ses misères par des moyens qu'il n'est pas sûr qu'elle choisirait et qu'on a, pour le moins, la prétention de croire efficaces. Il nous semble que réclamer du peuple toute la confiance, le tenir à l'écart des travaux qu'on exécute pour son compte, c'est supprimer, tout simplement, l'initiative individuelle et nous sommes à peu près convaincu que celui qui n'a pas su conquérir soi-même le bonheur est incapable d'en jouir.

A diviser l'humanité en humanité d'en haut et en humanité d'en bas — et cette distinction est nécessaire à ceux qui veulent se réserver d'accomplir de grandes réformes — on ne fait que consacrer un état de choses funeste. C'est de ce partage des hommes en troupeau et en bergers qu'ont découlé tous les abus, toutes les exploitations, toutes les calamités dont l'histoire de l'espèce humaine n'est qu'une suite ininterrompue. On ne peut revendiquer exclusivement pour soi, le privilège du savoir, sans perpétuer l'ignorance d'autrui. En attendant qu'on l'informe du résultat des études auxquelles on se consacre pour son profit, on l'annihile.

Aussi bien, ne faut-il pas s'y laisser tromper : ce n'est jamais sans quelque arrière-pensée d'intérêt personnel que les sociologues philanthropes proposent au peuple de rechercher la panacée économique et politique sans sa collaboration.

Une fois constitués en Etat, ils s'efforcent hypocritement de persuader au peuple que, comme ils sortent du peuple, ils sont le peuple, alors qu'en réalité ils en sont le contraire et l'ennemi...

Plus logique et surtout plus franc, en sa brutalité, Nietzche expose sa théorie d'un état composé par une élite de surhommes qui serait très distincte du peuple et vivrait sur lui, en ne s'occupant de lui que pour le contraindre à l'aider à se réaliser en beauté...

Et, rationnellement, on ne s'explique que quelqu'un ou quelques-uns veuillent détenir le pouvoir que pour s'en servir. Mais qu'ils servent les autres, en même temps, c'est ce dont il est permis de douter. Car il n'est point sûr que la croissance intensive en force et en majesté de quelques spécimens humains soit une cause d'accroissement et d'avancement général pour l'humanité. Il est probable que si l'humanité a un but, elle n'en saurait avoir un autre que d'assurer sa survivance. L'exemple de l'animalité le prouve. Que semblent ambitionner d'autre les bêtes que de faire durer leurs espèces?

Vivre — vivre le plus et le mieux possible — abondamment, dans tous les sens du terme, tel est le mot d'ordre de l'humanité. Le reste est superfluité, danger même, si au profit de nous ne savons quelles raisons supérieures d'esthétique ou, si l'on veut, d'amélioration morale, il est nécessaire qu'on immole quelque chose de la vie de l'humanité à son élévation en majesté et en beauté.

Au nom de trop de raisons auxquelles on donna pour excuse d'être, précisément « supérieures », l'humanité a été sacrifiée jusqu'ici pour qu'il ne soit pas temps de rejeter, comme meurtrières, toutes les autres raisons auxquelles on voudrait l'assujettir encore.

L'activité humaine a pour but, et n'a que ce but-là, en vérité, de faire durer l'humanité le plus possible avec le moins de déchet possible — et pour cela, l'humanité n'a besoin que d'elle-même. C'est à elle, tout entière, de travailler à ce qu'elle considère comme son utilité. Il n'appartient pas à une élite de s'approprier ce soin et elle doit, encore moins, le lui abandonner.

JOHN-L. CHARPENTIER.

LA RUCHE

Sébastien Faure nous avait écrit : Venez, nous faisons jeudi en famille l'inauguration de la *Ruche* et je désire que vous soyez là.

Nous y sommes allés, Grave et moi, à cette petite fête et je voudrais dire ce que nous avons vu et ce que nous avons appris là-bas, dans ce hameau du Pâtis, près de Rambouillet, où Faure a installé sa *Ruche*.

Parallèle à la route claire, un long bâtiment coiffé de rouges tuiles, s'élève au fond d'une ample cour que ferme, à gauche, un autre bâtiment plus modeste. Derrière, il y a un potager, un fruitier, une basse-cour et, en face, de l'autre côté de la route, un vaste pré s'allonge fleuri de pâquerettes et, au bout de ce pré, c'est un paisible taillis. Le pays est une plaine immense, magnifiquement décorée de haies verdoyantes et de fraîches forêts.

C'est là qu'il y a deux ans et demi, Sébastien Faure s'est venu fixer. La *Ruche* était alors une ferme où les paysans faisaient venir le blé et les veaux. Faure loua cette ferme ; il avait son projet en tête.

Projet d'agriculteur? Un peu ; mais aussi, mais surtout, projet de *puériculteur*. Il fit venir au Pâtis des garçonnets et des fillettes et il entreprit de faire de ceux-là des hommes et de celles-ci des femmes.

La *Ruche* a aujourd'hui huit mois de durée et elle a recueilli 24 enfants dont nous avons pu constater la santé, la vivacité, l'allégresse.

— « Nous n'avons pas eu encore à déplorer un seul cas de maladie, nous dit Faure. Tous les deux mois, les enfants sont pesés et mesurés. D'octobre 1905 à avril 1906, c'est-à-dire en 6 mois, ces enfants ont gagné en taille une moyenne de 0m032 par enfant. Leur poids, dans le même laps de temps, s'est accru en moyenne de 2 kil. 400 gr. par enfant. »

Quant au développement mental, il n'a pas été négligé. Il y a, à la *Ruche*, une excellente institutrice, et c'est dans une salle claire, égayée par le bon peintre Dassouchet d'attachantes décorations murales, que sont données les leçons.

— « Intéresser l'enfant à ce qui l'entoure, déclare Faure, l'accoutumer à se rendre compte, à observer, à comprendre, à réfléchir, à questionner, afin que plus tard l'enfant, devenu adulte, ne traverse pas la vie — comme hélas! il y en a tant — en aveugle, en sourd, sans rien voir, sans rien entendre, telles sont les habitudes auxquelles l'enseignement, à la *Ruche*, se propose d'entraîner l'élève. »

La formation morale est l'objet d'attentions constantes. Mais ici encore, je préfère citer notre camarade :

« Ce que nous ne saurions dépeindre, c'est la bonne harmonie qui règne entre eux, sans distinction d'âge ni de sexe; ce sont les attentions et les complaisances qu'ils ont pour mes collaborateurs et pour moi ; c'est enfin l'affection véritablement touchante qu'ils nous témoignent.

« Nous ne désirons pas nous faire craindre, mais nous faire écouter ; nous cherchons moins à nous faire respecter qu'à nous faire aimer ; nous travaillons à impressionner leur esprit et leur cœur ; nous les traitons en êtres raisonnables, capables de tout comprendre, à qui, par conséquent, nous devons tout expliquer ; nous remplaçons la contrainte par le raisonnement, la crainte par la confiance, la sévérité par l'indulgence. »

J'ai voulu connaître comment vit l'œuvre dont j'ai pu apprécier les prémices. Et voici : les frais de premier établissement ont été de 25.000 francs. En huit mois, les dépenses se sont élevées à 20.000 francs. Faure a versé à la caisse sociale 24.500 francs et il a reçu 6.000 francs de souscription. Soit 45.000 francs de dépenses et 30.500 francs de recettes. La dette, dont Faure espère pouvoir avant un an débarrasser la *Ruche*, est donc de 14.500 francs.

L'œuvre de notre ami est haute et méritoire et je souhaite vivement qu'elle aille prospérant. Nous voulons, pour la société nouvelle, un homme meilleur, un homme nouveau. Façonnons-le dès aujourd'hui dans le petit enfant. Pour leur entreprise d'obscurantisme et d'assujettissement, l'Eglise et l'Etat ont admirablement compris qu'il fallait prendre les enfants pour avoir un jour les hommes. L'avenir appartient au *pédagogue*, à l'éducateur, — à celui qui aura su le mieux *parler à l'enfant et s'en faire entendre*.

Or, c'est bien précisément ce qu'on essaie de faire à la *Ruche* et voilà pourquoi cette « œuvre de solidarité et d'éducation » voulait qu'on la signalât ici.

AMÉDÉE DUNOIS.

AVIS

Les camarades qui nous font des commandes de volumes ou de brochures, sont priés de patienter cinq à six jours avant de recevoir leur commande. Il nous faut le temps de nous procurer les volumes que nous n'avons pas toujours sous la main.

Mais après la huitaine, s'ils n'ont pas reçu, ils feront bien de réclamer sans attendre davantage. Quelques fois on nous réclame au bout de trois ou quatre semaines. Il n'est pas facile de se rappeler au bout de ce temps.

impuissance; l'action directe tant acclamée par vous n'aboutit qu'à un piteux avortement.

Pour parler ainsi, il faut n'avoir rien compris au *syndicalisme*, ni à l'action directe, ni même à la décision du congrès de Bourges relative à la conquête des 8 heures.

Le syndicalisme et l'action directe — ou, si l'on veut, l'action syndicale directe, — demeurent les seules armes à la disposition du prolétariat dans ses combats de classe. Les seuls : car il n'est plus aujourd'hui un militant informé et désintéressé pour proposer le retour aux méthodes législatives des partis politiques.

Un dilemne se pose, que voici : Ou la classe ouvrière verra ses souffrances et ses revendications éternellement bafouées ou, par le syndicalisme et *par le syndicalisme seul*, elle amènera la bourgeoisie à composition : Il n'y a pas d'autre moyen. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, l'œuvre de la grève, l'œuvre de la révolte, ou elle ne sera point.

La Confédération du travail ne sort pas diminuée de la grande lutte de mai. Elle n'avait nullement prétendu, qu'au 1er mai 1906, le prolétariat industriel ne ferait plus que huit heures. Elle l'avait exhorté, par la bouche de ses propagandistes, à se lever une bonne fois pour en finir avec les exténuantes journées de dix, de onze et de douze heures et avec leur inévitable conséquence : le chômage; elle avait fixé au 1er mai le *commencement de l'action*. Les grèves qui ont éclaté sur tous les points du territoire depuis cinq semaines sont venues attester que son appel avait été entendu : la classe ouvrière a accompli, pour la réduction de la durée du travail, un effort d'ensemble, comme ce pays n'en avait jamais vu encore. Et cet effort, quoi qu'on dise, ne saurait être perdu. Les paroles se perdent, le rêve s'envole en fumée; l'action demeure, appelle l'action et modifie peu à peu la réalité, comme les marées de la mer modifient les rivages. Toutes les luttes ouvrières qui s'ouvriront désormais auront pour mot d'ordre les huit heures, qui deviendront peu à peu une réalité.

⁂

Fonctionnaires et syndicats. — Le gouvernement vient d'instituer — enfin! enfin! — une commission « chargée d'élaborer un projet de loi tendant à accorder aux associations de fonctionnaires ou d'agents de l'Etat et des administrations publiques, certains des droits syndicaux ».

Remarques. — 1° Ladite commission est entièrement composée de grands personnages, tels que conseillers d'Etat et directeurs de ministères, absolument étrangers à tous les besoins, à toutes les revendications des petits fonctionnaires. Pas un facteur n'a été appelé à siéger dans la commission. Rien de plus conforme à l'esprit de notre République bureaucratique;

2° Le gouvernement tout entier, et la commission, par conséquent plus encore, est opposé à la reconnaissance, pour les fonctionnaires, du droit de grève;

3° Les associations d'employés de l'Etat ne pourront méconnaître les sacrés devoirs de discipline. Mais il faut citer : « Les libertés qui leur seront accordées ne pourraient donc compromettre l'autorité légitime, exercée sous le contrôle du Parlement, par le gouvernement, par les chefs qui dirigent, sous ses ordres et sa responsabilité, les administrations publiques. »

Ne pas compromettre « l'autorité légitime ». La R publique parle comme l'Empire, qui parlait comme la Monarchie : il n'y a que des différences de prononciation...

Quoiqu'il en soit, le devoir de la commission est bien délimité : il consiste à défendre le gouvernement, l'Etat et tout ce qui s'abrite derrière de jouissances et d'appétits, contre les velléités d'insubordination du prolétariat administratif. Celui-ci est averti.

⁂

L'amnistie. — Le gouvernement est sans pitié, mais il n'est pas sans grandeur d'âme. Ayant dans des circonstances électorales difficiles, inventé un complot POUR la sûreté de l'Etat, il veut bien aujourd'hui amnistier les conspirateurs. Il n'y en a plus un seul actuellement en prison. Notre ami Pierre Monatte, chez qui Clemenceau avait trouvé la PREUVE du complot et qui cependant — la chose est invraisemblable mais vraie — n'avait jamais été inculpé pour ce fait, a été lui-même mis en liberté provisoire le 31 mai, après quarante jours de détention. Ce noir criminel nous écrivait de Lens le surlendemain : « A mesure que je lis les journaux, je suis effrayé de la violence apportée dans le lancement de cette infamie. Si vous avez vu souvent le *Réveil du Nord* pendant cette période, vous avez dû vous faire une idée de l'impression produite à Lens et dans la région, où la qualité principale de la population n'est pas l'esprit critique. »

AM. D.

⁂

Procédés patronaux. — Découpé dans les petites annonces de l'*Echo du Nord*, la semaine dernière :

Offres d'emplois de suite pour Paris, voyage payé à MM. les ouvriers lithographes, transporteurs et conducteurs, pour noir commerce.

M. Fabry, imprimeur, 22, rue Michel-le-Comte, Paris, recevra les demandes de bonnes places, assurées pour toute l'année et à de belles conditions. Prière de se faire inscrire à partir du lundi 28 jusqu'au mercredi 30 mai, le soir de 6 heures à 9 heures, au Café de la Bourse, 10, Grande-Place, Lille.

N.-B. — A Paris la nourriture et le logement sont assurés à des prix très bon marché.

Et pendant ce temps, la grande presse ose annoncer que les grévistes se fatiguent de la lutte et que le chiffre des rentrées augmente chaque jour à Paris.

A. Pr.

⁂

Au Chambon-Feugerolles. — La grève des ouvriers en limes continue. Les patrons mettant mauvaise grâce à accorder ce que les ouvriers réclament, ceux-ci ont recommencé leurs manifestations et afin de prolonger la résistance vont organiser les soupes communistes. Trois marmites, — les mêmes qui ont servi aux teinturiers de Saint-Etienne, l'an passé — ont été installées. Le chômage est absolument général.

La chambre syndicale, à Firminy, a aussi réclamé une augmentation de salaires de 0 fr. 50 pour les journées au-dessous de 4 fr. et 0 fr. 25 pour les autres.

⁂

ÉTATS-UNIS

Alexandre Berkmann. — Le 18 mai, le pénitencier d'Hoboken, Pa., a ouvert ses portes à Alexandre Berkmann. Un homme enterré vif pendant quatorze années est sorti de la tombe.

Rappelons en deux mots les événements de 1892 et l'origine de l'action de Berkmann. Dans l'enfer de Homestead, dans la forteresse du philanthrope Carnegie, on revoit les victimes courbées et usées, avec le reflet et la chaleur de l'acier et de la fonte sur leurs faces hagardes. Dans son avidité insatiable, l'ogre capitaliste ne voyait point la lueur de haine brillant dans les yeux caves de ses esclaves. Il n'entendait point les murmures sortant de leurs poitrines oppressées. Enfin, un beau jour, la voix puissante du mécontentement populaire retentit : « Nous voulons des conditions de travail humaines! Un salaire plus élevé! Et moins d'heures d'esclavage! »

Vite, on envoie chercher les Pinkertons, les êtres les plus vils de tout l'Univers, qui font le métier de tueurs d'hommes pour deux schillings par jour. Pour tromper l'attente des grévistes, les Pinkertons arrivent dans Homestead par voie d'eau et à la faveur de la nuit. Se voyant joués, les travailleurs vont au-devant d'eux. Ils gagnent les rives de la Manongahela, armés de bâtons et de pierres. Avant même qu'ils aient attaqué, un feu violent part du bateau. Onze grévistes tombent foudroyés par les balles des mercenaires. Ensuite, les familles des morts furent chassées de leurs demeures. Les femmes et les enfants de ceux qui luttaient furent également jetés sur le pavé.

On ne pouvait croire à une telle brutalité, à une telle inhumanité envers des êtres humains, dans une grande république libre. Il semblait que la coupe de l'endurance avait été remplie jusqu'au bord et que quelqu'un allait se lever des rangs des masses outragées pour demander des comptes.

Quelqu'un se leva, mû par une formidable indignation contre les horreurs de la richesse et du pouvoir. C'était Alexandre Berkmann. Devant les yeux de ce jeune homme s'ébauchait un monde vaste et magnifique, basé sur la liberté et l'harmonie. Pleine d'une sympathie sans limite pour le peuple qui souffre, sa nature profonde et sensible ne pouvait supporter la barbarie de notre époque.

Rien ne fut épargné pour lui écraser le corps et l'esprit. Et voici que, malgré tout, Berkmann revient à ceux qui l'aimaient, aux opprimés et aux parias qu'il aimait tant, avec cette même pensée intense et douce, et avec une vision plus claire et plus large d'un monde de justice humaine et d'égalité.

(D'après *Mother Earth*).

P.-S. — « Mother Earth » Magazine mensuel de Science et de Littérature sociales. Un schilling par an. S'adresser : Emma Goldman, P. O. Box, 217, Madison Square Station, New-York, N. Y.

⁂

L'espionnage dans les maisons ouvrières. — Il y a quelques semaines, les grands patrons de l'industrie minière recevaient d'une agence de Pittsburg la circulaire suivante :

« Vu la situation troublée des régions minières, nous avons entrepris de tenir les patrons au courant des plans de leurs mineurs. Nous accomplissons notre but en plaçant un ou plusieurs détectives dans les mines pour travailler comme les autres ouvriers. Nous avons à notre emploi un grand nombre d'individus qui sont des membres en règle de l'Union des Mineurs. Ils travaillent dans la mine le jour et le soir ils fréquentent leurs camarades de travail et participent à toutes les réunions pour obtenir toute information profitable à la Compagnie. Cette information nous est adressée dans un rapport quotidien, qui sera transmis sans délai.

« De cette façon, vous serez continuellement au courant de ce qui se passe et s'il se prépare quelque chose qui pourrait vous faire du tort, vous êtes averti d'avance et pouvez vous y préparer.

« Durant la dernière semaine, nous avons placé un grand nombre de détectives dans les mines et à en juger par leurs rapports, leur service est d'une très grande valeur à nos clients.

« Quand les informations reçues demandent une prompte action, nous communiquons avec vous par téléphone ou par télégraphe.

« Nous sommes aussi préparés à vous fournir des hommes, en temps de grève, pour garder vos propriétés ou pour protéger vos mines.

« Si cette circulaire vous intéresse, notifiez-nous et nous vous enverrons un de nos représentants qui vous donnera de plus amples renseignements. »

Quels sont ces plus amples renseignements que l'agence de Pittsburg n'ose mettre dans sa circulaire? Il n'importe. MM. les capitalistes auront beau faire, ils ne parviendront pas à briser l'élan de la classe ouvrière vers la justice et la liberté.

⁂

L'Ogre capitaliste. — Tout le monde a lu les étonnants détails sur le scandale de Chicago que notre presse enregistre à la suite du *Standard* et du *New-York Times*. On sait maintenant à quoi s'en tenir sur la qualité et la salubrité des produits lancés sur le marché par les « beefpackers ». — Jambons infects et décomposés, volaille tombant en charpie, huile de conserve servant de bouillon de culture au choléra, pâté de viande préparé avec des bestiaux atteints de maladie ou mélangé de couleurs, de peaux de porc, de cartilages et de désinfectants. « Tout fait ventre, pensaient les milliardaires repus, et Populo n'y verra que du feu. »

Il faut que la conscience des membres du Trust du Bœuf soit bien chargée de crimes pour que le seul argument qu'ils osent opposer à leur accusateur Upton Sinclair soit une menace de mort. Que répondre en effet à ce réquisitoire accablant :

« J'affirme que des êtres humains sont tombés dans des Tonneaux où l'on broie le saindoux et qu'ils ont été broyés et vendus à la consommation humaine. J'ai présenté au commissaire les détails d'un cas où deux hommes sont morts ainsi et ont été vendus comme du saindoux.

« Jamais on n'arrête une machine qui fait des saucissons lorsqu'un ouvrier a le doigt ou la main coupés par la machine. Le membre disparaît et sort avec le saucisson.

« Des cas pareils sont tellement fréquents qu'ils ne causent pas le moindre commentaire. »

En France, on réduit les hommes en charbon de terre. En Amérique, on les transforme en saucisson et en saindoux. Les deux grandes Républiques capitalistes peuvent se donner la main. Elles sont à la hauteur l'une de l'autre dans l'infamie et dans le crime.

A. PRATELLE.

ALLEMAGNE

Grèves et Lock-Outs. — L'office impérial de statistique vient de publier le relevé des grèves et lock-outs, ainsi que leurs résultats pour la période de 1901 à 1905.

Dans l'espace de ces cinq années, le nombre de grèves a doublé. Il a passé de 1,056 à 2,403. La proportion des établissements qu'elles ont intéressés a augmenté d'une manière plus frappante encore : ils étaient 4,500 en 1901 ; on en a compté plus de 15,000 en 1905. Quant au nombre des grévistes, il a dépassé en 1904 le chiffre de 400,000.

Les résultats de ces grèves ont été variables. Leur répartition donne un succès complet dans 22 % de ces conflits, partiel dans 40 % et nul dans 37 %.

Les lock-outs ont pris des proportions considérables depuis deux ans, par suite du développement des organisations patronales. En 1904, on n'en compte que 120, frappant 24,000 ouvriers. En 1905, leur chiffre monte à 254, s'étendant à 3,800 usines avec 120,000 ouvriers. Ce fut dans la construction mécanique et dans le textile que ces lock-outs n'arrivent à aucun résultat.

Le total de ces conflits, grèves et lock-outs réunis, s'est élevé, comme le voit, à 2,657, intéressant plus d'un demi-million d'employés.

De tous ces conflits, six dixièmes seulement eurent un résultat pour les ouvriers. Les autres ne leur procurèrent aucun avantage nouveau.

BELGIQUE

Les Profits capitalistes. — Le citoyen Lombard établit clairement, dans le *Journal de Charleroi*, le montant énorme de la plus-value des principaux charbonnages belges.

La valeur des titres de 50 de ces charbonnages, à raison d'un titre par compagnie, était, en mars 1905, de 66.140 fr. 75 ; ces mêmes titres étaient cotés 87.363 francs un an plus tard, ayant ainsi acquis une plus-value de 21.222 fr. 25, soit de 33 %, c'est-à-dire d'un tiers.

Et de combien déjà ce capital, augmenté d'un tiers, était-il supérieur à celui qu'avaient primitivement versé les actionnaires ? Ainsi, par exemple, au Nord de Charleroi, où le capital primitif de 3.600.000 francs est complètement remboursé, l'augmentation est de 2.340.000 francs en un an !

Je suppose qu'au cours où les actions de ces 50 charbonnages étaient il y a un an, elles aient représenté un capital de 100 millions de francs : au cours d'aujourd'hui, elles représenteraient 133 millions !!!

En 1905, en payant l'intérêt à 5 %, une somme de 5 millions eût suffi ; au taux d'aujourd'hui, il faut 6.650.000 francs, soit 1.650.000 francs en plus, et au taux où elles seront fin décembre 1906, il faudra peut-être 8 à 9 millions.

JAPON

Capitalisme meurtrier. — — Un article de M. André Bellessort, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er mars, éclaire d'une lueur d'épouvante la condition du prolétariat industriel au Japon.

Les ouvriers des filatures de coton — où les actionnaires touchent des dividendes de 15 à 25 % — sont payés, en moyenne, de 70 à 80 centimes par journée de douze heures ; les femmes, de 35 à 40 centimes. Repos de vingt minutes à midi *ou à minuit*.

Les enfants — dont le plus âgé n'a pas 13 ans — travaillent de jour et de nuit.

— « Et combien les payez-vous ? » questionna M. Bellessort.

— « Cinq sen.

— « Pour les douze heures de nuit ?

— « De nuit et de jour (!!) »

Cela fait en monnaie française, 12 centimes !

Les yeux de ces petits damnés s'attachaient, comme hypnotisés, sur ces bobines tournoyantes où, dit M. Bellessort, je ne pouvais fixer les miens sans en éprouver une sorte de vertige. Leurs kimonos s'en allaient en guenilles...

— « C'est assez curieux, lui dit le directeur, les trois ou quatre premières nuits les enfants tombent de sommeil. Puis, l'habitude est prise, et ils veillent mieux que les grandes personnes. Le croiriez-vous ? Ce « sont eux qui travaillent le plus ». Aussi, comme vous le voyez, nous en avons beaucoup. »

Correspondances et Communications

Groupe de propagande par l'écrit. — *Mouvement du mois d'avril* :

Envoyé :

Temps nouveaux	200 fr.
L'anarchie (Girard)	50 »
L'enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	50 »
La grève générale et la Révolution (A. Briand)	100 »

Adresser les fonds et correspondances au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

Les camarades du groupe appellent l'attention de ceux qui s'intéressent à la diffusion des idées, sur l'importance que pourrait acquérir son œuvre, si on voulait lui venir en aide, soit par l'envoi de journaux, volumes, brochures, soit par l'envoi de fonds, forcé, qu'il est, de restreindre ses envois, par suite du manque d'argent.

Le prochain dessin sera signé Leomis.

CONVOCATIONS

La Semaille U. P. du XXe. — Vendredi 8 juin, 21 rue Boyer, Paris ; Dr Madeleine Pelletier : Le rôle de la femme dans la société.

Mardi 12 juin, R. Hubert : Diderot : l'Homme et l'œuvre.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge, Paris. — Vendredi 8 juin. M. Morize : Principaux moments de la Littérature française. VI. Littérature d'hier et d'aujourd'hui : la poésie ; la prose ; le théâtre ; conclusions.

Mercredi 13 juin. M. Bon : Quelques mots sur les mines ; la loi de 1810 et son application.

Vendredi 15 juin. M. Cordey, archiviste paléographe : La Bastille, ses cachots, ses prisonniers.

Tous les lundis à 8 h. 1/2, cours d'Esperanto.

Groupe esperantiste libertaire. — Lundi 11 juin, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison commune, 45, rue de Saintonge, commencera le Cours du camarade Papillon. — Adhésions, propagande.

Levallois. — **Section antimilitariste.** — Lundi 11 juin courant, réunion à 8 h. 1/2, maison Hector, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier.

Ordre du jour : Entente au sujet de la brochure antipatriotique que la section se propose de faire éditer.

L'Aube sociale. — Vendredi 8 juin, E. Armand : Le conflit entre l'individu et la société (causerie discussion).

Mardi 12 juin, Leprince : Comment est répartie la fortune de la France ; bourgeois et prolétaires, riches et pauvres.

Vendredi 15 juin, Vulgus : Le rôle des femmes dans l'amour.

Montpellier. — **Groupe d'Etudes sociales.** — Samedi, 9 juin, au siège du Groupe, 24 rue Guillaume Pellicier ; causerie par un camarade sur le Déterminisme.

Prière à ceux qui détiennent des volumes de la bibliothèque de bien vouloir les rapporter.

A nos Lecteurs

Pour les raisons que l'on connaît, pas de supplément cette semaine.

ALBUM DES TEMPS NOUVEAUX

D'après les prix que vient de me faire l'imprimeur, en restreignant le tirage au chiffre des souscripteurs, avec quelques exemplaires en plus pour les retardataires, je puis tenter le tirage, en album, des 52 dessins parus dans la 11e année du journal.

Le prix de souscription est fixé à 3 fr. 50 par exemplaire. Les camarades qui ont envoyé leur adhésion peuvent donc nous en faire parvenir le montant, je les en prie même instamment, afin de nous abréger le travail.

La souscription close, l'Album sera vendu 5 fr., et il y en aura très peu.

Petite Correspondance

L. B., à Montauban. — Si le volume est en librairie, je puis vous le procurer.

J. H., à Utrecht. — Votre envoi ne solde que jusqu'à fin mai.

L. M., à Blassy. — L'abonnement C. sera servi.

J. K., à Tourcoing. — Ce sont des faits dans lesquels nous n'avons pas à mettre le nez. S'ils étaient consentants tous les trois, cela les regarde.

R., à Scies — J'ai envoyé.

E. M., à Harnes. — Oui, c'est au juge d'instruction qu'il faut réclamer.

G. L., à Hodimont. — J'envoie le numéro 5, mais vous êtes inscrit pour 14 exemplaires, depuis le numéro 3.

W., à Paris. — N., à Neûchatel. — J. H., à Utrecht. — T., à Châtillon. — M. P. J., à Thuir. — C. C., à Rouen. — G., à Lorient. — J. L., à Spring-Valley. — A. M., à Aubignan. — C., à Sanmianes. — R. G., à Firminy. — A. D., à Alleins. — J. D., à Masseret. — S. I., à Narbonne. — E. P., à Salornay. — G., à la Briandière. — B., à Trévoux. — L. P., à Ostende. — Vve L., au Mans. — E. W., à Morlanwelz. — B., à Genève. — R., à Moscou. — B., Le Sap. — H. L. C., à Beauvais. — E. S. et G., à Etampes. — D., à Cherbourg. — B., à Evreux.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : D., à Lyon, 4 fr. — C. L., 5 fr. — K., à Tacoma, 2 fr. — T. et D., à Marseille, 1 fr. — C. W., à Ashwell, 4 fr. 50. — X. Y., 0 fr. 50. — R., à Bruxelles, 2 fr. — P. M., à Bollène, 1 fr.

Merci à tous.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40**.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1 fr. 40**, **2 fr. 25** et **5** francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1 fr. 40** et **3 fr. 25**.

Il nous reste un petit nombre :

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de **3** francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro, **2** francs.

— 3e — de Luce, **2** francs.

— 4e — de Lebasque, **2** francs.

Tirage d'amateurs, **3 fr. 50**.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, **1 fr. 50** ; tirage d'amateur, **3 fr. 50**.

Il en reste très peu des deux.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris

Le Testament du Philanthrope

LES TEMPS NOUVEAUX, 0 fr. 10

Dessin d'HERMANN PAUL

— Encore un hôpital?... Non! je veux faire mieux avant de mourir : je fonderai un cimetière!!

12e ANNÉE. — N° 7. 16 JUIN 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Leomin

SOMMAIRE

AVIS AUX ACHETEURS

Demander, avec ce numéro, notre catalogue de brochures.

Une Impasse

L'attentat de Mateo Morral vient, une fois de plus, remettre sur le tapis la vieille question d'en finir une bonne fois avec les anarchistes, de les mettre hors la loi, de les harceler et de les traquer comme des bêtes fauves, jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus trouver asile nulle part.

Dans chaque puissance — à part l'Angleterre — on a accumulé, contre les anarchistes, des lois spéciales d'exception, transformant en délit ce qui est reconnu comme un droit pour le citoyen — tel que le fait de s'entendre et de se concerter, par exemple — ou en délit de droit commun, tout ce qui, jusqu'ici, avait été considéré comme fait politique, et aggravant, jusqu'à la férocité, les peines qu'ils comportaient.

En plus de cette aggravation de peine, tout individu connu comme anarchiste est mis sous la surveillance de la police. Tous les jours, tous les deux jours — selon les notes qui accompagnent le dossier de notre homme — des mouchards vont inquisitionner chez les concierges, chez les voisins, s'enquêtant des faits et gestes de celui dont ils ont la surveillance. Mais, ce qui est plus grave, ils vont parfois jusque chez le patron. Et dans certaines villes de province, c'est sûrement la mise sur le pavé de celui qui est coupable de ne pas porter en son cœur l'ordre social dont il a tant à souffrir.

⁂

Et cela se passe, non seulement dans des royautés plus ou moins absolues, plus ou moins constitutionnelles; mais aussi dans les républiques dont les maîtres se réclament de toutes les libertés, et prétendent travailler à l'instauration d'un régime de justice. Comme contradiction cela devrait suffire. Cependant, des plus qualifiés, parmi les républicains, voire même parmi certains socialistes, déclarent ces mesures exceptionnelles insuffisantes, et réclament une aggravation de peines, et une entente internationale — existant, déjà, de fait — pour enlever aux anarchistes le droit d'asile, et le peu de tolérance qui s'attache aux délits politiques.

Pour justifier leur acharnement, ces pseudo-libéraux prennent pour prétexte les attentats, qui, de temps à autre, viennent troubler les petits arrangements politiques et économiques qu'ils ont charge de défendre. Comme s'il n'y avait d'attentats, politiques ou autres, que depuis qu'il y a des anarchistes !

⁂

Oui, à certains moments, il se trouve des individus qui, las d'attendre un monde meilleur, l'âme torturée par les injustices qu'ils voient se perpétrer autour d'eux, s'en vont, un beau jour, manifester, un peu violemment, leur dégoût du monde qui les entoure.

La plupart du temps, ces individus ce sont des anarchistes. Evidemment, puisque ce sont eux qui, aujourd'hui, sont le parti de protestation qu'étaient autrefois les républicains. Si les noms des protestataires ont changé, les actes de protestation sont nés avec l'arbitraire et l'exploitation et ne disparaîtront qu'avec eux.

Tous les partis politiques les ont pratiqués avant les anarchistes. S'ils les désavouaient, alors qu'il y avait quelque péril à s'en déclarer solidaire, ils ne se gênaient guère d'en glorifier les auteurs lorsqu'ils pouvaient, sans risques, les réclamer comme leurs.

Sans remonter aux Aristogiton, aux Harmodius, aux Brutus que les républicains se sont complus à auréoliser et à en faire des modèles de civisme, il y a, à leur actif, moins loin de nous, les Fieschi, les Orsini qu'ils ne peuvent désavouer.

Les royalistes eux-mêmes n'ont pas tant à faire leurs bégueules non plus. Sans fouiller l'histoire de chaque pays, à ne prendre que les faits les plus connus, il y a la conspiration des poudres en Angleterre, la machine infernale de Cadoudal en France. Quant aux Jésuites, ils ont les Jacques Clément, les Ravaillac et les Damien. Chacun en a pour son compte, s'il voulait faire son examen de conscience.

⁂

Une seule différence sépare ces attentats des attentats anarchistes, et on jugera à qui cette différence est honorable.

Les premiers étaient perpétrés en vue d'intérêts de parti. Il s'agissait de « descendre » du pouvoir celui dont on voulait prendre la place. On fanatisait un ou quelques pauvres diables que l'on lançait comme des brûlots; que l'on désavouait lorsqu'ils échouaient, que l'on portait aux nues lorsqu'il s'agissait de leur trouver des imitateurs. Les catholiques n'avaient-ils pas fait un saint de Jacques Clément ?

De l'attentat anarchiste, au contraire, nul avantage à tirer, pas plus pour celui qui l'accomplit que pour son parti, ce n'est même pas une haine personnelle que l'auteur cherche à satisfaire, il s'agit toujours de choses générales, des injustices sociales ayant frappé des êtres, qui sont parfois inconnus de ceux qui s'en font les vengeurs. En tous cas, si, comme dans le cas de l'impératrice d'Autriche, l'auteur a frappé, en haine seule de l'autorité, sans s'inquiéter de savoir qui il frappait, le plus souvent, celui auquel il s'adressait, avait à répondre d'actes d'arbitraire ou de férocité qui expliquaient l'acte.

⁂

C'est pour venger Vaillant qui, en somme, n'avait tué personne, mais seulement égratigné

quelques « honorables », mais qui, en dépit de la loi qui abolit la peine de mort en matière politique, fut décapité pour avoir osé s'attaquer à la « représentation nationale », payant de sa vie, la peur qu'il avait jetée dans la grenouillère putride du *parlement*, que Caserio frappa Carnot qui avait eu le tort de ne pas s'opposer à la *vengeance* des panamistes.

C'est en *réponse* aux massacres de Milan, que Bresci frappa le roi Umberto.

C'est pour venger les tortures que, depuis un quart de siècle on fait subir aux révolutionnaires dans les geôles espagnoles, que se sont produits les attentats de Pallas, du Liceo, d'Angiollillo, prenant ce caractère impitoyable qu'on leur reproche, parce qu'ils sont l'expression d'épouvante qui suinte des cachots et des bagnes inquisitoriaux.

J. GRAVE.

(*A suivre.*)

LE COMPLOT

Cette semaine le juge d'instruction André déclarait au camarade Lévy et cela sur un ton tranchant : « Je vous défends de dire que vous avez été inculpé de complot. A aucun moment vous n'avez été accusé de cela. »

Pour ma part je n'ai été inculpé que de menées anarchistes par le juge d'instruction de Béthune.

Que penser alors du complot, sinon que M. Clemenceau est encore un plus vil personnage qu'il n'était apparu dans ces derniers mois. Le pauvre monsieur est descendu bien bas. Cette grève des mineurs du Pas-de-Calais, le mouvement du 1er mai, la préparation des élections législatives n'auront pas peu dédoré son honorabilité. Le voici descendu plus bas que les Constans et les Dupuy. Il avait plané bien au-dessus de ces derniers. Sa chute n'en est que plus sensible et plus misérable.

Il faut dire que M. Clemenceau a joué de malechance dans la grève des mineurs. Les déclarations à la Maison du Peuple qui n'apportaient pourtant aucun droit nouveau, aucune liberté aux grévistes, qui ne faisaient que leur reconnaître un droit que les mineurs s'étaient arrogés depuis très longtemps et sans attendre la permission de personne, avaient mis notre ministre de l'intérieur dans une situation délicate. Quand j'écrirai ici l'histoire de la grève, je raconterai comment un ministre à poigne a pu être roulé par son préfet et par le député socialiste unifié de Lens. Car M. Clemenceau a été roulé comme un enfant. Non pas seulement qu'une fois, mais trois fois. Et souhaitons que ce cher monsieur trouve bientôt des loisirs; en quelques mois il a ramassé une moisson prodigieuse de précieux renseignements. Il sait aujourd'hui qu'un ministre n'est qu'un jouet aux mains de puissances comme les Compagnies houillères, et qu'un préfet d'un département industriel comme le Pas-de-Calais est non pas le subordonné du ministre de l'intérieur mais son chef, son véritable supérieur. Souhaitons de prochains loisirs à M. Clemenceau; ses déboires lui inspireront de belles pages.

Qu'un homme qui a été joué un certain nombre de fois par les gens dont il se figure être le chef, veuille frapper un grand coup, un coup de maître, afin de reconquérir en un jour son influence qui dépérit, n'est-ce pas une chose naturelle?

Ah! M. le préfet, M. le député socialiste, vous m'avez roulé et vous vous croyez très malins, bien supérieurs à votre ministre de l'intérieur, autrement capable que lui de faire figure d'hommes d'Etat. Je vais vous montrer que je sais aussi le *métier* ignoble de conducteur du char de l'Etat. Regardez-moi et voyez si je passe magnifiquement à travers les embûches et dédaigneux des pauvres bougres qui se trouvent sur mon chemin. Les grévistes j'en fous la moitié en prison; je condamne l'autre moitié à se coucher à 8 heures du soir et à se lever à 7 heures du matin; les salles de réunion, je les vide de grévistes pour les remplir avec un nombre égal de soldats. Les meneurs, ceux qui se tenant sur leurs gardes n'ont pas encore fourni le prétexte attendu impatiemment pour les coffrer dans les formes, je les enfonce dans un complot avec la réaction. Ils n'ont pas le sou; ils vivent *misérablement*; je le sais, mais ça ne me gêne pas pour dire qu'ils ont touché 75.000 francs d'un Durand de Beauregard quelconque. Des gens m'aideront à lancer le complot. Des tas de gens. Evidemment, il y aura d'abord tous les imbéciles qui mordent naturellement à l'hameçon d'une calomnie. Mais surtout n'aurai-je pas pour m'aider toute la clique des honnêtes gens qui attendent de moi une place ou une faveur; nous sommes à la veille des élections, n'aurai-je pas des commis-voyageurs en calomnies dans la personne de chacun des candidats qui aspire à être le candidat officiel, N'y a-t-il pas encore les « bons amis » des hommes que je mettrai dans le complot. Il serait bien rare qu'un militant révolutionnaire n'ait pas quelques-uns de ses anciens camarades dans le cabinet ou les bureaux d'un ministre. Ces amis se feront un plaisir et une gloire d'aller dire à l'oreille des gens : Vous savez, faites attention, ne vous avancez pas, on a trouvé des papiers probants. Monatte a touché 75.000 francs.

Ce complot servira à plusieurs fins. Il me permettra de faciliter la rentrée aux fosses des 50.000 mineurs du Pas-de-Calais et du Nord, rentrée *promise et due* aux Compagnies houillères. Il jettera la suspiscion sur ce puissant et inquiétant mouvement des huit heures, et enfin il me donnera de belles élections blocardes.

Ainsi se parla à lui-même M. Clemenceau. Et aussitôt il s'engagea dans le lancement du complot. Il a prouvé victorieusement que sa conscience ne s'embarrassait pas de vains scrupules et qu'il était capable d'inventer de toutes pièces un terrible complot. Son préfet du Pas-de-Calais, joignant ses lumières avec celles d'un général et du citoyen Basly, avait fait arrêter Broutchoux au début de la grève. Il donna l'ordre, lui, ministre, de m'arrêter, le 23 avril dernier.

Je sortais de prison le 31 mai. J'avais fait une quarantaine à la prison cellulaire de Béthune.

Durant ces quarante jours, j'ai subi un interrogatoire, un seul. Je puis même dire que ce n'est pas sans difficultés que j'ai obtenu d'être interrogé et de savoir enfin ce que me voulait la justice de mon pays. C'est au vingt-troisième jour de prison que j'ai été interrogé. Il avait fallu que je réclame par lettre cet interrogatoire. Cette demande pressante ne suffisant pas, mon avocat, Me Ernest Lafont, vint à Béthune la renouveler. Il obtenait l'interrogatoire pour la semaine suivante. Il eut lieu le 15 mai, donc après le premier tour de scrutin, ce qui importait pour M. Clemenceau.

MM. Clemenceau et André avaient fait raconter à leur presse fond-secrétière que l'on avait découvert à mon domicile des *documents importants*, établissant que j'avais reçu de l'argent bonapartiste pour fomenter des troubles dans le Pas-de-Calais et mettre en fâcheuse posture le gouvernement de la République.

Ce n'est pas avant, mais plusieurs jours après les perquisitions faites à mes domiciles de Lens et de Paris, que les journaux, et particulièrement le *Matin*, l'*Aurore*, la *Lanterne*, me faisaient passer pour un agent impérialiste enfin démasqué.

Voyons le résultat des perquisitions, faites à mes domiciles ou chez des camarades, — car mon dossier est bourré d'une volumineuse paperasserie, formée des procès-verbaux d'une trentaine de perquisitions faites à Lens, à Denain, à Fresnes, à Paris, à Montceau, etc.

Les *documents importants* saisis chez moi consistaient : pour mon domicile de Paris, dans une photographie de soldats antimilitaristes que l'habile M. Hamard n'eut sans doute pas grand' peine à découvrir, étant donné qu'elle était sur ma cheminée parmi d'autres photographies; en outre, une lettre du mois de novembre dernier, de Dubéros, le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, qu'il serait aisé de retrouver au copie de lettres de l'Union des Syndicats, où Dubéros me disait ceci : « Ton syndicat a donné ton nom pour la liste des orateurs qui pourront aller dans les réunions de syndicats afin de donner le dernier coup de main à l'*agitation* en faveur des huit heures. Indique-moi les soirs de la semaine où tu es à peu près certain d'être libre, afin qu'on n'ait pas besoin de t'avertir plus de 24 heures à l'avance. »

Cette lettre constitue le document fameux, le document *important*. Il est question d'*agitation* dans cette lettre, et c'est sur cette pièce *terrible* que M. Boudry, juge d'instruction de Béthune, daigna s'arrêter un long temps : « Mais ce n'est pas de la propagande normale que vous deviez faire. Le mot *agitation* est écrit. Qu'entendiez-vous par faire de l'agitation? »

Et voilà pour Paris. A Lens, on avait pris sur ma table de travail un reçu de 165 francs (si je me souviens bien) sous enveloppe, accompagné d'une lettre, prêt à être expédié. C'était le reçu d'une somme versée par le syndicat des verriers de Fresnes (Nord) pour les familles des victimes de la catastrophe de Courrières.

M. Clemenceau et ses juges savaient que rien parmi les papiers emportés de mon domicile ne permettait de me soupçonner de relations quelconques avec des réactionnaires. M. Clemenceau le savait. Il n'en a pas moins fait aboyer tous ses domestiques du journalisme. Il a fait procéder à une dizaine d'arrestations. Il est vrai qu'il faisait mettre en liberté Griffuelhes et Lévy, six jours après leur arrestation. Cet homme, qui se carrait, il y a quelques mois encore, dans la posture d'un défenseur acharné de la liberté individuelle; cet homme qui a maudit mille fois les ministres passés qui avaient maintenu au bagne un capitaine millionnaire que ses pairs y avaient expédié, n'a rien eu de plus pressé que d'imiter les Charles Dupuy. Parmi les farouches libéraux qui s'étaient férocement indignés au sujet de Dreyfus, pas une voix ne s'est élevée pour cingler le visage de l'ancien directeur de l'*Aurore*. Entre copains, on ne se fait pas de misères.

On a vu tous les journaux dreyfusards d'autrefois, qui réclamaient naguère le bouleversement du monde pour tirer Dreyfus du bagne, on les a vus les plus acharnés à jeter, sans l'ombre d'une preuve, les pires calomnies sur des militants révolutionnaires. Grave a remis à sa place le grand curé de la Libre Pensée, le sieur Charbonnel, et on a lu ici-même l'ignoble réponse du monsieur, Aujourd'hui, où le gouvernement est contraint d'avouer que le complot n'était qu'une comédie de son invention, il n'y a pas de danger que les Charbonnel et les Ranc, et tous ces braves journalistes fonds-secrétiers, si prompts à l'insulte, reconnaissent qu'ils s'étaient trompés.

Tous ces gens d'ailleurs ne se sont pas trompés. Ils savaient à peu près aussi bien que leur ministre que les hommes qu'ils insultaient étaient innocents des accusations portées contre eux. Mais ne fallait-il pas donner une fin à la grève des mineurs; ne fallait-il pas gêner le départ du mouvement des huit heures en arrêtant Griffuelhes et Lévy et en jetant la suspicion sur cet admirable essai de généralisation dans la lutte ouvrière; ne fallait-il pas enfin préparer de belles élections?

M. Clemenceau, par le moyen de son complot, aura montré à la classe ouvrière que la classe

capitaliste, quelque soit son gouvernement, n'hésitera devant aucune saleté ni devant aucun crime pour entraver ses mouvements d'émancipation. Pour ma part je ne me plains pas trop d'avoir passé quarante jours en prison, de par la volonté de M. Clemenceau. Cette comédie du complot m'a donné la preuve vivante que les hommes de gouvernement étaient capables de tout pour permettre à la bourgeoisie de dormir en paix. Cette pensée je l'avais avant d'aller à la prison de Béthune; mais, elle était, je pourrais dire, à l'état théorique, aujourd'hui elle est entrée profondément en moi.

Je suis guéri de toute illusion sur les « exceptions » du monde de la politique. M. Clemenceau n'était-il pas aux yeux de bien des camarades une de ces « exceptions ». La presse socialisante, la presse dreyfusarde d'autrefois s'est montrée sans masque et nous pouvons carrément la parquer dans la catégorie à qui Zola donna l'enseigne de presse immonde. Tout cela vaut bien mieux, à mon sens, la peine d'être connu. La classe ouvrière sait qu'elle n'a à compter uniquement que sur elle-même et que parmi ses ennemis il n'en est peut-être pas de pires que des « bons ministres radicaux et socialistes » et les journalistes de mêmes couleurs.

Pierre Monatte.

Attentats, Bombes et Complots

Romans policiers et journalistiques

La tragédie terrible de Madrid menace d'avoir, comme répercussion en Italie, une farce stupide et méchante par dessus le marché, organisée par la police et accréditée par les journaux « sérieux », qui n'ont pas honte d'inventer les choses les plus étranges et de croire aux romans les plus invraisemblables de leurs correspondants, au prix même de confirmer irrémédiablement auprès des étrangers la réputation de primauté pour l'Italie dans la violence et dans la délinquence politique.

La nouvelle répandue avec des détails si minutieux de la découverte d'une fabrique de bombes à Ancône a été tellement augmentée par les journaux et continue à être à un tel point le thème obligatoire de correspondants plus ou moins improvisés et authentiques, que la même fantaisie policière en apparaît comparativement diminuée. Personne ne s'aperçoit, peut-être, que par ce moyen la presse réactionnaire, comme obéissant à un mot d'ordre, — vrai complot d'intérêts inavouables — monte l'opinion publique pour la préparer et la prédisposer à la perpétration d'actes arbitraires, toujours plus grands de la police, contre la libre explication de la pensée libre.

Et comme s'il tardait aux persécuteurs envieux des idées, de cueillir les fruits de la récolte de rancunes et de défiances faite ces jours-ci, spéculant honteusement sur l'impression de pitié et de douleur répandue par les nouvelles sur l'attentat de Madrid, voilà que nous apprenons qu'à Turin ont été arrêtés cinq anarchistes *pour avoir publié un petit journal* à l'occasion des élections, et qu'à Naples ont été faites des perquisitions chez d'autres anarchistes, où l'on a séquestré, non des bombes et du chlorate de potasse, mais des *journaux et des livres*. Il y a déjà quelques jours, sous le même prétexte, on a arrêté à Gênes le gérant du périodique non anarchiste *La Pace*, qui lui aussi, à ce qu'il semble, trouble le sommeil tranquille des conservateurs italiens.

Le journalisme de « l'ordre » aide efficacement l'œuvre de la police. Sur l'anarchisme et les anarchistes d'Ancône a déjà été écrite et propagée une histoire toute fantastique, dans laquelle on intervertit les dates à plaisir, faisant absoudre Malatesta en 1898, quand, au contraire, il fut condamné, et le faisant condamnér en 1900, quand, au contraire, il était pacifiquement à réparer des bicyclettes et des moteurs électriques à Londres. Soit dit en passant, Errico Malatesta, présenté de nouveau au public ces jours-ci comme un éternel organisateur de complots, sur lequel pèse la menace de qui sait quelles condamnations, pourrait, s'il le voulait, rentrer en Italie où il n'a pas le plus petit compte à régler avec la justice.

Certains journaux ont parlé d'un fantastique complot étranger, pour lequel on aurait fait, il y a quelque temps, une arrestation à Côme. A l'opposé, aucun anarchiste ne fut jamais arrêté à telle occasion; un pauvre diable de marchand ambulant, pris pour tel, fut relâché peu après, parce que la police même dut reconnaître ses soupçons mal fondés. Le *Giornale d'Italia* s'obstine à dire exacte sa petite histoire de complot; pour la prouver, il suffirait qu'il dise le nom du..... comploteur, et pourquoi on ne lui fait pas de procès. Malheureusement il y a trop de gens en Italie qui gobent facilement et qui croient à ces blagues — comme en général le public européen paraissait croire il y a quelques jours à l'histoire du complot en Angleterre pour l'attentat d'Espagne, éventée peu à peu et démentie par les polices anglaise et espagnole elles-mêmes, et reconnue être une « invention spirituelle » d'un reptile du journalisme. Ce qui n'enlève pas aux journaux « sérieux » susnommés de continuer à radoter sur des clubs anarchistes mystérieux, de concert anarchiste international, de maisons pleines d'argent pour la confection de bombes, etc.

Il semble qu'on soit revenu aux jours de fièvre terroriste de 1893-94. Ces inconscients gratte-papier, — peu importe qu'ils soient vendus au gouvernement ou à une faction politique et payés sur les fonds secrets ou sur ceux d'une clique politique — ne savent pas que si d'un côté ils épouvantent l'opinion publique et la rendent encline à applaudir la réaction, d'un autre côté ils surexcitent énormément les esprits inquiets et exaltés parmi lesquels la plus terriblement efficace propagande terroriste est faite précisément de la fantastique chronique quotidienne des journaux, qui est un continuel aiguillon provocateur et excitateur.

En ce qui regarde Ancône, moi qui suis de cette province, qui ai vécu assez de temps à Ancône au milieu des anarchistes et en connais une grande part personnellement, je suis persuadé que l'histoire macabre des bombes et du complot mis à jour — voyez quelle combinaison! justement à la veille des élections dans les collèges socialistes, est une énorme exagération policière sinon absolument un truc et une invention.

A Ancône comme dans toutes les villes maritimes, beaucoup s'adonnent, même sans être des pêcheurs de profession, à la pêche clandestine au moyen de matières explosives. Autrefois on usait de cartouches de dynamite que l'on faisait exploser dans l'eau au moyen d'un choc violent, et l'explosion tuait le poisson dans un rayon étendu; mais cette méthode est relativement très coûteuse, et surtout fort dangereuse; cela a conduit à inaugurer depuis quelque temps un système plus économique et moins hasardeux qui est celui des petites bombes de papier plus grosses que les susdites cartouches de dynamite, liées par une ficelle ou du fil de fer et entourées d'un enduit de ciment tout à fait semblable à celui découvert dans la boutique du barbier d'Ancône.

Ces détails sur la façon dont se confectionnent de pareilles bombes... contre les poissons m'ont été donnés hier (car je ne m'y connais guère) par un avocat des Marches qui n'est guère anarchiste, et qui riait joyeusement du crabe pêché par la questure d'Ancône. Et il y aurait vraiment de quoi rire, s'il ne s'agissait de la liberté de quelques ouvriers qui, pour la tantième fois devront escompter la peine de penser autrement que ceux qui commandent, ne fût-ce que par un peu de prison préventive, dont on sait bien quand elle commence, mais non quand elle finit.

Et si le coup de filet n'est pas cela, c'est pire encore! Cela veut dire que c'est un truc bel et bon, — laid et triste, pour mieux dire.

Il est inutile que le correspondant d'un journal romain — correspondant qui pourrait être aussi directement intéressé à faire affluer à un journal de province favori, éternellement ministériel en vertu des fond secrets, et à la police de sa province, un ruisselet d'or plus abondant des fonds secrets, — il est inutile que ce personnage se hausse à proclamer absurde que la police commette certains délits; le souvenir du délégué Santoro n'est pas encore effacé de l'esprit des Italiens.

La police d'Ancône a juré plusieurs fois d'exterminer le parti anarchiste; et chaque fois que celui-ci a donné signe d'existence civile par des manifestations populaires, des journaux, etc., toujours elle a trouvé moyen d'en contrarier le mouvement dans cette ville.

Cependant, parmi les anarchistes d'Italie, ceux d'Ancône ont la réputation d'être les plus modérés, quelque chose comme les « turatistes » (qu'on me pardonne l'expression) du parti anarchiste. En réalité, les anarchistes d'Ancône sont ceux qui revendiquent le plus hautement le nom et le fondement socialiste de leur doctrine.

Cependant, pour ne pas remonter plus haut, en 1896 fut « découvert » un complot ayant pour but de supprimer la *Lotta humana*, et on y réussit, parce qu'on réussit à faire passer pour substances dangereuses des ingrédients qui ne pouvaient servir en aucune façon à fabriquer des explosifs. Cependant, alors il y avait l'apparence; mais ensuite on s'en passa.

Le journal l'*Agitazione* ayant paru en 1897, on en arrêta au début de 1898 toute la rédaction : le gérant, le caissier et l'administrateur, ainsi que le directeur, Errico Malatesta, sous le prétexte des émeutes pour le renchérissement du pain, auxquelles ils n'avaient pas participé. On ne put prouver l'association pour délit, et les imputés furent condamnés pour association politique séditieuse.

Leur peine payée, tous furent envoyés au *domicilio coatto*, d'où, comme on sait, Malatesta s'évada en 1899.

En 1900 l'*Agitazione* reparut par l'œuvre d'autres hommes ; sur 56 numéros environ publiés jusqu'en mai 1901, il y en eut bien 50 ou 52 de séquestrés. Et pour qu'on ne croie pas qu'il y fût imprimé je ne sais quelles violences, il suffit de dire qu'on y séquestra de simples chroniques, un article de Ferrero publié dans le *Secolo* et des articles publiés dans des journaux non séquestrés, et jusqu'à l'ordonnance même de séquestre des numéros précédents, écrite de la poigne même du procureur du roi! Comme complément, il y eut des arrestations et des procès... La rédaction fut envahie plusieurs fois et dépouillée de ses livres de caisse, correspondances et collections de journaux; les différents rédacteurs qui s'y succédaient étaient un à un arrêtés, poursuivis et condamnés pour association séditieuse et rapatriés : parmi eux Domenico Zavattero et Latini Riccardo.

L'avocat Augusto Giardini ayant pris à un certain moment pour lui la rédaction du journal fut à son tour arrêté, et, en même temps que tant d'autres (Angelozzi, Farinelli, Pezzotti, Mariani, etc.), poursuivi pour association séditieuse et condamné à environ 2 ans de prison! Le journal continua tout de même à paraître, mais étant toujours séquestré dans presque tous les numéros et pour presque tous les articles, la rédaction survivante pensa à se transférer à

Rome où effectivement, depuis lors, l'*Agitazione* put se publier à peu près tranquillement.

Depuis 5 ans que ne paraissaient plus à Ancône de journaux anarchistes, sauf quelques numéros uniques, voici que, au 1er mai dernier, *La Vita operaia*, organe de quinzaine socialiste-anarchiste, a commencé ses publications. Il n'en est pas encore paru trois numéros, que la police retourne à la charge, et cette fois avec la vieille méthode du complot, favorisée de la coïncidence de l'attentat de Madrid et de la prochaine venue du roi à Ancône. Soit qu'elle ait bassement attribué l'importance d'un complot et d'un attentat à ce qui ne serait qu'une contravention de pêche clandestine, soit que le complot ait été de toutes pièces fabriqué par elle, il est certain que la police a tout intérêt à enfler la chose pour mettre obstacle à Ancône à la libre expansion des idées et du mouvement libertaire. Tous les hommes conscients doivent se mettre en mesure d'éventer les pièges de la police, à laquelle pour des raisons bien connues à Ancône, s'associe malheureusement l'œuvre de certain magistrat vindicatif peu scrupuleux, et de certain avocat envieux et menteur.

Je connais le milieu d'Ancône et je sais de quoi je parle. Mais à Ancône ne manquent pas les citoyens de parfaite intégrité, du maire monarchiste qui est un excellent homme, à tant de républicains, socialistes ou républicains, *qui savent eux aussi ce qu'il en est*, et sauront dévoiler cette ignoble comédie qui pourrait bien finir mal si on la continuait. Il est certain que la police, même si elle s'est trompée, est maintenant intéressée à se fâcher à tout prix, même en employant le trucage, si elle ne l'a pas fait au début. Mais l'intérêt de la justice et de la vérité aura l'avantage, espérons-le, sur les intérêts particuliers qui ont besoin de la calomnie et de la douleur d'autrui pour triompher.

Il en sera ainsi, bien que les journalistes vendus, ou leurs acolytes, collatéraux ou descendants s'évertuent à mêler les choses et à troubler les esprits par des révélations insensées. Et cela, bien que le ministère actuel, qui n'en est pas à ses premières armes dans l'usage de moyens ignobles, ne demande pas mieux que de faire passer sous une averse de peur aveugle sa marchandise avariée. Ce ne serait pas la première fois que, sous prétexte de combattre le terrorisme anarchiste, — présenté sous les plus sombres couleurs au moyen de merveilleuses lentilles d'agrandissement, — un gouvernement obtiendrait des inconscients l'approbation de ses méfaits. Prenez garde! sous ce boucan de bombes, attentats et complots, il pourrait y avoir aussi une tentative d'étouffer l'hostilité du public et sa préoccupation pour des mystères bien autrement mystérieux, des trusts de Terni, de la question des chemins de fer et de l'enquête sur la marine.

LUIGI FABBRI.

(Article publié dans l'*Avanti* du 9 juin.)

COLLABORATIONS ORIGINALES

Dormez paisiblement, bonnes compagnies, La République avec son ministre, son gendarme, son juge et son prêtre, saura veiller sur votre repos. Pendant ce temps, sous un ciel clair, les expulsés auront pour refuge la voûte étoilée qu'un Dieu bon fit pour tous. A chacun son lot.

G. CLEMENCEAU.

(La *Mêlée sociale* : Dans la rue, page 330).

Nous avons fait mettre en dépôt chez les libraires et dans les gares, la brochure de Kropotkine, *L'Etat, son rôle historique*, où on peut se la procurer.

MOUVEMENT SOCIAL

Les Tortues. — Les souscriptions recueillies par la mendicité bourgeoise après la catastrophe de Courrières ont produit des millions. Ces millions sont la propriété des familles des victimes.

Or, certaines de ces familles se plaignent de manquer de pain. « Nous n'avons eu aucun secours de personne, depuis le Vendredi Saint, disent des mineurs, et nous voyons avec terreur venir le jour où tout crédit nous sera refusé par les boulangers et les bouchers ». Pendant ce temps-là, les millions dorment dans des caisses soigneusement cadenassées.

Deux Comités ont été nommés pour la répartition des fonds, l'un à Paris, l'autre dans la région. A Paris, le Comité central procède à des « enquêtes rigoureuses » dont la lenteur est désespérante. Quant au Comité local, qui doit appliquer les décisions prises, s'il continue à fonctionner comme jusqu'à présent, il est impossible de dire quand il aura fini. Il est vrai qu'un tas de personnages décoratifs le composent : préfet, évêque, général, procureur, député, directeur des mines, etc., etc., qui tous s'en voudraient de toucher à la besogne matérielle. Celle-ci est confiée, paraît-il, à trois employés de préfecture qui sont littéralement débordés.

En attendant, on manque du pain dans les corons et les veuves des victimes maudissent les répartiteurs.

Peut-être qu'une petite manifestation ne serait pas inutile.

A. PR.

⁂

Marseille.

Militarisme. — Le 29 mai dernier, à 5 heures du matin, un bataillon du 141e de ligne, en garnison à Marseille, partit en marche.

Durant sept heures ils arpentèrent les routes et ne rentrèrent à la caserne qu'à midi, exténués, harassés.

En cours de route, tenaillés par la soif et, la chaleur aidant, la plupart d'entre eux s'abreuvèrent de l'eau boueuse d'un ruisseau. Ils marchaient depuis trois heures et leurs bidons, comme leurs musettes étaient vides.

Le retour se fit avec toutes difficultés. Les hommes traînaient la jambe et souffraient.

Parmi ces derniers, le soldat Giraud, de la 7e compagnie, âgé de vingt deux ans, qui devait bientôt retourner à Salon, auprès de ses parents, fut pris, à l'arrivée d'un malaise. Il s'alita, il ne devait plus se relever. Demeuré sans soins jusqu'au lendemain; il alla péniblement se présenter à la visite. Admis à l'infirmerie et transporté le mercredi à l'hôpital, son état ne fit qu'empirer, et dans la nuit du 2 juin, il rendait le dernier soupir.

Voilà le fait brutalement exposé.

Le commandant qui avait ordonné la marche a a été, assure-t-on, puni de 15 jours d'arrêts par le colonel Camper.

Que le plus honnête d'entre nous donne involontairement la mort à son semblable, la société s'insurge et demande le châtiment que la justice ne fait pas attendre.

Mais qu'un officier tue un homme en l'astreignant à un exercice au-dessus de ses forces, il est absous par le patriotisme.

Nombreux sont les cas où des militaires ont succombé à la suite des maladies contractées en service commandé, ou de chutes faites dans des exercices ordonnés.

La France patriotarde ne s'en est jamais émue. Quant aux journaux qui ont voulu apprécier les faits, ils ont été impitoyablement poursuivis et condamnés.

Qu'importent les pleurs d'une mère et les privations auxquelles elle sera condamnée, privée de son unique soutien? O! drapeau, que des crimes impunis se cachent sous tes plis.

Ce sont là des faits qui font plus de mal au militarisme que toutes les théories de notre camarade Hervé.

Nous pourrions nous en réjouir si les victimes n'étaient nos camarades d'hier et de demain.

J. BOUVARD.

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — A l'heure présente, trois grandes corporations parisiennes sont encore en grève ; ce sont les typographes, devant lesquels l'intransigeance patronale cède peu à peu, les maçons, au nombre d'une bonne quinzaine de mille, et les sculpteurs sur bois.

Ces derniers exigent les huit heures. Ils exigent aussi le retrait, par le patronat, du système d'embauchage et de fiches qu'il prétend désormais appliquer. Les patrons de l'ameublement ont pris en effet la formelle décision : 1° d'envoyer à leur chambre syndicale, chaque fois qu'un ouvrier quittera un atelier, un bulletin spécifiant que ledit ouvrier est parti libre ou non de toute obligation; 2° de n'embaucher que des ouvriers porteurs d'un bulletin émanant de la chambre patronale, ou tout au moins d'imposer aux ouvriers qu'ils embaucheraient directement le devoir d'aller se faire inscrire à la chambre patronale.

Ainsi donc, partout, à Puteaux dans l'automobile, à Villerupt dans la métallurgie, au faubourg Saint-Antoine dans l'ameublement, le patronat a conçu le mauvais dessein de briser toute résistance ouvrière à l'aide de procédés bassement policiers et inquisitoriaux. On marquera d'une croix rouge les « fortes têtes » de chaque corporation et, par un refus systématique de les embaucher, on les réduira brutalement à la mendicité. Et ces gens-là nous incriminent vertueusement de pousser à la guerre des classes. Pourtant si les fusils partaient demain tout seuls, qui donc, d'eux ou de nous, les aurait chargés?

A Hennebont, la direction des forges menace un jour de fermer définitivement l'usine et adresse le lendemain à tous les ouvriers une lettre individuelle de réembauchage. Le délégué de la Confédération du travail, Sélaquet, est toujours emprisonné, menacé de renvoi devant la chambre des mises en accusation de Rennes pour « tentative d'incendie ». Il y a dans Hennebont trois mille hommes de troupes pour dix-huit cents grévistes. M. Clemenceau fait richement les choses.

A Brest, Roullier, Le Tréhuidic, Le Gall et une douzaine d'autres militants demeurent détenus à la prison du Bourguen, se demandant encore ce qu'il adviendra d'eux. Jamais les prisons de France n'abritèrent plus de travailleurs que depuis que l'apôtre de la liberté individuelle occupe le pouvoir. Nous ne l'oublierons point.

Une grève à signaler : celle de Lespéron, une bourgade landaise. Citons cette dépêche de Mont-de-Marsan, en date du 5 juin : « La grève de Lespéron s'aggrave. Plusieurs incendies ont éclaté dus, croit-on, à des mains criminelles. Deux bergeries et le dépôt d'essences de M. Mesplède, propriétaire, ont été incendiés. Une vigne a été complètement saccagée. Le préfet et la troupe sont sur les lieux. On demande encore de la troupe à Libourne, car on annonce le départ pour Lespéron des syndicats résiniers de Levignac et Castels qui viennent se joindre à leurs camarades. »

Cette grève est aujourd'hui terminée. L'ouvrier Duvignac, arrêté à la suite des incendies, vient d'être relaxé faute de preuve. Mais on a maintenu en prison quatre braves travailleurs coupables d'avoir tenté de délivrer un camarade que les gendarmes emmenaient. Bravo, les Landais!

⁂

Congrès. — A Londres, il y eut le congrès de la Fédération internationale des mineurs (fondée en 1890), — congrès de députés mineurs serait plus exact... Je n'ai rien à en dire. Ces malheureux, que broie plus cruellement que tous autres la meule de l'autorité et qui en sont encore à tout attendre de l'action providentielle de l'Etat, inspirent une triste pitié. Quand donc se débarrasseront-ils de leur foi paresseuse dans le gouvernement et dans la loi, quand secoueront-ils le joug avilissant du conducteur d'esclaves qu'est le député mineur? Heureusement, à Lens, à Montceau, à Saint-Etienne, quelques-uns commencent à voir clair et l'avenir, grâce à ceux-là, n'est pas désespéré.

A Paris, ce fut le Congrès de l'Association générale des agents des postes. La question s'y posa, de la transformation en syndicat. Le principe de cette transformation a été voté, mais le principe seulement, ce qui n'engage à rien. Les postiers ne sont pas encore mûrs pour le syndicat, c'est-à-dire, en somme, pour la liberté professionnelle et morale.

C'est ce que leur a dit, avec une âpre éloquence, le délégué des ambulants, Taboulot :

« Quand il est question de gros sous, vous êtes admirables... L'année dernière, vous avez fait une campagne étonnante parce que vous étiez menacés dans vos intérêts matériels. Votre action a eu pour résultat de faire voter un crédit de 83 millions malgré le déficit du budget. . Mais les dénis de justice, les passe-droits ne vous révoltent pas. Vous n'êtes pas capables d'un effort pour revendiquer la liberté de l'opinion, la liberté d'aller ou de ne pas aller à la messe, de voter ou de ne pas voter, droits que vous n'avez pas encore cent ans après la Déclaration des droits de l'homme.

« Quand vous cherchez à améliorer votre situation personnelle, vous êtes moins intéressants que le marchand de fromage ou l'épicier qui cherche à augmenter ses bénéfices. Eux, du moins, font preuve d'initiative, ils courent des risques, ils luttent. Mais vous, vous rédigez des adresses, des congratulations au pouvoir — qui y répond d'ailleurs par des coups de trique. »

On ne saurait mieux dire. Mais tout cela, hélas! ne nous rapproche pas de la séparation des Postes et de l'Etat.

AM. D.

⁂

Une Révolution agraire. — C'est ainsi que le tendancieux *Echo de Paris* qualifie cette curieuse grève générale des ouvriers agricoles qui vient de se répandre comme une traînée de poudre sur les départements de Seine-et-Marne, Seine-et-Oise et Oise, parallèlement avec la grande levée syndicale parisienne.

Malgré que le nombre d'heures de travail des charretiers, bouviers et hommes à la journée soit considérable (12 et 13 heures) les revendications ne portaient que sur les salaires ; mais la méthode d'action de « l'ilote du champ » n'en est pas moins symptomatique :

« Dans chaque ferme, les ouvriers viennent à leur besogne quotidienne. Soudain, une bande de paysans des communes avoisinantes envahit la cour de la ferme, dételle les attelages, somme les ouvriers de quitter le travail, et, à la moindre résistance, dépave la cour, arrête les voitures, les herses ou les charrues. Les ouvriers déclarent alors aux fermiers qu'ils cèdent à la force et ils s'en vont débaucher à leur tour les ouvriers des fermes lointaines, en attendant la réponse qui sera faite à leurs réclamations. »

« Détail particulièrement frappant : tant que la grève a duré, dans ce pays où les ivrognes sont nombreux, on n'a pas constaté un seul cas d'ivresse. Les grévistes avaient l'ordre de ne pas boire ; ils n'ont pas bu ! »

« En quelques jours, toute la plaine était en grève et bientôt, commune par commune, les fermiers ont cédé. A Mitry, les ouvriers ont obtenu satisfaction complète. Ailleurs, on a traité à 3 francs cinquante pour les ouvriers à la journée et à cent francs pour les ouvriers au mois. »

« La résistance des fermiers était impossible, pris qu'ils étaient par l'urgence des travaux à effectuer et le défaut de protection en cas de résistance. »

On le voit, le reporter de l'*Echo de Paris* l'avoue, il existe chez ces ruraux incultes un esprit d'entente et d'initiative assurément plus intense que dans les villes, où mille stupéfiants divers ont aisément raison des énergies. Leur tactique est de la pure action directe.

On sait que tout s'enchaîne dans notre société mal bâtie et que l'écroulement d'un pan de mur peut entraîner la ruine de l'édifice. Le détail comique suivant le prouve une fois de plus:

« Les ouvriers belges sont arrivés et, trouvant les conditions de travail complètement modifiées en faveur des ouvriers locaux, ils estiment injuste de gagner 3 fr. 25 par jour, en travaillant quinze heures, alors que les indigènes gagnent 3 fr. 50 et 4 francs pour un travail beaucoup plus doux que le leur.

« Les Belges menacent donc, eux aussi, de se mettre en grève, et, comme ils sont violents et décidés, les cultivateurs sont affolés. »

C'est l'abomination de la désolation! gémit l'*Echo*. Et de même que dans leurs études sur la C. G. T., ses rédacteurs noircissent le tableau. « La jacquerie gagne l'Oise, s'écrient-ils, et de là, elle menace de s'étendre à toute la région du Nord! » La vérité, c'est qu'à Plessis-Belleville et dans un certain nombre de communes de l'arrondissement de Senlis, le mouvement a fait tache d'huile, d'importantes satisfactions ont été arrachées et une puissante organisation syndicale est née du conflit.

A. PRATELLE.

⁂

A Saint-Claude. — Deux grèves avaient éclaté à Saint-Claude, l'une chez les pipiers de l'usine Clément, l'autre chez les mécaniciens et elles suivaient paisiblement leur cours. La municipalité n'en avait pas moins fait appel à la gendarmerie. Le 31 mai, sans aucune espèce de motif, manifestations et attroupements sur la voie publique furent interdits; 200 gendarmes occupèrent les rues.

Indignés, les grévistes convoquèrent tout le prolétariat des ateliers et des usines à un meeting au Truchet. Rendez-vous était donné pour sept heures. Deux ou trois cents camarades étaient déjà assemblés quand les gendarmes, sans sommation, foncèrent dessus, avec une rage indescriptible, frappant à tort et à travers à coups de crosses et de plat de sabres.

Une vingtaine d'arrestations furent opérées et le lendemain matin, treize ouvriers étaient condamnés à des peines variant entre 15 jours et 4 mois de prison (un seul avec sursis).

Ces odieuses sentences et les continuels arrivages de gendarmes accrurent l'exaspération populaire. On déclara la grève générale. A 10 heures du matin, tout travail était arrêté dans Saint-Claude. Electriciens, maçons, menuisiers, pipiers, diamantaires, boulangers, tous se donnaient la main. Le soir, un meeting réunit trois mille assistants. Le lendemain, nouveau meeting.

Les autorités furent prises de frayeur. Le peuple exigeait la libération des condamnés. Le sous-préfet dut en référer au ministre. Celui-ci donna l'ordre au procureur général de Besançon de statuer instantanément sur un recours en grâce des condamnés. Ceux-ci furent relaxés.

Le travail a repris. Mais que l'autorité se dise bien que la moindre provocation de sa part peut le faire cesser de nouveau. L'ouvrier est à Saint-Claude las de la misère et de l'esclavage.

F. REGAD.

⁂

Dans la Loire.

A Saint-Etienne. — La grève de l'imprimerie est terminée. Les ouvriers obtiennent la journée de 9 heures sans diminution de salaire et le délai-congé de 3 jours.

Dans la métallurgie, voici le compromis passé entre les ouvriers de l'usine Béala-Matra et leurs patrons : 1° Jusqu'à fin juin courant, la 10e heure sera majorée de 25 0/0 ; 2° A dater de fin courant, la journée de 9 h. 1/2 sera payée au prix de celle de 10 heures ; à partir du 1er janvier 1907, la journée de 9 heures sera payée au prix de celle de 10 heures. Heures supplémentaires majorées de 25 0/0 ; pour les travaux aux pièces la majoration sera proportionnelle à celle dont bénéficient les ouvriers travaillant à la journée.

On me dit que les ouvriers de chez Jussy et de l'Automoto reprennent le travail aux mêmes conditions que leurs camarades de chez Béala-Matra.

La grève des mouleurs continue.

⁂

Au Chambon-Feugerolles. — Les ouvriers en limes continuent la grève. Quelques-uns d'entre eux ont trouvé à faire des journées par ailleurs, surtout aux champs.

Le comité de la grève assure le fonctionnement de la cuisine commune. Deux fois par jour, on distribue plus de 600 rations. Les ouvriers sont résolus à ne pas reprendre le travail tant que les patrons n'auront pas fait de conditions plus avantageuses sur certaines catégories de travaux. La généralité des ouvriers en limes travaillent aux pièces. Il y a certains articles où l'on gagne un bon tiers de plus que sur d'autres Naturellement les patrons tiennent à maintenir ces écarts de salaires. Ils donnent le bon travail aux jaunes des cercles catholiques et le mauvais à ceux qui n'ont pas l'échine souple. En outre cela contribue à entretenir la division entre ouvriers, ceux qui gagnent moins étant jaloux des autres. Mais c'est aussi pour les mêmes raisons que les militants persistent à réclamer une augmentation sur des articles que les patrons ne veulent pas augmenter.

La population est assez sympathique aux grévistes et le témoigne par des dons en nature: lard, haricots, pommes de terre, vin, etc. De leur côté les boulonniers font preuve de beaucoup de solidarité. Les collectes faites à la sortie des ateliers les jours de paie sont fructueuses, et telle usine qui occupe à peine une centaine d'ouvriers donne près de 150 francs.

Il y a donc tout lieu d'espérer que nos camarades obtiendront de réels avantages.

⁂

A Firminy. — Les syndicats des métallurgistes et des mouleurs ont fusionné. On ne peut que les en approuver.

A. GALHAUBAN.

⁂

ALGÉRIE

Le 1er Mai à Alger (1). — Les incidents du 1er mai à Alger surprirent plus d'un camarade, à raison du peu de propagande faite par les syndicats ouvriers.

Seuls les typos, les ouvriers des chemins de fer et les garçons limonadiers avaient rédigé leurs revendications.

Il fut bien question un instant d'une grève des employés des chemins de fer sur routes, mais au dernier moment ces employés ne réclamèrent que le droit, qui leur fut accordé, de chômer le 1er mai.

Malgré tout, l'idée que des événements graves allaient se produire circulait parmi le peuple.

Aussi, quelques camarades prirent l'initiative de convoquer à un meeting, le 27 avril, tous les non syndiqués. Ce fut une surprise: la salle était bondée d'ouvriers qui, la plupart pour la première fois de leur vie, assistaient à une réunion syndicale. Tous s'engagèrent à chômer le 1er mai; mais, hélas! combien dans le nombre savaient exactement pourquoi?

Cependant, les autorités avaient pris des mesures. A l'aube du 1er mai, tous les points stratégiques furent occupés militairement; le palais consulaire, la mairie, les préaux d'écoles, les magasins à fourrages, les locaux dépendant du gouvernement général, furent bondés de troupes. En tout 6.000 hommes, sans compter la gendarmerie et la police.

Dès la première heure, les travailleurs affluèrent à la Bourse du travail. Très peu d'ateliers travaillaient, les chemins de fer sur routes ne marchaient pas, sur les quais la moitié du personnel chômait, pas un café n'était ouvert, la plupart des magasins avaient leurs devantures closes par les rideaux de fer et leur portes à demi fermées.

Vers les huit heures, plusieurs groupes partirent de la Bourse pour s'assurer si le travail avait cessé partout. Un d'eux, composé de jeunes gens pour la plupart, renversa, rue d'Isly, une charrette en travers de la voie des Tramways Algériens (T. A.) dont le personnel s'obstinait au travail — le directeur ayant promis, paraît-il, de payer la journée double — et, après avoir débauché, notamment, les ouvriers travaillant à la construction de la nouvelle douane, renouvela sa tentative pour arrêter les T. A.

C'est alors qu'intervint la police; des coups furent échangés et des arrestations opérées. Ce n'était que le début.

La matinée se passa sans autres incidents; la foule emplissait les rues, commentant fort l'acte du lieutenant Tisserant, qu'on venait d'apprendre.

A deux heures, un meeting eut lieu au Vélodrome; ce fut devant 2.000 personnes que Lorulot et Girault, de passage à Alger, firent le procès de la société bourgeoise, ainsi que des partis politiques qui s'en disputent la direction.

Vers la fin de la réunion, le secrétaire du syndicat des chemins de fer sur routes vint dire qu'un de ses camarades était détenu depuis le matin, et que rien n'avait pu le faire relâcher. Il rapporta ce mot du procureur de la République: « **Si vous faites grève, il sera condamné, sinon il sera relâché.** » Alors, quelqu'un ayant crié qu'il fallait aller chercher de force le camarade à la prison civile, tous se précipitèrent dans la rue, tandis que quelques militants de la Bourse allaient trouver le préfet pour obtenir l'élargissement du détenu.

La tête de la manifestation était à peine engagée dans la rue Sadi-Carnot que la gendarmerie à cheval chargea à fond de train. De son côté la police faisait rage et plus d'un porte encore aujourd'hui la trace de ses poings.

Cela n'était pas fait pour calmer les esprits.

(1) Correspondance retardée par suite de l'abondance des matières.

Malgré troupes et police, les T. A. furent enfin contraints d'arrêter; leurs vitres dégringolaient sous les pierres que lançait la foule exaspérée.

Cependant les charges policières continuaient de plus belle; les chasseurs intervinrent, et les zouaves barrèrent toutes les rues donnant accès sur la place du Gouvernement et à la Bourse du travail. Entre temps le maire faisait placarder un arrêté *imprimé la veille*, interdisant les rassemblements, si bien que, vers six heures, Alger semblait être en état de siège.

Le lendemain le travail fut partout repris, les limonadiers tentèrent une grève qui échoua, les cheminots attendent encore la réponse des Compagnies, aucune corporation ne continua un mouvement si bien commencé.

Les journaux ont déclaré qu'il était scandaleux que toute la vie économique eût été suspendue dans une ville de 150.000 habitants, du fait de 300 à 400 gamins indisciplinés.

Il est bon d'enregistrer cet aveu.

Puisque 400 gamins purent terroriser toute une ville et nécessitèrent l'intervention de 6.000 hommes de troupes, qu'eût-ce été si le prolétariat tout entier avait été animé des mêmes sentiments?

La frousse des bourgeois nous le dit assez : ç'aurait été leur fin.

Ph. Richard.

RUSSIE

On exécute des enfants. — M. Estrup, ancien attaché auprès du président Faure, lors de son voyage en Russie, a adressé au *Slovo*, une lettre dont voici un long fragment :

« Pendant mon séjour à Riga, je vis de mon appartement, rue Matveovskaïa, comme on menait au lieu du supplice, escortés d'un nombre imposant de dragons, un jeune garçon de 13 ans et une fillette du même âge. Habitué cependant aux spectacles de sang et de mort des champs de bataille, je ne tins pas devant ce spectacle-là : ma femme, ma mère et moi, nous pleurâmes comme de petits enfants à la vue de la malheureuse mère de l'enfant qu'on allait exécuter : elle semblait folle de douleur et ses gémissements déchiraient le cœur. Et toute la foule qui suivait le cortège paraissait frémir d'horreur et de pitié au spectacle des enfants exécutés pour crimes politiques. Et comment le cœur pouvait-il ne pas saigner à la vue de ces petits êtres blêmes qui, ignorant encore tout de la vie et n'ayant pas encore la conscience nette du droit, allait être tués au nom d'on ne sait quel droit qu'on s'est arrogé d'exécuter des enfants. Ce fut plutôt un monstrueux assassinat, un acte de lâche vengeance, mais point un arrêt de justice!

« L'esprit humain repousse des arrêts de sang qui sont un défi à la loi et à la justice. On sentait quelque chose de satanique et d'extraordinairement barbare dans cette exécution d'enfants.

« J'appris plus tard que le garçon mourut comme un héros. Pour consoler sa mère, il lui dit que là-haut il reverrait son père tendrement aimé.

« Lorsque les soldats lui eurent bandé les yeux, il arracha le bandeau, disant que les braves gens regardent la mort bien en face!

« Il n'en fut pas de même de la fillette qui, racontait-on, s'agita et souffrit horriblement jusqu'à ce que les bourreaux eussent achevé leur œuvre. »

Cet épisode de la pacification des provinces baltiques remonte au mois d'août de l'année dernière. Nous le dédions aux bons, honnêtes et moraux bourgeois français, qui viennent de prêter au tsarisme assassin les douze cents millions qui lui manquaient pour poursuivre plus longtemps ses implacables boucheries.

Ce qui se passe en Caucasie. — Peu à peu, des éclaircissements parviennent sur l'épouvantable terreur militaire que le tzarisme fait peser depuis tant de mois sur le peuple russe. La « pacification » du Caucase est digne de figurer, dans l'histoire, auprès de la « pacification » des Provinces baltiques, de la semaine sanglante de Moscou dont Doubassoff fut tout ensemble le Thiers et le Galiffet, des *pogromes* de Kichineff et de Homel et enfin de l'inoubliable massacre du 22 janvier 1905 à Petersbourg.

Voici un long extrait que la *Correspondance russe* emprunte au journal georgien *Iceria*.

« Il faut visiter personnellement les villages par où ont passé les troupes, il faut voir de ses yeux la désolation laissée dans les demeures par les incendies, il faut voir les figures douloureuses des femmes déshonorées, il faut voir les victimes des cruautés brutales des cosaques et des soldats, il faut en un mot que vous reviviez vous-même ce que revit un peuple sans cesse humilié, vivant sous le régime d'une éternelle terreur et alors, alors seulement, vous comprendrez l'immensité du malheur qui est survenu à notre peuple, alors seulement, peut-être, votre cœur se serrera, et vous prendrez conscience de votre devoir à l'égard du peuple.

« Aucun des habitants n'est sûr aujourd'hui de ne pas voir demain son foyer mis à feu et soi-même réduit à la plus noire misère. Les femmes, sans faire attention au froid ni au danger d'une rencontre avec une bête sauvage, se sauvent dans la forêt à l'approche des troupes.

« Il y a actuellement un grand nombre de femmes alitées qui sont tombées malades par suite des épreuves et insultes subies. Beaucoup en ont perdu la raison et ne cessent de répéter dans leur folie le mot « cosaque ». De nombreux enfants meurent de pneumonie dans les bois; le nombre des personnes sans abri ni pain est incalculable. Longue est la liste des localités ayant subi des représailles : longue aussi la liste des horreurs perpétrées par les soldats!

« Les habitants du bourg Khachouri (Mikhaïlovo), dès qu'ils eurent aperçu les troupes, abandonnèrent tout et s'enfuirent. Seuls les chiens restèrent dans le bourg et encore ne fût-ce que parce qu'il était impossible de vendre un chien ou d'en manger la viande.

« Ce sont principalement les gardes qui servaient d'espions aux soldats.

« Dans une famille (que le correspondant ne nomme pas pour des raisons faciles à deviner) un garde, indiquant aux soldats un vieillard, dit : « Le fils de cet homme a tué un collègue et camarade à moi ». Aussitôt les cosaques se ruèrent sur la femme et la fille (âgée de 17 ans) du vieillard et les violèrent, ensuite, après avoir roué de coups le vieillard lui-même, ils chassèrent toute la famille et se mirent à piller la maison.

« La même nuit un second détachement envahit une autre maison; les soldats trouvèrent le mari et la femme — de vieilles gens —, et leurs deux filles. Le *khouligan* qui servait d'espion dit aux soldats en désignant les jeunes filles : « Ces demoiselles ont porté dans la rue un drapeau rouge ». Les soldats commencèrent par malmener toute la famille, ensuite ils poussèrent les parents dans le corridor et enfermèrent les jeunes filles dans la chambre. C'était le jour de l'an. La table était couverte de bouteilles, de plats de viande, de gâteaux. Quatre soldats se mirent à table et deux entrèrent chez les jeunes filles... Au bout d'un certain temps ils revinrent, se mirent à table et à leur place deux autres entrèrent chez les jeunes filles, pour être remplacés un peu plus tard par deux autres encore. Et ainsi de suite, à plusieurs reprises. Exaspérée, la mère força la porte et courut dans la chambre où se trouvaient ses filles; là elle s'arrêta terrifiée, mais elle fut bientôt assaillie et battue si violemment que la malheureuse en perdit connaissance. Les soldats continuaient à entrer chez les jeunes filles en enjambant le corps inerte de la mère... »

Marie Spiridonoff. — Bien que le tsar, effrayé par les clameurs venues de l'Occident, ait fait grâce de la vie à l'héroïque jeune fille, il n'a aucunement renoncé à la tuer.

Une dépêche de Moscou à la *Correspondance russe* de Paris, nous apprend que malgré que les médecins se soient prononcé pour l'envoi de Marie Spiridonoff dans une localité du Midi, en raison de sa santé ruinée, les autorités ont néanmoins résolu de la déporter en Sibérie. Elle a été transférée, au début de juin, de Tambov à Moscou où elle attend, dans la prison d'étape, un prochain convoi de prisonniers pour la Sibérie.

ALLEMAGNE

Anarchistes poursuivis. — Berlin 31 mai. — La première chambre correctionnelle du tribunal de Berlin a jugé hier le procès intenté à trois anarchistes, le publiciste Erich Muhsam, le menuisier Paul Alisch et l'apprenti-ébéniste Adolf Frintz.

Ils étaient accusés, le premier d'avoir écrit, les deux autres d'avoir répandu une brochure intitulée : « Les anarchistes d'Allemagne ».

Cette publication attaquait vivement le socialisme; elle engageait les prolétaires à compter sur eux-mêmes, à proclamer la grève générale et à se délivrer du capitalisme et du militarisme.

Les trois anarchistes ont été condamnés, pour excitation à la haine des classes, à des amendes variant de 150 à 500 marks.

HONGRIE

Le mouvement ouvrier en est encore à la période de début, dans ce pays aux formes économiques et politiques encore arriérées, mais qui ne peut beaucoup tarder à entrer résolument dans le vrai du progrès.

Quelques renseignements à cet égard.

Les syndicats comptent environ 72,000 membres, dont la plupart sont des paysans; en 1902, ils ne comptaient que 10,000 adhérents; l'accroissement numérique est donc énorme.

Ce sont les typographes qui tiennent la tête du mouvement. Après eux, viennent les métallurgistes et les ouvriers du bâtiment. Ces derniers, au nombre de 25,000, se répartissent en 195 sections syndicales.

On doit rappeler que récemment, les mécaniciens de Budapest ont, après une grève d'un an qui coûta 140,000 couronnes, obtenu la journée de neuf heures et 20 pour cent d'augmentation.

ESPAGNE

L'attentat de Madrid. — Voici tout ce qu'il nous a été possible d'apprendre de certain sur l'attentat dont, le jour même de leurs noces, les deux jeunes souverains, très catholiques, ont failli être les victimes.

Le jeudi 31 mai, comme le cortège royal revenait en grande pompe de la cérémonie nuptiale de l'église San Jeronimo et rentrait au palais, une bombe (peut-être même deux), fut lancée d'un balcon du quatrième étage d'une maison portant le numéro 88, de la calle Mayor, sur le carosse dans lequel étaient assis le roi Alphonse XIII et la reine Victoria.

Ni l'un ni l'autre ne furent atteints. On les fit changer de voiture et ils purent regagner rapidement, tremblants et pleurants, le palais royal. Autour d'eux, la bombe avait fait des ravages. Elle avait tué des officiers, des soldats et aussi des femmes qui, telles que la marquise de Tolosa et la fille de la comtesse d'Avanero, occupaient les balcons et les fenêtres de la maison d'où la bombe avait été lancée. Les journaux ne s'accordent ni sur le chiffre des morts ni sur celui des blessés. Il semble que les premiers aient été au nombre de vingt à vingt-cinq, les seconds au nombre de cinquante à soixante.

Qu'on le sache bien : toute notre pitié est acquise à ces tristes victimes d'un combat sans merci. Nous déplorons avec plus de sincérité que personne, et spécialement que les journalistes, dont chaque pleur est salarié, toutes les morts innocentes que fait en éclatant l'aveugle instrument des révoltes nouvelles : la bombe...

Mais ces victimes innocentes, ne sont-elles pas de toutes les guerres de tous les temps? Et si l'on pouvait dresser un compte de celles que fait, depuis un tiers de siècle, à travers l'Andalousie, des Castilles et la Catalogne, l'atroce vindicte de la monarchie réactrice, le nombre de celles d'un Paulino Pallas, d'un Salvador French, d'un Mateo Morral, serait à côté très misérablement petit...

Nous déplorons donc les victimes, mais — tant que l'autorité et la propriété engendreront dans le peuple toutes les misères et toutes les oppressions, nous ne nous sentirons pas en droit de désavouer, quelque tristement meurtrier qu'ait été l'acte, aucun des révoltés.

On sut assez vite à Madrid que l'auteur de l'attentat était un jeune anarchiste, nommé Mateo Morral, sorti d'une riche famille de Sabadell, près Barcelone. Son acte accompli, il avait disparu. La police arrêta un « complice », un voyageur anglais qu'il fallut relâcher ensuite. Deux jours se

---

Un de nos camarades dans la nécessité de se procurer de l'argent, met en vente l'*Enseignement professionnel du Menuisier*, par L. Jamin, les deux volumes de texte et l'album de planches, dont le prix est de 100 francs et qu'il laisserait pour 50 francs.

passèrent. Le surlendemain, 2 juin, un homme pénétrait dans une humble auberge de Torrejone de Ardoz, à cinq lieues à peine de Madrid, et se faisait servir un plat de morue et une demi-bouteille de vin. Bien qu'il eût les mains fines d'un étudiant, il portait un costume d'ouvrier. Sa présence excita la curiosité des muletiers qui buvaient dans l'auberge. Il sortit.

Il allait gagner la campagne, lorsqu'un garde-champêtre, nommé Truciusso Vega, à qui l'aubergiste avait transmis ses soupçons, lui demanda ses papiers. L'inconnu répondit qu'il les avaient perdus, mais qu'il lui serait aisé de prouver son identité et il offrit de télégraphier à Madrid. Le garde accepta et tous deux se dirigèrent vers le bourg. Quelques instants plus tard, on entendit deux coups de feu. Mateo Morral — car c'était lui — avait tué le garde et s'était tué ensuite d'une balle dans le cœur.

L'enquête a découvert que le soir même de l'attentat, Mâteo Morral, s'était présenté chez un journaliste républicain très respecté, M. Nackens, directeur du *Matin*, le priant de lui assurer une retraite pour la nuit. Très noblement, M. Nackens conduisit le jeune homme chez un de ses amis. Il a été arrêté pour ce fait et sera très vraisemblablement condamné.

Arrêté également, notre camarade Ferrer, le directeur-fondateur, à Barcelone, de cette *Escuela Moderna* qui a tant fait pour la diffusion parmi le peuple d'un enseignement véritablement intégral.

Il parait que Morral était l'ami de notre ami Ferrer, qui l'avait chargé de traduire en espagnol différents livres étrangers et qui l'avait même hébergé à l'*Escuela*. C'est un crime que la monarchie alphonsine ne saurait trop durement lui faire expier. Ferrer a été transféré à Madrid. Que va-t-on faire de cet homme de bien? Nous nous le demandons avec angoisse.

AM. D.

⁂

ANGLETERRE

Les journaux français nous apportent ici des nouvelles vraiment surprenantes relativement à l'attentat de Madrid.

Il n'est pas un journal qui n'y ait pas été de sa petite charge contre les anarchistes de Londres jusqu'à ce *Matin* qui rivalise en stupidité avec le *Petit Journal* ou la *Petite République*.

Je lis d'abord : « Jeudi soir, une grande animosité régnait au club anarchiste d'Hampstead Road, et lorsque les journaux arrivèrent, une véritable poussée se produisit dans la rue, etc, etc. » Malheureusement c'est là un mensonge; comme un fait exprès, ce soir-là il n'y avait que deux camarades au local. (*Voyez quelle poussée il pouvait y avoir.*)

Quant aux dix clubs anarchistes londoniens, dont un compterait jusqu'à 1.600 membres, je me demande où le mouchard de l'*Evening Standard* a pu les recenser. Mensonge encore que tout cela.

Non, la vérité est qu'actuellement la presse immonde mène une campagne acharnée contre nous, en vue d'amener le gouvernement anglais à restreindre l'hospitalité qu'il offrait jusqu'ici aux réfugiés politiques.

Je n'en veux pour preuve que ce petit dessin, que je vous envoie, paru dans un journal d'ici et représentant l'anarchie sous la figure grimaçante d'un monstre entouré de bombes et d'ossements humains. Autour de lui tous les gouvernements le menaçant, qui de son sabre, qui de son revolver; au-dessus cette inscription : *Un monstre qui doit être tué.*

AUGUSTE LIVENAIS.

Souscription pour les Familles des détenus :

L. B., à Montauban, 0 fr. 50; Deux camarades de New-York, 10 francs; Albin Willeval et Frassen, 15 fr. — Ensemble, 25 fr. 50.

Listes précédentes, 941 fr. 75.

En tout, 967 fr. 25.

L'ALBUM DES TEMPS NOUVEAUX

Il est à l'impression. Dans quinze jours, trois semaines au plus, il sera prêt.

Afin de nous faciliter le travail j'avais demandé aux souscripteurs de nous envoyer le montant de leur souscription; mais, à part quelques-uns, c'est comme si on flûtait l'air de Marlborough sur l'air de femme sensible. Je n'ai jamais vu tant d'inertie que chez les anarchistes.

Cependant comme il nous faut de l'argent pour acheter le papier, samedi prochain, il sera pris remboursement, avec majoration des frais, sur ceux qui, nous ayant envoyé leur adhesion, ne nous auront pas, à cette date, fait parvenir le montant.

Pour l'étranger, c'est trop coûteux, nous devons y renoncer. Ceux des souscripteurs qui veulent profiter du prix de souscription, doivent nous faire parvenir le montant, avant l'apparition.

Le prix est de 3 fr. 50 franco, sur beau papier, sous couverture.

A l'apparition, il sera mis en vente au prix de 5 francs. Port en plus.

Le prochain dessin sera signé JOSSOT.

Correspondances et Communications

Groupe de propagande par l'écrit. — *Mouvement de mai.*

Envoyé :

Temps nouveaux	200 Ex.
L'enseignement libertaire et l'enseignement bourgeois (Grave)	50 »
L'Anarchie	50 »

Les camarades qui voudraient nous aider n'ont qu'à envoyer les fonds au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

Une erreur d'impression a été faite dans le compte-rendu du dernier numéro; c'est d'exemplaires qu'il s'agit, et non de francs.

× **Grande ballade libertaire du 14 Juillet** organisée par des camarades des sections de l'A. I. A. des 20e et 12e, à Garches, en grands breacks.

ITINÉRAIRE

Rendez-vous place de la Nation, à 8 heures du matin, départ à 8 h. 1/2, boulevard Voltaire (pl. de la République, au coin du boulevard), arrêt jusqu'à 9 heures précises. — Départ pour le parc de Garches.

PROGRAMME

Déjeuner dans le parc. — Bal champêtre. — Visite aux étangs de Cucufla. — Concert par les camarades. — Jeux divers. — Retour à 9 heures. — Arrivée à Paris vers 11 h. 1/2 du soir.

Envoyer l'argent en même temps que l'adhésion au camarade Deboth (Clément), secrétaire de la section du 20e, 33, rue Vitruve, 20e arr.

Le prix des places est fixé à 2 francs par personne et pour le voyage seulement. On est prié d'apporter son déjeuner.

Les adhésions sont reçues jusqu'au 7 juillet, passé ce délai elles seront considérées comme nulles.

On nous demande l'insertion suivante :

Milieu libre de Vaux. — Un camarade cordonnier pouvant faire les réparations de chaussures de campagne, et, entre temps, se livrer aux travaux agricoles, trouverait à s'employer utilement au milieu libre.

Les camarades que cet avis intéresserait, voudront bien écrire au « Milieu libre de Vaux », près Château-Thierry (Aisne).

× **Comité National A. I. A.** — Avis important. Les adhérents de l'A. I. A., et en général tous nos amis, sont priés d'adresser toute somme — cotisations, montant de brochures, etc., sous forme de mandat, à notre camarade Arduin, 103, quai Valmy, trésorier de l'Association.

La Secrétaire,
FÉLICIE NUMIETSKA.

Nos camarades Liard-Courtois et Gaston Couté, auteurs, des chansons *D'un gas qu'a mal tourné* se proposent de faire pendant les mois de juillet, août et septembre, une tournée de conférences-auditions sur la *Chanson sociale d'aujourd'hui*. Ils visiteront les départements suivants : Loiret, Cher et Indre. Les camarades des différentes localités de ces départements que ce genre de propagande intéresse et qui voudraient se charger de l'organisation de ces conférences n'ont qu'à écrire à Liard-Courtois, 11, rue Gabrielle.

Nous publierons, la semaine prochaine, une lettre du camarade Vallina, en démenti des interviews fantaisistes qu'on lui a prêtées, et arrivée trop tard pour ce numéro.

CONVOCATIONS

La Semaille, 21, rue Royer, Paris.

Vendredi 15 juin. — Lucien Delpon de Vissec. Le syndicalisme ouvrier aux Etats-Unis.

Mardi 19 juin. — Vulgus. Origine des Vices.

L'Aube Sociale, 4, passage Davy.

Vendredi 15 juin. — Vulgus : Le rôle des femmes dans l'amour.

Mardi 19 juin. — Montsarrat, de l'Association « Ernest-Renan » : La Révolution de 1848 (avec projections).

Vendredi 22 juin. — Chatir-Bey : La paix par l'éducation.

La Fraternelle, 45, rue de Saintonge.

Vendredi 15 juin. Cordey, archiviste paléographe : La Bastille, ses cachots, ses prisonniers.

Mardi 19 juin. — Conseil d'administration.

Mercredi 20 juin. — Elie Faure : Histoire de l'Art. V. L'art assyrien (projections).

Vendredi 22 juin. — M. Micouleau : La psychologie, suivant H. Spencer et la psychologie moderne.

Tous les lundis à 8 h. 1/2 cours d'Esperanto, par Papillon.

Groupe espérantiste libertaire (grupo esperantista liberecana). — Lundi 18 juin, à 8 h. 1/2, 45, rue de Saintonge, cours permanent et mutuel d'esperanto.

Organisation définitive du groupe. Cotisations

Cercle d'études sociales du XIIe. — Samedi 16 juin à 8 h. 1/2 Salle Gambrinus, 209, rue de Charenton.

En réponse à l'appel du parti révolutionnaire russe, grand meeting public d'indignation contre les condamnations à mort et les exécutions sommaires des ouvriers révolutionnaires russes.

La liste des orateurs paraitra dans les quotidiens.

Petite Correspondance

J. à Jeumont. — Libertaire, 15, rue d'Orsel. — Germinal, 26, rue St-Roch, Amiens. Revue Blanche n'existe plus.

L. B. à Saint-Louis du Rhône. — Ai fait passer votre lettre à C.

T. à Louviers. — L'anarchie, son idéal 1 franc. *L'ordre par l'anarchie* 0 fr. 60, cela fait le compte. Du reste les autres brochures épuisées.

B. XIIIe — Cela est en dehors de notre propagande. — La place nous manque pour les questions économiques.

J. T. à Rouen. — La souscription à l'album reste ouverte jusqu'à son apparition.

F. M., Asnières. — Numéro et brochures expédiés.

A. B. à Foëcy. — Je réexpédie les numéros. Ce ne peut être que la poste.

C. D., à Nevers. — Le 2e volume de Guillaume pas paru. Sera annoncé.

B., à Trévoux. — J'attends des *Chansonniers*. Sitôt reçus vous en expédierai un.

Reçu pour le journal : H. 1 fr. 50. — Edmond 0 fr. 75. — B. XIIIe 1 fr. 50. — C. à Paris, 4 fr. — A. N., 20 fr. — L. W., à Aubervilliers 2 fr. — L. M., à Newark 9 fr. — E. A., 6 fr.

Merci à tous.

G. D., à Béthune. — M., à Beaurepaire. — H., au Havre. — V. et B., La Haye. — R. P., à Guimaraës. — B., à Vincelottes. — P. D., à La Machine. — A. V., à Essonnes. — J. B., à Redon. — T. et M., à Londres. — B. O., à Marseille. — M., à Brest. — H. M., à Chaux-de-Fonds. — R., à Alger. — B., à Haybes. — A. D., à Constantine. — P. B., à Saumur. — R., à Seiez. — F. C., à Nantes. — T. à Louviers. — B., à La Montagne — T. B., à La Chapelle-Herlaumont. — A. B., à Conliège. — El Proletario, Guixols. — L. C., à Lorette. — L. G., à Evreux. — B. A., à Pamiers.

Reçu timbres et mandats.

S., à Narbonne. — L'album ne sera pas prêt avant 15 jours ou trois semaines. Voyez l'avis.

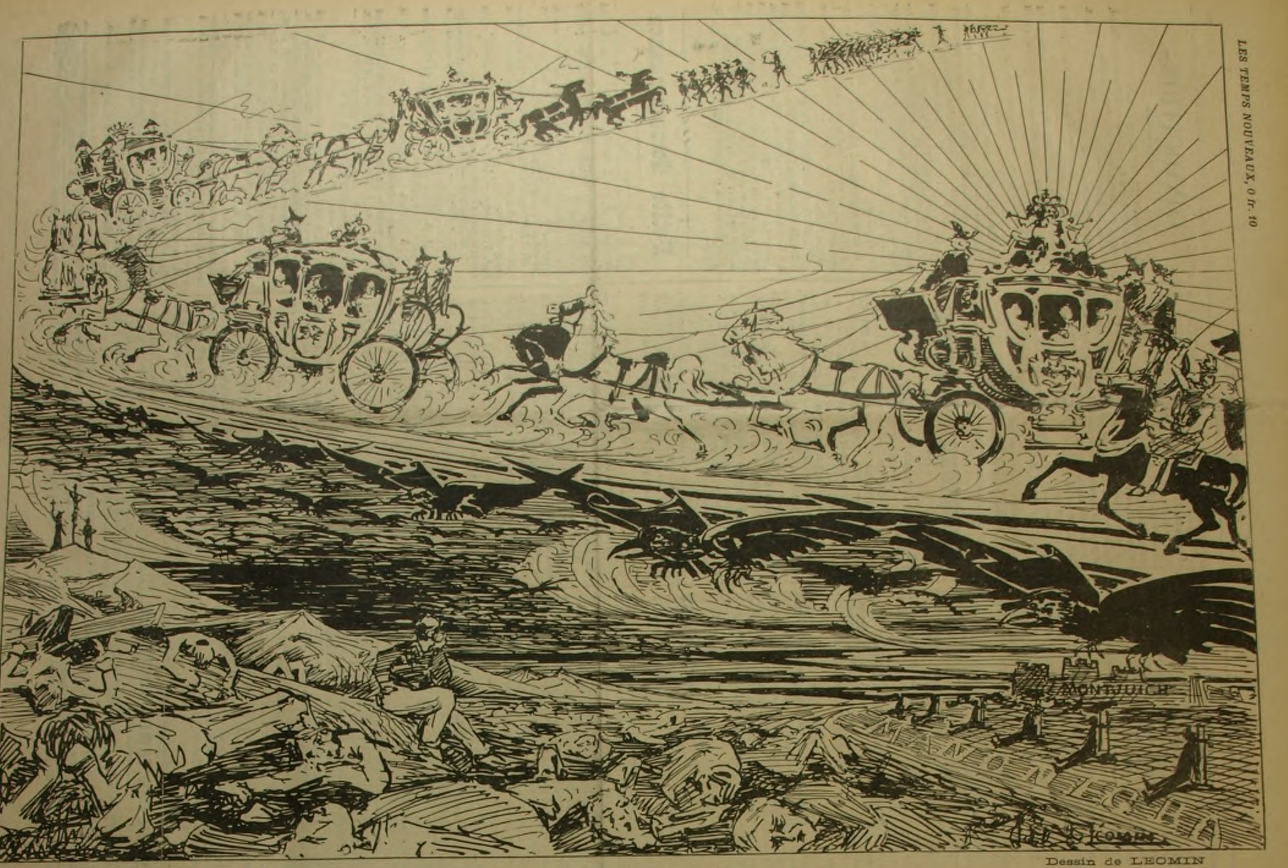
T., à Laigueville. — Pas besoin de régler chaque numéro, pour deux exemplaires. Tous les mois, c'est suffisant.

B., au Caire. — Reçu le journal du Caire. Merci.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris





Dessin de LEOMIN

Les Deux Espagnes

12e ANNÉE. — N° 8. 23 JUIN 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Jossot

SOMMAIRE

Aux Acheteurs au Numéro

Des lettres de Vienne, Marseille, Paris, nous avisent qu'il a été impossible d'obtenir des libraires la liste de brochures qui accompagnait le numéro de la semaine dernière.

C'est de la mauvaise volonté de leur part. Ceux de nos camarades qui ne l'ont pas eue avec le dernier numéro, doivent la réclamer avec celui-ci.

A Monsieur Thivrier

député

Monsieur, les journaux annoncent que vous êtes chargé par le parti socialiste de reprendre votre proposition tendant à l'abrogation des lois scélérates.

C'est là une œuvre d'assainissement social qu'on ne saurait trop louer et encourager. Je souhaite que vos efforts et ceux du parti aboutissent enfin à rayer du code ces lois iniques qui mettent chacun à la merci du premier venu des policiers de la brigade spéciale.

Mais pour que l'œuvre parlementaire atteigne son but, pour que la proposition ne soit pas enterrée une seconde fois, il faut d'abord préparer l'opinion.

Il est nécessaire que le parti fasse connaître, au préalable, par des campagnes de presse, par des réunions, des conférences, toute l'ignominie de ces lois, dites scélérates avec raison, lois qui permettent les pires infamies sous l'euphémique couvert de « surveillance des anarchistes ».

Il est nécessaire que le parti indique au public, par une campagne vigoureuse, les procédés policiers et gouvernementaux qu'autorisent ces lois : il faut qu'on sache que tous, sans distinction d'opinion, avec cette législation honteuse qui nous coûte, d'après le budget, 1,200,000 francs par an, nous pouvons être emprisonnés, poursuivis et condamnés à la relégation pour simple délit d'opinion, pour des idées exprimées dans une lettre intime, et cela sur une simple et lâche dénonciation.

Oui, il est besoin que le parti fasse connaître les ignobles procédés policiers qui consistent à intimider, à effrayer le plus souvent les proches, les patrons de ceux qui sont incriminés de penser autrement que la masse indifférente ou ignorante. Il faut dire que ce délit d'opinions « subversives » est une arme terrible aux mains des gouvernants qui s'en servent contre les gêneurs, de quelque étiquette qu'on les affuble. Et il faut répéter aussi que ces lois dirigées d'abord contre les anarchistes, n'ont eu comme effet que d'intensifier leur propagande. Contre eux, elles sont inutiles, contre les jeteurs de bombes elles le sont davantage, car toutes les lois du monde n'empêcheront pas le geste violent d'un individu qui se révolte, ayant fait par avance le sacrifice de son existence.

Voilà ce qu'il faut faire connaître à tous avant d'aborder la tribune, et ces paroles de vérité et de justice devraient être prononcées aussi par la Ligue des Droits de l'Homme, qui se doit d'aider le parti en cette circonstance.

L'opinion ainsi préparée, les lois scélérates et leur budget — puisque M. Poincaré réclame si justement des économies — disparaîtront de nos lois et de nos mœurs, sous la poussée de tous ceux qui veulent en finir avec ce régime d'arbitraire et d'inquisition, qui germa un jour d'aberration et de frousse dans le cerveau de nos modernes Torquemadas.

Veuillez agréer, Monsieur, avec mes encouragements cordiaux, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Marc Lizet.

CROCS & GRIFFES

Parlementariana. — *M. Clemenceau prend de la souplesse avec l'âge, et sait se tenir en équilibre sur la corde tendue du parlementarisme.*

Répondant à Jaurès qui l'accusait d'avoir soutenu les capitalistes contre les travailleurs, alors que, lorsqu'il était de l'opposition, il soutenait les derniers contre les premiers, M. Clemenceau a parlé des mirifiques palais que construisait Jaurès en imagination, et qui s'évanouiraient en fumée ; alors que lui, Clemenceau, se contentait d'apporter son humble pierre aux grandioses cathédrales qu'était en train d'édifier le parti républicain !

Tout cela, c'est de la rethorique, M. Clemenceau ; pures fleurs de rethorique. Vos cathédrales n'ont pas plus de consistance que les palais de M. Jaurès. Et le seul fait vrai, c'est que la loi étant faite pour faire respecter les privilèges de ceux qui possèdent contre les réclamations de ceux qui sont dépossédés, en appliquant la loi, vous avez défendu les capitalistes contre les ouvriers. Et la meilleure preuve, c'est que ces derniers ont dû rentrer à la mine, après des semaines de privations, de misère sans rien obtenir de leurs exploiteurs.

La seule chose vraie que vous ayez dite, M. Clemenceau, c'est que, Jaurès, ministre de l'intérieur à votre place, n'aurait pas fait autrement que vous.

C'est qu'en effet le point de vue change selon que l'on est de l'un ou de l'autre côté de la barricade. C'est pourquoi ceux qui veulent vraiment changer l'ordre de choses existant, ne doivent pas se mêler de porter de pierre, si humble soit-elle aux cathédrales ou aux palais en construction ; mais chercher à mettre bas, quelques-uns des contreforts et pilliers de ceux que l'on cherche à élever. La meilleure façon de travailler à l'avènement de la société future, est

de détruire celle qui existe. Et c'est pourquoi les ministres mentent ou disent des bêtises lorsqu'ils affirment vouloir travailler au bonheur des ouvriers. Ils ne peuvent rien pour eux, pris, qu'ils sont, par l'engrenage des institutions actuelles.

LES ÉMULES DE NICOLET. — *M. Guesde n'ayant demandé que quatre ans pour faire la révolution, M. Jaurès se contente de quatre mois pour rédiger notre bonheur futur en texte de lois; M. Poincaré, lui, plus expéditif, ne demande que quatre semaines pour nous présenter un projet de nouvel impôt.*

Les impôts c'est ce qui s'établit le plus facilement.

J. GRAVE.

GLANES

Sisovath en France.

Personne, je gage, n'a signalé à la vigilance, cette fois en défaut, de M. le sénateur Bérenger, le caractère indécent de la venue en France de ce simiesque souverain du Cambodge que son sérail accompagne. Davantage qu'un dessin pornographique, la polygamie ostentatoire de S. M. Sisovath a de quoi, cependant, offenser la pudeur, surtout si l'on songe à la publicité colossale que lui font, gratuitement, nos feuilles quotidiennes les mieux pensantes.

Si l'honorable M. Homais vivait encore et s'il croyait, — malgré les preuves réitérées que la troisième république a données du contaire, — que l'Etat règle ses actes sur ses principes, il se lamenterait de voir notre gouvernement — le gouvernement d'une société sévèrement monogame — dresser les lits des favorites de S. M. Sisovath, à la préfecture de Marseille et tolérer, dans la susdite préfecture, alors qu'il sévit contre l'usage de l'opium, l'organisation d'une fumerie de ce toxique par le roi, les princes et les ministres du Cambodge...

Mais, comme M. Homais serait M. Homais, on prendrait la peine de lui expliquer, — et il comprendrait, — qu'un Etat doit savoir à propos enfreindre les lois au nom de ce qu'on est convenu d'appeler les raisons diplomatiques. Aussi bien, est-ce pour ces raisons que le gouvernement démocratique, issu de la révolution qui a décapité Louis XVI, est l'allié du tzar de toutes les Russies et qu'il le soutient pécuniairement dans sa lutte contre son peuple...

La morale des Etats, comme chacun sait, est l'immoralité même. Mais les Etats ont cela de semblable avec les bourgeois qu'ils prétendent nier leur immoralité. Quand ils ne peuvent faire autrement que de l'étaler dans leurs rapports avec l'extérieur, ils invoquent pour excuse de défendre les intérêts des leurs. Or, les Etats n'ont d'intérêts communs avec personne, ils n'ont qu'une solidarité de principes avec leurs voisins qui sont en même temps leurs concurrents.

Pour mener à bien la lutte qu'ils se livrent, comme ils ont besoin de la soumission de la collectivité, les Etats enseignent et prescrivent aux individus une morale qu'eux-mêmes ont soin de ne pas observer... Il est nécessaire de préciser cela de temps en temps et je sais gré à S. M. Sisovath de m'en avoir fourni l'occasion...

Le discours de Jaurès.

S'il est vrai que les députés de la Douma, obsédés par la pensée de jouer un rôle historique analogue à celui des membres de nos Etats-Généraux de 89, se laissent aller inconsciemment à imiter les gestes de nos ancêtres, il convient de remarquer que la franche hardiesse des questions soulevées par le parti paysan russe a son retentissement ici.

Pour ne pas rester en deçà des revendications de ces élus des campagnes qui, pour leur début, ne demandent rien moins que la remise des terres aux mains de ceux qui les cultivent. — Jaurès a fait à la Chambre l'exposé de l'organisation socialiste que chacun sait.

Subissant, à son tour, la suggestion de l'exemple, quand il a esquissé son projet de dépossession des capitalistes de leurs monopoles et de leurs privilèges, par des procédés légaux, le député du Tarn n'a pu se dispenser de citer « cette grande assemblée, la première assemblée nationale du peuple russe qui, à l'autre bout de l'Europe, étudie les moyens de donner la terre aux paysans par de vastes expropriations. »

Et à bien voir, je ne crois pas que Jaurès voulait faire davantage qu'acquitter (selon la paraphrase du mot de Frédéric II à Maurice de Saxe) la lettre de change que la Douma avait tirée sur le parti socialiste français, quand il se hasardait à tenir devant notre Parlement un langage qu'il est, sans doute, bien convaincu que notre Parlement ne ratifiera pas de sitôt, s'il le ratifie jamais...

Il y a quelque dérision à parler ici comme on parle là-bas — la preuve en est du scepticisme que Jaurès a signalé lui-même et qui a accueilli sa déclaration de doctrine « utopique et vaine », comme il l'a qualifiée au nom de ses collègues de la droite et du centre, afin de leur bien prouver qu'il n'avait pas la naïveté d'attendre d'eux qu'ils lui fissent l'honneur de la discuter pratiquement.

JOHN-L. CHARPENTIER.

Une Impasse

II

En poursuivant son émancipation, la bourgeoisie a démoli les vieilles croyances à une autorité céleste, elle a appris à discuter la légitimité de l'autorité et des lois. Selon l'expression si imagée : elle est venue imposer silence à la vieille chanson qui berçait les douleurs humaines, elle a, sans le faire exprès, développé l'esprit de révolte, en même temps que l'esprit critique de ceux dont elle ne voulait faire que des instruments de son propre affranchissement, mais qui retournent contre elle les armes qu'elle a forgées.

Hé oui! il se développe une conscience humaine qui ne veut plus supporter la misère qui la frappe, et qu'elle sait injuste, qui ne veut plus accepter de diminution sociale dans un état de choses qu'elle sait faux et arbitraire.

Lorsqu'il vient au monde avec un cerveau ne demandant qu'à s'accroître, avec des membres qui ne demandent qu'à œuvrer, des aptitudes qui veulent s'exercer pour se développer, l'individu a appris qu'il a droit à tout ce qu'il peut apprendre, a droit à se mouvoir en tous les sens que lui permettent ses facultés, et que l'organisation sociale est mauvaise là où elle veut étouffer les virtualités dont l'a gratifié la naissance.

Plus de maîtres : un homme en vaut un autre. L'individu ne veut plus laisser rabaisser sa personnalité. Il veut agir selon ses aptitudes, se développer en toute son intégralité, n'acceptant d'autres bornes que celles devant lesquelles son ignorance de la nature le laisse impuissant.

Ce nouveau point de vue a légèrement déplacé le champ de lutte. Mais si les coups ne se donnent plus exclusivement sur le terrain politique, s'ils tendent à aller de préférence vers les maîtres économiques, ce n'en est pas moins la continuation de la lutte pour l'émancipation humaine. Et malgré que nos maîtres bourgeois aient la prétention de clore l'ère des révolutions, il faut qu'ils en prennent leur parti ; leur mainmise sur le pouvoir n'est pas le terme ultime de l'évolution humaine.

Car l'individu a, de plus, reconnu qu'il n'a rien à attendre de ceux qui bénéficient de l'ordre de choses actuel : l'expérience des générations lui enseigne qu'aucune concession — pouvant entamer les privilèges des maîtres — n'a été faite spontanément par ceux-ci, et qu'il a toujours fallu leur imposer chaque amélioration.

Ceux qui ont pris conscience de leurs droits, ne veulent plus demander, mais prendre. Et ceux qui, nantis à présent, veulent garder pour eux seuls les libertés au nom desquelles ils poussaient autrefois le peuple dans la rue, voudraient bien mettre une muselière aux réclamations nouvelles qui se font jour.

Situation tendue qui ne comporte pas de compromis.

Certes, si la bourgeoisie n'avait contre elle que ses anciennes déclamations sur le droit, la justice, la vérité, la liberté et l'égalité, cela ne l'embarrasserait guère de les désavouer et de se lancer dans l'oppression à outrance.

Mais elle s'est prise elle-même à son jeu. Son arrivée au pouvoir ne se justifie que parce que, en face des partis réactionnaires déchus, elle représente — ou est censé représenter — les aspirations humaines vers plus de bien-être, plus de justice et plus de liberté.

Comment ces représentants du droit humain vont-ils pouvoir arriver à empêcher les individus de trouver qu'il n'est pas humain de peiner 10 et 12 heures par jour, pour n'obtenir que de quoi ne pas crever de faim, alors que d'autres crèvent tout à fait parce qu'ils ne trouvent pas l'emploi de leur force de travail ? Et comment, sans tomber dans la réaction, arriver à les contraindre, à supporter ce qu'ils sont bien décidés à détruire ?

Comment ces partisans de l'éducation intégrale — et obligatoire — arriveront-ils à prouver au travailleur, qu'en tant que travailleur, il n'a pas le droit de cultiver son cerveau, et que le temps qu'il veut consacrer à l'étude, il le doit à celui qui exploite sa force de production ?

Eh ! oui, en s'installant au pouvoir, en réduisant à l'impuissance les partis de réaction, la bourgeoisie n'a déblayé le terrain que pour se trouver mieux en face des problèmes sociaux que l'évolution humaine apporte. Et voilà comment, tout en parlant de droit, de justice, d'affranchissement des travailleurs, la bourgeoisie se trouve entraînée à agir, en face des réclamations qui se dressent contre elle, ni plus ni moins arbitrairement que les partis de réaction dont elle a pris la place ; mais bien plus sauvagement, car c'est la peur du ventre qui la tient. C'est la plus impitoyable.

Il y a les échapppatoires! et ils ne se gênent pas d'en user.

— « Il n'y a de droits que pour celui qui a la possibilité d'en user ». Mais lorsqu'un individu se lève, demandant comment il se fait que c'est celui qui ne produit pas qui possède toutes les possibilités, et celui qui produit qui n'en possède aucune, que répondre ? sinon une variante de la vieille chanson berçant les douleurs humaines.

— « Oui, la société est mal organisée, le sort du producteur n'est pas aussi confortable qu'il devrait être, mais, patience ! Attendez ! Nous travaillons à des réformes ! Dans quelques milliers d'années, si rien ne vient nous entraver, nous aurons réussi à faire voter quelques lois en votre faveur.

« Quels effets auront-elles sur votre sort ? cela est difficile à prévoir, mais si elles sont inefficaces, on pourra, au bout de quelques siècles,

les modifier. Mais il faut vous garder de montrer de l'impatience, et, surtout, ne pas trop exiger à la fois, pour ne pas heurter la bonne volonté de ceux qui vous emploient.

« Méfiez-vous de ceux qui vous excitent à réclamer de trop et tout de suite, ce sont vos pires ennemis, car ils empêchent ainsi, les bonnes volontés qui veulent se réaliser. »

⁂

Mais, ils ont beau faire, leurs sophismes ne tiennent plus devant la compréhension claire et nette que les asservis de l'heure actuelle prennent de plus en plus de leur situation, et les aspirations légitimes que développe chez les exploités cette nouvelle conception de leurs droits; ils ne se laisseront plus annihiler par des promesses jamais tenues. Elles s'affirmeront de plus en plus, et se feront de plus en plus pressantes.

Or, comme on peut abominer l'état de choses actuel qui nous opprime, comme on peut demander — et travailler à la réalisation d'une société meilleure sans pour cela être un jeteur de bombes; — la propagande par le fait ne consiste pas qu'en actes de violence, — je ne vois pas comment la bourgeoisie réussira à bâillonner les anarchistes, à moins d'en revenir aux bûchers de l'Inquisition, et aux procès de tendance.

Oui, nous sommes anarchistes, oui, nous haïssons cette société qui, par sa mauvaise organisation comprime les cerveaux, tue les individualités, fait crever de faim et de misère des générations entières!

Oui, nous voulons une société où tous aient la possibilité d'évoluer, et de se développer, et, chaque fois que cela nous sera possible, nous voulons agir de façon à avancer l'heure de cette réalisation. Que l'on ose donc nous poursuivre!

S'il y a des actes de révolte et de violence, c'est la rapacité des maîtres économiques, et l'arbitraire des gouvernants qui les provoquent. Les persécutions et l'emprisonnement ne feront qu'activer les haines.

Si nos maîtres veulent voir disparaître la violence, qu'ils apportent un peu plus de justice dans les rapports sociaux! Ne pouvant plus bercer la douleur humaine, qu'ils ne soient plus une entrave à son atténuation!

J. Grave.

A nos Lecteurs

Pour les raisons que l'on connaît, pas de supplément cette semaine.

POUR LA CAMPAGNE

Les récents, et encore actuels, mouvements ouvriers ont convaincu les plus réfractaires de l'urgente nécessité de la propagande antimilitariste, puisque toute la force bourgeoise est dans les armées permanentes.

Dans les villes, où des militants font autre chose que de s'occuper de spiritisme et de déchirements réciproques, quantité de jeunes hommes sont gagnés à la cause émancipatrice; et si les cas de refus formels de marcher contre les grévistes sont encore rares, nous pouvons nous dire que beaucoup déchargeraient leurs fusils ailleurs que sur les travailleurs. Et puis nous avons vu déjà des bataillons entiers (recrues des centres de propagande active) refuser.

Cependant il n'est pas à ma connaissance que des cavaliers aient fait un seul geste de refus, et les coups de latte et de bancal qui balafrèrent les manifestants au 1er mai, nous prouvent assez que la troupe montée n'est pas encore entamée par l'antimilitarisme.

Et c'est facile à comprendre; la cavalerie se recrute parmi les paysans, quant aux troupes, et dans l'aristocratie quant au commandement. A ce propos, voici un petit document suggestif: c'était en 1890, les ouvriers avaient décidé de manifester le 1er mai. A cette époque j'accomplissais un temps de servitude militaire (servitude sans grandeur!), à Rambouillet au 5e régiment de chasseurs, désigné pour prendre part au maintien *de l'Ordre*. La veille du départ, le capitaine Lechevrelle, commandant le 2e escadron nous réunit en cercle et nous tint ce discours :

« Vous êtes appelés pour combattre un ennemi, qui pour n'être pas celui de l'extérieur, n'en est pas moins un ennemi dangereux. *Les voyous, les souteneurs, le rebut de la société, ces ivrognes qui ne veulent rien faire, voudraient reprendre aux honnêtes gens le produit de leurs travaux, de leurs peines.* Eh bien, ces gens sont à un point de vue, *pires que les Prussiens*! et je suis sûr que tous vous saurez faire *votre devoir de soldats*. »

Que l'on pense maintenant, que ces paroles s'adressaient à des Normands et à des Bretons des campagnes, sachant à peine parler français, et considérant les officiers un peu comme des demi-dieux: et l'on concevra jusqu'où ils eussent pu pousser l'obéissance, surtout lorsque les banquiers et les riches les eurent convenablement abreuvés d'alcool!

Récriminer, se lamenter, ne sert de rien, il faut couper le mal dans sa racine; c'est-à-dire, que sans délaisser la propagande urbaine, il est urgent de penser à la propagande aux champs.

Etablir un plan général de propagande serait ridicule, vu la différenciation des esprits et des mœurs, suivant les régions. Selon moi, un tel travail doit être régional, sinon local: c'est aux militants de chaque région qu'il appartient de rechercher les arguments qui ont le plus de chances d'agir sur les paysans qui les entourent.

Prêchant d'exemple, je viens de rédiger une brochure que nous tirerons à un grand nombre d'exemplaires si, comme j'en ai la conviction, les groupes de Nancy, de Lunéville, de Châtre, de Granges, de Besançon, de Belfort, etc., nous aident non seulement à l'éditer, mais à la répandre.

Une fois le genre de propagande établi, restent les *moyens* de la faire. Ils sont faciles ; tous nous avons des parents au village. Après les avoir lus, envoyons-leur nos journaux et nos brochures qui peuvent les intéresser, nous pouvons avoir des adresses des paysans qui lisent déjà des journaux radicaux, socialistes, envoyons-leur les nôtres.

Je connais un citoyen à Remiremont qui me disait n'avoir jamais brûlé ou détruit un journal d'avant-garde: tous filent à la campagne.

Les dimanches d'été bien des jeunes campagnards viennent en ville avec leurs bicyclettes, jolie occasion pour leur passer nos imprimés; les jours de marché sont également propices.

Ces mêmes dimanches, surtout aux fêtes de villages, qui empêche les jeunes militants, tout en allant s'y divertir de jeter le bon grain dans les cerveaux de leurs frères des champs!

Tout cela, et bien d'autres choses, est facile, et agréable; il suffit de vouloir s'y mettre.

N'oublions pas que la révolution, que nous préparons, ne sera efficace, qu'à la condition que la campagne marche d'accord avec la ville.

A l'œuvre donc, ensemençons, si nous voulons récolter!

Victor Loquier.

N. B. — Les camarades de l'Est qui veulent participer à la diffusion de ma brochure « *Lettre à un Paysan* » peuvent m'adresser leurs souscriptions dès maintenant : 9, rue Aubert à Epinal.

Aux Camarades

Voilà l'époque des récompenses dans les écoles qui s'annonce, nous rappelons aux camarades instituteurs que nous avons les deux volumes du *Coin des Enfants*, et leur demandons de s'employer pour en faire comprendre quelques exemplaires dans les achats à cet effet.

Les particuliers peuvent, à titre de don, en offrir à la municipalité ou au directeur de l'école.

Avis à ceux qui pourraient « se fendre » de quelques exemplaires.

Les Bienfaits de l'École

J'entends souvent des ouvriers ou des paysans pères de famille dire que leur plus grand désir serait que leurs enfants pussent rester à l'école jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans, pour « qu'ils soient moins bêtes qu'eux-mêmes. »

Ils croient fermement, ces braves gens, que l'école confère à tous ceux qu'elle abrite dans ses murs administratifs, la faculté de connaître tout ce qui est nécessaire à bien vivre et de raisonner plus justement.

Ils le croient, à force de l'entendre proclamer par tous ceux qui s'attribuent le rôle de nouveaux pasteurs, par ceux qui ont détruit leurs anciennes idoles, ruiné la tyrannique influence de leurs prêtres et qui, forts de la reconnaissance des humbles pour ces services rendus, s'empressent de la faire servir à un nouvel asservissement.

Les malheureux ne prennent pas garde que chaque parole de vérité prononcée par un bourgeois cache un piège. C'est le morceau de lard tendu aux rats affamés derrière lequel est la trappe ouverte.

« Fuyez le prêtre comme la peste, craignez tout du confessionnal, ne croyez pas aux momeries qui vident la bourse des pauvres au profit de congrégations millionnaires. »

Très juste! Mais écoutez la suite :

« Votez pour les bons citoyens qui vous débarrasseront de ces sangsues que sont les prêtres et vous gouverneront au mieux de vos intérêts. Versez votre obole non plus au denier de Saint-Pierre mais à la caisse des écoles laïques, gratuites et obligatoires sous la surveillance du gouvernement. »

Et les entrepreneurs de statistiques, gens souvent de bonne foi, mais toujours de courte vue, mesurent le *Progrès* par le nombre de gens qui fréquentent l'école, qui sont pourvus de diplômes, depuis le modeste certificat qu'obtiennent tous les enfants de notables villageois, jusqu'aux grades honorifiques et fructueux réservés aux fils de familles.

Pourtant quand on voit les gens à l'œuvre, on ne peut se défendre d'établir entre les quasi illettrés et ceux qui sortent des grandes écoles une comparaison peu à l'avantage de ces derniers, à tous les points de vue.

Voyez cet effrayable drame de Courrières. La conduite des ingénieurs a été telle que la presse bourgeoise a cru de son intérêt de les lâcher!

Ont-ils, consciemment, sacrifié les mineurs qu'ils pensaient pouvoir être encore vivants dans le fond, aux intérêts des capitalistes qui ne se préoccupaient que du charbon?

Je crois qu'ils ne savaient pas, qu'ils ne pouvaient pas savoir (pas plus que les médecins officiels et autres) s'il était possible ou non que des hommes fussent restés vivants dans l'atmosphère des galeries des mines.

Mais là où un homme qui ne possède d'instruction que celle de sa propre expérience eût dit simplement : « je ne sais pas, il faut voir, » l'homme imbu des principes de l'école a dit : « je dois savoir, moi seul sais, moi seul commande en vertu du titre que me confère mon savoir, donc il n'y a qu'à boucher. »

D'un bout à l'autre des navrantes péripéties de la catastrophe éclate l'opposition absolue entre l'esprit avisé, sagace, prudent des simples ouvriers mineurs, délégués ou autres, et l'illogisme, l'irrésolution et la prétention des ingénieurs de tous grades.

Les parents des morts, dans leur exaspération, accusent les ingénieurs d'être seuls coupables et menacent de les écharper, cela ne servirait qu'à faire de la place aux plus jeunes sortis des écoles. Ce qu'il faudrait, c'est comprendre l'inanité de leur prétendu savoir, c'est se rendre

compte qu'ils servent, aidés de leurs porions, les seuls intérêts des actionnaires, faisant rendre à la mine le plus de charbon avec le moins de frais possible, mais que, pour ce qui est de sauvegarder la santé et la vie des travailleurs, ils sont impuissants, cela ne fait pas partie des choses qu'on leur apprend à l'école, parce que cela n'a pas d'importance. De la chair à travail, on en trouve tant qu'on veut !

Alors, c'est aux mineurs à se protéger eux-mêmes. Plus que qui que ce soit, ils sont à même d'observer la mauvaise odeur de l'air qu'ils respirent, les variations d'éclairage de leurs lampes, l'état des boisements, la quantité des poussières accumulées. Qu'ils s'occupent, quelques heures par semaine, à acquérir par des lectures ou des causeries faites par des camarades instruits, les notions qui leur manquent sur les lois de la nature, de manière à tirer profit de toutes leurs observations, et, dès que l'état de la mine leur semblera dangereux, qu'ils refusent de descendre avant qu'on y ait remédié sérieusement. On verra bien, si, après l'exemple de la catastrophe de Courrières, une compagnie osera considérer comme une grève un acte de préservation nécessaire. Il faudra qu'elle paie les ouvriers pendant le chômage nécessité par son incurie, sinon, les bourgeois qui n'ont pas d'actions dans la mine, et leurs journaux dénonceront le manque d'humanité de la compagnie.

Une autre mesure d'intérêt général pour les salariés de tout ordre est de ne pas accepter les soins payés par le patron. — Celui-ci (que ce soit un particulier, une grande compagnie ou l'Etat) s'arrange toujours pour avoir des médecins au rabais.

La mentalité des médecins est telle qu'ils préfèrent en général une somme fixe annuelle rémunérant très faiblement leur travail et les rabaissant au rôle d'employés, aux aléas d'une clientèle variable sauvegardant leur indépendance.

C'est ce qui fait que pour un fixe, si minime qu'il soit, on trouve autant de médecins qu'on en veut.

Quand ensuite il s'agit d'assurer, pour ce maigre salaire, un service pénible, le médecin comprend qu'il a fait un mauvais marché, et ce sont les malades qui en pâtissent.

De plus, comme il est sous la dépendance du patron qui peut, du jour au lendemain, ou, tout au moins, d'une année à l'autre, le remplacer par un autre, il n'osera pas défendre ou simplement sauvegarder les intérêts de l'ouvrier ou de l'employé, lorsque ces intérêts se trouvent en opposition avec ceux du patron, comme cela se présente en mainte occasion.

Cependant le patron ne manque pas de faire ressortir les soins qu'il offre à ses salariés, comme vient de le faire notamment l'Etat vis-à-vis des sous-agents des postes en grève.

En sorte que les salariés sont mal soignés, que leurs intérêts ne sont pas garantis et qu'encore on leur compte les prétendus soins comme un supplément de salaire.

Il faut absolument sortir de cette situation fausse. Le premier principe pour tout être humain est de confier sa peau à qui lui inspire confiance.

Chacun doit savegarder cette primordiale liberté et refuser de se laisser examiner par un autre médecin que celui de son choix.

Que le patron verse le salaire intégral auquel l'ouvrier ou l'employé ont droit; sans s'inquiéter de lui fournir gracieusement les soins ou autres avantages quelconques. Les salariés y auront tout profit. Ils peuvent en être sûrs.

Puisque les sous-agents des postes ont eu le courage de ne plus implorer les faveurs de l'Etat leur patron et de lui réclamer leur dû, c'est le moment d'inscrire cette réforme parmi leurs autres revendications.

Dans cette grève encore se manifeste la supériorité d'esprit d'indépendance et de solidarité des moins instruits sur ceux qui ont joui davantage des bienfaits de l'école. Tandis que les manœuvres agissent en hommes, les bureaucrates agissent en écoliers.

Ces derniers parlent beaucoup, écrivent pas mal, et courbent l'échine.

Les autres font moins de bruit, mais meilleure besogne.

C'est tout juste : les travailleurs manuels n'ont que leurs mains pour gagner leur vie, ils ne doivent compter que sur elles pour triompher dans la lutte nécessaire contre le capital qui les menace de mort.

Haut les poings, camarades, le succès est assuré à ceux qui font peur, et laissez les parlottes aux gens d'école.

Michel Petit.

MOUVEMENT SOCIAL

Patriotisme sportif. — Encore un malheur d'arrivé à notre « chère patrie! » Un canasson d'Outre-Manche, nommé Spearmint, vient de gagner deux cent cinquante mille francs au tournoi de Longchamps.

Oui, voyez-vous ça! Au nez et à la barbe de notre cher Président, le poulain du major Loder relève le prestige britannique fort en baisse sur le turf depuis bon nombre d'années. « Nous aurions été heureux de la victoire d'un représentant de l'élevage national », écrivent nos braves reporters. Seule, l'entente cordiale les console un peu de la défaite.

Quel émoi, d'autre part, dans les grands quotidiens de Londres et de Paris à la nouvelle de l'accident du dit Spearmint. Un tamponnement en gare d'Amiens l'avait bousculé et blessé légèrement à l'œil ! Peu s'en fallut que la révocation de l'aiguilleur maladroit soit réclamée.

Au dernier moment, je suis soulagé.

J'apprends que « le premier sujet de la production britannique » a regagné son écurie sans accident grave.

« Ragged people » de l'East-End, crève-la-faim de Paris et de la banlieue, réjouissez-vous ! Spearmint, le vainqueur de Longchamps est sain et sauf. « La noble bête » peut encore décrocher deux cent cinquante mille francs au prochain Grand Prix?

A. Pratelle.

⁂

Indiscipline dans la flotte. — A la fin de mai, à Bonifacio (Corse), les matelots du *torpilleur 250*, qui se plaignaient qu'on leur imposait des corvées supplémentaires, ont refusé d'appareiller pour Ajaccio. Le quartier-maître Bayol et le matelot-cuisinier ont été mis en prison comme initiateurs du mouvement.

Le 5 juin, à Brest, à bord de l'*Amiral-Aube*; les matelots se voyant leurs permissions refusées, se réunirent sur le pont et entonnèrent l'*Internationale* en protestant contre les officiers. Plus de trente matelots (dont trois quartiers-maîtres), furent mis en prison.

Enfin sur le *Jeanne-d'Arc*, pour les mêmes motifs, plusieurs actes d'indiscipline se sont produits.

⁂

Du sang... — A Nîmes, il y a un mois, à Bordeaux dernièrement, ont eu lieu des courses de taureaux devant une assistance énorme. On sait le résultat de ces courses : une dizaine de chevaux eventrés, traînant leurs entrailles à travers l'arène et agonisant devant les spectateurs ; cinq ou six taureaux torturés et finalement massacrés selon certaines règles.

Voilà, à la vérité, des spectacles d'une haute portée morale.

F. C.

⁂

Arles.

Perquisitions. — Le camarade Gilles nous écrit que le 26 mai dernier, la Maison du Peuple d'Arles a reçu la visite des policiers de l'endroit. La Maison du Peuple est le siège de la section antimilitariste arlésienne. Les camarades Lavaudet, Marceron, Carny et quelques autres ont également reçu la visite des sbires. Lavaudet s'est vu soulager d'une bonne part de sa bibliothèque. Les autres en ont été quittes pour faire désinfecter immédiatement.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — La grève des maçons de Paris, s'est cloturée le 13 juin. Après de vaillantes semaines de luttes, ces travailleurs ont arraché à l'hostilité patronale le repos hebdomadaire, ainsi qu'une élévation du prix de l'heure pour toutes les catégories corporatives.

Seuls dans la maçonnerie, les tailleurs de pierre et les ravaleurs continuent la grève. Ils sont une masse de 2.500 hommes et ils exigent, en plus du repos hebdomadaire et d'une augmentation de salaires, la journée de 8 heures.

La grève des typographes se poursuit dans un calme parfait, trop parfait même, peut-on dire. Presque chaque jour, des réunions ont lieu à la Bourse du travail et récemment le bruit courait que la situation d'un assez grand nombre de patrons commençait, du fait de la grève, à devenir intenable.

Les sculpteurs sur bois et les menuisiers en sièges du faubourg Saint-Antoine refusent obstinément de s'incliner devant les nouvelles conditions d'embauchage posées par la chambre patronale. Eux aussi réclament les 8 heures et sept semaines de grève n'ont pas épuisé leur énergie.

On sait que la revendication fondamentale des ouvriers coiffeurs était depuis des années le repos hebdomadaire. A cet effet le syndicat avait adressé au patronat un ultimatum dont les délais expiraient le dimanche 17 juin. Les coiffeurs n'ont pas eu besoin d'en venir à la grève. Dimanche dans le centre et lundi dans les faubourgs de Paris, les salons de coiffure étaient fermés. C'est un succès qu'il fait plaisir d'enregistrer et qui couronne heureusement le long effort du syndicat des coiffeurs.

Quatorze jeunes gens arrêtés à la suite de l'envahissement de l'usine de la société des téléphones, sise à Grenelle, avaient été condamnés à six mois de prison, non parce qu'ils avaient pris une part prépondérante à l'affaire, mais parce qu'ils s'étaient laissés prendre et que les justiciards avaient estimé qu'ils devaient payer pour tous. Cette sentence d'une rigueur barbare, cette sentence de classe vient d'être confirmée en appel : Messieurs de la cour se sont bornés à modifier les considérants du jugement.

Qui pourrait faire le compte de tous les travailleurs qui peuplent actuellement les prisons républicaines ?

⁂

Chez les ruraux. — Le camarade Paul Ader, secrétaire de la Fédération des travailleurs agricoles du Midi, vient d'appeler l'attention des militants et des organisations ouvrières sur la situation précaire du *Paysan*, organe officiel de la jeune et vaillante Fédération. Et cependant le *Paysan* fait œuvre utile et sa disparition serait un évènement déplorable. Que ceux de nos amis qu'intéresse le syndicalisme agraire s'abonnent donc au *Paysan* : il leur en coûtera *un franc* par an. Adresser les mandats à Paul Ader, à Cuxac-d'Aude (Aude).

C'est également le prix de l'abonnement au *Bûcheron*, organe mensuel de la Fédération nationale des syndicats bûcherons et agricoles, dont la lecture ne saurait être assez recommandée. Le *Paysan* et le *Bûcheron* apportent chaque mois la preuve que la mentalité rurale s'est considérablement modifiée depuis quelques années. Dans le Midi et dans le Centre, l'homme de la terre s'éveille à la conscience et déjà secoue le joug que font peser sur lui, depuis des siècles, le propriétaire, le fermier et le marchand de bois.

Le camarade D. Veuillat, à La Chapelle-Hugon, par La Guerche (Cher) est l'administrateur du *Bûcheron*.

Puisque je suis chez les ruraux, je ne veux pas manquer de signaler l'apparition récente du *Travailleur rural*, bulletin trimestriel de la Fédération des syndicats de cultivateurs de la région de Moulins. C'est Emile Guillaumin, l'auteur de la *Vie d'un simple* et de *Prés du sol*, qui rédige ce bulletin, dont le prix, pour les non-syndiqués est d'un franc par an (Ygrande, Allier). On y trouve en abondance des renseignements intéressants sur la vie paysanne dans le Bourbonnais.

Une rumeur. — Des milieux ouvriers, une rumeur inquiétante est venue à nous. Il paraîtrait que cinq ou six militants, et des mieux qualifiés, de la Confédération générale du travail seraient à la veille d'entrer à la rédaction du journal socialiste l'*Humanité*.

Qu'y-a-t-il d'exact dans ce persistant on-dit? Déjà la présence au banquet socialiste du 4 juin de notre camarade Griffuelhes, avait paru à beaucoup singulière. On y avait cru voir l'indice d'un rapprochement entre la Confédération et celui des partis politiques de l'inimitié duquel la dite Confédération a eu, de tout temps, le plus à souffrir.

L'entrée à l'*Humanité*, même à titre purement individuel, de Griffuelhes, de Pouget ou de tout autre militant confédéral constituerait de leur part la plus grave des fautes. L'*Humanité* n'est pas plus l'organe de la classe ouvrière que le parti socialiste n'est le parti du travail. Il y a quelques semaines encore, au lendemain de l'arrestation de Griffuelhes et de Lévy, l'*Humanité*, par la voix du député Rouanet, demandait sérieusement au ministère les preuves de la trahison du secrétaire et du trésorier de la C. G. T. La même *Humanité* a pris, l'année passée, une part des plus actives à la campagne que la presse réactionnaire et gouvernementale menait contre la Bourse du travail de Paris et qui a abouti au règlement préfectoral que l'on sait. Ces faits sont récents : l'*Humanité* a-t-elle donc tant changé depuis les élections dernières? A-t-elle renoncé pour toujours aux équivoques et aux écarts qui ont marqué sa carrière? Tant que les hommes qui la dirigent n'auront pas renoncé ouvertement au parlementarisme — qui est une des formes les plus dangereuses de la participation au pouvoir, de la collaboration des classes et, en un mot, de la paix sociale — je n'en croirai rien et je crierai casse-cou à ceux des militants ouvriers qui seraient tentés d'oublier qu'il n'y a pas d'alliance possible entre ceux qui pensent que les peuples ne s'arracheront qu'eux-mêmes aux abjections du salariat et ceux qui, se considérant comme les chargés d'affaires de la classe ouvrière, ne visent par la conquête du pouvoir qu'à une substitution d'autorité, de domination, de despotisme.

Am. D.

⁂

Solidarité. — Il y a quelques semaines, la Compagnie des mines d'Aniche envoyait une locomotive à réparer à l'usine de Fives. Le travail fut en partie exécuté par l'ouvrier Cadix, sous les ordres du chef d'atelier Borde. Quand il fut terminé, la machine fut remise sur rails et expédiée à Aniche. En cours de route, on s'aperçut que les réparations étaient insuffisantes. La Compagnie des mines d'Aniche envoya une lettre de réclamations à l'usine de Fives. Le directeur fit une enquête, et le chef d'atelier Borde lui ayant déclaré que l'auteur responsable de la malfaçon était l'ouvrier Cadix, congédia celui-ci.

Alors une délégation ouvrière alla trouver le directeur pour lui demander la réintégration de l'ouvrier Cadix. Les délégués ayant affirmé qu'avant l'expédition de la locomotive, cet ouvrier avait informé le chef d'atelier Borde que le travail n'était pas terminé, le directeur répondit qu'il n'admettrait jamais que ses ouvriers formulent des critiques contre leurs supérieurs.

Actuellement, 2.500 ouvriers sont en grève à l'usine de Fives. La grande porte reste ouverte, mais on n'y voit passer que des dessinateurs, des ingénieurs et des employés de bureau.

A. Pr.

⁂

Dans la Loire.

Le Chambon-Feugerolles. — Après 50 jours de lutte, les camarades du Chambon viennent d'obtenir satisfaction et ont repris le travail. Il y a un mois environ, après avoir cédé sur quelques points, les patrons avaient rompu les négociations. Ils pensaient que les ouvriers en limes se contenteraient des quelques avantages acquis et se hâteraient de reprendre le chemin du bagne. Le résultat fut tout autre. Le Comité de grève répondit au refus patronal en organisant la résistance par les soupes en commun. Voyant cela les patrons comprirent qu'ils avaient fait fausse route, mais afin de ménager leur amour-propre, ils firent agir le juge de paix. Celui-ci convoqua les deux parties en conciliation. Naturellement, les patrons acceptèrent, mais les grévistes refusèrent. Poliment, mais fermement, la chambre syndicale ouvrière fit connaître à ce magistrat qu'elle entendait traiter elle-même ses intérêts avec les patrons et sans intermédiaire. « Nous sommes assez grands, disaient les ouvriers, pour faire nous-mêmes nos affaires. Le juge de paix ne connaît absolument rien à notre travail. »

C'était donc un échec pour les patrons.

Finalement, devant la belle résistance des ouvriers,—il n'y avait pas un renégat,—les patrons ont accepté de renouer les négociations et un accord a été signé hier, 17 juin.

A aucun moment, les grévistes n'ont fait appel à des individualités étrangères à leur corporation. Ils ont fait leurs affaires eux-mêmes et ils en sont bien récompensés. Le résultat moral de cette grève me paraît devoir être considérable.

⁂

Firminy. — On sait avec quelle désinvolture les patrons renient leur parole et leur signature. Un exemple de plus vient de nous en être donné par les Aciéries et Forges de Firminy. Il y a à peine un mois et demi que ces messieurs ont signé un compromis avec leurs ouvriers, dans lequel ils promettaient qu'il n'y aurait aucun renvoi pour faits de grève. Et cependant deux camarades viennent d'être renvoyés sans motif plausible. Naturellement le syndicat a pris leur cause en main, et si la direction ne reprend pas ces ouvriers, ce sera peut-être la grève.

R. Galhauban.

⁂

ITALIE

Hardi, les gars! — On télégraphiait de Milan aux journaux le 2 juin :

« Une grève de 600 ouvriers, hommes et femmes, employés aux rizières des environs de Vercelli, vient de prendre soudain un caractère d'inexplicable gravité.

« Hier matin, les grévistes ont envahi en foule Vercelli, ville de 30,000 habitants, et ont commis un nombre incroyable d'actes de vandalisme, renversant les réverbères, brisant les fontaines, arrachant les arbres et cassant les vitres des boutiques et des maisons.

« La grève générale a été proclamée, et tous les ouvriers ont dû abandonner le travail. La situation est devenue des plus critiques en raison de l'intervention trop tardive de la force armée. Un officier, le capitaine Campari, a été grièvement blessé. Les grévistes semblent possédés d'une véritable folie de destruction. »

⁂

BELGIQUE

L'échauffourée de Verviers. — Une terrible échauffourée a été provoquée le 7 juin au soir, dans le quartier du Fond des Loups, à Andrimont, faubourg de Verviers, par la grève des allumeurs de réverbères.

A la nuit tombante, un allumeur passait dans ce faubourg, escorté de deux gendarmes, lorsque des gamins les huèrent et leur lancèrent des pierres.

Les gendarmes poursuivirent les gamins, mais ils en furent empêchés par les ouvriers du quartier qui s'interposèrent de façon menaçante.

Une femme qui protestait fut arrêtée. Ce fut le signal de l'échauffourée. Une foule dense se précipita sur les gendarmes, en criant : « A mort! délivrons la femme! » Les gendarmes repoussèrent les assaillants à coups de crosse et de baïonnette. Le mari de la prisonnière accourut, et fut arrêté à son tour par des gendarmes en bourgeois, qui venaient au secours de leurs collègues.

Tandis que les gendarmes en bourgeois maintenaient, revolver au poing, les prisonniers, les gendarmes en tenue s'ouvraient un passage dans la foule à coups de crosse. Derrière le groupe, deux autres gendarmes protégeaient la retraite. Cette bataille se poursuivit sur un parcours d'un demi-kilomètre. On vit un manifestant balancer un énorme pavé au-dessus de la tête d'un gendarme, mais celui-ci esquiva le coup, et ce fut un manifestant qui tomba, la poitrine enfoncée. Un autre homme se jeta la poitrine en avant sur le canon d'un revolver, défiant le gendarme de tirer; il fut abattu d'un coup de crosse. Par moment, le nombre des femmes et des enfants ainsi terrassés était tel que les gendarmes ne pouvaient plus avancer.

De nouveaux gendarmes arrivaient constamment, opérant des arrestations en masse. Rue de Dison, la situation devint critique; plus de 5,000 personnes cernaient les gendarmes, les coups pleuvaient de part et d'autre quand un renfort de 20 cavaliers, mandés par téléphone, arriva. Ils chargèrent sabre au clair, déblayant les rues de Dison, du Commerce, de la Montagne, etc. On put faire entrer dix prisonniers au poste de police, dont les carreaux furent brisés en un clin d'œil.

Tandis que la cavalerie chargeait au carrefour de la rue des Fabriques, elle fut assaillie par une grêle de bouteilles, parties des fenêtres. Le commandant lança la sommation habituelle : « Fermez les fenêtres, ou nous tirons! » Les fenêtres se fermèrent, et pendant l'accalmie on chargea les prisonniers dans des fiacres. Ce fut alors une chevauchée dramatique : le détachement de cavalerie entourait les voitures remplies de prisonniers, pour les garantir contre les tentatives de la foule qui voulait les délivrer. Déjà le cortège était arrivé place du Congrès, en plein boulevard, et l'on croyait les hostilités finies, lorsque de chaque buisson, de chaque arbre de la place du Congrès partit une grêle de projectiles, qui atteignirent quelques chevaux. Une nouvelle arrestation fut opérée, et bientôt les émeutiers étaient écroués. Il était minuit.

On nous assure que de nombreux manifestants sont grièvement blessés. L'un deux a le bras coupé d'un coup de sabre, un autre a la figure fendue; beaucoup ont des côtes enfoncées ou brisées.

VARIÉTÉS

Les Syndicats Chinois

A quelques rares exceptions près, les sociétés coopératives occidentales se bornent à organiser la consommation. Leur principe est de réduire au minimum le nombre des intermédiaires entre le producteur et le consommateur et de faire revenir à ces derniers les bénéfices de vente qui ne sont pas absorbés par les besoins de l'administration. Les liens qui unissent les sociétaires de ces associations sont très faibles.

Il ne consistent qu'en la certitude commune de trouver dans les magasins de la société les mêmes marchandises à meilleur marché qu'ailleurs. Les membres n'y « coopèrent » qu'en jouant le rôle de clients, et quand ils ont en partie contribué à la création du capital social primitif ils l'ont fait en simples capitalistes actionnaires qui espèrent des intérêts sans avoir personnellement travaillé à faire fructifier le capital. Le fait d'acheter des marchandises n'est pas du travail, donc encore moins de la coopération, et les sociétés coopératives de consommation ne sont ni des coopératives ni même des associations et encore moins des *syndicats*, si l'on entend par ce mot des organisations qui embrassent plusieurs individus dans le but de les faire *travailler ensemble à la réalisation de tâches dont l'accomplissement doit profiter à chaque membre individuellement*. C'est à cette définition que correspondent les syndicats de production chinois.

Les sociétés de consommation occidentales ont à leurs gages des employés salariés. Or le salariat est la négation absolue de la coopération. En réalité ces sociétés agissent exactement comme des patrons ordinaires, avec cette seule différence qu'elles exploitent un ensemble de capitaux au lieu d'un capital individuel.

Dans une vraie coopérative, les « employés », c'est-à-dire ceux qui administrent les affaires sociales sont précisément les membres eux-mêmes et ceux-là n'ont pas besoin du salaire qui serait l'équivalent de leur dépense en vitalité, car ils gagneront exactement le produit de leur travail par leur participation dans les bénéfices sociaux. Ils risquent bien aussi, si ces

bénéfices arrivaient à faire défaut, de ne rien gagner du tout, mais, dans ce cas, tout le monde partagerait la mésaventure, le président de l'association aussi bien que le plus insignifiant des membres, et tout le monde aurait un intérêt égal à faire prospérer de nouveau la raison sociale, tout le monde modifierait sa coopération conformément aux nouvelles circonstances. Oserait-on demander cela à des salariés qui se font payer leur temps perdu, indifféremment que les affaires marchent ou non, et qui ignorent même la situation et jusqu'au fonctionnement intérieur de l'établissement auquel ils sont « attachés » ?

Les coopératives vraies, telles qu'elles dominent dans la vie économique de la Chine et dans les... rêves de quelques sociologues européens, ne peuvent exister que sous deux conditions préalables. D'abord, elles sont nécessairement productives; tous les membres y coopèrent effectivement et gagnent leur vie en y coopérant. En second lieu, elles sont nécessairement solidaires; elles constituent la réunion de toutes les forces actives de tous les membres et l'action intentionnellement égoïste de l'un d'eux au détriment de la corporation devient une offense commune à tous les autres. La trahison détruit l'association et la trahison ne peut pas être empêchée par des mesures de rigueur. Aussi, le sentiment de solidarité est-il seul capable de maintenir la coopération sans défaillance individuelle.

Cette solidarité, absolue en quelque sorte, comment est-elle possible ? Il est vrai que chez le Chinois l'horreur de la solitude, l'instinct social, domine toute la vie mentale. Il est vrai aussi que l'esprit familial qui, dans la branche essentielle de l'activité chinoise, dans l'agriculture, devient déjà de l'esprit coopératif, est l'expression la plus forte et la plus vivante du principe des *Trois Relations*. Il est vrai enfin que la coopérative pure, telle qu'elle vient d'être caractérisée, n'est en réalité qu'une famille artificielle, et que, de ce chef, la solidarité qui y règne peut, au point de vue chinois, être assimilée à celle qui existe dans la famille consanguinaire, élargie par des mariages. Mais l'horreur de la solitude, l'instinct social, l'esprit de famille ne sont en somme que des sentiments variables que tous les individus n'éprouvent pas au même degré et sur lesquels il n'aurait pas été possible d'établir toute une forme sociale.

Il a fallu un autre facteur pour développer la solidarité chinoise : elle est, en grande partie, le fruit d'une évolution séculaire des conditions matérielles de l'échange.

En Chine, l'argent n'existe pas. Il n'y a pas d'unité de valeur instituée, imposée, garantie par l'Etat ou le gouvernement... pour la simple raison qu'il n'existe pas en Chine d'Etat ou de gouvernement capable d'imposer cette unité. Il n'y a aucun étalon des valeurs.

Pour les échanges à l'intérieur du pays, l'étalon métallique est superflu. La Chine a, dans cette question, devancé l'Occident d'une façon stupéfiante. Tandis que, chez nous, l'autorité doit forcer le peuple à accepter certains morceaux de métal ou des fiches officielles comme valeurs fixes, le Chinois se refuse à reconnaître à n'importe quel objet une valeur absolue ou stable. Chez lui, le produit du travail seul a de la valeur, et l'équivalent de ce produit ne saurait être du métal, mais uniquement la reconnaissance publique du fait qu'un tel a produit telle chose et que par conséquent il a droit à d'autres produits que le public estime égaux en valeur aux siens. En d'autres termes, l'équivalent du produit est le crédit. Et en réalité, l'argent se trouve remplacé par le crédit, le numéraire par la parole ou l'écrit, le capital, par le crédit accumulé, par le mérite économique.

Le crédit suffit, au fond, pour régler l'échange. Même chez nous on peut supposer, par exemple, qu'un salarié, lequel se serait fait payer ses appointements en pièces d'argent qui n'ont comme valeur intrinsèque que la moitié de leur valeur nominative, achète en réalité non pas avec de l'argent, avec de la valeur vraie, mais avec le crédit que lui procure son travail d'un mois. Que l'on imagine maintenant un patron qui, au lieu de donner à son salarié quarante pièces de cinq francs, lui remettrait, une fiche signée constatant qu'il a travaillé chez lui et que le produit du travail qu'il a effectué vaut qu'on lui fournisse une quantité déterminée de certaines marchandises, et l'on aura par à peu près le schéma théorique du système d'échange chinois. La question de savoir si ces marchandises consistent en thé, soie, laine, or, argent, pierreries, bétail ou autre chose, est évidemment d'importance nulle. Le point essentiel est que c'est le public qui apprécie quelle foi on peut accorder à l'assignation (d'ailleurs purement schématique) de notre exemple. C'est la confiance personnelle qui régit donc l'échange et non des valeurs prétendues absolues. L'unique étalon est le travail, l'unique argent, le crédit.

Ce principe une fois admis, un dernier pas audacieux reste à faire pour atteindre la perfection du système. Si déjà le crédit, la confiance, domine tout, on peut écarter les pièces écrites constatant la transformation et l'acceptation du crédit; la parole peut suffire comme engagement entre gens honnêtes. L'engagement verbal est, en effet, la forme ordinaire de l'échange en Chine entre gens se connaissant personnellement, bien entendu. Il y a, si j'ose dire, des traites en paroles : une simple note dans un calepin (faite rarement du reste, et surtout en présence de nouveaux amis d'affaires) en justifie la valeur. Et ces traites sont payables en... crédit, soit en crédit verbal, soit dans les affaires traitées à distance, en assignation écrite, soit aussi en véritables traites, escomptées par des banques qui n'ont d'autre fonction que de garantir par leur renommée l'honnêteté de l'émetteur de la traite.

On voit que dans ce système l'argent à étalon garanti est inutile. Ce qu'en Occident on considère souvent comme unité monétaire chinoise, le *taël*, ou, plus exactement, le *liang*, est un poids et non une valeur. Le métal reste simple marchandise; et un liang d'argent a aujourd'hui une valeur et demain une autre... comme une livre de viande ou un kilo de farine. C'est la parole d'un négociant chinois qui se transmet sans changement de valeur, et sa traite, son assignation, enfin le produit de son travail, assume dans l'échange un rôle analogue à celui de nos billets de banque émis par les gouvernements ou sous leur garantie. Ainsi l'absence d'étalon monétaire équivaut à la suppression d'un intermédiaire superflu dans la comparaison des valeurs.

Mais ce système fondé exclusivement sur des valeurs relatives ne saurait subsister que si ces valeurs, souvent purement morales, peuvent du moins toujours être regardées comme existantes ou, en mots plus simples, si le crédit peut toujours, d'emblée, être regardé comme acceptable; un crédit accepté et qui aurait été accordé à quelqu'un qui n'a pas de crédit bouleverse le principe même du système, et la méfiance généralisée rendrait tout échange impossible.

L'acheteur se trouve donc pris dans un engrenage qui l'écrase dès qu'il cherche à en sortir. Il *doit* avoir du crédit, s'il en a pas, il n'a plus rien. S'il ne tient pas un engagement, s'il perd la confiance des autres il perd le crédit. Et en dehors du système créditaire, il n'y a presque plus d'existence économique possible. Le fait d'avoir accumulé des marchandises, du métal, ou autres valeurs ne lui sert pas à grand'chose. Tout cela sera confisqué pour dédommager la confiance trompée des autres. Et ce qui est plus grave, il ne retrouvera jamais, sauf dans des cas exceptionnels, la confiance qui lui permettra de se relancer. En somme, ce n'est pas un capital qui donne la force économique, mais l'escompte de la force active de l'homme.

On voit donc qu'il y a eu en quelque sorte une contrainte matérielle à observer la solidarité économique universelle. Cette contrainte est devenue imperceptible dans le courant des temps. La contrainte extérieure constamment répétée finit par devenir une contrainte morale. Et si cette contrainte morale régit le commerce, même entre individus qui n'ont aucun autre lien d'attache, il est facile de concevoir avec quelle intensité elle doit se montrer dans les relations de gens qui ont toute leur existence économique liée les uns aux autres, comme dans les syndicats coopératifs.

On peut dire que l'absence de l'argent garanti constitue en quelque sorte la véritable force de la Chine. Le plus riche comme le plus pauvre dépend non de ce qu'il possède, mais de ce que les autres lui reconnaissent. Et ce principe a son triomphe définitif dans la coopérative, où c'est le membre le plus capable en matière économique qui, quel que soit son effort ou son rang social, règne et dispose, à l'occasion, de toutes les forces concentrées de l'association. Presque toutes les grosses maisons chinoises connues des Européens sont des établissements coopératifs, et leur force et leur cohérence extrême se reconnaissent bien à ce fait que leurs présidents apparaissent aux Occidentaux comme les capitalistes individuels d'une richesse et d'une habileté extraordinaires. Ce ne sont, en réalité, que les administrateurs du produit collectif du travail accompli par des individus solidarisés.

Mais si, dans ce système de coopération, toutes les valeurs deviennent relatives, liées qu'elles sont à la confiance qu'inspirent des personnes ou des associations de personnes, il semble bien qu'il n'y ait plus de place pour ce phénomène économique essentiellement stable qui s'appelle la propriété ! La propriété ne serait même plus le vol : elle n'existerait tout simplement pas. Les faits ne disent-ils pas le contraire ? Non, car en Chine la propriété c'est la... dette.

ALEXANDRE ULAR.

(La *Dépêche* 31 août 1903).

AUX SOUSCRIPTEURS DE L'ALBUM

Samedi sont partis les remboursements. L'album sera prêt dans le courant de la semaine et expédié à ceux qui ont versé.

Les souscriptions sont encore reçues jusqu'au 1er juillet. Passé cette date, le prix de l'exemplaire sera de 5 francs, port en plus.

Au prochain numéro, nous donnerons la suite de l'étude de Kropotkine, sur la Révolution.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Albert Manceau, adjudant, par E. Guillaumin, 1 vol. 3 fr. 50 chez Fasquelle.

Almanacco Sovversivo 1906-07, 1 fr. 25 à Barre Vt, Etats-Unis.

L'avocat et la liberté d'opinion (affaire Hervé), par J. Bouzon, 1 plaquette, imprimerie Aberlen, à Vals-les-Bains.

Congrès international des institutions de patronage (Liège 1905) au « Musée Social », 5, rue Las Cases.

Nova Guidlibreto por soldato en cinj landoj 10 centimoj à la « Asocio Paco-libereco », 45, rue de Saintonge.

De chez Flammarion, 26, rue Racine :

Contes de La Fontaine, 1 vol. 0 fr. 95. — *L'Evolution de la prostitution*, par le Dr Regnault, 1 vol. 3 fr. 50.

De chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain :

Contre Rome, la bataille antireligieuse en Europe (illustré), par John Grand-Carteret, 1 volume, 3 fr. 50. — *La Tragédie serbe*, par A. Barre, 1 volume, 3 fr. 50.

Les Antiques à la mode du jour, par le Dr Fischer, à « l'Emancipatrice », 3, rue de Pondichéry.

Traduction et investigation des quatre évangiles (en russe), 1 vol. 5 fr. Chez A. Tchertkoff, Christchurch, Hant (Angleterre).

La Question sexuelle exposée aux adultes cultivés, par A. Forel, 1 vol. 10 fr. Chez Steinheil, 2, rue Casimir-Delavigne.

A voir :

Rouges et jaunes, dessin de Valéry Muller, *Assiette au beurre*, n° 171.

Correspondances et Communications

A propos de l'attentat de Madrid. — Le camarade P. Vallina nous envoie de Londres, à la date du 12 juin, la lettre suivante :

« Camarades,

« C'est assez tard que j'ai appris les infâmes mensonges répandus par la « grande presse » parisienne sur mon compte, à propos de l'attentat de Madrid. C'est avant tout le *Matin* qui s'est distingué, surpassant encore la fantaisie des journaux anglais.

« On y parla d'une interview que j'aurais eue avec un journaliste « déguisé en anarchiste », auquel j'aurais *annoncé* l'attentat; auquel j'aurais dit « que les anarchistes espagnols devaient « proclamer la Commune en instaurant un *gou- « vernement provisoire* révolutionnaire, ayant à « sa tête quelques-uns des anarchistes les plus « connus ». On y parla encore d'un anarchiste, *Don José*, d'un télégramme reçu au club anarchiste, etc.

« Je crois qu'il n'est pas besoin de dire que tout est invention là dedans, qu'aucun télégramme n'est venu, qu'aucun anarchiste ne s'appelle « Don José », comme les petits bandits de l'opérette et les grands bandits des trônes.

« On peut passer sur le « gouvernement provisoire », — mais vous pouvez bien me croire, si j'affirme que je n'ai parlé de cette affaire, ni avant, ni après, avec aucun journaliste « déguisé en anarchiste » ou non.

« J'aurais reçu tout journaliste qui serait venu, à coups de pied dans le derrière : que les membres de cette caste honorable le sachent bien pour l'avenir.

« On parle naturellement de « complot » et, pour le prouver, la police journaliste et le journalisme policier se réfèrent à des paroles que je n'ai jamais prononcées. Quoique J'APPROUVE l'action terroriste dans tous les pays où on fouette et torture les ouvriers, comme en Russie et en Espagne, je ne m'attendais même pas à ce coup, car les anarchistes n'ont pas l'habitude de se communiquer d'avance ce qu'ils veulent faire, pour que la police apprenne leurs projets en même temps.

« C'est de nouveau la police et la presse policière qui me mêlent à cette affaire, en rappelant que j'aurais pris part à l'attentat de Paris. Ces canailles, qui en d'autres occasions respectent la « chose jugée », veulent oublier qu'au cours du procès de Paris, j'ai été acquitté et la police condamnée.

« Bref, je veux assurer tous mes amis et camarades, que toutes les histoires répandues sur mon compte, même par la presse la plus « sérieuse et la plus autorisée », ne sont que purs mensonges.

« Cordialement,

P. VALLINA. »

Londres, le 12 juin 1906.

× Ayant appris par les journaux que M. André, juge d'instruction, avait terminé son enquête, je lui ai envoyé la lettre ci-dessous pour lui réclamer les brochures qui m'avaient été enlevées indûment :

Monsieur,

Au cours de la perquisition que vous avez ordonnée chez moi, M. Guichard, commissaire de police, s'est emparé de 44 brochures, toutes parues légalement. Je viens de voir que vous avez terminé votre instruction. N'ayant pas été appelé, j'en conclus que je suis hors de cause. Par conséquent vous devez me rendre ce qui m'appartient.

Vous aurez donc l'obligeance de donner l'ordre que mes brochures me soient rendues.

Je vous salue. J. GRAVE.

Cette lettre étant restée sans réponse, je lui ai expédié la suivante :

Monsieur,

Il y a dix jours, je vous ai écrit pour vous demander la restitution de brochures m'appartenant, prises dans une perquisition. Je n'ai pas reçu de réponse.

Comme je ne veux pas supposer qu'un magistrat peut se refuser à me restituer ce qui m'appartient, je pense que ma lettre ne vous est pas parvenue. Je prends donc le parti de recommander celle-ci, en renouvelant ma réclamation.

Dans la perquisition faite chez moi, par vos ordres, il m'a été saisi 44 ou 46 brochures. Ce sont ces brochures dont je vous demande la restitution, et que vous voudrez bien me faire retourner.

Je vous salue. J. GRAVE.

Ces brochures j'en ai fait le dépôt légal. Je les ai payées. Elles m'appartiennent. On n'avait pas le droit de les prendre. On doit tout au moins me les rendre.

× Un camarade dans la gêne est forcé de vendre sa bibliothèque.

S'adresser à Paul, 71, rue Prés-Chevaux, à Suresnes (Seine).

× **Le Syndicat** des conducteurs, margeurs, pointeurs et minervistes de la Seine envoie aux camarades de Bruxelles son cordial remerciement pour la souscription de 28 francs qu'ils en ont reçue pendant la dernière grève. Vive la solidarité internationale des travailleurs.

Pour le syndicat :

E. MARTIN

CONVOCATIONS

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge. — Vendredi 22 juin, M. Micouleau : La psychologie, suivant H. Spencer et la psychologie moderne.

Mercredi 27 juin, M. Atget : *Tartuffe*, de Molière, critique et audition.

Vendredi 29 juin, M. Chatir-Bey : La paix par l'éducation.

× **Groupe libertaire espérantiste** (*grupo liberecana esperantista*).

Lundi 25 juin, à 8 h. 1/2, 45, rue de Saintonge. Cours d'Esperanto (enseignement mutuel et permanent).

Exercices de conversation.

× **L'imprimerie anarchiste.** — Les camarades de Paris, qui, la plupart du temps sont aux prises avec toutes sortes de difficultés pour l'impression de leurs affiches, de leurs manifestes, brochures, chansons, étiquettes, etc., et qui s'intéressent vivement à la fondation immédiate d'une imprimerie anarchiste sont priés de se rendre chez Lorulot, 5, rue de Nevers, au quatrième, dimanche après-midi, à 2 heures. On fera une promenade. Organisation d'une grande tombola. Prière d'être exact.

× Tous les camarades désireux d'apporter leur concours moral et pécuniaire sont priés de se réunir au groupe en formation qui tient ses réunions tous les samedis soir, à 8 heures et demie, au local de la Fédération de la Métallurgie, rue Grange-aux-Belles, 33, Paris, Xe, samedi 23 courant.

Causerie familiale par le camarade Armand, de l'Ère nouvelle. Prière d'adresser tout ce qui concerne le groupe à la camarade Télotreb, au Libertaire, 15, rue d'Orsel (XVIIIe).

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 22. — Chatir-Bey : La paix par l'éducation. — Mardi 26. — Rousselet : Recettes pratiques et usuelles (suite).

× LEVALLOIS. — **Section antimilitariste.** — Réunion des membres du groupe, dimanche 24 juin, à 2 heures, maison Hector, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier.

Causerie par un camarade sur l'idée de Patrie. Prière au camarade Boissier d'être présent.

× **A. I. A.** (SECTION D'ANGERS). — « L'*Amicale des idées pacifiques*, se réunira désormais tous les premiers dimanches du mois, à 9 heures du matin, au siège habituel du groupe.

« Que tous ceux qui ont compris que le militarisme est une plaie hideuse viennent joindre leur effort au nôtre, afin de jeter à terre cette institution néfaste.

« Unissons-nous pour détruire les institutions de la vieille société bourgeoise et préparer la société future, où il n'y aura plus d'exploiteurs ni d'exploités, où il n'y aura que des camarades vivant librement dans une société libre.

Le prochain dessin sera signé ROBIN.

Petite Correspondance

F., à Bléré. — Le gouvernement ne peut nullement forcer un fonctionnaire à légitimer une union libre, mais il peut le mettre sur le pavé.

A. B., à Rue. — « La Servitude » épuisée. Du reste, vous avez oublié de joindre à l'envoi les frais de poste.

L. D., à Germantown. — *E. S., à Caféanor.* — Bon. Entendu.

G. P., Les Vans. — Je ne connais pas quelques-unes des chansons demandées. Ai remplacé par d'autres.

Magdalena. — Oui, le paquet est revenu. Réexpédié.

A. A. — Rollinat a été édité chez Fasquelle. Parmi les titres « Dans les Brandes », « L'Abîme », je n'ai pas les volumes, mais puis vous les procurer. Il y a sept volumes en tout.

Un camarade, à Vienne. — Merci du renseignement. Je vais réclamer.

M. D., à New-York. — Quand vous pourrez nous envoyer des renseignements, ils seront les bienvenus. Tâchez de nous recruter des abonnés?

B., à Allein. — Bien reçu les deux mandats.

M., à Orléans. — Je regrette. Vous auriez dû nous prévenir avant.

M. R., à Salonique. — N., à Vatan. — A. Z. Z., à Versailles. — L., à Rouen. — C., au Kremlin-Bicêtre. — E. L., à Pont-Labbé. — C., à Solers. — D., à Fresnes. — P. D., à Tilh. — E. W., à Morlanwelz. — *Semaille.* — F. M., à Paris. — S. C., à Limoux. J. L., à Barcelone. — L., à Noyant-la-Gravoyère. — K., à Hermes. — T., rue L. — E. C., à Bléré. — P. P., à Rive-de-Gier. — L. G., à Paris. — U. Z., à Paris. — M., à Nîmes. — Reçu timbres et mandats.

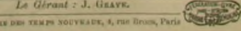
S. J., à Bouvron. — Le journal est expédié régulièrement.

Reçu pour le journal : F., au Mans, 5 fr. — A. P., 0,25. — M. D., New-York, 2.30. — R., à Paris, 2.40. — H. C., à Paris, 6 fr. par mois, pendant un an. — E. G., à Ygrande, 1.35. — A. P., à Beauvais, 2 fr. — 4 prolos du VIIIe, 0.50. — C. D., à Ivry, 2 fr. — Châteauroux, liste par Mauduit : Mauduit Jules, 2 fr. — David Louis, 0,50. — Ballereau Ferdinand, 0,50. — David Joseph, 0,50. — Vigier Henri, 0,50. — Bourreau Ernest, 0,50. — J. Mercier, 0,30. — Anonyme, 0,50. — Moreau Joseph, 0,30. — Foulatier Auguste, 0, 30. — E. L..., 0,30. — Vincent Paul, 0,40. — Dubois Etienne, 0,75. — Bourbier Auguste, 0,50. — Anonyme, 0,50. — Pasquet, 1 fr. — Ensemble 9 fr. 35.

Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris





Dessin de JOSSOT

C'est à coups de fusil qu'on enfoncera les idées chrétiennes dans ces sales caboches noires!

12e ANNÉE. — N° 9.

30 JUIN 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50

LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Robin

SOMMAIRE

Aux Camarades

Nous ne donnons pas encore de supplément cette semaine, et nous ne voyons pas la possibilité de dire quand nous pourrons le donner.

Bien mieux, sa suppression complète n'arrive pas à équilibrer le budget.

En attendant d'avoir trouvé les 2.000 acheteurs ou 1.000 abonnés de plus qu'il nous faudrait, il n'y a qu'une mesure qui puisse nous permettre de redonner le supplément, c'est de mettre le journal à 15 centimes.

Cette mesure que beaucoup de camarades nous ont incité à prendre, nous l'avons éludée jusqu'à présent, espérant arriver à surmonter les difficultés sans changer le prix du journal.

Mais, puisque l'agrandissement de notre public se fait trop attendre, et que nous ne voulons pas abandonner un des éléments de propagande de notre journal, nous nous résolvons à demander ce dernier sacrifice à ceux qui nous lisent.

En mettant le journal à 0 fr. 15, l'abonnement pour Paris et la France serait porté à 8 francs par an, et à 10 francs pour l'extérieur.

C'est une mesure à laquelle il nous coûte d'avoir recours, nous serions heureux d'avoir l'avis de ceux qui s'intéressent à la propagande du journal.

L'ALBUM

Sera définitivement prêt à la fin de cette semaine. Ceux des souscripteurs de Paris qui doivent le prendre au bureau, l'y trouveront à partir de dimanche. Les envois se feront pour les autres dès la semaine prochaine.

Dorénavant, le prix sera de 5 francs.

LA CONVENTION

Montagne et Gironde

IV

Chaque jour, pendant les premiers mois de 1793, la lutte entre la Montagne et la Gironde s'envenimait davantage, à mesure que trois grandes questions se posaient devant la France :

1° *Abolirait-on tous les droits féodaux sans rachat?* Ou bien cette survivance du féodalisme continuerait à affamer le cultivateur et à paralyser l'agriculture? — Question immense, qui passionnait près de vingt millions de population agricole, y compris ceux qui avaient acheté la masse de biens nationaux saisis chez le clergé et les émigrés.

2° Laisserait-on les communes villageoises en possession *des terres communales qu'elles avaient reprises aux seigneurs?* Reconnaîtrait-on le droit de reprise à celles des communes qui ne l'avaient pas encore faite? Admettrait-on *le droit à la terre* pour chaque citoyen?

3° Enfin, introduirait-on *le maximum*, c'est-à-dire la taxe sur le pain et autres denrées de première nécessité?

Voilà trois grandes questions qui passionnaient la France et la divisaient en deux camps hostiles : les possédants d'un côté, et ceux qui ne possédaient rien de l'autre; « les riches » et les pauvres; ceux qui s'enrichissaient, malgré la misère, la disette et la guerre, et ceux qui supportaient tout le fardeau de la guerre et devaient passer des heures et quelquefois des nuits entières à la porte du boulanger sans pouvoir apporter du pain à la maison.

Et les mois, — cinq mois, huit mois, — se passèrent, sans que la Convention fit rien pour trancher la situation, pour résoudre les grandes questions sociales que le développement de la Révolution était venu poser. On discutait sans fin, à la Convention, la haine entre les deux partis, dont l'un représentait les riches, et l'autre défendait la cause des pauvres, s'envenimait chaque jour, et on n'entrevoyait aucune issue, aucun compromis possible entre ceux qui défendaient « les propriétés » et ceux qui voulaient les attaquer.

Il est vrai que les Montagnards eux-mêmes n'avaient pas d'opinions nettes sur les questions économiques et se divisaient en deux groupes, dont l'un, celui des Enragés, était beaucoup plus avancé que l'autre. Celui auquel appartenait Robespierre était aussi enclin à prendre sur les trois questions mentionnées, des vues presqu'aussi « propriétaires » que celles des Girondins. Mais, si peu sympathique que nous soit Robespierre, il faut reconnaître *qu'il se développait avec la Révolution*, et il prit toujours à cœur les misères du peuple. Dès 1791, il avait parlé à la Constituante en faveur du retour des terres communales aux communes villageoises. Maintenant qu'il voyait probablement de plus en plus l'égoïsme propriétaire et commerçantiste de la bourgeoisie, il se rangea franchement du côté du peuple, de la Commune révolutionnaire de Paris — de ceux que l'on appelait alors « les anarchistes ».

« *Les aliments nécessaires au peuple* » — vint-il dire à la tribune — « *sont aussi sacrés que la vie. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière. Il n'y a que l'excédent qui soit une propriété individuelle*, et que l'on puisse abandonner à l'industrie des commerçants. »

Quel regret que cette idée franchement communiste n'eût pas prévalu chez les socialistes du dix-neuvième siècle, au lieu du « colllectivisme » étatiste de Pecqueur et de Vidal, exprimé en 1848 et servi aujourd'hui en réchauffé sous le nom de « socialisme scientifique ». Quel caractère d'avenir le mouvement communaliste de 1871 n'eût-il pu prendre s'il avait reconnu ce principe : « Tout ce qui est nécessaire pour la vie est aussi sacré que la vie même et représente une propriété commune à la nation entière » ! Si son mot d'ordre avait été : *La Commune organisant la consommation, le bien-être pour tous !*

⁂

Partout et toujours la Révolution s'est faite par des minorités. Au sein même de ceux qui ont tout intérêt à la Révolution, il n'y a toujours eu qu'une minorité pour s'y donner entièrement. C'était aussi le cas en France, en 1793.

Dès que la royauté fut abattue, un immense mouvement se fit partout en province *contre* les révolutionnaires qui avaient osé jeter la

tête du roi en défi à la réaction dans toute l'Europe.

« Ah, les gredins ! » disait-on dans les châteaux, les salons, les confessionnaux. « Ils ont osé faire cela ! Mais alors ils ne s'arrêteront devant rien : ils vont nous prendre nos fortunes, ou nous guillotiner ! »

Et partout les conspirations contre-révolutionnaires reprenaient avec une nouvelle vigueur.

L'Eglise, les cours de toute l'Europe, la bourgeoisie anglaise, tous se mirent au travail d'intrigue, de propagande, de corruption pour organiser la contre-révolution.

Les villes maritimes surtout, comme Nantes, Bordeaux et Marseille, où il y avait beaucoup de riches commerçants, la ville des industries de luxe, Lyon, devinrent de puissants centres de la réaction. Des régions entières furent travaillées par les prêtres, les émigrés rentrés sous de faux noms, et aussi par l'or anglais et orléaniste, ainsi que par des émissaires de l'Italie, de l'Espagne, de la Russie.

Les Girondins servaient pour toute cette masse réactionnaire de centre de ralliement. Les royalistes comprenaient fort bien que malgré leur républicanisme superficiel, les Girondins étaient leurs vrais alliés, qu'ils y seraient poussés par *la logique du parti*, toujours bien plus puissante que *l'étiquette du parti*. Et le peuple, de son côté, le comprit parfaitement. Il comprit que tant que les Girondins resteraient à la Convention, aucune mesure vraiment révolutionnaire ne serait possible, et que la guerre, conduite mollement par ces sybarites de la Révolution, allait devenir interminable et épuiser la France.

Et, à mesure que la nécessité « d'épurer la Convention » en en éliminant les Girondins se répandait et prenait prise sur les cerveaux, le peuple de son côté cherchait à s'organiser pour la lutte sur place, dans chaque ville et village.

* *

Nous avons déjà eu l'occasion de remarquer que les directoires des départements étaient, pour la plupart, contre-révolutionnaires. Les directoires des districts l'étaient aussi. Mais les municipalités, créées par la loi de décembre 1789, étaient beaucoup plus populaires. Il est vrai qu'en l'été 1789, lorsqu'elles furent constituées par la bourgeoisie armée, elles frappaient sans pitié les paysans révoltés. Mais à mesure que la révolution se développait, les municipalités, nommées par le peuple, souvent au milieu du tumulte insurrectionnel, devenaient de plus en plus révolutionnaires.

A Paris, le Conseil de la Commune, avant le 10 août, était bourgeois démocratique. Mais dans la nuit du 10 août une nouvelle Commune révolutionnaire avait été nommée par les quarante-huit sections. Et quoique la Convention, cédant aux instances des Girondins, destituât cette Commune, la nouvelle Commune, élue le 2 décembre 1792, avec son procureur Chaumette, son substitut Hébert et son maire Pache (nommé en février 1793), était franchement révolutionnaire.

Mais un corps élu de fonctionnaires chargés d'attributions aussi larges et diverses que celles qui incombaient au Conseil de la Commune de Paris, devait nécessairement prendre, peu à peu, un pli de modérantisme.

C'est ce que le peuple de Paris comprit très bien, et c'est pourquoi l'action révolutionnaire se transporta bientôt dans les sections. Cependant, ces sections elles-mêmes, à mesure qu'elles s'arrogeaient diverses attributions de police (le droit de délivrer les cartes civiques, pour testifier qu'un tel n'était pas un conspirateur royaliste; la nomination des volontaires pour combattre en Vendée, etc.). Les sections elles-mêmes devaient bientôt tourner au fonctionnarisme et au modérantisme. En 1795, elles devenaient, en effet, des centres de ralliement pour la bourgeoisie réactionnaire.

C'est pourquoi, à côté de la Commune et des sections, il se constituait tout un réseau de Sociétés populaires ou fraternelles, ainsi que de Comités révolutionnaires qui vont devenir bientôt (en l'an II de la République, après l'expulsion des Girondins), une vraie force d'action. Tous ces groupements se fédéraient entre eux, soit pour des objets momentanés, soit pour une action durable et ils se mettaient en correspondance avec les 44,000 communes de France. On organisait même un bureau spécial de correspondance dans ce but. Une nouvelle organisation spontanée surgissait ainsi. Et lorsqu'on étudie ces groupements, ces « libres ententes » dirions-nous, on voit se dérouler devant soi l'anarchie, telle que nous l'avons préconisée dans nos groupes, alors que nous ne nous doutions même pas que nos grands-pères l'avaient déjà pratiquée à un moment aussi tragique de la Révolution que les premiers mois de 1793 (1).

PIERRE KROPOTKINE.

(*La fin à un prochain numéro*)

(1) Mortimer Ternaux, un affreux réactionnaire, a cependant indiqué déjà (*Histoire de la Terreur*, t. VII), cette double organisation. — Voyez aussi Jaurès, *La Convention*, t. II, p. 1254, où il y a une page très bien écrite sur ce sujet.

Sur ces organisations, consultez aussi Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, 2e partie, chapitre V.

GLANES

L'individu et le milieu-Etat.

Après le discours de Jaurès nous avons eu la réponse de Clemenceau et, après la réponse de Clemenceau, la riposte de Jaurès. Clemenceau a eu les honneurs de l'affichage, mais Jaurès a parlé à trois reprises différentes. Tout a donc été pour le mieux dans le meilleur des Parlements. A quel ordre du jour on a passé, il ne nous importe. Ce que nous retenons c'est l'effort des orateurs à rivaliser d'éloquence et d'esprit. Il faut reconnaître qu'ils en ont assez prodigué pour justifier la réputation dont nous jouissons à l'étranger d'être des gens lettrés et infiniment experts en l'art de manier l'ironie et d'escamoter les vérités comme des muscades sous le gobelet des bons mots...

Toutefois, quelque adresse qu'ils aient montrée à ce jeu de charlatans, nos tribuns n'ont pu empêcher le public de surprendre leur verve athénienne en flagrant délit de sophismes. Ainsi Gorgias et Protagoras, tout au souci de l'emporter l'un sur l'autre, laissaient se trahir à leur insu, dans leurs discussions subtiles, le caractère captieux des arguments qu'il s'opposaient.

Mais on ne suppose pas que notre intention est de reprendre mot par mot, pour les réfuter, le discours de Clemenceau et les deux discours de Jaurès. Le journal tout entier ne suffirait pas à cette besogne — assez inutile au surplus. Dans ce qu'ont dit nos rhéteurs parlementaires, qui semblent avoir retrouvé le secret des huit façons de sophistiquer de leurs ancêtres grecs, nous ne relèverons que ce qui a eu trait à la question si intéressante de savoir si, comme l'a prétendu le ministre de l'Intérieur, l'individu crée le milieu ou si, au contraire, ainsi que l'a affirmé le député du Tarn, le milieu crée l'individu.

On pourrait à ce propos paraphraser la formule admirable de Diderot : « les organes créent les besoins et, réciproquement, les besoins créent les organes » en déclarant que le milieu fait les individus et que, réciproquement, les individus font le milieu.

Les hommes ont, sans doute, été, à leur apparition sur la planète dans la nécessité de s'accommoder pour subsister à la nature des éléments qui les entouraient, mais, après bien des siècles de luttes pénibles — en passant par ces différents états que Condorcet a, tant bien que mal esquissés das son *tableau des Progrès de l'Esprit Humain* — ils se sont constitués en société et ils ont ainsi créé un milieu auquel ils se sont asservis.

Lisez Chamfort qui résume là les premiers chapitres des *Ruines* de Volney : « Les fléaux physiques et les calamités de la nature ont rendu la société nécessaire. La société a ajouté aux malheurs de la nature. Les inconvénients de la société ont amené la nécessité du gouvernement et le gouvernement ajoute aux malheurs de la société ».

Ainsi donc le milieu est l'œuvre de l'individu et, par réaction, l'individu est le produit du milieu. Il est certain qu'il y a entre les hommes d'une même classe sociale et jusque d'une même société, des caractères de vie commune, c'est-à-dire des qualités et des défauts, à peu près pareils par quoi se reconnaît qu'ils se livrent à des occupations, qu'ils observent des règles et qu'ils ont des habitudes mutuelles. Pour la majorité des hommes — et, conséquemment, pour les hommes moyens — le milieu est un moule où se fondent des types uniformes. Mais ce serait croire au dogme cartésien de l'identité des esprits que de ne pas admettre qu'il y a des individus réfractaires à cet effacement de leur personnalité. Tous ne subissent pas à un égal degré l'influence des lois et des mœurs ambiantes.

Encore qu'ils gardent avec les membres de leur association ou avec les habitants de leur ville ou avec les citoyens de leur nation des traits généraux de ressemblance ils peuvent différer d'eux par des traits particuliers de caractère. Une originalité leur est née ou leur est venue de circonstances spéciales, qui suffit à leur créer des aspirations au-dessus, ou en dehors, des aspirations du plus grand nombre. Aussi, à ceux-là la tyrannie du milieu finit par peser tant qu'ils s'efforcent de s'en libérer car à tout état d'esprit nouveau doit correspondre un état de choses nouveau.

Il tombe sous le sens qu'il appartient et qu'il n'appartient qu'aux seuls individus ayant suffisamment évolué pour désirer changer leur milieu de prendre l'initiative de modifier l'organisation dont ils souffrent et de la modifier comme ils l'entendent. Ils n'ont que faire de laisser à d'autres de travailler à leur bâtir de toutes pièces une citée idéale où ils seraient appelés, hypothétiquement, à jouir d'un bonheur définitif. Quand Jaurès nous apportera dans seize semaines le texte détaillé de la loi qui nous devra rendre pareils aux citoyens de la légendaire Salente, il n'agira pas autrement que ces missionnaires qui prétendent élever la mentalité des noirs en les christianisant bon gré mal gré. Notre bonheur n'est notre bonheur, en effet, que s'il est celui que nous avons voulu et réalisé ; n'est affranchi que qui s'affranchit.

Outre qu'il n'est rien moins que certain que le régime collectiviste soit un jour non — ce que nul n'oserait affirmer — le terme de l'évolution du progrès humain mais une étape consentie de cette évolution, il y a fort à parier que si demain — par impossible — l'Etat devenait socialiste, les hommes aux conceptions de qui il ne répondrait pas ne s'adapteraient point à son organisation.

Le ministre de l'intérieur l'a très nettement exprimé : « ... L'homme saura trouver de lui-même son cadre sans s'inquiéter des théories que vous avez faites... il fera l'emploi de son intelligence à sa guise sans s'occuper du chemin que vous prétendez lui tracer ».

Mais comme, aussi bien, le gouvernement est la négation suprême de l'individu, ce qui déconcerte c'est d'entendre M. Clemenceau, représentant du pouvoir de l'Etat parler, par ailleurs, d'élever et de libérer l'homme (ce qui est en contradiction, déjà, avec l'opinion qu'il avançait que seul il est apte à s'élever et à se libérer) sans envisager la conséquence inévitable de cette élévation et de cette libération qui serait l'abolition même de l'Etat... Ce n'est pas le cadre qu'il faut changer, déclarait le ministre de l'intérieur, c'est l'individu qu'il faut fortifier, en s'épanouissant il élargira de lui-même son cadre. Nous ne pensons pas autrement. Mais n'est-ce pas précisément le rôle de l'Etat (de cet Etat qui maintiendrait l'ordre, même si Jaurès était appelé à son gouvernement) d'empêcher l'homme de changer librement et de le maintenir — au moins aussi longtemps qu'il le juge utile — dans les strictes limites de son cadre ? (il vaudrait mieux dire de sa cage). Comment l'Etat prétendrait-il améliorer l'individu autrement qu'en modifiant — ou en croyant modifier — son milieu, puisque, du fait même qu'il est l'Etat, il faut qu'il se réserve toute initiative ? Aussi souvent qu'il arrive à l'individu d'essayer de s'émanciper, l'Etat n'est-il pas là pour le faire rentrer dans l'ordre ? C'est à l'Etat de nous dispenser le mieux-être et nous devons l'attendre patiemment de lui, avec quelque parcimonie qu'il nous le distribue.

« Ma volonté, s'écrie Stirner, est destructrice de l'Etat, aussi la flétrit-il du nom d'indiscipline ». Mais à rester discipliné l'homme ne demeure qu'une chose inagissante et neutre. Pour que son activité s'affirme et qu'elle soit féconde il ne faut pas qu'on l'entrave ; or c'est l'entraver que la limiter, sous prétexte, comme le hasardait captieusement M. Clemenceau, de ne « la régler que pour la mieux développer ».

Sans doute, ainsi qu'il le disait avec dédain, le socialisme de M. Jaurès est « un rêve non encore en état [le sera-t-il jamais ?] d'occuper la discussion d'une assemblée délibérante. » Mais, à tout prendre, si nous étions convaincu que le bonheur nous viendra d'une loi, nous préférerions le socialisme de M. Jaurès au radicalisme de M. Clemenceau. Il répondrait mieux à nos illusions. Si nous étions assez abusé pour attendre de nos représentants la solution des misères humaines, il nous réconforterait qu'on nous la promît catégoriquement. Il nous semblerait plus suspect qu'on nous invitât à nous laisser créer un état d'esprit capable de la découvrir nous-même, tout en nous interdisant nonobstant, de faire ce qu'il faudrait véritablement pour acquérir un tel état d'esprit...

JOHN-L. CHARPENTIER.

Aux Camarades

Voilà l'époque des récompenses dans les écoles qui s'annonce, nous rappelons aux camarades instituteurs que nous avons les deux volumes du *Coin des Enfants*, et leur demandons de s'employer pour en faire comprendre quelques exemplaires dans les achats à cet effet.

Les particuliers peuvent, à titre de don, en offrir à la municipalité ou au directeur de l'école.

Avis à ceux qui pourraient « se fendre » de quelques exemplaires.

Nous avons retrouvé quelques exemplaires de la plaquette *Comment l'Etat enseigne la morale !* Nous les mettons en vente au prix de 1 fr. 25.

La Grève et les Instituteurs

Une ardente lutte se livre à la fois, à l'heure actuelle, dans le monde parlementaire et dans le monde universitaire autour de cette question décisive des syndicats de fonctionnaires, et d'instituteurs en particulier. Les gouvernants y voient la désorganisation de l'Etat, les chefs bafoués, l'acheminement vers l'anarchie, l'instruction arrachée à la classe dominante pour devenir enfin l'expression de la vérité sous la forme du libre examen. Les instituteurs, partagés en syndicalistes et en antisyndicalistes, s'acharnent à d'interminables discussions sur les avantages respectifs du syndicat et de l'Amicale, et sur la question du droit de grève plus spécialement.

Et l'on en arrive à ceci, que le syndicat de fonctionnaires est à la fois combattu : d'une part, par l'autorité, par les vendus, les jaunes et les mouchards, par la masse des timorés qui craignent de déplaire aux chefs et aux politiciens et appréhendent par-dessus tout d'être entraînés quelque jour dans une grève « décrétée » par la Confédération générale du Travail ; d'autre part, par certains militants ouvriers qui voient avec défiance, l'entrée dans les Bourses du travail, de ces syndicats d' « intellectuels » qui prétendent pouvoir soutenir leurs revendications par d'autres moyens que la grève.

En effet, dans leur manifeste, les instituteurs syndicalistes, — et c'est là ce qui aurait dû rassurer tous les partisans du statu quo, ne parlent pas de la grève. C'est pourquoi le camarade P. Delesalle se demandait, ici même (1), si c'était là habileté ou crainte de leur part.

Ce n'est ni l'un ni l'autre. Delesalle et les antisyndicalistes devraient savoir que ce n'est pas parce qu'il y a des syndicats qu'il y a des grèves, mais parce que la grève est un moyen d'action d'une puissance reconnue.

Toutefois, il faut avant tout qu'elle soit, non seulement possible, mais encore susceptible de résultats utiles et pour cela que les nombreux membres du corps de métier en grève aient la faculté de se concerter d'un moment à l'autre pour forcer, par leurs manifestations, par l'action directe et le sabotage, la résistance du patronat ; il faut que la grève compromette les intérêts puissants du capitalisme, la richesse et la vie du pays. C'est bien ce qui arrive pour la plupart des grèves d'ouvriers.

Mais en est-il de même pour les *instituteurs* ? En supposant (cas peu probable) que les instituteurs des 36,000 communes de France se mettent le même jour en grève, que peut-il en résulter ? Absolument rien, que de très fâcheux pour eux. Ils sont isolés, à des kilomètres les uns des autres, sans aucune communication avec la ville souvent ; peut-être dans quelques centres importants se réuniraient-ils à deux ou trois douzaines. Etant tous logés ou indemnisés du logement par les communes, ils seraient aussitôt jetés à la rue, et ces fonctionnaires faméliques verraient neuf fois sur dix le mécontentement des populations se tourner contre eux.

La grève de l'Ecole ! Nos gouvernants en riraient bien. Que leur fait que le peuple s'instruise ou ne s'instruise pas ? Et puis les écoles vaquent bien déjà sans inconvénients deux mois consécutifs chaque année. Que pourraient faire quelques semaines de plus ?

Une grève de facteurs, de postiers, d'ouvriers des arsenaux, serait un danger pour l'Etat, dont elle ébranlerait la constitution ; une grève d'instituteurs serait un passe-temps.

Une grève d'instituteurs est donc à peu près impossible, et même en cas de grève générale, ils rendraient beaucoup plus de services aux ouvriers en soustrayant leurs enfants aux dangers de la rue, qu'en ajoutant leur faible appoint à la masse ouvrière en insurrection.

Il leur faut donc rechercher des moyens d'action directe autres que la grève. Précisément, c'est bien ce que la constitution en syndicats leur permettra de faire.

Il est entendu qu'ils veulent avant tout réformer l'instruction publique, établir eux-mêmes leurs méthodes, la réglementation et la vérification de leur travail, chasser de l'école le dogmatisme bourgeois, établir un enseignement libertaire ; qu'ils veulent éliminer de leurs groupements l'influence des chefs et des politiciens, se passer de ceux-ci et de ceux-là ; arracher en un mot l'Ecole à l'Etat pour la donner à eux-mêmes.

C'est là un vaste programme qui se réalisera peu à peu avec de l'énergie : dès aujourd'hui la lutte commence par le refus de beaucoup d'amicales et de syndicats (sans compter le nombre toujours plus grand des refus individuels) de participer à toute œuvre post-scolaire : mutualité scolaire, qui fait voir en rose la société actuelle et vole des économies péniblement amassées ; cours d'adultes qui ne profitent qu'aux chefs ; études, etc...

D'autre part, l'on voit de plus en plus les jeunes instituteurs se lancer dans la mêlée sociale, devenir des propagandistes de l'antimilitarisme et des doctrines socialistes, malgré les hauts cris, les menaces et les mesures de répression de toute la clique autoritaire. Je ne parlerai pas de la lutte dans l'école même et de « ce déplorable esprit des jeunes » qui renverse toutes les saintes traditions de l'antique pédagogie. Voilà le meilleur moyen de lutte pour l'instituteur : réformer l'enseignement par en bas, sans attendre les ordres de ces messieurs d'en haut ; prendre les droits qu'on lui refuse, ne faire que l'œuvre utile, détruire toute l'enveloppe de clinquant, de sanctions et de conventions surannées qui étouffe l'enseignement laïque.

Cela ne veut pas dire que les instituteurs condamnent la grève en général ; ils seraient pour beaucoup les premiers à l'employer le jour où dans leurs syndicats, ils trouveraient le moyen de la rendre praticable, mais il ne faut pas se laisser séduire par les mots et faire la grève parce que c'est la grève.

L'Etat et les politiciens qui savent bien cela, n'en combattent pas moins le syndicat d'instituteurs, avec acharnement car ils y voient le fu*sionnement* du prolétariat ouvrier avec le prolétariat universitaire et la création d'une grande *force révolutionnaire*. Il n'y a qu'à ouvrir beaucoup de journaux républicains pour être fixé à ce sujet.

Voici par exemple ce que M. Charbonnel disait il y a peu de mois dans sa feuille (interview d'un haut chef du ministère) : « Un syndicat d'instituteurs, ce sont quelques meneurs qui veulent cela, moins pour les excentricités d'une grève de pédagogues que pour une immédiate affiliation aux Bourses du Travail, toutes anarchisantes, et à la Confédération générale du Travail, chassée de la Bourse de Paris pour cause d'anarchie active.

« Ces gens se moquent bien des intérêts professionnels, ils veulent être avec les camarades anarchos... chanter l'*Internationale*, prêcher l'antimilitarisme et la désertion, exciter la révolte et la guerre de classes... »

Des collègues socialistes ont essayé de protester. Pourquoi ? Ce haut chef du ministère ne croyait pas si bien dire. La conquête de notre indépendance morale, l'éducation révolutionnaire que nous acquerrons et les idées que nous sèmerons autour de nous seront nos meilleurs moyens d'action directe.

AVRONY.

(1) *Les Temps nouveaux*, n° 34, du 23 décembre 1905.

MOUVEMENT SOCIAL

Heureuse pensée. — La société des francs-maçons de Béthune fait actuellement distribuer une somme de 1,100 francs aux compagnes des victimes de l'hécatombe capitaliste de Courrières qui étaient unies librement et aux enfants issus de ces unions libres.

Pour une fois, voilà donc la franc-maçonnerie conséquente avec les principes dont elle se targue. Les enfants issus d'unions libres seront certainement écartés de la distribution officielle, à laquelle préside, comme on sait, l'auguste Loubet.

A notre époque, il est difficile de faire mieux que de donner de l'argent à ceux que le malheur étreint, et il est consolant de penser que pour une fois, les enfants dits *naturels*, ces parias de la société, n'auront pas été complètement oubliés.

Félicitons donc la société des francs-maçons de Béthune de son heureuse pensée.

REBELLI.

Militarisme. — A Melun, soixante hommes du 31e régiment d'infanterie, sont tombés malades par suite d'indigestion de porc salé avarié. Quinze sont dans un état particulièrement grave.

A la suite de refus de permissions, l'équipage du *Suffren*, à Toulon, a pris une attitude hostile. L'amiral Touchard, pour calmer l'effervescence, fut obligé d'accorder de nombreuses permissions.

Qu'on se le dise!

F.

MOUVEMENT OUVRIER

Une rumeur. — Mon entrefilet de la semaine dernière a soulevé l'émotion. Je m'y faisais, on s'en rappelle, l'écho d'une rumeur qui courait, vague encore, les milieux syndicalistes, et selon laquelle les militants révolutionnaires de la Confédération générale du Travail étaient à la veille d'entrer à l'*Humanité*.

Cette rumeur se précise aujourd'hui. Je lis, dans la *Fonderie*, qu'à la dernière séance (8 juin) du conseil de la Fédération des mouleurs en métaux, Raoul Lenoir, secrétaire de cette grande organisation, communiqua à ses collègues l'offre qu'il avait reçu de l'*Humanité*. Transcrivons le procès-verbal :

« Le journal l'*Humanité*, organe quotidien dont le directeur est le député Jaurès, a pris la décision d'ouvrir ses colonnes assez largement aux militants syndicalistes des diverses méthodes.

« A ce sujet, la sixième colonne de la première page sera chaque jour et à tour de rôle, laissée à la disposition des éléments syndicalistes qui seront choisis par l'administration de ce journal.

« Lenoir explique ensuite qu'un rédacteur de l'*Humanité*, qualifié pour cette mission, est venu le solliciter pour occuper à son tour la sixième colonne de cet organe. »

Nous apprenons ensuite que Lenoir accepta l'offre qui lui était faite et que le Conseil fédéral des mouleurs ratifia cette décision.

Voilà un premier point d'acquis. En voici un autre. C'est la *Lumière*, hebdomadaire socialiste, dirigé à Reims par le candidat Révelin, qui nous le fournit dans un court article intitulé *La Vraie Leçon*. L'adversaire heureux de Révelin ayant soutenu la thèse de la neutralité politique des syndicats, et reproduit avec éloges l'article de Griffuelhes sur le banquet socialiste du 4 juin, Révelin, d'un petit air entendu, réplique que « l'avenir, et un avenir prochain, apportera à la *Voix* quelque surprise. »

Puis il ajoute aussitôt que si le parti socialiste et les syndicats ne songent point, « pour le moment, à lier partie, il n'en est pas moins vrai qu'un rapprochement se constate entre militants socialistes et militants syndicalistes ». Suit l'habituel petit couplet sur l'*union personnelle* qui existerait entre le syndicat et le groupe socialiste, laquelle, en l'idée de Révelin, doit évidemment un jour faire place à l'union réelle, à l'union organique.

Tout ceci est clair, n'est-il pas vrai? C'est un fait avéré que l'*Humanité* a presenté aux militants les plus en vue du syndicalisme révolutionnaire des offres de collaboration qui n'ont pas été rejetées et que les politiciens socialistes fondent sur le rapprochement qui se prépare, des espérances que je veux croire, malgré tout, prématurées.

Comment les militants de la C. G. T. n'ont-ils pas vu qu'en prêtant l'oreille aux sollicitations intéressées de l'*Humanité*, ils méconnaissaient gravement les principes qui ont fait la force du syndicalisme révolutionnaire?

Certes, je ne doute nullement de la pureté de leurs intentions. Ni Griffuelhes, ni Pouget, ni Lenoir ne songent à donner des gages au réformisme radicalisant des marchands de lois ouvrières. Mais, qu'ils le veuillent ou non, c'est ainsi que sera interprétée partout leur entrée à l'*Humanité*. De plus c'est le socialisme légalitaire qui seul bénéficiera de leur collaboration au quotidien du parti et de la confusion qu'elle créera dans les esprits. Oui, Griffuelhes, Lenoir et Pouget vont donner à Guesde et à Jaurès, aux journalistes, aux avocats, aux professeurs et aux médecins qui s'intitulent sans rire « Section française de l'Internationale ouvrière » le droit de parler enfin au nom de la classe ouvrière — comme si la classe ouvrière avait besoin que ces messieurs parlent en son nom!

Quant à la Confédération, ce qu'elle pourra gagner à la combinaison qui s'élabore, je ne le vois pas.

Sa force, ce fut jusqu'ici de se tenir à l'écart de tous les partis politiques, s'appelassent-ils socialistes, qui se disputent la possession du pouvoir. Ce fut de se borner sagement à l'organisation de la classe ouvrière en vue d'un but précis : l'abolition du salariat et la reprise par les travailleurs de l'instrument de travail. Ce fut de prendre au sérieux — ce qui ne s'était pas vu depuis l'Internationale — l'idée de la lutte de classe et de se dresser, devant le bloc des bourgeoisies, en irréductible adversaire...

Sans doute, le parti socialiste se réclame bien du même programme et prétend bien exercer une semblable action. On sait trop ce que valent ses déclarations théoriques et le cas qu'il faut faire de son action pratique.

Tout le révolutionnarisme du parti socialiste est aujourd'hui, comme hier, comme toujours, depuis qu'il existe, un révolutionnarisme platonique, un révolutionnarisme verbal. Son but avoué, reconnu, est un but légal: la conquête du pouvoir politique, la conquête à son profit, de l'autorité, ce privilège de classe de la bourgeoisie. Toute son action se déroule sur le terrain légal du réformisme parlementaire. Or, qui dit parlementarisme, dit conciliation, arbitrage et, en fin de compte, paix sociale. Le parlementarisme du parti socialiste est radicalement incompatible avec la lutte de classe, objet de la Confédération du travail.

Cela, tous les militants syndicalistes le savent. Aussi ont-ils toujours hautement repoussé les avances et les tentatives de rapprochement faites par les politiciens. La tentative d'aujourd'hui revêt une forme nouvelle: elle ne s'adresse plus à la Confédération elle-même, mais à quelques-uns de ses membres, et naturellement aux plus qualifiés. Le but des politiciens est le même, qu'on en soit assuré.

Il faut que les militants comprennent bien qu'ils doivent personnellement donner l'exemple de l'abstention politique ou celle-ci ne sera bientôt plus qu'un verbe dérisoire et l'œuvre d'organisation et d'éducation prolétarienne élaborée depuis quelques années par la Confédération du Travail, sera avant longtemps tout entière à recommencer.

Les grèves. — La situation à Paris ne s'est pas modifiée. Les typographes en sont à leur douzième semaine de grève et ne montrent aucune défaillance, malgré *la trahison des repus*, ainsi que *le Feuillet*, organe des typos révolutionnaires, qualifie justement l'attitude équivoque et frauduleuse du Comité central de la Fédération du Livre. On sait que le positiviste Keufer en est le grand manitou et que cet homme, partisan autant qu'un Biétry de la paix sociale et de l'alliance du capital et du travail, est l'ennemi juré des grèves et des grévistes. Il fait bon lire dans le dernier numéro du *Feuillet* (1) les machinations de cet ancien ouvrier contre ses camarades de la section parisienne. Si les typographes parisiens finissent par l'emporter sur l'obstination patronale, ce ne sera pas faute au Comité Keufer d'avoir, par ses manœuvres sournoises, tenté de briser leur élan.

AM. D.

(1) 15, rue Camille-Desmoulins, Paris : 0 fr. 40 par semestre.

Firminy. — Ainsi que je le faisais prévoir, les ouvriers de l'usine Verdié sont en grève. La direction ayant refusé de reprendre les deux ouvriers renvoyés, les métallurgistes votèrent la grève à la presque unanimité.

Détail déconcertant : les 700 ou 800 ouvriers qui acclamaient la grève le soir, s'en allaient au travail le lendemain matin. Il manquait seulement 120 à 150 ouvriers sur 2.800. Dans la même matinée le bruit se répandait que la direction avait pris la décision de régler tous les manquants. Je pensais que devant le renvoi de 150 des leurs, les ouvriers comprendraient enfin leur intérêt et auraient un élan de solidarité. Pas du tout, à peine si le lendemain le nombre de chômeurs atteignait 350. Mais les 150 camarades menacés de renvoi sont des jeunes en partie, et des énergiques. Ils se postèrent aux abords des usines et firent tant et si bien que la direction prit le parti de fermer les ateliers jusqu'à nouvel ordre.

Naturellement il y a eu des incidents. On a vu des ingénieurs, chefs de service, et même le sous-directeur venir jusqu'au milieu de la rue chercher les ouvriers que les camarades dissuadaient de rentrer. A l'entrée rue des Echos, deux grévistes ont été assaillis et à demi assommés par des jaunes placés sous les ordres d'un chef de service et d'un contremaître, lesquels assistaient à la besogne.

Il est à peu près certain que la grève sera longue, car les ouvriers demandent, outre la reprise de tous les ouvriers congédiés, le renvoi du sous-directeur, un certain Dumuy. Celui-ci, nous est arrivé depuis peu de Commentry où il avait su s'attirer le mépris et la haine de toute la population. Ici les commerçants prennent fait et cause pour les ouvriers contre lui et font circuler une pétition, qui sera adressée au Conseil d'administration des usines Verdié, et demandant le rappel de cet ingénieur. Malheureusement, il est le neveu de M. Neyret, président dudit Conseil, et conseiller municipal de Saint-Etienne.

Si ce Dumuy reste à Firminy, c'en est fini du mouvement syndical parmi les métallurgistes. Je sais de source absolument autorisée qu'à la suite du 1er mai et de la courte grève qui suivit, le monsieur avait fait dresser une liste comprenant les noms de 200 ouvriers qui devaient être remerciés. « D'ici au 1er mai de l'année prochaine, il n'y aura plus un seul de tous ces meneurs à l'usine. » Il a voulu essayer et il faut bien dire que grâce à l'avachissement des ouvriers il aurait réussi, sans la Chambre syndicale. C'est donc la guerre entre celle-ci et lui. Les marmites qui servaient il y a quinze jours encore aux Chambonnaires en grève, ont été amenées ici et vont fonctionner sous peu.

Quelle sera l'issue du conflit? Le Firminyen se laissera-t-il mettre la botte dessus par ce réactionnaire au service des jésuites plus encore que de l'usine; qui prétend surveiller l'ouvrier même en dehors de son travail et lui interdire la faculté de créer des organisations d'études et de défense?

Nous verrons bien.

R. GALHAUBAN.

Dans la Loire-Inférieure.

NANTES. — **Grève des déménageurs.** — Ils étaient payés 2 fr. 50 pour 12 heures par jour de travail exténuant. Ils demandaient 4 fr. pour 10 heures. Ce n'était pas excessif. Mais à cause de défections et de désaccords, ils ont repris le travail au bout de deux jours, n'obtenant que 0 fr. 50 d'augmentation, soit 3 francs pour 12 heures.

SAINT-NAZAIRE. — Les chauffeurs, soutiers, graisseurs de la Compagnie générale transatlantique, se sont mis en grève le 18 juin, demandant notamment une augmentation de salaire.

Bientôt, se réunirent aux grévistes, les chauffeurs et soutiers des petits vapeurs côtiers de la Compagnie. Le paquebot *La Navarre* qui devait partir le 21 pour Vera-Cruz, ne put prendre la mer à cause de la grève. Des chauffeurs venus de Nantes et de Bordeaux refusèrent de remplacer leurs camarades grévistes, de même les chauffeurs du paquebot *Normandie* qui venait d'arriver.

Grâce à cette solidarité, la Compagnie céda sur plusieurs points et la grève prit fin.

FELIXIO.

Le prochain dessin sera signé ROUBILLE.

RUSSIE

Plus que jamais la Russie est le pays des contradictions et des faits semblerait-il inconciliables. A côté des condamnation à mort, de l'état de siège, des tortures infligées aux prisonniers, des massacres de juifs organisés par le gouvernement — liberté relative de la parole et de la presse. — Jamais encore il n'y a eu autant de livres, de brochures, de journaux publiés, surtout des brochures à bon marché destinées à un public ouvrier ou mi-intellectuel. Les entreprises d'éditions deviennent innombrables, et toutes leurs publications disparaissent dans la masse de lecteurs « comme l'eau dans le sable » suivant l'expression d'un de nos camarades, occupé là-bas à faire éditer et à répandre des œuvres de tendances avancées.

Notre propagande à nous en profite aussi, et tandis qu'il y a peu de temps encore nos livres et nos brochures, publiés clandestinement à l'étranger, ne passaient la frontière russe qu'au prix de mille difficultés et de risques considérables et n'étaient accessibles qu'à ceux qui avaient des relations dans les groupes révolutionnaires, nous voyons maintenant vendre ouvertement dans les librairies des éditions russes de ces mêmes ouvrages. (Il est juste de dire cependant que l'absurdité du régime policier russe est telle que ces mêmes ouvrages, mais en éditions parues à l'étranger, sont impitoyablement confisqués à la frontière). Souvent, le gouvernement les fait confisquer, mais la complicité de tout le monde rend cette confiscation illusoire.

Voici la liste — peut-être incomplète — de ce qui, parmi nos publications, a paru jusqu'à présent à Pétersbourg et à Moscou, avec les noms des entreprises d'édition :

Editions de la « Pensée émancipée », Kropotkine : « Paroles d'un révolté ».

Editions de la « Bibliothèque socialiste », Kropotkine : « La conquête du pain ».

Editions de la « Liberté », Kropotkine : 1) « L'anarchie, sa philosophie, son idéal » ; 2) « Le communisme anarchiste et l'expropriation » ; 3) « La vindicte sociale appelée justice » ; 4) « L'union des ouvriers russes ». *Tcherkesoff* : « Les doctrines du marxisme » ; « *Germinal* ». *Bakounine* : « La politique de l'Internationale ». *Reclus* : « Evolution et révolution ». — Le même groupe éditeur promet de publier : *Bakounine :* « L'organisation de l'Internationale ». *Kropotkine :* « L'état, son rôle historique » ; les « Paroles d'un révolté » ; « La morale anarchiste ». *Domela-Niewenhuis :* « Le socialisme en danger » et son histoire du socialisme. *Grave* : « La société mourante (1) ». *Elie Reclus :* « La Commune de Paris au jour le jour ».

Editions de l' « Egalité », Malatesta : « Exposé succinct de l'anarchisme » (Traduction de « Au café »). *Bakounine* : « Les endormeurs ». On annonce la publication de : « Comment un paysan a arrangé sa vie sans autorités et ce qui en est résulté » (Anonyme, sorte de conte). *Malatesta* : « Entre paysans » ; « Le roi et l'anarchiste » (Traduit d'anglais). *Girard* : « L'anarchie ». *Bakounine* : Dieu et l'Etat » et « La commune de Paris et l'idée de l'Etat ».

Edition de Glagoleff, Friedberg : Parlementarisme et grève générale.

D'autres ouvrages sont à signaler qui, sans faire partie à proprement parler de nos publications de propagande, sont un exposé ou une critique de nos idées. Ainsi le volume d'Eltzbacher a déjà trois éditions différentes en Russie, l' « histoire des bourses du travail » de Pelloutier — deux éditions. Plusieurs biographies de Bakounine ont été également publiées, plutôt sympathiques. Une entreprise d'édition qui a pris le nom « L'Idée » semble publier de préférences des œuvres individualistes : Stirner et Mackay.

Les œuvres de critique et d'attaques ne manquent pas non plus ; il semble que tout ce que les social-démocrates ont publié contre les anarchistes en diverses langues (en allemand surtout) va bientôt être offert au public russe. Nous ne pouvons que nous en réjouir ; la comparaison — comme fond d'idées, comme argumentation, comme ton général — ne peut être qu'en notre faveur.

Il faut remarquer que cette activité littéraire ne peut guère s'exercer que dans les grandes villes et surtout dans les capitales. La liberté relative de la presse est limitée aux centres, tandis qu'en province les conditions sont à peu près les mêmes qu'autrefois. Aussi, les imprimeries clandestines fonctionnent-elles comme auparavant et c'est à elles toujours que nos camarades sont obligés d'avoir recours pour leurs feuilles volantes, leurs proclamations, leurs manifestes.

L'action de nos groupes en Russie s'étend visiblement ; tandis que, il y a peu de temps encore, ils existaient surtout dans les provinces de l'ouest et du sud, il s'en forme maintenant un peu partout. A Moscou, où un vaste mouvement de sans-travail semble se dessiner, on a vu nos orateurs prendre part aux réunions pour préconiser l'action révolutionnaire aux ouvriers qui semblaient trop compter sur la municipalité. Ailleurs, les groupes agissent également et semblent animés d'une grande énergie. Voici ce que nous écrit, entre autres, un camarade de Ekaterinoslav en donnant le bilan de l'action du groupe communiste anarchiste de cette ville pour le mois de mai.

« Nos camarades anarchistes du groupe d'Ekaterinoslav organisèrent plusieurs attentats ; il y eut plusieurs cas de résistence armée à la police. A l'usine Dnieprovsky, deux camarades tirèrent des coups de revolver pendant leur arrestation en tuant deux policiers. Une bombe fut jetée dans un commissariat, une autre, le 11 (24) mai, dans une caserne de cosaques, dans la cour de l'usine de Bechtold. Le 13 (26) mai, la police surprit une réunion organisée par le groupe. Plus de 80 personnes furent arrêtés. Les gendarmes et les cosaques tirèrent. Il y a des victimes. Nous vous enverrons des détails la prochaine fois. »

Ces camarades nous envoient en même temps le texte d'un manifeste qu'ils ont publié à l'occasion du 1er mai. Il est consacré surtout à l'histoire du 1er mai (Chicago, le 1er mai en France et le mouvement terroriste anarchiste des années 1892-1894, la dégénérescence du mouvement chez les social-démocrates) et se termine par un appel à la grève générale révolutionnaire, devenant une révolution sociale.

A. CORN

(1) Ouvrage mis au pilon en France.

ALLEMAGNE

Les métallurgistes allemands. — Une interpellation au Reichstag du député socialiste Otto Hué a révélé l'exacte situation des ouvriers de la grande métallurgie d'Outre-Rhin.

Dans quelques grandes usines les ouvriers d'atelier (serruriers, tourneurs) travaillent dix heures par jour. Dans les petites entreprises, au contraire, les ouvriers travaillent 12, 13, 14 et même 15 heures. Ces petits ateliers se font une concurrence sordide en exploitant les ouvriers. Mais qu'il s'agisse de grandes ou de petites entreprises, ce sont les longues journées qui dominent.

La règle est un minimum de 12 heures par jour ; mais ce minimum est souvent dépassé, rien ne s'opposant à l'abus des heures supplémentaires et à la multiplication des équipes. Cet état de choses est véritablement atroce. Dans plusieurs fabriques de fer ou d'acier, les journées de travail arrivent à compter 14 et 15 heures ; dans les usines à feu continu, il arrive que l'équipe du samedi commence à six heures du matin et finisse le dimanche matin à six heures, ce qui fait 24 heures sans repos, au milieu d'une chaleur épouvantable. Là où il y a des règlements, les patrons allemands s'entendent à les tourner et à tromper l'inspection du travail, tout comme leurs confrères français.

Quant aux repos, aux pauses pour les repas, on les réduit au minimum :

« On mange souvent en travaillant ; dans les lamineries, on pend n'importe où, une espèce de plat que les ouvriers appellent « Henkelmann » et pendant que la matière chauffée à blanc va et vient sous les cylindres, l'ouvrier avale une cuillerée de soupe ou de légumes de temps en temps le plus vite possible. Quelquefois le « Henkelmann » tombe rempli de nourriture dans les canaux des rouleaux lamineurs ; d'autres fois les rats mangent la nourriture et le pauvre diable n'a rien à se mettre sous la dent. Avec une semblable méthode de travail, où la sueur coule en ruisseaux par tout le corps, on ne peut s'étonner si l'ouvrier ne peut se restaurer régulièrement avec une nourriture fortifiante, il cherche par d'autres moyens artificiels à se procurer les forces dont il a besoin ; c'est pourquoi l'abus de l'alcool s'explique de soi-même dans beaucoup de milieux industriels. »

Les heures supplémentaires, le travail du dimanche sont presque de règle. Et malheur à l'ouvrier qui s'y refuse ! On lui délivre du mauvais travail et, avec les salaires minimes qu'il obtient, il n'arrive point à gagner sa vie.

Les conditions de ventilation sont déplorables. Les lieux d'aisances et urinoirs sont repoussants. L'eau manque pour que les ouvriers puissent se nettoyer à la sortie.

En dépit des gros dividendes qu'ils ont touchés pendant les dernières années, les patrons s'obstinent à ne point accorder même les améliorations indispensables. Les salaires restent bas, très bas.

Le salaire moyen que procure l'industrie du fer et de l'acier à ses ouvriers se monte à peine à 4 marks (5 francs).

Chez Krupp — la perle des usines — le salaire moyen pour 1904 se monte à 4,78 marks (6 francs). Mais les heures supplémentaires sont comptées dans ce salaire, et à l'usine Krupp, elles sont nombreuses.

Ajoutons que, depuis 1900, la vie est devenue sensiblement plus coûteuse. Dans la région de Dusseldorf, les loyers sont montés de 20 pour 100 de 1900 à 1904.

Dans les régions industrielles, environ 1,000 marks (1,250 francs) sont nécessaires pour payer la nourriture. On comprend aisément que la condition économique des ouvriers du fer et de l'acier ne correspond plus à leurs besoins matériels et qu'elle est absolument déplorable.

Il y a bien des syndicats puissants, qui possèdent de grosses réserves et qu'une rigoureuse discipline régit. Mais lorsqu'il s'agit d'un effort, ils sont moutonniers, apathiques et peureux. Le petit jeu du lock out auquel le patronat se livre, ne sera-t-il pas le coup de fouet qui réveillera toute cette misère ?

A. PRATELLE.

ÉTATS UNIS

Libre entente. — Sorti le 18 mai du workhouse d'Hoboken, Alexandre Berckman, s'est marié le 13 juin à Rochester (New-York), avec la propagandiste Emma Goldman, qui dirige actuellement la petite revue *Mother Earth*.

La cérémonie qui eut lieu chez le camarade Carl Nold, condamné jadis comme complice de Berckman, consistait simplement à s'engager, en présence de témoins, à vivre ensemble comme compagnon et compagne pendant deux ans. Si, au bout de ce temps, ils sont satisfaits de leur vie commune, ils continueront à vivre ensemble pour un temps déterminé. Sinon, ils se sépareront.

— « Nous avons commencé à correspondre alors que j'étais en prison, dit Berckman. — Et l'amitié a mûri en amour. Notre union est de libre entente, la seule base logique d'une vie à deux. »

Seront-ils excommuniés comme le fut récemment Gorki ?

A. PR.

COLONIE DU CAP

Nous avons reçu du camarade J. Erasmus, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de l'Afrique du Sud, section de Capetown, une communication datée du 22 mai 1906, qui relate les faits suivants :

« Il y a environ six mois, les ouvriers en cigarettes constituèrent un groupe et s'affilièrent à un syndicat pour la lutte en vue de l'amélioration des conditions de travail. Des propositions furent présentées à la plus grande manufacture (Policansky's) et, après une semaine de grève, fut signé un accord qui stipulait certains tarifs de salaires, la reconnaissance du syndicat, l'embauchage exclusif des syndiqués et le règlement de tous les différends par l'intermédiaire du syndicat. Les autres firmes durent suivre : ainsi, avec une augmentation de salaires, tous les ouvriers en cigarettes étant syndiqués, la situation était bonne.

« Les patrons des maisons Hermann et Canard commencèrent tout de suite à intriguer pour faire disparaître notre organisation. Ils s'entendirent secrètement avec un certain nombre de grecs, membres du syndicat : nous en eûmes la preuve formelle et des délégués furent envoyés par nous pour poser une question à ce sujet à Hermann et Canard.

« Les patrons répondirent par le lock out.

« Sachant que les deux grandes manufactures disposaient d'un stock important, nous nous

mimes à travailler jour et nuit, nous séparant des grecs qui avaient prêté leurs concours aux manœuvres des patrons, et nous tentâmes d'établir « la manufacture des cigarettes du lock out ». La maison Policansky ayant elle aussi déclaré le lock out, nous fûmes amenés à donner plus d'ampleur à notre entreprise... Notre but maintenant est de nous rendre maîtres du marché avec l'aide des travailleurs nos camarades, lesquels sont précisément les plus grands consommateurs des produits de leur propre travail, et de créer un nouveau marché pour les cigarettes faites à la main.

« Hermann et Canard ont essayé en vain de me faire condamner à trois mois de « hard labour » et cette tentative, venant après un lâche manquement à leur parole, nous a concilié complètement la sympathie du public et nous a valu le concours énergique des autres syndicats, si bien que nous avons pleinement réussi. Nous avons dans nos rangs des hommes d'expérience et nous espérons pouvoir soutenir victorieusement la concurrence contre les articles importés, qui payent des droits très élevés, et contre les produits locaux, faits à la machine, du trust américain des tabacs ».

Le camarade J. Erasmus fait un pressant appel à tous les syndicats de la colonie du Cap, et leur montre quelle force ils peuvent tous retirer du succès des ouvriers en cigarettes; il termine en disant : « L'union des travailleurs est l'espérance du monde ».

VARIÉTÉS

Les Syndicats Chinois

(Quatrième article)

LA PROPRIÉTÉ — DETTE

Dans le système économique chinois, régi par le principe de la coopération, la propriété a un caractère tout différent de celui qu'elle présente dans le système économique occidental, régi par le principe du loyer des valeurs. En Chine, nous l'avons vu, les valeurs immuables garanties et imposées par l'Etat n'existent pas, le produit du travail est la base directe de l'échange, l'intermédiaire stable que nous appelons monnaie n'intervient pas. Il n'y a donc que le produit du travail qui puisse être regardé comme propriété, une propriété virtuelle, en quelque sorte, et qui ne prend de valeur que pour l'échange. La possession de capitaux immobiles, la concentration de valeurs est dénuée de force économique, elle n'est pas de la propriété. *Le Chinois est propriétaire uniquement de ce qu'il crée.*

Ce principe s'applique également aux individus isolés et aux associations. Les uns et les autres possèdent le seul produit de leur travail auquel ils doivent donner une valeur en le faisant apprécier, c'est-à-dire en l'échangeant. Ils ne procèdent pas tous, il est vrai, de la même façon. Le producteur individuel après avoir travaillé pour produire doit encore dépenser son activité pour mettre en valeur sa production. Dans le syndicat, au contraire, la division du travail intervient. Le membre qui produit ne produit pas pour lui personnellement et ce n'est pas lui qui s'occupe de la mise en valeur de sa production. Personnellement, il ne possède rien, il ne dispose de rien. C'est au syndicat tout entier qu'appartient le produit de son travail et c'est ce syndicat ou plutôt les quelques membres de ce syndicat particulièrement chargés de cette besogne qui, disposant de la production collective, choisiront les circonstances les plus favorables pour créer par l'échange une valeur au travail accumulé des producteurs du syndicat. Cette valeur créée, chaque producteur en profite dans la proportion de sa production, dans la mesure du crédit que le travail effectué lui confère.

Mais qu'il s'agisse du producteur isolé ou du syndicat, c'est toujours le produit du travail qui est la seule propriété. La terre et les matières premières, base de toute production, qui chez nous sont normalement la propriété de quelqu'un n'appartiennent, en Chine, à personne en particulier. Elles ne sont pas créées par le travail humain et, par suite, aucun homme, aucun groupe ne peut prétendre à un droit absolu sur elles. Tout le monde a le même droit aux trésors de la nature, les matières premières sont propriété sociale.

Et pourtant, à première vue, il semble bien que la propriété foncière existe en Chine. Des familles vivent sur un sol déterminé, se transmettent ce sol de génération en génération et l'exploitent exactement comme ferait un propriétaire européen. Comment se peut-il que des individus ou des groupes d'individus puissent ainsi disposer de parcelles d'un sol appartenant à l'ensemble de la nation ?

C'est que la nation leur prête ces parcelles, elle les leur prête gratuitement — l'administration gouvernementale exige pourtant un loyer pour les nouvelles concessions — et pour toujours; elle leur accorde un bail à éternité ou plutôt un bail sans terme; mais elle ne le leur accorde que sous la condition qu'ils en feront profiter la société en exploitant d'une façon consciencieuse la parcelle du sol qui leur est confiée. Les concessionnaires sont débiteurs de la nation, en prenant possession du sol, ils contractent envers elle l'obligation de justifier par leur travail le bail gratuit qui leur est accordé, et ce n'est pas là une obligation vague et dépourvue de sanction. Si elle n'est pas remplie, si le concessionnaire du bail laisse inculte le terrain qui lui a été confié ou même s'il le cultive mal, le bail tombe et la société reprend la libre disposition du sol. Et c'est un peu pour cela que l'agriculture est devenue en Chine la profession sainte, en quelque sorte, et que personne n'abandonne volontairement cette profession noble entre toutes.

Aussi, la plupart des familles chinoises ont conservé leurs concessions, et elles les ont conservées d'autant plus aisément qu'elles ont de plus en plus abandonné l'agriculture individuelle pour entrer dans les coopératives, qui trouvent toujours le moyen d'exploiter comme ils doivent l'être les terrains mis à leur disposition et d'éviter ainsi la confiscation sociale.

Les concessionnaires de terrains trouvent d'ailleurs un avantage à entrer dans les coopératives. Ils ont dans les bénéfices de l'association une part plus large que les autres membres. Ils jouissent donc d'une faveur et il semble qu'on leur paie l'effort de leur concession. Il n'en est pourtant pas ainsi dans l'esprit des Chinois. La part de bénéfices plus large accordée au détenteur d'une concession entrant dans une coopération est simplement la récompense de l'accomplissement séculaire du devoir sacré. Celui qui n'a pas de concession, l'a perdue soit par sa faute, soit — ce qui revient au même, la famille constituant en Chine, une unité symbolique à travers les générations — par la faute de ses ancêtres il est juste qu'il soit puni par une participation moindre du non accomplissement de son devoir. Cette différenciation entre les membres du syndicat est donc justifiée au point de vue chinois par une inégalité de mérite.

D'autres différenciations existent, justifiées par l'utilité sociale ou par la capacité.

A la tête des coopératives étendues, de celles, par exemple, qui portent sur tout un village, se trouve un triumvirat élu, composé de vieillards, agriculteurs émérites, qui surveillent les coopératives et sont responsables envers la société représentée par l'autorité gouvernementale.

Ils sont, pour la durée de leur mandat, en reconnaissance du caractère social de leur fonction, élevés au huitième rang des fonctionnaires d'Etat. Ces censeurs, qui sont placés en dehors de l'engrenage de la coopération, mais qui participent aux bénéfices, en récompense de leur contrôle salutaire, exercent par leurs rapports verbaux ou écrits adressés aux autorités administratives et judiciaires, une influence énorme sur la gestion des affaires syndicales. Ils peuvent à tout instant soulever des interventions judiciaires pour punir la négligence, la paresse, l'infraction aux principes de la coopération, la mauvaise conduite et la soustraction de moyens de production ou de produits qui font logiquement partie de l'actif du syndicat.

Mais les véritables administrateurs de la coopérative ne sont pas ces surveillants qui ne coopèrent pas. Ce sont ceux qui organisent la répartition des moyens de production et la répartition des bénéfices. Ce ne sont jamais quelque incroyable que cela paraisse aux Occidentaux, ceux qui pourraient jouir d'un prestige spécial à cause de l'importance de leur apport matériel au syndicat; ce sont d'une façon générale non les plus puissants — Li-Hong-Tchang n'a pas été administrateur dans les nombreux syndicats dont il a fait partie ! — mais les plus capables.

La grande majorité des administrateurs de syndicats sont des hommes d'une énergie, d'une intelligence et d'une intégrité morale extraordinaires; ce sont des gentlemen jusqu'au bout des ongles, et ils les portent longs...

Le syndicat agricole ainsi organisé peut produire tout ce qu'il faut pour satisfaire aux besoins de ses membres et, par conséquent, il n'est presque jamais dans la nécessité de se livrer à l'échange extérieur, il jouit d'une indépendance considérable. Il est pour ainsi dire autonome. Que l'on imagine maintenant une innombrable foule de telles organisations plus ou moins autonomes, et l'on aura ce qui constitue non seulement la société, non seulement la nation, mais aussi l'Etat chinois. C'est une énorme et complexe coopérative des coopératives; c'est l'Etat-association.

ALEXANDRE ULAR.

(La *Dépêche*, 1er septembre 1903.)

Nous avons fait mettre en dépôt chez les libraires et dans les gares, la brochure de Kropotkine, *L'Etat, son rôle historique*, où on peut se la procurer.

L'édition de *Souvenirs d'un Révolutionnaire* de Lefrançais touchant à sa fin, nous avertissons les acheteurs que le volume est remis à son prix d'édition : 2 fr. 50 pris dans nos bureaux, 3 fr. 20 par la poste.

BIBLIOGRAPHIE

L'*Histoire du travail et des travailleurs* (1) de de M. P. Brisson, est plutôt un essai de popularisation de l'histoire des corporations et métiers qu'une histoire proprement dite du travail et des travailleurs, quoique l'auteur y ait fait entrer quelques faits la concernant. Mais une vrai histoire du travail devrait commencer avec la préhistoire, et nous dérouler toutes les luttes, toutes les révoltes, toutes les tentatives d'affranchissement des exploités contre les exploiteurs.

M. Brisson, lui, commence à la fin du XIe siècle, d'où date le *Livre des métiers* de Boileau, qui fut une nomenclature des corporations existantes.

En cours de route, il nous raconte quelques-unes des luttes que les travailleurs ont eu à soutenir pour revendiquer leur droit à l'existence et termine par un petit exposé du mouvement syndicaliste actuel, en s'étendant surtout sur le mouvement coopératif qui, à son avis, doit avoir une grande influence sur la transformation économique, tandis qu'il passe sous silence, ou à peu près, les théories socialistes ou anarchistes qui ont une bien autre importance, à mon avis. Affaire de point de vue.

Ce que l'on pourrait reprocher à l'auteur, c'est d'accepter trop facilement certaines assertions des historiens bourgeois sur le moyen-âge, le rôle des corporations, et sur la Révolution.

Pour lui, le moyen-âge est une époque d'esclavage, d'asservissement et de ténèbres. Certains documents que l'on commence à exhumer nous montrent que si le moyen-âge n'était pas un paradis pour le serf et le manant, l'oppression n'était pas sans trouver de résistance, et que les corporations, que l'on nous montre comme une entrave et un embarras pour l'industrie, un instrument de domination aux mains des riches bourgeois, ce qu'elles étaient devenues par la suite, et ce qui justifiait leur disparition au commencement de la Révolution, furent, à leurs débuts, un lien de solidarité entre les travailleurs, car elles comportaient nombre d'*institutions fraternelles*, en même temps qu'elles étaient une arme de défense contre l'arbitraire du seigneur féodal. Elles contribuèrent à l'affranchissement des communes.

Mais, créées dans une société capitaliste, tripatouillées par la royauté, tombées aux mains des plus riches, elles ne surent pas résister à l'influence du milieu et, de moyen d'affranchissement, elles devinrent un moyen d'oppression en perdant ce qu'elles avaient de bien. Et si la bourgeoisie triomphante les supprima, ce ne fut pas à cause des raisons dont elle justifia leur disparition, mais bien parce que, toutes dégénérées qu'elles étaient, elles étaient encore une entrave à l'exploitation sans mesure que l'industrialisme naissant se proposait de faire peser sur les travailleurs.

C'est comme lorsque M. Brisson affirme que la Révolution de 89 a mis la terre à la disposition des paysans! Entendons-nous. A la disposition de ceux qui avaient les moyens de l'acheter. Et ceux-là n'avaient pas attendu la prise de la Bastille, pas même la convocation des Etats Généraux.

Et si, en certains endroits, on arriva à faire rendre gorge à quelques-uns de ceux qui, sous le régime précédent, avaient trouvé le moyen de s'emparer des biens communaux, ce fut malgré le gouvernement révolutionnaire, parce que les paysans s'insurgèrent et firent leurs affaires eux-mêmes. Ce qui n'empêcha pas, cependant, que ce fut en somme la bourgeoisie qui s'enrichit des dépouilles des émigrés et des biens de l'Eglise. Les paysans n'acquirent que des bribes insignifiantes.

Sur ces questions, on lira avec fruit les articles que notre ami Kropotkine consacre, dans les *Temps nouveaux* à l'étude de la période révolutionnaire, et sa brochure *L'Etat, son rôle historique*, pour le moyen-âge.

Je ne sais pas trop pourquoi, non plus, M. Brisson veut voir, dans les groupements qui construisirent les cathédrales, l'origine des loges maçonniques. C'est une flatterie à l'adresse de ces dernières, qui s'attribuent une origine beaucoup plus ancienne, en la faisant remonter à la construction du temple de Salomon, tandis qu'il est prouvé que la loge maçonnique la plus ancienne, ne remonte pas plus haut qu'aux dernières années du XVIIe siècle, si ce n'est pas au commencement du XVIIIe.

En dehors de ces petites critiques, ceux qui n'ont pas lu l'histoire des corporations, le livre de M. Brisson leur en donnera un assez bon résumé; de plus, il est orné de gravures et de vignettes tirées de livres anciens sur les métiers qui nous montrent nos ancêtres dans leurs occupations industrielles.

J. GRAVE.

(1) Un vol. 4 fr., librairie Delagrave, 15, rue Soufflot.

Correspondances et Communications

× TOULON. — **« Jeunesse libre ».** — La *Jeunesse syndicale* considérant que toutes les défections qui se sont produites au 1er mai 1906, ne sont dues qu'au manque d'éducation des individus, a décidé de changer sa méthode de travail. D'autre part, l'A. I. A. (section de Toulon) a décidé de ne plus se spécialiser dans une unique propagande antimilitariste. Les deux groupements, à l'avenir, n'en formeront plus qu'un qui prend pour titre : *La Jeunesse libre* (groupe d'éducation mutuelle) et qui a pour but la propagande des idées libertaires.

La Jeunesse libre s'efforcera de répandre les brochures, journaux, écrits révolutionnaires, elle organisera des causeries entre camarades, des controverses avec les adversaires, elle créera des relations de camaraderie. Elle compte sur tous les camarades toulonnais. D'ores et déjà, la bibliothèque de l'ancienne Jeunesse syndicale (300 volumes) est à la disposition des camarades. La prochaine réunion aura lieu le 5 juillet à 8 heures 1/2 du soir; un camarade fera une causerie. Les réunions se poursuivront le 20 et le 5 de chaque mois, provisoirement 100, cours Lafayette.

S'adresser au camarade Henri Mazoyer, faubourg Saint-Roch, rue Antoine-Bennet, 9, Toulon.

× Un camarade, sculpteur, en grève depuis le 1er mai, désire vendre la collection des onze années des *Temps Nouveaux*, plus les quatre dernières années de la *Révolte*. Adresser les offres au journal.

× **Deux écumeurs.** — Des camarades de Verviers nous signalent que deux jeunes Russes, dont ils possèdent les noms, parcourent actuellement l'Europe occidentale, en faisant sur leur passage des dupes nombreuses. Dans Verviers seul, ils ont réussi à extorquer une somme de plus de cent francs à divers particuliers : ils ne disparurent que devant une offre de travail.

Les camarades devront se méfier de ces deux individus qui n'ont rien de commun avec la Révolution russe.

× D'autre part, les camarades de Firminy nous préviennent qu'un individu de nationalité italienne et dont le nom n'importe guère parcourt présentement la région de la Loire, estampant les copains sur son passage. Aux camarades de se méfier.

CONVOCATIONS

× **La Semaille U. P. du XXe**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 29 juin. Discussion entre camarades sur une question d'actualité.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge, Paris.— Vendredi 29 juin. M. Chatir Bey : La paix par l'éducation.

Mardi 3 juillet. Conseil d'administration.

Mercredi 4 juillet. M. Leprince : Bourgeois et prolétaires ; comment est répartie la fortune en France.

Vendredi 6 juillet. M. Arbos : Découverte de l'Afrique et expansion européenne en Afrique.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — Vendredi 29 juin. A Libertad : Le Poison de l'hérédité et du milieu.

Mardi 3 juillet. — André Mayer : La Révolution paysanne en Russie.

Vendredi 6 juillet. — *Soirée mensuelle*. Docteur Pozerski, de l'Institut Pasteur. Causerie scientifique sur un sujet d'actualité. — Entrée, 0 fr. 25.

× **Groupe Libertaire Espérantiste** (Grupo Liberecana Esperantista), 45, rue de Saintonge, lundi 2 juillet, à 8 h. 1/2. Cours d'Esperanto.

× **Association Internationale Antimilitariste** (section du XVIIe) — Le mercredi 4 juillet 1906, à 9 heures du soir, réunion au siège de la section, 4, passage Davy, (50, avenue de Saint-Ouen).

Ordre du jour : Organisation du Congrès National.

× **Association internationale antimilitariste** (Section du 20e et du 12e). — Grande balade libertaire du 14 juillet à Garches-Vaucresson.

Rendez-vous è 8 heures, place de la Nation (coin du boulevard Voltaire). Départ à 8 h. 1/2 précises. Arrêt au coin du boulevard et de la place de la République. Départ à 9 heures précises pour Garches. On est prié d'apporter ses provisions.

Bal champêtre, Concert, Jeux divers. Retour vers 10 heures à Paris.

Prix du voyage seulement 2 francs.

Prière aux camarades des sections antimilitaristes de Paris-Banlieue de faire parvenir leurs adhésions avant le 6 juillet au camarade Deboth, 33, rue Vitruve.

× LONDRES. — **Germinal, club d'études sociales**, 299, Hampstead road, N-W. — Réunion tous les jeudis à 9 heures.

Bibliothèque, Journaux, Brochures.

MUSÉE DES ANERIES

La liberté du travail en France est beaucoup moins effective que la protection de la fainéantise.

H. DESGRANGE.

(*Auto*, jeudi 10 mai 1906).

Petite Correspondance

E. L., à Avignon. — J'attends des « Chansonniers » de Genève.

L'Insurgé; Herstal. — Pouvez-vous m'envoyer les numéros 3 à 8 inclus qui me manquent?

Egypte. — Bien reçu les journaux. Merci.

L. A., à Lorient. — L'album sera envoyé franco en gare pour la France. Pour l'extérieur, nous faisons payer la différence du prix des colis.

Ascolie Gellé. — Insuffisant. Travaillez.

A. U., à Fontenay-sous-Bois. — Pourrez prendre les « Névroses » quand vous voudrez. Il y a du monde au bureau tous les jours, de 10 heures à midi, et de 2 heures à 7 heures. Le dimanche jusqu'à midi.

G. D., à Harnes. — N'en ai pas connaissance.

C., à Beaune. — La place nous manque pour insérer.

Galhauban. — Ne connaissons pas cet individu.

D., à Saulieu. — Ne sommes pas de votre avis. Dans l'ordre économique, sinon dans l'ordre mental, les bourgeois sont bel et bien des privilégiés et c'est même contre leurs privilèges que nous nous levons.

R., à Toulon. — L'histoire de France (cours supérieur) d'Hervé, édition de bibliothèque 4 francs, édition des écoles 2 francs.

L. S., à Rome. — Ai fait parvenir la lettre à A. C.

Côtes-du-Nord. — Brochures expédiées.

R. P., à Mirepoix. — Pouvons vous fournir tous les bouquins que vous voudrez. — En effet, n'avons reçu aucune communication de Lavelanet.

P. P., Boulogne. — « Colonie d'Aiglemont » Ardennes.

Reçu pour le journal : O. K., à Genève, 10 fr. — D., à Pomarez, 0 fr. 50. — S., à Genève, 1 fr. 40. — Bourg-Argental : Chabat, 0 fr. 75 ; Cluzel, 0 fr. 75. — A. D., 2 fr. 70. — P., à Paris, 2 fr. — H. A., à Alger 1 fr. 50.

D., à Maraussan. — Liste par V. Paris : P., V., D., C., G. et B., chacun 0 fr. 50. Ensemble 3 fr. — V. et J., à Essonnes, 2 fr.

Merci à tous.

Une des brochures nous manque. Ai remplacé par d'autres.

T., à Laigueville. — P. M., à Bayonne. — B., à Londres. — D., à Maraussan. P., à Arcueil. — H., à Queue-du-Bois. — E. H., à Charleroi. — C. L., à Neuilly-sur-Marne. — P. M., à Bayonne. — D., à Verviers. — R. au Chambon. — P. L., à Marseille. J. V., à Llanro. — J. S., à Londres. — Magdalena. — D. W., Barlin. — J. J., à Anneau.

Reçu timbres et mandats.

P. P. P., à La Machine. — Merci pour les abonnements reçus.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

LES FAMÉLIQUES



Dessin de ROBIN

Ceux qui ne meurent pas accidentellement.

12e ANNÉE. — N° 10. 7 JUILLET 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 6 fr.
Six mois. . . . . 3 »
Trois mois. 1 50
LE NUMÉRO : 10 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Delannoy

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Il n'y a pas un écrivain qui ne prétende être encombré de la correspondance de ses lecteurs. Certains, même, en reçoivent que l'on dirait écrites à point pour leur fournir le sujet de la chronique journalière ou hebdomadaire.

Aux **Temps Nouveaux**, *nous ne sommes pas si favorisés que cela. A la question que je posais, dans le dernier numéro, sur la nécessité d'augmenter le prix du journal. j'ai reçu, à l'heure présente,* **7** *(sept) réponses. Trois pour nous y encourager, quatre pour nous en dissuader.*

Si, jusqu'ici le journal ne s'était pas maintenu grâce aux concours que nous avons trouvés, ça serait à croire que nos lecteurs se désintéressent de ce que nous y écrivons.

Maintenant, il faut avouer qu'en annonçant cette augmentation de prix, nous y étions à peu près décidés, étant donné que nous ne voyons pas comment faire, non seulement pour donner le supplément, mais même pour éviter des interruptions.

Plus nous attendrions, plus le déficit se creuserait. Nous avons donc décidé, puisqu'il faut faire le saut, de le faire de suite.

A partir du prochain numéro, le prix sera porté à 0 fr. 15, l'exemplaire, France et Extérieur. Nous donnerons le supplément, espérant pouvoir le continuer.

Les abonnements pour Paris et Départements à 8 fr. l'année et 10 fr. pour l'extérieur.

Les abonnés dont la souscription est expirée depuis fin juin, et dont remboursement sera pris dans une huitaine ne seront pas étonnés de la majoration de la traite prise sur eux.

Que feront les Instituteurs

Dans l'immense armée des prolétaires, les instituteurs constituent une catégorie spéciale. Comme le disait justement Delesalle dans un article paru ici le 11 novembre 1905 et cité par tous ceux qui ont étudié sérieusement cette question (1) : « Ces salariés ont parfois des intérêts contraires à ceux de l'industrie privée qui sont, à la fois, exploités comme salariés et comme contribuables. » Et il concluait que leur effort méritait tous les encouragements, mais qu'au point de vue de leur action au sein du mouvement ouvrier, il fallait faire beaucoup de réserves.

C'est la vérité même.

Celui qui demande la fin d'un régime dont il retire quelques avantages, peut être par les ouvriers révolutionnaires accueilli avec sympathie. Mais pour qu'il mérite toute leur confiance, à eux qui sont engagés dans une lutte à mort contre ce régime, il faut autre chose que de belles paroles et bons sentiments : il faut des actes conformes à ces apparences, il faut une continuité d'action, sans faiblesse comme sans contradiction, alors seulement on peut reconnaître que le transfuge des classes dirigeantes est non seulement sincère, mais encore qu'il est utile à la cause commune des révoltés.

Voilà à quel point de vue j'envisage les syndicats des non-ouvriers : instituteurs ou employés des postes.

En l'énorme majorité, ils possèdent une mentalité bourgeoise. L'Etat leur dispense des avantages beaucoup plus fictifs que réels, c'est incontestable, et beaucoup d'entre eux gagneraient mieux leur vie à manier le marteau ou le rabot que la plume et le grattoir. Cependant, ils ont préféré, eux, fils d'ouvriers, se courber à toutes les disciplines que l'Etat exige de ses serviteurs, plutôt que d'aller à l'atelier comme leurs parents.

Mauvaise éducation, paresse, vanité, appétit de jouissances immédiates, manque d'énergie surtout et de confiance dans leurs propres forces, voilà ce que cette préférence dénote.

Au bout de quelques années, ils ont pris le pli de la servitude. L'avancement n'étant accordé qu'à la faveur, chacun fait assaut d'intrigue, à part quelques pauvres diables qui, ayant gardé un peu de dignité, se sont résignés à végéter toute leur vie sur le même rond-de-cuir.

Donc, tous ces gens-là sont bien des bourgeois, voire de sales bourgeois, attendu que, comme tous les domestiques, ils copient, en les exagérant, les vices et les travers de leurs maîtres.

Patriotards, cléricaux ou francs-maçons, mêlés à toutes les intrigues électorales, les fonctionnaires n'ont d'yeux et d'oreilles que pour ceux qui peuvent influencer le chiffre de leur traitement ou de leur retraite.

Incapables de révolte, ils n'ont eu que colère ou malveillance pour les ouvriers qui, eux, se défendent eux-mêmes.

Il n'ont jamais éprouvé un sentiment de la solidarité; toute leur morale fut celle de la concurrence. Voilà la vérité.

* *

Et maintenant que ces serviteurs du gouvernement ont constaté l'inutilité de leurs platitudes, le triste résultat de l'ingérence des politiciens dans leurs affaires, alors qu'ils voient les révoltés obtenir, par l'action directe, de lents mais réels avantages, ils se tournent du côté de ces derniers et leur demandent une place parmi eux.

Je ne vois qu'une réponse à faire : « Oui, si vous êtes décidés à la révolte vous-mêmes. »

Il ne s'agit pas d'encombrer les Bourses du Travail d'une aile droite d'endormeurs, capables de longs discours, mais peu disposés à l'action.

Les fonctionnaires qui demandent à participer au mouvement syndicaliste, voient-ils vraiment les aboutissants révolutionnaires d'un tel mouvement?

Je crois que, sans hésitation, on peut répondre : non.

* *

Les instituteurs paraissent former l'avant-garde de cet exode des fonctionnaires hors des barrières de l'administration.

Or, la plupart de ceux d'entre eux qui ont

(1) Voir l'article de Boris, dans *Pages libres*, du 9 décembre 1905, et la remarquable étude de M. T. Laurin, dans le *Mouvement socialiste* du 15 février 1906.

dépassé l'âge de quarante ans, gardent une profonde reconnaissance au gouvernement de leur verser des appointements très supérieurs à ceux que touchaient leurs prédécesseurs, il y a vingt ans.

Ils sont incapables de comprendre que ces avantages sont dus au besoin primordial qu'avait le gouvernement de tomber les cléricaux; ils ne voient pas qu'on leur a ainsi acheté leurs voix aux élections, payé leur propagande, et surtout qu'on les a soudoyés en vue de couler au moule des générations d'électeurs votant pour les nouveaux maîtres.

C'est cependant ce que célébraient avec reconnaissance les journaux du bloc, au lendemain des dernières élections : le succès est dû, disaient-ils, à l'action des maîtres d'école.

Mais maintenant qu'ils ont le pouvoir, les anticléricaux n'ont plus besoin des instituteurs. Ils ne leur demandent qu'à se tenir tranquilles, et à leur soumettre toutes leurs petites affaires.

Aucune nomination, aucun changement, aucune distinction n'est accordé que par l'entremise du député; et maintenant que le même parti étant maître de la situation, la lutte électorale est descendue à une rivalité entre individus, l'instituteur doit être un fin psychologue et manœuvrer bien habilement pour ne pas travailler en faveur du candidat malheureux; il y va de son avenir.

Les jeunes instituteurs ont été vite dégoûtés de cette sale besogne, en même temps qu'ils commençaient à supporter péniblement les charges non rétribuées que font peser sur eux directeurs d'école, municipalités et sociétés bienfaisantes.

Ils ont compris qu'au lieu de solliciter en cachette un poste plus rémunérateur, aux dépens d'un collègue, il était plus noble à la fois et plus utile de s'unir pour réclamer un meilleur sort pour tous.

Ils ont donné aussi pour la première fois l'exemple de fonctionnaires susceptibles de solidarité.

C'est là un fait remarquable; et tandis que les ouvriers manuels applaudissaient, le gouvernement criait : Halte-là! Je ne vous reconnais pas ce droit. Mais les jeunes ont répondu : Nous le prenons!

Le gouvernement a employé alors tous les moyens discrets d'intimidation en son pouvoir et s'il n'a pas été plus loin dans la coercition, c'est uniquement par crainte de se rendre hostiles à la veille du scrutin des agents électoraux influents.

Mais les instituteurs syndicalistes ont tenu bon; le mouvement a continué à se développer.

Alors le gouvernement a courbé la tête. « Puisque vous prenez le droit de vous syndiquer, nous vous le reconnaissons, leur dit-il aujourd'hui. — Nous ne vous dénions plus que le droit de grève. »

Les instituteurs vont-ils s'incliner? J'espère que non.

Dès le moment qu'ils pourront réunir dans leurs syndicats la masse de leurs collègues, même les timorés, les bons serviteurs, nous verrons les instituteurs conscients, émancipés, militants (ils sont peu nombreux, mais il y en a un peu partout, nous le savons) entraîner fatalement les autres en vertu de cette loi qu'une minorité agissante et sachant ce qu'elle veut est toujours maîtresse de la masse des irrésolus.

Il va donc y avoir une rapide accentuation du mouvement. Mais dans quel sens, et suivant quelle voie?

MICHEL PETIT.

(*A suivre.*)

LES
Fonctionnaires devant le Syndicat

Après la Mine, la Poste le policier Barthou contre les sous-agents, trois cents fonctionnaires révoqués comme « rebelles », jetés sur le pavé d'un trait de plume, de la plume toujours méliniste de M. Barthou, pour avoir osé protester par la grève contre de longues journées exténuantes, pour avoir réclamé des traitements moins misérables... L'intransigeance doctrinaire du progressiste Barthou, dont on disait qu'il avait progressé (dans la répression sans doute?), l'insolence autoritaire de « l'homme à poigne » de Méline, refusant, comme jadis le ministre Etienne, de traiter avec les « révoltés » tant qu'ils n'auraient pas fait amende honorable, repris leur place sous le joug... Les syndicats de fonctionnaires condamnés à la tribune par un ministre au nom de l'Etat-Patron, au milieu du silence complice d'autres ministres qui, jadis, s'en disaient partisans, à la face d'une Chambre indifférente et qui se croit républicaine. Hier, c'était Clemenceau, avec Barthou et les autres, aujourd'hui, c'est Barthou, avec Clemenceau et les autres encore : Briand, le grand séparatiste, les suit comme un toutou!...

Maintenant les coups de force sont passés, avec les élections, mais la duperie ministérielle s'étale de nouveau, moins violente, plus hypocrite, redevenue parlementaire : M. Barthou propose un projet ridicule de participation des ouvriers aux bénéfices de la mine, M. Poincaré nous promet une caricature d'impôt sur le revenu, le Cabinet confie à une commission extra-parlementaire le soin « d'étudier » (lisez : d'enterrer) la question des syndicats de fonctionnaires...

Hier on sabrait, aujourd'hui on ruse. Pures souplesses de stratégie. C'est toujours le même pouvoir qui se met en travers du chemin, avec des armes différentes...

Mais les instituteurs, ces parias de notre caduque Université, dont l'essor de ces dernières années a révélé aux dirigeants l'étroite communion, dans la lutte sociale, du prolétaire du cerveau et du prolétaire de l'outil, les employés des Postes dont on connaît l'initiative hardie et généreuse, ceux des Indirectes, tous les employés de notre vaste Ad-mi-nis-tra-tion, à quelque branche qu'ils appartiennent, se laisseront-ils ainsi refuser le droit à la dignité, les garanties les plus élémentaires de sécurité que ne peuvent leur assurer leurs Amicales impuissantes? Se résigneront-ils à émettre au sein de leurs Associations des vœux officiels et platoniques, ou iront-ils au Syndicat, à la seule organisation vraiment efficace et digne?

Quel rôle peuvent jouer les Amicales? Reconnues légales, après la formalité de l'autorisation, elles ne peuvent subsister qu'à la condition d'être anodines. Leurs Fédérations sont illicites, à la merci d'un ministre qui les brisera dès qu'elles voudront élever la voix. Tolérés aussi leurs Congrès, sollicités très bas, accordés de très haut, dont l'ordre du jour est soumis au paraphe, repoussé s'il déplaît et dont les assises tenues sous les auspices du Ministre président, n'offrent qu'une caricature de discussion. Stériles leurs revendications puisque seules sont permises celles qui n'outrepassent pas le bon vouloir des dirigeants. Sur quelle influence morale peut compter une assemblée ainsi muselée, étouffée, dont la bouche ne peut s'ouvrir que pour le dithyrambe, assemblée servante qui d'avance serait vaincue si elle avait l'audace de regimber contre les volontés du maître?

Que peuvent les Amicales contre l'arbitraire administratif? De même que leur est interdite l'action corporative elles ne peuvent défendre leurs membres, même au point de vue professionnel, intervenir pour eux dans les conflits administratifs. Elles ont assisté, l'an dernier, impuissantes, aux déplacements d'office qui s'abattirent sur les instituteurs sous le règne de M. Bienvenu-Martin. Les protestations que ces exécutions iniques arrachèrent à quelques-unes d'entre elles se heurtèrent au blâme ou au dédain des manitous du fonctionnarisme. On ne les écouta pas.

Ses membres sont-ils diffamés, traînés dans la boue avant d'être finalement condamnés? L'Amicale assiste, désarmée, à ces attaques. Elle ne peut plaider en justice, elle n'est pas une personne, elle ne compte pas. Elle ne peut pas non plus créer des caisses de secours, mettre en garde les siens contre la vieillesse, les accidents, les répressions administratives, contre les risques de toutes sortes. Elle ne peut même disposer librement de ses ressources limitées. L'Amicale, qui doit le jour à la bonne grâce des gouvernants, demeure, en toutes circonstances, sous la tutelle autoritaire des pouvoirs publics.

Les fonctionnaires resteront-ils rivés à cette forme illusoire d'organisation? Se contenteront-ils de ces bénignes Associations qui ne sont pour eux qu'un bien moral, d'ailleurs bien imparfait et sans portée dans la pratique? Trouveront-ils suffisante cette union nominale et fictive que le moindre choc annihile, cette dérision de solidarité? Ou iront-ils à la seule organisation qui réalise pour eux, en notre régime oligarchique, le maximum de dignité, d'autonomie, la libre discussion, la libre revendication et la libre défense basés sur une cohésion effective et puissante, iront-ils au Syndicat? Iront-ils à la véritable organisation corporative et sociale et pénètreront-ils, par leurs Fédérations, débarrassées de l'ingérence des gouvernants, créées par eux cette fois et non plus mendiées, jusque dans le grand mouvement du travail qui tourmente la vieille machine sociale?...

Oui, les fonctionnaires iront au Syndicat, ils iront à leur droit, qu'ils imposeront, si on le leur refuse. Les provocations patronales d'un Barthou stimuleront leurs efforts, elles ne les écraseront point :

Fonctionnaires de l'Etat, prolétaires intellectuels, vous réclamerez le Syndicat et si l'Etat s'obstine en son refus, vous le prendrez, comme vos camarades de l'industrie privée prendront les huit heures. Prolétaires de toutes les catégories, vous resterez unis dans le grand parti ouvrier, vous dédaignerez les insinuations calomnieuses et les tentatives malsaines des parasites de la politique, vous irez tout droit votre chemin, ensemble, vers le meilleur! Vous fraterniserez dans les Bourses du Travail par vos Syndicats, vous vous pénétrerez du même idéal, vous ne serez qu'une classe révolutionnaire en face de toutes les réactions et quand vous saurez, quand vous aurez la force de vouloir, vous ferez la société nouvelle! L'émancipation des travailleurs, ne l'oubliez pas, sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, syndiqués et confédérés. Et, l'heure venue, vous n'irez pas au triomphe social comme des meutes à la curée, vous édifierez en justice, en liberté; vous vous souviendrez que vous eûtes à souffrir des gouvernements, de toutes les formes d'autorité, vous garderez partout la haine de la tyrannie, vous n'opprimerez jamais!...

S. M. S.

Nous avions annoncé un dessin de Roubille, mais le dessin ne nous est pas parvenu. Nous donnons en place un de Delannoy qui est arrivé juste à pic.

Menus Documents

POUR SERVIR

à une Histoire Universelle des Traîtres

Les extraits qu'on va lire sont signés, les premières lignes, *La Rédaction*, les autres, *A. A-B.* ou bien *A. Andries*, initiales et pseudonyme de S. Exc. M. Alexandre. A. Badarau, actuellement monarchiste-conservateur et ministre de la justice roumaine. Nous les avons glanés dans la collection d'une revue roumaine, *Dacia Viitoare*, publiée en 1883 à Paris d'abord (numéros 1 à 5), à Bruxelles ensuite (numéros 6 à 13). Le fondateur en même temps que le directeur de la première série fut M. Badarau lui-même. Nous croyons d'autant plus devoir livrer aujourd'hui à la publicité ces menus documents, que la collection où nous les puisons est rarissime, que M. Badarau se trouve être depuis le 23. XII. 1904 (V. S.) le garde des sceaux roumain, et enfin qu'on ignore en Occident — en Roumanie on ne s'en souvient guère — ses idées avancées de jadis.

Voici d'abord quelques sentences cueillies dans le premier article remplaçant le programme, et signé *La Rédaction*; les deux phrases en italiques sont empruntées à un paysan révolutionnaire roumain, Tudor Vladimiresco, qui fut coupé en morceaux en 1824:

« *Aucune loi ne s'oppose à anéantir le mal.* »

« Voici notre droit!

« *Lorsque vous rencontrez un serpent, précipitez-vous avec des pieux afin de le tuer.*

« C'est là que nous arriverons, si nous y sommes forcés. »

[*Dacia Viitoare*, Paris, n° 1, p. 2.]

* *

L'article suivant, qui est une esquisse de la question sociale, mériterait d'être entièrement reproduit, nous devons nous borner à quelques citations :

« Ne pas confondre la possibilité et le droit de se développer. En principe, du moins dans les pays civilisés, tous les hommes ont des droits égaux; en réalité, cependant, l'égalité n'est qu'une moquerie, tant que l'inégalité économique est si criarde.

« La grande Révolution a très bien pu proclamer: la Liberté, l'Egalité, la Fraternité; mais comme elle n'a accompli l'émancipation économique qu'au profit de la bourgeoisie, ce n'est que cette classe-là qui jouit de la liberté et de la plénitude des droits politiques.

« Quelle est la liberté dont jouit le travailleur lorsqu'il contracte un engagement avec le boyard, alors qu'il sait que pour lui, trop parler, ce n'est pas seulement la pauvreté dans laquelle il se trouve déjà, mais la mort d inanition (?!) Celui qui te tient par le besoin du ventre, t'enserre beaucoup plus étroitement et beaucoup plus sûrement que celui qui te tient par le collet. »

« Que signifie l'égalité devant la loi pour le paysan qui n'a pas de quoi se rendre justice?

« Nous ne parlons point des droits politiques que le travailleur n'a même pas chez nous, et dont il ne profiterait pas, si même il les possédait, pas plus du reste qu'il n'en profite dans les autres pays, qui se prétendent à la tête de la civilisation, esclave d'autrui qu'il est corps et âme.

« Qui produit les centaines de mille de quintaux de froment, que les richards expédient dans divers pays afin de les échanger contre d'autres produits, destinés à enjoliver leur existence et à satisfaire leurs goûts de plus en plus raffinés? Qui, si ce n'est le paysan roumain de vieille souche, ayant les mêmes droits sinon davantage que les richards du pays; et cependant sa fortune est si grande que, lorsqu'il n'a pas assez plu sur son champ — s'il en a un — il en est réduit à demander l'aumône au gouvernement ou aux particuliers!

« Qui a défendu le patrimoine ancestral contre les envahissements, pendant que la noblesse émigrait, qui, si ce n'est le paysan? Qui jouit cependant moins que lui de cette terre arrosée de sa sueur en temps de paix et de son sang en temps de guerre (?!).

« Lorsqu'on lui a octroyé un lopin de terre, on l'a forcé à le payer plus qu'il ne valait, l'obligeant ainsi à s'endetter à vie envers le boyard ou le cabaretier. Et ceux qui ont commis pareil acte s'en glorifient encore! Humanité, combien bas es-tu tombée!

« Qui, naguère sur les champs de bataille de Plewna nous a rehaussés aux yeux du monde autant qu'auraient pu le faire les liens de parenté avec les Hohenzollern, et nos prétendus diplomates? Malgré cela, lorsqu'au retour de la guerre, le paysan demanda, comme il convenait, un lopin de terre sur lequel il pût paisiblement se nourrir, un tout-puissant libéral, à la tribune de la Chambre parmi des applaudissements, ainsi que la presse de ceux qui possèdent, clamèrent en chœur, qu'il y avait là une instigation étrangère. Les traîtres de la patrie se sont fourrés-là, vociférèrent-ils!

« Le bien national est produit et conservé par quelques-uns et cependant d'autres en jouissent. Pourquoi est-il réservé aux uns de travailler pour vivre, et aux autres de vivre sans travailler? Jusqu'à quand cette affreuse iniquité?...

« Nous voulons pour chacun le produit intégral de son travail. Nous ne reconnaissons d'autre souverain que le travail. Tout pour le travail et par le travail!

« Nous entrons dans la mêlée comme simples combattants de l'avenir, nous lutterons sans délai pour le progrès, basé sur la justice et l'intérêt social aujourd'hui foulés aux pieds.

« Alors que le progrès est assez lent par la nature des choses, pourquoi lui mettre encore des entraves par notre organisation sociale!

« Notre point de départ, notre point de repère est l'émancipation économique du travailleur. Mais nous nous élèverons contre toutes les institutions, qui sont le fruit de la décadence matérielle et morale de la société, destinées à perpétuer la division de la société en esclaves et maîtres.

« *Nous avons conscience de la difficulté de notre tâche. Nos adversaires sont sinon nombreux, tout au moins fort puissants. Ils ont la presse pour nous insulter et nous calomnier, la police pour nous maltraiter;* LA MAGISTRATURE POUR NOUS ENVOYER AU BAGNE; *la religion pour tenir en servitude ceux qui souffrent: l'armée pour nous étrangler lorsque nous serons forts.*

« Mais nous apportons, nous, la force morale que donne la conviction dans la justesse de la cause et le dévouement sans réserve pour une grande idée. Le monde est en marche; toutes les digues sont inutiles! Ceux qui sentent et réfléchissent commencent à devenir nombreux et ceux-là sont avec nous.

« Nous espérons que le XIXe siècle finira, comme le XVIIIe, par le triomphe des idées qui l'ont agité.

« Quelle serait la raison d'être de l'intelligence humaine si elle ne luttait pas pour le progrès? »

[A. Andries. *La question sociale*, dans la *Dacia Viitoare*. Paris. n° 1, p. 2 à 5.]

* *

« On prétend que les relations entre Etats se basent sur certains principes de droit et on affirme l'existence d'un *droit des gens*. Nous ne nous faisons aucune illusion là-dessus et nous ne croyons pas non plus que les relations d'Etat à Etat se basent sur autre chose que sur les intérêts mesquins des classes dirigeantes. Nous savons, qu'en réalité, « en l'état actuel des choses » la raison du plus fort est toujours la meilleure. »

[A. A. B. dans la *Dacia Viitoare*. Paris. n° 2, p. 29.]

* *

« Le moment n'est pas éloigné où l'Internationale des peuples s'opposera à l'odieuse Internationale des gouvernements. Là réside la délivrance des faibles. »... suit une infâme calomnie — quelque vague amourette à la cour de Vienne — contre un diplomate français, dont nous nous garderons bien de reproduire le nom afin de ne pas propager les immondes diffamations de M. l'actuel Garde des Sceaux roumain.

[A. A. B. — *Dacia Viitoare*. Paris, n° 2, p. 30-31.]

* *

Il serait cependant piquant de reproduire, à titre de curiosité, le croquis que fit, il y a 23 ans, M. Badarau, du politicien, dont il est lui-même aujourd'hui un échantillon des plus dégénérés (1).

« ... M. Clemenceau parait avoir changé tant soit peu .. depuis...

Il était jadis un homme entier, grand de pensée et large de cœur, mais qui commence à décliner à présent vers cette variété de l'espèce humaine, nommée « *hommes politiques* » (les guillemets ainsi que les italiques sont de S. Exc.) dont les caractères essentiels sont la prudence et la modération — comme ils disent — soit l'égoïsme et la mesquinerie; ils se demandent à chaque pas ce qui pour eux et les leurs peut résulter de telle ou telle action, ceci s'appelle, dans le vocabulaire de la spécialité où la forme sert de dorure aux pilules amères, *la politique des résultats.* »

[A. A. B. dans la *Dacia Viitoare*, Paris, n° 3, p. 44.]

* *

Jusqu'ici nous n'avons donné que des échantillons de la prose de M. Badarau lui-même, les lignes qui suivent sont signées d'un pseudonyme qui nous est inconnu:

« Comme l'emploi et l'étude des matières explosives entrent dans la tactique du parti socialiste, nous croyons être utile à nos lecteurs en leur mettant sous les yeux le mode de fabrication de ces diverses compositions. Nous commençons pour le moment par la *Panclastite* (avec majuscule et en italiques s. v. p.!) matière découverte maintenant et plus puissante que toutes les autres. Peu à peu nous nous occuperons des autres. »

Suit une petite recette à la portée de n'importe qui et d'une simplicité enfantine, grâce à laquelle on obtient la divine matière qui serait, selon le collaborateur et disciple de M. Badarau — si ce n'est lui-même —, « plus explosible que la nitroglycérine simple et qui est à la dynamite, ce que celle-ci est à la poudre à canon. »

« Les propriétés sont tout à fait merveilleuses et les avantages sont doubles, à cause de la plus grande puissance d'explosion et de la facilité de transport. »

[Ch. J. Micu. *Dacia Viitoare*. Bruxelles, n° 13, p. 204.]

NELL D'ARBY.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

La Paperasse. — Dans les villages de Luceran et de Lauconque (Alpes-Maritimes) une petite fête vient d'avoir lieu pour célébrer l'heureuse issue d'un grand procès qui divisait les deux villages

(1) Cette ébauche est d'autant plus intéressante que le modèle est, en France, de toute actualité.

depuis le 14 novembre 1462. L'objet de la dispute était la possession d'une pièce de terre réclamée par chacun des deux villages.

Le tribunal de Nice a réglé l'affaire en divisant le terrain par parts égales entre les villages. Le coût de ce procès pendant 444 années s'élève à la bagatelle de 3.150.000 francs, alors que la valeur de la terre en litige était de 10.000 francs. Les paperasses qui s'étaient accumulées avec les siècles furent ficelées en 1.856 liasses pesant 16.000 kilos. Le stock tout entier fut empilé dans une vieille église désaffectée.

Tout de même! s'ils avaient été malins, quel superbe feu de joie ces braves paysans auraient pu se payer pour terminer la fête!

A. Pr.

* *

Lyon.

Poursuites. — Nous apprenons que les camarades Camille Favier et Pierre Dumas viennent d'être arrêtés pour avoir, le premier, rédigé, et, le second, publié dans le journal anarchiste lyonnais l'*Emancipation* (nº 5 du 15 juin) un article qui n'a pas eu l'heur d'agréer à l'autorité. Ils sont inculpés de provocation au meurtre et d'apologie de faits qualifiés crimes, délits prévus et punis par les *lois scélérates*.

Un troisième camarade, Deloche, auteur d'un article ayant pour titre : *Feu sur les officiers!* et contre lequel un mandat d'amener a été également décerné, est demeuré jusqu'ici introuvable.

Quelle République, bon Dieu! Et l'on voudrait que nous fussions républicains?

* *

MOUVEMENT OUVRIER

A Hennebont. — A Hennebont, la misère est atroce. Depuis deux mois et demi, dix-huit cents hommes, employés là-bas par la riche et puissante société des Forges français, luttent pour obtenir le relèvement de leurs salaires de famine.

Rien n'a été négligé par le directeur des forges, maire d'Hennebont, un tyranneau du nom de Gibaud, pour venir à bout de l'âpre énergie des grévistes. Il incite les commerçants à leur couper le crédit; les fermiers des alentours à leur refuser du travail; il a décrété le lock-out pour jusqu'au 1er aout. L'usine est fermée. Sa Majesté la Famine règne dans Hennebont ouvrier.

Rien n'est émouvant comme le « suprême appel » des grévistes à la population de Lorient. Il faut transcrire quelques lignes de cette douloureuse affiche, d'une éloquence si simple et si sincère :

Notre misère est atroce!

C'est pourtant dans le labeur quotidien de plusieurs générations des nôtres, morts avant l'âge, anémiés par les privations, les souffrances et la misère que ceux qui, si odieusement, nous affament aujourd'hui, ont ramassé les fortunes scandaleuses dont ils jouissent aussi impudemment.

Parce que nos salaires sont insuffisants depuis des années nous avons toujours eu faim; nous ne voulons plus avoir faim en travaillant.

C'est pourquoi on nous traque, on veut chasser du pays les meilleurs d'entre nous; population lorientaise, quelque soit votre classe, nous laisserez-vous affamer?

C'est à Hennebont, à la suite d'une dénonciation expresse de Gibaud que le camarade Sélaquet, délégué de la Confédération du Travail, a été arrêté! Sélaquet est en prison depuis plus de quarante jours et l'on nous écrit de Bretagne: « On cherche à faire condamner Sélaquet pour complicité dans un incendie. S'il en était ainsi, cet infortuné serait exclu de la prochaine amnistie. Ne laissez pas faire cela, alors qu'il en est temps encore. C'est une infamie sans nom. »

Tandis que Sélaquet est enfermé dans une prison bretonne, sa femme et ses enfants, demeurés à Paris, y souffrent, eux aussi, comme les femmes et les gosses des métallurgistes lorientais, la pire misère. Est-ce que nos camarades du groupe *la liberté d'opinion*, constitué pour venir en aide aux familles des détenus, *antimilitaristes ou autres*, n'auront pas quelques pièces blanches pour la compagne et les petits de Sélaquet?

* *

Du *Cri de Paris* :

La lutte des classes. — Nous pouvons donc affirmer que la Fédération des industriels et des commerçants français a réussi à obtenir de ses membres les plus influents, les plus notoires, l'engagement formel de ne plus céder désormais aux exigences des ouvriers et aux menaces de grèves. Bien plus, la Fédération a même reçu de ses adhérents comme garantie de leur parole et de leurs intérêts réciproques, *des chèques en blanc*. C'est le système allemand. On sait en quoi il consiste. Dans le cas de forfaiture, c'est-à-dire lorsqu'un patron cède aux demandes de ses ouvriers en dépit de ses autres collègues, ceux-ci, pour se dédommager des pertes occasionnées par les concessions accordées, inscrivent alors sur le chèque la somme qu'ils jugent opportune et qui représente les intérêts lésés.

« On cite parmi les industriels ainsi engagés, MM. Peugeot, Delahaye, Christophle, Motte, Japy, Bonnier, Blondel, André Bernard, Lahure, les aciéries de Longwy, etc. »

Am. D.

* *

La Mère l'Oie. — On lisait dans un récent *Courrier Européen* :

« Ce qui est connu sous le nom significatif de la « Mère l'Oie » dans tous les ateliers de couture et de mode de la rue de la Paix et de l'avenue de l'Opéra, n'est autre chose que l'inspection du travail.

« Ce service est des plus mal organisés et des plus mal faits. Notamment les règlements qui interdisent le travail de nuit des femmes restent absolument lettre morte. Cette inefficacité a de nombreuses raisons. C'est d'abord le nombre extraordinaire des industries et professions qui échappent à l'interdiction, c'est ensuite la coupable tolérance avec laquelle les autorisations sont délivrées aux grosses maisons de faire travailler la nuit leurs ouvrières; c'est enfin la complaisance ou l'incapacité des inspecteurs chargés d'assurer la surveillance et de saisir les infractions. »

Voilà qui est on ne peut plus net. Et maintenant voici un fait que narre le même *Courrier Européen*. Il eut pour théâtre, il y a quelques années, certaine grande maison de la rue de la Paix.

« C'était un samedi soir, dans les ateliers d'un couturier universellement célèbre : les ouvrières veillaient. La « Mère l'Oie » se fait soudain annoncer et aussitôt on cache dans les placards et les armoires trottins et couturières. L'une des plus jeunes — elle avait 13 ans — ne rentre pas ce soir-là au domicile paternel. Les parents s'inquiètent, font des recherches, mais en vain. Or, le lundi matin, dans un des placards de la grande maison, on retrouva le cadavre de la fillette. On l'avait simplement oubliée dans sa cachette, pendant trente-six heures, et elle y était morte étouffée.

« Le patron obtint le silence des parents, moyennant la forte somme, ils avaient tellement d'enfants! »

Quelle fourberie que les lois ouvrières! Et que plus grande encore est la fourberie des Scapins parlementaires qui font de leur réalisation l'objet de tout l'effort actuel du socialisme!

Am. D.

* *

Oh! les réformes! — C'est le cri que pousse, dans l'*Action Syndicale* de Lens, le camarade Benoît Broutchoux, après nous avoir narré l'histoire suivante : Dernièrement, un mineur, membre du Syndicat révolutionnaire, eut une rixe avec un porion de la Compagnie qui l'employait; il fut renvoyé et alla s'embaucher à la Compagnie voisine.

Or, tout récemment, à la remonte, quelle ne fut pas sa surprise de se trouver face à face avec deux gendarmes qui l'attendaient et qui venaient pour l'interroger au sujet de sa rixe avec le porion! Comment la gendarmerie avait-elle appris où se trouvait celui qu'elle recherchait? « Mais par le livret de caisse de retraites, déclare Broutchoux. Chaque fois qu'un ouvrier quitte une Compagnie, cette dernière sait où il va par le billet de changement que l'ouvrier reçoit en se faisant régler et qu'il est obligé de présenter pour se faire embaucher. »

Et notre camarade de conclure logiquement : « Les caisses de retraites sont très utiles, non pas pour donner des retraites aux vieux mineurs, car à 55 ans ils sont tous morts, mais pour permettre à la police, au patronat et aux huissiers de parquer et de surveiller les ouvriers comme des moutons taillables, corvéables et punissables à merci! »

Chez les métallurgistes de Firminy. — Le chômage est complet. Aucun pourparler n'a encore eu lieu entre la direction de l'usine et le Comité de la grève. Celui-ci organise la résistance et des cantines distribuent deux repas par jour. L'une d'elles est dans Firminy même. Le maire a mis à la disposition des grévistes un immeuble acquis par la Ville et qui servait d'école aux frères maristes dont la congrégation a été dissoute. L'immeuble convient parfaitement à ce nouvel usage et on a eu toute facilité pour y organiser : cuisines, magasin, réfectoire, etc.

L'autre cantine est à Sampicot. Il est question d'en créer une troisième à Fraisse. On comprend, en effet, que les 2,700 ouvriers occupés chez Verdié ont leurs habitations disséminées un peu partout et qu'une seule cantine ne saurait suffire.

Tous les matins, réunion générale à l'issue de laquelle on distribue les bulletins pour les cantines.

A 11 heures, rata : légumes et viande, plus le pain; à 5 heures, soupe aux légumes, lard ou viande. Le Comité de la grève n'achète pas de vin, mais lorsque parmi les dons en nature, il se trouve une quantité de vin suffisante, il en est fait une distribution générale.

Seulement comme cette grève vient après plusieurs autres dans la région qu'on a soutenues et qui ne viennent que de se terminer, il est à craindre que les secours ne permettent de tenir jusqu'au bout; d'autant plus que dans ces questions de personnalités, les patrons sont d'une intransigeance beaucoup plus grande. Renvoyer un sous-directeur qui ne plaît pas aux ouvriers est encore plus difficile à obtenir qu'une augmentation de salaire.

En attendant, le monsieur a quitté Firminy dès le début de la grève et cache sa précieuse personne.

Il circule un bruit d'après lequel des créatures de la direction recueilleraient des signatures pour une reprise du travail. Lorsque le nombre de signatures obtenues serait suffisant, la direction demanderait des forces de police suffisantes à assurer la « liberté du travail » et tenterait un réembauchage. On assure que si cette manœuvre réussit, plus de 500 camarades seraient renvoyés.

Que la direction tente une reprise du travail, cela est probable, mais qu'ils y réussissent, voilà qui n'est pas sûr.

R. Galhauban.

* *

RUSSIE

Un appel au monde civilisé. — L'Union des Social-Démocrates Lettons vient d'adresser au monde civilisé un appel qui doit être entendu.

Plus de 3.000 Lettons et Esthes ont été massacrés, ces derniers mois, par les hordes militaires du tsar, commandées par des officiers de cosaques, des nobles, des gendarmes et des espions policiers. Des milliers de malheureux ont été frappés et torturés de telle façon qu'ils resteront impotents toute leur vie. On n'a épargné ni les femmes ni les enfants. Des expéditions militaires ont conduit des masses de femmes à travers la nuit et le froid, à des distances de dizaines de kilomètres et les pauvresses ont dû subir les outrages de la soldatesque, souvent infectée de maladies vénériennes. Les paysans et les révolutionnaires ont été roués vifs: Exemple, les camarades Behrsin à Drabusch, Karschin à Wainoden, Strauss et Augstprogis à Preekuhn, Sahlit à Kreuzburg, Singberg à Hasenpoth. Des milliers de fermes et des maisons ont été brûlées et leurs habitants fusillés comme des chiens. MM. les barons et les cosaques ont volé tout ce qui leur tombait sous la main. Il a été constaté que ces messieurs avaient envoyé à la maison, à leur chère famille, pour plus de 3 millions de valeurs, enlevées aux populations terrorisées.

Ceux qui se sont spécialement distingués dans cette besogne, ce sont : Le prince Lieven, le comte Kayserling, le comte Manteufel, Schoeder, Broedrich, von der Recke, von Voigt, baron Baer, baron Raden, comte Meden, baron Strick, Brümmer, Magdel, Wolf. Ces nobles seigneurs ont même fait fusiller des jeunes filles de 16 ans, qui se permettaient de fredonner des chansons révolutionnaires.

Il ne reste aux Lettons et Esthes qu'à adresser un appel au monde civilisé. L'Europe occidentale restera-t-elle impassible devant ces massacres et ces vols?

— A ceci, nous répondrons : Oui, l'Europe —

l'Europe des banquiers et des souscripteurs de fonds russes — l'Europe laissera faire. Quant aux Esthes et aux Lettons, qu'ils prennent des bombes et des torches. Seule la violence populaire peut mettre un frein à la violence tsariste qui se moque bien des appels à l'opinion — et de l'opinion elle-même !

⁂

PORTUGAL

Le mouvement ouvrier qui depuis longtemps semblait paralysé, commence à redonner des signes de vie. Quelques grèves qui ont éclaté un peu partout, ont généralement réussi, ce qui dénote un accroissement de l'énergie et de la conscience chez le prolétaire qui a su imprimer, dans ces derniers temps, aux associations ouvrières, une tendance à l'action directe qui avait disparu. Espérons que les ouvriers continueront à ne se fier qu'à eux-mêmes. Il y a beaucoup à faire, car il faut de l'énergie pour combattre les deux grands maux qui sévissent parmi les ouvriers portugais : l'ignorance chez les uns, l'indifférence et le scepticisme chez les autres.

⁂

Le désarroi continue parmi les camarades. On s'éloigne de plus en plus les uns des autres, ce qui est la cause principale du naufrage des quelques entreprises, qui pouvaient produire de bons résultats. Non pas que les idées et la bonne volonté fassent défaut; mais pour si grande que soit la bonne volonté de chacun, elle ne peut rien faire sans le concours de tout le monde. Après la disparition de *A Humanidade* (*l'Humanité*) vient la disparition de *A Obra* (*L'Œuvre*) qui comptait une douzaine d'années d'existence. C'est vrai que d'autres apparaissent, mais ce sont en général des publications qui meurent au bout de peu de temps ayant eu comme résultat unique de diminuer les ressources monétaires, et d'augmenter le nombre des découragés.

Nous voudrions qu'eussent une destinée différente deux nouveaux organes de l'idée qui viennent de paraître, L'un défend le prolétariat en général et plus spécialement les ouvriers du liège, ce qui est indiqué du reste par son titre : *Voz do borticeiro* (*voix de l'ouvrier du liège*); son adresse est : *Escadinhas do Monte 8-3° Lisboa, Portugal*. L'autre est une petite revue mensuelle : *Novas Horizontes* (Nouveaux Horizons).

Leur orientation à toutes deux est bonne ; c'est à désirer qu'elles ne soient pas victimes du désarroi dont j'ai parlé.

⁂

Pour les victimes de Courrières. — Il y a quelques jours, les ouvriers imprimeurs ont organisé un cortège, afin de recueillir quelque argent, destiné aux victimes de Courrières. Le produit n'a pas été aussi grand qu'on pouvait l'attendre, dû à la réalisation trop tardive du cortège, qui n'a pu se faire en son temps, parce que le caprice gouvernemental voulait y voir un motif de désordre! Par le même motif, on n'a pu réaliser une fête au grand air qui avait le même but que le cortège. Outre cela on a publié un numéro unique d'un journal, fort joliment illustré, dû à la collaboration d'un grand nombre d'écrivains.

Emilio Costa.

⁂

ANGLETERRE

Grève de tailleurs. — Dix mille tailleurs de l'East End sont en grève. En même temps, 1.800 patrons ont déclaré le lock out. Certaines grosses maisons de détail ont promis leur sympathie aux maîtres tailleurs, alors que d'autres proposent d'engager directement les grévistes si la grève continue.

Les revendications des ouvriers tailleurs sont : l'abolition du travail aux pièces ; la journée de travail de huit heures du matin à huit du soir ; 9 shillings 6 pence (11 fr. 85) par jour ; une heure pour dîner ; une demi-heure pour le thé ; la dissolution de l'Association des maîtres tailleurs ; enfin, plus de quart de journée, sauf à le compter pour une journée entière.

Les tailleurs de l'East End ne sont pas bien méchants. Néanmoins, c'est un symptôme.

A. Pr.

⁂

ESPAGNE

Contre l'Ecole moderne. — Non contents d'ordonner l'incarcération de Francisco Ferrer et de l'inculper de complicité dans l'attentat commis le 31 mai par Mateo Morral, les évêques et les généraux qui gouvernent l'Espagne, viennent de faire procéder, par l'intermédiaire du juge d'instruction chargé de cuisiner l'affaire, à la saisie des fonds déposés à la Banque par Ferrer, jusqu'à concurrence de 250.000 pesetas, *pour couvrir les frais de procédure*.

C'est tout de même roide! Sans l'ombre d'une preuve, à la suite d'un attentat dans lequel il n'est pour rien, mais dont il a seulement connu l'auteur, on arrête un matin le plus paisible et le plus doux des hommes. Puis, tout de suite, avant même qu'un tribunal ait prononcé, on lui saisit son argent — non pas même son argent, mais celui de l'école qu'il dirige — et quand il demande des raisons, on lui répond : C'est pour nous couvrir des frais de procédure !

Ce n'est donc pas à Ferrer qu'en voulaient les cléricaux qui gouvernent l'Espagne, c'est à son argent. L'arrestation de notre ami n'était qu'un prétexte pour pouvoir cambrioler sans crainte d'être dérangé.

La monarchie alphonsine, une fois de plus, se révèle pour ce qu'elle est : la digne fille de cette Eglise catholique qui, par le moyen des procès d'hérésie, a su jadis s'approprier d'innombrables richesses.

Quant à l'*Escuela moderna* qui, depuis l'arrestation de Ferrer, était dirigée par Mme Soledad Villafranca, les cléricaux en ont obtenu la fermeture.

Ouverte en septembre 1901 avec 30 élèves, elle en comptait dernièrement 126. Quatorze écoles et trente-quatre dans le reste du royaume avaient adopté ses méthodes et ses livres scolaires.

Encore un mot. Bien que la consigne aux journaux soit de n'accueillir sur toute cette affaire que les communiqués policiers, quelques journalistes français se sont honorés en prenant la défense de Ferrer. Ce sont à notre connaissance MM. H. de Noussanne et H. Rochefort dans *l'Echo de Paris* et dans *l'Intransigeant* et Alfred Naquet dans le *Courrier Européen*.

D.

VARIÉTÉS

Les Syndicats Chinois

(Cinquième et dernier article)

L'ETAT ASSOCIATION

L'ensemble de la société chinoise constitue, au point de vue économique, un système très vaste et très compliqué d'associations coopératives qui se pénètrent, qui s'associent de nouveau entre elles, qui s'englobent les unes les autres, qui, en un mot, dominent, dans leur inextricable ensemble de forces économiques, toute la vie en commun au même titre qu'en Europe des conceptions abstraites, telles que Etat, patrie et nation. Ces conceptions n'ont pas d'équivalent en Chine, ou plutôt, elles se résument dans la conception, unique, de l'association économique.

Chez les Chinois, la vie sociale coïncide entièrement avec la vie économique. Dans toutes les autres catégories des intérêts et de l'activité de l'homme, le Chinois est essentiellement individualiste. La communauté religieuse, si puissante parfois en Europe, n'existe pas, toutes les croyances, tous les rites, tous les systèmes de morale et de métaphysique étant reconnus au même titre. La communauté du tempérament qui chez nous est presque devenue le signe de la race n'existe pas ; rien de plus différent, en effet, que les gens vifs et insouciants de la Chine méridionale, le peuple lourd et tranquille des plaines de l'Est, les hommes méfiants, mais foncièrement bons du Nord, et les peuplades vigoureuses, alertes et légèrement grossières des Alpes occidentales chinoises. Même l'unité linguistique n'existe que dans l'imagination des Européens ; en étudiant bien, on constate qu'il y a en Chine à peu près autant de langues qu'en Europe et ce n'est que l'ingénieuse écriture, qui se lit également bien en tout idiome, qui supplée à cette énorme difficulté peu connue chez nous. Il ne reste donc comme lien qui rattache les Chinois à ce que nous appelons leur nationalité que les relations économiques ; car, nous l'avons déjà dit, l'apparente unité de gouvernement ne signifie rien, et cela l'Europe malgré de dures leçons, malgré l'envoi de missions scientifiques et autres, malgré d'innombrables occasions de l'apprendre, n'a jamais su le comprendre.

Ce que l'Europe s'obstine à considérer comme un gouvernement du genre de ceux qui affligent l'Occident, c'est-à-dire comme une institution qui dispose de moyens financiers, économiques, militaires, n'est en réalité qu'une espèce de suprême conseil de surveillance d'un immense système d'associations, conseil qui contrôle, mais qui ne gouverne pas. Cette institution de contrôle se trouve en dehors de la vie nationale : elle ne coopère pas au développement du bien-être général.

La véritable vie nationale se déroule dans l'association coopérative, assez vaste pour ne pas dépendre absolument de l'échange extérieur, dans celle où l'on produit, coopérativement, tout ce que la force consommatrice de l'ensemble des membres peut absorber. Une telle association est nécessairement constituée par le groupement suivant les principes de la coopération, d'un certain nombre de coopératives professionnelles, composées elles-mêmes en général d'autres coopératives plus restreintes et plus spéciales. Ces coopératives spéciales seront choisies de telle sorte que l'ensemble obtenu par leur groupement produira à peu près la totalité des objets dont leurs membres pourront ordinairement avoir besoin. Et alors, les membres associés consomment simplement ce que l'ensemble de l'association a produit, l'organisation entière, prise comme unité, se suffira et sera économiquement indépendante de l'extérieur.

Ces conditions se trouvent d'une façon générale remplies dans le district local pris comme unité économique. Mais ce district local, le *hsien*, est aussi l'unité administrative ou gouvernementale. La quasi-autonomie économique entraine la quasi-autonomie administrative, gouvernementale et politique ; et le *hsien* est si bien le prototype de la forme d'Etat chinoise, qu'il est, par principe, officiellement et historiquement, considéré comme base de l'Empire et que les unités administratives les plus vastes, telles que le *tchéou*, le *fou* et surtout le *chen* (la province), sont, en théorie ainsi que dans la pratique, une exacte répétition élargie du *hsien*.

La Chine, comme l'unité administrative, offre donc le spectacle d'une fédération sur base économique avec décentralisation autonomiste poussée à l'extrême.

Les conséquences politiques et administratives de ce système sont très complexes et nous ne pouvons les exposer ici.

Les conséquences économiques, par contre, peuvent se résumer presque complètement dans cette observation : *le peuple est riche et le gouvernement pauvre*.

En Occident, c'est le contraire ; le dire c'est juger.

Centraliser c'est, dans la vie des peuples, sacrifier le bien-être général aux apparences extérieures qui réjouissent quelques-uns. La Chine l'a compris dès le commencement. L'Europe l'ignore encore. Et voilà pourquoi les Etats de l'Occident commettent des erreurs dès qu'ils se trouvent en contact avec l'institution centrale de contrôle administratif de la société chinoise que l'on s'obstine à qualifier gouvernement et à traiter comme tel. Cette incompréhensible persévérance dans l'erreur ne s'est jamais aussi lamentablement révélée qu'au cours des derniers événements. L'Occident coalisé s'est attaqué à une organisation qui pourrait disparaître, sans que la marche de la vie chinoise se trouvât changée de la moindre façon, car le prétendu *gouvernement* chinois plane au-dessus de la nation sans posséder le pouvoir de disposer de ses forces militaires, financières ou autres. On dit donc avec quelque raison que *la Chine* est faible, mais on parle alors de ce que nous appelons l'Etat, et cela n'existe pas en Chine. La Chine, comme unité populaire, est plus riche et par suite plus forte. Seuls les Européens envoyés sur place pour se renseigner, s'obstinent à l'ignorer.

Il existe de cette ignorance un exemple fort caractéristique : quand on a voulu fixer, après les événements de 1900, le taux de l'indemnité qu'on pouvait exiger de la Chine, on s'est arrêté à la somme de 450 millions d'onces d'argent considérée comme le maximum de ce que, dans l'état des finances chinoises on pouvait espérer recouvrer. On a calculé d'après ce qu'on prend pour le budget de la Chine et qui n'est en réalité que le budget de la suprême institution de contrôle du pays! C'est à peu près comme si chez nous on regardait la somme de 1,200,000 francs allouée au président de la République comme le budget de la France. Et l'on s'est dit que l'indemnité demandée excédait déjà les ressources de la Chine.

Les Chinois profitent de cette erreur; ils se moquent des Européens qui s'obstinent à considérer la Chine comme une nation faible et les roulent.

Car la Chine pourrait facilement payer des valeurs dix fois plus fortes que celles que l'Europe lui demande et qu'elle lui paye préalablement en droits de douane. Seulement, comment trouver tant de métal précieux dans un pays qui se passe d'argent monnayé? Comment retirer de la circulation créditaire les richesses formidables, mais virtuelles, dont disposent les particuliers, les coopératives, les associations de coopératives, les districts autonomes, les départements autonomes et enfin les provinces autonomes? Et même s'il était possible de monnayer cette extraordinaire prospérité, que celui là seul peut connaître qui a vécu à l'intérieur des grandes associations, le gouvernement ne pourrait point en profiter; il n'a, en effet, aucun pouvoir de disposer des forces des groupements autonomes dont les plus vastes, comme nous l'avons vu, sont les unités administratives de l'Empire elles-mêmes.

Le gouvernement central, la cour, l'administration de l'Empire, ne reçoivent des provinces qu'une espèce d'excédent du budget provincial; le budget provincial, à son tour, ne fait état que des excédents du budget départemental, et ce dernier vit sur les excédents des budgets de district, et les budgets de district, enfin, s'équilibrent, non d'après les exigences de l'administration d'Etat, mais simplement d'après la constellation économique qui règne dans la localité. Il est évident que, dans ces conditions, les frais d'Etat doivent être réduits au minimum possible, car les excédents des budgets locaux et autonomes ne sont jamais considérables. Ils ressemblent un peu aux contributions dites matriculaires qui, fournies par les Etats allemands séparément, alimentent le trésor de l'Empire, sans que ce dernier ait qualité de s'occuper des ressources où les Etats puisent pour les fournir. En d'autres termes, le gouvernement central ne peut pas intervenir dans l'établissement des budgets locaux, des excédents desquels s'alimente pourtant son propre budget. Les innombrables budgets locaux sont établis, il est vrai, en prévision d'un certain excédent qui peut, sans danger pour le district, être remis à l'administration supérieure. Mais il ressort clairement qu'avec ce système, il y a une quasi impossibilité pour le gouvernement central de se procurer des ressources qui excèdent de façon considérable celles qui lui reviennent en temps ordinaire. Il ne peut que faire appel à la générosité de l'administration provinciale (tout en menaçant de destitution ses hauts fonctionnaires en cas de non réussite), et cette administration, de son côté, doit recourir au bon vouloir des administrations inférieures. En fin de compte, le trésor impérial demande l'augmentation de revenus à l'amabilité de chaque membre de la gigantesque organisation économique que nous appelons Empire chinois; et le bon sens du peuple est assez robuste pour se ficher irrespectueusement, mais avec vigueur, de toutes les considérations dynastiques, étatiques, politiques, militaires, monétaires ou autres *qui ne le regardent pas*.

Cet état de choses, une fois mis en lumière, éclaircira nombre d'énigmes qui rendent les économistes, les politiciens, et enfin le public européen perplexes. Convenons que ce système budgétaire est, en principe admirable, en ce sens qu'il met le bien-être du peuple au-dessus de tout.

Il est inutile d'ajouter que son équivalent serait actuellement impossible en Europe. Un tel système n'est possible que chez un peuple qui ne se préoccupe pas des conceptions abstraites qui s'imposent aux Européens, telles que : *Etat, patrie, patriotisme, gloire militaire, nationalité*, que chez un peuple qui cherche son bonheur dans la vie, et dans cette vie, et qui considère l'art, la science, le jeu des idées, la foi et le rite pour ce qu'ils sont : un luxe pour embellir la vie, et rien d'autre; que chez un peuple, enfin, capable de former une association.

Mais pour qu'un peuple en soit capable, il faut qu'il crée dans tous ses membres, et dès leur prime jeunesse, une même tournure d'esprit, une même logique, un même genre d'énergie, une même conception du monde, et une même conception du rôle social de chaque individu. Le peuple chinois, par son système d'éducation, d'organisation coopérative, et qui embrasse toutes les branches de l'activité humaine d'une façon plus ou moins visible, s'est rapproché de cet idéal plus qu'aucune autre nation.

Peu importe si cet idéal, essentiellement social, grégaire même, est le nôtre; ou si nous préférons la culture des individus supérieurs à la culture moyenne des foules amenées à un contentement relatif. L'exemple social de la Chine merveilleuse et vénérable ne doit, en tous cas, ne plus être ignoré, car, aussi longtemps que nous aurons encore une question sociale, nous pouvons y trouver un exemple à méditer. C'est notre question sociale qui, un jour, rendra possible, et peut-être fatal, le péril jaune, lequel est plus grave que tout autre, parce qu'il n'est point militaire, mais social.

ALEXANDRE ULAR.

(*La Dépêche*, 2 septembre 1903.)

BIBLIOGRAPHIE

Sous le titre : *L'organisation du Travail* (1) M. Ch. Benoist commence la publication d'une étude, ayant pour titre générique : *La crise de l'Etat moderne.*

Ce premier volume est surtout composé de monographies écrites, après enquêtes de l'auteur dans des usines types de métallurgie, constructions mécaniques, mines de houille, verreries, tissages et filatures.

De cette enquête, il ressort ce fait, que la situation des travailleurs, dans chaque industrie, est plutôt misérable, et que, pour quelques ouvriers privilégiés, arrivant à obtenir un salaire leur permettant de vivre moins chichement que les autres, la grande majorité des travailleurs n'atteint que des salaires au-dessous de la normale pour vivre.

Et quand je dis au-dessous de la normale pour vivre, il est bien entendu qu'il ne s'agit pas ici des besoins à la satisfaction desquels tout individu a humainement droit à prétendre, mais seulement des besoins dont l'insatisfaction entraîne la misère physiologique pour ceux qui y sont condamnés.

Car, en société capitaliste, l'ouvrier qui a une bouche garnie de trente-deux dents comme le premier bourgeois venu, un ventre, un cœur, des yeux, des oreilles et un cerveau comme chacun de ses maîtres, n'est pas reconnu apte à les satisfaire, à les mouvoir, à les développer comme l'exige leur bon fonctionnement.

Cet exercice et ce développement ne sont permis qu'à un petit nombre de privilégiés. L'ouvrier n'a droit qu'à un petit nombre de satisfactions — juste ce qu'il lui faut pour ne pas périr et ne pas laisser atrophier lesdits organes. — Et c'est ce minimum de satisfactions qu'il n'arrive jamais à atteindre.

Cela est reconnu et démontré depuis longtemps, l'étude de M. Benoist en est une constatation de plus.

Toute cette partie du travail de M. Benoist est à lire. Elle est suggestive et d'autant plus probante que l'auteur n'est pas un contempteur de l'ordre social actuel, ni un de ces « illuminés » qui oublient l'heure présente pour se perdre dans les rêves d'une humanité de l'avenir aussi beate qu'irréelle. Non. S'il reconnaît que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des sociétés existantes, s'il constate que certaines améliorations devraient être apportées au sort de ceux qui produisent, il n'est pas moins inquiet sur le sort de ces pauvres patrons qui ont à tenir compte des réclamations nouvelles, mais aussi des exigences de la concurrence, et qui se voient menacés dans leur situation et leur tranquillité.

Et comme pour notre auteur, les ouvriers ne peuvent pas se passer davantage du patron, que le patron ne peut se passer de l'ouvrier, sa conclusion est que, dans leurs réclamations, les ouvriers doivent tenir compte des difficultés que rencontre le patron, et se modérer dans leurs réclamations. Tout attendre du temps, d'un meilleur emploi des forces, et de l'entente entre le capitaliste et le travailleur.

Car M. Benoist est un de ces sociologues qui voient la solution de la question sociale dans l'entente du capital et du travail.

Dans cette entente, le travailleur accepterait sa situation de salarié. Et puisqu'il faut lui faire des concessions, on lui reconnaîtrait la faculté de débattre son salaire. Mais en revanche de cette

(1) Un volume, 10 francs, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

concession grande, il devrait avoir le bon esprit de comprendre que le patron ayant une situation autre, a droit à des profits proportionnés à cette situation. A l'ouvrier qui veut sortir de sa situation médiocre à s'ingénier à devenir capitaliste et patron à son tour. Alors, là seulement, il aura droit à des émoluments proportionnels à ses appétits.

Et, en attendant, qu'il se contente des lois ouvrières que les parlements, et tous ceux qui lui « veulent du bien », sont en train de confectionner par douzaines.

Et notre auteur énumère avec complaisance celles qui sont faites :

En 50 ans, de 1849 à 1898, inclusivement, il en a compté 170, « toutes importantes » : lois, décrets ou arrêtés. Il avoue même que le nombre n'ajoute pas à la clarté.

Mais ce n'est pas de la petite bière de pouvoir compter 170 textes de lois en faveur des ouvriers ! Il n'oublie qu'une chose, c'est de rechercher si ces textes ont opéré les changements qu'ils devaient apporter dans la situation des travailleurs, s'ils ont suivi ou précédé le mouvement d'émancipation qu'ils codifiaient.

Donc, M. Benoist n'est pas de ceux qui, « par plaisir d'artiste ou calcul de démagogue vont chanter aux malheureux pour qui la perte d'une heure de travail représente une privation, et la perte de quelques jours, la faim, une de ces vieilles chansons qui, depuis un siècle ou un demi-siècle, fouettent l'envie et la colère humaine ! » M. Benoist préfère leur chanter la vieille chanson qui les endort.

Non, on ne résoudra pas la question sociale par des chants ni des cris de meurtre et d'envie ; mais c'est un mensonge de venir affirmer qu'elle ne résoudra par l'espérance et la résignation.

Lois et décrets ne peuvent rien changer à un ordre social pourri ; ce ne sont que des mensonges ajoutés à d'autres mensonges qui ont pour but de consolider l'exploitation de ceux en faveur de qui on est censé les rendre.

L'exploité n'améliorera son sort qu'en brisant l'exploitation, lui seul peut le faire. Ce n'est pas l'exploiteur qui renoncera de lui-même à la situation privilégiée que lui fait l'ordre social.

Ces critiques faites, le livre de M. Benoist est à lire, pour les renseignements qu'il donne.

⁂

M. d'Avenel a entrepris la publication d'une série d'études, sous le titre : *Le mécanisme de la vie moderne* (1). Je n'ai en mains que la 5e qui étudie les grandes hôtelleries, la Bourse, les transports urbains, les porcelaines, la faïence, les tapis et tapisseries.

L'auteur fait un rapide historique de chaque objet, puis nous explique son fonctionnement en une des maisons types de chaque industrie.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Vie et Œuvre (Mémoires), de L. Tolstoï, 2 volumes, 7 francs, au *Mercure*, 26, rue de Condé.

Le Nouveau bonheur des êtres humains, par M. Cayol, 1 brochure, 0 fr. 10, Marseille.

Initiation mathématique (et non initiative, comme cela a été imprimé par erreur dans notre numéro 5), par Laisant, 1 volume, 2 francs, chez Hachette.

J'en profite pour le signaler à ceux qui s'occupent d'éducation.

Ce que veulent les révolutionnaires, par Jean Roule, 1 brochure, 0 fr. 10, à l'*Action Directe*, 20, rue des Sept-Actions, Gilly (Belgique).

Arguments anarchistes, par A. Beaure, 1 brochure, 0 fr. 20, à l'*Ordre*, 21, rue du Temple Limoges.

Correspondances et Communications

× **La Révolte**, journal anarchiste algérien, en est à son 4e numéro. Il s'élève « contre toutes les formes de l'exploitation et de l'autorité » et déclare que « quand l'ordre est l'injustice, le désordre est déjà un commencement de justice ».

Bon courage à ce nouveau frère d'armes.

Adresser tout ce qui le concerne au camarade H. Casaban, place du Marché, Alger-Belcourt.

(1) Un vol. 4 fr., chez Colin, 5, rue de Mézières.

× **L'article** : *La Grève et les Instituteurs*, paru en notre dernier numéro, devrait être signé OWRONY et non AVRONY.

× **Les camarades** qui lisent des journaux anarchistes de langue étrangère, peuvent les envoyer au compagnon Constant Marie, 22, rue de la Parcheminerie, qui les utilisera pour la propagande.

× **Aux camarades**, je reçois avis qu'un jeune homme de 25 ans environ, se disant mon fils, s'adresse en cette qualité, aux camarades libres-penseurs, syndicalistes, socialistes et libertaires, pour leur extorquer des secours.

Je ne me connais pas de fils et je mets les amis en garde contre les entreprises de ce jeune homme.

SÉBASTIEN FAURE.

× CHARENTE-INFÉRIEURE. — **Les Amis libres**, colonie coopérative de vacances, à Chatelaillon. — Le camarade E. Vinsonneau nous prie de faire connaître à tous la formation de cette nouvelle société de vacances. Elle fonctionnera chaque année de juin à octobre.

Chaque sociétaire verse un droit d'entrée de 1 fr. 50. Le prix de l'aller et retour de Paris est de 15 fr. 50 (à condition d'être au moins dix voyageurs partant ensemble). Le prix de pension (nourriture et logement réunis) est de 16 fr. par semaine ; mais les enfants de 5 à 10 ans ne paient qu'une demi-pension et ceux de moins de 5 ans ne paient rien.

S'adresser pour renseignements plus détaillés au camarade Vinsonneau, villa du Breil, à Chatelaillon (Charente-Inférieure).

× **Solidarité**. — Le camarade Louis Dujardin nous envoie la somme de 309 francs produit d'une fête organisée par les camarades de Philadelphie au profit des familles des condamnés antimilitaristes. Cette fête, qui a fort brillamment réussi, a eu lieu le 18 mai.

Nous faisons parvenir la somme précitée au groupe de la *Liberté d'opinion*, qui se chargera de la répartir entre les familles des détenus.

Au nom de celles-ci, merci aux amis de Philadelphie et principalement à l'organisateur de la fête, le dévoué Dujardin.

× **M. André**, juge d'instruction à Paris, aux réclamations que je lui ai adressées, m'ayant fait répondre que mes brochures avaient été envoyées au parquet de Béthune, je viens d'écrire la lettre suivante au procureur de la République de cette ville :

A Monsieur le Procureur de la République de Béthune.

Monsieur,

« Ayant réclamé à M. André, juge d'instruction à Paris, la restitution des 44 ou 46 brochures qui ont été prises chez moi par M. Guichard, au cours d'une perquisition opérée à l'occasion d'un complot sorti de toutes pièces du cerveau de M. Clemenceau,

« M. André me fait répondre que lesdites brochures ont été envoyées au parquet de Béthune et que c'est à lui qu'il faut que je réclame.

« Je demande donc, par la présente, la restitution des brochures qui m'appartiennent.

« Je vous salue.

J. GRAVE ».

× **Nécrologie**. — Le camarade Al. Kreutz nous prie d'annoncer le décès de son frère, Clément Kreutz, âgé de 29 ans. Il est mort victime d'un accident de bicyclette, survenu à Retinne (Belgique), comme il se rendait à son travail, au charbonnage de Queue-du-Bois.

× **Association internationale antimilitariste** (Section du 20e et du 12e). — Grande balade libertaire du 14 juillet à Garches-Vaucresson.

Rendez-vous à 8 heures, place de la Nation (coin du boulevard Voltaire). Départ à 8 h. 1/2 précises. Arrêt au coin du boulevard et de la place de la République. Départ à 9 heures précises pour Garches. On est prié d'apporter ses provisions.

Bal champêtre, Concert, Jeux divers. Retour vers 10 heures à Paris.

Prix du voyage seulement 2 francs.

Prière aux camarades des sections antimilitaristes de Paris-Banlieue de faire parvenir leurs adhésions avant le 6 juillet au camarade Deboth, 33, rue Vitruve.

× LONDRES. — **Germinal, club d'études sociales**, 299, Hampstead road, N-W. — Réunion tous les jeudis à 9 heures.

Bibliothèque, Journaux, Brochures.

Le prochain dessin sera signé KUPKA.

CONVOCATIONS

× **La Semaille U. P. du XXe**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 6 juillet. M. C. Devilar : Le rôle de la femme dans le syndicat.

Mardi 10 juillet. M. Vulgus : Origine des Vices (IV).

× **Tutmonda Societo de l'Laboro** (Union amicale des employés et ouvriers espérantistes). Première réunion amicale, le mardi 10 juillet, à 8 heures et demie du soir, café de l'Avenir, 73, boulevard Sébastopol.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge, Paris.— Vendredi 6 juillet. M. Arbos : Découverte de l'Afrique et expansion européenne en Afrique.

Mercredi 11 juillet. M. Vallet . La grève capitaliste de demain.

Vendredi 13 juillet. M. Alexandre : La vie et l'organisation chez les primitifs.

× **Le Livre**, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Samedi 7 juillet. A. Morize : Explications d'auteurs français.

Lundi 9. Cours de violon. — Cours de machine à sténographier.

Mardi 10. M. Poyer : *Le Familistère de Guise* (avec projections).

Jeudi 12. M. Paul Masson : *Vieilles chansons* (auditions musicales).

Vendredi 13. Cours de sténographie pratique.

× **Groupe Libertaire Espérantiste** (Grupo Liberecana Esperantista), 45, rue de Saintonge, lundi 9 juillet, à 8 h. 1/2. Cours d'Esperanto (enseignement mutuel et permanent).

× MONTREUIL-SOUS-BOIS.— **Soirées ouvrières**.— Mercredi 11 juillet, à 8 heures et demie du soir, 15, rue Arsène-Chéreau, causerie par Henri Montale sur la religion du suffrage universel.

Petite Correspondance

M., à Blangy. — J. d'E. a refusé le remboursement ?

T., à Laigneville. — Les numéros avaient été expédiés.

V., à Persan. — Envoyez-les que je les lise.

T. F., à Ambazac. — Pouvons vous fournir la grammaire, 1 fr. 50 ; et deux petites brochures à l'usage des débutants, 0 fr. 25, plus 0 fr. 25 frais d'envoi. Les cartes postales à 0 fr. 05 pièce, plus frais d'envoi.

J. L., à Montignies. — Bon. Ça va bien.

Jeunesse syndicaliste, à Rochefort. — J'envoie les brochures. — Pour l'abonnement, je ne sais pas. J'ai détruit la fiche.

F. C. — Minas de Valverde. — L'abonnement est expiré fin juin, ayant commencé au 1er avril. D'habitude, il se paie d'avance.

Reçu pour le journal : P. V., à Pittsburg, K., 6 fr. — G. et A., à Granges, 1 fr — W., rue de R., 0 fr. 50. — L. et R , 3 fr. — B., à Asnières, 1 fr. 50 — A. P., 2 fr. — La Seyne : V., L., B. et P., 2 fr. — Kérinou, liste P, 2 fr. 05. — West End : Auguste, 1 dollar ; Alexandre, id. ; Clément, id. ; Frangin, id. ; Biset, id. ; Maurice, id. ; Fritz, id. ; Franco, id. ; Risso, id. ; Raymond, id. ; Sabre, id. ; un copain, 10 dollars, en francs, 108.15. — L. M., à Tours, 2 fr. — L., à Melun, 1 fr. — R. V., à La Chapelle-Vercors, 1 fr. 25.

Merci à tous.

A. M., à Montner. — M., à Bruxelles. — Blaye. — B. R., à Chemery. — F., à l'Isle-en-Jourdain. — B., rue Saint-Maur. — V. M., à Visan. — L'Eglantine. — F. C., à Valverde. — E. P., à Marseille. — C. F., à Epernay. — R., à Tajouas. — V., à Morlanwelz. — K., à Hermes. — E. C., à Bleré. — R., à Saint-Claude. — R., à Toulon. — A. F., à Avignon. — A. G., à Vaumas. — F., à Dison.

Reçu timbres et mandats.

A. de C., Toulouse. — Envoyez. Je lirais.

L. D., à Vaumas. — Quelques-unes des brochures épuisées. — Du reste, comme vous avez oublié les frais d'envoi, cela fait le compte.

A. G., à Saint-Pourçain. — Quelques brochures épuisées, ai remplacé par d'autres.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris





Dessin de DELANNOY.

— T'as beau blaguer, tu seras bien forcé de croire à l'évolution sociale le jour où tu verras Basly ministre ou trésorier-payeur!

12e ANNÉE. — N° 11. PRIX : 15 CENTIMES 14 JUILLET 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Kupka

SOMMAIRE

Aux Camarades

En mettant le journal à 0,15, je crois bon de redonner quelques explications.

Avant la grève des typos, nous avions un déficit mensuel de 350 à 400 francs que nous arrivions à boucher par la suppression de deux et trois suppléments sur quatre.

A la suite de la grève, les patrons imprimeurs se sont rattrapés sur le client. Nous avons subi une augmentation de 70 francs par semaine. Cela a été le coup de pouce final. La suppression complète du supplément n'était plus suffisante et c'était enlever au journal un de ses attraits. Nous n'avions même plus la liberté du choix. Pour rester à 0,10, il aurait fallu revenir aux quatre pauvres petites pages du début. Nous avons donc pensé qu'il était préférable de porter le prix à 0,15 et de tâcher de lui garder ses 12 pages.

Si l'opération se traduisait par un bénéfice, nous pourrions donner plus de développement aux brochures, la propagande y gagnerait d'autant.

J. GRAVE.

P.-S. — Depuis le dernier numéro, j'ai reçu des lettres de camarades expliquant que s'ils n'ont pas donné leur appréciation, c'est qu'ils étaient avec nous ou qu'ils pensaient que nous aurions suffisamment de réponses.

Ce que nous demandons, c'est à être en communication constante avec nos lecteurs. Lorsqu'ils ont une observation à nous faire, qu'ils ne comptent pas sur le voisin, ni ne remettent pas à un autre moment. Un journal ne vit réellement que lorsque la rédaction est en relations suivies avec ses lecteurs.

J. G.

L'IDÉAL

Parfois, dans cette lutte journalière, si chère cependant au combatif, pour la propagation de ses idées, une lassitude vous prend et les bras tombent de découragement au spectacle de l'œuvre immense à accomplir encore et de l'infime résultat de considérables efforts. Le dégoût monte de toutes les résistances mesquines, de toutes les petitesses basses et viles, des intrigues, des malveillances sournoises qu'à chaque pas font surgir contre vous les intérêts mal compris qui croient pouvoir être lésés par le mieux que vous offrez. Toute pensée est dénaturée, tout acte est calomnieusement interprété par une polémique de parti pris qu'anime un égoïsme étroit, terre à terre et ignominieusement féroce.

Toute cette abjection, quand elle se rencontre chez l'adversaire, chez l'ennemi, surprend peu, quoique pénible cependant, mais combien n'est-elle pas cruelle venant de camarades, de compagnons de misère, de la collaboration de qui, semblerait-il, on devrait au contraire être assuré. De toutes parts, ce ne sont que mécomptes, déceptions, désenchantements, ce ne sont que tristesses et écœurements; hypocrisies, perfidies, trahisons, rien n'est épargné. Et il n'est pas quelquefois jusqu'en ses affections les plus chères, alors qu'avec amour tout l'être se concentre sur l'œuvre éducative de la mentalité, il n'est pas jusque-là aussi que ne soient parfois encourus des déboires.

Alors, désabusé, le cœur meurtri et l'esprit désemparé, l'être se replie sur lui-même, délaissant pour l'instant l'œuvre de prédilection, il s'évade et se réfugie dans son rêve, consolation dernière de ses désillusions.

Là, au moins, dans cette cité idéale de bonté et d'harmonie, tout espace est libre aux élans de son cœur, là nulle entrave, nulle contrainte ne s'impose à l'intégrale expansion de toutes ses énergies, là c'est l'épanouissement de la vie dans tout le rayonnement de sa joie. Il se retrempe au spectacle imaginé de tant de bonne grâce échangée, de tant de bienveillance réciproque, lui victime de la malveillance, et dans cette ambiance de confiance universelle, son cœur replié se détend, se dilate et se réchauffe, recouvrant son ardeur et son énergie de naguère.

Ce tableau merveilleux qu'il sort de contempler, cette vision magique que son âme de poète a évoquée, pourquoi ne pourrait-elle devenir la réalité? Est-il donc impossible que l'homme ne soit pas un tigre à l'homme, un tigre ou un reptile ? Est-il donc nécessaire que la souffrance règne en permanence et torture en tous lieux ? La souffrance enfantée par la mauvaise volonté, l'acrimonie et l'hostilité généralisées ?

Doit-on voir forcément toujours la haine excusée, applaudie même, et l'amour condamné? Et faudra-t-il toujours que la force, la force brutale, violente et spoliatrice prédomine et commande ?

Non, se dit-il, cela n'est pas normal. La destruction ne saurait être la règle, car alors plus rien ne devrait exister. C'est elle, au contraire, qu'il faut bannir et nous devons lui substituer l'aide et la concorde, multiplicatrices de force et créatrices de joie. Nous devons arracher pied par pied les herbes mauvaises meurtrières du bon grain, et que les mauvais semeurs ont répandues à foison, parce que c'est d'elles qu'ils tirent profit, parce qu'elles sont leur récolte de prédilection.

Il faut attaquer et déraciner toutes ces notions fausses, ces préjugés et ces préventions injustifiées, tous ces antagonismes et ces inimitiés dont les dirigeants de tous temps se sont plu à imprégner la mentalité humaine pour s'assurer une domination plus aisée. Et quelle visée magnifique que celle de faire pénétrer dans ces bas fonds de haine et d'hostilité aveugles où tâtonne l'humanité un clair et chaud rayon de paix et d'amour qui, peu à peu, montre à ces égarés la vraie direction du bonheur.

Son œuvre alors le reprend, son abattement passager s'envole, car l'espoir est rentré en lui, l'espoir puisé à la contemplation de son idéal. Et s'il espère, il est heureux.

Car c'est l'espoir la grande source d'énergie; et c'est lui, le bonheur.

Aveugle est celui qui pense découvrir le secret du bonheur dans les réalisations immédiates. Celles-ci obtenues, tout est fini, et la satiété vient.

C'est dans l'espoir, dans la lutte elle-même pour la réalisation et dans le déploiement d'ac-

tivité qu'elle détermine que l'homme atteint à la joie. Parce que c'est alors que ses facultés sont en éveil, que son être vibre et s'épand et agit, parce que c'est alors qu'il vit en intensité, et que le bonheur c'est la vie. La réalisation n'est que le déclin du bonheur. La poursuite de la chimère en est l'apogée.

Voilà pourquoi seul est heureux dans le sens élevé du mot, seul est heureux celui qui a su concevoir un idéal. Parce que c'est en lui toujours qu'il se réfugie dans les instants de découragement, c'est en lui, en sa contemplation qu'il puise à nouveau l'espoir, partant l'énergie et en définitive le bonheur.

André Girard.

CROCS & GRIFFES

La victoire des bureaux. — *Le* Petit Parisien *annonce que les feuilles de présence imaginées par M. Clemenceau, pour les employés de son ministère, lui étant revenues tellement chargées d'absences, mais plus ou moins légitimées par les chefs de bureau, il a reconnu que l'on se moquait de lui, et, devant l'impuissance d'imposer sa volonté, il a déchiré les dites feuilles, déclarant qu'elles ne seraient plus présentées.*

C'est que, la véritable force, M. Clemenceau l'avait oublié, c'est l'Ad-mi-nis-tra-tion. Les ministres passent, les fonctionnaires restent. Et, à cette cathédrale, il ne suffit pas de vouloir y apporter sa pierre, il faut, avant tout, que celles qui y sont déjà, veuillent bien laisser la place pour l'y mettre.

M. Clemenceau, journaliste, nous aurait fait un fort bon article là-dessus, en nous rappelant la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

J. Grave.

GLANES

A ceux qui saluent les morts.

L'autre jour, comme j'attendais sur le bord du trottoir, pour traverser la rue, qu'un corbillard empanaché — qui ne se pressait pas, par ostentation — eût fini de m'intercepter le passage de sa longue queue de voitures et de gens noirs, quelqu'un me dit :

— Vous ne saluez pas, monsieur ?...

— Qui ça donc, s'il vous plait ?

— Le mort, parbleu !

— Le mort ? à quel titre ? C'est la première fois que je le rencontre et je n'ai pas besoin de faire sa connaissance... elle aurait pu me servir mais il est trop tard... Au surplus, tout ce que je sais de lui c'est qu'il devait avoir du bien à en juger par la magnificence de son convoi et qu'il portait un nom qui commençait par la lettre M ainsi que me l'ont appris les écussons dont s'agrémentait le dais de son char...

— Monsieur, je vois que vous voulez jouer à l'esprit fort ; mais votre plaisanterie est de mauvais goût... On doit, par respect, le salut aux morts — sans distinction — nous sommes tous égaux devant le néant... Remarquez que je dis le *néant*, c'est la preuve que je ne suis pas calotin, que je ne crois ni à Dieu, ni à Diable. Je ne mêle donc pas la moindre superstition à cette question du respect qu'on doit aux morts. Je les salue... parce qu'ils s'en vont...

— A l'Eglise ?...

— Du monde, monsieur !

— Mais ils en sont déjà partis !...

Mon homme haussa les épaules :

— Je salue aussi, reprit-il, ceux qu'ils laissent. Je rends ainsi un double hommage à la douleur et à...

Il s'arrêta net. Il hésitait. Il était flagrant qu'il ne savait pas bien à quoi il rendait hommage en se découvrant devant un cadavre anonyme... Sans doute, il avait déclaré, un instant auparavant qu'il saluait les morts *parce qu'ils s'en allaient*, mais cela ne lui semblait pas, à tout prendre, suffisant pour me convaincre de les gratifier d'un coup de chapeau. Il aurait voulu trouver mieux... Il murmura :

— On doit saluer les morts... Ça se fait. Le nouveau *Petit Larousse illustré* dit : « on se découvre devant un corbillard »...

— Ah ! le nouveau *Petit Larousse* dit cela ? C'est un bon point pour lui ; mais permettez-moi... Vous êtes marié ?...

— Oui monsieur et je me flatte...

— Fort bien. Je n'ai pas besoin que vous me disiez de quoi vous vous flattez. Il me suffit de savoir que vous êtes marié. Vous avez fait apparemment partager à votre femme votre respect pour les morts, en lui en donnant les raisons... Ces raisons sont excellentes et comme je suppose que votre femme est intelligente, puisqu'elle est votre femme, elle a dû les approuver. De quelle façon témoigne-t-elle son respect aux morts ?

Mon homme rougit.

— De quelle façon ?... mais de la façon qu'on lui a enseignée quand elle était jeune... je n'ai rien eu à lui apprendre à ce sujet...

— C'est-à-dire qu'elle se signe ?

— Je crois bien qu'elle fait quelque chose comme cela... Elle ne peut pourtant pas ôter son chapeau...

— L'ôterait-elle pour me saluer si vous me faisiez l'honneur de me présenter à elle... ?

— Ça n'est pas la même chose...

— J'entends. Il y a salut et salut : le salut profane et le salut qui assure le salut...

— Enfin... que voulez-vous... puisque, devant un corbillard, c'est l'habitude pour les femmes de se signer...

— Ah ! l'habitude ! voilà le grand mot lâché. L'habitude qui fait manger maigre le vendredi saint et se gaver de boudin le jour de Noël ! L'habitude avec tout son déchet de préjugés, de traditions et, pis encore, de superstitions ! C'est l'effet d'une habitude et non, comme vous avez essayé de me le faire croire, le résultat d'un raisonnement, que votre salut aux corbillards ; aussi est-il tout simplement stupide. La plupart de vos habitudes étant la négation absolue des idées que vous prétendez vous être chères, celle qui vous incite à vous découvrir devant un mort fait de la piété de votre athéisme !

— Monsieur ! je ne souffrirai pas...

— Que je vous dise la vérité ? Je m'y attends. N'empêche qu'il y a presque autant de lâcheté que de paresse et de sottise à accepter les croyances ou les usages humains sans les discuter, sans s'efforcer de se rendre compte de ce qu'ils signifient exactement. Sachez qu'il ne doit rien y avoir de vénérable pour l'homme vraiment libre en dehors de ce qu'il reconnaît vénérable lui-même. Quand vous vous excusez de saluer les morts, en arguant que c'est à cause des bons principes d'éducation laïque que vous avez reçus, vous vous mentez à vous-même. Les hommes se découvrent devant les corbillards parce que, de tout temps, les prescriptions religieuses le leur enjoignirent et la preuve c'est que l'équivalent de votre salut est dans le signe de la croix de votre femme. Les paysans qui travaillent nu-tête dans les campagnes se signent encore, d'ailleurs, au passage des convois funèbres.

Si vous ne les imitez pas, vous les citoyens libres penseurs de la République anticléricale c'est par peur de la raillerie des vrais affranchis. Le prêtre, en psychologue avisé, a prévu que cette peur de la raillerie pourrait vous faire manquer à l'observation de l'une des règles de son église (car c'est par la règle, devenue usage, qu'elle vous soumet encore à son influence) et il vous a autorisé à substituer hypocritement le coup de chapeau au signe de la croix... Vous souriez ? Ne savez-vous donc pas qu'il conseille à la femme, qui n'ose ou à qui son mari défend de se signer de façon ostensible, d'esquisser brièvement avec son pouce, contre sa poitrine, la figure du gibet de Jésus... »

— Il se peut que d'autres que moi saluent les morts par piété... Mais comme je sais qu'il n'entre aucune superstition dans l'hommage que je leur rends, je continuerai de le leur rendre, ne vous en déplaise.

— Hé ! savez-vous si ce n'est pas à un misérable que vous le rendez, cet hommage. A un misérable, au visage duquel, de son vivant, vous eussiez peut-être craché ? Suffit-il donc que le corps de celui qu'on méprise soit frappé de décomposition pour qu'on oublie la pourriture de son esprit ? Le cadavre que vous venez, il y a un instant, de saluer, était-il celui d'un honnête homme ? Je gagerai volontiers que non tant il y avait de monde à ses funérailles et tant leur pompe témoigne qu'il laisse à ses héritiers de fortune et de hautes convenances à ménager.

Non, vous ne saluez pas un corbillard pour rendre hommage à celui qu'il porte ; vous le saluez pour faire comme tout le monde, pour passer inaperçu, par crainte qu'on vous attribue une façon de penser personnelle...

— ... Si je ne salue pas le mort lui-même, je salue ceux qui conduisent son deuil. Toute douleur est digne de respect...

— Vous êtes bien affirmatif ! Admettons, cependant, qu'en général ceux qui pleurent le défunt ont la douleur désintéressée et pour cela méritent des égards. Pourquoi ces égards se traduiraient-ils par un coup de chapeau ? Laissez passer les vrais affligés : ils n'ont que faire de vos saluts qu'ils ne voient pas et prenez garde, en vous découvrant devant des gens qui conduisent un deuil de vous tromper sur leur mine.

Croyez bien que, sur cinquante enterrements que vous rencontrerez vous compterez dix malheureux qui pleureront leur mort avec sincérité pour quarante impudents simulateurs dont les idées seront très loin d'être aussi noires que les habits. « Les crimes connus ne sont pas les pires » écrivait Balzac. Qui vous dit que ce fils qui suivait ce corbillard d'un air si triste n'y avait point couché un père qui ne se pressait pas assez de lui léguer son bien ?...

Je levai des yeux assurés sur mon interlocuteur ; mais après m'avoir jeté, de travers, un regard méfiant, il s'éloigna...

John-L. Charpentier.

Que feront les Instituteurs

(Suite) [1]

Que les instituteurs tendent de plus en plus à s'affilier au mouvement syndicaliste ouvrier, cela n'est pas douteux, mais qu'ils soient imbus suffisamment de l'esprit de révolte qui est au fond du syndicalisme, c'est ce que je ne crois pas.

Bien des conditions s'y opposent.

Les instituteurs sont en général peu combatifs. Plus portés par leur éducation à la lec-

(1) Voir le précédent numéro.

ture, à la causerie et à la contemplation qu'à l'action, ils sont encore trop pénétrés de l'histoire officielle de la Grande Révolution et la plupart d'entre eux n'envisagent encore d'autre lutte possible que sur le terrain politique : la lutte purement économique d'employés à employeurs, l'action directe en un mot échappe encore à leur compréhension.

Il souffrent souvent moralement du régime de favoritisme qui leur est imposé, et leur situation matérielle est, pour quelques-uns d'entre eux, assez précaire. Mais bien peu ont connu les affres de la faim et le sinistre tableau de la famille réclamant du pain devant le coffre vide.

Ils sont éparpillés, noyés dans les populations rurales où la révolte est remplacée par la tricherie, où les autorités locales sont toutes puissantes, et ils n'ont que de rares occasions de se réunir et de parler entre eux de leurs revendications.

Ces revendications sont uniquement corporatives, la très grosse majorité d'entre eux étant incapable de comprendre comment la solution des grosses questions sociales domine l'amélioration de leur situation personnelle.

Les plus évolués parmi eux admettent l'éventualité de la grève générale, mais ils n'ont pas trouvé de plus noble attitude à imaginer en pareil cas, que de continuer leur classe « pour garder les enfants » !

⁂

Il ne faut pas juger sur ces seuls éléments d'appréciation la valeur des recrues qui se présentent aux portes des Bourses du Travail. Ils ont beaucoup de bonne volonté, une réelle capacité d'enthousiasme pour les idées justes et comptent parmi eux des femmes susceptibles de tous les courages et de tous les dévoûments.

Leur éducation seule est tout entière à faire ou à refaire.

L'Etat a formé des générations d'instituteurs propres à lui fournir des générations d'électeurs qui votent bien.

Les Bourses du Travail vont avoir à former des générations d'instituteurs, capables de laisser se développer librement la raison des enfants du peuple, de montrer le chemin à la masse des employés, fonctionnaires de tout ordre et des ruraux.

Les résultats de ce mouvement peuvent être immenses, et l'importance de l'œuvre mérite qu'on y apporte tous ses efforts et tous ses soins.

La première question à résoudre est l'attitude des instituteurs en cas de grève.

Evidemment les instituteurs qui adhèrent à la Confédération du Travail sont tenus de prendre part au mouvement.

Mais devront-ils fermer les écoles quand se fermeront les ateliers ? Ce ne serait d'aucune utilité aux ouvriers, et cela amènerait de suite le remplacement de l'instituteur gréviste par un de ces jaunes dont l'administration dispose et disposera encore longtemps à profusion.

Il me semble que le rôle de l'instituteur syndiqué, en cas de grève générale, est tout tracé : considérant que le régime ancien est supprimé, en fait, il n'a plus dès lors à se conformer aux prescriptions administratives, à subir les stupides et minutieux règlements qui ont pour but de couler dans un moule uniforme les cerveaux des enfants.

La grève, c'est la libération pour lui, pour les enfants des prolétaires, comme pour ces prolétaires eux-mêmes. Dès lors l'instituteur n'a qu'à agir comme si le capitalisme était définitivement vaincu ; il n'a qu'à continuer son œuvre éducative, mais selon ses idées personnelles conformément aux principes anarchistes, c'est-à-dire en vue de faire des hommes libres, conscients, intégralement développés, et non plus de bons serviteurs du pouvoir.

En agissant ainsi, il est utile au mouvement ouvrier, d'accord avec sa conscience et abrité par la légalité, puisqu'il n'a pas fait grève.

Tel est le poste de combat qu'on peut assigner à l'instituteur au moment de la bataille.

Dans l'intervalle des crises aiguës, le devoir d'un instituteur syndicaliste est de faire son éducation révolutionnaire par des entretiens avec les gens bien informés et surtout par des lectures sur l'histoire et les tendances d'un mouvement dont je puis affirmer que sont ignorants même les plus militants des instituteurs, sauf de très rares exceptions.

Les notions acquises, il doit s'efforcer de les faire pénétrer chez ses collègues, chez ses élèves, dans son entourage ; en prenant seulement les précautions nécessaires pour ne pas offrir à l'administration un prétexte pour le sabrer.

Mais comme le premier devoir de tout syndiqué est de refuser la succession d'un collègue révoqué pour propagande, et de s'opposer, par tous les moyens possibles, à l'introduction de jaunes, le danger diminuera à mesure que croîtront le nombre, la décision et la cohésion des syndiqués.

Dans toute son existence, l'instituteur syndicaliste doit affirmer ses idées, car ne peut être considéré comme sincère que celui qui agit comme il pense et l'action la plus modeste constitue une meilleure propagande que tous les écrits.

L'instituteur actuel est en général anticlérical militant ; mais sa femme va à l'église, ses enfants sont baptisés et ont fait leur première communion.

Que la femme aille à l'église, cela la regarde, car pour se mettre en ménage, elle n'a pas aliéné sa liberté. Mais plier des jeunes êtres à la nécessité de gestes qu'on ne leur impose qu'en leur racontant de stupides légendes, c'est indigne de tout homme affranchi et surtout de celui qui fait le métier d'éducateur.

Son devoir strict est de laisser ses enfants dans l'ignorance de toute superstition, libre à eux de les embrasser quand ils auront l'âge de comprendre.

Un homme honnête ne saurait manger à deux rateliers, le syndiqué doit dire adieu à la politique. Sa raison lui montre que le parlementarisme est tel qu'un fruit sec dont chaque pression nouvelle fait constater la flaccidité ; son intérêt est de prendre place volontairement dans l'organisme nouveau qui demain se substituera à l'ancien et qui saurait au besoin se passer de lui ; sa dignité n'a qu'à gagner à la fin du régime autoritaire où son échine devait trop souvent s'infléchir.

En adoptant comme principe de conduite cette grande et simple vérité « que tout homme en vaut un autre », il aura avec tous ses collègues les rapports qui découlent naturellement de la considération mutuelle et du respect de la personnalité de chacun.

Il devra surtout considérer la gravité de la tâche qu'il a acceptée vis-à-vis des enfants.

Rompant définitivement avec les doctrines que le gouvernement a voulu lui enseigner, il regardera comme un crime d'imposer à un enfant une croyance, une idée quelconque. — Il parlera aux enfants de tout ce qui tombe sous les sens. Il s'efforcera de provoquer leurs questions et d'y trouver la réponse qui satisfaira momentanément la curiosité de l'enfant. Il ne se préoccupera jamais de faire de l'enfant un bon citoyen, un bon soldat, un bon employé, pas même un bon élève capable d'obtenir son certificat à l'âge et au jour fixés.

Aux prescriptions de l'administration il opposera une résistance constante. La force d'inertie bien maniée vient à bout de toutes les forces contraires, et l'énergie se manifeste souvent mieux par la constance d'une attitude calme que par des éclats suivis de concessions.

Voilà dans ses grandes lignes comment j'envisage le rôle de l'instituteur syndicaliste. Il est libre de ne pas entrer dans le mouvement révolutionnaire, mais s'il y entre, il n'a pas le droit de se dérober aux obligations qu'il comporte.

Je gage qu'il les acceptera volontiers et plus vite qu'on ne croit. L'étape actuelle franchie, la progression va être rapide. Il y a parmi les instituteurs un précieux élément d'action — ce sont les jeunes institutrices.

Ces jeunes femmes ont jusqu'ici subi, plus que leur collègues, les méfaits de l'autorité. La lutte pour l'avancement s'est traduite trop souvent pour elles par la nécessité d'octroyer leurs faveurs aux représentants de l'administration. Elles ont passé tour à tour sous la domination autoritaire de leurs parents, du curé, de la maîtresse d'école, des professeurs de normale, de l'inspecteur primaire, du directeur ou de la directrice, du maire et enfin du mari. Pas une minute de leur vie elles n'ont été libres de regarder, de lire ce qu'elles voulaient, de dire ce qu'elles pensaient, de penser seulement par elles-mêmes, sans craindre de commettre un péché qui leur attire le mépris public.

Et sous cette abominable tyrannie, dans cette sujétion absolue, ont éclos des sentiments de lutte qui ont amené des jeunes filles à l'entière émancipation : de la famille, de la religion, de toute autorité, à l'anarchie vraie !

Nous aurons, parmi les jeunes institutrices, des propagandistes d'élite, tout comme la Révolution russe a eu parmi les jeunes étudiantes ses plus dévoués soutiens.

Ce sont les femmes qui contribuent le plus à la déchéance de la bourgeoisie ; ce seront les nôtres qui aideront le plus à notre victoire.

Michel Petit.

A NOS ABONNÉS. - AUX ACHETEURS

On se plaint depuis quelque temps, que le journal ou arrive en retard aux abonnés, ou n'arrive pas du tout. L'expédition est faite régulièrement le jeudi. Prière de réclamer à la poste.

De même pour les dépositaires. Le journal doit être en vente le samedi en province.

EN VENTE

Un superbe album des 52 dessins parus au cours de notre onzième année, contenant des dessins de Agard, Bradberry, Couturier, W. Crom, Delannoy, Delaw, Gelner, Grandjouan, Hénault, Hermann-Paul, Iribe, Jossot, Kupka, Lebasque, Luce, Naudin, Robin, Roubille, Rysselbergh, Steinlen, Van Dongen, Willaume. Prix : 5 fr. 60 en gare ; 6 fr. 10 recommandé par la poste.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Habert et Bouchard. — Joseph Habert et Alfred Bouchard, ce sont ces deux camarades qui, le 8 mai dernier, furent l'un et l'autre blessés en procédant, dans le petit logement qu'occupait le premier, 56, rue des Plantes, à une préparation de chimie.

Ils ont comparu le 29 juin devant la 11e chambre correctionnelle, président Gibon, sous la prévention de détention et de fabrication d'engins explosifs.

Malgré que les débats non plus que la longue instruction n'aient pu étayer l'accusation d'une seule preuve, malgré qu'il ait été surabondamment démontré, au contraire, qu'Habert était un doux, un tendre et non pas l'assoiffé de violence et de meurtre que peignit le réquisitoire, Gibon et ses deux acolytes ont été inflexibles. Joseph Habert et Alfred Bouchard, qui tous les deux sont ouvriers charpentiers, s'entendirent condamner au maximum de la peine : 5 ans de prison et 100 francs d'amende.

La société bourgeoise s'en portera-t-elle mieux ? Et parce que les présidents Gibon et les procureurs Watter ont envoyés pour cinq ans dans les geôles républicaines, deux travailleurs tombés malencontreusement sous leurs pattes, se figurent-ils avoir étouffé dans le peuple l'esprit de résistance aux oppressions qui l'accablent ?

Am. D.

⁂

Dans la flotte. — Le 3 juillet, les quinze matelots du torpilleur 250, ont été jugés devant le tribunal maritime de Toulon.

Les débats ont montré que les matelots s'étaient mutinés à cause de la sévérité excessive de certains officiers. Ils ont été condamnés à des peines variant entre 6 mois de prison (quartiers-maîtres Kermagoret et Gros) 4 mois et 6 jours.

Pendant la lecture du jugement, des matelots nombreux dans la salle, ont sifflé et protesté.

On se serait cru en Russie!

F. C.

⁂

Un militaire antimilitariste. — Nous avons parlé du cas du soldat Sauvage, du 2e colonial de Brest. Ce militaire est depuis le 22 juin dans la prison de Nantes, où il attend sa comparution en conseil de guerre. Mais citons cette « dépêche particulière » du *Matin* :

« Sauvage était détaché à la poudrerie de Kerhuon, un colis de brochures antimilitaristes à lui adressées, fut saisi, et le destinataire mis en prison.

« Une enquête approfondie de l'autorité militaire fit connaître ce détail particulièrement grave qu'une certaine partie des cartouches délivrées au détachement ne contenaient pas la quantité de poudre réglementaire et que ces cartouches avaient été évidemment vidées à dessein. C'est, du reste, le motif qui conduit le soldat Sauvage devant le conseil de guerre du 11e corps d'armée. L'accusé est originaire de Paris, où il exerçait la profession de monteur en bronze : le 22 septembre 1902, il s'engagea pour quatre ans au 48e régiment d'infanterie de ligne; en mai 1903, il fut incorporé au 5e régiment d'infanterie coloniale par voie de changement de corps; peu de temps après, il fut, par mesure disciplinaire, envoyé au 2e régiment d'infanterie coloniale à Brest. L'inculpé avait déjà encouru 159 jours de prison lors de son arrestation à Kerhuon. »

Le conseil de guerre de Nantes, qui va avoir à juger Sauvage, est réputé pour son extrême douceur. Il acquitta naguère quelques officiers rebelles. Il acquittera pareillement Sauvage, le soldat rebelle. Nous nous refusons nettement à en douter.

⁂

Var.

Exploit de gendarmes. — Décidément, les gendarmes du Var font du zèle à mes dépens... Que voilà de bons serviteurs qu'a la République démocratique !

Faisant, le 17 juin, une conférence à la Roquebrussane, je me trouvais au café, en compagnie du maire, de son adjoint et du beau-frère de celui-ci, que je ne connaissais pas et qui causait avec le brigadier de gendarmerie. Il se fit connaître et je lui dis en riant : « Je vous ai pris pour un gendarme en civil. »

Aussitôt le brave brigadier de m'interpeller : « Vous n'aimez donc pas les gendarmes ?... » Non, répondis-je, surtout lorsqu'ils sont Corses... « Je suis de la Camargue », répondit-il. Le dialogue en resta là. Mais le soir, notre vindicatif brigadier, qui ne pouvait digérer qu'on n'aimât pas les gendarmes, mobilisa deux de ses hommes, qui pénétrèrent dans la salle de la mairie revolver au côté!

Je les priai d'aller déposer leurs armes, leur faisant observer que l'assemblée n'avait que des sentiments pacifiques... Grossiers et provocants, ils répondirent qu'ils resteraient malgré moi. Déjà, dans l'auditoire, se dessinait un mouvement d'impatience, ce qui n'empêcha pas le brigadier de venir faire chorus avec ses hommes.

Heureusement, le maire arriva, qui les pria d'aller remiser leurs armes. Fureur du brigadier, qui me dit : « Si vous aviez été un homme, tout à l'heure, quand vous avez parlé des Corses! »

Comme on s'aperçoit bien que la République est démocratique!

Et la gendarmerie, donc!

Séraphine Pajaud.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Une rumeur. — Ni l'*Humanité*, ni la *Voix du Peuple* n'ont daigné relever les deux articles que j'ai publiés à cette place et sous ce même titre, il y a quinze jours et trois semaines.

Il convient donc de poser nettement la question : Est-il authentique que des négociations eurent lieu naguère entre l'administration du journal l'*Humanité, rédigé sous le contrôle du parti socialiste* et quatre ou cinq révolutionnaires de la Confédération générale du travail, en vue de l'entrée de ces derniers au journal précité?

Nous attendons une réponse. Notre question en vaut la peine.

⁂

L'amnistie. — Maintenant que l'action gréviste s'est de toutes parts à peu près assoupie, le gouvernement montre à la classe ouvrière un visage plus apaisé.

A Hennebont, où le lock out continue d'exercer ses rigueurs, le camarade Sélaquet, en faveur duquel j'ai, la semaine dernière, élevé ici la voix, vient d'être rendu à la liberté — provisoire. Ceux qui l'ont arrêté et maintenu près de deux mois en cellule, s'étaient donc trompés? N'en croyez rien. Ce fut pour briser la grève à Hennebont que le parquet de Lorient ordonna l'incarcération du délégué de la C. G. T. La manœuvre est restée infructueuse, — mais Sélaquet a fait des semaines de prison. Qu'importe aux docteurs en *droit* du parquet de Lorient ?

A Brest, les quinze militants ouvriers que le gouvernement tenait enfermés depuis soixante jours dans la forteresse de Bouguen, ont été, eux aussi relaxés. Pourquoi? Nul ne sait. En même temps, les deux agents de M. Clemenceau, à Brest, un certain Collignon, préfet, et un certain Tourrel, sous-préfet, ont vu s'abattre sur leurs crânes les foudres du maître. L'un et l'autre ont été cassés aux gages. Veut-on nous faire accroire que ces deux peu recommandables personnages dépassèrent, dans l'exécution, la pensée ministérielle? Alors pourquoi attendre six semaines pour les flanquer dehors? C'était tout de suite qu'il le fallait faire, ou bien jamais. Malgré le désaveu qu'il leur inflige aujourd'hui, M. Clemenceau demeurera, pour les ouvriers brestois, le complice, — et bien plus, l'inspirateur de Collignon et de Tourrel.

Cependant, à Paris, l'amnistie est à l'ordre du jour parlementaire. La clémence de nos maîtres s'exercera largement ; seuls, toutefois, en seront bannis les facteurs des postes révoqués pour faits de grève. Que ceci vous serve de leçon : le gouvernement se montre plus indulgent à ceux qu'on nomma les émeutiers de Fressenneville qu'aux quelques petits fonctionnaires qui, durant une semaine, eurent l'audace de lui tenir un peu tête. Ce qu'il faut sauver avant tout, c'est le prestige de l'autorité. Le souci de l'autorité « intangible et sacrée », chez MM. Barthou, Clemenceau et autres Excellences, l'emporte même sur celui de la propriété bourgeoise. Et ce n'est pas peu dire.

Firminy. — Un camarade de cette ville nous fait tenir le texte d'une lettre adressée récemment par la direction des Aciéries et Forges à chacun des membres de son personnel ouvrier, actuellement en grève.

En voici les trois paragraphes essentiels :

« Vous ne vous êtes pas présenté à l'usine le vendredi 22 juin, sans vous être excusé et sans nous avoir fait connaître le motif de votre absence.

« Vous avez ainsi rompu le contrat du travail et ne faites plus partie de notre personnel.

« Au cas où vous désireriez être réembauché dans notre usine, vous pouvez adresser par lettre une demande à la direction qui jugera quelle suite elle peut lui donner. »

Le Comité de grève et le bureau syndical ont fait à cette lettre la réponse suivante, d'une ferme dignité :

« En réponse à vos lettres de renvoi adressées aux ouvriers coupables de soutenir leurs droits à la vie; nous avons l'honneur de vous dire que vos honteuses et criminelles manœuvres ne seront pas écoutées et, en conséquence, ne seront d'aucune portée.

« Ecoutant leur conscience qui leur dicte les sentiments de solidarité qui doivent unir tous les travailleurs, les ouvriers ne seront pas dupes et vous resterez les jouets de votre intention d'affamer la classe ouvrière de Firminy.

« Vous lancez à la classe ouvrière un cruel défi en agissant ainsi; en conséquence, la lutte est engagée, et à qui la victoire?

» Envisageant les faits historiques des temps premiers jusqu'à nos jours, vous vous bernez dans l'espérance que la victoire restera à la force oppressive et brutale.

« Mais réfléchissez, les sentiments de justice et de solidarité s'inculquent de plus en plus dans les masses ouvrières et méfiez-vous que vos armes ne se retournent contre vous.

« Avant de terminer, nous devons vous dire que nous vous laissons responsables des faits qui pourraient surgir de l'agitation que vous créez et nous vous adressons l'assurance de notre énergique intervention. »

La grève continue à Firminy.

⁂

L'éveil rural. — Il s'annonce, cette fois, au fin fond des Landes, dans cette partie du canton de Saint-Martin-de-Seignaux, que baigne l'Adour.

Le 26 juin, sur la convocation de quelques-uns des leurs, 300 métayers étaient réunis dans la commune de Saint-André.

Un syndicat de métayers — qu'on nomme là-bas aussi colons partiaires, — fut formé dans cette réunion d'un caractère si neuf encore. Après le vote des statuts, l'assemblée discuta longuement les intérêts des métayers landais.

Ceux-ci s'élèvent surtout contre la dureté des conditions que les propriétaires terriens leur imposent. Ils ne veulent plus notamment du partage à moitié fruit, qui les récompense trop chichement de leurs peines et entendent arriver à lui substituer le *partage à la cinquette*.

Dans chaque commune, quelques métayers ont été chargés de recueillir les adhésions au syndicat. Puisse celui-ci ne pas borner son effort à des revendications sans portée. Le but, déclaré ou tacite, du syndicalisme paysan, ce ne peut être que la reprise de la terre par l'homme qui la cultive.

Un syndicat ne peut être que révolutionnaire. — Il appartiendra aux camarades anarchistes landais, dont le nombre grandit peu à peu, de faire entrer ces idées dans la tête des métayers des rives de l'Adour.

Am. D.

⁂

Saint-Nazaire.

Le 3 juillet, 400 chauffeurs de rivets (jeunes gens de 14 à 18 ans) des Ateliers et Chantiers de la Loire, quittaient le travail, demandant une augmentation de salaire. Ils veulent être payés 0 fr. 25 de l'heure en commençant et 0 fr. 35 à partir de 18 ans.

Le directeur ne voulut rien entendre, déclarant « qu'il était honteux que des jeunes gens de 14 à 18 ans veuillent gagner 0 fr. 30 de l'heure! »

C'est alors que les ouvriers des Chantiers de la Loire et des Chantiers de l'Atlantique se réuni-

ent aux grévistes au nombre de 700 environ et réclamèrent 0 fr. 05 d'augmentation par heure, soit 0 fr. 45 de l'heure pour les frappeurs, 0 fr. 40 pour les manœuvres, les galvaniseurs, etc.

Les directeurs des deux chantiers n'ont pas l'air de vouloir céder, mais la grève ne tardera pas à devenir générale dans les Chantiers de construction de Saint-Nazaire, si l'augmentation de salaire n'est pas accordée aux ouvriers.

FÉLIXIO.

ÉTATS-UNIS

La Fédération des Mineurs de l'Ouest et le cas de Moyer, Haywood et Pettibone (1). — La Fédération des mineurs de l'Ouest fut fondée à Butte (Montana) au printemps de 1893, à la veille de l'exposition de Chicago et de la crise économique qui la suivit. Plusieurs années durant, tant qu'il n'en fut pas empêché par une grave maladie du larynx, E. L. Bogie en fut l'orateur et l'homme d'action principal. Il disait : « Les droits des citoyens ne sont respectés que lorsque ceux-ci sont prêts à les faire valoir les armes à la main. »

On demandait alors la journée de 8 heures et 3 l. st. de salaire minimum, les réclamations ne pouvaient être admises à l'amiable par le patronat. Une âpre lutte s'engagea alors entre la *Fédération* et la *Mine owners Association* dans l'Etat de Colorado. La violence fut alors à l'ordre du jour dans les Montagnes Rocheuses et cette période atteignit son culmen lors de la grève de Criple Creek (1896), où plus de 2,000 mineurs armés guettèrent l'arrivée de la milice. Mais celle-ci prudemment battit en retraite devant la menace et s'établit à une distance considérable des révoltés.

Ce que voyant, le gouverneur Waite intervint et parvint à faire donner satisfaction aux ouvriers, qui obtinrent les 8 heures et 3 livres st. de salaire minimum.

Mais cette victoire ne pouvait faire l'affaire des exploiteurs. Et la lutte ne tarda pas à recommencer un peu partout. En 1898, elle atteignit son culmen à Warduer, dans l'Idaho, et là les mineurs subirent une défaite complète.

C'est là que le gouverneur Stenneberg, quoique ex-ouvrier *lui-même*, joua le rôle de chien de garde du capital, et mit la terreur à l'ordre du jour, enfermant dans des parcs à bestiaux tous les mineurs qui le gênaient. N'étant pas sûr de la milice, il demanda au président Mac Kinley des nègres pour venir à bout des ouvriers.

Dès lors, le patronat du Colorado n'eut plus de cesse qu'il ne fût parvenu à dompter les travailleurs, comme celui de l'Idaho avait réussi à le faire pour sa part. Il s'y efforça surtout après 1900, lorsque la *Fédération* se fut prononcée pour le socialisme révolutionnaire et eut mis à sa tête les camarades Moyer et Haywood.

Aussi, lorsque les patrons se furent assurés de la complicité du nouveau gouverneur de l'Etat, se crurent-ils assez forts pour rompre tous les contrats passés avec la Fédération. Mais leur haine acharnée ne put venir à bout de l'organisation ouvrière.

Dans un pamphlet, écrit par un journaliste prostitué, Walter Welman, de Chicago, ils allèrent jusqu'à accuser Moyer et Haywood de plus de mille assassinats ! La Fédération répliqua par un autre pamphlet intitulé : *Les vrais coupables*, où elle perçait à jour la canaillerie capitaliste et défiant les patrons de faire la preuve de leurs dires.

Welman écrivit alors dans la *Denver Post* que Moyer et Haywood terrorisaient les ouvriers pour faire triompher les desseins criminels de la *Fédération* et il se trouva naturellement quelques traîtres, tel que le sinistre Tom Hyder, charpentier et éditeur du *Clarion Advocate* de Denver pour témoigner dans le même sens.

Au congrès de la Fédération (Denver, 1904), il fut résolu qu'on s'entendrait avec toutes les organisations ouvrières à tendances socialistes révolutionnaires qui l'année d'avant, s'étaient unies pour fonder *l'Union des travailleurs industriels du Monde*, la plus haute expression du syndicalisme américain.

Au congrès suivant, Haywood, à qui une grande banque du Colorado venait d'offrir vainement une place de 5,000 l. st. par an, se déclara socialiste révolutionnaire et partisan de la lutte à outrance contre le patronat.

Quinze jours après le meurtre de Stenneberg (décembre 1905), une conférence de patrons se réunit à Denver dans le but de manigancer la perte de Moyer et de Haywood. Selon James Kirwan, l'actuel secrétaire de la Fédération, les patrons souscrivirent un million de dollars pour parer aux frais du procès, et ce avec l'assentiment des gouverneurs de l'Idaho et du Colorado, Goo ling et Mac Donald.

C'est le capitaine des Pinkertons (1), Mac Parland qui fut chargé de cuisiner le complot.

Deux semaines plus tard, Moyer, Haywood et Pettibone étaient arrêtés à Denver et transportés par train spécial à Boise (Idaho) pour complicité dans le meurtre de Stenneberg. Mac Parland se vanta alors qu'il les tenait et qu'il ne les lâcherait pas vivants. Tout a été mis en œuvre pour arriver à étayer l'accusation, et notamment des Judas ont été recrutés à prix d'argent partout où on a pu en trouver.

Quant à Mac Parland, de son vrai nom Mac Kenna, il est originaire de Parsons (Kansas) et ses concitoyens ont tenu à faire connaître à tous les Etats-Unis quel homme était ce bandit. A la suite d'une réunion publique, un ordre du jour a été voté dans lequel Mac Parland est stigmatisé comme un être capable de tout faire pour de l'argent. L'ordre du jour se termine ainsi : « Nous prévenons toutes les personnes qui se trouveront mêlées au procès de ces hommes qu'il n'y a pas aujourd'hui, hors des prisons des Etats-Unis, un homme qui soit plus vil et plus criminel que Mac Parland. »

Voilà celui qui confectionne des *preuves* contre nos camarades. Il est vrai que ceux-ci se trouvaient le jour de l'assassinat à plus de 1.800 km. du lieu où il fut commis, mais les juges américains ne sont pas embarrassés pour si peu quand il s'agit de travailleurs rebelles.

Tous les capitalistes américains ont fait de la condamnation des trois accusés leur affaire personnelle et le président Roosevelt lui-même a insinué dans un de ses derniers discours que ceux-ci pouvaient très bien être coupables.

Reste à savoir quelle sera l'attitude du prolétariat. Jusqu'à présent on s'est borné à recueillir de l'argent et à voter des ordres du jour, dont la classe capitaliste se moque évidemment bien.

Les avocats de nos camarades n'auront pas de peine à démontrer que le procès est une machination odieuse. Ce sont Richardson, de Denver, avocat-conseil depuis plus de cinq ans de la Fédération, Clarence Darrow, de Chicago, et Barke Cokan, de New-York.

Quant à nous notre rôle est tracé. Ce sera, avant le procès, d'organiser par tout le pays une agitation intense en faveur de ceux qu'on veut faire disparaître. Nous ne pouvons pas oublier que la *Fédération des Mineurs de l'Ouest* a la première aux Etats-Unis levé le drapeau du syndicalisme révolutionnaire et que, derrière la personne des accusés, ce seront nos aspirations de classe opprimée et spoliée qui seront aux prises avec l'accusation.

A. KLÉMENCIC.

Contre les hommes libres. — Le Sénat américain a adopté le bill déjà voté par la Chambre des représentants qui stipule l'application prochaine sur le territoire des Etats-Unis, de l'Alaska, d'Hawaï et de Porto-Rico d'une loi sur l'immigration qui touche tout spécialement les anarchistes.

La naturalisation sera refusée à tout homme opposé aux institutions nationales ou affilié à une organisation professant de telles doctrines, à ceux qui préconisent le meurtre des officiers publics et enfin à ceux qui, n'étant pas muets, n'ont pas la connaissance de l'anglais.

Nous avons cru divertissant de donner à nos lecteurs ce nouvel échantillon du crétinisme parlementaire. Soyons tranquilles : l'anarchisme international se rit de toutes les barrières que les pauvres faiseurs de lois prétendent, un peu partout, opposer à son expansion !

La grève des Plats. — Quatre-vingts garçons de restaurant devaient servir plus de quinze cents invités au banquet du Jubilé de la « *North American Union* ». Ils refusèrent de marcher si on ne leur accordait pas immédiatement un meilleur salaire, selon les conventions de Chicago.

Un des principaux invités de la soirée était le lieutenant gouverneur Sherman. Les garçons estimèrent que le fait de servir le « deuxième homme » de l'Etat valait au moins 12 shillings pour la nuit, au lieu de 8 shillings. Sur le refus du patron, les garçons remirent leurs tabliers.

Afin de tenir l'assemblée en humeur, la musique joua. Enfin, après quelques pourparlers, les garçons consentirent à accepter 2 shillings 2 pence d'extra chacun. Alors seulement, on apporta la soupe.

Ce n'est pas le cœur qui est le plus sensible chez les bourgeois, c'est l'estomac.

A. PR.

Le vrai féminisme. — Le boycottage des femmes secrétaires de Chicago par un grand nombre de compagnies importantes et les récentes objections de l'administration des postes aux revendications des femmes ont provoqué quelque agitation dans le personnel féminin.

Les administrateurs de la *Post Office* font toutes sortes de reproches aux femmes, comme de ne pas être ambitieuses, de se refuser aux besognes inférieures, où à grimper les échelles, ou bien d'être trop sensibles aux réprimandes ; ou encore de ne pas marcher pour faire du rabiot. Une institutrice, Miss Margaret Haley engage les femmes à s'organiser dans une ligue de défense, et à forcer les employeurs à leur accorder des droits égaux à ceux des hommes.

Ce féminisme-là n'est-il pas mille fois plus urgent que la conquête du droit de vote pour les femmes au sujet duquel les Suffragettes de Londres font tant de potin ?

A. PR.

ALLEMAGNE

Bourreaux galonnés. — Un cas révoltant de brutalité vient d'être jugé par la cour martiale de Riesa. Il s'agissait d'un sergent qui avait pour habitude de torturer systématiquement ses hommes. Il les faisait se lever de bonne heure, et, par les temps les plus froids, les forçait à briser la glace et à la porter très loin dans leurs mains nues. C'est ainsi que les deux mains d'une recrue furent gelées.

Le sergent cravachait les recrues. Si elles avaient le malheur de bouger pendant l'opération, il les fouettait jusqu'à ce que leur corps fut couvert de marques. Il lui arrivait aussi d'appliquer ses lourdes bottes de cavalerie sur les pieds nus des recrues. Le sergent, que la cour martiale qualifia de « tortureur systématique de soldats » fut condamné à un an d'emprisonnement et à la dégradation.

Ça se décolle chez les voisins !

A. PR.

Rébellion militaire. — Le *Vorwaerts*, revenant sur ses révélations au sujet des rébellions militaires qui ont eu lieu dans la colonie allemande de l'Afrique du sud, précise les détails suivants :

« Un officier a été poignardé pour avoir maltraité les soldats qui, partis volontairement pour l'Afrique, croyaient que leur engagement était terminé et demandaient à être renvoyés en Allemagne ; un sergent a été frappé et grièvement blessé à cause de sa brutalité ; un autre sergent de cavalerie a été attaqué par les soldats, qui l'ont forcé à crier : « Vive le socialisme ! »

« Ce dernier cas a été reconnu exact par un journal officieux ; sur les autres points, tous les journaux se taisent. »

Perquisitions et saisie. — Une dépêche de Berlin aux journaux du 2 juillet annonçait qu'au cours des précédents jours, des perquisitions avaient été opérées au domicile de plusieurs anarchistes militants et que notre camarade de lutte *Der freie Arbeiter* (*Le Travailleur libre*), avait été l'objet d'une saisie.

ANGLETERRE

Grève de sauveteurs. — La cloche du service du *life boat* (bateau de sauvetage), de Walmer (Kent), ayant tinté pour appeler les hommes à l'exercice trimestriel les sauveteurs refusèrent de monter à bord.

Ils se rendirent à l'Administration et réclamèrent leur paie pour du travail d'il y a deux mois, alors qu'ils sortirent par une nuit d'orage pour porter secours à un navire en détresse sur les

(1) Cette correspondance a été retardée, malgré nous, depuis deux semaines.

(1) Bandits à la solde d'une agence privée, payés par les capitalistes pour la répression des grèves.

Bancs de Good Win. Une discussion s'ensuivit, mais les marins tinrent bon et les portes du *boat-house* furent fermées.

— « Nous risquons notre vie et notre santé chaque fois que nous allons au-devant d'un navire, — disait l'un d'eux. Les 2 livres 5 shellings (56 francs), dus à chacun de nous, n'ont pas été payés depuis deux mois. Nous en avons besoin pour nos femmes et nos enfants. »

La grève continue.

A. Pr.

Une action immédiate est intentée par la police contre une section de Sans-Travail de Manchester, qui, la nuit dernière, a pris possession de terres de la dépendance du chapitre de Levenshulme, dans la banlieue de la cité.

Une douzaine d'hommes équipés avec des instruments d'agriculture et des ustensiles de cuisine, ont passé la nuit sous une large tente, érigée sur la scène de ce remarquable exploit et leur chef, un homme, nommé Smith, déclara qu'il prenait possession de la terre pour la cultiver.

Il ajouta que si l'on voulait l'en chasser avec ses compagnons, il dresserait des barricades pour défendre sa position par tous les moyens et avec le plus d'énergie possible.

«C'est le commencement d'un mouvement qui entrera dans l'histoire » déclara M. Smith qui ajouta que lui et ses camarades représentaient un contingent initial qui serait suivi par un autre aussitôt que de nouvelles tentes et de nouveaux instruments seraient trouvés jusqu'à ce que tous les *sans-travail* de Manchester et de Salford se soient emparés de la terre.

RUSSIE

Le mouvement anarchiste à Tiflis. — Une lettre récemment reçue de la grande capitale caucasienne nous informe que le mouvement anarchiste commence à y faire sentir sérieusement son influence.

A Tiflis même, il existe plusieurs groupes anarchistes qui s'attachent à traduire et à répandre nos brochures. Deux journaux anarchistes y sont régulièrement édités. L'un est hebdomadaire : c'est le *Nobati;* l'autre est quotidien : c'est la *Chma* (la *Voix*).

ITALIE

Une grève sanglante. — Des ouvriers des soufrières ont proclamé, le 3 juillet, à Caltanisetta (Sicile), la grève générale. Après un meeting, ces ouvriers ont parcouru la ville précédés d'un drapeau et ont fait fermer les magasins. A la suite de l'attitude menaçante de la foule, la police est intervenue pour disperser les manifestants. Quelques gardiens de ville et quelques carabiniers ont été blessés de coups de bâton et de coups de couteau. Un anarchiste nommé Frontmur, qui a blessé grièvement un carabinier, a été arrêté et conduit en prison. La foule a essayé de le délivrer. Devant la porte de la prison, la foule étant sur le point de déborder les factionnaires, ceux-ci ont fait usage de leurs fusils. Sept personnes ont été blessées. Le calme est rétabli.

(*Les Journaux.*)

BELGIQUE

Mœurs de magistrats. — Dans l'affaire de Fexhe-le-Haut-Clocher, jugée par le tribunal de Liège, un gendarme proposa de questionner le petit Lowet, âgé de cinq ans, sur le crime dont sa mère était accusée.

Le magistrat fit appeler l'enfant devant la cour. D'abord il ne voulut rien dire. Alors, on lui montra un pistolet automatique, son joujou favori : « Tu l'auras si tu parles, lui dit-on. Est-il vrai que ta mère a étranglé la vieille Mathy ? » Les yeux fixés sur le joujou, l'enfant répondit : Oui.

Afin de le faire jaser le plus longtemps possible, on tint l'objet convoité devant ses yeux sans qu'il pût y toucher. A un moment, il cessa de parler. Alors l'huissier fit marcher plusieurs fois le mécanisme. Naturellement, le pauvre petit répondit à ce qu'on lui demandait et accusa sa mère de meurtre.

Du moment que la machine à condamner fonctionne, MM. les robins sont satisfaits.

A. Pr.

Le prochain dessin sera signé Hénault.

BIBLIOGRAPHIE

Un autre bouquin, sur la question économique, c'est celui que M. Gonnard (1) a écrit sur l'ouvrière dont la situation déplorable rendrait enviable celle de son frère de misère, l'ouvrier, démontrant surtout tout le ridicule de ces réclamations féministes devenues le tremplin d'un tas de bas-bleu qui ne demandent qu'une chose, voir s'ouvrir à leurs appétits d'ambition, la carrière électorale.

Ce sont des constatations que nos lecteurs connaissent déjà que nous apporte M. Gonnard, salaires de famine, rendant presque obligatoire la prostitution, longueur exagérée des journées. Mais il est bon qu'à ceux qui les ignorent, on vienne les rappeler de temps à autre, surtout lorsque c'est par quelqu'un que l'on ne peut accuser de parti-pris de dénigrement.

Quant au remède, M. Gonnard, comme tous ceux pour qui ces constatations ne sont que matière à philantropie, il n'en voit pas d'autres que la distribution de la force à domicile, des lois plus intelligentes, appel aux bons sentiments des exploiteurs, et autres fariboles.

Comptez là-dessus, mes sœurs, et buvez de l'eau.

Tantoune (2) de M. Antonin Lavergne est un aperçu de la vie paysanne dans un coin du Languedoc, où se sont conservées les vieilles mœurs qui ont tant de peine à résister aux facilités de communications qui se multiplient tous les jours, dont toutes ne sont pas à regretter, mais dont certaines, cependant, avaient leur charme, ou leur utilité pour l'individu, et qui ne sont pas remplacées par leur équivalent.

Tantoune est la sœur cadette d'un de ces bordiers qui se transmettent leur ferme de père en fils, s'arrangeant, malgré la loi, pour que le « bien » revienne toujours à l'aîné, les autres devant se contenter de ce qu'ils peuvent grapiller, et sont tellement imbus eux-mêmes de cet esprit de primogéniture qu'ils sont les premiers à s'y soumettre.

Le frère de *Tantoune* s'est remarié, et pour que le fils de sa première femme, « l'aîné », ne soit pas frustré de son droit d'aînesse, pour que « le bien » ne sorte pas de la famille, *Tantoune* renonce au mariage, malgré un rayon d'amour qui a traversé son existence, pour se consacrer au fils de son frère, à son neveu, dont elle se fait la protectrice, contre les injustices possibles de la nouvelle femme du frère.

Ce n'est qu'un coin de vie, sans portée sociale que nous donne l'auteur, mais c'est d'une lecture attachante.

L'Avarie (3) du Dr Mireu est la mise en volume d'une série d'articles sur le sujet indiqué par le titre.

Ce n'est pas un livre de médecine, mais une simple vulgarisation sur ce que l'on sait de la syphilis, avec des conseils appropriés aux jeunes gens.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Le Crime de la rue de Chantilly, par Goron. 1 volume, 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Os meus dez dias em Paris, par Campos Lima, 1 broch. 200 reis, Coimbra.

Conception philosophique de l'Etat et des fonctionnaires. — Egalité des retraites des fonctionnaires et des ouvriers. — Les Députés contre les électeurs, 3 brochures à 5 centimes, par P. Gayvallet. Imp. Duchen, Marmande.

Faut-il fermer Lourdes? par J. de Bonnefon, 1 fr. Société d'éditions, 47, rue Vivienne.

El Hombre y la Tierra por E. Reclus, cuaderno 27-28, A. Martin, Barcelone.

L'Abbé Changine (une paroisse sous la séparation), roman, par J. Gravier, 1 vol. 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.

De chez Stock :

Rayonnements (vers), par C. de Bussy, 1 vol. 3 fr. 50. — *De la Charrue à la Pourpre*, par P. Fraycourt, 1 vol. 3 fr. 50.

(1) *La femme dans l'industrie*, 3 fr. 50 chez Colin, 5, rue de Mézières.
(2) Un vol. 3 fr. 50. Ollendorf, 50, Chaussée d'Antin.
(3) Un vol. 2 fr. 50, chez Stock.

Une Colonie communiste, par E. Chapelier, 0 fr. 10 à « l'Expérience », Stockel-Bois (Belgique).

Une Coopérative communiste, brochure, imprimerie coopérative, 17, rue Damiette, Rouen.

Souscription pour les Familles des détenus :

Liste par F., au Mans, 8 fr. ; B. à Asnières, 5 fr. ; Philadelphie : Produit de la fête versé par le camarade Dujardin, 309 fr. — En tout : 322 fr.
Listes précédentes : 967 fr. 25.
Total : 1,289 fr. 25.

Correspondances et Communications

× **Manœuvres et Maçons ! Attention !** — Les camarades manœuvres et maçons de Lausanne (Suisse) sont en grève; ils luttent pour la journée de neuf heures. Les grévistes sont organisés en syndicat, en fédération et font partie de l'Union ouvrière locale. Ces organisations les appuient énergiquement dans leur lutte contre le patronat. Avant la déclaration de grève, plus de 2,000 maçons travaillaient à Lausanne. Ne voulant pas réduire la journée de travail, les entrepreneurs lausannois cherchent à recruter, à tout prix, des ouvriers pour remplacer nos camarades. Pour cela, ils font d'actives démarches en Suisse, en Belgique, en Italie et en France, principalement dans la Savoie, le Limousin et l'Auvergne.

Prolétaires de tous les pays, n'écoutez pas les alléchantes promesses des patrons lausannois. Que pas un maçon ou manœuvre ne vienne à Lausanne. Nous serons obligés de traiter en renégats les ouvriers du dehors qui tenteraient de prendre la place des grévistes.

Soyons solidaires ! En avant vers la diminution des heures de travail !

Union ouvrière de Lausanne.

× On nous avertit de Cherbourg qu'un individu se donnant pour Vallina exploite la région.

Le camarade Vallina n'ayant pas quitté Londres, les camarades sauront à qui ils ont affaire.

× **La Ruche.** — Durant les vacances les enfants de « la Ruche », guidés par Sébastien Faure et ses collaborateurs vont faire un voyage à travers la France et la Suisse.

Outre que ce sera, pour ces chers petits, une leçon de géographie pratique d'un charme rare et d'un enseignement puissant, ce sera pour eux et pour les camarades anarchistes des différentes villes, l'occasion de se connaître, de s'apprécier et le point de départ d'une affection réciproque des plus désirables.

L'itinéraire n'est pas encore définitif; mais il n'y sera introduit que les modifications tout à fait inévitables et elles seront à peu près insignifiantes.

Dans chaque ville, les enfants de « la Ruche » donneront une fête publique et payante. Le programme en sera ultérieurement publié.

Le voyage de la Ruche commencera le 1er août, par Saint-Quentin, Amiens, Rouen, Le Havre.

C'est la première fois que, en France, a lieu une pareille tournée. Tous nos amis saisiront la propagande considérable qu'elle peut, qu'elle doit faire, qu'elle fera en faveur de l'éducation rationnelle et positive.

Ils se feront une joie de contribuer, dans toute la mesure de leurs forces, à la réussite de cette tournée.

× **A. I. A., Comité national.** — Le Comité national informe les secrétaires des sections que les timbres-acquits sont à leur disposition au prix minimum de 0 fr. 10 l'un.

A la Permanence : étiquettes antimilitaristes, 0 fr. 15 le cent.

Grève générale, de Briand, 3 fr. 50.

Brochures aux pères et mères de familles à 1 fr. 50 le cent.

Adresser tous les mandats au nom du trésorier, Ardouin, 103, quai Valmy.

× L'imprimerie communiste à Roubaix voudrait acheter une nouvelle presse plus grande que celle qu'elle possède : elle a déjà recueilli 300 francs; 200 autres seraient nécessaires pour effectuer le premier paiement. On peut apporter son concours par souscription, mais surtout en achetant les brochures qu'elle a éditées à grand tirage :

La Peste religieuse, Johann Most, 5 centimes, 2 francs le cent.

Le Mensonge patriotique, Eug. Merle, 10 centimes, 5 francs le cent.

Légitimation des actes de révolte (2e déclaration), par G. Etievant, 10 centimes, 5 francs le cent.

Quelques idées fausses sur l'anarchie, Dr M. N., 5 centimes, 2 francs le cent.

Lettre à un conscrit, Victor Meric, 5 centimes, 2 francs le cent.

On peut s'adresser aussi à elle pour toutes autres brochures. Frais de port en plus pour tout envoi.

Ecrire au camarade Prudent Potteau, palais du travail, 8, rue du Pile, Roubaix (Nord).

× **Les Ecumeurs.** — Décidément l'espèce en refleurit partout à la fois. Un soi-disant anarchiste parcourait récemment, en Suisse, les cantons du Tessin, du Valais, de Vaud et de Genève, faisant des dupes dans chacune des villes où il passait.

Il dit se nommer Michel Rose, mais change volontiers de nom. C'est un petit homme de 35 ans, teint basané, moustache noire, d'origine italienne, qu'on se méfie des soi-disant camarades.

× **Association nationale des Libres Penseurs de France.** — La commission exécutive a décidé de renvoyer aux premiers jours de novembre le congrès qui avait d'abord été fixé pour le 14 juillet.

Le principal objet des discussions de ce congrès devant être l'organisation de la Libre Pensée, en face des associations cultuelles, la Commission a pensé qu'il y avait intérêt à prendre une date à laquelle l'Eglise se serait prononcée sur le mode d'établissement de ces associations.

× **Syndicat des conducteurs, margeurs, pointeurs et minerviste de la Seine.** — Nous mettons en garde tous les camarades *Belges* contre les agissements d'un nommé VANDE CRUYS, imprimeur typographe qui s'est séparé adroitement de ses *camarades de Paris en leur emportant une assez forte somme* et nous les engageons même de l'évincer comme il le mérite.

Pour le syndicat et par mandat,
F. Granwojelz.

× Je suis rentré en possession des 44 brochures qui m'avaient été prises. Si j'ai encombré les colonnes du journal de ma correspondance avec le parquet, c'est pour démontrer aux camarades qu'il ne s'agit que d'y mettre de l'obstination pour arriver à se faire rendre ce qui vous appartient.

× Dans l'envoi de l'album aux souscripteurs, il a été commis une erreur. Il n'a été adressé qu'un exemplaire à un souscripteur qui devait en recevoir deux. Par contre, quelqu'un qui devait n'en recevoir qu'un, a reçu le colis qui en contenait deux.

Le camarade qui l'a reçu serait bien aimable de le placer, s'il peut, et de nous envoyer le montant, ou de nous le retourner.

CONVOCATIONS

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 16 juillet, à 8 heures et demie du soir, 45, rue de Saintonge.— Soirée de propagande. — Lecture de « une heure d'Esperanto ». — Chants, poésies. — Les non-espérantistes sont spécialement invités.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Mardi 17. — Dr René Martial : De l'influence de la lumière sur l'organisme.

× **Milieu libre en formation.** — Les camarades qui s'intéressent à la création du « Milieu libre », sont prévenus que les réunions qui se tenaient rue Grange-aux-Belles, auront lieu à l'avenir tous les samedis, à l'*Aube sociale*, 4, passage David, (XVIIIe).

Samedi 14, à 8 heures et demie: Causerie par un camarade.

L'Aube Social, 4, passage Davy, — Vendredi 13 juillet, Docteur René Martial : Influence de la lumière sur l'organisme.

Mardi 17, Han Ryner : Les Chrétiens et les Philosophes (Lecture, Causerie).

Vendredi 20, Vulgus : Les causes de la Psychologie animale.

× Levallois-Perret. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion de tous les membres le lundi 23 juillet, à 9 heures du soir, 91, rue Chevallier, Café de l'Eglantine, pour clore la discussion des questions posées par le Comité national et élaborer celles que nous avons à faire proposer par notre délégué au Congrès de Limoges.

× Nogent-le-Perreux-Bry (Section de). — **A. I. A.**— Les adhérents et les camarades de la région sont invités à assister à la réunion de propagande qui aura lieu jeudi 19 juillet, salle Roudier (coin de la rue de la Station), avenue de Rosny, au Perreux.

Elaboration d'une feuille de propagande régionale, etc.

× Clermont-Ferrand (Jeunesse libre de). — **— Groupe d'Etudes et de propagande anarchiste.** — Réunion tous les samedis: causerie par un camarade. Pour tous renseignements (correspondance et communications), s'adresser à Victor Golonèche, 16, rue Saint-Louis, ou à Bouchet, Léon, 9, place du Mazet.

Samedi, 14, ballade de propagande.

× Cherbourg. — **Causeries populaires.** — Réunions le mardi et le vendredi à 8 heures et demie du soir.

× Montpellier. — **Groupe d'études sociales**, anciennement 24, rue Guillaume-Pellicier, a été transféré, Café du Plant de l'Olivier.

Tous les samedis, réunion des camarades.

Le 14 courant, à 8 heures et demie. — Réorganisation du groupe antimilitariste.

Questions très importantes.

Adresser correspondances et communications au camarade Raoul Grès, impasse Coustou, rue de Candolle.

Petite Correspondance

A. Pr., Beauvais. — Oui, l'article passera, mais ne pouvons dire quand.

H., à Cherbourg. — Coin expédié. Abonnement terminé fin avril.

G., à Apt.— L'*Entraide*, 3 fr. 30 par la poste, et non 3 francs. — Pas de procès Naine. Avec les autres brochures cela fait le compte.

Pomin. — Vers insuffisants.

H., à Digne. — Quelques brochures manquent. Ai remplacé par d'autres.

C., à Nantes. — Fais passer votre lettre à Petit.

T., à Armentières. — Oui, dorénavant, le dessin se trouvera à la 8e page du journal.

J. J., à Marseille. — Vous nous avez mal donné l'adresse.

C., à Solers. — Quelques-unes des brochures épuisées. Ai remplacé par d'autres.

J., à Jeumont. — Vous aviez oublié de mettre le nom du destinataire sur l'adresse.

P., à Bollène. — Vous devez avoir l'album maintenant.

S., à Narbonne. — Oui, distribuez les numéros.

Le camarade F. Rey, d'Alger informe ses correspondants que sa nouvelle adresse est : 77, rue Michelet, Alger.

Reçu pour le journal : D., à Mons, 20 francs. — K., à Charlottembourg, 1 franc. — D., à Saint-Etienne, 0 fr. 50. — B., à Annonay, 1 franc. — P. D., à Tilh, 1 franc. Londres par Harvey : O. K., 1 fr. 25 ; illisible, 2 fr. 50. C. R., 1 fr. 25 et S. F., 1 fr. 25. — A. G., 1 fr. 25. — L'anarchie est un remède qui doit guérir tous les maux, 3 francs. B., à Sainte-Foy-la-Grande, 13 fr. — B., à Saulieu, 1 franc. — P., à Chaux-de-Fonds, 8 francs. — L. S., à Lyon, 1 franc. — Souscription faite par Pipoz, 7 fr. 50.

Merci à tous.

T., à Loigneville. — M., à Montreux. — G., à Marseille. — L., à New-York. — J. D., à New-York. — D., à Bruxelles. — S., à Lorient. — D., à Fresnes. — F., à Feuquières. — F. T., à Fremimore. — P., à Bab el Oued. — R. G., à Firminy. — C. C., à Paris. — N., à Vatan. — J., à Nogent-les-Vierges. — A. V., à Couliège. — D., à Frouard. — B. et G., à Tanis. — M. et G., à Sannois. — E. G., à Vaux. — N., à Funchal. — R., à Orange. — B., à Caudebec. — S., à Lardières. — D., à Saint-Etienne. — Galhauban. — M. P., à Bollène.

Reçu timbres et mandats.

J. D., à Londres. — Nous n'avons aucun contrôle sur les libraires. Le journal étant marqué 0 fr. 15 pour l'extérieur, c'est aux acheteurs à refuser de le payer davantage.

EN VENTE

Portrait de Reclus, en cartes postales. L'une avec le cliché qui illustre l'article de Kropotkine, et l'autre avec le cliché de l'article Nadar. 0 fr. 05 pièce; 0 fr. 10 franco. 4 fr. le 100.

CARTES POSTALES ILLUSTRÉES

Nos calotins série de 6 cartes, par Jules Hénault, la série, franco	» 50
— 2e série de 6 cartes anticléricales, par J Hénault, la série, franco.	» 50
— 3e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco.	» 50
Série de 6 cartes **Marines**, d'après les eaux-fortes de V. Rysselbergue, franco	» 60
Patriotisme-Colonisation, série de 10 cartes, dessins de Roubille, Luce, Willaume, Hermann-Paul, Lefèvre, Jehannet, la série, franco	» 60
Une série de 18 cartes postales gravées sur bois par Berger, reproduction des lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux*, la série, franco	1 50
Biribi, par Luce	» 10

Toutes les cartes sont envoyées séparément, à raison de 10 centimes l'exemplaire, port en sus, soit 10 centimes, par 10 cartes ou fraction de 10 cartes.

Nous rappelons aux camarades que nous avons en vente *Le Coin des enfants*, 1re et 2e séries, livres de lecture pour les enfants de 12 à 16 ans. Et pour les grands aussi. 3 francs chaque.

EN VENTE AUX " TEMPS NOUVEAUX "

Du rêve à l'action, vers, H.-L. Dasz	5 »
Précurseurs de l'Internationale, W Tcherkesoff	1 20
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	3 25
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Intimités et révoltes, vers, La Jarlière	1 50
Les Résolutions, vers, Pratelle	1 50
La Révolte 7 années. La collection complète	150 »
Les Temps Nouveaux, 11 années	66 »
Le Coin des Enfants, 1re série illustrée	3 »
— — 2e série illustrée	3 »
La Conquête du pain, par Kropotkine	2 75
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 75
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 75
Malfaiteurs, par J. Grave	2 75
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 75
Responsabilités, 4 actes, par J. Grave	2 »
Mais quelqu un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus	2 75
La Commune, par Louise Michel	2 75
Œuvres, par Bakounine	2 75
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 75
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 75
La Société mourante et l'Anarchie, par J. Grave	2 75
L'Inévitable révolution, par Un Proscrit	2 75
L'A B C de l'Astronomie, Stackelberg	2 »
Biribi, Darien	2 75
Bas les Cœurs, Darien	2 75
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 75
Au Port d'Arme, H. Fèvre	3 »
Les Deux Vies, P. et V. Margueritte	3 »
L'Entr'aide, par Kropotkine	3 30

Nous nous chargeons de fournir aux camarades toute commande de librairie qu'ils pourront nous faire.

Sur les commandes importantes, nous pouvons faire sur les prix forts marqués sur les volumes, une réduction 15, 20 et 25 0/0 selon les éditeurs. Frais à la charge de l'acheteur.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris





Dessin de KUPKA

Bast... mon frère gagne 40 sous par jour, et moi j'gagne 40.000 francs par mois avec le même patron.

12e ANNÉE. — N° 12.

21 JUILLET 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Hénault.

SOMMAIRE

Palais et Cathédrales

« Vous construisez, dans les nuages de l'imagination, de brillants palais qui n'ont que le tort de s'écrouler sous les chocs de la réalité », disait à Jaurès M. Clemenceau — (si ce n'est la phrase exacte c'en est du moins le sens). — Et modeste, le ministre ajoutait que, quant à lui, il bornait son action à apporter sa modeste pierre à la modeste cathédrale, dont on ne verrait pas la fin, que la modeste démocratie républicaine élevait modestement.

Egrenée à la tribune, avec la sonorité de voix et le geste convenables, cette pierre à la cathédrale est, en effet, une pierre de taille qui vous écrabouille l'adversaire comme une tomate. Seulement, comparaison n'est pas raison, comme dit le proverbe, et il ne faut pas chercher à analyser cette affirmation, sous peine de la voir, ni plus ni moins que le palais mirifique, éclater comme une bulle de savon, irisée et chatoyante sous les doigts qui veulent la saisir.

Et M. Clemenceau, qui possède quelques connaissances sur l'évolution humaine, serait le premier à s'esclaffer, s'il entendait de la bouche d'un autre tomber cette affirmation qu'on peut diriger l'évolution humaine!

Mais M. Clemenceau possède sans doute cette faculté de se dédoubler, et, ayant laissé l'anthropologue au pied de la tribune, avec défense d'intervenir dans le débat, il parla en homme d'Etat qui croit à la nécessité et à l'utilité de ses petites combinaisons.

* *

L'humanité poursuit son évolution d'après l'impulsion qu'elle a reçue lorsque l'association et la combinaison d'éléments divers donna naissance aux premières formes de la vie sur la planète en travail, impulsion qui s'est d'ailleurs augmentée et compliquée de tous les facteurs qu'elle a pu s'incorporer en cours de route parmi les différentes phases par lesquelles elle a passée.

Des millions et des milliards d'êtres sont passés passifs, inertes, ou actifs, laissant, chacun de façon ou d'autre, sa pierre, brique, moëllon ou caillou à l'édification du palais, de la cathédrale, de la masure ou de la prison que sera l'état social en évolution constante.

Et cette évolution se poursuit, insensible — lorsqu'on la regarde dans les grandes lignes — aux poussées de ceux qui veulent l'accélérer, franchissant — ou renversant — les obstacles de ceux qui voudraient l'arrêter ou la mener en arrière. Et ce n'est jamais qu'après coup, alors que les événements étaient accomplis que l'on a attribué la prescience et la volonté à certains hommes. — Et encore, cela n'a jamais été que dans l'évolution politique qui compte pour bien peu de chose dans l'évolution générale.

* *

Non pas que je veuille nier l'action des hommes et des idées sur la marche de l'évolution. Ce serait nier l'évidence, ce serait proclamer l'inanité des efforts que chacun de nous, ici, apportons pour faire comprendre à ceux qui nous lisent la beauté de notre idéal, et les inciter à sa réalisation.

Seulement, il y a réciprocité. Si les individus influent sur les idées, celles-ci influent sur les individus. Les individus influent les uns sur les autres, et les idées se combattent, s'annihilent, se mélangent ou se renforcent, selon les lieux, le temps et le milieu ambiant. Et chacun les comprend à travers sa propre mentalité. Bien malin celui qui pourrait reconnaître ses idées lorsqu'elles ont passé par toute une série de cerveaux, et, dans chaque nouvelle idée émise, dire, voici : la part des miennes.

Car, si nos efforts tendent vers un but, ces efforts ne sont qu'une quantité infinitésimale dans l'accumulation des efforts de tous ceux qui nous précédèrent, vivent en même temps que nous, ou vivront après. C'est la somme de tous ces efforts s'additionnant, se neutralisant, se renforçant, se transformant, pour créer une action nouvelle qui suscitera de nouveaux efforts, qui fait l'évolution humaine.

Et il ne faut pas oublier que, à travers toutes ces actions et réactions le résultat n'est jamais celui attendu, heureux, lorsqu'il n'est pas tout à fait contraire. La religion chrétienne, religion d'amour, de charité et d'humilité à ses débuts, n'a-t-elle pas abouti à l'orgueil le plus effroyable, à la tyrannie la plus atroce!

* *

C'est justement ce qui fait que tous ceux qui collaborent à l'ordre de choses existant, sous le fallacieux prétexte de travailler à son amélioration, d'aider à l'évolution vers le mieux-être, n'ont fait que consolider ce qui existe, retardé l'évolution des idées, et que leurs réformes qui devaient apporter joie, repos et bien-être aux déshérités de la vie, sont devenues des instruments nouveaux d'exploitation.

Et la pierre que M. Clemenceau croit apporter à la cathédrale de l'avenir il la pose en réalité, sur le mur que la tradition essaie d'élever pour entraver la route des progrès. Tout rafistolage à ce qui existe est un retard apporté à la réalisation des idées de demain.

Tandis que bâtir des palais dans les nuages, même des palais qui s'écroulent, est une façon de travailler à l'évolution humaine beaucoup plus efficace.

Bâtir des châteaux dans les nuages, c'est affirmer le mécontentement de ce qui existe, c'est démolir l'enceinte de préjugés qui nous emprisonne, c'est essayer de briser les liens qui nous rattachent au passé, c'est frayer la voie vers l'avenir, c'est ouvrir les cerveaux à des aspirations de mieux, aspirations qui, forcément, pour beaucoup, deviennent destructives de ce qu'elles veulent remplacer.

* *

Donc, nier l'influence des hommes et des idées sur la marche de l'évolution serait une

erreur aussi grande que celle qui, chez les historiens, leur fait attribuer à telle ou telle personnalité, à tel ou tel groupe d'idées, une part prépondérante, leur attribuant le succès de tel ou tel fait.

Les causes de l'évolution sont trop compliquées, trop embrouillées, trop obscures, pour qu'on en saisisse tous les facteurs. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'influence des idées peut se constater beaucoup plus que celle des individus. Car, lorsque l'idée est prématurée l'effort individuel échoue, quelque soit l'autorité dont disposent, par un concours favorable de circonstances, ses partisans, fussent-ils assez forts pour l'imposer momentanément, tandis que là, où l'idée est assez forte pour faire sentir son action, elle suscite toujours les individualités nécessaires à sa réalisation, les sortant au besoin de la foule anonyme, pour les y laisser retomber une fois la tâche accomplie.

* *

Eh! oui. Lorsqu'il s'agit d'avenir, il ne faut pas trop se monter le coup, en se flattant qu'il sera tel qu'on l'a conçu. Soyons plus modestes, M. Clemenceau.

Tout ce que nous pouvons dire c'est que, s'il était tel que nous le concevons, les choses n'en iraient que mieux, les individus pourraient évoluer librement, selon leurs conceptions.

Où nous ne pouvons nous tromper, par exemple, c'est lorsque en faisant la critique de ce qui nous régit, et constatons la misère, l'oppression et les injustices qui découlent des institutions que vous défendez, nous concluons à leur disparition.

Il se peut que, parfois, l'action tentée pour les détruire ne soit pas efficace. Mais ce que nous savons bien aussi, c'est que, tant qu'elles existeront, elles engendreront les mêmes effets, quelque soient les bonnes intentions de ceux qui sont à la tête de ces institutions; qu'il faut les détruire et non les replâtrer. Les fautes commises nous enseigneront par où a péché notre action.

* *

Mais cette complexité des causes de l'évolution humaine, comporte également un autre enseignement, c'est que la pire outrecuidance est celle qui prétend imposer la même règle à toute une société.

C'est pourquoi, nous anarchistes, n'avons, pour notre idéal social, que des lignes générales, sachant bien ce dont nous ne voulons pas, mais moins affirmatifs sur ce qui sera. Laissant au temps et à ceux qui auront à s'organiser le soin d'élaborer les règles qui devront les régir.

Tout ce que nous voulons, c'est que la volonté des autres n'annihile pas la nôtre. Que chacun défende sa personnalité; c'est cela que nous essayons de faire comprendre. Et comme la meilleure prédication est encore l'exemple, nous essayons, dès à présent, de la défendre contre les empiètements tout aussi bien des bâtisseurs de cathédrales terrestres que des constructeurs de palais aériens. C'est en résistant aux influences du passé que nous travaillons à l'évolution future, laissant au temps, le soin de donner la forme à l'édifice qui, tout en abritant l'humanité, ne laissera pas de place à l'autorité et à l'exploitation.

J. GRAVE.

Le prochain dessin sera signé VAN DONGEN.

CROCS & GRIFFES

Nous pouvons être enfin tranquilles, le gouvernement est sauvé. Il a obtenu de la Chambre un vote d'amnistie qui efface tous les abus de pouvoir, et les dénis de justice qu'il a pu commettre.

Comme il était difficile d'amnistier le gouvernement tout seul, ses victimes ont profité de la même mesure.

J. G.

LE PURITANISME AMÉRICAIN
et les trusts des viandes

Pendant que toute l'Amérique puritaine agissant, sous l'instigation des agents de Nicolas, se soulevait dans des protestations indignées contre l'écrivain russe qui avait eu l'imprudence de venir dans le « pays de Liberté », accompagné d'une femme à laquelle il n'était uni que par les seuls liens de l'amour; la *Jungle* (1) révélait vaillamment au monde entier, tout le cynisme de l'industrie américaine.

La *Jungle*, œuvre d'un jeune écrivain socialiste, M. Upton Sinclair (2); a été reconnue par les critiques littéraires comme un chef-d'œuvre littéraire contenant en elle quelque chose de l'immortel Zola. Les penseurs, les sociologues et tous ceux que la vérité n'effraye point le considèrent avec juste raison comme un des plus beaux ouvrages qui aient jamais été écrit dans la grande République.

La presse entière, les grands partis politiques, les trusts — particulièrement le trust des viandes, — le président Roosewelt, ainsi que tout le gouvernement de Washington ont frémi devant les accusations de l'auteur socialiste.

M. Upton Sinclair, avec tout l'accent de la vérité, nous fait connaître comment nos grands capitalistes pratiquent la traite des blancs; il nous montre l'existence affreuse des esclaves des deux sexes travaillant aux abattoirs et aux « packing-houses » de Chicago (3).

Parlant de la politique, des républicains et des démocrates, il nous dévoile les fraudes et les corruptions électorales; il nous dénonce tout le cynisme des politiciens petits et grands et comme exemple nous cite un juge « honorable » tenancier de plusieurs maisons closes.

Quant à la prostitution, il nous la présente comme étant une des grandes industries américaines, indissolublement liée à la politique, et il expose toutes les horreurs de la traite des blanches.

Mais la partie de la *Jungle* qui a le plus frappé l'opinion publique en général et qui a occupé la presse du monde entier, est celle qui a rapport à la manipulation des viandes dans les grands abattoirs et dans les *packing-houses* de Chicago, et dans leurs succursales (1). En voici quelques extraits :

« La tuberculose fait son apparition dans les champs où l'on fait spécialement l'élevage du bétail pour la boucherie, les éleveurs s'en réjouissent; car cette maladie fait engraisser plus facilement leurs troupeaux. Les journaux de Chicago protestent contre la mauvaise qualité des viandes livrées à la consommation. Le *beef trust* fait aussitôt nommer cent soixante (160) inspecteurs, lesquels seront tous rétribués par le gouvernement des Etats-Unis. Le peuple se croit alors protégé contre les viandes malsaines.

« Peu après un médecin fait la découverte que tous les bœufs qui avaient été condamnés par les inspecteurs du gouvernement, comme étant atteints de la tuberculose, étaient livrés à la consommation publique.

« Les représentants du *trust* s'indignent, ils ordonnent la révocation du médecin et obligent le maire de Chicago, à supprimer tout le corps d'inspecteurs. Depuis l'on a affirmé que l'administration des abattoirs avait dépensé 2.000 dollars par semaine pour acheter le silence des inspecteurs en ce qui concernait les bouvillons tuberculeux et qu'une somme semblable aurait été hebdomadairement payée à ces messieurs pour les porcs qui mouraient du choléra dans les trains et qui étaient chargés de rechef dans des wagons pour être conduits dans un pays appelé Globe, dans l'Indiana où ils étaient préparés pour la consommation publique.

« Par économie des éleveurs nourrissent leurs troupeaux avec des résidus des brasseries; cet aliment fait croître des ulcères qui couvrent tout le corps des bestiaux...

« Les vaches en période de gestation, les veaux mort-nés et les avortons sont également livrés au commerce comme viandes comestibles.

« En voyant la qualité du bétail qui arrive chaque jour aux abattoirs de Chicago, l'on croirait que le *beef trust* a envoyé des agents à travers tous les Etats-Unis, pour acheter spécialement les bestiaux les plus maigres, les plus malades et les plus impropres à la consommation.

« Toutes ces viandes livrées au commerce comme produits frais ou préparées en conserves sont expédiées dans toute l'Amérique et dans le monde entier; elles occasionnent un nombre considérable de décès et un nombre incalculable de maladies. Les soldats de l'armée des Etats-Unis empoisonnés par cette charogne, constituent un chiffre supérieur à celui de ceux qui furent tués lors de la guerre avec les Espagnols.

« Il fait sombre dans les dépôts, mais un homme y voit suffisamment clair, pour balayer des tas de crottes de rats qui sont amoncelées sur les piles de viandes, ces ordures sont jetées dans d'énormes récipients contenant les rebuts de viandes destinés à la fabrication des conserves diverses.

« Les rats produisent de grands dégâts, l'on se sert pour les détruire de pain empoisonné, et ce pain et les cadavres des rats sont balayés et mélangés avec la viande à saucisses.

« ... Il revient d'Europe des conserves avariées, on leur fait subir une préparation chimique et on les livre de nouveau à la consommation.

« ... En 1904, une grande grève se déclare, le beef-trust est consterné de cet événement, car il vient d'arriver tout un train de porcs atteints du choléra : il faut à tout prix que rien ne se perde. Des « *scabs* », des jaunes, racolés aussitôt, travaillent à transformer toute cette viande cholérique en saindoux, lard, saucisson, jambon, etc.

---

(1) *Jungle* mot hindou qui veut dire un fourré, un bois touffu, édité par le Jungle Publishing Cº, Box 2064, New-York.

(2) Upton Sinclair n'est pas un socialiste sectaire bien qu'il fasse un peu trop confiance au suffrage universel. Dans la partie finale de son livre, un docteur déclare que le socialisme est le premier pas, attendu avec impatience, vers l'anarchie.

Depuis que la campagne contre le beef trust est commencée, l'auteur de la *Jungle* a fait des révélations plus sensationnelles que celles contenues dans ce livre, et ce sont ces dernières accusations qu'ont reproduites les *Temps nouveaux* (nº 6).

(3) Les abattoirs de Chicago et les *packing-houses* (fabriques de conserves) forment un seul trust sous le nom de *meats trust* ou de *beef trust*.

(1) Ces succursales sont Kansas City, Saint-Paul, South Omaha, Sioux City, Saint-Joseph, East Saint-Louis et New-York.

« Durant cette grève, 15 à 20,000 *scabs*, hommes et femmes, remplacent les grévistes. Les femmes sont le rebut des bordels (1), et les hommes sont pour la plupart des nègres ignorants. Par mesure de précaution l'administration loge ces « *jaunes* » des deux sexes, dans un même étage, situé dans les abattoirs ; et la nuit tous se livrent à des saturnales.

« Bientôt des maladies inqualifiables se développent sur tout ce bétail humain qui continue à manipuler des viandes qu'on enverra à travers tout le monde civilisé... (2) »

Le général Nelson A. Miles, confirmant les accusations de la « *Jungle* », a déclaré à l'*Associated Press* », l'Association de la Presse, à la date du 4 juin dernier, qu'il estime à trois mille (3,000), le nombre de soldats empoisonnés par les viandes du « *beef trust* » ; quant au nombre de ceux dont la santé a été ruinée par l'usage d'un tel aliment, il lui est impossible d'en établir un chiffre exact.

Le président et tout le gouvernement des Etats-Unis ont discuté les révélations de M. Upton Sinclair. Députés, sénateurs et chef d'Etat n'osent s'élever contre elles, mais ils blâment l'écrivain socialiste pour avoir compromis l'industrie et le commerce de la grande République.

Pour la forme une commission d'enquête a été nommée à Washington.

S'adressant à cette commission M. Upton Sinclair déclare que, si la centième partie de ce qu'il a écrit est vrai, cela doit suffire pour envoyer tout le trust des viandes à l'échafaud. Par contre si la centième partie de ce qu'il a affirmé est faux cela doit suffire pour l'envoyer au bagne ; en conséquence il insiste pour prouver ses accusations. Mais la fameuse commission veut éviter d'être obligée d'interview l'auteur de la « *Jungle* ».

Enfin l'œuvre de l'écrivain socialiste a remporté un succès complet au double point de vue littéraire et sociologique.

A M. Upton Sinclair revient le mérite d'avoir dévoilé l'industrie la plus criminelle du monde entier : le trafic des viandes pourries, de la carne contaminée !

❧ ❧

Un incident politique, tout récent, vient d'apporter une confirmation sérieuse aux dires de la « *Jungle* » : que les politiciens professionnels sont des tenanciers de tripots ou de maisons de tolérance.

Bryant est un candidat démocrate pour la présidence des Etats-Unis ; il représence la Démocratie intellectuelle, et se déclare un chrétien militant de l'église épiscopale ; il s'affilie même à l'idée tolstoïenne. Ce n'est donc pas un vulgaire politicien, il possède des talents littéraires, et a écrit de nombreux ouvrages sur la démocratie chrétienne. Actuellement il voyage à travers le monde pour apprendre à gouverner le peuple américain d'une façon digne d'un grand législateur et d'un réformateur politique. Une grande fraction du parti démocrate vient de le nommer pour la troisième fois candidat pour les élections présidentielles de 1908.

Or un autre aspirant à la présidence, M. Hearst, a été interviewé sur la politique de son concurrent. La presse nous communique sa réponse ; en voici les passages les plus intéressants :

« Personnellement, déclare Hearst, j'ai été pendant longtemps un ami et un défenseur de la politique de M. Bryant, je me réjouis de son succès... Mais je ne voudrais jamais me compromettre dans la société d'individus, amis dévoués de M. Bryant et partisans comme lui d'un bon gouvernement, et qui sont des hommes tels que Tom Taggart, tenancier d'une *maison de jeu* ; Tim Sullivan, tenancier de maisons de débauche et de bordels. Ni avec des individus tels que Pat Mac Carren, un racoleur d'élections (1) ; Georges Mac Cellan, un voleur de votes (2), ou encore des chevaliers d'industrie comme Belmont, Morgan et Dave Francis... »

Pour résumer, Hearst reproche tout simplement à Bryant, d'être soutenu par le trust des tripots et par le trust de la chair à prostitution. Aux prochaines élections présidentielles, le trust des viandes pourries présentera son candidat, un républicain. Le trust de la chair à prostitution uni aux grands tripots américains sera hautement représenté par M. Bryant, et nul ne pourrait prédire lequel des deux candidats remportera la victoire ; cela d'ailleurs nous intéresse fort peu.

Mais ce qu'il est urgent de faire remarquer, c'est que nous ne devons pas être étonnés après cela, que l'Amérique répudie un homme comme Maxime Gorki, — parce qu'il vivait selon son cœur !

LAURENT CASAS.

(1) Traduction littérale.

(2) L'auteur nous a, au préalable, fait remarquer que l'eau faisait défaut pour les soins les plus élémentaires de la propreté.

(1) C'est-à-dire un de ceux chargés d'acheter des votes.

(2) Ou plutôt voleur d'urnes, comme cela s'est produit à New-York l'année dernière ; l'on vit des urnes pleines de bulletins flotter sur le North-River.

ROUTINE

L'homme n'a pas l'énergie d'écarter résolument les procédés vieillis et d'aller en avant, libre d'entraves. Il ne veut pas reconnaître que toute conception est transitoire, que dans la marche du Progrès l'insuffisant doit disparaître devant le mieux. Il n'a pas la volonté nécessaire pour renoncer à ses théories les plus chères, à ses édifices les plus ingénieux lorsque sa raison lui dit : « Ceci, qui est, gêne ce qui doit être. » Non, l'homme les adore comme des fétiches et perd, en cherchant vainement à les moderniser, les heures qu'il doit aux entreprises nouvelles, aux constructions pressenties par la science en ses étapes successives.

Les religions ont fait du bien à l'humanité mais le jour où elles ont commencé à enrayer le progrès, l'homme, au lieu de les élaguer sans scrupule, s'est ingénié à en redorer les façades, à donner aux croyances vétustes un vernis de jeunesse et d'actualité.

Et nous sommes ainsi pour tout ce qui nous entoure. Nos moindres actes révèlent cette inertie de volonté et cette obstination d'amour-propre. Nous nous plaignons des servitudes qui entravent notre développement et nous entretenons partout autour de nous le culte d'un passé qui les perpétue. Nous avons la prétention de conquérir des vérités nouvelles et nous étayons nos erreurs. Au lieu de planter des arbres jeunes et sains, nous tentons de réchauffer par l'apport d'une sève étrangère des arbres croulants et tarés. Comment nos expériences seraient-elles efficaces et nettement novatrices ? Nous n'avons pas l'audace de rejeter en bloc nos erreurs ; nous persistons à y chercher des demi vérités. Nous ergotons à faux sur des points établis au lieu de nous jeter avec des outils neufs sur le champ encore obscur de l'avenir.

Quand donc serons-nous pénétrés de cette certitude : Que le passé n'est pas une réalité impérissable, qu'il n'est dans le monde rien de stable et de définitif, que ce qui est n'a d'autre but que de servir ce qui sera, que les conquêtes antérieures ne sont que des jalons pour éclairer la voie des victoires futures et qu'après avoir donné au progrès sa part de lumière, tout ce qui est apparu sur la terre doit s'éteindre dans l'oubli sans demander au monde l'idolâtrie de ses bienfaits.

Il ne faut pas qu'une timidité superstitieuse et malsaine en face des vestiges du passé puisse arrêter l'homme dans l'accomplissement de sa tâche indéfinie. Notre vie est trop courte pour que nous la gaspillions en rétrospectives adorations. Le monde est trop étroit pour que s'y étalent en parasites les systèmes déchus. Ayons donc la force de briser à temps les attaches qui nous retiennent aux choses d'autrefois. Allons courageusement vers la Vie sans nous attarder aux tombeaux !...

S. M. S.

L'Opinion d'un Maître d'École

Plus d'un militant syndicaliste et parmi eux, le camarade P. Delesalle, dans son article publié ici-même sur : *Les Instituteurs et les syndicats* (1), semble appréhender notre entrée dans les Bourses du travail. A mon avis, au contraire, un tel rapprochement entre les ouvriers et les instituteurs ne peut qu'être favorable aux idées révolutionnaires car nous n'avons comme élèves que les enfants d'ouvriers et notre enseignement doit être conforme aux intérêts de classe de ces enfants.

Or, ne serait-ce pas dans les Bourses que les prolétaires s'entendraient pour dresser des programmes d'enseignement, pour tracer aux maîtres d'école la tâche qu'ils devront remplir ?

Et puis, il est grandement temps que les instituteurs se syndiquent et entrent dans les Bourses du travail, et je suis persuadé qu'ils joindront leurs efforts aux vôtres pour amener au plus vite un bouleversement social. Il n'est pas de corporation où les dirigeants aient le sens moral aussi perverti ; tous les directeurs d'école, tous les inspecteurs de tout grade, tous sont des arrivistes éhontés, suscitant dans nos rangs de basses ambitions, d'odieuses rivalités se servant de nous non dans l'intérêt pédagogique, mais pour se faire valoir et pour mieux opprimer. Et l'exemple donné par ces gens-là finit par être suivi par la masse... et alors vous pouvez juger de l'esprit d'équité du corps enseignant. Bien sûr, il y a quelques très rares exceptions, comme en tout, mais ceux-là font tache et on finit par s'arranger pour les reléguer en des coins obscurs. Les exemples de désintéressement donnés par les militants des Bourses amélioreraient notre mentalité.

Les signataires du manifeste qu'a signalé Delesalle sont, en général, des politiciens, tout comme les mandataires du peuple, ils ne représentent que leurs intérêts particuliers. Ils voient que les amicales sont perdues parce que leurs administrateurs n'étaient que des courtisans d'inspecteurs, de préfets, de députés, etc. Les jeunes, surtout, se détachent de ces confréries, devenues des parlottes inutiles, sinon ridicules. Il faut donc un autre piédestal à ces messieurs qui, sous une apparence de révolte, formeraient des syndicats où ils seraient encore les maîtres... et les serviteurs de l'autorité.

Mais si les jeunes veulent marcher (j'entends par jeunes ceux de vingt à trente ans, le tiers de l'effectif, ceux qui ont de l'activité et les idées encore saines), et ils montrent en bien des endroits leur ardeur, nous aurons alors malgré les promoteurs du mouvement, des syndicats révolutionnaires qui ne feront que fortifier les Bourses par leur présence. J'en connais quelques uns de ces jeunes ; ils ne dirigeraient pas les ouvriers ; ceux-ci se défient des instituteurs parce qu'ils les ont vus hanter nos pires ennemis (curés, patrons et politiciens), mais qu'on

(1) Il nous semble intéressant de publier aujourd'hui cette lettre dont les conclusions concordent avec celles de notre ami M. Petit. Elle a été écrite il y a déjà plusieurs mois, mais Petit, ne l'ayant point connue, n'a pu s'en inspirer.

attende qu'ils aient fait œuvre pour leur donner confiance: je puis garantir que la confiance naîtra. D'ailleurs, quand bien même nous voudrions diriger les organisations ouvrières, comment le pourrions-nous? En province où nous changeons de localité tous les cinq ou six ans, nous n'avons pas le temps d'entrer en contact avec les ouvriers, nous ne connaissons pas les milieux et nous manquerions vraiment d'aptitude pour remplir dans les Bourses, les emplois de secrétaires ou autres.

Quant à faire grève, c'est autre chose. La grève sera possible dans les villes; dans les campagnes, là où nous sommes logés dans les bâtiments communaux, où nous sommes complètement isolés, les uns des autres, la grève est absolument impossible. Vous connaissez suffisamment l'esprit des paysans, pour comprendre que ces gens-là nous seraient hostiles et qu'ils nous expulseraient vivement de leurs locaux municipaux.

Il est un autre moyen de lutter contre l'autorité, c'est de faire de l'obstruction à l'enseignement civique et moral, c'est d'agir dans les classes sans s'occuper des programmes ni des emplois du temps officiels, c'est de rompre toute relation avec les inspecteurs, c'est de rendre ces derniers inutiles en paralysant toute leur action et cela pendant la durée des grèves.

Nous aurions les enfants avec nous et par eux les parents qui ne nous considèrent le plus souvent que comme des gardiens d'enfants.

Voilà, en toute sincérité, l'opinion d'un maître d'école sur cette question du droit des instituteurs au syndicat et à la grève qui a fait couler des flots d'encre et qui en fera couler encore, car elle n'a pas encore été résolue.

G. G.

Leur Justice

Je lis, dans le *Petit Parisien* du 5 juillet, à propos de réformes dans l'avancement de la magistrature :

« Depuis 36 ans tous les ennemis de la faveur et des abus, proclamaient la décadence lente, la déchéance fatale de la magistrature française. Les nominations et l'avancement au choix transformaient de plus en plus celui des corps constitués qui, jadis, était le plus respecté, en un refuge de pistonnés et de ratés, toujours prêts à devenir le troupeau complaisant dont on affirme que tout despote a besoin. »

Voilà, d'après le journal bourgeois le plus qualifié, quels sont les gens qui, depuis 36 ans (et même plus) disposent souverainement de notre liberté et même de notre vie.

Cela concerne la justice civile.

Pour la justice militaire, elle a été appréciée comme il convient par un nommé M. Baudouin, procureur général, devant la Cour de Cassation, à propos de la revision de l'affaire Dreyfus.

Il n'a pas fait grâce aux soi-disants juges militaires d'une seule des gaffes, des injustices ou des supercheries qu'ils ont commises dans les divers conseils devant lesquels on a traîné la victime de la haine clérico-militaire. Finalement il est tellement avéré que les militaires sont inaptes à juger, qu'on va aussi réformer les Conseils de guerre.

Pendant qu'on y est, je demande qu'on n'oublie pas la Marine.

Elle vient de se signaler, peut-être imprudemment, en condamnant à des peines très sévères l'équipage d'un torpilleur qui avait débarqué pour ne pas subir plus longtemps les caprices et les mauvais traitements du commandant du navire. « Un long murmure et des coups de sifflet provenant du fond de la salle où se trouvaient de nombreux marins ont accueilli cette sentence. Le président s'est alors levé et a menacé de faire arrêter quelques assistants. »

A la bonne heure : Si vous n'applaudissez pas aux coups de bâton distribués à quelques-uns d'entre vous, esclaves, vous en recevrez autant.

Et dire que ce simple et merveilleux système ne réussit plus, même en Russie!

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

Mort de Constant Martin. — A Paris, le 9 juillet, est mort Constant Martin, âgé de 67 ans.

Je l'ai beaucoup connu, et jusqu'à la dernière heure, malgré la divergence certaine de nos points de vue, beaucoup aimé. J'aimais le bon vieillard, candide et pur qu'il était, et le révolutionnaire de la tradition classique, l'homme du coup de force quand même, l'insurgé irréductible, qui avait vu la Commune et qui, le fusil chargé, attendait les revanches du Grand Soir!

Son *curriculum vitae* tient en quelques mots : Blanquiste sous l'Empire, condamné à mort par contumace en 1871, proscrit dix ans, anarchiste en 1884, lors de la scission blanquiste, condamné à vingt ans de travaux forcés par contumace, puis acquitté dans le procès des Trente. Il collabora au *Ni Dieu ni Maître*, au *Ça ira*, au *Père Peinard*, au *Libertaire*, au *Droit de Vivre*, à l'*Anti-Clérical*, et, finalement, au *Journal du Peuple*. Sa maison de la rue Joquelet appartient à l'histoire anecdotique du mouvement anarchiste parisien en 1893-94.

Avec Martin, disparaît un des derniers représentants du courant blanquiste au sein de l'anarchisme français.

AMÉDÉE DUNOIS.

⁂

Une belle leçon. — Au temps où nous vivons, la course aux vanités est un sport tellement en faveur chez les artistes, les écrivains et les savants, qu'il peut être réconfortant de noter les rares symptômes d'un esprit différent dans le monde de la pensée.

C'est ainsi qu'il nous plaît de reproduire ici le texte d'une lettre adressée par Mme Curie à un collaborateur du *Petit Parisien*, relativement à un projet de manifestation des Femmes de France en l'honneur de M. Curie :

« Je puis vous dire d'avance que je ne désire aucune manifestation publique de ce genre. Tout en étant très reconnaissante aux personnes qui souhaitent me témoigner leur sympathie, en m'offrant un buste, un médaillon ou un livre couvert de signatures, je les prie de renoncer à leur projet.

« M. Curie et moi, nous avons toujours désiré vivre dans le silence et à l'abri de toute publicité, même la plus sympathique. J'ai, aujourd'hui encore, bien plus besoin de calme et d'isolement que par le passé. Enfin, je ne puis oublier que, d'une manière générale, M. Curie était contraire à l'habitude d'honorer les défunts au moyen de monuments, de médailles ou de bustes; je lui dois de respecter les opinions qu'il a si souvent exprimées.

« Agréez, je vous prie, monsieur, mes salutations sincères.

« M. CURIE. »

N'est-ce pas que ça détonne un peu avec la banalité des petites intrigues journalières. Prenez-en de la graine, messieurs les Arrivistes!

A. PR.

⁂

Chaumont.

Lettre d'un soldat. — Au 109e d'infanterie, en garnison à Chaumont, il est un major socialiste, nommé Cordier, qui trouve très spirituel de ridiculiser quiconque se présente à lui comme malade. Aussi les résultats ne se sont-ils pas fait attendre.

Au mois de décembre dernier, six soldats sont morts de dysenterie, dont deux qui n'avaient pas été reconnus par le major. Voici la réponse qui fut faite aux parents éplorés de l'une des victimes par le major franc-maçon aux quatre galons Messner : « *Vous n'avez qu'à ne pas envoyer vos enfants au régiment.* »

Malheureusement, ce conseil n'est pas suivi par les pères et mères de famille. Récemment, le lendemain de la Pentecôte, le soldat *Michaud*, de la 11e compagnie, est mort d'une pleurésie aiguë. Il s'était présenté deux fois de suite à la visite du major *qui avait* refusé de le reconnaître malade. Le troisième jour, il fut reconnu d'office et le cinquième il était mort.

Le 27 juin dernier, le 109e est parti en manœuvres de garnison à 4 h. 45 du matin et n'est rentré qu'à 6 heures du soir par une chaleur torride. Huit soldats sont tombés de chaleur. Trois d'entre eux sont à l'hôpital de Chaumont et *leur guérison est encore problématique.*

En rentrant au quartier, un autre soldat est tombé cependant que les féticheurs militaires parodiaient leur odieuse comédie du drapeau. C'était écœurant. A quand la vengeance des pères et mères de famille contre les assassins galonnés.

UN SOLDAT.

⁂

Dans les Landes.

Le pays landais était profondément arriéré jusqu'ici : je suis à la fois heureux et étonné de voir que, depuis cinq ou six mois, il s'y est formé une trentaine de syndicats de métayers-résiniers, qui ont partout décrété la grève et remporté de superbes victoires.

Aujourd'hui, la troupe rentre à Mont-de-Marsan, venant de Lesperron (commune du canton de Morcenx), où une seconde grève de résiniers sévissait depuis dix jours. Les grévistes, au nombre de 175 environ, unis à leurs camarades des localités voisines, ont savamment pratiqué l'action directe : sabotage, boycottage, pillage, incendie, rebellion à la gendarmerie, siège de la mairie, manifestations de toute sorte, etc., etc. Ils ont fait aboutir la plus grande partie de leurs revendications. (Lors de la première grève, tout ce qu'ils avaient demandé avait été accordé : c'est le renvoi de deux ouvriers pour faits de grève, qui a motivé, *en partie*, ce deuxième mouvement.)

Finalement, à la suite d'une échauffourée avec les gendarmes et les soldats, suivie de quatre arrestations, la Fédération des syndicats résiniers, a décidé d'abandonner la réintégration des deux ouvriers congédiés, les motifs de renvoi n'ayant, paraît il, aucun rapport avec la grève. (Cette décision m'a paru singulière et, sans être prophète, je crois à de nouveaux troubles dans le courant de l'année 1906.)

Les quatre grévistes arrêtés ont été condamnés à six mois de prison avec sursis.

G. GILARDIO.

⁂

14 Juillet. — La sirène des ateliers ne s'est pas fait entendre ce matin, et Jacques Bonhomme est resté au gîte. Et que faire au gîte, à moins que l'on n'y songe. Or, Jacques Bonhomme ne doit pas songer, car le résultat de ses méditations pourrait être défavorable au bonheur que nous avons de vivre sous un régime républicain. Sa place aujourd'hui, de par la volonté de ses maîtres, est dans la rue et sur les places publiques, et pour l'y faire descendre on lui procure à grands frais des jeux et divertissements variés.

Nous savons, pour l'avoir souvent entendu dire, que les socialistes sont des républicains premier choix, qualité sans rivale. C'est pour cela que sous prétexte de glorifier le travail, la municipalité socialiste de Saint-Étienne a organisé un programme des fêtes à rendre jaloux les Parisiens de la capitale. Nous avons eu, une fois de plus, la preuve que, si les socialistes sont impuissants à donner du pain aux gueux, ils s'entendent à merveille dans l'art de les amuser et ne lésinent pas sur la dépense.

Dame, on ne peut pas tout avoir!

R. GALHAUBAN.

A NOS ABONNÉS. - AUX ACHETEURS

On se plaint depuis quelque temps, que le journal ou arrive en retard aux abonnés, ou n'arrive pas du tout. L'expédition est faite régulièrement le jeudi. Prière de réclamer à la poste.

De même pour les dépositaires. Le journal doit être en vente le samedi en province.

MOUVEMENT OUVRIER

Vers l'unité minière. — Le 30 juin, le Congrès de la vieille Fédération nationale des mineurs siégeant à Saint-Etienne, après avoir entendu les propositions présentées par Merlien et Merzet au nom de l'Union fédérale des mineurs (adhérents à la C. G. T.) a voté le principe de l'unité minière.

Un congrès spécial, qui se tiendra à Paris quelques jours avant celui d'Amiens, devra réaliser cette unité en fondant en une seule les deux organisations rivales.

Mais il est dès à présent entendu que l'organisation future devra s'affilier à la Confédération du travail; « entendu également que les délégués pourvus d'un mandat de député ou de sénateur ne pourront avoir que voix consultative au Congrès national des mineurs de la nouvelle fédération. »

Nous voilà donc à la veille de l'unité minière au sein de la Confédération même. C'est un événement considérable que l'ami Pierre Monatte appréciera, je pense, en un tout prochain numéro.

⁂

Mouvement agraire. — Le 4e Congrès de la fédération des travailleurs agricoles du Midi se tiendra cette année à Arles, du 15 au 18 août. Il y sera notamment question du *viaticum* (secours de route) à allouer aux journaliers syndiqués en voyage et de la création de l'Union fédérative terrienne, — création d'une importance considérable, sur laquelle il me faudra revenir.

Les bûcherons de leur côté, s'apprêtent à tenir leur 5e *Congrès*. Il aura lieu les deux premiers jours de septembre à Lurcy-Lévy, dans le Bourbonnais. L'ordre du jour des débats en sera ultérieurement fixé.

⁂

Le mouvement agraire en Brie est aujourd'hui terminé. C'est le moment de jeter sur lui un regard d'ensemble.

La grève éclata, toute spontanée, le 7 mai, au Tremblay, canton de Gonesse, dans ce coin de Seine-et-Oise qui confine à la fois à l'Oise et à la Seine-et-Marne. Elle se propagea aussitôt, comme un feu d'herbes, dans le canton de Gonesse, du côté de Luzarches; le lendemain, elle éclatait en Seine-et-Marne, à Mitry, à Missy et autres villages. Les paysans couraient le pays, débauchant les camarades dans les fermes. Ainsi le mouvement gagna Nantouillet, Juilly, Monthyon; le dernier village atteint fut Barcy.

Tout ce pays — la Haute-Brie — appartient à la grande propriété et ne connaît que la grande culture. Les propriétaires y louent leurs terres par lots de 200 hectares à des fermiers exploitants.

Ces fermiers emploient des ouvriers de trois sortes: 1° des ouvriers au mois (charretiers, bouviers et vachers) non logés et qui recevaient naguère encore de 80 à 90 francs, plus certains bénéfices accessoires; 2° des journaliers touchant de 2 à 2 fr. 75 et jouissant eux aussi de bénéfices accessoires; 3° des tâcherons belges qui arrivent le 15 mai pour repartir en novembre et qui couchent à la ferme. Ces derniers n'ont pas participé aux grèves.

La journée varie selon les saisons: allant de 8 heures du matin à 7 heures du soir au printemps, elle peut aller de 2 heures du matin à 9 heures du soir en juillet-août (le salaire s'accroît alors jusqu'à égaler en dix jours celui d'un mois en temp ordinaire).

La grève a relevé tous les salaires. Les ouvriers au mois toucheront désormais de 95 à 105 francs; les journaliers de 3 à 3 fr. 50. Les paysans briards commencent à comprendre qu'une grève peut n'être pas sans utilité.

Ils comprennent aussi que si la grève est un instrument de conquête, le syndicat est un instrument de conservation. Et l'on assiste présentement en Brie à la naissance de l'organisation ouvrière. Les paysans veulent arriver à constituer une force collective capable de s'opposer à celle des fermiers et des *Messieurs*. « Avec le syndicat, déclara l'un d'eux à un reporter du *Temps*, nous ferons mieux valoir nos droits. Malheureusement nous ne sommes pas documentés ni outillés pour cette organisation. Et puis il y a les vieux qui ignorent les nouveautés. Fort heureusement, les jeunes, ceux de 25 à 45 ans, qui ont passé par le régiment, c'est-à-dire qui ont habité les villes et qui en reviendront en plus grand nombre quand le travail agricole sera plus rémunéré, sont plus instruits et plus disposés à s'organiser. »

Je n'ai pas à insister sur l'importance d'un pareil mouvement. Tout le monde sent que ce qui entrave l'élan du travailleur des villes vers le bien-être et la liberté, c'est l'inertie et l'aveuglement des travailleurs des champs. Le paysan français est resté le rempart inébranlé de la domination bourgeoise et de l'autorité.

Ce n'est pas que bien des efforts n'aient été tentés par les socialistes pour faire sentir aux hommes des champs la nécessité d'une révolution agraire. Mais ces efforts sont toujours demeurés vains: au reste quand ils ne découlaient pas de préoccupations électorales fort basses, comme celles qui dictèrent au Parti ouvrier français son trop fameux programme agraire, ils s'inspiraient d'un idéalisme que l'homme des champs, qui ne sent rien que les faits, ne pouvait comprendre.

Or voici que le syndicalisme reprend l'œuvre abandonnée par les écoles socialistes, en essayant de grouper les paysans sur le terrain économique et de fonder en France un mouvement agraire: C'est le syndicalisme qui a raison, lui seul. Le mouvement d'idées suivra le mouvement de classe: notre œuvre à nous suivra son œuvre à lui.

Ce ne sont pas les idées qui créent la vie; c'est la vie qui, toujours, se transforme en idées. N'oublions pas ce principe essentiel.

AM. D.

⁂

Saint-Nazaire.

La grève des ouvriers des chantiers de la Loire et de l'Atlantique continue.

Le nombre des grévistes croît de jour en jour: de 700 qu'il était le 7 juillet, il est passé à 1.250 le 14. Cependant la grève n'est pas générale, et certaines catégories d'ouvriers travaillent encore.

Les ajusteurs à leur tour demandent une augmentation de 0 fr. 05 par heure, sinon ils quitteront le travail.

Les chantiers devenant peu à peu déserts alors que de nombreux navires sont en construction, les directeurs seront bien forcés de céder.

FÉLIXIO.

⁂

Firminy.

Chez les métallurgistes. La grève continue sans incidents. On prêtait à la direction l'intention de rouvrir aujourd'hui ses portes, mais il n'en a rien été. Cependant, il est probable qu'elle tentera l'aventure. Elle compte sur l'aide que lui apportera un syndicat jaune qui tente à se former.

Les camarades sont bien décidés à s'opposer par tous les moyens à la reprise du travail. Les portes s'ouvriront pour *tous* ou elles se refermeront. Si jusqu'à ce jour il n'y a pas eu d'incidents, si les camarades ont tenté démarches sur démarches auprès des pouvoirs publics, — démarches qui, faut-il le dire, n'ont donné aucun résultat — c'est qu'ils espéraient s'attirer les sympathies de la population et ne pas endosser la responsabilité des événements; mais ils n'en sont pas moins résolus à ne pas se contenter des moyens légaux si ceux-ci ne suffisent pas. Seulement, on ne pourra pas alors, leur reprocher de ne pas avoir tout fait pour éviter le désordre.

Il est regrettable que ces camarades ne soient pas mieux secondés par l'ensemble de la corporation. Aucun sentiment de solidarité ne vibre dans le cœur de ces ouvriers et chacun se désintéresse du mouvement. Ce sont toujours les mêmes qui sont à la permanence et aux cuisines, y donnant tout leur temps, toute leur initiative, toute leur énergie; sans souci des railleries des uns, des calomnies des autres, avec la seule perspective d'être plus tard les victimes, les sacrifiés.

Mais s'ils échouent, du moins se seront-ils vaillamment défendus et auront-ils porté de rudes coups à leurs adversaires.

La pusillanimité est telle chez un certain nombre de chômeurs qu'ils préfèrent se passer des secours accordés par le comité de la grève plutôt que d'assister aux réunions où sont distribués les bulletins ou de se voir astreints à la corvée de l'épluchage. « J'ai besoin de travailler, je ne veux pas me faire remarquer, » disent-ils, et ils ne songent pas que leurs camarades sont dans le même cas; qu'ils ont aussi femme et enfants à entretenir, à élever par leur travail et que s'ils sont sacrifiés ce sera par la lâcheté des autres.

Franchement, je m'illusionnais beaucoup sur le niveau intellectuel de mes concitoyens.

R. GALHAUBAN.

Alger.

Brutalité soldatesque. — Il y a deux mois, un petit Arabe vint comme il en vient chaque jour nous demander un de ces morceaux de pain qui nous restent de nos repas et que nous nous faisons un très grand plaisir de leur distribuer, quand un caporal d'armes, sans l'ombre d'un motif, le saisit et se mit à le frapper avec une vraie férocité à l'aide d'un fouet qu'il tenait à la main.

Nous assistions, moi et mes camarades, à cette flagellation féroce. Mais nous étions à bord et nous n'avons pu que huer le quartier-maître bourreau. Quand il abandonna le pauvre enfant, celui-ci avait les jambes sanglantes.

Il y a trois semaines à peine, le fait se renouvela d'une manière absolument identique, mais cette fois le bourreau n'était plus un caporal, mais un sergent. Et cela se passait devant le bâtiment de la défense mobile, en face de l'Amirauté, sous les yeux des officiers qui semblaient beaucoup s'amuser de la gesticulation et des cris des pauvres petits martyrs.

Hélas! la morale militaire n'est pas la même que la morale civile. Toute la brutalité ancestrale s'est conservée intacte parmi la gent porteuse de sabre. Les deux faits que nous signalons entre tant d'autres n'en sont que deux exemples de plus.

UN GROUPE DE MARINS ANARCHISTES.

⁂

RUSSIE

Les tueries de Bielostok. — *La Correspondance Russe* a reçu de Pétersbourg, 5 juillet, le télégramme suivant:

Le correspondant du journal socialiste révolutionnaire *Golos* (*La Voix*) à Biélostok, écrit:

« Au cours d'une entrevue que j'ai eue récemment avec plusieurs représentants des groupes révolutionnaires, notamment des socialistes-révolutionnaires et des deux organisations anarchistes, *Le Drapeau noir* et *Pain et Liberté*, la déclaration suivante m'a été faite: « Nous autres, socialistes et anarchistes, représentants des seules organisations qui pratiquent ici la lutte terroriste, nous déclarons ce qui suit: estimant notre méthode de lutte indispensable sous le régime actuel, considérant le meurtre des oppresseurs comme un juste châtiment de leurs crimes, nous n'avons jamais dissimulé nos actes et nous ne nous sommes jamais cachés derrière le dos d'autrui. Nous avons toujours su affronter l'ennemi face à face, sans pâlir devant ses potences. C'est là un hommage qui doit nous être rendu par nos ennemis eux-mêmes. Eh bien, nous déclarons à la face du monde entier qu'aucun membre de nos groupes ni aucun socialiste ou anarchiste isolé n'a jeté de bombe sur la procession orthodoxe ni tiré un seul coup de feu avant le commencement du pogrom. Notre qualité de révolutionnaires nous eût interdit de lancer une bombe ou de tirer sur une foule paisible; à plus forte raison ne l'aurions-nous pas fait dans le cas dont il s'agit sachant qu'un acte pareil provoquerait le pogrom voulu par la police. Nous affirmons en outre ne pas avoir tiré *un seul coup de feu les premiers*, durant les journées de jeudi et de vendredi, alors que la ville avait à subir le feu des soldats sous prétexte que les anarchistes tiraient sur les édifices publics. Nous ne tirions sur les soldats et les khouligans que lorsqu'ils attaquaient!

⁂

ANGLETERRE

La prise de possession de la terre par les sans-travail continue à préoccuper les journaux anglais.

Voici quelques détails que nous relevons dans *The Morning leader* du 10.

Le chapitre auquel appartient le terrain occupé a menacé les occupants de les *faire expulser par la force*.

Smith, leur leader, a fait réponse que leurs bêches leur serviraient d'armes pour recevoir la police.

En même temps, il a fait publier dans les journaux de Manchester, l'avis suivant:

« Tous les sans-travail de Manchester et Salford qui désirent travailler n'ont qu'à se rendre à notre terre de Levenshulme, le mardi matin à 11 heures, et y apprendront quelque chose à leur avantage.

ARTHUR SMITH ».

A l'heure actuelle, une douzaine d'hommes sont à retourner la terre. Il y a affluence de visiteurs.

L'intention de ces partisans de l'action directe est de donner le branle à une agitation agraire comme celle qui a eu lieu pour l'Irlande.

Le même journal, daté du 14, dit que, à West Ham, une autre bande de sans-travail de la région, à l'exemple de leurs camarades de Manchester, s'est emparé d'un terrain appartenant à la municipalité.

Ce terrain, rocheux, avait fourni de pierres à bâtir les habitants; puis la municipalité, il y a deux ans, avait employé des sans-travail à le bêcher et niveler, afin d'en faire un square; puis il était resté livré aux herbes et aux chardons.

Depuis qu'ils s'en sont emparé, les nouveaux possesseurs *reçoivent* continuellement la visite de gens venant demander à s'enrôler. Tous ceux qui consentent à travailler à partage égal seront reçus, jusqu'à ce que l'on ait atteint le chiffre de 50, nombre jugé suffisant pour le travail que peut fournir le terrain.

Des dons en argent, en pioches, bêches et légumes leur sont envoyés.

La police les surveille, mais n'est pas intervenue.

⁂

CANADA

L'éveil ouvrier et révolutionnaire. — Notre camarade R. de Marmande a signalé, dans le *Courrier Européen*, les progrès de l'esprit révolutionnaire au Canada, dans ce grand pays qui vit depuis tant d'années sous la domination cléricale et où la revendication ouvrière aura été, à se faire jour, plus lente que partout ailleurs.

Selon de Marmande, la journée du 1er mai, à Montréal, aura été, pour la bourgeoisie canadienne, un réel avertissement.

Le comité de la fête avait convoqué un meeting à la salle Empire. L'enthousiasme y fut indescriptible. Une foule compacte hacha d'applaudissements les allocutions révolutionnaires.

Le citoyen Lewitski fit appel à l'union des ouvriers de toutes nationalités pour écraser le capitalisme. Le citoyen A. Abraham dénonça le respect de la légalité bourgeoise et anti-ouvrière. A l'appel du citoyen Dormon, une quête fut faite en faveur des trois officiers de la Western Miners Fédération, Moyer, Haywood et Pettibone, que la haine des capitalistes yankees poursuit actuellement d'une accusation capitale. Enfin, le citoyen Saint-Martin fit, en français, en anglais et en espéranto, l'apologie du drapeau rouge. La séance fut levée au chant de l'*Internationale*.

Le même jour, un cortège de plus de mille individus parcourut les rues de Montréal, drapeau rouge en tête. Les chants révolutionnaires se mêlaient au cri de : A bas la calotte!

Quelques jours après, notre camarade new-yorkaise, Emma Goldman, vint faire à Montréal un discours pour le syndicalisme.

Donc, le mouvement est lancé. La *Croix* écrit : « Notre pays, jusqu'à ces derniers temps relativement calme et à l'abri de toutes les doctrines nouvelles qui ravagent l'Europe, a ouvert larges ses portes au socialisme qui a déjà pris racine à Montréal. »

Non moins significatifs sont ces extraits de l'*Avenir du Nord*, d'une férocité peut-être sans précédent dans la presse bourgeoise.

« Il suffirait de décréter que quiconque, de près ou de loin, appartiendra au parti anarchiste, le soutiendra ou l'approuvera, sera *immédiatement exécuté, sommairement, sans jugement, sans défense*...

« Qu'un homme crie vive l'anarchie, il mérite la mort. Pas d'excuse, pas d'atténuation, pas d'explication, pas d'audience judiciaire théâtrale, vlan, douze balles dans la peau... Sans doute vous exécuterez des gens presque innocents, mais vous jetterez ainsi l'épouvante dans la bande ignoble. »

La bête bourgeoise a peur. C'est bon signe!

⁂

Contre la presse non asservie. — Nous sommes encore au Canada. Il y a quelque temps, le citoyen E.-V. Debs ayant publié, dans l'*Appeal to Reason*, qui paraît à Girard (Kansas), un vibrant article en faveur de Moyer, Haywood et Pettibone, le directeur général des postes du Canada, M. Aylesworth, interdit la transmission postale dudit journal. Les éditeurs de l'*Appeal* expédièrent alors leur feuille au Canada par express, mais les officiers de la douane refusèrent également de l'admettre.

Là-dessus, les 14,000 abonnés de l'*Appeal* entamèrent une vigoureuse campagne de résistance contre de tels agissements qui ne tendaient à rien moins qu'à étouffer au Canada toute liberté de presse.

Leur énergie a été couronnée d'un succès complet. Le 4 juin, le directeur général des postes révoquait son ukase de tsar au petit pied, et l'*Appeal* pouvait de nouveau circuler librement dans tout le Canada.

Avis aux innombrables victimes des abus d'autorité!

D.

⁂

BRÉSIL

Le premier congrès ouvrier. — Le prolétariat brésilien semble s'être réveillé pour de vrai. Ce fut, d'abord, le premier congrès ouvrier national, assemblé à Rio Janeiro, du 15 au 20 avril, avec 50 délégués de 25 syndicats, à peu près tous ceux qui existaient alors.

Dès la première journée, la motion suivante a été approuvée, contre une seule voix :

« Considérant que le prolétariat se trouve extrêmement divisé par les opinions politiques et religieuses ;

« Que la seule base solide d'accord et d'action, ce sont les intérêts économiques communs à toute la classe ouvrière, les plus clairs et faciles à comprendre ;

« Que tous les travailleurs, instruits par l'expérience et désabusés du salut venant de hors de leur volonté et de leur action, reconnaissent la nécessité inévitable de l'action économique directe de pression et de résistance, sans laquelle, même pour les partisans les plus convaincus de la légalité, il n'y a pas de loi qui vaille ;

« Le premier Congrès ouvrier brésilien conseille au prolétariat de s'organiser en sociétés de résistance économique, groupement essentiel, et, sans abandonner la défense, par l'action directe, des rudimentaires droits politiques dont les organisations économiques ont besoin, de mettre hors du syndicat la lutte politique spéciale d'un parti et les rivalités qui résulteraient de l'adoption, par la société de résistance, d'une doctrine politique ou religieuse, ou d'un programme électoral »

Le Congrès a discuté les points les plus importants du syndicalisme, pris l'initiative d'une vive agitation pour la conquête des 8 heures au premier mai 1907 et constitué une Confédération ouvrière, indépendante des partis politiques.

Le congrès fit preuve du plus vif intérêt pour le mouvement ouvrier français. Une motion à propos du 1er mai, disait : « Le Congrès...envoie au prolétariat français l'expression la plus ardente de ses sentiments de sympathie et de solidarité, tout en le montrant comme modèle d'activité et d'initiative au travailleur du Brésil. »

En outre, au nom du Congrès, a été envoyé un télégramme ainsi conçu : « Confédération Travail. — Château d'Eau, 3, Paris — Congrès ouvrier brésilien souhaite victoire 8 heures mai. » Je n'ai pas vu ce télégramme dans *La Voix du Peuple* : il a été saisi, peut-être.

Les camarades de *La Voix du Peuple* feraient bien, de n'être pas si avares de leur journal pour nous. Ils devraient l'envoyer à tous les journaux ouvriers du Brésil : la propagande syndicaliste y gagnerait, et l'influence du syndicalisme français se ferait sentir plus profondément encore.

⁂

Une grève. — Un mois après le Congrès, nous avons eu, dans l'Etat de San Paulo, une grande grève des 3.500 employés d'une compagnie de chemins de fer. Cette grève a provoqué une vaste agitation ; les travailleurs d'une autre voie ferrée, ceux de deux petites villes et d'un grand nombre de corporations de San Paulo ont fait cause commune avec les grévistes. Le gouvernement a mis en pratique les pires violences, depuis la cession de mécaniciens de la marine jusqu'à l'assassinat de deux grévistes.

Après quinze jours de résistance, la violence et la terreur eurent raison des grévistes. Mais la répercussion du mouvement a été grande; on a fait une large propagande; pour la première fois, le prolétariat de San Paulo a fait preuve de solidarité. Les militants se sont mis à l'œuvre avec une nouvelle vigueur ; les grévistes, eux-mêmes, ne sont pas découragés. Et certaines compagnies ont fait de petites concessions, sans grève.

Les bourgeois, cependant, ont des cris de joyeuse victoire...

N. V.

VARIÉTÉS

Une Langue Internationale

Je ne crois pas avancer un paradoxe en disant qu'une langue internationale rendrait les plus grands services. Les savants, les commerçants, les touristes, les diplomates mêmes, ont besoin d'une L. I. Le peuple en effort d'émancipation en a besoin plus que personne.

Pour tous ceux qui veulent tenir des congrès internationaux, une L. I. est indispensable. Elle est indispensable aux propagandistes d'idées quelconques, s'ils ne veulent pas que leur propagande soit confinée à un petit coin de terre et par là condamnée à rester stérile. En particulier, il faut une L. I. aux antimilitaristes et aux ennemis de la guerre, pour échapper au reproche qu'on leur fait si souvent de désorganiser une nation au profit des autres, pour donner à leur propagande toute l'ampleur qu'elle doit avoir, et pour aboutir à des ententes et à des décisions pratiques. Il faut une L. I. aux révolutionnaires qui veulent aider efficacement les révolutions venant à éclater dans d'autres pays. Il faut une L. I. aux organisations ouvrières, afin qu'elles puissent se mettre aisément en rapport avec celles des autres pays, échanger les renseignements qui leur sont utiles, se concerter en vue d'actions communes.

Une L. I. serait également d'un grand secours aux individus isolés quittant leur patrie, pour une raison ou pour une autre, et s'en allant chercher à vivre hors frontières. Enfin, d'une manière générale, des gens qui se prétendent internationalistes devraient pouvoir correspondre et s'entretenir directement, sans être obligés d'avoir recours à des traducteurs et à des interprètes, ce qui est une grande perte de temps, sinon un obstacle absolu. Tant qu'on n'aura pas adopté une L. I., la vie internationale n'existera pas vraiment.

On a fait à l'idée d'une L. I. bien des objections qui, à mon avis, ne tiennent pas devant l'examen rigoureux du problème. Disons d'abord qu'il ne s'agit nullement de supprimer les parlers existants et de les remplacer par un seul, ce qui serait impossible et même regrettable. Non, il s'agit simplement d'adopter, en plus des idiomes qui existent, un langage *auxiliaire* qui serait la seconde langue de chaque peuple et lui servirait dans ses rapports internationaux comme l'autre lui sert dans ses rapports nationaux. Ce serait la langue des traductions par excellence, et l'on voit tout de suite quelle économie de temps et d'argent, quel avantage à tous les points de vue ce serait qu'une traduction unique de chaque ouvrage pour tous les pays (traduction contrôlée ou même faite par l'auteur lui-même), alors qu'aujourd'hui il faut en faire autant qu'il y a de parlers divers; ce qui, n'étant pas possible, prive une grande partie de l'humanité de la connaissance d'ouvrages qu'elle aurait quelquefois le plus pressant intérêt à connaître. Le manque d'une L. I. est une cause d'ignorance. Avec une L. I., l'instruction et l'intelligence se développeront beaucoup plus rapidement (1).

(1) « Une revue [espérantiste] paraît pour aveugles, *en caractères Braille* : on sait que les ouvrages pour aveugles sont d'un prix élevé qui provient de leur tirage restreint. Grâce à l'Esperanto, les livres imprimés dans la langue neutre se ven-

Le latin, pendant le moyen âge, le français, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, ont joué le rôle de langues auxiliaires, mais seulement à l'usage de certaines classes de la société : le premier pour les hommes d'étude, le second pour les gens du « beau monde ». La L. I. dont nous avons besoin aujourd'hui doit être à l'usage de tous indistinctement : il faut donc qu'elle soit facile, extrêmement facile. Ce seul motif, à défaut d'autres, interdit d'avance le choix d'aucune des langues actuellement vivantes, et encore moins d'une langue morte. La langue auxiliaire sera donc une langue artificielle.

Ici l'on nous arrête et l'on nous dit : Il n'est pas possible de créer une langue de toutes pièces ; un langage fabriqué artificiellement ne serait pas viable. — Qu'en sait-on ?

« A l'idée d'une langue artificielle on objecte souvent que les langues sont un produit spontané de l'esprit populaire, et ne peuvent se créer par décret ou par convention. Mais c'est une induction illégitime, qui érige un fait historique en une loi nécessaire : de ce que toutes les langues sont nées de cette manière, on ne peut pas conclure qu'elles ne puissent pas se former autrement... En fait, il existe déjà des systèmes de signes internationaux, les chiffres, les signes d'algèbres, les formules chimiques, les notes de musique, les signaux maritimes, qui tous sont conventionnels, et deviennent par l'habitude aussi naturels que les langues vulgaires, de même que les signes du télégraphe, les signes manuels des sourds-muets, l'alphabet Braille des aveugles ; tous ces systèmes sont autant de langages, résultats d'une invention et d'une convention, et pourtant ils deviennent, pour ceux qui les pratiquent journellement, l'expression immédiate et spontanée de leur pensée. L'induction précédente manque donc de base, et pourrait se retourner contre nos adversaires. Mais, en réalité, elle n'a aucune valeur scientifique et logique car elle se réduit à ceci : « Cela ne s'est jamais fait ; cela ne s'est jamais vu. » C'est l'argument de la routine, c'est la négation de tout progrès. On aurait pu, il y a dix ans, employer des inductions tout aussi valables pour démontrer que l'on ne pourrait *jamais* voir l'intérieur du corps humain, ou que l'on ne pourrait *jamais* télégraphier sans un fil métallique ou un conducteur matériel : car cela non plus « ne s'était jamais vu »... Au surplus, est-il permis d'opposer la langue *artificielle* à nos langues *naturelles* ? Oublie-t-on que toutes les langues civilisées sont en grande partie le produit d'une élaboration consciente et réfléchie ? S'il fallait en supprimer tout élément artificiel, il faudrait rayer de nos dictionnaires tous les mots dits « de formation savante », soit 21,000 sur 27,000 en français, sans parler des nombreuses règles grammaticales qui sont nées, non pas de l'usage populaire, mais des raffinements des lettrés et des fantaisies des grammairiens... La thèse que nous combattons invoque encore des arguments spécieux : les langues sont des êtres vivants ; on n'imite pas la vie, on la crée encore moins, etc. Toutes ces considérations en apparence profondes ne sont que des métaphores poétiques. Elles procèdent d'une philosophie superficielle qui, sous un faux libéralisme, cache un fatalisme radical. Cette idolâtrie de la *nature* tend à empêcher toute invention et à ruiner toute activité humaine... C'est justement le privilège de l'homme de diriger et de corriger la nature, de la perfectionner au besoin et de la discipliner. Dans toutes les institutions et dans toutes les productions humaines, le progrès consiste à remplacer l'action spontanée par l'action réfléchie, l'instinct par la raison. Il ne faut donc pas s'en laisser imposer par le respect superstitieux de la *nature*, de l'*évolution* ou de la *vie* : ce n'est au fond qu'un sophisme paresseux (1). »

D'ailleurs les faits sont là : il existe, depuis une vingtaine d'années, une langue artificielle dont les progrès étonnants, les nombreux usages auxquels déjà elle sert, montrent qu'elle est viable et bien viable. C'est la *Lingvo Internacia* du D[r] Zamenhof (2), plus connue sous le nom — un peu ridicule, j'en conviens —, d'*Esperanto* (3).

(*A suivre.*) RENÉ CHAUGHI.

dront dans le monde entier. Le tirage augmentant considérablement, les aveugles se procureront les livres à des prix bien inférieurs aux actuels. » (*La langue internationale auxiliaire et l'Esperanto*, feuille de propagande).

(1) L. Couturat, *Pour la langue internationale*, p. 25-26.

(2) Médecin à Varsovie.

(3) Zamenhof signait ses premiers articles du pseudonyme : *doktoro Esperanto*. Ce dernier mot est devenu, je ne sais trop pourquoi (sans doute elliptiquement pour : la langue du D[r] Esperanto), le nom même du langage nouveau, et il est aujourd'hui consacré par l'usage. Mais le vrai nom, c'est *La Lingvo Internacia* (La langue Internationale).

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Les Souris dansent, par Henry Fèvre. 1 volume, 3 fr. 50 ; chez Fasquelle.

Vers régénérateurs! par P. Robin, 0 fr. 30, à « Régénération », 17, rue de la Duée.

L'Incombustibilité de l'âme, brochure, 26, boulevard Poissonnière.

Traduction bulgare de *Guerre, Patrie et Casernes*, de Ch. Albert, par A. Licoff.

6 cartes postales illustrées de la colonie « L'expérience » de Stockel.

Colección de cuentos infantiles, por J. A. Mella. — *El repatriado.* — *Canaras el Pan.* — *Aventuras de un niño despota.* — *Caridad.*

Dictionnaire Maurice Lachâtre, livraisons 90 à 109, « Librairie du Progrès », 3, rue des Grands-Augustins.

A lire :

Les deux derniers numéros de la *Tribune Russe*, contenant notamment la conférence de M. Eug. Petit : *Une bastile russe*, et de nombreux portraits.

Correspondances et Communications

× **Le camarade de Marmande**, accuse au camarade Gustave Dubui, réception, il y a quelques semaines, de 9 fr. 90, pour les condamnés antimilitaristes.

× **Groupe de propagande par l'écrit.** — *Mouvement de juin.*

Envoyé :

Temps Nouveaux	250 Ex.
Enseignement libertaire et enseignement bourgeois (Grave)	125 »
Anarchie	75 »
Comment l'État enseigne la morale	4 »

Envoyer correspondance et fonds au camarade Froment, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

× **Le Comité de l'A. I. A.** a reçu pour le Congrès, section de Saint-Denis, 2 fr. 45.

Reçu pour les détenus, groupe d'Indret-la-Montagne, 6 fr. 20.

BOITE AUX ORDURES

Propos du lundi, signés Guize-Rix, dans le *Lyon-Républicain* du 4 juin.

L'article du sieur Gérault-Richard : *Bêtes féroces*, paru dans l'*Aurore* du 5 juin.

CONVOCATIONS

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy, 4. — Vendredi 20. — Vulgus : Les causes de la Psychologie animale.

Mardi 24. — Vallet : La grève capitaliste de demain.

Vendredi 27. — Alline : Socialisme d'État et l'anarchie.

Mardi 31. — Mousset : La vie d'une femme au Moyen-Age.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer. Paris. — Vendredi, 20. — G. Oudinot : La question de l'enseignement ; le lycée gratuit.

Mardi 24. — Mousset (de l'A. E. R.) : La Sorcellerie au Moyen-Age.

× BOULOGNE-BILLANCOURT. — **Harmonie universelle.** — Groupe communiste. — Émancipation intégrale.

Les camarades de ce groupe se réunissent provisoirement tous les mercredis, chez le camarade Armand, 28, rue des Peupliers, Billancourt.

× MARSEILLE. — Réunion dimanche 22, à 6 h. du soir, Bar Frédéric.

Ordre du jour : Visite à Marseille des enfants de la Ruche.

× LYON — **Internationale-Antimilitariste.** — Mardi 24 juillet, au local, 150, rue Cuvier.

Projet de conférences et autres questions très importantes.

Souscription pour les Familles des détenus :

A. G. (pour la famille Sélaquet) 2 fr. — Saintes : cotisation de quelques camarades par H. G. 2 fr. Ensemble 4 francs.

Listes précédentes : 1289 fr. 25.

En tout 1293 fr. 25.

Petite Correspondance

B., à Lunéville. — Tous les soldats soupçonnés d'antimilitarisme sont sujets au même espionnage dans tous les régiments. C'est à eux à lutter de finesse avec l'autorité et ses mouchards.

D., à Paris. — Lu votre appel aux travailleurs. Très juste, mais rien de bien nouveau.

A. Pr. — Entendu.

P. P., à Aigues-Mortes. — L'abonnement est de 2 fr. pour 3 mois, maintenant.

A. M., à Glenco. — Coin des enfants expédié.

R. L. à Coulon. — Une des brochures épuisée. Ai remplacé par une autre.

Agenzia giornalistica (Rome). — L'abonnement précédent étant terminé de fin mars, le nouveau se terminera fin octobre.

H. — La *Mêlée sociale* 2 fr. 75 prise au bureau.

K. K., à Montsouris. — Oui.

L'abonné qui demande que son journal lui soit envoyé, rue Michelet à Alger est prié de donner son nom.

R. E., à Vienne. — Vous n'avez pas donné le nom de la rue ?

J. L. (R.). — Reçu « Notions de socialisme ». Le lirons.

M. à Villeneuve-la-Grande. — Si je puis j'irais. Mais cela ne m'est pas facile, je dispose de peu de temps.

J. F., à Gargenville. — Je fais passer votre lettre au camarade.

A. A. et H., à Willock. — L., à Barre. — C., à Montreux. — J. C., à *Orthez.* — T., au Mans. — A. R., à Bonnieux. — P., à Charleville. — C. L., à Neuilly-sur-Marne. — B. à St-Affrique.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : M., à Boulogne-sur-Seine. 1 fr. — M., à Glencoë, 2 fr. — C., 7 fr. 25. — D., 1 fr. — A., 20 fr. — J. H., 3 fr. — J. F., à Gargenville, 5 fr. — J. S., à Lille, 1 fr.

Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Jules HÉNAULT —

Esclave autrefois, serf hier, salarié aujourd'hui, exploité toujours.
Nom de Dieu! Ça ne finira donc jamais?

Jules HÉNAULT

Dessins de HÉNAULT

Tu as terriblement vieilli... mauvaise bête.

12e ANNÉE. — No 13. 28 JUILLET 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Van Dongen.

SOMMAIRE

Place à la Révolution

Après soixante-dix jours d'une existence pleine de tumulte et d'éclairs, voilà donc la Douma dissoute! Voilà donc affirmée par un ukase en bonne forme, la volonté de réaction du Maître des Russies! Sans doute, le coup était fatal et tout le monde l'avait prévu. Et cependant est-il un seul homme en Europe qui, dans la matinée de lundi, sentant que quelque chose d'irréparable et de terrible venait de s'abattre sur la douloureuse nation russe, ait replié son journal sans un frémissement d'angoisse?

C'est que c'était un vrai rêve que vivaient depuis deux mois ceux qui s'intitulent parmi nous les amis du peuple russe! On nous disait : Ne parlez plus de révolution russe; n'évoquez plus les jacqueries horribles et la destruction barbare. La révolution est entrée, avec la Douma, dans la voie sereine de la légalité et a cessé, par cela même, d'être une révolution. Au seul bruit de la parole des représentants du peuple, les murailles du despotisme tomberont d'elles-mêmes, le tsar et la bureaucratie capituleront.

Et voici que d'un trait de sa plume impériale, l'homme blême de Péterhof, le dernier des Romanoff et le plus sinistre peut-être, vient de faire s'évanouir le beau rêve. La Douma n'est plus, le tsarisme et le peuple se retrouvent de nouveau face à face, plus que jamais déterminés à la bataille.

Certes, nul ne songe sans une épouvante secrète à tout le sang innocent et pur qui sera versé dans la mêlée prochaine. Mais aux pacifistes seuls, il était possible d'oublier que l'avancement humain ne s'obtiendra qu'au prix de la force et du meurtre, tant que l'Autorité n'aura pas été entièrement éliminée de la communauté sociale.

Quoi qu'il en soit, l'avenir dira sans doute que la dissolution de la Douma par le tsar était un acte hautement nécessaire au développement intégral de la révolution russe. La foi dans la Douma qu'affichaient de concert nos libéraux et nos socialistes, les anarchistes ne l'ont point partagée : antiparlementaires pour l'Occident, nous ne le sommes pas moins pour la Russie, notre antiparlementarisme procédant d'une conception politique qui ne saurait avoir de frontières.

Nous ne pouvions pas ne pas voir que la Douma, quelque pures que fussent ses intentions, entravait un peu plus chaque jour, la marche de la révolution, autrement dit de la destruction du régime. Son action ne pouvait aboutir qu'à une conciliation entre le peuple et le tsar, entre le futur et l'ancien, sous la forme discréditée d'une monarchie constitutionnelle. Le parlementarisme eût été là-bas ce qu'il est partout où il fonctionne, l'instrument de la paix sociale et de l'accord, hypocrite et menteur, entre les classes et les concepts sociaux. La Douma n'eût vraisemblablement rien changé aux bases fondamentales de l'antique Russie. Elle se fût montrée aussi parfaitement impuissante à détruire qu'à créer. Née d'un compromis, elle eût vécu sans fin dans la lâche immobilité du compromis.

L'enlizement de la révolution par le parlementarisme, voilà ce qu'annonçait la Douma, et voilà pourquoi elle constituait un péril. Le tsar stupide n'a pas compris cela; en signifiant aux représentants du peuple un congé définitif, il a signifié du même coup sa volonté d'en finir avec le compromis. Il ne veut rien céder; le peuple révolté prendra tout.

La révolution russe sera donc faite par le peuple lui-même; en vérité, elle ne pouvait l'être que par lui. Le sang sera versé, les meurtres succéderont aux meurtres. Mais la vie russe, délivrée du tsarisme accablant, sera régénérée un jour dans ses sources mêmes et c'est un air nouveau qui, du pays de Bakounine, soufflera alors sur notre vieille Europe. Oui, avant longtemps, dans quelques années peut-être, le principe d'autorité aura essuyé une nouvelle défaite; l'inflexible orgueil du tsar autocrate aura précipité la marche des peuples vers la liberté. C'est là l'utilité des tyrans dans le monde!

La Douma n'est plus. Place à la révolution populaire!

Amédée Dunois.

MISE AU POINT

Un camarade de Nantes m'écrit, au sujet de mon article « Que feront les Intituteurs » une lettre qui m'amène à revenir sur cette question, pour tâcher de la mettre au point.

Il faut bien se garder de l'embrouiller, en établissant, parmi les salariés, des catégories de valeur. Notre camarade me soupçonne de mettre les travailleurs manuels au-dessus des travailleurs intellectuels. Rien n'est plus loin de ma pensée. Evidemment, tous les métiers utiles se valent et aucun d'eux n'honore, par lui-même, ni ne disqualifie celui qui s'y livre.

Bien plus, cette distinction entre manuels et intellectuels est tout artificielle, et ne peut exister que dans une société faussée par l'ingérence de l'autorité dans les relations humaines.

Si ces relations étaient normales, comme elles le seraient, une fois débarrassées de l'autorité, chacun travaillerait suivant ses capacités, ses tendances et ses besoins, et il ne pourrait y avoir aucune distinction entre l'individu qui imagine une table, celui qui la dessine, celui qui la met sur pieds et celui qui la sculpte, attendu que, le plus souvent, ce serait la même personne qui accomplirait l'œuvre entière et, qu'en tous les cas, elle résulterait de l'action combinée et de l'entente parfaite de divers individus dont aucun ne saurait prétendre à une plus grande part que les autres dans l'œuvre commune.

Quand nous serons sortis de la fâcheuse ornière dans laquelle nous sommes enlizés, nous reprendrons la marche normale dont nous trouvons la trace au moyen âge. Les monuments de

cette époque sont le produit du travail intellectuel et manuel d'ouvriers artistes, dont presqu'aucun n'a laissé un nom dans l'histoire, tant était intime la collaboration féconde de tous.

Depuis lors, les puissants ont choisi, parmi les déshérités, un certain nombre d'individus chargés du soin d'exploiter leurs compagnons de misère, pour le compte des maîtres.

Le service du roi a pris ensuite le nom de service de la nation, pour donner l'apparence d'une satisfaction aux revendications populaires, mais les agents de tout ordre chargés d'un service public sont restés à la solde et à la disposition des seuls dirigeants.

Si bien que, maintenant encore, les salariés manuels et intellectuels qui ont, pour patron, l'Etat, n'ont pas les mêmes tendances vers l'émancipation que leurs camarades ayant des patrons particuliers.

Leur situation est cependant tout aussi malheureuse. Dans le village, le facteur et le cantonnier gagnent moins bien leur vie qu'un bon ouvrier agricole. En ville, les petits employés des diverses administrations (y compris les compagnies de chemin de fer, en tout, assimilables à l'Etat) font partie de la classe sociale qui côtoie sans cesse l'indigence.

Pourquoi alors tant de gens, dont un bon nombre ont reçu une instruction dite secondaire, sont pourvus de titres universitaires, ou possèdent un métier qualifié, aspirent-ils à entrer au service de l'Etat ?

Le salaire fixe et surtout la retraite sont les principaux appâts, auxquels ils se laissent prendre, sans réfléchir que cette retraite est prise sur leur traitement, et qu'ils peuvent en être frustrés, s'il plait au gouvernement de les révoquer à la veille de la leur donner.

Le service de l'Etat offre encore cet attrait qu'il permet, le plus souvent, d'habiter dans les villes, qu'il vous donne une apparence de supériorité sur les camarades, et qu'enfin il donne accès aux faveurs et aux gratifications de tout ordre.

Depuis l'avènement de la démocratie au pouvoir, les citoyens élus comme maîtres, tiennent en haleine la fidélité de leurs électeurs grâce aux services publics. En réalité ce sont les élus qui y nomment, y font avancer ou récompenser tous les agents.

Par conséquent, ceux-ci, qui en voient tous les jours les preuves, sont uniquement occupés à attirer sur eux la bienveillante attention du député ou sénateur.

On peut dire, sans exagération, qu'actuellement tout fonctionnaire est un agent électoral et que, pour tout serviteur de l'Etat, chaque élection est une loterie dans laquelle se joue son avenir.

Comment, dans de telles conditions, y aurait-il des sentiments de solidarité entre des concurrents qui ne cherchent qu'à s'enlever la place les uns aux autres, à force d'intrigues?

Quel souci peuvent avoir du public des fonctionnaires qui savent bien que les plaintes de celui-ci ne seront qu'un vain bruit, tant qu'ils n'auront pas perdu la faveur de l'élu ?

Quel moyen peuvent-ils envisager d'améliorer leur sort, en dehors de l'intrigue et de la servilité?

Comment feraient-ils cause commune avec les autres salariés qui représentent, pour tout fonctionnaire, le public gêneur, qui manifestent de plus en plus un parfait dédain pour la politique et les politiciens, qui revendiquent des améliorations égales pour tous et les exigent, au besoin par la violence?

Michel Petit.

Il a été publié en polonais une brochure contenant les *Déclarations* d'Emile Henry. La couverture de cette brochure porte que les communications au groupe éditeur doivent être adressées aux *Temps Nouveaux*. Or, aux *Temps Nouveaux* nous ignorons l'existence de ce groupe.

Le Procès des Russes

Le procès des « bombes de Vincennes » est terminé. Tant de bruit, tant de perquisitions, d'arrestations, d'interrogatoires, d'inquiétudes, d'articles de journaux, et tout cela pour aboutir à quoi ? A la condamnation d'*un seul* homme, condamnation basée sur ce fait que, s'*étant rendu* au bois de Vincennes en compagnie d'un camarade qui avait une bombe dans sa poche, il y est devenu victime d'un terrible accident.

Le tribunal a supposé qu'Alexandre Sokoloff ne pouvait ignorer les intentions de son compagnon Stryga : mais ce n'est là qu'une considération purement psychologique, qui peut être plus ou moins juste, selon qu'on attribue à Stryga un caractère plus ou moins communicatif. Et voici Alexandre Sokoloff, — malade, dangereusement blessé, — victime de ces profondes considérations psychologiques qui le font condamner à cinq ans de prison.

Les deux autres accusés — Victor Sokoloff et Sophie Speransky — sont acquittés : contre eux, il n'y avait même aucune supposition psychologique, sans parler des faits. Mais pourquoi les avoir arrêtés, gardés en prison pendant près de trois mois, tourmentés par des interrogatoires successifs, jugés? Pourquoi les avoir compromis aux yeux de la police russe, divulgué leur correspondance, leurs relations en Russie? Evidemment, la police espérait tirer de cette affaire un profit plus considérable et plus de gloire qu'il n'en est résulté.

Des trois accusés, un — Alexandre Sokoloff — est un socialiste révolutionnaire; les deux autres sont anarchistes et se sont ouvertement déclarés tels. Nos camarades n'ont pas cherché, sous ce rapport, à atténuer leur responsabilité, et il faut également rendre cette justice à leurs avocats qu'ils ont parfaitement respecté les convictions de leurs clients. Me Bonzon n'a pas seulement défendu leurs personnes, mais aussi leurs idées; il a montré, dans son discours, autant que cela pouvait se faire dans les conditions données, que l'anarchisme ne consiste pas seulement à lancer des bombes — qui, d'ailleurs, dit Me Bonzon, sont un instrument de lutte nécessaire en Russie, — mais présente un système philosophique et social qu'on peut adopter sans devenir pour cela un être féroce et sanguinaire. — La question d'anarchisme a été, d'ailleurs, plus d'une fois soulevée au cours de cette affaire, dans les interrogatoires, pendant l'instruction, aussi bien qu'à l'audience.

Parmi les témoins cités, il y en avait un, — M. Roubanovitch —, qui a fait à ce sujet une déposition curieuse. Cité par le défenseur d'Alexandre Sokoloff, il a commencé par affirmer — en toute justice d'ailleurs —, que Sokoloff n'était pas anarchiste. C'était tout à fait vrai ; mais la suite de la déposition est plutôt étonnante. Le président demande à quel parti, selon le témoin, appartenait Stryga. « C'était un fou », répond Roubanovitch. Voilà une réponse digne de quelque Lombroso qui fait passer pour fous tous les « criminels politiques », mais non d'un militant socialiste révolutionnaire! Roubanovitch considérerait-il comme fous tous les terroristes russes qui, sans distinction de partis, luttent maintenant là-bas ? Ou bien ceux-là peut-être sont fous qui périssent victimes de quelque accident dans le genre de celui de Vincennes? Alors Roubanovitch devrait commencer par proclamer tels un certain nombre de ses coreligionnaires morts ou dangereusement blessés dans les mêmes conditions, en Russie et à l'étranger. S'agissait-il de Stryga personnellement? Roubanovitch ne l'avait jamais vu, ne savait rien sur lui. Non, ce n'est évidemment pas tout cela : ce qui est vrai, c'est qu'à l'égard des anarchistes on emploie un procédé de raisonnement particulier. Pour Victor Sokoloff et Sophie Speransky, par exemple, Roubanovitch dit, malgré leurs propres déclarations, qu'il les considère non comme des anarchistes, mais comme de simples révolutionnaires russes (?) Et voici pourquoi. Roubanovitch a, depuis plusieurs années, dit, redit, affirmé, juré à tout le monde qu'il n'y a, qu'il n'y a jamais eu, qu'il n'y aura jamais d'anarchistes en Russie. Or, les faits lui donnent tous les jours un démenti. Alors que faire? Il ne reste qu'une chose : ceux qu'on considère comme anarchistes, sont simplement des fous, et ceux qu'il est, pour une raison quelconque, malaisé de déclarer fous, ne sont pas, ne peuvent pas être des anarchistes, au moins de véritables, car un « véritable » est censé être une brute sauvage. Le procédé n'est pas nouveau d'ailleurs : il a couramment servi contre les socialistes à l'époque où ils étaient encore un épouvantail pour la bourgeoisie. Seulement, les socialistes devraient avoir meilleure mémoire à cet egard.

Les journaux nous disent qu'Alexandre Sokoloff fait appel de sa condamnation. D'ailleurs, sa blessure est si grave qu'il se passera peut-être plusieurs mois avant qu'on puisse lui faire quitter l'hôpital. Sa situation est d'autant plus pénible qu'il ignore complètement le français et se sentira dans une prison française plus seul que quiconque.

X.

MOUVEMENT SOCIAL

Les Honteux. — Il y a un mois environ, une jeune fille de seize ans venait de la province pour voir ses grands parents, M. et Mme Dijon, âgés respectivement de soixante-dix-huit et de soixante-quatorze ans. Elle frappe à leur porte. Pas de réponse. Elle craint qu'un malheur ne soit arrivé. Elle appelle le concierge pour forcer la porte. En pénétrant dans l'appartement, ils aperçoivent le couple étendu mort sur le plancher. Les deux vieux s'étaient suicidés avec un feu de charbon. Sur la table, on trouva une lettre avec ces mots : « Nous sommes trop vieux pour travailler et trop fiers pour demander l'aumône ou pour être à la charge de nos enfants. Nous préférons mourir ensemble. »

Moi, à leur place, j'aurais préféré la prison...., et j'aurais volé.

A. Pr.

* *

MONOGRAPHIE

Ygrande (Département de l'Allier). — Ygrande est une commune de 2,000 habitants; c'est un pays qui compte, sinon de grandes misères, du moins plusieurs catégories de travailleurs dont la situation n'est pas brillante

Une seule culture ne peut réussir à Ygrande. C'est la culture de la vigne, qui ne s'accommode pas d'un terrain humide et d'un climat extrême.

La situation des travailleurs de la terre représente ici une moyenne de la situation des cultivateurs bourbonnais.

C'est le pays de la grande propriété où le propriétaire ne connait pas ceux qui travaillent ses terres et où le capital est loin d'aider le travail.

Les gros propriétaires louent leurs fermes à des fermiers généraux, qui sont des parasites, possédant au moins une trentaine de mille francs et s'engraissant par une exploitation malhonnête des métayers.

Le fermier général paie en argent, son fermage au propriétaire, et sous sa responsabilité, il fait exploiter plusieurs fermes, de 5 à 10.

Le fermier général étant lui-même un richard loue ces fermes à des métayers avec des baux d'un an, renouvelables indéfiniment.

Le métayer cultive à demi-fruit et sur les bénéfices pouvant résulter de la vente des animaux d'élevage on retient l'« impôt colonique » qui varie de 15 à 20 francs par hectare de terre cultivée.

Cet impôt est disproportionné avec les bénéfices qui peuvent résulter pour le métayer de l'exploitation de la ferme.

J'emprunte à une intéressante brochure de Guillaumin (*En Bourbonnais*, éditée par « Pages Libres »), le budget d'un métayer exploitant seul avec sa femme une ferme d'environ 50 à 60 hectares :

Récoltes de blé, 1.000 dbl.
Déduire pour la semence, 100 dbl.
Reste 900 dbl à partager, soit **450** dbl pour la part du métayer.
Pour la nourriture, il faut 150 dbl.
Il peut en vendre 300 dbl à 3 fr. = **900** fr.
Récolte d'avoine, 1,000 dbl.
Pour la semence, il faut 100 dbl.
Pour nourrir les animaux, 200 dbl.
Reste à partager 700 dbl.
Soit 350 dbl pour le métayer, à 1 fr. 50 le dbl, soit, 525 francs.

Le pays est un pays d'élevage et le fermier général seul perçoit le prix de la vente des animaux, et vers le 11 novembre, à la Saint-Martin, le « maître et le colon règlent ». Le fermier général retient l'impôt colonique environ 900 fr. pour notre métayer, et ce dernier touche environ 600 fr. Souvent il touche davantage. Mais il faut dire que certaines années, il ne reçoit rien et c'est, au contraire, lui qui doit payer.

Les autres récoltes sont partagées avec le fermier général et la part du métayer est seule employée à la nourriture des animaux dont on partage encore le prix de vente.

A ce métayer qui est seul avec sa femme, il faut :

1 domestique à	500 fr.	Total : 1,300 fr.
1 domestique moyen, à.	350 fr.	
1 pâtre..................	150 fr.	
1 servante	300 fr.	

Pour les grands travaux des ouvriers supplémentaires sont nécessaires, soit une nouvelle dépense de 200 francs.

Recettes..	Blé	900 fr.	Soit : 2,025 fr.
	Avoine.....	525 fr.	
	Bétail......	600 fr.	

Dépenses .... 1.500 fr.

Bénéfice net.......... **525** fr.

avec lesquels il doit subvenir à l'entretien et à l'achat des outils, du matériel agricole. Payer les assurances, acheter le vin des moissons et des battages. Et, à la fin de l'année, il n'est pas difficile à un métayer d'avoir des dettes.

Les métayers sont soumis à l'arbitraire du fermier général. Ils doivent envoyer leurs enfants à l'école libre, patronée par les bourgeois. Les métayers doivent bien voter et si le jour des élections, il n'y a pas de candidats réactionnaires, ou les femmes des fermiers généraux, ou les fermiers généraux eux-mêmes, ne se gênent pas pour dire : « Jean, ce n'est pas la peine d'aller voter, puisque nous n'avons pas de candidat ! »

Et derrière cet avis, il y a la menace de renvoi à la Saint-Martin. Les petits propriétaires peu nombreux dans la région sont moins intéressants ; ils sont généralement peu aisés ; ils vivottent, et leur individualisme égoïste leur empêche de comprendre les bienfaits et les avantages qu'ils retireraient en faisant partie du syndicat de leur région.

Beaucoup de cultivateurs ont compris et se sont syndiqués. Mais si tous les petits propriétaires peuvent adhérer au syndicat qui n'est pas vu d'un bon œil par les commerçants de l'endroit la situation des métayers change et la peur de la Saint-Martin prochaine en empêche beaucoup de profiter des nombreux avantages que ces associations leur offrent.

Le paysan toujours méfiant pour tout ce qui est innovation hésite avant de se décider à s'adresser au syndicat pour acheter ses engrais, ses semences, son vin. Les fermiers généraux font leur possible pour empêcher la propagande syndicale. Grâce à plusieurs militants, la « Fédération des syndicats de la région de Moulins » a un avenir brillant et beaucoup de communes ont tous leurs cultivateurs syndiqués.

D'autres travailleurs intéressants sont les ouvriers bûcherons qui voient leur salaire se relever depuis qu'ils se sont constitués en syndicat. Leur salaire varie de 2 à 3 francs par jour. Ils travaillent tout l'hiver comme bûcherons, et pendant la moisson, ils s'embauchent comme ouvriers agricoles. Le nombre des journées de chômage est ainsi diminué.

Les « fendeurs » sont mieux partagés. Ils gagnent des journées de 5 à 6 francs. Mais leur travail exigeant un long apprentissage ; leur métier se transmet de père en fils.

Ygrande est divisé en deux parties : le bourg et la campagne. Le bourg comprend la moitié de la population, population de commerçants et d'artisans ayant la vie facile et étant à part un ou deux, des commerçants, c'est-à-dire des zéros ne voulant pas contredire sur n'importe quel sujet M. X... parce que M. X... est un bon client. Aucune indépendance de pensée, pas de pensée libre.

Cependant il est juste de dire qu'Ygrande compte parmi les jeunes et même parmi certains ayant dépassé la trentaine des esprits libres, avides de savoir, et qu'aucun sujet n'effraie.

Une société de lecture fondée en 1875 dans un but politique a contribué pour beaucoup à élever leur niveau intellectuel. On y trouve des livres très intéressants qui sont lus par tous ceux qui sont soucieux de se tenir au courant des questions politiques, économiques et sociales. La population du bourg ne voisine avec celle de la campagne que les dimanches ou les jours de fête ce sont les seuls jours où elles se trouvent un peu en contact. Bien que la clientèle du curé diminue, on voit encore beaucoup de femmes et quelques hommes assister chaque dimanche à la messe.

Le dimanche est le jour où l'on se retrouve au bourg. Les gens de la campagne ne rentrent pas chez eux avant 2 ou 3 heures. Ils viennent faire leurs commissions, et ne partent jamais sans aller boire une chopine. Je disais que les offices étaient suivis par un assez grand nombre de cultivateurs, ce qui n'a pas empêché aux dernières élections que la majorité a élu Minier, député radical socialiste anticlérical.

La main du bourgeois s'abat encore puissante sur la cervelle de beaucoup de paysans, et donner à chacun conscience de sa dignité contribuerait pour beaucoup, je le crois, à diminuer le prestige des bourgeois, prestige qui seul fait leur force.

J. B.

Ygrande, 4 juillet 1906.

MOUVEMENT OUVRIER

A Messieurs du Comité central. — Il ne fait pas bon s'en prendre au Comité central de la Fédération du Livre : *Le Feuillet*, le petit organe des typos révolutionnaires qui, le premier leva contre le sacro-saint Keufer l'étendard de l'indiscipline, et les *T. N.* qui se bornèrent, par ma plume à signaler cet acte courageux et salutaire, en font aujourd'hui l'épreuve.

Il y a dans le dernier numéro de la *Typographie française*, organe officiel de la Fédération du Livre, un article signé le Comité central dont la violence injurieuse ne pourrait être que difficilement égalée.

Qu'on en juge ; voici un extrait :

« Parmi les confrères haineux ou inconscients qui ont assumé d'un cœur léger la responsabilité d'accomplir une besogne aussi vile et aussi dégradante, les éditeurs du *Feuillet* et des *Temps Nouveaux* se signalent au premier rang... Il fallait un organe pour expectorer du venin, un exutoire pour vomir des infamies contre le Comité central et ses fonctionnaires permanents : ils dirent : « Nous sommes là et nous avons tout ce qu'il faut ! »

« Dans ces deux feuilles, *qui portent les traces indélébiles des mains qui les confectionnent et qui sont le reflet fidèle de consciences qu'aucune vilenie ne peut troubler*, les susdits confrères, au nom de l'amour qu'ils disent avoir pour leur prochain, s'acharnent à vouloir salir le Comité central, ses fonctionnaires permanents et plus particulièrement le brave et digne homme qu'est Keufer. Ils les accusent, *avec l'impudence et le cynisme qui leur sont habituels*... »

Mais ne pensez-vous pas qu'en voilà assez ? Pour moi, je suis naturellement malmené au passage : « Un budgétivore bien renté qui n'ose produire sa bile que sous le voile de l'anonymat » ainsi me qualifient les vingt-quatre du Comité central.

Je répondrai brièvement.

1° Le Comité central de la Fédération du Livre est actuellement, de la part des militants de la section parisienne, l'objet d'une inculpation des plus graves. On accuse le Comité central en général et Keufer, son oracle, en particulier « d'avoir trahi la cause des grévistes parisiens en combattant leur revendications » et, à l'appui, l'on produit des faits.

A ces accusation précises, ni Keufer, ni le C. C. n'ont encore répondu, — si ce n'est par l'injure, à la mode des politiciens. Nous attendons des raisons.

2° Suis-je un *budgétivore* bien renté qui n'ose produire sa bile que sous le voile de l'*anonymat*? Aucunement. Et les amis de Keufer, qui ont quelques données, semble-t-il, sur mes origines et sur mon passé, doivent savoir fort bien que si j'ai quelque temps appartenu à l'administration, j'ai rompu avec elle aussitôt que je l'ai pu, brisant volontiers ma carrière pour me donner tout entier à la propagande des idées que j'aime. Au reste serais-je encore budgétivore (à 1900 francs par an !) que je pourrais m'étonner de me l'entendre reprocher par les amis de M. Keufer, vice-président du conseil supérieur du travail et membre, comme on sait, de toutes les commissions officielles possibles. Entre M. Keufer et moi, il y a exactement cette différence que moi, fils de bourgeois, je suis venu au peuple pour travailler dans ses rangs à la révolution sociale, tandis que lui, Keufer, fils d'ouvrier, est allé à la bourgeoisie avec des paroles de conciliation et de paix. Or, c'est précisément ce dont nous l'accusons.

Pas plus que je ne suis un budgétivore bien gavé, je ne me cache « sous le voile de l'anonymat. » Ce mouvement ouvrier est habituellement signé des initiales d'un nom qui n'est peut-être pas celui de mon père, mais que je considère comme mien.

Encore une fois, messieurs du Comité central, injurier n'est pas répondre. Nous attendons en conséquence, qu'attaqués par les typos syndiqués beaucoup plus certes que par moi, pour votre attitude au cours de la dernière grève, vous présentiez votre défense.

Amédée Dunois.

Le député socialiste ventriloque. — Sous la menace de la grève générale des mineurs, en 1902, le gouvernement de M. Waldeck-Rousseau promit de présenter au Parlement une loi réduisant à huit heures la durée du travail dans les mines. Cette loi promise, sous le coup de la peur, a été fabriquée. Elle est même entrée en application au mois de janvier dernier. Il est bon d'ajouter que cette importante loi ouvrière n'a rien réformé du tout, que la journée de travail n'a pas été diminuée d'une minute. Qu'on en juge.

Avant le vote de la loi, la durée normale du travail de l'ouvrier mineur était de 8 h. 1/2 ; ce temps se trouvait allongé à certaines périodes de l'année par des heures supplémentaires, appelées *longues coupes*.

Grâce au système du travail à la tâche les Compagnies minières avaient dans les longues coupes l'occasion de pressurer un peu plus lourdement leurs esclaves ; elles faisaient accomplir une heure ou deux de plus pour un salaire sensiblement le même. Mêmes salaires pour une production bien supérieure, l'affaire était excellente.

La loi des huit heures fut votée, loi s'appliquant par paliers. Journée de neuf heures à partir de janvier 1906 ; journée de huit heures et demie en 1908, enfin journée de huit heures en 1910. C'était la journée légale de *huit* heures dans quatre ans. Promise en 1902, elle devait être appliquée en 1910. Que l'on ose nier après cela la supériorité de l'action parlementaire.

Cette année donc, au début de janvier, la loi est entrée en application. Les mineurs ne devaient plus faire que neuf heures ; la loi les empêchait de faire longue coupe. Plus d'heures supplémentaires non payées ! Basly poussa de vibrants cris de triomphe ; il étala son dévouement pour le prolétariat minier et fit appel à sa reconnaissance.

Le jour même où la loi entrait en application, voilà que plusieurs Compagnies affichent que des longues coupes auront lieu toute la semaine, stupeur parmi les mineurs. Et la loi ? interrogent-ils.

La loi de neuf heures n'empêchait pas les mineurs de trimer neuf heures et demie et dix heures. Une circulaire du Ministre des Travaux publics éclairant le sens du texte de loi donnait ce droit aux Compagnies.

Le *Réveil du Nord* protesta contre cette circulaire. Basly annonça le dépôt d'une interpellation.

En attendant, les longues coupes se firent. L'interpellation est venue. Basly a demandé des comptes à Barthou. Les journaux socialistes ont dit, voici quinze jours, avec quelle énergie, quelle vaillance, quelle compétence, le citoyen député Basly avait reproché au Ministère des Travaux publics de laisser violer une loi de protection ouvrière. Mais cette bonne presse socialiste, l'*Humanité* en tête, a oublié de publier quelques phrases de la réponse du Ministre. C'est un oubli assez important à notre sens, pour que nous le corrigions.

Ces phrases nous font connaître un nouveau talent du député de Lens. Joignons cette nouvelle faculté à celles de diffamateur et de mouchard que nous lui connaissions déjà.

Voici d'après l'*Officiel* ces paroles oubliées :

« *Je ne voudrais pas mettre M. Basly en cause ; mais pourtant, a-t-il perdu complètement le souve-*

nir d'une entrevue qui eut lieu le 24 février à la Préfecture du Pas-de-Calais ? Il y avait là le préfet du département, l'ingénieur en chef, M. Léon, et aussi le député de la circonscription, très autorisé, très écouté et très compétent dans ces questions, l'honorable M. Basly lui-même qui aurait admis à ce moment, qu'il ne fallait pas rompre brutalement et brusquement avec le système pratiqué jusque-là ; M. Basly aurait « compris » et accepté la nécessité des longues coupes précisément pour les raisons qui ont déterminé l'avis du conseil général des mines. »

Le 24 février le vaillant député donnait, à la préfecture du Pas-de-Calais, son approbation au système des longues coupes. Monsieur le Préfet, vous avez raison, vous avez bien raison. Il faut maintenir les longues coupes. Comment ces pauvres Compagnies minières s'en tireraient-elles sans cela ?

Le 6 juillet, à la tribune de la Chambre, sa mâle figure face au pays : Monsieur le Ministre, il est scandaleux de laisser piétiner ainsi les lois protégeant les intérêts du prolétariat minier. Je proteste avec indignation.

La comédie parlementaire continue. Pauvres gens que nous sommes, efforçons-nous d'en saisir les beautés.

PIERRE MONATTE.

⁂

Firminy

Quand paraîtront ces lignes, il est probable que des incidents auront eu lieu entre grévistes et renégats. J'ai dit que les camarades étaient bien résolus à s'opposer à toute reprise du travail tant que les portes ne se rouvriraient pas pour tous. Or, la direction a fait afficher la rentrée pour mardi 24. Il est probable que demain lundi on tentera d'opérer quelques rentrées pour l'allumage des feux. Mais, dès ce soir, les camarades vont organiser des patrouilles.

Jusqu'à présent *il n'est venu ni troupe ni gendarmerie.*

D'après la direction le travail doit être repris sans conditions. 333 ouvriers s'étant absentés sans permission (le premier jour de grève) ont été réglés ; sur ce nombre 120 n'ont pas fait leur demande d'embauche ; ils ne font plus partie du personnel. Quant aux autres, leurs demandes seront examinées !...

Ce serait donc, au bas mot, 120 copains, les meilleurs militants, jetés à la rue. La direction ne parle pas non plus de l'augmentation de 0 fr. 25 qui était promise à toutes les journées au-dessous de 4 francs et qu'elle n'a pas payée, pas plus que de la non majoration des heures supplémentaires.

Elle est d'une intransigeance à outrance.

Pour la deuxième fois le juge de paix a tenté de ménager une entrevue entre elle et ses ouvriers. Il y aurait eu même des ouvriers non syndiqués dans la délégation ouvrière. Elle a refusé brutalement.

Cette intransigeance pourrait fort bien lui nuire dans l'esprit de la population et, ma foi, je suis moins pessimiste qu'au début sur l'issue de la grève. Celle-ci dépendra beaucoup de la rentrée qui va être tentée. Si les jaunes réussissent à entrer en nombre, il est à peu près certain que c'est l'échec ; car dès qu'il se sera produit quelques bagarres, nous verrons des forces de police suffisantes pour assurer « la liberté du travail ».

En attendant, les soupes fonctionnent toujours.

R. GALHAUBAN.

⁂

ALLEMAGNE

La misère à Berlin. — Dans une longue chronique du *Daily Mail* sur la vie du peuple allemand, Bart Kennedy montre « l'Athènes de la Sprée » du mauvais côté de la médaille :

« En dépit de sa belle tenue, la misère y règne, tout comme dans n'importe quelle grande ville. Soixante mille individus y sont enterrés dans des caves. Soixante mille individus y vivent dans la misère et les ténèbres.

« A Berlin, tout comme à Londres — il y a des gens qui luttent avec la vie hors de chez eux pour l'entretenir chez eux. Il y a les hors-cadres et les infortunés. Il y a ceux qui n'ont jamais eu de bonne étoile.

« Vues par un étranger, les belles rues larges peuvent tromper et faire une vive impression. Mais, tournez dans une des impasses et derrière ces bâtisses magnifiques et impressionnantes, vous trouverez des bouges tout comme dans Whitechapel. Vous trouverez des familles vivant du terrible métier de la faim tout comme à Londres. J'ai vu une famille de huit personnes qui avait pour vivre 7 marks par semaine (8 fr. 75). La mère faisait des ménages et de la couture. Je vis le livre où ses salaires étaient notés. Il y avait une semaine dans laquelle elle avait gagné 4 marks 28 pfennings (5 fr. 30) pour 80 heures de travail. Elle gagnait en moyenne de 5 à 6 marks par semaine (de 6 à 7 fr. 50). En plus de la famille, il y avait un locataire. Le gain se montait ainsi à 7 marks par semaine environ (8 fr. 75). Il me semblait être à Londres, dans les bas-fonds de l'East-End.

« La police de Berlin ne peut que régler superficiellement le paupérisme. Elle sait comment s'y prendre pour diriger ses épaves sur l'Angleterre, qui est devenue le tas d'ordures du monde entier.

« Je ne dis pas que Berlin a proportionnellement autant de misérables que Londres. Je dis qu'elle a ses hors-cadres et ses bas-fonds tout comme n'importe quelle autre grande ville. Chose curieuse ! Les Prussiens démentent le fait presque toujours. Ils mettent leur orgueil à réduire la misère à Berlin. Ils prétendent qu'ils n'ont pas d'East-End. Bridés par la police, ils semblent croire que la police a le pouvoir magique d'éloigner la famine de Berlin.

« Berlin n'est pas Londres. A Londres, il n'y a pas de réticence. Les faits sont ce qu'ils sont. On ne tire pas de voile sur ces lieux sombres et terribles. A Berlin on a le souci de présenter les choses au mieux. L'étranger a la sensation qu'on lui présente continuellement le côté poli du bouclier. »

⁂

Bourreaux galonnés. — Le sergent Schmidt, du 69e d'infanterie vient d'être condamné à onze mois de prison et à la perte de son grade pour avoir torturé systématiquement des recrues, pendant une période de trois ans.

Il a été prouvé que ce sergent avait pour habitude de frapper ses hommes avec des baguettes de fusil de leur lancer toutes sortes de projectiles, de leur cracher au visage, de leur donner des coups de pied dans l'abdomen, et de les contraindre à se mettre à genoux devant lui et à lui demander grâce.

Et dire que c'est pour ça que le peuple est écrasé d'impôts !

A. PR.

⁂

ITALIE

Les tripotages dans la Marine. — Après une enquête qui a duré près de deux ans, la commission chargée de faire la lumière sur la question des tripotages reprochés à l'administration de la marine, a déposé son rapport. Grâce aux abondants extraits qu'en a donnés l'officieux *Giornale d'Italia*, le public a pu avoir connaissance aussitôt de tout ce qu'il contenait d'essentiel.

Nous empruntons à une correspondance particulière du *Peuple suisse* les détails suivants, sur les révélations de l'enquête. Ils ont causé en Italie une sensation immense.

« On se trouve, dit le *Peuple suisse*, en présence d'une immoralité que personne n'aurait jamais cru si grave, en même temps que d'une incurie telle et d'une ignorance qu'elles auraient conduit la plus modeste maison de commerce immanquablement à la banqueroute.

« Les vols abondent dans les contrats des fournisseurs d'aliments pour les soldats de la marine italienne, qui donnent à la maison qui les a fournis un bénéfice rond de fr. 243,000 rien que dans une année ; les cafés livrés sont de qualité médiocre et payés cependant pour des porto-rico de première marque. Au lieu de viande de bœuf, les grands bouchers ont régulièrement fourni de la vache, au même prix. Comme il y a dans tous les abattoirs une inspection du bétail, on a cousu les parties génitales des bœufs à toute une série de vaches. Les inspecteurs n'y ont rien vu. Avec quoi les avait-on rendus aveugles...?

« Il est arrivé plusieurs fois que les officiers ont dû renvoyer les marchandises à eux livrées, tant leur état de décomposition était avancé.

« Mais c'est dans la livraison du matériel de guerre que les tripotages jaillissent comme les champignons au lendemain d'un jour de pluie. Et c'est là qu'il fait beau voir à son application et pris sur le vif le patriotisme de tous ceux qui font profession de nous traiter de vendus à l'étranger, de sans-patrie, d'internationalistes et que sais-je encore.

« Jusqu'en 1883 le matériel de la marine de guerre italienne avait été fourni par les maisons du Creusot et Schneider, de même que par les grandes usines Cammel et Brown. En 1884, le premier contrat de fournitures fut conclu avec les aciéries de Terni, une société par actions, qui venait de naître, et dont l'*Avanti* nous a raconté l'édifiante histoire il y a trois ans environ.

« Un contrat fut conclu qui fixa les prix du matériel à fournir. Et le gouvernement consentit une avance de fonds de 3 millions 200,000 francs. Pendant que ce traité avait force de loi, les conditions faites à la Terni furent améliorées : le gouvernement avança une nouvelle somme de 3 millions ; le prix de la tonne d'acier pour les plaques de blindage fut porté de 1900 à 2500 francs. Si bien que cette société par actions qui courait presque au-devant de sa ruine put distribuer dès lors du 15 0/0 en 1899, 1900-1901 et du 16 0/0 en 1902 et 1903.

« Quant au matériel fourni et à la qualité de la marchandise, il fut reconnu que tout était mauvais et bien au-dessous de ce que la maison Krupp avait livré jusqu'alors.

« Le matériel d'artillerie pour la marine fut commandé à la maison Armstrong, qui avait construit des ateliers et un arsenal à Pozzuoli, pour la jolie somme de 17 millions. Au moment où le contrat vint en discussion, il fut violemment attaqué par les gens compétents, mais passionnément défendu par le directeur de la Spezzia, arsenal du gouvernement. A peine le contrat venait-il d'être conclu que ce brave fonctionnaire lâcha sa place pour entrer au service de la maison Armstrong — dont il est le représentant pour l'Italie.

« Et je passe des faits nombreux encore, mais sur lesquels je pense revenir dès que le rapport aura paru. »

X.

⁂

L'attentat de Morral, à Madrid, semble avoir excité d'une façon extraordinaire la fantaisie de la police italienne. Par la traduction de l'un de mes articles de l'*Avanti*, de Rome, les lecteurs auront compris comment, pour la venue à Ancône, du roi Victor-le-Petit, la police avait su au moyen de ses confidents, organiser la stupide farce de quelques bombes trouvées dans la boutique d'un coiffeur, notre camarade. Probablement les confidents de la police crurent venu le moment de gagner une magnifique récompense. Ils cachèrent dans la boutique du coiffeur les petites bombes de carton et de ciment, et le jour d'après, la police... découvrit les terribles machines infernales.

Ainsi, la police put avoir le prétexte d'arrêter, avant l'arrivée du roi, les plus suspects des anarchistes de la cité et de chasser du cœur des timides monarchistes la peur de je ne sais quel attentat. Le coiffeur Gabbianelli fut arrêté, et aussi quelques-uns de ses amis qui fréquentaient sa boutique, et tous furent mis en accusation.

Puis, à la veille de l'arrivée du roi à Ancône, profitant de l'impression faite sur le public par la terrible découverte précédente, il fut procédé par la police à l'arrestation préventive de dix ou douze anarchistes qu'on croyait des plus *suspects*... Mais cette fois les espérances policières furent déçues ; à peine la nouvelle de l'arrestation des anarchistes fut-elle répandue dans la ville qu'il en résulta dans la classe ouvrière une émotion générale. Une délégation de la Bourse du Travail se rendit chez le maire et lui déclara que si les arrêtés n'étaient pas relaxés immédiatement, le lendemain, jour de l'arrivée du roi, la classe des travailleurs proclamerait la grève générale. Après deux ou trois heures, l'autorité effrayée prit ses mesures et relaxa les arrêtés.

Personne à Ancône ne croit sérieusement à l'affaire des bombes ; les journaux cléricaux même la mettent en doute.

Aujourd'hui je suis en mesure de vous donner sur la questian des nouvelles plus détaillées. Comme l'observe le journal anarchiste « *La Vie ouvrière* » d'Ancône, Gabbianelli, quand furent découverts dans son arrière-boutique les objets incriminés, manifesta un sentiment de stupeur et d'angoisse tel qu'il ne pouvait en aucune manière être feint. De plus, il est notoire que la boutique de Gabbianelli était pendant plusieurs heures de

la journée, confiée à un gamin au sujet duquel se sont élevés beaucoup de soupçons. Puis, le correspondant à Ancône de l'*Aurore* de Ravenne, raconte que Gabbianelli, il y a quelque temps, fut filé et perquisitionné par les policiers; ainsi c'était plus que naturel qu'il se gardât bien d'avoir chez lui des objets suspects, dans un lieu où plus d'une fois la police était venue fouiller et tripoter. De plus, la même boutique avait subi quelques années auparavant quand s'y trouvaient les bureaux d'un autre journal anarchiste, une perquisition nocturne de la part de la police qui y avait pénétré sans la présence et l'autorisation des rédacteurs, et avec des clés différentes de celles que les rédacteurs possédaient. Enfin, la même boutique de coiffeur a une fenêtre au-dessus d'un local d'où il est très facile d'y pénétrer en passant des bureaux du journal monarchiste l'*Ordre*, notoirement en rapports intimes avec la police.

Dans un numéro suivant de l'*Aurore* je trouve la notice que les bombes susdites ont été trouvées « vides » des terribles explosifs qu'elles contenaient, disait-on. Malgré cela, 9 imputés sont toujours en prison, dans l'attente d'un procès qui se fera beaucoup attendre et qui, même s'il finit par un acquittement, aura eu pour intention, en tout cas, de tenir en prison des bons citoyens et de mettre leurs familles dans une situation atroce.

⁂

L'œuvre de la police ne s'est pas arrêtée là. Le jour même de l'arrivée du roi à Ancône, se répandit dans la cité et par suite dans toute l'Italie, le bruit que trois nouvelles bombes avaient été découvertes à Castelferretti, petit pays voisin d'Ancône, dans le trou d'un vieux mur sur la grande route, non loin de la boutique d'un autre coiffeur anarchiste, notre camarade Aurelio Landi. Landi et deux autres camarades, Pellicetti et Gaggiotti, ont été arrêtés, et en même temps deux socialistes réformistes, Santucci et Sterlachini, sous l'imputation de complot.

Cette nouvelle découverte (!) a indigné et rendu encore plus sceptique l'opinion publique. De cette manière tout citoyen libre peut voir compromise sa propre liberté par le premier espion ou ennemi personel qui placera à quelques pas de sa maison un engin suspect! Toute la petite cité de Castelferretti a protesté unanimement contre cette manœuvre de la police; les monarchistes eux-mêmes.

Le camarade Aurelio Landi, que je connais depuis longtemps, est un bon père de famille, qui jouit de la sympathie générale parmi ses concitoyens, et tous sont indignés de la persécution qui s'exerce contre lui depuis quelques années. Figurez-vous qu'en 1900 il fut mis en accusation et condamné à 18 mois de détention pour association séditieuse, pour le seul fait de s'être trouvé à un repas avec d'autres camarades! Le pauvre, pendant son emprisonnement, eut la douleur d'apprendre que son père était mort de chagrin et que sa mère, devenue folle, avait été internée dans un asile, à la suite de la condamnation de leur fils chéri. Aujourd'hui on l'a de nouveau mis en prison à la suite de la plus louche manœuvre policière.

Parmi les arrêtés le camarade Pelliccetti qui était gravement malade après la commotion éprouvée par son arrestation, est *mort* samedi 7 juillet, transporté d'urgence, au dernier moment de la prison à l'hôpital. Le lendemain un nombreux cortège de camarades conduisit son corps au cimetière et l'ami Giardini prononça sur son cercueil des paroles enflammées contre la police, réaffirmant l'innocence du défunt.

Quand finiront ces provocations et ces violences? Quand comprendra-t-on que ce sont ces tragédies déroulées dans l'obscurité qui provoquent l'éclat de tragédies bien plus bruyantes.

⁂

Dans le monde anarchiste, on traverse en ce moment une espèce de crise qui mérite d'être signalée. Les journaux l'*Agitazione*, le *Movimento sociale*, *la Marcia*, *Germinal* ont suspendu à peu près en même temps leur publication. L'*Aurora* annonce qu'elle ne peut qu'à grand'peine continuer; le *Grido della Folla* est contraint, de temps à autre, de supprimer la publication d'un numéro. Seul, le *Libertario* de la Spezzia continue bien et régulièrement, et il le mérite, car c'est le seul journal qui, jusqu'à présent, n'ait pas soulevé de funestes polémiques entre camarades. Je crois être impartial en louant les rédacteurs de ce journal, d'autant plus que je ne suis pas du tout de leur opinion sur les questions de tactique. La *Pace*, de Gênes, elle aussi, journal antimilitariste à fortes tendances libertaires, a dû suspendre ses publications; je ne sais si elle les reprendra, ni quand.

Il reste donc aujourd'hui, sur la brèche, parmi la presse libertaire : *Il Libertario*, de la Spezzia; l'*Aurora*, de Ravenne; *Il Grido della Folla*, de Milan; la *Vita Operaia*, d'Ancône; *Il Pensiero*, de Rome, et l'*Universita Popolare*, de Mantoue.

⁂

L'arrestation de Francisco Ferrer, de Barcelone, et le péril dans lequel il se trouve, lui et sa noble entreprise, « l'*Ecole Moderne* », a soulevé l'indignation de tout le public intellectuel, scientifique et ouvrier d'Italie. Ferrer est tout particulièrement, connu à Rome, où il se rendit en 1904, pour représenter l'Ecole moderne au Congrès de la *Libre Pensée Internationale*, où tous admirèrent sa probité scientifique et sa foi dans la raison humaine.

Tous les journaux les plus importants de Rome se sont occupés de lui avec sympathie, entre autres, l'avocat et journaliste bien connu Vincenzo Morello (Rastignac), a écrit un article enthousiaste dans la *Tribuna*. Le célèbre et savant anthropologue G. Sergi a fait paraître un article dans l'*Avanti*. Un ami de Ferrer, dans le *Messagero*, et autres dans la *Vita*, tous journaux quotidiens. D'autres articles ont paru dans d'autres journaux d'autres villes, et dans des revues : L'*Avanguardia socialista*, de Milan et *Il Lavoro*, de Gênes; *Il Deveaire sociale*, de Rome et la *Luce Reppublicana*, de Rome, etc.

Le Congrès national italien de la Libre Pensée, qui s'est tenu à Milan, a pris une délibération importante en faveur de Ferrer, et de même aussi le Comité central du parti Mazzinien italien.

Eh bien, que tout ceci se sache, comme affirmation de la solidarité des hommes libres de tous les partis et de tous les pays avec un de leurs frères qui est sur le point d'être sacrifié précisément pour une question de civilisation, d'éducation et de progrès social.

LUIGI FABBRI.

⁂

ANGLETERRE

La prise de la terre par les sans-travail continue à occuper l'opinion. Une seconde bande qui a été expulsée d'une terre dont elle s'était emparée, est allée se joindre à celle qui est établie à Levenshulme. Les deux bandes de travailleurs réunies se sont mises à préparer un poulailler, et à bêcher une partie du terrain pour cultiver des fleurs, afin de rendre la colonie plus plaisante aux visiteurs, et trouver un surcroît de recette dans leur vente.

⁂

La bande qui s'est emparée de l'emplacement, connu sous le nom *Le Triangle*, à Ham, continue à se maintenir sur sa conquête, déclarant qu'ils ont voulu, surtout attirer l'attention du gouvernement sur la triste condition et la misérable existence des travailleurs sans emploi. (D'après le *Morning leader*).

⁂

D'autre part, *The Clarion*, du 20, constate que ces actes de prise de possession ont commencé à mettre la puce à l'oreille des possédants. Les journaux tories sont remplis de discussions sur le sujet.

D'autre part, certains recteurs d'église, pris d'une crainte salutaire, font des offres « à des conditions raisonnables » aux sans-travail, des terres en friche qu'ils possèdent.

Le même numéro contient une lettre du secrétaire du *Comité des sans-travail* de Broughton, où, entre autres, il est dit que l'idée directrice du mouvement est d'arriver à la nationalisation entière de la terre, et de l'aménager en vue de la vie de tous, et non du plaisir de quelques-uns.

⁂

SUISSE

A la foire électorale du Grand Conseil de Berne, un seul social-démocrate sur sept a été réélu. A Genève, malgré les objurgations et les promesses, 2,000 votards sur 6,000 électeurs, ont marché aux urnes pour le conseil municipal, et des anciens socialos, pas un n'a été réélu. Ces derniers ont dépassé en impudeur les élus des autres partis politiques pour la prise de l'assiette au beurre, ce qui n'est pas peu dire; si bien que les moins clairvoyants des votards ouvriers ont vu clair et se sont abstenus de participer à l'élection.

L'avidité des conseillers municipaux leur a fait voter pour eux-mêmes des jetons de présence; mais le « referendum » aussitôt lancé, les conseillers ont piteusement « dévoté » et renoncé aux écus qu'ils s'étaient déjà adjugés. Le « referendum » a en même temps coulé l'augmentation de salaire que les conseillers municipaux avaient allouée au conseil administratif complice; augmentation proposée par l'adjudicataire des travaux du nouveau musée, dont le conseil administratif doit contrôler la construction. — Transparent, n'est-ce pas? Passe-moi la manne et je te passe le séné.

⁂

Valetaille. — Lors de la réception du nain roi d'Italie à Brigue pour les fêtes du Simplon, grand déploiement de forces policières et militaires. Les journalistes furent expulsés de la gare et les mesures prises à leur égard ont dépassé en goujaterie tout ce qui s'était vu jusqu'alors en de semblables occasions. Malgré cela, tous se sont tenus cois, un seul correspondant français a eu le mauvais goût de protester et de juger les mesures blessantes; pas un Helvétien n'a fait entendre un mot de surprise indignée. Les boustifailles de Brigue répétées à Vevey et à Lausanne, coûtent plus de 90,000 fr. que les ouvriers paieront sous la forme de taxes et d'impôts.

⁂

Berne. — *Monde officiel.* — Le président du Grand Conseil de Berne, un conservateur devenu chaud socialiste, le nommé Aebi, avocat, le notaire Schneider et Smirnoff, viennent d'être arrêtés. Depuis longtemps le public connaissait la valeur de ces personnages; cependant les qualités officielles des deux premiers les préservaient de la prison. Toutefois, les volés ont agi avec une telle énergie que la police a dû empoigner le trio et ses complices. Antérieurement au scandale actuel, une femme, docteur en droit, avait publié sur Aebi certaine brochure révélatrice. Est impliqué dans cette escroquerie le conseiller d'Etat du canton de Fribourg Bossi, qui, il y a quatre ans, nommé tuteur de deux enfants au décès de leur mère, avait reçu 167,000 fr., qu'il aurait remis à Smirnoff, l'individu qui avait enlevé la mère, Mme Laroche, de Bâle, femme immensément riche. Bossi doit passer en jugement. Le procès, si l'affaire n'est pas étouffée, prendra rang parmi les causes célèbres.

⁂

Après nous s'il en reste. — Les autorités suisses ont voté, l'an passé, 100,000 francs pour les beaux-arts. Savez-vous ce que la commission a dépensé sur cette somme pour ses jetons de présence? La bagatelle de 22,000 francs. Il serait intéressant que les gogos d'électeurs puissent connaître les noms de ceux qui font partie de la commission.

⁂

Casernes homicides. — La « méningite cérébro-spinale », maladie contagieuse extrêmement redoutable, éclatait, il y a peu de mois, dans la caserne d'Aarau; plusieurs soldats succombèrent. La caserne fut, dit-on, désinfectée. Or, elle vient de faire une nouvelle victime.

Dans la caserne de Zurich, deux soldats atteints par la terrible maladie viennent de trépasser.

Deux compagnies tessinoises devaient se rendre à Zurich, mais le canton a refusé d'obéir et gardé ses hommes à Bellinzona.

⁂

L'action directe et l'antimilitarisme. — Dans un numéro de la fin de décembre dernier, voici ce que l'on pouvait lire dans le « *Grütlianer* », le principal organe du parti socialiste suisse :

« Durant toute l'année, nous n'avons entendu parler, dans nos réunions ouvrières, que de deux questions. Les mêmes viendront sûrement encore en discussion en 1905, et même il est probable qu'on en ajoutera encore une troisième, les gens ont l'esprit si inventif, et du reste chacun sait que toutes bonnes choses doivent atteindre au chiffre fatidique de trois.

« En attendant, l'action directe et l'antimilitarisme ne rencontrent que peu de sympathie parmi la majeure partie des camarades, car jusqu'à présent ces deux tendances nous ont plus nui que profité.

« Il y aura certainement moyen de discuter

d'autres questions plus importantes; sans doute, il n'en manque pas.

« Nous ne tarderons pas à en finir avec l'action directe, car la chose ne peut pas être prise au sérieux.

« Quant à l'antimilitarisme, en faveur duquel il se fait aujourd'hui tant d'agitation quelques mots suffisent :

« L'antimilitarisme ne fleurira jamais sur notre sol helvétique, où chaque bambin, à peine sait-il marcher, fait montre de son penchant pour le métier des armes et attend avec impatience le jour où il pourra se présenter au recrutement.

« Quand ce jour est venu, l'un dit à l'autre :

« — *Qu'en penses-tu* ? serai-je accepté ou me prendra-t-on pour un avorton ?

« Les parents eux-mêmes attendent avec impatience que leur fils soit de retour à la maison avec son livret de service où seront inscrits ces mots : « Apte au service ! »

« Il doit y en avoir bien peu qui pensent autrement.

« Pour combien de jeunes gens mal élevés la caserne et le service des armes furent une saine école! *Là il faut obéir et apprendre la discipline.*

« Bref, vouloir aller à l'encontre de cet état de choses serait vraiment perdre son temps. Tant que les monarchies avec leurs armées permanentes n'auront pas donné l'exemple, il n'appartiendra certes pas à la Suisse de commencer. »

C'était signé « un ouvrier ». Quel journal parmi les plus réactionnaires aurait refusé l'insertion d'un pareil morceau? Nous avons cru bien faire de le reproduire pour expliquer l'attitude toujours plus réactionnaire de notre Conseil Fédéral. Il peut compter sur l'approbation de tout le misérable troupeau aveuglé par les mauvais bergers du socialisme. Et que l'on veuille bien croire qu'il ne s'agit pas là d'une opinion bien personnelle, d'un cas unique. En voici un autre encore plus probant. La Fédération des Métallurgistes suisses se prépare à nommer un troisième secrétaire permanent. Or, la section à laquelle appartient l'un des candidats a envoyé aux autres sections une circulaire pour leur recommander son homme, en insistant surtout sur le fait qu'il est l'adversaire déclaré de l'action directe et de l'antimilitarisme. Cela en dit long sur la mentalité qui domine encore dans certains milieux d'ouvriers et sur le besoin urgent que nous avons d'y faire pénétrer notre propagande.

Mais voici pour nous consoler ce que les journaux publient :

La Chaux-de-Fonds, 27. — M. Achille Graber, administrateur de la *Sentinelle*, déjà condamné comme réfractaire, vient d'être arrêté à nouveau pour refus de service militaire et conduit à Brugg, où il sera jugé.

C'est ce qui s'appelle servir la cause socialiste et révolutionnaire par des actes encore plus que par des phrases. Au réfractaire récidiviste, qui sans doute n'aura pas l'approbation de tous les bien pensant de son parti, nous envoyons nos plus vives félicitations.

(*Le Réveil socialiste-anarchiste.*)

⁂

JAPON

Folie guerrière. — D'après l'*Eastern World* de Yokohama, le Japon se prépare à une nouvelle guerre contre la Chine. A l'heure actuelle, le Japon a besoin de plusieurs centaines de millions pour boucher les trous de son budget. Non seulement les frais d'une guerre avec la Chine seraient couverts par la campagne, mais la dette écrasante laissée par la dernière guerre, serait soldée. La Chine deviendrait ainsi le trésorier du Japon. Une telle guerre, ajoute l'*Eastern World*, serait populaire d'un bout à l'autre du pays.

Malgré le «tempérament frénétique» de la race, cette dernière assertion me semble bien risquée. A l'issue de la boucherie russo-japonaise, le reporter Naudeau n'avouait-il pas la plaie profonde dont souffrait le peuple Nippon: « Que de familles désorganisées et ruinées par la mort de leurs hommes valides, que de misères, que d'adultes disparus! Si les Japonais n'affichent jamais leurs douleurs, ils les sentent pourtant. Que de deuils, que de sacrifices, et que le poids des impôts est lourd aux indigents! » L'enthousiasme populaire du début se refroidit sensiblement quand il s'agit de payer les pots cassés.

De leur côté, inoculés au virus militariste importé d'Europe, les pacifiques « fils du Ciel » commencent à jouer aux soldats. On ne sait où s'arrêtera le « *réveil militaire de la Chine* » Un conflit sino-japonais serait actuellement une horreur sans nom.

Peuple japonais qui peine et qui souffre, peuple martyr dont on gaspille sans scrupule *les forces* et le sang, ose donc, une fois pour toutes, faire table rase de ton loyalisme héréditaire: lève-toi en masse et jette une bonne douche sur les ardeurs guerrières des brigands qui t'exploitent!

A. PRATELLE.

VARIÉTÉS

Une Langue Internationale

(Suite)

Zamenhof a fondé son invention sur l'observation que la L. I. existe déjà, au moins partiellement et en germe. En effet, le nombre des mots communs à tous les peuples civilisés (mots techniques et scientifiques d'origine moderne tirés du grec, etc.) est fort grand, plus grand qu'on ne s'en douterait à première vue; en outre, en dehors de ces mots complètement internationaux, il en est un très grand nombre d'autres d'internationalité moindre, c'est-à-dire qui, sans être communs à tous les peuples civilisés, le sont à plusieurs d'entre eux, comme provenant d'une même origine ; enfin, les langues s'empruntent tous les jours les unes aux autres des mots nouveaux dont elles ont besoin. C'est avec ces mots, choisis dans l'ordre de leur plus grande internationalité, que le Dr Zamenhof a formé les racines qui composent le vocabulaire de la nouvelle langue : c'est dire que la plupart d'entre eux nous sont familiers à première vue. Ainsi il est permis de dire que la *Lingvo Internacia* est aussi peu artificielle que possible, et qu'elle échappe en très grande partie au reproche (si c'en est un) d'avoir été créée de toutes pièces (1).

Ces mots, communs à tous ou à plusieurs peuples, ne diffèrent d'un pays à l'autre que par des nuances de prononciation et d'orthographe. Il suffisait d'unifier l'une et l'autre. C'est ce que le Dr Zamenhof a fait, très simplement et très habilement. Comme l'orthographe, en *Esperanto*, est rigoureusement phonétique, un mot étant prononcé il n'y a qu'une façon de l'écrire, et étant écrit, qu'une façon de le prononcer.

J'ajoute que ce vocabulaire, se bornant aux racines essentielles, ne renferme qu'un nombre de mots relativement fort petit, ce qui permet d'en acquérir très vite l'usage. Tous les autres mots dont on a besoin, on les forge soi-même, très facilement et sans l'aide du dictionnaire, au moyen d'un certain nombre de préfixes et de suffixes (une trentaine) qu'on ajoute aux racines connues. C'est la solution ingénieuse de ce problème : exprimer le plus d'idées possible avec le moins de mots possible. Et pour donner la vie aux mots ainsi formés, l'auteur de la L. I. a édifié une grammaire qui est une merveille de clarté et de simplicité, fondée qu'elle est, non, comme les nôtres, sur une tradition et des usages souvent absurdes, mais sur la logique et le bon sens. Elle est toute entière comprise dans seize règles, pas une de plus, et c'est tout à fait suffisant (l'expérience l'a prouvé), pour exprimer les idées les plus complexes : philosophiques, scientifiques, etc. (1).

Cette langue est d'une facilité étonnante. Il suffit de quelques semaines à une heure d'étude par jour, pour en acquérir une connaissance très suffisante et pouvoir correspondre avec n'importe qui. Il y a mieux. Il est possible, grâce à un artifice d'écriture qui consiste à séparer par un trait ou une apostrophe les éléments des mots, et grâce à une minuscule brochure du poids de 5 grammes et du prix de 5 centimes, éditée dans six langues et que l'on insère dans sa lettre, il est possible d'écrire à un étranger qui, bien qu'ignorant l'Esperanto, sera capable de traduire votre lettre, pour peu qu'il se donne la peine de lire la petite brochure imprimée dans sa langue. C'est assez montrer la facilité extrême de la *Lingvo Internacia.*

J'ajoute, ce qui ne gâte rien, qu'elle est élégante et harmonieuse. Elle a emprunté aux langues actuelles ce qu'elles avaient de meilleur, et les amis de l'antiquité y retrouveront avec plaisir quelques formes latines et grecques.

On a dit encore qu'une langue internationale, excellente pour les relations écrites, ne pourrait jamais servir à la conversation, chaque peuple la prononçant à sa manière, inintelligible pour les autres peuples. C'est ce que je pensais moi-même avant d'avoir étudié l'Esperanto, et que je suis bien obligé de reconnaître inexact. Chacun des sons qui composent la langue parlée a été choisi de telle sorte qu'il soit impossible de le confondre avec tout autre, et aussi de telle sorte qu'il soit facile à prononcer pour tous les peuples. Ainsi on a renoncé au son *u*, parce que les Français seuls savent le prononcer; on l'a remplacé par le son *ou*, qui ne gêne personne. Il n'y à cette règle qu'une exception : la lettre *r*. Les Chinois sont, paraît-il, incapables de la prononcer. On l'a conservée quand même, parce qu'elle était très utile. Les Chinois ne prononceront pas les *r*, voilà tout, ils parleront comme parlaient les « Incroyables », et cela n'empêchera pas de les comprendre. Car les sons de cette langue sont si bien délimités, si distincts les uns des autres, qu'il est impossible de les confondre, même mal prononcés. D'ailleurs, là encore, l'expérience a parlé. Elle a montré bien souvent, et notamment l'été dernier au Congrès de Boulogne, que des individus appartenant aux pays les plus divers et se rencontrant pour la première fois, se comprennent fort bien en Esperanto.

La *Lingvo Internacia* n'a pas encore vingt années d'existence (2), et, malgré les difficultés du début, malgré une hostilité très grande (due surtout à la chute du *Volapük* et au découragement qui s'en suivit), elle a fait des progrès merveilleux, principalement en ces dernières années. Plus de cent mille personnes, répandues sur tout le globe, la possèdent déjà.

---

(1) « En réalité, la langue auxiliaire n'a pas à être *inventée* : elle existe à l'état latent dans les langues européennes par le fait qu'elles ont une origine commune et qu'elles reflètent la même civilisation ; il suffit pour la faire apparaître, de dégager les éléments grammaticaux et lexicologiques communs : les idiomes extraeuropéens ne pouvant pas être pris en considération. » [*La langue internat. auxil. et l'Esperanto*, feuille de propagande].

(1) « La *Internacia Scienca Revuo*, journal mensuel, a publié sous le patronage de savants éminents, (la Société française de physique, la Société internationale des électriciens, les professeurs Adelsköld, Appell, d'Arsonval, Baudoin de Courtenay, Becquerel, Berthelot, Bouchard, Deslandres, Duclaux, Forster, Haller, Henri Poincaré, Ramsay, général Lebert, etc.), prouve que l'on peut traiter en Esperanto n'importe quel sujet scientifique. Des savants commencent à ajouter à leurs œuvres un résumé en Esperanto (*Thèse du docteur Lambert, à Zurich; Bulletin du Musée océanographique de Monaco*, etc.). » [Feuille de propagande].

(2) Zamenhof publia son premier ouvrage en 1887.

Plus de cent cinquante sociétés la propagent; rien qu'en France, soixante-dix villes ont un groupe espérantiste. Il paraît une trentaine de périodiques rédigés en Esperanto. Quant aux livres et brochures, ils sont déjà innombrables: traductions d'œuvres littéraires, scientifiques, philosophiques (Leibniz, Byron, Homère, Virgile, Tolstoï, Chanson de Roland, Shakespeare, Molière, La Fontaine, Perrault, Xavier de Maistre, Bernardin de Saint-Pierre, auteurs russes, polonais, hongrois, flamands, etc.). Il existe à Paris deux centres d'édition: la librairie Hachette (collection approuvée par le docteur Zamenhof) et l'imprimerie espérantiste, 13, rue Lacépède. Chaque année paraît un annuaire, *Tutmonda Jarlibro Esperantista*, donnant les noms et adresses de tous les espérantistes du monde entier, la liste des sociétés et groupes, celle des périodiques, des livres, etc.

Déjà les savants ont leur organe en langue internationale (*Internacia Scienca Revuo*): de même les médecins (*Internacia Revuo Medicina*), les pacifistes (*Espero Pacifista*), les catholiques (*Espero Katolika*), les aveugles (*Esperanta Ligilo*), les sténographes (*La Stenografisto*). On annonce l'apparition de *Socia Revuo* (Revue Sociale) à Céret, et de *Internacia Revuo Libereca* (Revue Libertaire Internationale), à Bruxelles. Cette dernière fondée par Emile Chapelier.

Plusieurs Bourses du Travail, et celle de Paris notamment, ont déjà des cours d'Esperanto. A celle de Tours existe un groupe espérantiste d'études sociales, l'Avenir International, *Estonto Internacia*. A Paris, s'est fondé le groupe « *Paco-Libereco* » (Paix-Liberté) (1) qui se propose de traduire et d'éditer en L.I., des brochures contre la guerre et le militarisme (*Nouveau manuel du soldat*, — *Aux femmes*, — *Patrie, guerre et caserne*, — etc.), pour les propager parmi les espérantistes du monde entier.

Pour apprendre l'Esperanto, il faut peu de temps et peu de dépense. Suivre un cours n'est pas nécessaire. Il suffit d'acheter l'un des manuels qui existent, et qui sont tous fort bons. Il n'y a que l'embarras du choix. Je citerai comme étant le meilleur marché:

Premier Manuel de la langue auxiliaire Esperanto (Hachette, 10 centimes).

En résumé, une L. I. très facile et admirablement bien faite existe. Des milliers de gens s'en servent déjà, sur toute la surface de la terre, pour des buts les plus divers. Ou nous ne sommes pas internationalistes, ou nous devons nous en servir (2).

RENÉ CHAUGHI.

Les Temps Nouveaux sont en vente à Millhau, chez Vidal, libraire.

Le prochain dessin sera signé G. DELAW.

(1) Secrétaire : R. Louis, 45, rue de Saintonge (3e).

(2) Le 5 avril dernier, quelques députés ont présenté à la Chambre un projet de résolution « tendant à inviter le gouvernement à introduire la langue internationale « *Esperanto* » dans tous les programmes de l'enseignement public qui comportent l'enseignement des langues vivantes ».

« Un jour viendra [dit la *feuille de propagande* déjà citée] où, ayant reconnu les avantages d'une langue auxiliaire, les gouvernements introduiront son étude à côté de la langue maternelle. Mais si ses partisans attendent que les gouvernements fassent les premiers pas, ils risquent d'attendre longtemps pour voir leur espoir réalisé : il faut une forte pression de l'opinion publique; le mouvement doit se manifester de bas en haut. Il manque encore aux Espérantistes la force du nombre; donnez-la leur en apprenant la langue, en la propageant et en dissipant les préjugés parfois absurdes qu'on lui oppose. »

Les Espérantistes, sur ce point, on le voit, pensent et parlent comme nous.

Correspondances et Communications

× **A. I. A. — Le Congrès de Limoges.** — Pour permettre aux sections de s'organiser en vue du Congrès qui devait avoir lieu à Limoges du 25 au 27 juillet et de réunir les fonds nécessaires pour l'envoi d'un délégué, d'autre part pour que nos camarades récemment libérés ou qui vont l'être puissent prendre une part active à ce Congrès, il a été décidé de le renvoyer à une date ultérieure qui sera incessamment fixée.

Nous prions très instamment les sections de considérer que cette date ne saurait être très éloignée, et pour nous faciliter la besogne nous leur demandons de nous faire parvenir *le plus tôt possible*, à la Permanence, 103, quai Valmy, les rapports des sections, les questions nouvelles à ajouter à l'ordre du jour et les fonds.

Adresser tous les mandats au nom du camarade Ardouin, trésorier de l'Association.

FÉLICIE NUMIETSKA.

× **Le camarade Loquier** remercie les camarades qui lui sont venus en aide au cours de sa détention à la prison d'Epinal.

× **La Bellevilloise**, 23, rue Boyer, Paris. — Dans sa séance du samedi 21 juillet 1906, le Conseil d'administration a inscrit *La Ruche* pour 500 francs dans son budget de 1906 et elle espère que les autres Coopératives l'imiteront.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 27 juillet 1906, Vallet : La grève capitaliste de demain.

Mardi 31 juillet, Vivier : Une création syndicale : l'Orphelinat national des chemins de fer.

× **La Section antimilitariste du Xe.** — Réunion de tous les membres le vendredi 27 juillet, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Ordre du jour très important et lecture du rapport envoyé au congrès de Limoges.

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy, 4. — Vendredi 27. — Alline : Le Socialisme de l'Etat et l'Anarchie.

Mardi 31. — Mme Séville-Mérat : La femme et les mœurs.

× **Grande salle des Sociétés savantes**, 8, rue Danton. — Le vendredi 10 août 1906, à 8 heures et demie du soir.

Soirée offerte par les enfants de « La Ruche » à tous leurs amis de Paris.

Au programme : chansons, monologues, chœurs, pièces en un acte, causerie par Mme Chobrolle-Rémond, institutrice à la Ruche et par Sébastien Faure.

Prix des places :

Réservées : 2 francs ; Premières : 1 franc ; Secondes : 50 centimes. — Au profit de la Ruche.

Nota. — On peut se procurer des cartes d'avance, sans augmentation de prix, aux bureaux des *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca.

Petite Correspondance

E. P., à Marseille. — C'est toujours la même chose : l'argent manque pour éditer tout ce qui serait bon à propager.

L. V., à Autun. — Tout reçu, ça va bien. Merci. En effet. Il n'y avait que deux mesures : ou reprendre les quatre pages, ou celle que nous avons adoptée.

Maurice Lubino. — Non, nous n'expédions plus le journal à cette librairie.

L. à Essonnes. — Votre abonnement finit fin septembre.

Le camarade qui nous a commandé les « Névroses » de Rollinat est prié de venir les prendre.

A. V., à New-York. — Tâcherons de mieux emballer.

L., à La Seyne. — L'Histoire d'une *montagne*, de Reclus, 3 francs, franco.

A. G., à Sainte-Hélène. — Je n'en sais rien. Rue Jacques Kablé, Paris.

Librairie cosmopolite, Londres. — Reçu mandat. — L'augmentation était une question de vie pour le journal. Du reste, il n'est pas augmenté pour l'extérieur.

Avallon. — Je n'ai pas l'adresse d'Hervé. — *L'Escuela Moderna* est momentanément fermée. — L'abonnement se termine fin août. — Article trop insuffisant.

Reçu pour le journal : R. J., à Aïn-Draham, 5 francs. — San Francisco, liste par Laurent Casas, 23 fr. 15. — E. C., à Lisbonne, 2 fr. 50. — Z., 10 francs. — L. C., 2 fr. 50. — Versé par les camarades L. et B. de l'arsenal de Brest, 3 fr. 80.

Merci à tous.

Notre excellent camarade, le sculpteur Emile Derré, en qui le souci de l'art le plus noble s'allie intimement aux aspirations révolutionnaires, nous a fait don, pour le bureau des T. N., de deux de ses dernières œuvres : le buste de Louise Michel et celui d'Elisée Reclus.

Ce sont deux morceaux d'une exécution magistrale et qui font gloire à l'ouvrier. Derré a su restituer à celle que le peuple appelle la bonne Louise son expression de tendresse et de miséricorde infinies, plus qu'humaines; c'est bien ainsi que nous l'avons connue, portant en avant la tête comme si elle se fût penchée sur l'immense misère du monde.

Quant à l'Elisée Reclus, son regard fier et doux sous le front magnifique, semble contempler le spectacle sublime de l'humanité délivrée ; c'est le Reclus d'il y a trente ans et déjà l'homme de pensée, de rêve et d'action qu'il sut demeurer jusqu'à son dernier jour.

Nous convions cordialement nos camarades à venir admirer, au bureau des T. N. les deux beaux bustes du sculpteur Derré.

AM. D.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire, 150 francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, 1 fr. 40, 2 fr. 25 et 5 francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, 1 fr. 40 et 3 fr. 25.

Il nous reste un petit nombre :

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de 3 francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro, 2 francs.

— 3e — de Luce, 2 francs.

— 4e — de Lebasque, 2 francs.

Tirage d'amateurs, 3 fr. 50.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, 1 fr. 50 ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Il en reste très peu des deux.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris



VILLÉGIATURES

Dessins de VAN DONGEN

Plage des Fortifs — Fritures — Marché aux puces — Les Pouilleux — Tous les jours défilés de cortèges pour Saint-Ouen — Nombreuses attractions.

12e ANNÉE. — N° 14. 4 AOUT 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Delaw.

SOMMAIRE

A nos Abonnés

Les réclamations continuent à nous affluer, de numéros qui ne parviennent pas ou qui mettent trois et quatre jours pour faire la traversée de Paris; huit jours pour aller en province.

Nous le répétons; les numéros perdus seront réexpédiés aux camarades qui nous les réclameront; mais nous les prions, et insistons là-dessus, qu'ils réclament en même temps à la poste.

A force de l'assaillir de réclamations, l'Administration des postes finira, sans doute, par organiser son service.

Briseurs d'âmes

Un collégien, âgé de 14 ans, le jeune Geit, interne au pensionnat ecclésiastique d'Annot, s'est suicidé dans les circonstances suivantes :

En compagnie d'autres camarades d'études, il revenait de faire une promenade. Deux prêtres et un laïque les conduisaient.

Arrivé au pont de la Done, Geit, qui avait à diverses reprises manifesté à ses camarades l'intention de se donner la mort, se détacha brusquement du groupe et se mit à courir vers un tunnel qui se trouve à proximité. On se mit à sa poursuite, mais on ne put le rejoindre et on le vit, après avoir descendu sur le bord d'un précipice qui surplombe la route à cet endroit, s'élancer dans le vide. Son corps vint s'écraser sur les rochers qui hérissent le fond du précipice.

Geit, dit-on, était très bon élève, mais « il n'avait aucune disposition pour les études religieuses auxquelles il était astreint par la volonté de ses parents ».

Telle est l'explication que l'on donne à l'opinion publique. Si l'opinion publique s'en contente, c'est qu'elle n'est vraiment pas difficile.

A qui ferait-on croire, en effet, que seul le « manque de disposition » pour les études religieuses puisse pousser au suicide un garçon de 14 ans? A 14 ans, à cet âge où les joies inconscientes de l'enfance prennent plus de précision, où la personnalité naissante, pressentant son prochain épanouissement, éclate en une exubérance vitale, parfois même désordonnée, à qui fera-t-on croire qu'à cet âge où les passions en travail de germination emplissent tout l'être d'une foi ardente dans la vie, les déceptions scolaires sont susceptibles de causer un pareil pessimisme?

Il y a certes autre chose. Pour que son « manque de disposition » pour les études religieuses l'ait désespéré à ce point, il faut que la méthode qui prétendait les inculquer fût bien pénible, bien cruelle.

C'est par expérience personnelle que j'en parle. La lecture de ce récit navrant a évoqué en moi le souvenir de mes 14 ans, alors que mon manque de dispositions pour les études religieuses a laissé dans ma vie une trace sombre.

J'ai revu certaine jésuitière où mon séjour heureusement fort bref ne fut qu'une lutte acharnée, sans merci, véritable guerre au couteau, entre ces chers « bons pères » et moi, entre ces dévoués éducateurs si pleins d'onction et de mansuétude évangélique et la victime de leurs persécutions infâmes. Et tel est d'ailleurs le sort de toute nature qui ne sait ou ne veut se plier aux mœurs hypocrites, sournoises et rampantes de ces tartufes doucereux. Quiconque oppose à leur fourberie franchise et droiture est aussitôt marqué pour la torture. Et alors, avec une ingéniosité diabolique, ces apôtres de charité imaginent des raffinements de cruauté qu'ils savent doser avec une science du mal et une sagacité infernales. Cette jeune âme, qui ose se dresser et résister à leur malaxage, il faut qu'elle plie ou qu'elle brise. La plupart plient et s'assouplissent. D'autres, comme le petit Geit sans doute, finissent par briser; trop fières pour se rendre, pas assez pour se révolter, elles fuient dans le néant. Combien peu résistent et sortent plus fortes de la rude épreuve!

***

Mais ces choses sont connues. Chacun sait quels trésors de perverse malignité gisent en l'âme des cagots, et l'on s'émerveille généralement qu'une religion d'amour et d'abnégation enfante pareille scélératesse.

Ce qu'on remarque moins, c'est que l'apparente anomalie n'est pas spéciale à telle ou telle religion. Elle n'est même pas spéciale à *la* religion. Toutes les religions enseignent l'amour du prochain. L'intolérance, dont cette malignité procède, est fille du dogme.

Le dogme, article de foi ne souffrant point la discussion, ne saurait admettre, sous une forme quelconque, l'indépendance. Jaloux de de l'indiscutabilité qu'il s'attribue, il poursuit avec la plus extrême rigueur toute affirmation, toute hypothèse même qui s'énonce à l'encontre de son affirmation catégorique.

Le dogme laïque n'est pas exempt de cette cruauté. S'il la pousse à un degré moindre que son congénère religieux, c'est que, son domaine étant « de ce monde », les abstractions qu'il érige en principes sacrés se trouvent plus souvent contredites par les contingences concrètes des réalités; et son intangibilité s'en trouve atteinte. Mais lui aussi a son livre d'or d'infamies et crimes.

C'est au dogme, reflet du principe d'autorité, qu'il faut s'en prendre, c'est lui qu'il faut attaquer et détruire, quel qu'il soit, de quelque étiquette libérale qu'il se pare.

Il faut le chasser de partout, mais principalement et avant tout de l'éducation. C'est lui qui fait de l'éducation une torture, du temps de collège un temps de captivité, alors que l'épanouissement de l'être, l'initiation au savoir humain devraient être, s'ils étaient normalement dirigés, une joie indicible, la joie de la vie prenant conscience de l'accroissement constant de sa force.

Guerre donc au dogme, à tout dogme, étouffeur d'énergie, oppresseur de la raison, et guerre aux dogmatiques, tortionnaires de l'esprit et briseurs d'âmes. Et liberté, liberté absolue pour toute expansion de la nature de l'enfant et l'épanouissement de son individualité.

ANDRÉ GIRARD.

LES PEONES MEXICAINS

et l'affaire de Cananea [1]

Le vieux Mexique est revendiqué comme étant « le pays de Dieu et de la Liberté ». Depuis longtemps déjà, il a été considéré avec convoitise, par la ploutocratie américaine, comme étant la terre promise de l'exploitation capitaliste.

A côté des merveilleuses montagnes de minerais où gisent des trésors qui surpassent en valeur tout ce qu'a pu concevoir l'avarice humaine, le Mexique possède les terres les plus fertiles et les plus fécondes du monde agricole. Son climat comprend toutes les variétés depuis les glaces de Greenland jusqu'à la chaleur torride de Vera-Cruz.

En plus de ces ressources naturelles, ce pays est habité par un peuple dont le tempérament, l'éducation et l'ambition sont précisément très favorables aux appétits des compagnies gloutonnes : un simple regard sur la façon de vivre des travailleurs mexicains suffit pour justifier ces affirmations.

Si l'on prend la moyenne du « *peon* » du Mexique, et que l'on considère avec quelle quiétude il passe à travers tous les événements de la vie l'on est porté à jurer que le principal, pour ne pas dire le seul but de son existence, est de s'asseoir au soleil et de fumer des cigarettes de barbes de maïs. Il admet facilement toutes les choses, il n'est jamais pressé et il est content de se soumettre à l'ordre des institutions établies. Il est naturellement très superstitieux et entièrement dévoué à l'église catholique; il est complètement gouverné et conduit par les prêtres. Les ramifications de cette religion s'étendent sur tous les points de la République et elles embrassent même les tribus les plus sauvages du Mexique.

Cependant il y a deux qualités remarquables ou plutôt trois choses qui ont été découvertes chez le travailleur mexicain, par les aventuriers capitalistes du pays des Yankees, et qui ont séduit le cœur de l'exploitation ploutocratique.

Le *péon* mexicain peut vivre avec moins de sept sous par jour et il peut résister à un rude labeur pendant plus de seize heures sur vingt-quatre, cela durant un temps consécutif. Le Mexicain ne travaille pas aussi vite ni avec autant d'entraînement que son frère l'Américain, il n'est pas non plus capable d'une aussi grande habilité. Mais il fait le travail ordinaire d'une façon irréprochable et il résiste là où les autres s'enfuient exténués par un trop long et trop dur labeur.

Comme travailleur sur les lignes de chemins de fer, ou dans les plantations de café ou de canne à sucre, ou encore comme ouvrier mineur, le Mexicain ne peut être surpassé. Il y a qu'une seule race qui puisse rivaliser avec lui, c'est le Japonais.

Sur le « Southern Pacific » le Santa-Fé et autres chemins de fer du Sud; la main d'œuvre mexicaine a depuis longtemps supplanté toutes les autres. Comme travailleur infatigable et productif le *péon* peut surpasser quarante fois le nègre.

Tout récemment encore les Américains étaient invariablement bien accueillis sur tous les points de la République mexicaine, le peuple des travailleurs les recevait toujours avec bienveillance. Il n'était pas rare de voir un jeune homme faire le voyage en bicyclette de Laredo à Mexico, armé seulement d'un simple couteau de chasse.

Une petite famille pouvait en voiture parcourir et explorer pendant des mois et des années les montagnes du Mexique, avec autant de sûreté, que si elle eût voyagé sur les coteaux de verdure de la Virginie ou du Tennessee. Toutes les classes de la population mexicaine accordèrent toujours un accueil bienveillant aux étrangers : ce ne fut que lorsque ceux-ci payèrent ces manifestations de générosités par des actes d'ingratitude et même de traîtrise que la colère du peuple mexicain commença à se soulever. Durant ces cinq dernières années, cette attitude de la population mexicaine avait sensiblement changé envers les Américains.

L'écrasement du prolétariat par les compagnies étrangères a empiré la situation des peones; les brutalités sauvages et la conduite criminelle des aventuriers des autres Etats ont contribué à inspirer aux Mexicains un sentiment de suspicion pour tous les nouveaux venus. Seulement, parmi les hommes du pouvoir, les Américains trouvent encore des faveurs. Cette classe d'individus, cela se comprend, protège les grands propriétaires des mines et des plantations agricoles, car les représentants du gouvernement du Mexique ont été comme tout le Sénat des Etats-Unis, achetés en bloc et sont la propriété des bandits de Wall street (1), de New-York. En plus de ces avantages naturels des Mexicains enclins à la docilité, il y a une loi au Mexique qui interdit toute organisation ouvrière. Toute tentative d'organisation du travail est considérée comme un attentat révolutionnaire, un agitateur ouvrier est traité comme un traître.

Cette loi, adoptée par le gouvernement mexicain, d'après l'instigation des capitalistes américains, reçut, à l'époque où elle fut votée, une sanction unanime; car la classe ouvrière était alors trop ignorante pour comprendre la signification du syndicalisme. Inutile de dire que cette loi est appliquée dans toute sa rigueur. Presque toutes les soi-disant révolutions qui ont été réprimées par les troupes, durant ces dernières années, n'étaient autres que des tentatives de grève par les malheureux peones.

L'on dit que dans le bassin aurifère du sud de Mexico, des troupes sont payées et entretenues par les compagnies minières dans le but de réprimer toute manifestation de révolte, et de maintenir les *peones* dans la plus vile des servitudes. Pour le moindre prétexte, des massacres inouïs ont lieu et des centaines de cadavres de mineurs mexicains sont abandonnés dans les vallées et sur les flancs des montagnes.

Il est à remarquer que si le travailleur mexicain semble être naturellement soumis et satisfait de sa triste existence, il n'est cependant pas totalement satisfait de vivre dans l'esclavage. Malgré son inclination à supporter toutes les souffrances et malgré toute sa foi en la religion catholique, il y a une limite au delà de laquelle on ne peut le précipiter. Cette limite a été atteinte, c'est pourquoi, de temps en temps, il tente de se révolter contre ses maîtres; toutes ces tentatives ont été réprimées, sous le nom de révolutions, à coups de sabre et de fusil. La récente révolte de Cananéa n'est qu'une répétition de grève semblable à celles faites par les *peones* durant ces cinq dernières années, dans les différentes parties du Mexique.

* *

Cananéa, sur le territoire de la République du Mexique, dans l'Etat de Sonora, est situé près de la frontière de l'Arizona; sa population est de 25.000 habitants; 5.000 mineurs et fondeurs travaillent dans cette région. La moyenne du salaire, pour les mineurs américains, est de 3 dol. 50 en or; les Mexicains, pour un même travail, ne sont payés que 3 dollars en monnaie mexicaine, soit la valeur d'un dollar et demi en or. Une loi de l'Etat de Sonora interdit l'élévation des salaires sans autorisation préalable du gouverneur. Il y a quelque temps, ce gouverneur, sans doute à cause de ses relations amicales avec les propriétaires des mines, réduisit d'un quart le salaire des mineurs mexicains.

Las de subir de telles conditions, les peones songèrent à demander une augmentation de salaire. Le 1er juin, au matin, ils se présentèrent tous au directeur des mines de Cananéa pour faire valoir leurs revendications, leur attitude fut celle d'hommes paisibles.

Le directeur, colonel Greene, entouré par une bande de sicaires armés de fusils, répondit aux justes réclamations des pétitionnaires en ordonnant à ses valets de fusiller impitoyablement les mineurs mexicains, et il montra lui-même l'exemple en faisant feu sur les *peones*. La première fusillade fut terrible, près de cent cadavres et plusieurs centaines de blessés jonchèrent le sol. Les mineurs essayèrent de se défendre avec des couteaux et à coups de cailloux, ils tentèrent même de s'emparer de la personne du colonel Greene, mais ils furent massacrés après une résistance héroïque durant laquelle un certain nombre de sicaires du directeur furent tués.

Ce carnage eut lieu à 40 milles environ de la frontière de l'Arizona, dans le grand bassin de cuivre qui s'étend des Etats-Unis vers le centre du Mexique. Comme dans tous les autres Etats de la République mexicaine, les capitalistes américains sont entièrement les maîtres de cette région minière, dont la principale compagnie est connue sous le nom de : *Greene Consolidated Mining Company*; ils ont établi des « relations amicales avec le gouvernement fédéral de Diaz (le président de la République mexicaine), et avec les autorités de l'Etat de Sonora.

Contrairement aux déclarations du colonel Greene, il n'existait pas de sentiments antipathiques entre les mineurs mexicains et américains. Au contraire, ces derniers étaient heureux de voir les *peones* chercher à obtenir un salaire meilleur, et s'il n'a pas été fait ouvertement de propagande syndicaliste parmi les mineurs mexicains, c'est parce que les Américains savaient que, vu la rigueur de la loi, cela était à peu près impossible. Mais lorsque les *peones* demandèrent l'appui moral des Américains, ceux-ci furent heureux de le leur promettre. Ceux qui fusillèrent les malheureux grévistes étaient certainement des mineurs américains, mais des individus spécialement choisis par Greene pour lui servir de suppôts; de tels gredins, on en trouve malheureusement dans tous les pays.

A la suite de cette affaire, la compagnie principale de Cananéa a fait arrêter et expulser tous les mineurs appartenant à la *Western Federation*. Cette organisation ouvrière, dans son dernier congrès annuel, a envoyé un message de sympathie aux *peones* mexicains.

(Traduit par LAURENT CASAS, de l'*Appeal to Reason*, journal socialiste, Girard, Kansas.)

MOUVEMENT INÉVITABLE

Si grande est l'incitation au mouvement qui se dégage de la logique des faits, que les hommes paraissant les plus inféodés à une caste, les plus soumis à une autorité, arrivent fatalement à faire éclater les liens qui les enserrent, si ces liens font obstacle à leur évolution normale.

Les dirigeants, les autocrates, les politiciens ont acquis, dans un long exercice du pouvoir, une très grande habileté à opposer les uns aux autres leurs exploités. Ils sont passés maîtres dans l'art de faire briller aux yeux de quelques-uns l'éclat d'une médaille ou d'un louis, pour éviter de laisser prendre par tous ce qui leur est légitimement dû.

Mais à quoi servent toutes les habiletés du monde contre la vérité qui finit toujours par se faire jour ?

Les capitalistes français se reposaient sur l'imbécillité des paysans russes, affirmée par tous leurs agents de renseignements, pour espérer que les opprimés continueraient indéfiniment à payer pour les maintenir dans l'oppression. Il apparaît nettement aux moins clairvoyants que, désormais, l'aventure est bien risquée.

Grèves d'ouvriers, révoltes de soldats, mainmise des paysans sur les terres, lutte armée contre les agents de l'autocratie, jusqu'à une grève de policiers, voilà où en est le pays du monde où l'autorité est le plus fortement organisée.

(1) *Peon* en espagnol veut dire manœuvre. Au Mexique l'on comprend sous ce nom tous ceux qui n'ont pas un métier d'art. Tous les travailleurs des champs sont indistinctement appelés *Peones*. Ce substantif forme le pluriel par l'addition de *es*.

(1) Nom de la rue où se trouve la Bourse et où se brassent les plus grandes spéculations financières du monde.

En France, cette autorité ne revêt pas une forme aussi absolue, mais s'exerce d'une façon plus sûre, grâce à la seule complicité de ceux qui y sont soumis.

En Russie, nous disait un jeune Russe, dans les bureaux des *Temps Nouveaux*, la loi ne compte pour personne, le mot n'a aucune influence sur personne; en France, nous en connaissons trop tout le prestige, en voyant constamment des militants, des conscients, des révoltés s'arrêter au seuil de la légalité.

L'amour et le respect du tsar sont morts dans l'esprit de l'immense majorité de ses sujets.

Quand est ce que l'autocratie de la loi ne régnera plus dans les cerveaux des Européens qui se disent les plus civilisés?

Nous en sommes, cependant, à cette phase d'évolution où chaque exploité admet aisément, en particulier, dans les affaires qui le concernent personnellement, que la loi permet au propriétaire, au patron, au riche, au gouvernement d'abuser de son pouvoir.

« Il n'y a pas de justice pour les pauvres », « nous sommes à la merci des chefs » sont des locutions courantes qui expriment des opinions bien arrêtées dans la masse des humbles.

Mais quand l'occasion permet à ces humbles, unis dans un mouvement de révolte, de se mesurer avantageusement avec leurs maîtres, ils reculent, avec effroi, à l'idée de commettre un acte qualifié de délit dans le code institué par leurs oppresseurs.

Il y a évidemment dans ce sentiment une grande part de crainte de la répression, au cas où les révoltés ne garderaient pas l'avantage; mais il y a aussi, et peut-être surtout, un embarras de conscience. Le droit écrit a fini par se substituer, dans l'esprit de chacun, à la libre appréciation, au point que ce qui est jugé une mauvaise action par la loi ne peut plus être considéré une chose juste, même par ceux qui savent que les juges sont de simples agents du pouvoir.

C'est une prolongation, légèrement modifiée, de la crainte du péché qui subsiste, inconsciente mais très vive, dans l'esprit de tant de gens, se croyant affranchis de toute idée religieuse.

Comment peut disparaître cet obstacle qui s'oppose à la continuation de l'évolution nécessaire?

Les deux facteurs d'émancipation sont les mouvements de révolte en groupes — la pratique individuelle constante du libre examen et de la libre action.

Il me paraît inutile d'examiner longuement l'énorme influence qu'a tout mouvement collectif de révolte sur ceux qui y ont pris part. Quelle que soit l'issue du combat, il aura développé chez les révoltés l'esprit de solidarité, la haine de l'ennemi, et la force de surmonter cette crainte superstitieuse du pouvoir légal si puissante chez ceux qui n'ont jamais osé se redresser sous son étreinte. Ces constatations s'imposent à qui se renseigne sur le mouvement ouvrier... ailleurs que dans les feuilles bourgeoises.

Je crois, en revanche, indispensable d'insister sur la valeur de l'éducation personnelle de chaque opprimé, en temps de paix, pour en faire un utile combattant en temps de guerre et assurer le triomphe final de sa cause.

MICHEL PETIT.

MOUVEMENT SOCIAL

Un signe des temps. — Une pauvre petite servante avait volé. Comme elle comparaissait l'autre jour devant la cour d'assises, un juré, s'adressant au président Bertulus, lui dit :

Voulez-vous avoir l'obligeance, monsieur le président, de demander à l'accusée ce qu'elle gagnait par mois comme domestique?

Le président à l'accusée.— Vous avez entendu?... Veuillez répondre.

L'accusée. — Trente francs par mois.

Le juré. — J'ai posé cette question, car la plupart du temps si les domestiques volent, c'est qu'ils y sont poussés par le salaire de « famine » qu'ils reçoivent de leurs maîtres.

L'accusée fut acquittée. Est-ce que les dieux bourgeois s'en iraient à leur tour?

* *

Epinal.

La propagande écrite. — Bien que notre ami Loquier ait été libéré par l'amnistie, le petit journal autocopié des anarchistes spinaliens, *La Vrille*, qui a eu jusqu'à 128 numéros, ne reprendra pas sa publication interrompue depuis la fin d'avril.

Mais la propagande écrite n'en souffrira pas dans les Vosges. Nous apprenons que Loquier et ses camarades du groupe d'Epinal entrent au *Cri populaire*, de Nancy, lequel, sans s'être affirmé pleinement libertaire, s'est toujours placé sur le terrain ouvrier et révolutionnaire, au risque du blâme des politiciens de la Fédération socialiste de Lorraine.

Ceux qui, à la suite du professeur Lapicque, déclarent sérieusement que « le socialisme est simplement une organisation politique électorale, par conséquent essentiellement parlementaire » (voir l'*Ouvrier vosgien*), trouveront donc, dans nos amis du *Cri populaire*, des adversaires à qui parler.

* *

MOUVEMENT OUVRIER

Le Congrès d'Amiens. — La classe ouvrière de France, organisée au sein de la Confédération générale du Travail, tiendra, du 8 au 14 octobre, un Congrès à Amiens.

L'ordre du jour, fixé par les syndicats eux-mêmes, est extrêmement chargé et le doute apparaît que sept jours de délibérations suffisent à l'épuiser.

Après l'audition des rapports des comités du journal et de la caisse des grèves, on étudiera la continuation de la campagne des huit heures et du repos hebdomadaire; puis, et sur la proposition du Comité confédéral, les lois ouvrières actuellement déposées sur les bureaux des Chambres (lois sur l'arbitrage obligatoire, sur les contrats collectifs, sur la participation aux bénéfices et sur la représentation des ouvriers dans les conseils des sociétés industrielles), seront examinées successivement et devront subir l'assaut des ennemis déterminés de toute législation ouvrière. La question de l'antimilitarisme et celle, subséquente, de l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre, viendront ensuite.

Quant aux « questions diverses », elles sont de beaucoup trop nombreuses pour qu'il me soit possible de les mentionner ici. Je veux faire connaître que la cinquième question de ce trop volumineux ordre du jour contient un paragraphe 3 qui se formule ainsi : « Des rapports devant exister entre les organisations économiques et politiques du prolétariat ».

Cette proposition provient de la Fédération du Textile, dont le secrétaire-général, Renard, est l'un des lieutenants de Guesde dans le Nord. Nul doute qu'on ne se batte à Amiens autour d'une telle proposition, ainsi qu'on se battit à Bourges, voilà deux ans, autour de la fameuse représentation proportionnelle, qui devait livrer la C. G. T., aux agents du ministère du commerce et que le Congrès enterra solennellement.

Nous reviendrons sur la proposition Renard. En attendant, il nous plaît de citer ici la conclusion de l'article que, sous le titre *Encore!* elle inspirait dans la dernière *Voix du Peuple*, à l'ami Emile Pouget :

« Depuis que les préoccupations politiques ont été éliminées des organisations, celles-ci ont pris un essor splendide; l'accord s'est fait sur le terrain économique, entre des hommes ayant des conceptions philosophico-sociales diverses. Inoculer à nouveau le virus politique à l'organisme syndical serait aller au-devant d'accidents morbides qui, pour le moins, feraient renaître les querelles éteintes, exciteraient les passions d'écoles, disloqueraient le mouvement ouvrier et paraliseraient la poussée revendicatrice. »

* *

Keufer lâché par les typos. — Ce qui suit n'est pas extrait du *Feuillet*, mais du *Bulletin de la Chambre syndicale typographique parisienne*, que publie depuis avril la 21e section de la Fédération du Livre. On y peut voir que ce sont les typos eux-mêmes qui dénoncent aujourd'hui l'insuffisance des méthodes de paix sociale préconisées par le positiviste Keufer :

« La conclusion de ce qui précède s'impose d'elle-même : les commissions mixtes ou les arbitrages n'ont jamais rapporté à la classe du travail que des minima concédés par le patronat, alors qu'il se sentait contraint aux maxima en continuant la lutte, et encore, dans beaucoup de cas, ces concessions ont été violées lorsqu'aucune organisation n'en imposait le respect par sa puissance.

« Il ne reste donc qu'un moyen d'émancipation pour le prolétariat : l'organisation syndicale. Une arme pour l'obtention d'un mieux-être : la grève. »

Ainsi voilà que les typos rejoignent, instruits par l'expérience, ceux qu'ils condamnaient naguère : les *révolutionnaires*, les partisans de l'action directe et de la grève générale.

Les grèves qui viennent de se dérouler pour l'obtention des 9 heures n'eussent-elles déterminé que ce résultat d'ordre intellectuel, qu'il faudrait encore les estimer salutaires.

AM. D.

* *

Dédié aux Employés. — *Extrait d'une lettre d'un camarade :*

Je me permets de raconter l'histoire suivante, bien qu'elle me soit personnelle.

Dans le quartier du Bel-Air (XIIe arrt) il existe une importante maison de chaudronnerie, l'usine Montupet, qui occupe environ 150 ouvriers et une quinzaine d'employés.

C'est la maison de constructions en fer de Paris, qui paye le moins les compagnons, les manœuvres qui chargent des tôles toute la journée ne reçoivent que 0 fr. 40 par heure !

Il y avait à l'usine une quinzaine d'anarchistes, dont deux parmi le personnel du bureau.

Quelque temps avant le 1er mai nous avions travaillé sérieusement à la préparation de la grève (il faut dire en toute justice que quelques camarades socialistes nous avaient bien aidés).

Les manifestes antimilitaristes faisaient le tour des ateliers ainsi que des bureaux, les étiquettes pour les 8 heures étaient collées partout, même sur les chaudières.

La veille du 1er mai, deux camarades au nom des ouvriers apportèrent aux patrons les revendications. Ceux-ci refusèrent naturellement de s'y soumettre, alléguant que c'était énorme, qu'ils seraient ruinés, etc.

Le lendemain 1er mai, les ateliers étaient fermés, mais les bureaux devaient travailler cependant, à quatre camarades nous décidâmes de chômer pour montrer aux patrons que nous marchions avec les ouvriers.

Le lendemain tous les quatre, comme nous nous y attendions, nous recevions notre compte pour la fin du mois.

Ce jour-là une partie seulement des ateliers était en grève il y avait une centaine d'ouvriers qui travaillaient, après une nouvelle délibération entre les délégués grévistes et les patrons, la grève est décidée, mais les ouvriers hésitaient à sortir, c'est alors que n'obéissant qu'à nos convictions libertaires, le camarade Henri Miret et moi, nous ouvrîmes la porte des ateliers, tout le monde sortit.

Le lendemain les patrons apprirent ce fait par le chef d'atelier, (un affreux réactionnaire, jésuite et ventru, comme l'a surnommé la *Voix du Peuple* qui a déjà eu maille à partir avec ce triste individu).

C'est ici que j'insiste tout particulièrement.

Je fus renvoyé séance tenante. Mais avant de

partir, j'eus une grande discussion avec les patrons qui m'avaient demandé dans leur cabinet.

L'un d'eux qui m'interrogeait fut stupéfait quand je lui eus dit que j'étais libertaire, il me dit *que je travaillais contre mon intérêt, qu'un employé intelligent doit faire bloc avec le patron contre le prolétaire*, que puisque je fréquentais les ouvriers j'étais un traître et qu'enfin la classe ouvrière n'est pas digne d'intérêt.

Il tint le même langage au camarade Henri Miret. A une personne qui lui parlait de moi quelque temps après, il répondit textuellement : « Il est sorti de notre maison pire qu'un voleur, nous l'avons chassé comme un malfaiteur ! »

Les camarades apprécieront. Il est grand temps que les employés soient plus conscients, qu'ils ne méprisent pas les ouvriers, et qu'ils se disent cette chose qui semble si naturelle : « Ouvriers, employés nous sommes les uns et les autres exploités, unissons-nous contre le capital, l'éternel ennemi du travail. »

LOUIS JOYOT.

* *

Firminy.

Chez les Métallurgistes. — La grève est finie. Le travail a été repris sans conditions. Le lâchage a été plus complet que je ne l'aurais cru et cependant on a pu voir que mes notes parues dans les *T. N.* étaient plutôt pessimistes. Une trentaine de camarades seulement ont fait preuve de volonté et d'énergie.

Dans la nuit du lundi au mardi une formidable détonation réveillait Firminy et occasionnait quelques dégâts au pont métallique qui relie les embranchements de l'usine à la gare.

Vers 7 heures les partisans de la reprise du travail se formaient en colonne sur une place publique et précédés de gendarmes se dirigeaient vers l'usine. Des renforts de gendarmerie avaient été fournis par toutes les brigades environnantes. En outre un escadron de dragons arrivait à Firminy et se tenait prêt à opérer.

Quelques copains tentèrent de couper la colonne, dont une partie avait déjà pénétré dans l'usine, et y parvinrent. Des coups furent échangés de part et d'autre et un non-gréviste fit usage de son revolver dont une balle traversa le ventre d'un de ses camarades. Quatre copains furent arrêtés, puis, sur le tard, remis en liberté conditionnelle. Ils seront poursuivis pour : entraves à la liberté du travail, port d'arme prohibée, et violences contre les gendarmes. D'après les journaux la plupart de ceux-ci ont été blessés. Quelques-uns d'entre eux ont en effet été malmenés, mais sans recevoir de blessures graves, car ils s'entendent à merveille à éviter les coups, et c'est en se mettant à 6 ou 7 contre 1 qu'ils ont opéré les arrestations. Seulement comme les blessures sont pour eux prétextes à avancement et à médailles, dès qu'ils reçoivent une calotte, ils se disent assommés. A la gendarmerie ils se disputaient voulant tous avoir le mérite des arrestations. Un copain m'a montré ses bras quatre jours après. Ils étaient encore tout meurtris, bleuis, tant avaient été serrées les menottes.

A midi la sortie et la rentrée d'une heure, ainsi que la sortie du soir ont eu lieu entre deux haies de gendarmes et de dragons.

Le lendemain mercredi près de 2,000 ouvriers travaillaient sur 2,700 que comptait l'usine avant la grève. Aujourd'hui il y en a 2,300. Les journaux annoncent une soixantaine de renvois, mais ils ne tiennent pas compte des nombreux ouvriers qui, étant certains de ne pas être repris, sont allés chercher du travail ailleurs et ont quitté le pays.

Les camarades qui avaient encore foi dans les pouvoirs publics savent maintenant à quoi s'en tenir ainsi que sur les promesses préfectorales. Juge de paix, maire, préfet, se sont interposés dans cette grève et le résultat a été : néant. Le préfet avait promis de ne pas envoyer de troupes et dès le premier jour de la rentrée il y en avait.

Ce qui est le plus attristant dans cette grève c'est de constater que la faim n'a été pour rien dans cette reprise du travail. La faim excuse et explique bien des choses, mais ici ce n'est pas le cas. Les cuisines fonctionnaient bien, mais si elles pouvaient résoudre la question du ventre, elles ne pouvaient donner la conscience, la volonté et le courage à ceux qui n'en avaient pas.

Les quelques énergies qui se trouvaient là ont été noyées dans le nombre. C'est un échec sérieux pour le mouvement syndicaliste à Firminy.

Un mot personnel. — On ne naît pas anarchiste, on le devient; ou plutôt on tâche de le devenir. Pour ma part, j'ai eu beaucoup à faire pour arriver où j'en suis. Elevé par une mère pieuse, instruit et éduqué par les frères maristes, on peut se faire une idée de ce qu'il y avait dans mon cerveau lorsque je quittai la maison-mère des frères où j'étais entré dans le but de devenir frère à mon tour.

Lorsqu'il se forma à Firminy un cercle catholique pour la jeunesse, j'en devins adhérent. Ce cercle se transforma par la suite en Chorale de Saint-Firmin, et je continuai d'en faire partie jusqu'en 1891. Jusqu'à la même époque, je continuai de pratiquer la religion et je ne le faisais pas parce que c'était la mode, mais parce que telle était ma conviction. Je n'avais aucune conception de la vie autre que celle que j'entendais formuler tous les jours dans ma famille et les préjugés étaient si bien ancrés dans mon cerveau, que j'évitais avec soin toutes fréquentations et conversations qui auraient pu m'éclairer sur la fausseté des doctrines religieuses. D'ailleurs ma mère veillait. Lorsque je sortis du couvent, le frère directeur dit à ma mère : « L'enfant aime lire; surveillez-le de près car s'il se perd un jour ce sera par la lecture ».

Vers 1892 ou 1893, j'étais chauffeur à la Compagnie des mines. Un jour, un samedi, le contrôleur me dit : « Veux-tu faire ta journée demain ? Mais oui. — Voici ce qu'il faudra faire. Tu iras à Saint-Etienne, tu assisteras à la réunion des mineurs qui doit avoir lieu à la Bourse du Travail et tu viendras me dire ce qu'on aura décidé». J'acceptai. Pour la première fois de ma vie (j'avais 19 ou 20 ans), j'assistai à une réunion. Je ne compris pas grand'chose, sinon que lorsque les ouvriers sauraient s'entendre ils imposeraient leur volonté aux patrons. Je ne me rappelle plus aujourd'hui si on vota la grève ou non. Je revins rendre compte au contrôleur de la décision prise, décision publiée le lendemain par les journaux et ce fut tout.

Les discours que j'avais entendus étaient tellement en contradiction avec ce qui m'avait toujours été dit, que j'y pensais souvent. A cette époque, ma mère était morte et je vivais seul. Je n'étais donc plus gêné dans mes lectures. Quelques brochures antireligieuses me firent donner ma démission du cercle catholique et me détournèrent de l'Eglise. Ma liaison avec quelques libertaires au début de 1895, continua l'évolution commencée.

Quelques-uns de ceux qui me connaissent, dès cette époque, croient devoir ne pas me tenir rigueur de cet écart de jeunesse et m'ont conservé toute leur amitié. Je les en remercie. D'autres syndicalistes (mais ce ne sont pas des libertaires) croient, au contraire, que cet acte constitue une tache ineffaçable, un nouveau péché originel qu'aucun baptême ne pourra laver. Je laisse chacun libre de m'absoudre ou non. Si je mets à jour cet acte de jeunesse, c'est afin que ceux qui prétendent s'en servir contre moi ne puissent pas l'amplifier ou le dénaturer.

R. GALHAUBAN.

* *

ALGÉRIE

Mœurs algériennes. — En Algérie les coups de fusils sont à la mode; dimanche dernier un tirailleur algérien, indigène, tuait, à Douéra, un soldat du pénitencier qui tentait de prendre la clé des champs.

Notez que lorsque ce malheureux fut assassiné, il lui était impossible d'échapper aux tirailleurs qui le cernaient dans une impasse.

C'est à une distance de *trois* mètres qu'il fut impitoyablement canardé, et cela en plein jour en présence d'une foule nombreuse de colons. Il va s'en dire que pas un n'intervint.

Comme je causais hier de cet assassinat à des habitants de Douéra, où j'étais de passage, plusieurs me répondirent ceci : « *Il n'avait qu'à ne pas s'évader !* »

L'oraison funèbre est courte et précise, mais de quelle mentalité de brute, elle témoigne !

Hier encore à Affreville, lisons-nous dans la *Dépêche Algérienne*, un domestique tua d'un coup de fusil, le fils de son maître, le prenant pour un maraudeur. Il était préposé à la garde de la récolte et devait tirer sur quiconque ferait mine d'approcher.

Le hasard voulut que ce fût précisément celui qui lui avait donné la féroce consigne qui en fût victime. Ç'aurait pu être un autre : on l'eût tout de suite qualifié de voleur et l'assassin aurait été félicité.

Ainsi vont les choses en Algérie. Les faits de ce genre se renouvellent très souvent, et passent inaperçus en raison du peu d'importance — aux yeux de la société — des malheureux qui en sont victimes.

Dès que la récolte arrive à maturité, les propriétaires mettent des gardes armés de fusils chargés pour défendre l'accès des champs. Malheur à qui s'en approche, surtout la nuit, la qualification de maraudeur excuse tous les crimes des propriétaires.

TH. RICHARD.

* *

ALLEMAGNE

Férocité judiciaire. — Pour avoir pris part au meurtre d'un officier allemand, à Gladbach, une femme a été condamnée *dernièrement* à la peine capitale.

Cette malheureuse était enceinte. Dans la prison où elle attend le jour de l'exécution, elle vient de mettre au monde un petit enfant.

Cependant, la cour de justice lui a refusé tout pardon. Elle a ordonné que cette femme nourrirait son enfant *durant huit semaines*. Après quoi l'enfant sera placé dans un orphelinat et *la mère sera* décapitée.

Quand nos arrière-petits-fils voudront se faire une idée de notre barbarie, ce ne seront pas les escarpes et les apaches qui la leur fourniront, — ce seront les juges, les hommes dont les robes et les mains sont rouges d'un sang qui ne sèche jamais.

* *

ANGLETERRE

Le campement de Triangle, où les 26 sans-travail insistent pour cultiver la terre inculte, à leur propre profit, appartenant au Conseil municipal continue à attirer l'attention de la foule curieuse là-bas. Jeudi dernier on parla de l'expulsion par la force et de quatre à cinq mille personnes restèrent là espérant s'amuser en voyant chasser les 26 par les lances d'arrosage des pompiers.

Rien de tout cela n'est arrivé. Le Conseil a discuté l'attitude à prendre et par 31 voix contre 11 a décidé de faire une sommation aux hommes d'évacuer la terre, et en cas de refus d'autoriser le maire à les expulser par la force.

La police — par son attitude neutre — paraît leur être presque sympathique.

On annonce une autre tentative pareille à Bradford, ville industrielle du Nord de l'Angleterre où 15 à 20 sans-travail se sont emparés des terres incultes appartenant à la compagnie de *Midland* chemins de fer.

(D'après *The Tribune* et *The Morning Leader)*.

* *

BELGIQUE

Le mouvement en Belgique. — « Le mouvement révolutionnaire s'accentue dans tout le pays, écrit dans l'*Action Directe*, notre camarade Authennis. A voir ainsi le lancement de brochures, la publication continue de journaux tels que l'*Educateur*, de Verviers, l'*Insurgé* qui mène la lutte depuis cinq ans, le *Cubiliot* qui se répand dans les Ardennes françaises et dans le pays de Charleroi, *Ter Waarheid* et *Outwaking*, les deux journaux flamands, l'on sent bien que l'on est en présence d'un réveil lent, mais constant de la classe ouvrière. Ma modeste petite brochure : *Bilan de la misère physique et morale des prolétaires*, viendra apporter sa part à l'œuvre de délivrance.

« Le mouvement syndical s'accentue un peu de tous les côtés et je m'aperçois qu'à Liège, nos camarades se mettent hardiment et courageusement à la besogne. Allons, tant mieux ! Faisons en sorte que notre prochain Congrès soit une assemblée de délégués venus au nom de quelques milliers d'ouvriers qui tous nous aideront dans notre tâche d'émancipation et de suppression de toute exploitation capitaliste. »

Ajoutons que l'*Action Directe* vient de publier une brochure de 32 pages : *Ce que veulent les révolutionnaires*, par Jean Roule. Elle est vraiment à lire et sera d'un réel secours aux camarades belges dans leur lutte contre l'idéal collectiviste du Parti ouvrier et pour l'éducation anarchiste des travailleurs.

Enfin, le camarade Emile Chapelier a écrit une brochure sur son expérience communiste de Stockel-bois. Mais nous en reparlerons.

AM. D.

⁂

CORSE

Une colonie anarchiste. — C'est celle de Ciorfoli, commune de Cognocoli, par Pila-Canale (Corse). Elle a été fondée, il y a quelques mois, par quelques camarades algériens, désireux de quitter l'enfer du salariat urbain.

D'un article documenté que nous envoie sur ce nouvel essai colonisateur le camarade I. Escalais, et qu'il ne nous est pas possible d'insérer en entier, nous tirons les renseignements suivants:

« Sise à une trentaine de kilomètres d'Ajaccio, la colonie a une contenance de neuf hectares, en maquis, terres labourables, châtaigneraies et bois de chênes verts; une source sort au milieu du terrain et se jette dans une petite rivière qui limite la colonie; un climat très doux, tempéré par des brises de mer, de l'eau en abondance, voilà pour l'emplacement.

« Le village le plus proche est Cognocoli, à 1 kilomètre; c'est là qu'habitent les premiers colons (deux camarades, une compagne et sa fillette) et le camarade Casta qui fit l'offre de l'emplacement.

« Un hectare de terrain a été planté en potager: choux, maïs, pommes de terre, haricots, etc. et la récolte promet beaucoup. Sous peu nous commencerons une maisonnette où un camarade logera afin de garder tous les animaux de la colonie.

« L'élevage sera un des meilleurs rapports, le pâturage ne manquant pas. Nous avons fait notre meule de fourrage pour les provisions d'hiver.

« Deux cochons, deux chèvres, une quinzaine de lapins, une cinquantaine de pigeons, des poules voilà pour le bétail.

« Des instruments aratoires, une couveuse artificielle, un outillage complet de menuiserie avec un tour, servant à faire du meuble pour les paysans des environs qui commencent à nous regarder avec un peu moins de méfiance; pensez donc! ils ne connaissent de l' « anarchie » que les bombes.

« Déjà nous avons eu l'occasion de causer d'idées avec quelques-uns et notre petite bibliothèque est mise à contribution, si, des camarades voulaient nous envoyer livres, brochures et journaux ils nous aideraient bien à propager l'idée dans la région.

« Nous avons rencontré de grandes difficultés matérielles et morales mais elles étaient en partie prévues, notre énergie ne s'en est que plus affermie. »

Nous ne pouvons que souhaiter la meilleure chance aux colons de Ciorfoli.

D.

⁂

ÉTATS-UNIS

La Jungle. — A côté du grand lessivage du « Beef Trust », du « Sugar Trust », de l' « Oil Trust », les révélations sensationnelles relatives aux fabricants de produits alimentaires continuent. Jour par jour, de toutes les parties de l'Union, les journaux amènent des témoignages de la plus éhontée malhonnêteté. Côte à côte, avec les crimes les plus horribles, on peut lire à présent des colonnes exhalant la dépravation des affaires d'argent. Nul n'en est exempt. Cela devient une vieille histoire qui peut surprendre, mais qui ne choque plus. La maladie ne se manifeste pas seulement par place. Elle est aujourd'hui épidémique.

Le mois dernier, la Chambre des représentants de Washington avait plutôt l'air d'une boutique d'épicerie. Devant M. John Mann, de Chicago, on voyait, sur deux grandes tables, une collection variée de viandes conservées, de fruits en bouteilles, de conserves au vinaigre, de thés, de cafés, de médicaments brevetés et autres articles, tous falsifiés.

M. Mann exposa du poivre mélangé de farine, de tapioca et de noir de fumée; du café composé en majeure partie de chicorée et de sciure de bois. Il montra des spécimens d'oléo-margarine et de pâtisserie colorés avec des œufs pourris, conservés dans l'acide borique et importés aux Etats-Unis par immenses quantités. Il leva une bouteille de cerises délicieuses cueillies avant d'être mûres. Leur couleur avait été enlevée à l'acide et on les avait rendues brillantes avec de la teinture rouge d'aniline. M. Mann montra une grande pièce de drap teinte en écarlate avec la teinture d'une seule bouteille.

Une autre bouteille étiquetée « miel pur » ne renfermait que du glucose. On y voyait une abeille morte, placée là par le fabricant, dans le dessein de tromper le public. Une bouteille d'huile d'olive renfermait de l'huile de coton frelatée et cette huile, avec une autre étiquette, était vendue comme huile à machine.

M. Mann exposa un certain nombre de médicaments brevetés renfermant de l'opium et de la cocaïne, et il les déclara responsables pour une grande part de l'inquiétante augmentation de l'usage de l'opium et de la cocaïne en Amérique.

Le *World*, de New-York, commence une campagne énergique contre le « Sugar Trust », trust du sucre, qui use de procédés comparables à ceux du trust du bœuf. Le sucre passe sur des surfaces humectées par des chiques nombreuses et salies par des pieds boueux; on nettoie une fois par semaine, et le sucre devenu noirâtre à ces divers contacts, est clarifié et transformé en sucre blanc.

L'inhumanité dont il est fait preuve est révoltante; la plupart des ouvriers sont des Lithuaniens et des Polonais.

Quand ils s'évanouissent, ce qui arrive fréquemment, à cause de la fatigue et de la chaleur, les contremaîtres prennent note du temps écoulé jusqu'à ce qu'ils reviennent à eux et le déduisent de leur salaire. A la moindre protestation, ces malheureux sont immédiatement congédiés.

Peter Collier, gérant du *Collier's Weekly*, a récemment triomphé dans un procès de diffamation intenté par le colonel Mann, gérant du *Town Topics* et son associé, le juge Deuel, de la « Juvenile Court ». Les accusations du *Collier's* furent reconnues exactes d'un bout à l'autre. Il fut démontré que le respecté colonel et le juge honorable avaient extorqué de l'argent aux membres de l'aristocratie de New-York, sous la menace de révéler leurs péchés. Beaucoup d'entre eux, y compris les rois du capital, avaient acheté l'immunité en versant de fortes sommes. L'élite dégénérée tremblait dans ses palais dorés sous la menace des blackmailers, et elle tremblait encore pendant le procès de peur que la lumière de la publicité ne vienne frapper nombre de faits inconnus et désagréables.

Il a suffi de souffler fortement sur un des grands monuments d'iniquité pour que tous les autres s'effondrent à la suite comme des châteaux de cartes.

A. PR.

⁂

ITALIE

Internationalisme officiel. — « Tout par l'aide mutuelle et par l'entente », a dit notre ami Kropotkine. Cette vérité deviendra pour nous un axiome commencerait elle à s'incruster entre les méninges de nos dirigeants? J'ai sous les yeux un article d'un ministre des finances italien, Luigi Luzzatti (1) qui parle avec enthousiasme d'un Institut mondial d'agriculture récemment fondé par le roi d'Italie. Dans cette Société, purement officielle, « les forces vitales de l'agriculture seraient représentées, d'un côté par les délégués de la nation, et de l'autre par les délégués des sociétés agricoles. »

Le but immédiat d'une telle création serait l'établissement et la diffusion des renseignements statistiques; la prophylaxie des maladies des plantes et des animaux; la stipulation des accords internationaux ayant rapport à la production agricole, etc. Un certain nombre de membres sont partisans d'une association qui ne se bornerait pas seulement à établir des échanges d'idées; mais aussi et surtout des échanges de denrées et d'affaires. L'Institut n'aurait pas seulement un caractère consultatif et délibératif. Il aurait aussi une puissance active. Par exemple, pour la question de la coopération rurale « qui a délivré des districts entiers des formes les plus tenaces et les plus voraces de l'usure », comme pour la question de la protection des émigrants « qui ne seront plus désormais étrangers sur aucune terre », le problème social est abordé sinon de front, du moins avec une tendance internationaliste assez neuve dans l'esprit du monde gouvernemental.

« Les plus terribles conflits que le monde ait encore à craindre, ajoute Luzzatti, sont dus à la diversité des intérêts économiques. A quelle autre cause attribuerons-nous les divergences existant entre deux des plus puissantes nations du monde, l'Angleterre et l'Allemagne? Il est tout à fait bon de prêcher que les intérêts de tous les Etats sont en réalité identiques, que de la prospérité de l'un ne peut résulter la ruine de l'autre. Il est bon de constater que l'alliance nationale des consommateurs améliore celle des producteurs; de prouver qu'il y a place pour tous dans le monde encore si plein de richesses enterrées, d'activités à l'état latent; l'instinct démoniaque de cupidité ne s'en réveillera pas moins à certaines heures de l'histoire humaine pour conduire les nations à la guerre. Là paix économique ne s'obtiendra jamais par une économie politique doctrinaire. De nouvelles institutions, d'un caractère essentiellement international, doivent être créées, lesquelles, en même temps qu'elles seront un frein au réveil des irritantes questions de tarif, trouveront d'autres moyens d'initier les nations à la poursuite de l'harmonie économique. »

« ... L'essentiel est que l'Institut International vive actuellement d'une vie concrète. La pression de l'opinion publique du monde agricole fera le reste ». La pression du syndicalisme agraire, toujours plus fort, plus cohérent et plus conscient y contribuera, croyons-nous quelque peu.

Pour nous, quelles que puissent être les tendances rétrogrades de ses protagonistes, l'existence de cet Institut d'un caractère purement pacifique et officiel n'en est pas moins l'indice de la socialisation et de l'internationalisation prochaines des moyens de production, d'échange et de consommation.

Bien entendu, mon intention n'était ici ni de louer, ni de blâmer une telle œuvre. Je ne la signale que comme document, pour montrer que les nécessités économiques poussent fatalement nos dirigeants à la réalisation des idées qui nous sont chères. C'est quelquefois du côté où l'on s'y attendait le moins que nos « utopies » prennent corps pour devenir des réalités estampillées.

A. PRATELLE.

(1) *North American Review*. June 15, 1906.

⁂

RUSSIE

La révolte agraire. — On sait qu'une formidable, irrépressible jacquerie secoue, depuis des mois et des mois, la Russie paysanne et forme en quelque sorte le soubassement de la révolution russe.

Une dépêche de Moscou (20 juillet) à la *Correspondance Russe*, de Paris, nous donne, sur les procédés des paysans révoltés, des renseignements dont la reproduction est intéressante:

« Un gros propriétaire foncier du gouvernement de Voronège, arrivé à Moscou, a rapporté aujourd'hui à un correspondant du journal *Pout* (*Le Chemin*), des détails intéressants sur les troubles agraires. Ce qui distingue les troubles agraires actuels de ceux qui ont eu lieu antérieurement, c'est que les paysans n'opèrent plus par groupes isolés, c'est-à-dire par villages, comme ils l'avaient fait jusqu'ici, mais les habitants de plusieurs villages s'unissent et saccagent les domaines par un effort commun.

« Généralement, à la tête du corps principal des paysans, marche un petit détachement qui entre dans les villages et, après avoir déclaré que derrière lui s'avance une foule de plusieurs milliers d'hommes armés de fusils et de mitrailleuses, invite les habitants à s'associer au mouvement. Ceux-ci s'y joignent avec empressement et, tous ensemble, se dirigent vers les domaines seigneuriaux. Chaque fois, avant d'y mettre le feu, quelques hommes du détachement vont mander le propriétaire qu'ils invitent à prendre tout ce qui lui est nécessaire et à quitter la maison. De plus, des deux côtés, on signe un engagement fixant le délai. A l'heure convenue, les paysans font leur apparition et incendient le domaine. Parmi les paysans, le bruit a couru que la Douma leur avait envoyé un manifeste sur la terre, mais que ce manifeste aurait été soustrait par le commissaire de police. On est même allé trouver chez lui le fonctionnaire que la rumeur publique avait désigné, mais comme celui-ci était absent, on a saccagé et détruit sa maison. »

⁂

Chez les paysans. — Le journal *Nacha Jizn* publie une série de lettres d'un de ses collaborateurs en tournée dans les villages du sud de Russie. Nous en extrayons le passage qui suit:

« *Les paysans* ont depuis longtemps perdu toute confiance dans les mesures gouvernementales. Quoi! — m'ont dit les paysans — voilà déjà deux cents ans que nos dirigeants nous sauvent, veillent à notre bonheur au point de ne pas nous laisser librement faire un pas ni dire un mot! Grâce à leur sollicitude, nous voilà aujourd'hui au bord d'un abîme. Tous, nous sommes réduits à la misère. Nous ne savons où faire paître le bétail; nous n'avons point de près. Bref, notre espoir, nous ne devons le mettre qu'en nous-mêmes! »

Autre passage, très caractéristique également.

« J'ai passé une nuit dans un champ, près d'un village cosaque, sur le Don. Un bûcher éclairait d'une lumière vive les alentours et ses flammes effilées léchaient la marmite où bouillait la soupe. Et la conversation ne cessait de rouler sur le même sujet. Un vieux cosaque, le maître du champ, nous racontait : « Un orateur venu chez nous nous a dit que le tsar, lui aussi, est persécuté par les grands seigneurs... Les envoyés d'une province ont pu parvenir jusqu'au tsar... Le petit père leur a déclaré, les larmes aux yeux : « Quant à moi, « mes enfants, je suis prêt à tout pour vous rendre « heureux. La terre et la liberté, je les ai déjà « inscrites dans un manifeste!... Mais, voilà, je ne « suis pas seul! Tous mes ordres, on les laisse « dormir. Patientez un peu, il ne manquera pas « d'arriver quelque chose! »

Un jeune homme l'interrompit : « Ne raconte pas de bêtises, vieux! » puis il se mit à entonner un refrain révolutionnaire. »

⁂

SUISSE

Le Congrès ouvrier de Fribourg. — Le 8 juillet eut lieu à Fribourg le 4e Congrès de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse Romande. Les sections de Genève, Lausanne, Vevey, Montreux, Fribourg et la Chaux-de-Fonds y étaient représentées par 23 camarades.

Le Congrès fut ouvert à 10 heures du matin par notre camarade Aug. Rouiller, de Vevey. Au nom de l'*Union de Fribourg*, le camarade Jules Schneider souhaite la bienvenue aux congressistes et ce fut l'occasion d'un discours absolument hostile aux conceptions bourgeoises du socialisme parlementaire. Puis le congrès se mit à l'œuvre.

Voici les principales résolutions qui furent prises:

Sur la propagande antimilitariste : « Le Congrès décide que la Fédération gardera son attitude nettement antimilitariste, et qu'outre la propagande individuelle et libre de ses membres, elle s'efforcera dans la mesure de ses moyens, d'intensifier cette propagande et de répandre le mépris de l'armée. »

Sur la journée de 8 heures : « Le Congrès décide de continuer la propagande pour la journée de 8 heures, la diminution des heures de travail étant une question d'urgente nécessité sociale. »

Sur la réglementation légale des grèves : « Le Congrès repousse toute loi réglementant les conflits collectifs et toute immixtion des pouvoirs, toujours partiaux, dans les relations entre ouvriers et patrons, les expériences déjà faites prouvant que les ouvriers sont par là dupés au profit de leurs maîtres. »

Le prochain congrès se tiendra à Neuchâtel, en février 1907.

A 4 heures un grand meeting fut tenu sur la place des Ormeaux. Louis Avennier parla sur les huit heures et le militarisme ; le docteur Jean Wintsch, le militant anarchiste vaudois, intitula *Vers la justice* son ardente harangue libertaire et pour finir, Louis Bertoni prononça un discours sur la réaction qui souffle actuellement, avec une brutalité insolite sur les vingt-deux cantons.

Ainsi s'acheva cette journée qui attesta que la résurrection, en pays romand, de l'esprit libertaire de l'Internationale jurassienne était un fait accompli.

Fait significatif : C'est sous le titre *Propagande anarchiste* que l'antique *Journal de Genève* a rapporté les décisions de Fribourg, lesquelles montrent « combien il est nécessaire que les autorités soient armées contre la propagande anarchiste et antimilitariste. »

La Lex Silvestrelli. — C'est le nom donné au nouvel article du code pénal fédéral qui prétend bâillonner en Suisse la propagande anarchiste. Dorénavant, dans certains cas, le juge devra se prononcer non plus en considération des faits de la cause, mais des opinions politiques attribuées au prévenu (et par qui, si ce n'est par la police!). Quelles magnifiques perspectives d'arbitraire policier et judiciaire s'offrent à nos camarades de l'autre côté du Jura!

Le parti socialiste suisse, non sans mauvaise grâce, avait appelé ses 80,000 électeurs à faire échec à la loi par la voie du referendum. Le nombre de signatures recueillies a été de 27,682 seulement, dont 11,686 fournis par le canton de Zurich. La loi est donc entrée en vigueur, ce dont nos camarades déclarent « se moquer absolument ». Nous les en félicitons. La loi scélérate suisse, non plus que les lois scélérates françaises, n'entravera pas le développement de la pensée anarchiste, par quoi s'exprime aujourd'hui la volonté de vivre des masses asservies.

⁂

Le Réveil. — Notre camarade *Le Réveil socialiste-anarchiste* (6, rue des Savoises, Genève), vient d'achever sa 6e année d'existence. A cette occasion, il écrit :

« Le nombre des camarades connus ne s'est pas beaucoup accru, il est vrai, mais plusieurs indices nous permettent de croire qu'au sein de la classe ouvrière, de nombreuses sympathies nous sont acquises. Notre influence, d'ailleurs, s'est fait sentir même au sein du parti socialiste, où de petites minorités se sont levées pour protester contre la conduite honteuse des chefs. Les grèves surtout, auxquelles nous avons pris notre large part, ont eu pour conséquence de préciser toujours plus l'idée de lutte de classes, et de déranger toutes les combinaisons politiques des partis bourgeois avec les soi-disant chefs socialistes. La division entre employeurs et employés s'est accentuée; les alliances électorales socialo-bourgeoises ont été rendues impossibles, du moins pour le moment. Pendant ce temps aussi, nous avons réussi à faire discuter la journée de 8 heures, l'action directe, la grève générale et l'antimilitarisme, aussi bien dans les milieux ouvriers que bourgeois, en sorte que la politique a dû être reléguée à l'arrière-plan par les politiciens eux-mêmes sous la poussée de nouvelles aspirations »

C'est là une œuvre dont nos amis ont raison de s'enorgueillir. Malheureusement, l'état financier du *Réveil* est loin d'être brillant et six fois déjà, depuis un an qu'il est devenu hebdomadaire, il a fallu supprimer le numéro. Espérons que cette nécessité se fera de moins en moins fréquente, à mesure que les travailleurs de la Suisse italienne et romande s'éveilleront plus nombreux à l'intelligence de nos idées.

AM. D.

Le prochain dessin sera signé G. BRADBERRY.

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

Momifié, depuis trois ans déjà, par la paralysie qui devrait achever de l'anéantir le 23 mai dernier, et offrant l'attristant spectacle d'une belle et haute intelligence privée de l'usage de ses facultés, Ibsen n'était plus que le fantôme de lui-même quand il mourut.

Les gens les moins renseignés sur le mouvement littéraire, au-delà de la zone où nos relations politiques s'étendent, ne peuvent être soupçonnés d'ignorer ce que fut à peu près cet homme qui contribua si puissamment à parer la Norvège du pur éclat intellectuel dont elle brille.

De tous les écrivains exotiques dont nous nous engouâmes — trop souvent, hélas! par snobisme — Ibsen est peut-être, en effet, celui qui a le plus défrayé nos conversations et dont nos périodiques et même nos quotidiens nous ont le plus complaisamment et aussi le plus légitimement entretenus. De ce qu'ont dit de sa vie ses biographes qui furent nombreux, de ce qu'il en a dit lui-même (car ce solitaire ne détesta pas la publicité), il serait aisé au compilateur de constituer la matière d'un long article anecdotique. Mais comme il est probable qu'on attend de nous autre chose, tel ne sera point ici notre ouvrage et, de l'existence du grand dramaturge, nous ne mentionnerons que les circonstances que nous croirons devoir nous aider à élucider sa personnalité complexe et à suivre le sens du développement de son talent.

Né le 20 mars 1828 — la même année que Léon Tolstoï — sur le bord du vaste golfe de Christiana, dans la petite ville de Skien (1), « la petite ville norvégienne sur la côte », dont il parle dans ses drames, Henrik-Johann Ibsen était fils de Knud-Henriksen Ibsen, riche armateur, et de Marichen-Cornelia-Martine Altenburg (mariés le 1er décembre 1825).

L'arrière-grand-père d'Henrik avait été un maître marinier danois, établi à Bergen, et son arrière-grand'mère une Allemande. Cela (outre qu'il dut hériter de la joviale humeur de Knud-Henriksen et de la sécheresse d'âme de Marichen-Cornelia-Martine) justifierait, dans une certaine mesure, au point de vue de l'atavisme, les contradictions de sa nature en qui réapparaîtraient, sans se vouloir confondre, les caractères essentiels, nous n'oserions écrire de deux races, mais de deux nationalités.

L'éducation de son enfance ne se fit pas d'une manière, à proprement parler, très didactique et ses premiers maîtres furent, non des pédagogues choisis à dessein de former et de régenter sa pensée, mais des personnes dont le rapprochèrent les hasards des relations familiales ou citadines. C'est ainsi qu'une espèce de Figaro, qui savait un peu de latin, l'initia le premier à l'histoire, mais surtout à l'histoire de l'antiquité classique qui toujours l'intéressa le plus et l'on ne se hasarderait pas trop si l'on émettait cette opinion que son esprit d'indépendance individualiste s'éveilla dans la société de ce pasteur Lammers dont il devait, plus tard, rendre légendaire l'héroïque figure en la retraçant dans son drame, ou plutôt son épopée de *Brand*.

Par ce que nous savons de lui et par ce qu'en a dit Ibsen qui l'appelle « un agitateur en plein air » pour l'opposer au philosophe danois Kier Kegaard, auquel il reproche de n'avoir été qu'un « agitateur en chambre », ce Lammers, avec sa courageuse intransigeance, nous apparaît comme le type du prêtre rationaliste norvégien, ce qui est à dire — dans ce pays où la lutte entre les novateurs et les conservateurs se livre sur le terrain religieux — comme l'apôtre de la revendication du droit d'initiative individuelle contre les forces de nivellement et d'asservissement systématiques des lois.

Lammers prêchait le retour au christianisme évangélique et combattait l'Église d'État et — indirectement — l'État lui-même auquel il déniait le privilège de diriger les consciences. L'ardeur et la sincérité de ses convictions avaient entraîné à sa suite un peuple entier de prosélytes qui finirent, cependant, par l'abandonner après qu'il eut subi et fait subir à ses proches, par abnégation, les pires épreuves matérielles. Il est probable, il est presque certain même, qu'un si bel exemple de volonté et de courage aboutissant, sinon à la ruine définitive de la fortune d'une idée, du moins à sa faillite temporaire, dut faire une impression profonde sur Ibsen qui, toujours, en garda

---

(1) Dans une maison de la place du Marché, appelée la maison Stockmann, qui fut détruite par un grand incendie en août 1886. Ibsen prétend qu'il conçut le goût des villes et de leur architecture sur cette place, entourée de toutes sortes de maisons.

comme une virile conviction de la noblesse et de l'utilité de ces sortes de duels inégaux, acharnés, sans possibilité de recul et sans espoir d'autre bénéfice que le gain de l'estime de soi-même et du mépris des autres...

On peut même dire que si, au demeurant, Ibsen, contempteur de la société, a davantage conclu que résolu (et l'on comprend aisément la distinction que nous établissons entre ces deux termes), cela ne laisse pas que de tenir à l'incertitude inquiète dont l'empoisonna, pour la vie, le désenchantement du mécompte de Lammers.

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Aritmética Elemental, por Fabian Palasi, edition de « Escuela Moderna », 56, calle de Bailen. Barcelone.

Le chansonnier international du révolté (en 11 langues) 0 fr, 30, « Broschüren-Gruppe » 70, Cleveland-Street, London W.

Les largesses de Marianne, 1 broch. chez Guyard, 155, rue Amelot.

L'éducation de demain, par A. Laisant, 0 fr. 10, « Colonie d'Aiglemont ».

Ordre normal, par J. E. Lagarrigue, Santiago.

La coopération dans l'agriculture algérienne, comte de Rocquigny au « Musée Social », 5, rue Las Cases.

De Paul Vibert :

La philosophie de la colonisation, 1er vol., 8 francs chez Cornély. — *La race sémitique*, 1 vol. 3 fr. 50 chez Ghio. — *Rimes plébéiennes*, 2 fr. Ghio.

Le *Droit à l'avortement* (roman), par le Dr Darricarrère, 1 vol. 3.50, chez Albin Michel, 59, rue des Mathurins.

Rapports aux congrès, 1 brochure, 0,15, à « Régénération», 27, rue de la Duei.

A voir :

Conseils de guerre, dessins par Naudin, Delannoy, Grandjouan, etc. « *Assiette au beurre* » no 275.

A lire :

Fin de session, Maurice Allard, *Petit Var*, 19 juillet.

Petite Correspondance

A. de C. — Il est évident que le devoir de tout anarchiste véritable et de chercher à s'améliorer psychologiquement et moralement, mais nous ne jugeons pas possible de dresser, en vue d'y parvenir, une méthode universellement applicable, analogue aux trop fameux *Exercices spirituels* des Jésuites. C'est à chacun de se connaître lui-même et d'agir sur lui-même en conséquence.

D., à S. — Dans un acte révolutionnaire, ce qui importe, ce n'est pas tant qu'il est collectif ou individuel, c'est qu'il est révolutionnaire. Qu'est-ce qu'un acte révolutionnaire? Ainsi donc se pose la question.

P. L. — Les engagés militaires ne sont pas des plus intéressants. On ne nous voit pas revendiquant pour eux le maintien de la haute paye après trois ans de servitude.

E. R., à Vienne — Si vous voulez. Merci de vos encouragements.

J. C., à Londres. — Fais le changement d'adresse. Votre abonnement est terminé fin juin ?

M., à Villenauxe-la-Grande. — A quel nom vous est servi l'abonnement ? Quel est le numéro de la bande ? Il m'a été et m'est impossible d'aller voir le camarade.

R., à Paris. — S'il n'y a pas de défections parmi les abonnés et acheteurs, le surcroît de recettes doit assurer le supplément. Nous ne commencerons à savoir cela que dans deux mois.

K., à Hornu. — C'est cela, ça va bien.

F., à Fouquière. — M., à Nîmes. — J. T., à Laigneville. — H., à Paris. — L., à Ausac. — N., à Varua. — M., à Chaux-de-Fonds. — D., à Saint-Etienne. — B. A., à Alleins. — J. B., à Cuges. — L. G., R. P., à Paris. — C. C., à Lisbonne. — J. B., à Etréchy. — H. L., P. C., à Mendoza. — L., à Saleux. — T. R., au Gua. — J. M. de N., à Bruxelles. — D., à Maraussan. — E. F., à Alger.— R., à Paris. — D. P., à Zurich. — C. W., à Mont-sur-Marchienne. — R., à Lyra. — L. M., à Newark. A. G., à Ampersand. — S., à Trenton. — R. E., à Lausanne. — A. T., à Champigny. — M., à St-Lunaire.

K., à Hermes. — G. M., à Dirizzona. — J. F., à Manosque. — G., à Piadena. — Le Puy. — J. L. O., à Croce. — B., à Bran. — L., à Epinal.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : S. J., à Saint-Pourçain-sur-Besbre, 0 fr. 90. — L. M., à Blangy, 1 fr. 05. — A. G., à Kimberley, 1 fr. — L., à Orléans, 0 fr. 50. — G., à Aumontzey, 0 fr. 50. — Jean Quimarche, 20 fr. — R., à Lyra, 1 fr. — R., 5 fr. — Smyrne, 4 fr. — P., à Romilly, 3 fr. 75. — R. à Neuchâtel, 10 fr. — G. G., à Saint-Ouen, 1 fr.

Merci à tous.

M. M., à Dijon. — Les volumes expédiés.

A. B., à Fuëy. — Il faut une autorisation pour reproduire des dessins.

CONVOCATIONS

× **Groupe des poètes-chansonniers révolutionnaires.** — Soirée littéraire et artistique le dimanche 5 août, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, près de la place d'Italie.

× **A. I. A., Section du XIIIe.** — Réunion le dimanche 5 août, à 8 h. 1/2, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 10 août. — Mme Kauffmann : La femme doit contribuer au progrès social.

Mardi 14. — Commission d'administration.

Pensant que plus d'un camarade éprouverait le désir de posséder une épreuve des bustes d'Elisée Reclus et de Louise Michel dont il a été parlé au précédent numéro, nous avons demandé au sculpteur Emile Derré s'il consentirait à mettre ces deux bustes dans le commerce.

La réponse de Derré a été affirmative. Nous l'en remercions au nom de nos amis et nous offrons à ceux qui les désirent les deux bustes précités au prix de 5 francs l'épreuve (en plâtre).

Sur ces 5 francs, 4 francs représentent exactement le prix du moulage et 1 franc le bénéfice du sculpteur, que Derré, en bon camarade, nous a déclaré abandonner à la propagande.

Nous recevons dès aujourd'hui les commandes, en avertissant que nous attendrons d'en avoir une vingtaine par buste avant de les transmettre au mouleur, qui ne pourrait faire les frais des moules pour un nombre de commandes moins élevé.

AM. D.

Correspondances et Communications

× **Grande salle des Sociétés savantes**, 8, rue Danton. — Le vendredi 10 août 1906, à 8 heures et demie du soir.

Soirée offerte par les enfants de « La Ruche » à tous leurs amis de Paris.

Au programme : chansons, monologues, chœurs, pièces en un acte, causerie par Mme Chobrolle-Rémond, institutrice à la Ruche, et par Sébastien Faure.

Prix des places :

Réservées : 2 francs ; Premières : 1 franc ; Secondes : 50 centimes. — Au profit de la Ruche.

Nota. — On peut se procurer des cartes d'avance, sans augmentation de prix, aux bureaux des *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca.

× **Le syndicat des conducteurs, pointeurs, margeurs, minervistes et similaires de la Seine**, réuni en assemblée générale, le 28 juillet 1906, déclare, devant les résultats du mouvement général, être décidé à continuer avec encore plus de fermeté son active propagande, et de bien démontrer aux ouvriers imprimeurs que le danger est toujours aussi menaçant et qu'ils doivent savoir maintenir, envers et contre tous, les avantages acquis et travailler à leur généralisation.

Décide de faire aussi tous ses efforts pour constituer à Paris une *Union* solide, sous la forme d'un *syndicat unique*; le syndicat s'efforcera en outre de faire taire les manœuvres patronales qui jettent dans nos rangs l'esprit de discorde, de division, qu'il veut voir disparaître à tout prix.

Le syndicat fait également appel à toutes les bonnes volontés, pour donner à l'organisation syndicale une force et une vitalité capables de triompher à tout jamais de la rapacité, sans cesse grandissante des exploiteurs et du manque d'énergie des exploités.

Assure de ses sympathies les organisations sœurs et les convie à apporter leur appui vers une fusion de toutes les énergies syndicales.

Pour le syndicat : le secrétaire général,
F. GRANVOGELZ.

× **Milieu libre en formation.** — Les camarades adhérents à ce groupe organisent, pour le mercredi 15 août, une sortie amicale dans la forêt de Montmorency. Le prix du voyage, aller et retour, ne dépassera pas 1 franc. Les camarades sont priés d'apporter leurs provisions. Envoyer les adhésions jusqu'au 12 août, dernier délai, au camarade Lestrade, à l'*Aube sociale*, 4, passage Davy, qui indiquera le lieu du rendez-vous et donnera tous renseignements.

Samedi 4 août, à l'*Aube sociale*, 4, passage Davy, réunion des adhérents : discussion pratique.

× **L'Aube sociale.** — Nous avertissons nos camarades et amis que nos conférences terminées mardi dernier ne reprendront qu'au mois d'octobre prochain.

Cependant, tous les samedis soir la bibliothèque sera à la disposition des camarades.

× **A. I. A., Comité national.** — Le Comité national vient de changer d'adresse. S'adresser, dorénavant, 31, rue Grange-aux-Belles, maison Reinaud.

Le Comité a reçu pour le congrès les listes 117 : 2 fr. 45; 106 : 9 fr. 55; 88 : 10 fr. 45; 86 : 3 fr.; 114 : 0 fr. 25; Strasbourg : 20 fr.; X... : 6 fr. 20; Levallois : 10 fr.; Rive-de-Gier : 0 fr. 50; Couesron : 5 fr.; X... : 20 fr.; Saint-Nazaire : 7 fr. Ensemble : 104 fr. 40.

EN VENTE AUX " TEMPS NOUVEAUX "

Du rêve à l'action, vers, H.-L. DROZ.......	5 »
Précurseurs de l'Internationale, W TCHERKESOFF..........	1 20
Souvenirs d'un révolutionnaire, par LEFRANÇAIS..........	3 25
Guerre-Militarisme, édition illustrée.......	8 »
— — édition populaire......	2 50
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée..	8 »
— — édition populaire.	2 50
Intimités et révoltes, vers, LA JARLIÈRE....	1 50
Les Résolutions, vers, PRATELLE..........	1 50
La Révolte, 7 années. La collection complète.	150 »
Les Temps Nouveaux, 11 années..........	66 »
Le Coin des Enfants, 1re série illustrée.....	3 »
— — 2e série illustrée.....	3 »
La Conquête du pain, par KROPOTKINE......	2 75
L'Anarchie, son idéal, par KROPOTKINE......	1 »
Autour d'une vie, par KROPOTKINE.........	3 »
La Société future, par J. GRAVE..........	2 75
La Grande Famille, roman militaire, par J. GRAVE..........	2 75
L'Individu et la Société, par J. GRAVE.....	2 75
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. GRAVE..........	2 75
Malfaiteurs, par J. GRAVE..........	2 75
Les Aventures de Nono, par J. GRAVE, avec illustrations..........	2 75
Responsabilités, 4 actes, par J. GRAVE......	2 »
Mais quelqu'un troubla la fête, par MARSOLLEAU..........	1 »

Nous nous chargeons de fournir aux camarades toute commande de librairie qu'ils pourront nous faire.

Sur les commandes importantes, nous pouvons faire sur les prix forts marqués sur les volumes, une réduction 15, 20 et 25 0/0 selon les éditeurs. Frais à la charge de l'acheteur.

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



— Qu'est-ce que ça veut dire : Hic pauperes évangelisantur ?
— Ça veut dire : Ici, les Pauvres "sont nourris de haricots"

12e ANNÉE. — N° 15. 11 AOUT 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de G. Bradberry.

SOMMAIRE

A nos Abonnés

A ceux dont l'abonnement est expiré fin juillet, nous l'avons marqué sur la bande. Nous les prions de nous faire parvenir le montant du nouveau. Ceux de l'extérieur surtout, les remboursements n'existant pas ou étant trop élevés.

Le Parti Socialiste et la Confédération

Le Congrès confédéral qui se tiendra en octobre prochain, à Amiens, nous promet des débats importants et passionnés. Il aura à se prononcer sur les questions les plus graves peut-être qui se soient posées jusqu'à maintenant à l'examen des organisations syndicales; jamais encore, peut-être, situation plus tendue n'a nécessité de décisions plus nettes. On peut, sans exagération, prétendre que l'avenir du mouvement ouvrier français est sérieusement engagé dans les résolutions que prendra le Congrès d'Amiens.

L'Etat républicain, d'une part, veut museler les organisations de lutte que sont apparus les syndicats. Il s'apprête à jouer l'un des chapitres les plus difficiles de son rôle de conseil d'administration de la société capitaliste, à montrer qu'il est capable, mieux qu'une Confédération *patronale*, de préparer la résistance aux efforts des travailleurs vers leur émancipation.

On n'a pas assez remarqué, généralement, le silence brusque qui s'est fait autour de la nouvelle annonçant la formation d'une Confédération patronale. M. de Dion devrait bien faire connaître les raisons données par le gouvernement de M. Clemenceau pour le dissuader de poursuivre la réalisation de son projet. Mieux qu'une organisation franche de patrons, l'Etat, avec son masque politique, peut tenir tête à la classe ouvrière. Il lui est plus aisé de voiler l'antagonisme social et ainsi d'empêcher une concentration des forces ouvrières. Il peut facilement donner le change aux esprits obtus ou inexpérimentés. Les patrons qui avaient pris l'initiative de la Confédération patronale se sont rendus aux raisons de M. Clemenceau; aussi maintenant ils se tiennent cois.

Le gouvernement n'a-t-il pas annoncé, d'ailleurs, le dépôt prochain, devant les Chambres, de divers projets de lois : sur l'arbitrage obligatoire, les contrats collectifs, la participation aux bénéfices, etc.

Les syndicats doivent, au Congrès d'Amiens, examiner ces divers projets de lois et décider les mesures générales à employer pour briser le carcan de paix sociale qu'on leur veut mettre. Voilà, certes, de quoi occuper utilement plusieurs journées de Congrès. Ces journées seront chaudes. Les défenseurs que compte le pacifisme social dans les organisations syndicales et les hommes qui se font dans le mouvement ouvrier les agents de la Direction du travail du ministère du commerce, donneront de la besogne aux militants révolutionnaires. Les amis de M. Millerand rendront animée la discussion de ces projets de lois. Ne nous en plaignons pas. Plus vives seront les discussions d'Amiens et plus puissant sera le courant d'opinion défavorable aux projets du gouvernement.

Non moins vive sera, probablement, la discussion qu'entraînera la question inscrite à l'ordre du jour du Congrès par la Fédération du Textile. On sait que cette Fédération, dont le siège est à Lille, dont le Comité fédéral est uniquement composé de guesdistes, veut faire trancher par le Congrès d'Amiens la question des rapports à établir entre l'action syndicale et l'action politique, entre la Confédération et le Conseil national du parti socialiste.

Cette question, posée par le Textile au Congrès confédéral d'Amiens, la Fédération socialiste du Nord la présente au prochain Congrès du parti socialiste à Limoges. *Le Socialiste*, l'organe central du parti, a publié, dans son numéro du 28 juillet, le rapport établi sur cette question par la F. S. du Nord. Nous ne connaissons pas encore le rapport que présentera la Fédération du Textile pour défendre sa proposition devant le Congrès confédéral, mais tout engage à croire que les raisons et les conclusions de ce rapport seront identiques à celles du rapport de la Fédération socialiste.

Voici ces conclusions :

> La Fédération du Nord décide :
>
> Il y a lieu de pourvoir à ce que, selon les circonstances, l'action syndicale et l'action politique puissent se concerter et se combiner.
>
> A cet effet, la Confédération générale du Travail, devenue, par l'afflux de tous les syndicats, la représentation totale des organisations corporatives françaises, sera invitée à s'entendre avec le Conseil national du Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière), *soit sous forme de délégation permanente, soit par voie de délégation spéciale, au fur et à mesure des décisions à prendre.*
>
> En cas de refus de la Confédération du Travail cette entente nécessaire devra être poursuivie soit localement, entre le ou les syndicats de chaque commune et la section du Parti, soit départementalement, entre les syndicats fédérés de chaque département et la Fédération départementale du Parti.

S'il n'y avait tant de choses importantes à objecter à la Fédération du Nord, on pourrait lui demander compte de son revirement subit d'appréciation sur la Confédération. N'est-ce pas l'organe *officieux* de cette Fédération, sous la responsabilité de membres de cette Fédération, qui, durant toute la grève dernière des mineurs, a dénaturé sciemment, tous les actes et toutes les paroles des militants d'un syndicat confédéré, des délégués de la Confédération elle-même ?

N'est-ce pas le *Réveil du Nord*, organe officieux des Fédérations du Nord et du Pas-de-Calais, qui a écrit de la Confédération qu'elle était « le syndicat des professions innomables » et traité ses délégués « d'échappés des maisons centrales » ? N'est-ce pas, l'organe officieux de cette Fédération socialiste qui a inventé la farce sinistre du complot, jeté les pires infamies sur des militants de la Confédération et fait jeter en prison quelques-uns d'entre eux ? Quand

donc la Fédération socialiste du Nord a-t-elle demandé des comptes à ceux de ses membres, rédacteurs au *Réveil du Nord*, qui lançaient les plus viles accusations contre les militants de la C. G. T., « représentation totale des organisations corporatives françaises » ?

N'a-t-elle pas, elle-même, dans son *organe officiel, le Travailleur*, aidé à la campagne du *Réveil*? Les infamies des Desmons, des Delesalle et des Basly on les a retrouvées dans le *Travailleur*, sous la plume du correspondant du Pas-de-Calais de ce journal.

Mais tout cela n'a qu'une faible importance dans le débat à ouvrir sur les rapports à établir entre les organisations syndicales et les organisations politiques.

Des raisons impérieuses font un devoir aux syndicats de repousser la proposition du Comité fédéral du textile.

Le parti socialiste a fait ou fera sienne la proposition du Textile. Reprenant les arguments des militants guesdistes qui forment le Comité fédéral de cette Fédération professionnelle, Comité fédéral qui ne représente l'esprit uniquement que des syndicats textiles de la région du Nord, qui méprise les décisions de plusieurs Congrès de cette Fédération du textile, le parti socialiste, dis-je, marchera à la conquête de la Confédération, tentera de mettre les syndicats sous sa tutelle.

Car, il ne peut y avoir de doute, c'est une tutelle que le parti socialiste veut exercer. Il suffit de considérer la conception que se font les socialistes du Nord et du Conseil national, de l'action syndicale et de l'action politique pour déduire que c'est une domination que l'on songe à établir.

L'action syndicale, aux yeux de ces hommes, n'est pas l'action essentielle, primordiale de la classe ouvrière ; c'est une des formes *inférieures* de la lutte des classes. Le rapport de la Fédération socialiste du Nord ne dit-il pas :

« En somme, bien qu'elle soit une des formes — et nécessaire — de la lutte de classe, l'action syndicale ou corporative s'exerce dans les limites du système capitaliste ou du patronat, que les grèves les plus victorieuses laissent subsister. Elle est, par suite, et ne peut être que *réformiste*, dans le bon sens du mot, même quand elle s'accompagne de violence, et a recours à la force. »

L'action syndicale est un effort de second ordre, un effort inférieur, réformiste ; l'action principale, essentielle, l'action *révolutionnaire*, réside dans l'action politique. Ecoutez encore le rapport :

« ... Qu'elle s'exerce par voie de suffrage contre les divers tenants du régime capitaliste, chassés légalement du gouvernement, ou qu'elle opère insurrectionnellement, l'action politique du socialisme est *essentiellement révolutionnaire*, puisqu'elle tend à l'expropriation politique et économique de la classe ennemie. »

De cette manière de comprendre l'action syndicale et l'action politique ne découle-t-il pas que le syndicat doit être subordonné au groupe politique, en favoriser la propagande et en accepter l'indication de marche ? D'ailleurs reportons-nous à ce congrès de Lille du P. S. de F. (1904) auquel se refère d'ailleurs le rapport. Certaines déclarations de militants guesdistes, et entre autres, de Renard lui-même, le secrétaire de la Fédération du textile, éclaireront la compréhension qu'ont ces hommes du rôle du syndicat et de la valeur de l'action économique.

Renard déclare que : « *La majorité de la Fédération du textile est d'avis que si les ouvriers avaient fait pour l'action politique autant de sacrifices que pour l'action économique on aurait abouti depuis longtemps à des résultats de beaucoup meilleurs* (1) ».

Bracke, l'un des secrétaires actuels du Parti socialiste, prétend que : « *Les grèves aussi bien partielles que générales ou généralisées, sont une arme inférieure, moins efficace que l'action politique.* »

Ghesquière, aujourd'hui député du Nord, grâce au concours du *Réveil du Nord*, et à l'appoint de voix radicales que lui apporta ce journal, disait :

« *Ce qu'il nous faut, c'est éclairer les travailleurs, les organiser, les mettre en garde contre les grèves qui échouent si souvent. Ce qu'il nous faut, c'est organiser les travailleurs dans les syndicats, non pas pour faire la grève, mais pour exercer une pression efficace sur les pouvoirs publics* ».

Les socialistes du Nord en particulier et tous les socialistes parlementaires en général n'accordent qu'une médiocre importance à l'action syndicale.

Quoi de surprenant, y a-t-il alors, à ce que nulle part les syndicats ne soient moins nombreux et moins vigoureux que là ou les socialistes parlementaires sont en force ? Aucune région n'est plus imparfaitement organisée syndicalement que la région du Nord. Toute l'énergie socialiste s'est dépensée sur le terrain parlementaire. L'œuvre à côté, l'œuvre secondaire, à leurs yeux, des syndicats a été dédaignée. A l'heure actuelle elle est à peine ébauchée.

Je sais que quantité de militants socialistes commencent à s'en apercevoir. Ils n'hésitent pas à reconnaître qu'ils ont fait fausse route, qu'ils ont semé l'ivraie au lieu du bon grain. Mais ils voient aussi que l'occasion de faire aisément la tâche syndicale est passée, qu'elle a fui et qu'ils ne la saisiront pas de sitôt. Le patronat se tient solidement sur ses gardes. Il s'est organisé. On doit se souvenir qu'à Roubaix par exemple, on découvrit, voici deux ou trois ans, l'existence d'un office patronal de renseignements, riche de plus de 20,000 fiches sur des ouvriers suspects de socialisme ou d'anarchisme.

Cet unique exemple, choisi parmi bien d'autres, indique avec assez de netteté la puissance de répression du patronat du Nord. Au moment où la masse des ouvriers était ardemment soulevée par le révolutionnarisme — hélas verbal — de Guesde, on lui indiqua comme port de salut la conquête des pouvoirs publics ; de toute son énergie elle s'y rua. Ne lui disait-on pas que la Révolution allait surgir, par ce moyen, avant dix ans ? Les dix ans sont passés ; l'énergie révolutionnaire de la masse déçue est tombée. Qu'on regarde sérieusement où en sont Lille, Roubaix, Armentières, et toute la région du Nord, au point de vue de la préparation révolutionnaire ; que l'on cherche à voir où en sont les damnés de ce vaste enfer industriel, si leur énergie révolutionnaire, si leur capacité professionnelle et morale se sont accrues et l'on aura de la vertu de la propagande socialiste parlementaire une fraîche idée ! Les syndicats sont sans vie dans cette région. Quant aux bourses du travail, elles s'y trouvent à l'état d'embryons. Des tentatives d'organisation générale ont été faites. En 1902, quelques militants syndicalistes essayèrent de fonder une fédération des syndicats ouvriers du Nord qui aurait pu donner un ardent coup de fouet à l'organisation syndicale. Un congrès fut tenu à Roubaix le 20 juillet 1902. Les guesdistes de Lille s'y rendirent. Ils essayèrent de s'emparer de la direction de cette fédération départementale et d'en faire fixer le siège à Lille. N'y étant pas parvenus ils tuèrent dans l'œuf cette organisation. C'est d'ailleurs l'habitude des socialistes du Nord de dédaigner et de se retirer des organisations où ils ne sont pas les maîtres incontestés. Le syndicat textile de la *Paix*, par exemple, a démissionné de l'Union des syndicats de Roubaix, parce qu'il n'avait pu imposer le secrétaire de son choix.

(1) Je recopie textuellement cette déclaration et les suivantes faites au Congrès de Lille d'après le compte-rendu du *Vorwaerts*, l'organe de la social-démocratie allemande, compte-rendu reproduit par le *Mouvement Socialiste* (n° d'août-septembre 1904).

On sait qu'aux Congrès du Parti socialiste de France, la presse n'était pas admise. J'utilise le compte-rendu du *Vorwaerts* parce qu'il est le plus complet.

La politique socialiste a anémié le mouvement syndical du Nord. La participation des syndicats aux luttes électorales a éloigné d'eux les éléments qui tenaient à faire de l'action syndicale dans le syndicat et non à voir leurs cotisations syndicales subvenir aux frais d'élections de tels ou tels des chefs guesdistes. Les syndicats, loin d'être des organes de défense et d'attaque économique, n'ont été que des succursales des groupes politiques. Ils ont négligé leur tâche. Ainsi, ils ont été amenés à cette singulière conception de la grève que Ghesquière exprimait au congrès politique de 1904. Ils y ont été amenés, est peut-être inexact. Cette conception se déduit de leur manière de comprendre la lutte ouvrière : les grèves sont à éviter, les travailleurs n'ayant qu'à y perdre. Or, à nos yeux, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires, la grève est au contraire l'arme par excellence de la classe ouvrière. Je sais bien qu'on a l'habitude, même dans certains milieux anarchistes, de médire des grèves partielles, de les trouver inutiles et infructueuses. Mais cela n'est qu'un restant des pensées qui accompagnèrent la naissance de l'idée de grève générale. Cela prouve simplement que les idées ne marchent pas toujours avec la rapidité des faits. Le bilan annuel des grèves est là avec ses résultats moraux et matériels incontestables. Aussi, je trouve parfaitement juste cette idée de Griffuelhes que :

Une défaite implique la disparition de l'élément vaincu et la consécration des causes qui l'ont produite. Une grève qui n'est qu'une manifestation plus aiguë de la lutte sociale, n'est jamais une défaite ; elle porte en elle un enseignement, un exemple et des modifications ; elle indique un développement de la conscience ouvrière et dont l'importance est accentuée selon le degré de force de l'organisation. *En un mot, le syndicat est fait pour organiser la grève, c'est donc celle-ci qui demande la création du syndicat.* La grève est un produit social, le syndicat est le produit de la grève (1).

Parce qu'ils n'agissent pas en vertu d'idées générales, mais sous la poussée des faits, parce qu'ils sont des groupes d'intérêts et non des groupes d'idées, les syndicats se sont adonnés à cette tâche : organiser les grèves. Leurs militants ont pu, au début, avoir des idées défavorables aux grèves partielles. Mais à la lumière des faits, force leur est de modifier leurs jugements.

Les socialistes parlementaires, eux, ont eu à penser à autre chose qu'aux grèves et aux résultats qu'elles apportent aux travailleurs ; hypnotisés par la conquête des pouvoirs publics, y subordonnant tout, jusqu'au bien-être, à la liberté, à la dignité de la classe ouvrière ils ont offert aux tentatives patronales un prolétariat désarmé. Aussi on a pu assister dans la région du Nord à une dégringolade des salaires. La semaine de l'ouvrier textile a été réduite de

(1) *Voix du Peuple*, 24 déc. 1905, art. « Dans l'Internationale ».

plus de 15 francs depuis moins de dix ans. Dans nulle autre région, les salaires des ouvriers de l'imprimerie ne sont plus bas que dans le Nord. Un socialiste parlementaire du Pas-de-Calais, que nos idées syndicalistes ont touché, me disait un jour : « Nous gagnons moins et nous avons bien moins de liberté à la mine depuis que nous avons des députés socialistes ».

Ah ! l'effet de la propagande parlementaire ! Combien il est funeste pour l'organisation syndicale. Quel encouragement à se syndiquer peuvent bien trouver les travailleurs dans les déclarations de candidats qui viennent leur dire : « L'action électorale est tout. Votez pour moi, et je vous ferai une belle loi sur la réduction des heures de travail, sur le minimum de salaire, sur l'hygiène et la sécurité dans les ateliers, votez pour moi et le jour où nous serons, socialistes, la majorité à la Chambre, nous décréterons légalement l'expropriation capitaliste ; la révolution sociale sera faite ».

Le résultat inévitable de cette propagande, c'est d'implanter dans l'esprit des travailleurs cette idée que le secrétaire d'un syndicat métallurgiste d'une ville importante du Centre signalait à un de nos camarades comme lui étant journellement exprimée par les ouvriers de sa corporation : Nous avons un député socialiste, pour quoi faire nous syndiquer ?

Et ces chefs socialistes, quand survient une grève, comment la conduisent-ils ? Toutes les fois où elle contrecarrera leurs plans politiques, ils la détourneront de son objet ou l'abandonneront. On a vu à la dernière grève des mineurs, le candidat socialiste Cadot, vice-président du vieux syndicat des mineurs, ne rien faire dans sa localité pour empêcher les 7.000 mineurs de la Compagnie de Bruay de continuer le travail alors que toutes les autres compagnies étaient arrêtées. Cet individu espérait, par ce moyen, augmenter ses chances de succès. Il n'en a pas moins été battu. Mais le souvenir de sa traîtrise reste. La grève générale des mineurs de 1902, Basly et Lamendin n'ont-ils pas tout fait pour l'empêcher, afin de ne pas créer d'embarras au gouvernement républicain de M. Waldeck-Rousseau ? Et dans le Nord ? Les guesdistes n'eurent rien à répondre à Griffuelhes quand il les accusa (nos des 29 octobre et 26 novembre 1905, de l'*Avant-Garde*) d'avoir « délaissé » la grève d'Armentières et d'Houplines, en 1903, et d'avoir poussé à la grève les tisseurs de Roubaix — seulement à Roubaix — en avril 1904, *pour des raisons politiques*.

Le mouvement syndical a tout à perdre à passer sous la tutelle du Parti socialiste. Certes, comme toutes les forces naissantes, il commet des faiblesses et il manque de certains organes importants, mais l'expérience des luttes et le temps le perfectionneront. Ce n'est pas dans une alliance avec le Parti socialiste que la Confédération peut se parachever ni trouver une force nouvelle. Il s'en faut.

S'il est naturel que le Parti socialiste cherche à retenir sous son aile les masses ouvrières et à se faire une virginité révolutionnaire, la Confédération ne peut admettre que ce soit à ses dépens. Une alliance ne pourrait que faire revivre les discordes au sein des travailleurs groupés dans les syndicats. C'est tout ce que la Confédération aurait à y gagner.

Affaiblissement de son esprit de lutte, divisions dans les syndicats, dans les Fédérations, au Comité confédéral, voilà ce que lui offre le Parti socialiste. Nous reviendrons sur la valeur du don que la Fédération socialiste du Nord et M. Louis Dubreuilh, dans un article de *l'Humanité*, l'engagent à accepter.

Mais nous n'avons pas de grandes craintes. Nous sommes même bien tranquille. Il n'y a nul doute que le Congrès d'Amiens ne leur dise : Grand merci de vos cadeaux. Occupez-vous de vos affaires, comme nous nous occupons des nôtres.

PIERRE MONATTE.

Notes et Documents

Propos d'empereur. — Citons, citons encore quelques propos de Guillaume II...

Parlant à M. Gaston Menier, l'empereur n'a pas caché que, à ses yeux, le péril jaune n'était pas le seul qui menaçât l'Europe. Un autre grondait, plus redoutable encore, au-dessus des têtes couronnées : le peril rouge.

— Il faut bien se le dire : tout chef d'Etat risque sa vie à chaque heure du jour, qu'il soit à la tête d'un empire absolu, d'une monarchie constitutionnelle ou d'une république. M. Fallières court les mêmes dangers que le tsar Nicolas II, et le président des Etats-Unis n'est pas plus indemne que le roi d'Espagne. Ceux qui veulent l'abolition de toute autorité, de tout ordre, de tout gouvernement, s'entendent admirablement ; malheureusement, ceux qui sont chargés de faire respecter l'ordre, l'autorité et le gouvernement s'entendent moins...

Enfin, tout récemment, l'empereur avait occasion de causer avec un officier de notre marine, et il parla ainsi :

— « On se plaît à répéter un peu partout que, lorsqu'un affaiblissement — l'empereur prononça même un autre mot — vient de se produire dans l'armée ou dans la marine française, l'empereur d'Allemagne en éprouve une vive satisfaction. Ceci est une erreur profonde et absolue. Nous vivons tous en Europe trop près les uns des autres, nos vies nationales sont trop mêlées les unes aux autres pour que nous ne ressentions pas tous immédiatement les effets d'un mal qui se glisserait chez l'un d'entre nous. C'est pourquoi toute désorganisation qui atteindrait l'armée ou la marine française ne pourrait être pour moi qu'une cause d'inquiétude et d'anxiété, car, tôt ou tard, je sais bien que la même désorganisation viendrait à se glisser dans l'armée ou dans la marine allemande... L'antimilitarisme est un fléau international. Le pays qui se réjouirait de le voir sévir chez son voisin ressemblerait à la ville qui illuminerait en apprenant que le choléra vient d'éclater dans la province à côté... »

Le *Matin* du 3 août 1906.

⁂

Les épaves. — Une centaine d'orphelins russes, dont les parents ont été massacrés par les soldats, sont arrivés à Hambourg le 30 juillet. C'est le Comité juif qui les fait émigrer en Allemagne, en Autriche, en Angleterre et en Amérique.

Il y avait des enfants âgés de quelques mois jusqu'à quatorze ans. Sur beaucoup d'entre eux, se voient des blessures que leur ont fait les soldats russes. Ce sont les témoins vivants du pogrome.

Il y en a qui racontent que dans telle famille de Bielostok, de onze personnes, six d'entre elles furent massacrées. Les corps de deux garçons furent attachés ensemble avec des cordes et de longs clous leur furent enfoncés dans la tête par les soldats.

Ces orphelins feraient pas mal de venir par ici pour faire savoir aux gogos à quels nobles exercices le gouvernement du tzar utilise leur galette.

A. PR.

Le prochain dessin sera signé WILLAUME.

Les Temps Nouveaux sont en vente à Milhau, chez Vidal, libraire.

Les Républicains de France

et la Révolution Russe

Ce sera, pour nos descendants, quand ils liront l'histoire de ce temps, un des spectacles les plus imprévus et les plus écœurants que l'attitude des républicains de France, de ceux qui se disent à tout propos « les fils de la grande Révolution », tendant la main au Tsar rouge par dessus les cadavres tombés pour la liberté russe sous les sabres des cosaques ou les balles de la police.

Ce n'était pas assez pour eux d'avoir conclu bêtement, chauvinement, dans une basse pensée de revanche, ce marché de dupes qu'on appelle l'alliance russe et d'avoir, par ce traité, inauguré l'exode de l'argent français vers les coffres-forts de l'autocratie moscovite ; ce n'était pas assez de s'être courbé, de s'être aplati devant « l'Alliée » dans la crainte stupide de voir s'éloigner d'eux cette impuissante amie qu'ils croyaient formidable ; ce n'était pas assez d'avoir été russophile jusqu'à en oublier toute dignité, toute pudeur, toute prudence, les promoteurs de l'Alliance en sont restés les défenseurs avec quelque chose de plus infâme.

En ce temps-là, du moins, la Russie gardait une apparence d'homogénéité. On pouvait faire croire qu'il y avait sympathie entre le Maître et les valets, qu'empereur-tyran et peuple-asservi communiaient dans le même patriotisme et que l'allié de l'un était celui de l'autre. Mais aujourd'hui ce mensonge même ne les couvre plus. Les massacres de Pétersbourg ont révélé et consacré l'antagonisme des deux parties. Le Pouvoir a multiplié les crimes, accumulé les forfaits. Il a fait couler le sang dans les pogromes, dans les manifestations, partout où ses agents ont posé leur main homicide. Il a emprisonné, torturé, déporté ; ses victimes se chiffrent par milliers. Maintenant les opprimés sont aux prises avec l'oppresseur et, chaque jour, entre eux, le fossé s'élargit. C'est la lutte de la violence aveugle et forcenée, du Despotisme contre le Droit qui se réveille, qui s'affirme, qui s'organise. Et la Révolution qui se dessine, qui entraîne toutes les forces vives de ce peuple slave enfin sorti de sa torpeur, de son apathie séculaires, tout le machiavélisme servile des Trépov et l'impéritie souveraine des Nicolas seront tôt ou tard balayés par elle.

Et c'est quand la lutte a pris cette acuité décisive, quand la bataille émancipatrice est devenue une question de vie ou de mort que nous voyons les républicains de France, ceux qui appellent leurs aïeux les Robespierre et les Danton et qui n'ouvrent la bouche que pour clamer les « grands principes de la Révolution de 1789 », c'est alors que nous voyons toute la bourgeoisie radicale, unie à toute la bourgeoisie monarchiste et cléricale dans la même réprobation d'un noble effort de libération, apporter ses millions au Tsar de toutes les Russies pour étrangler son peuple. Elle comble les emprunts dont les fonds qu'une bureaucratie corrompue n'aura pas détournés, serviront à alimenter les fusillades et les répressions, à susciter des Biélostock.

Quand les nations voisines, constitutionnelles ou même impérialistes, témoignent leur sympathie à ce peuple douloureux, quand l'Angleterre renonce à envoyer son escadre sur les côtes baltiques rendre visite à Nicolas, quand sir Campbell-Bannerman envoie à la Douma dissoute le salut fraternel du Parlement britannique, en France il se trouve un M. Bourgeois, ministre radical, pour insinuer et une majorité républicaine pour confirmer « qu'une adresse à l'Assemblée russe en conflit avec son souverain, pourrait compromettre nos bonnes relations

avec la nation alliée ». Et la Douma n'était point alors en disgrâce...

Nous ne nous arrêterions pas à ces épisodes burlesques des mœurs parlementaires et diplomatiques si le Parlement de ce pays ne prétendait, en feignant d'ignorer la Douma, c'est-à-dire la forme la plus anodine de la Révolution russe, condamner le principe même de cette Révolution.

Ce n'est sans doute pas assez pour la République de France d'étayer de ses deniers le Trône croulant des Tsars, il faut qu'elle lui donne encore, servante, son appui moral. Elle ne se contente pas d'enrayer le mouvement du peuple russe, d'accroître ses souffrances et ses victimes en fournissant des armes à ses bourreaux, il faut encore qu'elle s'emploie à le refouler en le discréditant.

Ses journaux officiels ou officieux vont déclarant, par exemple, que « l'effervescence qui se manifeste dans l'armée russe constitue un des grands dangers de l'heure actuelle pour nos alliés » (lisez : notre allié, le Tsar). On y trouve des insanités de cette force : « Si nul ne réussit à diriger cette force aveugle (le mouvement populaire) l'avenir apparaît sous un sombre aspect ».. « Le Tsar est certainement plein de bonne volonté mais peut-il présider utilement à une évolution qui le dépouille de son omnipotence ?... » « Cette nécessité d'une prise de possession des guides pour conduire l'attelage qui s'affole, apparaît tellement que le général Trépov s'offre malgré son impopularité... » Et ce sont les petits-fils — ils le disent — des hommes de 1789 qui tiennent ce langage...

Vraiment, c'est trop de cynisme et trop d'aberration. Oh ! certes, nous ne sommes pas solidaires de ces politiciens aveulis, tremblants pour leurs valeurs russes. Rien de commun ne nous unit aux gouvernants de ce pays puisque nous ne sommes pas patriotes et les lâchetés qu'ils commettent ne nous embrassent pas. Nous mettons tous nos efforts à paralyser l'action néfaste de ceux qu'on appelle « nos compatriotes », nous les condamnons, nous les combattons. On sait bien cela, en Russie comme en France. Mais ce qu'on sait il est bon de le rappeler, il est bon de présenter de temps à autre à la flétrissure de l'opinion ceux qui, reniant les principes les plus élémentaires d'une Révolution à laquelle ils doivent leur fortune, mettent aujourd'hui leur puissance passagère à étouffer l'essor de liberté d'un peuple misérable.

S. M. S.

MOUVEMENT SOCIAL

Rapports policiers. — Un ouvrier espagnol nommé Llorach avait été expulsé, sur des rapports de police, comme dangereux pour la sécurité de l'Etat. Llorach, qui ne se mêle guère de politique, qui est veuf et a une fillette à élever, protesta ; la Ligue des Droits de l'Homme intervint. Des inspecteurs de police furent chargés de vérifier l'enquête de leurs agents, et leur rapport confirma les accusations de ceux-ci. Le ministre de l'Intérieur déclara donc que l'arrêté d'expulsion ne pouvait être retiré.

Alors la Ligue des Droits de l'Homme fit une contre-enquête, et le résultat de celle-ci fut que les rapports des inspecteurs, aussi bien que ceux des agents, étaient mensongers de point en point. Et le ministre, ayant reconnu la vérité, dut retirer l'arrêté d'expulsion.

Ce n'est pas une fois, c'est journellement que les policiers sont pris à mentir. Et cependant ministres qui expulsent, magistrats qui condamnent, continuent à tenir compte de leurs affirmations, dont ils ne sont peut-être pas toujours les dupes, mais qui favorisent leurs vues d'ordre et de gouvernement.

* *

Tirs militaires. — Près de Castres, une jeune fille a été blessée au ventre par une balle d'une boîte à mitraille lancée en dehors des limites du champ de tir, au camp de de Causse. On la fait soigner par des médecins militaires. Pour l'achever?

A la Croix d'Arcueil, route d'Orléans, des éclats d'obus sont tombés sur des maisons et dans la rue. C'étaient MM. les militaires du fort de Montrouge qui procédaient à la destruction de vieux obus.

A Argelès-sur-Mer, où le 12e de ligne effectue des exercices de tir, un soldat a jeté un pain sur la tête du capitaine qu'il blessa sérieusement, un autre détruisit ses cartouches, un troisième refusa de marcher.

Entre les officiers qui ouvrent le feu sur nous et les soldats qui, pour cette besogne, font montre de mauvaise volonté, on ne peut pourtant pas s'étonner que notre *sympathie* aille à ces derniers. La façon de comprendre le tir des soldats d'Argelès-sur-Mer nous est plus agréable que celle des officiers de Montrouge ou de Castres.

R. Ch.

* *

Bordeaux.

La guerre aux hommes libres. — Voici encore un fait qui démontre que toutes les polices du monde se donnent la main dans la guerre que les gouvernements ont déclarée aux hommes libres. Ce fait nous est signalé par le camarade J. Serret, ami personnel de la victime.

Il y a trois mois, arrivait à Libourne, où il trouvait immédiatement à travailler comme ouvrier tonnelier, le camarade V. Garcia. Ami de Francisco Ferrer, directeur de l'*Escuela moderna*, de Barcelone, Garcia lui fit part de son changement de résidence. Le malheur voulut qu'au cours des perquisitions faites chez Ferrer après l'attentat de Mateo Morral, la lettre de Garcia tomba aux mains de la police. Quelques jours après, le camarade était remercié par son patron. Garcia saura désormais le cas que les gouvernements font de la liberté du travail. Et s'il a cru jamais à « la plus clémente des patries », il doit être aujourd'hui joliment désabusé.

* *

Montataire (Oise).

A propos d'un crime. — A Montataire, un soir de fin juillet, des hommes en état d'ivresse s'étant pris de querelle, un d'eux fut tué. Les autres, pour faire disparaître le cadavre, le jetèrent ensuite à l'eau où il fut retrouvé quelques jours plus tard, près des forges.

Cet acte criminel a fait durant une semaine l'objet de toutes les conversations. J'ai entendu dans la bouche de mes camarades d'atelier des propos qui témoignent d'une ignorance profonde des doctrines nouvelles sur le prétendu droit de punir que s'est arrogé la société.

Tous étaient partisans de la répression à outrance, conformément au vieux principe des sociétés tartares qui veut que celui qui a tué soit tué à son tour (« qui frappe par l'épée périra par l'épée »). Certains même estimaient que la guillotine était encore un instrument de supplice trop doux.

Ce qui m'a le plus affligé, ce fut d'entendre des camarades syndicalistes, lecteurs assidus de la *Voix du Peuple*, tenir des propos tout semblables. Lorsque j'eus dit mon sentiment à mon tour tant sur les crimes et les criminels que sur l'utilité de la vindicte répressive, je fus accusé de soutenir les criminels !

Ce qui prouve une fois de plus que « l'éducation économique » que donnent les syndicalistes ne saurait suffire à préparer des hommes nouveaux, totalement libérés des préjugés sociaux soigneusement entretenus par l'Etat, l'Eglise et l'Ecole dans les cerveaux des malheureux.

Inutile de vous dire qu'aucun de ces amis de la guillotine ne réclamait la moindre peine pour les auteurs responsables de la catastrophe de Courrières (1.200 victimes, pourtant, en valent bien une). Et cependant, c'est plutôt sur ceux-là et sur les distillateurs et marchands d'alcool qu'il faudrait se venger, — s'il était nécessaire de se venger.

J. T.

* *

Pour combler le déficit. — Le budget français s'enfle tous les ans. Cette année il a même dépassé la coquette somme de quatre milliards de dépenses. Mais les contribuables français sont si riches !

Pourtant pour faire rentrer dans le trésor de l'Etat tant d'argent, les fonctionnaires sont aux abois et mettent leur imagination à la torture ; comment se signaler et tondre un peu plus le malheureux taillable et corvéable à merci ?

Les monopoles de l'Etat nous donnent du tabac infumable, des allumettes incombustibles ; la poste taxe nos lettres et nos cartes arbitrairement.

Voici, de son côté, ce qu'a trouvé l'enregistrement :

Cette administration envoie à quantités de personnes l'avis suivant :

Direction générale de l'Enregistrement, etc.

Monsieur,

« Vous avez délivré à M. X..., camionneur, une décharge de livraison d'un pièce de vin (envoi Y...)

Cette décharge n'étant pas revêtue du timbre à 0 fr. 10 vous êtes redevable de :

1 timbre à 0 fr. 10 ...... }
1 amende à 62 fr. 50 ...... } 62 fr. 60

Je vous prie de m'adresser par la poste ou de m'apporter le..., de 2 à 4 heures, une pétition dans laquelle vous solliciterez de Monsieur le Directeur de l'Enregistrement la remise de l'amende que vous avez encourue.

Cette pétition devra être rédigée sur une feuille de papier timbré à 0 fr. 60.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations. »

La plupart des personnes qui reçoivent cet avis, où l'on remarquera que la date de la décharge en question n'est pas donnée, se demandent si le camionneur était en règle, souvent si ce n'est leur femme ou leurs enfants qui ont signé et motivé la contravention, et tous accourent leur pétition à la main.

Monsieur le Directeur de l'Enregistrement se montrant bon prince, remet généralement les neuf dixièmes, et encaisse :

1 timbre à 0 fr. 10 .... }
1/10 de l'amende 6 fr. 25 .... } 6 fr. 95
plus 1 feuille de papier timbré à 0 fr. 60. }

qui entrent dans les caisses de l'Etat. Il n'y a pas de petits profits.

Mais cela ne réussit pas toujours : il y a des contraventionnés qui sont sûrs de ne rien avoir signé, et pour cause ! qui ont les pieds nickelés.

* *

Châteauroux.

Un meurtre. — On nous écrit de cette ville, qu'un réserviste est mort au cours des manœuvres exécutées par le 90e et le 68e aux environs du Blanc.

Se sentant fatigué, il s'était présenté à la visite, mais celui qui porte le titre de major avait refusé de le reconnaître comme malade. Le soir, le malheureux était mort.

Au reste, à ces mêmes manœuvres, les hommes tombent comme des mouches et tous les jours, une moyenne de 20 à 30 soldats sont dirigés sur l'hôpital de Châteauroux.

* *

L'enfance esclave. — Les journaux racontent qu'une bonne, à Saliès-de-Béarn, a jeté dans un lavoir et noyé la fillette de ses maîtres, âgée de quatre ans, à laquelle elle avait voué une haine profonde parce qu'elle était obligée de lui donner ses soins. Cette bonne était âgée de... onze ans.

La première criminelle, n'est-ce pas la société qui force une enfant de onze ans à la domesticité pour gagner son pain, et n'est-il pas concevable que cette enfant, faite pour le jeu, ait pris en haine sa servitude et l'objet du travail où elle était si prématurément condamnée ?

* *

Les Bestiaux. — On lit dans la *République de l'Oise* :

« Mercredi et jeudi, le régiment a reçu la visite de M. le général Michel, le nouveau commandant en chef du 2e corps d'armée, et le 51e ainsi que vous l'avez annoncé, a exécuté une manœuvre à double action.

Le parti nord, cantonné à la Neuville-en-Hez, et le parti sud, à Abbecourt, se sont rencontrés jeudi matin, à l'entrée de Hermes. L'action fut très courte et tout s'était très bien passé.

Mais la grand'halte terminée, le colonel jugea à propos, vers 1 h. 1/2 de l'après-midi, en plein

soleil, de faire rentrer le régiment à Beauvais, en dépit des avis désapprobatifs du médecin-major.

Aussi, ce fut un spectacle bien triste de voir les pauvres pioupious tomber comme des mouches sur cette route poussiéreuse de Rochy-Condé et sous ce soleil de plomb.

Mais, à un moment, si nombreux étaient les congestionnés, que le major dut intervenir auprès du colonel et fit reposer les troupiers à l'entrée de Therdonne. »

Le doux colonel a déclaré qu'il n'y avait que les alcooliques qui tombaient malades.

C'est la faute aux soldats, bien entendu !

A. PR.

⁂

Le gouvernement espagnol en impliquant Ferrer dans l'affaire Morral ne s'est pas tant préoccupé de savoir si notre camarade avait réellement eu connaissance préalable de l'attentat que de briser l'œuvre de propagande qu'il menait avec tant de sagacité.

Ç'a d'abord été la fermeture de l' « Ecole Moderne », puis la main-mise sur les fonds qu'il avait en banque (les escarpes n'agissent pas autrement). De plus, des négociations diplomatiques sont ouvertes auprès du gouvernement français pour obtenir la mise sous séquestre d'un immeuble que Ferrer possède à Paris.

Le grand grief des gouvernants contre les anarchistes est que ceux-ci préconisent la reprise de possession. Ceux-là la pratiquent pour leur compte s'ils l'interdisent aux autres.

G.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — Cette grève d'Hennebont, dont, après trois mois entiers, la famine elle-même — plus redoutable pourtant que toutes les violences patronales et toutes les répressions de l'autorité — n'a pu encore venir à bout, quel magnifique symbole d'héroïsme et d'énergie !... Ce peuple qui lutte, là-bas, sur la terre bretonne, pour l'amélioration de son humble existence, dont un chômage de trois mois a épuisé toutes les ressources, mais n'a pu fléchir un seul jour la volonté d'arracher au capital un peu de mieux-être, voilà ce qu'il faudrait citer aux petits enfants comme un exemple de grandeur morale et de fermeté dans l'action !

Rien n'est plus émouvant, rien ne ranime davantage la foi en l'avenir humain que la lecture, dans *La Voix du Peuple*, du rapport qu'envoie d'Hennebont chaque semaine le délégué de la Confédération générale du Travail, A. Merrheim. Pour qu'un peuple s'inflige à lui-même, inflige à ses petits, pendant trois mois consécutifs, les douleurs de la faim, il faut vraiment qu'une grande idée le soutienne et le réconforte. Et quelle est donc cette idée, si ce n'est celle du droit, du droit des travailleurs à la vie, c'est-à-dire au bien-être et à la liberté?

Peut-être les travailleurs d'Hennebont seront-ils vaincus. Les dernières nouvelles reçues indiquaient dans la masse ouvrière un état d'âme morne et désespéré ! Ni le patronat, ni le gouvernement n'avaient cessé leurs provocations brutales. Au contraire, l'exploiteur Gibaud venait d'adresser à ceux des grévistes que la compagnie loge dans les taudis qu'elle appelle des « maisons ouvrières », la lettre que voici :

« Vous avez quitté le travail depuis plus de trois mois ; dans ces conditions, nous sommes obligés de reprendre le logement que nous vous donnions lorsque vous travailliez pour le donner à nos ouvriers actuels.

« Vous avez huit jours pour déménager : le 7 août, le logement devra être libre. »

Eh bien, que le patronat et que l'autorité y prennent garde. Jusqu'ici, le prolétariat croyait à la grève, comme à un moyen d'améliorer sa vie, et la grève, arme légale, lui faisait trop souvent oublier la nécessité du recours suprême à la force révolutionnaire, la nécessité de l'expropriation capitaliste. Mais quand il aura compris que la grève est fatalement marquée d'impuissance, que les revendications les plus modestes sont rejetées systématiquement par un patronat obstiné, et qu'en société capitaliste, il est voué, lui, à la misère sans trêve et sans espoir, alors il cessera de placer sa confiance en tout ce qui n'aura pas pour but immédiat la destruction pure et simple du régime ; il se tournera vers la révolution sociale, comme vers la seule force capable d'anéantir l'exploitation des Gibaud et l'oppression des Clemenceau.

En tuant dans l'ouvrier la foi dans la grève, la société bourgeoise travaille contre elle-même. Ne nous en plaignons pas.

AM. D.

⁂

ANGLETERRE

La reprise de la terre. — La reprise de la terre par les sans-travail se continue, sans que l'on sache si c'est bien sérieux ou si ce n'est qu'une façon d'attirer l'attention.

On y fait surtout beaucoup de discours.

Les occupants de *Triangle-Camp* ont été expulsés, et le terrain gardé par les policemen. Mais une demi-heure après, neuf nouveaux occupants s'y étaient introduits subrepticement et ont déclaré que, si on les expulse, un nouveau groupe est prêt à les remplacer.

Ils veulent surtout démontrer que des milliers d'hommes sont sans travail, et ne demandent qu'à travailler.

X.

⁂

SUISSE

Budget d'ouvrier. — Un ouvrier du canton de Zurich, marié et père de deux enfants, a communiqué au *Volksrecht* son budget annuel.

Il faut noter que le salaire de 0 fr. 55 l'heure accusé par cet ouvrier dépasse la moyenne des salaires suisses.

DÉPENSES :

Par semaine 2 kilos de viande, soit par année environ 100 kilos à 1 fr. 80	180 fr.
Par jour 3 litres de lait à 0 fr. 20, soit par année 1.100 litres	220
Par jour 2 kilos de pain, soit par année 730 kilos à 0 fr. 34 environ	250
Légumes, farineux, pommes de terre, fruits, œufs, beurre	100
Condiments, café, sucre, sel, miel	80
Boissons	50
Chauffage et éclairage, bois, charbon, pétrole	120
Articles de blanchissage, savon, amidon, braises (pour repasser)	20
Mobilier : achats et réparations	50
Vêtements pour toute la famille	230
Logement	400
Impôts, assurance-incendie, caisse de maladie et d'accidents	80
Divers, livres, journaux, correspondance, maladies, promenades, etc.	50
Total des dépenses	1.800 fr.

RECETTES :

2.950 heures de travail à 0 fr. 55	1.662 f. 50

Soit un déficit de 177 fr. 50. Ce n'est peut-être pas ce qui s'appelle *vivre en travaillant.*

Ne vaudrait-il pas mieux *mourir en combattant?*

⁂

Profits capitalistes. — Puissent les bénéfices capitalistes nous consoler des déficits ouvriers.

L'Helvétia, société d'assurance contre l'incendie, donne du 30 % à ses actionnaires ; la Société des transports de Bâle, du 16 % ; la Caisse d'épargne d'Olten, du 7 % ; la Société d'importation et d'exportation de Genève, du 10 % ; l'Institut sérathérapique de Berne, du 8 % ; la *Suisse*, société zurichoise d'assurances, du 10 % ; la Fabrique de conserves de Lengsbourg, du 8 % ; les Forces motrices de Rheinfelden, du 7 % ; la Compagnie du Gaz de Genève, du 6 %.

Tranquillisons-nous. Ça ne va tout de même pas si mal que ça, dans le pays de Guillaume Tell !

⁂

En vertu des nouvelles lois scélérates dont la « libre » Suisse s'est dotée, le camarade Bertoni a été arrêté pour un article paru dans le *Réveil*, dont il n'est pas l'auteur.

Adresser dorénavant la correspondance au *Réveil*, 6, Savoises, Genèves, sans le nom de notre camarade, afin d'éviter les barbottages.

⁂

RUSSIE

(D'une lettre particulière qu'on nous communique.)

Onéga (gouvernement d'Arkhanguelsk). — Le 10 juillet, à 10 heures du matin, D. informa par télégramme notre colonie de déportés que la Douma avait été dissoute. Tous furent consternés par cette nouvelle. Toute la colonie se trouvait dans la rue ; on s'agitait, on se faisait part de ses impressions. Tout le monde se sentait abattu. On parlait de révolte, d'émeute à main armée, du peuple qui se lèvera en apprenant la nouvelle de la dissolution de la Douma. On faisait les suppositions les plus fantastiques. Quelques-uns affirmaient qu'il fallait s'y attendre, que c'est pour le mieux, qu'enfin maintenant *tout* sera décidé, non pas dans « le lieu de bavardage », comme on nommait la Douma, mais dans la rue en luttant contre l'ennemi. Cependant tous ressentaient qu'avec la dissolution de la Douma quelque chose s'était rompu, sans en excepter ceux qui se réjouissaient de sa dissolution. Quelques-uns des camarades pleuraient, d'autres se sentaient déprimés, dans un état d'esprit tel comme si la mort venait de frapper un homme qui vivait il y a quelques heures, qui vivait, atteint, il est vrai, de maladie mais avec l'espoir de durer encore quelque temps. Tous savaient d'avance que cet homme est destiné à mourir « d'une manière ou d'une autre », mais pas aussi vite et aussi subitement pour son entourage. Tous s'étaient fait à l'idée qu'il ne pourrait guérir complètement, mais qu'il pourrait encore soulager la situation pénible et tendue de son entourage. Ce qui devait arriver s'est réalisé en effet. Très tard dans la nuit, les camarades se dispersèrent tristement. La plupart ne dormirent pas cette nuit...

Ce même soir, il y avait un bal dans le Club. On entendait la musique, on dansait, on buvait, on s'amusait. Je demeure vis-à-vis du Club. Quelques-uns des camarades étaient révoltés à l'idée qu'on puisse s'amuser quand la nouvelle de la dissolution de la Douma était déjà connue. Quelques-uns voulaient s'élancer dans la salle de danse et chasser les danseurs. C'est à grand' peine que je parvins à les convaincre de ne pas le faire en les assurant qu'un pareil acte serait digne d'un Khouligane. Si des gens peuvent continuer à s'amuser en apprenant que la Douma est dissoute, ce n'est pas par la violence qu'on parviendra à les convaincre, mais on finira par les irriter. Le gouvernement a recours à la violence pour contraindre les gens à se soumettre à l'autocratie. Par ses procédés il ne fait que les exaspérer. Mais vous voulez user de violence envers des gens *inconscients*, les obligeant à se soumettre à votre volonté, c'est ainsi que vous arriverez à les exciter contre vous. Qu'ils s'amusent plutôt, ils ne savent pas ce qu'ils font.

Longtemps je ne pouvais m'endormir. On entendait la musique, mais l'âme était déprimée. J'avais un pressentiment pénible, que cette fois encore, c'est le gouvernement qui a eu le dessus. Je ne partageais pas l'opinion de mes camarades que le peuple en Russie était prêt à se soulever, à se révolter. J'étais persuadé que la masse resterait indifférente à cet événement, tandis que les éléments réactionnaires profiteront de ce temps pour organiser de nombreux pogromes. C'était profondément triste. Je me tourmentais longtemps mais ma croyance dans un meilleur avenir prit le dessus et je m'endormis vers le matin d'un profond sommeil.

Le 11, tout le monde fut levé de très bonne heure : quelques-uns avaient passé la nuit sans sommeil ; on courait, on s'agitait, on parlait, personne ne voulait rester seul avec ses pensées. Tous se décidèrent à se réunir dans la salle de lecture pour considérer l'état actuel des choses. Nous essayâmes d'organiser un meeting parmi les ouvriers, mais ces derniers montraient tant d'indifférence à cet événement, qu'on décida de les laisser tranquilles. On fixa une réunion dans la salle de lecture vers 5 heures. Malgré l'état d'excitation, vers l'heure indiquée, 15 intellectuels seulement arrivèrent. Le reste du public n'arriva que vers 9 heures, peu à peu. Des 80 membres de la colonie il ne se présenta que 48 personnes. Cependant, lorsqu'on discutait, à une réunion précédente, la question sur l'augmentation de la somme destinée aux vêtements, tous les membres de la colonie étaient présents. La réunion fut ouverte à 9 heures précises au lieu de 5 heures. C'est Z... qui prit le premier la parole. Il félicita les camarades de la dissolution de la Douma considérant cet événement comme le signal de la révolution armée. A l'entendre on aurait cru que le peuple s'était déjà soulevé. Si même l'armée ne se joignait pas à lui, l'orateur était sûr que ce serait le peuple qui remporterait la victoire. Il conseillait à tous les exilés du gou-

vernement d'Arkhanguelsk de prendre les armes et, pareils aux Marseillais, de se diriger vers Saint-Pétersbourg. Je répliquai à Z... J'affirmai que c'est une erreur de croire que le peuple se soulèvera en apprenant la *dissolution* de la Douma. La Douma n'était pas l'interprète des intérêts du peuple, ses représentants n'étaient pas élus par le peuple, par conséquent la dissolution de la Douma ne peut pas produire l'impression voulue sur le peuple. Si une partie consciente du peuple voulait se soulever, sans la participation des soldats, *il est douteux* que la victoire soit remportée par le peuple. Il ne faut pas oublier que l'armée en 1789 ne possédait pas des armes telles qu'aujourd'hui. Cependant alors une partie de l'armée passa dans les rangs du peuple. Avec la technique actuelle on ne peut compter d'avoir un succès, si l'armée ne se joint pas au peuple. Des légions comme celle des Marseillais n'ont plus autant d'importance, de même que les luttes sur les barricades. Nous ne pouvons entreprendre rien de décisif, jusqu'à ce que nous sachions ce qui se fait au centre de la Russie. Nous devons seulement nous tenir prêts à des actes décisifs, afin que les événements ne nous prennent pas au dépourvu, comme il arrive souvent en Russie. On discuta longtemps et il fut décidé d'expédier un délégué à Arkhanguelsk pour savoir quelles mesures le comité va prendre, pour se joindre à lui dans le cas et agir de concert avec lui. C'est moi qui fut élu comme délégué par suffrage secret. Je me hâtais de rentrer chez moi pour me préparer au départ. Il était déjà une heure de la nuit. Le bateau à vapeur partait le lendemain à 7 heures du matin. Je dormis mal, réfléchissant beaucoup...

Le 12 juillet je me levai très tôt et me dirigeai vers le bateau avec mes camarades après avoir pris du thé. Mes camarades, m'accompagnant, montèrent sur le bateau avec moi et me donnèrent la facilité de disparaître dans une cabine. La mer était calme. Vers le soir s'éleva un orage avec une houle violente. J'eus aussitôt le mal de mer. La houle continua jusqu'au matin. Je m'endormis vers le petit jour et je me réveillai vers midi dans le port d'Arkhanguelsk. J'allai gratuitement en deuxième classe, les capitaines ne demandent pas d'argent aux exilés. Madame X... me rencontra près du port.

Il y a à peu près 30 exilés politiques à Arkhanguelsk presque tous des intellectuels, des docteurs, des avocats pour la plupart. D'abord on organisa une réunion parmi les exilés. J'appris que le Comité révolutionnaire s'était adressé aux exilés en les invitant à se joindre à eux pour agir d'un commun accord. A cette réunion on prit la décision suivante : chacune des colonies d'exilés du gouvernement d'Arkhanguelsk doit envoyer un délégué vers le terme fixé d'avance afin d'élaborer d'accord avec le Comité un programme d'action.

Le soir, j'allais au Comité. Ni les socialistes-révolutionnaires, ni les socials-démocrates ne disposent des moyens suffisants.

Les événements les ont pris au dépourvu sans qu'ils soient préparés. Ce n'est que maintenant qu'on a commencé à réfléchir. J'emportai une impression pénible. Le Comité me demandait de rester à Arkhanguelsk. Je donnai une réponse évasive. Je voudrais aller à Moscou ou Saint-Pétersbourg pour travailler, non pas ici. En arrivant à Arkhanguelsk je croyais apprendre des nouvelles sur ce qui se passe en Russie. Mais malheureusement *tout est tranquille*. La dissolution de la Douma a produit un effet déprimant seulement parmi les intellectuels et les gens plus ou moins *conscients*, la masse est restée indifférente. A la réunion tous les intellectuels étaient présents, il y avait peu d'ouvriers. Il y a deux semaines les ouvriers d'Arkhanguelsk avaient organisé une grève grandiose pour l'augmentation du salaire, mais ils restent indifférents à la dissolution de la Douma et ils ne vinrent pas à la réunion. Le jour de la dissolution de la Douma, il y avait de la musique sur les boulevards, le théâtre était ouvert et tout allait son train. Les journaux donnaient des nouvelles sur le pogrome d'Odessa, sur l'arrestation des députés, sur les nouvelles répressions. Et enfin, voilà le manifeste de Nicolas, digne de la bande noire, le triomphe de la réaction.

Le 14, je quittais Arkhanguelsk avec une impression pénible. C'était profondément triste. Je me décidai à retourner à Onéga pour entreprendre quelque chose. Je ne puis rester plus longtemps à Onéga. Je veux vivre et travailler.

La mer était agitée. Je restai couché sur le pont attaché à un banc. Le bateau penchait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, les vagues se brisaient sur le pont. Je m'endormis, mais la nuit était froide et je rentrai dans la cabine. Cette fois-ci je n'avais plus le mal de mer. J'arrivai à Onéga à midi. Une surprise assez désagréable m'attendait. La dissolution de la Douma et les répressions eurent une répercussion sur les exilés et sur moi principalement. Les gendarmes et les mouchards me dénoncèrent auprès du gouverneur pour la participation à la grève organisée à Onéga, parmi les ouvriers. Aussi longtemps que la Douma existait et qu'on espérait avoir un ministère élu parmi les « Cadets », le gouverneur se taisait, mais après la dissolution de la Douma, il télégraphia à l'ispravnik (commissaire de police), l'ordre de m'arrêter et de m'enfermer dans la prison d'Arkhanguelsk. Je m'enfuis donc demain... Je n'irai pas à l'étranger. Il est vrai qu'il est difficile de vivre en Russie d'une manière illégale, mais ma conscience ne me permet pas de quitter la Russie dans un temps aussi pénible.

Ton X.

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(*suite*)

Ibsen avait huit ans quand une faillite obligea ses parents à quitter Skien, où ils négociaient, pour aller vivre dans une humble ferme de la campagne des environs de cette ville. C'est là que, durant un peu plus d'un lustre, en la tristesse des déboires de famille, le futur dramaturge fit son premier et décisif apprentissage de méditation solitaire. Déjà tout apprivisionnée d'impressions d'enfance plutôt mélancoliques, sa jeune mémoire acheva de recueillir des souvenirs chagrins dans le nouveau milieu où les tribulations commerciales de son père le plaçaient.

A cette époque, Ibsen lisait beaucoup, mais il ne semble pas que ses lectures l'aient exalté et stimulé du moins à la façon des imaginations et des sensibilités précoces qui, toutes vibrantes de la suggestion des œuvres prématurément abordées, s'essaient au jeu de composer à leur tour, par une maladroite combinaison des éléments puisés dans les livres ou une naïve traduction d'involontaires réminiscences. Assez longtemps Ibsen n'écrivit pas (1) et, peut-être même, fut sans s'apercevoir du lent travail d'assimilation et d'élaboration qui s'accomplissait en lui. Il dessinait, se croyant une vocation pour la peinture... En vérité, s'il était doué d'un certain talent, comme l'attestent ses aquarelles (2), et si son goût pour l'art resta toujours très sûr, il ne cultiva pas suffisamment ses aptitudes pour les amener à l'état de maturité où elles eussent pu parvenir, encore qu'il peignit, de ci de là, jusque vers 1860.

Après un retour à Skien, où il habita deux ans — c'est-à-dire jusque vers sa seizième année — et où il suivit les cours de « Real Skole » sans y témoigner de dispositions exceptionnelles et plutôt en se comportant comme un élève médiocre, Ibsen, à qui les ressources de ses parents ne permettaient pas de se vouer à l'étude de l'art, fut obligé d'entrer en qualité d'apprenti chez l'apothicaire Reimann, à Grimstad, une menue ville d'à peine un millier d'habitants.

Par l'énergique façon dont il résolut de *se faire* au nouveau métier, si contraire à ses aspirations, que la nécessité lui imposait, Ibsen révéla qu'à quelque condition qu'il fallait qu'il se pliât, son salutaire orgueil ne perdait point ses droits. Il prétendit, en effet, à plus qu'à demeurer commis chez un droguiste et, en sus de ses occupations de boutique, il s'efforça, avec une persévérance et une application remarquables, de s'assimiler les matières de l'examen qui lui devait dispenser le diplôme de docteur (1). Mais, chose curieuse et pour nous significative, ce fut sous le coup du désappointement qu'il éprouva de l'obligation de renoncer à la peinture, pour laquelle il se croyait doué, et en s'apitoyant sur son propre sort qu'il écrivit ses premiers vers.

Quand la conception pessimiste que nous avons du monde ne nous amène pas à nous associer aux évidentes victimes de ses rigueurs et à nous plaindre, par un naturel retour sur nous-mêmes, il arrive souvent que notre contemption sociale n'est que le résultat du sentiment de notre infortune et des injustices qui la causent. Ce fut ce qui se produisit pour Ibsen. Indépendamment, cela va de soi, de son caractère même qui en constitua le principal élément, sa philosophie se forma à la rude discipline d'une existence toute troublée de vicissitudes. Il est présumable qu'à dater de sa courageuse résignation à se consacrer à l'exercice de la médecine, c'est-à-dire de la première épreuve réellement pénible de sa vie, il prit conscience de sa valeur et se donna pour but de se réaliser intégralement. Aussi bien, comme il avait vécu jusqu'à cette époque dans un isolement intellectuel à peu près complet, ses relations avec la banale société de Grimstad le servirent en ce sens qu'elles lui fournirent l'occasion de se convaincre de son originalité en remarquant par quoi son esprit se différenciait supérieurement de celui du commun des gens.

On était au moment où se répercutait, jusqu'aux échos les plus distants de notre capitale, le bruit des événements de 1848 et Ibsen à qui ces événements, appréciés de loin, suggéraient un juvénile enthousiasme, protesta hautement de sa sympathie pour les hommes qui les avaient provoqués.

Non seulement dans ses paroles mais jusque dans ses vers, où il exprimait sa rêverie plaintive et sa mélancolie d'artiste détourné de la voie qu'il se croyait destiné à suivre, le jeune étudiant célébrait avec ferveur la révolte des opprimés car, déjà, il lui semblait qu'il avait comme eux à se plaindre d'avoir souffert d'une inégalité et que leur cause était la sienne...

Des agacements et des froissements qu'il subit au contact de la bourgeoisie de Grimstad (2), avec les idées qu'il professait, sa misanthropie s'aggrava (est-ce s'aggrava qu'il faudrait dire ?) d'une humeur irritable et volontiers agresssive. Son pessimisme — en l'atmosphère romantique

---

(1) Ce n'est qu'à 22 ans qu'il compose son premier drame et si, à 22 ans, un auteur dramatique est encore un tout jeune auteur, les exemples ne manquent pas de célébrités qui, à cet âge, n'en étaient déjà plus à leur coup d'essai ; sans parler d'Hugo, dont on a trop répété, après Châteaubriand, qu'il fut un « enfant sublime ». Aussi bien, ce qu'il importait de signaler, c'est qu'Ibsen n'a pris conscience de lui-même qu'à une date relativement tardive et sans tâtonnements préalables.

(2) Il cultiva même le genre satirique et l'on connait de lui une caricature intitulée : *L'Opinion publique*, et qui figure un homme conduisant une couple de porcs devant soi.

(1) De là le côté scientifique de son œuvre qui contient des pièces comme *Les Revenants*, où il expose un cas d'hérédité pathologique, et *L'Ennemi du Peuple*, où il fait, de son principal personnage, un médecin.

(2) Cette bourgeoisie dut, plusieurs fois, lui servir de type quand il voulut opposer, dans les drames, aux initiatives fécondes des élites, la stérile obstination des gens mesquins à maintenir les régimes établis, la routine et les préjugés (BRAND : *L'Ennemi du peuple*, notamment).

et romantique allemande (1) de son temps et de son pays — aurait fort bien pu n'être rien de plus qu'un sentiment douloureux de solitude morale, une vague désolation incapable de savoir à quoi ou à qui s'en prendre, sinon à Dieu, d'être ce qu'elle est, en un mot, un aboutissement à l'immobilité fataliste.

Il convient de remarquer que si le pessimisme d'Ibsen fut heureusement autre chose qu'un désenchantement germanique, un *gemüthlichkeit*, c'est, sans doute, au moins en partie, à l'hostilité imbécile que le poète rencontra chez les habitants de Grimstad, que nous le devons.

Par suite, les circonstances, en continuant de lui être défavorables, accentuèrent son antipathie pour les hommes en tant que force collective organisée contre le libre développement de l'individu. Mais c'est bien à Grimstad qu'elle a pris naissance.

Ibsen ne quitta la méchante petite ville qu'en 1850, après y avoir séjourné six ans. Il s'éloignait d'elle, plus aigri que jamais, ayant acquis en dernier lieu contre ses habitants un motif de haine de plus et le plus grave des motifs...

Il emportait, en effet, avec lui, une pièce en trois actes — *Catilina* — qu'on lui avait refusée ou, plutôt, qu'on avait refusée à son fidèle ami, Ole Schulerud, qui avait essayé de la placer. Grâce à l'argent dont Schulerud s'était généreusement dépouillé pour lui, Ibsen avait bien pu faire éditer (2) son drame, en le signant du pseudonyme de Brynjolf Bjarne, mais, encore qu'accueilli assez favorablement par la critique, il n'avait pas obtenu tout le succès que son auteur en attendait...

A Christiania où il débarqua, n'ayant que « quelque dalers (3) en poche », Ibsen, accompagné de son dévoué Schulerud, entra dans la *Studenter fabrik* (manufacture d'étudiants) pour y préparer son examen. Entre temps, il lia connaissance avec des hommes d'opinion avancée, tels que Vinje et Björnson et, de concert avec quelques condisciples de l'Université, il fonda une feuille satirique, assez audacieuse, il faut croire, puisque plusieurs de ses collaborateurs furent emprisonnés.

Pour Ibsen (il signait toujours Brynjolf Bjarne), soit hasard, soit précaution, il échappa aux rigueurs des lois et comme son drame *Le Tombeau des Géants*, venait d'être joué, non sans un éclat relatif (26 septembre 1850) il décida de renoncer définitivement à la médecine afin de poursuivre la carrière littéraire où il se sentait destiné à réaliser le développement complet de sa puissance.

Il se hâtait trop de ne compter pour vivre, que sur sa plume. Malgré le bruit que la représentation du *Tombeau des Géants* avait fait autour de son nom, il devait mettre, en réalité, près de quatorze ans encore à devenir célèbre.

Acculé à la nécessité de trouver par tous les moyens possibles, un emploi capable de lui assurer le pain du lendemain, il accepta, comme une aubaine inespérée, malgré les charges qu'elle comportait, la situation de régisseur au théâtre de Bergen, que lui procura son compatriote, Ole Bull, le talentueux violoniste.

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

(1) On sait qu'en Allemage le romantisme (entendez cette tendance des esprits au dégoût et à la fatigue de la vie, à l'attendrissement et à la sensibilité dolente), a même gangrené la philosophie. — témoin Hegel, avec le fatalisme qui est au fond de sa doctrine.

(2) Ibsen avait vu son premier poème imprimé en 1849 dans le numéro 431 du *Christiania Posten*.

(3) Un daler vaut, environ, 2 fr. 80.

Correspondances et Communications

× **A. I. A., Comité national.** — Le Comité national vient de changer d'adresse. S'adresser, dorénavant, 31, rue Grange-aux-Belles, maison Reinaud.

× **Internacia Asocio « Paco-Libereco ».**

Pour paraître prochainement :

« *Al la Virinoj* » Urbain Gohier, avec une intéressante lettre d'un Chinois au sujet de la guerre de Chine.

Préface de Félicie Numietska.

Couverture de Steinlen.

1 exemplaire, franco	....	0 fr. 15
10 — —	....	1 » 15
100 — —	....	8 » 50

Envoyer les souscriptions à Louis, 45, rue de Saintonge, Paris.

Prière à nos amis de faire insérer cette annonce dans leurs journaux.

× LORIENT. — **La Jeunesse libre.** — Sous ce nom de *La Jeunesse libre*, quelques anarchistes lorientais viennent de se grouper en vue d'activer la propagande par l'écrit.

Ces camarades recevront avec plaisir les journaux, brochures, étiquettes ou placards qu'on voudra bien leur adresser et ils en opèreront la distribution au mieux des intérêts de la propagande.

Adresser les dons (en argent ou en imprimés) à Henriette Andréval, 10, rue Française, Lorient.

× SAINT-CHAMOND. — Les camarades qui s'intéresseraient à la création d'une section antimilitariste sont priés d'entrer en contact avec le camarade Eugène Ravaudel, 23, rue d'Alsace-Loraine (chez M. Brunon), qui se tient à leur disposition tous les soirs de 8 h. à 10 h. et le dimanche de 8 h. à 11 h. 1/2 du matin et de 1 h. 1/2 à 3 heures du soir.

CONVOCATIONS

× **A. I. A., 10e section.** — Réunion tous les vendredis, chez Jules, 6, boulevard Magenta. « Urgent ».

× **Milieu libre en formation.** — Dimanche, réunion à 9 heures du matin, à l'Aube Sociale, 4, passage Davy. Les camarades qui désirent faire partie de la sortie du 15 août sur Montmorency, sont prévenus que leur présence est indispensable, le prix du voyage devant être perçu et le rendez-vous du départ fixé ce jour-là.

× **Nogent-Le Perreux-Bry. Groupe libertaire et A. I. A.** — Réunion le mardi 14 août, à 9 heures du soir, s'il fait beau, pelouse de droite, place de la Mairie de Nogent, — ou s'il pleut, — salle Roudier, 95, avenue de Rosny, au Perreux.

Ordre du jour : Sortie de propagande. Adhésions. Cotisations. Achat et édition de brochures. Urgent.

× **Kremlin-Gentilly. Causeries Populaires.** — Dimanche 12 août, ballade de propagande en musique dans les bois de Clamart et de Chaville.

Prière d'apporter provisions, chansons, brochures, journaux et instruments.

× **Grupo liberecana-esperantista.** — Lundi 13 août, à 8 h. 1/2 du soir, au local définitif, *12, rue de l'Ancienne-Comédie*, cours d'esperanto (enseignement mutuel permanent).

× **Association internationale antimilitariste** (section des XIIe et XXe). — Réunion le samedi 12 août, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, au local habituel.

Ordre du jour : Causerie par un camarade sur l'A. I. A. Son but. Ce qu'elle doit être. Réorganisation des sections.

× **Grande salle des Sociétés savantes**, 8, rue Danton. — Le vendredi 10 août 1906, à 8 h. 1/2 du soir.

Soirée offerte par les enfants de « La Ruche » à tous leurs amis de Paris.

Au programme : chansons, monologues, chœurs, pièces en un acte, causerie par Mme Chobrolle-Rémond, institutrice à la Ruche, et par Sébastien Faure.

PRIX DES PLACES :

Réservées : 2 francs ; Premières : 1 franc ; Secondes : 50 centimes. — Au profit de la Ruche.

NOTA. — On peut se procurer des cartes d'avance, sans augmentation de prix, aux bureaux des *Temps Nouveaux*, 4, rue Broca.

× **Germinal**, 37, rue Sadi-Carnot (Nanterre). — Dimanche 12 août, à 3 heures. Le Syndicalisme et les Coopératives ouvrières, par Fay. Après la causerie, concert.

Communications : Tramway Saint-Germain, descendre à Sadi-Carnot. On peut apporter son manger. Grand jardin.

Petite Correspondance

Reçu pour le journal : M. M., à Dijon, 2 francs. — A., à Rive-de-Gier, 1 franc. — P. R., 10 francs. — R., à Dupleix, 0 fr. 90. — L. M. E., à Barra do Pirahy, 80 francs. — L. C., 4 francs. — L. D., à Saint-Denis, 1 fr. 50. — J. M., à Oakland, 10 francs.

Merci à tous.

Un camarade. — *L'Officiel* a été envoyé.

Fratelle. — Robin, 5, passage du Surmelin, demande votre adresse.

J. T., Laigneville. — Des arguments, vous en trouverez épars dans *l'Organisation de la Vindicte*, dans *la Morale anarchiste* et dans *Au Café*. — Combien d'étiquettes vous faut-il ?

D. L. — En leur temps, nous avons donné les articles dont parle André, et qui étaient plus explicites que ce qu'il nous raconte.

C. K., rue Baru. — *La Ruche*, Les Pâtis-Rambouillet (Seine-et-Oise).

E. L. D., à Saint-Denis. — Le volume est expédié.

A. V. Z. — Merci pour les extraits. Bien reçus.

F. K., à Erlach. — E. J., à Bouvron. — T. V. G., à Vaux. — T., à Laigneville. — R., à St-Claude. — R., à Dupleix. — M. F., à Fougères. — E. S., à Coëlanor. — F. G., à Surgeres. — P. D., à Tilh. — A. R., à Fort Doodge. — P., à Reims. — L. C., à San Francisco. — R., à San Francisco. — P. L., à Los Angeles. — S., à Trenton. — C. H., à Marseille.

Reçu timbres et mandats.

A. N., à Funchal. — Oui, pour « l'Alliance Universelle » adressez toujours à L. de Rosny, 28, rue Mazarine.

L., à Liège. — Fais passer à Cassa.

Bustes Louise Michel et Reclus

Lorsque nous aurons atteint le nombre d'adhésions suffisant (20 pour chaque buste), nous avertirons le camarade Derré pour qu'il fasse exécuter le moulage.

Mais nous prévenons que, dans le prix de 3 francs par buste, ne sont pas compris le port ni l'emballage pour ceux auxquels ils seront à expédier.

MUSÉE DES ANERIES

Les grèves — dont on se croyait bien débarrassé après celle qui, pendant un bon mois, avait mis nos deux départements à feu et à sang — reprennent partout de plus belle et l'on n'a pas sitôt fini d'un côté que tout est à recommencer de l'autre.

Il y a évidemment quelque chose de détraqué dans la cervelle de ceux qui font métier d'exciter le travail contre le capital. La preuve en est dans la fréquence avec laquelle se renouvellent ces conflits qui, d'ici quelque temps, auront mis les ouvriers et les patrons sur un même pied de misère à tel point que les premiers ne pourront plus rien demander ou prendre, parce que les seconds n'auront plus rien à donner.

LOUIS ORSINI.

(*Echo du Nord*, Chronique de la semaine, 23 juin 1906.)

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.

Pour avoir volé un pain.

Dessin de G. BRADBERRY.

12e ANNEE. — N° 16.

18 AOUT 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Grandjouan.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Plusieurs d'entre eux nous demandent de les renseigner sur le résultat qu'a eu, sur la vente, l'augmentation du prix.

Nous n'en savons rien nous-même.

Pour Paris, il y a eu un léger fléchissement. Mais nous traversons la période annuelle où se produit toujours une mévente assez importante. Impossible d'en tirer une conclusion.

Pour la province, nous ne saurons que dans un mois le résultat de la vente de juillet. Et encore, là, nous faudra-t-il deux ou trois mois, avant de pouvoir savoir sur quoi nous pourrons tabler. En ce moment, nous faisons des dettes pour arriver à donner le supplément.

Syndicalistes et Parlementaires

Beaucoup de camarades se sont émus, d'une façon excessive, à la nouvelle que certains membres de la Confédération du travail collaboraient à l'*Humanité*, journal officiel du parti socialiste unifié. Cette émotion se comprend bien par le souvenir de toutes les compromissions passées où nombre de militants se sont laissés glisser, et par la suspicion qu'entraîne forcément la fréquentation des politiciens. Certains voisinages, en effet, sont compromettants par eux-mêmes, et des rapprochements, comme celui auquel nous assistons, peuvent paraître suspects au moment où les socialistes ont réussi à faire poser la question d'une alliance entre leur parti et les syndicats. On sait tout ce que les politiciens pourraient tirer de cette alliance, et je n'ai pas à revenir sur les arguments donnés ici par Monatte dans le dernier numéro.

Il n'en est pas moins vrai que les militants syndicaux déclarent qu'ils ne sont entrés à l'*Humanité* que pour profiter d'un organe quotidien qui leur était offert en toute liberté, et pour continuer leur propagande, la même propagande, mais plus étendue, sans rien abandonner de leur indépendance dans leurs idées, dans leur tactique et dans leur idéal.

On pourrait déjà se demander si une propagande qui s'oppose à la sottise parlementaire et électorale sera à sa place et à son aise dans un journal inféodé à des opinions toutes contraires. Mais c'est l'expérience seule qui rendra compte du résultat intellectuel que la propagande révolutionnaire pourra en tirer. Or il y a un effet beaucoup plus sûr et plus rapide qui se produira sur la masse, c'est l'effet moral, sentimental si l'on veut, du rapprochement apparent de syndicalistes, considérés comme irréductibles, avec des parlementaires convaincus. C'est cet effet moral qui s'est déjà traduit chez les anarchistes par des récriminations très vives, et peut-être chez les plus émotifs par un découragement trop facile. En toute légitimité on peut donc supposer que le même événement pourra faire naître chez les réformistes des espérances probablement erronées, et dans la grande masse un certain trouble dans les idées, et des hésitations passagères.

Entre les deux effets, l'intellectuel et le moral, il est certain que ce dernier l'emportera tout d'abord, et que le premier mettra un certain délai pour se manifester. Reste à savoir quelle sera, au bout de ce temps, la balance entre les deux résultats, à condition que la combinaison persiste plus ou moins longtemps et que l'indépendance des journalistes syndicaux n'ait à subir aucune atteinte.

Mais on ne doit peut-être pas juger les événements avec des vues aussi générales. Je crois qu'il faut plutôt rechercher des raisons beaucoup plus particulières à une action qui resterait sans cela plus ou moins inexplicable.

La campagne pour les huit heures et l'agitation qui a précédé et suivi le 1er mai, ont été comprises et jugées de façon fort différentes. Bien des gens ont considéré, plus ou moins de bonne foi, que la Confédération s'était engagée à donner aux ouvriers, à la date promise, la journée de huit heures, comme si toute la propagande n'avait pas consisté à faire comprendre aux intéressés eux-mêmes que c'était à eux seuls, à leur effort, à leur volonté qu'incombait la réalisation de cette revendication ; et il faut la juger surtout par son résultat moral. Or ce résultat moral a été énorme dans la masse ; et le gouvernement d'ailleurs s'est chargé par ses mesures de rehausser encore l'importance du mouvement. Pour la première fois les ouvriers ont senti que toute la société et les pouvoirs publics avaient les yeux fixés sur eux, qu'ils étaient une force ; et cette révélation a suffi à leur inspirer une confiance dans l'avenir, au lieu du découragement que beaucoup redoutaient.

Mais tous les membres des comités confédéraux n'ont pas jugé le mouvement à ce point de vue. Comme une propagande éducative n'est pas un phénomène concret se traduisant par des effets immédiatement visibles, il est probable qu'il y aura au prochain congrès d'Amiens d'aigres récriminations au sujet de l'insuffisance des résultats matériels obtenus. D'autre part quelques militants paraissent s'être découragés des oscillations fatales dans la force (numérique) et dans le budget de leur propre fédération. Mais tandis que telle fédération a perdu, telles autres que je pourrais citer, ont gagné ; tandis que le mouvement syndical semble avoir baissé dans telle localité, il s'est étendu dans telle autre. En tout cas, les considérations précédentes expliquent dans une certaine mesure pourquoi certains camarades n'ont peut-être cherché qu'à se raccrocher à une branche, à une branche cassée.

Quant aux anarchistes, que leur importe d'avoir la majorité dans les congrès, dans les conseils, dans les comités ? La propagande se fait dans le Livre malgré Keufer, chez les

mineurs malgré Basly et Lamendin. La lutte est au contraire plus vive quand c'est une minorité consciente qui la conduit. Nous n'avons à considérer que l'éducation ouvrière; cette éducation se réalise au plus haut point dans la vie même, dans l'action de tous les jours, dans les grèves surtout. La propagande syndicale et révolutionnaire ne chômera pas, malgré les heurts inévitables dans l'évolution des forces. Pourquoi donc se décourager ou même s'arrêter un moment, parce que quelques militants ont cru utile, à leurs risques et périls, de collaborer à un journal politique ?

M. PIERROT.

CROCS & GRIFFES

JOYEUSETÉ. — Lu dans *l'Humanité* (journal socialiste) du samedi 11 août :

PETITES NOUVELLES

Notre ami, l'éminent sulpteur Frédérick Brou, l'auteur des beaux bas-reliefs du monument de Franklin, après un déjeuner offert à quelques intimes de la plume et de la palette, a quitté Paris, hier se rendant au Tréport, où il va prendre, durant quelques semaines, ses quartiers d'été. Le jeune maître sera de retour en octobre, pour achever une œuvre magistrale dont nous reparlerons en temps voulu.

L'Émancipation individuelle

« Dans l'organisation ouvrière, il n'y a pas de citoyens passifs, recevant des ordres et attendant pour la mise à exécution, que signal leur en soit donné du centre; tous sont militants actifs, ont de l'initiative, pensent et agissent dans leur sphère d'action. »

Cette appréciation de Pouget (*Mouvement Socialiste* de juillet 1906) serait à mon avis, plus exacte en remplaçant « il y a » par « il devrait y avoir ».

Evidemment, le mouvement ouvrier ne peut progresser que par le développement de la conscience, de l'initiative et de l'énergie de chacun des intéressés. Il tend à la libération de l'individu, condition nécessaire de la libération de toute la classe ouvrière et de l'instauration d'une société nouvelle.

Il se dirige donc en sens inverse du mouvement politicien qui vise à la remise complète de tous les pouvoirs entre les mains de quelques citoyens qu'on prétend avoir été reconnus comme les seuls capables de pourvoir aux besoins de tous.

Mais l'organisation syndicale actuelle favorise-t-elle complètement ces tendances et ce mouvement d'émancipation individuelle ?

En fait, un très grand nombre de syndiqués croient avoir rempli tout leur devoir, en état de paix sociale, quand ils ont versé régulièrement leur cotisation syndicale, nommé un secrétaire et un trésorier et élu des délégués aux divers congrès.

Ils s'en remettent à l'organisation ainsi instituée du soin de préparer la bataille, et se décident à la lutte, le plus souvent, sous l'inspiration de leurs délégués, ou de quelques militants seuls informés et conscients.

L'exemple du syndicat keufériste du Livre montre qu'un important groupement ouvrier, peut adopter longtemps, une ligne de conduite contraire à ses intérêts et aux intérêts de toute la classe ouvrière, sous l'influence d'un de ses dirigeants pourvu d'une mentalité spéciale.

L'histoire du mouvement ouvrier en Angleterre, aux Etats-Unis et en Allemagne, enseigne que l'activité du mouvement n'est pas en rapport avec le degré de l'organisation ni avec les ressources financières; de même que l'histoire de ce mouvement en Italie et en France établit la valeur primordiale de l'énergie individuelle susceptible de faire obtenir la victoire à des groupes à peine organisés et luttant seuls au milieu de l'indifférence et de l'hostilité générales.

Il apparaît donc que la première besogne nécessaire n'est pas tant d'organiser, de souder entre eux et d'incorporer à la grande armée prolétarienne le plus grand nombre possible de syndiqués cotisants; mais plutôt de susciter le plus possible dans l'esprit de chaque prolétaire le besoin de se rendre compte par lui-même des moyens de ne pas subir plus longtemps la tyrannie du capital.

Rien ne favorise mieux ces aspirations que l'action elle-même. Le travailleur manuel n'est pas un philosophe méditant dans le silence du cabinet sur les causes et les remèdes de la misère qui l'étreint.

Quand la charge qu'on entasse sur ses épaules finit par lui sembler trop lourde, d'un coup de reins il la fiche par terre et refuse de la reprendre.

Mais pour que ce geste de révolte instinctive acquière toute sa valeur et produise le maximum d'effet utile, il faudrait que celui qui l'accomplit, sût un peu ce qui lui reste à faire dans le conflit ainsi engagé avec toutes les puissances sociales organisées contre lui.

Cette préparation indispensable à une lutte efficace ne repose actuellement que sur les conférences que font quelques militants, délégués par la C. G. T., ou de leur initiative personnelle.

Elles sont de la plus grande utilité et la parole de ces camarades admirablement informés, parlant un langage clair et éclatant de vérité, porte sur leur auditoire comme le prouvent les résultats qui s'en suivent immédiatement.

C'est la meilleure propagande, et on doit tendre à l'augmenter; mais elle exige de très grands efforts et un dévouement exceptionnel de la part de tous.

Les propagandistes ne sont pas légion. Il faut des qualités spéciales et une énergie rare pour qu'un ouvrier s'instruise lui-même, après sa dure journée de travail et s'habitue à parler clairement. Il faut, en outre, des ressources pour qu'il puisse abandonner son métier et faire une tournée de conférences dans des régions souvent éloignées.

Enfin, les ouvriers qui viennent l'écouter, prennent sur leur repos de la nuit, se déplacent de villages souvent écartés, et s'exposent à l'hostilité des patrons toujours à l'affût des symptômes de révolte.

A côté de cette propagande orale, il en est une dont l'effet, moins intense sur le moment est plus durable, qui, en tous les cas, exige un moindre effort et dont le rayon est infiniment plus étendu. C'est la propagande écrite.

Le livre n'est pas à la portée de tous: il coûte cher et exige du temps libre.

La brochure limite son action très utile à une question. Mais elle est à très bon marché, et il en existe maintenant, de très bien faites sur toutes les questions d'intérêt primordial pour la classe ouvrière. Elles devaient toutes être, sinon dans toutes les maisons d'ouvriers, au moins dans tous les syndicats.

Mais l'arme par excellence de la propagande c'est le journal, la publication hebdomadaire, ou mensuelle, rédigée par des militants, relatant tous les faits du mouvement social, étudiant tous les problèmes qui s'imposent journellement aux méditations confuses des exploités, et faisant luire à leurs yeux la délivrance possible, en leur en montrant les moyens.

Combien de syndiqués lisent régulièrement ces feuilles dont la publication demande tant d'efforts et de sacrifices à ceux qui les publient ?

Beaucoup ont eu, à quelque moment, quelqu'un de ces journaux entre les mains, et ils reconnaissent avoir éprouvé une intense satisfaction d'y voir exprimés leurs désirs et leurs aspirations. Ces papiers noircis leur apportent le réconfort d'amis inconnus qui viennent dire aux gens isolés dans un milieu hostile : « Nous sommes beaucoup qui peinons comme vous, dans le monde entier, qui pensons comme vous que ça ne doit pas durer et qui, plus que vous, encore, sommes décidés à empêcher que ça dure. Voici ce qui a déjà été fait pour notre libération à tous, et voici ce que nous vous proposons de *faire. Qu'en pensez-vous?* »

Eh bien! c'est triste à dire, mais terriblement vrai; la plupart des camarades qui lisent parfois les organes de leur défense; ne manifestent par rien ce qu'ils en pensent.

Ils vont acheter la feuille bourgeoise quotidienne qui occupe leur esprit sans effort, par le récit des crimes sensationnels et des déplacements princiers. Et ils oublient, la semaine suivante, d'acheter le bulletin de la lutte sociale.

Quant à s'y abonner, impossible. Tout l'argent qu'ils peuvent consacrer aux lectures est pris par les quotidiens et quelques romans.

Voilà l'erreur : le bulletin de la lutte sociale n'est pas une lecture, une distraction, un régal de l'esprit. C'est un outil de travail, comme le cours de la Bourse pour les financiers, les *Petites Affiches* pour les propriétaires ou les gens en quête de fonds de commerce.

Le premier souci d'un industriel, à son réveil, est de se renseigner sur les faits qui, dans le monde entier, ont pu influer sur la production ou la vente des objets qu'il fabrique et aussi sur le mouvement ouvrier qui peut avoir une répercussion sur ses propres salariés.

Et vous, les salariés, qui êtes en train de déposséder vos maîtres, vous ne vous souciez pas de savoir où en est cette lutte, ou vous contentez des renseignements incomplets et mensongers que vous servent les feuilles à la solde du capital!

Enfin, votre instruction est insuffisante et mauvaise. Enfants, à l'école primaire, on vous a dressés à respecter la loi, l'ordre, l'armée, le capital, le gouvernement. Vos maîtres vous ont élevés comme ils élèvent leurs jeunes chiens. Leurs journaux continuent à obscurcir dans vos cerveaux les quelques notions justes qui tentent de s'y développer sous l'influence de ce que vous voyez chaque jour.

Les feuilles de lutte sociale développent, au contraire, ces notions, vous incitent à regarder par vos propres yeux, à juger par vous-mêmes et à vous diriger vous-mêmes.

Mais vous ne les lisez pas.

Toutes, sans exception, bouclent péniblement leur budget. Toutes sont à la merci d'une amende qui équivaudrait, de la part du gouvernement, à une suppression.

Oh! alors, rien ne troublera plus votre quiétude. Vous pourrez consacrer votre temps libre à la manille, et vos sous aux courses. Les feuilles capitalistes vous fourniront l'histoire du mouvement social sans vous mettre dans la cruelle nécessité de choisir entre leurs affirmations et celles toutes opposées des journaux rédigés par les vôtres.

Et quand le moment de la lutte arrivera, quand il s'agira de faire grève, vous vous déciderez au hasard de votre inspiration ou sous l'influence du premier venu, parce que vous ne saurez pas si le moment est bien choisi, si vous devez combattre, si vous avez acquis des droits

à l'aide des camarades. Et rien ne viendra vous soutenir dans l'épreuve de misère redoublée qu'est la grève; parce que vous ne saurez pas où vous allez et qu'aucune lueur n'éclairera la nuit profonde où vous vous agiterez.

Je le répète, rien ne vaut que l'action; mais l'action diffère comme résultat selon que c'est un coup de poing lancé au hasard, ou une gifle bien appliquée à bon escient.

Le bulletin de la lutte sociale, c'est de l'action, c'est l'action des autres qu'il vous raconte, en attendant qu'il raconte aux autres la vôtre. C'est en outre le moyen d'écouter des conférences sans avoir besoin de vous déplacer, de participer à une discussion sans sortir de chez vous et de prendre part même à un vote.

Les travailleurs ruraux ont maintenant de petits organes (le *Bûcheron*, le *Paysan*, le *Travailleur rural*) qui, avec quelques transformations, réaliseraient tous les besoins d'un bulletin syndical.

Ce bulletin pourrait, publié chaque semaine, informer tous les travailleurs du même métier, des salaires, du chômage, des traités passés dans tout le pays, mentionner et relater en détail et très exactement tous les conflits avec les patrons, leurs causes et leurs résultats, renseigner sur l'accroissement des syndicats, les résolutions importantes qui y ont été votées et en soumettre de nouvelles à chacun des lecteurs. Ceux-ci, en détachant un bulletin, à la dernière page du journal, pourraient y inscrire leur opinion et les bulletins envoyés en groupes de chaque village, pour quelques centimes, au journal, éviteraient la peine de se déplacer pour exprimer un vote.

Ainsi compris, le bulletin rassemble, sans les déplacer, tous les membres d'un même métier ou d'une confédération de métiers, dispersés dans tout un pays. Chacun peut y exprimer son avis, et l'y développer s'il s'en trouve capable, comme dans une réunion. De plus, ce même bulletin consacre quelques colonnes à des articles d'instruction rédigés par des camarades compétents ou puisés dans des livres de valeur.

D'autre part, certaines publications comme le *Mouvement Socialiste*, les *Temps Nouveaux*, le *Réveil* (de Genève), pour n'en citer que quelques-uns, s'occupent du mouvement ouvrier en général et s'efforcent d'accroître la conscience et l'énergie des militants.

Leur influence ne se mesure pas au chiffre de leurs abonnés. Nombre de politiciens, actuellement maîtres du pouvoir et de littérateurs arrivés, ont puisé dans ces lectures inavouées, les idées généreuses à l'aide desquelles ils suscitent l'enthousiasme du public à leur profit.

Peu nous importe.

Ce qu'il faudrait, c'est que tout mécontent qui sent poindre en lui-même des velléités de révolte, sût où puiser les éléments nécessaires à rendre cette révolte efficace, c'est que tous les révoltés, au lieu d'engager seuls une lutte où ils sont vaincus d'avance, trouvent des organes qui leur servent de lien commun, de moyens d'entente par une action commune; c'est que les hésitants puissent y puiser du courage, que les emmurés dans la forteresse capitaliste puissent communiquer entre eux par-dessus la tête des geôliers.

Faire réfléchir, réconforter, proposer des voies nouvelles, aux camarades inconnus dispersés dans le monde entier, isolés les uns des autres, et leur demander leur avis et favoriser ainsi l'émancipation de chacun, voilà notre but.

Les bourgeois ont leur presse répondant à tous leurs besoins : moyens de faire fructifier leur capital, moyens de le dépenser pour leurs plaisirs.

Les prolétaires ont aussi la leur qui répond à leurs besoins diamétralement opposés.

Seulement, ils préfèrent lire les journaux bourgeois.

MICHEL PETIT.

PARTI SOCIALISTE ET SYNDICATS

La proposition de la Fédération du Nord fait son chemin. Voici la Fédération socialiste de l'Hérault qui l'adopte à son Congrès de Viar, du 29 juillet :

Vu le rapport et la résolution votés par la Fédération du département du Nord (toutes sections réunies), le 4 mars 1906;

Adopte, dans tout leur contenu, les termes du dit rapport et de la dite résolution et engage tous les camarades socialistes appartenant aux Syndicats de la Section de l'Hérault et de la Fédération des travailleurs agricoles du Midi, à faire tout leur possible pour que le rapprochement, préconisé par les militants du Nord, entre le parti socialiste unifié (S. F. I. O.) et la Confédération générale du Travail soit approuvé, tout au moins en principe, par le Congrès régional d'Arles, afin qu'après les Congrès nationaux de Limoges et d'Amiens la situation soit nettement définie, et que l'entente, que désirent tous les exploités qui estiment que la lutte de classe doit être menée de front sur le terrain économique et sur le terrain politique, soit définitivement établie entre les deux puissants organismes du prolétariat français(1).

⁂

La main-mise du parti socialiste sur la Confédération implique naturellement le débarquement des anarchistes qui sont au Comité confédéral. Cela ne fait aucun doute. On veut substituer aux fonctionnaires confédéraux qui sont antiparlementaires ou qui s'abstiennent de propagande parlementaire, des hommes ayant la confiance du parti. Depuis longtemps déjà, Renard, le secrétaire de la Fédération du Textile, auteur de la proposition portée au Congrès d'Amiens a parlé du nettoyage à faire à la Confédération. Le voici aujourd'hui qui passe aux actes. Il recherche maintenant des alliés; il bat le rappel des troupes syndicales politiciennes.

Dans le *Réveil du Nord* du 10 août, nous trouvons un écho de ses proclamations guerrières. Voici quelques larges extraits d'un article signé Basly et intitulé : « Les deux Methodes » :

Un des propagandistes syndicalistes les plus en vue du nord de la France, secrétaire d'une grande organisation ouvrière, m'écrit : « J'ai sous les yeux votre article publié par le *Réveil du Nord* sur « les deux méthodes ». Je me réjouis de la propagande antilibertaire faite par les orateurs du Vieux-Syndicat. Le résultat de leurs efforts et la méthode préconisée par ceux que vous appelez les « socialistes réformistes » triomphe des menées anarchistes. J'en suis d'autant plus heureux que votre méthode est la nôtre; nous l'avons exposée dans toutes les réunions que nous avons organisées le trimestre dernier, et partout les tisseurs, comme les mineurs, ont condamné la méthode de certains orateurs de la Confédération. »

Enfin! les yeux se dessillent; la classe ouvrière commence à voir clair dans le jeu des Griffuelhes, des Latapie et autres Lévy de même farine. Ce n'est un secret pour personne que les plus grandes organisations françaises, telles le Livre, les Chemins de fer, les Mécaniciens sont nettement hostiles à la méthode de l'action directe. *Voilà le Nord qui bouge, lui aussi, avec ses quatre-vingt mille mineurs et ses syndicats textiles, si puissamment organisés*; les syndiqués de la première heure, les vieux, ceux qui cotisaient avant la loi Waldeck-Rousseau et qui militaient déjà quand les tards-venus de la Confédération s'oubliaient encore dans leurs premières culottes; — *les militants de la veille, dis-je, sont décidés, cette fois, à secouer le joug tyrannique et révoltant que des anarchistes de profession entendent faire peser sur nos organisations.*

Le Congrès d'Amiens pourrait bien réserver des surprises aux agitateurs dont l'intervention néfaste dans les conflits entre patrons et ouvriers a plus d'une fois compromis le succès de notre cause. Car il faut que cela finisse. La théorie du sabotage et de l'action directe n'est pas seulement stupide : elle est criminelle. Dans l'état social actuel, où les pouvoirs militaire, judiciaire, administratif sont aux mains de la bourgeoisie, où le prolétariat conscient marche progressivement à la conquête des pouvoirs publics, ce serait folie que de pousser les ouvriers à des conflits sanglants.

. . . .

Heureusement que les ouvriers ont senti le piège; ils sont décidés maintenant à ne plus entretenir les libertaires balladeurs qui, n'ayant pas le courage de risquer le bagne comme leur ami, le... précurseur d'Abbeville, recourent aux plus tristes moyens pour se procurer de quoi bien vivre et se promener.

« Ne pensez-vous pas, comme nous, dit mon correspondant, qu'il est grand temps que la Confédération générale devienne une œuvre organique si nous ne voulons pas compromettre les destinées du Prolétariat? »

Le correspondant de M. Basly n'est autre que Renard, le secrétaire de la Fédération du Textile. Jadis le même Renard luttait contre Basly, qu'il appelait avec ses amis guesdistes, un vendu, un Bazaine. Aujourd'hui, la paix est faite entre eux. Elle s'est faite sur le dos d'un tiers. Le vieux proverbe qui dit que quand deux personnes s'en voulant se réconcilient, c'est toujours contre quelqu'un, est encore vrai dans cette circonstance. Ils se sont réconciliés contre le syndicalisme révolutionnaire qui menaçait leur paresse et leur prépondérance. Mais leur suffira-t-il de s'être alliés pour triompher?

Nous savions que le groupe parlementaire socialiste avait « travaillé » Basly pour l'amener à consentir à l'unité minière. Cependant quand nous vint la nouvelle que le Congrès de la vieille Fédération des mineurs avait décidé de faire l'unité, nous ressentîmes quelque surprise. Nous avions de la peine à comprendre que les dirigeants du vieux syndicat du Pas-de-Calais acceptent sincèrement l'unité, alors qu'en pleine lutte ouvrière, à un moment où l'entente était indispensable, ils l'avaient repoussée violemment. Nous avions oublié le Congrès d'Amiens et les projets de main-mise du parti socialiste sur la Confédération. La raison principale de l'acceptation inattendue de l'unité minière par les Basly et les Lamendin ne se trouverait-elle pas, dans le désir d'aller à Amiens donner un coup de main à leurs nouveaux copains. Mais au cas où la proposition du Textile serait repoussée, que deviendrait l'unité minière, si toutefois elle est réalisée? Se brisera-t-elle une fois encore? C'est très probable, ma foi. Ces messieurs sont parfaitement capables, ayant raté leur coup, de rentrer tranquillement chez eux sans se soucier davantage de l'union des forces minières?

Le parti socialiste tout entier, il faut s'y attendre, disions-nous la semaine dernière, fera sienne la proposition des socialistes du Nord. A quoi assistons-nous en effet, sinon à l'exécution d'un plan général d'attaque contre la Confédération? La mobilisation politicienne commence. L'adhésion de la Fédération de l'Hérault et l'unité minière en sont les premiers actes.

⁂

Si le résultat final n'est pas douteux, il n'est pas douteux non plus que la lutte sera passionnée. On peut dire qu'elle a commencé à cette heure. Elle s'est ouverte avec la publication par le *Socialiste* du rapport de la Fédération du Nord. Les discussions d'Amiens n'en formeront que la conclusion.

Un Congrès de la Fédération du Textile se tient cette semaine à Tourcoing. Naturellement la question des rapports avec le parti socialiste va y être discutée, et avec violence. Certains syndicats de cette Fédération ont trouvé surprenant que leur comité fédéral ait fait porter à l'ordre du jour du Congrès confédéral une question sur laquelle ils n'avaient pas discuté en Congrès fédéral, une question même que des décisions de Congrès antérieurs faisaient un devoir au comité fédéral de ne pas poser.

Voici ce que disait dans un article de la *Voix du Peuple* (numéro du 12 août), intitulé « Bran-

(1) Compte-rendu du Congrès de Viar. *Socialiste* du 11-18 août.

don de discorde », le camarade Desjardins, du syndicat des tisseurs de la Seine :

La Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de la Seine a, dans son assemblée générale du 5 août, examiné l'ordre du jour du Congrès du Textile qui doit se tenir le 15 août à Tourcoing. Sur la proposition : « *Les rapports devant exister entre les organisations économiques et politiques du prolétariat* » soumise par les syndicats de Roubaix et de Lille, l'assemblée s'est prononcée contre, — et ce, à l'unanimité.

L'opinion qui s'est dégagée de la discussion sur ce point est que *le Comité fédéral du Textile en prenait à ses aises* puisque, avant que le Congrès de la Fédération ait pu se prononcer, il décidait de proposer la même question à l'ordre du jour du Congrès confédéral d'Amiens.

Une telle décision laisse supposer que les résolutions des Congrès du Textile n'ont de *valeur* que si cela convient aux quelques camarades du Nord qui forment le Comité fédéral et « représentent » les syndicats affiliés sans tenir grand compte de ce qui est décidé dans nos Congrès.

Précisons :

Au Congrès de Saint-Etienne, qui se tint en 1900, le citoyen Renard proposa que « *la Confédération se mette en rapport avec le groupe socialiste de la Chambre* ». Ce ne fut pas pris en considération.

Ensuite, au Congrès de la Fédération du Textile, tenu à Reims en 1904, sans discussion, a été adoptée la résolution suivante :

« *Le Congrès, considérant qu'il y a nécessité pour les organisations syndicales voulant rester d'accord avec le principe qui les a fait naître d'être et de rester des groupements particulièrement destinés à travailler à l'émancipation du prolétariat, décide : La Fédération nationale du Textile est indépendante de tout parti politique et libre de toute école confessionnelle et philosophique.* »

Après cela, nous pensions donc qu'il en était fini ! quoique connaissant l'esprit et les tendances vers la politique dont sont animés les camarades du Nord. Nous étions d'autant mieux fondés à espérer qu'il n'y aurait pas récidive sur ce point que, dans le Nord, l'expérience de la valeur de l'organisation économique est probante, au moins en ce qui concerne le Textile.

La discussion des rapports entre le parti et les syndicats ne peut aller sans un examen des effets qu'entraîne l'introduction de la politique dans les syndicats. Voici dans le même article le jugement d'un militant tisseur.

Tant que les camarades ont voulu imposer la politique dans les syndicats, les résultats de groupement n'ont pas répondu à l'effort fait. De plus, nous avons constaté que les syndicats qui se sont créés dans la région et qui, pendant longtemps, n'ont obéi qu'à des préoccupations politiques, n'ont donné aux travailleurs aucun résultat collectif, vu que les salaires ont toujours diminué.

Dans le Nord, en 1880, le tisseur gagnait de 33 à 38 francs par semaine ; aujourd'hui son gain ne dépasse guère 10 à 16 francs. Il y a même ceci de typique que les amendes peuvent atteindre 1 fr. 25 par jour, alors que le gain quotidien oscille entre 1 fr. 90 et 2 francs !

Même situation dans les filatures : les fatigues imposées dans les usines n'ont jamais été aussi accablantes. Ce ne sont pas des bagnes, mais des abattoirs humains où, petit à petit, on tue chaque jour les ouvriers et les ouvrières en les anémiant par des salaires de famine et par l'intensification d'un travail forcé.

Donc, si l'on compare les conditions actuelles avec celles d'il y a quelques années, on constate une aggravation de la situation ouvrière. Et, cependant, il y a dans le Nord un mouvement politique très caractérisé ! On peut donc se demander pourquoi il n'a pas suscité une action de révolte générale contre ces iniquités ?

Bien mieux, loin d'empêcher la baisse des salaires, l'alliance politique réduisit, il y a quelques années, la Fédération du Textile à n'avoir aucune influence.

Nous trouvons encore dans l'article de Desjardins l'histoire fort intéressante de la Fédération du Textile. Les socialistes parlementaires aiment chanter le fameux couplet : Organisez-vous ! Organisez-vous ! Mais, comme les choristes qui poussent le : Marchons ! Courons ! et qui ne bougent pas de place, les socialistes, en maintes occasions, laissent aux autres le travail et les dangers d'organiser les travailleurs. C'est le cas pour la Fédération du Textile. Les guesdites n'y sont rentrés qu'une fois tout le travail accompli. Nous pouvons même ajouter aujourd'hui — en attendant d'en parler plus longuement — qu'ils ont défait une forte partie du travail accompli par leurs prédécesseurs, au Comité fédéral du Textile. Plus de dix syndicats, nous assure-t-on, se sont retirés de cette Fédération depuis moins d'une année. Voyons quelle fut l'œuvre de désorganisation des syndicalistes dans la Fédération du Textile, de ces affreux syndicalistes qui compromettent les destinées du prolétariat

Il fallut que quelques camarades de Paris, honteux de voir dans tous les corps d'état l'évolution grandissante du syndicalisme, se missent à la besogne pour tenter d'organiser le Textile, sur des bases purement économiques, sans s'occuper d'aucune conception politique, et formassent la Fédération nationale du Textile, adhérente à la C. G. T.

Nos heures de loisirs furent occupées à mettre cette organisatien sur pied et le syndicat Textile de Paris ne nous marchanda pas les ressources nécessaire pour l'envoi de circulaires et d'appels. Les Congrès successifs de la jeune Fédération (Paris, septembre 1900 ; Lyon, septembre 1901) couronnèrent nos efforts.

Enfin, au Congrès d'Amiens, en 1902, nous avions déjà des syndicats adhérents dans tous les départements, excepté celui du Nord d'où jamais il n'avait été répondu à nos appels. Aussi, ayant à cœur de fédérer les syndicats de ce département, et n'ayant aucune visée autre que celle de vouloir la force du Textile, dans la Fédération, pour arriver à un relèvement des salaires (qui sont tellement bas qu'on n'en trouve pas l'équivalent dans aucune autre organisation) nous fîmes toutes les avances possibles.

Nous profitâmes de notre Congrès d'Amiens pour tout tenter près des organisations du Nord. Aucune réponse de syndicats ne venant, à la suite de nos appels, nous écrivîmes à des personnalités, aux citoyens Renard et Lepers, leur démontrant l'intérêt qu'il y avait pour les syndicats du Nord à se faire représenter au Congrès d'Amiens.

Renard nous répondit. Il nous félicitait de nos efforts et il ajoutait qu'ils avaient, eux-mêmes, pendant des années, tant dépensé, dans un but semblable et que, faute de résultats, ils avaient été obligés d'y renoncer.

Notre impression étant que s'ils n'avaient pas réussi c'était justement parce qu'ils imposaient aux syndicats d'accepter leurs conceptions politiques, nous répondîmes que nous étions peinés de ce découragement, en leur ajoutant que notre Fédération, nous l'espérions, serait bientôt à même, grâce à l'appui de la Confédération de mener une action pour le relèvement des salaires des travailleurs du Textile. Nous les encouragions à venir à notre Congrès d'Amiens, leur disant qu'il leur serait accordé les mêmes droits, sur les discussions des questions et pour le vote, que si leurs syndicats étaient affiliés.

Nous ajoutions, en outre, que nous proposerions le transfert du Comité fédéral à Lille.

Nous avons donc voulu faire abstraction de toute préoccupation, dans le but d'amener à nous les camarades du Nord, malgré que nous sachions que, même sans cela, notre Fédération aurait continué à prendre de l'extension.

Cette dernière lettre — dans laquelle nous proposions le transfert du Comité fédéral à Lille — nous valut une réponse favorable, nous annonçant que Renard, Lepers et Bailleul seraient délégués au Congrès d'Amiens.

A ce Congrès, l'accord fut parfait : nos statuts furent approuvés par les camarades du Nord, — même l'article 2 où il est dit que la Fédération reste sur le terrain économique ; puis, sur notre proposition, Lille fut désigné comme siège du Comité fédéral.

Ce Congrès fut une joie pour nous ! Ayant à cœur de mener à bien l'organisation syndicale du Textile, nous étions enchantés d'avoir réussi à l'établir sur des bases économiques, sans nous préoccuper des conceptions politiques. Nous allions donc voir la force de notre Fédération se manifester pour revendiquer des salaires permettant de vivre, sans qu'il soit besoin que l'ouvrier et l'ouvrière aillent mendier la charité.

* *

Nous nous proposons de suivre d'aussi près que possible les débats divers que va faire naître cette question des rapports entre le parti socialiste et les syndicats. Cela en vaut la peine. Pouvons-nous laisser tranquillement les parlementaires tenter de nous mettre hors d'une œuvre que nous, antiparlementaires, avons contribué pour une si grande part à édifier ? Pouvons-nous surtout laisser accomplir cette manœuvre criminelle du parti socialiste qui consiste à briser l'autonomie du mouvement syndical et à lancer les organisations ouvrières, derrière les groupes politiques, dans la voie fangeuse du parlementarisme ?

PIERRE MONATTE.

COLONISATION

C'est une des branches les plus lucratives du militarisme moderne. Beaucoup de gens s'imaginent que coloniser cela veut dire civiliser. En effet, officiellement c'est bien cela. A la tribune des Parlements, vous entendrez les membres, aussi considérables que considérés, de tous les gouvernements du monde, évoquer, avec des gestes grandiloquents, la « glorieuse mission civilisatrice des peuples policés ». Ils couvriront d'éloges « ces hardis pionniers qui vont au péril de leur vie, porter aux tribus naïves et barbares, les principes éminemment supérieurs des races de nos climats ». Et vous les verrez toujours, après un éloquent appel aux antiques fibres nationales, si promptes à s'émouvoir, conclure par un nouvel appel de millions pour la grande œuvre de la colonisation. Bagatelle pour le contribuable : un peu plus, un peu moins, il aurait bien tort de se fâcher ! Et puis, songez donc, quel honneur pour une métropole !...

On frète des vaisseaux, on racole des volontaires et en route pour les terres inconnues !... On débarque. L'indigène s'enfuit. C'est le plus sage. Ou bien il se défend. Quelle imprudence ! S'il proteste on lui troue la peau, on confisque ses biens. S'il s'échappe, on le traque et, sitôt pris, la rançon commence. S'il attend, en confiance, l'intrus colonisateur, on se contente de le réquisitionner : il devient valet sur sa terre. On a pour lui des égards en souvenir de sa bonhomie... Tués et dépouillés, ou châtiés et expropriés, ou simplement maltraités et asservis sur leur propre sol, ceux que les nouveaux venus appellent des sauvages ont le choix entre ces trois alternatives. Vous voyez qu'ils auraient tort de n'être pas contents. Après la mort, qui est sans remède, le pire de leurs maux est encore l'esclavage !

Voilà donc un coin de terre aux mains des colons conquérants. Il subit sans recours les mœurs des vainqueurs. Quelques nations, plus hypocrites, gardent au nouveau pays l'apparence de ses coutumes. D'autres, bonnes filles (la France en est) lui font l'offrande de leurs lois. Pure question de forme, d'ailleurs. Au fond c'est le même cynisme couvrant la même iniquité... Le blanc, qui est un sage, impose à l'ignorant sa science immanente. Le missionnaire arrive pour prêter main forte au colon soldat. — Le Sabre et la Bible sont de remarquables pédagogues. — L'un parle de son Dieu, l'autre fait parler sa lame. L'infidèle est soumis, l'hérétique vaincu. D'ailleurs l'heureux colon emporte avec lui le breuvage des dieux. L'immonde alcool achève de convaincre l'incrédule. La folie de l'ivresse détraque ces lamentables êtres. Colonisation !...

Exténués de labeur, eux qui récoltaient sans travail le riz nourricier de leurs vieilles tribus ; accablés d'impôts et serviteurs d'autrui, eux qui jadis étaient de ce sol les possesseurs incontestés, bêtes de somme qu'on pressure et qu'on fouette, misérables à qui l'on enseigne, à coups de baïonnette et d'eau-de-vie, le respect de la Loi et du Dieu des tyrans, les indigènes meu-

rent comme des mouches. Colonisation !...

Il paraît que ça les civilise ? Alors, pourquoi se plaindraient-ils ? Est-ce payer trop cher des bienfaits si précieux que d'y laisser ses biens, son temps, sa triste vie ?... La conquête est à peine finie que la civilisation commence. Ou plutôt elles vont de concert. C'est toujours la colonisation. L'une et l'autre en effet se font à main armée...

Sous ces climats malsains, le blanc dépérit. Les fièvres le minent. Son cerveau s'exacerbe sous le soleil brutal. Faute d'eau pure ou de boissons potables, le guerrier-colon a l'absinthe pour breuvage. Ce régime le tue. Mais avant de l'abattre il en fait un fou criminel. C'est alors un de ces monstres coloniaux, Gaud ou Toqué, bêtes fauves à face humaine, dont les exploits commencent à frapper nos oreilles. Nègres qu'on fait sauter à la dynamite, maris qu'on éventre pour prendre leurs femmes, poignets brisés, langues coupées, ongles arrachés, tout le hideux cortège des supplices de l'Inquisition, voilà l'atroce spectacle qu'offrent les colonies, les douloureuses colonies d'exploitation. Les noirs ont nos compatriotes pour bourreaux. Gouverneurs et fonctionnaires, les Gentil et complices sont les témoins, indifférents presque toujours, approbateurs souvent, parfois les promoteurs de ces scènes de torture...

Et l'on vote des fonds de colonisation. Et l'on blasphème le pauvre esclave de ces terres malheureuses à qui il reste assez de force pour essayer de la révolte. Pour aller le soumettre, des volontaires viennent s'inscrire en foule. On roule des canons, on fourbit des fusils... Et l'indigène affolé paie dans les tourments son impuissante rébellion. Les nations colonisatrices chantent l'hosannah de leur mission. Entre deux bouffées de cigare un monsieur très doux entretient ses enfants des progrès de la civilisation...

Nous sommes au vingtième siècle. Il y a des rois encore, même des empereurs. Il y a aussi des gouvernements dits démocratiques. Il en est un qui s'appelle la France. C'est un « pays libre ». Il a de vastes bagnes qui se nomment Madagascar, le Congo, que sais-je encore, où d'infâmes tortionnaires lui préparent d'immortels lauriers... Il les appelle des colonies. On dit que ses créatures, comme des sangsues, en sucent l'or et le sang... — Mais non, vous plaisantez; cela, c'est la légende. — Alors, que font-elles donc ? — Elles civilisent les sauvages !...

S. M. S.

MOUVEMENT SOCIAL

MONOGRAPHIE

Saint-Sulpice (Tarn).

C'est une petite ville tout à fait industrialisée. L'industrie consiste dans la fabrication des brosses et des arçons.

Il y a une trentaine d'années, c'est à peine si Saint-Sulpice comptait 1.500 habitants; il en a maintenant 3 000, par suite de la dépopulation des campagnes d'alentour. Les paysans ne trouvant plus à vivre sur leur terre sont accourus à Saint-Sulpice croyant y trouver le paradis. Mais hélas! les gens du village qui auparavant gagnaient à peu près leur vie (les femmes gagnent 20 sous par jour et les hommes de 50 sous à 3 fr.), gagnent à présent pour 12 heures d'un labeur rude : les femmes de 8 à 10 sous par jour (*pas même un sou l'heure*) et les hommes de 25 à 40 sous. Et le travail est, dis-je, très dur : à avaler chaque jour cette poussière de poil, il est rare qu'une femme arrive à ses trente ans sans être poitrinaire ou épuisée.

Les vivres sont aussi chers que dans une grande ville. Le loyer seul y est moins coûteux. Bon nombre de travailleurs sont propriétaires d'une maisonnette et d'un petit bout de jardin. Ceux qui ne le sont pas vivent dans une misère noire, supportée avec résignation : deux fois par semaine, le dimanche matin au sortir de la messe et le jeudi, on les voit en troupeaux haillonneux aller tendre la main chez les seigneurs du pays; la triste tournée faite, ils s'en vont ramasser un fagot pour faire cuire leurs misérables pommes de terre.

Les logements de la majorité des ouvriers, avec leurs planchers de terre battue ressemblent à des toits à cochons, et même les cochons sont peut-être relativement mieux logés. Pas de fosses d'aisances : on jette les ordures dans la rue ou on les porte hors la ville, la nuit, avec un seau.

Si les ouvriers sont dans un tel état de dénuement, en revanche, les patrons achètent des châteaux et il faut voir comment ils mènent leur troupeau d'esclaves. Ce n'est rien de le dire Que ceux-ci arrivent avec cinq minutes de retard, ils s'entendront dire : La machine ne siffle pas pour les chiens, c'est pour vous autres qu'elle siffle! — Et les malheureux baissent la tête sans répondre. Car où aller, si on était renvoyé? Revenir aux champs? Mais le petit coin de terre qu'on y avait est vendu.

Aller travailler la terre au compte des seigneurs? Le sort serait pire : L'ouvrier agricole gagne 25 sous l'hiver et 30 sous l'été en travaillant du soleil levé au soleil couché.

Il faut donc rester, si dure que soit l'existence. Les bons bourgeois du pays ne se gênent pas pour s'offrir les filles et les femmes de travailleurs qui leur plaisent. C'est encore quelque chose qu'il faut avoir vu.

On peut conjecturer que sur 100 maisons appartenant à la classe ouvrière, il y en a bien 90 qui sont mangées par les hypothèques jusqu'à la toiture.

Il y a quelques années, un syndicat se créa, la grève fut déclarée. Elle dura trois jours tout au plus, il fallut rentrer au bagne plus vite qu'on en était sorti, et les patrons en profitèrent pour nettoyer les meneurs.

Quelques ouvriers, les plus intelligents créèrent alors un atelier. Ils étaient cinq, ils ne sont plus que deux aujourd'hui, exploitant à leur tour une trentaine d'ouvriers.

H.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

La tribune syndicale de l' "Humanité".— Brusquement, alors que l'idée semblait abandonnée l'*Humanité*, du vendredi 11 août, annonçait qu'elle publierait chaque jour à partir du lendemain des articles des citoyens Coupat, Griffuelhes, Guérard, Guernier, Keufer, Latapie, Lenoir, Martinet, Niel et Pouget, sous la rubrique de *Tribune syndicale*. Elle annonçait en même temps qu'elle ouvrait une *Tribune* coopérative avec Guillemin, Héliès, Lucas, Ponard et Samson.

Ainsi le bruit dont seuls de toute la presse socialiste et ouvrière, les *Temps Nouveaux* s'étaient faits l'écho, ce bruit était fondé. Voilà Griffuelhes, Latapie, Lenoir, Niel et Pouget rédacteur à l'*Humanité*, organe officieux de ce Parti socialiste qui se vante et se vantera maintenant plus que jamais d'être l'exact représentant de la classe ouvrière, de ce parti de politiciens roués qui n'aspire qu'à prendre au gouvernement la suite des affaires véreuses du parti radical. Ils y voisineront avec un Rouanet, avec l'apologiste reconnaissant de Waldeck-Rousseau et de ses méthodes d'autorité, le bon apôtre qui, le soir de l'arrestation de Griffuelhes, requérait perfidement du ministre de l'Intérieur les « preuves » d'un complot qu'il savait imaginaire.

Je le regrette vraiment pour nos camarades dont, au reste, je suis aussi éloigné aujourd'hui qu'hier de soupçonner la bonne foi révolutionnaire. Griffuelhes, Latapie, Lenoir, Niel et Pouget ont fait ce qu'ils croyaient être le mieux. Je n'en persiste pas moins à estimer que leur entrée à l'*Humanité* constitue, *à tout le moins*, une maladresse.

Ce dont nous avons le plus besoin dans l'âpre lutte que nous soutenons contre la société bourgeoise et contre ceux des nôtres qui tentent à altérer, en l'atténuant, le caractère révolutionnaire de notre mouvement, c'est d'actes clairs. Le peuple, qui nous juge, n'en comprend pas d'autres, pas plus qu'il ne comprend les paroles alambiquées et subtiles des rhéteurs. Or l'acte de nos camarades n'est point clair. La preuve est qu'ils ont ressenti le besoin de nous l'expliquer en une déclaration collective (cf. l'*Humanité* du 12).

« Il ne faut donc pas, y lisons-nous, que notre présence en ce journal fasse naître des espérances de rapprochement entre les syndicats et les partis politiques. »

Eh bien, que les déclarants le veuillent ou non, cette espérance naîtra, parce qu'elle est une conséquence nécessaire, pour des esprits simples ; consciemment ou non, ils auront donné prise à la confusion, et la confusion ne saurait profiter qu'aux politiciens.

A l'heure où un peu partout, dans le Parti socialiste unifié et jouant à nouveau du vieux révolutionnarisme verbal qui perdit le guesdisme, éclosent d'hypocrites propositions d'alliance avec la Confédération, l'entrée des syndicalistes révolutionnaires à l'*Humanité* sera interprétée par tout le monde comme un symbole précurseur de cette alliance impossible. Il y a là, à la veille du Congrès d'Amiens qui aura justement à faire justice d'une de ces propositions, un péril qu'il n'était peut-être pas indispensable de faire naître.

Je n'insiste pas, ayant déjà dit là-dessus mon opinion à deux reprises. J'ai crié amicalement : Casse-cou, à nos amis. Je le leur crie encore. Qui, d'eux ou de moi, a raison, le temps le dira peut-être.

Am. D.

⁂

ANGLETERRE

D'après le *Daily Chronicle*, un des derniers journaux reçus de Londres, c'en serait fini avec la reprise du sol par les sans-travail.

A *Triangle-Camp*, la moitié des occupants de la seconde série étaient partis avant l'arrivée de la police. Les autres ont obéi sans discuter à l'ordre d'évacuer.

A *Bradford*, la *Ligue socialiste* est en pourparlers avec la compagnie du Midland pour obtenir qu'elle laisse, moyennant loyer, un morceau de terre inculte aux sans-travail.

Beaucoup de bruit pour rien.

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(suite) (1)

Il recevait une rétribution annuelle de 300 dalers, peu de chose, en somme, si l'on tient compte qu'en plus du travail pratique qu'il lui fallait fournir, il « devait aider le théâtre comme auteur dramatique » c'est-à-dire, en même temps que remanier les pièces du répertoire, en composer tous les ans une nouvelle (2).

Pendant un lustre — la convention qu'il avait signée était d'une durée de cinq ans — il mena une existence laborieuse et pittoresque, analogue à celle des deux plus grands auteurs dramatiques de l'humanité, Shakespeare et Molière, dessinant, en outre, les costumes des personnages du théâtre et s'occupant, avec un soin méticuleux des moindres détails de la mise en scène (3).

Il ne semble pas qu'Ibsen ait gardé, de cette période de sa vie, une même impression de tristesse que de la précédente. Quelque borné que fût alors son horizon il sut encore trouver de la variété dans la monotonie de ses occupations. Aussi bien, était-il hanté par le souci de découvrir la formule d'une esthétique nou-

---

(1) Voir les nos 14 et 15.

(2) La meilleure, la seule, à vrai dire, qui mérite d'être mentionnée, d'entre les pièces qu'il écrivit pour le théâtre de Bergen, est *Gildet, paa Solhaug* : c'est l'histoire poétique (dans la première manière de George Sand), d'une femme qui se sacrifie à son devoir.

(3) C'est là qu'il apprit, probablement, cette science spéciale de la technique dramatique qu'il possède à un si haut degré.

velle — en dehors du romantisme dont la caducité se faisait déjà sentir — et cherchait-il à s'éprouver et à éprouver le public en hasardant des tentatives, de moins en moins vagues et timides, d'affranchissement des conventions de l'idéal émasculé qui sévissait sur toute la littérature occidentale et septentrionale.

L'accueil favorable qu'il voyait les habitants de Bergen faire aux drames de Shakespeare, aussi souvent qu'il en montait, devait lui paraître tenir davantage à leur caractère de psychologie réaliste qu'à leur luxe d'imagination débordante et, aussi, de féerie (par quoi ils avaient tant plu aux romatiques). Il sentait que la vérité n'était ni dans cette sensiblerie, ni dans ces extraordinaires aventures dont il avait tout d'abord éprouvé l'engouement, sous l'influence de son époque et de son milieu, et qu'il ne la trouverait que par le moyen d'un retour à l'observation rigoureuse de la vie et à l'étude de ses problèmes.

Toutefois, longtemps encore, assez tard même, ce qui le préoccupe particulièrement c'est le renouvellement de la forme de l'art. Comme Nietzsche, qui viendra après lui, mais avec lequel — nous aurons l'occasion de le constater au cours de cet article — il a tant de points de ressemblance, Ibsen a envisagé sérieusement la résolution de la question esthétique (pendant une longue période de sa vie) comme une suprême fin et il a songé à donner à la beauté le rôle de régulatrice de toute action.

Or, cette beauté, avec l'idée de force et de clarté qu'il faisait entrer dans la conception qu'il en avait, comme il lui était impossible de la trouver dans le romantisme, nerveux et énervé, tout en élévations extatiques et en excentricités, par aversion pour le réel, il pensa que c'était à l'opposé du romantisme qu'il la lui fallait chercher, dans ce que le romantisme rejetait de parti-pris, c'est-à-dire, précisément, dans la réalité.

Ce n'est pas ici le lieu de se livrer à des considérations purement littéraires, mais on peut déclarer, que, quelque antagonisme qu'au premier abord il semble y avoir entre la réalité et la beauté, elles se concilient, au contraire, assez bien, et que, même, jamais écrivains n'eurent une esthétique plus absolue que les réalistes (les physiologistes et les anatomistes, disait Sainte-Beuve), du siècle dernier.

Aussi bien, tandis qu'Ibsen se demandait par quoi il innoverait un art digne de répondre aux exigences de la pensée moderne (aux environs de 1860), l'influence de l'esprit scientifique qui avait marqué chez nous la fin du romantisme, se faisait vivement sentir en Norvège. Le critique danois, Georges Brandès, initiait l'intelligence scandinave au positivisme de Comte et au déterminisme de Taine. L'œuvre de Stuart Mill, traduite et commentée, suscitait un mouvement intellectuel dont la tendance à la vérification et, partant, au besoin d'exactitude, devait très rapidement s'accentuer.

Ibsen, qui n'est pas le dernier à avoir lu les philosophes que nous venons de mentionner, leur doit, sans doute, de préciser la confuse vision qu'il a d'un art d'analyse psychologique vraiment juste et vraiment humaine. Mais cette vision ne se dégage pas tout de suite, assez nettement des anciennes formules. Ibsen, en des efforts maladroits et timides, qui accusent la gaucherie d une gêne, s'épuise à des combinaisons, qui ne résolvent rien, entre ses procédés de théâtre déjà personnels et les traditions de la dramatique surannée à laquelle il se croit obligé de faire des concessions.

C'est l'époque où il écrit *Fru Inger til Œstraad* (la Châtelaine de Œstraad). *Haemaendene paa Helgeland* (l'Expédition dans le Nord), *Kjaarlghedens Komodie*. Il est alors à Christiania, mais il remplit au théâtre de la capitale norvégienne des fonctions analogues à celles qui lui avaient été attribuées à Bergen. Les hautes spéculations qui le hantent sont contrariées par les difficultés matérielles que sa nouvelle situation lui crée. Il s'est marié à Bergen (avec la fille du pasteur Thoresen : Susanna Daae Thoresen), et les appointements qu'on a estimé que vaut sa responsabilité de « directeur artistique du théâtre norvégien », sont tellement dérisoires qu'il médite déjà d'émigrer en Danemark, jugeant impossible « de vivre exclusivement de littérature dans son pays ».

Cependant, avant de prendre une détermination qui lui coûte — car il craint que l'abandon de ses travaux en soit la conséquence — il fait violence à son orgueil pour solliciter du gouvernement la modeste allocation de quatre cents dalers. Le « Storthing » la lui refuse (1) autant par mesquinerie que pour ne pas mécontenter l'opinion publique. Ibsen, en effet, l'avait soulevée contre lui en publiant *La Comédie de l'amour* (1862). Quoique cette pièce soit loin d'être aussi subversive qu'on l'a prétendu, lors de son apparition, les Norvégiens auxquels Ibsen s'adressait avaient un tel respect des préjugés, ils étaient si complètement habitués à la convention romantique du culte de ce qu'on est convenu d'appeler « les grands sentiments » qu'ils s'indignèrent qu'un homme de théâtre, dont la mission devait être de les abêtir de faux idéalisme, osât parler en philosophe et en réaliste et faire, non seulement la critique des passions de l'amour, mais la satire du mariage. Ibsen, qui avait cru traiter son sujet avec modération, fut déconcerté par le scandale qu'il provoqua, Accusé d'immoralisme, il entra brusquement dans la notoriété mais sous les huées. A voir la mauvaise foi que ses adversaires mirent à le dénigrer il se rendit compte que son insuccès tenait à une cause plus grave qu'un malentendu. Toutefois, son inflêchissable fierté répugna à condescendre à des explications et, au lieu de chercher à se gagner la foule, qui avait pour excuse à son hostilité l'ignorance, il s'enferma dans le dédain même de lui parler. L'unique tentative qu'il avait faite de secouer son apathie, au lendemain des colères déchaînées par *La Comédie de l'amour*, ayant misérablement échoué (*Les Prétendants de la couronne* — 1863 — où il préconisait l'alliance des peuples du Nord) (2), il prit la décision de ne plus écrire qu'en vue de renforcer les convictions d'une élite ou, encore, d'exprimer des idées en conformité avec les idées que devront avoir nécessairement, au moins en germes, les gens déjà capables de se hausser jusqu'à le comprendre. De cette décision, dont il est aisé d'évaluer l'importance, Ibsen tirera la formule d'art qu'il cherchait. Il sera original et personnel, c'est-à-dire qu'il sera nouveau en rompant résolument avec toutes les traditions du passé, dût-on s'en offusquer, car si ce n'est pas pour la majorité qu'il produit ses œuvres, que lui importe, que la majorité les réprouve? Mais elle ne se souciera pas davantage de lui qu'il ne se souciera d'elle. Il prévoit que l'opposition qu'il rencontrera ne lui sera pas suscitée par le peuple, mais par ses conducteurs; par ceux qui seront aptes à reconnaître les vérités qu'il exprimera et qui auront intérêt à les dénaturer... Il sait qu'il comptera des adversaires acharnés parmi la moitié, et peut-être plus, des hommes qui suivront attentivement le développement de ses idées et, comme il a l'humeur agressive, il profitera de ce qu'ils seront ses lecteurs pour les combattre, s'il ne les convainct de se convertir à la sagesse.

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

(1) Ce ne fut qu'en 1866 — et après qu'il eut envoyé une adresse au roi — que la Norvège lui alloua le DIGTERGAGE (salaire des poètes), ratifiant ainsi, un peu tardivement, le glorieux jugement porté par l'Europe sur son plus grand auteur dramatique.

(2) Le brutal attentat dont fut si odieusement victime le Danemark l'année suivante (guerre du Schleswig), devait donner raison à Ibsen de son dédain de ses compatriotes Norwégiens et Suédois qui assitèrent en témoins impassibles à l'égorgement de leurs frères de race par les armées austro-allemandes.

BIBLIOGRAPHIE

Un bon livre. — Le livre dont je veux parler est l'*Initiation mathématique*, « ouvrage étranger à tout programme, dédié aux amis de l'enfance », par C.-A. Laisant (1 vol., chez Hachette). Son auteur prouve à ceux qui l'ignoraient encore qu'on pourrait, *sans les ennuyer*, initier des bambins de cinq ou six ans aux vérités les plus importantes de l'arithmétique et continuer à les intéresser, durant les années suivantes, en leur proposant des questions d'algèbre et de géométrie.

Il est certain que les mathématiques élémentaires sont le plus souvent enseignées d'une manière déplorable. Dans ce domaine les vérités fondamentales pourraient devenir claires et évidentes pour tous les écoliers sains d'esprit. Or, en fait, sur vingt personnes, il n'y en a pas plus d'une, dans les pays où l'instruction est obligatoire, qui sache donner à ces vérités leur vraie signification. D'autre part, il faut vivement souhaiter que la réforme proposée par M. Laisant aboutisse; car, en étudiant la science des nombres, beaucoup mieux qu'en recevant de nombreuses leçons de morale ou d'histoire, l'enfant s'habituera à distinguer le vrai du faux; il devra, constamment, réfléchir avant d'affirmer, puisque, chaque fois, on pourra lui faire reconnaître immédiatement l'erreur qu'il aura commise. En un mot, les propositions qu'on énonce, en matière de mathématiques ont ce mérite inappréciable d'être facilement contrôlables.

M. Laisant tient avant tout à ne pas ennuyer ses jeunes élèves. Le fait est qu'il existe des moralistes graves qui, sous prétexte d'habituer l'écolier à l'accomplissement du devoir, veulent lui imposer des tâches qui seront pour lui sans aucun attrait et, d'ailleurs, parfaitement ineptes. Plutôt que de discuter la valeur éducative de l'ennui, parlons de l'« Initiation mathématique » où l'on trouvera un très grand nombre d'exercices susceptibles d'intéresser profondément les bambins qu'on se propose d'instruire. Je prends la liberté de signaler à M. Laisant une ou deux questions qu'il pourra peut être ajouter un jour à sa liste. Il m'excusera en songeant que sa collection de problèmes amusants ne sera jamais trop riche.

1°) On pourra, par exemple, ébahir des novices en leur faisant constater que deux rectangles qui ont des périmètres égaux n'ont pas nécessairement la même superficie. A un périmètre plus grand correspond parfois une surface plus petite. 2°) Comment arriver à connaître la distance qu'il y a du point A au point B si ces deux points sont séparés par un marais infranchissable? (3°) Comment résoudre l'équation du second degré :

$$x^2 + 16x = 836,$$

en traçant simplement un carré et un rectangle? 4°) Enfin, remarquons que beaucoup de personnes, parce qu'à l'école durant trois ou quatre ans, elles n'ont rencontré dans leurs problèmes d'arithmétique que des quantités variant proportionnellement, sont portées à voir toujours de la

proportionalité dans le cas de deux quantités qui dépendent l'une de l'autre. Il sera donc bon de demander parfois à l'enfant : — « Voici deux terrains de même qualité et tous deux de forme carrés. L'un vaut 1.000 francs et l'autre 2.000 francs. Il faut une minute pour faire le tour du petit. Combien faut-il de temps pour faire le tour du grand ? » — Ou bien : « Voici des personnes qui « ont échangé en tout 21 poignées de mains. Cha- « cune a donné une poignée de mains à chacune « des autres. Si le nombre des personnes avait « été double, quel eût été le nombre des poignées « de mains, etc. »

M. Laisant insiste pour qu'on cesse de faire travailler l'enfant lorsque sa besogne ne l'intéresse plus. Il demande qu'on ne lui fasse jamais rien apprendre par cœur : et il approuverait, j'imagine, qu'on ne procédât, pour l'instruire, que par questions et problèmes. On peut, indiscutablement, graduer ces questions avec assez de soin pour que le débutant découvre lui-même tous les résultats et toutes les règles pratiques qu'il est bon de connaître. Le livre de M. Laisant est « un guide remis entre les mains de l'éducateur ». Mais celui-ci devra tout subordonner aux besoins de ses élèves.

A tous ceux qui ont l'occasion d'aider des enfants très jeunes, je voudrais recommander l' *Initiation mathématique*. Dans ce petit livre la science est enseignée sans aucun pédantisme et la *vérité* n'y est pas autre chose que l'expression de ce qu'on a *vu*. Mais accordant une importance très grande à l'œuvre que poursuit son auteur, je tiens à adresser à celui-ci une ou deux critiques.

M. Laisant veut émerveiller ses jeunes élèves ; et il a bien raison de le faire. Les enfants qui n'ont presque jamais l'occasion d'admirer sont à plaindre. Mais il est bon que ce qui a paru merveilleux au premier abord devienne explicable ensuite. Souvent l'enfant ne s'émerveille que parce qu'il n'a pas compris. Comprendra-t-il pourquoi l'on a pu mettre d'avance le nombre 1089 dans l'enveloppe (page 43), c'est-à-dire pourquoi tous les nombres qu'on essaiera *doivent* conduire à ce nombre invariable ?

D'autre part, tenant à montrer qu'en s'y prenant d'une manière intelligente et en commençant de bonne heure on pourrait faire progresser l'écolier beaucoup plus vite que les pédagogues ne le supposent. M. Laisant aborde trop tôt des questions relativement difficiles qu'il doit se contenter d'effleurer. Pourquoi, dans ce premier livre, mettre sous les yeux du lecteur l'équation de l'ellipse? Puisque dans le domaine des mathématiques élémentaires, tout peut devenir pour l'enfant absolument clair, pourquoi nous hâter de traiter des sujets qui nous obligerait d'être incomplets et très superficiels ? Il y en a d'autres, assez nombreux et parfaitement intelligibles, qui doivent nous occuper d'abord.

Enfin, et c'est la critique la plus importante que je lui adresserai. M. Laisant n'a pas osé *exagérer* comme il devait le faire son « parti-pris » excellent. Dans le domaine de la pédagogie il est un bienfaisant révolutionnaire et son petit livre, bien compris, pourra avoir une grande utilité. Mais ce mathématicien très distingué a vécu trop longtemps dans le monde de l'enseignement officiel, et il n'a pas su se débarrasser de toutes les habitudes qu'il juge lui-même mauvaises. Il n'ignore pas, malheureusement, l'ordre qu'on adopte à l'école pour l'étude des différentes questions. Or, cet ordre traditionnel n'a rien de respectable. On se hâte d'enseigner aux écoliers la numération décimale et de les familiariser avec les mots : *dix, vingt, cent, mille...*, etc. Il y a des questions plus simples et plus fondamentales sur lesquelles il faudrait insister longuement pour commencer. Le nombre de ces invités est-il égal au nombre de ces chaises ? Pour le dire il n'est pas nécessaire de savoir compter les uns et les autres. Qu'on prie tout le monde de s'assoir et l'on sera bien vite renseigné. Je veux dire que le fait de l'égalité et de l'inégalité de deux nombres ne dépend pas du système de numération qu'on adopte. De même, un bambin de cinq ou six ans, en jouant avec des jetons, reconnaîtra l'existence des nombres pairs, impairs, premiers, carrés..., etc., sans qu'on ait attiré son attention sur le rôle que jouent les *dizaines* et les *centaines*. Ce qu'il faut d'abord faire comprendre à l'enfant, c'est la nécessité où l'on se trouve, dans des cas très variés, de reconnaître lequel de deux nombres donnés est le plus grand. Et un système de numération n'a, en somme, pas d'autre but, que de faciliter la résolution de ce problème élémentaire. Ainsi, il est plus difficile de comparer un nombre formé de cinq *dizaines* et de sept unités avec un nombre formé de six *neuvaines* de deux unités que de comparer deux nombres qui seraient composés, l'un, de cinq *huitaines* et de trois unités, l'autre, de cinq *huitaines* et de deux unités. En d'autres termes, il y a un avantage considérable à ce que tout le monde adopte *le même* mode de groupement. Adoptons les dizaines et les centaines puisque l'accord s'est déjà fait sur elles ; mais, sachons bien, que ce sont de simples considérations de commodité qui ont été décisives dans l'élaboration du langage mathématique.

Bref, il faut que l'enfant crée en quelque sorte lui-même son arithmétique et qu'il connaisse les raisons qui le guident dans le choix de ses procédés. Il faut qu'il comprenne assez profondément ce qu'il fait pour sentir en lui la puissance de continuer son œuvre et de la corriger au besoin. Il faut qu'il se prépare tout de suite à voir dans la science le produit de l'activité humaine, d'une activité pareille à la sienne. Cette science, dont l'origine est des plus humbles, jugeons-la avec clairvoyance et avec enthousiasme, mais sans ce respect mêlé d'ahurissement qu'éprouvent ceux qui ne l'ont pas comprise.

Le père de famille qui suivrait docilement l'ordre adopté par M. Laisant, abandonnerait trop vite les procédés grossiers et imparfaits qui se présentent à l'esprit du débutant pour d'autres plus rapides et moins intelligibles. Ce lecteur respectueux s'imaginerait aussi qu'il faut longuement s'occuper des nombres entiers, petits ou grands, avant de passer aux nombres fractionnaires. Or, un enfant, de cinq ans, se représentera mieux le *tiers* ou les *trois quarts* d'un gâteau que des collections composées de 43 ou de 159 unités. Nous n'avons pas à nous soucier de ce qui se fait à l'école où, par simple inertie, on continue à faire ce qu'on a toujours fait. Nous voulons habituer l'enfant à l'attention et donner à son esprit de l'agilité. Et surtout, nous tenons à ce que les mots qu'il emploie évoquent dans son esprit des images assez nettes pour qu'il puisse affirmer avec conviction.

Mais si l'opuscule de M. Laisant demande à être partiellement corrigé ; ou si, plutôt, comme tous les livres. Il est destiné à être mal compris par celui-ci ou par celui-là, il n'en est pas moins un très bon ouvrage, plein d'idées excellentes. Les intentions de l'auteur doivent être approuvées sans réserve, il veut que l'enfant soit, avant tout, intéressé par sa besogne, qu'il résolve à sa manière les questions qu'on lui pose et qu'il soit dispensé de répéter les propositions fatidiques, impeccables et immuables qui remplissent les manuels d'école. Ce qui doit précéder ces formules définitives (d'ailleurs très utiles), ce sont les tâtonnements, les efforts et les perfectionnements de celui à qui un problème s'est posé. J'ajouterai, qu'ainsi libéré, l'écolier ne sera plus déprimé par une science parfaite qui tombe sur lui d'En-haut, mais que, ordonnant lui-même ses connaissances, façonnant lui-même son œuvre, il se sentira au-dessus d'elle et il se préparera à juger équitablement l'humanité qui est en lui.

A. JOHNSON.

Correspondances et Communications

Paris, le 7 août 1906.

Monsieur,

A Madrid, comme à Paris, la préoccupation des juges est d'impliquer dans les poursuites, à la suite d'attentats à la dynamite, des personnalités du plus haut caractère, à raison de leurs relations avec les auteurs de ces attentats.

Celui de la rue de Rohan a donné lieu à l'arrestation et, heureusement, à l'acquittement de Malato et de ses amis. Après celui de Madrid, on a, contre toutes apparences, sans tenir compte de sa démarche toute spontanée, arrêté le citoyen Ferrer, dont la vie, toute d'abnégation, de dévouement et de sacrifices, inspire l'admiration aux hommes de tous les partis.

Ces mesures tendancieuses, dictées par la haine de la Magistrature pour tous ceux qui pensent et propagent les idées de progrès, sont odieuses. L'inauguration de ce système de « complicité morale » est un danger pour ceux que leur talent et leurs ardentes convictions placent au premier rang des partis d'avant-garde et que leur vie militante amène à avoir des relations dans tous les milieux.

Ferrer, par son œuvre d'enseignement, les bibliothèques populaires créées, était une menace pour le gouvernement espagnol. Aussi attendait-on, en haut lieu, l'occasion, le prétexte de l'atteindre dans son œuvre en le ruinant. L'attentat de Madrid est venu malheureusement les fournir. Ferrer a été emprisonné et, ce qui est plus grave et caractérise bien la tendance, on s'est empressé, avant toute chose jugée, de séquestrer ses biens en Espagne et, en ce moment, on est en instance, par voie diplomatique, auprès du gouvernement français (dont nous n'avons pas à prévoir la décision), pour obtenir la mise sous séquestre de l'immeuble que Ferrer possède à Paris, rue des Petites-Ecuries.

Ces mesures « conservatoires » injustifiées, commandent une action et une résistance énergiques et immédiates.

Dans ce but, nous faisons appel à votre concours, à celui de toutes les personnalités et de tous les groupements démocratiques. Nous voulons, par la presse, par des réunions publiques, créer un grand courant d'opinion dont la juste clameur entraînera l'abandon de cette nouvelle proie.

Il n'y a, il n'y aura aucune preuve contre Ferrer ; il faut donc qu'il soit rendu à la liberté.

Pour cette raison, nous vous prions de nous adresser, aussi promptement que possible, votre adhésion.

Adresse : Bouisson, 11, rue des Petites-Ecuries.

Le dessin de l'ami Grandjouan étant plus d'actualité, nous l'avons fait passer avant celui annoncé de Willaume que nous donnerons la semaine prochaine.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, Rue Boyer, Paris. — Vendredi 17 août : Vivier, le rachat des chemins de fer.

Mardi 21 août : Discussion entre camarades.

× **Milieu libre en formation**. — Réunion samedi 18 août, à l'Aube sociale, 4, passage David.

Causerie : Du choix des professions au milieu libre.

COUERON. — Samedi 18 août à 7 h. 1/2 du soir salle Haleton, conférence publique et contradictoire sous les auspices de la Section antimilitariste, par le camarade Moreau qui traitra les grèves d'Hennebont et l'éducation sociale.

Elle sera faite au profit de nos camarades grévistes d'Hennebont.

Petite Correspondance

Le camarade Michel Maurice, ami de Bongard, est prié de nous donner son adresse ?

Jeunesse Libre, Toulon. — Formulez ce que vous désirez ?

M., à Mondoubleau. — « *Quelques vers* » épuisés.

C. F., à Marseille. — Nous n'insérons pas de demandes d'emprunt.

J. D., à Saint-Etienne. — Votre abonnement finira fin décembre 1907.

Nova Omladina. — *La correspondance russe*, 94, boulevard du Port-Royal, Paris.

J. H., à Utrecht. — L. M., à Mondoubleau. — B., à La Montagne. — L. B. I. — A. L., à Saleux. C., à Arcis. — P., à Sausset. — Paris à Morat. — G. à St-Briac. — A. M., à Pont de Beauvoisin. — M. M., à Seacombe. — J. L. C. — F. B., à Llauro. L. P., à Bertancourt. — H., à Digne.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : Un camarade russe, 2 fr. 55. — Z., à C., 1 franc. — A. P., 0 fr. 50.

Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris





Dessin de GRANDJOUAN.

Extrait de « Le Grand Plan » ou la vie et les opinions du citoyen Clemenceau, ministre.

12e ANNÉE. — N° 17. 25 AOUT 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à l'intérieur le dessin de Willaume.

SOMMAIRE

A NOS AMIS

En ce moment beaucoup de nos amis se déplacent. C'est donc une occasion pour insister auprès des bibliothécaires des gares, afin que le journal soit mis en vente dans le plus de localités possible.

A bas les Meneurs!

Il y avait une fois des groupes que l'on appelait syndicats, et composés d'ouvriers qui, mécontents de leur situation, s'étaient mis en tête de se grouper pour obtenir de meilleures conditions de leurs patrons.

Mais, peu habitués à agir par eux-mêmes, ils ne tardèrent pas à se laisser emberlificotter par les belles paroles d'une sorte d'individus que l'on appelle politiciens, parce qu'ils ne vivent que de politique, — un métier qui consiste à obtenir des gens tout ce que l'on peut en tirer, en leur faisant les plus belles promesses que l'on ne tient jamais.

Les syndicalistes se laissèrent prendre à ces promesses et ils s'employèrent de toutes leurs forces en faveur des politiciens, dans l'espérance que les politiciens les aideraient dans leur lutte contre leurs exploiteurs. Et cela dura longtemps ainsi.

Mais un beau jour, d'aucuns, plus avisés, remarquèrent que si les syndicats avaient beaucoup aidé les politiciens, ceux-ci, par contre, n'avaient jamais donné que de belles paroles. Autant dire du vent. Et ces quelques, plus avisés, se mirent à prêcher leurs camarades et à leur démontrer qu'au lieu de perdre leur temps à aider les politiciens, ils feraient mieux d'employer leurs forces à la réussite de leurs propres affaires. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Et, en peu de temps, un grand nombre de syndicats secouèrent le joug des politiciens, pour travailler à leurs propres affaires. Ce qui était sage.

* *

Mais les politiciens ne pouvaient, sans regret, se voir abandonner de ceux qui faisaient le meilleur de leurs forces, et sans lesquels ils ne seraient plus rien. Ils essayèrent de vilipender ceux qui avaient soustrait leurs camarades à leur néfaste influence, et les accusèrent de toutes sortes de choses ; ils les auraient même accusés d'avoir volé les tours Notre-Dame, si cela avait pu avoir quelque influence sur l'esprit de ceux qu'ils voulaient ramener.

Mais cela ne réussissait pas. Quant à ramener les déserteurs, en réalisant les promesses faites, il ne fallait pas y songer. D'abord, c'eût été en dehors de leur pouvoir, et ensuite, ils n'auraient eu rien autre à promettre.

Cependant, on n'est pas politicien pour rien.

Les quelques avisés, qui avaient réussi à faire voir clair à leurs camarades, s'étaient trouvés par la seule force des choses, à la tête du nouveau groupement, et à en être pour ainsi dire les conducteurs ; car c'était bien leur adresse, leur tenacité et leur énergie qui l'avait créé.

Une fois en cette situation, il leur fallut évoluer adroitement pour maintenir groupés un tas d'éléments divers, dont les uns étaient des adversaires, d'autres ne suivant que par esprit d'imitation le petit noyau qui seul savait complètement ce qu'il voulait. Il fallut louvoyer, user d'atermoiements. Nos hommes s'habituèrent à pratiquer, eux aussi, de la politique ! Et à s'imaginer qu'ils étaient indispensables à la bonne marche du nouveau mouvement.

* *

Entre temps, ils avaient travaillé à organiser un grand mouvement d'ensemble pour qu'au 1er mai de cette année, se produisît une manifestation grandiose où tous les travailleurs viendraient surtout affirmer leur volonté de ne plus travailler, désormais, que huit heures par jour.

La manifestation eut lieu, et avec une ampleur que l'on n'aurait pas osé espérer. Seulement les enthousiasmes s'étaient exagéré les résultats à espérer. Pour beaucoup, c'était chose assurée, qu'à partir du 1er mai, tout le monde ne devait plus travailler que huit heures, et ce fut une déception pour beaucoup de ce que la conquête ne fut pas générale.

Les politiciens s'empressèrent d'exploiter ce malentendu. Et comme un congrès se préparait où les deux partis en présence devaient se donner l'assaut, les avisés syndicalistes crurent très adroit d'accepter la proposition que leur firent les politiciens d'entrer dans le plus autorisé de leurs journaux pour y discuter leurs idées, ne s'apercevant pas que la proposition qui leur était faite, ne s'adressait pas à eux, en tant que Pierre, Paul ou Jacques, mais parce que, de l'aveu de tous, ils étaient considérés comme les chefs du mouvement, et que leur flirtation avec les politiciens, compromettait tout le mouvement.

Ils eurent une très belle attitude, déclarant qu'ils n'entraient au dit journal qu'avec toutes leurs idées, sans en renier aucune, avec la ferme intention de les y exprimer toutes. Mais cela n'effaçait pas la déclaration du chef politicien, parue la veille, déclarant qu'il voulait démontrer que l'on pouvait différer d'idées, mais, marcher la main dans la main. Cela n'empêchait pas surtout les autres journaux du parti de chanter victoire, déclarant que les plus irréductibles de l'action directe, avaient enfin assez perdu de leurs préventions contre la politique, pour accepter de collaborer à un journal politicien.

Et les avisés syndicalistes ont, en cette occasion, manqué de flair, car loin de consolider la situation, ils l'ont compromise en encourageant, par leur compromission, les espérances de leurs ennemis, et en se mettant à dos ceux

qui *croient qu'en* politique ouvrière, il n'y en a qu'une de véritablement efficace, la politique qui consiste à ne marcher qu'avec des éléments semblables.

⁂

La morale de cette histoire. Un bon conte doit toujours se terminer par une morale, c'est que, quelle que soit la confiance que l'on accorde aux individus, il ne faut jamais leur laisser prendre une trop grande prépondérance.

Dans tout groupement, pour n'importe quelle besogne, il est de nécessité de spécialiser la besogne, et lorsqu'elle doit être de longue haleine, il faut, pour qu'elle soit bien faite, que ce soient les mêmes individus qui la continuent.

Mais, ces individus une fois choisis, il ne faut pas que les autres membres du groupe s'imaginent qu'ils n'ont plus qu'à les regarder faire. Il faut qu'ils y apportent leurs critiques, leurs propres efforts, de façon à encourager ceux qu'ils ont choisi pour une besogne déterminée, lorsqu'ils vont de l'avant; de façon à les ramener dans la voie droite, lorsqu'ils tendent à prendre les chemins de traverse.

Il faut en outre, redoubler d'efforts pour amener chaque individu à penser et à agir de par lui-même, sachant se dégager des influences de camaraderie, de la tendance à suivre, sans discuter, l'avis de ceux qu'il suppose devoir être mieux renseignés, et sachant intervenir, en toute discussion, en toute action qui engage tous ceux qui coopèrent à un effort collectif.

De cette façon, tous ceux qui, par certaines fonctions n'ont été que trop, jusqu'ici, des « meneurs », redeviendront ce qu'ils doivent être, des individus remplissant une fonction déterminée dans l'action générale, et dont les faux pas ne peuvent avoir aucune influence sur l'ensemble du mouvement.

J. Grave.

LE PARTI SOCIALISTE ET LES SYNDICATS

La proposition d'entente avec le parti a triomphé au Congrès du Textile qui s'est tenu à Tourcoing, la semaine dernière. Le triomphe a même été facile. Il n'y a pas eu de lutte à vrai dire. Il n'y en a pas eu, parce qu'il était éclatant que la religion de chaque délégué était faite, que, quoiqu'on puisse dire, la majorité, favorable à l'établissement des rapports, demeurerait intacte, et qu'il n'y avait qu'à se compter. Par 45 syndicats contre 23, on décida que « le Comité fédéral du Textile devra s'entendre, toutes les fois que les circonstances l'exigeront, par délégations intermittentes ou permanentes, avec le Conseil central du parti socialiste, pour faire triompher plus facilement les principales réformes ouvrières ».

Cette décision était attendue. On pouvait prévoir ce premier triomphe de la proposition d'entente, comme l'on peut aujourd'hui, sans génie prophétique, annoncer pour bientôt une dislocation de la Fédération du Textile, une scission profonde qui fera deux tronçons de cette organisation. Et ce sera le premier résultat, très probablement le seul, que recueillera le Comité fédéral du Textile. Sous le prétexte de réaliser l'*unité organique* du prolétariat, le Comité fédéral du Textile aura créé chez lui la désunion, il aura provoqué la formation d'une deuxième Fédération nationale du Textile.

Dans quelle situation vient de se mettre la Fédération du Textile *vis-à-vis* de l'ensemble de ses syndicats adhérents, et vis-à-vis de la Confédération ?

Cette Fédération, par la décision qu'elle vient de prendre en son Congrès, viole l'autonomie d'un certain nombre de ses syndicats, elle leur impose une pratique contradictoire avec leurs statuts syndicaux qui disent que le syndicat n'a pas à s'occuper de questions politiques. Ces syndicats, démissionnaires prochainement, tenteront de s'unir entre eux, ils formeront un nouvel organisme national qui demandera son adhésion à la Confédération. La Confédération pourra-t-elle fermer sa porte ?

La Fédération du Textile n'en a pas fini, on le voit, avec les histoires. Elle vient de s'en mettre plusieurs sur le dos qui pourraient bien le lui courber. Pauvres gens qui politicaillent et qui veulent jouer aux dictateurs fédéraux alors qu'autour d'eux la misère étreint les travailleurs du tissage. Une lutte énergique et méthodique contre le patronat textile, une action fédérale vigoureuse auraient soudé ensemble les unités syndicales textiles. L'inaction et la duplicité politiques éparpillent ces unités. Fameux résultat !

⁂

Le Congrès du Textile vient, encore, de donner une preuve de l'attitude que veulent généraliser les socialistes à l'égard des militants syndicalistes ou anarchistes. Le dimanche soir, 12 août, premier jour du Congrès, quelques délégués donnaient une conférence publique à Tourcoing. Les socialistes Renard, Inghels (du Nord), Guernier (Reims), Clévy (Troyes) étaient inscrits comme orateurs. Quand ils eurent parlé selon leurs idées, et exposé à leur manière l'action syndicale, notre camarade Broutchoux demanda la parole. Il parla quelques minutes — et, du témoignage de délégués mêmes — il le fit dans les termes les plus corrects, apportant une contradiction courtoise. Cette intervention d'un anarchiste ne faisait pas l'affaire des Renard et des Inghels ; ces individus ne tenaient pas à laisser mettre en opposition les deux conceptions du syndicalisme ; aussi se dépêchèrent-ils d'enfiler leur pardessus, de descendre de l'estrade et, une fois dans la salle, de donner le signal du boucan. Le commissaire s'amena et déclara la réunion dissoute. C'est ainsi qu'on entend dans le Nord la libre discussion. Trois jours après le crapuleux organe officieux, du parti socialiste dans le Nord, le *Réveil du Nord* écrivait ceci :

> Les camarades du Textile savent ce qu'est le sinistre Broutchoux ; ils connaissent son œuvre dans le Centre; ils ont suivi ses agissements plus que suspects dans le Pas-de-Calais ; ils viennent de le voir à l'œuvre dans le bassin d'Anzin. Ce louche individu, que couvrait de sa protection le commissaire de Lens, que ménageaient les magistrats du très spécial tribunal de Béthune, que subventionnaient, pour une feuille immonde, de riches industriels, a toujours servi le capitalisme exploiteur, d'une part par ses outrances imbéciles et stériles, d'autre part en essayant de salir de sa bave les meilleurs militants.

Pas une de ces accusations précises n'a le moindre fondement et cela, le *Réveil* le sait aussi bien que nous. Mais cet organe maçonnique ne rechigne pas à utiliser les procédés des Jésuites. Tous les moyens lui sont bons ; y a-t-il autre chose que la fin d'importante ?

⁂

On a pu lire, ces jours derniers, dans quelques journaux, une circulaire véhémente émanant d'un « Comité syndicaliste pour la défense de la représentation proportionnelle ». Nous avons eu immédiatement le désir de la soumettre aux lecteurs des *Temps Nouveaux*, à qui elle aurait bien pu échapper. Mais nous avons hésité sur le choix de la rubrique qui l'abriterait. Finalement, nous l'avons classée ici, afin de pouvoir y joindre un bref rappel biographique, pour certains de ses signataires. N'eût été la nécessité de ces commentaires, nous l'aurions délicatement déposée, en dernière page, dans la « Boîte aux ordures ». Voici l'odorant morceau :

> Aux syndicats,
> Aux militants syndicalistes,
>
> La crise qui sévit depuis plusieurs années au sein des organisations ouvrières syndicales, prend un caractère de réelle gravité.
>
> L'autonomie des syndicats n'est plus respectée et ceux d'entre eux qui entendent vouloir maintenir leur liberté, se voient traités de jaunes.
>
> C'est à la Bourse du Travail de Paris, au sein de l'Union des syndicats de la Seine, que cet état de choses se manifeste le plus douloureusement et aboutit à de regrettables divisions.
>
> En outre, par une agitation le plus souvent incohérente, sur des questions qui touchent beaucoup plus à des préoccupations libertaires ou individuelles, qu'à l'intérêt réel et économique du prolétariat, le discrédit est jeté sur les syndicats justement préoccupés de mener une action pratique, pour la défense de leurs intérêts corporatifs, sans négliger pour cela l'œuvre de propagande générale et d'affranchissement intégral.
>
> Nous ne pouvons rester impassibles aux égarements dont nous sommes les témoins journaliers.
>
> Nous devons, nous voulons nous prémunir. Nous voulons réagir contre cette situation et nous vous convions à réagir avec nous.
>
> Avec nous, vous n'admettrez pas que les organisations ouvrières, minées dans leur esprit socialiste, soient plus longtemps victimes d'une tactique, appelée à les transformer en foyers d'agitation, pour la politique antiparlementaire. Vous n'admettrez pas plus que, sous le prétexte de syndicalisme pur, on puisse cataloguer, tels syndicats en réformistes, tels autres en révolutionnaires.
>
> Il n'y a pas deux sortes de prolétariat ; il n'y a pas deux sortes de prolétaires. Il n'y a qu'un prolétariat, comme il n'y a qu'une classe de salariés en lutte et en marche, sur tous les terrains où ils peuvent conquérir plus de droits, plus de bien-être, plus de liberté.
>
> S'il est nécessaire de prévenir toute confusion entre les divers modes d'action libératrice du prolétariat qui sont, entre autres, l'action syndicale et l'action politique, menées toutes deux pour des fins économiques ; s'il est indispensable d'habituer le travailleur à ne jamais s'illusionner sur l'efficacité particulière de l'un ou de l'autre mode d'action ; si chaque ouvrier doit se convaincre de l'utilité absolue de l'action syndicale, il est non moins nécessaire d'en finir avec l'équivoque anarchiste cultivée ces dernières années dans les syndicats, à leurs dépens et d'affirmer nettement le caractère socialiste de l'action ouvrière sur le terrain économique.
>
> Ni confusion, ni guerre entre les deux organismes du prolétariat, tel doit être, à notre sens, le principe à affirmer par tous les syndicalistes français, qui ont le souci de ne pas rester plus longtemps, au point de vue syndical, en arrière de nos camarades de l'Internationale ouvrière.
>
> Les syndicats ouvriers ne doivent pas plus être placés sous la dépendance des groupements politiques parlementaires que sous la direction occulte d'individualités libertaires. Mais ils ne doivent rien négliger pour obtenir une législation sociale plus favorable et toujours plus étendue.
>
> Ils ont donc à peser de toute leur influence et de toute leur indépendance sur les pouvoirs publics et à s'assurer dans les Parlements (en France comme dans les pays voisins), de défenseurs capables et énergiques de leurs intérêts.
>
> C'est à l'accomplissement de cette œuvre que nous vous convions et c'est pour atteindre ce but, que nous voulons constituer un Comité d'entente et de propagande.
>
> Comme direction essentielle de nos efforts, nous plaçons, en tête de notre programme d'action, l'établissement au sein de l'organisme central de la Seine, aussi bien d'ailleurs que pour les sections confédérales et pour les congrès nationaux corporatifs, d'une représentation des syndicats en rapport avec leur force numérique, afin que l'influence dans les votes, pour les résolutions à prendre après libre discussion, soit proportionnelle aux responsabilités engagées.
>
> La représentation proportionnelle, dont le nombre des partisans augmente chaque année, n'est pas seulement une garantie nécessaire pour les grandes

organisations qui ne peuvent, sans péril, subir les décisions des minorités, pour des mouvements où elles se trouvent les premières engagées ; elle est une garantie non moins sérieuse, précieuse et nécessaire, pour les syndicats de moindre importance, mais dont les intérêts sont aussi dignes et qui ne veulent pas être dominés par des organisations factices ou embryonnaires.

Cette expression supérieure de la volonté exacte de chaque syndiqué, dans l'ensemble des organisations, n'est que le complément nécessaire de la représentation proportionnelle déjà appliquée au point de vue financier ; et il apparaît de toute logique que les droits des organisations puissent se faire librement valoir en raison de la somme de volonté et d'énergies, que chacune d'elle peut garantir pour un mouvement d'ensemble.

C'est enfin l'unique moyen d'éviter que l'organisme central soit entraîné, au hasard d'une discussion ou selon la composition particulière d'une séance, à des décisions d'autant plus impossibles à exécuter qu'elles ne correspondent pas au désir ou aux moyens d'action de l'ensemble des intéressés, atteints dans leur autonomie syndicale et privés de leur droit de jugement.

. . . .

Ont déjà adhéré individuellement à ce programme :

Piquet, mécanicien-électricien ; *Woillot*, cartonnier ; *Sellier*, employé ; *Coupat*, mécanicien ; *Montélimard*, teinturier ; *Brulé*, coupeur chemisier ; *Pagès*, ouvrier au gaz ; *Rozier*, employé : *Combet*, papetier ; *Heppenheimer*, pianos et orgues ; *Bastillos*, blanchisseur ; *Désiras*, instituteur ; *Le Rouvillois*, voyageur de commerce ; *Gauguein*, ouvrier en instruments de chirurgie ; *Colas*, des travailleurs municipaux ; *Roumiguier*, étuviste ; *Liochon*, typographe ; *Heninot*, boutonnier ; *Planchad*, apprêteur ; *Bourguais*, ouvrier typographe ; *Lajarrige*, des travailleurs du gaz ; *Fouilly*, des maçons d'art ; etc., etc.

On trouve dans cette première liste d'adhérents deux conseillers municipaux socialistes de Paris, Heppenheimer et Lajarrige, un député, Rozier et un employé (Sellier), du fameux Office du Travail, du Ministère du Commerce, célèbre par ses fiches de mouchardage sur les militants ouvriers. Le Comité pour la représentation proportionnelle dans les syndicats, se met bien, n'est-il pas vrai ? Et le *Travailleur*, organe officiel de la Fédération socialiste du Nord, en reproduisant cette circulaire avait bien le droit de prévoir que tous les militants socialistes du Nord seraient heureux d'apposer leur signature.

On retrouve encore, parmi les signataires, toute la fine fleur des syndicalistes de préfecture qui composent la nouvelle Commission administrative de la Bourse du travail de Paris, Commission imposée de force par la préfecture de la Seine aux organisations syndicales de Paris. Et ce sont les gens qui ont consenti à faire cette besogne qui osent se poser en censeurs du syndicalisme révolutionnaire. Ah, merci, pour la leçon de goût, messieurs.

Ces signataires se sont découverts de suite un vigoureux allié, non pas dans les organisations ouvrières, heureusement, mais en dehors, très loin, à l'opposé, dans le voisinage des Jaunes.

Voici les arguments de l'abbé Garnier, publiés dans le *Peuple Français* :

« ... Si les sympathies sur lesquelles il (ce Comité) peut compter viennent à ce grand effort, la Confédération du travail aura bientôt perdu la funeste influence dont elle a fait un si triste usage, et nous obtiendrons sans lutte le règne de justice, de paix, de cordiale entente, que tant de braves gens attendaient des Jaunes, mais que les Jaunes ont toujours été et seront toujours impuissants à leur donner. »

Et pour M. l'Abbé, la formation de ce Comité « suffirait à prouver aux catholiques combien ils auraient tort de s'emballer derrière M. Biétry ».

On aura remarqué particulièrement au passage, en lisant la liste des signataires, le nom de M. Lajarrige, conseiller socialiste du Pont-de-Flandre, qui s'est vu inculper, cette semaine, de jaunisse aiguë par l'*Humanité*, oui, par l'*Humanité* elle-même. Ce monsieur, dans une réunion sur le repos hebdomadaire, a parlé de l'entente cordiale qui doit lier patrons et ouvriers, et nous avons appris par l'*Humanité*, qu'il n'en était pas à son coup d'essai. Ce membre du « Comité syndicaliste pour la représentation proportionnelle », écrivait dans son journal, le *Courrier du XIX*e (n° du 21 mai 1905) :

Je suis convaincu, pour ne pas dire certain, que l'immense majorité des patrons bouchers est favorable à cette fermeture (*le repos du dimanche*) ; leur appui ne peut donc qu'être efficace, pour ne pas dire précieux, en la circonstance.

Pourquoi alors faire bande à part et écarter d'une façon systématique les patrons bouchers ? Je vois bien que, pour quelques ouvriers, le patron c'est l'ennemi, c'est celui qui vous exploite. *Je me refuse pour ma part, pourtant socialiste convaincu, à accepter cette thèse.*

Et ceci encore :

Si, bien souvent, il y a eu conflit, *c'est en raison du défaut d'entente et que les uns et les autres ne s'étaient pas suffisamment compris.*

Il y a de mauvais patrons, c'est vrai, mais combien y a-t-il de mauvais camarades parmi les travailleurs ?

On n'a pas oublié que c'est ce même Lajarrige qui a présenté au Conseil municipal le rapport relatif à l'imposition d'un règlement à la Bourse du Travail de Paris.

⁂

Nous sommes obligé de renvoyer à la semaine prochaine les remarques qu'entraînent les articles de Vaillant (*Socialiste* du 8 août) et de Michel-Marcel (*Socialiste du Centre* du 16 août), ayant trait tous deux à la question des rapports du parti socialiste avec les syndicats.

PIERRE MONATTE.

LES AGENTS DE L'ORDRE

Il est des gens dont le cerveau ne parvient pas à s'assimiler les notions les plus évidentes. M. X..., rédacteur d'un grand journal du matin, est de ceux-là. « Pourquoi chez nous, s'écrie-t-il, le public est-il disposé à la malveillance envers les agents qui assurent la paix des rues et la sécurité de tous, au lieu de s'empresser comme en Angleterre à leur prêter main-forte ? »

D'abord, on pourrait faire remarquer à M. X..., qu'il en est un peu de la besogne du policier comme de celle du bourreau : le bourgeois qui la juge indispensable n'aime guère celui qui la fait. Et, quoiqu'il paie l'un et l'autre, il évite plutôt de se commettre avec eux. C'est d'ailleurs une des logiques de la morale bourgeoise d'estimer comme une haute nécessité sociale la prison et la guillotine et de mépriser la police et M. Deibler, ceux qui emprisonnent et celui qui tue.

Mais je continue à citer les lamentations de ce nouveau Jérémie : « Sans doute, la police se donne souvent des torts par des brutalités condamnables et moins excusables dans notre pays que partout ailleurs, car les foules françaises sont douces, disciplinées, obéissantes ». (Vous entendez, ô bénévoles foules françaises !) « Mais cette explication ne suffit pas pour faire comprendre l'état d'esprit de la population. Les agents seraient bien moins violents s'ils se sentaient soutenus, en toutes circonstances, par les spectateurs prêts à leur porter secours... »

Mais, monsieur X..., vous avez donc vécu dans votre cave depuis le printemps 1906 — sans tenir compte des années précédentes — sans quoi vous auriez sûrement entendu parler de la « noble attitude » de ces « braves agents » qui, pendant six mois de cette année civilisée, soit dans le Nord au cours des grèves, soit à Paris et dans les grandes villes à l'occasion du Premier Mai et de la lutte pour les huit heures, se sont livrés sur des travailleurs à des actes de la plus révoltante sauvagerie. Avez-vous compté — non, puisque sans doute, vous dormiez — tous les malheureux qu'on a roués de coups, laissés pour morts ou traînés, tout sanglants, dans les postes de police ? Avez-vous lu les réclamations des victimes qui se sont plaintes, ou soupçonné les maux de celles, plus nombreuses, qui n'ont rien dit ? Non, bien entendu. Sans quoi vous auriez pu savoir qu'il n'était pas besoin d'être un gréviste, même légalement, ni un manifestant, même dans les limites de la légalité, qu'il suffisait d'être vêtu d'un bourgeron, d'être un ouvrier, pour que se ruassent sur vous ces brutes avinées. Pourtant — je regrette d'avoir à vous contredire — un travailleur, cela peut être aussi respectable que l'agent à qui vous accordez le monopole de votre pitié. « Braves agents ! » Oh, oui ! .. dans le désert, les fauves qui bondissent la nuit, sur leur proie sans défense, doivent avoir un peu cette bravoure !...

Il n'est pas de semaine où les défenseurs de « l'ordre » (ainsi appelés sans doute parce qu'ils symbolisent le pire désordre), plus aptes à charger de paisibles travailleurs qu'à donner la chasse aux Apaches, ne se signalent par d'outrageantes brutalités. Les journaux relatent le fait, parfois ; quelques-uns s'indignent, mollement ; de temps en temps une apostrophe véhémente souligne la lâcheté policière. Puis la presse retombe dans son laconisme résigné. Et les passages à tabac et les arrestations arbitraires se multiplient, ces mœurs sauvages revêtent comme un caractère de nécessité légale...

On ne soutient pas les agents, dites-vous. Alors, que vous faut-il ? Demandez à M. Lépine, notre miniature de Trépoff, s'il n'est pas le maître incontesté de la chaussée parisienne et s'il suffit d'être un promeneur inoffensif pour échapper aux vengeances de ses bandes effrénées ? Ah ! on ne soutient pas les agents ? Demandez à M. Clemenceau ou, avant lui, à M. Rouvier, à d'autres encore, demandez à vos gouvernants s'il n'y a pas, au-dessus de la République des misérables qui triment et dont les petits claquent du bec, la République des agents qui cognent et qui verrouillent ? Ah ! vos agents ne sont pas soutenus ? Mais alors que serait-ce donc s'ils l'étaient ? Pauvres agents ! Vous osez vous étonner qu'on les déteste. Ce serait un peu fort tout de même qu'on les aimât !...

Cela tient, insinuez-vous, « au manque de respect pour toute autorité qui est un défaut national. » Vous n'avez peut-être pas tort si ce n'est quand vous appelez : défaut, cet irrespect et feignez de croire qu'il s'arrête aux frontières et quand vous ajoutez que cette « autorité est l'expression de la collectivité. » Vous savez pourtant bien, comme moi, que l'autorité est au contraire l'expression des convoitises et de la tyrannie de quelques-uns et qu'elle s'exerce non au profit mais au détriment de la masse, de la collectivité. Dans la main du Pouvoir, les policiers sont, parmi tant d'autres, des agents de cette autorité. Et cette considération théorique, vraiment, devrait bien suffire pour qu'ils soient honnis de tous ceux qui pensent et qui sentent en hommes s'ils n'avaient encore par leurs violences, quotidiennes et meurtrières, des droits plus tangibles et plus personnels à l'exécration des foules. Avant de se lamenter, les yeux fermés, sur cette « pauvre police », Monsieur X.. aurait pu, certains soirs de grève, descendre dans la rue...

S. M. S.

Le prochain dessin sera signé HERMANN-PAUL.

Où il est encore question d'enseignement

Quelques articles ont paru dans les *Temps Nouveaux*, sur l'attitude « possible » ou « probable » des instituteurs dans les Bourses du Travail et en cas de grève générale.

Ce qu'on n'y a pas vu c'est l'exposé de quelques modes d'action bien précis et applicables, dès maintenant, par les instituteurs révolutionnaires dans leur classe pour rendre l'enseignement qu'ils donnent aussi peu toxique que possible en dépit de la « muselière » gouvernementale.

J'en propose un et je l'applique à la question brûlante de l'heure actuelle : l'antimilitarisme et l'antipatriotisme.

Beaucoup d'entre nous ont déjà supprimé les chants guerriers et les poésies patriotiques ; c'est bien ; je crois qu'on peut faire mieux. Nous sommes obligés par les programmes, de faire, un mois durant, des leçons sur la patrie. Qu'on le veuille ou non, qu'on cultive le patriotisme échevelé et fougueux d'un Bocquillon ou le patriotisme épuré de M. Devinat, on ne donne pas moins naissance au sentiment patriotique qu'il serait urgent de ne pas faire naître.

D'autre part, faire à ses élèves des leçons nettement antipatriotiques, c'est trop dangereux car l'Administration frappe fort, sans discuter. J'en sais qui en firent la triste expérience.

Ne pourrait-on passer sous silence cette question?

L'inspecteur primaire viendra; il en demandera raison. — « Eh! oui, Monsieur l'inspecteur, c'est très ennuyeux, mais je suis obligé d'agir ainsi ; quelques-uns parmi les parents de mes élèves sont d'opinions très avancées ; mon rôle est de ménager tout le monde ; comme j'ai eu des plaintes à ce sujet et que je tiens à n'en pas avoir, j'ai pris la résolution que vous savez. Personne, désormais, ne pourra, là-dessus, me critiquer. Ceux qui tiennent à l'enseignement patriotique pour leurs enfants pourront le donner dans la famille comme ils donnent déjà l'enseignement religieux ; de cette façon tout le monde sera satisfait ».

Est-il langage plus modéré, plus pondéré, plus « juste milieu » et quel est le camarade sympathique à nos idées, si timide soit-il, qui n'oserait le tenir. L'inspecteur primaire lèvera les bras au ciel, déplorera les progrès de « l'hervéisme » tout en prédisant des catastrophes prochaines mais n'osera mettre l'instituteur en conflit avec les parents de ses élèves craignant les histoires qui pourraient en résulter.

Le but est atteint ; le moyen n'est pas très crâne, j'en conviens volontiers, mais ici, l'attitude carrée, nette, franche, produirait souvent un résultat désastreux.

Travaillons sans casser les vitres tout en pensant à conserver notre pain et celui de la famille. Féroux tout en étant très sympathique sert moins la cause que Marc Froment et se nuit à lui-même. Imitons Marc Froment dans la mesure où notre tempérament nous le permettra.

P. G., *instituteur.*

Bustes de Louise Michel et Reclus

A l'heure actuelle, nous avons l'adhésion pour 12 bustes de Reclus et 10 de Louise Michel. Lorsque nous aurons atteint le chiffre de 20 de l'un ou de l'autre, nous le ferons savoir au camarade Derré pour qu'il le fasse exécuter.

Nous rappelons que le prix de chaque buste est de 5 francs, non compris les frais de port et d'emballage.

Les bustes mesurent de 40 à 45 centimètres de hauteur.

L'AVENIR SOCIAL

Un louable exemple d'initiative individuelle est celui que donne, à Neuilly-Plaisance, près de Paris, notre camarade Madeleine Vernet.

Oui, à ceux d'entre nous qu'entache un peu le vieux péché d'intellectualisme, à ceux qui, trop exclusivement, se plaisent au jeu des idées et qu'on voit hésiter au seuil de l'action, — comme s'ils craignaient que le sol mouvant de l'action ne vînt à manquer sous leurs pas, — quel meilleur exemple pourrait-on proposer que celui de cette jeune femme qui, sans appui, presque sans argent, mais riche d'audacieuse ferveur, vient de fonder une école laïque et libre?

Cette école, c'est l'*Avenir social*, et elle compte déjà, garçons et filles, treize petits pensionnaires que j'ai pu voir dernièrement s'ébattre sur les pelouses de la villa de Neuilly-Plaisance (1). Madeleine Vernet était parmi eux qui leur paraît en sœur aînée, persuasive et rieuse. Je l'ai interrogée sur les origines de son œuvre et sur ses espérances, et je dirai tout ce que j'ai appris.

D'abord Madeleine Vernet n'est pas une débutante. Il y a six ans, étant avec sa mère en un village normand, elle eut l'idée de recueillir et d'élever un certain nombre d'enfants assistés. L'entreprise allait à souhait ; pourtant elle eut l'infortune de déplaire à l'administration. Un bureaucrate stupide et méchant jugea que mesdames Vernet ne préparaient pas convenablement leurs *bureautins* à la vie de misère qui devait être leur lot ; les enfants leur furent donc retirés. Le récit de cette aventure a paru autrefois tout au long en *Pages libres*.

Madeleine Vernet ne se découragea pas. Mais ayant réfléchi que ceux qui désirent travailler activement au bien de l'humanité, doivent ne compter que sur eux-mêmes, elle résolut de se passer désormais, en tout ce qu'elle pourrait entreprendre des coûteuses « faveurs » de l'administration. Elle attendit avec patience, se préparant à travers mille difficultés matérielles à ce noble rôle d'éducatrice libertaire qu'elle voulait pour sien.

Enfin, il y a quelques mois, se jugeant prête, elle lançait un premier appel, en avril, elle louait pour deux ans la villa de Neuilly-Plaisance. Madeleine Vernet touchait le but : L'*Avenir social* était fondé.

Quel est son programme? Ici j'emprunte à un article publié par Madeleine Vernet elle-même dans le *Libertaire* du 27 mai, les renseignements suivants :

« Notre but : 1° Prendre des enfants de 3 à 8 ans, garçons et filles. Les conserver jusqu'à l'âge de 15 ans.

« 2° Leur donner : L'éducation et l'instruction en rapport avec les idées que j'ai jusqu'alors professées... Leur donner également l'éducation professionnelle en rapport avec leurs aptitudes.

« 3° Nous avons fixé la pension mensuelle à 30 francs. Pour cette somme, nous nous engageons à tout fournir à l'enfant : nourriture, vêtements, entretien, instruction. En plus de cela, nous demandons une somme de 50 francs à l'entrée de l'enfant, pour couvrir son premier trousseau, lequel sera renouvelé à nos frais. Toutefois dans un cas d'extrême nécessité nous pourrions ne point demander cette somme, ou accorder qu'elle soit versée en plusieurs fois.

« 4° Naturellement pour prendre des enfants dans ces conditions, nous demandons qu'ils puissent justifier de leur situation nécessiteuse... »

Cependant ce n'est encore là que la première partie de l'œuvre qu'a rêvée Madeleine Vernet. Tant que l'*Avenir social* ne sera qu'une école, il ne devra pas, vu la modicité de la rétribution mensuelle exigée, espérer subsister par ses propres ressources et il sera obligé d'invoquer la solidarité pécuniaire des camarades qui, pour 6 francs par an, pourront en devenir membres adhérents.

Mais l'*Avenir social* a hâte de trouver en lui-même les ressources nécessaires à son existence, et pour y arriver, il entend se transformer par la suite en une société coopérative agricole et artisane. L'école resterait le centre de l'œuvre ; mais autour d'elle, et l'alimentant du produit de leurs travaux, fonctionneraient une exploitation agricole et de petits ateliers coopératifs où les enfants feraient leur apprentissage, s'initieraient à leur rôle futur de producteurs.

« Ainsi, a écrit M. Vernet, nous formerons une grande famille, une petite société dans la grande ; nous pourrons faire rayonner autour de nous nos idées ; nous pourrons agrandir nos ateliers, notre exploitation agricole et grâce aux fruits du labeur commun, nous pourrons alors agrandir également l'œuvre bienfaisante d'éducation en ouvrant notre famille aux petits déshérités qui n'auraient même pas la modique pension nécessaire pour devenir nos enfants. »

J'ai tenu à présenter l'*Avenir social* à nos lecteurs, comme je leur ai naguère présenté *la Ruche* de Sébastien Faure. Comme *la Ruche*, l'*Avenir social* témoigne du haut souci d'éducation intégrale qui anime les anarchistes et les différencie heureusement des politiciens de la révolution.

Mais s'il est nécessaire que de tels témoignages apparaissent et durent, il ne faut pas non plus oublier qu'ils ne sont que cela : des témoignages de cette vocation au rôle d'éducateurs à peu près constante parmi les anarchistes.

Il ne faut pas oublier que ni *la Ruche*, ni l'*Avenir social*, ni aucune des diverses tentatives actuelles de colonisation communiste (le *Milieu libre* de Vaux, l'*Essai* d'Aiglemont, l'*Expérience* de Stockel-Bois) ne sont appelés à résoudre, même partiellement, le problème social. Celui-ci demeurera intact tant que l'organisation économique de la société, fondée sur la propriété individuelle et sur le salariat, n'aura pas été transformée de fond en comble. Cette transformation économique, qui sera l'œuvre de la force, est le grand but auquel toute autre transformation doit, très humblement, être subordonnée ; y préparer les hommes, y préparer surtout les prolétaires qui en seront les artisans désignés, voilà donc la tâche *essentielle* de l'heure présente, celle à laquelle je sacrifierais toutes les autres. Les tentatives de colonisation communiste et d'éducation libertaire sont intéressantes en ce qu'elles anticipent partiellement l'avenir communiste et libertaire que nos enfants verront ; nous les aiderons de notre mieux dans leur effort d'idéalisme pratique, tout en sachant bien que la révolution sociale, qui est avant tout *désorganisation et destruction*, ne sera pas leur œuvre, mais la nôtre, à nous qui luttons, *dans le présent*, contre tous les modes de l'exploitation et de l'autorité.

AMÉDÉE DUNOIS.

(1) 43, rue de la Pelouse, Neuilly-Plaisance (Seine-et-Oise).

MOUVEMENT SOCIAL

Philanthropie. — Lu dans les journaux :

« On sait que la chambre de commerce française de Bruxelles a fondé un prix de 500 francs à partager annuellement entre deux familles nombreuses intéressantes. C'est M. Piot, sénateur de la Côte-d'Or qui est chargé de choisir ces deux familles.

« M. Piot vient d'informer M. Rolland, président de la chambre de commerce française de Bruxelles, qu'il avait réparti le prix entre :

« 1° La famille Isidore Amet, au Brabant, commune de Cornimont (Vosges). Le père est âgé de quarante-trois ans, la femme de trente-neuf ; ils ont dix-neuf enfants vivants.

« 2° La famille Gillin, à Rivier, canton de Grand-Lemps (Isère). La femme Gillin a mis récemment au monde sept enfants en quinze mois. »

500 francs, pour une famille nombreuse, ce n'est pas énorme. Partagés entre deux familles, ce n'est plus grand'chose. 250 francs pour vingt et une personnes, c'est un maigre cadeau, et les partisans de la repopulation ne sont guère généreux. L'envoi de la brochure « *Pour éviter les grandes familles* » rendrait un service autrement considérable au ménage Amet, en lui épargnant la venue d'un vingtième enfant, de même qu'à Madame Gillin, qui ne doit pas être fort désireuse de continuer ses exploits parturitifs.

Avant que d'exciter *les autres* à accroître le nombre des naissances, il serait mieux d'empêcher de mourir de faim les pauvres petits qui ont la malchance d'être mis au monde par des miséreux. Témoin cet entrefilet de l'*Humanité* (13 août) :

« Un drame navrant s'est déroulé, hier, sur la voie publique, à Caen.

« Vers neuf heures du matin, une jeune femme en pleurs, portant un bébé qu'elle allaitait, avançait, en titubant, dans la rue Saint-Jean. Brusquement, elle s'affaissa.

« Des passants s'attroupèrent. Dans les groupes, des plaisanteries fusèrent, chacun étant persuadé que la malheureuse était ivre.

« Une femme, enfin, se décida à s'approcher. Comme la mère avait perdu presque complètement connaissance, elle prit le bébé et le transporta dans une pharmacie. Le pauvre petit être succomba peu après son arrivée.

« — Madame, dit le pharmacien à l'obligeante femme, cet enfant est mort de faim.

« Atterrée, la passante courut près de la mère évanouie. Les larmes aux yeux, elle rapporta aux curieux les paroles de son interlocuteur. On se décida alors à transporter l'infortunée à l'Hôtel-Dieu, où, ranimée, elle déclara qu'elle n'avait pas mangé depuis deux jours.

« Un témoin de la scène qui s'était déroulée dans la rue, eut alors la cruauté de lui dire brutalement : « Votre enfant est mort de faim ».

« La malheureuse poussa un long cri de détresse et s'évanouit.

« On craint pour ses jours... »

Quand les repopulateurs auront fait que plus un enfant ne meure de misère, alors nous recauserons de repeupler.

⁂

Jusque dans l'Armée. — Le Ministre de la guerre a adressé aux commandants de corps d'armée la circulaire confidentielle suivante :

Au commandant de corps d'armée

Mon cher général,

« Il m'a été signalé qu'au printemps de cette année, au moment de la sortie de Saint-Maixent, des sous-officiers sortant de cette école avaient fait parade, devant leurs camarades, « *d'idées nettement antimilitaristes* », et qu'à la question qui leur avait été posée pour savoir à quels mobiles ils obéissaient en restant dans l'armée avec de tels sentiments, ils avaient répondu « *qu'ils tenaient à faire des adeptes* ».

« J'ai l'honneur d'appeler d'une façon toute particulière votre attention sur cet « état d'esprit qui pourrait avoir de graves conséquences pour la discipline et la cohésion de l'armée ». *et je vous prie de me signaler les officiers qui vous paraîtront donner lieu à de semblables observations.*

« *Signé* : EUGÈNE ETIENNE. »

R. CH.

⁂

Une victime du militarisme. — La semaine passée, à Grenoble, le soldat Henri Gourret, surpris en train de lire, à ses camarades, un journal anarchiste, a été condamné à soixante jours de prison.

Rendu fou par cette condamnation inique et monstrueuse, Gourret brisa son fusil en un accès de rage. Pour ce fait, il est en prévention de conseil de guerre, dans une cellule infecte, à l'air irrespirable, crevant de faim.

Un de ses amis qui, prévenu de cette monstruosité, tenta d'aller le voir, insistant à la porte de la caserne pour qu'on le laissât pénétrer près de son ami, fut arrêté et condamné à vingt jours de prison par le tribunal correctionnel.

Nous espérons que la *Ligue des Droits de l'Homme* interviendra dans cette affaire. Il est monstrueux qu'un homme soit condamné, de par l'autorité d'un seul homme, eût-il deux ou trois, et même un cent d'étoiles sur la manche, pour le seul fait de lire, même à haute voix, un journal qui se vend librement, paru dans les formes légales.

Il est vrai qu'en consentant à endosser cette livrée d'esclave qu'est l'uniforme, l'individu accepte de rabaisser sa dignité d'homme. Mais le fait de se plier à un mal, en croyant en éviter un pire, ne justifie cependant pas tous les abus d'autorité.

Et le droit de lire ce que l'on veut est un de ceux que la ligue doit défendre.

J. GRAVE.

⁂

ALGER

Les quelques mots que je vous ai adressés à propos de l'assassinat du détenu de Douéra, et les réflexions que j'ai faites sur l'acte du vieux serviteur d'Affreville, chargé de garder la récolte de son maître, et tuant le fils de ce dernier, tant il avait hâte d'exécuter une consigne impitoyable, m'ont valu les foudres de la *Dépêche algérienne* journal quotidien à grand tirage et fortement subventionné par le gouvernement général.

Déjà dans le numéro du 13 août 1906, dans les échos, il y était dit que je ne me rencontrais pas avec M. Hanotaux par ma façon d'apprécier la mentalité des colons algériens; mais dans le numéro du lendemain 14, par la plume d'un des rédacteurs les plus autorisés de ce journal, M. Beuscher, nous subîmes, les *Temps Nouveaux* et moi, un éreintement des plus complets.

Selon la louable habitude des journalistes de race dont M. Beucher fait partie, il se garda bien de reproduire le passage de l'article qualifiant de brutes, non pas tous les colons, encore moins tous les Algériens, mais ceux qui sur une observation qui leur fut faite ne trouvèrent à dire que ceci : — « *Le prisonnier n'avait qu'à ne pas s'évader !* »

J'aimerais qu'il me fût prouvé que ce n'est pas là un langage de brute !

Quant à l'acte du domestique d'Affreville tirant un coup de fusil sur un homme, sans hésiter, sans prévenir, sans s'assurer si celui sur lequel il tire en veut à sa vie ou au bien qu'il est chargé de garder, n'est-ce pas là un acte de brute ?

Voilà un homme auquel il a été donné une consigne féroce, qui a osé l'accepter, et qui l'exécute sans réfléchir, sans discuter l'acte auquel son patron l'oblige, et M. Beuscher voudrait que ce ne soit pas une brute ?

Evidemment je ne suis pas un psychologue à la façon de M. Beuscher, je ne suis même pas un psychologue du tout, mais ma conscience se révoltant à l'audition de paroles prononcées par des inconscients, et trouvant inique, un acte mettant fin froidement à la vie d'un homme, je le dis tout haut et le qualifie comme je le crois juste.

Mais si la *Dépêche algérienne* a prit la mouche et a tâché de me ridiculiser par la plume de son rédacteur le plus ironiste, c'est qu'elle a bien compris qu'elle a une grande part de responsabilités dans des actes semblables, car c'est elle qui a fait l'opinion, c'est elle qui dicte la conduite à tous, c'est elle qui fait la pluie et le beau temps ; et cela avec l'aide du Gouvernement général en raison de la forte subvention qu'il lui octroie. Aussi pour conserver son grand tirage et sa prépondérance auprès des dispensateurs de subventions, est-elle obligée de ménager sa clientèle en flattant ses plus bas instincts. Et pour cela peu lui importe de mentir.

Quelques individus étant qualifiés de brutes — il y en a partout, — vite elle s'empresse de dire que *tous* les colons, *tous* les Algériens ont été traités de brutes. Mais ce qu'elle oublie de signaler et surtout de commenter, ce sont des faits comme le suivant, dont je retrouve aujourd'hui le compte-rendu et des commentaires dans *Pages libres*, numéro 123, 9 mai 1902. Je cite textuellement :

« Le 21 avril, pendant que M. Loubet parcourait la Kabylie, Me Ladmiral s'était rendu à Sétif pour plaider une affaire. Un millier de colons l'attendaient à la descente du train et le sifflaient. Le soir, vers 3 heures, quand il parut à la terrasse du café de France, les violences commencèrent. Les verres, les carafes et les siphons volèrent, les glaces du café furent brisées ; la police et la gendarmerie intervinrent pour la seconde fois, firent évacuer la terrasse du café, mais ne purent empêcher les énergumènes de poursuivre de huées Me Ladmiral et de stationner, menaçants, aux abords de l'hôtel où il était descendu.

« La perversion des idées est telle que le journal qui donne les détails de ces violences honteuses n'a pas trouvé un mot pour les flétrir ; il les présente comme le *fait divers* le plus indifférent, sous le titre de *manifestations*. »

Notez qu'un seul journal a rendu compte de cette odieuse agression contre l'avocat qui avait défendu les insurgés de Margueritte aux assises de Montpellier, et cela parce qu'il avait tout simplement exercé son métier d'avocat.

La *Dépêche algérienne* ne parla pas du fait et M. Beuscher se tut prudemment.

Et pour conclure, à tous ceux qui par leur apathie tolèrent les bagnes militaires, de même qu'à ceux qui par leur bêtise, estiment qu'un prisonnier qui tente de recouvrer la liberté ne mérite qu'une balle de lebel, je me contenterai de dire ceci :

— « Etes-vous bien sûrs de ne jamais voir torturer dans les bagnes militaires aucun de vos enfants, ni aucun de ceux que vous aimez, pour prétendre qu'une fois là ils ne doivent plus tenter de conquérir leur liberté ? »

Quant à M. Beuscher, j'aime à croire qu'il continuera à nous accabler, les *Temps Nouveaux* et moi, de son ironie tarifiée ! Cela n'est pas d'une grande importance.

P. RICHARD.

MONOGRAPHIE

Saint-Lô.

Saint-Lô, petite ville de 11.000 habitants est le chef-lieu du département de la Manche.

Sur un vaste plateau bordant la vallée de la Vire, l'élément bourgeois a fixé son siège d'oppression ; de jolies habitations, de grands magasins, sont groupés autour de la lourde église paroissiale dont les hautes flèches se dressent majestueuses... Dans ces riches demeures logent des rentiers, des patrons, serviteurs dévoués du curé, leur voisin.

Au bas de ce plateau, dans l'humidité glaciale, au milieu d'une atmosphère insalubre, des masures se dressent pitoyables : une porte et quelques fenêtres étroites percent un mur lézardé et mince, un toit d'ardoises mal assujetties préserve mal de la pluie. Dans ces habitations, croupissent pêle-mêle des familles nombreuses ; des hommes et des femmes au teint hâlé, des enfants chétifs dont les mains déjà calleuses dénoncent le dur labeur auquel ils doivent s'astreindre, et tout ce monde, vivant dans un milieu privé d'air et de lumière, sans feu, presque sans aliments, maudit silencieusement l'égoïsme des tyrans et des maîtres, entretenu par les chefs de cette église dont les flèches dominent ironiquement ces repaires de la souffrance.

A Saint-Lô, comme partout, la bourgeoisie asservit les prolétaires et en fait des machines de production ; les ouvriers pour un travail trop long et trop pénible reçoivent un salaire dérisoire et insuffisant (3 et 4 francs pour 10 et 12 heures de labeur), ils sont réduits à la misère et à une soumission pacifique. A la moindre rébellion, à la plus futile récrimination, le patron use de son autorité et supprime les moyens d'existence des travailleurs assez téméraires pour se plaindre.

Autrefois, l'industrie textile était développée dans la région, une usine fabriquait un papier assez bon, aujourd'hui les métiers à tisser ne fonctionnent plus et la papeterie est désertée, l'industrie est morte à Saint-Lô. Le commerce est à peu près nul, quelques foires et marchés entretiennent un trafic trop faible. L'agriculture est cependant florissante aux environs de Saint-Lô et la plupart des ouvriers sont faucheurs, semeurs, journaliers agricoles.

Les frais d'existence sont élevés, les logements ouvriers bien peu confortables se louent de 80 à 200 francs selon le nombre de pièces (de une à quatre), le prix des vivres est ainsi réparti : Pain 0 fr. 34 le kilog. Viande, la livre : bœuf 0 fr. 90 ; veau 1 fr. ; mouton 1 fr. 20. Cidre 0 fr. 20 le litre ; beurre 1 fr. 25 ; lait 0 fr. 20 le litre. Au point de vue politique, la ville de Saint-Lô est très arriérée, foncièrement cléricale et réactionnaire, les républicains même modérés sont assez mal vus, les socialistes peu nombreux sont boycottés et les quelques libertaires sont relégués et isolés au milieu de cette population hostile.

Quelques groupements se sont cependant constitués ; un groupe républicain et une société de libre-pensée, des conférences ont été organisées par cette dernière.

Il semble que la classe *ouvrière*, le prolétariat se réveille peu à peu, qu'il prend enfin conscience de sa puissance.

A Saint-Lô, la marche de l'humanité vers l'idéal humain, quoique fort lente, s'effectue par étapes certaines et nous espérons que le chef-lieu du département de la Manche ne formera pas toujours l'arrière-garde de la cohorte révolutionnaire entraînant la foule incertaine vers une société meilleure.

Nous souhaitons qu'à l'aurore de justice, depuis trop longtemps entrevue, succède bientôt le beau soleil de la Révolution sociale dont les rayons émancipateurs répandront sur le prolétariat universel les douceurs de la véritable Egalité et de la réelle Fraternité.

Ernest LEPROVOST.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Vaincus ? — A Hennebont, tout est fini. Le patronat, le gouvernement et, plus encore, *la faim* ont eu raison de ces 1,800 ouvriers métallurgistes qui luttaient depuis plus de cent jours contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

La presse bien pensante applaudit et crie que c'est une défaite ouvrière. Et la presse syndicaliste et socialiste de répliquer tout aussitôt que si Hennebont n'est pas une victoire éclatante, on ne peut

la tenir non plus pour une de ces défaites où le vaincu subit jusqu'à l'écrasement la loi du plus fort.

La Voix du Peuple, par exemple, apporte des chiffres, et elle conclut par les mots suivants : « Qu'il plaise aux quotidiens, pour des satisfactions d'orgueil, de présenter cette solution comme une défaite ouvrière... c'est *leur* affaire. Quant aux camarades, sans *crier* à la victoire, ils auront une appréciation *évidemment* différente. »

Eh bien, je ne trouve pas qu'un peu regrettables des lignes comme celles-là. *La Voix du Peuple* serait-elle acquise à l'opinion qui, dans toute grève, ne voit qu'une question de gros sous? Certes, je souhaite sincèrement que tous les conflits entre le capital et le travail aboutissent à des relèvements de salaires. Je ne fais pas fi des résultats immédiats, sachant qu'en un pauvre ménage, un sou est un sou. Mais je soutiens que, sans dédaigner les petits profits de la lutte ouvrière, ce n'est pas pour eux que l'ouvrier doit lutter.

L'ouvrier doit lutter parce que, dans la lutte seule, *il acquerra la force* intellectuelle et morale nécessaire pour jeter bas, en un plus ou moins lointain avenir, la société qui l'opprime et qui l'affame, *et pour lui substituer* une société nouvelle.

La force numérique n'est rien. L'ouvrier, d'ailleurs, l'a toujours possédée. Mais la force du nombre peut soulever des émeutes, elle est impuissante à créer un ordre nouveau, supérieur en justice, en puissance productive et en beauté, à l'ordre de choses ancien.

Quand donc, la grève, qui est la manifestation la plus caractéristique de la lutte ouvrière, — quand la grève est terminée, que faut-il demander?

Si les ouvriers ont obtenu une hausse de salaires de cinq sous par jour? une réduction d'une heure de travail par semaine? Il faut sans doute poser cette question, mais il en est une autre infiniment prépondérante, et que voici : *Les grévistes sortent-ils de la lutte avec une conscience accrue?* Voilà la vraie question, toute autre est accessoire.

Si les métallurgistes d'Hennebont, qui reprendront demain, le ventre vide, le chemin de leur bagne, ont tiré de leur longue grève l'enseignement révolutionnaire qui s'en dégage, comme d'ailleurs de toute autre grève, qu'importe que leurs revendications n'aient pas favorablement abouti? Ils seront plus près du but demain qu'hier, s'ils ont acquis dans l'intervalle le sentiment que de la destruction de l'ordre bourgeois *seule* sortira pour eux le mieux-être qu'ils espéraient jusqu'ici obtenir par la grève.

S'il en est ainsi, les bourgeois peuvent se frotter les mains et se dire vainqueurs. Leur victoire n'est que d'un jour, ils sont les vaincus du temps.

AM. D.

BELGIQUE

Solidarité. — Il y a quelques jours à Uccle (près de Bruxelles), trois ouvriers puisatiers, surpris par un éboulement, furent ensevelis. Pendant plusieurs jours, des pompiers et des soldats du génie travaillèrent au sauvetage de ces malheureux, avec une ténacité, un courage dignes d'éloges.

Le fait, en lui-même, est assez banal; mais combien significatif si l'on médite les chroniques des journaux! Deux choses ressortent nettement, et il est bon de noter que l'accord sur ces points est *unanime* : Incurie des administrations militaire et civile ; dévouement, solidarité de la masse.

Tandis que l'arrivée des secours officiels était retardée par le rouage de la machine administrative, tandis que le matériel envoyé était complètement défectueux, une réelle émulation stimula jusqu'à la fin les sauveteurs qui, obligés de travailler dans de terribles conditions, n'ont eu cependant ni faiblesse, ni découragement. La foule elle-même, la grande foule spectatrice et souvent inerte, a manifesté une étroite solidarité.

La presse ne tarit pas d'éloges pour les dévouements obscurs, et nous cueillons cet aveu, fait du reste par chaque journal, dans le même sens sinon les mêmes termes, quand on découvrit les malheureux ensevelis :

Vivants! ils sont vivants! Et il semblait que chacun retrouverait un ami.

Les grincheux, qui prétendent que l'humanité est mauvaise, en ont menti; chaque fois qu'un malheur a lieu, qu'une catastrophe se produit, elle se dépouille de son indifférence, vibre, plaint les victimes, et s'efforce de leur venir en aide.

A Uccle, la solidarité s'est manifestée avec éclat, l'effort a été considérable; encore une réponse typique à ceux qui calomnient les hommes en parlant de leur scepticisme et de leur égoïsme.

N'est-ce pas précisément ce qu'affirment les anarchistes? Et si l'homme est parfois mauvais, n'est-ce pas surtout parce que corrompu par la société? Si l'homme était l'être égoïste et lâche qu'on représente trop souvent, le verrait-on prouver tant de solidarité, de dévouement, dans ces cas de détresse humaine, où, après avoir sauvé au risque de sa vie la vie de son semblable « il semble qu'en cet inconnu de la veille, il retrouve un ami? »

Que les institutions pourries qui prolongent le malentendu social disparaissent, et l'on verra bien vite les hommes *s'entr'aider et s'entr'aimer!*

JEAN ROULE.

SUISSE

Les camarades russes viennent de faire paraître *Bon révéstnik* (Le Messager de la tempête), organe anarchiste.

Le premier numéro contient, entre autre, le programme du groupe.

Bonne chance à ce nouveau camarade de lutte qui, espérons-le, fera de la bonne besogne parmi les camarades russes.

Adresse : au *Libertaire*, 15, rue d'Orsel.

Mme Karlen, 47, rue de la Servette, Genève.

BRÉSIL

San-Paulo. — Nous lisons ici *avec profit* « La Voix du Peuple », où nous puisons des renseignements pour la propagande. Mais nous ne la recevons plus depuis quelque temps : le dernier numéro reçu est celui du 3 au 10 juin. C'est très mal ; les camarades de la Confédération ne doivent nullement renoncer à une heureuse influence, vu la nécessité d'une solidarité internationale. Je vous prie, cher camarade, de le faire remarquer, à notre profit, à quelque camarade de la Confédération.

A propos ; nous avons reçu avec douleur la nouvelle d'une union... *indirecte* entre le socialisme de l' « Humanité » et quelques militants syndicalistes. Nous qui avons levé fièrement le drapeau du syndicalisme français, sans des liaisons équivoques... Ici on va ergoter, on va triompher aussi. C'est encore très mal, si ce n'est pas un bruit faux.

N. V.

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(*suite*) (1)

En conséquence, encore qu'il se préoccupera d'atteindre à la perfection de la forme, Ibsen ne fera pas de l'art pour l'art. S'il s'interdira de prêcher pour les masses, il se donnera pour mission, néanmoins, d'être un éducateur ou, pour mieux dire et pour dire comme lui « de mettre le feu aux âmes ». C'est pour cela qu'il ne contrariera point sa vocation dramatique — quelque désaccord qu'on puisse relever entre son intention d'écrire pour le théâtre, qui est quasi une tribune, et son refus de s'adresser au public pour essayer de l'émouvoir et de l'instruire.

Il demeurera sur la scène — où il a acquis la certitude d'être dans son élément — et, sans viser à de trop faciles effets, sans vulgariser son langage pour le rendre intelligible à la plus grande quantité de ses auditeurs, il utilisera, en les modifiant, les moyens que la scène mettra à sa disposition et qui permettront à ses pensées de produire, sur les esprits susceptibles d'en être efficacement frappés, la plus intense impression possible.

Sa dramatique se distinguera donc, tout d'abord, par quelque chose d'orgueilleusement indépendant qui tiendra de son indifférence de déplaire. Affranchie des procédés grâce auxquels on se gagne les suffrages publics, elle accusera un caractère d'exceptionnalité un peu bizarre ou, si l'on préfère, déconcertante et comme volontairement excessive qui résultera de la violence même de son affranchissement, de la façon brusque dont elle se sera soustraite aux moindres influences ayant autrefois pesé sur elle.

Sans tenter de l'analyser dans son détail, — ce que ne pourrait raisonnablement se permettre qu'un critique qui posséderait la langue et connaîtrait le génie scandinave, — il y a lieu de signaler qu'elle est, dans toutes ses parties, en protestation constante contre le romantisme.

Le romantisme, c'est la bête noire d'Ibsen comme de Nietzsche; tous deux savent le mal qu'il a causé à la pensée moderne et jusqu'à quel point il l'a débilitée ou stupéfiée. Aussi ne relève-t-on, dans l'œuvre d'Ibsen, — du moins là où il est en complète possession de lui-même, — aucun des défauts particuliers à ses devanciers. Elle ne vise pas à exciter l'imagination et surtout les sentiments, mais à agiter des idées et même des idées abstraites. Si on lui a fait le reproche d'être obscure, cela n'est point, il nous semble, comme on s'est trop empressé de le croire, à cause de son style dont l'élégance — c'est la seule coquetterie d'Ibsen — réside dans une admirable simplicité.

Le manque de clarté du dramaturge norvégien — il faut appeler les choses par leur nom — nous paraît bien plutôt dépendre que d'une insuffisance de précision expressive, de certaines propriétés psychiques de sa race, et encore davantage que de ces propriétés, de l'étrangeté de son tour d'esprit personnel.

Nous gageons que, par plusieurs de ses côtés, l'œuvre d'Ibsen est aussi impénétrable à ses compatriotes qu'à nous. C'est que — nous ne saurions trop insister là-dessus — elle est essentiellement individuelle, surtout dans ce qu'il entre de poésie dans sa composition. Ibsen a autant écrit ses pièces pour lui que pour ce public réduit que nous avons défini. Aussi souvent qu'il lui a plu, il a exprimé son rêve et même il s'est abandonné à sa fantaisie. Mettre des drames ou des épopées au jour, ç'a été une de ses manières de s'aider à conquérir son intégralité, à prendre parfaitement connaissance de soi-même et en jouir. « *Ecrire, déclarait-il, était pour lui comme un bain duquel il sortait purifié, plus sain et plus libre.* (*Discours aux étudiants de Christiania, 10 septembre 1874.* » Il se procurait la volupté de se réfléchir dans ses productions ou encore de produire pour couler ses pensées dans des moules ou les vigoureusement délimiter, (et, de fait, telle de ses pièces n'est qu'un tableau à illustrer une idée).

S'il s'est proposé, de même que Nietzsche, et comme le dit Nietzsche « d'être la conscience de l'âme moderne et de posséder sa science », cela a plus été, pour se donner le droit de s'enorgueillir de la force qu'il serait obligé de réaliser afin d'y parvenir, que pour le profit

(1) Voir les nos 14, 15 et 16.

immédiat que le monde pourrait tirer de sa force...

C'est là, dans ce que nous venons, tant bien que mal d'essayer d'expliquer, qu'il convient de chercher la raison pourquoi on ne saurait attribuer le mérite de l'universalité à l'œuvre d'Ibsen, encore qu'elle ait pour principal titre à y prétendre, les grandes vérités qu'elle renferme. Certes, ce n'est pas sans qu'en soient altérées les qualités qui les feraient s'enfoncer dans le temps et se propager dans l'espace, qu'on restreint ses créations à n'être qu'un miroir de soi-même ou de son entourage, au lieu de les étendre à la réflexion de l'éternelle humanité mondiale.

De quelque cosmopolitisme qu'on le puisse glorifier d'avoir empreint sa vie, Ibsen est demeuré, jusqu'à son dernier souffle, si foncièrement norvégien, que son œuvre, qu'il a identifiée à sa personnalité, en restera pour toujours étrangère, dans plusieurs de ses parties, à la compréhension générale. Comme si les verres bleus de ses lunettes avaient été saturés de l'atmosphère de son pays, partout, aussi loin du Nord qu'il se soit exilé, il n'a vu les hommes, malgré ses regards perçants, qu'à travers une sorte de brume qui les lui a rendus pareils à ses compatriotes. A vrai dire, en quelque lieu qu'il était, il s'enfermait farouchement en lui-même et se dérobait aux sollicitations extérieures. L'obsession de ses souvenirs et des documents qu'il y rattachait était si forte qu'elle l'empêchait d'éprouver le contact des gens qu'il lui arrivait, par aventure, de coudoyer. Il n'étudiait pas d'après *la* vie qui se constitue d'une infinité d'existences et qui, si diversement, à tous les instants se renouvelle, mais d'après *une* vie, une portion de vie plutôt, celle qui avait été la sienne pendant trente ou quarante ans. Isolé, même au sein de la multitude, il reprenait une à une, avec une intègre et méthodique lenteur, toutes les notes qu'il avait accumulées dans son cerveau et qui devaient l'aider à la résolution d'émouvants problèmes. Il avait fait, dans sa jeunesse, à son intelligence, un fond prodigieusement riche, sur lequel il a tout le temps vécu et ses travaux ont été le développement superbe, mais n'ont été que le développement de la pensée initiale qui l'a décidé à les entreprendre.

Au point où nous sommes parvenu de son existence, au lendemain des déceptions que lui a causées l'insuccès des deux premières de ses pièces, dont il était en droit d'espérer quelque honneur, Ibsen a pris définitivement conscience de son génie et de la mauvaise foi ou de l'ignorance du public.

Sa personnalité est formée et ne changera plus. Désormais, aucun des événements qui traverseront les longues années qu'il vivra encore ne l'éprouvera assez pour la modifier, y ajouter ou y retrancher. Essayons donc de l'analyser et il ne nous restera plus qu'à démêler le mieux possible les quelques grands principes de son œuvre qui, aussi bien, sont intimement liés à sa complexion.

Tous ceux qui ont approché Ibsen sont d'accord pour reconnaître que ses manières ne démentaient point l'opinion qu'on était enclin à se faire de lui d'après ce qu'il écrivait. Petit et robuste, il donnait bien cette impression de force concentrée que nous ressentons à sa lecture. Le regard scrutateur, l'air hérissé, presque farouche en même temps que correct, avec on saurait expliquer, quoi qui semble se refuser, du pli mince des lèvres à la redingote strictement boutonnée, tel il paraît, à moins que mû par un sentiment d'aménité il ne se révèle ingénument timide.

Qui l'a vu une fois ne s'aurait l'oublier. C'est un original ; et nous imaginons que si cette épithète lui a été attribuée, il l'a acceptée comme un hommage. Il ne devait tenir à rien de plus, en effet, qu'à la gloire de n'avoir pas, quelque part, son ménechme et c'était, sans doute, que sa bizarrerie d'allure, sa façon de souligner son exceptionnalité morale.

Un seul homme l'a intéressé — Ibsen — qu'il croyait et qui était, peut-être, unique en son genre. Pour le cultiver, il a fait la solitude autour de lui. Vraisemblablement, il devait se louer, dans une certaine mesure, d'avoir été mal accueilli du public et comme incité par son incompréhension à se replier sur soi-même. Fêté, car il était sensible à l'éloge, sollicité, car il était pitoyable, il aurait, à coup sûr, perdu quelque chose de cette vigueur de pensée et de cette hardie indépendance d'opinion qui se sont, au contraire fortifiées sous l'outrage. Ce philosophe hautain, ainsi qu'il arrive souvent, était très bon homme, au fond ; faible au point de se livrer tout entier à la sympathie, de ne savoir se défendre contre l'empiètement des affections communicatives. Aussi considérant son temps comme un capital dont il a intégralement besoin, il exprime avec amertume le regret des moments perdus pour le travail et consacrés à l'amitié...

« Les amis sont un luxe onéreux, écrit-il, non à cause de ce qu'on fait, mais de ce qu'on laisse inachevé par considération pour eux... Maints germes mentaux sont perdus en conséquence. Je l'ai expérimenté et c'est pourquoi j'ai derrière moi plusieurs années pendant lesquelles je n'ai pas réussi à devenir moi-même... »

JOHN-L. CHARPENTIER.

(*A suivre.*)

BIBLIOGRAPHIE

Fil de Fer (1), que nous présente Jehan Rictus, est enfant du pavé de Paris. Sa mère, qui a la prétention d'être de noble extraction, bien trop grande dame pour travailler, vit moitié de mendicité, moitié de prostitution.

Corrodée de haine pour la société qui ne lui fait pas la place qu'elle se croit en droit d'occuper, n'ayant sous sa coupe personne d'autre pour exercer ses appétits de domination, c'est sur Fil de Fer qu'elle épanche sa bile et use de son autoritarisme.

Et c'est l'histoire de ce patira que Rictus nous détaille, réussissant à nous donner la physionomie du gamin, comme il en pousse à travers les pavés des rues.

Le livre est intéressant. Seulement, il y a quelques détails scabreux qui, à mon avis, auraient demandé à être traités d'une main plus légère.

La même librairie nous envoie un tableau de la vie de certains coins de Montmartre, que Jeanne Landre nous raconte d'une façon amusante dans *La Gargouille* (2). Et, sans doute, les initiés pourraient ils mettre de vrais noms sur les personnages qu'elle fait mouvoir.

Mais, ignorant du monde qui s'agite là-dedans, qu'il nous suffise de le prendre comme on nous le donne, pour un roman d'imagination, sans chercher plus loin.

(1) Un volume, 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

(2) Un volume, 3 fr. 50, illustré.

La Gargouille est une actrice déjà âgée et affreusement laide, mais d'un grand talent, qui joue dans un théâtre d'à côté, comme qui dirait le théâtre Antoine.

Tout en n'ignorant rien de sa laideur, tout en ne se faisant aucune illusion, elle finit cependant par se laisser engluer par les cajoleries d'un rapin, dont elle a fait la connaissance dans un des cabarets soi-disant artistiques qui croissent sur la butte. Elle finit par croire aux déclarations brûlantes qu'il lui fait pour en tirer quelques sous, par l'aimer comme une folle, et même par en mourir lorsqu'elle est forcée de constater le mensonge.

A côté du personnage principal se meuvent divers autres types, ayant chacun son originalité. Il ne peut en être autrement sur la butte.

Mais, en somme, le roman est amusant, attachant. Il y perce même une certaine indépendance d'idées qui ne peut que le recommander à nos lecteurs.

La *Librairie du Progrès* (1) vient de terminer la publication du troisième volume du *Dictionnaire* de Maurice Lachâtre, qui se ferme sur la lettre S.

Ce dictionnaire, entièrement refondu, d'après les dernières connaissances, présente de plus l'avantage d'avoir été rédigé au point de vue de nos idées.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Une page sur la contre-révolution russe, par E. Séménoff. 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

Juan Solidado — El Pobre Pépin — deux brochures à 5 cent., par A. Mella, calle de Mendizabal 6, Madrid.

L'Histoire d'une favorite, par J. Leken. 1 brochure, Jules Beernaerts, 35, rue des Sables, Bruxelles.

L'Anarchisme, sa théorie, sa pratique, par J. Viétroff. 1 broch. en russe.

L'*Inutile mascarade*, par C. Darelles, 1 volume 3 fr. 50, chez Douville, rue de Trévise.

La lutte pour les huit heures, par L. Jamin, 0 fr. 35 chez l'auteur, 7, rue des Feuillantines.

Almanaque de o livre pensador, San Paulo, Brésil.

A voir :

Vos Papiers, par Grandjouan, « Assiette au Beurre », n° 279.

Correspondances et Communications

× **Les camarades** qui s'intéressent particulièrement à l'émancipation de la femme et de l'enfant à laquelle je me suis vouée, sont priés de m'envoyer ce qui peut être utile à cette tâche, brochures, journaux, images, etc., à l'adresse ci-dessous Mlle Noémie Martin, à Lacoste (Vaucluse).

× **Les camarades** correspondants avec la J. S. de la Montagne sont priés d'adresser leur correspondances au camarade Baud (Jean-Marie), nommé secrétaire de la J. S. en remplacement du camarade Bertreux (Charles).

× **Milieu libre**, en formation. — Les camarades initiateurs de ce projet ont pour but de tenter une expérience de vie libre, de constituer un foyer de propagande, d'ajouter un nouveau moyen de lutte à ceux existants déjà.

Ils ont l'intention de faire précéder la mise en pratique de leur projet d'une étude approfondie des conditions d'existence dans un milieu libre.

Adresser les communications à *Tézier*, 63, rue des Moines, Paris.

ERRATUM. — Par la faute du clicheur qui a supprimé du texte dans le dessin de Grandjouan, de la semaine dernière, la légende a été rendue incompréhensible.

Dans ce dessin, en haut, on devait lire : *à Carlsbad*, et en bas, *Clemenceau : « Y a pas à dire la « poigne » engendre le « pognon »*, puis en typographie, la ligne qui a été donnée toute seule.

(1) 3, rue des Grands-Augustins.

CONVOCATIONS

L'imprimerie ayant fermé mercredi dernier, il nous a fallu avancer la mise en page d'un jour, c'est ce qui fait que la plupart des convocations n'ont pu être insérées.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 24 août. Atgel, Lucrèce Borgia, de V. Hugo (auditions).

Mardi 28 août. E. Lepez, Le Familistère de Guise (projections).

× **Grupo liberecana esperantista**. — Lundi 27 août, à 8 h. 12, au local définitif, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. Cours d'Esperanto. On peut adhérer à n'importe quel moment.

Dimanche 26 août, à 2 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Causerie-discussion « Sur l'Honnêteté », par E. Armand et J. Dondon. Entrée : 0,20. Il sera remis une brochure à chaque auditeur.

× **L'Harmonie Universelle**. — Groupe communiste d'émancipation intégrale.

Réunion tous les mercredis soir, provisoirement chez le camarade E. Armand, 28, rue des Peupliers, Billancourt.

× LEVALLOIS-PERRET. — **Section antimilitariste.** — Samedi 25 courant, à 8 heures et demie, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier.

Ordre du jour : Organisation du meeting-concert de propagande, à l'occasion du départ des conscrits de la classe 1905.

Les adhésions sont reçues tous les jours, à partir de deux heures, au siège social, 91, rue Chevallier.

× SAINT-DENIS. — **Comité de défense de Louis Grandidier.** — Il s'est formé à Saint-Denis un Comité de défense pour la mise en liberté de Louis Grandidier, condamné arbitrairement sous une dénonciation mensongère.

Pour aider ce Comité à mener l'œuvre qu'il a entreprise, nous faisons appel à tous les camarades que cette cause intéresse.

Ecrire au camarade Théophile, 4, rue de l'Espérance, à Saint-Denis.

Réunion du Comité, mercredi 22 courant, salle Treinel, 30, rue du Port. Les adhésions y seront reçues.

× COURCELLES. — Dimanche, 2 septembre, rendez-vous, à 10 heures du matin, place de la Gare, Charleroi (Nord), pour se rendre au local choisi.

But de la manifestation : Organisation d'un groupe antimilitariste.

Adresser les communications à Dayet, café des Croisades (Petit Courcelles), ou à Léo d'Allvay, café des Libertaires (Courcelles-Centre).

BOITE AUX ORDURES

Tous les anarchistes, suivant l'exemple des députés monarchistes et réactionnaires, vont sans doute applaudir fermement Biétry qui s'est aussi déclaré le champion de la liberté individuelle. En socialisme, dit-il, les ouvriers seront de vrais esclaves.

(L'*Union des Travailleurs*, dirigé par L. Goaziou, ci-devant anarchiste, Charleroi, États-Unis, numéro du 5 juillet.)

Petite Correspondance

J., à Surgères. — Il n'existe pas de compte-rendu du congrès antimilitariste.

C. A., à Aubigny. — *Les Syndicats et la Révolution* et *l'Anarchie*, de Malatesta, épuisés.

S. de C., à Lisbonne. — Brochures expédiées.

Le Progrès, Le Havre. — Les clichés sont à Delesalle. Je lui fais passer votre lettre.

R. F., à Paris (XIe). — Les souscriptions ne sont pas à dédaigner ; mais il n'y a que les abonnements qui soient d'une efficacité plus durable. Les appels de fonds, j'en suis fatigué.

B., à Roubaix. — K., à Grenoble. — V., à Essonnes. — J. T., à Laigneville. — M., à Charenton. — L., à Epinal. — C. P., à Couéron. — A. F., à La Celle-Dunoise. — M., à Nîmes. — C. P., à Levallois. — M., à New-York. — C., au Kremlin. — G. C., à Marles. — C. S., à Givors. — B., à Port-Louis. — C. R. — K., à Hermes. — F. S., à Saint-Gall. — F. B., à Rouësse-Fontaine.

Reçu pour le journal :

C. G., à San-Francisco, 2 fr. — M. T., à Lima, 15 fr. — J. D., à Pomarez, 0 fr. 50. — J. à Surgères, 2 fr.

Merci à tous.

MUSÉE DES ANERIES

Cependant elle n'avait point accumulé sur elle des richesses considérables.

Luciennes (un magnifique château), sa maison dans les avenues, des diamants et 100.000 livres de rente viagère : c'était tout ce qu'elle possédait.

M. VITRAC et ARNOULD GALOPIN.

(*Madame Du Barry*, feuilleton du *Journal*, 28 juillet 1906, col. 1.)

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
La Peste religieuse, par J. Most	» 10
L'éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
A Emile Zola, par Ch. Albert	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	1 fr.
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet	» 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille	» 15
Organisation. Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac	» 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck	» 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton	» 15
La Mano Negra, couverture de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy	» 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard	» 15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck	» 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault	» 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul	» 40
Documents Socialistes, Dal	» 40
Au Café, Malatesta	» 30
Chansonnier révolutionnaire	» 40
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
L'Etat, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen	» 25
Aux femmes, Gobier, couverture de Agard	» 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul	» 15
Le prêtre dans l'histoire, par Roméo Manzoni, franco	» 35
Le Patriotisme, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henry	» 20
La Grève générale, par Briand	» 10
L'Antipatriotisme par Hervé	» 15
Le procès des quatre, Almereyda	» 20
Le rôle de la femme Fischer	» 25
Militarisme, Fischer	» 25
La Guerre, Mirbeau	» 35
L'Evolution de la Morale, Letourneau	» 35

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues **75** francs l'édition ordinaire, **150** francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **1 fr. 40**, **2 fr. 25** et **5** francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1 fr. 40** et **3 fr. 25.**

Il nous reste un petit nombre :

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de 3 francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro. 2 francs.
— 3e — de Luce. 2 francs.
— 4e — de Lebasque, 2 francs.

Tirage d'amateurs. 3 fr. 50.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, 1 fr. 50 ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Il en reste très peu des deux.

CARTES POSTALES ILLUSTRÉES

Nos calotins série de 6 cartes, par Jules Hénault, la série, franco	» 50
— 2e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco.	» 50
— 3e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco.	» 50
Série de 6 cartes **Marines**, d'après les eaux-fortes de V. Rysselbergue, franco	» 60
Patriotisme-Colonisation, série de 10 cartes, dessins de Roubille, Luce, Willaume, Hermann-Paul, Lefèvre, Jehannet, la série, franco	» 60
Une série de 18 cartes postales gravées sur bois par Berger, reproduction des lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux*, la série, franco	1 50
Biribi, par Luce	» 10

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



12e ANNÉE. — N° 18. 1er SEPTEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Nous les prions de s'occuper, chacun dans leur localité, ou dans celles où ils passent, de bien vouloir organiser la vente, en se présentant chez les libraires, et en leur indiquant qu'ils peuvent se procurer le journal chez le correspondant de leur localité de la maison Hachette.

De l'esprit de suite

S'il y a une qualité qui amène un résultat dans toute entreprise, c'est bien l'esprit de suite. Prendre une décision et vouloir résolument ce que l'on a décidé est le fait d'un homme qui veut aboutir. Malheureusement cette qualité fait trop souvent défaut dans nos rangs. Trop d'impulsifs et pas assez d'actifs, tel est notre bilan.

Et pourtant si chacun voulait s'en donner sérieusement la peine, notre propagande y gagnerait en intensité et en efficacité. Point n'est besoin d'efforts considérables, il suffit que tous apportent constamment leur aide et leur soutien. Il ne s'agit pas de faire beaucoup, il s'agit d'être beaucoup, mais il ne faut pas que l'armée des bonnes volontés s'éclaircisse tous les jours de quelques unités. Si elle est forte d'un millier aujourd'hui, il faut qu'elle soit encore forte d'un millier demain et si chaque bonne volonté s'estime à un centime par jour, mais à un centime tous les jours, vous compterez vous-mêmes les résultats après une année d'exercice.

Soyons solidaires et soyons une personnalité active à la propagande de nos idées. L'entr'aide est une condition de vie intense et doit faire place à l'insouciance ou à l'indifférence d'un trop grand nombre. Si la fortune vient en dormant, les résultats ne s'obtiennent que par une volonté inlassable.

Vouloir! tel est le remède à notre mal. Celui qui s'habitue à vouloir souvent, à vouloir énergiquement, développe en lui son initiative, sa vigueur, son esprit de suite et plus on fortifie sa volonté plus on est capable d'agir. Mais les décisions manquent de fermeté et de fixité. Une fois, deux fois, trois fois, on veut, puis c'est la lassitude, c'est la fin.

Il serait puéril de refaire le procès de l'argent, mais il n'en est pas moins vrai qu'à l'heure actuelle, c'est une puissance formidable et je ne m'abuserai pas en disant qu'elle est aujourd'hui prépondérante. Ne soyons pas les esclaves des mots et tâchons de mettre cette puissance à notre service. Agir c'est superbe, mais comment agir sans argent, quels moyens avons-nous d'agir, nous qui sommes disséminés et manquons par conséquent de cohésion? Acceptons donc ce dualisme moderne de l'action et de l'argent et travaillons tous ensemble à la destruction du vieux monde.

Connaissez-vous le taret?

C'est un petit mollusque marin n'ayant qu'une très fragile coquille qui laisse à découvert la plus grande partie de son corps. Eh bien, ce taret a fait un travail gigantesque, il a fait ce que toutes les fureurs de l'Océan n'avaient pu faire, il a détruit les digues de la Hollande qui, en 1734, s'écroulèrent sous ses atteintes. Serez-vous plus impuissants que ce mollusque?

Pensez à la révolution de 1734, soyez l'ouvrier s'attaquant sans cesse et sans relâche aux digues du vieux monde et si vous ne pouvez agir directement vous-même, donnez-en les moyens à tous ceux qui veulent combattre.

A. Pioton.

LES DEUX TENDANCES

Même après les articles si informés du camarade Petit, il convient de revenir sur les luttes qui divisent actuellement les instituteurs en deux camps adverses afin d'en préciser le caractère.

Or, les discussions des dernières assemblées des Amicales qui, toutes ont roulé sur « les droits politiques de l'instituteur » nous permettent de le faire avec une quasi-certitude.

On a pu voir en ces discussions, souvent orageuses, les diverses tendances se fondre en deux courants contraires; celui des « Vieux » et celui des « Jeunes », celui des conservateurs et celui des révolutionnaires.

Les premiers sont les dignes défenseurs de la bourgeoisie, se raccrochant aux vieilles institutions parées d'étiquettes nouvelles; ils ont cet esprit bourgeois fait de respect de l'autorité et de mépris envers l'ouvrier, mépris dissimulé sous une vague condescendance démocratique... Ils sont les défenseurs attitrés des chefs; pour eux la hiérarchie est nécessaire et ils manifestent une pitié ironique envers « ces jeunes gens » qui veulent tout chambarder. Ils sont les champions de cette bonne troisième République qui leur donnait 600 francs par an, il y a vingt ans; ils sont patriotes et anticléricaux, mais surtout politiciens et c'est pitié de les entendre conter leurs luttes pour le candidat radical contre le clérical; ils sont rarement au-dessus de la masse et quelquefois au-dessous; ne voit-on pas certaines communes gagnées déjà par le socialisme trouver dans l'instituteur l'ennemi des idées nouvelles, parce qu'elles font « le jeu de la réaction »?

A l'autre bout, sont les instituteurs révolutionnaires, socialistes ou libertaires, presque tous jeunes, ardents, audacieux, avides de réformes et de propagande, allant résolument au peuple et s'exposant gaiement aux foudres administratives. Ils ne sont guère plus du dizième du corps enseignant, mais on les trouve partout; ils mènent souvent les Amicales, chargent les ordres du jour de vœux hardiment novateurs et ont réussi souvent à entraîner, grâce à leur élan, la masse timorée et moutonnière à des votes de surprise.

L'administration qui a bien compris les dangers d'un tel esprit de révolte a frappé impitoyablement les propagandistes, Bretin, Vadez, Guérin, Brizon, etc. (et je sais pour moi-même, ce qu'il en coûte de répandre les idées anar-

chistes ayant dû faire six postes en trois ans). Mais les persécutions sont allées naturellement contre leur but; les jeunes se lancent de plus en plus dans la mêlée.

Quand le Pouvoir s'est vu impuissant à vaincre ce mouvement, il a voulu le déprécier. On a traité ces vaillants d'écervelés et de fous. Le recteur Payot a nommé les syndicalistes des énergumènes; il a préconisé la fusillade pour les instituteurs hervéistes. Tout cela n'a servi qu'à exciter les esprits, et aujourd'hui l'administration tremble devant ce mouvement déjà menaçant. Et la preuve : elle n'ose plus sévir pour les faits essentiellement politiques; elle cherche à se venger sur des fautes professionnelles qu'elle invente, quand il le faut.

C'est que l'état psychologique des jeunes instituteurs est tout autre que celui de leurs anciens. Ils ne connaissent, ni la peur, ni les compromissions, ils emploient toute l'ardeur de leurs jeunes années à l'œuvre de rénovation sociale. Nourris des sociologues, ayant vu la misère et la dégénérescence du prolétariat mais trouvant en lui plus de franchise, plus de bonté, moins de lâcheté et d'égoïsme que parmi les politiciens et arrivistes « intellectuels »; ils se sont joints à lui dans sa guerre à l'antique société.

On devient révolutionnaire parce qu'on a souffert ou vu souffrir, parce qu'on a senti la misère des débuts, les injustices criantes, les saletés politiciennes et le mépris des bourgeois. On en arrive à désirer la fin de ces institutions iniques et désuètes.

Et nous pourrons voir bientôt venir grossir le bataillon de révolte nombre de jeunes institutrices, adversaires des préjugés ridicules, esprits libres, mais retenues trop longtemps dans le silence et l'inactivité par l'administration. Il existe chez ces jeunes filles une haine sourde contre les chefs. Elles les ont mieux connus que nous encore, parfois sous la forme du satyre abusant d'elles et pratiquant le chantage, du tyran et du lâche les obligeant à épouser le premier instituteur venu lorsque leur crime a mis la faible jeune fille en une position qu'ils qualifient de honteuse. Reléguées dans des hameaux perdus de la montagne, au milieu de populations fanatiques et ignorantes, livrées à tous les dangers et à toutes les méchancetés, n'ayant personne à qui faire part de leurs pensées; frappées impitoyablement quand elles s'avisent, en leur cruel isolement, de recevoir quelque ami qui partage leurs idées et comprenne leur tristesse; elles tombent en une espèce de neurasthénie qui devient une soif de libération et de vengeance.

Parmi ces ennemis de l'autorité administrative, se trouvent aussi beaucoup d'instituteurs et institutrices non sortis des Ecoles normales, parfois méprisés sottement des anciens normaliens; jeunes gens, qui, le plus souvent, ont voyagé, puis sont venus à la suite de déboires, échouer dans l'enseignement et y apporter avec l'esprit de révolte, leur expérience de la vie.

⁂

Entre ces deux tendances extrêmes, s'agite la masse des vendus : jaunes, socialistes à l'eau de rose, démocrates, philosophes hâbleurs, voulant des réformes pour eux seuls, voulant le maintien de ce qui peut leur profiter, détestant les révolutionnaires qu'ils accusent de déprécier l'école laïque, ils votent avec eux quelquefois. Ils sont francs-maçons presque tous et constituent la tourbe des fichards, mouchards, politiciens et directeurs d'écoles. Ils sont prêts à toutes les trahisons, à toutes les platitudes pour la possession d'un poste qu'ils convoitent. Leur politique est une politique de petits profits; ils ménagent tous les partis, toutes les coteries, profitent de tout et de tous, ont l'oreille du député, du maire et du chef et sont des modèles d'arrivistes.

Les révolutionnaires de plus en plus acharnés et audacieux ont presque partout été vainqueurs sur les fameuses questions des libertés politiques de l'instituteur et du syndicat. Pour la première fois, on a vu les idées anarchistes se manifester à la tribune. Et l'on a pu être témoin de discussions terribles entre les dogmatiques républicains vendus au pouvoir refusant la liberté de conscience à la fois aux cléricaux et aux révolutionnaires de toutes nuances, et ces révolutionnaires socialistes et libertaires marchant d'accord pour la défense de leurs idées, remportant enfin la victoire et arrivant à des votes de ce genre : « *Toutes les idées, dans toutes leurs manifestations* seront reconnues à l'instituteur, et seront soutenues par l'Amicale, quand elles ne seront pas des questions de personnalités ».

Le même acharnement fut manifesté dans les discussions sur le droit syndical. L'on put entendre les derniers et rares défenseurs du *statu quo*, patauger en de misérables paralogismes, établir des distinctions subtiles entre les fonctionnaires et les ouvriers, évoquer le danger de l'affiliation à la Confédération du Travail et du recours à la grève générale. Le droit au syndicat fut voté presque partout; nombre d'antisyndicalistes le votèrent ou s'abstinrent; et on pourra les voir, dès maintenant, s'incliner devant la chose votée, chercher à accaparer le syndicat à la grande satisfaction de l'administration. On verra plus d'une conversion spontanée, hypocrite et intéressée; l'on verra peut-être l'intrigue, la corruption, la trahison renaître au sein du syndicat; mais c'est alors, que nous, les Jeunes, nous aurons à jeter par-dessus bord les arrivistes, les faux-frères, tous les stipendiés du Pouvoir. C'est alors que le milieu sincère et vaillant des Bourses du Travail influera sur les esprits poltrons et hésitants et encouragera les forts.

Un résultat indéniable est acquis : la scission entre les Amicales et l'administration; le temps des ententes cordiales est heureusement passé et c'est la lutte qui s'engage : nous la mènerons à bonne fin.

Le syndicat, la liberté politique sont nos moyens d'édifier la société de l'avenir, de conquérir notre autonomie en nous séparant du pouvoir. « L'école aux instituteurs » tel sera le mot d'ordre auquel nous nous tiendrons.

OWRONY.

Collaborations d'à côté.

LES ÉCONOMATS PATRONAUX (1)

Qui dira jamais tous les méfaits de la philanthropie? Je me hâte d'ajouter que parmi les philanthropes professionnels ou d'occasion, il est juste d'établir deux catégories : les uns sont sincères et croient vraiment que leur zèle, inspiré par les motifs les plus louables, peut obtenir de bons effets; les autres prennent tout simplement le masque des intentions humanitaires pour s'assurer plus sûrement l'exploitation de ceux qu'ils prétendent aider. Mais il n'est pas du tout sûr que les seconds soient plus malfaisants que les premiers.

Ce fut une création d'allure philanthropique que celle des économats patronaux qui prospèrent encore dans un certain nombre d'industries. Mais le plus étonnant, c'est que ces économats puissent encore vivre et que le législateur français n'ait pris encore contre eux aucune mesure sérieuse. La plupart des autres pays industriels ont réglementé ces institutions d'une manière extrêmement sévère et parfois même draconienne. En Angleterre, la loi du 4 août 1896 interdit au patron de vendre des marchandises à ses ouvriers et même de leur indiquer des fournisseurs. La sanction est rigoureuse : aucune action en paiement n'est accordée au patron en raison des fournitures qu'il a pu faire.

Aux Etats-Unis, la plupart des Etats ont une législation semblable. En Autriche et en Allemagne, le patron ne peut fournir d'aliments à l'ouvrier que si le prix de vente n'est pas supérieur au prix d'achat. La loi belge est très énergique. En Russie même, des précautions spéciales sont prises — (autorisation de l'inspecteur, approbation de la liste des objets vendus, affichage mensuel des prix de vente) — pour protéger les ouvriers. En France, nous en sommes encore à l'article 4 de la loi du 12 janvier 1895 d'après lequel : « Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dûs par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature. » Ce texte n'a entravé en aucune manière le fonctionnement des économats patronaux, car malgré le vœu émis par le Conseil supérieur du travail, malgré le projet déposé par le gouvernement, les Chambres n'ont pas décidé que « le payement des salaires aurait lieu par quinzaine, en monnaie fiduciaire ayant cours ». Les patrons peuvent donc continuer à payer leurs ouvriers en nature dans leurs économats!

Or, c'est là une des servitudes que les ouvriers repoussent avec le plus d'énergie et de raison. En luttant contre ces institutions patronales, ils savent qu'il s'agit pour eux d'une lutte vitale, ils n'en ont pas seulement le sentiment confus, mais la claire et distincte aperception. Plusieurs grandes grèves mémorables, celle de Bessèges en 1883, celle de Decazeville en 1886, et tout récemment celle de Longwy, ont eu pour principal mobile le désir d'échapper à l'exploitation et à la contrainte des économats.

Il est difficile pour ceux qui vivent dans les grandes villes où l'abondance de la concurrence et la diversité des groupements laissent aux consommateurs une liberté presque entière, de se représenter la vie de l'ouvrier dans certains centres industriels où la population est constituée à peu près exclusivement par les travailleurs qui relèvent de l'usine. D'après nos idées courantes, il nous semble naturel qu'un homme, une fois son travail accompli pour lequel il touche le salaire convenu, reprenne son indépendance entière, l'indépendance de sa pensée et de ses actes, qu'il fasse de son temps en dehors de l'usine et du salaire qu'il a reçu, l'usage qui lui plaît.

Transportez-vous dans certains centres industriels. L'ouvrier sort du travail et rentre chez lui; chez lui, c'est une maison de la Compagnie dont il est le locataire. Il se rend à la mairie, il y trouve son directeur qui est le maire, l'ingénieur en chef, premier adjoint, l'ingénieur divisionnaire, second adjoint. Il veut se vêtir? se nourrir? Voilà les magasins de la Compagnie, l'économat où on lui procurera les objets et les denrées nécessaires. Encore la Compagnie. Partout il se heurte à elle. Il ne fait pas un pas sans la rencontrer. Il est pris dans une organisation impitoyable qui la lui rend toujours présente. Et à supposer même que la Compagnie ne prélève pas sur les objets qu'elle lui vend des bénéfices qui viennent par contre-coup diminuer effectivement son salaire, à supposer que la Compagnie soit honnête, désintéressée, guidée par des sentiments philanthropiques véritables, comment croire que cet homme pourra supporter longtemps d'être ainsi pris tout entier, séparé du reste du monde, constamment dominé à tous les instants de sa vie, et comme producteur et comme consommateur, par l'organisation patronale!

(1) Bien entendu, nous reproduisons cet article pour les faits qu'il constate, et non pour ses appels à la législation.

On comprendrait déjà sa révolte. Mais que dire quand les économats ne forment qu'une application raisonnée et réfléchie de ce que l'on a appelé le truck-system? Il s'agit alors tout simplement de dépouiller l'ouvrier de son salaire. Les esclaves de l'antiquité ne recevaient pas de paie de leur maître; ils étaient seulement nourris. Les économistes les plus enclins au pessimisme ont insisté de nos jours sur la fameuse loi d'airain de Lasalle, d'après laquelle le salaire de l'ouvrier tend à s'approcher de ce qui constitue le strict nécessaire pour qu'il puisse vivre et se reproduire, lorsqu'il ne tombe même pas au-dessous. Si cette loi n'est pas exacte, du moins les économats patronaux se prêtent-ils d'ordinaire admirablement à en favoriser l'application. Par l'économat le patron arrive à connaître les besoins de l'ouvrier : il sait dès lors jusqu'où il lui est possible de réduire les salaires. Et en réalité il n'est plus, à proprement parler, question de salaires, sinon pour la forme. Lorsque sur le salaire nominal le patron a prélevé le prix du loyer, le versement pour la retraite — que l'ouvrier ne touchera jamais, car il sera renvoyé à temps — le montant des dépenses faites par l'ouvrier à l'économat, plus celui des amendes, celui-ci n'aura plus rien à toucher, si même il n'est pas le débiteur du patron. Ainsi par un détour ingénieux et effrayant, la condition de l'ouvrier se trouve ramenée à celle de l'esclave antique.

Qu'on ne m'accuse pas de pousser systématiquement au noir le tableau que je viens de tracer. Je me garde bien d'affirmer que telle soit la condition de tous les ouvriers en général, ou de tous les ouvriers des entreprises à économats. C'est assez que ce soit celle d'un trop grand nombre; c'est assez que notre législation puisse permettre des exploitations de cette espèce. Les services que les économats peuvent rendre dans certaines régions où la subite croissance d'une industrie a aggloméré une nombreuse population ouvrière avant que le commerce local ait pu répondre à l'augmentation des besoins nouveaux, peuvent être assurés par des Coopératives. Les ouvriers y gagneront tout : la certitude d'abord de ne relever que d'eux-mêmes, et d'échapper hors de l'usine à une tutelle insupportable, celle de n'être pas exploités en quelque sorte à un second degré, et l'occasion de faire l'apprentissage de l'association. La France reste malheureusement en retard sur la plupart des autres nations industrielles. Peut-être la raison en est-elle que le truck-system s'y est moins brutalement et moins cyniquement développé qu'ailleurs. Mais elle se doit à elle-même de modifier la loi de 1895 et de mettre un terme à l'existence des économats patronaux unanimement réprouvés par la classe ouvrière.

Pierre Poisson.

(*La France*, de Bordeaux, 21 décembre 1905.)

Notes Diverses

Trade Unionisme et Politique. — Le président et le Comité d'administration de l'*American Fédération of Labor* ont envoyé des circulaires à toutes les Unions des Etats-Unis pour les engager à prendre ouvertement part au mouvement politique.

Le trade unionisme se propose de nommer de bons députés qui élaboreront de bonnes lois établissant d'une façon définitive l'harmonie entre le Capital et le Travail. Son but est de supprimer les grèves et leurs conséquences déplorables: la violence et les attentats aux lois, afin de permettre aux capitalistes et aux ouvriers réconciliés de contribuer à la prospérité et à la gloire de la grande Amérique.

La politique des Trades Unions s'annonce des plus conservatrices, elle se proclame surtout pour le respect des institutions actuelles; le programme qu'elles admettent déjà est des plus réactionnaires : cléricalisme, nationalisme et servilisme, telle est et telle sera sa devise. En un mot, pour résumer tout le trade unionisme américain, il est urgent de dire qu'il est un des adversaires les plus déclarés de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

⁂

Capital et Travail. — A San Francisco le *Building trade Council* — la Fédération du bâtiment — après s'être d'abord opposé à toute demande d'augmentation de salaire, a fini par se rendre aux protestations des unions locales.

MM. les capitalistes qui ne cessent de nous parler sur un ton emphatique, de patriotisme, et de prospérité nationale, ont profité du désastre de la cité californienne pour majorer leurs produits de toute sorte de 40 0/0 et, si on les eût laissés faire, ils auraient poussé le patriotisme et la philanthropie jusqu'à profiter du désarroi momentané pour diminuer les salaires.

Les unions ouvrières de San Francisco qui ont protesté contre l'attitude du *Building trade Council* local étaient donc dans la logique en demandant une augmentation de salaire correspondant à la majoration de 40 0/0 faite par les trusts, les commerçants et les propriétaires, sur les denrées alimentaires, meubles, vêtements, loyers, etc.

Mais dans toutes ses manifestations, même lorsqu'il semble revêtir une apparence de libéralisme, le trade unionisme se dénonce réactionnaire à outrance.

C'est ainsi que nous voyons les unions des plombiers se mettre en grève pour obtenir une juste augmentation d'un dollar par jour, et déclarer ensuite (ô contradiction égoïste et conservatrice!) que, désormais, ils n'accepteront plus de nouveaux membres même lorsque ceux-ci seraient déjà affiliés à des unions d'autres villes.

Les marins et tous ceux qui travaillent à bord des bateaux (1), faisant la côte du Pacifique, sont en grève depuis plus de deux mois.

Suivant un contrat passé antérieurement entre la Fédération des travailleurs maritimes de la côte du Pacifique et l'Association des armateurs, celle-ci devait accorder à ses employés une augmentation de salaire à partir du 1er mai 1906.

Or, à la demande des travailleurs maritimes l'Association des armateurs a répondu par un *lock-out*; elle a déclaré que désormais elle n'emploierait plus aucun unioniste et dès le début du conflit elle s'est montrée rebelle à toute négociation avec les délégués des unions. Des grévistes ayant voulu se rendre à bord d'un bateau pour parlementer avec les *jaunes* qui avaient pris leurs places, furent reçus à coups de fusil; un d'eux fut tué et trois autres furent blessés.

Si, mues par un sentiment de légitime solidarité, les unions de San Francisco eussent protesté contre ces assassinats et qu'elles eussent fait cause commune avec la Fédération des travailleurs maritimes, il est plus que probable que MM. les armateurs seraient revenus de leur arrogance et auraient fini par se rendre aux justes revendications des ouvriers de la mer. Tandis qu'au contraire, devant l'indifférence des autres organisations ouvrières, cette grève traîne en longueur et semble promise à la mort par consomption.

D'autres grèves sont en perspective, toujours pour le motif que j'ai déjà cité. Le maire de San Francisco, l'élu du trade unionisme, se propose de faire appel à tout les *leaders* des unions et de les prier d'user de leur influence pour éviter de nouveaux conflits économiques. Parlant de patriotisme et de prospérité nationale, il demande aux unions de faire un petit sacrifice, c'est-à-dire d'abandonner toute idée de grève et de continuer à travailler aux conditions antérieures. Certainement, M. le maire ne veut, en aucune façon, entraver la *libre spéculation* de MM. les capitalistes s'unissant en *trusts* pour spéculer sur les malheurs d'une ville sinistrée.

⁂

Messieurs les philanthropes. — Après la stupeur occasionnée par la terreur militariste qui sévit pendant de longues semaines sur toute une population affligée, le peuple des déshérités de San Francisco a commencé à comprendre toute la signification de cette grande philanthropie, officielle et privée, dont la presse a fait universellement l'éloge.

Cette philanthropie qui se manifesta d'abord par l'envoi de wagons de conserves empoisonnées et de viandes tuberculeuses ou pourries provenant des abattoirs de Chicago et de leurs succursales, aurait eu pour premier résultat d'occasionner la mort à maints sinistrés et de ruiner la santé d'un nombre incalculable d'autres.

Quant aux millions de dollars et aux articles de valeur qui arrivèrent au comité de secours, ils servirent à enrichir toute une bande de chenapans de la politique, décorés pompeusement du titre d'hommes incorruptibles.

La presse finit par s'émouvoir, elle constata d'abord que tout un camp de sinistrés avait été empoisonné par l'usage des aliments philanthropiques. Le comité du parti socialiste fit une enquête. Il découvrit que tout le bureau de secours, ayant en tête M. Devine, professeur à l'Université de Colombie, président de la Croix-Rouge et spécialement délégué par le président Roosevelt au soin de distribuer les secours, avait, grâce à de forts *pots de vin*, permis à un entrepreneur d'ouvrir une cuisine économique dans chaque camp où se trouvent les tentes des malheureux sinistrés d'avril.

Dans ces cuisines philanthropiques, le prix d'un repas était fixé à 10 ou 15 sous par personne. Le coût de chaque repas devait être payé en espèces ou en bons de 10 ou 15 sous que les sinistrés pouvaient se procurer au comité de secours.

Dans leur rapport, les socialistes déclarent que ces cuisines sont des plus dégoûtantes en ce qui concerne la propreté et l'hygiène; quant à la viande, ce n'est que de la charogne et tous les autres aliments sont infects; certains d'entre eux, surmontant leur répugnance, ont goûté à cette nourriture, ils ont tous été malades, presque empoisonnés.

Cinquante mille sacs de farine sont arrivés à San-Francisco pour être distribués aux nécessiteux; le comité de secours déclare que si cette farine était distribuée gratuitement, il en résulterait un grand tort pour le commerce de cette ville. Sous ce prétexte, et pour obtenir un *pot de vin*, il vend cette farine à un trust à un prix dérisoire.

Les dons en espèces reçus par ce comité s'élèveraient à six millions de dollars (6.000.000). Pour la distribution de cette somme, une commission spéciale est nommée.

Dès son entrée en fonction, cette honorable commission, composée d'individus dont tout le mérite est d'être des créatures de politiciens, déclare qu'elle va étudier les moyens de distribution les plus pratiques. Or, nous ne savons encore rien sur le résultat de cette étude, si ce n'est que les commissaires perçoivent régulièrement, chaque mois, leurs appointements s'élevant à un total d'*un million* de dollars par an.

Si cette commission continue à étudier jusqu'à l'année prochaine, les six millions de dollars seront absorbés en honoraires et en *pots de vin*.

Les sinistrés se sont organisés; ils ont tenu des meetings de protestation et ont publiquement déclaré qu'ils avaient été spoliés, volés, empoisonnés par le comité de secours, présidé par M. Devine, la créature de Roosevelt et de la clique gouvernementale.

— Pourquoi vend-on la farine qui nous appartient? crient les malheureux destitués. Pour permettre à un trust de réaliser plus d'un million de dollars. Où sont passés les wagons de couvertures qui nous ont été envoyés? Un parent d'un membre du comité en a ouvert un magasin à Oakland (1).

Quant aux effets, aux vêtements neufs, la presse locale nous apprend qu'ils ont été vendus à un chiffonnier en gros.

A l'occasion du départ de M. Devine, et pour protester de sa haute loyauté, les affameurs des trusts, les concessionnaires, les grands négociants, les souteneurs de la politique et de la prostitution, ont donné en son honneur un banquet dans le plus grand hôtel de San-Francisco.

Pendant que tous ces messieurs faisaient son éloge, des sinistrés, hommes et femmes, au nombre de plus de deux mille entourèrent l'hôtel en criant :

(1) Exception faite des mécaniciens qui appartiennent à une union indépendante et qui ne peuvent, en aucune circonstance, se déclarer en grève sous peine de se voir retirer leur certificat délivré par le gouvernement.

(1) Ville voisine de San-Francisco.

— *Nous avons été volés, nous n'avons pas de pain; c'est à nos dépens que l'on fait ripaille.*

Les manifestants parcoururent ensuite les rues de la ville en protestant contre M. Devine et tous ceux qui banquetaient avec l'argent volé.

Un journal local, *The Socialist Voice*, établit un parallèle entre le menu du banquet des philanthropes capitalistes et la pitance allouée aux malheureux *destitués*. Ce menu comprend les mets les plus riches et les plus recherchés. Voici d'autre part, le détail de la ration quotidienne distribuée dans les camps des sinistrés : 32 haricots, 2 œufs avariés, 3 morceaux de pain dur, le 1/4 d'une tasse de riz, 1 petit morceau de lard tellement pourri qu'un chien n'aurait pas pu le manger; et cela pour trois personnes.

Le rapprochement se passe de tout commentaire.

LAURENT CASAS.

MOUVEMENT SOCIAL

Leur patrie. — Extrait d'une circulaire de la Banque Lilloise, Ed. Riondel (succursale de Paris), attirant l'attention sur la « Canadian Métal Cy », Société ayant pour objet l'extraction, l'enrichissement des minerais de zinc...

« Par ces temps d'hésitations et d'incertitudes, « j'ai pensé qu'il vous serait agréable de connaître « cette affaire gérée par des Français avec des « capitaux Français, mais dont les établissements « industriels sont situés en *Colombie Britannique* « (Canada), *pays de protectorat anglais, à l'abri « des convulsions politiques et des agitations ou- « vrières.* »

Mourir pour la Patrie,
C'est le sort le plus beau, etc...

(De la *Vie Ouvrière*).

⁂

Pour Grandidier. — Un comité vient de se former à Saint-Denis afin de poursuivre la libération du camarade Louis Grandidier. Ce comité adresse à la population un appel, où nous puisons les renseignements suivants.

Le 7 octobre dernier, des perquisitions étaient opérées sur tout le territoire français chez les ouvriers soupçonnés de professer des idées antimilitaristes. Au cours d'une de ces visites domiciliaires, à Montluçon, un flacon contenant des substances explosives fut découvert chez l'ouvrier Auguste Dagois.

Or, Dagois hospitalisait depuis quelques jours le camarade Grandidier. L'occasion d'impliquer celui-ci dans les poursuites contre Dagois était trop belle, la police ne pouvait la laisser échapper. Dagois, faible de caractère, fut intimidé, menacé. Il eut peur et avoua avoir reçu de son hôte le flacon subversif. Grandidier fut aussitôt arrêté, le dénonciateur resta libre.

Mais bientôt, pris de remords, Dagois déclara en présence de 18 témoins avoir agi sous l'inspiration du commissaire de police. L'aveu fut signé par lui. En correctionnelle, Grandidier fut acquitté et Dagois condamné à six mois de prison. On pouvait croire l'affaire terminée. Il n'en fut rien : le procureur fit appel et le 13 décembre, Grandidier comparaissait devant la cour de Riom. Là, coup de théâtre, Dagois, revenant sur ses déclarations, reprit sa version primitive, accusant à nouveau son camarade. Grandidier fut condamné à *un an de prison*.

Condamné quelques jours plus tard dans le procès des antimilitaristes de Paris, Grandidier eût dû être rendu à la liberté par la dernière loi d'amnistie. Or, il est toujours en prison, en train de purger la peine que lui a infligée la cour de Riom.

Voilà les faits au sujet desquels le comité de Saint-Denis tente d'émouvoir l'opinion publique. Souhaitons qu'il y parvienne et que le camarade Grandidier soit bientôt rendu à la propagande, à laquelle un déni de justice est venu l'arracher.

J. L.

⁂

Leur morale n'est pas la nôtre. — Il y a quelques mois, M. B..., lieutenant dans un bataillon de chasseurs alpins de Grenoble, constatait que des détournements importants étaient opérés au sein de la commission des ordinaires.

Il fit une enquête et découvrit que ces indélicatesses étaient commises par un capitaine, de complicité avec le lieutenant-colonel du bataillon.

Le lieutenant B... signala sans tarder le fait au général de brigade, mais sa lettre fut tout simplement mise au panier.

Il écrivit alors au ministre de la guerre pour lui demander une entrevue.

Il ne lui fut pas répondu, mais le général de brigade, avisé de cette demande d'*audience faite* sans passer par la voie hiérarchique, réclama en haut lieu le déplacement du lieutenant.

Celui-ci fut envoyé au 138ᵉ régiment de ligne, à Bellac. Comme il est sans fortune, il entendit se faire rembourser par le corps ses frais de déplacement. Cette prétention fut écartée.

En désespoir de cause, le lieutenant B... adressa alors une deuxième lettre au ministre de la guerre, portant cette fois des accusations très nettes contre le général de brigade, le lieutenant-colonel et le capitaine.

Le ministre de la guerre, y a répondu par le renvoi du pétitionnaire devant un conseil d'enquête.

Les choses en sont là. Souhaitons au lieutenant B... de ne pas se voir inculpé des détournements dénoncés par lui !

⁂

Dans le pays des Droits de l'Homme. — Nous avons reçu la lettre suivante :

« Depuis de nombreuses années, c'est-à-dire depuis les lois scélérates du 28 juillet 1894, je suis en butte aux tracasseries des séides du pouvoir, visites domiciliaires, arrestations arbitraires « par mesures d'ordre et de sûreté !!! » J'ai tout essayé : on m'empêche de me procurer le moindre emploi en venant prévenir les personnes qui m'emploient de mes opinions politiques ; ce qui a pour effet immédiat de me faire remercier, si je ne travaille pas, on m'arrête, c'est le cercle de Popilius !

« Le 25 avril 1904 je fus arrêté au Mans pour ce motif et condamné à 4 mois de prison : indigné, je fis entendre quelques protestations justes mais sévères, ce qui me valut 2 ans de prison. Je fus transféré à la maison de force de Fontevrault. Dès mon arrivée dans cet établissement, je tombai entre les mains d'un individu, au cerveau atrophié par l'intoxication absinthique, qui se retrancha derrière ses tristes fonctions pour satisfaire en même temps que sa haine de parti, sa folie de domination.

« Je fus d'abord reçu et habillé comme tous les autres détenus, mais le lendemain on m'enleva ces vêtements et l'on m'en donna de sales et déchirés que je dus néanmoins garder pendant deux ans, quand je les quittai ce n'étaient qu'une guenille infecte, un pantalon trop large que j'étais obligé de tenir constamment à la main et une veste dont les manches m'arrivaient aux coudes, on m'enleva également mes bretelles et ma cravate — ce sont là, objets de luxe pour un libertaire — enfin, on me jeta dans une cellule.

« Dans cette cellule il n'y avait pas de lit, j'étais obligé de coucher par terre et détail digne de remarque, les hommes punis couchaient dans un lit — il n'y avait ni table, ni chaise, j'étais obligé de m'asseoir à terre, je mangeais avec une cuillère de bois, le couteau réglementaire que l'on pourrait impunément mettre entre les mains d'un enfant de deux ans me fut refusé ! J'étais obligé de m'accroupir à terre et de déchirer mes aliments comme une brute, je fus contraint de me tailler les ongles de pieds avec les dents. Singulière méthode que de prétendre moraliser un homme en le dégradant. Quant aux peigne, brosse ou savon, j'aurais eu aussi bonne grâce, à demander un éléphant.

« Je n'avais droit qu'à quatre quarts d'eau par jour, à 9 heures, à midi, à 3 heures et à 6 heures. Vingt fois j'ai fait des réclamations au sujet de la nourriture : au lieu de 0,40 cent. de légumes, j'avais 0,20 cent. d'eau dans le fond d'une gamelle avec une douzaine de vers blancs surnageant au-dessus — les légumes étaient vides et rongés — je faisais constater la chose par les gardiens. Que pouvaient-ils ? Ils m'engageaient à réclamer aux administrateurs. La réponse était toujours la même : « Allez toujours, vous vous heurtez contre une montagne ! Je me soucie fort peu de vos réclamations ! Vous n'êtes pas pire que les autres ! etc., etc. ». Que répondre à de tels raisonnements. C'est une belle chose que l'omnipotence d'un fonctionnaire disposant à défaut de la force du droit, du droit de la force. S'il me fallait énumérer toutes les lâchetés sous lesquelles je fus accablé, je n'en finirais pas. Cent coups d'épingle font plus souffrir qu'un coup d'épée, a-t-on dit, cela est vrai, j'en fis l'expérience.

« Quels furent les résultats d'une pareille façon de procéder. Au point de vue moral je préfère n'en rien dire. Quant au physique, je suis complètement épuisé, je ne peux rien digérer, je rends le sang de partout, je ne puis voir dans cette méthode qu'un *assassinat systématique* et je crois que pour nos camarades il vaudrait mieux mourir les armes à la main, sur une barricade, en combattant pour la liberté, que de venir se faire assassiner dans une prison, car il ne faut pas se le dissimuler, c'est le sort qui les attend tous. Aujourd'hui l'un, demain l'autre.

« Si quelques-uns de nos camarades pouvaient m'aider à sortir de la triste situation dans laquelle je me trouve, je leur en serais infiniment reconnaissant. Je désire malgré tout reprendre ma place dans la lutte. »

B. LAMOTTE.

⁂

MONOGRAPHIE

Toulon.

I. Les environs de Toulon. — II. L'industrie toulonnaise (la crise métallurgique; les conditions du travail). III. L'existence ouvrière — IV. La vie publique. — V. L'organisation corporative et la lutte ouvrière.

I

LES ENVIRONS DE TOULON

Toulon, sous-préfecture du département du Var, est une ville de 105.000 habitants, située sur la côte méditerranéenne. Elle est entourée au nord par une ramification dernière des Alpes de Provence, les monts de la Sainte-Beaume, du Faron et du Coudou, d'un aspect pittoresque, mais presque entièrement déboisés par des incendies fréquents.

La vallée environnante, assez riche et fertile, est arrosée par de nombreux ruisseaux et rivières qui descendent des montagnes avoisinantes et qui rendent agréables ces sites fréquentés par de nombreux curieux.

La grande culture ne s'y pratique pas, les champs de céréales (blé, orge, avoine, seigle) sont de médiocre étendue et les pâturages peu nombreux. Les agriculteurs préfèrent s'adonner à la culture maraîchère, qui sert à approvisionner le marché de Toulon. On récolte aussi beaucoup de fruits, des cerises surtout, que l'on expédie ensuite à Paris et dans les grandes villes d'Europe. Il en est de même pour les fleurs dont la culture est intense dans les petites villes d'Hyères et d'Ollioules.

Depuis quelques années la culture de la vigne a pris une grande extension et les agriculteurs n'ont pas hésité, pour la pratiquer, à abattre les plantations d'oliviers, qui constituaient une des principales richesses de la région et qui ont aujourd'hui presque totalement disparu. La surface plantée en vignes est aujourd'hui si grande et la récolte si abondante que le prix du vin a considérablement baissé et que la crise vinicole sévit dans le Var comme dans toute la région méridionale.

Les communes de La Garde et du Pradet sont celles qui sont les plus plantées en vigne et dont les vins sont les plus demandés.

L'exode des paysans vers les villes se manifeste ici comme partout ailleurs; il est surtout causé par le voisinage de l'arsenal de Toulon qui offre l'appât d'une situation moins précaire et, surtout, à l'abri du chômage. Aussi, le nombre des ouvriers agricoles diminue de jour en jour et doit-on faire appel, pour les besoins de la culture, aux ouvriers italiens qui émigrent de leur pays et viennent chercher du travail dans le nôtre.

Le salaire des ouvriers agricoles est de 2 fr. 50 et 3 fr. pour dix et onze heures de travail. A beaucoup d'endroits la journée commence au lever du soleil pour finir à son coucher; un repos de deux heures coupe la journée pour le dîner. Le salaire des femmes est de 1 fr. 50 par jour. Pendant les mois de mai et juin, pour la cueillette des cerises, on embauche des femmes italiennes à qui l'on donne 1 franc par jour, et qui retournent dans leur pays lorsque la récolte est finie. Elles reviennent en partie pour la cueillette des violettes qui a lieu au mois de novembre.

II

L'INDUSTRIE TOULONNAISE

La crise métallurgique. — Les conditions de travail.

Toulon n'est pas, par elle-même, une ville agréable et qui offre pour les étrangers des curiosités nombreuses ; mais elle possède des environs d'une beauté très intense. La côte qui la borde et qui la prolonge à l'Est est, en effet, d'un coup d'œil magnifique et pittoresque. C'est, sur une étendue de plusieurs kilomètres, une succession ininterrompue de baies et de sites d'une beauté rustique et d'une sauvage grandeur où les Toulonnais vont se délasser le dimanche des fatigues de la semaine et goûter les douceurs de la pêche à la ligne. Seuls, des forts placés de distance en distance viennent jeter une note sombre sur ces gais parages et attester en face de la belle nature la férocité des hommes et l'atroce bêtise des civilisés.

Car, Toulon est une ville essentiellement militaire et qui doit son rapide développement à sa condition de port de guerre. On peut dire que la moitié de la population est intéressée à sa vie maritime et militaire : la plupart des gens sont incorporés dans l'armée, travaillent dans l'arsenal ou dans une administration de la marine. C'est ce qui explique le peu d'importance de l'industrie et du commerce, qui se réduisent à ce qui est strictement nécessaire aux besoins d'une ville de plus de 100.000 habitants. Seule l'industrie de la construction, la corporation du bâtiment est un peu prospère, à cause des habitations que l'on élève dans tous les faubourgs et des nombreuses villas qui se bâtissent sur la côte.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a une quinzaine d'années, des usines métallurgiques de réelle importance s'élevaient dans les faubourgs de Toulon et occupaient de nombreux ouvriers (l'une d'elles avait jusqu'à 1.200 ouvriers). On y fabriquait surtout des grosses pièces destinées à la construction des navires de guerre. Mais, les commandes ayant diminué, devant le manque de travail et la concurrence des autres villes, ces usines se fermèrent bientôt. Il y en a encore deux ou trois d'ouvertes; mais elles n'emploient plus que quelques ouvriers et travaillent seulement à la construction. L'arsenal de Toulon ne construit en effet presque plus de navires de guerre et semble se spécialiser dans les réparations et dans la construction des petites unités (1).

Il est, par conséquent, très difficile de dresser la liste exacte des salaires des ouvriers métallurgistes à Toulon, vu les fluctuations de l'offre et de la demande, et l'avilissement résultant de l'abondance de bras. Les salaires varient, en effet, avec les ateliers, avec la saison et avec les circonstances.

J'ai déjà dit qu'une bonne partie de la population est intéressée à la vie maritime de la ville. On ne s'en étonnera pas lorsqu'on saura que l'arsenal maritime occupe à lui seul plus de 6.500 ouvriers.

La situation de ces ouvriers n'est ni brillante ni trop à plaindre, comparée à celle des ouvriers de l'industrie. Si ceux-ci ont des salaires plus élevés que leurs camarades de l'arsenal, par contre, ils ont à compter avec le chômage et ils n'ont pas comme eux l'espoir de toucher une retraite à la fin de leurs jours; l'on peut dire que leurs avantages sont sensiblement égaux. Les salaires des ouvriers de l'arsenal varient entre 3 fr. 30 et 4 fr. 25; le salaire le plus fréquent est de 3 fr. 60. Ils jouissent depuis quelques années de la journée de huit heures qu'ils doivent surtout à la pression énergique exercée sur les pouvoirs publics.

Les ouvriers serruriers gagnent 4 francs et 4 fr. 50 sans jamais dépasser ce chiffre. Il y a des chômeurs. Les électriciens gagnent de 5 fr. 50 à 7 francs. Leur nombre est assez élevé et il n'y a pas de chômage parmi eux.

Les maçons sont environ 600; leurs salaires sont de 4 fr. 75 et 5 francs. Il n'y a pas de chômeurs actuellement dans leur corporation; mais naturellement il leur faut compter avec le chômage forcé résultant des intempéries, ce qui fait qu'ils ne travaillent jamais plus de 250 jours par an. Les manœuvres gagnent 2 fr. 75 et 3 francs.

Les menuisiers gagnent de 4 à 5 francs par jour; le salaire le plus fréquent est de 4 fr. 50. Dans deux ateliers le salaire dépasse quelquefois 5 francs, mais les ouvriers sont astreints à une production intense. Les ébénistes sont le plus souvent payés aux pièces; dans deux ou trois ateliers cependant, ils sont payés à la journée et gagnent 5 et 5 fr. 50 par jour. Comme dans toute la corporation du bâtiment, il n'y a pas de chômage.

Chez les typographes, les ouvriers de plus de 21 ans gagnent 5 fr. 50 par jour depuis le 1er mai dernier. Mais il faut dire que les imprimeurs emploient surtout des jeunes ouvriers de 19 et 20 ans, qu'ils payent 3 fr. 50, 4 francs et 4 fr. 50 par jour. L'industrie du livre a été ici beaucoup éprouvée par l'introduction de la machine à composer, la linotype, dans les deux principales imprimeries de la ville; aussi le nombre des chômeurs s'est élevé au quart du nombre total des ouvriers.

Il faut espérer que la situation précaire de leur corporation montrera aux typographes l'impuissance de la méthode réformiste à résoudre la question sociale et les poussera à poursuivre non plus l'entente entre le capital et le travail, mais bien la suppression radicale du salariat et la disparition du régime capitaliste. Le chômage occasionné par l'introduction de la machine à composer dans les ateliers devrait leur inspirer d'autres sentiments que leur animosité contre la machine. Seule, l'organisation sociale est coupable en cela, qui fait toujours suivre le progrès d'un cortège de privations et de misères. Dans une société rationnellement organisée, en effet, la machine apportera un surcroît de bien-être et une diminution de peines. L'intérêt de tous est donc de hâter l'avènement d'une telle société et non de crier contre le machinisme.

(*A suivre.*) JEAN-CHARLES R.

(1) A deux kilomètres de Toulon, et séparée seulement par la rade, est située la petite ville de La Seyne, où se trouve un des chantiers de la Compagnie des Forges et Chantiers de la Méditerranée, occupant environ 2.200 ouvriers. Ceux-ci sont soumis aux caprices d'une direction impitoyable. Ainsi, au 1er mai, les 282 ouvriers qui chômèrent ont été renvoyés. Les salaires sont cependant assez élevés ; ils atteignent parfois 7 et 8 francs. Le salaire moyen est 5 francs et 5 fr. 50.

MOUVEMENT OUVRIER

Un instrument de paix sociale. — Cette année même, le Conseil supérieur du Travail renouvelle ce que d'aucuns veulent bien encore appeler son élément ouvrier, et déjà les candidats s'agitent et quémandent les suffrages.

— Le Conseil supérieur du Travail, diront, à la lecture des prospectus électoraux, bien des travailleurs, mais ça existe donc encore?

Hélas, oui! ça existe. Waldeck-Rousseau a rendu son âme au dieu Mammon et Millerand a cessé d'être ministre, mais le Conseil supérieur du Travail, qui fut l'une des plus mirifiques trouvailles des compères, leur a survécu et leur survivra longtemps encore : l'institution est trop utile à l'autorité pour que celle-ci la laisse de sitôt tomber en caducité.

Dans la pensée de ses créateurs, le Conseil supérieur du Travail devait couronner leur œuvre. C'est par lui que les revendications des « classes laborieuses » devaient parvenir — et dans quel état, bon Dieu! — au gouvernement. Et encore n'est-ce pas même exact : institution purement bureaucratique, le Conseil supérieur est dénué de toute initiative propre et sa fonction, humblement subalterne, se réduit à tourner et retourner, à mâcher et remâcher les projets de lois ouvrières dont le bon plaisir ministériel l'a saisi. Le Conseil supérieur du Travail n'est pas un arbre dont les racines iraient quérir la sève nutritive à même la classe ouvrière et dont la tête seule toucherait au ciel des bureaux. Autrement dit, le Conseil n'est pas démocratiquement organisé ; c'est par en haut, non par en bas, que lui vient l'impulsion qui met en mouvement la machine. Il ne pense, il n'agit que par commandement.

Sans doute le Conseil a des membres élus : les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures y délèguent dix-neuf patrons ; les syndicats ouvriers, les associations de production et les bourses du travail y délèguent également dix-neuf de leurs membres. Ne voyons là pourtant qu'un stratagème de plus : on a voulu donner par là aux « travaux » du Conseil une autorité que n'eût jamais connue un comité de purs fonctionnaires ; on a voulu aussi, en introduisant le parlementarisme dans le mouvement ouvrier, en affaiblir l'énergie, en briser l'élan et — pourquoi ne le dirait-on pas? — détourner ses militants, ou mieux quelques-uns d'entre eux, de la lutte directe par l'attirance des honneurs et des titres : « Membre du Conseil supérieur du Travail », ça ne fait pas mal sous un nom d'ouvrier.

Mais cette composition même, mi-patronale, mi-ouvrière, du Conseil supérieur, et qui est l'apothéose de la paix sociale, aurait dû éveiller l'inquiétude de tous les travailleurs conscients.

Ceux-ci auraient dû se demander : que peut pour notre classe opprimée une assemblée où les exploités collaborent, de pair à compagnon, avec les exploiteurs et les fonctionnaires?

Certes, beaucoup l'ont fait et les protestations contre le Conseil ne se comptent plus. Il n'en demeure pas moins qu'il y a au ministère du Commerce des ouvriers qui prétendent y représenter leur classe et que ces ouvriers — tout l'état-major réformiste, dont les attaches avec M. Fontaine ne sont un secret pour personne — sollicitent aujourd'hui un renouvellement de mandat.

Rouage d'autorité, instrument de paix sociale, le Conseil supérieur du Travail n'appelle aujourd'hui comme hier que le boycottage pur et simple. En s'abstenant de participer aux scrutins qui se préparent, les ouvriers manifesteront leur ferme propos d'en finir avec cette funeste tactique d'entente entre le capital et le travail dont les jaunes n'ont pas le triste monopole, et de ne compter, pour s'affranchir, que sur eux-mêmes.

AM. D.

Firminy.

Echos de la grève. — C'est mercredi 29 août que passent en correctionnelle les camarades poursuivis pour faits de grève. Ils sont au nombre de 16 dont une femme. Ils seront défendus par le camarade Hervé.

Lors de la bagarre, il y avait à Firminy, 25 gendarmes à pied et 10 à cheval, en tout 35. Or, 34 d'entr'eux ont été portés à l'ordre du jour pour leur belle conduite. Autant dire que pour ne pas faire de jaloux, on a félicité tous ceux qui se trouvaient à la bagarre.

La direction des usines Verdié a fait afficher dans les ateliers un avis par lequel elle informe les ouvriers que ceux qui voudront une augmentation de salaire devront en faire la demande individuellement aux chefs de service.

En aucun cas il ne sera tenu compte des demandes collectives ou présentées par le syndicat.

Si les ouvriers avaient pour deux liards de jugeotte ils comprendraient que puisque le syndicat est la bête noire du patronat, c'est qu'il le gêne dans son exploitation et ils viendraient nombreux lui donner plus de force encore.

R. GALHAUBAN.

ALLEMAGNE

Chez les domestiques. — Il existe à Berlin une Association de domestiques qui, en assemblée générale, a décidé d'abolir la coutume humiliante des offres d'argent qui leur sont faites par les invités de leurs maîtres. En raison de cette renonciation, ils réclament un relèvement de leurs gages. Tous les membres de l'Association se sont engagés à demander ces nouveaux gages à leurs maîtres ainsi qu'une paie supplémentaire pour les heures supplémentaires.

Garçons coiffeurs, garçons de café, domestiques, etc., de France et d'ailleurs, prenez-en de la graine!

A. PR.

ANGLETERRE

La terre et les sans-travail. — L'on a fait ici beaucoup de bruit à propos de cette fameuse reprise de la terre par les sans-travail.

Je crois ne pas me tromper en disant que les chefs qui ont eu l'heureuse idée d'organiser de pareilles démonstrations ne sont pas fâchés que la police soit intervenue pour y mettre fin.

Il est aisé de comprendre que ceux qui se sont ainsi mis en tête de quelques miséreux visaient plus à s'assurer un succès aux prochaines élections, qu'à avancer, ne fût-ce que d'une heure, le jour de la reprise totale de la terre.

Nous devons penser que cet acte est plus l'œuvre de politiciens quelconques que d'individus vraiment conscients. Ceux qui ont vu ces sans-travail au nombre d'une dizaine de mille,

manifestant dans les rues de Londres en observant le plus grand silence, tout en portant des pancartes demandant du pain ou *la révolution*, doivent être fixés sur leur mentalité.

Les sans-travail, dans leurs manifestations, sont entourés de nombreux agents et ne passent que par où ces messieurs veulent bien les conduire. A les voir ainsi escortés l'on se croirait plutôt en présence d'un troupeau de moutons conduit à l'abattoir que d'individus prêts à commencer la révolution. Non, cela nous aura tout simplement fait voir que les socialistes anglais ont plus de tours dans leur sac que leurs confrères des autres nations et, l'exemple faisant école, nous verrons *bientôt* en France un *politicien* quelconque adopter ce système comme meilleur moyen de réclame.

A. Livenais.

ESPAGNE

L'attentat de Madrid. — Le respect que nous éprouvons pour nos lecteurs nous interdit de leur infliger même une simple analyse du rapport par lequel le juge d'instruction de Madrid vient de clore son enquête sur l'attentat commis le 31 mai dernier par Mateo Morral contre l'Eliacin qui règne sur l'Espagne.

Qu'il nous suffise de noter ici que le pourvoyeur de bagne retient les accusations portées par la police contre Francisco Ferrer, directeur de l'*Escuela Moderna*, de Barcelone, contre M. José Nackens, le courageux publiciste républicain qui dirige *El Motín*. Ce dont on inculpe Ferrer, c'est d'avoir été l'ami de Mateo Morral et de n'avoir pas renié cette amitié; et Nackens, c'est d'avoir donné asile pendant quelques heures au jeune terroriste; — ou tout au moins ce sont là les prétextes : tout le monde comprendra que les motifs authentiques sont autres et ne verra dans les poursuites contre Ferrer et Nackens que des vengeances de l'autorité.

Sont également retenues les accusations contre Mayoral, Harra, Martinez, Mata et Mme Mata qui auraient favorisé la fuite de Morral.

La monarchie alphonsine se prépare un beau procès. Sa destruction n'en sera pourtant pas retardée d'un seul jour.

Terre et liberté. — Une circulaire vient de nous parvenir, annonçant que le vaillant lutteur madrilène, *Terre et Liberté*, que les persécutions gouvernementales avaient contraint d'interrompre sa publication va la reprendre à dater du 30 août.

Adresser la correspondance au nouveau local de la rédaction : Calle del Olivar, 50, 3e, 4, Madrid.

Les compagnons Sola et Romero viennent d'être mis en liberté provisoire sous caution. Seuls restent donc aujourd'hui entre les mains de l'autorité les compagnons Saavedra et Cueto.

Am. D.

BELGIQUE

Poursuites contre "l'Action directe". — Henri Fuss-Amoré est à peine sorti de prison que l'*Action directe*, le courageux petit organe de la Confédération générale (belge) du travail qui paraît à Gilly tous les quinze jours, est de nouveau poursuivie. La police a opéré une perquisition au bureau du journal. Deux articles sont incriminés, l'un de Xhayet, l'autre d'Arthur Brenez, l'un et l'autre pour leur antimilitarisme.

A cette occasion, l'*Action directe* convie toutes les fédérations ouvrières, ainsi que toutes les sections syndicales affiliées à la Confédération à constituer le 2 septembre, à Charleroi, une Fédération antimilitariste, dont le nom indique suffisamment le but qu'elle poursuivra.

ÉTATS-UNIS

La presse infâme. — La presse continue ses diffamations les plus venimeuses contre les anarchistes et ne cesse de prêcher leur extermination. Tout récemment, le *Saint-Paul Pionner Press* ayant déclaré avoir eu connaissance d'une proclamation anarchiste, menaçant d'assassinat le président Roosevelt, le roi Edouard VII et le kaiser Guillaume II, un de nos camarades, qui raconte le fait dans *The Demonstrator*, découpa le passage, le colla sur une carte postale et l'adressa au journaliste diffamateur en le faisant suivre de ces mots : « Voulez-vous informer un de vos lecteurs qui lit également les journaux anarchistes de plusieurs langues, où l'on pourrait se procurer cette proclamation? Ou peut-être voudrez vous avouer que c'est là un pur mensonge? ».

Naturellement le camarade n'eut pas de réponse. Mais son exemple pourrait être imité à l'occasion.

SUISSE

Bertoni en liberté provisoire. — Nous avons annoncé l'arrestation, opérée le 3 août, de notre cher camarade Louis Bertoni, ouvrier typographe à Genève et l'un des principaux rédacteurs du *Réveil*. Bertoni avait inséré dans la partie italienne de ce journal un article intitulé *29 Juillet*, en commémoration de l'exécution du roi d'Italie Umberto par l'anarchiste Bresci.

Nous apprenons avec une satisfaction bien vive que Bertoni vient d'être mis en liberté provisoire. Faut-il voir là l'indice que les poursuites entamées par le parquet fédéral vont être abandonnées? Peut-être.

Il nous plaît de penser que le mouvement de sympathie qui s'est manifesté au sein des unions ouvrières de la Suisse romande en faveur de notre camarade emprisonné, ne fut pas étranger à la mesure par laquelle celui-ci vient d'être rendu à la propagande révolutionnaire.

Antimilitarisme. — Achille Graber, de La Chaux-de-Fonds, qui pour la seconde fois a refusé le service militaire, vient d'être frappé par le tribunal militaire de 6 mois de prison et de la privation de ses droits civiques pendant 5 ans.

Nous pensons bien que la conscience d'Achille Graber est plus sereine que celle des gens qui l'ont condamné.

Am. D.

EN VENTE

Le camarade Robin nous a remis quelques lithographies pour être mises en vente au profit du journal :

Intérieur de cabaret..........	*franco*.	1 40
Effet de nuit..........	—	1 40
Une rue de Paris..........	—	1 40
Etude de femme..........	—	1 40

Nous en avons cinq de chaque.

Faites-nous des Abonnés!

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(*suite*) (1)

Aussi bien, cet isolement qu'il recherchait et qui lui était, à tant de titres, si précieux ne laissait pas que de lui peser. Encore qu'il se flattait d'avoir « rompu ses chaînes », il gardait au cœur la secrète détresse de sa séparation de ses compatriotes. Loin de la Scandinavie, il caressait l'espoir d'y rentrer en triomphateur et non que par orgueil, mais pour la misérable joie de recueillir l'approbation des hommes qui l'avaient touché de près, à ses débuts, et avec lesquels, en l'illusion de la jeunesse, il avait fait ce rêve de communier dans la foi au même idéal.

L'admiration que lui témoignait l'Europe ne lui suffisait pas; il fallut, pour son bonheur, que la Norvège la partageât. Il fut aisé de voir au discours qu'il prononça lors de son retour dans son pays, après une absence de dix années, combien l'estime de ses concitoyens lui tenait au cœur. Pour remercier les étudiants de Christiana de leur ovation, il se défendit d'avoir jamais voulu attaquer les institutions norvégiennes... Déjà, quand il s'était directement adressé au roi pour obtenir le *Digtergage*, il n'avait pas craint de se vanter de n'écrire que pour « éveiller le peuple de sa patrie et exciter en lui de grandes pensées ». A vrai dire, bien que, comme nous l'avons constaté, il ne fit point, de l'éducation des masses, son principal objet, il ne détourna jamais complètement sa pensée des choses et des gens de Norvège (1). A tout prendre, il convient encore de le louer d'avoir su se faire accepter sans se résoudre à des concessions. Il ne fit rien contre ses convictions pour rentrer en grâce dans l'opinion norvégienne. Elle dut l'accueillir tel qu'il était. Cela reconnu, il y aurait de l'intransigeance à lui garder rigueur de s'en être montré reconnaissant, même avec quelque excès... Il eut toujours cette rare probité morale d'exprimer sans faux-fuyant ce qu'il considérait sincèrement comme la vérité. Il n'essaya de tromper personne et de se tromper lui-même. Jamais il n'avança rien qu'il n'eût, au préalable, longuement vérifié. De là cette constante surveillance de critique qu'il exerça sur ses propres idées, les interrogations qu'il se posait, les contradictions qu'il se suscitait après chacune d'elles. De là la lenteur de sa composition; sa patiente recherche et son accumulation des détails vrais (2); son étude minutieuse des caractères de ses personnages; son souci d'énumération des moindres influences ayant contribué à les former.

Sa conscience scrupuleuse d'artiste, qu'on ne saurait trop proposer en exemple à nos gâcheurs qui bâclent un roman en six semaines ou barbouillent une toile en quinze jours, fut une des formes de cette probité intellectuelle dont nous nous plaisons à lui faire honneur. Il ne prenait pas moins de deux ans pour mûrir une de ses pièces et l'amener à sa forme définitive. Encore, comme nous le dit un de ses biographes, était-il toujours en travail, dans sa maison, aux repas, pendant ses promenades et jusqu'au café qu'il fréquentait assidûment et où ses amis ne le dérangeaient même pas pour le saluer. Lui-même affirme qu'il emportait partout le sujet qui l'absorbait et dont rien ne parvenait à le distraire. De la sorte il vivait dans une intimité de tous les instants avec les personnages de ses drames; ils habitaient réellement en lui dans un sanctuaire où nul ne péné-

---

(1) Voir les nos 14, 15, 16 et 17.

(1) Ce serait laisser se former une légende que de ne pas démentir ceux qui représentent Ibsen comme un citoyen du monde. S'il agréa les faveurs et les décorations des souverains des petites cours d'Europe ce fut par coquetterie et pour stimuler le zèle des pouvoirs publics de son pays. Il n'a, d'ailleurs, boudé la Norvège que pendant un temps relativement court (trois ans). Par la suite, s'il demeure à l'étranger, c'est pour travailler en paix et il donne son désir d'étendre le champ de ses études pour prétexte à son éloignement de la Norvège. En 1866, il écrit au roi Charles XV que « *les fruits de ses voyages* viennent d'être placés devant les yeux du public sous la forme de son poème dramatique *Brand*, publié récemment à Copenhague et qui a déjà, quelques semaines après sa publication, attiré l'attention *même en dehors des frontières de son pays* ». A dater de ses premiers succès retentissants, il ne cesse d'être en relations excellentes avec la Norvège qui le comble d'honneurs. Pensionné par le gouvernement, il reçoit à Stockholm son premier ordre des mains du roi, en 1869 et la même année il est du nombre des quatre-vingt-six célébrités qui partent officiellement de Marseille sur le « Moetis » pour assister à l'ouverture du canal de Suez. En 1877, il va en Suède recevoir, à l'occasion du quatre-centième anniversaire de l'Université d'Upsal, le titre de docteur honoraire de philosophie et il se laisse orner le front, avec beaucoup de solennité, de la couronne de lauriers. Enfin en 1899, tout comme Louis XV, il assiste à l'inauguration de sa statue, érigée devant le théâtre national de Christiana. — On sait qu'il vécut tour à tour à Rome, à Dresde, à Stockholm, à Munich, à Copenhague, à Naples. Par intervalles il revenait séjourner quelque temps dans la presqu'île scandinave, ne la quittant que pour aller passer son été dans le Tyrol, à Berchtesgaden. Depuis 1891 il habitait en Norvège à Christiana et on le pouvait voir, chaque matin, quitter son entresol d'Albins Gade, pour se rendre à l'hôtel de la Carl Johan Gade, lire les journaux en buvant de la bière (ou pjolter).

(2) Un ami lui demandait un jour pourquoi il avait appelé Nora l'héroïne de *Maison de Poupée*. — Il répondit : « Elle s'appelait réellement Léonore, mais comme elle était la préférée de la famille chacun l'appelait Nora. »

trait. Il lui fallait, une fois qu'il les avait logés au fond de son esprit, être en relation constante avec eux, les regarder vivre et noter les nuances des aspects les plus fugitifs sous lesquels ils se présentaient. C'est ce qui explique son incapacité à s'abstraire de lui-même et comment la moindre circonstance extérieure le troublait. « Ibsen était un de ces individus, écrit encore ce biographe dont nous venons d'invoquer le témoignage, que le besoin même ne pouvait amener à une production au delà de l'impulsion temporaire de l'inspiration. » Ayant promis aux frères Brandès de collaborer à la revue qu'ils avaient fondée il dut leur reprendre sa parole presque aussitôt après l'avoir donnée, dans l'impossibilité de s'occuper d'autre chose que de ses pièces. Leur élaboration réfléchie non seulement exigeait l'assistance de toutes ses facultés mais les tenait incessamment en éveil... On s'étonne même, à considérer leur allure inspirée et batailleuse, de la merveilleuse puissance de durée de l'enthousiasme dont devrait être doué leur auteur. Les délibérations par lesquelles Ibsen a fait passer ses drames ne leur ont rien ôté de leurs qualités d'émotion et de verve. Tous ils portent la marque de ce singulier mélange de sensibilité inquiète et de volonté forte et calme, éprises de spéculations, qui distingue Ibsen avec, écrit son camarade Dean B. Ording, « son pouvoir de conception lucide, son quelque peu irritable caractère et sa parole incisive ».

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Enseignement et éducation dans les écoles primaires scandinaves, par H. de Peyster. « Musée social », 5, rue Las-Cases.

L'Internationale (la chanson en 5 cartes postales illustrées par Gervant).

A lire :

La finance véreuse, par Un Journaliste, « Pages libres », n° 283.

CONVOCATIONS

× **Salle des Fêtes de "l'Avenir de Plaisance"**, 13, rue Niepce. — Dimanche soir, 2 septembre, à 8 h. 1/2 précises, Soirée littéraire et artistique, organisée par le poète Albert Lamballe au bénéfice d'un camarade, avec le concours assuré des membres du Groupe des poètes et chansonniers révolutionnaires. — Entrée libre. Vestiaire obligatoire : 0 fr. 25.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi, 3 septembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Esperanto, compte-rendu du délégué au Congrès de Genève, Lettre au groupe de Montevideo.

× **L'Harmonie Universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale. — Réunion tous les mercredis soir, provisoirement chez le camarade Armand, 28, rue des Peupliers, Billancourt.

× LORIENT. — **Jeunesse libre.** — Lundi 3 septembre (local de la Jeunesse syndicaliste), causerie par le camarade Bertin, qui traitera de l'« Idée de Dieu ».

× LYON. — **Causeries Populaires, A. I. A.** — Dimanche 2 septembre, à 8 heures du soir, salle Chamarande, rue Paul Bert, Soirée familiale, causerie par un camarade. — Réorganisation des Causeries populaires.

Faites-nous des Abonnés !

Correspondances et Communications

× **Un de nos camarades** nous a expédié des Iles Hawaï un harpon fabriqué par les naturels en bois du pays, armé de dents de poissons, ingénieusement assujetties au bois.

Cela servira à décorer notre bureau, avec les diverses curiosités, reçues déjà du Brésil et de Nouvelle-Calédonie.

× **Un de nos camarades**, pour un travail qu'il prépare, désire qu'on lui fasse connaître l'ouvrage ou publication où il pourra trouver des renseignements sur les appointements des ministres, préfets et autres seigneurs de moindre importance.

× **On nous demande** également s'il existe un *Traité pour pédicure*. Quelque camarade peut-il nous renseigner ?

× **L'Internationale Libertaire.** — Conformément à la décision prise à l'assemblée générale, du 22 juillet, du *Groupement Communiste Libertaire de Belgique* — qui compte une quinzaine de sections — son secrétaire général adresse un appel à tous les libertaires du monde, pour créer une organisation libertaire internationale.

Considérant qu'il importe de se mettre immédiatement à la besogne, il sera publié d'ici quelques jours le premier numéro du *Bulletin de l'Internationale Libertaire*, destiné à servir de trait-d'union et d'organe de propagande aux partisans de la future organisation, dont le premier congrès est fixé, en principe, à Amsterdam, en 1907.

Nous invitons les camarades et les journaux libertaires qui désireraient recevoir notre bulletin — qui sera mensuel et gratuit — à nous faire parvenir leur adresse.

Adresser tout ce qui concerne l'Internationale Libertaire au Secrétariat provisoire : Georges Thonar, rue Laixheau, 97, Herstal-Liége (Belgique).

× **Le Comité de l'A. I. A.** a reçu :

De Cherbourg, 2 fr. — Nevers, 7 fr. 25.

La permanence du Comité a lieu tous les lundis de 9 h. 11 eures du soir, maison Raymond, 31, rue Grange-aux-Belles.

L'on y trouve des étiquettes antimilitaristes à 0 fr. 15 le cent ; des feuillets aux pères et mères de familles à 1 fr. 50 le cent ; et de la *Grève générale* de Briand, à 3 fr. 50 le cent.

Le prochain dessin sera signé J. HÉNAULT.

Petite Correspondance

P. L. Los Angeles. — Bien reçu le mandat.

Stockel-Bois. — Pas reçu le mandat annoncé.

R. T., rue de Vouillé. — Fin octobre.

J. T., à Laigneville. — Le bureau est ouvert le dimanche de 10 heures à midi.

H. G., à Queue-en-Bois. — Entendu.

H. T., à Paris. — Reçu lettre et extrait. Je vais voir.

M., à Beaurepaire. — A. P., à Cazillac. — D., à Bruxelles. — L., à Carrières. — L., à La Salle. — G., à Ampusaud. — R., à Roanne. — Dr F., à Beaune. — D., à Fleurier. — R., à Crauthévery. — B., à Tours. — L., à Montbard. — L. P., à Ostende. — B. Jonzac.

Reçus timbres et mandats.

Reçu pour le journal :

R. F., Paris, XI : 1 fr. — F. S., à St-Gall, 0 fr. 50. — Marseille : P. 2 fr. 10. — J. R., 0 fr. 50. — A M., 0 fr. 50. — A V, 0 fr. 30 et A. P., 0 fr. 30. — Ensemble : 2 fr. 10. — R., à St-Louis, 5 fr. — F. J., à Jeumont, 1 fr. 10.

Merci à tous.

MUSÉE DES ANERIES

« Les anarchistes en veulent aux souverains, à tous ceux qui sont au-dessus du niveau de la moyenne ou du médiocre...

« Les anarchistes combattent une idée, non pas par une autre idée, mais par la bombe. »

AHMED RIZA.

(Mechveret, 1er juillet.)

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.





Dessin de HERMANN-PAUL.

EN ATTENDANT LE MARTYRE

12e ANNÉE. — N° 19. 8 SEPTEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Markoff.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Les invendus du mois de juillet n'étant pas encore rentrés, impossible de fournir les renseignements que l'on nous demande sur la marche de la vente.

Grâce aux chaleurs, la baisse se maintient à Paris, sans avoir descendu davantage, cependant.

Le mois d'août se boucle avec 700 francs de dettes nouvelles.

Et en tablant sur une bonne vente — ce qui est douteux, vu l'époque — c'est un déficit égal qui s'annonce pour septembre.

Ce n'est que fin octobre que nous commencerons à savoir la situation que doit nous faire l'augmentation du prix.

En attendant, il faut paraître, et avec les 12 pages.

Oui ou non, croit-on que nous fassions de la besogne utile ?

Oui ou non, ceux qui se disent avec nous, se croient-ils, envers eux-mêmes, le droit de se désintéresser de la situation où nous nous débattons ?

C'est la question d'existence du journal qui se pose. Qu'on y réfléchisse sérieusement.

Nous avons en magasin, des brochures, volumes, lithos, collections, qui, si elles se vendaient, nous aideraient à surmonter les difficultés.

Croit-on qu'il soit suffisant de se dire anarchiste et de se croiser les bras, en attendant le Messie-Révolution, pour croire que l'on a fait tout ce que l'on devait faire ?

J. Grave.

L'Éducation à faire

Qui donc a dit : L'action n'est pas la sœur du rêve ? Hélas ! il ne semble pas qu'elle le soit davantage de la théorie. C'est un fait souvent constaté qu'elle s'accommode assez malaisément de principes et que ceux qu'on désigne du nom d'hommes d'action ne sacrifient que trop à l'ondoyante et diverse opportunité.

Un principe les gêne-t-il ? Vite, ils le baptisent préjugé. « Il faut savoir, écrivait récemment un militant syndicaliste des plus réputés, le camarade Niel, de Montpellier, — il faut savoir débarrasser son esprit de certains préjugés parlementaires ou abstentionnistes ». Qu'est-ce à dire ?

Niel conçoit-il sérieusement la possibilité d'une action dégagée de toute espèce de principes ? Niel prétend-il faire de l'empirisme la règle — je n'oserais dire le principe — de toute activité utile ? Cela n'est pas vraisemblable.

Mais voyons le raisonnement de Niel. Son article a pour titre : *L'Education à faire.* Il constate d'abord que, pour ce qui n'est que du but, tous les révolutionnaires sont d'accord, — ce qui n'a pas même le mérite de l'exactitude, — et que l'élection des moyens seule nous divise en écoles ennemies. A qui la faute ? Au préjugé ! Préjugés parlementaires chez les uns, préjugés abstentionnistes chez les autres. Niel, cependant, souhaiterait voir tout le monde ami. Et se tournant vers les social-démocrates, il leur dit : Reconnaissez que l'action politique parlementaire n'est pas la seule possible ; laissez l'action directe du prolétariat se faire librement sa place au soleil.

Puis, se tournant alors vers les anarchistes-socialistes, il leur dit : L'action populaire directe n'est pas non plus la seule efficace et le parlement peut concourir, modestement, mais effectivement, à l'émancipation ouvrière : reconnaissez-le de bonne foi. Oui, « si petite que soit la part d'utilité de la consécration légale d'une réforme due à l'initiative révolutionnaire des syndicats, cette part n'en existe pas moins, et je me demande pourquoi ceux qui n'ont rien autre en vue que l'émancipation constante du prolétariat en feraient fi. »

Et Niel cite ici notre camarade Emile Pouget qui écrivait dans la *Voix du Peuple,* à propos de la dernière loi ouvrière : « L'avantage de la loi sera, grâce à l'initiative syndicale, de faire bénéficier du repos hebdomadaire les couches ouvrières encore inconscientes ».

Ainsi l'*Education à faire,* c'est proprement celle qui mène au mépris et à l'abandon des principes, cause efficiente de toute inimitié. Il faut que Jules Guesde accepte l'action directe et que Jean Grave abjure l'antiparlementarisme. Après quoi Jules Guesde et Jean Grave, heureusement réconciliés, marcheront la main dans la main.

Voilà le rêve qu'a fait Niel.

* *

Que l'action populaire directe et l'action parlementaire s'excluent, cela fut tant de fois démontré qu'il serait oiseux et vain d'y revenir. Les députés socialistes (car c'est bien d'eux, et d'eux seuls, qu'il s'agit) ont assumé spontanément de faire le bonheur du peuple, du « quatrième état ». De quatre en quatre ans, à chaque consultation électorale, ils renouvellent l'assurance qu'eux seuls sont à même de mener à bien une aussi grande tâche. Et vous leur demandez de reconnaître bénévolement que leur pouvoir est borné, qu'ils ne peuvent rien sans la collaboration populaire ? Vous demandez à l'autorité de confesser qu'elle ne peut pas tout, qu'elle n'est pas tout, que le peuple aussi est quelque chose et qu'il faut consentir, enfin, à partager avec lui ? Infinie naïveté !

Il faut choisir : ou l'action parlementaire ou l'action populaire, mais l'une et l'autre point. Et d'abord qui ferait la part de l'une et de l'autre ? Qui garantirait celle-ci contre les empiètements de celle-là ? Devrait-on les tenir toutes deux pour théoriquement égales ? Mais en cas de conflit, comment les départager ? Et si, tout au contraire, elles sont inégales entre elles, si l'une doit toujours avoir le dernier mot, on sent bien *qu'en fait* ce n'est pas le parlementarisme qui l'aura.

Or, j'insiste là-dessus, le parlementarisme ressemble à César qui préférait être le premier dans une bourgade obscure que le second dans Rome éternelle. Le parlementarisme, parce qu'il détient une part considérable de l'autorité,

ne peut pas consentir à être le second quelque part; il sait trop bien que le jour où sa suprématie serait seulement contestée, où le peuple mettrait en doute son omnipotence, c'en serait bientôt fait de lui.

Il est donc bien improbable que les politiciens accueillent l'exhortation de Niel. On objectera peut-être les tentatives actuelles du parti socialiste pour arriver à une entente avec la Confédération générale du travail. Mais ce que signifient ces tentatives répétées, je l'ai écrit plusieurs fois et ne crois pas utile d'y revenir longuement: le parti socialiste ne parle d'entente que parce qu'il n'est pas le plus fort; s'il l'était, il mettrait la main sur la Confédération sans autre forme de procès et l'asservirait brutalement à ses fins électorales : il en ferait une machine à voter. C'est pourquoi nous, anarchistes-socialistes, nous combattrons tout projet d'entente entre les syndicats et les politiciens.

* *

Mais que répondront à Niel les « libertaires » qui luttent au sein des organisations ouvrières avec une gravité et un dévouement que Niel veut bien reconnaître en passant? Ce sont les « libertaires » comme dit Niel — les anarchistes-socialistes, dirons-nous — qui ont le plus contribué à créer en France depuis dix ans un mouvement ouvrier autonome et cohérent capable d'en imposer tout ensemble à l'autorité et aux partis.

Ce sont eux qui ont communiqué aux travailleurs de l'industrie cet esprit de résistance et de révolte qui fait le fond de l'anarchisme; eux qui ont semé dans les syndicats et les fédérations cette défiance à l'endroit des pouvoirs publics et de leurs présents, par laquelle tant de belles « lois ouvrières » ont été empêchées de venir à terme. Leur œuvre est déjà considérable. Ils ont réhabilité la grève, où tous les partis, même socialistes, s'accordaient à voir un mal; ils ont montré qu'en dépit des souffrances qu'elle engendre, la grève est bonne parce qu'elle galvanise pour un temps les énergies de l'ouvrier et parce que tout vaut mieux que le silence et la résignation des exploités. Ils ont réussi à imposer partout l'idée que l'action économique des travailleurs, dès qu'on ne la restreint plus au particularisme corporatif, a une valeur révolutionnaire propre et se suffit amplement à elle-même; et cette autre idée enfin que, puisque la bataille décisive que la révolution livrera au vieux monde aura lieu sur le terrain économique, c'est là, sur ce terrain accidenté et mouvant, si différent de celui que foulent les politiciens parlementaires, que les révolutionnaires doivent dès aujourd'hui prendre position.

Et ce sont ces hommes si glorieux de l'œuvre accomplie, des premiers succès obtenus, que Niel, dans son désir aimable de réconcilier tout le monde, convie à reconnaître l'utilité du parlementarisme et les bienfaits de la légalité! Et Niel espère être entendu! Je puis lui prédire aisément qu'il en sera de son appel aux anarchistes comme de tous ceux qui leur furent antérieurement adressés. Niel ne saurait réussir où Merlino lui-même a échoué.

Au surplus, quel que soit le sort que l'avenir réserve à l'antiparlementarisme anarchiste, je voudrais tâcher de démontrer à Niel qu'il y a dans notre « préjugé abstentionniste » autre chose peut-être que ce qu'il y a vu, d'un regard superficiel et rapide.

(*A suivre*). AMÉDÉE DUNOIS.

AIDE ET ÉTRANGLEMENT

Le commencement du mois nous a apporté, avec les organes mensuels des Fédérations des métiers et des Bourses du Travail, la preuve très éclatante qu'à Amiens la proposition du Textile recevra un magistral échec. Quelques esprits avisés du Parti socialiste n'avaient pas attendu cette levée d'indignations pour sonner la retraite aux troupes socialistes. Vaillant, dans *le Socialiste*, et Révelin, dans *l'Humanité*, avaient déjà invité leurs amis à ne pas s'engager trop avant, le moment n'étant pas encore propice, les conditions de l'entente n'étant pas encore réalisées.

Vaillant exprimait le désir que le Congrès socialiste qui doit se tenir en novembre à Limoges, rayât de son ordre du jour, comme prématurée, la question des rapports entre le Parti et les Syndicats. Naturellement, son tardif désir n'a pas été satisfait. La Fédération socialiste du Nord tient à sa discussion. Elle veut l'avoir. Elle l'aura. Nous serions désolé, quant à nous, si l'on faisait de la peine, sur ce point, à la Fédération du Nord et au Conseil national, non pas que les chagrins des guesdistes lillois et des Bracke du Conseil national nous attristent beaucoup, mais parce que la discussion de Limoges nous permettra de nous rendre compte des divers points de vue auxquels se placent les socialistes pour juger l'action syndicale. Cela est à nos yeux important, car tous les membres du Parti socialiste ne partagent pas l'opinion de la Fédération du Nord, et certains mêmes qui se sont prononcés déjà en faveur de sa proposition lui donnent un sens tout différent.

En effet, le reproche nous a été fait de croire que le Parti socialiste visait à mettre la main sur le mouvement syndical pour le diriger dans la voie du parlementarisme. Nous aurions grand tort, paraît-il, de supposer cela. Un militant socialiste parisien nous a déclaré affectionner très sincèrement l'action préconisée par la Confédération, cette action des ouvriers luttant, sans se préoccuper du parlementarisme, pour diminuer dans l'atelier l'autorité du patron et du contremaître, luttant pour rogner momentanément les bénéfices capitalistes; cette action immédiate, reconnaissait ce militant socialiste parisien, constitue la meilleure préparation à l'effort que devra accomplir, demain, le prolétariat pour instaurer le régime communiste. Mais, disait-il encore, il existe un parti qui tend à la même fin et qui veut aider la propagande syndicale. L'aide qu'il vous offre loyalement, allez-vous la refuser; allez-vous de gaîté de cœur assigner à ce parti comme unique tâche la cuisine parlementaire, et rien de plus? Vous ne le pouvez. Vous ne le devez. Nous comptons d'ailleurs, de notre côté, sur les forces syndicalistes de la Confédération pour nous aider à redresser complètement le Parti. Depuis la fondation de l'unité socialiste, nous avons réussi à refaire du Parti socialiste un parti d'opposition carrée à la bourgeoisie, un parti de transformation sociale. Nous avons neutralisé les forces de conservatisme que représentaient certains socialistes. Et maintenant que nous avons remis sur pattes le parti socialiste, vous ne voudriez pas qu'il marche et qu'il marche en votre compagnie et vous rende les services de propagande qu'avec son organisation nouvelle et ses nombreux militants il est capable de vous rendre? Allons donc, ce n'est pas sérieux. Vous ne pouvez au nom d'un sectarisme, utile hier, condamner un parti d'aujourd'hui.

L'idée que se fait ce socialiste parisien du rôle du parti socialiste n'est assurément pas celle de la majorité des membres de ce parti. Il s'en faut de beaucoup. Mais elle est partagée par une minorité de socialistes, et cette minorité ne peut être indifférente au regard des syndicalistes et des antiparlementaires. C'est, en somme, avec des militants de cette minorité que nous avons travaillé, au sein des syndicats, à refouler l'esprit de paix sociale du millerandisme, et que nous avons constitué, aux heures difficiles, un véritable bloc révolutionnaire. Ces hommes, qui militaient à la fois dans les groupes politiques et dans les syndicats, croient aujourd'hui avoir retiré le socialisme du bourbier du républicanisme, ils se figurent naïvement que l'unité a été faite dans un but de propagande socialiste.

Ils n'ont pas vu les raisons qui ont présidé à la réalisation de l'unité. Le refus des radicaux de partager le pouvoir gouvernemental avec les socialistes n'a pas retenti à leurs oreilles. Ils se figurent que les Jaurès et les Rouanet se sont retirés volontairement de la délégation des gauches. Ils n'ont pas davantage aperçu que l'intérêt électoral a précipité dans les bras les uns des autres les socialistes qui, la veille encore, se mangeaient le nez. Dans le Nord, par exemple, pour conserver son mandat de député, Delory a fait la paix avec la bande maçonnique du *Réveil du Nord*, parce qu'elle pouvait lui apporter l'appoint de voix radicales nécessaire. Mais donnant, donnant, Delory et ses amis ne seraient pas embêtés à Lille et Roubaix, à la condition que les « purs », comme on appelait les guesdistes, n'embêteraient pas Basly et Lamendin dans le Pas-de-Calais (1).

Ils n'ont pas vu non plus que les divers éléments parlementaires se sont coalisés, par le moyen de l'unité socialiste, afin de résister plus sérieusement au courant syndicaliste. Eparpillés, ils allaient être balayés par le grand vent de consience ouvrière déchaîné par le syndicalisme révolutionnaire. Les ouvriers se mettant à faire eux-mêmes leurs affaires, c'était la fin prochaine, la déchéance morale à bref délai pour les partis socialistes parlementaires. Au nom de qui parleraient-ils dans les parlements? Il fallait aviser. L'instinct de conservation leur a fait passer l'éponge sur leurs griefs réciproques; et comme ils avaient, guesdistes et jaurésistes, infiniment plus de points de contact que de points de désaccord, l'unité a été possible et facile.

Mais ce n'est tout de même pas une raison, tout cela, pour nous représenter l'unité socialiste comme vivifiée par un sang nouveau et ardemment révolutionnaire. Le révolutionnarisme verbal de Guesde et de Vaillant, mêlé avec le démocratisme échevelé de Jaurès et de Rouanet, ne donne pas plus un révolutionnarisme de bon aloi que de l'eau rougie de quelques gouttes de vin sur laquelle on verserait encore de l'eau pure ne donnerait du bourgogne.

Un fait, d'ailleurs, s'est présenté qui a permis de mesurer le chemin parcouru par le parti socialiste. Mon contradicteur socialiste prétend que l'unité socialiste est devenue révolutionnaire. Je crois, pour ma part, qu'elle n'a eu d'autre effet que de diminuer l'esprit révolutionnaire dans les milieux socialistes où il existait encore. Et je n'en veux donner qu'une preuve, à mes yeux tout à fait suffisante.

Quand Millerand était au ministère, toute la

---

(1) Je cueille avec insistance mes exemples dans la vie politique de la région du Nord, et quelques lecteur songeront peut-être à m'en faire un grief, prétextant que les choses vont autrement dans les autres régions. Je n'aurai pas de peine à convaincre cette catégorie de lecteurs qu'il n'en est rien. Je prends mes exemples dans cette région, afin de satisfaire au proverbe qui déclare que c'est du Nord que nous vient la lumière, et aussi un peu parce que les socialistes nous ont tellement corné aux oreilles qu'ils y avaient édifié des merveilles, que nous avons bien le droit d'y aller voir. Il n'y a, que je sache, aucune déloyauté en discussion avec un adversaire, à l'examiner dans les parties qu'il proclame les plus parfaites de son individu. Et puis, il en est des luttes politiques comme de bien des choses dans la vie : celui qui se contente d'en regarder l'aspect extérieur risque fortement de s'en faire une idée fausse. Il faut sonder les dessous. Divers et assez longs séjours dans le Nord m'ont permis de le faire.

presse socialiste de province tonnait contre lui. Aujourd'hui Briand est ministre; remarquez comment on l'appelle et rappelez-vous comment on accueillit sa collaboration au gouvernement bourgeois. Au lieu d'une protestation indignée, mettant debout tout le parti socialiste pour lancer l'excommunication, ce fut un ordre du jour banal, un procès-verbal de constatation. Le citoyen Briand venait de se mettre « en dehors » du parti socialiste. Et depuis comment l'appelle-t-on? L'appelle-t-on: *Monsieur Briand, le traître Briand?* Non pas. De Maurice Allard à Jaurès, on l'appelle *Briand* tout court. Pour un peu, on lui donnerait du *cher ami* et du *vaillant militant*.

C'est qu'il est entré dans le sang du parti socialiste de fournir désormais des ministres à la classe bourgeoise. Le parti socialiste n'a plus la force de s'en indigner. Il n'en est même pas étonné. Pourrait-il d'ailleurs s'étonner? La participation ministérielle n'est-elle pas la conséquence logique et fatale du parlementarisme. ?

Et c'est ce parti qui cherche à mettre sous sa dépendance le mouvement syndical, à le diriger, à le faire conduire gentiment par ses Renard et ses Coupat non pas à la lutte contre le patronat et contre l'Etat, mais à la promenade. Pour le parti socialiste, la force ouvrière n'est pas une force qui doit agir, c'est une force destinée à être montrée. On devrait la promener de l'Hôtel de Ville à la Préfecture, de la Chambre des députés au Sénat, afin de faire voir à ces députés et à ces sénateurs que le parti socialiste a quelqu'un derrière lui, et par conséquent qu'il faut lui faire une place honnête dans le gouvernement,... et dans les affaires.

Cette minorité socialiste, qui croit à l'excellence de l'action syndicaliste tout en accordant une utilité relative à l'action parlementaire, ne peut partager sur la question des rapports l'opinion des dirigeants socialistes et de la Fédération socialiste du Nord. Il y a intérêt à examiner à part les raisons de cette minorité; il y a utilité à lui répondre en particulier, c'est ce que je me proposais de faire dans cet article, mais je m'aperçois qu'à poser le problème, à montrer qu'il avait deux catégories de partisans de rapports entre le parti et les syndicats : ceux qui veulent sous le prétexte de rapports étrangler l'action syndicaliste, et ceux qui veulent, au contraire, l'aider, je m'aperçois, dis-je, que j'ai dépassé les limites d'un article; je le ferai donc la semaine prochaine.

P. Monatte.

Faites-nous des Abonnés!

Un Appel de Gorki

Gorki nous adresse l'appel suivant en faveur de nos camarades russes qui combattent le bon combat :

Je m'adresse à vous, ouvriers français, à vous qui travaillez toute votre vie et laissez à vos patrons le soin d'édicter les lois destinées à protéger la propriété créée par votre travail.

A vous qui n'avez pas toujours assez de pain pour satisfaire votre faim et qui vous laissez gouverner par des gens repus de tout ce que vous créez.

C'est à vous, travailleurs, véritables maîtres de toute la terre, que je m'adresse!

Devant vous comme devant la classe ouvrière du monde entier, s'ouvre le chemin où l'on lutte pour l'émancipation de l'homme de la servitude économique et politique, du joug du capital et de l'Etat qui le sert contre vous.

Cette lutte, qui embrassera bientôt l'univers tout entier, aura pour combattants deux races.

La race des pauvres qui se lancera au combat sous le drapeau de la raison, de la vérité, de l'amour et de la justice, contre la race des riches qui se défendra de toutes ses forces, s'appuyant sur la cupidité et l'hypocrisie, sur la ruse et la cruauté.

Cette lutte qui est aussi inévitable que la mort a déjà commencé.

L'ouvrier russe s'est jeté dans la bataille en avant-garde de l'armée universelle.

Ses victoires et ses défaites vous sont connues à tous; vous savez combien de forces il a déjà usées et ce qui lui reste encore à faire; vous savez avec quelle abondance son sang a coulé et coulera encore.

Malgré les coups glorieux portés à l'ennemi, celui-ci est encore fort et le peuple russe aura à livrer plus d'une bataille.

Plus tôt éclatera la prochaine bataille, plus tôt son grondement se répandra sur toute la terre, et si l'ouvrier russe sort vainqueur de la lutte, les travailleurs de toute l'Europe puiseront dans cette victoire l'inspiration, la force et un enseignement pour leurs combats futurs.

Comprenez bien, ouvriers français, que lorsqu'il s'agit de la classe ouvrière, le monde entier ne fait qu'une famille!

C'est avec assurance que je viens vous demander de venir en aide à vos camarades de Russie qui luttent, comme vous, sous le drapeau rouge du socialisme et qui poursuivent le même but que vous : l'émancipation du travail du joug capitaliste.

Ce sont des pionniers et vous devez les secourir, car, je le répète, dans la lutte qu'ils livrent, la victoire des uns est la victoire de tous!

L'heure du soulèvement général est proche en Russie. Est-ce que vous laisserez vos camarades aller à la bataille les mains vides? Donnez-leur de l'argent pour qu'ils se procurent du fer et du plomb!

Je sais que l'ouvrier a peu d'argent et beaucoup de cœur...

Montrez donc au vieux monde des dévots et des hypocrites que c'est dans le cœur de l'ouvrier que brûle vraiment l'amour pour l'humanité, que c'est en lui qu'éclate la foi dans la fraternité des hommes; montrez ce feu qui brûle dans vos cœurs aux avides et aux repus.

Faites leur éprouver le frisson de leur impuissance et faites retentir le chant mortuaire de l'ancien monde qui s'écroule dans la haine et dans la cupidité, dans le mensonge et la cruauté; proclamez notre devise sacrée, la devise de la fraternité des peuples :

Prolétaires de tous pays, unissez-vous!

Ayant foi dans la fraternité des peuples — qui n'est pas un rêve, mais qui se réalisera un jour sur la terre — je crois en cette grande fête de l'avenir parce que moi-même je suis un ouvrier.

J'ai travaillé et vécu parmi la classe ouvrière; je connais son âme et je sais qu'elle seule peut réaliser sur la terre le règne de la justice; qu'elle seule est capable de créer une vie nouvelle, une vie fraternelle de lumière et de raison.

Les intérêts du travail sont partout les mêmes et les travailleurs du monde entier apercevront tôt ou tard la voie vers le bonheur, vers la liberté, vers la vérité; ce chemin est unique et il est le même pour tous.

Tous les peuples s'y donneront rendez-vous et il les conduira à la victoire de la fraternité universelle.

Le monde se divise de plus en plus en deux armées — l'armée des riches et des oisifs et l'armée des pauvres qui plient, toute leur vie, l'échine sous le fardeau du travail.

L'or, ce « diable jaune », qui se rit froidement et cruellement du monde, qui corrompt, en semant l'inimitié et la jalousie; groupe certains autour de lui, estropiant les âmes par une avidité insatiable et poussant d'autres dans les bras de la faim et du travail.

Il unifie en divisant; en rendant le riche avide et bête, il aiguise l'esprit du pauvre et en partageant le monde en deux camps irréconciliables, il les prépare à la lutte.

Les ouvriers de chaque pays se groupent en une famille étroite de camarades; il arrivera un jour où les ouvriers du monde entier seront unis en une armée fraternelle du travail.

En s'unissant, ils verront le petit nombre de leurs ennemis et ils s'apercevront vite que tout le mal de notre vie : c'est l'or, la propriété.

C'est à partir de ce moment que régnera sur la terre, non pas le mensonge, mais la vérité; non pas l'hypocrisie, l'avidité et la jalousie, mais la sincérité, la raison, la bonté et l'amour.

Tout homme qui a cette foi dans son âme est obligé de la servir selon ses forces; car elle seule peut rénover le monde, libérer l'homme des souffrances et de la misère; elle purifiera l'âme de tout ce qui avilit.

L'ouvrier qui voit son camarade dans le besoin doit l'aider parce que tous les travailleurs ne forment qu'une même famille.

Les ouvriers d'un pays doivent aider les ouvriers des autres pays; ce secours, donné à des gens éloignés, inconnus, est réellement humain et perspicace.

Ouvriers français!

Venez donc en aide à vos camarades russes dans la lutte pénible qu'ils mènent contre le tsar et la bande de bourreaux qui a noyé dans le sang toute la Russie!

Au nom de l'unité des intérêts de tous les travailleurs, vous devez tendre une main secourable aux ouvriers russes.

Quand arrivera pour vous le jour du combat et que vous aurez besoin d'aide, vous trouverez des amis qui répondront à votre appel; camarades, aidez-nous!

Maxime Gorki.

(*L'Humanité*, 3 septembre).

MOUVEMENT SOCIAL

Les conseils de guerre existent toujours. — Les dreyfusards nous avaient promis autrefois qu'ils s'emploieraient de toute leur force à la suppression des conseils de guerre. Aujourd'hui qu'ils sont les maîtres, cela leur serait tout ce qu'il y a de plus facile. Ils ont fait Dreyfus commandant, ils ont fait Picquart général, mais ils se gardent bien de toucher aux conseils de guerre.

Est-ce que l'esprit de ces tribunaux militaires, si détestable alors, aurait changé? Il est toujours le même.

Deux soldats, Levret et Chardonin, du 5e colonial, à Cherbourg, ont été poursuivis pour outrages par paroles et menaces envers des supérieurs, et pour refus d'obéissance; Levret, en outre, pour bris d'armes. D'après la coupure de journal que j'ai sous les yeux, ils auraient, au cours d'une marche de nuit et étant pris de boisson, refusé de cesser de chanter, malgré les ordres du capitaine. Envoyés à la gauche de la compagnie et placés sous la surveillance d'un caporal, ils auraient crié : « Mort aux vaches! A bas l'armée! Vive l'anarchie! Vive la sociale! Tous les gradés sont des bandits! »

Le capitaine étant survenu et ayant essayé de les calmer, ils lui auraient répondu :

« Nous ne sommes pas ivres, nous savons ce que nous faisons; entends-tu, vieux fou; tu nous fais crever la faim avec tes patates et tes navets; d'ailleurs, nous voulons parler au conseil de guerre, afin que les journaux puissent parler de nous. On verra bien si les juges de Rennes auront

l'audace de nous condamner après avoir acquitté les officiers qui ont refusé d'enfoncer les portes des églises. On aurait dû venir nous chercher; vous auriez vu comment on aurait fait danser les curés! »

« Puis, nous ne marchons plus! »

Le conseil de guerre du 10e corps les a condamnés, Levret à *cinq ans de travaux publics*; Chardonin, à *deux ans de prison*.

Un autre soldat, Haubert, du 28e d'infanterie, a été poursuivi pour coups et blessures volontaires. Rentrant à la caserne, un soir, un peu gris, il rencontra deux civils qui parlaient en patois. « Vous pourriez bien parler en français! » leur cria Haubert, ardent patriote.

Les deux civils lui répondirent quelques mots en patois, et Haubert, s'imaginant qu'ils insultaient l'armée, se précipita sur l'un d'eux et lui porta un violent coup de poing à l'œil droit; il lui fit une blessure assez sérieuse, ayant entraîné dix jours d'incapacité de travail. Le défenseur ayant fait remarquer que l'attitude de son client, quoique répréhensible, avait eu pour cause des sentiments « élevés », qu'il ne s'était livré à des violences que parce qu'il avait cru entendre insulter l'armée, le 2e conseil de guerre de Paris a acquitté Haubert à l'unanimité.

Ainsi, d'un côté, acquittement d'un homme coupable d'acte de violence, d'un autre, condamnation féroce d'hommes seulement coupables de paroles, — c'est bien toujours le même esprit qui anime les conseils de guerre, que les dreyfusards maudissaient et menaçaient jadis, qu'ils approuvent et protègent aujourd'hui.

⁂

La Foi. — M. Turinaz, évêque de Nancy, prêchait dans l'église de Lourdes devant de malheureux estropiés, lorsqu'il fut blessé accidentellement à la tête par un ostensoir. Que fit-il? Il se précipita dans les eaux miraculeuses vantées par son éloquence? Non, il se remit tout bonnement entre les mains de médecins, qui lui firent une ligature d'artère, comme au dernier des athées.

Ah! le misérable! Alors, comment veut-il que nous y croyons à ses eaux?

R. Ch.

⁂

Chaumont.

Le colonel Desblanc du 21e de ligne à Langres vient de partir dudit régiment sur la demande de la municipalité et après l'intervention du député Mongeot. Ce soudard féroce avait infligé à lui seul depuis le 1er janvier *2.550 jours de prison*. Le général de division Rossin est allé au 21e pour demander aux soldats ceux qui voulaient se plaindre. Seuls quelques rares d'entre eux furent assez braves pour le faire. Pour sauvegarder le principe (1) le général Rossin ne leur a évidemment par donné raison, *mais il ne leur a pas donné tort*. L'un des protestataires le soldat Dupont, de la 7e compagnie, avait à lui seul 150 jours de prison. Le député Mongeot va paraît-il interpeller pour demander une diminution de ces punitions. Il pourrait faire aussi dans son interpellation un croquis du *lieutenant Calté* dont j'ai eu à parler l'an dernier, et qui regrettait que cinquante soldats n'eussent pas dégainé contre six femmes d'une maison de tolérance et « mis tout à feu et à sang ». Il est aujourd'hui capitaine. On lui devait bien ça.

⁂

MONOGRAPHIE

Toulon (suite).

Toulon possède aussi deux tanneries où les ouvriers sont fortement exploités. Les salaires sont de 3 fr. 50 en moyenne; celui des corroyeurs est de 5 francs.

Toutes les corporations ci-dessus font 10 heures de travail, à l'exception des typographes qui possèdent la journée de 9 heures.

Une corporation a obtenu la journée de huit heures au 1er mai (1), celle des travailleurs du gaz. Elle le doit exclusivement à son esprit révolutionnaire et à son énergie. En effet, dès le début de la grève les réverbères furent brisés, les canalisations coupées et les machines mises dans l'impossibilité de *fonctionner* (1). Ces camarades avaient compris que *les améliorations ne se donnent pas, qu'elles se prennent*.

Le salaire des ouvriers coiffeurs est comme partout très inégal et varie avec l'habileté et l'âge de l'ouvrier. Leur corporation compte assez de chômeurs. A la suite de la dernière grève ils ont formé une coopérative à base communiste où ils ont mis en pratique la journée de huit heures.

A Toulon le nombre des femmes qui travaillent n'est pas très grand, à cause surtout du peu d'activité commerciale et industrielle de la ville et de l'abondance des fonctionnaires. (Il est d'usage que les femmes de fonctionnaires ne travaillent pas). On rencontre peut-être 3 ou 400 commises, ce qui n'est pas énorme pour une ville de 100.000 habitants. Le nombre des couturières et modistes est naturellement plus élevé, mais il est impossible de donner le chiffre exact de leurs salaires: je peux cependant ajouter qu'ils ne dépassent jamais 1 fr. 50 par jour, les maisons de confection se livrant sur elles à une exploitation éhontée. Elles n'ont pas encore formé de groupement de défense.

Les blanchisseuses, assez nombreuses, gagnent 2 francs par jour et pour 10 heures. Elles ont un syndicat qui a déjà montré sa force et son énergie.

III

L'EXISTENCE OUVRIÈRE

L'hygiène, l'habitation et l'alimentation.

Toulon a pris dans ces vingt dernières années un grand développement. En même temps que sa population augmentait dans des proportions considérables et constantes, des constructions nombreuses s'élevaient, des quartiers nouveaux surgissaient et les faubourgs anciens s'agrandissaient jusqu'à devenir comme ceux du Pont-du-Las et de Saint-Jean-du-Var de véritables villes. La campagne environnante s'est couverte d'habitations et sur la côte l'on a bâti partout, principalement du côté du cap Brun. Et l'on peut dire que Toulon comprend maintenant deux parties bien distinctes: l'ancienne ville et les quartiers neufs.

L'ancienne ville comprend tout le bas et le centre de Toulon, excepté la partie ouest qui est de construction récente; il faut y ajouter la partie centrale des faubourgs du Pont-du-Las et de Saint-Jean-du-Var. Tous ces quartiers sont insalubres et malsains. Les habitations y sont d'une saleté repoussante, les rues étroites et le soleil n'y pénètre presque jamais; il en résulte que les appartements sont mal aérés et tristes à voir. Il est des rues où l'on ne peut passer sans être pris à la gorge par les odeurs malsaines qui s'en dégagent et l'on se demande comment des êtres peuvent vivres dans dans une telle atmosphère.

Dans les quartiers neufs les conditions d'hygiène sont mieux remplies, la salubrité plus grande. Les rues étant plus large et les constructions plus espacées, les habitations sont plus riantes et l'air s'y renouvelle plus facilement. Evidemment, cela ne suffit pas pour assurer à la classe ouvrière les conditions de confort nécessaires à la vie normale, car les appartements se composent habituellement de deux pièces, qui, quoique bien aérées, sont insuffisantes, surtout pour les ménages qui ont plusieurs enfants.

La municipalité a voté l'exécution d'un projet d'assainissement destiné à rendre plus moderne l'aspect du vieux Toulon. Mais que peut ce projet devant l'étroitesse des rues et l'exiguité des logements? Il suffira tout au plus à grever les budgets ouvriers et à rendre encore plus misérables les conditions de vie du prolétariat toulonnais. Les propriétaires, en effet, étant obligés de faire exécuter des travaux de canalisations dans leurs maisons, ne cachent pas qu'ils vont augmenter le prix des loyers d'une moyenne de 20 francs. On voit ce qui arrivera: les travaux de canalisation leur coûteront tout au plus 200 francs et eux retireront 200 francs par an; ce sera un placement de 100 0/0. Il en est ainsi de toutes les réformes: elles sont toujours inutiles et vont souvent à l'encontre du but qu'elles s'étaient proposé.

Dans la ville les loyers varient entre 140 et 200 francs; dans les faubourgs entre 115 et 180 francs.

Quant à la nourriture elle se compose surtout de légumes et de fruits; la plupart des ménages ont la soupe à tous leurs repas. Les vivres ne sont cependant pas trop chers. Le pain de première qualité coûte 0 fr. 40 le kilo, celui de deuxième qualité, 0 fr. 35. La livre de beurre varie de 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Les œufs frais valent de 1 fr. 40 à 1 fr. 80 la douzaine; les autres de 0 fr. 60 à 0 fr. 80. La viande de bœuf coûte, le meilleur marché, 0 fr. 80 la livre; celle de veau 1 fr. 25. Les fruits étaient autrefois très bon marché, mais leurs prix sont aujourd'hui assez élevés, les cultivateurs trouvant plus avantageux d'expédier leur récolte dans les grandes villes de France et d'Europe.

On trouve partout du vin passable à 0 fr. 20 le litre. Le bon est vendu par les propriétaires 0 fr. 25 et 0 fr. 30 le litre. Cependant la consommation du vin n'est pas trop exagérée dans la ville. Seuls les ouvriers agricoles en boivent plus d'un litre par jour, ainsi que les ouvriers qui font des travaux pénibles et ceux qui mangent sur le chantier.

Malheureusement l'alcoolisme fait des ravages dans la classe ouvrière et pousse les travailleurs, avachis et sans volonté, devenus indifférents à leur sort, dans les bras des politiciens et des endormeurs.

⁂

Coopératisme et mutualisme.

Pour améliorer leurs conditions d'existence, les ouvriers ont eu recours aux palliatifs: les coopératives de consommation et les sociétés de secours mutuels.

Les coopératives sont assez nombreuses, mais réunissent relativement peu d'adhérents; les plus importantes sont *Le Progrès*, *la Fourmi*, celle-ci installée dans le faubourg du Pont-du-Las, et la boulangerie *La Toulonnaise*. Je crois que toutes ne délivrent des marchandises qu'à leurs sociétaires. Les coopératives ne possèdent pas ici l'esprit révolutionnaire qui les anime dans certaines villes; elles constituent seulement un moyen d'adaptation plus heureux à un milieu défavorable et à des conditions d'existence mauvaises.

Ceci est encore plus frappant pour ce qui concerne les sociétés de secours mutuels. La plupart sont mixtes, mais il y en a aussi exclusivement pour les femmes ou pour les hommes. Les sociétaires ont droit, en cas de maladie, aux produits pharmaceutiques et aux soins médicaux gratuits. La plupart des sociétés allouent dans ce cas-là une indemnité qui varie de 1 à 2 francs par jour. L'union des sociétés de secours mutuels a créé une pharmacie mutualiste qui lui permet de faire des économies sur les produits pharmaceutiques et qui délivre à meilleur marché les médicaments aux sociétaires dont un membre de la famille est malade.

Ces sociétés vivent grâce aux cotisations et aux amendes des membres participants et aux subventions de la municipalité. Les subventions municipales atteignent, je crois, un total de 12.000 francs. Il faut ménager les gens qui votent bien!

L'esprit des sociétés de secours mutuels est des plus rétrogrades. Le mutualiste a une âme de capitaliste; en adhérant à une de ces sociétés il songe seulement à faire un bon placement, à négocier une bonne affaire. Mais qu'on ne dise pas que c'est l'esprit de solidarité qui le pousse à agir ainsi, car le mutualiste est un égoïste et de l'espèce la plus répugnante, puisqu'il s'affuble d'un masque d'altruisme.

(*A suivre.*) Jean-Charles R.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — Depuis le 9 mai, les sept cents mouleurs des usines de Rosières (Cher) sont en grève. Le 28 juin, le patronat rouvrait les portes de son établissement: en dehors des quatre vingts commis des bureaux, une vingtaine de jaunes se présentèrent: on fit semblant de leur donner du travail. Le 14 août, le patronat dut congédier tout son monde et fermer de nouveau les portes de l'usine, en déclarant que l'insuffisance des mesures d'ordre avait seule permis aux grévistes « d'empêcher la rentrée des ouvriers fidèles ».

Des mesures d'ordre avaient cependant été prises, comme bien on pense et les chats-fourrés de Bourges ont dû ces jours derniers distribuer les semaines et les mois de prison aux grévistes les plus récalcitrants au dogme de la liberté du travail. Quand des ouvriers se révoltent, gendarmes, juges et geôliers (la sainte trinité répressive!), sont pour longtemps garantis contre le chômage.

A Lavelanet, près de Pamiers (Ariège), ils sont

(1) Les ouvriers ont la journée de huit heures et les employés des bureaux celle de neuf.

(1) Il faut dire que l'action directe leur avait déjà réussi quelque temps avant. Ils avaient obtenu une augmentation générale des salaires de 0 fr. 50 par jour et par homme par l'emploi des mêmes moyens.

de même sept cents travailleurs en grève depuis un mois et demi : ils prétendent s'opposer à une réduction de salaires et ont l'espoir d'y parvenir.

Que ceux de nos amis qui souscrivent aux grèves n'oublient pas les métallurgistes de Rosières et de Lavelanet. La grève est utile ; elle est une leçon de choses plus éloquente pour la très grande majorité des travailleurs que les leçons des livres. Toute grève doit donc être soutenue par les révolutionnaires.

AM. D.

* *

Pomarez (Landes).

Mouvenant naissant. — J'ai le plaisir de vous annoncer que les Landes paresseuses semblent se réveiller. Un mouvement nettement syndicaliste se dessine et fait tache d'huile : après les résiniers et ouvriers des forges de la Grande-Lande, les métayers et fermiers du Bas-Marensin et de la Chalosse se syndiquent et sont décidés à une action directe des plus énergiques pour obtenir satisfaction.

Les militants socialistes de toute école (très peu nombreux et trop disséminés) attelés à la même besogne collaborent de toutes leurs forces au mouvement de révolte, conférences, brochures, feuilles volantes, etc.

Cet hiver, grâce à notre bonne entente, nous espérons obtenir de bons résultats dans la Chalosse, mon pays : nous allons, en tout cas, faire une vigoureuse campagne syndicaliste.

J. D.

* *

ÉTATS-UNIS

Anarchophobie. — Un de nos camarades nous adresse le résumé d'un discours récemment prononcé par un certain Bonaparte, ministre de la marine des Etats-Unis et petit-neveu de l'empereur Napoléon.

L'anarchisme fait peur aux gouvernements, c'est bon signe. Continuons notre propagande sans nous laisser arrêter par les vaines menaces d'une autorité hallucinée par la peur.

« L'extradition des anarchistes ne nous débarrassera pas de l'anarchisme. Une entente des pouvoirs ne suffira pas à détruire l'anarchisme, pas plus que l'entente existant maintenant depuis plusieurs années, n'a pu détruire le vol.

« Décourager ou même défendre la libre expression de l'opinion publique ne détruirait ni n'enrayerait pas l'anarchisme.

« L'anarchisme est le produit de deux conditions qui dominent plus ou moins parmi les classes les moins éclairées de la société moderne civilisée, la décadence de la foi religieuse et une éducation superficielle, et par conséquent malsaine.

« Anarchisme et socialisme sont deux troncs divergents de la même racine. Cette racine est cette doctrine : tous les hommes devraient être égaux.

« Les actes illégitimes conseillés par les anarchistes devraient être considérés comme crimes autant qu'ils ne le sont pas déjà, et comme crimes il devraient être punis de façon à dégoûter les criminels et à les décourager par la peur de la peine physique et de la mort.

« La peine de mort devrait être infligée si le prisonnier a cherché directement ou indirectement à prendre une vie humaine.

« Pour des offenses de moindre gravité, je conseille un comparativement bref, mais très rigoureux emprisonnement caractérisé par une complète réclusion, privation de tout confort et de toute distraction et qui pourrait selon moi être avantageusement accompagné par la *peine du fouet*, non infligée en public. »

* *

Moses Harman. — L'éditeur du vaillant journal *Lucifer*, publié à Chicago (500 Fulton street), est âgé de 75 ans 8 mois 24 jours, il purge à la prison fédérale de Leavenworth une condamnation à un an de *hard labour*. Son crime, l'insertion dans *Lucifer* d'une sérieuse controverse sur les relations conjugales. L'un des deux articles sur lesquels fut basé l'acte d'accusation était une critique des idées de *Lucifer*, l'autre écrit par une mère de famille, grand'mère même, avait trait au contrôle de soi-même (*self-control*).

Depuis 5 mois environ, date de son incarcération, le journal n'a cessé de paraître tous les quinze jours et chaque numéro contient le portrait de Moses Harman ainsi que l'exposé de son cas. Nombreuses sont les lettres de sympathie qui lui ont été adressées de tous les points du globe, je mentionnerai au hasard, prises dans le numéro du 8 juillet, celles de J. Warner, Mills, de Denver, J.-W. Griggs, de Saint-Paul, Paul Robin, de Paris, T. Sakai, de Tokio, Georges Bedborough, de Londres, etc., etc. A Moses Harman, victime d'imbéciles et criminels préjugés moraux, vont les sympathies de tous les hommes honnêtes et droits.

P. BOURRY.

* *

RUSSIE

L'attentat contre Stolypine. — La révolution russe s'avance au bruit des bombes. Le terrorisme tsarien a pour contre-partie le terrorisme révolutionnaire : par un seul attentat des bandits du pouvoir qui ne demeure impuni.

Le tour de Stolypine est venu. Le gredin qui depuis quarante jours préside en Russie aux implacables vengeances de la Bête de Péterhof, sait aujourd'hui ce qu'il en coûte de répondre aux revendications populaires par une organisation systématique du meurtre et de la violence.

Le samedi 25 août, le président du conseil des ministres recevait dans sa villa de l'île des Apothicaires, à Pétersbourg. La villa était pleine de monde — et de quel monde : hauts fonctionnaires et bas policiers, rien que des ennemis gagés de la révolution.

Il était trois heures de relevée, quand une voiture s'arrêta au seuil de la villa. Trois personnes en descendirent : un officier de gendarmerie, un autre officier et un civil ; le premier tenait à la main son casque. Sans doute tous les trois semblèrent-ils suspects car le portier leur refusa l'entrée du vestibule ; sous prétexte que la liste des récipiendaires était close.

Ce qui se passa dans cette minute, on ne le connaîtra vraisemblablement jamais. On dit que les inconnus insistèrent pour être reçus et furent bousculés par le portier. Quoi qu'il en soit, une explosion formidable se produisit tout à coup, noyant tout dans un nuage de fumée noire. Une bombe venait d'éclater.

La villa fut détruite presque tout entière. Les plafonds s'effondrèrent, les murs furent éventrés.

Toutes les personnes qui se trouvaient dans le vestibule et dans les salles contiguës furent tuées ou blessées. Stolypine était dans son cabinet en train de recevoir ; il n'eut qu'une insignifiante écorchure à la tête.

Mais ses enfants ont été cruellement atteints. Dans les luttes entre l'autorité et les révolutionnaires, quand les Stolypine de tous les pays envoient des hommes et des femmes ensanglanter les échafauds ou peupler les prisons et les bagnes, ils ne s'inquiètent pas de savoir si derrière ceux-là, il n'est pas d'autres victimes : les pauvres petits enfants qui n'ont plus de pain ni de baisers et qui pleurent parce qu'on leur a pris leurs parents. Le Stolypine de Pétersbourg, dont la bombe a pour jamais estropié le fils et la fille, devrait voir là comme une revanche des victimes innocentes que sa volonté a faites.

Il y a eu, d'autre part, une quarantaine de morts et près de soixante blessés. Les auteurs de l'attentat seraient parmi ces derniers.

* *

Autre attentat. — Le surlendemain, le général Min, chef du régiment Séménowski qui, en décembre dernier, réprima de la manière atroce que l'on sait, l'insurrection de Moscou, a été abattu en gare de Péterhof, de cinq coups de revolver tirés par une jeune fille. Il est mort.

* *

Troisième attentat. — Le gouverneur militaire de Varsovie, général Wonlarlarski, se promenait en voiture, quand un jeune homme, s'approchant soudain, déchargea sur lui un revolver. Il est mort.

« Le conseil des ministres est en train d'étudier, dit un journal, de nouveaux moyens de combat contre les terroristes. »

* *

Les « Maximalistes ». — Si l'on en croit un collaborateur pétersbourgeois de la *Correspondance Russe* (n° 118, du 29 août), l'attentat contre le nouveau bourreau de la Russie ne serait pas l'œuvre du parti socialiste révolutionnaire, mais de la minorité d'extrême-gauche de ce parti.

« Les partisans de cette fraction se désignent du nom de *maximalistes* pour se distinguer de la majorité connue sous le nom de partisans du *programme minimal*, ou du *minimum*, qui comprend le minimum de revendications dont la réalisation les satisferait... L'institution du programme minimal est considérée par les maximalistes comme une concession inadmissible envers l'Etat et le régime existants. Ceux-ci ne veulent pas entendre parler de séparation entre les revendications politiques et sociales. La conquête de la liberté politique leur paraît sans valeur, si elle n'est pas accompagnée en même temps de transformations sociales radicales. La réalisation du programme dans toute son étendue pourrait seule les contenter et ils se refusent à dépenser leur énergie pour obtenir des succès partiels insignifiants, décidés qu'ils sont à se consacrer entièrement au but principal. « Droit au but », tel est leur mot d'ordre. Ils ne se font pas de scrupules de dévaliser les banques privées et les capitalistes, lorsqu'il s'agit d'enrichir la caisse de leur parti.

« Personne ne peut définir avec exactitude le nombre des partisans de cette fraction. En tous les cas, elle se trouve complètement isolée et ne bénéficie aucunement de l'approbation des différentes classes de la population. Cette fraction ne possède pas de presse légale ou illégale, bien qu'elle ait à sa disposition quelques imprimeries clandestines. Elle ne dispose que d'une littérature très limitée, si les brochures et les feuilles imprimées par elles méritent ce nom.

« Le pillage audacieux de la Banque de Crédit, à Moscou, accompli par ses membres, lui rapporta beaucoup d'argent et lui a donné le moyen de fonder plusieurs laboratoires et imprimeries clandestines. Mais jusqu'au dernier temps, l'importance du parti maximaliste a toujours été très minime dans la vie politique de la Russie. Ils n'ont que très peu de représentants à Pétersbourg. »

Tel est, jugé par un écrivain qui n'est pas un ami, le groupe d'hommes qui vient, par un coup de maître, de conquérir l'attention du monde entier.

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(*suite*) (1)

Peu d'hommes, il nous semble, sont parvenus aussi complètement que lui à se rendre subjectifs de l'idéal qu'ils s'étaient imposés et à autant exiger et obtenir d'eux dans le but de se réaliser selon cet idéal. Ibsen a déployé — comme pour l'offrir en magnifique exemple à l'édification du monde — cette énergie qu'il exigeait qu'on eût afin de prendre conscience de soi et il a prouvé jusqu'à quelle hauteur on se pouvait élever par elle.

Sans doute, il convient de réprouver, chez le dramaturge de *Le Canard Sauvage*, la superbe d'un individualisme à ce point orgueilleux qu'il confine (si même il n'aboutit pas) à un aristocratisme nietzschéen, mais il faut admirer sans réserve chez le philosophe autant que chez l'artiste cette intrépidité du désir d'être original et d'aller toujours au bout de tout, sans souci de s'y trouver seul. A une époque où notre théâtre n'était capable d'opposer aux fantaisies romantiques que la comédie bourgeoise d'Augier et le théâtre doctrinal de Dumas fils (et il est bon de ne pas oublier le rôle prépondérant que jouait la littérature française en Norvège, vers 1860), Ibsen, adversaire du romantisme, a ce mérite exceptionnel de n'imiter ni Augier, ni Dumas... De ce dernier, dont l'habileté de métier même l'énerve, il critique, avec justesse, le fastidieux de la fiction. Il reproche à ce créa-

(1) Voir les n°s 14, 15, 16, 17 et 18.

teur de la pièce à thèse le convenu des caractères qu'il met en scène et l'ennui de ses leçons de morale platement positive. Ce ne sera point sans songer à faire de l'opposition à sa dramatique qu'il s'interdira de systématiser mesquinement et de restreindre la portée de ses œuvres en leur assignant de débattre des questions partielles. Outre qu'il a cette conviction qu'il est inutile de s'adressser à la foule et de discuter pour elle des choses qui tombent sous le sens, s'il ne propose jamais ce qu'on est convenu d'appeler des améliorations pratiques, c'est qu'il ne veut pas faire de son théâtre une sorte de tribune où apporter des projets de réformes de détails. Il a pour lui une ambition plus grande. Si, comme penseur il sait l'inanité des palliatifs avec lesquels on prétend soulager la société de ses maux, comme artiste il n'ignore pas quelle prétention stupide il y a à essayer de faire de la littérature éducative ou, pour mieux dire, utilitaire. Au surplus, rien ne lui semble moins utile que de légiférer en trois actes ou en cinq. Ce qu'il veut que son œuvre soit c'est une source puissante de réflexions et de réflexions libres, pour ceux qui la pénètrent. Elevée au-dessus des choses, à leur symbole, elle est un pouvoir de suggestion et réclame de chacun, pour être comprise, un effort déjà par lui-même salutaire. Il ne déplait même pas à Ibsen qu'on reproche à ses pièces de se prêter à des interprétations différentes; il les a écrites de telle façon qu'elles ne s'imposent pas — si l'on peut ainsi s'exprimer — avec un formalisme dogmatique. Comme il souhaitait qu'elles fussent stimulantes, il est demeuré silencieux au milieu des débats qu'elles ont provoquées. Son intention a été, évidemment, non de présenter aux hommes une organisation sociale susceptible de leur assurer le bonheur, mais de renouveler leur fond moral.

Il a cru pour cela, suffisant de n'entreprendre qu'une chose à savoir : éveiller en nous le sens de l'individualisme avec tout ce qu'il exige de conscience et de volonté. Il a prêché que les forces humaines — dont il affirmait l'utilité suprême — avaient le droit d'être indépendantes et qu'il fallait qu'elles conquissent ce droit qu'on n'a cessé de tout temps de leur contester, soit par la voix de la religion — et de la religion chrétienne, notamment, qui pose l'orgueil comme le premier des sept péchés capitaux — soit par la voix de la morale, soit par la voix de l'Etat qui exige de ses citoyens le sacrifice ou la soumission de leur intérêt particulier à un intérêt général, prétendu supérieur et qui est, en réalité, celui d'une abstraction. Affranchir l'individu en le poussant à sortir de soi-même et des autres, tel est la préoccupation dominante d'Ibsen. « Ce qui importe, écrit-il, c'est la révolte de l'individu ». Hors du troupeau ! tel est le premier des appels qu'il lance. « L'homme le plus fort est l'homme le plus seul ». La vie en troupeau c'est la perpétuation de l'uniformité dégoûtante et de la médiocrité ; bien plus, c'est le néant résultant de la formidable conspiration de tous contre chacun ; c'est le nombre sans valeur, le nombre négatif constitué de tout ce qui est soustrait aux unités. Hors donc des religions ! hors donc, du moins, des religions dogmatiques (1) qui ne sont que tristesse et affaiblissement de l'homme et le détournent de la « joie de vivre ». Elles engendrent l'immobilité en satisfaisant le misérable besoin de certitude de tous les dégénérés qui ne savent pas être inquiets avec plaisir et marcher vers la connaissance comme vers un but inaccessible. Elles pèsent comme une chape étouffante sur les générations et sur la race entière. « L'église est trop petite » où l'on va prier « le Dieu des esclaves et des serfs, courbés sur la glèbe » il la faut agrandir tant qu'elle n'ait plus « ni limites, ni enceinte » et que son plancher soit « la terre verdoyante, les bruyères, les prés et les fiords et la mer » (1).

(1) Ibsen admettait une certaine croyance, assez difficile à définir — qui tenait du naturalisme de la conception païenne et de l'Evangile et qu'il disait devoir être celle de cette Humanité du « Troisième Règne » dont il a prophétisé l'existence dans le symbolisme mystique de « Julian ». Mais sa croyance n'était pas à proprement parler une religion car il la concevait sans rites. Il la fondait « sur la connaissance et sur la croix ».

Hors des morales ! et surtout des morales aux lois écrites qui sont le résidu ou le principe des religions. Les morales, ainsi que les religions ont été inventées par et pour les faibles, pour entraver l'action des forts, du moins les morales qui prêchent le sacrifice de l'homme à ses semblables. « Sois humain » tel est leur premier commandement. Qu'est-ce à dire ? « Humain ! parole lâche qui sert de mot d'ordre à la race. Prétexte exploité par les pauvres sires qui manquent de courage et de volonté ; masque trembleur qui craint de tout risquer pour vaincre, abri de tous les pleutres qui esquivent un engagement, suivi de regrets piteux » (2) « Le meilleur amour c'est encore la haine », car c'est en cinglant ses semblables du fouet de sa haine que l'homme leur rend les services les plus véritables. En définitive, il leur prépare le plus de bien possible en n'ayant pas pitié d'eux ; en les tirant de leur torpeur, en les arrachant violemment à leur misérable sérénité pour les augmenter en puissance. Travailler pour autrui, c'est nuire à autrui ; il faut exciter autrui à travailler. Si autrui a la volonté d'agir mais s'il manque de force, il convient de l'aider « de le porter » même « sur ses épaules, fût-on brisé de fatigue, eût-on les pieds sanglants. Mais que faire pour un homme *qui ne veut pas plus que ce qu'il peut ?* » Parole admirable et qui loin d'être la suprême négation de toute morale est bien plutôt le fondement d'une morale nouvelle et terriblement virile et autrement difficile à pratiquer que celle qui a pour principe la miséricorde et la pitié dédaigneuse, la peur égoïste de voir souffrir et le plaisir de dispenser un soulagement, d'être une Providence...

Hors des sociétés et de leurs conventions et de leurs préjugés — hors du pharisaïsme, hors des apparences ! Vivons notre vie dans son intégralité ; ne laissons rien la paralyser ou la mutiler. Ayons une conscience à nous et une volonté et n'obéissons qu'à leurs mobiles. Tendons de toute notre énergie, en dépit des entraves des lois et des règles, en dehors des sentiers battus, vers la vérité, car il n'y a de vraie vérité que celle qu'on découvre soi-même. Remettons tout en question, n'acceptons l'héritage d'aucune croyance. Faisons-nous une personnalité, c'est ce qui importe par-dessus tout. Ne nous contentons pas d'avoir pour sens ce qu'on est convenu d'appeler le sens humain général. Refusons-nous à nous laisser diriger par les conducteurs de foules (*les Soutiens de la Société*) ; ne tolérons pas d'être en tutelle comme des enfants (*Maison de Poupée*) ; qu'il suffise qu'on nous interdise la liberté de nos actes pour que nous l'exigions (*La Dame de la Mer*). Mais à suivre de telles prescriptions nous risquerons tout simplement d'être subversifs ? Eh bien ! oui, nous le serons et ce sera tant mieux. La violence même, d'une volonté que rien n'arrête est préférable à l'apathie des paresseux ou des lâches qui acceptent de se nourrir de pensées « mastiquées et remastiquées » par d'autres.

(1) Brand.
(2) Ibid.

C'est le retour à l'état primitif, à l'état sauvage ?... il se peut et que la vie telle qu'Ibsen la conçoit n'ait rien de la vie sociale. Pour le dramaturge norvégien s'associer c'est s'amoindrir. Solidarité c'est encore faiblesse ; besoin de s'appuyer sur autrui ; façon d'accomplir quelque chose comme, pour les hommes d'être braves en tant qu'ils constituent une armée. Pris individuellement presque tous les soldats d'une armée auraient peur devant le canon, comme reculeraient isolément devant l'action presque tous les membres d'une association constituée, cependant, en vue d'agir. Quiconque entre dans un groupe a l'intention secrète de se décharger sur autrui de sa part de responsabilité.

Un homme a-t-il une idée à répandre, croit-il à l'utilité d'une initiative quelconque ? Le voilà, interrogeant, de ci de là, à son entour : « En êtes-vous ?... » Il cherche à se recruter des alliés. Il ne se risquera pas si on ne se risque avec lui. On lui demande : « Combien serons-nous ? » et nul ne fait sienne son opinion s'il n'est bien assuré qu'elle est partagée. Ainsi on est honteux ou craintif de penser quelque chose qu'on est seul à penser. Au lieu de s'enorgueillir d'être l'unique champion d'une cause on en amoindrit la portée pour se gagner des adeptes. On livre son idéal aux concessions qui l'émasculent... Ayons donc le courage de manifester notre opinion, dussions-nous avoir le monde entier contre nous ; sachons être l'*Ennemi du peuple* et lui dire la vérité quand ce serait à notre détriment et au détriment des intérêts immédiats de ceux qui nous entourent.

Il va de soi que, comme il n'admet pas l'union, Ibsen admet encore moins l'Etat qui est partout, ainsi que l'a écrit Nietzsche, « où le lent suicide de tous s'appelle la vie ». Il est « antigouvernemental » au premier chef. Il pense, en effet, que — encore qu'il serait conforme à l'idéal qu'on peut s'en faire — l'Etat exigerait qu'on tînt pour légitime qu'un seul vouloir remplaçât le vouloir de tous ou, plutôt, que le vouloir de tous primât le vouloir de chacun. Il n'y a pas de pire invention que celle de l'Etat. La véritable image de l'Etat c'est « un édifice, à la fois école et maison d'arrêt » (hôpital, déclarerait Nietzsche), auquel il convient d'ajouter « une salle de réunions publiques ». (*Brand*).

(*A suivre.*) JOHN L. CHARPENTIER.

Faites-nous des Abonnés !

CONVOCATIONS

× **La Semaille,** 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 7 septembre, Mme Séville-Mérat : l'Education physique et morale de l'enfant dès le berceau.

Mardi 11. — Discussion : le Rachat des chemins de fer (avec chiffres et documents).

× **L'Aube Sociale,** 4, passage Davy. — Réunion des camarades s'intéressant à notre U. P. pour s'entendre en vue de la réorganisation de nos causeries-conférences, le vendredi 7 septembre, à 9 heures du soir.

× **Grupo liberecana Esperantista,** 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Lundi 10 septembre, à 8 h. 1/2, et lundis suivants, salle Le Livre U. P.

du VI[e], cours d'espéranto (enseignement mutuel et permanent). — Compte rendu du délégué au Congrès de Genève; correspondance avec le groupe de Montevideo.

La fremdas kamaradas estas petatas skribi al la sekretario C. Papillon, 27, avenue de l'Harmonie, Bobigny (Seine), pri la stato de Esperanto inter la liberecanas de sian landon.

× **L'Harmonie Universelle** (groupe communiste d'émancipation intégrale), 28, rue des Peupliers, Billancourt. — Mercredi 12 septembre, à 8 h. 1/2 du soir : l'Organisation de la propagande, par André Lorulot.

× **Salle du Livre**, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Mardi 13 septembre, à 8 h. 1/2 : De l'honnêteté au point de vue anarchiste et de quelques autres thèses, par E.-J. Dondon et E. Armand. — Causerie; discussion.

Entrée : 0 fr. 20.

× **A. I. A.** (section des XII[e] et XX[e]). — Réunion tous les jeudis à 8 heures du soir, au siège de la section, local habituel.

× **A. I. A.** du XIII[e], 52, **rue Jenner.** — Samedi 8 septembre, réunion à 8 h. 1/2 du soir.

LYON. — **Cercle Ouvrier International**. — Samedi 8 septembre, à 8 heures, meeting, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier. — Sujet traité : la Révolution russe.

Correspondances et Communications

× **Contre les bagnes militaires.** — Tous les camarades victimes des conseils de guerre, qui ont été condamnés à la prison ou aux travaux publics, ainsi que les disciplinaires des armées de terre et de mer sont priés d'écrire à Millanvoye à Mondoubleau (Loir-et-Cher) en vue d'une campagne contre les bagnes militaires de France et d'Algérie.

De plus Millanvoye serait reconnaissant aux camarades de la région lilloise, qui le pourraient, de lui faire parvenir des renseignements sur l'affaire du soldat Legrand que le conseil de guerre du 1[er] corps vient de condamner aux travaux forcés à perpétuité et à la dégradation pour avoir tué son sergent au cours des grèves minières d'avril. Ou Legrand a agi sans mobile et alors il était irresponsable, contrairement à l'avis médical, ou il a été déterminé par des mobiles conscients. Quels étaient ceux-ci ? Qu'a allégué Legrand pour sa défense?

× **Comité de défense pour Louis Grandidier.**

Le Comité de défense pour Louis Grandidier a fixé sa date de réunion tous les jeudis, salle Tremel, 30, rue du Port.

Reçu par le Comité :

Collecte à la réunion du 18 août : 12 fr. 75. — Liste n° 9 (liste Cogeat) : 23 fr. 50. — Collecte faite par Le Donnat dans une réunion du quartier Pleyel : 2 fr. 40. — Liste Verliac : 3 fr. 80. — Liste Michel : 5 francs. — M[me] de St-Remay en timbres-poste : 1 fr. 10. — Liste Ligner : 11 francs. — Liste Lemaire : 4 fr. 20. — Liste Goux : 3 fr. 75. — Liste Dutranoy : 16 francs. — Henri Carenton, Saint-Ouen : 2 francs. — Ensemble : 85 fr. 50.

× **En vente au Palais du Travail.**

La peste religieuse, l'exemplaire, 5 cent., le cent 2 francs.

Le mensonge patriotique, l'exemplaire 10 cent., le cent 5 francs.

Légitimation des actes de révolte (2[e] déclaration), par G. Etiévant. L'exemplaire, 10 cent., le cent 5 francs.

Quelques idées fausses sur l'anarchie, l'exemp., 5 centimes ; le cent 2 francs 50.

Lettre à un conscrit, par Victor Méric, l'exemp., 5 centimes, le cent 2 francs.

Franco de port, à partir de 300 brochures.

Adresser les commandes à Potteau Prudent, 8, Rue du Pile, Roubaix.

× CHARTRES. — Les camarades désirant former un groupe d'études sociales peuvent s'adresser à Pichot Raoul, rue des Trois Détours.

× **Espérantistes.** — Les avantages que tireront les travailleurs d'une langue internationale ne sont plus à faire connaître.

J'invite donc les camarades syndicalistes espérantistes à faire, dès maintenant, la propagande nécessaire dans leurs syndicats pour faire adopter l'usage de l'Esperanto.

Que tous ceux qui ont l'intention de se rendre au Congrès d'Amiens le fassent savoir de suite à Louis, 15, rue de Saintonge, Paris (III[e]).

× **Un camarade**, voyageur de commerce, visitant les départements de Saône-et-Loire, Allier, Puy-de-Dôme, Creuse, Indre, Loir-et-Cher, Cher, Loiret, Yonne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Vosges, Doubs, Jura, désire faire connaissance des camarades de ces régions. Lui écrire : G. B. carte 1/2 tarif 73.128. poste restante, Lyon-Grolée, jusqu'au 20 septembre.

× **Quelqu'un pourrait-il nous procurer le n° 11** de la première série des *Cahiers de la Quinzaine*, et à quel prix ?

× **Le camarade E. Goufflaux**, 104, rue de Sèze, Lyon, demande à ceux qui pourraient lui donner des nouvelles de son père, Jean Goufflaux, ayant habité Norwich, de bien vouloir lui faire parvenir à son adresse.

× TOULON. — **Le camarade Stefanoff**, prestidigitateur, fait part aux camarades de Toulon qu'il prêtera son concours pour les soirées familiales au bénéfice des journaux.

S'adresser au kiosque, rue de l'Arsenal.

BUSTES RECLUS ET L. MICHEL

Le camarade Derré nous avertit qu'il en a remis la commande au mouleur et qu'ils seront livrés dans le courant de septembre.

Ils coûteront 3 francs d'emballage par buste et feront un colis de 10 kilos. Soit, pour la France : 1 fr. 50 en gare ou 1 fr. 75 à domicile.

Soit 5 francs de buste, 3 francs d'emballage, 1 fr. 50 ou 1 fr. 75 (selon que c'est en gare ou à domicile) par buste.

Pour l'extérieur, le prix du transport, c'est selon les tarifs.

Petite Correspondance

Reçu pour le camarade Delamotte :

A. G., 10 fr. — P. à Chartres, 1 fr. — C. H. à Marseille, 10 fr. — En tout 21 fr.

Le camarade Delamotte est prié de nous envoyer son adresse.

M. M. à Brest. — L'*Histoire de France*, de Hervé, 4 fr. franco.

O. H. — *Ces sacrés Farceurs*, trop faibles. Manque de preuves au point de vue historique. Et l'ironie en est trop lourde.

L. H. 150. — L'*Initiation mathématique* n'enseigne pas les mathématiques, mais la façon d'y intéresser ceux qui commencent : 2 fr. 20 par la poste. — La *Grammaire esperanto*, 2 fr. 20 également.

P. R. à Chartres. — Avez-vous des nouvelles du mandat perdu ?

P. S. à Lyon. — Ai lu l'article de Sentupery. C'est fait de si mauvaise foi — ou si bêtement — que ça vous ôte l'envie de discuter.

O. D. rue C. — Oui, mais les poètes manquent.

Z. Z. Versailles. — Bon.

Dewez, Verviers. — Je réexpédie les 4 exemplaires. Mais le service a été fait. Réclamez à la poste.

E. V., à Sainte-Cécile-d'Andorge. — Je n'insère pas de bibliographie de volume que je n'ai pas lu.

E. B. à Carmaux. — De portraits, nous n'avons que les morts : L. Michel et Reclus, en cartes postales. — Proudhon et Cafiero en gravure, 0 fr. 60 chaque. Bakounine, 1 fr.

Pierre L., Chaumont. — Pas mal, vos vers comme inspiration, mais trop d'inexpérience de facture.

H. à Digne. — Je n'avais pas oublié, mais le libraire nous a fait attendre.

G. M. à Smyrne. — Bien reçu l'album. Merci. Excusez-moi de l'oubli.

J. R. à Toulon. — La clé espéranto est en réimpression.

M. C. à Islington. — Le nouvel abonnement se terminera fin septembre.

Reçu pour le journal :

P. M. à Bayonne, 1 fr. — H. T., 2 fr. — H. G. au Cap, 12 fr. 20. — W. à Paris, 1 fr. — L. S. à Lyon, 4 fr. — E. C. à Portalègre, 3 fr. — P. A. à Bastia.

Merci à tous.

G. L., à Hodimont. — D., à Saint-Etienne. — Jeunesse syndicale, Rochefort. — C., à Avignon. — K., à Bognor. — M., à Saint-Lunaire. — M. J., à Béziers. — B. C., à Mouscron. — L. B., à Baratin. — N. L., à Verviers. — H. G., à Saintes. — J. L., Paris. — L., au Mans. — L'*Union*, Amiens. — P., à Moulins. — S., à Liège. — E. S., à Etampes. — G., à Zurich. — J. M., à Saint-Rambert. — F. R., à Saint-Claude. — H., à Cherbourg.

Le prochain dessin sera signé J. HENAULT.

EN VENTE AUX " TEMPS NOUVEAUX "

Précurseurs de l'Internationale, W. TCHERKESOFF	1 20
Souvenirs d'un révolutionnaire, par LEFRANÇAIS	3 25
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Intimités et révoltes, vers, LA JARLIÈRE	1 50
Les Résolutions, vers, PRATELLE	1 50
La Révolte, 7 années. La collection complète	150 »
Les Temps Nouveaux, 11 années	66 »
Le Coin des Enfants, 1[re] série illustrée	3 »
— — 2[e] série illustrée	3 »
La Société mourante et l'Anarchie, par J GRAVE	2 75
De chez Schleicher :	
La vie ouvrière en France, par PELLOUTIER	5 »
Les Enigmes de l'Univers, par HAECKEL	2 20
Les Religions, par A. LEFÈVRE	6 »
Force et matière, par BUCHNER	2 20
L'Homme selon la science, par BUCHNER	7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par HAECKEL	12 50
Science et Matérialisme, par LETOURNEAU	5 »
La Psychologie ethnique, par LETOURNEAU	6 »
Les Guerres et la Paix, par RICHET	1 50
Les Primitifs, par ELIE RECLUS	4 »
L'Origine des espèces, par DARWIN	8 »
De chez Bellais :	
La Guerre et l'Homme, par P. LACOMBE	2 75
Histoire de l'Inquisition au moyen-âge, par LÉA ; 3 volumes chaque	3 »
De chez Plon :	
La Vie privée d'autrefois : L'Hygiène, par FRANKLIN	3 »
Deux vies, par P. et V. MARGUERITTE	3 »
De chez Flammarion :	
Paroles d'un révolté, par KROPOTKINE	1 25
De chez Dentu :	
Le Primitif d'Australie, par ELIE RECLUS	3 »
La Commune, par LISSAGARAY	3 »
De chez Dujarric :	
Les deux Familles, par A. POUGOT	3 »
De chez Collin :	
Le Conflit, par LE DANTEC	3 »
Les Porteurs de torches, par B. LAZARE	4 »
Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. D'AVENEL	4 »
La Guerre et ses prétendus bienfaits, par NOVICOW	2 50
De chez Charpentier :	
Sous la toque, par A. JUHELLÉ	3 »
Au Port d'armes, par HENRI FÈVRE	3 »
Souvenir d'un Matelot, par GEORGES HUGO	3 »
La Mêlée sociale, par G. CLEMENCEAU	3 »
Le Grand Pan, par G. CLEMENCEAU	3 »
Sous le Sabre, par AJALBERT	3 »
La Clairière, par DONNAY et DESCAVES	3 »
Les Blasphèmes, par J. RICHEPIN	3 »
La Chanson des gueux, par J. RICHEPIN	3 »
Germinal, par ZOLA	3 »
Travail, par ZOLA	3 »
Les Affaires sont les affaires, par MIRBEAU	3 »
Les Mauvais bergers, par MIRBEAU	3 »
Sébastien Roch, par MIRBEAU	3 »
Le Fardeau de la liberté, par TRISTAN BERNARD	1 50
La Fille Elisa, par AJALBERT	2 »
Ces Messieurs, par G. ANCEY	3 »

Sur les commandes importantes, nous pouvons faire sur les prix forts marqués sur les volumes, une réduction de 15, 20 et 25 0/0 selon les éditeurs. Frais à la charge de l'acheteur.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Markoff.

Dessin de MARKOFF

LE DERNIER ACTE DU DRAME

12e ANNÉE. — N° 20. 15 SEPTEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Hénault.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

On continue à désirer des renseignements sur notre situation financière, depuis que nous avons mis le journal à 15 centimes. Voici les quelques chiffres qu'il nous est possible de fournir actuellement.

Notre mois d'août se solde avec une aggravation de dettes de 700 francs, qu'il faudra nécessairement payer.

Notre vente hebdomadaire à Paris, qui était en moyenne, de 1,200 exemplaires, a baissé en août de 200 à 250 exemplaires.

Notre vente en province, qui était mensuellement de 8 à 9,000 exemplaires, n'est plus que de 7 à 7,500.

Toutefois, nous ne devons pas nous décourager encore. Chaque année, de juillet à septembre, la vente subit une dépression des plus accentuées, pour se relever normalement en octobre. C'est un phénomène qui ne nous est pas particulier et que toutes les branches du Livre connaissent bien. Nous espérons donc pouvoir, dans quelques semaines, annoncer une reprise sérieuse, car nous nous refusons absolument à croire que l'esprit de sacrifice de ceux qui nous lisent ait pu se cabrer devant une augmentation d'un sou par semaine!

Les T. N.

CONTRE L'ÉVOLUTION

Il est un principe scientifique fondamental, universellement — ou presque — accepté comme exact, c'est que tout progrès s'accomplit suivant un processus évolutif du simple au complexe, de l'homogène à l'hétérogène. La réciproque est également reconnue vraie : toute évolution procédant du simple au complexe est un progrès et inversement toute marche du complexe au simple est une régression. Ce principe, qui n'est pas un principe *à priori*, mais une constatation résultant d'observations répétées, est applicable aussi bien aux phénomènes d'ordre sociologique qu'aux phénomènes biologiques ou autres, dans l'évolution desquels nous recherchons le signe du progrès.

Lorsque dans l'histoire d'une société, une idée nouvelle se fait jour, ce n'est pas du premier coup qu'elle s'affirme et se formule, étudiée dans tous les détails de sa mise en pratique, scrutée, pénétrée dans toutes ses conséquences. Conçue, au contraire, à ses débuts dans ses lignes les plus générales, elle groupe autour d'un ou deux principes élémentaires un certain nombre d'adhérents assez étroitement unis autour de ce bloc initial.

Mais, au fur et à mesure que l'idée se précise, que l'interprétation de ses principes se diversifie en raison des adaptations nécessaires aux mentalités multiples ainsi qu'aux conditions différentes des milieux, des ramifications surgissent, qui vont en s'épanouissant et en se subdivisant à leur tour par la suite. D'où scissions sur scissions répondant aux divers courants que déterminent les divergences d'opinions, de sentiments ou de tempéraments, et les dissemblances des conditions mésologiques.

⁂

Le socialisme, à ses débuts, fut une doctrine générale, issue du vague besoin d'émancipation créé au sein des masses par l'oppression capitaliste.

D'ailleurs, ses premières manifestations furent pour la plupart plutôt l'expression d'aspiration mal définies vers un mieux-être imprécis, que l'affirmation de connaissances acquises expérimentalement.

Peu à peu, la doctrine se précisa, formulant des principes fondamentaux, nets, dégagés du sentimentalisme plus ou moins mystique du début. Mais aussi, à mesure qu'elle acquérait plus de précision, des écoles naissaient, divergeant, donnant l'apparence trompeuse d'une cacophonie alors, qu'au contraire, la multiplicité de ces subdivisions était le signe que l'idée se creusait, gagnait en profondeur et en extension, et se perfectionnait en conceptions secondaires.

Aujourd'hui les écoles socialistes ou se revendiquant de cette étiquette sont légion, depuis le socialisme révolutionnaire jusqu'au socialisme chrétien en passant par le radicalisme-socialiste, voire le socialisme patriote à l'instar de celui de l'amiral Bienaimé.

Mais sans aller chercher, pour montrer ce travail normal de séparatisme doctrinal, certaines écoles relevant plutôt du vaudevilliste que du sociologue, tenons-nous en, comme phénomène d'importance capitale, à ce départ du mouvement socialiste en deux grands courants, l'un politique, l'autre économique.

Il était bien entendu que le but à atteindre était la socialisation des moyens de production et des moyens de consommation et de transport; mais on ne fut plus d'accord sur les voies à suivre pour y parvenir. Les uns, les politiques prétendirent s'emparer de l'État, cette citadelle de la société capitaliste, pour proclamer, une fois maîtres, la dépossession des classes possédantes; les autres trouvèrent plus rapide d'attaquer de front l'ordre économique qui les opprimait, d'opposer à la force du capital la puissance du travail, des forces ouvrières organisées diversement et coalisées.

Ces deux courants assez voisins au début et parfois peu distincts allèrent en divergeant de plus en plus au fur et à mesure que leur but et leur tactique respectifs se précisaient, et aujourd'hui ils constituent deux puissances bien différenciées, formant chacune une individualité sociale parfaitement définie : le socialisme politique et le syndicalisme.

⁂

Ce dernier, depuis qu'il s'est définitivement séparé de la politique, a acquis progressivement une force qui va toujours grandissant et dans l'avenir duquel on peut avoir confiance.

Son but est bien défini. Il est la constitution du prolétariat en classe ayant pour objet l'expropriation, soit progressive, soit brusque de la classe possédante. Toute son action est économique, dans son but et dans ses moyens. Ces moyens sont l'action directe. L'action directe, c'est-à-dire, non pas la démolition de

quelques devantures, des pierres lancées dans des vitrines ou des « coups de poing *sur la gueule* » des sergots, comme font semblant de le croire la plupart des adversaires de mauvaise foi, mais la lutte méthodique, organisée, face à face, avec le patronat et le capitalisme pour la conquête d'avantages successifs en attendant l'assaut définitif contre tout l'ordre capitaliste en vue de l'expropriation générale, lorsque l'organisation syndicaliste aura atteint son maximum de puissance combative et organisatrice.

Ce courant a actuellement acquis une telle importance qu'il a attiré l'attention du courant politique qui, lui, n'a su que se constituer en parti parlementaire, et par là se rétrécir, perdant, par une unification fallacieuse, en ampleur de vues ce qu'il pensait gagner en cohésion. Aussi ce dernier ne serait-il pas fâché de s'associer cette force et de l'utiliser au mieux de ses destinées.

Dans le monde syndicaliste les avis sont partagés. L'avantage, que le parti socialiste fait miroiter, de l'obtention, grâce à des lois sociales, de diverses améliorations fait hésiter et séduit même nombre de camarades.

Sans reprendre les arguments tant de fois donnés que les lois offrant quelque avantage aux travailleurs ne sont élaborées et ne voient le jour que lorsque ceux-ci ont par une action énergique établi en faveur des réformes qu'elles sanctionnent un mouvement d'opinion irrésistible; que l'observation des lois de ce genre devançant quelque peu la maturité que leur donne l'opinion publique ne s'obtient que grâce à la lutte continue et acharnée des travailleurs et que dès lors cette lutte assez puissante pour imposer l'observation de ces lois n'a pas besoin d'elles et peut directement imposer la réforme qu'elles ont pour objet, etc., sans revenir, dis-je, sur tous ces arguments, j'affirme que cette fusion des forces syndicales et du parti socialiste est contraire à l'évolution de ces deux courants et qu'elle constituerait un retour en arrière, une vraie régression.

Si le syndicalisme est issu du socialisme, ce qui est exact, il en est sorti cependant, il s'en est séparé parce que son but est différent et non seulement son but, mais ses moyens, son champ d'activité. Il ne peut plus rentrer dans le courant d'où il est sorti sous peine de s'amoindrir, de se rétrécir en abandonnant forcément les principes qui justement l'ont amené à cette séparation.

On parle d'action parallèle. Pendant que les forces syndicales lutteraient pour telle amélioration, les forces parlementaires du socialisme de leur côté feraient campagne au Parlement pour réaliser légalement cette réforme.

Mais cette action parallèle n'a rien de nouveau. Elle a toujours existé. Pendant que les syndicats luttaient pour la réduction de la journée de travail est survenue la réforme établie par la loi Millerand-Colliard; pendant que l'on réclamait partout dans le monde syndical le repos hebdomadaire, le Parlement s'en occupait et édictait la loi qui actuellement soulève tant de conflits entre employeurs et employés. Et il n'est pas jusqu'à l'expropriation de la classe bourgeoise, but final du syndicalisme, qui n'ait été dernièrement formellement affirmée par Jaurès, Constans, Vaillant, etc., comme formant l'objectif fondamental de la doctrine socialiste.

Dès lors, pourquoi une alliance, un traité conclu, si l'action parallèle doit se borner à ce qu'elle a toujours été, et si rien de supplémentaire, liant l'un ou l'autre des contractants et par conséquent le diminuant et le faisant dévier de son but, n'intervient dans le traité? Est-il nécessaire, utile même, de faire une convention spéciale pour dire : « Nous demeurerons dorénavant dans nos positions respectives, sans rien retrancher à l'autonomie de chacun de nous? »

N'ayez crainte! Quand les efforts des syndicats et ceux des socialistes parlementaires tendront aux mêmes buts, naturellement, d'eux-mêmes, ils se concerteront sans qu'il soit besoin d'un traité ou d'une entente préalablement conclue. Mais qu'on renonce à ces unifications, à ces ententes, pour si cordiales qu'elles soient. Un traité est fait de concessions réciproques, par conséquent d'amoindrissements de part et d'autre. Il faut que chacun garde entière sa liberté d'action, quitte à se rencontrer quand, momentanément, les buts seront identiques.

Mais ce serait revenir en arrière, ce serait aller à l'encontre de toute évolution que de vouloir réaliser une fusion quelconque entre deux organismes qui ont dû, à un moment donné, en raison même du développement et de la spécialisation de chacun, se différencier et se scinder définitivement.

André Girard.

L'Éducation à faire

(*Suite.*)

En relisant cet article de Niel, une crainte m'est venue : c'est d'avoir prêté à son auteur une conclusion qui, peut-être, n'est pas la sienne. Niel n'a pas dit expressément, en effet, aux socialistes-anarchistes : Abjurez tout abstentionisme et courez aux scrutins... Il leur a dit seulement, — ce qui est à peu près identique : l'antiparlementarisme est un préjugé condamné par l'expérience, tout comme le parlementarisme excessif lui-même; l'action législative complète, en la couronnant, l'action directe et collabore avec elle à l'amélioration du sort de l'ouvrier.

Et j'ai dit à Niel : Pas plus que le parlementarisme ne voudra partager avec l'action directe, cette dernière ne voudra partager avec le parlementarisme. Et le voudraient-ils qu'ils ne le pourraient pas. Nous avons, dès longtemps, renoncé à accorder dans nos consciences la science avec la foi, la terre avec le ciel; un temps viendra où nous renoncerons de même à concilier l'action parlementaire avec l'action directe des individus et des masses; alors nous pourrons dire d'elles ce que nous avons dit de la science et de la foi : que quand l'une fait un pas en avant, l'autre en fait deux en arrière.

C'est qu'il y a dans l'action directe une négation plus radicale du parlementarisme que les négations toutes théoriques des premiers anarchistes : il y a une négation pratique. L'action directe nie le parlementarisme : mais c'est en se substituant à lui.

* *

Mais, objectera Niel, qu'ils s'accordent entre eux ou se gourment, peu importe. Mon point de vue à moi est volontairement plus réaliste. Je constate que le parlementarisme n'est pas impropre non plus à concéder aux ouvriers certains *avantages matériels et immédiats*, et cela me suffit. Oui ou non, niez-vous ces avantages-là?

Non, répondrai-je à Niel, je ne nie pas cela. Je ne nie certes pas que le parlementarisme ait des avantages assurés : d'abord il rapporte à quelques centaines de bienheureux vingt-cinq francs toutes les vingt-quatre heures; puis il donne aux électeurs la comédie. A côté de ceux-là, il est des avantages plus sérieux : les classes dirigeantes que le parlement engraisse chaque année à l'aide du budget et des droits de douane, en savent quelque chose. Mais les classes dirigées se sont jusqu'ici beaucoup moins aperçues que les précédentes que l'exercice du parlementarisme pût avoir d'heureux avantages. Les lois presque toujours ont été faites contre elles, mais qu'elles le veuillent bien et le législateur ne les oubliera plus. Elles participeront pour leur part à la manne budgétaire, au protectionnisme légal. Déjà dans les pays où la classe ouvrière a quelque organisation, les « lois de protection ouvrière » alternent, au livre des lois, avec les lois de protection bourgeoise.

Il est permis de concevoir un syndicalisme exclusivement préoccupé de tels avantages, je veux dire d'intérêts immédiats et matériels, modestes mais tangibles. Ce syndicalisme, du reste, existe : on le qualifie très justement de réformiste. Nous l'appellerons le syndicalisme des petits profits.

Il est tout naturel qu'il se tourne vers les parlements, dispensateurs ordinaires de semblables bienfaits. Oui, à force d'obséquiosité quémandeuse, à force de patience et de « longueur de temps », par la seule influence du grand nombre, la classe déshéritée peut dans la société actuelle, obtenir des parlements certaines améliorations relatives. Mais cela, nous ne l'avons jamais nié : nous avons simplement observé que de telles améliorations étaient bien souvent illusoires, et dérisoires presque toujours. Nous avons fait remarquer de plus, que le bon vouloir des gens qui, par métier, font et défont les lois comptait pour assez peu dans ces améliorations et que si peu qu'on demande, il est plus sûr de demander les poings fermés, la menace aux lèvres, que les mains jointes comme pour la prière.

Il existe dans la plupart de nos grandes villes, des associations de mendiants : le syndicalisme en pourrait aisément devenir une; il n'aurait qu'à perdre de vue le *Droit* pour le petit profit, le noble esprit de résistance pour la médiocre passion du lucre, pour la recherche de tous les avantages qui se peuvent concilier avec le maintien d'une société bien organisée, autrement dit d'une bourgeoisie oppressive et d'un capitalisme effronté.

Mais c'est précisément là ce que nous redoutons le plus, autant pour la classe ouvrière que pour la cause humaine : l'oubli du droit, l'oubli des revendications posées au nom de la justice et soutenues, s'il le faut, par la force; l'oubli de l'esprit de sacrifice et de désintéressement.

Ce que nous reprochons au parlementarisme et à la légalité, c'est, ne pouvant concéder au peuple que de toutes menues « améliorations immédiates » — le plat de lentilles d'Esaü — de lui faire accroire que sa faim en sera soulagée et la justice, le droit, satisfaits.

Je vais plus loin : il n'est pas jusqu'à la « légalisation » parlementaire, la consécration légale des réformes « conquises par l'action directe » qui ne nous semble elle-même d'un redoutable effet. Car l'illusion est mauvaise que ce qui est consacré, légalisé, ne peut être repris; elle est mauvaise parce qu'elle induit à déposer les armes, alors qu'il faut lutter sans cesse, lutter toujours, pour garder aussi bien que pour prendre.

Notre antiparlementarisme se propose bien plus qu'une dépréciation systématique des élus et de l'œuvre législative. De l'œuvre législative surtout : sans doute celle-ci est loin d'être brillante, mais enfin elle pourrait l'être davantage, particulièrement dans les pays démocratiques où le peuple, en somme, participant au pouvoir, pourrait participer plus largement aux bénéfices qui en résultent. Pour nous, le vice rédhibitoire du parlementarisme, ce n'est pas qu'il

BIBLIOGRAPHIE

M. Forel me paraît être un homme très large d'idées, mais qui n'a pas su encore mettre ordre dans celles qu'il a, ni avoir cherché à les coordonner, ni à les critiquer les unes par les autres, de façon que, lorsqu'il les expose, leur association présente des trous, et quelques-unes jurent d'être avec les autres.

En plus d'un cas, il est vrai, il excipe d'incompétence; mais cette incompétence me semble, chez lui, être plutôt une paresse d'esprit : « Il y a des gens pour traiter, ou décider de telle question, à quoi bon se tourmenter davantage! Laissons-leur le soin d'élucider les points qui nous semblent obscurs. » Et comme cela, on a l'esprit en repos, tandis qu'un peu de raisonnement ferait trouver la solution tout aussi bien, et souvent mieux, que les gens « compétents », ou réputés tels.

M. Forel, en son volume : *La question sexuelle exposée aux adultes cultivés* (1), a, de beaucoup, dépassé son titre, ou, plutôt, tout ramené à la question sexuelle, de sorte qu'il se trouve amené à parler, non seulement de l'amour et de son hygiène, mais de la question sociale, politique, d'art, de littérature, d'éthique, d'enseignement, et, en un mot, de presque tous les modes d'activité de l'espèce humaine.

La question sexuelle y est étudiée dans ses manifestations normales, mais aussi dans sa pathologie. L'auteur constate quelle erreur cela a été d'en faire une chose dont on n'ose pas parler, et combien plus alliciant est le mystère dont on l'enveloppe, démontrant que la logique et la bonne hygiène veulent que, dès que la question se pose, l'explication en soit donnée, avec tact et discernement, bien entendu, — mais sans réticence; la cachotterie étant beaucoup plus troublante que l'explication franche et nette.

En cours de route, surtout lorsqu'il traite du mariage et de la prostitution, M. Forel démontre que nombre de tares dont nous souffrons découlent de la mauvaise organisation sociale que nous subissons, de l'autorité et de l'exploitation capitaliste.

Ce que l'on pourrait peut-être lui reprocher c'est d'être allé chercher, chez d'autres auteurs, des mots à mille pattes pour expliquer l'hérédité, mots qui ne font que compliquer la question et la rendre moins intelligible.

En vertu de l'imperfection d'association d'idées que je constatais, il fait, à maintes reprises, une critique serrée de la loi et de l'autorité, démontrant leur faiblesse et leur impuissance, ce qui ne l'empêche pas de réclamer leur concours pour assurer les améliorations qu'il voudrait voir s'opérer dans les relations sociales.

Mais, où il est décevant, c'est lorsqu'il parle de « l'incivilisation » avérée de certaines races et de la nécessité de leur disparition!

Il y a des races retardataires, c'est tout ce que l'on sait: mais les déclarer incivilisables, c'est une pure affirmation. Il y a, entre elles et nous, toute la distance qui nous sépare de notre ancêtre de l'âge de la pierre; c'est-à-dire, quelques milliers de siècles. Or, depuis que la race blanche est entrée en contact avec elles, quelques centaines d'années au plus sont écoulées! On voudrait qu'elles aient parcouru, en un ou deux siècles, le chemin qui nous a demandé plusieurs centaines de mille d'années à parcourir.

Non seulement aucune tentative sérieuse n'a été faite pour les amener progressivement à un développement supérieur, mais ce sont des entraves à leur développement normal qu'on leur a apportées. Sans compter que, le plus souvent, elles n'ont été en contact qu'avec les spécimens les moins recommandables de notre race. Comme premiers présents, elles ont reçu la syphilis, la variole, la tuberculose et l'alcool. Comme enseignement moral, le vol, la fraude et la violence. Et on conclut : « Vous voyez bien, partout où les blancs et les races inférieures entrent en contact, ces dernières disparaissent, preuve évidente de leur infériorité! »

Du reste, M. Forel n'est pas trop fixé, il me semble, sur ce que doit être une race civilisable. Ne range-t-il pas les Japonais parmi les civilisables — sans doute parce qu'ils ont adopté le chapeau haute-forme et le militarisme européen, dont il fait une si belle critique, pourtant — tandis que, parmi les incivilisables, il classe les Chinois qui ne veulent pas, il est vrai, de notre civilisation, mais qui étaient déjà sortis de la barbarie alors que nos ancêtres étaient des sauvages dans toute la force du terme, et qui ont une civilisation à eux.

Il nous parle des mauvais produits de l'hybridation entre blancs et races inférieures. Mais ce n'est pas une preuve, lorsque l'on sait dans quelles mauvaises conditions elles s'opèrent, et que l'on connaît l'état de sujétion et d'abjection où l'on cherche à maintenir indigènes et métis.

Et, du reste, on a des exemples de peuplades soi-disant incivilisables dont quelques spécimens, échappés au massacre et à la destruction, s'élèvent peu à peu à notre civilisation, et de métis qui, malgré les tares — de leurs ascendants blancs — fournissent des populations saines physiquement et intellectuellement.

En passant, l'auteur parle de l'utopie anarchiste qui s'imagine que l'homme naît bon. M. Forel ne connaît les idées anarchistes que par ouï-dire, sans cela il saurait que la plupart des anarchistes ne proclament l'homme ni bon, ni mauvais originellement, se contentant de constater qu'il est ce que le fait le milieu, se bornant à cette réflexion : « qu'il faut qu'il ne soit pas la bête malfaisante que veulent bien dire les économistes bourgeois, pour ne pas être plus mauvais qu'il n'est dans un état social où tout l'incite à voir un ennemi dans chacun des individus qui l'entourent ».

Il voudrait que les psychiâtres aient à juger des facultés des individus! Ce n'est guère rassurant.

Chaque métier a sa déformation d'esprit qui fait que le chirurgien, par exemple, ne voyant que la « belle opération » à faire, ne s'occupe pas de chercher si le patient n'aimerait pas mieux guérir par des procédés, peut-être moins expéditifs, mais qui auraient l'avantage de lui conserver un membre utile. Ou comme le médecin aliéniste qui finit par voir un fou dans chacun de ses contemporains.

Enfin, comme morale, il enseigne le travail en faveur des générations futures.

Nous ignorons ce que seront les générations futures. Nous devons travailler au développement de notre personnalité, à l'extension de nos facultés. Ce n'est qu'en travaillant à notre propre développement, que nous travaillerons à celui des générations à venir. Nous ne pouvons leur transmettre que les facultés que nous aurons acquises.

Il ne faut pas oublier que tous les sacrifices que l'on nous demande au nom de l'humanité, des générations futures, du bien général, ne profitent qu'à ceux qui exploitent les beaux sentiments.

Que les individus s'amoindrissent, l'espèce en souffre. Qu'ils se libèrent, qu'ils se développent, elle s'enrichit des conquêtes de chacun.

Le livre de M. Forel est à lire.

J. Grave.

(1) Un volume 10 francs, chez Steinheil, 2, rue Casimir-Delavigne.

Correspondances et Communications

× **Exemple à suivre.** — Un de nos camarades venant en villégiature dans son village cévenol, y trouva un groupe ouvrier et socialiste, de direction encore incertaine, en voie de formation. Il y alla et proposa de faire une première collecte pour acheter des brochures, ajoutant que de toute façon il doublerait la somme produite.

La collecte produisit 3 francs. Notre ami y ajouta 3 autres francs et nous envoya le tout. Nous lui avons expédié un cent de nos brochures. Voilà de la bonne propagande. Espérons que l'exemple ainsi donné sera imité.

× **La Jeunesse libre** voulant ouvrir à Toulon un cours d'*Espéranto*, langue auxiliaire internationale, demande si une personne connaissant cette langue et s'intéressant à sa diffusion voudrait se charger de l'enseigner. S'adresser à M. Bertrand, Antoine, rue du Gard, n° 28. D'autre part les camarades qui désireraient apprendre l'*Espéranto* voudront bien se faire inscrire au secrétaire, au siège social rue Nicolas-Laugier, n° 14, de 8 heures et demie à 10 heures.

× **La Jeunesse libre** de Toulon demande l'adresse de la *Jeunesse libre* de Lorient et de celle d'Alfortville. Écrire au camarade Antoine Bertrand, secrétaire du groupe, 28, rue du Gard.

CONVOCATIONS

× **La Semaille U. P. du XX**e, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 14 septembre, Leprince, Idées d'un communiste sur la famille future (Lecture et discussion).

Mardi 18. — Moreaux, Quelques réflexions sur l'anarchisme.

× **A. I. A., Comité National.** — Le nouveau Comité National, se réunissant le 17 septembre, à 8 h. 1/2 précises, salle Raynaud, 31, rue Grange-aux-Belles, convoque tous les secrétaires de section, ou leurs délégués, plus les signataires de la première affiche, à cette réunion pour la nomination d'un secrétaire. Présence urgente.

× **Grupo liberecana esperantista**, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Lundi 17 septembre, à 8 h. 1/2, ouverture d'un nouveau cours élémentaire d'Esperanto. — Création d'un cours supérieur.

× **A. I. A.** — Le 18 septembre, à 8 h. 1/2 : Grand meeting antimilitariste, salle de l'Alhambra, 22, boulevard de la Villette. Entrée : 0 fr. 20 pour couvrir les frais.

La 10e section section se réunit tous les vendredis, salle Jules, 6, boulevard Magenta.

× **A. I. A.** (section du XVIIe). — Vendredi 14 septembre, réunion des adhérents, à l'Aube Sociale, 4, passage Davy, à 9 heures du soir. Organisation d'un meeting pour le départ de la classe.

× **Maison du Peuple**, 20, rue Charlemagne. — Dimanche 16 décembre : Le conflit entre l'individu et la société. Causerie, discussion, par E. Armand.

× **Milieu libre en formation.** — Samedi 15 septembre, à 8 heures et demie, salle de l'Aube sociale, 4, passage Davy. Réunion de tous les adhérents. Urgence absolue, des décisions importantes devant être prises concernant la question pécuniaire et la campagne de propagande. Adhésions. Listes de souscription.

Petite Correspondance

Henri Thomata, Paris. — Si nous avions eu votre adresse, nous vous aurions écrit. Il n'est guère possible, sur le vu de dix lignes, de comprendre ce qu'a voulu dire Séailles. Il faudrait lire l'article entier.

Caroline K. — Vous avez évidemment raison, mais votre article déborde le cadre des T. N.

Raoul P. — *Monographie*, réservée. — *Enfants terribles*, pas assez concluant

D., à Saulieu. — Avions égaré votre lettre. Vos réflexions sont évidemment des plus justes, mais il sera répondu à Niel tout au long.

Zimaco. — Reçu lettre. Oui, c'est un point de vue, mais préférons nous en tenir au nôtre.

D., à La Machine. — L'abonnement semestriel n'est plus de 3 fr., mais de 4 fr.

L. Ch. 2. — Nous vous avons écrit, ayant oublié votre recommandation. Veuillez nous excuser.

Le camarade qui nous a demandé des renseignements sur les traitements des fonctionnaires est avisé que nous avons une réponse pour lui.

P. D., Millau. — La brochure n'a pas été publiée, faute d'argent. Le *Messager*, n'avons pas souvenir.

Reçu pour le journal :

G. B., à Lyon, 3 fr. — R., à Providence, 5 fr. — J. C., à Providence, 4 fr. 60. — F. T. et L. D., à New-York 30 fr. 90. — B., à Chinon, 3 fr. — P., à Arcueil, 0 fr. 50. — G. le V., à Autun, 2 fr. — Per. à Paris, 2 fr. — Griffon, à Paris, 2 fr. — G., à Lézignan, 1 fr. — L. P., à Paris, 2 fr. — L. M., à Levallois, 5 fr.

Merci à tous.

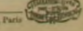
Reçu pour les révolutionnaires russes : Gu., à Apt, 2 francs.

Reçu pour le camarade Lamotte : L. M., à Levallois, 5 francs.

M. D., à New-York. — F., à Orléans. — F., à Fouquière. — A. P., à Lyra. — S., à Varna. — T. et D., à Marseille. — D., à La Machine. — G., à La Motte-Loudéac. — P., à Arcueil. — V., à Paris. — H. G., à Paris. — F. M., à La Montagne. — M. à Lorient. — P. L., à Apt. — L., à Vergt. — R. P., à Chartres. — G., à Lézignan.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Jules HÉNAULT

Dessin de HÉNAULT

Les joies de la maternité ne sont pas égales pour toutes.

12e ANNÉE. — N° 21.

22 SEPTEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMERO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Paul Signac.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Par suite d'un accident survenu à la presse, jeudi dernier, le tirage du journal a dû subir un retard de vingt-quatre heures. Aussi la distribution dans les kiosques et les gares n'a-t-elle pu être effectuée que samedi matin. Nos acheteurs au numéro en connaissent à présent la cause.

Nous continuons à recevoir des plaintes d'abonnés soit au sujet de retards dans la réception du journal, soit au sujet de sa non-réception. Des acheteurs au numéro se plaignent de leur côté de ne pas trouver le journal dans les kiosques.

Nous prions les derniers de réclamer énergiquement et même d'exiger des tenancières le dépôt des T. N., qui **doivent** *être dans tous les kiosques et dans toutes les gares.*

Quant aux premiers, ils voudront bien rejeter sur l'administration des postes, la responsabilité des faits qu'ils nous signalent. Le journal est régulièrement envoyé chaque jeudi. Nous prions les abonnés qui, le samedi **au plus tard**, *ne l'auraient pas reçu de vouloir bien réclamer à la poste.*

Les T. N.

La Faiblesse de l'Union

On dit que l'union fait la force.

Cependant, beaucoup de zéros additionnés ne font jamais que zéro, et des lâches réunis en groupe s'effraient les uns les autres. Bien pis, les élans d'énergie se perdent à organiser, à essayer de mouvoir la masse inerte ou flottante comme viennent mourir les lames les plus violentes sur une plage de sable !

Combien en avons-nous vu de tempéraments de lutteurs s'user dans les coulisses des groupes et des fédérations de groupes ! Pourvus des qualités du propagandiste, aptes à l'action, et capables d'inciter les autres à l'action, combien d'hommes dévoués jusqu'au sacrifice de leur vie ont gâché ces forces précieuses à tenter la coordination préalable des faiblesses qui les entouraient.

Le marécage du parlementarisme guette tous les militants qui abandonnent, un seul moment, l'action directe, constante, pour la décevante séduction d'un semblant de réforme obtenu sans lutte, par la seule menace d'une foule qui réclame en chœur.

L'union préalable semble indispensable aux faibles, aux hésitants, aux lâches.

« Si tu marches, je marcherai. — Oui, mais un tel marchera-t-il ? Il faut d'abord s'en assurer. » On passe le temps à récolter des adhésions. Pour les obtenir plus aisément, on tend à dissimuler les risques à courir ; on se borne à demander un assentiment de principe et une cotisation pour s'organiser. On verra ensuite ce qu'on décidera. Une fois la caisse pleine, les meneurs, qui en ont la responsabilité, hésitent à la vider sur un coup hasardeux, et tous les efforts de propagande, tout l'essai de mouvement ont abouti à créer un groupe inerte de plus.

« Si c'est pour ça que nous avons déclaré la guerre aux patrons, au risque de perdre notre gagne-pain, nous aimons mieux nous retirer », disent les plus conscients.

Et il ne reste, dans le groupe, qu'un troupeau de moutons et quelques arrivistes, — de quoi faire élire un député.

Le vieux cri de ralliement socialiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » a fait faillite.

« Prolétaires de tous les pays, révoltez-vous », voilà ce qu'il faut crier.

Que chacun de ceux qui en ont assez, jette ses outils, sans s'occuper de ce que fera le voisin, ou plutôt qu'il les garde, pour démolir.

Un geste de révolte entraîne plus de révoltés que les plus ardents discours. La parole est l'arme des bourgeois, des parlementaires, des avocats ; les ouvriers n'ont que leurs bras pour gagner leur vie et aussi pour la défendre.

Quand quelques-uns d'entre eux se trouveront acculés à la famine, sans caisse de secours, sans aide, ils ne perdront pas leur temps à implorer les pouvoirs publics, à apitoyer la foule, à parlementer avec leurs anciens maîtres, — ils agiront.

A l'ère des longues grèves bien calmes, respectueuses de l'ordre et de toutes les organisations établies, succédera l'ère des grèves courtes, mais rudes, faisant trembler de peur les plus indifférents.

Au lieu de sérier savamment les revendications, de mendier chaque fois un petit avantage matériel qui ne compromette pas trop la situation du patron, les révoltés, dans chaque lutte, montreront que leur but est la destruction complète de toute autorité, le chambardement de la société tout entière.

Un certain nombre de syndicats ouvriers, parmi les plus puissants (au point de vue numérique et pécuniaire), veulent jeter par-dessus bord les quelques anarchistes qui les empêchent de sommeiller en paix.

Tant mieux ! Nos camarades ont mieux à faire que de pousser par les épaules une foule de trembleurs qui leur opposent la force d'inertie.

Qu'ils jettent au vent la bonne semence de leurs idées et de leur exemple ; elle tombera de ci de là dans des terrains favorables à sa fécondation et y produira des pousses vigoureuses. Cela sera plus utile que d'essayer vainement de défricher tout un champ stérile.

Qu'importe que la bonne herbe lève en touffes isolées ; si celles-ci sont vivaces et capables de produire à leur tour de nouvelles semences ?

Une foule de petits brasiers allumés aux quatre coins de la terre produiront, s'ils sont de bon bois, des lueurs qui brilleront autrement mieux que le foyer fumeux d'un gros tas d'herbes mouillées que quelques convaincus s'efforcent en vain d'attiser.

L'initiative individuelle, voilà ce qu'il faut susciter. L'union avant tout, est-elle un facteur d'initiative ? Bien au contraire.

A peine incité à la lutte, chaque membre d'une union est invité à remettre à des délégués le soin de préparer cette lutte, au mieux de ses

intérêts. Après quoi, il n'a plus qu'à attendre en paix, et en payant régulièrement ses cotisations, que le moment soit venu de faire quelque chose. Quand et pourquoi ce moment arrive-t-il? Il n'en sait rien, il n'a pas à le savoir. Qu'il passe son temps à jouer aux boules, aux courses, à la manille, qu'il vive comme un parfait bourgeois, peu importe : c'est un excellent syndiqué, puisqu'il paie et qu'il obéit.

Faire une révolution avec ces troupes-là? C'est aussi stupide que de penser gagner une bataille avec des soldats disciplinés mais ignorant où on les mène, contre des hommes se levant volontairement pour la défense d'intérêts qui leur tiennent au cœur.

Et comme, dans la lutte sociale, il ne s'agit pas de manier des engins compliqués, mais de montrer, par des actes, aux bourgeois qu'on est moins lâche qu'eux, la victoire est assurée à ceux qui iront carrément de l'avant, sans regarder si on les suit.

L'union se fera au pied du mur que chacun tente d'escalader. Tout naturellement on se fera la courte échelle.

Le plan d'action se dessinera tout seul au cours de la bataille.

Assez de stratégistes en chambre, de prophètes de l'avenir, d'avertisseurs de périls!

En marchant droit sur l'obstacle, on voit mieux de près comment le renverser. Que tout le monde pousse en même temps pour le jeter par terre, voilà la bonne union, celle qui se fait au cours de l'action. Mais qu'on s'unisse pour discuter de loin sur les difficultés de l'entreprise, voilà l'union dangereuse, celle qui gaspille les forces et annihile toute action.

Il y a beaucoup à changer à la mentalité des syndicalistes pour qu'ils cessent de piétiner sur place.

Mais qu'importe : s'ils ne marchent pas, les anarchistes sont là pour leur déblayer la route... et recevoir ensuite les marques de la terreur qu'ils leur inspirent.

MICHEL PETIT.

Jeunesse!

Les étudiants réunis en Congrès international à Marseille, viennent de faire parvenir au président Fallières l'expression de leur respectueuse, mais bien vive sympathie. Puis, pour ne pas faire de jaloux, ils ont répété 18 fois ce beau geste pour les 18 souverains d'Europe dont les nationalités étaient représentées au Congrès.

Respectueuse, mais bien vive sympathie!... Mais oui, vous lisez bien... Au reste, était-il donc besoin de tous ces télégrammes? Nous savions depuis beau temps de quel côté de la « barricade », la jeunesse intellectuelle portait ses sympathies.

Toutefois il fut un temps où cette brillante jeunesse les portait de l'autre côté. Bien plus, elle s'y portait elle-même, avec l'héroïsme pur des 20 ans.

Un fusil à la main, noirs de poudre, étudiants et polytechniciens, confondus avec le peuple en blouse, marchaient en 1830 à l'attaque des Tuileries, et Vaneau et Farcy se faisaient tuer sur le Carrousel, au saint nom de la Liberté. Dans le même temps, Evariste Galois, véritable enfant sublime, s'écriait : « S'il fallait un cadavre pour ameuter le peuple, je donnerais le mien », et le même Galois, au banquet républicain des Vendanges de Bourgogne *élevant en l'air un couteau, prononçait en manière de toast : A Louis Philippe!*

La jeunesse des écoles d'à présent est presque tout entière passée du côté des maîtres. Fille de la bourgeoisie, elle est avec les bourgeois, contre le peuple. L'intérêt de classe est donc quelque chose de si fort que les hommes de vingt ans eux-mêmes n'y puissent échapper?

AM. D.

L'Aspect économique de la Question macédonienne

Il serait parfaitement oiseux de retracer le tableau des incessants conflits qui ensanglantent la Macédoine avec une périodique et désespérante régularité : c'est, dans leur insipide monotonie l'éternel recommencement des mêmes scènes de désolation, des mêmes assassinats, des mêmes atrocités. Chacun des différents clans en présence — Bulgares, Grecs, Serbes, Koutzo-Valaques — fait retentir sempiternellement les mêmes lamentations, les mêmes doléances, les mêmes invocations boursouflées au Droit, à l'Humanité et à la Justice, car c'est toujours au nom de la Justice, de l'Humanité et du Droit, que rougeoient les incendies et que s'amoncellent les cadavres!

Elle sera singulièrement complexe la tâche de l'historien qui voudra, dans l'avenir, déterminer aussi exactement que possible, la part des responsabilités et retracer les péripéties des luttes furieuses qui se produisirent. Le moindre engagement a-t-il lieu, le moindre incident se produit-il que voici surgir sur le champ différents récits absolument contradictoires, différentes versions qui s'opposent les unes aux autres dans tous leurs détails.

Aussi n'essaierai-je point de projeter un peu de lumière dans ce chaos de ténèbres. Je préfère attirer l'attention sur un côté assez négligé du problème et montrer que *le fond de la question macédonienne est strictement économique*. Les troubles sans cesse renaissants sont engendrés avant tout par le malaise auquel le paysan est en proie, par la misère qui règne à l'état endémique dans ce pays pourtant si fertile, par l'insécurité sans cesse croissante.

En Macédoine, en effet, la petite propriété rongée par l'usure, grevée d'hypothèques, tend sans cesse à disparaître. Les terres se concentrent de plus en plus entre les mains des grands propriétaires, des *beys* et des banquiers qui se livrent à de fructueuses spéculations. Le paysan est rejeté dans le prolétariat agricole où il est soumis à une dure exploitation. Je ne puis mieux faire, pour en donner une idée, que de reproduire les chiffres (Cf. *Le Temps* du 15 avril 1903), donnés par un consul de France qui a fait une étude sérieuse de la question. Voici à quelles conditions, un propriétaire loue pendant un an le travail de quatre hommes. Il s'engage à leur accorder le droit de pâture pour leurs moutons, à leur laisser la jouissance d'un petit jardin qui produit quelques maigres légumes et à leur donner de plus :

30 kil. de blé estimés	25	piastres (1 piastre=0 fr. 22.
1200 — maïs —	480	—
1200 — orge —	520	—
1200 — seigle —	400	—
55 — sel —	40	—
16 paires de chaussures en peau.	80	—
55 piastres en espèces.	55	—
Soit au total	1600	—

c'est-à-dire 400 piastres, 88 francs, par personne et par an.

Ajoutons à cela les charges fort lourdes que fait peser sur eux le prélèvement de la dîme livré à l'arbitraire des agents du fisc, mentionnons aussi la corvée, les déprédations des soldats, la pénible obligation du service militaire (auquel seuls, il est vrai, les musulmans sont astreints) et l'on comprendra l'horreur de la situation de ces paysans macédoniens, qui n'ont d'autre perspective, journaliers ou métayers, que d'être exploités pendant toute leur existence. Ils savent fort bien que tous leurs efforts pour améliorer leur situation matérielle seront parfaitement infructueux. Le journalier agricole restera confiné dans le prolétariat, sans espoir d'en sortir, et quant au tenancier, s'il fournit un surcroît d'efforts pour augmenter le rendement de ses terres, il verra augmenter parallèlement ses impôts ou grossir la redevance exigée par le propriétaire, de sorte qu'il ne lui restera rien pour le dédommager de ses peines. Rien d'étonnant qu'il se contente de récolter juste ce qui lui est nécessaire pour ne pas mourir de faim et qu'il se résigne à végéter dans une misère à laquelle il ne voit point d'issue.

Une telle situation est faite pour engendrer un état d'engourdissement intellectuel et moral, de résignation fataliste à tous les caprices du sort, à toutes les injustices du destin. Et cependant, ces malheureux, sur qui pèsent des siècles d'esclavage, secouent leur longue apathie. Un frémissement de colère et de haine les secoue. Ils déterrent leurs fusils et vont rejoindre les bandes. Prêtons l'oreille et écoutons leurs revendications. Ils réclament..... quoi?..... *Le droit de dire la messe dans leur langue!* Les comités grecs répandent des factums dans lesquels on invoque je ne sais quels droits historiques. On y dénonce, en outre, le patriarche bulgare comme l'Antéchrist. L'Evangile n'a-t-il pas été prêché en grec? Tous les saints du calendrier orthodoxe ne sont-ils pas grecs?... Et ces malheureux, séduits par la puissance de tels arguments, se ruent les uns sur les autres, le poignard à la main!

Ce sont donc chicanes misérables entre clans antagonistes, entre confessions rivales, mais de lutte véritable pour la liberté, je n'en vois point l'ombre. C'est uniquement sur le terrain ethnique et religieux qu'on mène le combat. Nous sommes transportés à dix siècles en arrière.

Si ces partis étaient mûs, comme ils le prétendent parfois, par un sincère désir d'affranchissement, ils sauraient s'abstraire de leurs étroites préoccupations et l'accord se réaliserait spontanément entre eux. La question est d'ordre essentiellement économique : c'est sur ce terrain que l'accord pourrait s'établir. Au moment où une idée fort simple, susceptible de germer sous les crânes les plus épais, l'idée de la reprise du sol, de la communalisation de la terre, soulève des millions de paysans russes, courbés jusque là sous le joug d'un esclavage millénaire, est-ce que les paysans macédoniens vont continuer à faire le jeu des politiciens de Sophia, de Belgrade et d'Athènes?

Il y a, paraît-il, dans les comités bulgares, des éléments actifs et énergiques. Des socialistes, des anarchistes en feraient partie. N'est-ce pas à eux de porter la lutte sur son véritable terrain : la prise de possession de la terre, la conquête du bien-être et de la liberté? Grouper les divers éléments, sans distinction de race ni de religion, s'entendre et agir solidairement, voilà la véritable solution. C'est le seul moyen d'échapper aux critiques de ceux qui représentent le mouvement comme dû à quelques agitateurs imbus de panslavisme. Cela vaudrait mieux aussi que d'éditer de laborieuses statistiques, que de s'en remettre à l'intervention de la diplomatie européenne et que d'occuper ses loisirs à dresser des bilans sanglants et à « jouer du cadavre ».

MARIUS RIQUIER.

Avec le prochain numéro, nous commencerons la publication, en variété, d'une étude de notre camarade Jacques Mesnil sur ELISÉE RECLUS, d'après des documents inédits.

Nos lecteurs ne nous en voudront pas de revenir fréquemment sur l'homme admirable dont la mémoire nous demeure si chère. Il n'y a aucun fétichisme à dire d'un grand homme qu'il fut grand, il y a seulement équité.

Au reste, écrire la vie de Reclus, c'est encore servir nos idées, faire acte de propagande. « Je suis anarchiste *d'abord* », disait-il un jour à quelqu'un qui venait de louer longuement ses travaux scientifiques; et dans ce *d'abord*, il mettait toute une force fière... Anarchiste, il l'était dans le sens du mot le plus complet; non seulement parce que l'idéal d'une société sans autorité était le sien et qu'il ne cessa pas un jour, militant infatigable, de travailler à sa réalisation, et il l'était encore dans sa manière de comprendre et de vivre l'existence, — la plus libre, la plus dégagée des dogmes, des traditions et des morales, la plus largement et hautement humaine.

Certes, la vie d'un tel homme est de bonne propagande, et nous sommes heureux d'accueillir l'étude de J. Mesnil, écrite d'après des souvenirs personnels et des lettres particulières.

A bas le Subventionnisme

Après le vote par le Conseil municipal très radical et très socialiste d'un règlement de police à l'usage de la Bourse du travail de Paris, les syndicats à une immense majorité décidèrent de s'abstenir aux élections de la nouvelle Commission administrative élue conformément à ce nouveau règlement avec la représentation proportionnelle.

Seuls quelques petits syndicats n'existant que pour permettre à ceux qui s'en intitulent secrétaires de toucher la manne municipale sous forme de subvention, décidèrent de contrevenir à cette décision et de prendre part à l'élection.

La nouvelle commission composée de tout ce que contenaient d'incapables ces fantômes de syndicats se jeta immédiatement dans les bras du Préfet, et la Préfecture de la Seine n'eut pas de plus sûrs auxiliaires que ces pseudo-administrateurs.

Le secrétariat fut recueilli par un nommé Voillot, personnage d'une ambition effrénée mais d'une pauvreté de moyens telle qu'il en est réduit à commettre des indignités pour que l'on puisse parler de lui.

En 1901, Lanoir, Biétry et consorts furent exclus de la Bourse alors qu'ils n'avaient pas encore commis des actes aussi anti-ouvriers que cette commission dont la plupart des membres sont confédérés.

L'abbé Garnier dans son journal le *Peuple français* à propos d'une circulaire lancée par la Commission administrative pour la création d'un comité en faveur de la représentation proportionnelle et que patronnent les secrétaires de plusieurs grandes organisations réformistes, écrit les lignes suivantes: « *Inutile d'insister sur la portée de ce document; si les sympathies sur lesquelles il peut compter viennent à ce grand effort, la Confédération générale du travail aura bientôt perdu la funeste influence dont elle a fait un si triste usage et nous obtiendrons sans lutte, le règne de justice, de paix, de cordiale entente que tant de braves gens attendaient des jaunes, mais que les jaunes ont toujours été et seront toujours impuissants à leur donner.* »

Après les chaudes félicitations de l'*Echo de Paris*, celles des curés soulignent encore mieux la besogne dont s'est chargée la commission administrative.

L'on pourrait s'étonner qu'il n'y ait pas dans les organisations logées à la Bourse plus d'indignation et de colère qu'il n'y en a.

C'est avec un pénible étonnement que l'on voit des organisations considérées jusqu'à ce jour comme révolutionnaires participer aux actes de cette commission.

C'est le subventionnisme qui est cause de ces désorientations.

C'est l'appât des subventions qui fait que des syndicats comme celui des cordonniers, par exemple, qui a pourtant donné au cours des grèves récentes preuve de beaucoup de vitalité, et se trouve être administré par des camarades se réclamant des idées anarchistes, votent pour cette commission à la dévotion du préfet, participent aux élections au Conseil supérieur du travail et luttent contre le véritable organisme ouvrier: l'*Union des Syndicats de la Seine*.

Les subventions allouées en vue d'atténuer l'effort révolutionnaire des organisations syndicales atteignent bien leur but.

Elles pervertissent l'esprit ouvrier, créent un fonctionnariat particulier et sont les plus sûrs instruments de la paix sociale et de la cordiale entente, chères au cœur de l'abbé Garnier.

CH. DESPLANQUES.

Faites-nous des Abonnés!

Au prochain numéro, la fin de l'article de A. Dunois: *l'Education à faire*, ainsi qu'un article de P. Monatte sur l'*Unité minière*.

MOUVEMENT SOCIAL

Agissons légalement. — Dans une société bien organisée — et la nôtre est dans ce cas, — tout doit se passer légalement. Un homme tombe-t-il à l'eau, il ne faut l'en retirer que légalement. L'autorité doit s'enquérir, non pas si l'homme est sauvé — cela est de médiocre importance —, mais si ceux qui l'ont sauvé avaient le droit de le faire, s'ils s'étaient munis préalablement des autorisation nécessaires, s'ils étaient en règle avec tous les règlements intéressant la matière, s'ils s'y sont pris de façon à n'enfreindre aucun texte de loi, aucun décret ministériel, aucun arrêté préfectoral, en un mot s'ils ont sauvé leur homme légalement.

Agir légalement, en pays civilisé, tout est là. Je ne dis point que ce soit chose facile, car les réglementations sont tellement nombreuses qu'aucun homme, y eût-il consacré sa vie entière, n'est capable de les emmagasiner toutes dans sa mémoire. Mais ce n'en est que plus méritoire. C'est là ce qui nous élève au-dessus des barbares et des sauvages, lesquels, lorsqu'un homme tombe à l'eau, l'en retirent avant de s'être donné le temps de feuilleter le code ou de consulter un avocat. Autant dire qu'ils vivent comme des animaux. Ils ne connaissent pas ce bien inestimable: la *Légalité*.

Croiriez-vous qu'à notre époque, dans notre cher et grand pays de France, il y a encore des gens qui semblent ne pas connaître la légalité ou ne pas s'en soucier — ce qui est encore plus grave, à mon avis —, et qui ont l'inconscience ou l'audace (peut-être les deux?) de sortir des gens de l'eau illégalement? C'est ce qui ressort de la savoureuse petite histoire suivante, que nous raconte *Le Progrès de Seine-et-Marne*:

« C'EST A NE PAS CROIRE. — La semaine dernière, M. Laury, architecte à Fontainebleau, passant à Héricy, près de la Seine, entendit les cris: Au secours! Il se dirigea bien vite vers l'endroit d'où les cris partaient. Là on lui expliqua qu'un homme venait de tomber à l'eau. En quelques secondes M. Laury se dévêtit et plongea. Peu après il ramenait à la surface un corps inanimé dont la face était convulsée et la langue pendait.

« Le noyé fut déposé sur la berge. Bien qu'au moins dix minutes se soient écoulées depuis l'accident, de suite M. Laury pratiqua sur le corps les tractions rythmées de la langue et des bras. Pendant un quart d'heure, sans se rebuter, il pratiqua cette fatigante opération. Il en fut récompensé, car le noyé fit un mouvement et revint à la vie. Sur une civière on le transporta chez lui.

« C'est à ce moment que le sauveteur pensa à se rhabiller. Satisfait du succès qu'il venait d'obtenir, il venait de passer sa chemise et son pantalon quand le garde champêtre, carnet et crayon à la main, s'avança vers lui, lui demandant ses nom et prénoms.

« — Inutile, mon brave, lui répondit l'architecte, je n'ai fait que mon devoir et ne désire aucune récompense pour l'avoir fait!

« Ce n'est pas pour cela, répondit le garde champêtre, c'est pour vous dresser un procès-verbal pour vous être mis à l'eau sans caleçon de bain, ce qui constitue un outrage public à la pudeur. »

J'espère bien — nous espérons tous bien — que cet architecte, qui se mêle de sauver les gens d'une façon qui n'est point légale, sera poursuivi — et salé! L'exemple qu'il donne est trop mauvais. J'entends bien qu'il a sauvé un homme. Mais là n'est pas la question. La question est qu'il s'est mis tout nu, dans une occasion où la loi le lui interdisait. Il faut qu'il soit frappé, de même qu'il devrait être frappé s'il avait refusé de se mettre nu dans une occasion où la loi le lui eût commandé. Car ce qui est condamnable, ce n'est pas de se mettre tout nu; c'est de se mettre nu *illégalement*. La loi défend qu'on se déshabille pour sauver un noyé; elle ordonne qu'on se déshabille pour passer la revision. Un bon citoyen doit toujours obéir à la loi.

Il se peut que le noyé sauvé par M. Laury ne soit point de mon avis, et qu'il préfère avoir été sauvé par un homme tout nu que pas sauvé du tout. Eh bien! je n'hésite pas à le lui dire: c'est un mauvais citoyen! Il devrait avoir honte d'avoir été sauvé illégalement.

R. CH.

Ça marche. — Le 10 septembre au soir, 60 réservistes du 75e, mécontents de la non-application de la circulaire ministérielle, autorisant les chefs de corps à libérer les hommes s'occupant de viticulture et ceux qui avaient sollicité un sursis, se sont réunis en meeting sur la place du Marché, à Bourg-de-Péage, en signe de protestation.

Ils ont été aussitôt dispersés par la gendarmerie. Plusieurs arrestations ont été opérées, mais n'ont pas été maintenues.

Deux sous-officiers, qui avaient voulu prendre le matricule des réservistes, ont failli être jetés à l'Isère et n'ont dû leur salut qu'à la protection de la gendarmerie.

⁂

Lille.

Au moment où bientôt de nombreuses théories de conscrits vont s'ébranler bruyamment vers les casernes, n'est-il pas regrettable de constater que dans une ville comme Lille, lorsqu'un jeune camarade ne se sent pas la soumission suffisante pour subir le joug odieux du militarisme et prend le chemin de l'exil pour échapper à la contrainte des soi-disant devoirs dus au fantôme-patrie, il lui faille se résigner à s'en aller sans tambour ni trompette — pardonnez l'expression — uniquement accompagné par un ou deux camarades? C'est ainsi qu'un de nos amis est parti de Lille lundi dernier, jour de fête locale, et c'est à peine si quelques-uns d'entre nous, s'en sont aperçus, alors que son départ aurait dû être l'objet d'une petite manifestation intime de la part des libertaires où chacun aurait pu amener ses invités, non pas pour lui donner du cœur au ventre, les nôtres n'en ont nul besoin, conscients qu'ils sont de leur individualité, mais pour la contagion de l'exemple et pour nous attirer des sympathies qui ne demandent qu'à naître.

Devons-nous manquer les occasions qui nous sont offertes de créer de l'agitation, même pacifique. Aux vitrines d'estaminets s'étalent des pancartes faisant appel « aux cœurs généreux » pour le départ des conscrits; ne sommes-nous pas susceptibles, sous une forme moins banale, d'un même mouvement de solidarité pour nos camarades, qui abandonnent pour de longues années le foyer familial, une mère, une femme et souvent brisent tout un rêve d'avenir; notre égoïsme est-il tellement bas, pour que chacun de nous demeure cantonné dans son indifférence?

Je sais combien peu parmi nous peuvent afficher leurs opinions libertaires sans être traqués comme des bêtes fauves, mais, quoique cela, nous pourrions nous sentir les coudes et aider à la diffusion de nos idées. Il serait utile de publier, par tous les moyens, le nombre des insoumis et des réfractaires, ce serait d'un bon effet, dans les campagnes surtout, où l'on a gardé une vieille haine contre la servitude militaire; de distribuer aux cocardiers des villes, aux hâbleurs de cabaret, des statistiques qui embarrasseraient leur suffisance; on pourrait aussi leur glisser en catimini des extraits des écrivains, non des nôtres, mais des leurs, des bourgeois, où, en quelques paragraphes, ceux-ci flagellent la monstruosité des armées. Nos journaux ont donné des extraits qu'il serait facile et peu coûteux de reproduire et de répandre chacun dans son milieu, dans sa région.

Pour cela, il faudrait qu'il existât parmi nous de l'entente et de la cohésion, et c'est ce qui nous manque; quand donc sortirons-nous de notre torpeur, de notre veulerie? Un camarade de Paris m'écrit pour le renseigner sur le ou les groupements qui existeraient dans ma ville; je suis bien en peine de lui répondre, sauf un certain nombre d'isolés, tout est noyé dans le flot guesdiste. Il paraissait à Tourcoing une vaillante petite feuille anarchiste, *Le Combat*; depuis deux semaines elle ne paraît plus, j'espère, toutefois, que ce n'est qu'une éclipse.

Voilà au point où nous en sommes à Lille, mais il faut dire que les braves électeurs lillois viennent d'envoyer au Palais-Bourbon Delory et Ghesquière, qui vont leur forger des lois nouvelles, ou qui plutôt tenteront de rafraîchir le texte des anciennes, et le brave populo continuera de jouir d'une liberté... écrite.

RETELLI.

Nous avons retrouvé quelques exemplaires de la plaquette *Comment l'Etat enseigne la morale*. Nous les mettons en vente au prix de 1 fr. 25.

MONOGRAPHIE

Le Conquet (Finistère).

Le Conquet est un petit port de pêche de 1,600 habitants, situé tout à fait à l'ouest de la Bretagne, à 23 kilomètres de Brest.

Devant le Conquet, s'étendent de nombreuses îles dont les principales sont Molène et Ouessant, et un grand nombre de récifs rendent dangereux ces parages pour les navires.

Une partie des habitants se livrent à la pêche des langoustes et homards qui se fait toute l'année, mais encore faut-il qu'il n'y ait ni tempête, ni brume. Le bateau coûte de 1,000 à 1,200 francs et la répartition des bénéfices se fait comme pour toutes les pêches : un quart pour le propriétaire, un quart pour l'entretien du bateau, un quart pour le capitaine et le dernier quart pour l'équipage qui se compose de trois à quatre hommes. Leur gain n'est pas bien élevé, cependant ils sont moins malheureux que les pêcheurs de sardines du sud de la Bretagne.

Il y a aussi la pêche des goëmons ; elle se fait dans de petites barques valant de 300 à 500 francs. A marée basse, les pêcheurs se rendent près des rochers et à l'aide de longues faucilles coupent les grandes algues. Arrivés à terre, il les font brûler et vont porter les cendres à l'usine d'engrais du Conquet. Le gain annuel de ces pêcheurs ne dépasse guère 600 à 700 francs.

A l'usine, ces cendres d'algues sont transformées en soude et en iode. Trente ouvriers environ travaillent à ces matières malsaines pour un salaire de 2 à 3 francs par jour. Il y a quelques années les patrons de cette usine se faisaient plus d'un million de bénéfices par an !!

Au Conquet la vie est assez chère. Pain, 0,20 la livre, beurre, prix moyen, 1 fr. 25 la livre. Lait et cidre, 0,20 le litre. Les légumes sont chers. Les logements des pêcheurs, insalubres la plupart du temps, avec le sol de terre battue, sont loués de 100 à 150 francs par an.

La population est arriérée, encore sous la domination du clergé. Les pêcheurs sont isolés, jaloux les uns des autres, manquant de solidarité et d'initiative, et pour cela exploités par les mareyeurs et les usiniers. L'ivrognerie est très développée.

Les paysans des alentours sont très pauvres et tout à fait dévoués aux curés.

FELIXIO.

MOUVEMENT OUVRIER

Chez les paysans du Midi. — Le 4e congrès des Travailleurs agricoles du Midi s'est tenu du 13 au 15 août à Arles. *Le Paysan* (n° 9, de septembre) nous en fournit un compte-rendu très intéressant. Nous ne ferons que mentionner les discussions relatives à l'existence intérieure de la Fédération et même la création toute prochaine (elle aura lieu à Amiens, après le congrès confédéral d'octobre) de l'Union fédérative terrienne, constituée entre la Fédération des Travailleurs agricoles du Midi avec celles des bûcherons et des horticulteurs.

Nous avons hâte d'arriver à la discussion relative à la législation ouvrière. Un ordre du jour, extrêmement significatif, fut présenté par le camarade Marty. Il était conçu ainsi :

« Le congrès considérant que toute réforme concédée par la bourgeoisie au soi-disant profit de la classe ouvrière l'est toujours au détriment de celle-ci et n'a pour but que de la retarder dans son œuvre d'émancipation en la maintenant dans une attitude purement expectative, *déclare se désintéresser complètement de toute réforme proposée par la classe exploitrice* et engage les organisations à se concentrer uniquement dans l'action directe pour l'obtention de toute amélioration et à ne compter que sur leurs propres forces pour leur intégrale émancipation. »

L'ordre du jour Marty fut repoussé par le congrès, mais il réunit 24 voix contre 25. Il faut noter aussi qu'au cours de la discussion, quelques délégués, Cheytion, Grasseau, Corbières et Capelle avaient affirmé qu'il faut non pas se désintéresser des lois ouvrières, mais les combattre résolument, comme s'inspirant toutes d'un égal esprit de réaction.

La question des rapports entre le parti socialiste et les organisations ouvrières fit l'objet d'un débat animé. Trente-trois voix contre dix-huit repoussèrent les conclusions de Rouquin favorables à l'établissement de ces rapports et, à la demande du camarade Milhaud le congrès décida que les futurs administrateurs de l'Union fédérative terrienne devraient n'être pourvus d'aucun mandat politique.

La « clairvoyance paysanne » a donc fait justice, avec toute la netteté désirable, de la proposition Renard. A Amiens, la clairvoyance ouvrière ne peut manquer de l'imiter.

AM. D.

RUSSIE

Un camarade russe, récemment parti dans son pays, vient d'adresser à ses amis de Paris une lettre qui, pour ne contenir aucun renseignement particulièrement intéressant, nous dépeint les péripéties d'une arrestation entre mille ; cette arrestation n'avait heureusement rien de tragique, notre camarade ayant été arrêté par erreur, à la place d'un homonyme. Peut-être ce récit, qui ne vaut que par son caractère bien vivant, intéressera-t-il les lecteurs des *Temps Nouveaux*. Le voici :

« Le jour où j'ai mis à la poste ma dernière lettre, j'ai été arrêté. On avait, au préalable, fait cerner par la police et les gendarmes la maison où je logeais. Le chef de la police se montra tout heureux d'avoir enfin mis la main sur moi : il arrêtait en effet, dans ma personne, un prisonnier politique évadé de la prison de N... Il ne fit nulle attention ni aux différents témoignages, ni à mes documents, ni à ma correspondance et me fit conduire sous bonne escorte à la prison. Stupéfait de ce qui venait de se passer, je ne revins à moi, dans ma cellule, qu'en entendant une conversation sous ma fenêtre. Je regarde : je vois des sentinelles qui causent et qui, en m'apercevant, expriment aussitôt le désir d'entrer en conversation. C'était une nuit intéressante. J'écoutais ces soldats et j'étais tout surpris de voir ce qu'avait fait d'eux une année de révolution. En causant avec eux, je n'avais qu'à apporter de temps en temps quelques corrections, car tout ce que j'aurais pu leur dire, ils le disaient avant moi.

« Lelendemain matin, des paysans arrêtés pour troubles agraires sont venus à ma porte me demandant : « Etes-vous un politique ? Est-ce pour la liberté ? » Je leur dis : oui. Ils s'indignaient de me voir enfermé tout seul et se fâchaient en voyant qu'on me menait à la promenade entre deux soldats. Pendant ces promenades, il m'était impossible de causer avec les paysans ; aussi je préférais rester dans ma cellule, bien qu'elle fût humide et puante. Les paysans parlaient du *tzar Hérode*, du mélange de sang qui résultait de mariages avec des Tartares (1), etc. Les idées des paysans se sont de beaucoup élargies depuis une année. Le « mir », la « commune », n'est plus renfermé, pour eux, dans les limites de leur village, mais embrasse, dans leur esprit, tous les travailleurs. C'est ainsi qu'ils sont arrivés à la négation de l'autorité.

« Après midi les paysans et les prisonniers de droit commun déclarèrent que si l'on ne me transférait pas chez eux, dans une pièce non humide, ils se mettraient en révolte et démoliraient la prison. Le directeur de la prison courut demander des instructions au chef de la police, et me dit en revenant que j'étais convoqué chez ce dernier ; quant aux prisonniers, il leur dit tout bas qu'on allait me relâcher. C'est ainsi que je me trouvai séparé des paysans. On me transféra dans une pièce attenant au commissariat de police ; pour que je ne puisse pas communiquer par signes avec les autres prisonniers (la prison se trouvant en face), on mit à ma fenêtre grillagée un rideau noir, soi-disant pour me garantir contre les mouches (!). Quelques amis m'apportèrent à manger ; avec eux la jeunesse et la gaîté firent irruption dans ma cellule. Un chien ami se précipita vers moi, je lui tendis la main. Le chef de la police qui assistait à notre entrevue ne put s'empêcher de dire :

« — Vous tendez votre main au chien et à moi vous n'avez pas voulu.

« Je ne répondis rien. Le malheureux !

« Je restai ainsi deux jours. Mercredi, on me fit conduire à la gare, sous une escorte considérable de policiers à cheval. Je ne pus m'empêcher de rire, tellement cette mise en scène solennelle était comique : ce n'était pas moi, en effet, mais mon homonyme qui s'était évadé de la prison. Me voici enfin dans le wagon cellulaire. En chemin, d'autres prisonniers politiques montent ; le voyage devient animé. Aux stations, des gens, en foule, entourent notre wagon, des conversations s'engagent. L'escorte prend notre défense toutes les fois que, dans la foule, un membre de quelque bande noire se met à nous insulter. Les soldats chantent assez bien les chansons révolutionnaires. A une station, une jeune fille nous offre des fleurs et des pommes. Je mets les fleurs aux fenêtres du wagon, des rubans rouges s'y trouvent ; notre voyage en est embelli... A N.... où j'arrive, je me trouve dans une prison toute neuve, munie de lumière électrique ; le surveillant vient, pendant deux heures, me faire des confidences, maudissant tout et tous. Je ne souffle mot. Le lendemain on me confronte, on m'examine, on me dévisage avec toute l'attention possible, mais personne ne peut reconnaître en moi l'homme qui s'était évadé. Me voici relâché, prenant le bateau pour partir !.. »

Ce qui est peut-être le plus intéressant dans cette lettre, c'est l'attitude des paysans. Arrêtés par grandes masses le lendemain de tous les troubles agraires, ils viennent dans les prisons en foule, y voisinent avec les « politiques » et y reçoivent, ou y finissent, leur éducation révolutionnaire. On a vu plus d'un paysan absolument réactionnaire devenir ainsi un révolutionnaire absolument conscient ; la prison joue doublement un rôle d'école : par le spectacle d'arbitraire qu'elle offre et par les relations de voisinage. Presque partout, les révolutionnaires prisonniers organisent de véritables conférences pour leurs camarades paysans ; ce sont quelquefois, si l'emprisonnement se prolonge, des cours systématiques sur des sujets très divers, surtout, naturellement, ayant trait aux questions politiques et sociales. C'est ainsi que les prisons russes, avec leur population nombreuse et toujours renouvelée, deviennent des écoles de révolution.

M. C.

(1) Probablement un écho de quelque conversation sur les mariages des tzars avec des étrangères venant altérer leurs caractères slaves. Certains propagandistes croient bon de montrer que les tzars actuels n'ont des Romanoff que le nom.

ALLEMAGNE

Militarisme et colonisation. — Un grand journal allemand publie une lettre d'un soldat colonial à sa famille. En voici un extrait :

« Au cours d'une expédition, nous arrivâmes le soir près d'une mare. En descendant de cheval nous aperçûmes non loin de nous des figures noires. C'étaient des femmes. Nous les fîmes prisonnières. Il nous était impossible de les fusiller. Nous savions en effet qu'un détachement fort de 200 hommes se trouvait dans les environs et nous ne voulions pas éveiller leur attention.

« Nous ne savions que faire de nos prisonnières, quand un soldat proposa de les tuer à coups de baïonnettes. L'officier, approuvant cette idée, donna aussitôt l'ordre de mettre baïonnette au canon. Dix soldats obéirent ; cinq se placèrent devant les femmes et cinq derrière : elles furent ainsi percées de part en part. »

Nous lisons d'autre part dans les journaux que le sergent Schmidt, du 69e régiment d'infanterie allemande vient d'être condamné à onze mois de prison et à la dégradation. Ce parangon de l'honneur et de la vertu militaires, torturait depuis trois ans ses recrues, les frappant à coups de baguette de fusil, leur crachant à la face, leur bottant le ventre et les contraignant à s'agenouiller devant lui pour implorer grâce.

ANGLETERRE

L'action directe. — Les onze mille mineurs du sud du pays de Galles, actuellement en grève, ont tenu de grands meetings ces jours derniers. On y a décidé de continuer la grève.

Les quatre mille hommes du Maesteg ont fait de même. Ils continueront la grève jusqu'à ce que les puits soient purgés de l'élément non-unioniste.

Déjà les femmes s'en mêlent, et... sérieusement. A Maesteg, une troupe de femmes a traîné dans la boue deux jeunes non-unionistes, leur ont déchiré leurs vêtements, et leur ont enduit l'échine de mine de plomb, tout en leur disant des injures.

Dans une rue de Cafrau, des femmes ont saisi un non-unioniste et l'ont forcé à « marcher en grenouille », alors que les deux autres « blacklegs » étaient poussés dans des tombereaux et trimballés dans la rue.

Un non-unioniste qui s'était réfugié dans une cheminée, en fut tiré, fut inondé de suie, et dut « marcher en grenouille » jusqu'à l'Institut des Travailleurs, suivi d'une foule hostile.

A d'autres non-unionistes, on mit des chemises blanches, et les hommes durent marcher à la tête d'une procession, où ils furent raillés et sifflés.

Voilà, n'est-ce pas, de la bonne besogne!

A. Pr.

ITALIE

A la caserne. — Il y a quelques semaines, à Castellamonte, près d'Ivrée, des troubles ont éclaté parmi les réservistes.

Mécontents de la mauvaise qualité des vivres, et ayant appris que l'on n'avait pas remis à leurs familles les indemnités promises, les réservistes se sont mutinés. Les officiers qui tentèrent d'intervenir furent accueillis par une grêle de pierres. Ce ne fut, paraît-il, qu'après de longs pourparlers que les réservistes cessèrent les hostilités.

On signale que quelques jours plus tard une nouvelle agitation s'est produite parmi les sous-officiers qui ont formé un comité chargé de soumettre leurs réclamations à différents députés, *et qui menacent d'employer les moyens coercitifs*, s'ils n'obtiennent pas gain de cause.

On dit que le gouvernement se montre fort préoccupé de l'extension de ces troubles. On le serait à moins!

Aux champs. — Douze mille travailleurs embauchés pour la récolte du riz dans la province de Verzelli ont fait grève le mois dernier, parcourant le pays avec le drapeau rouge. Ils ont élevé des barricades dans les villages pour empêcher ceux qui voudraient travailler d'aller aux champs. Bien entendu, le gouvernement a envoyé des soldats.

A. Pr.

SUISSE

Le Grütli. — Un des adversaires les plus déclarés de nos idées est certainement le *Grütli*, qui paraît tous les vendredis à Lausanne. C'est le droit du *Grütli* de nous combattre; nous aimerions toutefois qu'il le fît parfois avec moins de perfidie, mais n'importe : nous avons l'habitude, spécialement chez nos adversaires du socialisme légalitaire, de certains mauvais procédés.

Nous sommes des fous; c'est entendu. Nous faisons les affaires de la bourgeoisie; entendu encore; et le parti socialiste suisse, dont le *Grütli* est, paraît-il, l'organe central, n'a rien, absolument rien de commun avec nous (tant mieux!).

Toutefois notre surprise est grande. Quand nous ouvrons le *Grütli*, nous y lisons presque à tout coup des articles que nous reconnaissons de suite pour les avoir déjà lus dans *les Temps Nouveaux*. Le *Grütli* se borne à couper la signature et même un paragraphe ou deux, qu'il remplace alors par quelques phrases de son cru.

C'est ainsi que le dernier *Grütli* (n° 36, 7 sept.) reproduit mot pour mot l'article de Pioton (*Temps Nouveaux* du 1er sept.) : *De l'esprit de suite;* la fin seule en a été élaguée : le rédacteur du *Grütli*, quittant les ciseaux pour la plume, l'a tranquillement remplacée par un petit couplet sur la nécessité de « faire converger l'action syndicale et économique des travailleurs avec l'action politique du parti socialiste! »

Le *Grütli* a reproduit pareillement l'article d'André Girard : *l'Idéal*. Il a reproduit aussi (mais sans l'accommoder à la sauce grutléenne) l'étude de Chaughi sur l'espéranto. J'en oublie.

Il nous est assez égal que le *Grütli* reproduise nos articles, même sans mention de source ni d'auteur; nous passerons également sur le procédé peu probe qui consiste à nous défigurer. Mais enfin, puisque nous sommes des *fous*, puisque nous travaillons pour la bourgeoisie, il nous paraît raide que le *Grütli* vienne chercher chez nous la copie dont il alimente ses colonnes.

Le *Grütli* est notre ennemi, mais il aime assez notre prose! La constatation à la fin s'imposait.

Am. D.

BELGIQUE

Les Bistrots. — Le 1er mars 1905, le pays belge renfermait 116.826 établissements pour la vente des spiritueux. De plus, on comptait 90.690 débits de bière et de boissons non alcooliques; ce qui fait en tout 207.516 établissements où se débitent des boissons. La population de la Belgique à la date ci-dessus étant évaluée à 7.074.910 habitants, cela nous donne un débit de boissons par trente-quatre habitants!

Pauvre pays! A. Pr.

BULGARIE

Chez les instituteurs. — Dans ma dernière correspondance, j'ai exposé en bref, le mouvement en faveur de l'action directe parmi les instituteurs bulgares, organisés dans une fédération, comme les ouvriers.

On sait que quelques camarades anarchistes, notamment Stoïnoff, avaient proposé, tant dans les assemblées des instituteurs qu'en l'organe fédéral, de mettre l'action directe en pratique.

Bien plus, et ceci ne pouvait manquer d'éveiller l'attention générale, au congrès annuel cette question de l'action directe venait en premier lieu.

Les leaders de la social-démocratie bulgare avaient pris toutes leurs mesures pour que fussent sauvegardés les intérêts politiciens contre leur ennemie : l'action directe.

Déjà ils avaient protesté contre les articles de Stoïnoff; pour le congrès ils firent tous leurs efforts pour faire élire le plus possible de délégués de leur bord. Vains efforts! Avant le congrès un meeting fut tenu où assistaient 3,000 personnes. Les politiciens s'y virent tourner le dos et pendant les deux jours du congrès, on n'applaudit que les discours en faveur de la grève générale. Avant peu, les politiciens seront perdus complètement.

Le Congrès a refusé de voter la proposition en faveur du groupement et de l'action politique. Et il a accepté presque unanimement celle de notre ami Stoïnoff en faveur de l'action directe.

La presse est mécontente. — A peine la France républicaine pose-t-elle seulement la question du droit des employés de l'Etat se syndiquer que déjà chez nous cette question est résolue, dit-elle. — Où allons-nous? demande-t-elle aussi. La grève générale, mais cela signifie révolution. Donc, nos instituteurs sont des émeutiers. (*Courrier du soir*, 16 juillet.)

Voilà le chemin que prend maintenant la Fédération des instituteurs bulgares. C'est évidemment le plus court pour arriver à des résultats.

W. Kilibarsky

Prison de Razgrad, 27 juillet.

BOHÊME

Autour d'une tombe. — Les journaux officiels tchèques mènent, au moment où j'écris, un grand bruit autour de la tombe de *K. Havlicek*.

K. Havlicek, né au Borová le 31 octobre 1821, fut un des meilleurs écrivains tchèques au temps de l'absolutisme autrichien. Il a écrit son inoubliable *Baptême de saint Vladimir*, satire qui reste son chef-d'œuvre. Havlicek, le vaillant et célèbre publiciste, fut très persécuté par le gouvernement autrichien qui le fit enfin déporter dans le Tyrol, d'où il ne revint que pour mourir à Prague le 29 juillet 1856. Maintenant, tous les partis politiques le réclament comme leur et veulent l'accaparer au profit de leurs entreprises respectives.

Ch. St. D.

Faites-nous des Abonnés!

VARIÉTÉS

Henrik Ibsen

(*suite*) (1)

Partout, à presque tous les endroits de son œuvre, Ibsen attaque l'État. Il le hait d'apprivoiser et de discipliner les hommes, de les confondre tous dans une même médiocrité et d'exiger qu'ils soient égaux devant des lois qui, comme elles ne comptent pour rien les exceptions, ne prévoient pas les cas particuliers. L'égalité ainsi imposée c'est l'inégalité même. Qui donc a dit « le malheur de l'égalité c'est que nous ne la voulons qu'avec nos supérieurs? »

C'est contre cette volonté d'égalité qui n'est que le désir des petits de rabaisser les grands à leur niveau, qu'Ibsen s'insurge. Il sait « la tyrannie » des prétendues « libertés politiques » (1) et qu'à l'individu supérieur qui lui déclare, pour faire valoir son droit, « j'ai l'élite avec moi, » l'Etat répond « j'ai la majorité. » (*Brand*). Ainsi, négation des principes (religieux, moraux ou sociaux) étrangers à l'individu et revendication de ses droits imprescriptibles, telle est en deux lignes et dans son ensemble la substance des drames et des comédies d'Ibsen. Comme nos lecteurs le conçoivent — pour peu qu'ils se soient familiarisés avec l'œuvre du philosophe scandinave — nous avons apporté à expliquer sa pensée, nous n'oserions pas écrire plus de netteté, mais plus de précision qu'il ne met à l'exprimer. Les éléments qui constituent sa théorie sont assez diffus dans ses pages et enveloppés d'obscurité pour rendre pénible la tâche à celui qui entreprend de les découvrir et de les rassembler. Il est curieux de remarquer que cet homme, qu'on a pu rapprocher de notre Racine pour la simplicité de ses compositions dramatiques, presque dépourvues d'action, ait été, en même temps, si difficilement pénétrable. Cela tient, non seulement, comme nous l'avons dit plus haut, au caractère essentiellement national de son génie, épris de spéculations métaphysiques, à son goût pour le symbole (2) et à son désir de laisser libre cours aux appréciations, mais aussi à ses incertitudes... Il y a, il faut bien l'avouer, de la confusion et de l'indécision dans l'esprit d'Ibsen et c'est à sa loyauté qu'on doit s'en prendre si l'on s'en aperçoit. Si nous avions le loisir de nous livrer à un examen détaillé de ses pièces, il nous serait aisé de signaler dans chacune d'elles, et, davantage encore, des unes aux autres, des contradictions déconcertantes qu'on tenterait en vain de justifier. Par exemple, est-il bon de faire ce qu'on est convenu d'appeler son devoir et de se sacrifier? Est-il vrai qu'on « se retrempe dans la détresse » que la souffrance est un rachat, une purification ou, au contraire, ne vaut-il pas mieux ne songer qu'à jouir, à jouir n'importe comment et par quels moyens de la vie qui passe?... Faut-il soumettre les gens auxquels on veut du bien à une inflexible volonté qui, pour leur salut, exigera d'eux qu'ils se mutilent dans leurs sentiments les plus chers, ou doit-on avoir pour leurs faiblesses les pires complaisances?

Ibsen, il nous semble, ne se prononce ni dans un sens ni dans l'autre, ou, plutôt, il se prononce tour à tour affirmativement dans les deux sens. *Brand*, en effet, s'impose et impose à sa femme la mort du petit Alf, son enfant,

---

(Voir les Nos 14, 15, 16, 17, 18 et 19).

(1) (Lettre à Mme Madeleine Thoresen). Lire le recueil des lettres traduites par Mme M. Rémusat.

(2) A chaque instant l'intelligence de l'auditeur ou du lecteur des drames d'Ibsen est sollicitée de résoudre des énigmes. Cela l'épuise ou l'énerve à la longue. Il faut prendre garde, en effet, aux moindres images, aux moindres accidents des moindres scènes de ses compositions théâtrales, car elles sont presque toujours susceptibles de cacher un sens qui, s'il nous échappait, nous rendrait presque impossible la compréhension de sa pensée générale. Le symbole chez Ibsen, n'est pas seulement dans le langage de ses personnages, mais dans leurs actes, mais dans la disposition des détails du décor où ils évoluent et jusque dans les incidents matériels qui se produisent à côté d'eux. Ce symbole est quelquefois enfantin, mais il est souvent obscur et il lui arrive d'être sublime. Il a fait le succès d'Ibsen dans nos cénacles, à l'époque où des jeunes gens s'enfermaient dans de petites chapelles pour officier en vers blancs. Aujourd'hui qu'on croit moins à la nécessité de se rendre incompréhensible pour se justifier d'être incompris, il reste qu'on est gêné par ces complications puériles des idées d'un homme qui, comme il avait fait ce rêve d'émanciper les esprits, aurait dû se souvenir, en écrivant, de l'importance qu'il y a à être clair, à débarrasser la parole du mensonge des phrases et des mots démonétisés ou falsifiés.

pour ne pas quitter le pays où il croit de son devoir de rester. Par contre, Mme Alving, de *les Revenants*, pour satisfaire le caprice morbide de son fils, jette dans ses bras une servante qui est sa sœur naturelle... Par exemple, encore: sied-il d'établir l'obligation morale pour celui qui découvre une vérité de la révéler — tout simplement parce que c'est une vérité — quelque dangereux que puissent être ses effets; ou bien, répétant après la prudente sagesse bourgeoise que « toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire », ne vaut-il pas mieux conseiller d'étouffer celles qu'on suppose susceptibles de provoquer des perturbations ?

Et Ibsen de répondre, dans l'*Ennemi du Peuple*, si la vérité doit ruiner les citoyens de votre ville, dites quand même la vérité; dénoncez la source d'eau minérale dont l'exploitation fait leur richesse puisque cette source est empoisonnée, et, dans *Le Canard sauvage*, laissez au déshonneur inconscient dans lequel elle vit telle famille dont vous avez découvert l'ignominie; en la lui révélant vous provoquerez seulement chez elle des accidents inutiles (1).

Mais passons... On ne suppose pas que pour composer cet article, nous avons relu les vingt-quatre pièces (2) qui constituent le théâtre d'Ibsen. C'est assez que nous ayons recouru à nos notes et à nos souvenirs. Le rôle du critique, déjà par lui-même assez ingrat, cesserait d'être tenable s'il lui fallait chaque fois que les circonstances l'invitent à parler d'un auteur, se replonger dans l'étude de toutes les œuvres de cet auteur. Il se peut donc qu'on nous signale l'omission de quelques particularités de détail relativement au caractère et à la philosophie du grand dramaturge scandinave. Mais nous croyons avoir fait mention des plus saillantes. Aussi bien, comme Ibsen a laissé le champ largement ouvert à ses commentateurs est-ce un jeu pour les esprits que de l'interpréter de façons diverses. « Le vieux poète garde plus d'un secret » disait M. Mœterlinck, voulant élucider *Solness* pour le public du théâtre de l'Œuvre. Il demeure acquis, cependant, que le fond de la pensée d'Ibsen est réellement tel que nous avons essayé de le définir. Avec quoi de plus ou de moins ? c'est ce que nous ne saurions spécifier... mais avec quelque chose qu'il faut, peut-être, attribuer à ce singulier mélange de *catégorisme* et *d'évasisme* (si nous pouvons dire); de doute et de foi, qui se retrouve dans ses théories et qui empêche de le ranger soit parmi les optimistes, soit parmi les sceptiques. Ibsen, en effet, a été un grand contempteur de la société, mais presque autant du monde que de la société : son mécontentement de ce qui était, n'allait pas sans une certaine inquiétude, ce qui l'a gêné pour conclure. Quoiqu'il ait déclaré qu'il voyait la race humaine « affamée de beauté » (*Lettre de ballon*) et qu'il croyait qu'elle finirait par atterrir à « la terre promise », il n'a pas laissé que de trahir maintes fois le découragement de sa confiance en les hommes. Il y a — et ce n'est pas la moindre des étrangetés de cet étrange écrivain — quelque fatalisme au-dessus ou au-dessous de la révolte qu'il conseille à l'individu. Peut-être (et *Brand* qui est l'œuvre où Ibsen se résume nous le fait croire) il pensait que si cette révolte est inutile, parce qu'elle ne change rien aux choses, elle est utile encore parce qu'elle change l'individu. Mais est-ce que, si l'individu changeait, les choses ne changeraient pas ?... A cela, Ibsen n'a pas répondu. Nous nous plaisons à imaginer, toutefois, que s'il y avait répondu il l'aurait fait dans ce sens de son œnvre qui lui donne de l'intérêt pour uous. « Fatalité, indolence et folie » telle est la « triple alliance » à laquelle il impute la misère de l'homme. Mettre la fatalité sur le même rang que la paresse et l'incohérence des esprits c'est cesser de lui attribuer un caractère divin, c'est la considérer comme un accident qu'on peut prévenir, dont on peut corriger les effets... Cette fatalité, à tout prendre, ne serait-elle pas, non le péché originel, mais l'accumulation des fautes de nos ancêtres qui pèsent comme un nuage de plomb sur nos destinées? Cette fatalité, ne pourrait-on pas la désigner d'un terme plus scientifique : l'atavisme? On exonérerait l'homme de sa plus lourde part de responsabilité. Il serait, alors, à considérer moins incoupable qu'en malade et comme tel appelé à guérir, à s'améliorer... Qu'on ne croie pas que nous prêtons gratuitement à Ibsen cette conception de la fatalité. Elle est bien dans ses écrits et en constitue le caractère de profonde pitié. Toujours, quand il a à juger un misérable, Ibsen recherche dans ses origines quelle excuse il peut alléguer (1). Il remonte même si loin dans le passé qu'il finit par rencontrer un principe au lieu d'un individu et alors il se sent plus à l'aise pour condamner.... C'est, d'ailleurs, que ce scrupule de manquer d'équité et de bonté, une des faiblesses et un des sujets de contradiction de cet évocateur de figures si énergiques qu'elles nous semblent parfois implacables. Sant doute, il devait exagérer la violence de ses héros pour se stimuler par leur exemple, pour se raffermir dans sa conviction qu'en troublant le lourd sommeil des consciences, il accomplissait une salutaire besogne. On dirait qu'il a, par accès, des remords de ce qu'il exige de sacrifice de la part de cette pauvre espèce humaine à laquelle il ne cesse de reprocher d'être trop « avare de sa vie »... Il s'en veut de la malmener, car il ne sait si l'agitation qu'il s'efforce de lui susciter ne sera pas une cause de nouvelles souffrances pour elle... N'est-il pas lui-même un intellectuel orgueilleux et néfaste comme l'architecte de son drame (*Solness le constructeur*) qu'un tyrannique besoin de dominer les âmes, d'être idolâtré pour son génie rend cruel pour ceux qui l'entourent ? Quand il apporte la lumière aux ignorants ne risque-t-il pas de les pousser à des catastrophes; ne leur prépare-t-il pas un avenir aussi sombre que celui de ce ménage Rosmer que la révolutionnaire Rébecca entraîne à la folie et au suicide ?... (*Rosmersholm*.)

On se fourvoierait, cependant, si l'on supposait que toutes ces hésitations, que toutes ces contradictions mêmes, que nous nous sommes fait, en passant, un devoir de signaler, ont empêché Ibsen de se déclarer. Il n'a pas seulement exercé une critique négative à l'égard de toutes les conventions et de toutes les croyances sociales. S'il s'est défendu d'être absolument affirmatif (ce qui n'est pas pour nous déplaire), il a montré qu'il admettait la possibilité d'une régénération de l'esprit humain à condition que les hommes se donnassent la peine d'y travailler individuellement. Il en a appelé à nous contre nous et c'est bien pour cela qu'il n'est pas aussi aristocrate qu'on s'est plu à le croire.

A l'époque, en effet, où l'on interprétait ses drames au Théâtre de l'Œuvre, le mot d'*anarchisme ibsénien* a été créé pour désigner le dilettantisme aristocratique d'une doctrine individualiste, propre à émerveiller les Philistins. Quand M. Laurent Tailhade conférenciait sur l'*Ennemi du Peuple*, il se trouvait dans son auditoire, pour saluer des cris de « vive l'anarchie » ses professions de foi subversives, des snobs élégants qui se faisaient une attitude d'admirer Ibsen pour ce que semblaient avoir de moins libéral ses conclusions et pour l'importance exagérée de l'influence qu'il paraissait vouloir, en définitive, que prit une élite sur les destinées du monde. De vagues esthètes admiraient en le philosophe norvégien l'annonciateur des temps futurs où l'espèce humaine abandonnera aux intellectuels ou à ceux qui se considéreront comme tels, le soin de présider à son sort. La vérité est qu'Ibsen n'a jamais prétendu qu'il fallait pour le bien du monde qu'il se divisât en dominateurs et en dominés. Il a trop répété que nous devions prendre l'initiative de notre émancipation et nous rendre indépendants pour qu'on soit en droit de l'accuser d'avoir rêvé l'établissement du règne des mandarins. Ce n'est point en prêchant la révolte aux gens qu'on les prépare à subir une autorité quelconque.

Ce qui se dégage clairement de sa pensée c'est cette opinion — sur laquelle il n'a jamais varié — qu'il faut que nous fassions jaillir de nous une « source de volonté » sous la couche de préjugés qui nous enveloppe. Cette source, quoi qu'elle devienne, ne saurait être contenue. L'insurrection, même sauvage, est préférable à l'immobilité. Ce n'est qu'en sortant de l'ombre de l'arche que nous prenons connaissance de nous-mêmes et cela seul importe... Les compatriotes d'Ibsen se sont plaints que pour les tirer de leur nuit il les ait implacablement fustigés, et ils lui ont reproché trop d'amertume et de dureté, trop d'exigence aussi à l'égard des hommes et surtout des femmes... Ces dernières ont été un peu effrayées de l'estime qu'il professait pour elles et de l'idéal qu'il leur proposait... Sans doute, elles sentaient ce qu'il y avait de mépris pour les faiblesses et les vices de la femme, telle qu'elle apparait en ses rapports actuels avec nous, dans son féminisme et ce féminisme les irritait comme un insolent paradoxe. Agnès (1), Hilde Wangel (2),

(1) La vie d'Ibsen est tout aussi pleine de contradictions que ses œuvres. Le même homme qui avait prêché l'alliance des peuples du Nord contre le danger austro-allemand, critiquait l'esprit moderne d'association et riait ironiquement, nous rapporte un de ses biographes, aussi souvent qu'il lisait dans les journaux qu'un groupe venait de se former, qu'une commission venait d'être élue. Mais on serait injuste de lui faire reproche de ses contradictions. Elles résultent de sa franchise qui le forçait à se démentir chaque fois qu'il croyait avoir découvert une opinion donnant fort à ses opinions et à toujours chercher ce qu'il pouvait y avoir de vrai ou de vraisemblable dans ce qu'il tenait pour faux. Ce qu'il faut dire encore, pour expliquer les écarts de pensée de ce philosophe qui eut si hautement la conscience de penser droit, c'est que son humanitarisme était gêné de suivre le chemin par lequel le menait son individualisme orgueilleux.... Enfin, s'il est permis de lui attribuer cette arrière-pensée, quand il enseignait aux hommes à vivre seuls et à ne compter que sur eux-mêmes, peut-être voulait-il les préparer à devenir plus capables de s'entr'aider et plus dignes de vivre en société?...

(2) Ces pièces peuvent se diviser, selon leurs genres, en trois groupes :

1° Drames historiques (*Catilina*, *le Tumulur ou le Tombeau des Géants*, *l'Expédition à Halgeland*, *Les Prétendants à la Couronne*, *Empereur et Galiléen*).

2° Comédies satiriques et drames philosophiques (*La Comédie de l'amour*, *Brand*, *Peer Gynt*, *l'Union de la jeunesse*, *les Soutiens de la Société*, *les Revenants*, *l'Ennemi du peuple*, *le Canard sauvage*, *Rosmersholm*, *Solness le constructeur*.)

3° Drames psychologiques. (*La Châtelaine Inger d'Ostraat*, *Maison de Poupée*, *la Dame de la Mer*, *Hedda Gabler*.) — La plupart de ces œuvres ont été interprétées ici, soit sur la scène du *théâtre de l'Œuvre*, soit au *Vaudeville*.

(1) Oswald de les *Revenants*; la mère de Brand, dans *Brand*, etc...

(1) Brand.

(2) Solness le constructeur.

Nora (1), Ellida (2), Hedda Gabler (3), même Mme Alving de *Les Revenants*, et Rebecca West de *Rosmersholm* semblaient des modèles si complets qu'on soupçonnait Ibsen de ne les avoir offerts que par ironie et comme une gageure, en imitation à des créatures imparfaites et accoutumées d'être aimées pour leurs imperfections...

Mais nous ne pensons pas que l'intention d'Ibsen était d'humilier ou de décourager les femmes quand il en incarnait le type épuré dans les admirables figures de ses héroïnes. Il espérait, au contraire les stimuler et c'était son rêve le plus cher qu'elles se montrassent dignes des hautes destinées où il les croyait appelées. Il a réservé sa verve la plus incisive pour châtier les bourreaux, non pour maltraiter les victimes et ç'a été avec une âpreté dont on lui a d'ailleurs fait grief qu'il a ridiculisé les représentants des lois sociales, c'est-à-dire les créateurs de l'état de misère et de servitude humaines.

Aussi, outre la beauté technique de leur ordonnance, la poésie, parfois obscure, mais toujours virile et la majesté sobre de leur langage, la vérité de leurs caractères, les drames d'Ibsen valent-ils par l'émotion, par le souffle d'indignation et de pitié généreuses qui les traverse.

Nous le répétons — car il faut s'entendre — cette pitié n'a rien de la compassion facile et un peu dédaigneuse que nous sommes enclins à montrer aux infortunés et qui nous fait les plaindre en nous penchant de haut sur eux.

La pitié d'Ibsen n'a rien d'occasionnellement attendri, c'est un secours violent, mais réconfortant qui en appelle à la dignité de l'homme abattu et qui l'aide à se redresser. Elle est de la même nature que sa colère, elle ne désarme pas. « Tout ou rien » telle est la devise de *Brand* et telle est celle d'Ibsen. Il exige de nous l'impossible, — il a raison, — c'est le moyen, peut-être, de nous obliger à réaliser le possible puisque nous restons toujours en deçà de ce que nous voulons et de ce que nous pouvons. Nous l'admirons comme un des plus infatigables « professeurs d'énergie » qui aient jamais été.

JOHN-L. CHARPENTIER.

(1) Maison de Poupée.
(2) La Dame de la mer.
(3) Hedda Gabler.

Correspondances et Communications

× **Le Palais du Travail** de Roubaix ayant cessé d'exister, les camarades sont priés de ne plus rien y envoyer.

Ils sont priés de s'adresser, à l'avenir, au gérant du journal *Le Combat*, 213, rue des Longues-Haies, à Roubaix (Nord).

× **Association Internationale Antimilitariste** (Comité national). — Le Comité reconstitué s'est réuni le lundi 17 courant. Sur sa demande, la secrétaire, Félicie Numietska, a été relevée de ses fonctions. Le Comité a désigné pour la remplacer Miguel Almereyda et Eugène Merle. Le camarade G. Ardouin conserve son poste de trésorier.

Le Comité a décidé la création d'un bulletin. Le premier numéro paraîtra le 1er octobre.

A l'occasion du départ de la classe, ce numéro sera illustré. Les secrétaires de section voudront bien prendre leurs mesures pour assurer une distribution intelligente de cette feuille.

Adresser toutes communications au siège provisoire : Maison Reynaud, 31, rue Grange-aux-Belles.

× **Comité de Défense de Louis Grandidier.** — Les membres du Comité de Défense de Louis Grandidier protestent énergiquement contre le sans-gêne de l'administration pénitentiaire pour la façon dont elle a agi envers notre camarade Grandidier, en le transférant de Fresnes à la Santé et de la Santé à Riom, sans même le laisser prévenir sa famille.

× **Nécrologie.** — *L'Ordre*, la feuille anarchiste de Limoges, annonce la mort, à 20 ans, du camarade Jules Duroux. Sous le pseudonyme de *Homo*, il avait publié, principalement dans *L'Ordre*, quelques bons articles de propagande. Il est mort du mal des pauvres, de l'affreuse tuberculose, eu qui la bourgeoisie et l'autorité trouvent un si ferme soutien.

× **Aux fleuristes, teinturières en plumes, plumassières, pailleteuses et autres.** — Camarades, nous sommes peut-être à la veille d'un mouvement de grève générale. Quelques-uns d'entre vous, bien que d'idées avancées, ne sont pas syndiqués. Nous prions ceux-là de venir nous aider dans la préparation de la lutte.

Pour plus amples détails, écrire à Auguste Vallet, Chambre syndicale de l'Industrie florale, Bourse du Travail, Paris.

Le syndicat s'assemble le deuxième samedi de chaque mois. Permanence à la Bourse (4e étage, bureau 6), chaque soir.

× AMIENS. — **Nous prévenons les camarades** qu'à l'occasion du départ des conscrits, *Germinal* publiera un numéro spécial illustré et en couleur avec la collaboration de nos camarades Miguel Almereyda, Yvetot, G. Hervé, G. Bastien, J. Sincère, Lucaz, etc. Le cent, 3 francs, port en plus. Ecrire à *Germinal*, 26, rue Saint-Roch, Amiens.

Le prochain dessin sera signé VAN DONGEN.

CONVOCATIONS

× **La Semaille U. P. du XXe**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 21 septembre, Discussion entre camarades.

Mardi 25. — Dr Pettit : Les maladies à protozoaires : malaria, maladie du sommeil, syphilis.

× **A. I. A T. Section des XIIe et XXe arrond.** — Grand meeting antimilitariste à l'occasion du départ de la classe, le mardi 25 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Gambrinus, 209, rue de Charenton.

Orateurs : G. Hervé, Miguel Almereyda, Bousquet, Roger Sadrin. Distribution de brochures. — Réunion de la section, le jeudi à 8 h. 1/2, au local habituel, rue du Rendez-Vous.

× **L'Aube Sociale, U. P.**, 4, passage Davy, ou 50, avenue de Saint-Ouen (18e). — Réunion générale des camarades en vue de la réorganisation de nos causeries-conférences.

Les sociétaires sont priés d'y assister, ainsi que tous les camarades s'intéressant à notre U. P.

× LEVALLOIS-PERRET. — **Section antimilitariste.** — Les membres de cette section organisent, pour le samedi 29 courant, une grande Conférence-Concert à l'occasion du départ de la classe 1905. Hervé et plusieurs autres camarades y prendront la parole.

Nous engageons tous les antimilitaristes à assister à cette réunion, qui, d'après certaines menaces faites par les radicaux contre notre camarade Hervé, ne doit pas manquer d'imprévu.

La salle de l'Alliance des travailleurs, 61, rue de Cormeille, où aura lieu la conférence, contient 2,500 personnes.

Il sera perçu 30 centimes d'entrée pour couvrir les frais de propagande ; les soldats et les conscrits de n'importe quelle région ne paieront pas.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie Universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale.

Réunion tous les mercredis soirs, provisoirement chez le camarade Armand, 23, rue des Peupliers.

× AUBERVILLIERS-PANTIN. — **Quelques camarades** viennent de fonder un groupe pour l'étude et la propagation de l'Espéranto. Ils font appel à tous les militants qui comprennent l'importante utilité d'une telle propagande pour venir les aider dans leur œuvre.

La réunion aura lieu le samedi 22 courant, à 8 h., salle Belet, route de Flandre, Aubervilliers.

× TOULOUSE. — **Les anarchistes de Toulouse** sont invités à se rendre, le samedi 29 septembre prochain, à 8 h. 1/2 du soir, au café Tariol, rue Sainte-Ursule, 15.

Ordre du jour : 1° Reconstitution du groupe ; 2° Choix d'un local.

Bustes de Louise Michel et Élisée Reclus

Ils vont nous être livrés vers le 23 de ce mois. Les souscripteurs parisiens pourront donc venir les prendre au bureau à partir de cette date. Le plus vite possible, car il faut payer le mouleur.

Les souscripteurs de province et de l'étranger sont priés de nous en expédier le montant, soit 5 francs, prix de chaque buste, *plus 3 francs d'emballage par buste, plus le prix d'un colis-postal de 5 kilos, par buste également* (soit 1 fr. 25 en gare, 1 fr. 50 à domicile, et pour l'étranger, de 1 fr. 50 à 2 fr. 50, selon les tarifs postaux).

Quelques souscripteurs ne nous ont envoyé que le prix des bustes. Ceux-là sont priés d'envoyer le complément.

Petite Correspondance

Jeunesse libre de Toulon. — Vous pourriez vous adresser au groupe espérantiste d'Hyères : secrétaire, E. Barbaroux, 16, cours Burlières.

C., à Montdidier. — Merci. Que le camarade B. nous envoie 2 francs en timbres ou en mandat. Pour trois mois, le remboursement est trop coûteux. — Oui, ce syndicat existe : Bourse du travail de Paris, rue du Château-d'Eau.

Charley Weiss. — Le Père Lapurge (Constant Marie) vous remercie de l'envoi des journaux d'Amérique et désirerait avoir votre adresse.

Gal., à Lésignan. — L'abonnement prenait fin le 30 septembre. Le nouveau jusqu'à fin mars.

J. D., à Londres. — Oui, acceptons timbres, mais perdons au change presque moitié.

S. M. S. — Malgré des idées justes sur la timidité des peuples dits latins, votre dernier article est faux dans l'ensemble. Il faut chercher le salut ailleurs que dans l'union du « sang latin » et du « sang saxon ».

N. D., à Saint-Etienne. — Nous ne trouvons pas l'idée en soi si bête que ça. Il est vrai qu'aux mains de l'autorité une fiche sanitaire peut toujours devenir plus ou moins policière.

E. B., à Epinal. — Il existe le *Manuel du Pédicure-Manucure*, par Gallopeau.

Ch. M., à Longefoy. — Merci du renseignement. On tâchera de se procurer le numéro.

R., à Providence. — Reçu les cartes postales. Merci.

Ch. J., à Aix-les-Bains. — Finira fin février.

E. L., Paris. — Le volume neuf, 4 francs en librairie, 3 fr. 75 pour nos lecteurs.

Ch.-St. Draka. — Jean Dobré demande si vous avez reçu son dernier article et sa carte postale.

X., à Auxerre. — L'article souligné est d'une bêtise à arracher des larmes. On ne répond pas, d'ailleurs, aux crachats qu'expectore, dans une feuille tarée, le renégat Albert Richard, exécuté depuis longtemps par les révolutionnaires. Lui seul en est sali.

B. G., à Avers. — Pourriez-vous nous donner des noms et adresses pour *les envois* de brochures ? — Avec l'aide de tous, nous prétendons pouvoir vivre en gardant nos 16 pages.

Durand, Marseille. — Voir *Variations guesdistes*, par Pouget, 0 fr. 20 (à peu près épuisée).

T. Ambazac. — N'avons pas ces cartes en dépôt.

Reçu pour le journal :

R., à La Tour-Saint-Gelin, 1 fr. — C. F., au Mans, 10 fr. — B. G., à Avers 10 fr. — (pour envoi de brochures anarchistes aux instituteurs).

Reçu pour *le camarade* B. Lamothe (qui est prié de faire connaître son adresse) : quelques camarades, 3 fr.

Reçu pour l'*Avenir social* de Madeleine Vernet : B. G., institutrice, 5 fr.

Merci à tous.

G., à Sainte-Hélène. — A. B., à Alleins. — M., à Anvers. — P., à Zurich. — R., à Mirepoix. — Ch., à Bléré. — H., à Chevremont. — R., à La Tour-Saint-Gelin. — A. M., à Ambazac. — T. Ch., à New-York.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.

Dessin de PAUL SIGNAC

— Guette! Guette! Yvon!... Nos deux cuirassés tout neufs!
— Ouais! Encore quatre cents millions de livres de pain foutues dans l'eau! Souque toujours, Paulick!...

12e ANNÉE. — N° 22

29 SEPTEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Van Dongen.

SOMMAIRE

L'Unité Minière

La question de l'unité minière n'est pas une question d'ordre strictement corporatif. Elle dépasse les limites corporatives. Elle intéresse les militants révolutionnaires par la modification d'esprit qu'elle dénote chez les travailleurs de la mine et plus encore par les conséquences qu'elle peut avoir dans l'ordre social, par l'aide importante que peut apporter une organisation syndicale minière énergique, menant la bataille de classe avec les autres organisations ouvrières.

Car jusqu'à maintenant, jusqu'en 1902 plus exactement, les mineurs ont fait bande à part, se sont tenus en dehors des organismes centraux de la classe ouvrière. Ils ont poursuivi la réalisation de revendications n'intéressant qu'eux-mêmes, ils ont demandé des lois pour eux seuls. Et l'on doit dire qu'ils ont bénéficié dans une certaine mesure — oh! pas large — d'une sorte de bienveillance intéressée des gouvernements. Les premiers propagandistes de l'idée de grève générale ne concevaient pas un mouvement de grève généraliste sans, au début, comme premier effort, l'arrêt de l'extraction du combustible. On a vu, d'ailleurs, à la grève des mineurs de mars-avril dernier, un certain nombre d'établissements industriels contraints de restreindre leur production, quelques-uns même de fermer leurs portes. Et ce fut une des grandes craintes de notre bon gouvernement clemenciste que de voir la grève du Pas-de-Calais entraîner un mouvement de tous les mineurs de France, mouvement qui n'aurait pas manqué, les stocks de charbon n'existant pas, de provoquer, à un mois de distance du 1er mai, un arrêt forcé des usines, métallurgiques et autres.

Cette importance sociale d'une grève de mineurs, nos gouvernants, l'ont observée il y a déjà longtemps. Aussi, ont-ils apporté un soin particulier à endormir cette corporation. Ils ont trouvé des instruments pour cette besogne, dans les personnes de quelques dirigeants de la Fédération des mineurs.

Jusqu'en 1902, les syndicats de mineurs s'étaient tenus en dehors de la Confédération du Travail, et n'avaient formé qu'une seule organisation nationale. En 1902, à la suite du Congrès d'Alais, les syndicats de Montceau et de Decazeville se retiraient de la Fédération nationale des mineurs et faisaient leur adhésion, en qualité de syndicats isolés, à C. G. T. C'est le commencement de la scission, le début de la lutte entre les organisations minières.

Montceau et Decazeville n'agissaient pas uniquement en vertu d'idées révolutionnaires. Certes, il y avait deux courants d'idées dans la Fédération des mineurs mais ces syndicats protestaient surtout contre l'acte de trahison dont les mineurs de Montceau avaient été victimes. On garde le souvenir des grèves soutenues par Montceau, il y a quelques années. Grève offensive et victorieuse en 1900. Grève défensive en 1901, contre-grève comme l'appellent nos camarades de Montceau. La Compagnie de Blanzy voulait démolir le syndicat et retrouver dans ses mineurs des esclaves dociles. La résistance fut acclamée. — La grève commença fin janvier; le 15 mars les mineurs de Montceau demandaient à la Fédération nationale de venir à leur secours en décidant la grève générale des mineurs.

Il était question alors chez les mineurs de faire un mouvement général en faveur des huit heures, du minimum de salaire et des retraites. Ce que demandaient les mineurs de Montceau n'était donc point téméraire; il ne s'agissait que de devancer un mouvement projeté. La demande de Montceau fut examinée un mois après, seulement, au Congrès de Lens (11-14 avril). Il y avait deux mois et demi déjà que les mineurs de Montceau poursuivaient, en plein hiver, leur résistance opiniâtre. Cette demande si justifiée, Basly la combattit avec acharnement, prétextant qu'il était impossible d'accomplir le mouvement de solidarité réclamé par Montceau, les intérêts de Montceau, disait-il, étant particuliers. Malgré cette opposition, le Congrès n'osa pas paraître abandonner Montceau. Il décida une consultation des mineurs par voie de référendum, consultation qui devait donner, croyait-on, une majorité *contre* la grève. Le référendum eut lieu le 28 avril; il donna une forte majorité *pour* la grève. Le 1er mai arrive; le gouvernement dont on a demandé l'intervention auprès de la Compagnie de Blanzy n'a pas agi; les mineurs de Montceau attendent que la Fédération nationale exécute enfin le mandat que lui a imposé le référendum. Le Comité national des mineurs est fortement embarrassé; il se réunit néanmoins le 5 mai. Mais Montceau le tire de l'embarras. Se voyant abandonné, il a repris le chemin de la fosse.

Le Congrès des mineurs qui suivit entendit naturellement la protestation douloureuse de Montceau. Le Congrès d'Alais avait encore à se prononcer sur la grève générale, dont il était question depuis plus d'un an. Certains syndicats la voulaient immédiate; dans un premier vote ils furent la majorité. Mais, par la trahison de deux délégués, de majorité ils devinrent minorité à un deuxième vote. Ce fut l'occasion de la rupture, le soubresaut dernier qui brisa les liens de l'unité minière. Montceau et Decazeville démissionnaient de la Fédération des mineurs.

Le Congrès d'Alais s'était tenu au printemps de 1902. Au mois de septembre, à Commentry, un nouveau Congrès se tenait. La grève générale y était votée à l'unanimité. L'opposition des dirigeants du Pas-de-Calais s'était transformée en approbation enthousiaste. La raison en était rapidement connue. Basly ne pouvait plus contenir les travailleurs de son bassin. Le Congrès apprenait, en effet, au cours d'une de ses séances, que la grève venait de partir à la Compagnie de l'Escarpelle.

Le Congrès s'engageait à mener la grève nationalement, le Comité national ouvrier trai-

tant avec le Comité central des Houillères. Interdiction était faite de traiter par compagnies ou par bassins.

C'est le 9 octobre que la grève devint officielle. Quelques jours après le Pas-de-Calais, sans se soucier des autres bassins, entamait les négociations avec ses Compagnies. Le Bureau national protesta, s'indigna (1). Il eut beau faire. La manœuvre du Pas-de-Calais assurait l'échec du mouvement général de grève.

Aussitôt après cette grève, qu'on a appelé la grève générale des mineurs, le syndicat de la Loire quittait à son tour la Fédération nationale des mineurs; dans le Pas-de-Calais, il se formait un nouveau syndicat, la Fédération syndicale des mineurs du Pas-de-Calais. Ces deux syndicats demandaient leur adhésion à la Confédération, y rejoignant les syndicats de Montceau et de Decazeville.

Sentant le danger de division qui la menace, à cette nouvelle, la Fédération des Mineurs demande à son tour son adhésion à la C. G. T. Celle-ci se trouve en présence de trois demandes d'admission, celles de deux syndicats isolés de mineurs et celle de la Fédération des Mineurs. Que décider ! Que faire ? Elle surseoit à ces demandes d'admission et invite les organisations de mineurs à utiliser le prochain Congrès (de Carmaux) des mineurs pour ramener l'entente au sein du prolétariat minier, moyennant de mutuelles concessions. Elle envoie au Congrès de Carmaux un délégué, le camarade Garnery, afin d'aider à cette entente. Garnery ne réussit pas à se faire recevoir officiellement dans ce Congrès ; l'unité minière ne fut même pas discutée, les conditions des syndicats démissionnaires, pas examinées, c'était définitivement, irrémédiablement la scission chez les mineurs.

Le syndicat de la Loire et la Fédération syndicale du Pas-de-Calais furent admis à la C. G. T. Et une nouvelle Fédération nationale de mineurs, sous le nom d'*Union Fédérale des Mineurs* fut constituée. C'était en mai 1903.

Depuis cette date, l'Union Fédérale a fait des progrès considérables. Elle groupe aujourd'hui plus de vingt syndicats. Elle a tenu chaque année un Congrès national. Le dernier s'est réuni à Decazeville, en mars au début de la grève de mineurs dernière. Ce congrès décida en principe la grève générale des mineurs, subordonnée aux événements du Pas-de-Calais.

Cette grève générale n'éclata pas, uniquement par la faute du Pas-de-Calais où Basly essaya, dès la première semaine, d'étrangler la grève régionale.

(1) Voici le manifeste lancé en protestation par le Bureau national contre la manœuvre criminelle du Pas-de-Calais :

Citoyens :

Malgré les résolutions du Congrès de Commentry, confiant au conseil national la direction du mouvement, en dépit des informations du conseil national ordonnant à tous de se tenir sur le terrain collectif, au détriment de tout autre, quelques organisations ont passé outre.

Le bureau national, investi par le conseil national de pouvoirs suffisants, réprouve la conduite de ces organisations, contre laquelle il proteste énergiquement, avec le conseil national.

Il rappelle à nouveau aux organisations minières qu'aucune d'elles n'est qualifiée pour entamer des pourparlers particuliers, avec leurs compagnies minières respectives, sans l'ordre du conseil national, qui, seul, reste pour le moment chargé des négociations.

Donc, de la discipline et de l'énergie.

En réponse aux demandes qui lui parviennent concernant l'entretien des mines pendant la grève, le bureau national laisse à chaque organisation syndicale complète autonomie sur cette question, à la condition que les réquisitionnés soient désignés par les syndicats eux-mêmes et que pas une seule benne de charbon ne soit extraite.

Pour le bureau national,
Le secrétaire : Cotte.

On a encore présente à l'esprit la lutte ignominieuse du vieux syndicat contre le nouveau, au cours de la dernière grève du Pas-de-Calais.

On se souvient du vieux syndicat envoyant une délégation à Paris le 18 mars (la grève était partie le 15) discuter avec les représentants des Compagnies houillères un programme de revendications qu'il n'avait soumis, en aucun endroit, à l'approbation des grévistes.

Basly faisait arrêter Broutchoux le 20 mars. Le même jour, il demandait des troupes. Il devait en demander une autre fois pendant la grève, en sa qualité de maire socialiste de Lens et de président du vieux syndicat.

Il injuriait et calomniait bassement, à partir du 21 mars et chaque jour, les militants de la Fédération syndicale et de la Confédération, les accusant de faire une besogne payée par les Compagnies alors qu'il livrait, lui et son état-major, les grévistes aux serres des Compagnies houillères.

Il inventait finalement avec son compère Clemenceau la fable du complot (1).

⁂

C'est le même Basly qui, aujourd'hui, veut refaire l'unité minière brisée par lui en 1901 et 1902. On conviendra que la grève dernière forme une bien piètre préface à cette nouvelle unité.

C'est que la grève de mars-avril a modifié la situation des organisations minières. Le vieux syndicat a eu beau dire et beau faire contre la Fédération syndicale, il ne l'a pas démolie dans l'estime des mineurs de la région du Pas-de-Calais. Au contraire, de nombreux adhérents nouveaux sont venus s'inscrire à la Fédération syndicale, ce qui lui a permis de se choisir un secrétaire permanent, le camarade Dumoulin, qui mène avec Broutchoux une campagne active de propagande syndicaliste dans le Pas-de-Calais et dans le Nord. Des sections syndicales ont été créées dans des concessions houillères qui, jusqu'à ce jour, avaient été fermées à l'influence révolutionnaire. Dans les concessions de Lens, Liévin, Dourges, Courrières, Drocourt, la situation du nouveau syndicat s'est raffermie; la trouée a été faite dans les concessions de l'Escarpelle, d'Ostricourt, de Carvin, de Meurchin et de Béthune.

Un résultat plus important encore a été atteint dans la région du Nord. Face au vieux syndicat du bassin d'Anzin qui avait décidé, au cours de la grève, de faire son adhésion à l'Union fédérale et par elle à la C. G. T., mais n'en a rien fait, une Fédération syndicale du Nord a été fondée, et grâce à l'activité d'excellents militants, comme le camarade Cérézo, se développe avec rapidité.

Dans les autres bassins houillers de France, le rôle des dirigeants du vieux syndicat a été sévèrement jugé. Des syndicats adhérents à la Fédération nationale, à la vieille Fédération, ne veulent plus se traîner à la remorque des Basly et Lamendin.

Il semble qu'un esprit nouveau et plus résolu anime aujourd'hui les syndicats des mineurs. Au Congrès de Saint-Etienne de la Fédération nationale (juillet dernier) où fut prise la décision de proposer l'unité à l'Union fédérale, certains délégués du vieux syndicat du Pas-de-Calais lui-même, du syndicat du bassin d'Anzin, du syndicat de Carmaux se firent les interprètes du désir d'une partie de la masse minière — la partie la plus clairvoyante — qui réclame la fin des luttes entre organisations syndicales pour mener enfin une guerre sérieuse aux compagnies houillères.

Ce n'est pas en tenant compte de cette manifestation du désir des militants du prolétariat minier, que Basly se déclare maintenant partisan de l'unité, alors qu'il a été toujours un artisan implacable de division. Il ne faut pas se leurrer, ce monsieur ne veut l'unité syndicale que pour détruire la Fédération syndicale dn Pas-de-Calais. Par le moyen de l'unité socialiste, il s'est débarrassé de ses adversaires guesdistes en faisant exclure du parti socialiste unifié les militants socialistes révolutionnaires qui désapprouvaient ses actes. Ainsi on a pu voir l'*unique groupe socialiste* (*un ancien groupe du Parti ouvrier*), *existant dans le Pas-de-Calais avant l'Unité*, exclu de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais ! Ce malheureux groupe, qui prenait au sérieux la propagande socialiste, a été chassé du Parti socialiste pour avoir organisé, à Lens, une conférence Gustave Hervé.

Basly voudrait, par l'unité minière, atteindre un but analogue : se débarrasser des syndicalistes. Mais ceux-là sont plus nombreux et moins commodes.

Il voudrait, en outre, coopérer à l'assaut que se propose de donner au Congrès d'Amiens le parti socialiste contre la C. G. T. et contre le syndicalisme révolutionnaire.

Le pauvre homme ! De cruelles désillusions l'attendent. Le Congrès d'unification des organisations minières, qui se tiendra à Paris, le 5 octobre prochain, ne peut que lui apporter des mécomptes.

L'unité minière doit se faire. Il est utile qu'elle se fasse. La masse du prolétariat minier, plus moutonnière encore que les autres masses, ne perçoit pas l'importance des raisons qui séparent les hommes qui sont à la tête de ses deux organisations; elle n'en voit que les nombreux et pénibles inconvénients.

J'ai pu me convaincre, au cours de la grève du Pas-de-Calais que j'ai suivie des premiers jours aux derniers, que la masse des travailleurs de la mine ne manquait point d'instinct de lutte, qu'elle était capable des actes les plus virils, de la résistance la plus courageuse et que si elle était allée à chaque grève depuis 1893 à une défaite, c'est que des hommes l'y ont conduite, à ces défaites.

Il faut l'unité, mais sans ces bergers, sans les Basly et les Lamendin; il la faut afin qu'à cette qualité de combativité que possède le mineur, une propagande éducative vienne joindre des qualités de critique et de réflexion, afin que sortant de l'ornière corporative le prolétariat minier fasse doubles enjambées pour rejoindre les autres fractions de la classe ouvrière marchant à la libération du travail.

Pierre Monatte.

(1) Il n'est pas possible d'énumérer au cours de cet article toutes les ignominies accomplies au cours de la grève par Basly, le vieux syndicat et le *Réveil du Nord*, contre les militants de la Confédération et de la Fédération syndicale des Mineurs du Pas-de-Calais. Je signale à nos lecteurs la publication prochaine par la F. S. des Mineurs du P.-de-C. d'une brochure :

La Vérité sur la Grève des Mineurs de 1906, où nos camarades rétabliront les faits et feront brutale justice des canailleries des politiciens maçonniques du Pas-de-Calais.

Pour ma part, je n'oublie pas la promesse faite aux *Temps Nouveaux*, alors que j'étais à la prison de Béthune, d'écrire ici un historique de cette grève. Je me propose en outre d'écrire sous peu une brochure sur cet attentat contre la liberté des militants et contre la classe ouvrière, que fut *le Complot*. Seules les préoccupations du gagne-pain m'ont contraint à retarder d'écrire ces vérités trop ignorées.

Le prochain dessin sera signé Maurice Robin

L'Éducation à faire

(Suite et fin.)

Entre le syndicalisme de la *poule au pot*, si je puis dire, et le syndicalisme révolutionnaire, il n'est pas d'alliance possible. Ils n'ont pas les mêmes moyens, ils marchent vers un but différent.

Le premier, indifférent aux principes, étranger au sentiment du droit, se cantonne sur le terrain concret des avantages immédiats et des acquisitions matérielles. La « politique des résultats », voilà la seule qu'il comprenne et il ne doute pas qu'à l'aide d'une action syndicale soutenue, complétée par de bonnes lois, il n'aboutisse à réaliser son idéal de hauts salaires et de courtes journées, de retraites ouvrières, d'assurance contre les accidents du travail, le chômage, la maladie, la vieillesse, etc., etc.

Son rêve à lui, c'est d'être protégé ; c'est le rêve constant des médiocres et des faibles. Il se tourne donc, après tant d'autres, vers l'Etat tutélaire. Celui-ci au reste ne demande pas mieux que de protéger l'ouvrier : il n'y gagne pas seulement un nom de philanthrope, il s'assure encore par là, presque sans frais, contre la révolte, l'ouvrier que la loi protège ne songeant guère aux barricades...

Ce syndicalisme-là, les Anglais le pratiquent à qui mieux mieux. Sa force numérique n'est égalée chez eux que par sa puissance pécuniaire. Pourtant nous ne lui envions ni l'une ni l'autre, parce que l'expérience nous a informés que ce ne sont ni l'argent ni le nombre qui, dans le monde, gagnent les grandes batailles. On sait que le trade-unionisme anglais vient d'entrer dans la lice parlementaire et que la Fédération américaine du Travail, qui groupe quinze cent mille travailleurs, se prépare à suivre un si bel exemple. Mais ce qu'on ignore trop chez nous, ce que M. Jean Longuet se garde bien de nous dire, c'est que le trade-unionisme anglo-saxon n'a jamais mis en question l'organisation sociale actuelle et borne l'activité ouvrière soit à la défense des salaires soit à des améliorations de détail. Sa place au Parlement était donc absolument indiquée et il est surprenant qu'il ne s'en avise qu'aujourd'hui (1). N'est-ce pas au Parlement que les classes, unies dans un commun amour de la paix sociale, se rencontrent pour dénouer sans violence les conflits que suscite l'antagonisme économique ? N'est-ce pas au Parlement que bout la marmite aux petits profits ?

Ce qui caractérise au contraire les ouvriers révolutionnaires, c'est leur notion du droit, leur sentiment de la justice. Aussi, loin de se résigner à l'exploitation capitaliste, la combattent-ils dans son principe même, avec la ferme pensée de l'anéantir un jour. Le but déclaré, statutaire de la Confédération générale du Travail n'est pas le perfectionnement du salariat dans un sens favorable à l'ouvrier, mais sa suppression pure et simple et toute l'action syndicaliste nouvelle doit logiquement se subordonner à ce grand but lointain.

Dès lors, plus d'accommodement possible avec la société actuelle, de laquelle on n'espère plus rien. La seule attitude que puissent prendre des travailleurs intelligents et justes en face du capital est celle du combat à outrance, de la lutte sans merci. La paix sociale peut s'attendre de leur part à toutes les violations ; entre les maîtres et les esclaves, c'est désormais l'état de guerre. La grève demeure l'arme prolétarienne par excellence ; mais il se constate de plus en plus que les grèves aujourd'hui prennent un caractère tout nouveau : elles ne sollicitent plus, elles exigent, il arrive même qu'elles menacent. — Nous ne sommes plus, répètent les chefs d'industrie, en face de conflits économiques, mais de mouvements révolutionnaires... Rien de plus vrai.

C'est bien en effet à une révolution sociale que marche le syndicalisme nouveau. Seulement il importe qu'il soit convaincu de ceci : c'est qu'il ne suffit de s'assigner un but pour l'atteindre ; il faut encore créer chez ceux qui le poursuivent une nouvelle mentalité.

C'est là l'obligation première, essentielle. Sans doute les syndicalistes ne s'y sont pas dérobés. Ils n'ont rien négligé pour éveiller dans les masses ouvrières ce que je nommerai les vertus militantes, qui sont aussi les vertus créatrices : l'esprit de révolte, l'amour de la lutte et de la conquête, la confiance dans leurs destinées de classe, le sentiment de la solidarité... Au recours perpétuel à l'autorité, dont chaque « bienfait » se paye, hélas ! plus cher qu'il ne vaut, ils ont opposé systématiquement le recours à soi-même et l'action directe.

Sans doute le syndicalisme révolutionnaire a beaucoup fait déjà pour l'éveil ouvrier. Pourtant je ne suis pas encore satisfait.

Un travailleur qui lutte pour un idéal de bien-être et de liberté dont il ne verra jamais, peut-être, les réalisations sociales, ne ressemble en rien à cet autre qu'émeuvent exclusivement les gains immédiats. Il y a chez le premier un mépris foncier, préalable, du petit profit, de l'intérêt purement matériel, de l'avantage qui se chiffre, les soirs de paie, en francs et en centimes.

Et bien, c'est ce mépris qu'il faut à tout prix faire naître au cœur des ouvriers. Tant qu'il n'existera pas, ce mépris essentiel, l'œuvre et la vie même du syndicalisme révolutionnaire, à la merci des mauvais coups du sort, resteront fragiles et précaires. Il faut, préalablement à toute action, que les ouvriers se persuadent que les réformes, fussent-elles mêmes arrachées de haute lutte, peuvent bien atténuer un des maux dont ils souffrent ou même le déplacer momentanément, mais qu'elles ne le supprimeront jamais, parce qu'elles ne s'attaquent pas à la racine même de tous ces maux : le salariat.

La critique du réformisme a été merveilleusement accomplie depuis vingt ans par les théoriciens de l'anarchisme. *Mais la bête a la vie dure* : vaincue ici, elle réapparaît ailleurs. Personne, pas même les politiciens qui en vivent, ne croit plus aux réponses *légales*, cependant l'illusion réformiste entache visiblement encore l'activité des syndicalistes révolutionnaires ; eux aussi croient aux réformes de préparation et d'attente ; *seulement*, ils ne les attendent plus de la loi, mais d'eux-mêmes.

C'est là pour le syndicalisme un danger des plus graves. Car un temps viendra où, devant les forcenées résistances des bourgeois, les ouvriers s'apercevront que les réformes ne sont pas de faciles conquêtes et qu'une fois conquises, elles ne modifient pas sensiblement les conditions respectives des classes. Alors ils se lasseront et retomberont aux pattes des parlementaires.

On a dit et répété que le syndicalisme est un socialisme pratique, un socialisme d'intérêts. Il ne faudrait pas que les syndicalistes fussent les victimes de ce mot. On peut être pratique sans abjurer l'idéalisme, bien au contraire, l'idéal nous paraissant être la condition même de l'action. D'autre part nous tenons de Bentham qu'il y a plus d'une manière d'entendre l'intérêt. Il y a la manière des bourgeois qui ne rêvent que coups de bourse, quittes à ruiner des milliers de familles, des officiers qui poussent à la guerre, des fonctionnaires et des magistrats qui vendent leur conscience pour un bon avancement. Il y a d'autre part, la manière d'Angiolillo, de Kalaïef, des martyrs de Chicago et de tous ceux qui sacrifient leur bien-être et leur liberté même pour le triomphe d'une idée. L'intérêt ouvrier n'est pas d'améliorer l'enfer du salariat, mais de l'abolir, mais de détruire les classes et l'autorité, mais de transformer de fond en comble le régime du travail et de la consommation.

Sans doute n'est-ce point là l'œuvre d'un jour. Des générations y suffiront à peine, car, la révolution sociale, ce n'est pas seulement des chaînes qu'on lime et qu'on brise, c'est une morale nouvelle, une morale de liberté et de responsabilité, qu'on instaure. Cependant de deux routes l'une : ou bien les travailleurs iront au petit profit et contribueront à perpétuer ainsi l'iniquité qui les écrase, ou bien ils iront à la révolution lointaine, mais évidente, qui libérera leurs petits enfants.

Je ne puis croire que l'illusion réformiste soit un excitant nécessaire à l'action revendicatrice. L'illusion est toujours mauvaise, parce que toujours menteuse. Quand théoriquement et expérimentalement, les ouvriers auront enfin compris la douloureuse vanité de toutes les réformes, ils ne cesseront pas d'agir ni de lutter. Tant que le conflit de classes persistera, tant que les exploités auront un salaire à défendre, tant qu'il leur faudra être forts pour être redoutés, ils resteront les armes à la main.

Au reste, qu'on le sache, de ce que le syndicalisme ne se proposerait plus d'objectifs réformistes, il ne s'ensuit pas qu'il renoncerait à arracher, en cours de lutte, de meilleures conditions d'hygiène, de travail ou de salaires. Il va sans dire que des ouvriers qui consentiraient encore à faire des journées de quatorze heures seraient de bien pauvres révolutionnaires ; aucun bûcheron nivernais n'accepterait aujourd'hui les quinze sous par jour qu'il touchait à la fin du siècle dernier. L'idéal révolutionnaire, du fait même qu'il élève la mentalité ouvrière, tend à relever également le niveau de l'existence ouvrière.

Seulement de telles améliorations ne peuvent être tenues pour des réformes ; elles ne sont ni des buts, ni même des moyens ; elles ne sont que des conséquences. Si haut que monte son salaire, si courte que devienne sa journée, le travailleur reste salarié comme devant ; il demeure sous la dépendance économique d'un autre homme, il continue à subir toutes les gênes, toutes les contraintes, toutes les humiliations du salariat.

* *

La voilà donc, camarade Niel, *l'éducation à faire* ! C'est de ruiner dans l'esprit des exploités, non seulement la foi au parlementarisme endormeur, mais encore et surtout toute illusion réformiste.

Si l'action directe veut suivre l'action parlementaire sur le terrain des soi-disant réformes pratiques, je crains qu'elle ne soit pas de force à la supplanter : elle demande trop d'efforts pour trop peu de résultats. Qu'elle laisse le réformisme et ses tisanes émollientes aux charlatans du parlementarisme. Sa tâche à elle est autrement grande : sa tâche est d'apprendre aux prolétaires à regarder en face la révolution sociale.

Amédée Dunois.

(1) La défiance, ou mieux l'indifférence des trade-unions à l'égard de l'action parlementaire et de l'interventionnisme n'était sans doute qu'un vieux reste de l'esprit manchestérien, si vivace chez les Anglo-Saxons.

Histoire du Mouvement ouvrier

Nord-Américain [1]

Le mouvement des trades unions d'Amérique, comme d'ailleurs le pays lui-même, est nouveau, quand on le compare avec l'Europe.

Les premières unions, dans ce pays, furent orga-

(1) Traduit de *The Liberator*, par Laurent Casas. *The Liberator*, organe communiste anarchiste, paraissait l'année dernière à Chicago, sous la direction de la camarade Parsons, veuve de l'un des cinq Martyrs de Chicago.

nisées vers 1825, mais elles n'eurent qu'une durée éphémère.

L'organisation ouvrière ne commença réellement que vers 1865, pour cette raison que presque tous les jeunes gens se trouvaient engagés dans les luttes de la guerre civile. A la fin de cette guerre, près d'un million d'hommes retournèrent dans les centres industriels. La vapeur était devenue un facteur de la production de la richesse du monde, le système capitaliste était hautement lancé.

Antérieurement à cette époque le patron travaillait dans l'atelier, côte à côte avec ses ouvriers; il les connaissait personnellement. Il ne considérait pas comme une condescendance de sa part de se trouver dans la rue avec ses hommes ou même de manger avec eux à la même table. Un artisan habile pouvait lui demander sa fille en mariage avec chance d'être bien accueilli.

Après 1865 le mouvement en faveur des organisations ouvrières s'accrut rapidement et de nombreuses *unions* de métier furent organisées. Le premier travail de ces unions fut d'essayer de réduire la journée de labeur de 16 à 10 heures par jour. Ce mouvement rencontra une opposition acharnée de la part de la classe exploitrice, qui à cette époque était devenue toute puissante.

Des hommes furent arrêtés et condamnés à l'amende pour avoir osé appartenir à une union; mais grâce à leurs efforts persistants les unions arrivèrent à réduire les heures de travail de 16 à 10 heures par jour et aujourd'hui de nombreuses unions ne travaillent que 8 heures par jour.

La première grande organisation centrale qui eût pour but d'unir tous les travailleurs sous un même contrôle et qui reconnut à un certain degré l'identité d'intérêt de toute la classe ouvrière fut la société des *Knights of Labor* — les *Chevaliers du Travail* — fondée à Philadelphie, Pensylvanie, le 23 décembre 1869. La devise de cette société était : « Porter atteinte à un, c'est nuire à tous ». Le travail d'éducation fait par les « *Knights of Labor — Chevaliers du Travail* — fut très efficace; ils inculquaient à leurs sociétaires un esprit de solidarité jusqu'alors inconnu en Amérique. Je fus pendant de nombreuses années membre des *Knights of Labor*. Cette organisation grandit rapidement et devint une puissance; à une certaine époque elle comptait près d'un million de membres.

Albert R. Parsons était membre des *Knights of Labor*, il y avait été affilié en 1877.

A l'assemblée générale qui siégea à Minneapolis, Minnesota, le moment était arrivé pour cette puissante organisation de faire quelque chose de décisif en faveur de la destinée de nos camarades condamnés, qui alors attendaient la mort dans leur prison. James E. Quinn, de l'assemblée du district n° 49, déposa une résolution contre la sentence capitale prononcée par la bourgeoisie et demanda que l'assemblée générale prît une décision pour empêcher, si possible, l'exécution des anarchistes de Chicago. Powderly — le président de l'assemblée — repoussa l'urgence sans discuscussion. Sur un appel contre la décision de la présidence fait par le délégué Evans, de l'assemblée du district n° 3, de Pittsburg, Pensylvanie, la proposition de James E. Quinn fut admise aux débats. Powderly suivant l'usage parla le dernier et attaqua haineusement nos camarades. Il les traita de lâches, de mécréants, etc. L'assemblée soutint la présidence et prit une décision par laquelle elle condamnait elle-même, à mort, un de ses propres membres dont le seul crime était d'avoir élevé la voix en faveur des travailleurs!

En ce moment les *Knights of Labor* étaient arrivés au zénith de leur puissance avec le czar Powderly pour chef, mais leurs jours étaient déjà comptés.

Leur corruption devint bientôt chose évidente, le désaccord s'en suivit, la puissance des *Knights of Labor* commença à se désagréger et finalement cette organisation cessa d'exister.

Au moment même où elle sombrait l'*American Federation of Labor* (la fédération américaine du travail) commençait à se constituer.

Après environ vingt-trois années d'existence, cette dernière organisation déclare qu'elle possède plus d'un million de membres. Ce fut l'*American Federation of Labor* qui inaugura le *Labor Day* — la fête du travail — le premier lundi de septembre.

Ce *Labor Day* à son origine devait être le jour de l'année consacré par les travailleurs spécialement au soin de leurs propres intérêts, et leur permettre de développer un esprit de solidarité et de fraternité parmi la classe ouvrière. Mais le *Labor Day* a perdu son trait caractéristique, il a dégénéré en un jour où les politiciens, les saltimbanques et les concussionnaires de tout acabit ont plein essor et une tribune libre, pour tromper et amadouer les masses.

Tous les indices de désagrégation apparaissent actuellement dans l'*American Federation of Labor*. Il n'est point nécessaire d'être un ennemi de cette organisation pour arriver à une telle conclusion; en vérité, je suis une amie du travail organisé, cependant les faits sont des faits. L'*American Federation of Labor* est condamnée : d'abord parceque la corruption (1) est en elle, et ensuite parce que, avec toutes les unions de métier elle démontre de plus en plus son impuissance. Il faut qu'elle cède le pas à l'*Industrial Union* (l'Union industrielle) dont le but est d'organiser le travail de la même façon que le capital l'est actuellement.

Quoique je sois positivement convaincue que les jours de l'*American Fédération of Labor* sont comptés, je dois cependant reconnaître et je suis obligée d'admettre que cette organisation a fait beaucoup pour les classes ouvrières d'Amérique.

Sur les ruines de l'*American Fédération of Labor* s'élève actuellement l'*Industrial Union* qui fut fondée à Chicago, le 8 juillet 1905. Celle-ci se trouve entièrement d'accord avec l'état actuel de l'évolution industrielle; aussi son succès est-il assuré.

LUCY E. PARSONS.

(1) Le texte dit *rottenees, pourriture* (L. C.).

MOUVEMENT SOCIAL

La grande famille. — Les 400 réservistes du 38e d'infanterie ont parcouru les rues de Brioude en chantant l'*Internationale*, parce qu'on leur avait annoncé que le régiment rentrerait à St-Etienne par étapes.

Les réservistes ont exigé le retour en chemin de fer sous la menace de se faire tous porter malades le lendemain, à la première pause de la première étape.

Enfin, le vase déborde! Les soldats en ont assez d'être traités comme des bestiaux!

⁂

Les libérés. — Une belle démonstration antimilitariste a marqué le départ de Beauvais des réservistes du 51e de ligne.

A la station, un des hommes a écrit à la craie sur la plate-forme: « Vive la Ligue antimilitariste! » Quand l'officier ordonna de le conduire à la caserne, les réservistes protestèrent violemment et se mirent à chanter l'*Internationale*. Ils allaient descendre, quand le chef de gare se hâta de donner le signal du départ du train.

Le plus drôle, c'est que certain organe « avancé » de l'endroit souhaite aux réservistes un prochain rendez-vous dans cinq ans pour la corvée obligatoire. Les bourgeois ont beau être aimables. La classe ouvrière perd de plus en plus le goût du métier.

A. PR.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

La loi sur le repos hebdomadaire. — C'est le 1er septembre que l'application en a commencé. D'autres peuvent y applaudir : Nous anarchistes, ne nous faisons aucune illusion sur « *les résultats tangibles et réels* » qu'elle apportera à la classe ouvrière.

S'il est des catégories d'ouvriers qui en bénéficieront — ce dont nous doutons, — il en est d'autres non moins nombreuses dont le sort ne sera pas amélioré. Ainsi les garçons et demoiselles de magasins qui jusqu'à aujourd'hui faisaient les vitrines le dimanche, seront obligés d'y passer la nuit entière du samedi et même une partie du dimanche matin; après quoi, ils auront congé jusqu'au lundi matin à 7 heures.

D'autres comme les garçons de café qui doivent payer pour prendre le tablier, verront d'un mauvais œil, la suppression du travail du dimanche, pour eux le plus rémunérateur. On parle pour certaines corporations — entre autres pour cette dernière — du repos par roulement. Il est probable que chez les garçons de café, beaucoup s'y refuseront de crainte de se voir supplantés définitivement par leurs remplaçants d'un jour.

Et les boulangers n'en profiteront guère non plus, au risque alors de laisser la population sans pain le dimanche, car ici comment parler de repos par roulement, les remplaçants rencontreront des difficultés d'adaptation — difficultés que l'on ne vainc que par l'habitude — relatives à la fabrication, au mode et au temps de cuisson, ainsi qu'au portage à domicile.

Et que feront les garçons de restaurants, les cuisiniers? Et les pharmaciens et les médecins laisseront-ils mourir faute de remèdes et de soins, ceux qui tomberont malades le dimanche?

Et les employés des trains, bateaux, et transports cesseront-ils de nous transporter le dimanche?

Autant de questions qui réclament une solution et qui prouvent tout au moins que lorsque l'Etat veut s'inquiéter de changer quelque chose à l'organisation sociale actuelle, il augmente l'acuité du régime économique.

Et c'est cette idée qu'il faut répandre dans le peuple.

D'autre part, tout ce qui se fait par des lois dans le but d'améliorer le sort de la classe ouvrière, n'est que la résultante de l'action antérieurement engagée par les syndicats ouvriers.

L'actuelle loi sur le repos hebdomadaire, et les futures lois sur l'assurance — chômage, maladie ou vieillesse — sont et seront bien moins le fait du parlementarisme, que celui de l'action syndicale.

Et il convient aussi de remarquer que chaque fois que l'Etat s'occupe des travailleurs; c'est à leurs dépens.

Non seulement la loi nouvelle correspondra pour nous à une diminution de salaires, mais elle nécessitera d'autre part de nouveaux fonctionnaires; et c'est encore le peuple qui payera.

Et maintenant qu'il s'agit d'*appliquer la loi*, l'Etat montre toute son impuissance. Il est obligé de créer, sur le vœu des parties en causes — et surtout des patrons — tellement d'exceptions que la loi s'est déjà plus qu'un vain mot et qu'il ne pourra pas veiller à la stricte observance de toutes ces prescriptions.

N'importe, l'expérience ne peut être inutile. Les ouvriers apprendront d'elle que l'Etat, ses fonctionnaires et ses argousins ne sont capables que de lui prendre son argent et point d'améliorer son sort.

La faillite de l'Etat et conséquemment du parlementarisme, — apparaît dans les cerveaux ouvriers plus certaine, après chaque nouvelle loi de « réforme sociale. »

HENRI MARCELLE.

⁂

Le Syndicat des ouvriers métallurgistes de Pamiers nous adresse l'appel suivant, que nous recommandons aux camarades :

« La grève sévit depuis plus de deux mois. Près de 300 familles sont dans la misère. Les secours venus de la population et qui nous ont permis de tenir jusqu'à ce jour, vont être épuisés.

« La résistance odieuse de l'administration des usines, soutenue par l'inertie des pouvoirs publics, sera couronnée par un insolent et cruel triomphe.

« Nous connaîtrons alors la douleur écrasante de la honte; encore une fois nos justes revendications seraient repoussées avec mépris, nos droits foulés aux pieds; notre exploitation serait continuée avec plus de cynisme et de brutalité.

« Cette honteuse soumission, on voudrait nous l'arracher par la plus affreuse des tortures : celle de la faim.

« Nos enfants pourront connaître la déchirante longueur des journées sans pain : nous-mêmes pourrons sentir notre cœur se briser à la vue de ces victimes innocentes du chômage meurtrier; nous ne faillirons pas, dans l'intérêt même de ceux dont nous voulons assurer l'avenir, à l'œuvre de relèvement général que nous avons entreprise.

« Camarades,

« Ne nous abandonnez pas dans cette phase douloureuse de la crise. Un devoir impérieux s'impose à vous, qui est un devoir non seulement de solidarité, mais aussi d'humanité.

« Nous attendons avec une impatience pleine d'angoisse l'obole qui nous permettra d'opposer un instant de plus le travail énergique et fier dans sa souffrance, au capital honteux sous son luxe volé. »

Adresser les fonds au camarade Carail, trésorier; siège social, rue Major, maison Labeur, Pamiers (Ariège).

⁂

RUSSIE

Une femme. — Le 13 septembre, a été pendue en la forteresse de Pierre-et-Paul, Mlle Konoplunikoff, qui, le 27 août précédent, avait abattu à coups de revolver le bandit militaire Minn.

Son attitude devant le conseil de guerre avait prouvé la noblesse de son caractère. S'adressant aux juges chargés de la condamner, elle avait prononcé ces fières paroles :

« Vous savez fort bien, que vous périrez comme des chacals, une fois que vous serez privés de vos privilèges inhumains. Sous l'influence de la persécution, l'esprit révolutionnaire a grandi.

« Le gouvernement tel que vous l'entendez est synonyme de pillages, de crimes, d'incendies, d'égorgements. L'édifice autocratique et bureaucratique ne tient debout que grâce à ses actes de terrorisme. Les longues annales de l'histoire russe sont écrites avec du sang, mais aujourd'hui, ni agressions ni manifestés ne sauraient arrêter le mouvement national.

« Vous allez me condamner à mort, soit par la pendaison, soit par les balles. Je n'aurai qu'une pensée : c'est que mes concitoyens me pardonnent d'avoir fait si peu, je ne puis leur donner que ma vie, mais je meurs avec la pleine foi que le jour est proche où le trône va tomber et où le radieux soleil de la liberté va briller sur toute l'étendue des plaines de Russie. »

⁂

Les déportés de Tobolsk. — Dans les huit premiers mois de l'année 1906, 428 personnes ont été déportées dans le gouvernement sibérien de Tobolsk, par simple mesure administrative pour la presque totalité (96 0/0).

La grande majorité d'entre elles (73 0/0), appartiennent à la classe paysanne; la plupart sont jeunes (63 0/0 ont moins de 30 ans). Au point de vue professionnel, il y a 41 0/0 ouvriers, 25 0/0 de paysans, 34 0/0 d'intellectuels (dont 26 instituteurs et 15 étudiants).

Au point de vue des opinions politiques, il y a 32 0/0 de social-démocrates, 29 0/0 de socialistes révolutionnaires; 11 0/0 appartiennent à la ligue des paysans. Il y a encore 6 *anarchistes-communistes*, 4 boundistes juifs, 1 socialiste polonais. Enfin, 78 n'appartiennent à aucun parti.

L'état économique des déportés est tout ce qu'il y a de précaire. La plupart manquent de tout. Rares sont ceux qui arrivent à trouver des moyens d'existence.

⁂

ANGLETERRE

La décadence d'Albion. — Avec son immense prospérité commerciale, son chiffre d'affaires fantastique, ses cités industrielles débordantes et sa main-d'œuvre sans rivale, il semblerait que « l'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » ait une solidité inébranlable et que pouvant se maintenir des siècles avec ses propres forces, il ait le droit de se soucier médiocrement de cette décadence prochaine que des augures de malheur lui prédisent.

Les résultats du premier recensement général effectué dans l'Empire britannique, viennent de paraître dans un Livre Bleu. Ils ne sont guère de nature à nous rendre bien optimistes sur l'avenir du peuple anglais. La diminution du chiffre des naissances est générale partout. Même en comprenant les Indes où la folie décroît beaucoup malgré les unions consanguines et les famines, le chiffre des aliénés dans les colonies est proportionnellement bien au-dessous du chiffre des Iles Britanniques.

De son côté, M. C. Masterman, membre du Parlement, jette le cri d'alarme. Il constate avec peine l'atrophie intellectuelle du public, son désintéressement pour les choses de l'esprit. Il signale le déclin de cette rude énergie héréditaire de la race. « Réformons-nous, s'écrie-t-il. Le gouvernement, l'aristocratie, le commerce, les hommes et des choses, voilà vingt-cinq ou trente ans que l'Angleterre a refusé d'y changer quoi que ce soit. Autour d'elle, le monde a changé. Réformons-nous, s'il en est temps encore ».

La vérité est que l'Empire britannique se meurt par le centre. Charles Booth estime que *trente pour cent* de la population du Royaume-Uni vit dans la misère et Rowntree la fixe à *27.84 pour cent*. Ce dernier affirme qu'une personne sur cinq en moyenne, soit 20 pour cent de la population, meurt dans une institution publique (prison, bureau des pauvres, hôpital, maison de fous).

Il y a six ou sept ans, quand le *Daily News* fit une enquête sur les logements à Londres, on trouva que 900,000 personnes, un cinquième de la population, vivaient en violation de la loi. La loi dit qu'il doit assuré 400 pieds cubes d'air par adulte et 200 pieds cubes par enfant. Le professeur Huxley, qui fut médecin dans l'East-End londonien (le quartier des crève-la-faim), estimait à 800 pieds cubes par adulte et 400 pieds cubes par enfant le minimum d'air indispensable.

Les chancres du paupérisme et du salariat rongent le cœur du pays. La bourgeoisie d'Outre-Manche ne fait rien pour y porter remède. Aussi l'Empire se meurt-il peu à peu. Il se dévore lui-même. Il se pourrit par le cœur et suit rapidement la pente des Empires Perse, Grec et Romain. Son nom sera un jour synonyme d'iniquité comme les leurs.

Les classes dirigeantes font du sport à outrance dans le but de se refaire la santé. Palliatif misérable! Elles oublient le mal implacable qui ravage le cœur du pays.

M. Masterman y cherche un remède. Ce remède ne tardera plus à venir. Lasse d'être oppressée par des fantômes, la classe productrice se réveillera pour bâtir ses cités harmonieuses et équitables, sur les décombres du grand empire effondré.

A. PRATELLE.

⁂

BOHÊME

Le mouvement anarchiste. — Le 22 juin comparut, devant la cour d'assises de Prague le camarade Michel Kácha, éditeur du *Práce* (*Travail*), pour la publication d'une brochure de Girault. Srámek, qui fut arrêté avec lui, fut, après trois semaines, mis en liberté par manque de preuves. Kácha fut condamné à six semaines de prison et à l'amende de 40 francs. Il est entré en peine le 31 juillet.

Le mouvement anarchiste tchèque croît sans cesse, malgré les coups des autorités et malgré beaucoup de démêlés et de querelles personnelles entre les camarades. Aujourd'hui, nous avons sept journaux de propagande. Un d'eux est bi-hebdomadaire, *Nový Omladina*, que rédige Charles Vohryzek avec le jeune mais très actif L. Knotek, tous deux partisans infatigables du syndicalisme.

Práce, que rédige maintenant Müllerová et dont l'éditeur est Michel Kácha, a une tendance plus intellectualiste et littéraire.

Hors de ces deux journaux paraît à Prague encore, *Bezvládí* (*Sans gouvernement*), de Čeněk Körber, fils de Vilém Körber, qui le premier propagea l'anarchisme en Bohême dans les années où il commençait à germer en Occident. *Bezvládí* paraît chaque mois. Les deux derniers numéros ont été saisis pour l'article « Et après? », de Jean Grave.

Au nord, nous avons aussi deux journaux. Ce sont d'abord *Hornické listy* (*Les feuilles des mineurs*), dont les trois premiers numéros ont paru dans le dernier mois et dont le rédacteur et gérant est Rud Máša, mineur. Ce journal paraît à Auchcar, ville située au milieu de beaucoup de mines. L'autre journal est *Proletár* (*Le Prolétaire*), rédigé par F. Kula au Libesec (nord-est Bohême). En Moravie paraît tous les quinze jours *Matice Svobody* (*La Mère de liberté*), rédigée par Jean Opletal. Près de Brünn, la capitale de la Moravie, paraît un journal anarchiste satirique : *Šibeničky* (*Les petits gibets*), que publie Stan.-K. Neumann, ancien directeur de *Nový Kult* et de *Anarchistická Revue*, les plus belles revues anarchistes, que notre mouvement ait eues jadis et qui ne paraissent plus.

Notre presse est donc incontestablement forte. Dans ces derniers temps on a eu aussi l'édition d'une belle brochure, claire et populaire : *La grève générale politique*, de Charles Vohryzek, dans laquelle l'auteur a éclairé d'une façon précise les misérables manœuvres de nos social-démocrates touchant la grève générale. Vers l'automne, *Nový Omladina* commencera à éditer une bibliothèque socialiste dont le premier volume sera le travail du docteur P. Eltzbacher : *L'Anarchisme*. *Matice Svobody* prépare aussi la traduction de la brochure de Lemaire : *Aux conscrits*, et *Práce*, une brochure populaire dont le besoin est déjà très senti.

Cependant, on ne néglige point les autres moyens de lutte. Des conférences nombreuses ont eu lieu dernièrement. Il y a deux semaines, le camarade Vohryzek a parlé à l'*Orfeum*, en un des faubourgs de Prague, sur la Grève générale, d'une manière courte, mais instructive et, au moment où j'écris, on prépare pour le dimanche prochain une conférence nouvelle à Žižkov, près de Prague, sur *l'Expulsion du travail et les méthodes modernes de la lutte ouvrière*. Ainsi que Vohryzek, mais dans une mesure moindre, est actif le camarade C. Körber, dont les conférences préparent le terrain exclusivement là où l'action des autres camarades n'a pas jusqu'ici pénétré.

Après la malheureuse et pauvre lutte de la social-démocratie pour le suffrage universel, on peut observer dans notre pays un mouvement plus vif vers l'anarchisme; les travailleurs, dégoûtés des « tranquilles promenades » des social-démocrates, s'intéressent plus à notre lutte, et c'est ainsi que l'abstention politique devient une source de pensée et d'activité.

Or, c'est un pénible travail que nous accomplissons, mais aussi très fécond; une joie inexprimable de lutte nous fortifie sans cesse pour la vie de propagande, et tous, malgré les querelles personnelles et malgré les persécutions, nous marchons à la conquête d'une vie nouvelle, une vie de solidarité, d'égalité véritable et de liberté!

CH. ST. DRZKA.

Erratum. — Dans mon dernier rapport (au n° 3), il y a quelques fautes d'impression : ligne 15, au lieu de *chaussonnier*, lire *cordonnier*; lignes 18 et 44, au lieu de *gérant*, *rédacteur*; lignes 58 et 59, au lieu de *la cour d'assises*, lire *la cour de justice*. CH. ST. D.

Faites-nous des Abonnés!

VARIÉTÉ

Elisée Reclus

Elisée Reclus n'appartenait pas à un peuple en particulier, mais à l'Humanité tout entière, et sa mort aura été ressentie comme une perte par tout homme arrivé à un certain degré de conscience et d'élévation morale. Il appartenait à l'Humanité, d'abord par les idées qu'il a toujours professées et pratiquées, idées supérieures à tout préjugé de nation et de race, ensuite en sa qualité de savant honnête, car la science digne de ce nom, celle qui n'a d'autre but que la recherche sincère de la vérité, n'a point de patrie et ne connaît pas de frontières : c'est ce qui la différencie notamment de la science officielle qui est française, allemande, anglaise, italienne, qui a une nationalité et n'admet la vérité que pour autant qu'elle ne gêne pas certains principes fondamentaux des Etats bourgeois et qu'elle soit offerte, comme hommage dû, sur l'autel de la Patrie. Reclus n'ayant jamais voulu faire ce que lui déconseillait sa conscience de savant honnête et d'homme libre, n'obtint de son pays aucune des distinctions que les gouvernants prétendent distribuer aux plus méritants. On ne lui offrit même point une chaire au Collège de France, chaire qu'il aurait occupée plus dignement que la plupart de ceux auxquels on accorde cette distinction. Comme j'en demandais le motif à quelqu'un qui fréquente les cercles de la science officielle : « Il ne l'a jamais demandée » (lisez : *quémandée*) me dit-il. C'est bien cela : pour obtenir cette distinction « scientifique » il aurait fallu que Reclus allât serrer les mains des financiers au pouvoir et faire des courbettes dans les ministères.

I

Elisée Reclus naquit le 15 mars 1830 à Sainte-Foy-la-Grande, petite ville des bords de la Dordogne. Il était le second fils d'un pasteur protestant, homme d'une foi rigide et d'une droiture absolue. Ce père profondément religieux et plein de confiance en la providence était probe jusqu'au fond de l'âme. Jamais sa conscience ne lui eût permis de déroger le moins du monde dans ses actes aux principes de morale qu'il professait. Nul n'appliquait plus strictement que lui la parole de l'Evangile: « Ne soyez donc point en souci disant : que mangerons-nous ? que boirons-nous ? ou de quoi serons-nous vêtus ? mais cherchez premièrement le royaume de Dieu, et la Justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît. » (Mathieu, VI. 31-33). Il aurait pu vivre avec les siens dans une situation aisée, accepter le traitement que lui donnait l'Etat, rester dans une contrée où il était bien vu des gens influents. Mais sa religion ne s'accommodait pas de ces compromissions avec le monde, et il préféra se rendre à l'appel des chrétiens d'Orthez (Basses-Pyrénées) d'où venait d'être expulsé un propagandiste d'origine suisse qui y prêchait « l'autonomie des églises » formées par des groupes de convertis en dehors de l'Etat et des consistoires. Et dans ce coin reculé de la France, il se mettait à prêcher aux hommes de bonne volonté, tandis que sa femme ouvrait une école pour enfants. Dans sa famille — qui fut nombreuse comme une famille biblique — le pasteur était considéré non seulement comme le chef, mais pour ainsi dire comme le représentant de Dieu : son autorité était absolue ; son office essentiel était l'éducation des âmes : il était tout à la méditation et à l'enseignement de la parole de Dieu, et il poussait le souci des choses spirituelles jusqu'à l'oubli des réalités terrestres.

Les mêmes vertus se retrouvent plus tard chez Elisée, mais devenues plus fécondes par le fait d'être mises au service d'une cause plus large, d'une conception plus libre de la vie : lui aussi avait cette inflexible probité d'âme qui l'empêchait de transiger jamais avec sa conscience, ce mépris des contingences matérielles qui seul permet de réaliser l'idéal dans l'existence quotidienne.

C'est donc dans ce milieu austère et tout imprégné de l'idée de devoir moral que grandissait l'enfant : heureusement il grandissait aussi en pleine nature avec plusieurs frères et sœurs. Les quelques arbres qui entouraient la ferme étaient singulièrement chers à ce petit monde. « C'était là le domaine enchanté de la vie des enfants, le monde magique où tout ce qu'on avait entendu se recréait à nouveau en figuration personnelle. Ces arbres constituaient le vrai temple, bien autrement auguste que le temple de Baigts où l'on allait deux fois tous les dimanches et quelquefois plus souvent encore par la longue route blanche. » Ainsi le racontait plus tard Elisée Reclus lui-même.

Encore tout jeune, en 1840, il fut envoyé loin de la patrie à Neuwied (Provinces rhénanes) dans une institution de « Frères Moraves » où le pasteur Reclus, qui se faisait de singulières illusions sur la valeur de l'institution, avait déjà envoyé son fils aîné. Ces « Frères Moraves » étaient pour la plupart « de dociles sujets, la vie réglée d'avance par une écœurante ritournelle de pratiques enfantines et de mensonges conventionnels » ; quant au directeur de l'établissement c'était « un bonhomme lâche, heureux d'aduler bassement ceux de ses élèves qu'il savait riches et de bafouer avec le ricanement du pleutre, ceux qu'il savait pauvres. » Les élèves venaient de différents pays, mais appartenaient presque tous aux races germaniques. Les haines nationales encore aiguës à cette époque faisaient que tous s'unissaient contre les Français et les houspillaient sous prétexte de jouer Waterloo. Ainsi, dès sa prime jeunesse Elisée apprenait à connaître par expérience directe deux des traits les plus odieux de la société bourgeoise : les privilèges dont jouissent partout les riches et la haine que l'on y excite entre les peuples ; aussi toute sa vie lutta-t-il pour l'égalité sociale et pour l'internationalisme. Cet isolement de la maison paternelle, ce rude apprentissage de la vie fait dès le jeune âge étaient singulièrement propres à tremper un caractère. Les événements sociaux achevèrent de le mûrir.

La période qui précéda les mouvements insurrectionnels de 1848-49 fut l'une des plus actives et des plus fécondes de l'histoire : alors germaient toutes les idées qui à la fin du XIXe siècle, prirent un développement puissant et forment maintenant les convictions de tout ce qu'il y a d'intelligent, d'honnête et de libre parmi les jeunes gens et les hommes faits. Les vices de la société bourgeoise issue de la révolution française apparaissaient, dès lors, à tous les esprits clairvoyants. Le résultat qu'on avait obtenu ne correspondait certes pas aux aspirations des philosophes du XVIIIe siècle, aux espoirs conçus par le peuple. Il fallait reprendre la grande œuvre et la continuer en profitant de l'expérience acquise. Et de tous côtés, penseurs et hommes d'action entreprenaient une lutte nouvelle plus formidable que celle qu'avaient luttée leurs prédécesseurs ; cette fois, on s'attaquait à la base même des sociétés passées et présente, *la propriété*, et l'on se proposait de trouver une forme sociale où il n'y aurait plus de déshérités, où nul ne serait spolié de sa part des ressources communes. Le socialisme était né. Ce n'était point en France, seulement que fermentaient cette fois les idées ; l'Allemagne qui n'était point alors le pays stérile, discipliné, militarisé, prussianisé que nous connaissons, l'Allemagne qui depuis un siècle avait produit une foule d'hommes géniaux, écrivains, compositeurs, philosophes, était pleine d'esprits libres, d'utopistes généreux, de penseurs devenus révolutionnaires à force d'être honnêtement logiques. Et le jeune peuple russe qui venait d'entrer dans la civilisation apportait au mouvement des forces vierges non encore énervées par un exercice trop prolongé et trop exclusif de la pensée, des hommes d'un bloc, solidement bâtis, avec des instincts puissants et une indomptable volonté d'agir, tel que fut Bakounine.

La révolution de 1848 avait triomphé en France : les jeunes gens pouvaient se faire des illusions, croire à l'imminence de transformations sociales profondes, à la réalisation prochaine des idées nouvelles. Elisée, qui avait fréquenté le collège protestant de Sainte-Foy de 1842 à 1848, était en 1849 avec son frère aîné Elie, et un ami commun, à l'Université de Montauban : les camarades habitaient la campagne à quelques kilomètres de la ville ; peu soucieux de l'enseignement théologique, ils n'assistaient guère aux leçons des professeurs et passaient leur temps à lire avidement les écrits des philosophes et des sociologues, à converser, à jouir de la nature. Ils se permirent même une escapade de plusieurs jours pour aller voir la Méditerranée. Cette conduite de mauvais exemple, ces allures trop libres, les discours subversifs qu'ils tenaient, les firent mal noter de l'autorité et le doyen de la faculté, en dépit de son indulgence naturelle, fut obligé de leur signifier leur congé.

Alors, déjà le noyau d'idées autour duquel se concréta la conception sociale qu'Elisée Reclus défendit sa vie durant, s'était formé en lui. Ces idées n'avaient point encore acquis leur forme définitive ; nous les reconnaissons cependant, sans peine, dans un manuscrit inédit qui remonte à cette époque. J'en extrais les fragments caractéristiques qui suivent :

« Notre cri c'est : Vive la République universelle, cette République future où le Grec aura les mêmes droits que le Français, où le Samoyède parlera dans la même assemblée que le Parisien. Ne voyez-vous pas déjà que les haines nationales s'effacent et qu'on désigne les hommes plutôt par leurs opinions que par leurs patries ? Il n'y a plus maintenant dans le monde que des hommes d'avenir et des hommes de passé, et chacun de ces deux partis immenses forme une Confédération gigantesque qui se poursuit dans tous les pays, sans distinction de race ni de langue ».

(*A suivre*). JACQUES MESNIL.

BIBLIOGRAPHIE

Albert Manceau (1) est un garçon de ferme qui ne se croit pas fait pour le travail de la terre, et ne voit pas d'autre moyen d'en sortir que de s'engager et de bûcher la théorie, afin de décrocher les galons qui lui permettront de passer de l'autre côté de la ligne de démarcation sociale.

Il s'engage, et, à force de travail et de volonté, plus que d'intelligence, il finit par se hausser au grade d'adjudant, s'étant « débrouillé » aux dépens des camarades, du civil, et de tous, selon la morale militaire.

M. Guillaumin, au cours de ce volume, nous décrit les hideurs de la caserne, montrant l'école de démoralisation qu'elle est.

Manceau, au pays natal, n'est ni plus mauvais ni meilleur qu'un autre. Il a, à peu près la moralité de son entourage. Une fois à la caserne, il prend celle de son nouveau milieu simplement.

Là, où pour se tirer d'affaire, voler, laisser punir un autre, s'appelle « se débrouiller », où le délit n'est pas tant de porter préjudice à autrui, mais surtout de n'être pas pris à l'accomplir, on comprend que la morale soit tout autre.

Séduire une fille pour la lâcher lorsqu'elle est enceinte, ça se fait dans la vie civile et ça n'y est même pas trop mal porté ; mais au régiment c'est obligatoire à cause des ennuis que cela peut vous susciter auprès des chefs.

Trembler devant le supérieur pour se rattraper sur l'inférieur, c'est la monnaie courante. Et c'est ainsi qu'on apprend à envisager les choses sous un angle spécial, et cela fait que l'officier Ravary pouvait en toute justice, affirmer : « Notre justice n'est pas la vôtre ».

On a reproché à M. Guillaumin d'avoir forcé la note, en faisant commettre trop de vilenies à son héros. La vérité est qu'il n'en commet pas plus qu'il ne s'en commet dans la vie militaire courante, seulement toutes n'ont pas la conclusion aussi tragique que celles qui arrivent à Manceau. Car, dans son nouveau milieu, il n'est pas plus mauvais qu'un autre. Respectueux de discipline, ce que font les chefs est bien, mais elle doit être appliquée, en toute sa rigueur au simple pioupiou. Manceau n'y a jamais manqué. Et lorsqu'il trouve son capitaine, couché dans son lit, près de sa femme à lui, Manceau, le déchirement est peut-être plus grand d'avoir à blâmer un supérieur que de constater l'infidélité.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Le livre de M. Guillaumin est intéressant, et sa place est tout indiquée dans la bibliographie antimilitariste. Il n'a que le tort d'arriver après toute une floraison de livres semblables, comme *Au Port d'Armes* de Fèvre, *Biribi* de Darien, *Souvenirs d'un matelot* de Hugo, pour avoir tout le succès qu'il mérite.

❧ ❧

M. John Grand-Carteret s'est donné pour tâche d'étudier la caricature de tous les pays, sur les divers sujets pouvant passionner le public. Il a publié, déjà, un grand nombre de recueils de caricatures diverses.

Son dernier, *Contre Rome* (1) est un recueil de caricatures anti-cléricales de France, Allemagne, Italie et Autriche, avec une revue rétrospective de caricatures du XVIIIe siècle sur le même sujet.

❧ ❧

Sous le titre de *Vie et Œuvres, Mémoires* (2) de Léon Tolstoï, M. Birukow publie tout ce qu'il a pu récolter de faits et de souvenirs concernant Tolstoï et son ascendance; le tout augmenté des propres souvenirs de Tolstoï, cueillis sur son propre journal; le tout revu par lui-même, de sorte que ce sont bien ses mémoires.

Les deux premiers volumes vont presqu'aux environs de 1869, époque de son mariage. Ils sont enrichis de portraits de famille, et de Tolstoï à différents âges.

Ceux qui s'intéressent aux faits et gestes de l'auteur de *Guerre et Paix* ne trouveront pas mieux pour l'abondance des détails.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Bilan de la Misère physique et morale des prolétaires, par A. Antheunis, une brochure de 32 pages, 0 fr. 10 (Charleroi, 1906).

Deux tzars, par M. S., une brochure de 30 pages (Bibliothèque de l'*Humanité nouvelle*, à Gand).

(Cette brochure est en vente aux *Temps Nouveaux*, au prix de 0 fr. 20).

Le premier pamphlet de Claude Tillier (1832), publié pour la première fois avec une notice introductive, par Amédée Dunois (hors commerce).

O Apostolado positivista no Brazil, circular anual, par R. Teixeira Mendès, 1 brochure (Rio-de Janeiro).

O que querem os anarquistas, par Jorge Thonar, 1 brochure. (Bibliothèque de *Terra livre*, Sao Paulo, Brésil).

Electeur, écoute! par André Lorulot, 1 brochure à 0 fr. 05. (Bureau de propagande, 33, rue de Charenton, Alfortville).

Les Cahiers indo-chinois, publiés à Hanoï (90, rue des Pavillons-Noirs), sous la direction d'Ernest Babut, les quatre premiers de la première série.

REVUES & JOURNAUX

Freedom (3), dans son dernier numéro, montre l'échec de la législation politique socialiste en Australie et en Nouvelle-Zélande et cite des extraits de journaux partisans de l'action politique et qui cependant reconnaissent qu'elle n'a rien fait pour les travailleurs.

Un journal de la Nouvelle-Zélande, le *Wishire's Magazine*, montre que les mesures socialistes prises de l'an 1865 à 1890 se réduisent à rien parce que les terres sont restées aux mains des propriétaires et que la Zélande, qui pourrait contenir 20 millions d'habitants, n'en contient que 600,000 et encore 20,000 émigrent-ils chaque année par manque de travail. Les mesures socialistes telles que la nationalisation des chemins de fer, téléphones, tramways, banques, etc., n'ont pas empêché naturellement cette émigration qui existera tant que le sol et la richesse seront aux mains des capitalistes.

De même l'arbitrage obligatoire, en cas de conflit entre patrons et ouvriers, est condamné par tous les Australiens. Il empêche les grèves, dit le *New Zealand Worker*, mais il ne satisfait aucunement les désirs des travailleurs; de plus il a détourné de son but l'Unionisme en en faisant une masse inerte s'agenouillant humblement au pied du tribunal d'arbitrage pour demander un shilling de plus par jour. Et pour quels résultats? Les salaires n'ont augmenté que de 8 0/0 tandis que la vie a augmenté de 30 0/0 !

Les marins de la Nouvelle-Zélande n'ont pas obtenu la moindre concession et, quoique les armateurs soient tous de gros richards, leurs marins font des journées de 18 heures et ne reçoivent aucun salaire pour les heures supplémentaires, ce qui se faisait pourtant avant. Aussi l'Union des marins de la Nouvelle-Zélande est-elle décidée à lutter contre l'arbitrage qui est nuisible aux travailleurs.

En somme, ces mesures « socialistes » ont mécontenté tous les travailleurs australiens.

FÉLIXIO.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

(2) Deux vol. à 3 fr. 50, au Mercure, 26, rue de Condé.

(3) L'adresse de *Freedom*, dont nous recommandons la lecture à tous nos camarades qui connaissent l'anglais, est : Ossulston Street, Londres, N. W. — Abonnement annuel pour la France : 1 fr. 80.

Faites-nous des Abonnés!

Correspondances et Communications

× **Comité de défense pour L. Grandidier.** — Le comité nous communique le détail de sa 3e liste de souscription, que le manque de place nous empêche seul de publier. Le montant total s'élève à 117 fr. 30, plus 30 francs envoyés par R. de Marmande, au nom du groupe la *Liberté d'opinion*, soit 117 fr. 50.

Listes précédentes : 85 fr. 05.

Total à ce jour : 232 fr. 35.

× **Nos camarades** de tous les pays connaissant l' « Espéranto » sont priés de se faire connaître à l'Associo « Paco-Libereco », 45, rue de Saintonge, Paris (IIIe), France.

× **Nous apprenons** que notre collaborateur et cher camarade Jules Hénault, actuellement à Chambray (Eure), est atteint de paralysie du côté gauche, mais les dernières nouvelles nous font espérer son prompt rétablissement et son retour parmi nous.

× **Le camarade Rancher**, menuisier à La Tour-Saint-Gelin, désire entrer en relations avec les camarades de Chinon et de la région.

× LE HAVRE. — **La Jeunesse Syndicaliste**, réunie en assemblée générale, a modifié la composition de son bureau. Secrétaire : Louis Scaglia; trésorier : Marcel Prévost. Adresser la correspondance, 3, impasse Dieppedale, au Havre.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 28 septembre 1906. — Bon : De la propriété, d'après Proudhon et Thiers (II).

× **Comité de défense pour L. Grandidier.** — Le vendredi 28 septembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du gymnase communal, boulevard de Châteaudun, à Saint-Denis, grand *meeting* en faveur de Grandidier emprisonné contre toute justice par les gouvernants dreyfusards.

Prendront la parole: Gustave Hervé, le député Walter, R. de Marmande, Almereyda, Philippe.

Entré libre.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 1er octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, ouverture d'un nouveau cours élémentaire d'Espéranto. — Création d'un cours supérieur pour les camarades qui désirent enseigner. — Souscription à « Socia Revuo ».

× **L'Aube sociale**, 4, passage Davy (XVIIIe). — Vendredi 28, réunion des camarades pour les dernières dispositions à prendre pour la reprise des causeries-conférences.

× **A. I. A.** — Réunion de la Section antimilitariste au local habituel, 57, rue Jenner (XIIIe), le samedi 29 septembre, à 8 h. 1/2 du soir. — Nomination d'un secrétaire.

× **Départ de la classe.** — Mercredi 3 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, grand meeting antimilitariste. — Prendront la parole : J. Fay, Lorulot, Mauricius, Malato, Girault, Hoogeven et Libertad. — Entrée : 0 fr. 30 au profit de Grandidier et d'autres camarades en prison.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale. — Réunion tous les mercredi soir, provisoirement chez Armand, 28, rue des Peupliers.

× AUBERVILLIERS. — **Groupe Espéranto.** — Réunion le samedi 29, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre. — Exposé général de la langue, par C. Papillon.

× LEVALLOIS. — **A. I. A.** — Grande conférence-concert à l'occasion du départ des conscrits, le lundi 1er octobre, à 8 h. 1/2, salle de la coopération, 61, rue de Cormeille. — Orateurs : G. Hervé, Yvetot, Wilmm, Hector.

Les adhésions sont reçues tous les jours, à partir de 1 heure, 91, rue Chevallier, café de l'Eglantine.

× AUXERRE. — **Jeunesse libre.** — Les camarades qui désireraient adhérer à la *Jeunesse libre d'Auxerre* sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le mardi 2 octobre, à 8 h. 1/2 précises du soir, dans l'une des petites salles du passage Soufflot. Après la réunion, un camarade assurera le prêt des volumes de la bibliothèque.

Toutes les communications concernant la *Jeunesse* devront être adressées au camarade Lucien Pelcot, 15, rue Saint-Germain, Auxerre (Yonne).

× CHANTENAY. — **Les Compagnons libertaires** de Nantes et de Chantenay, sont invités à se réunir chez Ruaux, restaurateur, rue Galilée au *Chêne vert*, le samedi 29 septembre, à 8 heures du soir. Causerie par le camarade Dilain; Sujet: 1o Karl Marx et Bakounine : Socialisme et an-archisme; 2o Mesures à prendre en vue de la propagande.

× LYON. — **A. I. A.** — Samedi 6 octobre, à 8 heures du soir, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier, meeting antimilitariste à l'occasion du départ de la classe. Entrée 0 fr. 25, gratuite pour les femmes.

× LYON. — **Groupe l'Emancipation.** — Les camarades de l'*Emancipation*, des *Causeries populaires*, et de l'*A. I. A.* sont invités à la soirée familiale qui aura lieu dimanche, 30 septembre, à 8 h. 1/2, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

Causerie par un camarade.

× TOULOUSE. — **Tous les militants** partisans du groupement sont priés de se rendre samedi, 29 courant, café Tariol, rue Sainte-Ursule, 15

BUSTES RECLUS ET LOUISE MICHEL

Les bustes nous ont été livrés à la date fixée. Nous prions les souscripteurs parisiens de bien vouloir passer les prendre au bureau du journal.

Nous prions les souscripteurs de province et de l'étranger de vouloir bien nous faire parvenir le montant de leurs souscriptions, soit 5 francs par pièce, plus 3 francs d'emballage par buste, plus le prix d'un colis postal de 5 kilos par buste (soit 1 fr. 25 en gare, 1 fr. 50 à domicile, et pour l'extérieur de 1 fr. 50 à 2 fr. 50 selon les tarifs).

Petite Correspondance

Carolus. — Il y a des journaux spéciaux pour l'espéranto. Une chronique hebdomadaire en cette langue serait d'une composition trop coûteuse.

A. B., à Mostaganem. — Avons envoyé selon votre désir.

Aug. Livenais. — Madou, 15, rue Deurne, Anvers, a égaré votre adresse. Veuillez la lui faire passer : un camarade désire vous écrire.

Adrien G., Kimberly. — Recevrez le *Libertaire*. Adresse avait été mal donnée. Excusez-nous.

M. P., à Paris. — Au prochain numéro. En effet, ça vaut la peine.

Reçu pour le journal :

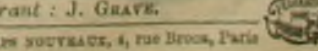
M. M., à Breste, 1 fr. — Ph. R., à Alger, 1 fr. 75. Ch., à Paris, 1 fr. 50. — Alf. R., à Paris, 3 fr. — Le B., à Brest, 0 fr. 50.

Merci à tous.

M., à Brest. — C., à Mostaganem. — L., à Essonnes — P., à Aigues-Mortes. — H., à Paris. — L., à Lorette. — M., à Nimes. — C. M., à Turin. — N. M., à Saint-Remy. — J. V., à Llauro. — M., à Toulon. — Le B., à Brest. — D., à Londres.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Fantaisies Sportives



Dessin de VAN DONGEN

LE DÉPART

12e ANNÉE. — N° 23.

6 OCTOBRE 1906

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Maurice Robin.

SOMMAIRE

Lâchetés en France

Gorki vient d'adresser à sa *bien-aimée*, la France, plusieurs pages de reproches injurieux et retentissants. Rhétorique de l'amour trahi, qui se venge comme il peut. Peut-être respire-t-elle un parfum de naïveté, de puérilité dont il est permis de s'étonner — je ne dis pas de sourire, les circonstances étant telles qu'elles justifient l'égarement de la raison.

Les cœurs vraiment français, à qui la patrie est chère, s'en sont indignés avec quelque véhémence. Pour d'autres motifs que ceux de Gorki, ils tiennent la France en grande amour. Là, erreur de la colère; ici, effet des intérêts de classe. Les cœurs vraiment français déplorent la Révolution russe. Elle trouble leur quiétude et dérange leurs calculs.

Cela se conçoit. La Révolution russe est un exemple détestable pour les gens.

Nicolas, les grands-ducs et les amiraux de café-concert dont les yeux battus firent en France tant de victimes, étaient sans conteste plus séduisants que les tristes ouvriers, paysans et étudiants révolutionnaires, bons tout au plus à procurer aux belles dames assoiffées de sensations fortes, le spectacle des étrivières. Voilà qui fait toujours passer une année ou deux !

La bourgeoisie française ne goûta donc aux choses russes qu'en parcourant les volumes de M. de Vogüé, et en prêtant au tsarisme des argents dont elle entend recueillir d'honorables *surbénéfices*. Pour elle, comme pour la finance cosmopolite qui paie les soupers de Wladimir à tant pour cent, la Révolution russe est un incident désagréable qu'il importe de terminer au plus vite.

Ils se sont tous trouvés d'accord devant les massacres, les gentilshommes bien mariés, les négociants des rues de la Paix, les petits boutiquiers cossus et grandiloquents, les officiers républicains et les banquiers chrétiens et israélites. Au tsar qui criait : « *Tue* », ils ont répondu : « *Assomme !* » Dans le temps que s'organisaient les pogroms, ils se sont réunis, sémites et antisémites de marque, et ont tendu leurs mains généreuses aux chefs des bandes qui brûlaient, égorgeaient, éventraient à Kichineff, à Odessa, à Biélostock, la canaille juive et révolutionnaire.

L'exécrable antisémitisme était dans son rôle. Mais quels commentaires donner à l'attitude des juifs français — ceux-là qui accumulent les capitaux, se frottent aux « hautes sociétés », fréquentent les gros salons libres-penseurs ou les clubs aristocratiques, épousent à la synagogue et arborent des rubans d'Honneur ? Ont-ils lu le récit de la récente exécution du juif Tarl, dont l'état était tel, à la suite d'hémorragies, qu'on dut le transporter sur une civière jusqu'au poteau où il fut attaché ? Ont-ils entendu ses dernières protestations ? « *En mourant, je vous jette mon mépris, assassins, et je vous maudis, piteux aveugles que vous êtes ! Vous vous imaginez avoir abattu toute la jeune Russie avec vos pogroms et vos conseils de guerre expéditifs, mais sachez qu'il y a encore assez de bombes et de revolvers pour délivrer notre malheureux pays de vos mains rouges de sang. Maintenant tirez, soldats !* »

N'était-ce donc pas le moment de se souvenir d'une solidarité, sinon de race, du moins de persécution séculaire ? Mais les capitalistes ne connaissent que la solidarité du capital. Les gros juifs français qui jetaient l'autre jour dans les prisons républicaines, de malheureux coreligionnaires, coupables d'avoir réclamé un peu haut un secours promis (procès de la Fondation Hirsch), ont refusé d'aider les juifs russes à s'armer contre les cosaques. Ils ont eu peur.

Il n'est pas inutile de citer ici la note du *Temps* du 23 septembre, énumérant la série des réformes préparées par M. Stolypine en faveur des juifs :

« On espère ainsi, disait l'organe de la modération francaise, qu'un grand nombre de juifs quitteront les rangs des révolutionnaires et reviendront en paix vaquer à leurs affaires. On espère aussi que les juifs étrangers qui jusqu'ici donnaient généreusement des secours à leurs frères opprimés, leur conseilleront d'abandonner la révolution. » Cette générosité n'a pas existé en fait. Mais quel remarquable chantage, et avec quel art ces choses-là sont dites !

Lâcheté encore parmi les membres du Parlement français, depuis les opportunistes jusqu'aux radicaux, dreyfusards de la dernière heure, qui se sont défendus d'exprimer la plus modeste sympathie au premier Parlement russe.

Il n'est pas indispensable d'avoir foi en le parlementarisme, d'approuver tous les discours de la Douma, blâmée, dénigrée, conseillée selon l'heure par les fins politiques du *Temps* ou des *Débats*, pour constater le silence laïque et obligatoire — rien de gratuit, gardé à l'égard des députés russes par les députés français, sous la férule de MM. Brisson et Bourgeois.

Au sein même du gouvernement — conduit par Pan-Clemenceau — il s'est trouvé une belle tête de ministre, qu'un certain M. Allemand reverra bien souvent en ses rêves, pour s'effarer d'une thèse de doctorat en droit où étaient évoquées les tueries de Kichineff.

— « Mais vous attaquez le gouvernement russe ! » s'est exclamé M. Briand, comme M. Allemand venait lui exposer l'incroyable refus opposé à la soutenance de sa thèse par les professeurs républicains de l'Université de Paris, Renault, Larnaude et Weiss.

Le cortège est long de ces lâchetés collectives ou individuelles. Il mène jusqu'à la police correctionnelle où des magistrats républicains s'acharnèrent sur un blessé et deux enfants. Si ceux-ci furent acquittés, le premier se vit férocement condamner à cinq ans de prison, au maximum. Du moins fut-il donné d'entendre alors s'élever une voix qui proclamait, devant les avocats, les juges et les procureurs de la République embourgeoisée, les droits de la bombe révolutionnaire en Russie. Les hypocrisies du prétoire s'en

trouvèrent suffoquées, au point de se taire un instant.

Que le parti socialiste n'a-t-il suivi l'exemple de M. Bonzon! Et il est vrai que les socialistes parlementaires ont tout au moins protesté contre l'emprunt russe — une heure avant l'émission ; qu'ils ont tenté d'émouvoir le Parlement, — trois minutes avant les vacances; qu'ils ont enfin organisé un meeting d'indignation — post-électorale ! Comment ne pas s'associer aux colères des juifs, des étudiants, des révolutionnaires russes réfugiés en France, colères provoquées précisément par les discours du meeting ? M. Vaillant n'eut-il pas l'inconscience de débuter ainsi : « Nous nous sommes réunis pour protester contre les massacres de Russie, *mais en même temps nous réjouir de la grande victoire électorale remportée hier !* » M. Jaurès continua sur le même ton. Le meeting de protestation commença et s'acheva en réunion politique — et quelle politique !

Conservateurs, radicaux, socialistes parlementaires, pour des intérêts divers, ont caché, du mieux possible, les leçons de la Révolution russe. Il n'y eut de différences entre eux que dans la quantité de pharisaïsme.

Le prolétariat français se doit de se prononcer autrement. Il n'est pas directement responsable des lâchetés ou des hypocrisies nationales de ses maîtres et de ses bergers. Il n'a ni frontières ni patrie. Il est solidaire du prolétariat international. Devant la Révolution russe, il lui appartient de rejeter une indifférence qui serait tout à la fois une faute, un anachronisme et une absurdité.

R. DE MARMANDE.

GLANES

Les petits...

A l'heure où j'écris ces lignes, près de deux mois s'étant écoulés depuis le jour de la « distribution solennelle des prix », les jeunes écoliers doivent avoir fini de digérer la matière soporative ou émolliente des tomes, dorés sur tranches, à couverture de carton bleu, vert ou rouge et agrémenté de l'écusson de la Ville de Paris, que leur studieuse application leur valut.

Après l'orgueil d'être descendus de l'estrade où siégeaient leurs maîtres, assistés de quelques sommités du monde de l'enseignement, le front couronné, les bras chargés de livres, devant leurs camarades envieux et leurs parents, resplendissants, je suppose que nos lauréats ont éprouvé — s'ils n'étaient point des sots, malgré leur succès — la curiosité de connaître ce qu'on leur donnait à lire, pour les récompenser.

Ils ont voulu savoir ce qu'on croyait que valaient de distraction et d'initiation particulières les facultés dont ils avaient fait preuve, l'année durant. Aussi bien, si mes souvenirs sont précis et si je n'ajoute pas, par récurrence, à mes impressions de jeunesse, il me semble que je connus, aussi souvent qu'il m'arriva d'être sur un palmarès, le désir empressé de me rendre compte de ce que renfermaient les bouquins que j'emportais. Ce désir n'était pas celui que tout autre livre aurait pû m'inspirer. Il avait cela de spécial qu'il tenait de l'impatience de pénétrer la pensée que pouvait avoir eu mon professeur en me faisant décerner tel livre plutôt que tel autre. Je supposais qu'il me l'avait choisi entre tous ceux qui devaient être distribués et que ce choix avait sa signification... Un tel état d'esprit n'a pas laissé de me causer des déceptions nombreuses. Appelé pour une première place en histoire ou en *composition française*, je me sentais fort désappointé de me trouver avec les *Merveilles de la nature* ou une *Relation de voyage en Cochinchine* entre les mains...

Mais combien d'écoliers n'ont point éprouvé comme moi, ce genre de désenchantement auquel l'enfance est si sensible? Je n'aurais même pas pris la peine de le signaler s'il ne m'était venu à l'idée d'en déduire l'importance que les jeunes intelligences attachent à la sympathie de ceux qui ont pour mission de les former. Ce n'est pas tant dans leur désir d'être au tableau d'honneur que dans leur besoin de gagner l'amitié de l'instituteur que nos écoliers manifestent le plus vivement l'émulation qu'on essaye, par tant de moyens nocifs, d'exciter entre eux. Ils établissent une différence entre le *chouchou* et le premier de la classe et cette différence n'est pas à l'avantage de celui-là. Ils préfèrent un peu moins de bons points et un peu plus de bonnes paroles... Mais le professeur, en général, ne les prodigue pas. Il ne parle guère au gamin, en particulier, que pour le réprimander et ce n'est que par les observations sèches, officielles, qu'il consigne pour les parents, sur le livret hebdomadaire que le gamin apprend l'opinion qu'il a de lui. On sait le peu de cas, qu'à la longue, il fait de ces commentaires de sa conduite. Son scepticisme se forme vite au régime de l'indifférence de ses maîtres à laquelle répond, le plus souvent, l'indifférence de ses père et mère.

Pourvu ou non de son certificat d'études, quand il quitte les bancs de la communale, vers douze ou treize ans, c'est avec un amour-propre que les jugements pédagogiques ont bien plutôt émoussé que stimulé. Il a le sentiment que tout cela c'était de « la blague » et qu'il est exempté d'une corvée. Il relègue sa gibecière, avec les quelques livres et les quelques cahiers qu'elle peut renfermer encore, dans un coin d'où il ne la tirera plus. Il ne tardera pas à oublier le peu qu'il aura appris, tant bien que mal, avec ennui... et selon qu'il aura un fond naturel plus ou moins mauvais, selon que les circonstances de la vie lui seront plus ou moins propices, il deviendra une brute ignorante ou un misérable... Pauvre enfant ! car on est bien en droit de supposer qu'encore que ses parents fussent des alcooliques et des corrompus, ou seulement des ouvriers, c'est-à-dire des êtres amoindris par de durs travaux, il n'était pas absolument un dégénéré. Le peu qu'il avait d'intelligence était encore suffisant pour lui permettre l'assimilation de quelques vérités essentielles. Aussi bien, dans une certaine mesure, l'intelligence n'est-elle pas une faculté qui s'acquiert, ou plutôt une force, susceptible de perfectionnements sans doute variables, mais qui se développe aussi facilement qu'elle s'atrophie ?

Il y a tant de ressources à cultiver dans un enfant, à l'âge où il est en proie à toutes les curiosités, que ce n'est pas moins une absurdité qu'un crime de désespérer d'éveiller en lui le pouvoir de penser et de le négliger. Si tous les écoliers n'éprouvent pas ce désir, dont j'analysais plus haut la nature, de feuilleter les livres qu'on leur donne en prix, quels sont les gamins qui, à la rentrée d'octobre, ont reçu sans plaisir les nouveaux manuels d'études de la classe supérieure où ils montaient? N'est-il pas d'une observation constante que tous ces petits bonshommes sont joyeux et fiers à l'idée de ce qu'ils vont apprendre de plus que la précédente année? Ils se font importants pour porter leur « guimbe » comme ils désignent leur gibecière dans leur argot, et pour déclarer qu'ainsi bourrée de bouquins elle est « rien lourde ».. Hélas ! de combien de ces livres ne devrait-elle pas être allégée !... De même qu'ils pèsent sur leurs épaules, ils pèseront sur toute leur vie... C'est que, comme on l'a déjà signalé et comme je ne fais que le répéter ici, ces livres ont été choisis à dessein pour fausser le jugement de l'enfant dès ses initiales manifestations. Ce qu'ils lui enseignent c'est le respect de toutes les idées que s'acharnent à ruiner les émancipateurs de l'intelligence humaine. Il va de soi qu'il n'en saurait être autrement et qu'on ne pourrait attendre de l'Etat qu'il entretînt à grands frais un budget de l'instruction publique pour apprendre à ses futurs citoyens la critique des principes sur lesquels son pouvoir repose... S'il est probable (mais il faudrait encore le vérifier) qu'aujourd'hui qu'il est séparé des églises, il ne mentionne plus les devoirs envers Dieu dans ses traités de morale, il est certain qu'il continue à prêcher l'amour de la patrie, sinon la haine des races, et le culte de la propriété... C'est assez pour qu'il y ait danger à nos yeux de lui abandonner nos fils. Car si, comme je l'ai dit, une fois sorti de l'école, l'enfant s'empresse d'oublier les éléments de connaissances qu'il a recueillis des leçons de ses maîtres, il garde, cependant, dans son esprit, les déchets de certaines formules didactiques et comme des traces indélébiles de ses premières et définitives études.

Que la plupart des hommes s'interrogent avec sincérité et ils constateront qu'ils sont moins un total d'impressions et de réflexions personnelles qu'un agrégat d'opinions accumulées par des influences étrangères et acceptées sans contrôle, le loisir ou la volonté leur ayant manqué pour les apprécier... En se désintéressant de l'éducation de leur enfant, sous prétexte qu'il « a bien le temps de se rendre compte », ils laissent se reproduire pour lui ce qui s'est produit pour eux. Le moindre tort qu'ils risquent de lui causer c'est de le retarder dans l'épanouissement de sa raison en l'obligeant à perdre, pour se débarrasser de ses croyances, les efforts qu'il aurait pû employer à prendre conscience de ses droits et à les revendiquer. Une fois de plus, en négligeant de présider aux travaux de leurs enfants, les hommes nous fournissent la preuve de la faiblesse, de la lâcheté même de leur indécision devant les exigences d'une initiative individuelle. Sans doute, il sied qu'ils ne se tiennent pas en dehors des grands mouvements corporatifs qui ont pour but de les grouper pour le combat du capitalisme tout-puissant. Mais ce n'est pas à la formation de syndicats que se devrait limiter leur action.

Ils pourraient employer quelques-unes des soirées qu'ils perdent en des réunions — souvent politiques — à l'accomplissement d'une œuvre autrement importante que celle de la constitution d'un bureau électoral : l'œuvre de l'éducation de leurs enfants. Qu'ils s'occupent d'eux qui sont la seule vraie force puisqu'ils sont l'avenir. Qu'ils se méfient de l'ennemi qui se cache dans les livres de l'écolier. L'imprimerie, disait Rivarol, est l'artillerie de la pensée; c'est avec elle qu'on fusille dans nos fils les plus vivaces de nos espoirs. Tant que notre vigilance ne les garantira pas du danger des lectures qu'on leur impose et, en général, de l'enseignement tout entier qu'ils reçoivent, ils ne grandiront que pour fournir le contingent d'esclaves nécessaires au bon fonctionnement de la machine sociale.

L'ère de la liberté ne s'ouvrira que le jour où nous aurons préparé une génération d'hommes libres. Tant que le principal de nos efforts ne portera pas sur l'éducation de la jeunesse nous verrons chacune de nos révolutions avorter, quelque énergie que nous aurons déployée pour qu'elles aboutissent. Imitons l'exemple admirable des jésuites qui façonnent avec patience les intelligences qu'on leur confie pour s'en faire de dociles instruments de gouvernement à longue échéance.

Chacun, si modestes que soient ses ressources intellectuelles, est en mesure d'initier son enfant aux vérités dont il est pénétré. Qu'il le tente, au moins, et il ne saurait manquer d'y parvenir s'il en a fermement la volonté.

JOHN-L. CHARPENTIER.

Dans le Bagne Postal

La Vie Ouvrière de juillet abonde en renseignements suggestifs sur la situation véritable du prolétariat postal. Je me fais un plaisir d'en citer les principaux passages, dus à la plume d'un commis des postes :

« L'annexe au *Bulletin mensuel des Postes* — numéro de mars dernier — m'est tombé sous la main. Dans les 342 pages de ce document figure le tableau d'avancement de classe, on y trouve le « choix exceptionnel », le « choix », le « demi-choix » et... la méprisable « ancienneté ». Il semble apparemment qu'à cette gradation correspond un grand souci de justice. Certains affirment cependant qu'en cette matière, ce n'est rien moins que pour les décorations.

« Etre une bonne machine bien résistante que le travail intensif déprime peu ; se laisser charger de besogne démesurément sans trouver que c'est trop ; avoir l'échine souple, le geste onctueux avec les « maîtres », faire à ceux-ci, même quand on a raison, les excuses les plus plates, marcher sur les traces des prédécesseurs mûrs pour toutes les servitudes ; être tout cela, et de plus, attendre tranquillement sous l'orme les améliorations réclamées par les collègues syndicalistes ; « moucharder » au besoin ces derniers, jalouser l'un, jalouser l'autre, voilà autant de titres stigmatisant l'employé devant avoir des avancements au « choix ».

« Pour l'avancement des fonctionnaires dont le grade est supérieur à celui de commis principal, je n'ai vu nulle part de tableau. Quant aux promotions, tout a été prévu et un voile a été jeté sur ce qui doit rester caché. J'ai consulté l'annexe de mai ; à la page 847, qui offre un réel intérêt, j'ai lu : Cabinet, — Personnel, — et au-dessous : Promotions.

« Là, le mystère !... Plus de colonnes indiquant les années d'ancienneté de service, mais simplement : traitements anciens, et d'autre part, traitements nouveaux ; plus de noms en italique indiquant si les promus le sont ou non par ordre d'ancienneté. J'incline à croire que ces fonctionnaires pour lesquels on ne trouve trace dans les annexes d'aucun tableau d'avancement de classe et pour lesquels il n'est fait mention que des promotions dans une forme ne permettant nul contrôle relativement aux droits acquis doivent tous bénéficier du « choix exceptionnel ».

« Plus on s'élève vers le sommet de l'échelle hiérarchique, moins il est fait usage de cette méthode d'avancement au choix. L'avancement au choix n'est qu'un trompe-l'œil ; il n'est qu'un appât pour les petits employés, et trop souvent une prime à la servilité, à l'arrivisme. De quelle dose de naïveté ne sont pas doués certains agents qui font si bon marché de leur indépendance dans l'attente béate d'avantages bien minces.

⁂

« Voyons maintenant l'échelle des traitements. Débuts, 600 francs avec possibilité de rappel après six mois de surnumérariat, sur base 1.200 francs. Ensuite 1.500, 1.800, 2.100, 2.400, 2.700 ; ce dernier traitement après douze années de service. Je m'arrête ici dans cette énumération, et je ferai remarquer que c'est aux âges compris entre 18 et 35 ans, que s'appliquent ces chiffres de gains annuels.

« Pendant cette période de 12 années, les besoins de l'homme, de l'employé ne font que croître comme croît également sa force physique, comme se développe son intellect, pendant cette période où les charges s'amoncellent : mariage, naissances, venue en aide aux vieux parents, les traitements sont au plus bas. Ce n'est que plus tard, lorsque avec la jeunesse a disparu l'énergie, et aussi les besoins dont j'ai parlé, que les traitements s'enflent parfois démesurément.

« Oui, aux vieux employés, pendant les quelques dernières années de leur carrière, alors qu'ils ne sauraient en jouir, comme aux jeunes parvenus hauts fonctionnaires, les fortes sommes ; aux premiers, pour faciliter la constitution de rentes à leurs héritiers, des avancements de 500 francs, 1.000 francs, et même 2.000 francs aux seconds.

« Là, c'est aux traitements de 4.000 francs qu'on ajoute 500 francs ; ici, c'est à des traitements variant entre 8.000 et 10.000 francs qu'on apporte des compléments de 1.000 et 2.000 francs.

« Oh ! le mérite, la haute responsabilité !!! n'y pensez-vous donc point, camarades ! Vous dites : « ce sont déjà là de fort beaux traitements que 8.000, 9.000 et 10.000 francs ; ces gens sont insatiables. » Mais vous n'y entendez rien, vous êtes des êtres simplistes ; il paraît que cela ne suffit pas au mérite, à la haute responsabilité !...

« La vérité, il ne faut pas se lasser de la répéter, c'est que la responsabilité toujours nous échoit et pour une part pécuniairement ; oui, c'est sur les petits employés que toujours en fin d'enquête on retombe ; c'est que le mérite c'est nous, puisque c'est nous seuls qui, jusqu'ici avons fait des efforts pour substituer au désordre tant de fois signalé une organisation que nos « maîtres » n'ont su ou n'ont pas pu nous donner.

« La vérité, c'est que les traitements sont en raison directe de la somme d'autorité dont on est détenteur. Oui, il n'y a de tendresses que pour tous ceux qui personnifient l'autorité. C'est l'autorité que l'on paie ; à l'autorité seule le droit de bien-être ».

⁂

Pendant la dernière grève des Sous-Agents, certains journaux ont prétendu que, comme fonctionnaires de l'Etat, les Postiers n'avaient pas le droit de faire grève et d'interrompre un service public. « Tous les fonctionnaires des postes, leur disait-on, sont les membres d'une unique et grande famille dont l'union est indispensable à la bonne marche de la société ».

Les documents ci-dessus nous prouvent que, dans les faits, la bureaucratie postale a bel et bien fait tout ce qu'elle a pu pour créer parmi les fonctionnaires deux castes antagonistes. Aveugle qui ne le voit pas.

L'organisation syndicale des Agents des Postes est intéressante en ce sens qu'elle réveille les autorités somnolentes et qu'elle les oblige à des concessions et à des améliorations matérielles. Elle est de plus un excellent exercice d'affranchissement collectif pour des individus peu habitués à l'apprentissage de la liberté. Elle constitue enfin l'embryon viable d'une société nouvelle. Mais une fois constituée, quelles que soient les revendications auxquelles elle s'attache, ses membres devront se persuader qu'ils ne feront cesser cet arbitraire des cadres infranchissables que par la force.

Non, le prolétariat postal ne doit pas perdre son temps à quémander des améliorations de détail aux pouvoirs publics. Jamais le fossé qui sépare les gros des petits ne sera comblé s'il ne relève pas la tête et s'il n'ose jeter à bas son idole de servitude. C'est parce que l'on sait qu'il détient une énorme puissance entre ses mains qu'on entend le condamner à l'impuissance totale. Par leur intransigeance et leur autoritarisme, ses tyrans le mettent en demeure d'avoir recours à la force. A présent, il ne pourra s'affranchir véritablement de la tyrannie que lorsqu'il aura prouvé une fois pour toutes par des actes que lui seul détient la puissance véritable.

A. Pratelle

UN RÉVOLUTIONNAIRE

Notre correspondante Svoboda nous envoie de Russie le manifeste suivant, édité et répandu par le Groupe ouvrier anarchiste-communiste d'Ekaterinoslaw. *Il ne manquera pas d'intéresser vivement nos camarades de langue française.*

> L'esprit de destruction est en même temps l'esprit constructeur.
>
> M. Bakounine.

Le 5/18 août 1906, ne voulant pas se laisser prendre vivant par la police, s'est suicidé après une vive résistance l'anarchiste Paul Golmann, âgé de vingt ans.

Fils d'un policier — depuis l'âge de 12 ans Paul Golmann habite, avec sa mère et son jeune frère, Nijnédnéprowsk, petit bourg ouvrier près d'Ekaterinoslaw, et gagne déjà son pain en faisant les commissions au bureau des Ateliers Franco-Russes. A sa quinzième année, il entre à l'usine et travaille comme serrurier, consécutivement à la clouterie, aux usines d'estampage et de la Compagnie Belge, puis un an environ dans une usine à la ville de Twer et les derniers deux ans et demi aux ateliers de chemin de fer à Ekaterinoslaw, en ville.

Tendre fils, camarade dévoué, nature ardente, généreuse et franche, Paul Golmann était aimé et estimé de tous ceux qui le connaissaient et malgré son jeune âge il exerçait une grande influence sur tous ceux qui l'entouraient. Dès l'âge de quinze ans il s'occupe de la propagande ; n'appartenant encore à aucun parti il ne fait que rendre de petits services, comme de répandre des prospectus par exemple, mais déjà il se donne à ce travail tout entier et souvent, d'après son propre témoignage, travaille tout aussi bien que « les grands ».

A l'âge de 18 ans il entre au Parti socialiste-révolutionnaire auquel il appartient pendant un an et demi, étant toujours un des plus actifs. Trop occupé chez les socialistes-révolutionnaires, de longtemps il n'a pas de possibilité de faire une connaissance plus ou moins sérieuse des théories anarchistes. Aux ateliers, il discute bien avec quelques ouvriers anarchistes mais, faute de temps malgré un vif désir, il n'assiste pas une seule fois aux causeries anarchistes de l'été 1905 d'où sortit le groupe anarchiste-communiste d'Ekaterinoslaw.

Pendant la grève d'octobre, étant encore socialiste-révolutionnaire, le 11/24 octobre il se bat aux barricades, puis à Nijnédnéprowsk à l'enterrement de l'anarchiste Ilarion Kariakine, tué aux barricades, il porte le drapeau des socialistes-révolutionnaires. Pendant la période des « libertés » (1) il organise des meetings et le 20 octobre à un meeting à Nijnédnéprowsk il entend pour la première fois parler un orateur anarchiste. Au commencement du mois de décembre, il entend pour la seconde fois exposer le programme anarchiste-communiste, mais tout en étant sympathique à l'anarchisme, il reste encore dans les rangs des socialistes-révolutionnaires.

Pendant la grève de décembre Paul Golmann fait partie du « Comité du combat de la grève » comme délégué ouvrier des bourgs Nijnédnéprowsk-Amour. Il prend part non seulement aux séances du comité, mais aussi à l'activité la plus révolutionnaire : il conduit les trains des délégués ouvriers, désarme les gendarmes, vole aux wagons quatre boîtes de dynamite, — de cette dynamite qui plus tard a tant de fois parlé sous les mains des anarchistes, et parlera encore maintenant pour venger sa mort précoce.

Les erreurs de la grève de décembre, — non pas les erreurs qu'y voient les social-démocrates, et, en partie, les socialistes-révolutionnaires, mais son peu de révolutionnarisme, l'activité du « Comité du combat de la grève » qui ne faisait que retenir les masses ouvrières prêtes à aller se battre et les coulisses de ses séances où il assistait — lui laissent une impression profonde et lui inculquent une répugnance insurmontable de tout *jeu au gouvernement*, même temporaire et révolutionnaire. « Ce ne sont pas les orateurs qui m'ont fait changer d'idée, m'ont rendu anarchiste, mais la vie elle-même », nous disait-il plus tard —, « le comité du combat de la grève » *lui-même*, son activité négative m'ont rendu anarchiste. Tout homme honnête y ayant pris part et vu de ses propres yeux ses erreurs fatales doit une fois pour toutes rompre avec les socialistes-étatistes. »

Ainsi, après la grève de décembre, il sort du parti socialiste-révolutionnaire. Il y avait aussi d'autres causes de sa rupture avec ce parti, — c'est le rejet par ce parti de la terreur économique et la soumission des membres aux comités révolutionnaires. « Il m'est arrivé une fois de réclamer au comité quelque arme pour aller tuer le contre-maître », nous racontait-il, « on m'a répondu : va tuer le gouverneur, nous te donnerons le nécessaire. C'est le contre-maître qui m'embête, en ma qualité d'ouvrier je comprends mieux cet acte, il m'est presqu'un besoin, — et on m'envoie tuer le gouverneur ! Ainsi je ne suis pas même maître du choix de l'acte que je vais accomplir. »

Ce n'est qu'au mois de mars après avoir entendu un théoricien assez vaillant que Paul Golmann se dit anarchiste, et réclame immédiatement au groupe un « *browning* » et une bombe, disant : « J'en ai déjà assez de ne rien faire chez les socialistes révolutionnaires. »

(1) Période de quelques jours après l'affichage du manifeste du 17 octobre et avant le pogrom.

A peine devenu anarchiste, n'ayant pas encore reçu du groupe son browning, à la fin de mars, à Nijnédnéprowsk, armé d'un revolver militaire, système Nogan, il va tuer le sous-officier de gendarmerie Kovalenko, principal mouchard et délateur local dans l'affaire de la grève de décembre. Le « Nogan » fait tout d'abord long feu, les coups suivants restent sans *résultat*. Cet acte manqué demeurait jusqu'aujourd'hui inconnu. Cependant Kovalenko fut légèrement blessé au côté à ce qu'il paraît.

En sa qualité d'ouvrier militant, Paul Golmann ne reste pas un moment parmi les sympathiques, mais à peine devenu anarchiste, entre de suite au groupe comme membre actif et partage avec nous autres toute la difficile, dangereuse et responsable besogne de l'anarchiste-communiste organisé. Le 18 avril, il prend part à la confiscation par le groupe de l'argent du fisc chez le percepteur des débits d'alcool (6.500 roubles), et le succès de cette expropriation anarchiste, la plus grande depuis l'existence du groupe d'Ekaterinoslaw est en grande partie dû à son sang-froid et à son savoir-faire.

Le 3/16 mai, Paul Golmann apprend qu'une commission des chemins de fer, avec le ministre des voies de communication en tête, va passer par Ekaterinoslaw et en, sa qualité d'ouvrier de chemin de fer, il va sans tarder faire sauter ses oppresseurs immédiats, cette commission laissant partout sur son passage sinistre les circulaires concernant les renvois des ouvriers pour fait de grève — et à l'heure indiquée il est à son poste, la bombe à la main à attendre le passage du train. L'heure indiquée passe, le train n'arrive pas; pensant que son départ est ajourné il ne veut pas rentrer sans avoir rien fait. L'attentat s'accomplit; au lieu du train de ministre, c'est la voiture des premières du train express qui est attaquée non pas par erreur comme le dit son acte d'accusation, mais en toute connaissance de cause. Quelques jours après une note paraît sur les journaux bourgeois parlant d'un « feu » ouvert sur les premières du train express, et terminant par les mots : « les causes de l'attentat sont encore inconnues. »

Ah, pauvres esprits impuissants! Vous ne les devinerez pas, vous ne saurez pas trouver, ces causes. Les causes de cet attentat — c'est *le système capitaliste* même, c'est la division des gens en exploités et exploiteurs, en pauvres et riches, en crevants de faim et rassasiés. Pauvres esprits impuissants! Quand est-ce que vous comprendrez enfin que l'heure de la paye a sonné, que tant que cette division existera les richards n'auront plus de tranquillité, seront attaqués sans merci par les déchards. La bombe du 3 mai fut dirigée *contre la bourgeoisie rassasiée*.

Blessé au pied par un éclat, ayant besoin de subir une opération, Paul Golmann est forcé de rentrer dans un hôpital. Le pied blessé le fait beaucoup s'inquiéter : « Quel anarchiste ferait un homme sans pied! » nous dit-il. « Si je m'en prive, — une fois guéri je n'irai pas plus loin que le premier poste de police pour y lancer une bombe et y rester moi-même. »

Le 26e jour de sa maladie, la police tomba sur ses traces et vint l'arrêter à l'hôpital. On lui présente trois accusations : 1) détention d'explosifs; 2) attentat contre un train express par erreur au lieu du train ministériel et 3) pillage du percepteur. Ekaterinoslaw étant en état de siège, les deux dernières accusations valent la peine de mort chacune.

Malade, à bout de force, ayant d'autres et d'autres opérations à subir, il faisait part aux camarades que c'était la potence qui lui était réservée et ajoutait : « Eh bien! je ne suis pas le premier ni le dernier après tout. Je serai heureux si en ce moment-là je ne me trouble pas. »

Dès le moment de son arrestation le groupe prit décision de ne point admettre sa condamnation, de le délivrer, ne fût-ce que pour lui permettre d'aller jusqu'au premier poste de police, lancer sa bombe et y rester lui-même. Certes, il était terrible de voir périr le camarade; mais plus terrible encore était de le voir périr à la suite d'un acte manqué, sans avoir fait rien de sérieux. On attendait seulement qu'il se remît davantage, pour ne pas trop risquer par suite de son pied malade.

Enfin, le 6/18 août, vers neuf heures du matin, sept camarades anarchistes armés de bombes et de *brownings*, se rendirent à l'hôpital, les uns arrêtant et désarmant l'agent de police qui était de garde, les autres se dirigeant dans la salle qu'occupait le malade. Ne le voyant pas, ils sortirent leurs *brownings* et demandèrent aux autres malades : « Où est Golmann? » Il les entendit, accourut vers eux à l'aide de béquilles. On l'aida à changer de vêtement, on lui remit son *browning* et sa bombe. Il descendit lui-même l'escalier, prit place à côté de ses camarades au fiacre qui l'attendait, jeta les béquilles, cria « adieu ! » et partit... On réussit à l'emmener sans incident, sans se servir des armes.

Vers deux heures de l'après-midi, la police ayant découvert son asile, vint l'arrêter. La maison fut entourée d'agents de police à cheval et de cosaques. Les camarades qui l'avaient amené s'étant absentés pour organiser la continuation de son voyage, au moment de l'arrestation, il était seul, le pied malade, cloué au lit, sans possibilité de fuir... Il savait bien que la mort était inévitable. Il garda toute sa présence d'esprit en ce moment terrible; son vieil ami ne l'a pas trahi : de sa main habile il prit son *browning* et, assis sur le lit, tira par la fenêtre sur les agents, en tua un et blessa grièvement un autre... Ne voulant pas se laisser prendre vivant, il garda les quelques dernières balles pour lui. Seul, malade, immobilisé, il combattit contre plusieurs dizaines d'agents et de cosaques, en frappa deux et succomba de sa propre main,

Un anarchiste luttant pour pain et liberté succomba.

Une jeune vie bien douée périt. Mais cette perte ne sera pas vaine : les travailleurs ne resteront pas sourds à l'appel de l'organisation dans les rangs de laquelle luttent les gens pareils à Paul Golmann. Déjà, tout Ekaterinoslaw s'est mû comme la mer troublée, les ouvriers quittèrent en masse le travail, quelques usines s'arrêtèrent complètement, le jour de son enterrement, des milliers d'ouvriers, comme un homme, voulurent l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure. Toute la population de Nijnédnéprowsk voulait l'enterrer chez soi, à côté de l'anarchiste Ilarion Kariakine, tué aux barricades, au chant révolutionnaire. La police l'enterra elle-même en ville, dans le cimetière de Sébastopol, à l'insu même de sa mère; les cosaques faisaient partir le monde à coup de nagaïkas; il y a eu quelques blessés et arrêtés. Plus tard, quand sa mère fut venue, une messe de mort pour lui et pour les camarades ouvriers tués lors de la grève de 1903, a été dite sur sa tombe. Deux orateurs anarchistes prirent la parole invitant le peuple à la vengeance pour leur camarade ouvrier assassiné. Après les discours, la police et les cosaques intervinrent de nouveau et dissipèrent les assistants. Malgré cela, jusqu'au grand soir, les foules d'ouvriers allaient et venaient, à Nijnédnéprowsk et à Fabrika, avaient lieu des meetings.

Dors tranquille, cher camarade! Nous savions bien, qu'en anarchiste honnête, tu devais un jour finir ta vie au cours d'une résistance armée dans une collision avec la police ou à l'échafaud. Ce n'est pas cela qui nous chagrine. Ce qui nous chagrine c'est que tu es mort de si bonne heure, que de si tôt nous nous privâmes d'un camarade comme toi, que tu n'as pas eu le temps d'enrichir d'actes ta jeune vie si vite fauchée...

Dors tranquille, cher camarade!... La police nous a empêchés de rendre hommage à ta mémoire en faisant entendre le chant révolutionnaire. Eh bien! Nous ferons entendre en ta mémoire le bruit de coups de *brownings*, le fracas des explosions. Tu savais bien que tu seras vengé. « Pour un seul qu'on nous tuera, nous en jetterons par terre une centaine », dit la chanson anarchiste française, et la parole d'anarchiste est d'accord avec ses œuvres.

Dors tranquille, cher camarade!...

Le Groupe Ouvrier Anarchiste-Communiste d'Ekaterinoslaw.

Faites-nous des Abonnés!

LIBRAIRIE DES TEMPS NOUVEAUX

Nous venons de recevoir une centaine d'exemplaires du *Mariage libre*, par Jacques Mesnil. Cette brochure de 64 pages est marquée 25 centimes.

A la prière de l'auteur, nous la mettons en vente au prix de 10 centimes.

⁂

Nous possédons également l'intéressante brochure de Mme M. S., *Deux tsars*. Nous la vendons 20 centimes.

MOUVEMENT SOCIAL

Le Veau d'Or. — John Rockefeller, l'homme qui pourrait sortir de sa poche 27.777 francs par heure et 173 francs par minute a déménagé de Compiègne. Le Roi du Pétrole s'était réfugié dans ce séjour enchanté dans la crainte du pénitencier où il eût été condamné à faire de la brique.

Dans la grande presse, comme dans les feuilles locales, les louanges à l'adresse du « doux vieillard » n'ont pas tari depuis son arrivée. A Compiègne, il y a des gens qui quémandaient des pièces de vingt francs, d'autres qui escomptaient que la forte somme tomberait dans le coffre du bureau de bienfaisance. Les « braves » agents comptaient sur un solide pourboire pour leurs petits services. Un jour ils allèrent même porter des fleurs à l'Idole. Le cœur de métal du Veau persistait à ne pas s'amollir.

Ces temps derniers, on annonçait triomphalement que le bureau de bienfaisance avait hérité de 1.500 francs, l'Office central de 1.500, les agents de 200, — total 3.200 francs. Or, il paraît que ledit bureau de bienfaisance n'a rien reçu et l'Office central reste muet comme une carpe.

Sobre de générosité, l'Idole est par contre assez prodigue de conseils. Pendant la traversée d'Amérique en Europe, elle aimait à prêcher l'économie, la persévérance, la charité aux passagers de seconde classe. Aux reporters de Paris qui l'interviewaient, elle répondit : « Ce sont le labeur et l'économie qui donnent la force et la richesse à un individu, et c'est pourquoi le peuple français possédant ces deux qualités au plus haut degré, la France est si riche, prospère et forte. »

Le magnat de la *Standard Oil* a eu beau passer la main dans les cheveux à Marianne. Il n'a pas desserré les cordons de sa bourse. Aux yeux des gens de Compiègne, le Veau Sacré est devenu pour toujours un sacré veau.

A. Pr.

⁂

Pro patria. — La « *Shipping Gazette* » raconte que sur le banc de Terre-Neuve une barque de pêche française en flammes fut aperçue du paquebot allemand *Kaiserin-Augusta-Victoria* dont le capitaine offrit *en allemand* de secourir l'équipage sinistré et de le prendre à son bord.

On lui répondit *en français* « que l'équipage préférait courir la chance d'être secouru par un navire portant un autre pavillon ».

La *Dépêche de Brest*, qui rapporte le fait, y voit un trait digne de l'antique et considère ces pêcheurs comme des « demi-dieux ».

On a peine à croire semblable abrutissement, mais la chose serait-elle vraie que nous y verrions un motif de plus pour nous élever contre l'éducation patriotique criminelle et contre ceux qui ancrent de tels préjugés dans le cerveau des individus si profondément que ceux-ci préfèrent risquer la mort que d'être sauvés par « nos vainqueurs de 1870 ».

Que dire aussi de la couardise des « patriotes » bourgeois qui exaltent semblables aberrations, les donnent en exemples à suivre, alors qu'ils ne se gênent pas pour faire fructifier leurs capitaux *à l'étranger*. Loin de risquer leur vie, ils ne souffrent même pas une diminution de revenus en restant patriotes jusqu'au bout.

⁂

Pour faire pendant. — L'ouvrier mécanicien Pataud, du 3e dépôt des équipages de la flotte à Lorient, vient d'être écroué sous l'inculpation d'excitation de militaires à la désobéissance.

Pataud avait peint sur son sac de marin un dessin représentant un galonné pendu à une lanterne, un simple matelot tirait sur la corde; en exergue : « Les fayots, on les pendra » et « Justice prochaine ».

Nous préférons le « moderne » de ce trait à l' « antique » du précédent et nous nous réjouissons de penser que le matelot qui actuellement souffre en prison, fait partie d'une pléiade qui, si elle meurt pour la patrie, ce ne sera pas sans révolte.

J. L. G.

Au prochain numéro, un article de Pierre Kropotkine : **Syndicalisme et Parlementarisme** que sa réception tardive nous empêche seule de publier aujourd'hui, ainsi que la suite de **Elisée Reclus**, par Jacques Mesnil.

MOUVEMENT OUVRIER

A Grenoble. — Les renseignements que j'attendais de Grenoble même sur le mouvement de grève générale dont cette ville vient d'être le théâtre, ne m'étant parvenus ni pour le dernier numéro ni pour le présent, force m'est bien de recourir aux télégrammes des journaux pour en fixer ici le souvenir.

Grenoble était depuis quelque temps secouée par des grèves partielles : grèves de boulangers, de menuisiers, puis de métallurgistes. Or le 17 septembre au soir, ces derniers manifestaient devant l'usine Raymond, dans le but d'y faire cesser tout travail. Un commissariat de police voisin eut ses vitres cassées à coups de pierres. Puis les grévistes se rendirent à la Bajatière. En route ils rencontrèrent un escadron d'artillerie, sabre au clair. Cailloux et crottin s'abattirent sur les soldats et, disent les dépêches, spécialement sur les officiers.

A la Croix-Rouge, une démonstration se produisit devant l'usine Neyret : on en brisa les vitres, la porte des bureaux fut enfoncée. Puis le cortège rentra à Grenoble et s'arrêta, place Malakoff, devant l'atelier de menuiserie Gauthier. C'est alors que le commissaire requit un bataillon du génie d'avoir à rétablir l'ordre. Les sapeurs furent accueillis par une grêle de cailloux et de tomates. Les sommations légales étant restées vaines, la charge eut lieu. De nombreux soldats furent contusionnés (un d'eux est mort quelques jours plus tard). Quant aux grévistes blessés, les journaux ne leur ont pas fait l'honneur de les compter.

La nuit était tombée. Les grévistes qui se trouvaient revenus à leur point de départ, devant les usines Raymond, arrachèrent les volets du pavillon du concierge et de la maison des maîtres et y mirent le feu. Puis ils se jetèrent sur le commissariat de police et le pillèrent de fond en comble.

Voilà ce qui se passa à Grenoble le 17 septembre dernier. C'est alors qu'intervint M. Clemenceau. On dirait que cet homme méprisable cherche à se faire pardonner par la bourgeoisie ses incartades libertaires du temps qu'il n'était que journaliste. Autant il est tendre aux cléricaux « en révolte contre la loi », autant il est impitoyable aux ouvriers qui n'acceptent pas docilement le joug patronal.

Le 18 septembre, Grenoble fut en état de siège. D'heure en heure, la troupe arrivait, occupant les rues et les places, les usines et les lieux de réunion. Cuirassiers, dragons, hussards, sapeurs, alpins et lignards, toutes les armes concouraient à l'œuvre de protection bourgeoise. Un soudard prenait en main la direction des opérations. Les attroupements sur la voie publique étaient interdits ; la conférence de Merrheim au Gymnase était prohibée.

L'ordre régna de nouveau à Grenoble. L'autorité cependant songeait à la vengeance. La police occupait le local des soupes communistes et en chassait les ouvriers ; elle saisissait à la permanence les documents du comité de la grève. Mais surtout elle arrêtait en masse et les justiciards de la correctionnelle condamnaient, condamnaient, condamnaient...

La grève générale fut proclamée alors. Il ne semble pas qu'elle ait atteint le degré de généralité nécessaire. Les ouvriers grenoblois font beaucoup trop de politique pour s'occuper utilement de leurs intérêts propres. Leurs organisations manquent de force numérique, manquent surtout de ressort pour l'action. Néanmoins, la production fut pendant quelques jours sérieusement endommagée.

Il suffira de dire que le 21 aucun journal ne put paraître ; que les gantiers désertèrent le travail et que les serruriers, les palissonneurs et les teinturiers les imitèrent. Pendant deux ou trois jours, de nombreuses usines furent réduites au chômage.

Voilà le dernier épisode saillant de la lutte des classes en France. Réjouissons-nous qu'une fois de plus l'ordre ait été troublé. Tout est préférable au silence monstrueux de la paix sociale, à l'acceptation muette et résignée, par les nègres de l'usine, du régime d'autorité et d'exploitation. Certes nous savons bien que l'émeute n'est pas la révolution ; mais nous savons non moins bien qu'une révolution ne va pas sans émeutes. Ce qui importe, c'est que le « contrat social » basé sur l'iniquité cesse d'inspirer à ses victimes un respect superstitieux ; c'est que le Désordre vienne de temps en temps rappeler à la bourgeoisie dirigeante que son pouvoir est menacé.

* *

Le Congrès des Bûcherons. — Il a eu lieu à Lurcy-Lévy, en Bourbonnais, les 1er et 2 septembre. Cinquante-huit syndicats étaient représentés.

Résumons brièvement les délibérations de ce Congrès.

Sur la question de l'extension des lois ouvrières et de la prud'homie aux travailleurs ruraux, les bûcherons se sont prononcés à l'unanimité pour l'affirmative. — Voilà un vote qui a réjoui ceux qui vivent, sur le dos du peuple, de la fabrication et de la modification des lois : il montre que les bûcherons croient encore à l'illusoire protection légale.

Soyons tranquilles pourtant : L'expérience se chargera de leur apprendre : 1° qu'il faut d'abord songer à se protéger soi-même, sans inutile appel à la légalité bourgeoise ; 2° que la loi n'intervient en faveur des ouvriers que lorsque ceux-ci étant devenus assez forts pour se protéger eux-mêmes, n'ont plus besoin de la loi ; 3° et qu'enfin *self-protection* ou protection légale ne sont que de pauvres palliatifs : le but du syndicalisme n'est pas en effet d'améliorer le salariat, mais de faire qu'il n'y ait plus de salariat. Le but du mouvement ouvrier n'est pas un vague réformisme, capable tout au plus d'embourgeoiser les travailleurs : c'est la révolution sociale, la création d'un ordre nouveau.

Ne nous lassons point de répéter ces vérités trop méconnues.

Les congressistes de Lurcy décidèrent ensuite de proposer aux syndicats l'augmentation de 0,05 cent. par mois de la cotisation fédérale ; en retour, tous les fédérés recevraient gratuitement *le Bûcheron*. L'importance pratique de cette décision est qu'elle assurera l'existence et de la Fédération et de son journal.

La question de la réduction de la durée du travail était à l'ordre du jour du Congrès. Si quelques syndicats ont réussi à conquérir, dans le travail des bois, la journée de 9 heures, par contre, la journée de 14, 15 et 16 heures demeure la règle dans les travaux agricoles, du labourage à la moisson. Le Congrès a résolu d'engager une action énergique en faveur de la *journée agricole* de dix heures (de 6 heures à 6 heures, avec repos de midi à 2 heures). Une campagne sera entamée parallèlement contre ces répugnantes foires humaines qu'on appelle des *louées* et pour la généralisation du placement syndical.

Le Congrès se prononça ensuite pour le maintien de l'Union fédérative terrienne qui relie les bûcherons du Centre aux ouvriers horticoles de l'Ile-de-France et aux vignerons du Midi : puis à l'unanimité, il refusa d'envisager la possibilité d'un rapprochement syndicalo-socialiste.

La Guerche demeure la *capitale fédérale* des bûcherons du Centre. Quant au Congrès prochain, qui sera le sixième, il aura lieu à Dun-sur-Auron, en Berry.

Am. D.

* *

Rive-de-Gier.

Le zèle d'un commissaire de police. — Le 24 septembre, les ouvriers verriers en verre noir de l'usine Aubry étaient massés devant ses portes pour tâcher d'empêcher la rentrée des ouvriers verriers à vitre de la même usine ; M. Sentenac s'y trouvait également pour faire respecter la soi-disant liberté du travail, et pareil à tous les policiers, il n'attendait qu'une occasion pour faire montre de son zèle à ce bon patron Aubry qui fait si tranquillement crever de faim ses ouvriers depuis six mois.

Or ce jour-là l'occasion parut. M. Sentenac se tenait devant la porte de l'usine, s'évertuant à racoler les travailleurs pour le compte du patron. A un moment un verrier à vitre qui se rendait au travail, trouvant des camarades du verre noir qui étaient de faction devant la porte se mit à leur causer. Ceux-ci l'exhortèrent à se joindre à eux. Soudain M. Sentenac survint et prenant le non-gréviste par le bras il lui dit :

« Vous n'avez rien à faire ici, il vous faut rentrer. » Et ce disant, il le poussa dans l'usine.

Voilà comment les policiers de la troisième République respectent la liberté de la grève. Ah ! si un gréviste se fût avisé de prendre un camarade travaillant par le bras et de lui dire : « Tu ne travailleras pas ! Au nom de la solidarité ouvrière, personne, ici, ne doit travailler !... » Comme ce gréviste-là eût vite été arrêté, jugé et condamné !

A la réunion du lendemain, nous avons discuté cette affaire et il en est sorti l'ordre du jour suivant que la presse bourgeoise n'a pas daigné insérer :

Les travailleurs ripagériens réunis au nombre de 900 approuvent les verriers en verre noir dans leur lutte, vouent au mépris public Monsieur le commissaire de police pour ses tentatives de racolage et lèvent la séance au cri de : Vive la grève jusqu'à complète satisfaction !

Alfred Paolletti.

* *

RUSSIE

Extrait d'une lettre d'un de nos compagnons du Caucase russe : En ce moment nous sommes écrasés par le travail. Nous sommes seulement deux et nous avons sur les bras un journal quotidien, qui est déjà à son 60e numéro, et un journal hebdomadaire, format des *T. N.*, à 16 pages. Imaginez-vous le travail qu'il y a. Quand je suis arrivé ici il y a six mois il n'y avait rien ou presque rien et aujourd'hui on est obligé de compter avec nous. Au point de vue de la force numérique nous venons tout de suite après la social-démocratie.

En plus des journaux, nous avons publié une dizaine de brochures, et il y a encore d'autres travaux faits et à faire et que je ne peux pas mentionner ici. Vous voyez déjà par là que nous ne perdons pas notre temps. Malheureusement nous manquons de collaborateurs littéraires, nous ne sommes que deux pouvant écrire et le moment ne se prête pas à la formation des travailleurs intellectuels.

D'autre part nous avons remarqué que là où l'idée ne pénètre pas bien, le mouvement dégénère, prend des formes peu désirables. Je vous écrirai pour les *T. N.* aussitôt que j'aurai un moment de repos.

* *

BELGIQUE

Un manifeste anarchiste-communiste. — On sait qu'un grand nombre de compagnons belges, partisans de l'organisation entre anarchistes-communistes, ont fondé le *Groupement communiste libertaire de Belgique*, dont le secrétaire général est Georges Thonar.

Voici le manifeste que le G. C. L. adresse aux anarchistes.

AUX COMMUNISTES LIBERTAIRES

Camarades, à l'issue de notre Assemblée générale du 22 juillet, nous avons décidé de lancer l'appel suivant.

Depuis un an le G. C. L. a poursuivi patiemment son but, qui était de réunir tous les libertaires désireux de travailler en commun à la propagation des théories anarchistes ; et si notre but n'est pas complètement atteint nous avons néanmoins la joie de le voir en voie de réalisation.

Dans bon nombre de localités les Communistes libertaires ont fondé des sections, qui se sont affiliées au G. C. L. Nous sommes actuellement en état de commencer résolument une campagne de propagande méthodique et extensive — c'est ce que nous allons faire. Mais au moment de marcher à la bataille, nous voulons faire un fraternel appel à ceux qui ne font pas encore partie de notre Groupement, sans qu'ils soient cependant hostiles à une organisation libertaire.

Camarades, venez parmi nous ! Venez travailler avec nous à la propagation de nos belles, de nos grandes idées libératrices ! Venez grossir notre nombre : augmenter nos forces et augmenter les vôtres.

Ce que nous sommes, nous l'avons dit déjà, mais il n'est peut-être pas mauvais de le répéter encore : nous sommes tout simplement des communistes anarchistes comme des autres, qui, attristés de constater avec quelle regrettable lenteur se propageaient nos théories, ont pensé trouver dans l'entente, dans l'union, dans l'organisation, un moyen incomparable d'activer la marche en avant. Nous entendons rester les propagateurs des idées qui animaient les Reclus et les Kropotkine, et un de nos buts est de conserver intactes de toute compromission régressive nos chères convictions anarchistes.

Incontestablement l'organisation multiplie nos forces en les unissant. Elle nous permet de donner beaucoup plus d'ampleur à notre mouvement, de mettre de la méthode dans notre action et de résister plus facilement aux empiètements de

l'autorité. Elle resserre, entre les anarchistes, ces liens de solidarité et de fraternité sans lesquels les convictions restent œuvres mortes. Elle assure à nos idées droit de cité et les affirme comme émanant d'une collectivité. Enfin, tout en constituant un milieu purement anarchiste dans lequel viendront se retremper les camarades qui tiraillent un peu partout, elle prouve que nous ne sommes pas des désorganisateurs systématiques comme on l'affirme trop souvent.

Nous savons que d'aucuns sont irréductibles à toute organisation, y voyant — à tort selon nous — une cause de diminution de l'autonomie individuelle. Nous ne voulons pas pour l'instant et à ce propos recommencer des polémiques déjà faites: à ceux qui pensent ainsi nous n'adressons pas un inutile appel. Nous espérons que nos œuvres, à l'avenir, les amèneront à notre conception de la lutte en commun. Pour le moment, nous nous adressons à ceux qui, sans être adversaires d'une entente entre camarades, sont cependant, jusqu'à ce jour restés éloignés de notre organisation. A ceux-là nous disons : « Ne croyez-vous pas que vous êtes restés assez longtemps isolés? Ne croyez-vous pas que notre Groupement comble une lacune? Ne vondriez-vous pas en faire partie? »

Qu'est donc notre Groupement? C'est l'ensemble des sections qui se constituent dans toutes les localités où habitent des libertaires partisans de l'organisation. Ainsi qu'il est dit dans les Déclarations qui concernent notre système d'organisation : « Chaque membre reste autonome dans sa section; chaque section reste autonome dans le Groupement : il n'y a entre les membres d'autres liens que ceux librement et volontairement admis en vue d'une propagande à effectuer. »

Nous avons décidé de verser une cotisation mensuelle de 0,50 minimum, mais cette cotisation est vraiment facultative, puisque nos membres ne la versent que lorsqu'ils estiment pouvoir le faire. Si nous avons fixé un minimum, c'est notamment afin de pouvoir tabler sur des recettes approximatives.

Ce que nous voulons faire, nous le répétons, c'est propager les idées anarchistes avec le plus d'intensité possible. Nous nous sommes donnés comme premier objectif de publier régulièrement un hebdomadaire. C'est ainsi que l'*Insurgé* va devenir l'*Emancipateur*, organe qui sera géré par un comité qui a été désigné, pour un an, par notre Assemblée générale.

Quiconque parle sans réfléchir pourrait arguer que cette première décision n'a pu s'effectuer sans procéder d'une manière autoritaire. Cependant, ne peut-on bâtir sans avoir recours aux moyens bourgeois? Nous pensons que oui, et notre comité de rédaction a été désigné non en ayant recours à des votes, etc., mais, mais d'une manière plus pratique, en recherchant d'abord quels sont parmi nos camarades ceux qui sont capables de remplir ce rôle et en demandant à nos membres si aucun d'entre eux ne faisait d'objection à cette désignation. D'ailleurs, il est à remarquer que lorsqu'on travaille sincèrement et d'une manière désintéressée à la propagation d'idées aussi nettes que les idées anarchistes, les conflits nécessitant des votations ne se produisent pas.

Enfin, nous avons également créé des organismes chargés de s'occuper d'un service de librairie, d'une bibliothèque, de la solidarité, de la défense de nos membres, etc., et nous entendons bien ne pas en rester là. En un mot, nous voulons faire une vigoureuse propagande par toutes voies orales et écrites.

Camarades, il est temps de se serrer les coudes et d'unir nos efforts. Les masses restent par trop à l'écart de notre propagande. Les événements se précipitent, les révoltes russes sont pleines de promesses et d'inconnu : il est plus que temps de se connaître et de s'entendre. Il se peut que parfois les tempéraments se heurtent, que les personnalités se repoussent, mais il faut, en présence des splendeurs de notre idéal et de la haute et réconfortante vérité de nos principes, négliger les petitesses de la vie courante pour lutter en commun. Camarades, haut les cœurs! Unissons-nous...

Nous vous adressons du fond du cœur un suprême appel. Entendez-le! Répondez-y! Venez parmi nous!

C'est dans la force et la sincérité de nos convictions que nous puisons le désir de vous voir à nos côtés, mais quelle que soit votre décision, nous continuerons notre marche en avant, serrés étroitement dans notre G. C. L., qu'une année d'expérience nous a appris à aimer. Déjà, à Anvers, à Anderlecht, Bruxelles, Charleroi, Courcelles, Court-Saint-Etienne, Couvin, Flémalle, Fléron, Gand, Liège, Malines, Namur, Stockel, Sprimont, des sections existent ou sont en voie de formation. A vous de venir grossir nos rangs, de tout cœur nous vous tendons les mains.

⁂

Un lock-out à Verviers. — Un lock-out général dans l'industrie textile a réduit au chômage plus de 20,000 travailleurs, hommes et femmes, du pays verviétois.

Les causes immédiates du conflit sont presque insignifiantes : il y a quelques semaines, deux grèvelettes éclataient dans deux lavoirs de laine comprenant environ 200 ouvriers ; il s'agissait de protester contre le renvoi, pour manque d'ouvrage, de nombreux travailleurs dont plusieurs militants syndicaux ; les grévistes réclamaient leur réintégration et l'établissement, pendant la morte-saison, d'un roulement de chômage qui assurerait sa part de travail à chacun. Comme la grève était fortement appuyée par tous les syndicats de l'industrie lainière, les puissantes fédérations des laveurs, des tisserands, de la laine cardée et de la laine peignée, les patrons résolurent de lui supprimer cet appui en décrétant le lock-out général. Pour réduire à merci 200 travailleurs en grève, ils en mettaient 20,000 sur le pavé. Il n'y avait là, somme toute, qu'un prétexte. En fait, les revendications des grévistes n'avaient rien d'exorbitant ; et ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause du conflit actuel.

Les causes profondes du lock-out sont à trouver dans le désir des patrons de détruire les organisations ouvrières. Celles-ci ont pris à Verviers, pendant les quatre dernières années un développement extraordinaire (il faut dire que le plus grand nombre d'entre elles sont indépendantes des partis politiques) : alors qu'on comptait en 1902, à peine 2,000 syndiqués, il y en a actuellement plus de 15,000. Leur activité est incessante ; la grève est à Verviers à l'état endémique ; de sérieuses améliorations ont été obtenues dans les conditions du travail ; dans leurs fabriques, les patrons ne se sentent plus maîtres absolus ; le principe de leur autorité est fortement battu en brèche. Et c'est pour ressaisir cette autorité absolue qu'ils sentent leur échapper, que les patrons en sont arrivés au lock-out actuel.

La classe ouvrière en Belgique a compris l'importance essentielle, dans la lutte qu'elle mène contre le patronat, de la bataille qui se livre à Verviers. Sa solidarité se manifeste admirablement ; un grand effort pécuniaire (1) est produit pour soutenir ceux qui ont à lutter; de nombreux travailleurs prennent dans leurs familles les enfants des chômeurs pour toute la durée du conflit. La défaite des patrons apparaît comme certaine, à condition que l'action ouvrière soit énergique comme il convient.

Le si rapide accroissement numérique des syndicats de Verviers pouvait faire craindre que l'initiative et l'énergie des militants conscients fussent noyées dans la masse inconsciente. Il n'en est rien jusqu'à présent; le mouvement se poursuit sans dévier. Des avances patronales ont été repoussées; elles n'étaient que duperies, tendant à établir, de commun accord entre les organisations patronales et ouvrières, un conseil d'arbitrage qui aurait solutionné le présent conflit et devant lequel seraient portés obligatoirement tous les conflits à venir. Hector Denis, député socialiste, membre du Conseil supérieur du Travail appuie cette proposition. Les travailleurs néanmoins ne s'y laisseront pas prendre; ils ont compris que ce serait se livrer pieds et poing liés à leurs exploiteurs. Et à l'heure qu'il est, ils sont beaucoup plus près de la révolte que de la conciliation. Deux cartouches de dynamite ont en partie démoli les maisons de deux patrons des plus irréductibles. Je pense que cela a dû les faire bien réfléchir ainsi que leurs complices; ce n'est que par action violente qu'on leur en imposera.

HENRI FUSS-AMORÉ.

⁂

ALLEMAGNE

12 ans de prison cellulaire. — Le 7 novembre prochain le camarade Schäwe va sortir de prison. Voici les faits, d'après *Der Anarchist* de Berlin.

En août 1894 nos amis Berlinois furent l'objet de toutes sortes de vexations policières. Albert Dräger, mécanicien et Adolf Schäve, serrurier, deux des plus actifs de l'Ouest de Berlin furent particulièrement persécutés ; il n'était pas rare que trois ou quatre policiers les accompagnassent à l'aller et au retour de leur travail, ce qui avait pour effet de les faire remercier par leurs patrons. N'y tenant plus ils décidèrent de s'expatrier et devaient partir pour Vienne le 14 août au matin. Le 13 au soir ils allèrent dîner chez un ami qui tenait un restaurant. Comme ils en sortaient Dräger s'aperçut que Schäwe était suivi. Il le lui fit remarquer. Schäwe aperçoit alors Busse, policier bien connu des anarchistes et qui se jeta sur lui. Une vraie bataille eut lieu et le policier fut quelque peu endommagé. Finke un des collègues de Busse qui se trouvait sur l'autre trottoir accourt prêter main-forte à son collègue ; mais le compagnon Dräger lui administre une bonne correction ; la foule s'étant amassée, les agents arrivèrent et conduisirent nos hommes au poste. Dräger s'esquiva. Schäve tenta d'en faire autant ; il tira des coups de revolver sur les policiers. Il put s'échapper, mais deux autres agents l'arrêtèrent de nouveau. Un d'eux nommé Zachau reçut une balle dans le bras. Schäwe à bout de force, fut conduit au Polizei Präsidium ; le lendemain matin deux policiers revolver au poing se présentèrent chez Dräger et l'arrêtèrent. Vingt-deux autres camarades qui n'étaient pour rien dans l'affaire furent perquisitionnés et arrêtés, puis relâchés après un ou deux jours. Après trois mois de prévention, les deux amis passèrent devant la cour d'assises de Berlin sous la présidence de Funko. L'acte d'accusation portait tentative de meurtre, coups et blessures, résistance à la force publique, offenses en actions et paroles, menées anarchistes. Les débats durèrent de neuf heures du matin à minuit. Deux avocats avaient été nommés d'office, les témoins à décharge ne furent pas écoutés. Dräger fut condamné à cinq ans de prison, Schäwe à quinze ans de prison cellulaire. Dans le couloir nos deux amis s'embrassent. Laisse faire dit Schäwe à Albert, nous nous reverrons. Dräger a quitté la prison en novembre 1899 et est toujours dans nos rangs. Schäve dont la peine a été réduite à douze ans, aura subi sa peine le 7 novembre prochain. Bon et dévoué il nous revient dans le même état d'esprit, mais corporellement très affaibli par cette longue et cruelle détention. Nos camarades de Berlin ont ouvert en sa faveur une souscription. On peut se procurer des listes à *Der Anarchist*, Grosse Frankfurterstrasse, 146, III, Berlin, N. O., à *Der Revolutionar*. Kopenhagenerstrasse, 24, Berlin, N. 58, et chez Hugo Grünenberg. Lychenerstr. 12, V. Berlin, N. 58.

P. BOUREY.

⁂

PORTUGAL

Un événement d'une grande portée pour la diffusion des idées antimilitaristes, vient d'avoir lieu à Lisbonne.

Au mois d'avril de cette année, les équipages de quelques navires de guerre ancrés au port de Lisbonne s'insurgèrent, exigeant le remplacement de quelques officiers, trop durs dans le maintien de la discipline. Ce fait a eu lieu au moment de troubles politiques dans le pays, ce qui a fait supposer que des agissements politiques n'y étaient pas étrangers. On a parlé, et on parle toujours, de *gros bonnets* compromis dans l'affaire; et on s'attendait à des surprises au moment des audiences.

Mais elles ne se produisirent pas. Les marins qui viennent d'être jugés comme meneurs (tous les autres sont allés aux colonies faire un long séjour), se sont limités à se défendre du rôle qu'on leur attribuait. Mais si on n'a pas eu de révélations sensationnelles, on a eu des condamnations plus sensationnelles que n'importe quelle révélation. Les officiers supérieurs qui, au moment de l'insubordination, pour tromper les marins, leur avaient promis la liberté s'ils se soumettaient (car à ce moment-là les galonnés ne montrèrent pas grand courage), les officiers supérieurs, dès qu'ils se virent en sûreté, lâchèrent les brides à toute leur rage envers les marins qui ne pouvaient plus rien. C'est ainsi que, pour un simple acte d'indiscipline, sans avoir commis la moindre violence sur qui que ce soit, les marins ont été condamnés à des peines pires que la mort. Les peines ont varié de trois à vingt années de réclusion militaire, ce qui veut dire la mort au bout de

(1) Le groupement communiste-libertaire a ouvert dans les colonnes de l'*Emancipateur*, son organe, une souscription pour aider les travailleurs verviétois. Envoyer les fonds au camarade A. Demedt, rue des Fleuristes, 27, à Bruxelles.

peu de temps et au milieu de souffrances horribles. Personne ne pouvait s'attendre, après les audiences, à une pareille férocité. L'impression générale est celle de l'épouvante, d'une grande indignation contre les bourreaux, et d'une énorme pitié envers les malheureux, qui n'ont fait que protester contre un régime despotique, si même ils n'ont pas été les victimes de combinaisons politiques mal menées. Et les politiciens resteront comme toujours dans l'ombre, tranquilles pendant que les naïfs périront.

Mais aussitôt les condamnations prononcées, un bruit s'est répandu, et qui sera probablement confirmé, que les marins auront leur peine diminuée de beaucoup par la clémence royale, ce qui aura lieu le 28 de ce mois, le jour de l'anniversaire du roi et de la reine. Cette comédie servira à relever un peu le prestige du roi qui, depuis quelque temps, se trouve en décadence manifeste ; mais personne ne s'y méprend.

En tout cas, si les marins gagnent avec la comédie royale, on pourra dire qu'à quelque chose malheur est bon, vu qu'ils ne souffriront les horreurs de la réclusion et la justice légale, et notamment la militaire, n'y gagnera rien, bien au contraire.

⁂

Les ouvriers commencent à s'agiter un peu. Quelques grèves ont éclaté, dont la plus importante est celle des ouvriers du bâtiment, à Porto, au nombre de 11.000 à peu près. Les grévistes ont soutenu leurs revendications avec la plus grande énergie, pendant plusieurs jours de lutte. Comme toujours, dame police a maintenu l'*ordre* selon son système... à coups de sabre. Mais si les ouvriers ont montré de l'énergie, ils nous ont montré aussi, malheureusement, une grande désorganisation, qui produisit le manque de cohésion indispensable dans la lutte. Et c'est cela qui a amené la défaite de la grève. En tout cas, celle-ci peut être une bonne leçon pour les ouvriers, qui ont vu qu'avec l'énergie qu'ils possèdent et une organisation meilleure, ils peuvent imposer leur volonté aux exploiteurs et donner un bon exemple à tous ceux qui ont besoin d'être secoués et qui sont nombreux.

EMILIO COSTA.

Correspondances et Communications

× **Centro social instructivo.** — Sur l'initiative du Centre social d'instruction, il s'est fondé à Païta (Pérou) une bibliothèque populaire dont le but est de diffuser l'instruction dans le peuple.

Le Centre prie tous les journaux et revues qui s'intéressent à l'instruction populaire de publier son adresse et demande qu'on lui envoie tous les imprimés susceptibles de l'aider dans son œuvre.

Le Centre soutient une *école du soir* (*escuela nocturna*) et se propose d'éditer une revue.

× **Groupe de propagande** (par l'écrit). — Mouvement du mois de septembre.

Envoyé :

Temps Nouveaux .... 150 ex.

L'Enseignement libertaire et l'Enseignement bourgeois, J. Grave .... 75 ex.

Nous faisons appel aux camarades qui voudraient nous aider.

Envoyer fonds et communications au camarade R. Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

× **Un camarade de province**, renvoyé par les dirigeants socialistes de la coopérative où il était employé, à cause de la fermeté de ses opinions, demande aux camarades qui connaîtraient un emploi vacant dans une coopérative de Paris ou d'ailleurs de le lui faire savoir par la voie du journal.

× **« Le Cubilot ».** — *C'est le nom du journal* « d'éducation, d'organisation et de lutte ouvrière », que les camarades qui forment à Aiglemont la colonie *L'Essai* ont fondé voici quelques semaines et qui en est à son septième numéro bi-mensuel.

« Les politiciens sont usés, dit l'épigraphe, c'est pourquoi nous apparaissons. » S'adressant principalement aux travailleurs industriels des Ardennes françaises et belges, le *Cubilot* s'intéresse, et cela est compréhensible, tout spécialement aux luttes économiques. Il est en même temps résolument hostile à l'esprit d'autorité. Nous lui adressons l'expression de nos sentiments de bonne camaraderie.

× **Les Enfants de « La Ruche »** donneront une soirée à Paris, le samedi 13 courant.

Cette fête aura lieu dans la salle des fêtes de l'Egalitaire : 15 et 17, rue de Sambre-et-Meuse (Xe).

Au programme, entièrement exécuté par les enfants : chœurs, chansons, monologues, rondes, pièces en 1 acte, etc. : causerie par Mme Chabrolle-Rémond, institutrice à « La Ruche » et par Sébastien Faure.

On trouve des places d'avance dans les magasins de l'Egalitaire. Premières 1 fr. ; secondes : 50 cent.

× **Une réponse.** — En réponse au court article intitulé ; *Autres victimes*, et où j'appelais l'attention du Comité Grandidier sur le cas d'Habert et de Bouchard, exclus de l'amnistie ainsi que Grandidier lui-même, le camarade Le Denmat m'écrit pour mettre, dit-il, les choses au point :

« Si nous avons fondé à Saint-Denis un comité pour la défense de Grandidier, c'est parce que Grandidier habitait avec sa mère, ses frères et sœurs à Saint-Denis et quand ces derniers allaient le voir, nous avions immédiatement les renseignements nécessaires à son affaire.

« Si, dans le cas contraire, un comité se fût fondé à Paris pour la défense exclusive des camarades Habert et Bouchard, et que Dunois ou moi nous eussions fait la même critique ou émis la même idée, certainement que les camarades du dit comité auraient répondu à peu près en ce sens : 1° Le Denmat, qui habite Saint-Denis, n'a qu'à fonder un comité à Saint-Denis pour la défense de Grandidier. Eh bien, si Amédée Dunois habite Paris, il serait dans son rôle et son devoir d'y fonder un comité pour la défense de nos deux camarades.

« Cordialement à vous.

« TH. LE DENMAT,

« *Secrétaire du Comité Grandidier.* »

Je ferai simplement observer à Le Denmat que pas un seul instant je n'ai *formulé de critiques* à son endroit. J'ai tout bonnement écrit que le Comité dont Le Denmat est le secrétaire pourrait étendre sa sollicitude à Habert et à Bouchard, autres exclus de l'amnistie, *autres victimes*. Et je le pense toujours, sans me laisser impressionner par l'argument que m'oppose Le Denmat : que ni Habert ni Bouchard n'étaient domiciliés à Saint-Denis. J'avouerai même que, sous la plume d'un militant révolutionnaire, un pareil argument m'étonne quelque peu.

AM. D.

× LIMOGES. — **Pour tous renseignements concernant les** *Temps Nouveaux* et pour s'abonner sans frais, s'adresser à Henri Deysset, 11, avenue des Coutures, Limoges.

Le prochain dessin sera signé A. DELANNOY.

CONVOCATIONS

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 8 octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. Cours d'espéranto. Discussion d'une déclaration sur le but du groupe.

× **Causeries populaires,** 22, rue de la Barre. — Lundi 8 octobre — Causerie par E. Armand : Les bases de mon anarchisme. Quelques points de vue personnels.

× **U. P. du faubourg Saint-Antoine,** 157, faubourg Saint-Antoine.

Vendredi 5. — Arcambeau : Le Japon.

Samedi 6. — Deschamps : Quelques chansons.

Dimanche 7. — Le matin, visite du Trocadéro ; l'après-midi, concert au Château du Peuple ; le soir au faubourg, concert et comédie.

Lundi 8. — Micouleau : Cours d'économie politique.

Mardi 9. — Dr Baraduc : A Lourdes.

Mercredi 10. — Lermina : Journal parlé.

Jeudi 11. — M. Dreyfous : *Le théâtre pendant la Révolution.*

× **La Semaille,** 21, rue Boyer, Paris.

5. Vendredi. — Vulgus : La recherche des causes (I).

9. Mardi. — L. Lévi : A l'aurore du XXe siècle, état actuel de nos connaissances scientifiques (projections).

× **La Fraternelle,** 45, rue de Saintonge. — Organise à partir d'octobre des *séries de conférences sur les sujets suivants :* Le Théâtre, par Atget. — La Recherche des causes, par Vulgus. — L'Economie politique, par Micouleau. — Histoire de l'Art, par Elie Faure. — Les Ornements sacrés, par Jourd'Heuil. — Le Mouvement syndical, par Pierre Monatte.

× **L'Aube Sociale,** université populaire, 4, passage Davy (au 50, avenue de Saint-Ouen, 18e). — Samedi 6, *Soirée mensuelle*, E. Rousselot : Le Travail du bois à travers les âges. — I. Egypte et Assyrie (avec projections).

Vendredi 12, Causerie par E. Armand : Conception anarchiste.

× BORDEAUX. — **Les camarades** se rencontreront le dimanche après-midi au débit Raymond, place des Quinconces.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie universelle,** groupe communiste d'émancipation intégrale. — Réunion tous les mercredis soirs. Provisoirement chez le camarade Armand, 28, rue des Peupliers.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse Socialiste Révolutionnaire et A. I. A.** (Section de Saint-Ouen). — Le samedi 6 octobre, à 8 heures et demie du soir, salle Germain, place de la Mairie. A l'occasion du départ de la classe, conférence par le camarade E. Janvion, de l'Union des Syndicats de la Seine, concert avec le concours des camarades Maria Vérone, M. Doublier, Paul Cartel, Paul Saphir, etc., etc.

A minuit, bal à grand orchestre.

Prix d'entrée : 0 fr. 50. Les enfants accompagnés au-dessous de 10 ans, paieront demi-place.

× AUBERVILLIERS-PANTIN. — Le Groupe pour l'étude et la propagation de l'Espéranto se réunit le mercredi 10, à 8 heures et demie, salle Belet, route de Flandre.

× LYON. — **Colonie de la Riza.** — Tous les camarades s'intéressant aux tentatives de colonies communistes sont invités à assister à la réunion qui aura lieu le dimanche 7 octobre à 3 heures de l'après-midi, salle du café Chamarande, rue Paul-Bert.

× LYON. — Samedi 6 octobre, meeting antimilitariste organisé par la section de l'A. I. A., salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier, à 8 heures du soir. Entrée : 0 fr. 25, gratuite pour les femmes.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste.** — Réunion du groupe, samedi 6 octobre, 8 h. 1/2 du soir, café Turiol, rue Sainte-Ursule, 15.

Petite Correspondance

J. L. D., à Dijon. — Evidemment la police est dans son rôle en cherchant à nous discréditer.

Jamais le chef des faux-monnayeurs du quartier Latin n'a eu de frère qui ait collaboré aux *T. N.* Mais il fallait bien nous mêler à cette affaire !

M. B., à Saint-Amand. — L'abonnement B. J., ne finissait que le 31 octobre. Maintenant fin mars.

D., à Saulieu. — Evidemment, c'est en restant dans le peuple, que les anarchistes feront le plus de besogne.

P., à Néhoué. — Entendu.

Un lecteur assidu, au Sambuc. — Pour les dessins, nous ne pouvons partager votre opinion. Pour l'extrait d'About, envoyez et nous lirons.

A. B., Carmières. — Veuillez attendre quelques jours. Sommes démunis.

Ch. L., Neuilly. — L'envoi Saint-Quentin a été fait. Pour les bustes, l'emballage est indispensable. Faut-il envoyer par colis ou viendrez-vous prendre ?

M. Schmitt. — Impossible de publier tout à la fois. Envoyez-nous le sommaire des noms et conférences au fur et à mesure.

Jouhaux. — Convocation étant arrivée trop tard, avons dû l'abréger.

L. Ch., à Bressoux. — Avons fait passer lettre.

Reçu pour le journal :

H. R., à Amay, 2 fr. — Dumont, à Amiens, 0 fr. 50. — Millanvoye, 0 fr. 70. — Marguerite B., à Saint-Amand, 0 fr. 50. — Collecte faite à New-York le 3 septembre (par L. Morel), 22 fr. 40. — F. C., à Minas. — A. D., à Hermes, 1 fr. — B., à Annonay, 2 fr. 50. — G., à Paris, 1 fr. — R. Froment, 5 fr.— A. D., 1 fr. — L. Ch., 2 fr. 50. — V. B., à Paris, 0 fr. 60. — A. Pr., Beauvais, 0 fr. 30. — X., 0 fr. 50. A. Per., Paris, 5 fr.

Merci à tous.

H. R., à A. — B. J., à Saint-Amand. — H., à Cherbourg. — C., à Paris. — J. Galini. — P., à Soukahras. — B., à Annonay. — H., à Queue-du-Bois. — J. H., à Liège. — L., à Dison. — H., à Vieux-Condé. — D., à Hermes. — T., à Lye. — G., à Paris. — H. D., à Limoges. — M., à Bourg-Argental. — A., à Grand-Croix. — B., à Paris. — P., à Méhoué. — V., à Persan. — N., à Vatan.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour la bibliothèque de *la Jeunesse libre* de Lorient : A. G., 10 fr.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.

LA MORGUE



Dessin de MAURICE ROBIN

— Ici seulement, on a le droit de se reposer...

12e ANNÉE. — N° 24. 13 OCTOBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE	Ex-Journal LA RÉVOLTE	POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 8 fr.	Paraissant tous les Samedis	Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 4 »	AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE	Six mois . . . . 5 »
Trois mois . . . . 2 »	ILLUSTRÉ	Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes		LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Ce mois-ci, la situation s'est un peu améliorée — 100 francs de déficit au lieu de 700 francs le mois passé. — L'amélioration s'est surtout produite dans la vente faite au bureau : Brochures, volumes, lithos, abonnements, etc. La vente des libraires reste au-dessous de la moyenne.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, s'il n'y a pas trop de défections, l'augmentation de prix doit nous permettre de paraître sans encombre.

Nous espérons que ceux qui s'intéressent à la campagne que nous menons voudront bien redoubler d'efforts et de bonne volonté pour nous trouver des lecteurs nouveaux, afin de remplacer ceux pour qui l'augmentation de prix est un sacrifice trop onéreux.

Voilà la saison froide et les veillées qui vont commencer, et avec elles, une reprise de l'activité intellectuelle, c'est le moment de redoubler d'efforts.

Nous rappelons que le journal doit se trouver en vente dans toutes les localités. Ceux qui éprouvent de la difficulté à se le procurer, n'ont qu'à nous le signaler, nous ferons faire le service partout où la maison Hachette a des correspondants.

Mais l'abonnement reste le meilleur moyen de nous aider.

Les Temps Nouveaux.

SYNDYCALISME ET PARLEMENTARISME

Le télégraphe nous annonce qu'une décision importante vient d'être prise par le parti démocrate-socialiste allemand, à son dernier Congrès, tenu à Mannheim. Citons d'abord textuellement le télégramme de l'agence Reuter :

« Le Congrès a adopté ensuite, par 386 voix contre 65, la deuxième partie de la résolution, qui déclare que les unions de métier (les syndicats) sont des organisations *indispensables* pour l'amélioration des conditions sociales des classes ouvrières, *et qu'elles ne sont pas moins indispensables que le parti social-démocratique lui-même.* Par conséquent, il est souvent essentiel pour les deux organisations d'agir d'un commun accord dans leur lutte. Pour assurer cette unité de pensée et d'action, il est déclaré d'absolue nécessité que le mouvement syndicaliste soit imbu de l'esprit de la démocratie sociale. »

Ainsi donc, le parti social-démocrate allemand, qui a pendant de longues années lutté — ainsi que nous l'avons constaté ici-même — contre l'organisation indépendante des métiers, qui l'a déclarée autrefois inutile à côté de la social-démocratie, et qui a longtemps cherché à l'absorber, est forcé de reconnaître « l'indispensable nécessité » d'une puissante organisation syndicaliste, *à côté du parti social-démocratique.* Il va même jusqu'à dire que l'organisation syndicaliste est *tout aussi « indispensable que le parti social-démocratique lui-même ».*

Il ajoute qu'il est d'absolue nécessité que le mouvement syndicaliste soit « *imbu* de l'esprit de la social-démocratie », mais ce n'est qu'un pieux désir ; et d'ailleurs il y a loin de ce désir aux ambitions d'autrefois, qui étaient celles d'*absorber* d'abord l'organisation syndicale, ou, au moins, de la diriger à la baguette.

⁂

Cela se comprend. C'est que, si archi-modérée que soit l'organisation syndicale en Allemagne, — et on l'a vu assez par sa résolution du Congrès de Cologne, — elle n'a pas voulu se laisser gouverner par les chefs parlementaires de la social-démocratie. Il y a des syndicats inspirés par les socialistes autoritaires et parlementaires ; il y en a qui sont imbus d'un esprit bourgeois, et il y en a enfin d'indépendants, qui détestent leurs patrons et sont prêts à lutter contre eux avec acharnement sur le terrain économique. Mais les uns, les autres et les troisièmes se sont constitués absolument à part des politiciens socialistes. Le nombre de leurs membres a immensément augmenté dernièrement — en Allemagne comme partout — et les derniers chiffres donnent, pour l'Allemagne, un million environ de travailleurs syndiqués, organisés en dehors des partis politiques.

C'est ce million d'hommes, dont les chefs social-démocrates ont fini par reconnaître le droit à l'existence. Ils ne leur demandent plus de se laisser absorber par l'organisation politique : ils finissent par reconnaître que l'organisation syndicale *doit* rester *séparée et indépendante de l'organisation politique.* Tout ce qu'ils lui demandent maintenant, c'est « d'agir d'un commun accord dans leur lutte », — de collaborer quand l'occasion s'en présentera.

⁂

C'est évidemment le meilleur moyen — le seul moyen — d'établir une collaboration efficace, au lieu des conflits qui se perpétuaient tant que les meneurs de la démocratie sociale cherchaient à conquérir les syndicats et à leur faire la loi.

Mais il y a plus. Le même phénomène se produit partout. Les travailleurs s'aperçoivent qu'ils avaient fait fausse route lorsqu'ils eurent permis aux politiciens social-démocrates d'envahir leurs organisations professionnelles et d'en faire un instrument de lutte parlementaire.

L'idée fondamentale des travailleurs français et anglais, lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois, en 1864, pour fonder une Association Internationale des Travailleurs, avait bien été cela de constituer une force ouvrière formidable, qui pût imposer sa volonté aux entrepreneurs d'industrie. Obtenir d'eux, d'abord, des meilleures conditions de travail, — meilleur salaire, réduction des heures de travail, usines plus sanitaires, machines moins dangereuses et ainsi de suite. Mais aussi — prendre, en définitive, en ses mains l'organisation même de l'industrie.

Car il ne faut pas s'y méprendre. Dès 1830, lorsque Robert Owen fonda en Angleterre la Grande Union des Métiers (qu'il voulait dès lors rendre internationale), l'idée perçait déjà chez les ouvriers anglais, de faire de leurs unions plus qu'un simple instrument pour l'amélioration des salaires. Elles devaient devenir forcément *les corporations qui, un jour, prendraient en leurs mains toute l'organisation de chaque branche de l'industrie.* C'était l'idée fondamentale d'Owen.

Dès 1830, les ouvriers anglais avaient poursuivi ce plan. Lorsqu'ils établissaient ces tables d'une complication inouie, par lesquelles est

réglée toute l'échelle des salaires dans les nombreuses branches du tissage, — ils organisaient, pour ainsi dire, l'industrie du tissage. Jusqu'à présent ces tables, soigneusement révisées d'année en année, régissent cette industrie.

Lorsque les mineurs anglais acceptaient la *sliding scale* — l'échelle mobile — des salaires, qui dépend des prix auxquels se vendent les divers charbons, ils se portaient, pour ainsi dire co-gérants, co-partageants, de l'industrie minière. Ils établissaient comme un premier jalon pour en devenir co-propriétaires.

Et cette idée n'a jamais été abandonnée chez les trade-unionistes anglais.

Lorsqu'ils se rencontrèrent en 1864 avec les mutuellistes (proudhoniens) français, pour fonder l'Internationale, le fond de leur idée était — d'abord de créer la force capable d'imposer aux patrons de meilleures conditions de travail. Mais aussi — mais surtout — de créer dans la classe ouvrière les corporations des métiers qui un jour pourraient se substituer aux patrons et prendre en leurs mains la production et la gestion de toute l'industrie.

Il a fallu toute la force de la bourgeoisie, venue à l'Internationale, il a fallu la défaite de la France et l'impossibilité, pour les Français, d'appartenir à l'Internationale; il a fallu enfin tout l'engouement étatiste et parlementaire des Allemands apprenant l'alphabet du socialisme; et aussi c'est triste à constater l'esprit d'intrigue d'Engels et de Marx, pour substituer à l'idée-mère de l'Internationale, qui était l'idée syndicale, cette autre idée, de faire des unions ouvrières une machine pour la conquête de sièges social-démocrates au parlement.

Il a fallu, en un mot, ce grand escamotage qui substituait la *Social-démocratie* au *Socialisme*.

⁂

Depuis trente ans on a fait, un peu partout, l'essai du social-démocratisme parlementaire. Un peu partout on a essayé de détruire le mouvement syndical, de l'entraver, puis de le dominer par le social-démocratisme politique. On semblait bien y avoir réussi. Mais au moment même où on croyait avoir réussi, — voilà que le mouvement ouvrier de l'ancienne Internationale franco-anglaise de 1864, renaît. Les unions de métier relèvent la tête; elles se réorganisent, elles grandissent partout et partout elles s'affranchissent de la tutelle des politiciens.

C'est naturel. Les deux poursuivent deux buts différents.

Les social-démocrates école allemande veulent le *socialisme gouvernemental*, le *« tous fonctionnaires »*, comme dit Brousse, ou autrement dit, le *capitalisme gouvernemental*, dont les chemins de fer de l'Etat nous donnent un avant-goût.

Tandis que les Unions ouvrières, qui tirent leur origine du mouvement d'Owen, des socialistes français et de l'Internationale de 1864-1871, poursuivent un but tout à fait différent. Leur idée est de trouver le *moyen pour les travailleurs, organisés par métiers, de s'emparer de toutes les branches de l'industrie*, et de préparer les moyens pour *gérer* eux-mêmes ces industries à l'avantage de la société.

Cette idée, que l'on a cherché à tuer pour lui substituer celle du capitalisme d'Etat, continue à vivre dans les masses des trade-unions anglaises, alors même que les travailleurs, en présence de tout ce qu'on leur débite sur le socialisme soi-disant scientifique, n'osent trop exprimer leur pensée.

Mais dès que la grande grève des docks de Londres avait fait naître quelques espoirs, les travailleurs anglais exprimèrent ouvertement l'idée de saisir les docks par l'Union des Dockers et d'en gérer l'exploitation par l'Union ouvrière.

D'autre part, la grande Union des Coopérateurs anglais m'écrivait un jour : « Ne pourriez-vous pas, camarade, nous donner un article élaboré sur la façon dont les unions des travailleurs des voies ferrées pourraient administrer tout le réseau des chemins de fer anglais, eux-mêmes, *sans que l'Etat mît la main sur les chemins de fer?* »

Voilà où vont leurs visées. Non pas le système de Witte ou du roi d'Italie, qui rend l'État propriétaire et gérant de l'industrie des transports. Mais tous les travailleurs, ingénieurs, chauffeurs, etc., *gérant eux-mêmes cette industrie*.

Et ils ont raison. *C'est cela qui représente l'avenir*. Car ce ne sera pas des ministères, ce sera seulement des ouvriers eux-mêmes, que pourra sortir la gestion honnête des industries.

⁂

Ainsi, les besoins du moment, les besoins de la lutte de tous les jours entre l'ouvrier et le patron, les mille accidents de cette sourde lutte que les travailleurs ont à soutenir dans chaque atelier, chaque usine, chaque mine, sont tellement évidents qu'il ne peut y avoir le moindre doute sur la nécessité absolue d'unions ouvrières, complètement indépendantes des partis politiques, socialiste et autres. Chaque travailleur s'en aperçoit chaque jour. Il le sait. Que demain les unions de métier faiblissent, — et les conquêtes faites vont être remises à la merci des patrons.

Mais il y a aussi la prévision des besoins de l'avenir immédiat. D'une façon ou d'une autre, la socialisation des moyens de production s'impose. Tous la sentent venir. Et chaque ouvrier comprendra qu'il n'y a que les travailleurs eux-mêmes qui puissent organiser la gérance des industries, du jour où elles commenceront à être socialisées. Comment pourrait-on alors laisser la tâche immense de tout le travail préparatoire aux écrivains, aux avocats, aux bourgeois, fussent-ils même animés des meilleures intentions?

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est admis. Mais le milieu dans lequel cet affranchissement s'accomplira, doit être aussi un milieu des travailleurs eux-mêmes.

PIERRE KROPOTKINE.

La Maison des Fédérations

Le 12 octobre 1905, par arrêté du préfet de la Seine, la Confédération générale du Travail était chassée de la Bourse du Travail.

Cette arbitraire mesure s'accompagna de procédés aussi mesquins qu'odieux. Toutes les portes des bureaux confédéraux furent scellées sauf une, le déménagement dût être effectué immédiatement, sans délai, enfin un mouchard du préfet, posté en factionnaire, surveilla le déménagement.

Cette violence fut le dernier acte de la tragi-comédie jouée par les adversaires du syndicalisme révolutionnaire. La campagne abominable de calomnies et de mensonges inaugurée par Copigneaux, à la solde du préfet (il vient de recevoir sa récompense, ayant été nommé surveillant à la direction des travaux neufs de la ville), et continuée par toute la presse, avait préparé les esprits aux rigueurs et aux persécutions projetées contre les organisations syndicales.

Tous les dessous de cette campagne ont été dévoilés. On a démontré l'accord de certains éléments syndicaux de tendance réformiste qui comptaient prendre ainsi la revanche de leur échec de Bourges, avec les plus notables échantillons du socialisme petit-bourgeois et arriviste, les Lajarrije, les Heppenheimer, les Deslandres, politiciens pour qui le syndicalisme ne fut qu'un moyen de satisfaire leurs appétits et leurs ambitions.

Tous ces gens secondèrent admirablement l'administration préfectorale et le gouvernement dans leur œuvre de répression contre la Bourse du Travail et la Confédération.

L'interpellation qui eut lieu au Conseil municipal au lendemain de l'exclusion de la Confédération fut un modèle de crapuleux jésuitisme. Sous prétexte d'interroger le préfet sur la mesure qu'il avait prise, Lajarrige et Heppenheimer firent sanctionner l'arrêté par le Conseil municipal.

Pour Heppenheimer les exclus étaient l'*écume* et les *scories* du mouvement ouvrier et tout était bon contre ces *éléments malsains*.

L'espoir de tout ce petit monde était qu'une fois la Confédération chassée et la Bourse muselée par un nouveau règlement, la propagande antimilitariste allait être vaincue et la campagne des 8 heures enrayée. Les événements du 1er mai montrèrent que le mouvement était trop profond pour céder et même s'amoindrir devant de tels moyens.

Le numéro antimilitariste de la *Voix du Peuple* qui vient de paraître montre que l'espoir d'entraver la lutte contre l'institution militaire est également vain.

En outre dans le camp réformiste l'on pensait que, réduite à ses propres moyens, la Confédération ne pourrait vivre et deviendrait une proie plus facile pour tous ceux qui rêvent de s'en emparer et d'en chasser les éléments avancés qui la maintiennent dans son rôle et dans sa voie.

Ce calcul encore a été déçu.

Au lendemain de l'exclusion, un local était loué cité Riverin; local bien insuffisant et où nous ne comptions pas rester.

La location avait été faite au nom d'un camarade; sitôt que le propriétaire apprit à quelle sorte de locataire il avait loué il s'empressa de donner congé.

Il fallut se débrouiller rapidement. Il était inutile de songer aux projets émis par plusieurs camarades et tendant à la construction d'un immeuble. Les fonds manquaient et les moyens proposés par ces camarades dans leur sincère et louable initiative étaient de ceux qui nécessitent une longue attente.

Après de laborieuses recherches on découvrit l'immeuble dénommé actuellement *Maison des Fédérations, au 33 de la rue de la Grange-aux-Belles*.

C'était une maison d'habitation assez vaste, entourée de tout un ensemble de constructions auparavent affectées à une industrie de produits chimiques.

Dire les difficultés de location, l'hostilité du voisinage qui, à l'approche du 1er mai, craignait que la maison ne s'emplît de bombes, les entraves de toutes sortes nous entraînerait trop loin.

Enfin le bail fut passé. La Confédération avait un logis vaste et pouvant admirablement s'adapter à tous ses besoins.

Sans réclamer d'autre aide pécuniaire que celle des organisations qui la pouvaient donner, l'aménagement se fit.

Avec un entrain admirable, les grévistes du 1er Mai, démoliront toutes les constructions inutiles afin de ménager l'espace nécessaire à la construction d'une immense salle de réunion, pour l'édification de laquelle une grande tombola vient d'être lancée qui, certainement, rencontrera près de tous ceux qui sont sympathiques au mouvement ouvrier autrement qu'en paroles, un bienveillant accueil.

C'est presque sans argent, à travers des difficultés chaque jour renaissantes que la Confédération entreprit de se mettre chez elle et d'abriter également toutes les Fédérations qui, voulant échapper à la tutelle préfectorale, quitteraient la Bourse.

Cependant, les ressources constituées par les loyers payés par les organisations locataires étaient prévues insuffisantes; c'est alors que fut exécuté un projet depuis longtemps caressé par la Confédération, la création d'une imprimerie à l'usage exclusif des syndicats.

Malgré la renommée de la Confédération, à cause d'elle peut-être, le crédit fut trouvé. A l'inverse des industriels français dont l'esprit routinier et le manque d'audace en affaires sont les caractéristiques, un industriel américain fournit le matériel et les conditions de paiements furent excellentes.

A l'heure actuelle, l'imprimerie est montée modernement et marche admirablement.

Que la tombola réussisse et la salle de réunion sera construite. Le préfet et ses agents pourront fermer la Bourse du travail aux manifestations syndicales; les organisations ouvrières ne seront plus prises au dépourvu désormais.

L'intérêt de cette tentative est considérable, car elle est le premier pas vers la libération des organisations syndicales des tutelles municipales et préfectorales.

Avec le temps les syndicats, étant à l'abri, apprendront qu'un *petit chez-soi* vaut mieux qu'un *grand chez-les-autres* et habitués à vivre de leurs propres moyens, ils répudieront ce subventionnisme qui a créé déjà tant de divisions, causé tant de déviations, permis tant d'achats de consciences.

Le mouvement ouvrier gagnera à cette situation nouvelle plus de force et de dignité.

CHARLES DESPLANQUES.

Faites-nous des Abonnés!

SOCIALISTE SCIENTIFIQUE

M. Paul Lafargue a publié, dans l'*Humanité* du 25 septembre, un article intitulé *Les syndicats et l'action politique*, dans lequel il parle, entre autres, du rôle joué par Bakounine à Lyon, en septembre 1870, au commencement de la guerre franco-allemande.

Il y dit :

« Bakounine, qui, sans grande réflexion, prit a la lettre l'an-archie de Proudhon, s'imagina qu'on pouvait supprimer l'Etat bourgeois avec des phrases. Quand il s'empara de l'hôtel de ville de Lyon, en 1871 (*sic*), il rédigea de sa meilleure plume anarchiste une ordonnance qui plagiait la pasquinade de Rochefort, et qui décrétait l'abolition de l'Etat. Mais quatre hommes et un caporal, envoyés par le préfet Andrieux (*sic*), l'expulsèrent et lui démontrèrent qu'on ne se débarrassait pas de l'Etat par un *Vade retro Satanas.* »

Nous avons envoyé cet article au camarade James Guillaume, en lui demandant s'il ne voulait pas rectifier les grossières erreurs commises par M. Lafargue. Il nous a répondu :

« Non, ce n'est vraiment pas la peine de rectifier un homme qui croit que les événements du 28 septembre 1870, à Lyon, se sont passés en 1871, et que le préfet Challemel-Lacour s'appelait Andrieux. L'alinéa de M. Lafargue n'est qu'une *pasquinade* plus réjouissante encore que celles de Rochefort; il est, du reste, la reproduction presque littérale d'un passage du haineux pamphlet publié en 1873 contre le parti autonomiste dans l'*Internationale*, par son beau-père Karl Marx. Ceux qui désireront connaître ce qui s'est passé à Lyon en trouveront le récit détaillé au tome II de mon bouquin sur l'Internationale, en ce moment sous presse. Ils pourront lire aussi, pour savoir à quoi s'en tenir sur les idées de Bakounine en matière de révolution, un volume qui va paraître chez Stock et où sont réimprimés, avec d'autres écrits de notre ami, les admirables *Lettres à un Français*, publiées en septembre 1870. »

Ce n'est pas seulement en ce qui concerne Michel Bakounine que l'article de M. Lafargue demanderait rectification. Mais James Guillaume a raison : on ne rectifie pas Lafargue. On ne rectifie pas le perfide et violent personnage qui, depuis trente-cinq bonnes années, n'a guère cessé de falsifier les faits ni d'injurier les hommes. M. Lafargue qui, on le sait, est marxiste... par sa femme, peut amuser le public par sa verve polémique; mais, par bonheur, personne ne le prend plus au sérieux, et ses amis moins que personne.

AM. D.

MOUVEMENT SOCIAL

On perfectionne le mouchardage. — « Nos procédés de gouvernement sont de justice et de liberté. » Ainsi parlait l'autre jour, avec un aplomb tranquille, M. Clemenceau aux Vendéens.

Les procédés clemencistes nous étaient déjà connus. L'invention du complot nous avait appris qu'un dreyfusard militant ne peut répugner aux plus sales manigances policières quand l'intérêt électoral est en jeu. Et nous savions aussi par l'histoire du dernier emprunt russe que toute sa soif de justice, toute sa passion libertaire n'avait pas empêché M. Clemenceau de prêter son concours gouvernemental au tsarisme massacreur, pas plus qu'elle ne l'empêcha, plus récemment, de garder le silence devant le coup d'Etat de M. Stolypine. Mais ni la justice ni la liberté ne sont pour Clemenceau des articles d'exportation.

La circulaire suivante, en date du 10 septembre, montrera que M. Clemenceau, pour être venu tard au pouvoir, n'a pas laissé de s'en assimiler très vite les procédés habituels. Le grand homme n'a plus rien à apprendre, dans son nouveau métier de ministre de l'intérieur, c'est-à-dire de premier policier de France.

Mais il faut citer. La circulaire est adressée aux commissaires de police.

Une circulaire du 15 juillet 1904, relative à l'organisation et à la tenue des commissariats spéciaux et municipaux, vous a prescrit de créer à votre poste, s'il n'y existait déjà, un *répertoire général sur fiches*, afin de faciliter et de rendre plus rapide la recherche dans vos archives des renseignements concernant les individus de tous genres et de toutes nationalités dangereux pour la sécurité publique.

Vos fiches nominatives, rangées dans un classement unique par ordre alphabétique et syllabique, sans distinction d'espèces, doivent relater sommairement toutes les indications contenues, sur ceux auxquels elles se réfèrent, dans vos divers dossiers, registres et documents : procès-verbaux correctionnels et criminels, états signalétiques provenant de la direction de la Sûreté générale et donnant des listes d'étrangers expulsés, d'interdits de séjour, d'*anarchistes*, de grecs de profession; dans vos résultats d'enquêtes visant les personnes de passage dans votre résidence, dont l'attitude et les agissements vous auraient paru suspects; dans les déclarations de résidence souscrites par les étrangers soumis au régime du décret du 2 octobre 1888 et de la loi du 8 août 1893, etc.

Elles doivent mentionner également, lorsque vous avez eu l'occasion de les connaître ou les moyens de vous les procurer, les sanctions judiciaires intervenues à la suite de vos procès-verbaux.

Une seule fiche récapitulative doit d'ailleurs être établie pour *tout individu* dont le nom et les antécédents figurent concurremment dans plusieurs pièces de vos archives à raison de circonstances ou dans des buts différents.

Il est nettement spécifié enfin que vous devez vous placer à l'unique point de vue de la sûreté publique, en dehors de toute préoccupation politique.

L'intention de mon prédécesseur a été, en vous adressant ces instructions, de vous permettre autant que possible de vous assurer promptement, sans hésitation ni erreur, de l'identité de tout malfaiteur, inculpé, vagabond, etc., appelé ou amené devant vous, de vérifier s'il n'est pas sous le coup d'une interdiction de séjour ou d'un arrêté d'expulsion, *d'une surveillance comme anarchiste* ou comme *suspect au point de vue national*; s'il ne rentre pas, en un mot, dans la catégorie des gens qu'il s'agit de serrer de près ou de ne pas perdre de vue.

J'arrête ici la citation. Ce qui suit se résume dans le paragraphe suivant :

Les indications qu'elles contiennent (*les fiches*) n'ayant pas le caractère authentique du casier judiciaire, doivent être réservées exclusivement aux autorités judiciaires ou administratives. *En aucun cas elles ne peuvent être communiquées* à des tiers, *ni même aux intéressés.*

En aucun cas... C'est juste. Il ne convient pas en effet que le bon Peuple s'aperçoive que, tout souverain qu'il est, il y a en France quelqu'un qui l'est encore plus que lui : à savoir le policier, le mouchard anonyme, le délateur patenté.

— Je ne vois guère jusqu'ici qu'un reproche à faire à Clemenceau, ministre, écrivait l'autre jour, M. Gabriel Séailles : « celui ne n'être point président du conseil. » Je voudrais savoir ce que l'honorable philosophe pense des textes policiers, en bas desquels le ministre de l'intérieur a mis la signature de l'auteur du *Grand Pan*.

⁂

En régime de liberté. — Notre camarade Rudolf Rocker, directeur du journal hebdomadaire l'*Arbeiterfreund*, publié en jargon juif à Londres, vient d'être expulsé de France où il était venu faire quelques conférences de propagande.

Après avoir réussi à faire à Paris une seule conférence, sur un sujet d'ailleurs plutôt anodin (conférence antireligieuse à l'occasion des fêtes juives); on lui déclara qu'un arrêté d'expulsion avait été pris contre lui dès 1893. Or, jamais à cette époque éloignée aucun arrêté semblable n'a été signifié à Rocker, qui vécut à Paris jusqu'en 1895, sans avoir été inquiété le moins du monde par la police. Il alla ensuite habiter l'Angleterre, mais ne cessa de venir assez souvent en France, sans se douter qu'une expulsion le menaçait. De nombreux ministères réactionnaires se sont succédé depuis cette époque, mais il a fallu un ministère radical pour déterrer et appliquer le décret du ministère Dupuy.

⁂

Saint-Etienne.

Militarisme. — Je lis dans les journaux locaux : « Il a été signalé 20 cas de fièvre typhoïde en ville et 24 au quartier Grouchy. »

Remarquez-le bien :

La ville de Saint-Etienne, avec 150,000 habitants, ne compte que 20 cas de fièvre, tandis que le quartier Grouchy, avec seulement 5 escadrons du 30e dragons, en compte 24.

Que conclure, sinon que pour peu hygiéniques que soient les conditions de la vie civile, celles de la vie militaire le sont encore bien moins?

Cela fait déjà 3 soldats que l'on a enterrés ici : 2 dragons et 1 zouave venu en convalescence.

N'avait-il pas raison le camarade qui me disait : Tout anarchisme mis de côté, mieux vaut pour moi que je déserte que d'aller à la caserne?

NOËL DEMEURE.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — Une fois de plus, la grève générale vient de faire la démonstration expérimentable de son irrésistible force.

Depuis le 30 juillet, 3,500 pipiers de Saint-Claude (le tiers de la population san-claudienne), étaient en grève : ils réclamaient une élévation des tarifs que le patronat, obstinément, leur refusait. Le 27 septembre, le conflit, ancien déjà de huit semaines, semblait devoir prendre fin : le patronat consentait une entrevue. Mais il y fit montre d'une telle intransigeance qu'on vit bien qu'il ne céderait qu'à la peur.

Le même soir, toutes les corporations réunies en meeting, votaient pour le lendemain une grève générale de solidarité. Le 28 septembre, en effet, Saint-Claude presque entièrement chômait, et l'agitation n'y cesse pas un instant. Le Comité de grève avait, par voie d'affiches, dégagé sa responsabilité de tous les actes de représailles que les grévistes, poussés à bout, pourraient commettre.

Un poteau téléphonique fut rompu; le pain manqua dans les boulangeries dont l'une fut envahie ainsi que les quelques ateliers en activité. Les gendarmes furent accueillis comme il convenait : à coups de pierres.

Et ce qui devait arriver arriva. Pris d'effroi, redoutant les conséquences de leur obstination, les patrons se résignèrent à reprendre les pourparlers de la veille et, le tumulte croissant toujours, cédèrent à toutes les revendications ouvrières. La reprise du travail eut lieu le 1er octobre.

— Qu'attendent les corporations de Pamiers et de Rosières, où les métallurgistes poursuivent désespérement la résistance pour imiter l'exemple du prolétariat san-claudien?

A Rosières, une tentative, la troisième, peut-être même la quatrième, de réouverture des usines vient d'avoir lieu; cent ouvriers sur sept cents se sont présentés : et la grève dure depuis cinq mois!

A Pamiers, le 30 septembre, les grévistes, las enfin d'être calmes, ont fait preuve d'énergie véritable. Ils se sont répandus à grand bruit par les rues de la ville, commettant au passage « des dégâts importants » chez un maître de forges, brisant vitres et contrevents à la sous-préfecture, saccageant la conciergerie des usines métallurgiques, dont la toiture fut éventrée.

Pamiers, cela va sans dire, est à présent foulé par 3,000 hommes de troupe. Les ouvriers de cette petite ville, où le socialisme était ignoré hier encore, connaîtront, désormais, la fonction réelle de l'armée dans la société bourgeoise, dans la société « de justice et de liberté », gouvernée par M. Clemenceau. Au reste, ils ne semblent heureusement pas s'être laissés intimider par un tel déploiement de forces soldatesques. Ils ont repris depuis leurs manifestations dans les rues, précédés d'un grand drapeau noir, portant l'inscription : *Limoges*.

⁂

Le Congrès d'Amiens. — Nous extrairons simplement aujourd'hui quelques chiffres des rapports qui seront présentés au Congrès d'Amiens, par les Comités confédéraux.

La Section des fédérations qui groupait en 1904, à la veille du mémorable Congrès de Bourges : 53 fédérations, en groupe maintenant 61, c'est-à-dire 12 nouvelles, étant donné que 3 anciennes ont disparu par fusionnement. Elle compte 2,399 syndicats, au lieu de 1,043 en juillet 1902, et de 1792 en avril 1904.

La Section des Bourses fédère 135 Bourses au lieu de 110, il y a deux ans, et le nombre des syndicats groupés est de 1,609, en accroissement de 260.

La *Voix du Peuple* est dans une situation satisfaisante; son déficit n'atteignant pas même six cents francs.

Il faut remarquer que les recettes de la Section des fédérations n'ont été du 1er mai 1904 au 31 mai 1906 que de 20,000 francs; celles de la Section des Bourses n'ont pas atteint 16,000 francs en deux années.

La Confédération du travail est pauvre, mais devons-nous le déplorer? La lutte économique n'a pas à s'embarrasser de grosses caisses de résistance : elle demande de la décision, de l'audace et de l'énergie, un constant esprit de sacrifice et de révolte, toutes choses que ne connaît point le trade-unionisme anglo-saxon, non plus que le syndicalisme tudesque de MM. les députés Legien et Von Elm.

⁂

L'Unité minière. — L'unité minière est faite. Lundi soir, les délégués des deux organisations rivales, réunis à la Bourse du travail de Paris, ont voté les statuts de l'organisme nouveau qui aura nom : Fédération nationale des Mineurs (section française de l'internationale minière).

Souhaitons à la Fédération nouvelle de balayer sans merci les politiciens de ses rangs. Le glas des Basly, des Lamendin et de leurs acolytes doit sonner, ou la Fédération, oublieuse de la lutte de classes, trompera toutes les espérances ouvrières et s'anéantira dans la stérilité.

⁂

Les Congrès. — Il nous reste à signaler deux Congrès corporatifs. Celui de la Fédération horticole, qui a pris quelques résolutions de propagande, dont nous aurons, dans quelques mois, à considérer les résultats, et celui de la Fédération nationale de l'Alimentation, dont le secrétaire est Amédée Bousquet. Celui-ci a voté des ordres du jour de principe en faveur de la grève générale, du sabotage, de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme.

A la bonne heure, voilà une organisation qui va de l'avant!

AM. D.

⁂

RUSSIE

Statistique du terrorisme. — Bien intéressante et significative, la statistique que le *Journal* du 8 octobre a empruntée au journal hebdomadaire russe *La Médecine pratique* : c'était celle des personnes qui ont été frappées par les révolutionnaires depuis février 1905 jusqu'à mai 1906.

Ont été tués ou grièvement blessés dans cette période de quinze mois :

Généraux-gouverneurs, gouverneurs civils et préfets de police	34
Maîtres de police et leurs adjoints	38
Officiers et sous-officiers de police	204
Sergents de ville	206
Officiers de gendarmerie et de police	184
Gardiens divers	17
Gendarmes	51
Agents de la police secrète	56
Officiers de l'armée	61
Soldats	164
Fonctionnaires civils	178
Clergé	31
Autorités campagnardes	20
Gros propriétaires	49
Fabricants et leurs hauts employés	64
Banquiers et gros commerçants	64
Total général (mai 1906)	1,421

Et maintenant à qui le tour?

⁂

ANGLETERRE

Les grèves. — (*Dernière heure.*) — Les *7,000 boilermakers* de la Clyde, ont cessé le travail comme convenu. A présent, la grève bat son plein. Elle ne peut que faire tache d'huile. Les 7,000 hommes de « l'escouade noire » sont l'indispensable chaînon qui maintenant manque à la chaîne. De sorte que les forgerons, les charpentiers et nombre de tâcherons vont être forcément paralysés.

L'unanimité caractérise les débuts de la lutte. Les grévistes ont une caisse solide. D'après leur secrétaire, M. Cumming, ils sont tout à fait résolus à soutenir une longue lutte. Tous ont confiance dans le résultat final.

Quant aux 30,000 mineurs du pays de Galles, ils ont tenu une réunion à Porth. Devant l'entêtement des propriétaires des mines qui gardent les non-unionistes, ils ont fait distribuer 50,000 circulaires.

De plus, certains fonctionnaires des mines ayant interdit l'affichage auprès des puits des placards appelant l'attention sur les avantages du trade-unionisme, une grande effervescence s'est produite et les femmes des mineurs se sont organisées pour chasser les non-unionistes du district.

D'autre part, une grève générale de 70,000 mineurs écossais pointe à l'horizon. La Fédération des mineurs d'Ecosse demande une augmentation immédiate de 12 1/2 pour 100 sur les salaires. Si les patrons refusent, la grève éclatera.

Les quotidiens d'Outre-Manche, signalent, en outre « un autre nuage sur l'horizon du travail ». L'Association provinciale des filateurs de coton de Preston, a publié une circulaire déclarant « que tout fait penser que la prochaine grève ou le prochain lock-out dans l'industrie de la filature, sera d'une telle importance que l'humanité en sera frappée de stupeur ».

En attendant, le Congrès des employés de chemins de fer, réclame les huit heures et le yacht royal reste en chantier, inachevé.

Souhaitons que toutes ces forces sachent s'entendre entre elles et se réunissent dans un effort général.

A. PR.

⁂

ALLEMAGNE

Le Parricide légal. — Un curieux procès vient de se terminer, à la cour de Berlin, par l'acquittement d'un nommé Buechel accusé d'avoir incité à résister à la loi.

D'après le code militaire allemand, le soldat doit obéir à ses supérieurs avec le plus entier aveuglement, « quand même il devrait tirer contre son propre père et sa propre mère ».

Buechel était accusé d'avoir conseillé à des parents d'élever leurs enfants en leur donnant le courage de refuser l'obéissance à cet ordre, s'il leur était donné.

Ceci est une bonne note à mettre à l'actif des militants d'Outre-Rhin.

A. PR.

⁂

SUISSE

A Genève, on vient d'arrêter, il y a quelques jours, Wladimir Bourtzeff pour avoir contrevenu à un arrêté d'expulsion pris contre lui il y a trois ans. Le fait n'a en lui-même rien d'extraordinaire, mais voici qui le rend curieux.

Considéré, il y a quelques années, comme un apologiste dangereux d'actes terroristes et poursuivi comme tel à peu près dans tous les pays « civilisés », Bourtzeff s'est trouvé compris dans l'amnistie qui a suivi le manifeste du 30 octobre et a pu rentrer en Russie sans y être inquiété. Muni d'un passeport en règle, il est venu dernièrement en France pour des affaires concernant la *Revue Historique*, qu'il publie en Russie (ouvertement, bien entendu), et pensait aller de même en Suisse. Mais là une surprise désagréable l'attendait : libre en Russie, il s'est vu mettre en prison dans le pays traditionnel du droit d'asile. Un procès le menace maintenant.

⁂

ÉTATS-UNIS

La nouvelle loi de naturalisation. — Cette loi, votée par le Congrès le 29 juin dernier, est entrée en vigueur le 29 septembre. Elle enlève aux tribunaux locaux le droit de délivrer les lettres de naturalisation pour l'attribuer aux magistratures fédérales, sous le contrôle de certains bureaucrates du ministère du Commerce, et elle aura le résultat de rendre beaucoup plus difficile l'obtention des privilèges attachés à la qualité de citoyen américain.

Il est indubitable que la nouvelle loi n'est qu'un épisode de la lutte engagée, aux Etats-Unis aussi bien qu'en la vieille Europe, entre l'autorité et le socialisme. C'est surtout parmi les immigrants que se recrutaient au pays de M. Roosevelt, les propagandistes et les adeptes des idées les plus révolutionnaires. Le Congrès de Washington, en votant la loi du 29 juin, s'est figuré pouvoir enrayer cette immigration redoutable — pour les capitalistes yankees. L'avenir leur prouvera qu'ils s'étaient trompés.

⁂

ESPAGNE

Lois scélérates. — Dans son discours de réouverture des Cortes (14 septembre), le comte Romanones, ministre de la justice, appuya fortement sur l'absolue nécessité de punir sévèrement l'anarchisme théorique, qu'il présenta comme la plus lâche des doctrines, et d'où la propagande par le fait procédait directement.

Il annonça ensuite qu'un projet de loi serait présenté aux Cortes. Ce projet, sans définir les offenses envers la société, atteindrait tous actes attaquant les fondements de l'ordre social et donnerait à la *société* des moyens de défense analogues à ceux adoptés depuis quelques années par les nations les plus libérales et les plus démocratiques.

Le ministre ajouta que l'Espagne était évidemment sans défense, et que si le pays était devenu la scène principale des manifestations anarchistes, il le devait exclusivement à cette situation.

Camarades transpyrénéens, ouvrez l'œil!

A. PR.

⁂

HOLLANDE

La conférence des communistes libertaires. — Le dimanche 23 septembre avait lieu dans la salle Eendracht, à Utrecht, la conférence de la Fédération hollandaise des communistes libertaires. Elle fut des plus animées; étaient présents les délégués d'une huitaine de groupes et un grand nombre de camarades venus de tous côtés sans mandat spécial. Aussi régnait-il la plus grande cordialité.

Beaucoup de lettres de sympathie étaient arrivées de Christian Cornélissen, de Paris, du groupe de propagande de Rotterdam et des Fédérations anarchistes *tchèque* et *allemande*.

D'après le rapport du secrétaire, la Fédération hollandaise fait d'excellents progrès et après avoir vaincu les premières difficultés elle se trouve dans les meilleures conditions. C'est avec grande satisfaction surtout qu'on se rappelle les réunions de propagande tenues par elle dans les provinces catholiques du sud du pays.

Le rapport financier constate que le journal hebdomadaire *De Vrije Communist* (le Communiste libertaire) a eu un déficit ; le journal mensuel *Grond en Vrijheid* (Terre et liberté) peut exister sans perte ; tandis que l'administration de la Fédération et celle des brochures de propagande ont donné un bénéfice.

La conférence a résolu d'aider les tentatives d'entente internationale en vue de la propagande anarchiste, jusqu'au jour où un congrès international aura décidé de la forme d'une entente définitive.

La Fédération s'est chargée de préparer ce congrès qui aura lieu à Amsterdam en 1907. La convocation, signée par les fédérations anarchistes *hollandaise, belge, tchèque* et *allemande*, sera publiée en 7 langues et envoyée dans tous les pays du monde où il y a un mouvement anarchiste.

La Fédération publiera plusieurs brochures de propagande.

Une commission, avec les camarades P.-M. Wink et Reyndorp, est chargée d'examiner la possibilité d'avoir des manuscrits inédits.

On examinera de même la possibilité de s'entendre avec la rédaction de la revue mensuelle flamande *Ontwaking* ou bien, si nécessaire, la Fédération se chargera de la publication d'une revue.

Des réunions publiques auront lieu dans tout le pays et on travaillera systématiquement, province par province.

Furent acceptées encore une adresse d'adhésion au comité pour la délivrance du camarade Ferrer à Barcelone, ainsi que des adresses (par télégraphe) aux camarades hollandais qui ont refusé le service militaire et qui se trouvent actuellement en prison.

En vue du congrès international, la conférence suivante aura lieu pendant la fête de Pâques 1907.

La déclaration de principe a été adoptée telle quelle.

Au Bureau de la Fédération sont nommés les camarades : I. I. Samson, président (La Haye) ; J. L. Bruyn, trésorier (La Haye) ; Joh. J. Lodewijk, secrétaire (Amsterdam. Corn. Anthoniszstraat, 49).

⁂

Gendarmes hollandais. — Au printemps dernier, M. T. Winters, un paysan de Barger Oosterveen, fut condamné à un mois de prison pour avoir passé du genièvre en contrebande.

Il se rendit en Allemagne, comme beaucoup d'autres, pour travailler, et dut revenir chez lui, malade, après quelques mois.

Les gendarmes se rendirent chez Winters pour l'arrêter. Sa femme les conjurant de ne pas l'arracher de son lit, leur dit qu'elle allait revenir avec un certificat médical. A son retour les gendarmes étaient partis et avaient emmené le malheureux. On le trouva mort dans sa cellule quinze jours plus tard. Ceci se passait le 28 août.

Le 31, on l'enterra. Ce fut très expéditif. Un tombereau mi-chargé de sable, attelé d'un vieux cheval, reçut le cercueil de planches brutes, avec le corps de la victime, pour être transféré au cimetière catholique.

(*La Meuse*, journal conservateur de Liége.)

⁂

HONGRIE

Budapest.

Les luttes politiques et le mouvement ouvrier en 1905. — Les politiciens, même ceux qui s'affichent au commencement avec des revendications ouvrières ou populaires, attirés par les luttes politiques et obsédés par le profit qu'ils en peuvent tirer finissent par oublier complètement les revendications pour lesquelles ils avaient semblé vouloir combattre au début. En Hongrie, spécialement, les manœuvres d'un certain parti ayant abouti à la fameuse crise politique qui s'est prolongée pendant plus de deux ans, toutes les forces intellectuelles ont été absorbées par cette crise et par le désir de la résoudre. Les ouvriers restés seuls, n'ayant pas suivi leurs amis intellectuels d'hier dans la politique purent mieux prendre connaissance de leur force et s'organisèrent entre eux pour leur propre compte en vue de leurs propres intérêts.

Non seulement le parti socialiste, mais les syndicats professionnels aussi, virent alors tous les jours s'accroître le nombre de leurs adhérents. C'est en vain que les journaux à la solde de la bourgeoisie criaient que tous les Hongrois, sans distinction de classe et de position sociale, doivent s'engager dans la lutte politique sous prétexte qu'autrement aucune réforme ne peut être réalisée dans la situation de la classe ouvrière.

Les ouvriers comprenaient bien que les politiciens ne se souciaient point de leur sort, lequel ne peut être amélioré que par eux-mêmes. Ils firent de leur mieux pour propager leurs idées. Leur propagande fut si féconde que bientôt le journal du parti, la *Népszava*, put paraître quotidiennement malgré les nombreuses confiscations auxquelles les autorités avaient recours pour ruiner le journal, le parti et le mouvement socialiste.

Outre cela, de nombreux organes furent fondés en province, dans des villes qui, quelques mois auparavant, étaient toutes dévouées à des partis bourgeois.

C'est ce qui ne plut point aux politiciens professionnels qui admettaient bien que le peuple combattît pour des droits politiques ou nationaux qui ne touchent pas leurs privilèges, mais qui ne souffraient point que les ouvriers s'organisassent en vue de la lutte de classe, de la lutte économique. Aussi voulurent-ils, à n'importe quel prix, arrêter le mouvement, empêcher les ouvriers de s'organiser entre eux-mêmes.

Or, pour y arriver, il suffisait de les attirer dans le mouvement politique. Or, le parti libéral se trouvant justement être l'adversaire de la coalition que le peuple et les socialistes combattaient également, était le plus apte à gagner la classe ouvrière. Etant d'autre part, à cette époque, au pouvoir, tout lui était permis d'autant plus qu'il ne s'agissait que du peuple toujours crédule et facile à tromper.

L'occasion ne se fit pas attendre. Une délégation ouvrière étant allée chez un ministre pour se plaindre des patrons exploiteurs et des misères du prolétariat, le ministre lui déclara qu'il aiderait les ouvriers dans leurs luttes et habilement, au cours de l'entrevue, il en arriva bientôt à leur dire que le ministère était résolu à accorder au peuple le suffrage universel. Il y eut des gens qui crurent à la bonne foi ministérielle.

D'autres, après maintes réflexions répliquèrent qu'un ministre, chargé par la classe bourgeoise de gérer ses intérêts (c'est en somme la mission d'un ministère quelle que soit son étiquette), ne peut opérer volontairement cette réforme et que par suite il n'y peut penser sérieusement. Si le ministre a pourtant fait cette déclaration, c'est uniquement pour s'attacher la classe ouvrière, d'autant plus qu'ayant perdu la plupart de ses anciens soutiens, il avait bien besoin de nouveaux partisans et qu'il ne pouvait les trouver que dans les couches déshéritées, les autres s'étant jetées à corps perdu dans les bras de la coalition.

Mais comme c'était, avant tout, la coalition (c'est-à-dire le parti politique combattu par la classe ouvrière), qui interprétait de cette manière, pourtant si simple et si logique, — les paroles du ministre et du gouvernement, le peuple ouvrier ne l'écouta point et applaudit frénétiquement, le parti socialiste l'y ayant préparé depuis longtemps. Les bruits tendancieux répandus à profusion par les nombreux journaux du gouvernement et les commentaires élogieux du discours ministériel faits par les organes démocratiques et social-démocrates, finirent par aveugler et entraîner dans l'arène politique même ceux qui, au début, s'y étaient le plus refusés.

Que les intentions du gouvernement n'étaient point d'améliorer le sort du peuple mais uniquement d'étouffer ses instincts révolutionnaires en les canalisant, cela nous est montré amplement par le discours programme d'un autre ministre qui, outre qu'il met en lumière l'organisation sociale de la Hongrie (qui est loin d'être unique en Europe et se retrouve à un certain point dans les pays les plus avancés), met à nu les véritables intentions d'un gouvernement qui se résout à accorder des droits aux classes déshéritées.

D'abord en parlant du Parlement il dit : « Le Parlement se compose exclusivement de privilégiés qui ne se soucient point du peuple. Pour qu'il ne paraisse pourtant pas inutile et pour qu'on ne lui reproche pas de ne rien faire, il s'est consacré tout entier à la nation, notion vague, en tout cas toute différente de celle du peuple.

Voilà comment la négligence des intérêts populaires a donné naissance à la politique des grands mots, et sentences juridico-politiques à effet.

Voilà de quelle manière l'extension continuelle de la politique des grandes phrases se rattache à l'étouffement de la voix populaire. Quant à l'effet de ces paroles sur le peuple, il est facile à deviner. Trompé mille fois, dégoûté, mécontent de tout, des mauvais salaires et des lourds impôt le peuple s'enflamme pour tout ce qui est nouveau. Par la force des choses il tombe ainsi d'un excès dans l'autre et est ainsi à la merci du premier agitateur ou parti venu.

Mais par là-même on voit qu'il ne se soucie point de réformes, mais condamne catégoriquement l'état social présent ».

Voilà maintenant pourquoi il veut accorder au peuple le suffrage universel.

« Les nouvelles idées exercent une pression sur la société. Si nous ne dirigeons pas à temps cette pression un mouvement socialiste peut éclater au milieu des populations agricoles. Un exemple nous est donné par la grève des moissonneurs qui s'est propagée très rapidement dans tout le pays. Ce n'est que difficilement qu'on est parvenu à étouffer ce mouvement.

Ce mouvement donnera encore plus de travail prochainement car le mouvement augmente tous les jours. Or ceux qui connaissent le peuple et les relations » de la Hongrie savent que *le seul moyen d'éviter ces grèves* c'est de rendre *le suffrage universel* ».

« Le pays craint qu'en permettant aux socialistes d'entrer au Parlement, le parlementarisme sera ruiné. C'est bien le contraire qui est vrai. C'est en restant hors du cadre *parlementaire* que les socialistes le détruiront.

En y entrant ils commenceront au contraire à se faire les défenseurs de l'Idée de l'Etat comme c'est déjà arrivé dans les *autres parlements*.

On impute souvent aux socialistes des tendances révolutionnaires. Mais c'est parce que les revendications les plus justes adoptent des moyens violents si on les exclut du Parlement, mais cela uniquement jusqu'à ce que la porte s'ouvre.

Ainsi autrefois les socialistes français ou danois ne pouvaient pas adopter le point de vue de l'unité de l'Etat.

Mais aujourd'hui leurs protestations sont exclusivement théoriques. Si nous examinons *d'autre part les social-démocrates en Angleterre, en France et en Allemagne nous voyons que depuis qu'ils sont entrés dans le Parlement ils ont complètement abandonné les doctrines révolutionnaire et intransigeantes et ont adopté des tendances modérées, sages, opportunistes conformes aux circonstances présentes et à la possibilité*.

Il suffit de rappeler la tactique de Bernstein qui depuis prêche continuellement le progrès légal et constitutionel tandis que Millerand fait prospérer le socialisme du haut de son fauteuil ministériel. Ce qui est plus remarquable c'est que dans le Parlement allemand les socialistes s'agitent de plus en plus pour l'idée de l'Empire allemand. Ce sont toujours *les socialistes qui ont défendu la politique coloniale et les plans de flotte contre les conservateurs*.

A. Manteau.

(*A suivre.*)

VARIÉTÉ

Elisée Reclus

(*Suite*)

. . . .

..... « Ainsi, pour résumer, notre but politique dans chaque nation particulière, c'est l'abolition des privilèges aristocratiques et dans la terre entière, c'est la fusion de tous les peuples.

« Notre destinée c'est d'arriver à cet état de perfection idéale où les nations n'auront plus besoin d'être sous la tutelle ou d'un gouvernement ou d'une autre nation ; c'est l'absence de gouvernement, c'est l'anarchie, la plus haute expression de l'ordre. Ceux qui ne pensent pas

que la terre puisse jamais se passer de tutelle, ceux-là ne croient pas au progrès, ceux-là sont des réacteurs.

« Mais la liberté politique n'est rien sans les autres libertés, n'est rien sans les libertés sociales. Ce mot de liberté peut-il avoir une signification pour ceux dont la sueur ne suffit pas pour acheter le pain de la famille, pour ces ouvriers qui puisent de nouvelles douleurs dans les révolutions qu'ils font eux-mêmes ? La souveraineté du peuple n'est-elle pas une risée lorsqu'elle est exercée par des hommes couverts de haillons et mourant de faim ? Le droit d'aller une fois par an porter un morceau de papier à l'hôtel de ville de son canton peut-il compenser le droit à la vie ? »

. . . .

... « Pour que le socialisme arrive à sa parfaite expression, pour qu'il soit réellement l'idéal humain de la société, il faut qu'il sauvegarde à la fois les droits de l'individu et les droits de tous; il faut que chaque membre de l'association humaine se développe librement selon ses moyens et ses facultés sans en être en rien empêché par la masse de ses frères ; il faut en même temps que le bien-être de tous profite du travail de chacun. Quelques variétés communistes, par réaction contre la société actuelle ont l'air de croire que les hommes doivent s'absorber dans la masse et n'être plus que comme les bras innombrables du polype qui s'agite sur son récif ou comme les gouttes d'eau perdues dans la mer et soulevées par l'ouragan dans une même vague. Ils se trompent grandement : l'homme n'est pas un accident, mais un être libre, nécessaire et actif, qui s'unit, il est vrai, avec ses semblables, mais ne se confond pas avec eux. »

II

Avec son départ de Montauban commença pour Elisée Reclus, l'une des périodes les plus mouvementées de sa vie. Il se rendit d'abord à Berlin, soi-disant pour continuer ses études de théologie, mais en réalité pour suivre les cours du géographe Karl Ritter. Là il vécut de la façon la plus précaire en donnant des leçons fort mal rétribuées. Il était si pauvre que ne pouvant s'acheter du combustible, il était obligé de rester dans son lit pour étudier. Faute d'argent, il ne payait point les taxes universitaires : pour ce fait il avait été officiellement exclus, ce qui ne l'empêchait pas de continuer à suivre les cours.

En septembre 1851, Elisée regagna Orthez en compagnie de son frère Elie qu'il avait rejoint à Strasbourg. Ils firent à pied le voyage de Strasbourg à Orthez en compagnie d'un grand chien qu'ils soignaient mieux que leur propre personne : ils n'avaient ensemble qu'une trentaine de francs et durent se contenter de manger du pain et de coucher à la belle étoile.

En décembre éclatait le coup d'Etat. Tandis que la plupart des notables républicains d'Orthez attendaient prudemment ce qui allait se passer dans les villes voisines et évitaient de se compromettre, les frères Reclus et quelques amis agissaient seuls, lançaient un manifeste, essayaient, mais sans succès, de s'emparer de l'Hôtel de Ville. A la suite de ces événements Elie et Elisée furent contraints de s'exiler pour échapper aux poursuites. Ils passèrent en Angleterre ; puis Elisée se rendit en Irlande où il s'occupa d'agriculture ; de là il partit en 1853 pour l'Amérique du Nord où sans ressources, il exerça toutes sortes de métiers ; il fit le débardeur sur les quais de New-York ; il travailla chez un préparateur de salaisons où peu s'en fallut qu'il ne fût broyé par la machine qui emportait les barils ; plus tard il entra comme précepteur chez un planteur des environs de la Nouvelle-Orléans où il fut vite estimé ; mais il était déjà abolitionniste et préféra quitter cette oasis. En 1856 nous le trouvons dans l'Amérique du Sud où il cherche à faire de l'agriculture et comme partout s'intéresse aux hommes, au pays, étudie et se développe. En 1857, après l'amnistie, il rentre en France.

Il entre alors dans une période plus calme, une période de travail assidu qui va faire de lui en peu de temps un savant célèbre. De 1859 à 1867 il publie dans la *Revue des Deux Mondes* une série d'articles sur la géographie et la politique, le plus grand nombre concernant l'Amérique ; il collabore en même temps au *Tour du monde* et à d'autres revues géographiques, il rédige plusieurs des guides publiés sous la direction de Joanne par la maison Hachette, il fait des traductions de livres allemands et américains. En 1868-1869 paraît son grand ouvrage en deux volumes *la Terre* qui le classe définitivement parmi les premiers géographes du monde.

Mais de nouvelles convulsions allaient agiter la France. Nous sommes à l'époque de la guerre franco-allemande ; pendant le siège de Paris il est au service des aérostiers en compagnie de Nadar qui devait rester jusqu'à la fin de sa vie son meilleur ami. Eclate la Commune : il sert comme simple soldat, est pris les armes à la main dans une sortie des fédérés. Il subit alors toutes les injures et tous les mauvais traitements que les féroces bourgeois, dont l'infâme Thiers était le digne chef, firent subir aux vaincus. On l'envoya de prison en prison et finit par le condamner à la déportation, peine qui fut commuée en exil à la suite d'une noble protestation signée par une série de savants anglais, Darwin en tête. Cette protestation, qui fait singulièrement honneur à ceux qui l'ont conçue, donnait en ces termes une belle leçon aux bourgeois français : « Nous osons penser que cette vie (celle de Reclus) appartient non seulement au pays qui le vit naître, mais au monde entier, et qu'en réduisant ainsi au silence un tel homme ou en l'envoyant languir loin des centres de la civilisation, la France ne ferait que se mutiler et qu'amoindrir son influence légitime sur le monde ».

Tous ces événements n'avaient pu que confirmer davantage Elisée dans ses convictions. En même temps qu'il reprenait ses travaux scientifiques il participait avec un zèle nouveau à la propagande des idées sociales. En 1872 il est à Lugano où il écrit sa brochure bien connue *A mon frère le Paysan*. En 1874 il va demeurer sur le lac de Genève à Tour de Peilz et l'année suivante s'installe à Clarens où il séjourne jusqu'en 1890. C'est là qu'il commence sa *Géographie Universelle* dont il écrit le premier volume, l'*Europe Méridionale*, en 1875. Dès lors, régulièrement, chaque année il publie un volume de son formidable ouvrage, ce qui ne l'empêche pas de s'occuper du mouvement social, de prendre une part active au mouvement anarchiste naissant : il assiste aux réunions de la Fédération jurassienne, il collabore au *Travailleur*, au *Révolté*. En 1890 il rentre en France et va habiter Sèvres où en 1892 il achève sa Géographie et écrit la préface au livre de Kropotkine *la Conquête du Pain*.

Je ne sais si par ce bref exposé j'ai donné une idée de l'activité prodigieuse de Reclus ; mais ce que je n'ai pu faire, c'est résumer son évolution intérieure. Je ne l'ai malheureusement connu que dans sa vieillesse. Retracer le développement de son esprit exigerait tout un travail de reconstitution que je ne puis tenter en ce moment. Peut-être les pages suivantes, où j'essayerai de le faire voir tel qu'il était au terme de sa carrière, permettront-elles de deviner l'influence que les événements de son existence mouvementée avaient exercée sur la formation de son caractère.

(*A suivre*). JACQUES MESNIL.

Le prochain dessin sera signé GELNER.

BIBLIOGRAPHIE

La séparation des Eglises et de l'Etat a déjà fait surgir quelques romans sur la situation nouvelle qu'elle apporte aux prêtres.

Nous avons d'abord l'*Abbé Changine* (1) où l'auteur, Johannès Gravier, étudie le personnel d'une paroisse de Paris, en face de cet événement qui va changer leurs conditions d'existence.

Le curé, lui, déjà vieux et pourvu, assuré de couler assez tranquillement la fin de son existence, est un de ceux qui « s'en foutent ».

Parmi les vicaires, certains obliquent vers le protestantisme qui leur paraît devoir mieux assurer la prébende ; d'aucuns ce sont des accidents qui les forcent à quitter la soutane. Pour l'abbé Changine, la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est qu'une occasion d'opérer la sienne avec la soutane.

Lancé enfant vers la prêtrise par sa mère, il a suivi le chemin tracé, et serait allé ainsi jusqu'au bout, s'il n'avait rencontré une jolie pénitente, mal mariée, qui, de fil en aiguille, finit par devenir sa maîtresse.

Changine est d'abord désolé de son « péché ». Sans avoir la foi bien ancrée, l'éducation ne laisse pas que d'influer. Cependant, à force de réflexion et d'habitude, il finit par ne pas le trouver si vilain, et en arrive à conclure que s'il fait un mauvais prêtre, il ferait un fort bon mari. La crainte du scandale seule l'empêche de fuir avec sa maîtresse.

Mais meurt le mari. Notre abbé se décide à quitter la soutane pour se marier, mais on n'est pas prêtre impunément : au lieu de donner sa démission, purement et simplement, il envoie à l'archevêché une accusation anonyme, de fautes imaginaires contre lui-même, dans l'espérance d'une dispute qui lui fournira l'occasion de démissionner.

Et cela est près de lui échapper si des accusations, plus justifiées ne lui apportaient l'occasion cherchée.

Devenu laïc, Changine a du mal à se débarrasser de « l'empreinte ». Peu fait à la vie de ménage la mésentente est prête à se mettre entre lui et sa femme, lorsque les conseils d'un peintre de ses amis lui font apercevoir la tare dont il finit par se guérir, et trouver le bonheur dans sa nouvelle situation.

Le livre de M. Gravier est intéressant comme étude de mœurs.

A un moment, où il parle des revues anarchico-décadentes, l'auteur fait erreur s'il entend insinuer que c'est là toute l'anarchie ; mais il a parfaitement raison s'il ne vise que les snobs littéraires qui, dans l'anarchie, n'ont jamais vu que l'occasion de se tailler de la réclame.

M. Fraycourt, lui, dans *De la charrue à la pourpre* (2), étudie l'ascension d'un qui, de valet de ferme, à force de volonté et de travail, — aidé aussi par les conseils d'un ami éclairé —, parvient aux plus hautes dignités ecclésiastiques.

Des portraits de prêtres y sont dessinés d'une façon assez vraisemblable.

(1) Un volume illustré, 3 fr. 50, chez Flammarion, 26, rue Racine.
(2) Un volume, 3 fr. 50, chez Stock.

Le titre, *Evolution de la Prostitution* (1), du volume du Docteur Félix Regnault en indique le sujet. Et, en effet, il y étudie la prostitution à travers les âges et chez les divers peuples, démontrant que chez ceux que l'on dénomme sauvages, elle n'est qu'une conséquence de leur contact avec les blancs.

Reconnaissant à la prostitution des causes économiques, l'auteur reste sceptique sur les moyens préconisés pour la réduire, aussi bien par les réglementaristes que par les non réglementaristes. On ne peut, dit-il, prévoir la société qui ignorera la prostitution.

Si! Celle où chaque individu étant assuré de la satisfaction intégrale de tous ses besoins, il n'y en aura plus qui auront besoin de se prostituer pour vivre.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Dictionnaire philosophique, par Voltaire, 1 vol. de la collection des meilleurs auteurs classiques, 0 fr. 95, chez Flammarion, 26, rue Racine, à Paris. (Recommandé spécialement à nos lecteurs.)

Lettre à un Paysan, par V. Loquier, 3 fr. le cent. « Imprimerie ouvrière », 68, rue de la Hache, Nancy.

En Pro del Trabajo, José Prat, 10 centimos. « Libreria de Salud y Fuerza », Barcelone.

A voir :

Faits divers, dessins de Radiguet « Assiette au beurre, n° 284.

EN VENTE

Un superbe album contenant, sur beau papier glacé, les 52 dessins parus dans la onzième année des *Temps Nouveaux*.

Pris dans nos bureaux, 5 fr.; franco, 6 fr.

Correspondances et Communications

× **Nos camarades** de tous les pays connaissant l' « Espéranto » sont priés de se faire connaître à l'Associo « Paco-Libereco », 45, rue de Saintonge. Paris (IIIe), France.

Les camarades demandant des renseignements sont priés de joindre un timbre pour la réponse.

× **La Concentration artistique.** — Les camarades désireux de contribuer à l'éducation artistique du peuple, sont priés d'adresser leur adhésion, 136, boulevard de la Gare. — Téléphone 814-93.

Prochainement ouverture des cours de solfège, violon et piano.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse Libertaire** (éducation, action). — Dans sa séance du 14 septembre dernier, la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire de Saint-Ouen a décidé de prendre le titre de *Jeunesse Libertaire*. La jeunesse a pris cette décision par suite de l'évolution constatée parmi ses membres qui, par une éducation rationnelle, sont devenus nettement libertaires.

La Jeunesse Libertaire déclare rester toujours prête à aider moralement et pécuniairement le mouvement révolutionnaire des autres groupements.

Elle fait appel à tous les jeunes camarades désireux de s'instruire librement et amicalement.

Le programme des causeries qui seront faites en 1906-07 sera publié au fur et à mesure dans les journaux libertaires.

Ayant reconnu les inconvénients de la conférence dogmatique, la Jeunesse Libertaire a décidé de laisser à chaque camarade, la liberté absolue de discussion.

La *Jeunesse de Saint-Ouen* sera toujours heureuse de voir venir parmi elle les camarades de toutes opinions, pouvant apporter le concours de leur savoir ou leurs critiques sur les sujets en discussion.

Adresser toute communication relative au groupe à Marcel Schmitt, 1, impasse Mousseau, Saint-Ouen.

Réunion tous les vendredis, salle Tavernier, 16, avenue de Batignolles.

× TOULON. — **Jeunesse libre.** — Les camarades venant accomplir leur temps de servitude militaire à Toulon, sont avertis qu'ils trouveront le meilleur accueil à la J. L., dont la bibliothèque est ouverte tous les soirs, de 8 h. 1/2 à 10 heures, 14, rue Nicolas-Laugier.

Adresser tout ce qui concerne le groupe à A. Bertrand, 28, rue de Gare.

---

(1) Un volume, 3 fr. 50, de « Bibliothèque de vulgarisation anthropologique », Flammarion, 26, rue Racine.

CONVOCATIONS

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge.

Vendredi 12. — Assemblée générale. Présence indispensable de tous les adhérents.

Mercredi 17. — M. le Dr Cornet, assisté de M. Mesnard : De l'hygiène dans les sépultures, l'incinération (avec projections).

Vendredi 19. — M. Micouleau : Economie politique.

× **Maison commune**, 45, rue de Saintonge, salle du premier étage. — Lundi 15 octobre, à 8 h. 1/2, ouverture d'un cours élémentaire d'Espéranto.

× **Association internationale antimilitariste.** (Section des 12e et 20e arrondissements). — Réunion jeudi 11 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, salle Batifoulier, 22, rue du Rendez-Vous.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 15 octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours élémentaire et supérieur d'Espéranto. — Souscription à *Socia Revuo*.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris.

Vendredi 12. — G. Oudinot : La légende des siècles, de Victor Hugo (auditions et commentaires).

Mardi 16. — G. Buisson : Les services publics.

× **Maison du Peuple**, 20, rue Charlemagne.

Samedi 13 octobre, à 9 heures, *controverse* entre Roger Sadrin de l'A. I. A. et A. Besombes du parti « unifié », sur l'Antimilitarisme, l'Antipatriotisme. *Entrée gratuite.*

× **La Concentration artistique.** — Dimanche 14 octobre, de 4 à 7 heures du soir, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, premier apéritif-concert organisé par les *Amis de la Chanson*.

× **Les Enfants de** « La Ruche » donneront une soirée à Paris, le samedi 13 courant, dans la salle des fêtes de l'Egalitaire, 15 et 17, rue de Sambre-et-Meuse (Xe).

Au programme, entièrement exécuté par les enfants : chœurs, chansons, monologues, rondes, pièces en 1 acte, etc. : causerie par Mme Chabrolle-Rémond, institutrice à « La Ruche », et par Sébastien Faure.

On trouve des places d'avance dans les magasins de l'Egalitaire. Premières : 1 franc; secondes : 50 centimes.

× LEVALLOIS-PERRET. — **Grande Fête de camaraderie**, le samedi 20 octobre, à 8 h. 1/2, salle de l'Alliance des travailleurs.

Entrée : 0 fr. 30.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse libertaire.**

Vendredi 12. — *La Matière*, par G. Gandon.

Jeudi 20. — Visite au Jardin des Plantes.

× AUBERVILLIERS-PANTIN. — Réunion du groupe Espéranto le mercredi 17, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre. — Leçon par le camarade Papillon.

AVIS

La brochure Le *Mariage Libre* étant épuisée, nous ne pouvons plus fournir aux demandes qui nous seraient faites.

* *

La première commande de bustes Reclus étant épuisée, les commandes qui nous arriveront devront attendre. Ceux qui en veulent feront bien de se presser, car nous ne faisons exécuter que ce qui nous est commandé.

Petite Correspondance

V. J., Besançon. — Au *Cri Populaire*, 68, rue de la Hache, Nancy.

Gietzen, Boston. — Le vol. de Landouzy, 2 fr. 50.

H. G., à Saintes. — Nous transmettons votre lettre au groupe « La Liberté d'opinion » qui a peu de chose à faire, pour se trouver en situation de faire la besogne que vous dites.

Indret. — Je réexpédie les exemplaires dont le service avait été fait comme à l'habitude.

M. M., à Brest. — Excusez-nous de l'erreur. Je la répare.

F. R., à St-Claude. — Bon. Ça va bien.

C. A., à Ratenelle. — L'envoi sera fait.

H., à Digne. — Je ne sais pas. Bientôt, je pense.

K., à Bruxelles. — Nous faisons réimprimer l'adresse.

Emile B. — *La Conquête* : c'est bien écrit, mais ça a été tant de fois dit!

Jeunesse libertaire, St Ouen. — Envoyez convocations chaque semaine, nous ne pouvons pas tenir de comptabilité pour chaque convocation.

G. T., à Lye. — Le numéro a été expédié. Je le réexpédie.

C. P., à Vouvry. — Les cartes sont expédiées.

Reçu pour le journal :

H., 2 fr. — S., à Lyon, 2 fr. 50. — Pontier et Allègre, à Lyra, 5 francs.

Reçu pour les révolutionnaires russes : Pontier et Allègre, 5 francs.

Collecte faite par le camarade Jean Froutier de Paris, 69 fr. 25.

Reçu pour les grévistes arrêtés : H. G. à Saintes, 1 franc.

Merci à tous.

L'Eglantine parisienne. — Dr S., à Gavrelle. — B., à Carmaux. — P., à Buxton. — A. X., à Bruxelles. — M. Forge Haute. — M., à Agram. — D., à Bruxelles. — B., à Les Aix-d'Angillon. — C. P., à Vouvry. — C., à Montreux. — S., à Cusset. — M., à Chantenay. — M. D., à Saint-Etienne. — T., à Cauteleu. — S., à Lardières. — M., à Torchefilon. — M., à Loches. — E. D., Morlanwelz. — C. A., à Ratenelle. — B., à Carmaux. — H. D., à Londres. — T. L., à Pittsburg. — G., à Nantes. — M., à Montreux. — G., à Romagneu. — J. C., à Londres. — D., à Paris. — R. L., à Courteron.

Reçu timbres et mandats.

LE COIN DES ENFANTS

Je vais mettre en main le 3e volume de la série qui, comme les précédents, contiendra un choix de contes amusants, débarrassés de tout le fatras des erreurs bourgeoises et religieuses.

Il sera illustré par les artistes que connaissent nos camarades.

Cette fois-ci je m'y prends assez à temps, et puis promettre le volume pour les premiers jours de décembre.

Son prix sera de 3 francs. 2 fr. 50 pour ceux qui souscriront à l'avance, avec la faculté d'avoir au même prix les volumes précédents. A ceux qui en prendront cinq exemplaires, ils seront laissés à 2 francs l'exemplaire.

Les souscriptions seront reçues jusqu'au 10 novembre, mais les souscripteurs me faciliteront la besogne, en m'envoyant le montant de leur souscription dès à présent.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire, 150 francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, 1 fr. 40, 2 fr. 25 et 5 francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, 1 fr. 40 et 3 fr. 25.

Il nous reste un petit nombre :

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de 3 francs.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



Dessin de A. DELANNOY

— Y a rien à foutre quand il faut compter avec la crapulerie des socialistes à la Basly : c'est la lutte du pot de terre contre le pot de vin.

12e ANNEE — N° 25.

20 OCTOBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Gelner.

SOMMAIRE

Aux Amis du Journal

Je leur rappelle qu'il suffit de nous signaler toutes les localités, libraires et gares, où le journal n'est pas en vente et où ils veulent se le procurer pour que nous le fassions expédier d'office.
C'est une façon d'aider à l'expansion.

L'Opinion du Public

Quand un citoyen ou un groupe de citoyens ne peut faire aboutir une réclamation adressée aux autorités, il revendique le soutien de l'opinion publique.

Or, l'opinion publique, c'est celle d'une demi-douzaine de capitalistes qui détiennent la grande presse et exploitent la crédulité de leurs lecteurs pour faire chanter les spéculateurs et le gouvernement.

A l'abri de ces tripatouillages devrait exister l'opinion du public.

Mais pour que le public ait une opinion, il faudrait qu'il fût informé.

Par qui? puisque tous les journaux quotidiens sont entre les mains de la même bande, et que personne, ou à peu près, ne lit les quelques publications qui essaient de vivre en disant la vérité.

Comment le public aurait-il une opinion, puisqu'au lieu d'exercer un peu de critique vis-à-vis des invraisemblables bourdes qu'on lui sert, il trouve plus aisé d'accepter comme parole d'Evangile, tout ce qui est imprimé dans « son journal? »

Et puis c'est si mal porté de ne pas être de l'avis de « tout le monde ».

Cela dénote une si mauvaise éducation de discuter, à tout bout de champ, au lieu d'opiner du bonnet et de citer les proverbes qui constituent la sagesse des nations.

C'est si agréable de vivre toujours en paix avec ses concitoyens et de mériter l'estime de ses voisins et de sa concierge.

La médaille a malheureusement son revers. Viennent les contre-temps, se trouve-t-on acculé à la nécessité de faire appel aux amis, à la concierge, aux voisins, aux concitoyens pour protester avec vous contre une injustice dont vous êtes victime, vous trouvez qu'eux, qui ne l'ont pas subie, continuent à penser que tout va bien et ne peuvent que vous conseiller de prendre patience et de ne pas vous révolter contre l'ordre de choses établi, qui vous satisfaisait vous-même naguère.

Si vous insistez, on vous fait sentir, que, dans votre métier ou dans votre emploi, vous n'avez pas manqué de léser plus ou moins les intérêts de ce public à l'appui duquel vous faites maintenant appel.

Souvenez-vous de la grève des facteurs des imprimés. On plaignait un peu ces prolétaires du fonctionnariat peu remunérés et souvent surchargés de besogne; mais on rappelait les étrennes, les retards dans la distribution du courrier, les disparitions de prospectus, on faisait même participer les facteurs à la défaveur, très justifiée, dont jouit notre administration des postes dont la désorganisation permanente distingue avec éclat la France de la plupart des autres nations.

Ce n'est pas la faute des agents ni des sous-agents, bien entendu.

Mais le public ne peut pas s'en prendre à une entité. Et ce n'est pas sa faute, à lui qui paie assez cher, si l'Etat fait servir à d'autres usages les plus-values du budget des postes, rémunère mal des employés trop peu nombreux et surmenés. Le public sait seulement qu'il fait, pendant des heures, la queue à un guichet pour envoyer un mandat, qu'il est traité mal poliment par le monsieur qui est derrière le guichet, qu'on exagère, comme à plaisir, les innombrables formalités auxquelles est soumise la plus simple opération, que la plupart des receveuses de province ouvrent les lettres pour en savourer le contenu, en petit comité, et que, s'il veut faire parvenir, sans se servir de cette administration incapable, une lettre directement d'un point à un autre, il s'expose à une amende élevée.

Voilà quelques-unes des mille raisons qui rendent le public indifférent et plutôt hostile aux revendications, cependant tout à fait justifiées des malheureux et des malheureuses qui sont entrés dans ce bagne qu'est l'administration postale.

Il en est de même, à quelque degré, de toutes les administrations, de tous les services publics et privés.

Les prolétaires ont trop oublié ce point de vue dans leur lutte contre leurs exploiteurs.

Ils n'ont envisagé jusqu'ici d'autre arme que le syndicat, comme préparation à la lutte, c'est seulement au moment du conflit, quand ils sentent tous les pouvoirs ligués pour les écraser, qu'ils font appel à l'opinion publique.

C'est avant, qu'il fallait se rendre favorable l'opinion du public.

Si chaque employé, chaque salarié avait toujours pour but de sauvegarder les intérêts du public contre ceux du patron qui le roule avec eux, le public, quelque veule et inerte qu'il soit, soutiendrait, tout au moins de ses sympathies, la lutte engagée par les salariés contre le patron. Mais, en temps de paix, les salariés se gardent bien d'informer le public des tripotages qui enrichissent le patron à son détriment, de lui enseigner les trucs pour y échapper, de l'aider à esquiver les ennuis ou les frais inutiles. Ces salariés s'efforcent seulement d'obtenir pour eux les meilleures conditions possibles.

A la suite de chaque grève heureuse pour les salariés, qui paye les frais? Est-ce le patron obligé de céder? Non pas. C'est le public pour lequel on augmente les prix d'achats.

En sorte que chaque victoire d'un petit groupe de salariés se traduit par une défaite de tous les salariés qui constituent la masse des acheteurs; tandis que les capitalistes ne voient pas diminuer d'un centime le rendement de leurs capitaux.

Voilà pour quelle juste raison chaque grève actuelle est une lutte circonscrite entre un employeur et ses employés pour savoir quelle sera dorénavant la part de l'un et des autres dans les dépouilles du public.

Que celui-ci se désintéresse de l'issue de cette lutte dans laquelle il est d'avance et fatalement l'éternel vaincu; c'est trop compréhensible!

Il ne demande qu'une chose, c'est quelle se produise le moins souvent possible; puisque pendant qu'elle dure, il subit un renchérissement ou une gêne par manque de denrées, et que, la lutte finie, il continue à payer plus cher.

C'est exactement la situation des habitants non belligérants d'un pays qui est le théâtre d'une guerre. Pillés par les combattants des deux partis, soumis à des taxes extraordinaires, exposés aux coups, et obligés, la paix signée, de payer les frais de la guerre, ces malheureux habitants ne désirent qu'une chose : voir toujours régner la paix.

La guerre entre nations est une boucherie sans motif, un gaspillage de forces vives en pure perte.

La guerre sociale est au contraire une résultante inéluctable d'une organisation qui lèse toutes les lois naturelles.

Il s'agit donc, pour ceux qui souffrent le plus de cette organisation, de se ménager contre le petit groupe des exploiteurs, l'appui de toute la masse des exploités.

Le but d'une grève, à ce point de vue, apparaît beaucoup moins d'obtenir quelques avantages matériels, que de faire sentir, chaque fois, plus vivement, à tout le public, la nécessité de prendre parti.

Quand tout individu, dans toutes les portions de la société, aura été mis dans l'obligation de choisir son camp, le plus grand pas aura été fait.

Les soldats se lèveront non à l'ordre des chefs, mais contre eux. Les salariés de tout ordre refuseront d'enrichir leurs ennemis communs, les patrons, fussent-ils favorisés par quelques-uns d'entre eux, pour faire cause commune avec leurs camarades.

Ce n'est pas une affiche ou quelques discours qui avanceront cette action. Ce sont les actes de chaque jour de chaque prolétaire conscient.

Les employés de Dufayel ont donné un bon exemple en dénonçant au public, au moment de leur grève, le trafic éhonté qu'il subissait de la part de leur patron usurier, et en lui indiquant les moyens de ne pas payer. Cela aurait été encore mieux de le faire, avant la grève.

Il s'agit pour chacun de vivre, dès maintenant, comme on devrait vivre, dans une société bien organisée, de pratiquer l'entr'aide contre les puissances nuisibles. Quand cela se fera-t-il ?

Michel Petit.

OCCASION

Afin de faire de l'argent, dont nous avons un pressant besoin, nous nous décidons à mettre en vente deux collections complètes de nos Albums, tirage ordinaire, au prix de 50 francs chaque, et deux collections, tirage amateur, au prix de 100 francs chaque.

Nous rappelons qu'il s'y trouve toutes les lithographies épuisées, entre autres, l'édition originale de celle de Rysselberghe; qu'il reste très peu de ces collections, et qu'elles sont vendues 75 et 150 francs.

Le But de la Vie

Puis-je aimer cette vie d'indifférence, cette vie d'hostilité d'une société que j'effarouche?

Hier, mes yeux abusés y apercevaient de nombreux amis, sincères, dévoués, désintéressés, empressés à guider mes jeunes efforts, tout disposés à relever mon courage faiblissant, toujours prêts à me tendre une main fraternelle et à me rendre quelque menu service. Bref, je voyais tout autour de moi des cœurs généreux avec qui sympathiser. Un beau jour, je commets le crime impardonnable de penser, d'exprimer tout haut ma pensée, d'agir conformément à ma pensée. Mes amis s'étonnent; une telle audace ne saurait être admise.

Sur l'heure, ils se séparent de moi, comme d'une bête malfaisante, pour toujours. Et me voilà aimé et compris uniquement par les très rares camarades capables de penser, d'exprimer librement leur pensée et d'agir en toutes circonstances conformément à elle.

⁂

Mon horizon n'est pas sans charmes. La nature généreuse y déploie sa grâce printanière, sa mélancolie automnale. Là-bas, la ville grouillante, bruit d'une activité sans trêve. Malgré moi, je fais corps avec cette ambiance. Je le sens. Et si je consacre une part de mes forces à son entretien, je prétends avoir le droit de jouir de sa vue et de ses bienfaits. Et, cependant, malgré mon désir de vibrer à l'unisson de la poésie qui m'environne, et en dépit des mille progrès de l'industrie humaine dont je bénéficie, m'est-il vraiment possible de me plaire dans ce milieu où je respire ?

Certes, cela m'était possible autrefois, alors que mes yeux d'enfant ne comprenaient rien à la vie. A cet âge d'ignorance, toutes les actions de mes semblables pouvaient me paraître logiques et naturelles. Aujourd'hui, les temps sont changés. Mon cœur a compati aux souffrances d'autrui et ma dignité d'homme a bondi sous l'outrage. Mes yeux qui se sont dessillés ont vu cette vie noircie, salie, enlaidie d'usines fumantes et grondantes. Là, derrière ces hauts murs de brique, je devine des milliers de malheureux encaqués dès l'aube et condamnés à tourner leur meule jusqu'au soir. Dehors, le soleil brille. L'air embaumé des bois m'assainit les poumons. La joyeuse chanson de l'alouette se perd là-haut dans l'azur. Mais, vraiment, ai-je le droit d'être joyeux et de jouir en paix de ma vie présente?

⁂

Puis-je pleinement goûter aux joies de cette vie alors qu'à l'âge le plus précieux pour moi, à cette heure féconde entre toutes, où je veux aimer, où j'ai besoin d'agir, où tout mon être désire le bonheur d'une vie saine et complète, on m'éloigne brutalement de ce qui m'est cher pour plusieurs années, on me force à porter un uniforme ridicule, on m'assouplit à l'obéissance passive, on m'abrutit le cerveau, on me dessèche le cœur par une gradation savante d'exercices automatiques dont le but logique consiste à tuer son semblable? Puis-je ne pas me dégoûter de cette vie de caserne où, sans nul souci de ma santé physique et morale, on laisse ma saine jeunesse en contact avec les promiscuités les plus répugnantes? Puis-je raisonnablement me passionner pour cette fiction d'une Patrie dont la forme tangible m'échappe et dois-je pour une chimère laisser trouer ma peau qui est une réalité?

⁂

Puis-je aimer et puis-je approuver cette organisation mal faite où l'on s'arrache âprement la subsistance, où une effrayante majorité d'humains meurt de misère tandis que quelques-uns jouissent impunément d'une surabondance imméritée? Puis-je me complaire dans cette société de folie où l'on se hait, où l'on se tue, où les passions malsaines s'enflamment pour cet or stupide qui ne possède aucune valeur, aucune propriété merveilleuse en lui-même? Puis-je trouver justes ces hommes qui en arrivent à oublier qu'ils sont des hommes et qui oppriment des frères moins fortunés avec l'idée atroce de jouir sans frein de leur puissance usurpée ou de leurs richesses mal acquises?

⁂

Puis-je ne pas être dégoûté de ce monde étrange, biscornu, inesthétique, où tout est agencé, non pour la commodité des individus, non pour le plaisir des yeux; mais seulement pour gagner de l'argent et distinguer cruellement les castes les unes des autres. Nous vivons à une époque antédiluvienne et nos semblables ne savent encore utiliser leur esprit borné qu'à de misérables combinaisons de lucre et de gain. Qu'importent les laideurs pourvu que cela rapporte. La démolition de cette merveilleuse Galerie des Machines n'a aucune importance. Un jour, ce terrain-là sera vendu 600 francs le mètre carré pour y édifier des cubes de pierre sans style. La dynamite fait trembler. Mais pourquoi voudriez-vous que l'humanité que je prévois pour demain ne s'en serve pas contre ces laideurs? Cheminées des fabriques, murailles interminables, amas inextricables de pierres, de briques, de matériaux enchevêtrés, rues bourgeoises où le moëllon vous écrase, ruelles plates, uniformes, monotones des corons et des cités ouvrières, bazars, magasins, musées, palais, édifices officiels aux lignes anguleuses, éphémères, représentants d'un régime qui ne durera pas, je vous maudis!

⁂

Et néanmoins, j'aime la vie..... J'aime la vie parce que, malgré moi, je fais partie intégrante du Grand Tout, toujours en évolution vers le mieux. J'aime la vie, parce que j'ai en moi l'absolue certitude qu'au delà du temps présent, la vie sera plus douce aux hommes. J'aime la vie parce que je sais que, de toute cette misère, de toutes ces noirceurs, accumulées par la folie du pouvoir et la concentration des richesses, va surgir une irrésistible armée de volontés éveillées à la conscience du monde. J'aime passionnément cette vie présente, parce que, comme de la cuve où bouillonne le vin, d'où surnage l'écume et au fond de laquelle se dépose la lie, j'aperçois l'avenir généreux qui fermente et qui bouillonne, et les déchets sociaux qui, tout naturellement, s'en séparent.

⁂

Oui j'aime, j'aime cette belle vie de l'heure présente. Homère, Eschyle, Dante, Shakespeare, vos drames et vos épopées pâlissent devant les luttes de géants des mineurs, des porcelainiers, des débardeurs des ports, des tisseurs, des syndiqués parisiens. Ils pâlissent devant ces levées énormes des pétroliers du Caucase, des métallurgistes westphaliens, des mineurs de Pensylvanie. Ils pâlissent devant les insurrections de Cronstadt et de Moscou, devant les âpres défenses de la Pologne et de la Finlande, contre le géant russe. Ils pâlissent devant le courage d'un Kalaïef, d'un Schmidt, d'une Spiridowna, d'une Konoplianikowa. Rien n'est beau comme leurs actes, et l'Antiquité n'offre que de très rares exemples où l'individu se soit sacrifié pour élargir la vie.

⁂

J'aime le beau drame de cette vie, de notre vie. Mais, je m'en voudrais d'être contraint à rester simple spectateur du drame. Je veux la vie meilleure, de toutes mes forces et c'est pour la rendre meilleure que je vis et que j'entends agir.

⁂

J'entends agir. Bien entendu, autrement que ces inconscients qui s'en vont le cœur tranquille après avoir jeté deux sous dans la sébille d'un

prétendu pauvre. Autrement aussi que ces demi-conscients dont le seul acte consiste à se procurer l'organe d'études sociales chaque semaine. De toutes parts, l'horrible vieux monde s'effrite et se lézarde. Je serais bien bête d'attendre que ses débris me tombent sur le dos. Je serais bien naïf de croire aux belles paroles de ceux qui s'efforcent de rafistoler l'immeuble au lieu de le mettre à bas. C'est par manque de courage que l'on suit les mauvais conseils des prêcheurs de calme. Le calme, c'est pour toujours une vie laide, odieuse, irrespirable, cette vie infernale que je hais, que nous haïssons tous. J'entends agir en insurrection constante et raisonnée contre la vie qui nous est faite. J'ai des forces, une intelligence, une énergie latente à mettre en valeur, quelques ressources. Ce serait un crime que de ne pas les consacrer à la destruction de cette organisation néfaste, à la procréation d'un mieux-être cher à mon cœur.

* *

J'ai beaucoup parlé de moi. N'est-il pas temps de parler un peu des autres. Si tous ceux que l'iniquité révolte étaient capables de vivre en insurrection constante contre elle, si tous les esprits ouverts à l'entendement de nos idées, si tous les lecteurs assidus des rares organes bien sincères sentaient en eux l'ardent désir de transformer la face des choses, tous voudraient faire un maximum de sacrifices; et tous, chaque fois qu'ils le peuvent auraient à cœur d'apporter leur part de bien être, de loisirs, d'intelligence, d'efforts de volonté au tas commun. Quel beau défrichement les camarades conscients n'obtiendraient-ils pas s'ils savaient s'éduquer théoriquement et pratiquement, se parfaire par eux-mêmes et aiguiller le but de leur vie vers la Révolution indispensable. Que tous les sincères qui se réclament d'une société anarchique et harmonique, d'une humanité débarrassée de nos misères et de nos laideurs le veuillent résolument, comme je le veux, comme une phalange de militants le veulent, en étudiant leurs moyens d'action, en essayant leurs forces, puis en prêchant d'exemple aussi souvent que possible. Bientôt cette majorité de parias qui n'a pas encore trouvé un But, un Idéal dans la vie aura le moyen de s'intéresser au nôtre, de le désirer puis de marcher ainsi que nous, à sa conquête.

A. Pratelle.

Faites-nous des Abonnés !

LE CONGRÈS D'AMIENS

Notre camarade Pierre Monatte, qui a pris part au XV[e] Congrès national corporatif, écrira dans notre prochain numéro, un article sur ce Congrès. Il en restituera avec sa netteté coutumière la physionomie générale, il en dira les résultats pratiques, qui, dès aujourd'hui, apparaissent considérables. Le Congrès d'Amiens, dans l'histoire du prolétariat français, marque une date nouvelle, aussi importante, peut-être, que celle qu'avait deux ans plus tôt, marquée celui de Bourges, qui fonda le syndicalisme révolutionnaire, sur les ruines de toutes les écoles et de tous les partis.

Nous nous bornerons aujourd'hui à reproduire les principales résolutions votées par les délégués, qui étaient au nombre de trois cents, porteurs de 1.038 mandats, répartis entre 55 Fédérations de métier ou d'industrie (1).

Le Congrès s'était ouvert le lundi 8 octobre au matin, mais ce n'est que le lendemain matin qu'il se déclara régulièrement constitué.

Son premier acte fut de voter à une quasi-unanimité une motion Dhooge, flétrissant le *Réveil du Nord* :

Qui ne cesse de jeter suspicions et ordures sur toutes les organisations confédérées, qui n'a pas craint d'insulter abominablement les militants syndicalistes et les ouvriers en grève dans le Pas-de-Calais en les traitant de « professionnels du cambriolage » et qui, en outre, fut l'insugateur éhonté du fameux « complot » dont le gouvernement actuel aussi perfide que tous ses prédécesseurs, s'est servi pour emprisonner les membres du Comité confédéral et pour enrayer le mouvement d'émancipation des huit heures.

Il fut passé ensuite à la discussion des rapports confédéraux. Glissons sur les incidents provoqués par le passage du rapport de Griffuelhes, concernant l'attitude des mécaniciens au 1[er] mai. Le point important de cette discussion est la résolution que vota le Congrès relativement aux relations internationales.

On sait qu'il existe un bureau syndical international, fondé à Stuttgard, et destiné à servir de lien entre les mouvements ouvriers nationaux. Ce Bureau, dont le secrétaire est le *député social-démocrate* Carl Legien, et qui a son siège à Berlin, a tenu en 1904, une nouvelle *conférence* (c'est le terme adopté) à Dublin. Yvetot et Griffuelhes y assistèrent, mais la conférence, outre qu'elle ne fit rien, refusa de mettre à son ordre du jour les propositions des Français afférentes à l'antimilitarisme et à la grève générale. Le rapport déposé par Griffuelhes et Yvetot ne fut pas même distribué. On sait que les Allemands et les Anglais ne brillent pas précisément par l'enthousiasme révolutionnaire : la conférence de Dublin le montra une fois de plus.

Devant la volonté d'étouffement manifesté par elle, la C. G. T. fut amenée à mettre comme condition de sa participation à la conférence suivante (celle d'Amsterdam) l'inscription à l'ordre du jour de l'antimilitarisme, de la grève générale et des 8 heures. Il ne lui fut pas répondu. Pouget, qui avait été délégué à Amsterdam, ne s'y rendit donc point.

On sait aussi que Griffuelhes qui, en janvier dernier, au moment où les relations entre les gouvernements français et allemand étaient des plus tendues, fut envoyé à Berlin pour s'entendre avec la *Commission générale des Syndicats*, à l'effet de manifestations simultanées contre la guerre, échoua dans sa mission. La conséquence de cet échec avait été la suspension par le Comité confédéral français de ses rapports avec le Secrétariat international. Il appartenait au Congrès d'Amiens de fixer l'attitude du mouvement ouvrier français vis-à-vis des mouvements ouvriers étrangers.

Deux ordres du jour se trouvèrent en présence. L'un était signé Keufer, Coupat et Niel, et déclarait que :

Quels qu'aient été les résultats donnés jusqu'à ce jour par les conférences internationales, il est nécessaire que la C. G. T. y soit toujours représentée à l'avenir.

L'autre était signé de notre ami Paul Delesalle. Il était ainsi conçu :

Le Congrès, après avoir entendu critiques et réponses sur le passage du rapport relatif aux « Rapports Internationaux », approuve l'attitude du Comité Confédéral, pour avoir momentanément suspendu les relations avec le Secrétariat International, qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour des Conférences Internationales, les questions : *La Grève Générale, la Journée de Huit heures, l'Antimilitarisme.*

Il invite le Comité Confédéral à reprendre les relations avec le Secrétariat International, en demandant à nouveau l'inscription à l'ordre du jour des questions précédemment refusées.

L'ordre de jour Delesalle fut voté à une grande majorité, ainsi que l'addition suivante, proposée par l'ami Pouget :

Au cas où le Secrétariat International s'y refuserait, s'abritant derrière la motion adoptée à Amsterdam, dont il ne voudrait pas demander l'annulation à la prochaine Conférence, le Comité Confédéral est invité à rentrer en rapports directs avec les Centres nationaux affiliés, en passant par-dessus le Secrétariat International.

Il n'est pas besoin de faire ressortir toute l'importance de ce vote. Il apparaîtra capital.

La discussion des rapports ne se termina que dans la soirée du mercredi. Elle aboutit à des votes approbatifs. Le rapport de Griffuelhes, au nom de la Section des Fédérations, fut approuvé par 827 voix contre 103; celui d'Yvetot, au nom de la Section des Bourses, le fut par 672 voix contre 215, et celui de Pouget, au nom de la *Voix du Peuple*, par 591 contre 318.

On put aborder le lendemain la suite de l'ordre du jour.

Le Congrès vota le jeudi que l'agitation pour les huit heures serait reprise avec toute la vigueur de naguère, mais laissa au Comité le soin d'en fixer le terme après avis des Fédérations.

Il nomma également une Commission de propagande des huit heures.

Puis, Merrheim fit voter la motion suivante, qui causera aux adversaires de la *législation ouvrière*, si chère à nos bons politiciens, une vive satisfaction :

Considérant que les lois ouvrières en projet telles que celles sur l'abitrage obligatoire, participation aux bénéfices, contrat collectif du travail, représentation dans les conseils de sociétés industrielles, ont toutes pour objet d'entraver le développement du syndicalisme et d'étrangler le droit de grève notamment, de diviser la classe ouvrière en ne reconnaissant pas aux travailleurs de l'Etat les mêmes libertés qu'à ceux de l'industrie privée;

Considérant que l'Etat-patron est tenu, au même titre, si ce n'est davantage, en vertu même des principes de liberté dont il se réclame, de laisser aux travailleurs de l'Etat la même liberté qu'aux travailleurs de l'industrie privée;

Le Congrès proteste énergiquement contre tout projet qui les exclurait et repousse tous ceux qui auraient pour objet de diminuer les libertés ouvrières;

Considérant que le droit nouveau auquel nous aspirons et vers lequel tendent tous les efforts des syndicats, Bourses du Travail, Fédérations, Confédération générale du Travail ne peut sortir que des luttes ouvrières sur le terrain économique, le Congrès invite les Fédérations à se préparer à entreprendre une agitation énergique au moment où elle deviendrait nécessaire, contre tout projet tendant à l'étranglement de l'action syndicale.

Ce fut dans la séance du jeudi soir que commença la discussion tant attendue de la proposition du Textile. Quelques délégués avaient reçu mandat de s'y opposer de toutes leurs forces. Le Congrès s'y refusa et fit bien : la *question préalable* n'est pas, ne sera jamais une solution. La discussion eut lieu et le vote qui la sanctionna ne nous permet pas de le regretter, bien au contraire.

C'est Renard, secrétaire de la Fédération du Textile, qui ouvrit le feu. Il est inutile de résumer son discours : il conclut au rapprochement entre l'organisation économique de la classe ouvrière et sa soi-disant organisation politique, autrement dit le Parti socialiste. Dooghe, du Textile de Reims, lui répondit avec force. Puis Tillet, au nom de la Céramique, vint appuyer Renard : on sait que la Fédération de la Céramique, dont le siège est à Limoges est aux mains des social-démocrates. Bousquet parle ensuite contre toute entente, puis Niel qui chercha une fois de plus à mettre tout le monde d'accord.

La discussion se poursuivit avec une force merveilleuse le vendredi et le samedi tout entiers. Quand, le vendredi matin, il apparut qu'il était de toute nécessité de limiter le nombre des orateurs, il fut décidé que chacune des trois tendances représentées au sein du Congrès, aurait droit à trois orateurs. Merrheim, Broutchoux et Latapie furent désignés par les révolutionnaires pour porter la parole en leur nom; Keufer, Doizié et Coupat le furent par les partisans de l'absolue neutralité syndicale; Philippe, Parvy et Renard par les partisans de l'entente avec le Parti socialiste.

Du discours de Merrheim, nous devons détacher quelques mots :

Vous avez dit encore, Renard, que nous devons donner aux députés des lois à faire. Ils peuvent s'inspirer de nous, c'est leur droit, c'est même leur devoir; mais je ne puis rien leur demander, puisqu'ils ne peuvent nous satisfaire.

Vous avez parlé de la cathédrale que vous avez bâtie. Votre cathédrale est vide. Elle n'a qu'une jolie façade. Roubaix a été la Mecque socialiste. Il en est peu où les salaires soient aussi bas : neuf francs par semaine ! Il n'y a pas de classe ouvrière plus écrasée...

Je n'ai pas le droit, ayant souffert de ce mariage politico-syndical, ayant vu tomber des organisations fondées, je n'ai pas le droit d'accepter votre thèse.

Ne venez pas diminuer la Confédération, la gêner dans son action, l'empêcher de briser la légalité qui nous étouffe.

Keufer termine son discours en déposant la motion suivante qu'il importe de transcrire, à titre documentaire :

Considérant que, dans l'intérêt de l'union nécessaire des travailleurs dans leurs organisations syn-

(1) Sur ce nombre, 47 mandats furent rejetés par la Commission de vérification des pouvoirs (séance du mardi matin).

dicales et fédérales respectives, et pour conserver le caractère exclusivement économique de l'action syndicale, il y a lieu de bannir toutes discussions et préoccupations politiques, philosophiques et religieuses du sein de l'organisme confédéral ;

Que la Confédération générale du Travail, organe d'union et de coordination de toutes les forces ouvrières, tout en laissant à ses adhérents entière liberté d'action politique hors le syndicat, n'a pas plus à devenir un instrument d'agitation anarchiste et antiparlementaire qu'à établir des rapports officiels ou officieux, permanents ou temporaires, avec quelque parti politique ou philosophique que ce soit ;

Affirme que l'action parlementaire doit se faire parallèlement à l'action syndicale, cette double action pouvant contribuer à l'œuvre d'émancipation ouvrière et à la défense des intérêts corporatifs.

C'est Griffuelhes, qui, au nom du bureau confédéral, prit la parole le dernier. Notre envie est grande de reproduire tout entier ce discours d'une pensée si forte et si juste, mais notre place est limitée, et il nous faut nous borner, et arriver aux scrutins.

Ceux-ci eurent lieu le samedi matin. Ils firent au Textile une défaite écrasante. Ce fut en vain que Renard, pour sauver au moins la moitié de sa motion, propose le vote *par division* : le Congrès était résolu à écarter la motion toute entière, ce qui fut fait par 724 voix contre 34 (1).

Griffuelhes alors déposa la résolution suivante, qui fut acceptée par 824 voix contre 3. Nous la citerons tout entière, car elle exprime d'une façon saisissante la pensée du syndicalisme révolutionnaire :

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'assimilations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

Comme conséquence en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat, les opinions qu'il professe au dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

Dans sa dernière séance, le congrès vota encore une motion antimilitariste d'Yvetot. Et voici le texte qui souleva plus d'une clameur chez les partisans de la neutralité syndicale absolue :

Le Congrès de la C. G. T., tenant compte de la majorité significative qui s'est affirmée sur l'adoption des rapports du comité confédéral de la section des Bourses et de la *Voix du Peuple*, comprend que les ouvriers organisés de France ont suffisamment démontré leur approbation de la propagande antimilitariste et antipatriotique.

Cependant, le Congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse.

Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations, ou coloniale, la classe ouvrière est dupe ou sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise.

C'est pourquoi le 15e Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique, qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.

Cette motion énergique fut votée par 488 voix contre 310.

Il ne restait plus qu'à ratifier les propositions diverses présentées par les commissions nommées au début du Congrès. Nous reviendrons sur ces propositions dans notre prochain numéro. Puis le 15e Congrès national corporatif fut déclaré terminé.

D.

(1) Il y eut aussi un ordre du jour Niel, auquel Coupat s'était rallié. Mais le Congrès s'étant prononcé pour l'ordre du jour de Griffuelhes, celui de Niel ne fut pas même mis aux voix.

MOUVEMENT SOCIAL

Liberté, Egalité, etc. — Deux soldats d'infanterie de marine ont été condamnés, par le conseil de guerre de Cherbourg à quinze et soixante jours de prison.

Ils avaient crié devant un monument patriotique : « A bas l'armée ! Mort aux grades ! L'armée, il n'en faut plus ! »

L'avocat a allégué pour leur défense l'exemple de M. Camille Pelletan, qui fut reçu à Cherbourg au son de l'*Internationale* et qui a, devant tous, officiers et soldats, salué le drapeau rouge.

En France, on est libre de jouer la comédie ; mais, le jour où vous prenez le rôle au sérieux, halte-là !

A. Pr.

Saint-Etienne.

La grève du lait. — Le 5 octobre les Stéphanois durent se passer de lait, aucun fournisseur n'en avait reçu. On s'imagine le mécontentement général. Qu'était-il donc arrivé ?

En septembre, les paysans de la région avaient décidé de vendre le lait 0 fr. 25 le litre au lieu de 0 fr. 20, à partir du 1er octobre

La veille de ce jour la clientèle fut prévenue de cette augmentation. La récolte avait été mauvaise, le foin était cher, les poules ne faisaient point d'œufs..., les vaches se vendaient à vil prix, etc., force leur était donc d'augmenter le prix du lait.

Certains épiciers ne voyant dans cette augmentation qu'un surplus de bénéfice à retirer (1) acceptèrent aussitôt. D'autres, moins rapaces, firent observer aux laitiers que les ouvriers eux aussi vivaient péniblement, et que si le bétail se vendait pour rien, les bouchers n'en avaient pas diminué le prix de la viande, pas plus que les laitiers lorsqu'ils avaient du lait en abondance ne l'avaient vendu meilleur marché.

Certains paysans finirent par comprendre que le lait augmentant, la consommation s'en restreindrait, et que, obligés d'en faire du beurre et du fromage, ils perdraient d'un côté ce qu'ils auraient gagné de l'autre. Finalement ils consentirent à laisser le lait au même prix. De leur côté les épiciers leur cédèrent la remise dite de « la bonne mesure ».

Donc jusqu'au 4 octobre certains vendirent le lait 0 fr. 20 et d'autres 0 fr. 25.

De ce fait les laitiers se faisaient concurrence. Il fallait unifier les prix. Les laitiers se réunirent et décidèrent de ne plus envoyer de lait à Saint-Etienne tant que les épiciers ne le paieraient pas 0 fr. 25. C'était la grève générale ! Elle eut lieu mais ne dura qu'un jour.

Ce jour là les laitiers passèrent chez les débitants et les firent adhérer par écrit à l'augmentation. Sauf de rares exceptions, tous acceptèrent et le lendemain le service reprit comme de coutume. Il avait suffi d'un jour de grève générale pour que les laitiers triomphent. Loin de perdre un sou sur leurs bénéfices, ils auront un surcroît de gain. Car la récolte n'a pas été si mauvaise qu'on le dit, et même le bruit a couru que cette grève avait été menée par des accapareurs qui avaient acheté quantité de lait à 0 fr. 12 le litre !

Le plus fort, c'est que les Stéphanois n'ont pas protesté. Cependant si à la grève des vendeurs ils avaient opposé celle des consommateurs, et boycotté les épiciers, l'augmentation n'aurait pas eu lieu.

Les ouvriers passementiers et armuriers auraient dû se rappeler que les paysans ne vivent pas uniquement du travail agricole, mais qu'ils font encore à bas prix des rubans et des armes, et qu'en outre ils sont presque tous propriétaires. Je veux bien qu'ils soient surchargés d'impôts, mais qu'ils s'en prennent à l'Etat.

Ah ! si après une grève de garçons boulangers les patrons augmentaient le prix du pain, ce que les consommateurs en pousseraient des cris contre les sales grévistes.

La conclusion de cela, c'est qu'il y a toute une éducation du public à faire. Je crois qu'un bon moyen serait de propager l'idée de la grève telle que la conçoit M. Nettlau dans *La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière.*

Noël Demeure.

(1) Les débitants de lait ont pour bénéfice la vente du dimanche, plus celle d'un jour par mois pour la « bonne mesure » qu'ils ne font... jamais à leurs clients.

MOUVEMENT OUVRIER

Politique et Syndicats. — Le Congrès d'Amiens a fait justice de la proposition du Textile ; la menace un moment suspendue sur la tête de la Confédération générale du Travail a été écartée ; le syndicalisme continuera son œuvre d'organisation, d'éducation et de résistance, sans plus se préoccuper des partis politiques, qui se disputent le privilège de faire notre bonheur, que s'ils n'existaient pas.

Ce qui fût advenu de l'organisation ouvrière, au cas où le Textile l'eût emporté, on l'imagine sans peine : la politique tue ou corrompt tout ce qu'elle touche, elle eût fait de la Confédération ce qu'elle a fait du parti socialiste, un fantôme sans pouvoir et sans vie véritable, oscillant entre un révolutionnarisme verbal et traditionnel et un réformisme électoral d'ailleurs impuissant.

Notre camarade John Turner a publié, dans l'avant-dernier numéro de la *Voix du Peuple*, un article bien intéressant sur l'effet de la politique dans les syndicats anglais. Cet article n'aura pas manqué d'influencer les décisions d'Amiens. Nos camarades qui ne lisent pas la *Voix du Peuple* ne seront pas fâchés, je pense, d'en trouver un résumé à cette place.

— C'est un fait que depuis cinq ou six ans, nous dit Turner, les nouvelles Unions de métiers perdaient en force numérique. « Leur ancien esprit militant s'était épuisé, et au lieu de travailler à l'amélioration des conditions économiques de leurs membres, les administrateurs de ces Unions dépensaient leur temps et leur énergie à se créer des positions politiques pour eux-mêmes. »

La plus franchement politicienne des nouvelles Unions est celle des gaziers. W. Thorne, à la fois député aux Communes et... juge de paix, en est le secrétaire, et elle a un autre membre au Parlement. Or, cette Union qui avait, en 1900, 48.000 membres, n'en comptait plus, en 1904, que 29.000. Dans le même laps de temps, l'Union des terrassiers a perdu près de la moitié de ses effectifs (il est vrai que son secrétaire est devenu député) et l'Union amalgamée des travailleurs en général en a perdu exactement la moitié.

Toutes les Unions qui se sont jetées dans la politique ont décru numériquement.

« Quelques individus, dit Turner, ont gagné une influence politique, mais les membres de ces Unions ont perdu leur pouvoir économique. »

Seule, une Union a accru ses effectifs entre 1900 et 1904 : c'est celle des charretiers de Londres qui, de 3.654 membres, est passée à 5.537, or, le fondateur et l'inspirateur de cette Union est le camarade E. Leggatt, — un anarchiste ! — et les charretiers ont suivi obstinément une tactique toute économique.

La décroissance des Unions des travailleurs qualifiés (*skilled*) est moins accusée. C'est qu'elles assurent à leurs membres des avantages assez appréciables pour en entraver la désertion. Il n'en est pas moins vrai que les employés des chemins de fer ont perdu 2.000 membres en quatre ans ; mais ils ont fait entrer trois des leurs au Parlement !...

Ainsi donc, le fait est général. Toutes les *nouvelles* Unions (Turner appelle ainsi toutes celles

qui surgirent après 1880 sous l'influence du mouvement socialiste) ont vu s'éclaircir leurs rangs.

Au contraire, les vieilles Unions conservatrices, forteresse du trade unionisme, où n'entrent que des travailleurs qualifiés (*skilled*), continuent à croître lentement, malgré la part qu'elles prirent aux élections dernières. Cela provient uniquement de ce fait qu'elles offrent à leurs membres des avantages considérables, en les assurant contre les accidents du travail et contre la vieillesse, contre la maladie, contre le chômage, etc. Mais ces Unions-là ne nous intéressent certes pas autant que les premières qui, elles, avaient été créées pour la lutte « et qui, après s'être lassées de la lutte, ne s'occupent plus que de politique ».

Voilà le témoignage qu'apporte, en militant très informé, le camarade John Turner. Il valait la peine d'être résumé ici, où l'on ne cesse pas de lutter contre les altérations politiciennes du mouvement ouvrier.

AM. D.

⁂

Saint-Claude.

La population reste dans un état de surexcitation nerveuse.

Après la rentrée triomphante des ouvriers pipiers les patrons apeurés ayant repris courage devant les forces de gendarmerie déployées à leur service, se font tirer l'oreille à remplir leurs engagements.

De plus, des poursuites ont été faites et des condamnations prononcées contre dix-huit camarades. Malgré les plaidoiries d'Hervé et de Moutet, nos bons bourgeois érigés en juges firent leur besogne consciencieusement et octroyèrent des peines variant de 6 mois de prison à 50 francs d'amende,

D'autres grèves suivent leur cours, grèves minimes par le nombre et qui sont le résultat du mouvement qui se produit ici, l'esprit d'imitation a du bon; ce sont: grèves des boulangers, des ouvriers d'une usine de celluloïd, de lapidaires, et je crois que l'agitation se fait sentir encore sur d'autres corporations.

F. REGAD.

⁂

RUSSIE

Boucherie. — Le 14 avril, le tsar a fait exécuter 19 des matelots mutinés de Cronstadt. Nous avons un récit de l'exécution qu'il convient de reproduire :

Il faisait un vent violent et glacial. Les condamnés, qui avaient entonné un hymne funèbre révolutionnaire furent rangés en ligne et attachés à une corde tendue devant eux, puis au signal du feu les soldats tirèrent, non par salve, mais à volonté. Trois seulement des condamnés furent tués sur le coup; les autres furent blessés et bientôt ce ne fut plus qu'une masse d'où s'élevaient des hurlements de douleur, des supplications et des malédictions.

Les soldats tirèrent une seconde fois mais il n'y avait pas moyen de viser dans ce tas. On distribua alors de nouvelles cartouches aux soldats qui continuèrent à tirer à bout portant. Ce fut une véritable boucherie à la suite de laquelle les corps furent jetés à la mer.

Le tsar paiera; le tsarisme paiera, et tous les horribles bourgeois de France qui ont offert aux fusilleurs la poudre et les balles de l'exécution devront payer aussi !

⁂

Intelligence administrative. — L'édition française de la *Société Mourante et l'Anarchie* de J. Grave est interdite en Russie; des exemplaires ont été retournés aux expéditeurs par la censure. Par contre, l'édition russe continue à se vendre librement au pays des massacreurs.

⁂

ALLEMAGNE

Persécutions. — Nos amis ne cessent d'être persécutés. C'est ainsi qu'à Berlin, le 25 septembre, les bureaux du *Révolutionar* furent cambriolés par la police, de même les camarades Sauter, Wehner, Neumann, Nieluschewsky, et Zumpe, chez ce dernier, on s'empara de 12 exemplaires du « Internationalen Rebellen-Liederbuches ».

Le dernier numéro du « *Freie Arbeiter* » vient d'être confisqué à cause de provocations à la désobéissance des militaires.

A Krefeld, le 30 septembre dernier, nos camarades avaient organisé une réunion publique, mais la police ayant fait pression sur le propriétaire du local, le meeting ne put avoir lieu. A Karlsruhe, notre chère police avec le zèle qui lui est coutumier avait décidé une expédition chez un de nos camarades, mais ce dernier avait entendu par hasard un dialogue significatif entre sa propriétaire et les policiers et lorsque ceux-ci se présentèrent le lendemain matin l'oiseau était envolé.

Et voilà comment la bourgeoisie récompense ses auxiliaires, ainsi que le *Vorwaerts*, l'organe officiel des social-démocrates, persiste méchamment à nommer les anarchistes.

P. BOURET.

⁂

ÉTATS-UNIS

La Jungle. — Le *beefpacker* Armour vient d'écrire un livre : *Les Packers et le Peuple*, en réponse à Upton Sinclair.

On sait que celui-ci et d'autres encore ont dénoncé les *stockyards* de Chicago, pour être des enfers de pourriture et de maladie. M. Armour ne daigne même pas mentionner *La Jungle*, mais en revanche, il fait remarquer avec un admirable sang-froid que ce sont ses wagons à lui qui ont donné naissance au commerce des fruits en Amérique. Il est inutile de rappeler à quelles spéculations scandaleuses il a pu se livrer avec ses wagons-réfrigérants qu'il fait circuler exclusivement sur certaines lignes et dont il peut fixer le prix de transport comme bon lui semble. Les pépiniéristes doivent payer le prix fixé où bien alors cesser de produire.

Sur la question brûlante de la mise en boîte, M. Ogden Armour est muet comme une carpe. S'il reconnaît que « l'égorgement des animaux et leur transformation en conserves n'est pas un travail de salon », il n'oublie pas d'appuyer sur sa « rectitude » personnelle et sur celle de ses confrères.

La condition sanitaire des *yards* est maintenant parfaite, dit-il, la période des critiques non motivées et inintelligentes contre les *packers* que nous traversons affecte directement notre exportation, cet élément si considérable de notre prospérité nationale. Lorsqu'un Américain, amateur de sensations, agitateur politique ou écrivain d'un périodique, cherche à se faire une renommée en attaquant les *packers*, il porte atteinte à toute l'industrie des viandes des États-Unis ainsi qu'à chaque propriétaire de bestiaux, éleveur de porcs ou de moutons, et à tous ceux qui ont des intérêts dans l'industrie des viandes.

Que répondre à cette surabondance de logique? Essayons toujours. Je découpe dans un journal anglais :

A la suite d'une investigation officielle sur l'industrie des viandes conservées à Hiroshima (Japon), on a trouvé que les boîtes étiquetées *bœuf bouilli* contenaient de la viande de cheval si ingénieusement préparée qu'elle n'a pu être identifiée qu'après une analyse minutieuse.

Encore une coupure :

Un membre du Conseil du district rural de Bandon (comté de Cork), M. O'Donovan a fait remarquer en séance du Conseil que les trusts américains prenaient leurs clients irlandais pour des cannibales. Il déclara qu'un fermier de la localité avait récemment découvert dans un baril de bœuf salé américain des morceaux d'une cuisse humaine. Il ajouta qu'il pouvait l'affirmer sous serment.

C'est suffisant pour aujourd'hui.

A. PR.

⁂

BELGIQUE

Le lock-out à Verviers. — Rien n'est changé dans la situation depuis l'ouverture des hostilités. Le chômage reste complet dans toutes les usines de l'industrie textile et atteint plus de 20,000 travailleurs.

Pour donner le change à l'opinion publique qui leur est fort hostile, les patrons ont déclaré le lock-out virtuellement levé; leurs fabriques sont ouvertes à qui veut y rentrer; mais il faut se soumettre aux conditions qu'ils ont posées. Le manifeste qui contient celles-ci constitue un véritable défi à la classe ouvrière.

Les patrons entendent rétablir, dans tout son absolutisme, leur autorité ébranlée par les syndicats; ceux-ci, en fait, ne seraient plus reconnus; les revendications collectives ne seraient plus admises, les réclamations devraient se faire individuellement et hiérarchiquement, par l'entremise des contremaîtres et des ingénieurs; plus de contact direct entre le patronat et les salariés, les responsabilités peuvent ainsi être esquivées plus aisément, les uns les reportant sur les autres. Les conflits collectifs seraient portés devant un conseil d'arbitrage composé de quatre patrons et de quatre ouvriers. Comme machine à duper les travailleurs, ce serait un modèle du genre : deux délégués patrons seraient nommés par leurs pairs et deux par les ouvriers, les quatre délégués ouvriers étant, de même choisis, deux par leurs camarades et deux par les patrons, de sorte que, dans ce conseil, à l'opinion des deux travailleurs délégués par leurs frères s'opposerait toujours le parti-pris des quatre patrons et l'opinion commandée des deux ouvriers (traîtres à leur classe évidemment) choisis par leurs maîtres. Les patrons prétendent, en outre, réintroduire le tissage à deux métiers que les travailleurs firent supprimer il y a quelques années, et qui réintroduirait parmi eux, avec la surproduction, le surmenage des uns et le chômage des autres. Enfin, une série de mesures seraient prises pour entraver l'action syndicale : interdiction de tenir des réunions dans les fabriques pendant les temps de repos, défense d'afficher les convocations ou tous autres avis, de distribuer des manifestes, journaux ou brochures, etc., etc.

Dans ces conditions, pas un seul lock-outé n'a voulu reprendre le travail et la bataille continue. Bataille bien passive, il est vrai. Un grand élan de solidarité s'est manifesté par tout le pays pour soutenir les compagnons verviétois; il est admirable; mais, peut-être, a-t-il ce funeste effet de faire trop espérer, aux compagnons en lutte, de l'appui que les autres leur prêtent et pas assez de leur énergie propre, et de tous les moyens d'action énergique qui sont en leur pouvoir et qui, mieux et plus vite que tous autres, pourraient réduire le patronat à moins d'arrogance, à un plus grand respect de la dignité ouvrière.

Toujours est-il que les sentiments de solidarité qui animent toute la partie consciente du prolétariat belge sont en soi très admirables. Des milliers de familles ouvrent leurs foyers aux enfants des lock-outés pour les mettre à l'abri de toute misère pendant le temps de la lutte, et il y a beaucoup plus d'offres qu'il ne se trouve, à Verviers, de parents disposés à se séparer de leurs enfants. On prépare même, si celui des petits ne suffit pas, l'exode des parents; la ville de Verviers sera vidée de sa population ouvrière, celle-ci se répandra dans tout le pays pour être hébergée par les autres familles de la classe ouvrière et nourrie par les coopératives.

Ainsi l'on voit se développer par les nécessités mêmes de l'action, de la lutte de classe, la pratique de ces hauts sentiments de solidarité et d'entraide qui seront le ciment des sociétés futures. Et le cœur des révolutionnaires peut se remplir d'espoir et d'allégresse.

Cette joie pourtant ne peut être sans mélange. Nous sommes loin de compte encore; car si la solidarité prolétarienne se manifeste, ce n'est pas, sans être encore fâcheusement marquée, çà et là, du sceau du monde où nous vivons, du monde capitaliste. Le sentiment de la propriété entache encore fortement la solidarité des travailleurs, lorsque celle-ci se manifeste sous forme de *prêts d'argent*. Oh! la triste chose! Et des socialistes la préconisent! Ces dévoyés ne reculeront-ils devant aucune transaction, devant aucune trahison à l'égard des principes communistes! Ainsi que des banquiers, les représentants des syndicats du Parti ouvrier vont débattre à Verviers, les conditions des prêts qu'ils peuvent consentir aux organisations en lutte; on suscite aussi des prêts individuels (en général 0.50 par semaine) dont le remboursement est garanti par les coopératives du Parti qui jouent ainsi le rôle de banques. C'est à ces procédés qu'on n'a point honte d'avoir recours parmi les socialistes. Il faut de l'argent à nos frères de Verviers, c'est entendu, puisqu'ils n'ont plus de salaires et qu'il leur faut du pain et que le moment n'est pas encore venu d'aller en *prendre* où il y en a. Mais pour leur en donner, faut-il user de tels moyens? Eh quoi! va-t-on entretenir au sein même des organisations ouvrières le sentiment de la propriété privée? L'argent que les syndicats ont dans leurs caisses leur appartient-il en propre? Ou ne doit-il pas être à la disposition libre de ceux qui en ont besoin dans la lutte de classe? Le prêt d'argent, manifestation de l'esprit capitaliste, doit être refusé par la classe ouvrière. S'il entre dans la destinée historique de celle-ci de réaliser un jour la société communiste par son triomphe final sur

la bourgeoisie, le rôle de tout socialiste conscient ne devrait-il pas être d'écarter autant qu'il peut de son action toute pratique bourgeoise?

Une fois de plus, les collectivistes belges faillissent à leur mission révolutionnaire. Nous voulons propager cette idée, dans la classe ouvrière, que tout est à tous, et qu'à tous ceux qui ont besoin chacun doit *donner* selon ses moyens.

HENRI FUSS-AMORÉ.

ROUMANIE

La police russe en Roumanie. — Entre autres nouvelles d'ici, je noterai l'expulsion du frère de Marie Spiridowna, qui s'était réfugié en Roumanie d'autant plus confiant en son hospitalité qu'il est d'origine roumaine, étant de la Bessarabie.

Il est triste de dire que l'appel du pauvre Spiridonow à la presse roumaine ne fut pas entendu de celle-ci, et bien qu'il fût inscrit à la Faculté de médecine de l'Université de Jassy, pas un seul de ses camarades d'école ne dit mot, eux qui avaient fait tant de bruit lors du conflit gréco-roumain.

Les policiers russes vont et viennent en Roumanie, certes plus en sûreté qu'en Russie et leur chef présumé, le Grec Mellas, se promène bras dessous avec le préfet de Galatz et est reçu par l'aristocratie.

Congrès socialiste. — Au mois de septembre dernier, le jeune parti socialiste roumain a tenu son premier Congrès. Ce qu'il y eut de caractéristique, c'est qu'il n'y fut pas parlé de politique. Toute la discussion roula sur la lutte économique à laquelle doivent se consacrer les travailleurs et qui a comme but la grève générale.

J. NEGULESCU.

HONGRIE (*suite*).

Nous devons nous rappeler à ce sujet les paroles de *Bebel* qui affirmait que malgré ses cheveux gris *il prendra encore les armes si la patrie est en danger. Tellement ont changé les idées démocratiques depuis qu'elles sont entrées au Parlement.*

Le suffrage universel n'est en aucune façon le triomphe du socialisme. Au contraire par lui *on arrache les dents venimeuses* et ardentes des *agitateurs socialistes et on les rend inoffensifs.*

Tout le monde sait bien que c'est le canal naturel des mécontentements socialistes, de la révolution qui menace d'éclater.

De même qu'en creusant d'avance un lit au torrent qui menace de renverser, emporter et ravager tout ce qu'il trouve dans sa route nous le rendons inoffensif et nous pourrons peut-être même l'employer pour nos buts, de même *en réglant* à temps *les puissants instincts populaires* nous les rendons inoffensifs et *nous pourrons les employer pour nos propres fins, au service de la politique* et de l'œuvre que nous poursuivons et *qui doit satisfaire nos intérêts* ».

Comme ce discours est fait à des électeurs, par suite à des bourgeois jouissant d'une certaine culture intellectuelle, en tout cas d'un certain nombre de privilèges et de droits que l'ouvrier ne connaît point, c'est moins une série de promesses trompeuses qu'une démonstration claire et en quelque sorte scientifique du moyen de dominer le peuple, de canaliser ses légitimes fureurs, d'étouffer ses instincts de révolte et de les satisfaire tout en continuant à l'exploiter économiquement au même degré qu'auparavant et tout en ne renonçant à aucun des privilèges que la société capitaliste confère à la classe régnante et riche. C'est une initiation caractéristique, — pourrais-je dire en d'autres circonstances — confidentielle ou évitée parce que superflue ou imprudente, faite par un bourgeois éclairé à d'autres qui le sont moins, mais qui sont toujours ses frères de classe, aux moyens et secrets de la politique qui permettent à une poignée d'hommes de tenir en esclavage et d'exploiter tout un peuple, en ne courant même pas les risques d'une fureur ou d'une révolte des opprimés.

Aussi les ouvriers ne se laissèrent-ils pas duper par ces paroles.

Bien que les journaux démocrates et socialistes portassent aux nues le ministre et bien qu'on ne parlât partout que d'une alliance secrète entre les socialistes et le gouvernement (d'autres disaient même entre la royauté et le peuple contre la féodalité et l'aristocratie, et d'un « camarade ministre », les ouvriers restèrent presque indifférents et continuèrent leur lutte à eux, la lutte économique; les grèves qui seules, en attendant, peuvent améliorer leur situation et remportèrent plusieurs victoires.

Ce serait un peu long d'énumérer tous ces mouvements et toutes ces grèves; je me contenterai donc d'en décrire les principes importants non seulement par les améliorarions immédiates qu'ils ont apportées mais aussi par l'influence qu'ils ont eue sur le mouvement émancipateur en général et sur la lutte des classes en particulier.

La grève des ouvriers du gaz de 1905. — Immédiatement après le succès éclatant des ouvriers maçons dont nous avons parlé l'année dernière, les gaziers se mirent également en grève. C'est une des plus importantes, sinon la plus importante du prolétariat hongrois, parce qu'elle a donné un nouvel élan à la lutte des classes et a montré pour la première fois aux bourgeois qu'ils n'ont pas affaire à des individus isolés exploitables à merci, mais à des forces multiples, organisées, et solidaires entre elles.

La direction de la Compagnie du gaz ayant refusé d'abord de recevoir une délégation ouvrière, tous les ouvriers, même ceux qui avaient déjà obtenu satisfaction, y compris machinistes et contremaîtres, abandonnèrent pour la seconde fois le travail et en moins de quatre heures tous les ouvriers de toutes les compagnies du gaz chômaient. Ceux qui avaient été corrompus par les patrons ou qui étaient venus d'ailleurs furent arrachés des usines malgré le grand nombre de soldats et agents postés devant les usines. Devant cette attitude énergique, les patrons durent céder, ils durent convoquer la délégation et le comité de grève et consentir à toutes leurs demandes qui étaient:

1° Les ouvriers travaillant dans la cour recevront un salaire minimum de 2 couronnes 40, ceux qui travaillent depuis 5 ans, 2 couronnes 50, ceux depuis 10 ans, 2 couronnes 60.

2° Repos d'une heure et demie à midi, provisoirement pendant les seuls mois de mai à août compris.

3° Les ouvriers des magasins recevront 3 couronnes 40 à 4 couronnes 10 par jour.

4° Les ouvriers instruits travaillant dans les ateliers où les habits se déchirent vite recevront un supplément de 25 0/0.

5° Les heures supplémentaires seront payées avec une élévation de salaire de 25 0/0.

Mais encore une fois ce qui rend cette lutte très importante, c'est qu'elle a réduit le patronat à traiter directement avec le syndicat. Or, en s'adressant au syndicat le patronat s'est de nouveau rendu compte (et avoué officiellement) qu'il n'a plus à faire à quelques ouvriers isolés qu'il pourrait toujours tromper ou acheter, mais à une masse consciente de ses forces et de ses droits, résolue et prête à une résistance acharnée.

La lutte entre le travail et le capital en reçoit une accentuation nouvelle. Les non convaincus, les faibles et les hésitants comprennent alors d'eux-mêmes que c'est seulement en s'organisant dans le cadre de leur classe qu'ils peuvent l'emporter dans cette lutte et améliorer leur situation. De ce chef, la grève amène au syndicat plus de nouveaux adhérents que n'importe quel discours et n'importe quelle propagande.

Organisations des postiers, garçons épiciers et journalistes rédacteurs de province). — Le succès des ouvriers du gaz avait été précédé par l'organisation des postiers de Budapest qui se mirent aussi immédiatement en grève et obtinrent une augmentation annuelle de 80 couronnes. Il fut suivi par l'organisation des garçons d'épicerie qui adhérèrent également au syndicat des employés de commerce. Peu après, il se produisit un fait intéressant. Les rédacteurs et journalistes de province, que les bourgeois croyaient pour toujours gagnés à leur cause, quoiqu'ils ne leur allouaient pas de meilleur paiement en général qu'aux ouvriers et dont ils voulaient se servir contre ces derniers, convoquèrent un grand congrès et résolurent de s'organiser en un syndicat comme les ouvriers. Mais ce qui surprit encore plus c'est qu'ils résolurent à l'unanimité d'adhérer au mouvement social-démocrate international.

Malheureusement cela ne devait pas durer. Les politiciens, agents du patronat chargés de faire oublier aux ouvriers leurs revendications, épiaient tous leurs mouvements. Voyant qu'ils allaient de succès en succès, ils voulurent à n'importe quel prix les détourner de la lutte économique. L'occasion ne se fit pas attendre. Le parti oppositionnel ayant sommé la nation de se joindre à lui, sous prétexte que le pays était en danger, le gouvernement répondit que lui seul pouvait et voulait faire justice aux revendications du peuple. Pour montrer sa sincérité, il ajoutait que dès l'ouverture du Parlement, il déposerait le projet du suffrage universel au vote secret. Ces paroles ne manquèrent point leur but. Les journaux socialistes et démocratiques applaudirent frénétiquement comme la première fois et conseillèrent aux ouvriers de combattre énergiquement la coalition. Ils dirent en outre que c'était le moment d'arracher le privilège du vote aux bourgeois et que les ouvriers devaient s'organiser en vue de cette lutte et y consacrer tous leurs moyens.

Or en demandant le suffrage universel, les ouvriers non seulement s'engageaient dans la lutte politique mais se mettaient aussi en même temps à côté du gouvernement, contact qui n'est pas sans danger. Il en résulta une sorte d'amitié entre les deux éléments pourtant si contraires par leurs buts, intentions et intérêts, amitié que le gouvernement tâcha d'encourager.

La chose n'était point difficile puisque maintenant, les ouvriers comme le gouvernement, se contentaient de combattre la coalition comme si cela dût empêcher leurs patrons de les exploiter.

Et de fait, les ouvriers négligèrent complètement la lutte économique, toutes leurs forces furent désormais consacrées à la politique et au suffrage universel.

Aux multiples et victorieuses grèves d'autrefois succéda, pendant plus de six mois, une stagnation complète dans les syndicats. Il n'y eut plus de socialistes pour demander des salaires plus hauts ou des journées de travail plus courtes. Tous étaient occupés à demander le droit d'élire des législateurs.

A. MANTEAU.

(*A suivre.*)

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la *Variété* : **Élisée Reclus.**

BIBLIOGRAPHIE

Hygiène des sédentaires, par le docteur C. Pagès (1). — Le lecteur qui chercherait dans cet ouvrage un guide détaillé qu'il n'aurait qu'à suivre pas à pas pour pratiquer une hygiène conforme aux conditions spéciales de son individualité, serait certainement déçu en le parcourant. L'*Hygiène des sédentaires* n'est pas un évangile, un catéchisme auquel il n'y a plus qu'à se fier servilement.

Nul plus que le docteur Pagès n'est ennemi des dogmes, des articles de foi et des prescriptions ex-cathedra. « Les différences individuelles sont trop grandes, dit-il, pour que j'aie jamais songé à fixer l'hygiene personnelle, et j'ai voulu seulement fournir les renseignements propres à l'établir. »

Son livre est, en effet, une étude réfléchie, minutieusement analysée des meilleures conditions d'hygiène et des plus profitables pratiques qui intéressent le sédentaire, l' « immanuel », comme il appelle, par opposition au « manuel », l'homme de bureau, ou celui qui se livre à une besogne intellectuelle.

Mais ces conditions générales établies, ces pratiques décrites, l'auteur laisse à chacun l'initiative de choisir ce qui convient à son tempérament. « S'il est vrai, dit-il, que tout homme parvenu à la maturité doive avoir assez de connaissances et se connaître assez lui-même pour être son propre hygiéniste, cette faculté doit se rencontrer surtout chez les ouvriers de la pensée, auxquels ce livre s'adresse. » Il est absurde, pense-t-il, d'établir une règle uniforme pour tous. Ne doit-on pas tenir compte, outre des différences de tempérament, de celles de climats, de races, de conditions sociales, d'âges, d'hérédité, etc.? Donc, une

---

(1) Un vol. 3 fr. 50, à la Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

fois les principes généraux posés, c'est à la raison, au jugement de chacun qu'il est fait appel.

Cette méthode n'est pas pour nous déplaire, nous qui en tout et pour tout préconisons le développement de l'initiative, qui proclamons la conscience individuelle seule loi de l'individu.

C'est pourquoi le livre du docteur Pagès nous a séduit, ou tout au moins l'esprit qui l'inspire, car, quant à la partie technique, nous nous déclarons incompétent.

Il nous a séduit aussi, nous protagonistes de l'épanouissement intégral de l'individualité humaine, par son amour de la beauté physique. « A moins d'une grosse tare originelle, dit-il ailleurs, ou de graves accidents, quand ils voudront ils seront *beaux*, quand ils voudront ils seront forts, quand ils voudront ils seront sains. »

L'antidogmatisme de l'auteur, son appel à l'initiative de chacun, son culte de la beauté, il ne nous en a pas fallu davantage pour trouver son œuvre digne d'être recommandée à l'anarchiste, c'est-à-dire à l'ennemi des dogmes, au libre esprit ne relevant que de sa conscience, au passionné de l'intégrale beauté humaine.

André Girard.

Nous avons reçu :

Ciencia y Religion, par Pedro Gori, traduction espagnole, par J. Prat. — 1 broch. à 0 fr. 15, Réus (Espagne).

L'Homme et la Terre, par Elisée Reclus, séries 12, 13 et 14, 2 fr. 50 chaque. — Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

De chez Schleicher :

L'Origine des espèces, par Darwin, 1 vol. de 604 pages, 2 fr 50 ; 3 fr. 15 par la poste.

Librairie rationaliste, essai de bibliographie contemporaine, 1 vol., 2 francs.

Les foules de Lourdes, par J.-K. Huysmans, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A voir :

Chronique rosse, par Galantara : « Assiette au beurre », n° 287.

Le prochain dessin sera signé Bradberry.

Correspondances et Communications

× **Vient de paraitre le premier numéro de** l'*A. I. A.*, bulletin de l'Association internationale antimilitariste.

Au sommaire, les signatures de Gustave Hervé, d'André Girard, de G. Yvetot et de Félicie Numietska.

Le bulletin est agrémenté de vignettes. Souhaitons-lui amicalement bonne propagande et longue vie.

× **Les Temps Nouveaux et la Vie Ouvrière** sont en vente à la Librairie Artistique, 42, rue Jules-Juillet, Creil (Oise).

× **Si des camarades** de profession agricole veulent s'expatrier en Amérique, ils peuvent s'adresser à G. Weiss, fermier à Sandy-Hook (Connecticut), qui leur facilitera les moyens de trouver du travail.

× Montpellier. — **Groupe d'Etudes sociales.** — Samedi 20 courant, à huit heures et demie, au Café du Plant de l'Olivier, réunion du groupe.

Adresser correspondance et communications : Raoul Grès, rue de Candolle.

× Saint-Ouen. — **Comité de défense pour Louis Grandidier.** — Grand meeting de protestation, le samedi 20 octobre, à huit heures et demie du soir, salle Germain, Café du Sport.

Orateurs : Gustave Hervé, docteur Meslier, Sélaquet, Philippe, conseiller municipal de Saint-Denis ; Miguel Almereyda, R. De Marmande.

Entrée gratuite.

× Belgique. — **La Colonie Libertaire de Stockel-Bois** prévient toutes les personnes qui s'y intéressent, qu'elle s'est transférée rue Verte, 57, à Boitsfort.

× Frameries. — **L'U. P. de Frameries** (Belgique), vient de prendre l'initiative d'une Exposition populaire des beaux-arts, qui sera visible du 20 octobre au 2 novembre.

Un choix de tableaux, sculptures, eaux-fortes, pastels, affiches, lithographies et estampes, dus à des artistes remarquables de l'heure présente, a été fait spécialement pour l'éducation artistique du peuple.

Nota. — Les lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux* seront visibles à cette exposition.

Entrée : 50 centimes (gratuite pour les ouvriers).

Espérons que le public accordera sa sympathie à une tentative aussi audacieuse

× Fribourg. — **La Commission de propagande** de l'Union Ouvrière met à la disposition des organisations ouvrières suisses des camarades conférenciers pour des causeries contradictoires.

Voici les sujets qui peuvent être traitées :

En français : le sabotage, le label, l'action directe, la coopération et coopératives, la limitation des naissances, le syndicalisme, le militarisme.

En allemand : les syndicats de l'alimentation.

En italien : l'antimilitarisme.

Prière d'avertir du sujet choisi quelques jours à l'avance, à l'dresse de Jules Erlebach, secrétaire de l'U. O., villa Favorite, Beauregard.

× **L'Alliance scientifique à Madagascar.** — L'Alliance scientifique universelle, cette grande association internationale qui continue à prendre un développement prodigieux dans les cinq parties du monde, vient de constituer un Comité central à Madagascar, sous la présidence de M. Baduel. Une partie importante des indigènes de cette grande île africaine appartient à la même race que les populations autochtones de la Polynésie. Qu'on y réfléchisse.

Le Président général pour l'Océanie, M. Macdonald, qui s'intéresse tout particulièrement aux groupes réputés primitifs et inférieurs de l'humanité, s'occupe en ce moment de cette grande question, ainsi que le Comité central qui fonctionne sous sa direction à Melbourne, en Australie.

× **La Réforme de l'Enseignement primaire.** — Cette grande question vient d'être mise à l'étude par un certain nombre de Comités de l'Alliance scientifique universelle, non seulement en France, mais dans plusieurs autres parties du monde.

Le 28 octobre prochain, ce grand problème est inscrit à l'ordre du jour d'une séance du Comité de Fontenay-aux-Roses (Seine), où une discussion générale, avec le concours de plusieurs instituteurs, s'engagera sous la présidence de M. Gervais, assisté du Dr Artault, président local.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris.

Vendredi 19. — L. Delpon : Les îles d'Ouessant et de Sein. — Pêcheurs et pilleurs d'épaves.

Mardi 23. — R. Hubert (de l'A. E. R.) : Les théories de la propriété.

× **Maison Commune**, 45, rue de Saintonge. — Salle du premier étage, cours élémentaire d'Espéranto tous les lundis, à 8 h. 1/2.

× **Création d'un milieu libre.** — Samedi 20 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, *réunion des partisans*, salle de l'Aube sociale, 4, passage Davy (XVIIIe).

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 22 octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Espéranto.

× **Fondation Universitaire de Belleville**, 19, rue de Belleville.

Jeudi 25 octobre. — 24 heures de caserne par MM. Louis Deneuville et Henri Moreaux ; lecture des 2 premiers actes.

Samedi 27 octobre.

Lecture des 3e et 4e actes.

× **Changement d'adresse.** — Les camarades sont invités à adresser tout ce qui concerne « Internacia Socia Revuo », à Louis, 45, rue de Saintonge, Paris (IIIe).

Joindre un timbre pour la réponse.

× **L'Aube sociale**, 4, passage Davy.

Mardi 23 octobre. — Kownacki : La Science sociale d'après Herbert Spencer.

Mardi 30 octobre. — Causerie du camarade Charlot : Critiques syndicales.

× **La Concentration artistique.** — Tous les dimanches, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital. Apéritif-concert de 4 à 7 heures du soir, organisé par les *Amis de la Chanson*.

Entrée libre.

× Aubervilliers-Pantin. — **Groupe Espéranto.** — Réunion le samedi 24 octobre, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre.

× Saint-Ouen. — **Jeunesse libertaire.** Vendredi 26 octobre, *La Vie*, par Froment.

× Billancourt. — **L'Harmonie universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale. — Réunion tous les mercredis soirs, à 8 h. 1/2, provisoirement chez le camarade Armand, 28, rue des Peupliers.

× Saint-Ouen. — **Jeunesse Libertaire.** — Dimanche 21, visite au Jardin des Plantes : Minéralogie, Paléontologie, sous la direction de V. Froment.

Réunion à une heure du soir, salle Tavernier, 10, avenue des Batignolles.

× Levallois-Perret. — **Soirée de camaraderie**, le samedi 20 octobre, à la salle des Travailleurs, 61, rue de Cormeille.

Au programme, chants et déclamation par divers camarades ; causerie, par Libertad, et *le Portefeuille*, un acte de O. Mirbeau.

Prix d'entrée : 30 centimes.

× Lyon. — **A. I. A.** — Les réunions auront lieu le vendredi de chaque semaine au lieu du mardi, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier.

On y traitera de l'organisation de soirées familiales dans les divers quartiers de Lyon.

Soirée familiale, dimanche 28 octobre, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

× Toulon. — **Jeunesse libre.** — Les cours d'espéranto sont définitivement créés, ils auront lieu le lundi et le jeudi, de 6 heures à 7 heures du soir, au local de la J. L., 14, rue Nicolas-Laugier, premier étage.

× Toulouse. — **Groupe anarchiste.** — Réunion samedi 20 octobre, *rue du May*, 9, à 8 h. 1/2 du soir.

× Angers. — **Groupe libertaire d'études sociales** « ancienne amicale des idées pacifiques ». — Réunion le dimanche 4 novembre 1906, à 9 heures du matin, boulevard Henri-Arnaud, 18, au premier étage.

× Marseille. — **Meeting de protestation contre** les arrestations de Barcelone et la fermeture de l'Ecole Moderne, le samedi 20 octobre, à neuf heures du soir, grande salle de la Bourse du Travail

Orateurs : Jean Marestan, José Castan, délégué de l'Union des Sociétés ouvrières de Barcelone, Lerroux, député espagnol ; Quadrantini, du groupe d'études sociales italien. Entrée libre.

EN VENTE

Nous avons deux collections complètes de l'almanach du *Père Peinard*, y compris celui de l'année 1894, absolument introuvable.

Nous les laisserons à 10 francs chaque.

COIN DES ENFANTS

La souscription au 3e volume est ouverte. Le volume sera laissé aux souscripteurs à 2,50 franco, avec faculté d'avoir, au même prix, les volumes précédents parus.

A tout souscripteur de 5 exemplaires, ils seront laissés à 2 francs le volume.

Le volume en préparation contiendra, en outre, des contes parus dans le supplément, deux contes inédits.

Petite Correspondance

B., à Saint-Affrique. — J'ai réexpédié le numéro non reçu. Réclamez à la poste. L'expédition a été faite.

C., à Vaarennes. — *L'Autorité paternelle* et la *Liberté par l'enseignement*, épuisées.

B. V., à Bernay. — « Le Mariage libre », épuisé.

Reçu pour le journal :

Roussel et Leleu, 1 franc. — C. R., à Romorantin, 0 fr. 50. — Abonné 193, 10 francs. — M. L., 3 francs. — Jeumont, 2 francs. — F., au Mans, 5 francs. — R., au Vésinet, 1 franc.

Merci à tous.

M., à Indret. — E. F., à Avignon. — Syndicat des Agriculteurs. — B., à Chinon. — J. G., à Lure. — E. F., à Epernay. — H. L. — G. L. — J. C., à Barcelone. — J. L., à Spring-Valley. — G. A. C. — R., à Cosnes. — B. P., à Marseille. — K., à Genève. — C., à Bourg-Argental. — R., à Saint-Claude. — V., à Chaumont. — D., à Maraussan. — T. G., à Vaux. — D., à Fresnes. — R. H., Plaine-Saint-Denis. — M., à Creil. — A. M., à Montuer.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour les révolutionnaires russes : M. B., 20 francs. — Listes précédentes : 76 fr. 25. — En tout : 96 fr. 25.

Là-dessus, il a été remis 60 francs pour un camarade partant pour la Russie.

Le Mans. — Attendez pour les bustes. Les camarades qui vous empilent, ce sont des bourgeois auxquels il ne manque que le capital pour être de parfaits exploiteurs, avec l'hypocrisie en plus. *Mariage libre*, épuisé.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris

Un Discours politique.



Dessin de GELNER.

"Sacrés Russes ! Ça vole, ça pille. Nous sommes aussi des révolutionnaires, mais nous restons des honnêtes ouvriers."

12e ANNEE. — N° 26. 27 OCTOBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE	
Un an	8 fr.
Six mois	4 »
Trois mois	2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR	
Un an	10 fr.
Six mois	5 »
Trois mois	2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

Aux Amis du Journal

En causant avec un ami, je lui expliquais que si j'avais un millier de francs pour faire un affichage méthodique, renouvelé à très peu d'intervalle, on pourrait trouver les lecteurs qui nous manquent pour assurer l'existence normale du journal.

Cet ami, qui désire rester anonyme, m'a remis 300 francs, regrettant de ne pouvoir faire mieux, pour essayer avec cette somme.

Nous allons donc faire tirer deux affiches, une illustrée du format à 0 fr. 12 et l'autre à 0 fr. 06. Si les camarades de chaque localité veulent bien se charger de prendre quelques exemplaires, pour les afficher, en prenant les frais de timbres à leur charge, nous pouvons faire tirer trois ou quatre mille affiches qui, placées judicieusement, peuvent faire la publicité d'un affichage plus copieux.

Comme nous voudrions activer cet affichage au plus vite, nous prions ceux des camarades qui voudront bien se charger de l'affichage dans leur région de nous faire savoir au plus vite le nombre d'exemplaires qu'ils désirent soit avec timbres, soit sans timbres, s'ils peuvent se les procurer dans leur localité.

Les Temps Nouveaux.

La Vie serait belle...

Cher camarade Pratelle, dans un fervent élan de votre foi, vous avez entonné le cantique de la beauté de vivre. Vous aimez la vie parce que la vie, c'est la lutte, c'est l'action, c'est l'espoir aussi d'un demain radieux de joie et de félicité. Vous aimez la vie parce que, tourné vers l'avenir, vous vivez dès maintenant, au moins par l'imagination, votre rêve magnifique, qui est aussi le nôtre, d'une humanité libérée, toute à l'enivrement désormais sans contrainte ni oppression aucunes, de la pleine expansion de toute la virtualité de sa puissance.

C'est là le privilège de l'idéaliste qui par instants peut s'isoler, dégagé des contingences présentes, dans l'abstraction de son idéal, dans la fiction de son rêve qu'il nourrit et caresse avec un soin pieux, l'enjolivant, le parant de ses espoirs, et l'hyperbolisant même pour s'évader plus haut et plus loin de l'écœurante réalité.

Au cours de ces envolées, la vie lui paraît belle, car il ne vit pas la vie d'aujourd'hui, il vit celle encore imaginaire de demain. Et même quand il lutte, au fort de la bataille, alors qu'il est aux prises avec ces réalités qui le révoltent, il est heureux, sans doute, car tout son être en pleine tension s'épand, déborde d'activité, mais c'est encore dans l'avenir qu'il vit, car c'est toujours son rêve qu'il a pour objectif de substituer au présent qu'il combat. Il est heureux parce qu'il vit dans l'espoir.

L'espoir, la foi en ce qui pourrait être, voilà notre vraie, notre seule joie. La vie n'est belle que parce qu'elle pourrait l'être si elle était ce que nous voulons et que nous luttons pour la faire telle.

Oui, certes, la vie serait belle si, affranchis des juges odieux qui nous écrasent, de toutes les compressions qui broient notre cerveau et notre cœur, étouffent nos plus hautes, nos plus nobles passions, nous prosternent et nous annihilent, il nous était donné de vivre notre vie, de suivre le courant normal de notre affectivité, de voguer librement en quête des rives vers où nous orientent nos aspirations. Là où toute allégresse, art, science, amour, amitié, se dispenserait sans obstacle, suivant sa prédilection respective, à quiconque en serait épris.

Oui, la vie serait belle....

Mais regardez un peu autour de vous. Jetez un coup d'œil impartial sur l'affreuse géhenne qu'est le monde présent. Voyez dans le désordre de ce pandémonium se démener, se débattre tous ces pauvres êtres que la souffrance convulsionne. Contemplez le spectacle quotidien de ces innombrables dégradations, de ces déchéances physiques et morales qui nous entourent. Risquez-vous dans certains logis des quartiers « ouvriers » ou dans ces taudis, par exemple, avoisinant les fortifications de Paris, bâtis on ne sait de quoi, de détritus sans nom, d'ordures ménagères, de trognons de choux, de débris de boîtes de sardines, risquez-vous-y et voyez là, sur des amas de chiffons vermineux, grouiller pêle-mêle dans une promiscuité bestiale, humains de tout âge, mâles et femelles.

Arrêtez-vous encore devant ces longues théories de guenilleux attroupés à certaines heures aux portes d'établissements philanthropiques, attendant, dociles et déférents, leur « soupe populaire ». Examinez un peu ces faces abêties, peureuses, soumises, d'où tout éclair de fierté semble avoir fui à jamais.

Et ces kyrielles d'échines courbées qui viennent implorer avec l'humilité la plus appliquée un refuge éphémère dans ces antres sordides qu'on nomme « asiles de nuit ». Et tant d'autres !

Demandez à toutes ces épaves, à ces déchets humains, à tout ce bétail dégénéré s'ils pensent que la vie est belle. Leur regard veule se lèvera vers vous, incompréhensif, et cherchera en vain ce que vous voulez dire.

Pourtant, eux aussi ont vécu, ils ont connu les enivrements de la lutte et de l'espoir. Mais la lutte et l'espoir ont trop duré. Toute leur provision d'énergie peu à peu s'est épuisée. Ils ont fini par sombrer. En eux, tout espoir est mort. En vain chercherait-on à les galvaniser ; loques pitoyables, ils traînent lamentablement par les rues leur fatalisme découragé. Morne, résignée, flétrie, leur face de vaincu ne reflète plus rien.

Entrez ensuite dans ces bouges où le crime et la prostitution s'accouplent ; chez ces « mannezingues » louches où le grand Julot de Montparno concerte avec la môme Zizi du Sébasto la dégringolage du pante cossu, se réservant de cogner dur sur sa marmite si la combinaison ne rend pas le bénéfice escompté. Là aussi c'est beau !

Et sans descendre dans ces bas-fonds, pénétrez au sein de certains ateliers, visitez certaines industries où un labeur meurtrier se repaît chaque jour de milliers d'existences.

Questionnez les travailleurs du phosphore, de la céruse, les petits martyrs des solfatares

siciliennes, les forçats de Sibérie, tous ceux que les nécroses rongent, que les intoxications assassinent peu à peu, tous ceux que les sévices estropient, que le surmenage exténue, questionnez-les sur la beauté de la vie, et vous verrez la réponse.

Les drames que jouent les mineurs, les porcelainiers, les débardeurs, les pétroliers du Caucase, les métallurgistes westphaliens, font pâlir, dites-vous, ceux d'Eschyle et de Shakespeare. Oui, ils sont grandioses, en effet, ces drames. Mais n'oubliez pas que ce sont des drames, dont le cadre est la souffrance humaine, et que leur beauté n'est due qu'à l'excès de leur horreur.

Et les douleurs morales, non moindres certes que les autres? Que de drames chaque jour enregistre la presse, qui n'en connaît qu'une infime partie! Suicides, meurtres, scandales passionnels, dont la plupart n'ont d'autre cause que l'injustice sociale ou l'imbécillité des contraintes conventionnelles.

Tel voit, impuissant, sa compagne s'éteindre, minée par la misère, et qu'un modeste bien-être inaccessible sauverait à coup sûr. Tel autre, c'est son unique enfant, la continuation de lui-même, celui en qui il espérait se survivre, et qu'il aimait plus que lui-même. C'est de sa vie qui disparaît, et c'en est le meilleur ; sa vie de demain.

Tel autre, c'est l'amour qui lui a happé le cœur de sa mâchoire redoutable, un amour sans espoir parce que s'y opposent les préjugés, les convenances, un tas d'obstacles accumulés au cours des siècles par les oppresseurs des peuples. Ces choses, s'il s'y soumet, le mènent à la déchéance morale, tandis que la lancinante morsure sous laquelle il se pâme, le tue lentement dans des affres indescriptibles.

Et que d'autres drames d'ordre encore plus intime, plus délicat, et non moins cruels : méprises du cœur, idéal soudain sali par la boue, lui naguère si pur et brusquement mué en un de ces « crapauds imprévus » dont parle Baudelaire. Que de ruines morales, que d'écroulements contre lesquels une volonté intensément rebellée n'a rien pu! Et après des luttes héroïques, lorsque le cœur crevé et le cerveau vidé, le malheureux s'abat, terrassé par l'implacable neurasthénie, usé, fini, annihilé, allez lui parler de la beauté de la vie et de l'épanouissement intégral de l'individualité!

Non, camarade, la vie n'est pas belle. Ce qui est beau, c'est la révolte. Ce qui est beau, c'est la victime se retournant, menaçante, contre le bourreau. C'est l'homme, seul, se dressant contre le formidable appareil qui l'écrase; c'est ce pygmée osant s'en prendre au roc même, soutien de l'orgueilleuse Tour de Babel moderne, au risque d'être englouti sous son effondrement.

Ce qui est beau, c'est l'iconoclaste qui surgit de la foule servile et, bravant les foudres officielles, frappe et profane les idoles dorées devant qui tous se prosternent.

Voilà ce qui est beau, parce que la révolte c'est la plus éclatante manifestation de l'espoir, l'espoir de la définitive libération, parce que c'est le premier pas vers demain et que demain c'est la beauté.

André Girard.

L'actualité du dessin de l'ami Hermann-Paul, nous fait reculer à la semaine prochaine, le dessin de l'ami Bradberry annoncé pour ce numéro.

LE CONGRÈS D'AMIENS

On avait prévu — assez généralement — que ce Congrès serait passionné, que la lutte des idées y serait violente. Il n'en a rien été. La discussion a été loin d'atteindre le degré d'ardeur auquel on s'attendait; certes, elle a été parfois vive; il y a eu opposition tranchante des deux manières de concevoir le syndicat. Mais il manquait à ces deux conceptions d'avoir une force à peu près égale; il manquait aux partisans de la proposition du Textile cette confiance qu'au cours de la discussion, ils pourraient conquérir la majorité du Congrès, de même qu'il manquait aux syndicalistes le sentiment qu'ils avaient devant eux et contre eux, un adversaire sérieux et redoutable. Il n'est pas besoin de grands efforts pour enfoncer une porte ouverte. Aussi l'on peut dire qu'il n'y a pas eu grand peine à écraser ces pauvres guesdistes du Nord. D'autant plus, qu'ils avaient, par leur simple façon de discuter, déjà créé dès l'exposé de leur pensée un fort courant d'hostilité contre leur esprit, qui venait s'ajouter à l'hostilité, cependant suffisante, qui accueillait leur proposition.

L'effort considérable déployé par la fraction guesdiste pour constituer au moins une forte minorité en faveur des rapports avec le Parti a donné le plus misérable résultat. C'est en vain que le citoyen Cachin a parcouru, en sa qualité de secrétaire du Parti socialiste, la moitié de la France. En vain aussi que les députés Ghesquière, Betoulle et Vilm ont voyagé beaucoup. Quant à la tournée d'enrôlement qu'avait commencée le citoyen Saint-Venant secrétaire de la Fédération des syndicats de Lille, elle avait dû être interrompue, à mi-chemin, que dis-je, à mi-chemin, au quart de chemin, devant l'insuccès le plus pénible. Le mot d'ordre socialiste, lancé de tous côtés, n'aura pas eu d'autre résultat que de montrer la vérité de cette affirmation que nous avions faite ici : que les militants ouvriers socialistes ne sont pas, dans notre pays, de tempérament à obéir au doigt et à l'œil des dirigeants socialistes. Et il y a là, ma foi, dans cette marque indiscutable d'esprit d'indépendance une constatation profondément agréable, pour tous les révolutionnaires véritables.

L'on pouvait, dès le lundi, dans cette première journée du Congrès employée à la vérification des mandats, se rendre compte, par les échanges de vues avec les délégués de province, que la proposition du Textile serait écrasée. La province est trop souvent une énigme; nous prévoyions bien qu'elle serait dans une forte majorité défavorable au rapprochement et aux rapports avec le Parti.

Mais ce n'était surtout qu'une forte impression. La voix de la province, qui se fait si rarement entendre ou à qui notre centralisme permet si rarement de s'exprimer, n'avait pas été entendue claire et nette comme à cette première journée de Congrès. Pour tous, c'était le mandat ferme de s'en tenir à l'autonomie présente, au syndicat, organisme de lutte quotidienne et de transformation sociale. Naturellement, les guesdistes étaient déçus : ignorants jusqu'à ce jour de l'esprit des syndicats pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais été mêlés à leur vie générale et à leurs efforts, ils avaient cru pouvoir manœuvrer dans ce milieu comme dans un congrès du Parti. Ils apercevaient avec une stupeur douloureuse que leurs camarades socialistes, loin de venir grossir leur petit noyau, étaient aussi résolus que les syndicalistes, étiquetés à tort ou à raison anarchistes, à repousser toute tentative de subordination du syndicat au groupe électoral. C'est que maintenant, il n'est guère de coin de province qui, depuis que le socialisme est entré dans les ministères et à la vice-présidence de la Chambre, n'ait eu son candidat socialiste, et ce candidat qui a si souvent ses grandes et ses petites entrées à la préfecture et à la sous-préfecture étonne un peu, sinon beaucoup, le militant socialiste ouvrier qui croit à la lutte de classes et qui, jusqu'ici, était plutôt considéré comme un criminel et comme un fou. Les ouvriers socialistes clairvoyants n'en reviennent pas de s'être vus subitement tant d'amis dévoués dans la classe bourgeoise et dans les milieux administratifs au lendemain de la participation effective ou occulte de chefs socialistes au gouvernement. Plus exactement, ils sont revenus de leur étonnement; ils voient à peu près clair aujourd'hui. Espérons qu'un bon ministère, où Viviani apportera son coup de main socialiste à Briand et à Clemenceau, les aidera à voir complètement clair.

Ils furent un peu étonnés quand, à propos de l'ordre du jour de flétrissure visant le *Réveil du Nord*, ils virent le citoyen Enghels, de Lille, demander les circonstances atténuantes en faveur de ce journal (1).

Pas une voix, autre que celle des guesdistes, ne s'éleva pour défendre le *Réveil du Nord*. Les syndicaux réformistes s'associèrent à la mesure de justice ouvrière prise à l'immense majorité du Congrès contre un homme et contre un journal pour qui la diffamation la plus outrageante constitue un aliment courant de polémique.

⁂

Le Congrès d'Amiens a été moins passionné qu'on ne l'espérait. On pouvait encore, au début du Congrès, croire cependant à la réédition du corps à corps — oh! théorique — de Bourges. L'Union des mécaniciens de la Seine avait distribué une réponse indignée à un passage du rapport du Comité Confédéral Dans cette réponse ornée du titre : *Une Infamie*, l'Union des mécaniciens accusait Griffuelhes d'avoir à propos des grèves parisiennes du 1er mai fait la louange des non-syndiqués aux dépens moraux des syndiqués. Mais la réponse de Griffuelhes amena, dès les premiers mots, une baisse soudaine du ton de la discussion. Le secrétaire de la Fédération des mécaniciens, Coupat lui-même, intervenait pour déplorer le gros mot prononcé par les représentants d'un des syndicats de sa Fédération. Et la tâche de Griffuelhes était aisée sur ce point. N'ayant pas péché, quel besoin y avait-il de lui infliger une pénitence si amère.

La discussion se continuait, sur ce ton radouci; toujours à propos du rapport confédéral, Keufer venait accomplir l'austère devoir de reprocher au Comité Confédéral la décision de ne pas participer à la conférence organisée à Amsterdam, en 1905, par le Secrétariat syndical international.

La C. G. T., en qualité d'organisation nationale affiliée au Secrétariat International, avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de la conférence des centres syndicaux, de trois questions : la journée de 8 heures, l'antimilitarisme, la grève générale; la C. G. T. avait fait de la mise en discussion de ces questions la condition formelle de sa présence. Elle n'assista pas à la conférence d'Amsterdam. C'est contre quoi

(1) Ne s'en tenant pas là, depuis le Congrès, le député Delory a daigné écrire (nº du *Travailleur* du 13 octobre) que, « sous le prétexte que le *Réveil du Nord* n'est pas l'ami des anarchistes, il a été expulsé du Congrès » et qu'il n'a pas à se « prononcer sur les termes dont il (le *Réveil*) s'est servi dans sa polémique contre les anarchistes ».

Quelle sérénité et quel détachement des choses d'ici-bas! Ils ne sont heureusement pas partagés par les organisations syndicales qui n'admettront pas encore de demain matin que, lorsque leur organisme central, la C. G. T., enverra des délégués pour une propagande syndicale ou sur un lieu de grève, ces délégués puissent être impunément traités, par un journal socialiste, de crapules, de bandits, de vendus, de propagandistes de l'incendie et du pillage à main armée et maintes autres épithètes. De grâce, citoyen Delory, prononcez-vous; quittez vos hauteurs; condescendez à marcher parmi les vulgaires mortels.

Keufer s'élevait, reprochant au syndicalisme français de se mettre hors de la famille mondiale ouvrière.

Griffuelhes lui répondit en retraçant les travaux insignifiants accomplis par les deux conférences précédentes, celles de Stuttgard et de Dublin (1).

Le Congrès fit sienne une motion Delesalle-Pouget, invitant la C. G. T. à poser à nouveau ces questions aux organisations syndicales étrangères, dût-on, pour le faire, passer par-dessus la tête du Bureau international.

* * *

L'examen des critiques élevées contre les rapports confédéraux terminé, et ces rapports approuvés par de puissantes majorités, le Congrès avait à aborder son interminable ordre du jour. Deux questions, de suite, en étaient détachées comme méritant une discussion particulièrement profonde: celle des rapports avec le Parti; puis, l'antimilitarisme. Cette dernière devait malheureusement ne pas être discutée, la proposition du Textile ayant accaparé la plus grosse partie du temps du Congrès.

Enfin, on discute la proposition du Textile! C'est Renard, le secrétaire de la Fédération, qui l'expose. Il le fait avec une habileté, avec une maîtrise inattendues. La proposition n'est que douceur, les coins en sont rognés.

Il commence d'abord par esquisser à traits légers sa conception du syndicat : pas d'antimilitarisme ni d'antipatriotisme, qui sont de la politique.

« *Le syndicat n'est pas autre chose que ce que la loi a voulu qu'il fût : un organe qui doit défendre les salaires, la dignité des travailleurs, les conditions de vie, etc.* »

Cette bonne petite « impasse syndicale » ne peut naturellement être de quelque utilité que si elle s'appuie sur une législation sociale, défendue devant les Parlements par le parti socialiste. D'où nécessité indispensable de marcher la main dans la main avec l'action politique. D'ailleurs voyez la région du Nord et admirez les résultats obtenus par la méthode que nous vous demandons d'adopter. *Nous sommes dans le Nord 315 syndicats, 76,000 syndiqués, 300 groupes, nous avons de nombreux conseillers municipaux, 8 députés et 105,000 électeurs.*

Prenez notre méthode, et d'ici peu vous connaîtrez les mêmes splendeurs. Vous aurez, vous aussi vos cathédrales.

Notre camarade Dooghe, le premier, donne un coup de pied dans la cathédrale du Nord. Il s'attache particulièrement à montrer que nulle part plus que dans le Nord et dans le Textile on a oublié de donner à la classe ouvrière cette foi dans sa force, dans son rôle, qui est indispensable non seulement pour les luttes décisives et dernières, mais pour l'effort quotidien. Il montre avec vigueur que tout ce qui n'exerce pas l'initiative ouvrière est funeste au prolétariat. Or, qu'a fait le Nord, à ce point de vue? La cathédrale n'a connu que des dévôts et non des croyants.

Dooghe demande, en outre, au Congrès, ce que devront faire les organisations de la Fédération du Textile qui ne veulent pas de l'entente avec le Parti, décidée au Congrès fédéral de Tourcoing.

Puis vient le grand, le long discours de Niel, si vaste que les quelques bonnes choses qui s'y trouvent y sont totalement perdues.

D'ailleurs ces bonnes choses sont minimes; elles ne sont rien à côté de sa pensée essentielle : l'action syndicale ne peut pas se suffire à elle-même.

PIERRE MONATTE.

(*A suivre.*)

(1) Nous n'insistons pas aujourd'hui sur cette question des Conférences Internationales, ne pouvant et ne songeant pas à faire un compte rendu détaillé du Congrès d'Amiens. Mais cette question se reposera fort prochainement; alors nous y reviendrons.

GLANES

Une vérité.

Plus on est revenu des mensonges de la politique et plus on fait heureusement son profit des vérités qu'elle laisse, de loin en loin, lui échapper, par la bouche, quelquefois éloquente, de ses représentants.

Ces vérités sont assez rares pour qu'on me pardonne de signaler, encore que tardivement, celle-ci qui nous est arrivée d'Auvergne, il y a trois semaines: Répondant indirectement, le 7 octobre dernier, à Clermont-Ferrand, au discours pittoresque et pathétique — mais point trop compromettant — que M. Clemenceau avait prononcé à La Roche-sur-Yon, M. Jaurès blâmait le ministère Sarrien de ne pas accuser assez nettement ses tendances. Après avoir assuré ses auditeurs qu'il n'était pas de parti-pris contre lui, le « leader socialiste » lui adressait ce reproche, dont je ne saurais trop vous recommander de goûter toute la saveur (il renferme la vérité que je vous ai promise) *d'être composé de personnalités distinguées.* « Nous avons au ministère, déclarait-il, une collection éclatante d'hommes politiques; mais on est tenté de dire qu'ils ont trop de talent. » Avez-vous bien lu et voyez-vous, maintenant, de quelle vérité il s'agit? Mais prenez garde de vous y tromper: elle ne réside pas dans la reconnaissance que M. Jaurès a fait des capacités des membres du gouvernement; il est dans cet aveu que la collaboration de la médiocrité est la condition essentielle du bon fonctionnement d'un gouvernement. Ce qui revient à dire — si ce n'est pas ce qu'a voulu dire M. Jaurès — qu'un gouvernement étant un instrument à ne servir que contre le progrès, le meilleur est encore celui qui se compose des unités les plus modestes, parce qu'il a le moins de prétention à accomplir de grandes réformes.

Dans la détestable obligation où nous sommes de subir un pouvoir — ce pouvoir étant de quelque chose contre nous — nous estimons que le plus supportable est encore celui qui peut le moins... Aussi bien, avions-nous constaté, avant M. Jaurès, que M. Poincaré était un ministre des finances « plein de distinction » à l'importance des nouveaux impôts qu'il préméditait d'établir pour balancer son budget...

* *

L'émeute vaine.

Les héros de la crise d'approvisionnement du 1er mai ont fait parler d'eux, l'autre dimanche, au champ de courses de Longchamp. Le champ de courses est, décidément, le champ d'honneur de ces braves. Ce fut sur un hippodrome qu'ils défoncèrent le chapeau d'un vieillard, et c'est encore sur un hippodrome qu'ils viennent de pousser des hurlements et des gesticulations de cannibales autour de l'incendie de quelques baraques. Cela parce qu'ils avaient vu mal donner le départ à des chevaux sur lesquels ils jouent, ne les pouvant plus monter pour renouveler les prouesses des tournois ou des charges d'antan. Toutefois, des rapports que les quotidiens publièrent sur les événements de l'après-midi du 14 octobre dernier, qui comptera parmi les plus glorieux dans les annales du monde du *turf*, il appert que le public des places à un louis a moins *donné* que celui des entrées à un franc. Les gens du pesage se sont à peu près bornés pendant la durée de l'émeute, au rôle d'encourager de leurs bravos les gens de la pelouse qui brisaient les barrières de l'enceinte où ils étaient parqués comme des moutons — des moutons, vraiment, auxquels le pari mutuel est habitué de tondre la laine et qui sont devenus tigres, tout à coup, fort insolitement. Aussi n'est-ce pas pour louer le public de la pelouse d'un courage qu'il serait facile de lui accorder en comparant son attitude à celle du public du pesage, que j'écris ces lignes, mais pour lui exprimer, au contraire, ma tristesse de l'inanité et du caractère dégradant de son mouvement de révolte. Eh! quoi ce n'est donc que quand on lui dérobe son argent, avec un peu plus de sans-gêne qu'à l'ordinaire dans la façon de procéder, que le peuple est capable de montrer son indignation? Pourquoi se rend-il en si grande affluence sur les champs de courses s'il n'aime pas qu'on le filoute et qu'a-t-il affaire de crier au vol pour une pièce de cent sous qu'on ne prend pas la peine de le laisser croire qu'il a eu la malchance de perdre quand il n'est, d'un bout de l'année à l'autre, qu'un écorché vif entre les doigts des impôts? Voilà bien de la sensibilité déplacée! Qui aurait cru notre vieux Jacques Bonhomme si douillet? — car Jacques Bonhomme constitue, n'est-ce pas, un des éléments et non le moins important, du public si mêlé des courses. Il va, sur les hippodromes, tenter l'impossible chance, avec ce qu'il a pu rogner de superflu sur son nécessaire et quelquefois avec son nécessaire même — puisqu'il n'ignore pas que le sort de l'individu, dans la société telle qu'elle fonctionne, ne dépend que de la veine. Affligeant spectacle de le voir là, en plein témoignage d'imbécillité sénile, espérer tirer quelque profit d'une combinaison dont le but est de l'alléger infailliblement du tiers, au moins, de ce qu'il y engage... Aussi bien, stupide à l'ordinaire, le public des courses a-t-il prouvé, l'autre dimanche, qu'il n'était capable de se passionner que par cupidité. L'âne a montré où le bât le blesse. Toutes choses se réduisent pour la foule en question d'argent. Elle ne saura bientôt plus mourir qu'en parodiant misérablement le mot de Baudin. Celle-là dont l'effervescence a éclaté tout d'un coup, en un lieu où on était si peu accoutumé de la voir manifester avec brutalité de sa mauvaise humeur, qu'on ne la faisait garder militairement que pour la forme, est la même qui, hier, juive, endurait qu'on massacrât à Bielostock ses coreligionnaires; patriote, qu'on l'humiliât à l'Angleterre ou à l'Allemagne en Afrique; commerçante, qu'on lui imposât la fermeture hebdomadaire de ses boutiques; ouvrière, qu'on la dupât partout où elle revendiquait quelque mieux-être.

Mais on a tellement pris l'habitude de croire à l'omnipotence de l'argent qu'il n'est plus personne pour qui il ne paraisse exprimer et dominer tout. Il n'est pas jusqu'à notre individualité même que nous en fassions dépendre et sans doute, si nous étions acculés à la nécessité de choisir entre le sacrifice de la fortune que nous pourrions posséder et celui, non seulement de nos croyances et de nos affections, mais de notre existence même, nous n'hésiterions pas à préférer que notre propriété nous survive!...

JOHN-L. CHARPENTIER.

Faites-nous des Abonnés!

Grèves de Bourgeois

Les journaux nous informent que « à la suite de difficultés survenues entre le président du tribunal civil de Montfort et les avoués de cette ville, ceux-ci ont décidé de cesser d'accomplir au tribunal aucun acte judiciaire. Un juge absent n'ayant pu ainsi être remplacé, l'audience n'a pas eu lieu ».

Une question se pose aussitôt : Pourquoi l'autorité n'a-t-elle pas requis un juge de paix, un licencié en droit quelconque, pour assurer la marche régulière des affaires judiciaires?

Quand les boulangers se mettent en grève, on

fait fabriquer le pain par des soldats; quand les facteurs manquent, on distribue leurs sacs aux gardes républicains.

Serait-ce donc qu'on ne peut se passer de pain, ni de lettres, alors qu'on se passe fort bien de tribunaux.

Nous osons l'affirmer, mais nous sommes des anarchistes. Voir l'autorité le prouver, c'est un peu plus curieux.

Cette grève est encore intéressante à un autre point de vue.

Le gouvernement affirme que tous les agents détenteurs d'une parcelle quelconque d'autorité, n'ont pas le droit de se syndiquer, parce que le syndicat peut mener à la grève.

On peut évidemment discutailler à perte de vue sur la quantité d'autorité qui est impartie aux avoués. N'empêche que ces messieurs sont agréés par l'autorité judiciaire, que la machine à juger est installée de façon que le plaideur ne puisse se passer d'eux et qu'ils bénéficient, en somme, d'un monopole assez lucratif.

D'autre part, ces spécialistes de la procédure doivent, avant d'avoir commis leur acte de révolte, s'être assurés qu'ils étaient à l'abri de poursuites judiciaires.

C'est donc que le gouvernement viole la loi en interdisant à ses fonctionnaires de faire grève.

Faites-en votre profit, instituteurs, agents des postes, des chemins de fer et autres délégués du pouvoir qui avez la conscience torturée de ne pas savoir s'il vous est légalement permis ou non de défendre collectivement vos intérêts, contre vos administrations qui vous grugent.

Les gens de loi, ferrés sur les arguties du Code, ne partagent pas vos appréhensions. Ayant besoin de se donner de l'air, ils jouent des coudes, montrant bien que la loi ne fait peur qu'aux nigauds, mais que, pour les malins qui savent s'en servir, c'est une chose parfaitement négligeable. Bien mieux, je ne serais pas surpris de voir ces chicaniers retors intenter un procès au président du tribunal, pour cause de trouble dans l'exercice de leurs intéressantes fonctions... et le gagner.

Quel que soit le résultat, pour les avoués en question, de leur action directe, elle aura toujours cet effet, qu'ils ne prévoyaient pas, d'indiquer à toute une catégorie de bourgeois un moyen infaillible et de tout repos, de faire triompher leurs revendications vis-à-vis du gouvernement.

Imaginez que les médecins d'une localité quelconque se trouvent en conflit avec l'Administration.

Ils ne veulent pas faire grève, c'est-à-dire, cesser tous soins à la population, et ils ont raison.

Mais ils ont bien le droit, comme les avoués, de cesser tout service administratif.

Plus d'expertises judiciaires, plus de certificats administratifs et même plus de service militaire. Si on les contraint à endosser l'uniforme, qu'ils revêtent celui de simple bibi de 2e classe, personne ne peut leur demander plus.

Puisque le tribunal suspend ses séances, faute d'avoués, l'armée suspendra peut-être ses manœuvres, faute de médecins.

Mais à quoi pensais-je, en envisageant une grève générale de « professions libérales » ?

Dans ces métiers-là, on peut bien s'entendre, momentanément, à quatre ou six, pour défendre ses intérêts pécuniaires; mais s'entendre entre tous, ou à peu près tous, pour défendre des intérêts généraux?

Il faudrait pour cela que la bourgeoisie fût bonne à quelque chose, et, elle prouve journellement qu'elle n'est bonne à rien.

Michel Petit.

LIBRAIRIE DES TEMPS NOUVEAUX

Nous avons reçu en dépôt la brochure de James Guillaume :

LE COLLECTIVISME DE L'INTERNATIONALE

éditée à Neuchâtel en 1904. Nous la mettons en vente au prix de 15 centimes (0 fr. 20 par la poste.)

Nous rappelons que nous avons également :

DEUX TSARS

par Mme M. S., à 20 centimes (0 fr. 25 par la poste).

MOUVEMENT SOCIAL

Chronique de la persécution. — Deux journaux lorrains, le *Cri populaire*, qui paraît à Nancy, et la *Vie sociale*, de Briey, se trouvent sous le coup de poursuites judiciaires. Leur crime? Ils ont *reproduit* dans leurs colonnes un appel aux conscrits précédemment paru dans un journal révolutionnaire de Paris.

Il va sans dire que le parquet nancéien a relevé dans cet appel l'habituel délit d'excitation à la désobéissance aux lois et règlements militaires. Mais ce n'est pas seulement pour ce délit qu'on le poursuit : on le poursuit encore parce qu'il est susceptible de « favoriser l'entrée de l'ennemi sur le territoire de la République. »

C'est le camarade Eugène Mariatte qui, en qualité de gérant du *Cri populaire* et de *la Vie Sociale*, est appelé à représenter l'antimilitarisme dans les tribunaux lorrains.

Le dernier numéro du *Cri* (dont il nous est particulièrement agréable de constater le croissant dégoût pour le socialisme électoral) nous apporte cette autre nouvelle : le camarade M. Blanchard, le vaillant militant ouvrier, qui vient de purger quatre mois de prison pour son activité révolutionnaire dans l'Est, est de nouveau convoqué chez le juge d'instruction sous l'inculpation d'outrages à un magistrat. Quels outrages? Quel magistrat? Blanchard se perd en conjectures.

C'est donc un fait : la chasse aux militants recommence — si tant est qu'elle ait jamais cessé. L'arrestation à Paris du gérant de la *Voix du Peuple* en est une preuve de plus.

Et ce n'est pas encore tout. Nos camarades de *Germinal*, l'organe anarchiste amiénois, nous signalent un nouveau coup du parquet d'Abbeville, de ce bon parquet d'Abbeville qui, depuis que l'amnistie est venue lui ravir toute une fournée de victimes (les trente accusés de l'affaire de Fressenneville) ne décolère plus, paraît-il.

Le 29 septembre, un des ex-accusés de Fressenneville, Gaspard Wallet, placardait dans Escarbotin des affiches annonçant une conférence antimilitariste qu'Almereyda devait faire le soir même, et reproduisant un appel aux conscrits paru dans *Germinal*. Or, non seulement ces affiches furent immédiatement, sur l'ordre du maire, lacérées par un garde champêtre, mais encore quatre ou cinq jours plus tard, Gaspard Wallet était appelé chez le juge d'instruction et inculpé de provocation des soldats à la désobéissance *dans un but de propagande anarchiste*.

Ainsi, la section amiénoise de l'A. I. A. rédige un manifeste antimilitariste et n'est pas poursuivie; *Germinal* publie ce manifeste et n'est pas poursuivi. C'est l'afficheur — un des afficheurs — que l'on poursuit et l'on espère que le tribunal correctionnel d'Abbeville où les patrons Riquier, de Fressenneville, comptent de bons amis, va condamner Wallet, sans bruit et dans l'ombre, en vertu des lois scélérates.

Nous pensons bien que nos camarades d'Amiens ne laisseront pas consommer paisiblement ce nouveau forfait de la vindicte appelée justice!

Am. D.

Grand-Croix (Loire)

Les cambrioleurs. — Le 10 octobre, des camarades de la Jeunesse syndicaliste virent arriver chez eux trois hommes habillés d'une façon ridicule, accompagnés d'un civil, adjoint au maire de la commune, qui se mirent à farfouiller dans leurs tiroirs. Ils saisirent, chez le premier, cinquante exemplaires de la *Lettre à un Conscrit*, de V. Méric; chez un autre, qui était au travail, ils ne trouvèrent rien de mieux que de réquérir un serrurier et de faire crocheter sa porte.

Une fois à l'intérieur, ils commencèrent à tout mettre sens dessus dessous; ils ne trouvèrent rien de mieux, leurs recherches ayant été infructueuses, que de mettre, avant de s'en aller, le tiroir des cendres au beau milieu de la chambre.

Voilà les agissements de la police de la République troisième, qui n'a rien à envier à celle de l'Empire, tout aussi bien à celle que nous aurons demain, de par la volonté de nos bons socialistes.

Mais voilà l'affaire qui se corse : deux camarades ont été appelés au cabinet du juge d'instruction pour répondre de l'envoi et de la distribution de la brochure en question. Il leur a parlé de *menées anarchistes*. Il ne faudrait pas qu'il s'imagine nous intimider.

Pour protester contre ces agissements, nous avons donné, le samedi 20 octobre, une conférence avec le concours du camarade P. Dumas, de Lyon, qui a produit un bon effet sur l'auditoire, car une fois terminée, un nombre de camarades sont venus nous demander de les accepter parmi nous pour donner un nouvel essor à la propagande.

Maintenant, continuez, dignes représentants de la bourgeoisie, vous faites de la propagande mieux que nous, et vous nous êtes d'une utilité que rien ne peut surpasser.

Claudius Livet.

MOUVEMENT OUVRIER

Un scandale. — On sait qu'à l'occasion du départ de la classe, *la Voix du Peuple* a réédité intégralement, texte et dessins, son numéro antimilitariste de février, que le parquet avait inculpé d'un tas de méfaits horribles, aujourd'hui effacés par l'amnistie.

Or, la semaine dernière, le camarade Vignaud, gérant du journal, était cité à comparaître devant le juge d'instruction de Marseille (vous avez bien lu : de Marseille) comme auteur responsable dudit numéro. Il répondit que ses moyens ne lui permettaient pas de se rendre à Marseille et qu'on eût à le faire interroger à Paris par commission rogatoire. Le lendemain même, c'est-à-dire samedi dernier, on arrêtait Vignaud, sur mandat d'amener du juge d'instruction marseillais.

Alors, c'est ça la justice? On poursuit *la Voix du Peuple*, non à Paris où elle est rédigée, composée et tirée, mais à Marseille. Pourquoi à Marseille? Pourquoi pas à Gex ou à Château-Chinon? Pourquoi pas dans toutes les villes de France où *la Voix du Peuple* est mise publiquement en vente?

M. Clemenceau sera demain premier ministre. Nous verrons s'il acceptera la responsabilité de nouveaux procès d'idées.

A Amiens. — Voici les dernières décisions prises par le Congrès confédéral, sur rapport des commissions spéciales.

La première commission, dont le rapporteur était le camarade P. Delesalle, avait à étudier les questions suivantes : propagande, grève générale, journée de huit heures; travail aux pièces, repos hebdomadaire et minimum de salaire. Ses conclusions, que nous ne pouvons publier cette semaine faute de place, furent adoptées, avec une modification instituant un referendum relatif à la création d'une cotisation supplémentaire de propagande.

La deuxième commission fit adopter ses conclusions sur les fédérations d'industrie et de métier : elles invitaient les travailleurs à ne plus constituer désormais que des fédérations d'industrie (1).

La troisième commission avait à rapporter sur cette question : syndicalisme et coopération. A sa demande, le Congrès vota un ordre du jour engageant « tous les syndiqués à devenir coopérateurs et à ne rentrer que dans les coopératives qui affectent une part de leurs bénéfices à des œuvres sociales, tendant à la suppression du salariat » et invitant en outre « tous les coopérateurs à entrer dans les syndicats confédérés. »

La quatrième commission fit voter que les syndicats ouvriers agricoles qui seraient dans l'impossibilité matérielle d'entrer dans une Bourse du Travail, se trouveraient dans le cas, prévu par les statuts, des syndicats ne possédant pas de Bourse et admis à entrer dans la Confédération par l'unique intermédiaire de leur fédération nationale (2).

La cinquième commission (poisons professionnels) fit voter la reprise de l'agitation au cas où la suppression du blanc de céruse ne serait pas légalisée par le Parlement.

Puis le Congrès décida que le *label* (marque in-

(1) L'esprit particulariste, étroitement corporatif, des fédérations *de métier* est justement redouté, et l'on doit leur préférer les fédérations *d'industrie*, englobant en elles tous les métiers d'une même industrie, pour leur compréhension large et généreuse du syndicalisme.

(2) La Confédération n'admet normalement que les syndicats qui sont à la fois fédérés nationalement (par industrie ou bien encore par métier) et affiliés à une Bourse du Travail.

diquant qu'un travail a été exécuté par des ouvriers syndiqués) ne pourrait plus être délivré désormais que par les fédérations et renvoya l'examen de la question des unions départementales ouvrières à la conférence des Bourses.

Le prochain Congrès national se tiendra à Marseille, en septembre 1908.

La Conférence des Bourses (1) fut tenue les 15 et 16 octobre. Elle avait à décider, primitivement, entre le *viaticum* (secours de route aux ouvriers en voyage) obligatoire, proposé par M. Briat (qu'on peut s'étonner de voir encore figurer en des réunions ouvrières), et le *viaticum* facultatif, défendu par Niel et Klemczinski. C'est pour ce dernier que, par 42 voix contre 30 et 9 abstentions, se prononça la conférence.

La question de la subvention de 10,000 francs que touche annuellement l'Office national de statistique et de placement (géré par la section des Bourses), donna lieu à un débat animé qui se termina par le vote de la motion suivante :

La Conférence des Bourses décide qu'un referendum explicatif sera soumis aux Bourses pour se prononcer sur la subvention de l'Office.

Une longue discussion sur l'indépendance matérielle et morale des Bourses se termina par le vote de deux ordres du jour déposés l'un par Cherbourg, l'autre par Toulouse. Le premier invite les Bourses « à prendre, dès maintenant, des mesures en prévision de la suppression éventuelle de leurs subventions » ; le second les engage à écarter toute reconnaissance d'utilité publique, et à constituer, dès à présent, le fonds de résistance qui leur permettra d'échapper à la tutelle de l'autorité, et, enfin à chercher dans la coopération et l'entr'aide le moyen d'assurer leur indépendance absolue.

Puis fut renvoyée aux Bourses, pour étude, une proposition tendant à créer des services régionaux de placement gratuit par l'établissement de communications téléphoniques entre les Bourses, cependant qu'était adoptée la motion suivante :

La conférence des Bourses engage les Bourses du Travail d'un même département, ou encore d'une même région, à s'entendre entre elles pour le placement gratuit et à se communiquer — chaque semaine par exemple — les offres et demandes d'emploi dont elles disposent.

La dernière journée de la conférence fut consacrée à l'examen d'un important projet : il s'agit de créer, à côté des Bourses du Travail, qui ne groupent que les syndicats d'une même localité, des unions départementales ou régionales de syndicats. La discussion fut très longue et copieusement alimentée de faits. Elle aboutit au vote du suivant ordre du jour, dont l'autorité ne peut être que précaire, étant donné la faible majorité qu'il a réunie (37 voix contre 35 et 7 abstentions) :

La Conférence des Bourses, réunie à Amiens, le 16 octobre, considérant que les Bourses du Travail et Unions de Syndicats ont toujours été des institutions puissantes de propagande ;

Considérant qu'elles ont contribué, pour une large part, au développement de l'idée *syndicale* dans les centres les plus retirés ;

Reconnaissant l'efficacité incontestable de ces organisations, émet le désir de voir partout se constituer des unions départementales ou régionales qui permettront d'intensifier la propagande en facilitant l'échange des propagandistes d'une localité à l'autre.

Sur ce vote, la conférence des Bourses fut déclarée close. Le Congrès d'Amiens avait terminé ses travaux.

Am. D.

Les grèves du Bordelais. — La grève des ouvriers tonneliers du Bordelais continue après 70 jours de durée.

D'autre part les ébénistes de Bordeaux ont cessé le travail ainsi que les charpentiers. Les ébénistes exigent la suppression du travail aux pièces, qui est, on le sait, un des plus sûrs moyens d'exploitation que possède la classe patronale. Les charpentiers réclament la hausse du prix de l'heure : 0 fr. 70 au lieu de 0 fr. 55 et 0 fr. 60.

Un Camarade.

(1) 78 Bourses y étaient représentées.

ANGLETERRE

L'industrie bourgeoise. — Le docteur Newmann, dans un article qui fait sensation, déclare avoir relevé, dans certains saucissons, des matières offrant les plus grands dangers pour la santé publique. De nombreux médecins ont fait les mêmes constatations et ils attribuent la plupart des empoisonnements signalés en ces derniers temps à la consommation de ces produits. Certaines conserves de viande ne contiennent pas le moindre morceau de bœuf et sont faites de viande de cheval souvent en état de décomposition. Il est tout aussi dangereux de manger certaines conserves de saumon, qui sont préparées au moyen de produits absolument nuisibles à la santé.

L'industrie bourgeoise est partout la même : uniquement tendue vers le profit, elle est parfaitement indifférente à la santé de la race. Cela ne changera que lorsque les travailleurs, ayant mis révolutionnairement la main sur le capital, produiront, non plus pour la vente, mais pour leur propre consommation.

ALLEMAGNE

Le Congrès de Mannheim. — Nous empruntons à notre camarade la *Voix du Peuple*, de Lausanne, les lignes suivantes au sujet du dernier Congrès de la social-démocratie :

La question importante et passionnante de la grève générale fut l'objet de grandes discussions. Et, le croira-t-on? Ce formidable moyen de lutte que le prolétariat possède pour son émancipation ne fut pas trouvé pratique par les esprits du socialisme scientifique, et *repoussé* comme une arme impuissante et dangereuse. Mais le curieux de l'affaire, c'est que les mêmes hommes qui repoussent la grève générale, comme moyen d'émancipation, n'hésitent point à déclarer qu'elle peut être préconisée et pratiquée au cas où le gouvernement supprimerait le suffrage universel et le droit de coalition. Ainsi ces messieurs se réservent le droit de proclamer la grève générale quand *leurs intérêts* se trouveraient menacés, et s'imaginent posséder le pouvoir de la faire éclater. Mais nous pouvons nous demander si ces chefs ne vont pas à l'encontre d'un échec certain. Car le peuple, contraint à l'inaction pendant de longues années, trouvera-t-il l'énergie, la volonté bien déterminée d'entrer soudainement en lutte, à la voix des dictateurs et pour la défense d'une aussi vague institution?

Dans un charabia absolument incompréhensible, le grand pontife Bebel a fait de solennelles déclarations dans le goût de celle-ci : « *Nous autres*, en Allemagne, *nous* n'engagerons pas la révolution par la grève générale; mais *nous* n'avons jamais déclaré que *nous* ne ferons pas la révolution. Les masses ne marchent pas à la révolution par plaisir, pour la révolution; mais en de certains moments, quand montent les vagues du mécontentement, c'est alors que pourront éclater les explosions révolutionnaires. » Et après avoir déclaré être partisan de la grève générale si le gouvernement exécutait un attentat contre le suffrage universel, il termine déclarant également qu'il considère comme une *folie utopique* son emploi au cas d'une déclaration de guerre! Une femme, Rosa Luxemburg, se leva pour protester hautement contre une telle assertion, et dit que les travailleurs français avaient, eux, décidé de faire éclater la grève générale pour ce jour-là. Et nous pouvons ajouter, pour la confusion des lumières du socialisme allemand, qu'une telle résolution est vieille de *trente-huit* ans. Au Congrès de l'Internationale, tenu à Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868, la proposition de s'opposer à une déclaration de guerre par la grève générale des producteurs avait été approuvée à l'unanimité.

ESPAGNE

D'après la lettre du secrétaire de « Ferrer Committee » d'Angleterre à *Freedom*, il paraît très peu probable que le procès vienne avant janvier prochain.

La permission qui a été donnée de rouvrir l'*Ecole moderne* à Barcelone est probablement le résultat des protestations à l'étranger. Un avocat de Barcelone qui a récemment visité l'Angleterre y exprima son opinion que l'embargo sur la fortune de Ferrer, qui constitue le fonds de ces écoles, ne pourrait être maintenu indéfiniment, mais qu'au procès, Ferrer sera condamné non seulement à quelques années de prison, mais aussi à l'indemnisation des familles des victimes de Morral, ce qui mangera son argent probablement. Un *pardon* suivra la condamnation après quelques mois de prison, mais l'argent qui faisait vivre les écoles n'existera plus quand Ferrer sortira de sa prison.

A ce propos, que *fait* le comité Ferrer qui s'est constitué à Paris? Ne pourrait-il pas nous donner des renseignements sur l'agitation faite, afin que l'on puisse en entretenir le public?

PORTUGAL

La crise dans le mouvement anarchiste continue. — Toutes ou presque toutes les tentatives de propagande font faillite au bout de peu de temps. La bonne volonté existe, tous veulent faire quelque chose, mais la durée en est en général bien éphémère.

A Era Nova, l'organe du groupe d'éducation anarchiste, de Coïmbra, ne paraît plus depuis quelques mois. *A Voz do Corticeiro*, organe des ouvriers du liège, a disparu, faute de moyens, après cinq ou six numéros. Les publications qui subsistent sont maintenues avec des sacrifices énormes, dignes d'un meilleur succès.

Tout ceci est dû à l'état de désorganisation qui existe chez les libertaires, et qui provient lui-même du manque de solidarité, de la méfiance qui sévit parmi nous.

Car ce qui produit cet état de choses, c'est l'incompatibilité de procédés, arrivée à tel point, qu'au lieu de produire des manifestations de vie autonome, a paralysé le mouvement de l'idée. On entreprend quelque chose ; mais l'aide des camarades ne vient pas, ou vient trop faible, parce qu'on se méfie les uns des autres.

La cause principale de tout cela est un dissentiment sur l'attitude que les anarchistes doivent prendre en face de la politique républicaine. Les uns soutiennent que les anarchistes doivent aider les républicains dans le combat que ceux-ci livrent à la monarchie; les autres s'y refusent, affirment n'avoir nul souci de la forme de la Constitution, attaquent tous les bourgeois, tous les capitalistes, et restent indifférents aux agissements des politiciens.

Mais le *pire*, c'est que cette divergence dégénéra en une incompatibilité entre les individus, et tout ceci nuit à la propagande et à la marche de l'idée. Il existe une confusion indescriptible, qui fait un mal énorme à l'idée, et dont profitent naturellement nos adversaires. Des tentatives ont été faites pour en finir avec un *tel état* de choses, mais sans résultat. Maintenant un groupe de camarades veut tenter, une fois de plus, d'éclaircir la situation, de définir les attitudes, afin que chacun sache sur qui compter. C'est là un travail indispensable, pour pouvoir alors organiser la propagande avec quelque chance de succès. On a l'idée de tenir une réunion, où tous ceux qui se disent anarchistes, pourront développer leurs idées.

Cette réunion où chacun se prononcera ouvertement sur l'attitude à prendre aura l'avantage de jeter un peu de lumière dans la confusion qui règne actuellement. Il y aura de grandes difficultés pour mener la réunion à bon terme; mais grand nombre de camarades la désirent, car on sent de plus en plus le besoin de définir une pareille situation.

De tout ce qui arrivera je vous informerai, parce que c'est une question d'un intérêt capital pour le progrès de l'idée anarchiste en ce pays.

Emilio Costa.

HONGRIE (*suite*).

Le 15 septembre 1905, que les politiciens s'efforcent de représenter comme une des plus importantes journées du mouvement d'émancipation, marque le commencement de cette période stérile. C'est le jour où cent mille personnes vinrent manifester devant le Parlement contre la coalition qui venait de triompher aux élections et ne voulait pas se résoudre à ouvrir le Parlement au peuple. La démonstration est véritablement intéressante.

Malheureusement au lieu de demander une amélioration de leur sort ou de forcer la main aux patrons exploiteurs par une action solidaire et énergique — puisque la force et le nombre sont avec eux — ils s'acharnent à demander des droits politiques. Cruelle ironie! Le peuple opprimé, exploité et affamé, vient crier son indignation, et en premier lieu demander plus de pain. Les bourgeois lui accordent des droits politiques! Les uns (ceux de la coalition) lui donnent (ou plutôt lui promettent) la *faculté* de se faire tuer au son des commandements hongrois, les autres plus modernes et plus rusés lui promettent qu'il élira lui-même les législateurs

qui lui rogneront ses libertés et défendront les capitalistes contre lui. Séduit par les déclamations politiciennes, obsédé par l'idée des droits, le peuple s'embrigade donc dans un parti ou dans l'autre. De ce chef, il se divise en deux camps ennemis qui se combattront et s'affaibliront l'un l'autre, à la grande satisfaction des exploiteurs.

Aussi le 15 septembre 1905 les représentants des classes privilégiées, les députés n'hésitèrent-ils point sur la conduite à tenir, lorsque la délégation du peuple vint leur présenter ses doléances. On ne voulut même pas se donner la peine de l'entendre. Le Président du Parlement seul la reçoit dans son cabinet privé et s'en fait présenter les principaux membres, comme s'il s'agissait d'une visite de politesse. Leur ton et leur attitude en avaient d'ailleurs bien l'air. Le Président se contenta de leur dire que la Chambre examinerait leurs demandes lorsque le temps en serait arrivé (!?!), comme si c'était pour cette réponse qu'on avait mis en mouvement une foule de cent mille personnes. Sortie du Parlement la délégation communiqua avec bruit et fracas la réponse du Président au peuple. Pour ne pas perdre son crédit, elle commenta cette réponse de manière à faire croire au triomphe, alors qu'en réalité ils venaient de recevoir le plus sournois des soufflets. Le peuple applaudit et se dispersa en silence et en ordre, conformément aux instructions de ses meneurs.

A partir de cette époque, comme nous l'avons déjà dit, son unique préoccupation fut le suffrage universel, et conséquemment la guerre acharnée à la coalition qui s'y opposait. Les journaux et le parti socialiste y dépensèrent malheureusement toutes leurs ressources.

⁂

Procès du poète Csizmadia. — Ce n'est qu'en février 1906, lorsque les ouvriers ont vu de leurs propres yeux l'inefficacité de la lutte politique, qu'ils se remettent au travail sérieux et fécond, à la lutte économique, aux attaques continuelles et systématiques contre le patronat, aux grèves.

Ces luttes sont précédées par un procès socialiste, un des plus importants et des plus caractéristiques incidents de la lutte des classes en Hongrie. Il met en effet à découvert l'inégalité des lois et l'arbitraire de leur application, alors qu'il s'agit de gens de classes différentes ; d'autre part, il nous fait voir dans leur réalité la Constitution hongroise ou du moins son application, la liberté de la presse et celle de la parole que les patriotes hongrois ne cessent de vanter.

Le vaillant poète socialiste Alexandre Csizmadia ayant publié dans le journal socialiste une poésie dans laquelle il exprimait sa sympathie pour les ouvriers et sa haine pour les exploiteurs, on le fit comparaître devant le tribunal correctionnel. On l'accusait de quatre grands crimes : excitation de la haine des classes ; excitation contre la propriété privée ; excitation à la révolte et éloge d'un crime (1), quand en réalité il n'avait fait qu'exprimer ses pensées en une poésie que ses adversaires mêmes déclarèrent un chef-d'œuvre.

Il ne s'agissait pas des quelques mois de détention auxquels tous les militants socialistes se sont déjà habitués, mais de quatre ou cinq années de prison dure. Mais le poète se défendant énergiquement et l'auditoire marquant manifestement la sympathie qu'il avait pour lui, les juges — peut-être justement pour échapper à la colère de l'auditoire et de la foule — durent l'acquitter.

A. MANTEAU.

(*A suivre.*)

⁂

BELGIQUE

Le Bulletin de l'Internationale libertaire. — Nous venons de recevoir le numéro initial du *Bulletin de l'Internationale libertaire*, organe de propagande pour la création d'une association anarchiste internationale.

On peut se procurer gratuitement le *Bulletin* en adressant la demande au secrétariat : 97, rue Laixheau, Herstal-Liège (Belgique).

Ajoutons qu'un de nos collaborateurs écrira prochainement un article sur le Congrès qui doit se tenir l'année prochaine à Amsterdam à l'effet de fonder cette fédération anarchiste mondiale, à laquelle le petit *Bulletin* qui nous vient aujourd'hui de Liège s'est donné la tâche de préparer l'opinion.

(1) Les grévistes avaient voulu entraîner dans leur lutte les ouvriers récalcitrants. Les patrons s'y opposant, ils entrèrent de force dans les ateliers, dont ils dévastèrent quelques-uns.

⁂

CANADA

Assassinats d'ouvriers. — La vieille Europe, hélas ! n'en a pas le dur privilège, des assassinats de travailleurs. Au fur et à mesure que le capitalisme étreint des nations nouvelles dans ses bras d'acier, le martyrologe ouvrier s'allonge : il semble que la lourde machine ne puisse être graissée qu'avec du sang de pauvres gens. Le camarade R. de Marmande termine ainsi un article du *Courrier Européen* (12 octobre) sur le *nationalisme antimilitarisme* qui a cours au Canada :

Cependant les Canadiens désirent conserver les bénéfices *intérieurs* d'une armée qui sert là-bas, comme ailleurs, les intérêts de classe. Ils gardent donc leurs soldats, non de guerre, mais de police, qui ne les ruinent pas, mais suffisent pour l'instant à la défense du capitalisme canadien. Il y eut, voici quelques années, des grévistes massacrés à Valleyfield. Récemment, les ouvriers de Winnipeg ont éprouvé les menaces des baïonnettes militaristes.

Enfin, il y a quelques jours, la grève des ouvriers des usines de bois de Buckingham, près d'Ottawa, prenait une tournure inquiétante. La police a tiré sur les grévistes, dont trois ont été tués, onze blessés. La milice d'Ottawa est partie par train spécial pour Buckingham avec des mitrailleuses.

Trois morts, onze blessés... Le Canada s'ouvre indéniablement à la *civilisation moderne!*

AM. D.

VARIÉTÉ

Elisée Reclus

(*Suite*)

III

Elisée Reclus habita presque constamment la Belgique depuis 1894 jusqu'à sa mort.

Dès 1892 l'Université « libre » de Bruxelles l'avait nommé docteur agrégé et l'avait invité à venir donner un cours de géographie comparée. Mais quand plus tard il fut question de fixer la date d'ouverture de ce cours, le conseil d'administration de l'Université, dans sa séance du 30 décembre 1893, décida de l'ajourner à une époque indéterminée. C'était le moment des conflits aigus provoqués par les attentats des propagandistes par le fait. Les gouvernements bourgeois, pris de panique comme dans toutes les crises s'adonnaient aveuglément au plaisir de représailles féroces. En France toute la famille Reclus était poursuivie parce que quelques-uns de ses membres professaient des idées anarchistes ; à la poste on ouvrait toutes les lettres qui leur étaient adressées (ce que les employés continuaient à faire encore cinq ans plus tard par habitude [*authentique*]) ; Paul, le neveu d'Elisée, avait été condamné sous l'inculpation d'avoir participé à des attentats dont il n'avait jamais eu connaissance, et comme il avait eu la prudence de fuir on arrêta son père Elie (1er janvier 1894), qu'on dut relâcher de suite, le scandale dépassant les bornes.

Les bons libéraux belges — suivant les traditions du pays qui consistent à imiter toujours la France dans ce qu'elle a de mauvais — ne voulurent pas le céder en bêtise et en lâcheté à leurs confrères du Sud et l'Université dite libre refusa de recevoir Reclus. Cet acte abject et idiot par lequel l'Université dite libre, qui ne regorgeait pas précisément d'hommes de valeur, se privait du concours d'un des plus grands savants d'Europe leur valut le mépris de tous les hommes intelligents et occasionna un soulèvement de la jeunesse universitaire qui, s'il avait été mené plus révolutionnairement, aurait culbuté les dignes soutiens du *libre examen*. Mais les jeunes gens belges ne sont point bâtis pour de telles luttes, et les professeurs presque unanimement se tinrent du côté des amis de l'ordre. Les étudiants, après avoir décidé que le cours de Reclus serait organisé sous leurs auspices, eurent la faiblesse de déclarer qu'ils n'avaient point voulu par là offenser le conseil d'administration : ils se laissèrent embobiner par les artifices jésuitiques de gens habitués à la politique ; au lieu de rester unis en bloc compact ils se laissèrent diviser ; il y eut des défections dans leurs rangs, et ainsi l'on réussit à en exclure 18, pour faire un exemple, et les autres furent matés. — Mais tout ce qu'il y avait d'un peu libre et d'un peu honnête dans le pays tint avec les expulsés ; les jeunes gens qui n'étaient point tout à fait secs et stériles sentirent leur conscience s'éveiller et le cours d'Elisée Reclus eut lieu dans le local de l'une des loges maçonniques en présence d'une foule énorme.

Alors on vit cet homme que l'on avait repoussé comme défendant des théories immorales et sacrilèges. Son regard exprimait toutes les plus hautes vertus que l'on célèbre chez l'homme : la bonté, la générosité, la droiture, la foi dans un idéal sublime. Sur le visage encore plein de force de ce vieillard, dans ses yeux clairs où l'évocation de toute chose belle et noble faisait passer des étincelles, on lisait sa vie pure dépensée tout entière pour la vérité, sa vie large de savant et de penseur où il n'y avait place ni pour une passion mesquine, ni pour un intérêt étroit.

Il parlait bien, mais sans artifice ; il parlait comme un sincère qui entraîne le public et arrive aux plus beaux effets oratoires par la seule chaleur de son cœur, par la seule force de ses convictions. Il aimait l'humanité intimement, profondément, et cet amour se sentait dans toutes ses paroles et faisait vibrer sympathiquement toute âme réceptive.

Tout ce qui, moralement, valait quelque chose à Bruxelles, acclama Reclus. Et dans un élan d'enthousiasme, on fonda une Université nouvelle et un Institut des Hautes Etudes, entreprise téméraire dans un pays comme la Belgique, où l'intérêt pour les spéculations les plus élevées de l'esprit est si faible. Mais en ce moment l'on était entraîné : l'on venait de se révolter et Reclus était là qui communiquait à tous son ardeur, sa foi dans le triomphe des idées justes et généreuses. On apprit par lui à connaître l'anarchie, à la considérer avec attention, à la respecter comme un idéal sublime, à l'aimer ; et ceux-mêmes qui n'embrassèrent pas l'idée nouvelle furent souvent contraints de l'admirer.

Dans la jeunesse, il y eut une foule de conversions : ce fut un moment admirable ; des camarades qui s'étaient perdus de vue quelque temps se retrouvaient, et dès les premiers mots échangés, ils sentaient qu'un lien nouveau existait entre eux, qu'une croyance commune les unissait. Et l'on avait le zèle des néophytes, l'on voulait lutter, l'on parlait de faire de la propagande active, voire même de subir la prison pour défendre sa foi. Ils vécurent des heures radieuses, les jeunes gens qui fraternisèrent alors en sentant s'évanouir les doutes qui obscurcissaient leurs âmes et tout leur être s'éveiller à une vie nouvelle.

Dix ans se sont passées depuis et il reste

bien peu des combattants de la première heure : la plupart ont « évolué » graduellement vers des opinions mieux reçues et plus profitables ; d'autres sont restés « sympathiques », mais se taisent et ne font rien ; ce sont les anarchistes platoniques ; les quelques-uns qui restent fermes ont souvent éprouvé la tristesse de voir s'éloigner d'eux ceux qu'ils avaient crus les plus résolus et les plus constants. Mais n'importe ! Ils aiment à se rappeler ces temps d'effervescence où tous semblaient partis d'un même élan à la conquête de l'idéal révélé, où la petite armée de jeunes gens et de jeunes filles était pleine d'espoir et joyeuse des triomphes à venir ; ils voient les anciens camarades tels qu'ils étaient alors et préfèrent ignorer leurs figures d'aujourd'hui, supposer qu'ils n'existent plus : on laisse tant de morts en chemin !

Reclus aimait la jeunesse pour les promesses d'avenir qu'elle porte en elle ; comme tous ceux qui sont en avance sur leur époque, il espérait en la génération montante. Aussi encourageait-il les jeunes gens qui étaient portés à prendre part au mouvement anarchiste ; si l'un d'eux manifestait devant lui l'intention d'agir librement, d'entrer en lutte avec la société, de répandre par la parole ou par l'écriture les idées libertaires, aussitôt il lui disait : Faites cela ! mettez-vous au travail ! agissez ! Dans sa vie, la pensée n'avait jamais été séparée de l'action ; il faisait sans tergiverser ce qui lui semblait bon et utile ; il ne pesait pas indéfiniment le pour et le contre avant de prendre une résolution ; il n'avait cure de ses aises et ne tenait pas grand compte des obstacles matériels. Et avec la confiance fondamentale qu'il avait dans les hommes, il était porté à les croire capables de réaliser comme lui, dans la vie, les idées qu'ils manifestaient. Mais la plupart des jeunes gens venaient à l'anarchie par des raisons de sentiment ; par générosité du cœur, par enthousiasme juvénile, par mécontentement de l'état social actuel, par admiration pour un homme comme Reclus, par entraînement. Bien peu nombreux étaient les anarchistes par tempérament, ceux qui avaient dans le sang ce besoin de liberté et qui cherchaient à documenter leurs idées par une étude approfondie des phénomènes sociaux. Aux autres, il eût été nécessaire de réinfuser constamment l'esprit anarchiste. Reclus leur avait donné des encouragements et des conseils, mais il ne pouvait ensuite que les laisser voler de leurs propres ailes ; l'anarchisme n'est pas une doctrine qui s'enseigne ; ce n'est pas une religion qui a réponse à tout. C'est un ensemble d'idées qui se modifient et se perfectionnent continuellement ; un sentiment nouveau de la vie, quelque chose qui croît avec nous et profite de notre expérience, c'est une création à laquelle nous devons participer sans cesse.

(A suivre). JACQUES MESNIL.

COIN DES ENFANTS

La souscription au 3e volume est ouverte. Le volume sera laissé aux souscripteurs à 2 fr. 50 franco, avec faculté d'avoir, au même prix, les volumes précédents parus.

A tout souscripteur de 5 exemplaires, ils seront laissés à 2 francs le volume.

Le volume en préparation contiendra, en outre, des contes parus dans le supplément, deux contes inédits.

Pour profiter du prix de souscription, elle doit nous parvenir avant fin novembre.

Ceux qui peuvent nous l'envoyer de suite, nous faciliteront la besogne.

Correspondances et Communications

× **Nécrologie.** — Nous avons appris la mort, en de tragiques circonstances, du camarade Amédée Langlois, d'Aubervilliers.

Langlois a été assailli à coups de revolver le 5 octobre, au seuil de sa maison, par un instituteur nommé Lafolie. Il est mort le lendemain matin à l'hôpital Lariboisière. Nous ignorons les causes de ce meurtre.

Langlois était un anarchiste convaincu et qui sera regretté. Il n'avait que quarante-trois ans.

CONVOCATIONS

× *Les communications recommençant à abonder, nous rappelons qu'elles doivent être rédigées de la façon la plus succincte. Comme nous ne pouvons pas passer notre temps à les refaire, celles qui demanderaient trop de travail à arranger seront mises au panier.*

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Mardi 30, E. Borel : Les erreurs des graphologues.

× **Un cours public et gratuit de sténographie** (système Prévost-Delaunay) sera professé le dimanche et le jeudi, de 9 heures à 11 heures du matin, à partir du dimanche 21 octobre 1906, dans une des salles de la mairie du Ve arrondissement, 11, rue des Fossés-Saint-Jacques, par M. Ernest Roy, secrétaire de la Caisse des écoles. (Les dames sont admises.)

Jeudi. — Cours théorique (élémentaire).

Dimanche. — Cours pratique (commercial et professionnel).

× **La Concentration artistique.** — Dimanche, de 4 à 7 heures du soir, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital (près de la place d'Italie). Apéritif-concert organisé par les *Amis de la Chanson*.

Les réunions et les répétitions ont lieu tous les mercredis soirs. Téléphone 814-93.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 29 octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Espéranto.

× **Associo Paco-Libereco.** — Tous les lundis, à 8 h. 3/4, salle du premier étage. Cours élémentaire d'Espéranto.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe Arrts.** — Samedi 27 octobre 1906, à 8 h. 1/2 du soir, 17, rue Duméril, Conférence par un camarade.

Sujet : Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Tous les mardis : Soirée artistique.

Tous les jeudis : Causerie scientifique.

Tous les samedis : Sociologie.

Tous les dimanches : Fais ce que veux.

× **Travailleurs de la peau**, 8 *bis*, rue des Gobelins. — Assemblée générale trimestrielle le dimanche 28 octobre 1906, salle de la coopérative l'*Egalitaire*, 17, rue Sambre-et-Meuse (10e), à 2 heures de l'après-midi.

× **Le Progrès social** (nouvelle maison du peuple de Montmartre), rue de Clignancourt, 92. — Dimanche 28 octobre 1906, à 2 h. 1/2, grande fête de réouverture des cours et conférences, conférence par M. Alfred Croiset : les origines de la philosophie et de la science.

Vendredi 2 novembre, à 9 heures du soir, Emile Arnaud : le pacifisme ; Miguel Almereyda, secrétaire de l'A. I. A. : l'antipatriotisme, conférence contro-verse.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie universelle** (groupe communiste d'émancipation intégrale), 28, rue des Peupliers. — Mercredi 31 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par Henri Hayeur : Alcool et Liberté.

AUBERVILLIERS-PANTIN — **Le Groupe Espéranto** se réunit le mercredi 31 octobre, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre. Suite de cours par le camarade Prapillon.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse libertaire.** — Réunion vendredi 26 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Tavernier, 16, avenue des Batignolles. Causerie par le camarade V. Froment sur *La Vie*.

Tous les vendredis, réunion à 8 h. 1/2, salle Tavernier.

× BORDEAUX. — **Régénération humaine** (Université populaire libre), place Henri-IV, 59. — Réunion du groupe le jeudi soir, à 8 heures et conférence libre et gratuite tous les mercredis ou samedis.

× LYON. — **Colonie de la Rise.** — Dimanche 28 octobre, à 8 heures du soir, au café de l'Isère, rue Paul-Bert, deuxième réunion pour l'examen du projet.

× LYON. — **Groupe l'Emancipation.** — Dimanche 28 octobre, à 8 heures du soir, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert, réunion. Les copains chanteurs, instrumentistes, sont spécialement invités à assister à cette réunion.

× LYON. — Les réunions de l'A. I. A. ont lieu le vendredi au lieu du mardi, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste.** — Réunion du groupe, samedi 27 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, café Tariol, 15, rue Sainte-Ursule.

Ordre du jour : Organisation du meeting en faveur des camarades espagnols.

Petite Correspondance

V. D., à Alexandrie. — Bon. Nous attendrons.

C. E., à Amiens. — L'Esperanto peut être bon en soi. Mais il me semble qu'on oublie un peu trop pour lui la propagande des idées économiques. Laissons ce travail aux publications spéciales.

L. B., à Caussade. — Votre abonnement se terminera fin novembre.

L. F., à Port-Louis. — Bon. On attendra.

Union textile, Roanne. — Votre nouvel abonnement se terminera fin juin. — Impossible de faire des remises sur le prix des volumes marqués à notre catalogue. Seulement la différence que réaliserait l'envoi en un seul colis.

L. K., à Reims. — *L'Anarchie*, 1 franc ; *L'ordre par l'anarchie*, 0 fr. 60. — Vous devez envoyer 0 fr. 30 encore pour avoir cette dernière.

Bibliothèque anarchiste. — Nous avons supprimé tous les services gratuits. C'est aux groupes à aider le journal en s'y abonnant, et non au journal qui ne fait pas ses frais à aider les groupes.

Villeurbanne. — *L'Anarchie*, de Malatesta, épuisée.

B., à Monnai. — Bon. Nous attendrons.

L. S., à Lyon. — Evidemment l'abonnement est plus avantageux pour nous ; mais il est bon aussi de forcer les libraires à faire venir le journal.

T., à Amboise. — Votre abonnement finit fin octobre.

Freie Generation, Londres. — Le bulletin de l'A. I. A., au siège de l'Association, 31, rue Grange-aux-Belles. Notre liste d'échange est trop surchargée.

Poste restante, Madeleine, demande à Béchard, à Genève, s'il a reçu mandat-poste de 5 francs adressé au *Reveil*, et le prie de répondre à l'adresse indiquée aux deux lettres qu'il lui a envoyées.

C. R. à Romorantin. — N'en connaissons pas.

V. A. à Bèges. — Avons envoyé. Pour l'abonnement *Freedom*, préférable envoyer directement.

M. au Havre. — Merci.

B. à Carcassonne. — Vous devez 0 fr. 15 de port.

A. G., Paris. — La J. L. de Lorient vous remercie. Elle cherche un maître d'espéranto.

Jean Roule. — Merci envois. Mais la place nous manque pour reproduire !

G. R., à Saint-Nicolas d'Aliermont. — Vous ne pourriez pas disposer de l'exemplaire de *l'Apiculteur* que vous signalez ?

Reçu pour le journal : Un homme libre, Porto Alegre, 35 fr. — T. C. à Norwalk, 5 fr. — T. à Laigneville, 0 fr. 50. — J. B., 0 fr. 40. — H. à Paris, 0 fr. 50.

Merci à tous.

L. L. à Turin. — F. à Paris. — J. E. à Lawrence. L. à Epinal. — C. F. à Lunay. — T. d. M., à Londres. — R. A. à Bonnieux. — B. à Pramanson. — S. R. à Toulon. — S. F. Les Pâtis. — A. D. à Souvigné. — A. A. à Mansourah. — M. à Nîmes. — L. P. à Saint-Raphaël. — Librairie artistique, Creil. — C. à La Cotille. — E. F. à Rocca. — N. à Madère. — E. S. à Etampes. — D. à Pontenx. — S. V. à Ganges. — R. à Auxonne. — B., à Londres.

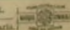
Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le comité Grandidier : E. D. à Melun, 2 fr.

Reçu pour la Ruche : G. V., à Porto-Alegre, 100 fr.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



LE VÉRITABLE SOUS-MARIN



Dessin de HERMANN-PAUL.

LE SAUVETEUR ÉTRANGER. — Vous n'avez pas peur qu'on vous chipe le secret de sa construction?

12e ANNÉE. — N° 27. 3 NOVEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Bradberry.

SOMMAIRE

POUR L'AFFICHE

Une affiche à 0,12, que Steinlen a bien voulu se charger d'illustrer, coûtera, d'impression, approximativement 130 francs le mille. Deux mille de bandes à 0,06, coûteront environ 120 francs. C'est maigre pour toute la France. Mais bien placées, elles peuvent produire de bons résultats.

Les camarades qui veulent nous aider dans l'affichage sont priés de nous faire savoir le nombre dont ils peuvent se charger de timbrer et afficher.

Nous en réservons mille pour Paris.

L'Avenir et les Syndicats

I

Il faut toute l'outrecuidance de quelques huluberlus — qui se croient anarchistes parce qu'ils peuvent, plus ou moins mal, réciter par cœur du Nietzsche ou du Stirner — pour contester aux ouvriers l'utilité de se former en syndicats afin de lutter contre les fantaisies de leurs exploiteurs.

Il faut avoir une bonne dose de fatuité, et se faire une conception toute nietzschéenne de son moi, si l'on s'imagine que l'on mènera, tout en la méprisant, la foule à la révolution, ou pour penser que cette révolution peut être l'œuvre d'une poignée d'intellectuels — les pôvres ! — ou se croyant tels.

Du reste, il y a ici un non-sens de la part de ces « surhommes » au petit pied : ou bien nous avons compris que notre individualité est écrasée dans l'engrenage social, nos aptitudes arrêtées dans leur développement, nos virtualités étouffées avant d'avoir pu se manifester, parce que l'organisation économique sacrifie le bien-être et le développement du plus grand nombre au profit d'une minorité de privilégiés, et que pour changer cette mauvaise organisation, et ne plus être exposés par les hasards de la naissance et des événements, à nous trouver dans le troupeau des esclaves, il faut qu'il ne puisse plus y avoir d'esclaves.

Ou bien, la masse nous est étrangère, et si nous souffrons d'être parmi les exploités, il nous serait indifférent que d'autres le fussent à notre place, pourvu que nous ayons toutes nos aises, estimant que le troupeau est fait pour être tondu, alors, inutile de se réclamer d'une révolution sociale — à moins que, comme pour les politiciens, ce ne soit qu'une formule dont on se sert pour amuser ceux dont on espère tirer pied ou aile — la société bourgeoise est assez bien constituée pour que ceux qui savent jouer des poings et des coudes, puissent s'y faire leur place.

⁂

Le syndicat est un groupement de lutte qui s'impose aux travailleurs, en l'état social actuel.

Ceux-ci qui sont les plus opprimés économiquement, intellectuellement, et moralement, ont des réclamations à produire chaque jour, à chaque heure, à chaque instant.

Crevant de faim continuellement, il ne peut leur être indifférent d'obtenir une concession, si légère soit-elle, ou d'empêcher, ne serait-ce qu'un dixième de tour à la vis de compression. S'il est vrai qu'il n'y a que la disparition complète de l'exploitation qui puisse les libérer, ils ne peuvent, au profit de cette révolution qui s'opérera, on ne saurait prévoir quand, abandonner la lutte de tous les jours; car cet abandon encouragerait leurs exploiteurs à faire peser plus fort sur eux leur exploitation.

En attendant la suppression de l'exploitation capitaliste et du salariat, il leur faut bien résister pour défendre leur salaire lorsqu'on veut le leur diminuer, ou bien prendre l'offensive pour en obtenir l'augmentation, lorsque l'accroissement des charges sociales vient leur rendre la vie impossible, ou qu'une conception plus nette de leurs droits, les invite à réclamer une part de plus en plus grande dans les produits de leur activité.

Et, forcément, la lutte au jour le jour, l'appât de l'amélioration immédiate, ou de ce qui semble tel, l'emportera toujours sur la lutte à buts plus incertains, plus éloignés, moins définis. Une heure de moins à l'atelier, cent sous de plus à la fin de la semaine, sembleront toujours plus faciles à obtenir, d'une réalisation beaucoup plus proche que la disparition des exploiteurs, que la réalisation du bonheur et de l'affranchissement général.

Quelle que soit l'intensité de la propagande révolutionnaire, ils se grouperont, en temps ordinaire, beaucoup plus pour obtenir une réalisation immédiate, que pour la disparition du salariat. Et, du reste, voudraient-ils négliger ce côté, que la réalité ne tarderait pas à les y ramener.

Aussi, est-ce une erreur d'affirmer comme l'affirment les syndicalistes révolutionnaires, comme le croient bon nombre d'anarchistes, comme le prophétise toute une nouvelle école socialiste, qui vient de découvrir le syndicalisme, que ce sont les syndicats qui organiseront la révolution, qu'ils sont appelés à organiser la production dans la société future, et qu'ils nous représentent la cellule initiale des groupements nouveaux.

⁂

On me dira qu'il est absurde de prophétiser ce que sera, non seulement la société future, mais même ce que sera la révolution dont elle doit sortir. Nous ne savons pas ce que sera la société future, nous ne savons pas ce que sera la révolution qui se prépare. En matière d'activité sociale, les choses sont trop compliquées pour pouvoir faire des déductions, même approximatives; car c'est toujours de l'imprévu qui surgit.

Et cela est l'exacte vérité.

Seulement, nous savons plusieurs choses : 1° que nous souffrons de ce qui existe; 2° que ça ne changera que si nous travaillons nous-mêmes à le changer; ce ne sont pas ceux qui

profitent de ce qui existe qui le changeront; et 3° que, sans vouloir prophétiser ce qui sera, puisque cela dépend de l'évolution de millions d'individus, et d'une foule d'événements dont nous ne sommes pas les maîtres, il faut bien que nous cherchions à nous faire une idée de ce que doivent être les choses, pour que ça marche mieux au gré de tous, car c'est de cette conception que nous nous ferons de ce que doivent être les nouveaux rapports entre individus, que découleront les modes d'activité que nous devons déployer pour renverser ce qui existe, et préparer ce que nous pensons qui devra être.

Tout en sachant, que les choses ne marcheront pas absolument comme nous le pensons, nous devons agir comme si nous étions certains de diriger les événements.

En somme, c'est de toutes les activités réunies, de toutes les conceptions émises que sortira le futur. Plus nous grouperons de gens décidés à agir dans le même sens, plus l'idée qui les aura animés aura chance de se réaliser.

C'est de l'empirisme, d'accord. Mais il n'y a pas de science sociale exacte. Ce n'est qu'en mentant effrontément, et en travestissant les faits que les économistes bourgeois prétendent faire de la science économique. Leurs prétendues lois économiques ne résistent pas une minute à une critique judicieuse.

J. Grave.

(*A suivre.*)

LE CONGRÈS D'AMIENS

(*Suite*)

Je n'ai fait que signaler hâtivement, la semaine dernière, l'intervention de Niel dans la discussion des rapports des syndicats avec le Parti socialiste. Une impression que m'a produite son discours me paraît cependant utile à mentionner. En écoutant Niel il me semblait entendre, non pas un homme qui vit l'action syndicale, mais un homme qui est un spectateur de ce mouvement et qui ne comprend pas, ou comprend mal, qu'à le vivre, à s'y donner de toute son énergie on est obligé quand on accomplit un acte ou prononce un jugement de faire intervenir dans la formation de ce jugement et dans l'exécution de cet acte, et la froide raison et la chaude et vivifiante passion. Les deux éléments peuvent faire bon ménage ensemble. Mais exclure la passion et ne compter que sur la raison de la vertu critique pour édifier une œuvre humaine c'est risquer fort de ne pas construire grand'chose. Aussi la plupart des critiques faites par Niel aux anarchistes qui militent dans les syndicats me paraissent-elles assez mal fondées.

Les anarchistes n'ont certes pas créé le mouvement syndicaliste actuel qui fait la force de la classe ouvrière française, mais ils y ont collaboré dans une part honorable. Et ce n'est pas d'eux que les syndicalistes purs ont à craindre une influence déviatrice. Est-il dans nos visées de subordonner le syndicat à une autre action? Non pas. A quoi d'ailleurs chercherions-nous à le subordonner? Notre ambition et notre espoir c'est de faire donner aux syndicats et aux individualités un maximum d'efforts. De notre énergie, nous ne faisons pas deux parts, une réservée à l'action politique et l'autre à l'action syndicale. Tous nos efforts sont acquis au mouvement syndicaliste que nous voudrions voir progresser et se développer vers une telle puissance que l'action autonome de la classe ouvrière soit largement suffisante pour toutes les luttes et que bien des concours douteux puissent être remerciés. Le syndicalisme qui est encore à ses premières années de vie réelle, a ses faiblesses et comporte ses illogismes. Je n'en veux pour exemple, parmi plusieurs, que les subventions acceptées et considérées comme nécessaires trop généralement encore. Il faut accroître l'autonomie des organismes de la classe ouvrière et pour cela il est nécessaire de pouvoir compter sur des dévouements réels. Quelle catégorie d'hommes possède plus de dévouements que le socialisme antiparlementaire? On n'agit pas en vue d'utiliser le syndicat pour parvenir à une situation électorale, comme c'est trop souvent à craindre pour beaucoup de militants socialistes. Et par là, les anarchistes sont dans une meilleure posture que les socialistes vis-à-vis de la classe ouvrière, tellement dupée qu'elle est obligée à chaque instant de se demander : « Est-ce que c'en est encore un qui veut avoir ma voix? »

Et c'est ce qui explique la part qu'ont prise les anarchistes à la gestion, tant des syndicats que des organismes centraux, part qui a d'ailleurs été singulièrement exagérée par les adversaires afin d'effrayer les milieux mal renseignés ou indifférents.

La meilleure arme de nos adversaires c'est encore le mensonge et c'est de cette arme surtout que se servent les socialistes du Nord pour combattre le syndicalisme dans leur région. Les syndicalistes sont des anarchistes, certains honteux, d'autres cyniques. Ils sont vendus au patronat ou tout prêts à se faire acheter. Ils préconisent le cambriolage comme moyen d'existence. A moitié fous, ils espèrent faire la révolution demain matin avec une demi-douzaine de bombes. Aujourd'hui, ils se contentent en fait de propagande de préconiser le sabotage, et le sabotage, pour les socialistes du Nord, ce n'est pas autre chose, que du verre pilé dans le pain ou des histoires de ce genre, les mêmes à peu près que sortent les patrons.

La probité dans la discussion n'est pas le fort des socialistes du Nord. Renard en a donné une nouvelle preuve au Congrès, on peut dire deux preuves si l'on compte la façon dont il a dénaturé l'article de Kropotkine, paru ici-même, pendant la semaine du Congrès.

Renard, au cours de son exposition des raisons qui parlent en faveur de la proposition du Textile, avait indiqué les résultats merveilleux atteints par l'organisation syndicale dans son département. Il avait brandi les 315 syndicats et les 76.000 syndiqués du Nord.

Le camarade Merrheim, qui est, lui aussi, du Nord, où il a milité pendant de nombreuses années, avant d'être appelé à occuper l'un des emplois de secrétaire de l'Union fédérale de la Métallurgie, a sur sa région une opinion différente de celle de Renard. Il a montré au Congrès ce que valaient les chiffres apportés par le secrétaire du Textile. Il en a fait éclater le mensonge. Renard avait eu l'assurance de compter dans son chiffre de syndicats, les *syndicats jaunes* eux-mêmes. Ils représentaient, eux aussi, selon les lumières guesdistes, la classe ouvrière consciemment organisée pour la lutte et la suppression du patronat.

Que l'on ne croie pas que ces syndicats jaunes ne forment dans le Nord qu'un chiffre infime. Il y en avait environ *110* sur les 315 signalés par Renard. Et que l'on ne suppose pas non plus que ces syndicats sont fictifs ou fantômes.

Le Nord est la seule région où les syndicats jaunes possèdent une force réelle, la seule région où ces syndicats trouvent une atmosphère qui ne les étouffe pas. Merrheim en a cité plusieurs qui groupent à Roubaix, à Lille, à Armentières, plusieurs milliers d'adhérents. N'est-il pas naturel, d'ailleurs, que la jaunisse fleurisse dans un pays où le patron apparaît surtout un adversaire, non pas à l'atelier, mais devant l'urne du vote? Est-ce de quelque importance ce qui se passe à la fabrique, à l'usine, à l'atelier, quand on a le moyen infaillible, si commode et si peu dangereux du bulletin de vote? C'est presque secondaire et ne vaut pas la peine qu'on se démanche pour l'accomplir. Pas besoin de frotter le dos aux premiers qui sentent la trahison; on peut supporter de travailler coude à coude avec eux.

Renard avait triomphé non moins bruyamment des huit députés socialistes et des 100.000 voix socialistes de son département. Merrheim, sur ce point encore, fit pleuvoir quelques chiffres qui douchèrent durement la prétention guesdiste. Il signala la région de Valenciennes qui possède trois députés socialistes ayant obtenu plus de 25.000 voix dites socialistes. Cette région compte à peine un millier de syndiqués. 1.000 syndiqués sur 25.000 électeurs socialistes, c'est vraiment dérisoire dans une région industrielle comme celle de Valenciennes, qui comprend des centres importants de métallurgie, de verrerie, tout un bassin houiller populeux sur le dos duquel quelques familles comme les Casimir-Perier ont réalisé de scandaleuses fortunes.

Le Nord, présenté en exemple aux délégués des syndicats de France, sort bien dédoré des discussions du Congrès d'Amiens. Si la politique socialiste y a fleuri, il devient éclatant, par contre, que les organisations syndicales, qui seules représentent exactement le degré de conscience et de puissance d'une population ouvrière, y sont à l'état inexistant, et cela parce qu'on les a subordonnées à l'action parlementaire socialiste. Elles n'acquerront de la vigueur, là comme ailleurs, que si elles se constituent en dehors du parti socialiste, hors de sa tutelle, hors de sa main-mise. Cette démonstration constitue la critique la plus vigoureuse de la proposition du Textile. C'est ce que sentit tout le Congrès.

Aussi restait-il à Griffuelhes, après Merrheim, Broutchoux et Latapie, peu de chose à dire. La plupart des critiques à dresser contre l'idée de tout rapprochement et de tous rapports avec le parti socialiste avait été exposées ou esquissées.

Il s'attacha spécialement à montrer comment s'était constituée cette force qu'est présentement la Confédération. Relevant le désir exprimé par Keufer de voir s'établir l'unité morale de la classe ouvrière, il montra combien cette unité était illusoire. La lutte qui existe au sein des organisations ouvrières d'où provient-elle? N'est-elle pas due aux tentatives du pouvoir pour établir son influence dans les syndicats ouvriers et les dériver de leur voie. L'unité morale est-elle possible avec les hommes qui acceptent de se faire les agents du gouvernement? Tant qu'il y aura des hommes dans les syndicats pour faire cette besogne, et rien ne permet de prévoir le jour où il n'y en aura plus, l'unité morale sera chose irréalisable. Remontant au ministère Millerand, Griffuelhes rappelait quelques faits significatifs de cette tentative du pouvoir pour engluer et corrompre les militants afin d'étouffer le révolutionnarisme naissant des syndicats. Il citait l'exemple des mineurs et des travailleurs municipaux. Est-ce les anarchistes qui ont divisé ces corporations et non pas le pouvoir qui avait voulu et avait réussi à émasculer ces organisations et à ne les faire agir que lorsqu'il n'y avait aucune gêne pour lui?

Ce sont ces tentatives du pouvoir qui ont amené les militants révolutionnaires de toutes écoles à se resserrer, à former un bloc qui a su répondre comme il convenait aux manœuvres ministérielles, comme il saura répondre demain aux manœuvres de M. Viviani, espérons-le.

Le Congrès s'est prononcé. Il a dit très haut qu'il entendait que les syndicats demeurent sur le terrain qui a déjà donné tant de preuves de sa fécondité. Les syndicats et la Confédération n'ont pas à se préoccuper, ils doivent ignorer les partis politiques, le parti socialiste comme

les autres, parce que si les organes économiques se rapprochaient du parti socialiste ils se rapprocheraient du gouvernement, ils ouvriraient leurs portes aux préoccupations d'ordre gouvernemental

La formidable majorité qui s'est rencontrée pour repousser la proposition du Textile ne comprenait pas que des syndicalistes révolutionnaires. Les syndicaux réformistes se sont ralliés à eux. Et cela prouve que c'en est fini, bien fini de toute possibilité et de toute crainte de subordination du mouvement syndical au mouvement politique.

Certain socialiste a voulu remarquer qu'une prétendue scission s'était manifestée au cours du Congrès entre les syndicalistes anarchistes et les syndicalistes tout court. Regardez de plus près, citoyen André, et vous verrez que de scission il n'y en a pas, il n'y en a jamais eu que dans votre imagination ou dans votre désir. L'inaction pourrait délier les efforts; mais tant qu'il y aura action dans le sens indiqué par le Congrès d'Amiens après le Congrès de Bourges, tant qu'il y aura lutte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, c'est-à-dire contre le patronat et contre l'Etat, les syndicalistes anarchistes ne bouderont pas à la tâche.

PIERRE MONATTE.

(*A suivre.*)

P. S. — J'examinerai la semaine prochaine les autres questions discutées au Congrès.

Faites-nous des Abonnés!

FAITS ET CHIFFRES

TUBERCULOSE ET MISÈRE. — *Nous empruntons les statistiques suivantes à notre camarade* La Voix du Peuple, *de Lausanne.*

M. Gebhards, directeur des institutions d'assurance sociale de Hambourg, a établi que :

Sur 10,000 tuberculeux, il meurt :

10,7	*ayant un revenu de plus de*	*3,500 marks;*
21,1	*— de*	*2,000 à 3,000 —*
26,4	*— de*	*1,200 à 2,000 —*
39,3	*— de*	*900 à 1,200 —*

(*Le mark vaut 1 fr. 25*).

* *

En Hongrie d'après les calculs du docteur Pick, sur 140,000 malades qui meurent annuellement de la tuberculose, l'immense majorité appartient à la classe ouvrière.

Les trois causes prépondérante de la tuberculose sont, selon le même docteur :

1° Le manque d'air;
2° La nourriture insuffisante;
3° L'alcoolisme.

Nous concluerons comme La Voix du Peuple: « *A quand la démolition de ce régime d'hôpital et de bouges, de mort et de boue?* »

* *

AU CONGRÈS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL (*encore de l'internationalisme!*) DE STATISTIQUE *qui vient de se réunir à Londres, le professeur Von Jaraschek, successeur de Neumann Spallart, ne nous a-t-il pas appris que le mouvement du commerce mondial s'est élevé de 57 milliards en 1870 à 125 milliards en 1903. Comment pourrait-on s'y prendre pour arrêter ce débordement d'internationalisme?*

G. DE MOLINARI.

(J. des Ec., 15 août 1905.)

Pourquoi sont faites et à quoi servent LES LOIS

Le privilège des bouilleurs de cru.

Le plus grand nombre des lois françaises, pour ne pas dire toutes, sont dictées non par l'intérêt général, mais par des vues politiques exclusives et, pour le présent, par des préoccupations électorales. Aussi ne faut-il point s'étonner si elles sont préjudiciables à une portion considérable du pays, destinée à être exploitée par une catégorie spéciale d'individus.

L'une des dernières lois a eu pour but et résultat de rétablir le privilège des bouilleurs de cru. Pour ceux qui ne seraient pas initiés ce privilège consiste dans le droit absolu, sans contrôle, ni limitation que possède tout propriétaire, métayer ou fermier de distiller ses fruits, son vin, son cidre, son marc, sa piquette et d'en tirer tout l'alcool qu'il lui plaît et à n'importe quel degré. La seule condition, illusoire comme on le verra, dans la plupart des cas, est de ne pas sortir, sans payer les droits, l'alcool ainsi produit dans la propriété.

Ce privilège, réclamé à grands cris par les viticulteurs devait, d'après eux, atténuer la crise de la mévente des vins, en permettant de transformer en alcool, les vins défectueux ou trop abondants (*Progrès agricole* de Montpellier, 14 janvier et surtout 4 février 1906). Le gouvernement, après quelques hésitations, dues à des considérations budgétaires, et la majorité des deux Chambres, sans la moindre résistance, feignirent de croire à cet argument et votèrent la loi, bien moins pour pallier à la mévente des vins, causée par la rapacité et la légèreté des viticulteurs que pour éviter de voir ces derniers tourner le dos à la forme républicaine et voter pour les candidats adverses.

Or la loi votée n'a pas du tout répondu au but présumé. Les vins ont continué à ne pas se vendre, ou s'ils s'écoulent, c'est encore à bas prix. Quant à ceux de mauvaise qualité, ils encombrent le marché tout comme auparavant (*Progrès agricole* de Montpellier, 27 mai 1906 et bulletins commerciaux des numéros suivants), chacun attendant que son voisin les ait livrés à l'alambic.

A quoi donc visaient la plus grande partie de ceux qui réclamaient le rétablissement de la libre distillation? Simplement à augmenter leurs ressources ou à compenser par le bénéfice de l'alcool la faiblesse du prix de vente des vins et tout cela au détriment de la santé publique. Je vais le prouver.

Prenons, par exemple, ce qui se passe à X..., petite commune méridionale où je villégiature. Bien des petits propriétaires, fermiers et métayers, distillent à l'envie et fort au delà de leurs besoins, marc, piquette et vins tout à fait imbuvables, car le goût n'est pas très raffiné ici. N'ayant plus de déclaration à faire, plus de contrôle à subir, chacun écoule à ses voisins son alcool, son eau-de-vie, par litres et demi-litres, et ainsi le liquide chemine de la campagne jusqu'à la ville où il va faire ses ravages. La régie ne s'en doute pas, ou si elle connait ces transports clandestins et habituels de petites quantités d'alcool, elle ne peut y parer. Il lui faudrait en effet arrêter tout le monde, fouiller de jour et de nuit les passants et les voitures et de plus les embarcations qui pénètrent en ville de toutes parts. Ou bien, il lui faudrait pour le moins poster un gabelou à la sortie de chaque campagne. La chose est impossible et l'alcool s'insinue invisible dans les cabarets et dans les familles. Ces faits doivent nécessairement se reproduire partout ailleurs. Les conséquences ne tarderont pas à se manifester. Les asiles regorgeront de malades et les tribunaux de délinquants ou de criminels. Pour la morale et la fortunes publiques on sait qu'elles reculent à proportion.

Afin de supprimer ces maux, il n'y aurait, semble-t-il, qu'à abroger le privilège des bouilleurs de cru, comme on l'avait fait en 1900. Mais pourquoi l'avait-on alors abrogé? Etait-ce dans l'intérêt public? Point du tout; c'était sous la pression et en faveur des sucriers, betteraviers et fabricants d'alcool, du Nord. Tous ces manufacturiers ne trouvèrent que ce moyen radical et législatif d'annihiler la concurrence des vignerons méridionaux, bordelais ou bourguignons et des cidriers normands et bretons, dans la production des vins et de l'alcool.

Ces vignerons viennent de prendre leur revanche, comme on l'a vu, par le même procédé législatif; ils comptent même aller plus loin, et ici je citerai les propres termes du directeur de la revue que j'ai nommée tant de fois : « Le Nord avait gagné la première manche, en nous imposant ses alcools d'industrie et ses vins fabriqués de toutes pièces; nous venons de refouler l'alcool impur; reste à remettre le sucre à sa place... nous y arriverons avec le concours de tous les vignerons de France. » (*Progrès agricole de Montpellier*, 4 mars 1906.)

Ainsi la demande du rétablissement du privilège des bouilleurs de cru n'avait pas pour but, comme on le prétendait, de pallier à la mévente des vins, par la distillation des vins de mauvaise qualité. Elle tendait, comme nous l'avons affirmé, à permettre aux vignerons, à qui la chose était pratiquement interdite de fabriquer et de vendre de l'alcool, soit pour compenser le faible rendement de la vigne, soit pour augmenter leurs revenus.

Ainsi les lois sont de pures questions d'intérêt particulier, et dans le cas présent des questions d'intérêt qui menacent d'atteindre gravement la santé et la morale publiques. Peu importe, au Nord et au Midi, si leur alcool abâtardit la nation, du moment que par leur lutte dans les Chambres, l'un ou l'autre obtient une loi, qui donne à un petit nombre d'individus le moyen de s'enrichir.

Par conséquent, inutile de supprimer le privilège des bouilleurs de cru, puisque les manufacturiers du Nord continuent à fabriquer l'alcool et à le répandre (1).

Penser, un seul instant, que devant les calamités déjà régnantes de l'alcoolisme, le gouvernement essayerait de supprimer toute diffusion de l'alcool, comme il le fait avec une vigueur, souvent déplacée, à l'égard d'idées soi-disant subversives, c'est admettre qu'il voudrait obtenir, d'une manière moins nuisible à tous, des ressources budgétaires : c'est admettre aussi que les vignerons du Midi ou les manufacturiers du Nord, pris subitement de scrupule moral, chercheraient à se ruiner.

La fabrication de l'alcool et sa diffusion persisteront donc avec leurs méfaits. Mais il est toujours bon de rappeler comment et pour qui, j'oserai dire aussi : et contre qui sont faites la plupart des lois. Je l'ai fait ici, en montrant que le peuple, par l'alcool pernicieux qu'il absorbe, favorise la richesse et la puissance de gens qui cherchent uniquement à l'abrutir.

En résumé, il existe dans le Nord et le Midi une catégorie d'individus qui s'efforcent de s'enrichir aux dépens du peuple et au détriment de sa santé, en lui vendant de l'alcool. Ces individus luttent dans les Chambres pour se faire attribuer, *par une loi*, à l'exclusion les uns des autres et sous les prétextes les plus hypocrites, le droit de faire fortune en empoisonnant leurs concitoyens assez stupides pour cela. Le gouvernement ne tient nullement à tarir une des

(1) Dans les départements du Nord, la plupart des cabaretiers (et on sait si leur nombre est immense puisque j'en ai compté sur une route, près de Valenciennes, plus de 15 sur une longueur de cent mètres) ne travaillent pas à leur compte; ils ne sont que les gérants de fabricants de cidres et d'alcools divers.

sources, les plus impures il est vrai, de ses moyens d'action et d'autorité. Seul, le peuple que tous ont ainsi intérêt à exploiter, peut empêcher et son abrutissement et la fortune de ces alcoolisateurs directs et indirects ; il lui suffit de ne boire ni leur alcool ni leurs boissons alcooliques.

Dr Az.

MOUVEMENT SOCIAL

Ministres et autres. — Les changements de ministères sont des événements remarquables par leur fréquence et leur peu de conséquences. Les nouveaux ministres font ce que faisaient leurs prédécesseurs, et le monde continue d'aller son train. Ce n'est pas leur faute, aux pauvres diables de nouveaux ministres, c'est simplement qu'ils sont dirigés par les événements plus qu'ils ne les dirigent. Que peuvent-ils contre l'apathie ou l'hostilité des bureaux, les habitudes enracinées, les intérêts que la moindre réforme menace, enfin la mentalité du public qui tantôt les empêche d'accomplir ce qu'ils voudraient accomplir et tantôt les force de faire ce qu'ils ne voudraient pas faire ? Que peuvent-ils contre tout cela ? Rien du tout ou peu de chose. Et peut-être est-ce tant mieux ?

« Notre » nouveau ministère est amusant en ce sens qu'il doit faire grincer les dents aux tristes sires du nationalisme et de l'esterhazysme. C'est peut-être là son seul mérite. Si quelqu'un sait à quoi s'en tenir sur les effroyables gredineries et l'abolition de tout sens moral où peut conduire l'esprit militariste, si quelqu'un est renseigné sur les hontes et les crimes de la raison d'État et du patriotisme d'État, c'est assurément le général Picquart. On se tromperait pourtant, si l'on croyait que son arrivée au Ministère de la Guerre va instaurer un nouvel état de choses. Et je n'en veux pour preuve que le programme du nouveau cabinet, programme dans lequel figure la réforme des conseils de guerre, mais non pas du tout leur suppression. Le général Picquart est un homme d'une haute valeur morale, mais précisément parce qu'il est honnête homme, il ne peut pas, étant militaire, ne pas avoir l'esprit militaire. Il défendra donc l'armée, d'autant plus âprement qu'il fut accusé d'être le complice des sans-patrie, et sa main sera lourde aux antimilitaristes.

C'est une habitude désormais prise qu'il faut, dans tout bon ministère, au moins un socialiste. Cette fois-ci, nous en avons deux ; on nous gâte. Nous en aurions eu même trois, si M. Millerand avait daigné accepter un autre portefeuille que celui des Affaires étrangères. Trois ministres socialistes ! Quel bonheur n'eût pas été le nôtre !

En même temps que l'habitude s'est prise d'avoir des ministres socialistes, la coutume s'implante d'avoir pour chefs de cabinet d'anciens anarchistes. Il y en avait un à la Guerre, du temps du général André. Il y en a un actuellement à l'Instruction publique, et un autre au nouveau ministère « du Travail et de la Prévoyance sociale ». Avec, au pouvoir, deux socialistes flanqués de deux anciens anarchistes, comme le peuple va être heureux !

* *

Les chefs. — La catastrophe du *Lutin* est imputable à l'officier commandant le sous-marin. C'est ce que prouvent deux lettres de matelots du *Lutin* écrites quelques jours avant la catastrophe et publiées par le *Matin* et l'*Humanité*. Dans l'une, H. Bardane raconte à ses parents un accident survenu peu de jours avant, un échouage dû à l'inattention du commandant « qui pensait probablement à toute autre chose qu'à la manœuvre de son sous-marin ». « Il est encore heureux, ajoute-t-il, que cet accident se soit produit quand nous étions en surface, car, en plongée, il est fort probable que les plombs, en brûlant, auraient occasionné des explosions à bord. Le commandant actuel est malheureusement trop imprudent, et, depuis qu'il a le commandement du *Lutin*, il est la cause de bien des petits accidents qui nous arrivent trop fréquemment. » Et Bardane envisage ce qu'il faudrait faire, au moindre danger de couler ; ce qui montre que l'équipage était sur le qui-vive.

Dans l'autre lettre, Antoine Olivier fait part à un ami du même accident, se plaint du commandant et déclare que « le bateau devient martyr ».

Pour expliquer l'inattention et l'imprudence de ce commandant, le bruit court qu'il était fumeur d'opium. On sait de reste que beaucoup d'officiers de marine sont fumeurs d'opium, et que cette pratique plonge ceux qui s'y adonnent dans un état d'hébétude qui leur ôte jusqu'à la conscience d'eux-mêmes. L'existence des hommes que l'État oblige à servir dans la flotte, et notamment sur des bateaux aussi dangereux que les sous-marins, est donc à la merci de gens analogues à des morphinomanes, à des alcooliques, à des fous.

Si, dans l'armée de terre, l'existence des soldats est plus en sécurité, au moins quand ils sont en bonne santé, elle ne l'est plus du tout dès qu'ils sont malades. Les médecins-majors sont des incapables — des ânes, disent couramment leurs confrères civils — ou des indifférents, qui laissent mourir leurs hommes avec insouciance ou ne se décident à les soigner que lorsqu'il est trop tard. Les cas de ce genre sont légion. En voici un que je trouve dans le *Petit Var*.

Un jeune artilleur du 17e de forteresse, Baptistin Beaudouvin, est mort, le 27 août dernier, à l'hôpital Saint-Mandrier. Il se sentait malade depuis quelque temps, dépérissait à vue d'œil. Il se présenta à la visite une fois, deux fois, plusieurs fois, et ne fut jamais reconnu. Un jour qu'il vint voir ses parents, il était si mal que son père le mena chez un médecin. Celui-ci l'ausculta, reconnut une bronchite et délivra un certificat de maladie. Baptistin rentré à la caserne et revenu à la visite, muni de son certificat, le major se décida à l'examiner soigneusement, à le reconnaître malade et à l'envoyer à l'infirmerie ; trois jours après on le porte à l'hôpital, et, deux jours plus tard, il y meurt.

A l'incapacité notoire des médecins militaires, il y a plusieurs causes : leurs études médicales sont insuffisantes ; ils sont des fonctionnaires ; ils sont des militaires. Étant gradés, leurs rapports avec les soldats sont ceux de supérieurs à inférieurs, et ils ne veulent pas déplaire aux officiers leurs supérieurs en grade, et ils ne voient partout que des « fricotteurs ».

* *

La Bonne Louise. — La pouponnière « La Bonne Louise », appelée ainsi en souvenir de la bonne Louise Michel, est une maison d'élevage et d'éducation familiale et sociale, qu'on nous prie de faire connaître à nos lecteurs. Fondée par Madame Séville-Mérat, cette maison est située au Moulin de Dampont, Us, Seine-et-Oise. Les enfants des deux sexes y seront admis, après examen médical, depuis la naissance jusqu'à l'âge de treize ans. Toute l'ambition des fondateurs est de faire d'eux des êtres sains au physique et au moral, afin de les préparer utilement pour « la lutte finale ». L'œuvre demande des dons en nature ou en espèce et des nourrissons. Le prix de la pension variera, suivant la situation des parents, de 15 à 45 francs par mois ; mais comme l'œuvre est créée dans le but d'être utile à la classe ouvrière et surtout aux femmes seules, on pourra prendre des arrangements avec la directrice. Plus « La Bonne Louise » aura de nourrissons bien payants, plus elle pourra élever d'enfants malheureux, sur le même pied d'égalité.

R. Ch.

* *

Lâchetés en France — Si l'exposition rétrospective de l'art russe qui fait cette année le clou du Salon d'Automne, était une simple manifestation artistique, il n'en serait probablement pas question ici. Mais cette exposition, à laquelle préside dignement M. de Nélidow, ambassadeur du tsarisme, à Paris, est une façon de manifestation politique, et c'est pourquoi nous devons la signaler.

C'est faire une manifestation politique, la plus basse et la plus servile, Messieurs du Salon d'Automne que d'exhiber à Paris en 1906, des toiles empruntées pour la plupart aux collections particulières des grands-ducs de Russie ; c'est faire une manifestation politique surtout que d'accrocher à une muraille l'image sinistre de l'homme sur lequel se concentrent d'innombrables exécrations : le tsar Nicolas II, bourreau du peuple russe.

Vous le saviez si bien que lorsque vous avez inauguré votre rétrospective, vous en avez banni, pour ce premier jour, le menu fretin de vos exposants, peintres, sculpteurs et graveurs. Vous redoutiez qu'une voix libre ne fît sonner aux oreilles de M. de Nélidow, de M. Raffalowich et des autres policiers ou diplomates de haut ou de bas vol, accourus à votre invitation, quelque invective brutale à l'adresse du gouvernement organisateur de pogromes, de famines fructueuses et d'emprunts plus fructueux encore.

« L'art, c'est très bien, nous écrit ce matin, un artiste du Salon, écœuré de votre conduite, mais la dignité l'est encore davantage ». Votre rétrospective de l'art russe est une mauvaise action, Messieurs, dont vous ne vous laverez pas.

* *

La Grande Famille. — En novembre 1904, un jeune ouvrier des environs de Denain, nommé Emile Chirez, était incorporé au 127e de ligne, à Condé. Mais presque aussitôt, après un stage à l'infirmerie de son régiment, il devait entrer à l'hôpital de Valenciennes, pour une ancienne blessure à la jambe gauche qui, de nouveau, le faisait souffrir et l'empêchait de marcher.

Là il fut soumis à des traitements divers, dont aucun ne put le guérir. Un jour, le 23 février 1905, le major amena à son chevet un médecin civil, de sa spécialité *oculiste*.

Celui-ci, prévenu qu'il avait affaire à un simulateur, n'hésita pas. Il saisit la jambe du patient que des infirmiers maintenaient fortement, puis il tira dessus avec une brutalité telle que la rotule se fractura. L'affaire fut ébruitée ; une enquête fut ouverte, qui, proprement, enterra l'affaire, selon le mode des enquêtes officielles.

Chirez fut envoyé à Paris, au Val-de-Grâce. Mais tous les traitements de messieurs les majors furent impuissants à le guérir. Tout cela demanda quinze mois, au bout desquels la jambe se trouva complètement paralysée. Enfin, le 21 août dernier, il fut réformé, mais réformé *numéro 2*, c'est-à-dire sans pension. En même temps, ordre lui était donné d'avoir à sortir dans les 24 heures ; comme il s'y refusait, on le fit habiller de force et jeter sur le pavé.

Voilà ce qu'un ami d'Emile Chirez est venu nous conter, avec preuves à l'appui. Le malheureux jeune homme est rentré chez son père, mais il est infirme pour la fin de ses jours.

Mais qu'est-ce que cela peut faire à la plus douce des patries ? Celle-ci n'en est pas à une victime de plus ou de moins. C'est aux victimes, aux frères, aux amis des victimes de s'émouvoir. Et il n'y a qu'un moyen : la révolte.

* *

Les accidents dans l'industrie. — M. le professeur Gide, dans l'*Emancipation*, de Nîmes, donnait, dernièrement, quelques chiffres intéressants.

Sur 165 000 ouvriers employés dans les mines, on compte, bon an mal an, 160 à 230 victimes d'accidents mortels. Soit 11 pour 10,000. C'est beaucoup, et pourtant la mortalité accidentelle est moindre chez les mineurs que chez les charretiers et chez les marins, par exemple.

Dans la pêche de mer, elle est de 7 à 8 pour 1,000 : c'est là le maximum atteint. Dans le textile, la moyenne tombe à 1 1/2 pour 1,000. « Au total, il y a chaque année, en France, de 7 à 8,000 morts dues à des accidents professionnels et beaucoup plus de 100,000 dans le monde entier ». Et encore ces chiffres tragiques omettent-ils les victimes innombrées, innombrables, des maladies professionnelles.

M. Gide observe justement que les « arts de la paix » sont plus meurtriers que la guerre. Celle-ci, en quatre ou cinq grands coups de faulx qu'on appelle les batailles, abat les vies par milliers, mais elle n'opère pas avec la « froide et implacable régularité » de l'industrie.

C'est le prolétariat qui, seul, paye cette rançon de la civilisation moderne. M. Gide, dont le cœur est bon, s'en effraie et pense que « tout compte fait, il reste aux bourgeois une part de la dette sociale à payer ».

J'ignore ce que ces mots veulent dire. Les accidents ont leur cause dans l'organisation actuelle de l'industrie, tendue tout entière vers la recherche du profit. Quand les ouvriers, par l'expropriation capitaliste et l'appropriation collective de la terre et des machines, auront affranchi le travail, les accidents industriels deviendront quantité négligeable et les maladies professionnelles disparaîtront.

Aujourd'hui le travail tue. Hâtons le jour où c'est lui qui fera vivre.

Am. D.

MOUVEMENT OUVRIER

Les grèves. — Depuis le 16 octobre, les ouvriers agricoles qui ont travaillé tout l'été sur les terres que l'ancien ministre Turrel possède à Cruzy (Hérault) sont en grève. Ces braves gens n'ont pas voulu accepter que le patron pratiquât parmi eux des coupes sombres et ils ont déclaré la grève par esprit de solidarité.

Tout aussitôt le domaine de l'ancien ministre fut occupé par une compagnie d'infanterie, un escadron de chasseurs et une quarantaine de gendarmes... En tête un sous-préfet et un commissaire spécial, en queue un procureur et un juge d'instruction...

Et ce qui devait arriver arriva : à la suite d'une collision entre ouvriers et soldats, les premiers sur l'ordre du *spécial*, furent chargés par cinq fois, de nombreux grévistes tombèrent, blessés plus ou moins gravement.

Le lendemain, une nouvelle compagnie d'infanterie arrivait à Cruzy, où il y a maintenant cinq cents soldats pour cinq cents grévistes. Nos gouvernants changent, ce qui ne change pas, ce qui ne changera jamais, ce sont les procédés de gouvernement. M. Clemenceau, ou encore MM. Briand ou Viviani, nous eussent fait jadis sur ce sujet de bien jolis articles!

A Paris, les courtiers-receveurs des *Classes Laborieuses*, maison d'abonnement analogue à celle de Dufayel, sont en grève depuis le commencement d'octobre. Ils demandent un relèvement de salaires, mais la direction se refuse à la moindre concession. Les courtiers prient instamment les abonnés des *Classes Laborieuses* de mettre poliment à la porte les jaunes qui se présenteraient pendant la durée de la grève, au nom de la maison. Souhaitons vivement que cet appel soit entendu des intéressés.

De leur coté, les employés (receveurs et wattmen) des tramways de la rive gauche luttent pour le repos hebdomadaire et pour une augmentation de salaires, et les ouvriers gainiers, à la suite d'une active campagne de propagande, ont cessé le travail, pour soutenir leurs revendications : la journée de 9 heures sans diminution de salaires et une majoration de 25 0/0 sur les heures supplémentaires.

Les patrons, dit-on, méditent le *lock-out*. Nous verrons bien.

A Pamiers, la grève des métallurgistes se poursuit. On sait qu'ils demandent le retour aux anciens tarifs, abaissés en 1902.

Par contre, la grève de Rosières est terminée. Les ouvriers obtiennent satisfaction pour la plupart de leurs revendications, mais douze d'entre eux — les *meneurs* — sont sacrifiés. La grève durait depuis près d'un semestre.

De Saint-Claude, où la grève des pipiers s'était terminée le 28 septembre, de la manière que l'on sait, à la suite d'une grève générale de tous les métiers, on nous annonce que neuf camarades ont été frappés d'amendes et huit condamnés à des peines variant entre quinze jours et six mois de prison, pour entraves à la sacro-sainte liberté du travail, outrages, violences ou autres crimes. Les robins ne lâchent pas leur proie. On nous annonce également que le patronat cherche à revenir sur ses concessions et qu'une nouvelle grève pourrait bien surgir avant longtemps.

❦ ❦

Au Congrès d'Amiens. — Sur le rapport de sa première commission, le congrès d'Amiens a pris de très importantes résolutions relatives à la propagande et à l'action. C'est ainsi qu'au sein du comité confédéral, fonctionnera d'ici peu une commission nouvelle, sous le nom de commission de propagande des 8 heures et de la grève générale.

Il convient de donner ici le texte de la résolution votée à ce sujet à Amiens, ou plus exactement de toute la partie *théorique* de cette résolution :

Le Congrès est d'avis qu'il y a lieu qu'à des époques déterminées et fixées à l'avance, le prolétariat se lève d'un commun accord, quitte partout les usines, chantiers ou ateliers, en prenant comme plate-forme commune la journée de huit heures ou la diminution des heures de travail, le repos hebdomadaire, suivant les cas, et ce jusqu'à ce que le prolétariat ait sur ces points obtenu satisfaction.

Ce n'est qu'en énervant, qu'en fatiguant le patronat, en lui rappelant, le plus souvent possible, nos principales revendications, que nous parviendrons à en tirer les améliorations susceptibles de nous permettre l'avènement d'une société meilleure.

Le Congrès est donc d'avis de demander qu'une fois chaque année le prolétariat quitte, pour une journée, l'atelier ; que, dans chaque organisation, dans chaque ville, par atelier lorsqu'il y aura lieu et suivant les circonstances, les travailleurs à tous les coins du pays présentent leurs revendications au patronat, notamment en ce qui concerne la journée de huit heures ou la réduction des heures de travail.

Le jour unanime de chômage est fixé au 1er mai de chaque année, de façon à donner à la grande journée ouvrière sa véritable portée, sa suprême signification de journée essentiellement prolétarienne, et en ayant soin de ne pas lui donner le caractère d'une fête, mais au contraire d'une puissante et imposante manifestation anticapitaliste.

Le Congrès demande également à toutes les corporations de tenter, d'ici le prochain Congrès, un mouvement propre à chacune d'elles, et ce dans les conditions qu'elles jugeront les plus propices ou favorables.

En résumé, le plan de propagande est celui-ci :

1° Grèves générales par corporations assimilables à des manœuvres de garnisons ;

2° Cessation du travail partout et à date fixe, qui seront les « grandes manœuvres ».

3° Arrêt général et complet, mettant le prolétariat en guerre ouverte avec la société capitaliste ;

4° Grève générale, Révolution.

AM. D.

❦ ❦

RUSSIE

Lettre d'une prisonnière. — La prison est couverte de drapeaux noirs. On a supplicié trois détenus ici-même. On les a pendus sous mes fenêtres. Le bourreau n'était pas un professionnel. On l'avait trouvé parmi les criminels. Cet amateur « causa ainsi tant de souffrances et finit par serrer avec le genou. »

Ah, ces jours ! Le premier commença par une perquisition. Oui, vous avez bien lu. On perquisitionne ici aussi. C'est déjà la deuxième fois pendant mon séjour. Et c'est encore plus révoltant, plus humiliant que les perquisitions chez soi. On est absolument désarmé, privé de tout et c'est une humiliation de plus. Souvent les perquisitions ne finissent pas tout à fait bien. Enervés, on s'oublie, on refuse de se laisser perquisitionner personnellement et alors il est facile de comprendre comment cela peut finir. Je me souviens la première fois après toute l'agitation causée par la journée qu'on avait passée, nous avons entendu des coups de fusil. En réalité, c'était une lampe qui était tombée ; le pétrole s'était allumé et le gardien, perdant la tête, tirait pour appeler l'attention du dehors. Mais, à la fin, on sut la vérité.

Cette fois tout s'est passé heureusement. Ensuite, nous avons eu le plaisir de recevoir la visite du nouveau gouverneur, et encore la nuit.

Mais si les criminels ont donné un bourreau, eux-même en ont donné un autre qui a assassiné le premier. Ce fut fait presque immédiatement. Le matin, deux d'entre eux l'avaient rencontré au bureau (on n'osait pas l'emmener parmi ses camarades), et ce fut fait.

Ce même jour, nous avions dit adieu à nos camarades partis en Sibérie. Vrai, nous n'avons pas à nous plaindre de manquer d'impressions.

❦ ❦

Bilan de la semaine, du 27 septembre au 4 octobre (vieux style).

415 personnes arrêtées, 52 bombes, 77 revolvers, 17 fusils et plusieurs milliers de cartouches saisis ; 21 représentants des autorités tués par les révolutionnaires.

❦ ❦

Autre statistique. — Depuis la promulgation de la « Constitution » russe, c'est-à-dire depuis le manifeste du 30 octobre 1905 jusqu'au 1er septembre 1906, le nombre de personnes déportées en Sibérie par ordre administratif a été de 33,000. Le nombre de publications périodiques supprimées a été, pour la même époque, de 297. C'est le bilan de la première année des « libertés » russes.

Les conseils de guerre fonctionnent. Voici quelques chiffres pris au hasard dans les journaux russes. Le 30 septembre (vieux style), 7 personnes furent exécutées et 3 condamnées à mort. Le 2 octobre, 5 exécutions ; le 3, 13 exécutions ; le 4, 2 exécutions ; le 5, 2 exécutions ; le 6, 3 exécutions. Dans les quelques semaines écoulées depuis l'inauguration de cette justice sommaire, nos camarades anarchistes russes ont vu exécuter, à notre connaissance, 13 des leurs, et peut-être y a-t-il d'autres morts que nous ignorons.

Les mouvements agraires vont en augmentant en nombre et en intensité. Le *Journal de Commerce et d'Industrie* est forcé d'en constater quelques-uns des effets. Partout, dit ce journal pourtant officiel, les salaires des ouvriers agricoles ont augmenté relativement à ce qu'ils étaient les années précédentes. Cette hausse est particulièrement sensible là où le mouvement agraire a reçu le plus d'extension : elle atteint les chiffres de 100 et de 200 0/0.

❦ ❦

ALLEMAGNE

Le supplément de notre camarade anarchiste, *Der Freie Arbeiter* a été confisqué à cause d'un article intitulé l'*Eglise et le Militarisme*. A Cologne des visites domiciliaires ont eu lieu : 4 personnes ont été arrêtées, l'une d'elle fut relaxée après quelques heures, non sans avoir été mensurée, photographiée, etc. ; les autres qui n'ont pas l'honneur d'être nées sur le sol prussien, seront dirigées vers la frontière et ainsi la patrie sera tirée d'un danger menaçant.

A Freiburg le camarade Hérold a reçu la visite de la police qui lui a saisi un exemplaire d'un petit livre de chants révolutionnaires.

A Heilbronn le camarade Riethmaier a été aussi perquisitionné.

A Schweinfurt le camarade Eisenreich a reçu la visite de trois policiers mais sans résultat. On le voit, nos camarades allemands vivent au milieu de continuelles tracasseries policières.

Malgré cela et peut-être à cause de cela ils font preuve d'une très grande activité. Chaque semaine des réunions publiques ont lieu dans les principaux centres industriels : Berlin, Bremerhafen, Cologne, Francfort, Heilbronn, Karlsruhe, Ludwigshafen, Mannheim, Stuttgart, etc.

Le 7 novembre prochain, à l'occasion de la libération du camarade Adolf Schäwe, qui doit à cette date quitter la prison de Moabit, nos amis berlinois organisent une grande réunion publique.

P. B.

❦ ❦

SUISSE

Contre la grève. — Il n'y a pas qu'en France que nos maîtres cherchent à museler la grève. Le Conseil d'Etat de Berne présente à Messieurs les députés du canton, un projet de loi ayant pour but : 1° de prévenir les grèves par la création *d'offices de conciliation* ; 2° de contraindre au respect des dispositions légales qui posent des conditions à la rupture du contrat de travail ; 3° d'empêcher que la grève ne devienne violatrice du droit au travail et de garantir contre les grévistes cette fiction autoritaire qu'on nomme l'ordre public.

Il va sans dire que le projet brandit sur la tête des contrevenants futurs d'abondantes menaces d'emprisonnement et d'expulsion. De plus, il autorise la police, « en cas de grève et dans le but de sauvegarder l'ordre et la paix publics » à interdire les cortèges dans la rue.

Dans le canton de Zurich, les bourgeois s'agitent. Ils demandent une loi sur, ou mieux *contre*, les grèves et la pétition qu'ils ont fait circuler dans ce but a réuni 2[illegible].000 signatures, cinq fois plus que la loi n'en exige.

Puisque nous en sommes sur ce sujet, il n'est pas mauvais de rappeler, après le camarade Ernst, de la *Voix du Peuple*, que durant la dernière session parlementaire fédérale, un certain Henri Scherrer, député social-démocrate de Saint-Gall, fit prendre en considération une motion invitant le Conseil fédéral « à présenter un rapport et des propositions sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de créer, dans le domaine fédéral, des institutions ayant pour mandat d'intervenir, afin de les aplanir, dans les conflits collectifs entre ouvriers et entrepreneurs. »

Notez bien qu'en Suisse, comme en Allemagne et comme en France, ce sont les socialistes de notre espèce, c'est-à-dire les anarchistes qui faisons le jeu des réactionnaires !

❦ ❦

Le procès Bertoni. — Un camarade écrit de Genève : « Bertoni est cité à comparaître devant le tribunal fédéral pour le 26 novembre. L'acte d'accusation lui est déjà parvenu. C'est un monument de haine hypocrite... Au reste tout est mis en œuvre pour écraser notre ami : on a été jusqu'à choisir, pour y tenir l'audience, la petite salle du palais, de cette façon le public sera plus restreint et la besogne qu'on médite plus aisée. Et joints un tas de petites saletés du même genre. »

Pauvres, pauvres gens qui se figurent pouvoir vaincre la pensée en emprisonnant le penseur! Et dire que c'est là le fait de cette même bourgeoisie qui jadis, éleva si fort contre l'Eglise et l'autorité monarchique, la protestation de l'idée!

AM. D.

ESPAGNE

Pour Ferrer et Nackens. — Voici le texte de l'ordre du jour voté par le Congrès d'Amiens en faveur de Francisco Ferrer et de José Nackens. Nous espérons que les promesses d'agitation vigoureuse qui y sont contenues ne resteront pas lettre morte.

Le XV[e] Congrès national corporatif, estimant que le prolétariat français ne peut assister indifférent aux manœuvres criminelles du pouvoir et du patronat des autres nations contre nos camarades de ces pays;

Elève sa protestation indignée contre les agissements du pouvoir royal espagnol à l'égard des citoyens Ferrer et Nackens, poursuivis de complicité dans l'attentat de Morral, en violation de la légalité bourgeoise elle-même, en dépit des conclusions mêmes du procureur royal de Madrid, desquelles déclarations il ressort qu'aucune preuve de complicité n'existe;

Le Congrès adresse à ces victimes de l'inquisition espagnole ressuscitée, l'expression de la fraternelle solidarité du prolétariat français;

Il exhorte les organisations ouvrières à faire, d'ici le jour du verdict, une agitation vigoureuse pour ne pas laisser s'accomplir un nouveau crime judiciaire qui aurait pour conséquence générale d'étouffer la liberté du prolétariat espagnol.

HONGRIE (*suite*).

Grève générale de Fiume. — La première des grèves dont nous avons parlé est celle de Fiume. Elle fut provoquée par les chauffeurs de la Compagnie de navigation, lesquels demandaient une augmentation de leur salaire. Ne l'ayant pas obtenue, ils se mirent en grève et furent bientôt suivis par les matelots, puis par tous les ouvriers du port, de telle sorte qu'après midi il y eut 4.000 grévistes. Le lendemain les ouvriers des fabriques, des moulins et des raffineries abandonnant également le travail, les patrons craignirent des troubles et demandèrent télégraphiquement des renforts militaires à Budapest.

Mais les ouvriers, voyant les soldats, non seulement ne se découragèrent point, mais s'enhardirent encore plus, se réunirent tous et sortirent dans la rue en masse. Ils traversèrent la ville entière et entraînèrent tous les ouvriers dans la grève malgré les menaces des agents et des soldats.

Devant une attitude si énergique les patrons durent céder et consentir à toutes les demandes des ouvriers. Le résultat de la première grève avait été éclatant. Le même jour, les mineurs de Lupény obtinrent également une augmentation de salaires, s'étant mis en grève.

La grève générale et les troubles de Serajevo, Bosnie (Mai 1906). — Les mêmes événements se répétèrent quelques jours après en Bosnie. Les ouvriers des manufactures de tabac de l'Etat ayant demandé une augmentation de salaire et ne l'ayant pas obtenue, se mirent en grève. Ils furent bientôt imités par les ouvriers briquetiers. Mais la police s'y mêlant et voulant empêcher une réunion populaire, les cordonniers, les tailleurs, les ouvriers typographes et plus tard tous les ouvriers abandonnèrent également le travail. Les journaux ne parurent plus et les trains cessèrent de marcher. La grève générale fut proclamée.

Pour rétablir l'ordre, le magistrat dut, non seulement reconnaître le droit de réunion, mais aussi le droit de faire des réunions spéciales en vue de la grève, chose qui n'avait jamais été permise. De plus, il dut accorder aux ouvriers de l'Etat ce qu'ils avaient demandé.

Révoltes agraires. La misère des paysans. Emprisonnement du défenseur légal des paysans (Juin-Juillet 1906). — Mais la plus redoutable des grèves de la Hongrie est celle des ouvriers des champs. En effet, le pays étant exclusivement agricole, sitôt que les ouvriers agricoles abandonnent le travail, c'en est fait de la richesse tant vantée et tant chantée de la Hongrie. Cela n'empêche qu'ils soient exploités plus encore que dans n'importe quel autre pays.

Pour donner une idée de leur misère, je me bornerai à dire que leur revenu annuel ne dépasse pas en général 200 francs. Si nous considérons d'autre part qu'une famille entière doit souvent vivre de cette somme, nous ne nous étonnerons point quand on nous dira que la plupart d'entre eux ne mangent qu'une fois par an de la viande, à Noël, et que dans certaines régions on ne mange même pas de pain, mais exclusivement des pommes de terre.

Aussi les paysans sont-ils continuellement mécontents et se révoltent-ils sans cesse contre leurs exploiteurs. Ce ne sont pas seulement quelques vagabonds ou quelques paresseux, comme le disent les économistes bourgeois, qui se mettent en grève, histoire de ne pas travailler et aussi d'obéir aux meneurs, mais des villages entiers, souvent des régions agricoles entières qui, en abandonnant le travail, risquent, non seulement leur fortune, mais toute leur existence. Autrefois, les paysans étant moins instruits et moins expérimentés, les bourgeois avaient facilement raison de leurs grèves et de leurs instincts de révolte. Il suffisait en effet d'invoquer la religion ou, dans les cas plus graves, cet autre dieu appelé la patrie et les devoirs que nous avons envers elle, pour qu'ils reprissent sans retard le travail. Mais maintenant, ils ne se rendent plus à ces raisons, pas plus qu'aux promesses fallacieuses des politiciens. Bien convaincus qu'ils n'auront que les droits qu'ils auront arrachés eux-mêmes aux bourgeois, persuadés d'autre part qu'ils n'y arriveront que par la solidarité et une attitude ferme et énergique, les paysans grévistes s'obstinèrent et déclarèrent à la fin catégoriquement qu'ils ne reprendraient le travail que lorsqu'on augmentera leurs salaires.

C'est ce qui, bien plus que tous les discours, effraya les bourgeois, lesquels, ne pouvant plus arranger les choses par des conférences et des négociations amicales... avec les députés et les chefs, durent recourir au pouvoir violent de la police et à la force brutale des gendarmes et de l'armée. Il ne leur suffit plus de défendre toute association, de réprimer avec sévérité toute réunion et de punir illégalement les agitateurs ou les paysans qui avaient eu l'audace de parler devant plus de trois personnes, mais des gens tout à fait tranquilles et paisibles qui n'avaient véritablement rien fait ni contre l'ordre public ni contre les prescriptions de la police furent poursuivis, arrêtés, battus, maltraités et emprisonnés, quand ils n'étaient pas condamnés à de lourdes amendes qu'ils devaient payer du pain de leur famille et d'un labeur d'esclave, uniquement parce qu'ils avaient osé cesser le travail.

Pour rendre toujours possible l'emploi de ces procédés et pour leur donner une certaine apparence de légalité, afin de ne pas choquer les véritables protecteurs des lois et des Parlements, les gens trop simples qui croient encore à la justice et à la légalité, les bourgeois proposèrent la fameuse *loi des grèves*, qui permettait, non seulement d'arrêter l'agitateur, mais d'emprisonner tout homme qui aurait osé abandonner le travail, de le ramener de force à la charrue et de le faire travailler sous l'œil vigilant des gendarmes.

Le Parlement, institution essentiellement et uniquement bourgeoise n'hésita nullement dans l'acceptation de cette loi, appelée avec raison communément « la loi des esclaves ».

Pressés pourtant par la misère et non par les meneurs comme le disent les bourgeois, les ouvriers du champ continuèrent à se mettre en grève, malgré ces lois. Comme les conditions matérielles de la vie du paysan avaient encore empiré, par suite du renchérissement des moyens de vivre, ces grèves prirent encore des proportions plus grandes qu'auparavant. C'est ainsi que dernièrement nous avons pu marquer en même temps des grèves agricoles dans dix régions différentes du pays, grèves d'autant plus remarquables qu'elles ne se contentaient plus de demander légalement et parlementairement des augmentations de salaires, mais prenaient des attitudes énergiques, fermes et résolues qui plus d'une fois forcèrent les bourgeois à capituler bien que leur cause fût défendue en outre par la loi, la force, la police et l'armée.

La plus importante de ces grèves, sinon par le succès des ouvriers, du moins par un incident très remarquable qui nous montre très clairement de quelle manière le gouvernement entend la justice, le droit de défense et l'inviolabilité du défenseur, alors qu'il s'agit d'un simple paysan, est celle de Nagy-Kanizsa.

Plusieurs grévistes de cette ville ayant été arrêtés et maltraités de la manière la plus barbare par la police locale, l'avocat budapestois, D[r] Armand Ladányi, un des plus vaillants et des plus laborieux camarades du mouvement ouvrier hongrois, voulut prendre leur défense. Connaissant pourtant bien les procédés des autorités lesquelles, s'il était allé tout seul sur la place, l'auraient arrêté comme fomenteur de troubles, il n'y alla pas tout de suite mais envoya d'abord à Gyota chez les parents des malheureux grévistes deux autres paysans afin d'obtenir la procuration indispensable pour pouvoir défendre les ouvriers arrêtés. Quel ne fut son étonnement, lorsqu'il apprit que les gendarmes avaient arrêtés ses deux envoyés, les avaient maltraités et emprisonnés pendant vingt heures sans leur donner à manger ni à boire. Voilà un traitement qui n'a rien à envier aux procédés des cosaques qu'on s'accorde pourtant à déclarer même ici, cruels, inhumains et indignes d'un Etat européen. Mais ce qui dépasse tout, c'est que le camarade Ladányi étant allé lui-même à Nagy Kanizsa, uniquement pour défendre les ouvriers, en sa qualité d'avocat, non seulement ne put pas s'approcher des ouvriers, mais fut arrêté, contrairement aux règles les plus essentielles du droit même en Hongrie.

Ce n'est que lorsque des autorités supérieures intervinrent que l'avocat fut mis en liberté. Les fonctionnaires coupables se rejetèrent les uns les autres la faute. A défaut d'autres motifs, l'un d'entr'eux alla même jusqu'à déclarer devant le tribunal, qu'il n'avait pas arrêté l'avocat, mais qu'il l'avait uniquement interné (???).

Cet incident, bien que critiqué hautement par presque tout le monde, est un trait caractéristique de l'opinion que l'on a en général en haut lieu de l'émancipation de l'ouvrier et du paysan, de leurs droits et de ceux qui s'engagent à combattre pour ces droits et à les défendre alors qu'on vient à les attaquer.

Grève générale de Szatmár. — Un autre grand succès est celui des ouvriers de Szatmár. Les ouvriers d'une scierie s'étant mis en grève, la police en arrêta les conducteurs et ferma le local de réunion des grévistes. Tous les ouvriers de la ville se solidarisèrent avec les grévistes et abandonnèrent le travail. Pour rétablir l'ordre, la police dut mettre en liberté les ouvriers arrêtés et permettre aux grévistes de se réunir.

Les mêmes faits se reproduisirent à de courts intervalles à Köbauya, Lugos et Debrecin.

Ce qui est intéressant dans ces luttes, c'est que presque toutes ont été causées par la solidarité des ouvriers qui n'hésitèrent pas à abandonner le travail et à agir dans l'intérêt de leurs frères de classe, alors même qu'ils avaient déjà obtenu satisfaction.

Mouvement des employés de commerce. — Le dernier événement important est l'organisation socialiste des commis de magasin et le mouvement énergique en faveur de la fermeture à 8 heures. Au commencement les marchands ne voulaient point céder, mais devant l'attitude énergique des employés qui malgré les gendarmes et la police manifestèrent bruyamment et cassèrent les vitres des marchand réfractaires, ces derniers durent se décider.

Cette réforme encore que partielle est très importante parce qu'elle permet à l'employé de continuer son instruction le soir et facilite ainsi son émancipation.

A. MANTEAU.

TURQUIE

L'affaire Joris. — Joris, l'anarchiste belge, condamné à mort pour sa participation au dernier attentat contre le sultan Abdul-Hamid attend depuis dix mois, dans sa prison de Constantinople, l'exécution de la sentence.

Pro Armenia annonce que le ministre belge, en Turquie, a remis dernièrement à la Porte une nouvelle note relative au cas Joris. On se rappelle que sous la pression de l'opinion publique belge le gouvernement léopoldien a demandé, en février dernier, l'extradition de Joris, en s'appuyant sur une clause du traité conclu en 1842 entre la Belgique et la Turquie. Le gouvernement de la Bête rouge a répondu qu'il se moquait de ses traités, mais n'a pas osé faire exécuter le verdict de ses fonctionnaires judiciaires. Joris attend

qu'on décide de son sort et l'on s'imagine difficilement de quels cauchemars horribles ses sommeils sont traversés.

Il ne faudrait pas que l'opinion publique en Belgique perdit de vue ce malheureux. C'est sur elle que nous comptons pour l'arracher aux bourreaux et non sur la diplomatie de sa congolienne Majesté.

⁂

JAPON

Vient de paraître au Japon, *La Revue des révolutions.* La difficulté de trouver ici un camarade lisant le japonais, nous empêche de nous rendre compte de la tendance exacte de ce nouveau journal, mais les correspondances échangées avec l'un des éditeurs, nous incitent à croire que *La Revue des révolutions*, doit avoir certaines affinités avec l'idéal anarchiste.

Au reste, le sommaire qui est en anglais, est déjà une indication : *Le Seuil* de Tourgueneff. — *Actualités concernant la révolution en l'Ouest.* — *Mesures propres à hâter la révolution.* — *Déclarations de Sasonof.* — *Fabrique clandestine de bombes.* — *Aperçu sur la Russie en ébullition.* — *L'anarchisme en Espagne.* — *L'enfer du tsar.* — *Problème de la révolution moderne en Chine.* La revue donne le portrait de Bakounine.

Une suggestion aux camarades japonais. Ne pourraient-ils pas, dans leur revue, nous donner la version en anglais des articles concernant le mouvement au Japon et en Chine, de façon à ce que les journaux européens puissent les leur emprunter, ce qui permettrait de les citer et de tenir les lecteurs occidentaux au courant du travail accompli par leurs frères orientaux.

J. Grave.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la *Variété* : **Elisée Reclus**.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Petits et gros bourgeois (roman), par J. Esquirol, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Les Aventures de Télémaque, par Fénelon, 1 vol. de la Bibliothèque « Les meilleurs auteurs classiques » de chez Flammarion, 0 fr. 95.

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, série 15, 2 fr. 50 « Librairie Universelle », 33, rue de Provence

La Libre-Pensée dans l'art, par Schütz-Robert, une brochure à la « Revue littéraire », 33, chaussée du Port, à Reims.

L'Œuvre libératrice (assemblée générale de mars 1906), une brochure au siège social, 1, av. Malakoff.

Vérité (vers), par Henri Martin, une plaquette, chez Alcan-Lévy.

Christine Rodis, par C. Marbo, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Même librairie : tome II de *Anna Karénine*, par Tolstoï, 2 fr. 50.

Les camarades du Japon nous expédient une première publication en leur langue. C'est un volume comprenant quatre parties. L'une est intitulée : *La Terre droite, restauration de la société*; la 2e : *Le Programme de la Terre droite*; la 3e : *Appel aux frères et aux sœurs sur la terre*; la 4e : *Grand droit du genre humain*, par Muja-Saki, à Tokio.

Les Transformations de la puissance publique. Les Syndicats de fonctionnaires, par Maxime Leroy. 1 vol. 5 francs, chez Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

La Protection légale des Travailleurs, par Martin Saint-Léon. « Musée social », 5, rue Las-Cases.

Broutilles d'amour (vers), par L.-M. de Thurly, préface de Frantz Jourdain, une plaquette, à « l'Indépendance intellectuelle », 28, rue Berthollet.

A voir :

Les Bleus, par Poulbot et Florès, « Assiette au Beurre » n° 291.

Vient de paraître :

Travail et Surmenage, par Pierrot, 0 fr. 15 à la « Maison des Fédérations », 33, rue Grange-aux-Belles.

Nos camarades connaissent assez ce qu'écrit notre collaborateur Pierrot pour ne pas avoir besoin de leur recommander sa brochure.

Le prochain dessin sera signé Manzana.

Correspondances et Communications

× **La lutta de Porto Alegre** (Brésil), prie les journaux anarchistes de lui faire l'échange, à l'adresse de Stefan Michaletti, rua dos Andradas, 64, Porto-Alegre.

× **Mon cher camarade.** — Comme je ne voudrais pas qu'on pût m'accuser d'avoir une orthographe et une syntaxe plus subversives que mes opinions, je vous serais très reconnaissant de publier dans votre prochain numéro les rectifications suivantes des erreurs qui se sont glissées dans mes dernières *Glanes*.

Ainsi dans la première (*Une vérité*), il faut lire la reconnaissance que M. Jaurès a *faite* (au lieu de : la reconnaissance que M. Jaurès a *fait*). Dans la seconde (*L'Emeute vaine*), il faut lire : ils viennent de pousser des hurlements et *de se livrer à des* gesticulations de cannibales (au lieu de : ils viennent de *pousser des hurlements et des gesticulations* de cannibales).

Enfin au lieu de : nous n'hésiterions pas à préférer que notre propriété nous *survive*, il faut lire : que notre propriété nous survécût.

Merci d'avance et bien à vous.

John.-L. Charpentier.

× **Pour les Lettons.** — La lutte du peuple russe contre ses oppresseurs prend de jour en jour plus d'intensité. Nos combattants se groupent maintenant sous l'étendard, fièrement déployé, de la Commune et de l'anarchie. La révolte se manifeste désormais par les actes d'expropriation, tandis que les tyrans et leurs valets s'attendent à tout instant à voir venir leur dernière heure. Pour une quantité déjà, elle a sonné. Le sang des travailleurs a coulé à flot, mais il leur en reste encore pour continuer le combat. Il est certain qu'aujourd'hui nous nous trouvons au seuil d'une ère nouvelle.

Des provinces baltiques qui manifestèrent leur haine du joug avec tant d'énergie, quelques anarchistes ont surgi et ont formé un groupe de propagande intitulé : « Le jour du suprême jugement. »

La nécessité d'employer la langue lettonienne pour la propagande par les manifestes, la brochure et les journaux nous crée une situation spéciale, attendu qu'il n'existe encore rien dans cette langue. Nous avons donc besoin de l'aide financière de tous les camarades qui sympathisent avec nous et s'intéressent au mouvement anarchiste. Nous espérons que ceux qui peuvent participer à la lutte directement auront à cœur de nous aider par ce moyen-là. Notre tâche est grande, notre action indispensable. Envoyer lettres et mandats à l'adresse du « Réveil », rue des Savoises, 6, Genève, avec l'indication « Pour les Lettons ».

× **Un de nos jeunes camarades**, se trouvant dans une situation moralement difficile, et désireux d'en sortir, prie les amis qui connaîtraient un emploi de le lui indiquer : il est charron.

Lui écrire : Gilbert, poste restante, au Muy (Var).

Faites-nous des Abonnés !

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Mardi 6 novembre — Bon. La Séparation des Eglises et de l'Etat, il y a 110 ans.

× **Association Internationale antimilitariste** (section des 12e et 20e). — Réunion le jeudi 8 novembre, à 8 heures et demie du soir, au siège de la section, salle Batifoulier, 22, rue du Rendez-Vous.

× **Asocio "Paco-Libereco"**, 45, rue de Saintonge, Paris. — Tous les lundis, à 8 heures et demie, salle du premier étage, cours élémentaire d'Espéranto.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 3 novembre, à 8 heures et demie du soir : Conférence sur les théories de l'anarchie.

Mardi 6 : Fête artistique avec le concours des "Poètes chansonniers".

Jeudi 8, à 8 heures et demie : Causerie sur l'hygiène, par Eugène Petit. — Entrée libre.

× Billancourt. — **L'Harmonie Universelle**, 28, rue des Peupliers. — Mercredi 7 novembre, à 8 heures et demie du soir : Conférence par Han Ryner : Qu'est-ce que l'état de nature ?

× Aubervilliers-Pantin. — **Réunion du Groupe Espéranto**, le mercredi 31, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre.

× Le Havre. — **Un Groupe de Causeries populaires** vient de se former au Havre. Les camarades sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le mercredi 7 novembre 1906, à 8 h. 1/2 du soir, rue de Turenne, 22.

S'adresser au camarade Briollet, 37, rue Voltaire.

× Toulouse. — **Groupe anarchiste**. — Réunion samedi 3 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, boulevard de Strasbourg, 26, grande salle du premier étage.

× Montpellier. — **Groupe d'études sociales**. — Samedi 2 novembre, à 8 h. 1/2, au café du Plant de de l'Olivier.

Causerie par un camarade.

× Lyon. — **Groupe artistique libre**. — Le dimanche 4 novembre, à 8 heures du soir, salle du Chalet Russe, 59, avenue des Ponts, soirée familiale comprenant parties littéraire, musicale et dansante. Une causerie sera faite. Entrée gratuite.

On trouve des cartes : café Chamarande, 26, rue Paul-Bert; bar de la Confédération, 81, rue Boileau, et au bureau de l'Emancipation, 65, rue Cuvier.

COIN DES ENFANTS

La souscription au 3e volume est ouverte. Le volume sera laissé aux souscripteurs à 2 fr. 50 franco, avec faculté d'avoir, au même prix, les volumes précédents parus.

A tout souscripteur de 5 exemplaires, ils seront laissés à 2 francs le volume.

Le volume en préparation contiendra, en outre, des contes parus dans le supplément, deux contes inédits.

Pour profiter du prix de souscription, elle doit nous parvenir avant fin novembre.

Ceux qui peuvent nous l'envoyer de suite, nous faciliteront la besogne.

Petite Correspondance

K. et J., à Lausanne. — Bon. Entendu.

J.-J., à Jeumont. — Le service sera fait.

Ch. A., à Neuilly-sur-Marne. — Envoyez-nous une adresse pour vous expliquer plus au détail.

Reçu pour le journal : F. J., à Gargenville, 9 fr. — San Paulo : Hemiler, à Vastatrin, 67 fr. — G., par A., 5 fr. — P., à Néhoué, 31 fr.

Merci à tous.

Reçu pour augmenter le tirage des affiches : B., au Havre, 1 fr. — V., à Essonnes, 1 fr. — En tout, 2 fr.

A. M., à La Chapelle-les-Herlaumont. — M., à Garges. — K., à Reims. — K., à Lausanne. — R., à Ans. — D., à Berlin. — P., à Banton. — V. G. — E. P., à Marseille. — « L'Union », à Amiens. — J. C., à Orthez. — R. Le Lien P., à La Chapelle-Herlaumont. — C. F., à Genève. — D., à New-York. — V., à Nancy. — C., à Anvers. — C. P., à Andenne. — H. R., à Rosario. — R., à St-Claude. — L. V., à Autun. — C. H., à Marseille.

Reçu timbres et mandats

Reçu de R., à Marseille : Une pierre pour la maison des fédérations, 10 fr.

Reçu pour la révolution russe : G., à Boston, 10 fr.

Portrait de Reclus, en cartes postales. L'une avec le cliché qui illustre l'article de Kropotkine, et l'autre avec le cliché de l'article Nadar. 0 fr. 05 pièce; 0 fr. 10 franco. à fr. le 100.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Bruxelles

chez M. Dupont, libraire, 14, Grande-Place.

à Beauvais

chez M. Mullat, libraire, 11, rue Saint-Jean.

à Nîmes

chez le camarade Mondon, 17, rue Saint-Castor.

Le Gérant : J. Grave.



Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris

Dessin de BRADBERRY

— Ayez pitié! Nous n'avons plus de quoi vivre.

12e ANNÉE. — N° 28.

10 NOVEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Manzana.

SOMMAIRE

POUR LES AFFICHES

Elles seront à l'impression sitôt que le dessin sera prêt. Et sitôt tirées, elles seront envoyées aux camarades qui voudront bien se charger de les afficher dans leur localité.

Nous les enverrons toutes timbrées à ceux qui ne peuvent se charger de cette dépense. Ceux qui pourront la prendre à leur charge, cela permettra d'augmenter le tirage.

Sans doute, nous ne pourrons pas expédier les chiffres que l'on nous demandera, mais il en sera expédié à tous ceux qui en auront demandé.

Biribi

Il parut jadis sous ce titre un beau livre de révolte que son auteur vient de mettre à la scène. La transformation n'est pas toujours heureuse. Le vin anarchiste s'est noyé dans je ne sais quelle eau de Vichy patriotique, recommandée par les docteurs *humanitaires*.

Ainsi se calment, avec l'âge et l'appétit, les ardeurs d'antan. M. Darien, pour rien au monde, ne voudrait avoir accouché d'une pièce antimilitariste.

Qu'importe d'ailleurs le mot? Il reste qu'au théâtre Antoine, le public est convié à applaudir, sous les espèces et apparences de Jeanfoin, admirable création de Gémier, la désobéissance active aux ordres des galonnés, aux prétentions de la discipline — aux lois.

Et le public applaudit, en effet, sans se rendre compte, souvent, de la portée de son geste. Ecœuré par les ignominies du bagne militaire, exaspéré par les procédés sauvages des sergents inquisiteurs, ivres d'autorité et perdus d'alcool, le public demeure tout prêt à célébrer les beautés de la caserne normale.

Qu'importe encore? L'éducation de la révolte se fait chaque jour. Avoir le droit de désobéir une fois dans l'armée — c'est l'avoir toujours, comme le principe de l'armée est l'obéissance passive et son unique force, d'être intangible.

Que Biribi disparaisse, voilà qui sera bien. Mais il ne disparaîtra qu'avec tous les Biribis dont il n'est qu'une image localisée.

Biribi d'Afrique. Soit. Et Biribi de France et de Navarre? Biribi-caserne, Biribi-vaisseau de guerre, Biribi-armée, avec leur cortège de dépravation, de tuberculose, d'alcoolisme, de brutalité, d'arbitraire, d'hypocrisie, d'ignominies quotidiennes?

Faut-il donc respecter ces bagnes d'où, de temps à autre, se détachent des faits divers dont les journaux patriotes se font quelque réclame?

Fait divers du *Farfadet*, par exemple, fait divers du *Lutin*, dont s'est servi M. Clemenceau pour des fins d'optimisme gouvernemental. M. Clemenceau a lu Candide. Il a fréquenté Pangloss, et s'en est souvenu, lorsqu'il prononça, à Hyères, le 18 octobre, un discours de circonstance :

« *Il en est peut-être qui médisent de l'idée de patrie. Nous ne serons pas de ceux-là, et nous pensons même que si les marins du* Lutin *ont succombé, leur mort n'aura pas été vaine, parce qu'ils auront indiqué le moyen de remédier à de pareilles catastrophes.* »

« Tout cela est indispensable, eût dit Pangloss, et les malheurs particuliers font le bien général. De sorte que, plus il y a de malheurs particuliers et plus tout est bien. »

Après le *Farfadet*, le *Lutin*. A qui le tour? demande M. Clemenceau.

Qui ne consentirait, au reste, à prendre place dans quelque Biribi sous-marin avec la certitude heureuse d'obtenir une oraison funèbre de M. Brisson? Les jeunes Français « *faits pour la bataille* », dont M. Brisson déplora la mort « *obscure* », eussent eu sans doute une mort plus confortable si, semblables aux marins du *Vengeur*, ils avaient « péri dans l'ivresse du combat, sous le ciel qu'ils prennent à témoin de leur amour passionné pour la patrie; ainsi reçue, la mort est une joie, et le poète a pu dire :

« Heureux celui qui mourut dans ces fêtes! »
(*Discours de M. Brisson.*)

Ces fêtes que procurent Biribi-armée et Biribi-patrie, messieurs les radicaux, dreyfusards de la quatrième heure, tout en se les refusant généralement, ne tiennent pas à en priver les autres. Et que si d'aventure il en est, parmi ces autres, qui protestent d'un peu haut, les lois *scélérates* sont là, qui n'ont point été faites pour des prunes! C'est ainsi qu'un gouvernement, endossant les billets à ordre du précédent, poursuit la *Voix du Peuple*, le *Syndicaliste*... et il y en aura encore!

Les parlementaires s'en indiffèrent. Ils ont d'autres chats à caresser. Les socialistes attendaient Picquart à l'œuvre (*Humanité* du 1er novembre). Louis XIV au petit pied, ils n'ont pas failli attendre. Le 2 novembre, l'*Humanité* se dolentait de la « *maladresse* » de Picquart (*sic*).

L'expression manque de doigté. Je préfère mille fois l'élégante rosserie de Gémier, déclarant gravement dans le *Matin* : « Nous avons la bonne fortune de posséder à la tête de notre gouvernement des hommes de justice, comme Clemenceau, Briand, Picquart et Viviani! »

C'est avec des hommes de justice comme ceux-là que s'est commise la séculaire injustice sociale. C'est de celle-ci qu'ont éternellement profité ceux-là. Aux pantins qui tirent les ficelles gouvernementales, aux satisfaits qui promettent le bagne militaire ou le bagne civil aux antimilitaristes et aux ouvriers en révolte, faut-il rappeler qu'en 1898, le ministre Cavaignac avait décidé de les poursuivre, en compagnie de Gohier, *pour injures à l'armée et délit de presse?* Faut-il rappeler les beaux cris d'indignation que poussèrent alors les Joseph Reinach, les Trarieux et les Scheurer-Kestner qui avaient cependant, plus que tous autres, fabriqué les lois d'exception, les lois scélérates.

Faut-il rappeler à Clemenceau comment en

1898, il s'adressait allègrement à son camarade Gohier et lui jetait cet os à ronger : « Que faut-il ? Persévérer, mon cher Gohier, rien autre chose! Nous persévèrerons n'est-ce pas ? »

Nous persévèrerons, en effet, de l'autre côté de la barricade, contre tous les Biribis gouvernementaux, militaires ou parlementaires, sans garder les touchantes illusions des *Humanités* de tout calibre. Le jour n'est pas loin peut-être où nous verrons les intellectuels de la sociale démocratie regarder avec obstination dans l'urne électorale, cependant qu'auprès d'eux — oh! très près d'eux — Clemenceau se frottera les mains — des mains bien françaises — en contemplant le général Picquart donnant l'ordre, et le colonel Dreyfus l'exécutant, de sabrer les camarades en marche contre Biribi.

R. DE MARMANDE.

CROCS & GRIFFES

On se rappelle que le camarade Prouvost avait été perquisitionné au mois de mai. Des brochures lui ayant été... — comment dirais-je? — « perquisitionnées », il en réclama la restitution au procureur de Draguignan.

Voici la réponse qui lui a été faite :

« Le procureur de la République fait connaître à M. Prouvost, en réponse à sa réclamation, que M. le procureur général, auquel sa demande a été soumise, ESTIME *qu'il n'y a pas lieu de lui restituer les brochures qu'il réclame. »*

Que dans une perquisition — et ici je me place au point de vue légal — on vous enlève des brochures, journaux et volumes qui se vendent librement, c'est déjà abusif et arbitraire.

Mais que l'on vous refuse de les rendre l'instruction finie, cela s'appelle bel et bien un vol. Et le procureur général, qui est chargé de poursuivre les voleurs, devrait, ce me semble, en le cas présent, se décerner un mandat d'amener.

J. GRAVE.

Faites-nous des Abonnés!

LE CONGRÈS D'AMIENS

(*Suite*)

III

Nous espérions que le Congrès, après avoir liquidé la question des rapports avec le parti socialiste, trouverait le temps d'examiner la question de l'antimilitarisme et de la grève générale en cas de guerre. Il n'en a rien été. C'est évidemment regrettable. Mais il n'en faut cependant pas déduire que la propagande antimilitariste préoccupera moins les organisations syndicales.

C'est l'expérience fournie par les grèves, les grèves violentes spécialement, qui a engagé les syndicats à faire la propagande éducative antimilitariste. Loin de se raréfier, les grèves ne vont que suivre la progression remarquable de ces dernières années. La propagande des huit heures a remué des régions et des corporations qui sommeillaient. Ces régions et ces corporations n'étaient pas prêtes au 1er mai dernier; elles en étaient encore à se frotter les yeux. Ces yeux sont ouverts aujourd'hui.

Et le gouvernement aura beau profiter de son hiver pour fabriquer quelques lois muselières, il n'empêchera pas le printemps prochain de nous apporter des grèves nombreuses. Ni le gouvernement de M. Clemenceau, ni les groupements constitués par les patrons, n'ont les moyens d'empêcher un orage d'éclater.

La propagande antimilariste qui n'est et ne peut être qu'une part de la propagande syndicale générale, se trouvera stimulée par chacune de ces grèves, mieux que par le vote dans un Congrès de la plus énergique des résolutions. Certes, les organisations et les hommes qui ne comprennent la grève que comme un procès, où des avocats ouvriers discutent et disputent contre des avocats patronaux les intérêts de leur clientèle, ne peuvent admettre que la propagande antimilitariste soit utile, indispensable et qu'elle soit du ressort du syndicat.

Mais, ils peuvent s'apercevoir, Coupat comme Keufer, que, dans leurs corporations, la grève tend de moins en moins à être tranchée par la discussion.

Les dernières grèves du Livre, à Paris, en particulier, ont permis aux typos de voir que la grève n'était pas une question de droit mais une question de force. Les patrons n'accordent pas des améliorations parce qu'ils se laissent convaincre du bien fondé de ces réclamations ; ils n'accordent et ils ne cèdent que contre la force, souvent contre la violence. Cette conception de la grève, qui est celle des syndicalistes révolutionnaires, pénètre les milieux syndicaux réformistes ; elle enfoncera avec elle l'antimilitarisme. Ne désespérons pas de voir, un jour, plus ou moins prochain, Keufer comparaître aux côtés d'Yvetot, pour crime d'antimilitarisme, devant la justice radicale de notre pays. Si ce n'est pas Keufer, ce seront d'autres typos.

Il n'y eut pas discussion à Amiens sur l'antimilitarisme. Il n'y eut que des affirmations répondant à d'autres affirmations, et créant une animation houleuse. Deux propositions antimilitaristes furent déposées, l'une par le camarade Gauthier, de Saint-Nazaire, confirmant, d'une façon terne, les décisions formelles des Congrès confédéraux antérieurs, et l'autre du camarade Yvetot, joignant l'antipatriotisme à l'antimilitarisme. La première proposition ne fut pas mise aux voix. Quant à la deuxième, tout en obtenant une majorité importante, elle ne rallia pas tous les partisans de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme. Elle avait, au point de vue syndicaliste, un grave défaut.

Le syndicalisme s'est préoccupé jusqu'à maintenant de s'affirmer positivement, il a indiqué ses moyens et son but, ses méthodes particulières se sont vulgarisées à travers les travailleurs; il s'est attaqué résolument à l'Etat et au patronat, mais tenant compte des nécessités de son développement, il ne s'est pas attaqué à des adversaires d'ordre secondaire, aux théories qui prétendent se dresser aussi contre le patronat et en préparer la disparition. Le syndicalisme a fait œuvre positive, il s'est montré tel qu'il est; il n'a pas encore fait œuvre négative, il n'a pas encore dit avec assez de force ce qu'il n'est pas. Sa conduite rappelle un peu la réponse légendaire de Laplace à Napoléon, devant qui il venait d'exposer ses théories sur la formation des mondes. Napoléon ayant dit au savant : « Mais vous n'avez pas dit un mot de Dieu », le savant lui aurait répondu : « C'est une hypothèse dont je n'ai pas besoin ».

Le syndicalisme me paraît avoir agi à peu près de même à l'égard du socialisme parlementaire. Il ne l'a pas attaqué. Il a paru l'ignorer. Cette attitude a été caractérisée par la motion Griffuelhes sur la question des rapports avec le Parti au Congrès d'Amiens. A la déclaration de guerre des socialistes du Nord contre les syndicalistes, ceux-ci répondaient par un refus des hostilités et une proclamation de neutralité.

Le défaut circonstanciel de la motion Yvetot sur l'antimilitarisme résidait dans son dernier paragraphe qui contenait une attaque directe contre le socialisme parlementaire.

C'est pourquoi le 15e Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique, ***qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.***

Cette motion sortait de la neutralité affirmée la veille. C'est pourquoi beaucoup de syndicalistes révolutionnaires, et des anarchistes, ne voulant pas se déjuger, s'abstinrent de voter.

En d'autres circonstances, la motion Yvetot, qui groupait une forte majorité, en aurait rallié une imposante.

Il est bien probable, par exemple, que si le Congrès d'Amiens ne s'était tenu qu'après le Congrès socialiste de Limoges, où une si considérable minorité socialiste — qui ne désarmera pas — a déclaré la guerre à la Confédération, il est bien probable que les résolutions prises auraient eu un cachet différent et que les organisations syndicales auraient relevé comme elles le méritent les prétentions bouffonnes du Parti.

Elles auraient renvoyé à son auteur le plan de travail établi pour les syndicats par le citoyen Guesde. Elles lui auraient demandé si le mot d'ordre doit partir de Limoges ou des travailleurs intéressés, et aussi l'auraient invité à se mêler de ce qui le regarde.

Nous avons été résolument partisan de la neutralité syndicale qui avait l'avantage de permettre à la Confédération de grandir et de se développer. Mais nous ne sommes pas fâché de voir le parti socialiste entrer en lutte ouverte avec le syndicalisme. Celui-ci sera contraint de répondre. En répondant, il complétera son action positive de construction par une action négative, il dira ce qu'il n'est pas, après avoir dit ce qu'il est. Ceux de nos camarades qui sont à la fois parlementaires et syndicalistes pourront gémir sur cette situation ; mais ils n'auront à s'en prendre qu'à leurs amis du Parti qui l'auront créée.

* *

La propagande en faveur des huit heures va se continuer. Il n'a pas été fixé de date pour un mouvement général. La lassitude ressentie par certaines corporations inhabituées à lutter, en est la cause.

Est-il très fâcheux que cette date n'ait pas été fixée? Seule l'expérience nous renseignera.

On sait, par le rapport de notre camarade Delesalle, dont les conclusions ont été publiées ici la semaine dernière, dans quelles conditions va se poursuivre la propagande pour les huit heures.

Une commission des huit heures et de la grève générale sera nommée par le Comité confédéral pour s'occuper de l'organisation de la propagande sur ces points précis. D'ici quelque temps, quand cette propagande produira ses effets moraux, une conférence de délégués des fédérations et des bourses du travail sera réunie et examinera de quelle façon s'engagera le mouvement.

Que chacun se mette à l'action pour les huit heures; que la propagande s'exerce avec une ardeur nouvelle ; que tous les militants, réconfortés par les résultats moraux donnés par le mouvement dernier, reprennent la besogne. Ils savent que si l'on peut parfois ne pas récolter après avoir semé, il n'arrive jamais de récolter sans avoir semé. Nous voulons des résultats, préparons-les.

PIERRE MONATTE.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

L'Avenir et les Syndicats

(*suite*) (1)

II

Mais revenons aux syndicats.

Les revendications ouvrières forment le fond principal de la révolution qui se prépare, de plus il serait absurde de penser faire une révolution sans le concours de la masse ouvrière. Mais, de par le fait qu'ils sont forcés de lutter journellement contre les exploiteurs, les syndicats, même lorsqu'ils inscrivent dans leur programme la suppression du salariat, l'expropriation de ceux qui se sont accaparé le sol et les moyens de production, cela reste de la simple spéculation, toute leur activité étant absorbée par la lutte quotidienne et les conflits qui surgissent à chaque instant entre salariants et salariés, forcés qu'ils sont de donner satisfaction à ceux qui se groupent autour de l'organisation syndicale, en limitant leurs demandes à ce qui est immédiatement réalisable.

C'est une lutte qui a sa raison d'être, qui a son utilité, en amenant peu à peu les travailleurs à comprendre que l'augmentation progressive des salaires est une chaîne sans fin qui les laisse toujours aussi misérables et exploités, mais il serait dangereux d'y vouloir subordonner la propagande révolutionnaire — qui doit être plus large et plus étendue dans ses revendications — d'y voir le seul moyen révolutionnaire.

⁂

La vie sociale est beaucoup plus complexe. On n'est pas organisé seulement par corporations. En dehors de la production les modes d'activité sont innombrables, et dont chacun demande sa satisfaction intégrale. Pour que la révolution sociale garde toute son ampleur, accomplisse toute son œuvre, il faut que tout ce qui souffre de l'organisation sociale, que tout ce qui est annihilé par les mille liens de la législation et de la réglementation, fasse entendre ses réclamations, se groupe pour trouver l'organisation adéquate à ses aspirations et travailler à la réalisation de ses conceptions dont l'application doit entraîner la ruine des institutions oppressives.

La société fourmille d'abus, il faut que, pour chaque abus, surgisse le groupement de ceux qui ont le plus à s'en plaindre pour le combattre.

De même qu'il se forme des associations pour organiser des promenades, faire de la musique, jouer aux boules, tirer de l'arc, il devrait s'en former pour combattre chaque abus politique, administratif, policier, judiciaire, fiscal.

Non seulement, groupes de lutte contre ce qui existe, mais essais de groupements sur les bases futures, en vue de produire de la joie, du bien-être, de la *solidarité*, entre individus de même pensée. On compte trop sur la fatalité de la révolution, oubliant que celle-ci n'est que destructive, et que la destruction des abus accomplie, ne se développeront que les formes de groupement qui se seront déjà essayées. L'état nouveau ne s'improvise pas, même après une révolution. Il ne sera que l'épanouissement d'initiatives déjà en germes.

Ce n'est que lorsque toutes les initiatives sauront se grouper, que lorsque tous les modes d'activité réclameront leur droit à se manifester, que la révolution trouvera sa formule, et ne s'arrêtera pas à des transformations partielles.

⁂

Il serait donc absurde d'attendre la révolution pour organiser la société future. C'est dès maintenant qu'il faut chercher des formes nouvelles de groupement.

Or, si en l'organisation économique d'aujourd'hui, on produit non pour consommer, mais pour faire du commerce, agioter, réaliser des bénéfices, sans se préoccuper des vrais besoins, et des goûts du consommateur, il ne doit pas en être ainsi dans une société normale.

L'organisation sociale ne doit pas s'opérer en vue de « produire », mais bien pour « consommer ». La production n'est pas un but, mais une conséquence.

Ce sont les besoins qui doivent déterminer les groupements. Si j'ai besoin d'un meuble, d'un ustensile, ce n'est pas dans un magasin que je dois aller le chercher tout fait, j'aurais à m'enquérir de ceux qui auront besoin des mêmes objets, et nous aurons à nous organiser pour les produire, non plus à la grosse, sur le même plan, et de la même forme, mais un à un, tel que chacun de nous les aura conçus.

Ici, je vois poindre l'objec ion : s'il faut que l'individu en revienne à fabriquer tout ce dont il aura besoin, ce sera un recul. Il est impossible que le même individu puisse faire tous les métiers, et sa vie se passera, encore pis que dans la société actuelle, à produire, sans une minute d'arrêt.

⁂

Aujourd'hui, qu'une grande partie des forces sont détournées de la vraie production, et qu'il n'y a qu'une très petite partie de travailleurs qui sont forcés de produire pour tous, il a fallu exprimer de l'individu tout ce qu'il était susceptible de rendre comme force productive, c'est ce qui a amené la spécialisation, et la division à l'infini des métiers, qui fait qu'un individu, tout le long de son existence, accomplira les mêmes mouvements mécaniques, destinés à façonner éternellement la même pièce, ou la même partie de pièce.

Mais l'homme ne doit pas être une machine à produire. Pour devenir un être sain, parfaitement équilibré, il doit exercer également son cerveau et ses muscles et varier les mouvements de ceux-ci.

Et lorsqu'on sait manier un outil, on est apte à passer d'un métier à l'autre, lorsqu'on n'est pas tenu à faire de la production intensive.

Je dois pouvoir varier mes occupations au gré de mes besoins : battre du fer aujourd'hui, rabotter des planches demain, gâcher du plâtre un autre jour, si je me sens du goût pour ces occupations.

Lorsqu'il n'y aura plus de parasites, plus d'intermédiaires inutiles et onéreux, plus d'individus employés au seul service de ces parasites et de ces inutiles, il ne sera plus nécessaire que l'homme soit changé en machine à abattre la besogne, et l'outillage mécanique, intelligemment employé, restera toujours l'auxiliaire précieux pour lui faciliter et écourter la besogne.

L'important n'est pas tant de réduire indéfiniment les heures de travail, que d'arriver à ce que, par un meilleur aménagement des forces, le travail soit un plaisir, une distraction, un exercice hygiénique.

Dans la société actuelle, où le travail manuel est considéré comme dégradant par la plupart, nos parasites, pour se maintenir en santé, ont dû trouver des exercices où dépenser leurs forces d'une façon improductive. Dans une société normale, on les dépensera plus intelligemment, sans se croire dégradé. Pourvu que l'individu puisse se développer selon toutes ses virtualités, il ne comptera pas tant que cela les heures qu'il y emploiera.

⁂

Evidemment, cet éparpillement de l'activité individuelle doit avoir une limite : les forces de l'individu lui-même, et ses propres facultés.

S'il y a des modes d'activité vers lesquels les individus se trouveront entraînés, il y en aura d'autres, au contraire, qui les laisseront indifférents. Mais du fait qu'ils s'emploieront à divers travaux, ils se trouveront faire partie de divers groupes, et comme les individus du même groupe pourront avoir, en dehors de l'aptitude qui les aura réunis, des aptitudes différentes qui les mèneront à des groupes différents, il y aura là, déjà, une première base de relations où les individus pourront s'entendre et s'organiser pour se procurer mutuellement ce dont ils auront besoin, sans avoir à participer à la fabrication de chaque objet. C'est un échange de services qui aura à s'établir.

Que l'on ne vienne pas me demander, jusque dans ses moindres détails, l'explication de cette organisation, telle que je l'entends. Elle ne peut se créer spontanément, elle ne peut sortir que d'une évolution s'opérant dans ces groupements eux-mêmes, et dans la mentalité des individus. Seulement ce que je sais, c'est que ce n'est que dans cette façon de procéder que l'on trouvera la sauvegarde de la liberté individuelle, le moyen d'échapper au danger du monopole corporatif, de la concurrence entre métiers.

J. Grave.

(*à suivre.*)

(1) Voir le numéro 27.

11 Novembre

Evoquons le souvenir de nos morts. Apprenons de nos morts comment notre vie doit être vécue, si nous voulons qu'elle acquière un peu de vertu et d'honneur.

Parmi nos morts — légion héroïque — il n'en est pas que nous sentions plus près de nous que les martyrs de Chicago: Spies, Parsons, Engel, Fischer et Lingg. Le 11 novembre, dix-neuf années auront passé sur leurs tombes. Faut-il redire cette sombre histoire ? — Il le faut. Il faut que les anciens se rappellent et que les nouveaux apprennent le crime collectif commis, il y a dix-neuf ans à Chicago, par la classe bourgeoise des Etats-Unis.

Il faut, comme le criait Spies en plein tribunal, il faut « que le monde sache qu'en l'an de grâce 1886, dans l'Etat de l'Illinois, huit hommes furent condamnés à mort parce qu'ils n'avaient pas perdu la foi en un avenir meilleur et en une victoire finale de la liberté et de la justice. »

⁂

Au congrès ouvrier de 1885, il avait été décidé d'imposer aux industriels la journée de huit heures à la date du 1er mai 1886, par le moyen d'une formidable grève. Les anarchistes américains, Parsons dans l'*Alarm* et Spies dans l'*Arbeiterzeitung*, tout en avisant loyalement le prolétariat que les huit heures ne résoudraient en rien la question sociale, prirent une part éclatante à l'agitation ouvrière.

Ils eurent absolument raison : que le peuple sommeille ou s'agite, la place des anarchistes véritablement révolutionnaires est en lui. Un anarchisme qui, drapé dans un manteau d'orgueil et de mépris, s'isolerait du peuple, source de toute vie, principe de toute révolution, se frapperait de stérilité et, spontanément, se vouerait à un crétinisme plus misérable dix fois que le fameux « crétinisme parlementaire ». C'est ce qu'avaient parfaitement aperçu nos frères et compagnons de Chicago qui surent allier si complètement la révolte intellectuelle avec le dévouement au prolétariat, et c'est pourquoi, je le répète, nous les sentons si près de nous.

Le 1er mai 1886 arriva et les grèves prévues éclatèrent, entraînant des milliers d'hommes. Les meetings se succédaient fiévreusement et la parole social-anarchiste retentissait à toutes les tribunes. Alors l'autorité voulut frapper un coup terrible : elle fit dans l'après-midi du 3 mai *fusiller* par ses policiers, une foule paisible. Le lendemain, l'*Arbeiterzeitung* lança un appel aux armes et convoqua le peuple à un grand meeting d'indignation.

Le meeting eut lieu le 5 mai sur la place de Haymarket où plus de quinze mille ouvriers des deux sexes et de tout âge s'étaient massés. Tour à tour, Spies, Parsons et Fielden prirent la parole. Puis la nuit tomba et la foule commençait à s'écouler lorsqu'une colonne de 125 policiers s'avança sur la place, suivie à quelques mètres de distance par une autre colonne de 250, le fusil chargé, prêts à faire feu.

Tout à coup une bombe fut lancée parmi les policiers dont une soixantaine s'abattirent — sept pour ne plus se relever. La riposte ne se fit pas attendre : les policiers fusillèrent le peuple à bout portant; on ne dénombra jamais exactement les victimes.

C'est ici que l'assassinat judiciaire commence, après l'assassinat policier.

D'innombrables arrestations furent opérées. Chicago fut livré au juge d'instruction qui n'épargna rien pour exécuter strictement les volontés répressives de la ploutocratie. Cette instruction fut le triomphe public du faux-témoignage, de la forfaiture, du parjure et de la corruption. A la fin, sept anarchistes militants — orateurs et écrivains — restèrent entre les mains de la justice bourgeoise; un huitième, Albert Parsons, vint, au jour de l'audience, prendre place de lui-même au banc des accusés, malgré que la condamnation fût certaine.— « Ce procès, s'écria le procureur général Grinnel, est la condamnation ou l'absolution de l'anarchie; il est fait aux principes de l'anarchie qui sont le support de l'accusation; l'anarchie doit être condamnée. »

Tous les accusés, sauf Oscar Neebe, furent condamnés à mort, le 20 août, par un jury mercenaire, après d'admirables défenses, dont l'une, celle de Parsons, ne dura pas moins de huit heures. Pendant quinze mois, les condamnés attendirent dans leurs cachots l'exécution de la sentence. La veille du funèbre jour, le plus jeune, Louis Lingg se fit sauter lui-même avec une cartouche de dynamite dissimulée dans un cigare; il échappa ainsi au bourreau. Graciés à la dernière heure, Schwab et Fielden y échappèrent aussi. Seuls furent pendus, Spies, Parsons, Engel et Fischer, le 11 novembre 1887. Ils périrent en héros, dédaigneux de la vie et de la mort et saluant, avec Spies, les temps où leur silence serait plus fort que toutes leurs paroles.

Quelques années plus tard, un honnête homme, Altgeld, gouverneur de l'Illinois, soupçonnant l'iniquité, s'attaqua patiemment, bravement, seul contre tous, à l'œuvre de réparation. Le crime judiciaire fut par lui mis à nu : Neebe, Schwab et Fielden furent rendus à la liberté. Mais hélas ! cinq hommes étaient morts, victimes innocentes de ces haines de classe qui ne disparaîtront qu'avec le règne bourgeois.

⁂

Oui, évoquons nos morts à chaque anniversaire. De beaux esprits qui se croient libres et qui sont serfs entre les serfs, puisqu'ils le sont des mots, nous inculpèront sans doute de célébrer des cultes. Laissons dire et, calmement, évoquons nos morts, pour l'enseignement de ceux qui vivent.

Il y a dix-neuf ans, à Chicago, capitale de la ploutocratie, la bourgeoisie américaine envoya à l'échafaud cinq de ses ennemis. Ils n'avaient commis d'autre crime que de dire au peuple des choses qu'il ne faut pas que le peuple entende. La bourgeoisie les a fait tuer comme des chiens enragés.

N'oublions pas cela, nous tous, militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires. N'oublions pas jusqu'où peut aller dans la haine et dans la vengeance, la classe qui ne vit que de l'oppression et de l'exploitation des masses asservies. Demain peut-être, si son intérêt commun est de nouveau mis en péril, elle pratiquera sans frémir de nouvelles saignées, sans s'arrêter plus qu'hier aux frêles barrières de la légalité.

Quelque soit le sort qui nous soit réservé, nous lutterons quand même et nous appellerons sans nous lasser le peuple à la révolte.

AMÉDÉE DUNOIS.

Nous avons retrouvé quelques exemplaires des ouvrages suivants :

Le *Tzarisme et la Révolution*, par Stepniak, franco	1.75
Le *Grand Trimard*, par Zo d'Axa	2.70
L'*Endehors*	1.25

MOUVEMENT SOCIAL

Conseils de guerre pour officiers. — Le conseil de guerre de Nantes vient de juger un officier, le lieutenant Lacroix, coupable d'absence illégale. Ce jugement montre fort bien la différence d'état d'esprit avec lequel les officiers envisagent un même acte, suivant qu'il est commis par un soldat ou par un des leurs ; aussi je demande la permission d'y insister.

Le lieutenant Lacroix avait été attaché à une brigade topographique. Après la dislocation de celle-ci, il demanda un sursis de retour, qu'il n'obtint pas. Il s'en allait rejoindre son corps, lorsque, par suite d'une erreur en prenant son billet, prétend-il, il fut obligé de s'arrêter à Clermont. Il alla passer la soirée à Royat, y joua, fut pris par la fièvre du jeu, alla de Royat à Vichy, où il continua à jouer les jours suivants, tantôt perdant, tantôt regagnant les quelques centaines de francs qu'il possédait. Son absence illégale dura trente-huit jours, au bout desquels, les poches vides, aux abois, il se décida à rentrer à la caserne. Absence illégale pendant trente huit jours, cela équivaut en somme à une désertion, fait observer le commissaire du gouvernement, c'est une faute grave contre la discipline. « Depuis le 12 janvier, continue celui-ci dans son réquisitoire, vingt militaires ont comparu devant ce même conseil de guerre, pour désertion. Tous ont été condamnés. Aujourd'hui, c'est un officier qui comparait devant vous. Il devait montrer l'exemple de la discipline. Il est plus coupable encore d'y avoir manqué. On ne comprendrait pas qu'il fût renvoyé absous. »

Cependant, si le lieutenant Lacroix n'a pas été renvoyé complètement absous, il a bénéficié d'une condamnation pour la forme, qui équivaut à un acquittement. Il a été reconnu coupable par cinq voix contre deux, avec admission de circonstances atténuantes, et condamné à deux mois de prison avec sursis.

De quelles circonstances atténuantes s'agit-il ? Le lieutenant Lacroix était pauvre, il tenait de son père des dettes qu'il s'efforçait de payer, il avait à soutenir sa mère infirme. La possibilité de s'enrichir par le jeu le tenta, et l'entraînement du jeu lui fit perdre la tête. Il n'avait pas, assure-t il, la notion exacte de ce qu'il faisait.

Assurément, ce sont là des circonstances atténuantes. Mais est-ce que les soldats coupables de désertion n'ont pas, eux aussi, des circonstances atténuantes ? Leurs juges, pourtant, n'y prennent guère garde. Et, d'autre part, est-ce que la qualité d'officier de l'accusé n'était pas une circonstance extrêmement aggravante ? Nous ne regrettons, certes pas, pour ce pauvre diable la clémence de ses juges.

Nous posons seulement cette question : est-ce qu'un soldat coupable du même acte, un soldat resté trente-huit jours en absence illégale pour les mêmes motifs et dans les mêmes circonstances, ne se verrait condamner qu'à deux mois de prison avec sursis ? Est-ce que, sur les sept membres du conseil, il s'en trouverait deux pour voter l'acquittement ?

Le journal que j'ai sous les yeux — c'est le *Matin* — commence le compte-rendu de cette affaire en constatant que, parmi le public, dans la salle du conseil de guerre, il n'y avait pour ainsi dire que des officiers, « tous d'ailleurs très favorables à l'accusé ». Naturellement : c'était un des leurs. Il y eut un seul témoin, qui était le colonel de l'accusé. Il fit un vif éloge des qualités militaires de celui-ci, puis, lorsque le tribunal se fut retiré pour délibérer, il alla serrer la main du lieutenant. Et nous sommes bien forcés de constater que, lorsqu'on juge un soldat déserteur, jamais l'assistance n'est composée d'officiers « tous très favorables à l'accusé », jamais son colonel ne vient vanter ses qualités militaires et lui serrer la main publiquement. Nulle part la partialité de classe et de caste n'éclate aussi brutalement que dans les tribunaux militaires.

La presse elle-même, obligée d'affecter l'impartialité vis-à-vis de ses lecteurs, sait, par de très habiles nuances, marquer sa déférence envers le coupable galonné. Ainsi le *Matin* : « On introduit l'accusé, et, tout de suite, on se sent entraîné par un courant sympathique vers ce grand garçon mince et élancé, à l'allure distinguée, à la physionomie avenante, etc. »

Alors, n'est-ce pas, du moment que le déserteur n'est pas un homme déformé par le travail manuel, du moment qu'il est, comme les gens de la classe oisive, « mince et élancé », vous sentez bien que l'acquittement s'impose. L'acquittement, ou la condamnation pour rire.

R. CH.

MOUVEMENT OUVRIER

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que cette rubrique du Mouvement ouvrier, considérablement étendue, sera désormais rédigée par des militants de ce mouvement, dont le récent Congrès d'Amiens et les efforts faits par les social-démocrates pour se le subordonner, viennent de démontrer une fois de plus toute l'importance révolutionnaire.

De plus nous nous occupons actuellement de nous assurer dans les principaux centres de la province et de l'étranger, des correspondants autorisés. Il importe que nos lecteurs soient tenus au courant du mouvement révolutionnaire qui, dans les deux mondes, semble devoir accélérer son allure.

⁂

Le repos hebdomadaire. — Lorsqu'après une agitation assez vive la loi sur le repos hebdomadaire fut votée, les corporations qui en bénéficiaient crurent n'avoir plus que quelques efforts à accomplir pour en assurer l'application.

Mais comme toutes les prétendues réformes découlant d'une loi, celle instituant le repos hebdomadaire n'était autre qu'un tremplin électoral et les travailleurs n'ont pas tardé à posséder un nouvel exemple de duperie politicienne.

Les résistances opposées par le patronat, autrement énergiques que les attaques ouvrières, sont telles qu'il a chance de faire tripatouiller le texte déjà bien élastique pourtant de cette loi, et parvenir ainsi à méconnaître complètement cette limitation du temps de travail que les ouvriers croient avoir obtenue.

Lors des essais d'application de la journée de repos une organisation qui n'avait jamais donné de grandes preuves de vigueur, la Chambre syndicale des Employés, parut tout à coup avoir rompu avec la tendance somnifère du réformisme et être décidée à une action énergique pour que cette corporation si considérablement exploitée acquière enfin un peu de bien-être.

Des manifestations furent organisées et donnèrent aussitôt d'incontestables résultats.

Un patron en mourut mais sa maison ferma un jour par semaine.

Inquiets, les gouvernants intervinrent rapidement et sans difficultés, ce syndicat étant infesté de politiciens.

Une délégation de la Chambre syndicale reçue par Clemenceau emporta des promesses plein ses poches et les employés réunis ce jour-là au Manège Saint-Paul décidèrent, puisque M. le Ministre avait promis de faire céder les patrons, de cesser toute agitation.

Le résultat de cette crédulité ne se fit pas attendre, les magasins rouvrirent, les patrons rassurés continuèrent à passer la loi sous la jambe le plus anarchiquement du monde.

Mieux que cela dans certaines corporations comme les coiffeurs où grâce à un savant et méthodique sabotage, les patrons avait souscrit un repos, ils reprennent de l'audace et font renaître les anciennes habitudes.

Cette déception a ouvert les yeux et les ouvriers encore une fois dupés vont renouveler leurs efforts personnels et cette fois peut-être aller jusqu'au bout en ne comptant que sur eux-mêmes.

Pour donner plus de cohésion et fournir une action plus vigoureuse les corporations intéressées ont constitué un comité intersyndical. Ce comité a lancé cette semaine un manifeste annonçant sa constitution et exposant la méthode qu'il compte suivre pour arriver à imposer malgré législateurs et patrons le repos hebdomadaire.

Ce comité a déjà organisé dimanche dernier une manifestation qui a jeté une certaine panique parmi les commerçants réfractaires.

A continuer ainsi les employés et autres corporations privées encore d'une journée de repos par semaine pourront espérer l'obtenir.

⁂

Les Grèves.

Les métallurgistes de Pamiers. — La grève continue sans défaillance. Aucune défection ne s'est produite parmi les grévistes.

L'*Humanité*, en journal bien informé, annonce qu'un four nouveau a été allumé et que des grévistes ayant repris le travail s'y rendent protégés par la gendarmerie et armés eux-mêmes par la direction.

Selon l'*Humanité* encore, l'administration de l'usine ferait apporter, à ses frais, du restaurant, les repas aux rénégats.

Les fils spéciaux de l'organe socialo sont faussés.

La vérité consiste uniquement en ceci : deux contremaîtres seuls continuent à travailler; il n'y a aucun rénégat et les maîtres de l'usine ne sont pas fâchés que l'on croie qu'il y en ait.

* *

Les ouvriers vermicelliers de Nice. — Une grève vient d'éclater parmi les ouvriers vermicelliers de Nice.

Les revendications portent sur une augmentation de salaire, la suppression du travail à forfait, la réduction de la durée de la journée de travail et le repos hebdomadaire.

Les grévistes sont au nombre de 350.

* *

Les fiches ouvrières. — La fraction catholique de notre belle bourgeoisie s'est vertueusement indignée à propos des fiches du ministère de la guerre sous le général André et son bras droit le commandant Targe rappelé aux bureaux de ce ministère par Picquart. La fraction anticléricale de cette même et si belle bourgeoisie, qui a estimé légitimes les fiches maçonniques, n'eut pas assez de nobles reproches pour les fiches antimaçonniques confectionnées par le potache versaillais Audouard avec la précieuse collaboration de l'agent de Clemenceau et mouchard régulier Rollin (ex-directeur du journal *l'Internationale*, publié il y a une année sous le patronage de *l'Action*). Bourgeoisie républicaine et bourgeoisie antirépublicaine usent des mêmes moyens ignobles, qu'elles ne réprouvent que lorsqu'ils sont employés par l'adversaire, ce qui prouve combien toute la phraséologie bourgeoise n'est qu'un masque, qu'une couverture à l'usage des naïfs.

Que bourgeois républicains et antirépublicains se chamaillent entre eux, cela ne doit intéresser passionnément la classe ouvrière. Elle est déjà trop intervenue dans les conflits de ses adversaires et à leur profit pour qu'elle ne songe désormais à peu près exclusivement qu'à elle-même. D'autant que patrons maçons et cléricaux n'y regardent pas de si près et qu'ils ne craignent pas d'user les uns et les autres de n'importe quel moyen pour maintenir le servage ouvrier.

A diverses reprises, on a publié des reproductions de fiches patronales et jamais nos grands moralistes ne se sont émus; la bonne presse des deux bords a gardé ses tirades sur l'honneur et la délation.

Il y a eu la grosse histoire de l'office patronal et congréganiste de Roubaix qui avait réuni plus de 20,000 fiches sur les militants socialistes et anarchistes de Roubaix. Qui en a parlé?

Il y a eu publication, dans la *Voix du Peuple*, dans des journaux corporatifs et ici-même, des fiches provenant d'industriels parisiens de l'automobile, de la sculpture, de la menuiserie, etc. Qui en a parlé ?

L'on nous communique aujourd'hui une de ces demandes de renseignements. Nous croyons utile de la publier. Elle n'apporte aucun élément nouveau. Mais elle permet de noter la généralisation du système des fiches patronales. De plus, elle rappelle à tous les militants, la gravité du péril, péril qui, nous en sommes certain, ne diminuera aucunement leur ardeur, qui la stimulera au contraire et qui peut-être amènera aussi quelques travailleurs confiants dans les paroles patronales et abusés, à faire ce premier pas vers la prise de conscience révolutionnaire qu'est la constatation nette que le patron est l'ennemi, l'ennemi qui veut maintenir par tous les moyens sa domination morale et matérielle.

Voici la feuille de renseignements que nous avons entre les mains. Elle comprend deux parties. Une lettre aux patrons auxquels on s'adresse et un questionnaire.

Société des Automobiles de la Buire.

Bureaux : Place de la Buire, Lyon (Rhône).

M.

Lyon, le

« Messieurs,

« Nous vous serions infiniment obligés de vouloir bien nous donner quelques renseignements sur M..... qui nous dit avoir travaillé chez vous en qualité de.....

« Vous pouvez être certains que nous ferons de ces renseignements l'usage le plus discret, et c'est avec un réel plaisir que nous vous rendrons un service analogue le cas échéant.

« Avec tous nos remerciements, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos sincères salutations. »

RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS.

sur..... n°.....

Moralité?
Caractère?
Sobriété?
Emplois occupés?
Connaissances techniques?
Habileté professionnelle?
Assiduité au travail?
Quel temps de présence?
Cause de départ?
A-t-il pris part à des manifestations?

Le 190 .

(*Ne pas signer s. v. p.*)

Ces renseignements fournis, le camarade pourra se présenter aux portes des ateliers, il y recevra régulièrement la réponse désespérante qu'il n'y a pas d'embauche. C'est la chasse à l'homme! Mais qu'on y prenne garde, ces hommes à qui on refuse de vivre par le travail, ne seront-ils pas naturellement amenés à chercher d'autres moyens? En outre, s'ils sont à bout d'espoir et s'ils lèvent le couteau de Pivoteau, ne sera-ce pas le patron lui-même qui le leur aura mis dans la main?

Quant aux travailleurs, il est non seulement de leur devoir de solidarité, d'imposer au patronat qu'il embauche les militants. C'est aussi leur intérêt. S'ils se laissent priver de la force que représentent ces militants, ils seront à la merci de leurs exploiteurs. Quand viendra le moment d'agir, ce moment où il suffit bien souvent qu'un seul fasse un geste de résistance pour entraîner tout un atelier, quand ce seul homme manquera, la résistance ne se produira pas et les conditions de travail et du salaire empireront.

* *

L'unité minière. — L'unité minière a été réalisée au Congrès de Paris de fin septembre. Elle a été réalisée en principe. Il reste à la faire en pratique. Il faut maintenant fondre dans des syndicats uniques les deux syndicats qui vivent face à face dans le Pas-de-Calais, dans le bassin d'Anzin et dans la Loire.

Là gît la grosse difficulté. Cela ira peut-être assez aisément dans le bassin d'Anzin et dans la Loire. Il n'en est pas de même dans le Pas-de-Calais, où les luttes ont été plus vives qu'ailleurs, où des haines profondes séparent non-seulement les hommes mais encore les idées.

Le Vieux-Syndicat voudrait, par l'unité, se débarrasser de ses adversaires, les militants de la Fédération Syndicale. Ceux-ci ne sont pas disposés à se laisser étrangler. Ils acceptent l'unité, mais à la condition que ne puissent se renouveler les errements et les ignominies du passé. Il leur faut des garanties, ce qui n'est que très naturel.

Aussi la Fédération Syndicale est-elle pleinement en droit de poser de fermes conditions à l'unité. Elle demande :

1° Faire disparaître la politique du syndicat, en insistant pour que ce dernier soit présidé et administré par des syndiqués non pourvus d'un mandat politique rémunéré.

2° Que nul ne puisse se servir de son titre de fonctionnaire ou administrateur du syndicat pour sa propagande électorale politique, notamment par affiches ou circulaires.

3° Que les délégués dans les Congrès régionaux soient nommés par les sections dans leurs assemblées générales et en période de grève par les ouvriers réunis en réunion privée.

4° Que conformément aux statuts nationaux, les administrateurs et fonctionnaires soient mineurs ou anciens mineurs ou similaires, sans distinctions de nationalité ou origine.

5° Que la caisse de résistance soit laissée libre et que tout ouvrier payant ses cotisations syndicales soit reconnu comme syndiqué.

6° Que le *Réveil du Nord*, organe d'essence bourgeoise et basé sur le système capitaliste s'occupant de politique militante, ne soit plus l'organe du syndicat.

7° Le Congrès déclare que sur ces bases l'unité est possible et qu'il est prêt à la réaliser.

Une première réunion de délégués de la Fédération Syndicale et du Vieux-Syndicat s'est tenue à Lens, le lundi 29 octobre.

Les deux syndicats ont formulé leurs conditions. Mais avant d'entrer dans la discussion des conditions fixées de part et d'autre, les délégués du Vieux-Syndicat ont voulu que la commission d'entente infligeât un blâme à l'*Action syndicale*, l'organe de la Fédération Syndicale, pour avoir attaqué des membres du Vieux-Syndicat dans un de ses derniers numéros.

Le Vieux-Syndicat se permet, par le *Réveil*, d'attaquer quotidiennement, avec une mauvaise foi crapuleuse, les militants de la Fédération Syndicale; il le fait pendant les sept jours de la semaine. Ceux-ci ne pourraient pas, hebdomadairement, se défendre et sur un ton tout différent de celui du *Réveil*.

Mais il y a mieux. Le vieux syndicat a publié en bilan, celui des mois de juillet, août, septembre et octobre.

Ce qu'il n'avait fait pendant 15 ans, il vient enfin de le faire ; mais le bilan publié est d'une sincérité plus que douteuse. Le Vieux-Syndicat se donne pour avoir 15,000 adhérents. Le trésorier de la Fédération syndicale a eu le mauvais goût d'éplucher ce bilan dans le n° de l'*Action syndicale* incriminé. Il a montré qu'au lieu de 15,000 adhérents le Vieux-Syndicat n'en avait que 4,000. Cette différence a quelque importance, puisqu'il est question au Congrès prochain d'attribuer à chaque syndicat un chiffre de voix proportionnel au nombre de ses adhérents. Le Vieux-Syndicat a réussi à faire avaler à Paris que d'un mois à l'autre il était sauté de 1,000 adhérents à 28,000. Il espérait réussir un aussi beau coup au Congrès régional. Les camarades de la Fédération syndicale ont crevé son ballon d'essai et ils ont eu parfaitement raison.

Il ne manquerait plus que cela, pour compléter les hommes du Vieux-Syndicat, d'interdire à leurs adversaires ce qu'ils se permettent de faire dans les grandes largeurs.

L'unité ne doit pas être l'étranglement de la Fédération syndicale. Elle ne sera pas cela, elle ne peut se faire qu'à la condition que le nouveau syndicat aura sa place, et la place qu'il mérite dans l'organisation nouvelle.

* *

Noble oubli. — Un militant ouvrier, trésorier de syndicat, a écrit la semaine dernière cette phrase délicieuse :

Oui, nous oublierons le rôle de M. Clemenceau durant nos dernières grèves, pour ne plus nous souvenir que de l'homme qui, après avoir constaté qu'il est beaucoup plus facile d'être polémiste que ministre, a proclamé que le travail, facteur de toute richesse, avait bien droit à un ministère qui portât son nom.

En voilà un, au moins, qui a senti l'honneur fait à la classe ouvrière par la création d'un ministère du Travail. Il ne l'envoie pas dire.

Qui est ce militant ouvrier? devez vous vous demander. Nous n'avons ma foi aucun déplaisir à vous le nommer, d'autant plus que son nom et sa situation donnent un sel précieux à la phrase que nous épinglons. C'est *M. Casimir Beugnet*, trésorier du Vieux-Syndicat du Pas-de-Calais, un homme de ce bassin houiller que Clemenceau noya de troupes, où M. Clemenceau se fit insolemment le défenseur et le complice des Compagnies houillères; où il écrasa la grève sous la terreur judiciaire et militaire.

Il ne faut pas s'étonner outre mesure de cette phrase écrite par M. Beugnet dans le *Réveil du Nord* du 29 octobre. M. Clemenceau envoya des troupes, mais c'est le Vieux-Syndicat qui les demanda par deux fois par le canal de son président. M. Clemenceau fit jeter en prison les militants, mais c'était sur les indications fournies par l'organe du Vieux-Syndicat.

Aussi était-il bien utile que Beugnet pardonnât à Clemenceau? A-t-on besoin de tant de simagrées entre complices?

* *

Différences d'attitudes. — L'une des préoccupations les plus vives des camarades syndicalistes décidés, au Congrès d'Amiens, à combattre et faire repousser la proposition de la Fédération du Textile, relative aux rapports à créer entre le Parti socialiste et la Confédération, a été de faire en sorte que la discussion soit aussi large et aussi courtoise que possible.

Bien que la connaissance des secrets projets que les guesdistes cachaient sous cette insidieuse proposition fût bien faite pour provoquer des protestations indignées, il fut tacitement compris qu'une opposition d'arguments devait seule la faire rejeter. C'est ce qui advint : pas une fois, malgré les provocations, les socialistes parlementaires ne furent injuriés ou menacés. Si les guesdistes furent battus à plate couture, ils le furent loyalement et le Congrès syndicaliste fit montre, à leur égard, d'une tolérance et d'une largeur d'idées qui auraient dû leur être une leçon.

Bien au contraire, les comptes rendus du Congrès socialiste de Limoges nous apportent l'écho des injures et des menaces sans nombre adressées à la Confédération.

Les guesdistes sont de mauvais joueurs ; battus une fois, ils n'attendent pas la seconde manche pour exhaler leur mauvaise humeur et montrer combien le rejet de leur proposition les a blessés dans leur esprit autoritaire et étroit.

Pour faire avaler la proposition, que d'efforts ont été dépensés par la parole et par l'écrit pour la présenter anodine et toute de bienveillance, mais sous les paroles doucecâtres les ouvriers, que le socialisme petit bourgeois des avocats sans cause n'impressionne plus, ont senti les intentions cachées, les désirs forcenés d'une secte sans partisans désireuse de mettre la main sur le seul groupement puissant d'opposition à la classe capitaliste.

Démasqués à Amiens les guesdistes se montrent tels qu'ils sont.

Esprits mystiques, autoritaires, intolérants, ils briseraient, s'ils le pouvaient, l'organisation ouvrière pour trôner sur ses débris.

L'unité socialiste elle-même ne continue sa vie précaire que parce que des préoccupations électorales la rendent encore nécessaire, mais où Jaurès est premier Guesde ne peut rester longtemps second.

Il n'était pas besoin à Limoges de prendre tant de précautions qu'à Amiens et c'est très clairement que les socialistes ont affirmé ce qu'ils voulaient en tentant d'entraîner la Confédération hors la voie de la neutralité en matière politique.

Ecoutons Marius André : *Il faut voter une résolution par laquelle le Parti affirme qu'il est la tête du mouvement prolétarien, les syndicats et les coopératives n'en sont que les membres.*

(Une tête bien petite pour de si gros membres.)

Il faut rentrer en masse dans la Confédération de s'en rendre maître.

Le Parti est tout, dit Doizié, *la Confédération rien.*

Comment donc pouvoir envahir et pourquoi tant de rage contre une chose qui n'existe pas ?

Il faut combattre les anarchistes qui dirigent les syndicats, continue Doizié. *Il faut remplacer à la Bourse du travail ceux qui ne représentent pas vraiment la classe ouvrière.*

Qui donc la représentera mieux ?

Est-ce vous Doizié qui luttez avec vos amis de l'Imprimerie nationale, contre votre propre syndicat pour devenir des fonctionnaires ?

Et les menaces ? une motion est déposée affirmant que le Parti, en dépit du refus de la Confédération, reste à la disposition des syndicats.

Et ce n'est pas une motion vaine.

Déjà le Parti a donné des ordres pour combattre à sa source le syndicalisme, pour opérer par en bas l'œuvre de désorganisation impuissante à exécuter par en haut.

Nous connaissons des localités où, en face les syndicats confédérés, l'on s'efforce de constituer des syndicats uniquement socialistes.

Les exemples se feront d'autant plus nombreux qu'une moindre résistance leur sera opposée.

Là, surtout, est le véritable danger pour l'organisation syndicale que le Parti veut détruire, car elle l'éclipse et le rend inutile.

Deux tactiques sont donc suivies par les guesdistes. Tâcher de pénétrer en grand nombre dans la Confédération par la section des Bourses, et, pour le faire, des pressions sont exercées contre les Bourses de travail pour faire enlever le mandat aux militants qu'elles ont librement choisis.

Puis, localement, faire agir par tous les moyens les comités électoraux dénommés sections ou fédérations du Parti afin de désorganiser les syndicats et les unions locales.

Les syndicats émiettés c'est la Confédération par terre.

Voilà l'espoir de Guesde et de ses disciples.

L'esprit de parti aveugle tellement certains individus que des délégués au Congrès de Limoges, secrétaires ou délégués d'organisations syndicales, près la Confédération, ont pris nettement parti contre elle.

C'est Rolland, représentant une Bourse du Travail au Comité fédéral, qui demande à un congrès politique, quelle est la conduite qu'il doit tenir à la Fédération des Bourses.

Il faut que ce soit un avocat qui lui dise que mandataire de syndicats, c'est à ceux-ci à lui indiquer quelle attitude il convient qu'il aie.

Le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, le citoyen Aulagnier dit mieux :

La place des députés socialistes, dit-il, est dans les grèves, quoi qu'on leur fasse et qu'on leur dise, ils doivent y aller.

Cela veut dire que le député a charge de se rendre dans la grève, combattre le délégué confédéral toujours appelé dans les conflits ayant de l'importance.

Devant le délégué ouvrier se dresserait le député et toutes les grèves finiraient comme les rares d'entre elles où les élus fourrent encore leur nez.

Mais Aulagnier n'a pas réfléchi qu'il confiait là à ses députés, une mission bien dangereuse.

Les ouvriers ont perdu la foi dans les boniments parlementaires et bien fraîche sera souvent la réception de Monsieur le député.

Il est néanmoins un peu raide d'entendre un secrétaire appointé par une organisation d'esprit révolutionnaire et adversaire de la politique, développer semblable proposition.

Ainsi donc, tous les ménagements pris par les syndicalistes révolutionnaires, pour ne pas froisser leurs adversaires au Congrès d'Amiens, n'ont servi qu'à mieux faire ressortir la haine que les gens du Parti professent pour l'organisation économique des travailleurs.

Pas de milieu pour les socialistes autoritaires : être les maîtres du mouvement ouvrier ou tenter de le tuer.

A l'heure actuelle les masques sont tombés et toute équivoque a cessé.

Malgré que, grâce à la diplomatie de Jaurès, la proposition des guesdistes ait été repoussée à Limoges comme à Amiens, nous savons à quoi nous en tenir. Le cri de guerre a été assez souventes fois poussé dans le Congrès socialiste pour que nous l'ayons entendu.

Que doivent faire les syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et socialistes non courbés sous la férule du parti ?

Doivent-ils assister sans broncher à l'envahissement lent, mais sûr, des organismes centraux que les travailleurs ont créés, par les politiciens qui rêvent à nouveau de les faire servir à leur cuisine parlementaire ?

Assisteront-ils indifférents à la désagrégation systématique des syndicats au profit des comités politiques ?

Ou réagiront-ils vigoureusement ?

Ce sera la guerre, pourquoi pas !

Nous avons voulu le syndicat absolument neutre, largement ouvert à tous les exploités.

Mais le souci de cette neutralité ne doit pas dériver de la théorie de la non résistance au mal.

Les guesdistes ne veulent plus de la neutralité, puisqu'ils entendent courber sous le respect de leur credo politique les syndicats, sous peine de désorganisation.

Les syndicalistes seraient plus que naïfs de se lier bénévolement les bras.

❧ ❧

Roubaix.

Une controverse. — Le Congrès d'Amiens a fait se remuer les hommes et les idées. La situation des syndicats et des travailleurs de Roubaix avait été l'objet de diverses remarques. Naturellement, ces jugements ont amené ici un état de discussion inaccoutumé.

On se souvenait que Merrheim, dans sa réponse au citoyen Renard, avait déclaré que le syndicat textile avait été incapable de résister à l'avilissement des salaires parce qu'il n'avait pas eu un rôle strictement économique et qu'il s'était davantage occupé de politique que d'autre chose. Piqué au vif, le syndicat, son secrétaire plutôt, avait télégraphié à Merrheim, le mettant au défi de venir soutenir ses affirmations devant les travailleurs roubaisiens.

Merrheim est venu ; une conférence-controverse entre lui et le citoyen Lefebvre, secrétaire du syndicat textile, a eu lieu samedi 3 novembre. J'aurais voulu donner, dès cette semaine, un compte rendu assez précis de cette importante réunion. Le temps m'a fait défaut. Qu'il vous suffise de savoir, en attendant la semaine prochaine, que la réunion a produit l'impression la plus favorable aux idées syndicalistes. Roubaix, où il ne pouvait être parlé, jusqu'à ce jour, que de luttes politiques, a entendu un autre langage. Les socialistes n'ont pu, devant la résolution des camarades, empêcher Merrheim de parler. C'est un résultat important. Un résultat important encore, c'est celui d'avoir fait entendre aux oreilles socialistes des vérités cruelles auxquelles elles n'avaient pas été habituées et qui ne manqueront pas d'éveiller des réflexions dans l'esprit des socialistes vraiment sincères et vraiment révolutionnaires.

PIERRE LANNEAU.

❧ ❧

Socialistes et Syndicalistes. — *La Tribune* de Saint-Etienne reproduit un article du citoyen Viviani (aujourd'hui Excellence) dans lequel est examinée la proposition du Textile touchant l'alliance du syndicalisme avec le parti socialiste. Viviani approuve la décision prise par le Congrès d'Amiens. Je ne veux pas faire l'analyse de son article ni le discuter dans son entier. Mais j'ai trouvé une perle et cette perle je tiens à la mettre sous les yeux des lecteurs des *Temps Nouveaux*.

« Voici, par exemple, la loi sur le repos hebdomadaire, le projet sur le contrat collectif du travail, sur la réglementation du droit de grève. Tous les socialistes de la Chambre, sous une forme ou sous une autre, en sont partisans. Nous avons pu pénétrer près de douze à la Commission du travail, sans doute avec le désir d'y remplir une tâche. Or, voilà que tous ces projets sont condamnés en bloc. Il paraît qu'ils sont des atteintes à la liberté syndicale, laquelle, d'ailleurs, fut accueillie elle-même, en 1881, avec des soupçons et des injures. Les socialistes de la Chambre vont-ils renoncer à tous ces projets, au labeur réformateur..., etc. »

Non, conclut le citoyen Viviani. Les syndicalistes ne veulent pas de nos lois ouvrières, nous les voterons quand même. N'avons-nous pas été élus pour légiférer et quelle serait notre raison d'être à la Chambre si ce n'était d'y faire des lois ? Ce n'est pas là textuellement ce qu'il a écrit, mais c'en est bien le sens.

Ainsi les socialistes sincères peuvent se rendre compte de l'incohérence qu'il peut y avoir et qu'il y a à mener de front la lutte politique et la lutte économique. Au comité électoral on est partisan de lois ouvrières et mandat est donné aux élus de les faire aboutir ; et voilà que le même ouvrier, en étudiant la question économique au syndicat, s'aperçoit que ces lois ouvrières sont des trompe-l'œil et n'en veut plus.

Cependant il faudrait s'entendre. Les socialistes à la Chambre représentent-ils les aspirations de leurs mandants ou au contraire s'en moquent-ils comme de colin-tampon ? Dans le premier cas les électeurs ouvriers ne savent pas ce qu'ils veulent ; dans le second ils sont dupés.

A signaler un coup de boutoir à l'adresse de Jules Guesde. Je cite : « N'est-ce pas Jules Guesde, qui, au congrès de Londres, en 1896, déclarait qu'il fallait pour fonder un syndicat, un timbre humide, une feuille de papier et trois adhérents ? Paroles cruelles, fausses d'ailleurs, et que les syndicalistes n'ont pas oubliées ! »

Ce n'est pas ce syndicalisme-là, citoyen Guesde, qui porterait ombrage à votre parti.

R. GALHAUBAN.

❧ ❧

Saint-Claude.

Lock out et Grève. — Devant l'extension que prit depuis six mois l'organisation syndicale et l'attitude révolutionnaire des ouvriers, qui aboutirent à des victoires décisives, la situation devenait critique pour nos exploiteurs de toute sorte.

Après la dernière victoire des ouvriers pipiers, victoire due à la grève générale, il fallait s'attendre à une revanche de la part du patronat, bien décidé à ne pas céder un pouce de ses privilèges. Des provocations et vexations de toutes sortes annoncèrent que la tempête grondait. Une grève s'étant déclarée dans une maison, grève provoquée par le patronat, le prétexte fut vite

trouvé et quelques jours après, les patrons décrétaient le lock out, tout en donnant la huitaine à leur personnel. En même temps des flots de gendarmes débarquaient à Saint-Claude, mettant la ville en état de siège. Devant un tel déchaînement d'arbitraire, les ouvriers de la corporation de la pipe déclarèrent la grève générale le 24 octobre pour s'opposer au lock out. Cette belle et grandiose décision, prise après neuf semaines de lutte accablante, déconcerta quelque peu le patronat qui comptait trop sur les défections pour désorganiser le mouvement et opérer contre les militants des coupes sombres. Le patronat sera, malgré l'appui du gouvernement, une fois de plus vaincu, grâce à la solidarité ouvrière qui se manifeste si hautement ici.

F. Regad.

* *

BELGIQUE

La fin du lock-out verviétois. — Après avoir duré plus de six semaines, le lock-out de Verviers a pris fin le 30 octobre, à la suite de transactions patronales admises par les délégués ouvriers.

On peut dire, qu'en transigeant, les patrons ont perdu la bataille. Leur but était de réduire à néant l'organisation syndicale. Or, comme toujours dans la lutte, le sentiment de l'importance de celle-ci n'a fait que croître dans la conscience ouvrière, et le syndicalisme se dresse plus puissant qu'auparavant contre le patronat verviétois. Et la leçon aura été bonne pour les travailleurs du pays tout entier.

Les patrons ont perdu la bataille puisque, prétendant au début ignorer le syndicat, ils ont à la fin dû traiter avec lui; puisque affirmant au début leur autorité absolue dans l'usine, ils acceptent à présent de régler par contrat bilatéral de nombreuses conditions du travail : durée, salaire, hygiène, sécurité, etc.; puisque après avoir interdit toute propagande du syndicat dans les ateliers mêmes, ils y réservent à présent une place spéciale aux affiches et communications syndicales.

Le traité de paix (paix provisoire bien entendu) signé par les deux parties consacre en fait une diminution de l'autorité patronale. A vrai dire, celle-ci est maintenant intacte quant à la direction même de l'entreprise : constitution du capital et des installations nécessaires à la fabrication du produit, recherche des débouchés, mode de production; mais aussi bien ce n'est point là domaine où la classe ouvrière prétende et puisse, dès l'heure présente, se substituer tout d'un coup aux patrons, et le traité conclu réserve bien l'avenir.

Un point restait douteux dans les conditions de la reprise du travail, c'était le roulement de chômage, réclamé par les laveurs de laine et qui fut, par suite du refus des patrons de l'établir, la cause initiale du conflit. Les patrons, à cet égard, n'avaient pas encore pris d'engagement formel et n'émettaient qu'un simple *vœu* de le voir établir partout où il serait *possible et compatible avec les nécessités industrielles*.

Connaissant la valeur de tels engagements conditionnels, les ouvriers laveurs désavouèrent les délégués qui y avaient souscrit, les conspuèrent et houspillèrent dans une assemblée orageuse, après quoi ils résolurent à une grande majorité de continuer la lutte.

Bien leur en prit, car devant leur attitude décidée, les patrons récalcitrants s'inclinèrent et l'établissement du roulement de chômage fut promis formellement.

Au moment où j'écris, une autre fédération ouvrière de l'industrie textile, celle de la laine peignée, a voté contre la reprise du travail avant que des garanties meilleures soient données par les industriels que rien ne serait changé au règlement du travail en vigueur avant le lock-out.

De leur côté les tisserands, à qui les patrons cherchaient à imposer le tissage à deux métiers, après avoir souscrit aux propositions patronales concernant la liberté du travail et s'être engagés à ne commettre aucun acte de mauvais gré contre ceux qui accepteraient de travailler à deux métiers, ont bien nettement affirmé que cependant leur syndicat ne se composerait exclusivement que de tisseurs à un métier.

Bref, grâce à l'attitude résolue des diverses fédérations de métier, les conventions acceptées un peu trop facilement par leurs délégués, tournent à leur avantage. Et le lock-out ne se termine pas sans que l'attaque patronale contre les organisations ouvrières n'ait échoué complètement et que de meilleures conditions n'aient été conquises par les travailleurs.

Henri Fuss-Amoré.

Samedi 10 novembre, comparaissent devant la cour d'assises de Mons, les camarapes Xhayet et Brenet, poursuivis pour articles antimilitaristes publiés dans l'*Action directe*.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la *Variété :* **Elisée Reclus.**

Correspondances et Communications

× **Groupe de propagande** par l'écrit. — **Mouvement d'octobre.**

Envoyé :

Temps Nouveaux .... 200 ex.
L'Enseignement libertaire et l'Enseignement bourgeois (J. Grave) .... 25 ex.

Que les camarades désireux de nous aider, envoient les souscriptions au camarade Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

Le groupe fait appel aux camarades qui veulent l'aider dans sa propagande. Qu'on lui envoie également des adresses pour des numéros d'essai.

× **Edition de Paco-Libereco,** 45, rue de Saintonge. — Carte postale illustrée par A. Willette, la douzaine 1 franc, franco.

× Roubaix. — **Le camarade** Béranger désireux de faire de la propagande, en envoyant journaux, brochures, etc., à domicile, invite les camarades qui seraient de son avis à venir s'entendre avec lui pour l'organisation. Saint-Eloi (Nord).

Le prochain dessin sera signé Re-Te-Le.

CONVOCATIONS

× *L'imprimerie étant fermée jeudi dernier, nous avons dû avancer le tirage d'un jour, de ce fait, nombre de convocations sont arrivées trop tard.*

Du reste, depuis des années nous demandons à ce qu'elles nous soient expédiées pour le mardi matin.

× **La Semaille,** 21, rue Boyer, **Paris.** — Vendredi 9 novembre. — A de Pachmann (de l'A. E. R.) : La propriété individuelle et le socialisme contemporain. I. La propriété individuelle.

Mardi 13 novembre. — Marcel Braibant (de l'A. E. R.) : Quelques procédés de la justice criminelle d'autrefois.

× **Paco-Libereco,** 45, rue de Saintonge, salle du premier étage. Cours élémentaire d'Espéranto.

× **Section d'enseignement de la maison du peuple de Montmartre,** 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 9 novembre. — Ch. Gide : *Le solidarisme.*

Mardi 13 novembre. — Ferdinand Buisson : *Les rapports de la religion et de la morale.*

Vendredi 16 novembre. — Yves Guyot : *Les lois inductives de la sociologie.*

× **Grupo liberecana esperantista** — Lundi 12 novembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Espéranto.

× **L'Harmonie Universelle,** « Groupe communiste d'émancipation intégrale », 28, rue des Peupliers, Billancourt, mercredi 7 novembre. — Ryner : Qu'est-ce que l'état de nature ?

Mercredi 14 novembre, Dr Pierrot : Anarchisme et syndicalisme.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe arrts,** 17, rue Duméril, samedi 10 novembre, à 8 h. 1/2, causerie sur les théories de l'anarchie.

Jeudi 15 novembre, causerie par Eugène Petit : L'air et l'hygiène.

Vendredi 16 novembre, cours d'espéranto par Mouret. — Entrée libre.

× Saint-Ouen. — **Jeunesse libertaire.** — Vendredi 9 novembre, salle Tavernier, 16, avenue des Batignolles. — *Le Système planétaire,* par le camarade M. Schmitt.

× Angers. — **Groupe libertaire d'études sociales,** réunion le dimanche 18 novembre, boulevard Henri-Arnaud, 18, à 9 heures du matin. — Causerie par le camarade Moreau de Nantes.

Les camarades des groupes des Justices et de Trélazé sont invités à venir s'entendre avec nous pour la propagande à faire.

× Montpellier. — **Groupe d'études sociales.** — Samedi 10 novembre, à 8 h. 1/2, au café du Plant de l'Olivier, causerie de R. Grès : L'anarchisme et les anarchistes.

Adresser correspondance et communications, R. Grès, rue de Candolle.

× Toulouse. — **Groupe anarchiste.** — Réunion samedi 10 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg, grande salle de l'entresol. — Causerie par un camarade sur Collectivisme et anarchie.

COIN DES ENFANTS

Je rappelle aux camarades que, pour profiter des prix de souscription, elles doivent me parvenir, avec leur montant, avant la fin de novembre, ayant le papier et le clichage à payer à cette époque.

Le nouveau volume contiendra deux contes inédits : *Les deux écoliers,* de Michel Petit ; *La leçon des parents,* par J. Grave. Et des illustrations de Delaw, Delannoy, Hermann-Paul, Iribe, Kupka, Léomin, M. H. T., Naudin et Willaume.

Prix de souscription du volume, 2 fr. 50, donnant droit à avoir chacun des deux autres volumes parus, au même prix de souscription,

Au-dessus de cinq exemplaires le prix du volume ne sera que de 2 francs.

Le volume sera livré à la fin de la première quinzaine de décembre.

Petite Correspondance

B., à La Seyne. — Le journal est toujours mis à la poste le jeudi. Lorsqu'il arrive le dimanche, réclamez à la poste.

F., à Manosque. — L'esperanto en 10 leçons, 0 f. 75. — Esperanto, notions élémentaires 0 fr. 25. — Grammaire, 2 francs.

G., à Kerentrech. — L'abonnement finira fin février 1908

L. P., à Saint-Raphaël. — Bon. J'ai fait expédier. Pouvez le demander sûrement.

R., à Orange. — Je vous ai envoyé le numéro 5, c'est le dernier paru. Que désirez-vous pour le reste de la somme ?

L. B. I. — Nous perdons sur le change des timbres.

T., à Quintin. — Je ne sais pas. Je n'ai pas de relations avec lui.

E. H., Paris. — Le volume était parti lorsque est arrivée votre lettre.

P. B., à Berne. — Brochure épuisée.

Le camarade d'Orange qui nous a demandé des renseignements sur les coopératives est prié de nous redonner son nom et adresse. Nous avons des documents à lui expédier.

J. K., à Londres. — J'envoie les numéros. J'ai bien votre adresse exacte.

A. D., à Constantine. — L'abonnement est de 8 fr. maintenant.

Au camarade qui nous a envoyé les « Bons Juges ». — Passera un de ces jours. J'avais mis de côté votre adresse pour vous écrire. Je l'ai perdue.

G. B., à Marseille. — Lu « Religion ». C'est insuffisant.

P. L., à Neuilly. — Bon, on attendra.

M., à Chaux-de-Fonds. — P. P., à Epernay. — R., à Givonne. — F., rue L. — P., à Marseille. — G., à Guéret. — R., à Orange. — K., à Prague. — V. A. B., à La Haye. — S., à St-Imier. — J. B., à Hiteman. — K., à Londres. — D., à Merlemont. — C. S., à Liège. — M., à Bruxelles. — M. V., à Reims. — P., à Hirson. — G., à Marnans. — G., à Piadena. — C. B., à Noisy-le-Grand. — P., à Bertancourt. — E. D., à Montereau. — L. R., à Lyon. D., à Maraussan.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : M. V., à Boulogne-sur-Seine, 0 fr. 50. — S., à Lyon, 5 fr. — P., à Asnières, 1 fr. — C., à Châtres, 1 fr. — Auguste et Marianne, 1 fr. — Le Puy, 3 fr. — Anonyme, 50 fr.

Merci à tous.

Reçu pour la Révolution russe : G., 2 fr.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris





Elle. oh mon gros cheri si tu pouvais avoir sa place comme je serais heureuse
Lui. vite habille toi il faut que l'on nous voit ce matin a la messe!

Dessin de MANZANA

12e ANNÉE. — N° 29. 17 NOVEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Re-Le-Te.

SOMMAIRE

A nos Amis et Lecteurs

Nous nous proposons de suivre avec un soin tout particulier les événements de la vie révolutionnaire, non pas seulement à Paris, mais en province et à l'extérieur, si possible.

Il n'est pas un camarade, pas un militant qui n'ait regretté l'ignorance dans laquelle nous sommes si souvent, des faits de la vie ouvrière régionale. Nous voudrions combler cette lacune dans la mesure de nos moyens. Aussi nous demandons aux amis inconnus que nous possédons partout, de vouloir bien, quand un fait de quelque importance se produit autour d'eux, nous envoyer soit des notes et des renseignements, soit les journaux locaux qui s'en entretiennent. Il nous sera possible, peut-être, grâce à cette aide précieuse, de permettre aux camarades de suivre l'ensemble de la marche du mouvement révolutionnaire de tous pays. Renseignés avec précision, tenus au courant de l'action ouvrière, dans les diverses corporations et dans les diverses régions, les camarades seront plus à même d'exercer leurs efforts pour une propagande mieux coordonnée et plus féconde.

L'Évolution Anarchiste

Un parti politique, un groupe, une œuvre de propagande quelconque ont, de temps à autre, la satisfaction et le réconfort de mesurer l'efficacité de leurs efforts grâce à une constatation précise, exacte des résultats qui leur sont dus; le parti politique la voit au chiffre croissant de ses électeurs, la société de propagande à celui de ses adhérents, l'un et l'autre à nombre de signes tangibles, de renseignements numériques que leur apportent certaines statistiques.

Les anarchistes, qui ne sont pas constitués en parti politique, que nuls statuts ne relient en association, même de malfaiteurs, manquent généralement de ces données qui les éclairent sur l'extension de leurs idées. Chez eux, point de consultation, de referendum leur permettant de se dénombrer. Force leur est de s'évertuer à lire entre les faits sociaux, à les interpréter, à diagnostiquer en quelques sorte les symptômes qui se manifestent dans la vie sociale.

Naturellement cette interprétation échappe à plusieurs. Aussi entendons-nous fréquemment se plaindre que les idées « ne marchent pas », que les anarchistes ne « font rien ». Il faudrait, pour ces mécontents, peu clairvoyants à mon avis, que la vie abondât en affirmations bien caractérisées de pure et intégrale orthodoxie anarchiste. Nul fait ne mérite attention, à leurs yeux, que s'il porte bien ostensiblement l'estampille anarchiste. Sauf cette condition, il n'offre plus aucun intérêt.

Leur erreur vient, à mon sens, d'une fausse conception de l'anarchisme. L'anarchisme n'est point une formule doctrinale susceptible de se fixer dans un évangile ou un catéchisme. C'est quelque chose de plus large et de plus complexe. L'anarchisme c'est la libération complète de la mentalité humaine de tous préjugés, de tous dogmes, ou de toute subordination à une direction autre que celle de la raison individuelle. Donc tout fait, tout acte ayant tendance à rapprocher d'un tel but doit être tenu pour un progrès vers l'anarchisme.

A son origine, la pensée humaine, en raison de son ignorance des causes, fut en butte à une foule d'idées préconçues, de notions *à priori*, offrant une proie facile à nombre de subordinations et d'asservissements. Les religions, sous des formes plus ou moins accentuées de sorcellerie, la subjuguèrent et la chargèrent de chaînes dont elle porte toujours et dont elle portera longtemps encore les traces. Avec et après les religions, d'autres autorités s'établirent, superposant leurs oppressions et s'appliquant à orienter la pensée humaine dans le sens le plus favorable à leur domination. On peut donc dire que toute destruction d'une de ces oppressions, quand il ne lui en est pas substitué une autre, tout amoindrissement même de l'un de ces asservissements est un pas vers l'anarchisme.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir avec quelle rapidité relative l'humanité se libère à notre époque successivement des multiples contraintes qui entravent l'essor de la pensée. L'esprit critique, dont le développement a été si prompt depuis peu d'années, a peu à peu percé à jour la prétendue légitimité, le soi-disant bien-fondé d'une foule de principes au nom desquels on avait pendant si longtemps prosterné l'humanité. Nous assistons en ce moment à une débâcle magnifique des dogmes de toutes sortes qui ont durant des siècles obscurci la pensée humaine : dogmes religieux, dogmes moraux, dogmes philosophiques, dogmes politiques, dogmes économiques. Tout s'effrite, tout s'effondre, tout va vers l'anarchisme.

Que nos camarades grincheux se rassérènent! Qu'ils sachent voir autour d'eux! Ne voient-ils donc pas notamment que le dogme qui les inquiète le plus, celui dont la haine les obsède le plus obstinément, ne résiste pas plus que les autres au torrent de vérité qui emporte et balaie les vieilles croyances? Le dogme politique lui-même, celui en observance duquel les hommes ont si longtemps abdiqué leur liberté, leur initiative sociale, chancelle sur sa base.

Longtemps on a cru que la foule, la populace, cette masse à qui nul dédain n'était épargné, était à jamais inapte à s'organiser elle-même, spontanément pour régir ses propres affaires et que son propre intérêt même lui commandait de s'en remettre du soin de la diriger à un nombre plus ou moins considérable d'hommes soi-disant plus éclairés ou plus dignes.

Mais cette masse, exploitée, pressurée à merci, après de vaines révoltes aveugles, après avoir confié ses destinées successivement, et toujours avec le même insuccès à d'innombrables charlatans, s'est prise enfin à réfléchir, elle a peu à peu acquis plus de confiance en ses capacités organisatrices et s'est risquée à tenter des embryons d'organisation. Ces embryons se sont développés, puis, grandis, se sont prêté un appui réciproque, et aujourd'hui, toute cette masse, plus consciente de sa force, pense non seulement arriver un jour à

son autonomie, mais encore y parvenir par ses propres forces, sans l'appui trompeur des susdits charlatans.

Telle est la signification de ce qui vient de se passer au Congrès d'Amiens. Avec ce calme que donne le sentiment de sa force, les travailleurs réunis à Amiens ont repoussé les offres trop intéressées d'alliance que leur faisaient les politiciens socialistes. Les ouvriers, enfin conscients de leur puissance d'action, en voie de se constituer en classe, prétendent arriver seuls à cette constitution, sans compromission avec les capitalistes affublés d'une étiquette plus ou moins sincèrement socialiste, et non seulement ils prétendent arriver seuls à cette constitution, mais ils pensent, quand leur organisation leur en donnera la force, parvenir, également seuls, à leur émancipation.

Eh! camarades, n'est-ce pas là de l'anarchisme? Et ne peut-on pas là constater la marque indubitable de l'évolution anarchiste qui se poursuit irrésistiblement dans toutes les branches de l'activité humaine, au fur et à mesure de la documentation scientifique de l'esprit humain?

Cette évolution est incontestable. Si les manifestations n'en sont pas étiquetées suivant une formule fixée *à priori*, elles n'en sont pas moins caractéristiques. Elles permettent à qui sait interpréter les faits sociaux de suivre pas à pas cet acheminement inévitable vers l'autonomie de l'individu et des groupes spontanément constitués ou dissous par la libre initiative réfléchie et consciente des individus, qui constitue ni plus ni moins la conception anarchiste.

André Girard.

A la suite de la note que, sur la foi d'un correspondant et des coupures de journaux, nous avions insérée sur le cas de Lafond et Chazeaux, la *Ligue des droits de l'homme* a fait une enquête dont M. Morhardt, secrétaire de la ligue, veut bien nous communiquer le résultat:

La note que vous avez bien voulu me communiquer contient des erreurs de fait que je dois rectifier. Lafond, l'auteur principal du délit, qui fut blessé par l'engin qu'il avait fabriqué, n'a pas été acquitté, comme les *Temps Nouveaux* le disent. Il a été condamné à 2 ans de prison sans sursis. Chazeaux, ancien secrétaire de la Bourse du Travail de Lyon, n'a pas été condamné à 2 ans de prison, comme cela est rapporté. Sur la plaidoirie de Me Pierre Kopff, il a été acquitté.

De plus, ajoute l'auteur, Lafond ne doit être considéré que comme un faible d'esprit qui a cru se libérer en en dénonçant d'autres.

Nous remercions M. Morhardt et nous surveillerons les notes qui nous parviennent.

J. G.

LE CONGRÈS DE LIMOGES

Sans attribuer plus d'importance qu'il n'en faut au congrès d'un parti socialiste voué par ses moyens d'action à l'agitation électorale et à des fins parlementaires, il n'est pas sans intérêt d'examiner ce qu'a été le Congrès de Limoges. Venant peu de temps après le Congrès corporatif d'Amiens, les assises du parti socialiste ont été fortement impressionnées par l'attitude de la Confédération du travail; et il est curieux de se rendre compte des opinions exprimées vis-à-vis de la propagande syndicaliste. Aussi bien la plupart des orateurs ont-ils anathématisé les anarchistes et dénoncé leur néfaste influence dans les milieux ouvriers.

Je n'aurais jamais imaginé que la faconde oratoire eût pu entraîner les socialistes à tant de débordement et à tant d'imprudences. On ne s'est pas gêné de leur dire leur fait à ces syndicalistes, à ces ouvriers qui veulent assurer leur affranchissement par leur propre effort. Ne sait-on pas que le Parti socialiste a le monopole de l'émancipation prolétarienne? Des ouvriers ne sont capables que de réclamer une amélioration de salaire, une réduction des heures de travail. C'est au Parti socialiste à penser et à vouloir pour eux; il se charge de conquérir pour eux les pouvoirs publics, à condition, bien entendu, que les ouvriers le soutiennent de leur bulletin de vote.

Dans les récriminations socialistes il y a une certaine crainte de perdre pied. Toute la raison d'être théorique du Parti est soi-disant la lutte de classes; le Parti n'est que l'émanation du prolétariat. Qu'arriverait-il si le prolétariat se dérobe à son devoir électoral? Que ferait l'état-major du parti encombré d'avocats et de membres du corps enseignant? Si les choses vont leur train, il peut craindre de se trouver réduit à la maigre clientèle de la petite bourgeoisie et de certains intellectuels.

Pour sauver la face, il n'est plus possible de paraître ignorer la Confédération du travail. Elle a grandi, elle s'est fait sa place au soleil, elle a même fait beaucoup de bruit et encore plus de besogne. Toute la propagande révolutionnaire dans les grèves se fait maintenant par elle. Et c'est à ce moment que la propagande est la plus féconde et la plus énergique. Les socialistes peuvent se plaindre qu'on ne les reçoit plus à bras ouverts. Mais c'est qu'il n'allait guère sur les champs de grève que des ambitieux en appétit de candidature. Une bonne grève c'était celle qui se terminait à plus ou moins brève échéance par une élection socialiste, sans grand profit économique pour les travailleurs. Ceux-ci ont fini par trouver la compensation trop maigre. D'autre part, s'il y a déjà un député socialiste dans la région où éclate la grève, il n'a ordinairement qu'une pensée, c'est que la révolte va déranger ses combinaisons électorales et qu'il risque de rester sur le carreau aux élections suivantes. Alors il s'emploie à prêcher le calme, à ramener la paix sociale.

Quand la grève éclate en dehors de leur circonscription, les élus se dérobent (1). Il faut remonter aux temps préhistoriques pour avoir l'exemple du père Baudin, l'ancien député du Cher, allant manifester au premier rang des grévistes. Maintenant les élus ont bien d'autres chats à fouetter; ils passent leur temps à faire de *bonnes* lois et à polir leurs considérants; tout au plus vont-ils faire du zèle dans les loges maçonniques. Quand enfin ils sont appelés dans les grèves et sont obligés de s'y rendre, ils ne sont le plus souvent utiles qu'à préparer l'arbitrage, c'est-à-dire l'enterrement de la révolte. Ce sont les croque-morts des grèves.

Le Parti socialiste n'assure même pas l'éducation telle qu'elle se faisait autrefois dans les groupes d'études sociales. Les sections du Parti ne s'occupent guère que de cuisine administrative, ce sont à proprement parler, des comités électoraux. La déviation parlementaire d'un parti, qui a eu jadis un programme révolutionnaire, est évidente à tous les yeux. Les compromissions électorales faussent et retardent continuellement l'éducation de la propagande communiste. A chaque instant les défaillances des députés, leurs intrigues, quelquefois leur trahison, en tout cas leur impuissance pratique qui les oblige à patauger dans un réformisme étatiste lamentable et décevant, tout cela constitue les meilleures leçons de choses où les travailleurs, tant soit peu conscients, ont appris à mettre en doute et à suspecter l'efficacité de la conquête des pouvoirs publics

Les tendances anarchistes qu'on reproche à la Confédération ne sont pas le mirage créé par quelques personnalités qui auraient eu l'habileté de s'emparer des fonctions et des mandats (discours de Marius André et de Doizié). Ces tendances ont des causes plus profondes; elles sont le résultat de l'antagonisme qui s'est développé entre la tactique du Parti socialiste devenu politicien et démocrate, et et celle de la masse prolétarienne luttant pour sa délivrance économique, sans vouloir écouter les ordres ou les conseils des élus provenant du pêle-mêle électoral.

Cet antagonisme dans les méthodes d'action a été vu par les anarchistes, il n'a pas été créé par eux. Quand les allemanistes, avant et après 1894, formaient le seul parti véritablement ouvrier, ils commençaient déjà à avoir la même tactique que le syndicalisme actuel. Ils préconisaient la *grève générale*, comme le meilleur moyen pour l'affranchissement du prolétariat. Aussi étaient-ils considérés par les politiciens socialistes comme des gens « pires que les anarchistes ». Ce sont d'ailleurs les militants allemanistes qui, à Paris, ont le plus aidé Pelloutier à constituer l'organisation syndicale avec les tendances qui se sont développées et précisées jusqu'à aujourd'hui. Ils ne sont même plus retournés à l'ancien parti, dont les éléments politiques survivants sont allés se fondre avec les autres partis socialistes.

C'est la différence de méthode qui a causé la séparation irrémédiable entre le parti socialiste et l'organisation corporative. C'est une illusion de croire que des relations plus cordiales entre les individus, relations toujours précaires à cause des ambitions électorales, pourraient amener un rapprochement. Certes, les attaques haineuses dirigées par les guesdistes contre l'œuvre de Pelloutier, la campagne de mauvaise foi menée plus tard par les jaurésistes de la *Petite République* contre la Bourse du travail de Paris, ont contribué à accentuer l'antagonisme existant et à détacher des organisations politiques bien des militants syndiqués. Qui peut dire l'influence qu'a eue l'ex-député Chauvin sur l'évolution des ouvriers coiffeurs, autrefois guesdistes en majorité? Enfin l'intempérance de langage montrée par les délégués socialistes au Congrès de Limoges ne peut qu'exciter la méfiance dans les syndicats.

Mais ces causes, réelles cependant, n'ont pas l'importance qu'on leur attribue ordinairement. Quand le citoyen Vaillant a émis au congrès l'opinion que l'accord se fera dans l'avenir par la force des choses, il a fait montre d'un optimisme certainement exagéré. Cet optimisme, Jaurès s'est chargé de l'expliquer dans un discours assez diffus. Sa thèse (et celle de Vaillant) est que la Confédération a fait au congrès d'Amiens une déclaration socialiste, puisqu'elle reconnaît que son œuvre consiste dans la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat et qu'elle admet que l'émancipation intégrale des travailleurs ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. En conséquence, le socialisme et le syndicalisme, ayant le même but, ne peuvent faire autrement que de marcher d'accord, et l'entente se fera nécessairement quand tout malentendu sera dissipé.

Etes-vous bien sûr, citoyen Jaurès, de l'excellence de ce syllogisme? Est-ce que par exemple les communistes anarchistes et les socialistes n'ont pas théoriquement le même but, le même idéal? Et n'y a-t-il pas d'ennemis paraissant plus irréconciliables que ces deux écoles en apparence si voisines?

C'est que ce n'est pas le but qui fait l'accord, c'est la façon d'agir, la tactique, la méthode d'action. Les socialistes organisés ne cherchent

(1) Le citoyen Mistral (de l'Isère) au Congrès de Limoges: « Quand la grève de Grenoble a éclaté, nous nous sommes adressés à la Bourse du travail qui nous a mis en rapport avec le citoyen Merrheim, de la Confédération. Avec lui, nous avons demandé au Conseil national du parti deux députés qui seraient venus s'interposer entre les baïonnettes des soldats et les poitrines des ouvriers. Mais personne ne s'est présenté. Si! pardon. Bouveri est venu. Mais le conflit était terminé. »

qu'à avoir le plus grand nombre d'électeurs. Ils adjurent leurs adhérents, ils s'adjurent eux-mêmes d'être disciplinés; il faut laisser aux élus le soin de mener à bien les revendications communes, sous le contrôle plus ou moins vague des délégués (encore) du parti. La tactique socialiste aboutit à la passivité chez les individus, à leur infériorité morale. Le parlementarisme les conduit peu à peu aux solutions étatistes, à des réformes démocratiques et légalitaires, mais à rien qui élève l'individu.

Les anarchistes ont l'ambition d'éduquer des hommes, de leur apprendre à exercer leur volonté dès maintenant pour arriver à pouvoir l'imposer un jour. L'éducation morale est pour eux la plus importante. Comment pourrait-il y avoir accord entre des tactiques aussi différentes?

Revenons maintenant à la résolution d'Amiens. On a ergoté sur elle comme sur un passage de la Bible ou un verset du Coran. Des guesdistes, comme Bracke, l'ont torturée, violemment et impudemment, pour lui faire dire le contraire de ce qu'on avait voulu y mettre. Le député Veber, sous prétexte de conciliation, essaie d'y voir la preuve du rapprochement entre l'organisme politique et l'organisme économique. Liochon dispute sur le sens. L'ex-anarchiste Niel voudrait faire croire au monde que c'est son opinion qui a été victorieuse et il s'arrange de façon à ce qu'on ne se reconnaisse plus dans son opinion à lui personnelle. Jaurès ajoute à la confusion générale.

En réalité il faut relire le discours de Griffuelhes qui a précédé immédiatement le vote de la résolution. Il éclaire d'un certain jour le sens de cette résolution.

Griffuelhes a soutenu la thèse de l'indépendance des syndicats vis-à-vis du pouvoir et des partis politiques; mais il a opposé cette indépendance à la neutralité telle que la conçoivent les partisans du vieux trade-unionisme anglais ou américain, telle que la conçoivent en France des gens comme Keufer et autres.

Il est curieux de remarquer que cette conception de l'action ouvrière est partagée par les social-démocrates, qui considèrent, contre la réalité même, que les syndicats ne sont capables que d'un réformisme sans avenir et qu'ils sont obligés de mendier la protection des pouvoirs publics (discours de J. Guesde). Pour les uns et les autres, l'œuvre ouvrière est confinée à des intérêts corporatifs très étroits; il est vrai qu'à la défense des intérêts professionnels, plus ou moins particularistes, pourrait s'ajouter la pratique du mutualisme et la création de caisses de secours riches et nombreuses. C'est là ce que certains socialistes nous vantent sous le nom de syndicats à bases multiples.

Avec ces tendances il est certain que les organisations ouvrières pourraient vivre en bons termes avec le gouvernement, comme cela se passe en Amérique, en Angleterre, en Australie, en Nouvelle-Zélande et même en Allemagne. Waldeck-Rousseau comprenait ainsi le rôle des syndicats. Après Millerand, les ministres actuels caressent toujours l'espoir de ramener ces derniers dans la voie légale, pacifique et mutualiste, en leur donnant la personnalité civile et un tas d'autres avantages.

Que des organisations ouvrières, constituées et agissant dans cet esprit, dans un esprit purement corporatif, et sur le terrain légal et réformiste, aient intérêt à s'appuyer constamment sur un parti politique, cela est très possible, mais c'est plutôt un signe de leur faiblesse.

Ce corporatisme étroit n'a rien de commun avec le syndicalisme, tel qu'il s'est développé en France. Ici les ouvriers ont l'ambition de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, d'avoir *leur politique* et de faire eux-mêmes leur politique. Cette politique n'a rien à voir avec le parlementarisme. Elle a la prétention d'agir *directement* sur les pouvoirs publics. L'action directe consiste en effet non seulement dans la pression exercée contre le patronat, mais aussi dans l'agitation dirigée contre les pouvoirs publics. Il faut la mauvaise foi de Lafargue pour reprocher aux syndicalistes, assimilés aux anarchistes de ne pas s'occuper de l'Etat. Et puisque les anarchistes ont été mis en jeu, Lafargue ne se rappelle-t-il pas de leur avoir autrefois reproché de ne s'occuper que de l'Etat et pas du tout de la question économique?

C'est pourquoi Griffuelhes a pu dire à Amiens que le syndicalisme avait pour caractéristique d'être dirigé contre le pouvoir, tout autant que contre le patronat. C'est là une ambition que n'a jamais eue le corporatisme neutre; c'est là aussi une prétention, nettement caractérisée, à agir lui-même, sans attendre les bons offices du parti socialiste, je veux dire de ses députés.

M. PIERROT.

(*A suivre.*)

Association de Saltimbanques

Oh! la belle représentation que nous a offerte le théâtre Bourbon, pour sa réouverture.

Le clown Clemenceau, devenu grand premier rôle, nous a fait pâmer de rire, par ses arlequinades.

Avec la gravité d'un pince-sans-rire, il nous débite, dans la forme consacrée, les belles phrases sonores que toute l'Europe attend; et ceux qui le connaissent, s'étonnent et se demandent s'il est assez ramolli, pour les prendre au sérieux. Mais, sur sa face de pitre s'accentue le pli de la joue, et comme avec une pirouette, lestement, il nous sort un de ses mots à l'emporte-pièce qui ont fait son succès.

On croirait voir frétiller le toupet blanc sur le crâne chauve, on croirait entendre le coup de grosse caisse qui coupe le boniment et laisse se manifester l'enthousiasme des spectateurs.

Comme de juste, le meilleur des mots est celui de la fin: « Messieurs, nous avons parlé, si votre confiance nous en donne le moyen, nous agirons ».

Quand il dit cela, il a déjà agi. Il a fait intenter des poursuites aux militants de la Confédération du travail, rédacteurs de la *Voix du Peuple*.

Comme cela illustre bien ce qu'il vient de dire: « Le moment nous parait venu d'accroître la capacité des syndicats, d'assurer par des sanctions civiles, leur droit de se constituer et de se développer. »

Parbleu! les voilà les sanctions civiles! et quel meilleur moyen d'aider le développement des syndicats que de coffrer leurs organisateurs? Après cela, il pourra parler tout à son aise « de l'état inorganique des classes ouvrières ».

Le tour est joli, bien exécuté; applaudissez, Mesdames et Messieurs, et jetez des sous! vous pensez bien qu'un homme de cet âge ne joue pas en public, pour la peau!

Celui-là, c'est un maître.

Mais je pense à tous les autres, ses élèves, ses disciples, car il a fait école; il le méritait.

Je pense à Picquart, qui aurait pu passer à la postérité avec l'inattaquable renom d'un honnête homme et d'un homme courageux et qui a préféré retirer immédiatement les menus profits de sa fière attitude, et servir un ministre à poigne.

Je pense à Pichon, auquel sa collaboration à l'ancienne *Justice* de Clemenceau, a valu de hautes fonctions diplomatiques jusque y compris le ministère des intrigues étrangères.

Je pense à d'anciens anarchistes qui ont fait au pouvoir une soumission payée par une place d'attaché au cabinet et l'espoir d'une grasse sinécure.

Je pense aussi à ce disciple oublié: l'ineffable Jean Bidegain.

Dans la *Revue du XXe Siècle*, journal éphémère, où pérorait Vadécard et que patronnait Clemenceau, Bidegain a publié de beaux articles. Il y blaguait les décorations, dénonçait l'ignominieuse cuisine électorale et ne laissait rien passer des turpitudes de la politique. La suite, vous la connaissez: le coup des fiches du Grand-Orient vendues aux nationalistes; et voici, Bidegain pourvu d'un capital qui lui permet de vivre en dehors des tripatouillages qui l'écœuraient tant.

Voilà Clemenceau et son école.

Avant lui, il y entra d'autres maîtres qui eurent aussi leurs disciples, et tant qu'il y aura une assiette au beurre, il en sera ainsi.

Ceux qui sont en arrière, crient au voleur! sur ceux qui tiennent le gâteau.... afin de prendre leur place; et la foule des affamés applaudit béatement.

Quant à supprimer le gâteau, pour donner du pain à tout le monde, c'est une conception capable de séduire seulement cette association de malfaiteurs qu'on appelle les anarchistes.

Plutôt que du pain, le peuple aime le spectacle que lui procure l'association de saltimbanques.

Michel PETIT.

POUR L'AFFICHE

Steinlen indisposé n'a encore pu livrer l'affiche, mais, nous l'espérons aussi bien pour l'artiste que pour l'affiche, ce n'est qu'un retard de quelques jours.

Par contre, un second camarade nous a envoyé 500 francs pour étendre l'affichage.

Nous n'avons pas répondu individuellement à ceux qui nous en demandent; mais nous prenons note de chaque demande, et l'expédition sera faite aussitôt que l'imprimeur aura livré.

LES TEMPS NOUVEAUX.

MOUVEMENT SOCIAL

Suppression des conseils de guerre? — Il paraît que la réforme des conseils de guerre à laquelle travaille le nouveau ministre Picquart, serait mieux qu'une simple réforme, serait bel et bien la suppression de ces tribunaux odieux. Si cela est, nous ne serons pas les derniers à nous en réjouir. Voici, d'après l'*Humanité* du 3 novembre, ce qu'on sait de ce projet:

L'agence l'Information croit pouvoir donner les renseignements suivants sur le projet de réforme de la justice militaire élaboré par le général Picquart et par M. Henri Chéron, sous-secrétaire d'Etat à la guerre.

Ce projet se divise en deux parties:

1° Suppression des conseils de guerre; 2° Organisation disciplinaire de l'armée.

Les conseils de guerre ne devront plus être appelés à juger les crimes et délits de droit commun commis par des militaires.

D'autre part, le droit de punir ne pourra plus être exercé que par le commandant de compagnie ou par les officiers d'un grade supérieur. Appel de la punition pourra être porté devant un conseil de régiment ou, si c'est le chef de corps qui a puni, devant un conseil formé près de l'autorité immédiatement supérieure. Le conseil statuera dans un délai extrêmement bref.

Pour les fautes les plus graves contre la discipline, des conseils de discipline sont institués.

L'instruction préalable sera faite par le juge d'instruction civil: elle sera donc contradictoire.

Le conseil de discipline sera composé de cinq membres, dont quatre militaires, et d'un conseiller à la Cour d'appel, qui présidera. La décision du conseil devra être motivée et une voie de recours sera toujours ouverte devant la Cour de cassation.

Le projet fixe ensuite les règles de la compétence. Tous les crimes et délits commis par des militaires en temps de paix sont, en principe, attribués aux juridictions de droit commun.

Sont seules soumises aux conseils de discipline, les infractions qui compromettent le principe même de la discipline, abandon de poste, voies de fait sur des supérieurs, révolte, insubordination et rébellion. Lorsque la rébellion s'exerce contre un acte de l'autorité civile, même si cet acte a été commandé par l'intermédiaire de l'autorité militaire, elle relève des tribunaux de droit commun.

Toutes les autres infractions prévues par le code de justice militaire, abus d'autorité, insoumission, désertion à l'intérieur et à l'étranger, vente, détournement, recel d'effets, vol, pillage, destruction et dévastation d'édifices, faux militaires, corruption,

prévarication, etc., sont attribués aux juridictions de droit commun.

Les contraventions commises par des militaires relèvent désormais des tribunaux de simple police.

Au point de vue des pénalités, le projet supprime la peine de mort en temps de paix, réduit de 10 à 5 ans le maximum de la peine des travaux publics, atténue la quotité de toutes les peines, unifie l'application des circonstances atténuantes, supprime la plupart des incapacités, introduit dans la législation de justice militaire la libération conditionnelle et la réhabilitation de droit, améliore enfin le régime pénitentiaire.

Le projet organise sur les bases les plus sévères l'action disciplinaire en temps de guerre.

Cette dernière phrase est grosse de menaces, mais elle est logique. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que l'autorité militaire laisse les coudées franches à l'antimilitarisme, en temps de guerre.

Quant aux conseils de discipline, je ne vois pas pourquoi l'abandon de poste, les voies de fait sur des supérieurs, la révolte, l'insubordination et la rébellion, qui leur sont réservés, ne pourraient être laissés comme le reste, aux tribunaux civils. Ce sont des faits pareils aux autres, qu'il suffit de constater et de sanctionner conformément à la loi. Les réserver à des juges militaires, c'est les faire apprécier par des hommes à la fois juges et parties, c'est continuer, en ce qui les concerne, l'iniquité des conseils de guerre. Nous devrons donc avoir l'œil sur ces conseils de discipline et leur faire la vie dure, comme nous l'avons faite aux conseils de guerre.

Il n'empêche que, dans l'ensemble, ce projet constitue une amélioration sur l'ancien état de choses. C'est une des conséquences de la bienfaisante affaire Dreyfus. C'est une conséquence, surtout, de la conscience grandissante du peuple, qui commence à parler haut. Les détenteurs d'autorité sentent leurs foudres glisser de leurs mains; ils sont contraints d'atténuer de jour en jour l'antique férocité de leurs vieux codes. Ils ne peuvent résister à l'évolution qui emporte tout, gouvernants et peuples.

R. CH.

⁂

La Grande Famille. — Tout récemment au Creusot, l'autorité militaire a fait jeter hors du quartier du 29e régiment d'infanterie, le soldat Guillemin, qui refusait de sortir volontairement. Au cours d'un exercice, il s'était déboîté la jambe et était demeuré infirme. Puis, il avait été réformé no 2, c'est-à-dire sans pension.

Ses propres camarades l'expulsèrent par ordre: le pauvre garçon vint choir dans le ruisseau où il resta étendu sous une pluie battante pendant plusieurs heures.

⁂

Les journaux ont annoncé que du 20 au 27 octobre, dix soldats français ont déserté séparément et se sont présentés à la gendarmerie italienne de Vintimille. Là ils ont déclaré qu'ils étaient partis pour ne pas « se soumettre à une discipline qui est la négation de l'idéal de l'homme. » *Le Petit Journal* a publié leurs noms, croyant peut-être (toujours idiot!) les déshonorer.

Il paraît que depuis le 1er janvier, 60 déserteurs français se sont présentés à la sous-préfecture de San-Remo, près de Vintimille. Et tous ceux qui ont déserté ne se sont sans doute pas présentés.

La Grande Famille est abandonnée par ses enfants. Triste, triste!

⁂

Bérézowski. — Le voyage à Paris en 1867 du tsar Alexandre II donna lieu à deux gestes mémorables, l'un de M. Floquet, l'autre de Bérézowski.

Le premier, s'approchant sur les degrés du Palais de Justice du bourreau de la Pologne, lui cria en plein visage: « Vive la Pologne, Monsieur »! Le mot fit fortune; l'avocat Floquet était désormais lancé: la troisième République devait plus tard le combler d'honneurs, l'élever à la présidence du conseil des ministres et de la Chambre des députés.

Le second, qui était un enfant de la Pologne crucifiée, attendit le bourreau au Bois de Boulogne et, lorsqu'il le vit passer, il lui tira sans l'atteindre deux balles de pistolet. Pour ce fait il fut envoyé au bagne à perpétuité.

A Alexandre Herzen qui avait écrit: Bérézowski « est un pur parce qu'il est un fanatique », notre ancêtre anarchiste Michel Bakounine répliqua avec force (lettre du 23 juin): « Que veux-tu donc dire par *fanatique*? Bérézowski est un vengeur, un des justiciers les plus légitimes de tous les crimes, de toutes les tortures et de toutes les humiliations que subirent les Polonais et la Pologne. Est-ce que tu ne le comprends pas? Mais si de pareilles explosions d'indignation ne se produisaient pas dans le monde, on désespérerait de l'humanité. »

Après trente-neuf ans, la République vient de gracier le justicier. Bérézowski va revenir de la Nouvelle-Calédonie, mais en quel état?... Il est vieux, son corps est brisé, son intelligence et sa sensibilité sont éteintes. Sous couleur de clémence, la République se débarrasse d'un cadavre gênant: voilà ce qui signifie la grâce de Bérézowski.

AM. D.

⁂

A propos d'un suicide. — Un jeune homme, appelé à être incorporé lors du dernier départ de la classe, s'est suicidé. La cause en serait due à l'horreur que lui inspirait la caserne, horreur qui serait la conséquence de lectures antimilitaristes. Donc haro! sur les anarchistes ces bandits qui... que... dont... etc.

J'admets comme vraie cette version. Et après? Je ne sache pas que parmi les moyens indiqués par ces brochures pour combattre le militarisme on ait préconisé le suicide. Loin de là. Je regrette profondément que ce pauvre jeune homme ait mis son courage à mourir plutôt qu'à vivre et qu'à se joindre à ceux qui sapent des institutions d'un autre âge.

Je dis: « courage de mourir », car, vous messieurs les patriotes, vous appelez cela une lâcheté. En êtes-vous bien sûrs? Savez-vous que tant de ceux qui se *laissent* vivre sont des gens n'ayant ni le courage de se révolter ni celui de s'ôter la vie?

Et en tout cas est-ce nous qui sommes cause que la caserne est un enfer et le militarisme une institution qui révolte la raison? Allez, les vrais responsables de cette mort, c'est vous. Ce cadavre est à votre actif, au même titre que celui du soldat Mollier, de Grenoble, au même titre que ceux du *Farfadet* et du *Lutin*. Gardez vos cadavres. Nous, nous continuerons notre besogne de destruction sociale.

⁂

Firminy.

Les longues journées. — Je me suis laissé dire que beaucoup de piqueurs (mineurs à l'abatage) faisaient encore des journées de dix et onze heures. Décidément ces gaillards-là sont désespérants. Avant le vote de la loi qui fixe à 9 heures la durée du travail dans les mines, les camarades qui cherchaient à les convaincre de la nécessité de la réduction des heures de travail se voyaient quelquefois objecter: « Bien sûr, si tout le monde s'entendait, ça pourrait se faire. Mais l'un tire à hue, l'autre à dia. Et puis si nous ne finissons pas la tâche on nous mettra à la porte. Nous ne sommes pas les plus forts. Ah! si une loi nous accordait ça, alors oui. Les patrons seraient obligés de s'incliner et nous, nous serions plus forts pour leur parler ». Clopin-clopant, la loi est venue, loi boiteuse il est vrai, mais enfin elle est là. Vous pensez que cela leur a donné du courage, du nerf. Pas du tout, comme la loi n'a pas supprimé la tâche et que la Compagnie l'a maintenue, c'est la volonté de celle-ci qui fait loi et non celle du législateur.

Mineurs, mes amis, attendez-vous que ces messieurs vous disent: « Il est 3 heures, vous avez assez travaillé, allez vous reposer »? Si oui, vous attendrez longtemps...

Et cependant le moment est propice à l'action. Pas de charbon sur les plâtres et les commandes affluent; la main-d'œuvre n'est pas trop abondante, les sans-travail n'assiègent pas les bureaux d'embauche. Et alors, ne pourriez-vous pas exiger que les niveaux de roulage, les plans, soient en bon état, de façon à ce que cette maudite tâche puisse être achevée en temps voulu, par suite d'une marche normale dans le travail? Si, vous le pouvez, vous n'avez qu'à le vouloir, en attendant que vous exigiez la suppression de la tâche elle-même.

⁂

Comment les campagnes se dépeuplent. — Veut-on savoir comment la Compagnie opère le recrutement de son personnel en ce moment?

Un employé va dans les montagnes du Velay et par voie d'affiches informe les indigènes qu'un sort plus enviable les attend à la ville. Des promesses mirobolantes leur sont faites. Journée: minimum 4 francs, mais on augmente très vite et l'on arrive à gagner 7 et 8 francs, journées très courtes, à peine 8 heures; prix de pension 2 fr., ce qui fait que dès l'arrivée un ouvrier peut économiser près de 2 francs par jour.

Et les gars abandonnent la charrue. Finies les longues journées de l'aube au crépuscule. Oui, mais fini aussi le bon air des champs, l'espace, le gazouillis des oiseaux, toute la bonne, la belle, la saine nature. Quinze jours après, d'un labeur à la mine, la couleur rose des joues a disparu. C'est que la petite lampe à huile a remplacé le grand soleil, l'air est souillé de poussières, vicié par les gaz. Le bas de laine se remplit-il au moins? Pas du tout. A 2 francs de pension on ne peut pas vivre, d'autant plus que le robuste appétit d'antan n'est plus qu'un rêve. Alors on boit pour se donner du nerf et dame! les litres se paient à la quinzaine. Ensuite, à la paie, on s'aperçoit qu'il y a plusieurs journées qui ne sont payées que 3 francs parce qu'on n'a pas achevé la tâche. Si bien que pour peu qu'il survienne une maladie, au lieu de mettre des sous de côté, on s'endette.

Plusieurs d'entre eux ayant repris le chemin de leurs montagnes, le recrutement devient plus difficile, les gars se laissant moins facilement prendre aux promesses fallacieuses des agents des compagnies.

R. GALHAUBAN.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

L'envers d'un discours. — Les dernières paroles du discours-amorce du bourgeois socialiste Viviani, étaient à peine envolées, qu'un nouvel acte arbitraire accompli contre la Bourse du Travail de Paris et le syndicat des Travailleurs de l'Assistance publique, venait immédiatement démontrer le néant des phrases creuses et des promesses captieuses des gouvernants de toute étiquette.

Le personnel des hôpitaux subit encore actuellement des conditions économiques plus dures qu'aucune autre catégorie d'ouvriers.

Alors qu'aux qualités qu'on exige d'un infirmier, devraient correspondre des avantages bien mérités, ces travailleurs n'ont que de dérisoires salaires; aucune liberté ne leur est accordée; logés, nourris dans les établissements, maintenus dans des règles sévères édictées par une administration tracassière, les infirmiers ont constitué une organisation syndicale afin d'imposer leurs volontés à leurs chefs et aux administrations dont ils sont les salariés.

Admis à la Bourse depuis trois ans, reconnu comme les autres organisations, le syndicat des infirmiers croyait pouvoir organiser, samedi dernier, un grand meeting à la Bourse du Travail afin de faire connaître les desiderata de la profession.

M. (?), grand maître de l'Assistance publique, fut choqué de la prétention de ses employés, avec son compère, le Préfet de la Seine, il combina de faire échouer la manifestation des travailleurs des hôpitaux.

Il y a seulement deux ans, le préfet n'aurait pas osé interdire une réunion à la Bourse, mais comme il est devenu depuis le maître de la Bourse du Travail, comme cet immeuble est devenu plutôt une succursale de la préfecture qu'une maison du peuple et comme surtout les résistances qu'opposaient autrefois les syndicats aux attaques des pouvoirs ont été bien adoucies par le subventionnisme corrupteur, le préfet a tout simplement interdit la réunion et fermé la Bourse.

Quelques vagues protestations se font bien entendre, mais les syndicats n'en empochent pas moins ce nouveau soufflet précurseur de bien d'autres qui s'abattront sur leur face tant qu'ils n'auront pas su secouer le joug que font peser sur eux les libéralités des gouvernants.

Aujourd'hui, c'est le préfet et ses acolytes les régisseurs de la Bourse qui sont juges pour apprécier le programme d'une réunion ouvrière. Tel programme est corporatif, disent-ils, vous aurez la salle; celui-ci ne l'est pas, vous n'aurez pas de lieu de réunion.

C'est imbécile, c'est inouï d'arbitraire, mais c'est ainsi, depuis qu'à l'aide de subventions, le préfet a trouvé parmi les travailleurs logés à la Bourse, une minorité pour servir ses projets et que le grand nombre se tait par peur de voir les paiements suspendus.

CHARLES DESPLANQUES.

Au Conseil supérieur du Travail. — Sous la présidence de Viviani, aux phrases fleuries, le Conseil des Dupes, ainsi que l'appelait un camarade, a ouvert sa première séance.

Fraternellement mêlés, syndicalistes réformistes et gros industriels, ont applaudi la parole socialiste tombant des lèvres ministérielles :

Cette réunion d'hommes dont les origines sont si diverses, dont le labeur n'a pas été le même, qui sur les choses humaines portent des jugements différents et souvent contradictoires, est la plus belle et la plus symbolique représentation de cette France si variée, si riche, où les travailleurs de l'esprit et les travailleurs des bras forment deux puissantes réserves que, quant à moi, je ne considérerai jamais comme ennemies l'une de l'autre. (Vifs applaudissements.)

Les travailleurs de l'esprit ne sont pas, comme on pourrait le croire, les salariés qui vendent l'activité de leurs cerveaux, comme les salariés des muscles vendent la force de leurs bras. Non ! les travailleurs de l'esprit ce sont les patrons, et les manuels, les conseillers ouvriers. Dire que l'on veut l'entente du Capital et du Travail c'est trop clair, *l'entente des travailleurs de l'esprit et des travailleurs des bras c'est une formule plus heureuse et moins compromettante.*

...Je me félicite de voir ces syndicats devenir de plus les auxiliaires de notre œuvre, de plus en plus se rattacher à nous, parce qu'ils sont pour la classe ouvrière une école de maturité et de sagesse...

Les syndicats de paix sociale, dont les leaders siègent sous les paroles bénisseuses de Viviani, peuvent être les collaborateurs qu'il recherche. Mais les autres ? Les autres on tâchera de les attirer. Quelques coups de barre à gauche et Monsieur le Ministre en sera pour ses frais.

⁂

Contre la Bourse de Grenoble. — C'est un phénomène bien significatif et bien curieux de voir, qu'à mesure que le gouvernement passe dans les mains de gens aux opinions plus avancées, correspond l'application de mesures chaque jour plus restrictives de la liberté des ouvriers. Les règlements de police que les municipalités socialistes et radicales-socialistes appliquent aux Bourses du travail font ressortir cet état de choses.

Après Paris, Lyon, Caen, Limoges, Alger, etc., la municipalité de Grenoble, inquiète d'avoir vu le rôle important joué au cours des dernières grèves par la Bourse du travail, a décidé de lui appliquer un règlement restreignant sa liberté d'action.

M. le Maire s'est élevé contre la licence trop grande des syndicats et a annoncé un projet de réglementation qui tout en conservant l'autonomie de cette institution, assurera son fonctionnement sous le contrôle du Conseil municipal.

C'est partout le même cliché ; on promet de respecter l'autonomie, mais petit à petit la municipalité, tenant l'argent d'une main et le règlement de l'autre, arrive à détruire toute indépendance syndicale.

Il en sera à Grenoble comme ailleurs ; la propagande sera entravée, l'action rendue presque impossible, jusqu'au jour où les ouvriers décideront que leurs organisations ne vivront que de leurs propres moyens et refuseront les présents des municipalités.

C. D.

⁂

Les socialistes et les ouvriers. — Nul n'ignore que le parti socialiste unifié constitue la section française de l'Internationale ouvrière. C'est lui qui groupe, si on l'en croit, les travailleurs conscients de leur situation d'exploités et révolus à briser le régime actuel. Nous trouvons dans la liste des délégués au Congrès de Limoges une nouvelle preuve que le parti socialiste est bien le représentant de la classe ouvrière. Le *Socialiste* de la semaine dernière a publié cette liste. Et nous nous sommes amusés, à quelques camarades à faire le compte des représentants bourgeois du prolétariat français au Congrès socialiste de Limoges. Evidemment, nous n'avons pu faire un compte exact, ignorant la fonction de bon nombre de délégués. Nous sommes arrivés néanmoins à compter *plus de cent* de ces délégués qui ne sont ni syndiqués ni syndicables pour la bonne raison qu'ils sont avocats, médecins, professeurs, commerçants, patrons, rentiers, professionnels de la politique, etc. Nous avons tout lieu de croire que si nous avions pu continuer ce petit travail, nous aurions trouvé qu'il n'y avait pas parmi ces 215 délégués *cinquante* ouvriers.

Voilà n'est-ce pas une belle et sérieuse représentation du prolétariat français ? L'on est fier du partie socialiste de son pays en le voyant si dignement représenté par une longue file d'oisifs, d'exploiteurs directs ou indirects, de non-producteurs en tous cas. Comment hésiterait-on dans ces conditions à lui confier les destinées de la classe ouvrière et la préparation de la révolution ?

PIERRE MONATTE.

⁂

Arguments socialistes. — Il y a un délégué au Congrès de Limoges, député par-dessus le marché, qui nous a donné un bien bel article cette semaine. C'est le citoyen Prosper Ferrero, député du Var, à qui le citoyen Renard a servi de Muse. Si les lecteurs du *Petit Var* ne savent pas maintenant ce que c'est que le syndicalisme, il faut qu'ils aient une bien mauvaise tête. Mais voici ce que raconte notre député :

Renard, avec sa bonne simplicité, nous a parlé de la Confédération générale du travail, des syndicalistes et de la plaie des syndicats, les petits jeunes gens qui font de la révolution en chambre, tels les stratégistes qui, de leur cabinet, dirigent une campagne de guerre !

Ces petits jeunes gens sont naturellement libertaires, ainsi qu'il convient. On ne se figure pas combien leurs théories sont bien vues dans les salons parisiens où les jolies femmes morphinomanes et lesbiennes adorent l'anarchie ! *Les millionnaires versent maintenant vers la Révolution sociale !*... L'anarchie est un vice procurant des jouissances particulières aux blasés et les *blasés quittent leur luxe pour s'encanailler dans les Bourses du travail !*

Quelle œuvre accomplissent ces gens pervers ? Ils préparent des grèves, des émeutes, croyant peut-être de bonne foi avancer un mouvement violent profitable aux travailleurs, quand, en réalité, ils jettent brutalement aux prises les forces prolétariennes et les forces capitalistes sans études préalables, sans savoir si les travailleurs pourront vaincre, sans connaissance de l'état de l'industrie sur laquelle ils agissent.

Parfois, les organisateurs de grèves travaillent au profit du capital ; on s'en aperçoit toujours trop tard quand le tour est joué !...

Ces misères (celles de la grève) sont amenées par la propagande criminelle des jeunes anarchos de la haute qui disparaissent avec une sage prudence au moment des responsabilités, *ce sont des dilettanti dans les Bourses du travail.*

Et voilà comment notre député unifié écrit l'histoire. Notre Monsieur sait-il que tout cela n'est que mensonges ? C'est bien probable. Ignore-t-il tout bonnement peut-être ce dont il parle ? C'est encore possible, ma foi. Mais dans un cas comme dans l'autre notre vertueux gaillard fait bien sale besogne. Ne nous étonnons pas. Devant la montée du syndicalisme révolutionnaire qui doit balayer tous ces individus, est-il étonnant qu'ils lâchent quelques grossièretés. Ce ne sont pas ces mensonges immondes qui empêcheront les ouvriers de prendre conscience qu'ils n'ont pas besoin des politiciens pour réaliser leur émancipation.

Je me demande quelle pensée a bien pu venir à l'esprit des socialistes de Toulon qui auront rapproché cet article de Ferrero de son vote au Congrès de Limoges sur la proposition de la Fédération du Nord ? Car Ferrero, en qualité de délégué de la Fédération socialiste du Var, de délégué unique, a mis les cinq voix de sa Fédération en faveur de la proposition du Tarn qui, on s'en souvient, se terminait ainsi :

Invite tous les militants à travailler de leur mieux à dissiper tout malentendu entre la Confédération du Travail et le Parti socialiste.

On ne peut pas, honnêtement, faire reproche au citoyen Ferrero d'avoir créé un malentendu. Il est aussi net, aussi clair que possible. Il a vite fait l'alliance, lui, au moins. Sa façon ne nous déplaît pas. Elle est franche. On sait avec qui on a affaire. Elle a l'avantage, en la circonstance, de nous montrer que le fossé entre le parlementarisme et le syndicalisme s'accroît tous les jours.

P. M.

⁂

Une réponse. — Si l'on en croyait le citoyen Ferrero, on penserait que les syndicalistes, les syndicalistes anarchistes spécialement, sont privilégiés en fait de relations. Ces « millionnaires qui versent vers la Révolution » doivent leur payer à dîner de temps à autre, comme « ces jolies femmes morphinomanes et lesbiennes » doivent leur ouvrir leurs « salons parisiens » et probablement aussi leurs draps de lit. Le citoyen Ferrero peut être tranquille. Il n'a pas à craindre la concurrence anarchiste. Nous lui concédons sans crève-cœur le monopole des salons parisiens et des cigares de millionnaires.

Nous nous permettrons tout de même de lui signaler, puisque c'est le citoyen Renard qui l'a mis en verve avec son histoire de brioche trempée dans le chocolat, quelques petites histoires d'un autre genre. Nous en avions de ce genre un bon nombre, dans notre sac, au Congrès d'Amiens. Nous ne les avons pas sorties. Nous aimons mieux lutter avec des arguments et des idées. Question d'habitude et de tempérament. Mais puisqu'il a plu à Renard de prendre à Limoges un ton tout différent de celui qu'il avait eu à Amiens, nous ne faisons aucune difficulté pour lui rappeler quelques souvenirs. *Le Combat*, de Roubaix-Tourcoing, de la semaine dernière publiait ces petites histoires que nous avons tout lieu de croire véridiques :

En 1903, pendant les grèves fameuses d'Halluin, tandis que les camarades en lutte étaient réduits à se nourrir d'*épluchures de pommes de terre*, les administrateurs dévoués de l' « Union textile » de Roubaix, Lepers et Cie, appelés par les grévistes, descendaient dans les meilleurs restaurants et se faisaient servir des repas à 3 francs. Lepers se souvient-il de ce qu'il advint de ce fait. Les grévistes voulaient le pendre !...

En 1905, les teinturiers, les fileurs et rattacheurs de Roanne, eurent lieu au même titre que les affamés halluinois, de se féliciter du désintéressement des militants syndicalo-guesdistes. Ayant fait appel au concours du secrétaire fédéral Renard, ils s'étaient permis par excès de prévoyance de lui assurer le gîte dans un hôtel modeste, quelque chose comme une bonne pension bourgeoise. Mal leur en prit. Aussitôt le premier repas fait, notre Renard entra dans une violente colère et les malmena sévèrement... La table ne valait rien, le lit serait en rapport, ça ne suffirait pas, ça ne pourrait pas suffire à l'entretien convenable d'un homme de sa force et ayant ses besoins...

Le secrétaire rétribué des miséreux textiles prit ses « clics et ses claques », fit porter sa valise par un pauvre camarade et partit sans plus tarder se faire loger, nourrir et cirer dans un des plus somptueux établissements de l'endroit.

M. Renard peut-il retourner à Roanne ?

Il ne suppose pas, j'imagine, que nous le laisserons nous insulter, que ce soit directement ou par-dessus la tête de certains militants socialistes, qui ont certes le désavantage d'être des bourgeois, mais qui ont sur Renard et ses amis l'indiscutable avantage de comprendre le syndicalisme et de l'aider.

Que dites-vous de ça, citoyen Ferrero ? Votre indignation va-t-elle se réveiller ? Il est bien probable que non, de même qu'il est bien probable que vous continuerez à nous reprocher ce que font les hommes du syndicalisme à votre manière.

P. M.

⁂

L'Unité minière. — Elle est bien malade dans le Pas-de-Calais. Nous avons signalé la semaine dernière l'entrevue qui avait eu lieu entre délégués du vieux et du nouveau syndicat. Les deux parties avaient énuméré les conditions qu'elles mettaient l'une et l'autre à l'unité. Puis, la discussion s'était portée sur le journal l'*Action syndicale*, pour lequel le Vieux-Syndicat demandait un blâme. La réunion s'était terminée sans qu'on ait examiné aucune des conditions posées. Une nouvelle réunion devait avoir lieu.

Au lieu d'une deuxième réunion, c'est un manifeste du Vieux-Syndicat qui est annoncé et publié. En voici quelques extraits :

Comme première condition, on entend exiger que nous chassions les citoyens Basly et Lamendin du Conseil d'administration de notre syndicat.

Ainsi, ces deux hommes qui par leur énergie, leur intelligence, leur grande connaissance des questions minières, ont si dignement représenté notre corporation à la Chambre ; ces deux hommes auxquels nos camarades doivent toutes les améliorations apportées au sort de l'ouvrier mineur, devraient être par nous sacrifiés à des prétentions derrière lesquelles il ne serait pas difficile de découvrir les mobiles bas et mesquins qui les ont dictées.

Le Congrès de Paris n'est pas allé jusque-là et il s'est borné à ne pas donner aux élus le droit de voter dans les assises nationales, ce qui n'a aucune importance, puisque le vote a lieu au prorata des cotisations perçues.

Ce n'était pas assez de cette condition humiliante ; on veut aussi nous imposer de laisser l'ouvrier libre de ne pas cotiser à la caisse de résistance.

. . . .

La caisse de résistance de notre syndicat est la principale raison d'être de celui-ci. C'est pour ne pas être décimés en temps de grève que nous l'avons créée...

Accepter les conditions de la Fédération du Pas-de-Calais c'est vouloir se suicider, se condamner à disparaître.

. . . .

Nous conservons donc toute notre liberté d'action.

Le Congrès d'unification de Paris avait accepté les députés dans les Congrès, en ne leur reconnaissant que voix consultative. Mais, comme le dit le présent manifeste, cela n'avait aucune importance. Les députés auraient continué à agir comme par le passé.

Nos camarades du Pas-de-Calais ne se sont pas déclarés satisfaits avec cette concession « sans importance » ; ils ont exigé des garanties pour le fonctionnement du syndicat unique de leur région, demandant que ne puissent avoir une fonction dans le syndicat et faire partie du Conseil d'Administration que les membres non investis de mandat politique rémunéré ; demandant que les fonctionnaires du syndicat ne puissent se servir de leur titre syndical dans les campagnes électorales.

Quant à la caisse de résistance qui est « la principale raison d'être du vieux-syndicat », on est obligé de constater que le vieux-syndicat n'a pas depuis longtemps de raison d'être. Ce n'est que depuis la dernière grève qu'existe cette caisse pour laquelle chaque adhérent verse 1 fr. 50 par mois.

A la Fédération syndicale, il existe aussi des caisses de résistance. Mais elles sont facultatives pour les membres et gérées non pas par le syndicat, mais par les sections locales.

La Fédération syndicale demande que le versement à la caisse de résistance soit facultatif. Mais ce qu'elle vise surtout c'est à empêcher cette idée de s'accréditer : que les grèves de mineurs ont échoué par faute d'argent. Ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas tenu plus longtemps que les mineurs ont été battus en 1893, en 1902, en 1906. Ils ont été battus pour d'autres raisons ; mais ces raisons le vieux-syndicat et ses dirigeants tiennent à les voiler, à les cacher. Ils voudraient abuser les mineurs, une fois de plus. Ils n'y parviendront pas.

P. M.

⁂

Un scandale coopératif. — Le capital pourrit tout ce qu'il touche. Toutes les institutions à base capitaliste que créent les travailleurs, ne manquent pas tôt ou tard de présenter dans leur fonctionnement des exemples de cette affirmation véridique.

Qui n'a encore à la mémoire la scandaleuse déconfiture de la « *Moissonneuse* », la grande coopérative de consommation, qui fut le modèle du genre ?

Une autre puissante coopérative la « Bellevilloise » qui traite des affaires par centaines de mille francs et qui devait, disait-on, échapper à toutes les causes de décrépitude qui détruisent rapidement ces organisations, parce qu'elle s'inspire, paraît-il, des principes socialistes et que ses administrateurs sont des militants socialistes et syndicalistes, vient néanmoins d'offrir le spectacle d'une honteuse violation des principes syndicaux et de la solidarité ouvrière.

Quatre camarades syndiqués assuraient le service de la pharmacie, sous les ordres d'un pharmacien diplômé. Ce dernier, pour gagner probablement les bonnes grâces du Conseil d'administration, s'efforçait de faire remplacer ces camarades par des préparateurs non syndiqués, qui auraient accepté un salaire considérablement inférieur.

Les employés de la pharmacie, flairant les manœuvres de leur chef de service, protestèrent et profitèrent de l'occasion pour signaler la mauvaise qualité des médicaments servis aux sociétaires.

Avant qu'on ait procédé à une enquête impartiale, ces quatre travailleurs ont été brutalement jetés sur le pavé par le Conseil d'administration.

Les moindres précautions que prennent les patrons pour opérer dans des cas semblables n'ont même pas été observées.

Brusque renvoi sans indemnité, méconnaissance des délais de prévenance, voilà comment procède une coopérative *à base socialiste*.

Comment agirait-elle si elle était bourgeoise? Pour jeter de la poudre aux yeux des sociétaires qui doivent discuter de cette affaire dans leur assemblée générale, nos coopérateurs emploient une petite manœuvre qui vaut d'être signalée.

Connaissant l'état d'âme des sociétaires, sachant que rien ne les touche autant qu'une augmentation des affaires et partant du boni, ils disent : depuis que nous avons renvoyé les quatre préparateurs les affaires du service de la pharmacie ont considérablement augmenté.

C'est sous-indiquer que les camarades empochaient une partie de la recette.

Mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que pour obtenir cette augmentation on a fait subir aux articles de pharmacie une sensible majoration de prix.

Cet incident montre que lorsque les travailleurs veulent créer et faire vivre des organisations capitalistes, ils ne peuvent s'empêcher d'agir comme des possédants, et toute saine notion de leur intérêt de classe et de la solidarité qu'ils se doivent entre eux est obscurcie.

C'est pourquoi, il n'en faut pas douter, les gouvernants sont si désireux d'octroyer aux syndicats, comme *libertés nouvelles*, la capacité civile et le droit de posséder.

C. D.

⁂

Comment le pauvre est volé. — Une récente grève parmi le personnel employé à la société de vente à crédit *Les Classes laborieuses* a permis de connaître dans quelles proportions est exploitée la clientèle presque exclusivement ouvrière qui s'adresse à ces maisons d'abonnement.

Après avoir dans une affiche énuméré leurs revendications et les motifs du conflit les grévistes dénonçaient les moyens employés pour tromper les clients sur la valeur de la marchandise vendue.

L'étiquette accompagnant chaque objet ne portait pas le prix mais deux lettres, sans signification pour l'acheteur. Ces lettres indiquaient la valeur réelle et le prix de vente.

Ainsi un complet marqué des lettres U L valait 34 francs et était vendu 75 francs.

Un pantalon portant les lettres V X valait 6 francs et coûtait à l'abonné 24 francs.

Une montre marquée B O E Z d'une valeur marchande de 12 fr. 50 était vendue 45 francs, etc.

C'est l'ouvrier qui a recours, en raison des facilités de paiement à ces maisons d'abonnement, mais il n'obtient ces facilités qu'en payant à un prix exhorbitant un objet de médiocre valeur.

L'honnêteté commerciale est chose très relative.

C. D.

⁂

Le Repos hebdomadaire. — L'agitation se poursuit sans incidents bien importants. Ainsi que le Comité intersyndical l'avait décidé, une manifestation a été organisée dimanche dernier. Quittant la Bourse les manifestants se sont rendus à l'Hôtel de Ville, mais les conseillers municipaux qui depuis que se discute la loi ont déjà pas mal de fois changé d'avis n'ont pas cru devoir attendre la délégation venant les trouver.

Trouvant visage de bois au Conseil municipal, les manifestants décidèrent d'aller trouver Lépine. Bien singulière idée d'aller converser avec le fonctionnaire chargé de l'organisation des assommades d'ouvriers.

Pour ma part j'ai peine à comprendre que l'on s'efforce de détourner l'attention des travailleurs du Palais-Bourbon afin que grandisse la confiance en eux-mêmes et qu'on les emmène à la Préfecture de Police.

Naturellement il n'est sorti de cette entrevue que des menaces à l'égard des manifestants.

Comme les délégués demandaient au Préfet de faire retirer ses agents gardant les magasins (*douce naïveté*), ce dernier répondit :

— Votre moyen ne consiste en rien de moins qu'à laisser toute liberté à l'émeute.

Oh non, non, protestent les délégués :

— Evidemment, reprend M. Lépine, vous présentez les choses en termes moins effrayants. Vous me dites : Retirez vos agents du voisinage des magasins et nous n'aurions qu'à jeter quelques étalages.

— Mais pas du tout, protestent à nouveau les délégués.

Les délégués protestent encore qu'ils ne veulent pas toucher aux étalages et s'en retournent vers les manifestants qui ayant l'intention de manifester n'eurent rien de plus pressé que d'envoyer promener dans le ruisseau quelques mannequins d'un magasin de nouveauté qui ferma aussitôt d'ailleurs.

LES GRÈVES

Chez les gainiers de Paris. — Depuis les premiers jours d'octobre, la corporation des gainiers poursuit méthodiquement et avec un admirable entrain, un mouvement de grève dans lequel sont intéressées toutes les maisons de gainerie.

La lutte actuelle qui va bientôt se terminer par une victoire complète puisque seule encore aujourd'hui une maison importante résiste, est la résultante de l'agitation pour la journée de huit heures.

Avant le 1er mai, les militants de la corporation s'assurèrent s'il y avait possibilité que les gainiers suivent le mouvement général.

Ils s'aperçurent, qu'insuffisamment préparés, les gainiers n'étaient pas encore aptes à fournir l'effort nécessaire.

La propagande fut alors intensifiée et le 5 octobre, dans une réunion à la Bourse du Travail, le syndicat établit son programme de lutte et décida de réaliser les revendications suivantes :

1° Réduction de la journée à 9 heures, avec le même salaire que pour 10 heures ;

2° 1 h. 1/2 pour déjeuner ;

3° Augmentation de 25 0/0 pour les heures supplémentaires.

Un ordre du jour décida de laisser au Conseil syndical la latitude de fixer la date de l'ouverture des hostilités.

Alors fut employée une méthode originale et qui va assurer un succès complet.

Les gainiers décidèrent d'attaquer les patrons, maison par maison, plutôt que de lever toute la corporation.

Aussitôt, les patrons croyant parer à ce danger, décidèrent le lock out. Toutes les maisons fermèrent.

Mais si l'entente et la cohésion sont parfaites chez les ouvriers gainiers, il n'en est pas de même chez les patrons.

La concurrence que les patrons se livrent continuellement, empêche qu'ils restent longtemps d'accord.

En effet, des maisons rouvrirent et les ouvriers reprirent leur tactique.

Veillant attentivement à ce que des rénégats ne les viennent remplacer, n'abandonnant la lutte contre la maison attaquée qu'après victoire complète, cette petite corporation est en train de donner un bel exemple de lutte ouvrière, habilement conduite et longuement persévérée.

Encore quelques jours et le dernier patron sera obligé de mettre les pouces.

⁂

Le lock out de Fougères. — La principale industrie de Fougères est la cordonnerie ; d'importantes maisons occupent des centaines d'ouvriers.

Aussi est-ce l'organisation syndicale des cordonniers qui est de beaucoup la plus puissante.

Profondément pénétrés de cette vérité que, pour être véritablement forts, les travailleurs ne peuvent rien devoir qu'à eux-mêmes, moyens de lutte comme ressources de lutte, les ouvriers de Fougères avaient décidé depuis plusieurs années de se construire un immeuble où ils seraient chez eux, une vraie Bourse du Travail sans attaches et échappant à toute contrainte.

Les syndicats des travailleurs du cuir assuraient presque à eux seuls les ressources destinées à l'édification de cet immeuble.

Ce projet déplaisait souverainement aux gros industriels du pays et ils cherchaient le moyen d'entraver l'achèvement de cette œuvre ouvrière.

L'occasion leur est apparue ces jours-ci et ils se sont hâtés d'en profiter.

Le 25 octobre venaient à expiration les tarifs de salaires conclus entre les syndicats ouvriers et le syndicat patronal.

Les ouvriers avaient décidé d'apporter, dans l'élaboration des nouveaux tarifs, une augmentation de salaire.

Devant le refus des patrons à accepter cette augmentation, qui ne se montait pourtant qu'à 2 ou 3 centimes sur certains travaux, les ouvriers décidèrent de faire grève.

Aussitôt coalisés, tous les patrons ont décidé de fermer toutes leurs maisons et de ne les rouvrir qu'après l'écrasement des syndicats.

Chose plus malaisée à faire qu'à dire.

Bien organisés et surtout remplis de confiance en eux-mêmes, les grévistes, au nombre de 8,000,

sont résolus à la résistance. *Fermeté et solidarité, la victoire est attachée à ces deux mots.* C'est ainsi que se termine le manifeste qui appelle tous les ouvriers des fabriques de cordonnerie de Fougères à la résistance.

Il n'en faut pas plus pour vaincre. Déjà une victoire partielle est obtenue Deux maisons, occupant 1,200 ouvriers, viennent d'accorder satisfaction.

Les camarades qui reprennent le travail ont décidé de verser un sixième de leur salaire pour soutenir ceux qui continuent à lutter.

* *

Les tisseurs de Nimes. — Pour obtenir une augmentation de salaires les ouvriers tisseurs de la maison Saurel et Miaulet se sont mis en grève.

L'outillage usagé employé dans cette maison ne permet pas aux ouvriers de se faire des salaires au-dessus de 3 francs.

Les grévistes accéléreront certainement l'usure de ce vieux matériel afin que le patron, âpre au gain, se décide à le changer.

* *

La grève de Saint-Jean-en-Royans. — S'il est une corporation pressurée c'est assurément celle des papetiers.

Dans cette corporation, les difficultés d'organisation sont considérables, les fabriques sont répandues un peu sur tout le pays et assez éloignées les unes des autres.

Dans l'Isère, à Saint-Jean-en-Royans, une fabrique occupant surtout des femmes est en grève.

Malgré les efforts patronaux, aidés de tous les pouvoirs, pour racoler des renégats, les ouvrières refusent de rentrer avant complète satisfaction. Nombreuses même sont les familles qui préfèrent quitter le pays plutôt que d'accepter les anciennes conditions de travail.

Quelques jaunes qui travaillent sont escortés de leurs domiciles jusqu'à l'usine, ils passent chacun entre deux pandores sous les huées de la population.

* *

BELGIQUE

Condamnations. — Louis Xhayet, mouleur, et Arthur Brouy, typographe, viennent d'être condamnés respectivement à 3 et 2 mois de prison, par la cour d'assises de Mons, pour propagande antimilitariste dans l'*Action directe*.

Cela servira d'encouragement aux camarades belges dont les efforts vont certainement redoubler. Ils sont frappés; c'est bien, car c'est signe que leurs corps portent.

H. FUSS-AMORÉ.

L'abondance de copie nous force, encore une fois, de renvoyer la Variété : *Elisée Reclus*. Nous nous excusons auprès de l'auteur et des lecteurs, impossible de faire autrement. Nous sommes forcés de couper le Mouvement ouvrier et de renvoyer des correspondances de Boudou, de Nancy, Dooghe, de Reims et Lanneau, de Roubaix.

Correspondances et Communications

× **Un camarade de** Russie, pourrait-il m'expédier un exemplaire de chacune des traductions de la *Société mourante*?

× **Divers camarades** nous demandent le *Bilan de la misère physique et morale des prolétaires*, brochure à 0 fr. 10. Peut-on nous indiquer où elle a été éditée?

× EPINAL. — **Groupe d'études sociales**. — Réunion tous les jeudis soir, à 8 h. 1/2, salle de l'Université populaire.

Voulant fonder une bibliothèque, nous faisons un pressant appel à ceux qui voudraient faire dons de livres et brochures, les adresser au citoyen Vervialle, 31, rue des Petites-Boucheries, Epinal (Vosges).

× SAINT QUENTIN. — **Les camarades** désireux de faire de la propagande sont priés d'entrer en relation, pour la formation d'un groupe, avec le camarade Édouard Bruit, 142, boulevard Richelieu.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 16 novembre. — A. de Pachmann (de l'A. E. R.) : La propriété individuelle et le socialisme contemporain. II. Le collectivisme.

Mardi 20 novembre. — De Ricci : La législation électorale en Angleterre.

× **Association internationale antimilitariste** (4e section). 7, rue du Fauconnier. — Samedi 17 novembre, à 9 heures, réunion publique et contradictoire. Sujet : L'Antipatriotisme et l'antimilitarisme, par Miguel Almereyda.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 18 novembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Espéranto.

× **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 17, à 8 heures et demie du soir, causerie par A. Mournaud : l'Action anarchiste.

Mardi 20, soirée de camaraderie : Musique, chants et récits.

× **Milieu libre en formation.** — Réunion samedi 17, à 8 heures et demie, Aube sociale, 4, passage David (18e).

× **Nouvelle maison du peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 16. — Yves Guyot : Les trois inductives de la Sociologie.

Lundi 19. — Philippe Berger : Les origines chaldéennes des croyances bibliques.

Vendredi 23. — Maurice Vernes : Les origines du Christianisme.

× **La Concentration artistique.** — « Les Amis de la chanson ». — Tous les dimanches, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital (près de la place d'Italie).

Apéritif-concert, de 4 à 7 heures du soir. — Entrée libre.

La concentration artistique ouvrira prochainement ses cours de solfège et de chant pour les enfants au-dessous de 15 ans. Se faire inscrire au siège. — Téléphone : 814-93.

× LEVALLOIS-PERRET. — **Section antimilitariste.** — Réunion lundi 19 courant, à 8 h. 1/2, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier. — Ordre du jour : Distribution des cartes ; entente sur les propositions des moyens de propagande à adopter ; discussion générale.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie Universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale. Réunion 28, rue des Peupliers.

Mercredi 21 : Spirus-Gay : le Végétarisme libérateur.

× PUTEAUX. — Dimanche 18 novembre, à 2 heures, concert avec le concours de divers camarades. *Le Portefeuille*, un acte, de O. Mirbeau. Salle Paulus, 73, rue de Paris. — Entrée : 0 fr. 40.

× LE HAVRE. — **Causeries Populaires.** — Réunion le lundi 19 novembre, à 8 heures et demie du soir, rue de Turenne, nº 22. — Discussion sur l'anarchisme pour tous. Organisation d'un cours d'esperanto.

× LYON. — **Groupe artistique libre.** — Tous les camarades sont invités à assister à la soirée familiale qui aura lieu à Perrache, rue Ravat, salle de l'Hippodrome, dimanche 18, à 8 heures du soir Cette soirée comprendra parties musicale, chantante, une causerie et une sauterie. Entrée gratuite, des cartes se trouvent au journal.

× LYON. — Le journal l'*Emancipation* nous prie d'annoncer qu'il ne reparaîtra que le 1er décembre et demande que des camarades des localités suivantes veuillent se mettre de suite en relation avec Pierre Dumas, 65, rue Cuvier, Lyon, en ce qui concerne la propagande : Valence, Valréas, Tarare, Givors, l'Arbresle, Dôle, Lons-le-Saulnier, Beaune, Pont-de-Beauvoisin.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste.** — Réunion samedi 17 novembre, à 8 heures et demie du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg, grande salle de l'entresol.

× BORDEAUX. — **Université libre**, place Henri-IV, 59. — Les conférences ont lieu chaque jeudi, à 8 heures 1/2 du soir, et le dimanche, l'après-midi, à 3 heures.

Chaque mardi, causerie intime, par un membre du groupe « Régénération humaine ».

Chaque samedi, réunion générale du même groupe.

× CHATEAUROUX. — **Les camarades** désireux de se constituer en groupe sont priés de se réunir le samedi 17 novembre, à 8 heures du soir, chez le camarade Bret, 59, rue de Cluis.

Le prochain dessin sera signé B. NAUDIN.

Petite Correspondance

M..., à Indret. — Employez l'exempl. à la propagande, jusqu'à ce que vous aurez un acheteur.

B., à Domart. — Il ne sera pas publié au journal; mais il doit paraître.

A. P., à Eberfeld. — Nous attendrons.

F. R., à Saint-Claude. — Entendu, ne vous inquiétez pas.

P. P., rue G. — Merci pour les passages indiqués. Nous allons rechercher.

V. B. — L'article est insuffisant, en ce sens qu'il y a déjà eu, chez Antoine, à l'Œuvre, et chez Gémier, lors de sa direction à la « Renaissance », des pièces sociales très virulentes ou de haute portée. Cela demanderait toute une étude. Je préférerais l'autre article dont vous m'avez parlé.

L., à Segattier. — P., à Saint-Raphaël. — M., à Chantenay. — H., au Havre. — M. M., à Toulon. — P. P., à La Machine. — C., à Béthune. — M., à Indret. — G. B., à Auxerre. — P., à Paris. — A. C., à Estagel. — G., à Trieste. — R., à Alger. — A. M., à Châteauroux. — L., Saleux. — E. P., à Peyrins. — P. C., à Neuves-Maisons. — H. L., à New-York. — E. B., à Marseille. — T., à Ceyzérias. — G. V., à Sannois. — M. R., à Villenauxe, 1 franc. L. B., à Marseille. — E. H., à Digne.

Reçu timbre et mandats.

Reçu pour le journal : Les camarades de Newark, par L. M., 36 fr. 35. — A. V., à New York, 5 fr. — H. L., rue de B., 1 fr. 40. — Anonyme, 0 fr. 65. — Liste de Marshall, par C. F., 15 fr. 45. L. R., par Casas, 5 fr. — M. V., à Boulogne, 0 fr. 50. — J. P., à Souk-Ahras, 1 fr. — S., à Bicsles, 1 franc.

Merci à tous.

Reçu pour la brochure à distribuer : J. P., à Souk-Ahras, 2 fr.

Reçu pour les révolutionnaires russes : Collecte faite à la fête annuelle donnée le 25 octobre par les *Soirées ouvrières* de Montreuil : 14 fr.

Listes précédentes : 108 fr. 25. En tout : 122 fr. 25. Il a été remis une première fois 60 fr. à un partant pour la Russie ; 30 fr. à un second. Reste en caisse : 32 fr. 25.

Faites-nous des Abonnés !

AUX AMIS

La première commande de bustes de L. Michel et Reclus étant épuisée et de nouveaux camarades nous en redemandant, nous pouvons en faire une nouvelle commande, mais il faut en commander au moins 15 de chaque.

Que ceux qui en désirent nous le fasse savoir de suite; car nous ne pouvons faire exécuter que si nous sommes certains de les placer.

COIN DES ENFANTS

Je rappelle aux camarades que, pour profiter des prix de souscription, elles doivent me parvenir, avec leur montant, avant la fin de novembre, ayant le papier et le clichage à payer à cette époque.

Le nouveau volume contiendra deux contes inédits : *Les deux écoliers*, de Michel Petit ; *La leçon des parents*, par J. Grave. Et des illustrations de Delaw, Delannoy, Hermann-Paul, Iribe, Kupka, Léomin, M. H. T., Naudin et Widaume.

Prix de souscription du volume, 2 fr. 50, donnant droit à avoir chacun des deux autres volumes parus, au même prix de souscription.

Au-dessus de cinq exemplaires le prix du volume ne sera que de 2 francs.

Le volume sera livré à la fin de la première quinzaine de décembre.

Le camarade Mesnil ayant retrouvé un dernier paquet de 70 exemplaires de sa brochure : *Mariage Libre*, nous l'a envoyé pour être vendu au profit du journal.

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



Dessin de RELETE

— Rien que ça de médailles !... Faut-il qu'il en ait tué !...

12e ANNÉE. — N° 30. 24 NOVEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de B. Naudin.

SOMMAIRE

Statistiques

« Nous n'avons pas assez d'enfants », c'est ce que, dans le *Matin* du 11 novembre, déclare M. Jacques Bertillon, chef des travaux statisques de la ville de Paris, qu'il ne faut pas confondre avec son frère l'anthropométreur, l'homme au kutsch.

Donc, nous n'avons pas assez d'enfants.

La France « se dépeuple ». C'est une scie qui revient chaque année, quand est connu le chiffre des naissances des douze mois précédents. Mais, cette année, le résultat est particulièrement mauvais. « 807,292 jeunes Français sont nés en 1905. *Jamais*, depuis que la statistique existe c'est-à-dire depuis plus de 100 ans, elle n'avait enregistré un chiffre aussi faible. Le nombre des naissances décroît chaque année, presque régulièrement; il était plus fort en 1904 qu'en 1905, plus fort en 1903 qu'en 1904, en 1902 qu'en 1903, et ainsi de suite presque sans interruption. Chaque année, la France recule ainsi d'un pas; à la longue, cela fait nombre. Après la guerre, il y avait, bon an mal an, 960,000 naissances; c'était déjà très peu, car cela mettait notre pays au régime de 26 naissances par 1,000 habitants (au lieu de 36 que l'on trouve communément à l'étranger); cependant, c'étaient 153,000 naissances de plus qu'aujourd'hui. — Il en résulte que la France, qui était autrefois la plus grande puissance de l'Europe occidentale, tend à devenir un pays de troisième ordre. C'est ce que montrent les chiffres suivants (on n'y considère que le territoire *actuel* de chaque pays) :

	1851	1906
	(Millions	d'habitants)
France	35	39
Allemagne	35	60
Autriche-Hongrie	30	47
Iles-Britanniques	27	43
Italie	24	33

« Tous ces pays grandissent, excepté la France! Tous possèdent aujourd'hui plus de producteurs, de consommateurs, de savants, de lettrés, de soldats, plus de force économique, intellectuelle et militaire : en un mot, plus de vie ! »

M. Jacques Bertillon dit qu'il résulte de ces chiffres, que la France tend à devenir un pays de troisième ordre. Dans quel domaine? Dans celui de la natalité, oui. Mais dans les autres? Cela n'apparaît pas du tout à première vue et demanderait une démonstration. Les chiffres qu'il nous donne ne montrent qu'une chose, c'est qu'en cinquante ans, la population de la France s'est accrue moins rapidement que celle des autres pays cités. Et après ? Qu'est-ce que cela prouve ? La France était autrefois la plus grande puissance de l'Europe occidentale. Aujourd'hui elle ne l'est plus. M. Bertillon attribue ce fait à la diminution de la natalité, mais vraiment c'est une affirmation toute gratuite qui ne nous montre pas le lien unissant ces deux ordres de choses. Le fait que la France n'est plus, comme elle le fut au XVIIe siècle, la nation prépondérante en Europe, s'explique très aisément par l'observation que grâce, sans doute, à ses conditions géographiques, elle s'était développée (et peuplée) avant les autres. Celles-ci se sont développées (et peuplées) plus tard, l'ont rejointe et peut-être dépassée. La France n'était alors l'Etat le plus puissant que parce que les autres n'avaient pas encore acquis leur puissance. Il n'y a point là déchéance, ni surtout déchéance causée par une diminution de la natalité.

Quand M. J. Bertillon dit : « Tous ces pays grandissent, excepté la France », il dit une chose fausse. La France grandit, puisqu'elle vient encore de s'accroître, défalcation faite des décès, de 37,120 habitants. Ce statisticien n'est guère scientifique. Il ajoute que ces pays possèdent plus de producteurs — mais dans quel état sont-ils, ces producteurs? —, plus de consommateurs, — mais que consomment-ils?—, plus de savants et de lettrés —, mais nous en avons peut-être notre suffisance? —, plus de soldats. Plus de soldats! Voilà la vraie, l'unique préoccupation des partisans du pullulement. Eh bien! si la France a moins de soldats que les autres puissances, elle deviendra prudente, elle s'entourera d'alliés et d'amis, ne cherchera plus chicane à personne, et ce sera tant mieux pour la paix du monde.

Cela dit, M. J. Bertillon, retranchant le chiffre des décès de celui des naissances, constate qu'en 1905 la France s'est accrue de 37,120 habitants, alors qu'en 1904 l'Angleterre augmentait de 474,512, l'Autriche-Hongrie de 562,964, l'Allemagne de 862,664. « Tel est le nombre de paires de bras qui sortent chaque année pour travailler, améliorer le sol, construire de nouveaux ateliers, augmenter la richesse, la puissance, la gloire de leur pays. » Et aussi pour trimer, mendier, se prostituer, crever de faim ou émigrer. Car tous ces peuples à forte natalité sont si loin de se trouver à l'aise chez eux, qu'ils émigrent, à moins qu'ils ne meurent. Ils viennent en France, en Amérique, chercher du travail, ou s'en vont dans leurs colonies. M. J. Bertillon pense que le pullulement est une cause de richesse; il est plus sûrement une conséquence de la misère. Les gens très pauvres ont beaucoup d'enfants, cela est connu, et la raison en est simple : le dénûment ne leur permet de songer qu'à la bouchée de pain présente et les rend insouciants pour tout le reste. Sans doute les peuples sont-ils comme les individus, ou, si les nations très prolifères sont riches, c'est peut-être bien que la richesse est en de tout autres mains que celles du peuple. Il est très remarquable que la France, qui est le pays le moins reproducteur, est en même temps celui où les gens sont le moins malheureux.

C'est aussi celui — et cela en découle — où ils vivent le plus longtemps, et où la mortalité infantile est la moindre. Ceci résulte, à n'en pas douter, de deux statistiques citées par C. Lyon, dans le numéro de novembre de *Régénération*, en réponse à un article du même J. Bertillon, paru dans le Bulletin de l'*Alliance*

nationale pour l'accroissement de la population française (n° du 15 juillet). Pour la première statistique, C. Lyon ne cite pas la source. Elle s'étend de 1881 à 1890 et fait voir que, sur 10,000 habitants, on en compte :

920 en France,	et 1.287	en Allemagne,	âgés de	0 à 5 ans
2.624	—	3.196	—	5 à 20
1.618	—	1.606	—	20 à 30
1.332	—	1.286	—	30 à 40
2.226	—	1.633	—	40 à 50
1.219	—	813	—	60 à 100

Le second tableau est tiré du *Dictionnaire de statistique* de Mulhall. Il montre que, sur 1,000 habitants, et pour la période 1880-1891, il y en a :

	Au-dessous de 10 ans.	10-20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70	70-80
France	175	174	163	138	121	101	76	50
Angleterre	219	213	172	131	99	71	47	28
Allemagne	242	207	162	127	104	78	32	28
Autriche	239	197	162	131	109	83	46	27
Italie	226	190	167	139	111	85	»	»
Russie	253	203	188	150	90	81	»	»
Etats-Unis	243	217	181	155	94	64	39	25
Australie	265	208	197	132	65	79	34	33
Moyenne européenne	238	202	161	129	104	64	33	16

On ne peut objecter à ces chiffres qu'une seule chose : c'est qu'ils sont vieux d'une quinzaine d'années. Mais, à défaut de statistique plus nouvelle, ils démontrent que « proportionnellement à la population, le nombre des adultes producteurs, de ceux qui font la richesse d'un pays, est plus élevé en France qu'en Allemagne » et qu'ailleurs. A partir de 20 ans, la moyenne de la France dépasse celle de l'Europe, et, à partir de 30 ans, elle dépasse toutes les autres, sauf celle de l'Ialie, qui n'a qu'une unité de plus.

Conclusion. Dans les pays à forte natalité, la vie est courte, la mortalité infantile est énorme, la misère est grande. « Ils ont plus de vie », dit Bertillon. Ils ont plus de souffrance et de mort. Nous ne voulons pas de ces dons-là. Nous avons assez d'enfants.

René Chaughi.

Faites-nous des Abonnés !

Le Congrès du Parti socialiste italien

A ROME

Au point de vue pratique, même en ce qui concerne les affaires intérieures du parti, le Congrès socialiste qui eut lieu à Rome du 7 au 10 octobre dernier, n'a abouti à rien. Il n'a été que la répétition du précédent Congrès de Bologne et la continuation de l'éternelle oscillation d'Enrico Ferri de droite à gauche et de gauche à droite selon les besoins de l'équilibre A Bologne, il était sur le point d'être battu par les réformistes et il s'est appuyé aux révolutionnaires; maintenant que les syndicalistes menaçaient de provoquer une crise, il s'est appuyé aux réformistes, — car le soi-di-ant *intégralisme* dont on a tant parlé au Congrès n'était, selon l'heureuse expression de Turati, qu'un reformisme équivoque.

Les réformistes sont en Italie ce que Jaurès est en France et Bernsteim en Allemagne, avec moins de génialité que le premier et moins de science que le second, mais avec un désir plus grand d'arriver au pouvoir; et les syndicalistes forment, comme l'a dit justement Georges Sorel, une fraction du parti socialiste qui lutte pour conquérir le pouvoir au sein du parti même. Du syndicalisme ils n'ont adopté que quelques idées et quelques attitudes ; indubitablement plus révolutionnaires que les autres, ils demeurent toujours parlementaristes avant tout et ont une pour bleue d'être pris pour des anarchistes.

Ce syndicalisme bâtard a le mérite d'avoir accepté deux idées défendues jusqu'ici seulement par les anarchistes, — la grève générale révolutionnaire et l'antimilitarisme internationaliste, — mais il se débat au milieu de contradictions continuelles en cherchant à concilier des idées inconciliables comme l'action directe et le parlementarisme. C'est pourquoi les syndicalistes, qui ont accepté beaucoup d'idées et de méthodes anarchistes, mais les dissimulent en prétendant retourner à Marx, et en même temps restent accrochés au parti socialiste par le fil conducteur du parlementarisme, sont bien moins logiques que les réformistes qui voudraient se séparer de ceux qui font obstacle à leur mouvement vers un bourgeoisisme de plus en plus accentué.

Mais les plus illogiques de tous au Congrès étaient les *intégralistes*. Ceux-ci, qui n'ont rien de commun avec le socialisme intégral du vieux Malon, ne sont que de bons opportunistes. C'est le parti du centre, le *marais* de la Convention Il a la majorité de son côté, car la majorité est composée des médiocres qui n'aiment guère les changements et les agitations produits par les champions des fractions extrêmes Leur amour de la tranquillité les fait pencher plutôt à droite qu'à gauche, et c'est naturel : entre deux maux on choisit le moindre, mieux vaut donc l'excès de modération que l'excès d'esprit révolutionnaire! Les intégralistes sont les conservateurs de la démocratie socialiste italienne; ils ont à leur tête Enrico Ferri, qui est un socialiste de peu de valeur en dehors de la tribune où il brille grâce à ses belles phrases desquelles jamais une idée neuve n'a jailli. C'est le collectivisme vieux jeu dont le point de vue a été surpassé depuis longtemps par les syndicalistes et les anarchistes d'une part, par la critique réformiste de l'autre.

Au Congrès, la victoire numérique a été remportée par les intégralistes qui moralement y avaient été écrasés. Personne n'a prononcé des discours aussi vides, aussi imprécis, aussi semés de « mais », de « cependant », de « si », de « distinguons » que les leurs. Il était impossible de les saisir, ils glissaient dans tous les sens. Aussi pendant trois jours furent-ils sans cesse en butte aux attaques ironiques des deux fractions extrêmes.

Plus sincères et plus sérieux ont été les réformistes qui ont abouti à des conclusions absolument antirévolutionnaires. Nous avons entendu Modigliani louer les socialistes de Gênes d'avoir organisé dans une association ouvrière une réception du roi, et Turati déclarer qu'il serait heureux que le roi allât visiter les coopératives socialistes de Reggio Emilia créées avec le concours de Prampolini, socialiste réformiste. Ceux-là sont nos ennemis, mais ils cessent d'être dangereux dès qu'ils se posent devant nous loyalement, en adversaires.

Malheureusement pour eux les réformistes n'ont pas voulu démentir, au Congrès de Rome, leur nature de parlementaristes bourgeois, et ils se sont livrés, comme dans les corridors d'une Chambre des Députés, à une manœuvre de la dernière heure : pour embêter Ferri et par crainte de paraître trop peu nombreux, ils décidèrent de voter l'ordre du jour intégraliste que Turati venait de tourner en ridicule.

Finalement, ceux qui ont eu au Congrès l'attitude la plus sympathique et la plus cohérente ont été les syndicalistes qui, du premier jour au dernier, s'en sont tenus strictement à leur programme d'opposition complète. Ils ne formaient qu'une infime minorité, mais cette minorité était l'élément le plus vital du Congrès, car elle contenait les hérétiques, ceux que la majorité appelait anarchistes, afin d'avoir un prétexte de s'en tenir éloignée.

En vérité, les syndicalistes du parti socialiste italien, et spécialement ceux qui participèrent au Congrès, ne sont point anarchistes, mais ils partagent beaucoup d'idées anarchistes, et s'ils voulaient et s'ils acquéraient plus de clarté de vue en suivant davantage les conseils de leur maître Sorel, il y aurait moyen de trouver un terrain commun où ils pourraient lutter contre la bourgeoisie, de concert avec les anarchistes, ce qui ne me paraît pas possible pour le moment, vu leur orientation.

Au Congrès, le côté anarchiste de leurs idées est apparu sous un jour sympathique. Arturo Labriola, le meilleur orateur qu'on ait entendu en ces quatre jours de discussion, a fait une critique du réformisme, telle que nous tous, anarchistes, y pourrions souscrire. Tout ce qu'il a dit de la grève générale, de l'emploi de la violence, de l'importance à attribuer aux améliorations immédiates, sa manière de comprendre le syndicat, ses idées sur les rapports entre intellectuels et producteurs et sur la division du travail toutes ces choses se lisent telles quelles dans les livres des meilleurs écrivains anarchistes. En deux endroits il nous rendit perplexes, lorsqu'il parla du libéralisme économique et lorsqu'il parut accepter le fatalisme marxiste, deux idées qui nous semblent peu conciliables. Où il se montra ultra-anarchiste, ce fut dans son second discours, alors qu'il poussa l'antimilitarisme jusqu'à ses conséquences les plus antipatriotiques, acceptant toutes les formes de propagande et affirmant avec audace — en opposition au discours patriotique en faveur de l'armée de l'ex député Rigola — que les défaites des armées nationales laisseraient les socialistes indifférents, et que même de ces défaites pourrait surgir la société des travailleurs.

Enrico Leone parut un hérétique plus radical et plus anarchiste encore que Labriola, spécialement à cause de ses idées antiétatistes. Si l'on considère la finalité, Enrico Leone est anarchiste au point de vue économique et au point de vue politique. Mais il n'est pas révolutionnaire, ou l'est beaucoup moins que Labriola. Son économisme doctrinaire lui fait trop attendre de la loi et le porte à concevoir la révolution d'une manière trop... scientifique.

Enfin Paolo Orano sort absolument des limites du socialisme, et arrive jusqu'à l'individualisme Stirnerien, où nous-mêmes, socialistes-anarchistes ne pourrions le suivre.

Et c'est ainsi qu'au Congrès de Rome, d'où les anarchistes étaient exclus, il n'y eut pas un seul des principes fondamentaux de l'anarchisme qui ne fût affirmé et défendu par l'un ou l'autre des orateurs.

Les résultats pratiques du Congrès ont été nuls, mais la discussion approfondie a jeté une lumière plus vive sur la situation du parti socialiste italien, et a montré plus clairement que jamais qu'il contient deux fractions d'esprit opposé qui ne peuvent demeurer réunies sans équivoque : et l'équivoque durera jusqu'à ce que l'une se joigne par amour des réformes au libéralisme bourgeois et que l'autre vienne à l'anarchisme.

Luigi Fabbri.

COIN DES ENFANTS

Je rappelle aux souscripteurs que, pour être efficace, leur souscription doit me parvenir pour la fin de novembre. Et c'est pour trouver les facilités d'éditer le volume que je réduis les prix.

Au 1er décembre, le prix du volume sera de 3 francs.

GLANES

Zola au Panthéon.

Aujourd'hui que pour diriger les affaires de notre pays nous avons un gouvernement dont il siérait de dire qu'il est celui de la revanche des partisans de Dreyfus, on est en droit de se demander si la Chambre donnera suite au vœu qu'elle émit, avant ses vacances, de voir entrer Zola au Panthéon.

Il est, en effet, dans le domaine des choses possibles que les cendres de l'auteur — non tant de si puissants livres que de la lettre « J'accuse » — aillent un jour s'abriter sous le dôme de ce monument que la superstition publique considère comme le temple des suprêmes apothéoses. Les membres de la gauche et de l'extrême gauche pourraient bien profiter de la majorité dont ils disposent pour faire à leurs adversaires de la droite la mauvaise plaisanterie d'une telle glorification posthume. A vrai dire, le décret qui ouvrirait aux restes de Zola la porte du Panthéon, n'aurait pas de signification plus élevée que celle de la victoire d'un parti sur un autre. Mais, outre que notre esprit — averti du danger des admirations sans réserve — réprouve, d'une manière générale, tout témoignage, quelque justifié qu'il paraisse, d'excessive vénération, il ne nous semble pas qu'on puisse exprimer son culte pour un homme vraiment grand sous un aspect plus vain et plus ridicule que sous celui de la nationalisation de ses funérailles ou de la translation pompeuse de sa dépouille, d'un cimetière heureusement quelconque, dans un lieu consacré à servir de dortoir funèbre à la Vertu et au Génie.

La vertu! le génie! qu'est-ce à dire? En existe-t-il un modèle définitif que se transmirent, comme un dogme, les générations successives? Et si ce modèle existe, n'a-t-il jamais varié, n'a-t-il subi aucune déformation à telle ou telle époque, selon les idées ou les besoins de ceux qui se chargeaient de désigner parmi les hommes les types en approchant et de les récompenser?

Le Panthéon serait-il une crypte aussi sûrement peuplée d'hommes intègres et méritants que le fut Saint-Denis d'une dynastie de rois? A quel signe positif, indubitable, pour éviter les méprises, aurait-on reconnu ces hommes? Sur quoi se serait-on basé pour évaluer leur mérite? Est-ce au succès qu'on a mesuré le génie? A-t-on jugé de la vertu d'après l'opinion?

Ces questions s'expliquent quand on pense quelle variété de prétendus grands hommes le Panthéon abrite ou a abrités, depuis Marat, dont les muscadins, sous le Directoire, devaient jeter les restes à la voirie, jusqu'à Sadi-Carnot, en passant par les maréchaux, les cardinaux, les évêques et les membres du Sénat conservateur du premier Empire!

Mais quand l'Assemblée constituante décida que l'Eglise de Sainte-Geneviève serait destinée à recevoir les cendres des personnages illustres, elle ne s'embarrassa pas de tant de subtilités. Il lui suffit de graver seulement ces mots sur le fronton du temple de la religion nouvelle qu'elle instituait :

Aux grands hommes la Patrie reconnaissante,

afin, sans doute, de spécifier que la patrie ne tient pour grands que les hommes qui l'ont obligée — avec éclat, cela s'entend de reste, car pour ceux qui lui ont été utiles discrètement, elle les ignore...

Toutefois, il convient encore ici d'établir une distinction nécessaire entre *le gouvernement* et *les citoyens* de la patrie et de se demander à qui, de celui-ci ou de ceux-là, les dénommés grands hommes ont rendu des services. Or, comme, de tout temps, c'est l'Etat, sous quelque forme qu'il ait adoptée, qui a assumé le soin de jauger le mérite et de lui dispenser les honneurs, on devine aisément que la vertu et le génie qu'il a glorifiés ont été de l'espèce particulière de ceux qu'un patron apprécie chez ses employés ou un maître chez ses domestiques. Cette vertu et ce génie sont, précisément, le plus souvent à l'opposé des qualités propices au commun des mortels...

Il y a quelque chose de trop restreint, au surplus, dans le sens du mot patrie, tel qu'il faut l'interpréter en le lisant sur un monument du genre du Panthéon, pour que ne soient pas diminuées les personnalités auxquelles il est comme dédié, par reconnaissance. Non seulement les citoyens ne s'associent pas toujours à cette reconnaissance que feint d'exprimer la patrie en leur nom, mais, en général, ils la réprouvent.

C'est que si, apparemment les intérêts des citoyens sont ceux de la nation, ils sont réellement ceux de l'humanité.

Aussi bien, ne saurait-il y avoir de vertu et de génie qui n'eussent une signification mondiale et qui ne fussent universellement reconnus. Quiconque comprend qu'il ne peut exister sur toute la terre qu'un seul et vaste Panthéon dans la mémoire de tous les hommes libres, ne saurait admettre les Panthéons.

Telle gloire est vaine qui a besoin pour n'être pas contestée qu'on la situe sur un degré de longitude ou de latitude. Deux hommes de nationalités différentes et qui se seraient combattus, ne sauraient être tenus pour grands aux dépens l'un de l'autre, par les citoyens de leurs pays respectifs, sans éveiller la méfiance du sage. Il serait en droit de les suspecter de n'avoir rien fait que de lutter pour des intérêts privés et mesquins.

Pour en revenir à Zola si — comme elle nous paraît personnellement — son œuvre est digne de lui assurer l'estime de la postérité, qu'importe que sa dépouille repose ou non au Panthéon.

A le considérer en écrivain quelle signification sa présence aurait-elle à côté de celle de Victor Hugo? A le considérer en bienfaiteur de l'humanité ne serait-il pas amoindri de voisiner avec les courtisans de Napoléon?

Le Panthéon, au reste, consacre les gloires de la même façon que l'Académie fait les immortels. Il n'y a qu'à visiter les caveaux de l'un et qu'à feuilleter les archives de l'autre pour se procurer la surprise de la quantité d'illustrations qu'on ignore...

Un monument de vaine ostentation n'est pas un abri contre le large vent de justice dont l'histoire est incessamment balayée et qui roule à l'oubli tout ce qui n'a pas d'attache profonde au vrai sol des races où bouillonne la sève éternelle de la science et de la vérité!

JOHN-L. CHARPENTIER.

LE CONGRÈS DE LIMOGES

(Suite)

Si l'on appelle politique l'action exercée par les syndicats contre le pouvoir, au même titre que celle des anarchistes contre les institutions bourgeoises, on peut comprendre que l'une et l'autre politique sont en antagonisme avec le parlementarisme. La politique syndicaliste ou anarchiste est dirigée contre les lois; le parlementarisme évolue forcément dans la légalité. Le socialisme avec sa conquête des pouvoirs publics, avec son action électorale et législative, aboutit au communisme d'Etat et à la réglementation légalitaire. Jaurès, par exemple, attend tout de l'évolution légale.

C'est l'action illégale des ouvriers qui a forcé peu à peu les pouvoirs publics à accorder certaines libertés d'action que l'autorité gouvernementale ne pouvait plus empêcher. Mais les lois octroyées ont toujours eu en même temps pour but de limiter, autant que possible, les libertés prises de vive force. *Le rôle d'un gouvernement, quel qu'il soit, est d'assurer la paix sociale.* Quand Viviani, avant d'entrer au ministère, paraissait, dans un article de la *Petite République*, reprocher aux ouvriers de suspecter les réformes qu'on leur octroie et de récriminer contre les lois qu'on voudrait instituer en leur faveur, il commettait une certaine erreur.

Si les travailleurs ont accueilli « avec des soupçons et des injures » la loi de 1884 elle-même sur la liberté syndicale, c'est que cette liberté, qu'ils avaient conquise eux-mêmes, qu'ils pratiquaient ouvertement et illégalement depuis des années, était limitée par des dispositions restrictives. Ce sont ces restrictions et ces dérogations, à l'effet de diminuer chaque liberté conquise, qui provoquent les clameurs des ouvriers. A la réflexion, ceux-ci en prennent leur parti et continuent à agir comme si la loi n'existait pas. C'est la seule façon de l'élargir, et non en s'en remettant à la bonne volonté des gouvernants ou des politiciens.

Cette politique syndicaliste a été désignée sous le nom d'action directe. Celle-ci ne consiste pas seulement à briser des vitres ou des réverbères, ce qui est une manifestation platonique et inoffensive; elle consiste essentiellement à s'opposer à l'autorité oppressive : à ne pas obéir aux règlements d'atelier, aux contremaîtres, aux patrons, et d'autre part, à ne pas obéir, par exemple, aux lois protégeant la liberté du travail, à ne pas respecter les injonctions des maires, des préfets, etc.

La grève est la manifestation la plus vivante de cette action. En même temps qu'elle est un excellent moyen d'éducation et de propagande, elle fait éclater la désobéissance contre l'autorité patronale et contre les lois gouvernementales. Non seulement elle montre l'antagonisme des intérêts économiques, mais elle fait apparaître les forces répressives de l'Etat bourgeois : armée, police, magistrature.

Des grèves de plus en plus étendues, bouleversent l'*ordre établi*, entravent l'action des pouvoirs publics. Ainsi, les ouvriers sont amenés à concevoir, comme moyen de libération, *la grève générale révolutionnaire*. La tendance de leur tactique s'oppose donc à *la conquête des pouvoirs publics*. Les syndicalistes se désintéressent de la méthode électorale et du parti socialiste. Leur méthode révolutionnaire n'a plus besoin des politiciens.

Eux seuls, par exemple, avec les anarchistes, font actuellement la propagande contre le militarisme. Ils sont arrivés à comprendre qu'il est impossible d'envisager seulement, comme le demandait Eug. Guérard, l'antimilitarisme dans les grèves; la moindre réflexion suffit à montrer que l'antimilitarisme est une question générale, que l'armée est liée au gouvernement, que le gouvernement est obligé de s'en servir pour assurer la paix sociale, et que le culte de la patrie n'est qu'une religion nouvelle pour la sauvegarde des intérêts économiques.

Le syndicat, au point de vue de la conception syndicaliste, est envisagé comme un organisme de combat et de propagande. Il existe principalement pour la grève. Il a un but, non pas étroitement corporatif, mais surtout un but social.

Si telle est la tendance du syndicalisme français, on peut comprendre combien elle s'oppose aux conceptions de Jaurès, qui, encore dans l'*Humanité* du 9 novembre, louant le discours de Viviani, invitait les travailleurs au calme, à la sagesse et à la discipline *dans la légalité*. Quel accord peut-il y avoir entre une tactique de légalité et de paix sociale et une tactique révolutionnaire?

La tactique prise par le syndicalisme français l'oblige à regarder au delà des limites de la classe ouvrière. Elle l'empêche de s'enfermer dans un corporatisme égoïste et étroit (1). Au-

(1) Voici les paroles que Jaurès a prononcées à Limoges, d'après l'*Humanité* : « Le Parti est le représentant de la classe ouvrière. Il dépasse le point de vue corporatif; il ne se propose pas seulement d'affranchir l'ouvrier, mais l'homme. Il regarde au delà des limites de la classe ouvrière; il fait de ses revendications la base de son programme; il s'adresse à tous ceux, petits commerçants, petits paysans qui souffrent de l'oppression actuelle, à tous les hommes de pensée et d'art. Voilà la grandeur du socialisme, et voilà pourquoi les syndicalistes qui veulent élargir l'action syndicale doivent se rapprocher de nous. »

trefois, le grand reproche que certains anarchistes et certains blanquistes faisaient à la propagande syndicale, c'était de trop s'occuper de l'ouvrier et pas du tout de l'homme. Je me souviens d'avoir entendu le citoyen Vaillant, il y a une quinzaine d'années, dire dans une petite réunion d'étudiants, qu' « il ne faut pas regarder le monde à travers les vitres d'un atelier. » Grave lui-même a laissé apparaître des préoccupations semblables. Mais il n'y a qu'un moyen d'empêcher le syndicalisme de dévier vers le corporatisme, c'est que les anarchistes continuent à faire dans les syndicats leur propagande en faveur de l'action la plus large.

Le développement des besoins moraux chez les travailleurs, et en particulier des sentiments de justice et de solidarité, le développement de l'esprit de *révolte* sont le meilleur garant que le mouvement syndicaliste ne retombera pas à la conception des gros syndicats, puissants par le nombre de leurs cotisants, la richesse de leur caisse et l'autorité de leurs fonctionnaires, impitoyables pour les imprévoyants, les misérables, les indépendants, les révoltés, écartant les sans-travail et les non-syndiqués, s'efforçant seulement de conserver leurs avantages économiques, même au moyen d'une entente avec les patrons.

Les besoins moraux, qui conduisent à l'anarchisme, élargissent les revendications matérielles. Les grèves ont de plus en plus pour point de départ une question de solidarité ou une révolte contre une autorité quelconque. Ces révoltes apprennent aux individus à ne pas obéir, à ne pas respecter la légalité, à considérer que la force est en eux et à ne plus attendre la transformation sociale, soit de la bonne volonté des gouvernants, soit de quelque cataclysme surnaturel et mystérieux.

L'*idéal* d'une société meilleure, fondée, en dehors de toute contrainte, sur des rapports de sympathie, élève les préoccupations des individus. La propagande révolutionnaire rend l'ouvrier solidaire de toutes les souffrances, elle fait de lui un homme et le pousse à s'intéresser à toutes les manifestations de la pensée et de la vie. Conçu de cette façon, le syndicalisme a une philosophie, une morale, des aspirations, qui ne sont pas autre chose que l'anarchisme lui-même. Qu'importe qu'il n'en prenne pas l'étiquette.

* *

Dans le déchaînement des passions socialistes contre les syndicalistes et les anarchistes, les anciens guesdistes ont tenu le premier rôle. Ce sont eux qui excommunient la grève générale (Renard, Guesde). Ce sont eux qui déblatèrent contre l'action directe; le moins qu'ils en disent, c'est que c'est une fumisterie. Le fougueux Rappoport (*le blond*), dans une harangue terriblement longue, s'élève, au nom du socialisme « scientifique et international », contre la métaphysique syndicaliste, contre le confusionnisme syndicaliste, contre l'anarchie. Me souvenant d'avoir été jadis rasé par le bavardage « scientifique » de Rappoport (*le blond*), je me réjouis de n'avoir reçu que des éclaboussures de sa parole par les journaux.

Guesde ne veut pas, au nom même du socialisme international, admettre l'indépendance du syndicalisme. Les congrès internationaux ayant affirmé que le mouvement syndical ne se suffit pas à lui-même, le Parti n'a pas le droit de laisser la Confédération disposer d'elle-même. En dehors de l'Eglise il n'y a pas de salut.

Je ne rapporterai pas les autres arguments des délégués hostiles au syndicalisme. Ce sont des puérilités ou des calomnies. On les a lues dans les journaux quotidiens et on a pu juger de la sottise ou de la mauvaise foi des orateurs. Ce serait perdre son temps que de les rapporter ici.

Je sais bien qu'à ces attaques Hervé et Lafont ont répondu avec vigueur. Je sais bien que le citoyen Vaillant a déclaré qu'il ne fallait pas essayer de contrarier l'autonomie de la Confédération et qu'il était nécessaire de seconder son action. Il a parlé comme tous les socialistes auraient dû le faire, s'ils n'avaient pas été aveuglés par l'esprit de parti. Renaudel a parlé comme Vaillant. Révelin, « l'éternel conciliateur », comme l'ont dénommé ses camarades du parti, avait écrit dans l'*Humanité*, lui aussi, dans le même sens.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu au congrès 130 mandats contre 148 pour vouloir faire adopter une politique active vis-à-vis de la Confédération, malgré la volonté exprimée par cette dernière à Amiens. On sait ce que les termes veulent dire, surtout après les discours prononcés; au fond il s'agissait, dans l'esprit de la minorité, d'engager les socialistes à s'emparer de la Confédération ou de la désorganiser. Dans cette énorme minorité, tous ne sont pas des guesdistes; ceux-ci ne sont pas aussi nombreux; il y a donc des socialistes de toute nuance qui ont voté avec les disciples de Guesde. Et même dans la majorité, combien sont hostiles au syndicalisme! (1). Il s'agit simplement pour ceux-ci de faire contre mauvaise fortune bon cœur et d'attendre du temps une revanche aléatoire. Jaurès lui-même reprend à son compte (dans son discours du 3 novembre), l'allégation que l'action directe est exclusivement dirigée contre le patronat. C'est là une supposition nécessaire pour son propre raisonnement. Sans quoi ce serait reconnaître, pour reprendre la bizarre image émise par Vandervelde ou Ferri, que le syndicalisme possède ses deux « jambes » bien à lui et n'a pas besoin d'avoir par surcroît la « jambe politique » que lui offre le parti socialiste. Et que ferait-il d'une jambe de bois?

Il est certain que le parti socialiste répugnera toujours à reconnaître l'indépendance complète des syndicats. Son rôle, purement parlementaire, devrait se réduire à appuyer les réformes transitoires, revendiquées par les syndicats dans leur lutte journalière. Mais il n'acceptera pas bénévolement une situation aussi restreinte. Il veut commander, il veut mener lui-même la politique du prolétariat, montrer à celui-ci son chemin, lui dicter ses besoins et ses revendications, choisir l'opportunité de l'action.

Les plus acharnés dans ce besoin de domination, ce sont les guesdistes. On l'a bien vu au congrès de Limoges. Ils l'ont fait sentir, non seulement aux syndicalistes, mais à leurs camarades du parti à tout propos et hors de propos.

L'unité socialiste avec eux est soumise à une dure épreuve (2). Ils attaquent Jaurès pour ses articles en faveur de Clemenceau. Mais eux-mêmes en ont bien fait d'autres. Sous l'ancien ministère Bourgeois, ils ont été, avec leur ami Millerand, les plus fermes soutiens du gouvernement. Les « variations guesdistes » ont été notées par Pouget dans une brochure intéressante. Pourquoi ne pas reconnaître qu'il est impossible de faire du parlementarisme sans aller jusqu'aux pires compromissions et sans tomber logiquement dans le réformisme légalitaire?

M. PIERROT.

(1) A défaut des attaques ouvertes on se sert d'insinuations malveillantes. Un député socialiste unifié (je puis bien dire que ce n'était pas un guesdiste) m'a demandé, avant le congrès de Limoges, s'il était vrai que les typographes de la maison des fédérations fussent payés au-dessous du tarif; on le lui avait affirmé.

(2) Le père Vaillant a toujours voulu réaliser l'unité de son parti. Il a d'abord passé son temps à recueillir les chiens errants du socialisme. Il avait fondé autrefois une ligue de (je ne sais plus quoi) par le peuple pour Henri Place et les débris révolutionnaires du boulangisme; il a créé l'alliance communiste pour les dissidents du parti allemaniste. Poursuivant son but, après l'échec de l'Entente, il a fait le Parti socialiste de France avec les guesdistes. Mais la vie avec ces derniers n'était pas possible; leur sectarisme autoritaire les a toujours rendus insupportables, même à leurs alliés. Les « très bien! très bien! » dont le citoyen Vaillant ponctuait les discours de Jaurès à la Chambre, indiquaient le désir d'un rapprochement avec des socialistes d'un caractère moins exécrable. Jaurès était tout converti à ce désir d'unité; elle se fit, mais au prix des pires injures que le député de Carmaux dut supporter de la part des guesdistes. Le citoyen Allemane était étonné de la patience que montra Jaurès tout le temps que durèrent les négociations.

Pour liquider le marbre, nous donnons, en ce numéro, 4 pages de plus au journal, en place du *Supplément littéraire*.

Au Camarade Pierrot

Camarade,

Je lis dans le numéro des *Temps Nouveaux* du 17 novembre, l'annotation ci-dessous, concernant l'article portant votre signature :

Le citoyen Mistral (de l'Isère), au Congrès de Limoges : « Quand la grève de Grenoble a éclaté, nous nous sommes adressés à la Bourse du travail qui nous a mis en rapport avec le citoyen Merrheim, de la Confédération. Avec lui, nous avons demandé au Conseil national du parti deux députés qui seraient venus s'interposer entre les baïonnettes des soldats et les poitrines des ouvriers. Mais personne ne s'est présenté. Si! pardon. Bouveri est venu. Mais le conflit était terminé. »

J'avais déjà, au moment du Congrès de Limoges, lu pareille note dans les journaux.

J'attendais l'apparition de la brochure du Congrès socialiste, afin de connaître exactement le sens des paroles du citoyen Mistral, me réservant alors de rectifier s'il y avait lieu.

Les *Temps Nouveaux* se faisant aujourd'hui l'écho d'une inexactitude en publiant la même note, et ne voulant pas que cette inexactitude devienne *légende*, je vous prie de bien vouloir publier la rectification suivante :

Il est exact que, par les camarades de Grenoble, je fus mis en relation avec le citoyen Mistral. Voici comment, dans quelles conditions :

Quelques jours après mon arrivée, je fus conduit dans un café où l'on me présenta au conseiller général socialiste de l'Isère, qui me posa cette question :

« Nous avons l'intention de télégraphier au Comité national, à Paris, pour lui demander d'envoyer à Grenoble, deux députés, pour faire une enquête sur les faits odieux qui se sont passés ces jours-ci. Ne voulant froisser personne, nous nous sommes adressés à la Bourse qui tient à prendre votre avis; y voyez-vous un inconvénient? »

Voici la réponse que je fis :

« Je vous tiendrai le même langage que j'ai tenu à Wilm, à Guesquière, et à Betoulle, à Hennebont. Que le Comité national envoie deux députés pour faire une enquête sur les brutalités de la soldatesque et des policiers, je n'y vois aucun inconvénient. C'est un droit, peut-être même, dirais-je, un devoir.

« Mais si ces députés doivent prendre la parole dans une réunion des grévistes, délégué par la C. G., je considérerai mon mandat, ici, comme étant terminé et reprendrai immédiatement le train pour Paris.

« Tous les journaux patronaux répètent à satiété que la grève est une grève politique et non économique.

« Ma présence dans une réunion de grévistes aux côtés de députés, leur donnerait des arguments pour étayer leur thèse, en lui donnant un semblant de véracité. Immédiatement, cela mettrait l'opinion publique contre la grève, alors que, jusqu'ici, elle a été favorable aux grévistes.

« Je n'ignore pas que, dans tous les conflits, les journaux répètent la même chose. Vous pourriez même me dire que nous n'avons pas à en tenir compte.

« Ce n'est pas mon avis; les grèves ont toutes, jusqu'ici, eu un caractère purement économique, celle-ci, *plus que toute autre encore*.

« En tant que délégué de la C. G. T. et de l'Union Fédérale de la Métallurgie, j'ai pour premier devoir de lui conserver ce caractère jusqu'au bout.

« L'intervention des députés à une réunion de grévistes, lui donnerait immédiatement un tout

autre caractère qui ne peut que nuire aux intérêts des grévistes. »

Voilà résumé exactement la vérité. Qu'il ait plu au citoyen Mistral de dire, pour donner plus de portée à son intervention, que d'accord avec moi, il avait été décidé : que les deux députés seraient venus s'interposer entre les baïonnettes des soldats et les poitrines des ouvriers... c'est son affaire. Mais il me sera permis de dire qu'il a affirmé une chose d'autant plus inexacte que, depuis la veille du jour où avait lieu l'entretien, les troupes n'occupaient plus les rues de Grenoble ; toutes étaient prêtes à partir au moindre signal : elles se tenaient cachées. En même temps des pourparlers étaient engagés et la grève pouvait être considérée comme virtuellement terminée.

Je compte que vous voudrez bien insérer cette mise au point, me réservant d'y revenir plus longuement, s'il est nécessaire, quand je connaîtrai exactement le sens des paroles prononcées par le citoyen Mistral, à Limoges.

Bien cordialement à vous,

A. Merrheim.

L'Avenir et les Syndicats

(*suite*) (1)

III

Dans cette organisation qui me semble rationnelle, et seule efficace pour donner à l'individu toute liberté d'allure, on voit que le syndicat n'a rien à faire.

Du reste, groupement de lutte, et rien que groupement de lutte, il doit disparaître avec le régime qui l'a produit, pour faire place à des groupements plus complexes, moins étroits, rassemblant des aptitudes plus variées, n'ayant plus à combattre, mais à remplir leur place, dans l'harmonie sociale.

Comme pour hâter la révolution, il est bon que chacun porte ses forces vers la besogne qui lui plaît le mieux. C'est en l'attaquant, de tous les côtés à la fois, que la société croulera plus vite.

Seulement, par un défaut inhérent à l'imperfection humaine, chacun a tendance à croire que c'est le moyen qui lui plaît qui est le seul efficace, et il a vite fait de l'ériger en système hors duquel il n'y a pas de salut.

Et puis, c'est si tentant de passer chef d'école, en inventant un système nouveau.

Les exemples abondent.

Je ne parlerai pas des parlementaristes qui, eux, ont des raisons spéciales pour vouloir subordonner toute propagande à la politique.

⁂

On sait, par exemple, que le mot collectivisme, dans l'Internationale, ne fut inventé que pour remplacer celui de communisme que l'on jugeait trop décrié par les systèmes autoritaires.

Aujourd'hui, le collectivisme est une doctrine sociale qui n'a plus grand' chose de commun avec le communisme. Il a suffit d'inventer le mot, pour que d'aucuns l'érigeassent en système.

Lorsqu'on fit les premières lois contre les anarchistes, quelques littérateurs fourvoyés dans le mouvement, inventèrent le mot libertaire, prétendant ainsi faire la nique à la loi. Et, depuis, le nom de libertaire s'emploie à côté de celui d'anarchiste. Jusqu'à présent, on n'a pas trouvé le moyen d'y loger une théorie nouvelle. Cependant, pour beaucoup, libertaire signifie autre chose — de plus, où de moins — qu'anarchiste. Il y a une nuance. Le libertarisme n'attend plus que le prophète qui lui insufflera la vie.

A la suite des persécutions féroces de cette même époque, la propagande ouverte, purement anarchiste, ayant été arrêtée pendant toute une année, l'activité des anarchistes se tourna vers les syndicats. Et leur propagande, certes, y a été efficace, puisque aux syndicats qui, autrefois, pour la plupart, n'étaient que des groupements isolés, sans force, inféodés aux politiciens, ils sont parvenus à insuffler la vie, et à en faire une puissance avec laquelle le monde politique aujourd'hui, est forcé de compter.

Par contre, cette nouvelle besogne les a tellement pris, pour la plupart — je ne parle pas de ceux qui s'y sont laissés engluer par la politique — que la propagande anarchiste leur est devenu étrangère. Certains ne sont pas loin de regarder les anarchistes comme des gêneurs. Il y a eu influence réciproque. Si les anarchistes ont fait avancer le syndicalisme, celui-ci a fait rétrograder certains anarchistes.

⁂

A la suite de l'affaire Dreyfus, il y eut un emballement général pour l'éducation du peuple. Chacun voulait éduquer l'ouvrier. Il en sortit la création des U. P. Cela absorba quelques autres activités anarchistes.

Il y eut ensuite le « Néo-Malthusianisme ». Au commencement, il s'agissait du droit pour chacun de n'avoir que le nombre d'enfants qu'il lui plairait; la liberté pour la femme de se refuser aux maternités multipliées, ou simplement à la maternité, en y faisant rentrer d'autres considérations que physiques et morales : n'avoir des enfants que lorsqu'on était sûr de pouvoir les élever, de ne procréer que dans des conditions permettant d'avoir des produits sains, etc., etc. Toutes choses excellentes, contre lesquelles ne peut s'élever aucune objection.

Mais cela ne pouvait satisfaire ses partisans. La non-procréation de facultative est devenue un devoir social, une panacée à tous les maux sociaux. Elle est devenue la doctrine la plus réactionnaire que je connaisse.

Ensuite, l'antimilitarisme qui, dès les débuts de la propagande anarchiste, fut avec l'antiparlementarisme, un des points principaux de l'activité anarchiste, tend, lui aussi, à se spécialiser, et « à se suffire à lui-même ». Bien mieux, ne voilà-t-il pas qu'il se subdivise, et est en train de former un second parti sous le nom d'hervéïsme. Jusqu'à présent, il n'y a pas schisme, ni formule nouvelle. Mais avec le temps, cela se trouvera, il ne faut pas en douter.

Si l'antimilitarisme prenait une forme active, prêchant la désertion, le refus de porter la livrée militaire; s'il se proposait de coordonner toutes ses forces, s'organisant pour faciliter à ceux qui esquivent la caserne, leur exode et leur installation à l'étranger, cela répondrait à une nécessité. Il n'y a qu'à lire les « Convocations », à notre septième page, presque toute l'activité des groupes antimilitaristes s'est portée à étudier l'espéranto. Cela peut avoir son utilité, mais comme propagande révolutionnaire, c'est plutôt maigre.

Et cela n'est pas la faute de telle ou telle conception, mais de l'impossibilité, pour la majorité des individus, de se faire une conception philosophique des choses; chacun ne voit que son point de vue. C'est ce qui fait que le syndicalisme, lui aussi, tend à devenir une doctrine « à se suffire à lui-même », comme on a dit.

Et c'est cela qui est dangereux ; car forcé de lutter la lutte de tous les jours, il sera journellement amené, comme je l'ai déjà dit, à sacrifier l'avenir pour le présent. Or, nous savons que toute amélioration qui laisse subsister l'exploitation, le salariat, n'est qu'une amélioration illusoire, que le travailleur, comme les autres, ne sera réellement affranchi, ne trouvera la satisfaction de tous ses besoins, que lorsqu'il aura totalement détruit l'organisation capitaliste.

Or, le fait de mettre, à chaque instant, l'éteignoir sur certaines réclamations capables d'empêcher la réalisation d'autres moins prononcées, la peur d'effrayer une partie du personnel que l'on traîne à sa remorque, seront un continuel obstacle à ce qu'il s'établisse une conception large du mouvement social dans le personnel syndicaliste, si l'impulsion ne lui vient pas du dehors. Cette besogne, c'est l'œuvre de la propagande anarchiste qui, tout en semblant n'opérer que dans le vague de la théorie, et pour des buts plus ou moins éloignés, travaille à ce que le progrès social ne reste pas stationnaire, à ce que les réclamations des déshérités se fassent entendre de plus en plus conscientes, de plus en plus précises, et que le mouvement ne se cristallise pas dans des formules qui, bonnes aujourd'hui, peuvent être une entrave demain.

Et c'est ce qui attend le syndicat, si jamais il arrive à se transmuer en théorie. Comme toute théorie, qui se croit une panacée, il voudrait se survivre et perdurer, et deviendrait ainsi une entrave au progrès social.

Donc, facilitons au syndicalisme la besogne qui lui incombe, — et elle est importante, — mais n'oublions pas la nôtre qui ne l'est pas moins.

J. Grave.

(1) Voir les numéros 27 et 28.

MOUVEMENT SOCIAL

La Grande Famille. — Un jeune soldat originaire du Rouergue, Le Couderc, avait été incorporé l'année dernière au 129e de ligne en garnison au Havre, dans la compagnie d'un certain capitaine Compeyrot dont l'abrutissement est proverbial.

Le Couderc ne tarda pas à se plaindre de maux d'oreilles qui, selon ses camarades, le faisaient horriblement souffrir. Il se fit porter malade. Mais à la 15e compagnie du 129e, tout malade est présumé être un *tireur au grenadier*, selon l'expression du capitaine. Le major Schulmann (lisez vétérinaire), après huit jours d'observation, déclara tout net à l'infortuné troubade qu'il n'était qu'un *tireur au cul*.

Le « père de famille », je veux dire le colonel Feuchère, infligea donc au tireur au cul quinze jours de prison, en spécifiant que si, dans un délai de deux mois, il n'encourait aucune punition, la punition serait levée.

Or, le 23 octobre, fatigué de l'intolérable vie de caserne, puni et repuni et ayant devant lui la perspective des compagnies de discipline, le malheureux se pendit; mais la corde s'étant rompue, il tomba et dans sa chute se brisa les reins.

Encore une victime. Qui les comptera jamais toutes ? Qui pourra faire jamais l'addition funèbre ?

Un Libertaire.

⁂

Police française et police russe. — Un journal russe (nous ne nous rappelons plus lequel) a publié une piquante information.

Sur la demande du département de police, M. Lépine, préfet de police, a envoyé à Petersbourg des modèles des fers qu'on emploie chez nous pour enchaîner les prisonniers. La police politique, gendarmes et policiers secrets, a été aussitôt munie de ces instruments.

Nous n'avons jamais mis en doute que M. Lépine, autocrate de Paris, ne fût pour le tsarisme voleur et assassin, contre le peuple russe assassiné et volé.

B.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

MOUVEMENT OUVRIER

Le repos hebdomadaire. — La journée de dimanche a été marquée par quelques semblants de manifestations, où seuls, les militants du Comité intersyndical, ont donné de leur personne.

Vraiment si les employés du commerce de détail finissent par jouir du repos hebdomadaire ils seront mal venus de s'en attribuer le mérite et de se vanter de l'avoir gagné.

Les démonstrations dans la rue sont excellentes, car sans même que les magasins soient chambardés, elles gênent si considérablement les commerçants que ceux-ci ne tarderaient pas à céder et à donner congé à leur personnel.

Mais ces manifestations qui pourraient concentrer des milliers d'employés ne sont l'œuvre que d'une poignée de convaincus, qui marchent quand même, malgré la lâcheté du plus grand nombre.

Deux arrestations ont eu lieu dimanche. Le secrétaire de la Chambre syndicale des employés et le camarade Luquet, secrétaire du Comité intersyndical.

Le Conseil municipal a, pour ce fait, blâmé le Préfet de police. C'est l'imbécillité du pouvoir législatif qui blâme l'exécutif, alors que les actes du second dépendent étroitement des délibérations du premier.

⁂

Anarchistes et Arrivistes. — La *Voix du Peuple* avait relevé au lendemain du Congrès de Limoges, les déclarations, d'une si évidente hostilité des délégués guesdistes.

Quoique n'ayant fait suivre ces déclarations d'aucun commentaire, — elles se suffisaient à elles-mêmes, — leurs auteurs ont été quelque peu ennuyés de les voir publiées, et sous prétexte de rectification, ils en accentuent encore la gravité. Ainsi Doizié se défend d'avoir crié : « Guerre à la Confédération », mais il affirme très nettement que les socialistes unifiés ont pour devoir de *chasser les anarchistes des organisations syndicales*, car, dit-il, ils n'y sont entrés que lorsqu'il y avait des emplois rétribués à prendre.

Comme la calomnie, si imbécile qu'elle soit, fait toujours son chemin, il est utile de profiter de celle-ci pour faire besogne salutaire et de montrer de quel côté, des réformistes ou des révolutionnaires, se trouvent les profiteurs du syndicalisme.

C'est un fait non contesté que beaucoup d'anarchistes ont été, il y a quelques années, adversaires déclarés des syndicats, mais c'est aussi un fait incontestable que le mouvement ouvrier en France a pris de l'extension et les organisations ne sont devenues importantes que depuis l'entrée des anarchistes dans les syndicats.

C'est à leur honneur d'avoir compris l'importance de l'organisation syndicale et d'adversaires acharnés à en être devenus les partisans convaincus.

En entrant dans les syndicats les anarchistes n'ont rien abandonné de leurs conceptions sociales; ils ont vu dans le syndicalisme un excellent outil de propagande et d'organisation révolutionnaire, et se mêlant au mouvement syndicaliste, ils lui ont donné l'orientation, ils en ont fait ce qu'il est.

Deux catégories de gens ont vu avec dépit et colère les anarchistes prendre dans l'organisation une part prépondérante. Les politiciens de métier dont l'influence a, de ce fait, décru progressivement, au point de disparaître presque complètement. Tenus en suspicion par les travailleurs, les politiciens ne peuvent faire servir les grèves à la préparation de leur candidature.

D'autre part, les réformistes, apôtres de la paix sociale, partisans de l'entente du capital et du travail, furent aussi fâchés de voir la conscience révolutionnaire des foules ouvrières grandir par la propagande syndicaliste.

Tous les efforts tentés pour ramener le syndicat à un rôle étroit et borné, de le réintégrer dans les cadres d'un corporatisme mesquin échouèrent.

Au 1er mai dernier la grève de l'imprimerie consacra la défaite lamentable des commissions mixtes, l'échec complet de la méthode de compromis, d'entente et de collaboration avec le patronat.

Furieux, politiciens et réformistes, à Limoges Doizié était l'avocat des deux, affirment, sans rien prouver d'ailleurs, que les révolutionnaires n'affectionnent les organisations qu'en raison des places qu'ils y ont trouvées.

Nous avons déjà, dans *l'Avant-Garde*, montré naguère la différence sensible de traitement que touchent nos camarades révolutionnaires comparés à ceux attribués aux secrétaires et permanents de la plupart des Fédérations réformistes.

Aujourd'hui nous donnerons en exemple une nomenclature bien incomplète des militants syndicalistes de tendance réformiste pour lesquels le syndicalisme n'a été que l'antichambre de bonnes sinécures officielles ou un excellent tremplin pour rebondir dans l'arène politique et s'y tailler une large part.

Au hasard nous citons :

Treich, secrétaire à la Bourse du travail de Limoges et guesdiste farouche, est nommé en 1900 receveur de l'enregistrement à Bordeaux.

Amiel, secrétaire de la Bourse de Carcassonne, obtient un poste d'agent colonial de 3e classe au Congo.

Puech, secrétaire de la Bourse du travail d'Albi, a conquis à force d'intrigues un poste de *juge de paix*.

Soulery, secrétaire de la Bourse du travail d'Alger, obtient le poste d'inspecteur du mont-de-piété d'Algérie.

Truillot, secrétaire de la Bourse de Constantine, fait démissionner la Bourse de la Fédération des Bourses du travail parce que cette dernière faisait de la propagande antimilitariste : en récompense, le préfet le bombarde fonctionnaire à la sous-préfecture de Philippeville aux appointements de 4.800 francs.

Fagnot, un typographe, militant à la Bourse de Clermont-Ferrand, est nommé enquêteur à l'Office du travail, service du ministère Viviani.

Et *Poulain*, qui a gagné sa popularité dans les Ardennes comme secrétaire de la Fédération de la métallurgie; il est devenu député et se trouve fraternellement ami avec le marquis de Dion.

Deslandres, ami des ouvriers à raison de 9.600 fr. par an comme conseiller municipal du XIIIe arrondissement.

Ses amis *Lajarige* et *Heppenheimer*, *Rozier*, *Fribourg*, etc. etc., sont encore à la tête de syndicats qui ont été pour eux d'un précieux concours pour leur ascension dans les sphères du pouvoir.

Et *Copigneaux*, secrétaire du syndicat général des travailleurs municipaux, qui a gagné par sa campagne de diffamations contre la Bourse de Paris, l'emploi de surveillant technique à la Ville.

Et combien d'autres nominations encore toutes récentes pourrait-on signaler, prouvant ainsi combien sont nombreux parmi nos adversaires ceux dont l'ambition seule est le guide.

Où sont les anarchistes parmi tous ces gens? Qu'on mette simplement en regard de cette course à la sinécure courue par nos excellents réformistes et politiciens, l'attitude très simple mais combien opposée des quatre secrétaires confédéraux, des révolutionnaires ceux-là et traités d'anarchistes, qui, au lendemain de l'expulsion de la Confédération de la Bourse du travail, abandonnaient chacun 25 francs de leurs appointements mensuels pour payer le loyer de l'organisation centrale.

⁂

LES GRÈVES

A Saint-Claude. — Les patrons pipiers n'ayant pu semer la division parmi les grévistes et malgré toutes les pressions les rentrées ayant été nulles, la municipalité est venue au secours du patronat et sous prétexte que dans les réunions de grévistes les patrons étaient traités d'affameurs; elle a fait fermer la Bourse du Travail qui est depuis quatre jours occupée par les gendarmes.

C'est ainsi que le pouvoir comprend et respecte la liberté de la grève.

Afin de réprimer à son aise et pour pouvoir mettre au service du patronat le plus de force armée possible autorités municipales et patrons provoquent sans cesse les grévistes.

Comme à Hennebont un commencement d'incendie sert de prétexte à la mise en état de siège de la ville.

Un pétard éclate dans la cave du maire et aussitôt la presse locale transforme ce fait en attentat et des mesures extraordinaires sont prises.

Mais encouragés par leur dernière victoire les ouvriers pipiers ne se laissent pas démoraliser et continuent énergiquement la lutte.

Déjà la division est au camp patronal. A la suite d'une réunion, certains patrons se sont détachés et vont accorder satisfaction à leurs ouvriers.

Espérons que les grévistes ne se laisseront pas abuser par les politiciens qui, sous prétexte d'une enquête destinée à une interpellation devant la Chambre, se sont rendus à Sainte-Claude.

Il faudra de l'énergie aux militants et aux grévistes pour résister à toutes ces résistances et se méfier de tous les pièges tendus.

⁂

A Fougères. — Le lock-out des patrons cordonniers continue toujours, mais la résistance ouvrière loin de décroître est toujours aussi énergique.

Espérant amener une division dans les rangs des grévistes les patrons ont fait apposer une affiche injuriant grossièrement le camarade Jouve, secrétaire de la Bourse du Travail.

Le comité de grève a répondu par un manifeste établissant exactement les causes de les responsabilités du conflit.

Pas une défection ne s'est produite.

Les coupeurs en chaussures ont déclaré qu'ils ne reprendraient le travail qu'après que toutes les autres corporations de la cordonnerie auront obtenu satisfaction.

Désireux de ménager les munitions et prévoyant que la lutte peut être longue, les grévistes ont organisé des soupes communistes.

L'état d'esprit est parfait et la victoire apparaît à tous comme certaine.

⁂

Une victoire ouvrière. — A Cruzy, petite commune vinicole du département de l'Hérault, le syndicat agricole vient d'amener à composition un gros patron-propriétaire qui s'était flatté de mener ses salariés comme les anciens seigneurs conduisaient leurs serfs.

Malgré la protection d'un ancien ministre, Turrel qui a fait mettre à la disposition du patron police et force armée, les ouvriers ont obtenu satisfaction et ont imposé leurs conditions au sieur Bartissol, le patron en question.

Au lieu de trente ouvriers que le Bartissol occupait avant la grève le syndicat l'a contraint d'en employer cinquante dont six à titre temporaire.

Ainsi les ouvriers vignerons ont trouvé la solution la plus radicale au chômage.

⁂

La grève des dockers de Port-Saint-Louis-du-Rhône. — Observant les conseils que leur donna le Congrès de Limoges, les politiciens cherchent à nouveau à s'immiscer dans les grèves.

Comme à Saint-Claude, où une délégation du Parti s'est rendue, la grève de Port-Saint-Louis-du-Rhône a vu arriver Vincent Cartier, député socialiste, qui a su déjà enlever au conflit toute l'allure énergique qu'il avait au début.

Aussitôt l'ouverture des hostilités, les dockers avaient fait de l'action directe, les quais avaient été débarrassés par eux des marchandises déchargées qui étaient allées se promener dans le Rhône.

Quelques heurts avec la gendarmerie n'avaient fait que surexciter les colères ouvrières et la grève s'annonçait comme devant être courte parce que énergique.

Mais le bon député temporisateur et calmant est intervenu pour le plus grand bien des patrons.

Dans une réunion des grévistes, il a, en développant le programme du Parti qui fait élire de bons députés, fait entendre des paroles sages et prudentes qui ont déjà réussi à émousser les énergies. Encore un ou deux discours et les grévistes seront prêts à rentrer tête basse au travail.

Pourquoi donc lutter, endurer les souffrances inhérentes à la grève, puisque le bon député doit apporter toutes les satisfactions désirables? Il suffit de bien voter.

Etre un troupeau bien sage et bien discipliné, c'est l'essentiel.

Les pauvres copains dockers vont faire la douloureuse expérience des mirifiques qualités de la bonne parole socialiste.

Ainsi ils apprendront ce qu'en vaut l'aune.

⁂

A Paris. — Les ouvriers plombiers-poseurs de la Compagnie des Eaux se sont mis en grève.

Les grévistes, au nombre de 200, réclament une augmentation de salaire et la municipalisation de leur emploi.

A Grenoble. — Deux grèves viennent d'éclater.

250 terrassiers travaillant dans les chantiers, près de La Mure, à des travaux de canalisation pour la force électrique, se sont mis en grève.

Espérant intimider les grévistes, l'entrepreneur a annoncé qu'il allait faire immédiatement la paye et que tout ouvrier qui ne rentrerait pas aussitôt au chantier serait considéré comme démissionnaire.

Cette menace n'a eu aucun succès.

⁂

Lundi dernier, une grève générale a éclaté chez les teinturiers en peaux et palissonneurs.

La cause de la grève est due à la mauvaise foi d'un patron qui, après un différend survenu au sujet d'un apprenti, ayant conclu un accord avec le syndicat des teinturiers, s'est ravisé et est revenu sur sa parole.

En outre, des intentions de lock-out semblant se manifester parmi les maisons de teinturiers, les ouvriers ont pris l'avance et toutes les usines étaient vides lundi matin.

Des cuisines communistes ont été installées et la résistance s'organise énergiquement.

⁂

Roubaix.

La controverse Merrheim-Lefebvre. — Ma tâche est fort simplifiée maintenant, les *Temps Nouveaux* devant publier *in-extenso* la conférence du camarade Merrheim (1). Je me contenterai de relever deux points, capitaux à mon avis, des déclarations de Lefebvre, le secrétaire du syndicat textile de Roubaix.

Lefebvre a reconnu que le Parti socialiste intervenait dans les actes du syndicat du Textile. D'abord le syndicat verse au Parti un sou par membre et par mois. Ainsi, un syndiqué du textile est obligé, qu'elles que soient ses opinions politiques, de participer aux frais électoraux des candidats socialistes.

Le Parti intervient dans le syndicat *pour en chasser les brebis galeuses*. Il intervient pour cela et pour autre chose; il intervient pour tout. Avant la réunion du syndicat, quand il y a sujet important, on tient une réunion du Parti. Le Parti veille non seulement à ce qu'il n'entre pas d'anarchistes dans le syndicat, mais encore à ce qu'il ne s'y en forme pas. Ce qu'on appelle les brebis galeuses, ce sont les anarchistes. Ils n'ont pas leur place dans le syndicat.

Mais alors que doivent faire les tisseurs anarchistes de Roubaix? On ne veut pas d'eux au syndicat de la « Paix ». Ils sont mis hors l'organisation syndicale. Cette situation va-t-elle durer, peut-elle durer? La Confédération ne pourrait-elle rappeler au syndicat du textile de Roubaix qu'un syndicat ce n'est pas un groupe d'opinions mais un groupe pour tous les travailleurs conscients d'une même corporation. On ne peut le demander à la Fédération du Textile, puisqu'elle est animée du même esprit que le syndicat de Roubaix.

De toutes façons, nos camarades tisseurs ne peuvent rester isolés. Puisque le syndicat de Roubaix est un syndicat socialiste, n'est-il pas logique qu'il se forme à côté un syndicat anarchiste? Ce n'est pas l'idéal, mais on sera bien obligé d'en passer par là, à moins que le syndicat de la « Paix » ne se ravise, ce qui est bien peu probable.

PIERRE LANNEAU.

⁂

Politique et syndicats. — Quoi qu'on en puisse croire après les décisions des derniers Congrès de la Confédération du travail et du Parti socialiste, la politique — j'entends dire le virus dissolvant — a été inoculée aux syndicats. La politique étant une infection susceptible de tuer les groupements ouvriers, un grand nombre de ceux-ci périront des suites de l'opération tentée sur eux par les pseudo-révolutionnaires à la Guesde. Seuls les syndicats de forte constitution, ou ceux que les révolutionnaires avaient eu le temps de vacciner avant l'été dernier, résisteront à la maladie et à la mort. Mais quoi qu'on fasse, ces syndicats sortiront affaiblis de la crise actuelle, je je dis affaiblis numériquement, rien d'autre.

Nous marquerons ici, au fil des jours, les signes de la déchéance physique des organismes syndicaux que la politique aura touchés. Ceci, afin que les travailleurs qui nous liront puissent à l'avenir se prémunir contre la contagion. Comme les Spartiates qui montraient des esclaves ivres à leurs enfants pour les dégoûter de l'ivrognerie, nous montrerons à nos camarades du travail les syndicats et les syndiqués pourris par les politiciens.

Le mot « pourris » n'est pas exagéré, il fera certes pousser des cris au citoyen P.-M. André, du *Socialiste*, mais je le répète, il n'est pas exagéré. Hier encore, à Roubaix et à Tourcoing, Bourguer et moi pûmes nous en rendre compte.

Les anarchistes et les syndicalistes de ces deux villes ayant organisé des meetings de protestation contre les jaunes — chiens du patronat — et contre les poursuites intentées à des camarades assommés le dimanche précédent par ces jaunes, les meetings ont été boycottés par les chefs syndicalo-socialistes, les ouvriers syndiqués n'ont point paru à ces réunions. Est-ce trop que de dire « pourris » ces hommes qui sur un mot d'ordre quelconque renoncent à l'action et permettent par leur inertie et leur indifférence de commande, aux suppôts des capitalistes, aux jaunes et aux marchands de condamnations de continuer leur abominable besogne?

Avec des syndiqués pareils les organisations sont mauvaises, au lieu de servir les intérêts prolétariens, elles font le contraire, empêchent tout mouvement, détruisent l'esprit de révolte, sont réactionnaires.

Ces syndicats-là mourront, ils doivent mourir. Si la politique ne suffisait pas à les détruire complètement, il faudrait l'aider. Pour cela il suffirait de critiquer franchement tout ce qui se trafique dans leur sein, toutes les cochonneries qui sont commises en leur nom par des fonctionnaires absolument sans vergogne. C'est par la critique que que se détruisent les troupeaux, nous pouvons en user, nous n'y manquerons pas.

Montrons donc à nos camarades ce que sont beaucoup trop de syndicats, ce que valent certaines fédérations dites corporatives.

L'ami Merrheim a dit déjà ce que firent dans le Nord, les socialistes scientificards du clan guesdiste. Je donnerai bientôt des détails significatifs de quelques affaires qui, pour être ignorées de Merrheim, n'en seront pas moins, ainsi, mises au service de ceux qui tiennent à se documenter sur le mouvement dans le Nord et sur l'action de la fédération nationale textile.

Ch. DHOOGHE.

⁂

A Nancy.

Depuis que l'esprit syndicaliste anti-parlementaire prédomine à la Bourse du Travail de Nancy (Fédération des syndicats ouvriers de l'Est), le nombre des syndicats s'est accru (au moins d'une dizaine) ainsi que leurs effectifs. Grâce aux efforts des partisans de l'action syndicale, le réveil dans les masses ouvrières de la région, est un fait acquis.

Le réveil est doublement encourageant par la conscience de classe qui se manifeste chez les travailleurs, à juste raison ils se désintéressent de la conquête des pouvoirs, cependant qu'ils sont absolument décidés à enrayer l'exploitation capitaliste, en vue d'améliorations immédiates.

Or, l'organisation syndicale étant celle qui correspond le mieux aux intérêts des travailleurs, ils portent tous leur confiance en elle.

Le syndicalisme tel qu'il est compris, et propagé ici signifie exactement : organisation des travailleurs pour la lutte directe contre l'exploitation capitaliste et éducation de la classe ouvrière de manière à développer chez elle l'initiative indispensable, et la confiance en leurs propres forces. Entrés en nombre dans les syndicats, les militants antiparlementaires profitent de toutes les circonstances pour donner un but révolutionnaire à la lutte syndicale. S'il est nécessaire de se défendre contre les duretés de l'exploitation, et d'arracher au patronat des bribes de liberté, il est aussi de nécessité absolue de ne point perdre de vue le but révolutionnaire : la suppression complète du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les travailleurs lorrains, je suis heureux de le dire, préfèrent les tactiques syndicalistes à toutes celles que préconisent les politiciens de toutes écoles.

Devant la croissance du syndicalisme révolutionnaire, nous voyons se former une *coalition* de bourgeois monarchistes, républicains, radicaux et *socialistes*, lesquels s'entendent parfaitement pour calomnier, injurier, salir, les militants de la Bourse : les 3 ou 4 *Réveils du Nord* d'ici sont pleins de ces dénonciations perfides qui conduisent directement dans les geôles républicaines.

L'effort de tous les cabotins de la politique pour enrayer notre action prouve surabondamment que nos coups frappent juste ; contre toutes les injustices, contre toutes les exploitations.

⁂

Grève des Tramways. — Pour protester contre le renvoi arbitraire d'un des leurs les employés du tram de Nancy s'étaient mis en grève au nombre de 120.

Formés en syndicat l'an dernier grâce aux efforts de vieux militants révolutionnaires de la Bourse, ils s'en étaient écartés ensuite pour s'adonner à la seule mutualité. Mais l'insuffisance du mutualisme se manifeste clairement dans le conflit actuel, sans énergie aucune, la grève bat son plein ; les trois quarts des employés se sont découragés, ils ont repris le travail, comptant sur l'intervention des pouvoirs publics, ils voulaient une vraie grève légale, bien gentille, aussi le résultat est-il négatif, 27 restent encore dehors, ceux-là, mais un peu tard, comprennent que les grèves pacifiques sont néfastes à ceux qui s'en servent. Eux qui, au début, avaient refusé le concours de la Bourse, ont fini par l'appeler à leur aide, trop tard malheureusement.

La Bourse a bien organisé plusieurs meetings afin de créer un courant de solidarité, mais devant le lâchage de la généralité des grévistes, les syndicats ne peuvent plus que soutenir les victimes.

Et dire que pour réussir il n'eût fallu aux grévistes, qui avaient tous les atouts en main, qu'un peu d'énergie et de confiance en l'action directe! Mais ils ont écouté les flagorneries politiciennes. Cela se paie. Heureusement, les employés des Tramways sont ici presque les seuls en dehors du mouvement.

L. S. BOUDOU.

P.-S. — Comme je le prédisais dans la correspondance ci-dessus, la grève des tramways est terminée. Elle n'aura servi qu'à édifier les syndicats lorrains sur les *bienfaits* de la grève légale, de la grève des bras croisés. Vingt camarades, les plus énergiques, seront réintégrés au fur et à mesure des vacances. Les syndicats de Nancy leur viennent en attendant en aide autant qu'ils peuvent.

Voilà où mène le sot respect de la légalité bourgeoise tant vantée par les réformistes de tout acabit.

L.-S. B.

⁂

Le lock-out de Fougères. — Les fabriques qui ont déclaré le lock-out sont au nombre de vingt-trois, occupant de 8.000 à 10.000 ouvriers. Parmi les lock-outés c'est la misère, et chose extraordinaire le calme règne! Chose plus extraordinaire, la troupe n'a pas encore paru.

Nous avons organisé des soupes communistes : bon moyen de propagande et d'entraînement.

Les patrons parlent de faire un referendum. Nous tâcherons qu'ils ne réussissent pas dans ce projet qui pourrait être funeste à la résistance. C'est que nous avons à compter sur la faim, mauvaise conseillère.

Au nom des grévistes, je fais ici un appel aux camarades qui lisent les *Temps Nouveaux* pour qu'ils nous aident. Notre succès ou notre défaite décidera de la vie ou de la mort du syndicalisme dans notre réactionnaire contrée. Envoyer les fonds au camarade Petit, secrétaire du comité de grève, à Fougères (Ille-et-Vilaine).

⁂

Grève de soudeuses. — Les ouvrières des établissements Carnaud, à Chantenay, près Nantes, sont payées aux pièces. Pour une commande importante, 300,000 boîtes de conserves, dit-on, le directeur de l'usine prétendit établir un tarif provisoire, inférieur au tarif habituel. Cinquante soudeuses se mirent en grève, il y a plus de trois semaines. Le directeur proposa de verser les économies, entraînées par la diminution des salaires, *au bureau de bienfaisance*. C'était faire la charité à bon compte... Les grévistes repoussèrent cette singulière combinaison. Le patron ne manqua

(1) Dès que l'étude sur Elisée Reclus sera achevée de paraître, nous publierons la conférence de Merrheim sur la situation économique et syndicale à Roubaix.

point d'employer alors toutes les menaces usitées en pareil cas.

Les grévistes tiennent bon. Toutes les corporations leur apportent de larges secours pécuniaires. *Seul, le personnel des usines de conserves alimentaires n'a point bougé.* Il semble, cependant, qu'au déni de justice fait à quelques-unes des leurs, les soudeuses et soudeurs devraient répondre par la grève générale.

On tente sans succès de fonder le syndicat des soudeurs et soudeuses.

X.

MOUVEMENT AGRAIRE

Les métayers des Landes. — Sous l'influence d'un certain nombre de camarades landais et notamment du groupe d'études sociales de Pomarez, une certaine agitation se manifeste actuellement parmi les métayers de cette région.

Nous donnerons prochainement l'appel aux paysans qui a été répandu ces temps derniers par nos amis, ainsi que les articles essentiels du projet de statuts qu'ils ont établi à l'intention des syndicats de métayers en voie de formation.

Sur la situation actuelle du métayer landais, notre camarade Ducasse, secrétaire du groupe d'études de Pomarez, nous communique les notions suivantes :

Ils sont répartis sur des métairies nettement délimitées, d'une contenance de 4 à 20 hectares et possédant chacune maison d'habitation et dépendances (étables, écuries, remises, fournil; plus le potager).

En général, ils travaillent *à moitié fruit*; sauf pour les fourrages, dont ils ont l'usage exclusif. Il est vrai que si le maître a fourni les capitaux pour l'achat des bêtes, il a droit, au moment de la vente, à la moitié du bénéfice obtenu et à la moitié du produit brut de la vente des sujets nés à la ferme; s'il n'a fourni aucun capital, il prend néanmoins le quart de la valeur au moment de la vente de toute bête née sur sa propriété. Il prélève de plus une redevance dénommée « éryai » qui représente (soi-disant) le loyer de l'habitation; elle varie suivant l'importance de la ferme et se paie ici en argent et là en nature; payée en argent, elle est à peu près proportionnée à la valeur de la maison; payée en nature, et c'est le cas le plus fréquent, le plus pur arbitraire la régit. Tel propriétaire se fera donner la moitié du cochon gras, tandis que tel autre n'en prendra que le quart; celui-ci exige le tiers de toute tête de volaille (oies ou canards) élevées à la ferme, celui-là se contente d'un nombre fixe et relativement modéré.

De même pour les partages; la règle *à moitié fruit* n'est pas uniforme : ici elle est aggravée par la *dîme*, là dégrevée par le partage dit à la *cinquelle* qui s'exerce surtout sur les céréales; tout cela est réglé par des usages locaux très anciens et souvent absurdes. Le premier remède à obtenir (si c'en est un) ce serait donc l'unification de l'exportation.

Une première réunion de métayers a eu lieu à Pomarez; une autre suivra incessamment, au cours de laquelle le syndicat sera constitué.

Nous nous tiendrons au courant de ce mouvement.

AM. D.

RUSSIE

Niçane Farber. — Notre correspondante russe nous envoie la traduction d'une autre *feuille volante*, éditée et distribuée en octobre 1905 par le groupe ouvrier anarchiste-communiste d'Ekaterinoslaw, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Niçane Farber. Le manque de place nous contraint à n'en donner qu'un bref résumé.

Farber était né près de Grodno dans une pauvre famille juive. Sa mère mourut de bonne heure et son père, gardien de synagogue, dut le confier aux soins d'une société charitable. A 10 ans, il sortait de l'école et était placé chez un boulanger. Il y connut toutes les horreurs de l'existence : il travaillait dix-huit heures par jour dans une pièce sale et sans air, sous les jurons de son maître. Il grandit, intelligent et curieux, consacrant à la lecture les minutes volées à son labeur de forçat. C'est ainsi qu'il lut la littérature révolutionnaire en jargon juif.

Un jour, aux meetings du *Bound* (Parti social-démocrate juif) apparurent des anarchistes. Farber se joignit à eux et se donna au mouvement naissant corps et âme. Pas une réunion où il n'allât, discutant avec les boundistes, attaquant leur tactique de légalité, leur foi dans le parlementarisme; il lisait les écrits théoriques de l'anarchisme et en répandait les idées dans la masse ouvrière. Il n'en était pas moins au premier rang dans toutes les collisions avec la police.

En 1904, à Biélostock, sévissait une crise industrielle, des milliers de chômeurs étaient dans la rue, affamés. Un matin, ils se rassemblèrent à sa parole sur la place du marché, puis attaquèrent les boulangeries et les boucheries. Niçane fut arrêté, emprisonné, puis reconduit dans son bourg natal. Il revint bientôt à Biélostock, fut de nouveau arrêté, puis relâché, et ainsi de suite pendant tout l'été de 1904.

En automne, la position des chômeurs devint plus critique encore. C'est alors que Farber résolut de venger les ouvriers en frappant un patron. Il choisit donc celui qui était l'âme de la résistance patronale, Abraham Kogane et, en pleine synagogue, un jour de fête, il lui plongea par deux fois son couteau dans le corps. Cet acte de terrorisme eut un grand retentissement et eut l'approbation de tous les travailleurs. Cette fois Farber ne fut pas arrêté.

Quelques semaines plus tard, un meeting de boundistes qui se tenait dans un bois fut assailli par les cosaques, commissaire central en tête, qui ouvrirent le feu contre la foule désarmée. Une trentaine d'ouvriers et d'ouvrières furent blessés. Farber comprit que cette violence appelait une réponse. Le 6/19 octobre 1904, il entrait dans un poste de police de Biélostock et lançait une bombe sur une réunion de policiers. L'explosion fut épouvantable : le sous-commissaire, le secrétaire de police, deux agents et deux bourgeois furent tués, ainsi que Niçane Farber lui-même, qu'un éclat de l'engin avait frappé. Ainsi mourut cet anarchiste, dont les ouvriers de Biélostock, sachant qu'il était mort en soldat de leur cause, ont gardé la mémoire dans leurs cœurs.

Un nouveau journal, publié par nos camarades russes, vient de paraître. Il porte le titre de *Feuilles de Pain et Liberté* (*Listki Khleb i Volia*) et s'imprime à Londres. Le premier numéro contient un appel aux camarades signé par notre ami Kropotkine et expliquant la raison d'être et le but du journal, qui se propose moins de discuter les questions de théorie que d'être l'interprète du mouvement anarchiste en Russie et d'examiner, au point de vue anarchiste, les questions de tactique que pose ce mouvement.

Une petite conférence entre camarades ayant précédé l'apparition du journal, le premier numéro contient des espèces de conclusions sur lesquelles ces camarades se sont mis d'accord et qui concernent les rapports entre le mouvement politique et économique, les actes de pillage et d'« expropriation », les actes de révolte individuels ou collectifs, les questions d'organisation, les syndicats ouvriers, la grève générale. Sur toutes ces questions des rapports seront publiés dans les numéros qui suivront; celui qui vient de paraître en contient un de P. Kropotkine sur « la révolution politique et économique » où l'auteur prouve la nécessité de mener de front les deux actions. La révolution française, dit l'auteur, a ouvert la voie à l'avènement de l'égalité économique; la révolution des Etats-Unis en 1773 a posé le problème du fédéralisme; la révolution que la Russie a à faire maintenant doit combiner le fédéralisme économique avec la liberté individuelle.

Le numéro contient de plus un article de tête sur la situation en Russie, une revue du mouvement anarchiste russe et des correspondances de plusieurs villes.

Un dépôt des *Feuilles de Pain et Liberté* a été fait au bureau des *Temps Nouveaux* où les camarades russes habitant Paris peuvent se le procurer.

Exécutions d'anarchistes. — Voici quelques renseignements sur l'exécution d'un de nos camarades, Eugène Tarlo.

C'était à Odessa, le 7/20 septembre.

Le conseil de guerre de campagne se composait de six officiers dont on cache soigneusement les noms. Pendant le jugement, notre camarade se trouvait dans un état affreux : le sang coulait encore de ses blessures, reçues au cours de la résistance acharnée qu'il avait opposée aux policiers (il avait réussi à tuer deux sergents de ville et un concierge-mouchard). Après son arrestation, les policiers lui avaient envoyé encore quelques balles. Mortellement blessé; il avait été apporté à l'infirmerie de la prison. Le 7 septembre, le bruit a couru qu'on creusait une fosse et qu'on préparait un poteau dans la cour de la prison des femmes. C'était *avant la réunion du conseil de guerre*.

A 11 heures, le « procès » eut lieu, et à 1 heure, Tarlo, à moitié mort, tout enveloppé de pansements, fut fusillé.

Voici ce que les journaux étrangers nous ont transmis de ses dernières paroles :

« En mourant, je vous envoie, misérables assassins, mon mépris et ma malédiction! Pauvres idiots! aveugles! vous vous imaginez tuer la Jeune Russie par vos assassinats et vos conseils de guerre; mais, n'en doutez pas : il se trouvera assez de bombes et assez de revolvers pour délivrer notre malheureux pays de vos mains ensanglantées! Et maintenant, tirez! »

A la fin de septembre, trois autres camarades — Pondanowsky, Pinevitch et Procofieff — furent fusillés à Kieff.

Le 6 octobre, à Ekaterinoslav, trois encore, furent exécutés : Lapidus et les frères Lipman. Dans la province de Kherson, à Kakhova, furent exécutés encore six de nos camarades.

P.-S. — Voici les noms des camarades qui ont passé en jugement *à Kakhova* : Siline, Schofrone, Levine, Joffe, Ossipoff, Stures, Podzine.

Tous avaient de 16 à 19 ans. Le plus âgé, Siline en avait 19.

Férocité tsariste. — La *Tribune Russe*, d'après la *Voix du Soldat*, comment sont morts les soldats de Cronstadt, fusillés en août par ordre du tsarisme.

« Le lendemain de la mutinerie, les autorités déclarèrent au bataillon du génie que *si le bataillon ne livrait pas lui-même les meneurs, un soldat serait fusillé de cinq en cinq*. Alors sortirent des rangs sept soldats qui furent exécutés le même jour.

« Avant l'exécution, le commandant de la forteresse, le général Adlerberg donna l'ordre aux condamnés de *creuser leur propre fosse*, puis il les fit attacher aux poteaux et leur dit : — « Vous avez demandé la Terre et la Liberté! Voilà la terre; quant à la liberté... vous l'aurez là-haut », et le général, d'un geste, montra le ciel.

« Les soldats entonnèrent alors un chant révolutionnaire et crièrent : « Notre cause ne mourra pas et notre place sera occupée par d'autres lutteurs. »

Puisse le sang de ces justes retomber sur la tête des ignobles bourgeois français, commanditaires du tzar et du tsarisme!

ALLEMAGNE

Friedeberg anarchiste. — Dans ses dernières conférences et tout récemment dans le *Vorwaerts*, le Dr R. Friedeberg vient de se déclarer nettement anarchiste. Il rejette, dit-il, la grève politique et parlementaire, se place sur le terrain anarchiste-socialiste, admet l'antimilitarisme et la grève générale, avec la destruction de l'ordre capitaliste et l'abolition des classes comme but. Il était évident pour tous ceux qui ont lu la brochure de Friedeberg, *la Grève générale et le Parlementarisme* que notre nouveau compagnon évoluait vers nos idées. Nous saluons donc l'arrivée parmi nous de R. Friedeberg, dont le récent Congrès de Mannheim a hâté l'évasion du camp autoritaire.

P. BOURET.

SUISSE

Les gouvernants et exploiteurs de « l'Illustre Démocratie » donnent depuis quelque temps des signes d'affolement à la vue du mouvement ouvrier qui grandit.

De toutes parts se forment des organisations patronales.

Après l'Association suisse des maîtres d'état, fondée dans le but de « résister aux revendications exagérées du prolétariat », après l'Association des Entrepreneurs de la Suisse romande, voici venir l'Association des Entrepreneurs du Jura neuchatelois, constituée afin, disent ses statuts, « de résister aux nombreux agitateurs et fomenteurs de grèves ». Ajoutez à cela les nombreux syndicats patronaux propres à chaque ville, et vous saurez que la solidarité patronale n'est pas un vain mot, quand il s'agit d'écraser les ouvriers.

Malgré cela, dans toute la Suisse il y a une agi-

tation continuelle parmi les ouvriers du bâtiment. En ce moment elle atteint plus spécialement les travailleurs du bois de Lausanne, Zurich et Saint-Gall.

De toutes ces luttes les Syndicats ouvriers sortent grandis et en face des Syndicats patronaux, ils comprennent de plus en plus la nécessité d'une action énergique en vue de l'expropriation bourgeoise.

En haut lieu, à Berne, on forge des lois ne tendant à rien moins qu'à rendre impossible les grèves. Nos gouvernants vont décréter le Syndicat obligatoire, et une loi sur les conflits collectifs, autrement dit l'arbitrage légal dans les conflits entre ouvriers et exploiteurs. Il en a déjà été question ici.

Mais les choses ne se passeront pas si aisément. Déjà la *Voix du Peuple*, le vaillant organe de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse Romande, dénonce le fait, tout en invitant les Syndicats ouvriers de la Suisse entière à ne pas se laisser museler et à convoquer un congrès pour examiner les décisions à prendre.

⁂

Nous apprenons d'autre part que le camarade Philippe Mischler, marbrier à Neuchatel, qui, pour la *seconde fois avait refusé de servir la patrie*, vient d'être condamné par le tribunal de la 2e division à *huit mois* de prison, *quatre ans* de privation des droits politiques et aux *frais*. La *Voix du Peuple* ouvre une souscription pour couvrir les frais.

Toutes félicitations au camarade Mischler.

H. M.

⁂

ANGLETERRE

La libre Angleterre. — Encore une crapulerie à l'actif du gouvernement anglais.

Un réfugié polonais du nom de Zingar, employé depuis cinq ou six mois dans une fabrique de casquettes de Manchester, a été arrêté le 5 novembre là où il travaillait, d'après des instructions reçues de Scotland Yard. Il était expédié à Londres le soir même. C'est à la requête du gouvernement russe qu'un mandat d'amener avait été lancé contre lui.

Zingar, qui n'a que 18 ans, est accusé d'avoir pris part à l'attaque de la caserne de police de Varsovie par les révolutionnaires. A la *fabrique*, c'était un ouvrier tranquille. Se croyant en sûreté il n'avait pris aucun soin pour cacher son identité.

Il y a quelques semaines, la clameur de l'opinion publique a calmé les ardeurs russophiles des parlementaires anglais. Néanmoins, Albion ne se tient pas pour battue. Elle brûle de témoigner sa sympathie au Petit Père. L'extradition de Zingar est un moyen d'autant plus commode qu'il fera moins de bruit que l'envoi d'une flotte.

Espérons que là encore les dignes amis de Nicolas-le-Bourreau devront compter avec l'indignation populaire.

A. Pr.

⁂

CHINE

Dans ce pays que les potentats de l'Ouest convoitent à cause de la fertilité de son sol une nouvelle génération se lève, le mouvement est très fort surtout dans les provinces du Sud où dix-sept journaux ne craignent pas de reproduire les articles d'écrivains anarchistes qui ont réveillé les esclaves blancs de l'Europe. Inutile de dire que le gouvernement fait son possible pour écraser le mouvement naissant et que nombreux sont ceux des nôtres qui ont déjà payé de leur vie, les soldats sont spécialement imbus de nos idées, ce qui cause une grande inquiétude aux autorités.

P. B.

⁂

CUBA

La liberté de l'amour. — La presse de La Havane signalait récemment la mode toujours croissante de fiançailles très spéciales appelées *aligamientos*, sortes d'essais matrimoniaux qui permettent à une jeune fille de vivre maritalement avec l'élu de son cœur jusqu'à ce que, s'étant convaincus qu' « ils n'étaient pas faits l'un pour l'autre », ils aillent chacun de son côté, chercher ailleurs le bonheur.

Si de telles unions ne sont pas encore reconnues par la loi, elles sont déjà admises par la meilleure société de certaines provinces, où l'on dit couramment que telle jeune fille est l'*aligada* de tel homme aussi naturellement qu'on dirait « sa femme » ou « sa fiancée ».

Les gens mariés eux-mêmes pratiquent l'*aligamiento*, qui aboutit alors à un vrai concubinage au vu et au su de tous, ou à l'abandon de la femme légitime pour la compagne irrégulière. C'est un acheminement rapide vers l'union libre, et les autorités cubaines, gardiennes naturelles du passé, s'en montrent, dit-on, très alarmées.

⁂

NOUVELLE-ZÉLANDE

Lettre d'un camarade. — Ici, en Nouvelle-Zélande, comme vous le savez, les conditions sont quelque peu moins mauvaises que sur le continent, mais malgré tout le *bluff* des journaux, ce pays se développe lentement, et pour nous, dans notre métier — la mécanique — il n'y a aucune industrie à part la réparation, et il est difficile de s'y caser.

Ici, tout marche à coups de lois et de décrets, tout se fait *for the government*, qui en somme, parait avoir la haute main sur tout. Dans les milieux ouvriers, tout est réglé par les Unions dont les membres marchent comme des soldats; ils se couvrent la poitrine de décorations, défilent en parade tous en tas (c'est le système anglais, et l'habitude aussi des sans-travail aussi bien à Londres qu'au Sud-Africain), on ne rencontre aucune initiative individuelle, et dans les ateliers, jamais ne surgit la moindre discussion politique entre travailleurs.

Ils s'estiment très heureux et affirment eux aussi que leur *country is the best in the world*.

Au point de vue de la situation des travailleurs, le seul avantage qu'on peut trouver ici (et il s'accommode fort bien à l'exploitation patronale) c'est la limitation de la journée de travail à 8 heures et le minimum de salaire dans tous les métiers.

Néanmoins, comme partout, sévit la misère et je vous affirme qu'il faut voir le nombre des sans-travail qui traînent misérablement le long du port.

En somme, l'expérience nous démontre tous les jours qu'il n'y a pas à se leurrer, et que partout où règne le capitalisme, tant perfectionné qu'il se présente à nous, la condition du travailleur demeure la même.

John Clerc.

EN VENTE

Un camarade nous a laissé en dépôt un agrandissement d'une photographie de Reclus jeune.

Elle est en vente au prix de 1 franc, et 1 fr, 15 par la poste.

VARIÉTÉ

Elisée Reclus

(Suite, 1)

Quelle conception large et élevée Reclus avait de l'anarchie, le passage suivant d'une lettre de 1895 nous le montre : « En fait de livres, je vous dirai qu'il n'importe guère de les étudier pour y trouver des arguments dans la discussion. C'est là le petit, le tout petit côté de la question. Ce qui importe, c'est d'apprendre à fond, de fortifier ses convictions par de fortes études, de se créer un idéal bien complet embrassant l'ensemble de la vie, et de vivre conformément à cet idéal dans toute la mesure de ses forces adaptées aux possibilités ambiantes. Etudiez, apprenez, et ne parlez jamais de choses sérieuses qu'avec des gens d'une parfaite sincérité. Il faut avoir assez de fierté pour ne pas prodiguer en des conversations légères le trésor de ses convictions. Du reste, si vous observez ceux qui discutent, sans prendre part au débat, vous remarquerez facilement que la sincérité parfaite est rare dans ce genre de tournois et que d'habitude les interlocuteurs cherchent à entraîner leur adversaire dans une question secondaire, dans une petite difficulté de détail. Ils peuvent ainsi se procurer un triomphe apparent, qui ne signifie rien, mais dont le résultat est absolument contraire à la vérité. Aussi vous ferez bien de vous méfier de ces joutes oratoires. Ce qu'il faut, c'est d'assurer ses convictions et de vivre suivant sa loi : de cette manière vous ferez la meilleure de toutes les propagandes.

« Les jeunes s'imaginent volontiers que les choses peuvent changer rapidement, par de brusques révolutions. Non, les transformations se font avec lenteur, et par conséquent il faut y travailler avec d'autant plus de conscience, de patience et de dévouement. Dans la hâte d'une révolution immédiate on s'expose par réaction à désespérer quand on constate l'empire des préjugés absurdes et l'action des passions mauvaises. Mais l'anarchiste conscient ne désespère point : il voit le développement des lois de l'histoire et les changements graduels de la société. Et s'il ne peut agir sur l'ensemble du monde que d'une manière infinitésimale, du moins peut-il agir sur soi-même, travailler à se dégager personnellement de toutes les idées préconçues ou imposées, et grouper peu à peu autour de soi des amis vivant et agissant de la même façon. C'est de proche en proche, par petites sociétés aimantes et intelligentes, que se constituera la grande société fraternelle. » C'étaient là d'amirables conseils, mais il n'était pas donné à tous de les suivre, et dans un si beau cadre il fallait avoir quelque chose à mettre.

Ce qui frappait chez Reclus la première fois qu'on le voyait, c'était son attitude très simple mais empreinte d'une très haute dignité et de beaucoup de réserve, attitude qui était l'expression d'une vie irréprochable, d'un grand empire sur soi-même et de la volonté d'agir sur autrui : c'était d'autre part une extrême politesse qui n'était point chez lui une simple forme d'éducation mais résultait de la déférence qu'il portait à l'homme en général, de son respect de la personnalité humaine. Il ne voulait point laisser sentir sa supériorité; il traitait tout le monde d'égal à égal; il avait la modestie d'agir comme si son temps n'eût pas été précieux; on pouvait venir le trouver à toute heure et il s'interrompait au milieu de son travail pour s'entretenir avec des gens dont souvent la conversation devait être sans aucun intérêt pour lui. Tout cela était conforme à ses idées, mais dans la pratique cette conduite avait plus d'un inconvénient : bon nombre de jeunes gens se montrèrent vis-à-vis de lui d'un sans-gêne invraisemblable et, sous prétexte qu'il était anarchiste comme eux et un « camarade » comme tous les autres, le traitèrent sans aucun égard et firent preuve d'une vulgarité et d'une indélicatesse qui l'attristèrent. Aussi ne sentait-il plus grande sympathie dans ses dernières années pour ces soi-disants anarchistes dont toute l'anarchie consiste dans le dévergondage de l'esprit, la grossièreté des manières et un égalitarisme idiot dont s'arrange très bien leur petite vanité qui les empêche de reconnaître toute supériorité chez autrui.

Il fallait pénétrer dans son intimité pour sentir ce qu'il y avait de profondément humain en lui et apprécier ses qualités de sentiment :

Voir les Nos 22, 24 et 26.

sa bonté, sa confiance naïve, son enthousiasme, son amour de la nature, sa joie d'apprendre, tout ce qui lui fit jusqu'à la fin aimer la vie et s'intéresser aux événements qui agitaient le monde comme aux émotions qui faisaient battre le cœur de ses amis. Bien que sa santé fût fortement compromise dans ces dernières années et qu'il eût des crises cardiaques qui le faisaient terriblement souffrir, bien qu'il fût surchargé de besogne — rédaction d'articles et de livres, cours à l'Université Nouvelle, direction de l'institut géographique qu'il avait fondé — il ne perdait pas courage et non seulement avait gardé confiance dans la vie, mais en jouissait encore pleinement. Comme il le dit dans une lettre écrite au début de 1904, alors qu'il s'imaginait avec son éternel optimisme que son frère Élie avait triomphé de la maladie qui devait l'emporter : « Chaque jour est une lutte, mais qu'importe si cette lutte se termine par une victoire, si chaque jour l'organisme réussit à s'adapter au milieu, même à en tirer profit. La vie est bonne puisqu'on apprend, puisqu'on se renouvelle et surtout puisqu'on aime. Je suis heureux d'arrêter de temps en temps ma pensée sur tous ceux que j'aime. Il est même inutile que j'y pense d'une manière consciente; ils sont là, ils m'éclairent et me réjouissent, ils illuminent mon être, comme un phare qui éclaire tout l'horizon. Il n'est même pas de nouvelle politique, de fait nouveau en géographie, en histoire, en science générale qui ne prenne un haut intérêt pour moi parce que les amis sont là et que ma joie sera leur joie. L'affection est un éternel partage. »

Les derniers événements qui agitèrent la Russie l'émurent profondément. Il ressentit un enthousiasme énorme à l'idée de « ce grandiose drame de la Russie qui s'avance à genoux vers son Empereur, puis qui se redresse, fait sauter ses conseillers et se prépare à le faire sauter lui-même, cette alliance de toutes les classes et de tous les peuples de l'Empire en un même élan, cette simplicité merveilleuse dans l'abandon individuel de l'existence, cette solidarité dans le dévouement, et puis, là-bas, comme fond, dans les neiges et les brumes de la Mandchourie, ces deux armées qui s'entre-tuent et ne demandent qu'à se réconcilier. »

Quelle chaleur dans ces lignes, quelle jeunesse! Qui dirait en les lisant que c'est un vieillard, un homme menacé par la mort, qui les a écrites?

Ailleurs c'est son amour de la nature qui se manifeste : au retour d'un voyage dans le Jura qu'il fit encore pendant l'été de 1903, il écrit : « Malgré des pluies fréquentes et des orages, j'ai pu gaillardement marcher et me faire du bon sang autrement que par le rire, par la bonne communion avec le ciel, les nuages, les sapins et le gazon. » Et un an plus tard : « J'apprécie toujours puissamment et intimement la bonne chaleur du soleil, le bruissement des feuilles, le souffle du vent, la noble sonorité d'un beau vers et surtout la caressante pénétration d'une parole amie. » Amour de la nature, amour de la vie, amour de l'homme, tout cela était pour lui une seule et même chose, et c'était par l'amour de l'homme qu'elle se manifestait le plus souvent, amour non point théorique mais actif, réel, sensible à tous. « Le «mépris des hommes» je ne l'ai jamais eu, même quand l'excès de jeune virilité m'avait empli d'outrecuidance. L'ivresse causée par les mille lectures et impressions entremêlées m'a fait souvent déraisonner, même elle a pu me démoraliser en apparence, mais en apparence seulement : les oscillations diverses me ramenaient toujours au centre de gravité qui était « la violente amour » des hommes. Quant à mes premières pages de l'*Histoire d'une montagne*, je me demande si au fond du fond elles n'ont pas un défaut, le manque de sincérité. Autant qu'il m'en souvient, j'étais alors en prison, et de plus je sentais autour de moi le mur épais de la haine, de l'aversion du monde entier contre la Commune et les communards. Peut-être que je me suis raidi et que ce mouvement a combattu ma véritable nature. »

Ainsi à la fin de sa vie il se reprochait presque l'un des seuls mouvements d'amertume — mouvement bien justifié cependant par les circonstances — qu'il ait eu contre les hommes. Les hommes avaient dû l'abreuver de souffrances pour qu'il en arrivât là, et il leur suffisait de lui donner si peu de chose pour qu'il leur fût reconnaissant : « Je demande au faiseur de bouquins de me donner une page, sinon une ligne, sinon un mot utile, et s'il me donne ce mot, c'est moi qui lui dois gratitude, malgré les marais dans lesquels j'ai risqué tout d'abord de m'enlizer. » Il ne demandait qu'à apprendre, à connaître le monde, à se connaître lui-même : il était sincère vis-à-vis de lui-même comme vis-à-vis des autres et jusqu'au bout il fut poursuivi par le désir de se perfectionner : « J'ai eu, j'ai encore mes défauts et mes faiblesses, mais j'ai aussi mes amitiés sincères, mes hauts désirs, mon idéal intérieur; je travaille toujours à la sculpture de l'effigie du héros que je rêve et qui est mon meilleur moi. » Admirable parole de la part d'un homme qui était si supérieur déjà à l'immense majorité des hommes, parole qui résume le mieux les aspirations de tous les véritables anarchistes vers un idéal de perfection morale dont la société qu'ils rêvent serait la réalisation vivante.

(*A suivre*). JACQUES MESNIL.

BIBLIOGRAPHIE

Un nouveau roman de Henry Fèvre est toujours intéressant, car l'auteur essaie, à chaque fois, d'y étudier la vie sociale et d'en signaler les tares.

Il y a quelque temps déjà que *Les souris dansent* (1) est paru, mais le manque de temps et de place nous empêchent seuls de parler, sitôt leur apparition, des volumes qui nous parviennent.

C'est l'histoire d'un pauvre gosse qu'une vieille bigote a arraché à sa famille pour l'envoyer au séminaire dans l'espoir que, donnant un prêtre à l'Eglise, ça lui aidera à forcer les portes du paradis.

Les premières années, cela va bien; l'enfant, crédule, avale tout ce qu'on lui débite sur Dieu, le ciel, le diable et les miracles. Même, devenu jeune homme, tout esprit de critique a été, — sinon tué, — tout au moins assez chloroformisé pour qu'il s'imagine avoir la vocation et... repousse l'amour qui se présente à lui sous les traits d'une belle jeune fille.

Cependant, en prenant plus pied dans la vie, sa conscience s'éveille; quelques doutes surgissent. Lorsqu'il veut les élucider, c'est pour en éveiller d'autres. Et voilà que l'échafaudage de mensonges s'écroule au fur et à mesure de l'etude! Et comme il a l'esprit droit, il abandonne l'idée du sacerdoce pour devenir un homme comme un autre, et gagner sa vie par son travail.

Il y a de rudes passes. Un moment, subissant certaines suggestions, il est sur le point de se laisser aller au crime, car le sentiment moral a été fort bouleversé chez lui par la disparition de l'idéal religieux. Mais un événement heureux améliore sa situation; il peut se payer le luxe d'être honnête.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Et, sa situation assise, si, théoriquement, il ne trouve pas de raisons pour faire le bien, éviter le mal, il suivra la morale courante qui le pousse à être utile à ses semblables sans trop savoir pourquoi.

Evidemment, le héros de Henry Fèvre a mal digéré les doctrines de l'évolution, sans cela il aurait appris que, bien avant l'Evangile, l'intérêt bien compris vous ordonne de ne pas faire aux autres ce que l'on ne veut pas qui vous soit fait, et que la solidarité est une loi naturelle de préservation, que les animaux suivent beaucoup mieux que l'homme, parce que leur cerveau n'a pas été envahi par la moisissure religieuse. Et que certaines billevesées sur la « lutte pour l'existence », émises par de soi-disant darwinistes, n'ont rien à voir avec la théorie de l'évolution. C'est l'empreinte de son éducation religieuse qui l'empêche de voir que l'expérience et la raison peuvent vous donner une morale très belle, s'appuyant sur des faits, et beaucoup plus solide que celle qui s'appuie sur la révélation.

⁂

Les romans militaires reviendraient-ils à la mode? L'autre jour, je signalais le volume intéressant de Guillaumin, aujourd'hui c'est l'*Inutile mascarade*, de M. Darelles, où il me semble sentir percer un vague regret des revanches rendues impossibles, la mascarade n'étant inutile que parce qu'elle ne rend pas ce pourquoi elle est établie.

Mais c'est plus une sensation qu'exprimé, car les vilenies du métier, les rancœurs qu'il apporte à ceux qui y sont assujettis y sont, elles, nettement exposées. Et, après tant de volumes sur le même sujet, l'auteur a su être neuf, original et intéressant.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

L'Iliade, Homère, 1 vol., 0,95, chez Flammarion.

L'Athéisme, par F. Le Dantec, 1 vol. 3,50. Même librairie.

Non, Dieu n'existe pas, curé Meslier, 0,10. « Colonie d'Aiglemont ».

Libertà alle vittime della reazione e della fame, brochure gratuite au « Libertario », case postale n° 10, Spezia.

Pourquoi nous sommes socialistes, par J. Noël, 1 brochure 1 franc. Imprimerie générale, 38, rue de Malplaquet, Mons.

Viande de « borgeois », roman par Josot, illustré par l'auteur, 1 vol. 3,50 chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

La cuestion del Clero, San Salvador.

A voir :

Les grandes Réformes, par Camara et Radiguet, « Assiette au beurre », n° 294.

Correspondances et Communications

× **Nécrologie** — Le camarade Eugène Pinchon, fabricant de bas à varices, est décédé en son domicile, à Romilly (Aube), le 10 novembre, à l'âge de 68 ans. Il était un ancien combattant de la Commune. La cause anarchiste perd en lui un excellent défenseur.

× **Vient de paraitre** à San-Francisco un nouveau journal communiste-anarchiste : *The Emancipator*, dévoué aux intérêts généraux de la classe ouvrière. Il paraitra chaque quinzaine et espere pouvoir devenir avant peu hebdomadaire.

Adressse : 807, Francisco str., à San-Francisco (Cal.), Etats-Unis.

Bonne chance à nos amis.

× **Une camarade russe**, expulsée au 1er mai, avait confié son enfant à des camarades. Ceux-ci se trouvant dans une situation gênée ne peuvent continuer à garder gratuitement cet enfant, auquel pourtant ils voudraient par-dessus tout éviter de tomber aux griffes de l'Assistance publique ou privée. Y aurait-il quelque ami susceptible de s'intéresser à cet enfant et, sinon d'en assumer l'éducation, du moins d'aider ses parents adoptifs à l'élever. Toute proposition, adressée au bureau du journal, sera reçue avec gratitude.

× **La Bibliothèque** des Prolétaires Juifs, 28, rue Bourg-Tibourg, fait appel à ceux qui pourraient lui envoyer des volumes en toutes langues, principalement française, allemande et russe.

× **"La Cravache".** — Les copains vont faire paraître *La Cravache* toutes les semaines à partir du 1er décembre.

S'adresser à Ch. Dhooghe, 69, rue Duruy.

× TOULON. — **Jeunesse Libre.** — Le groupe étant définitivement chez lui, à l'abri du *mastroquet*, porte à la connaissance des copains son programme de travail pour cet hiver : Les lundis, mercredis, vendredis, cours d'Esperanto, enseignement mutuel. Mardis et jeudis, veillées discussions. Samedis et dimanches, causeries par des camarades.

Le 5 et le 20 de chaque mois, réunions administratives.

Bibliothèque à la disposition de tous.

Vente de brochures et journaux.

Le local est ouvert a 8 h. 1/2, rue Nicolas-Laugier, 14, salle du premier étage.

× TOURS. — **Quelques camarades** de Tours désirant réunir tous les camarades isolés du département dans le but de se connaître, de fonder un groupement et d'organiser des tournées de conférences et de fêtes familiales, préviennent les camarades que cette réunion aura lieu le dimanche 16 décembre.

Pour tous renseignements, écrire à L.-V. Dupré, 42, rue du Commerce.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 23 novembre : A. de Pachmann (de l'A. E. R.) : La propriété individuelle et le socialisme contemporain. III. Socialisme et collectivisme.

Mardi 27. — G. Vidaud : La politique turque et la politique hamidienne, leurs résultats (avec projections).

× **L'Aube Sociale, 4, passage Davy.** — Vendredi 23 : Georges Yvetot : Le Congrès d'Amiens.

Mardi 27 : Causerie entre camarades.

× **A. I. A.** (Section des XIIe et XXe). — **Réunion** tous les jeudis, à 8 h. 1/2, salle Batifoulier, 22, rue du Rendez-Vous. — Une série de causeries va être organisée.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 26 novembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie : Cours d'Esperanto.

× **Jeunesse d'Éducation sociale.** — Réunion le jeudi 29 novembre, salle du Progrès Social, 92, rue Clignancourt.

Ordre du jour. — L'instruction doit-elle être obligatoire ?

× **Section d'Enseignement de la Nouvelle Maison du peuple de Montmartre**, 92. — Vendredi 23 : Maurice Vernes : Les origines du Christianisme.

Lundi 26 : Louis Lapicque : Le poids du cerveau.

Mardi 27 : Eugène Fournière : L'idéalisme social.

Vendredi 30 : Marcel Sembat : Les principes fondamentaux du socialisme.

× **La Concentration artistique.** — Tous les dimanches, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, Apéritif-Concert organisé par « Les Amis de la Chanson », de 4 à 7 heures du soir.

× **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 24, à 8 h. 1/2 du soir : Libertad : Les théories de l'anarchie (III).

Tous les :

Jeudis : Causerie d'hygiène, par Eugène Petit.

Vendredis : Cours d'Esperanto, par A. Mouret.

Dimanches : Réunion amicale : Lecture et commentaire.

Mardis : Musique et déclamation.

Les « Causeries » sont ouvertes tous les soirs.

× AUBERVILLIERS-PANTIN. — **Réunion du Groupe Espéranto**, le mercredi 28 novembre, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre. Suite des leçons.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie Universelle**, 28, rue des Peupliers. — Mercredi 28 novembre : E. Armand : Les bases de mon anarchisme.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse Libertaire.** — Vendredi 23 novembre, salle Tavernier, avenue des Batignolles, 16 : L'homme préhistorique, par le camarade G. Gandon.

× MARSEILLE. — **Soirée familiale** au bénéfice d'un camarade, le samedi 24 novembre, à 9 h. du soir, au « Bar Frédéric », rue d'Aubagne. Concert et représentation de « La Matérielle ».

× MARSEILLE. — **Les Précurseurs.** — Dimanche 25, à 5 h. du soir, « Bar Frédéric ». **Réunion** : Décision à prendre en vue de l'organisation de nos prochaines soirées récréatives et théâtrales.

× SAINT-QUENTIN. — **Réunion** le samedi 24, à 8 h. du soir, à l'Université Populaire (Bourse du Travail), avant la conférence, pour causer de la formation du groupe.

Pour renseignements, s'adresser à Edouard Bruit, 142, boulevard Richelieu.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste.** — Réunion samedi 24 novembre, à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg, grande salle de l'entresol : Causerie par le camarade Blutgé sur la fabrication et la falsification du pain.

× EPINAL. — **Groupe d'études sociales.** — Dimanche 25 novembre, à 2 h. 1/2, salle de l'U. P. : Matinée familiale, conférence par le camarade Boudoux, secrétaire de la Fédération des Syndicats de l'Est : La question sociale, suivie d'un concert.

Adresser les communications au camarade Vervialle, 31, rue des Petites-Boucheries, Epinal.

× REIMS. — **A. I. A.** — Dimanche 25 novembre, à 5 heures du soir, salle de la rue du Mont-d'Arène, réunion de la section.

A 7 heures, grande Soirée familiale, même salle. Concert-causerie.

Entrée libre.

× CHATEAUROUX. — **Les camarades** désireux de se constituer en groupe sont priés de se réunir le samedi 24 novembre, à 8 heures du soir, chez le camarade Bret, 59, rue de Cluis.

Faites-nous des Abonnés !

Petite Correspondance

Le camarade qui a reçu, par erreur, une *Conquête du pain* et *l'Anarchie* en place du *Grand Trimard* et *le Tsarisme*, peut nous les retourner s'il tient à ceux qu'il a commandés.

A. L. — Le programme de l'U. P. du faubourg Antoine n'est pas inséré parce qu'on ne me l'envoie pas. Oui, il faut l'envoyer chaque semaine.

E. C., Port-Aligre. — Fin décembre.

M., à Arras. — C'est que le service était déjà préparé lorsque j'ai reçu votre changement.

E., à Fribourg. — C'est une erreur. On les rajoutera à un prochain envoi.

V. T., à Naples. — G. L., à Hodimont. — M., à Arras. — L., à Montbard. — A. M., à Creil. — C. B., à Noisy-le-Grand. — Dr B., à Jouy. — F., à Genève. — B., à Lyon. — J. L., à Roquefort — M., rue V. — B. et G., à Tunis. — C. C., à Courgenay. — J.-B. K., à Saint-Etienne. — G., à Saintes. — M., à Anvers. — A. T., à Champigny. — J. R., à Saint-Martin-de-Crau. — P. R., à Bohain. — E. C., à Portaligre. — L. H., au Chambon. — T., à Ambazac. — E. G., à Veynes. — J.-B. F., à Buenos-Ayres. — S., à Bruxelles. — S. R., à Mandelieu. — R., à Saint-Brisson-Moulins. — J. K., à Londres. P. P., à Marseille. — D., à Angleus. — C. P., à Daigny. — W., rue des C.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : Marius et Félicie, 2 francs. — F. B., à Roucesse-Fontaine, 0 fr. 50.

Merci à tous.

E. V., rue C. — Brochure expédiée.

Vient de paraître :

ALMANACH ILLUSTRÉ DE LA RÉVOLUTION POUR 1907

Sommaire : *Ephéméride révolutionnaire* de 1906 ; *La Révolution en Russie*, Pierre Kropotkine ; *Ibsen*, avec un portrait, H. Chapoutot ; *La Guerre aux syndicats*, par Ch. Desplanques ; *L'influence des machines*, V. Dave ; *Deux Vies*, Paul Reclus ; *L'utilité du plaisir*, docteur M. Pierrot ; *La grève des mineurs*, P. Monatte, illustré par Delannoy ; *Michel Bakounine*, James Guillaume, avec un portrait ; *L'attentat de Matteo Moral*, Ch. Malato. Nombreux documents, chiffres et pensées, couverture en couleurs par Grandjouan.

Belles primes, volumes et albums. L'exemplaire 0 fr. 30, par la poste 0 fr. 40.

Conditions spéciales aux vendeurs. Dépôt au bureau de *La Publication Sociale*, 16, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

MUSÉE DES ANERIES

Le capital travail manuel est toujours assuré d'un revenu certain, parce qu'il est indispensable. C'est pourquoi on estime souvent que si certains ouvriers crient très fort, ils n'ont pas toujours raison de crier.

PAUL POTTIER.

(*Les Ouvriers intellectuels*. « Le Monde Moderne », juillet 1906.)

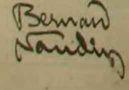
EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille	» 15
La Peste religieuse, par J. Most	» 10
L'éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul	» 15
A Emile Zola, par Ch. Albert	» 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross	» 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce	» 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro	» 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff	» 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel	» 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin	1 fr.
L'Art et la Société, par Ch. Albert	» 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier	» 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe	» 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet	» 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy	» 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier	» 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume	» 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache	» 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard	» 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault	» 15
L'Anarchie et l'Église, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont	» 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille	» 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac	» 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck	» 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton	» 15
La Mano Negra, couverture de Luce	» 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy	» 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard	» 15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck	» 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault	» 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul	» 40
Documents Socialistes, Dal	» 40
Au Café, Malatesta	» 30
Chansonnier révolutionnaire	» 40
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan	» 15
L'État, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen	» 25
Aux femmes, Gohier, couverture de Agard	» 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul	» 15
Le prêtre dans l'histoire, par Roméo Manzoni, franco	» 35
Le Patriotisme, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henry	» 20
La Grève générale, par Briand	» 10
L'Antipatriotisme, par Hervé	» 15
Le procès des quatre, Almereyda	» 20
Le rôle de la femme, Fischer	» 25
Militarisme, Fischer	» 25
La Guerre, Mirbeau	» 35
L'Evolution de la Morale, Letourneau	» 35

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



Dessin de B. NAUDIN

12e ANNÉE. — N° 31. 1er DÉCEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Luce.

SOMMAIRE

AUX CAMARADES

Steinlen nous promet l'affiche pour la semaine prochaine. Prière de patienter, nous l'expédierons sitôt qu'elle sera imprimée.

Un Congrès anarchiste

A Amsterdam, dans le courant du prochain été, l'anarchisme international tiendra son premier congrès.

Voilà la nouvelle, la « bonne nouvelle » que nous ont récemment transmise nos camarades néerlandais et belges, en nous priant de lui donner la publicité la plus large. Ce sont eux qui ont eu l'idée première du congrès, eux aussi qui assument la charge de sa préparation matérielle, — et l'on sait si de telles charges sont lourdes ! — Mais constitués déjà en groupements et en fédérations de propagande, ils sont forts où, nous, nous défaillons. Je ne doute donc point qu'ils ne mènent à bien l'organisation du premier congrès international anarchiste.

Je dis premier. A vrai dire, l'anarchisme a déjà tenu un congrès international. A Londres, en juillet 1881. Il a tenu à Zurich et à Londres, en 1893 et en 1896, à côté des congrès socialistes internationaux qui l'avaient frappé d'excommunication majeure, des conférences qui firent, l'une et l'autre, un consciencieux travail. Mais le congrès de juillet 1881, où assista Kropotkine, outre qu'il se contenta de l'épithète de révolutionnaire, manquait encore du caractère mondial; et les conférences de Zurich et de Londres, pour intéressantes qu'elles aient été, ne pouvaient prétendre représenter l'anarchisme universel et n'ont eu qu'une influence restreinte.

Quant au congrès qui avait été convoqué à Paris pour le mois de septembre 1900, on sait ce qu'il en advint. Préparé de longue main par quelques dévoués camarades, il promettait de laisser une trace profonde : mais il fut interdit, la veille de son ouverture par le gouvernement Waldeck-Rousseau.

Tout ceci fait donc que le congrès d'Amsterdam, si rien ne vient l'entraver, sera réellement le premier congrès international anarchiste.

⁂

Il viendra à son heure. De plus en plus les socialismes nationaux en proie aux politiciens de carrière, dégénèrent en des réformismes, en des protectionnismes dont le moindre tort n'est pas de ne rien réformer, de ne rien protéger du tout, mais d'entraver la marche de la révolution. Qu'ils y consentent ou non, les partis socialistes, acharnés à l'œuvre légale de la conquête du pouvoir, ne sont plus aujourd'hui, à l'imitation de tous les partis, que des rouages de la machinerie démocratique bourgeoise, des agents de paix sociale et d'autorité.

Et tandis que les partis socialistes déclinent, le syndicalisme révolutionnaire monte : c'est sans conteste le plus heureux des événements politiques de ce temps. Les syndicalistes révolutionnaires ont repris à leur compte la doctrine et la pratique de la lutte de classe, abandonnées par la social-démocratie de tous les pays, tout entière engagée en de sordides préoccupations électorales et parlementaires. Ce sont eux qui mènent désormais la bataille du prolétariat contre la bourgeoisie et, ne l'oublions pas, contre les institutions bourgeoises dont le faisceau forme l'Etat.

Mécanisme essentiel de la lutte de classe, le syndicat ouvrier, l'organisation ouvrière n'a donc pas à jouer qu'un rôle platement corporatif, comme l'entend Jules Guesde et avec lui — piquante rencontre ! — quelques anarchistes attardés aux formules d'autrefois. Le temps du corporatisme est passé : c'est un fait qui a pu déranger, à son apparition, les conceptions qui lui étaient antérieures, mais qu'il faut accepter loyalement avec toutes ses conséquences. L'esprit corporatif dans les syndicats tend de plus en plus à devenir une anomalie et un anachronisme. Et ce n'est, remarquez-le bien, ni la faute à Griffuelhes, ni la faute à Pouget, — c'est la faute à l'action ! Ce sont les nécessités de l'action qui ont obligé le syndicalisme à lever haut la tête et à élargir ses horizons. Le syndicat est devenu pour les ouvriers ce que l'Etat est pour le bourgeois : l'institution politique par excellence, l'instrument au service des intérêts de classe, l'arme de défense ou d'agression selon les cas.

Si ample que nous apparaisse pourtant sa capacité politique et révolutionnaire, le syndicalisme ne saurait réaliser à lui seul l'entière transformation sociale. Il se suffit à lui-même, nous a dit le Congrès d'Amiens. D'accord, et j'entends clairement cette formule. Mais s'il se suffit à lui-même, il ne suffit pas à tout. Il a personnellement défini son but : l'abolition du salariat, son moyen : la grève générale. Mais l'abolition du salariat par la grève générale, ce n'est là qu'un point, — le premier, si l'on veut, — du programme de la révolution sociale. Le salariat aboli, quelle organisation du travail en prendra la place ? Quel régime de répartition et de consommation instaurera-t-on ? La société issue de la grève générale s'organisera-t-elle selon le mode coopératiste, selon le mode collectiviste ou selon le mode communiste ? Conservera-t-elle ou non l'institution autoritaire : gouvernement, administration et justice ? Que fera-t-elle de l'enfant, etc., etc. ?... Ce sont là des questions auxquelles il faut dès aujourd'hui répondre. Le syndicalisme n'en fait rien. J'ajoute qu'il n'a pas à le faire : sa mission est d'agir dans la société telle qu'elle est, sans chercher à prévoir celle qui pourrait être. Son pouvoir est d'action, non de spéculation.

Mais précisément ne sent-on pas qu'à l'avant-garde du mouvement ouvrier, — je dis *à l'avant-garde* et non pas *au-dessus*, — il y a place pour un mouvement plus spécialement idéologique, pour un « groupement d'opinion » constitué et agissant ? Certes, il ne saurait être

question pour qui que ce fût de prendre le commandement des masses ouvrières et de les entraîner vers des buts inconnus. Le groupement auquel je pense aurait mieux à faire qu'à s'ériger en gouvernement d'une classe : sa fonction ne serait pas de diriger le mouvement ouvrier, mais de le comprendre, de s'en inspirer et d'éclairer pour lui l'obscur avenir.

C'est la fonction même que les partis pseudo-ouvriers ont si bien abandonnée pour se ruer démocratiquement à la conquête du suffrage universel et de tout ce qui s'ensuit. Les partis sont faits pour le suffrage universel et le suffrage universel pour les partis ! Mais cette fonction toute de propagande et d'agitation, doit être reprise, et ne peut l'être que par les communistes-anarchistes qui sont aujourd'hui, dans certains de leurs éléments, les derniers dépositaires de la pensée de l'Internationale, les seuls socialistes révolutionnaires qui luttent encore, à la lumière d'un magnifique idéal, contre toutes les forces bourgeoises d'exploitation et d'autorité.

⁂

Les anarchistes voudront-ils se donner fermement à cette œuvre? En sauront-ils comprendre la grandeur ? — C'est la question que je pose et à laquelle l'avenir répondra. Certes c'est un bien étrange spectacle que celui qui nous est offert par l'anarchisme actuel. Jamais il ne fut plus divisé dans son action journalière, plus incertain de lui-même, plus lamentablement inorganisé, plus discordant. Etrange et pittoresque spectacle que celui de cet anarchisme qui va de l'individualisme stirnérien le plus écœurant au marxisme le plus incontestable, sinon le plus orthodoxe, de l'idéologisme doucement utopique au blanquisme anticlérical, antimilitariste et jacobin !

Aussi bien, si l'on trouve actuellement en France des anarchistes un peu partout, — dans les mouvements ouvrier, antimilitariste, anticlérical, dans la franc-maçonnerie et dans les universités populaires (1) — serait-on fort en peine de distinguer un mouvement spécifiquement anarchiste. Sans doute, il existe des camarades qui se réclament avec instance de l'*anarchisme pur*, mais ceux-là n'ont réussi qu'à créer quelques cénacles de fidèles où l'on tourne fièrement le dos à la vie et au peuple, en discourant à perdre haleine sur l'Individu et ses droits ; en fait l'anarchisme pur aboutit fâcheusement à un individualisme qu'il ne me plaît pas pour l'instant de qualifier.

Non, nous n'avons pas en France de mouvement spécifiquement anarchiste. C'est à le créer que tant d'efforts qui se dispersent ailleurs et s'y gaspillent souvent, devraient s'employer avec continuité. Il n'est pas défendu d'espérer que le Congrès d'Amsterdam donnera le signal de l'union pour l'action commune. Mais préalablement, il aura à définir des termes, à formuler des principes, à dissiper certaines obscurités, certains malentendus dont souffre l'anarchisme.

Le Congrès d'Amsterdam aura en quelque sorte ce que les juristes nomment le caractère constituant. S'il remplit honnêtement et gravement sa haute tâche, l'anarchisme entrera avec lui dans une phase nouvelle.

AMÉDÉE DUNOIS.

(1) C'est ce qui fait qu'un peu partout, aujourd'hui, en des domaines qui ne nous sont nullement propres, apparaissent des idées anarchistes. — Idée anarchiste, indiscutablement, l'action directe des militants ouvriers ; idée anarchiste, la grève générale en cas de guerre ; idée anarchiste enfin, ce fédéralisme qui triomphe jusque chez ses anciens adversaires, les socialistes d'autorité !

Idéal et Progrès

Beaucoup regardent le Progrès comme une chose inévitable. A leurs yeux la Science a son triomphe marqué sur notre planète et le Socialisme, ou avènement de la propriété collective, est à la fois une nécessité scientifique et une fatalité sociale. Pour eux le progrès est fatal selon la vie, la science est fatale selon le progrès, et le socialisme, parce qu'il répond scientifiquement aux exigences du machinisme croissant en même temps qu'il supprime les inégalités vitales, est une phase logique et fatale de l'évolution humaine.

C'est pour cela sans doute que tant de malheureux, lamentables adeptes d'un étrange fatalisme, se désintéressent de son développement, de son action, et abandonnent à je ne sais quelle occulte mécanique le soin d'en orienter l'ascension lente et laborieuse. « Bah ! dit chacun de ces indifférents, à quoi bon me créer des soucis. Je n'ai qu'à me laisser vivre. Si cela doit arriver ce n'est pas mon propre effort, ma force insignifiante qui en accélérera le succès... » Et il attend, les bras croisés, dans une béate inertie... C'est ainsi que « la philosophie du progrès, philosophie paresseuse, démentie par les faits, énerve l'intelligence, paralyse l'énergie, condamne l'homme à attendre des choses ce qu'il ne peut devoir qu'à son propre effort » (1)...

En effet, on considère souvent les lois économiques comme fatales, génératrices de conditions successives, évoluant mécaniquement sous l'impulsion de découvertes scientifiques déterminées, parfois impossibles à prévoir mais inévitables, que l'esprit a pour tâche de provoquer. Ce déterminisme rigide, s'il pose assez nettement les conditions d'ensemble des sociétés successives, ne reconnaît à l'individu que le rôle étroit d'être le promoteur de révélations scientifiques inéluctables. Je crois au contraire ces lois modifiables par la volonté, l'effort individuels sollicités par l'attraction puissante de l'idéal. Il n'est pas vrai que l'homme soit l'instrument, conscient ou non, de lois économiques invariables dont les conséquences indiscernables aujourd'hui sont virtuellement existantes, que le progrès soit fixe, déterminé, que toutes ses phases puissent être sans doute retardées ou accélérées, mais que toutes doivent se produire, en un mot que, quelle que soit dans le monde l'attitude de l'homme, un certain progrès s'accomplira, tôt ou tard, mais nécessairement, irrévocablement.

Le progrès n'est pas une sorte d'abstraction réalisée, existant en dehors des générations et renfermant la genèse immuable de toutes les portions d'humanité. Le progrès est au contraire infiniment variable et soumis aux fluctuations de l'idéal personnel. Chaque individu agit selon son idéal particulier qui est la conception personnelle, abstraite, du bien-être. Si donc il a assez de volonté pour faire prévaloir autour de lui cette conception, si surtout il rencontre des individus ayant une conception analogue, ces volontés agglomérées pourront triompher de volontés plus faibles, incohérentes ou contradictoires, et déterminer un courant progressif, d'origine individuelle, qui pourra devenir général et commander l'évolution des lois économiques, leur donner une orientation nouvelle. Ce progrès est donc le résultat d'une puissance supérieure de volonté, mise au service d'une communauté d'idéals personnels. En un mot, les conditions d'existence des sociétés sont soumises ou plutôt sont à la merci de tel courant de progrès particulier, fruit d'une conception individuelle soutenue par une volonté prédominante...

(1) M. Gabriel Séailles : Les aspirations de la conscience moderne.

N'avons-nous pas vu l'astuce et la rapacité des uns, servies par l'ignorante abdication des autres, implanter, au sein des foules, une aristocratie d'anormaux, instaurer le règne d'une caste privilégiée au détriment d'une masse servile et misérable ?...

Voilà pourquoi nous ne devons pas nous draper, tels d'impuissants demi-dieux, dans l'inutile sérénité des statues tolstoïennes et, sous le couvert d'une pitié hautaine qui frise de près le mépris, nous immobiliser dans une prétentieuse et vaine supériorité. L'idée ne suffit pas, il faut que l'acte la concrétise, la rende palpable, vivante, utile. Ce n'est pas tout de penser librement et de raisonner juste, il faut agir selon cette raison et cette pensée. Celui-là a-t-il le droit de se réclamer d'un idéal qui ne porte pas en lui la volonté de l'approcher, de le faire pénétrer dans sa vie? Et peut-il espérer y parvenir s'il ne se fait dans la société le champion infatigable de cet idéal?

C'est par une propagande incessante, par une action de tous les instants, que nous arriverons à réaliser ce rêve qui est au fond de tous les cœurs vraiment dignes : vivre la vie la plus large et la plus humainement heureuse qui soit. Les hommes doivent cultiver en eux un idéal individuel raisonnable et sain, non pas un idéal mystique, une sorte de déité pour contemplatifs, mais un idéal humain, qui renferme en son essence l'énergie et la vie, qui contient l'acte et le provoque ; qui amène l'homme vers lui par une série ininterrompue d'efforts harmoniques.

Et quel est pour nous cet idéal? Quelle est la société qui réaliserait complètement la possibilité pour tous les hommes de développer intégralement leur individualité? Quelles sont les conditions sociales qui permettraient à l'individu de vivre et de s'accroître pleinement, librement? C'est la société communiste et c'est le communisme libertaire, l'Anarchie. L'Anarchie ! Quel mot terrible ! Les défenseurs des régimes bourgeois, avec leur loyauté coutumière en ont fait le symbole de la violence chaotique et criminelle...

Du point de vue de la morale bourgeoise, morale de caste, étroite, traditionnaliste, superficielle, n'est-elle pas en effet criminelle et violente toute théorie qui, fouillant à la base de la société présente, en révèle l'immoralité fondamentale, et qui, se refusant à replâtrer les fissures de la forteresse capitaliste, à prolonger, à perpétuer par de laborieux correctifs, de bénignes atténuations, un édifice monstrueux, un régime foncièrement vicieux, proclame la nécessité de s'attaquer à l'erreur qui en est l'assise et le prétexte, de déraciner ce préjugé de la propriété individuelle sur lequel se sont greffés, amoncelés au cours des temps, par les appétits immodérés, l'insolente et cupide avidité des forts, les iniquités qui nous étreignent et font de nous des révoltés?...

N'est-ce pas crime et violence toute tentative de libération, tout acte qui frappant aux fondations même de cet assemblage légal de mensonges et de férocités, ébranle « l'ordre établi » et nous rapproche d'une vérité jusqu'ici systématiquement corrompue, d'une société de justice où la commune propriété sera le bien-être pour tous?...

N'est-ce pas crime et violence que de rêver la plus grande somme de bonheur universel, n'est-ce pas crime et violence surtout que de passer de l'idée, qui purifie, qui ennoblit, à l'acte qui l'exalte et la vivifie en l'humanisant?...

Tous, depuis les hobereaux jusqu'aux grands seigneurs du capital, ont cette horreur invincible des aspirations justes et des révolutions nécessaires. On pourrait établir l'échelle de leurs répulsions et de leurs haines. Ils ont des étiquettes appropriées à toutes les formes de l'énergie révolutionnaire et l'on peut infailliblement mesurer à l'aigreur de l'épithète le danger que courent leurs privilèges : Utopie! raillent-ils, quand nous restons sur le terrain de l'inoffensive théorie; crime! s'écrie-t-on quand, de rêveurs devenant des combatifs, nous mettons nos actes d'accord avec nos principes...

Il en est de l'Anarchie comme de la plupart des vérités que les partisans de l'autorité ont intérêt à étouffer, elle n'est effrayante que pour ceux qu'elle gêne ou pour ceux qui l'ignorent. On la représente comme un facteur de désordre et de tumulte, comme le tumulte et le désordre mêmes. On n'est pas loin d'y voir un retour volontaire à la barbarie définitive.

L'Anarchie est au contraire la plus pure incarnation de l'ordre, elle est la suprême harmonie. Seulement, ce n'est pas l'ordre bourgeois, policier, légal et oppressif, appuyé sur la force et l'inégalité, sur l'autorité, mais l'ordre naturel et humain, basé sur la justice et sur la science, sur la liberté. L'Anarchie suppose des hommes assez sensés, assez instruits et soucieux de leur bien véritable pour s'organiser et vivre librement en communauté, sans qu'il soit besoin de lois, qui, sous prétexte de réglementation, corrompent les relations sociales, sans le moindre appareil judiciaire ou répressif, la plus légère centralisation étatiste, le plus petit contrôle administratif. Sa morale, entièrement fondée sur les besoins de l'homme, indépendante de toute sanction et obligation, est, en sa simple vérité, d'une remarquable grandeur...

Et c'est cet état social que les exploiteurs de toutes les écoles, les imposteurs de tous les systèmes essaient d'entraver par la force, de salir par la calomnie; c'est contre lui que les coffres-forts ont dressé leurs ultimes barricades et contre nous que s'exercent les fusils de nos enfants et la bave des tribuns!...

Ouvrier, mon frère, c'est cette société-là que nous édifierons; c'est à son triomphe que nous travaillerons sans relâche... Oh! nous mourrons sans l'avoir vu, mais nous aurons goûté la joie de lutter pour un noble idéal, mais nos efforts, mais nos travaux, avec ceux de nos devanciers, seront la base inébranlable et la terre féconde d'où la société nouvelle, toujours plus épanouie, plus harmonieuse et plus large, montera vers l'Anarchie!

STEPHEN MAC SAY.

La Sécurité en Algérie

Depuis quelques semaines, la plupart des journaux algériens mènent une campagne ardente contre les indigènes. Cette crise d'arabophobie sévit si fort qu'elle a eu sa répercussion jusqu'au conseil général d'Alger, qui s'est clos sur l'adoption de vœux dont voici quelques spécimens :

Vœu sur la *responsabilité collective*.

C'est-à-dire que tous les indigènes d'un douar soient rendus responsables des crimes ou délits commis sur leur territoire, si le coupable n'est pas retrouvé dans un court délai. C'est l'établissement du mouchardage obligatoire.

Vœu sur l'*établissement du permis de voyage*.

Autrement dit, tout indigène ne pourra quitter son village sans un permis de l'autorité compétente. Ce n'est ni plus ni moins que le rétablissement du servage féodal.

Et pour finir, un vœu sur le *maintien de la peine de mort en Algérie*.

Cette recrudescence de *sévérité* (?!) à l'égard de l'indigène est motivée par l'assassinat, ces derniers mois, de deux gardes forestiers, de quelques Européens, et surtout par l'agression de douze gendarmes au douar de l'Oued-el-Berdi.

Cette dernière affaire mérite une mention spéciale. A la veille du carême musulman, de riches indigènes de ce douar donnèrent — avec l'autorisation administrative — une fête qui dura huit jours, et qui fut interrompue, la dernière nuit, par l'irruption d'une troupe de gendarmes. Ces derniers furent reçus à coups de pierres et de bâtons, et même à coups de fusil; mais beaucoup disent qu'ils n'étaient chargés qu'à poudre. Les gendarmes furent obligés de déta[l]er après avoir reçu quelques horions, et deux d'entre eux, un pavé sur la figure. Mais on omet de nous dire combien d'Arabes encaissèrent les balles des gendarmes.

Il est bien entendu que les crimes atroces qui désolèrent la région ces derniers mois sont absolument regrettables. Il n'est pas permis d'oublier, toutefois, qu'un des principaux facteurs de ces crimes est la misère profonde dans laquelle croupissent deux millions de *nos sujets* musulmans.

M. de Solliers, délégué financier et gros capitaliste, écrivait récemment dans la *Dépêche Algérienne*, que le revenu annuel de près de deux millions d'Arabes, atteint à peine la somme de *cent francs* sur laquelle le fisc en prélève *cinquante*. Il ne reste donc à ces malheureux que 50 francs pour vivre eux et leur famille, pendant un an!

Qu'on s'étonne, après cela, qu'il y ait des vols suivis ou précédés de crimes!

A cela s'ajoutent les vexations sans nombre que subissent les Arabes de la part de l'administration, des chefs indigènes, des particuliers; elles finissent toujours par en exaspérer quelques-uns, qui se vengent sur le premier *roumi* venu.

Citons des faits.

J'ai vu, dans un village non loin d'Alger, un administrateur en tournée, accompagné d'un chaouch armé d'un nerf de bœuf, qui frappait à tour de bras sur tout indigène ne saluant pas assez promptement le maître. C'était jour de marché. Les Arabes étaient nombreux, et, absorbés par leurs affaires, ne voyaient pas toujours à temps le képi brodé d'argent de l'administrateur pour porter la main à la chéchia en signe de déférence; aussi le gourdin du chaouch avait-il fort à faire pour les rappeler aux convenances.

J'ai vu, dans un autre village, les gardes champêtres européens et arabes, procéder de la même façon pour réglementer les luttes entre indigènes, qui avaient lieu une fois par semaine. Et cela je l'ai si bien vu, qu'un jour j'ai failli recevoir moi-même le coup de nerf de bœuf destiné à un Arabe. Il retint son coup assez à temps à la vue de ma cote bleue d'ouvrier faisant tache parmi les burnous de mes voisins.

J'ai vu, un jour que les travaux des champs, interrompus par la pluie, avaient amené une foule de Kabyles au village, les agents de l'autorité les disperser à coups de trique parce que, vêtus de haillons sales et crasseux, ils offusquaient sans doute la vue et l'odorat des Européens de l'endroit.

J'ai vu aussi ces derniers rire à se tordre aux coups les mieux appliqués, faisant trébucher la victime sous l'envol des burnous.

Que de choses encore, j'ai vues ou entendues! Quel formidable réquisitoire je pourrais dresser contre la colonisation européenne! On allègue bien que le gouverneur général est arabophile, et il n'est pas rare d'entendre dire qu'il fait beaucoup trop pour les Arabes. Le gouverneur ni personne ne peut rien changer à ce qui est. Ce qui est, c'est d'un côté des vaincus de qui l'on exige une soumission complète à tout ce qui est Européen, et, de l'autre, des vainqueurs qui n'oublient jamais qu'ils sont les plus forts et que tout doit plier devant leurs volontés ou leurs caprices : malgré leurs récriminations contre le fanatisme musulman, ce sont les vainqueurs qui le provoquent pour rester les maîtres.

Le fanatisme n'est un danger pour eux que lorsqu'un marabout prêche la révolte contre l'oppresseur, mais lorsqu'il fait de ses auditeurs de parfaits abrutis soumis aux autorités et dociles au joug, il ne tarde pas à voir sa caisse s'emplir de dons généreux autant qu'intéressés, et sa poitrine se fleurir des décorations les plus variées.

La sécurité ne régnera en Algérie que lorsque l'antagonisme économique cessera de mettre aux prises deux races différentes dont l'une fait constamment sentir à l'autre le poids de sa victoire. Il y a ici de la terre et du soleil pour quatre fois plus de gens que ceux qui y vivent. L'harmonie et le bien-être pourraient régner partout; les deux races pourraient fraternellement et joyeusement travailler côte à côte, si disparaissaient les détrousseurs du travail, qui fondent leur fortune et leur luxe insolent sur la misère des prolétaires. Tous, fonctionnaires européens ou indigènes, gros commerçants, capitalistes en burnous ou en redingote, sont cause de l'insécurité par l'iniquité de leurs agissements et leurs rapines continuelles sur le produit du travail des prolétaires.

Le prolétaire européen, par son ignorance des causes de sa misère, s'en prend à son concurrent le prolétaire arabe, et fait chorus avec ceux qui disent que tous les indigènes devraient être égorgés.

Et pour terminer, voici une accusation formelle portée contre M. Marcé, chef du contrôle de la sûreté, par un nouveau journal local, *Le Croissant*, (1er novembre 1906) :

« M. Marcé est le promoteur de tout ce qui est imprimé dans les quotidiens et le seul auteur de tous les troubles.

« *C'est lui* qui a fait nommer comme administrateur des affaires indigènes le monstre néronien qu'est le sieur Tournier.

« *C'est lui* qui dilapide les fonds secrets pour satisfaire ses caprices, acheter les fonctionnaires et corrompre la presse!

« Il y a des Arabes qui vont en prison parce qu'ils n'ont pas voulu lui livrer leurs femmes, leurs sœurs ou leurs filles!

« Tout ce qui se demande comme autorisation de café maure et permis d'armes, toutes les démarches qui nécessitent son intervention, tout cela n'est accordé que moyennant fabuleuses prébendes! »

Et ce Marcé est loin d'être une exception en Algérie. Il serait plus près d'être la règle!

PHILIPPE RICHARD.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

MOUVEMENT SOCIAL

Relèvement de salaires. — Je suis heureux d'annoncer à nos lecteurs une nouvelle qui leur fera plaisir. Les parlementaires, passant des promesses aux actes, ont voté, l'autre jour, une réforme sociale qui montre tout l'intérêt qu'ils portent au sort des salariés. Ils se sont voté à eux-mêmes un relèvement de salaires, et ont décidé qu'ils toucheraient désormais 15,000 francs par an, au lieu de 9,000, 41 fr. 09 par jour, au lieu de 25.

Bravo! Voilà qui est agir. Dans leur soif de réformes sociales, les sénateurs et députés ont fort bien compris qu'ils devaient commencer la catégorie de salariés la plus sympathique et la plus nécessiteuse : eux-mêmes. Je dis la plus nécessiteuse. En effet. « Par une contradiction à laquelle « il convient de mettre fin », dit le député Baudon, rapporteur de la commission de comptabilité, « l'indemnité législative a diminué au cours du « dernier siècle au fur et à mesure que la cherté « de la vie augmentait et que les besoins des dé- « putés devenaient plus nombreux et plus absor- « bants. »

Ne me dites pas que si la « paye » des sénateurs et députés a diminué au cours du *dernier siècle*, c'est probablement qu'elle était trop élevée. Ne me dites pas que, s'il est nécessaire que certains salaires soient augmentés, il est nécessaire que d'autres soient abaissés. Nos camarades, les ouvriers législateurs, vous répondraient qu'au point où en est la cherté de la vie actuelle, les 25 francs de Baudin sont tout à fait insuffisants, et que même les 41 francs de Baudon sont bien minces pour leurs besoins devenus plus nombreux et plus absorbants. Et rien n'est plus vrai. Je vous assure que les besoins de nos camarades de la Chambre et du Sénat sont très nombreux, très absorbants, et qu'une dame du corps de ballet,

qui ne revenait pas à fort cher en 1848, coûte aujourd'hui les yeux de la tête. Je ne plaisante pas : que ce soit la faute du roi des Belges ou celle de la démocratie montante, le fait est que les danseuses sont à présent hors de prix. Il était donc tout naturel que les travailleurs du Luxembourg et du Palais-Bourbon songeassent à relever leur salaire, à l'exemple des autres corporations.

La façon dont ils l'ont fait est pleine d'enseignement. Ont-ils lâchement pétitionné, mendié, sollicité le gouvernement d'intervenir en leur faveur? Non. Ils n'ont même pas consulté leurs employeurs, MM. Contribuables et Cie. Ils ont agi révolutionnairement, d'eux-mêmes et par action directe. Comme un seul homme, avec une entente d'autant plus admirable qu'ils ne sont même pas syndiqués, ils ont marché. Pas une défaillance, pas un jaune! Et quelle dignité dans leur revendication : ni déclamations, ni menaces, ni violences. Pas même une grève. Rien que cette déclaration calme et fière : « Nous ne pouvons vivre avec 25 francs, salaire de famine. A partir du 1er janvier prochain, nous serons payés 41 francs. Telle est notre volonté ». Puis, ils ont causé d'autres choses, et leurs affameurs n'ont point bronché. Ils ont ainsi donné à toute la classe ouvrière, confiants en leur force, l'exemple de la dignité et du calme, de l'empire sur soi-même. Honneur à nos vaillants camarades les ouvriers en législation de la Chambre et du Sénat!

Ils ont aussi donné à tout le public l'exemple de la fidélité à la parole donnée. Que promettaient-ils, lorsqu'ils étaient candidats? des économies. « Nommez-nous, disaient-ils, et nous ferons des « économies. » N'est-ce pas vrai? Seulement, avec 9,000 francs, comment vouliez-vous qu'ils en fissent? Avec 15,000 francs, à la bonne heure! Ils vont pouvoir en faire. Vous me dites que ce n'est pas ainsi que vous aviez compris la chose? que les économies promises, vous les conceviez d'un tout autre genre et d'un intérêt plus général? Ma foi, tant pis pour vous si vous comprenez tout de travers.

R. Ch.

⁂

Chien de garde. — Un de nos lecteurs nous envoie l'annonce suivante, qu'il a découpée dans un journal :

« Adjudant sur le point de prendre sa retraite, « quatorze campagnes, chevalier de la Légion « d'honneur, muni de références exceptionnelles, « demande poste de surveillance sur personnel en « librairie ou papeterie, exigences modestes. — « Ecrire, etc. »

« Après 15 ans de travail dans une administration, écrit notre correspondant, un homme doit posséder des connaissances utilisables dans un autre milieu, la mise en relief de ces capacités spéciales est toute naturelle. Je ne puis qu'admirer cette aspiration au « poste de surveillance sur « personnel », et une bonne réclame auprès des commis libraires et papetiers devrait permettre à ce chevalier de la Légion d'honneur, de trouver bien plus vite ce poste de confiance. C'est un exemple d'une mentalité spéciale bien extraordinaire, et que je trouve flatteuse pour les commis libraires et papetiers. Ce doit être une catégorie d'individus à surveiller. Qu'ils se le disent. »

⁂

La vie est belle. — Dans leur atelier de la rue Geoffroy-Langevin, un tailleur d'habits, M. Alphonse M..., âgé de 44 ans, et sa compagne, Héloïse R..., mécanicienne, âgée de 40 ans, ont été trouvés asphyxiés.

Ils s'étaient donné la mort pour échapper à la misère. Ils étaient sans travail et leurs fournisseurs leur avaient coupé tout crédit.

Le lendemain, une femme, pauvrement vêtue, qui passait boulevard Rochechouart, se logea quatre balles dans la tête. Elle fut transportée mourante à l'hôpital Lariboisière.

La misère!

Le même jour, un journalier qui, depuis longtemps se trouvait en proie à la plus noire misère, René J..., âgé de 53 ans, se donna la mort en se tirant dans la tête une balle de revolver.

A suivre.

⁂

Roubaix.

Une affaire qui fait grand bruit dans la région c'est le *scandale du bureau de recrutement de Lille.* Un certain *Leman*, architecte à Roubaix, flanqué de quelques acolytes, exerçait la profession, très lucrative, de faire dispenser MM. les Industriels, Entrepreneurs, Commerçants et tous nos gaillards au sac garni de louis de leurs vingt-huit ou treize jours. Depuis combien de temps, ce repaire était-il fondé? Combien de gens cossus ont eu recours à cette admirable institution? Quelles sont les sommes recueillies par la firme civile et militaire? On ne sait. Ce qui est indéniable c'est qu'il a fallu que *Leman* ait des accointances avec le bureau militaire pour pouvoir aboutir dans ses entreprises. Nous n'en voulons pour preuve que la déclaration du capitaine Cochin qui, sur l'ordre de son Colonel, menaça tous les employés du recrutement de prison, s'ils n'observaient le plus profond mutisme, puisque le juge d'instruction *Delalé* était saisi de l'affaire. Concevez-vous des militaires qui feraient la conspiration du silence sur un scandale où seuls, les pékins seraient en cause? D'ailleurs assez de faits de concussion fourmillent à leur actif pour prouver qu'ils ne dédaigneraient nullement une bonne tranche du gâteau civil.

La journée du 16 novembre fut consacrée par le magistrat à interroger, rien que pour Roubaix, treize bons bourgeois qui profitèrent des offices de *MM. Leman et Cie.* Leurs déclarations ont absolument confirmé celles de *Leman*, à savoir, qu'ils avaient payé ses bons offices.

Les bons bourgeois ont d'abord eu peur d'être poursuivis conformément au Code militaire, mais bientôt rassurés par le *Journal de Roubaix*, qui les défend (très adroitement), ils se sont tranquillisés. Ils en seront quittes pour accomplir les périodes auxquelles ils ont coupé.

Le *Journal de Roubaix* espère bien tirer *Leman* de la sale posture où il se trouve, l'avocat le plus roublard, le plus rusé, ne saurait mieux le défendre. Serait-ce pour sauver Leman, qui était un fervent de l' « Union sociale et patriotique », ou pour tirer d'embarras ses amis et débiteurs? Bref, je prévois que cela se terminera par un enterrement de première classe.

Autre affaire. Un capitaine d'une des garnisons de l'Est aurait accompli des malversations en diminuant abusivement et criminellement le poids du pain livré aux troupes.

Ce bon papa trichait les troupiers sur leur nourriture. Avant de se suicider, dans un hôtel d'Arras où il était descendu, il a écrit que sa mort était devenue nécessaire. Bon voyage!

Pierre Lanneau.

⁂

MOUVEMENT OUVRIER

Les étrennes des facteurs. — Avec le mois de décembre s'ouvre la période des étrennes.

Mendicité déguisée d'une assez nombreuse catégorie de travailleurs qui trouvent dans ce tribut prélevé sur le public un complément à des salaires insuffisants.

Dans cette catégorie, les facteurs tiennent une place prépondérante.

Sous prétexte de vous offrir un calendrier, ils sollicitent les quelques sous qui augmenteront les traitements dérisoires que l'Etat-Patron alloue à ses prolétaires.

Les facteurs trouvent plus facile de faire ainsi la manche que d'agir avec énergie pour exiger des parlementaires, qui s'octroient eux, très généreusement, de sensibles augmentations de salaire, l'amélioration de leurs conditions économiques.

Dans la dernière grève du personnel des Postes, seuls les facteurs d'imprimés et les commis ambulants ont marché et c'est contre ceux-là qu'ont été prononcées des révocations.

Les facteurs de lettres n'ont pas bougé, et la cause de leur inaction c'est précisément qu'ils comptent sur les étrennes pour augmenter leurs appointements.

L'Administration des Postes spécule sur cette situation et pour créer plus de division encore parmi ces travailleurs, elle vient de faire apposer dans ses bureaux une affiche interdisant aux facteurs d'imprimés de toucher des étrennes avant que les facteurs de lettres aient fait leur tournée et les aient raflées.

Par cette manœuvre l'Administration espère enrayer les efforts des militants qui prêchent la solidarité entre les travailleurs des différents services.

Les facteurs d'imprimés, les télégraphistes, etc., auront ainsi non seulement des salaires inférieurs à ceux des facteurs de lettres, mais ils seront aussi privés d'étrennes.

Ce faisant, l'Administration compte que dans un prochain mouvement le même manque de solidarité qui s'est produit à la grève dernière, se reproduira et qu'elle pourra reculer encore longtemps le jour où il faudra augmenter les salaires.

Ce que tous les individus conscients doivent faire, c'est refuser de verser des étrennes. Plus de cep ourboire qui dégrade celui qui le reçoit et l'empêche de réclamer son dû à ceux qui l'emploient.

Quand le facteur se présentera chez moi, je lui dirai : « Les étrennes que je pourrais vous donner « seront bien mieux placées à la caisse de grève « du Syndicat des facteurs ».

Le public se rend complice des administrations qui affament leur personnel et le surmènent en satisfaisant toujours à une coutume aussi immorale que celle du pourboire et des étrennes.

⁂

Le repos hebdomadaire. — Jamais plus belle occasion n'a été offerte aux anarchistes pour montrer le néant de toute réforme due à l'initiative parlementaire.

Que de discours, de résolutions, de soi-disant études.

Tous les parlements, depuis le Communal jusqu'aux Assemblées législatives et sénatoriales, discutent toujours, examinent projet sur projet, pour essayer de donner cette chose si simple — un jour de repos par semaine — aux travailleurs. La complexité des rouages sociaux, la diversité et l'antagonisme des intérêts, frappe d'impuissance toute tentative réformatrice même bien inspirée dans son principe.

Toute cette agitation établit de façon toujours plus éclatante que toute amélioration momentanée, à plus forte raison l'émancipation complète ne peut être que l'œuvre des travailleurs mieux groupés, plus fortement organisés qu'il ne le sont encore.

En dehors de la stérile agitation des assemblées délibérantes, la lutte directement menée par les syndicats contre les patrons qui ne veulent pas accorder ce repos se poursuit avec un regain d'activité.

Dimanche dernier les employés ont paru avoir secoué leur inertie et les manifestations ont été plus nombreuses et plus énergiques que les deux semaines passées.

Devant le Magasin "Aux travailleurs" boulevard Voltaire près de 4000 manifestants ont obligé à la fermeture. Ailleurs des étalages ont été bouleversés et de nombreux patrons ont dû donner congé à leur personnel.

La haine que les petits commerçants ont vouée au repos hebdomadaire va se compliquer d'une certaine terreur, car il a causé dimanche encore une mort patronale.

Après le patron du hall Ménilmontant c'est le propriétaire d'une maison de meubles du faubourg Saint-Antoine qui claque de congestion.

Peu de prolos meurent de coups de sang ; il leur advient plus souvent de mourir par ce qu'ils n'en ont pas assez.

Le syndicat des ouvriers et employés d'omnibus a imposé à la Compagnie Parisienne le repos hebdomadaire avec demi-salaire.

Charles Desplanques.

⁂

LES GRÈVES

A Dijon. — Injuriés et molestés à chaque instant par la directrice de l'hôpital de Dijon les infirmiers s'étaient mis en grève réclamant son renvoi.

Cette personne au mieux avec quelques-uns des conseillers socialistes a trouvé en la municipalité et en la personne du maire un ardent défenseur.

Le Citoyen Barabant, maire et président de la Commission des hospices, a fait voter un ordre du jour donnant toute liberté d'agir à l'égard des infirmiers et blâmant ces derniers de s'être souvenus qu'ils avaient une dignité à défendre.

En outre, le Conseil très socialiste a considéré que les infirmiers ne pouvaient pas être considérés comme des travailleurs et ne pouvaient en appeler à la grève pour faire aboutir leurs réclamations.

Tous les infirmiers grévistes ont été considérés comme démissionnaires.

La façon dont les socialistes usent du pouvoir communal nous est un avant-goût de ce qui nous serait réservé au lendemain de la conquête du pouvoir central.

Port-Saint-Louis-du-Rhône. — Cette grève de dockers si bien commencée et dévoyée ensuite par l'intrusion des politiciens, vient d'avoir son épilogue devant le tribunal correctionnel de Tarascon.

Le camarade Filhiol, secrétaire du syndicat, a été condamné à trois mois de prison sans sursis pour entrave à la liberté du travail; le trésorier Ferranini à un mois, et les autres camarades poursuivis à des peines variant de 6 à 15 jours d'emprisonnement. Un mouvement de révolte écrasé et les bons copains qui ne marchent pas pour une candidature, emprisonnés; voilà le bilan de la première grève menée par un politicien en exécution de la décision du Congrès de Limoges.

⁂

Au Kremlin-Bicêtre. — Les ouvriers des cuirs et peaux de la maison Baldit frères, 125, route de Fontainebleau, viennent de se mettre en grève. Les ouvriers ayant tenté d'entrer en pourparlers avec les patrons pour discuter les revendications, ces derniers ont refusé toute entrevue. A l'issue d'une réunion tenue à la mairie les grévistes ont acclamé la grève à outrance.

⁂

Paris. — La grève des ouvriers des Services concédés des Eaux, loin de diminuer, s'étend tous les jours davantage.

Les revendications formulées par les grévistes sont les suivantes :

Journée de dix heures et six jours par semaine :

Salaire journalier de 9 francs pour les compagnons et 7 fr. 50 pour tous les aides sans distinction.

En cas de force majeure, les heures supplémentaires devront être payées 1 fr. 25 aux compagnons et 1 franc aux aides. Dans les circonstances forcées de nuit, 1 fr. 80 aux compagnons et 1 fr. 50 aux aides, et enfin les plus-values pour travail dans l'eau ou dans les chantiers où existe une mauvaise odeur devront être payées 1 franc.

La grève, jusqu'ici localisée à quelques maisons ayant des concessions de Paris, va devenir générale, et le service des Eaux de la banlieue va également être paralysé. Pour rendre la population hostile au mouvement des ouvriers des Eaux, la Préfecture fait annoncer que l'eau va peut-être manquer. Cette manœuvre n'impressionne nullement les grévistes, qui sont décidés à obtenir satisfaction.

⁂

Chez les gainiers. — La tactique de grève partielle suivie par les gainiers et que nous avons expliquée dans l'avant dernier numéro, donne les meilleurs résultats. A l'heure actuelle, les deux tiers des maisons de gainerie de la place ont accepté les revendications ouvrières. Les uns après les autres, les patrons, devant cette action consciente et méthodique, capitulent et la journée de 9 heures est dès à présent un fait acquis dans cette corporation.

⁂

Fougères. — La grève se poursuit sans incidents notables. Les soupes communistes fonctionnent parfaitement et les grévistes envisagent la continuation du conflit sans aucune crainte.

⁂

Saint-Claude. — Peu de chose à signaler. La grève continue sans défaillances.

Les mesures arbitraires prises par la Municipalité ont encore été accentuées.

Toute manifestation ou cortège reste interdit.

La troupe et la police empêchent même les grévistes de causer aux quelques jaunes qui continuent à travailler pour les engager à se joindre à eux.

Cet acte de débauchage interdit en France est parfaitement licite en Angleterre, où il s'exerce sous le nom de *piketing*.

Le camarade Braud, arrêté ces jours derniers, a été remis en liberté.

C. D.

⁂

Chez nos cousins, les socialistes. — La bourgeoisie est sans doute satisfaite des domestiques qu'elle s'est procurée aux bureaux de placement que sont les secrétariats de députés socialistes et les rédactions de journaux du parti.

Hier c'était un « citoyen » de la *Petite République* qui était promu à la dignité de directeur de prison, c'était un pauvre député blackboulé bombardé procureur de la République, etc., etc.

Aujourd'hui, c'est le citoyen *Gabriel Bertrand*, nommé consul de 1re classe, par décret du président de la République, en date du 15 octobre 1906, rendu par la proposition du ministre des affaires étrangères.

« M. Gabriel Bertrand est un ancien rédacteur du journal l'*Humanité*. Il va occuper le consulat de Damas », ajoute le grave *Temps*.

M. Pichon aurait tout de même pu caser ce citoyen ailleurs qu'à Damas. N'estimez-vous pas qu'il y a quelque grossièreté ministérielle à l'y envoyer? Bertrand savait bien qu'il l'avait «*trouvé*» son chemin de Damas. Ce n'était donc pas la peine de le lui faire « prendre ».

Mais, M. le ministre aime peut-être rire. Dans ce cas, ce ne sont pas les clowns socialistes qui lui manqueront.

⁂

La neutralité du citoyen Renard. — Il est bienvenu à parler de neutralité syndicale, le citoyen Renard. Voici ce que nous trouvons dans le compte rendu d'une réunion donnée par lui à Cholet (Maine-et-Loire), le 14 novembre (n° du 18 novembre de l'*Echo des Travailleurs de l'Ouest*, journal socialiste, paraissant à Niort) :

« Il (Renard) dit aux travailleurs que quoique syndiqués, c'est-à-dire unis pour résoudre des questions purement économiques et coopératives, *ils peuvent se servir, pour leur libération, d'une autre arme qui est le bulletin de vote, afin de contribuer énergiquement à la démolition du vieil édifice social.* »

Nous sommes bien reconnaissant au citoyen Renard de nous avoir permis, par un exemple frappant, de mieux comprendre l'idée qu'il se faisait de la neutralité. A vrai dire, nous nous doutions un peu que cela signifiait pour lui, recommander l'action électorale. Nous ne sommes pas fâché de le savoir tout à fait.

Ça nous met à notre aise, pour certains cas futurs. Nous pensons que le citoyen Renard voudra bien souffrir que, dans les localités où il apportera sa bonne parole et où nous passerons après lui, nous fassions, une petite réclame pour l'antiparlementarisme. Ça ne sera sûrement pas déplacé.

PIERRE MONATTE.

⁂

Roubaix.

La grève du tissage Prouvost frères, qui dure depuis cinq semaines déjà, qui a pour objet le renvoi du directeur, dont la brutalité est révoltante, vient d'être marquée par une tentative criminelle de la part de ce dernier. Le 24 novembre, un peu avant l'ouverture de l'usine qui occupe environ 500 ouvriers, un groupe d'une vingtaine de grévistes se promenait à l'angle des rues d'Hem et de Beaumont. Soudain, sans un mot, sans une explication, le directeur tira de sa poche un revolver le braqua sur eux, tira et se sauva à bride abattue.

Rue Claude, où se trouve l'usine Lorraine, rencontrant un groupe d'ouvriers d'une autre usine, il les apostropha de même en les menaçant; il braqua même son arme sous le nez d'une femme, qui fut tellement surprise qu'elle se trouva mal.

M. Lambert, c'est son nom, arriva enfin à l'usine; mais les ouvriers le poursuivaient en criant : « A bas le directeur! A bas l'assassin! Il a voulu tuer les ouvriers! » Il était temps. La porte s'ouvre, le voilà à l'abri. La concierge fut tellement émotionnée qu'elle tomba en syncope.

Le commissaire intervint pour faire son enquête qui prouva qu'il avait tiré pour tuer, quoiqu'on dise maintenant que son arme était chargée à blanc.

Ce qu'on ne peut nier, c'est le témoignage du domestique de la filature Amédée Prouvost, rue de Beaumont, qui a entendu siffler la balle, laquelle est allée se loger sur la façade d'une maison. Enfin, le commissaire Delteil arrêta le directeur pour le remettre en liberté quelques heures plus tard. Il ne sera poursuivi que pour port d'arme prohibée.

Dimanche dernier, les ouvriers grévistes ont manifesté leur réprobation en ville en chantant des airs variés et surtout : « Il faut le pendre. »

P. LANNEAU.

⁂

Pas-de-Calais.

Pourquoi l'unité n'est pas faite. — Des camarades avaient vu d'un bon œil des pourparlers s'engager entre le vieux Syndicat (syndicat Basly) et la Fédération syndicale. Ils croyaient que c'en était fini des vaines chicanes et des divisions stupides. Pour ma part je croyais arriver à un résultat et je regrette vivement d'avoir abouti à une rupture, sinon plus grave, du moins à cette sensation que la lutte sera plus âpre et plus cruelle.

Voyons maintenant les causes qui ont empêché la fusion d'aboutir.

Je me permettrai auparavant une digression nécessaire pour établir un point d'histoire utile. Il est indispensable de se poser cette question : Qui est-ce qui a créé la division syndicale dans le P. d. C. et dans la France minière?

Au moment où se produisit la scission, au congrès d'Alais — scission qui eut pour cause la trahison des délégués du syndicat d'Anzin — il n'existait dans notre région aucune division syndicale. L'Union fédérale fut créée en France avec Montceau, Decazeville et la Loire. Le vieux Syndicat du P. d. C. était à ce moment harcelé par les guesdistes du Nord qui voulaient sinon l'anéantir, du moins le dominer; la division politique battait son plein. La tête du vieux Syndicat s'était affirmée carrément pour le millerandisme tandis que le P. O. F. menait une active campagne contre ce qu'il appelait le parti autonome (P. S. F.)

Donc si les mineurs étaient divisés, ils l'étaient sur le terrain politique; ils l'étaient à un tel point qu'ils avaient pour ainsi dire tous déserté le syndicat. En 1902, au moment où éclata la grève, à peine un millier d'ouvriers versaient-ils encore à la caisse syndicale.

Le vieux Syndicat n'existait plus que par sa forme politico-gouvernementale et au congrès de Commentry où la grève générale fut décidée, ce fut cette forme qui obligea le vieux syndicat à violer les décisions du dit congrès; au lieu de généraliser le mouvement, il dut, au contraire, le localiser, le régionaliser, de manière à n'avoir à traiter qu'avec les pouvoirs régionaux sous l'inspiration du ministère (lisez préfets du Nord et du Pas-de-Calais, ministre du commerce).

Les guesdistes du Nord, par leur organe *Le Travailleur*, ne ménagèrent pas leurs anathèmes aux dirigeants du vieux Syndicat pour cette faute commise. Ghesquière alla jusqu'à parler d'échafaud pour la tête de Basly.

La grève ainsi morcelée se termina par un désastre. Cotte ayant protesté contre les agissements du P. d. C., l'Union fédérale faisant connaître aux mineurs une autre conception du syndicalisme par le confédéralisme ce fut alors que les éléments aigris du P. O. F. décidèrent la formation d'un autre syndicat. A partir du 1er janvier 1903 la Fédération syndicale commença à fonctionner. A un congrès régional qui se tint à Hénin-Liétard et auquel les délégués de la Confédération assistèrent, les bases du nouveau syndicat furent jetées.

Je ne rappellerai pas ici les misères que nous avons traversées au cours de ces trois dernières années: les tournées de propagande : Merzet, Escalier, Griffuelhes, Lévy, Latapie, Klemzinski; les insultes, les calomnies monstrueuses qui s'abattirent sur ces camarades. Les guesdistes réconciliés par l'unité socialiste avec leurs ennemis d'antan tirèrent sur la corde contre les délégués de la C. G. T.: le *Réveil du Nord* et le *Travailleur* firent chorus contre notre tentative de réorganisation et de déministérialisation syndicale.

Qui donc aurait songé à cette grève de 1906? Quand elle éclata, 500 mineurs cotisaient au vieux Syndicat et à peine 400 figuraient sur les registres de la Fédération syndicale.

900 mineurs syndiqués sur 60.000!

Laquelle des deux organisations pouvait prétendre diriger la grève?

Laquelle des deux tendances incarnait l'esprit des mineurs, leurs revendications?

Pourquoi le vieux Syndicat a-t-il voulu diriger seul la grève, malgré nos offres de fusion, de revendications communes, de lutte commune?

Pourquoi a-t-il préféré discuter avec Barthou et Casimir-Périer qu'avec nous?

Pourquoi? Parce qu'il escomptait une victoire légalitaire, politique, ministérielle.

Il ne voulait pas que ce soient les mineurs eux-mêmes qui l'obtiennent, il préférait qu'on leur donnât pour prouver l'inutilité de l'action de grève et l'efficacité du parlementarisme.

Nous savons bien que notre syndicat n'a pas servi à souhait ces combinaisons intéressées, mais on ne pourra pas l'accuser d'avoir failli à son devoir.

Partout où la Fédération comptait quelques hommes, la grève a été menée avec énergie, la

résistance a été organisée, les militants ont fait le sacrifice de leur personne. Au contraire, dans les régions où notre propagande n'avait pas encore pénétré, la grève a été nulle; le vieux Syndicat a été incapable de déterminer un mouvement de solidarité chez les ouvriers de Bruay.

L'échec de cette grève, encore une fois, n'est pas dans la courte durée du chômage, mais dans le manque de cohésion, dans les divisions et les prétentions individuelles.

Le lâchage de Bruay, la régionalisation de la grève, le complot, les élections législatives, sont les causes de ce nouveau désastre.

Quelle est la situation actuelle? Chacun connaît la besogne faite à Saint-Etienne, puis à Paris.

Chacun connaît la tentative faite dans le P. de C. pour arriver à une entente entre le vieux Syndicat et la Fédération.

Deux obstacles n'ont pu être franchis:

1° Les députés à la tête du Syndicat;

2° La Caisse de résistance.

A première vue, il semble qu'il n'y ait là rien d'infranchissable; en effet, sur le premier point, les délégués de la vieille organisation nous ont répondu que ce n'était qu'une question de temps, qu'il était impossible, brusquement, de faire disparaître les députés du Syndicat. Aussi, on nous accuse d'être impératifs sur cette question. Pas du tout, puisque nous avons admis que le député quoique simple syndiqué pourrait être délégué à titre consultatif dans les Congrès nationaux et internationaux.

Nous avons tout simplement demandé la disparition de l'incarnation politique du Syndicat en faisant rentrer dans le rang les syndiqués pourvus d'un mandat législatif. Il n'y a là rien d'impératif, puisque de l'autre côté on a admis notre thèse, en en contestant uniquement l'opportunité.

Si au Congrès de Paris on n'a pas voulu que les députés fassent partie du Conseil national de la F. M., si à Amiens, l'alliance de la politique et du syndicalisme a été rejetée, et si enfin à Limoges les socialistes eux-mêmes ont repoussé cette alliance et ont défendu la direction de leur parti aux parlementaires, c'est que tous avaient leurs raisons, et on nous permettra d'arguer des mêmes arguments qu'à Paris, à Limoges et à Amiens.

Voyons maintenant l'autre obstacle: Le vieux Syndicat prétend que les Compagnies minières résistent par leur coffre-fort et qu'il faut leur opposer un capital dit *libérateur*.

Dans un but unitaire, nous avions demandé que liberté soit laissée aux militants comme aux syndiqués de participer à la Caisse de résistance. Chez les mineurs, il n'y a pas unanimité sur ce point; donc il doit y avoir liberté pour rallier le plus d'ouvriers au Syndicat. Encore une fois, il n'y a là rien d'impératif de notre part. Ce que nous avons voulu c'est extirper un dogme. Les mineurs ont cru longtemps pouvoir se sauver par le dogme parlementaire; ils sont guéris de ce mal. Nous ne voulons pas qu'ils deviennent des religieux de la Caisse de résistance.

Nous voulons respecter ceux qui pensent autrement mais nous voulons qu'il y ait une place pour ceux qui n'ont pas cette croyance.

L'unité n'est donc pas impossible. Mais se fera-t-elle?

GEORGES DUMOULIN.

⁂

Nancy.

Une Grève. — Les monteurs et finisseurs de la maison Doerflinger viennent de se mettre en grève.

Les monteurs réclament une augmentation de 15 pour 100.

Les finisseurs la suppression du travail aux pièces avec un salaire minimum de 5 f. 50.

Nous ne doutons pas que ces camarades réussissent à obtenir satisfaction, car l'énergie qui les anime, est admirable, la réussite de cette grève aura une grande répercusion à Nancy, où il y a près de 6000 ouvriers et ouvrières en chaussures, cependant grâce à l'activité des *anarchistes* partisans de l'action syndicale, ce jeune syndicat complètement réorganisé, trouble diablement le sommeil des patrons nancéens. Aussi essayeront-ils dans la grève présente, de résister le plus longtemps possible afin de faire essuyer un échec au syndicat, espérant le briser par la suite. L'action quotidienne de nos amis prouve le contraire; le siège de l'atelier est fait en règle, rien ne sort sans passer par leurs mains, la résistance sera de part et d'autre opiniâtre; *l'énergie* seule fera tomber de son côté la balance.

⁂

La guerre à la Bourse du Travail. — La Municipalité nancéenne suivant l'exemple qui lui fut donné par d'autres, tant parisienne que lyonnaise, emploie pour enrayer l'action révolutionnaire des syndicats, tous les moyens dignes d'un Loyola; toutes les affiches qui émanent de la Bourse du Travail, sont impitoyablement lacérées par les sbires municipaux, en plus la municipalité, en interdit sur ses murs l'affichage prétextant qu'elles sont des appels à la révolte et des excitations au désordre, ce procédé est une forme de tracasseries qui sera relevée énergiquement par les syndicats, ils veulent afficher, et ils sont décidés à le faire.

L. S. BOUDOUX.

Faites-nous des Abonnés!

VARIÉTÉ

Elisée Reclus

(Suite) (1)

Reclus, ce bon, ce sincère, cet honnête, qui nous apparaît comme un représentant de cette humanité meilleure que nous rêvons, aurait dû, semble-t-il, inspirer du respect à tous. Et cependant — je le dis au déshonneur de l'humanité présente — il se trouvait à tout moment des êtres assez bas pour abuser de sa confiance, pour le tromper, pour l'exploiter en lui faisant des récits fantaisistes, dont son esprit, auquel le mensonge et la dissimulation étaient étrangers, ne se méfiait pas. Il ne s'irritait pas s'il découvrait la fraude; il en éprouvait au plus un peu de tristesse, se promettait de se tenir davantage sur ses gardes, et à la première occasion se laissait prendre de nouveau par crainte de ne pas venir en aide à quelqu'un qui eût été réellement dans le besoin.

⁂

Les dix dernières années de sa vie ne furent pas moins laborieuses que le reste. A l'Université nouvelle il faisait ses leçons, dirigeait les travaux de ses élèves, et plus tard, quand fut fondé l'Institut géographique, il en devint l'âme. Malgré sa santé souvent chancelante, il allait faire des conférences de côté et d'autre, à Anvers, à Charleroi, à Londres, à Edimbourg. Il écrivait des études dans une foule de revues, tantôt sur des questions de géographie, tantôt sur des questions sociales. En 1895, il conçut le projet d'un globe terrestre au cent-millième: ce globe fut sur le point de devenir le clou de l'exposition de Paris de 1900 et l'entreprise n'échoua que par le mauvais vouloir des capitalistes qui ne virent pas dans l'affaire une source de bénéfices suffisants. En même temps il ne cessait de travailler au grand ouvrage qui devait former la conclusion des travaux de sa vie, le couronnement de toute son œuvre. A la fin de 1903 l'ouvrage était terminé; mais son éternel désir de perfectionner ce qu'il faisait l'empêchait d'en être satisfait. Dans les premiers jours de 1904 il écrit: « J'ai fini mon bouquin, mais puisqu'il est fini, il faut le recommencer, c'est-à-dire le corriger, le compléter, le bousculer, prévoir la critique des amis et se conformer à leur avis. C'est le travail que je fais en ce moment, sans espérer d'avoir dans tout ce fatras de 4,500 pages un seul paragraphe d'un style aussi ferme, aussi clair, aussi nettement objectif que celui dont vous m'avez envoyé un extrait (1), mais peut-être y sentirez-vous, quand vous me lirez, un peu plus de tendresse humaine, et cela n'est pas non plus à dédaigner. »

Ensuite commencèrent pour Reclus les ennuis que la publication d'un livre considérable occasionne le plus souvent. Il semblerait que les éditeurs eussent dû se disputer la faveur de publier l'ouvrage d'un homme aussi universellement connu. Il n'en fut rien. Hachette, qui avait gagné des sommes considérables à la vente de la Géographie Universelle, ne voulut point imprimer l'*Homme et la Terre*, qui en est la conclusion, sous prétexte que cette conclusion était anarchiste! Reclus eut un éditeur à Londres avant d'en avoir un à Paris. Et ce n'est que le 15 avril 1905 que commença à paraître l'édition française. Mais la mise en train de la publication était plutôt une source d'ennui que de plaisir pour Reclus. Le caractère purement industriel et commercial que revêt aujourd'hui un semblable travail le choquait. Il écrivait au mois de mars de la même année: « Quant à mon bouquin il ne me donne aucun plaisir: pour qu'il m'intéressât il faudrait que je me sentisse vivre avec le prote, avec le compositeur, avec les correcteurs, que chaque jour amenât son petit conflit, sa petite discussion, mais le travail se fait industriellement pour ainsi dire, je n'y suis pour rien. »

⁂

Il faudrait parler longuement d'un homme pareil et en réévoquer souvent la mémoire. Heureusement ses livres sont là qui parleront de lui, mieux que je ne le saurais faire: on l'y retrouve sinon tel qu'il était dans l'intimité avec son laisser-aller et la finesse de ses sentiments, du moins dans les traits essentiels de son caractère. Car il n'était point de ces savants (dont l'Allemagne moderne nous offre les types les plus accomplis) qui n'ont d'autre idéal que l'objectivité, et ne sont plus guère que des machines à découper les faits et à les distribuer dans des casiers selon des méthodes invariables. De toutes les pages écrites par Reclus déborde sa sympathie humaine et partout sa pensée maîtresse s'y fait sentir, son idéal en transparaît. Il n'a consacré qu'un nombre très restreint d'écrits à l'exposition directe des idées anarchistes. Aussi est-il moins connu de la plupart des anarchistes que les auteurs qui ont publié surtout des livres de propagande. A tort assurément: car l'anarchisme est en vérité moins un ensemble d'idées sociales qu'une attitude générale de l'esprit, une façon spéciale d'envisager tous les phénomènes humains, une conception de la vie qui réagit sur notre volonté comme sur nos représentations. Et considérée ainsi elle doit nécessairement être appliquée à l'étude de toutes les branches du savoir.

L'influence d'Elisée Reclus continuera à s'exercer longtemps encore par une double voie: par son œuvre qui fera réfléchir les esprits sérieux et convaincra de la vérité des idées anarchistes ceux qui seront sincères et exempts de préjugés; par l'exemple de sa vie qui montrera à quel degré d'évolution morale — inconnue de tous les défenseurs de la Reli-

(1) Voir les N[os] 22, 24, 26 et 30.

(1) C'était un passage de Machiavel.

gion et de l'« Ordre » — peut arriver un homme qui ne reconnaît ni dieux, ni lois, ni maîtres. Pour nous qui avons depuis longtemps adopté ces idées — dont l'origine remonte du reste à la Renaissance — c'est de sa vie surtout que nous devons nous inspirer : comme lui nous devons nous efforcer de ne point séparer la théorie de la pratique, d'être nous-mêmes le témoignage vivant de nos idées, de travailler sans cesse à nous perfectionner intérieurement. C'est ainsi que nous honorerons le plus dignement sa mémoire. Elisée Reclus vit parmi nous et en nous, sa pensée continue à agir et c'est une des mille forces qui s'activent à transformer le vieux monde.

JACQUES MESNIL.

SOURCES. — Les dates et les faits principaux antérieurs à 1894 m'ont été en majeure partie fournis par des membres de la famille Reclus et j'en puis garantir l'exactitude. En ce qui concerne la jeunesse d'Elisée j'ai fait beaucoup d'emprunts à la biographie d'Elie qu'il écrivit après la mort de celui-ci et qui fut imprimée sans nom d'auteur par l'Emancipatrice, imprimerie communiste à Paris. Le présent aperçu biographique fut publié en traduction flamande dans *Ontwaking* (août 1905) et en traduction italienne par *Il Pensiero*. Les études les plus intéressantes qui furent écrites sur Reclus après sa mort sont, à ma connaissance, les suivantes : celles de Kropotkine (*Temps Nouveaux*, 15 juillet 1905 et *The geographical Journal*, septembre 1905), de G. de Greef (*Eloge d'Elisée Reclus*, Gand 1906), de Louis de Brouckère (*Frankfurter Zeitung*, 9 août 1905), de Patrick Geddes (*The Scottish Geographical Magazine*, septembre-octobre 1905), de Richard Heath (*The Humane Review*, octobre 1905), de de Magistris (*Eliseo Reclus* Iesi 1905), de Blessich (*Bollettino della Società Geografica italiana*, ser. IX, vol. VI, p. 585) et de Kan (*Tydschrift van het kon. ned. aardrykundig Genootschap*, 1er novembre 1905). Ces trois dernières traitent spécialement de Reclus comme géographe.

BIBLIOGRAPHIE

Le camarade Gayvallet continue sa propagande de petites brochures à bon marché, où il expose ses idées personnelles sur différentes questions.

C'est d'abord, une réimpression de : *Les députés contre les électeurs* (1), où il précise certains points qu'il avait négligés dans la première édition.

Dans *Conception philosophique de l'État et des fonctionnaires* (2), il démontre d'abord, en remontant aux origines, que l'idée de l'Etat dérive de l'esprit religieux, et qu'il n'a aucune raison d'être, là où il prétend s'exercer au nom de tous.

Mais, comme il estime que l'on ne pourra l'abattre d'un coup, qu'il faut bien procéder par étape, il demande à ce que le nombre des fonctionnaires soit d'abord réduit aux seuls emplois utiles, oubliant que les intérêts électoraux sont là pour entraver cette sélection.

Enfin, dans l'*Égalité des retraites des fonctionnaires et ouvriers* (3), poursuivant son idée, il démontre que cela tient à l'origine et à l'esprit monarchiques de l'Etat que les fonctionnaires soient généreusement rentés après avoir été grassement rétribués pour des sinécures, alors que les ouvriers, les véritables producteurs, crèvent de misère et de faim.

Pour rendre son idée plus facile à saisir, il l'a formulée en aphorismes comme ceux-ci : « Les fonctionnaires sont les prêtres du Dieu-Etat. » — « L'Etat est un arbre de luxe ; les fonctionnaires en sont les racines ; le peuple en est la terre nourricière. »

Mais cette dernière n'est pas exacte : Un arbre de luxe, si ça ne rapporte pas, c'est au moins agréable à l'œil. Il a une utilité esthétique.

L'Etat est une pieuvre, les fonctionnaires en sont les tentacules. La pieuvre est la bête dévoratrice par excellence.

J. GRAVE.

(1) Brochure, 0 fr. 05. — Imprimerie Demeaux, 33, rue Puyguéraud, Marmande.
(2) 0 fr. 05. — Imprimerie Duchou, 26, rue Léopold, Marmande.
(3) 0 fr. 05. — Imprimerie Demeaux.

Correspondances et Communications

× **Le prochain numéro** du *Réveil* contiendra la défense de Bertoni.

L'administration en met 100 exemplaires à la disposition de nos lecteurs.

× CHINON. — **Le camarade** Dupré informait la semaine dernière, les libertaires de Tours et des environs, qu'une réunion, ayant pour but la formation d'un groupement, aurait lieu le dimanche 16 décembre.

Je ne saurais trop insister auprès des camarades surtout auprès des isolés, pour qu'ils répondent à cet appel.

Il est nécessaire, urgent même, que nous nous connaissions, que nous examinions ensemble de quelle façon nous pouvons le mieux coordonner nos efforts, afin que notre action puisse donner les meilleurs résultats.

UN ISOLÉ.

COIN DES ENFANTS

L'impression du volume suit son cours. J'espère toujours — s'il n'y a pas d'imprévu — le donner vers la fin de la première quinzaine de décembre.

Je rappelle que, pour profiter du prix de souscription : 2 fr. 50 par exemplaire ; 2 francs au-dessus de quatre ; il faut que les souscriptions et leur montant, nous soient parvenus dans les premiers jours de décembre, dernier délai. Passé cette date le prix de l'exemplaire sera de 3 francs, port en plus.

CONVOCATIONS

× **Causeries Populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Dumeril. — Samedi 1er décembre, à 8 h. 1/2 du soir. — Conférence sur les « théories de l'anarchie » (IV). — La propriété sexuelle.

Jeudi 6. : Les vêtements et les soins du corps par Eugène Petit.

Mardi : Soirée artistique.

Dimanches : Réunion amicale.

× **Section d'Enseignement de la Nouvelle Maison du peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Mardi 4. — Docteur Paul Halbron : Les organes de l'homme.

Vendredi 7 : Arthur Groussier : Le Code du travail.

× **Grupo liberecana esperantista**. — Lundi 3 décembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie. — Cours d'esperanto.

× **La Concentration artistique**. — Tous les dimanches de 4 à 7 heures du soir, apéritif-concert, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital. Entrée libre.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire, 150 francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, 1 fr. 40, 2 fr. 25 et 5 francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, 1 fr. 40 et 3 fr. 25.

Il nous reste un petit nombre :

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant**, L. Pissarro. — **Les Sans-Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine**, par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de 3 francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro, 2 francs.
— 3e — de Luce, 2 francs.
— 4e — de Lebasque, 2 francs.

Tirage d'amateurs, 3 fr. 50.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, 1 fr. 50 ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Il en reste très peu des deux.

Petite Correspondance

G. C., à Gien. — Tous les volumes que vous voudrez.

J. L. O. à Urtaca. — Manquait 0 fr. 25 pour les brochures.

C. L. L., à Neuilly-sur-Marne. — Lorsque votre lettre est arrivée, nous avions déjà transmis une proposition de prendre l'enfant.

B. A., à Bonnieux. — Excusez-nous de l'erreur.

E. H., à Dauphine. — Non. Pour le moment, ne connais rien de pareil.

Un isolé. — Impossible d'insérer de longs appels pour des formations de groupe. Nous n'avons pas de place.

H. A., à Colombes. — J'ai noté les passages en question. Viendra à son tour.

B. J. — Le sujet est déjà traité par un de nos collaborateurs.

D. R., à Audubon Park. — Bien reçu votre abonnement qui finira fin février 1907.

F. D., à Marseille. — Oui, pouvons vous fournir l'*Homme et la Terre* au même prix que les marchands.

L. P., à Saint-Raphaël. — Fais envoyer un exemplaire de plus à Fréjus.

S. M. S. — Notre collaborateur Ch., traite le même sujet, comme vous voyez.

M., à Tenay. — Paris, à Morat. — D., à Buzen. — F. B., à San Giovanni. — S., à Trenton. — P. G., à Granges. — C., à Caumanes. — H. D., à London. M., à Latchington. — E. D., à Schaerbeek. — G. P., à Rome. — J. L., à Sarnières. — M. M., à Dijon. — W., à Paris. — J., à Paris. — L., à Aniens. — J. J., à Ville-d'Avray. — E. H., à Dauphine. — C. L., à Montbard. — B., à Vincelottes. — G., à Thonon. — C. C., à Narbonne. — C. P., à Levallois. — L., à Lagny. — H. D., à Merlemont. — B., à Carinère. — S., à Varna. — E. T., à Paris. — R., à Tours. — C. C., au Havre. — M., à La Souche. — B. O., à Lormont. — F. R., à St-Claude. — E. C., à Valréas. — R., à Marseille. — A. M., Chapelle-Hellaumont. — S. G. M., à San José. — L. H., à Paris. — L. M., à Nancy. — F., à Montrieux.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : L. S., à Lyon, 8 francs. — Smyrne 10 francs. — P., à Chaux-de-Fonds, 1 fr. 50. — P., à Arcueil, 0 fr. 50.

Merci à tous.

En réponse à l'appel pour l'enfant : Anonyme, 5 fr. — V. D. Ch. Ch., 5 fr. — G. V., à Autun, 3 francs. — Le Puy, 2 francs. — En tout 15 francs.

Un camarade ayant proposé de prendre l'enfant, l'affaire est arrangée. Il ne s'agit plus que de compléter l'argent du voyage, 40 francs.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



Dessin de LUCE

On vas te leur zuen foutre du repos hebdomadare.

12e ANNEE. — N° 32.

8 DÉCEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Kupka.

SOMMAIRE

Aux Amis du Journal

Maintenant que les choses semblent avoir repris leur courant, on peut se faire une idée de la situation.

L'augmentation de prix, sans équilibrer le budget, nous a permis de marcher à peu près sans encombre jusqu'ici.

Par contre, nous perdons de 500 à 600 lecteurs au numéro — dont la moitié à Paris.

Pour quelques régions, cela était à craindre. Là où on ne gagne pas de quoi vivre, on regarde à un sou Pour Paris, nous ne nous l'expliquons pas. Surtout, lorsqu'on pense aux innombrables « tournées » que l'on boit sans soif.

Quoi qu'il en soit, il vaut mieux paraître, avec une diminution de lecteurs que pas du tout.

Si, par l'affichage, et par l'intérêt qui, à notre avis, doit s'attacher à la lecture du journal, nous arrivons à agrandir le cercle de lecteurs, nous reviendrons au prix de 10 centimes, sitôt que nous verrons que cela peut se faire sans déséquilibrer le budget.

Les Temps Nouveaux.

Ces Messieurs du Parlement

Il leur faut décidément un uniforme. Oripeaux du pître ou bien livrée du laquais.

A les entendre — avant les décisions du suffrage universel — ils ne sont que les très humbles, très obéissants et très dévoués serviteurs de la démocratie, de la Marianne électorale dont le geste distribue les bulletins de vote. Serviteurs, c'est entendu, mais qui se vengent de l'être un jour en courbant quatre ans leurs maîtres sous la férule la plus humiliante, en les bafouant, en leur infligeant les farces les plus cruelles — parfois les plus sanglantes.

Serviteurs, certes. Mais avant tout, surtout et toujours, les plats valets de l'argent, les parasites obséquieux des grands patrons modernes, les agents d'affaires du capitalisme — qui les méprise.

Et c'est, au grand jour, la masse encore inerte des exploités, c'est la foule encore aveugle des travailleurs qui paie les larbins du capital.

Ils coûtent cher, très cher. Et chaque jour, ils réclament davantage. Ils en ont le droit. Maîtres Jacques de la République, ils ne quittent l'office que pour le cirque. Quand ils cessent de s'agenouiller, ils dansent sur la corde ou font passer muscade.

D'ordinaire, les électeurs applaudissent avec de gros rires contents. Quelquefois, ils font mine de se fâcher et de montrer les dents, par exemple devant le tour audacieux que ces messieurs du Parlement ont accompli, l'autre jour, à leur barbe.

Il faut rappeler les faits dans toute leur beauté. Sous ce titre : *Le moyen de se diminuer en s'augmentant*, le *Courrier Européen* a pittoresquement esquissé la physionomie de la séance — la première séance des 15,000 francs !

Trois cents représentants, s'efforçant de jouer l'indifférence, garnissent bientôt les bancs, se dispersant avec un art savant. M. Baudon, député de l'Oise, victime désignée, monte à la tribune et donne lecture du fameux projet. . . . .

Chose merveilleuse ! Nul ne semble écouter. Tous nos honorables écrivent des lettres. Mais un silence anxieux pèse sur la salle.

— Personne ne demande la parole ? interroge le président.

Un vague député du centre esquisse un mouvement. Mais aussitôt, sans qu'on voie rien bouger autour de lui, sans que ses voisins quittent leur absorbante correspondance, il est saisi, happé par vingt mains invisibles, rassis et maintenu solidement sur son banc.

— Que ceux qui sont d'avis d'adopter l'article unique veuillent bien lever la main ! psalmodie M. Brisson.

Trois cents bras se dressent, tandis que trois cents têtes restent baissées...

— L'avis contraire ?

Quatre mains timides... Ça y est ! Une joie soudaine, violente, sauvage, bouillonne secrètement sous les crânes . . . .

Jeunes et vieux, maigres et gras, réactionnaires et radicaux s'apostrophent, les yeux brillants, se prennent aux épaules et se congratulent !

Cette joie pure, ce ciel radieux connut, hélas, quelques nuages, venus de l'horizon électoral. Le public désabusé, interloqué, commença de protester avec quelque véhémence devant cette *réforme sociale*.

C'est alors que les hautes vertus parurent à la surface du Parlement.

Les membres de la droite songèrent aussitôt à profiter des circonstances.

Sans doute, si largement nantis qu'ils fussent par le caprice d'une naissance heureuse, ils n'avaient point, comme on dit, fait la petite bouche devant une si belle aubaine. Six mille francs ne se refusent pas comme un sou ! Les affaires sont les affaires. Six mille francs de plus, c'est un faux Watteau à ajouter à une collection, c'est de quoi payer à son héritier le suicide de quelque pauvre fille affolée par les injures des officiers de Fontainebleau.

Mais enfin, à tout prendre, quand on s'appelle M. de Lamarzelle ou M. Binder, six mille francs de moins, cela ne vous met pas sur la paille. Les membres de la droite firent donc entendre après coup les cris d'une indignation frelatée et vaine, qui n'a ému personne.

De meilleur aloi fut le cynisme des radicaux qui plaidèrent coupables avec effronterie. Leurs arguments ont une certaine valeur. Il est bien certain que la *vie a augmenté*. Rien de plus juste, n'est-ce pas, que d'augmenter dans le même temps les ressources des infortunés parlementaires ? Mais pourquoi ne pas élever, dans la même proportion, les traitements — nous allions dire les salaires, mais ce terme est si mal porté — du Président de la République, des ministres, des préfets, des trésoriers payeurs généraux, etc., etc., etc. ? — Mais les ouvriers ? les employés ? les facteurs des postes ? Ah ! fi donc ! Ce sont là autres gens, taillables et corvéables à merci, qui se plaignent, mais qui paient l'impôt et se laissent rosser !

La *Lanterne* a donné sur la question des 15,000 francs toute la grande pensée radicale :

L'indemnité nouvelle ne représente pas même le traitement d'un conseiller d'État.

Le parti républicain a donc fait hier une œuvre saine, une œuvre démocratique. Il doit vouloir pour les élus de la démocratie une autorité qui les place au-dessus de tous les autres pouvoirs et une force que seule peut leur conférer une existence exempte de périls.

Et d'avance nous répondons à ceux qui demain essaieront d'exploiter le vote d'hier qu'ils ne sont pas des républicains et qu'ils sont de mauvais Français.

Comment, en effet, la patrie n'aurait-elle pas été conviée à une si belle fête?

Laissons là les radicaux. Leur opinion en la matière n'a qu'un intérêt très relatif. Ces bourgeois au pouvoir, satisfaits, repus, gais et contents, ne trompent plus que ceux qui le veulent bien.

Nos bons socialistes, indépendants ou unifiés, sont infiniment plus intéressants. Ils affirment être, au Parlement, les purs représentants du prolétariat. Ils ont raison. Ils le sont! Voilà même qui fait la joie de la situation.

Elle fut délicate la situation. Ils le furent moins peut-être, les *députés* de la classe ouvrière! En vain celle-ci a-t-elle cherché à l'*Officiel* et dans les journaux, un nom socialiste au bas d'une protestation quelconque, lors du premier vote — unanime — des quinze mille francs. Les socialistes étaient tous ce jour-là, paraît-il, et par simple hasard, atteints d'une laryngite aiguë.

Auraient-ils donc ignoré le petit complot dont parle le *Courrier Européen*? Mais alors comment expliquer l'aveu naïf de M. Jaurès, déclarant, dans l'*Humanité* du 24 novembre : « *J'avais su, depuis quelques jours, que quelques députés songeaient à introduire cette proprosition.* »

On conçoit que le prolétariat — je parle de celui qui vote — ne fut pas content.

En un langage *simple*, dit M. Rouanet, *et dont la familiarité n'exclut ni l'élévation ni l'émotion* (*Humanité* du 1er décembre), le citoyen Poulain, cher au cœur patronal du marquis de Dion, a confié à la Chambre l'amertume dont, après les premières allégresses, son âme fut abreuvée :

Il y a quelques jours, on ne paraissait pas trop étonné ; on disait : « Ça y est, l'affaire est faite ! » (Rires prolongés.)

Je n'exagère pas ; j'ai vu des collègues qui avaient cette attitude. (Nouveaux rires.)

Et, depuis, certains de ces collègues commencent à s'inquiéter du vent du dehors, qui souffle dur, et hésitent. On se rencontre dans les couloirs en disant : « Mon cher collègue, qu'allez-vous faire? »

« Moi, dit l'un, j'ai reçu un blâme. » Un autre dit qu'il a reçu une lettre où il est attaqué. Et alors la tranquillité se transforme en une sorte de crainte.

Atroce perplexité! Entre la hantise des électeurs et la frousse de voir s'envoler six mille francs de rente parlementaire, que de nuits blanches durent passer les élus socialistes! Jamais cervelles collectivistes ne se torturèrent autant pour trouver le moyen de sortir d'une telle impasse.

Le citoyen Jaurès fut de tous peut-être le moins embarrassé. Dès le 28 novembre, il s'exprima victorieusement dans un de ces articles dont il a le secret et où personne ne comprend rien. Approuvait-il? Blâmait-il? Blâmait-il tout en approuvant, approuvait-il tout en blâmant? Mystère de la camaraderie, des couloirs et de l'*Humanité*.

M. Rouanet fut tout bonnement, tout simplement sublime. Mais quand M. Rouanet n'est-il pas sublime? Il l'est quand il s'agit d'insinuer la possibilité de la participation du syndicalisme à quelque complot monarchiste. Il l'est encore quand il célèbre la grandeur du patriotisme internationalo-socialiste. Le sublime lui convient. Il s'y est tenu lorsqu'il s'est agi de donner les raisons de son attitude, dans la question des 15.000 francs :

Avant-hier, j'ai, devant la 18e section du Parti, annoncé que telle serait mon attitude. Le groupe socialiste de Clignancourt avait d'abord, vendredi dernier, adopté un ordre du jour blâmant les élus de ne pas s'être opposés à l'accroissement de l'indemnité. Mais la 18e section vota, mercredi, sur ma proposition, à une forte majorité, un ordre du jour reconnaissant la légitimité du relèvement du salaire législatif et invitant les représentants socialistes à expliquer à la tribune leur attitude dans ce sens par une déclaration motivée. Le Parti n'est donc pas inaccessible aux considérations qui militent en faveur de la mesure adoptée par la Chambre.

Alors, ce fut dans les rangs des socialistes une sorte de sarabande d'explications étourdissantes. Les uns, comme M. Varenne, ont imité le geste de M. Guizot. Dramatiquement dressés, le bras tendu vers les prolétaires absents, ils ont déclaré « *ne pas se préoccuper de la marée de boue qui se dirige vers la Chambre.* »

Le citoyen Bouveri fit timidement quelques réserves : « *9,000 francs*, dit-il, *c'est un peu juste pour un député. Toutefois, ma situation de député est supérieure à celle que j'avais comme ouvrier mineur.* » Ce qui fit faire la grimace à un certain nombre de collègues.

Le citoyen Delory étala, dans le *Réveil du Nord*, une prose diplomatique dont les finesses n'auront dupé personne :

« Connaissant la vie intime d'un élu, nous savons que si la rétribution de neuf mille francs paraissait déjà excessive aux yeux des ouvriers qui gagnent pour un dur labeur de deux à quatre francs par jour, elle ne l'était pas pour certains, en raison des charges très lourdes que la coutume leur impose : les électeurs ayant pris l'habitude de les transformer en véritables facteurs chargés de transmettre aux diverses administrations toutes leurs réclamations ; de ne pas créer une société ou de ne pas organiser une œuvre de bienfaisance, sans faire appel à leur concours financier. Il en résulte une dépense excessive à laquelle s'ajoutent les frais du double logement, de déplacements divers et les fameux vingt-cinq francs font triste figure ; au point que des ouvriers nommés députés préfèrent reprendre leur ancienne profession plutôt que de solliciter le renouvellement de leur mandat.

Aussi aurions-nous compris un relèvement d'indemnité de quelques milliers de francs, mais aller jusqu'à quinze mille, c'est beaucoup!

Les élus socialistes l'ont compris ainsi ; et s'ils ne sont pas intervenus à la tribune, ILS ONT VOTÉ CONTRE LE PROJET. »

Admirons en silence cette interprétation d'un vote anonyme, à mains levées, où tous les compères peuvent barboter à l'aise. Admirons surtout la manœuvre de la fin — *in cauda venenum* — que le citoyen Delory indique négligemment à ses camarades :

« Sans vouloir diminuer en rien l'importance de la nouvelle indemnité votée, ajoutons à titre documentaire qu'à différentes époques l'indemnité parlementaire fut de beaucoup supérieure à ce qu'elle sera au 1er janvier, si, après avoir voté le principe, la majorité du Parlement vote les crédits.

En tout cas, ce que nous pouvons affirmer c'est que les élus de notre organisation NE LES VOTERONT PAS. »

Ainsi la majorité radicale recueillera les déboires de l'entreprise. Les socialistes en auront tous les bénéfices! Quelle trouvaille! Quelle imagination!

Le jour venu du second scrutin public, cette fois où force fut de se prononcer à découvert, les socialistes, le cœur léger, sûrs de l'impunité, votèrent contre l'augmentation, qui fut votée sans eux!

Mais le plus beau fut la proposition adoptée par le groupe socialiste au Parlement :

Au cas où le relèvement de l'indemnité parlementaire serait maintenu par la Chambre, l'augmentation de 6,000 francs sera mise par les élus, membres du groupe, à la disposition du Parti qui aura à décider, d'accord avec les élus, du meilleur emploi à en faire.

Au premier abord, cela vous a un air de somptueux désintéressement qui s'évanouit à la réflexion.

M. Rouanet nous a déjà montré que le Parti n'était pas *inaccessible aux considérations qui militent en faveur de l'augmentation.*

Le Parti pourra donc, cette fois encore, disposer *en faveur des élus*, de l'emploi des 6,000 francs.

Et c'est le Parti qui en aura la responsabilité! Et d'autre part, les aveux du citoyen Delory, nous ont montré crûment le rôle du député assiégé par l'électeur *socialiste.*

On devine sans peine alors le dialogue qui jaillira entre ces deux intéressants personnages — et l'accord final qui en résultera.

Cuisine parlementaire. Ragoûts électoraux. Linge sale du socialisme réformiste ou guesdiste.

Le spectacle n'est pas beau. Si d'aventure, le Parti ne rendait pas les 6,000 francs à ces honorables, quelle débâcle dans leurs rangs! Combien qui s'en iraient grossir les troupes indépendantes, pour conserver intact un traitement inespéré et qui sait, se glisser petit à petit jusqu'au portefeuille de Viviani et Briand, jusqu'au palais malgache d'Augagneur, voire même — on n'est pas fier en socialisme électoral — jusqu'à la demeure de M. Gabriel Bertrand, consul.

Ohé! les camarades! La place est bonne! Vive la Sociale!

Mais que sert aux exploités de récriminer? Alors qu'ils acceptent de contribuer à la puissance des Lois, au respect de la Loi, en envoyant les parasites se moquer d'eux au Parlement!

Quand donc oseront-ils, les exploités, rire au nez des pitres gavés qui veulent leur faire prendre pour des lanternes révolutionnaires les vessies du socialisme électoral?

Quand en auront-ils assez d'être la dupe des valets de pied du capital, bleus, rouges ou blancs, la couleur n'y fait rien?

Quand enfin, prêteront-ils l'oreille aux propos, renouvelés de *Pot-Bouille*, qu'échangent peut-être, derrière les murs du Palais Bourbon, la *Lisa* royaliste, la *Victoire* républicaine, la *Julie* socialiste, un instant sincères :

— « Que vous devez être heureuses, dit la *Lisa*, d'appartenir à une autre baraque! Ma

parole! on y est malhonnête malgré soi! » Et la *Julie*, de hausser les épaules et de conclure par cette réponse philosophique :

— « Mon Dieu! celle-ci ou celle-là, toutes les baraques politiques se ressemblent. Au jour d'aujourd'hui, qui a fait l'une a fait l'autre. C'est cochon et compagnie. »

Pot-Bouille et Parlement!

R. de Marmande.

CROCS & GRIFFES

Victoire ouvrière. — *Revenons un peu sur la grande victoire ouvrière remportée par les prolétaires du Parlement. Une seconde fois, la Chambre a dû voter, à l'occasion du budget, sur l'augmentation de salaires proposée par la Commission de comptabilité. La première fois, cela avait passé comme une lettre à la poste; personne n'avait soufflé mot. Cette fois-ci, on a discuté un peu, pas de trop, juste ce qu'il fallait pour donner satisfaction au public, lequel, dans l'entre-temps, avait paru ne pas prendre très bien la chose. On a adopté l'augmentation et le chiffre de 15,000 francs, et le principal argument fut que la France devait à ses représentants le moyen d'avoir une existence digne. Ainsi, il n'y a pas d'existence digne au-dessous de 40 francs par jour; et comme le but de tout homme est précisément d'acquérir la dignité de son existence, tous les travailleurs doivent désormais, à l'exemple de leurs frères de la Chambre, revendiquer un salaire minimum de 40 francs par jour. Voilà du pain sur la planche pour la C.G.T., et de l'agitation en perspective.*

Cette adoption, je dois le dire, n'a pas été votée à l'unanimité, mais seulement à la majorité de 290 voix contre 218. Quoi! Y aurait-il 218 désintéressés à la Chambre? Ce n'est pas croyable. Non, ces 218 qui ont voté contre, l'ont fait pour des raisons diverses (inopportunité, etc.), n'ayant rien à voir avec le principe même de l'augmentation, dont ils sont, comme les autres, partisans. Par exemple: toute la droite a voté contre. Elle n'a pas besoin de ça pour vivre, et ne l'a fait que pour jouer un tour aux républicains.

Un beau geste. Le groupe socialiste unifié a décidé que l'augmentation des 6,000 francs serait mise par ses membres à la disposition du parti « qui aura à décider, d'accord avec les élus, du meilleur emploi à en faire ». Du coup, voilà du désintéressement. — Ou la crainte des électeurs.

De ce côté-là donc, le supplément d'impôts que nous allons payer va entrer dans la caisse du parti socialiste unifié. Ne trouvez-vous pas un peu bizarre et bien sans gêne, cette façon de créer des ressources à un parti par le moyen de l'impôt, et de faire payer sa propagande par le public tout entier?

Avant la séparation, les athées étaient mécontents de subvenir aux frais du culte, et ils avaient bien raison. A présent, ce sera tous les adversaires du socialisme unifié qui alimenteront de leurs deniers la caisse de Jaurès, Guesde et Cie. Jolie conception de la liberté! Façon de voir bien étatiste, n'est-ce pas?

De tous les prolos de la Chambre, c'est parmi les socialistes que se trouvent les moins fortunés. Or, l'augmentation ne leur est pas indispensable, puisqu'il leur est possible (beau geste qui ne durera pas) de l'abandonner à leur parti. A plus forte raison les autres pouvaient-ils s'en passer. Ce beau geste prouve, mieux que tout, l'inutilité d'une telle réforme.

La rapidité surprenante avec laquelle cette loi, profitable aux seuls parlementaires, a été enlevée, comparée à la lenteur avec laquelle les lois ordinaires mûrissent, languissent, me remet en mémoire un cas du même genre qui se passa en 1893. En ce temps-là, les anarchistes avaient commis toutes les horreurs : bombes à la caserne Lobau, chez le juge Benoît, le procureur Bulot, au restaurant Véry, au commissariat de la rue des Bons-Enfants, coups de couteau, etc. Il y avait eu des maisons endommagées, des gens blessés, des morts. Que disaient les députés? Rien. Ils levaient les bras au ciel, et se taisaient. Mais voici qu'un nommé Vaillant eut un jour l'idée diabolique d'aller jeter une bombe à la Chambre. Elle n'y fit pas grand mal : quelques écorchures, et ce fut tout. Mais l'indignation des députés fut sans bornes : ils se mirent immédiatement au travail, et, en deux jours de temps, une loi sur les menées anarchistes était bâclée et votée. Ah! les gaillards savent arracher l'ouvrage quand leur intérêt est en jeu. Ah, les bougres!

⁂

Même pas nourris! — Le Mistral, *journal réactionnaire d'Avignon, reproduit d'après l'*Eclair, *autre journal réactionnaire, la lettre d'un bleu, en garnison à Orange, à sa famille.*

« Nous mourons littéralement de faim, écrit-il, au point que nous arrivons à nous battre pour nous arracher les vivres!

« Deux fois dans la semaine, nous avons manqué de pain!

« Demain, au rapport, une protestation collective sera présentée sur la façon dont nous sommes traités et, si cela continue, l'Internationale *sera bientôt le chant du 58e! »*

L'Eclair, *journal réactionnaire, garantit l'authenticité de cette lettre dont l'auteur est de ses amis et est bien loin d'appartenir au « parti de l'Internationale ». Il ne peut donc être suspect d'exagération ou de parti pris, et nous ne pouvons faire autrement que de le croire.*

R. Ch.

Le prochain dessin sera signé Lebasque.

Le Premier Policier de France

C'est Clemenceau dont il s'agit. A vrai dire, nous savons bien que le ministre de l'intérieur est le chef des mouchards, et l'actuel titulaire de l'emploi nous a prouvé que la répression policière est son moyen favori de gouvernement. Or, dimanche, Clemenceau a tenu à donner à ses plus obéissants serviteurs l'assurance de sa sympathie. A la réunion annuelle de la Société amicale et de prévoyance de la préfecture de police, le président du conseil a prononcé les paroles suivantes:

« Ici nous sommes tous de la police et j'en suis le premier agent... Les sociétés ont été fondées *autrefois* sur le droit du plus fort, et l'ordre public primitif reposait sur la force. *En ce temps-là*, la police était un instrument d'arbitraire... Il faut nous rendre cette justice qu'un ordre nouveau est intervenu et que l'objet de la police a changé. La police n'est plus un instrument de l'arbitraire contre le droit; son orgueil, c'est de servir le droit, et voilà qui ennoblit son rôle. »

Il est donc entendu que nous vivons dans la meilleure des sociétés. L'arbitraire n'existe plus. Les capitalistes, les riches n'ont aucune puissance. L'ordre public est le résultat de la libre entente entre les exploiteurs et les salariés. Les juges et les mouchards protègent les faibles et les pauvres diables contre les injustices possibles, mais improbables, des patrons, des propriétaires et des gens au pouvoir. Tout serait pour le mieux, s'il n'existait encore quelques mécontents, quelques révoltés, qui ne sont d'ailleurs que des fous ou des criminels, incapables de se faire une place au soleil par le travail, la bonne conduite, la prévoyance, l'obéissance aux lois et aussi le respect des convenances sociales.

Le « noble rôle » de la police apparaît très nettement dans le « fait divers » suivant, que les journaux ont relaté dans le même numéro qui contenait la harangue de Clemenceau. Un fils de famille, officier de son état, s'était mis en ménage avec une jeune actrice, qui avait quitté sa profession pour vivre complètement avec lui. Qu'un jeune homme jette sa gourme, c'est admis comme naturel et légitime par les bourgeois les plus guindés. Mais la famille, voyant que la liaison paraissait trop sérieuse, mit tout en œuvre pour amener une rupture; elle finit par faire entendre « raison » au jeune homme. Il ne s'agissait plus que de convaincre l'autre personne de sacrifier son amour aux convenances sociales. N'y parvenant pas, on eut tout bonnement recours à M. Hamard, chef de la sûreté; et ce noble chef de la noble corporation policière s'empressa de dépêcher un de ses agents pour intimider la jeune femme, une personne de 19 ans. Lâchée par son amant, mais l'aimant encore, celle-ci déclara qu'en tout cas elle ne quitterait pas la ville. Mais que peut bien valoir le « droit » d'une petite actrice de café-concert contre la respectabilité et les aises d'une famille bourgeoise, que dis-je? d'une famille *sénatoriale!* Le collègue de M. Clemenceau, c'est du mouchard que je parle, revint encore pourchasser la malheureuse et lui intimer l'ordre de partir. C'est alors que la jeune femme désespérée, réussit à pénétrer chez son amant et à se tuer sous ses yeux.

La police a encore une fois sauvé les mœurs. M. Clemenceau saura récompenser des gestes aussi utiles, aussi nobles et aussi désintéressés.

M. P.

Les Anarchistes

ET LE SENTIMENT MORAL

Le nombre de ceux qui se disent anarchistes est tellement grand aujourd'hui et sous le nom d'anarchie on expose des doctrines tellement divergentes et contradictoires, que nous aurions vraiment tort de nous étonner lorsque le public, nullement familiarisé avec nos idées, ne pouvant distinguer du premier coup les grandes différences qui se cachent sous le même mot, demeure indifférent vis-à-vis de notre propagande et nous témoigne aussi de la défiance.

Nous ne pouvons naturellement, empêcher les autres de se donner le nom qu'ils choisissent, quant à renoncer nous-mêmes à nous appeler anarchistes, cela ne servirait à rien, car le public croirait tout simplement que nous avons tourné casaque.

Tout ce que nous pouvons et devons faire, c'est de nous distinguer nettement de ceux qui ont une conception de l'anarchie différente de la nôtre, et qui tirent de cette même conception théorique des conséquences pratiques absolument opposées à celles que nous en tirons. Et la distinction doit résulter de l'exposition claire de nos idées, et de la répétition franche et incessante de notre opinion sur tous les faits qui sont en contradiction avec nos idées et notre morale, sans égards pour une personne ou un parti quelconque. Car cette prétendue solidarité de parti entre des gens qui n'appartenaient ou n'auraient pu appartenir au même parti, a été précisément l'une des causes principales de la confusion.

Or, nous sommes arrivés à un tel point, que beaucoup exaltent chez les camarades les mêmes actions qu'ils reprochent aux bourgeois, et il semble que leur unique critérium du bien ou du mal consiste à savoir si l'auteur de tel ou tel acte se dit ou ne se dit pas anarchiste. Un grand nombre d'erreurs ont amené les uns à se contredire ouvertement dans la pratique avec les principes qu'ils professent théoriquement, et

les autres à supporter de telles contradictions; de même qu'un grand nombre de causes ont amené au milieu de nous des gens qui au fond se moquent du socialisme, de l'anarchie et de tout ce qui dépasse les intérêts de leurs personnes.

Je ne puis entendre ici un examen méthodique et complet de toutes ces erreurs, aussi me bornerai-je à traiter de celles qui m'ont le plus frappé.

Parlons avant tout de la morale.

Il n'est pas rare de trouver des anarchistes qui *nient la morale*. Tout d'abord, ce n'est qu'une simple façon de parler pour établir qu'au point de vue théorique ils n'admettent pas une morale absolue, éternelle et immuable, et que, dans la pratique, ils se révoltent contre la morale bourgeoise, sanctionnant l'exploitation des masses et frappant tous les actes qui lèsent ou menacent les intérêts des privilégiés. Puis, peu à peu, comme il arrive dans bien des cas, ils prennent la figure rhétorique pour l'expression exacte de la vérité. Ils oublient que, dans la morale courante, à côté des règles inculquées par les prêtres et les patrons pour assurer leur domination, il s'en trouve d'autres qui en forment même la majeure partie et la plus substantielle, sans lesquelles toute coexistence sociale serait impossible; — ils oublient que se révolter contre toute règle imposée par la force ne veut nullement dire renoncer à toute retenue morale et à tout sentiment d'obligation envers les autres; — ils oublient que pour combattre raisonnablement une morale, il faut lui opposer, en théorie et en pratique, une morale supérieure : et ils finissent quelquefois, leur tempérament et les circonstances aidant, par devenir *immoraux* dans le sens absolu du mot, c'est-à-dire des hommes sans règle de conduite, sans critérium pour se guider dans leurs actions, qui cèdent passivement à l'impulsion du moment. Aujourd'hui, ils se privent de pain pour secourir un camarade; demain, ils tueront un homme pour aller au lupanar!

La morale est la règle de conduite que chaque homme considère comme bonne. On peut trouver mauvaise la morale dominante de telle époque tel pays ou telle société, et nous trouvons en effet la morale bourgeoise plus que mauvaise; mais on ne saurait concevoir une société sans une morale quelconque, ni un homme conscient qui n'ait aucun critérium pour juger de ce qui est bien et de ce qui est mal pour soi même et les autres.

Lorsque nous combattons la société actuelle, nous opposons à la morale bourgeoise individualiste, à la morale de la lutte et de la concurrence, la morale de l'honneur et de la solidarité, et nous cherchons à établir des institutions qui correspondent à notre conception des rapports entre les hommes. S'il en était autrement, pourquoi ne trouverions-nous pas juste que les bourgeois exploitent le peuple?

Une autre affirmation nuisible, sincère chez les uns, mais qui, pour d'autres, n'est qu'une excuse, c'est que le milieu social actuel ne permet pas d'être moraux, et que, par conséquent, il est inutile de tenter des efforts destinés à rester sans succès; le mieux, c'est de tirer des circonstances actuelles le plus possible pour soi-même sans se soucier du prochain, sauf à changer de vie lorsque l'organisation sociale aura changé aussi. Certainement, tout anarchiste, tout socialiste, comprend les fatalités économiques qui obligent aujourd'hui l'homme à lutter contre l'homme; et il voit, en bon observateur, l'impuissance de la révolte personnelle contre la force prépondérante du milieu social. Mais il est également vrai que, sans la révolte de l'individu, s'associant à d'autres individus révoltés pour résister au milieu et chercher à le transformer, ce milieu ne changerait jamais.

Nous sommes, tous sans exception, obligés de vivre, plus ou moins, en contradiction avec nos idées; mais nous sommes socialistes et anarchistes précisément dans la mesure que nous souffrons de cette contradiction et que nous tâchons, autant que possible, de la rendre moins grande. Le jour où nous nous adapterions au milieu, nous n'aurions plus naturellement l'envie de le transformer et nous deviendrions de simples bourgeois; bourgeois sans argent peut-être; mais non moins bourgeois pour cela dans les actes et dans les intentions.

Errico Malatesta.

(*Le Réveil*, Genève, 5 novembre 1904.)

Faites-nous des Abonnés!

MOUVEMENT SOCIAL

On a ordonné des poursuites — toujours en vertu de la liberté illimitée de la presse — contre le *Nouvelliste de Bretagne*, journal conservateur, pour « avoir indiqué l'itinéraire que devaient suivre les autorites chargées d'opérer les inventaires » (*sic*)...

Après les révolutionnaires, les réactionnaires, selon les principes du juste-milieu, estampille Clemenceau!... A Paris, M. de Selves, homme d'initiative, jette sur le pavé huit infirmiers de l'Assistance publique. Dame! aussi pourquoi conspuer ce bon M. Mesureur? Est-ce que ces malheureux, surmenés de labeur, à peine payés, traités comme des esclaves, avaient besoin de réclamer le repos hebdomadaire?...

A Mont-de-Marsan, le tribunal correctionnel condamne à six mois de prison neuf résiniers, coupables d'avoir, au cours de la grève de Mimizan « pénétré avec la foule jusque dans l'enclos de la *propriété* de M. le maire, et contribué à arracher aux gendarmes un camarade brutalement arrêté »..... Magistrature, préfets, agents de toutes les catégories, tout fonctionne à souhait sous le meilleur des règnes!

S. M. S.

* *

Lyon.

L'affaire Lafont-Baron. — Cette affaire, dont nous avons déjà parlé à deux reprises, est venue le 29 novembre devant la Cour d'appel de Lyon. La peine de 2 ans de prison infligée à Baron a été maintenue; celle de Lafont a été réduite à 18 mois. La cour s'est refusée à admettre la connexité du fait reproché à Lafont (explosion d'une bombe qu'il préparait) avec les événements du 1er mai, effacés par l'amnistie.

Baron a été condamné sur la dénonciation de Lafont, pauvre maniaque affligé de la névrose de la bombe et incapable, non seulement d'aller jusqu'au bout dans ses projets, mais d'en supporter bravement les responsabilités judiciaires. Il a accusé Baron d'avoir connu ses projets et de les avoir encouragés. Cette accusation a suffi aux justiciards pour condamner le camarade Baron.

L'affaire ira en cassation.

* *

Contre la mendicité officielle. — Le Syndicat national des Sous-Agents des Postes et Télégraphes a mis au nombre de ses préoccupations les plus vives la suppression de cette coutume immorale et préjudiciable aux intérêts économiques de la grande majorité des travailleurs postiers, que sont les étrennes.

C'est sur cette coutume qu'observe et respecte le public bénévole, que compte l'Administration postale lorsqu'elle donne 83 francs par mois à ses employés au début et qu'elle exige d'eux un travail excessif.

Elle sait qu'appâtés par les étrennes de fin d'année les facteurs n'exigeront pas par tous les moyens une augmentation de leur salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

C'est le public qui entretient cette situation parmi le prolétariat postal, c'est lui qui est cause que des travailleurs, au lieu de réclamer haut et ferme et au besoin imposer des conditions de vie plus humaines ne savent que prendre un ton larmoyant et tenir un langage de mendigot comme dans l'affiche qui fut apposée dans le 19e arrondissement au nom d'une catégorie du personnel postal et dont nous donnons le passage essentiel.

> Nous travaillons donc tous pour satisfaire le bon public, sans avoir l'avantage de participer aux gratifications qu'il verse annuellement à la masse des facteurs.
>
> *Trouvant cette façon de procéder antihumanitaire et, si nous osons le dire*, presque illégale, nous protestons; *nous adressons un pressant appel à votre bon cœur, à votre générosité*. Nous espérons que vous voudrez bien réserver bon accueil aux facteurs releveurs et gardiens de bureau qui *vous honoreront de leur visite à partir du 1er décembre prochain*.

Voilà à quel rôle une coutume dégradante peut réduire des travailleurs.

Sans ces gratifications de fin d'année, dont les facteurs de lettres touchent la plus grosse part, le mouvement de grève qui a échoué par la défection de cette catégorie eût réussi. Le personnel postal, sans cette cause de division, aurait obtenu un salaire plus rémunérateur lui permettant de vivre du produit seul de son travail sans être obligé d'aller pendant deux mois de l'année faire la manche et tirer le pied de biche de Monsieur Tout-le-Monde.

Je disais que le Syndicat National, au contraire des associations qui jusqu'à aujourd'hui ont groupé les facteurs, tentait de réagir contre les étrennes.

C'est pour l'aider dans cette besogne que la Confédération a rédigé et fait apposer l'affiche suivante :

Confédération Générale du Travail

Plus d'étrennes aux Facteurs.

A Tous,

Tous qui que nous soyons — commerçants, industriels, employés, ouvriers, etc. — tous nous allons être tapés par les facteurs. Allons-nous par routinière habitude, par préjugé, pour paraître généreux, continuer à leur parfaire, sous forme d'étrennes, le salaire que leur refuse l'Etat-patron?

Non! Plus d'étrennes!

D'accord avec le Syndicat national des sous-agents des P. T. T. nous disons à tous : Plus d'étrennes! *C'est de notre dignité à tous et c'est aussi notre intérêt*.

Les étrennes sont une pratique avilissante. C'est de la mendicité et rien autre. *Un travailleur ne doit pas mendier*. Si le facteur fait une besogne utile — et nul n'en doute — il doit être payé par son patron et non recevoir du public une aumône.

Le service public des P. T. T. est un de ceux qui rapportent le plus à l'Etat. Les bénéfices se chiffrent annuellement par des centaines de millions. Donc le Parlement est sans excuse de ne pas prélever sur les bénéfices de quoi donner un salaire normal aux facteurs, alors qu'il octroie des émoluments princiers aux fonctionnaires supérieurs de cette administration.

Le Parlement est d'autant plus sans excuse qu'il ne peut arguer de pénurie budgétaire puisqu'il vient d'augmenter de 6.000 francs par an la paye des députés et sénateurs.

C'est pourquoi nous tous — public — qui payons largement pour que nous soit assuré le service postal (si largement que ce service réalise de gros bénéfices), nous n'avons pas à débourser sous forme d'étrennes un supplément aux facteurs.

Leur continuer cette *aumône*, c'est continuer à maintenir et à encourager une bassesse de caractère qui donne une allure de domesticité à la fonction de facteur.

De plus, les étrennes sont immorales, parce qu'elles sont un ferment de division, de jalousie et de rivalité entre les diverses catégories de facteurs. Les privilégiés sont les facteurs de lettres. *L'un d'eux passe mendier les étrennes qui ne sont réparties qu'entre facteurs de lettres*. Et ce n'est que lorsque ce premier écrémage du public est effectué que les facteurs d'imprimés sont autorisés à mendier les étrennes pour leur propre compte.

L'administration postale l'ordonne ainsi, afin d'entretenir la zizanie parmi son personnel. C'est l'éternel : Diviser pour régner!

C'est cette situation de *mendiants privilégiés* qui, lors de la grève des sous-agents, a empêché les facteurs de lettres de se solidariser avec leurs camarades des imprimés.

En outre, l'appât des étrennes maintient en fonctions dans les quartiers surchargés de correspondances des employés gourds et vieux, inaptes à un service rapide, et qui, sans cet appât, accepteraient et demanderaient un service moins pénible dans un quartier moins encombré.

Ajoutons que, durant tout le mois de décembre, alors que le service postal s'intensifie, alors qu'une augmentation de personnel serait justifiée, le système des étrennes aboutit à une diminution de ce personnel. *En effet, un facteur des lettres sur quatre est distrait du service et spécialement et officiellement affecté à récolter les étrennes.* Donc :

Commerçants !

Si vous désirez un service postal bien fait, ponctuel et rapide,

Refusez les étrennes.

Travailleurs !

Si vous désirez que la solidarité professionnelle ne soit pas une duperie chez les camarades facteurs,

Refusez les étrennes.

Public !

Qui que nous soyons — tous ! tous ! — pour les motifs de moralité et d'intérêt ci-dessus énumérés,

Refusons les étrennes.

LE COMITÉ CONFÉDÉRAL.

P. S. — Ceux qui par scrupule généreux, afin de ne pas paraître obéir à une arrière-pensée d'intérêt mesquin hésiteraient à refuser les étrennes sont invités à les adresser par mandat-poste à la caisse de solidarité du syndicat national des sous-agents des P. T. T., dont le siège est, 1, rue du Pont-de-Lodi.

Cette manifestation de la Confédération influera certainement sur le public.

Il est bon de mettre le public en présence de sa responsabilité qui est grande en matière économique.

Combien de revendications ouvrières sont méconnues ou n'aboutissent pas parce que le public s'est désintéressé ou, mal inspiré, a été hostile.

Combien de professions verraient leur condition économique s'améliorer si les objurgations et les appels que les corporations lancent à l'opinion publique étaient entendus.

Ainsi les garçons de cafés qui — comble d'exploitation — payent pour travailler, doivent cette situation au pourboire que verse le consommateur.

L'ouvrier coiffeur aurait un salaire fixe et normal si le pourboire ne venait pas là aussi vicier les conditions de salaires.

Il faut donc que l'appel de la Confédération et que la caisse de résistance et de solidarité du syndicat s'emplissent des sommes que nous donnions précédemment en étrennes aux facteurs.

CHARLES DESPLANQUES.

⁂

Le chemin de Damas. — Du *Témoin :*

M. Gabriel Deville sera incessamment nommé ministre de France à Port-au-Prince. L'histoire de l'avènement de ce politicien socialiste au poste de ministre plénipotentiaire est assez divertissante. C'est à M. Rouvier qu'il déclara pour la première fois sa flamme diplomatique. Il se fit recommander à lui par Jaurès. Il allait être agréé, quand Rouvier quitta le ministère et Bourgeois au quai d'Orsay. « Bourgeois n'aime pas Jaurès, se dit l'ambitieux, je suis fichu », et il se précipita chez Briand « Mon cher, vous avez partie liée avec Jaurès, lui dit Briand, arrangez-vous avec lui ». Deville se rue chez Jaurès et, sur ses instances, Jaurès retire son patronage. D'un bond, Deville revient chez Briand, mais... Pichon prenait la place de Bourgeois. D'un saut, Deville court chez Viviani et lui demande aide auprès de Pichon. « Mon cher, vous êtes l'homme de Briand, répond Viviani, arrangez-vous avec Briand ».

⁂

LES GRÈVES

Paris. — Les ouvriers des services des Eaux continuent et généralisent chaque jour davantage leur mouvement de grève.

L'augmentation de salaire qui motive le conflit est de 0 fr. 20 de l'heure. Le salaire est de 0 fr. 70 et les grévistes réclament 0 fr. 90 de l'heure.

Pour repousser cette modeste revendication, les patrons se retranchent derrière le cahier des charges qui, disent-ils, ne règlemente pas le salaire. C'est là un prétexte bien spécieux. Car il est hors de doute que si le cahier des charges prévoyait une base de salaire de 0 fr. 90 de l'heure les patrons n'en essaieraient pas moins de ne pas la payer.

C'est d'ailleurs ce qui se passe dans toutes les entreprises où des patrons font exécuter des travaux au compte de la ville.

Les dernières grèves dans les travaux du Métropolitain en ont été un exemple frappant.

Les grévistes ont essayé de faire intervenir la municipalité puisque les patrons sont les adjudicataires de la ville. Peine perdue. Nos édiles sont fort probablement occupés à chercher le moyen qui leur permettra de faire avaler aux contribuables, à l'instar des députés, une augmentation de leur traitement.

Le comité de grève a fait placarder une affiche dont nous donnons ci-dessous quelques extraits :

Confédération générale du travail

ALARME A LA POPULATION. — PARIS SANS EAU

Les ouvriers des différents services des eaux de la ville de Paris et de la banlieue portent à la connaissance du public que cette catégorie d'ouvriers et des services similaires sont en grève depuis près de quinze jours déjà. Nous prévenons les contribuables qu'ils sont à la veille de manquer d'eau, par suite du mauvais vouloir de nos patrons et des administrations municipales.

En effet, Parisiens, une conduite d'eau maîtresse, c'est-à-dire l'une de celles qui alimentent tout un quartier, et même plusieurs arrondissements, peut se rompre d'un moment à l'autre.

La ville sera sans eau, car notre catégorie est composée d'ouvriers spéciaux, et nous sommes certains, notre mouvement étant général, que l'administration ne trouvera personne pour nous remplacer et effectuer les réparations.

Le grand journal bourgeois *Le Temps* qui, en commentant cette affiche, insulte les grévistes et les accuse de faire bon marché des besoins et de la santé du public en risquant de faire manquer Paris d'eau, ne pense pas à faire la simple réflexion qu'une anodine diminution des bénéfices patronaux eût empêché que les Parisiens ne se trouvent sans eau. Mais ce sont là réflexions que les bourgeois ne se font pas.

⁂

Paris. — Depuis huit jours, les ouvriers de la maison Darras (instruments de précision) sont en grève.

Le motif est : refus de subir une diminution de 1/10 sur le montage des taximètres.

Sur le refus du patron de recevoir une délégation pour discuter avec lui, tout l'atelier, 30 ouvriers quittèrent la boîte.

Quoique l'exploiteur ait déclaré qu'il préférait voir partir tout le monde plutôt que de revenir sur sa décision, les grévistes ont bon espoir.

La majorité est syndiquée et tous les grévistes sont soutenus, aussi la résistance, si elle se prolonge, n'en sera pas affaiblie.

Les ouvriers, bien décidés à faire leurs affaires eux-mêmes, ont renvoyé à ses paperasses un greffier de justice de paix qui était venu les amadouer avec l'arbitrage.

A. E.

⁂

Le lock-out de Fougères. — Le système des soupes communistes est vraiment jusqu'à ce jour le meilleur moyen d'entretenir la résistance des grévistes avec le minimum de privations et le minimum de frais. Les cuisines installées par le comité de grève donnent régulièrement à plus de 3.000 bouches deux repas par jour composés de bouillon et soupe, 150 grammes de viande et 150 grammes de pain par repas. Le prix de revient ne s'élève qu'à 0 fr. 45 par personne et par jour.

Les procédés de diffamation employés par le patronat contre les militants du comité de grève n'ayant pas réussi à diviser les grévistes et favoriser les rentrées espérées, les patrons ont cru très malin de demander qu'un referendum soit effectué.

Certains du résultat, les ouvriers l'ont accepté. Le dépouillement des bulletins a fourni 3.000 voix pour la continuation de la grève et 1.017 voix pour la reprise du travail.

Ainsi l'argument cher aux patrons et disant que le mouvement n'était l'œuvre que de quelques meneurs suivis servilement par la masse ouvrière est définitivement détruit.

La situation est donc excellente à Fougères, si ce n'est que la présence de députés peut donner quelque crainte sur l'issue du conflit, car assez d'exemples montrent comment les parlementaires socialistes comprennent les grèves.

⁂

Nancy.

Une grève. — La grève de la maison Doerflinger commence à prendre un caractère sérieusement inquiétant pour le patronat nancéen.

A la coalition des exploiteurs de la chaussure, les ouvriers et ouvrières de la corporation ont opposé la solidarité ouvrière.

Plusieurs manifestations très énergiques ont eu lieu devant l'usine en grève ; la dernière fut vraiment admirable. La police, croyant disperser la manifestation, voulut faire des arrestations; mal lui en prit, car les manifestants se ruèrent sur elle, arrachèrent de ses mains les amis arrêtés, et la molestèrent magistralement.

Pour la première fois, à Nancy, les travailleurs sont restés maîtres de la rue, mettant en déroute mouchards et policiers.

Cette manifestation révolutionnaire était imposante; elle saisissait les indécis; bien difficile il était de résister au désir de se mêler à ce flux populaire grondant sa colère et ses espérances. Une légère étincelle aurait suffi pour déchaîner un véritable mouvement révolutionnaire.

Dimanche dernier s'est tenu à la Maison du Peuple un important meeting en faveur des ouvriers grévistes ; les camarades Voirin et Boudoux y ont pris la parole et ont flétri en termes énergiques le patronat, les dirigeants, la police et les politiciens. La réunion s'est terminée par l'adoption de l'ordre du jour suivant :

« Les ouvriers et ouvrières en chaussure de Nancy, réunis le 2 décembre à la Maison du Peuple, prennent l'engagement de soutenir par tous les moyens leurs camarades grévistes de Nancy et de Fougères. En outre, prennent la ferme resolution, tant en leur nom personnel qu'au nom de leurs camarades des ateliers dont ils sont les délégués, de pratiquer un sabotage intense si les patrons nancéens essayent de leur faire exécuter des commandes pour la maison Doerflinger ou pour les fabricants de Fougères. »

Puis une manifestation se dirigea vers la Bourse du Travail. Comme toujours, la police voulut faire des siennes; mais la leçon de l'autre jour a dû profiter, car les agents deviennent doux; à leur tour, ils craignent le passage à tabac d'une foule qui se ressaisit.

⁂

Au dernier moment, j'apprends la fin de la grève; les camarades obtiennent satisfaction sur tous les points. Il ne pouvait en être autrement!

L. S. BOUDOUX.

P.-S. — La semaine dernière, je disais qu'il y avait 6,000 ouvriers et ouvrières en chaussure; j'ai été induit en erreur, c'est 3,000 le nombre exact.

⁂

Pas-de-Calais.

Profits capitalistes. — Pendant la quinzaine Sainte-Barbe, la deuxième quinzaine de novembre, la production du charbon est doublée, c'est-à-dire que la production moyenne qui est par ouvrier d'une tonne et demie par jour, est portée durant cette période à 3 tonnes ; ainsi dans les puits où la production moyenne est de 800 tonnes, l'extraction est portée à 1.600

Les frais généraux : chauffage, éclairage, réparations ne changent pas ou dans de minimes proportions. Les ouvriers payés à la journée reçoivent le même salaire. D'autre part, les patrons réalisent encore des économies en négligeant le remblayage et le boisage.

En regard de cette augmentation de production, le salaire des ouvriers est augmenté environ d'un tiers. Encore n'y a-t-il que les ouvriers à la tâche qui voient grossir leur quinzaine de ce tiers.

Ce surmenage bestial de quinze jours se couronne par quelques jours de saoûlerie où disparaît le pauvre supplément de salaire.

Pour les capitalistes : double production, double bénéfice.

Pour les travailleurs : un peu plus de salaire, un peu plus d'alcool, de maladie, de dégénérescence, de misère.

Je faisais, cette semaine, cette remarque à un militant du vieux Syndicat. Il me répondit qu'il faudrait étendre les *pénalités* de la loi réglementant les heures de travail aux ouvriers. La loi, toujours la loi!

Tandis que si les organisations syndicales avaient su s'entendre pour faire comprendre aux mineurs qu'ils sont leurs propres dupes en faisant la quinzaine dite Sainte-Barbe, n'auraient-ils pas fait leur loi eux-mêmes?

Là encore apparaissent en face la méthode paresseuse du parlementarisme et la méthode d'action directe des travailleurs ne comptant que sur leurs forces.

Il y a une loi des 8 h. 1/2 sur le travail des mines qui devait, soi-disant, interdire les longues coupes et cette monstrueuse quinzaine Ste-Barbe. Il y a une année qu'elle devrait être appliquée. Elle ne l'est pas. Les longues coupes se font régulièrement. La quinzaine Sainte-Barbe se fait, Et alors?

GEORGES DUMOULIN.

* *

Roubaix.

La grève du tissage Prouvost frères est terminée. Les 500 tisserands et ouvriers de préparation ont repris le travail mardi matin, obtenant pleine satisfaction.

Le sanguinaire directeur Lambert a précipité sa chute par son crime. La peur des représailles ouvrières l'a contraint à donner sa démission, qui n'a été acceptée par la coalition patronale qu'en raison de sa tentative de meurtre.

A ce propos, je puis affirmer avec certitude que son revolver n'était pas chargé à blanc, comme on l'a prétendu : Je suis allé au nº 9 de la rue où j'ai pu constater la trace de la balle qui avait déplâtré la muraille.

Ces sortes de grèves sont pénibles et difficiles à mener à bien. Mais je crois que si les tisserands avaient manifesté dès le premier jour de grève avec l'énergie qu'ils ont montrée après l'attentat de leur directeur, la grève n'aurait pas duré aussi longtemps.

Après les Crettiez, de Cluses, le Lambert, de Roubaix, les coups de revolver de Biétry sur nos camarades à Tourcoing, serviront de leçon.

Il importe maintenant que les travailleurs roubaisiens ne perdent pas le souvenir de l'attentat patronal commis sur des grévistes et qui montre jusqu'où peut conduire l'esprit d'autorité et le droit d'exploitation.

* *

Scandale militaire. — Des faits nouveaux relativement à l'affaire du bureau de recrutement de Lille, viennent d'être découverts au cours de l'instruction.

Ce scandale civil et militaire est décidément très embrouillé. Lundi et mardi derniers, le magistrat, après les treize inculpés déjà entendus, n'en a pas entendu moins d'une bonne quarantaine. Je ne compte pas ceux déjà entendus antérieurement et qui ont bénéficié d'un respectueux sursis.

La journée de lundi fut consacrée à la recherche de nouveaux intermédiaires. On prétend que plusieurs sont déjà connus, mais on ne dit qui ils sont. On nous dit seulement que Leman n'était pas seul à procurer contre argent comptant des faveurs aux réservistes. Il avait fait école.

Le truc était simple pour arriver à faire casquer ceux qui possédaient des moyens. Une demande de sursis ou d'affectation dans un autre corps était formulée régulièrement au général commandant la subdivision. Mais, au bureau de recrutement, s'il n'y avait rien à la clef, l'avis était défavorable. C'est alors que les rabatteurs se mettaient en campagne, allaient trouver les intéressés et négociaient l'avis favorable à leur demande. Le tarif n'était pas uniforme; il variait avec le degré de fortune du demandeur et remarquez que la fortune de nos industriels roubaisiens est respectable comparativement aux bourgeois d'autres centres.

Et voilà comment sous notre régime d'égalité politique et de souveraineté populaire, il suffit d'avoir de l'argent pour se placer aisément au-dessus des lois. Et ce sont ces hommes qui achètent avec de l'argent le droit de violer la loi, qui voudraient faire agenouiller les travailleurs devant l'Etat et ses règlements.

P. LANNEAU.

* *

MOUVEMENT AGRAIRE

Un manifeste aux paysans. — Voici le manifeste dont nous parlions la semaine dernière Nous le donnons tout entier. Les camarades de toutes les régions pourraient utilement s'en inspirer dans leur propagande aux champs :

Si ton maître ne te volait pas autant, que tu pusses te payer un journal, le lire chaque jour, tu verrais que l'ouvrier qui travaille dans les mines, dans les usines, dans les champs, est las de la triste situation qui lui est faite par son maître.

En effet, n'est-il pas révoltant de voir des hommes, des femmes, des enfants travailler des journées entières à un kilomètre sous la terre ou dans les usines à l'air empoisonné, pour ne gagner que 2, 3, 4 et 5 francs, suivant l'âge, le sexe et la force de l'ouvrier, alors que leur travail rapporte aux actionnaires du 100, 200, et même 300 0/0?

L'ouvrier ne peut pas vivre avec si peu. Les loyers sont chers, la nourriture est chère. S'éreinter pour mal vivre, c'est se suicider un peu chaque jour, c'est vieillir de dix ans chaque année pour engraisser et faire vivre dans l'opulence et l'orgie quelques fainéants qui font de l'ouvrier leur esclave. C'est ce qu'a compris, enfin, l'ouvrier. Et alors des grèves se déclarent partout; et les patrons sont obligés d'accepter les revendications de leurs ouvriers. Non pas qu'ils soient guidés par de bons sentiments, mais parce que ces derniers groupés en syndicats, forment une famille bien instruite, bien unie, et, surtout, bien consciente de sa misère et de sa force.

Et vous, paysans, pourquoi ne vous groupez-vous pas, ne formez-vous pas des syndicats! Croyez-vous que la situation que vous font vos maîtres est meilleure que celle de l'ouvrier des villes? Non, n'est-ce pas? Mais ce qui vous rend résignés et patients, ce sont, surtout, les paroles de votre maître: « Vous êtes plus heureux que le métayer d'autrefois », vous dit-il. Et ces paroles sont sacrées pour vous et vous ne vous rendez pas compte que c'est par intérêt pour lui, afin d'étouffer en vous le germe de la révolte qu'il vous ment si effrontément.

Comparons votre situation à celle de vos aïeux :

Autrefois, le paysan était logé dans un taudis, dans une maison mal bâtie, mal recouverte, avec des fenêtres où manquaient les vitres, les contrevents, une maison aux portes mal jointes, donnant accès au froid l'hiver, à la chaleur l'été; une maison ayant à la place de plancher de la terre battue et humide; une maison entourée de fumiers, de loges à porcs engendrant de terribles maladies par leurs odeurs malsaines.

Paysans, de ce côté-là, êtes-vous plus heureux que le serf d'autrefois? Non, n'est-ce pas; comme lui vous habitez des taudis, alors que les fainéants qui ne produisent rien habitent les châteaux.

Maintenant, parlons de la nourriture. Autrefois, le paysan se nourrissait de pain noir et de légumes. Et vous paysans, êtes-vous mieux nourris que ceux d'autrefois? Non! Car si quelques-uns d'entre vous n'ayant pas trop d'enfants à nourrir, peuvent se permettre de manger, une fois par jour, un peu de viande, le plus grand nombre se nourrit de *mesture*, de soupe et de légumes tout comme le serf d'antan, alors que plus de la moitié du revenu de leur travail se fond en toutes sortes de gourmandises dont se gorgent les maîtres goulus.

Autrefois, le serf donnait la moitié de la récolte au seigneur. Il payait la dîme aussi; et, pardessus le marché, il était corvéable à merci.

Et vous, paysans, est-ce que, comme autrefois, vous ne donnez pas la moitié de votre revenu? Non, les deux cinquièmes, me direz-vous. Oui, mais vous devez fournir tout le fumier et toute la semence, ce qui revient à dire que, tout compté, vous donnez la moitié de votre revenu à celui qui n'a rien fait pour le produire.

Et la dîme, est-ce que vous ne la payez pas lorsque dans certaines contrées, après avoir partagé le vin par moitié, vous en donnez encore une barrique par dizaine? Et lorsque vous donnez deux, jambons, des poulets, des canards, pour une valeur de 100 francs?...

Et corvéables, est-ce que vous ne l'êtes pas aussi lorsque vous travaillez gratuitement pour votre maître, 10, 20, 30 jours par an, suivant ses besoins?...

Non, paysans, non, votre situation n'a pas changé. Comme autrefois, vous êtes obligés de travailler beaucoup et de mal vivre, pour engraisser les inutiles qui sont nos maîtres.

A nous le travail forcé, à eux la fainéantise. A nous les vêtements de fil, quelquefois en loques, à eux le beau drap et la soie. A nous l'eau et le pain seuls, à eux la viande fraîche, réconfortante, les liqueurs et les bons vins. A eux les belles femmes, à nous les beaux rêves! A eux le commandement, à nous la soumission. A eux les fêtes, les joies, les plaisirs, à nous l'esclavage, la tristesse et la douleur.

Et vous continuez à être leur esclave, leur bête de somme?

Et vous continuez à les considérer comme nos supérieurs, ces parasites qui ne font rien, ne produisent rien, qui nous sont aussi nuisibles que les renards dont la chasse est leur passe-temps?

Non, n'est-ce pas. Comme vos camarades, les Landais du Marensin, vous voudrez être des hommes dignes et fiers. Vous vous grouperez, vous formerez des syndicats.

Puis, comme eux, en attendant le jour pas trop lointain où le travailleur gardera pour lui tout le revenu de son travail, vous irez tous ensemble trouver vos maîtres, et vous leur direz d'un commun accord: « Mais nous aussi nous sommes fatigués de travailler pour faire vivre des paresseux. Nous vous prédisons le jour où vous devrez travailler pour manger ».

« Pour ce qui est des jambons, des poulets et des canards, nous aussi nous les aimons. Dorénavant vous ne les aurez plus ».

Puis, s'ils n'ont pas l'air satisfait, ces rapaces, dites-leur qu'il se mettent à votre place, et vous vous mettrez à la leur!!!

* *

SUISSE

Un réfractaire. — Nous avons mentionné la condamnation rigoureuse (huit mois de prison, quatre ans de privation des droits politiques et les frais), dont le tribunal militaire de la 11e division, siégeant à Colombier (canton de Neuchâtel), a frappé notre camarade Mischler, qui avait refusé le service militaire.

C'est le même tribunal militaire qui, le 16 août dernier, avait condamné Henri Schaad, également réfractaire, à trois mois de réclusion, sans déduction de l'emprisonnement préventif, à deux ans de privation des droits politiques et aux frais. On voit que le tarif appliqué par les juges militaires de Colombier aux antimilitaristes, a plus que doublé en l'espace d'un trimestre.

Il est vrai que l'attitude de Mischler y fut pour quelque chose. Qu'on en juge par ces quelques réponses à l'interrogatoire du grand juge :

— Etes-vous si dénué que vous le dites?

— Je ne possède que les habits que j'ai sur moi, quelques sous dans ma poche... et la fluxion que je vous dois, car le cachot où vous m'avez enfermé est destiné à me faire crever de froid.

— Vos parents...

— Je suis un enfant naturel. Ma mère a été trompée. C'est une brave femme qui travaille dur encore. Je n'ai rien à lui reprocher.

— Mais la patrie, notre mère commune, et notre devise : *Un pour tous, tous pour un...*

— La patrie, mère commune, est une amère dérision, et la devise un mensonge.

— Est-ce par peur que vous n'aimez pas le métier des armes?

— Je tiens à la vie pour lutter avec mes camarades envers et contre vous. Je tiens à la vie pour faire à nos maîtres tout le mal possible. Mais, si mes camarades ont besoin de ma vie, je la leur donne, je ne la donne qu'à eux. Elle leur appartient, elle ne vous appartiendra jamais!

Militant, je tiens à la vie pour lutter à mon rang de prolétaire. Mais en tant que prolétaire, je ne tiens pas à la vie. Le passé pour moi n'a pas de souvenirs heureux. Le présent n'est pas beau. L'avenir est sombre. En ma qualité de prolétaire, d'exploité, je ne peux donc pas tenir tout particulièrement à l'existence, si ce n'est — comme je vous l'ai dit — pour l'employer contre vous. En tout cas, je ne donnerai pas ma vie pour la défense des biens et richesses de gens avec lesquels je n'ai aucun lien de fraternité, de gens qui sont mes ennemis conscients, volontaires, tandis que mes soi-disant ennemis d'outre-frontières ne le sont qu'inconsciemment, involontairement. Si nous étions libres, nous, ouvriers suisses, français, allemands, autrichiens, italiens, nous fraterniserions.

La place nous manque pour résumer la belle défense présentée par Louis Avennier pour Mischler. Nous ne résistons pas pourtant au plaisir de citer cette riposte à l'auditeur Telmann qui n'avait pas craint d'insinuer que l'accusé, à vingt-deux ans, était incapable de se rendre compte de ce qu'est l'anarchisme : « Comment, Mischler, à vingt-deux ans, serait-il incapable de savoir ce que c'est que l'idée anarchiste, qui n'est autre que celle de la fraternité universelle sans contrainte et sans maîtres? S'il est incapable de comprendre cela, comment voulez-vous donc qu'il soit capable de comprendre le mécanisme compliqué d'un Etat, et le patriotisme dont on donne tant de définitions diverses, et les institutions « que nous nous sommes librement données?»

THÉATRE

« L'Œuvre » : *Pan*, drame satirique et comique, en trois actes, en prose, par Charles Van Lerberghe.

Pan fut d'abord, dans la Grèce antique, le dieu des bergers et des prairies. Il avait des cornes, des oreilles et des pieds de bouc. Plus tard, il en vint à signifier la nature tout entière. Plutarque raconte que, sous Tibère, un marin entendit une voix crier dans la nuit : « Le grand Pan est mort ! » M. Van Lerberghe nous fait assister à sa résurrection, et cela se passe de nos jours.

Pierre et Anne sont des gens pauvres, simples et bons. Un jour qu'ils se trouvaient sur le rivage de la mer, ils virent un homme extraordinaire sortir des flots. Il avait des oreilles de chèvre, était tout nu, et son corps resplendissait de clarté. Ils ne doutèrent point que ce ne fût un dieu, « le bon dieu », et lui offrirent de venir se sécher dans leur humble logis. Il vint avec eux, but, mangea et s'endormit près du feu. Dans la nuit, des bohémiennes entrèrent et adorèrent le dieu ressuscité.

Mais la nouvelle de cet événement s'est répandue dans le village, et les autorités s'inquiètent. Au matin, le garde-champêtre vient verbaliser. Il verbalise contre Anne et Pierre, contre les bohémiennes, contre l'homme nu. Son nom? Le dieu Pan. Sur quoi, le vicaire accourt. Il veut exorciser l'imposteur, le démon aux oreilles de chèvre; mais celui-ci se soucie peu de ses exorcismes et, au grand scandale du saint homme, il prend pour épouse la fille de ses hôtes et leur noces s'accomplissent suivant les rites de la religion nouvelle, librement! Puis, Pan et sa nouvelle épouse s'en vont, tout nus, prêcher le peuple, et sous leurs pas la terre renaît, les fleurs éclosent, les fruits mûrissent, tous les êtres sont grisés par l'ivresse de l'amour et de la vie.

Que dit Pan au peuple? Il dit que des temps nouveaux vont venir, temps de joie et de bonheur. Il dit qu'il faut s'aimer, aimer tout ce qui existe : les animaux, les plantes, toute la bonne nature. Arrière les vieilles religions et les vieilles morales! Il dit la joie de vivre et d'être libre, et le peuple le suit, enthousiasmé.

Quel scandale! Les autorités s'assemblent : le curé et son vicaire, le bourgmestre et le garde-champêtre, l'instituteur, le secrétaire communal, le capucin, le sacristain et le suisse. Quelles mesures prendre? Comment faire rentrer dans l'ordre ce paganisme en délire? Le vicaire, prêtre fougueux, est pour la violence. Le moine, homme d'Etat, est pour l'adaptation. L'Eglise, dit-il, est immuable quant au fond, mais changeante quant à la forme. Elle n'est point l'ennemie des nouveautés, mais elle se les assimile et les transforme à son profit. Elle a déjà créé la philosophie chrétienne, la science chrétienne, l'art chrétien, le socialisme chrétien; elle créera bien encore le paganisme chrétien.

Le bourgmestre est pour la conciliation. Dans l'impossibilité de se défaire du nouveau dieu, il propose de lui consentir un concordat. Son avis est adopté. On permettra donc à Pan de demeurer dans le pays, à la condition que ses débordements n'aient plus lieu en public, qu'il se vête ainsi que sa femme, qu'il acquière un état-civil, qu'il s'engage à ne parler ni de biologie, ni de philosophie, ni de religion, ni de politique, ni de morale, ni de sociologie, ni du temps qu'il fait ou fera et soit modéré en tous ses propos.

Mais comme ils se lèvent pour aller faire signer à Pan ce beau contrat, voici le dieu lui-même et tout son cortège qui fait irruption, précédé de l'épouse demi-nue, bacchante échevelée dont les danses et les cris mettent en déroute la bande imbécile des représentants de la décence, de la règle, de la tradition.

On connaissait déjà de M. Van Lerberghe *Les Flaireurs*, drame de terreur et d'angoisse. Cette pièce-ci est etrange. Il y manque je ne sais quoi pour qu'elle soit tout à fait claire et tout à fait forte. Curieux mélange de lyrisme et de satire bouffonne, un peu trop grasse même quelquefois. Le public élégant de « l'Œuvre » n'a point paru la comprendre, ni même faire de grands efforts pour cela : il préférait s'esclaffer à des mots sans doute malheureux, à des inhabiletés trop certaines; ce n'était point là son cher théâtre boulevardier. Il protestait aussi contre un catholicisme tourné en dérision à côté d'un paganisme exalté, car vous pensez bien que dans le beau monde « on a de la religion ». Mais nous qui, à l'exemple du bon Pan, dieu anarchiste et païen, aimons tout ce qui respire, hommes, bêtes et plantes, nous applaudissons une œuvre qui est un hymne à la Vie ardente et libre, à la Nature qui réapparaît toujours victorieuse sous la vanité et l'hypocrisie des règlementations. Pan est ressuscité!

La soirée avait commencé par *l'Héritier Naturel*, un acte de M. Albert Keim. Un jeune cambrioleur s'introduit, la nuit, dans l'appartement d'un vieux magistrat noceur; il le ligotte en deux tours de mains et lui fait promettre, sous menace du couteau, de ne pas appeler. La première émotion passée, on cause, et le jeune Apache reconnaît dans le juge égrillard son père naturel, qui avait abandonné jadis maîtresse et enfant. Le fils prodigue au père sarcasmes et menaces. Le magistrat voudrait bien s'en débarrasser et, manquant à la parole donnée, il finit par appeler au secours. Le cambrioleur saute sur lui, étrangle monsieur son père, puis, avant de partir, remplit ses poches d'or et de bijoux : il touche son héritage.

Encore que la situation soit forte, ce petit drame — de famille — ne produit pas grand effet à la scène. C'est peut-être qu'il n'est pas traité de façon assez tragique, ou assez comique.

René Chaughi.

Correspondances et Communications

× **Les Camarades** qui ont des volumes de Langlois, sont priés de les rapporter à sa veuve, 6, villa des Roses, Aubervilliers.

× **Un Camarade** typographe (compositeur), boycotté par le gouvernement et les patrons belges, ne sait plus trouver de travail dans son pays. Prière aux amis de faire leur possible pour le caser au plus tôt. Ecrire au bureau du journal.

CONVOCATIONS

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. — **Vendredi 7** : Mauricius : la topographie cérébrale.

Mardi 11 : Moreau : Essai sur les rapports du Capital et du Travail.

× **Association internationale antimilitariste** (sections du 12e et 20e). — Causerie-conférence sur l'Antimilitarisme : son but, ses moyens, par Eugène Merle, le jeudi 12 décembre, à 8 h. 1/2, salle Batifoulier, 22, rue du Rendez-Vous.

× **La Concentration artistique.** — Tous les dimanches, de 4 à 7 heures du soir, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, apéritif-concert : les poètes et chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres. Entrée libre.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 10 décembre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie : Cours d'Esperanto (enseignement par l'image).

× Montreuil-sous-Bois. — **Soirées ouvrières**, 15, rue Arsène-Chéreau. — Samedi soir, 8 décembre, à 8 h. 1/2, conférence par Mauricius sur : Abrégé de psychologie, avec ses conséquences sociales.

× **Section d'enseignement de la Maison du peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 7 : A. Groussier : le code du travail.

Mardi 11 : Hubert Lagardelle : les doctrines sociales; le syndicalisme.

Vendredi 14 : Docteur Albert Charpentier : la valeur des phénomènes psychiques.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 8 décembre 1906, à 8 h. 1/2 : conférence publique et contradictoire sur les théories de l'Anarchie : (Ve) le salariat.

Mardi 11 : partie concert. Causerie par Eugène Petit : l'art et la vie.

× **Coopération des Idées**, 157, faubourg Saint-Antoine, à 8 h. 1/2. — Vendredi 7 : Arcambeau : le Japon. III. L'âme japonaise. Le Bushido ou code de l'honneur. *Les religions. La morale.* — Sections : Meubles, piano.

Samedi 8 : Victor Griffuelhes : le Congrès de Bourges. — Sections : Echecs, sténographie.

Dimanche 9 : Au Château du Peuple, à 3 h. 1/2 : Poitevin et Charlotte Follet : Chansons anciennes et chansons sociales (avec auditions). — Le soir, à 8 h. 1/2, au Faubourg : *Blanchette*, pièce en 3 actes de Brieux, jouée par les camarades de notre théâtre populaire.

Lundi 10 : Micouleau : Economie politique. IV. L'organisation politique et économique de la société. La propriété. — Section : Mandoline. — Gr[...] d'études.

Mardi 11 : Dr Félix Regnault : Genèse des m[...]cles de Jésus-Christ. III. Leur véracité.

Mercredi 12 : Jules Lermina : Journal parlé. [...] fait du jour. — Section : Esperanto.

Jeudi 13 : Georges Blondel : les réformes de l'e[n]seignement. — Sections : Coupe, violon, échecs.

× Villeneuve-Saint-Georges. — *U. P.* — Le s[a]medi 8 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, conférence par [le] camarade R. de Marmande : « La lutte de class[e], République et Patrie ».

× Aubervilliers-Pantin. — **Réunion du Groupe Espéranto**, le mercredi 12 décembre, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre : suite des cours.

× Lille. — **Réunion** le dimanche 9 décembre, à 6 heures du soir, estaminet « Au petit Béthune », 66, rue du Molinel. — Il y sera discuté la question du lancement d'un journal.

× Le Havre. — **Causeries Populaires.** — Réunion le lundi 10 décembre 1906, à 8 h. 1/2 du soir, 22, rue de Turenne : Discussion sur individualisme et communisme.

A partir du 7 décembre, cours d'esperanto tous les vendredis.

× Tours. — **Réunion** le dimanche 16 décembre, à 2 heures, Hôtel Terminus, rue de Paris (près de la gare).

Ordre du jour : Organisation de tournées de propagande dans le département, soit par les conférences ou le Théâtre du Peuple.

× Toulouse. — **Groupe anarchiste.** — Réunion le samedi 8 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg, grande salle de l'entresol : Organisation de conférences.

Petite Correspondance

G. M., à Liège. — Merci du renseignement. Nous nous procurerons le volume.

A. L. — Ne connaissons personne qui puisse prendre la parole. Envoyez les convocations toutes préparées, heure, adresse, etc.

Paris à Morat. — Plus de no 49 de la 11e année. Il faudrait démolir une collection.

B., à Gleiwitz. — Le journal est expédié sitôt imprimé.

S. M. S. — L'article « Les Exploits » n'est pas dans la note. Toutes les affirmations ne sont pas exactes.

R. à Guérigny. — Remboursement parti.

J. E., à Marseille. — Faisons le changement. Abonnement terminé.

J. L., à Hellemmes. — Cela fait juste six mois d'abonnement.

D., à Tours. — Je ne connais pas de groupe théâtral.

M., à La Chaux-de-Fonds. — Je fais passer votre commande à la « Publication sociale ».

L., à Paris. — « La Société mourante », 2 fr. 75 pour Paris.

P. L., Honfleur. — Cela a été tant de fois et mieux dit!

R., a An. — Vous vous trouviez rayé, je ne sais pas pourquoi. Une erreur. Votre abonnement ne se termine que fin février.

M. L., rue Davioud. — Pour le « Bulletin de l'Internationale », demandez directement. N'en avons pas.

Reçu pour le journal : L., à Bohain, 1 fr. 75. — C. L., 5 fr. — V., à Sarlat, 0 fr. 50. — J. M., à Madrid, 5 fr. — A. Ardouin, 0 fr. 25. — Nashinsky, 0 fr. 50. — T., à Laigneville, 0 fr. 50.

Reçu pour le voyage de l'enfant : S., 20 fr.

Merci à tous.

B., rue Saint-Maur. — Brest. — M. Collet de Dèze. — P., à Bollène. — P. M., rue d'A. — U. P., à Brest. — M., à Nîmes. — M. P., à Avignon. — S., à Cusset. — J. H., à Utrecht. — M., à Chantenay. — F., à Fouquière. — M. H., à Paris. — C., à St-Etienne. — A. F., à Paris. — De R., à Tournai. — De R., à Tournai. — D. L., aux Dourares. — A. C., à Langres. — J. D., à Verviers. — R., à Maraussan. — Librairie Artistique, Creil. — K. A., Reims. — Mlle N. — G. D., à Bordeaux. — R. D., à Nantes. — J. L., à Liège. — R. S., à Châteauroux. — L. M., à Paris. — P. G., à Merville. — L., à Tourcoing. — Chinon. — C., à Bourg-Argental. — L. P., à Saint-Aignan. — B., à Genève. — H., à Laître. — C., à Portaligre. — B., à Rouen. — E. C., à Saint-Mihiel. — F. B., Le Lieu.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris



Dessin de KUPKA

12e ANNÉE. — N° 33.

15 DÉCEMBRE 1906

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Lebasque.

SOMMAIRE

POUR L'AFFICHE

Prière de patienter. Steinlen a promis de nous livrer le dessin pour cette semaine.

Sitôt tirée, elle sera expédiée. Seulement, il sera préférable d'attendre, pour l'afficher, que les fêtes de Noël et du Jour de l'An soient passées, afin qu'elle ne passe pas inaperçue « dans la jungle ».

Une Infamie

Elle est de Basly, de Basly, député socialiste unifié du Pas-de-Calais, de Basly, président du vieux Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais.

Nous avions exprimé ici notre crainte que cet homme en demandant l'unité minière, n'ait d'autre objectif que de déraciner dans sa région la puissance révolutionnaire. Mais nous ne pensions pas que cet individu nous donnerait sitôt raison. Il vient cette semaine de nous le démontrer, de le démontrer à tous.

Le *Réveil du Nord* de samedi dernier, 8 décembre, publiait un article de fond signé Basly et ayant pour titre : *Au Pilori*.

« Par devoir et par conscience », dans cet article, Basly porte contre les militants de la Fédération syndicale des mineurs l'accusation terrible qu'ils ont détourné les fonds à eux adressés par les organisations syndicales pour être distribués aux victimes de Courrières.

Voici d'ailleurs l'accusation elle-même :

Le 23 avril 1906, le trésorier du Comité de secours, créé à Montceau-les-Mines par nos camarades de l'Union fédérale, adressait à la Fédération anarchiste la somme de *six mille huit cent quatorze francs quatre-vingts centimes*, avec cette indication précise : « Le Comité de l'Union fédérale des Mineurs de France a décidé que cette somme serait distribuée par vos soins à *toutes les veuves et orphelins sans distinction, à tous ceux que la catastrophe a privés d'un soutien. Vous voudrez bien dresser une liste des noms de toutes les personnes secourues par cet argent ;* la Fédération veut en faire un dossier spécial. »

Depuis, l'Union fédérale a vainement réclamé la liste des personnes, de toutes les personnes, auxquelles des secours ont été distribués. Les probes pontifes de l'anarchie font la sourde oreille. Ils n'ont pas donné de liste ; ils n'en donneront jamais.

La Fédération a bien distribué par-ci par-là quelques petites sommes mais elle ne peut prouver qu'elle a fait de l'argent qu'elle a reçu une répartition conforme au vœu des souscripteurs.

Que pensent de cela les veuves dont on a exploité le malheur avec une audace et un cynisme impudents ? Qu'en pensent enfin les quelques ouvriers qui se sont laissés égarer à un moment et qui ont payé de la prison leur erreur, ce pendant que les anarchistes qui avaient semé le vent fuyaient honteusement devant la tempête ?

Il est avéré maintenant que les aventuriers qui se sont abattus sur notre région ont détourné les fonds ramassés pour les femmes et les enfants des mineurs morts dans les puits de Courrières.

Je ne connais rien de plus vil.

Ah ! il saurait bien être question d'unité maintenant. Ces gens-là appartiennent à la justice.

Voilà l'accusation. Elle est nette. Elle est précise. Ce n'est pas une insinuation, encore moins une mise en demeure de fournir des explications. C'est l'affirmation catégorique d'un homme qui sait ce qu'il dit, qui est convaincu de ce qu'il émet, qui possède la certitude matérielle, au moins morale, de ce qu'il avance.

Cette accusation ainsi formulée a ému de nombreux camarades. D'ailleurs on a pris la peine de faire connaître cet article. De nombreux numéros du *Réveil* du 8 décembre ont été adressés aux secrétaires d'organisations de Paris. Il est bien probable qu'on a dû en envoyer de tous côtés. Qui a envoyé ces journaux ? Ils n'ont pu l'être que sur l'ordre de Basly.

Ainsi l'accusation que le *Réveil* répandait dans les départements du Pas-de-Calais et du Nord, lançait devant les ouvriers de toute cette région puissamment industrielle, elle est portée devant toutes les organisations ouvrières qui en sont saisies. Les trois secrétaires de la Confédération ont reçu chacun un exemplaire.

Il faut que cette accusation soit examinée et jugée, non pas seulement devant les mineurs de la région de Lens, non pas seulement devant les travailleurs de la région du Nord, mais encore devant tout le prolétariat ; la Confédération doit en être saisie.

Si les militants de la Fédération syndicale, si les membres du Comité de répartition de ces secours étaient coupables de l'infamie dont les accuse Basly, il n'y aurait, il ne pourrait y avoir qu'une voix unanime pour les flageller.

De même qu'il n'y aura, qu'il ne peut y avoir qu'une voix unanime pour flétrir et cingler au visage à tout jamais l'homme qui se serait fait délibérément le porte-parole d'une telle accusation contre ses adversaires sachant que cette accusation n'est pas fondée.

Cette accusation, la Fédération syndicale la proclame mensongère. Son conseil d'administration s'est réuni dimanche. Il a décidé de publier par affiche la comptabilité du comité de répartition.

« Ces gens appartiennent à la justice », avait dit Basly ; la Fédération syndicale répond en l'appelant lui-même devant les tribunaux.

Nul ne saura lui en faire un grief. Ne pas y recourir permettrait à la « conscience » de Basly de crier que les révolutionnaires du Pas-de-Calais ont eu peur. Le terrain de lutte, ce ne sont pas nos camarades — car j'ai la profonde conviction qu'ils sont dignes de ce nom parce qu'ils sont calomniés — qui l'ont choisi. Ils ne fuiront la discussion sur quelque terrain que ce soit.

Mais il y a une autre justice, un autre verdict que celui des hommes de loi, il y a celui de la conscience ouvrière, le seul qui nous importe. Il faut que l'organisation centrale des travailleurs examine l'accusation. « La Fédération syndicale, m'écrit le trésorier du Comité de répartition va déposer une plainte à la Confédération, le vieux Syndicat et Basly, son président, en faisant partie ».

Il y a mieux qu'une plainte à déposer, il y a à lui demander de constituer sans retard, une commission de contrôle formée de délégués de la Confédération, sans distinction de révolutionnaires ou de réformistes, de délégués de la Fédération des mineurs, un délégué par exemple de chacune des deux anciennes fédérations de mineurs et de délégués du vieux Syndicat. Cette commission de contrôle, ce jury d'honneur, se rendrait à Lens pour vérifier toute la comptabilité du comité de répartition. Ainsi peut se faire et doit se faire toute la lumière. Il faut qu'elle se fasse. Il faut qu'on sache s'il y a des gens dans l'organisation syndicale du Pas-de-Calais se disant révolutionnaires, quelques-uns anarchistes, qui ont volé aux veuves l'argent que leur avait destiné les travailleurs, ou bien s'il y a un homme qui, pour maintenir son crédit politique et pour terrasser ses adversaires, n'a pas craint de les accuser d'un cœur léger de l'acte le plus vil.

Je suis très rassuré sur le résultat d'une vérification. J'ai vu par mes yeux, durant mon

séjour dans le Pas-de-Calais et à ma sortie de prison, avec quel soin le *citoyen* Dehay, trésorier de cette commission de répartition, opérait. Oui, le *citoyen* Dehay? Car c'est encore une *erreur volontaire* de Basly de prétendre que la Fédération syndicale est anarchiste. Je regrette que tous les militants ne soient pas anarchistes, mais je suis obligé de dire, comme je suis obligé de constater que, parmi les militants du nouveau syndicat, il y a de nombreux socialistes révolutionnaires. Dehay en est un; il a été pendant dix ans secrétaire du groupe lensois du parti ouvrier. Il était, l'unité socialiste une fois faite, le secrétaire du groupe n° 4 de Lens qui fut chassé de la Fédération socialiste du Pas-de-Calais et du Parti socialiste pour avoir organisé une conférence d'Hervé. Il a d'ailleurs mon estime tout entière et nul là-bas ne présentait de meilleures garanties de tout ordre pour remplir la fonction de trésorier du Comité de répartition.

La situation est nette. Y a-t-il ou n'y a-t-il pas de voleurs? Y a-t-il ou n'y a-t-il un infâme menteur? La commission qu'il est indispensable d'instituer le déclarera.

Déjà, je connais la réponse qu'elle fera, car je connais les façons de procéder de la bande qui a Basly à sa tête. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas une question d'individualités. Ce sont deux mouvements qui sont face à face dans un duel qui doit se terminer par l'anéantissement d'un des adversaires.

Derrière Basly, il y a tout le socialisme domestiqué par le gouvernement et le patronat. Il y a les loges maçonniques; il y a le Vieux-Syndicat.

Derrière les militants de la Fédération syndicale, il y a tous les ouvriers, à quelque catégorie révolutionnaire qu'ils se rattachent, qui veulent briser la domination du régime actuel, étayé par les individus de l'engeance Basly.

Lors de la grève de mars-avril dernier, les dirigeants du Vieux-Syndicat n'ont pas hésité une minute à nous imputer la responsabilité des incidents de Liévin et de Lens et à nous accuser d'avoir fomenté ces drames avec l'argent d'un Durand de Beauregard. Quand ils disaient cela, ces hommes savaient qu'ils mentaient. Et ils mentaient sans remords, sans rougeur au front. Le porte-plume de Basly, un des directeurs du *Réveil du Nord*, le vénérable de loge Desmons, déclarait à Amiens, lors du Congrès où il fut flétri, à une personnalité qui n'hésiterait pas, je pense, à en apporter le témoignage : « Dans le Nord, nous avons des mœurs politiques très passionnées... Vendus aux compagnies... Complot avec la réaction... Question de journalisme. »

Ces mœurs, nous voulons qu'elles s'étalent au grand jour. Cette manière de comprendre le journalisme socialiste, nous voulons qu'elle éclate aux yeux de tous, afin que chacun sache bien et afin que chacun se prononce.

Ce n'est pas sous l'influence de telles mœurs que pourront se créer des hommes capables de rendre viable une société d'hommes libres. Assainir ce marécage, c'est préparer dans la mesure de ses moyens un coin de terre à la Révolution.

PIERRE MONATTE.

COIN DES ENFANTS

Cette année, c'est l'imprimeur qui nous fait attendre. Cependant, j'espère pouvoir faire les envois aux environs de Noël. Je recevrai donc les souscriptions jusqu'à cette date.

2 fr. 50 l'exemplaire, franco, la souscription au troisième volume donnant droit à avoir les volumes précédemment parus, au prix de 2 fr. 50 chaque.

Et à 2 fr. le volume, à partir de 5 exemplaires.

La souscription close, le volume sera vendu au prix marqué : 3 fr., port non compris.

CROCS & GRIFFES

DISTRIBUTIONS DE PRIX. — *La manie des concours et des récompenses sévit plus que jamais. Le* Matin *ouvre un concours « national » sur cette question :* L'éducation de la démocratie. *50,000 francs de prix. Le* Chambord *(une liqueur, non un journal) en ouvre un sur cette autre question presque aussi intéressante :* Combien y a-t-il de gouttes dans un litre renversé? *100,000 prix de un million de francs.*

De ces deux questions, laquelle est la moins stupide, je ne saurais le dire. Peut-être, tout compte fait, donnerais-je la préférence à la seconde, d'abord parce qu'elle est plus facile à résoudre, ensuite parce que les récompenses sont plus nombreuses, enfin parce que l'idée-mère des lanceurs de ces deux affaires, toute de réclame et de commerce, s'y montre plus franchement. Mais je ne puis m'empêcher de gémir sur le nombre de malheureux qui vont acheter des litres de Chambord — et les boire! — ou prendre sur leur repos pour éduquer la démocratie. Résultat dans les deux cas : diminution de la santé publique.

Après tout, ce fut pour résoudre des questions proposées par l'Académie de Besançon et gagner la pension fondée par une madame Suard, que Proudhon écrivit ses premiers mémoires. Mais il eût peut-être été tout de même Proudhon, sans cela?

Les récompenses dont je viens de parler, ne sont pas les seules. Je laisse de côté les innombrables concours d'innombrables revues : dire à qui appartient ce nez, ou cette oreille, etc. Des familles pâlissent là-dessus, le soir, sous la lampe. Nous avons plus sérieux que cela, ou du moins qui se prétend plus sérieux. Nous avons les prix Nobel, ceux de la Société Goncourt et de la Vie Heureuse.

M. Moissan est un chimiste distingué. Son four à obtenir de hautes températures est célèbre. Il vient d'obtenir le prix Nobel pour la chimie. Et je n'ai pas besoin de vous dire que la science française, en sa personne, est fière. Mais M. Moissan n'en sera pas plus un chimiste distingué, après cette distinction qu'avant, et la valeur de la science française sera juste la même que ce qu'elle était.

Les autres récompenses de feu Nobel, sont : un prix de physique (Thomson, Anglais), un prix de poésie et de littérature (Carducci, Italien), un prix de physiologie et de médecine (Ramon y Cajal, Espagnol, et Camilio Golri, Italien). On croirait entendre la lecture d'un palmarès dans un lycée, ces hommes barbus vous font l'effet de petits garçons.

On s'étonne même de ne pas voir le prix traditionnel « de bonne conduite ». Tout cela est un peu bien ridicule. Que des hommes faits recherchent encore, au sortir de l'école, les lauriers de papier sur la tête et les accolades de proviseurs, cela paraît surprenant. Mais il faut dire que le laurier de l'institution Nobel consiste en une somme de 208,000 francs, et beaucoup d'hommes, à ce prix-là, consentent à se faire petits garçons.

Les récompenses de la Société Goncourt, qui est une académie, mais non de billard, encore qu'elle tienne ses assises dans les restaurants, et de la Vie Heureuse, *qui est une revue, sont plutôt des prix « d'encouragement ». Elles recherchent les jeunes romanciers méritants. Et, il n'y a pas à dire : il faut que, chaque année, coûte que coûte, la Société Goncourt et la* Vie Heureuse *découvrent deux jeunes romanciers de mérite, à qui elles décernent, l'une 5,000, l'autre 6,000 francs. Et qu'arrive-t-il? C'est que nombre de jeunes hommes, laissant là leur personnalité, se tourmentent pour écrire en vue de ces prix, dans la manière susceptible de plaire aux juges; c'est que les éditeurs, avides de cette réclame pour leurs maisons, n'éditent — au besoin, sur commande — que les ouvrages fabriqués dans cet esprit.*

Et je n'ai rien dit de la bourse de voyage (3,000 francs), créée récemment pour les jeunes poètes. Je n'ai rien dit des récompenses de l'Académie, ni du prix Sully-Prudhomme. Pour atteindre l'une de ces distinctions enviées, vous devinez les démarches, les flatteries, les intrigues, les marchés, les bassesses mis en jeu. Lorsqu'encore l'Etat n'est pour rien dans ces distributions de récompenses, il n'y a peut-être que demi-mal; on peut les considérer à la rigueur, comme des phénomènes d'entr'aide, et admirer comme les travailleurs intellectuels sont habiles à se procurer des suppléments de ressources, en dehors de leur salaire.

Jamais la littérature, avide de protectionnisme, n'a été plus protégée. Aussi ne manque-t-elle pas de bras. Les médiocrités, les nullités y affluent. Ne vaudrait-il pas mieux que toutes ces énergies, découragées du côté des arts, se tournassent du côté des labeurs manuels? Mais, pour ceux-ci, il n'est ni concours, ni prix, ni bourses de voyage. Ce ne sont pas des métiers « nobles ».

* *

Erratum. — *Dans le dernier numéro, au compte rendu de* Pan, *on lit : « Curieux mélange de lyrisme et de satire bouffonne, un peu trop* grasse *même quelquefois », C'est « un peu trop* grosse *» qu'il faut lire.*

R. CH.

* *

C'EST NOUS QUI SONT LES PRINCES. — *Voici le bruit qui court en ce moment : Si le directeur de l'Opéra n'est pas encore nommé, c'est que celui que l'on voudrait nommer préférerait être nommé directeur du Français.*

Or, on voudrait réserver le Français au directeur d'une autre scène dont le fauteuil directorial est guigné par le mari d'une dame à qui un de nos ministres n'a rien à refuser.

Récompense à qui apportera la solution d'une affaire si embrouillée.

Ces jours derniers, je lisais les Mémoires *de Papillon de la Ferté, qui fut intendant des Menus, sous Louis XV, et avait, sous le contrôle des gentilshommes de la Chambre, la direction de l'Opéra et de la Comédie Française. C'est déjà plein d'histoires de ce genre.*

Seulement, au lieu de s'appeler Machin tout court, les protecteurs s'appelaient M. de Duras, M. d'Aiguillon ou M. de Richelieu.

A part cela, rien de changé. Et c'est toujours aussi bri...ant, dirait mon concierge.

J. GRAVE.

Le Syndicalisme et l'Anarchie

Le moment me semble venu pour les communistes-anarchistes de définir leur action vis-à-vis du syndicalisme et de déterminer la valeur qu'ils attribuent à ce dernier. C'est ce que je vais essayer pour ma part.

Il y a quelques années, la scandaleuse conduite des politiciens pseudo-socialistes avait tellement écœuré certains militants, que ceux-ci rejetèrent l'action électorale ou tout au moins la mirent à l'arrière-plan de leurs préoccupations pour consacrer toute leur énergie à une

œuvre purement prolétarienne : le syndicalisme. Profitant du désarroi des politiciens, les anarchistes eurent raison de se mêler activement à la vie des syndicats et de tenter d'y faire comprendre la véritable maxime socialiste : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Le succès semblait tellement certain que nos camarades crurent avoir éloigné à jamais les politiciens de tout ordre et être en possession des moyens les plus propres à émanciper le prolétariat. Pour ma part, je suis sincèrement syndicaliste; mais le syndicalisme est-il le seul moyen de lutte, à la disposition des révolutionnaires que nous sommes? Sous la vigueur de notre action, il semblait suffire à tout, être un instrument de révolution, marcher résolument vers le socialisme-communiste, en combattant tous ceux, à quelque titre que ce soit, qui se mettent en travers de l'action du prolétariat.

Pendant quelques années, les événements semblèrent nous donner raison, mais le parti socialiste, longtemps divisé, ayant réalisé son unité, des éléments qui jusqu'ici dans les syndicats secondaient parfois, par rancune politique, l'action des anarchistes, ont rallié l'organisation politique et se sont retournés contre nous.

Aujourd'hui, malgré les affirmations conciliantes au Congrès de Limoges, nous pouvons prévoir que le parti socialiste parlementaire, effrayé de voir de plus en plus des travailleurs lui échapper, va tenter de s'annexer le syndicalisme et de le faire servir à ses fins politiques; les dernières grèves, Fougères, par exemple, en offrent des preuves : à chacune des députés socialistes, délégués du Parti, ont été prodiguer leurs « sages » conseils aux grévistes, et leur démontrer l'excellence de la lutte électorale. (Tel Guesde déclarant aux électeurs du XIVe : « Ce que nous vous demandons, ce n'est même pas un acte d'énergie, mais simplement de bon sens, déposez un bulletin de vote au nom du candidat socialiste! »)

Cette main-mise sur le syndicalisme, tentée au Congrès d'Amiens, n'a point réussi; mais elle sera continuée; la tactique employée à Amiens pour triompher des politiciens, et les résultats généraux du Congrès, doivent-ils complètement satisfaire les communistes-anarchistes? Je ne le crois pas, et c'est là que je me sépare de beaucoup de camarades, et je dis : si le syndicalisme peut être tout, alors déclarez nettement qui vous êtes et ce que vous voulez.

Pas de neutralité hypocrite et d'une observance d'ailleurs impossible, mais propagez dans les syndicats le communisme anarchique et combattez les politiciens de tout acabit, en dépit des décisions d'Amiens; mais si vous agissez ainsi, vous ne pourrez plus espérer grouper toutes les masses ouvrières; vous ne pourrez former que des groupements numériquement faibles.

Si, au contraire, vous voulez grouper le plus grand nombre possible de travailleurs, si vous voulez englober le prolétariat tout entier, vous devrez recourir à la fiction nécessaire de la neutralité. C'est ce qui s'est produit à Amiens, où la motion Griffuelhes a été votée non seulement par les révolutionnaires, mais même par les réformistes dont beaucoup appartiennent au P. S. unifié; au contraire, la motion antimilitariste d'Yvetot a déterminé une scission. Je comprends la réserve de beaucoup de syndicalistes sur le vote d'une motion pouvant, par sa netteté et son intransigeance, éloigner beaucoup de travailleurs, mais alors reconnaissez qu'il n'est pas possible au syndicat d'être franchement anarchiste.

Mais s'il en est ainsi, n'est-il pas évident que le syndicalisme ne peut pas être tout, et que les anarchistes peuvent et doivent agir hors de lui, après avoir agi en lui? Actuellement, le syndicalisme est encore trop souvent un groupement étroit, limité à des revendications partielles, et non pas intégrales comme celles des anarchistes.

Mais il est temps de conclure :

Ou bien le syndicalisme sera nettement anarchiste. Mais alors il ne sera autre chose qu'un groupement de militants unis pour l'action par une même idée, et limité en nombre.

Ou bien il groupera, et c'est ainsi que nous le comprenons, une masse de plus en plus compacte de salariés, unis par des intérêts communs, par des souffrances communes, que nous pousserons, il est vrai, à acquérir assez de force et de conscience pour s'émanciper eux-mêmes, mais dans ce cas il faudra agir sur lui en dehors, et tenir le syndicat soigneusement à l'abri des luttes intestines qui pourraient l'affaiblir en le déchirant.

Si actuellement, en France, le communisme anarchiste semble stagnant, cela tient, je crois, à ce qu'un trop grand nombre de camarades confinent leur action dans le syndicalisme; soyons autre chose que des militants syndicalistes; en dehors des syndicats, les socialistes forment des groupes d'études et de propagande pour la diffusion de leurs conceptions. Imitons-les; faisons une action pratique dans le syndicat, mais en même temps gardons-nous de négliger l'œuvre de propagande théorique, qui consiste à détacher de la société actuelle le plus possible de consciences. Pénétrons dans les divers groupements qui combattent telle ou telle forme particulière d'oppression; n'oublions pas que demain sera fait de joie, habituons donc le peuple à cultiver en lui le sentiment du beau. Imprégnons le peuple d'anarchisme et faisons en sorte qu'il soit assez conscient de lui-même pour fonder révolutionnairement un jour une société sans maîtres et sans dieux.

CHARLES BENOIT.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

L'Internationale Policière

C'est le titre sous lequel nous avons eu le plaisir de lire dans l'*Humanité* du 8 décembre un fort généreux article du citoyen Guy Bowman, membre de la *Social Democratic Federation* anglaise, actuellement de passage à Paris.

Nous croyons utile d'en reproduire ici toute la partie essentielle :

Alors qu'on annonce un Congrès international antianarchiste — lisez : antirévolutionnaire — destiné à se tenir à Madrid, en janvier prochain, il serait peut-être à propos de s'occuper un peu du mouchardage international.

Que la police soit internationale, le fait est hors de doute, il a été mis fréquemment en pleine lumière. Toutes les capitales ont, outre leurs mouchards nationaux, une équipe de mouchards étrangers, généralement de quelque marque, destinés à surveiller les révolutionnaires.

Section française.

A Londres, la police politique française posséda, pendant la période de 1893-1900 qui vit sur le continent de nombreux attentats anarchistes et leur répression impitoyable, l'inspecteur Houllier, devenu légendaire. Ce digne homme ne se faisait pas faute d'emprunter le nom de M. Johnson, correspondant du *Figaro*, pour aller chez les commerçants de Charlotte street ou d'Islington s'enquérir des réfugiés français. C'était, déclarait-il avec une belle rondeur, « pour leur rendre service ». Le brave homme! Un jour, cependant, il lui arriva d'être, avec son collègue et compatriote Fédée, enveloppé à Fitz-Roy-Square par des anarchistes français qui leur donnèrent à tous deux une aubade homérique; on en rit encore à Londres.

La police politique italienne était, vers la même époque, représentée à Londres par l'*illustrissimo cavaliere* Sernicoli, ayant sous ses ordres une forte escouade de ses nationaux. Les policiers italiens sont intelligents, subtils et individuellement redoutables; en corps, ils le sont moins. Malgré leur zèle, Sernicoli et ses acolytes ne purent empêcher les révolutionnaires Malatesta, Malato et Merlino de quitter clandestinement Londres pour aller prendre part à un mouvement insurrectionnel en Italie.

Section russe.

L'infâme police russe est toujours à l'œuvre en Angleterre, en France et en Italie. Nombreux sont, à Londres, les réfugiés russes, socialistes, révolutionnaires et mêmes tolstoïens. A leur grand regret, les mouchards de Nicolas II, qui ont à compter avec le sentiment britannique, ne peuvent que surveiller les révolutionnaires, tenter de surprendre leur correspondance et signaler leur départ pour le continent.

En France, grâce à l'alliance franco-tsariste, les mercenaires de la troisième section, mêlés à la colonie russe du treizième arrondissement, ont pu faire expulser de nombreux révolutionnaires slaves. Il y a quelques années — au lendemain de l'attentat Bresci contre le roi Humbert — c'étaient surtout les Italiens qu'on expulsait.

Les manœuvres de la police russe en Italie ont été plus odieuses encore. D'accord avec les *questurini*, leurs dignes frères, les mouchards au service de la maison Romanoff ont pu attirer dans d'abominables traquenards les révolutionnaires russes et les livrer aux autorités tsaristes. Comme le peuple italien s'insurgea contre les extraditions machinées, notamment contre celle de Gœtz qu'il empêcha, on trouva le moyen d'attirer les révolutionnaires russes sur le territoire autrichien. Là, ils étaient aussitôt saisis et dirigés sur la frontière russe, d'où ils partaient pour la Sibérie, Sakhaline ou la mort.

Car les gouvernements autrichien et allemand ont pu être en rapports tendus avec le gouvernement russe, les polices des trois États n'en ont pas moins fonctionné toujours avec une touchante unanimité.

Policiers de tous les pays, unissez-vous pour la défense du trône et du capital!

Section espagnole.

Faut-il rappeler l'accord touchant des polices française et espagnole dans l'affaire Malato, greffée sur l'attentat de la rue de Rohan pour débarrasser la monarchie alphonsiste du gêneur qui avait, avec le professeur Tarrida del Marmol, dénoncé au monde civilisé les crimes de Montjuich?

On se souvient de ces enveloppes de bombes ou prétendues telles, mystérieusement envoyées de Barcelone et voyageant sous les yeux de la police française!

Section anglaise.

Faut-il rappeler l'arrestation de mon confrère de la presse anglaise, Hamilton, à Madrid, le 31 mai dernier, quelques heures après que Morral, seul auteur de l'attentat de la calle Mayor, eut lancé sa bombe? Hamilton, inoffensif journaliste, fut arrêté comme anarchiste dynamiteur. Il avait été évidemment dénoncé comme un homme dangereux aux autorités espagnoles.

Il en fut de même pour moi. Lorsque je partis de Londres pour ouvrir sur place une enquête absolument impartiale sur l'affaire Ferrer, et résolu à ne proclamer vrai que ce que j'aurais pu contrôler moi-même, j'annonçai publiquement mon voyage. C'était au grand jour que je voulais chercher la *lumière*. Les seules lettres d'introduction que j'emportais étaient pour les députés républicains Lerroux et Arsuaga (ce dernier défenseur de Ferrer) et l'écrivain libertaire bien connu Uralès, ex-directeur de la *Revista Blanca*, aujourd'hui collaborateur à des journaux républicains.

Les détectives de *Scotland Yard* — la préfecture de police londonienne — et leurs confrères de Paris, où je m'étais arrêté, n'eurent rien de plus pressé que de signaler mon départ à leurs collègues espagnols.

Si bien qu'arrivé à Madrid à huit heures du matin, j'étais arrêté à midi; les agents de M. Davila n'avaient pas perdu de temps!

Il paraît que le champion de la répression ré-

volutionnaire pour la section anglaise de l'Internationale policière est un nommé Macnamara qui se trouvait à Madrid le 31 mai dernier ; c'est lui qui dit à Hamilton : « Monsieur vous avez agi comme un imbécile! » c'est très grave, la façon dont vous vous êtes comporté! et Hamilton en tombait des nues.

Pour le récompenser de son zèle, la section espagnole de l'Internationale policière, octroya royalement une récompense de 25 francs par jour à Macnamara; pendant ce temps, les mouchards venus de Valence se présentèrent la nuit au *Gobierno Civil* pour y demander un logement ou de l'argent pour se loger; pour toute réponse, ils reçurent un coup de pied quelque part et pendant que l'*English detective* se gorgeait dans les meilleurs restaurants, les policiers d'Alphonse XIII couchaient a la belle étoile!

Section allemande.

L'Allemagne, pays où le sentiment révolutionnaire n'existe pour ainsi dire pas (1), n'en est pas néanmoins sans avoir son organisation mouchardière; mais là, c'est plutôt de l'intérieur qu'elle surveille et se tient aux aguets pour capturer les révolutionnaires étrangers qui lui seraient signalés par les autres sections de leur hideuse internationale; témoin cet inoffensif antimilitariste Domela-Nieuwenhuis qui, l'an dernier, après avoir assisté au Congrès de la Libre Pensée de Paris, s'en retourna en son pays de Hollande en passant par l'empire du Kaiser; il y subit le même sort que celui qui m'attendait en Espagne il y a à peine six semaines!

Je me demande ce que l'on va faire de Gustave Hervé en août prochain, s'il se rend au congrès de Stuttgard.

Il est vrai que d'ici là, l'affaire marocaine pourrait bien avoir résolu la question antimilitariste.

Une galerie internationale.

Si j'eusse pu conserver le moindre doute sur l'existence de la police internationale, je l'aurais perdu à la vue de toutes les photographies de révolutionnaires qu'on me mit sous les yeux en me demandant si je les connaissais. Photographies de Malato qui est Français, de Kropotkine qui est Russe, de Malatesta qui est Italien, de Domela Nieuwenhuis qui est Hollandais, de Vallina qui est Espagnol : une véritable galerie internationale! Il n'y manquait guère que ma photographie, lacune qui est maintenant comblée.

Cette Internationale policière est quelquefois grotesque, elle est toujours abjecte. Elle prétend ne viser que la répression des attentats à la dynamite; en réalité, elle menace tous les révolutionnaires socialistes aussi bien qu'anarchistes.

Elle menace, surtout dans les périodes de forte réaction, tous ceux qui ont au cœur la haine généreuse de l'injustice sociale et qui, par l'éducation, la propagande et l'action politique ou économique, veulent arriver à fonder une société meilleure.

GUY BOWMAN.

(1) Attrape, social-démocratie! (*Les T. N.*)

Faites-nous des Abonnés!

MOUVEMENT SOCIAL

A la Confédération générale du travail. — Ainsi que le prescrivent les statuts, les deux sections (Section des Bourses du travail et Section des Fédérations de métier) constituant la Confédération générale du travail doivent procéder, après chaque Congrès, à la réélection de leurs bureaux.

Deux secrétaires et deux adjoints pour les deux sections, un secrétaire pour le journal et un trésorier chargé de la comptabilité générale de l'organisation constituent le bureau confédéral.

La Fédération des Bourses a, dans la soirée de vendredi, réélu les camarades en fonctions Yvetot comme secrétaire et Delesalle comme adjoint.

La réélection d'Yvetot apparaissait plutôt incertaine. Il était à supposer que les camarades, et parmi ceux-ci les anarchistes militants qui avaient refusé de voter à Amiens son ordre du jour antimilitariste et antipatriotique, se prononçassent contre lui.

Il n'en a rien été ; à part quelques absences remarquées; c'est à une majorité écrasante, 83 voix contre 15 accordées à son adversaire Roland, qu'Yvetot a été réélu.

Il en a été de même de Delesalle.

A cette soirée a été nommée également la commission de propagande et d'action dont le Congrès a décidé la création et qui prend le titre de Commission des huit heures et de la grève générale.

La question de la grève générale a été depuis quelques années un peu trop reléguée, et le Congrès l'a si bien compris qu'il a jugé utile de confier à une Commission en lui assurant une vie indépendante, le soin de propagander à nouveau pour cette idée.

C'est un rôle très important qui est confié aux quelques camarades faisant partie de cette Commission.

L'agitation, qui pourra renaître au mois de mai prochain, pour la réduction de la journée de travail devra être son œuvre.

En outre, il lui faudra en faveur de l'idée de grève générale entreprendre une propagande active et sans arrêt.

Delesalle, rapporteur de ces deux questions au Congrès d'Amiens, en sera vraisemblablement le secrétaire.

Jamais plus favorable occasion n'aura été offerte à un militant de développer toutes ses qualités de propagandiste et d'homme d'action.

La Section des Fédérations a procédé également mardi soir à la nomination de son bureau.

Griffuelhes et Pouget ont été renommés sans lutte.

⁂

Chez le ministre — C'est avec une satisfaction visible que le ministère du travail communique aux journaux la note ci-après :

> Le ministre du travail reçoit le lundi matin les délégations ouvrières de neuf heures à midi.
>
> Plus de trois cents délégations ayant demandé à exposer leurs revendications au ministre, celui-ci a décidé de recevoir vingt délégations par lundi. Il ne pourra donc recevoir que celles qui seront munies de lettres d'audience.

Ainsi, plus de 300 délégations d'organisations ouvrières attendent à la porte du ministre que celui-ci veuille bien les recevoir.

C'est un triste spectacle de voir tant de travailleurs n'espérer le triomphe de leurs revendications que des promesses d'un ministre.

Il est une catégorie de prolétaires qu'il est normal de voir s'adresser aux pouvoirs, ce sont les travailleurs de l'Etat. Leurs démarches sont identiques à celles des ouvriers de l'industrie privée venant réclamer de leurs patrons une amélioration quelconque à leur condition de salariés.

Mais qu'en dehors de cette catégorie il y ait encore tant et tant de corporations qui espèrent qu'une station dans les antichambres ministérielles sera suffisante pour que leurs patrons consentent à leur accorder satisfaction. Voilà qui est déconcertant.

Ministère du travail; beaucoup d'ouvriers sont encore dupes de ce titre. Il est nouveau et le peuple est si gobeur.

Les délégations d'ouvriers qui sortent chaque lundi du cabinet ministériel, fiers de la poignée de main libéralement prodiguée par le ministre, songent-ils que c'est à ce ministère que s'élaborent les plus sûrs moyens de conservation sociale.

Des lois restreignant la liberté syndicale, et supprimant le droit de grève, sont à l'étude dans ces bureaux et c'est sur les ministres du travail que la bourgeoisie compte pour dire aux travailleurs : « Vous n'irez pas plus loin. »

⁂

Les socialistes et les grèves. — Le Parlement suisse procédant à différents remaniements de la loi militaire, un député socialiste le *citoyen* Brüstlein en a profité pour déposer la proposition suivante que l'*Humanité* déclare être une proposition très socialiste.

> En cas de conflit entre patrons et ouvriers, des troupes ne seront levées que si c'est absolument nécessaire. Les troupes levées dans ce cas ne pourront appartenir à la région où les troubles se sont produits. En cas de besoin, les troupes seront levées par un autre canton ou par la Confédération. Les troupes levées ne pourront être employées dans le but d'exercer une influence quelconque sur la solution du conflit économique.

Comme leurs collègues français, les socialistes suisses en ont de bonnes.

Quand donc des troupes ont été envoyées sur les champs de grèves sans que les gouvernants aient considéré cette mesure comme indispensable? La présence des soldats est toujours nécessaire à la défense du patron. Puis le fait de faire servir à la répression des troupes étrangères à la région est parfaitement reconnu nécessaire par tous les gouvernements. Ce n'étaient pas des enfants de la localité qui tirèrent à Châlons et à Limoges.

C'est, en remontant plus loin, sur les mobiles bretons que les réacteurs comptaient le plus pour massacrer les communards.

Excellente idée socialiste vraiment que celle qui s'inspire de la crainte que des soldats appelés à charger ou à tirer sur des travailleurs qu'ils connaîtraient étant de la même région, manquent du triste courage nécessaire.

Quant à l'hypocrite phrase finale de la proposition, elle ne manque pas de cynisme.

Comme si la seule présence de la troupe empêchant l'exercice de tous les moyens de pression que les ouvriers peuvent employer contre leurs patrons, ne produisait pas, précisément, ce résultat d'exercer une influence contraire aux intérêts ouvriers dans la solution d'un conflit économique.

Que de belles propositions semblables nous réserve la *conquête des pouvoirs publics!*

CHARLES DESPLANQUES.

⁂

LES GRÈVES

A Paris. — La grève des services concédés des eaux continue sans qu'aucun signe de lassitude apparaisse parmi les grévistes.

La Fédération des travailleurs municipaux fait tous ses efforts pour venir en aide aux camarades. D'autre part, la Fédération allemande des ouvriers municipaux a manifesté son esprit de solidarité par un important envoi de fonds.

L'état d'esprit parmi les grévistes est excellent et les patrons que le Préfet de la Seine encourage à la résistance en seront pour leurs frais d'intimidation.

⁂

Chez les gainiers. — La journée de neuf heures est un fait accompli dans toute l'industrie parisienne de la gainerie. Prises une par une, toutes les maisons, après une tentative de lock-out qui avorta, ont capitulé.

C'est une victoire très réelle pour cette corporation qui, jusqu'alors, n'avait pas mis à l'essai ses qualités de lutte.

Les patrons battus n'ont pas renoncé à l'espoir de regagner le terrain perdu; et, pour cela, ils comptent sur la morte-saison, période habituelle de chômage pour la corporation.

Mais, contrairement au passé, les ouvriers qui s'inquiétaient peu des chômeurs ont compris combien il serait dangereux qu'ils se laissent affaiblir par la mise au repos de nombre de camarades et ils ont décidé de consentir plutôt à faire des journées aussi courtes que possible, afin que tous aient un peu de travail.

C'est briser ainsi l'espoir des patrons et c'est appliquer les principes de solidarité ouvrière que cet intéressant mouvement a développés chez les ouvriers gainiers.

⁂

A Saumur. — En dehors de la petite industrie locale, il n'y a à Saumur, comme industrie importante, que la champagnisation des vins blancs et une usine de bijouterie religieuse. La confection des chapelets, médailles, etc., n'a pas enseigné la résignation aux ouvriers de cette usine qui se sont soulevés ces jours derniers et qui viennent, après une courte grève de quelques jours, d'obtenir entière satisfaction.

Ignorants de la lutte, les grévistes avaient tout d'abord présenté à leur patron leur revendication la plus importante, l'élévation de leurs salaires.

Après l'intervention du secrétaire de la Fédération de la bijouterie, les grévistes ajoutèrent quatre autres revendications, ce qui leur permettait au cours des pourparlers ou en cas de résistance

acharnée de la part des patrons de paraître céder sur un point pour gagner sur d'autres.

Dépassant leur espérances, la grève a pris fin à la première démonstration et les patrons ont cédé sur quatre des cinq améliorations réclamées.

C'est là un succès qui va activer l'organisation syndicale dans cette région.

* *

A Fougères. — Suivant l'exemple donné par les ouvriers belges lors du lock-out de Verviers et désireux d'aider très effectivement les grévistes de Fougères, les camarades syndiqués de la région et particulièrement de Rennes se sont offerts à recueillir et à héberger pendant tout le cours de la lutte les enfants des grévistes. Un premier convoi d'enfants est arrivé ces jour-ci à Rennes et les militants ont pris chacun suivant leurs ressources un ou plusieurs des petits de ceux qui luttent.

Les grévistes vont être ainsi débarrassés du plus cruel des soucis. N'ayant plus l'affreuse crainte de voir leurs enfants souffrir parce que le pain est rare à la maison, ils vont envisager avec moins d'appréhension la continuation d'une lutte à outrance.

En outre les soupes communistes fonctionnent parfaitement.

Les 8,000 ouvriers cordonniers de Fougères constatant autour d'eux un profond et réconfortant courant de solidarité vont pouvoir lutter jusqu'à ce que le patronat capitule, ayant compris l'inutilité de la résistance.

Jusqu'à ce jour, les patrons n'ont pu distraire du bloc des grévistes que 28 malheureux bougres auxquels les grévistes ont fait une conduite de Grenoble bien sentie.

Malgré que le socialiste Dejeante ait au cours d'une réunion conseillé aux ouvriers, sous prétexte qu'ils ne sont pas suffisamment organisés, de faire des concessions, le mouvement est aussi beau que le premier jour et la victoire apparaît certaine.

* *

Une grève agricole. — Au Boulou, dans les Pyrénées-Orientales, à la suite d'une réunion tenue par le syndicat, cinquante ouvriers agricoles ont décidé la grève. Aussitôt en empêchant les autres laboureurs de se rendre au travail les grévistes ont privé les propriétaires de toute main-d'œuvre.

Comme les précédentes grèves agricoles, cette dernière a duré peu de jours.

Avec les procédés d'action directe qu'affectionnent les paysans lorsqu'ils ont acquis le sens de la lutte, les grèves durent peu.

Le travail a repris au bout de deux jours avec satisfaction.

* *

A Rive-de-Gier. — Une grève de solidarité vient d'éclater parmi les verriers de Rive-de-Gier.

Trois camarades, simplement coupables d'avoir fait de la propagande pour le relèvement des salaires, avaient été congédiés.

A la suite de cette mesure patronale quarante ouvriers porteurs ont refusé de reprendre le travail.

A une réunion tenue à la Bourse du Travail, les grévistes ont élaboré les revendications suivantes :

1° Réintégration des trois ouvriers renvoyés.

2° Augmentation de 5 francs par mois pour toute une catégorie de porteurs.

* *

POUR LE REPOS HEBDOMADAIRE

Dans plusieurs villes de province, des grèves ont éclaté pour faire appliquer le repos hebdomadaire :

A Reims. — Les boulangers ont décidé de se mettre en grève.

Leurs réclamations portent sur l'établissement d'un salaire minimum de 42 francs par semaine et le repos par roulement.

Quelques ouvriers ayant continué à travailler, les grévistes ont parcouru la ville en manifestant devant les boulangeries et les quelques réfractaires ont été débauchés.

* *

A Brest. — Ce sont les employés de tramways qui ne veulent pas reprendre le travail tant que leurs jours de repos ne leur seront pas régulièrement attribués et intégralement payés.

La Compagnie, espérant briser la résistance des grévistes, a fait venir à Brest des employés d'autres réseaux, mais solidarisant immédiatement leur cause avec celle de leurs camarades, les nouveaux venus ont cessé le travail et fait cause commune avec les grévistes.

* *

A Rouen. — Les employés de tramways se sont mis en grève dimanche. Ils réclament : le payement intégral de leur journée de repos hebdomadaire, la réintégration d'un camarade congédié récemment et également la fourniture des uniformes par la Compagnie.

Profitant que les grévistes assistaient à une réunion à la Bourse du Travail, la Compagnie, à l'aide de contrôleurs, a essayé de faire mettre deux voitures en service.

Aussitôt avertis, les grévistes se rendirent à Amfreville-la-Mi-Voie, attendirent les tramways et les arrêtèrent.

A la suite de ce fait, les camarades ont décidé, pour généraliser la grève à tous les réseaux de la Compagnie, d'aller à Elbeuf débaucher les employés des lignes de cette ville.

C. D.

* *

Pamiers (Ariège). — Nous recevons du Syndicat des métallurgistes de Pamiers cet émouvant appel à la solidarité :

Camarades,

Depuis un mois déjà, la grève des ouvriers des forges de Pamiers est terminée.

L'acceptation par les patrons des clauses du procès-verbal de conciliation a été considérée par certain comme un triomphe, mais la ferme volonté de la Direction des usines a fait de ce succès momentané et illusoire une défaite complète.

La Société Métallurgique, par l'organe de son représentant officiel, M. Oulif, s'est opposée formellement à la réintégration des membres du comité de grève, dont l'énergie et l'esprit d'initiative sont pour elle une menace et un danger permanents.

Poussant jusqu'à l'extrême sa haine pour tout ce qui est honnête et intelligent, elle a transformé en un renvoi catégorique la mise à pied illimitée dont elle avait frappé le secrétaire du syndicat, pour action syndicale.

Des mesures analogues ont été prises contre d'autres camarades, coupables de s'être dévoilés des syndicalistes fervents et des propagandistes dévoués.

Les grévistes qui ont repris le travail paraissent se désintéresser totalement des victimes du mouvement que leur lâcheté a fait échouer.

Au nom des vingt-cinq camarades frappés d'ostracisme par une administration bassement haineuse, nous adressons à tous les travailleurs conscients, pénétrés de leurs droits et de la responsabilité qui leur incombe un appel énergique à la solidarité.

Que les camarades de France n'abandonnent pas les militants de Pamiers dans la phase la plus critique de la lutte qui se continue pour eux. Qu'ils ne restent pas sourds à la voix de leurs frères récompensés de leur dévouement par la trahison.

Pour le Comité de grève :
Le secrétaire, DEDIEU Prosper.

Nulle situation ne peut se trouver plus digne d'un acte de solidarité, aussi nous invitons nos amis à adresser leur obole au camarade Carail, trésorier, maison Labeur, rue Major, Pamiers (Ariège).

* *

Nancy.

Grève de mineurs. — A Faulx, près Nancy, les mineurs se sont mis en grève pour protester contre le renvoi de leur camarade Lamoine. Ce militant gênait les patrons. Il avait fondé une section du syndicat départemental des mineurs. Il y a quelques jours, cette section formulait quelques revendications qui mirent aux patrons la puce à l'oreille. La Sainte-Barbe survint sur ces entrefaites.

Ces bons exploiteurs, accoutumés à parader ce jour-là au milieu de leurs exploités à « la messe des mineurs », s'aperçurent qu'il y avait quelque chose de changé dans les cerveaux de leurs serfs, lesquels entendaient célébrer la Sainte-Barbe à leur manière.

Ils firent venir un camarade de Nancy pour leur faire une petite conférence qui remplaça la messe. Puis ils se dirigèrent en masse vers les logis de leurs exploiteurs; des cailloux et autres projectiles furent lancés contre les fenêtres.

Ces procédés diplomatiques donnèrent, on le conçoit, à réfléchir aux patrons.

Dès le lendemain, s'abouchant avec les délégués des mineurs, ils leur dirent que la Compagnie faisait droit à toutes leurs revendications, à la seule condition toutefois que Lamoine ne remettrait plus les pieds dans la mine.

Lamoine conseilla aux mineurs d'accepter, mais ceux-ci déclarèrent immédiatement la grève : il n'y eut pas ce jour-là une seule descente ; syndiqués et *non-syndiqués* firent acte de solidarité.

Du reste, les grévistes se chargent de faire la leçon aux renégats et hier deux flancheurs ont appris que leur intérêt le plus palpable et le plus immédiat n'était pas toujours de se soumettre aux patrons.

Boudoux, secrétaire de la Fédération des Syndicats de Nancy, sur la demande des grévistes, va, tous les jours, pour les encourager de sa parole.

A la conférence de dimanche, un grand nombre de paysans qui y assistaient se montrèrent sympathiques aux mineurs.

La force armée est déjà mobilisée. Il y a de deux à trois gendarmes pour un gréviste.

J. S. B.

* *

MOUVEMENT AGRAIRE

Pomarez (Landes).

L'agitation paysanne. — La réunion de paysans que je vous avais annoncée a eu lieu. Avouons-le : le résultat fut au-dessous de nos espérances.

Nous avons assisté à une belle débandade... Les proprios avaient la semaine précédente une belle frousse et il n'y aurait eu qu'à lever le bout du doigt pour obtenir satisfaction sur de nombreux points; en effet, qu'auraient-ils fait si la plupart de leurs métayers s'étaient syndiqués ? Ils ne pouvaient pas songer à une éviction en masse, et alors ?

Mais si les maîtres ont eu la frousse, les métayers l'ont eu plus forte encore. Et j'en connais de nombreux (et non des moins gueulards à l'auberge entre deux verres de vin blanc) qui se sont terrés comme des lapins...

Si la peur du proprio a été pour beaucoup dans la débâcle, la peur de la ménagère y a été pour quelque chose. Et nous devrions bien nous convaincre, nous militants, que tant que nous ne gagnerons que des hommes (surtout dans les campagnes où l'antique vie familiale est conservée intacte) nous n'aurons rien de fait.

Aussi avons-nous pris la décision de faire auprès d'elles une propagande intense par la feuille volante, la brochure et la conférence.

Pour en revenir à notre syndicat de colons, tout espoir n'est pas perdu. Les premiers signataires sont gens déterminés et résolus à faire vivre leur groupement ; ils vont adhérer à la Fédération des syndicats terriens landais qui est en formation, et pour laquelle la C. G. T. doit envoyer un de ses délégués prochainement.

De nouvelles feuilles volantes vont être distribuées, notamment celles éditées par le syndicat de Bourbon-l'Archambault et la Fédération des syndicats agricoles de l'Allier, et envoyées par Emile Guillaumin, avec lequel nous sommes en relations.

Le milieu, insuffisamment préparé, va donc être remué par une agitation croissante qui ne manquera pas de porter des fruits.

Je vous envoie une feuille volante qu'un camarade paysan de Habas, inconnu de nous jusqu'à ces jours-ci, a fait imprimer et a envoyée par la poste à tous les métayers de Habas ; il y a de nombreuses fautes et erreurs et des faiblesses ; elle n'en démontre pas moins qu'une nouvelle mentalité se forme actuellement parmi nos paysans.

A titre documentaire aussi, je vous envoie une brochure que les proprios *chalossais*, pourtant ménagers de leur argent, ont fait distribuer à des milliers d'exemplaires ; il y est procédé à un éreintement en règle des doctrines socialistes.

Sur la question syndicale, la brochure est inouïe à son aise..., elle s'arrange pourtant assez bien pour faire comprendre aux paysans qu'ils seraient les plus heureux des hommes mais qu'ils ne connaissent pas leur bonheur.

L'heureux auteur de ce factum est un ancien magistrat. C'est tout dire !

J. DUCASSE.

Lebels et guillotine. — Le sabre continue à distribuer la « justice » ! On avait cru, en voyant dernièrement — lors des inventaires — le ministre Picquart frapper directement de la « mise en non-activité par retrait d'emploi » deux galonnés rebelles et les soustraire ainsi à l'acquittement de leurs confrères, que, décidément, on n'osait plus faire appel aux « tribunaux militaires » et qu'ils étaient à jamais jetés au rancart, que c'en était fini de leur sale besogne... Allons donc ! Ils ne valent plus rien pour les officiers, sans doute, parce que les « juges » sont un peu... doux pour les leurs — ils les acquittent ou leur octroient un franc d'amende, par plaisanterie — mais pour les soldats ils n'ont pas cessé d'être bons. Pour eux, en effet, le glaive symbolique est sans faiblesse ; on les « sabre » sans pitié !... Et, du moment qu'ils « jugent », du moment qu'ils condamnent, vivent les conseils de guerre !...

C'est pour cela que celui du 1er corps a condamné à mort, le 7 décembre, le soldat Navilly, du 44e d'infanterie, un jeune homme de 21 ans, pour « avoir donné un coup de tête dans le ventre de son caporal »... Le grotesque si ce n'était l'horrible ! Nous ne dirons pas — et pour cause — avec *l'Humanité*, que « le caporal est souvent ou presque toujours un camarade » mais nous soutiendrons, sans pourtant connaître exactement les mobiles de son acte, que si Navilly a traité de la sorte son « cabot », c'est qu'il en avait quelque motif. Et, n'en eût-il aucun que cela ne « justifierait », ne couvrirait pourtant pas l'assassinat qui se prépare sous les auspices du « conseil du crime », du 1er corps... Est-ce que M. Picquart, le « héros dreyfusiste », aura le cynisme de laisser consommer ce nouveau forfait ? Laissera-t-il travailler les lebels d'un peloton d'exécution ?... Douze balles pour un coup de tête... Messieurs de la Caste, vous êtes généreux !...

D'ailleurs, en fait de « justice », il n'y a pas que la *militaire* qui fonctionne avec succès. La *civile* ne chôme pas non plus. MM. les magistrats, de métier ou d'occasion, sauvegardent la société... A Lyon, le 7 décembre, Melani qui a tué d'un coup de poignard le commissaire de police de la Guillotière, est reconnu coupable sans circonstances atténuantes (il n'avait pas le moindre motif, c'est entendu)... et condamné à mort. A Paris, le 7 décembre, deux jeunes gens de 19 et 20 ans, qui avaient assassiné une octogénaire pour la voler (ces adolescents ne sont pas des malades, ni des fous, ce ne sont pas davantage des misérables ou des amoraux, et la « morale » et la société bourgeoises n'ont rien à voir avec ces précoces assassins : cela ne fait pas de doute sont... — eh bien, mais pourquoi pas ? — condamnés à mort.

Quel facétieux disait donc que l'ignoble Deibler avait été mis à la retraite d'office, faute de... besogne ? La veuve est toujours en activité. Le bourreau décoré fourbit son appareil. On assassine au nom de la loi !...

En un seul jour quatre victimes, une pour les balles, trois pour le couperet !... Je vous assure que nous sommes au vingtième siècle et que la France est un pays civilisé.

STEPHEN MAC SAY.

P. S. — « Mais que fais-tu ? » me dit un camarade qui lisait ces lignes par-dessus mon épaule, « tu sais bien que la peine de mort n'est plus appliquée « dans le civil » et que « dans le militaire », elle n'existe plus guère qu'en Afrique. M. Fallières est là, qui commue les peines, au fur et à mesure. C'est passé dans les mœurs »... — « Mais alors pourquoi condamne-t-on : à mort ?... Oh ! je vois, on aura oublié de prévenir ces messieurs et, dans leur douce ignorance des progrès de ce temps, ils continuent à se servir des vieilles méthodes » — « Mais non le code n'a pas changé. La peine de mort existe toujours, en droit. Quand ces messieurs condamnent à mort, leur acte est légal, orthodoxement légal. Seulement ils savent bien que ce qu'ils font c'est pour la forme, que le Président de la République mettra à la place les travaux forcés à perpétuité. — « Mais alors pourquoi le faire... Ce sont des fous ? » — « Non, fit le camarade, ce sont des juges ! ».

S. M. S.

⁂

Social-Lucullus. — Ont voté *pour* les 15,000 francs d'indemnité parlementaire, les citoyens Albert Poulain, Devèze, Pastre, Paul Brousse (lui, encore lui !), A. Varenne et Adrien Veber, députés socialistes unifiés, ainsi que 22 socialistes indépendants, lesquels ne valent pas l'honneur d'être nommés.

Se sont vaillamment abstenus, les citoyens Cadenat, Fournier, Jaurès, Rouanet, Rozier et de Pressensé, députés socialistes unifiés.

Il sied de dire que les 39 autres unifiés ont voté *contre* l'augmentation, — ce qui ne les empêchera pas de palper leur supplément de galette le plus innocemment du monde.

Nous avons lu dans l'*Emancipateur*, le nouvel organe des unifiés berrichons, la longue liste des députés qui n'ont pas craint de s'allouer ce petit supplément. L'*Emancipateur*, comme il convient, les voue à « la colère du prolétariat ». Très bien. Il est remarquable toutefois que ce bon journal ait retranché de sa liste les six unifiés qui, comme de vulgaires radicaux, votèrent pour l'augmentation. A-t-il voulu les soustraire aux foudres du prolétariat ? Constatons que l'*Emancipateur* est plus l'ami de Platon que de la vérité !

Mais il y a mieux. L'unifié Varenne, dans le journal qu'il rédige à l'usage de ses électeurs auvergnats l'*Ami du Peuple*, écrit qu'il se pourrait fort que le vote des 15,000 francs « fût en réalité, pour la démocratie, une très bonne affaire. »

Magnifique ! C'est Varenne qui empoche et la démocratie qui s'enrichit ! Mais ce n'est pas tout : « Si les *travailleurs français*, écrit encore Varenne, peuvent avoir pour cinq millions (les cinq millions que coûtera le relèvement de l'indemnité) le budget en temps normal, l'impôt sur le revenu et les retraites ouvrières, *ils auront fait un placement de père de famille.* »

Voilà qui nous dispense de chercher un mot de la fin !

AM. D.

⁂

La Jungle. — Le *Mémorial d'Amiens* publie les réponses de M. Decourcelle, secrétaire du syndicat des ouvriers teinturiers et apprêteurs d'Amiens à la commission parlementaire chargée de l'enquête sur l'état de l'industrie textile :

« 35 ou 40 pour cent de nos camarades sont atteints de hernie, dit-il. Nous avons fait en 1887 une statistique de laquelle il résulte que sur 500 ouvriers, 200 au moins avaient des efforts. La majorité des ouvriers âgés étaient malades de hernies. Ajoutons que nombre de nos camarades, par crainte de perdre leur travail, n'ont pas répondu.

« Il y a trente ans, une pièce de velours pesait de 15 à 25 kilos. Avec le progrès, le poids des pièces a augmenté, les plus petites pèsent 25 kilos. Le poids moyen est de 30 à 35 kilos, et certaines pièces pèsent jusqu'à 55 kilos. Ces pièces sont manipulées dans l'eau. Au sortir du baquet, lorsque l'ouvrier lève la pièce, elle est augmentée d'un poids d'eau qui la rend trois fois plus lourde. Il y a deux ouvriers pour retirer la pièce du baquet et la porter au rinçage, mais l'ouvrier qui lave sa pièce la retire seul de l'eau.

« Nous signalons notamment les buées, le défaut d'imperméabilisation du sol et l'emploi de certains produits, tels que le cachou naval qui ronge les tuyaux de cuivre, lesquels deviennent tout noirs. Nous sommes rongés comme les tuyaux.

« Nous évaluons la mortalité à huit pour cent par an. Mais ces sortes de statistiques sont fort délicates. Nos camarades traînent en longueur. Les trois quarts sont tuberculeux. Nous avons enterré la semaine dernière un camarade qui avait traîné dix-huit mois.

« Nous voudrions que les ouvriers ne soient pas contraints à faire le « casse-croûte » du matin avec des mains enduites de teinture et de produits acides, qu'au lieu de manger en travaillant, nous ayons un quart d'heure ou une demi-heure. Nous aurions le temps de nous laver les mains. Actuellement, on n'arrête pas du tout. »

Un exposé de ce genre détonne quelque peu dans les colonnes sans sel des journaux bourgeois. Mais pourquoi diable, comme conclusion, l'ami Decourcelle s'amuse-t-il à formuler le vœu baroque que des inspecteurs adjoints du travail soient nommés par les organisations syndicales ouvrières ? Est-il besoin pour la besogne d'assainissement nécessaire de s'empêtrer dans la légalité ? Son syndicat n'est pas fait pour des prunes, il me semble, et à lui seul incombe le devoir de faire cesser cet état de choses révoltant en imposant ses volontés par la force aux despotes de la teinture.

A. PR.

SUISSE

Militarisme. — Un soldat du bataillon 86, M. Stüssi, de Riedern (Glaris), en service à Zurich, causait avec son frère. C'était vers le soir, il ne vit point approcher le major. Soudain l'officier le frappa avec la pointe du fourreau de son sabre, l'invectivant en même temps grossièrement et lui demandant s'il ignorait ce qu'il devait aux officiers. Stüssi prit immédiatement la posture réglementaire et salua. Mais le major n'était pas satisfait, il lui adressa de nouvelles bourrades et de nouvelles injures. Un civil qui passait, ayant remarqué que la conduite du major était peu convenable, le galonné le menaça s'il ne se taisait pas, de lui faire aussi son affaire. — Cela passerait les bornes, répliqua le civil. Alors le major lui administra plusieurs gifles et tira son sabre hors du fourreau, frappant l'inoffensif passant à la tête, dans le dos et au bras.

Enfin les policiers arrivèrent et le major donna sa carte. Cet officier est le nommé Staub, commandant du bataillon 98.

⁂

Prélèvements sur les travailleurs. — L'industrie suisse à Neuhausen distribue un dividende de dix pour cent. L'Institut de crédit de Lucerne distribue également du dix pour cent à ses actionnaires ; c'est peu à comparer avec la *New-Jagersfontein* qui annonce qu'un dividende de vingt-cinq pour cent l'an sera distribué pour les actions de préférence pour l'exercice prenant fin au 31 mars 1907.

J.

⁂

Le procès Bertoni à Lausanne. — Luigi Bertoni, typographe à Genève et rédacteur responsable du journal anarchiste le *Réveil*, a comparu les 26 et 27 novembre devant la Cour pénale fédérale. Nous avons dit qu'il était inculpé d'avoir publié dans le *Réveil* (n° 179, du 28 juillet 1906), un article intitulé *29 Luglio*, apologétique de l'acte de Gaëtano Bresci (meurtre du roi d'Italie, à Monza, le 29 juillet 1900).

Notre camarade a été condamné à un mois de prison, à subir à Genève, à un émolument de justice de 100 francs et aux frais. La peine pourra sembler légère, mais comme l'observe justement le *Réveil*, pour un ouvrier qui ne possède que son pauvre salaire, un mois d'emprisonnement, c'est-à-dire de privation de salaire, 100 francs d'amende et plus de 150 francs de frais sont une charge très dure.

Des débats nous n'avons rien à dire. L'interrogatoire fut très court et le procureur prit aussitôt après la parole. Il voulut bien reconnaître que la vie de Bertoni était « exemplaire, au-dessus de tout soupçon et vraiment un modèle ». Seulement, s'il y a le Bertoni « secourable aux misérables, qui y va de tous ses intérêts et de tous ses moyens dans l'aide qu'il donne aux misérables, qui entretient sa mère et les enfants de son frère », il y a « à côté, le Bertoni farouche, qui veut la révolution, qui excite à la révolte, qui veut la violence, *comme si dans toute l'histoire de l'humanité, la violence avait fait accomplir un seul pas à l'œuvre du progrès* (*sic*). » C'est naturellement au second Bertoni qu'en a le bon procureur Obrist, et c'est celui-là qu'il veut mettre en prison. Au reste, avouons-le : tout ce réquisitoire fut d'une modération qui pourrait sembler étrange si l'on ne savait que l'important pour l'autorité était de consacrer une jurisprudence nouvelle et de créer un précédent.

Bertoni présenta lui-même sa défense. Il le fit avec une énergie et une intelligence merveilleuses, tour à tour véhément, ironique, émouvant, persuasif. Le public qui, nombreux, remplissait, la salle d'audience, en emporta une impression profonde. Il m'est impossible de résumer ici ce plaidoyer de plusieurs heures, mais ceux de nos lecteurs qui désireraient le connaître dans toute sa teneur n'auront qu'à m'en aviser et je leur enverrai aussitôt le numéro du *Réveil* qui le contient.

En voici, toutefois, la péroraison :

Ouvrier, j'ai défendu les intérêts de ma classe, j'ai défendu la cause du travail qui est celle de la justice dans une lutte inégale où je savais d'avance être vaincu. Mais nous ne regrettons pas même nos défaites. Guyau n'a-t-il pas dit que le progrès est fait d'avortements, et Reclus, l'un des hommes qui ont le plus honoré l'humanité, ne nous a-t-il pas laissé cette noble parole : « Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de tous, ayons la chance de ne jamais réussir ; soyons toujours vaincus. »

C'est un besoin profond de mon être que la propagande et l'action pour mes idées. A la tâche immense de l'émancipation commune, je veux donner de moi-même tout ce que je pourrai donner, pour la joie profonde de vivre d'une vie plus large, plus intense, plus puissante. Oui, j'ai la conscience encore une fois d'avoir lutté pour la justice; puissez-vous, messieurs, me rendre aussi justice.

⁂

La Voix du Peuple. — Ce petit journal en déficit chronique, comme disaient les bourgeois socialistes du *Grütli*, vient, après avoir été menacé de se trouver sans imprimeur, de s'offrir son imprimerie. Ou plus exactement quelques camarades ont réussi à créer à Lausanne, 23, rue d'Etraz, une *Imprimerie des Unions ouvrières*, à base communiste, où la *Voix du Peuple* sera désormais rédigée, administrée, composée et tirée.

Le camarade Emile Golliez, demeure administrateur et le camarade Henri Baud, secrétaire du journal.

Ajoutons que la *Voix du Peuple*, organe de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, a reproduit dans ses derniers numéros plusieurs pages de la *Société future*, de Jean Grave.

AM. D.

⁂

ANGLETERRE

Ceux qui vivent de la guerre. — La commission d'enquête sur les tripotages dans les divers services de l'intendance pendant la guerre du Transvaal, conclut que 752,687 livres sterling (près de 19 millions de francs) ont été gaspillés. Et les contribuables anglais ont eu à payer 20 à 30 millions de francs par suite de contrats coupables.

L'honneur militaire est décidément d'une sorte particulière.

J.

⁂

Les Suffragettes. — Après un mois de détention à la prison d'Holloway, les dix suffragettes condamnées pour désordre à la Chambre des Communes viennent d'être relâchées.

Il est certain que ces hardies agitatrices qui affrontent avec joie la prison pour ce qu'elles considèrent être leurs droits méritent nos sympathies. Mais, vraiment, il nous est pénible de voir tant de force active gaspillée pour un but aussi mesquin. Les aspirations électorales des femmes n'ont aucun intérêt pour nous. Jamais le bulletin de vote ne réalisera la libération économique de nos sœurs de misère et d'esclavage. Il ne fera que les endormir, comme il a endormi nombre d'électeurs mâles, en les rendant impropres à tout effort d'action directe.

Aujourd'hui les suffragettes ont subi les brutalités de la police et les rigueurs de la loi. Sous une forme atténuée, elles ont fait l'expérience des souffrances et des injustices inhérentes à l'organisation sociale. Elles aussi se sont senties prises dans les tentacules de la pieuvre. Nous ne comprenons donc pas qu'elles continuent à se plaindre d'être « dans une situation politique inférieure à un ivrogne ou à un illettré, à un homme incapable de cirer leurs chaussures » et de se trouver à jamais écartées du contrôle des lois.

Là est l'erreur grossière des suffragettes. Il est probable qu'avec l'acharnement qu'elles mettent à revendiquer le vote pour les femmes, le succès couronnera bientôt leurs efforts. La belle avance! Les brutes policières qui les malmenaient n'en feront pas moins leur sale besogne. Les prisons malsaines où elles furent enfermées resteront debout. Les lois dont elles travailleront à consolider l'édifice n'en seront pas moins despotiques et oppressives. Quant à leur belle ardeur combative, je me demande pour quels misérables palliatifs elles la dépenseront, une fois prises dans l'engrenage parlementaire.

Non, Mesdames! Ce n'est pas le vote pour les femmes que vous devez exiger de vos maîtres. Ce sont les iniquités, les entraves, les privilèges monstrueux dont vous souffrez comme nous que vous devez abattre avec notre concours. C'est le pain, le travail et le bien-être pour les femmes comme pour les hommes dont vous devez aussi chercher à vous emparer. C'est la richesse sociale pour tous, c'est le droit de tous à la vie complète que, dans les rangs des opprimés, et non en dehors d'eux, il vous reste à conquérir par la force.

A. PRATELLE.

Correspondances et Communications

× **L'Education intégrale**, dont la publication, vient de reparaître. Nous n'avons pas à présenter cette vaillante et utile petite revue à nos lecteurs. Que ceux qui le peuvent la soutiennent en s'y abonnant (France, 2 francs par an; Extérieur, 2 fr. 50).

Adresser lettres et mandats au secrétaire, Schumacher, 5, passage du Surmelin, Paris, XXe.

× **Parti socialiste (S. F. I. O.) Fédération de la Seine**. — La *Jeunesse socialiste révolutionnaire du 15e* nous prie d'insérer, ce que nous faisons volontiers, l'ordre du jour suivant refusé par l'*Humanité* :

« La Jeunesse révolutionnaire socialiste du 15e félicite les députés pour l'empressement qu'ils ont eu à augmenter leur indemnité, démontrant par là qu'ils se moquent de leurs électeurs, et reconnaissant dans cet acte un argument de plus contre le parlementarisme ».

× **Reçu pour le Comité de Défense**, de Louis Grandidier, de Riondet (St-Denis), 2 fr.; par Jean Grave, E. D., à Melun, 2 fr; par le secrétaire de l'A. I. A. du 10e, 16 fr. 50; meeting de l'Alhambra, 8 fr. 80; meeting de la rue de Bretagne, 4 fr.; Chambres syndicales des peintres en bâtiment de la Seine 3 fr. 80.

× **Groupe de propagande par « l'Ecrit »**. — Mouvement du mois de novembre.

Envoyé :

Temps Nouveaux........................ 250 ex.

L'Enseignement Libertaire et l'Enseignement Bourgeois (J. Grave)................ 100 ex.

Envoyer fonds et communications à R. Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan (Seine).

× **Les Camarades** Espérantistes désireux de voir paraître une revue internationale révolutionnaire, complètement rédigée en Espéranto, sont invités à le faire savoir de suite à R. Louis, 45, rue de Saintonge, Paris (3e). Joindre un timbre pour la réponse.

× BRIVE. — Un groupe de propagande anarchiste vient de se fonder à Brive. Ce groupe étant complètement dénué de ressources, ses adhérents invitent les camarades des autres villes qui peuvent disposer de brochures de les leur faire parvenir à l'adresse suivante :

Mergier, 15, rue Majour, Brive (Corrèze).

Aux Camarades

Nous avons le plaisir d'annoncer aux camarades que le tome II de *l'Internationale, documents et souvenirs*, par James Guillaume, retardé par la grève des typographes, paraîtra à la fin de janvier prochain. La période racontée dans ce nouveau volume va du Congrès romand de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870) jusqu'au fameux Congrès de la Haye inclusivement (2-7 septembre 1872); elle comprend la scission, la guerre, la Commune, puis la grande lutte entre centralistes et autonomistes.

Le prix de ce tome II sera de *6 francs en librairie* : nous pourrons le fournir à *4 fr. 50* à nos souscripteurs, pris dans nos bureaux. Par la poste, port en plus.

Cette augmentation de 25 0/0 sur le prix du volume précédent est due à deux raisons tout à fait indépendantes de la volonté de l'auteur : à la suite de la grève des typographes en mars dernier, l'imprimeur a majoré ses prix de 10 0/0; et le contenu du tome II sera supérieur en étendue de 15 0/0 à celui du tome Ier : environ VIII + 360 pages au lieu de X + 302.

Ceux qui veulent recevoir le volume sont priés de nous le faire savoir dès à présent.

Le prochain numéro contiendra un dessin de DELANNOY et un de GIRIS.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 15 : Controverse : Le travail utile et le sabotage.

Mardi 18 : Soirée artistique.

Jeudi 20 : L'hygiène alimentaire, par Eug. Petit.

× **Union Populaire du XIVe**, 13, rue de la Sablière. — Dimanche 16 décembre, 8 h. 1/2 : Soirée théâtrale. On jouera : « Jeune premier », de Ginisty; « Les Boulingrins », de Courteline; « Le Dîner de Pierrot », de Th. de Banville.

Mercredi 19 : Rousselet : Le travail du bois à travers les âges (projections).

× **Jeunesse d'Éducation sociale**. — Conférence suivie de concert, le dimanche 16 décembre, salle du Progrès social (Maison du Peuple de Montmartre), 92, rue de Clignancourt. Sujet traité : « Affaire F. Ferrer », par les camarades C. Malato, Bowman et Teillai.

× **Section d'enseignement de la Maison du peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 14 : Dr Albert Charpentier : La valeur des phénomènes psychiques.

Mardi 18 : Henri Coulon : La réforme du mariage.

Vendredi 21 : Adolphe Landry, professeur de philosophie : Karl Marx, son œuvre économique.

× **Grupo liberecana esperantista**. — Lundi 17 décembre, 8 h. 1/2 du soir, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Esperanto. (Abonn. à « Socia Revuo ».)

× **U. P. Zola**, 44, rue Planchat. — Jeudi 20 décembre, conférence par Papillon sur « La Jungle », d'Upton Sainclair.

× BRIVE. — **Groupe anarchiste**. — Réunion tous les mardis, 15, rue Majour.

× LYON. — **Groupe artistique libre**. — Dimanche 16, 8 h. soir, salle Dagan, 5 et 7, grande-rue de la Croix-Rousse, Soirée familiale comprenant une causerie, parties littéraire et musicale. Entrée gratuite. Des cartes se trouvent à la salle.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste**. — Réunion samedi 15 décembre, 8 h. 1/2 du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg.

× TOULOUSE. — **Groupe L'Avant Garde anarchiste** du canton Ouest. — Réunion tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, Grand-Bar de l'avenue de Muret, 94.

Petite Correspondance

E. P., à Asnières. — Vous enverrai les affiches quand elles seront prêtes. Pour les bustes, il n'y a pas eu assez de demandes.

G., à Surgères. — Le colis postal nous coûte 0 fr. 25 de plus, car nous ne sommes pas près d'un bureau d'expédition..

W. E., à Londres. — Votre abonnement se trouvera payé jusqu'à fin septembre 1908?

J. F., à Dison. — Nous perdons 15 0/0 sur le change des timbres belges.

H. G., au Cap. — Reçu vieux timbres. Merci.

A. G., à Boston. — Non. Le mandat soldait tout ce qui vous a été expédié.

L., rue C. — J'espère pouvoir sans en être certain vous livrer le *Coin des enfants* pour Noël. Cette fois-ci c'est l'imprimeur qui, jusqu'ici, m'a manqué de parole.

L., à Montargis. — Nous ne donnons pas l'adresse de nos abonnés, sans leur autorisation.

B., à Cornella. — J'ai expédié les deux exemplaires de l'almanach.

L. M., rue V. — Je fais le changement de numéro. Pour les convocations de l'U. P., envoyez toutes les semaines.

C. P., à La Machine. — Ça va bien. On attendra.

J. D., à Pomarez. — 1° Oui, manuscrits; 2° non, elle n'est pas tenue de fournir un local.

E. N., Morlanwelz. — J'expédie le numéro qui avait été envoyé à son heure. Réclamez à la poste.

M., à Chaux-de-Fonds et L. G., à Brest. — Au prochain numéro.

Reçu pour le journal : N. E., à Londres, 2 fr. — B., à Lens, 0 fr. 60. — Pour les affiches, de Brest : Jamain, 1 fr. 70; Bannier, 2 fr. 50; Goavec, 2 fr. 90; Lucas, 1 fr. 90. Ensemble, 9 fr. — Fr., au Mans. — B., à Alger, 10 fr. — Angers : collecte à la suite d'une causerie faite par le compagnon Moreau : 2 fr. 50.

Merci à tous.

Reçu pour les grévistes de Fougères : A. V., à Essonnes, 1 fr. 90.

Reçu pour l'enfant : 0 fr 85, que nous faisons remettre avec les 20 fr. de la semaine dernière.

T., à Lausanne. — H., M., à Guges. — B., à Mostaganem. — R., à Privas. — T., à Reims. — F. C., à Saint-Davids. — L., au Mans. — N. V. B. à Paris. — M., La Montagne. — F. S., à Paris. — J. C., à Orthez. — L., aux Charmilles. — L., à Bohain. — S., à Cherbourg. — L. B., à Paris. — G., à Angers. M., à Toulon. — D., à Bruxelles. — N., à Varna. — S., à Boisse. — S., à Lardières. — V., à Essonnes. — A. M., à Amiens. — B., à Bleny. — S., à Gavrelle. — S. V., à Ganges. — R., à Chantecoq. — L. L., à Turin. — T., à Marseille.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris



Chez les Bras-neufs. — Dites moi enfin cher ami, pourquoi ces gens tiennent tant a leur repos hebdomadaire

Dessin de LEBASQUE

12e ANNÉE. — N° 34. 22 DÉCEMBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE		Ex-Journal LA RÉVOLTE	POUR L'EXTÉRIEUR	
Un an	8 fr.	Paraissant tous les Samedis	Un an	10 fr.
Six mois	4 »	AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE	Six mois	5 »
Trois mois	2 »	ILLUSTRÉ	Trois mois	2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes			LE NUMÉRO : 15 Centimes	

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 12 les dessins de Delannoy et de Giris.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Afin de nettoyer le marbre nous mettons, cette semaine, douze pages au journal en place de supplément.

La Comédie

Si la bonne comédie est celle qui fait rire, c'est une bonne comédie que la séparation des Eglises et de l'Etat et ceux qui nous la donnent méritent sans conteste « l'applaudissement des citoyens ».

Il est vrai que les citoyens semblent tendre plutôt à se raréfier en France. Il n'y a plus de citoyens, ou presque plus, et ceux qui pourraient l'être s'intéressent bien plus aux sombres drames qui se déroulent journellement autour d'eux, à l'usine patronale, dans la rue faubourienne ou sur les champs de grève, aux drames trop longtemps méconnus du salariat et de la prostitution, de la famine et de la révolte ouvrière, qu'aux meilleures comédies des maitres de ce monde, prêtres et démagogues. Il y a moins de citoyens, moins de pauvres gens disposés à prendre les vessies du suffrage universel pour les lanternes de l'émancipation, mais il y a davantage de travailleurs conscients d'eux-mêmes, d'hommes intellectuellement libres, d'individus complets.

Aussi la comédie de la séparation n'a-t-elle d'autres spectateurs que les quelques milliers de fourbes et de niais qui peuplent les comités électoraux de nos six cents circonscriptions, mais ces spectateurs-là sont eux-mêmes beaucoup trop de la comédie pour qu'il leur soit permis d'en rire. « Il y a un fonds d'indifférence qu'aucune campagne de presse ne peut émouvoir, » écrivait Jaurès ce matin. Seulement l'indifférence n'est pas qu'à droite, elle est au centre, elle est à gauche, elle est partout.

Et cependant la comédie est bonne. La voici, brièvement contée.

Un jour, nos députés, qui ne touchaient alors que vingt-cinq francs par jour, ayant jugé qu'il convenait de faire quelque chose, firent la loi de séparation.

Peut-être croirez-vous que cette loi disait aux « messieurs prêtres » : A dater d'aujourd'hui, je ne vous connais plus; faites vos affaires vous-mêmes et fichez-moi la paix. — N'en croyez rien. La loi qui parlerait ainsi ne serait plus la loi et le législateur qui l'aurait édictée ne serait qu'un gâcheur d'ouvrage. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de « lois de liberté ». La loi est une fabrication du pouvoir et celui-ci ne saurait concevoir ni réaliser, en aucune façon, la liberté. Il ne la réalise, comme il ne la conçoit, qu'insidieusement réglementée, entravée de conditions, de restrictions et d'exceptions, alourdie de formalités bureaucratiques, autrement dit grossièrement tripatouillée.

La loi de séparation était une loi de liberté — comme tant d'autres. Elle supprimait bien le budget des cultes, et il faut avouer qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement, mais tout aussitôt elle disait au clergé : Ces églises où vous dites la prière, ces presbytères où vous vous dorlotez grassement, ces séminaires où grandissent les prêtres de demain, et les meubles qui y sont attachés, tout cela est à vous... à une condition, c'est que pour célébrer publiquement votre culte, vous formerez des associations que j'appelle cultuelles, car tel est mon bon plaisir.

Mais par la voix de son sorcier principal, l'Eglise répliqua brutalement : Mon bon plaisir à moi, c'est de vous ennuyer; j'interdis donc les cultuelles et vous prie de vous mêler de ce qui vous regarde. Or l'organisation du culte ne vous regarde pas.

La séparation était sans doute un chef-d'œuvre législatif. Elle n'était pas seulement libérale au possible, dans la double acception du mot; mais encore elle avait tout prévu. Tout, sauf un pauvre petit point : sa non-acceptation par le pape. Que celle-ci se produisit soudain et toute la construction s'effondrait. C'est ce qui arriva et voilà où la comédie devient vraiment comique. Car nous assistons au spectacle suivant : le Temporel défaisant pièce à pièce, et d'ailleurs illégalement, sa propre loi et répétant au Spirituel impassible : Est-ce assez ? — Beau spectacle, et bien fait pour raffermir nos âmes dans le respect de l'autorité et des lois.

— Vous ne voulez pas de mes présents, s'écria au lendemain de l'Encyclique notre ministre des cultes, eh bien ! je vous les donne quand même, au mépris de ma loi elle-même.

Puis, comme le Pape ne répondait pas, il se déclara prêt à tenir pour cultuelles des associations qui, aux yeux de la loi, n'en avaient ni la réalité, ni l'apparence. Le pape demeurait immobile et muet. Alors notre ministre descendit encore un échelon. Oubliant fièrement ses opinions passées, il dit : Je vois ce que c'est, les cultuelles vous gênent. Mais qu'à cela ne tienne, le culte peut, ma foi, s'en passer; la messe n'étant après tout qu'une réunion publique, la loi de 1881, à défaut de la mienne, peut très bien lui être appliquée, et même (voyez comme je vous aime) je vous dispense arbitrairement de constituer bureau et vous permets de ne faire chaque année qu'une seule déclaration. Ça vous va-t-il ?

A quoi le pape répondit : Pas plus la loi de 1881 que celle de 1905. C'est le droit commun que je veux. En attendant je ris de votre incohérence et du gâchis où vous vous débattez.

Alors, honteux et confus, le gouvernement fit mine de se fâcher. Il expulsa le délégué du pape, tout comme si c'eût été un anarchiste dangereux, fit dresser d'innombrables procès-verbaux, supprima les allocations ecclésiastiques, menaça de rappeler au régiment les séminaristes, et de traiter les évêques en fonctionnaires de l'étranger. Cependant que de

braves jacobins, pris d'un zèle sublime pour notre sainte religion, faisaient eux-mêmes un peu partout, les déclarations de réunion dont s'étaient abstenus les curés.

Malheureusement tout ceci ne résolvait rien et le gouvernement, qui s'en est aperçu, a fini par déposer un autre projet de loi. Sans chercher plus longtemps à imposer à l'Église des liens ni des faveurs qu'elle repousse également, il lui confère enfin le droit commun d'association.

Et c'est par là qu'il eût fallu commencer. Mais tant de simplicité pouvait-elle entrer dans la cervelle tortueuse d'un juriste? Nos maîtres croient beaucoup trop à l'ordre public pour ne pas se défier fortement de la liberté. On peut douter que la leçon que vient de leur donner le pape (le pape professeur de liberté: ô capitale ironie des temps!) leur profite dans le futur. Ce qui n'est point douteux, par exemple, c'est qu'on peut toujours contraindre un gouvernement qui empiète à d'humiliants reculs: il suffit de faire preuve contre lui d'intransigeance et d'obstination.

Et c'est la morale de la comédie.

AMÉDÉE DUNOIS.

Faites-nous des Abonnés!

LES Instituteurs et la Militarisation DE L'ADOLESCENCE

Vous vous rappelez peut-être qu'en leur Congrès d'Angers, en août dernier, MM. les Pontifes du pacifisme sentimental, hommes tendres et émancipés, ont discouru sur les conséquences de la nouvell loi militaire et la nécessité de la défense nationale... Bien entendu, ces messieurs ne veulent plus de la guerre, cette « chose horrible, impie, affreuse, inhumaine », mais « comme on pourrait bien la faire encore un de ces jours » et qu'ils entendent « défendre sérieusement le sol sacré de la Patrie », il faut, naturellement, « s'y préparer ». C'est d'ailleurs le moyen le plus sûr, sinon le seul, de conserver la paix. « *Si vis pacem para bellum* (si tu veux la paix, prépare la guerre) dit un aphorisme imbécile que ne renieront point MM. les pacifistes...

Aussi leur principale préoccupation est-elle de savoir si la loi de deux ans, en privant les enfants du peuple d'une année d'abrutissement — pardon, d'initiation —, ne va pas affaiblir les forces défensives — ou offensives, c'est tout comme — de la nation. Cela met en effet la Patrie en fort vilaine posture. Plus que deux ans pour apprendre à tirer des coups de fusil, décidément, faut ouvrir l'œil...

Mais que faire? Ces messieurs étaient perplexes. Ils étaient perplexes, ces beaux messieurs! Heureusement que quelques doctes membres de la fameuse Ligue de l'Enseignement étaient présents qui leur prêtèrent leurs lumières: « Voyons, jetèrent-ils, il n'y a pas à tergiverser. Il faut parer au plus tôt aux périls de la nouvelle loi. Votre embarras vraiment est ridicule. Comment, il y a des instituteurs et la cause du pacifisme belliqueux ne songe pas à leur concours? C'est faire injure à ces modestes et dévoués fonctionnaires, infatigables champions des œuvres républicaines et patriotiques... Naïfs! Puisque l'officier n'aura pas le temps, à la caserne, d'éduquer les Pitous du nouveau régime, le maître d'école lui donnera un coup de main, après sa classe, pour dresser les jeunes gens avant l'entrée au régiment! »

— « Mais c'est l'œuf de Colomb! » s'écrièrent les pacifistes. — « Il fallait y penser » firent les doctes pédagogues...

Et c'est pourquoi on proposa d'inviter les « œuvres complémentaires de l'école », à « favoriser les sociétés de préparation militaire », à « fournir à l'adolescent d'une façon plus générale, la collaboration de deux maîtres: l'instituteur et l'officier »...

Et c'est pourquoi les instituteurs, ces bonnes poires, de l'enseignement officiel, ajouteront la « préparation militaire » à la mutualité, à tant d'œuvres néfastes, parasitaires de « l'école laïque »!...

Oh! sans doute on inculque les supériorités de la terre natale et le culte du Drapeau dans les écoles de la République et le dogme patriotique, méthode Bocquillon ou méthode Ferdinand Buisson, figure à l'A. B C. des petits laïques. Mais, à treize ans, on lâche ces garnements et, une fois la bride sur le cou, il leur arrive d'oublier les « sacrés devoirs qu'ils doivent à la France, leur mère » A vingt ans, ils savent à peine chanter la *Marseillaise* et ne savent pas du tout marcher au pas...

C'est à ces maux qu'il faut remédier en introduisant la préparation militaire dans l'éducation civile des jeunes gens, en militarisant l'adolescence. Et à qui incombera cette noble tâche, à qui appartiendra l'honneur de sauver la Patrie et de rénover l'armée?... Aux instituteurs, qui pourront, « de concert avec les officiers et sous-officiers de réserve, s'occuper de l'éducation physique des jeunes gens de 17 à 20 ans et les initier aux manœuvres de la vie militaire ».

On se contentait jusqu'ici de notions vraiment trop vagues et vite oubliées. On leur donnera désormais des connaissances précises et techniques, on leur révèlera d'une façon continue, méthodique, de l'enfance à la jeunesse, toutes les beautés théoriques et réelles du militarisme!...

Nous verrons donc fleurir et prospérer les bataillons post-scolaires. Nous verrons s'étendre et s'affirmer les fameuses sociétés d'instruction militaire dont s'honorent aujourd'hui déjà tant de cités ouvrières. On prendra les fils du peuple — de ce bon peuple de France qu'on attire avec de beaux gestes et du clinquant — on les prendra pour les broyer à l'obéissance passive, pour en faire des pantins qui évolueront comme un seul homme et sauront tuer les ennemis, le cas échéant. On en fera des automates chamarrés et sanguinaires, ivres de gloriole et de carnage, qui partiront à la caserne avec leur « Brevet », vite troqué contre un bout de galon...

Bon peuple, voilà comment tu lutteras contre la misère, contre toutes les forces de domination qui t'écrasent, voilà le chemin de ton émancipation. En fait d'instruction, tu auras la meilleure et la plus brillante: la « militaire »! Abruti dès ton jeune âge par les méthodes autoritaires de la pédagogie orthodoxe, abruti pendant l'adolescence par le labeur exténuant des bagnes industriels et par une savante « préparation » à l'héroïque passivité des cohortes guerrières, tu seras tout armé, au sortir de l'usine et des sociétés militaires, pour franchir le seuil de l'école suprême de l'abrutissement, tu seras mûr pour la caserne... Et pour l'exploitation sereine et indéfinie!...

Car tu iras dans ces sociétés te « préparer » à la vie militaire! Tu iras faire l'exercice et parader en uniforme, tu seras fier de tes costumes étincelants et de tes « aptitudes » patriotiques qui feront de toi, un peu plus encore, le jouet et l'instrument servile de tes exploitateurs! Mais tu n'iras pas au syndicat où tu pourrais apprendre à démasquer leurs forfaitures et à lutter contre eux, pour toi, pour ton bonheur, pour celui de tous. Tu seras un « soldat », un « cadavre vivant », du berceau d'innocence à la tombe de délivrance, tu seras de la « chair à travail », de la « chair à mitraille », C'est plus facile et c'est plus digne que d'être un révolté, une individualité consciente et agissante!...

J'en ai tant vu des nôtres, prématurément parés d'oripeaux multicolores! J'en ai tant vu de fils d'ouvriers ouvriers eux-mêmes, qui faisaient ainsi leur apprentissages des tueries guerrières! J'en vois tant qui partent aux concours — car il y a des concours, pour l'émulation — et qui reviennent, chargés de prix, le geste important, comme il convient à des élus et des allures d'adjudants nouvellement promus!... A la gare, la foule se presse pour acclamer les heureux vainqueurs. La musique municipale est là qui se dispose à orchestrer l'ovation et la présence des élèves des écoles communales, conduits par leurs instituteurs, par leurs institutrices, témoigne de l'émotion produite dans les milieux officiels par ce glorieux dénouement. (D'ailleurs, n'est ce pas le devoir des institutrices républicaines de montrer à ces fillettes, qui seront un jour des mères, tout ce qu'il y a de noble et de grand à « préparer » des fils pour la boucherie?)... Là-bas un arc de triomphe avec l'inscription « Honneur aux soldats! » dit assez quelles viriles espérances la commune fonde sur ses enfants... Et quand stoppe le train, quand paraissent les lauréats, un petit frisson court à travers la foule Tous ceux qui ne sont pas dégénérés au point d'avoir perdu la fibre patriotique la sentent vibrer d'un délicieux émoi...

— Je n'affirmerai pas même que çà et là une bonne mère ou quelque « payse » n'ait au coin de l'œil une larme de joie en songeant que le fils, que « l'ami » vient d'être récompensé pour ses aptitudes à tuer ses semblables et qu'un jour, si la guerre venait, il ferait un fier massacreur, il irait sans trembler sur les champs de bataille, là-bas, abattre l'aimé d'une autre jeune fille, l'enfant d'une autre mère qui, de l'autre côté de la frontière, verseraient à leur tour des larmes, mais sur un mort cette fois, sur une tombe de jeune homme... C'est cruel à faire pleurer. Mais l'aveuglement du peuple est insondable!

La musique attaque la *Marseillaise*. — Pourquoi pas aussi le *Clairon*, du Proscrit? — On s'embrasse, on se serre les mains, avec des larmes dans les yeux. Un petit compliment, un joli bouquet, payés d'un gentil bécot... puis, le cortège se forme pour la rentrée triomphale. En tête la musique municipale suivie des autorités locales capitalistes et républicaines. Puis, les écoles laïques avec leur directeur leur directrice. Puis, enfin, précédant la foule, les disciples de Déroulède, les apprentis tueurs, nos jeunes gens de « l'Instruction militaire » (ô pitié!) portant crânement leur fusil sur l'épaule. Des trophées de drapeaux flottent au bout des canons. Des drapeaux tricolores — revenus de Fourmies, de Châlons, de Limoges, de la Martinique — mêlés de drapeaux russes — le drapeau impérial russe: aigle noir sur fond jaune — que vient donc faire entre les mains de nos guerriers embryonnaires, le pavillon du Tsar rouge, le drapeau d'un régime qui n'a plus pour sa gloire que les hécatombes de Mandchourie et les massacres de Russie, le crime au dedans comme au dehors? Que vient faire là cet emblème souillé du sang des prolétaires slaves, de nos frères, les travailleurs de Russie? Sans doute il est là en mémoire de l'alliance. Cette alliance est donc bien à leurs yeux une coalition de haine et de meurtre qu'ils la font participer au triomphe de leurs expériences guerrières?... Mais le cortège grandiose se déroule par les rues, parmi les chants, et les clameurs d'une foule en proie au délire patriotique...

Il en est qui disent qu'au lieu de se « préparer » à tuer leurs frères, ces jeunes gens pourraient aller, le soir, dans des réunions où leurs aînés, plus instruits, leur apprendraient à les aimer... Mais ceux qui disent cela sont des

rêveurs, des anarchistes!... Ne les écoute pas, ô Peuple patriote! Sois fier de tes « Instructions militaires » et de leur succès. Réjouis-toi. Tu as enfin trouvé la planche de salut, la panacée qui changera ton sort et sauvera l'humanité!

STEPHEN MAC SAY.

N. B. — Quelques instituteurs ont protesté contre le rôle qu'on veut leur faire jouer. Mais l'Administration étouffera ces résistances. Au besoin le casuiste Briand, leur grand chef, qui vient de prononcer un beau discours sur les devoirs des fonctionnaires, leur rappellera, par des sanctions appropriées, qu'ils ne doivent pas faire de politique!...

S. M. S.

Dans le Pas-de-Calais

Basly se tait. Le *Réveil du Nord* paraît ne pas se douter qu'il y a quinze jours, il lançait la plus précise et la plus canaille des accusations.

Nos camarades, en revanche, ne se taisent pas. Ils ont répondu dans l'*Action syndicale* de samedi dernier.

Ils ont reçu, en tout, pour les veuves des victimes de Courrières, la somme totale de 10.526 francs 95 cent.

Sur cette somme, il a été distribué entre deux cent quatre-vingt-huit (288) veuves, une somme de six mille cent francs (6100).

Il a été dépensé pour frais d'avocats, procédure, délégation, correspondance, etc., cinq cent onze francs soixante-cinq (511,65).

Le Comité a donc encore à la disposition des sinistrés une somme de trois mille neuf cent quinze francs trente cent. (3.915,30).

Cette somme est déposée en banque et l'on pourra aisément se rendre compte qu'elle n'a été retirée à aucun moment. Il n'y a donc pas eu le moindre détournement. Basly mentait, selon son habitude.

Sur les 10.500 francs, il y a eu 6.500 francs de distribués ou de dépensés. Il reste encore près de 4.000 francs; ceux qui ne connaissent pas l'usage que la Fédération syndicale faisait de ces secours, s'étonneront peut-être que nos camarades n'aient pas encore distribué cette somme. Leur étonnement est plausible. Il est moins naturel de la part de Basly qui savait parfaitement que la Fédération syndicale avait décidé de réserver les sommes reçues par elle aux veuves qui n'accepteraient pas les conditions de pension que leur proposerait la Compagnie devant le tribunal de conciliation. Il fallait en outre assister les veuves devant le tribunal; il fallait qu'un délégué du syndicat soit là dans la salle du tribunal, auprès d'elles, pour qu'elles ne signent pas les conditions de la Compagnie sous la pression de ses agents et des juges. Il fallait secourir ces femmes qui ne signaient pas et il fallait garder un peu d'argent pour faire le procès tendant à établir la « grave faute » de la Compagnie de Courrières et sa responsabilité de la mort de 1200 mineurs. Le procès gagné, la responsabilité de la Compagnie prononcée, les veuves ne touchaient plus suivant le taux de la loi sur les accidents du travail, mais le salaire intégral de leurs maris. Il était donc de toute nécessité que la Fédération gardât par devers elle une somme suffisante pour conduire ce procès qui promettait d'entraîner force frais. A cette heure, il reste encore une cinquantaine de veuves a appeler devant les tribunaux de conciliation de Béthune et d'Arras. On le voit, nos camarades n'avaient pas agi à la légère, d'autant qu'ils avaient de plus à corriger dans la mesure, hélas bien faible, de leurs moyens une anomalie de la loi sur les accidents du travail qui ne reconnaît de droits à la pension qu'aux compagnes légales, officiellement mariées.

Les frais des avocats qui ont assisté les veuves devant le tribunal de conciliation depuis plus de six mois, et préparé les éléments du procès contre la Compagnie s'élèvent à 500 fr. On cherchera en vain dans le détail de cette somme la rémunération des peines et des efforts de nos camarades dans la répartition des fonds et la défense des veuves.

Aussi les calomniateurs sont-ils sagement restés chez eux dimanche, au lieu de répondre à l'invitation de la Fédération de venir à Méricourt, dans ce village désolé, défendre leurs accusations. On ne les y a pas vus. La réunion publique s'est tenue sans eux. Les mineurs ont pu juger s'il y avait un menteur cynique ou des voleurs.

Ils jugeront mieux encore quand le jury d'honneur demandé par la Fédération syndicale aura passé sur sa comptabilité. Ce sera dimanche prochain, 23 décembre. Cette commission de vérification, comme nous en exprimions le désir la semaine dernière, comprendra deux délégués du vieux Syndicat, deux délégués de la Fédération nationale des mineurs et deux délégués de la Confédération.

La lettre de demande de délégués au vieux Syndicat a été portée à la connaissance publique par voie d'affiches. Le vieux Syndicat ne peut refuser de connaître la vérité sur les accusations portées par son honorable président. Il le peut moins aujourd'hui qu'il y a huit jours, puisqu'il a pris à son compte l'accusation de Basly. Il l'a faite sienne en reproduisant en circulaire répandue à profusion le triste article du *Réveil*. S'il n'acceptait pas de désigner dans son sein deux délégués, il se condamnerait lui-même; il proclamerait lui-même qu'il savait qu'il mentait. Reculera-t-il, reculera-t-il pas?

Quelqu'un qui a, dans cette affaire, une bien singulière attitude, c'est Bexant, le secrétaire de la Fédération nationale des mineurs. La Fédération syndicale du Pas-de-Calais, en même temps qu'elle déposait une plainte contre Basly devant la Confédération, en déposait une autre devant la Fédération nationale, à laquelle les deux syndicats du Pas-de-Calais sont adhérents; Bexant lui a fait cette curieuse réponse que tout cela ne le regardait pas, que c'était une affaire du ressort des tribunaux. Voilà une bizarre conception du rôle et des attributions d'une Fédération. Si demain Basly accusait Bexant d'avoir vidé la caisse du Syndicat du Bassin d'Anzin, dont il est secrétaire, que ferait-il?

Voilà où en est la situation. Il y aura vérification dimanche par le jury d'honneur de la comptabilité du comité de secours. La lumière jaillira et les aveugles seuls ne verront pas.

P. M.

A mes Détracteurs! (1)

I

Lettre à M. Aulard.

Dans l'amas de paroles injurieuses, fruits d'une irritation impuissante, dans les éclaboussures de boue et le plat bavardage par lesquels la presse française a répondu à ce que j'avais écrit sur la dernière action déshonorante de la France financière et gouvernementale, j'ai vu avec étonnement et avec tristesse votre honorable nom, cher professeur.

Votre livre sur la lutte épique du peuple français contre la tyrannie est lu par le prolétariat russe qui y puise la science de se sacrifier et de mourir pour la liberté, dont il a besoin autant que d'air. Mon estime pour le grand historien que vous êtes, est si profonde que je ne peux pas laisser sans répondre votre article relatif à « la belle France ». Je ne le peux pas, car pour moi, l'essentiel, c'est moins ce que les autres pensent de moi que ce que j'en pense moi-même.

Vous n'avez évidemment pas lu mon article tout entier. Malgré cela, vous reconnaissez qu'en partie, du moins, j'avais d'assez solides motifs pour m'indigner. Cela, vous devez le reconnaître pleinement, cher professeur!

En effet, il ne s'agit pas seulement de ce que, comme vous le dites, « sans l'argent français, le tsar n'aurait pas pu dissoudre la Douma », non! Il s'agit plutôt de ce que, sans cet argent maudit, on n'aurait pas versé si abondamment et si férocement le sang du peuple russe. Et, que vous le vouliez ou non, ce sang a taché d'une tache honteuse la face des bourgeois et du gouvernement français qui a permis cet emprunt de Judas.

Ce n'est certainement pas la presse bourgeoise qui effacera cette tache; elle-même n'est pas assez propre pour cela.

Vous vous trompez aussi en supposant que j'avais lancé mon reproche à la face de la France tout entière. Pourquoi me croire si naïf? Je sais que le peuple n'est jamais responsable de la politique des classes dirigeantes et du gouvernement, leur laquais fidèle. Je connais en particulier le peuple français qui a semé partout en Europe les germes de la liberté et je sais que ce n'est pas lui qui agirait en connaissance de cause contre elle. Mais, comme toujours, le peuple est trompé et déshonoré par les maîtres de sa vie et c'est à eux, quels qu'ils soient, Allemands, Anglais, Français, rois, banquiers et journalistes vendus que s'adressent mes malédictions.

Je parlais à la France des banquiers et des financiers, à la France policière et ministérielle; j'ai craché à la face de cette France qui a conspué E. Zola, de la France bourgeoise moderne, chez laquelle la peur du roi de Prusse — de ce Guillaume II qui a érigé en culte l'imbécillité humaine — a fait taire tous ses sentiments chevaleresques et qui ne vit à présent que pour sauver sa tranquillité et son or.

Mais, cher professeur, je crois que cette France-là n'échappera pas à la peur et à la panique, en donnant et en s'apprêtant à donner encore à la bande de voleurs et d'assassins — autrement dit, au gouvernement de la Russie, amie et alliée, les millions extraits de la sueur du prolétariat français.

La Révolution russe se développera lentement et longuement, mais elle finira par la victoire du peuple. Suivant l'exemple de l'ancienne France, nous décapiterons, nous aussi, le monstre de la tyrannie parasitaire. Mais nous irons plus loin encore et là nous nous efforcerons à ne pas imiter la grande France.

Lorsque le pouvoir sera dans les mains du peuple, on lui rappellera les banquiers de France qui ont aidé la famille Romanoff à lutter contre la liberté, le droit, la vérité, et à maintenir ainsi sa puissance barbare, dont le rôle anticivilisateur est décidément reconnu par tous les hommes de cœur en Europe. Et je suis sûr que le peuple russe ne restituera pas aux banquiers de France les emprunts qu'il leur a déjà payés avec son sang.

Non, il ne les leur restituera pas!

MAXIME GORKI.

II

A Messieurs Gérault-Richard, René Viviani, Jules Claretie, et autres journalistes de France.

Messieurs,

Je viens de prendre connaissance des flots d'éloquence qu'a soulevés de vos encriers mon article sur l'emprunt consenti au printemps dernier par le gouvernement et les financiers français à Nicolas Romanoff, et dont de sanguinaires exécutions, les conseils de guerre de campagne et toutes les atrocités possibles, ont été la conséquence. Je viens de prendre connaissance de vos réponses et... je ne vous en félicite pas.

L'alliance avec le soi-disant gouvernement russe a, dès maintenant, porté ses fruits; vous commencez à traiter la logique, la vérité et la

(1) *L'Humanité* du 11 décembre a publié ces deux très belles lettres, écrites par Gorki, en réponse aux attaques virulentes dont il a été l'objet à la suite de son fameux article *la Belle France*.

noble langue française tout comme, en Russie, les cosaques traitent les femmes. L'oppression, voyez-vous, est abjecte parce qu'elle déprave des étrangers et des indifférents eux-mêmes, comme cela a été votre cas.

Je ne réponds jamais aux insinuations dirigées contre ma personne. Plus elles sont grossières, plus tôt je les oublie. Mais vous m'accusez de manquer de sentiments de gratitude, Messieurs, et je suis obligé de m'exprimer là-dessus.

Vous dites : « Nous nous sommes levés pour prendre la défense de Gorki lors de son emprisonnement, et lui... »

Permettez-moi de vous donner un bon conseil : Si par mégarde, par imprudence ou pour une autre cause, vous avez une fois donné libre cours à vos sentiments d'humanité, eh bien ! ne vous en vantez pas ! Ce n'est pas beau...

« Je fus bon vis-à-vis de toi, tu dois me payer pour cela par ta gratitude », voilà ce qui ressort de vos paroles. Mais, messieurs, je n'éprouve pas de reconnaissance pour vous, et votre générosité, j'estime qu'elle n'est qu'un malentendu.

Je ne suis point le martyr et le souffrant que vous aimez tant à peindre ; je suis simplement un homme qui travaille avec conviction à sa modeste tâche et qui trouve pleine satisfaction dans ce travail. Si parfois j'ai dû passer pour cela quelque temps en prison, eh bien ! je m'y suis reposé de mes fatigues physiques, sans ressentir de très grandes incommodités, pour ne pas parler de souffrances.

Du point de vue de votre mentalité, vous devriez au fond désirer que j'aille plus souvent en prison et que j'y reste le plus longtemps possible. Mais lorsque vous protestez contre cela, votre conduite, passez-moi cette vérité, me fait rire.

Car nous sommes des ennemis, et des ennemis irréductibles, j'en suis sûr. L'écrivain honnête est toujours ennemi de la société actuelle, à plus forte raison ennemi de ceux qui défendent et justifient l'âpreté au gain et l'esprit de domination, ces bases fondamentales de l'organisation sociale d'aujourd'hui.

Vous dites encore : « Nous aimons Gorki, et lui... »

Messieurs ! Je vous le dis très sincèrement : votre amour de bourgeois n'est pour moi, socialiste, qu'une profonde offense !

J'espère que ces lignes détermineront exactement et pour toujours nos rapports réciproques.

MAXIME GORKI.

Capri, le 29 novembre 1906.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Ames d'Esclaves

Dans le pandémonium littéraire du *Journal*, les frères Margueritte poursuivent leur propagande vivelarmistes et patriotarde. Ces jours derniers, ils chantaient encore leur petit duo sur leur sujet favori.

D'après ces messieurs, il paraît que c'est leurrer sciemment les soldats que de leur dire qu'ils ne feront le sacrifice de leur vie sur le champ de bataille que pour des banquiers véreux et des agioteurs sans vergogne. Ces messieurs seraient bien aimables de nous dire pour quelles sortes de gens les milices transvaaliennes et les volontaires d'Albion ont soutenu pendant deux ans des luttes épiques. Ils devraient bien nous renseigner pour quels intérêts supérieurs Russes et Nippons se sont « couverts de gloire » sur les charniers mandchouriens. Ils feraient pas mal de préciser pour quelles justes causes, on nous mobilisait récemment pour casser fraternellement la figure à nos frères d'Outre-Rhin, comme conclusion de l'ingérence française au Maroc ?

Dire aux conscrits qu'ils ne doivent sacrifier leur sang que pour leur bonheur et leur liberté, c'est d'après nos braves gens de lettres « se payer de pathos et d'une galimafrée de phrases ». — « Comment les citoyens armés pour la défense du pays assureraient-ils leur bonheur et leur liberté, sinon en préservant leur patrie, leurs biens, leurs personnes de l'oppression d'un vainqueur ? »

Nous vous prenons au mot, Messieurs. Et nous trouvons que jusqu'ici l'odieux militarisme, pilier du capital et de l'autorité, a été pour nous un vainqueur plus brutal et plus barbare que tous les envahisseurs de l'univers. Cerveaux abrutis, intelligences déprimées, sentiments étouffés, corps souillés, muscles devenus les rouages d'un mécanisme automatique, initiatives annihilées, alcoolisme, syphilisation, haine de l'étranger, sadisme colonial, répression brutale des foules révoltées, obéissance passive aux chefs pouvant aller jusqu'à l'infanticide, au fratricide, au parricide, tel est, en réalité, votre militarisme et c'est pourquoi nous le haïssons de toute notre haine et nous considérons qu'en défendant nos personnes de son contact pourrisseur, nous défendons par cela même notre bonheur et notre dignité d'hommes libres.

Parmi les nombreux sophismes dont l'article en question est cousu, je m'en voudrais d'omettre celui-ci : Pour les Margueritte, l'idée de patrie est une des idées mères, une des idées essentielles qui doivent régir la vie des adolescents de demain. « Ceux qui en sont privés ont des âmes d'esclaves, etc.... »

Des âmes d'esclaves, nous qui luttons sans répit pour la suppression des guerres, pour la disparition des armées et du militarisme qui nous écrase, vous comme nous. Des âmes d'esclaves, nous qui refusons de nous battre pour vos entités : Patrie, Drapeau, Gloire militaire, et de nous faire démolir pour le plus grand profit du capital et de l'État. Le mot qui vous est échappé messieurs, serait digne de notre Musée des Anerie.

Lorsque, surgissant de toutes les nations, je vois les cohortes prolétariennes qui s'organisent et fraternisent en dépit des frontières, lorsque les opprimés, tout partout en révolte contre l'organisation économique actuelle, ne forment plus, à mes yeux, qu'un seul grand peuple, marchant à la conquête de ses franchises, je ne distingue plus que deux armées bien définies en présence l'une de l'autre : l'armée des esclaves ayant des âmes d'hommes libres ; l'armée des oppresseurs imbus comme vous de préjugés qu'ils s'efforcent de défendre.

A. PRATELLE.

MOUVEMENT SOCIAL

Le Congrès des ouvriers des arsenaux. — Cette semaine s'est ouvert à la Maison des Fédérations le septième Congrès annuel des organisations adhérentes à la Fédération des travailleurs de la Marine de l'État.

Cette Fédération groupe les ouvriers travaillant dans les arsenaux des ports de guerre, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Toulon et ceux travaillants dans les autres établissements de construction pour la marine, tels que la Fonderie nationale de Ruelle, l'établissement d'Indret et les forges de Guerigny, dans la Nièvre

Chaque port occupe plusieurs milliers d'ouvriers et l'effectif syndical très nombreux, est animé d'un esprit révolutionnaire très prononcé.

Très solidaires, les travailleurs des ports ont contraint l'an passé, en faisant la grève générale qui a duré cinq jours, le ministre à réintégrer plusieurs ouvriers du port de Brest qui avaient été mis à pied pour s'être librement exprimés au cours d'une réunion publique sur le compte des officiers qui, dans les arsenaux, les commandent dans leur travail.

Les ouvriers des ports jouissent de la journée de huit heures, mais leurs salaires sont soumis à des règles fantaisistes contre lesquelles s'élèvent les organisations et que le Congrès a pris à tâche de faire modifier.

Les ouvriers sont divisés par classe, mais les salaires sont différents parmi les ouvriers d'une même classe et ces différences sont le fait des caprices des chefs militaires ; suivant qu'un ouvrier plaît ou déplaît son salaire est élevé ou abaissé.

Pour remédier à cet état de choses, le précédent Congrès avait décidé d'élaborer un projet d'unification des salaires par classe et l'avancement d'une classe à l'autre ne devant avoir lieu que par ancienneté. Ce projet aurait eu en même temps le double avantage d'élever par la suite la moyenne des salaires qui n'est que de 3 fr. 60 à 4 fr. 75 et d'assurer à tous les ouvriers la participation à un avancement régulier de 30 francs par an, soit 0 fr. 10 par jour.

Ce projet fut présenté au ministre de la Marine qui promit de l'appliquer et s'en tint à cette promesse. Les travailleurs des arsenaux, qui savent ce que vaut l'aune des promesses ministérielles, ont posé à nouveau la question à leur Congrès et il est probable que des résolutions énergiques seront prises pour que leur projet entre en application.

Quoique ces ouvriers soient contraints par leur situation de salariés de l'État de se servir de parlementaires pour entrer en rapport avec l'État-Patron, ils savent que la meilleure garantie pour la réalisation de leurs revendications réside dans leur action personnelle.

Il se pourrait donc qu'un mouvement éclata bientôt dans les ports et les journaux bourgeois vont à nouveau se lamenter sur les dangers que court la défense nationale parce que les ouvriers des arsenaux n'entendent pas se laisser bénévolement exploiter.

Mais les ouvriers se soucient peu de ces récriminations pas plus que des menaces de militarisation qui leur ont été lancées.

Pour donner une idée de l'ensemble avec lequel marchent les ouvriers des arsenaux il suffit de signaler comment procèdent les ouvriers de l'arsenal de Rochefort pour obtenir une petite amélioration de détail ou protester contre une injustice.

Le mot d'ordre partant du bureau du syndicat, les ouvriers rentrent à l'arsenal comme d'habitude, se rendent à leurs chantiers ou ateliers et là étant présents et par conséquent obligés d'être payés ils ne commencent pas le travail.

Et le travail n'est repris que lorsque satisfaction est accordée.

Dans les autres ports il en est de même avec des variantes de tactique suivant les milieux

Après une dernière mise en demeure au ministre, le Congrès décidera de la conduite à tenir.

CHARLES DESPLANQUES.

LES GRÈVES

Le lock-out de Fougères. — La résistance au lock-out continue sans que s'aperçoive le moindre signe de défaillance parmi les ouvriers cordonniers.

L'admirable exemple de solidarité qu'ont donné les ouvriers de Rennes s'étend à d'autres villes de la région.

Les syndicats de Laval et de Cherbourg, après s'être réunis et avoir pris les dispositions nécessaires, ont fait savoir au Comité de grève qu'ils recevraient également des enfants des grévistes de Fougères.

Chacun s'efforce d'adoucir la dure position imposée aux ouvriers cordonniers par un patronat qui tient davantage au maintien de son principe d'autorité qu'au refus d'accorder des améliorations dans le tarif des salaires.

Dimanche dernier, 130 enfants ont encore été amenés à Rennes et répartis parmi les familles par les soins de la Bourse du travail.

Avec les secours qui de toutes parts affluent, cet allègement des charges des grévistes permettra à ces derniers de résister jusqu'au bout.

Du côté patronal, des symptômes de relâchement dans l'intransigeance primitive semblent se manifester.

Le président du syndicat patronal a adressé au maire de Fougères une lettre contenant l'accep-

tation d'entrer en discussion avec les délégations ouvrières.

Malgré que cette lettre contienne comme condition de reprise des pourparlers que la discussion des tarifs n'aura lieu que pour chacune des fabriques intéressées, les ouvriers ont accepté en exigeant de leur côté qu'à chaque délégation ouvrière soit joint un délégué du syndicat.

Quelles que soient les conditions dans lesquelles s'ouvre la discussion qui peut mettre fin au conflit, la demande d'entrer en pourparlers est déjà une concession de la part des patrons.

Il dépend de l'énergie des délégués ouvriers et surtout du maintien de l'attitude énergique des grévistes que les patrons en fassent d'autres.

Les parlementaires se succèdent sans interruption à Fougères. Chacun d'eux trouve bonne occasion de placer un discours ronflant sur les *Droits* et *Devoirs* des travailleurs.

Nous n'avons pas vu, par contre, qu'ils aient essayé de justifier devant ces ouvriers qui souffrent et qui peinent pour obtenir un peu plus de bien-être, le scandaleux rehaussement de leur traitement de députés.

Meslier, Betouille, Dejeante, Allemane et d'autres, tous se sont accordés pour prêcher le calme. Restez calmes et dignes, ont conseillé les bouffegalette.

Ainsi les patrons bien nourris n'auront pas peur et les mauvais bergers non plus.

⁂

Dans les Papeteries d'Annonay. — Les ouvriers papetiers qui ont été à même de d'apercevoir combien est détestable pour les intérêts ouvriers la pratique du travail aux pièces viennent de se mettre en grève pour obtenir sa suppression.

A l'aide du travail aux pièces le patron a toutes facilités pour établir une concurrence entre les ouvriers, ce qui empêche que s'établissent entre eux les moindres rapports de solidarité.

D'autre part, de longues périodes de chômage suivent des périodes de travail intensif et si ce système est favorable aux intérêts patronaux, il est éminemment préjudiciable à ceux des travailleurs.

Aussi, le travail aux pièces, qui fait lutter entre eux les ouvriers, qui favorise les longues journées et avilit les salaires doit-il être ardemment combattu.

A la suppression du travail aux pièces, les grévistes d'Annonay ont joint une demande d'augmentation de salaire de 0 f. 25 cent. par jour pour les ouvriers payés à la journée.

⁂

A. Brest. — La grève des employés de tramways se poursuit avec activité.

Dans l'espoir de remettre quelques lignes en service, la Compagnie a fait venir de Caen une équipe d'employés et elle a tenté la sortie de quelques voitures.

Les grévistes n'ont pas voulu que la Compagnie puisse ainsi se moquer des revendications qui lui ont été adressées et pour empêcher le service de s'accomplir par l'aide de jaunes, ils ont décidé de recourir à l'action directe.

A l'issue d'une réunion à la Bourse du Travail, une équipe de grévistes armés de *cisailles* est partie sur la ligne afin de couper les fils de trolley.

Ayant lancé un caillou attaché à une corde par-dessus le fil ils l'attiraient à eux, le coupaient en plusieurs endroits et en dispersaient les tronçons.

170 mètres de fil furent ainsi arrachés. En cours de leur travail les grévistes ont été surpris par une patrouille de policiers et un camarade a été arrêté.

D'autres incidents se sont produits lors de la tentative de sortie de quelques voitures.

Aux abords du dépôt les grévistes ont fait dérailler une voiture, en ont brisé les vitres et une bagarre a éclaté. Pour se défendre, un contrôleur non gréviste, s'est servi de son revolver. Deux arrestations de camarades ont été opérées.

La Compagnie, malgré son refus hautain d'entrer en *négociations*, va s'apercevoir qu'il ne lui sera pas *facile de supprimer* la grève en remplaçant les grévistes.

Toutes les lignes sont gardées par l'infanterie coloniale dans la crainte que l'on fasse couler du ciment dans les aiguillages et les rails.

Ce procédé d'action directe obligerait la Compagnie à la réfection complète de la voie; aussi avec la décision dont font preuve les grévistes, n'est-elle pas rassurée du tout.

⁂

Dans le Textile. — Un important mouvement de grève dont on parle peu est celui qui s'accomplit en ce moment parmi les ouvrières fileuses de la région cévenole.

C'est une action de grève générale qui s'étend à toutes les filatures de la région.

Alais, Anduze, Saint-Jean du Gard, Tornac, Saint-Laurent le Minier, Saint-Hippolyte, Sumène, Cros, Lassalle, autant de localités où se trouvent des filatures et où la grève est complète.

C'est une question de salaire qui a donné naissance à cette agitation.

Les travailleurs du textile sont sans contredit ceux chez qui les salaires sont les plus bas.

Dans le Nord, particulièrement, grâce aux préoccupations politiques dans lesquelles s'enferme la Fédération ouvrière du Textile, aucun effort n'est tenté pour rehausser les salaires dérisoires que touchent les ouvriers tisseurs et quand un mouvement de révolte éclate dans un endroit comme à Neuvilly, ou Armentières, ce sont simplement les syndicats locaux qui luttent désespérément contre un patronat tout-puissant.

Dans les Cévennes, les salaires sont également très bas; ils oscillent entre 1 fr. 50 et 2 francs par jour.

Les revendications des grévistes sont les suivantes :

1° Augmentation de 0 fr. 50 par jour;

2° Suppression des amendes et des retenues pour les épreuves;

3° La reconnaissance du syndicat;

4° Aucun renvoi pour faits de grève.

A Sauges, les délégués des grévistes ont eu une entrevue avec les patrons fileurs.

Ces derniers n'ont voulu accorder qu'une augmentation de 0 fr. 10 par jour.

Inutile de dire que cette proposition a été repoussée par les délégués et la continuation de la grève votée à l'unanimité des grévistes réunis.

Cette grève en pleine saison d'hiver, parmi une population misérable qui en temps ordinaire meurt de faim avec des salaires aussi dérisoires, va entraîner une misère atroce parmi elle.

En outre, la résistance de ces malheureuses ouvrières ne pourra s'exercer qu'à la condition que les secours arrivent vite et nombreux. La solidarité ouvrière a là encore occasion de s'affirmer utilement.

⁂

A Rouen. — Malgré que la Compagnie de tramways ait fait déjà quelques concessions et accordé plusieurs satisfactions, la grève n'en continue pas moins, les revendications *les plus importantes* n'ayant pas encore été acceptées.

Les grévistes se sont rendus à Elbeuf et ont syndiqué tout le personnel de la même Compagnie qui assure le service des lignes de cette ville.

Si la Compagnie ne cède pas bientôt, la grève sera déclarée à Elbeuf; ainsi les employés sont certains d'obtenir la victoire.

⁂

Nîmes. — Une grève vient d'éclater parmi les camionneurs travaillant à la gare de Nîmes. La revendication porte sur une augmentation de salaires.

C. D.

⁂

Saint-Claude. — Les pipiers, pour répondre aux vexations patronales, viennent de fonder une coopérative de production.

⁂

Roubaix.

Le Syndicat des employés de tramways a tenu une réunion à son siège à l'effet de protester contre les exigences de plus en plus arbitraires de la *Compagnie*, spécialement contre les punitions injustement infligées au personnel, punitions qui ont souvent pour cause le mauvais état des freins, sablières, perches, trolleys, *etc.* Ce sont là des procédés que le Syndicat est décidé à ne pas subir davantage. Aussi espère-t-il que la Compagnie reviendra à de meilleurs sentiments. C'est possible, mais j'en doute. Je crains que les esclaves des tramways, aient cru que parler cela valait agir et que la Compagnie se laisserait convaincre par ceux qu'elle astreint à une discipline de fer, qui n'a d'égale que celle de l'Etat, tout en leur faisant suer de fameux dividendes. Allons, camarades des tramways ne comptez pas sur la bienveillance patronale, comptez sur votre énergie. Lancez aussi des proclamations au public, dites-lui comment vous êtes menés, faites en sorte qu'on épouse votre cause; alors la Compagnie capitulera. Revenez sur votre première erreur, *retournez à l'Union des Syndicats*, exposez vos griefs, demandez-lui de joindre ses forces aux vôtres. Resolidarisez-vous avec les nègres de l'usine et du chantier; cette solidarité est le point de départ effectif de la résistance ouvrière. Augmentez la cohésion de la classe ouvrière roubaisienne, n'hésitez pas, le succès de votre grève en perspective en dépend.

⁂

A Tourcoing. — Une grève de charretiers a lieu à la maison Vve Delbecque; ils demandent le renvoi de leur contremaître. La maison Delbecque avait embauché à la frontière belge quelques malheureux sans emploi pour remplacer les chômeurs. On crut un moment la grève virtuellement terminée.

Un événement rare en notre région vient de changer la face des choses. Les charretiers des trois autres maisons de transport se joignirent aux grévistes et envahirent la gare le mercredi 12 décembre; ils réussirent à faire suspendre tous travaux par les nouveaux embauchés. Le nombre de grévistes s'élève à 75. Ils manifestent énergiquement dans la rue. C'est de bon augure. Hardi les gas, ne changez pas de tactique et la victoire vous est assurée.

Un point heureux à noter ici et qui a une grande importance est la solidarité qu'ont montrée les ouvriers des trois autres maisons de transport en faisant cause commune avec leurs camarades.

Les tisserands de chez Sion et Vienne, à Tourcoing, sont en grève pour l'obtention d'une augmentation de salaire sur différents articles et travail à la journée pour les plus mauvais. Les bons patrons veulent bien examiner les revendications en ce qui concerne la première réclamation, mais comme à l'armée, après exécution de la reprise complète du personnel. Quant à la seconde, inutile d'y songer; ils ont répondu catégoriquement qu'ils ne le feraient pas. Dame! ils devraient donner à chaque travailleur la formidable somme de quatre francs par jour au lieu de deux francs par jour ouvrable. Ce conflit n'est pas près de se terminer, contrairement aux déclarations de M. Vienne qui croit la fin de la grève imminente.

A propos du scandale du bureau de recrutement de Lille, mes prévisions sont en train de se réaliser. Moyennant cinq mille francs de caution, l'architecte Leman vient d'être mis en liberté provisoire. Je n'y vois pour ma part aucun inconvénient. Mais, puisque le principal inculpé bénéficie de cette faveur, ceux qui ont été réclamer ses bons offices ne pourraient-ils jouir de l'impunité?

Allons, MM. de la justice, écoutez la voix des braves bourgeois; c'est un scandale auquel il faut mettre fin, trop de personnes bien notées et considérées réclament pour leur honneur ce léger service de votre part. Fermez bien hermétiquement ce pot d'infamies qu'aucune odeur ne puisse transpirer et renvoyez Leman se faire pendre ailleurs avec une bonne petite ordonnance de non-lieu! Vous aurez bien mérité du drapeau et de la Patrie. Ainsi soit-il.

PIERRE LANNEAU.

⁂

Brest.

Correspondance locale. — La municipalité *socialiste* essaie actuellement de mettre la Bourse du travail dans sa poche. Au Congrès de Limoges, l'ex-candidat Goude ayant affirmé que « des grèves avaient été faites à Brest *contre* le parti et la municipalité socialistes », le bureau de la Bourse protesta télégraphiquement. Notre protestation ne fut sans doute pas du goût de Goude qui, dans son journal, nous prit à partie, Rouillier et moi (secrétaire et secrétaire-adjoint de la Bourse). Nous avons répliqué par l'offre d'une conférence publique; l'offre a été acceptée. La controverse aura lieu le 22. Nous développerons le thème suivant : « La propriété privée et les possédants sont

crime et criminels contre lesquels tout est justifié dans la révolte *prolétarienne*. » (Il faut savoir que le sabotage ayant été pratiqué à Brest, lors des dernières grèves, Goude s'empressa de dénoncer les saboteurs).

Ceci et maints autres faits nous font prévoir avant longtemps des conflits sérieux entre la Bourse et l'autorité municipale. Celle-ci ne peut naturellement admettre qu'on cherche à tirer les ouvriers du sommeil que rompent seules les périodes électorales. Il y a un règlement et mille tracasseries en perspective. Nous nous tenons dès aujourd'hui prêts à parer le coup.

Ainsi, à Brest, comme partout ailleurs, le parti socialiste exige la direction du mouvement ouvrier. Reste à savoir si nous nous laisserons faire.

A signaler une grève des tramways, pour le repos hebdomadaire que la Compagnie ne veut accorder qu'avec diminution de salaires.

On se réveille lentement, très lentement de la torpeur qui a suivi les événements du 1er mai.

Une certaine agitation se dessine dans les arsenaux. A la suite de la dernière grève, le ministre Thomson avait donné sa parole que l'unité des salaires par classes et les retraites pour les veuves nous seraient accordées. Nous attendons toujours. Aussi le mécontentement se fait-il jour parmi les ouvriers, accru par les 15,000 francs que nos honorables se sont récemment alloués.

Un Congrès prochain doit étudier les mesures à prendre.

A signaler un grand meeting organisé par la Bourse en faveur de Ferrer. Que font à ce sujet les autres Bourses, engagées cependant par le vœu du Congrès d'Amiens?

J. Le Gall.

L'armée française. — Le général commandant la 15e brigade d'artillerie à Nîmes, a été mis en disponibilité par retrait d'emploi. Il avait fait fabriquer, aux frais de l'Etat, un harnais de luxe pour son break : 255 francs... qu'il dut rembourser.

Le lieutenant-colonel directeur de l'école d'artillerie de Nîmes, a été mis à la retraite d'office. Il avait fait construire dans son jardin, par des ouvriers militaires, des tonnelles élevées avec des matériaux de l'Etat.

A la Chambre, discutant le budget de la guerre, un député (Ch. Humbert) explique à quoi passe l'argent de la « défense nationale ». Il prend la garnison de Verdun pour type, mais le rapporteur général du budget déclare que Verdun n'est pas une exception. Donc à Verdun, et ailleurs, au lieu d'exécuter les manœuvres prescrites par le règlement de 1905, des ordres de la place organisent des rallyes-papers et d'autres réjouissances. Ces rallyes-papers obligent cinquante sous-officiers et cavaliers à travailler le dimanche, du matin au soir. Des chevaux de l'Etat sont tués ou revendus à des prix dérisoires. On donne des courses, et la section du génie est employée à édifier les tribunes ; elle abandonne pour cela les travaux de défense de la ville. Un chef d'escadron écrit : « Je commande à des bonnes d'enfants, à des ordonnances, à des peintres, à des « cochers, à des déménageurs, mais des hussards, « je n'en ai pas. » Un autre : « Les corvées du service de l'artillerie augmentent sans cesse et ont « atteint en l'espace de quinze jours 484 hommes « et 650 chevaux ; il reste 45 hommes par batterie « pour soigner les chevaux ; quant à la manœuvre, il n'y faut pas penser... Au lieu de 3 batteries demandées pour les dernières manœuvres, « je n'ai pu en mettre sur pied qu'une seule. » Des fournisseurs ayant fait leur service militaire en Allemagne, ont une carte d'entrée dans les forts. Les chanteuses de café-concert y ont aussi leurs entrées ; ce sont fournisseurs d'un autre genre. Et les fusils nouveau modèle disparaissent, les paquets de cartouches disparaissent, les carnets de mobilisation disparaissent. Des gratifications accordées à des officiers deviennent, par facture, des notes payées à des fournisseurs. 30,000 francs dépensés à l'embellissement de la bibliothèque des officiers sont portés comme dépenses à la réparation de certains ouvrages. Des lampes Edison, des pétrins pour la pâtisserie du cercle militaire, des frais d'octroi et fournitures pour le même cercle sont payés et inscrits comme dépenses effectuées à la réparation d'une tourelle (laquelle tourelle, mise à l'essai, n'a pu fonctionner). Les frais de fêtes de nuit sont soldés de façon identique. On fait transporter de la terre végétale dans le jardin d'un officier supérieur, et l'on porte la dépense comme afférente à la réparation du pont-levis d'un fort. Les officiers attellent les chevaux de l'Etat à leurs breaks, emploient des ordonnances en surnombre, etc., etc.

Jusqu'à présent, c'est l'armée russe qui battait le record des malversations. Mais l'armée française s'apprête à lui faire une sérieuse concurrence.

« Nous avons en France, dit encore le député « Ch. Humbert, un luxe fantastique d'états-« majors de toutes sortes et de comités les plus « divers. Les inspecteurs n'inspectent pas, les « comités techniques font peu de chose et les « commissions ne font rien. Il y a un comité pré-« sidé par un général en chef, qui n'a que cette « affectation : il ne s'est jamais réuni. Mais il faut « bien trouver une situation aux 107 généraux « qui n'ont pas de soldats. » Tous ces généraux sans soldats, on sait quel est leur passe-temps favori. Sous couleur d'inspections et afin de grossir leur indemnité de déplacement, ils font « suer le kilomètre ».

Il n'y a pas que le kilomètre qu'ils font suer.

Distributions. — Au nombre des prix distribués par le comité Nobel, j'ai oublié, la semaine dernière, le plus comique : le prix de la paix ! Et à qui est-il décerné, cette année ? A M. Théodore Roosevelt, président des Etats-Unis. Et pour quel motif ? Pour avoir mis fin à la guerre russo-japonaise.

Les membres du comité Nobel ont tout l'air de gens bougrement naïfs !

Une rectification. Les prix Nobel ne sont pas, cette année, de 208.000 francs, ainsi que je l'avais écrit, mais de 191,480 francs chacun.

R. Ch.

Une affiche antimilitariste. — Nos camarades de Besançon ne pouvaient pas manquer d'en appeler au peuple du sauvage verdict qui a condamné à la peine capitale un soldat coupable d'avoir frappé son caporal.

Ils ont rédigé une violente affiche où ils flétrissent le verdict du conseil de guerre bisontin, mais où de plus, remontant aux causes, ils s'élèvent contre la patrie, la sanguinaire idole au nom de laquelle un être humain sera immolé.

« La Patrie ! c'est pour ceux qui t'exploitent, l'or qu'ils tirent de son labeur ; c'est les jouissances exquises de tous les arts ; c'est le vin doré et pétillant de nos riches coteaux ; c'est la chair douce de tes filles : c'est la course enivrante, en auto, sous le ciel bleu ; la patrie pour eux, c'est la liberté, c'est la vie...

« Ta Patrie, c'est l'usine noire et empuantie ; c'est le travail exténuant et machinal ; c'est l'insulte des maîtres ; c'est dans ton pauvre logis, la gêne et la discorde ; c'est le chômage, la maladie, la misère. Ta Patrie, à toi, c'est l'odieux esclavage. »

Et l'affiche se termine par les cris de : Plus d'armée, plus de Patrie ! Vive l'Internationale des Travailleurs !

Il ne faut laisser échapper aucune occasion de faire la propagande au sein des masses.

ALLEMAGNE

Le mouvement anarchiste. — La propagande se poursuit en Allemagne au prix d'énormes difficultés. Nos camarades subissent un feu continu de persécutions de toutes sortes. Mais ce ne sont pas les perquisitions, les procès, les confiscations ni les autres mesures autoritaires qui arrêteront un mouvement aussi profondément enraciné.

La cour de justice impériale a confirmé, le 2 octobre, le jugement prononcé contre les rédacteurs du *Révolutionär* (l'organe de la Fédération anarchiste d'Allemagne) et qui frappe Adolf Roswaag de six mois de prison et 200 marks d'amende, Müller de six mois et 300 marks, Paul Frauböse de 200 marks.

Müller a vu également confirmer une autre peine de six mois de prison pour un article du *Révolutionär* intitulé : « C'est la vie ».

Quant à Rudolf Oestreich, gérant responsable du *Freie Arbeiter*, il a comparu le 17 octobre devant la 1re chambre pénale du district de Berlin. Il y avait contre lui six chefs d'accusation. La condamnation a été de six mois de prison et de 20 marks d'amende.

Karl Sauter, qui a succédé à Kurt Neuman comme gérant responsable du *Révolutionär*, est sous le coup de poursuites pour avoir *répandu* un petit recueil de chansons en sept langues, paru à Londres, le *Internationalen Rebellen Liederbuch*.

Et si nous voulions mentionner toutes les perquisitions qui ont eu lieu depuis un mois, notamment en vue d'opérer des saisies du numéro 41 du *Freie Arbeiter*, il nous faudrait une bonne colonne.

Comme nous l'avions annoncé, le camarade Schäwe est sorti, le 26 novembre, de la prison de Moabit où il a passé douze ans. Les amis lui ont fait une chaude réception. Schäve, qui a maintenant 43 ans, n'a rien perdu de sa force morale et compte, après quelque temps de repos, reprendre sa place dans la mêlée.

Un autre camarade qui va voir s'ouvrir, le 31 décembre, les portes de sa prison, c'est Paul Koschemann qui, sans preuves, fut condamné à dix ans de réclusion pour complicité dans une affaire d'envoi de machine infernale au chef de la police de Berlin.

Koschemann a 33 ans et, comme il l'a fait pour Schäwe, le camarade Hugo Grünenberg ouvre une souscription en sa faveur.

Le *Freie Arbeiter* publiera le détail des sommes qui seront reçues.

De son côté, le *Révolutionar* demande qu'on vienne en aide aux familles des douze camarades détenus à Bremerhaven sous l'inculpation de société secrète.

Le camarade Pierre Ramus a transporté à Berlin (88-89, Dresdenerstrasse) sa revue mensuelle *Die Freie Génération*, dont les premiers numéros avaient été publiés à Londres. Ramus annonce qu'il va publier prochainement une étude sur William Godwin, le précurseur anglais du communisme anarchique.

P. Bourey.

SUISSE

Une Fédération communiste anarchiste. — Les groupes anarchistes de la Suisse romande (c'est-à-dire de la Suisse de langue française) se sont réunis le 9 décembre à la Chaux-de-Fonds et ont fondé une fédération.

Le besoin se faisait vivement sentir de coordonner des efforts jusqu'ici dispersés et d'entreprendre collectivement une sérieuse campagne de propagande, tant dans les villages, parmi les paysans, que chez les ouvriers de l'industrie urbaine.

La fédération nouvelle organisera des conférences dont les plus petits centres pourront profiter.

Elle rédigera un manifeste énonçant notre programme social, démontrant aux paysans rongés d'hypothèques aussi bien qu'aux travailleurs des villes l'intérêt qu'il y aurait pour eux à s'unir pour lutter contre les propriétaires et les patrons, et pour mettre en pratique la belle devise de nos aînés de la *Fédération jurassienne* : Ouvrier, prends la machine : prends la terre, paysan !

Elle réunira tous les renseignements susceptibles d'éclairer la situation économique des travailleurs romands, renseignements qui seront ultérieurement réunis en brochure de propagande.

Elle se propose également de publier un *Manuel du Soldat* approprié à notre régime militaire.

Elle s'attachera à répandre partout l'idée populaire de la grève générale expropriatrice.

Il va sans dire que les groupes fédérés conservent leur pleine et entière autonomie d'action. Aucun comité, pas de caisse centrale. L'administration est réduite à quelques bureaux de correspondance.

H. M.

ANGLETERRE

Le mouvement anarchiste à Liverpool. — Le mouvement anarchiste prend de l'importance, dans la grande cité industrielle. L'été dernier un grand nombre de réunions se sont tenues. — Le 11 novembre, deux meetings ont eu lieu en plein air pour commémorer l'assassinat légal des anarchistes de Chicago ; ils ont eu un grand succès. Les deux excellents propagandistes Kitz de Londres et Kavanagh de Liverpool ont parlé de l'anarchisme, de l'expropriation et ont retracé le crime de Chicago. Ils ont été très applaudis.

(*d'après Freedom.*)

ITALIE

Le patriotisme socialiste. — Il n'y a pas qu'en France que ces bons socialistes s'efforcent de rassurer la bourgeoisie sur la véracité de leurs sentiments patriotiques.

Le 13 décembre, comme on discutait à la Chambre italienne un projet de dépenses militaires extraordinaires, le citoyen Enrico Ferri, l'illustre, le grandiloquent coryphée du Parti socialiste italien, se leva. Il commença par dire que ses amis et lui n'augmenteraient pas d'un sou le budget de la guerre, mais il ajouta tout aussitôt qu'il désirait démentir expréssement le bruit d'après lequel le Parti socialiste italien méconnaîtrait la patrie, « car s'il tend pour l'avenir à un idéal pour l'humanité (nous citons d'après les agences) il ne fait pas du tout abstraction des nécessités de l'heure présente. »

On sait ce que sont ces nécessités-là : elles consistent à envoyer les ouvriers italiens se battre contre leurs frères de France ou d'Autriche, contre leurs frères de classe, pour le plus grand profit des classes dirigeantes.

Quel obstacle peut bien être à la guerre un parti qui tout en se réclamant de l'internationalisme, n'en admet pas moins la guerre comme une nécessité ?

D.

* *

RUSSIE

Du toltoïsme au terrorisme. — *Freedom* cite un cas remarquable de conversion de la part d'un Russe tolstoïen que le spectacle du massacre d'un vieux juif sous les yeux de son jeune fils fit devenir terroriste.

« ... Je me précipitai au-devant des troupes, dit le Russe, et voulus parler à un officier. Je ne sais plus ce que je fis. J'étais à demi fou de douleur et de colère. Un policier me frappa à la mâchoire. Et puis, je fus battu à en mourir par toute une compagnie de soldats. Enfin, je fus jeté en prison. Je fus encaqué dans une cellule avec trente prisonniers On était si serré que l'on pouvait à peine mouvoir les bras. Comme la chaleur nous oppressait de plus en plus et que l'atmosphère devenait de plus en plus viciée, nous n'eûmes bientôt plus qu'une vague ressemblance avec des êtres humains. Il eût fallu la plume d'un Dante pour décrire notre état. Et, lorsque le corps brisé et marqué comme criminel politique, je sortis de cet enfer après de longs mois de torture, je commençai à regretter amèrement mon erreur. Je n'étais plus tolstoïen. J'étais devenu terroriste ».

Ainsi, au contact brutal des réalités, les disciples de Tolstoï ont vite fait de comprendre que la résignation est une grossière erreur. Ceux qui ne sont pas fanatiques outre mesure viendront tôt ou tard avec nous.

A. Pr.

* *

PORTUGAL

Les camarades qui ont entrepris la réalisation d'une grande réunion (1) d'anarchistes, viennent de publier un manifeste qui parle des troubles dont souffre l'idee et du besoin de la réunion pour y mettre fin. Les adhésions, quoique lentement, viennent toujours ; et à moins d'un empêchement provenant de l'autorité, la réunion aura une réelle importance pour le développement de la propagande.

* *

Les matelots si cruellement condamnés par les lois militaires, à cause de leur insubordination d'avril, dont j'ai déjà parlé ici, n'ont pas été graciés, comme on s'y attendait. On savait bien que ce n'eût été qu'une comédie, destinée à relever le prestige royal un peu malmené, ces temps derniers. Mais tout de même la comédie aurait profité aux marins et à leurs familles. Les gens du gouvernement ne l'ont pas compris ainsi et les marins ont dû subir la dégradation, pour être après cela envoyés en Afrique. Comme on le conçoit, des scènes les plus émouvantes se sont produites au moment du départ, entre les malheureux qui partaient et les mères, les épouses et les filles qui restaient sans espoir peut-être de les revoir. Aussi le ferment de révolte ne s'éteint-il point chez les marins, aggravé encore par le régime despotique auquel ils sont soumis.

(1) Nous pensons que le camarade E. Costa veut parler d'une fédération anarchiste. (Les *T. N.*)

La crise politique continue dans son état aigu. Quoique la chose ne nous intéresse pas outre mesure, il est bon de l'enregistrer, car il viendra un temps où ce qui se passe servira de leçon à ceux qui croient encore aux agissements des politiciens.

L'entrée des députés républicains à la Chambre a donné lieu à des discussions où ont été révélés des scandales administratifs. On a dit que la famille royale recevait des sommes d'argent illégalement — et quelles sommes ! — pour les gaspiller dans un luxe effréné, incompatible avec la pauvreté du pays. La révélation de ces faits a donné lieu à des manifestations irrespectueuses des députés républicains, dont deux ont été expulsés par les soldats.

Tout ceci, et d'autres faits encore, a ému l'opinion publique qui donne tout son appui aux républicains, lesquels en profitent pour se poser en sauveurs du pays. Le peuple se laisse emballer par leurs beaux discours. Il s'en repentira le jour où ces messieurs lui apprendront à coups de sabre, que tout gouvernement a pour mission principale de maintenir la quiétude publique.

* *

Jean Franco, l'actuel président du Conseil et l'homme sinistre qui en 1896 fit voter la loi scélérate du 13 février, vient nous dire, dix ans après, qu'il regrette beaucoup ses anciennes mesures despotiques et que par conséquent, la loi du 13 février doit disparaître .. pour être remplacée par une autre pire qu'elle. La campagne contre le nouveau projet de loi a commencé ; mais tout cela n'empêchera rien, parce que le gouvernement est le représentant de la bourgeoisie capitaliste, laquelle ne comprend plus la vie sociale sans lois d'exception pour les anarchistes.

Emilio Costa.

* *

ESPAGNE

Une arrestation. — Le camarade Viola nous écrit :

« Le camarade espagnol, Eusebio Carbo, ayant lu dans les journaux que le gouvernement espagnol concédait l'amnistie aux délits de presse, alla, le 11 novembre, au village-frontière de la Junquera pour y embrasser ses parents et amis. On l'arrêta : l'amnistie n'était pas concédée du tout.

Voilà le menu fait qui a mis en grand émoi toute la presse bourgeoise espagnole, qui se demandait quel mobile impérieux avait pu pousser cet anarchiste condamné à dix ans de bagne pour injures à l'armée, à passer la frontière.

« Carbo fut traité avec tous les ménagements habituels ! Il fut conduit sous double escorte de la Junquera à Gerone, les gardes civils avaient ordre de lui tirer dessus à la moindre alerte. Il arriva à Gerone les mains gonflées par les menottes trop serrées.

« Finalement, Carbo fut mis en liberté provisoire, grâce à l'annonce du projet d'amnistie, et nous avons eu le plaisir de le revoir parmi nous. »

* *

BRÉSIL

L'esclavage aux " fazendas ". — Un *fazendeiro*, un seigneur terrien, a dernièrement battu et mutilé un des travailleurs de sa *fazenda*, en lui coupant les oreilles, qu'il garda comme un trophée. Cette fois, la victime est un Brésilien, un pauvre mulâtre très humble et laborieux, accusé par son patron d'un délit imaginaire.

Ce cas est aussi fréquent que possible et c'est le bruit faible d'ailleurs qu'il a fait, qui est exceptionnel. La victime a eu le discernement de taire le fait aux autorités locales, qui l'auraient probablement étouffé, et de porter sa plainte à la presse, aux organisations ouvrières et à la police de San-Paulo. Généralement, tout s'éteint dans le silence, car les serfs de la glèbe manquent d'initiative, craignent les colères soulevées par leur protestation, et se trouvent entourés d'ennemis tout puissants : Propriétaires, autorités, chefs politiques, qui tous sont de la même famille ou de la même confrérie, quand un seul individu ne cumule tous les pouvoirs. Tout cela fait que les échos des *fazendas* ne nous arrivent que très rarement.

Depuis le commencement de l'immigration européenne, le despotisme féodal s'est, certes, un peu atténué : les protestations sont devenues plus fréquentes, certaine presse a déployé grande ardeur dans la défense des colons, des *serfs* des champs, et il s'est fait naturellement, spontanément un boycottage, des enfers les plus intolérables : certains bagnes ruraux sont à l'index — et, comme il y a « manque de bras », on s'explique que les *fazendeiros*, s'efforçent d'être un peu plus humains.

Cependant, en dépit des lois, qui sont une bien faible entrave pour les caciques de la richesse et de la politique et qui, d'ailleurs, ont été promulguées sous la poussée de l'agitation, de la révolte et de l'opinion publique, et aussi en vue de desseins politiques (la loi abolitioniste du 13 mai 1888 visait à sauver la monarchie, et point du tout par gracieuseté d'en haut), les habitudes de l'esclavage subsistent encore. Les mauvais traitements, la séquestration des personnes, la violation des contrats (quels contrats !), la spoliation éhontée, les maigres salaires payés en retard ou pas payés du tout, si ce n'est avec le fouet ou le bâton, les amendes à tout propos, tout cela est monnaie courante dans la plupart des *fazendas*. La crise du café — le café est trop abondant, non, certainement, en regard des besoins réels des consommateurs du monde entier, mais en face de la vente — pèse principalement sur les travailleurs agricoles.

La Fédération ouvrière de San-Paulo s'occupe du cas de mutilation précité et cherche à combattre, à ce propos, un état de choses, que la presse dissimule en général, surtout quand il s'agit d'étrangers, car il faut bien, patriotiquement, favoriser la traite des esclaves blancs. Le Congrès ouvrier avait aussi chargé le comité confédéral de communiquer aux organisations et journaux ouvriers d'Europe (d'Italie et d'Espagne notamment) des renseignements sur les *fazendas* et les infamies des seigneurs.

Cette action s'impose, non seulement, pour établir internationalement le boycottage comme moyen de défense ouvrière, non seulement pour opposer la sincérité et la vérité des faits aux mensonges et aux trahisons des négriers, mais aussi pour établir des relations contre le prolétariat du Brésil et celui des autres pays. Un fait vient de mettre en évidence la nécessité de ces relations. Pendant la grève des employés des chemins de fer *Paulista*, la Compagnie a fait venir des ouvriers d'Angleterre : la Fédération ouvrière de San-Paulo n'avait rien prévu. Pour ma part, je prie les camarades d'Europe de s'occuper plus souvent de notre... Eldorado du café !

N. V.

San Paulo, 16 septembre 1906.

* *

POLOGNE

Des chiffres. — Nous trouvons, dans une étude de Lander sur le mouvement letton, parue dans le numéro 10 de la *Ruskaja Mysl* (*La Pensée russe*), des chiffres d'une précision effrayante.

Il s'agit de la révolution lettone.

« Uniquement dans la première période de la répression, écrit Lander, du 1er décembre 1905 au 1er février 1906, dans le seul gouvernement de Courlande, d'après le journal local *Tagadne* (*Le Présent*), on a pendu 18 personnes, dont deux instituteurs publics. Un agitateur fut pendu sur un poteau téléphonique devant les fenêtres de ses parents ; son cadavre y resta pendant trois jours.

« Il y a eu 621 hommes fusillés, 320 furent tués dans des rencontres armées. Parmi les fusillés, on compte 11 instituteurs, 4 secrétaires de mairie, des étudiants, des pharmaciens, des libraires, 29 fermiers, beaucoup d'ouvriers des villes et des champs.

« 251 personnes furent soumises à des peines corporelles, dont deux jeunes filles pour avoir cousu un drapeau rouge. On a brûlé 97 fermes, 4 écoles, 2 mairies et 3 sièges de sociétés, parce que des réunions y furent organisées avec l'autorisation de l'administration. Dans les villes et les villages, l'artillerie a brûlé et détruit 22 maisons. »

Plus loin, nous lisons :

« Un témoin oculaire raconte ainsi, dans le journal letton *Dahrbs* (*Le Travail*), la manière de brûler les biens des émeutiers : le butin consacré au feu — les ustensiles de ménage, les vêtements, le linge, les livres — est porté sur la place et entassé en un endroit. Le prêtre orthodoxe qui assiste l'armée consacre et bénit de son crucifix les objets accumulés, et ce n'est qu'alors que l'officier, chargé d'accomplir le châtiment, donne lecture de l'arrêté qui condamne au feu les biens de tel ou tel « révolutionnaire », afin d'effrayer les autres.

« Toutes les personnes présentes se découvrent et entonnent le « Boje, tsaria chrani ». Cependant on allume le feu et, au milieu du chant et des « hurrah », la flamme embrase l'humble trésor de quelque travailleur honnête, d'un instituteur ou d'un travailleur des champs, et le change en fumée et en cendres.

« Selon les plus récentes statistiques (encore incomplètes), on a fusillé 25 instituteurs, on en a pendu 5, fouetté 75. 118 se sont enfuis, 15 ont été libérés, 13 exilés, 14 révoqués, 5 condamnés à mort (qui parvinrent à s'échapper). On a brûlé 6 écoles et les biens de 14 instituteurs.

« En juillet et en août, chaque semaine, à travers Libau seulement, jusqu'à 300 hommes ont fui au delà des frontières. »

* *

ÉGYPTE

Grève de typographes au Caire. — Plusieurs typographes employés à l'Institut français d'archéologie ayant été remerciés injustement, le reste du personnel, soit quatre camarades, ont abandonné le travail par un sentiment de solidarité.

Le directeur de l'Institut, M. Chassinat, ainsi que le contremaître Geiss, se trouvant à Paris en congé, n'avaient rien trouvé de mieux que d'y recruter une equipe d'ouvriers pour remplacer au Caire le personnel en activité.

Or, ce personnel est occupé depuis dix-huit mois; trois camarades le sont même depuis la fondation de l'Institut, soit depuis six ans. On n'a jamais rien eu à lui reprocher, et d'ailleurs, avant de partir pour Paris, M. Geiss ne nous a-t-il pas exprimé son vif contentement et nous a prié de continuer à faire notre devoir. Il nous annonça qu'il amènerait avec lui trois typographes parisiens pour compléter l'équipe; de là à amener un personnel complet et à le substituer à l'ancien, il y a loin!

Aucun motif n'a été invoqué par nos employeurs. Nous n'avons demandé ni augmentation de salaire, ni réduction du temps de travail. De plus, on a violé les engagements pris, car il va sans dire que nous n'étions venu au Caire qu'avec l'assurance de n'être pas licenciés.

L'opinion publique nous soutient de ses sympathies. Nous avons aussi l'appui de la presse d'expression française. Nous réclamons l'appui moral de tous nos camarades de France, car notre cause est celle de tous les travailleurs français en Egypte, lesquels courent constamment le risque d'être congédiés au profit de travailleurs étrangers, payés à ce titre moins cher et plus souples aux caprices des patrons.

Soutenez-nous!

G. Br.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

VARIÉTÉ

Le Tisserand

Tisserand d'autrefois, tisserand d'aujourd'hui. — Le rouet et la machine. — Le paysan exproprié. — Misère à la campagne et misère à la ville. — La concentration dans l'industrie du tissage. — Sa prospérité. — Quelques chiffres. — La « reine de la toile ». Les catégories d'ouvriers. — Les salaires.

Le douloureux conflit qui, depuis cinq semaines, met aux prises les industriels d'Armentières et leurs ouvriers, attire l'attentions sur les tisserands. Corporation « suppliciée », a dit M. Jaurès; corporation misérable assurément, qui paye et payera encore au progrès scientifique une dîme plus lourde que toute autre.

Notre ambition se bornant à éclairer la présente grève de quelques documents vécus ou recueillis avec impartialité, nous ne retracerons pas l'histoire de la filature et du tissage. Nul n'ignore que la machine moderne, dont les produits pourraient enserrer le globe dans un réseau, a eu pour prédécesseur le rouet de nos arrière-grand mères. C'est sur le vieux rouet, attendrissant symbole, que, depuis vingt siècles, aïeules et jeunes filles filèrent la laine ou le lin. Toutes filaient autrefois, les princesses comme les pauvres femmes, et le poète Alfred Mortier a pu, en une poésie récente, évoquer l'image gracieuse de la reine Berthe à son rouet, déroulant

> Ces longs fils soyeux d'antan
> Qu'elle filait en chantant.

La première corporation de tisserands date, dit la chronique, de 1495. Elle est établie à Lille. Le maître et ses compagnons travaillent ensemble dans le petit atelier qu'a reconstitué Gérard Hauptmann. Combien gagnent-ils? La pénurie des renseignements ne permet pas de répondre à cette question. Mais, comme les hommes de toutes les époques, le tisserand d'alors a chanté ses peines et ses joies, et on a conservé certaines de ses chansons. Quoique la plainte se mêle aux plus joyeuses, elles ne révèlent pas toutes le sombre désespoir de la chanson « du linceul ». La chanson de Saint-Nicaise, notamment, décrit les réjouissances auxquelles se livraient les tisserands le jour de leur fête patronale. En voici un allègre couplet :

> Tous les tisserands sont lancheus (1) de navettes
> Et tous les ans ils font une fete
> Roulons la navette, roulons-la!
> Et roulons la navette, le bon temps viendra
> Taper fort et lancher fin
> S'coucher tard et lever matin. (*bis*)

La corporation des tisserands est donc âgée de cinq siècles, mais elle comptait peu de membres, et l'on peut dire que jusqu'en 1840, trente ans après l'invention, par Philippe de Girard, du premier métier à filer, la récolte, la préparation et le tissage du lin appartinrent au paysan. Le cultivateur employait ses loisirs d'hiver à tisser le fil sorti du rouet de la femme et des enfants. La toile allait ainsi s'empilant dans son armoire. Au printemps, l'ouvrier rural inventoriait sa production. Il gardait ce qui était nécessaire à ses besoins, puis il vendait le reste au « négociant ». Ainsi, durant des siècles, le textile apporta son contingent de bien-être à la famille. La fabrication mécanique a changé tout cela. Elle a chassé le paysan de sa terre, avili sa femme, dispersé ses enfants. Nous verrons plus loin qu'elle lui a donné en échange le décevant appât d'un salaire journalier, que le coût de l'existence rendit bientôt insuffisant.

Sans doute, le paysan résista de longues années à cette transformation. Il persista dans la culture de son champ, mais il dut en vendre le produit à des entrepreneurs qui réunirent de grandes quantités de lin, et fondèrent une industrie nouvelle : la préparation du lin. Les bénéfices de cette industrie furent naturellement pris sur ceux du cultivateur. Malgré cette perturbation, le métier à tisser restera néanmoins à la ferme, mais le tissage mécanique se développera à son tour et viendra enlever au paysan son salaire d'appoint et celui de sa famille. Enfin l'importation des lins russes l'expropriera de sa culture comme il le fut de son métier. Le paysan, ruiné et sans espoir, ira chercher un refuge à la ville. Il offrira ses bras au rabais à l'industriel filateur ou tisseur. Bientôt la docilité de l'outil mécanique incitera le patron à substituer, autant que possible, la main d'œuvre féminine, infantile, à celle de l'homme. L'ancien cultivateur sera chassé de l'usine par sa femme et ses enfants, ou bien verra son salaire réduit, ou non augmenté, par suite de cette concurrence, dont l'invasion de l'ouvrier belge aggravera les méfaits.

(1) Lanceurs.

L'introduction de la machine a donc entièrement bouleversé l'industrie du textile, industrie domestique à son origine. Culture, préparation, filature et tissage, réunis dans la même main paysanne, ont donné naissance à des industries séparées et parfois antagonistes. La filature et le tissage, entre autres exemples, ont ruiné la culture en substituant aux lins français les lins russes achetés à bas prix. Malgré la prime à l'hectare, on emploie encore dans le Nord 95 o/o de lins russes.

En revanche, grâce au machinisme, la prospérité de la filature et du tissage s'est considérablement accrue. Le consommateur, l'industriel et certaines catégories d'ouvriers en ont tiré des avantages. La production annuelle du fileur à la mécanique dépasse de 35 fois celle de l'antique fileuse au rouet. Pauvre fileuse! Une seule broche dans un métier fait deux fois sa besogne, et il y a ici 424 181 broches. Il faudrait 848.362 fileuses à la main pour produire ce que produisent ces broches, dont seulement 25.000 ouvriers ou ouvrières assurent le fonctionnement.

La circonscription de Lille est le centre de la filature, comme la circonscription d'Armentières est le centre du tissage. Nous ne nous occuperons que de cette dernière industrie, la seule actuellement touchée par la grève. Nous avons d'ailleurs, le 17 octobre dernier, publié les salaires des filatures.

On nous permettra d'abord de faire précéder nos observations de considérations générales que nous empruntons à un fascicule du *Bulletin de la Société industrielle du Nord de la France :*

Il est difficile, lisons-nous dans ce bulletin, d'indiquer le chiffre à peu près exact des métiers du département. Le tissage mécanique n'exige, en effet, ni le coûteux matériel de la filature, ni des achats anticipés des matières premières qui absorbent de nombreux capitaux; l'installation peut être des plus simples, quelques métiers suffisent et on peut acheter les fils nécessaires à la fabrication pour ainsi dire au jour le jour; on fait des marchés livrables à la semaine par petites parties; aussi existait-il en 1877 des tissages de 25 à 50 métiers, le plus grand nombre atteignait 100 ou 150 métiers, les plus importants ne dépassaient pas 300 métiers, et il n'y en avait qu'un petit nombre. Notons cependant que le tissage suit la loi générale d'après laquelle les établissements de production tendent à devenir plus puissants et moins nombreux. L'évolution en est assez lente, mais on peut prévoir que l'industrie du tissage se concentrera en des mains de moins en moins nombreuses, suivant en cela l'exemple donné par la filature de lin. Disparition progressive du métier à main, relégué dès maintenant soit à certaines spécialités assez rares que ne peut encore fournir le métier mécanique, soit aux articles de dernière qualité dont le rapport minime nourrit à peine le travailleur; concentration continue de l'industrie mécanique du tissage, telle est l'issue fatale de la transformation que subit l'industrie de la toile. La rude concurence qu'elle subit de la part du coton l'oblige à arriver à un coût de production de moins en moins élevé, aussi les résultats que nous venons d'indiquer sont-ils inévitables.

Afin de compléter ces indications, mentionnons qu'il existe aujourd'hui à Armentières, plusieurs usines de 400 à 600 métiers et que les établissements ne comptant que 150 métiers

sont rares. Les droits protecteurs de 1892, en supprimant la concurrence étrangère sur le marché intérieur ont, pour une large part, contribué au développement de l'industrie du tissage de lin. La production annuelle, qui n'était que de 90 millions en 1889, s'élève maintenant à 135 millions environ. Le nombre de tonnes de toiles expédiées, atteint, depuis trois ans, le chiffre de 30.000. On a, dit-on, calculé que la production journalière d'Armentières, « reine de la toile », suffirait à couvrir la distance qui la sépare de Marseille, avec retour par Orléans. Chaque tisserand tisse, en effet, de 40 à 50 mètres de toile en prenant pour base une largeur moyenne de 1 m. 20. Son patron vend cette toile à raison de 1 fr. 30 le mètre et lui en paye la façon à un prix qui varie de 6 à 9 centimes le mètre. Je m'empresse de dire que ces chiffres m'ont été donnés par un industriel, mais qu'il ne s'agit pas de moyennes mathématiquement établies.

La circonscription consulaire d'Armentières, qui comprend les cantons de Bailleuil et de Merville, compte plus de 12,000 ouvriers et 53 tissages mécaniques, qui groupent approximativement 8,550 métiers. Les villes jumelles d'Armentières et d'Houplines figurent, dans cette statistique, pour une quarantaine d'usines occupant, d'après le chiffre du *referendum* gréviste, 7,327 ouvriers et ouvrières âgés de dix-huit ans au moins.

Quelles sont les conditions de salaire et d'existence de ces ouvriers? Nous allons nous efforcer de répondre à cette question, en ce qui concerne Armentières seulement, mais c'est dans cette ville que les salaires sont le plus élevés. Les industriels des environs nient, il est vrai, cette supériorité. On ne saurait comprendre alors l'obstination dont ils font preuve en repoussant le tarif d'Armentières, que réclament les ouvriers.

Au cours d'un article précédent, nous avons énuméré les diverses catégories d'ouvriers et d'ouvrières employés au tissage de la toile. Le tissage proprement dit est effectué par un seul ouvrier : le tisserand, qu'on appelle aussi le tisseur. Mais les opérations préalables au tissage, c'est-à-dire les « préparations », comprennent : 1° le *bobinage*, qui consiste à prendre les fils arriv nt en écheveau de la filature et à les enrouler sur des bobines ; 2° l'*ourdissage*, qui est la disposition sur un rouleau du nombre voulu de fils en longueur, pour établir la « chaîne ». Ces deux premières opérations s'effectuent mécaniquement, sauf quand la composition de la toile exige des fils de couleur, tels les essuie-mains à bordure rouge ; 3° le *parage*, opération par laquelle les fils, une fois ourdis, sont « parés » d'une sorte de vernis ou de colle qui les rend souples et résistants ; 4° le *lamage*, opération consistant à disposer les fils dans les « lames », sur le métier ; en un mot, à établir la « chaîne » ; 5° l'*épelage*, c'est-à-dire la disposition sur des canettes ou « épeules » du fil en largeur destiné à former la trame. Lorsque ces diverses opérations sont effectuées, le travail du tisserand commence. Il veille à la fabrication automatique, noue les fils cassés, passe des fils neufs, arrête le métier quand il le faut et le remet en marche.

Le fonctionnement de cent métiers exige, outre les contremaîtres et garçons de machine, le personnel ci-après :

12 bobineuses,
4 ourdisseuses,
5 pareurs,
4 lamiers ou « passeurs au rôt »,
18 épeleuses,
100 tisserands.

Nous avons pris un exemple de tissage à moyenne et grande largeur, où le tisserand ne dirige qu'un métier. Il est des usines où il surveille deux métiers ; l'un de toile, petite largeur, l'autre de coton, car on tisse aussi le coton à Armentières. Cette question des « deux métiers », est même l'une de celles qui préoccupent le plus vivement l'ouvrier, et il se refuse obstinément à conduire deux métiers de lin. Le cas a été prévu dans le tarif de 1889 pour un métier coton et un métier lin. Il ne reçoit pas, pour la production de chaque métier, le plein tarif, car alors il gagnerait double salaire, mais le tisserand sur deux métiers est plutôt favorisé. Il obtient un salaire supérieur et coûte moins cher à son patron. Cependant les tisserands n'aiment pas ce cumul. Il choque leurs sentiments égalitaires, et puis, ils se rendent compte qu'il supprime des bras. Pauvres gens ! Ils n'arrêteront pas davantage le progrès de la mécanique qu'ils ne l'ont empêchée de vaincre la routine manuelle. Certains de leurs confrères de la Grande-Bretagne tissent sur quatre métiers et voici que Belfort essaye d'un nouveau métier, le métier Northrop, qui va encore une fois révolutionner cette industrie et supprimer des bras. Un seul homme peut conduire 11 de ces métiers. Si tous les industriels de la circonscription d'Armentières substituaient ensemble le métier Northrop au métier actuel, 1,200 ouvriers seraient réduits au chômage. Mais cette substitution ne pourra s'opérer que lentement et, en somme, le travail sur plusieurs métiers doit améliorer la situation du tisserand comme celle de son patron.

Tout le personnel du tissage est payé « aux pièces ». Le roi de la corporation est le « pareur », qui exerce un métier fatigant, car la température de son atelier est poussée à 45 et 50 degrés à cause du séchage des fils — mais qui gagne de 6 à 7 francs par jour. Les « pareurs », peu nombreux, on l'a vu plus haut, formaient autrefois une corporation à part. Ils observent encore un de leurs anciens statuts visant l'apprentissage, et n'enseignent leur métier qu'aux membres de leur famille et au fur et à mesure des besoins. Grâce à ce procédé, ils maintiennent l'ancien taux du salaire.

Les « bobineuses » sont payées à raison de 45 à 50 centimes le paquet de 50 écheveaux. Elles arrivent ainsi à gagner de 12 à 15 francs par semaine. Le travail des « ourdisseuses » se compte à la longueur de la chaîne ourdie. Elles peuvent gagner, suivant leur habileté et suivant les maisons, de 15 à 25 francs par semaine. Nous avons vu l'une de ces ouvrières qui gagne 15 francs dans la maison X..., et deux de ses camarades, qui touchent dans la maison Y... des salaires hebdomadaires de 20 à 25 francs, nous assuraient que cette différence n'était imputable qu'au tarif réduit en usage chez M. X...

Le « lamier », payé au nombre de fils, gagne un salaire hebdomadaire de 16 à 20 francs. Dans certains établissements, son salaire peut atteindre 4 fr. 50 par jour. Il est alors assisté d'un gamin, le « rendeur de fils », auquel il abandonne 1 franc.

Les « épeleuses » sont des femmes ou des jeunes filles dont le salaire quotidien varie de 1 fr. 50 à 2 fr. 50.

Enfin, le tisseur, le plus nombreux et, à quelques exceptions près, le moins favorisé, est payé au mètre suivant le « compte » (nombre de fils en long) et la « duite » (nombre de fils en travers), calculé au quart de pouce. Le tisseur, sur un seul métier, peut gagner de 1 fr. 75 à 3 francs par jour. Si ce métier fabrique des toiles de grande largeur, par exemple des draps de lit mesurant trois mètres, la surveillance doit être plus intense, le travail plus actif et l'ouvrier est mieux payé. Son salaire est dans ce cas de 3 francs à 3 fr. 50 et même 4 francs. Enfin, le tisseur sur deux métiers, dont l'un, le métier coton, est surveillé par un apprenti qu'il indemnise, gagne un salaire net de 3 à 4 francs par jour.

Tels sont, aussi exactement établis que possible, en tenant compte des déclarations ouvrières et patronales et des indications puisées dans des ouvrages spéciaux, les salaires des ouvriers et ouvrières employés dans l'industrie du tissage. Il nous reste à connaître le coût de l'existence dans la région d'Armentières. Nous l'apprendrons en visitant des logis ouvriers et cela nous conduira à envisager également la question de l'hygiène et de l'assistance.

Puis, nous reproduirons, à titre de document, une évaluation des bénéfices patronaux, approuvée par la Société des industriels du Nord.

Marius Gabion.

(*Le Temps*, 9 novembre 1905.)

Faites-nous des Abonnés !

BIBLIOGRAPHIE

Travail et Surmenage, par le Dr Pierrot.

Le surmenage des travailleurs est un mal nouveau, introduit par la production intensive, mécanique et peu rémunérée, inhérente à l'état social que nous subissons actuellement.

Les ouvrages classiques de médecine sont muets sur ce sujet ; parce qu'ils copient en général leurs devanciers, et parce que leurs auteurs appartiennent à la caste sociale qui bénéficie du surmenage des travailleurs.

Pour expliquer la fréquence des maladies chez les prolétaires et particulièrement celle de la tuberculose, ils invoquent à l'envi l'alcoolisme, sans seulement rechercher la cause première de cette impulsion à boire un excitant dangereux, comme si les gens se tuaient pour le plaisir de le faire !

Seul, le Dr Calmette, de Lille, a osé démontrer, avec des statistiques irréfutables, que l'excès de travail, le manque de sommeil et d'air pur, en un mot les mauvaises conditions d'hygiène générale qui constituent le lot des prolétaires, sont la cause efficiente de la tuberculose qui les frappe, dans l'immense majorité des cas

Maintenant le Dr Pierrot vient d'étudier le surmenage dans ses causes et dans ses effets.

Je voudrais analyser brièvement cette étude consciencieuse, très fouillée et condensée en une courte brochure de propagande.

Après un rapide historique où il nous montre le nouveau mode de travail qui résulte de la prolétarisation des ouvriers, il étudie successivement la fatigue des muscles et celle du système nerveux.

Elles proviennent de l'effort à la *fois* trop intense et trop souvent répété, du repos insuffisant entre les séances de travail, du manque d'agrément d'un travail réduit à une occupation purement machinale, des soucis, de la misère et du découragement.

Tout cela influe pour activer le véritable empoisonnement que crée la dépense exagérée de forces.

Cet empoisonnement peut être aigu, si le travailleur va jusqu'à l'extrême limite de sa résistance ;

il se fait au contraire sournoisement, mais sûrement, si la machine humaine ne s'use que peu à peu.

Cette usure qui amène une vieillesse précoce, est plus rapide chez les enfants (particulièrement au moment de la croissance et de la puberté), chez les femmes (surtout quand elles sont enceintes, près de leurs couches, qu'elles nourrissent, ou au moment des époques menstruelles), chez les débiles, les convalescents, et chez tous ceux qui sont mal nourris, mal logés ou qui exercent des professions insalubres. C'est le cas de la grande généralité des travailleurs.

L'aboutissant de cet empoisonnement, c'est la mort lente, par usure totale, ou la mort plus rapide par tuberculose ou bien au cours d'une maladie aigüe que rend toujours grave le peu de résistance du sujet.

C'est encore l'accident de travail qui guette l'ouvrier cédant à un instant de moindre attention. Les statistiques établies en Allemagne, en Belgique et en France, par des gens qui n'avaient certes pas en vue la lutte de classes, établissent avec une égale netteté la fréquence plus grande des accidents de travail à la fin de chaque séance trop prolongée et surtout à la fin de la journée et à la fin de la semaine.

Enfin le Dr Pierrot nous montre bien comment le travailleur surmené est amené presque fatalement à boire de l'alcool.

Les effets nocifs du surmenage se font sentir d'autant plus vite que le travail est fait sans plaisir. La joie est utile, comme excitant général, relevant les forces et retardant la fatigue, à la façon des médicaments dits toniques.

Cette joie qui lui manque, dans l'enfer de l'usine, le prolétaire la cherche artificiellement dans l'alcool qui procure un moment d'excitation, d'illusion, vite payé par un abattement plus profond et une usure plus rapide.

Je ne saurais mieux faire que de citer quelques passages des conclusions de l'auteur :

« L'activité musculaire et intellectuelle est un besoin pour les hommes, et ce besoin est un plaisir lorsqu'il est satisfait dans les conditions normales. »

« Avec le travail moderne, le repos hebdomadaire est un palliatif nécessaire, mais insuffisant..... il ne saurait s'opposer à la réduction de la journée de travail..... Il n'y a qu'une nécessité : éviter d'arriver à la fatigue. »

« La nécessité la plus pressante pour les travailleurs est de s'opposer au surmenage, afin de conserver les forces et la santé; c'est aussi d'avoir des loisirs pour le développement individuel et pour la propagande. »

« Les travailleurs ne pourront réaliser leurs revendications; ils ne pourront régler leurs dépenses de force que lorsqu'ils pourront régler eux-mêmes la production. Ils ne pourront se libérer du surmenage et de la servitude que lorsqu'ils auront détruit le monopole de la propriété privée. »

Voilà une brochure que tout ouvrier devrait avoir dans sa poche, avoir lue, relue et méditée. Alors il se rendrait compte que non seulement son patron le gruge, mais qu'il le tue lentement et sûrement, qu'il tue sa femme, ses enfants et même ceux qui naîtront; qu'en continuant ainsi, les générations, de plus en plus débiles, viendront opposer une résistance de moins en moins grande à l'omnipotence toujours accrue du capital.

Puisque la lutte est entamée, le premier devoir est de maintenir en bon état les forces des combattants : forces physiques, forces intellectuelles et énergie.

Que peuvent penser, décider et faire des êtres réduits à l'état de loques humaines par un surmenage de plusieurs années ?

Le jour où des ouvriers quitteront le travail parce qu'ils se sentent fatigués, exigeront cependant le payement de leur journée complète et l'obtiendront, sous la menace de grève de leurs camarades, ce jour-là, nous verrons que les avertissements du Dr Pierrot ont été entendus.

Michel Petit.

Nous avons reçu :

L'Hallali par C. Lemonnier, 1 vol., 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

Nicolas, ange de la paix, empereur du knout, recueil de caricatures, par John Grand-Carteret, 1 vol., 3 fr. 50, même librairie.

L'Odyssée, Homère, 0 fr. 95, chez Flammarion, 26, rue Racine.

La Servitude, par Fernand Rivet, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

Vues de la Ruche, série de 21 cartes postales, franco, 0 fr. 85.

La Grève capitaliste de demain, par F. Vallet, une brochure, 0 fr. 75. Imprimerie Renouf et Balle, 6, rue Rivay, Levallois-Perret.

Extrait de la précédente, 0 fr. 25.

La Religion naturelle restituée, par C. Renooz, « Publications néosophiques », 9, rue de la Tour.

Le Problème agraire du socialisme, par Augé-Laribé, 1 vol., 6 fr., ch. Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Croquignolle, par Charles-Louis-Philippe, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

L'Homme qui vient, par G. Valois, 1 vol., 3 fr. 50, à la « Librairie Nationale », 85, rue de Rennes.

Les Maîtres de la contre-révolution au XIXe siècle, par L. Dimier, 1 vol 3 fr. 50. Même librairie.

La Philosophie de la colonisation, par T. Vibert, 1 vol. 8 fr. Chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

L'Allemagne tentaculaire, 1 vol., 1 fr. par Vibert, « Imprimerie Gadrat », rue de la Bistour, Foix.

Redencion economica, U. R. Quinones, 1 peseta. Tipografico « La Lucha », Vigo.

L'A. I. A., son but, ses moyens, son action, une brochure à l'A. I. A., 31, rue Grange-aux-Belles.

L'homme nouveau et l'action sociale, par G. Deynaud, 1 brochure, 0 fr. 10, chez l'auteur, 4, rue d'Aligre.

Patria e internacionalismo, par Hamon, 1 brochure, 100 reis, avenida Sassos, 30, Rio de Janeiro.

A voir :

Les classes dirigeantes, par L. Malteste, « Assiette au beurre », n° 295.

En 1920, par P. Iribe, et *Biribi*, « Le Témoin », n° 6.

« L'Assiette au Beurre », n° 296 : *Médiocratie*, dessin de Jossot, où il y a de quoi boire et manger.

A lire :

Le Caoutchouc sanglant, par Silex, « Courrier Européen » du 23 nov.

Le n° 9 du *Témoin*, sur la colonisation.

Le « lock-out » de Fougères, par Delaisi, « Pages libres », n° 310.

EN VENTE

En plus du *Coin des Enfants*, que l'on peut donner aux enfants comme étrennes, nous avons les *Aventures de Nono*, par J. Grave, franco 2 fr. 75, et *Ah ! les jolis animaux !* par Azoulay, 1 joli album avec gravures en couleur, prix 2 francs, franco 2 fr. 40.

Correspondances et Communications

× **Nous voudrions** faire relier une dizaine de collections de nos brochures; mais il nous manque la brochure *Patrie et internationalisme*, de Hamon. Les camarades qui pourraient disposer de quelques exemplaires, nous leur échangerions contre d'autres.

× **Le camarade** auquel nous avons prêté : *La question sexuelle exposée aux gens du monde*, de Forel, est prié de nous le rapporter.

× **L'Association théâtrale communiste** (3e année) rappelle aux groupes, syndicats, coopératives, etc., qu'elle se tient à leur disposition pour l'organisation de leurs soirées et fêtes de propagande.

Pianiste et orchestre à volonté.

S'adresser pour tous renseignements au camarade H. Florient, 75, rue Didot (14e).

× **Vient de paraître** à Reims, 73, rue Duruy, le n° 1 de la *Cravache*, organe hebdomadaire de défense et d'éducation ouvrière, avec notre camarade Ch. Dooghe, pour secrétaire-gérant.

La *Cravache* est anarchiste, c'est-à-dire qu'elle combattra « l'autorité et ses représentants, la propriété et les propriétaires, les religions et les religieux. » Qu'elle nous permette toutefois de faire des réserves sur la devise de sa manchette. Nos camarades sont-ils bien sûrs que la nature ait gravé l'anarchisme « dans nos cœurs pour guider l'humanité dans la voie de l'humanité et du progrès » ?

Portrait de Reclus, en cartes postales. L'une avec le cliché qui illustre l'article de Kropotkine, et l'autre avec le cliché de l'article Nadar. 0 fr. 05 pièce; 0 fr. 10 franco. 4 fr. le 100.

CONVOCATIONS

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy.— Vendredi 21 : Causerie par le camarade R.-P. Gassier, sur la caricature.

Mercredi 26 : Kownacki : La Genèse des idées religieuses, d'après Herbert Spencer.

× **Section d'enseignement de la Maison du peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 21 : Adolphe Landry : Karl Marx, son œuvre économique.

Vendredi 28 : Paul Bureau : Le contrat collectif de travail.

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Dumeril. — Samedi 22 : Causerie par Mournand, sur l'anarchie et les jeunes.

Entrée libre.

× **Action théâtrale**, 9, rue des Fossés-Saint-Jacques. — Réouverture du Groupe théâtral. — Organisation de soirée pour syndicats, coopératives, U.P., groupes divers, etc. On demande des camarades sérieux pour s'inscrire au groupe.

× **Association internationale antimilitariste** (Section des 12e et 20e arr.). — Réunion le jeudi 27 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 22, rue du Rendez-Vous.

× Tours. — **Groupe d'études sociales.** — Vient de se fonder un groupe d'études sociales et le « Théâtre du peuple », où seront admis tous les camarades ayant des aptitudes pour la scène.

Des pièces spéciales composant le répertoire et qui nécessitent peu de mise en scène seront lues samedi 22 décembre, à 8 h. 1/2, au restaurant populaire, 11, place du Grand-Marché.

× Toulon. — **Jeunesse Libre**, 14, rue Nicolas-Laugier. — Samedi 22 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par Jean Lepeu. Sujet traité : Devons-nous espérer en la Révolution ?

La parole sera donnée à tous.

× Le Havre. — **Causeries Populaires.** — Réunion le lundi 24 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, 22, rue de Turenne. — Discussion sur individualisme et communisme.

× Marseille. — **Bar Frédéric.** — Lundi 24 décembre, à 9 heures du soir, soirée familiale. Concert-réveillon et sauterie intime.

Les camarades qui voudront participer au réveillon sont priés de se faire inscrire chez Frédéric avant samedi soir.

× Alais. — **Réunion** du Groupe tous les samedis soir, à 8 heures, café Duplan, Haute place St-Jean.

× Villefranche. — **Germinal, groupes d'études sociales.** — Tous les anarchistes, socialistes et syndicalistes sont invités à assister à la soirée familiale qui aura lieu dimanche, à 8 h. 1/2 du soir, au café Magaud, place du Promenoir.

MUSÉE DES ANERIES

« C'est là une grande leçon donnée par les électeurs de Clignancourt. Elle se dégage clairement du scrutin de victoire que la population de Montmartre a fêté hier soir avec enthousiasme, *alors que dans la nuit claire la lourde masse du Sacré-Cœur semblait s'effondrer dans la défaite.* » (Docteur Meslier.)

BOITE AUX ORDURES

Tous les véritables amis de la liberté pour la Russie blâmeront et déploreront sincèrement l'attentat dont vient d'être l'objet le président du conseil des ministres russe, auquel les sympathies du monde civilisé tout entier sont acquises.

Dans cette atrocité commise au nom de la liberté humaine, il n'y a pas de circonstance atténuante. Le parti révolutionnaire en Russie se vante volontiers d'avoir pour lui les vœux de toutes les nations libérales. Nous pouvons affirmer cependant que, parmi les Anglais, cette férocité aveugle ne rencontrera aucun partisan, *et l'on ne saurait blâmer le tsar et ses ministres s'ils décident d'inaugurer quelque projet de répression rigoureuse en se tenant pour absouts de leurs engagements relatifs au régime constitutionnel.*

(*The Standard.*)

JOURNAUX ET REVUES ANARCHISTES

ou se réclamant de l'Anarchie

I

LANGUE FRANÇAISE

France.

Les Temps Nouveaux (anciennement La Révolte), hebdomadaire, 12e année, 4, rue Broca, Paris (5e)

Le Libertaire, hebdomadaire, 12e année (6e série), 15, rue d'Orsel, Paris (18e).

L'Anarchie, hebdomadaire, 2e année, 22, rue de la Barre, Paris (18e).

La Cravache, hebdomadaire, *organe de défense et d'éducation ouvrière*, 15, rue Duruy, à Reims.

Germinal, *journal du peuple*, hebdomadaire, 3e année, 26, rue Saint Roch, Amiens.

L'Ordre, *organe communiste-anarchiste*, bimensuel, 2e année, 21, rue du Temple, Limoges.

Le Combat *de Roubaix-Tourcoing*, hebdomadaire, 1re année, 213, rue des Longues-Haies, à Roubaix, et 31, rue de la Prairie, à Tourcoing.

L'Émancipation, *organe anarchiste de Lyon et du Sud-Est*, bimensuel, 1re année, 65, rue Cuvier, à Lyon.

La Révolte, mensuelle, 1re année, Place du Marché, Alger-Belcourt.

L'Action syndicale, *organe des travailleurs du Pas-de-Calais et du Nord*, hebdomadaire, 4e année, 29, rue de Lille, Lens (est anarchiste, mais comme son titre l'indique, se place, à peu près exclusivement, sur le terrain économique et ouvrier).

Le Cubilot, *journal international*, d'éducation, d'organisation et de lutte ouvrière, bimensuel, 1re année, édité à la colonie libertaire d'Aiglemont (Ardennes).

Le Cri populaire, *organe des Travailleurs socialistes de Lorraine*, hebdomadaire, 3e année, 88, rue de la Hache, à Nancy. (A des sympathies anarchistes et syndicalistes bien affirmées, malgré qu'il soit l'organe d'une fédération affiliée au parti socialiste. La partie relative au département des Vosges est rédigée par l'anarchiste Victor Loquier.)

Suisse.

Le Réveil, *socialiste-anarchiste*, hebdomadaire, 6e année, 6, rue des Savoises, Genève. (Organe bilingue, mi-français, mi-italien).

La Voix du Peuple, *organe officiel de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande*, hebdomadaire, 1re année, 28, rue du Vallon, Lausanne. (Syndicaliste, mais nettement anarchiste de tendance. Reflet assez exactement l'esprit de l'ancienne Fédération jurassienne de l'Internationale.)

Belgique.

L'Émancipateur (anciennement l'Insurgé), fondé en 1905, *organe du groupement communiste libertaire*. 1re année, hebdomadaire. 41, rue Laixheau, Liège.

L'Éducateur, *journal mensuel de propagande, édité par les libertaires verviétois*, 1re année, 12, rue du Temple, Hodimont-Verviers.

L'Affranchi, *organe de propagande libertaire*, bimensuel, 1re année, 74, rue des Six-Jetons, Bruxelles.

L'Action Directe, *organe de la Confédération générale du travail*, bi-mensuel, 2e année, 20, rue des Sept-Actions, Gilly (Belgique). (Syndicaliste, mais rédigé par des anarchistes).

L'ALMANACH illustré de la **Révolution** pour 1907 doit être en vente chez tous les dépositaires des *Temps Nouveaux* où tous les camarades peuvent le réclamer.

L'exemplaire 0 fr. 30, par la poste, 0 fr. 40 à l'administration des *Temps Nouveaux*.

Pour la vente en gros, à *la Publication Sociale*, 46, rue Monsieur-le-Prince, Paris.

Conditions spéciales aux vendeurs.

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille .... » 15
La Peste religieuse, par J. Most .... » 10
L'éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul .... » 15
A Emile Zola, par Ch. Albert .... » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross .... » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce .... » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro .... » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff .... » 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel .... » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin .... 1 fr.
L'Art et la Société par Ch. Albert .... » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier .... » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe .... » 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet .... » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy .... » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier .... » 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume .... » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache .... » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard .... » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault .... » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont .... » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille .... » 15
Organisation. Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac .... » 15
Le Treteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck .... » 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Vallotton .... » 15
La Mano Negra, couverture de Luce .... » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy .... » 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard .... » 15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck .... » 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault .... » 10
La Mano Negra dessins de Hermann-Paul .... » 40
Documents Socialistes, Dal .... » 40
Au Café, Malatesta .... » 30
Chansonnier révolutionnaire .... » 40
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan .... » 15
L'État, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen .... » 25
Aux femmes, Gohier, couverture de Agard .... » 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul .... » 15
Le prêtre dans l'histoire, par Roméo Manzoni, franco .... » 35
Le Patriotisme, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henry .... » 20
La Grève générale, par Briand .... » 10
L'Antipatriotisme par Hervé .... » 15
Le procès des quatre, Almereyda .... » 20
Le rôle de la femme, Fischer .... » 25
Militarisme, Fischer .... » 25
La Guerre, Mirbeau .... » 35
L'Evolution de la Morale, Letourneau .... » 35
Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus, fco. 2 35

Nous nous sommes rendus acquéreurs des derniers exemplaires, une vingtaine environ ; les camarades feront donc bien d'en profiter.

Superbe album, contenant les 52 dessins, signés Steinlen, Roubille, Hermann-Paul, etc., parus dans les numéros de la 11e année des *Temps Nouveaux*. Prix : 5 francs ; franco, 6 francs.

Nous avons retrouvé quelques exemplaires des ouvrages suivants :

Le *Tzarisme et la Révolution*, par Stepniak, franco 1.75
Le *Trimardeur*, par Bonnamour 1.75
Le *Grand Trimard*, par Zo d'Axa 2.70
L'Endehors 1.25
La Faiseuse de Gloire (roman), par Paul Bruat 1.75
Sabres de paille, fusils de bois (roman), par M. Huet 1.75
La Grande Grève (roman), par Malato 1.75

Et je rappelle que la maison Schleicher vient d'éditer *l'Origine des Espèces* de Darwin, à 2 fr. 50. 3 fr. en gare.

CARTES POSTALES ILLUSTREES

Nos calotins série de 6 cartes, par Jules Hénault, la série, franco .... » 50
— 2e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco. » 50
— 3e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco. » 50
Série de 6 cartes **Marines**, d'après les eaux-fortes de V. Rysselberghe, franco .... » 60
Patriotisme-Colonisation, série de 10 cartes, dessins de Roubille, Luce, Willaume, Hermann-Paul, Lefèvre, Jehannet, la série, franco .... » 60
Une série de 18 cartes postales gravées sur bois par Berger, reproduction des lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux*, la série, franco 1 50
Biribi, par Luce .... » 10

Toutes les cartes sont envoyées séparément, à raison de 10 centimes l'exemplaire, port en sus, soit 10 centimes par 10 cartes ou fraction de 10 cartes.

Le prochain dessin sera signé P. Iribe

Petite Correspondance

D., à Alais. — Je n'ai pas l'adresse de Séraphine Pajaud.

L., à Neuilly. — Reçu la carte. Merci. Tâcherai de trouver le temps d'y aller.

Epernay. — La tenancière de la Bibliothèque de la gare se trompe. Favorisée d'un privilège, elle n'a pas le droit de refuser la vente des journaux qui lui déplaisent. Nous réclamons auprès de la maison Hachette.

G. T., à Lyon. — Numéro réexpédié. Réclamez à la poste également.

A. G., à Sainte-Hélène. — Votre abonnement se terminera fin mars.

M. F., à Orléans. — L'envoi n'a pas été supprimé. Je vous réexpédie le numéro.

L., à Barcelone. — Vous redevez 0 fr. 15 pour la brochure.

L. V., à Rome. — Trop purement théorique, votre article. Nous ne montons pas à ces altitudes !

La Jarlière. — Votre adresse? pour vous répondre.

S. M. S. — L'article sur l'indemnité, très bien ; mais arrive après deux autres déjà publiés sur le sujet.

Saint-Aignan. — Le numéro adressé à M. Tr. nous revient avec la mention « inconnu ».

Douphe. — Envoyez-nous un autre exemplaire de la *Cravache* et deux toutes les semaines.

André. — Les comptes rendus de livres et de pièces sont réservés à nos rédacteurs.

B. A., à Alleins. — CC., à Paris. — F. C. A., à Minas de Campaneiro. — M., à Chaux-de-Fonds. — D., à St-Etienne. — S., à Coleanor. — H., à Digne. — G., à Romagnieu. — M., à Orléans. — A. G., à Ste-Hélène. — G. F., à Calais. — D., à Fresnes. — B., à Livet. — M., à Lacoste. — E. S., à Essones. R., à St-Claude. — C., à Bléré. — C. R., à Romorantin. — L. S., à Tours.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : A. D., 3 francs. — P. R., 50 francs. — C., à Nantes 0 fr. 60 — J. L., à Châtillon, 1 fr. — N., à Gex, 10 francs. — Vente de vieux timbres 33 fr. 50 (*le marchand nous dit que ceux du Brésil, nouvelle émission, sont bons encore mais vent. Avis aux camarades de là-bas qui peuvent en ramasser*). — B. C., à Chalon-s-S., 0 fr. 50.

Merci à tous.

Sur les sommes reçues pour les révolutionnaires russes, il nous restait 32 fr. 25. Nous avons remis 30 francs pour deux camarades échappés. Il ne reste plus que 2 fr. 25.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris.

C'est le cauchemar.



Dessins de DELANNOY et GIRIS

La première vache de France.

12e ANNEE. — N° 35.

29 DÉCEMBRE 1906

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de P. Iribe.

SOMMAIRE

Y a-t-il un art de diriger LES HOMMES?

Ceux de nos lecteurs qui lisent notre supplément depuis *la Révolte*, connaissent le Dr Manouvrier dont nous avons reproduit divers opuscules, et ne sont pas sans se rappeler les critiques mordantes contre l'état social qui émaillent ses démonstrations scientifiques.

C'était pour moi un régal d'assister aux cours qu'il professe à l'École d'anthropologie, car on y apprend toujours quelque chose, mais le travail sans cesse plus lourd du journal m'a forcé d'y renoncer, je n'en ai plus que quelques échos que m'apporte la *Revue de l'École d'anthropologie* qui, tous les mois, donne une leçon de l'un des professeurs de l'école.

Et, dans le numéro d'août de cette année, sous le titre : *Conclusions générales sur l'anthropologie des sexes et applications sociales*, j'y trouve une leçon fort intéressante de Manouvrier, mais contenant, à mon avis, quelques erreurs qui sont à rectifier.

Bien souvent, après avoir démontré victorieusement les tares sociales, en avoir indiqué l'origine dans le mauvais fonctionnement de la société, Manouvrier arrive à des conclusions fort déconcertantes que l'on comprendrait de la part de quelqu'un qui admet que le mal dérive de la nature humaine, mais non de celui qui en reconnaît l'origine sociale.

Ainsi, cette leçon contient une affirmation que je lui ai entendu répéter plusieurs fois, c'est que la connaissance des sciences anthropologiques est nécessaire à ceux qui se mêlent de conduire les peuples.

Et, quoiqu'il fasse beaucoup de restrictions sur la politique, cet art qui manque encore de bases, faute de connaissances certaines, cette reconnaissance de l'aide que l'anthropologie doit apporter à la politique, n'en implique pas moins qu'il peut exister un art de gouverner les hommes.

* *

Pour justifier cette façon de voir, M. Manouvrier a recours, d'après Spencer, à la fameuse assimilation de la Société à un organisme vivant :

« Si, à l'exemple de Spencer, l'on se tient à un point de vue suffisamment élevé, cette analogie est assez parfaite dans les grandes lignes pour suggérer les indications les plus sûres et les plus précieuses. L'organisme social n'est pas ainsi nommé par extension purement littéraire; c'est parfaitement un organisme. Ce n'est pas davantage par simple catachrèse qu'on peut parler de sa constitution ou de sa conformation, de son fonctionnement, de son anatomie et de sa physiologie normale et pathologiques, — de sa santé et de ses maladies, donc d'une hygiène et d'une thérapeutique sociales » (liv. VIII, page 256).

Cette assimilation de l'état social à un organisme vivant est absolument fausse.

Ce n'est que pour justifier un état social dont la fausseté et l'injustice éclatent en chacune de ses fonctions que l'on a pensé à aller chercher une analogie pareille. La cellule de l'organisme a sa place fixe dans l'organisme dont il fait partie, une tâche déterminée, toujours la même à accomplir, et qu'elle ne peut pas ne pas accompiir, puisque sa vie est son fonctionnement dans cette tâche (1). Cette association forme une unité : animal ou végétal.

(1) En certains cas pathologiques, un groupe de cellules peut se substituer à un autre et le suppléer. Mais c'est un travail chimico-mécanique qui se fait, où la conscience n'a rien à voir, et exclut, par conséquent, toute idée de gouvernement, de direction.

Mais ces unités qui vivent par et pour elles-mêmes, pourront bien s'associer à leur tour, pour tirer meilleur parti de leurs efforts, elles pourront former un troupeau, une société, mais leur association n'arrivera jamais à créer un autre individu vivant de sa vie propre. Il y a, ici, association et non juxtaposition.

On aura beau torturer les faits, tirer les analogies par les cheveux, on n'arrivera jamais à démontrer que Humanité et Société sont autre chose que des mots servant à désigner un ensemble d'individus; mais on n'arrivera pas à en faire des individus elles-mêmes.

*

Que les gouvernants s'inspirent des sciences anthropologiques pour faire moins de bêtises, il est incontestable que cette connaissance leur en éviterait, et de grosses. Mais cette amélioration ne serait qu'au profit des gouvernants qui apprendraient à être plus adroits, le bénéfice pour les gouvernés serait plus contestable.

La connaissance des sciences anthropologiques ne peut conduire qu'à une conclusion : c'est qu'il n'y a pas d'art de conduire les peuples. Une direction unique implique une règle commune, et c'est un non-sens lorsqu'il s'agit de millions d'êtres pensants.

Le politicien qui voudra étudier sincèrement l'anthropologie, et ne pas en fausser les conclusions, lorsqu'il s'agit de les appliquer à la politique, sera forcé de reconnaître qu'il faut renoncer à intervenir dans la direction des sociétés.

Il y apprendra que l'autonomie de chaque individu doit être respectée, qu'il n'y a d'association parfaite et stable que par l'harmonie, et que l'harmonie ne s'obtient pas par des règlements édictés par un centre, mais par le libre jeu des affinités.

Et M. Manouvrier n'est pas sans avoir entrevu cette vérité; mais il est si fortement imbu d'Auguste Comte et de sa classification des sciences, que, plus d'une fois, cela lui obscurcit la voie de la vérité.

J. Grave.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Dans le Pas-de-Calais

Le jury d'honneur s'est tenu. Le Vieux-Syndicat, qui ne se croit pas déshonoré en maintenant à sa tête le député Basly, avait refusé l'offre de désigner dans son sein deux délégués.

Le délégué de la Fédération nationale des Mineurs, Cordier, désigné par le bureau de la F. N. des M., des M., appartenant, lui aussi, au Vieux-Syndicat du Pas-de-Calais, avait refusé de se présenter.

Il ne s'est donc trouvé dimanche dernier, 23 décembre, pour procéder à la vérification de la comptabilité du Comité de secours de la Fédération syndicale, que le délégué du Syndicat des mineurs de Monteeau, et les deux délégués de la Confédération.

Une délégation avait été envoyée par le Vieux-Syndicat et Basly pour protester contre la composition de ce jury d'honneur, en demander un nouveau et réclamer des poursuites judiciaires.

Le fameux politicien Basly ne pouvait refuser jury d'honneur avec simplicité. C'était accomplir, d'une façon visible, pour les yeux les plus myopes, une reculade piteuse. Basly opère la reculade. Mais il l'accompagne de grands et nobles gestes, destinés à le garder du ridicule. Il embrouille la situation. Il essaie de l'embrouiller. Il prétend maintenant que le jury d'honneur n'est pas constitué selon les « principes » courants. Il ose dire que composé ainsi que le demandait la Fédération syndicale il n'offre pas de garanties de sincérité et d'impartialité. Pas impartial, le jury demandé par la Fédération syndicale? Il faut un sérieux cynisme pour l'affirmer.

Tout au contraire, nos camarades avaient fait à Basly la part la plus belle.

D'abord la Fédération syndicale n'avait nommément désigné aucun délégué. Elle avait laissé toute liberté au Vieux-Syndicat, à la Fédération des Mineurs, à la Confédération de choisir leurs délégués.

Elle aurait pu s'abstenir de demander au Vieux-Syndicat de se faire représenter. Mais forte de son intégrité, elle aima mieux appeler ses accusateurs eux-mêmes à vérifier sa comptabilité.

Ceux-ci en refusant cette invitation viennent de se juger eux-mêmes. Ils viennent de montrer qu'ils étaient des hommes sans conscience, incapables de loyauté et capables des pires infamies.

Ce n'est plus Basly seul, maintenant, qui est responsable; c'est toute une organisation; ce sont tous les militants de cette organisation. Ils pourront maintenant dire et faire ce qu'ils voudront, ils sont jugés. On sait maintenant, dans le Pas-de-Calais que les moins sales des membres du Conseil d'administration du Vieux-Syndicat n'ont pas craint de présenter dimanche de nier la déclaration par laquelle le Vieux-Syndicat refusait de faire partie du jury d'honneur. Ceux-là étant les moins sales, — je dis les moins sales — que l'on juge de la mentalité des autres.

Ils furent d'ailleurs fustigés, comme il convenait par le délégué de Monteeau et par Griffuelhes et Sauvage, les délégués confédéraux. Bernaud, au nom du comité de secours de l'Union fédérale et du syndicat de Monteeau, déclare que Basly mentait en prétendant qu'il était l'interprète de ce Comité.

On se souvient que la base de l'accusation de Basly reposait sur le fait que les fonds envoyés par Monteeau n'avaient pas été distribués et que Monteeau avait vainement demandé l'usage qui avait été fait de ces fonds.

La vérification scrupuleuse de la comptabilité fut faite par les délégués de la Confédération et du syndicat de Monteeau.

Voici la partie de leur rapport relative à la vérification :

Les trois camarades, mis, après leur réunion officielle, en possession des livres et des pièces comptables de la Fédération syndicale, ont procédé à leur vérification; ils ont parcouru les livres, noté les sommes reçues et les sommes dépensées, compté l'encaisse, s'élevant à 3,915 francs, déclarent que les livres permettent une vérification facile, qui met hors de cause la bonne foi et la sincérité des camarades de la Fédération syndicale et ils tiennent à ajouter que la distribution des secours aux veuves a été faite et se continue en vertu de décisions régulièrement prises le 30 avril et le 15 mai 1906.

Signé : Bernaud, de Monteeau, Griffuelhes et Sauvage de la Confédération G. du T.

L'intégrité de nos camarades est maintenant proclamée. C'est la première partie de la tâche qui est effectuée. Il reste maintenant à traiter Basly et le Vieux Syndicat comme ils le méritent.

Indépendamment des poursuitent judiciaires que nos camarades vont entamer sans retard, il y a une œuvre d'assainissement qu'il faut accomplir.

Le Vieux-Syndicat est confédéré. En se déclarant solidaire des calomnies de son président, il vient de prendre sa part d'un acte antiouvrier. Sa place n'est plus dans la famille ouvrière. On saura, espérons-le, le lui faire voir.

Quant à Basly, le parti socialiste unifié, naturellement, le serrera plus affectueusement que jamais sur son cœur. Il sera heureux et fier de posséder un tel membre.

Nous ne nous en plaindrons pas. Le parti socialiste symbolisé par Basly, c'est pour nous la meilleure image de propagande.

PIERRE MONATTE.

⁂

Une rectification. — Dans la liste de journaux anarchistes publiée la semaine dernière, l'*Action syndicale* du Pas-de-Calais a été comprise.

Que Dunois me permette de lui signaler qu'il a commis une erreur de fait. L'*Action syndicale* n'est point anarchiste. Elle se borne à être syndicaliste.

Si le secrétaire en est notre ami Broutchoux, il n'en est pas l'unique rédacteur. Collaborent au journal, l'administrent, s'en font les vendeurs des socialistes révolutionnaires non unifiés en aussi grand nombre sinon en plus grand nombre que les camarades.

Soyons justes. L'*Action syndicale* fait une vigoureuse et difficile propagande; mais les anarchistes ne sont pas seuls. Ils mènent cette propagande en accord avec les éléments sains de l'ancien parti ouvrier du Pas-de-Calais.

P. M.

GLANES

La nouvelle idole.

Tel était le titre, emprunté à la pièce que chacun connaît de M. François de Curel, sous lequel M. Armand Rio groupait dernièrement dans « *l'Aurore* » les opinions de diverses personnalités littéraires et scientifiques, afin d'éclairer la prétention émise par un professeur de la faculté de Lyon, de voir l'Etat déférer aux médecins un pouvoir d'ingérence légale dans la vie privée des individus. Encore que les correspondants de M. Rio — dont il faut louer l'initiative — aient écrit de fort intéressantes lettres au sujet de cette prétention, il nous a paru qu'elle était d'un caractère assez grave pour mériter que nous en parlions aux lecteurs des « *Temps Nouveaux* ».

Il s'accomplit en effet, en ce moment, dans les esprits, une singulière déformation à laquelle, peut-être, on ne prend pas suffisamment garde. Les intelligences, hier courbées sous la religion de la piété, ont à peine esquissé le geste de se redresser que les voilà, encore une fois, ployées sous une religion nouvelle : celle de la science. A ses représentants elles demandent l'équivalent de la certitude mystique qu'elles exigeaient — que certaines n'ont cessé d'exiger — des prêtres. Ce qu'on veut communément aujourd'hui de l'homme de science c'est ce qu'on voulait autrefois, de l'homme de Dieu. Avec le secret espoir qu'il fournira l'explication de l'inexplicable, on le sollicite, en attendant, d'être plus qu'un guide, d'être un directeur de conscience. On le grandit de toute la petitesse du besoin qu'on a d'être dominé; de s'abandonner à une force supérieure et de s'en remettre à elle du soin de veiller à tout, de tout ordonner. L'animal humain, l'hôte séculaire des ténèbres, a cette superstition d'une clarté au seuil de son antre.

Il lui faut se convaincre de l'infaillibilité de quelqu'un et le médecin le convainct d'autant plus facilement de la sienne qu'il exige qu'il la proclame et qu'il se méfierait de lui s'il ne la proclamait pas. Que les médecins acceptent la situation qui leur est faite, et que, pour en tirer le meilleur parti possible, ils s'avisent que, puis qu'on les élit à la dignité de grands prêtres d'une religion, il sied que cette religion soit d'Etat — cela se comprend de reste. Ce qui ne laisse pas de se comprendre moins aisément c'est que, en matière d'interprétation de l'idéal scientifique, le XXe siècle en demeure encore, malgré son apparente incrédulité, à la formule assez naïvement optimiste du XVIIIe siècle. L'homme moderne, qui se pique volontiers de n'être dupe de rien et qui sourit sceptiquement de ce qu'il appelle les utopies des sociologues, croit, cependant, avec tout le sérieux dont il est capable, aux promesses les plus chimériques aussitôt qu'elles sont proférées par une bouche doctorale.

Il est, en général, absolument certain que l'avenir est à la science; à l'organisation scientifique de l'humanité; mais il a une idée de la science et de l'organisation scientifique de l'humanité à faire hausser de mépris les épaules à un vrai savant. Aussi bien, n'est-ce pas, proprement, en la science qu'il a foi, mais en le merveilleux scientifique et, plus volontiers, par exemple, que les raisonnements des communistes il écouterait les mensonges d'un charlatan qui l'assurerait de résoudre le problème économique au moyen de la découverte de la pierre philosophale. Il a une admiration pieuse, une admiration d'ignorant, pour l'augure de laboratoire, pour l'individu cultivé et qui porte un titre garant de son instruction. Celui-là le décevrait, s'il le conviait à étudier la vérité avec lui; il faut qu'il la promulgue pour conserver son prestige.

Si l'homme concevait la science autrement que comme un privilège, et en conséquence les savants autrement que comme une caste, il cesserait de les tenir en considération. La science ne serait plus pour lui la science s'il cessait de l'envisager comme un domaine inaccessible à son entendement. Il la place au-dessus de soi, dans une région assez voisine de l'empyrée où, jadis, il situait sa divinité. De la sorte, une fois de plus, non seulement il prouve combien il est resté imprégné du mysticisme des anciennes théologies, mais il dénonce la lâcheté de son désir de se décharger sur autrui du soin de travailler à l'accomplissement de son bonheur.

Il faut qu'il soit en tutelle. Au lieu de s'efforcer de prendre conscience de lui-même, il demande à quelqu'un d'être sa conscience. Il n'éprouve pas la nécessité de savoir; il lui suffit qu'on sache à son intention. Son amour de la science c'est son culte pour les savants. Leur

pédantisme l'infatue puérilement. Ils sont sa gloire; de leurs découvertes il fait une question de vanité chauvine. Si tel cancre se targue en deçà de la frontière, d'avoir Berthelot pour compatriote, tel autre, au delà, se vante d'être de la même nationalité que Koch. On rivalise de savants, de pays à pays, comme de « forts en thème » de lycée à lycée; et pourvu qu'on arrive à produire un sujet exceptionnel, il n'importe que la mentalité générale du pays ou du lycée dont il est soit médiocre A tout prendre, il sied qu'elle le soit. Et l'esprit de tradition, l'esprit de l'Etat, qui règle l'éducation des sujets d'une société, a soin de cultiver l'erreur dans le cerveau même des élites qu'il forme. Il entend que ses savants soient, ainsi que les ouvriers d'une grande usine, sans rapports entre eux, étrangers aux travaux les uns des autres et à la pensée d'ensemble de l'œuvre à laquelle ils se subordonnent. Comme les ouvriers, occupés au maniement des rouages divers de la machine, il les force à se spécialiser, à s'attacher chacun à une étude particulière. L'esprit de l'Etat veut créer des savants ignorants. Il les outille pour une œuvre étroite, toute en profondeur. Il livre à leurs pioches et à leurs sondes un petit carré de terrain dans l'espace duquel il les emmure. Ainsi, il les condamne à devenir myopes; incapables de cohésionner les phénomènes qu'ils observent et de se faire une idée de la portée de leurs études. Dogmatiques, en outre, et farouchement jaloux de leurs prérogatives, ils sont excellents pour conserver la loi et la dicter. Il est légitime qu'ils songent à profiter de la refonte dont on parle du Code Napoléon pour se spécifier des droits de contrôle sur les moindres actes de notre vie. Nous leur avions reconnu ces droits avant qu'ils éprouvassent la nécessité de les codifier. Nous appelions à grands cris leur domination. Les familles qui avaient banni le prêtre de leur foyer y installaient le médecin à la meilleure place. Elles se confessaient à ce nouveau conseiller plus absolument encore qu'à l'ancien. Nulle restriction de pudeur ne les empêchait de s'abandonner à lui. L'homme autrefois hostile aux indiscrétions que le prêtre arrachait à sa femme, rivalisait d'aveux avec elle en présence du médecin. L'épouse ne se soulageait pas la conscience à l'insu de l'époux. Tous deux s'unissaient pour se déshabiller l'âme et le corps devant le représentant de la nouvelle idole; ils communiaient en lui livrant le secret de leur vie morale et physique. Sa volonté souveraine présidait à leurs rapports les plus intimes si même il n'arrivait pas qu'elle les perturbât...

En s'emparant du pouvoir légal, les médecins réaliseront ce rêve le plus amoureusement caressé de nos cervelles chinoises — celui de la détention de l'autorité par les mandarins, par les gagnants de la course au brevet des culs-de-jatte de la pensée, par les hommes cultivés enfin, officiellement cultivés et tout tatoués d'estampilles et tout cousus de diplômes.

Davantage que le prestige des académiciens psychologues et mondains, le prestige des homéopathes et des névropathes, et de tous les innovateurs des plus astucieuses thérapeutiques — psychologues aussi, d'ailleurs, et mondains — est de ceux qui inspirent confiance. On n'imagine pas qu'il existe, pour guérir le corps social, des hommes mieux qualifiés que ceux qui ont su nous persuader qu'ils accomplissaient des miracles sur nos propres personnes et qu'ils nous soulageaient tous les jours de quelques-unes des infirmités inhérentes à notre pauvre espèce.

La bonne parole qu'Homais a répandue porte ses fruits. Les fils du pharmacien, devenus membres des Hautes Facultés, vont les récolter. Le monde ne demande qu'à se livrer à leurs expériences.

A ces nouveaux pasteurs les moutons de l'éternel troupeau sont prêts à sacrifier davantage que leur laine qu'on a toujours tondue. Ils ont décidé de se soumettre, s'il le faut, aux plus cruelles vivisections. Ils attendent d'être châtrés du peu de liberté qui leur reste. Une ère de politique prophylactique va s'ouvrir. Nous allons vivre sous le régime de l'hygiène et comme nous fondons sur lui de grandes espérances, il n'importe qu'il soit vexatoire.

C'est pour exiger le moins possible de soi qu'on exige énormément des autres. Après cela, on leur pardonne la tyrannie de leur domination. On leur fait les pires concessions, mais on s'en croit payé, et au delà, en se déchargeant sur eux de la lourde tâche de réfléchir et d'agir, de vivre sa vie. Il reste, au surplus, qu'on a la consolation de se plaindre, si on est mécontent de l'existence qu'on a acceptée, dont on a reçu la permission de jouir. . Mais, se dispenser d'initiative, telle est, il nous semble bien, la suprême aspiration de la bête humaine. Paresseuse et pusillanime, entretenue dans sa paresse et sa pusillanimité par un système d'éducation que ses maîtres ont adroitement approprié à ses défauts, elle appelle de tous ses vœux une volonté qui consente à se substituer à la sienne. Se mettre en société, ce n'est pas assez pour rassurer la faiblesse des hommes, il faut qu'ils abandonnent la direction de cette société à l'Etat. Ils le supplient de les préserver du danger des accidents auxquels ils seraient exposés, si, pour parler le langage de Diderot, ils fonctionnaient comme « une multitude de petits ressorts épars et isolés ». Dans un souci d'intérêt mal compris ils le conjurent de les assembler en puissante machine Ainsi, garantis contre les destructions partielles, ils marchent d'un cœur léger, parce qu'ils se sentent les coudes, aux anéantissements en masse... Misérable et dérisoire raison humaine que, toujours, l'illusion et le mensonge gouvernent! Quand les médecins interdiront, au nom de la loi, les unions entre tuberculeux, syphilitiques et épileptiques, dans le but de travailler à l'amélioration de notre race, notre race — tant qu'elle vivra sous le régime de l'inégalité matérielle — en sera-t-elle moins fatalement vouée à voir les mêmes maux frapper la majeure partie de ses sujets?

Le jour où les hommes seront fermement décidés à réduire leurs infirmités et leurs souffrances à l'inévitable, c'est-à-dire au seul contingent naturel, ils se mettront tous à l'œuvre. Ils seront leurs propres maîtres et leurs propres médecins

JOHN-L. CHARPENTIER.

Le prochain dessin sera signé RE-LE-TE.

MOUVEMENT SOCIAL

LES GRÈVES

Le lock-out de Fougères. — La lutte épique qui se poursuit entre les ouvriers cordonniers de Fougères et leurs exploiteurs émeut de plus en plus l'opinion publique. Un large courant de sympathie et de solidarité vient apporter aux grévistes, en même temps que les moyens matériels de continuer la résistance, le réconfort moral si précieux en de telles circonstances.

L'exode des petits des grévistes vers Rennes a été le fait qui a secoué l'indifférence générale et a obligé la grande presse et aussi, *malheureusement*, le gouvernement à se préoccuper de ce conflit du travail.

Je dis malheureusement, car je considère, en matière de lutte, l'intervention des pouvoirs comme toujours préjudiciable aux intérêts ouvriers.

Le gouvernement n'intervient dans les conflits économiques que de deux façons : ou il envoie de la troupe sur le champ de grève, la met à la disposition du patronat, en un mot affiche ouvertement l'intention de remplir son rôle de défense des possédants, ou, masqué d'hypocrites intentions, il se présente sous la forme d'un délégué, ministre ou fonctionnaire quelconque, et prétend jouer le rôle d'arbitre.

Le pouvoir est certainement plus dangereux dans le second rôle que dans le premier.

Sachant mal se défendre contre les conseils intéressés entrecoupés de protestations amicales de ce singulier arbitre, les ouvriers, en perdant confiance dans leur effort et leur action personnelle, ne voient pas que les propositions d'entente ou de conciliation qui leur sont apportées sont des mirages, et ce n'est que plus tard, rentrés à l'usine croyant avoir acquis quelques satisfactions, ils s'aperçoivent qu'ils ont été dupes.

Aussi, quand j'ai appris que le ministre du travail avait l'intention d'intervenir en arbitre dans la grève de Fougères, ai je tremblé pour les braves gens qui, depuis deux mois, luttent avec opiniâtreté et risquent d'avoir dépensé tant d'efforts, supporté tant de souffrances, pour voir leur magnifique mouvement de révolte finir en mystification.

Que le ministre reste à sa fenêtre, qu'il se contente de suivre de loin la lutte engagée, cela vaudra mieux pour les camarades cordonniers.

Au reste, ce n'est pas au moment où la résistance patronale s'affaiblit, où la division règne parmi les affameurs, qu'il convient qu'une intervention étrangère vienne diminuer les prétentions des grévistes pour établir ce fameux terrain d'entente qu'exige l'arbitrage.

Deux nouveaux fabricants, MM. Cones et Bertin, ont accepté de discuter avec les syndicats ouvriers, ces deux patrons emploient chacun 300 ouvriers.

D'ailleurs le gouvernement a su préparer de bizarre façon son intervention conciliatrice.

Au cours d'une manifestation faite devant l'usine Pichard, où trois jaunes travaillaient, les gendarmes ont chargé la foule avec une sauvage brutalité, sept femmes et trois hommes ont été blessés.

J'annonçais la semaine dernière que les organisations syndicales de Cherbourg et de Laval s'étaient offertes pour recueillir des enfants de grévistes. L'Union des Syndicats de la Seine, organisation qui groupe 300 syndicats de Paris et du département, a lancé un appel et s'est offerte pour recevoir également des enfants.

Une grosse difficulté existe, c'est l'importance des frais de voyage. Au moins 4.000 francs seraient nécessaires pour l'aller et le retour de 100 enfants et il est peu probable que les grandes compagnies accordent une réduction sur les frais de chemin de fer.

⁂

A Toulon. — La semaine dernière une grève avait éclaté parmi les *artistes musiciens* du théâtre de Toulon. Ce conflit vient de prendre fin; les musiciens ont obtenu gain de cause.

Que les artistes de Toulon après ce succès n'imitent pas leurs collègues de Paris qui après la victoire qu'ils obtinrent en 1903, victoire due à l'aide que les travailleurs des autres corporations leur apportèrent en allant manifester dans les théâtres et concerts, quittèrent méprisants la Bourse du Travail, rompant tout lien avec l'organisation confédérale à laquelle ils étaient affiliés.

Les artistes musiciens de Paris grisés par le succès n'ont plus voulu se commettre avec les bourgeois et les blouses des ouvriers. Un jour peut venir où ils s'en repentiront.

⁂

Brest. — La grève des tramways se poursuit malgré les arrestations de camarades et les efforts tentés par la Compagnie pour intimider les grévistes.

La Compagnie annonce qu'elle a *une équipe* de nouveaux wattmen prête à assurer le service si les grévistes ne reprennent pas le travail. Si cela était vrai elle organiserait tout simplement son service puisqu'il pourrait être assuré et s'inquièterait peu que les grévistes reprennent ou non le travail.

Au lieu de cela les tramways ne marchent pas et les grévistes ont décidé de continuer la lutte jusqu'à ce que la Compagnie consente à payer les jours de repos hebdomadaire.

⁂

Les Tisseuses des Cévennes. — Le juge de paix d'Alais s'était offert à tenter la réconciliation entre les ouvrières grévistes et les fabricants.

Cette tentative a échoué.

Les tisseurs se refusent à accepter le salaire de 1 fr. 60 par jour que réclament les ouvrières et ne veulent payer que 1 fr. 50.

Trente sous par jour, combien de temps met-on à mourir de faim avec un tel salaire ? et lorsqu'on songe qu'il est une catégorie d'individus qui le plus sérieusement du monde vous expliquent que le coût de la vie est tel qu'il rend insuffisant un traitement de 25 francs par jour et que 41 francs sont un indispensable salaire quotidien, on a une haute idée de notre milieu social.

CHARLES DESPLANQUES.

⁂

ETATS-UNIS

Le 2e Congrès des Industrial Unions à Chicago. — Le 1er Congrès des *Industrial Unions* qui eut lieu à Chicago (juin-juillet 1905) fut considéré par tous ceux qui comme moi sentent le despotisme de la bourgeoisie américaine et ont à souffrir l'oppression du vieil Unionisme, comme une étape décisive de l'émancipation du prolétariat.

Dans cette assemblée du travail, après de longues mais très intéressantes discussions, les *Industrial Workers of the World* s'étaient organisés sur des bases purement révolutionnaires. La politique malgré les intrigues de certains politiciens avait été repoussée de l'organisation nouvelle ; toutefois la subtilité des intrigants avait réussi à introduire dans les statuts cet article équivoque : « Entre ces deux classes (le capital et le travail) une lutte doit continuer jusqu'à ce que les travailleurs unis ensemble, tant sur le *terrain politique* que sur le terrain industriel, puissent entrer en possession du produit de leur travail par une organisation économique du prolétariat sans affiliation à aucun parti politique. » Cette subtilité de politiciens devait être, suivant l'expression de la *Questione sociale*, le journal anarchiste de langue italienne de Paterson, le chancre rongeur des *Industrial Workers of the World*.

Le 2e Congrès devait avoir lieu vers le mois de juin 1906, mais l'arrestation de Charles Moyer, de William Haywood et de Pettibone le fit ajourner sur la proposition de la *Western Federation of Miners*.

Dans le courant d'août un manifeste publié par les soins de quelques Unions convoquait les *Industrial Workers* en Congrès pour le 17 septembre 1906. Cette convocation me sembla marquer une évolution importante au sein du nouvel unionisme.

En effet, après de justes considérants où il était dit en substance que les fonctions de président général était un signe de despotisme, et que le prolétariat dans la lutte vers son émancipation doit combattre tout ce qui veut l'opprimer ; cet appel concluait à la suppression de la présidence générale des *Industrial Workers of the World*.

Dès l'ouverture des débats du 2e Congrès, deux forces adverses se trouvèrent en face l'une de l'autre, l'une demandant la suppression de la présidence générale et le renouvellement du vieux Comité exécutif et l'autre composée du président et de ce Comité faisant tous leurs efforts pour conserver ces fonctions. Les discussions furent d'abord très violentes et dégénérèrent ensuite en tumulte ; le président essaya en vain de rétablir l'ordre en demandant le respect des statuts constitutifs ; Trautmann, le secrétaire général faisant partie de la fraction adverse lui répondit par un formidable : « Au diable la Constitution ». Ce fut alors une manifestation frénétique de la part de ceux opposés à la présidence qui tous semblèrent se rallier au cri de guerre lancé par Trautmann. Daniel de Léon, le grand leader du *Socialist Labor Party*, et surnommé par ses partisans le Napoléon du socialisme, rétablit l'ordre, il fut acclamé par des hourras ; c'était désormais la mort de la présidence générale et du vieux Comité exécutif.

La présidence générale fut supprimée. Un nouveau comité exécutif fut nommé ; Trautmann fut réélu secrétaire général. Le président et le Comité exécutif, après avoir demandé en vain le referendum, se retirèrent en déclarant qu'ils ne reconnaissaient pas la légalité de ce Congrès. Un bon nombre de délégués se retirèrent également affirmant que l'assemblée avait en quelque sorte été prise d'assaut par Daniel de Léon et ses partisans c'est-à-dire par les représentants du *Socialist Labor Party*, d'autres restèrent pour protester contre la majorité qui pour eux avait violé la constitution.

C'est ici qu'il est difficile d'établir d'une façon précise et impartiale la part de responsabilité qui incombe aux deux partis adverses qui se prétendirent l'un et l'autre être les vrais représentants du prolétariat.

Aussi je crois ne devoir émettre ici que ma propre opinion basée seulement sur les rapports des deux parties qui me sont parvenus et que je me suis efforcé de confronter les uns aux autres pour essayer d'en dégager la vérité. Donc examinons ces rapports.

Ceux qui prirent l'initiative du 2e Congrès des *Industrial Workers of the World* déclarent dans leur manifeste qu'une année d'expérience les ayant amenés à reconnaître les défauts de l'*Industrial Unionism*, ils avaient demandé la suppression d'un fonctionnarisme inutile, pour ne pas dire nuisible.

Dès que les débats du 2e Congrès furent ouverts, les grandes questions se discutèrent. Le président général fut en quelque sorte mis en accusation, on l'accusa d'avoir pillé la caisse et de n'avoir rien fait pour le développement de la nouvelle organisation ouvrière.

Ces accusations seraient malheureusement fondées, le président Shermann non content de ses 150 dollars mensuels aurait porté sur le compte de l'*Industrial Unionism* des dépenses d'hôtel s'élevant à une moyenne de 13 dollars 50 (67 fr. 50) par jour.

La *Western Federation of Miners* (Fédération des Mineurs de l'Ouest), la section la plus importante des *Industrial Workers* fut blâmée ; on lui reprocha d'avoir nui à la cause des nouvelles Unions en faisant une campagne politique pour soutenir la candidature de William Haywood (1) pour l'office de gouverneur du Colorado, lors des dernières élections (novembre 1906).

Dans le rapport de deux délégués de la *Western Federation of Miners*, Ryan et Saint John, nous lisons notamment : « Dès l'ouverture du Congrès nous fûmes convaincus que la nouvelle organisation se trouvait entre les mains de réactionnaires cherchant à se perpétuer dans leurs fonctions.

... Le président Sherman a gaspillé les fonds de la caisse des *Industrial Workers*, il dépensa pour frais de voyage et dépenses d'hôtel 2512 dollars et 43 sous en moins de six mois, en plus de ses honoraires.

Mac Cabe, président de la Fédération du transport et membre du vieux Comité exécutif, est un homme incompétent et indigne, il a refusé de reconnaître le label rouge et a osé dire en public que les martyrs de Chicago de 1887 n'avaient eu que ce qu'ils méritaient.

« ... Peu après que le Congrès eut commencé ses travaux, il se trouva divisé en deux factions : l'une représentée par les réactionnaires préconisant l'unionisme pur ou vieux système d'organisation ouvrière, et l'autre défendant les nouvelles unions à base revolutionnaire, marchant directement vers l'émancipation du prolétariat.

« ... Notre impression du Congrès est qu'il a agi sagement en expulsant un élément qui avait été nuisible à la solidarité et au progrès du prolétariat et que l'amendement des statuts mettra l'organisation nouvelle sur des bases solides. »

Parmi les articles amendés mentionnés par ce même rapport, nous voyons ce paragraphe : « Nul ne pourra être employé comme organisateur par les *Industrial Workers of the World* s'il est employé par un parti politique quelconque ».

Le rapport général des délégués de l'opposition présidentielle est encore plus acerbe que le précédent. Les épithètes de traîtres et de réactionnaires à l'égard du président général et du vieux comité exécutif et de leurs partisans y sont souvent employées.

La faction opposée traite ses antagonistes de révolutionnaires imbéciles, elles les accuse de n'être que les suiveurs d'un politicien ambitieux, Daniel de Léon ; elle proteste contre la violation de la constitution des *Industrial Workers* en affirmant que des délégués auraient été illégalement admis. Et pour conserver leurs fonctions, le président Sherman et le vieux comité font appel au referendum ; ils déclarent qu'eux seuls ont le droit de représenter les *Industrial Unions* qu'ils refusent de reconnaître le nouveau comité et par conséquent de lui céder le bureau général des *Industrial Workers*.

Le *Miners Magazine*, l'organe de la *W. F. of Miners*, qui est devenu un excellent organe du socialisme politique se déclare en faveur du président Sherman et du vieux comité, trois délégués de la *W. F. of Miners*, C.-E. Mahoney, Mac Mullen et Mac Donald, se sont également déclarés pour lui. Par contre plusieurs unions de cette fédération ont adhéré au rapport des délégués Ryan et St-John.

De nombreux journaux socialistes, tels que le *Worker* de New-York, l'*Appeal to Reason*, de Girard (Kansas), le *Chicago Socialist*, le *Western Clarion*, le *Socialist Review*, le *Citizen of Cleveland* et d'autres y compris le *Miners Magazine* s'élèvent violemment contre ceux qui ont supprimé la présidence des *Industrial Workers* ; leur langage insinuant va jusqu'à la calomnie, ni les uns ni les autres ne peuvent plus m'inspirer confiance, leurs affirmations me paraissent douteuses ; ce que je regrette le plus de tout cela c'est de voir le *Miners Magazine* s'enlizer de plus en plus dans le bourbier politique. Toutes ces publications, sans oser l'avouer ouvertement, voudraient que la politique fût admise ou tout au moins tolérée dans les *Industrial Workers of the World*. Lors de la formation de cette nouvelle organisation, la plupart des journaux socialistes déclarèrent qu'ils ne pouvaient concevoir une organisation ouvrière consciente excluant la politique : leur critique des vieilles Unions était avant tout une critique de l'abstention politique pratiquée par celles-ci et aujourd'hui ils se réjouissent que la politique ait enfin pénétré dans le vieux trade-unionisme.

Albert Ryan, l'un des délégués de la *W. F. of Miners* a écrit dans la *Miners Magazine*, un long article en réponse aux attaques dont il est l'objet pour avoir combattu la présidence des *Industrial Unions*. En son nom personnel et en celui de son co-délégué Saint-John, il s'efforce d'exposer leur conduite au Congrès de Chicago. Ses explications me paraissent claires et sincères ; il démontre la mauvaise foi de ceux qui ont combattu la suppression de la présidence et ont voulu empêcher l'exclusion d'un élément réactionnaire du sein des *Industrial Workers*.

En ce moment, le comité nouvellement élu fait appel au tribunaux pour obliger le président Sherman et son comité à lui céder la place ; cet appel aux chats-fourrés ne peut que nous répugner.

Le résultat du referendum ne peut encore être prévu, mais je crois qu'une scission se produira. A moins d'une entente ultérieure, il est à craindre que la *W. F. of Miners* ne se retire de la nouvelle organisation.

En résumé, il apparaît évident que certains individus n'ont vu dans l'*Industrial Unionism* qu'un moyen de satisfaire leur appétit et que possédant des fonctions bien rémunérées, ils ont eu recours à des moyens peu propres pour les conserver indéfiniment. Il est aussi non moins évident que certains politiciens voudraient sacrifier le nouvel unionisme aux intérêts de leur coterie.

Quel fut exactement le rôle que joua l'intrigue politique au Congrès de Chicago ? C'est ce qu'il m'est encore impossible de déterminer.

Que sortira-t-il de cette crise ? Là encore, je ne puis répondre affirmativement. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que la politique ne pourra jamais être admise dans les *Industrial Workers of the World* ; car déjà tous les hommes conscients et sincères ont compris que la politique c'était la mort du mouvement révolutionnaire, la mort par corruption. Comme par le passé, les vrais militants de l'*Industrial Unionism* continueront à propager leurs idées de lutte à outrance contre le capital, contre l'exploitation de l'homme par l'homme et feront connaître au prolétaires que pour marcher sûrement à la conquête d'un avenir meilleur, ils doivent s'efforcer d'être eux-mêmes, comprendre quels sont réellement leurs droits et se méfier des faux-frères. Plus que dans tout autre pays du monde, la politique aux Etats-Unis, même lorsqu'elle revêt le masque de la démocratie, est le rempart de la société bourgeoise ; combattre l'une c'est combattre l'autre, c'est ce que nous efforçons de faire comprendre à tous les exploités.

LAURENT CASAS.

(1) Actuellement détenu sous une accusation capitale, victime comme Moyer et Pettibone d'un complot capitaliste dont la trame n'est même pas dissimulée.

ANGLETERRE

A mesure que l'hiver s'avance, devient plus triste le cri des sans-travail qui sont aussi nombreux que jamais, malgré le silence de la presse et l'indifférence du Parlement.

A Poplas, un des districts industriels les plus peuplés de l'est de Londres, une commission d'ouvriers se présenta à un magistrat le suppliant d'obliger les autorités locales à leur donner de l'ouvrage. Ils alléguèrent que le Comité de secours avait sur ses registres plus de 1500 demandes d'emploi, mais ne faisait rien autre qu'inscrire les noms, et en attendant, leurs femmes et enfants crevaient de faim et leurs pauvres meubles étaient vendus. Le magistrat répondit qu'il ne pouvait rien faire pour les aider: ils devaient prendre patience! L'orateur des ouvriers répliqua qu'ils se mouraient de faim, que le *workhouse* (maison de l'assistance publique) était déjà encombré et que s'ils ne pouvaient obtenir ni travail ni secours, ils seraient obligé de faire quelque chose pour aller en prison. Le magistrat lui dit de ne pas faire de menaces: les pauvres de *l'East-End* avaient été toujours respectueux des lois et il était sûr qu'ils continueraient à l'être; il n'avait plus rien à dire.

En effet c'était inutile de dire autre chose! Il n'y a pas d'homme moins capable, ou moins enclin à revendiquer ses droits que le salarié anglais. Ce n'est pas qu'il n'ait pas du cœur au ventre; mais il s'est soumis passivement à être gouverné et dirigé pendant si longtemps que maintenant il n'ose plus se mouvoir par lui-même. Quand il bougera il aura certainement quelque chose à dire; mais en attendant il souffre avec soumission — comme d'ailleurs les pauvres le font plus ou moins partout.

Néanmoins les hommes de Poplas, qui vivent dans le district où commença le grand soulèvement des paysans en 1388 étaient décidés à faire quelque chose. Après la conservation avec le dit magistrat, ils envahirent une réunion des conseillers du district et pochèrent les yeux d'un ex-maire, qui avait refusé de les entendre et fait appeler la police. Une lutte générale s'en suivit, mais, naturellement encore une fois les sans travail « écoutèrent la voix de la raison » et se dispersèrent tranquillement.

⁂

A Willesden, un faubourg septentrional de Londres, les autorités de l'assistance publique ont établi un tarif de secours pour les postulants sans-travail: un homme avec femme recevra 2 francs par jour, un couple avec plus de cinq enfants 3 fr. 50, moitié en argent et moitié en aliments — et pour cela les hommes doivent casser des pierres ou faire d'autres ouvrages du même genre pendant 6 heures par jour, et ne sont payés qu'après une semaine de travail.

Sur ces entrefaites il arrive du sud de Londres la plainte que 40 0/0 de l'argent mis dans les mains des autorités pour secourir les sans-travail s'en va en frais d'administration. Cela nous rappelle un bazar de charité, organisé par une duchesse et ses riches amies pour recueillir de l'argent pour les paysans affamés du nord désolé de l'Ecosse. La duchesse condescendit à ouvrir en personne ce bazar, mais qu'il serait entendu que ses dépenses et celles de son monde (on amena les sommeliers et les femmes de chambre et l'on passa la nuit dans le meilleur hôtel de la ville) seraient payées sur la recette. Les boutiquiers philanthropes grommelèrent mais se soumirent: on ne voit pas tous les jours une vraie duchesse dans leur petite ville!

⁂

Les sans-travail ont recommencé leur manœuvre, aussi vieille qu'inutile, d'aller le dimanche en petites brigades dans les églises et demander des sièges pendant le service, dans l'espoir de réveiller la conscience assoupie du clergé et des congrégations. Les protestants acceptent ces visites et le pasteur prêche un sermon sur la patience; les catholiques appellent la police et font garder leurs portes par une force de quelques centaines des plus robustes entre leurs jeunes gens.

C'est ainsi que la Mère église aide les affamés en Angleterre!

⁂

Zingas, le jeune Polonais accusé d'avoir jeté une bombe dans une station de police russe, fut remis en liberté à sa deuxième comparution devant le tribunal de police de Londres. L'ambassade russe ne put pas présenter des preuves d'identité qui pussent satisfaire le tribunal. Tous les camarades de l'East-End s'étaient unis pour sa défense, et si l'ambassade avait insisté sur la demande d'extradition, on aurait défendu la cause jusqu'à la dernière limite.

⁂

Le premier numéro du nouveau journal hebdomadaire *La Voix du travail* (The voice of labour) est promis pour le milieu de janvier. On discutera librement dans ses colonnes les questions internationales et anglaises qui intéressent les travailleurs. Ce ne sera pas un organe exclusivement anarchiste, mais il sera strictement non-politique.

DELTA.

⁂

POLOGNE

Les étudiants polonais de Paris, nous font parvenir la suivante résolution, que nous insérons avec plaisir:

Le meeting convoqué le 9 décembre 1906, par la Société de la Jeunesse progressive polonaise (1), à la salle Dumesnil, sous la présidence du citoyen Boleslas Limanowski, après avoir discuté la question de la grève scolaire dans les provinces polonaises, occupées par les Prussiens, a adopté la résolution suivante:

« Considérant que le gouvernement prussien agit à l'égard des enfants polonais d'une façon absolument contraire non seulement aux lois du pays, mais aussi aux principes essentiels de la morale humanitaire;

« Considérant que dans un Etat, où règne la force brutale et l'oppression, ce ne sont pas les prières loyales, mais une lutte franche et décisive qui seule est efficace; et espérant que la jeunesse polonaise de la Pologne occupée par les Prussiens, réclamera bientôt l'enseignement de toutes les matières en langue polonaise, dans une école libre.

« Les réunis, envoient un salut fraternel à la vaillante jeunesse en grève et l'encouragent à persister dans la lutte. »

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères

— « Allez à Fougères », me dit-on. « Si vous voulez étudier, ailleurs que dans les livres, la lutte ouvrière, vous aurez là un beau champ d'observation. La lutte de classe y sévit: le « capital » a mis le « travail » à la porte: 22 usines sont fermées, 8,000 ouvriers sur le pavé. »

Je suis allé à Fougères, et voici ce que j'y ai appris.

⁂

Le lundi matin 5 novembre, une affiche ainsi conçue était apposée dans les usines:

« Par décision de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Fougères, en date de ce jour, vu que les ouvriers travaillant aux machines Boston, malgré les augmentations de salaires consenties, persistent à exiger plus encore et à ne pas reprendre le travail, les signataires informent que dans leurs usines, le travail cessera dans la huitaine, c'est-à dire le lundi 10 novembre au soir, pour tout le personnel; il ne reprendra que lorsque ces exigences auront été retirées. » *(Suivent les signatures de 22 fabricants.)*

Le lendemain, la Chambre syndicale des ouvriers cordonniers ripostait: « Attendre huit jours, c'est permettre aux fabricants d'exécuter les commandes les plus pressées, et de nous congédier ensuite sans dommage. Nous pensons que le Syndicat patronal doit être combattu avec ses propres armes, et qu'à cette grève des fabricants, nous devons répondre immédiatement par un abandon total des ateliers ».

En effet, tous les ouvriers quittaient aussitôt le travail: au *lock out* répondait la grève. La guerre était déclarée.

Ce fait, sans précédent à Fougères, était grave. Cette petite ville vit exclusivement de l'industrie de la chaussure. Sur 25,000 habitants, 15,000 au moins, hommes et femmes, garçons et fillettes sont ou seront employés à la fabrication des souliers. Et le reste, boulangers, épiciers, charcutiers, tailleurs et autres fournisseurs vit d'approvisionner cette population ouvrière. L'existence de la petite ville tout entière était donc engagée dans le conflit.

Rien n'est plus curieux que la façon dont s'est formé ce centre industriel au cœur de la rustique Bretagne.

Histoire d'un cuisinier et d'une machine américaine.

Fougères, depuis des siècles, tissait la toile et filait le lin des campagnes bretonnes, lorsque, voici environ 50 ans, ses métiers peu à peu s'arrêtèrent. Le coton amené au Havre par les grands paquebots faisait aux tissus de lin une rude concurrence. Angers, Nantes, Laval même fondaient des filatures à vapeur. Les lins, les chanvres d'Italie et de Russie arrivaient par voies ferrées jusqu'aux usines de l'Ouest, et, malgré la distance et les transports, coûtaient moins cher que ceux du pays; le paysan breton livra son champ à d'autres cultures. Fougères, trop loin de la mer, à l'écart des grandes lignes de chemin de fer, ne pouvait faire venir les matières de l'etranger, et ses tisserands reprenaient à regret les outils du paysan.

C'est alors qu'un jeune garçon de Fougères, sentant qu'il n'y avait pour lui nul avenir en ce pays, noua dans un mouchoir ses quelques hardes, et, le bâton sur l'épaule, partit pour Saint-Nazaire. Là, il s'embarqua comme marmiton sur un transatlantique, il y devint cuisinier, et sans doute il n'eût jamais revu Fougères, si au cours d'un séjour à New-York, il n'eût visité une fabrique de chaussures...

En ce temps-là, alors qu'en Europe on s'attardait encore à faire les souliers à la main, les Américains, gens d'initiative, comme l'on sait, avaient trouvé le moyen de les fabriquer mécaniquement. Emporte-pièces pour découper semelles, talons et doublures, machines à monter fixant automatiquement la tige sur la semelle, machines à clouer, à coudre les boutonnières, à placer les boutons, machines à graver, à polir, à finir, à fraiser, etc., leur esprit ingénieux et pratique avait inventé tout cela. Même le *cousu-main* se faisait là-bas mécaniquement. Résultat: on faisait en Amérique dix paires de souliers dans le même temps qu'en France on en faisait une: grande source de profits pour l'industriel. Autre conséquence, plus étonnante encore: du moment que les machines font toute la besogne ou presque, l'ouvrier n'a plus besoin d'un long apprentissage. Un *coupeur* n'a qu'à découper le cuir en suivant les bords d'un patron de zinc; du premier jour, il gagne quelque chose; en trois

---

(1) A savoir: socialiste et radicale.

semaines il sait passablement son métier. Une *piqueuse* en quelques jours sait coudre des tiges; il faut peu de temps à un *monteur* pour apprendre à tenir la forme sous la machine. Il fallait des années jadis pour faire un cordonnier, il ne faut guère plus de temps aujourd'hui pour former un ouvrier de fabrique qu'il n'en fallait jadis pour faire une paire de souliers.

Notre maître-queux fut émerveillé. Il avait quelques économies, il trouva des commanditaires, acheta ou loua quelques-unes de ces admirables machines, et vint les installer dans son pays natal, à Fougères. Précisément le tissage n'allait plus. On sait combien difficilement un ouvrier se résigne à se faire paysan. La main-d'œuvre tout de suite se présenta abondante et peu coûteuse. Notre cuisinier fit de bonnes affaires; en quelques années, il remboursa ses commanditaires, agrandit son usine, répandit ses produits sur toute la Bretagne; c'était la fortune.

Un autre, qui maniait la bêche et le sécateur chez un horticulteur, pensa que ce qu'un cuisinier avait réussi, un jardinier pouvait aussi le faire. Il trouva de l'argent, loua des machines, débaucha quelques contremaîtres du voisin, et fonda simultanément une usine et une fortune. Un boulanger suivit l'exemple et réussit aussi.

Alors ce fut une ruée: des boutiquiers, des notaires, des professeurs s'improvisèrent industriels avec un pareil succès. Bientôt les anciens tisserands ne suffirent plus à surveiller les machines; des garçons de ferme arrivèrent des campagnes d'alentour; ils se firent coupeurs, monteurs, comme les boulangers de la ville s'étaient faits fabricants. Un quartier neuf s'éleva tout près de la gare, pour les nouveaux industriels, un autre pour les ouvriers: Fougères compte aujourd'hui 33 fabriques de chaussures; elle occupe 12.000 cordonniers et vend, bon an, mal an, pour 40 millions de souliers.

Le patron.

Ainsi, en 30 ans, Fougères s'est transformée: l'antique petite ville bretonne, qui somnolait au tic-tac monotone de ses métiers de tisserands, est aujourd'hui une cité manufacturière.

Mais ce n'est pas encore la grande industrie.

D'abord les frais de premier établissement sont exceptionnellement faibles: des emporte-pièces pour découper les semelles et les talons, quelques machines à piquer, sorte de machines à coudre, un peu plus fortes (encore beaucoup d'ouvrières travaillent-elles à domicile avec leur propre machine). Les machines à monter Boston seules coûteraient très cher, mais précisément les Américains ne les vendent pas, ils les louent; ils prélèvent ainsi sur toute l'industrie européenne de la chaussure un impôt énorme; mais le prêt qu'ils font de ces machines diminue d'autant les frais de premier établissement. Reste le fonds de roulement pour l'achat des cuirs, le salaire des ouvriers, le paiement des voyageurs de commerce. Mais ceux-ci, à chaque saison, rapportent des commandes fermes: la banque consent volontiers des avances et escompte les factures tirées sur les clients.

Ainsi point n'est besoin de gros capitaux. Toutes les entreprises de Fougères, même les plus importantes — et il y en a aujourd'hui de considérables — ont commencé avec très peu d'argent. Elles ont perfectionné leur outillage, étendu leur cercle d'affaires au fur et à mesure de leurs gains. Aussi la forme de société anonyme est-elle complètement inconnue à Fougères; on n'y trouve même pas de sociétés en commandite: Un tel et Cie. Toutes les fabriques sont la propriété d'un seul homme, ou d'une seule famille, ou de deux associés, trois au plus. Il n'y a pas encore d'abîme infranchissable entre l'ouvrier et le chef d'entreprise, puisque la plupart des fabricants actuels ont été des travailleurs manuels, des boutiquiers, ou de tout petits bourgeois. Enfin, une partie des ouvriers et surtout des ouvrières travaillent encore à domicile.

Nous avons donc là un type d'industrie intermédiaire: ce n'est plus l'échoppe du cordonnier avec ses deux ou trois ouvriers, son apprenti et sa clientèle locale: on trouverait difficilement à Fougères, m'assure-t-on, un ouvrier capable de faire seul un soulier entier. Mais ce n'est pas non plus la grande industrie à ouvriers encasernés, à capitaux anonymes et à directeur salarié. Ici le chef d'entreprise est au sens plein du mot, le *patron*. Sur lui retombent tous les risques; mais à lui reviennent aussi tous les bénéfices. Et son luxe, souvent trop visible, donne à peu près la mesure des bénéfices de l'entreprise. A Fougères, me dit-on, les plus petits fabricants gagnent de 20 à 30.000 francs par an. Les autres, ceux qui ont les plus belles usines et l'outillage le plus complet, gagnent peut-être dix fois plus.

L'ouvrier.

Du côté de l'ouvrier, le tableau est moins riant.

Quand on apprit dans les campagnes voisines que dans les fabriques de Fougères on gagnait des 3, 4 et même 5 francs par jour, on fut ébloui. Un valet de ferme, en Bretagne, reçoit couramment de 1 fr. 50 à 2 francs par jour; une couturière se paie souvent 0 fr. 50. A la vérité, ils sont nourris, souvent logés, et leurs frais d'entretien sont minimes. Mais on sait l'espèce de fascination qu'exercent sur les ruraux les salaires en argent. Ils étaient d'autant plus tentants, ces salaires de rêve, qu'il ne fallait pas un long apprentissage pour les atteindre: un coupeur, une piqueuse, gagnent tout de suite un peu; avec un peu d'application, au bout de quelques semaines, ils sont des employés habiles. Ce fut donc, c'est encore, un afflux continu, puissant, joyeux, de campagnards vers les usines.

Malheureusement, il faut vite déchanter. Même à Fougères, pour un campagnard, la vie est chère. Et puis, il y a *le* chômage. La chaussure, comme toutes les industries du vêtement, se règle sur la saison. L'ouvrage donne en plein pendant l'hiver: un ouvrier ordinaire peut alors se faire un gain de 30 francs par semaine; mais la production se ralentit en été: pendant cinq à six mois, le salaire tombe à 18 francs. Voilà donc le revenu réduit à 1.200 francs par an. De cette somme il faut déduire de 100 à 120 francs pour le loyer. Puis ce sont les vêtements, linge, chapeaux, chaussures: on est *en ville*, il faut être un peu habillé; on ne peut sortir sur le boulevard de la Gare le dimanche avec la blouse bleue des « gars de la campagne ». Il reste ainsi 1.000 francs à peine, à répartir sur 365 jours de l'année, soit au plus haut 2 fr. 50 ou 2 fr. 75 par jour.

Sans doute, la nourriture n'est pas chère; pourtant l'ouvrier doit s'interdire le bœuf, le veau, le mouton qui vont vers Paris, et sont hors de prix; le poulet, qui valait 1 fr. 25, m'a-t-on dit, il y a quinze ans, coûte aujourd'hui 3 francs. L'ouvrier fougerais se nourrit presque exclusivement de porc: lard ou saucisses, pain, cidre, voilà le menu ordinaire. Nourriture fatigante, à la longue! Pour la faire « passer », on a recours à l'alcool.

L'ouvrier fougerais boit beaucoup trop; tout le monde me l'affirme, même les cafetiers... il faut donc le croire. C'est même un des meilleurs arguments des patrons contre la hausse des salaires: Payez davantage l'ouvrier, disent-ils, il boira davantage, voilà tout; vous n'aurez pas amélioré son sort. Ainsi l'intérêt de la morale concorde avec l'intérêt de l'industrie pour tenir le salaire au plus bas, et le salarié à l'extrême limite de la misère.

J'ai trouvé dans tous les milieux cette idée fortement enracinée que l'alcoolisme est un vice inhérent à la condition de l'ouvrier. C'est une sorte de *péché originel*; il l'apporte en naissant, il ne saurait s'en défaire; cela ne se discute, ni ne s'explique; c'est un dogme. Pour moi, l'alcoolisme ouvrier est un fait malheureusement trop certain; je crois qu'il a pour cause:

1° La mauvaise nourriture; la viande de porc est échauffante; tous les peuples qui s'en nourrissent sont de grands buveurs: la « bolée » des Bretons me semble jouer ici le rôle du bock des Allemands;

2° La fatigue physique: le métier est pénible, les forces s'épuisent vite dans un corps mal nourri; il faut « du remontant » et l'ouvrier croit — préjugé très enraciné — que l'alcool donne de la force;

3° Enfin, il y a l'instinct de sociabilité: pour causer avec les amis on ne peut les inviter chez soi, dans l'unique pièce du faubourg, parmi les odeurs de cuisine et les cris d'enfants. On s'attable donc au café, et l'on boit.

D'ailleurs, tous ne boivent pas; et j'ai vu, même à Fougères, des ouvriers dont la sobriété ferait honneur à plus d'un de leurs patrons. En somme, les bas salaires semblent être une des causes du mal, plutôt qu'un de ses remèdes.

L'ouvrier fougerais a encore un autre défaut: l'imprévoyance. Nourri, logé, vêtu, il reste, d'après notre calcul, 1 franc par jour à l'ouvrier moyen. En se surveillant beaucoup, il pourrait mettre à la Caisse d'Epargne 0 fr. 50 par jour, 15 francs par mois, 150 francs par an, 1.500 francs en 10 ans, et 3.000 en 20, s'il reste célibataire. Mais il n'y songe pas. Peut-être pense-t-il que le résultat serait disproportionné à l'effort. Y a-t-il une fête à Vitré, à Rennes, à Laval, voire à Saint-Malo, on le voit se presser à l'assaut des trains de plaisir, et inquiéter des éclats de sa joie tumultueuse les citadins des petites villes voisines et les ruraux ahuris. Mais ce temps de liesse passe vite: le Breton ne reste pas célibataire; il se marie de bonne heure; il est volontiers prolifique; le maigre salaire de la femme ne suffit pas à compenser les frais toujours accrus du ménage. Même si l'homme ne boit pas, même si l'on a rarement besoin de médecins, la paie du samedi suffit à peine à désintéresser le boulanger, le charcutier, le propriétaire. Et le ménage honteux va cacher sa misère dans les ruelles tortueuses du faubourg...

FRANCIS DELAISI.

(A suivre.)

Un de nos camarades désirerait trouver *Le Péril anarchiste*, de Dubois, en très bon état. — Faire les offres au journal.

BIBLIOGRAPHIE

Le camarade Jossot vient de se fendre d'un bouquin dont il est l'auteur et du texte et des illustrations. Cela s'appelle Viande de « Borgeois » (1).

Le camarade a donné là-dedans libre carrière à sa verve outrancière Texte et dessins sont la caricature grossie de ce qu'il voit.

Cela débute par une conférence du compagnon Morovacq sur le *Pecus* ou la majorité compacte. Et le conférencier commence sa conférence en traitant son auditoire de tas de veaux ! tas d'abrutis ! et autres aménités semblables. Il a beaucoup de succès.

En lisant ce début, je n'ai pu m'empêcher de mettre d'autres noms à Morovacq. Jossot m'affirme que ce dernier est sorti tout armé de son imagination. Alors il a mis dans le mille par intuition.

Ce Morovacq qui parle contre le troupeau, contre ceux qui se laissent asservir, qui ne savent pas penser par eux-mêmes, est le rédacteur en chef d'une feuille anarchiste, naturellement, et a, non moins naturellement, une bande de disciples autour de lui, qui se moquent du pecus, abominent ceux qui ne pensent que par autrui, mais ne pensent, ne parlent et ne jurent que par Morovacq qui n'a qu'à leur commander pour qu'ils obéissent.

Décidément, Jossot a dû consulter quelque esprit frappeur !

Il y a également le non moins inévitable snob millionnaire qui « casque » pour la propagande, y compris la fabrication des bombes.

Ici, l'esprit frappeur de Jossot lui a monté le coup. Les snobs millionnaires peuvent bien parader avec des idées qu'ils n'ont pas; mais ils ne « casquent » pas. A moins qu'une rare pièce de cent sous ne soit considérée comme un casquage.

Parmi les disciples de Morovacq il y en a un, Soupié, qui est nationaliste et militariste ! Mais Morovacq a assez d'influence sur lui pour le décider à aller porter des bombes à des compagnons de province. A la gare, la valise qui contient les bombes est mise par mégarde avec les bagages d'un capitaine et nous assistons à une chasse fantastique de Soupié courant après ses bombes jusqu'en Tunisie.

Il fait connaissance du capitaine pour ravoir sa valise. Ce capitaine commande une compagnie de discipline; il invite Soupié à venir contempler sa façon de mater les fortes têtes. Soupié en revient guéri de son vivelarmisme.

Il se marie avec la fille d'un millionnaire. Afin de fournir de l'argent à la propagande, le millionnaire étant fatigué d'en fournir. Et Morovacq, au comble de ses vœux, va pouvoir enfin créer le quotidien rêvé.

Il fait installer des bureaux luxueux et mettre à la porte les compagnons qui se présentent en mauvaise tenue.

Mais, pour annoncer son quotidien, il veut faire grand. Un de ses caudataires, un de ceux qui abominent le troupeau, est chargé de jeter une bombe chez les bourgeois. Mais il a la mauvaise idée d'aller la faire éclater dans le café où Morovacq pontifie ! Morovacq échappe à l'explosion, mais il est coffré, et la police qui sait que Soupié fournit les fonds à la propagande comprend son beau-père dans la rafle, afin de l'amener à demander le divorce de sa fille, qui lui est accordé sans difficulté.

Evidemment, je résume, toutes ces charges ne sont drôles que par les détails que je suis forcé d'éliminer.

Il n'y a que pour les compagnies de discipline, où, malgré sa facilité à outrer la charge, Jossot n'a pu réussir à grossir les monstruosités qui s'y passent. Sa fantaisie n'a pu dépasser celle des tortionnaires. Il lui a suffit de prendre les faits pour que ce passage de son livre fût au ton du reste.

Il a plu à Jossot, en même temps qu'il étrille le bourgeois, de blaguer les anarchistes; ce n'est pas un crime. Ses traits, après tout, ne sont pas bien méchants. Et on dit que le rire désarme.

Je ne lui chercherai donc pas dispute là-dessus. En somme, il y a des Morovacq chez les anarchistes. Elle a ses outranciers, ses engueuleurs du troupeau qui n'acceptent pas que d'autres ne veuillent pas brailler avec eux. Et qui, pareils à des perroquets, vont répétant quelques formules péniblement apprises.

Mais ce qui me navre, c'est que, en ridiculisant ces fantoches, Jossot s'imagine avoir fait la caricature de l'anarchie, et est convaincu que chez les anarchistes, l'action directe ce sont les bombes, que les anarchistes ne sont que des individus mécontents de ce qui existe, qui veulent retourner l'échelle pour se placer au faîte, et que leur communisme c'est l'embrigadement, le renoncement pour l'individu à sa personnalité, à son autonomie.

Jossot, hélas, n'a fait que la caricature d'une caricature.

Jossot a horreur des étiquettes. Quoi qu'on fasse, on en a toujours une. Et ce n'est pas tant de se défendre des étiquettes qu'il importe que de savoir ce qu'elles couvrent.

« Ne pas avoir d'étiquette » ce n'est bien souvent qu'en chercher une plus voyante, ou un passe-partout pour les essayer toutes. Une certaine façon de penser et d'agir attire forcément son étiquette, et puisque la négation de l'autorité, l'affirmation de l'autonomie individuelle, du plus grand développement de la personnalité humaine, vous attire l'épithète d'anarchiste, j'accepte l'étiquette d'anarchiste, et ne me crois pas, le moins du monde, entravé par elle.

J. Grave.

(1) Un volume, 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

AVIS

Nous venons de retrouver parmi les tirages d'amateurs de nos lithos : *L'Incendiaire*, de Luce (sur chine), un exemplaire, et un exemplaire sur hollande, impression en bleu, autographe de l'artiste. — *Porteuse de Bois*, de C. Pissaro, sur chine, bistre. — *L'Aube* de Jehannet, chine. — *L'Errant*, chine, de X. — *Le Démolisseur* de Signac, chine. — *La Guerre*, de Maurin, chine, un exemplaire de chaque.

Nous les mettons en vente au prix de 5 fr.

Et un exemplaire sur japon des *Errants*, de Rysselberghe, 10 fr.

La Libératrice, de Steinlen, et *Aux Petits Oiseaux*, de Willette, commençant à s'épuiser, nous les mettons à 2 fr. celles sur hollande et 5 fr. sur chine, de Steinlen.

Celle de Willette, sur papier blanc, 2 fr., et même tirage sur chine, 3 fr. et grand format, sur chine, 5 fr.

COIN DES ENFANTS

Les feuilles sont enfin chez le relieur. Le volume sera expédié pour le jour de l'an. Nous nous excusons de ce retard auprès des lecteurs, imputable à l'imprimeur qui nous a manqué de parole. Retard qui nous fait perdre la vente.

Le volume contient : *Les Grenouilles de Birmanie*, par Bingham, illustr. de Leomin. — *Ce qu'il faut de terre à un homme*, par Tolstoï, illustr. de Delannoy. — *La Loi*, par Fritz, illustr. de Kupka. — *Brock et son château*, par Mortimer, illustr. de Delaw. — *Plante parasite*, par Fritz, illustr. de Leomin. — *L'Ami dévoué*, par O. Wilde, illustré de Iribe. — *Philomèle et l'Ermite*, par Mortimer, illustr. de Delannoy. — *Les animaux qui se sauvèrent*, anonyme, illustré de M. H. T. — *Le Mordeur mordu*, conte Swahili, illustr. de Hermann-Paul. — *L'Oie aux ailes rouges*, anonyme, illustr. de B. Naudin. — *Histoire de deux mauvais écoliers*, par M. Petit, illustr. de de Roeck. — *Le Rossignol*, par Andersen, illustr. de Willaume.

Il devait également contenir la *Leçon des parents*, par J. Grave, mais l'imprimeur n'a pas su s'arranger pour l'y faire entrer. Ça sera pour l'année prochaine, si nous réussissons à faire 1re série.

A ce propos, nous faisons un appel pressant auprès de ceux qui s'intéressent à cette publication.

Dans trois mois, nous allons avoir à payer à l'imprimeur 400 francs et 600 francs au relieur. Nous n'avons pas un sou, les souscriptions ayant juste couvert l'achat du papier, et les frais de clichés.

On se plaint sans cesse de ne pouvoir trouver des lectures pour les enfants, qui ne soient pas entachées de principes bébêtes, de morale stupide, nous essayons de combler cette lutte, que l'on nous aide à placer les volumes.

J. Grave.

ERRATUM. — Il s'est glissé des fautes d'impression, dans les légendes des dessins de la semaine dernières. Dessin de Gris: lire *Le Cauchemar*. Dessin de Delannoy, en haut, ajouter: *L'Etable d'Augias*.

CONVOCATIONS

× **La Semaille** (U. P. du 20e), 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 28 décembre: Ludovic Bertrand La politique et la science. — H. Moreaux: Valeur relative de la politique dans les rapports sociaux (Controverse).

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt — Vendredi 28 décembre, Paul Bureau : Le contrat collectif de travail.

Samedi 29 décembre, Léon Weiskopf: Le monopole des avocats.

Vendredi 4 janvier, G. Belot : Auguste Comte ; vue d'ensemble sur son œuvre.

Samedi 5 janvier. Daniel Serruys : Les origines du christianisme politique.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge, Paris. — Mercredi 2 janvier, M. Atget : Les femmes savantes (Molière), critique et audition.

Vendredi 4 janvier, D. Bedaux : Magnétisme et Spiritisme (avec expériences).

× **Action théâtrale** (groupe du Ve). — Vendredi 28 décembre 1906, à 8 h. 1/2, répétition Prière d'envoyer la correspondance au siège social : *Cercle d'études populaires, 9, rue des Fossés-Saint-Jacques.*

On demande des camarades sérieux pour s'inscrire au groupe.

× **Tous les jeudis**, à 8 h. 1/2 du soir, conférences en langue allemande au restaurant Chanteloup, 7, rue du Bouloi.

Pas de consommations. Entrée 30 centimes pour couvrir les frais.

× Lille. — **Réunion** le samedi soir, à 8 heures, estaminet Cracco, coin de la rue Monge et de Lamartine.

× Lyon. — **Section de l'A. I. A.** — Réunion tous les vendredi au siège de l'Union des Syndicats, 51, rue Tronchet.

Réorganisation de la Section.

Lyon. — **Groupe artistique libre**. — Dimanche 30 décembre, à 8 h. 1/2, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert, soirée familiale avec partie littéraire et musicale.

Petite Correspondance

Jules S., à Avignon. — Ce sont là des faits courants dans la vie militaire. Il y en a même tous les jours de plus raides.

D. J., à La Bedoule. — Les numéros avaient été expédiés. Vous ne donnez pas votre adresse, je les réexpédie avec les brochures.

B., à Pramanson. — Je ne sais pas. Le ferons savoir lorsque nous aurons le volume.

E., à Marseille. — Nous attendrons.

L'Emancipateur. — Pouvez-vous nous expédier le numéro 9?

Breton XIII. — S'il fallait relever toutes les âneries de la presse, le journal n'y suffirait pas. Le « Musée » n'est que pour celles qui sortent de l'ordinaire.

G. G., Morcenx. — Reçu trop tard pour ce numéro. Au prochain.

P. M. — Le volume sera expédié, « Courrier Européen », 280, boulevard Raspail, Paris.

G., à Surgères. — Non. Je ne connais pas ces bouquins.

L. A., à Bruges. — Je n'ai pas l'adresse de ce journal.

S., à Gavrelle. — Votre adresse étant imprimée, nous ne pouvons l'oublier dans le service. L'absence du numéro incombe à la poste.

P. M., Montluçon. — M. P., à Bâle. — O. K., à Genève. — L., à Liège. — H. à Paris. — S., à Choumla. — F., à Genève. — V. C., à Recanati. — S., à Trenton. — A. L., à La Salle. — K., à Razgrad. — D. J., à la Bedoule. — M., à Longefoy. — G. D., à Neuchâtel. — Paris, à Morat. — B., à Pramanson. — A. F., rue M. — J. F., à Dison. — J. B., à Brest. — J. L., à Chantenay. — M., à Paris. — M., à Vevey. — C. L., à Coimbra.

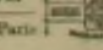
Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : *Vente de vieux timbres*. 1 fr. 50. — G. H., à Genève, 2 fr. 50. — L. S., à Lyon. 11 fr. — B., à Paris, 5 fr. — J. D., à Newark, 1 fr.

Merci à tous.

Reçu pour les grévistes de Fougères : Mlle P. D., 2 fr. 60.

Le Gérant : J. Grave.



Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris

Noël socialiste



— Aux revendications sociales...

Dessin de Paul IRIBE

12e ANNÉE. — N° 36.

5 JANVIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Re Le Te.

SOMMAIRE

Aux Camarades

L'affiche est chez l'imprimeur. C'est un superbe dessin de Steinlen.

Nous pensons pouvoir l'expédier à la fin de la semaine prochaine.

Nous demandons à ceux qui s'intéressent au développement du journal, de bien vouloir en afficher quelques-unes dans leur localité, principalement dans les grandes villes.

Nous les enverrons toutes timbrées à ceux qui le demanderont. Ceux qui pourront se charger des frais de timbre, nous permettront d'élargir l'affichage.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire sur beau papier, un tirage restreint avant la lettre, que nous vendons 3 francs à nos lecteurs, seulement.

Deux Sottises

Toutes les deux s'étalent dans le n° 325 de *La Voix du Peuple* (30 décembre 1906).

La première, la plus grave, se rapporte à la grève de Fougères. *La Voix du Peuple* raconte comment fonctionnent *les soupes* COMMUNISTES. Il y a deux distributions de repas par jour.

Voici, maintenant, dans quelles conditions s'effectue la distribution :

Tout ouvrier célibataire *syndiqué* a droit à la portion entière.

Lorsque le gréviste est marié et que l'un des deux, seul, est syndiqué, il est distribué deux portions entières et leurs enfants ont demi-portion.

Dans le cas où l'homme et la femme sont tous deux syndiqués, ils ont portion entière, ainsi que leurs enfants.

Les chômeurs *non syndiqués*, CHOISIS PARMI LES PLUS NÉCESSITEUX, ne peuvent bénéficier *que d'un repas par jour* pour chacun des membres de leur famille.

Que vous semble, ô camarades, cette justice distributive ? Les syndiqués ont seuls *le droit* à la portion entière. Les autres, les camarades de lutte, les compagnons de révolte n'ont aucun droit ; les plus nécessiteux reçoivent *l'aumône* d'un seul repas par jour ; pour le reste, qu'ils se serrent le ventre. Et l'on appelle cela du communisme !

Le rédacteur anonyme de l'article paraît tout de même s'être aperçu de la mesquinerie du procédé ; car il ajoute :

Il y a là, dans ce rationnement, quelque chose qui choque, de prime abord, le sentiment instinctif de large solidarité qu'on souhaiterait voir appliqué sans restriction. Mais il faut bien se rendre compte que ce n'est pas par plaisir que les camarades en ont décidé ainsi. Certes, ils ne demanderaient pas mieux que de distribuer à gogo et à tous, sans rationnement, ni catégories. Seulement, faute de ressources suffisantes, ils ont été amenés à établir, outre le rationnement, ces classifications. Il s'en suit que ceux qui, en se syndiquant avant la grève, avaient préparé et rendu possible la lutte, se trouvent mieux armés pour la résistance. Ayant fait acte de solidarité avant le conflit, ils se trouvent en bénéficier après.

Le même raisonnement que le Syndicat des cordonniers de Fougères tient, vis-à-vis des non syndiqués, peut se rapprocher de celui que tiennent les Syndicats confédérés lorsque, avant de répondre à un appel à la solidarité, ils s'informent si l'organisation qui demande leur appui est confédérée.

En cette circonstance aussi, les Syndicats qui ont fait acte de solidarité, avant la grève qu'ils soutiennent, se trouvent en bénéficier quand éclate un conflit.

Admirez le raisonnement : « Ayant fait acte de solidarité avant le conflit, ils se trouvent en bénéficier après ». Quelle solidarité ? Que sont les soi-disant sacrifices consentis par les membres du syndicat avant la grève, que sont-ils en comparaison des sacrifices autrement pénibles faits par chacun des grévistes ?

Le seul rôle du syndicat, avant la grève, c'est l'éducation et la propagande. Est-ce pour prendre bénéfices et avantages sur leurs compagnons de misère ? N'est-ce pas plutôt pour avoir l'aide effective de ces derniers dans la révolte commune contre le patronat ? Et quel singulier moyen pour assurer la propagande et développer les beaux sentiments de solidarité humaine, que de montrer aux inconscients, entraînés dans la lutte, l'exemple de l'égoïsme le plus étroit !

La conception mesquine de la solidarité ouvrière, telle qu'elle s'est manifestée à Fougères, nous ramène au point de vue particulariste des unions anglaises ou américaines. Le syndicat prend un caractère égoïste et fermé ; il perd de vue son rôle social, il abandonne la lutte de classes ; il se borne à la défense des intérêts de ses membres, et, s'il accorde une aumône aux plus nécessiteux des non-syndiqués, c'est simplement pour parer au danger de la défection qui entraînerait l'échec des améliorations revendiquées par les syndiqués.

Il ne faut pas qu'une telle tactique de grève se généralise. Les souscripteurs peuvent agir dans tout mouvement de ce genre, en spécifiant que leur argent serve à des distributions faites à parts égales entre tous les grévistes.

Je le répète : les syndicats, organes d'éducation et de lutte, sont suffisamment récompensés lorsqu'ils ont pu assurer la propagande au point de faire naître et de soutenir un mouvement de révolte. Ils ne peuvent faire réussir ce mouvement d'ensemble que par la solidarité effective de tous les salariés, sans distinction d'origine. Et le vrai moyen d'assurer la propagande, de développer dans la masse les sentiments de solidarité, de travailler à l'affranchissement des salariés et à l'émancipation humaine, c'est de savoir mettre tout en commun dans la lutte ; les ressources aussi bien que les espérances.

* *

La seconde sottise est plus drôle. La voici :

L'Union des Syndicats du département de la Seine appelle l'attention du Conseil municipal sur les vœux émis à la Conférence des Bourses, tenue à Amiens en octobre 1906, au sujet des *applications de la radiographie aux accidents du travail :*

Vœux :

Considérant que la radiographie n'est pas enseignée actuellement aux médecins, que ceux-ci, n'ayant qu'une connaissance fort restreinte des Sciences exactes, ne peuvent exécuter et interpréter les radiographies avec la méthode scientifique indispensable, qu'ils ne cherchent dans ce mode d'investigation que la confirmation de leur diagnostic ; qu'un tel état de choses ne peut être que préjudiciable aux accidentés dans l'intérêt desquels la radiographie doit être une enquête scientifique indépendante du diagnostic pour aider à la recherche de la vérité ;

Le Congrès émet les vœux suivants :

1° *Que les tribunaux appellent comme experts-radiographes les chefs non médecins des laboratoires des hôpitaux dont la compétence en la matière ne saurait être mise en doute, en attendant qu'un diplôme spécial de radiographie soit institué.*

. . . .

L'Union des Syndicats vient d'apprendre que, contrairement aux vœux émis, l'Assistance publique a décidé de proposer au Conseil municipal et au Préfet de la Seine la création de chambres de radiographie qui seraient dirigées par des médecins . . . .

En conséquence, l'Union des Syndicats du département de la Seine demande au Conseil municipal de s'opposer à l'exécution du projet de l'Assistance Publique et de poursuivre la création des laboratoires de radiographie dans les hôpitaux, conformément au projet qui lui a été présenté en 1902 par le citoyen Henri Roussel et dont les laboratoires centraux ont consacré le principe :

1° *En créant une école pratique où sera donné un enseignement scientifique de la radiographie ;*

2° *En choisissant les chefs des laboratoires à créer parmi les élèves non médecins de cette école pratique.*

LA COMMISSION EXÉCUTIVE.

N'ayant aucun esprit de corps, je comprends parfaitement que l'étude de la radiographie soit accessible à tous ceux qui s'y intéressent. Et je ne partage pas du tout l'avis des confrères qui voudraient faire de la radiographie un monopole pour les médecins.

Mais il est encore plus singulier de vouloir interdire la radiographie aux médecins. Quoi ! C'est parce qu'ils ont appris l'anatomie en général et l'ostéologie en particulier, parce qu'ils connaissent la pathologie des fractures, qu'ils seraient suspects de ne rien entendre aux sciences exactes et d'être incapables de faire de la radiographie !

Et cette drôle conception du diagnostic ! S'imaginer que le diagnostic s'établit *à priori* et qu'il est indépendant des divers moyens d'investigation (y compris la radiographie) ; croire qu'il ne faut pas savoir faire un diagnostic (c'est-à-dire ne pas savoir observer) pour se reconnaître dans une radiographie !

C'est fou ! Et cela ne prouve que l'ignorance de la commission administrative de l'Union des Syndicats. Il semble que tout Parlement, quel qu'il soit, ne puisse aboutir qu'à montrer la plus pitoyable faiblesse d'esprit.

Cette faiblesse d'esprit apparaît évidente quand on voit l'Union des Syndicats demander gravement la création d'un nouveau titre et d'un nouveau diplôme. Ah ! ce préjugé du titre et du diplôme, comme il est exploité à notre époque par la bande des habiles aux dépens des imbéciles et des ignorants !

Il n'est que trop clair qu'il y a, derrière l'Union des Syndicats, des aspirants fonctionnaires, je veux dire des candidats au titre et à *la place* de radiographes *officiels*, s'efforçant d'établir un monopole au profit de leurs appétits, pour se défendre contre la concurrence médicale.

L'article de la *Voix du Peuple* se termine en conviant tout le monde à soutenir *cette œuvre humanitaire* (*sic*) et en annonçant une « grande réunion » publique à la Bourse du travail, le samedi 5 janvier.

Il m'a semblé lire le boniment d'un charlatan.

M. PIERROT.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

Dans le Pas-de-Calais

Les mensonges de Basly

Dans sa série d'articles « Au Pilori », notre accusateur en est arrivé à se confondre lui-même et à rapetisser son accusation à une saleté à laquelle il nous a trop habitué.

M. Basly a toujours tenté de démolir ses adversaires par la même méthode.

Quant il eut affaire au guesdiste Norange, d'accord avec le préfet il embarqua la municipalité guesdiste d'Avion dont Norange était le secrétaire dans une construction d'usine à gaz, affaire qui eut pour résultat de fourrer en prison le maire Delcourt et le trop naïf secrétaire de mairie Norange.

Basly, aidé des francs-maçons lillois, qui apportèrent leur pognon, fit rendre la liberté aux deux prisonniers à condition que Norange allât planter ses choux ailleurs et que Delcourt devînt baslycot, ce qui fut fait.

A cette époque, le P. O. F. gênait énormément Basly dans ses combinaisons électorales, il fallait donc le démolir par quelque moyen.

Aussi il n'est pas de mensonges qui n'aient été inventés pour écraser cette organisation dans le P.-de-C.

Plus tard, quand l'opposition révolutionnaire se précisa davantage avec le syndicalisme, nous retrouvons Basly hurlant les mêmes ordures, répétant les mêmes accusations.

Vendus à la réaction, payés par les compagnies, voleurs de lapins, voleurs d'état-civil, anarchistes aux mains blanches, échappés de bagne, professionnels du cambriolage et du pillage.

Mais ce qui avait le don de lui plaire davantage c'était le « vendu à la réaction ». Avec ce cliché, Basly faisait croire aux ouvriers que nous étions payés par ses adversaires politiques que nous voulions abattre sa république. Tout s'use et M. Basly s'est aperçu un peu trop tôt que son vieux cliché n'était plus de mode. L'orgueilleux parlementaire n'a pas pu croire que notre syndicat en était arrivé à se suffire à lui-même, que les cotisations de ses membres lui permettaient la représentation dans les congrès et l'extension de sa propagande. Il a cru au contraire à notre existence fictive qui ne se soutenait qu'avec l'argent des veuves.

Erreur et accusations canailles.

Il poussa son cri d'infamie « Au voleur ! » ; Dans son premier article, il écrivait : « Tous ces gens-là sont des voleurs ;

Dans son deuxième, il promettait d'apporter des preuves ;

Dans son troisième plus rien, si ce n'est de la bave dégoûtante, incohérente à l'excès.

Que dit-il dans sa troisième épître ?

1° Que la lettre d'envoi de fonds de Montceau-les-Mines lui a été communiquée par l'Union Fédérale : mensonge et erreur volontaire.

En voici la preuve :

Le document en question a été communiqué par Bouveri à Basly dans les couloirs de la Chambre et sur les instances de ce dernier. Je proteste au nom de l'Union Fédérale. (Déclaration de Bernaud au sein du jury d'honneur, 23 décembre 1906).

2° Il dit que nous n'avons distribué de secours qu'aux neuf dixièmes des veuves : Mensonge encore, puisque 288 veuves ont été secourues par nous sur 547 (chiffres officiels) créées par la catastrophe :

Et que l'on n'oublie pas que nous n'avons distribué de secours qu'aux veuves refusant les propositions de pension faites par la Compagnie. Nous avons voulu faire de cet argent une arme de combat contre le patronat et nous avons obtenu, à ce point de vue, des résultats qui ne nous semblent pas négligeables ;

3° Que nous nous sommes efforcés de faire une large distribution postérieurement au 8 décembre :

Mensonge toujours, et le tableau comparatif suivant confond notre accusateur :

Répartition mensuelle et journalière des secours aux veuves :

Mai........	21	veuves en	1	journée	460 fr.
Juin........	42	—	14	—	857 50
Juillet.....	116	—	21	—	2.470 »
Août.......	55	—	21	—	1.145 »
Septembre..	14	—	9	—	320 »
Octobre....	16	—	8	—	312 50
Novembre..	22	—	11	—	485 »
Décembre..	2	—	1	—	50 »
Total...	288		86		6.100 fr.

Basly termine bassement en accusant seul notre camarade Broutchoux. Il est avéré, au contraire, que Broutchoux n'a jamais fait partie de notre comité de secours dont il ne connaissait pour ainsi dire que de loin le fonctionnement. Jamais il n'a pris part aux délibérations du comité de secours.

Basly ne trompera personne. Son accusation se termine en queue de poisson.

Des 6.000 francs volés par nous il ne maintient plus que 93 francs volés par Broutchoux, et cette accusation-là est une pure calomnie comme le reste.

Basly, mieux que quiconque, sait qu'il ment, mais cet homme croit à la force du mensonge. Il constatera que sur ce terrain c'est lutter à armes égales quand on a pour soi la vérité et la conscience de la tâche remplie, car malgré sa presse quotidienne, malgré son armée de domestiques, nos efforts de militants révolutionnaires le vaincront.

G. DUMOULIN.

Faites-nous des Abonnés !

Revue annuelle d'Hygiène (1)

La nature des agents de transmission des maladies contagieuses, et par conséquent évitables, est encore, pour beaucoup, indéterminée, et il est bien difficile également de se faire une idée exacte des moyens qu'utilise l'organisme vivant, pour se défendre contre ces maladies.

Mais même en se basant sur des hypothèses incomplètement vérifiées, on est arrivé, dans plusieurs cas, à diminuer les cas de transmission, et à limiter les épidémies. Par ces moyens, un très grand nombre de vies humaines sont sauvegardées.

Ainsi, pour la fièvre typhoïde, deux doctrines sont exprimées concernant le mode de propagation : l'une accuse uniquement l'eau de boisson, l'autre le contact direct avec le malade, ou indirect, par les objets et les mouches. Si, s'appuyant sur cette dernière théorie, on réalise l'isolement complet des malades, la désinfection de tous les objets touchés par eux et la destruction des mouches, on arrive rapidement à éteindre l'épidémie ; comme cela a eu lieu à Trèves, et dans l'asile d'aliénés d'Andernach.

Même discordance sur les causes de la fièvre jaune, attribuée par les uns uniquement aux piqûres d'un moustique particulier, qui n'est dangereux qu'aux températures extérieures de 18 à 38°, imputée par les autres aux mau-

(1) D'après le Dr J. P. Langlois. *Revue générale des sciences*, 30 septembre 1906.

vaises conditions hygiéniques générales et au contact. Dans la pratique, les mesures d'hygiène générale ont suffi à supprimer presque la fièvre jaune à Santos, les moustiques continuant à y pulluler — tandis qu'en s'attaquant aux moustiques par le pétrolage des eaux stagnantes, la désinfection des égouts et l'obturation des ouvertures à l'aide de treillages métalliques fixes, les conquérants de Cuba ont pu éteindre la fièvre jaune dans cette île, et chez eux-mêmes, à la Nouvelle-Orléans, limiter une très grave épidémie pendant l'été de 1905.

Contre la dissémination du choléra, le gouvernement allemand a obtenu des résultats remarquables en réglementant les voies et moyens de transports, surtout la batellerie, en parquant les émigrants, et en isolant rigoureusement non seulement les malades, mais tous les individus, sains en apparence, présentant dans leurs selles des bacilles du choléra. Toutes ces mesures ont été appliquées avec la rigueur habituelle au gouvernement du kaiser.

La peste augmente d'intensité aux Indes anglaises, où les décès de ce fait, qui étaient de 275,000 en 1901, atteignaient un million en 1904 et dépassaient 1,200,000 en 1905. Elle existe constamment dans les ports de l'Amérique du Sud, de l'Afrique, de l'Australie et même de l'Europe, mais, sauf en Asie et en Afrique, on n'observe que des cas isolés. On accuse comme agents de propagation les rats, les blattes, les mouches et même les poux. La barrière la plus efficace est actuellement la désinfection des navires par les vapeurs de soufre en combustion.

Contre le paludisme, deux moyens continuent à faire à leurs preuves : l'absorption de quinine et la préservation contre les moustiques en garnissant toutes les ouvertures de toiles métalliques.

Par ces moyens, dans la campagne de Rome, les cas de maladie sont passés de 17 0/0 en 1900 à 1,3 0/0 en 1904. Au Japon, le corps expéditionnaire en Mandchourie a pu être, en grande partie, préservé par des moustiquaires de tête. Ce qui n'empêche que le rôle des moustiques du genre anophèle, considérés jusqu'ici comme l'agent unique du paludisme, est nié en Italie par des observateurs qui incriminent l'eau et le sol et rapportent le cas d'une épidémie survenue dans une localité où les anophèles sont inconnus. De fait, en France, la Sologne a été presque entièrement délivrée du paludisme, par le dessèchement des marais et le reboisement.

La maladie bizarre, décrite sous le nom de maladie du sommeil, n'est pas réservée aux indigènes africains, mais attaque aussi les envahisseurs européens. Les seuls procédés à opposer à la dissémination sont jusqu'ici l'évacuation des villages contaminés, l'établissement des peuplades atteintes dans des régions plus saines et l'isolement des malades.

La tuberculose nous touche de plus près. Elle donne lieu à de nombreuses discussions. L'Académie de médecine demande au gouvernement de rendre la déclaration de cette maladie obligatoire pour le médecin, mais seulement après décès ; ce qui laisse subsister tous les risques de contagion par les malades.

Elle demande aussi que l'obligation légale vise également la famille du malade. «Cette mesure *indispensable*, dit le Dr Langlois, avait été inscrite dans la loi de 1892 ; par suite d'une aberration des législateurs, elle avait été supprimée dans la loi de 1902 et cette suppression a suffi pour rendre la loi inapplicable. » Il est certain, comme l'a déclaré le Dr Hérard au Congrès, que les conséquences de la déclaration obligatoire de la tuberculose seraient telles pour le médecin qu'il n'appliquerait jamais cette loi. D'ailleurs, à quoi sert cette déclaration, puisque, sauf dans quelques grandes villes, elle ne sera jamais suivie d'aucune mesure de préservation. Au point de vue du mode de pénétration de l'agent contagieux, on continue à discuter depuis le Congrès de Londres de 1901. Les uns, avec Koch, soutiennent que le bacille humain est distinct du bacille bovin, et que si, quelquefois la tuberculose peut être transmise par les bovidés à l'homme, ce n'est presque jamais par le lait ou la viande, en un mot, par l'intestin, mais presque uniquement par la voie respiratoire.

Behring, Arloing et Calmette disent, au contraire, et prouvent que l'infection intestinale peut être et doit être le plus souvent la cause originelle de la tuberculose pulmonaire.

Où l'accord s'est fait, c'est sur la question des sanatoria. Déjà, dans ce journal, le Dr Pierrot a écrit une remarquable série d'articles démontrant le bluff de ces entreprises charitables à grand fracas.

Actuellement, la cause est jugée et le dernier né de ces caravansérails pour malades riches a dû se transformer, à peine ouvert, en un hôtel de luxe pour millionnaires bien portants. Enfin la formule est définitivement acceptée que « la tuberculose est, avant tout, une maladie sociale, qui ne peut être attaquée que par des modifications dans l'état social » (Dr Langlois). Mais quand on envisage ces modifications, on s'arrête à l'assurance obligatoire allemande, à la mutualité française et à la lutte contre l'alcoolisme, reconnu, cependant lui-même, une maladie sociale. Et, tandis qu'on palabre et qu'on tourne dans le même cercle vicieux, dans la terreur d'envisager carrément la seule solution logique et efficace, qui est la transformation sociale complète, absolue..., la tuberculose marche de l'avant.

Il y aurait beaucoup de conclusions à tirer de ce rapide aperçu de la lutte des humains contre les maladies évitables.

Les quelques résultats acquis montrent la clairvoyance de Duclaux, établissant ce grand principe que c'est l'individu atteint qu'il faut isoler, complètement, au lieu de gaspiller des sommes énormes et des efforts inutiles à la surveillance des cours d'eau qu'on lui laisse la liberté de contaminer.

Ils montrent qu'on n'envisage généralement d'autre action que l'autorité.

On ne s'occupe pas de convaincre les intéressés de la nécessité de se préserver eux-mêmes et de leur en faciliter les moyens, on les préserve, par voie administrative, c'est-à-dire policière, de gré ou de force, avec les ménagements et le respect des individus usités. La sécurité d'une population tout entière repose sur le soin que peut mettre un fonctionnaire à faire son métier. Une faute du service sanitaire, causa, à la Nouvelle-Orléans en 1905, une épidémie de fièvre jaune qui se chiffra finalement, au bas mot, par 5,000 décès ! (Dr Langlois.)

L'application de ces procédés autoritaires donne des résultats d'autant plus remarquables que le gouvernement est plus autocratique et ses agents plus disciplinés.

C'est en Allemagne qu'on peut le mieux les admirer, puis en Russie. Quant aux pays aux allures démocratiques, ils n'obtiennent que des résultats le plus souvent ridicules, les lois étant édictées avec le double souci de paraître faire quelque chose pour le bien public et cependant de ne pas gêner les individus, c'est-à-dire les électeurs.

Enfin les travaux des hommes compétents manquent souvent de tout esprit scientifique. En particulier, les statistiques sont, à peu près toutes, sans aucune valeur, comme l'a déclaré A. Robin, pour la tuberculose, sans être contredit, et comme l'a montré Lowenthal, à propos du rapport officiel de A. J. Martin, inspecteur général des services sanitaires de la ville de Paris.

Ce haut fonctionnaire concluait que la mortalité générale avait subi une diminution de 7 0/00 de 1892 à 1905 et qu'en tenant compte de l'augmentation de population 14 0/00 des vies humaines avaient été préservées, grâce aux services sanitaires.

Or, le Dr Lowenthal découvre que ce rapport fait entrer en ligne de compte la mortalité des enfants du premier âge, due à tout autre cause que les maladies contagieuses et qui diminue, en effet, chaque année. — Cette défalcation faite, on trouve une mortalité par 1,000 habitants de 16,9 à Paris, et de 11,5 seulement à Berlin. En particulier, la tuberculose pulmonaire cause 4,3 décès par 1,000 habitants à Paris et 2,2 à Berlin.

En somme, l'état sanitaire de Paris, est pire que celui de la plupart des grandes villes allemandes et anglaises.

C'est un assez joli exemple, entre beaucoup, des talents de prestidigitateurs de nos hauts fonctionnaires.

Michel Petit.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

MOUVEMENT SOCIAL

Dans la Loire.

Chez les mineurs. — Dimanche 23 décembre, a eu lieu à Saint-Etienne, le Congrès régional organisé dans le but de faire l'union entre les mineurs de la région. Seize syndicats tant de la Loire que de Saône-et-Loire, de la Haute-Loire, du Rhône et de l'Isère, étaient représentés à ce Congrès. Le syndicat des chauffeurs et mécaniciens de mines fondé tout récemment sur l'initiative de Bouchard était représenté.

De la discussion qui a eu lieu sur la situation actuelle et la nécessité de s'unir étroitement, il ressort que l'unité minière est désirée ardemment par tous les délégués et qu'on ne prévoit aucun obstacle sérieux de nature à faire échouer l'œuvre entreprise.

Une commission a été nommée qui examinera les modifications à apporter aux statuts de la Fédération. Les syndicats après examen des statuts feront connaître au secrétaire du Comité fédéral, les modifications qu'ils désirent. La commission étudiera ensuite toutes les demandes et fera un rapport qui sera envoyé à chaque syndicat. Dans la quinzaine qui suivra cet envoi un nouveau Congrès sera convoqué pour statuer définitivement.

L'unité minière est en bonne voie dans la Loire. Avec de la bonne volonté de part et d'autre, je crois qu'on arrivera à s'entendre et à se mettre d'accord.

* *

Les journaux *la Loire républicaine* et *la Tribune*, de Saint-Etienne, avaient reproduit l'article de Basly portant l'accusation que l'on sait contre nos camarades du Pas-de-Calais. J'espérais que parmi les militants des syndicats de mineurs de la Loire, il se serait trouvé quelqu'un qui aurait pris la défense des camarades du Pas-de-Calais et n'aurait pas laissé sans réponse ladite accusation. Il n'en a rien été.

Ayant un numéro de l'*Action syndicale*, j'ai envoyé copie à *la Loire* et à *la Tribune* de la réponse de la Fédération du Pas-de-Calais à M. Basly. Celle-ci a été publiée par ces deux journaux. Les nombreux lecteurs qui avaient lu l'accusation savent donc aujourd'hui à quoi s'en tenir sur les dires de ce triste sire.

Mais, encore une fois, je regrette que des camarades plus autorisés que moi, n'aient pas agi en la circonstance.

R. Galhauban.

* *

Nancy.

Notre camarade Boudoux est de nouveau l'objet de poursuites. Décidément c'est la chasse sans répit aux militants que les chats-fourrés, amis des industriels du Comptoir de Longwy, ont entreprise contre les révolutionnaires de l'Est.

Boudoux, sur la foi de soldats ivres et d'une

mouche du journalisme, le sieur Goulette de l'*Est Républicain*, est accusé d'avoir engagé ces soldats à déserter. L'accusation est absolument fausse; Boudoux n'a point tenu les propos dont on l'inculpe; ce qu'on vise en lui, c'est le propagandiste, c'est l'actif secrétaire de la Fédération des Syndicats de Meurthe-et-Moselle.

Il s'agit de savoir si la Justice de Nancy osera perpétrer l'infamie qu'elle projette. Voici la protestation de l'Union des Syndicats de Nancy :

La Commission administrative de l'Union des Synpicats ouvriers de Meurhe-et-Moselle, réunie le jeudi 27 décembre, proteste énergiquement contre les poursuites intentées, après dénonciation d'un mouchard de la presse, contre son secrétaire, le camarade Boudoux;

S'élève avec indignation contre le faux témoignage de soldats en état d'ébriété et contre la façon dont ce témoignage a été obtenu, sous l'influence de chefs promettant et accordant galons et permissions, ce qui incite en plus d'autres militaires à employer semblable moyen de mauvaise foi pour obtenir des faveurs;

Méprise ces procédés indignes et ceux qui s'en servent;

Prend la résolution de faire le nécessaire pour les signaler à tous les honnêtes gens.

Pour la Commission et par ordre :

Le Secrétaire-Adjoint,
ALFRED KLEIN.

Les droites consciences dreyfusistes n'entendront pas ce cri, c'est bien certain. Mais il faut que l'opinion publique et les travailleurs l'entendent.

* *

Roubaix.

Dans l'active cité roubaisienne les producteurs meurent généralement de misère par les privations endurées en raison des bas salaires et des chômages prolongés. A côté, les seigneurs du textile édifient des fortunes scandaleuses.

Un fait vient de se passer, à notre époque de mutualisme et de philanthropie à outrance, qui mérite d'être signalé. Je m'empresse de reconnaître que ce fait n'est pas particulier à notre ville et qu'il est devenu à l'état chronique dans notre mère patrie, mais les faits de cet ordre valent d'être notés afin de stimuler notre action. Un vieillard, âgé de 69 ans, Auguste Vroman, ancien cordonnier, travaillant actuellement au peignage, chez *Lepoutre*, à raison de 2 fr. 75 par jour, subissait un chômage prolongé — il dure depuis trois mois — et n'arrivait plus qu'à gagner 5 à 6 francs par semaine. Mercredi et jeudi, il fit tous ses efforts pour se lever afin d'aller au travail. Mais la bête de somme était réduite, épuisée; ses jambes, trop faibles, ne voulurent plus supporter sa vieille carcasse usée par les privations. On le trouva mort vendredi matin dans le garni où il habitait. A deux pas de son réduit se trouvent les palais somptueux de nos industriels, le boulevard de Paris, où s'étalent, sur un parcours de plus de douze cents mètres, la richesse et le luxe. Le pauvre vieillard est mort de faim, a déclaré le docteur, après avoir trimé toute sa vie, c'est de cette mort qu'il s'en est allé.

Le plus fort, c'est ce que dit la feuille conservatrice et patronale, le *Journal de Roubaix*. Elle plaide la défense de la société, prétendant que Vroman n'avait jamais sollicité les secours du bureau de bienfaisance, ni la commisération du public, sans quoi?...

Mais ce journal se donne lui-même un démenti. Il nous dit que Vroman est redevable de 100 francs à sa logeuse, qui fut prise de pitié. Il a encore le culot de nous apprendre que tout de même, l'année dernière, Vroman avait formulé une demande d'admission à l'hospice, mais que cette demande n'avait pas été prise en considération parce qu'il n'avait pas l'âge requis.

Ils n'ont même pas honte, nos bons bourgeois, devant leur œuvre. Et ils s'évitent un remords en nous chantant : Faites des économies, soyez sobres, soyez modestes!

* *

Tourcoing.

Un vent de grève souffle sur la ville depuis quelques mois. Ce sont maintenant les quatre-vingts trieuses de chez MM. Pollet frères, rue de Dunkerque, qui ont cessé le travail vendredi matin. Elles demandent le renvoi de deux repasseuses. Une petite explication est ici nécessaire. Le triage des laines se fait sur des claies; les ouvrières trieuses gagnent 18 francs par semaine; les repasseuses 24. Ces dernières ont à charge la vérification du travail de leurs compagnes, toutes dirigées par un chef trieur. Or, pour des raisons que nous ignorons, mais que nous ne devinons que trop, le chef trieur, contrairement à la règle de la maison, fit passer repasseuse la sœur d'une autre repasseuse dont ce n'était pas le tour d'ancienneté. D'abord les ouvrières maugréèrent, puis protestèrent, et finalement refusèrent de continuer le travail sous un tel favoritisme. Evidemment, le chef trieur ne voulut pas revenir sur sa décision. D'où la grève en réclamant alors le renvoi des deux protégées.

Qu'on ne se méprenne sur les salaires relativement élevés des trieuses de laines. Il y a, environ dix ans, il n'y avait pas de trieuses; cette sphère d'activité appartenait exclusivement aux hommes qui gagnaient jusqu'à dix francs par jour. Lorsqu'on voulut introduire la femme dans cette branche d'industrie les trieurs firent grève mais ils succombèrent après des mois et des mois de résistance. Encore une fois les industriels triomphaient. Aujourd'hui, seul dans le textile, le trieur arrive parfois à gagner 6 francs par jour. Mais, si vous déduisez les journées de chômage, c'est-à-dire six mois, son salaire se réduit à 3 fr. pour les jours où il travaille; déduisez encore les dimanches et les jours fériés et faites le calcul. Seul, jusqu'ici le peignage Pollet a éliminé tous ses trieurs, il occupe exclusivement des femmes en attendant que cela se produise ailleurs, ce qui ne peut manquer.

La fatalité économique pèse sur la femme de notre région. Elle est la proie de l'usine. Réagira-t-elle assez pour ne pas être une entrave à notre émancipation? Aussi nous devons suivre ses efforts particuliers avec une vive attention. Espérons que les exploitées de chez Pollet triompheront, comme ont triomphé les ouvriers des transports et les tisserands de chez Sion et Vienne. Le succès consolidera les courages.

PIERRE LANNEAU.

* *

Rouen.

Un sous-off. dompteur. — Il a nom Saillard et exerce au 74e de ligne, caserne Pélissier, à Rouen. Ce tueur à gages se montre très fier de sa caste; lorsqu'il commande à ses hommes, il leur parle toujours avec de gros mots. C'est vraisemblablement un garçon d'avenir, car nul mieux que lui ne représente l'esprit moyen de son milieu. Il est bien de cette catégorie d'individus peinte il y a une dizaine d'années par Descaves, qui passe son existence à la caserne, au café, à la maison de tolérance. A Rouen, comme ailleurs, les sous-offs, ces façons de contremaîtres militaires, n'ont pas changé de mentalité ni de moyens d'existence; c'est toujours la gratte sur la nourriture des soldats et la protection... de quelques pauvres filles qui leur forme un complément de salaire.

Aussi malheur au pioupiou qui réclame pour l'ordinaire.

Ces jours derniers quelques jeunes soldats de la 1re compagnie du 74e, manquant de pain, — oui, de pain, n'en déplaise à notre Picquart national, — s'avisèrent d'en réclamer au sergent-fourrier Saillard. Au lieu de s'empresser de leur en distribuer, il entra dans une violente colère et dit aux troupiers ahuris : « Tas de salauds! je vais vous rationner comme les fauves à Bidel. »

Nous ne discuterons pas l'assimilation de soldats à des fauves. Espérons que, puisque fauves il y a, ils sachent se retourner contre d'autres hommes que ceux contre qui la bourgeoisie les dresse. Et répétons aux mères : « La caserne est une grande et noble famille ».

Léon TORTON,

* *

MOUVEMENT AGRAIRE

Le Congrès de Morcenx. — Les syndicats de métayers et résiniers du Marensin (1) ont pris, dans l'espace d'une année, un essor vraiment prodigieux : au nombre de 47, ils groupent les deux tiers de la population agricole.

Les résiniers du Marensin, acculés au syndicalisme par une exploitation sans vergogne, ont su admirablement se servir de la grève et appliquer le « sabotage » et « l'action directe ».

Aussi sont-ils sortis victorieux de toutes les luttes engagées. Un seul point noir à signaler : c'est la condamnation de six résiniers de Mimizan à un mois de prison avec sursis, pour bris de clôture et rébellion. (Il est établi que les incidents qui ont amené les poursuites ont été provoqués par la police.)

Avant les grèves, les résiniers touchaient de 18 à 25 fr. la barrique de résine que les propriétaires vendaient 80, 100 et jusqu'à 120 fr.

Aujourd'hui ils touchent la moitié jusqu'à 60 fr. et le quart en plus (il y a bien quelques différences suivant les localités, mais la proportion que je viens de citer est à peu près la règle générale). Sur le métayage, ils obtinrent aussi de notables améliorations.

Actuellement, ces syndicats sont en train de dépasser le but corporatif. Ils prennent une attitude nettement révolutionnaire en se fédérant au sein de la C. G. T.

Un fait des plus intéressants à noter dans ce mouvement, c'est la quantité d'hommes de valeur qu'il a mis en relief.

Chez des résiniers qui, comme tous les travailleurs, n'ont eu qu'une instruction rudimentaire, il s'est trouvé des hommes qui ont été capables non seulement de gérer des syndicats, mais d'organiser et de mener à bien un congrès.

Celui-ci s'est ouvert à Morcenx, le 21 décembre. 32 syndicats étaient représentés.

Ducamin, organisateur, présidait. « J'ai convoqué, dit-il, les syndicats en congrès pour étudier les conditions du métayage et du résinage dans les Landes. Il est utile de resserrer entre les syndicats les liens de solidarité. Nous étions taillables et corvéables à merci au profit des maîtres des terres landaises. Aujourd'hui les propriétaires sont encore les maîtres des pins, mais ils ne sont plus les nôtres. Ils sont obligés de respecter nos droits. C'est là un commencement de satisfaction, mais ce n'est pas tout. Tous nous nous syndiquons pour être plus forts. On nous taxe de violents, parce que nous défendons nos droits, et que nous trouvons excessif de toucher 25 francs quand les propriétaires en touchent 100. Les grèves ont été provoquées par les violences des patrons. Aussi, j'envoie un salut fraternel aux camarades condamnés. Les propriétaires nous ont menacés d'abattre les pins : nous ne répondrons pas à ces violences. Notre cause est juste : unissons-nous, nous serons forts. »

Sourbé parle ensuite : « Il faut lutter contre la concurrence et l'avilissement des prix. Défendons nos salaires pour l'avenir de nos enfants. »

Puis Duclaud fit entendre des paroles hardies; « Les questions sociales dont la bourgeoisie ne nous parle pas à l'école, ne sont pas une matière ardue... La loi nous proclame égaux des riches et nous ne sommes que des serfs. En somme, nous créons la richesse pour en faire jouir les autres. Il est juste de dire qu'il y a deux classes sociales : les voleurs et les volés. Le travailleur, dont la conscience s'éveille, se syndique. Le syndicalisme est un accroissement de la vie. Que devons-nous faire pour nous arracher à la rapacité de l'exploiteur? Il faut entrer dans la Fédération nationale. »

Duclaud, il faut le dire, soulève bien quelques protestations; tous les délégués n'étaient pas aussi émancipés que ce camarade.

Trois commissions furent ensuite chargées d'établir les revendications fédérales concernant le résinage, le métayage et le bétail. Puis, avant de lever la séance, Ducamin, Sourbé et Duclaud reprirent la parole et déclarèrent « que les syndicats sont prêts à lutter pour la défense de leurs droits jusqu'à la *grève générale* et qu'à la *violence patronale* répondrait *la violence ouvrière* ».

Le lendemain matin Sourbé lut un travail merveilleusement documenté sur la valeur et le rapport d'un hectare de pins depuis le premier semis jusqu'à l'abatage à 60 ou 70 ans. Nous savons que Sourbé a étudié également l'évolution et la répartition de la richesse dans sa localité, et ses conclusions concordent parfaitement avec celles des socialistes de toute école touchant la propriété.

Le reste de la séance fut pris par la lecture et l'adoption des rapports élaborés par les trois commissions : voici les principales revendications fédérales :

1. RÉSINAGE : Le résinage sera fait par moitié. Le transport sera payé par moitié jusqu'à 3 francs, et au delà par le seul propriétaire. La préférence sera donnée aux ouvriers syndiqués. La résine sera payée aux résiniers quinze jours après réception. La vérification des barriques sera faite en présence de deux délégués du syndicat.

(1) Le Marensin est la large lande occidentale du département des Landes que baigne l'Océan.

II. Métayage : 1° Tout métayer labourant lui-même aura les trois quarts de la récolte. Tout le fourrage lui appartiendra. La paille qui ne sera pas employée dans la métairie sera partagée.

2° Lorsque le propriétaire labourera lui-même, le métayer n'aura que la moitié de la récolte et de la paille.

3° Quand le propriétaire voudra affermer sa métairie, le fermage devra représenter le quart de la valeur de la récolte, calculée sur la moyenne des trois dernières années en prenant pour base le prix de 12 francs l'hectolitre.

4° Le propriétaire devra fournir le quart de la semence, des frais de battage et d'engrais et payer les impôts. Les redevances existantes sont supprimées et remplacées par une redevance unique de 20 francs pour les petites métairies et 30 francs pour les grandes.

5° Les corvées gratuites sont supprimées pour tous métayers et fermiers.

III. Bétail : La commission du bétail présenta de nombreuses propositions de détail, toutes adoptées.

Telles sont les principales revendications que la Fédération va poser devant le patronat landais et tenter de faire aboutir dès le printemps prochain.

La dernière séance fut présidée par le camarade Bonnard, secrétaire de la Bourse du Travail de Bordeaux, lequel donna d'excellents conseils pour l'organisation, l'administration et le fonctionnement de la fédération : « Ne nommez pas de président, dit-il, c'est là un titre dont on se sert trop souvent pour arriver sur le dos des autres : un secrétaire général, un secrétaire-adjoint et un trésorier suffisent ».

Après la nomination du bureau de la commission exécutive de la nouvelle Fédération, le camarade Duclaud demanda que la Fédération s'affiliat à la Confédération générale du Travail. Il se heurta d'abord à l'hostilité d'une partie des délégués.

— Alors, répliqua Duclaud, vous voulez fonder une Fédération jaune? Et il déclara que si l'affiliation n'était pas votée son syndicat se retirerait. Cette déclaration fit grande impression. Ce que voyant les adversaires de l'affiliation revinrent sur leur opinion et c'est d'un commun accord que l'affiliation fut décidée. La C. G. T. compte ainsi une Fédération de plus.

Puis après un vote de flétrissure aux magistrats de Mont-Marsan, le Congrès fut déclaré clos.

C'est alors que l'inévitable député Bouyssou, qui se trouvait dans la salle, monta à la tribune. Acclamé, il est vrai, par de nombreux syndiqués, il administra habilement la « pommade » de la paix sociale. Il remercia « ses amis les résiniers » de lui avoir fait confiance!

Il était venu de Paris exprès pour eux! Il savait que leurs intérêts étaient souvent contradictoires avec ceux des patrons. Les uns et les autres devaient être respectés. Quant à lui, il ferait tout, *avec l'aide du gouvernement*, pour prévenir les conflits et défendre les résiniers... et *aussi les propriétaires*.

Camarades résiniers, méfiez-vous! Si ce M. Bouyssou est venu de Paris exprès pour vous, c'est qu'il vous craint! Faites qu'il vous craigne tous les jours davantage. Tel fut donc le Congrès de Morcenx. Les résiniers manquent encore de hardiesse dans la pensée et dans l'action; mais leur timidité disparaîtra dans la pratique de tous les jours.

Espérons que la prochaine tournée d'un délégué de la C. G. T. contribuera pour beaucoup à donner aux résiniers du Marensin une nette conscience de classe! En attendant, ils donnent un bel exemple à leurs plus proches voisins, nos métayers de la Chaloue! (1)

J. D.

⁂

Dans la Grande Famille. — En attendant de voir ce que donnera, en tant que résultats, le projet de loi qui supprimera les conseils de guerre en temps de paix que doit présenter au Parlement le général Picquart, il n'est cependant pas inutile de mettre en lumière les jugements plus que partiaux que continuent de rendre les dits conseils.

Celui du 13e corps a eu à s'occuper d'un caporal qui avait giflé un simple soldat. Voici le fait tel que le relatent les quotidiens : « Aussi était-il (le caporal) en état complet d'ébriété lorsqu'il s'avisa de rentrer dans une chambre du quartier, vers 8 heures et demie du soir, où des hommes rassemblés autour de la table, jouaient aux cartes. Il les bouscula violemment et, comme l'un deux, le soldat Voute lui dit alors : « Si vous êtes pas un fainéant, caporal, recommencez! » il appliqua à cet homme une gifle monumentale. Voute porta plainte, etc... » Après une habile défense de Me Valleix montrant que toute cette affaire doit se ramener à un vulgaire incident de chambrée, le conseil, après une longue délibération, admettant les circonstances atténuantes, n'inflige au caporal Rocher que six jours d'emprisonnement, minimum de la peine.

Je me demande si, l'inverse s'étant produit, le soldat ayant giflé le caporal, je me demande si le conseil de guerre n'aurait vu là qu'un vulgaire incident de chambrée et aurait appliqué le minimum de la peine.

L'ivresse du soldat au lieu de l'excuser comme cela a été le cas pour le caporal, n'aurait fait que l'aggraver davantage et c'est le maximum de la peine qui lui aurait été infligé.

Et enfin que serait-il advenu si le soldat avait répondu coup pour coup ?

R. Galhauban.

⁂

Au pays de l'obéissance passive. — Le conseil de guerre du 1er corps (Lille) a eu à juger un officier, le capitaine Magniez, qui, pendant les inventaires, avait refusé de donner aux sapeurs du génie l'ordre d'enfoncer les portes d'une église que le clergé refusait d'ouvrir.

Jusqu'ici, les actes de ce genre avaient valu à leurs auteurs l'acquittement avec félicitations, ou une condamnation pour rire équivalant à l'acquittement. Le capitaine Magniez aura eu la malchance de tomber sur des juges républicains, car il a été reconnu coupable de désobéissance, à l'unanimité. Il est vrai que les circonstances atténuantes lui ont été accordées. Résultat : la destitution.

Les tribunaux militaires, on le voit, sont encore plus déconcertants que les tribunaux civils : ce que l'un juge blanc, l'autre le juge noir. Cependant ils rendent leurs sentences au nom de la loi, qui nous apparaît dès lors comme une personne bien inconstante ou bien outragée.

Le capitaine Magniez avait, pour désobéir, un excellent motif : la protestation de sa conscience. C'est fort bien. Il s'est avisé, tout d'un coup, que l'autorité avait des bornes, et que désobéir pouvait être, à l'occasion, un devoir. Il sentit que les ordres donnés par les chefs sont moins forts que ceux que la conscience dicte ; et il obéit, mais à quelque chose de plus auguste que le pouvoir. C'est parfait.

Seulement, quand on a une conscience et qu'on a l'intention de s'en servir, on ne va pas choisir un métier qui repose précisément sur l'interdiction d'avoir une conscience à soi, sur l'obéissance passive aux ordres des supérieurs. On n'impose pas, sous la menace d'un code barbare, à de malheureux jeunes hommes livrés à votre merci, des actes qui souvent répugnent à leur... j'oubliais : la conscience, il n'y a que les officiers qui ont le droit d'en avoir une.

R. Ch.

⁂

ETATS-UNIS

La candidature Haywood. — Dans la dernière campagne électorale pour l'office de gouverneur du Colorado, les socialistes politiciens, en posant la candidature de William Haywood, ont dit : « Quel travailleur conscient oserait refuser de voter pour Haywood ; voter pour lui, c'est protester contre l'iniquité capitaliste, c'est mettre fin aux abus du brigandage organisé sous la protection du gouvernement américain, et c'est libérer ces trois hommes accusés injustement, Charles Moyer, William Haywood et G. Pettibone. »

A cet appel des politiciens, nous répondîmes : Toutes les iniquités sociales sont basées sur la politique autant que sur la religion. L'une et l'autre doivent être combattues jusqu'à la mort. La politique est cause de la détention de trois membres de la *Western Federation of Miners*; admettre la politique, c'est nous faire les complices de l'iniquité causée par elle. Voter pour Haywood n'est pas protester en faveur de trois travailleurs détenus injustement, mais c'est nous associer au crime de leurs bourreaux. William Haywood, ainsi que ses deux co-accusés, est notre ami, notre camarade ; mais Haywood, candidat pour un office gouvernemental, devient pour nous un ennemi, et, comme tel, nous le combattons.

Le résultat des dernières élections fut piteux pour les socialistes, qui dépensèrent beaucoup d'activité pour aboutir à un résultat négatif, et, sans aucun doute, préjudiciable à l'agitation qui se fait en faveur des trois camarades que l'oligarchie capitaliste a résolu de perdre.

Laurent Casas.

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères (1)

La Ville.

La ville à ce point de vue est d'un aspect saisissant ; et ses rues crient à l'étranger le plus distrait le contraste de la richesse bourgeoise et de la misère ouvrière.

De la gare, partent de riches avenues bordées de larges demeures : grilles de fer, vastes escaliers de pierre, portiques à l'italienne, toute une architecture prétentieuse où l'industrie fougeraise étale son opulence neuve. Vous gagnez la ville haute : au milieu d'une vaste place où somnole un homme de bronze sur un cheval pensif, se dresse un édifice imposant : colonnes flanquant la porte d'entrée, hautes fenêtres, horloge au milieu de la façade : l'Hôtel de Ville, sans doute ? Non, c'est la maison Cordier. Mais l'aspect monumental ne vous a trompé qu'à moitié : M. Cordier est le chef du Syndicat patronal : c'est sur un décret signé de lui que 8.000 ouvriers sont en chômage. Pour toute la population qui attend avec angoisse la fin du lock-out, c'est bien ici le « palais du gouverneur ».

Mais, descendons l'autre versant de la colline. Des ruelles tortueuses, parmi des maisons basses, vous mènent sous la voûte d'une ancienne porte. Le vieux château de Fougères dresse toujours sur la vallée ses tours ventrues ; toujours autour de lui se pressent les humbles demeures serviles aux façades en triangle, aux piliers de bois qui empiètent sur les rues étroites ; puis ce sont les masures sans étage du faubourg aux toits gondolés et moussus. C'est une cité du moyen âge. Rien n'a changé ici, à ce qu'il semble, depuis cinq cents ans ; rien, sauf la propreté extérieures des rues, et celle (extérieure aussi peut-être) des habitants. Les mêmes masures qui abritèrent les serfs de jadis, les vilains de l'ancien régime et les tisserands de naguère servent encore aujourd'hui de refuge à l'ouvrier moderne. Seul, le chevalier casqué de fer a quitté le vieux donjon.

Mais les nobles appauvris qui posent aux environs, ont tort de dédaigner les fêtes des « parvenus de la chaussure ». En fait, le vrai successeur des hauts barons de Fougères, ce n'est pas M. de La Reboisière, fils d'un général de l'Empire, — c'est M. Cordier, le fils du cuisinier.

Le mouvement syndical

Naturellement, de très bonne heure, des efforts furent tentés pour relever les salaires. Il n'est pas besoin d'une longue éducation socialiste pour concevoir l'idée d'une grève et la réaliser. Mais les ouvriers, mal renseignés sur les conditions de la vente, se mettaient en grève d'ordinaire à l'été. Or, si Fougères

---

(1) C'est la partie vraiment agricole du département, au sud de la courbe que décrit l'Adour.

(1) Voir le n° 33.

vend en effet surtout de la chaussure d'été, c'est en hiver qu'elle la fabrique. Les patrons tranquillement fermaient leurs usines et attendaient à la mer que les travailleurs voulussent rentrer à des conditions souvent plus dures. D'ailleurs, les paysans arrivaient toujours, séduits par des salaires nominalement élevés, ils étaient toujours prêts à s'enrôler : la main d'œuvre ne manquait jamais, et les patrons maintenaient les prix au plus bas.

Il fallut s'organiser. Vers 1899, je crois, des ouvriers rennais vinrent faire de la propagande syndicale à Fougères. Elle réussit : une Bourse du travail fut fondée, et les ouvriers de la chaussure se groupèrent en différents syndicats ; leur nombre a atteint jusqu'à 3.000. Les patrons, à leur tour, fondèrent une « Chambre syndicale des fabricants de chaussures » comprenant 22 maisons sur 32. Puis, un syndicat jaune naquit, et végéta. Cependant les colères s'exaspéraient avec la misère croissante des uns, l'opulence toujours plus étalée des autres. En 1900, les ouvriers de l'usine Doussin étant en grève, on envoya des troupes ; les têtes s'échauffèrent et l'on prévit une collision sanglante. On était alors aux pénibles débuts du ministère Waldeck-Rousseau ; le préfet craignit qu'une fusillade ne fît tomber le ministère, il éloigna les soldats : les ouvriers aussitôt, brisant les grilles, enfonçant les portes, se ruèrent dans l'usine : machines, meubles, livres, en une heure tout fut détruit ; il y eut plus d'un million de dégâts. Ce coup de folie d'une population jusque là si tranquille a frappé vivement les imaginations : le souvenir en plane encore sur la grève actuelle.

Et pourtant, depuis lors, tout fut tranquille ; des grèves partielles assez nombreuses ont eu lieu sans incident. En ce moment même, après quatre semaines d'un lock-out qui laisse sans ressources 10.000 personnes, on en est encore à attendre le premier geste d'impatience. Les idées socialistes ont fait peu de progrès dans ce milieu pourtant misérable.

Les ouvriers de Fougères sont pour la plupart des paysans ; ils ont gardé les idées de leur village ; les théories communistes, bien loin de les attirer, les effrayent.

Au mois d'août dernier, le mouvement syndical était plutôt en recul. La Bourse du travail, qui avait compté 3.000 adhérents, n'en avait plus que 1.100. Elle était bien incapable de provoquer le chômage de 8.000 ouvriers si par hasard le Syndicat patronal n'en avait pris l'initiative.

Donc, tout était calme à Fougères : les syndicats affaiblis, les travailleurs isolés, et les patrons tranquilles, lorsqu'à la fin de l'été dernier se manifesta un réveil de l'action ouvrière. Deux faits semblent l'avoir déterminé.

Pendant ces dernières années, plusieurs industriels se munirent des nouvelles machines américaines à coudre les tiges ; ils dirent aux ouvrières : cessez de coudre à domicile, venez travailler à l'usine avec les machines nouvelles : nous vous paierons moins par tige cousue, parce qu'il faut amortir nos frais, mais comme vous ferez beaucoup plus de pièces, vous gagnerez davantage. Les ouvrières suivirent ce conseil, mais comme les machines produisaient beaucoup plus, deux tiers seulement des piqueuses trouvèrent emploi à l'usine. Les autres, pour avoir chez elles un peu de travail, consentirent des prix très bas. Les machines venant à s'user (certaines ne comptent pas moins de 800 pièces et se détraquent très vite), les patrons ne les remplacèrent pas ; ils renvoyèrent leurs piqueuses, les employèrent à domicile comme autrefois, mais au tarif nouveau accepté par les ouvrières exclues des usines. Il en résulta un vif mécontentement parmi les femmes, et ce ne sont pas elles qui sont les moins ardentes dans la lutte actuelle.

De même pour les ouvriers. Tout nouveau perfectionnement du machinisme détermine le chômage d'un certain nombre d'ouvriers. De nouvelles entreprises se formèrent chaque année pour les recueillir. Mais, prétextant les difficultés souvent réelles du début, elles profitèrent de la surabondance de main-d'œuvre pour la payer bien au-dessous du prix normal. On avait donc, à Fougères, ce spectacle curieux : deux usines voisines, pour un travail presque identique, payant des tarifs différents de plus de 30 o/o. Ceci, on le conçoit, causait un vif mécontentement aux ouvriers moins payés, et paraissait à tous une criante injustice.

C'est alors que MM. Jousse, secrétaire de la Bourse du Travail, et Gourdin, secrétaire du Syndicat des cordonniers, jugèrent le moment venu d'agir.

La tactique ouvrière.

Très habilement ils prirent pour « tremplin » l'*unification des tarifs*. Mais, bien trop faibles pour pouvoir l'imposer tout d'un coup par un mouvement d'ensemble, ils résolurent de procéder par paquets. Il est d'usage à Fougères que chaque catégorie d'ouvriers passe un contrat de travail avec le patron : un tarif est arrêté d'un commun accord pour une, deux ou trois années ; il expire d'ordinaire à la fin de la campagne, c'est-à-dire en septembre-octobre. Il s'agissait, au fur et à mesure de l'expiration des anciens contrats, de présenter aux chefs d'entreprise de nouveaux tarifs plus élevés. Ainsi, par une série d'arrangements particuliers — et, au besoin, de grèves partielles — on espérait amener les salaires des ouvriers de la même catégorie dans toutes les usines, sinon à l'égalité complète, du moins le plus près possible des tarifs les plus élevés de la place.

Ce plan n'avait rien de machiavélique. Il ne s'agissait point de vaincre les patrons par surprise. Dès le 8 août, la Bourse du Travail affichait franchement sur tous les murs de la ville, sa décision d' « entreprendre une campagne active afin de réaliser dans un délai le plus rapproché possible l'unification des tarifs, dans toutes les fabriques de chaussures de la place ».

Les patrons étaient prévenus, ils pouvaient s'attendre pour le début de la saison à des demandes d'augmentation de salaires. Précisément, à ce même moment, 8 août, leurs voyageurs partaient pour visiter la clientèle ; les marchés de saison n'étaient pas encore passés, on pouvait, devait même tenir compte, dans les prix proposés, d'une hausse possible des salaires, et l'on comprend mal que M. Cordier ait pu écrire, dans son ultimatum à M. Jousse, « elle (cette hausse) vient précisément frapper les fabricants sur leurs importants marchés de saison, conclus fermes avec leurs clientèles sans qu'il leur soit possible d'en rattraper un centime ».

Pendant tout le mois d'août, c'est une série de réunions de quartier pour l'unification des tarifs, terminée le 30 par une « assemblée générale des ouvriers de la chaussure, syndiqués ou non ». A ce moment, la Bourse du Travail juge que les ouvriers sont suffisamment entraînés, la campagne préparatoire est terminée.

Le 7 septembre, le secrétaire de la Chambre syndicale des coupeurs écrit à M. Cordier, président de la Chambre syndicale des fabricants, pour lui demander de porter le salaire moyen des *coupeurs de dessus* de 28 fr. 30 à 29 fr. 22. Presque en même temps, les mécaniciennes de l'usine Girault, se mettent en grève. La maison Girault, récemment fondée, était une de ces entreprises décrites plus haut, qui recueillent les femmes éliminées des autres usines par les machines. Les piqueuses y travaillent à un tarif de 30 o/o et 40 o/o inférieur à celui des fabriques voisines. M. Girault, syndiqué, en référa à la Chambre patronale. Celle-ci s'aboucha avec une délégation ouvrière, et, le 18 septembre, M. Girault accordait à ses mécaniciennes une augmentation de 30 o/o. Par la même occasion, les mouleurs et finisseurs obtenaient de travailler au même tarif que ceux de M. Lebouc

Le 28 septembre, la Bourse du travail remporte une seconde victoire : les coupeurs obtiennent les 29 fr. 22 demandés. Alors, le 11 octobre, elle réclame le relèvement des tarifs de la maison Lebouc. Cette fois, la Chambre patronale s'impatiente : « Vous avez imposé vous-mêmes — dit-elle aux délégués — à M. Girault le tarif de M. Lebouc ; celui-ci vous semble donc raisonnable, il faut vous y tenir. — Pas du tout, répondent les ouvriers : l'usine Girault est une affaire à ses débuts, la maison Lebouc est ancienne et prospère. Nous savons comprendre les nécessités d'une entreprise à peine assise. Nous consentons à M. Girault un tarif de faveur, mais M. Lebouc n'y a aucun droit. »

La discussion fut laborieuse ; enfin, le 11 octobre, on signait pour la maison Lebouc un nouveau tarif de piqûre, le 12 un tarif de finissage et le 16 un tarif de montage, tous trois en augmentation.

La Bourse du Travail se tourne alors vers la maison Bahu et lui impose l'acceptation des nouveaux tarifs Lebouc ; puis elle les propose à la maison Pautrel, qui accepte immédiatement sans en référer à la Chambre patronale, et sans que les ouvriers aient à quitter le travail.

Cela faisait, en six semaines, cinq victoires. La population ouvrière tout entière suivait avec sympathie cette habile campagne de hausse, et le nombre des adhérents à la Bourse du Travail augmenta, m'assure-t-on, de 500 à 600 syndiqués.

Mais alors les patrons commencèrent à s'inquiéter.

Beaucoup d'entre eux avaient vu d'abord sans déplaisir cette campagne en faveur de l'unification des tarifs, car certains de leurs concurrents, comme M. Girault, tiraient trop d'avantages du bas prix de la main-d'œuvre dans la lutte auprès du client. Mais après le relèvement des tarifs Lebouc et la capitulation des maisons Bahu et Pautrel, on se demanda sincèrement : Où s'arrêtera cette campagne ? On ne voyait pas non plus sans inquiétude croître la popularité et l'influence de la Bourse du Travail et des syndicats rouges. On décida de changer le terrain de la lutte. Les ouvriers avaient réussi parce qu'ils discutaient les tarifs usine par usine, catégorie par catégorie ; il fallait leur opposer désormais des tarifs généraux applicables à toutes les entreprises syn-

diquées. Ainsi l'on ferait bloc et l'on arrêterait net la montée des salaires.

Mais comment amener les syndicats à abandonner une tactique qui venait de leur réussir si bien ? C'est alors que parut M. Gaboury.

FRANCIS DELAISI.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

Dans son livre, l'*Athéisme*, M. Le Dantec affirme n'avoir jamais eu la foi, par conséquent, n'avoir jamais fait de métaphysique, et ce n'est qu'approximativement, qu'il a pu se mettre dans la peau du croyant pour fournir des objections à l'athéisme.

A la lecture, je m'en serais jamais douté. Ce n'est que de la métaphysique d'un bout à l'autre. Et, par contre, on croirait plutôt que c'est un croyant qui a essayé de se mettre dans la peau de l'athée pour défendre l'athéisme.

Il y a, surtout, une affirmation de M. Le Dantec qui me paraît être sortie toute droite du catéchisme. Et il y tient, car il y revient à plusieurs reprises, c'est que, l'athée logique ne peut prendre aucun intérêt à la vie, qu'il ne saurait probablement y avoir de société d'athées allant jusqu'au bout de leurs logique athée, car il n'y a qu'une fin logique : le suicide.

Selon notre auteur, l'athée ne consent à vivre que parce qu'il subit, à son insu, la pression d'une foule d'erreurs ancestrales.

J'avoue ne pas comprendre.

Même enfant, je n'ai jamais eu la foi. Le merveilleux, les contes de fées, de revenants m'ont toujours beaucoup amusé, mais sans croire à leur existence. L'existence de dieu et du diable m'a toujours été fort problématique.

Je ne crois à aucune entité. Pour moi, la Nature, l'évolution, la vie, ne sont que la manifestation des propriétés chimico-physiques de la matière. L'humanité n'est que l'ensemble des hommes vivants, disparus ou à naître, n'ayant d'autre réalité que de désigner l'ensemble des vies individuelles, évoluant du fait de leur évolution, mais sans aucune réalité en dehors des unités qu'elle sert à désigner. Je crois donc être un athée bien caractérisé. Je ne vois pas de raison de me suicider.

Si la vie n'est pas toujours belle de par le fait d'une mauvaise organisation sociale, on peut cependant s'y créer des joies. Et combattre cette mauvaise organisation c'en est une grande, très grande, car la lutte c'est le mouvement, c'est l'action, c'est la vie elle-même.

J'aime les miens, j'aime ceux qui m'entourent. Quand M. Le Dantec m'aura clairement démontré que les sentiments affectifs dérivent de l'idée de dieu, je lui concéderai que c'est une erreur ancestrale. En attendant, je persiste à penser que l'on peut aimer la vie, l'action, les choses belles, et ses semblables — avec des exceptions — sans être taxé d'illogisme.

Et quand je dis aimer la vie, je veux dire la vivre sans craindre la mort ni la désirer, sachant qu'elle est un aboutissant inéluctable.

M. Le Dantec affirme également que l'idée de Dieu a été nécessaire à la formation des sociétés, et pour édicter les lois sociales.

L'idée de dieu, est, en effet, très commode pour faire respecter les lois que l'on édicte en son nom. Mais elle n'est pas indispensable.

La morale sociale naît avec les premiers rapports des hommes entre eux. Les morales religieuses — lorsqu'elles se sont érigées en dogmes — n'ont fait que codifier les morales sociales existantes qui avaient évolué parallèlement.

La morale sociale évolue, indépendamment de l'idée religieuse, avec les rapports des êtres entre eux et avec les choses.

Si, à ses débuts, l'homme est ignorant, douant de vie et de volonté chaque objet auquel il se heurte, tous les phénomènes qu'il ne peut expliquer autrement, il est bien trop ignorant également pour faire élaborer à un dieu, dont il n'a pas encore conscience, simple animiste qu'il est, quelque morale que ce soit.

Ce n'est que bien plus tard, au cours de son évolution, qu'apparaissent sorciers et prêtres, qui exploitent sa crédulité. Et, en attendant, il a bien fallu que la morale se fit jour, les rapports d'individu à individu évoluant et se compliquant de plus en plus.

Et M. Le Dantec croit à une autre impossibilité d'un état social, parce que l'athée peut discuter la loi et refuser de s'y soumettre !

C'est ce qui arrive aux anarchistes. Mais, si la loi est discutée, c'est qu'elle est discutable. Et rien ne dit que lorsque l'homme sera évolué, il ne puisse pas exister une société basée sur les libres rapports des hommes entre eux.

Notre auteur prétend que, hors l'idée divine, il ne peut y avoir de morale. Qu'il ne peut pas s'en baser une sur l'intérêt.

Pourquoi ?

Lorsque les individus seront arrivés à comprendre que tout acte nuisible à son semblable peut amener de la part de celui-ci une réaction nuisible à celui qui l'a provoquée, n'est-ce pas de la morale de l'intrêt, mais de l'intérêt bien compris ? Et, malgré toutes les belles phrases dont on a essayé d'emberlificoter les préceptes de morale religieuse ou civique, c'est, en définitive, la morale de l'intérêt individuel qui a prévalu dans la pratique. D'abord unilatérale, l'individu ne tenant compte que de ce qui lui était personnellement agréable ou désagréable, avantageux ou préjudiciable. Ce n'est qu'au cours des relations qu'il apprit à tenir compte de ce qui était agréable ou désagréable, avantageux ou préjudiciable à son ou ses co-contractants. Pourquoi cette évolution ne continuerait-elle pas, en éliminant la nécessité du gendarme, après avoir éliminé celle de dieu ?

Et enfin, pour conclure, il affirme que les anarchistes ne sont pas des athées logiques, sans quoi ils seraient désarmés dans la lutte, leur amour des déshérités n'entraînerait pas la haine du propriétaire égoïste. S'ils étaient athées, comment feraient-ils pour attribuer une valeur absolue au principe de justice, au nom duquel ils agissent ? S'il n'y a pas de dieu, la justice n'est qu'un résidu ancestral comme la bonté et la logique.

L'homme tient encore par trop d'attaches à son origine animale pour se vanter d'agir constamment d'accord avec lui-même, guidé par la seule raison. Il est vrai que, plus d'une fois, l'on agit par sentiment, mais cela ne prouve que l'imperfection de notre cerveau où l'idée de dieu n'a rien à voir.

Et, ensuite, les anarchistes peuvent vouloir la disparition des privilèges sans haïr les privilégiés, vouloir l'abolition de l'exploitation sans haïr les exploiteurs. Ce à quoi ils en veulent, ce sont aux formes sociales qui favorisent les uns au détriment des autres, et on peut vouloir leur disparition sans que cela entraîne la disparition des privilégiés comme individus.

L'idée de justice ne dérive pas de dieu, mais de notre façon de concevoir les rapports des choses entre elles, de la tendance à l'équilibre qu'ont les êtres et les choses dans la nature.

Et c'est gratuitement que M. Le Dantec suppose que les anarchistes y attachent une valeur absolue. Si quelques anarchistes s'en font une idée absolue, cela prouve qu'il y a des métaphysiciens partout, mais nous savons que l'absolu n'existe pas, que tout est relatif, que nos opinions ne se forment que par comparaison, que la logique elle-même est relative, puisque l'on peut être très logique tout en étant dans l'erreur. Et c'est ce qui arrive à Le Dantec, qui est parti d'un point de vue faux pour mettre sur pattes — oh si peu solide — son athée logique.

J. GRAVE.

(1) Un volume de la « Bibliothèque de philosophie scientifique », 3 fr. 50, Flammarion, 26, rue Racine.

Nous avons reçu :

Les Français au Pôle Sud, par J.-B. Charcot, 1 volume illustré, broché, 15 francs, chez Flammarion, 26, rue Racine.

La Guerre sociale a paru pour la première fois le 19 décembre. C'est un journal de combat, comme l'indique hardiment son titre. Gustave Hervé a groupé autour de lui toute une pléiade d'écrivains socialistes révolutionnaires et anarchistes, décidés à mener une impitoyable campagne contre toutes les formes de l'oppression humaine, la forme parlementaire y compris. Bonne chance à nos nouveaux camarades.

Le prochain dessin sera signé WILLETTE.

Correspondances et Communications

× **Le camarade Cazes** prie sa compagne de bien vouloir lui faire connaître son adresse pour la régularisation de la situation concernant les enfants.

CONVOCATIONS

× **Aux Sociétés savantes.** — Lundi 7 janvier 1907, à 8 h 1/2 du soir, Conférence publique et contradictoire par Sébastien Faure. Sujet traité : Trente-six ans de République ; Le ministère Clemenceau ; La Situation à l'intérieur.

Au profit de « La Ruche », œuvre de solidarité et d'éducation fondée et dirigée par Sébastien Faure.

Prix des places : Réservées : 2 francs ; Premières : 1 franc ; Secondes : 50 centimes.

× **La Fraternelle**, 45, rue de Saintonge, Paris. — Mercredi 9 janvier, M. E. Ruben : Comment la vie apparut sur la terre (Projections).

× **L'Aube Sociale**, 4, passage Davy. Réunion des Camarades du 17e et environs qui sont partisans de créer des Causeries populaires dans cet arrondissement, *vendredi 4 courant, à 8 heures 1/2*, où seront discutées les dispositions à prendre en vue du nouveau local et de son aménagement.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Mardi 8. — Dr Pettit : La question du cancer.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 7 janvier, au nouveau local, 1, rue Clément, ouverture d'un nouveau cours d'Espéranto.

× LILLE. — **Réunion** le samedi soir 5 janvier, estaminet Cracco, coin de la rue Monge et de Lamartine : Discussion sur les milieux libres.

× LE HAVRE. — **Causeries Populaires.** — Réunion le lundi 7 janvier 1907, à 8 heures et demie du soir, 22, rue de Turenne. Discussion sur la propriété.

COIN DES ENFANTS

Le relieur n'ayant pu nous livrer que cent exemplaires mardi, ils ont été mis immédiatement à la poste. J'espère que la plupart ont pu arriver à temps.

Je présente toutes mes excuses pour ceux que je n'ai pas pu servir. C'est par suite du manque de parole de l'imprimeur que je n'ai pu tenir la mienne. Le reste sera probablemet expédié en même temps que le journal.

Le volume est en vente au prix marqué de 3 francs.

Petite Correspondance

C., au Toult. — Nous attendrons.

L. R., à Carver. — Reçu timbres. Je ne connais pas l'entreprise dont vous parlez.

L. M. — J'ai fait passer la lettre à Desplanque.

Auguste et Marianne. — Le journal est expédié régulièrement cependant.

E. S., à Coléanor. — L'almanach de 1902 est épuisé, paraît-il.

A. R., à St-Sulpicien. — Attendrons.

A. M., à Golbey. — Fin janvier.

B., à Lyon. — Si « Scrupules » est paru en volume, ce ne peut être que dans celui qui contient « Le portefeuille » et d'autres, 3 fr. 50.

M., à Toulon. — B. C., à Estrée. — T. L., à Louvemant. — L. C., à Châtres. — J., à St-Ennemond. — P., à Zurich. — S., à St-Gall. — D., à New-York. — M. D., à Chantenay. — E. S., à Coléanor. — L. P., à St-Raphaël. — S., à Choumla. — C., à Charleroy. — H., à Bruxelles. — L. W., rue de R. — E. B., rue de M. — E. D., à La Haye. — E. R., à Sciez. — P. M., à Harnes. — E. J., à Toul. — C., à Méru. — V. de V., à Mons-en-Barœul. — D., à Limoges. — C., rue de V. — L. V., à Autun. — H. S., à Londres.

Reçu timbres et mandats.

J. L., à Helemme. — Bien reçu. Ça va bien. C'est moi qui avais oublié de porter sur votre fiche.

Reçu pour le journal :

C. G., à Marmans, 5 fr. — C. D., à Amiens, 0 fr. 50. — B., au Cateau, 1 fr. — Auguste et Marianne, 1 fr. — F. G. et J. G., par E. J., à Lawrence, 10 fr. — R., à Marseille, 2 fr. — R. J., à Lyra, 4 fr. 60. — H. T., à Paris, 2 fr. — M., à Galbey, 1 fr. 50. — L. S., 1 fr. 30.

Merci à tous.

Reçu pour l'*Avenir Social* : C. G., à Marmans, 10 fr.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



ÉTRENNES DU PAUVRE



Dessin de **RELETE**

12e ANNÉE. — N° 37.

12 JANVIER 1907

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Willette.

SOMMAIRE

Du Haut de l'Année...

Premiers jours de l'an. Explosion — traditionnelle — de vœux bêtes et larmoyants. Personne n'y coupe.

L'attendrissante cérémonie est d'ailleurs à la portée de toutes les imaginations, la formule ne varie guère.

En Vendée, pays de Chouans, que je connais bien, le rite est de s'embrasser quatre fois, joue contre joue, en bredouillant ce récitatif consacré : « *Bonne année, bonne santé, à vous, à toute la maisonnée, et le Paradis à la fin de vos jours.* »

Le Paradis doit, sans doute, être une excellente chose et il est louable de le souhaiter à son voisin comme à soi-même.

Mais pourquoi le situer dans des régions et lui assigner une date aussi lointaines ?

Il est tant de Paradis très terrestres sur lesquels tous les exploités ont des droits immédiats !

Ces Paradis, il est vrai, ne s'obtiennent pas avec des mots pacifiques, des vœux républicains et des prières catholiques.

Il faut les prendre, les enlever par la force à leurs détenteurs actuels, à toute la vieille société en toques et en armes.

C'est à cette œuvre qu'en 1907 comme en 1906, les révolutionnaires devront collaborer. Doivent-ils redouter de regarder derrière eux ? S'attarder au passé est dangereux.

Entre les énergies dépensées et les résultats acquis, que la proportion semble inégale! Souvent alors survient l'hésitation découragée qui mène à la décrépitude les tempéraments et les organismes révolutionnaires.

Ce ne peut être le cas des camarades anarchistes, qui ne se leurrent pas d'illusions métaphysiques, de chimères sentimentales.

A jeter un coup d'œil sur les mois écoulés, ils ne peuvent que prendre, bien au contraire, une conscience plus nette et plus forte de leur action, que mieux apercevoir la nécessité impérieuse de poursuivre celle-ci.

En France, en France seulement, pour donner un exemple entre vingt, sur cette douce et belle et grande terre française, chère aux âmes tendres des citoyens Jaurès et Viviani, comme elle est abondante la moisson des faits caractéristiques de l'année !

Partout sombre le respect des lois; chaque jour entame le dogme de l'intangibilité des lois.

Cela ne va pas sans quelque ironie, ou parfois quelques sacrifices!

A droite, la loi de la séparation s'est effritée dans les actes de haute ou basse comédie, que Dunois énumérait si pittoresquement l'autre jour à cette place. Au milieu de la tempête où souffle Pie X et mugit M. Pelletan, l'infortuné Briand s'époumonna vainement à assouplir — contre la loi — la loi dont il fut le père. Le Pape persista dans cet entêtement auquel M. Combes donne un autre nom. Que de souplesse en l'âme des ministres! Que de raideur en le cerveau de Sa Sainteté ! Mais les meilleurs tours d'acrobate ont le destin des roses. Rome a obtenu ce que sollicitait ce combisme. La loi dût être modifiée par une autre loi qui subira le même sort. Il faut rendre grâces au ciel catholique des prodiges anticléricaux accomplis au Parlement républicain.

A gauche, la loi du repos hebdomadaire agonise. Peu appliquée ici, mal appliquée là, elle n'est souvent ici et là pas appliquée du tout : l'effort patronal a eu pour un temps raison des gémissements des travailleurs et de leurs protestations au cri de *vive la loi;* une fois de plus le prolétariat apprend à ses dépens que les lois sont faites — ou violées — contre lui! Voilà qui est dans l'ordre — ordre moral, ou radical, ou social!

Que n'a-t-il pas appris en 1906, ce prolétariat — j'entends le prolétariat socialiste, abusé par le prestige des formules politiques et des déclamations démagogiques! Ses meilleurs pontifes ont dépouillé leurs chasubles.

Nous les avons donc contemplés dans cet état que réprouve la pudeur des *civilisés*, nous *les avons vus tout nus du haut jusques en bas, et toute leur peau ne nous a pas tentés!*

Parasites à 15,000 francs de rente, calomniateurs du Nord d'où vient la lumière guesdiste, patriotes internationalistes prêts à toutes les lâchetés électorales, ennemis déclarés de l'indépendance ouvrière, embusqués au coin de tous les congrès, d'Amiens ou de Limoges, ils ne sont guère tentants, les socialistes du socialisme unifié! Rien ne se conçoit mieux, au reste, que la haine dont ils poursuivent les anarchistes, leurs pires ennemis, paraît-il, d'après l'évangile humanitaire du citoyen Bracke.

« Plus d'anarchistes à la Confédération générale du travail. » Ce fut le mot d'ordre des politiciens de l'*Humanité*, conscients de l'inutilité de leurs efforts pour remettre la main sur le syndicalisme et en faire une fois de plus l'instrument de leurs succès électoraux — tant que persistera la légitime influence, tant que demeurera la fidèle présence des anarchistes au sein même du syndicalisme.

Les pontifes ont été vaincus. Mais ils reprennent chaque jour l'offensive; ils se glissent maintenant dans tous les mouvements ouvriers; ils prennent la parole en tous les meetings des travailleurs; ils les accompagnent dans les antichambres des ministres; ils en apaisent les cris de révolte dans les heures de grève. C'est aux ouvriers à se défendre contre des défenseurs intéressés. C'est aux syndicalistes à faire eux-mêmes la besogne de surveillance étroite qui s'imposera demain comme hier, — davantage peut-être.

Mais voilà bien d'un autre tour — ils en ont tant dans leur sac démocratique, les socialistes parlementaires!

Militaristes avant les élections, au point de blâmer toute révolte effective de la classe ouvrière sous la capote, au point de taire soigneusement dans leurs journaux, tous les faits

antimilitaristes qui signalèrent les environs du premier mai — ou d'en reléguer le récit plus que sommaire à la quatrième page, entre un exploit d'apaches et un vol de lapins, — ils changent à l'heure actuelle leur... fusil d'épaule. Tant mieux! Mais qu'on se garde d'être dupe de cette conversion subite! Elle ne durera que jusqu'aux élections municipales! Il est certes excellent de lire comment les gardes républicains ont chantonné l'*Internationale* dans la cour de leur caserne. Il est délectable d'apprendre que les *flics*, dont M. Clemenceau se proclame la « *Première dame génisse* », manifestent une timide et vacillante tendresse envers le trade-unionisme.

Symptômes que tout cela, symptômes du progrès de l'antimilitarisme, préparé, fécondé par l'action anarchiste depuis des années.

Mais que dira l'*Humanité* de ce fait-divers, que je trouve dans le *Temps* du 8 janvier :

Soldat internationaliste et assassin. — M. Fallon, chef de gare à Prez-sous-Lafauche, près de Neufchâteau, arrivait hier à Bar-le-Duc, avec sa femme et sa fillette, âgée de treize ans, pour consulter un docteur au sujet d'une anémie cérébrale dont il est atteint.

A quelques mètres de la gare, M. Fallon rencontra un groupe de soldat qui chantaient l'*Internationale;* il leur fit observer qu'ils ne devraient pas, sous l'uniforme, chanter une chanson de ce caractère, puis il prit le numéro matricule de l'un des militaires. Un des soldats lui dit alors : « Tu n'en auras pas deux », et il lui porta un coup de baïonnette au-dessous du cœur.

M. Fallon a été transporté à l'hôtel de la Gare et de là à l'hôpital.

Gageons que M. Jaurès se retrouvera boudhiste et qu'il n'aura que des paroles émues pour le triste individu, délateur bénévole, qui, de gaîté de cœur, osait se faire le pourvoyeur des bourreaux militaires.

Les anarchistes ne sont ni des boudhistes ni des énergumènes. Ils ne s'endorment pas dans la contemplation des fauteuils parlementaires — pas davantage dans celle des résultats de l'année 1906.

Mais en pensant à celle-ci, ils trouveront de quoi se réconforter — pour continuer... tout comme le nègre!

R. DE MARMANDE.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

Le Mouvement Anarchiste
EN RUSSIE

L'état de notre mouvement en Russie a subi, dans le courant de cette année, des changements importants.

D'idée connue par quelques petits groupes seulement, l'anarchisme est devenu un vaste mouvement avec lequel on est obligé désormais de compter. Il a pénétré dans les masses du peuple, surtout dans les milieux ouvriers des grands centres industriels.

C'est d'ailleurs là qu'il est né en Russie comme mouvement pratique : son point de départ a été l'action d'un groupe ouvrier dans une des villes industrielles du nord-ouest.

De là le mouvement s'est répandu dans le midi (Ekaterinoslav, le bassin de Donetz), où il a gagné rapidement les masses ouvrières. Peu à peu il s'étend vers la région centrale du pays, mais là il est encore localisé dans un petit nombre d'endroits et n'a pas ce caractère de mouvement populaire qu'il a acquis ailleurs.

Cependant, à Moscou d'abord, à Pétersbourg ensuite, des groupes se forment de plus en plus nombreux, pénétrant peu à peu dans les milieux ouvriers et joignant de plus en plus l'action dans ces milieux à la propagande théorique au moyen de livres et brochures. Les groupes de nos deux capitales, ceux de Moscou surtout, se sont occupés, dans le courant de ces derniers mois, à publier tout ce qu'ils pouvaient des œuvres anarchistes parues en Occident.

Presque tous les écrits de Kropotkine, de Grave, de Reclus, plusieurs de Bakounine, puis de Malatesta, ainsi que les écrits plus spécialement syndicalistes de Pouget ont paru et ont pu se vendre ouvertement dans les librairies, malgré toutes les confiscations gouvernementales. Des brochures et des articles de journaux, autrefois imprimés à l'étranger, ont été réédités. Tout cela a contribué à augmenter l'intérêt pour nos idées. Le moment est même venu — et c'est le moment le plus redoutable pour tout anarchiste sincère — où l'anarchisme devient « à la mode ». « Si vous voulez trouver un éditeur, écrit de Russie une personne à qui un ami de l'étranger avait demandé de lui chercher du travail, écrivez ou traduisez des ouvrages anarchistes. » Un orateur, un conférencier qui annonce qu'il parlera sur l'anarchie est sûr d'avoir un nombreux auditoire.

Mais — question de mode à part — le mouvement s'étend maintenant un peu partout : dans les régions centrales, dans les provinces baltiques, sur les bords du Volga, dans la région de l'Oural, en Petite Russie, en Pologne. Au Caucase, le mouvement révolutionnaire possède depuis longtemps un caractère plus ou moins anarchiste; dans le courant des derniers mois, la publication de journaux anarchistes et une propagande plus systématique ont contribué à créer un véritable courant d'idées anarchistes.

C'est parmi les ouvriers que nos idées ont, jusqu'à présent, trouvé le terrain le plus propice, les intellectuels ne sont atteints par notre propagande que depuis peu. Quant aux paysans, le travail des anarchistes dans les campagnes ne fait que commencer.

* *

Notre jeune mouvement a déjà fourni une longue série de martyrs. L'année était une année sanglante. En janvier, nous avons vu fusiller, sans aucune apparence de procès, 17 des nôtres (à Varsovie). Et la série a continué, surtout depuis trois mois : depuis l'introduction en Russie des procédés sommaires des conseils de guerre de campagne. Il nous est impossible de dire combien de nos camarades ont péri, ni de dire leurs noms à tous, mais voici quelques renseignements qui nous sont parvenus. En septembre fut fusillé à Odessa le camarade Tarlé, à Kieff — Roudanovsky, Pinevitch et Prokofieff, à Kokhovka (province de Kherson), Bochœr, Troubitzine, Rakhno, Matvéieff, les deux frères Koubakoff, Schwach; le 6 octobre, Lapidus et les deux frères Lippmann; le 23 octobre, six jeunes anarchistes, dont le plus âgé avait dix-neuf ans : Siline, Schafron, Levine, Joffé, Ossipof, Sturé et Podzine. Cette dernière exécution était particulièrement émouvante : les soldats eux-mêmes avaient d'abord hésité à tirer et avaient ainsi, inconsciemment, prolongé le martyre des malheureux enfants. Trois de ces jeunes gens étaient juifs; un rabbin était venu leur proposer de se repentir, avant de mourir, de leurs péchés. Et voici ce qu'ils ont répondu :

« Le vol, à mon avis (ils étaient accusés de pillage), c'est quand on prend pour soi les objets volés. J'ai 18 ans; j'ai toujours travaillé et j'ai toujours été très peu payé. Je voyais ceux qui ne produisent rien vivre grassement aux dépens des producteurs, et j'ai compris qu'il existe des producteurs qui ne reçoivent rien et des gens qui ne produisent pas et reçoivent beaucoup... Le montrer à mes frères, faire comprendre à tous les prolétaires qu'ils sont des enfants éternels esclaves qui ont toujours travaillé et ont toujours été pillés — tel était mon but. Je n'y vois rien de criminel dont je doive demander pardon. De tout l'argent pris, je n'ai pas touché un copeck : tout a été employé pour la sainte cause. »

Joseph Levine, 16 ans, a dit :

« De tout l'argent que nous avons enlevé aux capitalistes pour notre sainte anarchie, je ne me suis même pas permis d'acheter un pantalon neuf... Je meurs vêtu d'un vieux pantalon que m'a donné mon frère, un étudiant, car j'étais en haillons... Cet argent était sacré pour moi. Je meurs non pas en pêcheur, mais en combattant pour l'humanité, pour tous ceux que le régime actuel opprime. »

Un troisième que les camarades ont connu sous le nom de Petroff et qui avait, lui aussi 16 ans :

« Je suis orphelin, j'ai grandi sans père ni mère. Mon aspect vous montre dans quelles conditions j'ai vécu; j'avais toujours faim et je vivais où je pouvais. Personne ne me laissait entrer pour passer la nuit et j'ai compris que, non seulement mon père et ma mère étaient morts dans mon enfance, mais que notre mère commune, la terre, m'avait été volée, elle aussi, ma tête ne trouvait pas d'endroit pour s'appuyer, mes pieds n'avaient pas le droit de toucher la terre... Pour obtenir que la terre soit libre pour tous les hommes qui l'habitent, j'ai lutté toute ma vie. Je ne suis pas un criminel, j'ai rempli mon devoir. »

Tous les trois sont morts en criant :

« Vive la terre et la liberté! »

A Kieff, fut fusillé, presqu'en même temps, le camarade Nicolas Jacobson.

A Odessa, d'abord le camarade Pokotiloff, puis trois personnes, dont *une femme:* Mlle Cherechevsky. Les deux autres sont Brunstein et Metz.

A Irkoutsk, pour attentat contre le général Rennenkampf (un des plus féroces « pacificateurs ») a été exécuté l'anarchiste Korchoun.

A Moscou — Guillaume Michké (pour résistance armée pendant l'arrestation).

A Bielostock — un camarade qui n'a pas voulu dire son nom, pour résistance armée et meurtre d'un policier.

D'autres condamnations, d'autres exécutions sont, paraît-il, imminentes. Partout où la lutte est active, où il y a un risque à courir, nous trouvons des anarchistes; quoi d'étonnant alors s'ils périssent? Mais rien ne peut éteindre la flamme qui les anime, comme rien ne peut annihiler l'idée anarchiste elle-même.

A côté d'action révolutionnaire et de propagande, un travail intérieur sérieux a lieu actuellement au sein de notre parti. La vie des groupes anarchistes était très difficile au début : l'absence de propagandistes bien préparés, le manque de livres et de brochures, l'hostilité des autres partis — tout cela créait une atmosphère extrêmement pénible. Les groupes agissaient séparément, souvent sans rien savoir l'un de l'autre. L'arrestation de quelques camarades amenait la dislocation du groupe et la suppression du mouvement dans toute une région. L'étude des questions de théorie ou de tactique devenait très difficile; certaines fautes étaient inévitables. C'est la vie elle-même qui s'est chargée de résoudre certaines questions, de trancher certaines difficultés. En ce moment on constate parmi nos camarades une tendance à jeter un coup d'œil en arrière, à examiner les résultats fournis par tel ou tel moyen tactique, à songer aux modifications qu'il faudrait introduire. Au sujet de certaines questions brûlantes, telle que l' « expropriation » (on appelle ainsi couramment bien qu'à faux, le pillage dans un but révolutionnaire), il semble se produire un

certain revirement : là où ces actes ont été le plus fréquents on s'aperçoit des abus et des inconvénients qu'ils ont entraînés. Ceux qui, il y a peu de temps encore, y voyaient un acte révolutionnaire, ne les considèrent plus maintenant comme une triste nécessité et songent à les circonscrire à certaines formes, à l'exclusion des autres. On s'occupe également beaucoup de questions d'organisation ; des projets d'entente permanente entre les groupes surgissent ; il est question d'un Congrès à bref délai.

Comme tout mouvement, le mouvement anarchiste russe présente plusieurs tendances. Pour la théorie, nous pouvons dire que tous les anarchistes russes agissants sont communistes et révolutionnaires ; quelques individualistes existent à peine dans le monde intellectuel et littéraire ; quant aux anarchistes pacifiques, parmi lesquels certains rangent les tolstoïens, on n'en entend guère parler en Russie en ce moment. Les divergences portent sur des questions de tactique. Voici ces questions : D'abord l'attitude à l'égard du mouvement constitutionnel : les uns s'y déclarent ouvertement hostiles et mènent leur propagande autour de cette idée que, le régime constitutionnel ne pouvant apporter aucune amélioration à la vie des ouvriers, il est inutile qu'ils prennent part au mouvement tel qu'il se présente actuellement ; ils ne reconnaissent que les mouvements économiques et, parmi les actes terroristes par exemple, apprécient surtout ceux qui frappent les représentants économiques de la bourgeoisie (patrons, contremaîtres, etc.)

Les autres affirment que l'anarchiste luttant contre les gouvernements ne peut pas négliger de combattre un gouvernement tel que le nôtre, quitte à combattre également celui qui lui succédera.

Ils pensent qu'on doit, au contraire, participer à la révolution sous sa double forme économique et politique, sans y établir des séparations artificielles ; ils invoquent l'exemple des anarchistes de l'Occident qui ont toujours mené le combat politique tant que ce combat restait révolutionnaire. Les actes de Bresci, d'Angiolillo, de Vaillant, n'étaient-ils pas des actes politiques ?

Un autre point de divergence porte sur la conception des actes terroristes. Les uns préconisent ce qu'on a appelé les actes « sans motif », c'est-à-dire sans que les personnes visées aient commis quelque chose qui les distinguent spécialement. Ce sont des actes pour ainsi dire symboliques, dirigés contre la société actuelle tout entière (par exemple jeter une bombe dans un café bourgeois). Les autres ne considèrent les actes terroristes comme utiles que dans la mesure où ils répondent au sentiment général et sont immédiatement compris par la masse, sans longues explications. Il faut dire que, si le premier point de vue est très répandu, en pratique c'est généralement le second qui prévaut.

L' « expropriation » est aussi diversement envisagée : les uns, surtout dans les groupes nouveaux, sont portés à lui donner une part très grande dans leur action ; les autres, ou bien la repoussent entièrement, ou lorsqu'ils s'y résignent font de nombreuses réserves. La polémique a ce sujet a été assez vive à un moment donné ; elle a cessé à la suite des persécutions féroces que fait subir le gouvernement aux « expropriateurs » : le moment aurait été mal choisi pour discuter la question.

La participation aux groupements corporatifs est aussi pour nous une question brûlante : les camarades sont les uns syndicalistes, les autres antisyndicalistes. Là aussi, nous le pensons, la question sera résolue par la vie, comme elle l'a été en France, par exemple.

Toutes les questions doivent l'être, d'ailleurs, de cette façon dans un parti qui n'a ni comité central, ni majorité qui décide ; l'unité de vue qui s'établira à tel et tel sujet n'en sera que plus stable et plus sincère.

M. Corn.

QUIÉTUDE

Au Parlement, le 19 décembre, on devait « discuter » le nouveau projet avec lequel le socialiste Briand, directeur du culte Séparé essaie d'étayer sa loi boiteuse de l'an dernier. Mais auparavant, il fallait expédier quelques « broutilles », comme dit l'*Humanité*. Or, parmi ces « broutilles », il y avait les crédits militaires supplémentaires divers pour 1906, représentant une bagatelle de cinquante millions. Sur ces crédits, 1.263.318 fr. 80 correspondent aux frais de transport des troupes chargées de maintenir l'ordre pendant les six premiers mois de 1906 (soit 433.140 fr. 21 pour l'envoi de troupes à Paris lors du 1er Mai et des élections et 830.178 fr. 49 pour le déplacement des troupes expédiées sur divers champs de grève, au pays minier notamment)...

D'habitude, messieurs les socialistes font entendre en ces sortes de questions une vague protestation électorale. Mais hier, ils n'ont pas même ouvert la bouche... Comme les tribunes (brillamment garnies), où s'étalent les élégances extra-parlementaires, attendaient que le rideau se levât sur la Séparation, « il ne fallait pas penser à discuter les crédits », observe le journal de M. Jaurès .. On se débarrassa par un vote rapide de ces millions sans importance. Dis donc, bon prolétaire, crème des contribuables, tu ne trouves pas cela rigolo de payer les troupes que l'on a envoyées contre toi pour te mater, pour te sabrer au besoin, tu ne trouves pas rigolo de rogner sur ton maigre salaire l'argent avec lequel M. Clemenceau règlera les dépenses qui lui ont permis de sauver, contre toi, l'ordre, la République et les assassins de Courrières. Un million deux cent mille francs... Une « broutille », en somme !... que tu payeras, comme les millions de tes députés, comme les millions des cuirassés, comme le reste. Car, ils le savent bien, tu grognes, mais tu casques !...

L'*Humanité*, après avoir attendu quinze jours, veut bien entretenir ses lecteurs de « l'incident » survenu chez les mineurs du Pas-de-Calais Elle le fait, en deuxième page, dans un discret entrefilet où je relève cet exposé lapidaire : « ... Ce jury et cette vérification sont motivés par un article du *Réveil du Nord* signé de Basly et accusant Broutchoux et les membres de son comité d'avoir dilapidé les fonds qui leur avaient été adressés ». Et voilà. On ne s'émeut pas davantage dans la maison de M. Jaurès. Au fait, qu'importent les accusations dirigées contre la Fédération des mineurs ? La loyauté des anarchistes, des « Broutchoux et consorts », est-ce que cela compte ? M. Basly, l'unifié, qui pontifie au Vieux-Syndicat, n'est-il pas un honnête homme et ne peut-il se reposer dans la confiance du grand journal de l'Unité ?...

Pourtant, l'*Humanité* « tiendra ses lecteurs au courant des décisions prises ». Et c'est tout. O honteuse aberration des partis !

Pendant ce temps, après s'être lui aussi reposé quinze jours, — ô sérénité du juste, — le citoyen Basly distille à nouveau son venin dans deux colonnes du *Réveil du Nord*. Sous sa pancarte *Au Pilori*, il réédite son infamie pimentée d'injures... Il n'y a que les politiciens vraiment pour avoir cette belle canaillerie imperturbable.

Allons, la quiétude règne au camp socialiste, cette quiétude où se retrempent, après les luttes généreuses, les grandes consciences satisfaites... Messieurs les parlementaires digèrent en paix leur os supplémentaire de 6.000 francs !...

Stephen Mac Say.

Faites-nous des Abonnés !

MOUVEMENT SOCIAL

LE REPOS HEBDOMADAIRE

La loi sur le Repos hebdomadaire peut désormais prendre une place honorable parmi les bluffs parlementaires connus sous le nom générique de lois ouvrières.

Bien malin qui arriverait à se reconnaître aujourd'hui au milieu des exceptions, restrictions, amendements, qui ont rendu illusoire cette prescription très simple :

« Nul ne pourra employer plus de six jours consécutifs un même ouvrier. »

Ne pouvant se débrouiller au milieu du chaos des dérogations, les commerçants et industriels ont pris la chose plus simplement. Ceux qui résistaient pour donner le Repos continuent à le refuser et ceux qui l'avaient accordé l'ont repris.

Pour les lois sur le travail des enfants et des femmes, sur les accidents, etc., les patrons s'efforcent de ruser. Ils se mettent de mèche avec les inspecteurs du travail ou les roulent.

Enfin ils cherchent et trouvent des combinaisons pour tourner la loi.

Pour celle du Repos c'est plus simple : ils s'en moquent, certains de trouver dans tous les pouvoirs les plus sûres complicités.

Le Repos hebdomadaire servait depuis vingt ans de plate-forme aux bateleurs parlementaires ; il a fallu enfin faire semblant de réaliser quelque chose. La loi a été bâclée.

Les capitalistes froissés ont regimbé et l'application du Repos a été rendue impossible.

Qu'a-t-il surtout manqué pour que les travailleurs intéressés réussissent à imposer le jour de Repos ?

Il a manqué chez tous et particulièrement chez les employés, les plus nombreux, la volonté de l'appliquer soi-même.

Les employés sont 250.000 à Paris. Combien se sont dérangés pour seconder les efforts des quelques militants qui déployaient plus de ténacité pour vaincre l'indifférence du plus grand nombre que pour combattre la résistance patronale ?

Plusieurs raisons font que les employés ne marchent pas.

Ils accepteraient le Repos si on le leur apportait, mais le conquérir ils n'y songent pas, parce que l'on ne leur a jamais appris à lutter.

L'organisation syndicale des employés est centraliste et n'a jamais cherché à développer chez ses adhérents l'esprit de lutte et de solidarité.

De tendances plus politiciennes que syndicales, vraie pépinière de candidats, elle réunit les syndiqués tous les six mois et dans ces réunions n'intervient pas la masse syndicale par l'organe d'un simple syndiqué. Seul l'état-major, députés, conseillers municipaux et aspirants, règlent les destinées de la chambre syndicale et lui tracent la voie.

Aujourd'hui, la chambre syndicale après avoir inculqué pendant des années aux syndiqués la confiance en la bonne loi et aux dévoués parlementaires, faisant appel à la masse et tâchant de la faire agir par elle-même, ne reçoit pas de réponse et n'est pas suivie. Quoi d'étonnant ?

C'est une éducation à refaire. L'esprit de combativité s'acquiert et se cultive. Il surgit rarement de façon spontanée.

La période des fêtes a été on ne peut plus propice pour permettre aux patrons qui avaient accordé le Repos de le supprimer à nouveau.

Des efforts vont être tentés par les organisations syndicales.

Le Comité intersyndical a décidé de faire le 20 janvier une grande démonstration dans la rue et simultanément dans le plus grand nombre de villes.

Les Bourses du Travail ont reçu de la Confédération une circulaire les engageant à faire à cette date des manifestations.

Ce grand effort peut, malgré la résistance patronale et les entraves des pouvoirs, aboutir à un résultat, mais il faut que la manifestation à Paris groupe une masse imposante et que désormais, renonçant aux démarches, aux délégations, les intéressés agissent eux-mêmes et non par voie de procuration, et fassent porter tout leur effort sur le patronat.

Chez les Artistes musiciens. — En réponse aux commentaires dont je faisais suivre dans l'avant-dernier numéro, l'information sur la grève des Artistes musiciens de Toulon, un camarade, membre du syndicat des artistes de Paris, écrit au journal et déclare ne pas croire que les syndicats d'artistes musiciens, celui de Paris comme ceux de province, ne soient plus confédérés.

Le fait est pourtant absolument exact et la chambre syndicale de Paris est encore moins que celles de province confédérée.

Je m'explique. Notre correspondant sait que la chambre syndicale parisienne a quitté l'Union des Syndicats de la Seine; mais, dit-il, nous sommes toujours inscrits sur les contrôles de la Bourse du Travail et partant reliés par notre Bourse à la Confédération. C'est une erreur profonde.

A Paris, la Bourse centrale du Travail n'est pas une organisation, mais un immeuble municipal où sont indifféremment logés syndicats confédérés et non confédérés. Au point de vue ouvrier, nous considérons comme la vraie Bourse du Travail l'Union des Syndicats de la Seine. Seuls les syndicats qui la composent sont affiliés à la Confédération.

Par conséquent, le jour où la chambre syndicale des musiciens a quitté l'Union des Syndicats, elle a cessé d'être confédérée.

En outre, malgré qu'aucune décision de radiation n'ait été prise contre la Fédération des musiciens, celle-ci ne peut être considérée comme confédérée, puisqu'elle doit plusieurs années de cotisations.

Depuis sa fondation, elle n'a payé qu'une seule fois ses cotisations à la Confédération ; c'est sur la protestation du Syndicat des musiciens de Grenoble qui voulait avoir le label.

En définitive, l'organisation syndicale des Artistes musiciens qui ne s'est créée et développée que par l'appui des syndicats d'ouvriers, s'est d'elle-même, dans des circonstances et pour des motifs qui ne lui font pas honneur, séparée de la famille ouvrière.

Je souhaite que les camarades qui en font partie et ignoraient cette situation fassent le nécessaire pour y remédier.

⁂

LES GRÈVES

Le lock-out de Fougères. — La lutte à Fougères entre dans une nouvelle phase.

Bien inspirés, les grévistes ont accueilli fraîchement la proposition du gouvernement de faire arbitrer le conflit par Viviani. Ce dernier a pu s'apercevoir combien il devenait difficile, malgré toutes ses qualités à faire la fenêtre, d'amadouer les ouvriers qui ont été trop dupés pour ne pas être devenus méfiants.

Les industriels de Fougères auraient pourtant été bien désireux de voir débarquer M. le Ministre, mais, obligés d'en faire leur deuil, ils ont recours aux classiques tentatives de division en employant des misérables bougres déchus au point de servir de mouchards et d'agents à ceux qui les exploitent.

Très peu nombreux et encore moins courageux les quelques jaunes qui essaient de défendre le coffre-fort de leur patron ont beau calomnier les militants qui dirigent le mouvement, ils n'ont pas réussi à faire couvrir de signatures les listes que les patrons ont fait passer chez les grévistes.

Ces listes annonçaient la réouverture des usines pour le 9 janvier.

Pourtant ce jour de rentrée peut être décisif. Il peut surtout changer l'allure du conflit.

Malgré la démarche des politiciens près de Clemenceau, la ville se garnit de police et la troupe viendra certainement pour que les patrons puissent tirer le plus grand profit de la réouverture des ateliers.

Le grand nombre de parlementaires qui se sont succédé à Fougères a eu beau prêcher le calme, la surexcitation grandit et les ouvriers ne laisseront certainement pas les patrons, la municipalité, favoriser les défections pour briser la grève.

On s'est étonné de voir que la Confédération n'avait envoyé de délégué que longtemps après la naissance du conflit et devant le nombre de parlementaires qui se rendaient sur le champ de grève et affectaient de montrer le mouvement inspiré par le Parti socialiste ; il a paru surprenant que l'organisation ouvrière laissât ainsi accaparer par des politiciens un semblable mouvement de révolte.

Le retard apporté par la Confédération pour envoyer des délégués à Fougères est dû à l'ignorance des camarades grévistes de ce qui est le Comité confédéral.

Au lieu d'être un centre autoritaire décidant et agissant de son chef propre comme la tête du Parti, la Confédération est par-dessus tout soucieuse de respecter le principe fédéraliste et de conserver à toutes ses organisations leur autonomie la plus complète.

Ainsi l'envoi de délégués dans les grèves ne s'effectue que sur demande des grévistes eux-mêmes.

La Confédération a une autre compréhension des mouvements économiques que le Parti socialiste. Lorsqu'elle a répondu à l'appel de travailleurs en lutte elle se considère engagée elle-même et tout doit être tenté pour assurer la victoire aux grévistes. Avec les politiciens si la grève réussit, ils s'en adjugent tout le mérite ; si elle échoue, M. le député fait une pirouette et puis s'en va.

Les cordonniers de Fougères n'étaient pas confédérés et ce n'est que la semaine dernière qu'ils ont demandé un délégué à la Confédération, laquelle en a aussitôt envoyé un.

Aujourd'hui les deux syndicats de Fougères, celui des coupeurs et celui des cordonniers n'en font plus qu'un et l'adhésion à la Fédération des cuirs et peaux a été décidée aussitôt.

Un nouvel exode d'enfants a été dirigé sur Paris, à la demande de l'Union des syndicats de la Seine et les centaines de camarades qui ont demandé à recueillir un petit Fougerois, ne pourront être satisfaits, puisque 75 enfants seulement arrivent mercredi soir à la gare de Montparnasse.

En résumé, de la façon dont se passera la journée de réouverture des ateliers dépend le succès ou l'échec de cette grève.

⁂

A Jeumont.

Une grève brisée. — Le 28 décembre dernier, une grève éclatait dans l'usine métallurgique de Jeumont (Nord), sur la frontière belge.

Cette grève était motivée par les raisons suivantes : A la suite d'un récent mouvement, les ouvriers de cette importante usine, appartenant à la Société des Aciéries et occupant 1,200 travailleurs mécaniciens, mouleurs et manœuvres, avaient obtenu une augmentation de salaire de 10 0/0.

Depuis, la direction, contrainte d'accorder cette concession, cherchait à la reprendre en éliminant le plus possible d'ouvriers qualifiés qu'elle remplaçait par de nouveaux manœuvres payés aux salaires antérieurs à l'augmentation.

Lassés de réclamations sans résultats, les manœuvres de la fonderie soutenus par les ouvriers mouleurs, décidèrent de poser l'ultimatum à la direction et de recourir à la grève.

Une délégation de mouleurs se rendit près des directeurs et formula ses revendications.

Après une longue discussion, satisfaction allait être accordée lorsque les manœuvres de la mécanique faisant irruption exigèrent également d'avoir les mêmes et légitimes augmentations.

Prenant prétexte de ces nouvelles réclamations, le directeur rompit l'entretien, retira sa parole et les concessions accordées.

Aussitôt les ouvriers se réunirent et décidèrent d'abandonner le travail. Le lendemain, samedi, pas un ouvrier ne réintégra les ateliers. Mécaniciens et mouleurs prévinrent leurs Fédérations respectives et bientôt arrivèrent les camarades Coupat, des mécaniciens, et Lenoir, des mouleurs. C'est à partir de ce moment que cette grève apparaît comme très intéressante, car elle fait apercevoir qu'il y a entre les réformistes et les révolutionnaires syndicalistes autre chose qu'une différence de conception.

La grève, étant donnée la presse de travail existant à l'usine, ne pouvait être longue et devait rapidement se terminer par une victoire, les ouvriers ne réclamant, en somme, rien de nouveau mais simplement le respect des conventions intervenues à la suite du dernier conflit.

Après accord entre les deux délégués qui s'étaient entendus pour se relayer pendant la durée de la lutte, le camarade Lenoir revint à Paris.

Aussitôt le délégué de la Fédération des mécaniciens, un notable réformiste, provoque une entrevue avec la direction.

Le directeur refusa tout d'abord de discuter avec Coupat, mais avec ses ouvriers; puis, il se montra avec la délégation, intraitable, n'acceptant que la rentrée aux conditions. C'était la lutte à outrance. La délégation rendit compte à Coupat de l'attitude de la direction. Avec stupéfaction elle entendit le délégué fédéral, après vingt-quatre heures de grève, conseiller la reprise du travail. Après un long palabre sur le peu de chances de réussite, le mauvais temps, etc., il entraîna les mécaniciens membres de la délégation et proposa de faire voter au cours d'une réunion la reprise du travail.

La réunion ne se composait que de délégués de communes, les ouvriers étant répartis dans 72 communes ou hameaux des alentours.

Subissant la pression exercée par le délégué, l'assemblée ne réunissant pas le quinzième des grévistes vota la reprise du travail.

Le lundi les mouleurs pensaient, en réintégrant l'atelier, que satisfaction avait été accordée, aussi furent-ils indignés d'apprendre qu'ils étaient rentrés au travail vaincus avant d'avoir combattu. Ils décidèrent de reprendre la lutte, mais abandonnés par les mécaniciens, déconcertés et découragés par ces procédés dont la raison leur échappait, ce nouvel élan n'eut plus la consistance et la vigueur du précédent.

La direction, heureuse de cette division qui lui donnait la victoire, afficha que tous les ouvriers mouleurs et manœuvres étaient considérés comme congédiés.

Enfin la rentrée définitive s'opéra et la direction se vengea en jetant dehors 40 militants du syndicat des mouleurs. Le secrétaire de ce syndicat vient de lancer un dernier appel pour tâcher d'empêcher cette répression, mais les ouvriers n'ont plus confiance. Des mots redoutables circulent parmi eux. C'est une grève perdue.

Pour les admirateurs du trade-unionisme anglais la grève est une mauvaise chose. Le syndicat, pour eux, est un groupement nombreux et riche. Pour rester nombreux et garder la caisse garnie, il ne faut pas de conflits. Ainsi comprimer, étouffer les mouvements de révolte ouvrière qui seuls constituent la raison d'être du syndicalisme, c'est comprendre le mouvement ouvrier selon la méthode réformiste.

⁂

Les Fileuses d'Alais. — La grève des fileuses vient de se terminer.

Les patrons avaient tout d'abord réouvert leurs ateliers en refusant l'augmentation réclamée.

Les ouvrières se portèrent aux abords des fabriques et empêchèrent toute rentrée.

Voyant cela, les patrons proposèrent une augmentation de 0 fr. 10 par jour, montant le taux de la journée à 1 fr. 60.

Les grévistes ont accepté; le travail a repris.

⁂

Aux chemins de fer du Sud-Ouest. — Pour obtenir le renvoi d'un chef de bureau trop zélé, les employés de la Compagnie du Sud-Ouest, à Toulouse, se sont mis en grève.

Le département, par suite de l'extension du mouvement, ayant été privé de moyens de communications, la Compagnie a cédé. Le fonctionnaire en cause a été déplacé, le travail a été aussitôt repris.

⁂

Bastia (Corse). — Pour obtenir l'application du repos hebdomadaire, les ouvriers boulangers de Bastia se sont mis en grève, et le 2 janvier ils ont parcouru les rues de Bastia en manifestant violemment.

Parvenus devant une boulangerie dont le patron s'était fait particulièrement remarquer pour son intransigeance, les manifestants sabotèrent boutique et patrons.

Devant une aussi énergique attitude, les patrons boulangers viennent de signer un engagement accordant pleine et entière satisfaction.

⁂

Nemours. — Une grève d'ouvriers carriers a éclaté ici. L'organisation syndicale est jeune dans la région et la lutte a été affrontée avec un bel entrain par ces ouvriers hier encore inorganisés.

Les esprits frappeurs qui, dans les grèves, viennent au secours des travailleurs, ont fait leur ap-

parition dans les carrières abandonnées. Des wagonnets, des brouettes ont été brisés et les patrons se sont sentis cruellement atteints par la destruction de leur matériel qu'il leur faudra remplacer lorsque les ouvriers auront obtenu satisfaction.

En outre, les esprits frappeurs, indignés que quelques jaunes acceptent de courber l'échine et trahissent leurs camarades leur ont chatouillé les côtes.

Aussi les ennemis de ces bons esprits, les gendarmes sont-ils accourus de tous côtés et montent-ils la garde devant les débris de brouettes.

* *

Chez les travailleurs agricoles. — A Saint-Genis-les-Fontaines, dans les Pyrénées-Orientales, les ouvriers agricoles ont, au cours d'une réunion, décidé la grève.

Les ouvriers réclament une augmentation de salaire et plus de régularité dans le travail.

CHARLES DESPLANQUES.

* *

Nancy.

Les ouvriers mineurs syndiqués de Meurthe-et-Moselle ont fusionné avec leurs collègues métallurgistes en adhérant dimanche dernier à la Fédération de la métallurgie.

Les extracteurs de minerai et les travailleurs qui en tirent le métal qu'il contient ou qui façonnent celui-ci, ont le plus grand intérêt à faire partie d'une même Fédération. C'est ce qu'ils ont compris. Quelle force, en effet, dans les luttes économiques futures, auront les métallurgistes en guerre contre leurs exploiteurs, si l'extraction de la matière première, alimentant toute une industrie, cesse en même temps que la grève dans les usines sera déclarée! Plus d'espoir pour les patrons de remédier au temps perdu par une production plus intensive lors de la reprise du travail; et cela surtout, si les syndicats mineurs s'opposent à la formation de stocks trop considérables de minerai.

Les extracteurs de houille et ceux des minerais n'ont de commun que la forme de leur travail, l'*extraction* : ce qui n'est pas comparable, dans la lutte contre le capital, au lien qui unit des ouvriers dont la besogne de l'un s'enchaîne à celle de l'autre et dont les maîtres, ou ce qui est synonyme, les ennemis sont très généralement les mêmes individus.

Ces considérations ont déterminé nos camarades mineurs (minerai de fer) à rompre avec la Fédération des Mines pour adhérer à celle de la Métallurgie.

Le rôle dégoûtant que jouent dans la première de ces fédérations les Basly, Lamendin et consorts n'était pas précisément de nature à les y retenir, eux qui sont des révolutionnaires sachant qu'ils n'auront que ce qu'ils prendront.

Ils espèrent que les houilleurs, ceux du Nord de la France en particulier, finiront par voir clair dans le jeu de ceux qui les trompent et qu'après leur avoir donné une sévère leçon, ils voudront désormais s'occuper eux-mêmes de leurs propres intérêts.

J. S. B.

* *

Paris.

La grève de la maison Darras. — La grève, que nous avons annoncée dans le numéro 32 du 8 décembre s'est terminée après six semaines par un échec complet pour les ouvriers.

La grève avait été motivée par une diminution du prix de montage des taximètres. Quoique l'équipe des taxis ne se composât que de 8 ouvriers, tous les travailleurs, au nombre de 28, quittèrent le travail.

Allocations syndicales et souscriptions dans les organisations permirent à tous les grévistes syndiqués ou non de toucher environ 30 francs par semaine.

A ce taux, bon nombre d'exploités s'estimeraient plus heureux qu'en travaillant.

Quand dans les premières semaines de grève le patron fit connaître aux délégués ouvriers sa volonté formelle de *maintenir* la diminution et d'imposer un nouveau règlement supprimant les 8 jours pour les renvois, l'unanimité des grévistes se prononça contre les prétentions patronales.

Cependant les lâcheurs commençaient leur œuvre néfaste, et certains ouvriers, que nous saurons retrouver en maintes circonstances, rentrèrent à l'atelier, trompant lâchement leurs camarades de lutte qui la veille même, partageaient leurs subsides.

L'un de ces ignobles individus fit pis encore, il n'hésita pas à faire embaucher un de ses pareils en remplacement des grévistes. Ceux qui ne marchaient qu'à contre-cœur saisirent l'occasion au vol, et en deux jours, près de la moitié des ouvriers étaient rentrés.

Ce fut la fin et le patron, cité aux prud'hommes et fortement influencé par un acte d'action directe bien appliqué, dut s'engager à payer les huit jours immédiatement à deux ou trois camarades considérés comme meneurs, à faire faire ces huit jours à quelques autres, se réservant de les réembaucher avec le nouveau règlement.

Le résultat est triste : plusieurs copains sacrifiés et sûrement signalés, des sacrifices endurés en pure perte.

A tout mal il faut un remède. A notre avis, la généralité des ouvriers en instruments de précision se croient bien au-dessus des camarades des autres corporations, une étude légèrement approfondie de leur mentalité démontre vite leur erreur. Certes, d'excellentes individualités se rencontrent parmi eux, mais elles sont noyées dans la masse.

Il est nécessaire qu'un nouvel esprit pénètre dans leur syndicat, il faut que le système de gouvernementalisation à outrance en honneur dans cette organisation, que la politique du Conseil supérieur du travail, que le subventionnisme et toutes ces balivernes qui n'ont d'autres effets que de châtrer les énergies soient balayés sans hésitation.

Il faut également, et cela est pour nous essentiel, qu'à ceux qui dirigent ce syndicat dans cette voie néfaste, il soit bien notifié que leur place est autre part, qu'il y a trop longtemps qu'ils se servent d'une organisation ouvrière comme d'un tremplin dont seul leur arrivisme a tiré des bénéfices.

L. E.

* *

Rive-de-Gier.

La grève des verriers. — S'il est des grèves qui peuvent intéresser par leur valeur revendicative et par la manière dont est soutenue la lutte, en mettant face à face, en une opposition frappante, les intérêts en conflit, la grève des verriers de Rive-de-Gier n'est pas de celles-là. Elle contient cependant, au point de vue local et professionnel une précieuse leçon.

Cette grève se déclara au mois de mars dernier; elle intéressa cent vingt verriers en *verre noir*, employés à la *Société anonyme des Verreries de Rive-de-Gier*. Elle fut déterminée par des motifs d'intérêt corporatif : revendication d'une légère augmentation de salaires ; application de la convention arbitrale de 1891, violée par les patrons ; demande d'abrogation d'un engagement dont les clauses comportent des conditions de travail défavorables aux ouvriers.

L'on peut dire que, au point de vue strictement professionnel et syndical, de la réussite de ce mouvement gréviste dépendait une forte accentuation du mouvement syndical verrier *noir* dans la région lyonnaise.

Il est résulté de la grande grève des verriers de Rive-de-Gier, en 1894, qui dura dix ou onze mois, une complète désorganisation syndicale. Cela permit au patronat verrier de la région d'imposer telles conditions de travail qui lui parurent nécessaires pour faire suer le plus de dividendes possibles à la *viande à feu*, désormais réduite à la plus pénible sujétion.

Avec la constitution du syndicat des verriers de l'Anonyme, l'on espéra, un moment, relever la corporation des verriers *noirs*. L'issue d'une période de mécontentement provoqué par les bas salaires et toutes les exactions supportées par les ouvriers ne pouvait qu'être la grève; elle était inévitable.

Depuis neuf mois, cette grève s'est prolongée. D'une part, les syndicat-groupes dans la nouvelle Fédération du Verre ont procuré leur appoint pécunier ; d'autre part, les grévistes sont restés très calmes.

Dans ces conditions, il ne pouvait y avoir doute sur le résultat. Celui-ci est négatif, et la grève peut être considérée comme virtuellement terminée par un échec.

Quelques camarades ont présenté des observations très justes sur ce mouvement. Il n'est pas sorti de la légalité. Ç'a été une véritable grève pacifique, au sens social du mot.

Seuls les moyens énergiques, qui auraient pu quelque peu influer sur le patronat de l'Anonyme, ont été mis de côté. Par contre, les démarches de conciliation ont abondé, naturellement sans aucun résultat.

L'inaction gréviste des verriers est due, en partie, à des considérations politiques *locales*. Et celles-là ne sont pas étrangères, non plus, au manque d'entente et de coordination des efforts pour l'extension du mouvement gréviste.

S'il est des camarades qui croient à une possible neutralité syndicale, peut-être s'illusionnent-ils. A Rive-de-Gier, unifiés et indépendants se disputent le pouvoir municipal; la Bourse du Travail fut, pendant un certain temps, le trait d'union superficiel qui leur permit de se coudoyer et de provoquer les disputes, la mésentente.

Quant au résultat de la grève, il semble momentanément que le mouvement syndical verrier *noir* de la région est fortement compromis ; l'intransigeance patronale triomphe.

Malgré cela, il n'y a pas à désespérer. Les syndicats des autres parties du verre sont debout et solides ; grâce à l'action de la Fédération du Verre, on peut espérer que cette grève aura servi d'enseignement pour les luttes futures.

L'on comprendra mieux, dorénavant, dans les syndicats verriers, qu'il est nécessaire de dépenser plus d'énergie et d'efforts syndicalistes si l'on veut enregistrer des résultats moraux et matériels profitables à la corporation verrière.

Ce sera la leçon des faits dont on fera son profit, espérons-le.

J. G.

* *

Chantenay-sur-Loire.

Les 48 ferblantiers-boîtiers de l'usine Bernier et Riom viennent de cesser le travail, protestant contre un nouveau contrat qu'ils considèrent comme désavantageux. Leur salaire est de 125 à 150 francs par mois pour dix heures, sauf dans la pleine saison (mars-septembre), où ils peuvent faire douze à treize heures par jour! Et, de plus, les amendes infligées sont nombreuses. Les patrons, très malins, remplacent peu à peu les ouvriers par des femmes qu'ils paient moins cher.

Malheureusement, ces ouvriers font encore confiance aux lois de protection ouvrière ; ils parlent d'envoyer à Viviani une délégation pour lui demander si une loi ne pourrait pas unifier les salaires des hommes et des femmes!

Travailleurs, ne comptez que sur vous-mêmes!

Encore à Chantenay, les 200 manœuvres de la savonnerie Talvand et Douaud se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire : les uns de 0 fr. 25 par jour, ce qui ferait 3 fr. 25 à 4 francs pour onze heures; les autres de 5 fr. par mois, soit 105 fr. par mois.

Les ouvriers huiliers de la savonnerie se sont solidarisés avec les grévistes, qui sont décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction.

FÉLIXIO.

* *

ALLEMAGNE

Mort de Schæwe. — Nous avons appris la mort du camarade Schæwe. Sa constitution n'avait pu résister à ses douze ans de détention, si sa force morale n'avait pas été atteinte. « Je suis toujours anarchiste, avait-il dit. Le jugement de classe qui m'a frappé n'était pas fait pour détruire mon espoir en une société meilleure. Je n'avais pas tiré sur les policiers qui me poursuivaient dans l'intention de donner la mort mais par instinct de conservation dans le but d'assurer ma fuite. Mais les juges refusèrent de me croire et je fus condamné, parce qu'anarchiste. »

Ses funérailles ont donné lieu à une importante manifestation à laquelle prirent part 1,000 personnes environ. Au cimetière central de Friedrichsfelde, Pawlowitsch et le Dr Friedeberg, prononcèrent des discours et l'appel à la vengeance qui sonnait dans leurs paroles trouva un long écho dans le cœur des spectateurs.

* *

A partir du 1er numéro de cette année, *Le Révolutionnar* donnera une page de supplément, et le *Freie Arbeiter* paraîtra sur 8 pages.

P. B.

ÉTATS-UNIS

Libre Amérique. — Le 27 octobre dernier, un meeting eut lieu à New-York. Sujet traité : *Czolgosz était-il anarchiste ?* A la fin du meeting, trois des orateurs furent arrêtés, et placés sous caution de 1,000 dollars chacun. C'étaient Julius Edelson, M. Moscow et M. Rubinstein.

Le premier fut relaxé sous caution fournie par Bolton Hall. Alors Emma Goldmann, Max Baginski, ainsi que Julius Edelson, organisèrent un meeting de protestation qui eut lieu le 30 octobre. Egelson prit le premier la parole. Il n'avait pas discouru vingt minutes que plusieurs détectives se ruèrent sur la plate-forme et le mirent en état d'arrestation, cependant que vingt-cinq policiers chassaient les auditeurs à coups de bâton.

Six femmes et quatre hommes furent arrêtés et empilés comme des sardines dans un wagon jusqu'à la station de police. Le lendemain, ils furent amenés devant un magistrat et se virent accusés de rébellion et de coups. Voilà un exemple des mœurs policières dans la grande, libre et démocratique Amérique !

P. Bourey.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

REVUES & JOURNAUX

De plus en plus, le *Mouvement socialiste* (1) incline vers les idées qui longtemps, par les tenants de l'orthodoxie marxiste, furent flétries du nom d'anarchistes et qui valurent à leurs défenseurs l'expulsion des congrès internationaux. Félicitons-nous en. Certes, ce ne sera pas la moindre victoire de l'idée anarchiste que l'adhésion tacite qui lui est aujourd'hui faite par des esprits aussi distingués que Sorel, Lagardelle et Berth.

Je n'ignore pas que ceux-ci nient encore qu'il y ait eu de leur part adhésion. L'anarchisme, disent-ils, s'est transformé radicalement au cours des dernières années; d'individualiste et d'idéaliste qu'il était naguère encore, il est devenu, par un contact suivi avec la vie prolétarienne, socialiste et réaliste tout à la fois.

Or, il y a là une inexactitude qu'il convient de faire apparaître. Individualiste, l'anarchisme ? Si l'on entend par là qu'en opposition avec ceux qui n'aperçurent dans l'histoire *que* des luttes de classes et *que* des mouvements de masses, il a gardé intacte la vieille confiance en la puissance insurrectionnelle de l'individu, du révolté qui se dresse seul, sans s'inquiéter s'il est suivi, contre la société tout entière, contre ses personnalités dirigeantes, ses lois, sa morale, ses préjugés, — alors il faut le reconnaître, l'anarchisme est individualiste. Il n'en a pas moins fait ressortir toujours le caractère profondément socialiste de ses revendications, sa volonté de ne demander qu'à l'association, à l'entraide, à la propriété commune ses fondements économiques et matériels.

Idéaliste, dit-on encore ? C'est vrai, mais là encore sans exclusivisme. Contre les « scientifiques » qui doctoralement affirmaient que le socialisme s'engendrerait automatiquement, fatalement, par le seul jeu des forces économiques — par la révolte des forces productives contre les formes de production, pour parler la langue de l'école, — l'anarchisme s'est attaché à mettre en lumière l'importance révolutionnaire du sentiment et de la passion, de la volonté et de l'idée, en un mot des facteurs proprement humains et des forces morales. Mais il n'a jamais nié la prépondérance des facteurs économiques issus de l'industrie moderne et de la grande production.

Ceux qui parlent de l'anarchisme oublient trop de quelle manière le développement historique s'en est accompli. L'anarchisme *actuel* n'est pas sorti *tout fait* du cerveau d'un penseur de génie. Il est né du mouvement de protestation provoqué dans l'Internationale par les menées liberticides de son conseil général. Il a commencé par être la négation au nom de l'autonomie et du fédéralisme, des prétentions dictatoriales d'une autorité déterminée.

Plus tard lorsque les partis socialistes nationaux se furent constitués sur les ruines encore fumantes de l'Internationale, l'anarchisme continua son travail de protestation et de négation.

Contre les social démocrates de tous les pays, acharnés à prêcher la conquête « pacifique et légale » des pouvoirs publics, il affirmait avec une indomptable énergie la nécessité de la révolution par les masses, c'est-à-dire de la rupture violente des opprimés avec le droit oppresseur et la politique bourgeoise. A la propagande du bulletin de vote, il répondait par une campagne abstentionniste telle que beaucoup ont cru pouvoir définir l'anarchisme par l'abstentionnisme, le tout par l'un de ses aspects.

Ainsi l'anarchisme niait ce qu'affirmaient les partis social-démocrates. Et c'est ainsi que se fit son développement. Longtemps son attitude fut toute de négation; il se maintenait tenacement sur le terrain de la contradiction doctrinale et de la prédication. Bien qu'il déclarât que l'émancipation ouvrière serait l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, il ne mettait pas d'empressement à la préparer effectivement, en s'occupant d'organiser les travailleurs. Ses premiers actes eurent le même caractère de négation violente que sa propagande doctrinale, — je veux dire les actes de propagande par le fait qui suivirent la révolte de Ravachol. Et il faut arriver aux toutes dernières années du siècle passé, pour constater que le temps de l'activité positive était enfin venu pour l'anarchisme, par sa pénétration dans le monde ouvrier.

C'est en ce sens, en ce sens seul, qu'on peut dire que l'anarchisme a évolué. Il a passé de la négation et de la critique à l'action, au mouvement, à la vie. Il a entrepris de créer un prolétariat véritablement révolutionnaire, indépendant de tous les partis et de l'autorité. Le syndicalisme actuel était en germe dans son antiparlementarisme, dans sa négation de toutes les panacées réformistes des candidats au pouvoir. C'est lui, lui seul, qui a déblayé théoriquement le terrain sur lequel évolue aujourd'hui en France la Confédération générale du travail. Mais s'il s'est enrichi des mille expériences de la vie, il n'est pas vrai qu'il a changé.

* *

Je dois m'arrêter. Mais j'aurai à revenir sur ce sujet plus d'une fois, je pense. Chaque mois, à cette place, et autant que possible dans le premier numéro de chaque mois, je signalerai aux camarades les articles de revues (ou de journaux) qui me sembleront mériter l'attention. Ceux du *Mouvement socialiste* seront, j'imagine, presque toujours dans le nombre.

Amédée Dunois.

(1) Revue mensuelle (Paris, 101, rue de Vaugirard). L'année : 12 francs.

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères (1)

(Suite)

Le syndicat jaune.

M. Gaboury est le chef du Syndicat jaune : il est presque le Syndicat jaune à lui tout seul. Car ses adhérents ne se montrent guère, ne font jamais de réunions, et n'ont jusqu'ici manifesté leur existence que par les affiches signées de M. Gaboury. Je suis allé voir, dans la petite salle de la rue Lesueur, ce secrétaire de la Bourse du Travail *indépendante*. C'est un jeune homme, à la tenue soignée, au langage châtié, ayant presque l'air d'un petit fonctionnaire (son père, me dit-on, est concierge à la sous-préfecture); il me déclare que son groupe compte 250 membres. « Nous ne sommes pas affiliés à la Ligue des Jaunes de Biétry, me dit-il, mais nous ne la renions pas; nous avons le même programme. Nous croyons que les *vrais* intérêts de l'ouvrier consistent dans l'accord avec les patrons. »

C'est le 8 octobre que M. Gaboury, employé depuis trois ans à l'usine Pitois, élabore d'accord avec les ouvriers de cette maison, un tarif de montage à la machine Boston en augmentation sur le tarif en vigueur (celui-ci expirait précisément le 31 octobre). M. Pitois transmet la proposition à la Chambre patronale qui, d'abord, ne s'en occupe pas. Mais lorsque le 16, le Syndicat rouge, comme on dit là-bas, eut obtenu le relèvement du tarif Lebouc, M. Cordier, président du Syndicat des fabricants, écrit aussitôt à M. Gaboury pour lui demander de venir, avec une délégation ouvrière, discuter le tarif proposé. M. Gaboury convoque ses compagnons, mais ceux-ci, dans l'intervalle (ils avaient sans doute quelque méfiance), consultent leurs camarades de la Bourse du Travail rouge, et le 17, à midi, sur les neuf équipes de monteurs à l'usine Pitois, huit refusent de suivre à la mairie le chef du Syndicat jaune. M. Gaboury est déçu, pourtant il constitue quand même une délégation, prend avec lui un monteur de la maison Pitois, plus deux autres, étrangers à la fabrique, et tous les cinq se rendent à l'hôtel de ville. Une délégation patronale les y attendait et, séance tenante, on arrête un nouveau tarif Boston. Il était, m'assure M. Gaboury, très avantageux pour les ouvriers, car il était en augmentation sur les tarifs de huit maisons de la place; quant aux maisons qui payaient de plus hauts salaires, on ne les ramenait pas à la règle commune; bref, c'était, pour les patrons, toujours d'après M. Gaboury, un surcroît de frais de 30.000 francs par an. — Mais c'était un tarif *général* applicable non à la maison Pitois seule, mais à toutes les entreprises syndiquées. De fait, les fabriques Cordier et Pautrel le mirent aussitôt en vigueur.

Cependant le Syndicat rouge, au nom des huit équipes (sur neuf) qui avaient abandonné M. Gaboury, élabore à son tour un tarif et le sommet à M. Pitois. Celui-ci ne répond pas. La Bourse du Travail s'adresse alors au président de la Chambre patronale : M. Cordier répond en envoyant au Syndicat rouge le tarif élaboré d'accord avec les Jaunes, et considère l'affaire Pitois comme réglée. Situation embarrassante : le tarif proposé n'est pas mauvais (les rouges eux-mêmes le reconnaissent); mais c'est un tarif *général* : l'accepter c'est s'interdire tout relèvement ultérieur dans les autres usines; c'est renoncer à la tactique qui avait si bien réussi jusque-là de discuter les salaires fabrique par fabrique au fur et à mesure de l'expiration des contrats. Les « rouges » considèrent qu'ils ne peuvent laisser dévier leur action par une manœuvre des « jaunes ». Ils reprennent la discussion avec M. Pitois à propos d'un tarif de finisseuses, et M. Jousse, secrétaire de la Bourse du Travail, va voir lui-même M. Pitois.

Ainsi, à ce moment (27 octobre), la situation est très nette : le Syndicat ouvrier veut élaborer un tarif particulier à la maison Pitois; le Syndicat patronal veut imposer un tarif général. Le *Moniteur de la Cordonnerie* (organe patronal) dans son numéro du lendemain 28, définissait très clairement l'opposition des deux tactiques :

> Le Syndicat ouvrier, disait-il, procède par petits paquets; il va de fabrique en fabrique, et impose ses conditions sous peine de cessation complète du travail. Quelques différends ont été réglés à l'amiable; mais chaque jour de nouveaux conflits se produisent; c'est

(1) Voir les nos 35 et 36.

un jeu sans fin. Le Syndicat des fabricants s'est ému de cette tactique qui consiste à faire capituler chaque patron en particulier... Le temps des atermoiements n'est plus ; il est de toute nécessité que l'union la plus étroite règne parmi les patrons. En réunion générale, ils ont décidé à l'unanimité de fermer leurs usines plutôt que d'aller au delà du tarif élaboré en commun. Le moyen est énergique mais c'est peut être la seule solution du conflit ; mieux vaut chômer quelque temps que de courir à la ruine. »

Le conflit.

Dès lors, les événements se précipitent : Le 30, M. Jousse écrit à M. Cordier ; il maintient strictement la discussion sur le terrain d'un tarif particulier à la fabrique Pitois « vu la difficulté que présente le travail dans cette maison » et comme le contrat en vigueur expire le 31, il demande à la Chambre patronale une prompte réponse « afin d'éviter un arrêt dans la fabrication de M. Pitois ».

M. Cordier aussitôt saisit la balle au bond :

Puisque votre lettre, répond-il, parle d'arrêt du travail après le 1er novembre, nous sommes obligés d'envisager le résultat de l'arrêt que vous aurez suscité en pleine connaissance de cause.

La Chambre syndicale, qui a pris en main les intérêts de M. Pitois, vous a communiqué le tarif auquel elle peut travailler ; c'est donc à elle, *à elle tout entière*, que vous aurez à répondre, car elle ne peut faire de distinction entre ses membres. Tous ont droit aux mêmes tarifs, de même qu'ils doivent se soumettre tous aux conventions qu'elle passe avec les délégations ouvrières.

Cette fois, la menace était directe. Et pourtant, à la Bourse du Travail, personne ne la prit au sérieux

— Comment, me dit M. Jousse, prévoir un lock-out ? A ce moment, 9 équipes Boston seulement sur 70 chômaient. Comment aurions-nous pu croire que les patrons fermeraient 21 usines parce qu'une seule était en grève, et qu'ils prétexteraient un conflit à propos de quelquesmilliers de frans par an pour jeter sur le pavé 8.000 ouvriers dont 7.000 au moins n'avaient pas même proposé une seule revendication. Nous avons tous cru à un *bluff* des patrons pour nous intimider.

Les ouvriers ne tinrent donc aucun compte de la menace de M. Cordier, et, le 31 octobre, à midi, le contrat de travail avec M. Pitois n'ayant pas été renouvelé, les ouvriers de ce patron quittaient l'usine.

FRANCIS DELAISI.

(*A suivre.*)

Correspondances et Communications

× **Appel aux Plâtriers-Peintres.** — La section de Lausanne de la Fédération des plâtriers-peintres de la Suisse, nous communique un appel dont nous détachons les parties essentielles :

« A Lausanne, le syndicat des plâtriers-peintres a présenté aux patrons un projet du nouveau tarif qui doit entrer en vigueur dès le 1er mars 1907.

« Pour cela, nous comptons sur la solidarité des camarades de tous les pays ; que pas un ne vienne à Lausanne au printemps faire le rénégat ; un mouvement décisif se prépare, il faut donc que les patrons ne trouvent pas une surabondance de main-d'œuvre et qu'ils soient ainsi forcés de nous accorder nos légitimes revendications.

« Nous signalons spécialement à l'attention de tous les camarades l'atelier de F. Guillard, route de la Caroline ; cette maison est strictement à l'index, ce patron s'étant toujours montré plus féroce et hypocrite que les autres.

« Nous comptons sur votre appui, camarades, notre cause est la vôtre. Souvenez-vous que la place de Lausanne est à l'interdit, que pas un seul plâtrier-peintre ne doit se rendre ici avant la solution du conflit.

« Démontrons à nos exploiteurs que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot ! »

× **Un camarade** veut vendre une collection reliée des *Temps Nouveaux* de juin 1902 à janvier 1905, et une autre également reliée du *Libertaire* de novembre 1902 à septembre 1905, enfin le 4e volume relié du supplément littéraire des *T. N.*

Faire les offres à J. Blanchon, rue Saint-Eloi, Montceau-les-Mines.

× **Groupe de propagande par l'Ecrit.** — Mouvement du mois de décembre.

Envoyé :

Temps Nouveaux........................ 300 ex.
Enseignement libertaire et enseignement bourgeois (J. Grave).................. 50 ex.

Le groupe attire l'attention des camarades sur l'œuvre entreprise par lui, œuvre qu'il considère extrêmement utile. Si nous nous bornons à l'envoi des journaux, c'est que nos ressources ne nous permettent pas de faire davantage. S'il est des camarades qui veuillent nous aider, nous ferons mieux.

Adresser les fonds et correspondances au camarane Froment, 129, route d'Orléans, Arcueil-Cachan.

COIN DES ENFANTS

Cette fois-ci, il est expédié à tous les souscripteurs.

Encore une fois, je présente mes excuses de ce retard dont la vente a souffert également.

Si, malgré ces petits mécomptes, les souscripteurs en sont satisfaits, je leur demande de nous trouver des acheteurs pour les trois volumes, afin de m'aider à couvrir les frais et continuer la série, si c'est possible.

Prix de l'exemplaire : **3** francs.

Les trois exemplaires ensemble : **7** fr. **50** franco.

CONVOCATIONS

× **La Semaille,** 21, rue Boyer. — Vendredi, 11 janvier 1907. René Kerdyle (de l'A. E. R.) François Villon, enfant de Paris (avec auditions).

Mardi, 15 janvier. — Franck Sutor. — La génération consciente (avec projections).

× **A. I. A.** (Section des XIIe et XXe). — Conférence contradictoire le dimanche à 2 heures de l'après-midi, salle de la Coopération des Idées, 157, faub. St-Antoine. — Le Mensonge patriotique et l'absurdité du militarisme, par R. de Marmande et Eug. Merle.

Entrée : 0 fr. 30 pour couvrir les frais.

× **Théâtre en camaraderie.** — Dimanche, 13 janvier, à 2 h. de l'après-midi, salle de l'Alcazar, 1, rue de la Station, à Asnières (face à la gare), grande représentation populaire : l'*Insoumise*, drame de P. Mivetin ; *Scrupules*, comédie de Mirbeau ; *Préjugés*, pièce inédite en un acte de Mauricius.

Entrée : 0 fr. 50.

× **Jeunesse d'Education sociale.** — Le jeudi, 17 janvier, salle du Progrès social, 92, rue Clignancourt. — Conférence sur l'Histoire ancienne.

× **A. I. A** (section du XVIIe). — Les camarades désirant reformer la section se réuniront vendredi prochain 11 courant, à 9 heures du soir, au siège provisoire, 4, passage Davy (salle de l'Aube sociale).

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre,** 92, rue de Clignancourt — Mercredi 11. — Paul Mantoux : La situation politique, économique et sociale de l'Angleterre.

Mardi 15. — Paul Grunebaum, Ballin : La séparation des églises et de l'Etat.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 14 janvier, à 8 h. 1/2, rue Clément, Paris (6e). — Cours élémentaire d'esperanto par conversation d'après les images.

Autres cours organisés par le groupe :

Lundi, à lU. P. de Choisy-le-Roi, rue Chevreul.

Mardi, à Montreuil, 15, rue Arsène Chéreau.

Mercredi, aux Quatre-Chemins, salle Belet, route de Flandre.

Jeudi, à Saint-Denis, à la Bourse du Travail.

× **Bourse du Travail de St-Denis.** — Jeudi 17 janvier, à 8 h. 1/2, conférence publique et contradictoire de Papillon, sur l'Esperanto et son importance sociale.

× **La Fraternelle,** 45, rue de Saintonge, Paris. — Vendredi 11. — Discussion entre camarades sur un sujet d'actualité.

Dimanche 13. — Visite au Musée Victor-Hugo, Rendez-vous, à 2 heures, au Musée.

Mercredi 16. — M. Levaditi : L'Hérédité dans la syphilis (projections).

Vendredi 18. — M. Micouleau : La Société ; son organisation économique et politique.

× **Groupe international d'Études sociologiques.** — Tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, conférences publiques et contradictoires, en langue allemande : au Café de la Rotonde, jardin du Palais-Royal.

Entrée libre et gratuite.

LILLE. — **Samedi soir,** à 8 heures, estaminet Cracco (coin de la rue Monge et de la rue Lamartine). — Causerie sur la propagande et les différentes manières de la réaliser.

Local : Bibliothèque.

TOURS. — **Théâtre du Peuple** (Groupe d'études sociales). — Réunion samedi 12 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, au Restaurant Populaire, 11, place du Grand-Marché.

ANGERS. — **A. I. A.** — Réunion de la section, le dimanche 13 janvier, à 9 heures du matin, au Café Guilbault, boulevard de la Mairie.

Petite Correspondance

Ch. L., à Neuilly-s-Marne. — Réclamez votre paquet à la gare.

H. S., à Londres. — Les abonnements payés la semaine dernière soldent jusqu'à fin janvier.

Jeumont. — Non, nous n'avons personne dans la région.

L., à Nantes. — Employez les numéros à la propagande.

R. M., rue du S. — La *Guerre sociale*, vous pouvez vous la procurer chez tous les libraires de Paris.

Le camarade Leaurendeau demande des nouvelles de son frère parti en Amérique.

C. D., à Amiens. — Bien reçu abonnement. C'est la faute de la poste. Le numéro a été expédié. Je réexpédie.

P., à Londres. — La brochure est épuisée. Je vous envoie celle qui la remplace.

H., à Paris. — Espérons que celui qui a détourné le paquet saura en profiter.

Beaucaire. — Une autre fois, employez les invendus à la propagande.

C., à La Tour de Peilz. — L'envoi était parti lorsque votre carte est arrivée.

Reçu pour le journal :

P., rue de l'E., 1 fr. — Gorham, F. T., son frère et A. C., 56 fr. 65. — H. A., rue de B., 11 fr. — M., à Tours, 0 fr. 60. — Jeanquimarche, 20 fr.

Merci à tous.

Reçu pour les grévistes de Fougères :

H. A., rue de B., 11 fr. — A., 5 fr. — G., par A., 1 fr. — Pour que ça soit réparti entre tous, 1 fr.

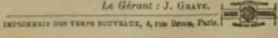
Nous avons fait parvenir au syndicat les sommes reçues.

D., à Maraussan. — B. T., Petit Montriond. — D., à Tilb. — L. A., à Rock Springs. — E. B., à St Affrique. — A. G., à Kimberley. — De R., à Tournai. — L. D., à Mons. — V., à Llauro. — B., à Wasquehal. — M. M., à Brest. — Bourse du travail, Arles. — P. H., à Tessy. — F., à Epernay. — M., à Flémalle. — Dr V., à Lille. — H. R., à Neuchâtel. — L. A., à Beaucaire. — B. C., à Estrée. — E. V., à Askherbad. — D., à Lus-la-Croix. — J.P., à Souk Ahras. — C., à Nants. — F. E., à Istres. — M., a Arras. — P. P., à Brest. — D. P., à Paris. — L., Bulgarie. — P., à Toulon. — A. V., à Villefranche. — N. R., à Montner.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.





.... Et lui ... il n'a pas payé son terme ! »

A ces mots, la foule recule avec horreur.

Dessin de WILLETTE

12e ANNEE. — N° 38.

19 JANVIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Grandjouan.

SOMMAIRE

Aux Camarades

L'affichage a commencé cette semaine à Paris, et les envois commencés en province. Ceux qui ont demandé des affiches, et ne les auraient pas reçues samedi ou dimanche, peuvent nous les réclamer.

Nous avons fait tirer 3.000 Steinlen, et 4.000 bandes. C'est peu, mais ce sont les frais de timbres qui sont onéreux. Heureusement que quelques camarades de province ont pris à leur charge les frais de celles apposées dans leur localité.

Nous pouvons disposer encore de 700 à 800 Steinlen.

Nous avons fait faire un tirage avant la lettre que nous vendons 3 francs, et dont le produit doit aider à étendre l'affichage.

Notre philosophie de la Jouissance

Il y a quelques semaines, le *Sillon* tenait un « congrès syndical ». Le *Sillon* est un groupement de jeunes catholiques qu'anime de son souffle spirituel et d'un abondant capital, M. Marc Sangnier, ancien élève de l'École polytechnique — tout comme autrefois le père Gratry. Le *Sillon* veut marier le catholicisme romain et la démocratie française, et il semble bien qu'il néglige en l'occurrence non seulement les vœux secrets des parties, mais, ce qui est plus grave, les incompatibilités irréductibles de leurs traditions et de leurs tendances, incompatibilités que, volontiers, j'appellerais physiologiques.

Mais le *Sillon* vit content avec sa petite utopie et nous manquerions d'autant plus de grâce à vouloir l'en détourner qu'elle est, pour nous qui ne sommes ni démocrates ni catholiques, vide de toute espèce d'intérêt.

Toutefois, et depuis quelque temps, ce n'est plus seulement la démocratie politique que le *Sillon* s'efforce d'atteindre et de pénétrer : c'est le mouvement ouvrier, ou, pour parler comme le *Sillon* qui parle lui-même comme Jaurès, par de sonores à-peu-près, la démocratie économique.

Le *Sillon* a donc élargi le cercle de ses horizons; il entend désormais se donner une doctrine syndicaliste, poursuivre une politique ouvrière, et ce fut dans l'intention d'allumer sa lanterne qu'il réunit naguère son congrès syndical.

Or un congrès syndical du *Sillon*, voici ce que c'est : une académie où, académiquement, se discutent des problèmes syndicaux. Au congrès du *Sillon*, on ne vit point d'ouvriers, mais on vit le professeur Raoul Jay, de la Faculté de droit de Paris, homme excellent et catholique-social déterminé ; le professeur Paul Bureau, catholique également, mais économiste libéral ; MM. Guillebert et Zirnheld, les promoteurs du syndicat d'employés catholiques de la rue des Petits-Carreaux. Il y avait enfin le révérend Keufer, de la Fédération du Livre. Il y manquait M. Briat.

Ces discussions d'hommes diserts et pieux aboutirent aux conclusions suivantes que je trouve dans le rapport sur les travaux du congrès présenté par M. du Roure, au cours de la séance finale :

> Le syndicat paraît donc devoir être tout d'abord véritablement professionnel ; en second lieu, orienté dans le sens démocratique, respectueux enfin des forces morales nécessaires à l'élaboration de la Démocratie, et en particulier des forces morales du christianisme.

Traduction libre : le *Sillon* rejette les conceptions vaincues du syndicalisme *confessionnel*. Mais tout en se ralliant au syndicalisme *professionnel* existant, il le conjure de se montrer déférant à l'égard de la religion ; il oppose enfin au syndicalisme révolutionnaire, gros d'anarchiques orages, un syndicalisme qu'il nomme démocratique. Bref, le *Sillon* veut des syndicats professionnels respectueux de la foi et de la loi, de l'Eglise catholique et de l'Etat bourgeois.

Le *Sillon* et la *Confédération générale du Travail* ne sont pas à la veille de se donner la main !

* *

Justement le procès de la Confédération et de ce syndicalisme révolutionnaire qui est le nôtre, s'est instruit au congrès syndical, par la voix impétueuse de M. Marc Sangnier.

Ce n'est cependant ni en économiste ni en politique que M. Marc Sangnier a requis contre la Confédération. Il ne lui a point reproché d'inscrire à son statut l'abolition du salariat, ni de dédaigner l'alliance des partis politiques et le « travail parlementaire », comme on dit à l'*Humanité* ; il l'a jugée et condamnée *au nom de la morale*. Que je plains la Confédération !

M. Marc Sangnier qui jouit, à trente ans, d'une énorme fortune, incrimine le syndicalisme révolutionnaire de s'être formé une philosophie de la jouissance, et M. Marc Sangnier ne saurait absoudre un si grand crime.

> Les révolutionnaires de la *Confédération générale du Travail* disent : « Nous voulons jouir... Ce qu'ils veulent, ce n'est pas la justice ; ce qu'ils veulent, ce n'est pas la fraternité ; encore une fois, c'est la jouissance. Ils trouvent très impertinent que la majorité des hommes ne soient pas satisfaits dans leurs aspirations et dans leurs désirs personnels...

Il va sans dire qu'après avoir aussi charitablement défiguré ses adversaires, M. Sangnier ne se fait pas faute de leur opposer le pur idéalisme du *Sillon* :

> Nous ne voulons pas seulement que l'ouvrier ait de quoi vivre, puisse fonder un foyer et s'assurer des retraites pour ses vieux jours ; nous ne voulons pas seulement que le travail des enfants, des femmes, et même des adultes soit protégé dans l'atelier. Nous voulons que chaque âme humaine puisse s'élever jusqu'à une contemplation plus exacte, plus précise de l'idéal humain. Nous sommes des idéalistes, nous ne craignons pas de le dire et de le répéter. Nous sommes aux antipodes des matérialistes de la *Confédération générale du travail*.

* *

Mais où donc M. Sangnier a-t-il pris que les révolutionnaires veulent avant tout jouir et

festoyer, s'abîmer comme les bourgeois du boulevard et des villes d'eaux dans l'impure satisfaction de leurs appétits les plus bas? Je cherche en vain dans les écrivains qui ont le mieux traduit les sentiments populaires, les traces de ces rêves de désordre et d'orgie : je n'y trouve que des aspirations à l'affranchissement et à la souveraineté du travail, à la fédération libre des travailleurs libres, à l'organisation égalitaire et fraternelle non seulement de l'atelier, mais de la commune, de la famille et de l'école.

Que des travailleurs refusent de se laisser frustrer du produit de leur travail, il se trouve aussitôt quelque millionnaire idéaliste pour crier qu'ils ont soif de jouissance. Et quand bien même cela serait? Jouir est le but de toute production, de toute économie politique, et jouir est bon, quoi qu'on en dise. Non seulement bon, mais juste. Il est grand temps qu'après avoir nourri d'innombrables dynasties de jouisseurs fainéants, les travailleurs songent à se nourrir à leur tour, eux, leurs enfants et leurs femmes. Le plus élémentaire idéal de vie pour les travailleurs, c'est de ne pas crever de faim, d'aller décemment vêtus et d'être aimablement logés. Cet idéal atteint, ils laisseront volontiers, comme parle le poète, le paradis du ciel aux anges et aux pierrots?

Quand donc M. Sangnier reproche aux révolutionnaires de manquer d'idéal, entendez simplement qu'ils n'ont pas le même idéal que M. Sangnier. Et c'est, ma foi, peu regrettable! Pour le prédicateur sillonniste, l'idéal, c'est ce que la foi religieuse et les pratiques qui l'accompagnent déposent dans la vie humaine de renoncement immédiat et d'espérances futures. Le catholicisme est bien sans doute un constant appel aux forces morales de l'être, mais, ces forces suscitées, l'usage qu'il en fait est immoral et infécond, car elles ne sont en ses mains qu'instruments d'humiliation, de contrainte et de résignation. Le catholicisme dit à l'homme : Aie la force de te faire petit, agenouille-toi; aie la force de briser le double orgueil de ton corps et de ton esprit; aie la force de renoncer, d'attendre et d'espérer sans fin. Voilà l'idéalisme du catholique.

Cet idéalisme-là n'est pas le nôtre. Car nous sommes des idéalistes aussi. Nous croyons que les forces morales bien employées concourront avec la violence physique à la destruction du vieux monde. Quoi qu'en dise le *Sillon*, la propagande révolutionnaire a toujours tendu à susciter dans le travailleur les forces de passion, d'intelligence et de volonté qui lui manquent et sans lesquelles rien ne sera fondé de durable, ni de bon. Le grief le plus fort que nous invoquions contre l'action parlementaire est qu'elle ne déshabitue pas l'esclave d'attendre son salut de ses maîtres et par conséquent de croire à l'utilité de ceux-ci. Tout au contraire, l'action directe nous a paru excellente parce qu'elle trempait les caractères et qu'en somme, plus que toutes les propagandes, la résistance et la révolte modifient la psychologie ouvrière. — Les Journées de Juin et la Semaine Sanglante ont plus fait pour la formation révolutionnaire du prolétariat français que la longue prédication social-démocratique n'a fait en trente années pour l'éducation du prolétariat allemand.

M. Sangnier se trompe. Ce ne sont pas des chemins jonchés de roses de la sensualité que nous désignons aux masses, mais ceux enfractueux et difficiles, de la lutte sans trêve ni merci. Nous voulons éveiller en elles le mépris de la servitude et la détermination d'en sortir, les rendre capables d'héroïsme, d'abnégation, de sacrifice, toutes choses qui n'ont rien à voir avec la fréquentation des cabarets de nuit ni des maisons de jeu, mais qui sont impliquées dans toute révolution.

M. Sangnier peut m'en croire : des jouissances qui s'achètent au prix d'une révolution ne sont pas de celles qui brisent l'âme humaine. Le bien-être est la condition nécessaire de tout idéal, comme de toute liberté. Préparons-nous à le conquérir « pour tous les enfants des hommes. »

AMÉDÉE DUNOIS.

CROCS & GRIFFES

M. Evrard, membre du Conseil national du parti socialiste unifié, secrétaire du vieux Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, conseiller municipal de Lens, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur. *Quels sont les « services rendus » au gouvernement qui ont motivé cette nomination? Et que dira le parti socialiste?*

M. P.

Faites-nous des Abonnés!

LES

Patries et l'Emancipation humaine

I

Aux Patriotes de toutes les religions.

Comme jadis l'inégalité apparut parmi les hommes le jour où l'un d'eux entoura son champ d'un enclos et déclara : ceci est à moi, de même la haine patriotique naquit dans le monde le jour où des ambitieux, voulant avoir chacun leur part de gouvernement, révèrent d'agglomérations distinctes, limitées par des frontières offensives. C'est l'esprit de conquête, servi par le vieux principe d'autorité, qui a jeté à l'origine les partisans de tel aventurier contre ceux de son adversaire.

De leurs combats résultèrent des partages. Le conquérant campa en possesseur sur les terres arrachées au vaincu. Ce fut le signal d'inimitiés héréditaires.

A travers les siècles, ces partisans sont devenus des peuples. Les prétentions des gouvernements ont remplacé et dépassé celles des guerriers conquérants. Et les rancunes ont persisté; elles se sont accentuées. Des théoriciens s'en sont emparés, pour le plus grand profit des dirigeants et des exploiteurs d'hommes. Ils les ont amplifiées, exaltées au point d'en faire une vertu morale, célébrée dans les manuels des devoirs du citoyen. C'est ainsi que de misérables ambitions individuelles ont engendré des haines nationales héréditaires que des pédagogues officiels enseignent aujourd'hui, sous le nom de « patriotisme », comme un des devoirs les plus sacrés de l'homme et l'un des sacrifices les plus purs.

Et, certes, jamais les avantages de la cohésion étroite, d'abord intéressée, qui grandissait au sein des agglomérations antagonistes, ne représenteront dans le progrès accompli une part suffisante pour balancer les effroyables déchaînements de barbarie qu'elles ont provoqués.

C'est, au contraire, grâce à la réaction de toutes les énergies vitales des hommes contre ce virus meurtrier que le progrès s'est dégagé, par lambeaux, du chaos des carnages. Si la conception accidentelle de la patrie, érigée en institution, ne s'était pas élargie sous la poussée croissante des instincts vivaces de l'homme, nous errerions encore dans les ténèbres. Le Progrès est avant tout la victoire de la Vie sur les forces de destruction. Or, la Patrie est une force de destruction. Elle retarde l'émancipation humaine. Celle-ci ne pourra se poursuivre dans le calme que le jour où cette conception étroite de la patrie se sera assez détendue pour n'avoir plus de limites que la civilisation et le monde. C'est donc la fin des patries qui sera pour le Progrès la véritable aurore. Et n'a-t-on pas le droit de dire que tout ce qui tend à perpétuer le dogme du patriotisme (car c'est un dogme au même titre que les dogmes religieux), tout ce qui prétend en établir la légitimité historique, préjugé des uns, intérêt des autres, est un acte criminel, antisocial.

Qu'est-ce donc qu'une patrie? Une agglomération d'êtres hétéroclites dans des frontières arbitraires. « L'idée de la Patrie, disait Flaubert, c'est-à-dire l'obligation où l'on est de vivre sur un coin de terre marqué en rouge ou en bleu sur la carte, et de détester les autres coins en vert ou en noir, m'a paru toujours étroite, bornée et d'une stupidité finie. »

Est-ce que l'art, le génie, la science ont une patrie? Essayez donc de nationaliser les vérités, de les river au sol, où elles éclosent. Empêchez-les d'alimenter à travers le monde le progrès et la vie. Vos efforts seront vains. On n'enchaîne pas la lumière, on ne localise pas la beauté véritable. Tout ce qui est grand, tout ce qui élève l'homme, possède un caractère essentiel d'universalité. La vérité se rit de vos frontières, de vos parcages fantaisistes, de vos patries. Celles-ci ne seraient-elles que l'assemblage des médiocrités d'un « pays », des traditions condamnée·, des institutions vicieuses, et le patriotisme, le culte de toutes les ruines nationales? Avouez-le, le patriotisme ne peut être autre chose que la coalition des envies et des haines.

Je défie bien quiconque de pouvoir être « patriote » assez largement sans qu'il ne puisse se mêler jamais à l'admiration obstinée de son pays natal — ou d'adoption, c'est tout comme — injustice et répulsion pour les nations voisines.

> Nations, mot pompeux pour dire barbarie,
> L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
> Déchirez ces drapeaux! Une autre voix vous crie :
> L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie.
> La Fraternité n'en a pas!

a dit un jour Lamartine, qui eut une pensée claire ce jour-là...

Nous travailleurs, nous prolétaires, disséminés parmi toutes les races, sur tous les points du globe, partout misérables et partout exploités, où donc serait d'ailleurs notre patrie? Loin d'augmenter le bien-être que nous revendiquons, les différentes patries accentuent la misère en entravant la solidarité, en la brisant parfois. Un de nos patriotes socialisant estime que « si les prolétaires n'ont pas de patrie, ils voudraient bien en avoir une »... « Tous tendent vers ce but », dit-il. Nous savons ce qu'il en est. Ce patriote pose le « droit à la patrie » comme n'étant autre chose que le « droit » à l'existence, et en déduit le « droit » à la propriété. C'est tout simplement ramener la patrie à ses véritables sources : la propriété. Le patriotisme est l'ambition ou la conservation de la propriété. Il ne peut ainsi servir que la propriété individuelle contre la propriété communisée. En voulant légitimer le patriotisme, ce « socialiste » nous le montre sous son véritable jour. La Patrie, c'est en effet la propriété (bourgeoise, nécessairement) et le patriotisme, la défense des privilèges propriétaires ou la revendication des propriétaires en mal de propriété. La Patrie, c'est aussi l'Etat ou mieux cette auréole mystique dont on couronne le pouvoir, afin de l'imposer au peuple comme un culte. Et le peuple bénévole sacrifie à l'Etat-

Providence, cet autre Moloch. Au nom de la loi, on lui « demande » de l'argent, d'autres choses encore, sa liberté, par exemple.

Au nom du patriotisme, matérialisé lui-même en articles de lois, on exige qu'il donne son sang, qu'il sacrifie sa vie. Le patriotisme, religion de l'Etat, est un excellent moyen de gouvernement et une grande « force » d'émancipation. Les champions du collectivisme pourront en user avec profit lorsque la bourgeoisie capitaliste aura abdiqué entre leurs mains ses principaux moyens de domination !...

Stephen Mac Say.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Chair à supplice

Là-bas, dans le Sud-Algérien, sur la route poussiéreuse, brûlée par un soleil de plomb; les disciplinaires cassent des cailloux. Entre Borghari et Laghouat, ils sont divisés en deux camps, Bou-Sedraïa en compte une soixantaine, Oued-Seddeur une cinquantaine.

On a déjà beaucoup écrit, beaucoup dit sur les compagnies de discipline.

Des discours ont été prononcés à la Chambre, des campagnes ont été menées dans la presse. Il en est résulté des enquêtes qui ont abouti à une amélioration superficielle du régime disciplinaire, mais au fond rien n'a été changé. Comment pourrait-on, en haut lieu, exercer une surveillance efficace sur ce qui se passe dans ces bagnes? Aussi les circulaires ministérielles prescrivant l'abolition de certains traitements épouvantables y sont-elles dédaigneusement violées.

La vie du disciplinaire est toujours une vie d'enfer, une vie de souffrances physiques et de douleurs morales. Les faits le prouvent. Il y avait au camp de Bou-Sedraïa soixante disciplinaires. Dans l'espace de deux mois à peine, en mars et en avril derniers, une vingtaine d'entre eux furent déférés devant le conseil de guerre; les motifs? tous les mêmes : lacération d'effets, outrages aux supérieurs et refus d'obéissance. Sept déjà ont vu statuer sur leur sort :

Cousteau, 18 mois de prison pour refus d'obéissance. — Chargneau, Bézin, Bille et Boissaly, 6 mois pour dissipation. — Quilichini, 1 an avec sursis, pour dissipation. — Arrighi a bénéficié d'un non-lieu.

Quatorze autres disciplinaires sont encore en prévention; peut-être y en a-t-il davantage, mais la vérification du nombre et des noms est extrêmement difficile.

Voici leurs noms :

Blidah, lacération. — Chanay, outrages et refus. — Colas, Julien et Mounet, lacération et refus. — Flachet, refus et menaces. — Marteau, Laporte Orcen et Thiberghien, outrages et refus. — Lancien, refus. — Loiret, coups et blessures. — Wielz et Latour, lacération.

Ainsi 20 disciplinaires sur 60 ont été en deux mois déférés devant la justice militaire. Demandez-vous si, logiquement, il n'y a pas une raison qui pousse les casseurs de cailloux à commettre un délit afin de sortir du bagne où la vie devient impossible.

Fréquemment, autant dire tous les jours, les disciplinaires sont employés 15 heures à casser des cailloux, par n'importe quel temps. Ils partent pour le chantier, distant de 5 ou 6 kilomètres, dès 4 heures du matin. Ils ne rentrent qu'à 6 heures du soir. Chacun doit avoir fini sa tâche, c'est-à-dire deux mètres cubes de pierre jaune ou blanche, dite pierre de fer. De l'aveu des gens compétents, notamment d'un ingénieur qui a vécu dans ces milieux, il est impossible à un homme d'une force ordinaire d'accomplir tous les jours une pareille besogne. Tous les disciplinaires n'y parviennent pas, alors ils sont punis du tombeau, ou bien de la diminution de ration (on leur supprime le « casse-croûte » que l'administration des Ponts et Chaussées alloue journellement et le quart de vin du repas du matin). Enfin si ces punitions ne suffisent pas, le disciplinaire est complètement privé de nourriture, puis on le met aux *fers*.

Il en est même mis fréquemment depuis le mois mars devant le nombre toujours croissant des disciplinaires qui se créaient spontanément des motifs de conseil de guerre.

Un lieutenant du camp de Bou-Sédraïa fit connaître à ses hommes une décision dont voici le sens, sinon la forme exacte :

« A l'avenir, on ne passera plus au conseil de guerre pour refus d'obéissance et lacération d'effets militaires, les fusiliers qui seraient coupables de ces délits seront punis des fers et privés de nourriture. »

Mais passons un peu aux punitions, autrement dit, aux supplices.

En premier lieu, le tombeau. L'homme puni de tombeau se creuse une fosse de 2 m. de long, sur 0 m. 50 de large et 0 m. 30 de profondeur. Et voilà ce qui va lui servir à la fois, pendant un certain temps, de chambre et de réfectoire; pour l'abriter on lui donne une toile de tente qu'il place en manière de toit au-dessus de la fosse sur deux petits piquets. Voilà la cellule de l'homme puni; là il gémira, le ventre creux, et dormira, le corps brisé d'une pénible besogne, sous la surveillance d'un tirailleur impassible.

Le *tombeau* n'est pas la plus dure punition qui puisse frapper le disciplinaire à moins d'être suivi des fers, autrement dit de la barre de justice. C'est une barre de fer avec deux anneaux aux extrémités, dans lesquelles on cadenasse les pieds du patient. On en fait autant à ses mains, en ayant soin de les placer derrière le dos. De cette façon, l'homme ne peut bouger et encore arrive-t-il bien des fois qu'on lui administre sans témoin une pluie de coups de poings et de pieds.

Nous parlons de civiliser les indigènes, il vaudrait bien mieux commencer par civiliser ceux qui sont chargés de ce soin.

Un exemple de la sauvagerie des gradés. L'hiver dernier, un homme, Parisot, fut mis au *tombeau*. Pendant la nuit, la neige tomba abondamment, on retrouva le malheureux le lendemain matin, les pieds complètement gelés. Lorsqu'on lui retira ses chaussures, sa chair partait en lambeaux : on ne le dirigea sur l'hôpital de Gelfa que 5 jours après et dans un état alarmant. Le major aurait dû adresser un rapport au général commandant le corps d'armée, mais il n'en fit rien, les loups ne se mangent pas entre eux.

L'hiver dernier, les disciplinaires ne reçurent point de chaussures. Nus-pieds, ils furent forcés de se fabriquer des chaussons d'alfa pour se garantir du froid. Leurs pantalons de treillis s'en allaient complètement en lambeaux. Ils avaient bien des pantalons de drap, mais il était énergiquement défendu de les porter au travail. Enfin, ils étaient dépourvus de tout le nécessaire pour se garantir du mauvais temps. Ils avaient l'air si misérable que ceux qui passaient près du camp en prenaient pitié.

Beaucoup de disciplinaires essayent, à force de bonne conduite, d'être admis à rentrer dans les régiments de France avant la fin de leur congé.

Mais c'est presque toujours peine perdue, à moins d'être fils de capitaliste.

Il est interdit au disciplinaire d'avoir de l'argent, de recevoir de ses parents des colis. Il n'a le droit d'écrire que deux fois par mois, car il ne peut recevoir d'autres timbres que les deux timbres *militaires* mensuels (et ceci malgré l'autorisation d'en recevoir donnée à la suite d'une plainte par le général de division).

Un Chasseur,

4e Cie des fusiliers de discipline, à Sidi-Aïssa (près d'Aumale), Algérie.

Atteinte à la liberté de la presse. — Le camarade Carette, gérant de *Germinal*, journal anarchiste amiénois, a été appelé le 9 janvier devant le juge d'instruction d'Amiens, qui lui a fait connaître que sur l'ordre du ministre de la guerre, général Picquart, il était poursuivi pour outrages à l'armée.

Ces poursuites ont pour origine l'insertion dans *Germinal* (no du 2 novembre) d'un article intitulé *Un assassin tué à Moreuil*, lequel relate et commente le meurtre d'un gendarme par un braconnier.

J'ai lu cet article et déclare n'y avoir pu découvrir le plus minime délit d'outrage à l'institution sous le couvert de laquelle les gouvernements et la bourgeoisie poursuivent impunément leurs offices d'oppression et de rapines.

Car je ne puis un seul instant admettre que l'appellation d'assassin appliquée à un gendarme picard puisse constituer un outrage à l'armée française. M. Anatole France (de l'Académie française) en a dit bien d'autres depuis une dizaine d'années et il n'a jamais, que l'on sache, été traîné devant les tribunaux. Mais M. Anatole France est en haut des gradins sociaux et Carette tout en bas. La justice répressive est faite pour Carette et non pour M. France. Carette ira donc en prison et nous verrons à la prochaine occasion, le général Picquart, ministre de la guerre, serrer la main de M. France (de l'Académie française) en l'appelant son grand ami.

D'où il résulte que l'égalité d'Anatole France et de Carette devant le code pénal n'est qu'une mauvaise blague.

Am. D.

MOUVEMENT SOCIAL

Une lettre d'insoumis. — Nous croyons utile de reproduire la très curieuse lettre publiée par l'*Emancipé*, l'organe du syndicat parisien de la Maçonnerie. Elle est d'un jeune militant de ce syndicat qui a mieux aimé passer la frontière et qui donne dans cette lettre les raisons de son acte.

LETTRE A LA CORPORATION

« Camarades,

« Ce n'est pas, comme vous auriez pu vous y attendre, de l'immonde chambrée d'une garnison que je vous écris. J'ai refusé de me soumettre à la loi militaire, en mettant la frontière entre les autorités et moi.

« Voici, en quelques mots, les principales raisons qui m'ont déterminé à agir ainsi. D'abord, au point de vue physique, soucieux de ma santé, je ne veux pas la ruiner par les absurdes surmenages, par la qualité discutable de la nourriture et les conditions hygiéniques déplorables de la caserne. Je ne veux pas, si je suis malade, charger du soin de me soigner, un vétérinaire qui, quand il ne s'est pas levé du bon côté, flanque quatre jours comme remède.

« Ensuite, au point de vue moral, je ne veux pas m'habituer à voir sans révolte, se commettre sous mes yeux les pires iniquités, ni parce que j'achèterai un journal révolutionnaire, être condamné à un an de prison comme ce camarade de Grenoble que, entre parenthèses, l'on a déjà l'air d'oublier complètement.

« En France, on nous dit : « Les Allemands, eux, sont tous patriotes, puisqu'ils sont tous soldats! »

« En Allemagne, on dit : « Regardez les Français avec leurs garnisons de l'Est, remplies de chauvins. »

« Eh bien, à Nancy, qui est une de ces garnisons de l'Est, il en manquera toujours au moins un : moi, et ainsi, je n'aiderai pas à faire durer la grande superstition militariste.

« A ces différents points de vue, vous pouvez déjà voir que, quelles que soient les conditions dans lesquelles on accepte la livrée militaire, on commet un acte essentiellement réactionnaire.

« Toutefois, je n'ai pas la prétention de considérer ma façon d'agir comme la seule bonne. Non, que chacun agisse suivant son tempérament, et aux camarades qui vont à la caserne de tâcher d'y propager leurs idées et d'y commettre le moins de lâchetés possible.

« L'obstacle qui se dresse souvent entre les travailleurs de pays différents est l'ignorance des différents langages. Or, n'est-ce pas très bien d'arriver à apprendre plusieurs langues vivantes afin de diminuer l'obstacle, de s'éduquer par des choses vues et de se soustraire par la même occasion à la servitude militaire.

« Recevez, camarades, mon fraternel salut de révolutionnaire et d'insoumis.

« Maximilien Leblanc. »

Roubaix.

Une grève de rattacheurs vient d'éclater à la filature de coton de Mulliez frères, rue de l'Ommelet. Elle a pour cause les mauvaises matières employées, ce qui *réduit d'autant* les salaires, par le système de primes qu'établissent tous les patrons filateurs. Il faut un travail forcené, surhumain, pour arriver à gagner au maximum dix-huit à dix-neuf francs pendant la semaine de six jours.

Les métiers ont jusqu'à mille broches, gardées par un conducteur dénommé fileur, aidé de trois, parfois deux rattacheurs. Je ne connais aucun métier dans le textile qui exige plus d'attention et de vigilance en même temps que de subtilité; il faut les voir à l'œuvre, du matin au soir, sautant et trottant pour rattacher les fils cassés, sans répit, sans pouvoir détourner la tête, car lorsque la volée se retire sans que tous les fils soient réparés, à la volée suivante, ils se trouvent encombrés; comme les intérêts sont liés, le rattacheur voisin non encombré aide le pauvre diable à se dépêtrer jusqu'au moment où, à son tour, il est dans l'embarras. Le métier n'arrête jamais; le conducteur ne déclanche que rarement, pour une casse de fils trop nombreuse, par exemple, qu'on appelle pandour. C'est là que tous sont dépités; ils en recherchent la cause sans pouvoir toujours bien la déterminer; d'où retard dans la production qui amène la perte des primes à cause du nombre de kilos exigés qu'ils ne peuvent livrer. Ils se pressent, redoublent d'efforts, courent, courent plus vite et haletants, la machine arrête pour leur donner un moment de repos. Ils s'aperçoivent alors seulement qu'ils ont oublié de croûter le morceau de pain empuanti par la chaleur, les huiles et le coton.

Ce sont généralement des jeunes gens de dix-huit à trente ans qui exercent cette spécialité. Tous sont plus ou moins tuberculosés par une nourriture insuffisante et par la privation complète d'aération. Aussi il faut voir une sortie d'usine. On les distingue aisément à leur figure hâve et à leurs yeux caverneux, luisants et pétillants, fonctionnant de droite à gauche dans les orbites, comme au labeur. Aussi longtemps qu'ils sont éveillés, ces pauvres hères travaillent de leurs yeux, et courent dans la rue comme au travail. Ce sont de vrais dératés qui mènent à travers l'existence une vie d'enfer. Ajoutons que pour demeure, la plupart logent dans de vrais niches de chiens, dans des locaux de deux pièces, une en bas, de deux mètres à peine de hauteur, et l'autre au-dessus pour coucher où ils doivent se baisser pour ne pas toucher au plafond; toute la famille est parquée pêle-mêle sur des literies ou matelas en zostère ou de paille qui leur tient lieu de couchette. Croyez à l'authenticité de ce triste tableau.

Une entrevue a eu lieu entre patrons et ouvriers. Elle n'a abouti à rien. Cette grève entraîne le chômage forcé des conducteurs, c'est-à-dire des fileurs.

Voilà une catégorie d'ouvriers qui devrait bien introduire dans ses revendications le travail à la journée et exiger de ses exploiteurs, selon le nombre de broches à surveiller, l'augmentation du nombre d'ouvriers pour adoucir le surmenage auquel on les astreints. Mais, le feront-ils?...

Il n'y a guère à l'espérer. Les dirigeants des syndicats textiles attendent que la journée de huit heures leur soit donnée par le Parlement et sont bien loin de songer à relier, à coordonner les incessants efforts de révolte des travailleurs du textile.

Une autre grève vient de surgir à la Société anonyme de la rue du Grand-Chemin, d'un autre genre, celle-là.

Les tisserands, au nombre de quatre-vingt-un viennent de quitter l'usine pour manque d'éclairage. Ils ne peuvent travailler proprement, n'apercevant pas les défauts, ils sont forcés de détramer à chaque instant. Ils ne peuvent arriver à gagner leur semaine et pour combler cet inconvénient, leurs exploiteurs font pleuvoir les amendes dru comme grêle. Une entrevue n'a pu aboutir. Les représentants de l'Anonyme prennent pour prétexte que le moteur qui distribue l'éclairage ne leur appartient pas et que, dans ces conditions, ils ne peuvent rien faire. Aussi étrange que cela puisse paraître, cela est.

Voyez-vous des tisserands devant tisser de difficiles travaux en la saison où nous sommes — autant de nuit que de jour, — et qui devront pour récompense de leur labeur, porter bientôt les dernières hardes qui leur restent au mont-de-piété pour payer à leurs exploiteurs la malfaçon. Je dois dire qu'ils se plaignent également de la température glaciale qu'il y fait, l'usine n'étant chauffée par aucun moyen.

PIERRE LANNEAU.

⁂

Rouen.

Simple question? — Vers le milieu de l'année dernière, une grève éclata aux tissages Lemarchand. Les grévistes se livrèrent à quelques manifestations contre les rénégats. Dame police veillait. Sous le prétexte de faire respecter la fameuse « liberté du travail », elle se livra à ses brutalités coutumières, sous la conduite du central Bucheton, en personne.

Une réunion monstre, organisée avec grand tintamarre, eut lieu à la Bourse du Travail. Les socialistes tonnèrent avec force contre le policier Bucheton, et, sur les conseils de l'un d'eux, — le citoyen Pierre Viche, candidat perpétuel à la députation et girouette syndicaliste, — un ordre du jour demandant le déplacement de l'émule de Lépine, fut voté dans un grand enthousiasme.

Toujours sur les conseils de l'unifié Viche, il fut décidé que cet ordre du jour serait transmis au ministère de l'Intérieur. Et, si aucune satisfaction n'était accordée, le groupe socialiste parlementaire en serait avisé: « Nous verrons bien, alors, termina Viche, si les camarades socialistes du Parlement sont capables de faire quelque chose?»

Je ne sais si c'est grâce à l'intervention du groupe socialiste parlementaire, mais une réponse, — la réponse tant attendue — est enfin parvenue. Le sinistre Bucheton, notre Lépine rouennais, est *promu au titre de chevalier de la Légion d'honneur*. Eh bien! paisibles et bons grévistes, êtes-vous satisfaits? Est-ce bien le résultat que vous espériez?

Et que pense maintenant le *citoillien* Viche de la capacité toute parlementaire des élus socialistes?

LÉON TORTON.

⁂

L'antimilitarisme dans l'armée. — Il faut croire décidément que l'antimilitarisme fait des progrès dans l'armée. R. de Marmande relatait, la semaine dernière, l'incident de Bar-le-Duc; soldats chantant l'*Internationale* et menacés de dénonciation par un chef de gare, à qui sa vilenie profita mal. L'affaire des gardes républicains, qui auraient aussi chanté l'*Internationale* dans leur caserne, ayant été démentie, nous n'en avons pas parlé, soucieux avant tout de vérité.

D'ailleurs il ne faudrait pas se monter la tête pour si peu; l'*Internationale* est une chanson à la mode que tout le monde chantonne ou sifflotte, sans en connaître ou sans en comprendre les paroles. Les soldats qui la chantent n'y attachent peut-être pas plus d'importance qu'à *Viens Poupoule*.

Cependant une circulaire du ministre de la guerre Etienne, dont nos lecteurs se souviennent, sans doute, enjoignant aux chefs de corps de sévir contre les gradés exprimant des sentiments antimilitaristes, donne à croire que cet état de choses n'est pas purement imaginaire.

En voici un exemple de plus. On mande de Douai au *Petit Journal*:

« Après la présentation de l'étendard aux jeunes soldats du 15e régiment d'artillerie, le brigadier Ducheine, de la 8e batterie, de service aux écuries, dit à haute voix, devant les sous-officiers et les canonniers:

« — C'est bien la peine de faire tant de manières pour une loque pareille!

« D'abord puni de huit jours de prison, ce brigadier a été cassé de son grade par décision du général commandant d'armes à Douai. »

Pour ma part, j'ai rencontré, il y a quelque temps, un sous-officier qui m'affirma être antimilitariste et que tous les officiers de son régiment, y compris le colonel, l'étaient aussi. Mais défions-nous de ces déclarations optimistes: c'est trop beau pour être vrai. En cas d'alerte, tous ces militaires paradoxaux tireraient sur nous.

R. CH.

⁂

La police. — A bas les gendarmes, à bas la police! ce sont les cris qu'ont poussés les rentiers, les bourgeois, les marquises, ces temps derniers, lorsque la comédie des inventaires se jouait. Ce sont les mêmes bourgeois qui crient: « Vive la gendarmerie, vive la police », quand celles-ci assomment les grévistes...

D'autres, non moins capitalistes disent: « *Dura lex, sed lex!* (La loi est dure, mais c'est la loi). » Des bourgeois s'insurgent contre la Loi, disent-ils, c'est très dangereux; si l'immense armée des prolétaires allait suivre leur exemple?... Respect à la loi!

Enfin, comme les masses ouvrières commencent à prendre conscience de leur force, les possédants ont peur; on exalte la police. Après Clemenceau qui s'est proclamé le premier des flics, les conseillers de Paris, radicaux et socialistes, ont voté une augmentation de traitements aux agents. Même les agents des recherches, les vrais mouchards ne sont pas oubliés. Il paraît que le mouchard est l'homme le plus utile de la République...

FÉLIXIO.

⁂

Beauvais.

Le Trust du lait. — Tandis que la rapacité patronale rogne chaque jour davantage sur le maigre salaire des exploités, les gros fournisseurs de denrées, encouragés par l'apathie générale, ne se gênent plus pour faire eux aussi une lourde pesée sur le budget de la classe productrice. C'est ainsi que, pour les étrennes, le prix du lait vient d'être subitement majoré dans le Beauvaisis, sans raison aucune, et que la torpeur des détaillants, de la presse et du public vient d'être désagréablement réveillée par cet ultimatum des gros fermiers. Voici, du reste, la très belle circulaire du syndicat des dépositaires de lait, adressée aux consommateurs.

Depuis bientôt deux mois, nous, travailleurs du petit commerce, nous luttons énergiquement contre la hausse du lait; hausse injuste, mise en activité et poussée non moins énergiquement par quelques gros cultivateurs ne connaissant pas de borne à leurs besoins de gros bénéfices.

Nous disons hausse *injuste*, parce que si la sécheresse de cet été a éprouvé durement certaines contrées, ce ne sont pas les nôtres. Il est incontestable que la récolte des cultivateurs de nos environs a été bonne comme quantité, extra comme qualité; donc, si la nourriture des bestiaux est élevée, c'est aux profits de nos cultivateurs bien partagés sous tous rapports; si les blés sont chers, c'est à leur profit; si les avoines, les orges, les porcs, sont à des prix inabordables, c'est encore à leur profit.

Nous répétons qu'elle est *injuste*, parce que ces mêmes cultivateurs récoltant eux-mêmes la plupart de leurs denrées alimentaires, ne veulent pas tenir compte de la cherté de la vie à Beauvais, cherté la plus élevée de toute la France, par contre les salaires y sont tombés à des taux dérisoires. Malgré ces salaires réduits, le travail y est rare par cette saison dure à tout le monde, les chômages trop fréquents.

Nous mettant sur un terrain d'entente vis-à-vis des cultivateurs, nous avons sollicité des entrevues, où nous avons obtenu des promesses formelles que le lait ne serait augmenté que pendant trois mois de l'année seulement, octobre, novembre et décembre; mais au dernier moment et d'une façon dont nous vous laissons juges le prix de 0 fr. 25 nous est imposé.

En présence de ces faits, et pour vous soutenir jusqu'au bout, nous avons décidé *de faire grève générale*; quelques cultivateurs plus humains qui n'ont jamais voulu de hausse nous fourniront encore suffisamment de lait pour vos enfants et vos malades.

Pendant le mois de décembre, nous avons vendu du lait sans bénéfice; depuis 5 jours nous vous le vendons à perte. A vous maintenant, consommateurs de soutenir *vos propres intérêts* en ne nous achetant que le lait strictement nécessaire à vos enfants et malades, ce pendant quelques jours seulement.

Dans tous les dépôts, le lait est à 0 fr. 20.

Le Syndicat des dépositaires de lait.

La Suisse nous a donné récemment un exemple de la force de l'opinion publique lorsqu'elle sait vouloir. A peine formée, la Ligue des consommateurs a vaincu la coalition des grandes fabriques de chocolat. Il en a été de même en Angleterre et l'on verra d'autre part à quel point le public est venu à bout du trust du savon. Chez nous, le syndicat des dépositaires vient de faire afficher la circulaire ci-dessus par toute la ville et le syndicat des cultivateurs producteurs de lait a répondu insolemment par la guerre à outrance pendant trois mois. Que les exploités le veuillent résolument et la guerre ne durera pas trois semaines!

A. PR.

Le prochain dessin sera signé JOSSOT.

Nantes.

Les Fraudeurs. — On parle beaucoup en ce moment à Nantes de fraudes dont se serait rendue coupable la raffinerie de Chantenay avec la complicité de la compagnie de navigation Chevillotte. Les détournements au détriment du fisc s'élèveraient à environ 400,000 francs. Il est intéressant de noter que ces deux compagnies se sont montrées féroces envers leurs ouvriers, lors des dernières grèves, et ont été les initiatrices du mouvement jaune à Brest et à Nantes.

⁂

Chantenay.

Les Grèves. — La grève des manœuvres de la savonnerie Talvande est terminée; les ouvriers ont repris leur collier de misère, sans ob'enir grand'chose. Il est certain que s'ils avaient persévéré, ils auraient obtenu complète satisfaction (ils sont restés seulement 8 jours en grève), mais ils manquent d'initiative et ne comptent guère sur eux; c'est ainsi qu'ils ont envoyé une délégation au préfet. Pourquoi faire? Le syndicat n'est-il donc pas là pour parlementer directement avec les patrons? Par contre la grève des ferblantiers-boîtiers continue.

FÉLIXIO.

⁂

SUISSE

L'expulsion de Bertoni. — Une nouvelle incroyable et pourtant authentique nous parvient de Genève: notre compagnon et ami Luigi Bertoni vient d'être expulsé du territoire cantonal genevois.

Bertoni est actuellement enfermé dans la prison Saint-Antoine, de Genève, où il purge, depuis le 27 décembre, la condamnation à un mois de prison prononcée contre lui par la cour pénale fédérale, pour délit de presse, le 27 novembre précédent.

Bertoni, né à Milan, de parents tessinois, est citoyen suisse. C'est donc un *citoyen suisse* et non pas un « étranger » que le nommé Maunoir, chef du département de justice et police de Genève vient de frapper d'expulsion. La Constitution fédérale de la libre et démocratique Helvétie, et la loi genevoise, par surcroît, autorisent cette basse vengeance de huguenots en délire. Quel admirable pays que la libre et démocratique Helvétie! Et que de chemin elle a fait depuis le bon Guillaume Tell!

La sanction judiciaire intervenue contre l'anarchiste avait paru trop légère aux belles âmes qui gouvernent la Rome calviniste. Vite, on s'est empressé de l'aggraver administrativement. — Ah! ah! compagnon Bertoni, tu t'es permis, — toi, pauvre petit ouvrier typographe, — de malmener cette bonne bourgeoisie genevoise, qui se vautrait si bien, en juin 1903, aux pieds du royal complice de la boucherie de Belgrade?... Eh bien, va-t-en, moraliste gêneur, et estime-toi satisfait de ne vivre pas au siècle regretté où maître Jean Calvin, chef du consistoire de Genève, allumait le bûcher de Michel Servet.

L'expulsion de Bertoni — ce citoyen suisse pour lequel sa « patrie » ne compte plus désormais que *vingt-et-un* cantons! — n'est rien qu'une odieuse vengeance. La Constitution fédérale, en son article 44, dit bien sans doute que le permis d'établissement dans un canton « pourra être retiré à ceux qui ont été *à réitérées fois* punis pour des *délits graves* ». Mais Luigi Bertoni n'a jamais été que *deux fois* condamné, et pas une seule fois pour un délit grave.

Ceux qui connaissent Bertoni n'ont pas besoin que je leur dise que le coup de Jarnac qui vient de l'atteindre ne l'abattra aucunement. Le *Réveil* du 12 janvier publie la note que voici, laquelle est la plus belle réponse qui puisse être faite aux inquisiteurs huguenots du noble canton de Genève:

« A partir du 9 février, le CAMARADE BERTONI « donnera tous les samedis et tous les dimanches « des conférences publiques et contradictoires. « Ecrire à l'administration du *Réveil*, en indiquant « la date choisie et le sujet à traiter. Pour tous « frais, il est demandé 7 francs par conférence. « Dans les localités comprises entre Genève et « Montreux, ces conférences pourront avoir lieu « un autre jour de la semaine que le samedi. »

A. DUNOIS.

Faites-nous des Abonnés!

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères [1]

(Suite)

Mais bientôt des bruits inquiétants parvenaient à la Bourse: Chaque patron, disait-on, avait remis aux mains du président de la Chambre syndicale l'engagement de payer 10.000 francs d'amende au cas où il n'obéirait pas aux décisions prises. On se raconte qu'au commencement d'octobre un gros industriel (non syndiqué) aurait dit: Il se machine quelque chose à quoi je ne veux pas me mêler. » Les rouges s'inquiètent: puisque les fabricants, pensent-ils, tiennent tant à régler d'un seul coup la situation de toutes les usines, élaborons à notre tour un tarif général mais faisons-le assez élevé pour gagner en une seule fois, si possible, ce que nous espérions obtenir en détail. Effectivement, le 2 novembre, sur la convocation de M. Jousse, tous les opérateurs, syndiqués ou non, tenaient une grande réunion à l'issue de laquelle le secrétaire de la Bourse du Travail écrit à M. Cordier:

> J'ai l'honneur de vous faire connaître que les ouvriers « Boston » de la place, dans une réunion tenue hier soir, après avoir pris connaissance du tarif élaboré par les fabricants (tarif Gaboury) et du tarif demandé par les ouvriers de la maison Pitois (tarif de la Bourse du Travail) ont décidé d'élaborer un tarif de base pour le montage Boston, car ils trouvent trop bas les prix établis par votre Chambre.

Ainsi, les ouvriers abandonnaient leur tactique des « petits paquets », ils consentaient à discuter un tarif d'ensemble pour toutes les usines à la fois: seulement ils persistaient à repousser le tarif Gaboury. Chose plus grave: tous les monteurs Boston, syndiqués ou non, au lieu de se ranger du côté de M. Gaboury, se mettaient à la suite du Syndicat rouge. Il fallait frapper un grand coup. C'est pourquoi, le soir même, avant que les ouvriers lui eussent soumis leur tarif, avant même qu'ils aient eu le temps de l'établir, M. Cordier lançait son ultimatum:

> Si les monteurs actuellement en grève persistent le lundi 5 novembre à ne pas reprendre le travail, soit aux conditions *fixées par notre lettre du 26 octobre, soit aux conditions antérieures*, les membres de la Chambre syndicale des fabricants de chaussures, réunis ce jour, déclarent, à l'unanimité se solidariser avec leur collègue en cause et prendre toutes dispositions pour une fermeture générale.

Quand on connut en ville la teneur de cette lettre, ce fut de la stupeur. Ainsi 22 usines allaient être fermées à cause d'une seule; et 8.000 ouvriers jetés à la rue pour un conflit avec quelques centaines de monteurs! L'émoi fut grand pendant toute la journée du dimanche 4. Mais personne ne bougea.

Le lundi 5, l'affiche annonçant le lock-out pour le 12 novembre, était apposée dans les vingt-deux usines syndiquées.

Que feront les non-syndiqués?

On peut se demander quels résultats les patrons attendaient de cet acte.

Remarquons d'abord que c'était un lock-out, mais un lock-out conditionnel et différé: il laissait aux ouvriers une semaine pour réfléchir. Il semble que l'on ait escompté un revirement pendant ces huit jours. Que l'on songe en effet que toute la campagne jusqu'ici avait été menée par la Bourse du Travail. Or celle-ci, d'après les estimations les plus favorables, ne comptait pas plus de 1.500 adhérents sur une population totale de 15.000 ouvriers. Force infime, bonne tout au plus pour la petite guerre que l'on menait depuis trois mois. La grande masse, semblait-il, n'avait pas été atteinte par l'action syndicale; elle avait suivi la lutte avec indifférence, du moins on pouvait le croire; et comme elle ne demandait rien on pouvait la supposer contente de son sort. Si donc on jetait brusquement à la porte non seulement les 1.5000 meneurs syndiqués, mais encore la foule des 6.000 braves gens qui ne demandaient qu'à travailler, n'était-il pas à prévoir que ces 6.000 indifférents, brusquement condamnés aux misères d'une grève qu'ils n'ont pas voulue, hostiles d'ailleurs à tout mouvement syndical, se retourneraient avec violence contre les turbulents, cause de tout le mal? Ne pouvait-on escompter qu'ils crieraient aux Jousse, Gourdin et autres « meneurs »: « De quoi vous mêlez-vous? Sous prétexte d'améliorer le sort de quelques-uns, vous nuisez à tout le monde. A bas les syndicats! » Naturellement des réunions se tiendraient, où participeraient tous les grévistes; les syndiqués y seraient noyés; les non-syndiqués, cinq ou six fois plus nombreux y feraient la loi; ils imposeraient la politique du *statu quo*.

Et les patrons verraient revenir à eux, dans les huit jours, leurs ouvriers assouplis et dociles, y compris les agitateurs tête basse et dépopularisés. Ce calcul, s'il a été fait (et certainement plus d'un l'a fait), ce calcul n'était point sot: il tablait sur l'apathie bien connue d'une population encore à demi paysanne et rebelle à tout groupement. Et puis l'on venait de passer la Toussaint, époque où les ouvriers paient leur loyer de l'année: mauvais moment pour un chômage!

Cependant, chose étrange, ce calcul s'est trouvé faux. Le lundi 4 novembre, dès l'apparition de l'affiche, avant tout mot d'ordre, beaucoup d'ouvriers quittèrent l'atelier. Malgré cela, le syndicat des cordonniers s'obstinait à reprendre les négociations avec M. Pitois. Devant le chômage spontané qui gagne, il se décide enfin, le mercredi 6, à préconiser l'abandon général des usines. Le soir même, dans une grande réunion aux halles, 5.000 ouvriers, dont 4.000 non-syndiqués, proclamaient, à *l'unanimité*, l'abandon immédiat et total du travail. C'était le lendemain chose faite. Cette grève répondant au lock-out semble avoir jeté une vive surprise dans le camp des patrons: ils ont accusé les « meneurs », l'emballement des réunions publiques. Cependant un fait était acquis: les non-syndiqués, au lieu de se retourner contre la Bourse du Travail, prenaient parti pour elle: toute la population se retournait contre le patronat. Les fabricants avaient forgé eux-mêmes le bloc qu'ils voulaient au contraire désagréger. Beaucoup de patrons, même parmi les syndiqués, commencèrent à se demander s'ils n'avaient pas fait une « gaffe ».

La municipalité entreprit de les « repêcher ».

La munipalité s'interpose

La municipalité, avec son maire, M. Desrues, et ses adjoints, MM. Rébillon et Cau, concevait un vif chagrin de ce conflit. Compo-

(1) Voir les nos 35, 36 et 37.

sée de petits bourgeois et de commerçants modestes, elle était partagée entre deux sentiments contraires : considération bien naturelle qu'on a pour les gens puissants et riches, pour les industriels qui « font vivre la ville », et d'autre part le souci de ne pas s'aliéner ses électeurs ouvriers. Mais surtout, et quelle qu'en fût la cause, elle redoutait une grève sans précédent de 8.000 personnes : ce serait pour tous les boutiquiers l'arrêt des affaires, pour les boulangers, charcutiers, le crédit forcé à accorder pendant des semaines à des gens sans le sou, incapables d'épargne, qui, la grève finie, ne songeraient peut-être pas à s'acquitter, si même, ils ne s'en allaient pas chercher du travail ailleurs. C'étaient les bénéfices d'une année perdus pour tout le monde. Et voilà pourquoi très sincèrement la municipalité s'employa à apaiser le conflit. On avait un délai de huit jours avant que le *lock-out* fût définitif : on pouvait encore sauver la situation.

Le 7 novembre, le maire convoque à l'hôtel de ville une délégation ouvrière ; en même temps il demande aux fabricants un exposé par écrit de leurs griefs. La Chambre patronale envoie une courte réponse où se trouvait cette phrase : « Ils (les patrons) ne refuseront pas d'ailleurs de reprendre la discussion au point où elle a été laissée.

Les industriels regretteraient-ils déjà leur acte ? Aussitôt le maire communique cette note aux ouvriers et leur demande de reprendre les pourparlers avec leurs patrons sous sa médiation. L'entrevue a lieu en effet, le jeudi 8 ; il est convenu que les ouvriers prépareront un tarif *général* valable pour toutes les catégories d'ouvriers et toutes les usines. En attendant, la municipalité propose qu'on reprenne le travail *provisoirement*. Le 10, la Bourse du Travail remet au maire deux projets de tarifs pour les monteurs et les coupeurs ; la municipalité affiche un éloquent appel à la conciliation ; il semble qu'on va en être quitte pour la peur.

Mais presque aussitôt paraît sur les murs l' « exposé des griefs des patrons » adressé par eux au maire le 7 novembre. Cet exposé, fait à l'intention de gens qui n'étaient pas du métier, était très bref, si bref même qu'il en était extrêmement inexact (il suffit, pour s'en rendre compte, de le comparer avec la brochure : *Pourquoi nous avons fermé nos usines*, publiée par la Chambre syndicale elle-même). Cette affiche provoqua une violente réponse de la Bourse du Travail, où M. Jousse relevait un à un les « mensonges » des patrons, et concluait : « Votre férocité va creuser plus profond l'abîme qui existe déjà entre le travailleur et ceux qui l'exploitent. » Ceci n'était pas fait pour faciliter l'accord.

En même temps, M. Gaboury rentre en scène. Il lance à son tour une affiche où il proclame que le tarif jaune élaboré par lui et accepté par les patrons était très avantageux aux ouvriers. « M. Jousse, ajoute-t-il, a refusé d'accepter ces avantages, uniquement parce qu'ils avaient été obtenus par la Bourse *indépendante*. » Les patrons aussitôt s'emparent de cette phrase ; dans une nouvelle affiche ils s'efforcent habilement de persuader aux neutres et à l'opinion que tout le mal provenait de la rivalité des jaunes et des rouges, et de rejeter sur les syndicats la responsabilité du lock-out.

Cependant, la municipalité, persuadée qu'un ajournement du conflit faciliterait une solution, s'entêtait à proposer un accord provisoire : les patrons rouvriraient leurs ateliers, les ouvriers y rentreraient jusqu'au 15 décembre ou au 1er janvier ; pendant ce temps on discuterait posément des tarifs généraux ; si, au bout de ce temps, on n'était pas parvenu à un accord, il serait toujours temps de reprendre le lock-out ou la grève.

Le lundi 12 novembre, le délai de huit jours accordé par les fabricants expirait ; le lock-out allait devenir définitif : il fallait prendre une décision. Ce jour-là, à deux heures et demie, une foule de 6.000 ouvriers (dont plus de 5.000 non-syndiqués), convoquée au son du tambour, se réunissait sous les halles.

Elle votait à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Les ouvriers et ouvrières des fabriques de chaussures de Fougères, visés par la décision patronale de fermeture, réunis au nombre de 6.000, affirment que ce ne sont pas eux qui ont décidé de cesser le travail, mais uniquement les patrons ; décident, avant de donner une réponse à la municipalité, d'attendre de connaître les propositions patronales pour la cessation de fermeture, et les conditions de rentrée avant de prendre une décision quelconque.

FRANCIS DELAISI.

(*A suivre.*)

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

THÉATRE

Le *Bluff*, par G. Thurner, que Gémier vient de donner au « théâtre Antoine » dans ses soirées d'avant-garde, est un effort qui mérite d'être signalé.

Hardouin est un vieux bonhomme de médecin, dans une ville de province, qui y exerce son métier le plus honnêtement du monde, en se débattant au milieu des dettes, entre son honnêteté native qui lui fait répugner à certains moyens, et une famille avide de parader.

Ainsi, il a une riche cliente qui fonde un sanatorium et a promis de lui en confier la direction. Mais, malade, elle croit à la nécessité d'une opération. Hardouin qui sait que l'issue en sera fatale, la déconseille, puis, comme il néglige de soigner sa candidature, la cliente s'adresse à un des « princes » de la science qui lui envoie un de ses élèves pour diriger son sanatorium. Quant à lui, plus tard, il se chargera de l'opération.

Justement, le fils Hardouin a, de connivence avec sa mère, maquignonné le mariage d'une de ses sœurs, avec un de ses camarades de noce, le fils d'un banquier, notable de la ville. On a fait miroiter la situation qui attend le père au sanatorium, des économies qui n'existent pas, promis une dot de cinquante mille francs tout aussi illusoire.

Aussi lorsqu'ils apprennent que la direction passe à un autre, et que Hardouin ne veut pas promettre une dot dont il n'a pas le premier sou, les réclamations pleuvent sur le maladroit qui ne sait pas donner à sa famille le luxe auquel elle a droit. A la fin, devant l'aveu de sa fille — qui ignore les manigances de son frère Maurice et qui aime le fiancé qu'on lui destine, — Hardouin consent à laisser entamer les pourparlers.

Et puis, en dehors du travail de sa clientèle, ne s'adonne-t-il pas à des recherches scientifiques ? N'a-t-il pas découvert contre la tuberculose un sérum dont il attendait les plus grands résultats ? S'il avait réussi ne serait-ce pas la gloire, la fortune ?

Mais le sérum, lui aussi, a fait faillite. C'est au détriment de la vie du malade que l'on obtient, pour quelques mois, un semblant de guérison. Hardouin ne veut pas tromper ses malades, en leur vendant la mort sous l'apparence d'une guérison factice.

Mais ne serait-ce pas charitable de donner quelques mois de force, de vie et d'espérance à des malades que la crainte déprime! Et puis Hardouin n'a opéré que sur des animaux, qui sait si, sur un être humain, les résultats ne seraient pas plus satisfaisants ?

Hardouin se révolte! Non, non, ce serait un assassinat. Il ne veut pas l'avoir sur la conscience.

Mais si on lui amenait un malade qui s'offrît de bonne volonté aux expériences. Justement, Marie, leur bonne, qui est atteinte de la terrible maladie, sur quelques paroles de Maurice se déclare prête à s'offrir comme sujet. Et, après bien des hésitations, après l'avoir prévenue des suites que cela peut avoir pour elle, il se résoud devant son insistance, à l'inoculer.

L'effet du sérum est miraculeux. Marie semble renaître à la vie. Et on ne s'est pas fait faute de faire mousser la cure. Les clients affluent de toutes parts, le sanatorium est déserté. On consulte le docteur Hardouin des quatres coins de l'Europe pour établir des cliniques où son remède sera appliqué. Et Suard, le député de la localité, qui compte se tailler une belle réclame électorale en aidant à en fonder un dans dans sa circonscription, vient lui rendre visite.

Ce Suard, nous l'avons vu au premier tableau. C'était à la suite d'une grève. Il était resté sans ressources sur le pavé, ses enfants crevant de faim, il était venu faire appel à la générosité de Hardouin, lui rappelant qu'ils ont combattu ensemble pour des idées de plus de justice sociale. Hardouin lui a remis cent sous, tout ce qui reste à la maison. Et Suard est parti sur cette réflexion qu'il fallait qu'il en ait mangé de l'argent pour être si purée.

Ici, la difficulté de saisir distinctement chaque parole m'a empêché de comprendre si l'auteur a voulu faire la critique de tous ceux, indistinctement, qui se réclament des idées d'affranchissement, et luttent publiquement pour leur réalisation, ou simplement de ceux qui ne s'en font qu'un tremplin.

Quoi qu'il en soit, la défense de la justice a réussi à Suard. Il n'est pas trop mal satisfait de son sort, et commence à trouver que la société n'est pas si mal faite que le prétendent quelques grincheux.

Mais Hardouin qui s'endormait dans la confiance, fermant les yeux pour ne pas être forcé de voir, est, tout à coup, tiré de sa sécurité par quelques remarques de sa femme sur la santé de Marie. Il l'ausculte et s'aperçoit que c'est la fin imminente.

Il veut l'éloigner et lui propose de retourner dans sa famille. Mais Marie refuse, finissant par avouer qu'elle est enceinte; que c'est par amour pour Maurice, qu'elle s'est sacrifiée à l'expérience, et demande, comme récompense qu'on ne l'éloigne pas, qu'on la laisse mourir près de lui.

Cette fois, c'en est trop. Hardouin ne veut pas se prêter plus longtemps à cette comédie criminelle. Maurice épousera Marie, mais Hardouin proclamera, devant le monde entier, les mauvais effets de son sérum.

On lui fait entendre que ses scrupules ne sont pas de saison, que nombre de « maîtres », et non des moins cotés, ne se gênent pas de battre monnaie et d'acquérir de la gloire aux dépens des malades; que, du reste, d'autres ne se gêneront pas de se servir de son sérum malgré lui. Mais Hardouin criera si haut qu'on l'entendra. Et, devant Suard il commence par dire toute la vérité.

Sur ces entrefaites, le Dr Rousselet, celui qui l'a supplanté à la direction du sanatorium, vient lui demander la main de sa fille Françoise, dont le mariage, avec le fils du banquier, a été brisé, lorsque, répugnant à un mensonge, elle lui a avoué leur situation de fortune.

Hardouin renouvelle sa confession, montrant que c'est à nouveau la misère pour la famille. Mais Rousselet persiste en sa demande. J'aime Françoise et ne m'inquiète pas d'autre chose.

Hardouin lui serre la main, heureux de trouver enfin un honnête homme.

Mais Suard, ironique, le félicite de son habileté. Décidément, il est fort, il est très fort. Ce qu'il perd avec le sérum, il va le retrouver chez son gendre, au sanatorium. Oui, il est très fort.

Et Hardouin, écrasé, ne trouve rien à répondre. Comment croire à la sincérité de celui qui s'est prêté au mensonge.

C'est une analyse bien sèche. La pièce de M. Thurner est remplie de traits de caractère qui sont à peine esquissés, mais campent bien leurs personnages, telle une sœur de Françoise, une dévote qui a fort peu de charité chrétienne.

La pièce de M. Thurner vaut d'être vue. Le rôle du docteur est supérieurement joué par Janvier, ainsi que celui de la bonne, et tous, du reste.

J. GRAVE.

BIBLIOGRAPHIE

Almanach de la coopération pour 1907, 0 fr. 40, 1, rue Christine.

L'âme et le système nerveux, par A. Forel, 1 volume 5 francs, chez Steinheil, 4, rue Casimir-Delavigne.

L'Almanach de la Chanson, 0 fr. 40 franco, à la « Publication sociale », 46, rue Monsieur-le-Prince.

Fleurs d'Avril, (vers), par R. Verfeuil, 1 fr. « Imprimerie Coopérative, 3, avenue Gambetta, Montauban.

A propriedade e o socialismo, par Claudio de Lisle, chez Hilario Marques, Caes de Sodre, 88, Lisbonne.

Contre l'injustice, (Les cas Joris-Ferrer-Nackens) par Fraigneux, 0 fr. 05, chez l'auteur, 74, rue des Six-Jetons, Bruxelles.

A voir :

Le fils de l'homme, par Galanis et Guilain, « Assiette au beurre », n° 294.

Correspondances et Communications

× Pour la deuxième fois, nous demandons au camarade, à qui nous avons prêté le livre de Forel : *La question sexuelle expliquée aux gens cultivés*, de bien vouloir nous le rapporter.

× **Esperanto.** — L'association Internationale « Paco Libereco » commencera à partir du lundi 21 janvier, à 8 heures et demie, un cours supérieur d'Esperanto (traductions, conversations, etc). Ce cours sera fait par M. Blangarin et se continuera tous les lundis jusqu'à fin juin. Il aura lieu 45, rue de Saintonge, salle du premier étage.

× **La section des 12e et 20e** fait appel à toutes les énergies antimilitaristes des 12e et 20e pour venir coordonner nos efforts. On peut se faire inscrire à la permanence tous les jeudis dès 8 heures et demie à 10 heures, 22, rue du Rendez-Vous, salle Batifoulier.

× **Comité pour le désarmement universel.** — Le Comité d'entente internationale pour le désarmement universel a décidé de reporter au dimanche 12 mai 1907 la date de sa manifestation mondiale. Prière d'adresser toutes les communications à Henriette Meyer, 3, rue de Pondichéry, Paris (XVe).

× **Le Bazar Social** fait un appel aux Maisons du Peuple, U. P., Bourses du Travail, Groupes syndicaux et anarchistes de Normandie, Ile-de-France, Picardie, Artois, Flandre, Belgique, Hollande, Iles Britanniques, pour l'organisation d'expositions temporaires d'Art populaire et d'Art social : peintures, dessins, estampes, lithos, cartes illustrées, menus objets d'art, céramique populaire, etc., qui seront vendus aux prix les plus bas.

Ecrire pour renseignements et offres de locaux : A. Pratelle, poste restante, Beauvais (Oise).

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Vendredi, 18. — Bon : De la violence dans la politique.

Mardi 22. — R. Hubert (de l'A. E. R.) : La propriété (les théories et les faits).

II. — Le socialisme.

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt — Vendredi 18 : Berthod : P. J. Proudhon.

Mardi 22. — Docteur Paul Halbron : Les organes de l'hommes (suite).

Vendredi 25. — Georges Blondel : La situation politique, économique et sociale de l'Empire allemand.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 21 janvier, au nouveau local, 1, rue Clément (Paris VIe). — Cours d'esperanto.

× **L'association internationale espérantiste (Paco Libereco)**, 45, rue Saintonge. — 20 janvier, grande matinée artistique, à 1 h. 1/2, à la salle des fêtes de l'hôtel des Chambres syndicales, 10, rue de Lancry (près de la place de la République).

Pièces, récits, chants en français et esperanto, avec le gracieux concours d'artistes de l'Opéra, du théâtre Antoine, de poètes chansonniers et d'excellents esperantistes français, belges, allemands, hongrois, catalans, etc...

Des cartes d'entrée aux prix de 2 francs, 1 franc et 50 centimes.

Adresser la demande accompagnée du montant, au siège du Comité, 45, rue de Saintonge, Paris (3e).

On trouvera également des cartes à l'entrée de la salle.

× **Causeries populaires** des Ve et XIIIe, rue Dumesnil, 17. — Samedi 19 janvier, à 8 h. 1/2 du soir. — Conférence par A. Mournaud, sur l'Ennemi du peuple (D'Ibsen.)

Entrée libre.

× **Les Enfants de la Ruche**, à Paris, donneront une fête, salle du Progrès Social, 92, rue Clignancourt, le samedi 19 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, et une seconde, le mardi 22 janvier, à la même heure, dans la salle des fêtes du Grand-Orient, 16, rue Cadet.

Au programme entièrement exécuté par les Enfants de « la Ruche » ; chansons, (chœurs, monologues, rondes, pièces en un acte ; causeries de Mme Chabrolle, institutrice à la Ruche et de Sébastien Faure.

Entrée : Un franc, au profit de la Ruche.

Nota. — Les camarades sont priés de refuser toute carte qui leur sera offerte à l'extérieur. Seules, les cartes vendues au bureau, seront valables.

× Bourges. — **Causeries populaires.** — Le samedi 19 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, salle Dreuillat, route de Saint-Amand : De la théorie à l'action, causerie par d'Engels.

× Lille. — Dimanche, à 4 heures, estaminet Cracco (coin de la rue Monge et de la rue Lamartine) : Causerie sur l'Etat.

Prêt gratuit de livres.

× Lyon. — **Groupe artistique libre.** — Dimanche 20 janvier, à 2 heures précises du soir, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier, matinée littéraire au profit du camarade Baron.

Les camarades du Groupe se réunissent tous les mardis chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

× Toulon. — **Jeunesse libre**, 14, rue Nicolas-Laugier, au premier étage, samedi 19 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, causerie par un camarade. Sujet traité : Les différentes méthodes anarchistes.

Mardis et jeudis : lecture.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues **1 fr. 25** l'exemplaire sur papier de Hollande, franco **1 fr. 40.**

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire, **150 francs** celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, **2** francs, **3** francs et **5** francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, **1** fr. **40** et **3** fr. **25.**

Il nous reste un petit nombre

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant** L. Pissaro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à **2** francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. — **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de **3** francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à **5** francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro, **2** francs.

— 3e — de Luce, **2** francs.

— 4e — de Lebasque, **2** francs.

Tirage d'amateurs, **3** fr. **50.**

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, **1** fr. **50** ; tirage d'amateur, **3** fr. **50.**

Il en reste très peu des deux.

Les camarades de Belgique qui pourraient nous envoyer les numéros 25 de la première année : 23, deuxième année ; 44, 49, 50 et 51 de la troisième année de l'*Insurgé*, de Liège, nous leur échangerons contre des brochures.

Petite Correspondance

M. L., à Courcy. — Ces faits-là sont quotidiens dans toutes les casernes du monde. S'il fallait tous les insérer, nous n'y suffirions pas.

Jeumont. — Le paquet était parti au reçu de votre lettre.

J. L., à Bourges. — J'ai expédié le colis directement. La brochure à distribuer est épuisée.

S., à Levallois-Perret. — Je ne me rappelle pas du tout du R. en question.

B., à Bruxelles. — Pour ces brochures, adressez-vous à la Confédération du travail, 33, rue Grange-aux-Belles.

G. L. — Il y aura des *Entraide* ces jours-ci. Il est en réimpression.

C., à Argenton. — Faisons expédier le journal à la gare. Pourrez le réclamer.

W., à Mont-sur-Marchiennes. — Oui, bien reçu cet envoi et le précédent.

C., à Nantes. — Oui, ces monographies seraient intéressantes, mais cela n'a inspiré personne. Cependant on nous en a promis une sur les galuiers.

E., à Lille. — Oui, bien reçu. Merci.

T. à Aumontzey. — On attendra.

G. T. à Aarau. — Nous n'insérons dans le journal aucune correspondance désignant des tiers.

L. B. à Bâle. — Numéros et almanach expédiés.

C. à Aubignan. — Entendu. Je vous envoie le numéro en plus.

S. L. à Spring Valley. — Si, votre abonnement est bien marqué. Se terminera fin avril.

M. à Torchepilon. — *Les Enigmes*, par la poste, 2.30. Vous redevez 0.30.

F. à Monte-Bove. — Nous ne possédons plus de numéros de réassortiment des quatre premières années des *Temps Nouveaux.*

Anonyme. — C'est bien notre intention de donner la liste des journaux étrangers, mais le camarade qui s'est chargé de la faire, ne nous l'a pas encore remise.

Reçu pour le journal : C. H., à Marseille, 2 fr. — B., à Londres, 15 fr. — B., à Bâle, 2 fr. — B., à Paris, 1 fr. 50. — L. M., à Levallois, 2 fr. 25. — A. D., 2 fr. — S. à Alais, 3 fr. — Excédent d'écot remis par Dunois, 6 fr. — G., à Beaujon, 0 fr. 50. — A., à Alger, 2 fr.

Merci à tous.

Reçu pour les grévistes de Fougères : D., à Ivry, 2 fr. — Collecte faite entre quelques camarades lithographes, par A. P., à Champigny, 3 fr. 40.

J. T., à Meung-s-Loire. — S., à Lardières. — M. à La Montagne. — R., à Mirepoix. — E. V., à Morianwelz. — B., à La Burbanche. — D. E., à Beaune. — B. B., à Florensac. — G., à Sannois. — P. F. à Pezill... — G. L. Paris — ... à Chaux-de-Fonds — G. B., à Bâle J. D. La Bédoule. — ... à Dijon. — H. à Saint-Servais — L. C., à Crot-Pinçon. — M. de N., Schaerbeek. — H., à Auiche. — J., aux Anneys. — ... à San Francisco. — J. L., à Spring-Valley. — M., à Torchepilon. — G., aux Echelets — F. P., à Paris. — H. D., à Verviers. — M., à Nîmes. — A. de N., à Funchal. — N. D., à Saint-Etienne.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris





TÉMOIGNAGE

1er décembre 1906.

Dans une verrerie du Nord, j'interroge un gamin porteur de bouteilles. L'enfant a reçu un coup de canne de verrier sous l'œil. Son crâne et sa mâchoire portent l'empreinte d'une triste hérédité et tel qu'il est, il semble bien le dernier échelon d'une longue génération d'exploités.

Je l'adosse au mur d'un four à réchauffer et pendant que je le dessine, il m'apprend que son père est mineur et qu'il l'a envoyé à la verrerie pour le faire échapper à la mine. Il est dans cette usine depuis un an et demi et il a 12 ans.

Mais le directeur de l'usine qui nous accompagne surveille mon dessin. L'enfant ouvrier, ce " reproche vivant ", reste immobile devant nous. Ses yeux sont terribles. L'un semble possédé d'une crainte de bête traquée, l'autre me regarde avec un peu de haine et avec l'angoisse d'une révolte qui ne viendra jamais au jour.

« Allons, c'est fini, me dit le directeur en me poussant presque amicalement par l'épaule, l'ingénieur va venir et il ne faut pas déranger " les ouvriers! " »

Pauvre ouvrier exploité de 12 ans, j'emporte ton image et elle fortifiera dans tous les jeunes cœurs, la haine de la société actuelle.

GRANDJOUAN.

12e ANNÉE. — N° 39.

26 JANVIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Jossot.

SOMMAIRE

Bakounine et le Syndicalisme

Dans l'*Egalité*, de Genève, au cours de l'année 1869, Bakounine écrivit une série d'articles dont le *Mémoire de la Fédération jurassienne* reproduit (Pièces justificatives, p. 68 à 114) quelques-uns : *Les Endormeurs* (26 juin-24 juillet), *La Montagne* (17-24 juillet), *La politique de l'Internationale* (7-28 août).

« ... Nous parlons, dit-il dans cette dernière étude, de la grande masse ouvrière qui, éreintée par son travail quotidien, est ignorante et misérable. Celle-là, quels que soient les préjugés politiques et religieux qu'on ait tâché et même réussi en partie de faire prévaloir dans sa conscience, est *socialiste sans le savoir*; elle est au fond de son instinct, et par la force même de sa position plus sérieusement, plus réellement socialiste, que ne le sont tous les socialistes scientifiques et bourgeois pris ensemble. Elle l'est par toutes les conditions de son existence matérielle, par tous les besoins de son être, tandis que ces derniers ne le sont que par les besoins de leur pensée; et, dans la vie réelle, les besoins de l'être exercent toujours une puissance bien plus forte que ceux de la pensée, la pensée étant ici, comme partout et toujours, l'expression de l'être, le reflet de ses développements successifs, mais jamais son principe.

« Ce qui manque aux ouvriers, ce n'est pas la réalité, la nécessité réelle des aspirations socialistes, c'est seulement la pensée socialiste; ce que chaque ouvrier réclame dans le fond de son cœur : une existence pleinement humaine en tant que bien-être matériel et développement intellectuel, fondée sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité et sur la liberté de chacun et de tous dans le travail; cet idéal instinctif de celui qui ne vit que de son propre travail, ne peut évidemment pas se réaliser dans le monde politique et social actuel, qui est fondé sur l'injustice et sur l'exploitation cynique du travail des masses ouvrières. Donc, chaque ouvrier sérieux est nécessairement un révolutionnaire socialiste, puisque son émancipation ne peut s'effectuer que par le renversement de tout ce qui existe maintenant. Ou bien cette organisation de l'injustice, avec tout son étalage de lois iniques et d'institutions privilégiées, doit périr, ou bien les masses ouvrières resteront condamnées à un esclavage éternel.

« Voici la pensée socialiste dont les germes se retrouveront dans l'instinct de chaque travailleur sérieux. Le but est donc de lui donner la pleine conscience de ce qu'il veut, de faire naître en lui une pensée qui corresponde à son instinct, car du moment que la pensée des masses ouvrières se sera élevée à la hauteur de leur instinct, leur volonté sera déterminée et leur puissance deviendra irrésistible.

« Qu'est-ce qui empêche encore le développement plus rapide de cette pensée salutaire au sein des masses ouvrières? Leur ignorance, sans doute, et en grande partie les préjugés politiques et religieux par lesquels les classes intéressées s'efforcent encore aujourd'hui d'obscurcir leur conscience et leur intelligence naturelle. Comment dissiper cette ignorance, comment détruire ces préjugés malfaisants? — Par l'instruction et par la propagande.

« Ce sont sans doute de grands et beaux moyens. Mais dans l'état actuel des masses ouvrières, ils sont insuffisants. L'ouvrier isolé est trop écrasé par son travail et par ses soucis quotidiens pour avoir beaucoup de temps à donner à son instruction. Et d'ailleurs, qui fera cette propagande? Seront-ce les quelques socialistes sincères, issus de la bourgeoisie, qui sont pleins de généreuses volontés, sans doute, mais qui sont trop peu nombreux d'abord pour donner à leur propagande toute la largeur nécessaire, et qui, d'un autre côté, appartenant par leur position à un monde différent, n'ont pas sur le monde ouvrier toute la prise qu'il faudrait et qui excitent en lui des défiances plus ou moins légitimes?

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », dit le préambule de nos statuts généraux (1). Et il a mille fois raison de le dire. C'est la base principale de notre grande Association. Mais le monde ouvrier est généralement ignorant, la théorie lui manque encore tout à fait. Donc il ne lui reste qu'une seule voie, c'est celle de *son émancipation par la pratique*. Quelle peut et doit être cette pratique?

« Il n'en est qu'une seule. C'est celle de la lutte solidaire des ouvriers contre les patrons. Ce sont les *Trade's-Unions, l'organisation et la fédération des caisses de résistance.* »

Les mots soulignés le sont par Bakounine. N'oublions pas que ceci a été écrit en 1869. Les trades-unions anglaises étaient alors les seules formes de syndicat, et les « sociétés de résistance » étaient, en France, le seul embryon d'organisation ouvrière.

Une des conséquences du développement « de la lutte collective des travailleurs contre les patrons » sera, suivant Bakounine, de délivrer les ouvriers des préjugés politiques et religieux. « Du moment qu'un ouvrier prenant foi dans la possibilité d'une prochaine transformation radicale de la situation économique, associé à ses camarades, commence à lutter sérieusement pour la diminution de ses heures de travail et l'augmentation de son salaire; du moment qu'il commence à s'intéresser vivement à cette lutte toute matérielle, on peut être certain qu'il abandonnera bientôt toutes ses préoccupations célestes et que, s'habituant à compter toujours davantage sur la force collective des travailleurs, il renoncera volontairement au secours du ciel. Le socialisme prend, dans son esprit, la place de la religion. » Ceci dit pour M. Marc Sangnier et ses disciples.

Chemin faisant, Bakounine conseille aux

(1) Les statuts de l'Association internationale des Travailleurs. (R. Ch.)

travailleurs cherchant « leur émancipation par la pratique », de se défier de deux sortes d'ennemis, d'autant plus dangereux qu'ils portent des masques d'amis : les socialistes bourgeois et les ouvriers politiciens.

« C'est là un signe infaillible auquel les ouvriers peuvent reconnaître un faux socialiste, un socialiste bourgeois : si en leur parlant de révolution ou, si l'on veut, de transformation sociale, il leur dit que la transformation politique *doit précéder* la transformation économique; s'il nie qu'elles doivent se faire toutes les deux à la fois ou même que la révolution politique ne doit être rien que la mise en action immédiate et directe de la liquidation sociale pleine et entière; qu'ils lui tournent le dos, car ou bien il n'est rien qu'un sot, ou bien un exploiteur hypocrite. »

Et voici pour les ouvriers embourgeoisés par la politique.

« Mais, dira-t-on, les travailleurs, devenus plus sages par l'expérience même qu'ils ont faite, n'enverront plus des bourgeois dans les assemblées constituantes ou législatives, ils enverront de simples ouvriers. Tout pauvres qu'ils sont, ils pourront bien donner l'entretien nécessaire à leurs députés. Savez-vous ce qui en résultera? C'est que les ouvriers députés, transportés dans des conditions d'existence bourgeoise et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs de fait pour devenir des hommes d'Etat, deviendront des bourgeois et peut-être même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes. Car les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes. Et nous savons par expérience que les *ouvriers-bourgeois* ne sont souvent ni moins égoïstes que les bourgeois exploiteurs, ni moins funestes à l'Association que les bourgeois socialistes, ni moins vaniteux et ridicules que les bourgeois ennoblis. »

Ainsi, pour Bakounine, la place des ouvriers n'est pas parmi les politiciens même soi-disant socialistes; elle est au syndicat, là où s'accomplit « la lutte solidaire contre les patrons ». Bakounine était donc « syndicaliste », bien avant que le syndicalisme fût créé. Cette idée de la prépondérance du point de vue économique et de l'abstention en matière politique, était toute neuve en 1869. Le Conseil général de l'Internationale, comme aujourd'hui l'état-major du parti socialiste, ne la partageait point. Dans cette même année de 1869 (13 février) et dans ce même journal l'*Egalité*, Eccarius, ami de Karl Marx et secrétaire du Conseil général écrivait : « Les plus intelligents parmi les ouvriers anglais ont compris que, tant que les capitalistes seront les maîtres politiques de l'Etat, ils feront des lois dans leur propre intérêt, et que le seul moyen de s'y opposer était *de conquérir le pouvoir politique pour faire des lois au profit des ouvriers*. De là, l'attitude nouvelle prise par les *Trade's Unions*. . » (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 51.)

Déjà, à cette époque, les deux conceptions ennemies étaient formulées : conquête du pouvoir politique et transformation imposée d'en haut, conquête de la puissance économique et transformation organisée d'en bas; socialisme bourgeois, socialisme ouvrier. Ces deux méthodes sont aujourd'hui plus que jamais en conflit, et il semble bien que le monde ouvrier — le seul qui compte — veuille donner raison à l'idée bakouniniste contre l'idée marxiste.

RENÉ CHAUGHI.

CROCS & GRIFFES

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES. — *Subitement apparaissent dans* le Matin *des articles de M. Gaston Leroux, envoyé spécial. Ils célèbrent la tranquillité et le calme de la Russie, « revenue de ses erreurs passées ». Décidément l'emprunt est sous roche.*

⁂

Il y a quelques semaines le même Matin *ressuscite le projet du tunnel sous la Manche. Il semble que le moment soit bien choisi; l'Entente cordiale peut faciliter l'affaire. Une société financière va se fonder. Du même coup les actions des chemins de fer du Nord montent. Mais les militaires anglais s'opposent à l'entreprise; la résistance grandit et s'étend. Or voici que* le Matin *annonce une course de ballons dirigeables de Paris à Londres pour une date ultérieure. Simple coïncidence peut-être.*

⁂

Les journaux médicaux rapportent : « On a inoculé, pour l'expérimenter, le virus du choléra à 24 prisonniers de Bilibid (Manille), dix sont morts. L'expérimentateur a expliqué que le virus avait été contaminé par le virus bubonique. » Les victimes ne sont que des Philippins.

⁂

M. Clemenceau proclame qu'il réduit le nombre des fonctionnaires. Le jour où il signait le décret qui instituait le nouveau Ministère du Travail, il faisait porter de trois à vingt-deux le nombre des bureaucrates à la direction de la Mutualité. Faut-il ajouter qu'il n'y a pas plus de travail global pour les vingt-deux fonctionnaires qu'il y en avait pour les trois, et qu'un honnête employé de ministère aurait pu faire à lui seul toute la besogne?

⁂

M. Viviani déclare qu'il est opposé au favoritisme; il souscrit d'avance aux arrangements proposés par les fonctionnaires d'administration contre les passe-droits. M. Paul Boncour, son attaché, affirme que nul n'entrera au ministère qu'après concours, fut-il simple dactylographe. En même temps M. Viviani nomme à son ministère deux rédacteurs, protégés d'hommes politiques, sans stage, sans concours, sans talents.

⁂

Il reste encore deux places de rédacteurs. M. Viviani déclare que le concours n'exigera plus le baccalauréat, que les primaires pourront subir les épreuves et être élus. Quel démocratisme! Quelle audace révolutionnaire! Or il y a deux attachés du ministre qui sont des primaires, qui ne sont pas bacheliers et qui briguent les deux places vacantes : ils les auront.

⁂

Les députés se votent une augmentation de traitement de 6,000 francs. Les élus socialistes s'écrient bien vite qu'ils abandonnent ces 6,000 francs à la caisse de leur parti; et la protestation des électeurs socialistes s'apaise. Enfin se réunit le Conseil national qui déclare que les députés garderont d'abord 3,000 francs pour le supplément de propagande qu'ils ne manqueront pas de donner au Parti, puisqu'ils ne seront plus « détournés par les embarras matériels. » Puis on laisse encore 1,800 francs, destinés à rembourser les frais électoraux du député. Somme toute, 1,200 francs seulement entrent dans la caisse du Parti. Faut-il admirer la générosité du Conseil? Mais ce conseil, sans compter les douze représentants du groupe parlementaire, est composé surtout d'aspirants à la députation.

⁂

Interview du secrétaire de la Fédération des cuirs et peaux : « On a critiqué le Comité de la grève pour avoir donné aux syndiqués des secours plus importants qu'aux non syndiqués... C'est du purisme. *Parfaitement, les hommes ne sont pas des anges. Il deviendrait impossible de compter sur les cotisations. Quel intérêt y aurait-il à adhérer au Syndicat, si l'on partageait les secours de grève avec les grévistes non syndiqués? » Enfin, oui, quel serait l'intérêt présenté par le syndicat?*

M. P.

Faites-nous des Abonnés!

Le Congrès de Sonvillier (1)

(12 NOVEMBRE 1871)

La Section centrale de Neuchâtel élut pour ses délégués au Congrès de Sonvillier un ouvrier serrurier, Auguste Dupuis, et moi. Nous partîmes le samedi après-midi, 11 novembre, et nous voyageâmes, de Neuchâtel à Sonvillier, avec les deux délégués de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève, Jules Guesde et Joukovsky. A ceux-ci s'étaient joints, à titre individuel, Lefrançais et Malon, qui désiraient assister au Congrès pour faire la connaissance des internationaux du Jura. Le train, marchant d'abord dans la direction de l'ouest, traversa, en vue du lac de Neuchâtel, des campagnes plantées de vignes, puis des prairies et des bois, pour s'arrêter à Chambrelien, gare de « rebroussement »; se dirigeant ensuite vers le nord-est, il s'éleva, par une pente assez raide, le long du versant nord du Val de Ruz, à travers des forêts de sapins, jusqu'à l'entrée du grand tunnel dit des Loges, dans lequel il s'engouffra pour une dizaine de minutes; il en ressortit à la petite gare des Convers, située, comme au fond d'un puits, dans un site sauvage, au pied du Roc Mil-Deux, et entre l'extrémité du tunnel des Loges et l'entrée du second tunnel, plus court, dit du Mont-Sagne, qui conduit à la Chaux-de-Fonds. Aux Convers, nous quittâmes le train pour prendre la voiture postale, et, à la nuit tombante, nous arrivions, après avoir descendu le val supérieur de la Suze et traversé le village de Renan, au village de Sonvillier. Nos compagnons français avaient examiné d'un œil curieux, pendant toute la durée du trajet, ce pays d'un aspect si inattendu, qui ne ressemblait à rien de ce qu'ils étaient accoutumés à voir; ils entraient dans un monde inconnu qui leur réservait des impressions tout à fait nouvelles.

Accueillis à bras ouverts par les camarades de Sonvillier et par ceux des délégués qui étaient déjà arrivés, nous nous logeâmes à l'hôtel de la Balance.

Le dimanche matin, à neuf heures, le Congrès s'ouvrit, dans la grande salle de l'hôtel. Huit Sections seulement, sur celles qui formaient notre Fédération, étaient représentées; en voici la liste, avec les noms des délégués :

Section centrale du Locle : Frédéric Graisier, graveur; Auguste Spichiger, guillocheur;

Section de propagande de la Chaux-de-Fonds : Numa Brandt, horloger;

Section centrale de Neuchâtel : A. Dupuis, serrurier; James Guillaume, typographe;

Section centrale du district de Courtelary : Henri Devenoges, monteur de boîtes; Léon Schwitzguébel, guillocheur;

(1) Le second volume de *L'Internationale, documents et souvenirs*, est sous presse et paraîtra probablement dans la dernière semaine de janvier.

Le camarade James Guillaume ayant bien voulu nous en communiquer les épreuves et nous permettre d'offrir à nos lecteurs la primeur de quelques pages de son livre, nous avons choisi le chapitre (IVe partie, chap. Ier, pp. 232-244) qui raconte la naissance de la Fédération Jurassienne, dont nul n'ignore l'importance dans le développement historique du socialisme anarchiste et ouvrier. (*Les T. N.*)

Cercle d'études sociales de Sonvillier : Fritz Tschui, horloger; Justin Guerber, graveur;

Cercle d'études sociales de St-Imier : A. Scheuner, horloger; Louis Cartier, horloger;

Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary : Charles Chopard, graveur; Alfred Jeanrenaud, guillocheur;

Section de Moutier : Christian Hofer, horloger.

La Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève n'appartenait pas à notre Fédération, et le Conseil général de Londres ne l'avait pas admise dans l'Internationale; mais ses délégués, Jules Guesde, journaliste, et Nicolas Joukovsky, instituteur, furent reçus comme membres du Congrès, car ils apportaient l'adhésion de leur Section à la Fédération nouvelle que le Congrès avait pour mission d'organiser.

« Un certain nombre de membres des Sections les plus voisines assistaient au Congrès, outre les délégués : on pressentait qu'il devait s'y passer quelque chose d'important, et que le conflit interminable qui, depuis bientôt deux ans, mettait en péril l'Internationale en Suisse, allait recevoir une solution. » (*Mémoire de la Fédération Jurassienne*, p. 223.)

Auguste Spichiger, du Locle, fut élu président; Charles Chopard, de Sonvillier, et Jules Guesde, de Genève, furent secrétaires.

Le premier objet qui figurait à l'ordre du jour était le rapport du Comité fédéral. « Ce rapport, présenté par le secrétaire du Comité, Adhémar Schwitzguébel, constata, avec une entière franchise, le triste état de désorganisation où se trouvait l'Internationale en Suisse. Il en attribua la cause, d'une part, à la guerre franco-allemande et aux événements qui l'avaient suivie; d'autre part, aux intrigues de la coterie genevoise et de ses alliés de Londres. La sincérité avec laquelle ce rapport mit le doigt sur les plaies dont souffrait l'Association en Suisse fut très remarquée et produisit une excellente impression; on y sentait l'accent résolu d'hommes qui se savent assez forts pour n'avoir pas besoin de déguiser la vérité. » (*Mémoire*, p. 223.)

Le rapport constatait que les Sections de Bienne, de Saint-Blaise, du Val de Ruz, de Cortébert, de Corgémont, avaient cessé d'exister; quant aux corps de métiers adhérents à notre Fédération : graveurs et guillocheurs du Locle; menuisiers, graveurs et guillocheurs de Neuchâtel; monteurs de boîtes du Vignoble neuchâtelois; monteurs de boîtes, graveurs et guillocheurs de Bienne, ils continuaient à déployer une activité satisfaisante au point de vue corporatif, mais ils paraissaient se désintéresser de l'Internationale et n'avaient pas répondu aux circulaires du Comité fédéral; seule la Section des graveurs et guillocheurs du district de Courtelary, restée intrépidement sur la brèche et constituée, non plus en société de secours mutuels, mais, depuis le mois de mars 1870 (t. Ier, p. 286), en société de résistance, avait envoyé une délégation. Le rapport traitait, en terminant, de la question de l'organisation et de la fédération des sociétés de métiers, de la question de la propagande, et enfin, des rapports de notre Fédération avec celles des pays voisins et avec le Conseil général.

Le langage mesuré de ce rapport, l'élévation des vues qui y étaient exprimées, le sens juste et profond des réalités qui s'y manifestait à chaque ligne, frappèrent vivement ceux des assistants qui se trouvaient pour la première fois en contact avec les ouvriers de nos Montagnes, et la *Révolution sociale*, en reproduisant dans son n° 4 ce remarquable document, le caractérisa en ces termes (l'article est de Lefrançais) :

Nous nous garderons bien d'analyser ce rapport... ; nous laissons aux lecteurs de notre journal le soin d'en apprécier la sincérité et la véritable valeur. Cette lecture donnera la mesure exacte de ce qu'on peut attendre de dévouement et d'intelligence pratique de la part des adhérents à la Fédération Jurassienne.

Marx, dans sa brochure *Les prétendues scissions*, etc. (p. 32 et 34), a fait des gorges chaudes de cette phrase; le « dévouement » et l'« intelligence pratique » des ouvriers jurassiens ont servi de thème à ses aimables plaisanteries. J'ai souvent regretté que Marx n'ait pas eu l'occasion de venir — comme l'ont fait Bakounine, Lefrançais, Kropotkine, Cafiero et tant d'autres — faire personnellement la connaissance des populations ouvrières de nos Montagnes. Je suis persuadé que s'il avait séjourné quelques semaines parmi nous, ses préventions injustes se seraient dissipées; malgré les divergences théoriques, malgré les vues opposées sur la tactique, il aurait reconnu en nous les véritables propagateurs du socialisme ouvrier; il aurait rougi de s'allier avec nos adversaires, les Coullery, des Grosselin, des Henri Perret, des Outine, lorsqu'il les aurait vus à l'œuvre sur leur terrain d'opérations, et les scandales du Congrès de la Haye auraient peut-être été évités.

Le Congrès nomma ensuite des commissions chargées de faire rapport sur chacun des points de son ordre du jour : la Conférence de Londres et les actes du Conseil général; la réorganisation de la Fédération et la revision de ses statuts; le projet d'un Congrès suisse. Sur la proposition des délégués de Genève, il ajouta à cet ordre du jour une question de plus, celle d'un organe à créer pour la Fédération. Puis la séance fut levée.

La commission chargée de rapporter sur les actes du Conseil général et de la Conférence de Londres avait été composée de trois membres : Hofer, délégué de Moutier; Joukovsky, délégué de Genève, et moi. Nous avions tenu à placer Hofer dans cette commission pour que le délégué de la Section de Moutier (Section que des influences adverses avaient déjà cherché à plusieurs reprises à séparer de nous) se trouvât associé, aux yeux de tous, à l'acte le plus important du Congrès, à celui par lequel nous allions lever le drapeau de l'insurrection contre les décisions de la Conférence. Un motif analogue nous avait engagés à faire siéger également dans la commission, en la personne de Joukovsky, un représentant de cette Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste qui groupait, à Genève, la plupart des réfugiés français.

Notre commission se réunit immédiatement : je tirai de ma poche le manuscrit que j'avais rédigé la semaine précédente et j'en donnai lecture à mes deux collègues; ils l'approuvèrent, sans y proposer, autant que je puisse me souvenir, aucun amendement.

A l'ouverture de la seconde séance, intervertissant l'ordre des questions du programme, le Congrès aborda, en premier lieu, la question de la réorganisation de la Fédération et de la revision de ses statuts. Il vota à l'unanimité la résolution suivante, présentée par la commission (j'ai oublié les noms de ses membres), résolution qui devait déblayer le terrain et mettre fin, dans notre pensée, à la querelle à laquelle s'obstinaient les intrigants du Temple-Unique :

Le Congrès,

Considérant que la Fédération romande, *dont le présent Congrès est le seul représentant légitime* a perdu son caractère primitif par la retraite d'une partie des Sections qui la constituaient,

Pense qu'il y a lieu de dissoudre cette Fédération, et la déclare dissoute.

Considérant, en outre, qu'un Congrès des Sections romandes, réuni à Saint-Imier en octobre 1870, a discuté la proposition de constituer une Fédération nouvelle qui porterait le nom de *Fédération jurassienne*, proposition qui a été écartée alors comme prématurée, mais qui est présentée de nouveau aujourd'hui par plusieurs Sections,

Le Congrès décide de constituer, entre les Sections représentées au Congrès et celles qui y adhéreront, une Fédération nouvelle qui prend le nom de *Fédération jurassienne*.

« Il y a quelques remarques à faire sur la rédaction de cette importante résolution, qui fut l'acte constitutif de cette Fédération jurassienne destinée à appeler sur sa tête toutes les fureurs de Marx et de son parti. D'abord, dès la première phrase, le Congrès maintient la validité du vote à la suite duquel, au Congrès de la Chaux-de-Fonds, la Fédération romande s'était trouvée divisée en majorité et en minorité; il affirme, en dépit de la Conférence de Londres, que les Sections de la majorité, c'est-à-dire les Sections du Jura, constituaient encore à cette heure-là, le 12 novembre 1871, la seule véritable et légitime *Fédération romande*, et que leur Congrès seul avait le droit de s'en déclarer le représentant. Après cette affirmation, la résolution disait clairement que, si les Sections romandes du Jura se constituaient, à partir de ce jour, en *Fédération jurassienne*, ce n'était point pour obéir au décret de la Conférence, mais que c'était de leur chef, et en donnant suite à une proposition présentée déjà l'année précédente au Congrès romand de Saint-Imier. Cette espèce de défi jeté à l'autorité de la Conférence fit bondir les marxistes, et l'*Égalité* ne trouva pas assez d'injures pour les audacieux délégués de Sonvillier. » (*Mémoire de la Fédération jurassienne*, p. 224.)

La commission avait pris connaissance du projet de statuts fédéraux présenté par la Section de Neuchâtel (voir ci-dessus p. 226) et l'avait fait sien. Ce projet fut voté par les délégués, sous la réserve de son acceptation ultérieure par les Sections. Il consacrait le principe de l'autonomie des Sections; et il fournissait la preuve, réduit qu'il était à un très petit nombre d'articles, qu'on pouvait se passer du pesant bagage de réglementation minutieuse dont on surcharge ordinairement les statuts des associations. Voici le texte des neuf articles de ce pacte fédéral :

JAMES GUILLAUME.

(*à suivre.*)

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

MOUVEMENT SOCIAL

L'ACTION POUR LE REPOS HEBDOMADAIRE

La manifestation de dimanche. — Encore une tentative de déviation. — Contre la manifestation ouvrière réclamant l'application du repos hebdomadaire, le gouvernement radical socialiste a procédé comme le gouvernement le plus réactionnaire, dont rien ne le distingue.

A une délégation du Comité intersyndical étant allée demander à Clemenceau s'il était exact qu'il ait décidé d'écraser toute tentative de manifestation, sous de formidables forces policières, M. le Premier a confirmé et a déclaré qu'il agissait ainsi parce que les organisateurs avaient négligé de lui demander l'autorisation. M. le Premier est facétieux. N'est-il pas, au fait, le plus spirituel des flics ?

Les manifestations populaires sont des gestes collectifs de mécontentement, de révolte. N'apparaît-il pas ridicule d'aller demander aux gens contre lesquels on veut manifester son mécontentement la permission d'accomplir cette manifestation ?

Cette déclaration, Clemenceau l'a répétée à la tribune, en répondant à l'interpellation de Vaillant :

Je n'ai été prévenu, a-t-il dit, de cette manifestation que par l'effet d'un pur hasard. J'ai eu l'honneur de rencontrer M. Jaurès dans les couloirs de la Chambre; il m'a informé de l'intention des syndicalistes de faire une manifestation et m'a demandé mon sentiment à ce sujet. Je lui ai répondu que je n'étais pas hostile à ces sortes de manifestations, à la condition qu'elles fussent réglées à l'avance, que l'itinéraire en fût fixé, que toutes les garanties fussent données au gouvernement que l'ordre serait maintenu.

C'est dans ces conditions que j'ai permis une manifestation à Limoges : les gens de Limoges sont venus me trouver, ont pris vis-à-vis de moi des engagements formels. J'ai toléré la manifestation; la parole qui m'avait été donnée a été tenue et l'ordre n'a pas été troublé. Mais les syndicalistes parisiens ont cru pouvoir ignorer le gouvernement.

Et Clemenceau a ajouté ces mots qui précisent bien exactement ses intentions et celles des socialistes de l'*Humanité*, qui ont sauté sur cette proposition baroque de manifestations légales :

Lorsque les députés, qui ont une responsabilité au moins électorale, me disent qu'ils organisent une manifestation sans tumulte, *qu'ils encadreront d'amis prudents, qu'ils m'invitent à encadrer moi-même*, pourquoi serai-je défavorablement disposé ?

Mais quand des gens qui ont saccagé des magasins la veille me préviennent de leur intention de faire un petit tour sur les boulevards, je les envoie faire leur petit tour ailleurs. (Rires et applaudissements à gauche et au centre.)

Jaurès, Rouanet et *tutti quanti* trouvent cette proposition admirable et songent déjà à une codification des manifestations populaires.

Le désir de ces politiciens d'accaparer à leur profit les dernières manifestations personnelles de la classe ouvrière, comme ils sont en train d'accaparer les grèves, n'est pas de nature à étonner. Aussi ne nous y arrêterions-nous pas s'il n'y avait dans cette affaire quelque chose de plus grave et de plus dangereux pour le syndicalisme.

La proposition de Clemenceau ne semble pas sourire uniquement aux hommes de l'*Humanité*;

parmi *ces gens qui saccagent les magasins*, comme Clemenceau appelle les syndicalistes révolutionnaires, il en est quelques-uns, en petit nombre, il est vrai, qui accueillent l'idée du gouvernement et accepteraient parfaitement d'élaborer avec le pouvoir et avec la police aussi, c'est inévitable, le programme des manifestations de mécontentement et de colère du prolétariat.

Ces camarades ne sentent pas ce qu'il y aurait de dégradant pour les travailleurs de se former en longues théories disciplinées et moutonnières et à défiler en queue d'enterrement entre les files de sergots goguenards.

Ou bien, hypothèse pire encore, les travailleurs organisés accepteraient-ils de créer parmi eux une police de copains décorés d'un brassard rouge et chargés d'assurer l'ORDRE.

Que les politiciens à qui déplait toute action due à l'initiative seule des travailleurs, trouvent cette castration des mouvements populaires excellente, rien d'étonnant! Quelle réclame électorale s'ils pouvaient sans crainte défiler en tête des manifestants le ventre bardé de leur ceinture tricolore.

Mais que des militants qui n'attendent aucun bénéfice personnel de l'action qu'ils mènent marchent dans ce bateau, c'est incompréhensible.

La manifestation de dimanche quoique et parce que, contrariée, a produit un excellent effet. Elle a tendu vers le but de tout mouvement de masse, effrayer dirigeants et patrons qui résistent aux revendications ouvrières.

Le syndicalisme n'a chance de durée et de réussite qu'à la condition de rester révolutionnaire. La proposition de Clemenceau est une tentative nouvelle après tant d'autres, d'enrayer une de ses formes d'action en l'encadrant dans la légalité.

C'est là une chose très claire qui devrait bien faire réfléchir les militants qui se laissent piper à la déclaration de Jaurès et aux astucieuses intentions de Clemenceau.

Les divers incidents de la manifestation de dimanche sont connus par la presse quotidienne; il n'est pas nécessaire d'y revenir si ce n'est pour constater un exemple de plus montrant combien il y a peu de haine dans le cœur des ouvriers. Pendant un long moment, Lépine, cette ignoble brute, qui tient Paris sous la botte de ses flics, a été isolé dans un groupe important de manifestants.

Et pas la moindre atteinte à son triste individu n'est venue venger les tas de pauvres bougres chargés, assommés par les policiers.

Sitôt dégagé, le préfet de police reconnut les sentiments trop naïfs des travailleurs au milieu desquels il s'était trouvé pris en les faisant charger avec la dernière brutalité.

Enfin la journée de dimanche a été ce qu'elle devait être et elle a plus fait pour le repos hebdomadaire que toutes les démarches, délégations aux différents pouvoirs qui ont été accomplies jusqu'ici.

⁂

La Grève des mouleurs de Jeumont. — Sous le titre *Une grève brisée* nous commentions dans l'avant-dernier numéro la façon singulière dont le secrétaire de la Fédération des Mécaniciens avait terminé un mouvement de grève aux Aciéries de Jeumont.

Déconcertés, les grévistes mouleurs et mécaniciens étaient rentrés à l'usine sans obtenir aucune satisfaction et l'administration des Aciéries — lesquelles comprennent 3 importantes exploitations à Marchiennes (Belgique), à Stenay (Meuse) et à Jeumont — stupéfaite d'une solution si soudaine et si agréable pour elle, s'apprêtait à continuer ses exactions sur les manœuvres de la fonderie. Mais l'administrateur poussa à bout le personnel en congédiant 40 camarades des plus actifs parmi les mouleurs. Cette mesure inique fouetta les énergies qui s'étaient découragées.

D'autre part, le camarade Lenoir, de la Fédération des mouleurs, étant reparti à Jeumont à l'annonce de l'étonnante solution donnée à la grève, n'eut qu'à rallier les énergies et à redonner confiance à tous les ouvriers un moment déconcertés.

Une nouvelle sortie en masse des 1.300 ouvriers de l'usine eut donc lieu. Bien mieux, la direction de l'usine de Stenay ayant brutalement congédié le secrétaire du Syndicat des mouleurs, les ouvriers de cette usine viennent de quitter le travail.

Enfin, pour montrer combien la solidarité est étroite parmi tous les travailleurs des Aciéries de Sambre-et-Meuse, les ouvriers de Marchiennes (en Belgique) ont, uniquement par solidarité, décidé de quitter le travail lundi prochain. C'est donc la grève générale de tous les ouvriers de cette importante société industrielle qui, quoique délivrant des dividendes énormes à ses actionnaires, refuse de respecter la misérable augmentation de salaire qu'elle avait consenti dernièrement aux ouvriers affectés aux travaux les plus ingrats et les plus pénibles.

Aussi l'administration est désemparée. Bien qu'elle se soit efforcée pendant des années de semer la division entre les ouvriers français et belges, tout chauvinisme aujourd'hui a disparu devant les exactions patronales.

Dans ces conditions, la grève ne peut être longue et la victoire est certaine, d'autant plus que toute nouvelle tentative de reprise du travail avant satisfaction est impossible. Il n'y a plus à craindre de pression inopportune et dissolvante. Les travailleurs des usines ont compris de quel côté il fallait se tourner pour trouver sans restriction l'aide nécessaire.

Coupat, qui est revenu à l'appel du secrétaire du Syndicat des mécaniciens, a dû à l'intervention du camarade Lenoir la possibilité de reparaître devant les grévistes. Mieux vaut, disent les camarades mouleurs, et ils ont raison, que le bilan des responsabilités s'établisse lorsque sera abattue l'insolence patronale.

⁂

Chez les artistes musiciens. — Nous recevons et publions la lettre ci-dessous, malgré qu'elle ne contienne aucune rectification et uniquement pour prouver notre souci de l'impartialité :

Au Directeur des Temps Nouveaux :

« Monsieur le Directeur,

« Dans les derniers numéros des *Temps Nouveaux*, la Fédération des Musiciens est mise en cause en des termes qui m'obligent à vous demander l'insertion d'une brève rectification. Non que je veuille m'attarder aux imputations de Desplanques, nous reprochant je ne sais quelle ridicule attitude de mépris à l'égard « des blouses et des bourgerons des ouvriers », votre collaborateur ayant totalement négligé de dire sur quoi il fonde cette opinion. Mais je crois nécessaire d'éclaircir un point de droit syndical qu'il invoque à notre désavantage, en même temps que je préciserai quelques faits concernant plus spécialement la Chambre syndicale de Paris.

« Le point de droit d'abord.

« Desplanques affirme que la Chambre syndicale de Paris, ayant quitté l'Union des Syndicats cesse d'être confédérée. C'est évidemment l'interprétation rigoureuse des statuts de la C. G. T. Mais cette interprétation est-elle officiellement appliquée? J'attends qu'une voix autorisée me le certifie. Jusqu'à présent j'ai le droit d'en douter, puisque la qualité de confédéré continue à être reconnue à des syndicats n'appartenant plus — ou n'appartenant pas — à leur Fédération nationale, tout en restant adhérents à leur Union locale.

« La double obligation imposée par les statuts, ne serait-elle exigible que lorsque l'Union de la Seine est en cause?

« Il est vrai que Desplanques étaye son affirmation en retranchant cavalièrement la Fédération des Musiciens du nombre des organisations confédérées. Le retard de nos cotisations lui paraît un motif suffisant. Jeu dangereux ; car si toutes les organisations, dans le même cas, sont rayées aussi facilement, je crains qu'il n'y ait du déchet aux prochaines statistiques.

« Tout en admirant avec quelle facilité certains détails administratifs de la C. G. T. sont livrés au public, je suis tenu à plus de réserve en ce qui touche notre organisation; il m'est donc impossible d'exposer ici les causes de notre retard. Je tiens simplement à déclarer que, malgré ce retard, qui, j'en ai la certitude, n'est que momentané, la Fédération est, et restera — du moins s'il ne tient qu'à elle — confédérée.

« En ce qui concerne la Chambre syndicale de Paris, Desplanques prête à son départ de la Bourse et à sa démission de l'Union des motifs entièrement fantaisistes.

« La Chambre syndicale a quitté la Bourse en avril 1905, en raison de l'exiguïté du bureau dont elle disposait. Elle l'a déclaré publiquement (Voir *Courrier de l'Orchestre*, avril 1905), et l'a même écrit à la Commission administrative dont Desplanques était alors — sauf erreur — l'un des secrétaires.

« En juillet 1906, la Chambre syndicale démissionnait de l'Union avec laquelle elle se trouvait en complet désaccord au sujet du nouveau règlement de la Bourse.

« Aux yeux de votre collaborateur, cette démission prend une importance considérable. Elle équivaudrait selon lui à une rupture complète avec le monde ouvrier.

« Erreur d'optique dont, seul, un secrétaire de l'Union peut être victime.

« En dehors de la solidarité imposée par l'acceptation d'un statut commun, il en est une autre non moins réelle, non moins efficace. C'est la solidarité consciente, volontairement acceptée et volontairement pratiquée. A celle-ci, veuillez croire que la Chambre syndicale des musiciens n'a jamais failli.

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

« Louis Perret. »
Secrétaire de la Fédération des artistes musiciens.

Cette lettre, les lecteurs le reconnaîtront, n'est que la confirmation de ce que j'ai écrit; en outre elle me plaît en ce sens qu'elle indique que des protestations ont certainement surgi au sein de la Chambre syndicale des artistes musiciens contre le retrait de cette organisation du sein de l'Union des syndicats. Perret, j'en suis convaincu, n'est pas un lecteur des *Temps Nouveaux*, il a donc fallu que des camarades comme celui qui nous avait précédemment écrit, réclament des explications pour que le secrétaire de la Fédération des Artistes musiciens s'émeuve.

Deux mots de réponse termineront ce débat.

Perret aurait mieux fait, au lieu d'affirmer qu'il est des organisations qui ne remplissant pas *la double obligation* (*adhésion à la Bourse ou Union locale et adhésion à la Fédération nationale*) sont néanmoins confédérées, de citer des cas. J'affirme qu'il n'y en pas et que la Chambre syndicale des Artistes musiciens de Paris n'est pas confédérée.

Perret s'étonne que ces détails administratifs soient livrés au public.

S'il était au courant des questions ouvrières il saurait qu'il y a eu en septembre dernier un Congrès à Amiens et, qu'à cette occasion, la Confédération a publié un état financier donnant les retards de cotisations des Fédérations.

Enfin, je ne me suis pas préoccupé du départ de Musiciens de la Bourse. Ceci est sans intérêt. La Bourse est un immeuble. Ceux qu'y trouvent à l'étroit déménagent. C'est leur droit. Je voudrais que toutes les organisations soient en mesure de faire les sacrifices nécessaires pour déménager toutes et se mettre chez elles.

Ce qui m'importe c'est le départ de l'Union des syndicats de la Seine.

Et quittant la Confédération, la Chambre syndicale des Artistes musiciens a manqué de solidarité.

Elle ne s'est plus souvenue que c'étaient les ouvriers de cette Union qui avaient fait réussir sa grève en allant dans les concerts et théâtres manifester contre les musiciens renégats et en contraignant ainsi les directeurs à accepter les revendications des musiciens.

Charles Desplanques.

P. S. — *La Voix du Peuple* dans son dernier numéro donne la situation financière des Fédérations.

Aux termes stricts des statuts, une Fédération en retard de plus de 3 mois, n'est plus confédérée; la Fédération des *Artistes musiciens* doit **26 mois** et n'est pas encore exclue. La Confédération ne radie donc pas aussi facilement que le dit Perret, les organisations qui ne font pas leur devoir.

C. D.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

Rouen.

Dans le textile. — Parmi les nombreuses corporations où l'organisation syndicale est presque nulle, il faut compter le textile. Exploités odieusement, les prolétaires de cette industrie sont cependant plongés dans une complète inertie.

Sur 30.000 salariés environ l'ensemble de l'organisation régionale du textile s'élève, à peine, à un millier d'adhérents.

Il est facile de se rendre compte que devant cette faiblesse la puissance patronale s'exerce sans ménagements. Quelques camarades énergiques l'ont compris et ils viennent de jeter les bases d'un groupement concentrant toutes les forces syndicales du textile de la région. *L'Union des Syndicats textiles de la Seine-Inférieure et des départements limitrophes* est née et son bureau provisoire lance au prolétariat textile l'appel suivant :

Aux travailleurs de l'industrie textile de la région.

De tous les départements français, la Seine-Inférieure, l'Eure, le Calvados (toute la région normande), sont ceux dont l'organisation syndicale est presque nulle.

De toutes les corporations, l'industrie du coton, de la laine, du textile en un mot, est celle qui compte le plus de salariés et le moins de syndiqués et de syndicats (qui eux-mêmes ne se développent pas).

La classe capitale du textile se moque de nous, camarades (tisseurs, fileurs, teinturiers, indienneurs, etc.), et si dans nos ateliers nos salaires sont si bas, c'est à nous qu'il faut s'en prendre.

Afin de remédier à cet état de choses, les délégués des syndicats textiles de la région, réunis le 2 décembre 1906, salle de *l'Evolution*, à Rouen, ont jeté les bases d'une union des forces syndicales de la région. A partir du 1er janvier 1907, ce groupement fonctionnera sous le titre de :

Union des Syndicats textiles de la Seine-Inférieure et départements limitrophes.

L'Union aura pour mission de répandre l'idée sydicaliste où elle n'existe pas, de soutenir les quelques militants qui luttent presque isolément dans les localités qui sont gouvernées par un patron textile, en un mot, fera tout ce qui sera possible pour que les ouvriers textiles soient traités comme des êtres humains.

Son principal but sera l'*unification des tarifs par catégorie*, car il est inadmissible que, *pour un même travail, un ouvrier touche 4 francs, pendant que d'autres ne touchent que 3 francs, 2 fr. 50 et même 1 franc.*

Pour cela, camarades du textile, il faut que vous veniez au syndicat; vous encouragerez par votre adhésion ceux qui, déjà, sont groupés, et tous, nous aurons vite reconquis ce que les patrons du textile ont rogné sur nos salaires.

Vive l'union des syndicats textiles!

Vive la classe organisée!

LE BUREAU PROVISOIRE.

Je souhaite que la nouvelle Union des syndicats textiles fasse œuvre utile en se livrant à une active propagande syndicale. Elle n'y parviendra qu'en éliminant rigoureusement les quelques éléments politico-socialistes qui n'ont su faire jusqu'alors dans le textile que du battage électoral.

⁂

La démonstration du 20 janvier. — Manifestants pour rire. — Elle fut calme, très calme la démonstration du 20 janvier; elle fut ce que voulurent qu'elle soit les pontifes réformistes de la Bourse du Travail, orateurs de cette journée mémorable, les citoyens Briot, Viche, Baudouin et Rouland.

Le compte rendu de la manifestation est contenu dans ces quelques lignes que j'emprunte au journal bourgeois, la *Dépêche de Rouen* : « ... Le prolétariat organisé de notre ville, prouvant une fois de plus son esprit tolérant et sage, décidait de se disperser à la sortie de la Bourse. » Le prolétariat est sage, très sage!

Mais il y a mieux, recourons au même journal, on y lit ce passage délicieux : « ... La délégation avait appris d'un policier que des mesures d'ordre imposantes avaient été prises. »

Une délégation avait été désignée pour demander au maire l'autorisation de manifester, M. le maire était à la campagne, les portes de la préfecture ne devaient pas s'ouvrir et... un policier renseignait la délégation sur les imposantes mesures d'ordre... trois flics et un commissaire de police. Mais le but fut atteint, les réformistes voulaient une manifestation sans chants, sans cris, en un mot, pacifique. Elle fut plus que pacifique, car elle n'eut pas lieu.

⁂

Les enfants de Fougères. — 27 enfants fougerais sont arrivés à Rouen, dimanche 20 janvier. A la gare, 5.000 personnes ont acclamé les gosses des vaillants grévistes de Fougères. Au chant de l'*Internationale*, une imposante manifestation se produisit; le service d'ordre fut débordé, les petits Fougerais furent conduits à la Bourse du Travail, où des gâteaux et du vin chaud leur furent servis. Puis ils furent répartis entre les camarades.

Des fêtes seront données prochainement à leur profit et en faveur des victimes du lock-out de Fougères.

Cette superbe manifestation de solidarité réconforta un peu de la piteuse comédie de l'après-midi, la démonstration du 20 janvier.

LÉON TORTON.

⁂

Nantes.

La manifestation en faveur du repos hebdomadaire a été assez réussie. 2.000 travailleurs environ ont parcouru les rues en conspuant les propriétaires des magasins restés ouverts, d'ailleurs assez rares.

A Chantenay, la grève des ferblantiers-boîtiers est terminée. Les patrons ont été obligés de céder devant la volonté bien arrêtée des ouvriers de ne reprendre le travail qu'à l'ancien tarif. De plus, les femmes embauchées pendant la grève céderont la place aux ouvriers.

⁂

Challans (Vendée).

A signaler dans ce bourg du pays des « Chouans » une grève des ouvriers en voiture (charrons et forgerons) qui demandent la journée de dix heures, avec le même salaire (3 francs), que pour douze heures.

FÉLIXIO.

⁂

Nancy.

Les Grèves. — Une grève vient d'éclater à la chapellerie Henry. Les grévistes exigent le renvoi d'un employé insolent envers le personnel et une augmentation de salaire.

Les camarades sont assez énergiques, ils montent la garde à tour de rôle devant les portes de l'usine afin d'empêcher qu'on ne les y remplace.

Comme toujours la police se fait remarquer par sa brutalité. Espérons que les grévistes s'en lasseront et sauront corriger ces souteneurs du patronat.

⁂

Les unifiés contre les syndicalistes. — Les socialistes unifiés qui n'ont aucune importance dans la région, répandent force calomnies sur les militants syndicalistes qui combattent ouvertement les politiciens de toutes les écoles.

Chaque fois que ces *Messieurs* tiennent des réunions publiques, avec le concours d'orateurs du *Parti*, ou de députés unifiés, nos camarades syndicalistes y prennent la parole pour réfuter presque toujours aux applaudissements de la salle, l'argumentation des parlementaires. Voyant que le mouvement leur échappe, que l'action énucatrice et révolutionnaire se fait en dehors de leurs groupes fictifs, ils se vengent en s'unissant au patronat *socialiste*, et bavent haineusement leur venin sur les militants de la Bourse du Travail.

Nous ne voulons pas accuser encore les unifiés lorrains de l'*infamie* qui vient de se commettre contre le secrétaire de l'Union.

Néanmoins certains indices nous permettent de penser qu'ils sont loin d'y avoir été étrangers. Au surplus l'*Union des Syndicats ouvriers* vient d'adresser à G. Yvetot, secrétaire de la section des Bourses, un document à ce sujet.

Nous espérons que le jour se fera sur sur cette réédition de l'attentat des guesdistes du Nord contre Girier-Lorion.

⁂

J'ai subi aujourd'hui l'interrogatoire de fond. Décidément, le parquet est décidé à mener l'affaire jusqu'au bout. Nous verrons bien.

J. S. BOUDOU.

SUISSE

L'expulsion de Bertoni et l'opinion. — M. Ed. Bauty, le très modéré correspondant pour la Suisse, du *Courrier européen*, de Paris, a entretenu le public de ce grand organe libéral, de l'inqualifiable mesure dont notre ami Bertoni a été l'objet de la part du gouvernement genevois.

On a appris non sans surprise en Suisse la nouvelle que le Département de justice et police du canton de Genève avait pris un arrêté d'expulsion contre Luigi Bertoni, citoyen suisse et Tessinois, condamné récemment à un mois d'emprisonnement par le Tribunal fédéral pour apologie du crime de Bresci. Même les journaux qui n'appartiennent pas à l'extrême-gauche ont montré leur étonnement.

Ce qu'il y a de plus extraordinaire en l'affaire, c'est que les membres du Conseil d'Etat genevois n'ont appris l'expulsion que par les journaux. Le chef du Département de justice et police a pris, seul, l'arrêté d'expulsion en vertu d'un article de la constitution fédérale dont l'application au cas de Bertoni est pour le moins discutable et en vertu de l'art. 19 § 10 de la nouvelle loi genevoise sur les étrangers, qui, ainsi qu'on l'a relevé au grand conseil genevois, paraît avoir visé surtout « certains individus de moralité douteuse, des souteneurs ou des personnes n'ayant pas de moyens d'existence réguliers ».

Bertoni a recours contre l'arrêté du Département de justice et police. Le Conseil d'Etat genevois s'occupe actuellement d'examiner son recours.

⁂

Lausanne. — Une lettre de la rédaction de la *Voix du Peuple* de Lausanne, nous dit que c'est à tort qu'on a classé cet organe parmi les journaux anarchistes.

Comme la *Voix du Peuple* de Paris, celle de Lausanne s'occupe exclusivement du mouvement ouvrier sans questions de doctrines.

Evidemment le titre de cette liste était mal énoncé. A côté de ceux qui se déclarent anarchistes et le sont, il y a ceux qui se réclament de l'anarchie, auxquels on ne peut dénier ce titre quoique leur action soit plutôt néfaste à la diffusion des idées anarchistes; et il y a ceux qui ne se réclament d'aucune théorie philosophique, mais dont l'action les rapproche de nous.

C'était la pensée de celui qui a dressé cette liste.

⁂

BELGIQUE

Chez les mineurs. — Une assez grande agitation règne et se propage en ce moment parmi les mineurs. De multiples grèves éclatent dans les différents bassins et sont menées énergiquement.

A Gosselies, les travailleurs du puits du Grand Conty, réclament plus de garanties de sécurité dans la descente au fond et refusent de se mettre à plus de six à chaque étage de la cage. A la suite d'un attentat commis contre un porion continuant le travail, une douzaine de compagnons ont été arrêtés parmi lesquels plusieurs camarades militants de la jeune Fédération syndicale révolutionnaire des mineurs du bassin de Charleroi dont la propagande sème l'esprit de révolte dans toute la contrée.

Dans le bassin de Liège, les mineurs de Belle-Vue, à Herstal, sont en grève pour protester contre la règle des 40 ans qui veut que les patrons n'embauchent plus de travailleurs ayant passé cet âge. Une cartouche de dynamite y a fait explosion. A Retinne, grève également au charbonnage du Hasard pour protester contre l'arbitraire des porions; 1,500 ouvriers sont engagés dans la lutte. Pour que celle-ci leur soit plus aisée, l'on a organisé, comme à Verviers, comme à Fougères, l'exode des enfants. Cette pratique de belle solidarité semble heureusement s'implanter parmi les travailleurs comme une excellente tactique de combat.

⁂

Au groupement communiste libertaire. — Les délégués des diverses sections du G. C. L. se sont réunis en Assemblée générale, dimanche dernier, à Liège.

Les difficultés pécuniaires avaient arrêté depuis quelque deux mois la publication de notre organe hebdomadaire, l'*Emancipateur*. La réunion avait pour but principal d'examiner cette situation. Les camarades ont été d'accord pour conclure qu'il nous fallait renoncer, momentanément tout au moins, à publier un hebdomadaire pour lequel nous font défaut non seulement les moyens pécuniaires, mais encore les éléments nécessaires à assurer la rédaction d'un bon organe de propagande.

Et nous avons résolu de ne plus publier qu'un petit bulletin mensuel pour les besoins de la vie intérieure du groupement, dans lequel paraîtra chaque fois un article de théorie. Celui-ci sera tiré à part, sous forme de manifeste et répandu à profusion dans le public.

Nous croyons avoir trouvé là, le meilleur moyen pour nous, avec les ressources dont nous disposons, de propager dans nos milieux les idées anarchistes.

Notre premier manifeste sera lancé à la fin de ce mois; et comme c'est l'époque du tirage au sort il aura pour sujet l'antimilitarisme.

Il a été question également du Congrès international d'Amsterdam, dont nous préparons l'organisation avec nos amis de Hollande. Nous allons demander à ceux-ci de bien vouloir organiser pendant la durée du Congrès, une marmite communiste comme on fait dans les grèves. Cela réduirait évidemment beaucoup les frais de séjour là-bas et cela créerait certes, en outre, un milieu sympathique propre à aider au succès des débats. Nous avons résolu d'insister auprès des camarades de tous pays pour qu'il soit entendu que le but primordial du Congrès doit être l'organisation d'une Internationale libertaire, la discussion de questions théoriques devant venir en second ordre.

Et dès lors, nous demandons que ne soient pas admises au Congrès les discussions sur le principe même de l'organisation, mais seulement sur les formes meilleures de l'organisation.

Nous voudrions nous réunir entre camarades acquis à l'idée que le fait de s'organiser n'a rien d'anti-anarchiste, mais est, au contraire, essentiellement conforme à nos principes. Nous ne nous refusons pas à discuter cela avec les camarades qui sont les adversaires systématiques de toute forme de groupement, mais ce n'est pas au Congrès que nous voulons le faire. Nous irons à Amsterdam, non point pour discourir mais pour organiser.

Le G. C. L. compte pouvoir envoyer au moins cinq délégués. Un fonds spécial est dès à présent constitué pour cela.

HENRI FUSS-AMORÉ.

* *

ALLEMAGNE

Nouvelles diverses. — Parmi les couronnes qui furent déposées sur la tombe de l'infortuné Schaëwe (inhumé le 2 janvier), il en était une portant ces mots : *Un dernier salut à mon camarade de souffrance, Paul Koschemann*.

Paul Koschemann, condamné en 1897 à dix ans de réclusion pour complicité présumée dans un attentat contre le chef de la police berlinoise, avait été libéré le 31 décembre. Quelques amis avaient fait le voyage de Sonnenbourg pour le recevoir à sa sortie de prison. L'entrevue fut touchante. Koschemann, sans attendre de question, déclara tout de suite qu'il était toujours le frère des anarchistes en lutte et qu'il allait reprendre sa place dans le rang.

Koschemann rappela quelques souvenirs de prison : Ils ont tué le pauvre Schaëwe, dit-il, mais ils auraient bien voulu pouvoir m'en faire autant. Dès mon arrivée, le directeur me dit : « Nous prendrons soin à ce que vous ne sortiez pas d'ici vivant, ou si vous en sortez, vous serez bien malade. » Ce mot vaut d'être conservé ; il est digne d'un garde-chiourme professionnel.

Le premier numéro de janvier du *Freie Arbeiter*, qui avait huit pages, a semblé trop lourd à la police qui l'a confisqué, sans autre forme de procès. Le motif invoqué était notamment un article sur la mort de Schaëwe.

Les camarades arrêtés sans motif à Bremenhaven, ont été relaxés également sans motif après neuf semaines et un jour de détention. Tous étaient des travailleurs, quelques-uns chargés de famille.

La voilà, la vraie excitation à la révolte.

P. B.

* *

ESPAGNE

L'Émigration en masse. — Un courant considérable d'émigration se produit depuis quelques années en Espagne.

Des villages entiers, autorités municipales en tête, comme à Boada, passèrent en Amérique. Plus récemment, dans un centre industriel de la province de Salamanque, la ville de Béjar, agglomération de 20.000 tisseurs réduits à 9 000, jadis réputée pour ses fabriques de drap, trois sociétés ouvrières représentant plus de 700 familles ont formé le projet de quitter l'Espagne, en raison du chômage résultant de la ruine des petits industriels par les filatures mécaniques.

Ces sociétés ont, il y a quelques mois, adressé des demandes aux gouvernements des républiques sud-américaines, sollicitant les moyens de se transporter dans l'une d'elles et d'y fonder un centre industriel.

La république du Paraguay leur a répondu en leur offrant le prix de leur passage jusqu'à Asuncion, et d'autres facilités, mais l'argent manque aux émigrants pour se rendre au port d'embarquement. Ils demandent qu'on le leur avance et offrent de le rembourser sur leur futur salaire.

Lorsque les émigrants partiront, des rues entières resteront abandonnées.

* *

ETATS-UNIS

L'arrestation de Galleani. — Le 30 décembre, à midi, le camarade Luigi Galleani a été arrêté dans la petite ville de Barre (Vermont), où il était venu se reposer, auprès de sa compagne et de ses quatre enfants, des fatigues d'une longue tournée de conférences. Il fut écroué à Montpellier, en attendant d'être transféré à la prison de Paterson (New-Jersey).

C'est sur mandat d'amener délivré par les autorités judiciaires de Paterson et visé par le gouverneur du Vermont que Galleani a été appréhendé. Il est inculpé d'avoir excité à la révolte les ouvriers tisseurs et teinturiers de Paterson, lors de la grande grève d'avril, mai et juin 1902. Peut-être se souvient-on que cette grève fut marquée par de véritables tentatives insurrectionnelles : pillages d'usines, conflits sanglants avec la force armée, etc., — pour lesquels nos camarades Mac Queen et Grossman furent durement condamnés.

C'est une des plus vaillantes figures de l'anarchisme international que notre ami Galleani. Il garde à 45 ans la flamme de la jeunesse. Expulsé de la « libre et démocratique » Suisse, expulsé de la non moins libre et démocratique France, évadé des bagnes d'Italie, sa patrie, il a connu toutes les souffrances de la rude carrière de l'agitateur. M. Paul Ghio, qui l'a vu et entendu à Paterson en 1902, au cours précisément, des émeutes pour lesquelles on le poursuit aujourd'hui (après quatre ans bien passés !) a écrit dans son livre sur *l'Anarchisme aux Etats-Unis* : « Je n'ai jamais entendu d'orateur populaire plus puissant que Luigi Galleani. Il possède une facilité de parole merveilleuse, accompagnée d'une faculté rare chez les tribuns, la précision et la netteté des idées. Sa voix est pleine de chaleur, son regard est vif, pénétrant, son geste est d'une vigueur exceptionnelle, et, à la fois, d'une irréprochable distinction. Il parle toujours en italien, naturellement, avec un léger accent lombard ; mais les ouvriers anglais et français qui, ce jour-là, se trouvaient dans la foule, suivaient son discours avec une attention intense et paraissaient saisir la signification de chaque mot. »

Le bruit de l'arrestation de Galleani a produit dans Barre où il jouit d'une vraie popularité (il y rédige, avec le camarade A. Cavallazi, la *Cronaca Sovversiva*) une émotion considérable et pendant les trois jours que le vigoureux agitateur demeura dans la prison de Montpellier, il y fut l'objet des plus sympathiques démonstrations.

Les camarades de la *Cronaca Sovversiva*, Cavallazi et autres, s'occupent de remuer l'opinion en faveur de Galleani. Dans la semaine de l'arrestation, trois *comices* ont été tenus à cet effet, qui tous ont fort bien réussi.

A. DUNOIS.

* *

BULGARIE

La grève des cheminots. — La Bulgarie, blottie dans un coin des Balkans, est un état petit-bourgeois. C'est à peine si depuis quelques dix ans la grande bourgeoisie s'efforce à prendre les rênes du gouvernement. Nos ministres d'aujourd'hui sont des petits bourgeois issus de la masse paysanne, fonctionnaires parvenus grâce à la bienveillance du Maître de Sophia. Une fois hors des ministères, on les voit demander au bureau ou aux affaires leur gagne-pain. C'est sous des gouvernements petits-bourgeois que le grand commerce, la grande industrie, la grande entreprise, ont pu voir le jour. Pourtant les petits ateliers de tailleurs, cordonniers, ferblantiers, mécaniciens de toute sorte pullulent partout. C'est la masse de ces « artisans » qui fait contre-poids aux bourgeois-parvenus.

Quand les idées socialistes pénétrèrent pour la première fois il y a une quinzaine d'années en Bulgarie, c'est parmi les « artisans » qu'elles essayèrent de se greffer. Ce n'est que plus tard que les chefs voyant leur faute se rejetèrent sur l'élément ouvrier. Le parti socialiste est divisé en réformistes, conservateurs et libéraux. Ces premiers rappellent les jauressistes français, les seconds les guesdistes, et les troisièmes, derniers venus, admettent la grève générale et sont pour la décentralisation du parti. Les trois fractions pourtant, malgré leurs différences théoriques, se ressemblent pratiquement en tout. Quoique préconisant la conquête des pouvoirs comme but, elles se gardent bien pourtant d'envoyer des délégués à la chambre. Les adhérents sont disciplinés dans les organisations locales qui ont une police à elles. Ils sont patriotes tout comme leurs coreligionnaires français et allemands.

Or, dans notre petit pays la grève des chemins de fer de l'Etat a été déclarée le 3 janvier. (A côté des chemins de fer de l'Etat il y a ceux du baron Hirsch qui traversent la Bulgarie du Sud et se prolongent en Turquie. Ceux-ci continuent leur trafic. La plupart de leurs employés sont des agents du gouvernement turc, absolument incapables de révolte.)

Dès le premier jour de grève, le gouvernement essaya de remplacer les grévistes par la troupe. En même temps tous les employés des chemins de fer qui depuis 1887 avaient fait leur service militaire étaient dans les 24 heures rappelés sous les drapeaux, pour 28 jours (21 en Bulgarie).

Mais c'est à peine si 1,000 grévistes ont répondu à l'appel sur 3,640. Encore à ce dernier chiffre faut-il ajouter 650 employés des arsenaux situés près des gares, lesquels se sont solidarisés avec ceux des chemins de fer, soit au total 4,290 grévistes qu'il serait difficile à l'Etat de remplacer. Tous les employés en grève sont mis à pied. En outre, en vertu d'une interprétation étrange d'un article du Code pénal ordre est donné de poursuivre les « meneurs » comme perturbateurs de l'ordre public. Mais les grévistes tiennent ferme. Les sympathies leur viennent de toutes parts : les instituteurs leur ont déjà remis 5,000 francs, les postiers leur ont adressé des encouragements ; les secours et les adresses de sympathie abondent. Mais voici que le gouvernement aggrave ses premières mesures. Ce n'est plus pour 21 jours qu'il rappelle les grévistes au régiment : il les *mobilise*, c'est-à-dire qu'il peut les garder bel et bien *un an et plus* si cela lui convient. Puis, voyant que les employés devenus soldats font de l'obstruction, il arrête, les réservant pour les tribunaux militaires, ceux qui osent ne pas remplir aveuglément leurs devoirs.

C'est avec une énorme difficulté que quelques trains circulent.

Quelles sont les causes de la grève ?

Le gouvernement qui sent de jour en jour le réveil des esprits, avait déposé le 2 janvier un projet de loi portant :

Tous les ouvriers de l'Etat (employés des chemins de fer, des arsenaux, des postes et télégraphes, instituteurs, etc...) *qui se mettent en grève perdent leur droit à la retraite.*

Ainsi le droit de grève pour les ouvriers de l'Etat se trouvait brisé.

Une délégation des employés des chemins de fer de l'Etat se présenta aussitôt chez le ministre. Mais en Bulgarie on ne se gêne pas. Le ministre ordonna tout simplement qu'on mît à la porte la délégation. La grève éclata. Le gouvernement a pour lui la classe capitaliste, la presse bourgeoise et l'armée, surtout l'armée, puisqu'on a augmenté la paye des soudards qui remplacent les employés en grève. Ainsi les chefs touchent 10 francs *en plus*, les officiers ordinaires 5 francs, et les autres 2 et 1 francs par jour. Ceci pour stimuler leur zèle patriotique !

Je vous tiendrai au courant du mouvement.

ST. L. GUERDJICOFF.

BIBLIOGRAPHIE

MM. Rey et Dubus viennent de publier (viennent de publier, c'est une façon de parler, car voilà bien cinq mois que je l'ai reçu) *Leçons de morale sur l'histoire des mœurs et des institutions* (1), où il y a de fort

(1) Un vol., 2 fr. 50, chez Paulin et Cie, 21, rue Hautefeuille.

excellentes choses, et de diablement mauvaises : un mélange d'idées larges, et de vieilles conceptions métaphysiques, des aspirations à l'émancipation individuelle et de soumission à la loi, de croyance à l'autorité font là-dedans plus ou moins bon ménage, se contredisent à chaque page.

Ainsi, page 9, nos auteurs affirment que l'être humain a pleine liberté d'agir et que, par conséquent, il est responsable de ses actes, ce qui ne les empêche pas, page 23, et en divers autres endroits, de démontrer que l'homme n'est que le produit de son éducation, de son hérédité, de son milieu, ce qui, à mon avis, détruit totalement son soi-disant arbitre. Et l'on peut y ajouter les influences de circonstance et de situation.

Ils croient bon d'étayer leur morale sur le dévouement ; ce qui est faux, car c'est demander aux individus de l'héroïsme toute leur vie. C'est, du reste, la morale des prêtres et des gouvernants qui, pour imposer aux individus le sacrifice qu'ils exigent de leur personnalité afin de pouvoir exercer leur autorité et leur exploitation, ont dû inventer des entités auprès desquelles le dévouement trouve sa récompense.

Mais la morale sociale, pour être logique et juste, autant que la logique et la justice peuvent se concevoir, est de ne demander aux individus que de ne pas infliger aux autres ce qu'ils ne veulent pas qu'il leur soit fait, de leur enseigner que l'association est plus profitable que la guerre : Solidarité, telle est la base morale d une société d'individus libres.

Quant à leur théorie sur l'imperfectibilité des animaux et l'instinct, il n'y a qu'à les renvoyer aux travaux sur la zoologie, où ils trouveront par milliers des exemples de perfectibilité des animaux, et d'adaptation à des conditions nouvelles d'existence.

Par exemple, je doute fort que leurs réflexions sur le capitalisme et l'exploitation ouvrent à leur volume les portes de l'enseignement officiel.

Comme pour les animaux, ils ont cette tendance de croire que les « sauvages » ne sont que des automates, guidés par « l'instinct », sans grandes chances d'amélioration.

« On peut dire que dans les sociétés primitives, quelle que soit l'étroitesse des liens qui lient les individus dans un même groupe, il n'y a pas de fraternité véritable, il y a simplement des règles machinales imposées aux individus sans qu'elles pénètrent le cœur de ces individus » (p. 163).

Avant d'écrire des traités de morale, les auteurs feraient bien d'étudier un peu d'anthropologie, cela leur éviterait de semblables énormités.

Si, parmi les dénommés sauvages, il existe des règles leur imposant la solidarité, il semblerait, d'après nos auteurs, qu'elles ont été édictées par une puissance supérieure qui leur en a imposé le respect sans qu'ils en reconnaissent la nécessité.

Comme l'autorité, chez les « sauvages », est des plus rudimentaires, que l'obéissance aux chefs n'y est le plus souvent que temporaire, et pour des cas déterminés, c'est déjà une erreur de croire que les sauvages ne pratiquent la solidarité que sous la pression d'une autorité.

Si la solidarité y est si étroite, et que ce serait encourir le blâme de tout le groupe de ne pas la pratiquer, c'est que devant les difficultés de vivre que rencontre l'homme primitif, il a reconnu que ce n'était qu'en solidarisant ses efforts avec ceux de son clan, de son groupe, qu'il pouvait arriver à les surmonter.

C'est comme cela que se créent après une longue pratique, des habitudes de vivre, que l'on appelle « instinct » chez l'animal, « coutume » chez l'homme, et dont l'observation s'impose d'autant plus fort, que leur acquisition est plus ancienne, et n'a pas encore été combattue par des conditions d'existence contraires.

Evidemment, le sauvage serait fort embarrassé de me faire des discours sur la fraternité, la nécessité de s'entr'aider, en les assaisonnant de grands mots et de longues phrases. Mais si j'ai faim, je peux aller m'asseoir à sa table, mon couvert y sera mis. Cela vaut mieux que de belles paroles.

Nos auteurs se sont un peu imbus de marxisme, ils affirment que les luttes pour la capacité économique ont *toujours* suivi les conquêtes pour la liberté politique. C'est un postulat.

En citant 1789, ils choisissent mal leur exemple. C'est parce que la bourgeoisie — au profit de laquelle se fit la *révolution* — était déjà enrichie, émancipée économiquement, qu'elle voulut s'émanciper politiquement en s'emparant du pouvoir.

Pour les travailleurs, les réclamations économiques n'ont jamais cessé une minute en période ordinaire, tout aussi bien qu'en révolution. En 1789, les paysans n'attendirent pas la proclamation de la déchéance des droits féodaux pour refuser les dîmes et brûler les chartiers. Les politiciens ne votèrent même cette déchéance que sous la poussée des insurrections.

J. GRAVE.

L'abondance de copie nous force à renvoyer les Variétés.

Correspondances et Communications

× L'*Encyclopédie nationale* est un groupement mutuel de renseignements. En se faisant inscrire, chaque adhérent fait connaître quel genre de connaissances il possède.

Et lorsqu'il arrive au secrétaire, par un adhérent, une demande de renseignements sur tel ou tel sujet, il n'a qu'à consulter ses fiches, et à envoyer la question à ceux qui sont en état d'y répondre.

Comme on le voit, c'est un groupement utile à ceux qui travaillent, et qui, en échange de la réciprocité, peuvent se documenter sans perdre de temps.

Pour tous les renseignements, s'adresser à M. Godin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Paris.

⁂

L'*Alliance scientifique universelle*. — Nous en avons déjà entretenu, du reste, nos lecteurs — est un groupement analogue, mais avec des visées beaucoup plus larges : provoquer et faciliter la création de bibliothèques. — Provoquer ou organiser des cours. — Faciliter les échanges internationaux de livres et d'objets d'études, etc. Mais, surtout, de mettre en relation les hommes de science, de lettres ou artistes, et lorsqu'ils se rendent dans une ville, pour leurs travaux, de leur procurer des renseignements pour l'accès des bibliothèques, musées, ainsi que le concours des adhérents de la localité.

Adresse : Léon de Rosny, 28, rue Mazarine.

C'est la mise en œuvre, dans la société actuelle, de l'idée anarchiste, du groupement par activités, pour la satisfaction de besoins semblables.

C'est intéressant à signaler à ce point de vue.

× **Un de nos camarades, américain,** voudrait trouver un ou une camarade français, parlant l'anglais, pour prendre des leçons de français.

POUR L'AFFICHE

Il y a un certain nombre de grandes villes pour lesquelles aucune demande d'affiches n'a été faite et dans lesquelles il serait bon de faire connaître le journal.

N'y aurait-il pas quelques camarades inconnus qui voudraient se charger de l'affichage ?

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, *rue* Boyer. — Vendredi, 25 janvier. — L. Delpon de Vissec : L'ouvrière de l'aiguille à Paris.

Mardi 29. — H. Thivet : A propos de la politique extérieure, dite étrangère.

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 25. — Georges Blondel : La situation politique, économique et sociale de l'empire allemand.

Mardi 29. — Adrien Veber : La réforme de l'impôt.

× **Section antimilitariste, Levallois-Perret.** — Réunion tous les 1er et 3e vendredis de chaque mois, à 9 heures, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier, maison Hector.

Les adhésions y sont reçues tous les jours, à partir de 1 heure.

× LYON. — **Groupe artistique libre.** — Pour des causes indépendantes de sa volonté, le groupe a dû reporter la fête qu'il avait annoncée pour le 20 janvier au dimanche 27 janvier, à 8 heures précises du soir, salle du Chapeau Rouge, 47, Grande Rue de la Guillotière.

La causerie sera faite par le camarade Pierre Dumas.

× TOULOUSE. — **Groupes anarchistes.** — *Canton Ouest.* — Réunion tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, 94, Grand Bar de l'avenue de Muret.

Canton Centre. — Tous les samedis, à 9 h. du soir, boulevard de Strasbourg, 26, Café Morin (entresol).

— Dimanche, 4 heures, estaminet Cracco, coin de la rue Monge et de la rue Lamartine, causerie par un camarade.

Question du local. — Prêt gratuit de livres.

× LORIENT. — **Réunion à la Goutte de Lait**, rue de l'Hôpital, au local de la Jeunesse syndicaliste, le lundi 28 janvier, à 8 heures du soir.

Sujets : 1° Causerie par le camarade Meillour sur l'immoralité du mariage ; 2° discussion sur le carnaval.

× TOULON. — **Jeunesse libre**, 14, rue Nicolas-Laugier, au 1er :

Samedi 26 janvier : **Causerie par Cayol** (l'homme-nature) : Le Végétarisme libérateur

Tous les mardis et jeudis : Lecture.

Le prochain dessin sera la reproduction de la superbe affiche de STEINLEN.

EN VENTE

Le *Coin des Enfants* (1re série) : Contes de Andersen, Grimm, Day, Hawthorne et Beata ; illustrations de M. H. T. — Prix du volume : 3 fr.

2e *série*. — Contes de Irving, Petit, Morris, Beata, etc. ; illustrations de Hermann-Paul, Iribe, Kupka, Delannoy, Naudin, Hénault, M. H. T., Delaw et Willaume. — Prix : 3 fr.

3e *série*. — Contes de Andersen, Mortimer, Tolstoï, O. Wilde et Petit ; illustrations de Delannoy, Delaw, Hermann-Paul, Iribe, Kupka, Léomin, M. H. T., Naudin et Willaume. — Prix : 3 fr.

Les trois volumes ensemble : 7 fr. 50 franco.

Nous avons fait déposer aux Bibliothèques des gares le 3e volume du *Coin des Enfants*, où l'on peut se le procurer.

Petite Correspondance

B., à Bâle. — J'ai réexpédié l'almanach.

P., à Chaux-de-Fonds. — C'est bien ce qui me semblait. Je rectifie.

Librairie artistique, Creil. — Pour la vente de l'almanach, s'adresser à la « Publication sociale », rue Monsieur-le-Prince, 46. Je lui avais fait passer votre commande.

L. S., à Lyon. — Non, je n'ai rien trouvé.

Chinon. — C'est l'expédition qui se sera trompée.

S., à Levallois. — J'ai fait la commission. Mais je n'étais pas bien sûr de ton adresse.

Une erreur d'impression a fait insérer dans le dernier numéro, reçu pour les grévistes de Fougères, collecte faite *entre quelques camarades lithographes*, 3 fr. 40. C'est 4 fr. 50 qu'il faut lire.

W. K. Razgrad. — Vous voyez, nous avions déjà reçu. Merci quand même !

Au camarade qui nous envoie le programme de la « Coopération des idées » — C'est semaine par semaine qu'il faut nous envoyer et non d'un bloc. Je n'ai pas le temps de reviser à chaque numéro.

Elbeuf. — Bien reçu. Ai passé aux camarades chargé du mouvement social.

Vabt. — Un de nos lecteurs nous demande 1 exemplaire de votre brochure *grève capitaliste*. Voulez-vous nous l'envoyer ! Je vous ferais parvenir le montant.

J. S., à Couillet. — Je ne crois pas que la publication du *Dictionnaire Lachâtre* soit terminée. Nous pouvons vous procurer ce qui est paru.

M., à Lausanne. — H., au Havre. — P. M., à Tantavel. — M. H., à Dorignies. — G., à Carnières. — A. G., à Granges. — F. C., à Minas. — G. D., à Lille. — B. G., à Tracy. — J., à Zokopane. — E. J., à Lausanne. — M., à Vevey. — M., à Toulon. — F. C., à Nantes. — S. F., à Nice. — M. L., à Clamecy. — B., à Chinon. — K., à Ziskov. — D., à Flers. — G. C., à Gien. — P., à Limoges.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : J.-B. da C., à Blumenau, 8 fr. 50. — A., aux Echelets, 0 fr. 50. — F., à Gargenville, 2 fr. — P. V., à Pittsburg, 7 fr. 50. — C. P., à Paris, 1 fr. — L. C., 3 fr. 05. — Chinon, 2 fr. 30.

Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



— *Ancien sous-s'ficier, moi, mossieur!...*

... Attrapé des poux en 70!... Pouvez peut-être pas en dire autant.

Dessin de JOSSOT

12e ANNÉE. — N° 40.

2 FÉVRIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Steinlen.

SOMMAIRE

A nos Abonnés

Tous les jours nous recevons des lettres d'abonnés nous disant : « Je n'avais pas reçu le journal pendant 3, 4, 5 semaines, je croyais qu'il ne paraissait plus ».

Prière de nous aviser lorsqu'il se produit des lacunes dans la réception des numéros. Et, de plus, prière de réclamer à la poste. Ne pas se contenter d'une réclamation verbale. Exiger une feuille de réclamation que doit signer le réclamant.

Si les interruptions se produisaient encore, nous réclamerions de notre côté.

Ce n'est qu'en harcelant l'administration de réclamations que nous obtiendrons la cessation de ces irrégularités qui nous sont fort préjudiciables.

Serait-ce le commencement DE LA FIN ?

La députation social-démocrate allemande vient de subir, sinon un échec caractérisé — puisque elle aurait perdu des sièges mais gagné des voix — tout au moins un arrêt dans ses triomphes électoraux.

On explique cela : chaque parti aurait gagné des voix, mais les social-démocrates auraient marché moins vite.

Mais pourquoi ont-ils marché moins vite ? C'est ce qu'il serait intéressant de rechercher.

⁂

Tous les militants connaissent l'influence néfaste qu'a eue la social-démocratie allemande sur le socialisme contemporain. Pendant trente ans, ce système de mensonges, de combinaisons louches, a pesé sur les revendications populaires.

C'est en faisant miroiter les succès électoraux des soi-disant socialistes allemands que les guesdistes ont réussi à créer un socialisme électoral en France, eux qui avaient contribué à l'éveil de l'esprit révolutionnaire après la chute de la Commune. Ce sont des élèves des Liebknecht et des Bebel, les politiciens — qui se décorent du nom de socialistes — qui endorment les revendications des révolutionnaires belges. Jusqu'à la jeune révolution russe qui, déjà, porte ce virus en son sein, et où les social-démocrates genre Plekhanoff, fidèles à la tactique du parti, déversent l'insulte et la calomnie sur ceux des révolutionnaires qui les dépassent.

Car Marx n'a pas seulement transmis sa doctrine à ses disciples, il leur a aussi transmis ses procédés d'excommunication, compliquée de calomnie lorsque seule elle est impuissante.

⁂

Et c'est extraordinaire que cette campagne de bluff, de mensonges, de contradictions ait pu durer si longtemps, réussissant à grouper autour d'elle, en Allemagne, les forces vives du prolétariat et à jeter le trouble dans les consciences d'une partie des socialistes d'Europe.

Oh ! ce n'est pas que des protestations ne se soient fait entendre, même en Allemagne ; mais isolées, elles se perdaient dans la clameur de réprobation des millions de moutons bêlants.

Cependant, depuis quelque temps, les protestations sont devenues plus vives et plus nombreuses. Quelques esprits plus éclairés, et non encore contaminés par l'ambiance de sophismes et de mensonges, ont commencé à en avoir assez de l'autoritarisme des pontifes, et de cet embrigadement pour l'inertie.

Et ce n'étaient plus des voix réprouvées d'anarchistes ! C'étaient des voix du parti, et non des moins autorisées qui s'élevaient, et qu'il n'était plus possible d'étouffer, les Michels, les Friedberg, etc., venant au nom de l'esprit critique, protester contre un quart de siècle d'émasculation de l'esprit révolutionnaire.

Ce sont des craquements symptomatiques, dont on n'a pas tenu compte. Et peut-être, l'arrêt — ou échec — que vient de subir la social-démocratie, pourrait-il s'expliquer par le fait que l'esprit révolutionnaire et critique a enfin pénétré dans le temple du dogme et de l'inertie ?

⁂

Si cela est; ça serait alors le prélude de la dislocation du parti social-démocrate.

Il s'est groupé trop d'intérêts autour pour qu'il ne persiste pas encore, quelque temps en tant que force politique ; mais ça en serait fait du mensonge qui a obscurci l'idée socialiste. La trouée faite par les jeunes serait d'un bon augure, et l'entrée en scène d'éléments révolutionnaires arrivera sans doute à sortir du bourbier parlementaire le mouvement ouvrier, paralysé en ce moment par les mille liens de l'esprit bureaucratique et parlementaire.

La défaite des socialistes allemands sera la libération du socialisme.

J. Grave.

CROCS & GRIFFES

De légalité en légalité.

Conception du citoyen Révelin sur les manifestations. (Humanité *du 26 janvier 1907*) :

« Tous les ans, à Vienne (Autriche), depuis l'année 1900, les ouvriers se rendent au Prater, le premier mai. Le Prater est le bois de Boulogne de Vienne. Cette marche des travailleurs n'a jamais été inquiétée ou empêchée. Bien plus, les commissaires du Parti socialiste, porteurs de brassards rouges, règlent non seulement l'ordre du cortège, mais encore la circulation des voitures. Le fait est remarquable... » Oh! oui.

⁂

Le traitement des mouchards a été augmenté par le Conseil municipal, toujours soucieux des réformes vraiment démocratiques. Mais les disciples de M. Hamard n'avaient pas attendu le vote du budget pour se rendre justice à eux-mêmes. Un journal du matin racontait l'autre jour, comment ces nobles fonctionnaires (que M. Clemenceau ap-

pelle ses collègues) s'arrangent pour majorer leurs frais quand ils s'en vont en délégation judiciaire. Moi-même, étant prisonnier (les prisonniers, ça ne compte pas), j'ai entendu les policiers discuter au sujet du mérite de tel ou tel juge d'instruction pour sa facilité à leur accorder des délégations judiciaires, c'est-à-dire à leur fournir les moyens de faire de bons bénéfices et de gagner leur vie. Cette pratique est un vol pour le commun des mortels, elle est licite pour les défenseurs mercenaires de la propriété, de la morale et de la Loi.

Naturellement, le lendemain de l'article révélateur, la police déclarait que ce n'était pas vrai.

* *

A QUOI A ABOUTI L'ACTION DES PEINTRES POUR L'INTERDICTION LÉGALE DE LA CÉRUSE. — *Texte de loi voté par le Sénat, le 4 décembre 1906 :*

Article premier. — *L'emploi de la céruse est interdit.*

Art. 2. — *L'emploi de la céruse à l'extérieur est permis; l'emploi à l'intérieur ne sera défendu que trois ans après la promulgation de la présente loi.*

Art. 3. — *Les fabricants dont l'industrie sera atteinte par les dispositions de la présente loi, auront droit à une indemnité qui sera fixée par le tribunal civil de l'arrondissement où sera situé l'établissement. Dans le cas où la fabrique serait occupée par un locataire, une indemnité distincte serait due au locataire et au propriétaire de l'immeuble.*

Art. 4. — *Un règlement d'administration publique indiquera les travaux spéciaux pour lesquels il pourra être dérogé aux dispositions précédentes — autrement dit, le Conseil d'Etat sera chargé de trouver les dérogations permettant l'emploi de la céruse à l'intérieur.*

Art. 5. — *Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi. Mais, dans le cas où les travaux de peinture sont exécutés dans les locaux habités, les inspecteurs ne pourront pénétrer dans ces locaux qu'après y avoir été autorisés par les personnes qui les occupent.*

Conclusion. — *La loi est renvoyée à la Chambre où elle restera jusqu'aux calendes grecques. Il est, en effet, impossible que les ouvriers peintres se démènent pour faire voter le texte du Sénat.*

La fédération de la peinture continuera-t-elle à avoir le préjugé des lois?

M. P.

Faites-nous des Abonnés!

HOMME A TOUT FAIRE

Même parmi les politiciens, le citoyen Carnaud, autrefois instituteur et maintenant député socialiste indépendant, a une réputation qui vaut celle de Zévaès, son compagnon de groupe. Carnaud a trouvé le moyen d'embellir encore (ou d'empirer, à votre choix) les mœurs électorales. Il s'est montré dans sa circonscription le plus dangereux ennemi des instituteurs, ses anciens camarades. Et le voici qui a le toupet d'écrire, dans le *Matin* du 28 janvier, une lettre ouverte à « ses chers anciens collègues ».

Il s'agit de la résolution prise par le syndicat des instituteurs de Lyon d'adhérer à la Bourse du Travail. Briand et le gouvernement ont décidé de sévir. Comme les menaces, jusqu'au moment où j'écris ces lignes, sont restées sans effet et que le ministère a peur d'une résistance généralisée, le citoyen Carnaud s'est chargé de jeter le doute et la défiance parmi les instituteurs.

Toute la lettre serait à mettre à la *Boîte aux ordures*. J'en transcris les passages suivants :

« ..... J'ai l'intime conviction que pas un seul d'entre les instituteurs syndiqués ne se mettra en rébellion contre le gouvernement, et que tous attendront *sagement, comme a su le faire la presque unanimité d'entre vous*, le statut légal qu'il (M. Briand) prépare *en faveur* des fonctionnaires de l'Etat.

« ..... Devant cette irrévocable décision (de sévir), *dont je comprends moi-même la pénible nécessité*, ce serait folie de la part des instituteurs syndiqués de passer outre et de s'exposer ainsi aux sévérités des tribunaux, sans aucun profit pour leur corporation.

« Vous n'ignorez pas, mes chers anciens collègues, que le gouvernement prépare un projet de loi *en faveur* du droit d'association des fonctionnaires de l'Etat.. Je puis (en) préciser davantage (les grandes lignes), dans le but de vous démontrer que vous devez tout autre chose que de la défiance à la majorité républicaine et au ministère qu'elle soutient.

« Si les propositions du gouvernement sont acceptées, le droit de recevoir des dons et legs sera conféré à vos associations (*sic*), elles pourront continuer à s'unir et à se fédérer pour la défense de leurs intérêts professionnels; elles garderont la faculté d'ester en justice pour défendre ceux de leurs membres qui pourraient être attaqués et diffamés à l'occasion de leurs fonctions.

« ..... M. Briand est donc *un ami* des instituteurs; loin de chercher à les tracasser ou à limiter leurs droits, il va *aussi loin* que puisse aller un ministre républicain dans la voie des libertés corporatives. Ce qu'il ne peut accepter, c'est que la corporation des instituteurs donne son adhésion aux Bourses du travail, perdant de vue qu'il ne peut y avoir similitude de situation et d'intérêts entre leur profession et celle des ouvriers... Cette adhésion même ne pourrait qu'affaiblir les revendications de la corporation des instituteurs, car les syndicalistes ne peuvent obliger tous leurs collègues instituteurs à entrer dans les Bourses du travail, à moins de prétendre à une tyrannie sans exemple.

« ..... Les intentions du ministre, mes chers collègues, sont *toutes bienveillantes* à votre égard. Il sait combien votre tâche est difficile et quel dévouement inlassable il vous faut pour faire face à des obligations professionnelles sans cesse croissantes. *Son estime et sa sympathie la plus profonde* vous sont acquises. Toutes les mesures susceptibles de faire de votre corporation une force capable de défendre les droits et la dignité de ses membres contre toute persécution et toute injustice, il les prendra sans hésiter; mais il compte qu'*en retour* vous continuerez à *vous incliner devant la loi et la légitime autorité de vos chefs, comme l'a toujours fait la presque unanimité d'entre vous*. J'ai bien compris, d'autre part, qu'il serait heureux de n'être mis par personne dans l'obligation de sévir.

« ..... Qu'espérez-vous donc? Que la majorité républicaine du Parlement vous donne raison contre le gouvernement de son choix? Vous vous tromperiez étrangement, et je tiens à vous déclarer que *le groupe socialiste parlementaire lui-même*, si dévoué aux intérêts des instituteurs, ne vous suivrait pas dans la voie *dangereuse* où vous voudriez entrer.

« *Mon action et celle de mes amis vous ont conquis tous vos droits politiques*, vous pouvez, en dehors de vos fonctions, combattre dans les rangs de n'importe quel parti, à vos risques et périls, et sans craindre, *comme moi* sous M. Dupuy, une révocation pour cause de propagande socialiste.

« Perdez-vous de vue que les instituteurs se sont groupés en association, *non pour adopter les opinions professées dans les Bourses du travail*, mais pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels? »

(Et que fait-on dans les Bourses du travail?)

La lettre se termine par la perfidie suivante : « Vous avez *individuellement* tous les droits, même celui de vous exposer à la révocation; mais pourquoi ne vouloir encourir ces risques qu'en nombreuse compagnie? Si les plus ardents d'entre vous n'ont point peur des sévérités administratives, parce qu'ils se sentent capables de gagner leur vie ailleurs que dans l'enseignement, ou *parce qu'ils sont de taille à conquérir un mandat législatif*, ont-ils le droit d'exposer un très grand nombre de leurs collègues, qui peuvent n'avoir ni les mêmes ressources, ni le même talent, ni la même combativité, à la privation de leur emploi et aux souffrances de la misère? » (Oui, il ne faut pas qu'il se produise une résistance *généralisée* des instituteurs; le bon apôtre arrive plus ou moins nettement à la menace de la révocation.)

« Je ferai valoir également cette considération que *la démocratie ouvrière a tout intérêt à ce qu'on n'énerve pas l'activité du gouvernement et de sa majorité dans des luttes stériles, au détriment même des grandes réformes sociales qui sont en préparation*.

« C'est pour toutes ces raisons que je conjure les plus audacieux et les plus téméraires d'entre vous *de s'exposer tout seuls*, s'ils se trompent au point de croire qu'il y aurait pour eux lâcheté à reculer, mais de ne pas essayer d'entraîner quelques-uns de leurs camarades dans une aventure aussi périlleuse qu'inutile pour les intérêts de la corporation.

« Votre camarade dévoué,

« CARNAUD,

» député des Bouches-du-Rhône. »

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

Le Congrès de Sonvillier (1)

(12 NOVEMBRE 1871)

Statuts fédéraux de la Fédération jurassienne

votés par le Congrès de Sonvillier, le 12 novembre 1871.

Article premier. — Il est formé entre les Sections de l'Internationale adhérentes aux présents statuts fédéraux une Fédération qui prend le nom de *Fédération jurassienne*.

Art. 2. — La Fédération reconnaît les Statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs.

Art. 3. — Le lien fédéral a pour représentant un Comité fédéral, composé de cinq membres, auquel est remise la gestion des intérêts fédéraux, sous le contrôle des Sections.

Le Comité fédéral n'est investi d'aucune autorité. Il remplit simplement le rôle de bureau de renseignements, de correspondance et de statistique.

Chaque année, le Congrès de la Fédération désigne la localité de la région qui choisira dans son sein le Comité fédéral.

Art. 4. — Les Sections, en entrant dans la Fédération, conservent leur autonomie absolue, et ne prennent d'autre engagement que celui d'observer les clauses des présents statuts fédéraux.

Art. 5. — Toute latitude est laissée aux Sections qui voudront former entre elles des fédérations locales ou spéciales.

Art. 6. — Toute Section de l'Internationale peut être admise dans la Fédération à la condition d'adhérer aux présents statuts et de ne rien admettre dans son règlement particulier qui y soit contraire.

Le Comité fédéral est chargé de recevoir l'adhésion des nouvelles Sections, et d'en aviser la Fédération dans le délai de quinze jours. Dans les cas douteux, il en référera à la Fédération dans le même délai, et chaque section est alors appelée à voter sur l'admission ou le rejet de la Section adhérente.

Art. 7. — La cotisation fédérale est fixée à vingt centimes par an et par membre. Elle est payable au mois de janvier de chaque année, entre les mains du caissier du Comité fédéral.

Les Sections qui n'auront pas versé leur cotisations au 31 mars seront, par le fait même, considérées comme ayant renoncé à la Fédération. Elles pourront toutefois y rentrer en s'acquittant de leurs obligations.

Art. 8. — Le Congrès de la Fédération se réunit chaque année au mois d'avril dans la localité choisie par la majorité des Sections.

Chaque Section a le droit d'envoyer deux délégués au Congrès.

Le Congrès s'occupe des intérêts généraux des Sections fédérées, ainsi que de toutes les questions qui peuvent intéresser la cause du prolétariat. Il ne s'immisce en aucune façon dans l'administration intérieure des Sections.

(1) Voir le nº 39.

Il reçoit le rapport de gestion du Comité fédéral et lui donne décharge.

Chaque Section a le droit de proposer des questions pour l'ordre du jour du Congrès. L'ordre du jour est fixé définitivement dans la séance d'ouverture du Congrès.

Art. 9. — Les présents statuts sont revisables en tout temps, à la demande d'une Section, par un Congrès de la Fédération.

Ainsi adopté à l'unanimité des délégués.

Au nom du Congrès de Sonvillier :

Le président, Auguste SPICHIGER ; les secrétaires, Charles CHOPARD, Jules GUESDE.

Vint ensuite la question capitale, celle des actes du Conseil général et des résolutions de la Conférence de Londres. Il y avait accord complet, sur ce point, entre toutes les Sections représentées : tous les délégués avaient mandat de protester contre les manœuvres du Conseil général et contre les décrets de la Conférence, et de réclamer la convocation, à bref délai, d'un Congrès général, pour assurer le maintien, dans l'Internationale, du principe d'autonomie. Au nom de la commission chargée de rapporter, je lus le projet de circulaire aux Fédérations de l'Internationale. Ce projet fut adopté à l'unanimité, et le Congrès décida que la circulaire serait signée par tous les délégués. La voici :

Circulaire à toutes les Fédérations de l'Association internationale des travailleurs.

Les délégués soussignés, représentant un groupe de Sections de l'Internationale qui vient de se constituer sous le nom de *Fédération jurassienne*, s'adressent par la présente circulaire, à toutes les Fédérations de l'Association internationale des travailleurs, et leur demandent de se joindre à elles pour provoquer la convocation, à bref délai, d'un Congrès général.

Nous allons exposer en peu de mots quelles sont les raisons qui nous font réclamer cette mesure, absolument nécessaire pour empêcher notre grande Association d'être entraînée, à son insu, sur une pente funeste, au bout de laquelle elle trouverait la dissolution.

Lors de la création de l'Association internationale des travailleurs, il fut institué un Conseil général qui devait, aux termes des statuts, servir de bureau central de correspondance entre les Sections, mais auquel ne fut déléguée absolument aucune autorité, ce qui eût d'ailleurs été contraire à l'essence même de l'Internationale, qui n'est qu'une immense protestation contre l'autorité.

Les attributions du Conseil général sont du reste nettement définies par les articles suivants des Statuts généraux et du Règlement général :

« *Statuts généraux.* — Art. 3. — Il est établi un Conseil général se composant de travailleurs représentant les différentes nations faisant partie de l'Association internationale. Il prendra dans son sein, selon les besoins de l'Association, les membres du bureau, tels que président, secrétaire général, trésorier et secrétaires particuliers pour les différents pays.

« Tous les ans, le Congrès réuni indiquera le siège du Conseil général, nommera ses membres en lui laissant le droit de s'adjoindre des membres supplémentaires, et choisira le lieu de la prochaine réunion.

« A l'époque fixée pour le Congrès, et sans qu'il soit nécessaire d'une convocation spéciale, les délégués se réuniront de plein droit aux lieu et jour désignés. En cas de force majeure, le Conseil général pourra changer le lieu du Congrès, sans en changer toutefois la date.

« Art. 4. — A chaque Congrès annuel, le Conseil général publiera un rapport des travaux de l'année. En cas d'urgence, il pourra convoquer le Congrès avant le terme fixé.

« Art. 5. — Le Conseil général établira des relations avec les différentes associations ouvrières, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant du mouvement de leur classe dans les autres pays ; qu'une enquête sur l'état social soit faite simultanément et dans un même esprit ; que les questions proposées par une Société, et dont la discussion est d'un intérêt général, soient examinées par toutes, et que, lorsqu'une idée pratique ou une difficulté internationale réclamera l'action de l'Association, celle-ci puisse agir d'une manière uniforme. Lorsque cela lui semblera nécessaire, le Conseil général prendra l'initiative des propositions à soumettre aux sociétés locales ou nationales.

« Il publiera un bulletin pour faciliter ses communications avec les bureaux correspondants.

« *Règlement.* — Article premier. — Le Conseil général est obligé d'exécuter les résolutions du Congrès.

« Il rassemble dans ce but tous les documents que les bureaux correspondants des différents pays lui enverront et ceux qu'il pourra se procurer par une autre voie.

« Il est chargé d'organiser le Congrès et de porter son programme à la connaissance de toutes les Sections, par l'intermédiaire des bureaux correspondants des différents pays.

« Art. 2. — Le Conseil général publiera, autant et aussi souvent que ses moyens le lui permettront, un bulletin qui embrassera tout ce qui peut intéresser l'Association internationale : offre et demande de travail dans les différentes localités ; sociétés coopératives ; état des classes laborieuses dans tous les pays, etc. »

Le Conseil général fut placé pour la première année à Londres, pour plusieurs motifs : c'était d'un meeting tenu à Londres qu'était sortie l'idée première de l'Internationale ; puis Londres offrait plus de sécurité que les autres villes de l'Europe sous le rapport des garanties individuelles.

Dans les Congrès subséquents de l'Internationale à Lausanne (1867) et à Bruxelles (1868), le Conseil général fut confirmé à Londres. Quant à sa composition, tous ceux qui ont assisté aux Congrès généraux savent comment la chose se passait : on votait de confiance les listes qui étaient présentées au Congrès, et qui portaient en majorité des noms absolument inconnus aux délégués. La confiance allait si loin, que la faculté était même laissée au Conseil général de s'adjoindre qui bon lui semblerait ; et, par cette disposition des statuts, la nomination du Conseil général par le Congrès devenait illusoire. En effet, le Conseil pouvait, après coup, s'adjoindre tout un personnel qui en aurait modifié complètement la majorité et les tendances.

Au Congrès de Bâle, la confiance aveugle atteignit jusqu'à une sorte d'abdication volontaire entre les mains du Conseil général. Au moyen de *résolutions administratives*, on porta atteinte, sans trop s'en apercevoir, à l'esprit et à la lettre des Statuts généraux, où l'autonomie de chaque Section, de chaque groupe de Sections était si clairement proclamée. Qu'on en juge :

« *Résolutions administratives de Bâle.* — *Résolution VI.* — Le Conseil général a le droit de suspendre, jusqu'au prochain Congrès, une Section de l'Internationale.

« *Résolution VII.* — Lorsque des démêlés s'élèveront entre des sociétés ou branches d'un groupe national, ou entre des groupes de différentes nationalités, le Conseil général aura le droit de décider sur le différend, sauf appel au Congrès prochain, qui décidera définitivement. »

C'était mettre entre les mains du Conseil général un pouvoir dangereux, et on eut tort de ne pas en prévoir le résultat.

S'il est un fait incontestable, mille fois attesté par l'expérience, c'est l'effet corrupteur que produit l'autorité sur ceux entre les mains desquels elle est déposée. Il est absolument impossible qu'un homme qui a pouvoir sur ses semblables demeure un homme moral.

Le Conseil général ne pouvait pas échapper à cette loi fatale. Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. Le mandat de membre du Conseil général est devenu, entre les mains de quelques individualités, comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association. Peu à peu, ces hommes, qui ne sont que nos mandataires, — et la plupart d'entre eux ne sont pas même nos mandataires réguliers, n'ayant pas été élus par un Congrès, — ces hommes, disons-nous, habitués à marcher à notre tête et à parler en notre nom, ont été amenés, par le courant naturel des choses et par la force même de cette situation, à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle. Étant devenus, à leurs propres yeux, une sorte de gouvernement, il était naturel que leurs idées particulières leur apparussent comme la théorie officielle ayant seule droit de cité dans l'Association ; tandis que les idées divergentes émises dans d'autres groupes leur ont paru, non plus la légitime manifestation d'une opinion égale en droit à la leur, mais une véritable hérésie. Ainsi s'est constituée peu à peu une orthodoxie dont le siège était à Londres, dont les représentants étaient les membres du Conseil général ; et bientôt les correspondants du Conseil pour chaque pays se sont donné pour mission, non plus de servir d'intermédiaires neutres et désintéressés entre les diverses Fédérations, mais de se faire les apôtres de la doctrine orthodoxe, de lui chercher des propagateurs, et de servir des intérêts de secte au détriment des intérêts généraux de l'Association.

Que devait-il résulter de tout cela ? Le Conseil général rencontra naturellement de l'opposition dans la voie nouvelle où il s'engageait. L'irrésistible logique l'obligea de chercher à briser cette opposition. Et voilà les luttes qui commencent et, avec elles, les inimitiés personnelles et les manœuvres de coterie. Le Conseil général devient un foyer d'intrigues ; les opposants sont conspués, calomniés : enfin la guerre, la guerre ouverte, éclate au sein de notre Association.

Depuis le Congrès de Bâle, en 1869, le Congrès général de l'Association n'ayant pas été réuni, le Conseil général s'est trouvé livré à lui-même pendant les deux dernières années. La guerre franco-allemande a été le motif de l'absence de Congrès en 1870 ; en 1871, ce Congrès a été remplacé par une Conférence secrète, convoquée par le Conseil général sans que les statuts l'autorisassent en aucune manière à agir de la sorte. Cette Conférence secrète, qui certainement n'offrait pas une représentation complète de l'Internationale, puisque de nombreuses Sections, les nôtres en particulier, n'y avaient pas été convoquées ; cette Conférence, dont la majorité avait été faussée d'avance par le fait que le Conseil général s'était arrogé le droit d'y faire siéger six délégués nommés par lui avec voix délibérative ; cette Conférence, qui ne pouvait absolument pas se considérer comme investie des droits d'un Congrès, a cependant pris des résolutions qui portent gravement atteinte aux statuts généraux, et qui tendent à faire de l'Internationale, libre fédération de Sections autonomes, une organisation hiérarchique et autoritaire de Sections disciplinées, placées entièrement sous la main d'un Conseil général qui peut à son gré refuser leur admission ou bien suspendre leur activité. Et pour couronner l'édifice, une décision de cette Conférence porte que le Conseil général fixera lui-même la date et le lieu du prochain Congrès *ou de la Conférence qui le remplacera* ; en sorte que nous voilà menacés de la suppression des Congrès généraux, ces grandes assises publiques de l'Internationale, et de leur remplacement, au gré du Conseil général, par des Conférences secrètes analogues à celle qui vient de se tenir à Londres.

En présence de cette situation, qu'avons-nous à faire ?

Nous n'incriminons pas les intentions du Conseil général. Les personnalités qui le composent se sont trouvées les victimes d'une nécessité fatale ; elles ont voulu, de bonne foi et pour le triomphe de leur doctrine particulière, introduire dans l'Internationale le principe d'autorité ; les circonstances ont paru favoriser cette tendance, et il nous paraît tout naturel que cette école, dont l'idéal est *la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière*, ait cru que l'Internationale, à la suite des derniers événements, devait changer son organisation primitive et se transformer en une organisation hiérarchique, dirigée et gouvernée par un Comité.

Mais si nous nous expliquons ces tendances et ces faits, nous ne nous en sentons pas moins obligés de les combattre, au nom de cette Révolution sociale que nous poursuivons, et dont le programme est : « Émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes », en dehors de toute autorité directrice, cette autorité fût-elle élue et consentie par les travailleurs.

Nous demandons le maintien, dans l'Internationale, de ce principe de l'autonomie des Sections, qui a été jusqu'à présent la base de notre Association ; nous demandons que le Conseil général dont les attributions ont été dénaturées par les *résolutions administratives* du Congrès de Bâle, rentre dans son rôle normal, qui est celui d'un simple bureau de correspondance et de statistique ; et cette unité qu'on voudrait établir par la centralisation et la dictature, nous voulons la réaliser par la fédération libre des groupes autonomes.

La société future ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature.

Nous concluons à la convocation, à bref délai, d'un Congrès général de l'Association.

Vive l'Association internationale des travailleurs !

Sonvillier, le 12 novembre 1871.

Les délégués au Congrès de la Fédération jurassienne :

Henri Devenoges, Léon Schwitzguébel, délégués de la Section centrale du district de Courtelary ; — Fritz Tschui, Justin Guerber, délégués du Cercle d'études sociales de Sonvillier ; — Christian Hofer, délégué de la Section de Moutier-Granval ; — Frédéric Graisier, Auguste Spichiger, délégués de la Section centrale du Locle ; — Nicolas Joukovsky, Jules Guesde, délégués de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste de Genève ; — Charles Chopard, Alfred Jeanrenaud, délégués de la Section des ouvriers graveurs et guillocheurs du district de Courtelary ; — Numa Brandt, délégué de la Section de propagande de la Chaux-de-Fonds ; — James Guillaume, A. Dupuis, délégués de la Section centrale de Neuchâtel ; — A. Scheuner, Louis Cartier, délégués du Cercle d'études sociales de Saint-Imier.

Il fut décidé que cette circulaire serait imprimée à cinq cents exemplaires, pour être envoyée dans tous les pays où existaient des Sections de l'Internationale. La séance fut ensuite levée.

JAMES GUILLAUME.

(*A suivre.*)

MOUVEMENT SOCIAL

LES GRÈVES

L'échec de la grève de Nice. — Depuis le Congrès de Limoges on a pu remarquer avec quelle assiduité les députés socialistes se rendent sur les champs de grèves.

Ces messieurs ont cet avantage sur les délégués de la Confédération, c'est qu'ils voyagent aux frais de la princesse et comme ils sont assez nombreux c'est pour chacun d'eux une agréable promenade que d'aller palabrer, le teint fleuri et le ventre sans un pli, devant les grévistes.

C'est la façon adoptée par le Parti de battre en brèche l'influence de la Confédération.

Les grévistes n'ont même pas besoin de demander un député.

Il vient de lui-même, parfois ils sont deux ou comme à Fougères tout le groupe s'y relaye.

Il est incontestable qu'il y a dans cette manœuvre du Parti un danger pour la Confédération mais il est aussi vrai que ce danger ne tardera pas à être conjuré, pour deux raisons. D'abord les politiciens se lasseront vite de ces déplacements; il suffit qu'un jour dans un violent conflit quelques-uns se trouvent dans une situation grave pour qu'ils n'y reviennent plus.

En outre, jusqu'alors les travailleurs en lutte n'ont pas à se féliciter de la présence des Endormeurs.

⁂

A Port-Saint-Louis-du-Rhône. — La grève des dockers a échoué après l'intervention de Carlier, député.

Il convient d'attendre un peu pour se prononcer sur les avantages que les grévistes de Fougères auront retiré de leur mouvement entièrement dirigé par les politiciens du crû et les députés délégués.

Enfin, à Nice, Wilm et Carlier, encore, viennent d'enterrer la grève des tramways.

Les parlementaires ont la main malheureuse; aussi toutes ces solutions de conflit sont-elles à peine signalées dans le journal de Jaurès.

Ainsi que les mouvements de Brest et de Rouen, la grève des employés des tramways de Nice a été déterminée par le refus de la direction d'appliquer le repos hebdomadaire.

De plus la Compagnie voulant se venger des employés qui avaient préconisé et dirigé le mouvement au 1er Mai, avait opéré des coupes sombres et c'est surtout pour protester contre ces renvois injustifiés et obtenir la réintégration de leurs camarades que les ouvriers des tramways s'étaient soulevés.

Une tentative d'arbitrage par le juge de paix ne réussit pas. Les grévistes étaient résolus à obtenir entière satisfaction.

Le service étant entièrement suspendu, la Compagnie ne pouvait tarder à mettre les pouces.

Mais arrivèrent sans se faire annoncer Wilm-Patience et Carlier Calme: Ajoutez Rozier et vous avez un aimable trio.

L'intervention de ces messieurs eu pour résultat de faire accepter par les grévistes abusés l'arbitrage du Maire qui s'est borné à confirmer la sentence du juge de paix que les grévistes avaient déjà refusée.

De ce fait la division s'est glissée dans les rangs des ouvriers, des défections se sont produites et le service a repris sans qu'aucune satisfaction soit accordée. Bien au contraire la Compagnie espère sabrer les militants du syndicat.

Satisfaits les députés sont remontés en première après cette intéressante excursion à la Côte-d'Azur.

Les résultats de la neutralité bienveillante applaudie par le Congrès d'Amiens sont peu satisfaisants.

Enfin, il fallait sans doute de nouvelles expériences pour que les travailleurs parviennent à se dégoûter des arrivistes parlementaires.

⁂

Dans l'ameublement. — Les ouvriers de l'ameublement de Bayonne travaillant dans la maison Perret et fils sont en grève depuis huit semaines pour obtenir la journée de neuf heures.

Par solidarité les ouvriers de l'usine Larre se sont joints aux grévistes.

La lutte se poursuit dans d'excellentes conditions et pourvu qu'aucun député n'ait la fantaisie d'aller voir les Pyrénées, et en profiter pour châtrer l'action, l'issue du conflit s'annonce comme une victoire.

La Fédération de l'ameublement fait un pressant appel à la solidarité.

Envoyer les secours au camarade Gacby, Bourse du Travail, Bayonne.

⁂

A Paris. — Depuis sept jours les ouvriers et employés de la Compagnie des Tramways-Sud sont en grève.

C'est encore à l'occasion de l'application du repos hebdomadaire que ce conflit a éclaté.

Les ouvriers et employés n'entendent pas que l'obtention d'un légitime repos corresponde à une diminution de salaire.

En présence du mouvement qui est général et du service complètement interrompu, la Direction a fait montre d'une intransigeance absolue.

Elle ne veut pas discuter avec les grévistes, elle déclare que des pourparlers ne peuvent être engagés qu'après la rentrée du personnel.

De leur côté les grévistes qui sont parfaitement unis pensent bien que cette intransigeance ne peut durer longtemps.

La Compagnie espère en obtenant la complicité du Conseil municipal faire servir cette grève à ses intérêts. D'abord les financiers du Conseil d'administration en jouant à la baisse et répandant d'alarmantes rumeurs ont raflé les actions et la hausse revenant ils opèrent une heureuse spéculation.

En outre, l'Administrateur a fait savoir à la commission du Conseil municipal qui s'occupe des transports en commun qu'il accepterait le paiement des journées de repos hebdomadaire à la condition d'être autorisé à relever le tarif pour les voyageurs.

Ce que la Compagnie ne dit pas c'est que l'argent qu'elle débourserait pour les salaires s'élèverait à la somme de 90,000 francs, alors que le relèvement des tarifs lui apporterait une plus-value de 500,000 francs.

A ces conditions tous les capitalistes accorderaient des réformes.

Le bon public paierait non seulement le relèvement des salaires au personnel, mais surtout une appréciable augmentation de dividende des actionnaires.

Cette Compagnie n'est pourtant pas près de la faillite puisque à son dernier compte rendu financier elle accusait un bénéfice net de un million trois cent soixante-dix-sept mille francs.

L'actionnaire est un animal vorace. Les grévistes ont au cours de délégations protesté contre cette solution que la Compagnie voudrait donner au conflit.

Mais avec les édiles municipaux chacun sait ça c'est une question de pots-de-vins.

⁂

En Corse. — Au pays de la vendetta les conflits du capital et du travail présentent aussitôt qu'ils se produisent un caractère de violence qui les rend de courte durée et influe favorablement sur leurs résultats.

On se souvient de la grève des boulangers de Bastia. Repos hebdomadaire, relèvement de salaire, les boulangers obtinrent tout ça après deux jours de grève, mais en sabotant vigoureusement les boutiques des patrons les plus entêtés, ils avaient inspirés aux autres une crainte salutaire propice aux concessions.

Cette semaine a éclaté parmi les ouvriers travaillant à l'usine d'exploitation d'acide gallique à Casamozza, une grève à la suite du refus par la direction d'accorder quelques concessions.

Pour empêcher la venue de renégats et pour s'opposer à l'entrée et la sortie de marchandises les grévistes en armes gardent la gare et la voie ferrée.

L'embarras des autorités est considérable, car les grévistes menacent d'incendier l'usine.

Toutefois les patrons très inquiets ont offert un arrangement qui constituera un succès pour les ouvriers et ce sera encore un conflit à péripéties violentes qui se terminera par des avantages.

CHARLES DESPLANQUES.

Le prochain dessin sera signé E. H.

Roubaix.

On se souvient de la tentative criminelle accomplie par le cruel et sanguinaire directeur du tissage Prousvost frères, rue Claude-Lorrain, à Roubaix, durant la dernière grève, tentative de meurtre à main armée contre les grévistes.

Dans le même établissement, les trois cent seize tisserands et tisserandes viennent de suspendre tous travaux en formulant des revendications sur tous les articles en cours de fabrication. Le journal de défense patronale qu'est le *Journal de Roubaix* a voulu faire croire au public que la cause de cette nouvelle grève était le renvoi d'un ouvrier qui fit partie de la délégation ouvrière lors de la dernière grève alors qu'au contraire, il dut le lendemain insérer le tarif élaboré par les grévistes. Ce tarif contient un relèvement de salaire très précis sur tous les articles. Ces pauvres malheureux, tellement exigeants, se contentent d'un dixième de centime d'augmentation au mètre sur une certaine spécialité de tissus.

Ils auraient, paraît-il, résolu de supprimer toute délégation, à seule fin de ne pas faire de victimes ouvrières, comme il arrive trop souvent. Ils sont fermes dans leurs revendications et à leur allure énergique se joint une sourde colère qu'il faudrait peu de chose pour faire éclater, car ils pourraient bien se souvenir de la façon peu parlementaire dont on usa à leur égard pendant la précédente grève. Aussi, je crois à la pleine réussite, avant peu, de ce conflit.

⁂

Un drame de la misère. — Après Vroman, mort de faim, la série des suicides continue d'une façon effrayante. Nous devrions faire le relevé de ceux que la misère fauche pendant une année dans notre *noir* Roubaix. Ce serait terrifiant.

Dans l'après-midi de jeudi, un ouvrier apprêteur s'est donné la mort dans un accès de désespoir attribué à la misère.

Resté veuf, il y a six ans environ, avec deux fillettes alors âgées de dix et de cinq ans, il prit une compagne, mais étant donné les chômages et les bas salaires des apprêteurs, la vie n'était pas gaie, la misère régnait.

Désiré Besson, seul, travaillant pour quatre, n'arrivait qu'à grand-peine à pouvoir donner du pain aux êtres affectionnés. Que se passa-t-il? Qui nous le dira? Sa compagne le quitta, sans doute jugeant qu'elle prenait le pain des enfants. La malheureuse, prise de regret, attendit il y a huit jours Besson se rendant à son travail; une querelle surgit, avant d'entrer à l'atelier elle lui adressa cette menace: « Dans 24 heures, tu n'y seras plus! ». En effet, le soir il fut congédié; cette mesure fut prise à la suite d'une communication défavorable adressée contre lui à son patron Motte-Delescluse. Depuis lors, l'ouvrier chercha *vainement du travail ailleurs*.

⁂

Pour un lapin. — Un horrible crime vient de se perpétrer à Pecq (Belgique), distant de douze kilomètres de Roubaix. Nos industriels, à l'instar des seigneurs féodaux, possèdent en association tout le territoire pour se distraire à tuer le gibier.

Leurs gardes-chasse s'exercent, eux, à tuer de pauvres agriculteurs pour un lapin.

Edmond Vandenbossche, garçon de ferme à raison de dix-huit francs par mois, pour nourrir ses cinq enfants et sa femme, braconnait un peu. Ayant terminé son travail; son patron lui prêta son fusil pour tuer un lapin. Il fut surpris par les gardes avec le fusil sur l'épaule. Une course folle eut lieu dans le bois, suivie d'une fusillade. Huit coups de fusil furent tirés par les gardes et dans une éclaircie il fut atteint de deux décharges dans le dos; il tomba la face contre terre.

Lorsque le cadavre fut transporté à son domicile, une foule hostile de 200 personnes suivit les gardes, en poussant contre eux des cris de mort. Pour éviter des représailles et préserver ces bandits de l'indignation populaire on dut faire appel à la gendarmerie qui maintint la foule, préservant d'un lynchage certain les deux sanguinaires suppôts de la propriété.

Pour éviter toute effervescence, les funérailles eurent lieu de suite.

Voilà deux gaillards dans la peau de qui je ne voudrais pas me trouver. La population ne cesse de pousser des cris de mort à leur adresse.

PIERRE LANNEAU.

Les Verriers du Tréport. — Les verriers du Tréport sont en grève depuis trois semaines; ils demandent la réintégration de trois camarades congédiés à la suite d'une réclamation.

Ils réclament en outre : la paye à la quinzaine à date fixe; la modification de la répartition du pourcentage; l'augmentation du salaire des ouvriers relais; et enfin l'amélioration de la pension alimentaire des enfants *de l'Assistance publique* travaillant avec eux.

Le patron, Desjouquières, est un de ces exploiteurs, cagots à l'excès, qui, à se confesser deux fois par semaine, croient gagner le paradis; ce pieux devoir accompli, il pressure son personnel sans l'ombre d'un scrupule.

Les plus misérables de son usine sont sans contredit les enfants que l'Assistance publique livre à sa rapacité; alors que dans toutes les verreries de la région les patrons paient pour l'alimentation de ces enfants de 45 à 60 francs par mois. Ce qui est déjà maigre! Ce pieux patron ne donne que 30 francs. Les enfants sont nourris de soupes maigres et de harengs saurs, et ont pour toute boisson, de l'eau.

A noter que ces enfants ont de 13 à 20 ans, que certains font un travail payé aux autres ouvriers 160 francs par mois; eux, sont gonflés de 30 fr. de pension; on leur place 30 francs par mois à la Caisse d'épargne, et l'exploiteur empoche le reste.

On voit que le Syndicat n'outrepasse pas son devoir en plaidant pour leur estomac. Seule *l'Assistance publique* n'applaudit peut-être pas, car l'essentiel pour elle est le *livret de Caisse d'épargne*. Que les gosses claquent des dents et soient obligés de voler du pain pour manger à leur faim c'est le cas de l'une deux — elle s'en moque!

Ch. Delzant.

⁂

Dans les Casernes. — Le *Petit Journal* raconte que :

« Les sous-officiers du 4e régiment d'infanterie coloniale n'ont pas voulu accepter la circulaire ministérielle imposant un choix des livres et des journaux dans les bibliothèques militaires. Ils viennent de décider de ne plus fréquenter la leur, de ne plus verser de cotisations jusqu'à ce que liberté pleine et entière leur soit donnée. »

Et le *Petit Parisien* dit qu'un nouvel incident s'est produit chez les gardes républicains :

« Il a eu lieu à la caserne Mouffetard. La première compagnie, qui venait de terminer son service au palais de justice, arrivait au quartier. Les hommes se disposaient, les uns, à aller se promener, les autres, à rejoindre leurs familles, lorsqu'ils reçurent l'ordre de ne pas sortir. On leur annonçait en même temps une revue d'effets et de casernement, soit une corvée d'une durée de deux heures environ.

« Des protestations s'élevèrent aussitôt. Les hommes firent remarquer qu'ils étaient impatients de jouir de leur liberté. On leur répondit en renouvelant l'ordre.

« C'est alors qu'ils refusèrent tous catégoriquement d'obéir, accompagnant leur refus de cris et de clameurs variés.

« Prévenu, le capitaine fit savoir que la revue n'aurait pas lieu, mais en même temps il mettait ses chefs hiérarchiques au courant de l'incident.

« Le colonel Boucher s'est rendu, lundi matin, à la caserne Mouffetard pour ouvrir une enquête sur ces faits. En présence des officiers, il a fait venir plusieurs des réfractaires, et les a interrogés. On ne sait encore quelle sanction il donnera à cet incident.

« D'autre part, un conseil de discipline s'est réuni, hier matin, à la caserne des Célestins, sous la présidence d'un commandant, pour juger le cas du garde V..., qui, le 1er janvier, au cours de la manifestation des gardes à cheval, s'était fait l'interprète de ses camarades.

« V... avait été puni de quinze jours de consigne, mais irrité par cette punition, il avait quitté la caserne et n'y était rentré que vingt-quatre heures après.

« Le conseil de discipline a communiqué directement sa décision au colonel Boucher. »

De ces faits il faut conclure que l'esprit de discipline est affaibli dans l'armée; mais de là à ce que celle-ci devienne révolutionnaire, il y a loin. Les journaux que les sous-offs du 4e colonial veulent être libres d'avoir dans leur bibliothèque, c'est sans doute la *Libre Parole* et le *Gaulois*. Quant aux gardes républicains, ils montrent de l'humeur parce qu'on leur fait faire des corvées intempestives; mais s'agit-il d'aller réprimer une manifestation ouvrière, ils ont toujours leur bel entrain.

⁂

Chasse au faisan et à l'homme. — Ayant tué un gendarme et blessé un garde qui voulaient l'arrêter, le braconnier Delaporte a été condamné, par la cour d'Assises d'Amiens, à vingt ans de travaux forcés.

Voilà donc un homme mort, un autre blessé, un troisième au bagne, afin que M. le comte de Rougé — c'est sur « ses terres » que le drame s'est passé — puisse être seul à assassiner, par passe-temps, de malheureux animaux dont il n'a, lui, nul besoin pour vivre.

La bête qu'on eût voulu voir morte, ce n'est ni le braconnier, ni le gendarme, — ni le faisan.

R. Ch.

⁂

Brest.

Il n'y a pas de question sociale. — Je viens d'être le témoin impuissant d'un drame atroce.

13, rue d'Algésiras, à Brest, vivait une vieille fille de 65 ans, Marie Los.

Depuis la mort de son frère, curé des environs, survenue il y a quelques années, la pauvre femme n'avait plus aucune ressource. A demi démente, n'ayant aucune relation avec ses voisins, les repoussant même lorsqu'ils tentaient d'entrer en conversation, la pauvre femme vivait isolée, se nourrissant, on en eut la preuve en pénétrant chez elle, de détritus ramassés dans la rue.

Elle habitait une mansarde nue, au fond d'une cour infecte. Dans ce galetas exposé au vent et à la pluie, la pauvrette devait fatalement se ressentir du froid terrible qui sévit actuellement et qui fait maudire encore plus ardemment les riches détenteurs des fourrures et des appartements bien chauds.

Dimanche dernier on la vit pour la dernière fois se traîner péniblement, pliée en deux par la souffrance. Lundi, dans la journée, une voisine inquiète frappa à sa porte lui offrant un bol de bouillon, la vieille répondit qu'elle ne pouvait se lever. Lorsque le commissaire prévenu, fit forcer la serrure on la trouva étendue en travers de la porte, transie, inanimée, n'ayant pour tout vêtement qu'un vieux corsage troué. La malheureuse avait tenté d'ouvrir, mais était tombée à demi-morte de froid et de faim sur le plancher. Elle rendit le dernier soupir dans la voiture de secours aux blessés qui la transportait à l'hôpital.

Les bourgeois ont raison. Tant que les affamés mourront en silence dans leur coin, il n'y aura pas vraiment — pour les bourgeois — de question sociale.

A noter que dans la même maison, un de nos camarades de l'arsenal, étant parti à la *cloche de bois*, la propriétaire, une dame à particule, s. v. p., remua ciel et terre pour tâcher de rentrer dans ce qu'elle considérait comme son dû et empêcher le copain de trouver un autre logeur (article dans un journal, plainte au préfet maritime, etc.), mais elle eut grand soin de faire étouffer le drame ci-dessus.

J. Le Gall.

⁂

SUISSE

L'expulsion de Bertoni. — L'iniquité dont notre ami a été la victime a soulevé en Suisse romande des protestations quasi-unanimes. Notons celles du parti ouvrier de la Chaux-de-Fonds, des groupes de Neuchâtel et de Bienne, de la Fédération des Unions ouvrières romandes. L'Union des Métallurgistes de Genève a voté le 9 janvier (le lendemain même de l'arrêté Mannori) un ordre du jour énergique, où s'affirmait l'espoir que la classe ouvrière « se lèvera tout entière pour répondre à la provocation ».

Le 15 janvier, la Société typographique de Genève, réunie extraordinairement, adressait à Bertoni, condamné « pour un délit qui lui fait du reste le plus grand honneur », l'expression de sa sympathie.

Sa protestation, dont les autorités ont interdit l'affichage, contenait en outre ces lignes significatives : « Elle espère que tous les travailleurs auront la même impression que c'est leur propre liberté, leur propre dignité que l'on vient d'atteindre... »

De leur côté, la Fédération des syndicats ouvriers de Genève, la Libre-Pensée, l'Union des Métallurgistes, le Cercle coopératif-communiste et le groupe du *Réveil* tinrent, le 17 janvier, salle Handwerk, un meeting dont le succès fut considérable. Le manque de place nous oblige à ne citer de l'ordre du jour que le passage suivant :

« Convaincus que toute tentative d'intimidation sous une forme ou sous une autre, a pour but d'arrêter le mouvement des idées au sein du peuple travailleur, ils se déclarent prêts à défendre par tous les moyens, la liberté d'action de ceux qui travaillent à l'éducation des masses ouvrières en vue d'une action libératrice. »

Ajoutons qu'une interpellation (par le député socialiste Duairne) a eu lieu au Grand Conseil genevois. Le conseiller d'Etat a demandé le renvoi de l'interpellation. Depuis lors, profond silence.

Ajoutons encore qu'un avocat genevois, M. Vuille vient de publier sous le titre *Bertoni doit-il être expulsé?* une brochure où il discute juridiquement l'arrêt Mannori et en démontre l'iniquité.

Notre ami a dû sortir le 25 de la prison Saint-Antoine. Nous ignorons si un délai lui a été accordé pour mettre ordre à ses affaires et faire valoir son recours.

Am. D.

⁂

RUSSIE

Atrocités tzaristes. — Le samedi 25 novembre, un de nos camarades fut arrêté au restaurant avec quatre-vingt-dix neuf autres personnes. On les conduisit à la prison secrète de la police de Riga. Tous furent relâchés le soir à l'exception de quatre hommes dans lesquels Davis avait cru reconnaître des criminels politiques. Trois d'entre eux furent déshabillés, visités, incarcérés dans les cellules d'arrêt; on les y abandonna deux jours sans les entendre ni les nourrir. On les transporta ensuite dans d'autres cellules, où ils reçurent chaque jour une légère tranche de pain sec, mais pas d'eau. Pour étancher leur soif, ils devaient recourir aux gardiens qui leur donnaient des coups de pieds quand ils étaient de mauvaise humeur. Dans cette cellule étroite et malsaine, ils étaient vingt et un prisonniers qui devaient coucher les uns sur les autres, car il n'y avait pas assez de place pour tant de personnes. La température était abominable et, quand on voulait ouvrir la fenêtre, les sentinelles avaient ordre de tirer.

Les tortures avaient lieu de préférence la nuit; ordinairement, le bourreau était à l'œuvre à dix heures du soir et terminait sa sinistre besogne à six heures du matin. La chambre des opérations se trouvait au deuxième étage et était encombrée d'instruments divers. Au milieu de la salle se trouvait un banc muni d'attaches : aux murailles pendaient des tuyaux de caoutchouc remplis de plomb, des tenailles des camisoles de force, de longues épingles. Quinze bourreaux participaient aux tortures. Les plus cruels étaient Davis, le chef de la division secrète, son aide Michezeff et l'ex-forçat Otton. Les noms des autres tortionnaires ne sont pas encore connus.

Les grands propriétaires et barons de la localité, les conducteurs des expéditions y prenaient une part fort active. C'est ainsi que le 29 novembre, le chef de district, baron Raden, un bourreau tout à fait remarquable, a torturé les victimes de la manière la plus cruelle. Le baron Rekke, le grand destructeur de Dokun et l'organisateur émérite des pogroms, se rend fort souvent à Riga pour participer à ces exécutions. Il en est de même de nombreux barons, princes ou autres membres de la défense de Riga.

Les tortures, généralement, ont lieu de la manière suivante : On traîne la victime dans la chambre des opérations; on la bénit.

Un des espions lui dit qu'elle est totalement en leur pouvoir et qu'ils ont le droit de la torturer et même de la tuer sans avoir à rendre compte à personne de leur attitude. On lui propose de tout avouer; de nommer ses complices et on lui promet en échange d'aveux ou de dénonciations la mise en liberté ou un emploi dans la police. En cas de refus, on procède à la torture. On déshabille le malheureux, on le jette sur le banc; on l'attache, on lui ferme la bouche avec un mouchoir mouillé pour l'empêcher de crier et on lui administre de 200 à 400 coups de tuyaux plombés. Pour augmenter la douleur on met du sel sur les plaies.

Quand la victime est revenue à elle on recommence l'interrogatoire. Si la victime ne fait aucune

déclaration, on lui arrache les ongles, puis les cheveux, un par un ou par touffes? Si le prisonnier persiste dans son attitude de dénégation, on recommence la torture. L'espion Davis est particulièrement expert dans l'art d'arracher les cheveux; quand l'opération ne réussit pas tout de suite il donne des coups sur les tempes du patient et sur d'autres endroits sensibles. S'il essuie un nouvel échec il a recours aux pinces rougies à blanc et arrache ainsi des lambeaux de chair; il arrache aussi des dents; on comprime et on broie les parties sexuelles.

Ces tortures ont lieu à Riga tous les jours. Naturellement la majorité de ces malheureux finissent par avouer tout ce qu'on veut. Quand la torture a pris fin le patient est un homme brisé ou un homme mort. Ce fut le sort de Ferdinand Vruning; arrêté à la fin d'octobre 1906, on le tortura pendant trois semaines. Voyant qu'on ne parvenait pas à lui arracher un mot, on le transporta à l'hôpital de la prison, tandis que les pièces étaient envoyées à la cour martiale. Dénoncé par les torturés de novembre, on le reconduisit dans la chambre des supplices; on lui arracha la barbe et on le soumit de nouveau à des tortures innommables. Ce jeune homme de vingt-quatre ans, est actuellement un vieillard; la tête est devenue quasi informe. En plusieurs endroits la peau est brûlée et arrachée. Les espions bourreaux Davis, Michezef ont couché Vruning sur le banc de torture, lui ont enfoncé les côtes, lui ont placé sur le dos une planche sur laquelle ils ont ensuite sauté et dansé jusqu'à ce que la colonne vertébrale soit brisée. Mais Ferdinand Vruning n'a rien dit. A la prison centrale de Riga on a créé un cimetière spécial où on fusille les incarcérés et même les personnes qui n'ont été ni condamnées ni même mises en prévention. Comme on torture tout le monde, depuis l'arrivée du baron Moller, la police a intérêt à ce que rien ne s'ébruite et pour fermer les bouches à ceux qui y échappent on les assassine tout simplement.

(*Extrait* d'un rapport adressé à M. Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste International).

ÉTATS-UNIS

Correspondance de New-York. — L'autorité semble avoir résolu de suspendre pour les anarchistes de New-York la liberté de réunion.

Le 27 octobre dernier, un groupe avait inscrit comme sujet de discussion : *Léon Czolgolz était-il anarchiste?* Ce groupe est composé de jeunes gens, presque tous israélites, aussi après avoir été opprimés en Europe ont-ils trouvé peu plaisantes les façons d'agir de la police new-yorkaise. Le jour du meeting, plusieurs détectives se trouvaient mêlés au public. Vers la fin de la réunion, trois orateurs se virent appréhender et placer sous-caution de 1,000 dollars. Trois jours après, un meeting de protestation eut lieu; soudain une bande de policiers, faisant irruption dans la salle, se mirent à jouer de leurs bâtons.

Une jeune fille, Pauline Slotnikoff eut ses vêtements en lambeaux, tout comme en Russie! Six femmes et quatre hommes furent arrêtés et ne furent relâchés sous caution que le lendemain. Un des orateurs fut condamné à six mois de prison, c'est un individualiste-anarchiste, ce qui n'empêche nullement les individualistes de refuser leur appui pour défendre le droit de réunion violé!

Mais il y a mieux encore. Pendant dix-huit années, nous avons pu commémorer le meurtre judiciaire du 11 novembre 1887. Cette année il en a été autrement. Un *mass-meeting* avait été organisé. Mais deux cents policemen investirent le lieu de réunion, et défense fut faite d'y pénétrer. Bien mieux, tout autre meeting interdit.

Aucun conflit n'existe ouvertement, et pourtant l'autorité redouble d'efforts, et manifeste une peur réelle de notre propagande, au point qu'elle n'hésite pas à déterrer de vieilles affaires dans l'espoir d'arrêter notre agitation et, si possible nous annihiler. Tel est le cas du camarade Louis Galléani qui vient d'être arrêté à Barre (Vermont), où il réside depuis plusieurs années. Motif : la part qu'il prit à notre tentative de grève générale, le 18 juin 1902, à Paterson (New-Jersey), il y a de cela quatre ans et demi!

Une fois de plus que signifie tout cela?

Si je lis correctement les signes des temps, une crise économique est sur le point de se produire, qu'une crise politique suivra. Il est impossible que le régime actuel se maintienne longtemps.

Quelle est la situation? En apparence, grande prospérité, et en même temps immense mécontentement. Depuis la formation des trusts, la concentration des moyens de production et d'échange entre les mains d'une infime minorité (environ 80,000 sur 80,000,000 d'habitants) va s'accomplissant et se perfectionnant chaque jour.

Le prix des subsistances a augmentés de 55 0/0, et dans certains Etats, et surtout dans certaines villes, telles que New-York, où l'immigration aidant, le prix des logements est exorbitant, l'augmentation s'élève à 60 0/0.

Les salaires ont forcément augmentés, mais seulement d'une moyenne de 10 0/0, et les heures de travail ont tendance à diminuer dans une foule d'industries. Ce qui produit ce phénomène : que plus l'ouvrier gagne, plus malheureux il se trouve. La différence entre ce qu'il produit et ce qu'il gagne est empochée par les rois du pétrole et des chemins de fer, les barons de la houille et les princes de la finance. L'ouvrier ne pouvant faute de moyens, consommer tout ce qu'il produit, les stocks s'entassent, et bientôt les ateliers se fermeront et l'armée des sans-travail se formera plus formidable que jamais; le mécontentement est tel, que les capitaines de l'industrie ont jugé prudent de jeter un os à leurs esclaves sous forme d'augmentation de salaire. Depuis le 1er décembre dernier, les journaux enregistrent chaque jour que les compagnies, les grandes corporations relèvent les salaires. Mais tout cela est impuissant à conjurer la crise.

Les idées radicales pénètrent dans toutes les couches de la société; je veux donner une preuve formelle de ce mouvement d'idées.

Jadis, les revues ne publiaient que des romans ou des histoires de voyages. Aujourd'hui tout cela est changé. Les romans sont pleins *d'idées subversives*, mais ce qui domine dans une revue qui veut vivre et prospérer, ce sont les études ou les polémiques sociales.

Tout est passé au crible de la critique. Après les révélations scandaleuses sur les « soutiens de la société » compromis dans les tripotages des sociétés d'assurances où l'argent de la veuve et de l'orphelin étaient absorbé par les directeurs, de nouveaux scandales surgissent, qui surexcitent au plus haut point la mentalité populaire. La vieille foi s'en va, ce ne sont plus les seules *foreigners* qui s'agitent, les *natifs* en grand nombre viennent grossir les rangs des mécontents.

Après les revues, un grand nombre de publications indépendantes reflètent l'état d'âme du pays.

Dans divers collèges l'étude du socialisme se fait ouvertement, non qu'elle figure sur le programme officiel, mais parce que des étudiants discutent passionnément les doctrines révolutionnaires. Les journaux ou livres traitant de socialisme sont très répandus. Il s'est formé dans ce but : l'*Intercollegiate socialistic Society*, qui depuis sa création (un an à peine), a réussi à attirer les étudiants. Après avoir pioché Marx, certains attaquent Proudhon, et ma foi, de fil en aiguille, ils arrivent à des conclusions toutes autres que celles attendues par certains. La brochure de Kropotkine : *Aux jeunes gens*, circule librement parmi eux. Elle est une des premières données à ceux que l'on veut intéresser. Les unions de métier rejettent les vieilles formules d'union du capital et du travail et arrivent à proclamer hautement que le travailleur a a droit à tout ce qu'il produit.

L'ouvrier américain a eu ce que Robert Owen appelait : le *Standard of living wages*. Un étalon établi dans des conditions différentes de celles d'aujourd'hui. Descendre au-dessous de cet étalon appelle le mécontentement. Et nos maîtres n'en sont nullement ignorants. De là, ces légères augmentations de salaires, faites sous la poussée prolétarienne. Quant à la réduction des heures de travail elles ne produisent aucun changement, car la production mécanique est si intense que les périodes d'activité sont suivies de crises.

Que la vieille Europe s'apprête à voir le nouveau monde donner le branle pour un mieux devenir.

Avant de terminer, deux mots sur l'Union des travailleurs industriels du monde, fondée à Chicago, le 4 juillet 1905. Après une existence de quelques mois, cette organisation sur laquelle beaucoup avaient fondé de grandes espérances se trouve dans une situation lamentable. Un certain parti politique socialiste qui avait fait faillite dans toutes les foires électorales, avait jugé utile de regagner quelques vigueur, en se plaçant sur le terrain économique.

Les membres de ce parti (dit Parti Ouvrier socialiste), d'un commun accord s'affilièrent à l'Union industrielle, uniquement dans le but non avoué, mais réel, de la gouverner. Après avoir braillé très fort sur l'union du travail contre le capital, nos politiciens, trouvèrent le moyen au Congrès tenu à Chicago, le 17 septembre 1906, d'avoir une majorité, et de mener le Congrès à leur fantaisie. Ce qui veut dire qu'ils s'octroyèrent les emplois les plus lucratifs.

Nos socialistes braillards ne représentaient qu'une infime minorité et maints délégués ne représentaient qu'eux-mêmes.

Je n'ai jamais vu un spectacle plus écœurant.

A. Dumas.

L'abondance de copie nous force à renvoyer les *Variétés*.

THÉATRE

Théâtre des Arts. — *Les Nuées*, d'Aristophane, adaptée par Sacha Guitry.

Il est un peu tard pour parler des *Nuées*, d'Aristophane, qu'on représente depuis un mois au théâtre des Arts. Ce n'est pas ma faute, si je ne suis allé voir la pièce plus tôt. L'ayant vue, j'ai éprouvé l'envie de raconter mes impressions aux camarades.

Je ne parle pas de la pièce qui précède.

« *De l'amour aux larmes* » est une tragi-comédie en trois actes, banale et fastidieuse, mais qui dure plus de deux heures. J'arrive à la comédie vieille de 2,000 ans et adaptée par Sacha Guitry. Imaginez-vous qu'un auteur réactionnaire, mais plein d'esprit, prenne, pour ridiculiser les théories communistes et anarchistes, un propagandiste plus ou moins connu par la foule, se singularisant par certaines excentricités et, par conséquent ridicule, à la fois crasseux et fier de sa crasse, sans gêne et insolent, vaniteux et charlatan — et vous aurez le personnage de Socrate, novateur dangereux par ses doctrines et antipathique aux bourgeois.

Socrate nie toute autorité; sa critique ne respecte rien; mais, en même temps, il est singulièrement autoritaire, il n'y a que lui qui possède la vérité et la science. Ses disciples se croient affranchis de tout préjugé et ils s'imaginent posséder toutes les connaissances; ils méprisent la foule. En réalité, ce ne sont que les admirateurs serviles de Socrate, et ils sont incapables du moindre effort intellectuel.

Un disciple de Socrate, amène au grand philosophe un nouvel adepte, le vieux Sterpsiade, bourgeois avare, désolé de voir son fils faire la noce et gaspiller son cher argent. Le disciple lui a dit que Socrate peut tout, et le vieux désire avoir le moyen de ne pas payer les dettes contractées par son fils.

Le Maître reçoit le nouveau venu avec insolence, il le traite à chaque instant d'imbécile. Il condescend néanmoins à se charger de son éducation, et il lui montre qu'il ne sait rien de rien. L'autre a la naïveté de croire aux dieux; il admet que Jupiter fait pleuvoir en faisant pipi : « Tu es un abruti, hurle Socrate, ce sont les Nuées qui font la pluie. » Et il invoque les Nuées qui sont les seules divinités de la secte. Celles-ci apparaissent sous forme de jeunes femmes très agréables, qui ressemblent plutôt à des mortelles qu'à des déesses et qui suscitent les désirs égrillards du vieux Sterpsiade.

Socrate promet le bonheur à tous, mais le bonheur en paroles. Si l'on cherche à l'embarrasser, il se tire d'affaire par des sophismes. Combien ce type de comédie a-t-il encore d'imitateurs?

C'est un tapeur. Personne ne sait mieux que lui faire de la propagande pour en vivre. Il entre chez le vieux bourgeois Strepsiade; il prend ses aises, se couche, sur le lit. Le fils, qui pourchasse Socrate et qui tout à l'heure, a ameuté contre lui la foule, arrive furieux. Mais le philosophe l'amadoue par des paroles artificieuses. Il le met entre les mains d'un de ses disciples préférés qui se charge de faire son éducation rapide. Et, en effet, le fils revient, insolent envers son père qu'il menace du bâton. Le père l'a bien battu enfant; il peut bien battre ses parents à son tour, maintenant qu'il est le plus fort. Le respect? En doit-on aux gâteux?

Le passé ne compte pas. Le présent est tout. A quoi bon s'embarrasser des préjugés anciens et stupides qui gênent la jouissance de l'heure présente.

Le vieux se désole. Une nuée lui dit : « C'est bien fait. Il ne fallait pas médire des dieux. »

Les réactionnaires aujourd'hui déclarent : « C'est votre faute. Vous avez supprimé la religion, et vos fils deviennent anarchistes. »

M. P.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, série 16, 2 fr. 50.

El Hombre y la Tierra, por E. Reclus, cuaderno 41 à 44, Alberto Martin, calle Consejo de Ciento, 140, Barcelone.

Le dilemne de Marc Sangnier, par C. Maurras, 1 vol. 3 fr. 50. — *Le système politique d'Auguste Comte*, par L. de Montesquiou, 1 vol. 3 fr. 50. — Librairie nationale, 85, rue de Rennes.

Juicio sobre la Revolucion de 1891, por J.-E. Lagarrigue, brochure, Santiago.

La préservation sexuelle, par Lip. Tay, broch., 1 fr. — *L'Incombustibilité de l'âme*, par Lip. Tay, broch. — Publication athéologique, 26, boulevard Poissonnière.

Une liaison dangereuse de la vingtième année d'Auguste Comte, par R Teixeira Mendes, broch. — Temple de l'Humanité, Rio-de-Janeiro.

Individualismo e individualismo, por M. Doubinzky, broch. — Plazza Comercial, 8, Barcelone.

Les Sonnets de Shakespeare (essai d'une interprétation en vers français), par C.-M. Garnier. — Cahiers de la Quinzaine.

Bases do sindicalismo, par E. Pouget, à « A. Luta », rua dos Andradas, 64, Porto-Alegre.

Paul et Virginie; La Chaumière indienne, par B. de Saint-Pierre, 1 vol. de Les meilleurs auteurs classiques, à 0 fr. 95. chez Flammarion.

Al la Virinoj, laû U. Gohier (en esperanto), franco 0 fr. 15, à Paco Libereco, 45, rue de Saintonge.

La femme dans le système d'Elberfeld, par Mme A. Moll-Weiss. — Musée social, 5, rue Las-Cases.

Propriedade e o socialismo, Claudio de Lislo, Grupo Açao dirita, Lisbonne.

Correspondances et Communications

× **Nécrologie.** — Nous apprenons la mort, à 22 ans, de la camarade Noémie Martin, de Lacoste (Vaucluse), « tuée par la médecine légale qui n'hésite pas à sacrifier l'existence présente de la mère à l'existence future de l enfant ».

× **Des camarades**, révolutionnaires russes, se trouvent en ce moment sans travail à Paris.

Professions :

Tanneurs, serruriers, cordonniers, chauffeurs, relieurs, typographes, bijoutiers, chaudronniers, tapissiers, électriciens.

Y aurait-il des camarades pouvant leur faciliter de trouver du travail ?

× Brest. — **La Guerre sociale.** — Les pontifes du socialisme unifié ayant ouvert les hostilités contre les révolutionnaires, et s'apprêtant à mettre la main sur le mouvement ouvrier brestois, un groupe vient de se former qui opposera systématiquement aux idées de *paix sociale* celles de *guerre sociale*.

Les camarades qui pensent qu'on ne doit pas attendre que les bourgeois fassent eux-mêmes la révolution, ceux qui croient à l'efficacité de la lutte et de la révolte, ceux enfin à qui répugnent les compromissions électorales des unifiés, sont priés de s'y faire inscrire.

Lo cotisation mensuelle de 0 fr. 75 donne droit au journal *La Guerre sociale*.

Une bibliothèque est en formation ; des causeries et meetings seront donnés, ainsi que des fêtes familiales. Des journaux, à chaque réunion seront distribués.

Réunion tous les jeudis soir à 8 heures.

Les secrétaires sont les camarades Y. Cosquer et Jules Le Gall.

× **Le Groupe** qui s'occupe de l'apparition de l'*Emancipation*, à Lyon, nous prie d'annoncer que si l'apparition du journal a été irrégulière ces temps derniers, il espère y remédier en s'assurant des collaborations nouvelles.

× Nancy. — **A. I. A.** — Les membres de la section se sont imposé une cotisation supplémentaire pour louer un local ; mais il leur manque le matériel ; ils font appel à la bonne volonté des syndicalistes de la région.

S'adresser au camarade Marchal René, 9, rue de la Rivière, Malzéville.

× Lille. — **Les camarades** lillois sont avisés que le *Combat*, qui parait hebdomadairement à Tourcoing, publiera désormais une « Chronique lilloise ».

La *Combat* sera en vente chez les principaux marchands de journaux lillois.

POUR L'AFFICHE

Il nous en reste encore, mais l'argent dont nous disposions étant dépensé, nos camarades nous excuserons si, lorsqu'ils nous en demandent de toutes timbrées, nous ne leur en expédions que des nombres très restreints. Nous ne pouvons faire mieux.

Nous avons dû concentrer l'effort à Paris. Pour afficher en province comme on aurait dû, cela dépasse nos forces.

CONVOCATIONS

× **Confédération générale du Travail.** — Grande fête de solidarité, au profit des enfants de Fougères, dimanche 3 février 1907, à 2 heures de l'après-midi, palais du Trocadéro (grande salle des fêtes), avec le concours d'artistes de l'Opéra, de la Comédie-Française, de l'Opéra-Comique, des grands Concerts de Paris, des poètes-chansonniers les plus en vogue, des chœurs (hommes, femmes, enfants) de l'*Ecole de Chant choral* (200 exécutants).

Le programme détaillé sera publié dans les grands journaux quotidiens.

× **Aux « Sociétés Savantes »**, lundi 4 février, à 8 h. 1/2 du soir, grand meeting de protestation en faveur de Ferrer et de ses co-détenus.

Orateurs : Charles Malato et Sébastien Faure.

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 1er février : Docteur Legrain : Faut-il être abstinent ?

Mardi 5 : Général André : Armée et démocratie.

Vendredi 8 : Mme Moll-Weiss : De l'utilité de l'éducation familiale de l'homme et de la femme.

× **Exposition Signac, chez Bernheim**, rue Richepanse.

× **Esperanto.** — Association « Pato Libereco ». — Cours supérieur (traductions, conversations, etc.), par M. Blangarin, tous les lundis, à 8 h. 1/2, rue de Saintonge, 45, salle du 1er étage.

× **Avenir de Plaisance.** — Samedi 2 fevrier, à 8 h. 1/2 du soir, dans la salle des fêtes, 13, rue de Niepce, grande soirée littéraire et artistique, au bénéfice d'un camarade dans le dénuement.

Les poètes et chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres.

Entrée libre.

× **Les Amis de la Chanson.** — Tous les dimanches, de 4 à 7 heures du soir, salle de « La Grille », 136, boulevard de l'Hôpital (près la place d'Italie), Apéritif-Conert.

Les poètes et chansonniers de Montmartre et les poètes et chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres.

× **Action théâtrale** — Tous les mercredis, à 8 h. 1/2, répétitions aux Causeries populaires des Ve et XIIIe arrondissement, 17, rue Duméril.

× **Jeunesse d'Education sociale.** — Le jeudi 31 janvier, salle du « Progrès Social », 92, rue de Clignancourt,

Ordre du jour : Histoire des religions comparée.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 4 février, à 8 h. 1/2, rue Clément (Paris VIe), cours d'Esperanto.

× Montmorency. — **Fédération socialiste révolutionnaire de Seine-et-Oise** (section de Montmorency). — Samedi 2 février, à 8 h. 1/2, salle du Casino, à l'Ermitage : Emile Gérard et Arthur Groussier feront une conférence sur l'organisation du prolétariat.

Les propagandistes sont invités d'apporter journaux et brochures pour la propagande révolutionnaire antiparlementaire.

× Saint-Denis. — **A la Bourse du Travail.** — Jeudi 7 février, cours d'Esperanto par Papillon.

× **A. I. A.** (section de Saint-Denis. — Réunion samedi 2 février, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, salle Tremel, 30, rue du Port.

Discussion entre camarades.

× Bordeaux. — **Université populaire libre**, place Henri-IV. — Lundi et vendredi soir de chaque semaine, cours de psychologie, par Reneteaud ; jeudi soir, les doctrines sociales modernes, par un étudiant ; samedi soir, conférence contradictoire, et dimanche, à 3 heures, causerie par un membre de l'U. P.

× Bourges. — Samedi 2 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Léchelon, avenue Nationale. — *Les fariboles sociales*, par un camarade.

× Roubaix. — Samedi 3 février, à 9 heures du soir, réunion chez Narcisse Leplat, rue Sébastopol.

Les camarades sont priés de venir nombreux à cette réunion.

× Toulouse. — **Groupes anarchistes.** — *Canton Ouest.* — Réunion tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, 91, Grand Bar de l'avenue de Muret.

Canton Centre. — Samedi 2 février, à 9 h. du soir, boulevard de Strasbourg, 26, Café Morin (entresol). Organisation d'une soirée familiale.

Petite Correspondance

B., à Boigt. — Merci pour les adresses.

L. P., à Bertancourt. — L'abonnement se terminera fin juin.

R. G., à Montpellier. — J'avais bien votre lettre, mais pas d'adresse.

B., à Chinon. — Je m'excuse de vous avoir obligé à récrire. C'est faute d'attention de ma part.

S., à Gavrelle. — Merci. Vais me le procurer.

Merci au camarade qui nous a envoyé le numéro 25 de la première année, et le numéro 23, seconde année, de l'*Insurgé*.

D., à Bordeaux. — Je sais bien que c'est maigre pour Bordeaux, mais ce sont les moyens qui manquent.

R., à Marcilly. — Bon. Nous attendrons.

G. L., à Saint-Quentin. — Revue universitaire et libérale.

Merci au camarade qui nous a envoyé les numéros de troisième année de l'*Insurgé*.

Jean qui marche. — La lithographie Steinlen vous a été envoyée.

M. C., à Clamecy. — « La Guerre sociale », rue de Polonceau, 25

L. H., au Havre. — C'est une erreur. Nous y veillerons. J'ai expédié.

C. C., à Vichy. — Le « Chansonnier révolutionnaire » est épuisé.

G. Fr., à Tours. — Je reçois votre changement d'adresse. Mais ne retrouve pas votre fiche ?

M., à Golbey. — « La Morale » est en réimpression. J'expédirai aussitôt reçu.

Reçu pour le journal : San-Francisco, collecte entre camarades, envoyée par L. M., 25 fr. 75. — B., 5 fr. — Collecte en famille, par J. T., de New-York, 15 fr. 75. — N. D., à Saint-Etienne, 0 fr. 50. — S., à Bourg-Argental, 3 fr. — *Deux anonymes*, 3 fr. — V. de V., à Mons-en-Barœul, 5 fr. — C. J., à Marseille, 0 fr. 30.

Merci à tous.

C. M., à Flemalle. — P. N., à Varna. — F. T., à Rocca. — V., à Moulins-Galant. — Jeumont. — K., à Montpellier. — S., à Bucarest. — R., au Gua. — B., à Céré. — G. B., à Londres, pour W. — R. D., à Paris. — M., à Barbonne. — Fayel. — L., à Orléans. — N., à Gex. — W., au Cateau. — F. P., à Saint-Claude. — P. L., à New-York. — L. C., à San-Francisco. — F. B., à Vallon. — J. A., à Paris. — S. L. O., Urtaca. — Mme L. G., à Paris. — M., à Golbey. — C. C., à Vichy. — L. C., à Clamecy. — H. R., à Fribourg. — L. P., à Saint-Raphaël.

Reçu timbre et mandat.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris.



Dessin de l'affiche par STEINLEN

12e ANNÉE. — N° 41.

9 FÉVRIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMERO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Agard.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Il nous est rentré des gares, comme invendus, une centaine d'exemplaires des séries 1 et 2 du COIN DES ENFANTS.

Sans être très abîmés, ils sont assez défraîchis pour que nous ne puissions les vendre comme les neufs. Au lieu de les solder, nous préférons en faire profiter nos lecteurs. Nous les laissons au prix de 1 fr. 25 franco à Paris et 1 fr. 50 par la poste, jusqu'à épuisement du solde.

Lettre Ouverte

Le camarade James Guillaume nous communique la lettre suivante qu'il a adressée à Edouard Berth, l'un des rédacteurs du *Mouvement socialiste :*

Paris, 31 janvier 1907.

Cher citoyen Berth,

Je viens de lire avec beaucoup d'intérêt et de plaisir, dans le *Mouvement socialiste* de ce mois, les *Notes bibliographiques,* où vous discutez les diverses opinions émises en Allemagne par Kautsky, Bringmann, Von Elm, Bernstein, etc., au sujet du rôle des syndicats ouvriers et de l'Etat.

Vous y parlez du conflit, au sein du socialisme, de deux tendances : « la tendance bourgeoise, parlementaire, démocratique et réformiste, on pourrait dire aussi conservatrice, toutes ces expressions étant exactement synonymes, et la tendance ouvrière, syndicaliste et vraiment révolutionnaire : la première ne voyant dans le socialisme qu'un prolongement de la démocratie et ne pouvant aboutir qu'au socialisme d'Etat — cette caricature —, le second s'opposant au contraire à la démocratie et nettement anti-étatique, si anti-étatique qu'il est de mode de le qualifier aussi d'*anarchiste.* »

Voici ce que vous pensez de la fameuse *conquête des pouvoirs publics,* dont Marx avait dit, dans son manifeste de 1864, qu'elle était *le premier devoir de la classe ouvrière :*

« Il s'agit moins, pour la classe ouvrière, de *conquérir* l'Etat que de le détruire (1) ; il ne s'agit pas, pour elle, de substituer une hiérarchie à une autre, mais de supprimer toute hiérarchie ; or, une conquête du pouvoir, réalisée par l'intermédiaire de représentants, rétablirait nécessairement, au-dessus et en dehors du corps des travailleurs, une hiérarchie nouvelle, et c'est pourquoi les syndicalistes opposent à la conquête des pouvoirs publics l'idée de la grève générale, c'est-à-dire l'idée d'un formidable soulèvement du prolétariat en tant que masse autonome et indivise, agissant sans délégation ni représentation, et faisant craquer et s'écrouler d'un coup toute la superstructure politique, toute la *couverture* officielle, pour faire surgir en pleine clarté, en pleine indépendance, la société économique. »

C'est précisément là ce que n'ont cessé de répéter Bakounine et la Fédération jurassienne à l'encontre de Marx et des « Sozial-Demokraten » allemands.

Sur la socialisation des moyens de production par l'Etat, vous redites, en excellents termes, ce que nous avons nous-mêmes tant de fois objecté au programme de Marx :

« Avec la conquête des pouvoirs publics, les bourgeois peuvent fort bien se glisser à la tête du mouvement socialiste et garder l'hégémonie politique ; avec la socialisation de la production par l'Etat, les capitalistes et les propriétaires fonciers pourront cesser d'être des propriétaires privés sans perdre toute situation privilégiée. La socialisation, comprise comme une étatisation ou une municipalisation, n'a rien, au fond, de spécifiquement anti-bourgeois ; et l'on conçoit très bien qu'à un moment donné la bourgeoisie ait intérêt à « socialiser » ; elle garderait l'hégémonie sociale et politique comme directrice et organisatrice de la production unifiée entre les mains de l'Etat... On conçoit la possibilité d'un compromis entre la bourgeoisie et les représentants parlementaires du prolétariat : la bourgeoisie « sacrifierait » la propriété privée, dont elle serait, d'ailleurs, indemnisée, et garderait le pouvoir ; quant au prolétariat, il resterait classe serve, classe salariée, c'est-à-dire Gros-Jean comme devant. »

Je copie encore ce que vous écrivez en réponse aux affirmations du marxiste « révisionniste » Bernstein, qui prétend que l'abolition du salariat est chose impossible, que ce qui changera, ce sera la *forme* du salariat, mais que le salariat lui-même subsistera :

« Il ne suffira nullement aux ouvriers de changer la *forme* du salariat ; une sorte de parlementarisme industriel, de constitutionnalisme économique, maintenant le rapport fondamental entre salariés et salariants, le salariant fût-il l'Etat le plus socialiste du monde, ne saurait les satisfaire : la démocratie dans l'atelier serait encore plus illusoire et factice que dans l'Etat ; elle ne serait, elle aussi, qu'une aristocratie déguisée, qu'un autoritarisme dissimulé, un mensonge formidable. Ce que veulent les ouvriers, c'est la pleine maîtrise de l'atelier débarrassé de toute tutelle, administrative et patronale ; ils ne veulent pas une simple transplantation mécanique de l'atelier capitaliste dans l'atelier étatique, même démocratisé ; ils veulent la résorption en leur force collective de toute autorité extérieure, afin de pouvoir dégager d'eux-mêmes l'âme qui fera marcher les ateliers...

« Les révolutionnaires politiques sont tellement incapables de concevoir l'unité en dehors des cadres de l'Etat politique traditionnel, qui, en effet, s'est élevé sur les ruines du particularisme féodal, que, pour eux, détruire l'Etat, c'est, nécessairement, faire retour au moyen âge. Mais comment accuser les syndicalistes de vouloir dissoudre le corps du prolétariat en corporations particularistes, eux dont le but, précisément, en répandant l'idée de la grève générale, est d'arriver à constituer le prolétariat en une classe indivisible et une ?... Pour que les travailleurs soient réellement affranchis, il faut que des travailleurs eux-mêmes se dégage la force collective qui mettra l'atelier en mouvement, et que le groupe ouvrier, résorbant en lui les puissances intellectuelles de production, devienne, en tant que groupe, semblable à un chef d'entreprise. »

La conception que vous exposez si bien est celle qu'ont défendue dans l'Internationale, de 1869 à 1878, ceux que la coterie autoritaire (Marx, Engels, Lafargue, Liebknecht, Bebel, etc.) appelait les *bakounistes,* c'est-à-dire Var-

(1) Permettez-moi de rappeler qu'au Congrès de la Haye, en 1872, parlant au nom de la minorité autonomiste, je disais à Marx et à sa majorité *de carton :* « La majorité veut *la conquête du pouvoir politique,* la minorité veut *la destruction du pouvoir politique* ».

lin et les ouvriers parisiens, Farga-Pellicer et les ouvriers espagnols, De Paepe (avant sa conversion à l'étatisme) et les ouvriers belges, les Jurassiens, les Hollandais, les Italiens, les Russes. C'est une vive satisfaction pour nous, les survivants de la grande lutte, de voir qu'aujourd'hui des hommes qui se réclament des doctrines économiques et philosophiques de l'auteur du *Kapital* (1), comme vous (car enfin vous vous dites et vous vous croyez *marxiste*), nous donnent raison. Si Marx — le Marx du Congrès de la Haye, l'allié des blanquistes — eût pu assister à se qui se passe depuis deux ou trois ans, un semblable retour des choses, ce désaveu implicite, par ceux mêmes qui se proclament ses disciples, de sa conduite dans l'Internationale, eût été bien cruel à son orgueil.

Recevez mon salut cordial.

JAMES GUILLAUME.

(1) Ce n'est pas ici le lieu de chercher à faire le départ entre ce qui, dans ces doctrines, a une valeur scientifique et révolutionnaire incontestable, et ce qui a été reconnu erroné par la critique, soit comme méthode, soit comme affirmation historique ou économique, soit surtout comme tactique pratique.

Faites-nous des Abonnés !

CROCS & GRIFFES

UN ACCÈS DE VERTU DE NOS GOUVERNANTS. — *Les journaux quotidiens nous ont entretenus, tous ces jours derniers, de la chasse que l'on fait aux cercles où l'on joue.*

Il est bon de dire que c'est à « certains » cercles, puisque dans tous l'on joue, et qu'ils n'ont guère d'autres raisons d'exister que cela.

Or, des mauvaises langues insinuent que la saison s'annonçait mal sur la Côte d'Azur. Les gens trouvant à Paris ce qu'ils vont chercher à Nice, Monte Carlo, etc., n'éprouvaient pas le besoin de se déplacer.

D'autre part, les grands couturiers se plaignent que, à force de prendre des « culottes » au baccarat, les hommes dits « du monde » se font fortement tirer l'oreille lorsqu'il faut régler la note des robes de leurs femmes ou petites amies, et que le commerce menace de tomber dans le marasme.

De sorte que le zèle du gouvernement ne serait que la répercussion des griefs de ces deux parties « si intéressante » du commerce !

Je ne sais ce qu'il en est. Mais, coïncidence ! en même temps que cette campagne, on voyait s'étaler en seconde page des journaux une superbe réclame pour le Casino de Menton.

J. GRAVE.

VULGARISONS LA BEAUTÉ

La Beauté ? Est-il un mot dans le langage courant qui soit plus étranger au vocabulaire du travailleur moderne ? En est-il un cependant auquel notre esprit s'attache plus passionnément dans l'idéal d'une vie plus parfaite ?

Fort désormais de l'appui syndical, l'esclave du machinisme arrache de plus hauts salaires à ses exploiteurs. Il élargit son temps de loisirs. Il ne suit plus moutonnièrement les idées, les gestes, les pratiques du maître. L'exercice répété des revendications, des grèves, des multiples formes de révolte contre la vie qui lui est faite, crée en lui une mentalité nouvelle. Moins passive plus remuante que par le passé, enrichie de libertés et de responsabilités relatives, son existence subit une métamorphose radicale et se modernise. Par contre-coup, le milieu modifiant l'individu, ses mœurs changent, sa physionomie résignée s'éclaire. Sa conception de la vie se précise et s'amplifie jusqu'aux limites du connu.

Le travailleur moderne exige sa place au soleil. Est-ce donc pour gaspiller un temps précieux à boire et à jouer au piquet ? Est-ce pour user son reste de forces à s'entraîner sur des pistes ou perdre le gain de la semaine au pari mutuel ? Un tel résultat serait absurde et lamentable. L'homme qui souffre de longs mois dans la lutte opiniâtre de la grève, le syndiqué qui, épié par les mouchards, risque son pain dans le bagne patronal, le noyau grossissant de conscients dont les actes hardis entraînent le bloc des neutres, des passifs et des incertains doivent avoir de plus nobles prétentions que d'intensifier leur abrutissement et d'accélérer leur décrépitude. S'ils ont su s'octroyer de plus longs loisirs, ils voudront en profiter pour mieux se reposer des fatigues de l'atelier, pour goûter plus longtemps aux joies de la famille, pour se détendre l'esprit écrasé par la besogne mécanique. Au lieu de fondre chez le mastroquet, ou de moisir à la caisse d'épargne, la paie plus forte améliorera leur bien-être, comme nourriture, vêtements, logement, ustensiles, livres et journaux, distractions diverses. Quant à l'effort dépensé dans la lutte, il contribuera à rendre les individus plus énergiques, plus vigoureux, plus sûrs de leur force, plus avisés, plus désireux des joies saines dont ils sont sevrés. Le côté matériel de l'existence assuré, tout leur souci de mieux immédiat se portera vers l'embellissement de leur bicoque, la parure mieux comprise de leur habillement, l'ameublement de leur esprit, le perfectionnement de leur labeur, la création spontanée selon leur fantaisie personnelle, la participation à des fêtes collectives qui seront les embryons de la grande harmonie de demain. Pour aider les travailleurs dans leurs initiatives naissantes, il serait bon de réunir les matériaux appropriés, encore épars dans le chaos social, et de les mettre à leur portée sans souci de lucre.

* *

Dans nos ménages ouvriers, nous croupissons parmi un tas de niaiseries, un tas de camelotes, de méchants ustensiles, d'objets truqués, démodés, hideux. Aux horreurs des geôles capitalistes, nous ajoutons bêtement la vision quotidienne des horreurs mises à notre intention sur le marché. J'ai eu l'occasion de visiter nombre de logis ouvriers en province. J'y ai vu, cloués sur les murs, de pitoyables chromos allemands, des calendriers de bazar et des primes gratuites du *Petit Parisien*. J'y ai entendu des graphophones maladifs nasillant *Viens Poupoule* et le *Petit panier*, toute la liste des airs idiots en vogue à Paris. J'y ai remarqué des meubles, des lampes, des garnitures de cheminée d'un style dont seraient honteux les Niams Niams et les Zoulous. On se demande comment, en plein vingtième siècle, ceux qui créent la richesse peuvent se trouver à l'aise au milieu de tant d'infamies. Comme le dit le Dr Toulouse, l'ouvrier façonne son intérieur sur le modèle de l'atelier triste et laid où il besogne.

* *

Dernièrement, je reçus une lettre du secrétaire d'une Bourse du Travail de la grande banlieue qui, résolu à tenter de remonter le courant des laideurs qui nous envahit et voulant ouvrir l'esprit des travailleurs à la compréhension des symboles de leur misère et de leur révolte me confiait la mission délicate d'orner les murs de la salle des réunions syndicales.

Je partis en campagne, muni d'une allocation minime. « Puisque la carte postale illustrée a mis l'accès des chefs-d'œuvre à la portée de tous, — me dis-je, — commençons par le côté purement artistique. » J'arpentai donc le ruban du boulevard, butinant de stock en stock pour y dénicher les petits rectangles illustrés. Après une demi-journée d'un tri consciencieux, voici quel fut le bilan de ma récolte : le *Penseur*, de Rodin ; la *Vieille Haulmière*, de Rodin, et les *Hâleurs*, d'Adler ; le *Marteleur*, le *Débardeur*, les *Puddleurs*, de Meunier ; des fresques de Puvis ; quelques Truchets ; le *Port de Marseille*, de Henri Martin ; la *Famille*, de Carrière. Un point, c'est tout. Tout le reste me parut ou trop faible, ou trop en dehors de la note requise. Je note en passant que ces rares épaves de la production contemporaine où figure le peuple restaient inaperçues, noyées dans le déluge des mièvreries, éclipsées par les mille enluminures perverses qui *se vendent*.

Pour la gravure, j'entrai chez Sagot. Un très beau portrait de Gorki en litho, par Steinlen, me fut vendu au prix peu démocratique de 15 francs. Toutes les autres lithos des satiristes contemporains étaient cotées d'après le même tarif. Chez Floury, une allèchante biographie illustrée sur le sculpteur Constantin Meunier était étiquetée 22 fr. 50. Nulle part, dans Paris, je ne vis l'Art social, l'art où le peuple est représenté marqué à des prix populaires. Nulle part, je ne le vis franchement mis en vedette. Pas un boutiquier ne faisait d'efforts pour aider à sa vulgarisation. Voulant rapporter des documents sérieux sans faire trop de folies, il ne me restait qu'à me rendre aux *Temps Nouveaux*, où, malheureusement, inconnus du vulgaire, dorment dans des cartons des trésors d'art à des prix abordables.

A. PRATELLE.

(*A suivre.*)

Des camarades nous disent que certains dépositaires se refusent à tenir les *Temps Nouveaux*, parce que l'on ne reprend pas les invendus.

Ceux à qui il sera fait cette réponse peuvent combattre cette objection. La maison Hachette qui fait le service nous rend les invendus, et, par conséquent les reprend.

Le Congrès de Sonvillier (1)

(12 NOVEMBRE 1871)

Une assemblée populaire avait été convoquée pour le dimanche soir, dans la grande salle de l'hôtel de la Balance. La salle était comble : de nombreux camarades de Saint-Imier et des environs étaient venus se joindre à nous ; et les habitants de Sonvillier, curieux de voir et d'entendre des « communards », avaient montré beaucoup d'empressement à se rendre à l'invitation du comité local. Ce furent Lefrançais et Guesde qui occupèrent la tribune (Malon ne parlait pas en public ; on sait qu'il était bègue). Lefrançais souffrait d'une violente migraine ; sa harangue s'en ressentit, et nous le trouvâmes, ce soir-là, comme orateur, bien inférieur à sa réputation. Guesde, au contraire, surpassa notre attente : sa facilité d'élocution, son aisance correcte, la simplicité énergique de son discours, enlevèrent tous les suffrages ; la *Révolution sociale* (correspondance envoyée par Lefrançais) dit que Guesde parla « en termes clairs, sobres et méthodiques », et que « son éloquente improvisation fit une vive impression sur les assistants ».

Le lundi matin, de neuf heures à midi, le Congrès tint une troisième et dernière séance pour terminer ses travaux. Le projet d'un Congrès ouvrier suisse avait été mis en avant à la fois par le parti de la démocratie sociale de Zürich, et par une organisation de création nouvelle qui s'intitulait Association ouvrière politique nationale de Genève (Henri Perret en était le président). La commission que le Congrès avait chargée d'étudier la question présenta un rapport qui concluait en proposant la résolution suivante :

Le Congrès invite les Sections de la Fédération à suivre attentivement l'agitation qui se produit en faveur d'un Congrès ouvrier suisse, à étudier les questions qui s'y rattachent, et à se préparer à y envoyer des délégations qui auraient à défendre les principes dominant dans notre Fédération.

Voulant témoigner de leur désir sincère d'union avec toutes les Sociétés ouvrières de la Suisse, les délégués adoptèrent cette résolution à l'unanimité ; mais elle ne conduisit à aucun résultat pratique. Le Congrès suisse projeté, en effet, n'eut pas lieu, les organisateurs n'ayant pu s'entendre.

Le Congrès avait ajouté à son ordre du jour, comme je l'ai dit, une question de plus, celle d'un organe à créer pour la Fédération. Cette question s'était trouvée soulevée par une proposition du citoyen Claris, proposition que le délégué Joukovsky s'était chargé de transmettre au Congrès. Claris, propriétaire et directeur du journal la

(1) Voir les numéros 39 et 40.

Révolution sociale, offrait à la Fédération jurassienne d'insérer dans son journal tous les articles et documents qu'elle lui enverrait, se réservant, sous sa propre responsabilité, la direction de la partie du journal qui ne serait pas absorbée par les communications officielles de la Fédération. L'offre de Claris fut acceptée; le Congrès décida d'inviter les Sections composant la Fédération, et les membres de ces Sections, à prendre le plus grand nombre possible d'abonnements à la *Révolution sociale*; et il nomma une délégation chargée spécialement de veiller sur la partie du journal qui serait réservée à la Fédération (1). En conséquence, à partir de son cinquième numéro (23 novembre 1871), la *Révolution sociale* devint l'organe de la Fédération jurassienne.

On a vu (p. 215) que, dès le mois de septembre, notre Comité fédéral s'était préoccupé de la rédaction d'un *Mémoire* qui serait adressé « à tous les centres internationaux », et avait songé à me demander de me charger de la rédaction de cet exposé. Il crut devoir soulever la question devant le Congrès de Sonvillier; et, sur sa proposition, le Congrès donna formellement au futur Comité fédéral jurassien le mandat de publier un *Mémoire* destiné à éclairer l'opinion des autres Fédérations de l'Internationale sur les faits qui avaient amené la scission de l'ancienne Fédération romande. C'est en vertu de cette décision que — le Comité fédéral jurassien, une fois constitué, ayant nommé une commission dont je fus l'agent exécutif — j'entrepris au printemps de 1872 la rédaction du *Mémoire de la Fédération jurassienne*.

Avant de se séparer, le Congrès, conformément à l'article 3 des nouveaux statuts fédéraux, eut à désigner la localité dont la Section devrait nommer dans son sein le Comité fédéral jurassien. La localité choisie fut Sonvillier. Je ne me rappelle pas au complet les noms des cinq membres que les camarades de Sonvillier élirent pour former ce premier Comité, qui resta en fonctions jusqu'au Congrès du Locle (19 mai 1872). Le *Bulletin de la Fédération jurassienne* du 1er mai 1872 dit que les membres du Comité fédéral jurassien sont deux graveurs, deux guillocheurs et un monteur de boîtes. Le monteur de boîtes est certainement Alfred Andrié; l'un des deux graveurs est Adhémar Schwitzguébel, qui fut secrétaire correspondant du Comité, et l'autre probablement Justin Guerber; quant aux deux guillocheurs, je ne sais plus.

Nous n'eussions pas demandé mieux que de prolonger notre séjour au Val de Saint-Imier; nos camarades venus de Genève, en particulier, enchantés de tout ce qu'ils avaient vu et entendu dans ce milieu d'égalité et de fraternité, au sein d'une population ouvrière simple, cordiale et sérieuse, éprouvaient un réel regret d'avoir à se séparer sitôt de leurs nouveaux amis. Mais on était déjà au lundi; chacun devait reprendre le travail, et les délégués du Locle, de la Chaux-de-Fonds, de Moutier, de Neuchâtel, étaient rappelés chez eux par les nécessités de l'existence. Il fallut donc se résoudre à partir, après avoir pris un dernier repas en commun. Le temps, qui, la veille, était beau, était subitement devenu menaçant, et le ciel, assombri, annonçait l'approche d'une tempête de neige. Ceux des délégués qui avaient à regagner les Convers pour y prendre le train, soit dans la direction des Montagnes, soit dans celle du Vignoble, comptaient monter, à Sonvillier, dans la voiture postale qui passait vers les quatre heures : mais lorsqu'elle arriva, venant de Saint-Imier, il ne s'y trouvait plus que deux places libres.

A l'unanimité, il fut décidé que l'une des places serait donnée à Jules Guesde, dont la longue taille frêle, les jambes débiles, la figure émaciée, annonçaient la faiblesse physique : nous nous serions fait conscience de lui laisser faire la route à pied. Guesde voulait aller à la Chaux-de-Fonds, avant de rentrer à Genève; nous lui adjoignîmes, comme compagnon de voyage, Auguste Spichiger, chargé de le piloter et de prendre soin de lui. Nos amis Lefrançais, Malon et Joukovsky désiraient aussi visiter la Chaux-de-Fonds; ceux de nos camarades du Jura neuchâtelois qui devaient regagner leurs pénates — Graisier, du Locle, et deux ou trois aussi de la Chaux-de-Fonds (Numa Brandt avait dû quitter Sonvillier dès le lundi matin) — les dissuadèrent d'aller prendre le train aux Convers, et leur proposèrent de les conduire à la Chaux-de-Fonds à pied par le col de la Cibourg; Dupuis et moi, séduits par l'idée de cette expédition montagnarde, et désireux de jouir plus longtemps de la compagnie de nos amis, nous nous joignîmes à la caravane. Nous étions une dizaine, tous habitués à la marche : et, comme on va voir, bien nous en prit.

(1) Cette délégation fut composée de N. Joukovsky, B. Malon et Jules Guesde.

Nous quittâmes Sonvillier aux approches de la nuit, accompagnés un bout de chemin par un groupe de socialistes du Vallon; quand nous arrivâmes à Renan, la neige déjà commençait à tomber, et bientôt elle fit rage, poussée par des rafales de vent d'ouest. En un instant toute la campagne fut blanche; et, à mesure que nous nous élevions dans le chemin qui mène à la Cibourg, les flocons, toujours plus serrés, formaient une nappe de plus en plus épaisse, où nous enfoncions toujours plus profondément. La nuit était venue. Pendant les premiers quarts d'heure, nous avions pris l'aventure en riant: nous chantions, nous échangions des plaisanteries: mais la marche se faisait fort pénible, et la neige, qui continuait à tomber sans relâche, rendant notre allure de plus en plus lente, la fatigue eut raison de notre gaîté.

Cette montée du col de la Cibourg — ce col que j'avais traversé en sens inverse, avec Spichiger et Collier, par une charmante matinée de mai 1869, pour aller rendre visite à Schwitzguébel (t. I, p. 155) — était vraiment lugubre, par une nuit noire d'hiver; nous nous demandions si nous en viendrions à bout, si nous réussirions à gagner la Chaux-de-Fonds, ou si nous resterions en panne, échoués dans quelque « menée » (1). Après deux heures environ de lutte contre la neige, le vent, le froid glacial, nous nous trouvâmes enfin sur le plateau qui forme le sommet du col, mouillés jusqu'aux os, transis, essoufflés, mais résolus tout de même. Seulement, sur cette vaste étendue déserte, on ne voyait plus de chemin: tout étant recouvert d'un linceul uniforme, nous risquions de ne pas reconnaître la direction à suivre, et nous ne savions comment nous orienter. Heureusement, des camarades, qui avaient de bons yeux, distinguèrent dans l'obscurité les perches indicatrices échelonnées le long de la route: assurés ainsi d'être dans la bonne voie, et de ne pas courir le risque de la perdre, nous avançâmes à la file indienne, allant d'une perche à l'autre. Le plateau traversé, nous étions au commencement de la descente: de là, nous n'avions plus qu'une heure de marche pour atteindre la Chaux-de-Fonds. Nous arrivâmes au grand village fort tard; il nous fallut le parcourir dans presque toute sa longueur, pour trouver enfin un abri au café Von Kænel, rue du Stand.

Chez Von Kænel, Spichiger et Guesde nous attendaient depuis longtemps, fort inquiets, avec quelques camarades; ils poussèrent des exclamations d'horreur en voyant dans quel équipage nous arrivions. Sur-le-champ on alluma un grand feu dans la salle à manger; des matelas furent étendus dans une pièce attenante, avec des draps et tout ce qu'il fallait pour faire des lits; nous enlevâmes là nos vêtements mouillés et raidis par le gel, nous nous enveloppâmes de couvertures et d'édredons, puis nous revînmes, ainsi couverts, nous asseoir sur le plancher autour du feu, pour prendre un frugal repas en buvant du vin chaud, pendant que nos vêtements séchaient. En peu d'instants nous nous sentîmes restaurés, et, par une réaction naturelle après notre aventure, nous commençâmes à bavarder avec animation sans nous occuper de l'heure. Il y avait là avec moi, pour passer la nuit dans ce caravansérail improvisé, Lefrançais, Malon, Joukovsky, Guesde et un ou deux autres (Spichiger et Graisier avaient pris le dernier train pour le Locle). Nous parlions de mille choses, et surtout, comme on peut penser, du Congrès, de la Fédération jurassienne créée de la veille, et de la circulaire. Or voilà qu'au cours de notre échange d'idées à bâtons rompus, nous nous apercevons que Guesde, en fait de socialisme, en était encore aux notions les plus confuses. C'était un simple journaliste radical avancé, qui avait fait dans un journal du Midi des articles sympathiques à la Commune de Paris. Mêlé à Genève à la proscription parisienne, il avait subi le prestige de l'Internationale, mais il ne savait pas au juste ce que c'était et ce que nous voulions. Il était disposé à lutter à nos côtés contre les intrigants de Londres et ceux du Temple-Unique, parce qu'il avait vu à l'œuvre les Outine et les Perret, et à cela se bornait pour le moment son internationalisme. Il nous fit, quand nous le pressâmes de s'expliquer sur ses idées, des déclarations jacobines que nous accueillîmes par de grands éclats de rire; lui, de son côté, écoutait avec stupeur l'exposé de nos théories subversives, la suppression du salariat, l'expropriation de la bourgeoisie, la révolte des exploités contre les exploiteurs, l'abolition de l'Etat juridique et politique et son remplacement par la libre fédération des libres associations agricoles et industrielles. Jouk, qui s'amusait énormément, lançait à dessein des paradoxes étourdissants devant lesquels Guesde, désarçonné, restait sans réplique; Lefrançais et Malon lui exposaient, avec une argumentation serrée, leur doctrine communiste. Ce débat, qui d'ailleurs n'avait rien que d'amical, dura une partie de la nuit, et ce fut seulement lorsque Guesde, copieusement chapitré, nous parut avoir besoin de repos, que nous allâmes nous étendre à terre sur nos matelas, où un sommeil bienfaisant nous fit oublier le Conseil général, les neiges de la Cibourg et les dogmes jacobins des *Droits de l'Homme* de Montpellier.

(1) Monceau de neige accumulée par le vent.

Le lendemain, je rentrais à Neuchâtel, et, de leur côté, nos camarades de France regagnaient Genève.

Dès le 18, j'écrivais à Joukovsky pour le prier de hâter l'impression de la circulaire du Congrès de Sonvillier; elle devait être imprimée à Genève, à l'imprimerie Blanchard, en petits caractères, et tirée sur papier à lettres, de façon à pouvoir être mise sous enveloppe; la même composition devait servir ensuite pour la *Révolution sociale* (la circulaire ne fut insérée dans ce journal que le 14 décembre : « Il serait inconvenant, écrivais-je à Joukovsky, qu'elle parût dans un journal avant qu'elle ait été envoyée aux fédérations »). Une fois la circulaire imprimée, — à la fin de novembre, — le Comité fédéral jurassien l'envoya aux Comités de toutes les Fédérations de l'Internationale, à tous les journaux socialistes; et de nombreux exemplaires furent expédiés aux adresses de tous nos amis, particulièrement en France, en Belgique, en Espagne et en Italie.

JAMES GUILLAUME.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

MOUVEMENT SOCIAL

Roubaix.

L'assassinat de l'agriculteur Vandenbossche, à Pecq (Belgique), par les gardes Verbrakel et Ego, est l'objet des préoccupations et de l'indignation populaires. Depuis vendredi, jour du drame, l'indignation ne fait que grandir; les habitants de la contrée sont sous l'empire d'une violente surexcitation.

Chaque jour est marqué par des manifestations d'une importance telle, que l'autorité est forcée de faire fermer les maisons de commerce d'Estaimbourg, où l'un des gardes demeure, et de faire appel aux brigades de gendarmerie environnantes pour maintenir la foule qui veut absolument faire justice elle-même.

C'est ainsi que Verbrakel, se sentant soutenu par plusieurs brigades de gendarmerie qui faisaient bonne garde autour de son habitation, n'hésita pas, mardi 29 janvier, à tirer un coup de feu contre les manifestants qui étaient au nombre de 200. La colère de la foule monta alors à son paroxysme. Au lieu d'être apeurée, elle prit de l'audace. Une véritable pluie de projectiles siffla à travers les gendarmes; elle s'abattit sur la toiture, dans les fenêtres du rez-de-chaussée et du premier étage; bientôt il ne resta plus une vitre intacte; plus de cinquante tuiles furent brisées ainsi que les traverses des fenêtres, et déjà un panneau de la porte d'entrée était brisé, la porte allait céder, lorsque la brigade de gendarmes de Tournai s'amena. Pour donner satisfaction à la foule, on a ordonné l'arrestation des deux gardes qu'on a conduits à la prison de Tournai.

Si des poursuites ont lieu, l'acquittement se produira comme pour le meurtre du petit Ledez, âgé de dix ans, que le douanier Charlemagne abattit d'un coup de revolver au détour d'un chemin pour l'introduction en France de 20 centimes

de fraude, ou comme encore pour le meurtre du jeune Coruille, à Tourcoing, dans le parc de M. Mazurel, par un beau dimanche matin, comme maraudeur.

Et dire que nos braves partisans de la propriété individuelle n'ont point honte de ce sang versé.

* *

Au tissage Paul Prouvost frères, contrairement à ce que je disais la semaine dernière, la réussite de la grève n'aura pas lieu. Une catégorie d'entre les grévistes a repris le travail aux mêmes conditions, ce qui ne permet plus d'espérer le succès. Il est bon d'en rechercher les raisons. Lassés et réduits par la précédente grève, n'ayant plus de crédit nulle part, harcelés par leurs créanciers pour leur nourriture, assaillis par les vautours pour l'habitat, devant ajouter à leur misère passée celle présente, ce qui fait au total 42 jours de grève, — et n'y voyant pas d'issue, — ils ont dû courber l'échine.

Sur les 316 tisserands, 70 à peine étaient syndiqués. Les syndiqués au Textile touchent 15 fr. par semaine, ce qui leur permet de temporiser et bien souvent de blâmer la conduite d'autrui en période de conflit. Deux enseignements se dégagent pour nous de cette grève. D'abord la nécessité d'activer la propagande syndicale afin de réaliser une cohésion ouvrière plus effective, ensuite perdre cette néfaste habitude de critiquer, en tout temps et avec haine, des travailleurs qui, très souvent, le cœur angoissé, doivent se soumettre par misère. Poursuivons avec plus de vigueur l'éducation révolutionnaire, de laquelle découlera une action continue et plus résolue.

Les grévistes, qui subissent encore tant d'échecs, sauront être de plus en plus tacticiens et obtenir de réels avantages de leurs employeurs.

Pierre Lanneau.

* *

Nancy.

Expulsion. — Le préfet de Meurthe-et-Moselle a voué une haine sans répit aux ouvriers qui se refusent à admettre pour bon le système qui nous régit. Les arrestations, les massacres en masse des grévistes lors des dernières grèves de la région ne sont pas les seuls griefs que nous lui imputons. Nous savons que le ministre de l'intérieur le tient pour un préfet vraiment républicain. Fort de cet appui, il en profite pour commettre à chaque instant des actes d'un arbitraire révoltant.

Les camarades étrangers qui ont le malheur de ne pas subir passivement l'exploitation honteuse des capitalistes du bassin de Longwy, ou qui manifestent publiquement leurs idées sont immédiatement expulsés.

Les camarades Michel et Niemi, l'un italien, l'autre alsacien, viennent de recevoir l'ordre de passer la frontière le 6 février. Qu'ont-ils fait ? Rien de plus que d'assister de temps à autre aux réunions syndicales de Blanchard ou de Collongy.

Par crainte d'être expulsés, ils ne se mêlaient jamais à aucune manifestation. Mais le préfet Umbert, se basant sur le rapport de ses mouchards, croit débarrasser la région de deux ennemis dangereux de la société. Que vont faire nos deux camarades qui ont l'un et l'autre une nombreuse famille et un petit commerce ?

Les procédés de ce genre, frappant toujours et toujours les révolutionnaires, se multiplient sur les différents points de notre région. C'est la chasse aux militants révolutionnaires. Il faut calmer les craintes de nos barons du fer auxquels notre gouvernement n'a rien à refuser.

Cela ne peut durer. Ces coupes sombres gouvernementales doivent trouver un terme. Nous saurons rappeler nos libérâtres au respect des prétendus droits des citoyens.

* *

Fin de la grève dans la chapellerie. — Les ouvriers en grève de la maison Henry, s'étant laissé intimider par les menaces du patron de fermer sa boîte, viennent d'échouer piteusement dans leur mouvement.

Onze victimes restent sur le pavé à cause de la couardise et de l'inconscience des travailleurs, et surtout à cause de leur manque d'énergie à eux-mêmes.

Souhaitons que cette grève serve de leçon aux chapeliers nancéens. Espérons que ces travailleurs se feront à l'idée de compter sur leurs propres forces et qu'ils se prépareront à infliger au patronat une prompte et décisive revanche.

J. S. Boudoux.

* *

Lyon.

Les syndicats d'instituteurs. — La question du droit syndical pour les instituteurs a été posée dans les termes que l'ont sait à Lyon.

Le syndicat des instituteurs et institutrices du Rhône, pensant avoir des intérêts communs avec les travailleurs organisés, fatigués d'autre part de donner leurs réunions dans des salles de café, demandait il y a quelques jours à être admis à la Bourse. Comme on pense bien; cela ne pouvait faire l'affaire du ministère; les instituteurs ont été jusqu'à ce jour de merveilleux agents électoraux pour les partis au pouvoir, d'autant plus soumis aux ordres d'en haut qu'ils étaient plus isolés. Le syndicalisme peut leur assurer dans une certaine mesure l'indépendance et la dignité. Briand ne pouvait donc qu'essayer d'intimider les instituteurs. La question qui se pose aujourd'hui, est de savoir si les instituteurs se laisseront mater. Il est indubitable que, si les instituteurs savent rester énergiques, le gouvernement en sera pour ses frais.

Pour protester contre les menaces gouvernementales la Bourse du Travail avait organisé un grand meeting qui a fort bien réussi. Nous avons eu l'occasion d'y entendre le camarade Bernard qui, au nom du syndicat des instituteurs et institutrices, a dit aux applaudissements unanimes : « Nous sommes des prolétaires, des salariés, nous voulons comme tous les salariés défendre nos intérêts professionnels. Le gouvernement nous représente comme une minorité, une toute petite minorité à laquelle personne ne s'intéresse ; il est vrai que nous sommes une minorité, mais quoi qu'en dise le gouvernement, et malgré l'attitude prise par une certaine presse dite républicaine et que je qualifie de *presse immonde*, nous ne sommes pas isolés, nous avons avec nous toute la classe ouvrière organisé. »

Un reproche que nous adressons aux organisateurs, c'est d'avoir fait appel au ban et à l'arrière-ban des politiciens du Parti socialiste, nul n'y manquait; député, conseillers généraux, conseillers municipaux, etc. ! Si quelques-uns ont eu l'esprit de s'en tenir à l'ordre du jour, d'autres au contraire, ont parlé en candidats futurs. Cela a amené des protestations inévitables. Néanmoins, nous avons eu l'impression que les instituteurs du Rhône sont décidés à rester sourds aux menaces et objugations du ministère.

Pierre Dumas.

* *

Brest.

Anarchistes et unifiés. — La guerre est décidément déclarée entre les politiciens socialistes et nous. Les honteuses manœuvres des chefs du parti unifié ont eu pour premier résultat de me faire exclure du bureau du syndicat du port, où j'étais un gêneur. Ces messieurs déclarent ouvertement vouloir mettre la main sur la Bourse du Travail. C'est une façon comme une autre d'entendre les rapports entre les syndicats et le parti.

Un groupe s'est formé, qui comprendra des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, des socialistes même lesquels, bien qu'égarés dans la galère des unifiés, sont résolus à marcher de l'avant. Son nom : *La guerre sociale*. Son but : la lutte à outrance contre les politiciens qui cherchent à adultérer le mouvement ouvrier au profit de leurs combinaisons électorales. Nous tâcherons que cette union, sur un terrain bien déterminé, d'éléments de provenance diverses mais tous révolutionnaires, ne reste pas sans fruits.

S. L. G.

* *

Gérardmer.

La vie des soldats. — Nous portons à la connaissance des camarades un fait qui démontrera une fois de plus que la vie des soldats est bien peu de chose aux yeux de ceux dont ils défendent les coffres-forts.

Un capitaliste de Gérardmer demande aux autorités militaires de l'endroit une équipe de soldats pour déblayer le toit d'une maison lui appartenant, qui menaçait de s'écrouler sous la charge de neige qui le couvrait.

Bien entendu satisfaction lui est donnée (le soldat n'est-il pas là pour protéger le bien des capitalistes, et au cours du déblaiement le toit s'effondre, ensevelissant sous lui six des soldats occupés à ce travail.

Aussitôt l'alarme est donnée à la caserne, et les chefs de gémir sur le sort des ensevelis que l'on retire plus ou moins gravement blessés après un quart d'heure de recherches. Quatre d'entre eux sont encore à l'hôpital.

Ajoutons que, sitôt l'accident porté à la connaissance du colonel ; celui-ci se fit faire par le maire de Gérardmer une réquisition de troupe afin de dégager sa responsabilité.

De plus, le propriétaire de l'immeuble est d'*origine allemande*, ce qui prouve une fois de plus que les frontières n'existent pas pour la gent capitaliste et que le patriotisme n'a été instauré que pour mieux asservir le prolétariat au profit de la classe bourgeoise de tous les pays.

Un groupe de soldats émancipés.

* *

MONOGRAPHIE

Brousse (Aude).

Brousse est une commune d'environ 600 habitants, perchée sur la montagne de Noire, du canton de Cuxac-Labardès, département de l'Aude.

Etant donnée l'altitude, la culture y est à peu près nulle. Mais on élève le mouton et on exploite le chêne vert pour les engrenages, ainsi que les pins pour les piquets de vigne ; c'est dire que la population de Brousse est essentiellement bûcheronne.

Dans la commune est une usine électrique mue par la « houille blanche », d'une force de 80 chevaux et qui sert à l'éclairage de deux villages voisins. Il y a quelques 20 ans, cette force actionnait une filature où l'on travaillait 16 heures par jour pour un salaire qui variait entre 0 fr. 75 et 1 fr. 50, à tel point que la chair à travail s'y épuisa et que l'on fut obligé de transformer l'exploitation, mais si ouvriers et ouvrières s'épuisèrent au travail, les exploiteurs y firent une belle fortune.

La presque totalité des terres de la commune est la propriété, ainsi que l'usine électrique, d'un seul propriétaire qui cumule les fonctions de médecin et de maire ; c'est le seigneur du village avec tous les droits qui s'en suivent !

La population est unanimement catholique et praticante et, ce qui dénote bien l'état mental ambiant, la boîte aux lettres se trouve dans l'église même.

Les paysans mangent communément une espèce de galette faite de farine de maïs ; à part cela le pain et la viande n'y sont pas plus chers que partout ailleurs, mais le beurre vaut actuellement 3 francs le kilo.

En résumé un pays demeuré sauvage au milieu de la civilisation du siècle, à cause de ses communications très difficiles (beaucoup se font encore à dos de mulets), un pays très arriéré, moralement et matériellement.

Elie Patouillard.

* *

SUISSE.

Pro Bertoni. — Loin de s'interrompre, le courant protestataire s'est encore élargi, l'organe des Unions ouvrières romandes nous en apporte le témoignage :

Si la lutte de classes n'est pas un vain mot, y écrit Jean Effort, — et elle ne l'est pas, les expulsions de Bertoni et de Misebler en sont une preuve entre mille — s'il existe une organisation ouvrière en Suisse, c'est le moment ou jamais de le prouver. Assez de mots, assez de légalité, assez de balançoires ! Par la grève générale, faisons rendre à nos deux camarades le droit de vivre en Suisse où bon leur semble. »

Le même organe nous apporte quelques lignes détachées de la brochure de l'avocat conservateur Vuille, *Bertoni doit-il être expulsé ?*

« On ne voudra pas se dire que si les actes, les gestes, les écrits de cet homme sont critiquables... il a toutefois droit à l'indulgence, parce que ses mobiles sont désintéressés et procèdent, chez cet altruiste, de l'exacerbation du sentiment de l'injustice sociale. Car cet homme est un sincère !

« Personne de nous à la barre n'aurait su faire au Tribunal fédéral cette âpre et merveilleuse plaidoirie *pro domo* qui lui a valu, sinon la sympathie, au moins l'admiration de quelques-uns de ses juges et de tous ceux que n'aveugle point le parti-pris. »

Bertoni a présenté lui-même, le 31 janvier, son recours au Conseil d'État (Conseil des ministres) de Genève. Ces messieurs l'ont écouté, mais n'ont rien décidé. Bertoni attend toujours leur « réponse ». Ces messieurs sont évidemment dans un grand embarras.

⁂

L'estime et la sympathie que nous éprouvons pour Bertoni nous font un devoir de relever ici l'oblique manœuvre dont il a été l'objet, à Paris même, de la part du journal l'*Anarchie*.

Sous le titre *Expulsions et Explosions* (??), ce journal a publié (nº 25, du 31 janvier) une lettre de Genève qui pue le bureau de police. Or, cette lettre qui ne tend à rien moins qu'à ravaler Bertoni au rang du plus immonde des journalistes bourgeois, *cette lettre ment*. Bertoni n'est pas le chercheur de tares, le collecteur de scandales, le répugnant monsieur armé pour le chantage, que si complaisamment dessine l'*Anarchie*. Bertoni est une des plus nobles têtes de l'anarchisme international, une intelligence et un caractère d'un incomparable métal. Un diffamateur, Bertoni? Un remueur de vase, un égoutier de presse ?... C'est la première fois certes que quelqu'un l'ose dire, et ce quelqu'un-là est un calomniateur.

C'est à coups d'idées et non d'ordures, que Bertoni s'est toujours battu ; c'est sa propagande révolutionnaire, seule, qui l'a rendu redoutable et qu'on lui veut faire expier. Chercher d'autres raisons à l'arrêté Maunoir, c'est vouloir légitimer l'application qui a été faite à Bertoni d'un texte dirigé contre les « individus de moralité douteuse », souteneurs, bookmakers et croupiers. C'est vouloir discréditer Bertoni, et ici, les amis parisiens de Bertoni ne le permettront pas.

Autre chose. Dans le dernier numéro du *Libertaire* a paru une « lettre de Genève », où l'auteur, H. Truan, se plaint d'avoir été écarté, lui et son groupe, de l'organisation des meetings qui ont eu lieu à Genève *pro Bertoni*.

On me prie de dire ici que Truan ne fut écarté que pour avoir publié, en mars 1906, dans un journal qui eut jusqu'à trois numéros et demi, l'*Action anarchiste*, un article d'origine vraisemblablement policière contre Bertoni, Herzig et le *Réveil*. On jugea, non sans raison, que Truan n'était pas très qualifié pour prendre, après cela, la défense de Bertoni.

Remarque curieuse : dans cet article de l'*Action anarchiste*, comme dans celui de l'*Anarchie*, le nom de notre ami Herzig était inexactement orthographié *Hertzig*...

AM. D.

⁂

BELGIQUE

Grève de mineurs. — Comme l'ont dit les *Temps Nouveaux*, c'est bien contre la règle des 40 ans que la grève des mineurs d'Herstal éclata ; mais outre que le nouveau règlement interdisait l'embauche de tout ouvrier ayant passé cet âge, les vieux mineurs étaient destitués de leur poste pour passer dans un emploi moins rétribué.

Il y avait aussi une autre cause à la grève.

L'organisation du travail souterrain était la suivante : En tête de l'exploitation, un maître ouvrier (le responsable du conflit) ; puis, directement sous ses ordres, la catégorie des « serfs de teille » chefs de groupe qui commandaient chacun à une équipe de 7 à 8 mineurs. C'est à ces serfs de teille que chaque quinzaine était payé le salaire de l'équipe, dont, bien entendu ils s'appropriaient la part du lion.

La grève actuelle a mis un terme à cet état de chose, chaque mineur maintenant sera payé par la Compagnie, ce qui aura l'avantage de le mettre bien en face de son véritable exploiteur et d'éviter les discussions entre exploités toujours au profit de l'exploiteur.

Quant à la cartouche de dynamite, de l'aveu même du juge de paix qui s'occupe des arrestations d'usage, l'engin a été déposé par la Compagnie même pour les besoins de sa cause, il n'y a du reste pas eu d'explosion.

Trois des mineurs arrêtés ont été condamnés à 3 mois, 2 mois et 15 jours de prison, plus 100 francs d'amende au dernier, ce qui est certainement plus pour lui qu'un mois de prison. Tous trois pères de famille.

Je tiens de source absolument sûre que leur innocence est certaine, mais c'étaient les principaux militants qu'il fallait éliminer au plus vite. Les témoins à charge, des jaunes qui travaillent encore dans la mine, ont agi sous la pression directe du maître ouvrier.

Une tentative de médiation du bourgmestre n'a donné aucun résultat, la Compagnie ayant refusé de s'y soumettre.

Une centaine de jaunes travaillent encore sur un total de 260 ouvriers : ce sont tous des paysans des environs, dénués d'initiative et d'instruction.

En arrivant en gare de Liège, les gendarmes sont là pour les recevoir et ils sont amenés à la mine comme des vagabonds.

Lors du lock-out de Verviers les sociétés musicales de Herstal avaient donné des concerts au profit des lock-outés, hier ce sont les musiques des syndicats de Verviers qui sont venues donner un concert à Herstal, au profit des grévistes ; ce fut une touchante manifestation de solidarité.

A. G.

⁂

ESPAGNE

Les bombes de Barcelone et la police. — Une des bombes trouvées ces jours derniers à Barcelone, qui avait été transportée au champ d'expériences de l'artillerie, a éclaté tandis qu'un capitaine d'artillerie l'examinait. Cet officier a été blessé grièvement.

A propos de ces bombes, si fréquemment signalées dans la capitale de la Catalogne, certains journaux madrilènes, « le *Globo* » « le *Liberal* » insinuent que ces attentats ou pseudo-attentats pourraient bien ne pas être l'œuvre d'anarchistes. Pourquoi ceux-ci limiteraient-ils leurs exploits à cette seule ville ?

On donne à entendre que les fonds affectés aux révélations faites à la police sur les menées anarchistes encouragent certaines spéculations et que des policiers peu scrupuleux s'entendraient eux-mêmes avec certains individus pour déposer des engins, puis pour toucher et se partager le fruit de ces révélations.

C'est du moins ce que l'on peut conclure des lignes suivantes du *Globo* :

« Les attentats de Barcelone, les bombes que l'on trouve tous les jours dans cette ville, se fabriquent à Madrid, se préparent au ministère de l'Intérieur.

« Qu'on supprime les fonds dont on récompense les révélations, que la police de Barcelone soit avertie qu'on n'enverra plus une seule *peseta* pour les confidences reçues, et les bombes disparaîtront comme par enchantement. Mais auparavant que l'on commence par mettre à pied tous les chefs de police de la ville et qu'on évite avec soin que les nouveaux chefs se mettent en contact avec les anciens. »

Voilà qui en dit bien long sur la morale de la police espagnole. (*Le Temps* 1er Février.)

⁂

RUSSIE

Budget de contre-révolution. — La contre-révolution ne se fait pas à l'œil. Le budget pour 1907 du ministère de l'intérieur dépasse celui de 1907 de près de 6 millions de roubles. (Rappelons la valeur du rouble : 2 fr. 65).

Sur cette somme, 5.116.000 roubles sont destinés à la police, à qui le tsarisme doit bien ce supplément de solde. Par ailleurs, les crédits pour la corruption de la presse ont été majorés de 15.000 roubles. (C'est ma foi peu, pense notre Gérauld-Richard national) ; ceux affectés au déplacement des fonctionnaires de 60.000.

On signale aussi quelques nouveaux crédits.

Le général-gouverneur qui terrorise « provisoirement » les Provinces baltiques coûtera près de 83.000 roubles ; tandis que la brute chargée des mêmes fonctions dans la région métallurgique du Midi n'en coûtera que 41.000. Ça doit se mesurer au nombre des poitrines fusillées.

Le général-gouverneur qui opère à Cronstadt recevra 21.000 roubles de frais d'entretien. A lui de prouver son savoir-faire, s'il veut être augmenté l'an prochain.

Autre nouveau crédit : les dépenses *secrètes* de la police : 200.000 roubles.

Et dire que toutes ces prodigalités n'empêcheront pas la destruction prévue, archi-prévue, du tsarisme et du tsar !

⁂

Significatif. — *La Correspondance russe* a publié la dépêche ci-dessus ; datée d'Ekatérinoslav, le 10 janvier.

Le gouverneur Alexandrovski publié l'ordre suivant ; « les loueurs de chambres et les propriétaires de maisons chez lesquels seront trouvées des bombes seront traduits devant les conseils de guerre de campagne. Au cas seulement où ils seront en mesure de fournir la preuve incontestable de leur ignorance de l'existence de bombes chez eux, ils seront condamnés à 3000 roubles d'amende. Les bombes seront détruites sur place, même si elles ont été trouvées dans l'intérieur des maisons. Les maisons pourront aussi être confisquées. »

Non moins significative, la circulaire qu'a publiée la même *Correspondance russe*, et qui émane de l'administration des douanes. La voici :

« Certaines douanes ayant soulevé la question des conditions de l'importation de l'étranger des fusils automatiques du système Browning, le département des recettes des douanes, *après avoir pris l'avis du département de la police*, fait savoir que, le Comité de l'artillerie s'étant opposé à la libre entrée en Russie des fusils indiqués, comme c'est le cas pour les fusils de chasse, *et étant donné la situation actuelle*, l'importation de dits fusils ne saurait être admise, qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur.

⁂

ANGLETERRE

L'Irlande, qui, grâce à la domination des Anglais et des curés, s'est trouvée en arrière des nations en toute chose, sauf dans les saillies d'esprit, s'est réveillée dans les cinq dernières années de sa léthargie forcée et lutte pour reconquérir la liberté de penser et d'agir. Peu à peu, après la mort de Parnell, il y a 15 ans, son peuple s'est enfin aperçu que ses politiciens n'ont rien fait pour le pays et ont beaucoup trop fait pour eux-mêmes, et que les rivalités et la jalousie entre les groupes irlandais de la Chambre des Communes, leurs querelles et leurs amères personnalités non seulement ont gaspillé le temps et l'énergie politique qu'on aurait pu employer pour les affaires du pays, mais ont fait de l'Irlande la risée des nations, quand par hasard elles se rappellent de son existence.

Les Irlandais-américains (descendants d'exilés) et le grand nombre d'émigrants qui débarquent chaque année dans les ports américains ont prodigué leur dollars, péniblement gagnés, en faveur du parti politique irlandais ; mais les sommes dernièrement reçues sont moindres que d'ordinaire, comme si la grande armée des Irlandais d'Outre-Atlantique commençait à se fatiguer de faire les frais d'une organisation qui ne vaut pas beaucoup mieux qu'un nid de frelons.

Le nouveau mouvement, qui est extrêmement intéressant, fut initié, il y a peu d'années, par le Dr Hyde, un homme passionnément attaché à son pays, à son peuple et à sa littérature. Il attira l'attention du peuple sur ses belles vieilles légendes et chansons, et sur l'harmonieux langage celtique, qui est encore parlé et compris par beaucoup de gens dans l'ouest solitaire, le long de la côte méridionale et dans les montagnes. Le peuple répondit avec un élan extraordinaire. Ce fut comme si un attouchement de baguette magique eût rappelé l'âme populaire aux idéaux supérieurs de la vie. Tout de suite dans tout le pays se formèrent des groupes et des clubs pour étudier la langue et la riche littérature irlandaise.

Il faut se rappeler qu'à cause de la dévotion générale à la Mère Église, il y a dans toute l'Irlande à peine un seul groupe socialiste et peut-être pas un seul individu anarchiste : les prêtres pensent bien à mettre ordre à cela. Mais ces mêmes prêtres — tous Irlandais eux-mêmes — furent charmés par la poésie et la beauté de leur propre littérature, presque oubliée jusqu'au jour où le Dr Hyde sut créer dans le public un engouement pour elle ; et ils encouragèrent le nouveau mouvement, et non seulement ils apprirent eux-mêmes la langue nationale, mais ils se mirent à l'enseigner. Si forte fut la poussée du sentiment national que bientôt chaque ville et chaque village se mit à publier un journal en langue celtique, à ajouter sur les devantures des boutiques le nom du propriétaire en irlandais et à inscrire sur les tablettes des murs et sur les poteaux-guides les noms des rues en caractères celtiques au dessus des noms en anglais. Et jusque-là c'est très bien. Mais maintenant se produit un changement de scène.

La renaissance du sentiment national en littérature renforça le désir de l'affirmer dans la vie. Quelques esprits audacieux parurent, et par des conférences et des articles de journaux répandirent l'idée — tâche peu difficile en Irlande — que le temps était arrivé de rompre l'union abhorrée avec l'Angleterre, accomplie il y a presque cent ans par les artifices perfides des prêtres, de la noblesse et des politiciens.

L'idée fut bien reçue et fit du chemin.

Pourquoi se battre pour l'Angleterre ? Des meetings antimilitaristes eurent lieu, et furent supprimés sans bruit. Des circulaires antimilitaristes furent distribuées dans les villages et imprimées dans les journaux celtiques : les rédacteurs furent, comme en France, emprisonnés et mis à l'amende. Le gouvernement anglais commença à être inquiet — et on fit comprendre au clergé, qui était tout disposé à comprendre, que l'antimilitarisme pouvait bien conduire à l'anticléricalisme.

Jusqu'au mois dernier une riche famille catholique avait publié et défrayé un journal hebdomadaire, très bien fait et très populaire, appelé *The Irish Peasant (Le Paysan irlandais)* qui, rédigé par un homme de talent, était ouvertement le porte-drapeau du mouvement national pour la liberté de pensée et d'action. C'était une feuille habile et intelligente qui excitait partout intérêt et enthousiasme et qui serait probablement devenue un facteur important dans la vie de la nation. Le cardinal Loque l'a supprimée. Cela fut fait d'une manière très simple : il menaça les propriétaires catholiques de les dénoncer du haut de l'autel. Cette menace, en Irlande comme dans tous les pays qui sont sous la domination des prêtres, est un coup mortel pour le progrès.

Le rédacteur, quoique catholique lui-même, avait osé insérer des articles en faveur de l'instruction laïque et, par conséquent, *Le Paysan irlandais* était une feuille « pernicieuse et anti-catholique » et devait être immédiatement supprimé. M. Ryan, le rédacteur, en a appelé à Rome, comme si Rome avait jamais manqué de soutenir ses cardinaux.

En attendant le défi a été relevé par la fraction protestante, et *The Republic* a paru : c'est aussi un hebdomadaire brillant et bien écrit, qui porte l'épigraphe : « Pour abolir non l'Union mais la Conquête » et a les mêmes aspirations que le *Paysan*. Inutile de dire que le parti parlementaire méprise tout cela et que le gouvernement supprimera tous les numéros dans lesquels on conseillera aux jeunes Irlandais de ne pas servir dans l'armée anglaise.

Qu'il est vrai que les propriétaires du sol sont partout les mêmes ! La semaine passée fut présentée aux autorités municipales d'une grande ville industrielle du Lancashire, par une députation de petits garçons, une pétition pour avoir un terrain de récréation. Les pauvres enfants déclarèrent qu'ils ne pouvaient jouer que dans les rues, d'où la police les chassait. Les autorités durent répondre qu'elles n'avaient pu réussir à persuader un seul propriétaire à louer du terrain dans ce but, et que ceux qui consentaient à vendre demandaient des prix prohibitifs.

* *

Une section des sans-travail fit, il y a quelques jours, une démonstration dans le district de Hammersmith, laquelle, comme d'ordinaire, se passa tranquillement.

Dans toutes les villes anglaises, pour faire des réunions en plein air, ou des processions, il faut une permission de la police, qui est rarement refusée. Mais quand il s'agit de processions de sans-travail, la permission est limitée à un certain nombre d'entre eux, lesquels sont encore partagés en sections, dont chacune est escortée par la police à pied et à cheval, et est obligée à marcher si rapidement que la procession en perd toute dignité.

La chose principale, dont on se plaignait dans le meeting de Hammersmith, était que tandis que les sans-travail du district souffraient la faim, la simple administration des deux Bureaux du Travail de la localité, qui sont presque inutiles, coûte 800 francs par semaine.

C'est une chose ordinaire dans l'Angleterre, qui avec toute sa grande richesse est incapable d'une organisation financière raisonnable. Des sommes énormes de l'argent du peuple sont perdues en traitements de fonctionnaires incompétents, qui gaspillent les plus grandes resources par une administration idiote. Des millions sont donnés tous les ans aux hôpitaux de Londres, et cependant il n'y a jamais assez de lits pour les malades pauvres.

Il est bien temps que le peuple prenne ses affaires dans ses propres mains !

ROBIN HOOD

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères [1]

(Suite)

En somme, les ouvriers n'attendaient pour rentrer qu'une indication de tendances conciliatrices de la part des fabricants. La foule avait à peine commencé à sortir des halles qu'un envoyé de la municipalité apportait les conditions des patrons à la rentrée immédiate dans les usines. Au milieu d'un silence profond, le président lut ceci :

Les ouvriers rentreront tous à la fois dans toutes les usines. Les tarifs précédemment discutés en commission mixte, tels que les tarifs de coupe, de piqûre, de montage à la main, de finissage en partie, restent acquis, et seront appliqués dans les fabriques où ils ne le sont pas, dans une durée de huit jours.

La discussion continuera sur les tarifs qui n'ont pas été discutés encore.

La rentrée des ouvriers avant l'élaboration complète étant une dernière tentative d'accord, un nouveau délai de huit jours ne saurait être accordé au cas où une rupture viendrait à se produire.

Une véritable stupeur accueillit cette lecture, puis de vives protestations s'élevèrent. Ainsi, pas un mot des tarifs remis le 10 à la municipalité ! L'entrevue envisagée par le maire est considérée comme nulle ; les patrons s'en tiennent aux maigres avantages obtenus avant le lock-out. Bien plus, ils les généralisent. Ainsi, des salaires très bas, péniblement obtenus dans quelques petites usines mal outillées, ils veulent faire un salaire de base valable pour toutes les autres. Cela a l'air d'une concession faite aux travailleurs, c'est, au contraire, un obstacle que l'on dresse contre toute amélioration future. Et toujours la grande objection revient : Pourquoi les patrons, qui, sur les instances de la municipalité, ont consenti que nous présentions un tarif général, ne font-ils aucune allusion à ce tarif ?

En vain les chefs des Syndicats prêchent le calme et la réflexion. A l'unanimité, l'assemblée décide de ne pas reprendre le travail le mardi matin. La rupture est définitive.

Les causes industrielles du lock-out.

Pour expliquer ce lock-out de 8.000 ouvriers, les fabricants ont invoqué des nécessités industrielles.

D'abord la hausse des matières premières. C'est un fait connu de tout le monde que les cuirs ont renchéri considérablement en ces dernières années.

— La guerre russo-japonaise — m'explique un grand négociant en cuirs — y a beaucoup contribué. Les deux peuples refont en ce moment l'équipement de leurs armées ; on sait tout ce qu'il entre de cuir dans le harnachement militaire : bottes, basanes, ceinturons, courroies, sacs, harnais, etc., ont absorbé des millions de peaux. L'énorme développement de la cordonnerie mécanique aux Etats-Unis fait que les Américains, aujourd'hui, au lieu de nous envoyer des cuirs, nous en achètent ; les tarifs protecteurs de l'Allemagne, en arrêtant à la frontière russe les troupeaux des steppes, ont encore aggravé le mal. En quelques années, les cuirs ont haussé d'environ 50 o/o.

« Dans ces conditions, que devaient faire les fabricants de chaussures ? Elever le prix de leurs produits. C'est ce qu'ils ont fait, et quiconque achète des souliers a pu s'en apercevoir. Seules, Fougères, Nancy, Limoges et quelques autres places ont maintenu leurs prix pour les articles bon marché. Pourquoi ? On ne le comprend pas bien. Ces villes fabriquent surtout la chaussure camelote : celle qu'on vend 10 fr. 50, 9 fr. 50 ou même 7 fr. 50. Je ne veux pas chercher ce qu'il y entre de *vrai* cuir : la science, on le sait, et l'industrie allemande sont de grandes magiciennes... Toujours est-il qu'une hausse de un franc ou deux francs par paire ne ferait pas vendre un soulier de moins en France. En effet, les clients qui achetaient jadis des bottines de 20 francs, aujourd'hui vendues 25 francs, peuvent, s'ils ne veulent pas augmenter leurs dépenses, se rabattre sur des chaussures de 20 francs, que l'on vendait 15 francs naguère. Ils peuvent même acheter deux paires de souliers de Fougères à 10 fr. 50. Mais, même si cet article venait à renchérir, on ne pourrait pas en acheter un autre ; pour la simple raison qu'il n'y en a pas à meilleur marché ; il faudrait alors se résigner à sortir en chaussons, ce que les Français ne feront pas tout de suite. »

D'autre part, la hausse des cuirs est la même pour tous les fabricants, qu'ils habitent Fougères, Nancy, Limoges, Romans ou Arpajon. Si donc tous les fabricants de chaussures à bon marché ont été jusqu'ici d'accord pour ne pas élever leur prix de revient même grevé d'une hausse des matières premières, il leur reste une marge suffisante de bénéfice.

Mais, répondent nos industriels, si à la hausse des matières premières s'ajoute la hausse des salaires ?... Et la Chambre syndicale affiche sur tous les murs que les tarifs acceptés par elle sont supérieurs à ceux des autres villes de France.

Elle l'affirme, mais elle n'en est pas bien sûre, semble-t-il, puisqu'au lendemain de la rupture définitive, la plupart des fabricants de Fougères partaient en délégation pour Paris, Nancy, Limoges, Romans et autres lieux, précisément, disaient-ils, pour établir une comparaison entre leurs tarifs et ceux de leurs concurrents. J'ai eu la bonne fortune d'interroger à ce sujet un fabricant de Fougères, homme aussi intelligent que courtois, à qui je confiai mon dessein de faire une comparaison entre les tarifs de cette ville et ceux des autres places.

— Prenez garde, me dit-il, c'est presque impossible : l'outillage est loin d'être le même dans toutes les fabriques ; il en est où tout se fait mécaniquement à l'atelier, où la division du travail est poussée à l'extrême, où chaque ouvrier ne fait qu'une partie d'une pièce, et où cette pièce lui arrive toute préparée. D'autres usines, au contraire, moins riches ou plus arriérées, donnent à l'ouvrier une pièce incomplètement préparée. Ainsi les mots montage, finissage, gravure, fraisage des lisses, etc., etc., quoique partout employés, ne signifient pas partout exactement le même travail : les tarifs ne sont donc pas comparables. »

Cette remarque est juste ; des ouvriers aussi l'ont faite.

Mais voici le grand argument, celui qui frappe le plus la population non ouvrière, celui que répète sans cesse le *Petit Fougerais* : la hausse des salaires rendra toute concurrence impossible ; des commandes de dizaines de mille paires de souliers vont s'en aller aux usines rivales : l'avenir industriel de Fougères est menacé. Ceci est grave et mérite d'être considéré. Remarquons toutefois que la main-d'œuvre n'entre que pour 30 o/o environ dans

---

(1) Voir les nos 35, 36, 37 et 38.

le prix de vente de la chaussure. Si donc tous les salaires de tous les ouvriers de toutes catégories se trouvaient brusquement élevés de 10 o/o (et les cordonniers n'en demandent pas tant), cela ne ferait qu'une augmentation de frais de un trentième.

FRANCIS DELAISI.

(*A suivre.*)

Vient de paraître :

Œuvres (tome II) de Bakounine. Ce volume contient une biographie de Bakounine par J. Guillaume, *Les Ours de Berne, Lettres à un Français* et l'*Empire Knouto-Germanique*, brochures aujourd'hui introuvables de Bakounine. Prix : 3 fr. 50.

REVUES & JOURNAUX

Langue Internationale.

Le premier numéro de *Internacia Socia Revuo* (Revue Sociale Internationale) vient de paraître. C'est une revue mensuelle illustrée, de 16 pages pour commencer, entièrement rédigée en Espéranto par des socialistes et des anarchistes de tous les pays; l'élément anarchiste y domine. C'est la première tentative d'un organe d'avant-garde vraiment international, par ses matières, par son public, par ses rédacteurs, par sa langue. J'estime qu'il peut rendre d'énormes services à l'internationalisme, et qu'il mérite au plus haut point d'être soutenu. *Socia Revuo* ne vivra qu'à la condition que tous ceux qui lisent ou désirent lire (c'est très facile) l'Esperanto et s'intéressent aux idées avancées, s'y abonnent (6 francs par an, 45, rue de Saintonge, Paris).

Voici la liste actuelle des collaborateurs : P. Berthelot (République Argentine); R. Auerbach (Autriche); E. Chapelier, Gassy-Marin, J. Nys, G. Stoutsky (Belgique) ; J. Teply, V. Malina (Bohême) ; N. Vasco (Brésil): J. Kent, W.-W. Padfield, Maréchal, H. Fryer (Angleterre) ; S. Minkow, Diodono, Petrov (Bulgarie); E Hakkanson (Danemark, Finlande, Norvège, Suède), G. Bastide, F. Buokin, R. Chaughi, Dufour, Fi-Bian-Go, M. Franssen, B. Louis, Marielle, Mertz, C. Papillon, V. Richard, Rousset-Galhauban, Sem (France) ; F.-J. Havelka, W. Thielking (Allemagne); K. Dek, B. Garcia, Navarro, R. Lopez (Espagne); J.-L. Bruijn (Hollande); Z. Baranyai (Hongrie) ; Amototo (Chine et Japon) ; A. Gallois, E. Malatesta, L. Carlos (Italie); P. Soler (Catalogne); H.-F. Sexauer (Mexique) ; Tosca (Monaco); Amiko, B. Ku, N. Or, Malnova Rusa Esperantisto, D. Mu Kj, A. Zv (Russie); S. Schwengeler (Suisse); Valeri (Turquie); Bubo, Ch. E. Randall (Etats-Unis); M. Verema (Uruguay).

Le premier numéro contient une étude historique sur les paysans en Russie, depuis l'abolition du servage (1861), à suivre; *Le bonheur pour les prolétaires*, par J. Nys; le commencement des *Réflexions sur l'individualisme* de Manuel Devaldès; l'appel du bureau socialiste international *contre l'emprunt russe*; des articles sur *les partis socialistes en Grande-Bretagne*, et sur *le mouvement ouvrier suédois*; des notes sur le mouvement social en divers pays, Bohême, Bulgarie, Brésil, France, Allemagne, Guinée, Hollande, Espagne, Mexique, Russie, Suisse, Etats-Unis, et quelques notes sur le mouvement espérantiste. Enfin un dessin d'Hermann-Paul et une couverture de Willette.

* *

Dans le numéro de septembre-octobre d'*Espero-Pacifista*, Gaston Moch, annonçant la traduction en espéranto de *Ils étaient fous* d'Octave Mirbeau et du *Rire rouge* de Léonide Andréieff, ajoute ceci :

« Dans la série des horreurs, jusqu'ici connues, de la guerre, les batailles d'extrême-Orient ont introduit un nouvel élément de terreur : la folie. De nombreux télégrammes, pendant le cours de cette longue guerre, nous ont parlé d'officiers et de soldats dont la raison n'a pu supporter tant de souffrances, tant de spectacles épouvantables ; une dépêche de Tche-Fou, adressée le 22 mai 1905, c. a. d. après la reddition de Port-Arthur, donne de cela une impression caractéristique, la voici :

« Les derniers blessés russes quitteront Port-« Arthur demain.

« Le premier convoi qui se rendra à Tche-Fou « contient quarante marins et soldats atteints de « folie : ils s'embarqueront sur un navire qui est « à l'ancre, en ce moment, dans le port. Ce navire, « appelé *Whampoa*, est arrangé spécialement « pour le transport des fous. »

« Quelle lumière ce simple et bref télégramme jette sur la guerre moderne : on doit arranger spécialement un navire — et aussi des trains sur la voie de fer Sibérienne — pour rapatrier les soldats devenus fous !... »

* *

Langue anglaise. — Dans *Freedom*, numéros de décembre et suivants, très intéressante discussion contre et pour la langue internationale.

R. CH.

* *

Jacques Dhur a entrepris dans le *Journal* une série d'articles sur les bagnes militaires que nous nous proposions de reproduire ; mais ils commencent à devenir trop nombreux, nous devons nous borner à y renvoyer nos lecteurs. Ces articles ont paru dans les nos du 30 novembre, 3, 6, 8 21, 31 décembre 1906, 1, 3, 13, 15 et 17 janvier 1907.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Paul Louis : *Histoire du mouvement syndical en France* (1789-1906). — Alcan, éditeur.

Oraisons funèbres, par Bossuet, 0 fr. 95, chez Flammarion, 86, rue Racine.

Les associations agricoles de l'Algérie, de Rocquigny, « Musée social », 5, rue Las-Cases.

L'Oncle de l'Europe, par J. Grand-Carteret, 1 vol. illustré, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

L'homme et la terre, par E. Reclus, séries 17 et 18, 2 fr. 50, Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

Contra a immigração, brochure de « La Battaglia » San Paulo, Brésil.

Vanité, par P. et V. Margueritte, 1 vol., 3 fr. 50, chez Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

La vera historio de Kroŭ-Meleno, dessins de Lochard, texte de Robin, 0 fr. 05, 27, rue de la Duée.

Volkspolitik, par Anton Menger (Verlag von Gustav Fischer, Iéna.)

La anarquia ante los tribunales, par P. Gori, brochure à « El Productor ». Arguelles 11, Gracia, Barcelone.

A los Jovenes, par P. Kropotkine. Même librairie.

A voir :

L'Affaire Ferrer, par Malato et d'Ostoya, no 305 de *L'Assiette au beurre*.

Les métiers qui tuent, dessins de Delannoy, Grandjouan et Naudin, « Assiette au beurre », no 295.

Ecce Homo, dessins de Grandjouan, *Assiette au Beurre* no 300.

Respect, par Jossot, *Assiette au Beurre* no 302.

Correspondances et Communications

× **Des anarchistes** croyant à la nécessité de congrès, en organisent un pour le courant de cet été. Ils viennent de lancer un appel où ils expliquent leurs raisons.

Pour ceux que cela intéresse, s'adresser à Job-J. Lodewijk, Cornelis Anthonisz straat, 49, Amsterdam.

× **Colonie communiste.** — Les camarades qui connaîtraient une propriété à louer, pouvant servir à l'installation d'une colonie communiste, sont priés d'adresser tous les renseignements au camarade Victor André, 56, rue Berzélius, Paris.

× **Un camarade**, obligé par ses études de se lever à minuit, *tous les jours sans exception*, serait heureux de trouver un camarade qui consentirait (contre rétribution mensuelle de 10 fr.) à venir le réveiller. Il lui est impossible de se réveiller seul.

Urgent. — S'adresser au camarade Sacha Kritchewsky, 2, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (Ve arr.).

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 8. — Mousset (A. E. R.). — La vieille chanson française.

× **Section d'enseignement de la Maison du Peuple de Montmartre**, 92, rue de Clignancourt. — Vendredi 8. — Mme Molle-Weiss : De l'utilité de l'éducation familiale de l'homme et de la femme.

Jeudi 14. — Discussion sur la morale, sous la présidence d'Alfred Croiset.

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 11 février, à 8 h. 1/2, rue Clément. — Cours d'esperanto.

× **Association internationale antimilitariste** (Section des 12e et 20e). — Réunion le 15 février 1907, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 22, rue du Rendez-Vous, salle Batifoulier.

Causerie par un camarade sur l'ordre dans la discussion.

× **Jeunesse libre**, boulevard de Magenta, 6. — Lundi 11 février à 8 h 1/2.

Causerie par le camarade Eugène Martin, sur la méthode dans la discussion et dans l'action.

× **Les camarades** anarchistes qui jugeraient utile de faire de la propagande dans les 3e et 4e arrondissements, sont priés de se réunir le vendredi 8 février, à 8 h. 1/2 du soir, rue du Fauconnier, no 7, pour l'organisation d'une conférence contradictoire.

× **Jeunesse d'Education sociale.** — Réunion le jeudi 14 février, salle du Progrès social, 92, rue Clignancourt.

Ordre du jour :
Histoire des communes;
Luttes de classes sous le moyen âge.

× SAINT-DENIS. — **A la Bourse du Travail.** — Jeudi 14 février, à 8 h. 1/2, cours d'esperanto, par Papillon.

× SAINT-DENIS. — **Quatre-Chemins.** — Mercredi 13 février, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre, cours d'esperanto.

× TOURS. — **Théâtre du peuple** (groupe d'études sociales). — Samedi 9 février, à 8 h. 1/2 du soir, réunion au restaurant populaire, 14, place du Grand-Marché, salle du premier étage.

Causerie par un camarade.

× TOULOUSE. — **Groupes anarchistes.** — *Canton Ouest.* — Tous les jeudis, à 8 h 1/2 du soir, 94, Grand-Bar, de l'avenue Muret.

Canton Centre. — Samedi 9 février, à 9 heures du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg. — Soirée familiale : Causerie, chants, poésies.

Le poète chansonnier Lacombe est invité.

Le prochain dessin sera signé HERMANN-PAUL.

Petite Correspondance

Jeumont. — J'ai fait passer aux intéressés.

A.-M. Gérardmer. — Connaissons personne.

P. M., à Harnes. — Pour l'almanach, je fais passer à Delesalle.

J. B., à Lyon. — Votre abonnement était terminé depuis fin décembre, et il est de 8 fr. maintenant.

A. P., à Saint-Jean-devant-Passesse. — Vous redevez 0 fr. 10.

J. N., à Laeken. — Je vous fais envoyer le no du *Courrier Européen*.

Reçu pour le journal : Deux anonymes, 20 fr. — A. V., à New-York, 5 fr. — G., 5 fr. — Marshall, les camarades Teinsuff et Carton, 13 fr.

Pour les affiches : Institutrice, 5 fr. — V. H., 2 fr. 25.

Merci à tous.

L., à Saleux. — M., à Nîmes. — M., à Genève. — L. P., à Saint-Raphaël.

S., à Cusset. — V., à Besse. — V., à Essonnes. — B., à Besançon. — B., aux Abrets. — B., à Florensac. — A. S., à Armentières. — J. B., à Lyon. — E. B., à Paris. — T., à Ceyzeriat. — S., à Liège. — N., à Le Blanc.

Reçu timbre et mandat.

R. F., à Montpellier. — E. P., à Saint-Quentin. — Les affiches envoyées à votre adresse nous sont revenues.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Dessin de Ch. AGARD

Pauvre homme, les années s'écoulent, tu n'avances guère! Quand donc lâcheras-tu tout ça!

12e ANNÉE. — N° 42

16 FÉVRIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMERO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Hermann-Paul.

SOMMAIRE

Pour Deux Oubliés

Un de nos camarades, de passage à Cayenne, nous communique des renseignements qu'il a pu se procurer là-bas, sur la déportation. Entre autres, sur Théodule Meunier, dont les militants de la période 1890-1894 doivent se rappeler.

Accusé d'être l'auteur de l'explosion du restaurant Véry, Théodule Meunier fut arrêté en Angleterre, extradé et ramené à Paris, où il passa en Cour d'Assises.

Aucune preuve — que des présomptions, des bavardages — ne fut apportée à la barre. Traduit pour meurtre et cambriolage, Meunier aurait été acquitté. Malheureusement pour lui, lors de son jugement, on était en pleine terreur tricolore. La frousse régnait en souveraine maîtresse. C'est elle qui dirigeait la politique et la magistrature. On arrêtait à tort et à travers; on condamnait de même. Malgré la déposition de plusieurs témoins venant apporter le témoignage qu'au moment de l'explosion Meunier ne pouvait pas être sur le théâtre de l'attentat, il suffit à celui qui a pour métier d'envoyer à l'échafaud ou au bagne ceux qui sont déférés à sa sinistre besogne, de brandir le spectre de l'anarchie devant douze bourgeois apeurés pour que Meunier fût envoyé au bagne à perpétuité!

Malgré son grand désir, la hyène Bulot ne put obtenir sa tête. Devant l'affirmation des témoins, venant proclamer l'innocence de Meunier, on n'osa pas le condamner à mort.

* *

Au bagne, Meunier a été ce qu'il était dans vie, ce qu'il fut à la barre, un homme libre, subissant les événements sans rien perdre de sa dignité d'homme.

Dans ce milieu de corruption et de délation, il a subi les règlements, ne se refusant qu'aux humiliations imposées par le caprice et l'arbitraire, aux besognes immondes.

Le règlement du bagne porte que le forçat qui, pendant un laps de temps déterminé, n'a pas eu de punition, doit être classé dans une certaine catégorie, ce qui entraîne une amélioration, bien relative, dans le régime auquel il est soumis.

Or, malgré que Meunier soit dans les conditions requises, malgré que rien, dans sa conduite, n'ait justifié cette mesure, on l'a arraché de la classe à laquelle il a droit, on l'a interné sous le n° 26.761, aux îles du Salut, qui sont, paraît-il, l'enfer du bagne... Le directeur du pénitencier lui déclarant qu'il n'y a pas de règlement pour les anarchistes.

* *

L'autre oublié, c'est Grangé, père de deux enfants en bas-âge; il pensa qu'il était plus de son devoir de travailler pour nourrir et élever ses enfants que d'aller se pourrir dans la caserne où on voulait l'envoyer.

Il fut insoumis. Dénoncé, il tira sur les gendarmes qui venaient l'arrêter, mais *sans atteindre personne*.

Traduit en Cour d'Assises, malgré que cela se passât bien avant le période de la terreur — c'était bien deux ou trois ans auparavant — le jury fut impitoyable pour l'anarchiste qui ne voulait pas renier son acte. Grangé fut condamné à douze ans de travaux forcés. Il est toujours en Nouvelle-Calédonie, ayant fini son temps, mais condamné, de par la loi, à ne plus revoir ceux qui, laissés enfants, sont aujourd'hui, presque un homme et une femme, qui ont grandi, loin de lui, et, qui sait, peut-être élevés dans la haine ou la crainte de celui qui, jusque dans sa révolte, pensait plus à eux qu'à lui-même!

* *

Aujourd'hui que Dreyfus est réintégré, que Picquart est ministre, que la plupart des défenseurs de l'innocence sont en place, suffira-t-il d'élever la voix en faveur de ces deux victimes pour que le pouvoir intervienne, afin d'arrêter le déni de justice qui continue à peser sur ces deux hommes?

Comme pour Dreyfus, les règles de la justice — sinon de la justice bourgeoise, celle de la simple justice — ont été violées à leur égard.

Ce furent des verdicts de vengeance que la peur extorqua aux jurés. C'est par vengeance que, jusque dans le bagne, on refuse à Meunier les bénéfices du règlement.

Les anarchistes n'ont pas pour habitude de demander grâce, ni pour eux-mêmes, ni pour ceux d'entre eux qui tombent dans la lutte. Mais demander à ceux qui se prétendent les dispensateurs de la justice d'intervenir en faveur de deux hommes qui sont condamnés à mourir au bagne, n'ayant aucun recours, parce que, si l'on se garda de violer à leur égard, les règles de la justice juridique, ce n'est pas demander grâce que de leur demander de rétablir les règles de l'équité naturelle.

Et, puisque la défense de la justice et de la vérité, en la personne de l'officier millionnaire, les a portés au pouvoir, peut-être voudront-ils se rappeler que ceux qui sont sans le sou, ont, eux aussi, besoin de justice et de vérité.

Et s'ils sont, aujourd'hui, trop haut pour que les voix qui les leur réclament parviennent jusqu'à eux, peut-être la Ligue des Droits de l'Homme — dont l'intervention a été efficace plus d'une fois — voudra-t-elle prendre en main la cause de deux hommes qui ne sont au bagne que parce qu'ils se refusèrent à rien taire de leurs idées.

J. Grave.

POUR L'AFFICHE

Il y a un certain nombre de localités importantes, telles que Roanne, Villefranche, Clermont-Ferrand, Béziers, Cette, etc., où nous n'avons pas envoyé d'affiches. Y aurait-il des camarades qui voudraient s'en charger? Nous disposons encore de 7 à 800 qui seraient mieux sur les murs que chez nous.

Sur le Congrès d'Amsterdam

Les organisateurs du Congrès d'Amsterdam viennent de publier leur première circulaire. Imprimée en sept langues (en français, en anglais, en allemand, en hollandais, en espagnol, en italien et en espéranto), elle porte la signature des groupements anarchistes-communistes de Hollande, de Belgique, d'Allemagne, de Bohême et de la Fédération des anarchistes de Londres qui parlent le jeddisch. Elle a été adressée à tous les organes de la presse anarchistes des deux mondes et elle a reçu de la plupart un encourageant accueil.

L'article que j'ai publié dans notre numéro du 1er décembre 1906, nous dispense de reproduire cette circulaire intéressante. Je veux simplement présenter ici quelques observations.

⁂

Et d'abord sur le titre même du Congrès : *Congrès ouvrier libertaire et communiste international.* Ce titre est long et il est vague; voulant embrasser trop, il étreint mal. L'adjectif *libertaire* ne manque pas seulement de bravoure, mais de netteté et de force. *Communiste* n'était pas bien nécessaire ; il va sans dire que les sectateurs de l'Ego ne viendront pas à Amsterdam. Au surplus, en existe-t-il encore? La presque unanimité des anarchistes actuels adhèrent au communisme. Adhésion, il est vrai, purement formelle, et de nulle valeur pratique : beaucoup d'anarchistes « communistes » demeurent, dans la réalité quotidienne, fidèles aux errements anciens d'individualisme total, ennemis non pas seulement de toute espèce d'organisation mais de l'action syndicale elle-même, laquelle est foncièrement une action en commun.

J'aurais donc supprimé *libertaire et communiste* et mis en leur place ce mot tout bref : *anarchiste.*

⁂

Mais voici une objection plus grave. — Est-il exact que le Congrès *anarchiste* d'Amsterdam sera un Congrès *ouvrier ?*

Pas le moins du monde. Il viendra à Amsterdam des congressistes de toutes les classes et non de la seule classe ouvrière. Les questions qu'on y débattra, ne seront pas spéciales aux travailleurs ; il n'y sera traité qu'accidentellement de limitation des heures de travail, de travail infantile ou féminin, de chômage, de salaires.

Ainsi ni par sa composition ni par son objet, le Congrès d'Amsterdam n'aura le « caractère ouvrier ».

Les organisateurs me répondront sans doute qu'ils n'ont voulu qu'éclairer d'un mot leur conception d'un *anarchisme ouvrier.* Cette conception-là je ne puis assez dire combien je la partage avec eux. Je crois, moi aussi, qu'à l'anarchisme des gens de lettres et des rhéteurs, fondé sur l'individu, ayant l'individu pour principe, pour but et pour moyen, il est temps de substituer franchement un anarchisme fondé, comme au temps de ses origines, sur le mouvement ouvrier et sur la lutte de classe.

Mais quand bien même cette conception prévaudrait à Amsterdam, elle ne suffirait pas, il me semble, à conférer au Congrès un caractère prolétarien. Laissons donc aux socialistes légalitaires la prétention, utile à leurs candidatures, d'être la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Le Congrès anarchiste international d'Amsterdam ne réunira pas les délégués d'une classe, mais les militants d'une idée, et la distinction veut être faite soigneusement.

⁂

Il est un autre point sur lequel je ne suis pas d'accord avec les initiateurs du Congrès. Ils ont écrit : « En plus des groupes et des camarades libertaires, *tous délégués de syndicats,* et tous organisateurs syndicalistes venus individuellement... seront également les bienvenus. »

Je souhaite vivement que les militants syndicalistes aillent nombreux à Amsterdam. Ils montreraient ainsi qu'ils ne croient pas littéralement que le syndicalisme, le soulèvement des masses organisées, suffise à tout ; et par ailleurs, l'idée anarchiste ne pourrait que gagner au contact d'hommes qui doivent davantage à la réalité pratique qu'à nos pâles et sèches idéologies.

Quant aux syndicats, j'estime que leur place n'est pas plus à Amsterdam qu'elle n'est à Stuttgard où la social-démocratie universelle se réunira en septembre.

Le syndicalisme est parvenu, au moins en France, à une notion de lui-même, à une délimitation de son domaine propre, qui, pratiquement, se sont manifestées par l'affirmation de sa neutralité ; et il rétrograderait s'il cessait un instant de poursuivre ses fins propres pour s'attacher à telle ou telle fraction socialiste ; il ne le fera pas, et les anarchistes français qui ont tant combattu pour arracher le mouvement ouvrier à l'emprise des social-démocrates, ne pourront certes pas l'en blâmer. Ils savent d'ailleurs que leur influence dans les organisations ouvrières peut s'exercer efficacement sans qu'il soit besoin de se les attacher. Ils savent que ce n'est pas aux organisations ouvrières à venir à l'anarchisme, mais bien plutôt à l'anarchisme à aller aux organisations ouvrières — ainsi qu'il s'est fait jusqu'ici.

Toutefois, ce n'est pas la faute aux camarades néerlandais et belges, si le syndicalisme, n'ayant pas acquis chez eux le sentiment de sa valeur propre, n'a pas encore rompu avec les partis, les écoles et les églises. Mais nous devons les avertir qu'il en est autrement en France et que nous sommes résolus à respecter l'autonomie et la neutralité du mouvement ouvrier.

⁂

Une dernière remarque et j'en aurai fini.

Le camarade Henri Fuss-Amoré, dans sa dernière correspondance de Belgique (*T. N.* du 26 janvier), a écrit que le « but primordial du Congrès doit être l'organisation d'une Internationale libertaire ». Et Fuss d'ajouter aussitôt : « Nous demandons que ne soient pas admises au Congrès les discussions sur le principe même de l'organisation, mais seulement sur les formes meilleures de l'organisation ».

C'est là l'opinion non seulement de Fuss, mais de la plupart des Belges qui iront à Amsterdam. Or, je pense que c'est là anticiper un peu. Le Congrès ne saurait s'assigner pour objet l'organisation de toutes pièces (*et par en haut,* ce qui est bien un peu gouvernemental !) d'une Internationale nouvelle, mais à discuter, entre autres questions, celle de l'organisation anarchiste. C'est assez différent. — Au reste n'y a-t-il pas grande illusion à croire les Congrès capables de créer quelque chose ? Leur rôle est d'échanger des idées, de confronter des opinions, des faits, des hypothèses, des espérances, — et de laisser à chacun le soin de conclure et d'agir.

AMÉDÉE DUNOIS.

VULGARISONS LA BEAUTÉ

(*Suite*) (1)

Je connais au Petit Palais des Champs-Elysées, à l'exposition des œuvres du sculpteur Dalou une cinquantaine de minuscules figurines, de merveilleux bijoux que l'artiste a fait jaillir à coups de pouce de la glaise : Paysan fauchant ; Homme raccommodant une faux ; Semeur ; Femme ramassant du foin ; Femme ratissant ; Terrassier au repos ; Paveur levant sa houe ; Homme portant un cric ; Homme cassant un bâton avec son genou ; Terrassier s'essuyant le front ; Homme portant un paquet de cordages ; Marchande d'habits courbée sous un sac ; Homme portant un panier ; Groupe d'ouvriers poussant un bloc ; Groupe d'ouvriers soulevant un bloc ; Vignerons au travail ; Charretier assis sur son cheval de trait, etc. Phalange héroïque de dos courbés, de muscles tendus, d'efforts acharnés convergeant à la même tâche. Le jour, où pour la première fois je vis ces trésors, cela fut mieux qu'un régal d'art pour mes yeux. J'entrevis le parti merveilleux qu'en pourrait tirer la carte illustrée populaire. Le labeur des mains glorifié, estimé à sa valeur véritable. L'Art du Peuple vulgarisé, rendu populaire jusque dans les moindres recoins des moindres bourgades.

A côté des laborieux tâcherons de Dalou viendraient se ranger les farouches et passives cohortes de Meunier. Puis, Alexandre Charpentier avec ses médaillons, le si expressif *Zola*, l'admirable « *Travailleurs de tous pays, unissons-nous !* » Surtout avec ses bas-reliefs céramiques, ses Mitrons, Sa *Famille heureuse*. Puis Carrière avec ses *Maternités*, son *Reclus*, son émouvant *Théâtre du Peuple*. Puis Adler et ses *Haleurs*, son *Chemineau*, sa *Grève du Creusot*, ses études de gens du peuple, son *Matin de Paris*. Puis Steinlen et ses cohues, et ses symboles. Puis Chahine et son *Vieux Maçon* et son *Sans-Travail*, et ses quais de Paris. Puis Prunier, Pissarro, Vallotton, Francis Jourdain, Raffaelli, Rysselberghe, Maurice Robin, Luce, Delannoy, Ricardo-Florès, Hermann-Paul, l'amusant Roubille, l'exubérant Van-Dongen, le vaillant Grandjouan, tous les talents, qui à des degrés et sous des aspects divers s'insurgent contre les tyrannies sociales.

Voir des dessins ne suffit pas. Il serait également excellent de puiser largement à même notre vie actuelle. Une œuvre colossale de documentation reste à entreprendre. L'évocation fidèle du monde du travail n'a été tentée jusqu'alors que par de rares amateurs s'ignorant les uns les autres. Il ne s'agit ni plus ni moins que de les rassembler, puis d'y ajouter de nouvelles séries de clichés typiques et pittoresques par régions et provinces. Métiers, traditions, mœurs et coutumes, costumes régionaux, paysans, bûcherons, marins, montagnards au travail, quartiers sordides et vétustes des grandes villes, bas-fonds, lieux de misère, lieux de débauche, lieux de torture. Et à côté, la rue grouillante, le rail trépidant, l'activité de l'usine grondante, le trafic incessant du port, le bruit de la halle, le boyau obscur de la mine. Et enfin, primant tout, les clairières sociales où l'on s'émancipe, les causeries, les meetings, les manifestations, les salutaires révoltes de la grève.

Dans nos syndicats ouvriers, il ne manque guère de camarades de bonne volonté qui seraient enchantés d'apporter leur pierre à cet édifice collectif. Ils auraient là, n'est-il pas vrai, un champ d'activité sans limites. L'initiative du tirage en cartes illustrées, en lithos, ou par tout autre procédé serait prise par des camarades compétents et à même de produire à très bon marché. Quant à la vente, elle serait faite soit dans un magasin, soit par des expositions temporaires dans les groupes de Paris et de la province, soit sous le patronage de la *Maison des Fédérations*, soit par un groupe autonome. Tous ces points sont à discuter.

Dans un tel groupe, tous les documents précités seraient réunis et d'autres encore. Les *Temps Nouveaux* viendraient y ajouter leurs admirables séries de lithos et de cartes. Des spécimens d'*art populaire*, grès flammés, poteries savoyardes, etc., n'y feraient pas mauvaise figure. Je crois bien que, pour cette œuvre, la réclame ne serait guère difficile et que les bons artistes dans la note sociale ne dédaigneraient pas de s'y intéresser.

⁂

A côté de ce groupe de production et de vente, un groupe de militants pour l'*Art populaire* (*L'Art pour tous*, par exemple) prendrait efficacement l'initiative d'une vigoureuse campagne pour le défrichement des mauvaises herbes. J'avoue que, pour ma part, je ne verrais pas d'un mauvais œil tel propagandiste par le fait, comme Mme Carrie Nation en Amérique, donnant quelques bons coups de hache dans les infâmes étagères du Boulevard. Sans pousser l'héroïsme à ce point, il nous serait facile d'enrayer le mal par notre mutuelle entente. Pourquoi donc tous ceux que le laid rend malades et qui rêvent de rehausser le goût public ne se syndiqueraient-ils pas pour exiger de tel ou tel trafiquant autre chose que la *Joconde* ou que *T'en as un œil !*

A force de lapider les bonshommes, à vingt, à

(1) Voir le numéro 41.

trente, à cinquante dans la même journée, on parviendrait à imposer un assainissement relatif des boutiques, en attendant le jour de la désinfection totale. La C. G. T. a entrepris une campagne pour la conquête des loisirs. Pourquoi aujourd'hui ne pas entreprendre une campagne complémentaire pour moins de laideurs dans la rue, pour plus de beauté dans la vie?

Ne serait-ce pas là le corollaire logique de la levée prolétarienne, en marche vers la Cité d'Harmonie?

⁂

Il est vraiment grand temps que notre atmosphère se purifie. Notre Bourgeoisie décadente est chaque jour plus inapte à comprendre la Beauté. Le cake-walk et la danse du ventre suffisent à son idéal. Si le peuple conscient ne devait pas régénérer le monde, je ne sais guère où la Beauté pourrait bien se réfugier. Tant que l'heure libératrice ne sera point venue, nos productions artistiques resteront chétives et incomplètes.

La Beauté est une force. Elle est une force révolutionnaire. Tout ce qui peut égayer l'intérieur triste et nu de l'ouvrier moderne, tout ce qui lui inspire le goût d'un milieu moins déprimant, d'une vie moins mécanique, plus remplie de joies supérieures, toute œuvre d'art dont il pénètre le sens et la portée constitue une protestation éloquente contre les laideurs et les misères de la société contemporaine. Une simple cruche heureusement enjolivée détonnera si fortement avec sa vaisselle pitoyable qu'il pourra être amené à se dire qu'une organisation ou ceux qui produisent la richesse ne peuvent jouir des belles choses, trop éloignées de leur portée est abominablement mal bâtie. Comme une plante maladive enfermée dans une cave fait tous les sacrifices pour atteindre le soupirail, dès qu'un rais de soleil a touché sa tige anémique, l'esclave moderne fera tous ses efforts vers l'avenir de Beauté qu'il rêve; il y apportera toute la tension de ses facultés rudimentaires; il brisera tous les cadres qui l'empêchent de la saisir et de la créer à son tour.

C'est dans ce sens et seulement dans ce sens, c'est afin d'intensifier l'esprit révolutionnaire parmi les masses opprimées, c'est pour accélérer la démolition salutaire du vieux monde pourri et la genèse d'un monde d'harmonie sur les ruines de l'ancien que tous ceux qui ont le désir de vulgariser l'Art et la Beauté déjà existantes peuvent s'unir dans une collaboration fraternelle.

A. Pratelle.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

MOUVEMENT SOCIAL

Vaillance socialiste. — Nul n'ignore — ou n'est censé ignorer — que nos députés socialistes remplissent au Parlement un rôle éminemment révolutionnaire. Non seulement ils y défendent les intérêts ouvriers mais ils y attaquent les intérêts capitalistes. Les faits sont là qui parlent et qui valent les meilleurs discours.

En voici un nouveau : On se rappelle la campagne menée par le syndicat des facteurs parisiens contre la coutume dégradante des étrennes du nouvel an. Par affiches les facteurs invitaient la population à refuser les versements habituels, afin de contraindre leur patron, l'Etat, à leur payer un salaire qui leur permette de s'abstenir de mendier. L'*Humanité*, même, publia divers articles, étalant la désorganisation occasionnée dans les services postaux, durant une période de fort travail, par l'absence des facteurs occupés à la mendicité officielle.

Le syndicat des facteurs avait demandé au groupe des députés socialistes d'intervenir à la tribune de la Chambre contre la coutume des étrennes. Il n'était pas exigeant. Une toute petite question au Sous-Secrétaire des Postes l'aurait contenté. On ne lui a même pas accordé ça.

On n'a trouvé personne. Rouanet, le valeureux, a déclaré qu'il comptait 500 sous-agents, au bas mot, parmi ses électeurs et qu'il ne tenait pas à les indisposer.

Les indisposer? Indisposer des électeurs socialistes ? Mais diable les électeurs socialistes ne seraient-ils pas ce qu'un vain député socialiste déclare, c'est-à-dire le nec plus ultra des travailleurs conscients?

Rouanet se défila. Mais Meslier était là. Il promit de gravir la tribune et de dire son fait à l'administration des Postes. Hélas ! Meslier fit à cette promesse le même sort qu'à celle d'aller naguère enquêter à Hennebont.

Les députés socialistes gardèrent le plus profond silence, et les facteurs syndiqués en sont à se regarder entre eux et à se demander s'ils n'ont pas rêvé, s'il est bien vrai qu'ils ont demandé aide et secours au groupe socialiste parlementaire.

⁂

Socialisme municipal. — Voilà une variété de socialisme qui fait des merveilles. Ah! Il n'y a pas à le nier, l'heure de la Révolution est singulièrement avancée par la conquête socialiste du droit de dresser les budgets communaux sous la censure vigilante des préfets actuels, passés et à venir.

La ville de Saint-Etienne est dotée d'une municipalité socialiste. Oh ! « indépendante ! ». On sait qu'indépendant dans le mouvement socialiste cela veut dire que les dents ont poussé et que l'on est impatient de manger à la même auge que les bourgeois.

La municipalité socialiste de Saint-Etienne se distinguait dernièrement en allouant une subvention à un syndicat *jaune* de la localité; ce qui est on ne peut plus « lutte de classe », on en conviendra. Elle vient de récidiver, ce qui prouve qu'elle prend goût à aider les cliques patronales; elle vient de voter les fonds nécessaires pour permettre aux jaunes stéphanois de se faire représenter à un Congrès de la jaunisse.

Continuez, braves socialistes des municipalités, peut-être réussirez-vous à dégoûter les travailleurs d'envoyer quelques-uns des leurs se pourrir dans les grands et petits parlements.

⁂

Tournée Viviani. — Le ministre du travail a décidé de balader sa « fenêtre ». Dimanche, il avait été l'ouvrir à Lyon. L'écho des paroles qui sont montées jusqu'à lui, comme de celles qu'il a laissé descendre jusqu'au peuple, est parvenu jusqu'à nous. Ne laissons pas s'égarer des perles de la finesse de celle-ci :

« Les ouvriers doivent s'écarter des voies de la violence, car la violence est nuisible parce qu'elle refoule les timides, nuisible parce qu'elle donne un prétexte aux exploiteurs et aux réacteurs, nuisible parce qu'elle communique à la classe ouvrière une illusion qu'elle possède la force, alors que la violence est la fille déchue et dégénérée de la force. »

L'idée est un peu vieille sur les lèvres gouvernementales. Mais comme elle est bien taillée. Sûrement que les bons bourgeois lyonnais, depuis le socialiste Colliard jusqu'au financier Aynard, en ont dû ressentir un délicat plaisir. On est vertueux, à l'ombre de Fourvières, et c'est un bien honnête spectacle que de voir fustiger une « fille déchue ». Heureusement que cette fille déchue est bonne fille. Elle est venue au monde avant Viviani; elle le sait, comme elle sait aussi qu'elle l'enterrera.

Ah! saints Droits de l'Homme, quel sort est le vôtre! Ne proclamez pas trop haut que l'insurrection est le plus sacré des devoirs quand passera le ministre du travail de notre République! sinon il pourrait vous arriver des misères.

Mais Viviani a dit d'autres bien belles paroles qu'il ne faut pas laisser perdre :

« J'estime remplir ainsi un rôle utile à *la paix sociale*, que nous pouvons conquérir sans procéder à l'étouffement des revendications humaines, sans qu'il reste une marque de défaite et d'humiliation pour une catégorie de citoyens, parce que notre démocratie est assez forte pour assurer l'émancipation à ses enfants, et assez grande pour réconcilier dans la noblesse de la victoire tous ses fils. »

Tiens ! tiens ! moi qui croyais que la tâche des socialiste, même quand ils portent maroquin ministériel sous le bras, était d'organiser la lutte des classes; moi qui croyais que nos députés et nos ministres de la sociale enrégimentée pénétraient dans la forteresse capitaliste pour porter leurs coups puissants de plus près, me serais-je illusionné ? Ce serait donc pour faire asseoir en rond, ouvriers volés et patrons voleurs, autour de la table familiale de la « paix sociale » que Viviani se serait laissé nommer député, puis ministre, tout comme un vulgaire Etienne? Quelle surprise et quel chagrin!

⁂

Dialogue authentique. — Un camarade s'est demandé ici, au lendemain de la décoration du secrétaire du Vieux-Syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, le citoyen Evrard, ce que comptait faire le parti socialiste.

Je lui apporte ici une réponse qui le satisfera.

Au dernier Conseil national du parti socialiste, la Fédération du Pas-de-Calais avait délégué le fils Evrard. Ce jeune homme, vaillant comme tous ceux de sa race, était à la tribune pour réclamer la tête de Gustave Hervé.

Dans l'assistance, un délégué assis à côté du citoyen Delory, lui demanda : « Est-ce le fils ou quelqu'un des parents de l'Evrard qui a accepté d'être décoré? » Delory de répondre : « Non. Ils n'ont rien de commun. Ni fils ni parent. D'ailleurs, celui qui a été décoré n'appartient pas au parti socialiste. »

C'était le fils même du décoré, qui est, lui-même, membre du parti socialiste et « délégué du parti » au conseil d'arrondissement. Mieux. Le décoré est un ancien membre du parti ouvrier.

Cela, Delory le savait, à n'en pas douter. Mais il y a des tas de choses que le parti socialiste a pour devoir de vouloir ignorer. S'il les savait, ne faudrait-il pas qu'il se prononce.

Le *Travailleur*, de Lille, comme l'*Humanité*, de Paris, devraient dire quelque chose, et cela jetterait la brouille dans la famille. Le « silence dans les rangs » ne fait-il pas la force des armées?

Pierre Monatte.

⁂

Dans les casernes. — Les journaux de la semaine nous ont fait part de la note suivante, œuvre de M. le commandant du 1er bataillon du 156e d'infanterie à Toul, et qu'il ne faut pas laisser tomber dans l'oubli, car c'est un chef-d'œuvre.

« Il est parvenu au chef de bataillon qu'après les théories faites en décembre dernier il existe encore des antimilitaristes au bataillon.

« Les antimilitaristes sont avant tout des lâches qui cherchent à cacher leur lâcheté sous des motifs philosophiques, sous des sophismes.

« Ce sont aussi des criminels, des parricides, qui tuent petit à petit la mère qui les a mis au monde, la patrie à laquelle ils doivent l'existence d'abord, la liberté ensuite. Ils sont même des fous dangereux qui n'hésiteraient pas, le jour du danger, à planter leur couteau dans le sein de la patrie. Ce sont des traîtres qui viendraient en aide à l'envahisseur. S'ils ne sont pas cela, ils sont des crétins, des idiots, des naïfs, des gobeurs, des maniaques ou des chiens enragés, dont les bêtises et la manie relèvent des établissements de fous. Ils sont dangereux pour la société.

« Le chef de bataillon compte qu'il existe encore suffisamment d'hommes énergiques au bataillon et sains d'esprit, pour, le cas échéant, demander à ces détraqués combien ils touchent de l'étranger pour la propagation de leurs doctrines de lâches et d'esclaves et pour, au besoin, les mettre proprement à la raison.

« En tout cas, le mal est trop avancé maintenant pour être traité par le mépris et l'indifférence; comme il faut agir énergiquement, le chef de bataillon invite les commandants de compagnie à mettre en prison tous ces individus. »

Quoi! après les théories faites en décembre dernier, il existe encore des antimilitaristes! c'est incroyable. Que ces antimilitaristes soient avant tout des lâches, c'est assez drôle, car enfin, ils risquent énormément à faire leur propagande en pleine caserne; et, vienne la guerre, ils risqueraient encore bien plus : la fusillade, tout simplement. Il est encore singulier de les entendre traiter de traîtres qui viendraient en aide à l'envahisseur, alors qu'en 1871, c'est contre eux — ou contre des gens qui leur ressemblaient beaucoup — que l'armée régulière demanda l'aide de l'envahisseur, contre eux qui s'étaient soulevés en partie, parce qu'on s'était rendu aux envahisseurs !

Ils ne sont pas non plus des crétins, des idiots,

des naïfs, des gobeurs, des maniaques ou des chiens enragés, mais des gens qui examinent les idées avant d'y croire, et qui ne demandent pas mieux que de changer d'avis, si on leur fournit de bons arguments.

Combien ils touchent de l'étranger? Ah! mon commandant, je vois bien que vous êtes un vrai soldat. C'est là le langage martial que vos collègues proféraient, il n'y a pas très longtemps, pendant certaine affaire qui les ennuyait fort : « Vendus!... syndicat de trahison!... Payés par les Juifs!... »

Doctrines de lâches et d'esclaves... Appeler doctrine d'esclaves une doctrine qui proteste contre l'esclavage de la caserne, contre la honte de l'obéissance passive, qui veut l'individu sans chefs, sans maîtres, libre! Ah! mon commandant, il ne faut pas que votre note tombe dans l'oubli : c'est un chef-d'œuvre.

⁂

La liberté selon les catholiques. — Depuis quelques années, les catholiques ne cessent de crier : « Liberté! liberté! » Ils crient ce mot partout, dans leurs journaux, dans leurs discours, dans leurs sermons, à l'église, au salon, aux W. C. Si ce cri dans leur bouche est sincère, ils ont eu tout récemment l'occasion de le montrer.

Il s'agissait de l'inauguration, à Paris, par un évêque américain et un prêtre français, d'une nouvelle église, schismatique en ce qu'elle repousse l'autorité du pape, s'étant constituée en association cultuelle, et ayant pris le titre d'église « catholique, apostolique et *française* », au lieu de *romaine*. En quoi cela gênait-il les catholiques fidèles au pape? En rien du tout. C'est pourquoi ceux-ci poussant des cris divers (sauf, ce jour-là, celui de *Liberté!*), envahirent l'église, troublèrent « le saint sacrifice de la messe », vociférant, injuriant, menaçant, à tel point que l'évêque schismatique put dire : « J'ai parcouru l'Amérique et les Indes, j'ai été missionnaire pendant trente-six ans, je n'ai jamais rencontré dans aucune tribu pareille intolérance. »

Oh! oui, les catholiques aiment la liberté. Mais pas pour les autres.

R. Ch.

⁂

Pour Ferrer. — Notre ami Prateile nous envoie le texte — que le manque de place nous empêche seul de reproduire — d'une adresse de sympathie à Francisco Ferrer et à ses co-détenus, victimes des haines de l'Eglise catholique et du gouvernement espagnol. Cette adresse porte les signatures collectives du *Journal de Méru*, de la *Libre-Pensée* de Méru, de l'*Union syndicale* des ouvriers tabletiers de l'Oise (section d'Andeville), du comité radical-socialiste de Méru, de la Société des amateurs et ouvriers d'art du canton de Méru et plusieurs signatures individuelles.

Nous envoyons cette adresse à l'ambassade d'Espagne, à Paris.

⁂

La mort du mendiant. — J'ai cueilli dans un quotidien le fait suivant qui se passe de tout commentaire :

« Hier matin arrivait au cimetière de Chambéry un triste convoi que ne suivait aucun assistant. C'était le corps d'un pauvre mendiant mort dans des circonstances particulièrement navrantes qui méritent d'être contées. »

« Panetta, c'était le nom du malheureux, avait été condamné dernièrement à deux jours de prison pour mendicité. Il ne pouvait faire autre chose que mendier, étant atteint de tuberculose au troisième degré. C'est un bon lit à l'hôpital et des soins empressés qu'il lui eût fallu pour adoucir ses derniers moments et non la cellule. Etant de nationalité italienne, Panetta avait été expulsé du territoire français, malgré son triste état de santé. Il avait donc été mis dans la voiture cellulaire. A Saint-Chamond, son état s'était aggravé à un tel point que l'on avait dû interrompre le voyage et il était resté vingt jours à l'hôpital. A l'expiration de cette période, le médecin avait déclaré qu'il pouvait être reconduit à la frontière, mais avec de grandes précautions. »

Il avait été de nouveau mis en voiture cellulaire. En route, l'état du mendiant s'est encore aggravé et, à Chambéry, il fallu, faire un second arrêt. On a transporté le miséreux à l'infirmerie, où le médecin a déclaré que l'homme en avait pour quelques heures. Un peu plus tard le mendiant rendait en effet le dernier soupir. »

Les riches peuvent digérer en paix, le pauvre diable n'ira plus heurter à leur porte, demandant les miettes du festin.

R. G.

⁂

Les inscrits maritimes contre l'Etat. — Les marins du littoral français viennent de décider la grève générale à brève échéance.

La cause est en ce que le gouvernement refuse l'augmentation, demandée, des pensions de retraites.

Depuis une quinzaine d'années, les travailleurs de la mer commençant à s'organiser, n'ont cessé de faire valoir l'insuffisance flagrante de ces pensions, qui s'élèvent à *douze sous* par jour, pour les simples marins.

Quelques explications sont nécessaires au sujet de la création et du fonctionnement de la caisse de retraite maritime.

La création remonte à Colbert. A cette époque, quand le roi eut besoin d'armer des vaisseaux de guerre, il enrôla de force des marins du commerce.

Mais devant des difficultés du recrutement et ne pouvant empêcher les désertions en masse, on fut bien obligé d'en arriver aux concessions.

C'est alors que commence l'apparition de la caisse dite des Invalides, dans le but de créer une pension aux vieux marins.

On s'arrangea depuis à faire payer leur retraite par les marins eux-mêmes au moyen d'une retenue qui s'est élevée jusqu'à 4 1/2 0/0 sur leur salaire.

En vertu de l'énorme chiffre de mortalité; voir naufrages, épidémies, etc., la caisse s'enrichit très rapidement.

C'est ici que la chose devient intéressante.

Il y a deux mois environ, les délégués-marins allèrent trouver M. Thomson pour le solliciter une dernière fois d'augmenter les pensions insuffisantes pour vivre.

Le ministre embarrassé fut obligé d'avouer que la caisse des Invalides était *vide* et que *quatre cent soixante millions* de francs avaient été dissipés tant par les régimes antérieurs que par la République.

(Il y a là un exemple à méditer par les ouvriers au sujet des retraites tant prônées par les politiciens).

Enfin, nos pauvres marins, désabusés, bernés trop longtemps par leur députés et pillés par l'Etat, s'organisent à plus de deux cents mille, comprenant : pêcheurs, matelots, chauffeurs, mécaniciens, capitaines au long-cours et décident la grève générale contre l'Etat-détrousseur.

L'importance colossale du mouvement paralyserait tant l'exportation que l'importation, en pesant lourdement sur toutes les branches du transport et de l'industrie.

C'est un conflit sans précédent qui se prépare et les marins savent déployer une extrême énergie devant le danger.

Espérons qu'ils ne faibliront pas.

Moguez.

⁂

LES GRÈVES

De Rive-de-Gier on signale une petite grève motivée par une question de salaires, dans l'atelier de burinage des Forges et Aciéries d'Homécourt. Le directeur auquel les ouvriers présentaient leurs réclamations leur a répondu : « Si vous n'êtes pas contents, passez à la caisse. »

C'est là une façon tout de même un peu cavalière de répondre aux gens et il serait grand temps que ces seigneurs modernes perdissent cette fâcheuse habitude.

Les ouvriers n'ont pas passé à la caisse, mais ils ont cessé le travail. Je n'ai pas de plus amples détails.

R. Galhauban.

⁂

Nantes.

Grève de Pêcheurs. — Les pêcheurs du lac de Grandlieu au nombre de 150 environ viennent de cesser le travail.

Ce lac qui n'a pas moins de 4000 hectares est la propriété (d'ailleurs très contestée) du marquis de Juigné, député, qui l'afferme à un sieur Guillou. Celui-ci, ignoble exploiteur, des pêcheurs, ne se contente pas de prélever 28, 75 pour 100 sur leur pêche, mais encore achète le poisson à vil prix, faisant baisser les enchères et s'emparant du petit poisson sans payer. Dans ces conditions, la vie est impossible. Les pêcheurs ont déjà tenu plusieurs réunions à Passay et à la Chevrolière; il faudra qu'ils se montrent énergiques (car Guillou étant riche, peut attendre) et qu'ils se méfient des endormeurs; la victoire est à ce prix.

Félixio.

⁂

Saint-Etienne.

Casse-cou. — L'administration de la Bourse du Travail de Saint-Etienne placardait la semaine dernière l'avis suivant :

« Camarade secrétaire,

« L'administration de la B. d. T. prévient tous les syndicats que leurs adhérents pourront se procurer au secrétariat de la Bourse des cartes d'entrée pour l'*Eden* à moitié tarif sur la présentation de leur carnet de syndiqué. »

L'*Eden-Concert* est un beuglant; il s'y joue en ce moment une « revue » dont les grotesques couples Delarue et Frémont, Fallières et Sissovath sont les premiers rôles.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », répètent à qui mieux mieux nos administrateurs de syndicats. Est-ce bien prendre le chemin de l'émancipation que d'offrir pour distraction les spectacles stupides des *Viens poupoule*, et criminels des *Cercles de la mort* des music-halls. Ne pourriez-vous faire mieux, camarades de la Bourse? La salle des conférences de la B. d. T. est merveilleusent installée pour servir de salle de concert. Pourquoi les organisations n'essayeraient elles pas d'y faire du théâtre social? Vous tendez, dites-vous, à éveiller les travailleurs à la conscience révolutionnaire. Croyez-vous que c'est en les envoyant aux beugiants que vous y parviendrez? Déjà, les travailleurs ne sont que trop enclins à aller partager avec la bourgeoisie ces amusements obscènes. Il faut, non pas les y envoyer, mais leur en barrer le chemin.

Noel Demeure.

⁂

ETATS-UNIS

Correspondance de New-York. — Le dimanche 6 janvier, Emma Goldman, donnait une conférence au Clinton-Hall, à New-York, la même qu'à Brooklyn deux semaines auparavant.

Sachant que la gent policière ne cherchait qu'une occasion de happer quelques-uns des nôtres, elle avait pris la précaution d'écrire sa conférence.

Rien n'y fit. A un signal donné, les détectives nombreux qui étaient dans la salle, arrêtèrent Emma Goldman, John Caryell qui présidait, plus Alexandre Berkman, *simple auditeur* qui se trouvait dans la salle.

Nos policiers jugèrent que la conférencière avait prononcé des paroles délictueuses. Il n'en est rien. Mais l'ordre était donné et l'ordre a été exécuté.

Toute la bande policière est prête à jurer que des paroles subversives ont été tenues.

Quant à Alexandre Berkman qui était venu en simple spectateur, son arrestation est un chef-d'œuvre d'arbitraire et d'iniquité.

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* doivent se rappeler que tout récemment Berkman fut libéré après quatorze années de prison pour un attentat contre Frick, l'associé de Carnégie, lors de la grève de Homestead.

Maintes fois les journaux ont publié que Berkman avait abjuré ses idées, était entré dans une secte religieuse. La vérité est que, libéré, il apparut plus ferme, plus énergique que jamais. C'est ce qu'on ne lui a pas pardonné en haut lieu, et nul ici n'ignorait que la police voulait l'arrêter au premier prétexte, et même sans prétexte.

Nos camarades sont sous caution : Emma Goldman de 2,000 dollars Coryell et Berkman de 1,000.

Nous progressons. La « vieille terre de liberté » est devenue la terre d'oppression capitaliste et gouvernementale.

Néanmoins, toutes ces iniquités ne passent pas inaperçues. Les simplistes qui pendant longtemps ont cru à la conquête des pouvoirs publics s'aperçoivent que plus nous changeons de maîtres, plus c'est la même chose.

Il faut entendre nos socialistes américains. Après le succès des premières batailles électorales, où ils réussirent à obtenir quelques centaines de milliers de voix, ils crurent que l'avenir était à

eux, et que l'unique moyen de renverser l'ogre capitaliste et le tyran politique, était de déposer dans les urnes le bulletin de vote magique. Ils en reviennent. Que dis-je, nombreux sont ceux qui en sont déjà revenus.

Si la presse socialiste garde avec un soin jaloux dans ses cartons les lettres de protestations des membres du parti contre la vieille tactique de la conquête des pouvoirs publics, la vérité se fait jour.

La foi s'en va chez ceux qui ont le plus vaillamment lutté sur le terrain politique.

Dans les syndicats ouvriers la pantomime d'un Gomper, chef avéré de la *Fédération américaine*, qui pendant vingt années a préconisé l'action corporative et particulariste, et qui, sentant le terrain lui manquer, soudainement se lance dans l'action politique et cherche à entraîner à sa suite la formidable organisation dont il est le chef.

Cette pirouette d'un saltimbanque notoire a été très salutaire, si bien qu'il n'est pas exagéré de prétendre qu'aujourd'hui le mouvement ouvrier s'oriente dans la voie indiquée par les nôtres, — organisation économique du prolétariat sans attaches avec aucun parti politique ; action directe, — sans quémander aucune faveur de l'Etat.

Que les camarades des diverses langues profitent de ces conditions favorables et se méfient des soi-disant révolutionnaires, qui ne cherchent qu'à s'emparer de leurs organisations, pour s'en servir électoralement, ainsi qu'a fait la clique qui dirige le *Parti ouvrier socialiste* lors du dernier Congrès de Chicago des *Industriels Workers of the World*.

Le pontife de ce Parti, Daniel de Léon, manie la calomnie avec une dextérité qui ferait les délices de Basile.

Malgré tout la vérité se fait jour, et tôt ou tard ceux qui se servent de la calomnie et de l'intrigue se trouveront délaissés. Pour une bonne et juste cause, servons-nous de moyens dont nous n'ayons pas à rougir.

MICHEL DUMAS.

⁂

BULGARIE

La grève des chemins de fer. — La grève continue. Le gouvernement a forcé tous les grévistes appartenant au cadre de la réserve, à endosser la livrée et sous la menace des baïonnettes à faire marcher les locomotives de l'Etat. Aujourd'hui le service n'est fait que par des soldats. Les chefs de gare et les chefs de train sont devenus des officiers et des sous-officiers.

Les grévistes essayèrent de faire de l'*obstruction* en se conformant minutieusement aux règlements, en retardant la marche des trains de voyageurs et surtout en rendant impossible le service des trains de marchandises. Mais les socialistes réformistes se mirent à la tête du mouvement et conseillèrent la lutte « légale ».

— « Allez dans les casernes, disaient-ils. Dans trois semaines le gouvernement sera obligé de capituler. »

Mais voilà les trois semaines écoulées. Au lieu de congédier les grévistes, le gouvernement vient de faire voter à la Chambre des députés une loi qui *prolonge encore pour trois semaines l'état de mobilisation de tous les mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, aiguilleurs, cantonniers, etc., en grève*.

Quelle belle leçon pour nos partisans de la légalité! Voulant chercher appui dans la loi, ils ont oublié qu'elle pouvait changer tous les jours au bon plaisir de nos maîtres. Pendant ces trois semaines d'accalmie l'Etat a pu rétablir en partie le service en employant quelques centaines de jaunes et tous les indécis du mouvement. Il a fait même venir de l'étranger 50 chauffeurs et 50 mécaniciens. Heureusement le service est loin d'être régulier. Il y a encore 2,700 grévistes et il n'est pas rare de voir les trains retarder de 5 à 6 heures.

Nous apprenons maintenant que les grévistes sont décidés à se révolter et à quitter la caserne. Quelques-uns même déserteront à l'étranger jusqu'à ce que le gouvernement soit forcé de capituler. Un peu tard ils arrivent à comprendre que ce n'est qu'en agissant « illégalement » qu'ils vaincront.

Mais jusqu'à présent leur esprit quoique ferme et tenace est bien pacifique. Ils ont été arrêtés en masse, maltraités, enfermés comme des troupeaux dans les gares et les entrepôts. On les a chassés de chez eux, en plein hiver, et ils se sont laissés faire, se bornant à envoyer des dépêches de protestation au ministre des travaux publics, leur maître. Pas un seul n'a osé frapper les galonnés, pas un seul n'a essayé à se faire lui-même justice, lorsqu'on jetait sa femme et ses enfants sur la voie publique. L'obstruction continue tant bien que mal. Auprès de chaque mécanicien, sur les locomotives, il y a des soldats baïonnette au canon prêts à tirer. La terreur est générale et les esprits sont très tendus. Aussi commence-t-on à parler des moyens d'action illégale.

Espérons que les cheminaux en comprendront l'utilité et rattraperont le temps perdu pendant ces trois semaines. Des secours leur viennent un peu de partout, même de l'étranger.

ST. L. GUERDJICOFF.

Roustchouk, le 28 janvier 1907.

⁂

SUISSE

L'affaire Bertoni. — L'arrêté du Conseil d'Etat a été pris le 5 février au matin ; la place nous manque pour reproduire ici cet échantillon réussi de l'éternelle duplicité gouvernementale. Bornons-nous à l'analyser.

— Attendu qu'il y a lieu de réprouver « de la manière la plus énergique » (comme s'il n'y avait pas des juges exprès pour cela) les doctrines de Bertoni, le Conseil maintient l'arrêté Maunoir ; mais, « considérant d'autre part que cet arrêté aurait pour résultat de priver Bertoni de ses moyens d'existence, le Conseil *en suspend l'exécution* et décide que « le recourant bénéficiera *jusqu'à nouvel ordre* d'autorisations de séjour *renouvelables tous les trois mois*. »

Que pense-t-on de la justice calvinopolitaine? Elle ressemble singulièrement à de la férocité. Elle soumet Bertoni au bon plaisir des maîtres de Genève ; elle le met chaque trimestre à la merci d'une mauvaise humeur ou d'une mauvaise digestion. Elle le condamne à vivre dans une incertitude perpétuelle ; elle établit pour lui un régime exceptionnel, la surveillance de la haute police.

N'importe! Notre ami ne se rendra pas ; il continuera sa propagande. C'est bien abusivement que ces messieurs du Conseil d'Etat espèrent avoir raison de lui. Ces messieurs ignorent ce que c'est qu'une âme de militant qui ne vit que pour ses idées et qui préférerait la mort, la captivité ou l'exil à l'immobilité et au silence des résignés ou des craintifs.

⁂

L'organisation des anarchistes. — Nous avons signalé récemment la naissance de la *Fédération communiste anarchiste de la Suisse romande*. Cette organisation se prépare à publier un *Manifeste* aux ouvriers et aux paysans qui sera distribué à 12.000 exemplaires. Très clair, très accessible, ce *Manifeste*, dont le dernier numéro du *Réveil* a publié un long fragment, sera certainement bien accueilli, surtout dans les campagnes où l'éducation socialiste reste encore à faire.

Signalons encore qu'une quinzaine de compagnons du canton du Valais — l'un des plus arriérés de la Suisse, — réunis le 27 janvier à Saint-Maurice, ont fondé un *Groupement libertaire valaisan*, qui, sans comité directeur, règlement ni cotisations fixes, par l'entente et par l'entraide, va chercher « à orienter le mouvement ouvrier dans le chemin de la Révolution sociale par la grève générale expropriatrice. »

Le camarade Clovis Pignat, de Vouvry, est chargé actuellement du secrétariat du *Groupement*. Bonne chance à nos amis.

AM. D.

⁂

RUSSIE

La misère, la faim et le typhus. — M. Chichkof, membre de la Zemstvo, donne des détails poignants sur la terrible famine qui ravage la grande province de Samara, dans le sud-ouest de la Russie. Une sécheresse excessive a détruit toute végétation, de sorte que non seulement les paysans n'ont ni blé, ni céréales pour se nourrir, mais le bétail meurt dans des proportions de 20 à 24 pour 100. Ce qui rend la condition du paysan russe plus épouvantable encore, c'est que la famine l'oblige à vendre petit à petit ses vêtements, ses outils, tout ce qui possède. Pour lutter contre le froid cruel de l'hiver en Russie, ils en arrivent à se loger trois familles dans une maisonnette de bois de vingt pieds carrés et démolissent les autres pour avoir du combustible. Pendant des semaines et des mois, ils n'ont qu'un peu de pain noir et d'eau froide.

La dernière ressource du peuple affamé est de rester couché nuit et jour pour diminuer les souffrances de la faim.

Peut-on s'étonner qu'après quelques mois d'une pareille existence, le typhus ravage la contrée!

La famine augmente considérablement dans les provinces de Nijni-Novgorod, Simbirsk, Kazan, Penza et Saratow.

(*Les Journaux*)

⁂

Lettre d'une prison russe. — Un de nos camarades nous communique la lettre suivante, écrite d'une prison russe :

« Quant à moi, c'est toujours la même chose, et tu comprends bien que j'ai peu à te dire de ma vie monotone. Je travaille tant que je ne suis pas interrompue, par un nouveau supplice, par exemple. Nous en avons déjà eu pas mal. Hier ce fut autre chose, ce fut un cas curieux. On devait mettre aux fers une jeune fille de 19 ans, qui va aux travaux forcés à perpétuité, et on ne pouvait trouver personne parmi les criminels de droit commun qui consentît à le faire. Ce sera déjà la seconde (je t'ai parlé de la première femme mise aux fers, qui causa la manifestation et la grève de la faim ; à propos, elle a eu la chance de s'évader).

« D'une façon générale, ces temps derniers, tant de monde s'évade de Sibérie, qu'on utilise à nouveau la forteresse de Schlüsselbourg. On n'ose pas expédier les condamnés en Sibérie et on les laisse dans des prisons réservées pour ça. Dans l'une d'elles, à Smolensk, les prisonniers ont tant souffert, qu'ils ont inventé un nouveau moyen de protestation : tout le monde reste absolument nu (1).

« Comme il y a peu de temps que l'année 1906 est finie, il est intéressant d'en faire le bilan. Je peux te donner une petite statistique. Bien entendu, je ne te garantis pas l'exactitude stricte de mes chiffres, mais ça te donnera toujours une idée.

« Nous avons eu :

« 1.100 tués et 1.640 blessés sans jugement.

« 1.760 tués après jugement, plus 200 tués et 350 blessés par hasard.

« 35.000 déportés « par mesure administrative », sans jugement, en divers endroits du nord de la Russie ou de la Sibérie.

« 150.000 arrêtés.

« 40.000 tués et blessés en tout (manifestations, insurrections, tribunaux).

« 2.029 condamnés aux travaux forcés.

« 186 condamnés à la réclusion perpétuelle en Sibérie.

« 9.412 condamnés à la prison ordinaire.

« 732 rédacteurs ou journalistes ont été jugés.

« 563 journaux ont été supprimés.

« On a trouvé pendant les perquisitions :

« 1.100 bombes.

« 1.792 kilos de poudre.

« 200.000 cartouches.

« 150.000 fusils.

« 32 entrepôts d'armes.

« 21 laboratoires (de la Liberté).

« 110 typographies.

« Voilà, je laisse les chiffres parler d'eux-mêmes, comme on dit dans les romans. »

(1) A cause du froid qui règne dans les prisons russes, la crainte de voir mourir en masse leurs prisonniers, forçait les gouverneurs à mettre fin à leurs tortures.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

EN VENTE

Nous venons de faire réimprimer *La Morale anarchiste* et *Aux jeunes gens* de Kropotkine. Ceux auxquels nous n'avions pas pu en fournir peuvent nous en demander. 7 fr. 50 le cent, port en plus.

Le prochain dessin sera signé DELANNOY.

VARIÉTÉ

Le lock-out de Fougères [1]

(Suite)

D'autre part, on sait que chaque centre industriel a sa zone réservée où ses concurrents ne peuvent que difficilement lui enlever ses clients : c'est l'effet des tarifs de transport. Enfin tout le monde sait que c'est sur les chaussures à bon marché que les bénéfices sont le plus considérables, à cause du bas prix des matières premières et du peu de fini de la fabrication. Il est donc difficile de croire, sauf correction, que les exigences actuelles des ouvriers aient mis en péril, dès maintenant, la prospérité très réelle de la place.

Le vrai mobile qui semble avoir poussé les patrons au lock-out, c'est le désir de briser les organisations ouvrières, d'arrêter dans son élan le mouvement syndical renaissant. Le *Moniteur* l'annonçait clairement dès le 27 octobre, dans l'article cité plus haut ; les ouvriers le croient et l'ont proclamé dans leurs affiches ; les patrons l'avouent et l'ont dit dans leur brochure : *Pourquoi nous avons fermé nos usines.* Après avoir essayé, avec la collaboration inconsciente ou non de M. Gaboury, d'entraîner les ouvriers à accepter un tarif général, très bas, qui leur enlèverait tout espoir d'améliorations ultérieures, ils ont essayé, en jetant à la porte leurs 8.000 ouvriers, de noyer les adhérents de la Bourse du Travail dans la masse des non-syndiqués, de retourner ceux-ci contre leurs camarades, et d'obtenir ainsi un tarif général relativement bas et qui couperait court à toute demande ultérieure d'augmentation.

Ce calcul s'est trouvé déjoué : au lieu de s'emporter contre les « rouges », la masse des indifférents a fait cause commune avec eux. Et c'est le fait capital de cette grève.

Les patrons m'ont semblé surpris et navrés de cette attitude. Pour se l'expliquer, ils l'ont d'abord attribuée à l'action des « meneurs ». Et sans doute l'influence d'hommes énergiques comme M. Jousse, calmes et mesurés comme M. Gourdin, est très réelle sur les adhérents de la Bourse du Travail ; mais elle est, ou plutôt elle était, à peu près nulle sur cette masse inorganique de demi-paysans qui, précisément, répugnent à tout groupement par peur des idées avancées des « rouges ». Les fabricants se sont alors rabattus sur l'emballement des réunions publiques, l'entraînement d'une foule inconsciente par quelques beaux parleurs ; ils ont déclaré dans une affiche que seul un vote, au *scrutin secret*, de tous les intéressés, hommes et femmes au-dessus de dix-sept ans, fait sous le contrôle de la municipalité, donnerait la vraie pensée de la population travailleuse. Ce vote a été proposé par le maire ; les ouvriers, sur le conseil même de M. Gourdin, s'y sont prêtés bien volontiers. Le scrutin a eu lieu le mardi 27 novembre, à l'Hôtel de Ville, dans le plus grand calme, sous la surveillance de délégués patronaux et ouvriers, et la présidence de conseillers municipaux : 5.000 personnes environ avaient droit de vote (étaient exclus les contremaîtres, les enfants au-dessous de dix-sept ans), 4.115 votes ont été émis ; là-dessus, 1.017 voix se sont prononcées pour la reprise du travail, 3.090 pour la grève.

Très sincèrement les fabricants m'ont avoué leur étonnement : ils ne connaissent pas la mesure de leur impopularité. Elle n'est pas due à des vues théoriques sur les rapports du capital et du travail : le socialisme, le communisme et l'anarchie ont peu d'adeptes à Fougères, et si l'on y pratique la lutte de classe, c'est sans le savoir. Mais c'est ici le lieu de se rappeler les origines de l'industrie de la chaussure à Fougères. Tous les patrons qui s'y sont enrichis, ont commencé dans cette ville même avec rien. Tout le monde a connu le père de M. X... au temps où il était ouvrier jardinier ; quand on voit passer Mme Z... en élégant costume, on se rappelle le temps où, boulangère, elle servait à l'ouvrier le pain de six livres avec un sourire aimable. Ces petites gens, on les a vues croître en richesse, et aussi trop souvent en morgue. On contemple avec jalousie leurs demeures prétentieuses ; on suppute d'après les progrès de leur luxe les bénéfices de l'industrie fougeraise. Et lorsque ces gens parlent de « sacrifices faits pour la classe ouvrière », ces sacrifices, fussent-ils réels, on n'y croit pas. Dans ces petites villes, avec ces petites usines, et ces industriels partis du peuple, une seule tactique, semble-t-il, était bonne : la familiarité avec l'ouvrier. Le Français est un animal démocratique : il consent volontiers à être exploité comme un esclave, pourvu qu'extérieurement on le traite comme un égal. « A Ernée, me disait un industriel fougerais, nous avons un concurrent qui donne à ses ouvriers des salaires beaucoup plus bas que les nôtres : en quelques années il aura gagné le million. Et pourtant ses ouvriers ne se plaignent pas. — Pourquoi cela ? C'est qu'il leur joue la comédie du patron « père de famille ». Si une femme accouche, il lui fait visite, lui donne vingt francs, et quelques menus cadeaux ; quand un coupeur va faire ses vingt-huit jours, il va prendre congé du patron, reçoit dix francs et quelques bonnes paroles : de temps en temps notre homme adresse lui-même un speech à ses ouvriers dans l'atelier. Moyennant quoi, il ne connaît pas de grèves, et l'on n'a jamais pu même former chez lui un syndicat. »

Cette politique fait assurément plus d'honneur à l'intelligence du fabricant qu'à celle de ses ouvriers. Le *paternalisme*, abandonné depuis longtemps par les Schneider, du Creusot, et les Krupp, d'Essen, n'est plus de mise dans la grande industrie avec les ouvriers innombrables, les directeurs salariés, et les sociétés anonymes. Il serait encore de mise peut-être dans les petites villes, avec les petites industries, et les patrons sortis du peuple. Mais les industriels fougerais n'ont, en général, pas su jouer ce jeu. Et ce n'est pas le lock-out actuel qui les aidera à y revenir...

⁂

Quelle sera l'issue de cette grève ? Les ouvriers s'imaginent que les fabriques regorgent en ce moment de commandes pressées. Ils sont convaincus que toute semaine qui s'écoule expose les industriels à des résiliations de marchés ; c'est cette pensée qui les soutient et leur fait espérer que les patrons, finalement, céderont.

Malheureusement, « nous avons pris nos précautions », m'a dit un fabricant. Si les renseignements recueillis d'autre part sont exacts, les industriels n'ont en effet rien à craindre d'ici janvier : les commandes que viennent de leur rapporter leurs voyageurs de commerce sont les commandes pour l'été. En forçant un peu la production à partir de janvier, ils pourront tenir les engagements pris avec la clientèle.

Ils pourront tenir jusqu'au 1er janvier, c'est-à-dire jusqu'au moment où les ouvriers épuisés de privations, songeront à rentrer. C'est-à-dire qu'à moins d'efforts héroïques, la grève cessera au moment précis où elle aurait commencé à avoir un effet utile.

Déjà, après quatre semaines de chômage, on souffre terriblement. Les Syndicats de Rennes, dans un bel élan de solidarité, viennent de décider de prendre 2,000 enfants de Fougères et de les placer dans les familles ouvrières de Rennes, où ils seront hébergés pendant toute la durée de la grève. Des sanglots ont éclaté dans la salle lorsque les femmes ont appris qu'il faudrait se séparer de leurs petits. La lutte est dure aux pauvres gens. Il y a là-bas des mères qui pleurent et des enfants qui ont faim (1).

FRANCIS DELAISI.

(*Pages Libres*, n°s 310-311.)

(1) Voir les n°s 35, 36, 37, 38 et 41.

(1) Les secours sont reçus par M. Jousse, secrétaire de la Bourse du Travail, rue Charles-Malart, Fougères (Ille-et-Vilaine).

Faites-nous des Abonnés !

BIBLIOGRAPHIE

Dans l'*Hallali* (2), M. C. Lemonnier nous raconte la ruine et la déchéance de la vieille noblesse par l'histoire d'une famille flamande tombée en paysannerie.

Gaspard de Quevauquant est le type classique du vieux baron féodal. Grand, fort, herculéen, à 60 ans plus leste et plus vigoureux qu'un jeune homme. Doué d'appétits à sa taille, il a dévoré une fortune immense à trousser les filles, et à faire ripaille.

Ruiné, il s'est marié à une espèce de servante dont il a eu un rejeton chétif, liardeur, vrai type, lui, du rustre paysan, dont le cœur saigne chaque fois que s'en va un lambeau de ce qui reste du domaine patrimonial, qui serait déjà à lui, sans la persistance du vieux.

Ce fils, Jean Norbert, a toute une famille où se retrouve la tare plébéïenne, chez les uns, la morgue aristocratique des Quevauquant chez les autres.

C'est la lutte entre le vieux s'acharnant à disperser royalement les quelques arpents qui ont, jusque-là échappé à sa voracité, et la lutte sournoise, lésinarde, mais tenace de Jean Norbert, voulant sauver ce qui fait partie de lui-même.

Tout cela écrit avec le style coloré et imagé de Lemonnier, vous passionne, vous faisant passer sur ce que les types ont de trop conventionnel : car, dans la réalité, il me semble que les nobles sont des hommes comme les autres, physiquement et intellectuellement. Qu'ils n'ont rien de gigantesque dans leur stature pas plus que dans leurs appétits. Combien, ne pouvant citer d'aïeux, qui ne leur cèdent en rien sous ce dernier rapport ! Il n'y a qu'à contempler les arrivistes de la politique.

⁂

Sous ce titre : *Nicolas ange de la paix, empereur du Knout* (3), M. John Grand-Carteret a recueilli les caricatures enregistrant les palinodies et la férocité de l'assassin de Péterhof, l'ignoble chacal qui tapi au fond de sa tanière fait en ce moment un charnier de la Russie.

La France, dite républicaine, n'est pas sans écoper quelque peu dans l'affaire. La complicité de ses gouvernants, de ses financiers, et de toute la racaille

(2) Un volume, 3 fr. 50, chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

(3) Un volume 3 fr. 50, même librairie.

petite rentière qui n'a pas craint de prêter son argent au bandit qui s'en sert pour égorger un peuple qui veut se libérer, et se débarasser des voleurs qui le pillent sous l'égide de l'allié de la République française.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Collection de 12 cartes de l'*Avenir social*, 42, rue de la Pelouse, à Neuilly-Plaisance. — 0 fr. 90 la série.

A voir :

La Traite des Gosses, par Delannoy, *Assiette au Beurre* n° 306.

A NOS LECTEURS

Il nous est rentré des gares, comme invendus, une centaine d'exemplaires des séries 1 et 2 du *Coin des Enfants*.

Sans être très abîmés, il sont assez défraîchis pour que nous ne puissons les vendre comme les neufs. Au lieu de les solder, nous préférons en faire profiter nos lecteurs. Nous les laissons au prix de 1 fr. 25 franco à Paris et 1 fr. 50 par la poste, jusqu'à épuisement du solde.

Nous rappelons que nous les avons fait relier sous une jolie couverture toile, tête dorée, afin que cela constitue un joli cadeau à faire à un enfant.

L'exemplaire neuf, 3 fr. Les trois exemplaires, 7 fr. 50 franco.

Correspondances et Communications

× **L'Union ouvrière de l'Ameublement** étant dissoute, le camarade Cussy, 32 *bis*, rue d'Orsel, reste dépositaire de quelques milliers d'images de Louise Michel, qu'il laisse, pour Paris, 1 franc le 100, port compris.

1 fr. 75 le 100 pour la province, port compris.

5 francs les 500 pour la province port compris.

8 francs le 1.000 pour la province, port compris.

Les sommes recueillies seront destinées pour la propagande par la brochure.

× **Chez Bernheim**, 15, rue Richepanse, *Exposition Luce*, du 15 au 28 février.

× Le Havre. — **Les camarades** du Havre désireraient se mettre en rapport avec les camarades des environs, notamment ceux de Graville, Harfleur, etc., afin de pouvoir intensifier la propagande et d'organiser des conférences dans la région.

Les camarades qui voudront bien répondre à cet appel pourront écrire aux « Causeries populaires », 22, rue de Turenne.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe arr**ts, 17, rue Duméril. — Samedi 16 février, à 8 h. 1/2, conférence sur le néo-malthusianisme.

Mardi 19 février, à 8 h. 1/2, soirée artistique. Causerie par Eugène Petit sur l'art musical. Solis de violon par Faucellon. Les chansonniers dans leurs œuvres.

× **Le Groupe anarchiste des IIIe et IVe arr**ts se réunira dès à présent tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, n° 7, rue du Fauconnier.

Vendredi 15 février, causerie sur l'anarchie par un camarade.

× **Jeunesse libre**, boulevard de Magenta, 6. — Mardi 19 février, à 8 h. 1/2, salle Jules, causerie par le camarade Georges Jeanrot. Sujet : Malthusiens et Régénérateurs.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 15 février ; Blum (A. E. R.) : La rotation de la terre.

Mardi 19 février. — Soirée littéraire et musicale organisée par les « Discurs populaires des Xe, XIe, et XVIIIe arrts ».

× **Action théâtrale** — Tous les mercredis, répétitions aux causeries populaires des Ve et XIIIe arrts, 17, rue Duméril.

× **Grupo liberecana esperantista**. — Lundi 18 février, à 8 h. 1/2, 1, rue Clément, cours d'Espéranto. Organisation de la fête du 3 mars au profit de « Socia Revuo ».

× Saint-Denis. — **Bourse du Travail**. — Jeudi 21 février, à 8 h. 1/2, cours d'Espéranto par Papillon.

× Levallois-Perret. — **Première réunion** le mardi 19 courant, à 9 heures du soir, maison Hector, 91, rue Chevallier, à seule fin de former un groupe anarchiste.

× Le Havre. — **Causeries populaires**. — Réunion le lundi 18 février 1907, à 8 h. 1/2 du soir, 22, rue de Turenne. Discussion sur l'esprit de camaraderie à opposer à l'idée de famille et de patrie.

EN VENTE

Le *Trimardeur*, par Bonnamour 1.75
Le *Grand Trimard*, par Zo d'Axa 2.70
L'*Endehors* 1.25
La Faiseuse de Gloire (roman), par Paul Bruiat 1.75
Sabres de paille, fusils de bois (roman), par M. Huet 1.75
La Grande Grève (roman), par Malato.... 1.75

Je rappelle que la maison Schleicher vient d'éditer *l'Origine des Espèces* de Darwin, à 2 fr. 50. 3 fr. en gare.

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus.. 2.50

Il ne reste plus qu'une quinzaine d'exemplaires dont nous nous sommes rendus acquéreurs.

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille .... » 15
La Peste religieuse, par J. Most .... » 10
L'éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul .... » 15
A Emile Zola, par Ch. Albert .... » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross .... » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce .... » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro .... » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff .... » 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel .... » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin .... 1 fr.
L'Art et la Société, par Ch. Albert .... » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier .... » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe .... » 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet .... » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy .... » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier .... » 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume .... » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache .... » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard .... » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont .... » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille .... » 15
Organisation. Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac .... » 15
Le Tréteau électoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck .... » 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton .... » 15
La Mano Negra, couverture de Luce .... » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy .... » 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard .... » 15
Si j'avais à parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck .... » 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault .... » 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul... » 40
Documents Socialistes, Dal .... » 40
Au Café, Malatesta .... » 30
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couverture de Grandjouan... » 15
L'Etat, son rôle historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen .... » 25
Aux femmes, Gohier, couverture de Agard.... » 15
La femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul .... » 15
Le prêtre dans l'histoire, par Roméo Manzoni, franco .... » 35
Le Patriotisme, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henry .... » 20
La Grève générale, par Briand .... » 10
L'Antipatriotisme, par Hervé .... » 15
Le procès des quatre, Almereyda .... » 20
Le rôle de la femme, Fischer .... » 25
Militarisme, Fischer .... » 25
La Guerre, Mirbeau .... » 35
L'Evolution de la Morale, Letourneau .... » 35
Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus, fco. 2 35

Nous nous sommes rendus acquéreurs des derniers exemplaires, une vingtaine environ ; les camarades feront donc bien d'en profiter.

MUSÉE DES ANERIES

Pour les socialistes ordinaires, l'anarchisme, qui n'est qu'une exaspération de la pensée bourgeoise, est à droite avec toute la bourgeoisie. Le parti socialiste est la réalisation maxima de l'organisation pour la lutte de classe prolétarienne et lui seul peut dire avec vérité qu'il « n'a pas d'ennemi à gauche », puisqu'à sa gauche, il n'y a rien.

Bracke.

(*Humanité*, 17 décembre 1906.)

Souvenez-vous que vos pères ont, il y a cent ans, proclamé la liberté du commerce et de l'industrie, ne supprimez pas la céruse !

(Extrait du discours de M. Gourju au Sénat, le 23 novembre 1906.)

Un superbe album contenant, sur beau papier glacé, les 52 dessins parus dans la onzième année des *Temps Nouveaux*. Prix : 5 fr.; franco, 6 fr.

Petite Correspondance

O. B., à Lyon. — La *Prière du Soir* date de 1857. Ne peut-être de Gori, par conséquent.

J. N., à Laeken. — L'abonnement finira fin avril.

G., à Granges. — Bon. J'en prends note.

W., à Le Cateau. — L'almanach avait été envoyé. Je le réexpédie.

J. F., à Manosque. — Si ces socialistes sont bien reposés lorsque leur député a bien dormi, il se pourrait qu'ils trouvent quelque satisfaction à ce que ce même député gagne 6.000 francs de plus par an.

R. A., à Bonnieux. — Les numéros seront expédiés.

S., à Genève. — Le prix qu'elles avaient été annoncées : 3 francs chaque.

Reçu pour le journal : D. M., à Foucarmont, 2 fr. — M., au Havre, 5 francs.

Merci à tous.

J. B. H., Vieux-Condé. — M., à Voiron. — B. T., à Lausanne. — L. B., à Lambezellec. — J. L., à Nantes. — L. P., à Alger, — A. D., à Paris. — N. D., à Paris. — S. A., à Puymeras. — N., à Gex. — L., à St-Maurice. — M. B., à Cholet. — A. T., à Paris. — A. M., à Aubignan. — N., à Sophia. — G. L., à Beaujeu. — G., à Romagnieu. — P. C., à Lyon. — J. B., à Wasquehal. — V. F., à Lyon. — D., à Alexandrie. — C., à la Cotille.

Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris





Dessin de HERMANN-PAUL

2e ANNÉE. — N° 43.

23 FÉVRIER 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Delannoy.

SOMMAIRE

Le Châtiment du Crime

DEVANT LA RAISON

Cette horrible affaire Soleillant a eu pour résultat de provoquer, de toutes parts, une ruée de sauvagerie bien susceptible de faire avorter la réforme, qui paraissait près d'aboutir, de l'abolition de la peine de mort.

Les attardés, à mentalité de Canaques, pour qui le talion est le summum de toute justice, se démènent, s'ingénient à empêcher cette conquête, pourtant bien timide, de la raison sur la barbarie héritée de nos aïeux.

Députés, journalistes, tous gens prétendant à la direction intellectuelle et morale des masses, réclament presque unanimement le rétablissement de la « machine » hideuse. D'aucuns mêmes souhaitent, en l'espèce, un raffinement de tortures supplémentaires pour agrémenter le supplice dont ils voudraient ressusciter le spectacle.

Dans ce concert de cannibales exaspérés, efforçons-nous de faire entendre, si faible, si perdue soit-elle sous le tumulte des imprécations, la voix de la raison.

Est-il nécessaire au préalable de protester de toute l'horreur que provoque en nous l'acte de Soleillant?

Peut-être, car, simpliste, le jugement sommaire des foules n'admet nulle nuance, nul degré intermédiaire entre les deux extrêmes du pour et du contre absolus.

Autant — et plus peut-être — que nombre de ces hurleurs à la mort, nous frémîmes d'une indignation intense au récit d'un aussi exécrable forfait. Notre imagination évoqua très nettement la scène abominable du martyre de la petite Marthe, et l'écho vibra profondément en nous des angoisses éperdues qui l'étreignirent en les affres des convulsions dernières.

Autant que chez quiconque, notre sympathie sincèrement émue s'unit au déchirant désespoir des parents, à la douloureuse consternation des familles si cruellement blessées par l'acte du satyre.

Mais on ne juge pas les actes humains avec ses nerfs, non plus, même, avec son cœur. C'est à la seule raison, prenant son point d'appui sur les données acquises par la science, qu'il appartient de prononcer.

Encore doit-elle au préalable se libérer autant que possible des empreintes éducatives et mésologiques ainsi que des sophismes fallacieux que lui ont légués les traditions.

Parmi les multiples articles que j'ai sous les yeux, si j'écarte ceux qui ne sont qu'une pure et simple incitation au meurtre légal, il en est qui me déconcertent. D'une parfaite tenue critique, témoignant d'une conscience très nette des plus récentes notions de la science psychologique issue de la philosophie déterministe, au moment de conclure, ils tournent bride tout à coup et font chorus avec la meute hurlante.

Tel, notamment, M. Pierre Baudin, qui, dans un article du *Journal*, expose la théorie de la détermination physiologique des actes humains, de leur irresponsabilité ou de leur responsabilité très atténuée.

Il dit :

« Il n'y a jamais de responsabilité entière. Le criminel serait toujours en état de fraction de folie — quart, huitième, vingtième ou millième de folie. — En effet, qu'est-ce que le crime au point de vue du for intérieur? C'est une défaite de la conscience. Chez le criminel-né, chez la brute, la volonté a été détournée, soit par l'hérédité, soit par l'éducation, de son but. Elle a été asservie à l'instinct. La défaite a été originaire et définitive. Chez les autres hommes, elle est momentanée. Mais le crime est *toujours* une défaite de la volonté. Il est toujours le symptôme morbide. Il n'y a *jamais* de responsabilité vraiment entière. De même que la fièvre prouve la maladie, de même le crime prouve la folie. »

Et il ajoute :

« Cette thèse me paraît *scientifiquement* fondée. »

Tel encore M. Emile Gautier qui, plus affirmatif, écrit ceci :

« Comme Menesclou, en effet, comme Vacher « le tueur de bergers », Soleillant est visiblement un anormal, un détraqué, un malade, un maniaque — tranchons le mot, un fou. Tout l'atteste : l'asymétrie des yeux, l'incohérence de son langage et de son attitude, sa piteuse défense, certaines révélations de sa femme, la bestialité même de son crime. Autant de symptômes de dégénérescence et de vésanie que l'autopsie de son cerveau, décortiqué, tout frais, ne manquera pas de confirmer. »

Je cite ces deux auteurs parce que leur exemple est typique ; car, je le répète, ils manifestent une parfaite conscience et, qui plus est, une entière adoption de la philosophie déterministe, et que cette nette compréhension de telles idées fait mieux éclater encore par la contradiction entre les principes et la conclusion, la puissance des idées reçues sur des cerveaux cependant éclairés.

Après un tel exposé, en effet, ils concluent qu'il n'en faut pas moins guillotiner Soleillant.

Est-ce pour l'exemple? Pour intimider les satyres éventuels et les arrêter au seuil de leur crime? Si M. Baudin fait entrer pour une part la crainte du châtiment dans l'abstention du mal, M. Gautier, lui, n'attend de cette crainte aucun effet salutaire.

« Je ne crois guère à l'exemplarité de la peine de mort et je doute fort que même la perspective de l'échafaud eût arrêté le satyre à la minute tragique où, dans une fièvre de priapisme et de meurtre, il se jeta sur la pauvre petite Marthe. »

Alors?... Si les actes humains sont déterminés nécessairement; si, par conséquent, la responsabilité de l'homme doit être rejetée comme une notion antiscientifique ; si, en outre, la peur du châtiment est inefficace à empêcher le crime, de quel droit maintiendrait-

on cet usage barbare, sauvage et, qui plus est, inutilement criminel d'assassiner légalement celui qui a failli ?

« On abat, répondent-ils, un chien enragé, qui cependant n'est pas responsable. »

Quel sophisme !

La comparaison n'est pas soutenable. On tue un chien enragé parce que, en l'état actuel de la science, la rage, une fois déclarée, n'est pas susceptible de guérison. Le fût-elle, on soignerait le chien.

L'homme qui succombe soit par l'insuffisance de sa volonté, soit pour une des innombrables causes qui déterminent les actes humains, n'est pas irrémédiablement perdu. Aucun tribunal, aucun aréopage n'a le droit de le déclarer, du haut de sa prétendue infaillibilité, à tout jamais incorrigible, incapable de toute amélioration. Et tout doit être tenté pour le guérir, pour le restituer un jour ou l'autre, normal et sain d'esprit, à la société.

C'est le devoir essentiel qui s'impose à la société et quand elle frappe un homme à mort, quand, même, elle le met dans l'impossibilité de se relever, elle commet sans excuse le plus monstrueux des crimes.

André Girard.

(*A suivre.*)

CROCS & GRIFFES

Décorez-le. — *Le « satyre de la rue de Charonne », pour parler comme les journaux, dénonce, mieux que toutes comparaisons anatomiques, l'origine animale de l'homme. M. le cardinal Mathieu et les pieux collègues de l'Académie soutiennent que Soleillant fut créé à l'image d'un Dieu; nous pensons qu'il fut fait plutôt à l'image d'un Singe.*

Il y a plusieurs années, une nombreuse troupe d'hommes commit les mêmes actes que l'on reproche aujourd'hui à Soleillant. Ils violèrent, égorgèrent, éventrèrent des femmes, des jeunes filles, des enfants. Ils commirent même des forfaits que Soleillant n'eut garde de perpétrer : incendies volontaires, assassinats de vieillards, pillages, vols, etc. C'était en Chine.

Ces hommes étaient d'autant plus coupables qu'ils étaient des fonctionnaires, et des fonctionnaires en mission officielle, étant envoyés là-bas par leurs gouvernements pour « rétablir l'ordre ». Ces hommes qui rétablissaient l'ordre ainsi, c'étaient des soldats français, allemands, russes et autres représentants des Etats civilisés.

Quand les soldats français (pour ne parler que de ceux-là) rentrèrent dans leur patrie, couverts du sang des fillettes chinoises violées et assassinées, la foule les accueillit avec des cris de joie, le gouvernement les félicita et leur distribua des médailles, des galons. Je crois même que quelques-uns furent portés en triomphe.

Aujourd'hui que Soleillant a imité, très modestement, de si illustres exemples — car, enfin, il n'a accompli qu'une fois ce que les autres exécutèrent à maintes reprises, — le gouvernement le met en prison, parle de le faire juger et condamner, et la foule rêve de le lyncher...

Ça n'est pas juste. Ça n'est pas juste, et nous protestons. Nous demandons le même traitement pour des hommes auteurs d'actes identiques. Nous demandons que Soleillant soit décoré, porté en triomphe, ou que les soldats de Chine soient jugés et guillotinés. Il faut être logique. Il faut être juste. Il faut proclamer que les soldats de Chine furent d'immondes bandits, ou que Soleillant est un héros.

R. Ch.

* *

Ce qu'il avait du voler ! — *Que dites-vous de ces dithyrambes enflammés, de ces hyperboliques hommages, pondus dans les journaux, à propos des 25 millions qu'Osiris, l'ex-banquier, lègue à l'Institut Pasteur? Et pas un ne s'est demandé comment un homme pouvait, en une courte vie, — les mêmes journaux nous apprennent qu'Osiris s'est retiré jeune des affaires — amasser* honnêtement *50 millions. On s'esclaffe, on applaudit au don dit généreux, à tout ce que l'humanité en tirera, aux malheureux, aux malades qui seront sauvés par le célèbre Institut et personne ne songe aux innombrables ruines, aux désastres de familles entières, aux suicides qui ont été la base de cette colossale fortune. Les savants professeurs de l'Institut Pasteur trouveront peut-être des merveilles avec cet argent, merveilles qu'ils auraient peut-être aussi trouvées sans cela, mais il n'y en aura pas un savant de plus; qui sait, en revanche, le nombre de ceux que les ruines effectives créées par Osiris pour l'échafaudement de sa fortune ont tués physiquement, ou empêché de naître à la vie de l'esprit et pour la production d'œuvres utiles.*

Je me disais tout cela, trouvant illégitime une telle fortune, logiquement, matériellement impossible à élever par le seul travail normal qu'un homme peut fournir dans sa vie; mais — triste illusion de notre esprit débile — je trouvais légitime les quelques médiocres bénéfices que je tire de mon propre travail et les quelques billets que j'économise chaque année en vue de me faire à moi-même — puisque l'Etat n'y pourvoira pas — une retraite dans mes vieux jours. Comme cette différence est illogique et comme nos gains à tous deux, à Osiris et à moi, malgré leur colossale disproportion, sont également immoraux, puisqu'ils dépassent la satisfaction des besoins présents !

M. C.

GLANES

Sur le rétablissement de la peine de mort.

En voilà bien d'une autre! et qui donne à penser de la qualité de la logique de nos législateurs. Ils n'ont pas plus tôt voté l'abolition de la guillotine qu'ils réclament à grands cris son rétablissement. Pour qu'ils se démentent en si peu de temps, c'est assez qu'un misérable viole et tue une pauvre fillette. N'y a-t-il donc jamais eu de Soleillant? Et quand nos députés et sénateurs abrogeaient la peine capitale ne songeaient-ils pas qu'ils en exemptaient du même coup tous les assassins, de quelque espèce qu'ils fussent ?

Rendons au couperet les individus coupables de « forfaits exceptionnels », écrivait hier M. le député Chavoix dans sa lettre au garde des sceaux. Qu'est-ce à dire? Si c'est comme une façon de se défendre contre les assassins en les effrayant par l'idée de la décapitation que la société se sert de la guillotine, pourquoi ne la réserver qu'aux assassins monstrueux? Les autres ne constituent-ils pas un égal danger pour elle? Au surplus, si la peine de mort n'empêchait pas, quand elle sévissait, l'assassin ordinaire d'accomplir son crime, il y a tout à parier qu'elle empêchera encore moins l'assassin extraordinaire d'accomplir le sien. On n'a jamais vu que la crainte du châtiment que la loi réservait à son geste ait arrêté le bras du meurtrier décidé à frapper. S'il frappait avec l'idée que son coup de couteau aurait pour contre-coup immédiat et infaillible sa propre mort, il ne serait pas homicide mais suicide.

Je ne parle pas ici le langage de l'humanité qu'on accuse d'être celui de la sensiblerie. Je parle raison. Nul ne tue avec la conviction qu'il paiera de sa vie l'existence qu'il supprime. Il joue sa vie, sans doute, à ses risques et périls, mais il ne la sacrifie pas; il essaie de la gagner. Il met à la loterie et dans les meilleures conditions possibles. Témoin les précautions qu'il prend pour échapper aux poursuites de la justice. Quelle qu'elle soit, la perspective de la peine qu'il encourt n'est qu'une perspective — c'est-à-dire une chose lointaine et qu'il suppose évitable. Pourquoi n'aurait-il pas la chance de l'éviter? Quoique nous entreprenions nous raisonnons toujours ainsi. Nous ne laissons pas de nous flatter que nous aurons la chance. Notre société dépend de ce mot. Il est le Sésame qui ouvre toutes les portes que l'appréhension ferme devant nous.

La jeune fille qui se livre au séducteur en sachant les conséquences que peut entraîner son abandon, brave ces conséquences avec la pensée que le hasard les lui épargnera. De même l'individu qui, dans la rue, demande son plaisir à la vendeuse de caresses, n'ignore pas quel mal il est susceptible de contracter. Il a appris par les statistiques qu'il y a 35 0/0 de syphilitiques parmi les gens qu'il coudoie sur le trottoir, et cependant il admet aisément que ce sera à l'être sain que sa bonne étoile le conduira au milieu de cette foule d'avariés.

L'homme est doué — heureusement pour lui, somme toute — d'un certain état d'esprit qui l'empêche d'envisager froidement ainsi que des réalités épouvantables tous les dangers dont son avenir est rempli, et il les envisage d'autant moins froidement qu'il est plus près de l'animalité — soit que ses instincts déchaînés l'y ramènent brusquement, soit qu'un degré d'élévation morale suffisante lui manque pour l'en éloigner. Ce n'est pas hors de lui, dans des lois écrites qui s'efforcent vainement de menacer ses actes qu'il faut chercher à mettre des entraves à sa férocité. C'est en lui qu'il faut faire naître l'idée de responsabilité. Cette tête, comme disait Victor Hugo, cultivez-la; vous n'aurez pas besoin de la couper.

* *

La moralité de l'incident Clemenceau-Briand.

La comédie de la séparation des Eglises et de l'Etat (en ce moment, sur le point de se dénouer, comme il fallait s'y attendre, à l'honneur du catholicisme) a été marquée de bien des incidents drôlatiques dont le moindre ne fut pas celui qui, tout récemment, faillit causer la chute du ministère.

On se souvient des faits : M. Clemenceau ayant eu la franchise d'avouer qu'il barbottait en plein gâchis, M. Briand, vexé, quitta la Chambre où il laissa son portefeuille. On sait qu'on le lui rapporta avec force excuses et qu'il le reprit après avoir boudé un peu .. La crise qui avait manqué de se produire fut ainsi évitée. Mais, du choc de l'orgueilleuse sincérité du président du Conseil et de l'entêtement, à tout le moins aussi orgueilleux, de son ministre, une petite clarté avait jailli. A sa faveur il nous a été donné de voir quelle est la qualité, non seulement des lois qu'on nous accommode, mais de la bonne foi de ceux à qui est confié le soin de les accommoder.

« Je suis dans le gâchis et j'y reste ! » s'est écrié M. Clemenceau, en parodiant le mot de Mac-Mahon, avec quelque chose de la simplicité bourrue de cet homme de génie. Est-ce que vous ne remarquez pas combien cette phrase,

jetée du haut de la tribune parlementaire, en dit long dans son cynisme? Elle dit à peu près, ceci en effet : « Je suis dans ce que je juge une erreur et je travaille à pétrir cette erreur de telle sorte qu'elle vous paraisse une vérité. Je me suis fait déléguer les pouvoirs, sous prétexte de les employer à vous gouverner le mieux ou le moins mal possible; mais je me suis aperçu que pour gouverner, il fallait se ménager des complices et ne rien entreprendre indépendamment d'eux, de nouveau et de personnel. Or, je veux gouverner coûte que coûte et pour cela j'ai accepté ce qui était et je le défendrai contre moi et contre vous. »

Il se peut qu'il existe des gens pour trouver qu'il y a un héroïsme admirable à comprendre le rôle de l'homme d'Etat de cette manière, et M. Clemenceau a dû compter sur eux pour applaudir à ce qu'il disait. Pour moi, il me semble que si je croyais me rendre utile à mes semblables en les gouvernant j'essayerais de les gouverner selon mes convictions...

John-L. Charpentier.

Encore l'arbitrage obligatoire

V. Renard nous vante, dans l'*Humanité* du 18 février, les bienfaits des commissions mixtes, avec composition mi-partie ouvrière, mi-partie patronale. En fait, c'est revenir par un détour à l'arbitrage obligatoire, dont nous n'avons pas à refaire ici la critique. D'ailleurs Renard l'avoue dans son article : « Si le contrat collectif avait force de loi, dit-il, au lieu de ces quatre longs mois de souffrance, des condamnations et de fortes amendes auraient eu raison de la mauvaise foi de ces employeurs et de leur action criminelle. C'est ce que nous voudrions voir appliquer et consacrer par le code du travail en élaboration. »

Ainsi le sectarisme guesdiste aboutit à mettre toute confiance dans les lois et dans les juges pour solutionner les conflits économiques au profit de la classe ouvrière. Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir autrefois excommunié les broussistes.

Renard ne cache pas qu'il préfère l'arrangement des commissions mixtes à la lutte ouverte par le moyen des grèves. Il reconnaît que les grèves de Voiron, en 1906, ont amené le relèvement des salaires; mais il regrette que l'idée du Congrès mixte de délégués ouvriers et patronaux (où il poussa de toutes ses forces) ait été mis au rancart, parce que, à son avis, on aurait certainement abouti à un contrat collectif régional, sans grève.

Je ne veux pas attribuer à un article de Renard plus d'importance qu'il n'en mérite. Mais la tendance légalitaire d'un guesdiste intransigeant, sa répugnance pour la révolte montrent bien qu'il n'y a entre lui et les Millerand ou Viviani que la différence de la mauvaise foi.

M. P.

Faites-nous des Abonnés!

Taine historien

Dans le dernier numéro de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, je trouve sous ce titre vingt-cinq pages excellentes. Elles sont de M. Albert Mathiez, jeune agrégé d'histoire et disciple d'Aulard, et je veux en donner à nos lecteurs un résumé fidèle.

Taine n'est pas un historien de l'espèce ordinaire : il est un des directeurs de la pensée contemporaine. La psychologie, la critique et l'histoire ont tour à tour subi l'influence de son génie systématique, investigateur, positif. Une génération, pour le moins, s'est nourrie de sa substance, et bien des aphorismes tombés aujourd'hui dans le domaine public, nous viennent directement de « Monsieur Taine ».

L'influence exercée par Taine, en tant que psychologue et critique, n'est pas à juger ici : disons seulement qu'elle décline de jour en jour, à mesure que l'influence de l'historien et du sociologue — de l'écrivain des *Origines de la France contemporaine*, — grandit. Toute une école réactionnaire se réclame avec bruit des « conclusions » de ce livre, s'y approvisionne copieusement de faits et de formules. La contre-Révolution, jadis si pauvre d'idées et qui aujourd'hui s'organise théoriquement et pratiquement pour nous combattre, a fait de ce livre son bréviaire.

Une question donc se pose et s'impose : quelle est la valeur historique de ce bréviaire? Quelle estimation doit être faite de Taine comme historien?

Question, à mon avis, considérable. Si elle n'intéressait que les spécialistes, elle n'aurait pas sans doute sa place en ce journal. Mais il est loin d'en être ainsi. Sur les travaux historiques de Taine, une orgueilleuse sociologie s'est édifiée, une sociologie et aussi une politique, conformes l'une et l'autre aux convictions de Taine.

Cette sociologie s'oppose à la nôtre comme l'eau s'oppose au feu. Elle s'appuie sur les idées de continuité, de tradition et d'ordre, restaure en son intégrité temporelle aussi bien que spirituelle le principe d'autorité endommagé par tant de révolutions successives, et tout simplement aboutit à biffer comme entaché d'anarchisme un siècle entier d'histoire, à révoquer tout ce qui est sorti du XVIIIe siècle, ce haïssable agitateur, et de la révolution, ce crime qu'il nous faudra expier.

La doctrine n'est pas nouvelle, on le voit. Seulement les doctrinaires l'ont rajeunie de leur mieux en l'imprégnant de positivisme, en la fondant non plus sur la volonté de Dieu, sur l'interprétation de l'Ecriture sainte, comme le naïf évêque Bossuet, mais sur les « conclusions les mieux établies » de l'histoire, c'est-à-dire sur des faits authentiques, sur le roc inébranlable de la réalité.

Mais ceci nous ramène à la question que nous posions tout à l'heure : Quelle valeur possède cette histoire qui se mêle de politique et nous condamne aussi superbement? Que valent les sept gros volumes des *Origines de la France contemporaine?*

C'est ce que nous allons dire en nous aidant de M. Albert Mathiez, qui lui-même s'est aidé des plus récents travaux du professeur Aulard.

* *

Et tout d'abord ce n'est pas une vocation impérieuse qui a fait de Taine un historien. Il faut le dire, car ce point a quelque importance. Philosophe et critique aux convictions ardentes et fortes, âprement agressif et non moins âprement combattu, auteur notamment du livre de l'*Intelligence* qui, quoi qu'on en pense aujourd'hui, exerça sur nos pères, avides de certitude scientifique, une influence énorme et fit de Taine un chef d'école, — ce ne fut qu'en 1871, à quarante ans sonnés, qu'il entra dans l'histoire et dans l'érudition. Il y entra, encore une fois, non par inclination d'esprit, mais par « devoir » patriotique et social.

C'était au lendemain de la Commune. L'insurrection désespérée du peuple de Paris avait révélé aux classes dirigeantes la fragilité de l'état social tel que l'avait fait la révolution de 1789, et avait amené leurs Diafoirus à se demander si cette fragilité n'avait pas sa cause dans une lésion organique et profonde, s'il n'existait pas, à la base même du régime, une tare occulte d'où venait tout le mal. Taine — je le regrette bien pour lui — était au nombre de ces Diafoirus. Par une contradiction plus fréquente qu'on ne pense, ce psychologue et ce critique aux hardiesses scandaleuses, cet impudent philosophe qui n'avait pas craint d'écrire que le vice et la vertu sont des *produits*, comme le vitriol et le sucre, était dans l'âme un bourgeois bourgeoisant, adhérant à sa classe par toutes ses fibres. La propriété était pour lui un dogme absolu ; à vingt ans, il appelait les républicains de « grossiers tribuns », et, à quarante, des « fous furieux ». Du socialisme il s'était fait cette définition incroyable : « Un système et une ligue à l'usage des appétits de l'envie et de toutes les passions destructives. » Le peuple était à ses yeux une populace, « une tourbe ». M. Taine, en politique pensait comme M. Thiers.

Ce que Taine demanda à l'histoire, ce ne fut pas, comme Michelet, la résurrection intégrale du passé, mais un remède aux maux dont le corps social était rongé ; en d'autres termes, un programme de gouvernement, une théorie et une pratique de l'autorité. Tenant l'histoire pour une science et lui appliquant les méthodes de la science — exactement, de la biologie — il lui demanda de lui donner des *lois*.

Cette conception de l'histoire — dans laquelle Taine se retrouve tout entier — vaut ce qu'elle vaut : ne nous y attardons pas. Si l'histoire est une science capable de fournir des *lois*, il importe que l'historien en aborde l'étude avec le même détachement d'esprit, la même impassibilité de cœur, qu'il ferait, par exemple, des « métamorphoses d'un insecte » (le mot est de Taine lui-même).

Fut-ce le cas de Taine? Pas le moins du monde. Il entra dans l'histoire avec des convictions politiques arrêtées depuis vingt ans, avec sa crainte et son mépris du peuple, avec son culte de la propriété, son idolâtrie naturelle pour l'ordre et la légalité, avec tous ses sentiments de classe, son manque de générosité, de confiance et d'abandon, sa parfaite insensibilité.

Et loin d'avoir demandé à l'histoire, expérimentalement, un idéal social qu'il ne possédait pas encore, il en a requis impérieusement la justification de ses préjugés d'universitaire et de bourgeois que le spectre rouge, le « monstre démagogique » apeurait. Les lettres qu'il écrivait en 1871, au moment même qu'il décidait d'étudier « scientifiquement » l'histoire de la révolution française, prouvent péremptoirement qu'elle était dès alors en son esprit jugée et condamnée, comme un attentat contre l'ordre traditionnel et comme un pernicieux exemple.

C'est en apologiste d'une cause, de la plus détestable des causes, que M. Taine, au lendemain des « convulsions » de la Commune, a abordé l'*histoire* ; ce n'est pas un historien. Il a traité l'histoire comme MM. Leroy-Beaulieu et Yves Guyot l'économie politique : comme une garde veillant aux barrières de la bourgeoisie... Nous verrons où ce fanatisme bourgeois l'a conduit.

Am. D.

(*A suivre.*)

Le crime d'un dégénéré, remettant la question de la peine de mort à l'ordre du jour, nous donnerons, en variété, dans notre prochain numéro, la conférence faite sur ce sujet, par Elisée Reclus à l'« Association ouvrière de Lausanne », publiée en brochure par le *Révolté* en 1879, et peu connue des camarades actuels.

Vient de paraître :

Le tome II de l'*Internationale* (documents et souvenirs), par James Guillaume.

Comme nous l'avons déjà annoncé, la période racontée dans ce volume va du Congrès romand de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870) jusqu'au fameux Congrès de la Haye inclusivement (2-7 septembre 1872), comprenant la scission, la guerre, la Commune.

Ce volume dont le prix en librairie est de 6 francs sera laissé à nos lecteurs au prix de 4 fr. 50 pris dans nos bureaux, 5 fr. 25 recommandé par la poste à l'intérieur, et 5 fr. 40 recommandé pour l'extérieur.

MOUVEMENT SOCIAL

Nancy.

Dans le bâtiment. — Les travailleurs du bâtiment se préparent à la lutte pour le printemps prochain. Si le patronat leur refuse la diminution des heures de travail, ce sera sûrement la grève générale du bâtiment.

A cet effet de nombreuses réunions de quartier sont organisées chaque semaine par le syndicat international des ouvriers de la bâtisse. A noter, en passant, la fusion qui vient de s'opérer au sein du syndicat international entre plusieurs groupes de métiers du bâtiment. Les questions personnelles qui divisent trop souvent à la veille d'un conflit, les syndicats spécialisés n'existant plus, les travailleurs ne pourront qu'y gagner.

Un seul syndicat s'est refusé à la fusion, celui des peintres, les événements prouveront sûrement qu'ils ont eu tort. Puissent-ils le comprendre.

⁂

La propagande révolutionnaire de l'*Union des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle* trouble au plus haut degré la quiétude des dirigeants lorrains.

Malgré les cris alarmés des roquets de la Social-Lucullus, notre rayon de propagande s'étend tous les jours. La Meurthe-et-Moselle est désormais conquise aux idées révolutionnaires : il n'y aura bientôt plus de place pour les charlatans du Socialisme unifié.

Dans tous les milieux ouvriers, où nos amis de l'*Union* portent la parole syndicaliste, se constituent aussitôt de nouveaux groupements économiques.

Si l'*Union* orientait sa propagande vers des fins politiques, elle ne serait sûrement pas autant combattue; heureusement, il n'en est point ainsi, son influence nettement révolutionnaire qui s'étend d'un bout du département à l'autre, ne peut servir en rien, les pêcheurs de *mandats*, aussi hurlent-ils aux chausses des militants révolutionnaires.

La haute finance essaye, du mieux qu'elle peut, d'enrayer le réveil des travailleurs; les moyens ne lui manquent point, toutes les forces coercitives de l'autorité sont à son entière disposition pour frapper impunément les « malheureux égarés » que nous sommes.

Les politiciens du socialisme autoritaire font des pieds et des mains pour accaparer un mouvement ouvrier qui contrecarre les ambitions des mauvais bergers. Uhry, *avocat* et rédacteur au *Travailleur (!!!) socialiste*, de Nancy, se distingue particulièrement par des articles d'un jésuitisme digne du bourgeois qu'il est.

Pour les socialistes (aspirant aux 15.000), les militants de l'Union sont des fous furieux ou des criminels.

Pour les radicaux, nous sommes vendus à la réaction.

Pour la bourgeoisie tout court, nous sommes des brigands.

Les insultes continuelles que nous essuyons de la part de tous ces bons bourgeois et cabotins, ne sont point pour nous décourager, nos coups portent aux endroits sensibles, tant mieux; nous continuerons aussi longtemps que durera le système odieux qui nous régit.

J. S. Boudou.

⁂

Nantes.

Chez les Instituteurs. — Après le syndicat des Instituteurs de Maine-et-Loire, le syndicat des Instituteurs et Institutrices de la Loire-Inférieure, déclare se solidariser avec le syndicat du Rhône « parce qu'il estime que les instituteurs sont des travailleurs ayant des intérêts matériels et moraux à défendre, qu'ils ne sauraient d'ailleurs se désintéresser des revendications de la classe ouvrière qui a toutes leurs sympathies, etc. »

⁂

Les grèves. — Une grève s'est déclarée à la *Papeterie Gouraud, à Chantenay*. Cette usine emploie 600 ouvriers divisés en catégories : papetiers, conducteurs, chauffeurs, charpentiers, charbonniers, etc. Ce sont les papetiers au nombre de 150 qui se sont mis en grève, demandant un repos hebdomadaire de 24 heures, sans diminution de salaire. En effet, cette usine n'arrêtant pas le travail, il y a des équipes de jour et de nuit et jamais de repos. Bien plus, lorsqu'une équipe termine sa semaine de jour, elle fait 24 heures de travail de suite, pour prendre la semaine de nuit !

D'abord, presque tous les ouvriers de l'usine se joignirent aux grévistes, mais bientôt il ne resta que les papetiers en grève. Les grévistes ayant l'intention de choisir un arbitre, le camarade Maillochaux, du syndicat des ouvriers du port leur montra, avec raison, qu'ils devaient faire leurs affaires eux-mêmes, et que par solidarité, tous les ouvriers auraient dû se joindre à eux.

Enfin, les papetiers acceptèrent les propositions des patrons : 12 heures de repos par semaine, et dans quelques temps 24 heures par roulement, mais sans être payé. C'était un demi-échec, provenant du manque de solidarité des ouvriers des autres catégories. Le meilleur résultat est l'adhésion des papetiers au syndicat des ouvriers d'usine.

J'apprends au dernier moment, qu'après une enquête d'un inspecteur du travail, les patrons ont accordé 24 heures de repos par semaine. La grève n'aura donc pas été inutile.

— Les *pêcheurs du Lac de Grandlieu* sont toujours en grève.

Félixio.

⁂

Propriété littéraire. — Le Cercle ouvrier de Beauvais est mort, assassiné par la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques. Avec bien du mal, une petite troupe avait réussi à s'organiser, et, de temps à autre, de minuscules piécettes étaient jouées dans les fêtes de village. Par malheur, le choix était tombé sur des pièces ayant vu la rampe au Boulevard. (*L'Echelle, la Dernière Salve*, etc.)

Un beau jour, la Société réclama une soixantaine de francs de droits. On n'avait à offrir que trente francs. La Société les empocha avec empressement. Dès lors, le cercle périclita, par manque de subsides. Aujourd'hui, les vautours reviennent à la charge. Le bistrot qui abritait le cercle grince les dents. Et sans doute pour éviter d'être mis à la porte, la majorité des copains ne reviennent plus. Si l'attentat est prémédité, la Société des Auteurs peut se vanter de l'avoir réussi.

Si malgré tout, il reste encore un peu de cœur au ventre à nos U. P., voilà une belle question à étudier à leur Congrès de Bourges. Je soumets l'affaire à tout hasard à leur tribunal, sous la forme ci-dessous :

1° *Trouver le moyen de donner des représentations théâtrales dans n'importe quel genre sans payer de dîme;*

2° *Formation d'un syndicat pour le boycottage de la Société des Auteurs.*

Espérons que le Congrès saura mettre un terme à cette odieuse exploitation.

A. Pr.

⁂

Granges.

Liberté d'opinion. — On nous écrit de Granges (Vosges).

« La police a cambriolé cet après-midi (17 février), le domicile de notre camarade Génin. Elle lui a saisi ses brochures et sa collection des *Temps Nouveaux*.

« Motif : Un paquet de cinquante *Voix du Peuple* (numéro du conseil de révision) était arrivé en gare à l'adresse de Génin ! Ce paquet a été également saisi.

« Telle est la liberté d'opinion sous le règne Clemenceau-Briand-Viviani !

« La Patrie est sauvée encore une fois ! »

⁂

MONOGRAPHIE

L'ouvrier agraire dans le sud du Nivernais. — La partie sud du département de la Nièvre longeant la rive droite de la Loire et la ligne de chemin de fer de Nevers à Chagny est une contrée extrêmement forestière, dont les essences principales sont le chêne et le charme. L'exploitation de ces forêts est, avec l'agriculture, la principale branche du travail du pays. Le métier de bûcheron n'est pas un métier spécial, mais une occupation temporaire pour le cultivateur, l'ouvrier du bâtiment, l'artisan, etc., d'une manière générale pour les ouvriers de toutes les corporations qui subissent le chômage périodique de l'hiver, c'est-à-dire que l'on est cultivateur ou maçon en été et bûcheron en hiver, et que, sauf les charbonniers, qui sont des spécialistes, et les scieurs de long qui tendent à disparaître par suite de la concurrence des scieries mécaniques, bien peu d'autres ouvriers passent leur campagne entière au travail des bois.

Il n'en était pas de même autrefois, les coupes duraient tout l'hiver, au printemps venait l'écorçage, et enfin, beaucoup passaient leur été entier en forêt. Mais, par suite du chômage de plus en plus intense, résultant des causes mentionnées plus loin, on fait dans un mois ce que l'on mettait quatre à faire et la durée du travail n'est plus que celle d'un feu de paille.

Ces forêts appartiennent en partie à l'Etat : ce sont les dépouilles des communautés religieuses d'avant la Révolution, puis aux richissimes propriétaires terriens de l'ancienne noblesse, le petit propriétaire de bois n'existe pour ainsi dire pas. Ce sont : les comtes de Dreux-Brézé, les comtes de Damas-d'Anlezy, les marquis du Bourg-de-Bozas, les marquis de Pange, les comtes de Saint-Vallier, les Benoît d'Azy, les marquis de Pomereu qui possèdent toute une brigade de gardes forestiers hiérarchisés, les comtes de Fracomtal, duc de Maillé, etc.; enfin les Schneider et Cie, du Creusot.

On ne saurait être en meilleure compagnie, et on ne pourra pas dire que ce pays-ci est un pays encanaillé. Ce serait une statistique à faire, mais il est plausible de compter que les propriétaires cités plus haut peuvent bien posséder ensemble les quatre cinquièmes des terres de la contrée, dont il est question, le reste est en grande partie à la minuscule propriété, la propriété moyenne y étant relativement peu commun. Devant une semblable constitution de la propriété terrienne, la majorité des cultivateurs est forcément salariée, le reste, sans être beaucoup plus fortuné, « vit dans son bien » ou pratique la petite culture, en louant des terres à un ou plusieurs petits propriétaires.

La petite culture se livre à la production des céréales et à l'élevage du bétail. La grande se spécialise dans l'élevage du cheval de demi-sang ou de trait, et particulièrement dans l'élevage de la race bovine.

La partie montagneuse des massifs du Morvan produit plutôt le porc.

La grandeur des fermes est extrêmement variable, elles atteignent parfois des contenances de plusieurs centaines d'hectares régies par le même fermier, secondé par des métayers ou basse-couriers et payant des 20 et 30.000 francs de loyer annuel, soit une moyenne de 60 fr. l'hectare (1).

Les travaux agricoles sont faits par des domestiques généralement célibataires, puisqu'ils couchent à la ferme. Leurs salaires qui ont assez fortement augmenté dans ces dernières années, varient de 4 à 500 francs par an, nourris et couchés, pour les adultes, et atteignent 150 francs et au-dessus pour les pâtres et garçonnets moins adroits et moins robustes, également couchés et nourris. Il n'y a pas de limite de temps pour le travail. Le lever et le coucher du soleil règle forcément le travail des champs, mais le pansage des animaux de trait se fait avant l'aube et après le crépuscule.

La nourriture de ces domestiques laisse fort à désirer tant au point de vue de la qualité que de la quantité. Au dire de ceux qui ont voyagé dans le Centre ou dans le Nord de la France, le Nivernais serait le pays où les domestiques de ferme sont le plus mal nourris. De mauvaises soupes aux légumes où le lard et la graisse jouent un rôle inférieur, des légumes au laitage, du caillé, des salades, peu ou pas de viandes, parfois quelque ragoût à sauce démesurément longue où flotte quelque maigre relief, quelque tranche de jambon large et mince comme une langue de chat; rations chichement réparties; des fruits, peu ou pas de vin, sauf en moissons. Il est cependant juste de reconnaître que depuis ces dernières années, à force de plaintes et réclamations, quelques fermiers nourrissent un peu mieux leur monde qu'autrefois.

Ce ne sont pourtant pas les choses qui manquent pour vivre, mais ces beurres, ces poules, ces œufs, ces dindons dodus, ces moutons et ces bœufs blancs et gras ne sont pas au pauvre paysan, ils sont pour le château, pour le bourgeois, pour le mercanti du bourg ou de la ville voisins, pour les abattoirs de la Villette, pour le commissionnaire qui achète pour Paris.

(1) Les prairies dites *d'embouche* atteignent jusqu'à 200 fr. l'hectare : la prairie de Langy, par exemple.

On couche au lit, au *magne*, ou à la paille. Dans les Amognes (1), si le domestique se contente de coucher au magne, il gagne 20 francs de plus par an.

Un *magne* est une sorte de hamac que l'on suspend dans les granges ou sous les portaux au moyen de *cordailles* ou harts soutenant des perches transversales sur lesquelles sont étendues des planches garnies de paille; ce sont des nids à puces que d'ingénieux fermiers superposent quelquefois par deux. L'un pour les domestiques, l'autre pour les pâtres. Ce mode de couchage tend à disparaître, il n'est plus guère usité, dit-on, que dans ce pays des Amognes, et dans les monts du Morvan.

Le couchage à la paille dispense de toute explication, par suite des intempéries il a dû gâter plus d'une poitrine.

Les servantes sont payées 200, 250 francs (une forte fille atteint 300 francs par an), nourries et couchées, il y en a généralement une, deux et trois selon l'importance des fermes, et de un jusqu'à dix domestiques.

Souvent les fermiers le sont de père en fils, ceux issus de familles plus pauvres sont peu ou pas lettrés, faux dévots et cupides; ceux sortant de maisons plus riches et ayant fait des études ne valent pas mieux, femmes et hommes presque toujours élevés dans les institutions religieuses sont réactionnaires, orgueilleux, et imbus de tous les préjugés du hobereau et du bourgeois; dont tous les actes convergent vers le même but, ou arriver à la fortune ou augmenter celle qu'on a déjà. Les uns et les autres ennemi acharnés de l'émancipation ouvrière, soit par ignorance, soit par atavisme. Il y a peu d'exceptions connues. Leur dévotion est quelquefois forcée : le repos dominical, et l'obligation d'assister à la messe étaient, récemment, et sont peut-être encore chez les fermiers du comte de D... entre autres, deux clauses de leur bail.

Malgré le travail prolongé et le peu de bien-être que lui procure la ferme, le domestique n'est pas comme le journalier au dernier échelon du prolétariat agricole; en général sobre et économe, le plus souvent éloigné de l'auberge du bourg ou du village, n'ayant pas de loisirs, n'ayant pour liberté que la soirée du dimanche, il n'est pas rare qu'il arrive, moitié de gré, moitié de force à faire quelques économies, qui serviront à effacer un peu la taille du boulanger, voire à alléger l'hypothèque qui grève le champ et la chaumière des vieux parents.

La louée des filles et garçons de ferme se fait dans des bourgs désignés d'avance par la coutume, à la Fête-Dieu dans des pays, à la Saint-Jean dans d'autres.

CÉLESTIN PERRIER.

(*A suivre.*)

⁂

SUISSE

Le Congrès de Neuchâtel. — Le 12 février a eu lieu à Neuchâtel le Congrès de la *Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande*, cette jeune et active Fédération dont j'ai eu plus d'une fois déjà l'occasion d'entretenir nos lecteurs. Cent quarante camarades y prirent part, et pour commencer, ils adoptèrent à l'unanimité la résolution suivante, dont on appréciera tout le prix :

> Les organisations et unions ouvrières représentées au Congrès de Neuchâtel offrent au camarade Louis Bertoni, en signe de protestation contre l'arbitraire des pouvoirs publics à son égard et à celui du camarade Mischler, la présidence du Congrès de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande.

C'est donc sous la présidence de Bertoni que le Congrès ouvrier romand a délibéré. Voici, d'après la *Voix du Peuple*, de Lausanne, un résumé très bref de son activité.

La première motion votée fut relative à la grève générale, considérée notamment comme moyen de riposter aux attentats du pouvoir contre les militants révolutionnaires.

> Le Congrès décide de répandre l'idée de grève générale, d'étudier les moyens de la rendre efficace, le plus tôt possible.

Les congressistes votèrent ensuite l'ordre du jour que voici :

> Le Congrès... envoie au camarade Mischler, détenu à Neuchâtel pour refus de service militaire, ses félicitations et l'assure de l'appui énergique de la classe ouvrière.
>
> Les prolétaires approuvent tous ceux qui, selon les termes consacrés, ne veulent pas être « les chiens de garde du capital » ; approuvent tous les exploités qui se refusent à défendre d'une manière quelconque les propriétés, les biens, la vie de leurs exploiteurs ; approuvent tous ceux enfin qui se révoltent contre leur servitude.
>
> Le camarade Mischler mérite, en tant qu'ouvrier, et ouvrier persécuté pour ses idées qui sont les nôtres, — le camarade Mischler mérite toute notre sympathie et peut compter sur elle.

(1) *Canton Saint-Benin d'Azy et partie est du canton de Nevers.*

Nos lecteurs savent que Ph. Mischler fut condamné, en novembre 1906, à la peine énorme de *huit mois de prison* (sans compter les frais) pour avoir refusé le service militaire ; ce qu'ils ne savent pas, c'est que le gouvernement neuchâtelois, non satisfait de cette peine, a renchéri en frappant Mischler d'un arrêté d'expulsion. Souhaitons que la sympathie des unions ouvrières à l'égard de notre camarade ne demeure pas purement verbale.

Les coiffeurs de Genève obtinrent ensuite l'appui de la Fédération pour la création de salons de coiffure à base communiste.

Puis le Congrès chargea le Comité fédéral d'enquêter sur la destination donnée par le Parti socialiste suisse aux sommes recueillies par lui, au lendemain de la grève générale de Genève (septembre 1902), pour les réfractaires. Bien que les insoumis se soient multipliés depuis cette date, seul Ch. Naine a reçu des secours. Le Comité fédéral est mandaté pour requérir des comptes.

Mentionnons encore qu'il fut décidé que la Fédération entreprendrait : 1° Une campagne contre la meurtrière céruse ; 2° Une campagne pour la limitation des naissances et la « prudence procréatrice » dans la classe ouvrière.

Le prochain Congrès se tiendra en juillet à la Chaux-de-Fonds.

⁂

Une lettre. — En réponse à ma note de l'avant-dernier numéro, j'ai reçu une lettre de H. Truan. J'avais écrit, on s'en souvient, que Truan n'avait été écarté de l'organisation des meetings qui ont eu lieu à Genève *pro Bertoni* « que pour avoir publié, en mars 1906, dans un journal qui eut jusqu'à trois numéros et demi l'*Action anarchiste*, un article d'origine vraisemblablement policière contre Bertoni, Herzig et le *Réveil*. »

Or Truan allègue qu'il a toujours ignoré l'auteur de cet article, ce qui le lave, à son avis, du « soupçon d'accointances policières. » Et il ajoute ceci : « Nous le publiames (l'article en question), sans avoir pu mesurer — je l'avoue — l'importance des vieilles histoires qu'il traitait, mais avec la ferme intention de désavouer tout ce qu'il en serait resté d'injuste, après sa discussion probable. Celle-ci n'est pas venue, et du reste la chute inopinée de notre journal nous a empêchés de nous expliquer. »

Ce procédé machiavélique — mais d'un machiavélisme un peu court —, qui consiste à couvrir ses « amis » de boue bien infecte et bien noire, pour les obliger ensuite à se débarbouiller, me déconcerte tout simplement. Et l'aveu tranquille qu'en fait Truan me désarme : tant d'innocence lui doit être comptée.

AM. D.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des libraires pour la vente et d'insister auprès d'eux, pour qu'ils le vendent.

EN VENTE

Le *Trimardeur*, par Bonnamour......... 1.75
Le *Grand Trimard*, par Zo d'Axa......... 2.70
L'*Endehors*................................. 1.25
La Faiseuse de Gloire (roman), par Paul Brulat................................. 1.75
Sabres de paille, fusils de bois (roman), par M Huet..................................... 1.75
La Grande Grève (roman), par Malato.... 1.75

Je rappelle que la maison Schleicher vient d'éditer *l'Origine des Espèces* de Darwin, à 2 fr. 50. 3 fr. en gare.

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus.. 2.50

Il ne reste plus qu'une quinzaine d'exemplaires dont nous nous sommes rendus acquéreurs.

THÉATRE

Théâtre-Antoine : ANNA KARÉNINE, cinq actes et 7 tableaux, d'EDMOND GUIRAUD, d'après le roman de Léon Tolstoï.

Quand, vers 1873, Tolstoï commença d'écrire *Anna Karénine*, il était au seuil de cette crise intérieure qui allait renouveler si profondément son être et faire du romancier qu'il avait été presque exclusivement jusqu'alors, un théologien et un moraliste.

C'est un fait qu'*Anna Karénine* rend déjà un tout autre son que la *Guerre et la Paix*, par exemple, et qu'on y sent l'écrivain travaillé d'inquiétudes étrangères à l'art pur, étreint d'une angoisse spéciale que connaissent bien ceux qui se sont posés d'insolubles *pourquoi*.

Il y a dans *Anna Karénine* deux romans parallèles qui confèrent à l'œuvre l'apparence d'un diptyque : l'un des *panneaux* a pour sujet les amours adultères d'Anna et de Wronsky, lesquelles, d'orage en orage, s'acheminent *fatalement* vers la rupture et le suicide ; l'autre panneau nous représente les claires et sereines amours de Constantin Lévine et de Kitty, amours claires et sereines parce que conformes à la loi morale, au Devoir !

M. Edmond Guiraud, en portant *Anna Karénine* à la scène française n'a retenu que le premier panneau du grand diptyque tolstoïen : les amours de l'officier Wronsky et d'Anna, femme du conseiller d'Etat Karénine, leur fuite à l'étranger, puis leur retour en Russie, la lassitude de Wronsky, et enfin le désespoir d'Anna, abandonnée de son amant, maudite par son époux, séparée à jamais de son fils, et ne trouvant d'issue que dans la mort atroce.

Anna Karénine n'est donc plus qu'un drame de l'adultère, semblable à des milliers d'autres. L'adaptateur a traité cette matière bien connue avec une réelle maîtrise : de scène en scène jusqu'au dénouement mélodramatique, l'émotion ne cesse pas de grandir : elle est au comble quand le rideau descend pour la dernière fois.

Ainsi, d'*Anna Karénine*, il ne subsiste guère au théâtre qu'une anecdote ; ce n'est plus qu'une tranche de vie, comme on disait il y a vingt ans. Et vraiment, le drame n'y perd rien, car il échappe ainsi au vice du roman où l'on sent un peu trop qu'Anna n'est malheureuse que parce qu'elle est *coupable*, et qu'elle n'est acculée à la mort que parce qu'elle a méconnu la loi morale en préférant l'amant à l'époux. Ce qui est simplement absurde.

On ne saurait trop louer, et la mise en scène du nouveau spectacle du Théâtre-Antoine, et l'excellence de son interprétation Mme Andrée Mégard s'est avérée une fois de plus comédienne de premier ordre, et Gémier a modelé le personnage bureaucratique et glacé de Karénine avec un relief saisissant. Que ne doit-on pas espérer d'un pareil artiste ?

AMÉDÉE DUNOIS.

BIBLIOGRAPHIE

M. Jean Charcot vient de publier la relation du voyage d'exploration qu'il fit au Pôle Sud (1).

C'étaient des découvertes scientifiques plutôt que géographiques qu'il s'agissait de réaliser, et, paraît-il, sont nombreuses celles que l'expédition a réalisées dans cette direction.

M Charcot raconte que ce fut par manque de fonds que *Le Français*, le bateau qu'il commandait, ne fut pas armé convenablement pour tenter d'approcher du pôle. En France, les richards ne sont pas donnants, et même quand ils ont l'air de s'intéresser à une œuvre d'idées, ils ne mettent guère la main à la poche, et, quand ils l'y mettent, ils en sortent plus de menue monnaie que de billets de mille.

Quant au récit du voyage, il ressemble à tous les récits de ce genre. Lutte de tous les jours, lutte

(1) *Les Français au Pôle Sud*, 1 vol. illustré, 15 fr. chez Flammarion, 26, rue Racine.

contre les éléments, lutte contre les difficultés que l'on finit par vaincre à force de volonté et de ténacité. Cela montre ce que l'on peut quand on veut. Les exploités pourraient, là-dedans, puiser un précieux enseignement.

Il y a des détails fort curieux sur la vie et les mœurs des pingouins qui vous rendent ces volatiles tout à fait sympathiques, ce ne sont pas les moins intéressantes pages du volume.

Un bon point à M. Charcot et à son équipage qui, au lieu de massacrer ces animaux inoffensifs, ainsi que les phoques, surent se borner à ne tuer que ce qui était strictement nécessaire à leur existence. Jusqu'à présent, l'homme ne nous a pas habitués à cette modération.

Quant aux défenseurs de l'autorité, ils feront bien de méditer ce petit passage :

« Avec ce bon esprit-là, tous ces braves gens sont heureux et la discipline n'est pas difficile à maintenir. En partant d'Ushuaïa, je les ai réunis et je leur ai dit : « Mes garçons, à partir de maintenant je vous préviens que, si vous vous conduisez mal, ça sera de la lâcheté de votre part, car je n'ai pas de moyens de vous punir : je ne peux pas vous mettre aux fers ; vous savez qu'il n'y en a pas à bord et l'équipage est trop réduit pour cela. Je ne peux pas vous priver de votre quart de vin, vous en aurez besoin pour votre santé ; je ne peux pas vous retrancher sur vos gages, vous vous en fichez ; je m'adresse simplement à votre conscience et je compte que vous ferez votre devoir ; un peu par affection pour moi, beaucoup pour la mission dont nous nous sommes chargés. »

Cela a suffi et cela suffira jusqu'au bout, ajoute M. Charcot.

Que l'on écarte l'emphase du discours de M. Charcot, il reste ceci : l'équipage était composé de gens qui savaient où ils allaient, les difficultés qui les attendaient, et avaient librement choisi la besogne qui leur incombait. M. Charcot eut le bon esprit de ne pas jouer au maître, de s'en rapporter à leur bonne volonté, et tout alla bien. Et cela ira bien dans un état social où les individus pourront librement choisir leurs occupations, et donner libre cours à leur activité, sans que des maîtres viennent les entraver.

A méditer aussi, par ceux qui pensent pouvoir combattre l'alcoolisme par des exhortations morales, en laissant subsister les causes sociales :

Causant un jour avec les hommes de son équipage, Charcot leur demande ce qui leur fera le plus plaisir, lorsqu'ils seront de retour à Buenos-Ayres ?

Après s'être regardés tous, d'une voix unanime : « Une bonne cuite, capitaine ! »

Il y avait un an que Charcot leur faisait des conférences sur les dangers de l'alcoolisme !

L'ouvrage est illustré de nombreuses vues rapportées par l'expédition. Sans doute, il y a quelque chose qui m'a échappé, et l'observation que je vais faire n'est peut-être pas justifiée, mais il y a une photographie représentant... la queue d'un baleinoptère en train de plonger. La vue est prise du bateau ; on ne devrait voir que cette queue sur la mer — le navire ayant quitté les parages fréquentés, et il n'est question d'aucune rencontre pareille en ce moment-là, — cependant à l'horizon on voit se profiler un navire ?

Je ne veux pas dire que M. Charcot nous donne des clichés truqués, mais c'est une explication qui manque dans le volume.

J. Grave.

Nous avons reçu :

Algo sobre educación, par Felipe Estrada Paniaqua, 1 vol. Tipografia Nacional Guatemala.

Le seul vrai gouvernement français, par Teixeira Mendes, broch., 1 franc. « Temple de l'Humanité », Rio-de-Janeiro.

Exposé sur le mouvement cosmique. — Principes généraux de la philosophie cosmique, 2 broch., aux « Publications cosmiques », 19, boulevard Morland.

The criminel anarchy law, par T. Schrœder. — *The masters of life*. 2 broch., à « Mother Sarth », 308 East, 27th st., New-York.

Solución doctrinaria, par J.-E. Lagarrigue, 1 brochure, Santiago (Chili).

A lire :

Amitié russe, par G. Trarieux, *La France*, de Bordeaux, 16 février 1906.

Une nouvelle loi scientifique, par R. de Gourmont, *La Dépêche*, 27 déc. 1905.

Les derniers jours d'un écolier, par Jacques Dhurr, *Le Journal*, 7 février.

Correspondances et Communications

× **Galeries Georges Petit.** — Exposition de H. Lebasque, du 16 au 28 février.

× **Le camarade Rousset-Galhauban**, malade, au lit, se recommande à ceux qui pourraient lui envoyer de la lecture, journaux, revues, etc.

Lui expédier à son nom, Hospice civil, à Firminy (Loire).

Ceux qui s'intéressent au dévelppement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

CONVOCATIONS

× **Groupe anarchiste des IIIe et IVe arrt**, 7, rue du Fauconnier. — Vendredi 22 février, à 8 h. 1/2 : La Propriété, par Aubrerie.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Vendredi 22 février, Giraud (A. E. R.) : La *Bavière contemporaine* (projections).

Mardi 26. — France (A. E. R.) : Un précurseur du socialisme : St-Simon.

× **Jeunesse libre**, boulevard de Magenta, 6, (salle Jules) — Mardi 26 février, à 8 h. 1/2 : Causerie par le camarade Hella : L'amour et l'anarchiste.

× **L'association « Paco-Libereco »** commencera un cours élémentaire d'Esperanto le lundi 4 mars, au siège social, 45, rue de Saintonge, salle du 1er étage.

Cotisation mensuelle : 0 fr. 50 pour les frais.

× **Section d'enseignement de la Maison du peuple de Montmartre**, rue de lignancourt, 92. — Vendredi 22 février. — V. Griffuelhes : Le Mouvement du 1er Mai 1906.

Mardi 26. — Albert Thomas : « Le Parti socialiste allemand ».

× Nantes. — **Antimilitaristes.** — Réunion tous les samedis soir, à 8 heures, à partir du 16 février, au nouveau siège, rue Lévêque, en face la gare de la Bourse, ancien siège de la Fédération socialiste.

× Caudry. — **Pour le droit syndical.** — Dimanche 24 février, à 2 h. 1/2, salle Boisdenghin, rue Gambetta, meeting public et contradictoire en faveur du droit syndical du prolétariat administratif.

Prendront la parole : Déghilage, secrétaire du syndicat des instituteurs du Nord ; Masseron, secrétaire du syndicat des sous-agents des postes, et des délégués des diverses associations de fonctionnaires.

× Brest. — **Groupe la guerre sociale.** — Le groupe a entrepris une série de réunions de quartiers et dans les communes suburbaines ; prochainement aura lieu la première à Saint Marc.

Le samedi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, grande fête d'inauguration du groupe, salle de la Bourse du Commerce. Entrée 0 fr. 35 donnant droit à une consommation froide et une chaude, à l'exclusion de l'alcool. Chants, monologues, poésies révolutionnaires.

Courte allocution par le camarade J. Le Gall : « Ce que sera le groupe ».

Le samedi 2 mars, à 8 h. 1/2 du soir, causerie au siège du groupe, 5, rue Riche : Les tortures en Espagne par le camarade J. Monjoa.

× Montceau-les-Mines. — **Les camarades libertaires** sont priés de se réunir le dimanche 3 mars, à 10 heures du matin, café Français, rue Carnot, pour l'organisation d'une œuvre de propagande. Urgence.

× Tours. — **Théâtre du peuple** (groupe d'études sociales), — Réunion le samedi 23 février, à 8 h. 1/2 du soir, salle Dauptère, rue de la Fuie (près la place Velpeau).

Sujet traité : Des avantages ou des inconvénients du collectivisme et de l'anarchie.

La discussion aura lieu entre le camarade Elie Mottard (du groupe anarchiste) et le citoyen Maurice Camin rédacteur au *Combat*, organe du parti socialiste unifié.

× Lyon. — **A. I. A.** — Réunion vendredi 1er mars, à 8 h. 1/2, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

Ordre du jour : Compte rendu conférence Yvetot.

× Lyon. — **Groupe l'« Emancipation »**. — Réunion le vendredi 1er mars, à 8 h. 1/2, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

EN VENTE AUX " TEMPS NOUVEAUX "

Nous nous chargeons de fournir aux camarades toute commande de librairie qu'ils pourront nous faire.

Précurseurs de l'Internationale, W. Tcherkesoff	1 20
Souvenirs d'un révolutionnaire, par Lefrançais	3 25
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Intimités et révoltes, vers, La Jablière	1 50
Les Résolutions, vers, Pratelle	1 50
La Révolte 7 années. La collection complète	150 »
Les Temps Nouveaux, 11 années	66 »
Le Coin des Enfants, 1re série illustrée	3 »
— — 2e série illustrée	3 »
— — 3e série illustrée	3 »

De chez Schleicher :

La vie ouvrière en France, par Pelloutier	5 »
Les Enigmes de l'Univers, par Haeckel	2 20
Les Religions, par A. Lefèvre	6 »
Force et matière, par Buchner	2 20
L'Homme selon la science, par Buchner	7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, par Haeckel	12 50
Science et Matérialisme, par Letourneau	5 »
La Psychologie ethnique, par Letourneau	6 »
Les Guerres et la Paix, par Richet	1 50
Les Primitifs, par Elie Reclus	4 »
L'Origine des espèces, par Darwin	2 90

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, par P. Lacombe	3 »
Histoire de l'Inquisition au moyen-âge, par Léa, 3 volumes, chaque	3 20

De chez Plon :

La Vie privée d'autrefois : L'Hygiène, par Franklin	3 »
Comment on devenait patron, par Franklin	3 »
Deux vies, par P. et V. Margueritte	3 »

De chez Stock :

La Société mourante et l'Anarchie, par J. Grave	2 90
La Conquête du pain, par Kropotkine	2 90
L'Anarchie, son idéal, par Kropotkine	1 »
Autour d'une vie, par Kropotkine	3 »
La Société future, par J. Grave	2 90
La Grande Famille, roman militaire, par J. Grave	2 90
L'Individu et la Société, par J. Grave	2 90
L'Anarchie, son but, ses moyens, par J. Grave	2 90
Malfaiteurs, par J. Grave	2 90
Les Aventures de Nono, par J. Grave, avec illustrations	2 90
Responsabilités, 4 actes, par J. Grave	2 »
Mais quelqu'un troubla la fête, par Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, par Elisée Reclus	2 90
La Commune, par Louise Michel	2 90
Œuvres, par Bakounine	2 90
Id. id. tome II	2 90
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 90
L'Amour libre, par Ch. Albert	2 90
L'Inévitable révolution, par Un Proscrit	2 90
L'A B C de l'Astronomie, Stackelberg	2 »
Biribi, Darien	2 90
Bas les Cœurs, Darien	2 90
En marche vers la société nouvelle, par C. Cornelissen	2 90

De chez Hachette :

L'Entr'aide, par Kropotkine	3 30

De chez Flammarion :

Paroles d'un révolté, par Kropotkine	1 25
Collection de classiques à 0 fr. 95, franco	1 35

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, par Elie Reclus.... 3 »
La Commune, par Lissagaray.............. 3 »

De chez Dujarric :

Les deux Familles, par A. Pouzot......... 3 »

De chez Collin :

Le Conflit, par Le Dantec.................. 3 »
Les Porteurs de torches, par B. Lazare.... 3 »
Paysans et ouvriers depuis sept cents ans, par G. d'Avenel.......................... 4 »
La Guerre et ses prétendus bienfaits, par Novicow.................................. 2 50

De chez Charpentier :

Sous la toque, par A. Jobellé............. 3 »
Au Port d'armes, par Henri Fèvre......... 3 »
Souvenir d'un Matelot, par Georges Hugo.. 3 »
La Mêlée sociale, par G. Clemenceau...... 3 »
Le Grand Pan, par G. Clemenceau......... 3 »
Sous le Sabre, par Ajalbert............... 3 »
La Clairière, par Donnay et Descaves...... 3 »
Les Blasphèmes, par J. Richepin........... 3 »
La Chanson des gueux, par J. Richepin.... 3 »
Germinal, par Zola......................... 3 »
Travail, par Zola.......................... 3 »
Les Affaires sont les affaires, par Mirbeau. 3 »
Les Mauvais bergers, par Mirbeau......... 3 »
Sébastien Roch, par Mirbeau.............. 3 »
Le Fardeau de la liberté, par Tristan Bernard.................................. 1 50
La Fille Elisa, par Ajalbert............... 2 »
Ces Messieurs, par G. Ancey............... 3 »

Sur les commandes importantes, nous pouvons faire sur les prix forts marqués sur les volumes, une réduction de 15, 20 et 25 0/0 selon les éditeurs. Frais à la charge de l'acheteur.

EN VENTE

Tirage avant la lettre de l'affiche de Steinlen pour les *Temps Nouveaux*. Superbe lithographie de 68/50, marges comprises. — Tirage restreint. Prix : 3 francs, à notre bureau.

NOS LITHOS

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :

Capitalisme, par Comin'Ache. — **Education chrétienne**, par Roubille. — **Provocation**, par Lebasque. — **La Débâcle**, dessin de Vallotton, gravé par Berger. — **Le Dernier gîte du Trimardeur**, par Daumont. — **L'Assassiné**, par C. L. — **Souteneurs sociaux**, par Delannoy. — **Les Défricheurs**, par Agar. — **Le Calvaire du mineur**, par Couturier. — **Ceux qui mangent le pain noir**, par Lebasque. — **Les Bienheureux**, par Heidbrinck. — **La jeune Proie**, par Lochard. — **Le Missionnaire**, par Willaume. — **Frontispice**, par Roubille.

Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 l'exemplaire sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire, 150 francs celle d'amateur.

Nous avons, en dehors de la série :

Aux petits des oiseaux, il donne la pâture..., lithographie de Willette, 2 francs, 3 francs et 5 francs. — Réduction des **Errants**, de Rysselberghe, 1 fr. 40 et 3 fr. 25.

Il nous reste un petit nombre

Epouvantail, par Chevalier. — **La Libératrice**, Steinlen. — **L'Homme mourant** L. Pissaro. — **Les Sans Gîte**, par C. Pissarro. — **Sa Majesté la Famine** par Luce. — **On ne marche pas sur l'herbe**, par Hermann-Paul. — **La Vérité au Conseil de Guerre**, par Luce. — **Mineurs belges**, par Constantin Meunier. — **Ah ! les sales Corbeaux**, par J. Hénault. — **La Guerre**, par Maurin.

Nous les mettons à 2 francs.

L'Incendiaire, par Luce. — **Porteuses de bois**, par C. Pissarro. — **L'Errant**, par X. **Le Démolisseur**, par Signac. — **L'Aurore**, par Willaume.

Elles sont en vente au prix de 3 francs.

Pour le tirage d'amateurs, voir les annonces du numéro 41 de la 11e année.

Nous avons également, comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissarro, 2 francs.
— 3e — de Luce, 2 francs.
— 4e — de Lebasque, 2 francs.

Tirage d'amateurs, 3 fr. 50.

Repaire de Malfaiteurs, par Willaume, tirage ordinaire, 1 fr. 50 ; tirage d'amateur, 3 fr. 50.

Il en reste très peu des deux.

A NOS LECTEURS

Il nous est rentré des gares, comme invendus, une centaine d'exemplaires des séries 1 et 2 du *Coin des Enfants*.

Sans être très abîmés, il sont assez défraîchis pour que nous ne puissons les vendre comme les neufs. Au lieu de les solder, nous préférons en faire profiter nos lecteurs. Nous les laissons au prix de 1 fr. 25 franco à Paris et 1 fr. 50 par la poste, jusqu'à épuisement du solde.

Nous rappelons que nous les avons fait relier sous une jolie couverture toile, tête dorée, afin que cela constitue un joli cadeau à faire à un enfant.

L'exemplaire neuf, 3 fr. Les trois exemplaires, 7 fr. 50 franco.

CARTES POSTALES ILLUSTRÉES

Nos calotins série de 6 cartes, par Jules Hénault, la série, franco....... » 50
— 2e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco. » 50
— 3e série de 6 cartes anticléricales, par J. Hénault, la série, franco. » 50

Série de 6 cartes **Marines**, d'après les eaux-fortes de V. Rysselberghe, franco......... » 60
Patriotisme-Colonisation, série de 10 cartes, dessins de Roubille, Luce, Willaume, Hermann-Paul, Lefèvre, Jehannet, la série, franco.................................. » 60
Une série de 18 cartes postales gravées sur bois par Berger, reproduction des lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux*, la série, franco................................ 1 50
Biribi, par Luce............................ » 10

Toutes les cartes sont envoyées séparément, à raison de 10 centimes l'exemplaire, port en sus, soit 10 centimes, par 10 cartes ou fraction de 10 cartes.

Le prochain dessin sera signé ReLeTe.

EN VENTE " AUX TEMPS NOUVEAUX "

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille.......................... » 15
La Peste religieuse, par J. Most............ » 10
L'éducation libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul.................. » 15
A Emile Zola, par Ch. Albert............... » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross.................................. » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce.......................... » 15
Les Temps nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro...................... » 30
Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkesoff.................................. » 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel...................... » 15
L'Ordre par l'anarchie, par D. Saurin....... 1 fr.
L'Art et la Société, par Ch. Albert.......... » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier.................... » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe...................... » 15
Déclarations, d'Etiévant, couverture de Jehannet.................................. » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy...................... » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier.............................. » 15
Entre paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume.............................. » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache...................... » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard...................... » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice, par Kropotkine, couverture de J. Hénault. » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont.............. » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille......................... » 15

MUSÉE DES ANERIES

A la mort, le masque tombe du visage de l'homme,
Et le voile tombe du visage de Dieu.
L'œil ne voit Dieu qu'à travers les larmes.
La bonne éducation des garçons doit se composer de [science.
La bonne éducation des filles doit se composer [d'ignorance.
Les natures supérieures acquièrent la science en
Pensant, en souffrant et en se résignant.

Victor Hugo, *inédit*.

(*Le Matin*, 31 décembre 1906.)

Petite Correspondance

J. L., à Montigny. — Nous regrettons ces irrégularités. C'est sûrement la poste. Je réexpédie.

B. G. — Tout cela est affaire d'appréciation, peut se soutenir et se discuter.

D. Bréhat. — « Le Bluff » pas encore paru.

A. D., à Chantenay. — La brochure de Niel épuisée.

Les camarades de Roumanie qui pourraient nous envoyer des timbres commémoratifs usés, nous en avons le placement.

E. L., à Paris. — Vous voyez, nous tenons compte de votre suggestion.

L. B. I. — Nous ne connaissons personne dans ces parages.

G. M., à Drizma. — Je ne connais pas de volume « l'Evolution de la vie », par Spencer.

R., à Le Dramard. — Nous sommes dans un cercle vicieux : Le journal est cher parce qu'il n'a pas assez de lecteurs. C'est parce que nous ne pouvons en sortir autrement que nous avons augmenté le prix. Lorsque le chiffre d'abonnés nous permettra de diminuer, nous le ferons avec plaisir. — Je n'ai pas gardé l'adresse de A. C., prière de nous la renvoyer.

C. C., à Lisbonne. — Il manquait les frais d'envoi de l'almanach et des numéros.

V. L., à Epinal. — Deux des brochures nous manquant avons remplacé par d'autres.

L'affranchi. — Notre situation nous force à supprimer tous frais inutiles.

M. T., à Alger. — Je l'ignore. Ecrivez-lui chez Stock, son éditeur, 155, rue Saint-Honoré.

E. V., à Roubaix. — Voyez le prix du volume de Guillaume dans le numéro de cette semaine.

M. L., à Clamecy. — J. A., à Agram. — L., à Tourcoing. — L., à Cousenvoye. — A. D., à Chantenay. — M., à Toulouse. — A. Q., à Paris. — M. L., à Clamecy. — G., à Deserts. — M. L., à Passy. — B. A., à Saint-Vallier. — P., à Genève. — F. S., à Paris. — M. P., à Thuir. — E. B., à Hanoï. — B., à Auxerre. — A. D., à Armentières.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal. Vente de vieux timbres, 2 fr. 75. — G. T., à Poitiers, 17 francs.

Merci à tous.

Le Gérant : J. Grave.

Imprimerie des Temps Nouveaux, 4, rue Broca, Paris





Dessin de DELANNOY

— C'est marrant d'penser que l'jour où c'te gosse s'ra putain comme sa doche, a f'ra peut être son dab.

12e ANNEE. — N° 44.

2 MARS 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLEMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMERO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Re-Le-Te.

SOMMAIRE

Les Jardins d'Enfants

Les jardins d'enfants! Quelle expression heureuse! Quelle étiquette alléchante! Je m'imagine des pelouses où les enfants s'ébattent librement, des parterres qu'ils puissent ensemencer s'il leur en prend envie, des allées avec des grands tas de sable fin. Je m'imagine aussi de grandes salles claires avec des jeux, c'est-à-dire avec des objets de toute sorte. Pas de direction disciplinaire ou réglée. Des maîtresses essayeraient de satisfaire la curiosité spontanée des enfants, si vive et si excitable, en répondant, sans les rebuter, à leurs nombreux pourquoi, dans la mesure du possible; à la rigueur, elles pourraient faire un récit, raconter une histoire, développer une explication devant un groupe d'auditeurs bénévoles. Ainsi on chercherait à réaliser, dans les meilleures conditions d'hygiène, des lieux d'exercice et de jeux pour les petits enfants des villes, ceux de 3 à 7 ans, privés des libertés de l'espace, si nécessaires à leur âge. Je veux dire que les petits campagnards n'ont pas besoin des jardins d'enfants; il ont les champs, les prés, les bois, le grand air; ils sont donc encore plus favorisés; ils n'ont pas besoin de surveillance, ils n'ont pas besoin d'un coin de terre pour y planter des graines, ils ont la liberté, ou du moins ils devraient l'avoir (ou la prendre). Ni travail, ni école pour les enfants au-dessous de 7 ans. Qu'ils aient l'illusion de l'abbaye de Thélème, avant de se plier à l'obligation imposée du certificat d'études, avant de connaître toutes les servitudes à venir de la vie et de la société!

Il me semblait donc que le jardin d'enfants cherchait à réaliser ce rêve. On nous en vantait les bienfaits dans les pays étrangers. Des philanthropes, habiles en affaires, s'occupaient à lancer en France l'entreprise nouvelle. Un député, M. Ch. Couyba, rapporteur des budgets de l'instruction publique et des beaux-arts, *au nom de l'Art*, nous en a fait dans le *Matin* du 18 février un éloge dithyrambique, et voici ce qu'il écrivait:

> Rue Bervoets, un Kindertuinem, un « jardin d'enfants », ce que nous appelons en France une garderie.
>
> Ils sont là trois cents bambins et fillettes, de trois à six ans, hauts comme des bottes, assis à des tables proprettes et minuscules, s'ingéniant à des travaux de patience artistiques, d'après les dessins de leurs maîtresses au tableau. Avec des bois découpés, ils construisent des portiques, des maisonnettes. Nous passons à la salle de jeux. Sur le parquet, des carrés et des cercles sont tracés à la craie. Au rythme du piano, deux cortèges, les petites filles avec des cerceaux enrubannés, les petits garçons avec des bâtonnets, viennent se ranger face à face, sur les lignes blanches. En place pour le quadrille et le menuet! Pas une parole! La musique seule ordonne les mouvements : saluts, révérences, enchaînements, vivantes combinaisons de figures géométriques : un vrai jeu de grâces! Education artistique des yeux, de l'oreille et du corps! C'est tout simplement exquis.

C'est tout simplement navrant. Voici de malheureux enfants de trois à six ans : au lieu de les laisser s'amuser librement, exercer leur initiative, leur expérience naissante, suivant leur caprice, au lieu de les laisser en paix, on plie ces pauvres cervelles à la discipline précoce, à l'imitation réglée, sous prétexte d'art et de beauté!

Il est vrai, les parents ne demandent qu'à se débarrasser des enfants qu'ils ont mis au monde. D'abord en nourrice, puis à l'école. C'est là, je dois le dire, une triste nécessité pour les familles ouvrières. Mais bien des familles de la bourgeoisie n'hésitent pas à envoyer leurs enfants, soit dans de petites pensions, soit même à l'école maternelle. Pour colorer l'excuse de l'abandon volontaire des petits — dans les familles qui se piquent d'intellectualisme — on va les mener aux jardins d'enfants.

Qu'on l'avoue ou non, toutes ces pensions et écoles, tous ces jardins sont de simples garderies, pour la plus grande aise des parents, mais sans aucun profit pour les petits. Ceux-ci n'y gagnent que la possibilité de contagions, si fréquentes à cet âge. Mais je préfère encore la simple garderie à l'ambition, à la vanité de vouloir éduquer la première enfance et de lui imposer, dès l'âge de trois ans, une direction intellectuelle et une discipline.

M. Pierrot.

Le Châtiment du Crime

DEVANT LA RAISON

(Suite et fin.) (1)

Quand on est parvenu à la découverte d'une vérité scientifique, il faut avoir le courage d'en accepter toutes les conséquences, même sociales.

Que des esprits imprégnés de religion s'obstinent, contre l'évidence, contre toute démonstration scientifique, dans leurs notions *à priori*, dans leur routine traditionnelle, cela se conçoit jusqu'à un certain point. Tout leur bagage intellectuel est constitué de données prétendues révélées et proclamées intangibles. Ils mettent la foi avant la raison.

Mais qu'un esprit qui se dit dégagé du traditionnalisme et de l'apriorisme religieux recule devant les conséquences qui résultent de l'application d'une vérité scientifique, c'est inadmissible.

C'est cependant ce qui arrive le plus souvent en matière morale et sociale.

Combien de critiques avons-nous entendues, remarquablement profondes, clairement conscientes des causalités et implacablement destructives, suivies aussitôt après de timides essais de restitution, de replâtrages maladroits de ce qu'elles venaient de démolir si magistralement.

C'est qu'en matière de morale, bien peu de cerveaux ont pu se libérer de la tare religieuse; bien peu sont parvenus à se dégager de l'influence de cette conception des religions qui fait de la morale une chose absolue, éternelle et immuable, au-dessus de toutes les contingences de temps et de lieu.

(1) Voir le numéro 44.

Quelle que soit l'acuité de leur critique, quel que nette que soit leur perception des réalités, parvenus au seuil du temple, une crainte du sacrilège les arrête, et, s'écartant de la ligne droite, ils s'en vont se perdre par des chemins détournés.

En matière sociale, c'est bien pire encore. Les innombrables liens qui paralysent la pensée humaine, se compliquent d'intérêts multiples au travers desquels achève de se dissoudre l'indépendance du jugement.

Cependant, à quel critérium la raison doit-elle avoir recours pour s'orienter dans sa marche, sinon aux données que lui fournit la science et que l'expérience a contrôlées.

S'il arrive que, du fait de la mise en application de ces vérités, il doive résulter une modification des idées reçues, un renversement des principes établis, un bouleversement même des mœurs admises, c'est tant pis pour ces idées, ces principes et ces mœurs; c'est que les sociétés qui les ont adoptées, qui s'y sont soumises, ont fait fausse route. Vouloir persévérer dans l'erreur, une fois cette erreur reconnue, c'est faire la preuve de la plus parfaite imbécillité.

Aujourd'hui, la science évolutionniste admet en ce qui concerne l'analyse des actes humains, comme en tout ordre de phénomènes, d'ailleurs, qu'ils sont l'aboutissement nécessaire de toutes les causes antérieures ou concomitantes qui les déterminent.

C'est ce qu'elle formule en disant : « C'est le milieu qui fait l'être. »

Sans doute, par cela, disparaît la responsabilité, si l'on attache à ce mot le sens que lui donne la vieille morale encore en vigueur.

Mais, je le répète, c'est tant pis pour elle.

Le milieu fait l'être. C'est ce principe fondamental d'où est sortie toute la mentalité moderne. C'est lui qui a bouleversé de fond en comble les méthodes en cours dans la plupart des branches des connaissances humaines, renversant à proprement parler en sens inverse le plus grand nombre des propositions qui en constituaient les bases.

Pourquoi la morale et la sociologie échapperaient elles à cette refonte. Sont-elles donc au-dessus des lois causales qui régissent la genèse des phénomènes? Les faits qui sont de leur domaine ont ils le privilège d'exister en dehors de toute détermination?

Non, mais l'extrême multiplicité des éléments qui entrent dans la détermination du moindre d'entre eux, voile plus facilement ce caractère de nécessité qui leur fait voir le jour et revêt chacun d'eux de sa manière d'être particulière.

C'est pourquoi les méthodes auxquelles elles sont soumises ont conservé le caractère purement empirique de nombre de sciences avant la grande révolution évolutionniste.

Elles en sont restées aux fantasmagories métaphysiques de l'alchimie médiévale. Elles rappellent par leurs méthodes et leurs sanctions puériles les procédés parfois burlesques que la vieille médecine tirait de divagations imaginatives en dehors de toute expérimentation préalable.

De nos jours, l'hygiène préventive et l'antisepsie — fruits de l'observation raisonnée, méthodique et de l'expérimentation — ont aboli bien ces procédés brutaux de section ou d'ablation; car elles permettent d'apporter une modification salutaire aux milieux nocifs et de changer, par cette modification du milieu, les conditions de l'être.

Le châtiment, ce procédé brusque, momentané, catastrophique, est aussi éloigné de la science que l'ingestion, pour acquérir le courage, de cœur de lion.

Le cerveau d'un Soleilland, d'un Ménesclou, d'un Vacher, sont le produit du milieu où ils se sont formés et où ils fonctionnent, tout comme le cerveau d'un Pasteur, d'un Darwin ou d'un Gœthe. Si les actes diffèrent, c'est que les déterminations ou que la réceptivité des individus n'ont pas été les mêmes.

La science morale consisterait : préventivement à s'efforcer de découvrir quel milieu éducatif convient à chaque individu, étant donné son état habituel ou ses états successifs de réceptivité, et répressivement à rechercher le milieu où il faut placer le défaillant ou le « criminel » pour le rendre à nouveau sociable.

On n'ampute pas un membre atteint d'une affection quelconque, quand il y a encore quelque espoir de *guérison* : on ne tue pas un malade parce que son organisme est en défaillance momentanée. Pourquoi tuerait-on un cerveau qui a défailli?

Appliquez donc aux cerveaux les méthodes d'hygiène morale, d'anti-epsie morale aussi, qu'il faut découvrir, que l'on découvre déjà d'ailleurs, au lieu d'avoir recours encore à ces méthodes barbares, *empiriques*, *contraires* à toute science, qui consistent à torturer, à supprimer.

Qu'on n'allègue pas le danger social! Torture-t-on, supprime-t-on un typhique, un cholérique, un varioleux? Cependant ils sont un danger. Mais dans ce cas, c'est leur corps qui est atteint, ce n'est pas leur cerveau, leur « âme ».

Or, le cerveau a ce privilège de n'avoir pas d'excuse à ses défaillances. Pourquoi? Parce que la tare religieuse nous affecte encore Parce que les choses de l'esprit, de l' « âme » sont encore considérées comme appartenant à un domaine à part, spécial, échappant à toute méthode curative matérielle.

Et en ce qui les concerne, l'empirisme le plus grossier sévit encore.

On ne veut pas se dire que moralement, comme physiquement, l'homme est comparable à la plante qu'on trouverait stupide de brutaliser pour la redresser. On ne peut se convaincre que, de même que pour la plante ce n'est pas par des influences brusques, passagères, qu'on parviendra à lui faire contracter la forme, à lui donner la direction, les plus salutaires et les plus profitables, mais bien par une action longue et continue, insensible le plus souvent, mais qui, par sa continuité, crée un nouveau milieu propice aux modifications qu'on désire apporter en l'être.

Le couperet de la guillotine me paraît bien insuffisant à constituer ce milieu.

André Girard.

Faites-nous des Abonnés!

Taine historien

(Suite) (1)

Si Taine encore n'eût apporté dans l'histoire que son fanatisme de classe! Le malheur fut qu'il en avait un autre, non moins profondement enraciné en lui et que j'ose nommer le *fanatisme scientifique*. Je veux dire par là cette conviction entêtée que toute réalité peut être atteinte et pénétrée par la science, que la réalité historique et morale ne saurait s'excepter de la règle et obéit à des *lois* nécessaires et fixes, dont la constatation appartient au savant.

D'autres avant Taine (et notamment Auguste Comte) avaient proclamé l'existence de lois historiques certaines. Taine alla plus loin encore : assimilant les « recherches historiques et psychologiques aux recherches physiologiques et chimiques », il crut sérieusement à la possibilité de leur appliquer les méthodes qui étaient en train de si bien réussir aux sciences naturelles. Il y crut — faut-il ajouter — préalablement à toute expérience, par un véritable abus du raisonnement analogique. Il se dit simplement que ce qui était vrai en botanique et en zoologie ne pouvait être faux en histoire. Il écrivait avec sa coutumière assurance : « De même qu'il y a des rapports fixes, mais non mesurables quantitativement, entre les organes et les fonctions d'un corps vivant, *de même il y a des rapports précis mais non susceptibles d'évaluation numérique entre les groupes de faits qui composent la vie sociale et morale.* » (Lettre de 1864).

Ainsi l'important en histoire n'est donc pas tant de réunir des faits, de les disposer chronologiquement et de les expliquer, quand il se peut, les uns par les autres. C'est de grouper les faits en classes bien distinctes et de rechercher dans chaque classe « les caractères essentiels d'où les autres peuvent être déduits » (Taine).

Je n'insiste pas, ces questions de méthode historique n'ayant pour nous qu'un intérêt restreint. Il suffit de savoir que longtemps avant qu'il eût songé à écrire l'histoire, Taine assignait à cette étude la tâche d' « enchaîner sous une seule loi toutes les actions et toutes les pensées du genre humain » (1).

Cette théorie de l'histoire était, lorsque Taine l'émit (entre 1850 et 1860) d'une belle hardiesse. M. Mathiez remarque très justement qu'elle est plus sociologique qu'historique. Il n'importe. Voyons la théorie à l'œuvre. Comment s'est-elle comportée dans l'application?

* *

Ce qu'il est impossible de ne pas remarquer tout d'abord dans l'œuvre historique de Taine, c'est l'irrésistible penchant de l'auteur aux généralisations précipitées. « Impatient de certitude » (le mot est de P. Lacombe), il lui suffit de quelques matériaux (presque toujours littéraires) pour reconstituer audacieusement la psychologie d'un siècle et d'une race. « D'un acte d'un individu, observe le sagace M. Seignobos, Taine conclut à tout son caractère, de cet individu à tout son groupe, de quelques épisodes locaux il tire le tableau de l'état général d'un pays... La généralisation est chez lui un procédé normal. »

D'autre part, du conditionnement et de l'interdépendance qu'il a remarqués, après vingt autres, dans les faits sociaux, Taine a tiré des conclusions assez malheureuses. D'abord que tous les hommes d'un même temps et d'un même pays se ressemblent, ensuite que la société est un organisme. Or, nous savons qu'une nation n'est pas une, que les antagonismes de classe y produisent des individus psychologiquement et même (M. Niceforo me semble l'avoir bien établi) physiologiquement différents. Quant à l'organicisme, c'est une thèse aujourd'hui abandonnée, et « qui croule de toutes parts sous le ridicule après avoir eu un instant les honneurs de la Sorbonne et du Collège de France » (2).

Ce n'est pas une erreur moins légère que la croyance à la race. Personne aujourd'hui ne croit plus à la race que ceux, antisémites et coloniaux, qui ont intérêt à y croire.

Or, Taine historien y fait sans cesse appel, tandis qu'il passe sans les voir auprès des races sociales, des groupes différenciés que déterminent, au sein d'un même peuple, la profession, la condition, la manière de vivre.

Enfin la méthode qui consiste à découper arbitrairement la réalité et à la répartir ensuite en quelques classes bien tranchées, aboutit à ne donner de cette réalité qu'une image dénaturée et trouble.

Ces tares de conception et de méthode, les gens avisés les discernaient déjà dans maintes et maintes pages de *La Fontaine et ses fables* (1853), du *Tite-Live* (1856) et de l'*Histoire de la littérature anglaise* (1863). Du moins n'alaient-elles pas encore jusqu'à vicier le tout. On n'en saurait dire autant, par malheur, des *Origines de la France contemporaine*, où l'arrière-pensée réactionnaire, jointe à une impuissante méthode, n'ont réussi à produire qu'un « mélange tendancieux, équivoque et trouble de philosophie politique et d'histoire. » (Mathiez).

* *

Que Taine n'ait rien compris à la Révolution, la chose est aujourd'hui avérée pour tous les histo-

(1) Voir le numéro 43.

(1) Il croyait reconnaître dans tout fait historique la participation combinée de trois forces qu'il avait inventées et qu'il nommait la *Race*, le *Milieu* et le *Moment*.

(2) Il s'agit ici de M. Espinas et de l'inénarrable Izoulet.

riens. Elle est pour lui un fait monstrueux et à peu près inexplicable. Dans son impuissance à comprendre, il s'exaspère et blasphème; il va jusqu'à oublier son rigoureux déterminisme et n'hésite pas à voir dans la Révolution une rupture accidentelle, fortuite, avec toutes les lois historiques et sociales, et à proclamer qu'il nous faut revenir à 1789, renouer avec un passé imprudemment rompu, sous peine des pires catastrophes.

Tout accident qu'elle est, la Révolution n'est pas sans avoir des causes et Taine ne peut se soustraire à l'obligation de les rechercher. Or, comment s'y prend-il? Négligeant l'étude approfondie de l'ancien régime, négligeant tout ce qui n'était pas immédiatement et aisément accessible à l'homme de lettres qu'il était, — c'est-à-dire à peu près tout, sauf l'histoire des idées et celle de l'Etat, et encore non sans omissions graves, — il généralise et dogmatise le plus vite qu'il peut.

C'est de l'Esprit classique, on le sait, qu'est venu l'accident de 1789. Taine l'affirme, et il ne se doute pas que l'Esprit classique était vers 1780 commun à toute l'Europe civilisée, et nullement spécial à la France. Mais Taine, qui écrit à Paris et qui est pressé, n'a pas le temps de regarder par delà les frontières.

L'explication par l'Esprit classique, ce monstre digne des Enfers, quoi de plus commode! Cela dispense d'approfondir. Cela dispense surtout de recourir à l'explication par la lutte de classes. S'il avait étudié la révolution de ce point de vue, peut-être, nous dit M. Mathiez, Taine y eût-il vu « autre chose qu'un déchaînement désordonné et sanglant de passions bestiales? Peut-être eût-il découvert que la Révolution fut l'œuvre et la chose de la bourgeoisie, d'une bourgeoisie d'esprit sain et pratique, parfaitement consciente de ses intérêts, et non pas d'une poignée d'ambitieux, d'égoïstes et de coquins, domptant les honnêtes gens par la terreur et conduisant les autres par l'appât du gain ou d'une creuse phraséologie? Il lui en aurait coûté sûrement de reconnaître que cette bourgeoisie, dont il est par toutes les fibres, a employé pour détruire les privilèges de la noblesse et du clergé, la classe ennemie, les mêmes moyens que le prolétariat a essayé de retourner contre elle au XIX[e] siècle... Mais il n'avait pas l'esprit assez historique pour comprendre que la bourgeoisie qui était le parti de l'ordre en juin 48 et en mai 71, ait pu être, moins d'un siècle plus tôt, de l'autre côté de la barricade. »

Aussi n'a-t-il vu, dans la Révolution, qu'une longue anarchie: « la dissolution entière (c'est lui qui parle) de l'ordre social, la ruine pendant dix ans de tout gouvernement (sauf le paroxysme de la Terreur), l'abolition foncière dans tout individu, de la confiance et de l'obéissance, bref l'anarchie. C'est à cette idée centrale qu'il faut tout rapporter. » Et certes, il n'y manque pas, le grand homme. Avec une patience infinie, il a rassemblé tous les faits-divers horribles de l'époque, les vols à main armée, les assassinats, les meurtres, etc.

« C'est comme si on écrivait l'histoire d'aujourd'hui à l'aide des faits divers du *Petit Parisien* et du *Petit Journal* et si on avait soin, chaque fois, d'attribuer les crimes commis à une cause unique et primordiale, qui serait la doctrine politique des hommes au gouvernement. C'est pourtant ce qu'a fait Taine d'un bout à l'autre de son ouvrage. » (Mathiez). Il a accablé d'invectives démesurées les hommes de 1792 et de 1793; il n'écrit pas l'histoire, il semble venger des injures et des maux personnels. Sans hésiter le moins du monde, il biffe tout ce qui contrarie son parti pris. « Il supprime, dit encore M. Mathiez, tout ce qui explique les actes des révolutionnaires, les résistances de la cour, les complots des privilégiés, les insurrections provinciales, le fanatisme déchaîné, la lutte contre l'Europe. »

« C'est, observe finement Seignobos, la peinture d'un duel où l'on aurait effacé l'un des deux adversaires, ce qui donne à l'autre l'aspect d'un fou. »

Il m'est impossible de suivre notre conducteur dans le détail de son argumentation. Je passe sur les exemples qu'il apporte de la partialité de Taine. Il en ressort avec évidence que ce doctoral académicien a été le plus brillant et aussi le plus injurieux pamphlétaire de son époque; seulement il a fait du pamphlet rétrospectif: il n'en a pas fallu davantage aux hommes de lettres et aux gens du monde pour le promouvoir historien.

De la véritable histoire, il n'avait qu'un mince souci. L'accumulation à l'infini des faits dont il a gonflé son livre a pu tromper naguère tous les non spécialistes. Or, depuis quelques mois, le professeur Aulard s'occupe à dresser, page à page, le gigantesque *erratum* de ce livre: il en a vérifié une à une toutes les sources, contrôlé toutes les affirmations. L'épreuve ne laisse pas subsister grand'chose de ce dernier préjugé qui, était la « documentation » de Taine. Seignobos n'avait pas attendu si longtemps pour dénoncer en Taine « le plus inexact des historiens français du siècle ».

Le fantôme d'un « Taine historien » est donc définitivement dissipé. Il m'a paru utile de le faire savoir à ceux qui, dans le grand drame commencé en 1789, aperçoivent autre chose qu'une insurrection criminelle ou qu'une révolution platement bourgeoise.

AMÉDÉE DUNOIS.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal peuvent nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

MOUVEMENT SOCIAL

Nancy.

Grève de cordonniers. — Les ouvriers monteurs de la maison Periola-Levit, au nombre de 30, viennent de se mettre en grève, ils réclament une augmentation de salaires et une diminution des heures de travail.

L'énergie révolutionnaire qui anime les travailleurs de la chaussure, nous tranquillise sur l'issue de ce conflit, ils sauront faire leurs affaires eux-mêmes et mettre à la raison ceux qui manifesteraient l'intention de les trahir.

Ce soir doit avoir lieu une réunion et la grève générale dans la maison a beaucoup de chance d'y être proclamée.

❧ ❧

Dans le bâtiment. L'agitation en faveur de la diminution des heures de travail continue, nombreuses sont à Nancy les réunions de quartiers; les revendications vont être incessamment présentées aux entrepreneurs; rien d'étonnant que d'ici quelques semaines un sérieux mouvement de grève éclate dans les différentes villes de l'Est.

J. S. BOUDOUX.

❧ ❧

Nantes.

La grève des pêcheurs du lac de Grandlieu s'est terminée par un succès. Le fermier Guillon a résilié son bail, et les pêcheurs ont repris le travail. Ce n'est pas que leur sort soit bien heureux, mais enfin ils ont montré qu'unis, ils étaient capables de résister aux injustices de leurs exploiteurs.

A signaler à Saint-Nazaire une grève d'une centaine d'ouvriers des chantiers de l'Atlantique. Ils demandent une augmentation de 0 fr. 10 par heure.

FÉLIXIO.

❧ ❧

Les Conseils de guerre existent toujours et maintiennent leur réputation:

L'adjudant Collin, de Verdun, qui a giflé un soldat, sans motif, est acquitté.

Le brigadier Paillette, de Dinan, est accusé devant le conseil de guerre de Rennes, de voies de faits envers le soldat Golvet. Il lui a donné un coup de sa botte éperonnée dans la hanche et l'a frappé au bras avec un fil de fer, enroulé quatre ou cinq fois sur lui-même, tellement fort, que Golvet dut aller à l'infirmerie.

Le brigadier Paillette est condamné à un jour de prison avec sursis.

Par contre, le marin Chamet, déjà condamné il y a deux ans à deux ans de prison pour outrages à un supérieur, est condamné pour le même motif, à cinq ans de travaux publics par le conseil maritime de Cherbourg.

Sans commentaires!

F. C.

❧ ❧

Pour Ferrer. — La Bourse du Travail de Toulouse a organisé en faveur de Nackens et Ferrer une manifestion, qui est allée déposer un ordre du jour à la Préfecture et au vice-consulat d'Espagne.

La *Libre-Pensée* de Saint-Chamond nous envoie un ordre du jour que nous faisons parvenir à l'ambassade.

MONOGRAPHIE

(*Suite*) (1)

L'ouvrier agraire dans le Sud du Nivernais — A côté du personnel ordinaire du domaine existe une deuxième catégorie d'ouvriers: c'est le journalier « l'homme de journée », l'auxiliaire intermittent, des jours de presse que le maître de céans occupe chaque fois qu'il ne peut faire autrement.

Celui-ci est le père de famille habitant le village ou le hameau voisin; c'est celui-là que nous retrouverons « bouscheton » « coupeur de bois » (bûcheron) en hiver. C'est celui-là qui est au dernier plan des travailleurs du pays, à l'extrémité dernière de l'échelle sociale. Abstraction faite de sa misérable liberté, sa condition ne paraît pas être bien supérieure à celle de l'ancien serf. Ainsi que le cordonnier de la fable, il ne pourrait pas dire combien il gagne « par jour », puisque tantôt il travaille, tantôt chôme puisque quand il travaille c'est tantôt pour un prix, et tantôt pour un autre, il ne pourrait non plus dire ce qu'il gagne « par an », les années se suivant mais ne se ressemblant jamais, sa vie comme son gain ne sont donc qu'une perpétuelle cote mal taillée. Cependant voici ce qu'en temps normal un homme de force et d'âge moyen parvenait à se faire en espèces ces dernières années, avant la pléthore d'ouvriers d'aujourd'hui: 100 francs dans sa campagne d'hiver à « couper au bois » (décembre-janvier), 50 francs à l'écorçage en avril, 50 francs à la fenaison, 50 à la moisson et 100 francs au battage des grains, ou en journées et en divers endroits à 25 sous l'une dans les fermes et nourri, et 50 sous ailleurs sans nourriture; total: 400 francs. C'est là peut-être encore une trop forte moyenne. En payant 60 francs par an de loyer pour une maison, le plus souvent d'une seule pièce et quelques ares de terre, en y ajoutant une quinzaine de francs d'impôts, il serait à peu près impossible de vivre avec une pareille somme, en élevant une famille, si la femme ne venait un peu en aide en élevant quelques volailles, une chèvre, un ou deux porcs, mais pour arriver à ce dernier résultat, il faut du temps, de la peine et de la dépense, un tout jeune *nourrain* (jeune cochon) coûte de 25 à 40 francs, en foire, il faut avoir, ou affermer de la terre au fermier ou faire des pommes de terre et autres légumes, à moitié avec le même, et en fournir les semences, il faut enfin payer le son au boulanger. Heureux celui qui peut posséder une vache ou deux, mais alors ce dernier rentre plutôt dans la catégorie des petits cultivateurs.

Une autre industrie assez prospère à noter: c'est l'élevage des nourrissons, des pupilles de l'Assistance publique que l'on dénomme vulgairement « Paris », Parisiens, ou « pitaux ».

Ce dernier nom évidemment par corruption du mot hôpitaux — enfant des hôpitaux — mais pour obtenir un « hospitalier » il faut de grandes sollicitations, bien voter et avoir l'indispensable appui des politiciens; la dispensation des Enfants Assistés de la Seine, est en temps d'élection un facteur des plus considérables; on vote bien, non seulement pour les obtenir, mais encore pour les garder.

L'importante immigration de ces Enfants Assistés tend sensiblement à remplacer la population autochtone du pays, ils forment dans beaucoup de villages le principal contingent de la population scolaire, ce contingent est actuellement d'un quart dans la commune de Thianges; il était, il y a quelques années, des trois-quarts, dit-on, dans la commune de Lanty. Telle vieille paysanne raconte en avoir, dans sa vie, élevé dix-neuf pour sa part.

Son service militaire accompli, le gars de ferme se souvenant de la vie de misère qu'il passa enfant chez son père, de la vie de mercenaire, qu'il passa dans les domaines, voyant d'autre part le lent et pénible effort fait par ses camarades dans les bois et ailleurs, pour l'amélioration du sort commun, hésite à revenir au pays.

Que retournerait-il faire au bercail, dans cette ingrate patrie? Faire comme son père, s'y marier

---

(1) Voir le numéro 43.

et recommencer pour son compte cette vie de labeur et de privation dont il fut à la fois le témoin et la victime? Non, il lui faut « un autre truc ». Il cherche un emploi dans Paris ou dans les villes où il tint garnison, dans quelque maison bourgeoise ou dans quelque usine et souvent il y parvient. D'autres s'engagent comme bouviers dans les contrées voisines de la Seine ou dans les départements sucriers du Nord, d'autres encore, vont en Champagne où le salarié agricole est mieux rémunéré.

C'est ainsi que le frère « Parisien » resté au pays lui succède, y fait souche, et maintient tant bien que mal le niveau de la population départementale.

Les causes de la crise économique sont peut-être plus imputables au chômage qui va en s'aggravant, qu'à la faiblesse des salaires qui montent malgré les entraves, et voici comment dans les trente dernières années surtout, l'agriculture a mis le plus possible les terres cultivables en prés et pâtures; les terrains calcaires s'y prêtent, et leurs alluvions sont généralement riches, la quantité de têtes de bétail a doublé, triplé, il est vrai, dans certains endroits, mais la main-d'œuvre de culture a diminué en même temps; un pré ne demande pour toute main-d'œuvre que la fenaison et l'entretien des haies, les prairies d'*embouche* ne se fauchent même pas toujours, on lâche les bœufs dedans, et ils n'en sortent que pour prendre le chemin de la Villette, tandis que la culture demande tous les différents travaux qu'il est inutile d'énumérer. Voilà une première cause de la pénurie de travail.

Deuxièmement, à ces époques déjà lointaines, on battait et on vannait les céréales dans les granges au fléau et au van, cela ne valait certes pas mieux, on gagnait peu il est vrai, mais on travaillait toujours. Vinrent les machines à battre et les tarares, qui supprimèrent ce mode de travail presque complètement.

A ces époques on coupait encore le blé à la faucille, on voyait alors tous les ans à la moisson les Morvandiaux descendre de leurs monts et se répandre vers les pays de plaines plus fertiles, traversant en bandes les villages, la faucille sur l'épaule, le chapeau sur l'oreille, chantant joyeusement les refrains populaires que l'on chantait dix auparavant à Paris. Ces migrations de moissonneurs se sont raréfiées de beaucoup, et la campagne de 1906 s'est écoulée presque sans que l'on en aperçoive — du moins dans la contrée où ces lignes sont écrites.

Le *volant* ou faucille fut remplacé par le *dard* ou faulx, muni du râteau parallèle, plus fatigant, mais plus avantageux : nouvelle raréfaction de travail. Enfin, en ces récentes années, malgré la difficulté que leur présentaient les terrains accidentés, voici les faucheuses mécaniques, les moissonneuses-lieuses, les râteaux, etc., qui se généralisent de plus en plus, tendant sinon à supprimer définitivement la main-d'œuvre, du moins à la réduire dans des proportions telles que la fenaison et la moisson qui duraient autrefois des mois, ne seront bientôt plus que l'œuvre de quelques ouvriers et de quelques semaines.

Devant une semblable catastrophe, l'homme agraire a bien essayé, en ces derniers temps, de compenser le chômage par une augmentation de salaire ; mais, isolé, habitant le hameau voisin du fermier ou du propriétaire, paralysé par les rapports journaliers qu'il a avec eux, lié par les menus services de bon voisinage, que l'on est forcé de se rendre mutuellement dans la vie ; il y a peu réussi, et, dans son impuissance, il s'est, jusqu'à présent, sur ce point, résigné à prendre le parti qui demande le moins d'efforts : la misère et la paix.

Plus heureux dans sa lutte avec les marchands de bois, il est arrivé dans le cours de cette dernière douzaine d'années à tripler, à quadrupler presque ses tarifs de main-d'œuvre, mais aux prix de quels sacrifices et de quels combats !

Vers 1893, la coupe de la *corde* de bois de charbonnette de 16 pieds, c'est-à-dire 5 m. 33 × 0,66 × 0, 78 de haut, équivalente à 2 stères 1/2, qui est le principal article du travail des bois, était montée ou descendue à 23 sous la corde, elle était même à 22 et à 20 sous dans certains pays riverains du fleuve; comme il faut un ouvrier habile et robuste pour abattre et mincer sa corde, ce qu'il ne peut faire tous les jours, c'était là le prix le plus dérisoire que l'on pût trouver, c'était pour la moyenne 12, 15 sous à gagner par jour, lorsqu'il n'y avait pas de pluie, ou pas de neige, ou qu'il ne gelait pas trop fort, trois conditions fort communes en hiver; on y crevait littéralement de faim : « on n'y gagnait pas son tabac ».

Or, un jour de cet hiver 1893, un marchand de bois s'avisa de diminuer la corde de 3 sous, et buté ne voulut la payer que 20. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase; sans être syndiqués, les bûcherons se mirent en grève, pourchassèrent ceux d'entre eux qui travaillaient quand même, des rassemblements eurent lieu dans la forêt de Thianges; le commissaire central les y fit charger par les *brigades* de gendarmerie à cheval ; ceux-là ripostèrent par des rondins de bois; devant le cri de : « Aux cognées ! » les gendarmes hésitèrent ; une trêve spontanée survint, pendant laquelle ces derniers arrêtèrent subrepticement quatre grévistes qui furent condamnés à la prison ; puis le marchand de bois signa à trente sous la corde. Ce fut là la première victoire.

L'exemple fut suivi, et l'action s'étendit partout dans le pays cette année-là et les années suivantes ; on se battit un peu partout dans les bois entre *grévistes* et *travailleurs*, on fit des marches et des contre-marches, ceux de telle et telle commune profitant de ce qu'ils y étaient inconnus allaient débaucher ceux de telle autre guidés par les habitants de cette dernière qui se retiraient au moment de l'action ; souvent les expulsés d'un jour revenaient le lendemain, et alors il fallait recommencer une marche de dix et douze lieues, le plus possible à travers bois, afin d'éviter la rencontre des gendarmes sur les grandes routes, ou de donner l'éveil en traversant les villages, ces marches étaient faites par la plupart en sabots, sans le sou, et le ventre vide, ces pénibles odyssées resteront pour longtemps gravées dans plus d'une mémoire. Des plaintes furent portées, des poursuites intentées mais l'intérêt électoral des politiciens exigeait leur intervention, ils l'exercèrent d'une façon occulte auprès de la magistrature et des pouvoirs publics, de sorte qu'il y eut bien des procès, des interrogatoires, des enquêtes, mais en définitive peu de condamnations.

CÉLESTIN PERRIER.

(*A suivre.*)

❧ ❧

RUSSIE

Les élections russes. — *Un de nos collaborateurs nous communique la lettre suivante, écrite à Homel, et datée du 8 février* (nouveau style).

« Nous voilà au commencement de la période électorale. Ce ne sont encore que les élections préliminaires, locales, celles du premier degré et qui, dans un laps de temps très restreint, seront terminées dans tout le pays. Ce sont les élections des *électeurs* seulement, lesquels, au bout d'une quinzaine, auront à se réunir dans les chefs-lieux de leurs provinces respectives pour choisir dans leur sein les députés à la Douma. (Les élus des paysans, antérieurement nommés dans chacune des *volosts* se réunissent également dans les villes de district pour nommer leurs *candidats-électeurs*. Ceux-ci iront rejoindre dans les chefs-lieux les *électeurs* urbains pour nommer conjointement leurs représentants à la Douma.)

« Dans l'élaboration de ce système compliqué, tout a été prévu pour obtenir des élections selon le désir du gouvernement. Néanmoins, la première Douma n'ayant pas justifié les prévisions de la bureaucratie, en vue des actuelles élections, le Sénat fut chargé de rédiger des *commentaires* aux dispositions de la loi électorale, commentaires ayant pour but de restreindre au minimum les droits des électeurs et de diminuer ainsi leur nombre.

« D'autre part, la police favorisait ostensiblement les campagnes électorales des partis de droite, tandis que les réunions des partis constitutionnels n'étaient pas autorisées; de plus, les citoyens que l'on savait appartenir à l'opposition, sur le nom desquels les gauches eussent pu concentrer leurs voix, se voyaient incarcérés et accusés de délit politique suffisant pour les traduire plus tard devant les tribunaux, ce qui devait les priver du droit de voter et surtout d'être élus.

« Pour se concerter sur le choix de leur candidat, les électeurs de l'opposition qui ne voulaient pas se ranger dans les partis monarchistes, étaient obligés de se réunir clandestinement par petits groupes de quelques personnes. Encore, la police, avertie par ses mouchards, faisait-elle parfois irruption dans la maison du particulier qui s'était permis de recevoir à la fois plusieurs de ses amis, dispersait ceux-ci et n'hésitait guère à arrêter l'hôte lui-même.

« Hier encore, à la veille des élections, dans cette même ville d'où je vous adresse ces quelques lignes, un cas analogue s'est produit. Dans une maison particulière, un soir, le candidat des partis avancés se trouvait parmi quelques électeurs d'un autre parti pour discuter quelques questions sur lesquelles l'union devait se faire. Tout d'un coup on voit arriver la police. Le candidat socialiste fut en hâte reconduit par la sortie de service et put ainsi échapper à l'arrestation. Le lendemain, il fut nommé *électeur* à une grande majorité.

« Bien que les partis gauches se soient adonnés avec ardeur à la lutte électorale, devenue la question du jour primant toutes les autres, généralement, on n'a pas foi en cette deuxième Douma; tout le monde a la conviction qu'elle sera dissoute comme la première, plus vite encore peut-être, attendu qu'elle sera aussi intransigeante; les excès du gouvernement Stolypine devant nécessairement lui imprimer un caractère très net d'opposition. Selon quelques prévisions, la nouvelle Douma sera même imbue de *kramola* (1).

« En effet, le résultat des élections au premier degré est favorable aux partis constitutionnels et aux partis de la gauche extrême. Néanmoins, quelle que soit la majorité à la nouvelle Douma, forcément, son programme sera plus modéré ou plutôt, devra se concentrer sur quelques-unes seulement des revendications de la première Douma, afin de leur donner une forme concrète pendant la courte durée qui lui sera accordée.

« Bien que la deuxième Douma soit condamnée d'avance à disparaître prématurément, les partis avancés oubliant leurs dissentiments formèrent un bloc pour faire triompher leurs candidats. Car, la dissolution de la nouvelle Douma accélérera la marche vers l'émancipation, tandis qu'une Douma malléable, telle que la désirait le gouvernement, n'eût servi qu'à perpétuer la réaction pendant de longues années.

« Lassées de la politique, dégoûtées du régime de la prison et du sang, les populations se sont prononcées. Réduites au silence impuissantes, de lutter contre les mitrailleuses toujours prêtes à vomir le feu et le fer et contre les conseils de guerre, derrière lesquels se dressent les gibets, elles aspirent à leur délivrance. Il ne se passe pas un jour où il ne soit enregistré une dizaine d'exécutions dans les différents coins de l'empire. Le total en approche à deux mille. Souvent le bourreau fait défaut — la peine capitale étant depuis plus d'un siècle rayée du code pénal russe, il faut recourir à un volontaire parmi les détenus de droit commun — alors les conseils de guerre font appel aux volontaires parmi les troupes en payant chacun des fusiliers du peloton exécuteur à raison de 1 rouble 50 kopeks, soit environ quatre francs, prix du sang parfois d'enfants de dix-sept ans.

« Les fonctionnaires dans les différentes administrations eux-mêmes ayant droit au vote, mais étant tenus d'adhérer aux partis monarchistes, obéissent sous la menace d'être révoqués, mais la plupart d'entre eux votent ensuite la liste des partis gauches.

« Quant aux paysans, édifiés sur la valeur des promesses du tzar, voyant leurs premiers élus jetés en prison, traduits devant les tribunaux ou déportés en Sibérie, ils se gardent bien de prononcer tout haut le nom de leurs candidats et en ont le plus grand secret jusqu'au moment même de déposer leur bulletin de vote dans l'urne. Cette attitude donne lieu à des équivoques amusants.

« — Eh bien, mes amis, dit à un groupe d'électeurs paysans, — tous socialistes révolutionnaires, — un fonctionnaire chargé de sonder l'opinion et d'envoyer en haut lieu un rapport à ce sujet, de quel parti êtes-vous ?

« — Nous sommes, votre noblesse, pour les réformes octroyée par le manifeste du 17/30 octobre.

« — Alors, des *octobristes*, conclut le fonctionnaire et dans sa dépêche il signale les tendances monarchistes dans la localité. (Actuellement les *octobristes* se rangent parmi les partis de la droite et ne sont pas admis dans le bloc des partis constitutionnels).

« Dans beaucoup de villages les paysans se sont nettement refusés de prendre part aux élections. Dans certains *mirs* on va jusqu'à dérober les

(1) D'esprit de révolte.

urnes dans la pensée que l'administration pourrait y déposer des bulletins remplis en l'absence des électeurs eux-mêmes.

« Au contraire, dans d'autres villages les paysans faisant un suprême effort sur eux-mêmes avaient décidé de désigner les plus méritants parmi leurs covillageois, qui devaient ensuite tirer au sort pour être nommés *électeurs*. C'étaient leurs « sacrifiés » comme ils disaient, c'est-à-dire que le *mir* en fait le sacrifice dans l'intérêt public. C'étaient des victimes. Aussi, séance tenante le *mir* prenaient des dispositions pour assurer les moyens d'existence pour les familles des « sacrifiés », lesquelles au cas échéant seraient à sa charge. »

« M. S. »

Hamel, 26 janvier/8 février 1907.

ALLEMAGNE

Le camarade Rudolf Œstreich fut condanné le 31 Janvier à 6 semaines de prison comme gérant responsable du *Freie Arbeiter* pour un article où il faisait ressortir que le soldat n'est qu'un automate prêt à accomplir n'importe quel acte sur sur l'ordre d'un chef.

Les débats du procès furent intéressants. Sur une question du procureur, notre ami fit cette déclaration : je m'étonne, dit-il, que l'acte d'accusation dise que je me suis seulement attaqué à l'armée prussienne. Etant anarchiste je suis contre les institutions militaires en général, les armées sont composées de meurtriers automatiques, d'hommes sans volonté, l'armée est l'école du crime et de l'immoralité. J'ai-moi même été soldat et je puis dire que je dois seulement à mes principes anarchistes d'y être resté un homme.

Le président. — Vous admettrez cependant que dans toute société organisée il faut de soldats pour arrêter l'ennemi du dehors

Œstreich — La nécessité d'une armée est constestable, le peuple ne demande que la paix... Pendant que ceux qui poussent à la guerre se tiennent éloignés des coups, les soldats tuent, pillent, et se font tuer pour la plus grande gloire et le plus grand bénéfice des premiers. Le procureur demandait 6 mois de prison : Il a obtenu 6 semaines !

Les numéros 5 et 6 du *Revolutionär*, ont été confisqués à cause le premier, d'une poésie : *Le « Crépuscule des Idoles »*; le second d'un article sur « La force de la société bourgeoise » Franz. Altmann, prend la place de Karl Sauter, à la gérance de ce journal.

On sait que Karl Sauter fut mis en état d'arrestation préventive le jeudi 7 Février. Les journaux bourgeois nous ont copieusement informés de la saisie au domicile de Sauter de 15 mille brochures antimilitaristes, portant comme titre le *« bréviaire du soldat »* et revêtues d'une couverture aux couleurs et aux armes impériales (on lit dans le haut la devise avec *Dieu pour le Roi et la Patrie*, et dans le bas *Imprimérie du Ministre de la Guerre*), les détails véridiques manquent, encore tous les camarades connus ont été perquisitionnés. La rédaction de *Revolutionär* a eu la visite de ces messieurs 5 fois dans la même semaine.

Pendant les élections nos camarades ne sont pas non plus restés inactifs. Au moyen d'affiches, brochures, etc., ils ont expliqué comme quoi le changement des hommes au pouvoir a peu d'influence sur l'évolution vers une humanité meilleure. Comme partout les social-démocrates, ne leur sont pas ménagés les insultes, ni les calomnies.

P. Bourey

PORTUGAL

Notre mouvement actuel. — L'agitation politique dont j'ai parlé dernièrement, a déterminé un réveil de l'attention publique pour les questions sociales. Tout le monde s'agite, depuis les monarchistes qui emploient tous leurs efforts pour conserver intactes les institutions dont ils vivent, jusqu'aux anarchistes.

Chez ces derniers il n'y a pas de doute que l'esprit de combat et le désir d'organisation se manifestent.

C'est bien d'une réunion de libertaires que je parlais l'autre jour. Il s'agit d'une sorte de congrès des anarchistes portugais, pour mettre fin à la confusion qui résulte des divergences d'attitude en face de la question politique, dont je parlais dans les *Temps Nouveaux* du 27 octobre dernier. Cette réunion aura lieu *après* le congrès d'Amsterdam auquel prendront part très probablement quelques camarades portugais.

Les camarades de Porto organisent maintenant la fédération des groupes anarchistes de cette ville. *A Vida* (La Vie), le vaillant organe anarchiste, y continue sa publication dans de meilleures conditions financières depuis quelque temps. C'est la récompense de la magnifique ténacité deployée par les camarades éditeurs pour le maintien du journal.

A Lisbonne *Os Novos Horizontes* (Les Nouveaux Horizons) continuent toujours leur publication : mais, ayant la forme d'une revue mensuelle, ne peuvent répondre aux besoins de la propagande et du mouvement ouvrier.

C'est pour cela qu'un groupe de camarades a résolu de fonder un journal hebdomadaire, destiné à la propagande du communisme anarchique, et s'occupant en même temps du mouvement ouvrier, pour l'affranchir de l'influence déprimante des politiciens de toutes couleurs.

Le journal aura pour titre *A Conquista do Pão* (la Conquête du Pain), et son premier numéro paraîtra le 17 mars. Espérons que le nouveau journal aura plus de chance que beaucoup d'autres, dont l'existence éphémère n'a servi qu'à augmenter le scepticisme et l'inaction des travailleurs.

Une autre tentative anarchiste est une école que notre camarade Campos Lima se propose d'établir aux environs de Coimbra. C'est une école libre d'enseignement intégral, ayant pour base le même esprit et à peu près la même organisation que la *Ruche* de S. Faure.

La protestation contre les infamies du gouvernement espagnol envers Ferrer, Nakens et leurs compagnons, ne laisse pas de se faire entendre. Dernièrement, un meeting au eu lieu, de l'initiative de la *Ligue des Droits de l'Homme*, qui vient de se fonder.

Dans ce meeting, nous avons constaté une fois de plus que les orateurs, quels qu'ils soient, sont surtout acclamés quand ils font des affirmations nettement anarchistes ou révolutionnaires. Du reste, les politiciens de la démocratie en Portugal en savent quelque chose quand ils tiennent leurs meetings politiques.

Emilio Costa.

BULGARIE

La grève des employés de chemin de fer est terminée après une durée de 42 jours. C'est le gouvernement, c'est l'Etat-patron qui a cédé. Pressé par les protestations des gros et des petits commerçants qui lui intentaient tous les jours des procès pour dommages et intérêts; craignant le coup de main que ses autres exploités — les instituteurs — prêtaient aux grévistes en mettant à leur disposition les fonds de leur *Union* et en organisant dans les masses de la société une opinion favorable à la grève, le gouvernement bulgare a capitulé Les traitements des employés de tous grades seront améliorés. Le parlement a été obligé de voter une certaine somme à cet effet. Tous les grévistes révoqués réoccuperont leurs anciennes places et une amnistie générale a été declarée pour tous ceux contre lesquels les tribunaux civils et militaires avaient ouvert des instructions. Mais laissant de côté la question opportune de l'amélioration des salaires, question très importante pour ceux qui ne touchent que 30, 40, 70 et 100 fr. par mois (cantonniers, aiguilleurs, conducteurs, etc.), le point le plus important pour la cause des exploités — le droit à la coalition, le droit à la grève — a été perdu par les grévistes. La Chambre a voté une loi qui leur interdit toute association qui aurait pour but l'amélioration de leur condition économique. C'en est fait du droit de se syndiquer pour tous les employés de l'Etat. Les instituteurs ont vu leur *Union* qui existe depuis 12 ans dissoute. Il en a été de même de l'*Union des employés de banque*. L'Etat bulgare a cherché l'exemple dans les législatures étrangères et il a su même mieux faire, il a mis la main sur la caisse de l'*Union des instituteurs* qui avait osé se solidariser avec les grévistes. Ainsi le gros de la partie a été perdu non seulement par les grévistes, mais par tous les employés de l'Etat, instituteurs, employés de banque, employés des postes et télégraphes, etc. Le gouvernement a profité du moment pour étouffer la voix grondante de ses administrés. Ceci a une grande importance, surtout pour un petit pays comme le nôtre où une certaine réaction est à prévoir. Constatons cependant un fait : dans tous les pays où le gouvernement s'était adressé pour chercher des ouvriers qui pussent remplacer les grévistes, il a été répondu par une solidarité parfaite. Les fédérations métallurgistes ont refusé catégoriquement de seconder le gouvernement bulgare contre les grévistes. C'est un fait qui prouve que la solidarité internationale des ouvriers n'est pas un vain mot. Du reste, l'Etat patron a payé les pots cassés; la plupart de ses locomotives ne peuvent fonctionner aujourd'hui et beaucoup de matériel sera à changer ou à refaire.

St. L. Guerdjicoff.

VARIÉTÉ

La Peine de Mort (1)

Messieurs,

Je n'ai pas l'honneur d'être citoyen suisse et je ne connais que très imparfaitement la constitution dont quelques pétitionnaires demandent à supprimer un article; mais il s'agit ici d'une question humaine agitée dans dans tous les pays civilisés. En qualité d'homme et d'international, j'ai le droit de traiter cette question. J'ai malheureusement aussi à m'en occuper comme Français, car ma patrie est encore un pays de coupe-têtes, et la guillotine, qui y fut inventée, y fonctionne toujours.

Ennemi de la peine de mort, je dois essayer d'abord d'en connaître les origines. Est-ce justement qu'on la fait dériver du droit de défense personnelle ? S'il en était ainsi, il serait difficile de la combattre, car chacun de nous a certainement le droit de se défendre et de défendre les siens, soit contre la bête, soit contre l'homme féroce qui l'attaque. Mais n'est-il pas évident que le droit de défense personnelle ne peut-être délégué, car il cesse immédiatement avec le danger ? Quand nous prenons dans nos mains la vie de nos semblables, c'est qu'il n'y a pas de recours social contre eux, c'est que nul ne peut nous aider; de même quand un homme se place en dehors des autres, au-dessus de tout contrat et qu'il fait peser son pouvoir sur des citoyens changés en sujets, ceux-ci ont le droit de se lever et de tuer qui les opprime. L'histoire nous donne heureusement des exemples nombreux de la revendication de ce droit.

L'origine de la peine de mort, telle que l'appliquent actuellement les Etats, est certainement la vengeance, la vengeance sans mesure, aussi terrible que peut l'inspirer la haine, ou la vengeance réglée par une sorte de justice sommaire, c'est-à-dire la peine du talion : « Dent pour dent, œil pour œil, tête pour tête ». Dès que la famille fut constituée, elle se substitue à l'individu pour exercer la vengeance ou la *vendetta*. Elle exige le prix du sang; chaque blessure est payée par une autre blessure, chaque mort par une autre mort, et c'est ainsi que les haines et les guerres s'éternisent. C'était l'état d'une grande partie de l'Europe au moyen âge, c'était au dernier siècle celui de l'Ecosse, c'est encore celui de l'Albanie, du Caucase et de beaucoup d'autres pays.

Cependant un peu d'ordre s'est introduit dans les guerres perpétuelles, grâce au rachat. Les individus ou les familles condamnés à mort par d'autres familles, pouvaient d'ordinaire se racheter, et ce genre de transaction était fixé par la coutume. Tant de bœufs, de moutons ou de

(1) Conférence faite à une réunion convoquée par « l'Association ouvrière » de Lausanne.

chèvres, tant d'écus sonnants ou d'arpents de terrain étaient fixés pour le rachat du sang. Le condamné pouvait aussi se racheter en se faisant adopter par une autre famille, quelquefois même par celle qu'il avait offensée; il pouvait aussi devenir libre par une action d'éclat; enfin, il pouvait tomber trop bas pour qu'on daignât le punir. Il lui suffisait de se cacher derrière une femme, et désormais il était libre, trop vil pour qu'on voulût le tuer, mais plus malheureux que s'il eût été couvert de blessures. Il vivait, mais sa vie était pire que la mort.

❧ ❧

La loi du talion de famille à famille ne pouvait évidemment pas se maintenir dans les grands Etats centralisés, monarchies, aristocraties ou républiques. Là, c'est la société, représentée par son gouvernement, roi, conseils ou magistratures, qui se charge de la vengeance ou de la vindicte, comme on dit en langage de jurisprudence. Mais l'histoire nous prouve qu'en accaparant le droit de punir au nom de tous, l'Etat, caste ou roi, s'est occupé surtout de venger ses injures particulières, et nous savons avec quelle fureur il a poursuivi ses ennemis et quels raffinements de cruauté il a mis à les faire souffrir. Il n'est pas de torture que l'imagination puisse inventer et qui n'ait été ainsi appliquée sur des milliers d'hommes: ici on brûlait à petit feu, ailleurs on écorchait ou on découpait successivement les membres; à Nuremberg, on enfermait le condamné dans le corps de la « Vierge » de fer, rougie au feu; en France, on lui brisait les membres ou on le tirait à quatre chevaux; en Orient, on empale les malheureux; au Maroc, on les maçonne en ne laissant que la tête hors du mur. Et pourquoi toutes ces vengeances? Est-ce pour punir de véritables crimes? Non, toujours la haine des rois et des classes dominantes s'est tournée contre les hommes qui revendiquaient la liberté de penser et d'agir. C'est au service de la tyrannie qu'a toujours été la peine de mort. Qu'a fait Calvin, maître du pouvoir? Il a fait brûler Michel Servet, un de ces hommes de divination scientifique comme on en compte à peine dix ou douze dans l'histoire de l'humanité toute entière. Qu'a fait Luther, autre fondateur de religion? Il a excité ses amis les seigneurs à courir sus aux paysans: « Tuez-les, tuez-les, l'enfer les reprendra plus tôt. » Qu'a fait l'Eglise catholique triomphante? Elle a organisé les autodafé. C'est elle qui alluma les bûchers qui tint pendant trois siècles le noble peuple de l'Espagne sous la terreur. Et récemment quand une ville libre, coupable d'avoir maintenu son autonomie, a été reconquise par ses oppresseurs, n'avons-nous pas vu ceux-ci tuer par milliers, hommes, femmes, enfants et se servir de la mitrailleuse pour grossir plus vite les tas de cadavres? Et ceux qui ont pris part au massacre, fiers de leur besogne, ne sont-ils pas venus cyniquement s'en vanter? Ici même on a pu les entendre.

❧ ❧

Mais si l'Etat est féroce quand il s'agit de venger une atteinte portée à son pouvoir, il apporte moins de passion dans la vindicte des crimes privés, et peu à peu lui a fait honte d'appliquer la peine de mort. Le temps n'est plus où le bourreau, vêtu de rouge, fait montre de sa personne derrière le roi: ce n'est plus le second personnage de l'Etat, ce n'est plus le « miracle vivant » comme l'appelait Joseph de Maistre; il est devenu la honte de la société et ne se laisse pas même connaître sous son nom. On a vu des hommes se faire sauter la main droite pour n'être pas forcés à servir de bourreau. En beaucoup de pays où la peine de mort existe encore, on ne décapite, on ne pend, on ne garotte plus que dans l'intérieur des prisons. Enfin dans plusieurs pays, la peine de mort est abolie: depuis plus de cent ans le sang des décapités ne souille plus le sol de la Toscane, et la Suisse est une des nations qui ont eu l'honneur de brûler l'échafaud. Et maintenant elle aurait la honte de le rétablir! Elle a vraiment bien peu de souci de sa gloire. Avant qu'elle adopte le rétablissement de la peine de mort, qu'on lui prouve au moins que les pays où il y a le moins de crimes sont ceux où la pénalité est la plus terrible!

Or c'est précisément le contraire qui arrive; car le sang appelle le sang, c'est autour des échafauds et dans les prisons que se forment les meurtriers et les voleurs. Nos tribunaux sont des écoles de crime. Quels êtres plus vils que tous ceux dont la vindicte publique se sert pour la répression: mouchards et gardes-chiourme, bourreaux et policiers!

❧ ❧

Ainsi la peine de mort est inutile. Mais est-elle juste?

Non, elle n'est pas juste. Quand un individu se venge isolément, il peut considérer son adversaire comme responsable, mais la société, prise dans son ensemble, doit comprendre le lien de solidarité qui la rattache à tous ses membres, vertueux ou criminels, et reconnaître que dans chaque crime elle a aussi sa part. A-t-elle pris soin de l'enfance du criminel? Lui a-t-elle donné une éducation complète? Lui a-t-elle facilité les chemins de la vie? Lui a-t-elle toujours donné de bons exemples? A-t-elle veillé à ce qu'il ait bien toutes les chances de rester honnête ou de le redevenir après une première chute? Et si elle ne l'a pas fait, le criminel ne peut-il pas la taxer d'injustice?

L'économiste Stuart Mill, ce probe savant qu'il est bon de donner en exemple à tous ses confrères, compare tous les membres de la société à des coureurs auxquels un César quelconque fixerait le même but. L'un des concurrents est jeune, agile, dispos, un autre est déjà vieux; il en est de malades, de boiteux, de culs-de-jatte. Serait-il juste de condamner les derniers: les uns à la misère, les autres à l'esclavage ou à la mort, tandis que le premier serait couronné vainqueur? Et fait-on autre chose dans la société? Les uns ont des chances de bonheur, d'éducation et de force: ils sont déclarés vertueux; les autres sont condamnés par le milieu à rester vautrés dans la misère ou dans le vice: c'est sur eux que doit tomber la vindicte sociale?

❧ ❧

Mais il est encore une autre cause qui défend à la société bourgeoise de prononcer la peine de mort. C'est qu'elle-même tue et tue par millions. S'il est un fait prouvé par l'étude de l'hygiène, c'est que la vie moyenne pourrait être doublée. La misère abrège la vie du pauvre. Tel métier tue dans l'espace de quelques années, tel autre en quelques mois. Si tous avaient les jouissances de la vie, ils vivraient comme des pairs d'Angleterre; ils dépasseraient la soixantaine, mais condamnés pratiquement soit aux travaux forcés, soit, — ce qui est pis, — au manque de travail, ils meurent avant le temps, et pendant leur courte vie, la maladie les a torturés. Le calcul est facile à faire. C'est au moins 8 à 10 millions d'hommes que la société extermine chaque année, en Europe seulement, non en les tuant à coups de fusils, mais en les forçant à mourir en supprimant leur couvert au banquet de la vie. Il y a dix ans, un ouvrier anglais, Duggan, se suicida avec toute sa famille. Un infâme journal, toujours occupé à vanter les mérites des rois et des puissants, eut l'imprudence de se féliciter de ce suicide de l'ouvrier. « Quel bon débarras, s'écria-t-il, les ouvriers pour qui il n'y a pas de place, se tuent eux-mêmes; ils nous dispensent de la besogne désagréable de les tuer de nos mains ». Voilà le cynique aveu de ce que pensent tous les adorateurs du Dieu-capital!

Quel est donc le remède à tous ces meurtres en masse, en même temps qu'aux meurtres qui se commettent isolément? Vous savez d'avance ce que propose un socialiste. C'est un changement social complet, c'est le collectivisme, l'appropriation de la terre et des instruments par tous ceux qui travaillent. C'est ainsi que le gouffre de haine pourra se combler entre les hommes, que la misère et la poursuite de la fortune, cette grande conseillère de crimes, cesseront d'exciter les citoyens les uns contre les autres, et que la vindicte sociale pourra se reposer enfin. Au droit de la force, qui prévaut dans la nature sauvage, il est temps de faire succéder la justice, qui est l'idéal de tout homme digne de ce nom!

❧ ❧

Mais dans la société transformée, il est possible qu'il y ait encore des crimes. Physiologiquement le type du criminel pourra se présenter de nouveau. Que ferons-nous alors? Tuerons-nous le criminel? Non certes. Celui chez lequel le crime provient de la folie, nous le soignerons, comme nous soignons les fous ou les autres malades, en nous garant de leurs violences. Quant aux hommes devenus criminels par la fougue du tempérament ou l'ardeur du sang, il serait dès maintenant possible de leur proposer la réhabilitation par l'héroïsme.

On l'a vu cent fois: des galériens se jettent dans les flammes ou dans les eaux pour sauver des malheureux et se sentir renaître ainsi dans l'estime des autres hommes. Les forçats que la commune de Carthagène rendit libres et que la France a refait esclaves, ont été sublimes d'héroïsme pendant leur courte liberté de quelques mois. Obéissez, disait le christianisme, et le peuple s'est avili. Enrichissez-vous, disent les bourgeois à leur fils, et ceux-ci cherchent à s'enrichir de toutes les manières, soit en violant, soit avec plus d'habileté, en tournant la loi. Devenez des héros, disent les socialistes révolutionnaires, et des brigands même pourront se relever par l'héroïsme.

ÉLISÉE RECLUS.

Exposition Maximilien Luce

ET NOTES SUR LE PAYSAGE

Le camarade Denauroy nous envoie cette étude sur l'exposition du camarade Luce, que nous insérons avec plaisir.

Nous aurions dû également parler des expositions Signac et Lebasque, tout aussi intéressantes. Malheureusement le personnel nous manque pour parler, à l'heure, de tout ce qui serait à noter.

Le paysage est très en faveur depuis de longues années déjà. Il a inspiré de nombreux ar-

tistes ; aussi, parmi l'immense production qu'on lui doit, le public a-t-il parfois laissé surprendre son bon goût. Le fait est que l'interprétation des aspects de la nature, à chaque heure changeante et toujours cependant merveilleusement identique, est en quelque sorte le centre où viennent se retrouver les sensibilités que n'exaltent plus les légendes synthétiques des temps passés. Je remarquais dernièrement cette prédilection en visitant la belle collection léguée au Louvre par Moreau-Nélaton. C'est vers les toiles de Corot, de Monet, de Sisley, que se portent plus volontiers les regards. On suit sur la face des gens comme une sorte de détente, puis de plaisir, alors que les autres tableaux n'inspirent que plus ou moins d'intérêt. Cette préférence n'est peut-être qu'une réaction naturelle contre la vie emmurée et artificielle des grandes villes où nous vivons pour la plupart. Nous avons passé les belles heures du jour dans un atelier malsain ou dans un bureau sans air ; nous avons ensuite parcouru ces grandes voies qui dressent leurs maisons parallèles comme les murailles d'une plus grande prison ; à la longue, nous finissons par perdre le souvenir des longues routes déroulant leur ruban poudreux entre une haie de peupliers ou de frênes qui frissonnent ; nous oublions les rivières tranquilles que nous avons vues naguère traverser les paisibles prairies, le calme religieux du bois, la tendresse des clairières et l'adorable silence rural où, sans qu'on perçoive distinctement un son, s'entend le chaud bourdonnement de la nature en travail ; aussi quelle surprise et quelle aubaine quand une toile nous restitue telle impression qui en éveillera mille autres dans notre esprit et nous rendra la bonne clé des champs. S'il est permis de citer un effet personnel, je dirai que le premier mouvement quand je me trouve dans une salle où sont rassemblés les paysages d'un bon maître d'à présent est celui de respirer. Il semble que tous ces ciels nuancés, ces sous-bois où l'ombre est si fraîche, nous invitent à nous répandre en eux, à boire l'air pur qui circule dans le cadre qui les enferme. Autre chose aussi s'ajoute à cette sensation. C'est un sentiment très vague, un peu élégiaque, dont on pourrait aisément se railler, mais qui est souvent si sincère, si bienvenu, que la moquerie serait déplacée. C'est que ces eaux, ces arbres, ces fleurs sont des créatures étrangères à nos passions et à nos disputes. Elles nous offrent l'aspect de personnes saines, harmonieuses, soumises sans embarras aux seules nécessités des lois naturelles. Nous les voyons s'endormir aux premiers jours de l'hiver et renaître au printemps avec l'éclat triomphal de la jeunesse éternelle ; nous entendons leurs voix dans le frisselis des arbres ou dans le murmure des ruisseaux, et c'est ainsi que s'établit entre nous et les choses comme une fraternelle correspondance et que la nature devient la grande confidente des cœurs qui cherchent à se confier. Par suite, la peinture du paysage est souvent l'expression des nuances les plus délicates d'un caractère, et, en même temps qu'elle nous donne le spectacle de la féerie permanente qu'est l'univers, elle nous fait connaître la nature psychique de son interprète.

Il est certain qu'un matin de Corot, tout baigné de rosée et de sève, est une représentation exacte de la nature, mais il y a aussi là un je ne sais quoi d'inexprimable qui nous montre la main d'un tendre, d'un rêveur et d'un doux poète. Si on regarde après un Millet, on verra encore une fidèle transcription des choses vues, mais par un artisan plus viril ; nous ressentirons, à la voir, une sorte de ferveur grave qui est la marque du génie de Jean François. Et, comme il est possible de trouver dans chaque maître le trait principal de son esprit, nous pourrons aussi nous découvrir dans des réalisations complètement différentes des lignes de notre personne.

Les mythes sont maintenant desséchés. Leur beauté est artistique, très raffinée, mais c'est un trésor qu'on exhume. On sait que cela a été et que cela n'est plus. Aussi, n'ont-ils plus assez de force pour nous fournir l'élément que réclame la vie. C'est la nature qui semblerait nous le donner. C'est par elle, en tout cas, qu'un grand nombre de maîtres-artistes de ce temps ont traduit leur pensée. Je me faisais ces réflexions en parcourant la belle exposition des dernières toiles de notre camarade Maximilien Luce.

La première qui s'offrait à mes yeux était cette poignante *Rue de Paris en mai 1871*. Je l'avais déjà admirée aux Indépendants, mais je la revis avec autant de mélancolie. Vous la connaissez sans doute. Au premier plan, un tas de cadavres. Ce sont des fédérés, jeunes plébéiens, vieux ouvriers, femme du peuple, que les balles de l'Ordre ont abattus. Ils gisent là pêle-mêle, les uns sur les autres, par une souriante après-midi de mai, tandis que le soleil inonde la rue déserte, la rue aux boutiques peureuses et fermées. On dirait qu'un pierrot gazouille dans un jardinet d'à côté. Nulle allégorie, nulle généralisation ne saurait être pour nous aussi pathétique que cette vision de nos morts. Elle nous rappelle aussi bien le sacrifice que les légendes de la foi pouvaient le faire. Cette pièce est à part, dans l'œuvre de Luce, puisqu'il est surtout un paysagiste. C'est aussi bien dans ses paysages que nous trouverons la jubilation. Ceux qu'il nous présente maintenant sont les plus agréables du monde. De belles matinées printanières épandant sur les routes la jeune lumière de floréal ; à l'orée de la forêt, le berger rêve à côté du troupeau qui pâture ; sur les bords de la Cure, des hommes se baignent ; une éclaircie nous laisse voir, de l'autre côté du cours d'eau, le petit village d'Arcy qui semble endormi dans un rêve heureux.

Toutes ces œuvres nous apportent l'image de la vie harmonique et libre que nous désirons, car il nous semble que parmi toute cette nature puissante et légère, délicate et forte à la fois, les fausses notions doivent tomber toutes seules et que la droite ligne doive se tracer d'elle-même à notre jugement. Mais si notre état d'esprit est fait de sympathie et d'amour, il comporte aussi, par réaction contre le système où nos aspirations ne peuvent s'épanouir, un souffle de révolte qui se manifeste aussi bien en art par une sorte d'âpreté bien visible dans certaines parties de l'œuvre de Luce. Ici, nous la discernons facilement dans les *Usines d'Issy-les-Moulineaux* et dans la *Seine à Javel*. Mais je me rappelle l'avoir encore mieux éprouvée dans une série que le même artiste produisit naguère chez Durand-Ruel. C'étaient des paysages miniers. Parfois, la misère de vivre s'étalait crûment sous les aspects des serfs du travail industriel ; à côté, on la devinait sans voir ses victimes. Tandis qu'un soleil, tout jeune encore, essayait sa lumière sur les campagnes çà et là fleuries, les hautes cheminées des usines nous rappelaient, avec leurs fumées noires, la tristesse des existences gâchées au labeur sans arrêt et sans récompense. C'est une leçon de solidarité qui semblait émaner de ces toiles.

Après tout, peut-être, ces impressions sont-elles trop personnelles et peu de gens les partageront-ils ? Du moins, ceux-là auront pris autant de plaisir aux couleurs franches, à la palette forte et séduisante du bon maître Luce.

JEAN DENAUBOY.

Le prochain dessin sera signé E. H.

Correspondances et Communications

× **Le comité de Grandidier** nous annonce que ce dernier vient de bénéficier d'une grâce de trois mois, mais que, malade et incapable de reprendre le travail de suite, il aura besoin de l'aide des amis, et la caisse du comité de défense est vide.

Adresser les souscriptions, soit au secrétaire, Le Donnat, 4, rue de l'Espérance, à Saint-Denis, ou à Mme veuve Grandidier, 2, rue de l'Alouette, à Saint-Denis.

× **Vient de paraître :** *Le Compte rendu des travaux du 4e Congrès des Travailleurs agricoles du Midi* (Arles, août 1906). Prix : 1 fr. 50 l'exemplaire.

Adresser les commandes aux camarades Paul Ader, secrétaire de la Fédération agricole du Midi, à Cuxac-d'Aude, ou Simon Siffroy, B. du T., Arles-sur-Rhône.

Pour éviter les frais de correspondance, prière de joindre le montant à l'envoi.

CONVOCATIONS

× **Causeries populaires des Ve et XIIIe**, 17, rue Duméril. — Samedi 2 mars, à 8 h. 1/2, conférence par Eugène Petit et André Mournaud.

Sujet : Théories, l'action individuelle et collective.

Mardi 5 : Soirée de camaraderie, musique, chants et déclamations avec le concours de poètes-chansonniers.

× **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Vendredi 29 février, J. Picard : L'alcoolisme et la tuberculose (avec projections).

Vendredi 1er mars : Commission d'administration.

× **Association internationale « Paco-Libereco »**. — Lundi 4 mars, à 9 heures, ouverture d'un cours élémentaire d'Esperanto, au siège social, 45, rue de Saintonge, salle du 1er étage.

× **Jeunesse libre**, boulevard de Magenta, 6 (salle Jules). — Mardi 5 mars, à 8 h. 1/2, Causerie par le camarade Mauricius.

Sujet : Notions de psychologie.

× **Goguettes mensuelles**. — Dimanche 3 mars, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Deux heures de Chansons entre camarades.

Entrée gratuite.

× **Ligue de la Régénération humaine**, 27, rue de la Duée, Paris (XXe). — Lundi 4 mars, à 8 h. 1/2, à l'hôtel des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, grande conférence publique et contradictoire.

Sujets traités : Ayons peu d'enfants ; les fauteurs d'avortements.

Prendront la parole : Mme Emilia Souply, Liard-Courtois, Ferri-Pisani, E. Tarbouriech.

× **Matinée** de propagande espérantiste et libertaire, dimanche 3 mars, à 1 h. 3/4, salle du Progrès Social, 92, rue de Clignancourt.

Conférence contradictoire sur « l'Espéranto et les Libertaires ».

Les poètes et chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres.

On jouera le 3e acte de *Oiseaux de passage*, de Descaves.

Entrée : 50 centimes.

× **Grupo libercana esperantista**. — Tous les lundis, 1, rue Clément, réunion.

Autres cours du groupe : *lundi*, à Choisy-le-Roi, à l'U. P., 50, rue Chevreul : *mercredi*, à Aubervilliers, salle Belet, route de Flandre ; *jeudi*, à la Bourse du Travail de Saint-Denis.

× SAINT-DENIS. — **A. I. A.** — Réunion samedi 9 mars, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, salle Tremel, 30, rue du Port.

Causerie par le camarade Georges Gandon.

× CHALON-SUR-SAÔNE. — **Les camarades** de Chalon et de la région qui sont partisans de former un groupe d'éducation sont priés d'entrer en relations avec le camarade Genot, 25, rue de l'Alma.

× TOULON. — **Jeunesse libre**, 14, rue Nicolas-Laugier, au 2e.

Deux causeries controverses. La première aura lieu le mardi 5 mars, à 8 h. 1/2, entre Darius et un camarade. Le sujet traité sera : *De l'idée de Dieu et de l'âme.*

La deuxième est annoncée pour le samedi 9 mars. Sujet : *De la connaissance.*

AUX CAMARADES RUSSES

Nous pouvons assurer, malgré la censure, l'envoi des *Temps Nouveaux* en Russie ; mais le moyen étant très coûteux, nous sommes forcés de porter l'abonnement à 20 fr. par an.

Petite Correspondance

Laerdus. — Absolument insuffisant.

F., à Tours. — Employez à la propagande.

E. R., à Privas. — Il manque une carte à l'une des séries.

P. D., à Couillet. — Les 9 volumes 24 fr. 35 franco.

J. R., à Saint-Martin-de-Caux. — Votre abonnement se terminera fin avril.

H., à Digne. — Comme remise, il y a juste le franc du port que vous avez rajouté.

Reçu pour le journal : Jean de Mostaganem, 2 fr. — Collecte entre les camarades de la « Cravache », 5 fr. — E. B., à Port-Louis, 0 fr. 50. — M., à Boulogne, 0 fr. 60. — P. S., à Lyon, 9 fr.

Reçu pour les antimilitaristes arrêtés à Berlin : F. C., à Nantes, 1 fr.

D. P., à Gometz. — H., à Rotterdam. — D., à Buenos-Ayres. — S., à Cherbourg. — G., à Cherbourg. — H., à Dauphin. — E. G., à Saint-Etienne. — M. V., à Reims. — B., à Port-Louis. — D., à Buenos-Ayres. — Eglantine Parisienne. — E. T., à Paris. — D. M., à Tourcoing. — F., à Decize. — B. du B., à Bordeaux. — E. V., à Roubaix. — M., à Nîmes. — M., à Vevey. — L. P., à Saint-Aignan. — N. Y., à San-Paulo. — P. C., à Dison.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris.



bagnes militaires

RELETE

Dessin de RE-LE-TE

Tais ta gueule, ou la commandante va te faire mettre le bâillon.

12e ANNÉE. — N° 45.

9 MARS 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de E. H.

SOMMAIRE

Les Résiniers

L'année 1906 a vu éclater de nombreuses grèves agricoles; les paysans, les travailleurs des champs, qui n'osaient auparavant discuter les conditions de leurs propriétaires ou de leurs employeurs, ont enfin relevé la tête; partout, à Mormant, dans la Brie, dans l'Aveyron, dans la Gironde, ils se sont groupés et ont su faire triompher leurs réclamations, leurs droits méconnus.

Il n'est jusqu'aux résiniers des Landes qui ne se soient syndiqués, mis en grève et, par une résistance de plusieurs mois, n'aient su imposer leurs conditions aux gros propriétaires de la région.

Le mouvement gréviste landais a été tout d'abord un peu négligé parce que les résiniers sont presque inconnus; on ignore leur genre de vie, leur travail, leurs conditions d'existence, leurs salaires, leurs besoins. Et l'on se représente encore un peu les Landes comme un pays sauvage, inculte, de dunes et de marécages.

Au milieu du XIXe siècle, le résinier était pour la bourgeoisie une espèce de bête féroce. « Les résiniers » dit Elisée Reclus (1) « sont des hommes sauvages, qui semblent tenir de la nature des grands bois au fond desquels ils passent presque toute leur existence.... Le résinier se fait remarquer par ses membres grêles, ses joues pâles et creuses, son regard fixe, son silence obstiné, la sauvagerie de ses mœurs, sa rigide économie : il est sombre comme si le mystère de la forêt pesait toujours sur lui ».

Mais déjà en 1860 le résinier inspirait moins d'effroi; il commençait à déposer la veste rouge qu'il avait l'habitude de porter pour prendre le costume ordinaire des paysans. Déjà il n'était plus un sauvage dans les bois.

Aujourd'hui les résiniers ne se distinguent pas des autres habitants de la région, paysans ou pêcheurs; certes il en est qui habitent de petites cabanes de bois au milieu des pins, mais ceux-là même ont des rapports très fréquents avec leurs semblables et ne se différencient en rien de leurs camarades habitant dans les villages.

C'est que, depuis 1860, la condition des résiniers s'est entièrement transformée : à cette époque, la misère des paysans landais a disparu.

Les Landes, et la Gironde, dans sa partie qui, depuis l'embouchure de la Garonne, borde l'Océan jusqu'à Arcachon, étaient un pays très pauvre et très malsain. La culture et l'exploitation du pin ont assaini le pays, et le département des Landes est aujourd'hui un des plus riches de France.

Il s'agissait, dans cette région, de fixer les dunes mouvantes d'une région désolée, qui menaçaient d'envahir les contrées voisines. Les premiers essais furent tentés en 1803; les travaux méthodiques, commencés beaucoup plus tard, furent terminés en 1864. Contrairement au fait universellement reconnu, et facile à comprendre, que le voisinage des forêts représente un facteur important d'humidité pour la région, le reboisement des Landes a eu pour effet d'assainir le climat en le rendant plus sec : c'est une conséquence de la constitution particulière du sol. A une très faible distance de la surface, on rencontre une couche peu profonde d'argile qui formait jadis un obstacle à l'écoulement des eaux. Les racines pivotantes du pin maritime ont percé cette couche, la transformant en une sorte d'écumoire qui permet aux eaux d'aller se perdre dans le terrain perméable sous-jacent.

Le pin a transformé les Landes et une partie de la Gironde en les enrichissant et en y modifiant le régime des eaux. Voyons donc ce qu'est le pin, comment on le travaille, et à quoi est occupé le résinier.

Le pin pousse si dru qu'on est obligé d'en éclaircir les plantations; les jeunes pins abattus servent à faire des poteaux de mine, des bois de charpente. Les pins qui subsistent commencent, mais seulement lorsqu'ils ont 18 ans environ, à être utilisés pour l'extraction de leur résine.

Sur leur flanc est creusée une entaille qui enlève l'écorce, met à nu le cœur de l'arbre; sous l'entaille, un petit pot de terre, de la grandeur d'un bol, est fixé par un clou et vient se placer sous un crampon de zinc qui y assure l'écoulement de la résine. L'entaille, verticale, s'élève à une hauteur plus ou moins grande selon l'âge de l'arbre ou son épuisement : on l'appelle quarre ou carre.

Lorsque les pins ont 18 ans, on leur fait deux carres pendant deux ans, et deux autres carres pendant deux autres années : les arbres les plus faibles, gênants, disparaissent. On s'attaque alors aux pins de un mètre de tour, avec une seule carre, qui est utilisée quatre ans, puis abandonnée; la cinquième année, on fait à côté une seconde carre; la neuvième, la treizième année, deux autres carres; en seize ans on a donc saigné l'arbre aux quatre côtés. On peut résiner ainsi un pin pendant cinquante ans, car il repousse et se referme où il a été entaillé, à chaque nouvelle hourle de quatre ans.

D'autres pins, soit que, trop rapprochés des autres, ils gênent leur croissance, soit que leur conformation rabougrie en rende la valeur très faible, sont résinés *à mort* : on leur fait alors le plus de carres possible, ils ont une ceinture de pots; ceux-là durent trois ans après lesquels, épuisés, ils sont coupés.

C'est vers le 15 janvier de chaque année que le résinier met en place les pots, puis du 10 mars au 15 octobre environ, il taille une fois par semaine chaque carre, en mettant à

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1er août 1863. — Voir aussi la *Revue Syndicaliste*, de juin 1906, et la *Voix du Peuple*, du 17 février 1907.

vif le cœur du pin pour que la résine coule plus rapidement et plus facilement.

Les pots se remplissent : il est des pins, très rares, qui remplissent deux pots par mois; la plupart ne remplissent dans cet espace de temps qu'un demi-pot.

Le résinier fait l'amasse, c'est-à-dire recueille la résine contenue dans les pots, une fois par mois; puis il place cette résine dans des réservoirs spéciaux, et de là dans des barriques.

A partir d'octobre le pin ne résine plus; jusqu'à janvier, la résine restant dans les pots, sur les carres, est recueillie et transportée dans les usines.

Les barriques sont de 235 litres environ dans la Gironde, de 340 litres dans les Landes; il faut 900 pots pour remplir une barrique de 235 litres.

Il y a, dans la Gironde, 400 pins par hectare, à 9 mètres l'un de l'autre environ; il n'y en a que 300 dans les Landes.

Un homme seul peut, lorsque les pins sont à 9 mètres l'un de l'autre, tailler 1500 carres par jour; il peut se charger de résiner au maximum 5000 pins; le travail exige une longue marche et peut être interrompu par le mauvais temps.

De ces 5000 pins, le résinier peut tirer 45 barriques (à 235 litres) de résine. La barrique de résine, qui, après avoir valu plus de 200 francs de 1859 à 1863, a valu 25 francs en moyenne en 1885 (année où elle est descendue à 18 francs) a vu son prix s'élever en 1905 de 75 à 78 francs dans la Gironde, à plus de 80 francs en 1906, et à 110 francs dans les Landes.

Or le salaire du résinier est précisément basé sur le prix atteint par les barriques de résine, dont, en général, les propriétaires accordent la moitié au résinier. En ce cas le gain annuel du résinier, avec 22 barriques en moyenne dans la Gironde, 15 barriques en moyenne dans les Landes, arrive au maximum à 1500 francs environ.

De ces 1500 francs il faut déduire le transport des barriques, à la charge du résinier (de 3 à 10 francs selon les localités), l'achat, l'aciérage, le bris, l'entretien des outils, la fourniture des crampons, etc.... En résumé, le gain annuel d'un résinier ne dépasse guère 1400 francs, si le produit de la récolte est partagé par moitié.

Mais ce gain même peut être réduit, d'abord par l'effet de certaines combinaisons locales, en vertu desquelles le résinier a 30 francs par barrique, si la résine se vend 60 francs au moins, plus le tiers ou le quart du prix, si ce prix dépasse 60 francs. Il peut être réduit encore si les propriétaires, voyant le prix de la résine, et par conséquent leurs bénéfices, augmenter, ne voulaient malgré cela rogner la part réservée au résinier.

« Pourquoi vous plaindriez-vous aujourd'hui que, tout en ne vous versant pas la moitié du prix des barriques, nous vous donnons 40 à 50 francs par barrique, alors que, il y a quelques années, lorsque la résine était à 20 francs, vous vous contentiez fort bien de 10 francs par barrique ? »

Voilà ce que disent les propriétaires. Voilà ce qu'ils disaient déjà en 1866. Alors la résine était à 200 francs, et ils ne voulaient plus donner que le quart, ou le cinquième, du lieu de la moitié; à cette époque il y eut de nombreux procès, et même, paraît-il, des grèves sur lesquelles nous manquons totalement de renseignements.

Aujourd'hui les résiniers résistent aux prétentions patronales, et pour plusieurs raisons; d'abord leurs besoins ne sont plus les mêmes qu'en 1866, puis ils sont plus conscients de leurs droits, et enfin ils ont une connaissance beaucoup plus exacte des bénéfices que leur travail permet aux propriétaires de réaliser.

L'administration des forêts vient précisément de publier un tableau du rendement des forêts domaniales du département des Landes qui fait ressortir le profit direct, un peu lointain, mais considérable, qu'en dehors des avantages généraux résultant de la modification du régime des eaux, peut produire un reboisement bien conduit. 23.000 hectares environ de pins ont été aménagés dans les Landes. Voici les principales étapes de la période d'exploitation dont les bénéfices accusent une progression constante :

Années	Recettes	Dépenses	Déficit	Revenu net
—	—	—	—	—
1889	47.000	83.000	36.000	—
1894	105.000	110.000	5.000	—
1895	137.000	133.000	—	4.000
1900	202.000	93.000	—	109.000
1905	579.000	82.000	—	497.000

Ce tableau peut donner une idée de l'accroissement considérable des bénéfices réalisés par les propriétaires de pins. Mais il y a d'autres bénéfices, croissants également : il faut reconnaître d'ailleurs qu'ils sont favorisés par des circonstances économiques qui ont provoqué des majorations de prix importantes. En 1895, l'essence de thérébentine, qu'on tire de la réserve, valait 45 francs les 100 kilogs; la formation d'un trust des produits résineux a fait monter son prix à 110 francs, et la France, qui produit le cinquième seulement de la production américaine, a bénéficié de cette entente transatlantique, faite sur le dos des consommateurs. De même les traverses de chemin de fer, cotées 1 fr. 40 en 1896, valent actuellement 2 fr. 50. Enfin, au cours de la même période, le mètre cube de pavés de bois a progressé de 28 à 33 fr. 50, et les pins sur pied, destinés à l'abatage, ont vu leur valeur doubler.

Ajoutons que, en cas d'incendie d'une forêt de pins, le propriétaire n'est pas ruiné; certes il n'aura plus, pendant de longues années, les revenus de la résine, mais il lui reste le terrain, qu'il peut ensemencer à nouveau, et les pins, même brûlés, se vendent, pour la charpente et la menuiserie, 20 à 25 francs pièce lorsqu'ils ont 60 ans, 10 à 15 francs pièce lorsqu'ils n'ont que 40 ans. Le résinier, en cas d'incendie, n'a plus de travail si ce n'est l'abatage des arbres pendant quelques mois.

En 1906, les propriétaires ayant manifesté l'intention de ne plus abandonner la moitié de la récolte de la résine aux résiniers, ceux-ci se sont formés en syndicats. En deux mois presque toutes les communes de Marensin (Landes) étaient syndiquées : d'après les statuts, les syndicats ont pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, agricoles et forestiers de leurs membres. Pour faire partie du syndicat, il faut exercer depuis 4 années au moins la profession de résinier dans la commune. La cotisation est de 4 francs par an.

En juillet 1906, il y eut dans le Born (Landes), à Mimizan, une grève pleine d'incidents. Drapés dans leur dignité, les propriétaires se refusaient à tout arrangement; aussi y eut-il quelques tentatives de sabotage, bris de pots, voitures transportant la résine renversées, etc... Certains propriétaires furent arrêtés sur les chemins, le maire cerné dans sa maison, sans vivres.

La troupe de Mont-de-Marsan occupa Mimizan, mais la conduite des grévistes fut aussi calme que résolue. Le 21 juillet, la conciliation eut lieu : les résiniers triomphaient.

Il fut convenu que les résiniers auraient droit à la moitié du prix des barriques par eux récoltées, moins une retenue de 6 francs par barrique au profit des propriétaires et adjudicataires pour frais de transport et usure du matériel de gemmage.

Les adjudicataires sont les personnes qui, après adjudication publique, ont, par un bail de cinq années, acquis le droit de résiner, ou faire résiner, les pins se trouvant sur le domaine de l'Etat. D'après le procès-verbal de conciliation, il devront s'entendre avec le Syndicat au pont de vue du nombre de pins à allouer à chaque résinier syndiqué.

Ajoutons que, les résiniers des Landes étant en même temps métayers, diverses questions de métayage se trouvant mêlées à celles du résinage : certaines redevances relatives au droit de loges à porc « quartier de cochon et jambon » et au droit d'airial « chapons, poulets et œufs » sont supprimées.

Notons également ces conditions des journées de travail, fixées, pour les métayers, par le procès-verbal de conciliation.

Journées ordinaires d'hommes..........	2 fr. 50
— de faucheurs	4 fr.
— de femmes..........	1 fr. 25
— d'attelages à 2 bêtes.	10 fr.
— — à 1 bête..	6 fr.
— — bêtes à cornes.	6 fr.

Les événements de 1906 ont eu les meilleurs résultats, d'abord parce que les salaires des résiniers ont été améliorés, puis parce qu'ils ont fait l'objet d'un contrat que les propriétaires n'oseront pas déchirer de sitôt, enfin parce que les résiniers sont aujourd'hui conscients de leurs droits et de leurs forces, parce que l'expérience leur a appris ce que peuvent faire obtenir le groupement et la solidarité. C'est par eux-mêmes, par eux seuls, qu'ils ont triomphé, sans implorer le secours illusoire des bavards et des endormeurs du Parlement : leur exemple pourrait servir de leçon à bien des corps de métier dont les politiciens ont fait avorter les revendications.

HENRI CHAPOUTOT.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Crocs et Griffes

A propos de la Grève des Résiniers. — *Les pots (à résine) détériorés atteignent le chiffre de quinze mille. Plusieurs adjudicataires ont l'intention de faire un procès à l'Etat pour obtenir la résiliation de leurs contrats, car ils*

vont perdre le produit des deux premières récoltes de résine, qui sont toujours les plus avantageuses pour la fabrication des essences. L'inspecteur des eaux et forêts s'est rendu sur les lieux et a constaté les déprédations commises.

Un arbitrage serait bien vu par la majorité de la population, qui est lasse de tous ces pénibles incidents. »

*Cet entrefilet, d'allure réactionnaire, a paru dans l'*Humanité *du 2 mars* (Vie Sociale). *Il serait peut-être curieux de connaître le nom du rédacteur.*

M. P.

Les Patries et la Guerre [1]

Aux patriotes de toutes les religions

Sous le régime bourgeois des guerres d'argent, des batailles de la Bourse et de la haute Banque, où les tueries d'hommes ne sont que des prétextes aux scandaleuses entreprises des financiers et des brasseurs d'affaire cosmopolites, que sont donc vos patries, sinon le soutien du capitalisme oligarchique ? Elles entretiennent la possibilité permanente de la guerre. Et cette menace, qui pèse quotidiennement sur le progrès, ne sera à tout jamais écartée que le jour où la guerre économique, la barbare « struggle for life » aura fait place à un régime de concorde sociale et d'unité dans le communisme universel. Seul la transformation mondiale de la propriété peut sceller les assises de la paix définitive. Les patries, que vous le vouliez ou non, ô « antimilitaristes patriotes », impliquent l'existence des armées. Tant que les patries subsisteront, fussent-elles « socialistes », il faudra une armée pour les défendre. Et la présence des armées, possibilité de conflits, empêchera que la paix soit jamais stable, inébranlable. La guerre est la conséquence inévitable de l'existence des armées. Tout pays qui entretient une forte armée doit, tôt ou tard, faire la guerre. Tout homme, fier de sa force à la boxe trouvera quelque jour un autre qui se vantera de lui être supérieur et les deux rivaux se battront. Il en est de même des gouvernements...

Que peuvent les Congrès, les Conférences, les traités et les tribunaux d'arbitrage pour délivrer les hommes de la guerre ? Est-ce qu'ils empêchent que chaque année les nations augmentent leurs armements et dépensent des sommes folles pour entretenir leurs armées.

Vous dites : nous ne désarmerons pas tant que nos voisins ne désarmeront pas eux-mêmes. Et ceux-ci, rendus défiants par votre propre défiance, vous retournent le même raisonnement. Connaissez-vous de plus cyniques comédies que ces visites de chefs d'Etat qui sont surtout, pour chacun, l'occasion de montrer au voisin, dans de grandes revues, que l'on dispose d'une formidable puissance militaire dont on pourrait, le cas échéant, lui faire expérimenter la douceur ? Voyez-vous ces deux amis cherchant à s'effrayer l'un l'autre par le déploiement de leurs appareils de meurtre : canons, fusils, troupes, etc., sous le prétexte de se prouver mutuellement leur sympathie ?...

« La guerre, disait un humoriste, n'est jamais plus près de nous que lorsque les rois parlent de paix ». L'exemple du tsar russe, prenant l'initiative de la Conférence de La Haye, en vue de l'institution d'un tribunal d'arbitrage international et déchainant, quelques mois plus tard, en Mandchourie, une des plus atroces tueries dont s'honore l'histoire de la guerre, suffirait à lui seul à justifier cet aphorisme... Ce n'est pas que les peuples désirent la guerre, mais les classes possédantes, qui en escomptent les profits et surtout qui y voient un dérivatif au flot montant des révoltes prolétariennes, excitent en eux une haine réciproque et font croire — leur presse puissante leur rend facile cette campagne permanente de mensonge intéressé — à chacun qu'il doit faire la guerre pour se défendre, soit politiquement, soit économiquement... Et les peuples s'entredéchirent, les yeux bandés par la main des dirigeants, au nom du « devoir patriotique... » La haine patriotique s'alimente de nouveaux ressentiments et c'est sur cette rancune aveugle et forcenée, habilement entretenue et avivée, que les gouvernements basent la plupart de leurs systèmes d'exploitation. Sur quelque terrain qu'on se place, la Patrie apparait comme une forme essentielle de l'oppression bourgeoise...

« Le parti socialiste, dit l'apôtre Jaurès, est aujourd'hui dans le monde une grande force de paix. Le socialisme impose la paix aux nations. » Allons donc, vous êtes trop modeste, M. Jaurès, ce n'est pas seulement le parti socialiste, c'est vous surtout qui êtes une force de paix... De paix sociale, s'entend. Car pour l'autre, il faut la naïveté de vos suiveurs ou la vôtre, ô pontife, pour assimiler à une réalité vos déclamations... Le parti socialiste, une force de paix ?...

Et la preuve. Supposez la guerre déclarée. « Si notre pays est l'agresseur, *nous ne marcherons pas* », *disent les socialistes patriotes français (école Jaurès).*

« Nous ne marcherons pas si notre pays est l'agresseur », répondent les socialistes allemands (école Bebel). Tout cela est parfait. Comme il y aura nécessairement un agresseur il y aura, d'un côté ou de l'autre, un peuple qui refusera de se battre. Les socialistes du pays provoqué n'auront en face d'eux que des bourgeois ou serviteurs de bourgeois. Encore une fois cela est parfait. Il ne reste plus qu'à connaître au juste et à temps, quel est l'agresseur. C'est là, certes, le point capital. Et c'est là aussi qu'apparait, vous qui cherchez à vous évader par vos arguments de casuistes, l'inanité pratique de votre thèse.

Il vous serait impossible de savoir assez tôt de quel côté vient l'agression pour pouvoir baser sur ce fait votre attitude en temps de guerre. Non seulement vous ne l'ignorez pas, l'agresseur est loin d'être toujours celui qui déclare la guerre, mais les causes lointaines ou proches, directes ou dérivées, sont trop complexes, trop mêlées, pour que vous puissiez établir clairement les responsabilités. Et les deux classes dirigeantes ont trop intérêt à enténébrer les causes du conflit pour que l'examen, même impartial (ce qui n'est peut-être pas aussi aisé que vous semblez le croire) des socialistes patriotes des pays intéressés et du fameux Conseil central du Parti, puisse jeter une lumière assez prompte et assez vive pour provoquer une attitude unanime, catégorique, décisive, « les classes dirigeantes, déclare Jaurès lui-même, embrouillent si habilement la querelle née de l'antagonisme économique que les prolétaires n'en démêlent point l'origine. » Que vous le vouliez ou non, vous vous débattrez, au moment suprême, en pleine équivoque et, dans l'incertitude, vous marcherez tous les deux. A quoi aura servi le subtil distinguo de la guerre défensive et offensive ? A rien, sinon à égarer les timorés et à les retenir au service des professionnels de la guerre...

Nous verrons donc, en définitive, Jaurès et Bebel ou, plus exactement (car les pontifes trouveront moyen de rester les pieds sur les chenêts quand ces bons partisans risqueront leur vie) les socialistes patriotes, école Jaurès ou Bebel, ou Ferri, fidèles au drapeau de leur patrie respective, prêts à se faire écharper pour le plus grand profit des gouvernements et de la classe qu'ils incarnent. Nous verrons face à face, ennemis, des travailleurs qui hier affirmaient leur solidarité internationale et qui tout à l'heure se troueront la peau avec une volupté sans égale sous l'empire du délire patriotique. Et s'ils marchent ainsi les uns contre les autres, ô leaders qui vous appelez Jaurès, Bebel, Ferri ou autres, la faute en sera d'abord à vous qui les avez habitués à marcher derrière vous et qui les enverrez à la bataille pour prouver aux gouvernants que vous ne combattiez leur tyrannie que lorsqu'ils n'avaient pas besoin de vos services. Et la faute en sera à eux aussi qui n'ont pas su se débarrasser des individus et qui s'en vont bénévolement, comme toujours, sur la seule foi de leurs pontifes.

Vous qui parlez d'antagonismes de classes et d'entente internationale des exploités, vous qui nous clamez de plus belles choses encore en de non moins brillantes métaphores, il vous faut vraiment votre impudence coutumière pour oser nous parler d'un sentiment appelé « patriotisme », qui unirait dans certaines frontières les esclaves aux maîtres, comme devant primer la sympathie naturelle entre frères de misère, chez les travailleurs de tous les pays. Je ne sais quel cerveau de théoricien a trouvé cette formule ingénieuse qui justifie et exalte la pire des lâchetés, la plus criminelle des trahisons : des travailleurs unis aux exploiteurs, aux capitalistes contre d'autres travailleurs. Voilà pourtant ce que fait la guerre, au nom de la patrie. Et c'est pourquoi, si « l'antipatriotisme est une folie » (les socialistes patriotes le disent, en chœur avec les bourgeois) nous préférons être des « fous » antipatriotes que des fous tueurs et massacreurs. Nous ne voulons pas que les travailleurs de toutes les nations s'entr'égorgent dans des rencontres monstrueuses pour le bon plaisir et l'avantage des gouvernants qui les lancent les uns contre les autres comme des meutes à la curée. Nous ne voulons pas de fratricide. Et votre « patriotisme », ô théoriciens de l'internationalisme verbal, est un fratricide en puissance !...

STEPHEN MAC SAY.

(1) Voir les *Temps Nouveaux* du 20 janvier 1907.

Meunier et Grangé

Des camarades nous demandent quelques renseignements sur ces deux camarades.

Pour Meunier, dans le volume de Varenne : De Ravachol à Caserio, *on trouvera le compte rendu du procès, où il est clairement démontré qu'aucune preuve, que les accusations de la femme Bricou, ne fut apportée au procès, et que Meunier fut condamné, parce que, anarchiste.*

Pour Grangé, comme je l'ai expliqué, il était insoumis. Dénoncé, il fut arrêté par deux gendarmes en civil.

En route, il tenta de s'esquiver et tira sur un passant qui se mettait en travers de son chemin, mais sans l'atteindre.

Cela se passa en février 1891. Il comparut en Cours d'assises, le 8 mai, et fut condamné à 12 ans de travaux forcés.

Le président, paraît-il, trouva lui-même la condamnation excessive, et aurait promis d'intervenir pour obtenir une réduction.

Mais on sait quels événements survinrent, Grangé fut oublié.

Aujourd'hui il a fini sa peine, mais il doit rester en Calédonie, d'après une loi qui renforce la pénalité féroce dont il fut frappé.

J. G.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des Libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux pour qu'ils le vendent.

Mouvement social

Le citoyen Viviani a trouvé le moyen de faire mousser sa popularité. Il n'attend pas que les travailleurs aillent vers lui, il vient à eux, et la majorité de ceux-ci qui ne voient guère plus loin que le bout de leur nez, se félicitent de posséder un pareil Ministre du Travail.

Et c'est un bûcheur, il faut voir ça. Ainsi hier, dimanche 3 mars, il était à Saint-Etienne. Dès 7 heures et demie du matin (du matin, vous lisez bien) il commençait ses réceptions. Il a entendu 65 délégations, ouvrières ou patronales. Comme la besogne était terminée à midi, cela fait à raison de **trois minutes** par délégation. Le temps d'entrer, de remettre un mémoire qui sera serré dans un cartonnier pour n'en plus sortir, d'entendre quelques paroles encourageantes du ministre, saluer et sortir.

« Nous verrons... ayez confiance en gouvernement républicain... sollicitude de la République pour les travailleurs... surtout bien voter et espérer. »

Voilà, je crois, ce qu'ont dû entendre les soixante-cinq délégations.

Que voulez-vous qu'il sorte d'une comédie pareille ? J'ai été très étonné d'y voir quelques syndicats à allure un peu révolutionnaire y prendre part. Serait-ce l'orgueil de parler à un ministre qui les y a poussés ?

GALHAUBAN.

BREST

Pour les Instituteurs. — Seul le manque de place nous empêche d'insérer l'ordre du jour que vient de voter la Bourse du Travail de Brest en faveur du droit syndical des instituteurs. La Bourse invite tous les travailleurs manuels à appuyer les prolétaires de l'enseignement dans leur lutte contre nos exploiteurs communs : *les Dirigeants.*

C'est fort bien, mais il importe avant tout que le cas échéant, de telles démonstrations ne demeurent pas platoniques.

ROUBAIX

Les grèves se multiplient dans notre région. Les menuisiers charpentiers et maçons viennent de lancer un ultimatum à leurs patrons respectifs. Les trieurs de déchets sont en grève générale depuis 15 jours. Relativement à cette catégorie, les négociations entreprises entre patrons et ouvriers n'ont pu encore aboutir. Néanmoins, ils espèrent triompher de la résistance des patrons par l'appui des organisations ouvrières de Reims (Bourse du Travail) et de l'Union des Tullistes de Calais, etc., qui feront en la circonstance tout leur devoir de solidarité. Dix-huit malheureux inconscients ne se sont pas solidarisés avec les grévistes, aussi, ont-ils été l'objet de la réprobation générale dans une réunion tenue au siège du syndicat où il a été décidé de les clouer au pilori en répandant leurs noms à profusion au moyen de circulaires distribuées à Roubaix ainsi qu'à Tourcoing.

Espérons que cette grève générale des trieurs de Roubaix-Tourcoing, grâce à la solidarité de la corporation, obtiendra un plein succès.

Une importante grève vient d'éclater à l'établissement Henry Ternyck. Les 219 tisserands et tisserandes viennent de cesser tous travaux. Jusqu'à présent, les ouvriers avaient été payés à la journée lorsqu'ils étaient occupés à tisser des bandes ou des échantillons. Les patrons ayant décidé que ce travail serait désormais payé aux pièces, les ouvriers ont décidé de quitter le travail estimant que cette nouvelle réglementation lésait leurs intérêts de plus d'un franc par jour. Ils réclament donc la garantie d'un minimum de salaire de 4 francs par jour, comme auparavant.

Réussiront-ils ? Espérons-le. P. LANNEAU.

NANCY

Fin de grève. — Les grévistes de la Maison Periolat-Geny, viennent d'obtenir entière satisfaction ; ils doivent ce résultat à leur seule énergie. Cette victoire ouvrière, produira sûrement un excellent effet moral sur les travailleurs de la chaussure ; du reste les militants ne perdent pas leur temps, leur propagande est incessante et le syndicat qui l'an dernier comptait une quarantaine de membres, en compte aujourd'hui par centaines.

Dans le bâtiment. — Le Syndicat des Peintres vient de présenter aux entrepreneurs, son cahier de revendications, lesquelles consistent en une diminution d'heures de travail et une augmentation de salaire ; les patrons doivent répondre le 15 mars, en cas de refus ce sera sûrement la grève.

L'on peut voir par là que toutes les corporations du bâtiment de Nancy se préparent très sérieusement à affirmer leur droit de vivre en travaillant.

Un politicien. — Le sieur Paul Varède qui joua dans les derniers événements ouvriers du bassin de Longwy, un si triste rôle vient de légitimer les critiques acerbes des syndicalistes et des révolutionnaires. Je dois dire que l'individu en question est un *unifié* qui ne fit du syndicalisme, chez nous, que pour décrocher la timbale parlementaire. Depuis quelque temps son attitude paraissait de plus en plus équivoque ; aussi les militants n'ont-ils point été surpris de lire samedi dernier, dans un journal bourgeois *Pour la République*, un article diffamant abominablement l'action révolutionnaire et signé P. Varède.

Ce bourgeois, facétieux, venu au syndicalisme, par dillettantisme, et désireux de jouir avant tout, devait finir ainsi. Ce caméléon trouvera sûrement des défenseurs chez certains syndicrlistes à l'eau de rose, et chez beaucoup d'unifiés, bien que le voilà devenu porte-parole, de la calotte rouge de bourgeois blocards ; pour nous, nous savons, depuis longtemps, à quoi nous en tenir sur lui et sur tous ceux de son espèce. A l'avenir, nous nous méfierons plus que jamais des intellectuels épateurs, à la Varède.

J.-S. BOUDOUX.

MONOGRAPHIE *(Suite)* (1)

L'ouvrier agraire dans le Sud du Nivernais. — Sur ces entrefaites des syndicats s'étaient créés, chaque commune formait une section adhérente à un groupe central, mais l'éloignement de ces communes du siège du syndicat devenait un obstacle considérable dans leurs rapports, pour la perception des cotisations et dans la distribution des quelques secours, une organisation nouvelle devint nécessaire, les sections essaimèrent, et aujourd'hui chaque commune forme un syndicat autonome, malgré la difficulté fréquente que l'on a pour former un bureau résultant du trop grand nombre d'illettrés dans la coopération, ou d'adhérents à l'instruction par trop rudimentaire. Tous ces syndicats sont affiliés à la Bourse du Travail de Nevers et à la Fédération Bûcheronne, il y a de ces groupements qui apportent peu d'action dans la défense de leur cause, mais il n'y a pas à proprement parler de syndicat jaunes.

La lutte se continua ainsi pendant dix hivers consécutifs entremêlée d'échecs et de succès, mais il fallut il y a trois ans donner un dernier coup de collier.

C'était dans les bois de La Machine, la Compagnie Schneider qui exploite les mines de houille de ce pays voulait en même temps exploiter elle-même les forêts qu'elle y possède. Le directeur des mines voulait bien payer les prix que l'on payait partout, mais se refusait à reconnaître le syndicat, et ne voulait à aucun prix ni entrer en pourparlers, ni signer ses tarifs, et faisait abattre ses bois par ses vieux mineurs retraités, qui coupaient à n'importe quel prix.

Un matin, à la pointe du jour trois ou quatre cents hommes, venus de trois et quatre lieues à la ronde — il y en avait de La Fermeté, distante de cinq lieues — débouchèrent dans la vente ; ils avaient la plupart tourné leur veste à l'envers et enfoncé jusqu'au cou leur bonnet de coton percé de trous pour le regard, ainsi que des chevaliers du moyen-âge, les gardes et les ouvriers de la compagnie furent entourés, houspillés, et s'enfuirent à toutes jambes, après avoir reçu une véritablement *vraie* volée de bois vert, avant que la gendarmerie pût intervenir.

Cet exploit dénoua la question.

Le directeur ne signa pas par amour-propre, mais il prit un parti intermédiaire : il remit aux années suivantes l'exploitation de ses ventes. Elles ont été cette année seulement, vendues aux marchands de bois qui les exploitent aux conditions ordinaires.

Depuis la " journée des bonnets de coton ", il semble que le mouvement gréviste, quoique permanent, a perdu de son intensité et de sa violence, une sorte de lassitude a l'air de s'être emparée des belligrants, et une accalmie s'est produite, les marchands de bois composent plus facilement, les jaunes se raréfient et récalcitrent moins, enfin les tâcherons moins opiniâtres n'apportent plus la même ardeur dans leur action qui devient passive. Néanmoins, cahin-caha, les prix de façon, depuis treize ans, ont augmenté dans les proportions ci-après :

Avant 1893, la corde à charbon était payée de 1 fr. à 1 fr. 25.

Elle est aujourd'hui payée 3 francs, avec une réduction de volume d'environ 1/10.

Le stère de moulin était payé 1 franc, il est aujourd'hui à 1 fr. 75.

La botte d'écorce de 1 m. 20 de longueur sur 1 m. 20 de pourtour était à 0 fr. 40 et 0 fr. 45 ; elle est à 0 fr. 70, dimensions réduites.

L'abattage des perches pour étais de 0 m. 30 et au-dessus mesurée à 0 m. 50 est passée de 0 fr. 03 la pièce à 0 fr. 10.

Le cent de fagots, lié à deux liens, est monté de 1 franc à 3 francs. Le reste à l'avenant. Non seulement les prix ont triplé, mais les dimensions de volume ont été réduites sur presque tous les articles. De plus le marchand de bois plus conciliant, n'est plus l'homme arrogant et autoritaire qu'il était auparavant.

Payé à ces prix et conditions l'homme jeune et rompu au métier peut arriver à gagner une journée relativement raisonnable, les journées de 5 francs ne sont pas rares. « On a même fait à l'écorce 10 francs dans les Ponts-Hauts l'année dernière, mais le travail a duré deux jours et demi. » Alléché par cette

---

(1) Voir les numéros précédents.

augmentation, lorsque se fait l'embauche, jeunes et vieux, tout le monde se précipite ; ouvriers du bâtiment, artisans, petits commerçants, négociants ruinés, petits cultivateurs, chacun afflue dans les coupes. Car de temps immémorial, la coutume veut *que n'importe qui puisse y travailler*, c'est une sorte de droit consacré par l'usage, on n'exige plus aujourd'hui que la qualité de syndiqué ; c'est là une clause du marché conclu entre syndicats et exploitants.

Avec une telle affluence de travailleurs, l'ouvrage ne peut durer longtemps — à peine quelques semaines — à la suite desquelles se produit un nouveau chômage en attendant les *régals*. Ce dernier travail consiste à débiter les branchages des gros arbres abattus dans l'intervalle ; il dure également peu. Puis enfin vient l'écorçage, mais alors la saison des travaux agricoles est arrivée.

La durée de la journée était autrefois facultative, il en résultait que ceux qui habitaient près de la coupe, profitaient de ce voisinage pour travailler (à l'écorce surtout) beaucoup plus longtemps que ceux venant de plusieurs kilomètres, et se faisaient souvent aider par leur femme et leurs enfants. Chacun ayant besoin de sa part de travail, il fallut pour obvier à cette inégalité réglementer la longueur de cette journée. C'est ce que firent les syndicats. Aujourd'hui le travail des femmes est complètement supprimé, le commencement et la fin du travail furent fixés de six à six heures, et deux heures pour le repas de midi ; ces diverses périodes sont annoncées par les délégués au son de la trompe. La trompe annonce également les alertes, les rassemblements lorsqu'il faut parlementer ou aller débaucher.

Les ouvriers de certains pays n'apportant pas l'énergie désirable dans leurs revendications se décident parfois à travailler à des prix inférieurs, puis le travail terminé chez eux viennent ensuite s'embaucher dans les communes qui ont résisté plus longtemps, et dont l'esprit de combativité est plus développé, profitant ainsi peu honnêtement de l'amélioration obtenue par leurs camarades plus énergiques et plus actifs. Ceux-ci jusqu'à présent les ont reçus en maugréant, mais les ont encore tolérés. C'est là entre travailleurs un des principaux brandons de discorde, qui il faut l'espérer, disparaîtra avec le temps et la raison.

Il ne faudrait pas conclure de tout ce qui précède que tous les bûcherons vivent et agissent dans l'union et l'harmonie, marchant comme un seul homme. L'égoïsme, l'ignorisme et l'apathie ne manquent encore pas parmi eux, et les résultats obtenus, ne l'ont été en partie que *grâce à quelques hommes d'énergie* disséminés dans les groupements et qui furent la cheville ouvrière de ce beau mouvement.

CÉLESTIN PERRIER. (*A suivre.*)

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La Grève générale. — Le télégraphe vous aura annoncé la grève générale de ces jours. La grève se produisit à cause d'un arbitraire que la police et la municipalité de Rosario entendaient perpétrer sur les cochers de cette ville-là. On prétendait imposer aux cochers l'obligation de donner à la police leurs impressions digitales pour avoir la permission d'exercer leur métier. Les cochers se révoltèrent et se mirent en grève, suscitant la sympathie des autres classes de travailleurs qui, par solidarité, s'unirent à eux et proclamèrent la grève générale.

Ce mouvement fut peu après étendu ici, à Buenos-Ayres, à Santa-Fé, à Colastiné, à Bahia-Blanca, à Mendoza et ailleurs.

La *Protesta*, notre journal quotidien, se mit à l'avant-garde de cette lutte, dans laquelle beaucoup de camarades montrèrent d'être vraiment des anarchistes conscients.

La police fit ce que font toutes les polices de ce monde. Elle arrêtait les grévistes, défendit toute espèce de réunion, même celle dans les locaux des sociétés ouvrières, torturait nos camarades dans les prisons.

Toutefois le gouvernement argentin — malgré toutes ses lâchetés — a été obligé de céder. L'ordonnance municipale imposant les impressions digitables aux cochers fut retirée.

La grève générale — les ouvriers ayant obtenu ce qu'ils voulaient — se termina par le triomphe des travailleurs et par la débâcle du principe d'autorité. C'est ce qu'il fallait.

Cependant, il y a encore 200 grévistes et camarades dans les cachots. C'est parce qu'il y a encore des grèves sur pied : la grève des *motormen*, celle des *panadiers* et autres pour des raisons économiques. On annonce aussi la grève des travailleurs du port à Buenos-Ayres et à Rosario et celle des cochers à Buenos-Ayres.

Je puis vous dire que les ouvriers de l'Argentine sont continuellement en agitation par la propagande intense faite dans le passé et qui s'accentue encore, des théories anarchistes.

La Giustizia. — Ce périodique, qui paraissait à Montevideo, va paraître ici. Toute communication doit être dirigée à Roberto-d'Angiò, poste restante, Boca, Buenos-Ayres. R.

Buenos-Ayres (Boca), 3 février 1907.

ITALIE

Ouvriers massacrés. — Quand il s'agit de tirer sur le peuple, les carabiniers n'arrivent jamais trop tard.

Au village de Firmo (Calabre), au cours d'une manifestation populaire contre l'excès d'impôts, la troupe fit feu. Trois morts, dix blessés. On dit qu'une vive agitation secoue toute la région, à la suite de ce haut fait d'armes.

Les manifestations contre la dureté du fisc — le fisc est un des nombreux pseudonymes de l'Etat — se répètent en de nombreuses localités et y entretiennent l'esprit de révolte.

A Bizziconi, la foule a envahi les bureaux des contributions, brûlant les meubles et les registres. A Spezzano, les paysans, au cours d'un *comice*, ont résolu de refuser l'impôt à l'avenir. A Bojano, où 2000 hommes et femmes du peuple manifestaient contre le fisc, des bagarres éclatèrent, suivies d'arrestations en masse ; mais cette fois, il n'y eut de blessés que parmi les carabiniers. Enfin, à San-Giorgio-la-Montagna (Bénévent), une foule exaspérée essaya d'envahir l'Hôtel de Ville ; elle fut accueillie à coups de feu, qui lui firent des blessés.

— Province de Vercelli (Piémont), on annonce qu'une grève vient d'éclater parmi les travailleurs agricoles des rizières. Il y a 50.000 grévistes. L'autorité opère des arrestations en masse ; des troubles se sont produits sur divers points du territoire de grève.

ALLEMAGNE

L'Antimilitarisme en Prusse. — La saisie de la brochure antimilitariste *Soldaten Brebier* (*le Bréviaire du Soldat*) a fait le tour de la presse européenne.

Les benoîts lecteurs des journaux se sont ébaubis au récit fantastique de ces 15.000 brochures enfouies, dans un pigeonnier, sous de la fiente de pigeon, et surtout de la perspicacité et du flair de la police allemande. Voici ce que nous apprennent sur cette affaire sensationnelle, nos camarades anarchistes de Berlin.

— Le 7 février, on arrêta Karl Santer, rédacteur au *Révolutionär*, Mallische, tous deux de Berlin, et Peter Schauf, de Crefeld. Le second fut remis en liberté. Au domicile d'un des deux autres, on découvrit 1200 exemplaires du *Bréviaire du Soldat*. Nous en avons un exemplaire sous les yeux : C'est une brochure de 36 pages sous couverture aux couleurs allemandes (noire, blanche et rouge) et aux armes impériales. On devine que ce petit stratagème avait pour but de faciliter l'introduction du *Bréviaire* dans les casernes.

La brochure contient des poésies, des statistiques, des fragments divers en prose. Elle se divise en quatre parties et nous paraît avoir été rédigée avec beaucoup d'intelligence.

Santier et Schauf sont toujours en prison sous le coup d'une accusation de propagande antimilitariste.

Des perquisitions ont été opérées chez tous les compagnons connus. La police espérait mettre ainsi la main sur d'autres exemplaires ; elle n'en a pas trouvé un seul.

Le *Vorwaerts* qui, depuis quelque temps, semblait avoir renoncé à sa campagne de dénigrements et de vilenies contre nous, revient à la charge. Il ne craint pas d'imprimer que le Bréviaire a été tiré avec l'argent de la police. Trop lâches pour lutter énergiquement contre le militarisme, les social-démocrates deviennent très braves quand il s'agit de déconsidérer ceux qui se sont voués corps et âme à cette lutte si pénible en Allemagne. Ils n'arriveront pas à décourager nos militants. PIERRE BOUREY.

BELGIQUE

Le Mouvement ouvrier. — Nous lisons dans l'*Action directe*, de Gilly, l'organe de la Confédération générale du travail, lequel vient d'entrer dans sa troisième année, les lignes suivantes, sous la signature du camarade A. Anthennis :

— « Mais, en examinant attentivement l'état de la masse l'on se rend immédiatement compte que certains ferments de révolte existent toujours.

« C'est ainsi que pour le mois de janvier des grèves éclatèrent à Gand, Anvers, Bruxelles, Liège, Lokeren, Turnhout, Roux, Marcinelle, Retinne, etc.

« Mais, hélas ! Tous ces mouvements ne sortent pas des ornières habituelles car, nous observons, entre autres que les grévistes de Retinne vont en cortège à Liège ayant devant eux des gendarmes comme guides et des policiers comme arrière garde ! Allons-nous descendre à imiter ces grévistes électriciens de Berlin qui déléguaient leurs camarades pour faire la police dans la ville et leur mettaient un brassard blanc au bras !

« Inutile d'ajouter que cette grève des électriciens échoua lamentablement.

« Comme les patrons doivent être peu soucieux lorsqu'ils ont affaire à un pareil troupeau !

« Toutes ces constatations ne peuvent que renforcer notre fervent désir de lutte et d'émancipation.

« Trop de libertaires ont encore cette singulière manie d'être hostile au mouvement syndicaliste révolutionnaire et d'affectionner une espèce de puritanisme anarchiste qui les rend ennemis de toute espèce d'organisation ouvrière.

« Nous ne saurions assez engager ces camarades à réfléchir et à se joindre à nous, dans notre mouvement révolutionnaire. »

—

On annonce que la *Confédération générale* (belge) *du travail* tiendra à Liège les 19 et 20 mai prochain son troisième congrès annuel.

Le Congrès d'Amsterdam. — Nous devons parler souvent du Congrès d'Amsterdam. C'est le moyen de bien le préparer. L'organisation n'en sera pas faite, d'en haut, par un comité central siégeant à Amsterdam ou en Belgique et qui déciderait à son gré des conditions dans lesquelles le Congrès se tiendra : lieu, époque, ordre du jour, participants, etc. C'est à tous les anarchistes, partisans d'une action commune et qui jugent utile en ce moment de se réunir en Congrès, de faire connaître dans quelles conditions ils le croient préférable.

Les camarades Belges et Hollandais qui ont assumé la charge de l'organisation matérielle, tenant compte des désirs de chacun, feront en sorte que tous, si possible, soient satisfaits, ou sinon que le plus grand nombre le soit.

Ainsi donc, il est nécessaire que la question du Congrès anarchiste soit discutée dans les groupes et qu'il en soit souvent parlé dans les journaux. Les diverses opinions exprimées seront centralisées et publiées ensuite dans le *Bulletin de l'Internationale libertaire* dont le numéro 3 paraîtra sous peu et dont il serait bien utile aux camarades d'assurer la publication mensuelle régulière.

Les conditions du Congrès pourraient ainsi être fixées, l'ordre du jour notamment, dès le mois de juin, et les camarades qui viendront au Congrès auraient le temps de se préparer spécialement aux débats et surtout de connaître et de pouvoir exprimer l'opinion des groupes qui les délégueront. Car le Congrès doit moins être, à mon sens, une réunion

d'individualités éparses que de délégués de groupements déjà existants et désirant s'entendre pour une action commune.

***

Quant au lieu du Congrès, il paraît admis que ce sera Amsterdam. Quant à son époque, les camarades de Hollande et de Belgique proposaient les mois de juillet ou d'août. Des camarades du Portugal ont fait connaître qu'ils préfèrent le mois d'août.

Quant à l'ordre du jour, différents points ont été proposés : les rapports de l'anarchisme et du mouvement syndical, l'anarchisme et l'esprit religieux, la constitution d'une organisation libertaire internationale.

La première de ces questions s'impose évidemment. Je pense qu'il n'est pas de pays où les anarchistes ne se préoccupent d'imprégner de l'esprit libertaire l'action des syndicats considérés comme les éléments essentiels du mouvement révolutionnaire. Et encore qu'il faille pour cela tenir compte de conditions multiples et différentes selon les régions, la question est bien d'ordre international.

Peut-être n'en est-il pas de même de la question religieuse dont parle le manifeste lancé récemment par la « Fédération libertaire des Communistes de Hollande » et contresigné par les secrétaires des organisations tchèque, allemande, belge et jeddisch de Londres. Elle intéresse, sans doute, les camarades Hollandais, chez qui l'on rencontre encore un grand nombre d'anarchistes chrétiens ; mais je ne pense pas qu'il en soit de même dans les autres pays.

La question de l'organisation d'une Internationale libertaire, primordiale aux yeux des camarades de Belgique et de Hollande, semble à certain prématurée.

Le camarade Dunois, ici-même (numéro du 16 février), exprimait cette opinion que « le Congrès ne saurait s'assigner pour objet l'organisation de toutes pièces (et *par en haut*, ce qui est bien un peu gouvernemental !) d'une Internationale nouvelle ».

Mais qui parle de cela ? Je ne pense pas qu'aucun camarade s'imagine que du Congrès, puissent sortir, comme magiquement des groupes et des fédérations, s'unissant, à la voix de ceux qui seront là réunis, en une Association d'anarchistes mondiale. Conception puérile ou dangereuse qui témoignaient, en effet, ou bien de l'illusion naïve qu'une chose puisse se produite par un simple souhait, ou bien de l'opinion, dangereuse, qu'une organisation d'esprit anarchiste puisse être créée par en haut. Pour qu'une Internationale libertaire se forme, il faut évidemment qu'au préalable existent des groupes et des fédérations régionales de groupes et que ce soit spontanément, du rapprochement de ces diverses organisations, que se constitue l'Internationale. Mais, sinon en France, ces groupes et ces Fédérations existent, en Allemagne, en Bohême, à Londres, en Belgique, en Hollande, en Suisse romande ; ils enverront des délégués au Congrès d'Amsterdam et, utilement, ces délégués pourront s'entendre et créer entre leurs associations respectives des rapports sur la nécessité desquels il est inutile d'insister, pour la propagande et l'agitation révolutionnaire des anarchistes. Les camarades délégués par le *Groupement communiste libertaire* de Belgique auront en tout cas pour mission de chercher à établir des relations avec les organisations des autres pays représentées à Amsterdam. Je ne doute pas que celles-ci n'aient également le désir d'entrer en relation avec le G. C. L. de Belgique. Et ainsi se constituera, tout naturellement, une Internationale libertaire.

Quant aux participants au Congrès, des camarades de Londres proposent que ce ne soient que des anarchistes-syndicalistes ; le G. C. L. (groupement belge) demande que ce soient des anarchistes partisans de l'organisation. Il est urgent de s'entendre à ce sujet.

La nécessité me paraît évidente que tous les groupes et les individus adhérant au Congrès soient anarchistes. Et je ne vois guère la possibilité que des syndicats, se déclarant indépendants de toute opinion politique, se fassent représenter à un Congrès anarchiste. Ce qui d'ailleurs n'empêchera pas d'y assister des militants syndicalistes anarchistes. La petite Confédération du Travail de Belgique, bien que composée en majeure partie d'anarchistes, ne se réclame pas de l'anarchisme et n'adhérera pas au Congrès, mais de ses membres y assisteront, à titre individuel ou comme délégués du G. C. L.

Comme le pense fort bien Dunois, le Congrès d'Amsterdam ne sera pas spécifiquement un Congrès ouvrier mais un Congrès d'anarchistes.

***

Un dernier mot, et qui n'est pas le moins important : Je crois avoir montré l'utilité, pour la bonne organisation du Congrès, du petit *Bulletin international* publié en Belgique. Le 3e numéro est sous presse ; mais l'argent manque pour l'expédition. Ceux qui peuvent feraient bien d'en envoyer au camarade Thonar, 97, rue Laixheau, Herstal, Belgique. Ils trouveront, dans le numéro 3, des comptes en règle et verront l'effort qui reste à faire pour la publication des numéros suivants.

HENRI FUSS-AMORÉ.

SUISSE

Une opinion sur les politiciens. — C'est celle-ci d'Henri Baud, militant ouvrier lausannais, dans la *Voix du Peuple*. Après avoir fait le récit des manœuvres perfides dont l'Union ouvrière est l'objet de la part des politiciens social-démocrates depuis bientôt quatre ans qu'elle s'est déclarée neutre en matière de politique électorale, il écrit :

« Après l'exposé un peu long, mais nécessaire de ces faits, les camarades comprendront pourquoi, à Lausanne, nous sommes un peu aigris contre les politiciens. Cela devient dur de lutter à la fois contre la jaunisse, contre la bourgeoisie et contre les politiciens. Le mensonge et la calomnie sont les armes courantes de ces derniers... Par l'action néfaste de ces êtres malfaisants, plusieurs syndicats, lassés de ces luttes intestines, parlent de s'isoler aussi bien du mouvement économique que du mouvement politique...

« Voilà notre situation à Lausanne. Tout notre temps se passe à lutter contre ces menées désorganisatrices. Il faut écrire aux syndicats, déléguer des membres à leurs assemblées pour des explications, bref, un temps précieux est gaspillé. »

Et Baud, qui n'est pas anarchiste, notons-le bien, de terminer par ces lignes qui nous plaisent comme un hommage :

« Et tous ces gens-là ont le culot d'appeler les anarchistes des confusionnistes et des désorganisateurs de la classe ouvrière.

« J'ai travaillé côte à côte avec des anarchistes dans le mouvement syndical. Pour mon compte personnel, les étiquettes m'importent peu, pourvu que l'on agisse et que l'on travaille contre le patronat. Maintenant je suis définitivement fixé : *C'est du côté des politiciens que se trouvent les confusionnistes et les désorganisateurs de la classe ouvrière.* »

Ils en sont aussi les insulteurs, quand elle vient heureusement à leur échapper. Le *Grütlianer* du 17 février a consacré au récent Congrès de Neuchâtel « le plus ignoble article qui se puisse concevoir. » Et pourquoi ? Parce que ce Congrès d'humbles ouvriers a *osé* demander au Parti socialiste suisse, — dont l'académique *Grütlianer* est, croyons-nous, l'organe officiel — ce qu'étaient devenus aux mains de ce Parti, — plus exactement, de son Comité central — 4.000 francs du fonds spécial de secours aux réfractaires.

Tant d'audace méritait bien l'épithète de *voyous !*

Pour la liberté de conscience. — Le syndicat des marbriers et tailleurs de pierres de Vevey vient de quitter sa fédération nationale. Le Comité en donne les motifs dans une lettre à la *Voix du Peuple* :

« Le syndiqué Mariani fut arrêté, l'année dernière, à Zürich ; mère, femme et sept enfants furent, de ce fait, plongés dans la misère. Après quatre mois de détention, la famille demanda au comité central de la Fédération de lui accorder un secours ; il le refusa sous prétexte que Mariani fut arrêté pour « menées anarchistes » ! Le syndicat de Vevey, estimant qu'il ne doit pas être fait de différence entre les membres et que ceux-ci ont le droit d'avoir les opinions qu'ils veulent, envoya une protestation au journal de la corporation : elle fut mise au panier. Devant ces abus de pouvoir, la démission de la fédération fut votée.

« Le syndicat n'en servira pas moins à travailler pour la cause du prolétariat. »

Griffuelhes en Suisse. — Dans la seconde quinzaine de mars, Victor Griffuelhes, secrétaire de la Confédération générale du travail de France, se rendra en Suisse pour y donner, sous les auspices de la jeune Fédération des Unions ouvrières romandes, toute une série de conférences.

Nous espérons fermement que cette tournée, dont le succès s'annonce des plus vifs, sera l'origine de rapports étroits et continus entre les révolutionnaires français et leurs frères de l'autre versant du Jura.

AM. D.

ÉTATS-UNIS

L'affaire Galléani. — Notre camarade Luigi Galléani dont nous avons raconté l'arrestation, survenue à Barre le 30 décembre, est actuellement en liberté provisoire sous caution.

Son procès devant venir le 25 février devant les tribunaux. Un mot de notre ami nous apprend que la comédie judiciaire a été renvoyée au 24 avril.

D.

Petite Correspondance

G. C., A COURBEVOIE. — Je vous envoie la chanson 0,10 c.

E. B., A LONDRES. — C'est par erreur que le journal a été envoyé en Hongrie.

J. L., A TOURCOING. — Tâchez que vos camarades gardent le livre de Wells. L'aller et le retour sont de l'argent perdu. Une autre fois je veillerais aux bulletins de commande.

J. R., A LYON. — *Scrupules*, de Mirebeau, doit se trouver dans *Farces et Moralités*, 3 fr. 25 (franco).

T., A AMBAZAC. — Nous n'avons plus de numéros de réassortiment des quatre premières années des *T. N.*

Vous avez oublié l'affranchissement. Ça fera le compte.

Reçu pour le journal : Limeil, Alfred-Charles, 1 fr. — J. T., à Lomme, 1 fr. — G., à Tourcoing, 5 fr. — Merci à tous.

T. L., à Verviers. — G. L., à Verviers. — O. D., à Maraussan. — M. F., à Bourg-Argental. — D., à Jeumont. — F. C., à Rambervillers. — C., à Turin. — S., à Genève. — C., à Saintes. — R. P., à Paris. — Veuve L., au Mans. — F., à Riceys. — B. C., à Mouscron, — E. R., à Privas. — B., à Pramanson. — T., à Marseille. — Reçu timbres et mandats.

L. A., à GENÈVE. — Oui, nous avons un dépositaire pour Fribourg, pour Beauregard.

Reçu pour la révolution russe : 5 francs de André Siron, Bruges, par M. Noussenoff.

CONVOCATIONS

° **Art et Science.** — Dimanche, 10 mars, visite de l'Usine à gaz de Levallois, 6, rue des Chasses, sous la conduite du professeur Mourier. Rendez-vous à 9 h. 15 matin. Porte d'Asnières.

° **Jeunesse libre**, 6, boulevard Magenta (salle Jules). — Mardi, 12 mars, causerie, par Mauricius : Notion de Psychologie (suite).

° **A. I. A.** (Section des XIIe et XXe). — Réunion, jeudi, 7 mars, à 8 h. 1/2 du soir. au siège de la Section, 37, rue des Gâtines : Organisation d'un meeting antimilitarisme pour le 18 Mars.

° **Les Italiens** sont invités à la grande réunion antimilitariste, aura lieu dimanche, 10 mars, à 8 h. 1/2 du soir, 6, boulevard Magenta (salle Jules).

° **Union Fraternelle des syndiqués du XXe.** — Conférences éducatives tous les vendredis, à 8 h. 1/2 du soir, 37, rue des Gâtines (Maison du Peuple du XXe); — vendredi, 8 mars, conférence sur le Socialisme et le Syndicalisme. Entrée libre.

° **Causeries Populaires des IIIe et IVe.** — Vendredi, 8 mars, à 8 h. 1/2, à la Maison du Peuple, 20, rue Charlemagne : La Propriété et ses conséquences (suite), par Eugène Martin.

c **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi, 11 mars, à 8 h. 1/2, 1, rue Clément. Cours élémentaire et supérieur d'Esperanto.

Autres cours organisés par le groupe : *lundi*, à l'U. P. de Choisy-le-Roi ; *mercredi*, à Aubervilliers (salle Belet), route de Flandre ; *jeudi*, à la Bourse du Travail de Saint-Denis.

° **Groupe antimilitariste du Xe.** — Dimanche, 10 mars, de 4 h. à 7 h. du soir (salles Jules), boulevard Magenta, 6 :

Conférence-concert, avec le concours des chansonniers révolutionnaires et causerie par un camarade. Entrée gratuite.

Mardi, 12 mars, réunion du Groupe antimilitariste du Xe, à 8 h. 1/2 du soir (salle Jules), 6, boulevard Magenta.

° **Grande salle du Progrès social**, 92, rue Clignancourt — Le samedi, 9 mars, grand Meeting : Les Crimes du tzarisme ; l'Affaire Tcherniak ; la Douma et le Peuple. Sont invités : Almereyda, Marmande, Sina Hoy (en allemand), Hermann, Rostovtzeff (en russe).

° LYON. — **Groupe l'Émancipation**, chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert, le dimanche, 10 mars, à 8 h. du soir : Chants et Monologues. Causerie contradictoire, par divers camarades.

° **Groupe artistique libre**, — Soirée, le dimanche, 18 mars, à 8 h. du soir (salle Dagand, Grande-Rue de la Croix-Rousse : Portefeuille d'Octave Mirebeau. Causerie par un camarade du groupe.

La Semaille, 21, rue Boyer. — Vendredi 8 mars ; Leprince : *A travers la vie*, journal d'un jeune homme triste ; — mardi 12 mars ; E. Cordonnier : *Le Sang*, sa composition, son rôle (avec projection).

Correspondances et Communications

Pour Ferrer et Nacken. — Nous avons fait parvenir à l'ambassade d'Espagne, un ordre du jour, que nous communique la Société de Libre pensée : *Les Semeurs de vérités*, de La Tour-du-Pin.

Maison du Peuple du XXe, 37, rua des Gâtines (près la mairie du XXe). — La Commission administrative fait connaître aux organisations socialistes et révolutionnaires, syndicats, groupes de jeunesse, universités populaires, etc., qu'elle tient à leur disposition une vaste salle de 500 places, très bien aménagée pour fêtes, conférences, concerts, banquets, bals, etc.

Pour tous renseignements, écrire un citoyen Dubar, 401, rue des Pyrénées.

Tous les dimanches, de 2 h. 1/2 à 7 h., concert-conférence et bal, auxquels sont invités tous les syndiqués, leur famille et leurs amis. — Entrée gratuite.

EN VENTE :

LE TRIMARDEUR, par Bonnamour........... 1 75
LE GRAND TRIMARD, par Zo d'Axa........... 2 70
L'ENDEHORS........... 1 25
LA FAISEUSE DE GLOIRE (roman) par Paul Brulat........... 1 75
SABRES DE PAILLE, FUSILS DE BOIS (roman), par M. Huet........... 1 75
LA GRANDE GREVE (roman) par Malato...... 1 75
Je rappelle que la maison Schleicher vient d'éditer L'ORIGINE DES ESPÈCES de Darwin, à 2.50, 3 fr. en gare.
LE PRIMITIF D'AUSTRALIE, par Elie Reclus... 2 50
Il ne nous reste plus qu'une quinzaine d'exemplaires dont nous nous sommes rendus acquéreurs.

COLLECTIONS DE LITHOGRAPHIES

Voici ce qui nous reste au prix d'édition :
CAPITALISME, par Comin'Ache ;
EDUCATION CHRÉTIENNE, par Roubille ;
PROVOCATION, par Lebasque ;
LA DÉBACLE, dessin de Vallotton, gravé par Berger ;
LE DERNIER GITE DU TRIMARDEUR, par Daumont ;
L'ASSASSINÉ, par C. L. ;
SOUTENEURS SOCIAUX, par Delannoy ;
LES DÉFRICHEURS, par Agard ;
LE CALVAIRE DU MINEUR, par Couturier ;
CEUX QUI MANGENT LE PAIN NOIR, par Lebasque ;
LES BIENHEUREUX, par Heidbrinck ;
LA JEUNE PROIE, par Lochard ;
LE MISSIONNAIRE, par Willaume ;
FRONTISPICE, par Roubille ;
Ces lithographies sont vendues 1 fr. 25 sur papier de Hollande, franco 1 fr. 40.

Nous avons en dehors de la série : réduction des ERRANTS, de Rysselberghe, 1 fr. 40 et 3 fr. 25.

Il nous reste un petit nombre :
L'HOMME MOURANT, par L. Pissaro ;
LES SANS-GITE, par C. Pissaro ;
SA MAJESTÉ LA FAMINE, par Luce ;
ON NE MARCHE PAS SUR L'HERBE, par Hermann-Paul ;
LA VÉRITÉ AU CONSEIL DE GUERRE ; par Luce ;
MINEURS BELGES, par Constantin Meunier ;
AH ! LES SALES CORBEAUX ! par J. Hénault ;
LA GUERRE, par Maurin ;
EPOUVANTAILS, par Chevalier ;
LA LIBÉRATRICE, par Steinlen ;
Nous les mettons à 2 francs.
AUX PETITS DES OISEAUX IL DONNE LA PATURE..., lithographie de Vilette, 2 fr. 25, 3 fr. et 5 fr.
L'INCENDIAIRE, par Luce ;
PORTEUSES DE BOIS, par C. Pissaro ;
L'ERRANT, par X ;
LE DÉMOLISSEUR, par Signac ;
L'AURORE, par Willaume ;
Elles sont en vente au prix de 3 francs.
Tirage avant la lettre de l'affiche de Steinlen 3 fr.
Tirage à part de l'affiche de Léonin........ 3 fr.

Il ne reste qu'un nombre très limité de collections complètes. Elles sont vendues 75 francs l'édition ordinaire ; 150 francs celle d'amateur.

Nous avons également comme frontispice à nos volumes du supplément, 4 superbes lithographies en couleurs qui peuvent très bien s'encadrer également :

Celle du 1er volume est de Willaume (épuisée), reste quelques exemplaires à 5 francs.

Pour le 2e volume, de Pissaro, 2 fr. ; pour le 3e volume, de Luce, 2 fr. ; pour le 4e volume, de Lebasque, 2 fr. ; tirage d'amateurs, 3 fr. 50.

REPAIRE DE MALFAITEURS, par Willaume, tirage ordinaire, 1 fr. 50 ; tirage d'amateurs, 3 fr. 50. — Il en reste très peu des deux.

Album des 52 dessins parus dans la 11e année des *Temps Nouveaux*, franco.................. 6 francs
GUERRE-MILITARISME (10 gravures)....... 3 francs
PATRIOTISME-COLONISATION — .... 3 francs

En Vente "Aux Temps Nouveaux"

AUX JEUNES GENS, par Kropotkine, couverture de Roubille.................... » 15
LA PESTE RELIGIEUSE, par J. Most........ » 10
L'EDUCATION LIBERTAIRE, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul........... » 15
A EMILE ZOLA, par Ch. Albert........... » 15
ENSEIGNEMENT BOURGEOIS ET ENSEIGNEMENT LIBERTAIRE, par J. Grave, couverture de Cross » 15
LE MACHINISME, par J. Grave, avec couverture de Luce.................... » 15
LES TEMPS NOUVEAUX, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro............... » 30
PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE, par W. Tcherkersoff.................... » 30
LA PANACÉE RÉVOLUTION, par J. Grave, avec couverture de Mabel............ » 15
L'ORDRE PAR L'ANARCHIE, par D. Saurin.... 1 »
L'ART ET LA SOCIÉTÉ, par Ch. Albert....... » 20
A MON FRÈRE LE PAYSAN, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier................ » 10
LA MORALE ANARCHISTE, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe............ » 15
DÉCLARATIONS, d'Etiévant, couvert. de Jéhannet » 15
RAPPORTS AU CONGRÈS ANTIPARLEMENTAIRE, couverture de C. Dissy................ » 85
LA COLONISATION, par J. Grave, couverture de Couturier.................... » 15
ENTRE PAYSANS, par E. Malesta, couverture de Willaume.................... » 15
LE MILITARISME, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache................ » 15
PATRIE, GUERRE ET CASERNE, par Ch. Albert, couverture d'Agard................ » 15
L'ORGANISATION DE LA VINDICTE APPELÉE JUSTICE, par Kropotkine, couverture de J. Hénault.................... » 15
L'ANARCHIE ET L'EGLISE, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont......... » 15
LA GRÈVE DES ELECTEURS, par Mirbeau, couverture de Roubille................ » 15
ORGANISATION, INITIATIVE, COHÉSION, J. Grave, couverture de Signac................ » 15
LE TRÉTEAU ELECTORAL, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck...... » 15
L'ELECTION DU MAIRE, piécette en vers, par Léonard, couverture de Vallotton......... » 15
LA MANO NEGRA, couverture de Luce...... » 15
LA RESPONSABILITÉ ET LA SOLIDARITÉ DANS LA LUTTE OUVRIÈRE, par Nettlau, couverture de Delannoy.................... » 15
ANARCHIE-COMMUNISTE, Kropotkine, couverture de Lochard................ » 15
SI J'AVAIS A PARLER AUX ÉLECTEURS, J. Grave, couverture de Heidbrinck............ » 15
LA MANO NEGRA ET L'OPINION FRANÇAISE, couverture de Hénault.............. » 10
LA MANO NEGRA, dessins de Hermann-Paul.. » 40
DOCUMENTS SOCIALISTES, Dal............ » 40
AU CAFÉ, Malatesta................ » 30
ENTRETIEN D'UN PHILOSOPHE AVEC LA MARÉCHALE, par Diderot, couvert. de Grandjouan. » 15
L'ETAT, SON ROLE HISTORIQUE, par Kropotkine, couverture de Steinlen.............. » 25
AUX FEMMES, Gohier, couverture de Agard... » 15
LA FEMME ESCLAVE, Chaughi, couverture de Hermann-Paul.................... » 15
LE PRÊTRE DANS L'HISTOIRE, par Roméo Manzoni, franco................ » 35
LE PATRIOTISME, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henri............ » 20
LA GRÈVE GÉNÉRALE, par Briand.......... » 10
L'ANTIPATRIOTISME, par Hervé............ » 15
LE PROCÈS DES QUATRE, Almereyda........ » 20
LE ROLE DE LA FEMME, Fischer........... » 25
MILITARISME, Fischer................ » 25
LA GUERRE, Mirbeau................ » 35
L'EVOLUTION DE LA MORALE, Letourneau.... » 35
LETTRE A UN PAYSAN, Loquier............ » 10
TRAVAIL ET SURMENAGE, Pierrot........... » 20
DEUX TZARS, par Mme M. S............... » 30

Aux Camarades

Nous avons fait déposer dans les Gares et chez les Libraires, les deux brochures de Kropotkine que nous venons de réimprimer : *Aux Jeunes Gens* et *La Morale anarchiste*. On peut les y réclamer.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris





Ah ! les fripouilles !...

Dessin de E. H.

12e ANNÉE. — N° 46.

16 MARS 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an	8 fr.
Six mois	4 »
Trois mois	2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an	10 fr.
Six mois	5 »
Trois mois	2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de LUCE

SOMMAIRE

A nos Lecteurs

Voilà deux ou trois semaines que, par suite du changement d'imprimeur, le journal parvient en retard aux dépositaires et abonnés. Nous les prions de nous excuser, nous allons nous organiser pour qu'ils le reçoivent à l'heure comme par le passé.

A Genoux, les Gosses!

Verba volant, scripta manent, les paroles fichent le camp, mais les écrits demeurent, dit le proverbe. Et le proverbe n'a pas toujours raison. Il est des paroles qui persistent — parfois qui engendrent, qui fécondent. Tout dépend comment elles sont dites et sur quel terrain elles viennent tomber.

Un camarade me contait récemment la forte et durable impression qu'il remporta, voici près d'un an, d'un meeting antimilitariste où les orateurs inscrits brillaient pour la plupart par leur absence!

Alors une ouvrière demanda la parole, l'obtint et n'en abusa pas.

En quelques mots très simples elle confessa ses péchés de mère de famille révolutionnaire.

Non sans tristesse, non sans regrets, elle reconnut qu'il n'y avait point lieu de s'étonner si les fils d'ouvriers, à l'atelier ou dans les casernes, tendaient si docilement le col au double joug social et militaire. N'avaient-ils pas reçu au sein de la famille (ah! qu'on qu'on est bien au sein de sa famille!) les premiers principes de l'obéissance passive, au nom de la sainte, de la vénérable, de la sacrée Autorité Paternelle?

« Nous sommes les coupables, conclut-elle, c'est tout ce que j'avais à dire, camarades. »

Mais n'avait-elle pas dit assez en posant devant la conscience ouvrière et anarchiste le problème de l'éducation familiale?

Les dogmes ont la vie tenace. Ils ne se lassent pas de ressusciter.

La Révolution supprima le bon plaisir du Roi. Mais elle instaura la tyrannie de la Loi.

M. Viviani se félicitait d'avoir éteint les chandelles divines. Mais en même temps il allumait des cierges patriotiques.

La classe ouvrière songe de temps à autre à détruire la puissance patronale, mais elle respecte l'autorité paternelle.

Et pourtant celle-ci est la base de toutes les autres.

L'usurpation de toute la terre commence à l'exploitation des droits de l'enfant.

Les femmes comprendront-elles enfin qu'elles ont à intervenir? Si elles se mêlent de ce qui les regarde — mais toutes choses ne les regardent-elles donc pas? — le vieux dogme imbécile et barbare sera tôt sur le flanc.

Je trouvais l'autre jour dans une feuille canadienne — peu tendre à l'ordinaire pour nos idées — l'*Avenir du Nord*, et sous la signature d'une journaliste catholique, Colombine, ces lignes qui sont à retenir :

> Les parents sont toujours les parents, toujours ils ont droit au respect, à l'affection de leurs enfants. Funeste préjugé qui est cause que si peu de parents cherchent à conquérir le cœur de leurs enfants... Est-ce parce que vous avez fait à vos enfants le triste présent de la vie, sans qu'ils l'aient demandé, que vous prétendez avoir des droits à leur gratitude?... Si la plupart des nôtres souffrent d'une timidité incurable, s'ils restent toujours hésitants, s'ils manquent de confiance en eux, c'est qu'en les humiliant, en les terrorisant, vous avez tué en eux l'orgueil, la flamme des énergies viriles. Mais regardez donc cette allure de chiens couchants qu'ont vos fils!

L'humiliation et la terreur. Délicats procédés d'éducation qui ne datent pas d'aujourd'hui. Mais sans remonter jusqu'au panache blanc du bon roi Henri IV qui recommandait à Mme de Montglat, gouvernante des Enfants de France, de bien et souvent *fouester* son fils — qui fut l'hypocrite Louis XIII — sans s'attarder aux répugnants détails de ce procès de Bordeaux, en 1868, où les Jésuites de Tivoli avouèrent avoir fustigé de nombreux et puérils derrières avec l'*autorisation et l'approbation des familles,* — sans faire autre que mentionner les pages de *Jacques Vingtras*, où Jules Vallès jeta, avec une amertume et une rage légitimes, les souvenirs de son enfance martyrisée, ne trouvons-nous pas, chaque jour et partout autour de nous, des exemples de ces brutalités familiales qui énervent, humilient, annihilent l'enfant ou l'obligent à des révoltes et stériles?

Avez-vous lu les *Mémoires* de M. le prince Robert de Broglie? Ce n'était pas toujours drôle, mais souvent instructif. Je ne parle pas du début, longue et dithyrambique tartine dont les « *Ancêtres vénérés* » faisaient les frais. On eut dit la scène des Portraits d'*Hernani,* accommodée aux confitures bourgeoises. Les Messieurs Jourdain de la Démocratie Républicaine s'en léchèrent les badigoinces. Ils ont pour les titres et parchemins, le goût honteux que les vieux marcheurs entretiennent pour les cartes transparentes.

Les *Mémoires* de M. le prince Robert de Broglie sont un peu aussi des cartes transparentes. Quelles âmes lamentables on y voit passer! M. de Broglie raconte entre autres cette anecdote typique : Ayant eu l'audace de faire coudre un bouton à sa veste *(sic)*, le jeune homme fut traduit devant le tribunal familial. Ici tout est à citer :

> J'avouai mon crime. Mais il faut croire que, dans l'aveu même il n'y avait aucune contrition, car mes juges ne furent pas désarmés.
>
> Au contraire, à une parole peut-être malencontreuse, mais qui cependant ne transgressait pas la loi du respect, mon père, quittant brusquement son oc-

cupation habituelle, je puis dire sa seule distraction, qui consistait à tenir avec ordre et minutie les comptes du voyage, mon père se dressa tout debout et m'envoya une claque.

Je ne bronchai pas. Je me contentai de dire avec le plus de déférence possible :

— Papa, il y a encore l'autre joue !

Mais l'invite resta sans effet. On se contenta de m'envoyer tenir les arrêts dans ma cabine.

On n'est pas plus respectueux, ni plus chrétien. Mais alors, franchement, on mérite tout ce qui peut vous arriver de pis !

Dira-t-on que cette éducation à la baguette reste le privilège des « *grandes maisons ?* » Si cela était, nous n'aurions guère à nous en préoccuper en effet. Les *grandes maisons* sont des bateaux qui vont assez mal sur l'eau depuis un certain temps. Les *grandes maisons* peuvent bien nous amuser un brin par leurs ridicules. C'est tout. L'intérêt de la vie n'est pas là.

Mais cela n'est pas.

Si la plupart des fils de bourgeois échappent — et c'est, il faut le reconnaitre, une de leurs forces — à cette dégelée de giffles paternelles, il n'en va pas de même avec les fils d'ouvriers et de paysans. Entre la mentalité de l'ancienne noblesse et celle de la masse populaire, il est resté d'étranges analogies. Toutes deux se ressemblent par une certaine cruauté ancestrale.

M. de Broglie claquait sa progéniture. Le père de Soleilland s'épanchait ainsi dans le giron de M. Arthur Dupin (*Le Journal*, 1er mars 1907) :

Les premières réprimandes furent légères... On pensait qu'à la longue, le caractère se ferait à mesure que l'enfant grandirait...

Quelle erreur était la nôtre...

Albert s'en allait on ne sait où... et restait des vingt-quatre heures sans rentrer au bercail...

On le battait, à coups de poing, à coup de martinet..., il se jetait à genoux, demandait grâce, le visage noyé de larmes, il manifestait un sincère repentir.

Le lendemain, il recommençait.

A la fin, il fallut sévir.

Et le tendre père ajoutait en essuyant une larme :

On réclame aujourd'hui les pires châtiments pour mon fils. Qu'on le guillotine, qu'on le coupe en morceaux, mais qu'on n'en parle plus...

On m'a proposé de me conduire à la Santé, pour le voir... Je n'irai pas, car ce serait ma mort. La seule vue de ce misérable m'achèverait.

Le père de Soleilland n'est pas le seul de son espèce. Dans les ménages et les foyers ouvriers, le martinet est un meuble d'usage courant, si j'ose dire, c'est presque une institution.

Et j'ai entendu des anarchistes en tenter, de la meilleure foi du monde, sinon l'apologie, du moins la défense. On plaide coupable, mais avec circonstances atténuantes.

Sans doute, élever un homme n'est pas œuvre facile. Mais faut-il donc élever des agenouillés ?

Faites attention que la *notion seule du pouvoir paternel* engendre et légitime tous les moyens de coercition et tous les châtiments corporels. C'est la théorie même de M. de Bonald qu'appliquent l'immense majorité des familles ouvrières. « *Le pouvoir paternel est donc absolu ou définitif; car s'il ne l'était pas, il serait dépendant. Et il y aurait un pouvoir plus grand que lui : celui de désobéir.* »

Tu es pater in æternum.

Quelle blague ! mais quelle blague respectée et néfaste !

A genoux, les gosses, devant le papa et la maman, et le grand'papa, et la grand'maman, et l'oncle, et la tante, et le grand frère et la grande sœur ! Avant que vous n'alliez vous mettre à genoux devant M. le Juge ou M. le Caporal.

Les ouvriers doivent comprendre qu'il est de leur intérêt de classe de saper jusqu'à le ruiner, le dogme de l'autorité paternelle.

Joues claquées, fesses battues, pain sec et le reste, jolis cadeaux... à ne pas faire aux enfants !

R. DE MARMANDE.

La semaine prochaine nous publierons un article du camarade Pierrot, sur LES OUVRIERS CAOUTCHOUTIERS.

UN DROIT FÉROCE

Pendant toute une semaine, les quotidiens nous ont entretenu de la disparition de Marguerite Brunin, puis retrouvée dans la chambre du bedeau d'une cultuelle. Et comme aux *Temps Nouveaux* nous arrivons souvent comme les carabiniers d'Offenbach, " toujours en retard ", je reprends donc l'histoire après que les autres l'ont abandonnée.

La fillette a quatorze ans, le garçon en a dix-huit, il y a donc équivalence d'âge. S'ils avaient eu chacun trois ou quatre ans de plus, les voisins, les gens à principes auraient bien pu, entre eux, déplorer le manque de pudeur qui les a fait s'aimer sans le consentement des parents, du maire et des autorités, mais fort probablement, à part les parents, se seraient bien gardés de le leur dire en face, et l'autorité, quoique vexée que l'on se passe de son concours, n'aurait quoiqu'elle en pensât, pu intervenir.

Mais voilà ! Si le garçon a des parents éhontés qui n'ont vu aucun mal dans la conduite de leur fils, Marguerite, par contre, a "d'honnêtes parents", à cheval sur les principes, et comme la loi donne aux parents toute autorité sur les enfants, ces « honnêtes gens », ces « braves parents » qui, jusque-là, « s'étaient sacrifiés pour leur fille », ont décidé que leur honneur ne pouvait être rapetassé, leur amour satisfait qu'à condition que leur fille fût enfermée dans une maison de correction jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans. Et il s'est trouvé un magistrat pour signer cet arrêt féroce qui fait emprisonner, pour *sept ans*, une enfant coupable d'un acte pour lequel les adultes n'ont rien à démêler avec la vindicte; quoique, bien souvent, beaucoup d'eux l'accomplissent dans des conditions où la moralité aurait fort à dire.

—

C'est que nous sommes régis par un code rédigé par des légistes qui s'étaient nourris des lois de Rome, où le père avait droit de vie et de mort sur ses enfants. C'est parce que nos lois sur la famille, sur la propriété, sont copiées sur les lois de cette nation de bandits féroces et pillards qui ne vécut que de l'exploitation du monde connu de son époque, que celui qui, poussé par la faim, vole quelques pommes de terre dans un champ, ou quelques fruits sur un arbre, peut être tué impunément par le propriétaire lésé, que les atteintes à la propriété sont punies plus férocement que les atteintes à la vie ou à l'honneur, que les jeunes Français de notre époque restent, jusqu'à vingt-cinq ans, soumis au bon plaisir et à l'arbitraire paternel.

Et nous avons cet illogisme qu'un acte qui, comme dans le cas présent, n'est pas punissable par la loi — qui pourtant nous laisse fort peu de libertés — lorsqu'il est accompli par des adultes, sera puni de sept ou huit ans de prison, parce que de vieux imbéciles, pour satisfaire à de sots préjugés, se croient tenus d'affirmer leur autorité.

—

Ce que sont les maisons de correction, inutile d'en faire le procès pour les lecteurs des *Temps Nouveaux* : des pourrissoirs où l'enfant envoyé trouvera à développer ses mauvais instincts, s'il en a, et à acquérir ceux qu'il n'aura pas. Voilà leur efficacité au point de vue répressif.

Mais s'il est inepte d'y envoyer des enfants disposés, de par leur hérédité à de mauvais instincts, n'est-ce pas doublement criminel d'y envoyer des enfants n'ayant d'autre tort que de se montrer plus précoces que d'autres, ou pour y expier ce qui fut le tort de leurs éducateurs.

Je sais que des améliorations ont été introduites dans l'internement correctionnel de l'enfance. On a, par exemple, créé des colonies où les jeunes détenus, exercés au travail agricole, peuvent respirer un peu d'air pur et jouir d'un semblant de liberté.

Mais les scandales éclatant de temps à autre dans ces colonies nous démontrent qu'il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions pour les voir appliquer ; que l'enfant, toujours considéré comme un prisonnier, comme un être vicieux, est toujours traité comme tel par des fonctionnaires et des subalternes bornés qui interprètent les règlements avec leur mentalité.

Il s'est créé des sociétés protectrices de l'enfance. Mais ces sociétés fondées, pour la plupart, sur un esprit religieux, ont plus pour but d'abrutir l'enfant par de sottes maximes que de développer ses bons côtés par un enseignement rationnel, et leurs membres, convaincus du bon droit de l'autorité sociale et paternelle, n'interviennent que dans les abus trop criants. Ne pourrait-il pas se créer, en faveur de l'enfant, une ligue dans le genre de celle des Droits de l'Homme, qui interviendrait en faveur de l'enfant contre les juges et les parents.

—

Aujourd'hui que la science de l'homme a complètement éliminé le libre arbitre et démontré que l'individu, déterminé par son ascendance, son éducation, son milieu physique et moral, par les circonstances, n'est guère plus responsable de ses actes que la tuile que la tempête arrache au toit voisin pour la laisser tomber sus la tête du passant, détruisant ainsi toute idée de justice distributive, c'est l'enfant qui, le premier, devrait bénéficier de cette notion, et être soustrait tant au tribunal familial que juridique.

Si, par suite d'une mauvaise éducation, de mauvais exemples ou de tares physiologi-

ques qui en font un être anormal, il menace de devenir un déséquilibré pouvant être un danger social, le mot de correction ne doit pas être pris au sens péjoratif de « punition » mais d'« amélioration » et mis dans une atmosphère de morale saine que ne peut et ne pourra jamais avoir la prison.

Et lorsque des parents se déclarent eux-mêmes incapables de travailler à cette amélioration, en réclamant l'internement de ceux dans la déchéance desquels ils ont leur part de responsabilité ; puisque la société ne connaît que le châtiment, il serait bon que des groupements d'individus conscients intervinssent pour fournir à l'enfant la vie saine où il pourrait s'améliorer, et empêcher qu'il soit traité comme un réprouvé, et perdu irréparablement par un traitement barbare et inintelligent.

J. GRAVE.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Crocs et Griffes

Le soir de la déclaration de grève des électriciens, le citoyen Rozier s'exprimait ainsi à la tribune du Conseil municipal de Paris :

« Pour ma part, puisque le personnel de l'électricité m'a fait l'honneur de me confier la défense de ses revendications, je tiens à lui dire du haut de cette tribune que, dans son intérêt même, le mieux est de reprendre le travail et de mettre sa confiance dans le Conseil municipal. (Très bien ! Très bien ! Applaudissements ! »

Le lendemain soir, pirouette du Conseiller-Député ! Il faut dire que c'était à la tribune de la Bourse du Travail.

Alors que la veille il blâmait la grève, ce soir-là, à vingt-quatre heures d'intervalle, il félicitait les électriciens de leur acte d'énergie. Il leur rappelait que la 1re Commission s'était plutôt moquée de leur représentant, mais qu'aujourd'hui ses membres diraient... que... si... mais... etc., etc.

— Votre acte était nécessaire pour ouvrir les yeux au Conseil et nul doute ne reste que maintenant il ne vous donne satisfaction, sachant de quoi vous êtes capables.

Si cela ne s'appelle pas se payer la tête du brave populo, de quelle expression pourra-t-on qualifier les facéties d'un pareil individu ?

Les Emprunts russes (1)

Le peuple russe, jusqu'à ces derniers temps aveuglément soumis à un régime de despotisme plusieurs fois séculaire, a commencé une lutte acharnée pour secouer le monstrueux joug qui l'opprime.

Les malheurs de ce peuple dépassent tout ce qu'on peut imaginer.

Un habitant de l'Europe occidentale ne peut même pas se faire une idée de la misère abjecte et sans issue, dans laquelle vivent la plupart des prolétaires des campagnes, c'est-à-dire la grande majorité du peuple russe. Et lorsque ce malheureux peuple tâche d'améliorer sa misérable vie, l'atroce gouvernement, par une inexorable et inhumaine répression, étouffe dans le sang tout essai de soulèvement. Les soulèvements armés n'ont pas réussi, mais la lutte se poursuit par des moyens aussi efficaces, peut-être que les révoltes armées. La grève générale a donné à la nation l'ombre de la liberté politique, mais ce moyen héroïque ne peut être constamment répété. On procède maintenant par les exécutions individuelles des scélérats qui gouvernent le pays et sucent le sang du peuple.

Depuis longtemps la cause de la révolution aurait pu être gagnée, n'était le bienveillant concours qu'apportent les capitalistes étrangers au gouvernement russe.

Devant ces ennemis de Berlin et de Paris, les révolutionnaires russes sont impuissants. Ils ne peuvent pas appliquer contre eux les mêmes procédés de lutte qu'en Russie, pour ne pas risquer de perdre le droit d'asile qui est si utile aux proscrits russes. C'est aux camarades de l'Europe occidentale qu'il appartient d'intervenir ici, surtout aux camarades français, car c'est la France qui a donné le plus copieusement le *nervus rerum* au gouvernement tsariste.

Je sais bien que c'est, comme dit Gorki, la France des ministères qui a commis ce crime, la France des rentiers, des capitalistes, de la haute finance et de la haute police, la France des politiciens à double face, la France bourgeoise et égoïste, la France qui crachait sur Zola et tremblait devant les gestes belliqueux de Guillaume II, le grand pontife de toutes les stupidités ; mais la responsabilité en retombe sur tous les hommes honnêtes de France, parce qu'ils n'ont pas su enpêcher la consommation de cette ignominie.

Cette complicité dans un crime abominable reste impunie. Un Rouvier, ancien chef du gouvernement et ancien panamiste, sans aucune vergogne, peut trafiquer louchement de l'emprunt russe, et l'opinion publique reste muette au lieu de flétrir par le mépris suprême ce monstrueux personnage.

La révolution russe s'accomplit sous la double forme économique et politique. Tous ceux qui travaillent, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui veulent la transformation de la situation actuelle, tous les gens honnêtes enfin sont intéressés à venir en aide aux révolutionnaires russes.

Il ne s'agit ni de leur prêter la main-forte ni de leur fournir de l'argent. Non. Ils sont assez forts pour combattre seuls leurs oppresseurs. Mais il s'agit d'isoler leurs bourreaux, de les priver du secours de l'étranger.

Les manifestations de sympathie avec les quêtes et les bruyants discours sont à peu près inutiles. Elles prouvent seulement que les participants sont des gens honnêtes et accessibles au sentiment d'humanité, mais c'est tout.

Si les camarades français sont vraiment solidaires avec ceux de la Russie, ils doivent intervenir par les moyens les moins platoniques. Ils doivent mettre leur puissant *veto* contre tout essai d'un nouvel emprunt russe. Ils doivent préparer une grève, une grève formidable qui éclaterait au moment où l'emprunt serait décidé.

Il est possible que seule l'attitude menaçante et bien décidée de toutes les organisations ouvrières sera suffisante pour effrayer les louches traficants de l'emprunt et le gouvernement qui prêtent la main aux plus grands scélérats du monde entier.

Tarissez la source où le tsarisme puise toute sa force et la révolution russe vaincra sa grande et définitive victoire.

W. J.

(1) Cet article nous est parvenu de Russie. Il suggère une idée intéressante que nous voudrions voir débattre dans toutes les organisations ouvrières, et c'est pourquoi nous l'insérons.

Pour Meunier et Grangé

Un camarade me fait remarquer que tous les témoins qui vinrent, à la Cour d'assises, porter leur témoignage en faveur de Meunier — contre les allégations de l'accusation — sont encore vivants, sauf un, et toujours prêts à maintenir leurs affirmations.

Pour ceux qui, dans les réunions, dans les sections de la « Ligue des Droits de l'Homme » voudraient commencer une campagne en faveur de Meunier, je me mets volontiers à leur disposition pour faire parvenir aux témoins toutes les demandes de renseignements que l'on m'adressera.

Il y a également Me Desplas, qui fut le défenseur de Meunier et a dû conserver le souvenir de cette période de terreur où le prétoire se montra vraiment ce qu'il était, un organe de vengeance, et qui tiendra sans doute à honneur d'élever la voix en faveur de celui qui fut condamné contre toute règle juridique.

J. G.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des Libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux pour qu'ils le vendent.

Mouvement social

LES GRÈVES

LES ÉLECTRICIENS. — Vendredi, Paris était privé de lumière électrique. La nouvelle s'en répandait soudainement.

Rien, peut-on dire ne le faisait prévoir. Une affiche de protestation émanant des Syndicats d'ouvriers et d'employés de l'exploitation électrique avait été apposée la nuit précédente, mais cette affirmation paraissait inoffensive et surtout bien tardive.

Il en a été autrement. Paris a été sans électricité pendant deux jours. Les boulevards ont pris un aspect sombre. Les quotidiens ont paru à grand peine et presque tous en retard. Les magasins, éclairés ordinairement à la lumière électrique, ont eu recours aux vieux modes d'éclairage ou bien ont fermé dès la tombée de la nuit. Tout cela avait tranformé Paris en une ville d'aspect nouveau et dont les préoccupations et les pensées convergeaient toutes vers ce fait : la grève.

De la grève, nous dirons peu de chose, les quotidiens en ayant narré les péripéties.

Mais, des commentaires et des conséquences qu'elle a suscités, nous retiendrons divers points.

D'abord et en premier lieu : la fermeture de la Bourse du Travail de Paris, les deux soirs de grève, et sur l'ordre de Clemenceau.

La Bourse avait déjà été fermée à l'occasion d'un meeting des non-gradés de l'Assistance publique, à l'occasion du 20 janvier.

Elle vient de l'être, pour la grève des électriciens.

A la fermeture définitive du « réactionnaire » Dupuy, de mémoire si honnie, le Clemenceau de l'Affaire Dreyfus et du Complot, le Clemenceau du libéralisme et des petites et grosses infamies a substitué la fermeture momentanée.

On ferme la Bourse, on la rouvre ; on la referme.

Et les organisations syndicales parisiennes paraissent se taire ou plutôt s'en tenir à de platoniques ordres du jour. N'y aurait-il pas

mieux à faire ? Aujourd'hui, la Bourse du Travail n'est plus la Maison du Travail où les prolétaires peuvent prendre contact et coordonner leurs mouvements de lutte. Il faut qu'ils s'en rendent compte et qu'ils avisent sans retard.

Notre bourgeoisie qui était à peine remise de sa frayeur du 1er Mai, vient de subir une nouvelle crise. Moins de quarante-huit heures de suspension de la force électrique l'ont ramenée aux périodes d'apeurement.

C'est à ces périodes qu'il faut lire sur le visage des gens leurs pensées véritables. On n'a pas le temps de composer sa figure et de coller son masque. Parmi les cris de haine, il en est un qu'il ne faut pas oublier, c'est celui de *l'Aurore*, du samedi 9 mars :

A une situation pleine de périls, il faut apporter des remèdes sûrs, rapides, énergiques.

Que va faire le gouvernement, dont le devoir est de protéger Paris ?

Qu'il s'arrête à telle ou telle résolution, son but unique doit être de mettre fin à la grève. Il faut qu'il rende à Paris la lumière et la vie.

Nous ne saurions trop le répéter, en terminant, ce n'est pas une grève que nous combattons. Les justes revendications des travailleurs ont toujours trouvé ici (tu parles !) l'appui sincère et dévoué qui leur est dû. *Ce que nous combattons, c'est l'acte de véritable vandalisme qui frappe Paris dans son travail et dans son existence même.*

Il faut que cette grève finisse. A ceux qui ont la charge de nos destinées de prendre les dispositions que commandent impérieusement les circonstances.

Agissez ! s'écriait l'*Aurore*, à son directeur officieux ; sabrez ces travailleurs qui osent exercer un droit qui ne peut leur être dénié. Agissez, c'est-à-dire mettez les soldats dans l'usine, chassez à la rue les ouvriers électriciens. C'est indispensable pour le « salut de la société » et pour la sécurité des bénéfices Schneider-Rothschild.

Pourquoi ne dirions-nous pas à notre tour, agissez, camarades de toutes industries. Rendez-vous compte de la force qui réside dans votre faculté de production, et cette force, exercez-la davantage encore que vous ne l'avez fait.

LES PAPETERIES D'ESSONNES. — Encore une grève qui aurait pu semer le trouble dans la vie parisienne et même provinciale. Les cinq papeteries d'Essonnes, appartenant à M. Darblay sont en grève. Elles fournissent le papier des journaux.

La grève a éclaté à propos du refus d'un ouvrier de payer une amende qui lui était infligée. Les camarades de son atelier se sont solidarisés avec lui, puis la majorité des ouvriers occupés aux cinq papeteries.

Les grévistes ont posé comme revendications : la suppression des amendes, une augmentation générale des salaires de 15 %, la rentrée du camarade frappé d'amende, qu'il ne soit pas fait de victimes de grève.

Cette grève est intéressante par l'esprit de solidarité qu'elle affirme dans une corporation qui n'a aucun passé de lutte et dans une localité où la poigne d'un homme, d'un seul n'a jamais eu encore à résister aux efforts ouvriers.

Toute l'industrie de Corbeil-Essonnes est aux mains de M. Darblay : papeteries, fonderie, moulins et chapellerie.

Les salaires payés sont minimes ; à la papeterie, la moyenne atteint 5 francs, alors que la vie est aussi coûteuse qu'à Paris. A la chapellerie, les femmes gagnent un salaire de 18 centimes de l'heure. Quant aux fameuses lois de protection ouvrière, elles sont lettre-morte, comme partout où l'organisation ouvrière n'en impose point l'application. Des enfants de treize ans s'échinent des 12 heures dans les bagnes de M. Darblay.

P. Monatte.

BREST

Arrestation. — Notre vendeur brestois, Hervé Coatmeur, vient d'être arrêté et condamné dans des conditions passablement scandaleuses. On en jugera par les fragments suivants d'une lettre que nous adresse Laurent Coatmeur, frère du condamné :

« Un sous-brigadier de la police des mœurs, apercevant mon frère, le soir du 24 février, dans la rue, lui dit en l'accostant : « Tu sais, je ne veux pas te « voir passer ici. ». Ce à quoi mon frère répondit : « Il me semble que j'ai le droit de passer où bon me « semble. Je ne m'attaque à la liberté de personne, « je ne vois pas pourquoi on s'attaquerait à la « mienne. » — « C'est moi qui suis le roi », répondit l'agent, et il héla une patrouille qui passait et qui s'empara de Coatmeur.

« On devine le reste : traîné au poste, aux trois quart étranglé, et passé à tabac, il fut, après interrogatoire du commissaire, inculpé de violence, voies de fait, port d'arme prohibé (il était porteur d'un revolver), et condamné, vendredi dernier, à six mois de prison, par les bons juges de Brest.

« Toute cette histoire est la conséquence de la vengeance policière et bourgeoise. Pendant trois jours, mon frère avait distribué des journaux antimilitaristes aux conscrits.

« *La Dépêche*, grande feuille locale, était au comble de la joie, le lendemain de la condamnation. Elle félicitait le mouchard de n'avoir pas craint d'opérer l'arrestation d'un individu aussi dangereux (pour les bourgeois), et l'avait ainsi empêché de continuer son œuvre de démoralisatton. »

NANCY

Dans le bassin de Longvy. — A différentes reprises le camarade Merrheim a publié dans la *Voix du Peuple*, dans le *Mouvement socialiste* et dans l'*Ouvrier métallurgiste*, des bons de paye d'ouvriers mineurs ou métallurgistes de cette région.

Délégué moi-même dans le bassin par l'Union des syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle, pour des réunions syndicales, j'ai pu me procurer deux bons que nous allons publier.

Le vol des ouvriers est manifeste et cependant bien légal, puisque l'exploitation s'accomplit sous le contrôle vigilant (! ! !) de l'Etat. Celui qui pour manger prend un morceau de pain apprendra à ses dépens, que l'on ne touche pas impunément au principe de la propriété. Mais pour la Société des Aciéries de Longwy qui volent et qui tuent les travailleurs, il n'y a pas de répression, bien au contraire !

Société des Aciéries de Longwy.
Mines d'Herselange et de Moulaine.

BULLETIN DE X...
2e Quinzaine de Septembre 1906.

Gain.

926.90 tonnes à 1 fr. 05		97 fr. 30
A déduire		
Salaires des manœuvres	40 80	
Poudre et mèches	30 65	
Outillage	0 65	
Divers (outils, carbure)	5 »	77 fr. 50
Salaire net		20 fr. 20
pour 9 jours de travail, soit par jour		2 fr. 24
Décompte		
Salaire net		20 fr. 20
Retenue		
Caisse de secours	0 20	
Loyers	20 »	20 fr. 20
Reste à payer		0 fr. 00

BULLETIN DU MÊME
1re Quinzaine d'octobre 1906.

Gain

1736.90 tonnes à 1 fr. 05		181 fr. 85
A déduire		
Salaire des manœuvres	57 15	
Poudre et mèches	37 15	
Outillage	2 60	
Divers (carbure, outils)	9 50	106 fr. 40
Salaire net		75 fr. 45
pour 12 jours de travail, soit par jour		6 fr. 28
Décompte		
Salaire net		75 fr. 45
Retenues		
Caisse de secours	1 50	
— retraites	1 50	
Amendes	» 50	
Vivres	71 95	75 fr. 45
Reste à payer		0 fr. 00

Les lecteurs des *Temps Nouveaux* peuvent par la publication de ces deux bons, se rendre un compte exact de la situation ouvrière dans le bassin. Exploités par le patronat, dupés par les politiciens, discrédités par la presse immonde lorsque par exemple, comme l'an dernier, ils se révoltèrent pour ne plus être volés, nos camarades et ils sont nombreux commencent à s'orienter sérieusement vers l'action révolutionnaire. Les Varède, Uhry et consorts, que pendant trop longtemps ont préconisé ici l'action légale pour se défendre contre la voracité des capitalistes et l'arbitraire de la magistrature et de la police, sont heureusement brûlés. Des ouvriers français, belges ou italiens veulent se libérer et pour cela ils entrent en grand nombre dans nos syndicats anti-parlementaires. Aussi Varède n'est-il pas content ; dans un journal bourgeois il aboie contre les anarchistes de la Bourse du Travail de Nancy ou plutôt contre l'Union des syndicats de Meurthe-et-Moselle. Nous saurons faire taire ce monsieur.

J. S. Boudoux.

NIMES

Les Fileuses dans les Cévennes. — D'une lettre de Nimes :

« Vous n'avez eu que peu de détails sur la grève des fileuses. J'ai souvent eu l'occasion de vous envoyer les journaux. Je pense que c'est terminé partout. Je ne sais si vous avez visité une filature de soie. A Molières, dans les Cévennes, où je vais chaque année, il y en a une. C'est très intéressant ; mais, jamais comme cette année, je n'avais remarqué l'esclavage des fileuses. Elles sont là, devant leur bassin, surveillant le fil des cocons ; je crois qu'elles ne peuvent pas même penser ; elles m'ont paru autant machines que la machine. Elles rentrent le matin, à 6 heures (autrefois à 5), jusqu'à 8 ; de 8 à 9, elles déjeûnent, font leur toilette et celle de leurs petits. A 9 heures, elles arrivent, toutes d'un même pas cadencé, se remettant au travail jusqu'à 1 heure. De 1 heure à 2, elles dînent, et de 2 à 6 elles travaillent encore. Donc, en tout, 10 heures. Il y a sept ans, pendant que j'étais malade, à Molières, les fileuses du village voisin (Aumessas) se sont mises en grève ; elles réclamaient alors 1 franc 35, je crois, ou 1 franc 50. Les patrons n'ont pas cédé, et ont fait appeler des Italiennes. Les jeunes filles, qui n'ont pas voulu reprendre le travail, sont venues à Molières. Elles vivaient dans de mauvaises conditions, toutes entassées, dans la même chambre. Elles faisaient leur popotte à la hâte, se nourrissaient mal. Pendant ce temps, les Italiennes mettaient la désunion dans quelques ménages d'Aumessas. Petit à petit, les jeunes filles sont rentrées chez elles et se sont soumises ; les Italiennes sont retournées en Italie. Je crois bien qu'actuellement elles gagnent 1 franc 50. Je ne sais pas si elles réussiront à avoir beaucoup plus. Elles ne persévéreront jamais dans la grève, parce qu'elles ont bien besoin de la filature. Les ressources sont petites, il n'y a pas d'autre industrie. De plus, chaque printemps, les ménagères élèvent des vers à soie, et le patron achète les cocons. On a essayé de retirer du tannin du bois de châtaignier. Une usine s'est ouverte, mais les paysans ne sont pas confiants, ils n'aimaient pas vendre leur bois ; somme toute, l'usine n'a pas fait d'affaires et devait se fermer cet été. Cela aurait occupé les jeunes gens et les auraient retenus à la maison. — J. R. »

SAINT-CLAUDE

Lettre d'un Détenu. — Le camarade Léon Baudry nous envoie la lettre suivante. A ce sujet, plus d'un de nos amis déplorera l'absence d'un groupe de solidarité aux détenus. Et, cependant, il importe beaucoup que ceux de nos militants qui subissent les rigueurs de la vindicte bourgeoise ne soient pas oubliés par nous :

« J'ai été dans l'obligation, ce matin, de refuser la quittance que vous me faisiez présenter par la poste

Et cependant j'aurais été heureux de renouveler mon abonnement aux *Temps Nouveaux*, que je lis depuis trois ans.

« Mais ma mauvaise situation ne me permet pas de faire le plus léger effort : je suis en prison préventive, en attendant que je passe aux assises au mois de juin. Un pétard a éclaté, pendant les grèves, dans les sous-sols de l'habitation de M. Lançon, patron pipier et maire de Saint-Claude. Je suis impliqué dans cette affaire. D'autre part, je viens de m'entendre condamner, le 27 février dernier, à un an de prison pour déprédations commises sur une ligne téléphonique, lors de la grève générale du 27 septembre.

« Deux autres ont été condamnés à quatre mois pour le même fait, et deux autres à un an également pour déprédation sur une ligne de transport d'énergie électrique. Nous avons tous fait appel du jugement et, dans quelques jours, nous passerons devant la Cour d'appel de Besançon.

« Je suis en prison depuis le 4 décembre, et j'y resterai encore longtemps sans doute, car je ne crois pas que la Cour d'assises sera bien tendre pour nous. — Nous serons cinq ou six.

« Depuis trois mois, je ne sais rien de ce qui se passe autour de moi ; je suis seul ici, à Saint-Claude, et je suis sans argent : c'est ce qui fait que j'ai refusé la quittance, ce matin. Plus riche, je vous aurais prié d'envoyer le journal à une autre personne, et j'aurais payé l'abonnement ; mais, malheureusement, il ne me reste plus, pour tout bien, qu'une somme d'environ 10 francs.

» Vous voyez qu'il n'y a pas de mauvaise volonté de ma part, et c'est avec le regret bien sincère de ne pouvoir vous aider un peu, que je vous prie d'avoir, camarade, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

« LÉON BAUDRY. »

MONOGRAPHIE *(Suite et fin)* (1)

L'ouvrier agraire dans le Sud du Nivernais. — Entre la coupe du menu bois et le régal se fait l'abattage des chênes. Ce travail est exécuté par des spécialistes qui parfois sont en même temps scieurs de long ou charbonniers, leurs prix ont également augmenté, mais dans des proportions beaucoup moindres que leurs camarades bûcherons, cependant leurs salaires ont de tout temps été supérieurs à ceux de ces derniers. Ce sont des corporations peu nombreuses, ambulantes et éparses, et pour ces raisons inorganisées ; si leurs membres sont syndiqués, c'est en qualité de bûcheron, ce qu'il leur arrive d'être, en attendant d'exercer leur propre métier.

Leur rôle commence lorsque les bois sont abattus et vivent presque toujours dans la loge en forêt, la surveillance des fourneaux devant s'exercer nuit et jour. La loge est un abri construit avec des pièces de bois piquées debout, recouvertes de terre et affectant la forme pyramidale sur un plan rectangulaire ; un fagot bouche la nuit l'ouverture qui sert de porte. Selon les matériaux qu'ils ont sous la main, les scieurs de long en construisent simplement avec des piles de planches verticalement arc-boutées avec un arbre pour point d'appui ; ce sont des antres enfumés, où l'on vit en commun avec les rats et les puces, et souvent aussi avec les petits oiseaux.

Quant à l'employeur de tout ce monde, le marchand de bois, dont il a été jusqu'ici peu question, son portrait peut-être fait en quatre mots : C'est un exploiteur sans cœur et sans vergogne. Vous pouvez en rencontrer certains sur les chemins de fer, en 1re ou 2e classe, jouant entr'eux la manille à un franc le point. Dans le cours de ces quarante dernières années, ils ont presque tous fait fortune, ceux qui ne l'ont pas faite ce n'est que par manque d'avances ou parce qu'ils avaient la cervelle encombrée de quelques sentiments humanitaires.

Ces derniers temps, voyant le métier si florissant, certains jeunes hommes de la classe aisée sont entrés à leur tour dans la lice, mais soit dit à leur avantage, ils ont en général apporté un tempérament moins opiniâtre dans la résistance à l'ouvrier.

Les bois de l'État leur sont vendus, par adjudication au rabais, dans les préfectures, ceux des propriétaires par soumissions dans les études de notaires (autrefois à l'amiable).

Ne nous étendons pas davantage sur les marchands de bois, et revenons, pour terminer, au sujet plus intéressant qui fait l'objet de la présente esquisse, à l'ouvrier agraire. On constate qu'à mesure que les salaires augmentent, le chômage grandit et les vivres renchérissent, abstraction faite du pain, du vin et du loyer, la vie devient aussi chère qu'à Paris ; en plein pays de production, la viande y est plus chère et de qualité inférieure ; il y a disette de pommes de terre et de légumes, le beurre, les œufs, le lard atteignent des prix jusqu'ici inconnus, le renchérissement de toutes les denrées est-il passager et imputable à la sécheresse de l'année dernière, où est-il le résultat d'une crise économique incompréhensible et permanente ? Est-il particulier ou général ? L'observateur égaré devant ce problème hésite à se prononcer, se demandant si l'amélioration n'est pas plus apparente que réelle, et si les campagnes n'ont jamais été plus malheureuses qu'à présent. Aujourd'hui elles ne gardent rien pour vivre, et vendent tout pour faire de l'argent.

Que pourraient faire le paysan et l'ouvrier pour rompre ce cercle vicieux ? Poser la question c'est dit-on la résoudre.

CÉLESTIN PERRIER.

La Machine, 24 janvier 1907.

Mouvement international

CHINE

Premier essor de la Révolution en Chine. — En décembre 1906 éclata au centre de la Chine, dans les provinces de Kiang-Sie et de Hou-Nain sur la rive droite du Yen-Tsé-Kiang un mouvement révolutionnaire.

L'origine de ce soulèvement, appuyé et encouragé dans certains centres d'étudiants chinois, est due à l'initiative de *Ma-Foo-Ye* 馬福益.

Ma-Foo-Ye faisait partie d'une société secrète de l'ancien régime, dans laquelle s'étaient introduits depuis quelques années de nouveaux membres intelligents et conscients qui, dès lors, firent faire des progrès remarquables aux idées révolutionnaires.

Ma-Foo-Ye avait été officier dans l'armée chinoise ; il entreprit de convertir ses soldats. Après une propagande active auprès d'eux il atteignit son but.

Arrêté, voilà deux ans, par *Toinfan*, vice-roi actuel de Nankiang (1), il subit les supplices les plus cruels. Ma-Foo-Ye n'accusa personne autre que lui et fut enfin exécuté. Sa mort redoubla l'ardeur de ses camarades et de ses soldats convertis ; ils commencèrent alors le soulèvement de *Ping-Shiang*.

Plusieurs villes furent prises. Le gouvernement chinois, sérieusement menacé, envoya des armées de quatre provinces pour étouffer cette révolte. Le manque de munition obligea les révolutionnaires à se disperser momentanément. Bien que ce mouvement révolutionnaire n'ait pas eu un succès définitif, il imprima cependant une confiance plus profonde pour le combat à venir. La sécurité du peuple et celle des étrangers qui, dans les révoltes précédentes, avaient été menacés, ne furent, dans le soulèvement de Pieng-Shiang, nullement troublé.

Le gouvernement chinois fit ensuite de nombreuses arrestations. Voici les principales : Liopingshun 劉炳生, exécuté en janvier 1907, *Wang* 黃昌 et *Tsang* 張保慶, arrêtés ; Sun 孫毓筠, Wang 權王, Chui 徐敬吾, etc. (2).

Les mandarins n'ayant d'autre souci que de monter en grade, se servent actuellement de ce moyen, et continuellent les arrestations sont faites dans tous les milieux sur le plus léger soupçon.

(1) Tainfau, vice-roi actuel de Nanking, avait été envoyé en Europe pour y étudier les constitutions modernes. Avant son départ de Pékin, une bombe, qui ne l'atteignit pas, fut lancée contre lui par Woo-Yen 吳樾

(2) Une lettre particulière, reçue d'une correspondante du Japon, nous informe que les étudiants Sun et Wang, auraient été eux aussi exécutés.

Nos adversaires les plus dangereux sont : *Tielan* 鐵良, ministre de la guerre, *Toinfan* 端方, vice-roi de *Nankiang*, *Tsanchelon* 張之洞, vice-roi du Lian-Whou. Ils cherchent à implanter en Chine l'idée du militarisme, espérant ainsi maintenir la dynastie actuelle qui, elle, garantira leur privilège.

Pour rendre le peuple plus docile, ils l'effrayent par des massacres ; ils veulent en outre assouvir leurs vengeances et déclarer la guerre aux autres puissances dès que ce sera possible. Nous autres, nous ne désespérons pas de cette attitude ; au contraire, nous nous en félicitons, car rien n'est plus efficace que la réaction pour précipiter le mouvement révolutionnaire dont le soulèvement de Ping-Siang n'est que le commencement.

TSUNMIN.

RUSSIE

La Vie en Russie. — *Un de nos collaborateurs nous communique la lettre suivante d'une de ses correspondantes récemment rentrée en Russie après plus de vingt ans d'exil.* — Si je ne vous ai pas écrit pendant si longtemps, c'est qu'il n'est pas facile de s'acclimater dans ce pays de la désolation et de l'arbitraire. Car ici, on n'est plus un être humain, on est la chose de la police. Aussi, bientôt après avoir passé la frontière, j'ai pu goûter la douceur du séjour dans la patrie sous la forme du *domicilio coatto*. Je ne dois pas bouger sans en avertir la police ; l'entrée dans les deux capitales et dans les provinces elles-mêmes où elles se trouvent, m'est formellement interdite. Remarquez qu'aussitôt que l'on met les pieds dans un nouvel endroit, voir dans une autre maison de la même ville, on est tenu de présenter son passeport ; dans les grandes villes, même quand on vient passer un jour chez des amis, le concierge de la maison s'empresse de s'enquérir du visiteur et de lui réclamer son passeport.

Et malgré tout cela, malgré le danger permanent de la prison, de l'exil, je ne suis pas tentée de m'en retourner à Paris que j'aime tant et où j'ai laissé de si bons souvenirs. Le citoyen d'un pays libre, saura-t-il jamais comprendre cette satisfaction morbide de partager plus ou moins avec les autres les souffrances auxquelles, dans cette patrie, nul ne peut se soustraire ? Mais j'ai aussi une autre satisfaction, celle de voir le réveil du pays entier jusque dans ses villages les plus éloignés.

Pendant ces dernières années d'épreuves, les plus grandes que la nation devait subir, elle a grandi ; le paysan, lui aussi a grandi — : aujourd'hui c'est un être conscient qui s'intéresse à la vie publique, qui lit les journaux, réfléchit et qui, se voyant pour le moment impuissant à résister à l'arbitraire, souvent poussé jusqu'à lui infliger un châtiment inique et humiliant, porte ses regards vers l'horizon, où il entrevoit déjà l'aube d'une vie meilleure. A présent, il met tout son espoir en la Douma, où il enverra ses délégués, et il parle de soulèvement général au cas où cette deuxième Douma serait dispersée. Il envoie partout ses *khodoki* (émissaires) chargés de suivre le cours des élections, de s'informer, d'entretenir des relations dans les différents villages et de lui rendre compte de tout ce qu'ils ont appris.

Dans l'espoir suprême de voir enfin la justice réalisée il supporte passivement les traitements révoltants, dont voici le récit que je tiens de la bouche du paysan lui-même sous les yeux duquel la scène s'est passée. Dans son village, des agents de police étaient envoyés pour fustiger les retardataires pour le payement de leurs impôts. Ces malheureux chez lesquels on ne pouvait rien saisir devaient donc subir la peine corporelle pourtant abolie depuis plusieurs années. Le policier chargé de l'exécution attachait au bout de son fouet une courroie déchiquetée afin que les taillades de celle-ci pussent mieux entrer dans la chair du patient. Sa besogne terminée, il réclamait 30 *kopeck* (environ 1 franc), à l'homme fouetté en ajoutant cyniquement que ce serait pour remplacer la courroie usée sur son dos par une nouvelle. Et après avoir subi le supplice, ces mauvais payeurs apportaient la monnaie exigée à leur bourreau, car derrière celui-ci se tenait une escouade d'autres policiers armés de fusils chargés, prêts à partir au premier signal...

C'est la Douma qui est l'objet des préoccupations de tous les esprits, dans les villages comme dans les villes. Un autre paysan m'a raconté qu'un *astronome* avait dit que cette deuxième Douma ne donnerait rien, mais que la troisième demeurerait.

Bien entendu, tout cela se dit tout bas. Cependant, les répressions ne peuvent que retenir l'agitation, la rendre plus lente, y apporter certaines entraves, mais elles sont impuissantes à rendre à l'ancien régime sa force vitale. Telle une mer prise par la glace avec sa surface unie et morne, tandis que la vie grouille dans ses profondeurs.

M. S.

SUISSE

Un refus de témoignage judiciaire. — Un fait assez rare, mais typique, nous est signalé de Genève. Le docteur A. Skarvan, médecin au Grand-Lancy, appelé à témoigner, dans une affaire au reste banale, devant le tribunal de première instance de Genève, a refusé de comparaître, et a donné de son refus des motifs qui, pour n'être pas tout à fait ceux qui nous plairaient (car il nous semble vain d'aller chercher très loin, dans la Bible, ce que nous pouvons trouver très près de nous), n'en méritent pas moins d'être reproduites. Voici la lettre du docteur Skarvan :

« A votre assignation, accompagnée de différentes menaces du 25 courant, d'avoir à comparaître jeudi prochain, en qualité de témoin, devant le Tribunal, je me vois oblige de répondre par un refus, c'est-à-dire que je ne me présenterai pas à l'appel.

« Avant tout je tiens à faire observer que cette décision de ma part ne se rattache nullement de façon particulière au procès de Mme G... Ceci absolument pas ! mon refus repose sur tous autres motifs.

« Par principe et par naturel, je suis un adversaire déclaré de violence quelconque, c'est pourquoi je ne reconnais non plus point de tribunaux basés sur la violence et agissant par la violence, oui plus que cela, je leur portai toujours une aversion invincible, et c'est là, là seulement qu'est la cause de ce que je ne réponds pas à votre sommation dans le cas en question. Je suis un idéaliste dans le sens que l'aspiration à la liberté, à l'amour, au bien est pour moi vraiment cause sérieuse, tout comme je professe la doctrine de Christ, qui non seulement avait condamné et défendu par les paroles les plus claires toute violence, mais aussi tout jugement, toute punition et serment s'y rapportant (Math. V, 34, 39, 40, 44 ; VII, 1-6 ; XII, 24-29 ; XVIII, 21-35, Jean, VIII, 3-11, etc.), comment pourrais-je donc figurer comme témoin devant les tribunaux ? Vraiment, ce serait m'abaisser lâchement au blasphème de ce qui est le plus sacre en moi si j'en agissais de la sorte ! Pour moi c'est clair comme le jour que les tribunaux sont une institution irraisonnable et brutale qui, même d'après le dire de bien des juristes, ne répond absolument pas à leur prétendu but, institution non chrétienne et même antichrétienne, psychologiquement une grossière erreur, une honte de notre époque, un reste des temps de la plus sombre barbarie ! Les tribunaux existent pour venger et soutenir l'injuste ordre actuel. Participer à cette institution, pour ma part, je le considère indigne d'un homme.

« Donc, rien autre que des motifs d'ordre purement moral me retiennent de comparaître à l'audience de demain.

« Docteur Al. SKARVAN. »

BELGIQUE

Mouvement ouvrier. — A peine le fameux conflit du charbonnage du Hasard est-il terminé que les mineurs de Rétinne, à nouveau, se mettent en grève (1). Motifs : tracasseries de la part des dirigeants du charbonnage à l'égard du comité syndical et renvoi d'un membre de ce comité.

Cela n'a, certes, rien d'étonnant, pour celui qui suit attentivement le mouvement ouvrier en Belgique. Lors du premier conflit survenu à Rétinne, l'accord fut presque général pour la cessation du travail ; seulement, ils menèrent la grève avec une mollesse telle que les exploiteurs belges n'en sont nullement effrayés. Au contraire, et les dirigeants du charbonnage du Hasard viennent de le démontrer.

Les ouvriers ne se sont pas laissés faire ; seulement on n'oserait leur garantir le succès en voyant l'absence de tout mouvement énergique contre les exploiteurs.

Certes, il est fatalement regrettable que les politiciens de Liège et des environs jouent un si grand rôle dans ce mouvement, car, la propagande énergique des camarades révolutionnaires de cet endroit n'est pas encore suffisamment ferme et vivace pour faire réfléchir d'abord, et agir ensuite, le grand nombre de travailleurs inconscients de la province de Liège.

Nouvelles poursuites contre l'Action Directe. — Pour la troisième fois, depuis deux ans, l'*Action Directe* recevra les honneurs de la Cour d'Assises.

En effet, le 20 février, des perquisitions furent opérées aux bureaux de la rédaction, chez le camarade Preumont et chez d'autres militants. Quatre syndicalistes révolutionnaires sont, à nouveau, poursuivis. Ce sont les amis Preumont, Kinif, Quibus et Béguin. Tous quatre mineurs et militants énergiques de la jeune Confédération du Travail.

Au domicile de Preumont, secrétaire de la Fédération révolutionnaire des mineurs du bassin de Charleroi, lors de la perquisition, opérée en son absence, ce fut une vraie râfle ! On enleva tous les papiers, cahiers, procès-verbaux, copies, clichés ! On fit de même chez l'imprimeur, le camarade Thonar, de Herstal, auquel on enleva même la copie qu'il était occupé à composer, en espérant, sans doute, que cela empêcherait l'*Action Directe* de paraître. Loin de là, l'organe de la Confédération du Travail fut imprimé et lancé, comme si rien n'était survenu et, il en sera toujours de même, malgré toutes les perquisitions et saisies possibles.

Le but que poursuivent ces messieurs de la magistrature est assez visible : la disparition complète de l'*Action Directe* et de la Confédération du Travail, qui, en ces derniers temps, a fait beaucoup de propagande.

Pour cela, ils essayent d'emprisonner, le plus possible, de militants et de secrétaires de syndicats révolutionnaires. Quant au Parti Ouvrier, il suit une marche centralisatrice effrayante et ne s'occupe aucunement des militants révolutionnaires, si ce n'est pour les combattre et les traiter d'agents provocateurs. La fameuse Ligue des Droits de l'Homme dort d'un sommeil profond et il n'y a guère que les camarades révolutionnaires pour organiser un mouvement de protestation qui d'ailleurs s'ébauche assez bien.

Nous nous permettons d'attirer, sur ce point, l'attention des camarades de la Confédération du Travail de France. N'y aurait-il pas, pour eux, grande importance à s'occuper un peu du mouvement syndicaliste révolutionnaire en Belgique ? Nous croyons qu'il serait très utile que les camarades de France continuent l'œuvre de propagande ébauchée par Lenoir, à Marchiennes ; cela nous aiderait puissamment.

°°°

Comme une grande partie des militants de la Confédération du Travail seront emprisonnés d'ici peu de temps, il est presque certain que le Congrès de la Confédération aura lieu au commencement de septembre au lieu des 19 et 20 mai.

Il sera le point de départ d'une propagande de plus en plus intensive, car, les camarades belges n'entendent nullement désarmer devant les tracasseries gouvernementales et la grossière indifférence des socialistes. Il est vrai que pour ceux-ci, la conquête du suffrage universel prime tout.

ANTHEUNIS.

BIBLIOGRAPHIE

M. Charles-Louis-Philippe a une façon d'écrire que je ne puis m'empêcher de comparer à la façon de peindre de Carrière. Ses personnages sont estompés, paraissant se mouvoir dans le brouillard.

Cette façon d'écrire — comme de peindre — est excellente pour certains sujets. — Je me rappelle d'avoir lu de cet auteur un petit volume : *La Mère et l'Enfant*, qui, à mon avis, est un petit chef-d'œuvre ; mais toujours à mon avis, il y a des sujets pour lesquels cette façon mignarde d'écrire ne se prête pas, comme *Bubu de Montparnasse*, par exemple, où cette recherche d'impressions puériles, vous présente le monde des souteneurs et des prostituées sous un jour absolument faux, en donnant des airs d'idylle aux chevaliers du surin qui vous apparaît comme un instrument inoffensif, des taloches se donnant des airs de caresse.

Dans le dernier volume de l'auteur, *Croquignolle* (1), c'est d'un employé de bureau dont il s'agit. Il vient de faire un héritage inattendu. Il lâche le bureau, séduit la fiancée d'un collègue, se lance dans la noce et, l'héritage dissipé, se sentant incapable de reprendre la vie de mollusque qu'il mena au milieu de ses collègues, il préfère se suicider.

Il y a des personnages et des aventures dans ce roman ; les collègues de bureau de Croquignolle, ainsi nommé parce qu'il distribue de cette friandise aux dames. Il y a la petite Angèle qui, elle aussi, se suicide parce que la délaisse son soupirant lorsqu'il apprend de Croquignolle que celui-ci en a obtenu, ce que lui-même n'osait demander. Mais cette mort vous laisse calme, car tout ce monde flotte si légèrement dans le brouillard de l'indécision, marmottant des phrases semblables à des zézaiements d'enfant, que cela vous ôte toute idée de réel.

M. François Vallet s'imagine avoir trouvé le moyen de combattre le capitalisme en préconisant de retirer de la circulation le plus d'argent possible, en ne versant jamais un sou aux emprunts, dans les loteries, dans les mutualités, caisses de retraite, etc., en retenant, sauf pour les dépenses absolument nécessaires, tout ce que l'on pourra d'argent monnayé.

En ce qui concerne les travailleurs, le Conseil est à peu près inutile. Combien d'eux ne verseront jamais rien aux emprunts, ni à aucune autre caisse — Et pour cause ! — Quant à retenir le capital monnayé pour l'étouffer, cela leur est tout aussi impossible, condamnés qu'ils sont, à des privations perpétuelles.

Quand à ceux qui souscrivent aux emprunts, il faut bien peu connaître leur mentalité pour s'imaginer que, séduits par l'idée de contribuer à la chute du régime capitaliste, ils vont garder leurs économies, improductives, par dessus eux.

Et puis, M. Vallet se trompe en croyant que, parce que les individus garderont leur argent chez eux, le régime capitaliste en mourrait.

Il y aura toujours du métal pour frapper de la monnaie devenue rare, du papier pour imprimer des billets de banque ou des chèques. Du reste, avec le développement du capitalisme, le besoin de monnaie va s'atténuant.

A l'heure actuelle, les plus fortes opérations capitalistes se soldent, par de simples calculs de différences.

Ce qui fait, surtout, le régime capitaliste, c'est qu'une minorité possède le sol, sous-sol, et les instruments de travail, s'en servant pour exploiter la force de production de la majorité qui ne possède rien. C'est là-dessus que vit le capitaliste, et qu'il vivra tant qu'on ne lui aura pas enlevé les moyens d'exploiter.

Evidemment, les travailleurs doivent faire le vide autour des institutions capitalistes, lorsqu'ils en auront compris tout le mensonge, mais comme on ne peut pas arrêter la consommation, on ne tuera le capitalisme qu'en le dépossédant de ce qu'il détient indûment.

J. GRAVE.

Nous avons reçu :

Lois collectivistes pour l'an 19..., par G. Dazet, 1 vol. 5 fr. 50, chez Cornély, 101, rue de Vaugirard.

Militarismus und antimilitarismus, par le Dr Karl Liebknecht, Verlag Buchdruckerei aktiengesellschaff, Leipzig.

El militarismo, por Domela, 1 broch. « Biblioteca blanca », Buenos-Ayres.

(1) Voir, à ce propos *Les Temps Nouveaux*, année 1907, n° 45, page 5.

(1) Voir les numéros précédents.

(1) Un vol. 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

A Anarquia e a Egreja por E. Reclus et Grugou, 1 broch. à « Novos Horiontes », 15, rua da Vinha, Lisbonne.

Les Barbacoles, par G. Normand, 1 vol. 3 fr. 50, chez Albin-Michel, 59, rue des Mathurins.

Poésies de H. Ibsen, traduction de Ch. Bigault de Casanove, 1 vol. 3 fr. 50 au *Mercure*, 26, rue de Condé.

Théâtre de Molière, tome I, 0 fr. 95, chez Flammarion.

Le Gouffre de la Liberté, par Reepmaker, 1 vol. 3 fr. 50, chez Stock.

La Musique, ses lois, son évolution, par J. Combarieu, 1 vol. 3 fr. 50, chez Flammarion.

O Semeador, par A. Foscolo, 1 broch. à Taboleiro-Grande.

Guerre et Patries, par J. Cazaux, 1 brochure 0 fr. 10 (7 francs le 100), à « l'imprimerie coopérative », 39, rue Peyrolières, Toulouse.

A voir :

La Mouise, dessins de B. Naudin, « assiette au beurre », n° 308.

Correspondances et Communications

L'Association internationale « Paco-Libereco » voudrait correspondre avec des révolutionnaires d'Italie, du Portugal, Danemark, Norwège, Canada, Chine, Japon, connaissant la langue internationale Espéranto.

Ecrire au secrétaire R. Louis, 45, rue de Saintonge, Paris (3e).

Maison du Peuple du XXe, 37, rue des Gâtines (métro Gambetta). — Samedi prochain, 16 mars, à 8 h. 1/2 du soir, *Grand Concert-Conférence*, suivi de Bal.

Conférence par le citoyen Lévy-Ullmann : « La suppression des Conseils de guerre ».

CONVOCATIONS

° **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 15 mars ; René Kerdybe (A. E. R.) Shakespeare : L'homme et l'œuvre.

Mardi 19 mars ; Marcel Braibant (A. E. R.) : Les divers systèmes d'impôts sur le revenu appliqués en Europe.

° **Association internationale « Paco-Libereco »**, 45, rue de Saintonge, salle du premier étage, cours élémentaire et cours supérieur d'Espéranto, tous les lundi, à 8 h. 3/4.

° **Association internationale antimilitariste** (Section des XIIe et XXe arrts). — Réunion vendredi 15 mars 1907, à 8 h. 1/2 du soir, au siège de la section, 37, rue des Gâtines.

Ordre du jour :

Organisation d'un meeting pour le 24.

° **Groupe anarchiste des IIIe et IVe arrt**. — Vendredi 15 mars, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple, 20, rue Charlemagne, Socialisme ou Anarchie, par Jean Goldski.

° TOURS. — **Théâtre du peuple.** — Samedi 16 mars, à 8 h. 1/2 du soir, salle Daupterre, rue de la Faye, début du théâtre. Chœurs, chants et récits révolutionnaires au programme.

Le Ciment romain, en un acte, de Léo Dhallus. Entrée 0 fr. 25 pour les frais.

° LYON. — **Groupe artistique libre.** — Dimanche 17 mars, à 8 heures du soir, salle Dagand, 5, grande rue de la Croix-Rousse. Concert pour l'anniversaire de la Commune. On jouera *Le Portefeuille*, un acte d'Octave Mirbeau.

Le camarade Pierre Dumas fera une causerie sur la *Commune*.

° LEVALLOIS-PERRET. — **Section antimilitariste.** — Vendredi 15 mars, à 9 heures, café de l'Eglantine, 91, rue Chevallier, causerie sur les moyens de propagande, par le camarade Issaly.

La section a décidé de se séparer du Comité national, qui constitue, à son avis, une suzeraineté portant entrave au libre développement des sections.

Donc à partir de ce jour, elle devient autonome.

° **Union Fraternelle des Syndiqués du XXe**. — *Causeries éducatives*, tous les vendredis soirs, à 8 h. 1/2.

Vendredi, 15 mars, causerie entre camarades : *Les deux méthodes du Syndicalisme*. — Entrée libre.

Siège social, 37, rue des Gâtines (maison du Peuple du XXe. — Permanence, tous les dimanches matins, de 9 h. à 11 h. 1/2.

° **Art et Science.** — Dimanche, 17 mars, à 9 h. 3/4 du matin, visite de l'atelier du peintre en décors de théâtre Amable, 49, rue du Général-Brunet.

EN VENTE

Tirage avant la lettre de l'affiche de Steinlen pour les *Temps Nouveaux*. Superbe lithographie de 68/50, marges comprises. — Tirage restreint. Prix : 3 francs, à notre bureau.

A NOS LECTEURS

Il nous est rentré des gares, comme invendus, une centaine d'exemplaires des séries 1 et 2 du *Coin des Enfants*.

Sans être très abîmés, ils sont assez défraîchis pour que nous ne puissions les vendre comme les neufs. Au lieu de les solder, nous préférons en faire profiter nos lecteurs. Nous les laissons au prix de 1 fr. 25 franco à Paris et 1 fr. 50 par la poste, jusqu'à épuisement du solde.

Il n'en reste qu'un nombre restreint, ceux qui veulent profiter de l'occasion feront bien de se dépêcher.

Nous rappelons que nous les avons fait relier sous une jolie couverture toile, tête dorée, et que neufs ils constituent un joli cadeau à faire à un enfant.

L'exemplaire neuf, 3 fr. Les trois exemplaires, 7 fr. 50 franco.

Vient de paraître :

Le tome II de *l'Internationale* (documents et souvenirs) par James Guillaume.

Comme nous l'avons déjà annoncé, la période racontée dans ce volume va du Congrès romand de la Chaux-de-Fonds (4 avril 1870) jusqu'au fameux Congrès de la Haye inclusivement (27 septembre 1872), comprenant la scission, la guerre, la Commune.

Ce volume dont le prix en librairie est de 6 francs sera laissé à nos lecteurs au prix de 4 fr. 20 pris dans nos bureaux, 5 fr. 25 recommandé par la poste à l'intérieur, et 5 fr. 40 recommandé pour l'extérieur.

Petite Correspondance

GROUPE DE LEVALLOIS. — Convocation trop tard. Pour le mardi.

H., à DIGNE. — Ai expédié le volume manquant. Excusez-nous de l'erreur.

LES CAMARADES DE TOURS pourraient-ils nous dire s'il y a du travail pour un mécanicien dans leur localité ?

D., à EZANVILLE. — Nos affiches sont d'un seul type. C'est pour des nécessités de fabrication que le format du papier a été changé, mais le format du texte est resté le même.

B., à ALLEINS. — Nous attendrons.

Reçu pour le journal : H. D., à Londres, 2 fr. 50. — A. M., à Buckingham, 5 francs. — Chabert, 1 fr. — Au bureau, 11 francs. — *Vente de vieux timbres*, 2 fr. — V. de W., à Mons en Barœul, 1 fr. — B., rue W., 1 fr. — Merci à tous.

L. C., à Lorette. — B., à Saint-Vallier. — S. W., à Mayence. — M., à Chaux-de-Fonds. — P. D., à Couillet. — P. G. V., à Ferrol. — C., à Aubignan. — M., à Toulon. — H., Le Havre. — J. L., à Montigny. — L. P., à Liverpool. — F. G., à Bordeaux. — M., à Latchington. — N. D., à Saint-Etienne. — R. B., à Clamecy. — M., à La Montagne. — L., à Clamecy. — R., à Ans. — L., à Tourcoing. — P., à Arcueil. — G., à Bastia. — Librairie artistique, Creil. — J. S., à Saint-Junier. — C., à Carmaux.

Reçu timbres et mandats.

En Vente "Aux Temps Nouveaux"

AUX JEUNES GENS, par Kropotkine, couverture de Roubille .... » 15
LA PESTE RELIGIEUSE, par J. Most .... » 10
L'EDUCATION LIBERTAIRE, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul .... » 15
A EMILE ZOLA, par Ch. Albert .... » 15
ENSEIGNEMENT BOURGEOIS ET ENSEIGNEMENT LIBERTAIRE, par J. Grave, couverture de Cross » 15
LE MACHINISME, par J. Grave, avec couverture de Luce .... » 15
LES TEMPS NOUVEAUX, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro .... » 30
PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE, par W. Tcherkersoff .... » 30
LA PANACÉE RÉVOLUTION, par J. Grave, avec couverture de Mabel .... » 15
L'ORDRE PAR L'ANARCHIE, par D. Saurin .... 1 »
L'ART ET LA SOCIÉTÉ, par Ch. Albert .... » 20
A MON FRÈRE LE PAYSAN, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier .... » 10
LA MORALE ANARCHISTE, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe .... » 15
DÉCLARATIONS, d'Etiévant, couvert. de Jehannet » 15
RAPPORTS AU CONGRÈS ANTIPARLEMENTAIRE, couverture de C. Dissy .... » 85
LA COLONISATION, par J. Grave, couverture de Couturier .... » 15
ENTRE PAYSANS, par E. Malesta, couverture de Willaume .... » 15
LE MILITARISME, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache .... » 15
PATRIE, GUERRE ET CASERNE, par Ch. Albert, couverture d'Agard .... » 15
L'ORGANISATION DE LA VINDICTE APPELÉE JUSTICE, par Kropotkine, couverture de J. Hénault .... » 15
L'ANARCHIE ET L'EGLISE, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont .... » 15
LA GRÈVE DES ELECTEURS, par Mirbeau, couverture de Roubille .... » 15
ORGANISATION, INITIATIVE, COHÉSION, J. Grave, couverture de Signac .... » 15
LE TRÉTEAU ELECTORAL, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck .... » 15
L'ELECTION DU MAIRE, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton .... » 15
LA MANO NEGRA, couverture de Luce .... » 15
LA RESPONSABILITÉ ET LA SOLIDARITÉ DANS LA LUTTE OUVRIÈRE, par Nettlau, couverture de Delannoy .... » 15
ANARCHIE-COMMUNISTE, Kropotkine, couverture de Lochard .... » 15
SI J'AVAIS A PARLER AUX ÉLECTEURS, J. Grave, couverture de Heidbrinck .... » 15
LA MANO NEGRA ET L'OPINION FRANÇAISE, couverture de Hénault .... » 10
LA MANO NEGRA, dessins de Hermann-Paul .... » 40
DOCUMENTS SOCIALISTES, Dal .... » 40
AU CAFÉ, Malatesta .... » 30
ENTRETIEN D'UN PHILOSOPHE AVEC LA MARÉCHALE, par Diderot, couvert. de Grandjouan. » 15
L'ETAT, SON ROLE HISTORIQUE, par Kropotkine, couverture de Steinlen .... » 25
AUX FEMMES, Gohier, couverture de Agard .... » 15
LA FEMME ESCLAVE, Chaughi, couverture de Hermann-Paul .... » 15
LE PRÊTRE DANS L'HISTOIRE, par Roméo Manzoni, franco .... » 35
LE PATRIOTISME, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henri .... » 20
LA GRÈVE GÉNÉRALE, par Briand .... » 10
L'ANTIPATRIOTISME, par Hervé .... » 15
LE PROCÈS DES QUATRE, Almereyda .... » 20
LE ROLE DE LA FEMME, Fischer .... » 25
MILITARISME, Fischer .... » 25
LA GUERRE, Mirbeau .... » 35
L'EVOLUTION DE LA MORALE, Letourneau .... » 35
LETTRE A UN PAYSAN, Loquier .... » 10
TRAVAIL ET SURMENAGE, Pierrot .... » 80
DEUX TZARS, par Mme M. S. .... » 30

Faites-nous des Abonnés

Dans le prochain numéro, dessin de Hermann-Paul.

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

A PROPOS DE L'AFFAIRE SOLEILLAND



— Qu'est-ce qu'ils ont fait ?
— Rien ! l'père du gosse est en prison !

Dessin de LUCE.

12e ANNÉE. — N° 47.

23 MARS 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la p. 8 le dessin de Hermann-Paul

SOMMAIRE

Vols de Fonctionnaires

L'histoire de ce monsieur Thomas, gros fonctionnaire qui a profité de sa situation pour piller les bibliothèques confiées à sa garde, pourrait être instructive ; si, au lieu de raconter par le menu tous les méfaits de ce peu intéressant individu, la presse vénale voulait bien faire comprendre au public combien on se moque de lui, quand on intitule bibliothèques nationales, ou salles publiques des locaux uniquement réservés à quelques privilégiés, et payés cependant par tous les contribuables.

Parmi toutes les salles de la Bibliothèque nationale, une seule est ouverte au public, qui peut y entrer, sans carte, mais seulement de 9 heures du matin à 4 heures ou 6 heures du soir, c'est-à-dire précisément aux heures où tous ceux qui ont besoin de travailler, sont occupés.

Quant aux autres salles, on n'y accède qu'avec des cartes que l'administration accorde ou refuse, à son gré, sans avoir à justifier ses arrêts. En fait, les favorisés sont tous des gens occupant des carrières libérales et tous ces miséreux, véritables travailleurs manuels de la plume, qui vont copier la documentation nécessaire aux auteurs confortablement retirés dans leurs cabinets de travail.

Au moins ceux auxquels on octroie la faveur de profiter des richesses de la Bibliothèque Nationale, peuvent-ils en profiter ?

Pour le croire, il ne faudrait pas connaître les ressources d'une administration pour empêcher toute œuvre utile.

Arrivé dans la salle de travail, après avoir montré sa carte, le lecteur indique sur une feuille spéciale le volume qu'il désire, et la remet à un employé. Il n'a plus qu'à s'asseoir et... à attendre. Cette attente n'est jamais moindre d'une heure, et souvent plus. Or, à moins d'être rentier, il est rare que quelqu'un dispose de plus d'une heure ou deux, au milieu de la journée, pour aller faire une recherche dans une bibliothèque. C'est donc au moment où l'on est obligé de partir qu'on se trouve à même de regarder l'ouvrage qu'on demande, et il faut en moyenne huit jours pour faire une lecture de six ou sept heures.

A moins cependant qu'il arrive (et cela arrive souvent) que le deuxième ou le troisième jour de votre pèlerinage à la Bibliothèque, l'employé vienne, au bout de son heure de recherche, vous avertir que le volume que vous lisiez est « à la reliure ».

Cela se produit si fréquemment que le lecteur non informé pourrait légitimement s'étonner du nombre incommensurable de reliures que subissent les livres de la Bibliothèque. Mais rassurez-vous. Le budget consacré au relieur est assez modeste. L'expression « à la reliure » sert à dissimuler au public les prêts de livres dont jouissent quelques privilégiés.

Oui, ces livres gardés avec un soin si jaloux qu'il faut solliciter une faveur de l'administration et prouver qu'on n'a pas les allures d'un voleur pour pouvoir les consulter sur place, sous l'œil des employés qui ont le droit de vous fouiller encore à la sortie, ces livres de travail et bien mieux les ouvrages rares et coûteux que personne, ou à peu près, n'est admis à voir, eh bien, les gros fonctionnaires, les Thomas et autres, peuvent les emporter chez eux, à pleines serviettes, dans des voitures de déménagements, avec l'aide même des employés qui en ont la garde.

Et cela n'est pas spécial à la Bibliothèque Nationale non plus qu'à celle des Beaux-Arts.

Dans toutes les grandes salles de livres dont le catalogue est un sujet d'orgueil pour tous les Français, heureux d'avoir gratuitement à leur disposition un si précieux fonds de science, il est pratiquement impossible de travailler.

Le public est maintenu silencieux et immobile par les soins des gardiens. Mais dans ce grand silence de la foule perce le bruit de la conversation vive et animée de monsieur le sous-bibliothécaire ou quelques messieurs très décorés qui s'en vont avec une pile de bouquins sous les bras. Précisément c'était un de ces bouquins que vous veniez consulter : « A la reliure », vous répond flegmatiquement le garçon en vous rendant votre bulletin.

A la Bibliothèque de la Faculté de médecine, certains ouvrages restent absents un an et plus. Messieurs les professeurs qui, comme chacun sait, écrivent leurs ouvrages par la plume de leurs élèves, confient à ceux-ci les volumes nécessaires à leur documentation. Les élèves en font profiter leurs amis. C'est si commode de lire et de travailler chez soi, en fumant, les pieds sur les chenêts !

Et puis, le public, disent-ils, se soucie si peu de lectures savantes. Voyez combien est restreint le nombre de ceux qui fréquentent les Bibliothèques publiques.

Parbleu ! il est même étonnant qu'il se trouve tant de gens assez patients, disciplinés, et peu occupés pour attendre chaque fois une grande heure un ouvrage dont ils liront dix pages en une séance, et dont ils risquent fort de ne pas connaître la fin, parce qu'il se trouvera un beau jour « à la reliure. »

Le remède à cette invraisemblable organisation est tout simple : libre accès du public dans toute bibliothèque, sans carte, sans faveur, à toute heure, depuis le matin jusqu'à minuit. Libre disposition de presque tous les ouvrages (sauf ceux d'un prix très élevé, exemplaires uniques, etc...), en se conformant à une organisation simple qui permette de retrouver l'ouvrage à sa place, la lecture terminée.

Interdiction absolue de tout prêt, même pour le Président de la République.

Indication sur un tableau affiché des livres réellement à la reliure.

Et c'est tout. La seule surveillance efficace est celle du public. Elle s'exerce utilement non seulement sur les lecteurs voisins, mais encore, ce qui est au moins aussi nécessaire, sur les fonctionnaires soi-disant gardiens des livres.

Le cas Thomas n'est pas isolé. J'en connais personnellement de plus graves, de plus préjudiciables à notre richesse en œuvres d'art, et dont les bénéficiaires jouissent en paix du résultat de leurs déprédations.

Mais peu importent les individus. Ce qu'il faut, c'est établir une organisation logique là où il n'existe que le favoritisme facilitant le vol.

MICHEL PETIT.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

La Barricade

I

Grand débat, la semaine dernière, à la Chambre, au sujet de la grève des électriciens. Interpellant le gouvernement, Jaurès défendant le droit de grève, flétrit l'intervention gouvernementale faisant prendre par des soldats la place des ouvriers en grève.

Pour se disculper, M. Clemenceau commença par demander à Jaurès ce qu'il aurait fait s'il avait été à sa place, à lui, Clemenceau. Et Jaurès répondit de belles phrases, invoquant la Convention et la Commune de Paris, mais se gardant bien de se mettre, même en imagination, à la place de Clemenceau ; car il est de toute évidence que, à sa place, il n'aurait pu agir autrement que lui et que, quel que soit celui qui consentirait à s'installer au ministère de la place Beauveau, il lui serait impossible d'agir autrement, à moins qu'il ne fût décidé à se faire balayer dans les vingt-quatre heures, ou assez fort pour tenter un coup d'Etat.

Jaurès à la place de Clémenceau, c'est Clémenceau qui aurait développé l'interpellation Jaurès, et Jaurès qui aurait débité le discours Clemenceau. C'est une des morales que l'on peut tirer de cette séance.

—

M. Clemenceau qui, lorsqu'il n'était que simple journaliste, lorsque, n'ayant d'autre préoccupation que de dégager la morale des faits sociaux qui s'imposaient à l'attention de chacun, savait si puissamment dépeindre la misère du travailleur en lutte contre les forces sociales coalisées pour le maintenir dans la gêne et l'esclavage, aurait, sans doute, su trouver des mots plus justes, des traits plus acérés, pour démontrer que le rôle du pouvoir politique étant d'assurer la tranquillité des repus, il était de toute logique que ses forces intervinssent contre les forces ouvrières, mais qu'il était de toute logique aussi que les forces ouvrières en lutte contre les exploiteurs économiques, se révoltassent contre les forces politiques se mettant en travers de leurs réclamations, fussent-elles commandées par le ministre le mieux intentionné.

Aujourd'hui qu'il est ministre chargé de « maintenir l'ordre », si M. Clemenceau ne trouve pas que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes, s'il reconnaît que l'ouvrier a le droit de réclamer c'est que si les idées changent avec la situation, c'est toujours désagréable de venir du jour au lendemain désavouer ce que l'on a proclamé la veille, surtout lorsque cela s'étale, imprimé, le long des pages qui sont le meilleur de votre gloire.

M. Clemenceau concède que le monde capitaliste a besoin de fortes améliorations, que l'ouvrier a le droit de les réclamer ; seulement ce droit il ne le possède que dans la limite où ces réclamations ne gêneront personne ; autrement dit, lorsqu'elles n'empêchent pas M. Clemenceau de gouverner en rond.

—

L'ouvrier est las de faire entendre des plaintes inutiles. Il est fatigué de réclamer des réformes qu'on lui avoue être nécessaires, mais qu'on refuse de réaliser, parce que ceux dont on diminuerait les privilèges se refusent à les accepter.

Alors, comme il a appris que ces privilèges sont injustes puisqu'ils ne résultent que des vols qui ont été opérés au cours des siècles sur le travail, la liberté et la substance des producteurs, il s'avise de geindre un peu moins, et de chercher à réaliser lui-même ce qu'il veut obtenir. « Halte-là ! » viennent lui crier ceux qui lui ont le mieux démontré qu'il n'était, dans l'état social, qu'un être exploité et opprimé, et qu'il le sera tant qu'il sera assez bête pour le supporter, « vous n'avez pas le droit de venir troubler l'ordre public. »

En effet, l'ordre public étant le bon fonctionnement de l'ordre de choses tel qu'il existe, la sauvegarde et la défense des privilèges existants, c'est le troubler évidemment que de vouloir le changer, de sorte qu'on ne prévoit pas trop où, quand et comment les travailleurs auront le droit d'exiger plus de liberté, et une meilleure rémunération de leur travail.

Car, d'après la thèse de M. Clemenceau, ce n'est pas non seulement le droit de se révolter qu'il leur refuse, mais la pratique du droit de grève qu'en théorie, il leur concède.

Si une grève vient troubler les rapports sociaux, le devoir d'un ministre n'est pas de rechercher si les réclamations des grévistes sont justes — M. Clemenceau ne s'est pas posé cette question — c'est d'intervenir pour que le travail quitté par les grévistes, soit rétabli le plus vivement possible.

C'est-à-dire, en langage clair, que toutes les forces sociales : la police, l'armée, soient mises au service des exploiteurs pour qu'ils puissent se passer des grévistes.

Le travailleur ayant été assez bête pour se laisser mettre la livrée capitaliste sur le dos, devra faire comme soldat le travail qu'il se refuserait à exécuter comme civil, payé pour faire ce travail, sur les fonds que l'impôt continue à drainer sur le travail producteur.

—

Ils sont beaucoup, comme cela. Théoriquement, le travailleur a le droit de protester, de se mettre en grève, de manifester, à une seule condition : « ne pas troubler l'ordre public, et que ceux qui n'ont rien à réclamer ne soient nullement troublés en leurs jouissances. »

Le pis est, c'est que ces gens-là se croient très libéraux, et ne s'aperçoivent pas qu'ils se fichent ainsi du monde.

Vouloir que l'ouvrier obtienne des concessions de ceux qui l'exploitent, en prenant bien soin de ne les gêner en rien dans leur exploitation, ça serait aussi efficace que celui qui, tombé entre les pattes d'un tigre n'ayant pas mangé depuis huit jours, espérerait s'en tirer, en lui expliquant quelle bonne action il ferait en le laissant aller retrouver sa famille inquiète.

Le patron n'accorde une amélioration de salaire à ceux qu'il exploite que lorsqu'il espère la compenser par un travail plus intense, ou qu'il entrevoit la possibilité de la faire payer par le consommateur. Mais, comme l'un et l'autre moyen ne sont pas extensibles à volonté, l'industriel arrive vite à la limite des concessions qu'il peut faire. Ce n'est qu'à son corps défendant qu'il consent à faire droit aux réclamations qu'on lui adresse.

Que l'industriel se refuse aux concessions qui le mettraient en état d'infériorité en regard de ses concurrents, c'est, évidemment, son droit de capitaliste. Mais est-ce une raison pour les travailleurs de renoncer aux améliorations qui leur sont indispensables, parce que leurs réclamations ont pour résultat de rendre à leurs exploiteurs impossible la continuation de l'exploitation ?

Pour ceux qui se sont donné le rôle de médiateurs entre les trravailleurs et les capitalistes, c'est toujours par la situation de ces derniers qu'ils se laissent apitoyer :

« Voyez, disent-ils, c'est vouloir acculer votre patron à la banqueroute, que de vouloir dépasser telle réclamation. » Que ces gens-là qui, en somme, regardent l'état de choses existant comme très légitime, croient être dans la justice normale, en refusant aux ouvriers telle amélioration capable d'entraîner la ruine de l'exploitant, c'est compréhensible de leur part. Ce qui ne l'est pas, c'est que les ouvriers, c'est que ceux qui admettent la lutte de classe, croient encore que l'on peut, dans l'état social prendre part au pouvoir politique dont le rôle, justement, est de tenir la balance entre exploiteurs et exploités.

—

L'état social est organisé de façon à ce que ceux qui vivent du travail des autres ne peuvent permettre l'affranchissement à ceux qu'ils ont asservis, sans voir disparaître leurs privilèges. Cela a marché tant bien que mal, tant que les exploités ont cru à l'immutabilité de leur situation, ou se sont contentés de vagues espoirs. Il est fort regrettable — pour les exploiteurs et leurs intermédiaires — que le bétail à production ne veuille plus se contenter de promesses, ni stagner dans la misère, s'avisant de réclamer ce que ses maîtres ne peuvent lui accorder sans renoncer à leur vie de parasites, mais voilà qui doit être fort indifférent à ceux qui veulent conquérir leur place au soleil. Si l'exploitation est rendue impossible, cela est parfait, les ouvriers sont prêts à assurer la production sur des bases plus justes. Que le régime capitaliste cède la place à la production libre.

L'ouvrier ne pouvant être émancipé que

par la disparition du salariat, que par la mise des instruments de production à la libre disposition de chacun, il est évident que l'intermédiaire, que le capitaliste doivent disparaître des relations sociales, et c'est à cette disparition que doivent tendre tous les efforts de ceux qui veulent plus de justice parmi les hommes.

La grande utopie est de croire que l'on peut ménager l'un et l'autre.

(*A suivre.*)

J. GRAVE.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des Libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux pour qu'ils le vendent.

Ouvriers caoutchoutiers

J'ai eu, le dimanche 10 mars, dans une réunion publique, organisée par le Syndicat des ouvriers caoutchoutiers, à exposer les dangers auxquels sont soumis les travailleurs dans l'industrie du caoutchouc, par la manipulation des produits toxiques.

Ces produits : le sulfure de carbone, le protochlorure de soufre, la benzine, on en ignore ordinairement les méfaits, tout au moins dans le grand public. A peine sont-ils mentionnés dans les livres de médecine; et même le chlorure de soufre est parfaitement inconnu. Ce ne sont pas des poisons classiques, comme l'arsenic, le phosphore, le mercure, le plomb, l'alcool.

Et, cependant, ils ont une très grande importance, puisque l'industrie du caoutchouc a pris une extension considérable. Il y a 10 à 12.000 ouvriers caoutchoutiers, rien que dans le département de la Seine.

Le caoutchouc est, en effet, un produit indispensable à la civilisation moderne. Sans parler des jouets d'enfants où il est souvent employé, on sait qu'il est utilisé pour l'industrie du vêtement (vêtements caoutchoutés, galoches ou snow-boots, chapeaux de toile cirée), pour les instruments et le matériel de chirurgie et d'hygiène, pour les pneumatiques de bicyclettes et d'automobiles, etc.

Eh bien, pour la fabrication de ces multiples objets, et spécialement pour la vulgarisation du caoutchouc, on emploie les bains de sulfure de carbone associé au protochlorure de soufre. On se sert aussi de la benzine pour l'opération du gommage. Dans toutes les opérations, les ouvriers sont exposés à l'inhalation de vapeurs toxiques, d'autant plus sûrement que le sulfure de carbone, le chlorure de soufre et la benzine sont des liquides extrêmement volatils; on peut s'en rendre compte par l'odeur qu'ils dégagent.

On connaît plus ou moins les effets du sulfure de carbone et de la benzine. Aucune recherche n'a été faite sur le protochlorure de soufre, sur lequel n'existe aucun document. Employé d'ordinaire en mélange avec le sulfure de carbone, ses effets se combinent avec ceux de ce dernier produit. J'ai pu cependant recueillir quelques renseignements auprès d'ouvriers ayant travaillé exclusivement avec le chlorure de soufre (opération de vernissage). C'est un liquide puant, dégageant des vapeurs irrespirables. Il semble que ses effets consistent surtout en troubles digestifs (diminution de l'appétit, vomissements), avec vertiges et dépérissement consécutif.

Examinons maintenant l'empoisonnement qui résulte de la manipulation du *sulfure de carbone*, en spécifiant toutefois qu'une partie des accidents peut, sans doute, être rapportée à l'action du chlorure de soufre qui lui est généralement associé.

Le tableau qui frappe davantage l'esprit, c'est celui de *l'empoisonnement aigu* qui survient chez les individus qui ne sont pas encore adaptés au travail du sulfure ou bien chez ceux qui se trouvent soumis à l'absorption de fortes quantité de vapeur. On observe alors de l'excitation, de l'énervement, de l'agitation, en somme, une véritable ivresse, avec loquacité anormale et étourdissements.

Je me souviens d'avoir été consulté par un de mes clients que je connaissais, comme sobre et d'un caractère calme. Il se présenta devant moi dans un état d'agitation extraordinaire, avec une exubérance de paroles et de gestes, qui ne laissèrent pas de m'étonner. Je finis par comprendre qu'il travaillait depuis quelques jours à fabriquer des chapeaux en toile cirée pour poupées; il employait le sulfure de carbone.

En sortant de chez moi, il se mit à parcourir les rues de Paris, ne put pas rentrer chez lui, et dut coucher à l'hôtel, dans un quartier éloigné. Le lendemain, les symptômes avaient disparu; mais un autre membre de la famille, ayant succédé au premier, pour la manipulation du sulfure de carbone, présenta à son tour les mêmes signes d'excitation. Une troisième personne eut le même sort. Enfin, tout rentra dans l'ordre, lorsque la fabrication des chapeaux en toile cirée eut été abandonnée.

D'autres symptômes accompagnent souvent l'accès aigu : ce sont les maux de tête, les palpitations, l'oppression, les vomissements. L'accès peut aller jusqu'aux convulsions et à la perte de connaissance. Mais le retour à la santé est la règle ordinaire, à condition de cesser la manipulation des produits toxiques. Il suffit d'aller prendre l'air, de garder le repos pendant quelques jours, pour que les symptômes disparaissent avec plus ou moins de lenteur, car l'élimination du sulfure de carbone est beaucoup moins rapide que son absorption.

Mais si l'empoisonnement aigu *se répète*, il finit par aboutir à des désordres graves et incurables de l'organisme. On constate l'apparition d'une anémie persistante; on assiste à une diminution de l'intelligence, on s'aperçoit aussi que le besoin sexuel diminue et disparaît. Cette impuissance génésique par frigidité est caractéristique de l'empoisonnement par le sulfure de carbone. Sans parler du trouble profond de la santé dont elle est la manifestation, elle supprime ainsi une des joies de l'existence.

Il n'est pas besoin d'aller jusqu'à l'empoisonnement aigu, jusqu'à l'ivresse dramatique, pour être exposé aux dangers les plus graves pour la santé. Rien que le fait de respirer tous les jours de petites quantités de vapeur de sulfure de carbone suffit pour amener des conséquences extrêmement funestes. Il n'y a nul avertissement. L'empoisonnement se fait lent, insidieux, mais sûr. C'est la forme d'ailleurs de beaucoup la plus fréquente. Et l'ouvrier ne se rend compte de la gravité de son état que lorsqu'il est trop tard pour y remédier.

Dans l'empoisonnement aigu, au contraire, les symptômes peuvent être assez effrayants pour inciter les débutants à abandonner la profession, tandis que chez les ouvriers, habitués depuis un certain temps à manipuler le sulfure, l'organisme ne réagit plus avec la même violence.

Donc, dans l'*empoisonnement* lent, *chronique*, il n'y a pas de signes caractéristiques. Les individus se plaignent d'un peu d'embarras gastrique, l'appétit a diminué, il se produit quelquefois des vomissements, de la diarrhée. Mais ce sont là des symptômes banals qui ne préoccupent ni l'ouvrier, ni son entourage.

Le sulfure de carbone produit surtout des maux de tête, qui deviennent de plus en plus fréquents. Ces maux de tête, accompagnés ou non d'étourdissements, peuvent quelquefois inciter l'ouvrier à aller voir un médecin. Mais, le plus souvent, on n'y fait guère attention. Les symptômes s'accentuent par une lassitude générale : l'ouvrier est déprimé, en même temps il est devenu émotif, irascible.

A la longue apparaissent les troubles de sensibilité, puis ceux de motilité (mouvements) ou bien les troubles de l'intelligence. A ce moment l'empoisonnement est bien réel pour tout le monde, et il est ordinairement trop tard pour y remédier.

Sans insister sur les troubles de sensibilité qui ont plus d'importance pour le médecin que pour le malade, énumérons les troubles des mouvements. Il y a d'abord les tremblements : tremblements des lèvres, des mains, des jambes, comme dans l'empoisonnement alcoolique. Il y a aussi les crampes. Il y a surtout les *paralysies*, plus ou moins étendues (paraplégies, hémiplégies). Ces paralysies sont le plus souvent dues à l'altération des nerfs périphériques (névrites). Elles débutent d'ordinaire par les membres inférieurs et s'accompagnent de contracture (raideur). Elles font de l'ouvrier un véritable infirme.

A ces névrites peuvent s'ajouter des troubles sensoriels, dus aussi à des névrites. Sans parler des bourdonnements d'oreille et des modifications dans l'ouïe, le goût, l'odorat, il faut mentionner les *troubles oculaires* qui peuvent aller depuis la diminution de la vision jusqu'à la cécité complète.

Parlons maintenant des *troubles mentaux*. C'est certainement la conséquence la plus lamentable du sulfocarbonisme. On comprend que les excitations cérébrales, causées par le sulfure et dont la manifestation la plus apparente va jusqu'à l'ivresse, retentissent par leur répétition sur l'état du cerveau.

Et c'est ce qui a lieu en effet, surtout quand il y a la moindre tare antérieure. Des désordres mentaux apparaissent et la folie s'installe. Mais les tares antérieures (et qui peut se flatter d'avoir un système nerveux sans tare ?) ne sont pas nécessaires à l'apparition de la démence. Un médecin américain, Peterson, n'a relevé aucune tare nerveuse ou mentale dans trois cas de folie observés par lui à la suite de l'empoisonnement par le sulfure de carbone. Enfin il arrive que certaines de ces folies guérissent sans laisser aucune trace, quand le malade n'a pas été trop profondément intoxiqué, et à la condition qu'il ne reprenne pas la profession.

Les troubles mentaux commencent par le changement du caractère. L'ouvrier intoxiqué devient irritable, et cette irritabilité devient de plus en plus vive. Dans les intervalles, il est triste et découragé. Les fonctions intellectuelles s'affaiblissent, il perd la mémoire, éprouve de la difficulté à trouver ses mots. En même temps le malade a des cauchemars pendant la nuit, ou bien il souffre d'insomnie. Enfin apparaît la véritable démence.

J'ai encore à exposer les méfaits de la *benzine*, dont les effets sont au moins aussi graves que ceux du sulfure de carbone. La benzine est utilisée pour le gommage dans la fabrication du pneu et du vêtement caoutchouté. En passant sur les tables chaudes employées à cet effet, elle s'évapore facilement, d'où inhalation et absorption.

Dans l'empoisonnement par la benzine, on retrouve souvent l'ivresse, laissant à sa suite une dépression marquée, c'est-à-dire la disparition des forces. On retrouve les maux de tête, les vertiges, les tremblements, et aussi les troubles digestifs et les vomissements. On peut retrouver les troubles sensoriels (troubles de la vision). On a constaté encore les altérations des nerfs périphériques (polynévrites) les symptômes se manifestent par les fourmille-

ments, les douleurs dans les membres, la diminution de la force musculaire avec inhabileté consécutive. L'aboutissement de ces polynévrites, ce sont les *paralysies*.

La benzine est surtout un poison du sang. Elle provoque une *anémie* considérable, des congestions viscérales et des hémorrhagies multiples (sous la peau, dans les organes profonds). L'empoisonnement chronique par la benzine aboutit à une déchéance rapide (cachexie) et à la mort.

Les autopsies faites sur les individus ayant succombé à l'intoxication, et les expériences entreprises sur les animaux (lapins, cobayes) ont montré, en effet, les altérations du sang, les hémorrhagies viscérales multiples et la dégénérescence rapide et profonde du cœur, des petits vaisseaux du foie et des reins.

(A suivre.)

M. Pierrot.

Chiffres et Documents financiers

L'United States Steel Corporation *(trust de l'acier) met en distribution, pour le trimestre se terminant au 30 septembre 1906, un dividende de 7 o/o l'an sur les actions de préférence. Les bénéfices du trimestre ont été de 38.114.624 dollars.*

* *

Les bénéfices des banques d'émission allemandes, *qui atteignaient 30 millions de marks en 1883, se sont elevés à 51.8 millions de marks en 1905, au lieu de 52.8 en 1904 et 67.4 en 1900, plus haut chiffre.*

Il a été distribué 5.95 o/o de dividende en 1883 et 6.14 o/o en 1905, au lieu de 6.73 o/o en 1904, 9. 61 o/o en 1900.

* *

Internationalisme financier. — La Compagnie d'assurances françaises La Nationale (Vie) *possédait au 31 décembre 1904 un capital placé en fonds étrangers de 43.919.017 francs, et de 51.175.085 francs au 31 décembre 1905.*

* *

Compagnie générale française de tramways. *— Les bénéfices nets, pour l'exercice 1905, se sont élevés à 2.380.527 fr. 85, supérieur de 387.560 fr. 98 à ceux de 1904. 1.870.000 ont été versés aux actionnaires, 51.438 fr. 05 au Conseil d'administration.*

* *

Grands Moulins de Corbeil. — *Le bénéfice de 1905 s'élève à 294.918 fr. 41. Il est assez satisfaisant, dit le rapport présenté à l'Assemblée générale des actionnaires, si on tient compte de ce qu'il a été obtenu dans un vieil outillage.*

* *

Annuaire du Commerce Didot-Bottin. — *L'exercice 1905 laisse un bénéfice de 1.556.939 fr. 90, en augmentation de 104.881 fr. 44 sur le chiffre des bénéfices du précédent exercice. — Ce résultat permet au Conseil de proposer la distribution de 40 francs par action dédoublée et libérée de 250 francs, au lieu de 38 l'année dernière. Depuis dix ans les dividendes de la Société ont plus que doublé. Le dividende distribué en 1895 était de 37 fr. 50 par action ancienne; il est aujour'hui de 40 francs par action dédoublée.*

* *

Chemin de fer de Bayonne à Biarritz. — *Le dernier exercice se solde par un bénéfice de 107.698 francs de dividende par action.*

* *

Centrale Electrique du Nord. — *L'exercice écoulé se solde par un bénéfice de 212.752 francs.*

* *

Ateliers et chantiers de la Loire. — *Les bénéfices nets réalisés pendant l'exercice écoulé se sont élevés à 3.779.523 francs contre 4.501.299 francs pour l'année précédente. Dividende : 65 francs bruts par action.*

* *

Maison Bréguet. — *Le dernier exercice se solde par un bénéfice de 119.650 fr. 32.*

* *

Brasseries de la Meuse. — *Bénéfices nets de l'exercice 1905 : 433.000 francs contre 357.000 f.ancs l'année précédente. Le dividende est porté de 30 à 32,50 par action.*

* *

Grands Magasins du Printemps. — *Bénéfices du dernier exercice : 3.267.032 francs.*

* *

Compagnie d'électricité de l'Ouest-Parisien (Ouest-Lumière). — *Le solde bénéficiaire de de l'exercice 1905-1906 est de 806.390 fr. 20.*

* *

Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt. — *Cette société a eu, dans son usine de Saint-Chamond, à terminer les blindages et l'armement des cuirassés en commande :* République, Justice, Ernest-Renan, etc...

Défalcation faite : 1° Des frais généraux. 2° Du montant des coupons de 48.000 obligations. 3° De la somme de 751.058 fr. 10 représentant des travaux à amortir, le produit net des usines, pour l'exercice 1905-1906, s'élève à 6.363.824 fr. 27.

3 millions environ de travaux neufs ont été amortis, et 3.375.555 fr. 40 ont été distribués aux actionnaires et aux administrateurs.

Dividende actuel : 50 francs par action. Cours actuel de l'action (de 500 francs) 1394 francs.

* *

Grande Compagnie des Télégraphes du Nord. — *Bénéfices nets en 1905 : 13.739.231 fr. 81. Tant que dura la guerre russo-japonaise, et pendant les négociations de paix, les revenus de la Compagnie ont augmenté par suite du grand nombre des correspondances, quoique les deux cables entre Vladivostock et Nagasaki soient restés fermés pendant toute l'année.*

Les résultats de l'exercice ont permis de distribuer un dividende de 12 1/2 o/o et un boni de 11 1/2 o/o.

Dividende par action : 60 francs.

Cours actuel des actions (de 500 francs) : 980 francs.

* *

Compagnie des Eaux de la banlieue de Paris. — *Bénéfices nets pour l'exercice 1905 : 476.815 fr. 55.*

Dividende : 18 francs par action.

Cours actuel de l'action (de 100 francs) 401 francs.

* *

Compagnie industrielle du Platine. — *Le compte profits et pertes pour l'exercice 1904-1905 présente un solde créditeur de 1.091.844 fr. 49. Le rapport soumis à l'Assemblée générale des actionnaires du 20 juin 1906 dit : « Des menaces de grèves se sont produites dans des conditions telles qne, pendant un certain temps, la Compagnie a éprouvé bien des inquiétudes pour la sécurité de son personnel et de ses biens. Grâce à l'attitude de l'ingénieur en chef, le danger a pu être écarté, mais la Compagnie a dû consentir des argumentations qui pèseront sur le prix de revient de l'exercice en cours ».*

Dividende par action : 12 fr. 50.

Cours actuel de l'action de 250 francs : 730 francs.

Crédit mobilier français. — *Les bénéfices nets pour l'exercice 1905-1906 s'élèvent à 1.932.074 fr. 02.*

Dividende par action : 6,25.

Cours actuel de l'action de 100 francs : 127 francs.

* *

Société française de Banque et de Dépôts. — *Le produit de l'exercice clos au 31 mars 1906 a été de 753.753 fr. 03. Ce résultat permet de distribuer un dividende de 27 fr. 50 par action, soit 5 1/2 o/o.*

Cours actuel de l'action de 500 francs : 571 francs.

Henri Ch.

En vue du Congrès

Pourquoi ne pas l'avouer ? L'annonce du Congrès d'Amsterdam, si chaleureusement accueillie à l'étranger, n'a pas, *jusqu'ici*, suscité en France le mouvement que nous espérions.

Et cependant, nous le savons, de nombreux camarades s'accordent avec nous et sur le principe et sur l'opportunité de ce Congrès. Pourquoi ne se remuent-ils pas davantage ? Car applaudir n'est pas du tout agir.

Il importe que dans toutes les villes où des groupes anarchistes existent, la question du Congrès d'Amsterdam soit mise *dès à présent* à l'étude. Que les camarades n'objectent pas surtout que rien ne presse. Les problèmes qui se poseront à Amsterdam, en août-septembre, ne sont pas de ceux qu'il suffit d'un jour pour résoudre. Des problèmes tels que ceux de l'antimilitarisme et de la guerre, du mouvement ouvrier et de l'action directe, et enfin de l'organisation de la propagande anarchiste, si peu abstraits qu'ils soient, imposent des recherches et des réflexions étendues. Il ne s'agit ni plus ni moins que de déterminer les rapports de l'anarchisme, en tant que théorie révolutionnaire, et de l'action.

C'est ce qu'ont compris les quelques compagnons parisiens qui ont fondé tout récemment un groupe de propagande et d'études. Ce groupe, qui compte parmi ses membres quelques-une de nos collaborateurs des *T. N.*, se propose, avant tout, de servir d'intermédiaire entre les organisateurs néerlandais et belges du Congrès d'Amsterdam et nos camarades français. Il met à la disposition de tous ceux qui lui en feront la demande les deux numéros déjà parus (le troisième est sous presse) du *Bulletin de l'Internationale Libertaire* et la première circulaire du Congrès (en 7 langues).

Les camarades de France, favorables à notre action, peuvent nous aider en nous adressant leurs observations et aussi leurs... souscriptions. C'est les fonds qui manquent le plus !

Adresser toute la correspondance relative au Congrès d'Amsterdam, provisoirement sous mon nom, au bureau du journal, 4, rue Broca, Paris.

Amédée Dunois.

BOITE AUX ANERIES

Lundi, nous avons entendu, interprétés par des voix éloquentes, des cris sauvages, des menaces de révolution, des clameurs de gens qui menaçaient de tout faire sauter. De quoi s'agissait-il ? D'ouvriers qui gagnaient largement leur vie et qui, sans rime ni raison, sans avoir été lésés dans leurs intérêts, pour appeler, ont-ils dit, l'attention publique sur eux, se désolidarisent du reste de la nation qui les nourrit et la menacent de déchaîner sur elle les fléaux naturels captés par la science et confiés à sa surveillance.

Le lendemain trois cents marins sautaient à bord du *Iéna*. Ont-ils songé à faire grève, ceux-là ? Ont-ils menacé ? Et, pourtant, ils savaient tous qu'ils vivaient, qu'ils dormaient à côté de la mort épouvantable dont ils ne sont séparés que par l'épaisseur d'un geste imprudent de l'un d'entre eux.

Ils vivaient sans se plaindre. Ils sont morts sans protester. Et, demain, des landes de Bretagne, des campagnes de Provence, d'autres pauvres héros viendront, coiffés du bonnet bleu, remplacer ceux-là dans leur héroïsme, leur impassibilité et leur silence.

Le Siècle (M. Cornely), 13 mars 1907.

Mouvement social

Le Roi d'Anzin. — Nous lisons, sous ce titre dans l'*Action Syndicale*, de Lens, cette notice nécrologique, à laquelle nous souscrivons pleinement :

« Casimir-Perier est mort ! le roi d'Anzin est mort !

« Tous les journaux chantent ses louanges, rappellent ses qualités. Un homme riche a toutes les qualités. Casimir-Perier les avait toutes, car cet héritier d'une souche d'usuriers était un des rois de la finance et du charbon.

« La famille des Perier a drainé à travers tout un siècle, la sueur des prolétaires, tripotant dans toutes les affaires financières et industrielles, et tenant l'Etat dans ses mains. Celui qui vient de mourir occupa la présidence de la République, symbolisant admirablement le régime que nous subissons.

« Les mineurs de la Compagnie d'Anzin connaissent ses qualités. Ils savent que cet homme, toute sa vie durant, fut le « maître » dans toute la force du mot, qu'il considéra les ouvriers comme ses esclaves.

« Ses victimes ne se comptent pas. Combien sont partis loin d'ici chercher un morceau de pain que le grand financier leur faisait enlever parce qu'ils avaient la dignité de vouloir vivre et être considérés en hommes.

« Combien de nos camarades, de nos pères, de nos frères sont morts, esquintés à la mine pour ajouter quelques millions de plus aux nombreux millions que possédait déjà Casimir-Perrier.

« Sur cette tombe, la classe ouvrière ne peut jeter que des paroles de haine. L'homme qui s'en va fut un de ses tyrans. »

Nicolas Berthet.

BREST

Pour Ferrer. — Sur l'initiative d'un camarade, la section brestoise de la *Ligue des Droits de l'Homme* avait convoqué les secrétaires des différents groupements, en vue d'organiser un meeting, en faveur de Ferrer et de ses co-accusés.

Ça marchait, c'était prêt. Mais, tout-à-coup, la Ligue prévint qu'elle se désintéressait de la réunion et se retirait ! On s'informe, et qu'apprend-on ? Que la Bourse du Travail et le groupe la *Guerre Sociale*, qui avaient pourtant été sollicités, avaient donné leur adhésion enthousiaste, ce qui était vraiment trop compromettant. La Loge maçonnique, la P. S. U., passe encore, mais des révolutionnairus, des anarchistes ! Impossible.

Et Ferrer pourra moisir en prison, les républicains brestois s'en moquent. Périssent les belles idées, mais pas d'accointances regrettables !

J. Le Gall.

LANDES

Mouvement gréviste. — La grève des résiniers du Born (communes de Gastes, Mimizan et Sainte-Eulalie) qui durait depuis une vingtaine de jours, a pris fin samedi dernier. Elle s'est terminée en faveur des grévistes.

C'est le député de l'endroit qui a hâté la fin du conflit, en convoquant contradictoirement les délégués des résiniers et ceux des propriétaires et adjudicataires, pour rechercher un terrain d'entente.

Après diverses réunions plus ou moins houleuses, et des concessions de part et d'autre, l'accord est intervenu.

Sans l'intervention de l'homme politique, la victoire des résiniers aurait été absolument complète avec quelques jours de lutte de plus.

Les motifs de la grève étaient les suivants : *renvoi*, par les adjudicataires de l'Etat, des travailleurs syndiqués ; — embauchage de non-syndiqués, travaillant au-dessous du tarif syndical ; — injuste répartition des pins à résiner.

Les syndicats de ces trois communes étaient étroitement unis, et c'est grâce à leur cohésion et à leur solidarité, qu'ils en ont imposé aux propriétaires et adjudicataires. Ces derniers ne voulaient pas, la plupart, entrer en pourparlers avec les délégués des grévistes, montrant ainsi le dédain des travailleurs qui les enrichissent. Tous les chefs du mouvement ont été lâchement calomniés par ces misérables bourgeois, et nombreux sont ces capitalistes à qui nous avons entendu dire : « Qu'on devrait coffrer tous les meneurs, qu'il devrait y avoir une loi pour les envoyer au bagne ! !... etc. » Voilà la mentalité bourgeoise. Aussi, quand nous entendons cela, notre volonté de révolte s'accentue, et tous nos efforts convergent vers ce même but qui est l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Revenons à la grève. Comme d'habitude, la gendarmerie assurait « l'ordre » en chargeant les attroupements des camarades résiniers. Ces mêmes brutes ont été, à leur tour, tarabustées et frappées de belle façon ; en effet, une grêle de coups de bâtons pleuvait sur leur dos, toutes les fois qu'ils se permettaient de prendre au collet quelque manifestant. Il y a même un lieutenant qui a sérieusement écopé.

De même que la rébellion et les manifestations bruyantes, le sabottage a été pratiqué dans toutes les communes : quelques milliers de pots ont été brisés.

A seule fin d'être libres, les grévistes tenaient leurs réunions en secret et en pleine forêt. Les gendarmes ignoraient la plupart du temps, le lieu de rendez-vous. L'on peut aisément s'imaginer ce qu'on a fait « marcher » ces brutes avinées.

Une innovation : les membres de chaque syndicat étaient divisés en plusieurs groupes de trente unités qui, tous les jours, à tour de rôle, chômaient afin de manifester aux accents de l'*Internationale*.

Ce beau mouvement gréviste que l'on peut citer comme exemple au monde du travail, est l'œuvre des quelques révolutionnaires qui sont à la tête des syndicats.

Nous sommes heureux de constater que le mouvement syndical a pris beaucoup d'extension dans les Landes, et malgré son origine quelque peu bâtarde, malgré qu'il y ait quelques syndicats atteints de jaunisse, la majorité des syndiqués veulent marcher de l'avant, et ils le prouvent !

Nous engageons tous les travailleurs, tous nos frères de misère, à se syndiquer le plus tôt possible. Les grèves de Mimizan, Gastes et Sainte-Eulalie, démontrent clairement aux exploités qu'en se serrant les coudes, ils feront trembler les bourgeois et amener à bon résultat toutes leurs revendications.

Nous ne saurions trop recommander aux militants syndicalistes de se méfier sans cesse des politiciens de tout acabit qui viennent soi-disant les défendre, mais qui ne font que de la pure réclame électorale.

G. G.

NANCY

Les grèves. — Les ouvriers métallurgistes de l'usine Diebold sont en grève depuis le 12 mars, ils exigent la réintégration d'un camarade renvoyé pour avoir fait une collecte en faveur d'un jeune ouvrier mis à pied.

Ils veillent journellement aux abords de l'usine, et se montrent très énergiques.

A la suite d'une grève de monteurs à la maison Odinat, le patron vient de fermer son usine, et cela le jour même de l'enquête parlementaire.

Les grévistes et les ouvriers de la maison ne s'émeuvent pas de cet acte bien patronal, ils tiennent bon, et il se pourrait, si le conflit continuait, qu'il y ait ici quelque grabuge.

Les patrons ayant répondu défavorablement aux réclamations des peintres, ceux-ci ont voté la grève.

Donc, lundi 18 mars, au nombre de trois cents, ce qui fait presque la totalité des ouvriers de cette corporation à Nancy, ils ont cessé tout travail. Ils ne sont pas restés inactifs, ils s'opposent violemment à toute reprise de travail, en plus ils sabottent tous les travaux qui sont en cours.

Les grévistes de ces trois corporations se sont réunis et ont été manifester devant l'usine Diebold et les autres patrons de la peinture ; la bourgeoisie nancéienne est apeurée, elle n'y comprend plus rien. La séquelle policière fait des siennes. Nancy est aujourd'hui sous le régime de l'arbitraire. Jusqu'où les dirigeants vont-ils pousser la canaillerie ? S'en prendra-t-on à la Bourse comme on a voulu l'essayer hier ? Mais le cambriolage serait sûrement le signal d'une grève générale.

J.-S. Boudoux.

NANTES

La grève des charbonniers et des dockers. — Mardi 13 mars, les charbonniers de plusieurs usines de Nantes, au nombre de 400 environ se mettaient en grève, réclamant une augmentation de salaire.

Dans un bel élan de solidarité, les dockers (ouvriers du port) quittaient le travail pour faire triompher les revendications des charbonniers. Comme quelques jaunes continuaient à décharger les navires, les dockers parcouraient les quais pour faire cesser le travail et déjà vendredi, il y eut une collision avec la police, mais c'est samedi 16 mars que se passèrent les plus graves événements. Les journaux bourgeois en ont fait un récit exagéré ou mensonger. Voici à peu près comme les choses se sont passées :

Samedi vers trois heures de l'après-midi, les dockers et charbonniers sortaient de la Bourse du Travail et se dirigeaient vers les quais de la Loire. Quoique de ce côté personne ne travaillât, il y avait un grand nombre d'agents et de gendarmes.

Pourquoi, à la vérité ? Sans doute pour énerver les grévistes ! Les agents empêchèrent des dockers de traverser la Loire et comme ceux-ci protestaient, les gendarmes à cheval arrivèrent dans la foule. Les grévistes grondèrent, bousculèrent les gendarmes qui mirent sabre au clair et commencèrent le massacre. Juste à ce moment, arrivait un tombereau de pierres cassées ; les grévistes, voyant plusieurs des leurs blessés, arrêtèrent le tombereau, prirent des pierres et les lancèrent sur les agents et les gendarmes.

Parmi ceux-ci, quelques-uns furent blessés, mais peu grièvement ; d'ailleurs, les agents entourèrent le tombereau et aucune pierre ne put plus être lancée. Les gendarmes n'en continuèrent pas moins à sabrer la foule avec une férocité extraordinairre ; ils poursuivirent les grévistes et aussi des curieux jusque dans les ruelles, au fond des corridors.

Maintenant qu'il n'y avait plus de crainte de recevoir des coups, les agents arrivèrent à la rescousse, se précipitant en bande sur les malheureux qui n'avaient pu fuir assez vite, et les assommèrent à coups de poing.

Blanchart, le secrétaire de la Bourse du Travail qui conduisait un gréviste blessé dans une pharmacie, fut reconnu par les agents et passé à tabac de si magistrale façon qu'il est tout contusionné et peut à peine marcher.

Résultat : Un gréviste tué d'un coup de revolver tiré par un gendarme (c'est un docker, Charles Victor, père de quatre enfants) et plus de vingt blessés à coups de sabre, sans compter tous ceux qui ont été gratifiés de coups de poing par les braves sergots. Et naturellement des arrestations ! — Certes voilà une bien belle victoire remportée par les gendarmes de la IIIe République et par les flics, collègues du Grand Pan !

Comme cela se conçoit, les esprits sont très montés, et il se pourrait que de grands événements se produisissent, d'autant plus que les maçons, au nombre de plus de quatre cents, viennent de décider la grève, réclamant un salaire de cinq francs par jour.

Félixio.

SAINT-ÉTIENNE

Les maraîchers. — Les ouvriers jardiniers-maraîchers de Saint-Etienne se préparent à entrer

en lutte avec leurs patrons. Ils ont soumis à ceux-ci les résolutions suivantes prises à l'Assemblée générale du 2 mars :

1° A partir du 15 mars jusqu'au 15 octobre, la journée commencera à cinq heures du matin, pour se terminer à sept heures du soir, avec deux heures et demie de repos pour les repas. ;

2° Pour la saison hivernale, du 15 octobre au 15 mars, la journée partira du jour à la nuit, avec deux heures de repos pour les repas ;

3° Une augmentation de 0 fr. 50 par jour et pour toute l'année ;

4° Les heures supplémentaires se paieront à raison de 0 fr. 50 de l'heure.

A d'aussi modérées réclamations, la société des jardiniers-maraîchers répondit par une fin de non-recevoir. Communiquée aux ouvriers, elle a produit une émotion, car, n'ayant rien exagéré dans leurs demandes, ils pensaient naïvement qu'elles seraient acceptées d'emblée. Mais ils sont résolus à pousser les choses, et si les patrons les y forcent, ce sera la guerre.

R. GALHAUBAN.

Mouvement international

ANGLETERRE

Le sort des femmes de la classe ouvrière est ici aussi dur qu'en France, peut-être plus dur encore, car elles n'ont pas, comme les femmes françaises, le secret de faire beaucoup avec peu. Elles meurent de faim et rejettent comme choses inutiles les restes, avec lesquels leurs sœurs de France feraient des soupes savoureuses.

Non seulement leurs salaires sont minimes, mais les patrons profitent du fait qu'elles ne sont pas syndiquées et n'ont aucun moyen de résistance pour les tenir dans le pire esclavage.

Et c'est une tâche terriblement difficile que d'induire les ouvrières à se syndiquer et à rester fidèles à leur syndicat. Avec une organisatrice intelligente elles peuvent initier un syndicat avec quelque enthousiasme ; mais dès que c'est passé l'attrait de la nouveauté, la bonne volonté cesse, commencent les discussions, et les contributions s'arrêtent.

La même chose arrive dans les Etats-Unis. Quand un syndicat de femmes est formé, les organisatrices trouvent très difficile de le faire vivre. Naturellement il y a des exceptions, mais la règle est celle-là. La conséquence est qu'en Angleterre les femmes qui sont obligées de gagner leur pain, se trouvent dans des conditions horribles. Elles sont exploitées à mort, et y sont tellement habituées qu'elles meurent sans se plaindre.

Tous les jours, en ouvrant son journal, on y trouve des faits divers comme le suivant :

« Une vieille tailleuse de 76 ans a été trouvée morte hier, assise à sa machine. La défunte, qui gagnait 3 francs par semaine avec son travail de couture, avait passé *toute la nuit*, travaillant à la machine, comme elle le faisait souvent. Il n'y avait ni argent ni nourriture dans la chambre. »

Près de Birmingham, le centre de l'industrie de l'acier, des centaines de femmes gagnent leur vie en faisant des chaînes. Le secrétaire d'une association d'ouvriers récemment formée a eu le courage de consacrer ses heures de loisir à une enquête sur leurs conditions.

« Je trouvai, dit-il, un état de choses tellement scandaleux que j'en fus simplement ébahi. »

Le gain moyen d'une faiseuse de chaînes pour une semaine de travail dur et prolongé était de 5 à 6 francs ; quelques-unes se faisaient 8 francs, et les plus habiles jamais plus de 12 francs. Ces pauvres esclaves travaillent, pour la plupart « pour des personnes qui se disent chrétiennes et vont à l'église régulièrement ». Mais cela est une histoire ancienne. Plus un capitaliste va à l'église et plus durement il exploite ses employés.

La question du marchandage (*sweated labour*) commence à attirer l'attention publique ; mais la législation pour la suppression (comme toujours quand il s'agit du bien des travailleurs) marche lentement en Angleterre.

Il existe une ligue contre le marchandage (*anti-sweating league*), mais elle paraît impuissante à lutter contre les « droits » des employeurs, dont la loi sait très bien garantir les privilèges. Même le député ouvrier, autrefois populaire, John Burns, semble ne pas vouloir, ou ne pas pouvoir, alléguer les souffrances des femmes qui travaillent. L'été passé il promit de réserver 200.000 livres pour les sans-travail en général. Très peu de cette somme a servi jusqu'à présent pour assister les hommes, et seulement 2.000 livres pour les femmes.

Comme on l'a déjà dit, dès qu'une loi en faveur des travailleurs est votée et promulguée, elle ne sert plus à rien. Des comités et des commissions sans nombre sont formés pour appliquer la loi, et l'argent s'évanouit entre les mains des administrateurs officiels, sans jamais réaliser le bien pour lequel on l'avait voté, ou n'importe quel bien.

Certainement à Londres les Comités de secours institués pour trouver de l'ouvrage aux femmes sans travail, ont complètement manqué à leur but.

Le 2 mars eurent lieu les élections du nouveau Conseil municipal (*County Council*) de Londres, qui depuis sa constitution, il y a 18 ans, avait eu des tendances progressives, et s'était montré sincèrement désireux de faire le mieux qu'il pouvait pour le bien de la ville. Naturellement il avait fait des erreurs et avait dépensé une masse d'argent ; mais, à tout prendre, il avait contribué à faire Londres plus belle et plus propre qu'elle ne l'avait jamais été. Mais il s'était fait la réputation d'extravagance, et l'argent était celui de contribuables.

Je ne sais pas ce que payent les contribuables de Paris, mais leurs frères de Londres payent environ 7 schellings sur chaque livre de loyer pour avoir l'honneur d'être gouvernés par un Conseil municipal. Ainsi surgit une grande demande d'économies, et les Modérés gagnèrent leur première victoire.

Voici l'usage qu'a fait déjà de la victoire une section des vainqueurs.

La plupart des districts de Londres ont à présent, grâce aux progressistes, des bains et des lavoirs publics, où les pauvres peuvent laver leur linge dans les meilleures conditions sanitaires et économiques. Le nouveau Conseil modéré de Camberwell commence son nouveau régime d'économie en proposant de diminuer le nombre d'heures, pendant lesquelles les pauvres peuvent se laver et laver leur linge. Comberwell est un district ouvrier très peuplé, encombré de pauvres et de sans-travail. Aussitôt que la proposition fut connue, la salle du Conseil fut envahie par les femmes et leurs amis, qui obligèrent les conseillers à recevoir une députation. On promit de réexaminer la chose ; mais nous apprenons que les lavoirs sont condamnés malgré la protestation des pauvres. Les Modérés sont en majorité, et majorité signifie pouvoir et pouvoir signifie tyrannie.

°°°

Les industries de l'acier et du coton sont florissantes dans ce moment en Angleterre. Dans un des principaux centres de l'industrie cotonnière on n'a pu découvrir que deux ouvriers cotonniers sans occupation ; et dans le sud du Pays de Galles les patrons de l'industrie de l'acier, après une conférence amiable avec les ouvriers, ont accordé la journée de 8 heures, et une augmentation de salaire aux sections plus mal payées. Malheureusement le « bon temps » ne dure jamais beaucoup par ici.

°°°

Les employés de la Poste ont depuis longtemps essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur leurs griefs, toujours avec très peu de succès. Mais le petit fait suivant a vivement excité la sympathie d'un public plus humain.

Outre les facteurs ordinaires, il y a une classe appelée « les auxiliaires » qui aident les premiers dans leur travail, les remplacent quand ils sont malades, etc. Un de ces *auxiliaires* fut récemment arrêté et accusé d'avoir soustrait d'un colis postal un quart de livre de beurre (valeur : 8 sous tout au plus). On apprit, devant le tribunal de police, que le gouvernement payait cet homme seulement 15 francs par semaine, avec quoi il devait vivre et faire vivre six autres personnes, et que, quoique c'était sa première faute, après cinq ans de service, les autorités postales l'auraient destitué. Vu les circonstances, le magistrat se refusa à condamner, et fit mettre le prisonnier en liberté.

En général, le juge de police anglais est un personnage rusé et pas méchant. Il a affaire continuellement avec toute sorte de malheureux et de faiblesses humaines. C'est le juge criminel qui est insensible et qui manie la loi comme une massue, pour écraser les malheureux, surtout s'ils ont péché contre la propriété ; et, pareil à lui est son frère, le magistrat de province, qui est choisi exclusivement parmi le clergé et les propriétaires fonciers.

°°°

On a commencé un nouveau mouvement pour une meilleure organisation entre les travailleurs, sans métier déterminé (*unskilled labour*). Ici, comme partout, l' « homme de peine » est dans les pires conditions et est souvent sans travail. Ils sont si nombreux et, en général, ils n'ont pas été toujours bien traités, par leurs frères plus heureux des métiers organisés.

A présent, il semble qu'il y a espoir de créer entre eux une véritable entente. On a tenu une Conférence où étaient représentés quatorze Syndicats ; et le secrétaire de la Fédération générale des Trades Unions a publié un rapport sur la question. Il dit qu'il y a un nombre suffisant d'*Unions* dans ce pays, pour faire face à tous les besoins qui regardent l'organisation des travailleurs sans métier (manœuvres et hommes de peine), et par conséquent il recommande que, sauf quand on en montre la nécessité urgente, aucune nouvelle association ayant le but d'organiser lesdits travailleurs, doit-être reconnue par l'une ou l'autre des trois organisations ouvrières nationales : le *Laboi Party* (le *Parti du Travail*), la *Trade Union Fédération (Fédération des Syndicats)* et le *Parliamentary Committee of the Trade Union Congress.*

On a fait, dans le passé, des efforts pour diviser les travailleurs employés de l'Etat, de leurs camarades des mêmes métiers employés par l'industrie privée. Cela a été vivement blâmé au dernier Congrès des Trade Unions, à Liverpool, et maintenant on paraît décidé à vouloir mettre à effet la résolution votée par ce Congrès.

On a formé un Comité pour étudier la question de fédérer toutes les Unions des travailleurs sans métier, pour pouvoir exercer une action collective dans toutes les questions qui se présentent. Plus tard, il y aura une Conférence de toutes ces Unions.

Tout cela vaut ce que ça vaut. Mais comme il vaudrait mieux, si l'on pouvait inspirer aux travailleurs anglais, l'idée de l'*action directe !* Sur cela, il est sourd comme une bûche,

ROBIN HOOD.

BELGIQUE

La journée de huit heures devant le Parlement. — La Chambre des députés vient de voter une loi limitant, *dans les mines du Limbourg*, la journée de travail à dix heures (descente et remonte comprises), et à huit heures pour les travaux d'abattage dans le fond, ce qui revient à peu près au même.

Les socialistes parlementaires célèbrent avec enthousiasme la grande conquête qu'ils viennent de faire. N'allons pas si vite. Et remarquons tout d'abord que cette loi doit subir encore l'épreuve du vote en seconde lecture et que le gouvernement compte là-dessus pour la faire repousser, et que sinon, le Sénat est là pour l'enterrer enfin.

Remarquons ensuite qu'un amendement étendant la loi *à tous les charbonnages du pays* fut vivement rejeté par la Chambre ; la loi ne s'applique qu'aux mines du Limbourg. Or celles-ci ne seront pas mises en exploitation avant dix ans d'ici.

Rarement la vanité d'une réforme parlementaire ne s'avéra si nettement.

°°°

Un député socialiste, le vieux professeur Hector Denis, a tenté d'introduire également dans la nouvelle législation minière le principe de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires.

L'esprit de lutte des travailleurs belges est si peu développé qu'aucune protestation ne s'est élevée parmi eux contre cette tentative de pacifisme social.

Tout le groupe socialiste de la Chambre ainsi que le groupe libéral soutenaient la proposition Denis. Les travailleurs ne doivent d'avoir échappé à cette fâcheuse mesure qu'aux votes négatifs des cléricaux qui l'ont emporté à une voix de majorité. Il est vrai qu'il ne s'agissait encore que des futurs mineurs du Limbourg ; mais la classe ouvrière belge entière eût-elle été en cause qu'on n'eût pu espérer de sa part plus de clairvoyance, ni d'énergie, tant aveuglément elle est soumise à ses « mauvais bergers » du Parti ouvrier dont la veulerie s'accentue tous les jours.

HENRI FUSS-AMORÉ.

BIBLIOGRAPHIE

La Servitude (1), de M. Rivet, est l'histoire d'un jeune homme, Pierre Forcas, qui revient au pays natal, ayant fait un an de « rabiot », au régiment, pour avoir fourni à un camarade, — un voyou parisien, ça ne rate pas — l'argent nécessaire pour déserter. Ajoutez à cela que, dans l'intervalle, son père a fait faillite ; cela en est assez pour que, dans ce petit pays, on soit bien près de le regarder comme un criminel.

Et, de fait, il n'y a que deux personnes pour lui faire bonne figure ; Peyralade, un ancien voisin, qui aime mieux ne pas approfondir les motifs du « rabiot », et Bruneau, un type pas trop bien vu lui-même dans le pays, vivant à l'écart, avec une jeune fille qu'il dit être sa fille, et professant des idées, « pas comme tout le monde ».

Par l'intermédiaire d'un oncle, vieil égoïste, Pierre est embauché chez un riche propriétaire comme vigneron. Mais, sa belle mine attire l'attention de la jeune femme du propriétaire qui le prend comme cocher ; et, finalement, devient son amant,

Puis, un beau jour, sans trop savoir pourquoi, il a assez de sa place, de sa servitude, et de sa maîtresse ; il se fait régler et s'en va. Mais pendant ce laps de temps qu'il est parti de chez ses maîtres et qu'il arrive à la gare, sa maîtresse est tuée, volée, et on accuse Forcas qui est arrêté.

C'est avec beaucoup de force et d'habileté que l'auteur nous fait voir comment les préjugés, les animosités, les préventions d'une population arrivent à peser sur l'esprit de ceux qui ont la prétention de rendre la justice. Il est malheureux que cela soit gâté, à côté, par des invraisemblances.

En quittant le château, Pierre est allé chez Bruneau, qu'il a quelque peu négligé pendant ses amours. Il n'y a rencontré que la fille, dont, à son insu, il est amoureux. Mais il est, tout d'un coup, influencé par les potins de la ville, qui veut que la jeune fille soit la maîtresse de Bruneau. Un malentendu se crée, Pierre lance l'accusation, et s'enfuit comme un fou à la gare, où l'on remarque son air égaré.

Il est d'abord étrange que Pierre accepte si vite, sans aucune nouvelle raison, des calomnies qu'il a dédaignées jusque-là, et d'autant plus que, pour son propre compte, il sait déjà ce que valent les commérages d'une petite ville. Mais, de plus, sa visite chez Bruneau est tout à fait normale ; il est absolument invraisemblable que, pour se justifier du crime dont on l'accuse ; il s'entête à ne pas parler de cette visite à l'instruction. Puis, sorti de cette algarade, Pierre retombe dans une autre. Enfin, sous prétexte, que la fille de Bruneau a eu une mère dévote, elle est tout à coup prise d'un accès de nupticisme — elle qui a été élevée tout à fait rationnellement, et n'a jamais été dévote. L'auteur confond éducation avec atavisme — l'hérédité a bon dos, dans les romans.

Cependant l'ouvrage a des côtés intéressants.

J. GRAVE.

Erratum. — J'ai reçu de M. Charcot, une lettre, me demandant comment il se fait que j'ai pu voir un bateau (Bibliographie, du n° 43), dans le cliché dont j'ai fait mention ; que lui n'y voit qu'un bout de cordage, terminé par un nœud, qui s'est trouvé dans le champ de l'objectif.

Évidemment, lorsqu'on le sait, ou même une fois que l'on est prévenu, on reconnaît le bien fondé de l'explication de M. Charcot, et le bateau disparaît. Je vois, maintenant, que ce je prenais pour la voile (vue par la tranche), est d'une hauteur absolument disproportionnée avec la coque (vue de l'avant), ou du moins ce que je prenais pour telle.

Mais, quoi qu'en pense M. Charcot, j'ai le dessin sous les yeux (il se trouve à la page 15), pour celui qui n'est pas prévenu, il est très facile de prendre (le flou de l'objet aidant), ce cordage qui pend, pour une barque à l'horizon.

En tout cas, je confesse mon erreur. Cela prouve, qu'avant d'émettre une critique, il serait bon de la critiquer aussi.

J. G.

(1) Un vol., 3 fr. 50, chez Stock, 155, rue Saint-Honoré.

Correspondances et Communications

Société coopérative de la banlieue désirerait prendre un aide répartiteur de 13 à 14 ans, de l'entretien duquel elle se chargerait, nourriture et logement (vie de famille).

S'adresser à la Maison du Peuple, Neuilly-sur-Marne.

Vient de paraître, à Lille, l'*Entr'aide*, nouvel organe mensuel de propagande anarchiste, auquel nous souhaitons bien cordialement une longue durée.

Il est très difficile de juger un journal sur un premier numéro. Il nous paraît cependant que l'*Entr'aide* se désintéresse quelque peu du mouvement ouvrier et de la lutte économique pour se préoccuper — trop exclusivement à notre gré — des questions relatives à la culture de l'individu, de problèmes d'ordre éthique et philosophique. Am. D.

Aux lecteurs de l' « Entr'aide ». — Au moment où paraît le journal, la concierge vient d'obliger notre gérant, Haze, de déguerpir. Nous prévenons les camarades de n'envoyer aucune correspondance pour l'*Entr'Aide* jusqu'à nouvel avis.

NANTES. — Les **Temps Nouveaux** sont en vente à la Librairie du Progrès, 37, Chaussée de la Madeleine (près l'Hôtel-Dieu.

En vente chez Jusot, 46, rue Dutot, à Paris, et au bureau des « Temps Nouveaux » *Neuf ans sous la chiourme militaire*, par Albert Goubert, ouvrier journalier, avec une préface de notre camarade R. de Marmande. Prix : 25 centimes.

Un de nos camarades du littoral méditerranéen se trouvant dans une gêne extrême, demande qu'on lui procure du travail comme homme de peine, de préférence dans une des villes sises entre Menton et Toulon.

CONVOCATIONS

° **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 22 mars ; Giraud (A. E. R.) : Victor Hugo : Poésies lyriques expliquées.

Mardi 26 mars ; René Hubert (A. E. R.) : Les trois modes d'action de la classe ouvrière.

° **Maison du Peuple** du XX° arr, 37, rue des Gâtines. — Réunion tous les vendredis à 8 h. 1/2 du soir.

Vendredi 22 mars, Causerie entre camarades.

Métro Station Gambetta.

° **Jeunesse Libre**, 6, boulevard Magenta (salle Jules). — Mardi 26 mars, Causerie par André Mournaud ; L'Antisyndicalisme.

° **Grupo Liberecana Esperantista**, 1, rue Clément, Paris. — Lundi 25 mars, à 8 h. 1/2, Cours élémentaire et supérieur d'Esperanto (étude du sinteza teksta).

° **Causeries Populaires** des V° et XIII° arr., 17, rue Duméril. — Samedi 23 mars, Causerie sur le *Syndicalisme et la Coopération*.

Jeudi 28, à 9 heures précises, Causerie par Mauricius : *La Psychologie*.

° LE BOURGET. — **Bal des Conscrits**. — Samedi 23 mars, salle Vilmot, 50, route de Flandre, le camarade Cailler fera entendre des chants antimilitaristes. Il prie les camarades de venir le soutenir.

° MONTCEAU-LES-MINES. — Les Libertaires de Montceau et des environs, sont priés de se réunir, le dimanche 31 mars, à 5 h. 1/2 du matin, chez le camarade J. Blanchon, maison Pret, rue Saint-Eloi. — Il y a urgence.

° **A. I. A.** — Sections des XII° et XX° arr. — Dimanche 24 mars, à l'U. P. du faubourg Saint-Antoine, causerie par M. Almereyda et R. de Marmande.

Entrée 30 centimes.

° **Art et Science**. — Dimanche 24, à 9 h. 15 du matin, visite du Concours agricole (Galerie des Machines), sous la conduite du vétérinaire Thierry.

L'après-midi, à 2 h. 45, Promenade-Causerie : Le Vitrail sous la conduite du peintre-verrier Coulier.

Visite de la Sainte-Chapelle, Notre-Dame, Saint-Gervais, Saint-Severin, Saint-Etienne-du-Mont.

° PARIS. — **Conférence Faure**. — A l'occasion du Vendredi dit « Saint », *Sébastien Faure* fera une conférence publique et contradictoire aux Sociétés Savantes, 8 rue Danton, le vendredi 29 mars, à 8 h. 1/2 du soir, sur : *L'Agonie des Religions*.

° **Groupe antimilitariste italien**. — Dimanche 24 mars, à 8 heures du soir, au siège, 6, boulevard Magenta, Réunion. Le camarade Mio expliquera les principes du groupe.

° LYON. — **Groupe l'Émancipation**. — Dimanche 24 mars, à 8 heures du soir, chez Chamarande, rue Paul-Bert, soirée familiale, chants, monologues, causerie contradictoire entre camarades.

Le groupe organise également pour le jeudi 4 avril, un grand meeting de protestation qui aura lieu salle de l'Amphithéâtre, rue de l'Hôtel-de-Ville, avec le concours du camarade Ch. Malato. Sujet traité : l'affaire Ferrer et Mackens.

° MARSEILLE. — **Les Précurseurs**. — Des anarchistes voulant œuvrer efficacement ont constitué un groupe pour la diffusion de leurs idées. Ils font appel à tous les camarades pour assister à la réunion qui aura lieu *dimanche 24 courant, à 6 heures du soir*, bar Grasset, boulevard d'Athènes.

° TOULON. — **Jeunesse Libre**. — Samedi 23 courant, causerie par un camarade, sur l'*Utilité de la critique anarchiste*. Les détenteurs de livres de la bibliothèque sont invités à les rapporter au plus tôt au siège du groupe, 14, rue Nicolas-Laugier, au 1er, en vue de l'inventaire.

Petite Correspondance

G. D. — *Au sujet du Métro* : Ne rentre pas dans notre cadre.

G., aux PETITES ROCHES. — Vous aviez négligé de nous redonner votre adresse.

G., à MORMANS. — N'ayant que la seconde série de cartes, j'ai remplacé par d'autres.

H., à DAUPHIN. — Réexpédié le numéro. La poste !

T., à AMBAZAC. — J'avais confondu 1905 et 1895.

L., à BARCELONE. — Abonnement se terminera fin juin. L'*Art et la Révolution*, de Wagner, épuisée. Que voulez-vous en place ?

P., à LYRA-PALO. — L'abonnement était expiré fin décembre. Le prochain fin juin.

SMYRNE. — Merci pour les cartes.

S. DE C., à LISBONNE. — Votre abonnement finissait fin février. Le prochain fin août.

AU CAMARADE MÉCANICIEN qui cherche du travail à Tours. — Avons perdu votre adresse, écrivez à H. Rousseau, 12 bis, rue Sébastopol, Tours.

Reçu pour le journal : B., à Saint-Vallier, 1 fr. — R., à Dupleix, 1 fr. — L. B., à Paris, 1 fr. — M., à Morez, 0 fr. 45. — J. M., à Saint-Rambert, 0 fr. 50. — R., au Vésinet, 1 fr.

Reçu pour Léon Baudry (emprisonné) : C., à Argenton-sur-Creuse, 0 fr. 50.

M., à Brest. — B., à Cholet. — S. à Varna. — G., à Aiglemont. — S. de C., à Lisbonne. — D., à Mons. — L., à Liège. — V. E., à Lyon. — M., à Torchefilon. — P., à Lyra. — G., à Dakar. — O., à Vortaca. A. M., à Rosebouk. — C., à Limoux. — F., carcel modelo, à Madrid. — R., au Vésinet. — L., à Essonnes. — A. D., Alençon.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE *La Libératrice* (Assoc. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris





Une bonne préparation.

Dessin de Hermann-Paul.

12e ANNÉE. — N° 48.

30 MARS 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an. . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de B. Naudin.

SOMMAIRE

La Barricade

II

(Suite et Fin)

M. Clemenceau a une théorie qui, du reste, est celle de tous ceux qui, en admettant les injustices actuelles, n'aiment pas à être troublés dans leur digestion : « Il y a, avant tout, le droit pour la société de vivre. Le régime capitaliste a, pour lui, le fait d'exister et, par cela, le droit de se défendre contre ceux qui l'attaquent. »

Mais oui, tout ce qui existe a le droit de vivre ! Mais à condition que ceux qui font les frais de cette vie, veuillent bien continuer à garnir le garde-manger. Au point de vue simplement naturel, les bêtes féroces ont le droit de vivre ; au point de vue physique de notre globe, elles en auraient même plus le droit que l'homme, car elles l'abiment moins que lui. Cependant, partout où l'homme a pu s'établir en maitre, il a détruit les bêtes féroces ; et, pour son amusement, les traque jusqu'en les parties qui sont restées leur domaine. Par quel privilège, les bêtes féroces à deux pattes qui se nourrissent de la substance de leurs semblables, se prétendraient-elles inaccessibles aux réclamations de ceux qui se refusent à leur servir de pâture plus longtemps ?

M. Clemenceau s'est défendu en parfait ministre. Mais, lorsque, rentré chez lui, il se sera trouvé en tête-à-tête avec l'auteur du *Grand Pan* et de *La Mêlée sociale*, le ministre se sera senti sûrement fort amoindri lorsque l'écrivain, évolutionniste et matérialiste, l'aura apostrophé ainsi : « Tu soutiens que la société a le droit de vivre. Bon ! Mais l'ouvrier, lui aussi, a le droit de vivre, puisque, lui aussi, existe d'une façon beaucoup plus tangible que ta société. Et, si je ne me trompe, son droit de vivre prime celui de la société, car, lui, est un être bien vivant, bien défini, bien concret, tandis que ta société n'est qu'une chose n'existant pas par elle-même, mais par le fait de la réunion d'un nombre illimité d'individus qui n'ont intérêt à ce que cette société existe à condition qu'elle leur facilite les moyens de vivre. Et si, au lieu de trouver une aide dans cette société ils n'y trouvent que misère et oppression, ils ont le droit de s'en séparer pour en créer une autre répondant mieux à leurs besoins. Sans doute, M. Clemenceau a la langue trop bien pendue pour que le ministre se trouve à court. Et celui-ci se sera empressé de répondre que l'état social n'est pas composé seulement d'ouvriers, qu'il y a, dans cette société, une foule de fonctions qui, elles aussi, ont le droit d'être protégées.

Eh ! sans doute. Mais le fait d'intervenir dans une lutte pour empêcher l'un des combattants d'user des moyens qui sont à sa disposition pour obtenir satisfaction, c'est prendre parti pour son adversaire contre lui.

En intervenant dans la lutte pour empêcher les travailleurs d'user de la coalition de leurs forces pour imposer leurs conditions à leurs exploiteurs, M. Clemenceau peut bien se croire le protecteur du faible contre l'oppression, mais il démontre, par le fait, que le rôle des pouvoirs politiques est d'assurer aux capitalistes la tranquille jouissance de leurs rapines. C'est une seconde moralité que nous avons à tirer de cette séance.

—

M. Clemenceau, journaliste a, avec beaucoup de talent, démontré que la société capitaliste n'existe que parce que des millions d'êtres consentent à travailler, peiner, et produire dans la gêne et la misère.

Avec moins de talent, mais d'une façon tout aussi concluante, M. Clemenceau ministre nous démontre que les travailleurs n'ont rien à attendre de la générosité de leurs exploiteurs, que ce qu'ils sauront imposer par eux-mêmes, de vive force.

Certes, lancée du haut de la tribune, elles font très bien, les phrases dans le genre de celle-ci :

« Je vous ai posé, monsieur Jaurès, il y a huit ou dix mois, une question à laquelle vous n'avez pas trouvé de réponse, quand vous avez reproché au gouvernement de faire intervenir la troupe dans le Nord : « Les incendies, les vols et les pillages, les auriez-vous permis ? » Vous n'avez pas répondu.

« Je vous pose aujourd'hui une seconde question : Dans Paris, toléreriez-vous que pendant un temps indéterminé, vos enfants restassent sans pain, pour la gloire de votre théorie ? Répondez.

« Moi, indigne, je suis à un poste où je suis obligé de me poser la question pour tout le monde et de la résoudre. »

En place de lieux communs qui ne voulaient rien dire, M. Jaurès aurait pu vous clouer le bec, en vous retournant votre question :

« Si, au lieu d'être ministre de l'Intérieur, M. Clemenceau, vous étiez ouvrier ?

« Si, au lieu d'être un privilégié de cet ordre social que vous défendez, vous n'en étiez qu'un paria, et que vous soyiez parvenu à déchirer le voile d'ignorance dont une savante organisation sociale a su, jusqu'ici, entourer ceux qu'elle exploite et qu'elle opprime ; si vous étiez enfin arrivé à la compréhension que vos maîtres se fichent de vous avec leurs promesses jamais réalisées, accepteriez-vous que vos enfants continuent à végéter dans la misère, l'ignorance et le travail prématuré, parce que le bonheur que vous réclamez pour eux, risquerait à enlever quelques jouissances factices à ceux qui vous exploitent ? »

Et c'est bien là la question chaque fois que les travailleurs réclament un peu plus de mieux-être ou de liberté, on les accuse de bouleverser la société, on veut les forcer à ajourner leurs réclamations, sous prétexte qu'elles sont intempestives, tandis que les

capitalistes sont toujours dans leur droit lorsqu'ils se refusent à lâcher quelque concession en restitution de leurs vols.

Mais les travailleurs sont arrivés aujourd'hui à comprendre qu'il était injuste que tout le travail, toute la misère, toutes les privations soient d'un côté, tandis que tout le superflu, toutes les jouissances soient de l'autre. Ils ont compris qu'eux seuls fournissent la force à ceux qui les oppriment, et ils ont résolu d'utiliser cette force à rétablir l'équilibre.

Que les jouisseurs veuillent assurer la stabilité de ce qui existe, en endormant avec des promesses d'amélioration, ceux qui réclament, c'est leur rôle, c'est le rôle de tout gouvernant.

Mais ceux qui peinent et souffrent, ne veulent plus se rassasier de promesses et d'espérances. Ils sont résolus de « troubler la fête » chaque fois qu'ils auront l'espérance d'en tirer quelque chose. Ils ne « coupent » plus à l'ordre public. L'ordre ne régnera que lorsqu'il sera fait droit à leurs justes exigences.

A une délégation de la Confédération du Travail, M. Clemenceau, au 1er Mai dernier, répondit : « Nous ne sommes pas du même côté de la barricade ». C'était reconnaître que, au lieu d'être — ce qui serait sa raison d'exister — une association harmonique, la société n'est qu'un champ de lutte, au centre duquel s'est embusquée la poignée de parasites qui force le plus grand nombre à produire à son profit. Une partie de ceux qui produisent en ont assez du rôle de sacrifiés, et ils réclament ; et, lorsqu'on refuse de leur donner satisfaction, ils renversent la table.

Ce n'est que le commencement. Au fur et à mesure que s'agrandira le nombre de ceux qui auront compris leurs véritables intérêts, il est à prévoir que les réclamations deviendront de plus en plus fréquentes, de plus en plus exigeantes, de plus en plus impératives..., dût la digestion de quelques-uns en être troublée. Cela peut être fort ennuyeux pour les ministres de l'Intérieur à venir, et rendre le métier fort désagréable ; mais si cela a de l'importance pour les politiciens, cela n'en comporte aucune pour des gens qui ne veulent plus se payer de promesses, et entendent réaliser eux-mêmes, ce qu'on leur a vainement promis depuis si longtemps.

J. GRAVE.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Ouvriers caoutchoutiers

(Suite et Fin)

Il me reste à parler de la possibilité d'accidents particuliers, par suite de l'emploi de plus en plus fréquent des femmes dans l'industrie du caoutchouc. Je veux parler des *troubles de la grossesse*. Or, aucune étude médicale n'a été entreprise à ce sujet.

Nous pourrions raisonner par analogie et nous souvenir que le plomb, le mercure, etc., ont une action funeste sur les grossesses. Tout empoisonnement chronique entraîne fausses couches ou accouchements prématurés, il augmente la proportion des enfants morts-nés et des enfants débiles. Cela se comprend, si l'on considère que l'action d'un poison ne se localise jamais à tel ou tel organe, qu'il finit par imprégner tout l'organisme ou par retentir sur toutes les fonctions.

Pour le sulfure de carbone en particulier, il a déjà une action certaine sur les fonctions génitales, par le fait même de l'abolition du besoin sexuel au cours de l'empoisonnement. De plus, chez la femme, on observe des troubles au moment des règles (dyménorrhée, ménorrhagie). Ces troubles, en s'associant avec la dépression générale, l'anémie, etc., nous permettent de prévoir des perturbations probables dans l'évolution des grossesses.

On peut en dire autant pour la benzine, à cause de l'anémie qu'elle entraîne et des congestions et hémorrhagies qu'elle peut provoquer.

On voit qu'il y a encore beaucoup de points obscurs dans les intoxications auxquelles sont exposés les ouvriers caoutchoutiers. Je rappelle qu'aucune étude n'a été faite sur les effets du protochlorure de soufre ; il y aurait aussi à étudier d'une façon suivie l'influence du sulfure de carbone, de la benzine et du chlorure de soufre sur les grossesses. Des statistiques pourraient être établies, et avec d'autant plus de facilité que la main-d'œuvre féminine est de plus en plus utilisée par le patronat (afin de payer de plus bas salaires).

Les ouvriers comprendront qu'il est de leur intérêt de provoquer ces recherches, au lieu d'attendre celles-ci de la curiosité fortuite des médecins. Ils arriveront à se débarrasser des préjugés concernant l'autopsie. Ils n'attendront pas une enquête de la sollicitude officielle. D'ailleurs ils peuvent avoir à combattre des opinions intéressées.

Qu'ils se souviennent du rapport présenté au Sénat par le Dr Treille au sujet de l'empoisonnement par la céruse ! Treille a pu soutenir que l'intoxication par le plomb n'existe pas et que les symptômes observés sont dus à l'alcoolisme des ouvriers.

Cette objection est d'autant plus facile à émettre que les poisons ont d'ordinaire des effets semblables (1). Mais, en particulier, l'empoisonnement par le sulfure de carbone ressemble à celui de l'alcool. On y retrouve l'ivresse, l'excitation, la loquacité, la titubation, le tremblement, etc.

Il est encore un autre traquenard à allure scientifique, que les ouvriers caoutchoutiers peuvent rencontrer. On leur dira : « Les troubles que vous nous présentez ne sont que des troubles hystériques. »

L'*hystérie* est une explication trop commode pour ne pas être employée contre les malheureux empoisonnés. Explication d'autant plus commode, que les médecins ne savent rien, absolument rien sur la nature de l'hystérie. Les théories les plus contraires ont pu être émises à ce sujet, et sont encore soutenues avec la même conviction.

On se représente, tant bien que mal, l'hystérie comme une sorte de déséquilibrement (portant sur l'un ou l'autre sexe) dont la cause est dans une perturbation de centres nerveux — soit qu'il s'agisse d'une faiblesse mentale, soit (plutôt) qu'il s'agisse d'une dissociation dans le fonctionnement des centres nerveux.

On comprend que ce déséquilibrement puisse être favorisé par les intoxications, lesquelles ont pour effet de troubler le fonctionnement de l'organisme. Mais il faut bien savoir que cette perturbation est quelquefois grave et que ses suites peuvent avoir l'évolution la plus fâcheuse.

Au lieu de reconnaître la gravité possible des troubles dits hystériques, certains médecins intéressés, par exemple des médecins d'assurance-accidents, haussent les épaules et déclarent que les troubles observés sont la conséquence de la suggestion, quelquefois même de la simulation.

A ce sujet, il est à remarquer que les accidents peuvent faire éclater tout d'un coup les symptômes d'un empoisonnement latent. Il semble que l'équilibre des fonctions organiques qui jusque-là avait pu se maintenir, se trouve rompu brusquement. *Les accidents du travail* ont donc sur les ouvriers soumis à des influences toxiques des conséquences redoutables et complexes.

Pour ajouter à la confusion, il se trouve que les empoisonnements ont, pour conséquence la plus fréquente, des troubles de la sensibilité. Or les médecins ont tendance à faire rentrer sous la dénomination d'hystérie des troubles de sensibilité dont la cause paraît échapper à l'observation. Est-ce l'existence de ces troubles de sensibilité, causés par le poison, qui provoque l'hystérie ? ou bien ces troubles ne sont-ils que secondaires à une hystérie réveillée par le poison ? Mais pourquoi n'y aurait-il que des hystériques dans certaines professions ?

En réalité, les ouvriers sont victimes du parti-pris des écoles et de théories *a priori*. Les perturbations organiques créées par l'empoisonnement peuvent s'accompagner de troubles dits hystériques, mais la plupart des symptômes sont dus à l'intoxication comme cause directe. On est obligé de reconnaître des altérations des nerfs (névrites) dans bon nombre de cas. Et quand peut-on saisir (surtout sur le vivant) le début d'une altération ?

Je me souviens d'avoir soigné un petit façonnier qui travaillait à la fabrication des thermomètres, baromètres, etc., et présentait les signes les plus nets de l'empoisonnement par le mercure. Fatigué de m'entendre dire que son seul salut était dans l'abandon de sa profession, il alla consulter un de ces médecins qui ont acquis honneur et profit parce qu'ils ont été les élèves de Charcot. Le spécialiste en affections nerveuses déclara au malade et à sa famille qu'il ne s'agissait que de symptômes hystériques, sans gravité pour la vie. Quelques mois après, le soi-disant hystérique mourait par déchéance organique avec tous les signes d'une intoxication profonde.

Il est un peu tard pour s'apercevoir de l'existence de l'empoisonnement, lorsqu'arrivent les accidents irrémédiables. Et cependant ce n'est ainsi que le public se rend compte de l'empoisonnement. On reconnaît qu'un individu est empoisonné lorsqu'il devient paralysé ou fou (sulfure de carbone, alcool, etc.). On n'imagine pas que ces états ne sont que les termes ultimes d'une évolution plus ou moins lente. C'est à peine si l'on fait attention à des incidents aigus comme l'ivresse avec le sulfure de carbone, comme la colique de plomb avec la céruse. Ce qui frappe, c'est l'incapacité de travail ; c'est elle qui, seule, attire l'attention.

Il en est d'ailleurs ainsi pour toutes les affections chroniques. Un ouvrier, atteint de phtisie pulmonaire, n'envisage guère de sa maladie que les poussées plus fortes ou les accidents divers qui l'obligent à interrompre son travail ; il ne fait appeler le médecin que pour être remis le plus vite sur pied afin de recommencer à gagner sa vie. Il n'a pas le luxe de pouvoir s'offrir un traitement général et continu, ordinairement incompatible avec les nécessités de l'existence, et il écarte de son esprit toute notion d'ensemble sur la marche et l'évolution de la maladie.

Il faut cependant savoir que la paralysie et la folie, par exemple, ne constituent pas tout l'empoisonnement par le sulfure de carbone. Comme ce sont des accidents qui n'éclatent qu'à échéance plus ou moins longue et qui ne frappent pas tous les individus, il en résulte une certaine insouciance envers le danger.

(1) Encore, dans l'*Humanité* du 23 mars, on raconte qu'un ouvrier des étuves municipales, souffrant d'intoxication mercurielle, fut accusé d'alcoolisme.

On s'habitue d'ailleurs au danger, comme le couvreur sur son toit. On ne pense pas que soi-même on puisse être atteint à son tour. Et on ne se rend pas compte que déjà l'empoisonnement existe et qu'il a déjà fait œuvre irrémédiable.

Quand par hasard il se produit des symptômes dits hystériques, ceux-ci sont la preuve d'une perturbation dans le fonctionnement des centres nerveux. Mais ce n'est là qu'une des manifestations du déséquilibrement causé par l'intoxication. Il y a bien d'autres désordres qui, eux, restent plus ou moins latents.

Les poisons agissent sur l'organisme entier. Si le sulfure de carbone, par exemple (comme l'alcool), a une action spéciale sur le système nerveux, il n'en a pas moins une action générale, soit directe, soit indirecte, sur tous les organes et sur toutes les fonctions.

C'est ce qui explique la diversité des symptômes observés dans les empoisonnements chroniques. Mais, comme je l'ai déjà dit, ces symptômes manquent ou ne sont pas apparents. Il peut même arriver que des désordres tardifs éclatent plus ou moins longtemps après l'abandon de la profession, je veux dire après la cessation de tout travail dangereux.

En somme, si tous les caoutchoutiers ne sont pas fous ou paralysés, ils ne peuvent pas être considérés comme des individus bien portants. Tous sont touchés plus ou moins profondément par l'intoxication. Il en résulte un certain degré de déchéance organique, à évolution de rapidité variable, suivant les individus et la résistance de leurs organes, suivant les conditions du travail et les conditions de vie.

En tout cas, par suite de l'empoisonnement latent, ils se trouvent tous dans un certain état d'affaiblissement qui les expose, plus que d'autres, à la contagion des maladies infectieuses, et surtout qui aggrave les cours de ces maladies, de même qu'il assombrit le pronostic des tares chroniques, antérieures ou acquises.

On peut donc dire que les professions insalubres ou toxiques abrègent la vie de ceux qui y sont occupés. Il n'existe « aucun tempérament » qui puisse échapper à l'action du poison, il n'y a pas de véritable accoutumance. Mais les individus faibles, chétifs, névrosés, alcooliques, sont plus rapidement atteints. Aussi l'effort des commissions officielles d'hygiène se réduit-il à recommander l'exclusion ouvriers débiles ou tarés. Aux plus sains et aux plus robustes doit être réservé l'avantage d'être soumis à l'empoisonnement chronique.

La déchéance organique, due à l'action du poison, est facilitée par les autres mauvaises conditions d'hygiène. Ainsi on a constaté qu'une fatigue peut faire éclater les effets, jusque là cachés, de l'empoisonnement, par l'apparition de désordres plus ou moins graves. La fatigue répétée (ou surmenage) accélère beaucoup l'évolution de l'empoisonnement et en augmente les troubles. L'insalubrité du logement, le mauvais choix des aliments, l'alcoolisme, viennent aggraver les symptômes. Il semble que les individus bien nourris résistent mieux à l'intoxication.

Dans ces conditions il y aurait nécessité urgente à ce que les caoutchoutiers puissent se donner d'excellentes conditions d'existence. Il faudrait qu'ils comprennent bien, non seulement l'agrément d'un confort relatif, mais la nécessité vitale de ce confort. Il faudrait surtout qu'ils connaissent le danger de l'empoisonnement chronique auquel ils sont soumis.

Cela peut paraître singulier, mais beaucoup ignorent les dangers de la profession. On embauche de tout jeunes gens, garçons et filles, qui, comme leurs parents, sont tout à fait inconscients des conséquences funestes du travail auquel ils se livrent.

Combien l'industrie du caoutchouc en flétrit-elle de ces jeunes gens, usés avant l'âge ? Il est dommage que les conseils de révision ne donnent pas la statistique des refusés par profession.

Même les adultes ne savent pas. On met les recrues devant les bains de sulfure de carbone, en les avertissant que « le métier sent mauvais, mais que ça n'a pas d'inconvénient pour la santé. »

L'insouciance, la nécessité de gagner sa vie viennent ainsi s'ajouter à l'ignorance. Et on s'empoisonne ainsi sans la moindre velléité de révolte.

Que dis-je ? Au lieu d'exiger des conditions privilégiées de travail, les caoutchoutiers acceptent des conditions plus dures que dans d'autres industries, bien moins dangereuses. Ils acceptent des salaires de quatre à cinq francs. Ils acceptent de travailler dans des conditions extrêmement défavorables.

Il y a des usines si mal installées que la fréquence des cas d'empoisonnement y est plus grande que partout ailleurs ; je veux dire que l'empoisonnement y manifeste plus rapidement ses effets. Dans certains endroits on supprime toute aération pour ne pas gêner quelque procédé primitif de fabrication, conservé par le patron par raison d'économie. A l'action des poisons peuvent s'ajouter d'autres inconvénients. Je veux parler des éclaboussures des liquides (1), car le sulfure de carbone, la benzine, le chlorure de soufre ont des effets irritants sur la peau et les muqueuses. Il y a encore les poussières, celles du talc en particulier, qui viennent augmenter l'insalubrité de certains ateliers.

Je me suis laissé dire qu'on pourrait supprimer une bonne partie des dangers de l'industrie du caoutchouc, en modifiant les procédés de fabrication. L'emploi à chaud, si nocif, du sulfure de carbone pourrait être remplacé dans une certaine mesure (et peut-être complètement) par l'emploi de la vapeur d'eau. On pourrait remédier, en partie, aux inconvénients de l'emploi à froid du sulfure de carbone par une aération et une ventilation bien comprises. Mais il est plus facile de gaspiller la santé humaine que de faire une transformation coûteuse de l'outillage et de l'installation.

Il y aurait encore à diminuer au maximum le temps où les tavailleurs sont exposés aux émanations des vapeurs toxiques, d'où nécessité de réduire la journée de travail dans des proportions considérables.

Il y aurait à faire alterner, pour les occupations les plus insalubres, des équipes successives allant ensuite travailler au grand air.

Il y aurait à exiger des congés fréquents et payés, etc.

On voit donc à quelles revendications les ouvriers caoutchoutiers se trouvent entraînés. Jusqu'à présent ils n'ont eu l'ambition que de gagner leur vie au jour le jour; et ils n'ont gagné que l'empoisonnement.

Il faut qu'ils soient plus exigeants. Il ne faut pas qu'ils se bornent à attendre une amélioration illusoire de la charité d'autrui ; il ne faut pas qu'ils croient que d'autres qu'eux-mêmes puissent agir à leur place.

Il faut qu'ils agissent eux-mêmes directement. Il faut qu'ils prennent conscience des dangers de leur profession et de la nécessité d'une vie meilleure, plus hygiénique. Et c'est cette connaissance de leurs besoins, de tous leurs besoins, qui fera la force de leurs volontés.

M. Pierrot.

(1) Les ouvriers peuvent aussi avoir à tremper leurs mains dans les bains. Enfin les vapeurs ont elles-mêmes une action irritante.

Nous avons reçu trop tard pour ce numéro, un article du camarade Desplanques. Il passera la semaine prochaine ainsi qu'un autre du camarade Girard.

Crocs et Griffes

La semaine dernière, à la Chambre, un député, M. Ceccaldi, demandait que le gouvernement nommât une commission parlementaire afin de vérifier l'exactitude des faits de barbarie accomplis aux compagnies de discipline, racontés dans le Journal par Jacques Dhur, qui s'appuyait de nombreux témoignages, et entre autres, des confessions d'un des tortionnaires, Steinher.

C'était enfin le moment, pour les anciens dreyfusards de tenir leurs promesses et de porter enfin le bistouri dans les chancres de notre état social.

M. Picquart, ministre de la guerre, a commencé par déclarer que les compagnies de discipline ne représentaient qu'un effectif de 796 hommes sur 600.000 que comporte l'armée. Ce chiffre suffisant à démontrer qu'il ne s'agit pas d'hommes vraiment bien intéressants !

Il y a une question-scie que j'ai souvent entendue poser : Etant données la longueur du navire et la hauteur de son mât, dire quel est l'âge du capitaine ? » Je n'ai jamais entendu donner la solution. M. Picquart, lui, est assez fort pour, d'un chiffre donné, déduire la moralité des individus que représente ce chiffre !

Et quand même ils ne seraient pas intéressants, est-ce une raison pour les torturer, monsieur Picquart ?

Ensuite, mettant en doute la valeur des documents et témoignages produits par Jacques Dhur, le ministre de la guerre pense les réduire à néant en lisant une lettre d'un monsieur quelconque qui affirme avoir été au 2e étranger et n'avoir jamais vu aucun des actes d'atrocité dénoncés, insinuant que ce ne peut être qu'une campagne contre l'armée.

Et M. Picquart d'invoquer l'honneur de l'armée, et de faire repousser l'enquête parlementaire. C'est par des militaires, nommés par le ministre de la guerre, que l'enquête devra être menée.

Pourtant le Parlement a, lui aussi, des intérêts de classe et de gouvernement à ménager. Et nous aurions pu, avec plus de raisons que M. Picquart, faire des réserves sur les résultats que peut donner une enquête parlementaire.

Oui, sans doute, mais des civils n'ont pas d'esprit de corps à ménager, et, après tout, l'armée n'est-elle pas intangible ! ne doit-elle pas être tenue à l'écart des « passions politiques » ?

Et c'est M. Picquart qui, le premier, a mis le nez dans ce ramassis de mensonges, de faux, de calomnies, de délations qui avaient pour but de « sauver l'honneur de l'armée », en masquant une première violation de justice — qui, au nom de l'honneur de l'armée, repousse une enquête menée par d'autres que des soldats !

C'est M. Picquart qui, pour avoir osé prendre la défense d'un innocent, fut envoyé en Tunisie pour y être assassiné, qui nie les atrocités de Biribi, alors que voilà des années et des années que des voix multiples s'élèvent pour les dévoiler, précisant les faits, donnant les noms des bourreaux, et que l'administration se contente de nier les faits, se gardant bien de poursuivre pour diffamation les accusateurs, car elle sait que, dans un débat public, ses dénégations ne ne prévaudraient pas contre les faits.

Depuis que l'affaire Dreyfus est terminée, il m'a été enlevé bien des illusions sur la « beauté du geste » de certains dreyfusards, et à leur façon de se ruer à la curée des places, j'ai compris que la défense de la vérité, de la justice et de l'innocent, pouvaient être des placements de bon rapport.

Cependant, quelques figures surnageaient pour moi, au-dessus de la mesquinerie ambiante, et celle de Picquart — quoique soldat — était une de celles-là.

Picquart mu par l'esprit de justice, n'avait pas hésité à sacrifier son repos, sa réputation, sa situation, pour défendre un innocent.

J'avais oublié que l'innocent était un « officier », et, de plus, un millionnaire. Ce n'était pas l'innocent que défendait Picquart, c'était un homme de son monde et de son clan, la simple chair à canon, et sans le sou, n'a aucun droit à réclamer justice. « Ils ne sont pas vraiment intéressants. » C'est ce que vient de nous démontrer — j'allais dire la conduite ignoble que Picquart a tenue vendredi dernier. Ignoble! pourquoi employer de gros mots. Qu'il suffise de dire que Picquart s'est conduit en « officier », en prétorien du capital. C'est suffisant.

J. Grave.

Un Crime Capitaliste aux États-Unis en 1887

Quelque crime toujours précède les grands crimes.

A l'heure où la bourgeoisie américaine, avide de rééditer la sanglante tragédie du 11 novembre 1887, s'apprête à livrer au bourreau nos camarades Moyer, Haywood et Pettibone, pour leur activité révolutionnaire dans la Fédération des Mineurs de l'Ouest, il est utile que nos camarades européens connaissent, avec preuves à l'appui, les procédés ordinaires des capitalistes *yankees* dans la lutte des classes.

Les horreurs de la Mano Negra et de la forteresse de Montjuich en Espagne, les atrocités des bagnes russes ont leurs équivalents au « Pays du XXe siècle ».

Le procès de Moyer, Haywood et Pettibone doit avoir lieu, s'il n'est de nouveau renvoyé, le 5 mars (1) et l'on peut redouter que la Cour d'assises de l'Idaho demeure sourde aux protestations que ne cesse de faire entendre la classe ouvrière contre le meurtre prémédité de trois innocents. C'est que la pression capitaliste est trop forte. Roosevelt lui-même, au mépris de la Constitution, ne vient-il pas de proclamer que les accusés méritent la potence?

Il importe toutefois, il est essentiel que l'infâme gredin qui a machiné le guet-apens de l'Idaho, Mac-Portland, soit démasqué. Il suffira de montrer le rôle qu'il a joué, il y a près de trente ans de cela, dans une affaire aujourd'hui complètement oubliée, et qu'un correspondant de l'*Appeal to Reason*, le célèbre journal socialiste du Kansas, M. George H. Shoaf vient de ressusciter très heureusement : Nous voulons parler de l'affaire des *Mollie Maguires* de Pensylvanie.

Traduire ce travail d'une documentation rigoureusement précise, plein de faits, de dates et de chiffres irréfutables nous entraînerait trop loin. Il faut nous contenter de le résumer le plus fidèlement possible.

* * *

En bref, l'histoire des *Mollie Maguires* est celle de l'anéantissement des petits patrons des mines d'anthracite de Pensylvanie en même temps que de l'organisation ouvrière, par deux hommes, Franklin B. Gowen, président d'une puissante compagnie de chemins de fer, la *Philadelphia and Reading Company*, et son agent salarié, l'immonde James Mac-Portland.

(1) Nous ignorons si le procès a eu lieu.

« C'est une histoire de crime, de souffrance et d'injustice qui, nulle part, n'a son parallèle, si ce n'est dans les horreurs du Colorado (1). » Monopoliser les mines d'anthracite, faire disparaître les petits patrons indépendants et briser l'organisation prolétarienne, tel fut le projet conçu par Gowen, et dont l'exécution fut confiée par lui à l'infâme Mac-Portland.

Gowen est mort; dans un accès de remords, il a mis fin à ses jours. Quant à l'autre, il vit malheureusement toujours et c'est lui qui, au profit du capitalisme américain, cherche aujourd'hui à détruire la Fédération des Mineurs de l'Ouest et à assassiner trois de ses membres les plus actifs.

Les procédés de ce scélérat sont restés les mêmes. Voilà ce qu'il importe qu'on sache.

* * *

Les usines d'anthracite de la Pensylvanie orientale, découvertes en 1762, n'ont réellement été mises en valeur qu'en 1834. Longtemps l'exploitation fut faite par un grand nombre de petits patrons indépendants les uns des autres. Avant la construction du chemin de fer de Philadelphie à Pottsville, le transport du charbon se faisait par le Schuylkill canal, et la vente s'en faisait à bon prix à Philadelphie, New-York, Boston ou Richmond. Les exploitations étaient prospères.

Parfois pourtant des troubles y éclataient, imputables à l'attitude des patrons envers toute une catégorie d'ouvriers hostiles aux travailleurs irlandais; ils favorisaient contre eux les mineurs anglais, gallois et allemands, qui seuls obtenaient les bonnes places. L'Irlandais était condamné aux travaux les plus pénibles, maltraité et méprisé.

C'est pour pallier aux effets de cette injustice, que les ouvriers irlandais s'unirent en une confrérie de défense mutuelle : la Société des *Mollie Maguires*. Il ne s'agissait pas pour ces travailleurs ignorants et illettrés de lutter contre des conditions économiques mauvaises, mais d'empêcher qu'on les molestât davantage et de rendre à leurs adversaires coup pour coup. Il y eut plus d'une fois des bagarres, des corrections données et reçues; mais jusqu'en 1873, aucun meurtre ni individuel ni collectif ne put être imputé à l'organisation irlandaise des Mollies.

C'est alors qu'apparut Franklin B. Gowen. Natif de Philadelphie, il avait commencé par exploiter un charbonnage à Pottsville, mais il avait fait faillite et s'était mis à étudier le droit. Elu *district attorney* dans le comté de Schuylkill, il ne tarda pas à entrer ensuite à la *Philadelphia and Reading Railroad Company* et à en devenir président.

C'était un homme intelligent, ambitieux, avide et, par dessus tout, sans scrupules.

Il entrevit l'avenir du pays minier, surtout du riche bassin du comté de Schuylkill, plus riche à lui seul que tous les autres réunis. Il comprit que celui qui arriverait à mettre la main dessus serait le roi de l'anthracite aux Etats-Unis, et il résolut d'y arriver pour le compte de la *Railroad Company*.

(1) Moyer, Haywood et Pettibone, bien que devant être jugés dans l'Idaho, appartiennent à l'Etat du Colorado, où la Fédération des Mineurs de l'Ouest a son siège (à Denver).

Cependant il fallait, au préalable, faire disparaître les petits exploitants et briser les Mollie Maguires, dont l'insubordination était un danger.

Gowen se mit immédiatement à l'œuvre. Il acheta le canal de Schuylkill qui fut aussitôt abandonné comme voie de transport. Désormais les patrons miniers furent bien forcés d'utiliser le seul chemin de fer qui existât, celui de Gowen. Celui-ci acheta d'autre part la complicité des agents de vente, à la merci desquels étaient les exploitants. Ainsi Gowen devint le dictateur des débouchés de l'anthracite.

Cela ne lui suffisait pas cependant. Bientôt la *Company*, dont il était le président, devient à son tour propriétaire d'une mine.

Alors, directement menacés dans leur existence, les exploitants s'unirent pour résister. Ils fondèrent la *Philadelphia and Reading Coal and Tron Company* et obtinrent une enquête officielle sur les agissements illégaux de la *Railroad* (1875). Il fut prouvé abondamment que cette dernière violait la Constitution pensylvanienne, qui interdit aux compagnies de chemins de fer l'extraction et la vente du charbon, que, par suite de la monopolisation du transport de l'anthracite et du contrôle occulte qu'elle exerçait sur la vente, elle tenait les exploitants à sa merci, et que plusieurs d'entre ces derniers, ruinés, avaient dû céder leur mine à vil prix. Rien n'y fit. L'enquête n'aboutit qu'au désappointement de ceux qui l'avaient demandée.

Cependant Gowen continuait ses exploits. Le gouverneur de Pensylvanie Hartrauft devint son collaborateur dévoué; il corrompit les députés et acheta le concours de la presse. En fait la *Railroad* était l'Etat et Gowen le gouverneur.

Tout était prêt pour frapper le grand coup mûrement médité. C'est alors que Franklin B. Gowen appela à Philadelphie le fameux Allan Pinkerton, le chef de la fameuse agence privée, *Pinkerton Detective Agency*.

(A suivre) A. V.

Faites-nous des Abonnés

Mouvement social

La peine de mort. — Je vois dans les quotidiens que les jurys de plusieurs départements ont signé des pétitions réclamant le rétablissement de la peine de mort.

Si celle-ci est rétablie, je demande tout de même la suppression du bourreau et de ses aides. Leurs fonctions devront être remplies par le chef du jury qui aura prononcé la peine de mort, assisté de deux ou trois jurés. Ce seront eux qui monteront la machine, qui feront au condamné sa dernière toilette, et enfin le coucheront sur la planche. Le chef du jury appuiera lui-même sur le déclic.

Que diable! Quand on se reconnaît le droit de tuer quelqu'un, on doit avoir le courage d'accomplir soi-même la besogne.

Parions que si ces messieurs étaient astreints à un travail aussi répugnant, ils se refuseraient à le faire et ne prononceraient plus de condamnations capitales.

R. Galhauban.

ESSONNES

La Grève d'Essonnes. — Aux renseignements publiés dans l'avant-dernier numéro des *T. N.* une rectification s'impose : les moulins sont en société anonyme dont Darblay est le premier actionnaire. La chapellerie appartient non à lui mais à un nommé Cassé.

Ici comme ailleurs les provocations de la police n'ont pas fait défaut ; les deux premiers jours le calme prêché par les modérés fut complet. Les grévistes se rendirent aux entrées pour arrêter les jaunes par la persuasion ; d'où apparition de la maréchaussée, les grévistes se fâchent et 4 sont arrêtés et condamnés à 48 heures de prison avec sursis ; au cours d'une charge 5 ou 6 sont blessés de coups de sabre, dont un très grièvement à la tête. Le jeudi 14, je crois, une grève de carriers éclate à Juvisy, d'où obligation de retirer une partie de la troupe. Nous en profitons pour agir plus énergiquement ; divisés par groupes nous attendons les jaunes, dont les plus entêtés sont rossés d'importance.

Le samedi 16, 25 gendarmes escortant revolver au poing une douzaine de jaunes menacent de nous tirer dessus sans sommations. Une meule de paille, située dans l'enceinte de l'usine est incendiée ; est-ce un avertissement des grévistes, je ne sais ; en tout cas l'usine est bien gardée car plus de cent hirondelles de potence y mangent et s'y saoûlent comme des cochons jour et nuit.

La tentative de conciliation a échoué, et nous attendons que nos maîtres fassent maintenant le premier pas, bien résolus à ne rien céder. En somme la situation est excellente, la solidarité s'affirme au delà des espérances.

Les soupes communistes fonctionnent très bien, malgré le matériel insuffisant. On parle aussi de l'exode des enfants si la lutte se prolonge.

Des appels ont été lancés dans toutes les Bourses du Travail et les secours commencent à affluer. Le Comité de grève, dont je fais partie, me charge de vous dire que les secours doivent lui être adressés, 9, rue de Paris, chez Courvoisier.

J'ai omis de vous dire que Delaine de la Fédération du Papier fut arrêté à la sortie d'une réunion par suite d'un faux rapport policier. Grâce à nos protestations, Delaine fut rendu à la liberté au bout de 3 jours.

Par les soins de l'autorité préfectorale, une seconde tentative de conciliation fut faite le 20 mars. Les patrons émirent la prétention révoltante de renvoyer pour faits de grève 245 ouvriers, rien que celà ! — Il est vrai qu'ils proposaient de les indemniser largement, par un versement de 36.000 francs. Mais on pense si l'entente put avoir lieu.

Les arrestations continuent. Les deux frères Mary ont été frappés d'un mois de prison sans sursis. Le camarade Vallée et son fils eurent 48 heures de prison, Colin même peine avec sursis.

L'administration des papeteries a armé les jaunes qui, protégés par l'autorité, ont toute licence contre nous, qui ne pouvons pas même sortir avec un bâton dans la main.

LANDES

Mouvement ouvrier. — Les résiniers et métayers de Riou se sont mis en grève, le 18 mars. Après six jours de lutte, ils ont remporté la victoire. Les gendarmes et trois compagnies du 54ᵉ de ligne assuraient l'*ordre*. Il n'y a pas eu trop d'effervescence, si ce n'est le premier jour de grève où les grévistes ont cerné les maisons de trois propriétaires récalcitrants. C'est pour cela que la troupe a été appelée.

Les résiniers et métayers d'Azur sont en grève depuis le 18 mars également. Les gendarmes assurent le service d'ordre. Pas d'incidents ; le conflit dure toujours.

Ceux de Saint-Julien-en-Born sont en grève depuis le 21 mars. Les gendarmes et la troupe, en grand nombre, sont sur les lieux. Il court un bruit persistant que le sabottage va être pratiqué sur une vaste échelle. Ça chauffe terriblement dans ces parages. Pas d'incidents jusqu'ici. — La grève continue.

Nous avions annoncé que les grèves de Gastes, Mimizan et Sainte-Eulalie, étaient terminées ; c'était une erreur, elles ne sont que *suspendues*, en attendant que MM. les adjudicataires veuillent bien signer le nouveau contrat. Et comme ils sont en retard de plus de quinze jours, il y a tout lieu de croire que les grèves vont recommencer bientôt. De plus, la condamnation récente, par le tribunal correctionnel de Mont-de-Marsan, de trois résiniers de Sainte-Eulalie, dont le secrétaire syndical Duclos, à dix jours de prison pour celui-ci et six jours pour les deux autres, sans *sursis*, rapport à la manifestation du 24 février, où la gendarmerie fut malmenée, n'est pas faite pour calmer les esprits ; bien au contraire, c'est un stimulant pour les luttes futures. Allons, ça marche !

G. GILARDIO.

NANTES

Après l'assassinat. — Si le gouvernement en répandant le sang des grévistes, a cru arrêter le mouvement ouvrier à Nantes, il s'est bien trompé.

L'enterrement du docker Victor Charles, tué par un gendarme, a eu lieu au milieu d'une affluence considérable. Plus de 5.000 ouvriers suivaient le cercueil et on remarquait beaucoup de grévistes blessés le samedi.

Ni les charbonniers, ni les dockers, n'ont obtenu satisfaction et la grève continue : naturellement la ville et principalement les quais regorgent de gendarmes, d'agents et de dragons prêts à recommencer les exploits de la semaine dernière. Plusieurs grévistes ont été condamnés à des peines variant entre huit jours et quatre mois de prison pour outrages, jets de pierres, etc.

J'ai dit que les maçons avaient déclaré la grève générale. Ce mouvement est intéressant, car jusqu'à présent, le salaire journalier ne dépassait pas 3 francs, et ils viennent d'obtenir satisfaction (5 francs par jour), grâce à leur cohésion.

Les ouvriers phosphatiers des usines d'engrais de Nantes et de Chantenay ont eux aussi abandonné le travail. Ils sont plus de 1.200 et réclament un salaire de 5 et 6 francs pour dix heures au lieu de 4 francs. Malgré les dragons, ils ont réussi à pénétrer dans les usines de Chantenay, Pilon et St-Gobin, et à débaucher les ouvriers ; très peu de phosphatiers travaillent encore. Les patrons ne veulent pas céder.

Enfin les ouvriers tablettiers de la raffinerie de sucre de Chantenay se sont mis en grève, entraînant tous les ouvriers, au nombre de 550 dont 200 femmes. Ils ont obtenu dès le soir satisfaction : 3 fr. 75 pour dix heures de travail au lieu de 3 francs.

Aussi le mouvement gréviste s'étend peu à peu à toutes les corporations. Il faut aussi signaler la solidarité dont ont fait preuve les dockers de Saint-Nazaire et de Rochefort qui ont refusé de décharger les navires destinés à Nantes. Des soupes communistes organisées par les dockers vont bientôt fonctionner.

A Saint-Nazaire, à signaler une grève dans les chantiers de construction, grève qui comprend 500 ouvriers, mais qui pourrait bien s'étendre.

FÉLIXIO.

SAINT-ÉTIENNE

La Grande Famille. — Cueilli dans un quotidien stéphanois :

« Le service militaire devenu égal pour tous, reste pour la classe ouvrière une accablante charge qui accroît encore sa servitude et sa misère. La paix armée a des horreurs pires que la guerre...

« Un de nos concitoyens, Antoine Mathoulin, tourneur-ajusteur, a été incorporé au 38ᵉ de ligne, 10ᵉ compagnie. Il appartient à la classe 1904. Il a été incorporé en octobre, pour trois ans, cinq mois après sa classe ; il lui reste deux ans à faire.

« Mathoulin est marié. Il a deux petits enfants : un de deux mois, un autre de vingt-deux mois. Sa femme est atteinte d'une gastrite et d'une maladie de foie. Elle est incapable d'aucun travail.

« Le départ du mari pour la caserne a fait entrer au foyer la misère noire.

« Mathoulin n'a pu se résigner à l'idée de voir sa femme et ses enfants mourir de faim. Samedi il est parti. Il est allé s'embaucher pour faire entrer chez lui quelques aliments.

« Les gendarmes sont venus le chercher deux fois : mardi et mercredi.

« Mathoulin est allé à la caserne avec sa femme et ses deux petits. L'entrée leur a été refusée. Samedi, de 9 heuf heures du matin à 4 heures du soir, les enfants ont attendu à la caserne. On ne leur a pas donné le moindre aliment.

« Le plus jeune a failli mourir au commissariat où il avait été enfin transporté.

« Nous signalons ces faits, sans commentaires. Leur sécheresse est suffisamment éloquente.

« Va-t-on rester les bras croisés devant une pareille détresse ? »

Naturellement cela fait bondir d'indignation, mais enfin, y a-t-il lieu de s'étonner qu'avec une organisation anormale des faits anormaux se produisent.

Donner à manger à ces enfants, à cette femme, oui, certainement. Mais, quand bien même les aurait-on rassasiés samedi, il n'y aurait rien de changé. Il fallait recommencer le lendemain, et cela, jusqu'à l'expiration du congé du père. Et puis, si l'on fait cela pour Mathoulin, il faudra le faire pour des milliers d'autres. Ils sont nombreux, les Mathoulins, et dans l'esprit de nos législateurs et de la caste militaire, le budget de la guerre n'est pas un budget d'assistance publique ; son but est de créer de la douleur, et il ne peut engendrer que cela.

Libérer Mathoulin ? et avec lui tous les soldats, pères de famille, alors ? Cela ferait peut-être l'affaire de Piot et des repopulateurs ; mais les nécessités d'une armée forte, nombreuse, capable, au dire des patriotes, de se mesurer avec succès avec les armées étrangères, non moins fortes et nombreuses ?

Tout cela est le résultat de la mauvaise organisation sociale, qui dépense plus pour la mort que pour la vie, et ne saurait prendre fin qu'avec une transformation totale de l'état de choses actuel.

Que les hommes déploient autant d'activité à vivre et à s'aider à vivre les uns les autres, qu'ils en mettent à se nuire et à s'entre-déchirer, et tout ira bien. Il n'y aura plus de Mathoulin, parce que plus de casernes, et tout le monde mangera à sa faim.

GALHAUBAN.

VANNES (Morbihan).

Vannes, le chef-lieu du département du Morbihan, est une ville de 23.000 habitants environ ; elle est située au fond du golfe, qui donne son nom au département, à 12 kilomètres de l'Océan. C'est une petite ville tranquille, comme il y en a beaucoup en province. Il n'y a que le samedi, jour de foire ou de marché que la ville prend une certaine animation.

Ce jour là, les paysans des environs viennent en assez grand nombre pour vendre leurs produits. Le commerce du pays comprend principalement la vente des chevaux, des petites vaches bretonnes, très robustes et qui fournissent un lait excellent ; le beurre salé du pays est également renommé.

Le port, trop étroit, est peu actif ; on n'y voit que quelques bateaux chargés de bois de chauffage.

En été, cependant, il y a de nombreux vapeurs ou « bateaux de plaisir » qui font la traversée de Vannes à Saint-Nazaire, Le Croisic et Belle-Isle.

La municipalité de Vannes, qui est dirigée par M. de l'Estourbeillon, a préféré faire construire dans les environs, des séminaires et des chapelles, au lieu d'agrandir et d'aménager le port.

Les troupes, très nombreuses, font le commerce principal de la ville ; les trois quarts des habitants pourraient fermer boutique si on licenciait la garnison.

L'alcoolisme, qui sévit si fort en Bretagne, fait de grands ravages parmi la population ouvrière vannetaise ; un journal bien pensant de la région, disait dernièrement, que la moitié des aliénés internés à Lesvellec (asile des fous, situé à 2 kilomètres de Vannes), étaient des épileptiques et des alcooliques.

Les loyers, à Vannes, ne sont pas très élevés, la vie y est un peu moins chère qu'à Paris ; il faut dire, par contre, que les salaires sont également moins élevés ; un pain de trois livres vaut 0 fr. 45 ; le lait, 0 fr. 20 le litre ; le beurre, 1 fr. 50 la livre ; la viande, 1 franc le kilo environ ; les œufs, 1 fr. 20 la douzaine et le cidre, 0 fr. 20 le litre,

La population du Morbihan est très catholique et

fort arriérée ; les prêtres, comme dans toute la Bretagne d'ailleurs, sont les maîtres du pays, qui est fanatisé par la religion.

Il n'existe aucun Syndicat, à Vannes ; tout le mouvement révolutionnaire est concentré à Lorient et aux environs (Port-Louis et Hennebont).

Il faudrait que la propagande révolutionnaire, qui est forte à Lorient, vienne un peu secouer de leur torpeur, les ouvriers vannetais.

L. D.

Mouvement international

ALLEMAGNE

Congrès anarchiste. — La cinquième Conférence de la Fédération anarchiste d'Allemagne aura lieu pendant les fêtes de Pâques (31 mars-1er avril.)

A l'ordre du jour figurent les questions suivantes :

Nécessité de l'organisation (rapporteur : Sepp Oerter, de Berlin.)

L'idée de l'anarchisme et sa tactique (rapporteur : le docteur Raphaël Friedeberg, de Berlin).

La propagande antimilitariste (rapporteur : H. Drewes, de Hanovre.)

Anarchisme et religion (rapporteur : Aug. Kettenbach, de Wiesbaden.)

La presse (rapporteur : P. Fraubose, de Berlin.)

Le Congrès international d'Amsterdam.

Le lieu exact où se réuniront les délégués sera ultérieurement donné.

Le Procès du Bréviaire. — Le 1er mars est venue devant les juges berlinois l'affaire du *Bréviaire du Soldat.* Sur les trois accusés, deux seulement étaient présents, Karl Sauter, l'ancien rédacteur du *Revolutionnar*, et Peter Schauf, de Crefeld. Arthur Malyscha avait jugé prudent de mettre la frontière entre ses juges et lui.

Sauter était accusé en outre d'avoir, pendant l'été de 1906, propagé un recueil de chansons anarchistes en 11 langues, le *Chansonnier international du Révolté.*

Schauf fit, à l'audience, une fort triste figure. Les larmes aux yeux, il se repentit, et déclara qu'il voulait redevenir catholique et commencer une nouvelle vie. Mais nous ne pouvons entrer dans le détail des débats. Il suffira de dire que Sauter fut condamné à *1 an* de prison, et Schauf à 3 mois.

Perquisition et Saisie. — Le numéro 8 du *Freie Arbeiter* a été saisi. Deux mille exemplaires sont tombés aux pattes des policiers. Ce numéro était illustré et le tirage en avait été triplé. Il contenait des articles de propagande antimilitariste. Le rédacteur du journal *Friedrich Paar* est poursuivi.

Rudolf Destreich, sa peine expirée, a repris sa place au *Freie Arbeiter.*

P. B.

ANGLETERRE

Les Trusts. — Il fut un temps où M. William Hesketh Lever eut l'orgueil de vouloir être un patron unique en son genre. Au lieu du traditionnel bagne moderne, fumant et empesté, entouré de bouges repoussants, il édifia une « bouillerie » de savon modèle au sein du vert Cheshire ; puis les affaires marchant, il fit surgir Port Sunlight, la Reine des Cités ouvrières. Cottages, églises, écoles, bibliothèques, gymnases, parcs, lacs et bosquets, toute une ville de santé et de beauté, donna à ses esclaves l'idée d'un Paradis terrestre. Pour exploiter ses semblables, M. Lever y mit tant de générosité et d'intelligence qu'un nimbe de sainteté auréolait son front. Sa réputation de philanthrope avisé était devenue quasi-universelle.

Il y a quelques mois, tout à coup, le bon philanthrope jeta le masque. Afin de réduire les frais généraux de son industrie au minimum et de tuer toute concurrence, il fit appel à ses confrères pour créer une association de production en commun. Il fut l'instigateur du *Soap Trust*, combinaison évidemment inspirée par les gigantesques monopoles des milliardaires américains.

Lorsqu'un trust se fonde en Amérique, les intéressés ont bien soin de garder le plus absolu secret. Ce n'est que deux ou trois ans après sa naissance que le public en est avisé. A peine formé, le *Soap Trust* commit la maladresse de crier sur les toits son existence. Les patrons américains qui suivaient ses fluctuations s'esclaffèrent, paraît-il, sans réserve.

Le trust naissant commit une autre gaffe. Il éleva hypocritement le prix de ses produits en lançant sur le marché des savons de 16 onces (1 pound) qui n'en pesaient que 15 en réalité. Immédiatement, la presse tout entière jeta le cri d'alarme en prenant les intérêts de ses lecteurs spoliés. Les actions du Trust commencèrent à dégringoler terriblement. Les détaillants (pharmaciens, petits épiciers, etc.), s'entendirent pour boycotter proprement les maisons associées. D'énormes quantités de savon furent réexpédiées à Port-Sunlight où l'on dut les refondre. Certains marchands réclamèrent une compensation pour l'once volée. D'autres mirent les fabricants en demeure d'abolir les stupides pratiques des coupons et des primes aux clients qui font que les producteurs se rattrapent sur la mauvaise qualité de leurs marchandises.

En présence d'une telle levée de boucliers, le poids de 16 onces fut rétabli et les majorations sur les prix de vente supprimées. Ceux qui souffrirent le plus, ce furent les employés et les ouvriers des usines du Trust. Dans certain bureau composé de 22 employés, 18 furent remerciés. Sur 30 représentants, 18 furent privés de leur emploi. M. Lever eut un mot charmant à leur adresse : « Nous entendons marcher avec moins de personnel, dit-il, mais il est entendu que tout employé ou représentant qui aura rempli son devoir ne sera pas renvoyé ! » Quel brave homme, ce philanthrope !

Dernièrement, la presse annonçait que le trust semblait vouloir céder. Dans une résolution signée des patrons, ceux-ci déclaraient que « voulant satisfaire le commerce et le public, ils avaient décidé d'en finir avec leur combinaison. »

Ainsi l'effondrement aura été rapide et absolu. On parle d'une perte globale et directe de 35 millions. La volonté populaire, intelligente et unanime s'est manifestée et a terrassé le monstre naissant. Exemple remarquable de la puissance du public lorsqu'il se mêle de travailler à ses revendications sans avoir recours aux lois.

Il est à penser que mort, ou ce qui est plus vraisemblable, simplement blessé, le *Soap Trust* s'est annoncé comme le précurseur d'autres combinaisons du même genre. Un trust du cacao pointerait déjà à l'horizon. C'en serait alors bien fini de ce renom d'honnêteté dont se paraient jadis les traficants anglais. Ce serait l'escamotage du dernier sou de bénéfice du petit boutiquier et la spoliation intensive du public qui paiera plus cher de mauvais produits. Ce serait la concentration du travail comme complément de la concentration des cultures. Et ce serait, avec l'écrasement du petit producteur et la misère des salariés sans cesse accrue, l'éveil des masses domestiquées et passives à l'esprit révolutionnaire qui, ici comme ailleurs, vaincra ses maîtres un jour prochain.

A. PRATELLE.

BULGARIE

Le Meurtre du premier Ministre Petkoff. — Des événements assez graves pour la cause anarchiste sont en train de se dérouler dans le pays. Il y a une dizaine de jours, le Président du Conseil, le chef du parti stambouloviste, Petkoff, a été tué. C'était dans l'après-midi du 11 mars, lorsque, venant de la Chambre des Députés, en la compagnie de trois autres ministres, il se promenait non loin du Jardin Boris. Il fut frappé par derrière. Trois balles lui trouèrent la peau : il tomba sur place. Avec cela, un de ses collègues, le ministre Guenadieff, qui marchait à ses côtés, reçut une balle au bras gauche ; sa blessure est sans gravité.

Celui qui avait tiré, un jeune homme de 22 ans, nommé Alexandre Pétroff, fut arrêté. C'est un ex-employé de la Banque Agricole, mis en disponibilité par le ministre Guenadieff dix jours avant l'attentat, pour avoir osé souffleter le directeur de la succursale de Vidin. Jeté sur le pavé, sans ressources aucunes, il vint à Sophia où le ministre refusa de le recevoir et où le jeune homme erra une semaine sans le sou et sans abri. C'est dans cet état qu'il résolut de se venger en frappant ceux qu'il tenait pour responsables de sa misère.

Comme vous le voyez, ce n'était qu'un acte de révolte individuelle. Pétroff n'était pas anarchiste et la preuve c'est qu'une fois arrêté et menacé, il commença par inventer un tas de mensonges qui donnèrent au gouvernement stambouloviste l'idée d'un complot. Cette idée seule était suffisante pour que l'on commençât la chasse aux anarchistes.

Il y a à peine un mois les camarades de Sophia publièrent *La Société Nouvelle*, un journal anarchiste bi-mensuel dans le format des *Temps Nouveaux*. A peine le numéro du 14 mars avait-il paru, que la police en arrêta le gérant, notre camarade Michel Guerdjicoff et avec lui tous ceux qui avaient eu l'occasion de le connaître de près.

Quelques étudiantes polonaises et russes, réfugiées à Sophia, ont été victimes des dénonciations de la police. En province il en est de même — tous les jours des perquisitions et des arrestations sont faites. Il y a des camarades qui, rien que pour avoir été en possession du journal sont arrêtés. La Grande Presse ne fait que parler de vastes organisations anarchistes, de complots contre le gouvernement et le prince. Les bombes comme toujours sont de la partie. On accuse nos camarades d'en avoir donné à Pétroff. La police a été renforcée dans la capitale par des centaines d'agents venus de province. Des troupes sont venues un peu de partout et des patrouilles circulent dans les rues. Les ministres sont escortés d'une nuée d'agents à pied et de gendarmes à cheval. Leurs maisons sont gardées par des soldats. Le public est étroitement surveillé et on n'ose sortir par crainte d'être arrêté comme anarchiste.

STÉPHANE.

ÉTATS-UNIS

Galleani et les pirates de Vermont. — J'ai lu dans les *Temps Nouveaux* les notes de Dunois sur l'affaire de Luigi Galleani : elles étaient l'expression de la vérité. Le procès, comme vous l'avez dit encore, a bien été renvoyé du 18 février au 24 avril, — non pas, comme l'ont prétendu les journaux, parce que l'accusé voulait attendre l'arrivée du professeur Paul Ghio, qui doit venir de Paris pour déposer à décharge, mais bien pour pouvoir, en ces jours de campagne électorale mener la bataille contre la *camorra de pirates* qui a provoqué son arrestation.

Voici ce qu'ici, à Barre, nous entendons par *pirates :*

Dans le Vermont, comme en plusieurs autres Etats, on procède chaque année à l'élection du maire et des conseillers communaux et, en même temps, les citoyens doivent dire s'ils sont pour le *régime de la tempérance* (soutenu par l'armée du salut, par les marchands de boissons non alcoolisées, et aussi par ceux qui font en cachette la vente des alcools) ou pour le régime des cabarets (soutenu par une douzaine d'individus, toujours les mêmes : les *pirates*, qui ont l'assurance d'être autorisés à ouvrir un cabaret dans Barre, signifie qu'on réalise en un an un bénéfice d'environ 15.000 dollars (75.000 francs.) Ceci peut vous faire comprendre l'acharnement de la lutte électorale.

Nous, anarchistes de la Cronaca Sowersiva, nous ne sommes ni pour l'une ni pour l'autre des deux coteries en présence, et nous pratiquons une abstention électorale rigoureuse. Toutefois nous agissons, et c'est pour dénoncer au public tous les actes de corruption qui viennent à notre connaissance. Depuis deux ans, nous avons dénoncé et flétri ainsi pas mal de sales intrigues et d'actes honteux. Et c'est ce que les *pirates* ne peuvent pardonner à Galleani, et c'est pourquoi ils ont été déterrer la vieille affaire de Paterson, croyant arriver ainsi à se débarrasser de ce gênant adversaire.

Le 5 mars ont eu lieu les élections. Les *cabaretiers* l'ont emporté sur les *tempérants (?)* et sur nous. Cependant l'abstention a été très forte ; nous avons obligé un candidat à se retirer, et nos attaques ont contraint les *pirates* à révoquer, le lendemain du vote le chef de la police, qui pourtant leur était dévoué corps et âme.

Nous sommes décidés à poursuivre la lutte. Quant aux socialistes, après avoir prêché, assez vaguement l'abstention, ils ont fini par aller aux urnes et à voter... pour les pirates. Ils sont dans la tradition !

A. CAVALAZZI.

SUISSE

Une vilaine action. — Il y a quelques années, naquit en Suisse française, une certaine Fédération romande des syndicats professionnels. Son premier acte fut de constituer un fond de résistance de 5.000 francs ; son second de s'endormir commodément dessus. Quand dernièrement, elle se réveilla, elle s'aperçut qu'elle n'était plus qu'une ombre, tous ses syndicats, à l'exception de trois, l'ayant abandonnée depuis longtemps. Que fit-elle, alors, ou plutôt que firent ses trois derniers syndicats (charpentiers et ferblantiers de Lausanne, potiers de Renens) ! Ils se *partagèrent* le « fonds de résistance », sans autre forme de procès.

Mais voici mieux encore. Les charpentiers lausannois avaient reçu pour leur part près de 1.600 francs ; ils eurent une idée admirable : Si l'on se partageait cette jolie somme ? Aussitôt fait que dit. Ils n'étaient pas plus de dix-sept, et la répartition s'opéra *proportionnellement à l'ancienneté syndicale de chacun*. Trois d'entre eux eurent 201 fr. 60, un eut 151 fr. 20, les derniers venus se virent attribuer 6 francs seulement.

Telle est l'histoire que nous contait l'autre jour Henri Band, dans la *Voix du Peuple* de Lausanne : elle est caractéristique de la corruption qui, des classes dirigeantes, a gagné, démocratiquement, le prolétariat suisse. Certes il s'en faut un peu que la corruption ouvrière égale la corruption bourgeoise ; il y a parmi les travailleurs de l'autre côté du Jura des hommes d'intelligence, de volonté et de cœur. Mais le fait que l'ignominieuse action des charpentiers lausannois a pu se produire montre que le niveau moyen des mentalités et des mœurs est encore assez bas.

Il est temps que le syndicalisme révolutionnaire s'implante chez nos frères suisses, qui seul les arrachera au joug de la morale mercantile et bourgeoise et les élèvera aux conceptions de dignité et de désintéressement, bases de la société ouvrière de l'avenir.

Une Grève. — Les ouvriers et ouvrières des grandes chocolateries Peter et Kokler, à Vevey, Orbe et Bussigny sont en grève. Ils étaient las de crever de fatigue et de faim pour engraisser les actionnaires. Qu'on songe qu'à Vevey, le salaire des hommes oscille entre 28 et 50 centimes l'heure ; qu'à Bussigny, le salaire maxima ne dépasse jamais 37 centimes ; que les femmes commencent à Vevey à 16 centimes ! Il n'est pas étonnant, après cela, que les dividendes aient pu atteindre l'an dernier 20 o/o et que les actions émises à 100 francs en valent actuellement 467 !

La syndicalisation des chocolatiers est toute récente : elle est l'œuvre de la Fédération des Unions ouvrières, qui ne négligera rien pour que le premier combat de ces travailleurs ne soit couronné de succès. Les grévistes sont assurés du concours de tous les syndicalistes révolutionnaires romands.

Chronique antimilitariste. — La série continue, des refus de service. Henri Miéville, maréchal-ferrant à La Chaux-de-Fonds, a formellement refusé d'obéir à un ordre de marche le convoquant à l'école d'artillerie de Thun. Le tribunal militaire l'a en conséquence condamné à 4 mois de prison et à 3 ans de privation des droits civiques. La *Voix du Peuple* a ouvert une souscription en faveur de Miéville.

Voici un autre réfractaire. C'est Jacques Schmid, un Zurichois. L'infâme a signifié sa volonté de ne plus servir sa patrie, par la lettre suivante, en date du 26 février :

« Le 31 janvier 1907, vous m'avez envoyé l'ordre d'avoir à rallier la caserne de Zurich le 27 février 1907, à 1 h. 1/2 après midi, pour remplacer le cours de répétition négligé en 1904. Je suis cependant fermement décidé de ne donner aucune suite à cet ordre, et je déclare formellement que *jamais* et dans aucun cas, je ne ferai plus de service militaire.

« J'ai pris cette décision.

« 1° Après avoir acquis la certitude que, comme homme sans avenir, je ne puis accorder aucun intérêt à une patrie qui autorise quelques hommes à s'emparer de la terre et des machines, et, grâce aux trésors amassés avec leur aide, à s'assurer la dépendance des autres hommes.

« 2° Après m'être sondé au point de pouvoir dire, avec la plus profonde conviction : Un pareil état social ne saurait jamais me satisfaire, même si j'étais abondamment pourvu de trésors matériels. Car mon idéal est un état social dans lequel toute suprématie intellectuelle, toute mainmise matérielle d'un homme sur un autre soit impossible. »

Deux jours après avoir écrit cette lettre, notre camarade Jacques Schmid était arrêté. Il va comparaitre devant la vindicte militaire. Il sera sûrement, lui aussi, condamné. Mais son acte portera ses fruits et donnera à d'autres Jacques Schmid la force de braver à leur tour la loi et l'autorité.

AMÉDÉE DUNOIS.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Homme et la Terre, par E. Reclus, séries 19 et 20 ; 2 fr. 50 chaque « Librairie Universelle », 33, rue de Provence.

Les Dames galantes, par Brantôme, 1 vol., 0 fr. 95, chez Flammarion, 26, rue Racine.

Mémoire sur l'internement de Ben-Merzouga, 1 broch. Imprimerie Centrale, à Bône.

Les Classes sociales, au point de vue de l'évolution zoologique, par Charles Malato, 1 vol., 2 francs. Giard et Brière, 16, rue Soufflot.

Documents d'histoire (n° 7), des Publications de la Colonie communiste d'Aiglemont (Ardennes).

El Hombre libre, par Fr. Pujol, 1 brochure (Cuesta, à Barcelone).

Les grandes victimes de l'Hystérie, par R. Gineste, 1 vol., 3 fr. 50 ; chez Michaud, 168, boulevard Saint-Germain.

Correspondance (Lettres de Jeunesse), de E. Zola, 1 vol., 3 fr. 50, chez Fasquelle, 11, rue de Grenelle.

Gretchen und Hélène, à l' « Anarchist », Berlin.

The churches and modern thought by Philip Vivian, 3 sh. 6, chez Watts and C°, 17, Johnsons Court, Fleet street, London.

Moines, Nonnes et Curés, par O. Pradels, 1 vol. 3 fr. 50, chez Meichaud, 168, boulevard Saint-Germain.

Descendance de l'Homme, par G. Bolsche, 1 vol., 1 fr. 50, chez Schleicher,

Religion et Évolution, par Hæckel, 1 vol., 1 fr. 50. Même librairie.

Correspondances et Communications

Les initiateurs de l'**Entr'aide**, paraissant à Lille, informent leurs camarades que, pour des causes indépendantes de leur volonté, ils sont forcés de suspendre l'apparition du journal au premier numéro.

CONVOCATIONS

° **Jeunesse Libre** (Groupe anarchiste), 6, boulevard Magenta. — Mardi 2 avril, Causerie par Mauricius ; Les Conceptions anarchistes.

° **Conférence Sébastien Faure**. — A l'occasion du Vendredi dit « Saint », Sébastien Faure fera, aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton, le vendredi 29 mars, à 8 h. 1/2 du soir, une conférence publique et contradictoire sur *La Fin des Religions*.

Prix des places : premières, 2 francs ; deuxièmes, 1 franc ; troisièmes, 50 centimes, au profit de « La Ruche ».

° SAINT-DENIS. — **Bourse du Travail**. — Tous les jeudis cours d'Espéranto par Papillon.

° MARSEILLE. — **Les Précurseurs**. — Samedi 30 mars, à 9 heures du soir, Réunion générale des adhérents au groupe, bar Grasset, boulevard Dugommier.

° SAINT-ÉTIENNE. — Ceux qu'intéresse l'idée d'un journal régional hebdomadaire, sont priés de vouloir bien se rendre, à 3 heures, dimanche 31 mars, au café Ferreol, cours Victor-Hugo (café de la B. D. T.), salle du premier.

° TOULON. — **Jeunesse Libre**. — La controverse organisée entre l'abbé X et le camarade Ribou sur le sujet *De la Connaissance*, aura lieu le 30 mars, à 8 h. 1/2 du soir, au siège social, rue Nicolas-Laugier, 14.

° TOURS. — **Théâtre du Peuple** (Groupes d'Etudes sociales). — Samedi 30 mars, à 8 h. 1/2 du soir, au restaurant populaire, 11, place du Grand-Marché, Causerie par un camarade et mise à l'étude de la pièce *Trois Frères*, de Leo Dhallus.

° **Art et Science**. — Dimanche 31 mars, Excursion à Reims. Voyage aller et retour 9 fr. 25. Rendez-vous à 7 h. 30, Gare de l'Est, sous l'horloge.

° LEVALLOIS-PERRET. — **Groupe antimilitariste**. — Nous prévenons tous les camarades qui n'ont pu assister à la dernière réunion, que les réunions auront lieu désormais maison *Jeunemaitre, 47, rue des Frères Herbert*, et que, dorénavant, elles auront lieu les 1er et 3e jeudis de chaque mois à 8 h. 1/2.

La première réunion sera le 4 avril prochain.

N. B. — Le siège de notre société reste, comme par le passé, 91, rue Chevallier, maison Hector.

° **Maison du Peuple du XXe arrt**, 37, rue du Gatinais. — Tous les dimanches, à 2 h. 1/2, conférence et bal.

° **Pour les Camarades Italiens**. — Lundi 1er avril, à 2 h. 1/2 de l'après-midi, grande Réunion-Conférence à Puteaux, dans la salle du restaurant coopératif *Chez Nous*, boulevard Richard-Wallace. Sujet traité : *La Nostra Idea*.

EN VENTE

Le tome II du volume de Guillaume : l'*Internationale, Documents et Souvenirs*. Prix : 4 fr. 50 et non 4 fr. 20, comme cela a été annoncé par erreur dans un dernier numéro ; 5 fr. 25 (recommandé par la poste, 5 fr. 40 ; pour l'extérieur, recommandé).

Tirage avant la lettre de l'affiche de Steinlen pour les *Temps Nouveaux*. Superbe lithographie de 68/50, marges comprises. — Tirage restreint. Prix : 3 francs, à notre bureau.

Petite Correspondance

J. D., à FRESNES. — Le journal avait bien été envoyé cependant.

CH., AVENUE MONTAIGNE. — Abonnement finira fin mai 1908.

H. V., RUE FONDARY. — Insuffisants les deux articles.

P. H., à CHAUMONT. — Les forces tumultueuses, 3 francs.

A. F., à SAINT-ETIENNE. — Merci des adresses.

L. C., à MONTPENSIER. — Merci pour les adresses.

D., à Sancoins. — L., à Zakopane. — D., à Fresnes. G., à Mouttard. — B., à Rome. — H. L., à San-Paulo. — R. M., à Varèse. — B. T., Petit-Montriond. — A., à Bruxelles. — P., à Chaux-de-Fonds. — L. et F., à Saint-Louis. — A. N., Madère. — J. M., à Paris. — A., à Bruxelles. — M., à Vanves.

Reçu timbres et mandats.

S., à GAVRELLE. — Numéro réexpédié.

L. M., à BLANGY. — Le service sera fait aux adresses.

T., à LOMME. — Oui, j'ai bien votre nouvelle adresse. J'envoie le numéro.

Reçu pour le journal :

L. Ch., Paris, 2 francs. — Max N., 4 francs. — M. P., à Bollène, 0 fr. 75. — Anonyme, 1 fr. 50. — G., à Saint-Quentin-les-Marais, 0 fr. 45.

Merci à tous.

Le prochain dessin sera signé Gelner.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE *La Libératrice* (Assoc. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris



Dessin de B. Naudin.

12e ANNÉE. — N° 49.

6 AVRIL 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

L'abondance de copie nous force à notre grand regret à renvoyer à la semaine prochaine le dessin de Gelner.

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Par suite d'une faute typographique, le dernier numéro a été numéroté **43** *au lieu de* **48**, *mais il porte la date exacte, ce qui permettra toujours de le reconnaître.*

*
* *

Il nous revient de divers côtés que certains libraires manquent d'exemplaires à chaque semaine. Il nous rentre assez d'invendus pour que, la répartition mieux faite, les libraires ne manquent pas d'exemplaires. En tous cas, nous prions les camarades d'insister pour que les libraires fassent venir un nombre suffisant.

Pédagogie Meurtrière

Elle est navrante, l'histoire du jeune Marcel Boulanger, que Jacques Dhur racontait dernièrement dans le *Journal* et que notre Supplément de l'autre semaine reproduisait.

Elle est navrante et révoltante, la fin de cet enfant de quinze ans que l'imbécile incompréhension de pédagogues obtus a poussé au suicide.

Pour une vétille, semble-t-il, pour une punition consistant en une simple leçon supplémentaire à apprendre, l'enfant s'est évadé de la vie. A quinze ans, à l'âge où la personnalité, à l'aube de son épanouissement, a devant elle un horizon illimité d'espoirs et tout un monde de projets merveilleux !

Sensibilité exagérée, impressionnabilité maladive, dira-t-on. C'est possible. Mais quel que fût l'excès de sa sensibilité, le jeune Boulanger n'en fut pas moins la victime de l'état retardataire, de la barbarie peut-on dire, des méthodes éducatives qui sévissent encore de nos jours.

En vain, depuis des années, des philosophes, des psychologues, des éducateurs ont-ils fouillé le plus grave problème de l'éducation. En vain de neuves et très justes théories ont elles été développées sur la matière. En vain avons-nous eu J.-J. Rousseau, Pestalozzi, H. Spencer, Tolstoï et tant d'autres. Il y a près d'un siècle et demi que l'*Emile* fut écrit où, si l'on fait la part de cette préoccupation de civisme qui caractérise Rousseau, furent magistralement posées les bases de l'éducation par les influences mésologiques. En vain des essais concluants des conceptions nouvelles ont-ils été tentés, précieux exemples dont l'imitation s'imposait comme un devoir social. Obstinément aveugle et sourde, la pédagogie officielle n'a rien voulu voir, rien entendre, rien apprendre. Immuable comme toutes les hautes stupidités administratives, elle s'est figée dans sa routine séculaire, jalousement fière de la mentalité rétrécie, racornie et contrefaite que lui ont créée toutes les superstitions religieuses et politiques dont elle émane.

De même qu'il y a mille ans, elle ne conçoit l'action éducatrice que comme une déformation incessante de l'individualité de l'enfant en vue de l'adapter à un modèle dressé d'avance. Des groupes de quarante, cinquante élèves et quelquefois plus sont confiés à un même maître, souvent borné, à qui d'ailleurs il a suffi de faire preuve qu'il est bon perroquet pour qu'il soit jugé digne de former des hommes. Ces cinquante et quelques élèves sont supposés *a priori* posséder à un degré égal les mêmes aptitudes. Car les mêmes méthodes leur seront appliquées ; les mêmes matières enseignées pareillement à doses égales ; les mêmes devoirs, les mêmes leçons imposés ; tous auront indistinctement à traiter les mêmes sujets, à apprendre par cœur — car on apprend par cœur encore même la grammaire et des listes *dans l'ordre*, des verbes irréguliers, d'adverbes et de conjonctions — à apprendre, dis-je, par cœur le même nombre de lignes ! Chez tous il doit y avoir égalité d'imagination, égalité de raisonnement, égalité de mémoire.

Car tout doit être minutieusement aligné, tiré au cordeau, rien ne doit saillir intempestivement d'un profil déterminé d'avance. Ainsi qu'au régiment où l'on exige que l'homme de deux mètres de haut et celui d'un mètre cinquante-quatre marchent d'une même vitesse avec le même nombre de pas, là aussi la même allure est imposée à tous ; les « ailes de géant » du poète doivent restreindre leurs envolées à l'essor moyen auquel doit cependant s'efforcer d'atteindre le volètement rudimentaire du perroquet.

La plus délicate affectivité comme l'indifférence la plus obtuse, la plus subtile mentalité comme la rusticité la plus raboteuse, sont, à moins d'exception due à l'accidentelle supériorité du maître, maniées avec la même absence de discernement de la diversité des individualités.

Car il faut une règle unique ; il faut une *discipline !* Et cette discipline on ne la conçoit pas autrement que dans l'exécution simultanée par tous des mêmes mouvements quelque pénibles, quelque impossibles ou même contraires soient-ils à certains ; dans l'application à tous de la même mesure, quelque inappropriée soit-elle à telle ou telle nature.

Les pédagogues officiels sont inaccessibles à la conception d'une école où l'étude, au lieu d'être une torture ou même une fatigue — et à l'occasion un châtiment — deviendrait au contraire un jeu, un divertissement. Des classes devenues de longues séances de récréations ou des exercices divers, causeries, lectures, récitations, etc., alterneraient au gré et suivant les aptitudes des élèves, disséminés en petits groupes sans cesse variables, au sein desquels les maîtres ne figureraient qu'à titre de conseillers, d'amis plus expérimentés, guidant la curiosité de l'élève, la " disciplinant " non à coups de punitions, mais par la diversité des attraits offerts, tout cela les dépasse et leur paraît le comble du désordre.

L'ordre, pour eux, comme pour la société

présente, c'est l'alignement, c'est le respect des traditions et des idées reçues. L'ordre, c'est la vie de caserne.

L'école, du reste n'est autre qu'une caserne. Elle est pire même que la caserne. Celle-ci en effet n'impose que des gestes dans l'exécution desquels on peut après tout réserver sa conviction. L'école, elle, fait pis ; elle pétrit les mentalités malléables de l'enfance au risque de les estropier à jamais par l'uniformité de ses moules appliqués à tous.

Aussi à elle incombe toute la responsabilité de drames dans le genre de celui qui emporta le jeune Marcel Boulanger. S'il arrive que quelques combatifs regimbent, se révoltent et demeurent, en partie du moins, réfractaires à ces procédés de mutilation, les tendres, les fragiles succombent ou sombrent dans la veulerie.

Le petit Boulanger, lui, qui était un affectueux — ses derniers billets le prouvent — un doux et une nature hors du vulgaire, se sentit incompris.

Puni coup sur coup pour des vétilles, injustement, inéquitablement, il eut conscience de l'inutilité de son effort à faire reconnaitre sa bonne volonté réelle. Tout ce vaste et complexe instrument de supplice qu'est l'école lui fit peur ; il se sentit impuissant à lutter, à faire prévaloir auprès des bourreaux incompréhensifs qui le mettent en branle la pureté de ses intentions, et il s'évada dans le néant.

Son père est instituteur, dit-on. Oh ! que l'affreux malheur qui l'a frappé, cet infortuné père à qui j'envoie toute ma sympathie douloureuse, que cet affreux malheur serve de leçon à l'éducateur. Qu'il se rende compte du rôle abominable que les maitres des sociétés lui ont donné mission de remplir. Rôle de mauvais jardinier auquel il est prescrit de s'emparer de jeunes plantes vivaces et libres pour les rogner, taillader, martyriser tant et plus, pour les contourner, déformer et en faire cette chose hideuse à voir, difforme et grotesque avec ses moignons, ses gibbosités et sa géométrie inesthétique qu'est la plante d'espalier.

On objectera que de tels monstres donnent des fruits plus savoureux. Oui mais au prix de quel supplice pour l'arbre !

Et puis voyez donc à qui revient toute la joie de la savoureuse récolte. Au maitre, n'est-ce pas ?

Le symbole me parait d'une transparence limpide. L'éducation telle qu'elle est comprise de nos jours a pour objet non d'épanouir l'être en force et en beauté pour sa joie propre, mais d'en tirer les profits les plus abondants et les fruits les plus savoureux... pour les maitres. André GIRARD.

A NOS LECTEURS

Nous avons fait déposer chez les libraires et dans les gares, les brochures de Kropotkine : **Aux Jeunes Gens, La Morale Anarchiste,** *ainsi que la 3e série du* **Coin des Enfants.** *Prière de les y demander.*

* *

L'abondance des matières nous contraint, à notre vif regret, à ajourner au prochain numéro la suite et la fin de l'article **Un crime capitaliste aux Etats-Unis en 1877** *et non en 1887, comme cela a été imprimé par erreur.*

L'Ennemi à Gauche

Le parti radical a, pendant toute son existence, constitué son programme avec la phrase de Gambetta : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Tant que les politiciens bavards de ce parti ont eu du curé à manger, le tremplin a été solide. C'était un thème suffisant pour, en période électorale, ébaubir le votard.

Depuis, la séparation a considérablement réduit l'importance de ce programme, commode et inusable. L'église abaissée, atteinte dans son autorité et dans ses privilèges, ne peut plus être, politiquement parlant, considérée comme le redoutable adversaire qu'il fallait à tout prix écraser.

Voilà le programme radical à terre ; impuissants à autre chose qu'à agiter périodiquement un spectre, nos politiciens ont cherché s'il n'y en aurait pas un de rechange.

Rendons justice à leur perspicacité ; à l'anticléricalisme épuisé, les radicaux, et en cela ils vont se trouver en accord avec bien des politiciens socialistes, ont substitué l'antisyndicalisme. C'est à gauche qu'est maintenant l'ennemi.

Le dernier mouvement du premier Mai a fait tourner leurs regards vers la Confédération.

La classe ouvrière organisée dans ses syndicats augmentant régulièrement en force et en conscience, est apparue aux grenouilles du marais parlementaire et les a surpris et inquiétés.

Le prolétariat a fait connaitre par ses Congrès qu'il se suffirait à lui-même, qu'il entendait pour sa rénovation tirer seulement de lui-même son pouvoir et ses moyens d'action.

En outre, l'orientation nettement antiparlementaire de l'action ouvrière tend à donner au véritable parti du travail le caractère d'un pouvoir constitué de la partie la plus nombreuse et la plus utile de la nation, et dressé contre le pouvoir gouvernemental.

Déjà, à la suite de la campagne de l'*Echo de Paris* contre la Confédération, les radicaux avaient emboité le pas, timidement d'abord, enfin depuis le subit mouvement des électriciens, c'est un débordement.

Le *Radical*, l'*Aurore*, l'*Officiel* de Clemenceau adjurent le gouvernement de prendre des mesures contre l'organisation syndicale. Briand, l'ancien grève-généraliste, craignant que les effectifs syndicaux augmentent trop rapidement, interdit aux instituteurs de venir s'y joindre, ce qui n'empêche pas ces derniers de prononcer leur adhésion à la Confédération où ils seront admis sans même qu'aucune opposition se manifeste comme lorsque, il y a deux ans, cette question vint en discussion. A cette époque, des camarades ont exprimé la crainte de voir l'action des Bourses du Travail se modérer sous l'influence de fonctionnaires comme les instituteurs que l'on craignait de voir prendre une place prépondérante et exercer une pression modératrice.

Les luttes que les instituteurs livrent depuis deux ans contre le gouvernement ont rassuré les travailleurs. Pour conquérir le droit syndical, les instituteurs se sont placés sur le terrain de classe vis-à-vis de l'Etat-patron et cette expérience a prouvé qu'ils pouvaient se joindre, sans danger pour celle-ci, à la classe ouvrière.

Bref, il n'est plus de groupe de salariés qui, à l'heure présente, ne se tourne, pour se trouver plus fortement unis, vers la Confédération.

Et contre cette puissance d'avenir qui, à travers bien des embûches, grandit incessamment, le parti radical brandit sa vieille massue qui a pu peut-être terrasser un ennemi vieux et malade, mais qui est bien impuissante contre le nouvel adversaire jeune et vigoureux et qui n'est pas disposé à se laisser faire.

« Il s'agit de savoir, dit M. Maujan, qui l'emportera, du parti républicain, qui a la charge du pouvoir et la responsabilité des réformes, ou de la Confédération révolutionnaire et anarchiste de la Bourse du travail qui entend mener la danse, avec ou sans le concours plus ou moins discret des collectivistes du Palais-Bourbon. »

Eh oui, c'est la question du jour et elle si grave pour la société capitaliste qu'elle est parfaitement capable de rallier, en un effort de réaction, la droite et la gauche du Parlement.

Mais pour les esprits clairvoyants, la question est résolue. Entre les partis politiques et la classe ouvrière qui s'organise, se compte, et s'aperçoit tous les jours qu'elle est plus puissante que la veille, la lutte ne tardera pas à être inégale.

Au début, des succès de surface peuvent encore être obtenus et M. Maujan criera peut-être victoire quand Clemenceau aura ordonné des arrestations parmi les membres de la Confédération. Mais l'erreur de croire que le parti du travail est analogue à un parti politique qui, lorsqu'il est privé de ses têtes, est désemparé et s'évanouit, causera aux braves républicains une désillusion amère. Je crois, moi, que rien ne peut être salutaire au contraire à la classe ouvrière que de recevoir quelques coups, parce qu'elle les rendra avec adresse, et la lutte c'est la vie.

Réclamez des mesures, M. Maujan, menacez, interdisez, proscrivez même un petit peu si le cœur vous en dit, c'est là un petit jeu peu dangereux contre le prolétariat qui passe et qui n'aura besoin, lorsqu'il le voudra, que d'une chiquenaude pour envoyer tous les partis à la balançoire.

Ch. DESPLANQUES.

Crocs et Griffes

LE PAVÉ DE L'OURS. — *On lit dans l'*Humanité *du 29 mars que le* Congrès socialiste suisse *avait, entre autres choses, à juger l'attitude de Brustlein et de Scherrer, membres du Conseil national, qui ne se sont pas opposés, selon le désir du Parti, à l'appel des troupes en cas de grève.*

« Par 118 voix contre 47, le Congrès a constaté que ses deux élus s'étaient mis en contradiction avec les résolutions du dernier Congrès. Cette constatation solennelle était plutôt superflue : chacun l'avait pu faire. Mais, en se bornant à la faire, le Congrès repoussait un blâme aux deux élus ; blâme qui aurait ébranlé leur position au Conseil. L'esprit politique, on le voit, ne fait point défaut aux camarades suisses. » Oh ! non.

M. P.

Nous détachons de la Voix du Peuple *cet article de Griffuelhes qui répond comme il faut à ceux qui, pour des raisons à eux, veulent confondre « action directe » avec la violence systématique :*

Singulières Déclarations

Il ne faut pas le plus souvent attacher d'importance aux *interview*, car elles rendent rarement le sens exact des paroles prononcées. Cependant il en est quelques-unes qui demandent un point d'interrogation pour en avoir soit la confirmation soit le démenti.

Parmi celles de cette dernière catégorie il faut retenir l'interview du camarade Keufer, parue dans la *Petite République* du 15 mars.

La *Petite République* est ce journal qui lança des réquisitoires violents contre la C. G. T. et qui depuis a changé plusieurs fois de couleur. Il est même permis de supposer que la campagne actuelle de la presse tire de ce journal ses principaux arguments hostiles à la C. G. T.

Déclarons tout d'abord que Pouget n'a pas été interviewé par ce journal. Voici reproduites les déclarations de Keufer :

« Je reconnais, nous dit-il, le principe de la grève comme un droit imprescriptible pour les ouvriers, *mais j'estime que lorsque la brusque cessation d'un service public peut entraîner de graves préjudices pour la population, les travailleurs se trouvent tenus de ce fait à certaines obligations*, s'ils ne veulent pas voir les pouvoirs publics et l'opinion se retourner contre eux.

« A la vérité, la grève n'a jamais été considérée, par l'ensemble des travailleurs, comme l'arme puissante, souveraine. Voyez, pour preuve, la promptitude avec laquelle les plus ardents « grève-généralistes » et antiparlementaires se transforment, au lendemain d'un conflit, en délégués de leurs camarades auprès des pouvoirs publics, puis en interprètes des pouvoirs publics auprès de leurs camarades.

« *Je réprouve l'action directe, parce que tout acte de violence* inspiré de telles doctrines ne ne porterait pas atteinte au système de la production et de la propriété. Il aurait, au contraire, pour effet d'entraîner la désagrégation des forces ouvrières, de secouer la torpeur de la bourgeoisie et de l'armer d'une fureur implacable.

« La bourgeoisie et les pouvoirs publics peuvent s'effrayer d'une action de force commise par des travailleurs ; ils peuvent céder devant quelques tentatives des théoriciens de l'action directe ; mais, tôt ou tard, ils répondent par une réaction terrible.

« Si le monde ouvrier considérait que ce sont les partisans de l'action directe qui doivent avoir sa confiance, il ne resterait plus qu'à lui laisser faire l'expérience la plus douloureuse et la plus désastreuse. Espérons que la classe ouvrière ne sera pas dupe d'une illusion aussi funeste et qu'elle ne se laissera pas obséder par une tactique de désespérés. Quelques années d'une propagande de cette nature suffiraient à l'entraîner dans des désastres immenses, par une suite de convulsions et de sursauts localisés, disséminés, déréglés, où sombreraient sa conscience naissante, ses libertés, sa vie même, sans que la société fût en rien transformée.

« Cette opinion me semble d'autant plus justifiée que le prolétariat est loin encore d'être assez préparé pour assumer les charges de la direction et de l'administration de la société. »

Les déclarations de Keufer, si elles sont vraies, dénotent un état d'esprit singulier, car il résulte d'elles que les électriciens n'ont pas le droit de faire grève, parce qu'ils relèvent d'un service public, — les actes de Clemenceau apportent la même condamnation. Plus loin, il leur reproche d'avoir fait grève sans crier gare et sans avoir épuisé tous les moyens de conciliation. Et de la forme imprécise de cette partie de ses déclarations, il se dégage nettement ce fait, c'est que les électriciens qui ont pratiqué l'action directe ont obéi à une tactique de désespérés et, la grève déclarée, ont eu le grave tort — aux yeux de Keufer seulement — d'entrer en pourparlers avec les pouvoirs publics dont ils relèvent comme salariés. Pour Keufer, du moment qu'un ouvrier travaille au compte de l'Etat, s'il n'a pas une grande admiration pour le trio Clemenceau-Briand-Viviani, il ne doit pas entrer en pourparlers avec son patron. S'adresser pour une affaire quelconque, à celui dont cette affaire relève, c'est aller à l'encontre de l'action directe. C'est Keufer qui dit cela, et c'est bien heureux que ce soit lui. Car, dans mon pauvre ciboulot, j'avais toujours cru que celui-là seul qui partage une idée, était bien qualifié pour en donner la signification. Il paraît que je commettais une grave erreur. Keufer explique donc l'action directe comme il voudrait qu'elle fût exposée ; c'est-à-dire dans des formes et dans des termes idiots qui, s'ils étaient exacts, devraient nous ameuter tous contre cette théorie que ses adversaires (!) mettent chaque jour en pratique. Keufer veut absolument nous faire dire des bêtises ; il semblerait, à l'entendre, que lui seul était capable d'exposer une idée clairement. Cependant, n'a-t-il pas déclaré récemment qu'au mouvement actuel, il ne comprenait rien, qu'il était trop vieux. Alors, pourquoi persister à vouloir défigurer les idées que l'on combat ? Est-ce pour que l'opposition en soit plus facile ?

Sur le grief formulé par lui sur la soudaineté de la grève, le camarade Guérard y répond excellemment. Avec raison il déclare que si les électriciens avaient crié sur les toits leurs intentions, le gouvernement aurait pris toutes ses mesures, et l'effet de la cessation du travail eût été nul. Clemenceau a nettement fait connaître sa fureur de ne pas avoir connu le conflit avant sa déclaration, afin qu'il réquisitionnât l'armée à temps. Les travailleurs conscients estimeront, avec Guérard et avec nous, que les électriciens en agissant soudainement ont bien fait. Keufer est d'un avis contraire. Tant pis pour lui !

Keufer, lorsque son argumentation l'exige, vous dit qu'action directe est synonyme de carreaux cassés, de reverbères démolis, de portes défoncées.

Vous pouvez lui répondre que ces faits ne sont pas des moyens mais des *accidents* d'un événement dont la caractéristique est autre. Il n'en démordra pas. Dire à l'ouvrier qu'il n'a rien à attendre que de ses propres efforts, c'est casser des carreaux et défoncer des portes. Keufer voudrait qu'il en fût ainsi pour mieux asseoir ses idées. Il faut, en vérité, que ses idées soient peu solides pour qu'il soit nécessaire de rapetisser la valeur des idées contraires ! Nous avons beau dire aussi que la violence qui signifie la force ne consiste pas uniquement à donner un coup de poing et à casser des carreaux, n'empêche qu'il continuera à vous dire que violence signifie brutalité. Mais si un événement surgit, en dehors de tout acte brutal, tel un coup de poing, etc., qui ne soit pas de son goût, il le qualifie immédiatement de violent. Ainsi la grève des électriciens qui s'est déroulée en dehors de tout acte brutal, a été un acte de violence, pour Keufer. Nous sommes d'accord avec lui sur ce point. La grève des électriciens a été un acte de violence, c'est-à-dire un coup de force, et il n'y a pas eu le moindre coup de poing, ni de carreaux cassés, etc... Par cette déclaration, Keufer donne la signification d'un acte de violence dont il est l'adversaire, comme la donnent les partisans. Pourquoi, encore une fois, lorsque besoin est, dire que violence est synonyme de brutalité. Et il donne la véritable signification parce qu'il est opposé à cette grève. S'il eût été partisan de ce conflit, il se fût réjoui de la tournure qu'il a prise ; il nous aurait immédiatement crié : « Vous voyez bien qu'une grève peut se conduire et aboutir sans avoir recours à des actes de désespérés, en cassant les vitres et en cognant sur des individus ! » Mais Keufer — et il est logique en cela — est contre une grève qui montre par son caractère, la puissance du travailleur d'où se dégage la nécessité de lutter, non seulement pour obtenir uniquement un meilleur salaire, mais d'exercer des efforts en les faisant converger vers un objectif plus haut et plus éloigné. La grève des électriciens, si elle a été un acte corporatif, a eu un caractère éminemment social. Elle a fait éclater la valeur du rôle joué par le travail qui est tout et la fragilité d'un monde qui s'écroulerait devant un refus collectif et général. C'est pourquoi Keufer récrimine et proteste ; c'est pourquoi nous applaudissons. Les électriciens ont agi comme ils l'entendaient. Ils n'ont pas cassé de carreaux et nous applaudissons quand même. Nous applaudirions également s'ils en avaient cassé.

Nous nous réjouissons de cet acte hautement révolutionnaire, par sa signification, s'il ne l'est par son effet.

Dans le même numéro du journal cité, un quelconque, conseiller municipal, dit, parlant des gaziers : « Ils ont fait grève autrefois ; j'avoue que cette page n'est pas une des plus belles de leur histoire corporative. » En effet, la grève des gaziers, en 1899, fut véritablement un échec pour les travailleurs du gaz, mais non pour le conseiller municipal. Car, si la grève eût abouti, notre homme ne serait pas conseiller municipal, aux appointements de 9.000 francs, sans compter les profits — les grandes affaires de la ville ne sont plus sans rapporter, à quelques-uns de nos édiles, des bénéfices.

Chacun sait, que lorsqu'une grève tourne mal, les grévistes en font retomber la responsabilité aux camarades chargés de toute la besogne. C'est ce qui se produisit lors de la grève du gaz de 1899. Le quelconque, conseiller municipal, n'était alors qu'un simple ouvrier de la Compagnie du gaz. Possédant un bagout bruyant, mais décousu, il ameuta les grévistes mécontents de la tournure du conflit contre les membres du Comité de grève. Ceux-ci furent mis de côté et, à leur place, les grévistes mirent notre jeune homme bavard. Depuis, à force de pirouettes et de palinodies, le jeune homme est devenu conseiller municipal. Vous m'apprendriez qu'il veut être président de la République que je n'en serais pas surpris. Son cerveau est assez puissant et assez vaste pour concevoir et loger une telle espérance.

Le Monsieur a raison d'être hostile à la grève. Il se dit : « Une grève m'a mis en vedette et m'a tiré de l'atelier, une autre grève pourrait bien me dégringoler. Il y a peut-être un autre jeune homme désireux de m'imiter ».

La semaine prochaine, je démontrerai que les travailleurs du gaz ont obtenu satisfaction grâce à la grève des électriciens que le quelconque condamne.

Disons, en terminant, pour répondre à une affirmation de Keufer, que nous n'avons connu à la C. G. T., la grève des électriciens, que quelques heures après sa déclaration.

V. Griffuelhes.

(*Voix du Peuple*, 24 mars.)

Le monsieur quelconque (alias Lajarrige), dont parle Griffuelhes, a donné à la *Petite République* du 15 mars un interview où l'on lit ce qui suit :

« La tactique si habilement suivie par les travailleurs du gaz, qui ont su mener de front l'action politique et l'action économique, et faire pression à la fois sur les directeurs de leur industrie et sur les pouvoirs publics, n'est pas faite, je le conçois très bien, pour satisfaire ni les anarchistes ni les réacteurs. Et je ne sais pas ce qui autorise les politiciens libertaires à laisser croire que les gaziers sont à leur

disposition. Ils ont fait grève autrefois ; j'avoue que cette page n'est pas une des plus belles de leur histoire corporative.

« N'y a-t-il pas, sous notre régime républicain, d'autres moyens pour résoudre les conflits du travail que l'antique procédé de la grève, c'est-à-dire la force, force d'inertie, mais force quand même ?...

« Les hommes, ouvriers ou bourgeois, peuvent causer et non se battre. Ils se rendront compte de l'action bienfaisante que pourrait exercer l'institution du régime des contrats collectifs pour régler les conditions du travail et l'adoption de l'arbitrage comme moyen d'assurer l'exécution et de rendre possible l'amélioration de ces contrats... »

Les idées exprimées dans cet interview ont été corroborées par un ordre du jour que M. Lajarrige fit voter deux jours après par le syndicat des gaziers et dans lequel l'action légale était proclamée comme la seule tactique rationnelle et efficace.

M. P.

Mouvement social

LES GRÈVES

La lutte des Résiniers. — Chats-fourrés, gendarmes et soldats s'efforcent en vain de maîtriser le mouvement de grève des résiniers landais. Au cours des récentes manifestations, les camarades Duclos, secrétaire du Syndicat, Dubalen et Cursan, ayant été arrêtés, ont comparu devant les juges qui leur ont infligés de rigoureuses condamnations.

Le premier a été condamné à six jours de prison, sans sursis et les deux autres à six jours, également sans sursis.

Le Syndicat a décidé d'interjeter appel, sans grand espoir d'ailleurs.

Malgré les charges, les arrestations et condamnations, l'énergie des grévistes ne se dément pas et successivement des victoires partielles leur font bien augurer du résultat définitif.

A Rives-les-Landes, les ouvriers résiniers ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction sur presque tous les articles de leurs revendications.

A Saint-Julien-en-Born, deux cents hommes d'infanterie sont arrivés, afin de manifester le caractère de neutralité qu'observe le pouvoir en matière de grève.

Et les arrestations continuent, sous les prétextes les plus ridicules, et même sans prétexte du tout.

Les camarades Darmaillacq, Sénérys et Ducarnin, secrétaires des Comités de grève, ont été incarcérés à la prison de Dax.

Une importante manifestation, qui a montré aux patrons résiniers que tout n'est pas rose dans le métier d'exploiteur, s'est déroulée samedi à Let-et-Mixte ; deux cents cinquante grévistes, armés de bâtons et précédés d'une soixantaine de femmes, ont manifesté devant un café où se trouvaient réunis un certain nombre de propriétaires résiniers. Les pandores ont chargé violemment et, appuyés par de l'infanterie, opérèrent deux arrestations de grévistes. Les ouvriers, voulant délivrer leurs camarades, firent un retour offensif, et une violente bagarre s'engagea. Quinze nouvelles arrestations eurent alors lieu.

Malgré l'appui qu'apportent aux patrons résiniers, la police et la troupe, l'issue de cet intéressant conflit n'est pas douteuse. Toute nouvelle journée qui s'écoule compromet davantage la récolte annuelle de la résine, et les patrons céderont, aimant mieux céder une partie que de perdre le tout.

Les Métallurgistes de Reven (Ardennes). — Depuis trois semaines, le personnel ouvrier de deux fonderies est en grève.

Les Syndicats métallurgistes et mouleurs ont informés les usiniers que si les revendications ne sont pas acceptées, la grève générale des dix-sept fonderies serait déclarée. Les deux usines en grève ont été mises à l'index. Des négociations sont engagées entre les délégués des patrons et ceux des Syndicats ouvriers.

L'agitation chez les travailleurs de la mer. — Dans leur dernier Congrès, les inscrits maritimes décidèrent de procéder avec le soin le plus minutieux, à la préparation et l'organisation d'un mouvement de grève générale, en laissant à la Fédération des inscrits le soin d'en déterminer le programme et la date.

De cette lutte qui se prépare des signes avant-coureurs indiquent l'imminence.

Les inscrits sont las d'être lanternés et dupés par les parlementaires et la gigantesque escroquerie dont ils ont été victimes, la dilapidation par l'État de leur caisse de retraite n'est pas pour leur inspirer une confiance aveugle envers les pouvoirs.

Une importante réunion des inscrits maritimes de La Rochelle s'est tenue dimanche et la grève générale a été acclamée. Quand tous les ports auront ainsi donné leur avis, une lutte importante par ses conséquences et le nombre des éléments engagés éclatera.

Au port de Cette. — Une échaffourée s'est produite aux environs du quai de la Consigne entre la police et la troupe qui cherchaient à assurer la sortie de quelques bateaux et les ouvriers du port.

Les bateaux de pêche n'ont pu sortir.

A Boulogne-sur-Mer. — La grève des dockers de Boulogne-sur-Mer est terminée.

Les dockers ont obtenu satisfaction. Le contremaître Brabant a du démissionner et ne pourra plus être employé sur le port, même comme ouvrier docker.

Chez les mineurs. — Une série de grève vient de se produire parmi les mineurs.

A Montdardier, dans l'arrondissement du Vigan, les ouvriers de zinc et de plomb des Malines, ont complètement abandonné le travail le 25 mars.

Les grévistes ayant envoyé une délégation pour discuter avec la direction, le directeur a refusé de s'entremettre sous le spécieux prétexte qu'il lui fallait en référer au Conseil d'administration qui a son siège à Paris.

Pour diminuer les salaires, chasser les ouvriers, les directeurs ont tout pouvoir, mais quand il s'agit du bien-être des travailleurs, il faut de longs pourparlers avec les bénéficiaires des dividendes. Par ces réponses dilatoires, les capitalistes cherchent surtout à émousser la résistance ouvrière.

Les grévistes n'ont pas voulu accéder aux désirs de la direction qui leur demandait de reprendre le travail pendant qu'on examinerai à Paris leurs revendications.

Les mineurs présentent les revendications suivantes :

1° Journée de huit heures avec une heure pour le repas ; 2° Une augmentation de 0 fr. 50 par jour ; 3° *Liberté de conscience absolue (après trente-sept années de république des ouvriers sont obligés de réclamer la liberté de conscience)* ; 4° Aucun renvoi pour fait de grève.

Très impartialement le gouvernement a mis quarante gendarmes à la disposition de la direction.

Aux mines d'Ostricourt les ouvriers du puits n° 4 ont refusé de reprendre le travail. Ils réclament d'abord une augmentation de salaire et présentent différentes autres revendications : une réunion a eu lieu au cours de laquelle ils en ont établi la liste qui a été présentée au Directeur de la Compagnie.

Les mineurs de Rive-de-Gier. — La grève a éclaté à Grand-Croix à la suite de la mise à pied de deux ouvriers du puits Saint-Louis. Ces ouvriers avaient été frappés pour insuffisance de production. Quatre cents ouvriers ont cessé le travail dans ce mouvement de solidarité spontanée.

Les Tablettiers de Paris. — La grève, qui dure depuis quatre semaines, continue sans que la cohésion qui unit les grévistes soit entamée.

Au cours des réunions qui se tiennent à la Bourse du Travail, les grévistent manifestent sans aucun signe de défaillance leur volonté de continuer la lutte jusqu'à satisfaction complète. On sait que le motif de la grève est la réglementation de la journée de huit heures, avec le même salaire que sous le régime de dix heures.

Au Havre. — Les ouvriers peintres ont abandonné le travail dans 70 maisons ! Ils réclament une augmentation de salaire. 500 ouvriers environ sont en grève.

D'autre part les terrassiers tubistes employés aux travaux de percement du nouveau sas du canal de Tancarville se sont mis en grève. C'est aussi pour une augmentation de salaire que ces ouvriers au nombre d'une centaine se sont soulevés.

Dans l'Industrie Textile. — Depuis le 4 janvier les ouvriers tisseurs de Wervicq et Halluin luttent avec une admirable énergie contre un gros industriel archi-millionnaire, M. Gratry qui espère que son coffre-fort bien garni aura raison de la force de résistance de ses ouvriers révoltés contre son odieuse exploitation.

Espérant décourager les grévistes, ce patron faisait fabriquer ses pièces dans d'autres usines, mais les grévistes faisant appel à la solidarité des ouvriers travaillant dans les usines où M. Gratry faisait exécuter ses commandes ont pu menacer de grève les patrons qui accepteraient de fabriquer de nouvelles commandes. Ainsi poursuivi cet homme qui a édifié une colossale fortune sur l'exploitation systématique de ses ouvriers sera bien obligé de faire taire son orgueil de maître et consentir à entrer à composition.

Riche et tenace, c'est insuffisant pour un patron dont la richesse en somme est dans son exploitation.

Si cette dernière dépérit sa fortune décroît et pour les patrons quand le coffre-fort se dégarnit la tenacité s'affaiblit.

Mais chez les ouvriers cette longue lutte a créé une profonde misère et bien des secours leur sont nécessaires.

Ch. Desplanques.

Une affiche. — Nous publierons, dans notre prochain numéro, le texte de l'affiche apposée dans la nuit de vendredi à samedi sur les murs de Paris, par les soins du Comité central, pour la défense du droit syndical des employés de l'État, des départements et des communes.

Ce document, absolument remarquable à tous égards, est digne de retenir l'attention des camarades.

Am. D.

FIRMINY

Chez les Mineurs. — On sait que si une loi a institué pour les mineurs la loi de 9 heures, en fait, les compagnies exigeant la tâche, cette loi est inappliquée.

Il arrive même, parfois, que malgré la meilleure volonté, les chantiers se trouvant quelquefois très mauvais, il est impossible aux mineurs de parfaire la tâche. Cela se traduit d'abord par une diminution de salaire, ensuite par des reproches de la part des agents de la Compagnie, et quelquefois par une mise à pied. Les mineurs ronchonnent, mais généralement tout se borne là. Il n'en est cependant pas toujours ainsi.

C'est ainsi que, la semaine dernière, deux mineurs ayant été mis à pied, pour deux jours, pour ne pas avoir achevé la tâche, à la Compagnie des Mines de la Péronnière, à Grand-Croix, leurs camarades du même puits se solidarisèrent avec eux et, en manière de protestation, chômèrent tous deux jours. Ils ont repris le travail tous ensemble, le 2 avril.

En suite de démarches faites par le Syndicat, auprès de la Direction de la Mine, une augmentation de 0 fr. 15 a été accordée à tous ouvriers, intérieur et extérieur, en même temps qu'une augmentation de la quantité de charbon allouée comme chauffage.

Des démarches sont faites aussi par le Syndicat de Rive-de-Gier pour obtenir une augmentation de salaire.

Galhauban.

LANDES

Après les grèves de Rion, d'Azur et de Saint-Julien, où les résiniers ont remporté de superbes victoires, ceux des communes suivantes sont en grève également depuis quelques jours : Lit-et-Mixe, Ste-Eulalie, Gastes, Mimizan, Beylongue et Lesperron.

Dans les communes de Sainte-Eulalie, Gastes et Mimizan, la première grève de février 1907, était suspendue, elle a repris dans les mêmes conditions, parce que messieurs les adjudicataires n'ont pas tenu

parole et signé le nouveau contrat dont nous avons parlé dans le dernier numéro. Les condamnations des trois membres du syndicat de Sainte-Eulalie ont soulevé une émotion considérable parmi les résiniers et fait accentuer le mouvement révolutionnaire.

A Lit-et-Mixe il y a eu des troubles graves. Deux membres du syndicat ont été arrêtés et incarcérés à la prison de Dax. Deux cents hommes du 34[e] de ligne et une multitude de pandores assurent l'ordre. Les grévistes de cette commune sont dans un état extrême de surexcitation.

A Beylongue les résiniers sont loins d'être calmes. La gendarmerie maintient l'ordre.

A Lesperron, la grève est partielle et jusqu'ici il n'y a pas eu trop d'effervescence.

Le sabottage est pratiqué un peu partout et les enquêtes vont leur train.

Il est question d'une grève des résiniers de Mézos et des ouvriers ambulants des scieries mécaniques du canton de Mimizan.

Partout les grévistes sont unis étroitement et leurs revendications aboutiront certainement. G. G.

LIMOGES

Dans la porcelaine. — Il y a une quinzaine de jours, à la maison Barny et Rigony, les *couleurs* et *couleuses* quittèrent le travail. Ils demandaient le relèvement d'un article du tarif que les patrons, grâce à la complicité d'un renégat, avaient trouvé moyen de baisser. Après quelques jours de grève, nos camarades obtinrent satisfaction ; il fut convenu que le travail pour cet article ne serait plus fait aux pièces mais à l'heure, et il n'y aurait aucun renvoi pour fait de grève.

Ce conflit était encore pendant, qu'un autre éclatait à la même usine, avec les décalqueuses occupées à la peinture ; mais sous menace de grève, les patrons mirent les pouces et les camarades obtinrent une augmentation de 0 fr. 05 l'heure.

Couleurs et décalqueuses ayant obtenu satisfaction, le travail reprit le 19 mars sa marche normale, lorsque dans la soirée et dans la même usine, les *hommes de feu* chargés de la cuisson de la porcelaine, ainsi que les caleurs — deuxièmes chefs d'équipes dans les fours — demandèrent une augmentatton de 0 fr. 25 par jour. Les malheureux qui font un travail excessivement pénible et par une chaleur suffocante, gagnent les premiers 2 fr. 25 et les seconds 2 fr. 75 pour une journée de 12 heures.

Devant la réponse évasive des patrons, les camarades ont quitté le travail, les autres manœuvres occupés dans les fours se sont solidarisés avec eux, ils ont élaboré un cahier de revendications qu'ils ont à leur tour présenté aux patrons, c'est donc la grève de tous les journaliers dans cette usine.

Les deux parties ont remis leurs pouvoirs à leur syndicat respectif, à l'heure actuelle, les pourparlers sont engagés et tout fait prévoir que nos camarades obtiendront gain de cause.

Il faut s'attendre dans les autres fabriques à de nouveaux conflits, car l'effervescence est très grande parmi les journaliers qui, comme on l'a vu, ont de véritables salaires de famine.

Certains patrons sentant venir l'orage, ont augmenté d'eux-mêmes quelques-uns de ces malheureux, dans l'espoir de briser l'entente entre les exploités ; espérons que ces derniers sauront éviter le piège qui leur est tendu et que c'est unis en un puissant faisceau, qu'ils présenteront, eux aussi, leurs revendications.

SOUVARINE.

NANTES

Les Grèves. — La grève des phosphatiers est terminée. Les ouvriers sont rentrés aux usines avec le même salaire qu'avant, c'est-à-dire 4 francs pour dix heures d'un travail malsain. Ces ouvriers ont le tort de ne pas être unis et de ne s'occuper du Syndicat que lorsqu'ils ont des revendications à exposer. Ils ont repris le travail, mais avec l'espoir de recommencer bientôt le mouvement avec plus de méthode.

Les dockers et charbonniers, au nombre de 1.350, sont toujours en grève. Ces jours derniers, des ouvriers déchargeant quelques navires, les grévistes ont eu quelques collisions avec eux, et il y a eu des jaunes blessés, malgré les nombreux dragons et gendarmes. Maintenant, la cessation du travail est presque complète. Des soupes communistes ont été organisées, elles fonctionnent à merveille. Le camarade Yvetot, de la Confédération du Travail, est arrivé ici pour encourager les grévistes à la résistance.

Voici l'ordre du jour voté par le Congrès des instituteurs tenu à Nantes :

« Le Congrès de la Fédération nationale des Syndicats d'instituteurs, considérant que la Confédération générale du Travail est l'expression vivante et agissante de la solidarité prolétarienne ; qu'elle est actuellement le trait d'union indispensable entre toutes les organisations syndicales ; qu'aucune organisation consciente de ses devoirs de solidarité ne doit rester en dehors de la Confédération générale du Travail ;

« Considérant, d'autre part, que les instituteurs salariés de l'Etat ont, comme tous les autres salariés, des revendications à présenter à leur employeur, l'Etat-patron, qu'ils ne sauraient confirmer la thèse gouvernementale qui dresse une barrière entre le salariat administratif et le salariat de l'industrie privée, qu'en adhérant à la Confédération générale du Travail, ils accomplissent leur devoir de solidarité ouvrière et restent libres de leur méthode et de leur tactique, que les Syndicats ouvriers ont, en toute occasion, appuyé et encouragé les revendications des salariés de l'Etat ;

« Considérant enfin que les Syndicats d'instituteurs sont déjà rattachés à la Confédération générale du Travail par leur adhésion à leurs unions de Syndicats

Déclarent adhérer à la Confédération Générale du Travail ou Bourses du Travail ;

« Sur le rapport de M. Debillot (Loire-Inférieure), la question du conseil des maitres est solutionnée par le vote de la résolution suivante :

« Un conseil des maitres devra être établi dans toutes les écoles à plusieurs classes. Il sera constitué par tous les maitres attachés à l'école. » FÉLIXIO

NANCY

Les grèves. — Après neuf jours de grève, les camarades métallurgistes de l'usine Diébold ont obtenu entière satisfaction ; cette petite victoire donnera sûrement au mouvement syndicaliste dans la métallurgie un essor nouveau, il en était temps.

Les ouvriers en chaussures de la maison Cadenat sont toujours en grève, les manœuvres policières et patronales n'ont aucune prise sur l'énergie des grévistes, il semble qu'une certaine détente se manifeste chez le patron.

La tactique des grévistes de la peinture a vaincu le patronat, les soupes communistes et le sabottage furent un précieux auxiliaire pour la fin de ce conflit, nos camarades peintres obtiennent un minimum de salaires, et la fixation à dix heures de la journée de travail, d'autres avantages lenrs sont accordés.

Inutile d'ajouter que la machine à juger fit des siennes sur le dos de quelques grévistes.

Le 1[er] mai 1907, en Meurthe-et-Moselle, revêtira un caractère révolutionnaire ; le *Syndicaliste*, l'organe de l'Union a déjà à plusieurs reprises, publié des articles invitant tous les syndicats et les syndiqués à manifester et à chômer le 1[er] mai.

En effet, l'Union a décidé d'organiser dans tout le département le chômage général, les syndicats adhérents à l'Union font le nécessaire pour cela. Le 1[er] mai cette année nous réservera peut-être d'agréables surprises.

J.-S. BOUDOUX.

ROUBAIX

Les grèves continuent à s'étendre dans notre région. Le monde ouvrier s'agite dans plusieurs corporations ; il veut sincèrement acquérir des salaires plus en rapport avec la cherté de la vie. Privé du strict nécessaire et de toute jouissance jusqu'à présent, il prend conscience de sa misérable situation et déclare la guerre au patronat et veut aussi sa place au *banquet de la vie*.

Après l'agitation gréviste des trieurs de déchets de Roubaix-Tourcoing dont une grande partie des patrons ont capitulé devant les justes revendications des grévistes, la filature de Cavrois-Mathieu vient de suspendre toute activité ; le personnel réclame d'autres conditions de travail ; fileurs et rattacheurs, d'un commun accord, veulent une augmentation de salaire. La corporation des charretiers à Tourcoing est lasse de subir un salaire de famine de dix-huit francs qu'ils touchent à la paye chaque semaine, ils veulent monter à vingt-cinq francs. Refus des patrons ! Grève des charretiers. Hue donc les charretiers, conduisez votre véhicule de grève à bon port ! L'augmentation que vous exigez n'est et ne saurait être superflue. Au peignage de chez Floris Lorthiais frères, grève depuis le 20 mars. De crainte que le mouvement s'étende aux autres établissements, les gendarmes font bonne garde aux entrées et sorties des usines similaires. Fait typique, les ouvriers prennent leurs repas dans l'atelier. — Pourquoi ne pas les y faire coucher ? On éviterait ainsi tout contact et toute contagion !

Une grève d'ouvriers couvreurs a lieu à Marcq-en-Barœil ; ils réclament, eux aussi, une augmentation de salaires, c'est-à-dire 0 fr. 55 de l'heure.

Il en est de même à Lille où la grève dure depuis un certain temps déjà. Les ouvriers couvreurs se sont réunis, mercredi matin, à l'Hôtel des Syndicats, les patrons n'ayant pas donné de réponse aux modifications de salaires présentées par eux la continuation de la grève a été décidée.

A propos de la grève des Fileurs de laines de Fourmies, je pige dans les canards de la contrée la très fine perle suivante : *Dans une réunion qui a eu lieu aujourd'hui, 20 mars, M. Achille Lepers, conseiller municipal et ancien adjoint au maire de Roubaix, trésorier de la Fédération ouvrière textile, a engagé les ouvriers à reprendre le travail, car il considère la grève comme mal engagée et sans chance de succès !!!*

Les délégués grévistes ont parlé dans le même sens, mais sans préciser. La continuation de la grève n'en a pas moins été votée par 367 voix contre 50.

M. Achille Lepers voudrait-il nous dire quand une grève est bien engagée ? Serait-ce parfois pour créer une agitation en faveur des socialistes à la veille des élections là où ils ne sont pas encore élus ? Et pour présenter des chances de succès, il me semble que le conflit localement généralisé est au contraire une des meilleures garanties de succès ! Alors...

Voudrait-il être accusé par son indigne contenance de composer avec les intérêts capitalistes que les travailleurs doivent combattre et combattent, ou cherche-t-il à recevoir le blâme que dimanche dernier octroya à Renard, secrétaire de la Fédération ouvrière textile, la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix pour avoir négligé d'aller défendre les travailleurs en grève sur le même lieu où lui-même opérait (1), ayant un billet d'abonnement de chemin de fer annuel payé par la Fédération.

Il est vrai que pour agir de la même façon, il a mieux fait de ne pas y aller. C'est plus propre.

Lorsqu'on se sent incapable de soutenir une lutte, on bat en retraite. Mais représentant appointé d'une organisation ouvrière, on doit avoir le courage de se démettre.

C'est à nous travailleurs à redoubler d'activité dans les organisations, à démontrer le danger qu'il y a à se servir des élus de n'importe quel parti politique pour nous représenter dans les conflits économiques.

Pierre LANNEAU.

SAINT-CLAUDE

Trop d'égoïsme. — La lettre du camarade Baudry, publiée ici, est venu nous révéler toute l'inertie dans laquelle est tombé le *Comité de défense des Détenus*, créé ici, à la suite des grèves d'août et de septembre derniers.

On se rappelle la grève des pipiers qui, après cinquante-neuf jours de calme plat allait se clore sur un échec, quand les grévistes eurent l'idée d'appeler

(1) Le délégué qui présenta le blâme est le camarade Boulanger à la Fédération authentique.

toutes les corporations à la grève générale. Le succès fut complet, et les pipiers triomphèrent. Toutefois, cette soixantième et décisive journée, n'alla pas sans quelques *faits de grève* qui, d'ailleurs, décidèrent de son succès.

C'est pour ces faits de grève que quelques camarades, dont Léon Baudry, sont en prison depuis des mois. Les Syndicats pipiers cependant ne semblent pas beaucoup vouloir s'en souvenir. Le *chacun pour soi* de l'égoïsme corporatif a remplacé le *tout pour chacun* du jour de la grève générale.

Je sais bien que Chevriot est dessinateur et non pipier, que Léon Baudry et Louis Camelin sont mécaniciens et non pipiers, que Perrier n'est pas pipier, mais boucher. Mais lorque les pipiers appelèrent à la grève générale tous les ouvriers san-claudiens, je ne pense pas qu'ils leur aient demandé ce jour-là, s'ils étaient ou non pipiers. Je ne pense pas non plus que le tribunal se soit inquiété s'ils étaient ou non pipiers, pour leur infliger six ou douze mois de prison.

D'odieuses paroles ont été prononcées par un des dirigeants du Syndicat de la pipe : « Qui leur a commandé d'agir, aurait dit cet augure ; s'ils sont en prison, c'est leur faute ! » Mais, alors, au nom des bons principes, je demande que le Syndicat adresse aux patrons une lettre, où il dirait : « Nous vous prions, Messieurs, de nous retirer, sans retard, l'augmentation que vous nous avez concédée le 30 septembre 1906, pour la raison qu'elle fut le fruit d'actes de violence que nous repoussons avec énergie. »

Mais les pipiers n'écriront pas une telle lettre, et ils continueront de toucher leur augmentation. C'est pourquoi je leur dis : Allons, camarades, assez d'égoïsme corporatif. N'abandonnez pas dans les prisons bourgeoises, les hommes qui y expient le crime de vous avoir un jour si énergiquement aidés !

F. PLANTELIN.

SAINT-NAZAIRE

La grève des Chantiers de Construction de navires, augmente et embrasse plus de 700 ouvriers. Malheureusement, il n'y a pas de mouvement d'ensemble, les ouvriers quittent le travail les uns après les autres, ce qui fait que les premiers grévistes sont fatigués, quand les derniers se mettent en grève. Si tous désertaient les Chantiers en même temps, il y aurait beaucoup plus de chances de réussite.

F.

ÉPINAL

L'affaire Génin-Loquier semble terminée d'une façon définitive. Après deux réclamations, l'une adressée directement au parquet, l'autre publiée par un journal, les magistrats de Saint-Dié se sont décidés à retourner à Loquier les *Voix du Peuple* saisies.

L'heureuse issue de cette aventure est due pour beaucoup sans doute à l'intervention des camarades Pouget et Lévy, qui, aussitôt mis au courant, sont allés protester au ministère de la justice.

Il convient de féliciter également de leur attitude les *Temps Nouveaux*, la *Guerre sociale*, le *Cri populaire* et l'*Ouvrier Vosgien*. Seule, de tous les journaux informés par nous, l'*Humanité* est restée muette. Pourquoi donc ? Mystère de la politique socialiste !...

Un autre heureux évènement à vous signaler, c'est la pénétration, dans les Vosges, des syndicalistes de Meurthe-et-Moselle. L'autre jour, c'était Boudoux qui conférenciait à La Neuveville-lès-Raon et à Moyenmoutier. Hier, c'était Beaurieux qui donnait à Épinal sa deuxième causerie sur l'action syndicale et révolutionnaire.

Puissent les idées propagées par ces camarades secouer un peu la torpeur des ouvriers vosgiens, trop enlisés jusqu'ici dans le réformisme !

G. A.

Les tripotages au Maroc. — Le gouvernement vient d'envoyer deux croiseurs pour châtier l'assassinat du docteur Mauchamp. En principe, ce châtiment s'imposait. Il y aura, sans doute, d'autres châtiments. Et, de châtiment en châtiment, nous serons acculés un jour à la guerre.

Au profit de qui ?

La question est intéressante, et le *Cri* considère comme son devoir d'y apporter quelques éclaircissements.

Il y a actuellement, au Maroc, deux hommes d'affaires d'une mentalité et d'une moralité étranges. Ce sont deux représentants de deux grandes puissances : M. Regnault, le ministre de France, et M. de Rosen, le ministre d'Allemagne.

Tous les deux travaillent, paraît-il, au profit de Compagnies qui se cachent derrière leur dos. Et ils n'apparaissent que de temps à autre, d'une façon assez imprévue. On dit couramment au Maroc, que M. Regnault n'y travaille qu'en faveur d'une Compagnie d'hommes d'affaires français dont le plus bel ornement ne serait autre qu'un ancien ministre en personne.

On commet, sans conteste, un acte diffamatoire envers un homme d'Etat aussi avantageusement connu, en le mêlant aux hommes d'affaires, plus ou moins douteux, qui s'agitent au Maroc.

Mais l'ancien ministre a tort, a grand tort de ne pas couper court à cette légende qui se trouve aujourd'hui accréditée dans toutes les chancelleries. Que notre homme politique considérable, prenne la peine de demander à n'importe quel représentant d'une grande puissance étrangère à Paris, et il apprendra qu'il est le héros des aventures industrielles très louches qui se poursuivent au Maroc, et qu'à l'heure qu'il est, son nom sert de pavillon à une grande quantité d'affaires qui s'agitent autour du Sultan, dans lesquelles il n'est pour rien.

On aurait même un grand intérêt moral à trouver une autre occupation à M. Regnault, dont « l'activité » est d'ores et déjà jugée au Maroc et dans ses alentours.

M. de Rosen s'est embusqué derrière une compagnie allemande, à la tête de laquelle se trouve la maison Reushausen. Ces messieurs travaillent avec non moins d'énergie. M. de Rosen les couvre de sa protection ouvertement et, d'après les on-dit, partage les bénéfices secrètement.

Dans les cercles diplomatiques de Tanger, M. de Rosen et M. Regnault sont connus sous le nom de « Bertrand et Raton ». C'est extrêmement flatteur pour la politique française. Cela ne l'est pas moins pour la politique allemande.

Tout récemment, il s'agissait de donner à Tanger une concession de tout-à-l'égout. M. Regnault avait son candidat, M. de Rosen avait le sien. Les industriels, accourus de différents pays du monde, avaient également quelques candidats. Mais les deux diplomates, MM. Regnault et de Rosen, à force de contrecarrer leur influence respective, réussirent à conserver à Tanger son manque d'électricité, de gaz, d'eau et d'égouts.

A propos de cette dernière affaire, un bon mot est échappé au Sultan, lui qui n'en fait guère : — Ah ! si on pouvait faire le tout aux égouts et y envoyer M. Regnault avec M. de Rosen ! »

Le *Cri de Paris*, 31 mars 1907.

Mouvement international

ANGLETERRE

La Voix du Travail (1). — Récemment, le correspondant pour l'Angleterre d'un de nos confrères d'avant-garde, constatait qu'un changement rapide dans les conditions économiques du pays rendait plus fertile le terrain sur lequel sèment nos camarades anarchistes qui font partie des Trades-Unions. L'accroissement rapide de la population entraînant le chômage, l'augmentation du nombre des millionnaires qui chassent les paysans de leurs champs pour créer des parcs et des terrains de chasse, enfin l'extravagance navale et militaire rendant le fardeau des impôts de plus en plus écrasant et surtout le développement de la concurrence industrielle allemande, américaine et asiatique, telles sont les principales causes qui font que ces conditions se modifient, transformant en même temps la façon de voir du prolétaire anglais. « Tout indique qu'avant bien des années, concluait-il, il y aura un mouvement révolutionnaire en Angleterre aussi intense que dans n'importe quel autre pays. »

Depuis les origines du mouvement social en Angleterre, jamais nos camarades d'Outre-Manche n'ont autant qu'aujourd'hui senti la nécessité d'une tribune libre pour les travailleurs dont les tendances s'écartent nettement de la cuisine parlementaire. Et voici qu'enfin le nouvel organe tant attendu est né sous le beau titre de *Voice of Labour* (Voix du Travail) et avec des premiers numéros particulièrement verdoyants.

Laissons un instant notre jeune confrère s'annoncer lui-même.

« La *Voix du Travail*, si elle pouvait parler pour tous ceux qui peinent et triment pour un salaire dans notre Angleterre — si elle pouvait seulement révéler une partie des peines et des souffrances des travailleurs de ce pays, et plus encore de ceux à qui il n'est point permis de travailler, trouverait des accents qui étonneraient le monde. Telle qu'elle est, à sa naissance, cette voix ne peut être entendue que d'un petit nombre. Mais parmi ceux-là qui tiennent plus à ce que l'on dit qu'au bruit fait en le disant, nous espérons avoir des auditeurs qui deviennent des partisans et qui l'aident à vivre. »

Quant aux tendances de la *Voix du Travail*, je ne puis résister au plaisir de laisser la parole à notre camarade John Turner dont la belle voix énergique précise le chemin dont nous ne devons, sous aucun prétexte, nous écarter :

« En vérité, il est abondamment clair que tout mouvement ouvrier qui prétend accomplir n'importe quelle amélioration fondamentale doit être indépendant du Parlement. Et, le point le plus important de tous, avant qu'aucun changement réel dans le système du vol économique puisse s'effectuer, les idées qui ont cours parmi les travailleurs quant aux institutions parlementaires devront être déracinées.

« Ce sont ces dernières qui ont rendu futile toute la propagande socialiste du passé. Lentement, mais sûrement, les socialistes politiciens pénètrent le pouvoir politique dans tous les pays démocratiques. Devant nous, nous pouvons voir si le fanatisme ne nous aveugle pas, combien il est illusoire d'attendre l'émancipation des travailleurs de ces entremises-là. Car, après tout, comment pouvons-nous croire que le Parlement fera quoi que ce soit, avant que les travailleurs aient mûri la question eux-mêmes. Les stimuler dans cette direction, éprouver et indiquer la route à prendre pour devenir libres et indépendants, telle sera l'agréable tâche de ce journal. Autant que possible, les personnalités seront évitées et la tolérance cultivée. Mais sûrement, des choses désagréables seront dites. Nombre de préjugés seront attaqués. Les principes économiques du socialisme seront laissés de côté, mais ses mensonges politiques exposés sans pitié. De plus, il n'y aura pas de contact avec les politiciens dans leurs prétentions hypocrites. Tout effort honnête de reconstruction économique aura notre sympathie, toute lutte ouvrière notre appui. »

Voilà qui est clair ! Et il était peut-être bon que ceci fût dit une fois de plus ici par un camarade trade-unioniste pour la gouverne de ces trop naïfs militants syndicalistes qui, sur leurs vieux jours, éprouvent la démangeaison de flirter avec la répugnante politique.

Dès son début, la *Voix du Travail* a très bonne tenue et très belle allure. Une couleur locale très accentuée ressort de l'ensemble du journal. La première page est consacrée aux informations. Les deux suivantes correspondent à votre « Supplément. » Un article de fonds à la 4e page. Puis les notes de l'étranger, des citations et des annonces. L'impression sur papier du pays est fort belle.

C'est à ceux qui travaillent et qui pensent qu'il s'adresse, ainsi que l'annonce son sous-titre. Souhaitons bonne chance et longue vie à ce vaillant cama-

(1) *Voice of Labour* et *Freedom*, 127, Ossulston Street London, N. W., Angleterre.

Voice of Labour, hebdomadaire. Abonnement : France, 8 fr. 20 par an.

Freedom, journal anarchiste communiste mensuel. France, 1 fr. 80 par an.

rade de lutte. Le nombre des énergies à éveiller est considérable. Mais la *Voix du Travail* a du poumon et si elle continue sur ce ton, il est certain qu'elle sera entendue. A. PRATELLE.

Depuis que ces lignes ont été écrites, *Voice of Labour* a dû malheureusement réduire de moitié son format. Notre sympathique camarade avait bien raison de dire, à son début, que sa voix ne pouvait être entendue que d'un petit nombre. Cependant il est très important pour l'avenir révolutionnaire des classes ouvrières anglaises que *Voice of Labour* puisse continuer la bataille. Nous nous joignons à l'ami Pratelle pour recommander à nos camarades la lecture du journal de Turner. Am. D.

SUISSE

Tatiana Léontieva. — Le grand drame de la russie révolutionnaire s'éclaire, depuis trente ans, de sublimes images de femmes. De Sophie Bardine, Véra Zassoulitch, Perovskaïa et Figuer jusqu'à Spiridonova et Konoplionnikova, c'est une suite ininterrompue d'émouvantes justicières qui démontrent assez qu'en dépit d'un blasphème bourgeois bien connu, les temps héroïques ne sont pas encore passés.

Tatiana Léontieva, qui vient d'être jugée par le tribunal de Thoune est apparue la dernière de ces femmes admirables qui ont aimé la justice jusqu'à se sacrifier pour elle et que la mort, l'exil et le bagne se sont férocement réparties. On connaît l'histoire de Tatiana. Elle a tué, au commencement du mois de septembre 1906, dans un hôtel d'Interlaken, un certain M. Müller, « rentier français », qu'elle avait pris pour Dournovo, l'implacable ministre russe, l'homme qui a attaché son exécrable nom aux boucheries tsaristes de 1905 et de 1906 et qui mérite cent fois la mort.

Tatiana, jeune, instruite et noble, appartenait à la fraction *maximaliste* du parti socialiste révolutionnaire, fraction dont il a été déjà parlé ici au moment de l'attentat contre la villa Stolypine. Sa tenue devant ses juges a été parfaitement fière. Mentionnons la réponse qu'elle a faite au président du tribunal qui lui demandait de manifester des regrets de son acte :

— Je regrette, a-t-elle dit en substance, de n'avoir pas tué Dournovo, mais l'homme que j'ai tué à sa place était un bourgeois, *par conséquent un ennemi*, et ceci ne peut qu'atténuer mon regret.

La déposition de M. Vladimir, le journaliste russe qui a ému toute l'Europe par ses révélations sur le martyre de Marie Spiridonova, a fait sensation ; moins cependant que les accusations lancées par Tatiana contre le juge Laûner auquel avait été confiée l'instruction de l'affaire. Cet individu avait maltraité l'accusée d'une façon tellement révoltante qu'une enquête a été jugée nécessaire par le président du tribunal. Les juges d'instruction sont partout les mêmes ; ils ont partout le secret d'être plus lâches et plus cruels que leur fonction même.

Le jury ayant admis les circonstances atténuantes, la Cour a condamné Tatiana Léontiava à quatre ans de réclusion, sans déduction de la prison préventive, à vingt ans d'interdiction de séjour dans le canton de Berne et à un franc de dommages-intérêts.

Les Grèves vaudoises. — Les renseignements *authentiques* nous manquant encore sur le mouvement de grève qui vient de secouer si fortement Vevey, Montreux et Clarens, et d'attester du même coup la force naissante de la Fédération des Unions ouvrières romandes, nous sommes contraints de renvoyer au prochain numéro la relation que nous comptons donner à nos lecteurs.

Am. D.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

NÉCROLOGIE

On nous apprend la mort du camarade Paul Henriot, un des militants d'Aubervilliers.

VARIÉTÉ

Nous avons déjà donné l'article ci-dessous dans le supplément du n° 29, Xe année. Mais au moment où le gouvernement vient de commencer la campagne du Maroc, il est trop d'actualité pour ne pas le redonner.

N'est-ce pas la meilleure preuve que les hommes ont peu d'influence sur les événements ?

C'est Clemenceau qui était contre la campagne du Maroc qui, par les événements, se trouve être appelé à présider aux premières escarmouches.

LE GUÊPIER

Je n'aime pas cette histoire du Maroc où nous nous trouvons mêlés, sans que nous puissions savoir ni pourquoi ni comment. Des Marocains se sont emparé de deux citoyens des Etats-Unis qu'ils ne veulent rendre que sous la condition de certains engagements politiques à prendre par le gouvernement du sultan. Si l'on ne finit pas par tomber d'accord, il est fort à craindre que les malheureux Américains ne payent ce dissentiment, où ils n'ont rien à voir, des mille souffrances d'une détention prolongée, et, peut-être — qui sait ? — de la mort.

Les Américains, là-dessus, envoient, selon la coutume, toute une escadre à Tanger, et menacent de bombarder des populations innocentes. Bonne leçon, n'est-il pas vrai, pour les « barbares » Marocains qui pratiquent ce même chantage de sang sur des Américains. Ce jeu est, à la vérité, de ceux où l'on dépense d'ordinaire plus de paroles que de poudre. Cependant, il suffit d'un Arabe ou d'un Européen qui voie rouge, pour qu'un malheur irréparable déchaîne les plus funestes conséquences. Actuellement, on négocie des deux parts. Aux propositions extravagantes, des contre-propositions plus ou moins réalisables sont opposées, avec le dessein, des deux parts, de ne tenir que les promesses dont les circonstances pourront imposer l'observation. Tout cela peut durer un fort long temps. L'impuissance du sultan éclate à tous les yeux. L'Europe et l'Amérique sont sans moyen d'action sur des tribus guerrières situées hors d'atteinte. Bien avisé qui peut prévoir la fin de telles négociations.

Mais si le gouvernement marocain et les puissances de l'ancien et du nouveau monde sont hors d'état d'exercer sur les peuplades du Maroc la pression nécessaire, sans développer un effort militaire hors de toute proportion avec le résultat attendu, il arrive que la France — non moins dépourvue d'action efficace sur les Marocains — a réclamé une sorte de suprématie morale sur le territoire du Maroc, d'où résultent pour elle, au regard des autres nations des devoirs imprécis qu'elle se trouve d'ailleurs dans l'impossibilité de remplir. Cela est si vrai que le gouvernement des Etats-Unis a réclamé notre intervention dans la délicate aventure où il se trouve engagé, et que nous l'y avons suivi comme si la chose allait de droit pour nous et pour tout le monde.

Notre « droit », jusqu'à nouvel ordre, réside principalement dans ce fait que l'Angleterre s'est engagée à ne pas nous troubler dans l'exercice, comme on dit en jargon diplomatique, de notre « influence ». De cette stipulation de l'accord franco-anglais — en tous lieux cotée comme constituant notre principal avantage — beaucoup de gens concluent un peu légèrement que l'Angleterre nous a *donné* le Maroc. C'est à peu près, lecteur, comme si je vous faisais cadeau de Notre-Dame, car le Maroc n'étant pas la propriété de l'Angleterre, il est assez difficile de comprendre comment elle aurait pu nous le « donner ». Elle a simplement renoncé à le prendre — cela dans des conditions déterminées. C'est tout une autre affaire. Aussi l'Espagne, qui est fort loin d'avoir renoncé à des prétentions similaires, fait-elle valoir ses « droits » et les oppose aux nôtres, avec une telle ardeur, si mes informations sont exactes, qu'il ne paraît pas très facile aux deux diplomaties de s'accorder.

Et puis, il y a quelqu'un aussi dont les « droits » sur le Maroc ne sont pas sans valeur, c'est le peuple marocain. Une seule difficulté. Nous ne connaissons de « droits » que ceux qui peuvent s'appuyer d'artillerie. Nous revendiquons le droit des peuples à s'appartenir en Alsace-Lorraine. Voyez ce que nous en faisons, comme les autres nations, en Afrique et en Asie. Les Marocains, qui ont tous les droits, manquent de canons à tir rapide : de là nos « droits » sur eux, ceux de l'Espagne ou de la République de Saint-Marin. Cependant, un obstacle se présente à l'exercice de nos « droits » : si les Marocains n'ont pas de canons à tir rapide, ils sont batailleurs en diable, et attendent, dans leurs montagnes, armés de bons fusils, que nous nous présentions pour leur expliquer pourquoi nous sommes leurs maîtres. Cette explication a demandé un demi-siècle et plus pour trois millions d'Arabes en Algérie. Que faudra-t-il au Maroc qui compte douze millions d'habitants ?

Je sais très bien que personne ne propose d'entreprendre cette conquête. Il n'en est pas moins vrai que le roi Edouard VII nous a fait là un cadeau dont, pour ma part, j'aurais pu me passer. Car, si nous ne voulons pas les conquérir militairement (parce que nous n'en avons pas les moyens), les Marocains, d'humeur militaire, n'hésitent pas, eux, à faire parler la poudre quand il leur convient. A notre pénétration pacifique, ils opposent un bataillon carré, reculant, avançant, se dispersant pour se reformer toujours. La poursuite est impossible. Que faire ? Il y a le gouvernement marocain. Mais son tort principal est de ne pas exister. Il ne constitue guère, à vrai dire, qu'une méthode de rapine un peu mieux organisée que celle des chefs inférieurs en perpétuelle insurrection contre le sultan. Toutes les concessions que vous obtiendrez d'un prince sans autorité, il faudra les conquérir pas à pas, baïonnette au fusil. Vous ne voulez pas ? Pouvez-vous faire autrement ?

Vous ne pouvez ignorer que l'impopularité du sultan vient surtout de ce qu'il a prêté une oreille trop complaisante aux ouvertures des Européens. D'ailleurs, quelle sottise n'est-ce pas de nous obstiner à le considérer comme le souverain *réel* du Maroc, quand nous avons tant de raisons de savoir que sa souveraineté est non existante. Il n'y a pas un Maroc. Il y en a dix, vingt, cent : nul n'en saurait dire le nombre. Tel groupement, qui acceptait hier la souveraineté du sultan, s'en affranchit aujourd'hui. C'est un perpétuel flux et reflux de révoltes et de reprises d'autorité sur le flot mouvant desquelles rien ne se peut fixer. Mais le mot « Maroc » nous hypnotise, et nous nous entêtons à traiter la fiction, en dépit de l'évidence, comme réalité ! Quoi d'étonnant si, dès le premier pas, nous voyons troubler notre belle assurance par le brutal démenti des faits.

Les faits, si j'en crois des informations trop précises, c'est que depuis l'accord franco-anglais, nous sommes en exécration aux populations marocaines, parmi lesquelles le bruit s'est répandu que l'Angleterre les avait « vendues à la France ». N'était-ce pas fatal ? Voilà donc nos difficultés accrues au moment même où notre responsabilité prend corps par l'invitation qui nous vient des Etats-Unis à faire acte d'autorité. N'est-ce pas le grand guêpier ? Il n'est besoin que d'y mettre la main pour ne plus pouvoir s'en dégager.

J'entends dire que les Marocains, qui sont, en qualité de sémites, gens d'intelligence fort éveillée, en voyant le succès de ceux de leurs

compatriotes qui ont capturé deux Américains, ont formé le projet ingénieux de détruire notre protectorat dans l'œuf en nous mettant aux prises, par des opérations de ce genre habilement conçues, avec des puissances plus ou moins mal disposées envers notre pays. Supposez simplement qu'une bande marocaine captive le ministre d'Allemagne et que Guillaume II nous invite à lui rendre son représentant. Quelle besogne pour notre diplomatie, pour nos soldats! Et s'ils sont impuissants, comment vous opposerez-vous à l'intervention directe du *Kaiser*? Le guêpier, le guêpier.

G. Clemenceau.

(L'*Aurore*, 13 juin 1904.)

BIBLIOGRAPHIE

Ce sont les derniers krachs industriels et commerciaux qui ont inspiré *Vanité* (1), le dernier livre de MM. P. et V. Margueritte. Ils y racontent la vie luxueuse que mène la famille Brévier. Le père, assez brave homme, est l'actionnaire principal et directeur d'une colossale maison de nouveautés ; la mère, l'épouse accomplie dont on n'a rien à dire, une fille aînée, mondaine, vaniteuse, mariée à M. d'Arbelle, un nobillon imbécile, et, enfin, une fille, plus jeune, la perle de la famille, celle-là.

Afin de fournir au luxe des siens, Brévier dépense largement les bénéfices qu'il tire de sa maison. Mais ses associés sont des fripouilles qui le trompent, et dont les tripotages ont compromis la solidité de la maison. De plus, ils ont fourni prise à un de ces requins de la presse qui opèrent le chantage en grand (tout le monde voit de qui il est question) et comme il a la gueule large, ils ne peuvent le rassasier, et, pour la maison, c'est la débâcle.

Il y a aussi un docteur Michel, un protégé de Brévier, auquel on a refusé la main de la plus jeune fille, Alice, sous prétexte qu'il n'a pas encore de situation, refus qui ne s'explique pas clairement, car, tel que les auteurs nous dépeignent Brévier, il est assez généreux pour donner à sa fille qu'il aime, qu'il n'a pas l'intention de marier contre son gré, ce qui manque à Michel.

Car Alice aime Michel. Mais ils se le cachent si bien tous deux, qu'ils se blessent continuellement, semblent toujours se repousser, alors qu'ils souffrent le plus de se sentir éloignés.

Brévier, lui, meurt d'apoplexie en apprenant sa ruine. Dans un certain monde, on est dans la misère noire lorsqu'il ne vous reste plus que sept à huit mille francs de rente. C'est le vide autour de la famille, les plus empressés aux dîners, sont les plus vite éclipsés.

Une partie de la fortune du gendre ayant sombré dans la catastrophe, cela ne fait pas l'affaire de sa femme, elle prend pour entreteneur le journaliste-requin qui a si bien contribué à sa ruine, ce qui est une façon comme une autre de se récupérer.

Mme Brévier se retire chez une tante multimillionnaire, hargneuse, avare, qui la froisse sans cesse. Et Alice cherche un emploi! Michel s'est mis à la disposition de la famille, et lui épargne toutes les démarches pénibles, continue à rester dans l'expectative.

Mais il y a un dieu pour les amoureux. Mme Brévier s'amuse à mourir après avoir hérité de la tante millionnaire. Quand je dis s'amuse, c'est une façon de parler, elle y est aidée par un chauffeur — « en qui sommeille la sauvagerie de l'être primitif, jusqu'à l'heure des accès furieux dans le mauvais ouvrier fouetté de lectures anarchistes et d'alcool, gangrené des vices qu'il reproche à ses patrons », page 367, — qui se voue à la mort en lançant sa machine à toute vitesse contre le premier obstacle venu pour chambarder ceux qu'il mène.

Cette petite sortie contre les anarchistes vient là comme des cheveux sur la soupe, mais c'est l'affaire des auteurs.

(1) Un vol. 3 fr. 50. Plon et Nourrit, 8, rue Garancière.

Mme Brévier meurt de la chûte qu'elle fait, et ses filles héritant, Alice n'aura plus besoin de chercher à travailler de ses mains.

Mais les auteurs nous ont prévenus qu'elle est pétrie d'une substance supérieure. Puisque Michel ne vient pas à elle, c'est elle qui ira à lui. Elle va lui demander s'il la veut pour femme. Et comme les millions véreux de la tante seraient un obstacle, elle lui apprend qu'elle les a refusés. Michel lui tend les bras. Et voilà pour eux.

Je ne vois qu'une raison pour que le roman des frères Margueritte n'ait pas pris place au rez-de-chaussée du *Petit Journal* ou du *Petit Parisien*, c'est qu'il est bien écrit. Mais pour le reste, il est de la force de ce qui s'y publie. Les personnages ne sont que des marionnettes qui agissent au gré des auteurs, non d'après le caractère qu'ils ont voulu leur donner. Cela semble écrit pour démontrer que si les mauvais ne sont pas toujours puni, les bons sont toujours récompensés.

J. Grave.

Correspondances et Communications

Maison du Peuple du XXe arrt, 37, rue des Gâtines (Métro : Gambetta). — La Commission administrative fait connaître aux organisations socialistes et révolutionnaires, syndicats, Groupes de Jeunesse, etc., qu'elle tient à leur disposition une vaste salle très bien aménagée pour fêtes, conférences, concerts, banquets, bals, etc...

Pour tous renseignements écrire au citoyen Dubar, 401, rue des Pyrénées.

Tous les dimanches, de 2 h. 1/2 à 6 h. 1/2 Concert, conférence et bal. *Entrée gratuite.*

Limoges. — Pour tous renseignements concernant les *Temps Nouveaux* s'adresser à Henri Deysset, avenue des Coutures, 11. On peut s'abonner sans frais en s'adressant à ce camarade.

CONVOCATIONS

° **La Semaille** (Université populaire du XXe arrt), 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 5 avril : Daynaud : L'assurance ouvrière coopérative contre l'incendie.

Mardi 9 avril, Bon : Auguste Comte et le positivisme.

° **Jeunesse révolutionnaire du XVe**. — A l'occasion du conseil de révision, grand Meeting antimilitariste contradictoire. Orateurs inscrits : Georges Yvetot, A. Bruckere, Selaquet, Laval, Gabrielle Petit. Entrée 0 fr. 30 pour les frais.

° **Groupe des Poètes et Chansonniers Révolutionnaires**. — Dimanche 7 avril, à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta, Fête de camaraderie au bénéfice de la Caisse d'éditions du groupe. Entrée 0 fr. 50.

Une série de six chansons sera gracieusement offerte à chaque camarade.

° **Groupe anarchiste des 3e et 4e**. — Vendredi 5 avril, à 8 heures et demie, causerie par le camarade Paul Jullien, sur l'Amour libre.

° Lyon. — **Groupe l'Emancipation**. — Samedi 6 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle de l'amphithéâtre, rue de l'Hôtel-de-Ville, Meeting de protestation. Le camarade Malato y parlera de l'affaire Ferrer-Nackens.

° Marseille. — **Les Précurseurs**. — Samedi 6 avril, à 9 heures du soir, bar Grasset, boulevard Dugommier, causerie par Marestan sur le Groupement anarchiste.

En Vente "Aux Temps Nouveaux"

Nous nous chargeons de fournir aux camarades toute commande de librairie qu'ils pourront nous faire.

Tous les prix marqués sont franco. Ajouter pour la recommandation, ce qui est une bonne précaution pour les pays où la poste est peu sûre.

Précurseurs de l'Internationale, W. Tcherkesoff	1 20
Souvenirs d'un Révolutionnaire, Lefrançais	3 25
Guerre-Militarisme, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Patriotisme-Colonisation, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
Intimités et Révoltes, vers, La Jarlière	1 50
Les Résolutions, vers, Pratelle	1 50
La Révolte, 7 années. La collection complète (définitivement la dernière)	150 »
Les Temps Nouveaux, 11 années	66 »
Leur Patrie, G. Hervé	2 90
Le Coin des Enfants, 1re série illustrée	3 »
— — 2e série illustrée	3 »
— — 3e série illustrée	3 »
L'A B C de l'Astronomie, Stackelberg	2 »
L'Internationale (documents et souvenirs), James Guillaume, tome I	4 50
— — II	5 20

De chez Stock :

La Poigne, pièce, J. Jullien	2 15
L'Ecolière, — —	2 15
La Société mourante et l'Anarchie, J. Grave	2 90
La Conquête du Pain, Kropotkine	2 90
L'Anarchie, son Idéal, Kropotkine	1 »
Autour d'une Vie, Kropotkine	3 »
La Société future, J. Grave	2 90
La Grande Famille, roman militaire, J. Grave	2 90
L'Individu et la Société, J. Grave	2 90
L'Anarchie, son but, ses moyens, J. Grave	2 90
Malfaiteurs, J. Grave	2 90
Les Aventures de Nono, J. Grave, avec illustrations	2 90
Responsabilités, 4 actes, J. Grave	2 »
Mais quelqu'un troubla la Fête, Marsolleau	1 »
Evolution et Révolution, Elisée Reclus	2 90
La Commune, Louise Michel	2 90
Œuvres, Bakounine	2 90
— — tome II	3 »
Le Socialisme en danger, D. Nieuwenhuis	2 90
L'Amour libre, Ch. Albert	2 90
L'Inévitable Révolution, Un Proscrit	2 90
Biribi, Darien	2 90
Bas les Cœurs, Darien	2 90
En marche vers la Société nouvelle, C. Cornelissen	2 90
La Douleur universelle, Faure	2 90
Philosophie de l'Anarchie, Malato	2 90
De la Commune a l'Anarchie, Malato	2 90
L'Humanisme intégral, Lacour	2 90
Sous la Casaque, Dubois-Desaulle	2 90

Petite Correspondance

M., à Brest. — B., à Wasquehal. — J., à Aix. — B., à Genève. — B. A., à Alleins. — M. B., à Bordeaux. — J. R., à Lyon. — G., à Sabanet-Dalesmes. — M., à Bourg-Argental. — L. P., à Frameries. — F., à Epernay. — Paris à Morat. — G. G., à Cherbourg. — G., à La Hunaudais. — V. E., à Morlanwelz.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour le journal : S., à Bourg-Argental, 1 franc. — New-York : collecte entre camarades pour A. B., 206 francs (40 dollars). — L., à Puteaux, 1 franc. — J. P., à New-York, 13 fr. 15. — O. Mazingarbe, 1 franc. — L. S., à Lyon, 3 fr. 50. — A. C., à Limeil, 1 franc.

Merci à tous.

Reçu, pour les révolutionnaires : Souscription à *Terra Livre*, de San-Paulo, 15 francs.

Reçu, pour Grandidier : Quelques camarades de Limoges et de Saint-Junien. Versé par Deynel, 6 fr. 20.

J. H., a Utrecht. — Reçu le paquet.

E. G., au Muy. — Pouvons vous procurer tous volumes de tous éditeurs.

B., a Lyon. — Ne connaissons pas. Consultez, chaque semaine, les convocations et communications.

Le prochain dessin sera signé Gelner.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie *La Libératrice* (Assoc. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris



12e ANNÉE. — N° 50.

13 AVRIL 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50
LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 12 le dessin de Gelner.

SOMMAIRE

A NOS ABONNÉS

Il y a, en ce moment, une nouvelle avalanche de réclamations pour des numéros qui n'arrivent pas ou qui arrivent en retard.

Prière aux amis de réclamer à la poste, et, surtout, d'exiger une feuille imprimée qu'ils rempliront et signeront.

Le journal est expédié, le plus tard, le vendredi matin. Il doit être rendu en France, au plus tard — pour les communes les plus éloignées — le dimanche matin.

La réclamation a surtout pour but de faire surveiller la ligne où se produisent les retards et les disparitions, afin de décourager ceux qui se livrent à ces petites facéties.

A NOS LECTEURS

L'abondance de copie se continuant, nous supprimons, cette semaine, le supplément pour mettre 12 pages au journal.

Anarchistes et Syndicalistes

Le mercredi 3 avril a eu lieu, à la Société de Géographie, une réunion publique sous la présidence de Victor Griffuelhes, où Lagardelle, du parti socialiste unifié français, Labriola, du parti socialiste italien, Michels, du parti socialiste allemand et Kritchevsky, du parti socialiste démocrate russe, ont parlé des rapports du socialisme et du syndicalisme. Il faut remarquer que l'avis de la réunion, tel qu'il a paru dans l'*Humanité*, mentionnait aussi comme sujet : le Congrès de Stuttgart.

Les orateurs ont tous présenté le mouvement syndicaliste comme un mouvement nouveau, et la théorie syndicaliste comme une théorie nouvelle. A entendre Lagardelle et Labriola par exemple, il semble qu'il s'agisse d'une évolution toute récente. Lagardelle déclare que le syndicalisme est né du moment où Millerand est entré au ministère, et qu'il serait le produit de la réaction contre le socialisme démocratique.

A la vérité, on pourrait croire que Lagardelle a découvert le mouvement syndical à cette époque. L'avènement du socialisme ministériel a été pour lui la révélation sur le chemin de Damas. Pour lui, qui oscillait auparavant entre Guesde et Jaurès, toute la vie date du moment où ses yeux se sont dessillés.

Mais auparavant les théories et la tactique, adoptées par la Confédération générale du Travail, avaient été découvertes et mises en pratique par l'Internationale jurassienne. Les anarchistes avaient toujours continué à préconiser la même méthode et à prêcher la défiance vis-à-vis du parlementarisme démocratique. Mais depuis la disparition des sections de l'Internationale, cette propagande était devenue purement individuelle.

Toutefois on peut se rappeler que les anarchistes de Chicago furent les premiers à préconiser la grève générale (1886). Ici ce fut notre camarade Tortelier qui, vers 1888, se fit le propagandiste de la même tactique.

D'autre part, les allemanistes, qui formaient alors le seul parti véritablement ouvrier, avait créé à Paris un mouvement syndical, qui, vers les années 1894 et suivantes se plaça vis-à-vis du parlementarisme dans la même attitude que les syndicalistes actuels. Ils se firent les plus actifs et les plus enthousiastes propagandistes de la grève générale. Les députés socialistes de l'époque affectaient de confondre allemanistes et anarchistes. En réalité, il n'y avait guère entre les uns et les autres qu'une différence d'étiquette (1). On le vit bien au Congrès international de Londres (1896) ; l'entente parut complète, et Eug. Guérard fut le rapporteur, pour tous les révolutionnaires, de la question de la grève générale.

Il faut dire que Fernand Pelloutier, secrétaire de la Fédération des Bourses, avait travaillé énergiquement à l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques et à la propagande des idées révolutionnaires dans le parti ouvrier (2). Pelloutier se

(1) Je dois aussi mentionner le groupe des E. S. R. I. (1891-1902) qui était à peu près placé entre les allemanistes et les anarchistes, et qui fit montre d'une certaine activité pour la propagande des idées devenues, depuis lors, prépondérantes dans les milieux ouvriers. C'est nous qui avions édité, dans l'hiver 1893-1894, la brochure : *Pourquoi nous sommes internationalistes* ; en 1896, nous avions donné : *Les Révolutionnaires au Congrès de Londres* et *Réformes ou Révolution*. Une des meilleures brochures du groupe fut certainement : *Les anarchistes et les syndicats*, parue dans l'hiver 1897-1898 ; on y exposait, pour les anarchistes le rôle révolutionnaire des syndicats. A ce moment, nos camarades collectivistes, qui fondèrent en 1899 le *Mouvement socialiste* avaient sur les syndicats à peu près les mêmes idées que Renard actuellement et tous les Guesdistes.

(2) F. Pelloutier, comme délégué des Bourses du Travail de Nantes et de Saint-Nazaire avait, en 1892, présenté un rapport sur la grève générale au Congrès corporatif de Tours. Venu à Paris en mars 1893, il devient Secrétaire de la Fédération des Bourses dans l'hiver de 1894-1895. Tombé très gravement malade à la suite des fatigues du Congrès corporatif de Rennes (1898), son rôle diminue, et il meurt en 1901. Pelloutier avait surtout subi l'influence de Proudhon. De février 1897 à août 1899, il a publié le journal corporatif : l'*Ouvrier des deux Mondes*. C'est à partir du Congrès corporatif de Nantes (septembre 1894) que les syndicats se séparèrent définitivement des partis politiques.

déclarait ouvertement anarchiste, et c'est à son action qu'on doit la direction prise par le mouvement syndical en France. C'est grâce à Pelloutier que les syndicats prirent conscience de leur propre tendance.

* * *

L'action directe a toujours existé ; c'est la vieille tactique propre à l'action ouvrière, mais elle n'avait pas encore de nom. Il est remarquable que son parrain a été justement le camarade Pouget, l'ancien rédacteur du *Père Peinard*. Le sabotage, le boycottage, la grève générale sont les tactiques que seuls autrefois les anarchistes préconisaient. Les anarchistes, en entrant dans les syndicats, ont donné à la masse ouvrière leurs idées et leurs tendances (1).

Les anarchistes, en effet, s'indignaient autrefois de la veulerie des syndicats. L'ambition de la plupart des syndiqués semblait être quelques améliorations de l'existence matérielle, qu'on allait mendier aux patrons et surtout aux pouvoirs publics. Il n'y avait nul souci de la dignité individuelle, ni de la revendication des besoins moraux.

Au fur et à mesure de l'évolution syndicale, les ouvriers ont pris de plus en plus confiance en leurs propres forces et se sont montrés plus audacieux. Aux revendications matérielles se sont ajoutées les revendications morales. Le réformisme, signe de faiblesse, était encore grandement mélangé, au temps de Pelloutier, à la tactique révolutionnaire. Il est juste de reconnaître que les idées se sont renforcées et répandues depuis cette époque.

Les tendances se sont précisées. Au Congrès de Bourges (1904) par exemple, s'est faite la séparation entre les indépendants (révolutionnaires) et les neutres (réformistes).

Certes l'expérience de tous les jours, la faillite du démocratisme ont favorisé l'évolution du syndicalisme dans le sens révolutionnaire où le poussaient les anarchistes. On peut donc dire que l'arrivée de Millerand au ministère a été, pour certains syndiqués socialistes, le point de départ d'une crise intellectuelle, qui a facilité leur détachement des illusions politiques.

* * *

Je dirai maintenant quelques mots sur certaines opinions émises par Michels et par Kritchevsky. Le premier a dit qu'en Allemagne il fallait d'abord conquérir la démocratie (c'est-à-dire les libertés démocratiques), et qu'il y était par conséquent impossible qu'on pût avoir le syndicalisme comme en France. Le second a dit, au contraire, que le syndicalisme était capable de donner la démocratie à la Russie.

(1) Ce sont Pouget et Delesalle qui présentèrent pour la première fois un rapport sur le boycottage et le sabotage au Congrès corporatif de Toulouse (1897). Pouget avait fondé, dès 1879, un syndicat d'employés. Comme rédacteur du *Père Peinard*, il avait surtout fait de la propagande générale anarchiste. Réfugié à Londres en 1894, il publie une série de brochures dont l'une (*A Roublard, Roublard et demi*) a déjà des tendances syndicalistes. En 1895, il revient en France et publie le journal hebdomadaire, *La Sociale*, qui prend un caractère plus syndicaliste que l'ancien *Père Peinard*. En 1896, Pouget va au Congrès socialiste de Londres en compagnie de Pelloutier et de Guérard. Depuis cette époque, il prend une part de plus en plus active au mouvement syndical.

Or les libertés démocratiques ne forment pas une entité réelle par elles-mêmes, et le syndicalisme n'a pas à attendre, pour se mouvoir, que la démocratie existe. Lorsque les ouvriers s'efforcent d'échapper à la misère et aux contraintes de toute sorte qui pèsent sur eux, ils sentent le besoin de s'associer, de faire de la propagande par la parole et par l'écrit, etc. Et ils font leur propagande, ils commencent à se grouper, en dépit des lois existantes. C'est là d'ailleurs la seule façon pratique de revendiquer l'exercice des libertés d'association, de réunion, etc. Ainsi les libertés sont les conséquences de la vie sociale elle-même.

En même temps, la pratique de l'action directe est la meilleure école d'énergie pour la classe ouvrière. Les grèves ont pour conséquence d'apprendre aux travailleurs à ne pas se résigner, à ne pas avoir peur de l'autorité, quelle qu'elle soit. Une évolution est déjà évidente dans la valeur morale des individus. Les grèves contre la tyrannie des contremaîtres, les grèves de solidarité contre le renvoi d'un camarade sont de plus en plus fréquentes.

Peu à peu se font jour les aspirations qui sont la caractéristique de l'anarchisme : aspirations vers les libertés, haines de toutes les contraintes.

Ces aspirations sont en opposition flagrante non seulement avec l'autorité patronale, mais aussi avec l'autorité étatiste, comme le sont aussi les aspirations anarchistes. Mais ce n'est pas pour la conquête du pouvoir, comme peut-être l'a voulu dire Kritchevsky en parlant de la conquête de la démocratie, c'est pour l'abolition du pouvoir que nous concevons le but du syndicalisme.

* * *

Considéré à ce point de vue, le syndicalisme sort du cadre étroit du corporatisme et échappe à l'égoïsme des revendications particularistes. Il devient une doctrine idéaliste. Quelle est donc sa différence avec le socialisme ou avec l'anarchie ?

On peut concevoir un syndicalisme réformiste, associé ou client d'un socialisme démocratique ou étatiste, tel que l'a créé partout la tactique parlementaire. Mais il n'y a pas de confusion possible entre ce socialisme et le syndicalisme révolutionnaire.

Le syndicalisme (anti-étatiste), pour sa philosophie et pour sa morale, paraît se confondre avec le communisme-anarchiste.

Mais, tandis que le communisme-anarchiste peut s'adresser à tous les individus « de bonne volonté », le syndicalisme ne s'adresse qu'aux seuls ouvriers.

Il semble donc étonnant que des intellectuels comme Lagardelle, Labriola et autres, puissent se déclarer syndicalistes. Ils ne peuvent pas être syndiqués. Ils ne peuvent donc se rattacher au syndicalisme que par adhésion à la philosophie du syndicalisme ; or, cette philosophie n'est autre que le communisme-anarchiste.

C'est bien ce qui gêne terriblement nos camarades du *Mouvement socialiste*. Aussi ne veulent-ils voir dans l'anarchisme que l'individualisme le plus outrancier. Je leur ai entendu dire qu'Elisée Reclus et Kropotkine étaient de purs individualistes. Cette ignorance, un peu grossière, paraît certainement voulue pour les besoins de la cause.

J'ai remarqué aussi qu'à la réunion, les orateurs ont parlé du syndicalisme belge, encore dans les langes, et qu'ils n'ont pas soufflé mot du mouvement syndical en Suisse romande, bien plus vivant que le mouvement similaire en Belgique et en Italie.

Trois jours auparavant, les ouvriers de Vevey venaient, par l'action directe et la grève généralisée, de remporter sur le patronat une éclatante victoire. Mais les anarchistes ont sur les syndicats de la Suisse romande une influence trop évidente.

Cependant le discours de Lagardelle, en exaltant le courage, l'esprit de révolte et la valeur morale des individus, a eu un caractère véritablement anarchiste. Pourquoi donc vouloir faire du syndicalisme une école distincte ?

La réponse à cette question, il me semble qu'elle a été donnée assez clairement par notre camarade L. Fabbri dans son article sur le Congrès du parti socialiste italien (*Temps Nouveaux* du 24 novembre 1906) :

« Les (intellectuels) syndicalistes forment, comme l'a dit justement Georges Sorel, une fraction du parti socialiste qui lutte pour conquérir le pouvoir au sein du parti même. Du syndicalisme ils n'ont adopté que quelques idées et quelques attitudes ; indubitablement plus révolutionnaires que les autres, ils demeurent toujours parlementaristes avant tout et ont une peur bleue d'être pris pour des anarchistes.

« Ce syndicalisme bâtard a le mérite d'avoir accepté deux idées défendues jusqu'ici seulement par les anarchistes, — la grève générale révolutionnaire et l'antimilitariste internationaliste, — mais il se débat au milieu de contradictions continuelles en cherchant à concilier des idées inconciliables comme l'action directe et le parlementarisme. C'est pourquoi les syndicalistes, qui ont accepté beaucoup d'idées et de méthodes anarchistes, mais les dissimulent en prétendant retourner à Marx, et en même temps restent accrochés au parti socialiste par le fil conducteur du parlementarisme, sont bien moins logiques que les socialistes réformistes qui voudraient se séparer de ceux qui font obstacle à leur mouvement vers un bourgeoisisme de plus en plus accentué. »

L'opinion de Fabbri est corroborée par le fait que Lagardelle, Labriola et les autres se proposent d'aller au congrès socialiste international de Stuttgart, qui impose à tous ses adhérents l'obligation de reconnaître la nécessité de l'action politique et parlementaire. S'ils veulent conquérir le pouvoir au sein du parti socialiste, libre à eux. Mais pourquoi les véritables syndicalistes, les syndiqués, les aideraient-ils dans cette entreprise et pourquoi se mêleraient-ils aux ambitions d'un parti ?

M. PIERROT.

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des Libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux pour qu'ils le vendent.

Faites-nous des Abonnés

Les Fonctionnaires contre l'Autorité

La marche des idées s'affirme irrésistible. Un immense travail intellectuel s'accomplit, invisible et sûr, dans l'esprit de tous ceux qui, prolétaires ou petits-bourgeois, ont à souffrir dans leur indépendance, leur dignité ou leur bien-être, des conditions économiques et juridiques de la société d'aujourd'hui.

Les idées marchent, comme dit le poète, « sans qu'on les voie, mais évidentes » ; elles marchent, ou plutôt elles montent, comme la sève dans les arbres, et pendant longtemps nul ne s'en doute. Mais il arrive un jour où les actes qu'elles déterminent attestent clairement leur présence ignorée et modifient partiellement la réalité sociale.

Ces réflexions me sont venues en lisant la *Lettre ouverte à M. Clemenceau* que le Comité central pour la défense du droit syndical des salariés de l'Etat, des départements, des communes et des services publics, a fait, la veille de Pâques, placarder dans Paris et dans les grandes villes de France. Malgré sa longueur, cette *Lettre ouverte* — que lacéra très soigneusement la police — veut être intégralement reproduite ici, parce qu'elle est un document d'une haute éloquence sur l'état d'esprit de toute une catégorie sociale. Nos lecteurs y retrouveront, exprimées avec une modération diplomatique, des idées que nous défendons depuis longtemps et qui sont proprement des idées anarchistes.

« Le Comité central pour la défense du droit syndical des salariés de l'Etat, des départements, des communes et des services publics, *a décidé dans sa séance du 22 mars de rejeter entièrement le projet du gouvernement sur le statut des fonctionnaires et de continuer la lutte pour l'obtention intégrale de la loi de 1884 sur les syndicats.*

« Les salariés de l'Etat qui auraient quelque doute sur la nature du projet gouvernemental, sur les mobiles qui ont déterminé la commission ministérielle, pourront lire avec profit le *Petit Parisien* du 16 mars dernier.

« Le grand organe de la Démocratie donne en effet, avec une précision parfaite la caractéristique du nouveau statut que le gouvernement de MM. Clemenceau, Briand et Viviani veut nous imposer.

« On nous enlève le droit de grève parce que, suivant le *Petit Parisien*, tout fonctionnaire a conclu un contrat qui lui assure une retraite, à la fin de sa carrière, en échange de son engagement à concourir aux services publics. Il ne peut songer, à aucun moment, à arrêter par une grève la marche de la machine gouvernementale. « Sa situation privilégiée sur certains points implique l'aliénation totale de sa liberté soumise à des restrictions ».

« Quant à l'idée maîtresse du projet de loi, observe le *Petit Parisien*, la voici :

« Le Cabinet maintient le mur qui existe actuellement entre les Syndicats ouvriers et les Associations de fonctionnaires. « *Il ne veut pas admettre que l'on puisse occuper un emploi public et sortir de son rôle officiel, en entrant dans la Bourse du Travail où les conditions de l'organisation sociale sont souvent débattues.* »

« Voilà qui est net, d'une clarté parfaite.

« Nous n'admettrons jamais la validité d'un contrat d'où résulte l'aliénation de notre liberté.

« Car la liberté n'est pas à nos yeux une entité métaphysique, une abstraction vide de sens, un mot que l'on prostitue dans la lutte des partis. C'est une chose dont nous avons intuition directe, parfaite, une chose qui nous est personnelle et réside dans l'exercice du droit.

« Or, notre droit est formel. Pour nous, en effet, l'idée de contrat est exclusive de celle d'autorité et de gouvernement. Nous ne sommes pas des délégués du pouvoir central, des agents de la force répressive et policière, mais des travailleurs, des producteurs ordinaires, et nous voulons être traités comme tels.

« Vous nous parlez politique, raison d'Etat, monsieur le président du conseil ! Nous vous parlons industrie. Pour nous, l'Etat est un patron comme un autre. Il doit y avoir entre nous et lui simple échange de services et rien de plus. Il nous paye un salaire, nous lui vendons notre travail, mais nous voulons garder notre liberté, notre indépendance, rester maîtres de notre force de travail, notre unique, notre seule propriété.

« Jamais gouvernement a-t-il demandé aux propriétaires fonciers d'aliéner leurs biens, aux industriels d'aliéner leur outillage ? Non. Jamais on n'a exigé d'eux ce sacrifice à la collectivité.

« Mais avec nous, avec les faibles, avec ceux dont on a voulu faire des courtiers électoraux, on procède autrement.

« Monsieur le président du conseil, votre contrat n'est qu'une spoliation systématique, puisqu'il implique notre déchéance économique et morale, notre asservissement !

« Dans l'antiquité, l'esclave était rivé, pour ainsi dire, à la meule de son maître. Aujourd'hui, sous prétexte que l'Etat s'est fait industriel, vous prétendez nous river à la machinerie de l'Etat.

« La puissance patronale se double ici de la puissance politique et coercitive. L'arbitraire de l'Etat s'ajoute au privilège du patron. On nous menace non seulement de révocation, de renvoi, mais on veut encore nous infliger des amendes et de la prison.

« Quelle ironie ! L'Etat devient de plus en plus implacable, sa tyrannie devient de plus en plus odieuse et on nous parle tous les jours de progrès !

« Défenseur du capital et des privilèges, vous nous interdisez l'accès des Bourses du Travail, parce que les travailleurs y discutent les conditions de l'organisation sociale.

« Mais c'est leur droit et c'est aussi le nôtre.

« Pénétrés de plus en plus de l'importance de leur rôle et de leurs fonctions économiques, les travailleurs, les vrais producteurs, les vrais créateurs de richesses veulent s'affranchir non seulement de la contrainte qui pèse sur eux dans l'atelier patronal, mais de la contrainte de la société actuelle, faite à l'image de l'atelier. Leur but est de substituer la coopération libre à la coopération forcée, de libérer, d'ennoblir le travail ; de faire disparaître l'Etat traditionnel avec les groupes et les hiérarchies qui vivent en dehors de la production ; de faire cesser les rapports de maîtres à serviteurs, dans une société productrice.

« Tel est leur idéal, tel est aussi le nôtre. Nous sommes avec eux.

« Comme travailleurs, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de nous occuper de l'organisation des forces productives, de l'organisation sociale.

« Dans nos groupements respectifs, nous ne cesserons de combattre la routine, le parasitisme, le favoritisme et surtout l'intrusion de la politique dans les services publics. Car cette intrusion provoque le découragement de tout le personnel ; elle lui enlève tout sentiment de respectabilité, tout esprit d'initiative ; elle paralyse toutes les volontés : elle dégrade les caractères. Elle abaisse le niveau professionnel et le niveau moral de tous.

« Le prolétariat de l'Etat, des départements, des communes, a conscience qu'en revendiquant le droit d'exercer les prérogatives syndicales au même titre que les travailleurs de l'industrie privée, il tend à substituer à l'anarchie administrative actuelle une organisation plus rationnelle et plus parfaite des services publics, et qu'il défend en même temps que ses intérêts propres les intérêts de la production.

« Nous voulons substituer à l'enseignement abstrait, idéologique, encyclopédique de l'Etat, un enseignement pratique, concret, qui réponde aux besoins réels des différentes populations, aux besoins réels des producteurs : donner aux enfants l'amour du travail, car le travail, jusqu'ici opprimé, spolié, méprisé, doit devenir l'idéal nouveau, le principe de toute vertu, le ciment de la cité moderne.

« C'est pour toutes ces raisons que nous repoussons votre contrat. Il s'agit de notre travail, de la chose qui, « après l'amour, souffre le moins l'autorité ».

« Pour nous, le travail est chose sacrée : nous refusons de le prostituer à la raison d'Etat ».

« Monsieur le Président du Conseil, dans un de vos discours, prononcé au Sénat, le 17 novembre 1903, vous disiez :

« L'Etat a une longue histoire toute de « meurtre et de sang. Tous les crimes qui se « sont accomplis dans le monde, les massacres, « les guerres, les manquements à la foi jurée, « les bûchers, tout a été justifié par l'intérêt de « l'Etat. L'Etat a une longue histoire, elle est « toute de sang ».

« Vous le savez mieux que personne ; l'essence de l'Etat est immuable ! »

« Quant à nous, travailleurs, nous lutterons contre le « Moloch insatiable », contre le « monstre tyrannique et sanguinaire ». Nous lutterons pour le droit qui est l'attribut essentiel de la personnalité humaine ».

« LE COMITÉ CENTRAL ».

Cette ferme protestation contre les projets réactionnaires du gouvernement actuel et surtout l'énergique profession de foi qui l'accompagne ont produit, ainsi qu'il fallait le prévoir, une impression considérable. Jamais encore, dans la lutte qu'ils soutiennent depuis des années pour la conquête du droit syndical, ceux qu'on appelle des « fonctionnaires » et qui se nomment, eux, des salariés, n'avaient parlé un tel langage. Ils n'étaient pas encore sortis théoriquement, ni effectivement, de la défense des « intérêts professionnels » ; ils s'en étaient tenus, petits garçons bien sages, au particularisme corporatif, au médiocre système des réclamations partielles.

Mais voilà que tout est changé. Les « fonctionnaires » appuient maintenant leurs revendications professionnelles à des concepts juridiques nouveaux qu'ils opposent judicieusement aux concepts gouvernementaux. C'est en ceci qu'ils sont des *révolutionnaires :* ils se font de leur *droit* une idée absolument incompatible avec le droit autoritaire, avec le *principe d'autorité* qui est le principe essentiel et profond de l'Etat.

Au gouvernement qui leur dit : — Le propre des contrats que nous passons ensemble, vous et moi, est de vous river à moi, d'anéantir votre individualité pensante. Ceux qu'on appelle des fonctionnaires répliquent fortement : — Vous n'avez pas ce droit monstrueux ; jamais nous n'admettrons la validité d'un contrat qui nous lie à vous âme et chair ; vous êtes un patron comme un autre, un capitaliste, un industriel comme un autre ; vous achetez notre travail professionnel et non notre liberté d'hommes qui reste entière après comme avant notre marché.

Il n'est pas besoin de dire que la *Lettre ouverte à M. Clemenceau* n'a pas été du goût de ce dernier. Les ministres réunis en conseil ont décidé qu'il y avait lieu de se fâcher et de sévir. Les « sanctions » se préparent dans l'ombre des « secrétariats particuliers » propice aux mauvais coups. On révoquera quelques

instituteurs et quelques postiers, on en suspendra d'autres et on s'imaginera avoir mâté la masse. Déjà les gardiens de prisons et les employés de ministères se sont retirés du Comité central, en protestant de leur inaltérable dévouement au gouvernement républicain.

Pour la dignité de la cause que défend le Comité central, la défection de ces geôliers et de ces ronds-de-cuir ne saurait être regrettée, bien au contraire.

*
* *

La lettre du Comité central a eu pour indirecte conséquence de décider M. Clemenceau à répondre au mémoire que les instituteurs Nègre et Désirat, au nom de leur Fédération nationale, lui avaient remis le 5 mars, mémoire ayant pour but de justifier la « légalité » des syndicats d'instituteurs et leur entrée dans les Bourses du Travail. La place malheureusement nous manque pour reproduire dans son entier l'épistole ministérielle. Bornons-nous donc à l'analyser.

M. Clemenceau commence en affirmant que son projet fait droit à toutes les revendications « d'ordre professionnel » formulées par les instituteurs.

C'est possible, ma foi ; seulement les revendications des instituteurs ne sont pas toutes exclusivement professionnelles. Il en est qui, se fondent sur cette idée peu contestable, que le fonctionnaire est un homme et que, comme tel, il a des droits.

Or, cette idée peu contestable, précisément M. Clemenceau la conteste. Et il écrit, sans sourciller : « Aucun gouvernement n'acceptera jamais que les agents des services publics soient assimilés aux ouvriers des entreprises privées », autrement dit à des hommes.

Et, complaisamment, le voilà qui détaille à Jean Coste (1), lequel n'en peut mais, tous les avantages dont il jouit, ou mieux, dont il est sensé jouir : Avancement régulier, traitement de maladie, gratuité de l'enseignement secondaire pour sa progéniture, réduction sur le tarif des chemins de fer, — toutes choses évidemment agréables, mais qui, aux yeux du Jean Coste d'aujourd'hui, lequel n'est déjà plus celui d'il y a cinq ou six ans, ne parviennent nullement à justifier en droit l'aliénation de sa liberté.

Jean Coste veut être libre, il se sait être un homme, et il entend exercer pleinement les droits inhérents à toute personne humaine. Par dessus tout, il entend exercer ses droits de salarié, de travailleur exploité et spolié : le droit de refuser son travail, sans être mis en prison, le droit de former des syndicats professionnels, d'entrer dans les maisons ouvrières, d'appartenir à la grande famille prolétarienne qui se nomme, en France, la Confédération générale du Travail... Tant pis pour la jurisprudence et les règlements administratifs s'ils s'obstinent à les leur refuser ! Tant pis pour la légalité — qui n'est d'ailleurs qu'un arbitraire légalisé — si elle ne s'accorde pas avec le droit !

Il va sans dire que l'argumentation de M. Clemenceau s'achève, comme il convient, en montrant les crocs. M. Clemenceau menace les instituteurs des rigueurs légales, et ses menaces s'adressent à tous les petits fonctionnaires assez hardis pour revendiquer contre l'Etat.

La lutte qui s'engage est extrêmement intéressante et significative. Espérons que les petits fonctionnaires trouveront, dans la grandeur de leur cause, la force de la soutenir jusqu'au bout.

AMÉDÉE DUNOIS.

(1) On sait que Jean Coste, héros d'un roman de M. Antonin Lavergne, est le type de l'instituteur tel que l'a fait la troisième République : un pauvre et un humilié.

L'ENTR'AIDE
contre la Maladie

Dans la « Revue de l'Enseignement primaire » du 10 mars, Populo s'inquiète de l'inspection médicale des écoles.

« Si un citoyen paisible et confiant, dit-il, avait lu par hasard le code Pichard, il penserait avec sérénité que nos enfants sont bien protégés. C'est sur le papier. »

En effet, sauf dans quelques grandes villes, rien ne se fait pour éviter que l'école ne devienne un moyen de propagation des maladies contagieuses.

Comment pourrait-ce être fait ?

Populo conseille le moyen suivant :

L'école aurait son médecin, comme tout particulier a le sien. Elle l'appellerait quand elle aurait besoin de lui et il serait payé pour chaque visite.

Par qui ?

Ah ! voilà ; non pas par l'école ni par les parents, mais par la commune.

Cela suffit pour que le service ne puisse jamais fonctionner.

Axiomes : 1° Tout médecin pourvu d'un service public, l'accomplit toujours aussi mal que possible ;

2° Toute administration s'efforce, et toujours avec succès, d'obtenir au rabais les services médicaux et entrave l'indépendance du médecin ;

3° L'immixtion des pouvoirs publics dans les garanties sanitaires aboutit immanquablement à rendre nulles ces garanties.

Faut-il appuyer ces principes de preuves et d'exemples ? Non, c'est certainement inutiles, si nos lecteurs veulent bien se souvenir, regarder autour d'eux et réfléchir.

Citons seulement l'armée et la marine, où tous les hommes sont, pieds et poings liés, entre les mains d'une autorité absolue, et qui offrent, pour des individus choisis valides et dans la force de l'âge, un état sanitaire bien inférieur à celui de la moyenne de la population civile, de tout âge et de toutes conditions.

Et puis, voyons ! Comment les instituteurs ne peuvent-ils se dépêtrer enfin de faire appel à l'administration sous une forme quelconque pour un objet quelconque ?

Leurs rapports avec elle sont plutôt frais. Ils commencent à être excédés des abus d'autorité, mais le plus grand mal que leur ait fait cette autorité a été de les habituer à ne savoir s'en passer.

Contre une mauvaise loi, ils ne voient de protection qu'en une meilleure. Exemple : dans le même numéro de cette Revue, Ch. Martel, à propos des déplacements d'office qui sévissent toujours, avec la sanction du Conseil d'Etat, en dépit de la circulaire Briand, réclame une loi pour y mettre fin.

Vraiment ? Qui donc fait la loi ? Ces politiciens de clocher que les instituteurs reconnaissent maintenant pour leurs pires ennemis ? Qui l'applique ? Les chefs directs des instituteurs, lesquels sont dans la main de ces mêmes politiciens.

En réalité, il y a là, comme dans tout l'organisme social, deux puissances en présence. D'un côté le patron, représenté ici par tout le gouvernement, toute l'administration, tous les représentants officiels de l'autorité ; d'un autre côté, des travailleurs, des producteurs (d'un genre spécial), mais enfin des hommes faisant œuvre utile, indispensable : tandis que les premiers ne servent qu'à mettre des bâtons dans les roues et à vivre, en parasites onéreux, aux dépens de la masse qui produit et qui peine.

Contre le pouvoir absolu accaparé par les premiers, un seul moyen de lutte : l'union des travailleurs ; union entre les instituteurs et union des instituteurs à la masse des travailleurs. Pas de contrats, ils ne servent qu'à endormir ; mais la menace constante de lettre ouverte, sous la forme la mieux appropriée aux conditions spéciales ; et dans aucun cas, ne faire appel à une branche quelconque de l'administration.

On ne peut s'en passer ? Que si. Voyons, dans le cas qui nous occupe : de la protection sanitaire des écoles.

Le but est de limiter les épidémies. Populo remarque, avec infiniment de raison, combien est illusoire la fermeture des écoles, seul procédé employé jusqu'ici.

Il recommande l'isolement aussi strict que possible du premier malade atteint, ce qui est absolument conforme au bon sens, et ce qui ne se fait jamais, malgré les efforts de Duclaux pour en démontrer la nécessité.

Cela tient à ce que tout le monde s'en remet à l'Administration des mesures à prendre. — Supposons qu'elle n'existe pas.

Nous sommes dans un village où chaque habitant n'a de protection à attendre que de lui-même ou de l'aide de ses voisins, à charge de revanche.

Le maître d'école tient aux parents de chaque nouvel élève qu'ils lui amènent, le petit discours suivant :

« Vous devez comprendre que la réunion d'un grand nombre d'enfants facilite, parmi eux, la propagation des maladies qui se gagnent. Vous savez combien ces maladies sont désastreuses ; elles peuvent tuer vos enfants, les laisser moins valides pour toute leur vie, elles vous obligent à abandonner tout travail pendant quelques semaines ou plusieurs mois, et vous occasionnent en outre de gros frais de médecins et de médicaments. Tout cela peut être évité. Dès que vous craindrez qu'un de vos enfants petit ou grand, ou un membre quelconque de votre famille soit atteint d'un mal contagieux, faites-le voir tout de suite par le médecin, et s'il en reconnait la nécessité, isolez de suite le malade, suivant ses indications. Cela vous causera un moment de grosse gêne, mais vous en évitera de bien plus graves à vous-même et à vos voisins ; et surtout pensez que ce que vous ferez, les autres le feront aussi et vous garantiront ainsi comme vous les garantissez.

« Nous devons nous défendre contre les maladies contagieuses, qui sont des accidents comme nous le faisons contre l'incendie. Au premier appel, en cas de feu, dans le village, chacun accourt avec un seau, une pelle, une pioche, une hache, et tous en commun s'efforcent de limiter et d'éteindre le premier foyer. Personne ne manque de porter secours, en pareil cas, car chacun sait qu'il est exposé aux mêmes risques.

« Pourquoi ne pas faire de même vis-à-vis des épidémies qui causent des dégâts autrement graves et irréparables que le feu ?

« Mais il y a encore mieux à faire. Vous savez combien on est désarmé contre l'incendie, dans les villages qui ne sont pas munis d'une pompe. De même vous aurez bien du mal à isoler un malade contagieux dans une maison où toute la famille loge dans une ou deux pièces. Cotisons-nous tous pour louer et installer une chambre d'isolement. Ça ne sera pas coûteux. Une simple pièce, un peu vaste, bien éclairée, munie d'une cheminée qui tire bien, suffit. Nous blanchirons les murs à la chaux après la sortie de chaque malade, laverons le parquet, et ferons brûler du soufre. Tout cela ne revient pas cher. Comme ameublement, un lit de fer, une ou deux tables en bois blanc, des escabeaux en bois, un peu de linge.

« Chaque fois qu'un malade sera reconnu contagieux, on le transportera dans cette chambre et la mère si c'est un enfant, ou une personne qui voudra bien, moyennant rémunération, le soigner, s'y enfermera avec lui. On les pourvoira de tout le nécessaire, sans communiquer avec eux directement, et moyennant peu de frais, tout le monde sera garanti.

« Voulez-vous que chacun supporte les frais du cas de maladie contagieuse qui a frappé quelqu'un de sa famille ?

« Ou préférez-vous que ces frais soient, en tous les cas, partagés par tous ? Ça me semble plus juste et ce sera moins lourd pour chacun. Il suffit de créer une caisse commune de secours contre les épidémies. La somme reconnue nécessaire sera partagée entre toutes les familles et avec moins de cinq francs par famille et par an, vous serez tranquilles et économiserez une somme quatre fois plus forte que vous dépensez actuellement pour le même objet.

« Moi, je veillerai de mon côté, comme c'est mon devoir, sur les enfants dont j'ai la charge, et je préviendrai de suite le médecin si un enfant me paraît atteint d'une maladie suspecte. Lui-même d'ailleurs, qui vit au milieu de nous, qui croise à chaque instant les enfants dans la rue, et s'arrête volontiers pour causer avec eux, surveillera leur état, et entre nous tous, nous arriverons à réduire les épidémies à leur moindre extension possible. »

Je ne me fais plus, depuis longtemps déjà, d'illusions sur le résultat qu'on puisse espérer des efforts pour développer l'esprit de solidarité et la compréhension de leurs intérêts chez des gens habitués à une longue servitude.

Cependant si l'on veut émanciper ces gens, il ne faut laisser passer aucune occasion favorable. Et celle-ci est certes une des meilleures. L'organisation que je propose n'exige pas, comme tant d'autres, une augmentation première de dépenses ; c'est une économie immédiate. Elle n'exige pas la création d'un nouvel organisme avec président, secrétaire, etc. Le médecin se chargera du choix et de l'installation du local, cela rentre dans ses attributions. Dans quelques cas même, il pourra céder, dans ce but, une pièce de sa propre habitation. Les cotisations, chaque chef de famille les lui versera directement, à moins que l'un d'entre eux veuille bien les recouvrer toutes pour les lui remettre, ce qui serait encore préférable.

En tous cas, aucune formalité, aucune paperasserie, aucun fonctionnarisme — et surtout aucun rapport d'aucune espèce avec aucune administration.

C'est ce que je voulais démontrer possible.

Michel Petit.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

Un Crime Capitaliste aux États-Unis en 1877 [1]

(Suite et Fin)

Pinkerton accourut et Gowen détailla à ce rusé bandit ses projets d'élimination des petits charbonniers, et de suppression de l'organisation ouvrière des *Molly Maguires*. « Je *contrôle*, lui dit-il, toutes les voies de communication du district minier ; l'administration de l'Etat est en mes mains. Je veux donc que vous envoyiez ici un homme qui se joindra aux *Molly Maguires* et qui soit capable d'en devenir le chef. Cet homme organisera alors ici toute une série de grèves destinées à rendre aux patrons toute vie impossible. Les contremaitres, les directeurs allemands ou gallois seront mis à mort par les grévistes. Les pillages et les crimes dont le pays deviendra le théâtre, décideront sûrement les patrons à me vendre leurs mines au prix que je voudrai. Après quoi votre envoyé dénoncera aux autorités tous ceux des ouvriers qui auront trempé dans ces crimes ; je me charge du reste... »

Et Gowen de portraiturer l'homme dont il avait besoin : froid, calculateur, sans scrupules, prêt au vol, à l'incendie, à l'assassinat même, bref un coquin avéré.

— Je vous trouverai cet homme, dit Pinkerton.

Un contrat fut signé entre les deux gredins — le policier et le capitaliste. Ils se séparèrent ensuite. Pinkerton se dirigea sur Chicago. Aussitôt arrivé, il fit venir au bureau de l'agence le scélérat sur lequel il avait jeté son dévolu. Ce scélérat, irlandais et catholique, comme les *Molly Maguires* eux-mêmes, était James Mac Partland.

Quelques jours après, Mac Partland, devenu Jim Mac Kenna, après une entrevue satisfaisante avec Gowen, débarquait à Pottsville et s'affiliait aux *Molly Maguires*. Son intelligence, ses discours violents contre le patronat, sa cordialité lui gagnèrent vite la confiance générale. Il devint secrétaire de sa division et devint populaire dans tout le bassin.

Il excitait sans cesse ses compagnons à attaquer les contremaitres et n'hésitait pas à prendre part aux attentats. Sur ses incitations, les vols de grands chemins se multiplièrent et le pays perdit toute sécurité.

Avant l'arrivée du bandit (octobre 1873), aucun vol ni aucun meurtre n'avait été commis dans la région qui pût être imputé aux *Molly Maguires*. Même durant ses trois ans de séjour, il n'y eut guère plus de cinq ou six meurtres, autant de vols, et une dizaine d'attentats contre les contremaitres. Comment se fait-il qu'on ait pu parler de terreur ou de terroristes ? C'est que la presse vénale s'était mise de la partie et qu'elle publiait sans discontinuer des nouvelles sensationnelles sur les *Molly Maguires*. Le moindre fait était amplifié jusqu'à l'atroce ; il n'était question dans les journaux *contrôlés* par Gouen que de crimes et de violences sans nom, et la société des *Molly Maguires* n'était plus dans l'imagination américaine qu'une association de malfaiteurs d'une cruauté et d'une audace sans égales dans les annales de la criminalité.

A ce sujet, un vieillard de Pottsville, disait à M. Shoap, le journaliste américain dont nous utilisons ici le récit : « C'était effrayant ce que les choses étaient défigurées ! Deux mineurs ivres se prenaient-ils de querelle dans un bar : aussitôt on télégraphiait aux journaux que les *Molly Maguires* avaient envahi Pottsville et *peignaient la ville en rouge (were painting the town red)*. Un garnement tâchait-il de forcer une boutique, le fait immédiatement prenait une extraordinaire ampleur et se voyait mis à la charge de l'organisation ouvrière... Mon honnête opinion est que *beaucoup* d'actes commis à cette époque ont été prémédités et perpétrés par des policiers à la solde de la *Philadelphia and Reading Railroad Company*. »

C'est par de tels mensonges que Gowen arriva à enflammer l'opinion publique contre les *Molly Maguires*, dont il préparait sans trêve la désorganisation par la perte de ses chefs. Il ne manqua pas de s'assurer la complicité du pouvoir judiciaire en faisant élire comme juges du district des personnages à lui dévoués. Ainsi le pouvoir politique, administratif et judiciaire était tout entier sous l'influence de ce capitaliste arrogant. La presse, on l'a vu, lui appartenait aussi. Comment le complot qu'il tramait contre de malheureux ouvriers illettrés n'eût-il pas réussi à souhait ?

Bientôt, il eut encore avec lui l'Eglise. L'évêque Woods, de Philadelphie, protestant passé au catholicisme, excommunia en bloc tous les *Molly Maguires*. Et comme cela ne suffisait pas, il exclut de l'Eglise tous les Mollie dont les noms lui avaient été remis par Mac Partland. L'impression, parmi la population irlandaise si profondément enracinée dans le catholicisme, fut très forte.

. Tout était donc prêt pour le grand coup. On vit arriver dans le bassin toute une police mercenaire, destinée à assister Mac Partland dans sa besogne sinistre. Plusieurs meurtres commis sur différents points du comté répandirent l'épouvante. Tous, il importe qu'on le sache, avaient été exécutés sur les instigations du bandit : lui-même dut avouer devant le tribunal qu'il assistait aux complots, mais qu'il était dans l'impuissance absolue de rien empêcher !

En tout cas, trois hommes au moins furent incontestablement tués par lui : ce sont Gower James, John P. Jones et Benjamin F. Yost. C'est ce qui ressortit des débats avec toute la clarté possible. « Il sautait aux yeux de tous, dit G.-H. Shoap, qu'il

---

(1) Voir l'avant-dernier numéro. La date qui figure au titre a été, défigurée par une faute d'impression (1887 au lieu de 1877). Nous rétablissons aujourd'hui l'orthographe de *Molly Maguires*, d'après le *Nouveau Larousse*, qui a consacré à la farouche association quelques lignes erronées.

était l'homme qui aurait dû être pendu à la place de ceux qu'il accusait. »

Dix hommes furent pendus dans la prison de Pottsville, quatre dans celle de Mauch-Chank et trois dans celle de Bloomsburg (21 juin 1877). « Ce fut, dit Shoap, une terrible saturnale de meurtre légal. Le jour de la pendaison, il n'y avait pas un nuage au ciel, bien que le soleil, raconte le peuple, voilé comme par une éclipse, n'apparut que très pâle. Hommes, femmes et enfants allaient doucement ce jour-là et tous parlaient en chuchotant. Il semblait que chacun vint de perdre un ami cher. Il est impossible de rendre l'angoisse qui étreignait le peuple à l'heure proche de la pendaison. »

Ceux qui furent pendus mouraient en hommes. Tous étaient jeunes, allègres et pleins de vie. « Ils furent pendus deux par deux, dit à M. Shoap un vieux gardien de prison, et ils moururent comme ils avaient vécu, en hommes virils et courageux. Oh ! ce fut une honte ! »

Nous passerons sur la démonstration juridique que fait M. Shoap de l'innocence des condamnés. Il n'y eut pas dans ce procès seulement un crime policier ; il y eut de plus un crime judiciaire des plus caractérisés.

Tant que les condamnés furent incarcérés, cinquante *Pinkertons* à la solde de la *Railroad Company* gardèrent la prison. Une douzaine d'entre eux assistèrent aux débats, armés de carabines et de revolvers, tant on craignait un retour offensif de l'opinion publique. Les témoignages favorables furent formellement interdits par le juge ; on n'entendit que les témoins à charge, Mac Partland et ses acolytes. Le choix des jurés avait été fait avec un soin minutieux ; il n'y eut parmi eux aucun Irlandais.

Un des défenseurs, Kalbfus, s'écria : « Tout ce pays a été *râclé* pour ramasser des témoignages destinés à perdre ces hommes. Il n'y a pas ici un seul juré ayant quelque sympathie pour la race représentée par mes clients. Pourquoi le *Philadelphia and Reading Railroad* a-t-il pris tant d'intérêt à cette affaire, et pourquoi a-t-il dirigé toute l'accusation ? »

* * *

L'œuvre de Gowen était finie. Il n'y avait plus qu'à en recueillir les fruits. La presse n'eut qu'une voix pour proclamer ce capitaliste le héros moderne et déclarer qu'à son infatigable zèle était due la restauration de l'ordre et de la prospérité.

Bientôt la Philadelphia and Reading Coal Iron Company, fut fondée et les petits propriétaires miniers de l'Est Pensylvania furent dépossédés par les *debentun bonds* (billets de débet). « Il y a aujourd'hui quelques vieillards allant pauvres par le district, qui furent de riches patrons miniers ! Ce sont de vivants monuments attestant l'énergie, le patriotisme et les grandes capacités industrielles de Francklin B. Gowen.

De tous les hommes qui prirent part à la destruction de l'organisation ouvrière des Molly Maguires et à la pendaison de dix-sept de ses membres les plus énergiques, tous sont morts aujourd'hui, et morts de façon tragique, — ce qui, en vérité, ne saurait prouver, comme le veut naïvement M. Shoap, que la scélératesse finit toujours par trouver une juste sanction ! — Seul aujourd'hui est encore vivant l'infernal James Mac Partland, devenu le chef de la division de l'Ouest de l'Agence Pinkerton et toujours à la solde du capitalisme, poursuivant contre Moyer, Haywood et Pettibone l'œuvre qui a si bien réussi en Pensylvanie en 1873-1877.

M. Shoap adresse en terminant aux travailleurs d'Amérique, une adjuration que nous voudrions que les travailleurs d'Europe entendissent aussi. La solidarité ouvrière internationale ne doit pas être un vain mot, et nous sommes tous solidaires de Moyer, Haywood et Pettibone, dont nous séparent pourtant des milliers et des milliers de lieues :

« Travailleurs d'Amérique, allez-vous laisser un bandit policier accomplir son dessein ? Allez-vous permettre à ce vantard sanguinaire de réaliser sa prophétie : que Moyer, Haywood et Pettibone ne quitteront jamais vivants l'Idaho ? Vous dresserez vous enfin pour venger le massacre abominable des Molly Maguires ? »

A. V.

Mouvement social

LES GRÈVES

La Grève générale des Ports (*Inscrits maritimes et Dockers*). — L'agitation est considérable dans les milieux maritimes. La manifestation projetée par la Fédération des Inscrits, pour le 7 avril, a eu un plein succès. Dans la majorité des ports, matelots de commerce et pêcheurs ont abandonné le travail pour assister aux meetings organisés par les Syndicats.

Dans toutes ces réunions, les inscrits se sont engagés à déserter les navires, lorsque le signal de la grève générale sera donné par la Fédération.

La revendication la plus importante pour les marins est la question des retraites.

Ils réclament l'application du projet Siegfried, avec les amendements que lui a apporté, au sujet des demi-soldiers, le 14e Congrès fédéral.

L'ordre du jour ci-après, voté au meeting de Marseille, précise les désidérata des inscrits, et montre leur ferme volonté de recourir à d'énergiques moyens pour le faire respecter :

« Les inscrits maritimes : capitaines, mécaniciens, borneurs, chauffeurs, matelots, pêcheurs, les demi-soldiers, demi-soldières du port de Marseille, réunis en meeting national le 7 avril, à la Bourse du Travail, sur la convocation du Comité national des gens de mer, pour y délibérer sur l'attitude que la corporation doit tenir pour la réalisation rapide de son programme revendicatif, envoient à tous les marins du littoral français, l'expression de leurs fraternels sentiments de solidarité, leur affirment à nouveau qu'ils peuvent absolument compter sur eux pour défendre les intérêts de la classe maritime ;

« Sur les projets d'augmentation de demi-solde, considérant que le 14e Congrès national maritime a, par l'organe de 116 Syndicats et Associations, adopté, après de légères modifications de texte, le projet de loi Siegfried ; que ce projet amendé est le seul connu de la corporation lui accordant les légitimes revendications qu'elle réclame, qu'il est basé sur des données financières sûres et indiscutables ; qu'il affirme, par son exposé des motifs, que la situation exceptionnelle des inscrits, en tant que citoyens français, mérite une compensation quant aux retraites, l'approuvent, et demandent au Parlement de le mettre à son ordre du jour de la rentrée ;

« Considérant que le projet ministériel ne répond pas aux projets des demi-soldiers, le repoussent purement et simplement. Décident, si satisfaction n'est pas accordée, de faire la grève générale à la date choisie par le « Comité national de défense ». Donnent mandat à celui-ci de provoquer et convoquer un Congrès à la date extrême du 13 mai dans un port maritime ;

« Se séparent, aux cris de : « Vive la solidarité maritime ! Vive l'augmentation des pensions de demi-soldiers ! Vive la grève générale ! »

Si le gouvernement ne cède pas d'ici le jour que les inscrits se sont fixé pour agir, il est hors de doute que ce mouvement revêtira une ampleur considérable, et ses conséquences économiques sont inappréciables.

La seule grève partielle des inscrits du port de Marseille causa une énorme perturbation, pourtant insignifiante, en comparaison de celle qu'entraînera l'arrêt du travail dans tous les ports marchands.

Il est à regretter, pour l'importance de l'agitation devant se produire au 1er Mai, que l'action des inscrits ne coïncide pas avec cette date ; le mouvement général en aurait été considérablement accru.

Les Dockers de Nantes. — Les patrons déchargeurs se sont avisés, pour briser la grève des dockers, de l'expédient suivant : après s'être groupés en Syndicat, ils ont décidé de modifier la forme de salaire des ouvriers.

Le travail de décharge des bateaux est très variable d'intensité, des périodes de chômage succèdent assez fréquemment à des périodes de travail pressé.

Dans les ports comme Marseille, Rochefort, etc., où l'organisation syndicale est forte, le Syndicat est parvenu, par la division, en équipe de dokers, à diminuer l'âpreté de la lutte pour le travail ; lorsque le travail de déchargement est insuffisant pour employer tous les ouvriers du port, chaque équipe travaille un ou plusieurs jours sur les bateaux et ainsi le chômage est atténué.

A Rochefort par exemple le Syndicat traitant directement avec les patrons de chargeurs, maintient ainsi les salaires et, par son organisation de travail, empêche les patrons de spéculer sur le grand nombre de bras inoccupés.

Les patrons de Nantes veulent organiser et s'attacher de façon définitive par le paiement au mois des équipes d'ouvriers qui, eux, travailleront tout le temps, condamnant à un chômage continuel les autres dokers n'appartenant pas à ces équipes. Au lieu de la pratique solidaire des Syndicats, c'est l'embrigadement de favorisés au détriment du plus grand nombre, et se trouvant, conséquemment, en conflit permanent avec l'ensemble des non-favorisés.

Ce projet patronal comprendrait tout d'abord 150 ouvriers, payés à raison de 120 francs par mois, nombre qui serait petit à petit augmenté, selon les besoins du port.

Les grévistes sont bien décidés à ne pas laisser s'accoutumer de semblables pratiques.

Aussi des troubles sont-ils à prévoir, si les patrons essaient, après avoir constitué ces équipes, de les mettre au travail.

A Saint-Nazaire. — Les dockers, occupés au chargement du vapeur danois *Advence*, ont cessé le travail ; ils réclament une augmentation de 0 fr. 10 par heure.

Les patrons ayant voulu embaucher une nouvelle équipe, les grévistes s'y sont opposé, et une bagarre a éclaté ; une arrestation a été opérée.

Un autre navire, le *Saint-Philippe*, a été également abandonné par les dockers qui se refusent à le décharger.

Dans le Textile. — A Roubaix, les ouvriers d'un tissage avaient quitté le travail. Ils réclamaient une plus large tolérance en ce qui concerne les défectuosités de fabrication d'un article « voile ».

Ils ont obtenu aussitôt satisfaction sur ce point ainsi que pour une augmentation de salaire. Le travail a repris.

A Tourcoing. — La grève des peigneurs s'étend à d'autres usines et menace de prendre un caractère général.

A Lavelanet. — Les ouvriers fileurs viennent de se mettre en grève après le refus des patrons de leur accorder une augmentation de salaire de 5 %.

Les patrons fileurs font travailler pour le compte de gros fabricants à qui ils avaient vainement ré-

clamé une majoration de 20 % et c'est s'appuyant sur leur insuccès qu'ils refusent à leur tour aux ouvriers une augmentation de 5 %.

C'est toujours la même histoire, les patrons concéderaient bien des augmentations de salaires s'il pouvait en résulter pour eux une augmentation au lieu d'une diminution de leurs bénéfices.

Parfois ils y parviennent en augmentant le prix de l'objet fabriqué et gagnent ainsi davantage après l'augmentation de salaire qu'avant.

Mais consentir à une diminution si mince soit-elle de leurs bénéfices, la force seule peut les y contraindre.

Les ouvriers du textile de Lavelanet sont aguerris par leurs précédentes luttes, aussi la grève continue-t-elle.

Dans le Nord. — Les grèves se multiplient dans toute la région du Nord.

Le 3 avril, deux cents **tailleurs de pierre de Lille** se sont mis en grève.

Les **terrassiers** ont voté la grève générale corporative, 350 ouvriers ont déjà quitté le travail. Ils réclament une augmentation de salaire de 0 fr. 05 par heure et les heures de nuit payées double.

Les ouvriers **coupeurs en chaussures** et les **corroyeurs** de Lille se sont également mis en grève.

A Roubaix. — Une grève intéressant 400 ouvriers métallurgistes vient d'éclater.

A Caudry. — Les ouvriers des brasseries de Caudry sont toujours en grève.

A Dunkerque. — La grève des travailleurs des Chantiers de France qui dure depuis plusieurs jours revêt une forme de plus en plus active. Les 2.000 grévistes tiennent de nombreuses réunions et parcourent les rues en manifestant.

C'est pourquoi les journaux, *même avancés*, déclarent que ce mouvement prend une tournure inquiétante. Inquiétante! pour qui? pour les patrons, certainement.

La grève des résiniers. — Ce magnifique mouvement dont on ne parle pas assez, continue toujours dans les Landes. Nous avons relaté, la semaine passée, l'arrestation des militants de l'organisation de grève, les camarades Ducamin et Darmaillacq. Avec eux, lors de l'échauffourée devant le café où étaient réunis les patrons, avaient été arrêtés treize autres grévistes, ces derniers viennent d'être mis en liberté, mais Ducamin et Darmaillacq restent écroués. Ces incarcérations soulèvent d'indignation toute la population des communes en grève.

Les ouvriers scieurs d'usines en forêts annoncent qu'ils vont se solidariser avec les résiniers.

A Lit-en-Mixe. — Des pourparlers sont engagés entre patrons et délégués des ouvriers, les grévistes ont formellement déclaré qu'ils ne reprendraient le travail que lorsque leurs camarades arrêtés seront remis en liberté.

A Beylongue. — Le maire essaie d'empêcher les réunions des grévistes en leur refusant les locaux municipaux.

A Azur la grève est terminée, les grévistes ont obtenu entière satisfaction. M. Gauduchon, propriétaire,a accédé à toutes les revendications du syndicat.

PARIS. — Les Ouvriers Raffineurs. — Les colossales fortunes des Lebaudy et des Say n'ont pas été édifiées sans que les travailleurs des raffineries soient soumis à une intensive exploitation.

Malgré les conditions insalubres du travail de raffinage du sucre, les salaires sont très bas, notamment à la raffinerie Say où la division du travail permet l'embauchage quotidien d'une foule de malheureux qui complètement dénués de ressources acceptent un salaire dérisoire, travaillent un ou deux jours et repartent à la recherche d'une meilleure situation.

Pour les catégories d'ouvriers plus sédentaires les possibilités de lutter contre ces puissantes sociétés d'exploitation que sont les raffineries sont très restreintes.

Néanmoins à la suite du renvoi de deux camarades, l'un secrétaire-adjoint du Syndicat, l'autre délégué à la Bourse, les ouvriers de l'usine Say se sont soulevés et ont abandonné le travail.

Après deux entrevues entre les délégués du Syndicat et le représentant de la Société Say les grévistes ont obtenu la réintégration des camarades. Le congédiement a été changé en une simple mesure disciplinaire.

Les ouvriers raffineurs, organisés depuis peu, viennent donc de mettre en échec leur autocratique patron. C'est là un excellent début.

Les Granitiers. — Afin d'obtenir une augmentation de salaire les ouvriers granitiers se sont mis en grève. Les grévistes ont décidé de convoquer les entrepreneurs de la ville de Paris afin de s'entendre sur les revendications formulées.

La grève des ouvriers **Tablettiers** continue toujours. Les grévistes ont décidé d'aller manifester devant les différentes maisons du quartier du Temple. Réunis devant les boîtes patronales ils ont rigoureusement conspué les patrons qui s'étaient terrés.

Après leur manifestation les ouvriers se sont rendus à la Bourse où ils ont décidé de ne rentrer dans les ateliers qu'avec la journée de huit heures.

Une Grève agricole. — A Marcenval, dans le département de l'Aisne les ouvriers agricoles viennent de se mettre en grève. Les ouvriers de la sucrerie de Pierrefonds se sont joints au mouvement.

Les revendications des grévistes sont les suivantes :

Les Bouviers et charretiers demandent 1.250 francs par an ; les hommes de journée 3 francs par jour pendant 4 mois d'hiver et 3 fr. 50 pendant le reste de l'année. Le salaire actuel des charretiers et des bouviers est de 85 francs par mois.

Une démarche du maire près des patrons a fait consentir à ces derniers d'élever le salaire annuel à 1.150 francs. Les ouvriers de leur côté ont offert une transaction à 1.200 francs. Les patrons ayant refusé la grève continue. Elle va d'ailleurs s'étendre à toute la région de Senlis.

Les Ouvrières du Tabac. — La manufacture de tabac de Nantes vient d'être complètement désertée par les ouvriers et ouvrières.

Le mouvement a débuté chez les ouvrières qui, en raison de la sècheresse du tabac, rendant sa manipulation plus longue et plus difficile ont réclamé une augmentation de salaire. La direction n'ayant pas daigné répondre à leurs réclamations les ouvrières se sont mises en grève.

La Direction ne manifestant pas l'intention d'entrer en pourparlers tous les autres ouvriers ont quitté le travail par solidarité.

Ch. Desplanques.

ESSONNES

Fin de grève. — La grève est terminée, non sans victimes patronales et judiciaires. C'est ainsi qu'avec quatre camarades j'ai été arrêté au cours d'une bagarre provoquée par les pandores, et fort maltraités : deux ont été condamnés à un mois de prison, deux à quarante-huit heures et moi à vingt-quatre heures et à 11 francs d'amende, — tous sans sursis, comme bien vous pensez.

Après la fin de la grève, les jaunes se sont cotisés pour offrir un vin d'honneur aux gendarmes. Tout ce joli monde a dûment fraternisé dans l'ivresse, sous les yeux des autorités paternelles.

Si le résultat *moral* de la grève n'est pas négligeable, la défaite *matérielle* est presque complète. Le syndicat est reconnu, mais il est très amoindri et un gros effort s'impose pour le relever.

Les amendes sont supprimées, mais seulement en principe, puisqu'elles réapparaîtront en fait sous le nom de malfaçons. 280 camarades sont renvoyés ; il est vrai que nous avons pu leur faire allouer à chacun 320 francs d'indemnité ; enfin les mouleurs et mécaniciens de Chantemerle obtiennent la journée de dix heures et demie (dont une demi-heure pour les deux casse-croûte), avec le même salaire que pour onze heures.

Tout cela est maigre. Mais il a bien fallu transiger, sous la menace du désastre complet auquel nous eussent acculés les défections de plus en plus nombreuses. L'esprit de lutte n'est pas encore bien développé dans le fief capitaliste des Darblay.

Jean Lebault.

LANDES

Le Mouvement ouvrier. — A Lit-et-Mixe, la grève des résiniers continue avec une certaine violence. Toutes les nuits, le sabotage bat son plein. Les pourparlers n'ont pas abouti. Les esprits sont très surexcités, par suite de l'arrestation du président du syndicat et d'un de ses camarades.

La grève ne cessera que lorsque les propriétaires auront cédé et que les deux prisonniers seront mis en liberté. Fait curieux : lorsqu'on a emmené ces deux camarades à la prison de Dax, il a fallu 30 gendarmes et 125 hommes de troupe pour les escorter, tant on craignait que les résiniers ne tentassent de les délivrer.

A Beylongue, troubles graves. Le 5 avril, le maire a été assiégé chez lui par les grévistes. A cette occasion, le président du syndicat a été arrêté et incarcéré à la prison de Saint-Sever, sous l'inculpation de violation de domicile. Les grévistes n'en sont que plus résolus.

A Gastes, Sainte-Eulalie, Mimizan et Lesperron (grève partielle), les grèves continuent un peu plus calmes.

A Beylongues, Gastes, Sainte-Eulalie, Mimizan et Lesperron, la gendarmerie assure l'ordre, tandis qu'à Lit-et-Mixe, la troupe prête son gracieux concours à nos courageux pandores...

Dans toutes ces communes, les maires font afficher des arrêtés du plus bel arbitraire ; les militants syndicalistes sont surveillés étroitement : ils ne peuvent sortir de chez eux sans être filés par quelque mouchard ; quelques propriétaires sont gardés militairement ; certains d'entre eux parlent d'abattre leurs pins plutôt que de céder ; les résiniers sont partout très résolus, on ne signale pas de défections. Bravo, les camarades !

A Mézas, les résiniers s'agitent ; mais pas de grève pour le moment.

Les ouvriers ambulants des scieries mécaniques du canton de Mimizan, se sont réunis dernièrement pour élaborer un cahier de revendications, qu'ils ont soumis à leurs patrons.

A l'heure actuelle, nous ne connaissons pas leur réponse, mais ce qu'il y a de certain, c'est que les scieurs sont prêts à faire grève, si satisfaction ne leur est pas accordée dans un bref délai.

G. G.

LOIRE

Chez les Mineurs. — Dans le dernier numéro des *T. N.*, j'ai signalé l'acte de solidarité des mineurs de Grand-Croix envers deux de leurs camarades, injustement mis à pied. J'annonçais la reprise du travail pour le mardi 2 avril. Mais les choses ne se sont pas terminées aussi simplement. Mardi, les deux ouvriers, cause du conflit, s'étant présentés à la lampisterie, se virent refuser leurs lampes. Ils en référèrent à leurs camarades, et ceux-ci, comme la semaine précédente, refusèrent de descendre — le puits chôma donc. Une délégation alla trouver le directeur de la Compagnie, qui répondit tout d'abord, que la mise à pied des deux ouvriers *punis ne compterait* comme faite que lorsque ils auraient chômé, eux seuls, pendant deux jours. Les mineurs refusèrent de reprendre le travail et, après deux jours de chômage, le directeur, les voyant résolus à persister, donna ordre de délivrer leur *lampe* aux deux ouvriers en punition. Tous ensemble, donc, reprirent le travail.

Il convient, je crois, de ne pas passer sous silence ce bel exemple de solidarité des mineurs de Grand-Croix. Il est en outre probable, qu'à l'avenir, les surveillants se montreront plus circonspects, avant d'infliger des mises à pied.

Galhauban.

NANCY

La grève des ouvriers en chaussure de la maison Odenat est virtuellement terminée, nos camarades obtiennent des conditions très avantageuses.

Avant la reprise du travail, le Secrétaire du syndicat de la chaussure fit une causerie (c'est du reste ce qui fut fait pour les grèves précédentes), il expliqua

aux grévistes qu'ils ne devaient pas borner leur action à de simples augmentations de salaire ni à des diminutions de journée, améliorations nécessaires mais qui, tant que subisteront la propriété et le salariat, n'empêcheront pas l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'est donc à la suppression totale de l'exploitation que doivent tendre tous les efforts, et c'est pour cela qu'il faut préparer la *grève générale expropriatrice.*

Les métallurgistes semblent vouloir se remuer sérieusement. La grève de l'usine Diébold aura contribué à ce réveil.

Le jeune et énergique syndicat des métallurgistes de Jarville, qui bat en brèche les réformistes et mutualistes du vieux syndicat de Nancy, organise pour le samedi 20 avril une grande conférence à la Maison du Peuple de Nancy. Le camarade Yvetot a été demandé pour y prendre la parole.

Un important mouvement se dessine à Jarville, chez les travailleurs du textile, dont les conditions économiques sont pitoyables ; sous l'impulsion de quelques militants du syndicat et de la Bourse, une propagande intense fut faite afin de convaincre les parias du textile de la nécessité du groupement. Aujourd'hui le syndicat existe, ses membres sont nombreux et il vient de faire son adhésion à la Bourse. Sûrement, d'ici quelques jours, il adhérera à sa Fédération nationale ; à noter en passant que ce syndicat est complètement hostile à la politique réformiste de la dite Fédération.

Il y a quelques jours un contremaître du textile, s'étant emparé d'une liste de souscription destinée aux peintres en grève, les travailleurs syndiqués de tout métier l'attendirent le soir à la porte et lui firent une belle conduite de Grenoble. Il paraît qu'il a juré qu'on ne l'y reprendrait plus.

Sur tous les points du bassin de Longwy, de Briey et de Nancy les sections du syndicat des mineurs en fer se préparent pour le 1er Mai. Pour eux, le 1er Mai doit être non seulement un jour de protestation populaire, mais de grandes manœuvres pour la grève générale.

Lex différentes corporations du bâtiment se remuent ferme, tant à Nancy qu'à Lunéville et Épinal.

J'ai passé en correctionnelle le 5 avril. Un journaliste, ami intime du *socialiste Varède*, m'ayant insulté et sali, je fus le trouver et je le giflai ; coût : quinze jours de prison. Pour une gifle c'est cher, mais je ne la regrette pas !

J.-S. Boudoux.

NANTES

Le Mouvement gréviste. — La grève des dockers et charbonniers continue. Quelques ouvriers, travaillant malgré la grève, il y a eu plusieurs bagarres, au cours desquelles des jaunes ont été frappés. Le 31 mars, les appontements du trois-mâts *Victorine* ont été jetés à la Loire. Naturellement, de nombreux grévistes ont été arrêtés et condamnés férocement : principalement les dockers Cuq, à *un an de prison*, Cosmao et Lelay, à *6 mois*, et tous les trois à cinq ans d'interdiction de séjour pour coups à des jaunes ; d'autres, à 2 mois de prison, 1 mois, etc. Plusieurs doivent encore passer devant la justice bourgeoise. Le citoyen Yvetot est toujours là, à encourager les grévistes, il les a engagés à fonder une boulangerie coopérative et une école coopérative, où l'instruction serait rationnelle et selon les principes libertaires : ce serait, en effet, un essai intéressant. Les soupes communistes fonctionnent toujours, la ville est emplie (infestée plutôt) de gendarmes et de troupes, venus d'un peu partout.

Un nouveau conflit vient d'éclater à la Manufacture des tabacs. — 100 ouvrières, réclamant une augmentation pour le paquetage d'une certaine catégorie de tabac, se mirent en grève, entraînant bientôt tout le personnel (1.000 ouvrières et 50 ouvriers). Le travail est complètement arrêté.

SAINT-NAZAIRE

La grève des Chantiers de construction reste stationnaire ; elle englobe environ 700 ouvriers.

Environ 120 dockers se sont mis en grève, réclamant une augmentation de salaire. Les grévistes ayant été remplacés, une petite bagarre s'est produite, entre jaunes et grévistes ; une arrestation a été opérée.

Félixio.

ROUEN

Les grèves. — Environ 40 ouvriers occupés au déchargement des chalands et des péniches se sont mis en grève. Les ouvriers demandent que le prix de 0 fr. 80 payé pour la mise à quai d'une tonne de marchandise soit majoré de 30 centimes. Successivement les grévistes se sont rendus dans les autres chantiers et ont réussi à amener à leur cause leurs camarades de l'entreprise Raveneau. A l'établissement Tiger, quelques plats-valets tentèrent de résister ; un peu d'action directe, consistant à enlever les plats-bords reliant les péniches à la berge, eut raison de ce manque de solidarité.

Devant le refus formel des exploiteurs de faire droit à leur revendication, les grévistes se sont réunis à la Bourse du Travail et ont immédiatement constitué un syndicat, ce qu'ils auraient dû faire depuis longtemps.

Dame police, chère à Clemenceau, assure la *liberté du travail* à l'aide de ses gros poings.

Le conflit ne paraît pas devoir être solutionné avant la fin de la semaine.

— Une grève importante a éclaté au Houlme, centre textile des environs de Rouen, à l'usine du tissage Buttler. La cause de ce conflit est la question des *amendes*. Comme dans la plupart des tissages et filatures de cette région, les exploités du sieur Buttler sont accablés sous les amendes : contremaîtres et garde-chiourmes rivalisent de zèle pour plaire au Maître.

Les ouvriers ayant cessé le travail sont au nombre de 450 environ.

Chez les inscrits maritimes. — Conformément aux décisions prises par le Comité de défense des gens de mer, les inscrits maritimes du port de Rouen ont tenu le 7 avril, à la Bourse du Travail, un important meeting.

Le citoyen E. Poisson, membre du Conseil national du P. S. U., y est venu plastronner. Neutralité syndicale, où vas-tu te nicher ?

Allons ! les prolétaires ne sont pas encore décidés à faire leurs affaires eux-mêmes. C'est drôle comme on tient peu de compte des expériences du passé.

Léon Torton.

Mouvement international

ALGÉRIE

L'affaire Ben Merzouga. — Sur la route de Bône à Philippeville, le soir du 28 mai 1906, M. Pujo, gérant des propriétés Coll, était assassiné. Trois indigènes, soupçonnés du meurtre, furent arrêtés dès le lendemain.

En même temps, Tahar ben Merzouga, l'un des fermiers du domaine Coll, était accusé de complicité dans l'assassinat. Mais l'un des accusateurs, M. Verrier, ayant vu qu'il s'était trompé, retira sa plainte ; en la possession du second, l'ancien tirailleur Nouhaed Allaoua, on découvrit un sous-seing privé par lequel les héritiers Pujo s'engageaient à lui verser cinq mille francs après qu'il aurait désigné au juge les assassins ; quant au troisième accusateur, Chérit, il fut convaincu de chantage.

Quatre juges s'occupèrent successivement de cette affaire, dont l'instruction dura huit mois. Ils ne purent rien relever à la charge de Tahar ben Merzouga, non plus qu'à celle de son fils, Aïssa ben Merzouga, qui furent mis hors de cause.

Cependant, le 29 janvier 1907, sur un arrêté d'internement pris par le gouverneur général de l'Algérie, à la demande du procureur général d'Alger, ben Merzouga père et fils étaient convoqués devant le procureur de la République de Bône, en présence du sous-préfet, et mis en état d'arrestation. Dès le lendemain, ils étaient envoyés à Arlal, dans le département d'Oran.

Leur avocat se rendit auprès du gouverneur général pour connaître quelles charges pesaient sur les Merzouga. Il lui fut répondu que l'arrêté d'internement avait été pris contre eux pour subornation de témoins, mais la communication du dossier lui fut refusée. Il fit remarquer que, la subornation de témoins étant prévue par un article du Code pénal, il n'y avait qu'à poursuivre ses clients judiciairement. Puis, de retour à Bône, l'avocat des Merzouga demanda par lettres : 1° au procureur de la République d'ouvrir une information contre ses clients pour subornation de témoins ; 2° au procureur général, communication des pièces ayant motivé sa demande en internement ; 3° au gouverneur général, communication du dossier d'internement, afin de pouvoir défendre les accusés. Ni l'un ni l'autre des deux procureurs ne lui répondit. Quant au gouverneur, il lui fit savoir qu'il lui refusait communication du dossier, et qu'il n'admettait pas l'intrusion d'un avocat dans une affaire administrative.

Et voilà. En Algérie, sous la civilisation républicaine, comme en Russie sous l'ordre tsariste, on emprisonne administrativement, par lettres de cachet, et l'on ne laisse aux incarcérés ni la faculté de se défendre, ni même celle de connaître les documents qui les accusent.

Pendant l'affaire Dreyfus, la conscience de nombreux hommes se souleva pour moins que cela. Mais la victime, quoique juive, était de notre couleur. Qui va s'intéresser, je vous le demande ?

R. Ch.

AUTRICHE

La question agraire en Galicie orientale. — On se rappelle peut-être encore la grande grève des paysans ruthènes (ou *ukraïniens*, comme on tend à dire aujourd'hui), dans la Galicie orientale, en 1902. Les Ukraïniens de Galicie, — ils sont plus de 3 millions, tandis que leurs frères de l'autre côté de la frontière russe sont 26 millions — ont les plus misérables conditions d'existence qu'on puisse imaginer. C'est un peuple exclusivement paysan, dont la noblesse s'est polonisée et russifiée, et qui, politiquement, vit sous la dépendance des propriétaires fonciers polonais. Toutefois, sa servitude politique n'est rien auprès de sa servitude économique. Un article de M. Mikalski, dans le *Courrier européen* du 8 mars, nous en fournit la preuve.

Depuis l'abolition du servage en Autriche, les grands propriétaires fonciers détiennent, exclusivement ou presque, les forêts et les pâturages. En certains districts galiciens, cent pour cent des forêts leur appartiennent, en d'autres, 95 à 98 0/0. Mêmes proportions pour les pâturages. Le paysan n'a ni bois de feu, ni bois d'œuvre, et il est condamné au travail chez le propriétaire polonais ou chez le fermier juif, et *pour 14 heures de travail il reçoit 0 fr. 50 !* C'est ce qui explique que la valeur de la main-d'œuvre rurale soit si basse en Galicie orientale (un peu plus de 18 florins, soit 36 francs par hectare, au lieu de 63 florins, en Basse-Autriche, par exemple).

En Galicie, 40 0/0 des terres appartiennent à environ 3.000 propriétaires ; le reste du sol appartient à de petits propriétaires, dont 42 0/0 ont un revenu annuel de 5 à 10 florins et dont 45 0/0 n'ont pas plus de 5 florins (10 francs) !

Depuis la grande grève de 1902, la propagande socialiste fait en Galicie orientale des progrès remarquables. Elle est âprement combattue par les agrariens polonais, unis, pour cette belle besogne, aux démocrates-nationalistes (polonais).

D.

BELGIQUE

Les Grèves. — Certes, si le nombre des conflits éclatant entre employeurs et employés est assez élevé, si la misère régnant à l'état endémique rend la

vie du travailleur de plus en plus précaire, forts minimes sont les effets pratiques et tangibles venant solutionner les grèves en Belgique.

Sur neuf résultats de grèves enregistrées en février, nous relevons seulement deux succès, intéressant 142 grévistes : deux transactions (91 grévistes), cinq échecs (829 grévistes).

Pourtant, ce n'est pas le manque de mouvements, l'absence d'indices de réveil chez les ouvriers belges qui se font constater ; au contraire, des grèvelettes éclatent un peu partout. Mais, comme celles-ci sont mal organisées, sans aucune action énergique, qu'elles restent toujours dans les limites de la plus stricte et la plus plate légalité, elles ne donnent, très souvent, aux ouvriers, par suite de leurs résultats négatifs, qu'une désillusion complète provoquant un engourdissement profond.

Pour mars et commencement avril, des conflits éclatent, entre autres, à *Anvers*, chez les marbriers et les maçons ; ces derniers gagnent 40 centimes par heure et fournissent 12 heures consécutives de travail journalier.

Ils demandent 45 centimes et 11 heures de travail.

A *Soignies* et à *Jeumont*, grève chez les carriers ; à *Wervicq-Halluin*, parmi les ouvriers du textile de l'établissement de l'exploiteur Gratry ; à *Malines*, chez les chaisiers pour augmentation de salaire, etc.

Le conflit existant à *Rétinne*, aux charbonnages du Husard, dont je parlais dans ma récente chronique, continue toujours. Deux cents ouvriers se sont dirigés en cortège, à pied, vers les principales villes de la Belgique, en vendant des chansons.

Inutile d'ajouter que le richissime d'Andrimont, propriétaire de ces mines, se soucie fort peu des processions organisées par ses exploités.

Une attention toute particulière doit-être accordée à la grève de *Vilvorde*, chez les ouvriers de la fabrique de produits chimiques de la firme Duché. Ces malheureux, dont les pauvres mains portent de profondes et douloureuses crevasses, occasionnées par la préparation du sulfate de soude et de l'acide sulfurique, et dont la figure hâve, lamentable, indique suffisamment la vie meurtrière d'atelier, travaillent par équipes de jour et de nuit.

Ils fournissent 12 heures de travail consécutives et, par suite du changement d'équipes, étaient forcés de fournir 24 heures de travail tous les sept jours ! Pour ce travail meurtrier qui portait sûrement 4 ou 5 ouvriers malades par semaine, ils gagnent 3 fr. 50 par jour !

Ils se sont donc mis en grève, demandant à travailler 8 heures par jour en semaine, ce qui ferait qu'ils ne travailleraient plus que 12 heures consécutives le septième jour, en exigeant le maintien de leur salaire. Certes, leurs prétentions sont loin d'être exagérées, et pourtant on leur a répondu par un refus formel.

Antheunis.

ITALIE

Un Congrès anarchiste. — Au cours d'une nombreuse assemblée tenue à Rome, le 25 mars au soir, par des compagnons de la Fédération socialiste anarchiste du Latium, il fut décidé à l'unanimité, après une discussion longue et animée, qu'un congrès anarchiste italien siégerait à Rome dans le courant du mois de juin.

Il a été convenu que l'appel des organisateurs s'adresserait « à tous ceux qui croient à l'utilité d'un congrès ». La durée de celui-ci sera de trois à cinq jours, pendant lesquels des conférences publiques de propagande seront données.

La commission organisatrice se compose de cinq membres : les compagnons Leoni, Scandi, Merlini, Masseroni, Scaturro, Perrella et Santi.

On le voit, les anarchistes-socialistes d'Italie se préparent activement au Congrès international d'Amsterdam.

Am. D.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Extrait d'une lettre privée. — « ...Les journaux ont dû t'apprendre l'élection de Paschal Grousset, comme délégué au Conseil supérieur des Colonies pour la Nouvelle-Calédonie. Guguieysse a été battu. La lutte a été chaude ; elle avait lieu entre les partisans de la reprise de la transportation et les antitransportationnistes : ceux-ci comprenant les colons libres et un certain nombre d'ouvriers républicains ; les autres, formés par un petit nombre d'ouvriers, de mineurs, mais surtout par les maisons de commerce de Nouméa, les grandes exploitations minières, comme la société « le Nickel », par la mission catholique. Paschal Grousset, candidat de ces derniers, est donc l'élu des réactionnaires, des catholiques, des gros capitalistes. Cela ne manque pas d'être drôle. Je doute d'ailleurs qu'il puisse ramener la transportation en Calédonie. Cette colonie offre le spectacle de ces villes de province qui réclament des garnisons, pour le bien de leurs affaires. Les gros commerçants voient dans le bagne un objet de grosses adjudications ; les gros éleveurs, l'écoulement de leur bétail ; les exploitations minières, une main-d'œuvre à bon marché. Les colons libres y voient l'empoisonnement du pays par tous les libérés qui coulent du « robinet d'eau sale », et qui sont pour eux une détestable main-d'œuvre, de même que les assignés, condamnés que l'on peut obtenir de l'administration pénitentiaire, moyennant 12 (douze) fr. par mois.

« Depuis la restriction du bagne, la société « le Nickel » emploie un millier de Japonais, engagés dans leur pays et protégés par un inspecteur nippon, spécialement envoyé. Cette main-d'œuvre revient à 5 francs 50 par jour, mais elle est sérieuse et productive.

« X. »

18 janvier 1907.

SUISSE

La grève générale. — « Les faits qui viennent de se passer en Suisse romande, lisons-nous dans la *Voix du Peuple* de Lausanne, ont plus fait pour l'éducation du prolétariat que des années de propagande par la parole et par l'écrit. » Et Bertoni de constater dans le *Réveil* de Genève que la « grève générale vaudoise » marque un progrès réel dans les idées et l'action prolétarienne : « En effet, personne même parmi les anarchistes, n'aurait osé, il y a six ou sept ans seulement, proposer un tel mouvement, que les syndicats, d'ailleurs, se seraient refusés à discuter. Notre propagande, pourtant si limitée, n'a donc pas été vaine. »

Nous avons mentionné, dans l'avant-dernier numéro, qu'une grève avait surgi à Vevey, Orbe et Bussigny dans les fabriques de chocolat Peter-Kohler, et nous en avons indiqué la cause. Les grévistes n'étaient syndiqués que depuis quelques semaines ; ils manquaient, dans la résistance, d'énergie et d'audace et ils eussent été infailliblement écrasés, si l'Union ouvrière de Vevey n'avait eu l'idée d'appeler toutes les corporations locales à les soutenir par une grève générale. L'idée était excellente et elle obtint un succès complet. Le lundi 25 mars, tout le Vevey ouvrier était dans la rue, manifestant aux portes des ateliers et des usines. Des collisions assez graves se produisirent avec les gendarmes, à plusieurs reprises.

Les gendarmes tirèrent sur les grévistes dont plusieurs furent blessés : une jeune fille eut la cuisse traversée d'une balle ; un ouvrier reçut un projectile dans la tête, un autre dans la jambe ; un troisième fut blessé à la main. Le lendemain, un soldat blessait un gréviste de deux coups de baïonnette.

En même temps, le Conseil d'Etat levait des troupes dans tout le canton. Procédé classique : il montre tout au moins que l'armée n'a pas besoin d'être permanente pour être employée à « maintenir l'ordre dans les grèves ». Comme en toutes les levées précédentes, les réfractaires furent nombreux (la *Voix du Peuple* dit six cents).

La grève générale de Vevey, immédiatement connue à Montreux et à Lausanne, y produisit une vive agitation. Les Unions ouvrières de ces deux villes se réunirent le plus tôt qu'elles purent et décidèrent, elles aussi, la grève générale pour le mercredi 27. L'impression fut profonde dans les sphères gouvernementales et bourgeoises et le Conseil d'Etat vaudois n'eut plus qu'une pensée : empêcher toute réunion. La Maison du Peuple de Lausanne fut occupée militairement ; à Vevey, quelques travailleurs syndiqués qui s'étaient réunis dans une salle de café, en furent expulsés par la troupe. Bien plus, l'Imprimerie communiste récemment fondée à Lausanne par les Unions ouvrières, fut fermée sur l'ordre du commandant de place, après une perquisition en règle et d'ailleurs infructueuse. L'arbitraire s'affichait en toute sa splendeur dans le pays le plus libre du monde. On arrêta de nombreux ouvriers, et tous ceux d'entre eux qui n'avaient pas la fortune d'être citoyens suisses étaient immédiatement expulsés. Notre ami Sébastien Faure, venu à Lausanne pour y donner une conférence antireligieuse s'est vu, lui aussi, appréhender au col et reconduire à la frontière française, sans autre forme de procès.

Au bout de deux ou trois jours, le gouvernement s'aperçut que la grève générale coûtait vraiment trop cher : non seulement elle paralysait l'industrie vaudoise, mais encore elle entraînait la mobilisation de milliers de soldats qu'il fallait nourrir et payer. Le gouvernement intervint donc et précipita ainsi le dénouement de la grève. Les revendications des chocolatiers furent admises par M. Kohler. On sait que la principale consistait dans la reconnaissance du syndicat, par le patron. La grève générale cessa tout aussitôt. Elle avait donné le grand exemple de ce que peut la solidarité ouvrière largement entendue et pratiquée dans les conflits économiques. Elle avait montré également aux travailleurs ce qu'ils ont à attendre de l'autorité dans ces mêmes conflits : des coups de fusil et rien de plus. La Fédération des Unions ouvrières romandes bénéficiera grandement dans sa propagande ultérieure des expériences amassées en ces quelques jours de lutte : elle sort grandie moralement de ce mouvement dont elle a été l'âme. On n'en peut dire autant des socialistes dits « légalitaires », lesquels ont été, du premier jour au dernier, les adversaires les plus dangereux de la grève. Le *Grutli* de cette semaine n'hésite pas à en faire une *manifestation anarchiste* et à *justifier* l'emploi de la force armée. Etonnants socialistes ! Et c'est nous bien entendu qui faisons le jeu de la bourgeoisie et sommes de mèche avec la réaction !...

TUNISIE

Dans le désarroi. — Il est entendu que le moindre mouvement dans les idées, en Tunisie, ne peut se produire qu'en répercussion de ce qui se passe dans la Métropole.

Aussi avouons-nous sincèrement qu'il y a quelque chose de changé ici ; mais si les « réactionnaires » ont évolué vers le radicalisme, les radicaux ont mis de l'eau dans leur vin rouge.

Et nous pouvons enregistrer aujourd'hui la quasi-entente de tous les politiciens d'assiette au beurre radicale-socialiste. C'est évidemment le prolétariat qui en fait les frais. S'il en pouvait tirer un enseignement, il n'y aurait qu'à s'en réjouir.

Donc, les deux quotidiens bourgeois conviennent qu'il est urgent de réformer le statut judiciaire et administratif des indigènes dans un sens démocratique.

Mais ils ajoutent que la mutualité indigène n'a pas suffisamment évolué pour qu'on puisse supprimer tout à fait les barrières qui séparent les travailleurs indigènes des travailleurs français.

La duplicité bourgeoise cherche à empêcher par là, l'union de tous les travailleurs. Mais il est évident que si le prolétariat indigène n'a pas encore acquis la dignité et l'indépendance des ouvriers français, c'est bien grâce à la politique gouvernementale, qui, de complicité avec la presse bourgeoise, entrave toute propagande susceptible d'émanciper les esprits.

Néanmoins, il y a quelques années, des camarades convaincus, ont tenté d'implanter ici le syndicalisme. Qu'arriva-t-il ? La bourgeoisie inquiète, déchaîna ses foudres sur la tête de ces militants, en les traînant en correctionnelle.

Les camarades Gautier et Pic, en ont gardé d'ailleurs un exquis souvenir ! Du moins leur dévouement n'a-t-il pas été inutile. C'est depuis lors que la question syndicale a préoccupé les esprits.

Aujourd'hui, nos politiciens, comprennent qu'il ne peut exister dans le prolétariat tunisien aucun de ces

préjugés de race, dont ils nous ont seriné les oreilles, et que si, au bloc du capitalisme cosmopolite qu'ils pratiquent si avantageusement, l'énergie et l'union ouvrière venait opposer sa force de résistance, le socle d'argile qui les a soutenus jusqu'ici pourrait bien s'écrouler.

Ils en ont eu la preuve, lors de la publication de notre feuille *Le Syndicaliste*, où la solidarité et la réciproque affection de tous les ouvriers, sans distinction de race, ni de nationalité, ont donné un éclatant démenti aux fables qu'ils colportaient sur les prétendus antagonismes de race.

Le prolétariat tunisien doit se convaincre plus que jamais, qu'il n'a à compter que sur ses propres forces, et que l'attitude du Gouvernement à son égard est en rapport avec la force de résistance et d'énergie dont il fait preuve; témoin la manifestation organisée en faveur des Syndicats, lors du départ du résident-général Pichon.

Ce dernier n'a pas cru pouvoir reculer et, à défaut de la Bourse du Travail promise, on obtint toutefois une salle de réunions ouvrières.

D'autre part, l'on peut dire qu'aucune des prérogatives des ouvriers métropolitains n'existe ici : ni Syndicats libres, ni repos hebdomadaire, ni prud'hommie.

Voilà donc où nous en sommes toujours, et nous avons vu, non sans amertume, que la politique rétrograde du Gouvernement a trouvé ses meilleurs agents dans l'inertie et l'apathie des prolétaires sur la question syndicale ; les faibles échos qui nous parviennent du mouvement des organisations ouvrières de France ne suffisent pas à ranimer les courages, à former de saines consciences, en y stimulant l'ardeur de la lutte et de l'amour de l'indépendance; les quelques commis-voyageurs en paix sociale, genre Keufer, qui sont passés ici, n'étaient guère faits pour nous tirer du marasme, et pourtant nos conditions économiques sont des plus navrantes. Ce qu'il nous faut, aujourd'hui, c'est des militants convaincus, bien éclairés et d'une expérience éprouvée, et si les quelques camarades dévoués d'ici, ont été sacrifiés pour leurs efforts isolés syndicalistes, dans l'œuvre préparatoire, la parole de nos frères de la Métropole, saura bien un jour susciter en Tunisie un mouvement ouvrier organisé et puissant.

CH. D.

COIN DES ENFANTS

Il reste encore un **très petit nombre** *d'exemplaires défraîchis (relativement) des séries* **une** *et* **deux.**

Plutôt que de les solder, nous préférons en faire profiter nos lecteurs. Nous les laissons à **1.25** *l'exemplaire.*

Correspondances et Communications

LYON. — **La Coopération des Idées** (Université populaire). — Cette Université populaire s'est fondée à Lyon le vendredi 5 avril 1907. Ce groupe réunit sans aucune distinction de parti tous les citoyens épris d'idées justes et généreuses.

Les adhérents y étudieront contradictoirement et dans une discussion des plus courtoises, les questions économiques, sociales, scientifiques, etc...

Nous faisons appel à tous ceux qu'intéressent ce moyen de propagande et surtout à nos amis que nous prions de se faire inscrire nombreux à ce groupe.

Tous les renseignements sont fournis et les adhésions reçues par le camarade Sonnet, secrétaire à Lyon, 10, rue Saint-Jean.

Une première étude sera faite le mardi 16 avril courant, à 8 h. 1/2, au local de la Coopération par le camarade Granier, qui traitera « De l'Œuvre sociale de M. Berthelot ».

NANTES. — **Les Dockers** viennent d'éditer une série de 10 cartes postales retraçant divers événements de la grève et vendues au profit des grévistes.

Le cent 8 francs franco, le mille 70 francs. Adresser les demandes à Henri Maillochaux, Bourse du Travail, 18, rue de Flandre, Nantes.

Tournée d'agitation syndicaliste-révolutionnaire. — Nous informons les camarades normands que Léon Torton et E. Jumel entreprennent en Normandie une grande tournée d'agitation syndicaliste-révolutionnaire.

Sujets des conférences : *Les Fléaux sociaux et le Syndicalisme-révolutionnaire.*

Chants révolutionnaires par la vaillante camarade Alice Torton.

Que tous ceux qui trouvent utile de propager les idées syndicalistes-révolutionnaires dans notre région se mettent au plus vite en relations avec Léon Torton, Bourse du Travail, Rouen.

Théâtre Molière, (209, faubourg Saint-Denis). — Le dimanche 14 avril, à 8 heures et demie du soir, la représentation de *Monseigneur*, la pièce originale et poignante de M. Ch. Raymond, que joue actuellement le Théâtre Molière, sera précédée d'une conférence de Sébastien Faure sur ce sujet : *Le Prêtre et la Femme.*

Nos camarades trouveront au bureau du journal des cartes qui leur permettront, à l'entrée, de bénéficier du demi-tarif (0 fr. 75 à 2 francs).

CONVOCATIONS

° **Conférence Sébastien Faure** aux Sociétés Savantes, 8, rue Danton, le lundi 15 avril, à 8 h. 1/2 du soir. — Sébastien Faure fera une conférence publique et contradictoire sur le sujet suivant : *Comment travaillent nos « Honorables ». Le Lièvre et la Tortue.*

° **A. I. A.** (Section du X[e] arr[t]). — Tous les camarades reconnaissant l'action antimilitariste et antipatriotique comme moyen à employer en vue d'une prochaine Révolution sont convoqués à la réunion du vendredi 12 avril, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 9 heures du soir.

Causerie par un camarade.

Proposition de réunion en banlieue.

° **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris. — Vendredi 12 avril 1907 ; E. Potier : Formation des mondes : nébuleuses, soleils, etc. (avec projections).

Mardi 16 avril ; Gotteland (A. E. R.) : L'éducation de la volonté.

° **Jeunesse Libre**. — Mardi 16 avril, salle Jules, 6, Boulevard Magenta, à 8 h. 1/2, Causerie par le camarade Mournaud. Sujet : L'Éducation anarchiste.

Adresser tout ce qui concerne la jeunesse au camarade Albert Kuss-Nair.

° **Groupe des Poètes et Chansonniers révolutionnaires.** — Le dimanche 14 avril, à 8 h. 1/2 précises du soir, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital, Soirée artistique à la mémoire du chansonnier Jules Jouy.

Conférence par le citoyen Maussa de l' « Annuaire de la Chanson » sur *Jules Jouy et son œuvre.*

Souvenirs personnels, par MM. Catulle Mendès, Gaston Deschamps, Xavier Privas, Marcel Legoy, Xanrof, Jean Allemane, Willette, Steinlen, etc., etc.

Interprétation des œuvres de Jules Jouy, par divers.

Adhésion : 75 centimes donnant droit à une consommation.

° **Grupo Liberecana Esperantista.** — Lundi 15 avril, à 8 h. 1/2, 1, rue Clément, cours d'Espéranto. Compte rendu financier. Présence de tous indispensable.

° SAINT-DENIS. — **Bourse du Travail.** — Tous les jeudis cours d'Espéranto par Papillon.

° SAINT-DENIS. — **Section de l'A. I. A.** — Samedi 13 avril, à 8 h. 1/2 du soir, salle Trémel, 30, rue du Port, Causerie par Louis Grandidier : *Les Prisons de la République.*

° LYON. — **Groupe Artistique Libre.** — Dimanche 14 avril, à 8 heures du soir, au Chalet Russe, 59, avenue des Ponts, Soirée. Chants, monologues, causerie.

On terminera par les *Portefeuilles*, pièce en 1 acte d'Octave Mirbeau.

° MARSEILLE. — **Les Précurseurs.** — Samedi 13 avril, à 9 heures du soir, bar Grasset, boulevard Dugonnier, Réunion des adhérents. Versement.

Dimanche, ballade aux collines du Rove. Départ à 8 heures du matin. Port de vivres. Tramways de l'Estagne.

° CANNES. — **Maison du Peuple**. — Le samedi 13 avril, à 8 h. 1/2 du soir, Conférence publique et contradictoire par Jean Marestan sur la Prostitution et la Police des Mœurs. Prix d'entrée : 50 centimes.

° **Les Italiens antimilitaristes** invitent leurs camarades à la grande réunion qui aura lieu Dimanche 14 avril, à 8 h. 1/2 du soir, 6, boulevard Magenta, salle Jules. Causerie sur la propagande révolutionnaire.

° TOULOUSE. — **Groupe Anarchiste du Canton Centre.** — Réunion tous les samedis à 9 heures du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg.

° **Jeunesse Libre**. — Les jeunes camarades désireux d'étudier les questions économiques se réunissent tous les mardis à 8 h. 1/2 du soir, café Morin, 26, boulevard de Strasbourg :

Démasquer les politiciens, démontrer l'inanité des réformes, propager les idées antipatriotiques, combattre toute autorité, tel est le but que nous nous proposons.

Nous recevrons avec plaisir tout ce qu'on voudra bien nous envoyer pour notre bibliothèque.

° LEVALLOIS-PERRET. — **Groupe Antimilitariste.** — Réunion jeudi 18 avril, à 8 heures 1/2 du soir, salle Jeunemaitre, 47, rue des Frères-Herbert.

En Vente "Aux Temps Nouveaux"

Nous nous chargeons de fournir aux camarades toute commande de librairie qu'ils pourront nous faire.

Tous les prix marqués sont franco. Ajouter pour la recommandation, ce qui est une bonne précaution pour les pays où la poste est peu sûre.

PRÉCURSEURS DE L'INTERNATIONALE, W. Tcherkesoff.	1 20
SOUVENIRS D'UN RÉVOLUTIONNAIRE, Lefrançais	3 25
GUERRE-MILITARISME, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
PATRIOTISME-COLONISATION, édition illustrée	8 »
— — édition populaire	2 50
INTIMITÉS ET RÉVOLTES, vers, La Jarlière	1 50
LES RÉSOLUTIONS, vers, Pratelle	1 50
LA RÉVOLTE, 7 années. La collection complète (définitivement la dernière)	150 »
LES TEMPS NOUVEAUX, 11 années	66 »
LEUR PATRIE, G. Hervé	2 90
LE COIN DES ENFANTS, 1[re] série illustrée	3 »
— — 2[e] série illustrée	3 »
— — 3[e] série illustrée	3 »
L'A B C DE L'ASTRONOMIE, Stackelberg	2 »
L'INTERNATIONALE (documents et souvenirs), James Guillaume, tome I	4 50
— — II	5 20
De chez Stock :	
LA POIGNE, pièce, J. Jullien	2 15
L'ECOLIÈRE, — —	2 15
LA SOCIÉTÉ MOURANTE ET L'ANARCHIE, J. Grave	2 90
LA CONQUÊTE DU PAIN, Kropotkine	2 90
L'ANARCHIE, SON IDÉAL, Kropotkine	1 »
AUTOUR D'UNE VIE, Kropotkine	3 »
LA SOCIÉTÉ FUTURE, J. Grave	2 90
LA GRANDE FAMILLE, roman militaire, J. Grave	2 90
L'INDIVIDU ET LA SOCIÉTÉ, J. Grave	2 90
L'ANARCHIE, SON BUT, SES MOYENS, J. Grave	2 90
MALFAITEURS, J. Grave	2 90
LES AVENTURES DE NONO, J. Grave, avec illustrations	2 90
RESPONSABILITÉS, 4 actes, J. Grave	2 »
MAIS QUELQU'UN TROUBLA LA FÊTE, Marsolleau	1 »
EVOLUTION ET RÉVOLUTION, Elisée Reclus	2 90
LA COMMUNE, Louise Michel	2 90
ŒUVRES, Bakounine	2 90
— — tome II	3 »
LE SOCIALISME EN DANGER, D. Nieuwenhuis	2 90
L'AMOUR LIBRE, Ch. Albert	2 90
L'INÉVITABLE RÉVOLUTION, Un Proscrit	2 90

Biribi, Darien . . . 2 90
Bas les Cœurs, Darien . . . 2 90
En marche vers la Société nouvelle, C. Cornellissen . . . 2 90
La Douleur universelle, Faure . . . 2 90
Philosophie de l'Anarchie, Malato . . . 2 90
De la Commune a l'Anarchie, Malato . . . 2 90
L'Humanisme intégral, Lacour . . . 2 90
Sous la Casaque, Dubois-Desaulle . . . 2 90

De chez Schleider :

La Vie ouvrière en France, Pelloutier . . 5 »
Les Enigmes de l'Univers, Haeckel. . . 2 20
Les Religions, A. Lefèvre . . . 6 »
Force et Matière, Buchner . . . 2 20
L'Homme selon la Science, Buchner . . . 7 »
L'Histoire de la Création des Etres organisés, Haeckel . . . 12 50
Science et Matérialisme, Letourneau. . . 5 »
La Psychologie ethnique, Letourneau . . 6 »
Les Guerres et la Paix, Richet. . . 1 50
Les Primitifs, Elie Reclus . . . 4 »
L'Origine des Espèces, Darwin. . . 2 90
Religion et Evolution, Hœchel . . . 1 80
La Descendance de l'Homme, Boliche. . . 1 30

De chez Bellais :

La Guerre et l'Homme, P. Lacombe. . . 3 25
Histoire de l'Inquisition au Moyen age, Léa ; 3 volumes, chaque. . . 3 25

De chez Plon :

La Vie privée d'autrefois : L'Hygiène, Franklin. . . 3 25
Comment on devenait Patron, Franklin. . 3 »
Deux Vies, P. et V. Margueritte. . . 3 »

De chez Hachette :

Petite Histoire du Peuple français (pour les enfants), P. Lacombe. . . 1 75
L'Entr'aide, Kropotkine. . . 3 30

De chez Flammarion :

Paroles d'un Révolté, Kropotkine . . . 1 25
Collection de Classiques à 0 fr. 95, franco. 1 35
La fin des Religions, Dide. . . 2 90

De chez Dentu :

Le Primitif d'Australie, Elie Reclus . . . 3 25
La Commune, Lissagaray . . . 3 25

De chez Dujarric :

Les deux Familles, A. Pourot. . . 3 25

De chez Collin :

Le Conflit, Le Dantec. . . 3 25
Les Porteurs de Torches, B. Lazare . . . 3 25
Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans, G. d'Avenel . . . 4 25
La Guerre et ses prétendus bienfaits, Novicow. . . 2 75
L'Education des Classes moyennes et dirigeantes en Angleterre, M. Leclerc. . . 4 25
Nos Enfants au Collège, Dr M. de Fleury, 2 volumes, chaque . . . 3 25
Les Affirmations de la Conscience moderne, Seailles. . . 3 25
Les Idées de M. Bourru (éducation), J. Payot . . . 3 25

De chez Charpentier :

Sous la Toque, A. Juhellé. . . 3 25
Au Port d'Armes, Henri Fèvre . . . 3 25
Souvenir d'un Matelot, Georges Hugo . . 3 25
La Mêlée sociale, G. Clemenceau. . . 3 25
Le Grand Pan, G. Clemenceau . . . 3 25
Sous le Sabre, Ajalbert . . . 3 25
La Clairière, Donnay et Descaves. . . 3 25
Les Blasphèmes, J. Richepin . . . 3 25
La Chanson des Gueux, J. Richepin. . . 3 25
Germinal, Zola. . . 3 25
Travail, Zola. . . 3 25
Les Affaires sont les affaires, Mirbeau. 3 25
Les Mauvais Bergers, Mirbeau . . . 3 25
Sébastien Roch, Mirbeau. . . 3 25
Le Fardeau de la Liberté, Tristan Bernard. . . 1 65
La Fille Elisa, Ajalbert . . . 2 25
Ces Messieurs, G. Ancey . . . 3 25

Sur les commandes importantes, nous pouvons faire sur les prix fort marqués sur les volumes, une réduction de 15, 20 et 25 0/0 selon les éditeurs. Frais à la charge de l'acheteur.

De chez Perrin :

Correspondance de Bakounine. . . 3 25
Enquête sur la Question sociale, J. Huret. 3 25
Résurrection, Tolstoï . . . 3 25
Dans la Steppe, Gorki . . . 3 25

De chez Calmann-Lévy :

L'Orme du Mail, A. France. . . 3 25
Le Mannequin d'osier, A. France. . . 3 25
L'Anneau d'améthyste, A. France. . . 3 25

Librairie dramatique :

La Vie publique, pièce, Fabre. . . 3 25

De chez Villerelle :

La Faiseuse de Gloire, P. Brulat. . . 3 25

De chez Ollendorf :

Le Calvaire, Mirbeau. . . 3 25
Les Colonies animales, Perrier . . . 18 »

Cahiers de la Quinzaine :

Prologue d'une Révolution, L. Ménard. . 4 25

Aux Jeunes Gens, par Kropotkine, couverture de Roubille . . . » 15
La Peste Religieuse, par J. Most . . . » 10
L'Education Libertaire, D. Nieuwenhuis, couverture de Hermann-Paul. . . » 15
A Emile Zola, par Ch. Albert. . . » 15
Enseignement bourgeois et Enseignement libertaire, par J. Grave, couverture de Cross » 15
Le Machinisme, par J. Grave, avec couverture de Luce. . . » 15
Les Temps Nouveaux, Kropotkine, avec couverture de C. Pissaro. . . » 30
Pages d'Histoire Socialiste, par W. Tcherkersoff . . . » 30
La Panacée Révolution, par J. Grave, avec couverture de Mabel. . . » 15
L'Ordre par l'Anarchie, par D. Saurin . . . 1 »
L'Art et la Société, par Ch. Albert. . . » 20
A mon frère le paysan, par E. Reclus, couverture de L. Chevalier. . . » 10
La Morale anarchiste, par Kropotkine, couverture de Rysselberghe. . . » 15
Déclarations, d'Etiévant, couvert. de Jéhannet » 15
Rapports au Congrès antiparlementaire, couverture de C. Dissy. . . » 85
La Colonisation, par J. Grave, couverture de Couturier. . . » 15
Entre Paysans, par E. Malesta, couverture de Willaume . . . » 15
Le Militarisme, par D. Nieuwenhuis, couverture de Comin'Ache. . . » 15
Patrie, Guerre et Caserne, par Ch. Albert, couverture d'Agard . . . » 15
L'Organisation de la vindicte appelée justice par Kropotkine, couverture de J. Hénault. . . » 15
L'Anarchie et l'Eglise, par E. Reclus et Guyou, couverture de Daumont . . . » 15
La Grève des Electeurs, par Mirbeau, couverture de Roubille . . . » 15
Organisation, Initiative, Cohésion, J. Grave, couverture de Signac. . . » 15
Le Tréteau Electoral, piécette en vers, par Léonard, couverture de Heidbrinck . . . » 15
L'Election du Maire, piécette en vers, par Léonard, couverture de Valloton . . . » 15
La Mano Negra, couverture de Luce . . . » 15
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau, couverture de Delannoy. . . » 15
Anarchie-Communiste, Kropotkine, couverture de Lochard. . . » 15
Si j'avais a parler aux électeurs, J. Grave, couverture de Heidbrinck . . . » 15
La Mano Negra et l'Opinion française, couverture de Hénault. . . » 10
La Mano Negra, dessins de Hermann-Paul. . » 40
Documents Socialistes, Dal. . . » 40
Au Café, Malatesta . . . » 30
Entretien d'un philosophe avec la Maréchale, par Diderot, couvert. de Grandjouan. » 15
L'Etat, son role historique, par Kropotkine, couverture de Steinlen . . . » 25
Aux Femmes, Gohier, couverture de Agard. . . » 15
La Femme esclave, Chaughi, couverture de Hermann-Paul . . . » 15
Le Prêtre dans l'Histoire, par Roméo Manzoni, franco. . . » 35
Le Patriotisme, par un bourgeois suivi des déclarations d'Emile Henri. . . » 20
La Grève générale, par Briand. . . » 10
L'Antipatriotisme, par Hervé. . . » 15
Le procès des quatre, Almereyda . . . » 20
Le role de la femme, Fischer. . . » 25
Militarisme, Fischer . . . » 25
La Guerre, Mirbeau. . . » 35
L'Evolution de la Morale, Letourneau. . . » 35
Lettre a un Paysan, Loquier. . . » 10
Travail et Surmenage, Pierrot. . . » 20

Nous avons reçu :

Une traduction russe de la *Société future*.

Théâtre (tome II) de Molière, classiques à 0 fr. 95 chez Flammarion.

Les propos d'un Mutualiste, par C. Duël, 1 brochure, 0 fr. 30. Librairie Turenne, 95, rue de Turenne.

Les Coopérations paysannes et socialistes de Marmussan, par Aug. Laribe, « Musée social », 5, rue Las-Cazes.

A voir :

Quelques-uns des dessins et légendes de *La Ballade des Cloches*, de Galanis, « Assiette au beurre », numéro 313.

Petite Correspondance

A. G., Alabama. — Entendu. Nous attendrons.

T., à Rochefort. — « La grande famille » en réimpression. Dans une quinzaine.

Albert V., à New-York. — J'ai envoyé les séries jusqu'à 20.

Art et Science. Causeries des Ve et XIIIe arrt. — Convocations trop tard. Le mardi au plus tard.

X. — Votre dessin sur le Iéna aurait pu aller, mais l'actualité est passée. Nous le gardons pour la prochaine catastrophe.

S. P., à Alais. — Voyez notre avis.

Un Camarade. — Merci pour les adresses.

E. L., à Saint-Quentin. — Je fais envoyer quelques exemplaires de plus.

N., à Sophia. — Reçu vieux timbres. Merci ! Entendu. Nous attendrons.

Un groupe d'électeurs révoltés. — La conduite de vos élus ne sort pas de l'ordinaire. Pour se faire nommer, on fait toutes les promesses nécessaires, une fois élu, on les tient si on peut, si on ne peut pas, on fait autre chose, quitte à renouveler les promesses à l'élection suivante.

C. des J., Lyon. — Les journaux d'idées ayant du mal à vivre, ne peuvent grever leur budget de services gratuits. C'est aux groupes à leur faciliter la vie en s'y abonnant.

J., à Limoges. — La table des matières pour le journal existe pour la 10e et la 11e année. Elle sera faite chaque année, au numéro 52. Le supplément l'année prochaine.

J. D., à Lille. — Votre abonnement se terminera fin juin.

Reçu pour le journal :

G., à Paris, 1 franc. — Jean V., à Lauro, 2 francs. G. B., 5 francs.

Merci à tous.

E. C., à Marseille. — L'*Anarchie* de Kropotkine c'est 1 franc et non 0 fr. 60, mais quelques bbrochures étant épuisées, cela fait le compte.

J. L., à Helemme. — Impossible de me procurer la dite chanson. Je l'ai demandée plusieurs fois inutilement. Que désirez-vous en place ?

G. E., à Nirauban. — Votre lettre ne contenait pas le montant de l'abonnement !

N. L., à Dison. — C., à Charleroi. — S., à Alais. — G., à Paris. — M. P., à Thuir. — D., à Hermes. — M., à Liverpool. — L. W., rue de R. — E. R., à Genainvilliers. — L., à Nantes. — A., à Rivarolo. — J. T., à Ambazac. — B., rue D. — J. M., à Toulouse. A., à Bruxelles. — B., à New-York. — L., à La Salle. — E. J., à Mappleville. — J. B. T., à Mac-Donald. — W., à Le Cateau.

Reçu timbres et mandats.

Le prochain dessin sera signé Grandjouan

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie *La Libératrice* (Assoc. ouv.)
83, rue de la Santé, Paris



LA CATASTROPHE DU " IÉNA "



— Songez donc, mon garçon, la Légion d'honneur !...

12e ANNÉE. — N° 51.

20 AVRIL 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an . . . . 8 fr.
Six mois . . . . 4 »
Trois mois . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE
ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . 10 fr.
Six mois . . . . 5 »
Trois mois 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Grandjouan

SOMMAIRE

L'Envers de la Médaille

I

Que quelques loufoques se déclarent anarchistes et proclament qu'il n'y a que leurs loufoqueries dignes d'être anarchistes, et trouvent encore plus loufoques qu'eux pour les admirer et amplifier sur toute cette loufoquerie, cela n'a rien de particulier aux idées anarchistes.

De tous temps, les désiquilibrés sont allés aux partis extrêmes — sans les consulter — espérant pouvoir y donner un cours plus libre à leurs divagations. Et comme chez les anarchistes, il n'y a ni groupe ni individu pour donner l'exequatur, c'est à celui qui lit, qui voit, qui écoute, de savoir se faire sa propre opinion sur tout ce qui est ou n'est pas anarchiste.

Mais, par exemple, que les idées anarchistes n'aient pas contribué à déranger quelques cervelles, voilà ce que je n'oserais affirmer.

Que ces cervelles n'attendissent que le premier choc venu pour être troublées, cela ne fait aucun doute, mais les idées anarchistes ayant occasionné l'ébranlement, elles en reçoivent le contre-coup.

* * *

Il y a toujours des cerveaux simplistes pour — sous prétexte de logique — dénaturer les idées les plus justes en les poussant à l'absurde.

Ainsi, l'anarchiste réclame la liberté la plus complète pour l'individu, affirme son droit absolu à un développement complet. De suite, il s'est trouvé des « surespnts » pour faire une entité de l'Individu, et proclamer *urbi* et *orbi* le droit pour « l'Individu » de s'affirmer, même au détriment des « individus ». D'aucuns n'osent pas aller jusque-là, mais leur raisonnement l'implique.

Cela, affirment-ils, avait été déjà proclamé par deux écrivains allemands, Nietzsche et Stirner, bien avant l'élaboration du mouvement anarchiste.

J'ai vaguement conscience que ceux qui se réclament de ces auteurs ne les ont pas compris.

Il n'y a pire que les disciples pour dénaturer l'œuvre du « Maitre », mais j'avoue que je n'ai pas eu le courage de rechercher jusqu'à quel point leur enseignement concorde avec les affirmations de ceux qui s'en réclament. L'emphase et la verbosité de Nietzsche, sa nébulosité, et l'inconséquence de Stirner qui, s'étant donné pour mission d'abattre les entités, s'amuse à les reconstituer, une douzaine au moins pour chacune d'abattue, m'ont découragé dès les premières pages.

D'autre part, sous prétexte que les anarchistes ne reconnaissent aucune loi, aucune règle, d'aucuns se croient tenus d'être sans-gêne. Ils ne veulent pas être gênés, tant pis s'ils sont gênants. « Eh bien, quoi, t'es donc pas camarade ? »

* * *

En poussant l'individu à s'instruire, la propagande anarchiste a également contribué à augmenter le noyau de demi-éduqués qui, parce qu'ils ont lu quelques livres de science, retenu quelques douzaines de mots à mille pattes tirés de l'argot scientifique, pensent être des puits de science et se croient capables de discuter tout et de trancher sur tout. Ce qui a valu à certains pseudo-orateurs de se faire rouler dans les grandes largeurs par les contradicteurs auxquels ils s'étaient attaqués, et cela au grand dam des camarades de province qui, sur la foi de leur réclame, les avaient appelés de la « Ville-Lumière ».

Evidemment, l'individu doit s'instruire, élargir le cercle de ses connaissances. Et, surtout pour celui qui qui est forcé de peiner pour gagner le pain de chaque jour, la lecture reste le seul moyen d'acquérir la notion des choses qu'il veut apprendre.

Si cela a parfois l'inconvénient de fabriquer des Bouvard et des Pécuchet, il n'en est pas moins fort bon que chaque individu tienne à acquérir les connaissances qui lui manquent. Et j'ai bien peur que Flaubert, lorsqu'il écrivit son volume, ne fût lui-même le prototype de son roman. Ce qui est ridicule, ce n'est pas de vouloir apprendre, même d'apprendre mal, c'est de s'imaginer que l'instruction n'est due qu'à ceux qui ont les moyens de suivre les cours professoraux ou bien que l'on sait tout, lorsque, tous les jours, on constate que l'on ignore tout.

Lorsqu'on a lu un livre sur la botanique, sur la chimie, la biologie, la physique ou toute autre science, on ne connait pas la botanique, ni la chimie, ni aucune autre science ; même aurait-on lu des douzaines de bouquins sur chaque science. On a acquis tout juste quelques notions de ce que peuvent être ces sciences. En présence des aperçus nouveaux que vous donnent ces nouvelles acquisitions, on apprend à mesurer l'impossibilité qu'il y a pour le cerveau humain, d'emmagasiner l'intégralité de toutes les connaissances, dans chaque branche de son activité.

En ouvrant un livre, si l'on a le cerveau bien équilibré, on doit se dire que la lecture de ce livre va enrichir votre cerveau de quelque notion générale, qui, associée à d'autres notions acquises, vous permettra de raisonner plus justement, en vous découvrant des contingences qui, sans cette notion nouvelle vous auraient échappé, mais qu'il ne vous donnera pas la connaissance exacte et complète d'une science que l'on n'acquierre qu'à la suite de longues années d'études et d'expérimentation.

Travaillons à enrichir notre cerveau. N'acceptons aucune affirmation sans l'avoir contrôlée au moyen des quelques connaissances déjà acquises, mais gardons-nous du pédantisme, ne pensons pas que par là nous ayions acquis la possibilité de trancher de tout, de croire que nous avons acquis une supériorité quelconque. En bien des cas, celui que l'on traite dédaigneusement d'igno-

rant, saura « vous en boucher un coin », comme on dit, car il aura appris, par expérience ce que vous ne savez que par la lecture. Et l'expérience personnelle est la meilleure institutrice pour qui sait déduire les effets des causes.

* * *

D'autre part, combien d'autres divaguent sous prétexte d'idées et de théories, pour décider ce qui est, ou n'est pas anarchiste, et ne font que lâcher la bride à leur imagination pervertie par le milieu actuel, baptisant d'anarchiste ce qu'il leur plaît, à eux, d'accomplir, et de « bourgeoisisme », ce qu'ils veulent critiquer chez les autres, n'oubliant qu'une chose, c'est que, dans l'état social actuel, il n'est permis à personne de vivre en anarchiste, que chacun des membres de la société, s'il ne veut pas périr, doit s'adapter à ce qui existe, et que, tout ce que l'on peut faire, c'est d'essayer de rapprocher, dans la mesure du possible, ses actes de ses théories, en se refusant aux actes qui froissent le plus notre conscience, et que si nous sommes forcés de faire des concessions à l'état social, ces concessions ne doivent pas être une adaptation complète.

Les socialistes parlementaristes, pour justifier leur théorie de la conquête des pouvoirs publics, ont trouvé cette explication que c'est pour mieux démanteler la forteresse bourgeoise qu'ils veulent pénétrer parmi ses défenseurs. Nous y voyons leur besogne.

D'aucuns qui se disent anarchistes, prétendent combattre la société bourgeoise, en lui empruntant les moyens les plus bas et les plus dégradants qu'a engendré sa mauvaise organisation, comme si une société, basée sur la confiance et l'harmonie, pouvait s'édifier sur le dol, la fraude et le mensonge, et que cela puisse changer leur nature, parce qu'on les a qualifiés de moyens de révolte.

Ce n'est pas parce que Gorenflot le baptisait carpe, que le poulet qu'il mangeait avait changé de nature.

(*A suivre.*) J. GRAVE.

Ceux qui s'intéressent au développement du journal sont priés de nous envoyer des adresses de lecteurs probables.

LA CONQUÊTE ET les Libertés politiques (1)

Aux patriotes de toutes les religions.

... Au moyen-âge encore la victoire assurait à l'envahisseur la libre disposition de la vie et des biens du vaincu. Cela n'est plus aujourd'hui. Consultez un *Manuel du Droit des gens en temps de guerre*, vous y trouverez condamnés les attentats à la vie et aux biens des non-combattants, ainsi que le pillage, les confiscations et les lourds tributs. Car la guerre d'aujourd'hui n'est plus celle d'autrefois. La guerre, honteuse d'elle-même, trace maintenant une frontière aux « crimes nécessaires (batailles, fusillades, etc.), et, après avoir déchaîné la plus atroce des boucheries, blâme les emportements accessoires, logique pourtant de son origine barbare... Ce n'est donc rien moins que la régularisation de la barbarie.

Ce n'est plus la sauvagerie primitive, qui s'ignore et qui est à elle-même sa fin et son excuse, mais une sauvagerie consciente, organisée, une sorte de sauvagerie à froid, qui calcule, mesure ses effets, réglemente ses écarts, massacre avec art et se réclame de la civilisation qu'elle dit accroître, déchaîne scientifiquement un carnage toujours plus horrible dans les limites qu'elle s'est fixée et use au-delà d'une courtoisie et d'une mansuétude qui met en relief plus vivement encore sa cynique horreur. La guerre est maintenant une barbarie volontaire qui se perfectionne en se systématisant. Elle n'est pas une « barbarie passagère mise au service de la civilisation », c'est plus que jamais la civilisation mise au service de la barbarie...

Donc, la guerre terminée, les vaincus, dans le pays annexé, deviennent, dans un espace de temps peu considérable, juridiquement, politiquement les égaux des vainqueurs. Economiquement, ils le sont dès le premier jour. Les bourgeois gardent leurs propriétés avec leurs privilèges. Les prolétaires gardent leurs exploiteurs et leur misère. Seule est changée l'étiquette de la nationalité. Entre des pays de civilisation égale (et c'est le cas, en somme, pour toute l'Europe, à part la Russie dont le tsar autocrate sent d'ailleurs résister les rênes entre ses mains débiles), il n'y a guère entre les régimes que des différences de forme...

— Oh! je sais bien que vous criez à la contradiction quand, posant en principe l'équivalence (ou presque) politique de tous les régimes, tels que nous les font les gouvernements, nous établissons une distinction entre l'Italie et la Turquie, par exemple. Comme si la différence que nous faisons entre ces deux peuples correspondait à un simple degré de civilisation et non à un péril autrement considérable : notre vie même menacée. Vous m'avouerez qu'autre chose est se battre pour défendre des institutions politiques et se battre pour sauver sa propre peau...

Le changement de « patrie » se traduit donc tout au plus par la perte ou l'acquisition de quelques libertés politiques. Libertés trop souvent nominales ou sans portée dans la pratique, avec lesquelles on endort le peuple. On lui fait croire qu'il est libre parce que le mot liberté est écrit dans la Constitution. « Libres et égaux en droits » dit la Charte de notre République. Bon peuple de France qu'on pressure et qu'on emprisonne, console-toi. Le capitaliste repu et insolent qui te commande, économiquement, par l'exploitation de ton travail, politiquement, par la voie du gouvernement qui le représente et qu'il domine, le capitaliste est ton égal... en droits! O République, que de grands principes ne te devons-nous pas et que de grandes réformes n'a pas réalisées le bouleversement politique et bourgeois de 1789, que de révolutions n'a-t-il pas accomplies... sur le papier !....

Peuple, les ambitieux de ta classe, peuvent aspirer à toutes les dignités, à toutes les fonctions. A condition, sans doute, que le gouvernement bourgeois qui les détient ne les ait pas au préalable confiées à ses créatures. Mais c'est là détail secondaire. En principe, ils t'appartiennent comme à eux. Tu peux donc aspirer à devenir une des têtes de l'hydre étatiste... Oh! alors, je comprends que tu aimes ta « patrie »!... En principe, « tous les hommes sont égaux. » Lis plutôt la fameuse *Déclaration des Droits*... Mais c'est une affirmation, c'est une revendication, cela! Partout, tu le proclames et le réclames. Quant à la réalité, ma foi, elle est quelque peu différente...

Ouvrier, mon frère, regarde autour de toi dans quel esprit sont faites les lois, les bonnes lois qui te régissent, et comment les appliquent les gouvernements qui t'oppriment. Sont-elles faites contre les possédants ou bien à leur profit, les lois de notre République? Et crois-tu vraiment qu'il puisse en être autrement? Et la justice, de quel côté est tourné le tranchant de son glaive symbolique? Vers les classes bourgeoises dirigeantes ou contre le peuple travailleur?... Et crois-tu que le Code comme la Loi, puisse avoir été conçu autrement que pour servir l'oppresseur?...

Oh! certes, tu as le suffrage universel! Te voilà fort. Tu as la liberté du vote, en attendant, bien entendu, que tu aies la faculté de voter librement. Ce n'est pas encore demain que tu choisiras tes tyrans. Mais çà viendra... D'ici quelques milliers d'années, nous verrons tes députés confectionner au Parlement des « lois socialistes ». Car le parlementarisme t'offre cet avantage de pouvoir, à chaque étape, changer de servitude : après la bourgeoisie le collectivisme!... — D'ici là, le peuple allemand, ton voisin, ton frère, aura sans doute fait mordre la poussière à son Kaiser et édifié, à l'image de la tienne, une République, sociale peut-être...

Peuple de France, qu'est-ce qui te fait préférer ta « patrie » aux autres « patries » européennes?... La possibilité de développer fortement, dans la République tes organisations sociales?... Regarde les syndicats dans les pays de monarchie et la façon dont se dénouent les grèves par delà les frontières. Regarde même les syndiqués allemands, les militaires de la social-démocratie, les fantoches du caporalisme doctrinaire. On les traque, cependant, me diras-tu? Eh bien, on te laisse en paix, toi? Alors, qu'est-ce que Fourmies et Châlons et Limoges et... Car tu n'as pas la naïveté de croire que la liste est finie!

Allons, le fait est avéré : Tu as, en théorie, la jouissance, au même titre que tes exploiteurs, de toutes les libertés politiques : liberté de la presse, liberté de la parole, liberté individuelle, que sais-je encore?... Mais vois un peu ce qu'il te reste de tous cela dans la pratique. Et dis-moi si l'esclavage économique ne détruit pas pour toi toutes les libertés véritables?... Alors, quoi? Peuple de France, que défends-tu donc si âprement? Que t'a donc garanti l'Etat, ta Providence d'ici-bas? L'illusion de la liberté, c'est une étiquette que tu défends?...

La République bourgeoise de France te donne tous les droits. Il ne te manque guère que les moyens de pouvoir en profiter, ce que tes Maîtres n'ont garde de t'abandonner. La monarchie d'Allemagne refuse l'un et l'autre à son peuple. Qu'as-tu donc plus que lui? Un mot avec lequel on t'enchaîne, un mirage dont tu cherches en vain à faire une

(1) Voir les *Temps Nouveaux*, nos 38 et 45.

réalité. Au fond, vous êtes aussi misérables l'un que l'autre, lui avec la certitude qu'on cherche à le maintenir dans la servitude, toi avec l'illusion qu'on t'a mis entre les mains tout ce qu'il faut pour en sortir. Quel est le mieux partagé ? Si je ne craignais d'être taxé de paradoxe (le mot est devenu si courant pour caractériser les vérités gênantes) je dirais que, du point de vue de son émancipation, il est le plus puissant parce qu'il a le plus nettement conscience de la nécessité de la lutte, ayant en face de lui un ennemi qui ne craint pas de s'afficher et qui porte ses véritables titres, tandis que le tien, plus habile, plus politique (au sens étroit du mot) te berce d'optimisme en te reconnaissant l'apparence des « droits » sous les couleurs de la « démocratie ». Et maintenant me diras-tu, peuple bénévole, si la sauvegarde de ce mirage vaut le sacrifice d'une vie ?...

STEPHEN MAC SAY.

Nous avons reçu, trop tard pour ce numéro, une réponse de Lagardelle à l'article de Pierrot. Nous la donnerons la semaine prochaine.

La haine de race aux États-Unis

Dans la grande Amérique, dans le pays le plus chrétien du monde, la haine de race qui se trouve poussée envers les malheureux nègres jusqu'aux excès les plus odieux du cannibalisme primitif (1) semble avoir voulu pendant quelque temps s'étendre à une autre race humaine.

La chair noire ne suffisait plus aux appétits anthropophages de la populace : elle avait faim encore de chair jaune ; il lui fallait, après les nègres, les Japonais.

Les manifestations cannibales de la Californie seraient passées inaperçues comme celles de la Georgie, de la Louisiana, du Missouri, du Mississipi ou de tout autre Etat du sud si des intérêts différents n'étaient venus réfréner la férocité populaire.

Dans notre pays soi-disant civilisé, il s'est formé une ligue anthropophagique connue sous le nom de *Japanese and Korean Exclusion League*. Cette association fut fondée par les trade-unions de San-Francisco, mais bientôt nous voyons parmi elles des personnalités religieuses très influentes, des révérends pères de l'église réformée, ainsi que de bons jésuites et d'innombrables politiciens. Cependant, chose remarquable, l'élément de cette secte de cannibales de race blanche est composée d'Irlandais, de Suédois, d'Allemands, devenus citoyens américains par le parjure et l'intrigue politique et ayant attesté leur vilenie en se mêlant aux infamies du *Labor Party*.

Tous ces ligueurs, au nom du patriotisme américain, demandent l'exclusion des races asiatiques en général et des Japonais en particulier.

Déjà la race jaune était exclue du trade-unionisme américain, mais c'est surtout depuis quelques mois que ces manifestations avaient pris un caractère violent.

Dans un de leurs derniers meetings mensuels, ces sauvages civilisés ne parlaient rien moins que de lyncher les Japonais et d'user envers eux des moyens employés contre les noirs dans les Etats du Sud ; l'on sait que l'un de ces moyens le plus usité consiste à enduire de kérosine le corps des malheureux et à les brûler vivants.

A présent, après ces quelques détails sur cette organisation trade-unioniste, religieuse et politique, il est urgent de rechercher la cause qui fait retomber la haine de toute une populace cosmopolite sur le peuple japonais.

Lorsque le trade-unionisme commença à se développer à San Francisco il y a une dizaine d'années, le *boss* (1) du parti républicain de Californie, Abraham Ruef, juif d'origine alsacienne, avocat connaissant toutes les roublardises de la politique et du droit, comprit vite quelle force pourraient lui donner les trade-unions, conduites par des coquins à sa solde.

Ces organisations ouvrières, après des luttes assez opiniâtres soutenues contre la *Citizen Alliance* — association de bourgeois stupides — ne tardèrent pas à faire comprendre aux grands et aux petits entrepreneurs combien elles pourraient leur être utiles en leur fournissant des ouvriers dociles et soumis à une réglementation abrutissante.

Le trade-unionisme ne tarda pas à acquérir une grande force à San-Francisco et dans toutes les régions industrielles de la Californie.

Abraham Ruef se déclara donc le protecteur du trade-unionisme.

Parmi les unionistes, il distingua bientôt un musicien, médiocre joueur de flûte, nommé Eugène Schmitz et lui dit : « Tu seras maire de San-Francisco. » Il dit à d'autres : « Tu seras adjoint », distribuant ainsi à l'avance toutes les fonctions municipales à des gens dont il achetait ainsi le dévouement. Puis, à force de corruptions et d'intrigues, il fit élire et réélire entièrement la liste du *Labor Party*. Ainsi il eut et il a encore en mains toute l'administration de la ville de la Golden Gate et il ne cesse de prélever des tributs financiers dignes d'un grand prince (1). C'est les tripots les maisons de tolérance, les hôtels de nuit et en général tout le commerce illicite qui lui payent les plus fortes contributions.

Pour pouvoir agir plus librement, le grand *boss* s'efforça de donner au trade-unionisme une nouvelle direction capable d'entraîner l'opinion publique. A cet effet fut créée la fameuse *Japanese and Korean Exclusion League* (Ligue pour l'exclusion des Japonais et des Coréens).

La question sociale, tous les problèmes économiques et politiques devaient se résoudre par l'exclusion des Japonais. Tous les maux et toutes les calamités furent attribuées aux sujets du Mikado ; en un tour de main ceux-ci furent mis au ban de l'espèce humaine et leur destruction devint le but des efforts du trade-unionisme représentant les intérêts de la Californie et des États de la côte du Pacifique.

A la faveur de ce mouvement, Ruef et sa bande purent tripoter plus aisément encore ; ils formèrent une sorte de trust de la prostitution connu sous le nom de « Bordel municipal » où deux cents femmes « travaillent » nuit et jour à la prospérité de la municipalité trade-unioniste.

Le désastre de San-Francisco apporta une abondante moisson de pots-de-vin à Ruef et à ses partisans, depuis, cette prospérité n'a fait que croître et embellir de par l'agitation anti-japonaise.

Durant cette effervescence anthropophagique, les politiciens du *Labor Party* battaient monnaie : les tripots, les lupanars, tout le commerce occulte payaient de forts tributs sans récriminer. Le « bordel municipal » qui avait été détruit par le sinistre d'avril 1906, avait été reconstruit sans tarder, les esclaves blanches redoublaient d'activité et « travaillaient » par équipes : une de jour et une de nuit ; ainsi la noble maison était toujours ouverte. Et la *Japanese and Korean Exclusion League* hurlait plus fort que jamais : Haro sur les Japonais !

Les végétariens eux-mêmes, oubliant leurs principes, manifestaient des appétits carnivores. A la vue d'un Nippon, J. W. Bryan, un grand démocrate, candidat pour la présidence des Etats-Unis, est venu en Californie. Dans un discours aux habitants de San-Francisco, il dit :

« Vous avez des lois et vous avez le droit de traiter les sujets du mikado comme bon vous semble ; le gouvernement des Etats-Unis n'a pas à intervenir dans vos différends avec des étrangers ». Cette déclaration démocratique au peuple San-Francisconien voulait dire dans une expression plus concrète :

---

(1) Vers le mois d'octobre 1906, deux nègres, détenus à Jefferson city (Missouri), sous l'accusation de tentative de viol sur une jeune blanche, furent arrachés de leur prison par une populace composée d'hommes, de femmes et d'enfants.

Les deux noirs, l'un après l'autre, furent pendus, puis brûlés sur la place principale de la ville. Durant toute la nuit les femmes et les enfants entretinrent le bûcher et dansèrent autour en chantant des refrains patriotiques et des cantiques religieux. Au matin, un bout de corde, deux boutons de pantalon provenant des victimes furent mis en vente et adjugés à des prix exorbitants : 500 dollars le bout de corde et 200 dollars chaque bouton.

De l'aveu même de l'avocat général l'un des deux nègres au moins était innocent.

Quant à la jeune fille, elle ne put les reconnaître ni l'un ni l'autre comme étant ses agresseurs. Par la suite on murmura dans le pays qu'il n'y avait pas eu de tentative de viol, mais que la douce « Miss » avait tout simplement fait courir un faux bruit pour attirer sur elle l'attention publique.

(1) En politique on appelle *boss* (patron) celui qui, par l'intrigue et les procédés les plus ignominieux, monopolise entre ses mains toute la force politique d'un parti. Les *bosses* des différents partis quoique semblant se faire une guerre acharnée, savent toujours s'entendre pour faire élire les candidats qui les achètent le plus cher. Leur puissance est telle que nul ne peut être élu sans se livrer à eux pieds et poings liés. En plus des sommes considérables qu'ils exigent des candidats ou des partis il leur faut de l'or à discrétion pendant toute la période électorale d'où le *election barrel*, le tonneau électoral où l'on puise à pleine main l'argent pour ceux qui vendent leur vote où consentent à voter plusieurs fois. On cite des *bosses* qui arrivèrent à corrompre *tous les délégués* des élections à deux degrés et à mettre ainsi dans les urnes, avant l'ouverture du scrutin le nombre de bulletins nécessaires pour assurer le succès de leurs candidats. C'est ce qu'en terme politique l'on désigne sous le *Stuffed Ballot*, ce qui littéralement voudrait dire « farcir les urnes ».

Au dernier moment, s'il le faut, des bandits envahissent les salles électorales et escamotent les suffrages en remplaçant les urnes légales par d'autres qu'on a remplie au préalable de bulletins au nom des candidats protégés.

Comme un tel acte ne peut rester impuni, le *boss* qui l'a commandé est le premier à demander que les coupables soient sévèrement punis. Ces coupables en effet, qui font tous des aveux complets, sont condamnés au bagne : mais les juges qui ont à rendre de telles sentences, appartiennent, eux aussi, au *boss* qui les a fait élire.

Aussi, en condamnant les « coupables » ont-ils le soin de légaliser l'acte commis par eux en reconnaissant comme seuls valables les votes contenus dans les fausses urnes.

Inutile de dire que les condamnés ne restent pas au bagne et que leurs services sont largement rénumérés.

La puissance du *bossisme* est telle, que bien que reconnue comme une organisation de faussaires et de coquins on ne parle rien moins que de lui donner force de loi.

(1) L'influence de ce « boss » sur les Chambres de la Californie est telle qu'il peut faire voter des lois en sa faveur.

« Vous avez le droit de manger du Japonais et nul ne saurait vous en empêcher. »

Il est bon de remarquer ici que M. Bryan est un admirateur des idées de Tolstoï, et qu'il est un militant du végétarisme. Au retour de son fameux voyage autour du monde, il fut acclamé comme étant le plus grand des chrétiens par les révérends pères de la Divine démocratie (1).

Ces manifestations atteignirent leur paroxysme lorsque le parti socialiste de Californie dans son Congrès annuel se déclara mangeur de Japonais en adhérant aux principes de la *Japanese and Korean Exclusion League.*

On a vanté le courage des Livingstone et des Stanley s'aventurant parmi les peuplades cannibales. L'on raconte qu'un explorateur descendant du Nil fut assailli par des sauvages qui hurlaient : Viande fraîche ! Viande fraîche ! et qui, gastronomes en leur genre, savouraient par anticipation les délices d'un excellent repas qu'ils se proposaient de faire avec les chairs du voyageur et de ses compagnons.

Durant ces derniers temps, les Nippons furent exposés, à chaque instant, à des périls que ne le cédaient à aucun de ceux décrits dans les récits de voyage les plus émouvants. Dans la ville de San-Francisco, ces Asiatiques eurent à faire face à des dangers aussi horribles que ceux que les plus intrépides voyageurs rencontrèrent chez les tribus les plus arriérées de l'Afrique centrale ou de la Nouvelle-Guinée.

Les scandales de la municipalité trade-unioniste se manifestaient peu à peu en plein jour. Ruef avait acquis un million de dollars en quelques années. Eugène Schmitz s'était aussi considérablement enrichi dans le négoce de la prostitution, par des pots de vin et des tripotages de toute sorte. La presse de l'opposition parla, les tribunaux rendirent des arrêts d'accusation contre le *boss* du *Labor Party*, le maire de San-Francisco et le chef de la police municipale, enfin toute la municipalité trade-unioniste fut accusée de n'être qu'une association de malfaiteurs publics. Et, ironie suprême, ce fut sur les Japonais que retomba tout le contre-coup de ce mouvement soi-disant antipoliticien. Pour couvrir leurs infamies, les membres du *Labor Party* décidèrent de remplir à la lettre le programme de la *Japanese and Corean Exclusion League.*

Sans nul doute un massacre sanglant était à prévoir, des scènes de sauvagerie peut-être plus horribles encore que les massacres des juifs en Russie devenaient dès lors probables ; la fureur des ligueurs ne pouvait s'apaiser que par l'extermination totale des Japonais résidant en Californie.

Tel était l'état de surexcitation d'une population descendue aux plus bas fonds de la politique et de la protistution, lorsque les capitalistes ordonnèrent par la voix de leur premier serviteur, Théodore Roosevelt, de cesser aussitôt des manifestations pouvant compromettre les intérêts du commerce américain en Extrême-Orient.

De son côté, comme on le sait, le gouvernement Japonais avait exigé le respect de ses nationaux résidant en Amérique et avait donné à comprendre que, s'il était nécessaire, il n'hésiterait pas à faire parler la poudre.

Le maire Schmitz et la Commission de l'Enseignement qui avait exclu des écoles Californiennes tous les petits Japonais, furent appelés à Washington. Des entrevues eurent lieu avec Roosevelt, et il fut décidé que pour l'amour de la Patrie, le peuple de Californie ferait abnégation de sa dignité et que les manifestations antijaponaises cesseraient *illico.*

(1) C'est le nom que donnent à leur parti les tolstoïstes politiciens connus sous le nom de *single-taxers*, ou partisans de l'impôt unique sur la rente du sol. Ils sont les disciples à la fois de Tolstoï et de Henry George.

Le suédois O', A, Tweitmoe, secrétaire du *Building trades Council* (la Fédération du bâtiment), et président de la *Japanese and Korean Exclusion League*, protesta au nom du sentiment américain et déclara qu'une telle décision était une lâche capitulation. Mais néanmoins il fallut se soumettre à la volonté du capitalisme omnipotent dont le trade-unionisme américain est fier de se dire l'auxiliaire le plus dévoué, et ainsi se termina sans effusion de sang l'atroce campagne du *Labor Party.*

(A suivre). LAURENT CASAS.

Mouvement social

LES GRÈVES

A Lille. — C'est avec un superbe ensemble, qu'à la suite de la décision prise au Congrès régional des charpentiers, la grève générale de cette corporation a éclaté. Tous les entrepreneurs menuisiers charpentiers ont vu leurs chantiers désertés.

Déjà les terrassiers, les couvreurs, les tailleurs de pierre sont en grève.

Les ouvriers charpentiers réclament o fr. 60 l'heure et la journée de dix heures ; la réglementation du travail des ouvriers étrangers et différentes modifications aux tarifs spéciaux.

L'agitation s'étend à toutes les localités du Nord et du Pas-de-Calais, et l'exécution de la décision du Congrès va certainement engager le mouvement parmi tous les ouvriers de ces départements, ce qui monterait le nombre des grévistes à 10.000. Rien qu'à Lille, les grévistes sont au nombre de 2.000. Il n'y a jusqu'à présent aucun incident à signaler.

La grève des chauffeurs mécaniciens de la Compagnie des Tramways électriques de *Roubaix* à *Tourcoing* continue.

A Paris. — Le 11, au matin, a éclaté la grève des ouvriers boulangers.

La Fédération de l'Alimentation aurait désiré donner à ce mouvement la soudaineté qui avait signalé la grève des électriciens et lui avait si heureusement réussi ; mais des indiscrétions, faciles à prévoir quand un nombre trop grand d'individus doivent être mis au courant, se sont produites.

Les pouvoirs ont donc pu prendre ce qu'ils appellent des mesures d'ordre, et, qui, en réalité, sont des dispositions destinées à affaiblir la force ouvrière et augmenter la capacité de résistance des patrons.

Depuis vendredi, les rues de la bonne ville de Paris, qui n'appartiennent plus au roi, mais à Clemenceau et à son collègue Lépine, sont sillonnées par des patrouilles de cavaleries, dirigées par un policier à bicyclette. Dans la répression des grèves, la belle armée est la subordonnée de la police.

Il serait inexact d'affirmer que tous les ouvriers boulangers ont abandonné le travail, mais en dépit de toutes les informations intéressées des journaux inspirées de la Préfecture de police, le mouvement est sérieux ; beaucoup plus qu'en 1903, et loin de s'atténuer avec la durée, chaque jour voit de nouveaux contingents de grévistes s'ajouter à ceux qui se sont dressés dès la première heure.

Il faut abandonner, il est vrai, l'espoir de voir s'adjoindre aux boulangers les autres corporations de l'alimentation.

Avant d'entreprendre des mouvements de masses, ces corporations ont encore besoin de beaucoup de propagande et beaucoup d'organisation.

La corporation des boulangers, plus industrialisée et travaillée depuis quelques années par une intense propagande, est mieux préparée, et si ce n'était les difficultés que rencontre le syndicat, dans son action directe sur les patrons, en raison du maintien dans cette industrie du petit patronat, obligeant à disséminer les efforts, les ouvriers boulangers auraient depuis longtemps obtenu satisfaction.

Dans le Midi. — Avant même que le mouvement soit engagé à Paris, les boulangers de Marseille se sont mis en grève.

La municipalité a immédiatement requisitionné la troupe, mais au lieu de fournir des soldats ouvriers aux patrons, c'est la Manutention qui alimente la population.

La grève s'est immédiatement communiquée aux autres villes du littoral méditerranéen : à Toulon, Hyères, Brignoles, la grève a éclaté, et la troupe ne peut suffire. Cette généralisation du mouvement assure aux ouvriers boulangers de ces villes de grandes chances de succès.

A Paris. — La grève des ouvriers raffineurs de la maison Say, terminée à la suite d'engagements formels pris par la direction, vient à nouveau d'éclater ; la direction prétendant mépriser ses promesses.

C'est un appoint de 2.000 grévistes venant s'ajouter à la grève de l'alimentation.

CH. DESPLANQUES.

BREST

Justice militaire. — Un conseil de justice, présidé présidé par le capitaine Worazzani s'est réuni le 12 avril à bord du vaisseau-amiral pour « juger » le matelot Lacroix, inculpé d'outrages par paroles, gestes et menaces envers son quartier-maître (caporal).

Le 25 mars dernier, le quartier-maître Bouchard ayant fait à Lacroix, qui n'avançait pas assez vite à l'ordre une observation, Lacroix lui répondit : « Foutez-moi sur le cahier, si vous voulez ! » Et il aurait ajouté, avec un *geste* à l'appui : « Pour un peu, je vous rentrerais dedans ! »

Pour ces paroles et pour ce geste, et aussi pour ses *punitions antérieures*, Lacroix a été condamné à *six ans* de travaux publics.

Personne, dans la presse et dans le public, ne protestera, hormis nous. Le dreyfusisme est bien mort.

J. L. G.

LANDES

Mouvement ouvrier. — Les grèves des résiniers continuent un peu plus calmes à Lit-et-Mixe, Gastes, Ste-Eulalie, Mimizan.

— A Beylongue et à Lesperron, la grève est terminée à l'avantage des grévistes, cependant qu'une nouvelle grève s'est déclarée à Vieille-St-Girons.

— A Solférino également, une partie des ouvrières de la fabrique de paillons s'est mise en grève, réclamant une augmentation de salaire. Cette industrie, qui est très répandue dans la région, occupe et exploite les enfants. Prochainement, nous donnerons quelques renseignements à ce sujet, et il serait à souhaiter que ces pauvres exploitées suivissent l'exemple des résiniers et des métayers.

— Les résiniers de Laluque s'agitent et parlent de faire grève.

— Les scieurs sont toujours prêts à déclarer la grève, si la réponse des patrons ne leur est pas favorable.

— Le président du Syndicat de Lit-et-Mixe, qui est incarcéré depuis quelques jours, ne passera en correctionnelle que vers le 15 mai : il aura fait deux mois de prévention !!!

G. G.

NANTES

La Grève des dockers. — Arrestation d'Yvetot. — Comme l'a dit le camarade Desplanques, dans le dernier numéro, les entrepreneurs de déchargement ont fait une proposition aux dockers en grève : un certain nombre, 150 d'abord, seraient embauchés et payés 120 francs par mois ; en temps de presse, d'autres dockers seraient embauchés. Inutile de dire que ce nouveau mode d'arrangement est tout à fait désavantageux : d'abord, parce qu'un grand nombre de dockers se trouveraient sans travail (700 à 800 peut-être), et que les autres seraient complètement à la merci des entrepreneurs qui les feraient travailler autant d'heures qu'ils voudraient. C'est ce qu'on compris les dockers qui ont voté la continuation de la grève.

Malheureusement, un certain nombre, manquant d'énergie, ont accepté ces conditions et ont repris le

NUMÉRO 51. 20 AVRIL 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

SOMMAIRE

La Justice en Automobile

A la neuvième chambre, l'autre jour, une fille a dit un beau mot.

Elle comparaissait devant la justice de son pays, de notre belle et chère France, sous l'inculpation d'outrage aux agents. Quel outrage ? Etait-ce celui de Crainquebille ? La délinquante avait-elle oublié le respect dû à ces mess... jusqu'à les saluer du cri national : *Mort aux vaches ?* La chronique judiciaire ne le dit pas. Admettons que cette créature avait manqué d'urbanité envers des subordonnés de M. Lépine. Il est d'ailleurs vraisemblable que ceux-ci, de leur côté, avaient eu à son égard des façons moins exquises que celle de feu M. de Coislin.

Les agents déposèrent. Ils contèrent ce qu'ils voulurent. Quand ils eurent terminé leur petite histoire, la prévenue ouvrit la bouche pour se défendre, donner des explications, contester peut-être l'exactitude des dépositions policières. Le président ne le lui permit pas. Il lui imposa silence. « La cause est entendue », dit-il. Et, après avoir consulté pour la forme ses deux acolytes, il octroya à la malheureuse trois mois de prison.

C'est peut-être un peu cher pour une parole malsonnante. Mais quand les juges vous administrent de la prison, ils vous en administrent trois mois aussi aisément que huit jours. Ils n'y regardent pas, ils vous font bonne mesure. Sans doute, cette femme avait une tête qui ne revenait pas au président. « Et allez donc ! c'est pas ma sœur », se sera-t-il dit. Ci : trois mois.

La condamnée ne traduisit pas son mécontentement, comme on pourrait le supposer, par quelque injurieux vocable. En quoi elle eut raison. Etant données les bonnes dispositions de ses juges, ils se seraient certainement empressés de lui offrir un supplément.

Et s'en allant, elle dit simplement ceci :

— Attraper trois mois de prison sans avoir pu placer un mot ! C'est la justice en automobile !

— A un autre ! dit le Président.

***

La justice en automobile : l'expression est heureuse. Elle est bien moderne, bien d'actualité ; et elle exprime avec exactitude la méthode des juges correctionnels.

On se plaint souvent des lenteurs de la justice. Le fait est qu'en matière civile, elle manque de rapidité. Quiconque entame un procès sait à quelle date il commence mais ne saurait prévoir à quelle date il finira. Au criminel également, il y a des instructions interminables. Pendant qu'elles se déroulent, l'accusé moisit dans sa cellule. S'il est reconnu coupable, il est vrai, le temps lui sera compté et viendra en déduction de la peine. Mais s'il prouve son innocence, qui lui rendra les heures écoulées en captivité ? Ce n'est au pouvoir de personne.

En correctionnelle, les choses marchent différemment. Ailleurs, les juges vont comme des tortues. Ici, ils vont comme des chauffeurs qui font de la vitesse. De même que certains chauffeurs couvrent 120 kilomètres à l'heure, certains juges abattent à l'heure leurs 120 condamnations, deux par minute. Devant leur tribunal, c'est un défilé fantasmagorique, un cinématographe vertigineux. On ne fait qu'entrer et sortir. Mais, si brève que soit la comparution, il en résulte un changement immédiat, pour celui ou celle qui en est le lamentable objet. Vous entrez prévenus, et tout de suite vous ressortez avec votre condamnation. Chacun la sienne. N'essayez pas de parler : on vous fera taire. A quoi bon écouter des doléances inutiles ? C'est une perte de temps. Nous ne sommes pas ici pour nous amuser, mais pour appliquer la loi. « Quel délit ? — Tel. — Je...

dit le prévenu. — Silence! Trois mois de prison! A qui le tour? » Quelquefois, pour un misérable, de la prison, c'est un désastre. C'est le gagne-pain perdu, l'impossibilité, désormais, de se tirer d'affaire, de se nourrir, nourrir les siens. N'importe. Nous ne pouvons pas entrer dans ces considérations-là. Nous sommes pressés.

Remarquez qu'en droit, au point de vue de la Justice réelle, de la véritable Equité, condamner quelqu'un sans l'entendre, sur la simple affirmation d'un agent qui, parfois, appartient à la catégorie policière la plus vile et la plus suspecte, est tout bonnement monstrueux. Le principe même de la Justice est par là violé. Et qui le viole, de la sorte, tous les jours, à jet continu? Des magistrats, les hommes mêmes à qui la garde de la Justice est confiée.

* * *

Parfois il se rencontre un juge qui n'a pas comme ses collègues, à l'endroit du cœur, un calus professionnel. Il se sent troublé au spectacle de toutes les infortunes et de toutes les déchéances qui se succèdent devant lui. Des scrupules le prennent. Il se demande si, parmi tous ces délinquants, la plupart ne sont pas malheureux plutôt que coupables; s'ils sont bien responsables de ce qu'ils font, s'ils ne pourraient pas invoquer pour leur justification la fatalité des circonstances ou d'impérieuses nécessités.

Quand ces questions se sont posées dans sa conscience, il estime que l'on va trop vite en besogne, qu'un juge ne doit statuer qu'en toute connaissance de cause et que c'est mal rendre la justice que de chercher simplement à battre le record des condamnations. Dès lors, il permet aux prévenus de se défendre. Il fait mieux que de le leur permettre : il les y invite. Il les interroge et il les écoute. Il examine, il pèse, il compare ce qui les excuse à ce qui les accuse, et c'est seulement quand il se trouve suffisamment éclairé, qu'il prononce son jugement. Est-il besoin d'ajouter qu'il juge le plus souvent dans le sens de l'indulgence; et que, quand un prévenu a montré que, s'il a failli, tout autre à sa place aurait commis la même faute, il le renvoie indemne?

Tel fut naguère M. Séré de Rivière, à qui de nombreux jugements, empreints de sagesse et de pitié, avaient valu le surnom de bon juge. Mois on l'a enlevé du tribunal où il siégait, on l'a fait passer dans une chambre où il ne peut plus donner le dangereux exemple d'une justice miséricordieuse. A présent, aux portes de la correctionnelle, les prévenus peuvent *lasciare ogni speranza*.

* * *

Aucune justice n'est aussi expéditive que celle-là, si bien qualifiée par une de ses victimes de justice en automobile.

Vous avez ouï parler du moulin à prières? C'est un ustensile religieux, imaginé par les lamas. Il est usité au Thibet, en Perse et dans l'Assyrie. C'est un cylindre en métal, creux, et qui tourne autour d'un axe.

A l'intérieur de ce cylindre, des prières sont renfermées, écrites sur des bandes de papier ou d'étoffe.

Chaque fois qu'on a fait tourner le moulin, on acquiert les mêmes mérites que si l'on avait lu toutes les prières qu'il contient. On trouve de ces cylindres le long des avenues et des cloîtres; les moines et les pèlerins les mettent en branle d'un coup de main, en passant. Souvent même on utilise pour les mouvoir, la force du vent ou les ruisseaux et les cascades, ce qui épargne toute peine aux dévôts. On prie ainsi sans même s'en apercevoir.

Jamais je n'ai assisté à une séance de la police correctionnelle sans me rappeler cette ingénieuse invention des prêtres du Tibet. Le cylindre lamaïque moud des prières; le tribunal correctionnel moud des condamnations.

Je me demande même s'il est bien utile de déranger et de rétribuer des magistrats pour se livrer à cet exercice. Il me semble qu'on pourrait leur donner campos et les remplacer par un distributeur automatique, devant lequel défileraient les prévenus accompagnés par des gendarmes. Chaque prévenu aurait été préalablement muni d'un jeton. Il le déposerait dans la fente de l'appareil, et il en sortirait un bulletin portant une condamnation. Il y aurait des condamnations légères, il y en aurait de plus graves, avec sursis ou sans sursis. Il pourrait même y avoir des bulletins blancs, et celui qui en tirerait un serait acquitté.

Ce système, renouvelé de celui du juge Bridoye, lequel, comme vous savez, sententiait les procès au sort des dés, est simple et commode et facile à mettre en pratique. Il irait encore plus vite que le système actuel et permettrait de réaliser de sérieuses économies sur le budget de la justice. Enfin vous verriez que, du jour où il fonctionnerait, on ne s'apercevrait pas qu'il y eût quelque chose de changé à ce qui se passe présentement.

Peut-être me direz-vous que c'est précisément ce qu'il aurait de regrettable. A cela je vous répondrai que vous sortez de la question. Il ne s'agit pas, en matière de justice, de modifier, d'adoucir ou de supprimer nos lois pénales, mais de les appliquer à tort et à travers le plus rapidement possible.

LOUIS DE GRAMONT.

(*L'Eclair*, 1er septembre 1904.)

Lois et Religions

Avec le secours de la religion et sous l'autorité des lois, l'homme vit d'une façon moins conforme à sa nature que ne font ces insectes. Ces lois, dont le but est de l'affermir dans la pratique de la justice, sont souvent pour lui des sujets de révolte ; et cette religion, qui tend à le sanctifier, le rend quelquefois la plus barbare des créatures.

On propose des questions, on se chicane sur des mots, on forme des distinctions, on passe aux dénominations odieuses, on proscrit de pures opinions sous des peines sévères : de là naissent les antipathies, les haines et les séditions. On en vient aux mains, et l'on voit à la fin la moitié de l'espèce se baigner dans le sang de l'autre moitié.

J'oserais assurer qu'il est presque impossible de trouver sur la terre une société d'hommes qui se gouvernent par des principes humains. Est-il surprenant, après cela, qu'on ait peine à trouver dans ces sociétés un homme qui soit vraiment homme, et qui vive conformément à sa nature ?

SHAFTESBURY.

Essai sur le Mérite et la Vertu, livre II, partie 1, section III.

Inefficacité de l'Autorité

N'opposez jamais Revenants à Revenants.

Lorsque Mlle Marguerite vint déjeuner chez Mme Lebrun ce jeudi-là, elle sentit une gêne dans la famille. M. Lebrun paraissait irrité et Mme Lebrun était chagrine.

— Croiriez-vous, dit avec emportement M. Lebrun, que notre fillette boude depuis ce matin, et qu'elle s'est renfermée dans un mutisme obstiné, et qu'elle refuse de descendre dans sa chambre !

Mlle Marguerite se mit à rire de le voir si en colère.

— Quel mauvais éducateur vous faites ! dit-elle. Vous vous êtes mis en colère contre elle, j'en suis sûre ; vous l'avez bousculée, grondée, n'est-ce pas ? Et Mme Lebrun a pris la chose au tragique...

— Il y a de quoi, dirent-ils tous deux, car cette enfant devient insupportable.

Comme M. Scias entrait, on le mit au courant.

— Voilà qui est grave ! dit-il. Toutes les autorités constituées tenues en arrêt par cet enfant ! Il n'y a pas de gouvernement possible !... Et il prit un air si consterné, que tous se mirent à rire.

— Lui avez-vous dépêché en ambassade, Mlle Marguerite ?

— Non.

— Allez donc, mademoiselle, dit-il, essayer de maîtriser la révolte et de ramener cette dangereuse anarchiste !

Mlle Marguerite revint presque aussitôt. On avait refusé de se laisser embrasser...

— Vous auriez dû la giffler, dit M. Lebrun, exaspéré...

— Mauvaise pédagogie, dit M. Scias. On ne prend pas les mouches avec du vinaigre...

D'ailleurs, le cas est difficile, et il faut réfléchir...

— Vous êtes un homme admirable et calmant, dit M. Lebrun, vous savez vous imposer de réfléchir avant d'agir. Moi, dès que je me suis trouvé en présence de ma petite fille, muette, obstinée, j'ai été exaspéré...

— Et quels effets avez-vous obtenu de votre exaspération ?

— Des effets multiples, dit en riant Mme Lebrun. L'enfant a beaucoup pleuré, sans d'ailleurs cesser de bouder, bien au contraire... M. Lebrun a été très en colère : tellement en colère, qu'il est descendu me faire une scène, comme si j'étais responsable de cette bouderie. Moi-même, blessée par l'attitude de mon enfant et par la colère de mon mari, j'ai pleuré... Voilà, dit-elle, en souriant, à travers quelques larmes qu'elle ne put retenir, le bilan de la matinée pour l'incorruptible comptable.

M. Scias hocha silencieusement la tête, réfléchissant.

— Qu'eussiez-vous fait à ma place ? demanda impétueusement M. Lebrun.

— Pas ce que vous avez fait, dit M. Scias. D'abord, vous avez complètement échoué. Votre autorité est en débandade. Du moment que vous faissez appel à la force, à la violence, vous deviez a tout prix triompher ; parce que, si la force échoue, de laide qu'elle était, elle devient en outre ridicule. Et c'est parce que vous le sentez que vous êtes en colère !

— J'avoue, j'avoue ! dit M. Lebrun. Mais qu'entendez-vous, par aller jusqu'au bout ?

— J'entends, dit avec un grand calme, M. Scias, que vous devriez battre votre enfant, jusqu'à ce qu'elle cédât ou que mort s'en suivit.

— Quelle horreur ! s'écrièrent Mme Lebrun et Mlle Marguerite...

— Bien, dit M. Scias, vous reconnaissez donc que la violence doit-être modérée. Or, une violence modérée n'a aucune prise sur une âme fière : elle la révolte, et voilà tout. La violence modérée n'a jamais converti que les lâches, et j'estime davantage votre fillette depuis qu'elle a résisté à votre colère ; et si vous m'y autorisez, je le lui dirai...

— C'est cela, dit M. Lebrun, faites-en définitivement une révoltée.

Parfaitement, répondit M. Scias, j'aime les révoltés. Qu'est-ce, en effet, qu'un révolté — j'entends un révolté qui mérite notre intérêt ? C'est une personne humaine qui veut être traitée comme une personne, et qui refuse d'admettre une autorité qui ne respecte pas ses droits et ses légitimes délicatesses. Le bon révolté admet l'autorité, mais non l'autoritarisme, le caporalisme.

Or, quand nous sommes en colère, il n'y a plus d'autorité : les instincts de violence, de brutalité, hérités de nos grossiers ancêtres, nous agitent, nous

aveuglent. Vous avez vu, au théâtre, ces métamorphoses, qui transforment subitement un bouquet de fleurs en un grouillement de vipères : la colère opère ainsi. A un homme du XXe siècle, poli, calme, bon, elle substitue brusquement un ancêtre de l'époque des cavernes, méchant et hideux...

J'approuve donc votre fillette, qui se sait un être raisonnable, infiniment supérieur à un sauvage sans culture, de ne pas vouloir abaisser sa volonté et son intelligence devant un revenant de l'âge de pierre...

— Vous êtes gentil, vous, dit M. Lebrun. Non, vrai, vous êtes charmant ; charmant ! Vous m'arrangez d'une façon...

— Pardon, dit M. Scias, ce n'est pas vous que j'arrange si bien. Je distingue seulement en vous, comme en nous tous, cet héritage bien désagréable que nous avons reçu de nos ancêtres et contre lequel nous devons tous lutter péniblement. Quand nous capitulons devant cette sauvagerie ressuscitante, nous ne sommes plus nous, nous laissons la place aux ancêtres. Être en colère, ce n'est pas être soi-même, c'est mettre la clé sous la porte et laisser la valetaille faire les quatre cents coups dans la maison.

— Ça, c'est joli, dit Mlle Marguerite. Alors, se mettre en colère, c'est s'absenter de chez soi et laisser aux revenants de l'âge de la pierre, la place libre, pour leur infernal sabbat ?

— Vous y êtes, mademoiselle. Et comme chez votre petite boudeuse la raison est allée se promener dehors, laissant la place libre aux revenants, il se trouve que, dans le conflit de tout à l'heure, M. Lebrun et Mlle Lebrun étant absents, les revenants de M. Lebrun et de Mlle Lebrun se sont trouvés en conflit, et comme ils ne cherchent que plaies et bosses...

Tout le monde se mit à rire.

— Rire, n'est pas répondre, dit Mlle Marguerite, que fallait-il faire ?

— Il fallait faire deux choses, dit M. Scias. D'abord, M. Lebrun ayant constaté que la raison de sa fille « était sortie », et qu'il n'y avait à sa place que ces revenants, avec lesquels toute discussion est impossible, vu que ce sont de vilaines bêtes ; il devait attendre que la reine du logis fut revenue de faire ses courses. Alors, il aurait trouvé à qui parler et aurait pu causer et s'entendre ; car, entre gens raisonnables, on s'entend toujours.

— Mais, pendant de longues heures, l'autorité du père pourrait être tenue en échec ?

— Pas celle du père, dit M. Scias, mais celle des revenants... Car le père sait bien que le dernier mot sera pour lui, parce qu'il est la raison... Et puis, parlez-en de votre autorité, elle est jolie, pour l'instant !...

Mme Lebrun se mit à rire...

— Et quelle est la seconde, qu'il fallait faire ? demanda Mlle Marguerite.

— Ensuite, dit M. Scias, il fallait réfléchir. Quand la raison va se promener et laisse place aux revenants, la raison est trop raisonnable pour s'en aller sans raisons. Il faut donc chercher la cause du départ. Votre gentille fillette, depuis quelques temps, est devenue irritable ; depuis quelques jours, elle boude... Les « revenants » prennent de l'audace et chassent la raison... C'est qu'ils profitent de quelque trouble profond de la santé ou de quelque transformation imminente... Donc, redoublez de douceur, de bonté, et n'opposez pas revenants à revenants, car ils ne cherchent que chicanes, altercations et querelles...

Un long silence suivit ces paroles...

— Et à l'école, dit Marguerite ?

— A l'école de même, répondit M. Scias, n'opposez jamais revenants à revenants. Considérez la colère d'un enfant, ses bouderies, comme des cas où la raison et la volonté de l'enfant sont vaincues. Amenez votre classe à adopter ce point de vue, et vous verrez...

A ce moment, la petite boudeuse entrait dans la salle à manger. Elle avait les yeux rouges d'avoir pleuré. Comme un silence glacial l'accueillait, tout à coup, elle courut se cacher la tête sur les genoux de Mlle Marguerite, où elle sanglota éperdûment.

Son père, remué par les réflexions de M. Scias, la prit comme un bébé, dans ses bras, et promena sa petite malade autour de la table, en la berçant pour la calmer, et en lui chantant la chanson avec laquelle Mme Lebrun endormait son enfant autrefois.

J. Payot.

(Les Idées de M. Bourru, p. 85 à 90.)

La Morale devient humaine

Une triste preuve de la faiblesse humaine est donnée journellement par certaines formes de l'éthique moderne qui se consument entièrement en propos de salons, en déclamations dans la presse, ou en conférences et discours publics. Ce genre de morale s'accorde admirablement avec le plus pur égoïsme. Sans travail social, il n'est pas de vraie morale, que ce travail soit public ou modestement caché.

Le combat pour l'existence fut autrefois livré par l'homme contre la nature, contre les animaux féroces, et surtout contre les autres hommes. La nature et les animaux (sauf les forces cosmiques et les microbes) sont aujourd'hui vaincus par le cerveau humain, et les guerres ne se produisent presque plus entre grands empires, ce qui les conduira inévitablement tôt ou tard à l'absurde. Pour cette simple raison, la morale du Dieu des armées et du chauvinisme patriotique a fait son temps et perd de plus en plus toute raison d'être. L'éthique moderne est déjà devenue une éthique humaine sociale et internationale, et elle devra le devenir de plus en plus.

Auguste Forel.

La Question sexuelle exposée aux adultes cultivés, pages 507-508, — Paris, G. Steinheil, éditeur.

LA GUERRE

« Rien de plus passionnant, dit un des bourgeois de *Faust*, qu'une causerie de guerre et de bruits de guerre, quand, là-bas, en Orient,

les peuples s'assomment entre eux... » Nous ressemblons toujours à ces citadins d'autrefois. Depuis quelques jours on entend, de la meilleure foi du monde, d'étranges conversations sur les événements qu'aura précipités l'impatience belliqueuse du Japon. Des gens qui n'ont pas des données géographiques très précises sur le théâtre de la lutte n'en font pas moins, complaisamment, leurs plans de campagne, prévoient les diverses phases du duel qui va s'engager, marquent d'avance les points des deux adversaires et leur donneraient, s'ils le pouvaient, des conseils. Ils calculent la marche des armées en présence, ils précisent l'endroit fatal des rencontres, ils en spécifient même les résultats. Leur seule imagination leur a d'ailleurs fourni les renseignements qu'ils communiquent si volontiers.

C'est le petit travers coutumier. Il y a déjà dans La Bruyère une spirituelle satire des nouvellistes qui ne savent rien et qui se donnent une importance en raison directe de leur ignorance.

Mais, ce qui est un fait moral significatif à noter, cette fois, c'est l'émotion profonde que cause cette rupture de la Russie et du Japon ; c'est la très grande déception éprouvée par tous de voir la brutalité des choses l'emporter sur la raison ; c'est la tristesse de l'anéantissement des beaux rêves d'arbitrage et de paix ; c'est l'horreur de la guerre qui n'est plus envisagée que par ses côtés tragiques.

C'est un brusque et douloureux réveil : on se berçait de l'espoir qu'elle était finie la période des grandes tueries, on osait croire que les hommes ne seraient plus assez fous pour se ruer en de sanglantes mêlées, qu'ils voudraient recourir maintenant à d'autres moyens de régler leurs différends... Et quel brusque démenti à tout ce dont on se flattait témérairement... quelle lamentable réalité ! Des milliers d'êtres vont donc être sacrifiés, qui sont en ce moment pleins de force et de vie ? Peut-on penser sans frémir à ces holocaustes imminents, à ces charniers sur lesquels vont voler les sombres oiseaux de proie, à ces monstrueux massacres ? Tant de catastrophes fondent sur l'humanité, dont elle souffre sans cesse, et il faut encore qu'elle en provoque d'autres, hélas ! volontairement !

Jamais la conscience publique ne s'était à ce point révoltée ; jamais la réprobation ne s'était aussi nettement élevée contre la nation qui semble délibérément déchaîner le fléau de la guerre, et jamais l'épouvante de la guerre elle-même n'était aussi clairement apparue...

Et ne doit-on pas relever, comme des symptômes nouveaux, cette indignation, cette amertume, cette sorte de colère sainte de l'opinion ? Un tribunal moral s'est spontanément formé, et l'acte du pays qui accepte la responsabilité de l'ouverture des hostilités apparaît comme un crime.

On constate, philosophiquement, le progrès immense des idées. Ces visions d'un avenir de paix et de travail qui, il y a quelques années encore, semblaient des songes de poète, elles avaient donc grandi, elles avaient donc pénétré dans la pensée universelle, elles avaient donc été tout près de prendre corps, puisqu'on ressent un tel déchirement à les voir dissipées ?

Est-il permis, cependant, de se décourager et ces rêves magnifiques, de ne plus les traiter que comme des choses vaines ? Non ! Il faut croire, en dépit des grandes convulsions déconcertantes, à l'évolution certaine du monde, à la victoire définitive de la raison contre la violence. Le seul fait qu'on proteste, aujourd'hui, contre ces grandes boucheries qui vont s'accomplir prouve que la lumière commence à se faire dans les esprits.

Peut-être cette suprême leçon d'une rude guerre était-elle nécessaire comme une dernière et sinistre démonstration. Gardons cette foi invincible que le bien peut sortir du mal, et, malgré le présent douloureux, pensons que d'un sol imprégné de sang, plein d'ossements d'où s'exhalent des souffles fétides, sortent cependant de radieuses moissons !

PAUL GINISTY.

(*Le Petit Marseillais*, 11 février 1904.)

PROPOS D'UN PARISIEN

Causerie avec un Français qui a la chance d'habiter Djibouti.

Djibouti est la base de notre pénétration dans les Etats du bon roi Menelik, lion de la tribu de Judas, descendant de Salomon par les femmes.

Je demande des renseignements :

— Les Français sont nombreux là-bas ?

— Nous sommes une centaine.

— Et, sur ces cent Français, combien de fonctionnaires ?

— Pas beaucoup : seulement quarante-quatre.

— Quarante-quatre pour cent. En effet, ce n'est pas trop. Les cinquante-six Français restant, que font-ils ?

— Deux sont négociants, deux entrepreneurs ; les cinquante-deux autres sont les employés du chemin de fer.

— Au fait, je n'y pensais pas. Nous avons construit là-bas un chemin de fer allant vers le Harrar et jouissant même d'une subvention annuelle de 500,000 francs. Il va bien, le chemin de fer ?

— Pas mal, merci. Toutefois, il souffre un peu de la concurrence. Le prix du transport d'une tonne de marchandise entre Djibouti et Diré-Daouah, le terminus, variant entre 30 et 50 francs, suivant la nature de la marchandise, on préfère généralement se servir des chameliers. La même tonne de marchandise expédiée par chameau ne coûte, en effet, que 10 fr. 70. Alors, vous comprenez, comme dans ces pays le temps n'est pas de l'argent...

— Oui, je comprends. Du moins, il y a des voyageurs ?

— Quelques indigènes qui profitent d'un tarif réduit. Les blancs payent 87 francs pour une distance de 300 kilomètres.

— Et ces voyageurs blancs sont nombreux ?

— Un, en moyenne, par semaine, payant sa place. Mais on en compte d'autres : des fonctionnaires, des employés de la compagnie qui, eux, ne paient rien. Aussi s'offrent-ils assez volontiers le luxe de voyager en trains spéciaux.

— La compagnie doit faire de bonnes affaires. Dites-moi, les Anglais, non loin de Djibouti, occupent Zeilah.

— En effet, Zeilah est à 52 kilomètres.

— Les Anglais ont beaucoup de fonctionnaires à Zeilah !

— Ils en ont un, le gouverneur.

— Comment ! un seul fonctionnaire ?

— Oui, un seul fontionnaire européen, qui fait tout. Il est lieutenant de police, préposé à la douane, à la poste, agent des bateaux.

— Et ça marche à Zeïlah ?

— Aussi bien qu'à Djibouti.

Ici la conversation prend fin. Je la trouve instructive.

H. HARDUIN.

(*Le Matin*, 19 mars.)

LE COIN DES ENFANTS

Vassilissa-la-Belle.

Dans un royaume vivait un marchand. Il fut marié douze ans et n'eut qu'une fille, Vassilissa-la-Belle. Quand la mère mourut la petite fille avait huit ans. En mourant la femme fit venir sa fille près d'elle, sortit de dessous sa couverture une poupée, la lui donna et dit :

— Ecoute-moi bien, ma petite Vassilissa ! souviens-toi et surtout obéis à mes dernières paroles. Je vais mourir et, avec ma bénédiction, je te laisse cette poupée, garde-la toujours près de toi et ne la montre à personne ; et quand un malheur te menacera donne-lui à manger et demande lui conseil. Elle mangera puis te dira comment éviter le malheur. Après quoi la mère embrassa sa fille et mourut.

Après la mort de la femme le marchand la regretta, comme il convient, puis pensa à se remarier. Il était un brave homme, donc les fiancées ne lui manquaient point ; mais, plus qu'une autre lui plaisait une petite veuve. Elle avait déjà de l'âge, avait deux filles, presque de l'âge de Vassilissa, — par cela devait donc être une bonne ménagère et une mère expérimentée.

Le marchand épousa la veuve, mais vit son erreur, car il ne trouva pas en elle une bonne mère pour Vassilissa.

Vassilissa était la plus grande beauté de la contrée ; la belle-mère et les sœurs enviaient sa beauté, la torturaient par toutes sortes de travaux, pour que la fatigue la fasse maigrir, et qu'elle noircisse au vent et au soleil, la vie ne lui était pas tenable.

Vassilissa supportait tout sans murmurer et embellissait et engraissait de jour en jour, quant à la mère avec ses filles, de rage, elles maigrissaient et enlaidissaient toujours, quoiqu'elles restassent tout le temps les bras croisés comme des dames. Mais comment cela se faisait-il ?

La poupée venait en aide à Vassilissa, sans quoi jamais la petite n'aurait pu venir à bout de tout le travail ! Aussi Vassilissa préférait ne pas manger et donner le meilleur morceau à la poupée ; le soir, quand tout le monde dormait, elle se cachait dans le cellier, où on la faisait coucher, lui offrait en disant :

— Prends, poupée, mange ; écoute mon malheur ! je suis chez mon père, et n'y trouve aucune joie : ma méchante belle-mère me pourchasse. Dis-moi comment faire ?

La poupée mangeait, puis lui donnait des conseils et la consolait, et pour le matin achevait tout le travail de Vassilissa, laquelle se promenait seulement au jardin et cueillait des fleurs, car la terre était déjà raclée, les choux arrosés, l'eau apportée et le feu allumé. La poupée même lui montrait l'herbe contre la haie. Il faisait bon vivre avec cette poupée.

Passèrent quelques années. Vassilissa grandit et devint bonne à marier. Tous les hommes à marier de la ville demandèrent Vassilissa, mais personne ne regardait les filles de sa belle-mère.

La belle-mère rageait plus qu'avant et répondait à tous les prétendants :

— Je ne marierai pas la plus jeune avant les aînées ! et eux partis se vengeait en battant Vassilissa.

Un jour le marchand dut partir de chez lui pour longtemps, pour cause d'affaires. La belle-mère alla vivre dans une autre maison ; près de cette maison était une grande forêt, dans la forêt était une maisonnette, dans la maisonnette vivait une sorcière ; elle ne laissait approcher personne et mangeait les gens comme de petits poulets. Installée dans cette maison, la marchande envoyait à tout propos dans cette forêt Vassilissa qu'elle détestait tant ; mais cette dernière revenait toujours sauve ; la poupée lui montrait le chemin et ne la laissait pas approcher de la maison de la sorcière.

Vint l'automne. La belle-mère distribua de l'ouvrage aux trois filles pour les longues soirées ; l'une devait faire de la dentelle, l'autre tricoter des bas et Vassilissa tisser ; toutes avaient une tâche. Elle souffla la lumière partout, ne laissa qu'une bougie allumée où travaillaient ses demoiselles et alla se coucher.

Les demoiselles travaillaient. Mais la bougie vint à charbonner ; l'une des filles prit les pincettes, pour moucher la mèche, mais d'après l'ordre de sa mère, elle éteignit la bougie.

— Qu'allons-nous faire maintenant, dirent les sœurs ? plus de lumière dans la maison et notre tâche n'est pas achevée. Il faut aller chercher de la lumière chez la sorcière !

— Moi je vois assez clair par mes épingles, dit celle qui faisait de la dentelle, je n'irai pas.

— Moi non plus, dit celle qui tricotait, car je vois assez grâce à mes aiguilles.

— C'est à toi d'y aller, s'écrièrent les deux ; vas chez la sorcière ! et elles chassèrent Vassilissa de la maison.

Vassilissa alla dans son cellier, mit devant la poupée son souper préparé :

— Eh bien, poupée, mange et écoute mon chagrin ; on m'envoie chercher du feu chez la sorcière, elle me mangera !

La poupée rassasiée lui dit, et ses yeux brillaient comme deux bougies :

— N'aies pas peur, Vassilissa ma petite ! vas où l'on t'envoie ; mais surtout prends-moi avec toi. Avec moi rien ne t'arrivera chez la sorcière.

Vassilissa mit la poupée dans sa poche, fit le signe de la croix et alla dans la forêt. Elle marchait en tremblant, quand soudain passa près d'elle un cavalier ; il était tout blanc, habillé de blanc, son cheval était blanc ainsi que tout son harnachement ; il commençait à faire jour.

Elle poursuivait son chemin, quand passa un autre cavalier ; il était rouge, son habit tout rouge et sur un cheval rouge, le soleil montait.

Vassilissa avait marché toute la nuit et tout le jour, rien que vers le soir elle arriva à une clairière où se trouvait la maisonnette de la sorcière : la palissade autour était en os humains, avec des crânes humains dessus ; au lieu de gonds à la porte des pieds ; au lieu de serrure des mains, au lieu de loquet une mâchoire avec des dents.

Vassilissa était pétrifiée de peur et resta sans mouvements, quand vint à passer encore un cavalier ; il était tout noir, habillé de noir et sur un cheval noir ; il arriva jusqu'à la porte de la sorcière et disparut, comme rentré sous terre, et la nuit vint. Mais l'obscurité dura peu ; car les yeux de tous les crânes sur la palissade brillèrent ; et toute la clairière se fit lumineuse comme en plein jour. Vassilissa tremblait de peur, mais ne sachant où aller restait sur place.

Bientôt résonna dans la forêt un grand bruit ; les arbres craquaient, les feuilles sèches bruissaient, apparut de la forêt la sorcière, elle était dans un mortier qu'elle fouettait avec le pilon, et effaçait sa trace avec son balai. Elle s'arrêta à la barrière et reniflant autour d'elle, elle s'écria :

— Phou, phou, ça sent le russe ! Qui est là ?

Vassilissa s'approcha de la vieille avec terreur, la salua bien bas et dit :

— C'est moi grand'mère ! Les filles de ma belle-mère m'envoient chez toi pour chercher du feu.

— C'est bon, dit la sorcière, je les connais bien, tu vas rester chez moi et travailler, alors seulement je te donnerai du feu ; sinon, je te mangerai !

Puis elle se tourna vers la porte et cria : « Eh, mes serrures solides, ouvrez-vous ; mes portes larges, écartez-vous ! » Les portes s'ouvrirent, et la sorcière entra en sifflant ; derrière elle, Vassilissa, puis tout se referma.

En rentrant, la sorcière se coucha, et dit à Vassilissa : « Apporte-moi ce qu'il y a au four, j'ai faim. » Vassilissa alluma une mèche, après un des crânes de la haie, puis commença à servir à la sorcière tous les plats qui étaient au four. Il y avait au moins pour dix personnes ; de la cave, elle monta du kvass (cidre), de l'hydromel, de la bière et du vin. La vieille mangea et but de tout ; elle laissa à Vassilissa, rien qu'un peu de tchi (choux rouge), une croûte de pain et un peu de petit cochon.

La sorcière se coucha, en disant : « Quand, demain, je partirai, tu nettoieras la cour et la maison ; tu prépareras le dîner, laveras le linge, puis tu iras au coffre à blé, tu prendras un quart de froment et tu l'écosseras. Et surtout que tout soit fait, sans quoi je te mangerai ! »

Après toutes ces recommandations, la sorcière se mit à ronfler, et Vassilissa mit les restes de la vieille devant sa poupée et, en pleurant, dit : « Voilà ! mange poupée, et écoute ma peine ! La sorcière m'a donné un travail bien dur, et menace de me dévorer, si tout n'est pas fait : Viens à mon secours ! »

La poupée répondit : « Ne crains rien, Vassilissa-a-Belle ! mange, fais ta prière et couche-toi ; le matin est plus malin que le soir ! »

A l'aube, se réveilla Vassilissa ; mais la sorcière était déjà debout, elle regarda à la fenêtre ; les yeux des crânes s'éteignaient ; le cavalier blanc passa, et il fit clair. La sorcière sortit dans la cour, siffla — apparut le mortier avec le pilon et le balai. Passa le cavalier rouge — le soleil vint.

La sorcière se mit dans le mortier, partit en fouettant avec le pilon et balayant sa trace avec le balai. Vassilissa resta seule, visita la maison de la sorcière, admira l'abondance de tout, et s'arrêta, songeant par quoi commencer ?

Mais soudain, tout l'ouvrage était déjà fait ; la poupée finissait à écosser les dernières graines de froment. « Oh, ma libératrice, dit Vassilissa, à la poupée, tu m'as sauvée du malheur ! » — « Tu n'as plus que le dîner à faire, répondit la poupée, en rentrant dans la poche de Vassilissa, fais-le avec l'aide de Dieu, repose-toi, à ta santé ! »

(A suivre.)

La Confession du Sergent

(Juin 1848)

II

PAUL MARIANNE

(Suite et fin) (1)

— Sergent Zimmer, dit-il, ses yeux dans les miens, d'une voix basse, entrecoupée, le doigt tendu vers Paul, quatre hommes et quatre balles, à ce brigand, contre ce mur-là, tout de suite. Allez ! J'avais entendu, j'avais compris. Mais je cherchai en vain à me porter en avant, je me sentais cloué au sol. Puis, j'étais devenu idiot, sans doute, car je me mis à rire aux éclats.

Quatre chasseurs entraînaient Paul.

— Mais qu'attendez-vous donc, sergent ? dit le capitaine Raulon, se dressant devant moi de toute sa hauteur et me dévorant des yeux.

— Rien, mon capitaine, rien, et partant du pied droit, comme un automate, je rejoignis le groupe arrêté devant le mur.

Paul me regardait venir.

— Zimmer, dit-il d'une voix douce, je comprends tout et je te pardonne ; tu consoleras la

(1) Voir les numéros 47, 48 et 49.

pauvre vieille et tu diras à Legall et à Gautrot que je suis mort en homme.

— Mais qu'attendez-vous donc, sergent? cria de nouveau le capitaine.

Les quatre chiens craquèrent, les quatre canons s'abattirent.

— Feu! commanda Paul. Vive la...

Ça ne fit qu'un coup. Mon pauvre ami tomba sur le sol, les quatre balles avaient traversé la poitrine...

III

L'EXPIATION

Fritz Zimmer laissa, pour la seconde fois, tomber sa tête dans ses mains et se tut.

Au bout de quelques minutes, il la releva:

— Vous me demanderiez des détails sur ce qui se passa ensuite que je serais fort embarrassé de vous en donner, continua-t-il : il paraît que je n'épargnai pas ma peau et que je fus un héros, sans m'en douter, ce jour-là.

Quand je repris connaissance, sur le lit d'hôpital où me clouaient cinq blessures, on m'apprit que j'étais là depuis quelques jours; que le ministre de la guerre m'avait envoyé la croix et qu'on avait tout espoir de me sauver.

Une heure après, j'avais arraché mes appareils. On s'en aperçut malheureusement. On me surveilla, et à la deuxième tentative, on me mit la camisole de force; un gardien ne me quitta plus, on attribuait cela au délire.

Je sortis de l'hôpital, au bout de deux mois, parfaitement guéri. Ma première course fut pour le faubourg Saint-Antoine, pour la rue de la Roquette.

Je me disais que la mère Marianne devait ignorer les détails de la mort de son fils. Je la consolerais, ma vie désormais n'aurait qu'un but, me vouer corps et âme à la pauvre mère, et remplacer, autant que faire se pourrait, Paul auprès d'elle. Je voyais là la réparation, la réhabilitation. Car j'éprouvais le besoin de réparer, le besoin de me réhabiliter. En vain entassais-je raisonnements sur raisonnements, pour me prouver que tout le monde à ma place eût agi comme moi, que ma perte n'eût pas sauvé Paul, qu'instrument passif, je n'étais pas responsable.

Fadaises et lâchetés! Il était mort, lui, le jeune homme, pour sa foi, pour le droit, pour la justice, et moi, misérable, j'avais aidé à le tuer, au lieu de mourir avec lui.

Je marchais la tête basse, absorbé dans ces réflexions, lorsque je levai les yeux: j'étais devant la maisonnette de la mère Marianne. La porte et les volets étaient hermétiquement fermés.

Une femme était sur le seuil voisin.

— Est-ce que vous demandez la mère Marianne, monsieur le sergent? demanda-t-elle d'une voix traînante.

— Oui, madame.

— Ah! pauvre femme, je vous ai vu chez elle autrefois; vous ne savez pas le malheur?

— Non, dis-je en pâlissant.

— C'est les affaires, vous savez? Les amis de son homme, M. Legall, le père Gautrot, vous les connaissez?

— Oui.

M. Legall a eu plus de chance que son ami Gautrot, il a été tué raide sur la barricade. Pauvre père Gautrot; il était blessé, lui; les soldats l'ont arraché de la maison de la mère Marianne, où il s'était traîné. Ils l'ont fusillé, là où vous êtes, devant la porte. Oh! pardon, monsieur le sergent. La mère Marianne s'était évanouie; lorsqu'elle est revenue à elle, on apportait le corps de son fils, troué de quatre balles. La pauvre femme est morte dans la nuit. Oh! c'était du brave monde!

Un sanglot me serra la gorge.

— Merci, dis-je en m'éloignant, et lui faisant un geste d'adieu.

C'est de ce jour-là seulement que je me suis mis à boire. Je croyais tuer le souvenir et c'est le souvenir qui me tue. Il y met trop de temps.

Adieu, les enfants, je vais dormir. Laissez-moi vous dire une dernière parole.

Pour vous, pour tous, j'ai fait mon devoir, rien que mon devoir de soldat. J'ai pour moi l'opinion, le monde, le gouvernement, tout le tremblement!

J'ai été félicité, cité, décoré, le diable et son train... Eh bien! je vous le dis, c'est un vilain métier que le nôtre, et Fritz Zimmer, sergent modèle, Fritz Zimmer, le troupier d'attaque, votre vieux camarade Fritz, enfin, n'est qu'un lâche et un propre à rien...

Il ouvrit la porte et la referma violemment, nous laissant stupéfiés et muets autour de la table

Sa chambre était située au-dessus de nous. Nous l'entendions marcher d'un pas rapide, inégal.

— Cet animal de Fritz est fou, je crois, dit le vieux Rigaud. Décidément l'absinthe lui a tapé sur la boule. Il va dormir là-dessus et ne se rappellera rien demain matin.

Zimmer ne marchait plus.

— Il ronfle déjà, fit Rigaud.

Un coup de feu et la chute d'un corps lourd sur le plancher vint nous faire bondir sur nos bancs.

Nous nous précipitâmes en désordre vers la chambre de Zimmer. Le verrou était tiré. Un coup de pied jeta la porte en dedans.

Un bout de chandelle à la mèche longue et fumeuse jetait une lueur rouge dans la chambre.

Le sergent était étendu sur le plancher, le crâne fracassé; à côté de lui son fusil déchargé fumait encore.

Ainsi mourut le sergent Fritz Zimmer.

RAZOUA.

Les grands jours de la République, pages 275-293.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE *La Libératrice* (Assoc. ouvr.), 83, rue de la Santé, Paris



travail, sous la protection de nombreuses troupes et d'argousins ; plusieurs bateaux déchargent. L'énergie des grévistes n'est pas entamée. Un soir, à Chantenay, des dockers ont été surpris dépavant une rue pour empêcher les charettes de déchargement de passer. Naturellement, les condamnations continuent à pleuvoir : le docker, Le Rohellec, condamné à six mois de prison, cinq ans d'interdiction de séjour ; un autre, à deux mois de prison, pour coups à des jaunes ; le docker Olivaud, un mois de prison, pour entraves à la liberté du travail, etc., etc. — Et cela n'a pas paru suffisant à la vindicte bourgeoise, dimanche, à 4 heures du matin, le camarade Yvetot était réveillé par la police et conduit à la prison, où il a été écroué. Il est accusé d'excitation à la violence, et d'autres arrestations sont imminentes, paraît-il.

Les journaux locaux républicains et même *socialistes*, peuvent se vanter d'être pour beaucoup dans ces arrestations et condamnations féroces, car ils ont dénoncé continuellement aux autorités ceux qui déjouent leurs basses manœuvres électorales. — Mais la grève n'est pas finie.

Les ouvrières de la Manufacture de tabac, ayant obtenu complète satisfaction, ont repris le travail samedi.

A Saint-Nazaire, même situation. Dans les Chantiers, environ 680 grévistes, et sur les quais, 120 dockers en grève.

FÉLIXIO

ROUEN

Le Mouvement gréviste. — La grève du tissage Buttler est complètement terminée. Après quelques jours de lutte, les grévistes ont obtenu satisfaction, sur presque toutes les revendications formulées.

La demande de renvoi de deux contremaîtres, que j'avais oublié de mentionner, n'a pas été maintenue, ceux-ci ayant reconnu que leur condition de salariés les rapprochait plus des prolos que de l'exploiteur Buttler.

Convaincus enfin de la nécessité du Syndicat, une centaine de parias du textile se sont groupés. Ce court conflit aura eu l'avantage de donner un renouveau de force et d'énergie au groupement syndical.

Chez les Débardeurs. — Le conflit des ouvriers occupés au déchargement des chalands et péniches est également terminé. Les grévistes ont repris le travail sans obtenir aucune amélioration, cet échec est dû au manque d'éducation syndicale. La propagande faite par quelques militants énergiques permet d'augurer de meilleurs résultats pour un prochain mouvement.

Chez les Maçons-plâtriers. — Les maçons-plâtriers de Rouen paraissent vouloir se remuer sérieusement. Des revendications, principalement le relèvement des salaires, ayant été soumis au syndicat patronal, celui-ci les a repoussées. Le Syndicat ouvrier et quelques militants de l'Union des syndicats mènent une active propagande. Une grève est à prévoir.

A propos de Biribi. — Une tournée théâtrale devait donner à Rouen, au Théâtre-des-Arts, plusieurs représentations de *Biribi*. Sa Majesté Auguste Leblond, maire de Rouen, en parfait et fougueux nationaliste, crut devoir prendre un arrêté interdisant les représentations de *Biribi* qui, en effet, n'eurent pas lieu.

C'est pour conserver l'estime du général de Torcy que, dit-on, mössieu Leblond prit cette mesure.

Pauvre imbécile, qui se figure que son arrêté arbitraire et idiot nous empêchera de clamer notre haine de l'armée, et de cracher notre mépris à la face des tortionnaires militaires, y compris la brute galonnée de Torcy.

Les Unifiés vont... semer ? — On annonce l'apparition, pour le mois prochain, d'un organe socialiste unifié qui s'appellera : *Le Semeur*. C'est la troisième tentative de ce genre que font ici les accrobates du socialisme. Le Syndicat des ouvriers du Port, qui compte plus de 1.000 adhérents, s'est engagé à prendre un numéro par syndiqué. La voilà bien la neutralité syndicale ! Après avoir travaillé à faire des ouvriers du Port de simples machines à cotiser, les socialistes vont en faire maintenant des machines à voter..., pour les candidats du P. S. U.

Au risque d'encourir, une fois de plus, la fureur des dieux socialistes, j'engage de mon côté, les camarades révolutionnaires à faire une active propagande en faveur des *Temps Nouveaux*, de la *Guerre Sociale* et du *Libertaire*.

LÉON TORTON.

SAINT-ÉTIENNE

Les ouvriers camionneurs-messageristes s'étaient mis en grève. Ils réclamaient : 1° un salaire minimum de 150 francs par mois, au lieu de 110 et 120 qu'ils ont actuellement ; 2° la journée de 10 heures, au lieu de 15 et 16, et même quelquefois 18 ; 3° enfin, d'être assurés contre les accidents, même en dehors de leur travail de roulage.

C'étaient, en somme, des revendications peu exigeantes ; cependant, les patrons camionneurs ont répondu par un refus, sauf en ce qui concerne la troisième. Comme tous leurs confrères patrons, ils se sont répandus en récriminations sur la dureté des temps. « Les affaires ne vont pas, disaient-ils ; il nous est impossible d'augmenter nos ouvriers, sans augmenter aussi nos tarifs. Et puis, nous ne pouvons pas admettre un salaire uniforme pour tous les ouvriers ; il y en a de plus vaillants, de plus zélés, etc... »

Ils surent si bien dire et se plaindre, les pôvres, qu'apitoyés, les camionneurs ont repris le travail, aprè deux jours de grève seulement.

Qu'ont-ils obtenu ? Rien ! Rien, car pour moi, je compte comme nulle la promesse qu'ils seraient augmentés plus tard.

Plus tard, nous savons, nous, ce que cela veut dire. Si les camionneurs ne le savent pas encore, ils vont l'apprendre à leurs dépens. Il est vrai qu'ils ont eu aussi la promesse qu'il n'y aurait pas de renvois du fait de la grève et que les deux journées manquées leur seraient payées.

Notons que les négociations ont été conduites par M. Plantevin, maire de Saint-Etienne. Sont-ce les grévistes qui ont demandé son concours ; ou bien s'est-il spontanément offert à eux ? Je ne sais ; mais je constate que ce concours n'a pas été un gage de succès. Au contraire. Qu'auraient-ils obtenu, par eux-mêmes ? A coup sûr autant, sinon plus, qu'avec leur édile socialiste. Qu'ils comptent moins sur les autres, et d'avantage sur eux-mêmes, s'ils veulent réussir.

GALHAUBAN.

Vive Ménilmontant! — Dans les papiers saisis chez l'ancien représentant du Pape, Montagnini, et que les journaux ont publiés, on lit :

« L'aristocratie et la bourgeoisie constituent la majeure partie des pratiquants ; mais en ce moment, la bourgeoisie semble emportée par le souffle de la libre pensée.

« Le peuple, dans les campagnes, est généralement pratiquant ; on l'est moins dans les villes et encore moins dans les centres ouvriers.

« A Paris, dans le quartier de Ménilmontant, 60 o/o des enfants ne sont pas baptisés. »

Vive Ménilmontant ! R. C.

Mouvement international

BELGIQUE

Le mouvement syndicaliste. — La crise que traverse en ce moment le syndicalisme belge est intéressante à noter pour les lecteurs des *Temps Nouveaux*.

Ils savent qu'en Belgique le plus grand nombre des syndicats relèvent du parti socialiste. En chiffres ronds, sur 150.000 syndiqués que compte la population ouvrière, environ 95.000 sont membres d'organisations professionnelles dépendant du Parti ouvrier. Quant aux autres, quelque 20.000 font partie de syndicats chrétiens domestiqués, et 35.000 environ sont affiliés aux divers syndicats qui se proclament indépendants de tous les partis politiques.

Nos lecteurs connaissent aussi la petite *Confédération du Travail* qui depuis deux ans se dépense beaucoup à propager « l'action directe » et dont l'organe, qui a pour titre cette formule même, est l'objet d'incessantes poursuites judiciaires.

Malheureusement, son excessive faiblesse numérique — elle compte à peine 2.000 membres localisés autour de Charleroi et de Liège — ne lui permet pas d'influer sur la marche générale du mouvement syndical.

C'est au sujet de celle-ci que je vais écrire les quelques notes qui suivront, pensant que beaucoup de nos lecteurs en sont peu renseignés.

Les syndicats indépendants le sont non seulement des partis politiques, mais encore l'un par rapport à l'autre ; les principaux d'entre eux qui sont les diamantaires d'Anvers, l'Union verrière de Lodelinsart, près Charleroi, les syndicats du textile de Verviers, la Fédération typographique ont agi jusqu'ici chacun dans son domaine corporatif, sans liens qui les unissent l'un à l'autre ; ils ne forment pas un mouvement d'ensemble. La « Commission syndicale » fondée et dominée par le Parti ouvrier socialiste est la seule organisation où, jusqu'à présent, sont venus se coordonner les efforts syndicaux de travailleurs de toutes les parties du pays et de tous les métiers.

Dans le but de s'incorporer les syndicats indépendants, le Parti ouvrier les invita à s'affilier à cette Commission syndicale dont il faisait une sorte d'antichambre par laquelle il espérait les faire entrer au sein du parti même.

Plusieurs acceptèrent l'invitation, les typographes bruxellois et les diamantaires notamment, pour ne pas rester à l'écart du mouvement général. Mais ainsi, ces indépendants se placèrent en réalité à la remorque du Parti ouvrier. Les diamantaires reconnurent bientôt les inconvénients que présentait cette situation pour le libre développement de l'action syndicale et ils proposèrent de rendre la Commission complètement indépendante du parti politique.

La majorité des syndicats y adhérant refusèrent ; la Commission syndicale resta une organisation du Parti ouvrier et les diamantaires s'en retirèrent. Ils veulent à présent créer une nouvelle Commission syndicale en dehors du Parti. A Anvers où se localise l'industrie du diamant, il existe déja une fédération syndicale indépendante ; une trentaine d'organisations appartenant aux différents corps de métiers sont venues se grouper autour des diamantaires et cette fédération a pris l'initiative d'inviter à une réunion qui se tiendra à Bruxelles le 28 avril, tous les syndicats indépendants de la Belgique : la Fédération typographique, l'Union verrière, les syndicats de Verviers, la Confédération syndicale ouvrière du Tournaisis, etc., etc., sans oublier les organisations révolutionnaires de la C. G. T. belge, la Fédération du Travail de Liège et les Fédérations syndicalistes des mineurs et des mouleurs du bassin de Charleroi.

Il faut espérer que, de cette réunion, les organisations représentées sortiront d'accord pour constituer un vaste mouvement syndical indépendant coordonné et que, de la sorte, une notable partie du prolétariat conscient se soustraira à l'influence des politiciens.

Quelle attitude auront à l'égard de ce mouvement les révolutionnaires de la C. G. T. ? Rien jusqu'ici n'a été décidé. Mais de deux choses l'une, il faudra choisir : dissoudre la C. G. T. dont les éléments constitutifs adhéreraient alors au nouveau mouvement ou rester à l'écart de celui-ci et maintenir dans un farouche isolement la petite organisation révolutionnaire.

Quant à moi, je considérerais cet isolement comme très fâcheux au point de vue de la propagande de nos idées et je souhaite vivement l'adhésion au mouvement d'ensemble. Que celui-ci soit purement réformiste, c'est indubitable et que cela fasse hésiter beaucoup de camarades, c'est compréhensible ; mais je pense qu'à réfléchir ils en viendront à mon avis. Avec ses faibles effectifs, très localisés et ne comportant qu'un très petit nombre de métiers différents, la C. G. T. est incapable de pouvoir entreprendre aucun mouvement général ; son champ d'action est trop restreint ; presque tous les syndicats qui la

constituent ont bien, chacun dans sa sphère, grâce à l'énergie de leurs membres une influence réelle; mais de mouvement confédéral, il n'y en a pas en vérité. La dissolution n'amènerait donc aucun changement à la situation réelle.

Au contraire, l'adhésion au mouvement d'ensemble que vont tenter les indépendants réformistes, offrirait aux révolutionnaires un vaste terrain pour la diffusion de nos principes d'action. Tout le monde connait l'influence que peut avoir, dans un mouvement quelconque, une petite minorité si elle est intelligente, active et énergique.

Le syndicalisme indépendant sera réformiste à ses débuts; peut-être plus vite qu'on ne pense deviendra-t-il révolutionnaire. Ses prémices sont bonnes puisque dès à présent ses initiateurs affirment poursuivre, par la lutte de classe, l'abolition du salariat.

Le prolétariat belge va donc, sur le terrain syndical et de la lutte de classe, se trouver divisé en deux organisations distinctes qui, c'est à prévoir, se gêneront souvent l'une l'autre, se combattront parfois. M. Camille Huysmans, secrétaire du bureau socialiste international, porte-parole autorisé des syndiqués du Parti ouvrier a parlé dans le *Peuple* de « guerre au couteau ». A Anvers, la lutte est, en effet, engagée entre syndicalistes affiliés et indépendants; les premiers ont créé de nouveaux syndicats pour faire pièce à la fédération des seconds; en riposte, les diamantaires, généralement très généreux, ont refusé de soutenir une grève entreprise par les cigariers affiliés au Parti.

Ce sont les effets lamentables de l'intrusion de la politique d'opinion dans un milieu où l'accord des intérêts devrait provoquer une unité d'action parfaite. Mais au fond, cette crise sera vraisemblablement salutaire.

L'unification de l'organisation syndicale apparaitra vite comme absolument nécessaire, et nous pouvons être confiants quant au sens où elle se fera.

« Les idées marchent, comme dit le poète, sans qu'on les voie, mais évidentes, écrivait Dunois, la semaine passée; elles montent, comme la sève dans les arbres, et pendant longtemps nul ne s'en doute. Mais il arrive un jour où les actes qu'elles déterminent, attestent clairement leur présence ignorée... »

En Belgique, faute d'hommes pour la faire, la propagande anarchiste est presque nulle. Et néanmoins les idées marchent. Et cela s'explique, car pour qui réfléchit un peu, les faits, tous les incidents de la vie ne sont-ils pas les plus puissants facteurs de l'idée anarchiste; partout ils la font pénétrer. Je lisais, ces jours derniers, le *Réveil des Métallurgistes*, organe que vient de lancer la Fédération provinciale liégeoise de cette corporation, Fédération affiliée au Parti ouvrier; — et je voudrais à l'appui de mon dire, pouvoir citer maints extraits, de ce journal — il est tout imprégné de l'idée libertaire. Et c'est un organe du parti socialiste, d'un groupement ouvrier d'une grande importance — son premier numéro eut un tirage de 26.000 exemplaires. — Ah oui! les idées marchent et pénètrent irrésistiblement les masses ouvrières.

A Tournai, la Confédération syndicale « neutre », qui comprend des chrétiens, des libéraux, des socialistes et quelques anarchistes, publie un petit journal bi-mensuel, *l'Aurore*; dans un des derniers numéros se lisait comme article de fond, un extrait de Jean Grave. De tels petits faits sont caractéristiques des tendances nouvelles, et je les cite comme tels.

Qu'un important mouvement syndicaliste révolutionnaire se développe en Belgique, dans moins longtemps qu'on ne pense généralement, ce n'est guère douteux, pour qui suit d'un peu près le mouvement actuel.

Tout réformistes qu'en soient maintenant les éléments prépondérants, il n'y en a pas moins un progrès déjà, en ce sens qu'ils se soustraient aux influences politiciennes.

L'expérience millerandiste, l'avènement au pouvoir de la démocratie radicale socialiste fut, en France, l'origine du développement formidable de l'action syndicaliste révolutionnaire, que depuis toujours les anarchistes préconisaient, mais, jusqu'alors, sans grands succès.

En sera-t-il de même en Belgique? C'est probable assurément. Or, tout, dans la situation politique du pays, permet de croire à la fin prochaine des gouvernements cléricaux et réactionnaires. Avant quelques années d'ici — deux ou trois ans peut-être — la démocratie libérale occupera le pouvoir, soutenue par les socialistes parlementaires qui, sans doute aussi, ne tarderont guère à partager ce pouvoir avec elle. Et nous aurons ici, réalisée, l'une des conditions principales qui permit au mouvement français son développement actuel, la démocratie impuissante à tenir les promesses faites aux travailleurs.

Le mouvement ouvrier belge semble s'orienter dans une bonne direction. Il veut se dégager de toute ingérence étrangère; il prend conscience de n'avoir à compter que sur ses forces propres. L'expérience faite du parlementarisme démocratique le conduira tout droit à l'action directe, au syndicalisme révolutionnaire dont l'anarchisme est le logique aboutissant.

L'avenir nous paraît favorable. Espérons donc, et agissons. HENRI FUSS-AMORÉ.

P.-S. — Tous les syndicats révolutionnaires ont décidé de se faire représenter à la réunion du 28 et d'adhérer au mouvement syndicaliste indépendant.

SUISSE

Lendemains de grève. — Voici les nouvelles qui nous parviennent de Suisse romande :

La bourgeoisie, de connivence avec sa vieille complice, l'autorité, s'efforce d'étouffer le mouvement ouvrier. Un vent de vengeance et de réaction souffle sur Lausanne, Vevey et Montreux.

A Lausanne, on expulse sans trêve. Deux camarades georgiens arrêtés le jour de la grève, ont été conduits à la frontière bavaroise et *livrés aux gendarmes allemands*. Les « ours de Berne » ont fait des petits à Lausanne. Un ouvrier anarchiste, dont le seul crime était d'être Italien, a été également expulsé. Quant aux arrêtés que le ciel, en naissant, sacra citoyens suisses, il y a pour eux des juges à Lausanne, des juges aux dents longues et au ventre affamé.

Puis les autorités socialistes emboîtent le pas aux autorités administratives et judiciaires. Bertoni devait donner à la Maison du Peuple, sous les auspices de l'Union ouvrière, cinq conférences sur *Les classes ouvrières avant 1789*. Qu'a fait la Maison du Peuple?

Croyant fermer la bouche à l'anarchiste, elle a interdit les conférences. Il faut reconnaitre aussi que Bertoni n'est pas un homme à fréquenter... Outre qu'il a fait de la prison pour ses idées, ce qui n'est pas admissible de nos jours, il a présentement à ses chausses tous les *toutous* de la presse bourgeoise. Bertoni par-ci, Bertoni par-là, Bertoni tout le temps! La presse dit Bertoni comme elle dirait le spectre rouge, et ça n'a pas la moindre importance.

A Vevey, c'est pis qu'à Lausanne. La police veveysanne a en effet pour chef un socialiste militant, le citoyen Von der Aa; c'est tout dire. Les ouvriers révolutionnaires sont donc en train d'expérimenter copieusement les répercussions de la conquête des pouvoirs publics. « Une réaction implacable, féroce, inouïe, sévit, écrit la *Voix du Peuple*. On ouvre les correspondances (nous avons des preuves et des témoins prêts à témoigner), on arrête à deux heures du matin les camarades, hommes et femmes, on met les scellés sur leurs meubles s'ils sont en ménage et sur la porte de leur chambre s'ils sont célibataires; on les expulse « illico » s'ils sont étrangers et on met sous les verrous les indigènes. »

Parmi les arrêtés, sont les camarades Alfred Amiguet, et John Steinegger.

A Montreux, où les maçons ont continué la grève pour leur compte (ils réclament le tarif lausannois), tout le comité de grève est en prison. Plusieurs maçons italiens ont été expédiés à la frontière où les *carabinieri*, dûment prévenus, les attendaient.

Dans notre compte rendu (bien incomplet) du dernier numéro, nous avons omis de signaler qu'une grève générale de solidarité avait été proclamée à Genève, le 27 mars au soir, pour le lendemain 28. Pendant deux jours, *mille ouvriers* chômèrent et toute la police fut dehors. Il y eut des bagarres assez violentes et des arrestations. Ce mouvement des genevois valait de n'être pas oublié.

Pour finir, deux mots sur les socialistes vaudois. Ces beaux messieurs nous présentent, dans leur inef-fable *Grütli*, des explications admirables de ce qu'ils appellent eux-mêmes « leur attitude effacée lors des dernières grèves ».

Écoutez cela :

« On sait que, fidèles à leur tactique de faire dégénérer en grève violente, les revendications des ouvriers, plutôt que de laisser les éléments légalitaires intervenir en vue d'une œuvre commune de conciliation et de justice, les anarchistes se sont emparés soudainement, dans la dernière semaine de mars, des plaintes d'un groupe d'ouvriers maltraités par leurs patrons; qu'ils ont repoussé tout examen de la question; déclaré la grève du jour au lendemain à la surprise même d'un grand nombre d'intéressés; commis des actes délictueux; fourni aux coalisés (les bourgeois) le prétexte d'une levée de troupe; repoussé même une tentative de médiation des socialistes de Vevey, etc. »

Et le *Grütli* de conclure, imperturblablement : « Il ne restait plus pour les socialistes qu'à laisser faire l'autorité chargée du maintien de l'ordre public. » C'est bien ce que ces bonnes âmes ont fait, en vérité. Et maintenant que l'ordre public est pleinement rétabli, il ne reste aux socialistes vaudois qu'à réclamer une fois de plus l'augmentation de la paye des gendarmes et des agents de police, et une meilleure répartition de leurs heures de *travail!*

Imbéciles ou coquins?

AM. D.

Erratum. — La fin de la note sur l'affaire Ben-Merzouga (Mouvement international, dernier numéro), doit se lire ainsi : « Qui va s'intéresser, je vous le demande, à deux Arabes? »

THÉATRE

J'avais déjà lu le *Timon d'Athènes* (1) de M. E. Fabre que le « Théâtre Gémier » a donné la semaine passée. Grâce à une mise en scène des plus réussies, grâce au talent de M. Gémier qui, au quatrième acte, a su nous donner l'illusion d'une foule vraiment grouillante, la pièce gagne à la représentation sur la lecture.

D'après M. Fabre, Timon est un Athénien fabuleusement riche qui vous fait des cadeaux de 1500 mines — ce qui, d'après le *Dictionnaire Larousse*, — citons nos sources, représente 138.000 fr., — à ses amis, plus facilement que vous ne prêteriez cent sous aux vôtres.

Il ne manque pas d'amis et de flatteurs, dans des conditions pareilles, aussi, est-ce l'homme le plus fêté et le plus heureux. Inutile de dire qu'il trouve que tout le monde est bon, et que les Dieux ont bien fait ce qu'ils ont fait. Il n'y a que les esclaves qui n'ont pas la parole.

Mais les Lacédémoniens, jaloux d'Athènes, lui ont déclaré la guerre. Les riches, qui ont peur pour leurs biens et leur peau, sont d'avis de faire la paix à n'importe quelles conditions. Timon qui veut sa patrie grande et forte est pour la guerre, et, par ses amis, réussit à entrainer la majorité à la voter.

Elle lui est fatale. Ses biens sont dévastés, ses esclaves en fuite, et, en plus de la guerre, Athènes a la peste. Tous ceux qui faisaient le plus de parade de vertu, attestant les dieux à chaque instant, se montrent, dans la calamité publique, fourbes, voleurs, n'ayant plus qu'une pensée, jouir avant que la mort les emporte.

Ayant perdu fortune, père, femme, enfant, Timon est fui de ses amis. Ceux qu'il a le plus obligé n'étant pas les derniers, lorsque Alcibiade, auquel il a sauvé la vie autrefois — et qui a besoin de lui — vient lui offrir de refaire sa fortune en allant piller et massacrer une population qui a le tort d'être riche. Mon Timon fait bien un peu sa bégueule, mais accepte et — il n'y a que le premier pas qui coûte — il renchérit encore, en surprenant les Méliens dans un guet-apens.

Redevenu plus riche qu'auparavant, Timon revient à la vertu et se consacre au bonheur des Athéniens. Trouvant que la démocratie n'est pas ce qu'il leur faut, il conspire pour que l'aristocratie s'empare du

(1) Un volume 3 fr. 50, chez Stock.

pouvoir, faisant assassiner ceux qui pourraient le gêner dans cette opération.

Mais les aristocrates, se moquant du bien général, ne pensent qu'à leurs privilèges et à leurs biens particuliers. Timon qui n'en est pas à une trahison près, attire les Oligarques chez lui — ce sont, pour la plupart, du reste, ses anciens amis qui le lâchèrent si bien au moment de sa ruine — leur fait détailler et préciser, tout ce qu'ils manigancent contre les démocrates — qui, sous la conduite d'Evagoras sont aux écoutes derrière un rideau — et les leur livre ensuite.

Seulement il se trouve que la démocratie ne vaut pas mieux que l'aristocratie. Imbue de préjugés, tracassière, intolérante, elle va livrer à la mort les chefs qui lui donnèrent la victoire, mais eurent le tort de négliger de donner la sépulture aux victimes d'une tempête. C'en est assez pour dégoûter Timon qui, cependant, a de l'estomac. Il va se pendre, maudissant les hommes, pendant qu'Athènes conquise, subissant la loi du vainqueur, suivant le sort qu'elle mérite, se courbera sous le talon d'un autocrate.

La pièce m'a semblé avoir eu un grand succès dans le public, la plus grande part en revient à la façon dont M. Gémier a su régler la mise en scène, car s'il y a quelques scènes de détail assez bien traitées la plupart, ainsi que les caractères, m'ont semblé absolument faux. Et si M. de Max, qui remplit le rôle de Timon, en gueulant comme un veau, a voulu justifier les amis de Timon de lui tourner le dos, il a supérieurement réussi.

Maintenant, j'ai vu dans les quotidiens, que M. Fabre n'aurait pris les Athéniens que pour prétexte, et que ce qu'il a voulu dépeindre, c'est l'égoïsme de l'aristocratie d'aujourd'hui, et l'incohérence de la démocratie qui, par ses réclamations intempestives, excessives, sans frein, se prépare le maître qu'elle mérite et qu'elle aura.

Il est de fait que ces sales ouvriers ne sont guère raisonnables. Non contents de produire les objets nécessaires à la vie, au repos, au luxe, à l'enrichissement de l'esprit, voilà qu'ils s'avisent que cela ne leur suffit plus, et veulent en profiter aussi. Et cela, au risque de troubler la tranquillité de ceux qui sont si contents de la façon dont les choses sont arrangées. On n'a jamais vu telles prétentions.

J. Grave.

Correspondances et Communications

Tournée d'agitation syndicaliste-révolutionnaire. — Voici le nom des localités que se proposent de visiter les camarades E. Jumel et Léon Torton, au cours de leur tour tournée d'agitation syndicaliste-révolutionnaire : Maromme, Malaunay, Barentin, Pavilly, Monville, Aumale, Romesnil, Vieux-Rouen, Blangy, Incheville, Eu, Le Tréport, Dieppe, Bolbec, Lillebonne, Le Havre, Elbeuf, Caudebec-lès-Elbeuf, pour se rendre ensuite dans le département de l'Eure. Le sujet des conférences reste le même : *Les Fléaux sociaux et le Syndicalisme-révolutionnaire.*

Chants révolutionnaires et syndicalistes par Alice Torton.

Les camarades de l'Eure, de l'Orne, du Calvados et de la Manche, désirant s'occuper de l'organisation de conférences, sont priés d'écrire au plus vite à Léon Torton, Bourse du Travail, Rouen.

Aux Camarades du Pas-de-Calais et du Nord. — Un camarade de Calais m'informe qu'un individu, se donnant quelquefois pour *Vallina* ou *Pallacio*, et jouant, habile comédien, les réfugiés espagnols ou italiens, traqués par la police, opère en ce moment, sous le nom de *Castanièra*, dans le Pas-de-Calais.

Ce triste sire a estampé les camarades de Rouen et de la région normande. Afin qu'il ne puisse faire de nouvelles dupes, je recommande aux camarades de le recevoir avec tous les égards que méritent les gens de cet acabit.

Léon Torton.

Lillebonne. — Les camarades de Lillebonne désireraient entrer en relation avec ceux de la Seine-Inférieure et de l'Eure, afin d'intensifier la propagande et organiser des tournées de Conférences. Envoyer correspondance à Lavenir, rue Pasteur, Lillebonne (Seine-Inférieure).

Nous prions tous ceux qui s'intéressent à l'extension du journal, de nous trouver des Libraires pour la vente, et d'insister auprès d'eux pour qu'ils le vendent.

CONVOCATIONS

° **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Vendredi 19 avril, France (A. E. R.), Un précurseur du socialisme : Fourier. — Mardi 23, Mousset (A. E. R.), La sorcellerie au moyen-âge.

° **Jeunesse libre**, 6, boulevard Magenta (salle Jules). — Mardi 26 avril, à 8 h. 1/2, causerie par le camarade Mournaud. (Sujet) : Le 1er Mai et les anarchistes.

° **Circolo di studi sociali**, 6, passage Abel-Leblanc — Dimanche 21 avril, à 3 heures, causerie par un camarade sur l'avantage du syndicat pour le développement de l'idée anarchiste.

° **Jeunesse révolutionnaire du XVe**. — Réunion vendredi 19 avril, à 8 h. 1/2, salle Denamur, 42, rue Mademoiselle. Causerie par un camarade.

° **Art et Science**. — Dimanche 21, visite du Musée du Louvre. Conférence sur les statuaires grecques et romains, par M. Pottier, conservateur. 9 h. 45, cour de l'Horloge.

Visite de l'Exposition Maillaud, Conférence E. Sedeyn, à 2 h. 45, Galerie Georges Petit, 8, rue de Sèze.

° **Restaurant coopératif " La Famille Nouvelle "**, 173, boulevard de la Villette. — Samedi 20 avril, à 8 h. 3/4 du soir, Causerie familiale contradictoire : *l'Evolution du Parti socialiste* (thème et variations), par le camarade Albin Villeval. — Entrée gratuite.

° **Les " Amis de la Chanson "**. — Tous les dimanches, à huit heures et demie du soir, salle de la Grille, 156, boulevard de l'Hôpital, près la place d'Italie, soirées littéraires et artistiques : Les Poètes et Chansonniers de Montmartre ; les Poètes et Chansonniers révolutionnaires dans leurs œuvres.

° **A. I. A.** — Section du Xe. Vendredi 19 avril, réunion de la section à 9 heures du soir, salle Jules, 6, boulevard Magenta. Tous les camarades parisiens sont invités.

° **L'Églantine Parisienne**, société coopérative communiste de consommation et de production, 54, rue Cambronne. — Samedi 20 avril à 8 h. 1/2, dans la salle des fêtes de la mairie du 15e, rue Lecourbe, 154, Soirée littéraire, artistique et dansante organisée au point de vue de la propagande. Conférence par un camarade sur la coopération communiste. Concert avec le concours de Xavier Privas et des camarades du groupe des Poètes chansonniers révolutionnaires. A minuit, grand Bal de nuit. Entrée : 1 franc par personne, gratuite pour les enfants au-dessous de douze ans.

° **L'Association Internationale « Paco-Lebereco »**. — Cours élémentaire, au siège social, 45, rue de Saintonge. Salle du 1er étage. Tous les lundis, à 9 heures du soir.

° Villejuif. — **A. I. A.** La section du Xe arrondissement organise pour le dimanche 23 avril, à 3 heures de l'après-midi, une réunion contradictoire, *Au Cheval Blanc*, 7, Grande-Rue.

Sujet : l'Evolution des patries ; pourquoi nous sommes antipatriotes.

° Le Havre. — **Causeries populaires**, 22, rue de Turenne. — Réunion le lundi 22 avril, à 8 h. 1/2 du soir : *Le Conseil de révision*. Les camarades des environs sont priés de se mettre en rapport avec nous pour l'organisation de Conférences ou la distribution de journaux antimilitaristes à l'occasion du conseil de révision.

° Marseille. — **Les Précurseurs**. — Samedi, 20 courant, à 9 heures du soir, réunion générale des adhérents, Bar Grasset, boulevard Dugommier. Communication importante.

° Tours. — **Le Théâtre du peuple**, groupe d'études sociales. — Samedi 20 avril, à 8 h. 1/2 du soir, au Restaurant Populaire, 11, place du Grand-Marché, salle du 1er étage. — Causerie par un camarade et organisation d'une tournée de propagande dans le département.

° Haarlem. — La troisième Conférence de la Fédération des Communistes libertaires est dimanche 28 avril, 11 heures. A l'ordre du jour figure le Congrès d'Amsterdam.

EN VENTE

Nous avons retrouvé, dans nos cartons, deux exemplaires sur Japon, de l'eau-forte sur la Pendaison des amis de Chicago. *Elle a été dessinée et gravée par Daumont et Barbottin. Nous les mettons en vente au prix de* 5 *francs; franco.* 5 *fr.* 50.

En remuant les paquets, nous avons retrouvé quelques exemplaires de la brochure contenant la Plaidoirie d'Izouard, dans le procès Vallina. Franco, 0 *fr.* 50.

Petite Correspondance

? à Ambazac. — La signataire de la lettre dont vous m'avez envoyé un extrait a raison sur certains points. Elle a seulement tort d'appliquer à tous ce qui est particulier à certains.

V., à Clermont. — Il faudrait, d'ici le mois de juillet, vendre 800 exemplaires du « Coin des enfants », pour pouvoir faire, cette année, la quatrième série, Certainement, si les lecteurs du journal voulaient ?... cela ne représente, pour chacun, que 1/8 d'exemplaire à placer. Mais que nous vendions ce chiffre en trois mois, c'est aussi improbable qu'une souscription de Briand pour les bibliothèques des écoles.

H., rue de Bièvres. — Vous redevez les numéros d'avril.

G. M., à Costa-Rica. — Ai réexpédié les numéros disparus.

Smyrne. — Merci pour les vues de là-bas.

L. R., à Lyon. — Entendu.

L. M., à San-Francisco. — Ferais passer au *Libertaire* et à la *Guerre Sociale*.

P., à Limoges. — Oui l'envoi est fait à votre camarade.

Séraphine Pajaud est priée de donner de ses nouvelles à Deysset.

M., à Nîmes. — M., à La Montagne. — T., à Saint-Sorlin. — A. V., à Chaumont. — C. G., à Carmières. — G. D., à Paris. — A. V., 177, à Paris. — J., à Marseille. — J. B., rue F. — S., à Gavrelle. — G., à Ste-Hélène. — R., à Chèvremont. — Alençon. — B., à Montreux. — P., à Limoges. — A., à Grand-Croix. — L., à Londres. — F., à Norwalk. — M., à Izy. — P., à Pissos. — P. G., à Granges. — N., à Le Blanc. — B., à Hanoï. — S., à Sarlat. — V., à Itaire. — F., à Notre-Dame-de-Lourdes.

Fédération des Agriculteurs d'Ygrandes. — A. T., à Champigny. — C., à Arcis-sur-Aube. — M., à Vevey.

Reçu timbres et mandats.

F. B., à Verviers. — Oui, réclamez à la poste. Je réexpédie le numéro perdu.

L., à Saint-Martin-en-Coailleux. — Je rectifie.

Reçu pour le journal : T., à Paris, 0 fr. 50. — Anonyme, 2 francs.

Merci à tous.

Le Gérant : J. GRAVE.

Imprimerie *La Libératrice* (Assoc. ouv.) 83, rue de la Santé, Paris





Les « argousins » protègent les « jaunes » ou l'alliance du capital et du travail.

12e ANNÉE. — N° 52.

27 AVRIL 1907.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un an . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

SOMMAIRE

A NOS LECTEURS

Vu l'abondance de copie, nous donnons 4 pages de plus au journal et nous supprimons le supplément.

Pour la même raison nous ne donnons pas de dessin.

Le prochain sera signé Angrand.

Syndicalistes et Anarchistes

L'article du camarade M. Pierrot, **Anarchistes et Syndicalistes,** *publié dans notre avant-dernier numéro, nous a valu la lettre suivante de Hubert Lagardelle.*

On trouvera plus loin la réponse de Pierrot :

Paris, 15 avril 1907.

Cher citoyen Grave,

Après avoir fleuri d'éloges le *Mouvement Socialiste* par la plume aimable de Dunois, les *Temps Nouveaux* nous font la leçon par la plume grinçante de Pierrot. Je m'en réjouirais, si la leçon était bonne. Mais elle est mauvaise et je demande à répondre.

Laissons les insinuations *ad hominem.* Peu importe de savoir où et quand j'ai trouvé mon « chemin de Damas. » En vérité, je ne suis pas *né* syndicaliste : je le suis *devenu* — quand il y a eu un syndicalisme. De même il est indifférent d'appeler ou non « oscillation » le fait d'avoir été dreyfusard avec Jaurès contre Guesde et antiministériel avec Guesde contre Jaurès. Je connais des anarchistes qui ont eu les mêmes réactions en face des mêmes faits.

Ce que Pierrot dit encore des fondateurs du *Mouvement Socialiste* est inexact. Assurément, en 1899, nous n'avions pas le syndicalisme en poche. Mais Sorel avait publié, en 1898, la première édition de l'*Avenir socialiste des syndicats;* mais j'avais écrit dans le *Devenir Social* des articles donnant au mouvement économique la première place; mais l'un des collaborateurs réguliers de la nouvelle Revue allait être... Pelloutier. Est-ce cela qui permet à Pierrot de dire que — tandis que quelques initiés possédaient le syndicalisme infus — nous avions « sur les syndicats les mêmes opinions que Renard actuellement et tous les guesdistes ? » — Mais cela n'a pas d'importance.

Il n'en est pas de même de ce que Pierrot écrit sur les origines du syndicalisme et ses rapports avec l'anarchisme.

Je n'ai certes pas le droit d'engager dans les *Temps Nouveaux* une discussion théorique. Mais je ne peux pas laisser dire que *c'est moi qui ai inventé pour les besoins de ma cause :* 1° que le mouvement ouvrier syndicaliste révolutionnaire ne date *réellement* que de 1900-1901; 2° que le syndicalisme est différent de l'anarchisme.

Ces deux affirmations ne sont pas de moi : *elles émanent des syndicalistes et des anarchistes les plus autorisés.* Les faits qui suivent le prouvent.

*
* *

Et d'abord, les origines du syndicalisme. — Voici comment le secrétaire de la C. G. T., Griffuelhes, retraçait au Congrès d'Amiens la formation historique du syndicalisme (*Compte rendu*, p. 167) :

Coupat a dit qu'avant 1900, la C. G. T. n'avait pas prêté le flanc aux critiques. Oui, parce qu'elle n'existait pas. Il a ajouté que l'entrée de Millerand au ministère a donné naissance à cet état d'esprit. Rappelons des faits peu connus :

A peine Millerand ministre, parut une déclaration signée de Keufer, Baumé, Moreau, en faisant suivre leur nom de leur qualité de secrétaire d'organisation, etc., approuvant son acte. Est-ce que pareille déclaration ne constituait pas un acte politique ? Et quel pouvait en être le résultat ? Puis, à l'Union des syndicats de la Seine, on vint proposer un banquet à Millerand. N'était-ce pas encore un acte politique bien défini ? Seul, je m'y opposai. On manœuvrait alors pour introduire l'influence du gouvernement au sein de la Bourse du Travail, — et c'est en réaction à cette tendance qu'est venu l'essor de la C. G. T.

Au lendemain de Chalon, les membres de la Commission de la Bourse du Travail reçurent, pour eux, et leurs familles, une invitation à une soirée du ministre du commerce; deux jours après, nouvelle invitation — de Galliffet, celle-là ! — pour un carrousel.

Que voulait-on ? Nous domestiquer ! Nous fûmes deux à protester et à propagander contre. Nous dévoilâmes ces manœuvres et, petit à petit, nous finîmes par faire voir clair aux camarades.

L'explosion de vitalité de la C. G. T. résulte de ces événements. Il y eut une coalition d'anarchistes, de guesdistes, de blanquistes, d'allemanistes et d'éléments divers pour isoler du pouvoir les syndicats. Cette coalition s'est maintenue, elle a été la vie de la Confédération.

Je n'ai pas dit autre chose. — Premier point.

*
* *

Second point : Les faits qui m'ont permis de qualifier le syndicalisme de *mouvement nouveau* sont ceux-là même qui montrent qu'il est différent du *pré-syndicalisme* de 1894 à 1900 et de l'*anarchisme.*

Les voici :

1° Le mouvement syndical, d'ailleurs *très faible*, qui constitua le *pré-syndicalisme*, était (à la fois) allemaniste grève-généraliste et anarchiste antiparlementaire. Or le syndicalisme n'est pas allemaniste, tant au point de vue de la grève générale que de la notion de parti politique, et l'*extra-parlementarisme* de la C. G. T., n'est pas identique à l'*antiparlementarisme* de l'anarchisme. De plus, les syndicats collaborèrent, en 1899, avec le gouvernement, au *Triomphe de la République* : le feraient-ils aujourd'hui ?

2° L'œuvre de Pelloutier, dont Sorel a souvent rappelé la grandeur, aboutissait à une contradiction, en mettant à la base des institutions syndicales les *subventions des pouvoirs publics*... Le syndicalisme est *antisubventionniste ;*

3° La propagande du *Père Peinard* — qui mit souvent en évidence la valeur révolutionnaire du syndicat — fut principalement

antivotarde. L'activité syndicaliste actuelle de Pouget indique à quel point le *mouvement nouveau* se préoccupe de l'agitation abstentionniste ;

4° La brochure de 1898, du *Groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes*, invite les anarchistes à « entrer » dans les syndicats, — *parce que les syndicats offrent des milieux excellents pour la propagande anarchiste*. (Pages 16, 18, 21, 23, 25, 30.) — Le P. O. F. disait aussi que les syndicats étaient un champ propice à la propagande guesdiste.

5° Cette brochure pseudo-syndicaliste fut d'ailleurs blâmée par les anarchistes. *Kropotkine, après l'avoir lue, refusa d'en écrire la préface*. Il donna ses raisons *dans une lettre que Pierrot ne peut pas refuser de publier...* Ce sera pour lui le meilleur moyen de me confondre.

Voilà pour le *pré-syndicalisme*.

* * *

Quant aux syndicalistes, Pierrot a-t-il oublié comment ils se sont affirmés indépendants de l'anarchisme ? Je vais le lui remettre en mémoire.

1° Le Congrès d'Amiens a signifié que « les organisations confédérées n'ont pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des *partis* et des *sectes*, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. » Pierrot sait que cela vise en même temps le parti socialiste et le mouvement anarchiste ;

2° A ce même Congrès d'Amiens, où tant de fois a été prononcée la formule : *le syndicalisme se suffit à lui-même*, l'un des secrétaires de « l'Union fédérale de la métallurgie », Latapie, s'exprimait ainsi :

On a parlé trop comme s'il n'y avait ici que des socialistes et des anarchistes. On a oublié qu'il y a surtout des syndicalistes ! *Le syndicalisme est une théorie sociale nouvelle...* Le syndicalisme n'est pas seulement une action réformatrice de chaque jour ; les répercussions mêmes de l'action syndicale indiquent la nécessité d'une action pour la transformation sociale complète. Nous faisons ainsi forcément de la politique, non de la politique électorale, mais de la politique au sens large du mot... Il faut que les congressistes se prononcent sur elle, il faut qu'ils disent que *cette doctrine est indépendante et du socialisme et de l'anarchisme*.

3° Encore dans cette discussion d'Amiens, Broutchoux ayant voulu assimiler le syndicalisme à l'anarchisme, fut désapprouvé par son syndicat ;

4° Pierrot n'ignore pas enfin que les syndicalistes de la C. G. T., pressentis pour assister *à titre individuel* au prochain Congrès anarchiste d'Amsterdam, ont décliné l'invitation.

* * *

De leur côté, les anarchistes tiennent à se distinguer des syndicalistes.

1° Les principaux d'entre eux préconisent la reconstitution des groupes anarchistes, dissous par le syndicalisme, parce qu'ils trouvent que l'action syndicaliste est trop limitée par sa nature ;

2° L'*antipatriotisme*, qui fait partie intégrante du syndicalisme, est blâmé par Kropotkine (voir sa lettre à ce sujet, publiée en son temps par les *Temps Nouveaux*) et par d'autres anarchistes au passé ou aux tendances patriotiques ;

3° Enfin les *Temps Nouveaux* eux-mêmes (n° du 15 décembre 1906) répondent à Pierrot. C'est un anarchiste syndicaliste, Charles Benoit, délégué au Comité fédéral de la Section des Bourses, qui écrit :

N'est-il pas évident que *le syndicalisme ne peut pas être tout*, et que les *anarchistes peuvent et doivent agir hors de lui*, après avoir agi en lui ?... Si actuellement en France le communisme anarchiste semble stagnant, cela tient, je crois, à ce qu'un trop grand nombre de camarades confinent leur action dans le syndicalisme ; *soyons autre chose que des militants syndicalistes*.

* * *

J'ai fini. Je relève en terminant l'invraisemblable accusation de n'avoir pas cité, en parlant (en tout une demi-heure !) le mouvement syndical de la Suisse romande, *parce qu'il est sous l'influence du communisme anarchiste*. Ici, ça dépasse les bornes. Le collaborateur du *Mouvement Socialiste* pour ce pays est précisément un syndicaliste venu du communisme-anarchiste, notre ami Wintsch-Maléeff. Après ça, je tire l'échelle.

Je ne demande qu'une chose à Pierrot : c'est de répondre — non sur les personnes ou les doctrines, mais sur *des faits*.

En vous remerciant d'avance de l'insertion de cette lettre, croyez, cher citoyen Grave, à mes meilleurs sentiments.

HUBERT LAGARDELLE.

P.-S. — A propos des Congrès socialistes internationaux, je signale à Pierrot la conduite de Merlino, au Congrès de Bruxelles en 1891, qui, chassé par la porte comme anarchiste, rentra par la fenêtre comme syndiqué.

Je lui rappelle aussi qu'Hervé est membre du Comité directeur du Parti socialiste unifié et que Desplanques, Yvetot et d'autres agissent de concert avec lui, à la *Guerre Sociale*.

Réponse de Pierrot [1]

J'ai lu la lettre de Lagardelle au citoyen Grave. J'ai tenu à y répondre par un article pour bien marquer ma volonté de ne pas ennuyer les lecteurs du journal par des polémiques personnelles.

On affirme : 1° que le mouvement ouvrier syndicaliste révolutionnaire ne date réellement que de 1900-1901 ; 2° que le syndicalisme est différent de l'anarchisme.

La première affirmation est manifestement erronée. Il est trop commode de donner au mouvement, dans les années précédentes, le nom de pré-syndicalisme. Les baptêmes ne changent ni les faits, ni les hommes. Le mouvement syndicaliste actuel n'est pas venu tout d'un coup au monde avec la création de la C. G. T.

C'est à peu près comme si l'on disait que le mouvement socialiste n'existait pas avant la constitution définitive du Parti unifié, ou bien comme si l'on appelait pré-socialisme la période où les effectifs socialistes, encore très faibles, luttaient pour la propagande, sans grand espoir de succès électoraux.

A la vérité, le mouvement syndicaliste actuel découle, sans interruption des efforts d'émancipation de la classe ouvrière. Ces efforts furent continués avec persévérance pendant des années par la foule des militants anonymes, jusqu'à ce qu'apparût au grand jour l'œuvre déjà accomplie. S'il fallait faire remonter à une date historique le début du mouvement, ce serait au congrès de Nantes, en septembre 1894, quand les syndicats se séparèrent définitivement des partis politiques [1]. Dès lors, les syndiqués avaient leur organisation propre, et le syndicalisme, débarrassé d'une tutelle gênante, allait pouvoir se développer.

A ce moment (1894), allemanistes et anarchistes, qui avaient entraîné le mouvement syndical dans la nouvelle voie, avaient déjà les grandes conceptions qui règnent maintenant sans conteste dans la Confédération. Mais, depuis, les idées se sont précisées sur bien des points ; bien des efforts qui n'avaient pas été tentés par cause de faiblesse ou qui avaient échoué, ont pu être repris avec succès. D'autres méthodes, imposées par les circonstances antérieures et par la faiblesse des effectifs, ont été éliminées.

Or ces constatations n'ont aucune valeur pour séparer le mouvement actuel du même mouvement, il y a dix ou quinze ans. C'est la conséquence même d'une évolution ininterrompue ; c'est l'effet de la propagande s'étendant chaque jour, grâce aux efforts des premiers pionniers.

Qu'on reproche aux allemanistes et à Pelloutier leurs erreurs de détail, cela dépasse le sens. A ce compte, il faudrait reprocher à Aristote d'avoir eu des connaissances moins étendues qu'un bachelier ès-sciences ou d'avoir commis des erreurs d'interprétation qu'on ne pardonnerait pas aujourd'hui à un candidat au certificat d'études.

Je ne veux pas comparer les allemanistes à Aristote ; je veux simplement dire que les allemanistes ont fait ce qu'ils ont pu dans des circonstances données, et c'est grâce à leurs efforts que les militants actuels peuvent continuer l'œuvre commencée.

Il en est de même pour Pelloutier. Lui reprocher ce qu'on appelle son subventionnisme, c'est montrer clairement qu'on ignore le mouvement syndical de cette époque.

Pour Pelloutier, l'œuvre était plus difficile que pour les militants d'aujourd'hui. Il avait à étendre le mouvement, à organiser les forces ouvrières avec très peu de moyens d'action. Les circonstances ont d'abord exigé d'organiser les syndicats dans les grandes villes et surtout dans les centres industriels, là où il y avait une agitation révolutionnaire. Tel a été le point de départ des bourses du travail. Il aurait été impossible de former de but en blanc des fédérations, à l'instar de celles qui existaient déjà dans des corporations privilégiées. C'est l'extension des centres de propagande (bourses), qui a facilité la création postérieure des fédérations.

Cependant ces bourses ne pouvaient pas vivre par elles-mêmes à cause de la faiblesse du mouvement. Pelloutier était donc forcément subventionniste, ou plutôt il subissait le subventionnisme. En bon anarchiste, il disait : « Autant de pris sur l'ennemi ». Mais j'ai discuté assez souvent avec lui pour savoir qu'il ne considérait les subventions que comme un pis-aller. Il avait hâte d'en libérer le mouvement. C'est pourquoi il fut un propagandiste convaincu des coopératives à côté du mouvement syndical. Il espérait y trouver les moyens de donner aux bourses un local et leur autonomie.

On pourra m'objecter que ce que je viens de dire prouve la faiblesse du mouvement syn-

(1) Voir mon article : *Anarchistes et syndicalistes*, dans les *Temps Nouveaux* du 13 avril.

(1) Lavaud vient de me raconter qu'il participa à Paris, en 1886, à la fondation de la fédération des syndicats de la Seine, lesquels voulaient s'émanciper de la tutelle de Barberet et consorts. C'est de ce moment que date la *renaissance* du mouvement ouvrier en France. Déjà les syndiqués de la nouvelle fédération étaient antilégalitaires ; ils ne voulaient pas reconnaître la loi de 1884, et ils avaient l'ambition de faire leurs affaires eux-mêmes. Ils allaient arriver très rapidement à la conception de la grève générale, et cet idéal révolutionnaire (je dis révolutionnaire) devait les préserver du mirage de la conquête des pouvoirs publics et les éloigner du parlementarisme.

dical à l'époque de Pelloutier. Mais on ne peut pas soutenir qu'un mouvement n'existe pas, parce qu'il est faible. La faiblesse n'est d'ailleurs qu'une appréciation relative. Si le mouvement syndical est plus fort maintenant qu'il y a dix ans, j'espère qu'il paraîtra très faible en comparaison de ce qu'il sera dans une nouvelle décade. Telles ou telles audaces, encore impossibles aujourd'hui, seront permises plus tard. Serait-ce donc une raison pour que, dans quelques années, on affecte d'ignorer l'œuvre des militants actuels ?

Or, dans le mouvement syndical avant 1900-1901, l'esprit syndicaliste existait, non pas en germe, mais d'une façon manifeste et consciente. Je le répète : toutes les conceptions actuelles qui sont l'expression même du syndicalisme révolutionnaire, étant propagées surtout par des camarades anarchistes, qui, sans se mettre en vedette, ont su faire grande besogne. La plupart des militants syndiqués avaient conscience des tendances propres de leur mouvement. A la vérité, un certain nombre d'autres étaient opposés à l'essor de la propagande révolutionnaire ; mais n'en est-il pas de même aujourd'hui ? Et le syndicalisme est encore assez loin de réunir l'unanimité des syndiqués.

Enfin, si Sorel, qui, nouveau catéchumène, commençait à s'occuper de la vie sociale, était capable de publier en 1898 l'*Avenir socialiste des syndicats*, c'est qu'il y avait quelque chose. Il n'est pas dans l'ordre logique que la critique précède les faits. Sorel a été renseigné par l'anarchiste Pelloutier sur le caractère et les tendances du mouvement corporatif.

Il est d'ailleurs superflu d'insister davantage. Tous ceux qui ont suivi ou vécu le mouvement syndical dans la décade qui a précédé 1900, savent pertinemment où est la vérité.

* * *

J'arrive au second point : le syndicalisme ne saurait se confondre avec l'anarchisme.

Il est bien certain, en effet, que si nos contradicteurs reconnaissaient la similitude qui existe entre le syndicalisme et l'anarchisme, il leur serait impossible de dire que le syndicalisme est de création toute récente.

Or, j'ai montré rapidement dans l'article qui a excité la colère de Lagardelle, quelle a été l'influence des idées anarchistes sur le mouvement corporatif actuel. Ces idées ont vivifié le mouvement, parce qu'elles étaient justement la résultante des revendications et des aspirations ouvrières.

Mais, avant d'exposer plus longuement mon point de vue sur les rapports qui lient le syndicalisme à l'anarchisme, je veux d'abord me débarrasser de quelques critiques de Lagardelle qui ne font qu'encombrer le débat.

Avez-vous remarqué le mal que se donnent les marxistes pour essayer de différencier le syndicalisme des théories anarchistes ? Au contraire, on ne s'amuse guère à différencier ce même syndicalisme du socialisme démocratique : l'antinomie, en effet, apparaît à tous les yeux.

Eh bien ! Lagardelle commence par vouloir faire une distinction entre ce qu'il appelle l'antiparlementarisme des anarchistes et l'extraparlementarisme de la C. G. T. Décidément il a la manie des baptêmes. Comme le gros Gorenflot baptisait carpe un poulet, L... s'efforce de nous donner le change par des appellations commodes : présyndicalisme, extraparlementarisme.

Or, si l'on adopte le point de vue ci-dessus, il faudrait reconnaître que la défunte *Avant-Garde* où régnait Lagardelle et qui se livrait à des attaques violentes contre la tactique parlementaire, aurait été un journal spécifiquement anarchiste, tandis qu'on pourrait dénier cette étiquette aux *Temps Nouveaux*, dans lesquels on s'occupe assez peu du parlementarisme.

D'ailleurs les anarchistes qui sont les partisans les plus actifs de la propagande antivotarde ne sont pas assez sots pour considérer l'abstentionnisme comme une formule libératrice. L'abstentionnisme seul ne peut mener à rien ; ce serait le vrai pendant de la conquête des pouvoirs publics. Il faut que les individus arrivent à la volonté d'agir par eux-mêmes ; la propagande antiélectorale n'a pour but que de les arracher à la veulerie démocratique.

Les anarchistes ont toujours préconisé ce qu'on appelle aujourd'hui l'action directe : agir, sans s'occuper de la légalité.

Autre chose : l'antipatriotisme ferait partie intégrante du syndicalisme et aurait été blâmé par divers anarchistes.

Il serait téméraire de dire que l'anarchisme s'oppose à l'antipatriotisme. Ce sont même les anarchistes qui ont jusqu'à présent fait presque seuls la propagande antipatriotique. J'ajoute que c'est *notre camarade* Yvetot qui a présenté au Congrès d'Amiens le fameux ordre du jour antipatriote qui n'a recueilli qu'une majorité relative et qui a amené les protestations de militants, notamment de Latapie, que L. considère comme un véritable syndicaliste.

On m'oppose encore la décision politique du Congrès d'Amiens, décision si politique qu'elle a pu être votée par la Fédération du Livre et celle des Mécaniciens. L'unanimité des votants, réunissant des anarchistes, des socialistes unifiés et des réformistes antirévolutionnaires, démontre l'absence de toute signification dans le vote émis. C'est d'ailleurs ainsi que tout le monde l'a compris.

Quant à cette assertion que les principaux (?) d'entre les anarchistes préconisent la reconstitution des groupes anarchistes, dissous par le syndicalisme — elle m'a semblé bizarre. Si le syndicalisme a dissous si facilement les groupes anarchistes, si les anarchistes ont trouvé à exercer leur activité dans les syndicats, c'est donc que le syndicalisme se rapproche singulièrement de l'anarchisme. Ensuite, s'il y a des camarades disposés à créer des groupes anarchistes, *puisque d'ailleurs les syndicats ne sont pas forcément des groupes syndicalistes*, il ne s'agit pas en tout cas, pour les syndiqués anarchistes, de s'abstraire du milieu corporatif et d'y cesser leur propagande. Le groupe de l'*Action directe*, dont j'ai fait partie, avait été créé, en dehors des syndicats, pour renforcer la propagande syndicaliste.

L... déclare que les syndicalistes de la C. G. T., pressentis pour assister à titre individuel au prochain Congrès d'Amsterdam, ont décliné l'invitation. L... aurait dû dire : certains syndicalistes ; il m'aurait ainsi épargné la peine d'écrire que d'autres syndicalistes de la C. G. T. ont adhéré au projet du Congrès d'Amsterdam. Par contre, je suis à peu près sûr qu'aucun syndiqué syndicaliste n'assistera au Congrès de Stuttgart ; et ainsi le syndicalisme ouvrier ne pourra y être représenté, même à titre individuel.

Débarrassé de ces querelles, j'exposerai dans un autre article ma conception sur les rapports qui lient le syndicalisme à l'anarchisme. L'historique même du mouvement prouve déjà la part des individus et des idées anarchistes dans l'évolution du mouvement syndical.

Cependant il est bon que la lettre de L... ait été écrite. Les camarades syndiqués anarchistes connaîtront mieux la valeur des arguments qui peuvent leur être opposés.

M. Pierrot.

P.-S. — Je n'ai pas compris le post-scriptum de la lettre de L... Pourquoi semble-t-il m'opposer Yvetot et Desplanques qui sont justement de *nos camarades* ?

Quand à la lettre écrite par Kropotkine à propos de la brochure *Les Anarchistes et les Syndicats*, L... a vraiment trop beau jeu d'en réclamer la publication. Cette lettre privée, vieille de dix ans, a été détruite depuis longtemps. Mais je puis affirmer en mon nom et au nom de ceux de mes camarades du groupe des E. S. R. I. qui ont eu connaissance de la lettre, que jamais Kropotkine n'a blâmé l'action syndicaliste des anarchistes. Les critiques qui portaient sur un premier brouillon de la brochure, ne peuvent pas du tout être rapportées au débat actuel.

Crocs et Griffes

L'Ironie d'un Ironiste. — *M. Harduin dont les occupations à la bourse lui laissent assez de temps pour faire quotidiennement de « l'esprit » dans le* Matin, *est outré des exigences des ouvriers.*

Dans le numéro du dimanche 21 avril il sort ce délicieux argument contre les réformes qu'ils demandent, c'est qu'aussitôt réalisées, ils ne seront pas contents et demanderont immédiatement davantage.

Ainsi, on parle de leur faire, pour lorsqu'ils seront vieux, une rente de vingt sous par jour. Eh bien M. Harduin voudrait voir cela, parce qu'il est sûr, tellement ces sales ouvriers sont exigeants, qu'il s'en trouvera tout de suite pour réclamer quarante sous.

Et M. Harduin se tord comme une petite folle à l'idée qu'un ouvrier lorsqu'il ne pourra plus travailler, pourra avoir besoin de quarante sous pour vivre, alors que son patron dépensera 100, 1000 francs par jour.

A-t-on jamais vu des exigences pareilles !

Rassurez-vous, M. Harduin, les ouvriers qui raisonnent ne demandent ni vingt sous, ni quarante sous, ni cent sous de rente à l'Etat pour leurs vieux jours, car ils savent que le truc des rentes n'est qu'une vaste escroquerie où la gent financière trouvera encore à spéculer sur la misère.

Les travailleurs qui ne veulent ni de la protection de l'Etat, ni de la bienveillance des bons patrons, veulent un état social où chaque être soit assuré de la satisfaction intégrale de ses besoins, en échange de sa part d'efforts.

Et c'est cela qui paraît encore plus risible à M. Harduin et à ses congénères. On n'a jamais vu cela, une société où celui qui produit mange à sa faim, et se délasse quand il a trop peiné.

Bon Dieu ! que c'est donc bête un homme d'esprit !

Lettre d'un Instituteur

Je voudrais montrer la situation faite aux instituteurs qui professent des idées révolutionnaires ou anarchistes ; on comprendra pourquoi le nombre des émancipés dans le prolétariat primaire est si infime et on y retrouvera l'habituelle façon d'agir des politiciens.

Ceci se passait dans un important département industriel du centre, pendant les dernières élections législatives. Le député *socialiste* sortant désirait, comme bien on pense, faire renouveler son mandat. Mais entre temps, des divisions avaient surgi parmi les frères socialistes ; et unifiés et indépendants se montraient les dents, s'excommuniant à qui mieux mieux.

Notre homme, avocat de son métier, se voyait déjà rendu à la vie privée, et cela non sans angoisse car, malgré son verbiage emphatique, il réussit médiocrement au prétoire.

La campagne électorale s'annonçait mal, quoiqu'il n'eut en face de lui qu'un candidat réactionnaire. Mais le mécontentement contre

le député sortant allait grandissant, soit chez les radicaux qui le trouvaient encore trop rouge, soit chez les révolutionnaires unifiés qui jugeaient que son unification tardive, qu'il n'avait faite qu'à contre-cœur, était peu sincère.

Un grand nombre d'abstentions étaient à craindre, surtout ici, où existe un groupe de « Jeunesse syndicaliste ». Il y a en effet un bon noyau de socialistes révolutionnaires ou libertaires qui, sans préoccupations bassement électorales, étudient en commun les questions sociales. Ils ont fondé une bibliothèque, distribuent des brochures et feuilles de propagande et leur action commence à se faire sentir. Beaucoup, gagnés par leur propagande, prennent conscience de leur propre valeur, se disent qu'eux-mêmes unis à d'autres camarades, peuvent parfaitement gérer leurs affaires et se dégoûtent de cette hideuse politique qui n'a réussi qu'à diviser le prolétariat et à détourner les militants de l'action véritable.

J'arrive à mon crime. Je devins suspect au comité électoral de l'avocat socialiste, et voici pourquoi :

Je causais quelquefois avec des militants révolutionnaires, j'allais même à leur cercle. Je fréquentais aussi quelque peu (pas assez à mon gré) les jeunes syndicalistes. Oui, je prenais plaisir à discuter avec eux, je leur montrais amicalement quelques points faibles dans leur action ou je soulignais quelques erreurs. Je m'instruisais sur la vie ouvrière et j'apprenais *de visu* tout ce que souffrent mes camarades ouvriers manuels.

Au moment de la campagne antimilitariste, je ne leur cachai point mes sympathies pour ce mouvement ; j'aidais à la diffusion de ces idées en donnant quelques deniers et et même — o horreur ! — je détins l'espace d'une nuit (on craignait une perquisition) quelques affiches blasphématoires.

Ajoutez à cela ma propagande en faveur des livres d'histoire d'Hervé, et vous voyez toute la noirceur de mon âme.

Tout ceci fut bien vite connu par le comité électoral socialiste. Les mouchards et policiers ne m'avaient pas oublié dans leurs fiches et je fus accusé non seulement de lutter contre le candidat socialiste bon teint, mais encore de prêcher l'abstention politique et de répandre des opinions subversives. Il n'en fallait pas tant pour me condamner et cependant j'eus encore la mauvaise idée de ne pas assister à un banquet où radicaux et indépendants socialistes fêtaient la victoire de la République en la personne de l'avocat socialiste heureusement réélu.

Ma tête fut donc demandée et même le jour dudit festin, on me le fit bien assavoir, mais les vacances arrivant, je m'éloignai du pays.

A la rentrée des classes, je fus appelé auprès de mon chef qui devait répondre à une note du Préfet où j'étais dénoncé comme « professant des opinions étranges ». Je sus également que j'étais menacé d'un immédiat déplacement d'office avec disgrâce. Je fus averti « d'avoir désormais à me tenir coi et de présenter toujours une tenue correcte et digne d'un éducateur ».

J'attendis le couperet, mais tout s'apaisa grâce, paraît-il, à l'Administration académique, qui ne put rien me reprocher pour mon travail scolaire et, je le dis avec plaisir, grâce aussi à mon inspecteur primaire qui sut résister à une certaine pression.

Qu'on vienne après cela nous dire que nous vivons sur une terre de liberté et que les instituteurs sont des citoyens comme les autres — oui, ils le sont trop, comme les autres — car où est-il, le citoyen vraiment libre ? Mais les gouvernants ont beau faire, les idées d'émancipation se répandent de plus en plus dans le prolétariat primo-scolaire. Les instituteurs se rapprochent d'une façon lente mais sûre des travailleurs manuels, en qui ils sentent enfin des compagnons d'oppression matérielle et morale — les serfs de l'Etat tendent la main aux serfs de l'usine capitaliste.

La création des syndicats primaires est le premier symptôme de cette union qui, j'en ai la ferme conviction, sera féconde en heureux résultats.

Un Instituteur libertaire.

L'Envers de la Médaille

II

(Suite) (1)

A l'heure actuelle, il y a, en France, des anarchistes, il n'y a pas de mouvement anarchiste proprement dit ; c'est-à-dire un ensemble de groupes ou d'individus, menant une lutte coordinée. Il n'y a que des efforts éparpillés qui manquent de continuité, parce qu'ils manquent de coordination.

Le vote des lois scélérates de 1893-1894, et la réaction qui les suivit, incriminant jusqu'au nom d'anarchisme, contribua bien à pousser beaucoup d'anarchistes à porter leur force de propagandisme soit dans les syndicats, soit dans d'autres formes de groupement. Mais ce n'est pas la seule raison de la disparition des groupes anarchistes, qui, pour la plupart, n'eurent jamais qu'une durée éphémère.

* * *

Il n'y a pas de formes absolues du mal ni du bien. Tel défaut n'est que le prolongement de telle qualité, telle qualité n'est que l'envers d'un défaut. Et le défaut de beaucoup d'anarchistes est d'avoir voulu donner un caractère absolu à certaines idées.

Ainsi, nous avons vu le besoin d'apprendre et de s'instruire, dégénérer chez d'aucuns en un pédantisme ignorant, chez d'autres, la haine de l'autorité, leur a fait combattre tout esprit d'organisation, parce qu'ils n'ont jamais connu que l'organisation centralisée et autoritaire.

Chez d'autres, l'idée d'initiative, de liberté individuelle, les a poussés à un autre pédantisme : il n'y a de bien que ce qui est initié par eux. Ils se garderont bien d'associer leurs efforts à des efforts existants déjà, non pas que l'œuvre accomplie soit différente de la leur, mais tout simplement parce que l'esprit de particularisme est poussé à un tel point que chacun voudrait bien être le centre d'une petite chapelle. La haine de l'autorité et des chefs, n'a pas encore, hélas, enlevé chez tous, l'amour du piédestal pour sa propre personnalité !

Mais, la cause de l'éphémérité des groupes, j'ai pu le constater aux temps où j'y fréquentais, tient — a tenu, est plus vrai, puisque à l'heure actuelle, il n'en existe plus — à ce qu'ils ne surent jamais assigner un but précis à leur activité, de façon à y intéresser leurs adhérents.

Les premières réunions étaient intéressantes, parce qu'on y apportait tout le feu dont on était capable, puis on était avec des figures nouvelles, on discutait. Mais, une fois que chacun avait émis ses idées, que l'on était plus ou moins d'accord, que l'on avait plus ou moins débiné Pierre ou Paul, les réunions devenaient de plus en plus vides, et d'idées, et d'assistants. Et le groupe avait vécu.

Et si les groupes n'ont jamais été que des groupes de discussion, cela tient bien un peu à ce que les anarchistes sont plus aptes à discuter qu'à s'adonner à la pratique.

Ils ont été des discuteurs émérites ; leurs critiques n'ont pas laissé grand chose debout. Malheureusement, cette supériorité à critiquer les a rendu plus aptes à démolir qu'à édifier. Ceux qui ont voulu faire quelque chose ont dû transporter à côté leurs facultés d'organisateurs, faute de trouver dans l'anarchie, de quoi exercer leurs aptitudes.

Cependant, il est à remarquer ici, que la faute en est plutôt à ce qu'ils ne surent pas le trouver, la besogne anarchiste ne manquant pas.

Quoi qu'il en soit, le mouvement anarchiste n'a, jusqu'ici, rien pu réaliser en tant que mouvement anarchiste.

Je ne veux pas passer en revue tout le travail anarchiste que l'on aurait pu faire, tous les modes d'activité ne sont pas présents sous ma plume, et je n'ai pas non plus la prétention de les connaitre tous, mais je puis énumérer ceux dont j'ai, pour mon compte ressenti le plus le besoin.

* * *

Une chose hors de doute — pour certains — c'est que c'est sur les jeunes générations qu'il faut agir pour préparer l'évolution qui doit mener l'espèce humaine vers son affranchissement.

Cela est tellement indéniable que tous les partis qui, tour à tour, se sont succédés dans la direction des sociétés, ont tenu à s'assurer le monopole d'enseigner l'enfance. L'Eglise d'abord ; monopole qu'elle dût partager avec le pouvoir laïque, tant que celui-ci crut avoir besoin d'elle, et que ce dernier vient de s'attribuer exclusivement lorsqu'il a compris qu'il pouvait se passer d'un co-partenaire trop exigeant.

Avec quelques camarades, nous eûmes l'idée de fonder un groupe, pour établir une école libertaire. Le groupe marcha tant bien que mal quelque temps, réussit même à ramasser quelque argent, bien peu cependant, en raison de ce qu'il aurait fallu pour organiser une école viable.

Désireux cependant de mettre quelque chose sur pied, dans l'espoir que, en présentant un essai de réalisation, lui viendraient les concours dont il avait besoin, le groupe organisa des cours du soir avec bibliothèque. Mais, la caisse une fois dépensée, les cours durent cesser.

Si l'entreprise échoua, peut-être était-ce parce que l'idée était prématurée, mais ce fut aussi pour une autre raison.

---

(1) Voir le numéro 51.

Dans le groupe, il y avait bien deux ou trois hommes assez fortement épris de l'idée pour en faire le but de leur activité si elle n'avait pas été prise déjà, par ailleurs. Les autres, quoique bien convaincus de l'excellence de l'idée, et capables d'apporter leur quote-part de travail à une affaire en marche, n'étaient cependant pas assez possédés par elle pour en faire leur affaire propre, et les amener à y consacrer la plus grande partie de leur activité.

C'est que, pour s'adonner à une idée, et s'y consacrer, il faut être assez empoigné pour que cela devienne presque de l'obsession. Et l'on se fatigue vite des efforts qui semblent ne pas devoir aboutir.

* * *

Si je m'en rapporte aux communications insérées de temps à autre aux *Temps Nouveaux*, il s'est formé de différents côtés des groupements ayant pour but d'envoyer journaux et brochures aux adresses que l'on se procurerait, en vue d'une diffusion plus grande des idées. Mais ces groupes n'ont guère survécu à leur déclaration d'existence, et guère fonctionné, si on en excepte celui d'Arcueil dont les appels et les bilans figurent depuis des années dans les Correspondances et Communications des *T. N.* sous la signature du camarade Froment.

Et cependant, nul ne contestera la force que ces groupes pourraient donner à la propagande, s'ils pouvaient arriver à envoyer en quantités appréciables, journaux, brochures, placards, manifestes, etc.

Il y a, à leur insuccès, une foule de raisons.

Nous en avons indiqué une, celle qui fait que l'on ne s'intéresse pas à ce que fait le voisin; une deuxième que nous aurons à étudier plus complétement plus loin, c'est que c'est mesquin de se borner à plier et mettre sous bande des journaux et des brochures, et une troisième — sans préjudice de celles qui peuvent m'échapper — c'est que ceux qui les formaient comptaient plus sur l'aide venant du dehors que sur leurs propres efforts.

Justement, si le groupe dont le camarade Froment est le secrétaire a pu marcher pendant quelque temps déjà, c'est que ceux qui le composaient ont d'abord tablé sur leurs propres efforts pour faire quelque chose, n'escomptant les concours du dehors — qu'ils étaient en droit d'espérer — que pour donner plus de développement à leur œuvre.

Ces concours ne sont pas venus, l'œuvre a été modeste, le groupe étant peu nombreux, mais il a produit quelque chose.

* * *

Il existe un autre genre de groupement qui a existé dans certaines crises, mais a manqué de continuité, et manque absolument en ce moment. C'est un groupe pour venir en aide aux détenus, à leurs familles et à ceux qui, par suite de leur propagande, se trouvent dans la nécessité d'avoir recours à l'aide des camarades.

Le dernier en date a été le groupe de la *Liberté d'opinion*. Le peu de temps qu'il a existé, nous avons pu, aux *Temps Nouveaux*, lui verser la somme de plus d'un millier de francs, envoyée par nos lecteurs.

Le groupe n'existant plus, aucun nouvel appel n'a été fait dans ce sens, il n'est plus rien rentré. Cependant, il y a toujours de temps à autres quelque camarade en prison, ou dans la nécessité de mettre la frontière entre lui et l'autorité.

Justement, on s'est plaint que quelques-uns avaient essayé d'exploiter la solidarité des camarades; s'il existait un groupement permanent, composé de camarades connus, ce serait un moyen d'apporter une entrave à l'industrie de quelques-uns.

(*A suivre.*) J. Grave.

La haine de race aux États-Unis

(*Suite*) (1)

Comment expliquer que la haine de race ait pris les Japonais pour cible et non pas tel ou tel autre peuple, — et l'on sait qu'il n'en est pas un seul qui ne compte aux Etats-Unis des représentants par milliers?

Remarquons d'abord que leur nombre est relativement faible: il n'y a aux Etats-Unis que *60.000* Japonais tandis qu'en la seule ville de New-York il y a *500.000* Italiens, par exemple.

Sur le marché du travail, la concurrence japonaise est peu sensible, les Nippons ne travaillent pas à des prix inférieurs à ceux des Grecs, des Hongrois, des Slaves, des Italiens, lesquels ne sont pas exclus du trade-unionisme (2).

Des entrepreneurs de San-Francisco obligés sur les instances des trade-unionistes de congédier des ouvriers Japonais ont déclaré qu'ils ne comprenaient pas le motif d'une telle mesure car ils payaient ces Asiatiques d'après le tarif des unions. Donc nous pouvons déjà affirmer que la question des salaires n'a été qu'un prétexte dans les manifestations anti-japonaises.

D'autre part si nous nous approchons de ceux que l'on appelle ici les « petits bruns » nous sommes surpris de ressentir pour eux une plus grande sympathie que pour n'importe quelle autre race. Leur regard respire l'intelligence, leur physionomie est empreinte à la fois de bonté, de dignité et de courage; leurs manières sont recherchées, quelque peu obséquieuses, mais franches. La grande presse de l'Est n'exagère donc pas en affirmant que les qualités morales des Japonais sont généralement supérieures à celles des autres peuples et qu'aux Etats-Unis seule la voyoucratie peut manifester un sentiment de haine envers eux. Les étrangers du comité de la *Japanese and Korean Exclusion League* qui font parade de chauvinisme américain affirment bien haut que les Japonais se préoccupent peu de devenir citoyens de la grande Amérique, et pour eux cette indifférence est un crime capital.

Cette accusation est une des mieux fondées. Généralement les étrangers aux Etats-Unis dès qu'ils ont compris les grands avantages qu'offre la politique aux gens sans scrupules se font citoyens américains. Pour cela, il faut d'abord faire une déclaration devant un juge, jurer sur la bible que l'on renie sa nationalité, puis après cinq années de résidence l'on doit se présenter de nouveau devant un juge, accompagné de deux notables qui jurent sur la Sainte Bible que l'on a rempli toutes les conditions exigées par la loi. Les choses se passent ainsi en principe, mais en fait on peut du jour au lendemain devenir Américain, deux honnêtes citoyens viendront jurer, toujours sur la bible, que l'on réside en Amérique depuis plus de cinq ans bien qu'on n'y soit que depuis cinq jours. Alors on pourra faire partie d'un comité politique et jouir de la protection des élus du suffrage universel et des hauts fonctionnaires publics. Si l'on parle anglais, on aura des chances de devenir soi-même un politicien, de se faire élire à une des innombrables sinécures publiques, telles que shériff, conseiller municipal, maire, juge, député, sénateur aux chambres d'Etat, représentant au Congrès ou au Sénat des Etats-Unis, etc., etc., toutes situations qui sont des mines d'or pour les aventuriers de la politique sans distinction de parti.

Pour les tenanciers de tripots, de maisons de jeu, pour les propriétaires de bordels et pour tous les commerçants plus ou moins véreux, il est indispensable d'être citoyen américain et de faire partie d'un club politique. Pour pouvoir exercer les professions de pickpocket ou de cambrioleur sans courir de danger il faut également faire parade de patriotisme américain et être affilié à un cercle où domine l'influence d'un *boss* (1). Il est bon de noter qu'en période électorale ce sont tous ces fripons qui jouent le rôle le plus actif et que nul ne peut-être élu sans recourir à eux.

Les Japonais (sans vouloir affirmer qu'ils sont tous également scrupuleux) ne peuvent devenir citoyens américains, le seul fait de jurer sur la bible leur répugne trop. Ce livre ils le connaissent et ils se demandent comment un recueil de choses aussi stupides et aussi immorales peut servir de base à la constitution d'un grand pays qui s'intitule tout simplement la plus grande République du monde entier (2).

Quant à la politique américaine, ils ont de suite compris que ce n'est qu'un amalgame de prêtres de toute religion et de toute secte, d'aventuriers de tous pays, de fripons de tout acabit où domine la voyoucratie internationale. Aussi se tiennent-ils éloignés d'elle et avec dégoût.

Pour les mœurs, les Nippons diffèrent également de ceux qui leur contestent le droit de résider aux Etats-Unis; ils sont très sobres, ne se passionnent pas pour les jeux d'argent, et sont, paraît-il, de très mauvais clients pour les débitants de boissons, et les tenanciers de maisons de prostitution.

Donc si l'on sait que parmi les plus grandes industries de San-Francisco il faut citer le jeu, la prostitution et le commerce des boissons alcooliques, l'on comprendra le préjudice que portent à l'industrie Californienne la sobriété et la simplicité des mœurs japonaises.

Mais il y a pis. Il y a contre les Nippons une accusation d'une évidence incontestable et qui fait frémir d'horreur tous les membres de la *Japanese and Korean Exclusion League*, les Japonais n'ont pas ou presque pas de religion et l'on sait qu'ils n'ont pas beaucoup de sympathie pour le christianisme; les missionnaires catholiques et protestants qui pullulent dans tout l'Extrême-Orient, leur ont appris à con-

(1) Voir le numéro précédent.

(2) Un étudiant Japonais a affirmé, à San-Francisco, que durant la cueillette des oranges, les Japonais occupés à ce genre de labeur firent grève trois fois dans la même journée et obtinrent gain de cause, pendant que les blancs consentaient à travailler à un salaire inférieur.

(1) En ce moment les journaux publient une note émanant du grand avocat général de New-York, M. Jérôme. Ce brave représentant de la magistrature debout affirme que 75 0/0 des pick-pockets de cette grande ville partagent le produit de leurs vols avec la police.

(2) D'après la constitution des Etats-Unis, toute question religieuse doit être éliminée des lois. Le législateur a bien dit : « L'Etat ne pourra jamais faire de lois contre ni pour la religion », mais depuis la religion a repris les droits qu'elle avait perdu pendant quelque temps, et aujourd'hui elle est toute puissante.

naître les doctrines chrétiennes ! C'est pourquoi l'archevêque Riordan, le plus grand dignitaire religieux et un des grands politiciens de Californie, déclare que les enfants des Japonais ne peuvent être admis dans les écoles publiques, où leur contact corromprait les petits des blancs. Et l'*Examiner*, un des journaux du juif Herts de faire chorus.

Pour que le lecteur puisse bien comprendre comment dans ce pays la religion marche toujours de pair avec la politique, qu'il me soit permis d'ouvrir ici une parenthèse.

Dans aucun pays d'Europe, le prêtre n'a autant de pouvoir qu'aux Etats-Unis.

Ici, on le trouve partout, dans les Comités politiques, dans les sociétés financières, dans les trade-unions et même dans les tripots où il place son argent à gros revenu.

Dans l'armée, dans la marine, le prêtre domine en maître (1). Dans les chambres des Etats, au Congrès et au Sénat des Etats-Unis il préside aux Assemblées. C'est lui qui ouvre les séances par la prière réglementaire et qui, avant l'ouverture des débats, donne sa bénédiction aux représentants du peuple !

Dans les clubs de femmes, les hommes ne sont jamais admis, sauf le prêtre, qui profite de son influence sur ces dames pour leur enseigner les moyens de dominer leurs maris ou leurs amants.

Les grands journaux, les revues, les magasines et même les publications unionistes, recherchent avidement la collaboration des *clergymen*.

Dans les écoles publiques, dans les écoles supérieures, dans les universités, les prêtres enseignent leur théologie et condamnent sévèrement les professeurs qui ont osé parler contre les dogmes établis.

Les arracheurs de dents, les fabricants d'onguents merveilleux, les inventeurs d'élixir et en général tous ceux qui font commerce de la crédulité publique payent très cher pour avoir dans leurs réclames et dans leurs annonces la signature d'un révérend père.

Dans les grands procès judiciaires le succès est presque toujours certain si l'on a avec soi un prêtre. Ainsi dans ce procès sensationel qui se déroule actuellement à New-York et qui révèle toute la pourriture de la société capitaliste, les millions de la famille Thaw ont pu acheter juge, jury, des légions de médecins aliénistes et même l'avocat général ; mais le succès ne pourrait être réellement certain sans le concours d'un prêtre et c'est pourquoi nous voyons dans la grande presse un article du R. P. Th. Grégory qui affirme que l'accusé tua sa victime sous l'impulsion de sentiments sacrés et qu'en vertu de la loi divine il doit être acquitté.

White (la victime de Thaw), nous dit le prêtre, était un monstre qui fit honte aux démons de l'Enfer, lorsqu'il fut tué. Dieu, les anges et tous les archanges, ainsi que les hommes honnêtes et les femmes purent tressaillir de joie et d'allégresse, car quelque chose de juste et de grand venait d'être accompli.

Lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France, les catholiques américains furent ici très aggressifs et dénoncèrent la République Française comme le gouvernement le plus tyrannique du monde. Ils envoyèrent une délégation en France et une autre au pape. Devant le Saint-Père les pèlerins américains ont manifesté leur indignation contre ce qu'ils appellent les persécutions religieuses en France et ont déclaré qu'aux Etats-Unis il y avait plus de 10 millions de catholiques militants prêts à obéir aveuglement à tout ce que leur ordonnerait Sa Sainteté.

(1) Ces temps derniers des soldats ont protesté contre l'obligation qu'on voulait leur imposer d'assister aux offices divins sous peine de punition.

Dans le gouvernement, la puissance des catholiques est patente : Roosevelt quoique protestant se déclare ouvertement en faveur des jésuites.

Bonaparte, ministre de la marine, est le porte-voix du jésuitisme. Pour exterminer l'idée anarchiste, a déclaré cet homme d'Etat, il faut établir la torture et la corde pour tous ceux qui se déclarent anarchistes.

C'est le même homme qui affirme que les écoles publiques contribuent beaucoup au développement du socialisme et de l'anarchisme, que si le peuple était complètement illettré et ne connaissait que l'Ecriture sainte il n'aurait aucune propension aux doctrines subversives. Et le pieux ministre de réclamer la suppression des écoles publiques.

En période électorale, les églises sont transformées en cercles politiques où le prêtre fait publiquement de la propagande pour le parti qui lui a donné ou promis le plus d'argent.

Chaque année a lieu un Congrès religieux où adhèrent les différentes religions et sectes : catholiques, protestants, juifs, etc., etc., y sont représentés. Le but de ces Congrès annuels est de combattre l'impiété et surtout l'athéisme, et ils se terminent toujours par des pétitions au gouvernement pour lui demander des lois contre les impies et les athées.

Tout citoyen américain est sensé être un croyant, et nul ne peut entrer dans la politique s'il est libre-penseur.

Robert Ingersoll (1), le libre-penseur américain, avait été présenté comme candidat au poste de gouverneur de l'Illinois. Doué d'une grande éloquence, et possédant des sentiments honnêtes qui l'avaient fait apprécier par une démocratie moins corrompue que celle de nos jours, il allait être élu lorsqu'on lui demanda s'il était vrai qu'il fut un homme sans religion.

Sans hésiter, il répondit :

— Oui, je suis un impie !

Ce fut sa défaite complète, et durant toute son existence les « clergymen » l'accablèrent d'injures et de calomnies, lui reprochant sans cesse son échec politique comme un châtiment de Dieu.

(A suivre). LAURENT CASAS.

Mouvement social

LES GRÈVES

PARIS

Les grèves de l'Alimentation. — Alors que le mouvement de grève chez les ouvriers boulangers, malgré l'énergie que dépensent sans compter les militants du syndicat, se traîne languissant, les limonadiers restaurateurs, que personne ne s'attendait à voir entrer dans la lutte, ont offert la surprise d'une action superbe, riche d'élan, d'entente et de conscience.

S'efforçant dans ces derniers temps de bien connaître l'état d'esprit corporatif, ne voulant pas se lancer à l'aveuglette mais au contraire se rendre compte des possibilités qu'avait présentement un mouvement de grève dans cette corporation si difficile à organiser et à instruire, le syndicat sûr de ses éléments a décidé que le mouvement débuterait par les principales maisons, cafés et restaurants de Paris.

Ayant adressé, sous enveloppe, à des délégués syndiqués travaillant dans les maisons désignées : restaurant Maire, café Américain, café Riche, etc., etc., les instructions nécessaires, ces derniers en ont pris connaissance au moment fixé et vendredi dernier, le personnel de toutes les maisons devant être atteintes quittait le travail avec un ensemble parfait.

(1) Robert G. Ingersoll a été le plus grand penseur américain de notre époque. Sa philosophie était révolutionnaire et rationnelle. Seul il osa affronter tous les prêtres unis pour le combattre. Il fut le seul philosophe aux Etats-Unis qui osa réfuter le tolstoïsme. Caractère d'élite, il fut de ceux qui prirent la défense des anarchistes de Chicago en 1887.

Depuis, la grève s'est étendue à un nombre toujours plus grand de maisons. Le mouvement fait boule de neige parce que le début a été excellent ; tant il est vrai qu'en matière de conflit économique, la valeur de l'élan initial est le plus important facteur de réussite ou d'échec.

Cette agitation est d'autant plus intéressante qu'elle soulève une catégorie ouvrière dont les conditions de travail, de salaire sont entièrement différentes de celles concernant les travailleurs de l'industrie.

Les garçons de café et de restaurant n'ont de commun avec les autres travailleurs que l'exploitation patronale et celle-ci a revêtu une forme d'autant plus odieuse et forcenée que les membres de ces corporations ont été plus longtemps divisés et plus difficilement atteints par la propagande syndicale.

La journée de travail n'a aucune limite reconnue. Elle sera de 14, 16, 18 ou même 20 heures, suivant les établissements.

Aucune des lois dites ouvrières ne s'applique à cette corporation ; disons toutefois que c'est de cet oubli de leurs intérêts par les législateurs que ces travailleurs se plaignent le moins, car ils apprécient chaque jour un peu mieux ce qu'a d'illusoire et même de dangereux cette législation soi-disant ouvrière, en réalité œuvre de conservation sociale.

Mais où l'arbitraire dans lequel est plongée cette corporation apparaît avec le plus de netteté, c'est dans la rémunération de leur travail.

Alors que dans tout métier des plus utiles, du moins nécessaires, c'est celui qui profite de la main-d'œuvre ouvrière qui la salarie, c'est le patron qui, en échange du travail, remet un salaire, les garçons de café et restaurant paient pour travailler.

Ils salarient leurs patrons pour obtenir l'autorisation de travailler à son compte.

En outre de ce droit variable suivant les maisons allant de cinq à vingt francs que le garçon remet le matin avant de commencer sa journée, l'employé supporte encore une foule de menus frais que la rapacité patronale met à son compte. Achat pour les clients, de journaux, papier à lettres, cure-dents, etc.

En plus encore, le matériel cassé, que ce soit par le garçon ou le client est payé par le premier.

Le garçon doit donc trouver tous ces frais et son salaire dans le pourboire qu'octroie le consommateur.

Dans quelques années, lorsque ces pratiques scandaleuses auront été abandonnées, l'on s'étonnera que des milliers de travailleurs soumis à un travail exténuant se soient si longtemps pliés à ces conditions de travail vraiment paradoxales.

En surplus de conditions nouvelles de travail, cette corporation veut acquérir plus de considération.

Déniant toute dignité à leurs employés, les patrons ont jusqu'ici exigés qu'ils aient une face glabre. C'était le cachet d'infériorité imposé par un patronat hautain et méprisant.

Les garçons veulent avoir le droit de conserver leur moustache, et cette *revendication* vient d'être acceptée par les patrons.

Effarés par l'ampleur du mouvement, les patrons des grands établissements des boulevards et des quartiers chics ont cessé de railler comme le premier jour de la grève qu'ils croyaient devoir se localiser et durer peu dans les quelques maisons ou elle a éclaté.

Coup sur coup ils se sont réunis et ont compris que l'intransigeance n'était plus de saison.

Leurs concessions, il est vrai, ne seront certainement pas acceptées par les grévistes, car elles sont insignifiantes en regard des revendications posées et trop faciles à reprendre après la reprise du travail.

Le syndicat a réuni sous une forme de contrat les nouvelles conditions du travail qu'il entend faire appliquer.

Ce contrat est ainsi conçu :

Conditions de travail pour ouvriers restaurateurs et limonadiers qui devront être appliquées immédiatement dans la corporation du département de la Seine :

Article premier. — Reconnaissance et respect par

le syndicat patronal de la chambre syndicale ouvrière des limonadiers restaurateurs de la Seine adhérente à la Bourse du Travail de Paris.

Art. 2. — Respect absolu et application intégrale de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, c'est-à-dire un jour de repos par semaine.

Art. 3. — Aucun renvoi pour faits de grève partielle ou générale.

En cas de non-acceptation par les patrons de l'article 3 du présent contrat, il sera alloué une somme représentant quinze journées de travail fixées à raison de dix francs chacune.

Art. 4. — Le tronc est totalement supprimé à partir du jour de la signature dudit contrat.

Art. 5. — Il est interdit d'opérer un prélèvement quelconque sur les bénéfices produits par les pourboires.

Art. 6. — Il est également interdit de faire payer aux ouvriers et sous aucun prétexte le papier à lettre, les allumettes, la casse, la disparition du matériel, les journaux, les cure-dents, etc.

Art. 7. — A partir de ce jour, tous les ouvriers limonadiers ou restaurateurs devront porter la moustache.

Art. 8. — Un minimum de salaire établi selon les catégories de maisons est fixé. Le salaire des commis est fixé à 120 francs par mois. La durée de temps pour le congédiement des employés devra être de huit jours.

Dans leur dernière réunion tenue au Bal Tabarin, les patrons ont adopté la résolution suivante qui ne peut en rien satisfaire les desiderata ouvriers :

La chambre syndicale des patrons restaurateurs et limonadiers, réunis en assemblée générale dans la salle du Bal Tabarin, rue Victor-Massé, déclare qu'ils n'ont jamais cessé d'être en parfaite harmonie avec leur personnel et qu'ils ont été et restent encore prêts à discuter avec leurs employés qui ont déserté le travail *sur les conseils d'agitateurs révolutionnaires, au mépris de leurs vrais intérêts.*

Ils renouvellent qu'ils ont accordé :

1° Le port facultatif de la moustache ;

2° La suppression des frais, sous les réserves faites en séance par le président.

Par suite, aucune raison ne peut, à l'heure présente, empêcher les bons travailleurs de reprendre le travail et de cesser tout rapport avec les agitateurs qui n'ont en vue que de troubler l'ordre dans Paris et d'amener la ruine générale par les moyens révolutionnaires.

Les réserves que le président, M. Marguery, a faites à la suppression des frais sont celles-ci :

— Supprimons, a-t-il dit, les frais tels que papier à lettres, allumettes, casse, journaux, cure-dents, et laissons à la charge du garçon les salaires des « omnibus », des « débarrasseurs » et des « pompiers ».

Les *omnibus, débarrasseurs* et *pompiers* sont pour ainsi dire les aides du garçon.

Ainsi les patrons accepteraient de payer quelques journaux ou allumettes, mais laisseraient la plus grosse partie des frais à la charge des garçons, alors que ceux-ci n'en veulent plus du tout.

La corporation des limonadiers-restaurateurs n'a jamais eu, certainement, une pareille occasion de changer ses conditions de vie et de travail.

Les grands restaurants et cafés ne peuvent rester longtemps sans le personnel spécial qui les active, personnel que les patrons ne peuvent facilement remplacer.

L'empressement qu'a marqué le patronat à faire les premières concessions, indique le terrible embarras dans lequel il se débat. Que les grévistes sachent en profiter.

Le seul essai de réalisation de ses revendications n'avait été poursuivi par la corporation que par voie législative.

Le 28 novembre 1898, le député Coutant déposait une proposition de loi supprimant les frais.

En 1903, cette loi fut reprise après un sommeil de cinq ans dans les cartons parlementaires.

Un rapport sur cette question fut établi par un autre député M. Chambon.

Loi et rapport ont été depuis, heureusement pour les limonadiers, replongés dans leur profond sommeil.

Mais cette expérience de l'action parlementaire a prouvé aux garçons de cafés qu'ils n'obtiendraient que ce qu'ils seraient capables d'imposer et cette idée a, depuis quelques années, assez pénétré la corporation pour avoir permis au syndicat de provoquer le très intéressant mouvement de ce moment.

Ch. Desplanques.

ARDENNES

Chez les métallurgistes. — Le premier congrès régional de l'Union des syndicats des Ardennes qui s'est tenu à Mohon les 14 et 15 avril, marquera incontestablement une date dans l'histoire de la lutte ouvrière économique dans les Ardennes.

Quarante délégués qui représentaient vingt-neuf syndicats (à peu près tous ceux existant dans la région) y ont discuté deux des points les plus importants du syndicalisme : 1° l'unité syndicale et fédérale dans la métallurgie ; 2° la neutralité politique des syndicats.

L'ordre du jour appelait en outre la recherche des moyens propres à secouer l'apathie qui se manifeste chez les travailleurs ardennais, à identifier chez eux la propagande révolutionnaire.

Dès la première séance, où fut discutée la propagande syndicale dans la région, il apparut clairement que nombre de camarades délégués au Congrès *ignoraient tout* de la Confédération générale du Travail. Groupés politiquement dans leur fédération socialiste, la plupart des travailleurs des Ardennes ne connaissent rien du Parti du Travail. On le vit bien à l'intérêt très vif avec lequel le Congrès écouta l'exposé lucide, précis et documenté que fit Merrheim de l'organisation confédérale.

Les déclarations nettes et énergiques du secrétaire de la fédération de la métallurgie eurent raison des équivoques habilement entretenues jusqu'ici par les politiciens du socialisme, dissipèrent les malentendus existant, et c'est à l'unanimité que fut adopté l'ordre du jour approuvant la tactique et la propagande de la C. G. T.

Le terrain ainsi déblayé, vint ensuite l'importante question de l'unité ouvrière dans la métallurgie. Plusieurs camarades firent comme il convenait le procès des fédérations de métier qui tendent à perpétuer dans les corporations l'égoïsme et l'aristocratie professionnelle qui font si bien dans le jeu du patronat.

Comme on s'y attendait, les débats ont été vifs, quelquefois même passionnés, mais tous à la fin s'accordèrent à reconnaître que les organisations ouvrières doivent être liées étroitement afin que leur force de résistance en soit agrandie et, à l'unanimité les congressistes votèrent le principe de la fusion des syndicats de métier dans les syndicats d'industrie.

La seconde journée du Congrès fut employée à discuter de la neutralité politique des syndicats.

Disons tout de suite que, se conformant aux décisions d'Amiens, le Congrès déclara une fois de plus que les ouvriers doivent prendre et défendre ce qu'ils produisent par leur travail au moyen d'une organisation *économique* de la classe ouvrière sans affiliation à *aucun parti politique.*

En résumé, le premier congrès régional des syndicats ardennais a fait de la besogne et aura une très grande et très efficace influence sur le développement du mouvement ouvrier dans la vallée industrieuse.

Il ne reste plus maintenant pour chacune des organisations représentées à ces assises qu'à se mettre à la besogne le plus vite possible, et aussi à faire le nécessaire pour que les décisions prises à Mohon soient appliquées et respectées.

Que tous les militants se mettent à l'œuvre avec une vigueur nouvelle et que chacun poursuive d'une façon active et méthodique l'éducation ouvrière qui seule permettra au prolétariat d'acquérir la capacité révolutionnaire.

D'importantes questions, telles que la propagande pour la journée de huit heures, l'antimilitarisme et les mesures à prendre contre les lock-out, n'ont pu, faute de temps, être soulevées à Mohon. Il appartient à chaque syndicat de les inscrire à son ordre du jour.

Et maintenant que l'union est réalisée, l'accord définitivement conclu, que nos camarades des Ardennes oublient leurs dissentiments antérieurs et œuvrent en commun pour préparer la libération des esclaves modernes : les serfs de l'atelier et de l'usine.

Dans les syndicats, menant la lutte sur le terrain économique, les ouvriers trouveront toujours les moyens de s'entendre tandis que la politique est faite pour les diviser.

En dehors du bulletin de vote, il y a un vaste champ d'activité sur lequel tous ceux qui travaillent sincèrement à l'émancipation du prolétariat peuvent se rencontrer.

Daniel Gerbault.

LANDES

Mouvement ouvrier. — A Gastes, Mimizan Sainte-Eulalie, Lit-et-Mixe, Vieille-Saint-Girons, les grèves des résiniers continuent avec beaucoup de calme ; mais avec énergie et cohésion.

— Les résiniers de Linxe, de Saint-Yaguen, de Laluque, de Saint-Paul-lès-Dax, sont en pourparlers avec leurs propriétaires depuis quelques jours. Ils sont décidés à déclarer la grève, si leurs revendications n'aboutissent pas à l'amiable et promptement.

— Les scieurs également sont prêts à cesser le travail, si la deuxième réunion des délégués des deux parties ne leur est pas favorable. En ce moment, ils sont très mécontents de la première entrevue où leurs patrons se sont montrés intransigeants.

Le syndicat des scieurs comprend 350 membres environ et répartis sur tout le littoral.

— A Mont-de-Marsan, un syndicat des ouvriers tonneliers s'est fondé tout récemment. Tant mieux.

— Le camarade Darmaillacq, du syndicat des résiniers de Lit-et-Mixe, a été condamné par le tribunal correctionnel de Dax, à un mois de prison sans sursis et 16 francs d'amende.

— Le camarade Ducamin, du même syndicat, dont nous avions annoncé l'incarcération et la prévision de deux mois de prison préventive, puisque son affaire ne doit se juger que vers le 15 mai, a été mis en liberté provisoire le 16 avril. Les uns disent que c'est par rapport à une bronchite qu'il aurait contractée en prison ; d'autres que c'est dans le but de calmer les esprits et de faire cesser la grève le plus tôt possible. Les uns et les autres ont raison. La mise en liberté de Ducamin ne calmera personne, heureusement, et les grévistes ne se montreront que plus énergiques, plus conscients et plus forts.

Les journeaux bourgeois présentent la grève de Lit-et-Mixe comme une grève purement politique.

Comme syndicalistes, nous n'avons pas à nous préoccuper si les propriétaires récalcitrants appartiennent à tel ou tel parti : nous ne voyons en face de nous que des ennemis, des patrons exploiteurs, et nous n'avons pas à faire de différence entre M. le baron Y... ou M. X..., aux opinions républicaines. L'un vaut l'autre, quand il s'agit de s'enrichir avec la sueur des prolétaires.

MM. les radicaux et bon nombre de socialistes sont contre la classe ouvrière, lorsque celle-ci veut s'émanciper directement, sans le concours des fumistes parlementaires : nous voulons dire par là, que nos camarades résiniers et scieurs, doivent combattre le capital sans se préoccuper de l'étiquette !

G. G.

MARAUSSAN

Une bonne réponse. — On sait que le ministre dit du Travail et de la Prévoyance sociale envoie mensuellement à tous les syndicats ouvriers un questionnaire sur l'état du travail.

Un syndicat de Maraussan (Hérault), estimant que ce questionnaire était parfaitement oiseux, l'a retourné récemment avec une petite lettre qui commençait ainsi :

« Nous ne voulons plus être les sacrifiés, nous ne voulons plus vous engraisser, nous ne voulons plus vous servir de chair à canon et aller assassiner nos frères, nous ne voulons plus vous soutenir pour que vous nous jetiez en prison. »

Ne croyez-vous pas que tous les syndicats révolutionnaires feraient bien de nous imiter ? Quelle utilité peuvent bien avoir pour l'affranchissement des travailleurs, les paperasses de M. Viviani.

O. Dangerma.

NANCY

Grève générale des Plâtriers. — Décidément les beaux jours du patronat sont finis dans la région. Après les multiples grèves de la chaussure, de la métallurgie et des peintres, ce sont nos camarades plâtriers qui viennent de proclamer la grève générale. Sur 120 ouvriers qui travaillent à Nancy, 96 ont suivit le mouvement. Ils demandent une diminution d'heures de travail et une augmentation de salaires ; les soupes communistes fonctionnent admirablement, la solidarité est grande, l'énergie aussi ; tout nous fait prévoir une heureuse solution.

Grève des Piqueuses. — Les femmes qui étaient restés quelques temps éloignées du mouvement ouvrier, se décident enfin à descendre dans la mêlée sociale.

Les ouvrières piqueuses de la Maison Legris-Martin-Picard, au nombre de 70, viennent d'abandonner le travail.

Un contremaître, nouvellement promu, et voulant faire du zèle, supprima le travail à la journée, pour lui substituer le travail aux pièces ; les ouvrières se sentant lésées, se mirent en grève. A remarquer que ces vaillantes montrent une rare énergie envers les renégats et les policiers brutaux.

Elles montent la garde autour de l'usine, et quelquefois administrent des horions à celles qui tentent de venir les remplacer ; le Syndicat de la chaussure, auxquelles elles sont adhérentes, les soutient activement.

Protestation. — L'Union des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle a voté un ordre du jour de protestation contre l'arrestation d'Yvetot et de Marck, elle s'engage à préparer au besoin la grève générale, s'il le faut, afin d'arracher à nos dirigeants les deux camarades incarcérés.

A Lunéville. — Une grève générale dans le bâtiment est imminente ; l'esprit qui anime nos camarades de la bâtisse est très revolutionnaire.

En Appel. — Condamné à quinze jours de prison, le 5 avril, je fis appel pour gagner du temps, les chats-fourrés ne l'ont pas compris ainsi. Je passe en appel le mercredi 24 avril. Cette condamnation arbitraire n'a soulevé aucune protestation de la part de la presse prostituée, et hormis *le Cri populaire, le Syndicaliste* et les Syndicats ouvriers, groupes et ligues sont restés muets comme des carpes.

J.-S. Boudoux.

NANTES

La grève des dockers. Arrestations. Condamnations. — La grève continue, malgré les arrestations d'Yvetot et de Marck. Les entrepreneurs ont réussi à embaucher des jaunes, des contremaîtres et un certain nombre de sans travail et plusieurs bateaux chargent et déchargent avec l'aide des équipages, sous la protection de la troupe.

Plus de trente dockers sont déjà passés en justice. Sur la dénonciation de n'importe quel jaune, les grévistes sont arrêtés et condamnés pour menaces ou pour coups. Six nouveaux dockers ont été condamnés à six mois de prison, le docker David à un an de prison et tous à cinq ans d'interdiction de séjour pour coups à des renégats. Toutes les autorités se coalisent pour briser la grève, mais elles n'y arrivent pas. Les grévistes se sont entendus avec un entrepreneur pour fonder une coopérative de déchargement. Espérons que ça réussira.

A Saint-Nazaire, dans les chantiers de construction, les aides-tôliers ayant obtenu une augmentation, ont repris le travail ; mais les riveurs et leurs aides, au nombre de cinq cents, continuent la grève qui dure depuis plus d'un mois. Ils ont organisé des soupes communistes, comme à Nantes.

Félixio.

NICE

Retraites Ouvrières. — Un Congrès mutualiste s'est tenu à Nice la semaine passée, et M. Millerand, que rien n'arrête plus, est allé y prononcer un « important discours » sur l'important sujet des retraites ouvrières.

Nous n'en détacherons qu'une phrase, mais caractéristique : « La propriété individuelle, même de l'humble livret sur lequel sont inscrits les versements périodiques pour la retraite, transforme son possesseur, parce qu'elle lui donne un point d'appui et une raison d'espérer, c'est-à-dire de lutter et de vivre. »

Cette petite phrase prouve, premièrement, que M. Millerand, hier ministre et apologiste aujourd'hui de la propriété, n'en est pas à un reniement près, — ce qui n'a au surplus aucune importance. Elle montre ensuite assez clairement l'espoir que les bourgeois, auxquels M. Millerand appartient désormais tout entier, fondent sur les retraites ouvrières.

Les bourgeois comptent sur « l'humble livret » de retraite pour embourgeoiser les ouvriers et assurer la paix sociale définitive. Ils se sont dit que la classe ouvrière, si ses vieux jours étaient mis à l'abri de la faim, penserait moins à la révolution et que le socialisme, abandonné par ses troupes, devrait alors nécessairement désarmer.

Mais ce n'est là qu'un calcul bourgeois, donc un mauvais calcul. Il faudrait désespérer de tout si le socialisme (qui n'est pas le guesdisme, ni le jaurésisme, ni le guesdisme et le jaurésisme unifiés) était ainsi à la merci des retraites ouvrières ou de tout autre concession à l'égoïsme des masses.

Heureusement le calcul est mauvais. Le socialisme est bien autre chose qu'un simple mouvement de revendications économiques, qu'un immense appétit collectif : c'est un mouvement éthique, à la base duquel on trouve une conception nouvelle du Droit, ou comme disait l'ancêtre Proudhon, de la *Justice*, et dont le but grandiose est de libérer l'individu de toutes les contraintes imbéciles ou cruelles que la société actuelle fait peser sur lui. Que peuvent contre une *idée* les retraites ouvrières ? Mais cela, les bourgeois, qui n'ont plus le sens ni de la liberté ni du droit, ne sauraient le comprendre. Et voilà pourquoi ils fondent tant d'espoirs sur « l'humble livret » de la future caisse des retraites. Laissons les faire et continuons la propagande.

Am. D.

ROUEN

La Guerre sociale en Normandie. — Chez les Maçons-Plâtriers. — 1,800 à 2,000 ouvriers maçons et plâtriers sont en grève. Les revendications soumises au syndicat patronal portent surtout sur les salaires. De toutes les corporations du bâtiment, celle des maçons-plâtriers est la plus odieusement exploitée.

Jusqu'alors aucune défection ne s'est produite et c'est ce qui exaspère le plus le clan patronal, à la tête duquel se trouve l'exploiteur Chouard, bien connu pour les salaires de famine dont il gratifie ses esclaves.

Le syndicat patronal a refusé formellement de faire droit aux revendications ouvrières. Que les maçons-plâtriers sortent un peu du calme où ils semblent figés et satisfaction leur sera donnée.

Chez les Terrassiers. — Jusqu'à ce jour les terrassiers, gravement intéressés par le conflit des maçons, n'ont pas cessé le travail. Dans une réunion tenue à la Bourse du Travail ils ont décidé, par solidarité, de n'exécuter aucun travail dépendant spécialement de la maçonnerie.

Si le mouvement gréviste persiste chez les maçons une grève de terrassiers est probable.

Au Tissage Buttler. — J'ai signalé la fin de la grève des tisserands de l'établissement Buttler, au Houlme, aux revendications desquels il était fait droit.

A nouveau les ouvriers ont cessé le travail, les *cannetiers* et les *bambroches* réclament une augmentation quotidienne de 0 fr. 25.

Par esprit de solidarité les tisserands ont décidé de suivre le mouvement. D'où un chômage de 800 ouvriers.

Aucun pourparler n'a été engagé, le patron Buttler étant en voyage. Ce bon exploiteur se paie des ballades avec l'or sué par les prolos et refusera certainement de faire droit à leur demande, s'ils ne savent l'y contraindre par l'action directe

Une Grève à Monville. — Les ouvriers lamineurs de l'usine de l'oyonithe se sont mis en grève au nombre de 40, ils réclament 0 fr. 05 d'augmentation par heure.

La grève sera, croit-on, vite terminée, le directeur ayant promis d'accorder cette augmentation.

LE HAVRE

Chez les Peintres. — La grève des ouvriers peintres hâvrais, qui durait depuis plusieurs semaines, est terminée.

Les grévistes, après une lutte admirable, ont obtenu d'importantes améliorations dont voici les principales :

1° Le prix de l'heure de salaire est porté de 0 fr. 60 à 0 fr. 65.

2° La durée de la journée de travail en été est fixée à dix heures.

3° La durée de la journée de travail en hiver est fixée à sept heures et demie.

4° Le tarif de l'heure de travail de nuit est de 1 franc.

5° Les frais de déplacement pour les travaux en dehors de la ville sont portés de 2 francs à 2 fr. 50, etc., etc.

C'est une victoire de plus à enregistrer à l'actif du syndicalisme hâvrais.

Chez les Maçons. — Les ouvriers maçons du Hâvre sont également en grève. Le patronat, arrogant comme toujours, ne veut rien entendre. La solidarité des grévistes le contraindront bien à venir à de meilleurs sentiments.

Le vent de révolte qui souffle sur les cités industrielles de l'antique Normandie prouve que le syndicalisme prend là, comme partout ailleurs, une extension et une puissance considérables.

Ceci nous réconforte dans notre propagande et nous encourage à continuer de jeter la sémence révolutionnaire.

Léon Torton.

Mouvement international

ALLEMAGNE

Le Congrès anarchiste. — Nous avons annoncé que la Fédération anarchiste allemande organisait un Congrès pour le 31 mars et le 1er avril derniers. Ce Congrès devait avoir lieu à Offenbach (grand-duché de Hesse). Le 30 mars au soir, notre camarade Paul Fraubose, secrétaire de la Fédération anarchiste, reçut communication de l'arrêté d'interdiction suivant, émanant de « l'administration communale grand'ducale » et dont nous empruntons le texte au *Courrier Européen* :

« A la suite de confidences faites à notre office, nous avons appris que la Fédération anarchiste allemande devait réunir ses délégués dans notre ville :

« Considérant que la propagande anarchiste en général, et la propagande antimilitariste en particulier, laquelle fait partie intégrante des doctrines libertaires, seront discutées à la réunion susdite ;

« Considérant que la saisie opérée récemment de la brochure *Le Bréviaire du Soldat*, ayant sur sa couverture les armoiries de l'Empire allemand et les armes de notre souverain seigneur et maître, doit être considérée par nous comme une indication d'avoir à supprimer tout ce qui a trait à cette abominable doctrine :

« Vu l'article 56, alinéa 5, des dispositions communales en vigueur dans le grand duché de Hesse, nous avons décrété que la susdite réunion n'aurait pas lieu et qu'en cas de contravention, elle serait dispersée par les armes. »

A Francfort, où les camarades crurent pouvoir se réunir, une semblable interdiction vint les frapper. Ils se rendirent alors à Mannheim, où les social-démocrates tinrent leur Congrès de 1906. Mais leur arrivée avait été signalée et une tourbe puante de mouchards les attendait à la gare. Ils parvinrent cependant à les dépister en se jetant dans la campagne, et c'est derrière une haie bordant un sentier que s'ouvrit le Congrès.

Au bout de quelques heures, les délégués purent rentrer en ville sans éveiller l'attention. Et la dis-

cussion continua dans une salle bien close, à l'abri de toute indiscrétion. Les autres détails manquent.

On annonce toutefois que les compagnons Werner Daya et Dr R. Friedeberg auraient été arrêtés à Mannheim.

* * *

A la Bourse du Travail d'Offenbach a eu lieu le 30 mars, la veille du jour fixé pour le Congrès, une réunion où était traité ce sujet : *La grève générale et le parlementarisme.* Le compagnon Rudolph Lange, rédacteur de l'*Anarchist* de Berlin, avait la parole quand la police prononça la dissolution de la réunion. Lange fut quelque peu malmené ; le compagnon Sepp Oerter qui protestait fut empoigné.

Il paraît qu'une nouvelle édition du *Bréviaire du Soldat* circule actuellement ; le titre et la couverture aux couleurs allemandes seuls ont été enlevés.

Der Revolutionär a été saisi pour un article paru dans son numéro 10 : « La tactique expropriatrice des anarchistes russes ».

DANEMARK

L'Antimilitarisme. — Nous lisons dans le numéro du *Courrier Européen* :

« Au Danemark, où les social-démocrates à l'eau de rose sont très nombreux, où l'on boit de la bière social-démocratique, où l'on est administré par des bourguemestres social-démocratiques, et où des agents de police et même des gendarmes social-démocratiques arrêtent les citoyens, la propagande libertaire, spécialement sous la forme de l'antimilitarisme, fait depuis quelques temps des progrès considérables, que les social-démocrates essaient, par tous les moyens, de contrecarrer et d'annihiler.

« C'est la jeunesse, surtout, qui fait cette active propagande libertaire et antimilitariste ; des milliers de feuilles volantes, de tout petit format, sont journellement répandues dans les casernes du pays, et les *autorités* sont impuissantes à arrêter ces distributions incessantes. A part ces petites feuilles volantes et gratuites, la jeunesse danoise publie un organe très lu, *Nij Tid (Le Temps Nouveau)*, qui paraît tous les quinze jours, et il y a deux autres journaux libertaires dont le tirage est très important, *Anarchist* et *Kor Saren*, ce dernier rédigé par le célèbre poète danois Hans Jaeger, dont la réputation a longtemps dépassé les limites étroites de son pays. »

ESPAGNE

Dans les prisons. — On se rappelle les tortures infligées aux travailleurs dans les prisons de Montjuich, Xérès, Alcada del Valle. On se rappelle le jour où Lune, dans un meeting à Trafalgar Square, exhiba ses membres mutilés, condamnation vivante des tortures espagnoles.

Un comité, récemment formé à Barcelone, nous donne des détails sur l'enquête faite par lui dans le système pénitentier espagnol. C'est une terrible liste de prisonniers devenus fous, ou bien amenés au suicide par suite des traitements iniques qu'ils ont eu et ont à subir de la part des plus cruels des geôliers.

J. Nakens, ce publiciste innocent, incarcéré pour n'avoir point trahi sa parole d'honneur, lui que nous pouvons justement qualifier « une figure romaine isolée dominant une génération corrompue », a pu, de son cachot, faire passer dans le journal *El País*, des révélations révoltantes sur les procédés employés envers les prisonniers.

O ironie des mots : ces prisons de Madrid s'appellent officiellement « prisons modèles ». Il est certain qu'elles peuvent être considérées comme les modèles de ce dont un gouvernement féroce et corrompu est capable.

Les prisonniers sont jetés dans des cachots souterrains « calabozos » soit pour les punir, soit immédiatement après leur arrestation, afin qu'ils soient séparés les uns des autres durant le temps de l'instruction préliminaire. Ces cachots sont humides et sombres, sans lits. Les prisonniers ne peuvent se coucher sur le plancher nu à cause du froid, et doivent dormir comme ils peuvent, adossés dans les angles. La nuit, ces cachots sont infestés de rats ; cependant bien peu s'en plaignent : tués et mangés crus, ils apaisent souvent la faim cruelle des prisonniers.

Le traitement des malades est souvent des plus révoltants. Chaque matin, ils sont mis en ligne, pâles, anémiques, en haillons (les autorités ne leur fournissent pas de vêtements et ils gardent ceux qu'ils portaient au moment de leur arrestation) dans l'attente du médecin, qui les examine superficiellement et prescrit des drogues à bon marché. Dans une de ses périodes d'incarcération, F. Salvochea, le vieil agitateur espagnol, obtint pour un camarade prisonnier souffrant d'insomnie, des pilules d'opium. Au lieu de trois pilules, selon l'ordonnance, il en prit vingt-cinq, sans résultat. La curiosité du médecin en fut éveillée et à l'examen, il reconnut que lesdites pilules étaient totalement dépourvues d'opium, et il en est ainsi de toute autre drogue.

La procédure réglant les incarcérations doit être mentionnée pour sa simplicité « russe ». En Angleterre, un prisonnier doit être amené devant un tribunal dans les vingt-quatre heures, en vertu de l'*habeas corpus*. En Espagne, on l'arrête. Après des jours ou des mois, selon le cas, le secrétaire du juge se rend au cachot. Il déclare le cas important, l'accusation grave, et fait entendre doucement qu'une certaine somme à lui payée avancerait la date du jugement. On écrit aux amis du dehors ; la somme est payée, et le lendemain matin, vous voilà libre dans les rues.

Le jour du jugement approche. On verse une autre somme au même fonctionnaire et il fera en sorte que votre cas soit soigneusement remis dans le dossier pour une autre année, et ainsi de suite. Bien entendu, l'arme est à deux tranchants. Votre ennemi personnel est-il arrêté ? Une certaine « considération » versée au fonctionnaire en question maintiendra votre ennemi en prison jusqu'au jour des assises. On sait ce que cela veut dire. Un prisonnier sans amis, surtout s'il est pauvre, est absolument à la merci de ses geôliers.

Je me rappelle le cas d'un pauvre homme qui, après *cinq ans de détention*, fut conduit devant le tribunal, déclaré coupable, et condamné à *deux mois de prison* ! Voilà la justice espagnole !

Cette corruption s'étend du juge sur son siège aux directeurs des prisons et aux fonctionnaires inférieurs quels qu'ils soient. Il est des prisonniers condamnés à la déportation à Ceuta qui ont trouvé moyen de faire leur temps de prison dans leur localité, grâce au pouvoir magique des pots-de-vin ; d'autres qui ont obtenu de sortir de prison pendant quelques jours ; d'autres qui sont sortis de prison pour commettre un vol et qui sont rentrés en prison pour partager le butin avec le gouverneur, ainsi que cela est arrivé à Saragosse en 1902.

Il y a deux ans, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement dut arrêter plusieurs chefs de la police madrilène, sous l'inculpation, d'ailleurs prouvée, de recevoir régulièrement des pots-de-vin d'une bande de voleurs. Mais la plupart du temps on étouffe l'affaire. La corruption sera toujours plus ample, jusqu'à la venue d'un nettoyage révolutionnaire.

Les victimes, qui ne sont victimes que parce que faibles et pauvres, n'osent ou ne peuvent élever une protestation. Ceux qui ont acheté la justice et qui en ont bénéficié ne sont pas disposés à parler. Que quelqu'un se lève et dévoile tout le fond de l'affaire. Il sera bientôt poursuivi comme anarchiste dangereux, libre de choisir entre l'exil ou la prison.

P. V.

(Traduit de *Voice of Labour*.)

JAPON

Un organe révolutionnaire japonais. — Voici les principes dont se réclame *The Revolution* 「革命」 (1) organe du parti de la révolution sociale dont nous avons déjà parlé :

I. — Nous espérons détruire le régime actuel de concurrence économique et capitaliste, et mettre en commun le sol et les capitaux pour qu'il n'y ait plus de gens pauvres et misérables dans la société.

II. — Nous espérons détruire le régime actuel de la superstition de la coutume et des classes, pour assurer la liberté, l'égalité et l'intérêt de tout le monde.

III. — Nous espérons détruire les préjugés sur les distinctions de nationalité et de race. Ceci pour réaliser vraiment les deux termes : fraternité et paix universelle.

IV. — Pour réaliser les principes précédents, la révolution sociale est indispensable. Ainsi nous nous proposons de communiquer et de travailler avec les camarades de tous les pays.

(1) 2459 Parker St. Berkelay Cal, Etats-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

LES POÈTES

Sous cette rubrique, aussi souvent que l'occasion s'en présentera, il sera rendu compte ici des nouvelles publications de volumes de vers qui parviendront à notre connaissance. Parler des poètes, de bonne foi et en pur désintéressement, — avec si peu d'autorité que ce soit — ce sera, peut-être, encourager quelques poètes à parler et à parler le langage de l'avenir.

Trop justement on reproche à la poésie contemporaine de ressasser avec banalité et monotonie les thèmes les plus surannés pour que quiconque est épris de vérité et de beauté n'appelle pas de tous ses vœux un renouvellement de l'écriture en vers qui la rende enfin digne de répondre aux aspirations généreuses et à l'esprit scientifique de nos temps. Il ne faut pas que la poésie se résigne à n'être qu'une voix chevrotante du passé et renonce — sous prétexte de vain sentimentalisme — à suivre le progrès dans son élan vers l'Idée, de plus en plus distincte et lumineuse. Elle la doit revêtir de formes appropriées et l'accompagner en chantant des chants qu'elle comprenne...

Mais ce n'est pas le moment de m'attarder à des considérations aussi générales quand plusieurs volumes de vers — les uns vieux de trois ans, déjà ! — me sollicitent de réparer le tort qu'on a eu, non pas tant d'oublier de les signaler tout de suite, aussitôt reçus, que de les lire...

M. Gabriel Nigond, à l'*Ombre des Pins* (1), a groupé trois contes en vers et quatre pièces de théâtre imaginaire. On ne saurait lui contester un sens poétique suffisant pour prétendre à mieux qu'à composer des bluettes injouables. Ses vers, d'une assez bonne tenue littéraire, mais qui ne vont pas sans quelque indigence de nouveautés, de rythmes, d'images et d'idées, rempliraient assez bien un acte ou deux de fantaisie sentimentale et archaïque. M. Gabriel Nigond, qui aime autant l'antiquité que le moyen-âge et qui chante *Daphnis et Chloé* et le *Visage accompli de la Vierge Marie* avec le respect des traditions est, d'ailleurs, très éclectiquement traditionniste. Son inspiration relève, à la fois, du Romantisme et du Parnasse et de toutes les subdivisions du Néo-Parnasse. Mais il reste clair, quitte à passer pour un peu plat et, si elle songeait à lui, la critique académique lui décernerait certainement une mention honorable, en tant que poète « bien français ».

Pour moi, je souhaiterais que M. Nigond, abandonnant les mythes religieux et légendaires, se tournât résolûment vers la nature et la vie agreste que son talent semble le prédestiner à célébrer. C'est, en effet, dans les descriptions campagnardes que ses dons se révèlent et qu'il rencontre des vers aussi expressifs que ceux-ci, que je cite au hasard parmi maints autres :

> L'averse sonne à coups rythmés sur la feuillée,
> ... L'herbe bouge, pliée aux courses des lapins,
> Blancs et furtifs, dont les yeux roses semblent peints.

Ceci est un essai qui promet une œuvre : *Les deux Routes* (2) de M. Léon Lagavre. Les comtes, peut-être un peu trop comtes, pièces de vers de quelque cent pages du volume trahissent un esprit qui se cherche

(1) Paris 1904. — Stock, éditeur.
(2) Paris, 1904. Edition de l'*Idée libre*.

ou qui, s'il s'est trouvé, ne se possède pas encore assez pour s'affirmer. Les deux routes ; qu'est-ce à dire ? Celle de la résignation, je pense, et celle de la révolte ou de l'action, si l'on préfère, ce qui revient au même. Mais sur la route de l'action, où il semble prendre le parti de s'engager, M. Lagavre ne marche pas d'un pied très sûr. Au-devant de quel but va-t-il ? Il l'entrevoit, peut-être, mais ne nous le montre pas. Aussi bien, son livre — dont le vers, quand il n'est point sec, réussit aux énergiques condensations — manque-t-il de plan ou d'unité de pensée et de ton. L'inspiration y dévie et l'expression n'en est pas toujours d'une venue également heureuse.

M. Lagavre a, je crois, tort d'user du vers libre à la façon des symbolistes de la dernière heure. Le vers libre ainsi entendu, en diffusion de rythme, outre qu'il ne répond à rien, ne répond pas au tempérament de l'auteur à qui conviendrait mieux, à tout prendre, la roideur stricte mais forte du parnassisme.

C'est ainsi que je préfère, par exemple, cette strophe de l'*Ostensoir :*

> J'ai gravi l'escalier sacré,
> Tout seul avec ma foi tenace,
> Lentement, degré par degré,
> Jusqu'à la sublime terrasse.

à ces vers de l'*Aveu :*

> Tu seras, si tu veux,
> Notre-Dame du Meilleur Vœu,
> A qui j'offrirai ma prière d'Amour,
> Et tu m'apporteras sur tes lèvres d'amante,
> La joie et la beauté de ta grâce plénière.
> Et ton amour...

M. Alcanter de Brahm n'est plus, positivement, un jeune en littérature ; il a derrière lui une œuvre. Encore qu'ait point suffi à lui assurer la gloire, il serait injuste de la tenir pour négligeable. Mais je ne crois pas que *Les Voix anciennes* (1) soient les meilleurs chants de M. Alcanter de Brahm. Le volume débute par *La Légende du Kolonger de Hohenbourg* — « poème dont le prélude fut couronné hors concours par la Société des gens de lettres pour le prix Sully Prudhomme, en 1903 » — et il finit par la paraphrase d'un texte de M. Paul Adam. Il contient un poème antique, un poème dramatique du Moyen-Age (oh ! le Moyen-Age romantique et l'Antiquité parnassienne !...) et diverses poésies groupées sous le titre : *Voix d'hier.* Tout cela n'a pas grand bien et révèle une inspiration un peu trop variée pour être très personnelle.

M. Alcanter de Brahm a conservé l'âme curieuse et mobile d'un jeune poète, pressé de produire, qui prête l'oreille à tous les échos, avant de se recueillir et de s'entendre. On souhaiterait plus de maturité à sa pensée ou, pour mieux dire, on voudrait qu'il eut une pensée à poursuivre à travers son œuvre. Certes ! M. Alcanter de Brahm ne manque ni de dextérité ni de grâce et il rime aussi adroitement la ballade que les petits couplets à la bien-aimée. Mais que borne-t-il là son rôle de poète quand il prouve qu'il le comprend dans toute sa grandeur en écrivant :

> Pour nous qui recueillons dans cette tourbe humaine
> Le beau, le bien, le vrai, *notre loi souveraine*
> *Est de voir ce qui fut pour aller vers le mieux.*

Dans un mince fascicule, mais qui ne renferme pas moins de quatre cents alexandrins, à rimes plates, M. Maurice Deligny chante abondamment *Les Sapins des Vosges* (2).

Il parait, en outre, que ce fascicule est le sixième et dernier d'une série... Cela prouve qu'il y avait à dire des sapins et que M. Deligny a de « la facilité » comme écrivait de Lamartine, en raillant, ce gamin de Musset.

Aussi bien, M. Deligny devrait-il se méfier de sa verve et ne pas accueillir tous les mots et toutes les rimes qu'elle lui prodigue. Dans un poème qui s'efforce d'être *noble* de ton et d'allure, il faut éviter de parler de « saloperies humaines », même emporté par une généreuse indignation... Il ne faut pas, surtout, quand on tient à la rime, accoupler des *fils* avec un *fils* ou *muets* avec *remuées*. Enfin dans une strophe, en vers de dix pieds, à la césure au quatrième, il y a des enjambements d'un effet désastreux de cassure de rythme dont il sied de ne pas user. Et rien n'est plus choquant pour l'oreille, notamment, que :

> La ronce bleue et la ronde alchemille,
> Les bromes droits, les canches en gazon
> Verdoient parmi la symphonie *en mille*
> *Tons doux* fondus en toute frondaison.

A tout prendre, le poème des *Sapins* n'est pas sans révéler de sérieux mérites. M. Deligny est ému et très vibrant aux cruautés des hommes et aux beautés de la nature. Son capital défaut même, d'abondance négligée, pourra, s'il sait en tirer parti, devenir une excellente qualité.

(1) Paris 1904. Bibliothèque de « La Société des Poètes français ».
(2) Paris 1905. Éditions de « La Pensée ».

Ce sont des paysages languedociens que M. Charles Bondon évoque, avec une sensibilité souvent délicate, dans *Le double Destin* (1) et si ses poèmes ne sont pas toujours très heureux de forme, si l'expression leur fait parfois défaut, on ne saurait leur reprocher de manquer d'inspiration.

M. Charles Bondon a du souffle et sa poésie a de la fraicheur. Mais ce que nous apprécions le plus en elle c'est son effort à exprimer de la pensée. Le chanteur bucolique qu'est M. Bondon accuse une âme inquiète de vérité et un cœur épris de justice. Il ne lui semble pas que la fonction des poètes doive être de célébrer seulement « les fêtes et les baisers » :

> Si le peuple n'est pas en vos strophes d'airain,
> ... Vous tomberez, vaincus, aux luttes de demain !
> Soyez hommes tout court, avant d'être poètes...

leur dit-il. Et, sans doute, ce n'est pas énoncer une nouvelle doctrine d'art, mais c'est aider à ramener la poésie à sa définition qui est : une conception et une traduction des rapports de l'homme avec les hommes et la vie.

M. Charles Bondon qui nous donnera, plus tard, une œuvre philosophique, en cherchant à renouveler ses images, ne fait encore ici que s'interrompre de décrire ses *Villages aimés* quand il flagelle, avec des dons certains de satirique, *La Bête humaine, les Joueurs de manille* ou un *Kantiste.* Mais le peu qu'il dit déjà nous permet de pressentir la bonne santé de sa raison et nous attendons son prochain livre, avec sympathie.

Il y a vraiment du talent dans les *Poèmes* (2) de Mme Edmée Delebecque (qui s'accuse bien femme par la réceptivité dont son œuvre fait preuve). Avec souplesse et grâce à un esprit — peut-être insuffisamment personnel — se joue à travers les pièces de vers un peu mêlées et sans unité de recueil et, tour à tour, rappelle Lamartine, Musset, Hugo et Leconte de Lisle. Mais ce qui se dégage de bien propre à l'auteur, sous la diversité des influences auxquelles il est soumis, c'est une égale fraicheur d'inspiration, des dons très délicats d'éprouver et une manière jeune de traduire. Si, pour dire sa pensée et sa sensation, le poète se sert parfois d'images livresques et, partant, vieillottes, il lui arrive de se laisser surprendre tout simplement par son émoi qui, de lui-même alors, lui apporte l'expression — en général nette et rieuse —. C'est ainsi que Mme Delebecque rencontre de pareils vers :

> ... Dans un azur tendre, imbibé d'or pâle,
> *Mollement le jour ouvre ses yeux clairs,*
> ... Mais ton charme est pareil aux vapeurs de l'aurore,
> Qui du sein des vallons montent dans l'air vermeil
> Et vont s'évanouir dans le ciel qui se dore
> Sous le brûlant éclat du dévorant soleil.

Ces derniers vers sont extraits de *La Mort de Prométhée*, le plus long et le plus important des poèmes de Mme Delebecque. Après le *Prométhée enchaîné* d'Eschyle et le *Prométhée délivré* de Shelley, il y avait quelque audace à écrire du légendaire initiateur de la civilisation humaine. Au surplus, il me semble que Mme Delebecque n'a pas complètement réussi dans sa tentative ambitieuse de traiter ce grand sujet qui demandait pour être renouvelé de dons philosophiques les plus hauts, quelques images heureuses, des rythmes variés pour éviter la monotonie ne parviennent pas à donner suffisamment de pittoresque à l'ensemble du poème dont la pensée ne s'élève assez et qui trahit de la lassitude et de la froideur sous les procédés habituels de la rhétorique, nonobstant le fracas d'interrogations et d'interjections par trop prodiguées.

(1) Paris 1905. A. Messein, éditeur.
(2) Paris 1905. A. Messein, éditeur.

M. Georges Pioch n'a pas tort de se plaindre, dans l'avertissement de son livre, *Le Bonté d'aimer* (1) de l'indifférence du public à l'égard de son œuvre. Si cette indifférence, comme il le déclare, ne le décourage point, il est juste qu'il estime comme nous qu'elle est imméritée. On ne peut, en effet, contester à M. Pioch de posséder la plupart des dons qu'ont assumé à tant d'autres la notariété et il faut reconnaître, en outre, qu'il a un esprit noblement inquiet et quelque chose à dire. JOHN L. CHARPENTIER.

Correspondances et Communications

Congrès d'Amsterdam. — Les camarades français qui désireraient recevoir le *Bulletin de l'Internationale libertaire*, dont le numéro 3 vient de paraître, sont priés de s'adresser à notre collaborateur Amédée Dunois, 15, rue du Parc-Montsouris, Paris.

Le *Bulletin* est gratuit, mais toute souscription, même la plus minime, sera la bienvenue.

Souscriptions déjà reçues : B. G., institutrice à R., 4 francs. — Tony Ch., à Norwalk, 5 francs. — Ces sommes sont envoyées au trésorier du Congrès d'Amsterdam.

Tournée d'agitation syndicaliste-révolutionnaire. — Nous rappelons aux camarades normands que c'est vers le 2 mai que Léon Torton et E. Jumel commenceront leur tournée en Normandie.

Le sujet des conférences est : *Les Fléaux sociaux et le Syndicalisme révolutionnaire.* Il pourra être changé sur demande des organisateurs, mais restera essentiellement révolutionnaire.

Chants par Alice Torton.

Que ceux qui désirent organiser des conférences écrivent dès maintenant à Léon Torton, Bourse du Travail, Rouen.

Union Syndicale du Bronze. — Camarade, ayant été justement ému à la lecture de votre article concernant la grève des pipiers, et plus spécialement les camarades Chevriot, Léon Baudry, Louis Camelin et Perrier qui n'ont pas hésité à donner l'exemple en payant de leur personne, le Conseil syndical de l'Union du bronze a décidé d'envoyer à ces camarades victimes de la justice bourgeoise, en même temps que leurs fraternels saluts une somme de *10 francs* (ci-joint le mandat), vous demandant de bien vouloir leur faire parvenir ; nous ne connaissons pas leur adresse.

Espérant que vous ferez le nécessaire mieux que nous, je vous salue fraternellement.

Le Secrétaire, Ladame, 80, rue Pixérécourt (XXe).

ALGER. — **Les Précurseurs.** — Quelques camarades d'Alger ont formé un groupe d'études sociales qui a nom *Les Précurseurs*, afin de grouper tous les éléments et faire une intense propagande par le journal, la brochure et la conférence.

Les réunions se tiennent tous les jeudis, à 8 h. 1/2 du soir, au café du Vieux-Grenadier, place Bresson. Prière aux camarades qui voudraient nous envoyer des livres, des journaux, des brochures ou qui auraient des communications à faire de les adresser au camarade Gilbert, café du Square, Alger.

LORIENT. — **Jeunesse Syndicaliste-Révolutionnaire.** — Promenade de propagande à Etel le 28 avril. Les camarades sont priés de se rendre sur le quai à 6 heures du matin pour prendre le bateau du Pen-Manné, si le temps le permet. Quelques camarades de la fanfare syndicale prêteront leur concours.

LORIENT. — **La Jeunesse Syndicaliste** demande l'avis des groupements d'avant-garde de l'Ouest sur l'organisation d'une tournée de conférences.

Ecrire à Pierre Courtet, rue du Parco, maison Valo.

ROANNE ET LE COTEAU. — **Textile.** — L'Administration du Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne et le Coteau réunie le 16 avril courant, après avoir constaté que les dirigeants remettent en pratique la

(1) Paris 1905. A. Messein, éditeur.

même manœuvre de l'an dernier, qui consiste à embastiller les militants de la C. G. T., à l'approche du 1er mai, proteste énergiquement contre l'arrestation arbitraire des camarades Yvetot et Marck, délégués de la C. G. T.

CONVOCATIONS

° **La Semaille**, 21, rue Boyer. — Vendredi 26 avril : Guinle (A. E. R.) ; Maurice Maeterlink : Le poète et le philosophe.
Mardi 30 avril ; Monsarrat (A. E. R.) : Qu'est-ce que le christianisme ? Pourquoi a-t-il été créé ?

° **Jeunesse Libre**. — Mardi 3 mai, salle Jules, 6, boulevard Magenta, à 8 h. 1/2, Causerie par Mauricius. Sujet : L'Amour libre.

° **Exposition H. E. Cross**, jusqu'au 8 mai, chez Bernheim, 15, rue Richepanse.

° **L'Art pour tous**. — Dimanche 28, à 10 heures du matin, Visite du Salon de la Société des Beaux-Arts, au Grand Palais des Champs-Elysées. Rendez-vous à 9 h. 3/4 précises, avenue d'Antin, à l'entrée.

° **Jeunesse révolutionnaire du 15e**. — Vendredi 26, à 8 h. 1/2, salle Lemanier, 42, rue Mademoiselle. Ordre du jour : Organisation d'un meeting contre l'arrestation de Marck et Yvetot, Communication intéressante.

° **Causeries du XVIIe**. — Jeudi, 2 mai, à 8 h. 1/2, salle Bertrand, rue Cardinet, 156. Causerie, par X. : *l'Action anarchiste*.

° **Art et Science**. — Dimanche, 28, à 9 h. 45. Visite du Musée Luxembourg. Conférence de M. Frantz-Jourdain : *La Sculpture contemporaine*.

° **Grupo liberecana esperantista**. — Lundi, 29 avril, à 8 h. 1/2, cours élémentaire d'Esperanto.

Dimanche, 5 mai, ballade cycliste de propagande libertaire. Envoyer adhésions à Papillon, 27, Harmonie, Bobigny (Seine), pour recevoir heure et lieu du départ.

° **Grand Meeting de protestation** contre l'arrestation arbitraire de **Marck** et **Yvetot**. — Mardi, 30 avril, à 8 h. 1/2, dans les salons de la Porte Dorée, 275, avenue Daumesnil (XIIe).
Technologie de la Fraude, dite « Sabotage », à tort, par un camarade ; « Frappe au Ventre », par Léon Clément ; Protestations, de Gustave Hervé, Desplanques, Vaillant, Nicolet, Sembat, etc.
Il sera perçu o fr. 30 pour les frais.

° LEVALLOIS-PERRET. — **Groupe antimilitariste**. — Réunion jeudi 2 mai, à 8 h. 1/2, salle Jeunemaitre, 47, rue des Frères-Herbert.
Propositions diverses en vue de ballades de propagande aux environs de Paris.
Les sections de Paris et de banlieue qui voudraient se joindre à nous sont priées d'envoyer des camarades pour propositions et entente.

° LYON. — **Groupe l'Emancipation**. — Dimanche 28 avril Soirée familiale chez Chamarande, 26, rue Paul-Bert, chants, monologues.
Une causerie sera faite sur la grève générale en Suisse par une camarade expulsée de ce pays.

Petite Correspondance

J. N., à LLAURO. — Entendu, je rectifie ; ça été une erreur.
H., à LUÇON. — Entendu.
H. D., à MERLEMONT. — C'est regrettable, l'abonnement étant préférable pour nous.
H., à VIEUX-CONDÉ. — Bon. Nous continuerons l'envoi pendant quelques temps.
M., à MONTLOUIS ; N., à LE BLANC. — Y attends « l'Évolution de la Morale ». Sitôt reçu, je vous enverrai.
P. B., à GOURBENANS. — J'ai retrouvé un exemplaire de la « Société future » que je vous ai expédié.
M., à CHAUX-DE-FONDS. — Il nous manque « les Sales corbeaux » dans la série des cartes.
P., à BRIVES. — J'expédie les numéros. Personne ne nous avait rien dit. Pensez-vous qu'une distribution d'invendus puisse agrandir la vente ?
N., à LE BLANC. — Oui. « L'Évolution de la morale » nous manque. Je croyais vous avoir avisé.
A. C., à BRÉVANNES. — Je rectifie.
J. G., à LIÈGE. — Les remboursements sont trop onéreux. Envoyez 3 fr. 85. — Votre lettre nous a coûté o fr. 20.
V., à PORTO-ALEGRE. — Je réexpédie le « Coin des enfants ». Il avait bien été envoyé.
Reçu pour le journal : V., à Llauro, o fr. 30. — C. F., au Mans, 4 fr. 50. — Anonyme, 1 fr. 25. — De Marshalt pour le camarade Franck Carton : Couturier, Mohin, Teicuff, F. et Carton, chacun 5 francs. — L. Teicuff, 2 fr. 50. ; Ensemble 22 fr. 50. — T., à Lorient, o fr. 50. — B., à Saint-Vallier, o fr. 80. — Ch. A., à Saint-Laurent, 20 francs. — Rousseau, 10 francs. — G., à Igrande, 1 fr. 50.
Merci à tous.
N., BULGARIE. — Reçu de vieux timbres. Merci.
V. E., à Villembanne. — M., à Sfax. — H. B., au Lavans. — M., à Toulon. — E. H., à Trélazé. — B., rue du Pressoir. — B., à Corneilla. — B., à Tunis. — R., à Guerigny. — E. S., à Etampes. — R., à Chazelles. — N., à Funchal. — J. H., à Utrecht. — C. W., à Marchienne. — L., à Amiens. — D., à Saint-Quentin. — L. C., à Clamecy. — A. B., à Mostaganem. — A. H., à Cayeux.
Reçu timbres et mandats.

TABLE DES MATIÈRES DE LA 12e ANNÉE

Dessins

Théâtres

Bibliographie

Divers

Errata

N° 4, p. 8, légende du dessin : Au lieu de *Versaillais*, lire *Versailleux*.

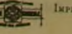
N° 9, p. 3, col. 3, signature : Au lieu de *Avrony*, lire *Owrony*.

N° 16, dessin : Lire, en haut, *A Carlsbad*, et en bas : *Clemenceau : « Y a pas à dire, la « poigne » engendre le « pognon »*.

N° 48, p. 4, col. 1, titre : Au lieu de *en 1887*, lire *en 1877*.

Voir les errata des n°s 35 (p. 7) et 51 (p. 6).

Le Gérant : J. GRAVE.



IMPRIMERIE *La Libératrice* (Assoc. ouvr.), 83, rue de la Santé, Paris